

ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME LÉGISLATURE

TABLES GÉNÉRALES

des **DOCUMENTS** et **DÉBATS** parlementaires

rédigées par les Services des Procès-Verbaux et des Archives

5 Juillet 1951 — 2 Décembre 1955

2^e PARTIE

TABLE NOMINATIVE

TOME II

(Lettres **F** à **M**)

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1956



2^E PARTIE

TOME II (LETTRES **F** à **M**)

NOMS

Par ordre alphabétique.

Le présent tome comprend, pour chaque membre de l'Assemblée Nationale (Élue le 17 juin 1951), les indications ayant trait :

- au département qu'il représente,
- à la validation de son élection,
- au groupe politique auquel il s'est inscrit (1),
- aux Commissions dont il a été membre,
- aux propositions de loi, de résolution, rapports et avis qu'il a déposés,
- aux projets de loi dont il a été signataire en tant que membre du Gouvernement le cas échéant,
- aux dates et pages de ses interventions en séance publique,
- aux excuses pour absence,
- aux congés obtenus, etc...

Voir l'avertissement en tête de la 1^{re} partie (TABLE DES MATIÈRES).

NOTA

A partir du présent volume,

Toutes indications relatives aux impressions du **Conseil de la République** et aux interventions de MM. les **Sénateurs** figurent dans

« **LA TABLE DES DÉBATS** »

publiée par le Service des **Archives** de cette **Assemblée**.

Cette table est insérée en fin d'année à la suite du dernier volume des ANNALES-DÉBATS du Conseil de la République.

(1) Les appartenances mentionnées dans le présent volume sont les dernières en date.

EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

F.....	Feuilleton.
J. O.....	Journal officiel (Lois et décrets).
p.....	page.

(Voir la liste complète des abréviations en tête du 1^{er} volume de la **Table des matières.**)

SIGLES DES GROUPES POLITIQUES

A. R. S.....	Groupe indépendant d'action républicaine et sociale.
C.....	Groupe communiste.
I. O. M.....	Groupe des Indépendants d'outre-mer.
I. P.....	Groupe indépendant paysan.
M. R. P.....	Groupe du Mouvement républicain populaire.
N. I.....	Non inscrits.
P. G. D.....	Groupe paysan et du Centre démocratique.
R. I.....	Groupe des Républicains indépendants.
R. P.....	Groupe des Républicains progressistes.
R. R. S.....	Groupe républicain radical et radical socialiste.
R. S.....	Groupe des Républicains sociaux.
S.....	Groupe socialiste.
U. D. S. R.....	Groupe de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance et des Indépendants de gauche.

F



FABRE (M. Alexis), *Député de l'Aude*
(R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé : Vice-Président de la Commission des boissons [19 juillet 1951] (**F. n° 7**); membre de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 27 juillet 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi de M. Gaillard modifiant et complétant la loi n° 49-1652 du 31 décembre 1949, réglementant la profession de courtiers en vins, dits « courtiers de campagne », n° 367. — Le 11 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs victimes des orages qui se sont abattus dans le département de l'Aude dans les mois de juillet et d'août 1951, n° 691. — Le 24 août 1951, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 116) de M. Paul Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 79 du Code du vin, n° 853. — Le 24 août 1951, une proposition de loi tendant à réorganiser l'enseignement agricole, n° 854. — Le 27 juin

1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 76 du Code du vin en vue de réaliser l'assainissement du marché, n° 3856. — Le 7 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 3589) de M. Yvon Delbos et plusieurs de ses collègues tendant à créer le Conseil interprofessionnel des vins de la région de Bergerac, n° 4642. — Le 19 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 77 du Code du vin, n° 4797. — Le 18 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 79 du Code du vin, n° 5600. — Le 18 février 1953, une proposition de loi tendant à supprimer l'article 99 du Code du vin, n° 5601. — Le 24 février 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution (n° 4553) de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi permettant à tout fonctionnaire appartenant à un cadre relevant du Ministère de la France d'outre-mer qui, en cours de carrière, est reconnu inapte à servir outre-mer, provisoirement ou définitivement, sans pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté, d'être détaché ou intégré dans un cadre métropolitain homologue lorsque son état de santé n'y fait pas obstacle, n° 5647. — Le 24 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 5601) de M. Fabre et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer l'article 99 du Code du vin, n° 5985. — Le 24 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 5600) de M. Fabre et plusieurs de ses

collègues tendant à modifier l'article 79 du Code du vin, n° 5986. — Le 24 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 1408) tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer et au Togo (à l'exception de Madagascar, de l'archipel des Comores et du Cameroun) les modifications apportées à l'article 373 du Code pénal par la loi validée du 8 octobre 1943, n° 5995. — Le 17 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux sinistrés des gelées, des orages de grêle et de la tornade de vent qui ont ravagé le département de l'Aude au cours des derniers mois, n° 6543.

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales de la Haute-Saône : *Amendement de M. Mutter tendant à déclarer valables les apparentements et à proclamer élus M.M. Georges, Montillot et Liautey* [23 août 1951] (p. 6469). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation grave de la viticulture [27 juin 1952] (p. 3296); la développe : *Ses observations sur le nouveau statut de la viticulture, la distillation du vin et la régie des alcools, l'excédent permanent de 10 millions d'hectolitres* [4 juillet 1952] (p. 3591 et suiv.); — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3161 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la répression des fraudes (Droits sur les vins)* [21 octobre 1952] (p. 4288, 4289); le retire (p. 4289); — du projet de loi relatif au redressement financier : *Discussion générale (Ses observations sur le régime économique de l'alcool)* [19 mai 1953] (p. 2789, 2790). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture des mines et usines de Malvezzy [22 juillet 1953] (p. 3758); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Responsabilité des pouvoirs publics, du fait des investissements préalablement consentis à Malvezzy, indemnités et reclassement à prévoir pour les chômeurs, au lieu de la subvention considérable envisagée pour la Société gestionnaire* [23 juillet 1953] (p. 3829). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du

Gouvernement : *Commentaires sur la proposition de loi de M. Bruyneel n° 6353, tendant à la suspension temporaire de toutes taxes fiscales pour stimuler la consommation du vin* [20 octobre 1953] (p. 4434); *Défense de l'ancien Code du vin, mal et tardivement appliqué; analyse du nouveau décret, Titre I (Equilibre à court terme du marché) et Titre II (Orientation à long terme de la production), critiques partielles* [22 octobre 1953] (p. 4491 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3161 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la répression des fraudes (Réorganisation du service)* [3 décembre 1953] (p. 5931, 5932). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise viticole dans les Corbières et le Minervois [9 février 1954] (p. 102); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation et sur sa jonction à celles de M. Guille et Vals relatives aux incidents du Minervois [9 mars 1954] (p. 742, 743). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-31 : *Situation du personnel administratif des directions des services agricoles* [25 novembre 1954] (p. 5437); Chap. 31-61 : *Répression des fraudes (Infractions au régime de la circulation des vins)* [26 novembre 1954] (p. 5468); Chap. 44-24 : *Son amendement (Propagande en faveur des vins)* (p. 5500); le retire (p. 5501); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme pour 1955, I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat B, Chap. 73-41 : *Son amendement indicatif (Reconstruction de la gare de Castelnaudary)* [15 décembre 1954] (p. 6371). = S'excuse de son absence [31 décembre 1953] (p. 7236). = Obtient un congé [31 décembre 1953] (p. 7236).

FAGGIANELLI (M. Jacques), Député de la Corse (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission des finances [28 août 1951]

(F. n° 27), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341). — Est nommé membre titulaire de la Commission des finances [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 6 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre à la Corse le régime des vacances scolaires prévu pour l'Algérie, n° 5805. — Le 21 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à annuler l'arrêté ministériel du 28 février 1953 portant licenciement d'agents du réseau ferré corse, n° 6560. — Le 13 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4738) autorisant la cession d'un terrain domanial à la Caisse primaire de sécurité sociale des Pyrénées-Orientales, n° 6846. — Le 13 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6757) et la lettre rectificative (n° 7443) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques (II. Services financiers) pour l'exercice 1954, n° 7163. — Le 9 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6756) relatif au développement des crédits affectés au Ministère des Finances et des Affaires économiques pour l'exercice 1954 (I. Charges communes), n° 7403.

Le 28 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7476) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6757) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques pour l'exercice 1954 (II. Services financiers), n° 7497. — Le 31 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7582) donné par M. le Président du Conseil de la République, sur le projet de loi (n° 6756) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques pour l'exercice 1954 (I. Charges communes), n° 7592.

— Le 7 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 243) de M. Tony Révillon et plusieurs de ses collègues tendant à subventionner l'achèvement du monument élevé à Cerdon à la

mémoire des maquisards, n° 8282. — Le 14 mai 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6714) autorisant le Ministre des Finances à rembourser aux porteurs de titres néerlandais validés par l'intermédiaire du fonds de garantie des titres néerlandais circulant en France, une partie des versements effectués par les intéressés au titre de la taxe de validation, n° 8468. — Le 8 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7179) autorisant l'acquisition par l'Etat de l'Hôtel Ventadour, n° 8594. — Le 15 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9289) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan (II. Services financiers) pour l'exercice 1955, n° 9467. — Le 17 novembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9289) et la lettre rectificative (n° 9492) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour l'exercice 1955 (II. Services financiers), n° 9493. — Le 29 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour l'exercice 1955 (II. Services financiers), n° 9813. — Le 26 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9288) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour l'exercice 1955 (I. Charges communes), n° 10002. — Le 31 janvier 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9288) et la lettre rectificative au projet de loi (n° 10018) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour l'exercice 1955 (I. Charges communes), n° 10039. — Le 7 février 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 8109) autorisant l'aliénation aux enchères publiques d'un établissement industriel appartenant à l'Etat et sis à Caudebec-en-Caux (Seine-Inférieure), n° 10120.

— Le 7 février 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 3806) de M. Jean Boivin-Champeaux, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à élever un monument aux résistantes françaises mortes dans les camps de concentration, n° 10121. — Le 15 mars 1955, une proposition de loi tendant à étendre aux fonctionnaires coloniaux le bénéfice de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions, n° 10408. — Le 31 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques pour l'exercice 1955 (I. Charges communes), n° 10594. — Le 7 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7781) autorisant la cession amiable aux caisses de mutualité sociale agricole du Vaucluse, de l'Hôtel des Finances, 8, rue de Mons à Avignon (Vaucluse), n° 11137.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; INTÉRIEUR; Etat B, Chap. 41-52 : *Amendement de M. Foulupt-Esperaber tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions facultatives aux collectivités locales (blocage du prix des services fournis par les communes)* [13 décembre 1952] (p. 6348, 6349); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953; Article additionnel : *Son amendement tendant à instituer une taxe unique à la production sur les engrais* [21 décembre 1952] (p. 6892); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 45-01 : *Services maritimes d'intérêt général (Lignes de Corse)* [13 novembre 1953] (p. 5101); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur* : *Réorganisation du budget des Services financiers, réforme de l'auxiliarat* [14 novembre 1953] (p. 5165, 5166); Etat A, Chap. 34-61 : *Amendement de M. Sauer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration des douanes (Indemnité d'habillement des douaniers)* (p. 5173); FINANCES, CHARGES COMMUNES, en qualité de *Rapporteur* [11 décembre 1953] (p. 6505,

6506); Etat A, Chap. 32-93 : *Pensions militaires (Refonte de la grille des traitements établie en 1948)* (p. 6518); Article additionnel : *Amendement de M. Giovoni tendant à attribuer une indemnité de vie chère aux fonctionnaires en service en Corse* (p. 6529); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 31-11 : *Services de santé (Résultat de l'enquête parlementaire sur l'équipement sanitaire insuffisant de la Corse)* [13 décembre 1953] (p. 6652, 6653); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1953] (p. 7033, 7034); Etat A, Chap. 31-02 : *Demande de reprise du chiffre voté en première lecture pour les contrôles économiques et financiers, présentée par le Gouvernement* (p. 7034); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES (CHARGES COMMUNES), amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1953] (p. 7244); Etat A, Chap. 12-04 : *Demande de rétablissement des crédits pour frais de trésorerie, présentée par le Gouvernement* [31 décembre 1953] (p. 7245); — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 9 ter : *Son amendement (Remboursement aux collectivités locales de la perte de recettes consécutive à la réforme fiscale relative aux engrais)* [9 avril 1954] (p. 1994); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET PLAN (II. SERVICES FINANCIERS) pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur* : *Harmonisation des carrières de la direction générale des impôts, transformation d'emplois, régie des douanes, liquidation du service de l'Impex, remboursements aux adhérents des sociétés de crédit différé mises en faillite, achat éventuel de l'hôtel Ventadour, restitution du pavillon de Flore* [18 novembre 1954] (p. 5173, 5174); Etat A, Chap. 31-31 : *Amendement indicatif de M. Pierre Meunier (Transformation d'emplois)* (p. 5177); Chap. 31-49 : *Amendement de M. Meunier (Mesures d'harmonisation et application du statut unique des personnels des catégories B et C)* (p. 5179); Chap. 31-63 : *Amendement indicatif de M. Sauer (Réforme du service des brigades des douanes)* (p. 5179); Chap. 34-61 : *Amendement indicatif de M. Sauer (Indemnité d'habillement du personnel des brigades des douanes)* (p. 5180); Chap. 41-91 : *Amendement de M. Gozard (Subvention au mouvement na-*

tional d'épargne) (p. 5184); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Rémunération des fonctionnaires* [31 janvier 1955] (p. 537, 538); *Motions préjudicielles de MM. Lamps et Cayeux* (*Rémunération de l'ensemble de la fonction publique, statut des personnels extérieurs de la santé publique*) [1^{er} février 1955] (p. 560); *Hérarchisation du traitement de base* (p. 561); *Analyse des deux lettres rectificatives relatives à « l'affaire Bréguet » et à l'amélioration de la situation des personnels de l'Etat* [4 mars 1955] (p. 1086); *Motion préjudicielle de M. Lamps* (*Remise en ordre des rémunérations de la fonction publique*) (p. 1091); *État A, Chap. 31-93* : *Amélioration de la situation des personnels de l'Etat et des victimes de la guerre* (p. 1103); *Sa demande de réserver l'article additionnel de M. Gaumont* (*Amélioration de la situation des personnels d'Etat dans la métropole et dans les territoires d'outre-mer*) (p. 1106); *Examen des articles du titre III* (p. 1106); *Article additionnel de M. de Sesmaisons* (*Droits à l'avancement et à la pension de retraite des officiers reçus au concours spécial d'entrée à l'E. N. A.*) p. 1108); *Art. 36* : *Amendement de M. Quinson* (*Droits acquis des retraités des collectivités locales*) (p. 1113); *Art. 45* : *Remise de la dette de la Société Bréguet* (*Construction des appareils Deux-Ponts*) (p. 1116); *Articles additionnels de MM. J.-P. Palewski et Dorey* (*Reclassement et titularisation des agents des services des affaires allemandes et autrichiennes*) (p. 1117, 1118); *Article additionnel de M. Rosenblatt* (*Indemnité de « difficultés administratives »*) [8 mars 1955] (p. 1137); *Article additionnel de M. Lamps* (*Droits des veufs de femmes fonctionnaires*) (p. 1141); *Articles additionnels de Mmes Gabriel-Péri et F. Lefebvre* (*Les veuves de guerre et l'allocation spéciale de vieillesse*) (p. 1145); *Article additionnel de M. Quinson* (*Indemnité spéciale dégressive pour les départements d'outre-mer*) *sa demande de le réserver* (p. 1150); *Article additionnel de M. Le Roy Ladurie* (*Congé de longue durée pour la sclérose en plaques*) *applicabilité de l'article 68 du règlement* (p. 1156). — Dépose une demande d'interpellation sur les besoins économiques et financiers de la Corse [21 juin 1955] (p. 3168). = S'excuse de son absence [8 novembre 1951] (p. 7704). = Obtient un congé [8 novembre 1951] (p. 7704).

FAJON (M. Etienne), *Député de la Seine* [5^e circonscription] (C.).

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n°5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à donner aux conjoints survivants des agents des cadres la possibilité d'effectuer, dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, les versements rétroactifs d'assurance-vieillesse aux lieu et place du *de cuius*, n° 1330. — Le 25 janvier 1952, une proposition de loi tendant à alléger les prix de vente de l'électricité aux usagers domestiques, artisans, agriculteurs, petits et moyens industriels et commerçants, par le relèvement des tarifs déficitaires accordés à l'électrochimie, à l'électrometallurgie et aux gros industriels, n° 2468. — Le 25 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre sans délai toutes mesures propres à protéger l'industrie du verre et particulièrement la fabrication des ébauches d'ampoules, n° 2777. — Le 22 décembre 1952 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une allocation exceptionnelle de 10.000 francs avec majoration de 2.000 francs par personne à charge à tout chômeur inscrit aux services de la main-d'œuvre, n° 5233. — Le 22 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un secours de 10 millions de francs aux familles sinistrées par suite de l'effondrement de carrières survenu à Nanterre le 21 janvier 1953, n° 5348. — Le 2 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le Ministère de l'Éducation nationale les frais de fonctionnement du collège moderne et technique de jeunes filles de la ville de Suresnes, n° 6429. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant : 1° à fixer à 23.000 francs par mois sans abattement de zone le salaire minimum national interprofessionnel garanti ; 2° à relever dans des conditions identiques les salaires, traitements, pensions, retraites et allocations,

n° 6800. — Le 20 octobre 1953, une proposition de loi tendant : 1° à fixer à 27.000 francs par mois le traitement de base des fonctionnaires (indice 100); 2° à verser aux fonctionnaires et retraités, avec effet du 1^{er} septembre 1953, un acompte mensuel de 7.000 fr., **n° 6915.** — Le 8 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue d'empêcher la fermeture de la Centrale gazière de Nanterre et d'assurer son fonctionnement normal, **n° 8304.** — Le 17 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à porter à 186.000 fr. à titre de premier palier de revalorisation le traitement de base hiérarchisé servant au calcul des traitements et retraites des fonctionnaires et agents des services publics; 2° à modifier le système de l'indemnité de résidence; l'augmentation mensuelle résultant de l'ensemble des dispositions ci-dessus ne pouvant être inférieure à 4.000 francs, **n° 9489 (rectifié).** — Le 5 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à annuler de plein droit la cession des actions des ateliers de construction Lavalette à une société allemande dont les biens avaient été placés sous séquestre à la Libération, **n° 11110.** — Le 6 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer au 1^{er} octobre 1955 l'ensemble des dispositions prévues par le décret n° 55-866 du 30 juin 1955 portant remise en ordre des traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat en portant le minimum d'augmentation mensuelle à 6.000 francs et le traitement à l'indice 100 à 30.000 francs nets par mois, **n° 11521.**

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement à l'égard du réarmement de l'Allemagne [7 février 1952] (p. 499); la développe : *La rapidité du réarmement allemand, la politique américaine pro-allemande, l'économie du plan Pleven modifiée par les américains, le service de 2 ans, la République populaire allemande pacifiste* [11 février 1952] (p. 593 et suiv.); *Son ordre du jour repoussant le réarmement de l'Allemagne* [13 février 1952] (p. 693); — sur la participation

du Gouvernement à l'élaboration des accords de Bonn et de Paris [21 octobre 1952] (p. 4264); — sur la situation des 2.000 travailleurs brutalement licenciés par la Simca [21 décembre 1952] (p. 6846); — sur les sanctions contraires à la Constitution et sur les circulaires et instructions ministérielles portant atteinte à l'exercice du droit de grève [6 octobre 1953] (p. 4014); la développe : *Sanctions pour faits de grèves, dans les secteurs publics et privés, nombreux exemples; sanctions plus nombreuses à l'étude; leur illégalité totale, la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en cas de guerre ne pouvant être ici invoquée; proposition d'amnistie totale du groupe communiste* [8 octobre 1953] (p. 4094, 4095). — Est entendu sur une demande en autorisation de poursuites concernant MM. J. Duclos, Fajon, Billoux, Guyot et A. Marty : *Rappel des positions communistes avouées contre l'Armée européenne et la guerre d'Indochine; motifs politiques d'une tentative de répression pénale; vrais auteurs de la « démoralisation de l'armée et de la nation »; justification du télégramme à Ho Chi Minh et de toute l'action communiste* [6 novembre 1953] (p. 4924 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1954; Article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer de la surtaxe progressive les salariés dont le revenu est inférieur à 360.000 francs* [13 décembre 1953] (p. 6745). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Votera le renvoi des interpellations (Hostilité populaire irréductible à toute restauration de la Wehrmacht, grave tension internationale qui en serait la conséquence, choix possible pour la France en faveur d'une « solution pacifique » du problème allemand, rappel des récentes notes soviétiques en faveur d'un système européen de sécurité collective (Comprenant les U. S. A.), offres renouvelées du parti communiste à la collaboration sur ce point « des autres patriotes »)* [31 août 1954] (p. 4480, 4481). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Le Ministère Mendès-France; M. Pineau et la C. E. D.; politique extérieure, mesures sociales; action commune contre la réaction* [18 février 1955] (p. 817 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures de répression prises à l'encontre des jeunes soldats

maintenus sous les drapeaux au-delà de leur temps légal [25 novembre 1955] (p. 6016).

FARAUD (M. Roger), *Député de Charente-Maritime (S.)*.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [3 mai 1955] (**F. n° 524**) ; de la Commission des affaires étrangères [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la Commission interparlementaire chargée d'étudier la simplification des formalités de frontières pour les voyageurs, leurs bagages et leurs véhicules automobiles [7 février 1955] (**F. n° 495**).

Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de loi portant statut du personnel navigant de l'aéronautique civile, **n° 231**. — Le 11 septembre 1951, une proposition de loi tendant au classement des conducteurs de chantiers et agents de travaux des ponts et chaussées dans la catégorie B dite « catégorie des services actifs », **n° 1060**. — Le 11 décembre 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Rincent et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir dans le prochain collectif de l'exercice 1950 (dépenses de fonctionnement des services civils) les crédits nécessaires à l'attribution de nouvelles bourses aux élèves des cours complémentaires et au relèvement du montant de celles qui sont actuellement accordées ; 2° de M. Thamier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : a) à prendre d'urgence toutes les mesures pour que les bourses attribuées dans les cours complémentaires correspondent aux besoins réels ; b) à envisager, lors de la

préparation du budget de 1951, des crédits suffisants pour l'attribution des bourses aux élèves des divers ordres d'enseignement, **n° 1927**.

— Le 13 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à développer l'instruction civique et à la prolonger par un enseignement social, **n° 2654**. —

Le 20 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir une subvention en faveur de la Société des artistes décorateurs, **n° 3435**. — Le 20 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département de la Charente-Maritime victimes de l'orage de grêle du 12 juin 1952, **n° 3748**. — Le 28 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à consentir aux ostréiculteurs sinistrés, à la suite des tempêtes de fin septembre, des remises d'impôts et à prendre les mesures nécessaires pour que les caisses de crédit agricole et de crédit maritime leur accordent des prêts à taux réduit, **n° 4526**. —

Le 4 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder une aide immédiate aux victimes des inondations qui viennent d'éprouver les régions de Saintes, Pons et Jonzac ; 2° à mettre à la disposition des agriculteurs inondés, par l'intermédiaire des caisses de crédit agricole, des prêts à taux réduit pour le renouvellement des emblavures détruites ; 3° accélérer l'étude et la réalisation des travaux propres à assurer à l'avenir, en cas de crue, l'écoulement rapide des eaux de la Charente, **n° 4936**. — Le 18 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à adopter pour les voyages des colonies de vacances le tarif ferroviaire appliqué en 1952, **n° 6338**. — Le 22 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du Préfet de la Charente-Maritime les crédits qu'il jugera nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de l'orage survenu dans une partie du département, en particulier dans l'arrondissement de Jonzac, le 17 juillet 1953, **n° 6593**. — Le 22 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires, dans le budget de 1954, pour permettre l'attribution de 150 postes de chargés d'enseignement de l'éducation physique, **n° 6937**. — Le 19 novembre 1953, une proposition de résolution

tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire l'usage d'un filet de protection pour tous les exercices aériens de cirque ou de music-hall, n° 7245. — Le 1^{er} décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour rétablir le bénéfice du billet collectif à 50 0/0 au profit des organisations de jeunesse et de plein air déplaçant des groupes de dix voyageurs, n° 7346. — Le 26 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Penoy et plusieurs de ses collègues (n° 744) tendant à inclure les agents de travaux et conducteurs des ponts et chaussées dans les emplois de la catégorie B des services actifs du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme; 2° de M. Lecœur et plusieurs de ses collègues (n° 792) tendant à classer les agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans les emplois de la catégorie B des services actifs du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme; 3° de M. Bardon (n° 966) tendant au classement des agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées, dans les emplois de fonctionnaires de la catégorie B, dite des « services actifs »; 4° de M. Faraud et plusieurs de ses collègues (n° 1060) tendant au classement des conducteurs de chantiers et agents de travaux des ponts et chaussées dans la catégorie B dite « catégorie des services actifs »; 5° de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues (n° 7634) tendant : 1° à classer dans la catégorie « Service actif » les agents de travaux et les conducteurs de chantiers des ponts et chaussées; 2° à attribuer à ces personnels : a) les indices de traitement fixés par le Conseil supérieur de la fonction publique le 23 décembre 1952; b) les indemnités de déplacement accordées aux fonctionnaires par le décret du 21 mai 1953; 6° de MM. Pelleray, Samson et Couinaud (n° 8587) tendant à classer les agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans les emplois de la catégorie B des services actifs du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme; 7° de M. Bouquerel, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 830) tendant au classement des agents de travaux et conduc-

teurs de chantiers des ponts et chaussées dans les emplois de fonctionnaires de la catégorie B dite des « Services actifs »; 8° de M. Soldani, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 2488) tendant à classer les agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans les emplois de la catégorie « B » des services actifs du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme; II. la proposition de résolution de M. André Rey et plusieurs de ses collègues (n° 914) tendant à inviter le Gouvernement à classer les agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans les emplois de fonctionnaires de la catégorie B dite des « services actifs », n° 9587. — Le 10 décembre 1954, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 9287) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Éducation nationale pour l'exercice 1955 (1^{re} partie : Éducation nationale et chapitres communs), n° 9685. — Le 18 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de loi : 1° de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues (n° 8270) tendant à apporter au régime de la loi du 22 juillet 1922 les aménagements prévus à l'article 12 de la loi n° 53-1327 du 31 décembre 1953 : par l'application des dispositions de la loi n° 50-1010 du 19 août 1950, portant affiliation du personnel des deux sexes des transports routiers à la Caisse mutuelle des retraites; par l'application des dispositions de loi du 20 septembre 1948 portant péréquation des pensions; par la fixation de mesures propres à assurer l'équilibre financier de la C.A.M.R.; 2° de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues (n° 9319) tendant à l'abrogation du décret n° 54-953 du 14 septembre 1954 relatif au fonctionnement de la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des réseaux secondaires des chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways; 3° de M. Achille Auban et plusieurs de ses collègues (n° 9329) tendant à l'abrogation du décret n° 54-953 du 14 septembre 1954 relatif au fonctionnement de la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des réseaux secondaires de chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways;

4° de M. Klock et plusieurs de ses collègues (n° 9353) tendant à apporter au régime de la loi du 22 juillet 1922 relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, les aménagements prévus à l'article 12 de la loi n° 53-1327 du 31 décembre 1953, n° 9918. — Le 18 février 1955, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 9050) de M. Réveillaud, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à l'organisation d'une exposition sur le Canada à la Rochelle, n° 10160. — Le 23 novembre 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de loi : 1° de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues (n° 8270) tendant à apporter au régime de la loi du 22 juillet 1922 les aménagements prévus à l'article 12 de la loi n° 53-1327 du 31 décembre 1953 : par l'application des dispositions de la loi n° 50-1010 du 19 août 1950, portant affiliation du personnel des deux sexes des transports routiers à la Caisse autonome mutuelle des retraites ; par l'application des dispositions de la loi du 20 septembre 1948 portant péréquation des pensions ; par la fixation de mesures propres à assurer l'équilibre financier de la C.A.M.R. ; 2° de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues (n° 9319) tendant à l'abrogation du décret n° 54-953 du 14 septembre 1954 relatif au fonctionnement de la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des réseaux secondaires des chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways ; 3° de M. Achille Auban et plusieurs de ses collègues (n° 9329) tendant à l'abrogation du décret n° 54-953 du 14 septembre 1954 relatif au fonctionnement de la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des réseaux secondaires de chemins de fer d'intérêt général, des réseaux de voies ferrées d'intérêt local et des tramways ; 4° de M. Klock et plusieurs de ses collègues (n° 9353) tendant à apporter au régime de la loi du 22 juillet 1922 relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, les aménagements prévus à l'article 12 de la loi n° 53-1327 du 31 décembre 1953, n° 11943.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à porter à 1.500 millions les crédits de paiement pour 1951* [3 septembre 1951] (p. 6819) ; *Son amendement tendant à ne pas faire d'économies sur le budget de l'Education nationale* (p. 6819) ; *Son amendement tendant à supprimer les économies prévues sur des chapitres du budget de l'Education nationale* [4 septembre 1951] (p. 6836) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) ; Art. 1^{er} : *Allocation éducation de 1.000 francs par trimestre mandatée aux établissements scolaires* [7 septembre 1951] (p. 7024, 7025) ; — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir une révision des barèmes de salaires qui respecte la hiérarchie* [20 septembre 1951] (p. 7512). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953 ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 3113 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les conducteurs de chantiers et agents de travaux (Suppressions d'emplois)* [24 octobre 1952] (p. 4410) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [22 novembre 1952] (p. 5555, 5556) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; P. T. T. : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Contrôleurs principaux et adjoints administratifs)* [7 décembre 1953] (p. 6208) ; *le retire* (p. 6209) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3113 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les conducteurs de chantiers et agents de travaux des Ponts et chaussées (Intégration de ces fonctionnaires dans les services classés « actifs »)* [12 décembre 1953] (p. 6561, 6562) ; Chap. 3621 : *Frais de l'Union nationale des associations de tourisme (Scandales des permis de conduire*

abusifs) (p. 6574); Chap. 3461 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction générale du tourisme (Attaques de M. Brassat contre les campeurs)* (p. 6580, 6581); *le retire* (p. 6581); Chap. 3531 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les voies navigables (Indemnités des agents de la navigation intérieure)* (p. 6587); *le retire* (ibid.); Chap. 4542 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnité compensatrice à la S. N. C. F. (Billets collectifs accordés aux organisations des jeunes)* (p. 6594); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation : sur la majoration des impôts viticoles en Charente-Maritime [9 février 1954] (p. 102); — sur les mesures envisagées pour que les retraités des chemins de fer secondaires continuent à bénéficier sans interruption des nouveaux taux de pension [16 mars 1954] (p. 887); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Engagements pris lors du budget des Travaux publics* [8 avril 1954] (p. 1904, 1905); *Fixation des coefficients provisoires de majoration* (p. 1906, 1907). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement (Fixation de la date de discussion de son interpellation sur les retraites des tramwayots et cheminots des chemins de fer secondaires ou d'intérêt général)* [30 mars 1954] (p. 1484, 1485). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 34-51 : *Personnel et équipement sportif scolaire, terrains de camping, concours de pronostics, colonies de vacances, politique de la jeunesse* [1^{er} avril 1954] (p. 1671 et suiv.); Chap. 43-52 : *Développement de l'éducation populaire; sa demande de disjonction* (p. 1679); *le retire* (ibid.); Chap. 43-53 : *Sa demande de disjonction (Billets collectifs)* (p. 1679, 1680); Chap. 43-54 : *Activités de jeunesse; sa demande de disjonction* (p. 1680); *le retire* (ibid.); Chap. 47-51 : *Sa demande de disjonction (Insuffisance de la subvention de fonctionnement aux colonies de vacances)* (p. 1682); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME pour 1955; I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME. *Question préalable de M. Marcel Noël* [4 décembre 1954] (p. 5836); Etat A, Chap. 31-01 : *Son rappel au Règlement Présentation des observations et amendements*

aux chapitres auxquels ils se rapportent [9 décembre 1954] (p. 5982); Chap. 31-13 : *Sa demande de disjonction (Situation des surveillants des Ponts et chaussées, classement des conducteurs de chantiers dans la catégorie des services actifs)* (p. 5997); Chap. 32-91 : *Sa demande de disjonction tendant à surseoir au décret du 14 septembre 1954 relatif à la Caisse autonome mutuelle de retraite* (p. 6012); Chap. 45-42 : *Billet collectif avec 50 0/0 de réduction* [15 décembre 1954] (p. 6390); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955; ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS : *Proportion des élèves dans l'enseignement technique et le second degré, personnel des centres d'orientation professionnelle, éducation physique et sportive, chargés d'enseignement, centre sportif de Bullier, résidence universitaire d'Antony, équipement sportif et concours de pronostics, colonies de vacances* [13 décembre 1954] (p. 6258 et suiv.); Etat A, Chap. 31-44, 31-45, 31-51, 31-52 relatifs à l'enseignement technique : *Demande de réserver ces chapitres, présentée par M. Lanet* (p. 6275); Chap. 34-51 : *Son amendement indicatif (Durée des stages de formation de moniteurs de colonies de vacances)* (p. 6276); *le retire* (ibid.); Chap. 34-52 : *Équipement en matériel d'éducation physique et de sports* (p. 6276); Chap. 35-41 : *Entretien des centres d'apprentissage, sa demande de disjonction* (p. 6277); *le retire* (ibid.); Chap. 36-42 : *Sa demande de disjonction (Matériel des centres d'apprentissage, nationalisation des collèges techniques)* (p. 6280); Chap. 36-45 : *Son amendement indicatif (Subventions aux centres d'orientation professionnelle)* (p. 6280); Chap. 43-52 : *Son amendement indicatif (Développement de l'éducation populaire)* (p. 6284); Etat A, Chap. 43-53 : *Son amendement indicatif (Attribution de billets collectifs à 50 0/0)* [14 décembre 1954] (p. 6295); Etat B, Chap. 56-45 : *Sa demande de disjonction (Équipement de l'enseignement technique, plan Le Gorgeu; nécessité d'un nouveau plan quinquennal)* (p. 6297, 6298); Chap. 66-50 : *Subventions d'équipement pour l'éducation physique et les sports, sa demande de disjonction de ce chapitre (Centre sportif Bullier et résidence universitaire d'Antony)* (p. 6301); *Analyse de la lettre rectificative* (p. 6302); — de propositions de loi relatives aux retraites des agents des chemins de fer

secondaires et des tramways, en qualité de *Rapporteur*: *Affiliation à la C. A. M. R. des personnels routiers, abaissement de l'âge de la retraite* [24 novembre 1955] (p. 5994, 5995); *Applicabilité de l'article premier de la loi de finances* (p. 5998, 5999).

FAURE (M. Edgar), *Député du Jura (R.R.S.)*.

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

Président du Conseil, Ministre des Finances

du 21 janvier 1952 au 5 mars 1952,

*Ministre des Finances
et des Affaires économiques*

(Cabinet LANIEL)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954,

*Ministre des Finances
et des Affaires économiques*

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 juin 1954 au 20 janvier 1955,

Ministre des Affaires étrangères

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 20 janvier 1955 au 23 février 1955,

Président du Conseil

depuis le 23 février 1955,

chargé de l'intérim du *Ministère de l'Intérieur*
depuis le 2 décembre 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : président de la Commission des affaires étrangères [22 janvier 1953] (F. n° 217); membre de la Commission des affaires étrangères [20 janvier 1953] (F. n° 216).

Dépôts :

Le 5 septembre 1951, un projet de loi intégrant dans le Code d'instruction criminelle l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative à la perception d'amendes de composition, n° 974. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi modifiant l'article 594 du Code d'instruction crimi-

nelle, n° 975. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif à la durée de conservation par les greffiers des dossiers prévus à l'article 79 du Code de procédure civile, n° 976. — Le 11 septembre 1951, un projet de loi portant création d'une justice de paix à compétence étendue à Touggourt (Algérie), n° 1058. — Le 25 septembre 1951, un projet de loi modifiant les articles 119 et 135 du Code d'instruction criminelle, n° 1205. — Le 25 septembre 1951, un projet de loi relatif à l'avancement des juges de paix et des suppléants rétribués des juges de paix, n° 1207. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi complétant l'article 67 a) du Livre IV du Code du travail, n° 1280. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi modifiant l'article 133 du Code pénal et autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale du 20 avril 1929 pour la répression du faux monnayage, n° 1369. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi relatif aux sessions des tribunaux criminels de Tunisie, n° 1393. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi relatif aux conditions de recevabilité par les greffes des justices de paix et des mahakmas, des appels interjetés en matière musulmane, n° 1399. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1947 relative à l'organisation des justices de paix, n° 1437. — Le 13 novembre 1951, un projet de loi relatif à l'introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion des dispositions de l'ordonnance du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants, n° 1488. — Le 13 novembre 1951, un projet de loi relatif à la police des audiences des mahakmas, n° 1489. — Le 15 novembre 1951, un projet de loi modifiant les articles 251 et 310 du Code d'instruction criminelle et 217 du Code pénal, n° 1572. — Le 20 novembre 1951, un projet de loi complétant l'article 598 du Code d'instruction criminelle, n° 1610. — Le 20 novembre 1951, un projet de loi modifiant l'article 11 du Code d'instruction criminelle, n° 1611. — Le 20 novembre 1951, un projet de loi portant création et suppression de postes de magistrats, n° 1615. — Le 20 novembre 1951, un projet de loi abrogeant l'article 4 de la loi du 5 juin 1875, n° 1616. — Le 20 novembre 1951, un projet de loi complétant le Livre II, Titre III, chapitre IV, du Code d'instruction

criminelle, n° 1617. — Le 20 novembre 1951, un projet de loi tendant à réprimer la provocation à l'abandon d'enfants, n° 1618. — Le 4 décembre 1951, un projet de loi collectif de régularisation, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1949, n° 1790. — Le 4 décembre 1951, un projet de loi complétant le paragraphe premier de la section VII du Titre II du Livre III du Code pénal par un article 367, n° 1791. — Le 4 décembre 1951, un projet de loi abrogeant la loi du 25 décembre 1880 sur la répression des crimes commis dans l'intérieur des prisons, n° 1792. — Le 4 décembre 1951, un projet de loi modifiant l'ordonnance du 1^{er} octobre 1945 relative à l'organisation judiciaire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 1796. — Le 27 décembre 1951, un projet de loi modifiant l'article 224 du Code pénal, n° 2239. — Le 27 décembre 1951, un projet de loi rendant applicable à l'Algérie la loi n° 51-144 du 11 février 1951 abrogeant les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable de circonstances atténuantes, n° 2240. — Le 28 décembre 1951, un projet de loi complétant l'article 47 du Code civil, n° 2271. — Le 30 décembre 1951, un projet de loi portant statut de la magistrature, n° 2326. — Le 25 février 1952, une 4^e lettre rectificative au projet de loi (n° 1935) portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales en vue de l'équilibre du budget de 1952, n° 2789. — Le 28 février 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord entre la France et la Pologne sur le règlement par la Pologne des créances financières françaises, conclu à Paris le 7 septembre 1951, n° 2830. — Le 29 février 1952, un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, n° 2849. — Le 8 juillet 1952, une proposition de loi tendant à régler les conditions dans lesquelles les producteurs d'énergie électrique exclus de la nationalisation peuvent écouler leur production, n° 4009. — Le 12 novembre 1952, une proposition de loi tendant à étendre aux sociétés à responsabilité limitée les dispositions de l'article 3 du décret du 30 juin 1952 pris en vertu de l'article 45 de la loi de

finances pour l'exercice 1952 en vue d'améliorer le régime fiscal des valeurs mobilières, n° 4723. — Le 2 juillet 1953, un projet de loi portant redressement économique et financier, n° 6433. — Le 22 juillet 1953, un projet de loi collectif de régularisation portant ouverture et annulation de crédits sur les exercices 1951 et 1952, n° 6598. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de la commémoration de la présence française en Nouvelle-Calédonie, n° 6709. — Le 12 octobre 1953, un projet de loi autorisant le Ministre des Finances à rembourser aux porteurs de titres néerlandais validés par l'intermédiaire du fonds de garantie des titres néerlandais circulant en France, une partie des versements effectués par les intéressés au titre de la taxe de validation, n° 6714. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi de finances pour l'exercice 1954, n° 6748. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1954 (I. — Service des Affaires étrangères), n° 6749. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1954 (II. — Services des affaires allemandes et autrichiennes), n° 6750. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1954 (III. — Services français en Sarre), n° 6751. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954, n° 6752. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Anciens combattants et Victimes de la guerre pour l'exercice 1954, n° 6753. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Éducation nationale pour l'exercice 1954, n° 6754. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil (États associés) pour l'exercice 1954, n° 6755. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques pour l'exercice 1954 (I. — Charges communes); n° 6756. — Le

6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques pour l'exercice 1954 (II. — Services financiers), n° 6757. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques pour 1954, (III. — Affaires économiques), n° 6758. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses civiles du Ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1954, n° 6759. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'exercice 1954, n° 6760. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1954, n° 6761. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Justice pour l'exercice 1954, n° 6762. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil pour l'exercice 1954, n° 6763. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Reconstruction et du Logement pour l'exercice 1954, n° 6764. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Santé publique et de la Population pour l'exercice 1954, n° 6765. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale pour l'exercice 1954, n° 6766. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme (I. — Travaux publics, Transports et Tourisme), pour l'exercice 1954, n° 6767. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour l'exercice 1954 (II. — Aviation civile et commerciale), n° 6768. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme (III. — Marine marchande)

pour l'exercice 1954, n° 6769. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe de l'Imprimerie nationale pour l'exercice 1954, n° 6770. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe de la Légion d'honneur et du budget annexe de l'Ordre de la Libération pour l'exercice 1954, n° 6771. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe des Monnaies et Médailles pour l'exercice 1954, n° 6772. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des budgets annexes des Postes, Télégraphes et Téléphones et de la Caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1954, n° 6773. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Radio-diffusion-Télévision française pour l'exercice 1954, n° 6774. — Le 6 octobre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe des Prestations familiales agricoles pour l'exercice 1954, n° 6775. — Le 13 octobre 1953, un projet de loi portant ratification du décret n° 53-990 du 30 septembre 1953 rétablissant les droits de douane sur certains œufs, n° 6845. — Le 29 octobre 1953, une lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Justice pour l'exercice 1954, n° 7011. — Le 6 novembre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 6752) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954, n° 7110. — Le 6 novembre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 6753) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Anciens combattants et Victimes de la guerre pour l'exercice 1954, n° 7111. — Le 6 novembre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 6754) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Éducation nationale pour l'exercice 1954, n° 7112. — Le 6 novembre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 6758) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques (III. — Affaires économiques) pour l'exercice 1954, n° 7113. — Le 6 novembre 1953, une lettre rectificative au

projet de loi (n° 6759) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses civiles du Ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1954, **n° 7114**. — Le 6 novembre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 6760) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'exercice 1954, **n° 7115**. — Le 6 novembre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 6761) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1954, **n° 7116**. — Le 6 novembre 1953, une deuxième lettre rectificative au projet de loi (n° 6762) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Justice pour l'exercice 1954, **n° 7117**. — Le 6 novembre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 6763) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil pour l'exercice 1954, **n° 7118**. — Le 6 novembre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 6755) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil (Etats associés) pour l'exercice 1954, **n° 7119**. — Le 6 novembre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 6764) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Reconstruction et du Logement pour l'exercice 1954, **n° 7120**. — Le 6 novembre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 6765) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Santé publique et de la Population pour l'exercice 1954, **n° 7121**. — Le 6 novembre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 6767) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme (I. — Travaux publics, Transports et Tourisme) pour l'exercice 1954, **n° 7122**. — Le 6 novembre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 6768) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme (II. — Aviation civile et commerciale) pour l'exercice 1954, **n° 7123**. — Le 6 novembre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 6769) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme (III. — Marine marchande) pour l'exercice 1954, **n° 7124**. — Le 6 novembre 1953, une lettre rectificative au projet

de loi (n° 6773) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des budgets annexes des Postes, Télégraphes et Téléphones et de la Caisse d'épargne pour l'exercice 1954 (I. — Dispositions concernant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones), **n° 7125**. — Le 12 novembre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 6757) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques (II. — Services financiers) pour l'exercice 1954, **n° 7143**. — Le 13 novembre 1953, un projet de loi portant réforme fiscale, **n° 7164**. — Le 14 novembre 1953, un projet de loi autorisant l'acquisition par l'Etat de l'hôtel Ventadour, **n° 7179**. — Le 17 novembre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques pour l'exercice 1954 (IV. — Commissariat général à la productivité), **n° 7193**. — Le 20 novembre 1953, un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, **n° 7249**. — Le 23 novembre 1953, un projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt à moyen terme, **n° 7259**. — Le 24 novembre 1953, un projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1947, **n° 7277**. — Le 26 novembre 1953, un projet de loi portant ratification du décret n° 53-1026 du 19 octobre 1953 portant suspension provisoire des droits de douane d'importation applicables à certains matériels d'équipement et rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits, **n° 7310**. — Le 26 novembre 1953, un projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1954, **n° 7312**. — Le 30 novembre 1953, une deuxième lettre rectificative au projet de loi (n° 6764) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Reconstruction et du Logement pour l'exercice 1954, **n° 7337**. — Le 30 novembre 1953, une troisième lettre rectificative au projet de loi (n° 6764) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Reconstruction et du Logement pour l'exercice 1954, **n° 7345**. — Le 2 décembre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour l'exercice 1954, **n° 7352**. — Le 2 décembre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux

dépenses du Ministère de la France d'outre-mer (Dépenses militaires) pour l'exercice 1954, **n° 7353**. — Le 2 décembre 1953, une quatrième lettre rectificative au projet de loi (n° 6764) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Reconstruction et du Logement pour l'exercice 1954, **n° 7358**. — Le 6 décembre 1953, une deuxième lettre rectificative au projet de loi (n° 6753) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Anciens combattants et Victimes de la guerre pour l'exercice 1954, **n° 7388**. — Le 7 décembre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 7312) relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1954, **n° 7393**. — Le 8 décembre 1953, une deuxième lettre rectificative au projet de loi (n° 6774) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Radiodiffusion-Télévision française pour l'exercice 1954, **n° 7405**. — Le 10 décembre 1953, une deuxième lettre rectificative au projet de loi (n° 6761) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1954, **n° 7422**. — Le 11 décembre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 6756) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques (I. — Charges communes) pour l'exercice 1954, **n° 7446**. — Le 11 novembre 1953, une deuxième lettre rectificative au projet de loi (n° 6767) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme (I. — Travaux publics, Transports et Tourisme) pour l'exercice 1954, **n° 7453**. — Le 12 décembre 1953, une deuxième lettre rectificative au projet de loi (n° 7312) relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1954, **n° 7457**. — Le 14 décembre 1953, une deuxième lettre rectificative au projet de loi (n° 6754) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1954, **n° 7466**. — Le 15 décembre 1953, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 53-1107 du 14 novembre 1953 portant suspension provisoire du droit de douane d'exportation applicable à certains produits, **n° 7477**. — Le 28 décembre 1953, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux mois de janvier et février 1954, **n° 7498**. — Le 28 décembre 1953, un projet de loi portant ouverture de crédits prévi-

sionnels sur l'exercice 1954 au titre du Ministère de l'Education nationale, **n° 7499**. — Le 30 décembre 1953, un projet de loi tendant à la ratification des décrets pris en application de l'article 7 de la loi du 11 juillet 1953 portant redressement économique et financier, **n° 7533**. — Le 30 décembre 1953, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques (III. — Affaires économiques) pour l'exercice 1954, **n° 7534**. — Le 9 février 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 7249) portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, **n° 7658**. — Le 9 février 1954, un projet de loi collectif d'ordonnancement sur l'exercice 1953 portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953 ; 2° ratification de décrets, **n° 7675**. — Le 9 février 1954, un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, **n° 7678**. — Le 9 février 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement à prendre les dispositions financières nécessaires pour la mobilisation des créances hypothécaires du Crédit mutuel du bâtiment et de certaines sociétés de crédit différé, **n° 7696**. — Le 16 février 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 7675) collectif d'ordonnancement sur l'exercice 1953 portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953 ; 2° ratification de décrets, **n° 7784**. — Le 23 février 1954, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses ordinaires et des dépenses en capital des services militaires pour le mois de mars 1954, **n° 7848**. — Le 25 février 1954, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de mars 1954 au titre des dépenses des services civils imputables sur le budget annexe des Prestations familiales agricoles, **n° 7879**. — Le 25 février 1954, un projet de loi portant ratification du décret n° 54-191 du 23 février 1954 modifiant le décret n° 53-1026 du 19 octobre 1953 suspendant provisoirement les droits de douane d'importation applicables à certains matériels d'équipement et rétablissant les droits de douane d'importation applicables à certains produits, **n° 7882**. — Le 25 février 1954, un projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels sur l'exercice 1954 au titre du Ministère de l'Education nationale, **n° 7904**. — Le 26 février 1954, un projet de loi portant ratification du décret n° 54-200 du 25 février 1954 suspen-

dant les droits de douane d'importation applicables aux jambons en boîtes, **n° 7912**. — Le 17 mars 1954, un projet de loi portant ouverture des crédits nécessaires à une tournée de la Comédie-Française en Union soviétique, **n° 8067**. — Le 23 mars 1954, un projet de loi portant majoration des pensions servies aux anciens fonctionnaires de nationalité française de la Commission du Gouvernement du territoire de la Sarre, **n° 8119**. — Le 29 mars 1954, un projet de loi portant ratification du décret n° 54-337 du 26 mars 1954 qui modifie le décret n° 53-1026 du 19 octobre 1953 suspendant provisoirement les droits de douane d'importation applicables à certains matériels d'équipement et rétablissant les droits de douane d'importation applicables à certains produits, **n° 8174**. — Le 29 mars 1954, un projet de loi portant ratification du décret n° 54-336 du 26 mars 1954 prorogeant jusqu'au 30 avril 1954 les dispositions du décret n° 54-200 du 25 février 1954 suspendant les droits de douane d'importation applicables aux jambons en boîtes, **n° 8175**. — Le 29 mars 1954, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux mois d'avril et mai 1954, au titre des dépenses des services civils imputables sur le budget annexe des Prestations familiales agricoles, **n° 8183**. — Le 30 mars 1954, un projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre pour la commémoration du 40^e anniversaire de la bataille de la Marne et du 10^e anniversaire de la libération du territoire, **n° 8186**. — Le 7 avril 1954, un projet de loi collectif de régularisation portant : 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953 ; 2^o ratification de décrets, **n° 8290**. — Le 4 mai 1954, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 54-436 du 16 avril 1954 portant suspension provisoire du droit de douane d'exportation applicable aux ferrailles, **n° 8367**. — Le 4 mai 1954, un projet de loi portant ratification du décret n° 54-454 du 24 avril 1954 qui porte modification du tarif des douanes d'importation ainsi que réduction ou rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits, **n° 8379**. — Le 4 mai 1954, un projet de loi portant suspension de la perception de la majoration de la taxe sur les transactions applicables à certaines ventes au détail, **n° 8382**. — Le 21 mai 1954, un projet de loi portant ratification du décret n° 54-519

du 20 mai 1954 prorogeant jusqu'au 15 juin 1954 les dispositions des décrets n° 54-200 du 25 février 1954 et n° 54-336 du 26 mars 1954 suspendant les droits de douane d'importation applicables aux jambons en boîtes, **n° 8509**. — Le 1^{er} juin 1954, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de juin 1954 au titre des dépenses des services civils imputables sur le budget annexe des Prestations familiales agricoles, **n° 8553**. — Le 1^{er} juin 1954, un projet de loi tendant à ouvrir, au titre des dépenses d'équipement imputables sur le budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones, des autorisations de programme et des crédits de paiement sur l'exercice 1954, **n° 8558**. — Le 25 juin 1954, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de juillet 1954, au titre du budget annexe des Prestations familiales agricoles, **n° 8724**. — Le 29 juin 1954, un projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1948, **n° 8751**. — Le 6 juillet 1954, un projet de loi portant ratification du décret n° 54-702 du 1^{er} juillet 1954 suspendant les droits de douane d'importation applicables à certaines matières colorantes organiques homogènes, **n° 8811**. — Le 20 juillet 1954, un projet de loi portant ouverture de crédits pour le voyage du Président de la République aux Pays-Bas, **n° 8895**. — Le 22 juillet 1954, un projet de loi modifiant certaines dispositions du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, **n° 8935**. — Le 22 juillet 1954, un projet de loi portant ratification de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921, **n° 8950**. — Le 27 juillet 1954, un projet de loi portant majoration d'une pension exceptionnelle, **n° 8972**. — Le 27 juillet 1954, un projet de loi portant fixation du budget annexe des Prestations familiales agricoles pour l'exercice 1954, **n° 8976**. — Le 30 juillet 1954, un projet de loi autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, **n° 9034**. — Le 3 août 1954, un projet de loi portant ratification du décret n° 54-771 du 30 juillet 1954 qui porte modification du tarif des droits de douane d'importation, **n° 9037 (rectifié)**. — Le 6 août 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9034 rectifié) autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre un programme

d'équilibre financier, d'expansion économique et de progrès social, n° 9101. — Le 10 août 1954, un projet de loi portant suppression des droits de garde et des intérêts des consignations de valeurs mobilières, n° 9113. — Le 10 août 1954, un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 9119. — Le 26 août 1954, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 54-527 du 17 mai 1954 exonérant des impôts sur les revenus, par réciprocité, les entreprises colombiennes de transport aérien, n° 9215. — Le 26 août 1954, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 54-816 du 13 août 1954 portant modification du tarif des droits de douane d'importation, suspension ou rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits, n° 9218. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1955 (I. — Services des Affaires étrangères), n° 9281. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1955 (II. — Services des affaires allemandes et autrichiennes) n° 9282. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1955 (III. — Services français en Sarre), n° 9283. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires marocaines et tunisiennes pour l'exercice 1955, n° 9284. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1955, n° 9285. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Anciens combattants et Victimes de la guerre pour l'exercice 1955, n° 9286. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Éducation nationale pour l'exercice 1955, n° 9287. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour l'exercice 1955 (I. — Charges communes), n° 9288. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au déve-

loppement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour l'exercice 1955 (II. — Services financiers), n° 9289. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour l'exercice 1955 (III. — Affaires économiques), n° 9290. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1955, n° 9291. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'exercice 1955, n° 9292. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1955, n° 9293. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Justice pour l'exercice 1955, n° 9294. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Service juridique et technique de la presse (rattaché au Ministère de la Justice) pour l'exercice 1955, n° 9295. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil pour l'exercice 1955, n° 9296 et annexe. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Relations avec les États associés pour l'exercice 1955, n° 9297. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Santé publique et de la Population pour l'exercice 1955, n° 9298. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale pour l'exercice 1955, n° 9299. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, du Logement et de la Reconstruction (I. — Travaux publics, Transports et Tourisme) pour l'exercice 1955, n° 9300. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, du Logement et de la Reconstruction pour l'exercice 1955 (II. — Aviation civile et com-

merciale), n° 9301. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, du Logement et de la Reconstruction (III. — Marine marchande) pour l'exercice 1955, n° 9302. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère du Logement et de la Reconstruction pour l'exercice 1955, n° 9303. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe de l'Imprimerie nationale pour l'exercice 1955, n° 9304. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe des Monnaies et Médailles pour l'exercice 1955, n° 9305. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe de la Légion d'honneur et du budget annexe de l'Ordre de la Libération pour l'exercice 1955, n° 9306. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des budgets annexes des Postes, Télégraphes et Téléphones et de la Caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1955, n° 9307. — Le 7 octobre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe des Prestations familiales agricoles pour l'exercice 1955, n° 9308. — Le 19 novembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Radiodiffusion-Télévision française pour l'exercice 1955, n° 9309. — Le 8 octobre 1954, un projet de loi portant ratification du décret n° 54-984 du 30 septembre 1954 portant réduction provisoire des droits d'importation applicables aux oranges, n° 9325. — Le 8 octobre 1954, un projet de loi portant ratification du décret n° 54-962 du 25 septembre 1954 portant rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits, n° 9326. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi portant ratification du décret n° 54-1048 du 26 octobre 1954 qui porte suspension et rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits, n° 9359. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi portant ratification du décret n° 54-1047 du 26 octobre 1954 qui porte suspension des droits de douane d'importation applicables aux mécaniques et claviers de pianos, n° 9360. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi portant ratification du

décret n° 54-1046 du 26 octobre 1954 qui porte approbation partielle d'une demande de dérogation au tarif douanier métropolitain applicable dans le département de la Guyane, n° 9361. — Le 5 novembre 1954, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 54-1072 du 4 novembre 1954 portant suspension ou rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits, n° 9392. — Le 5 novembre 1954, un projet de loi portant ratification du décret n° 54-1071 du 4 novembre 1954 portant réduction du droit de douane d'importation applicable aux pommes de terre de semence admises dans la limite d'un contingent fixé annuellement par arrêté du Ministre de l'Agriculture, n° 9393. — Le 9 novembre 1954, un projet de loi de finances pour l'exercice 1955, n° 9414. — Le 12 novembre 1954, un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 7 milliards au titre d'un compte d'avances du Trésor (Caisse nationale d'allocation-vieillesse agricole), n° 9448. — Le 19 novembre 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9302) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, du Logement et de la Reconstruction pour l'exercice 1955 (III. — Marine marchande), n° 9521. — Le 22 novembre 1954, un projet de loi relatif à certaines mesures d'ordre fiscal tendant à restreindre la publicité pour les spiritueux, n° 9533. — Le 24 novembre 1954, un projet de loi portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 ; 2° ratification de décrets, n° 9556. — Le 6 décembre 1954, un projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1955, n° 9655. — Le 17 décembre 1954, un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 9742. — Le 17 décembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Relations avec les Etats associés pour l'exercice 1955, n° 9753. — Le 29 décembre 1954, un projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses des services militaires pour les trois premiers mois de l'exercice 1955, n° 9807. — Le 29 décembre 1954, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil (II. — Services de la Défense nationale. — A. — Secrétariat général permanent de la Défense nationale) pour l'exercice 1955, n° 9808. — Le

29 décembre 1954, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 54-1275 du 27 décembre 1954 portant réduction provisoire du droit de douane d'importation applicable aux « œufs en coquilles frais ou conservés par le froid ou tout autre procédé licite, autres », n° 9810. — Le 30 décembre 1954, un projet de loi portant ouverture de crédits applicables aux dépenses des services civils pour le mois de janvier 1955 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1955, n° 9839. — Le 13 janvier 1955, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 55-23 du 5 janvier 1955 portant suspension provisoire du droit de douane d'importation applicable aux ampoules servant à la fabrication des tubes cathodiques de téléviseurs, n° 9881. — Le 13 janvier 1955, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 55-45 du 10 janvier 1955 portant modification du tarif des droits de douane d'importation et rétablissant les droits de douane d'importation applicables à certains produits, n° 9891.

Interventions :

Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Cabinet Pleven) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi sur la liberté de la presse : *Discussion générale* [8 novembre 1951] (p. 7705); *Motion préjudicielle de M. Pierrard tendant à suspendre le débat* (p. 7715); Article additionnel : *Amendement de M. Grenier tendant à prévoir la compétence d'un jury de presse pour les infractions aux lois sur la presse* (p. 7733). — Répond à une question : de M. Pierrard, relative à la suite donnée à l'affaire judiciaire dite des « sirops » [16 novembre 1951] (p. 8145); — de M. Minjoz, relative aux publications attaquant la Résistance [16 novembre 1951] (p. 8145); — de M. Gaubert relative au procès des membres de la Gestapo du Mans [23 novembre 1951] (p. 8453); — de M. Barthélemy, relative à la demande de libération d'un condamné [30 novembre 1951] (p. 8714). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; JUSTICE : *Discussion générale* [30 novembre 1951] (p. 8716); *Motion préjudicielle de M. H.-L. Grimaud tendant à*

reporter le débat en attendant que soit donnée satisfaction aux demandes des magistrats (p. 8718); *Motion préjudicielle de M. H.-L. Grimaud demandant de surseoir à la discussion en attendant la revalorisation du traitement des magistrats* [14 décembre 1951] (p. 9226 et suiv.); *Discussion générale* [21 décembre 1951] (p. 9512, 9513); Chap. 1000 : *Amendements de MM. Isorni, Minjoz, Maton, Gautier, Mme Bastide et M. Rollin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Libérations conditionnelles, sort des condamnés à mort)* (p. 9518); Chap. 1020 : *Amendements tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services judiciaires (Situation des greffiers)* (p. 9520, 9521); Chap. 1030 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les indemnités des services judiciaires (Frais de justice)* (p. 9522); Chap. 1040 : *Amendement de M. Bayrou tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements pénitentiaires (Services de la Guyane)* (p. 9523); — d'une proposition de résolution relative à la hiérarchie judiciaire et l'indemnité de fonction des magistrats : *Discussion générale* [14 décembre 1951] (p. 9189 et suiv.); *Amendement de Mme Bastide tendant à assurer le salaire minimum garanti au personnel auxiliaire de la justice* (p. 9193); — d'un projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Demande présentée par M. Mendès-France de renvoi à la Commission (La hausse des prix depuis 1950)* [30 décembre 1951] (p. 10215). — Donne sa démission de *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Cabinet Pleven) [7 janvier 1952] (Séance du 17 janvier 1952, p. 251). — Est désigné comme *Président du Conseil* [17 janvier 1952] (p. 252). — Prend part au débat sur son investiture : *Son programme de Gouvernement (Absence de majorités solides, réforme des sociétés nationales, le gonflement du budget, l'effort fiscal, la difficulté de réaliser des économies sérieuses, le plan de modernisation 1947-1952, les dépenses militaires, la situation internationale, la guerre d'Indochine)* [17 janvier 1952] (p. 252 et suiv.); *Sa réponse aux divers orateurs (Réforme fiscale, la Tunisie, l'armée européenne, les lois cadres, l'échelle mobile des salaires, la guerre d'Indochine)* (p. 274 et suiv.). — Est nommé *Président du Conseil des Ministres, Ministre des Finances* [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En cette qualité :

Est entendu sur : des interpellations sur la composition du Gouvernement et la situation en Tunisie : *Incidents de Sousse, historique des négociations franco-tunisiennes* [22 janvier 1952] (p. 294 et suiv.) ; — les propositions de la Conférence des Présidents : *Amendement de M. Minjot tendant à discuter de l'échelle mobile des salaires, amendée par le Conseil de la République, à partir du 31 janvier* [22 janvier 1952] (p. 299 et suiv.) . — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux variations du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Pose la question de confiance sur la discussion d'urgence du texte gouvernemental* [5 février 1952] (p. 443, 444) ; *Explications de vote sur la question de confiance posée sur l'urgence de la discussion du texte gouvernemental (Hausse des salaires et des prix, redressement de l'économie française depuis 1946, la hausse des prix depuis l'été 1950 et l'inflation, l'augmentation des investissements, le déficit commercial grandissant, l'arrêt de certaines importations, la lutte contre l'inflation, la restriction des crédits accordés aux entreprises, le déficit de la France dans l'Union européenne des paiements, les restrictions des devises accordées aux touristes, les facilités accordées aux exportateurs, la hausse des tarifs de l'électricité, du gaz et des chemins de fer, l'effort fiscal à faire, les économies à faire et à voter, la réforme fiscale, la politique d'emprunts, l'opportunité de l'échelle mobile, les comptes économiques de la nation)* [7 février 1952] (p. 500 et suiv.) . — Sa communication à l'Assemblée Nationale relative au maintien sous les drapeaux des réservistes de Tunisie [11 février 1952] (p. 572) . — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Sa demande de siéger samedi et dimanche pour les projets financiers* [12 février 1952] (p. 639) . — Prend part à la discussion d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Ses observations sur les divers ordres du jour (Construction de l'Europe, rapports franco-allemands, nécessité d'un effort nouveau pour la défense nationale, l'abstention anglaise, la conférence de l'O.N.U. à Paris, la commission de désarmement)* [13 février 1952] (p. 704 et suiv.) ; *Sa demande de repousser la priorité de l'ordre du jour de M. David* (p. 708) ; *Pose la question de confiance sur l'adoption du nouvel amendement de M. de Beaumont* (p. 709) ; *Nouvel ordre du jour de synthèse de M. de*

Beaumont [16 février 1952] (p. 727 et suiv.) ; *Dépêche A.F.P. relative à la garantie anglo-américaine* (p. 740, 744) ; *Pose la question de confiance pour l'adoption de l'ordre du jour de confiance de M. de Beaumont* (p. 748) . — Est entendu sur l'ordre du jour : *Sa demande de suspension de séance* [16 février 1952] (p. 725) . — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Contre-projet de M. Camphin tendant à reprendre le rapport de M. Coutant voté en septembre 1951* [25 février 1952] (p. 878) ; Art. 2 : *Demande de vote par division de l'article présentée par M. Patinaud* (p. 882) ; Art. 3 : *Amendement de M. Ramarony tendant à lier les prix agricoles à l'échelle mobile des salaires* (p. 885) ; *Amendement de Mlle Marzin tendant à étendre l'échelle mobile aux fonctionnaires* (p. 886) ; *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 886) . — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion budgétaire* [26 février 1952] (p. 941) . — Prend part à la discussion du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Demande de suspension de séance présentée par M. Guy Petit* [26 février 1952] (p. 975) ; Art. 1^{er} : *Interdiction des accroissements de dépenses ou des diminutions de recettes en 1952 (Fonds de réarmement, étalement des investissements)* (p. 996, 997, 998) ; *Suspension du débat* (p. 998) ; Art. 2, Etat A, Chap. 5040 : *Amendement de M. Charpentier tendant à encourager également les exportations de produits agricoles* (p. 1010) ; Art. 4 : *Sa demande de réserver l'article* (p. 1012) ; Art. 8 : *Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article portant application des plans départementaux des transports (Transformation de la S.N.C.F.)* (p. 1012) ; Art. 9 : *Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article relatif au cahier des charges de la S.N.C.F.* (p. 1012) ; Art. 10 : *Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article prévoyant la modification par décrets de la convention du 31 août 1937 réorganisant la S.N.C.F.* (p. 1012) ; Art. 11 : *Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article relatif aux infractions au règlement des transports ferroviaires et routiers* (p. 1013) ; Art. 15 : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à ne pas majorer des intérêts payés par les caisses de la Sécurité sociale, le prix de la journée d'hôpital pour les assurés sociaux* (p. 1015) ; Art. 16 : *Amendement de M. Charret*

tendant à supprimer l'article prévoyant le non-remboursement d'une hospitalisation de durée excessive (p. 1016); Art. 19 : Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article relatif à la fusion de certaines caisses de sécurité sociale et de caisses d'allocations familiales (p. 1017); Art. 21 : Sa demande de renvoi de l'article (p. 1018); Art. 25 : Pose la question de confiance sur l'adoption de l'amendement de M. Viatte tendant à rétablir l'article augmentant de 1 0/0 la cotisation patronale aux assurances sociales (p. 1019); Art. 31 : Amendement de M. Boisdé tendant à créer un comité d'experts chargé de proposer des économies (p. 1020); Motion préjudicielle de M. Gosnat tendant à repousser tout nouvel impôt (p. 1022); Art. 69 : Majoration de 15 0/0 des impôts existants (p. 1026); Suspension de séance (p. 1026); Demande de disjonction, présentée par M. Pierre Meunier, de l'article majorant de 15 0/0 les impôts existants (p. 1029); Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article (p. 1029); Art. 70 : élévation à 40 0/0 du taux de l'impôt sur les sociétés (p. 1030, 1034); Amendement de M. Denais tendant à créer une taxe d'armement de 1 0/0 additionnelle à la taxe de transaction (p. 1032); Amendement de M. Pineau tendant à supprimer la taxe de transaction et à majorer la taxe à la production (p. 1035); Amendement de M. Leenhardt tendant à instituer une taxe de compensation sur les fortunes supérieures à 5 millions (p. 1037); Sa demande de renvoyer les amendements créant des articles additionnels (p. 1037, 1038); Articles sur lesquels le Gouvernement va poser la question de confiance pour permettre d'équilibrer le budget de 1952 (p. 1038, 1039, 1040); Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article fixant à 40 0/0 le taux de l'impôt sur les sociétés (p. 1040); Art. 71 : Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article augmentant les droits de timbre (p. 1040); Art. 73 : Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article majorant certains droits de timbre, de circulation et de garantie sur les métaux précieux (p. 1040); Art. 74 : Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article majorant de 20.000 francs par hectolitre la taxe sur l'alcool (p. 1040); Art. 78 : Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article majorant les droits d'ouverture de débits de boissons (p. 1040); Art. 80 bis : Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article affectant les recettes au fonds de défense nationale (p. 1041);

Art. 88 : Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article sanctionnant les ventes sans factures (p. 1041); Art. 91 : Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article réglant les formalités d'achats et de ventes avec factures (p. 1042); Art. 92 : Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article réglementant le transport des marchandises (p. 1042); Art. 101 : Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article instituant quatre acomptes provisionnels pour l'impôt sur le revenu (p. 1043); Art. 103 : Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article fixant le règlement d'évaluation des stocks (p. 1043); Art. 3 : Pose la question de confiance sur l'adoption de l'article ouvrant 435 milliards de crédits pour la guerre d'Indochine (p. 1044); Pose la question de confiance sur l'ensemble du projet (p. 1044); Explications de vote sur les questions de confiance posées par le Gouvernement (Crise de la Trésorerie, équilibre de la balance commerciale, réforme de la S. N. C. F., montant de l'aide américaine, hausse des prix, nécessités de la défense nationale tant en France qu'en Indochine, le coût de la guerre d'Indochine depuis 1947, l'abandon de la liberté des échanges dans le cadre de l'U. E. P., les douze divisions prévues en 1952, les impôts qui entraînent l'inflation et les difficultés pressantes de Trésorerie) [28 février 1952] (p. 1120, 1122, 1124, 1127, 1131, 1133, 1134, 1135, 1136); Art. 69 : Rejet de l'article majorant de 15 0/0 les impôts directs [29 février 1952] (p. 1152). — Donne sa démission de Président du Conseil [29 février 1952] (p. 1160). — Cesse d'expédier les affaires courantes [8 mars 1952] (J.O. du 8 mars 1952, p. 2756).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France : Discussion générale (élévation de 25 milliards du plafond des avances de la Banque, cessation éventuelle des paiements de l'Etat) [29 février 1952] (p. 1163); — du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour le passage à la discussion des articles [9 décembre 1952] (p. 6061); — du projet de loi relatif au redressement financier : Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article 2 du projet (Ses observations sur les erreurs commises dans les prévisions budgétaires, la valeur des

dispositions de l'article 2, le danger présenté par le blocage trop important d'investissements, l'impossibilité de recourir à la fiscalité lorsque le revenu national diminue, le caractère nouveau du problème de l'équilibre budgétaire, l'état de la trésorerie, les charges militaires de la France, le règlement du problème d'Indochine [21 mai 1953] (p. 2820 et suiv.). — Est nommé *Ministre des Finances et des Affaires économiques* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi différant l'application par décrets des aménagements fiscaux : *Contre-projet de M. Leenhardt tendant à l'abrogation de l'article 69* [2 juillet 1953] (p. 3212); *Distinctions proposées dans le projet de réforme fiscale ; conservation des Titres III, IV, V avec jeu de l'article 69 et délai du 31 juillet ; conservation du Titre I, mais avec délai plus long (30 novembre) ; abandon du Titre II* (p. 3213, 3214); *Son accord donné à M. Joseph Denais sur la possibilité pour l'Assemblée Nationale de rejeter éventuellement à elle seule tout ou partie du projet de réforme fiscale avant les délais limites* (p. 3214). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Priorité à la proposition de M. Véry relative à la rémunération de fonctionnaires des départements d'outre-mer* [2 juillet 1953] (p. 3215). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer : *Oppose l'article premier de la loi de finances de 1953 (Disjonction)* [2 juillet 1953] (p. 3223); — du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier : *Discussion générale (Remboursement nécessaire des avances de la Banque ; pouvoirs généraux demandés, économies possibles, réforme administrative, sélection et financement des investissements, fonds d'expansion économique, déficit des échanges avec la zone sterling)* [7 juillet 1953] (p. 3293 à 3297); *Art. 1^{er} : Amendement de M. Durbet portant détaxation de l'alcool pharmaceutique (Rejet de tous amendements)* (p. 3301); *Amendements de MM. Goudoux et Tourné tendant à la détaxation des apéritifs (à rejeter)* (p. 3302); *Sous-amendement de M. Gaumont en faveur des rhums provenant des départements d'outre-mer (A rejeter, la surtaxe créée par l'amendement de M. Conombo ne modifiant pas les rapports respectifs des prix des divers alcools, marge accrue en faveur du*

rum) (p. 3303); *Art. 2 : Droits de timbre et de passeport ; reprise du projet gouvernemental amendé par la Commission des finances ; donne son accord « sur l'esprit » d'une demande de la Commission tendant à exempter de la majoration les passeports correspondant à des activités touristiques, syndicales ou culturelles* (p. 3303); *Amendement de M. Sibué portant exemption des colis inférieurs à 50 kilos à l'intention des transports routiers (Rejet)*; (p. 3304); *Art. 3 : Majoration sur les produits pétroliers ; reprise du projet gouvernemental* (p. 3304); *Amendements de MM. Sibué et Pineau tendant à maintenir au profit du fonds d'investissement routier le prélèvement prévu par la loi du 30 décembre 1951 (Refus faute de prévoir en remplacement une recette correspondante, affectée à l'amortissement ; sa demande de vote par division sur l'article 3)* (p. 3307 et 3315); *Art. 5 : Pouvoirs spéciaux permanents ; réponse à MM. Aujoulat, Malbrant, Bayrou (Caractère permanent de l'article 5, démarcation organique entre l'exécutif et le législatif ; nécessité d'en étendre l'application aux services de la justice et des forces armées ; contre-seing nécessaire des divers Ministères intéressés ; accord du Conseil d'Etat sur le texte)* (p. 3310 à 3312); *Réponse à M. Couston (Les filiales des établissements nationalisés doivent être soumises au texte)* (p. 3311); *Amendement de M. Conombo tendant à exclusion de l'application de la loi du 17 août 1948, les forces armées (Aucune portée pratique)* (p. 3312); *Amendement de M. Magendie tendant à exclusion de l'application les forces armées (Distinction illogique et absurde)* (p. 3312); *Amendements de MM. Leenhardt et Meunier tendant à garantir le respect de la fonction publique et du personnel communal et du Code des pensions (aboutiraient pratiquement à annuler l'article 5)* (p. 3313); *Son accord donné au texte proposé par la Commission des finances (Avis préalable du Conseil supérieur de la fonction publique)* (p. 3313); *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à borner l'application du texte au Gouvernement présentement en fonction et au 31 décembre 1953 au plus tard (Texte insolite rompant l'harmonie juridique de l'article 5)* (p. 3313, 3314); *Même réponse à M. Mondon* (p. 3314); *Art. 6 : Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955, de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense ; amendements de MM. Deveny et Guitton tendant à exiger le contre-seing des Ministres intéressés (Inacceptables, le Ministre*

des Finances pouvant seul signer un texte budgétaire) (p. 3318); Amendements de MM. Hénault et Tourné tendant à exclure de l'application les anciens combattants et victimes de la guerre et maintenant expressément les mesures déjà prises ou projetées en leur faveur (Dispositions déjà adoptées deux fois et sans inconvénient par l'Assemblée) (p. 3318, 3319); Art. 7 : Pouvoirs spéciaux temporaires; se rallie au texte de la Commission des finances (p. 3321); (Ce texte ne saurait avoir pour conséquence l'institution d'une taxe sur la possession des véhicules automobiles) (p. 3322); (Il sera tenu le plus grand compte des travaux de la Commission du travail en cas d'application du texte aux lois d'assistance) (p. 3323); Rappelle la question de confiance implicite posée par le Président du Conseil (p. 3324); Art. 8 : Fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique; amendement de M. Triboulet tendant à inclure parmi les bénéficiaires la Caisse autonome de la reconstruction (La reconstruction, problème distinct, dispose de crédits différents) (p. 3329); Amendement de M. Chassaing tendant à spécifier parmi l'équipement rural les chemins de désenclavement (Donne l'assurance que ces travaux y seront bien compris) (p. 3329); sa demande de rétablissement du texte gouvernemental permettant l'affectation au fonds de divers comptes spéciaux à affectation connexe; donne l'assurance que le fonds forestier national et le fonds d'aménagement à l'industrie textile ne sont pas visés (p. 3329); Art. 9 : Paragraphe II : Réduction éventuelle de crédits budgétaires, par décrets d'économie, au titre de l'exercice 1953; amendement de M. Deixonne tendant à abroger la surtaxe de 0,30 0/0 à la taxe à la production (Aucun rapport avec le sujet) (p. 3331); Art. 11 : Plafonds divers de dépenses pour 1954; amendement de M. Schmitt tendant à supprimer le « plafond » de 320 milliards relatif aux indemnités et réparations de dommages de guerre et à lui substituer un « plancher » minimum égal aux crédits de 1953 (Plafonds encore supérieurs aux chiffres qui pourront être proposés par le Gouvernement); le Parlement n'a pas l'initiative des dépenses; les investissements économiques, simples prêts, seront « débudgétisés » (p. 3332); amendement de M. Meunier écartant l'application éventuelle de cet article pour empêcher l'Assemblée d'abroger ultérieurement les décrets pris en application de l'article 7 (Donne l'assurance qu'il n'opposera pas l'article premier

de la loi des maxima lors du débat sur la ratification des décrets; demande le vote par division sur l'article 11; exprime le désir d'une deuxième délibération sur l'ensemble du projet de loi) (p. 3333); (pour supprimer toute discrimination touchant les crédits de reconstruction, accepte la suppression de l'ancien alinéa 5 « plafond » et demande la suppression du nouvel alinéa 6 » plancher » introduit par l'amendement Schmitt) (p. 3333, 3334); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 5 : Pouvoirs spéciaux permanents; donne l'engagement, au nom du Gouvernement, de ne pas intervenir dans l'activité normale des entreprises nationalisées et de leurs filiales [10 juillet 1953] (p. 3464); Art. 6 : Suspension possible de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense; demande de reprise du texte du Conseil de la République, adoptée par M. Tourné, portant exception en faveur des anciens combattants et victimes de la guerre (Primauté de l'intérêt général; maintien intégral du texte voté en première lecture) (p. 3465, 3466); demande de M. Tourtaud tendant à reprendre le texte du Conseil de la République, écartant toute répercussion financière possible pour les collectivités locales (Texte inutile ou restrictif, à rejeter) (p. 3467); (Sur intervention de M. Frédéric-Dupont, en faveur des rentiers viagers de l'Etat, même réponse qu'à M. Tourné) (p. 3467, 3468); Art. 11 : Plafonds divers de dépenses pour 1954; assentiment du Gouvernement au texte voté par le Conseil de la République, étendant à la réparation des dommages de guerre les possibilités de dépassement et de transfert prévues par les crédits d'investissements (p. 3473); Assentiment du Gouvernement au texte voté par le Conseil de la République et prévoyant un abattement global de 200 milliards à effectuer sur le budget de 1954, à titre d'objectif éventuel (ibid.); Sa réponse à MM. Denais et Frédéric-Dupont (Ne peut prendre d'engagements officiels ni officieux, envers les rentiers viagers) (p. 3474, 3475). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Urgence du débat budgétaire, à prévoir immédiatement après celui sur l'Indochine; prochain exposé gouvernemental sur diverses propositions d'ordre social [20 octobre 1953] (p. 4409). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Sa réponse à M. Legendre (Fixation du prix de la betterave; valeur des prévisions du Commissariat au Plan)

[22 octobre 1953] (p. 4494, 4495); — du projet de loi portant majoration des allocations familiales : *Éventualité de nouvelles propositions gouvernementales* [30 octobre 1953] (p. 4729). — Prend part au débat sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. M. Dupuy sur le Crédit mutuel du bâtiment : *Sa demande de renvoi à la suite* [3 novembre 1953] (p. 4769); *Application au Crédit mutuel du bâtiment des dispositions de la loi du 24 mars 1952, difficultés juridiques, décret du 30 septembre 1953, mesures à prendre* (p. 4773, 4774); *Accepte le 27 novembre 1953* (p. 4775). — Est entendu : pour une communication du Gouvernement sur le budget de 1954 : *Retour progressif à la procédure normale de discussion; primauté de l'économique sur le financier; dangers conjugués de l'inflation et de la recession en France; augmentation des dépenses civiles (1.609 milliards), réduction des dépenses militaires (1.110 milliards) (Indochine); présentation nouvelle des dépenses d'investissements (Scindées en dépenses budgétaires et de Trésorerie); dommages de guerre (313 milliards, dont 225 pour la Caisse autonome de la reconstruction); compressions nouvelles à réaliser (30 milliards); prévisions de recettes (Réduction de 30 milliards, malgré expansion industrielle prévue de 3 0/0); réforme fiscale (Sans modification du rendement global); charge du Trésor et « débudgétisation » des investissements, calcul de « l'impasse » (436 milliards dont 48, soit 10 0/0, de « tranche supplémentaire »), et du déficit « proprement budgétaire » (231 milliards); appréciation d'ensemble, « mi-satisfaisante, mi-décevante » signes d'amélioration « modestes, mais réels » (Emploi, prix, franc, émissions); équilibre « marginal » [5 novembre 1953] (p. 4841 et suiv.); *Controverse avec M. F. Leenhardt touchant le volume des investissements économiques (Garantie donnée par le Gouvernement)* (p. 4853, 4854); *Valeur de l'aide américaine pour le financement de la guerre d'Indochine* (p. 4855); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Nécessité de hâter le vote du budget, celui de l'Agriculture y compris* [12 novembre 1953] (p. 4982). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources pour le fonds d'assainissement du marché de la viande; Article unique : *Sous-amendement de M. Couinaud tendant à affecter un pourcentage de 10 0/0 des fonds à la prophylaxie* [13 novembre 1953] (p. 5043,*

5044); *Application possible de l'article premier de la loi de finances, nécessité de ne pas établir de pourcentage fixe des fonds pour la prophylaxie, mais de laisser liberté de manœuvre au Gouvernement* (p. 5044, 5045); *Amendement de M. Lalle tendant à affecter le produit du prélèvement de 10 0/0 sur la taxe de circulation des viandes au fonds d'assainissement et au fonds de garantie mutuelle créés par décret* (p. 5046); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AFFAIRES ÉCONOMIQUES (COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ), Etat A. Titre III : *Amendement de M. R. Mayer tendant à réduire de 100.554.000 fr. les crédits pour les services (Suppression des emplois nouveaux prévus)* [27 novembre 1953] (p. 5646, 5647); *Amendement de M. Catroux tendant à réduire de 40 millions les crédits pour les services (Suppression de certains emplois, mais maintien du Commissariat)* (p. 5648); ÉDUCATION NATIONALE : *Motion préjudicielle de M. Billères tendant à surseoir au débat en attendant le dépôt de lettres rectificatives octroyant de nouveaux crédits* [30 novembre 1953] (p. 5683, 5684); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Art. 12 : *Amendement de M. Degoutte tendant à prévoir 130 milliards pour les H. L. M. au lieu de 80 milliards* [1^{er} décembre 1953] (p. 5793); Article additionnel : *Amendement de M. Dassault tendant à percevoir sur les employeurs 1 0/0 du montant du chiffre d'affaires pour construire* (p. 5796); *Amendement de M. Crouzier tendant à prévoir un intérêt de 2 0/0 pour les titres remis en paiement des dommages mobiliers* (p. 5797); Article additionnel : *Amendement de M. Gaubert tendant à ne pas soumettre aux commissions départementales d'investissement les opérations des H. L. M.* (p. 5798); Art. 13 : *Sa demande de rétablissement de l'article prévoyant 5.500 millions pour les primes à la construction* (p. 5799); *Amendement de M. Coudray tendant à étendre les primes à la construction aux logements de fonction construits par les établissements publics et collectivités locales* (p. 5802); *Suite du débat* (p. 5807); Article additionnel : *Amendement de M. Penoy tendant à exonérer de droits de succession les biens sinistrés non reconstruits* [2 décembre 1953] (p. 5870); *Amendement de M. Midol tendant à autoriser les groupements de sinistrés à lancer un emprunt de 20 milliards* (p. 5877); *Amendement de M. Lenormand tendant à autoriser la Caisse autonome de la reconstruction à*

émittre un emprunt (p. 5877); Amendement de M. Nisse tendant à permettre aux fonctionnaires d'accéder à la propriété par des prêts (p. 5877); Etat A, Chap. 46-22 : Travaux de remembrement et subventions aux associations de sinistrés (p. 5878); Art. 12 : Amendement de M. René Schmitt tendant à affecter à la construction des H. L. M., les prêts consentis par les caisses d'épargne (p. 5884); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 34-03 : Amendement de M. Kuehn tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour enquêtes statistiques (Insuffisance des recensements agricoles) [3 décembre 1953] (p. 5940); EDUCATION NATIONALE : Motion préjudicielle tendant au renvoi à la Commission pour demander le dépôt de lettres rectificatives [8 décembre 1953] (p. 6268, 6269); INTÉRIEUR : Motion préjudicielle de M. Demusois tendant à suspendre le débat pour demander des crédits supplémentaires (p. 6284); RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 10-50 : Amendement de M. Secrétain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les cachets des émissions artistiques (Sort des stations régionales) (p. 6307); Art. 6 : Amendement de M. Rochet tendant à exonérer de la redevance radiophonique les vieillards bénéficiant d'allocations et à surtaxer les personnes dont le revenu dépasse 2 millions de francs (p. 6314); Amendement de Mme Lefebvre tendant à porter à 1.475 francs le taux de la taxe radiophonique et à détaxer partiellement les vieillards pensionnés ne payant pas d'impôt sur le revenu [9 décembre 1953] (p. 6342); Article additionnel : Amendement de M. Véry tendant à étendre aux départements d'outre-mer le décret fixant une indemnité dégressive pour les agents des services publics [10 décembre 1953] (p. 6408); Amendement de M. Fontupt-Esperaber relatif à l'intégration des préjets de la Résistance dans le corps préfectoral (p. 6409); Amendement de M. Cayeux tendant à réserver 1 0/0 des crédits de la défense nationale à la protection de la population civile (p. 6411); Amendement de M. Claudius-Petit relatif aux agents de l'Etat nommés à la direction d'un service technique communal (p. 6414); INDUSTRIE ET COMMERCE : Discussion générale (Investissements des Charbonnages de France, de l'E. D. F. et de Gaz de France) [10 décembre 1953] (p. 6416, 6417); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 34-11 : Demande de rétablissement des crédits votés en première lecture pour les services

à l'étranger (Remboursements de frais) [11 décembre 1953] (p. 6502); Etat B, Chap. 56-20 : Demande de rétablissement des crédits votés en première lecture pour les relations culturelles à l'étranger (p. 6502); Chap. 57-10 : Demande de rétablissement des crédits votés en première lecture pour l'achat d'immeubles diplomatiques (p. 6502); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 12-02 : Intérêts des bons du Trésor (Augmentation du volume des traites) [11 décembre 1953] (p. 6509); Chap. 32-93 : Pensions militaires (Refonte de la grille des traitements établie en 1948) (p. 6518); Art. 4 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à limiter à 900.000 francs le plafond du cumul autorisé d'une retraite et d'un traitement (p. 6521); Art. 5 : Amendement de M. Badie relatif aux officiers ayant été dégagés des cadres (p. 6521); amendement de M. J.-P. Palewski tendant à limiter à six fois le minimum vital le plafond du cumul des retraites et des traitements (p. 6521); Art. 7 : Amendement de M. Leenhardt relatif aux droits des veuves de fonctionnaires à obtenir une pension (p. 6522); Art. 8 : Amendement de M. Guiguen relatif aux fonctionnaires révoqués avec suspension de droits à pension (p. 6522); Art. 9 bis : Amendement de M. Cristofol relatif aux agents supérieurs des administrations centrales en fonction le 31 décembre 1946 et non intégrés parmi les administrateurs civils (p. 6523); Art. 10 : Sa demande de rétablissement de l'article supprimant la rétroactivité de la loi accordant des bonifications d'ancienneté aux fonctionnaires anciens combattants (p. 6524); Art. 11 : Demande de reprise de l'article repoussant à 1955 l'application des clauses financières de la loi d'amnistie (p. 6525, 6526); Amendement de Mme Péri tendant à repousser l'application des clauses financières de l'amnistie jusqu'à majoration des pensions des veuves et orphelins (p. 6526); Art. 13 : Amendement de M. Charpentier relatif aux modalités de remboursement des prêts du fonds de modernisation et d'équipement (p. 6526, 6527); Art. 20 : Plan quadriennal d'investissements pour les services administratifs (Inutilité d'un dépôt du projet) (p. 6527); Article additionnel : Amendement de M. Marcel David relatif aux fonctionnaires résistants dégagés des cadres (p. 6528); Amendement de M. Minjoz relatif à l'emploi des fonds de la caisse d'épargne (p. 6528); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 45-44 :

Contribution de l'Etat à diverses dépenses de la S. N. C. F. (Infrastructure insuffisante de la S. N. C. F.) [12 décembre 1953] (p. 6597); Art. 1^{er} : *Reclassement indiciaire des agents des travaux* (p. 6599); Article additionnel : *Amendement de M. Peytel tendant à rétablir les chiffres prévus par le Gouvernement pour les fonds d'investissement routier* (p. 6602); Art. 8, Etat D : *Amendement de M. Sibué tendant à réduire de 100 millions les crédits pour les travaux d'installations fixes de la S.N.C.F. (Gares de Modane et Mâcon)* (p. 6607); Art. 8 bis : *Amendement de M. Sibué tendant à prévoir le dépôt d'un projet organisant et coordonnant les moyens de transport* (p. 6608); Art. 10 : *Péréquation de la retraite des cheminots* (p. 6609); Article additionnel : *Amendement de M. Pierrard tendant à n'affecter de crédits à la canalisation de la Moselle qu'après l'élargissement des canaux du Nord* (p. 6610); *Amendement de M. M. Noël tendant à prévoir des crédits supplémentaires pour la Caisse autonome mutuelle des retraites* (p. 6611); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Attribution de crédits supplémentaires pour les bourses)* [14 décembre 1953] (p. 6797); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 31-02 : *Demande de reprise du chiffre voté en première lecture pour les contrôles économiques et financiers* [30 décembre 1953] (p. 7034); Chap. 31-43 : *Direction générale des impôts (Création de la Direction générale des impôts, d'un service des domaines et du comptable unique)* (p. 7035); Art. 1^{er} : *Primes attribuées au personnel des douanes* (p. 7035); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Taux excessif de la taxe pour le fonds d'encouragement à la production textile et mauvaise répartition des crédits)* (p. 7043, 7044); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 34-33 : *Travaux de recensement (Recensement de la population en 1954)* [31 décembre 1953] (p. 7095, 7096); Art. 5 : *Amendement de MM. Dronne et Malbrant tendant à fixer à 1 0/0 le taux de la taxe d'encouragement à la production textile (Aide aux producteurs de textiles de la métropole et des territoires d'outre-mer)* (p. 7099, 7100); *Amendement de M. Charpentier tendant à fixer à 0,75 0/0 le taux de la taxe d'encouragement à la production textile avec la possibilité de l'élever à 1 0/0* (p. 7101); *Amendement de M. Anthonioz relatif à la com-*

position du comité de contrôle du fonds d'encouragement à la production textile (p. 7101); Art. 3, Etat C : *Amendement de M. Dronne tendant à majorer le montant des versements aux producteurs de textiles (Augmentation des fonds grâce à la majoration de la taxe d'encouragement à la production textile)* (p. 7101); INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République, Art. 1^{er} : *Amendement de M. G. Cartier tendant à abroger le décret du 9 août 1953 contrôlant les investissements faits par les collectivités locales* [31 décembre 1953] (p. 7194, 7195); Art. 4 bis : *Intégration des agents supérieurs du Ministère en fonctions en 1946 dans le corps des administrateurs civils* (p. 7196); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, amendé par le Conseil de la République, Art. 7 : *Sa demande de reprise du texte voté en première lecture relatif à l'utilisation par les sinistrés des titres émis par la Caisse autonome de la reconstruction (Annuités plus élevées prévues par le Conseil de la République)* (p. 7200); *la retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative à la majoration du salaire minimum interprofessionnel garanti; Article unique : *Fixation à 133 francs de l'heure du salaire minimum garanti (Répercussions financières sur le budget évaluées à 100 milliards, application de l'article premier de la loi de finances)* [1^{er} décembre 1953] (p. 5782, 5783); — des interpellations sur le krach du Crédit mutuel du bâtiment : *Discussion générale (Absence de responsabilité de l'Etat, l'historique du Crédit mutuel du bâtiment, la loi du 24 mars 1952 et son application aux sociétés de crédit différé, les poursuites entamées, les différentes catégories de victimes du krach, les raisons d'intervention de l'Etat en faveur des escroqués, l'abus de la garantie de l'Etat)* [2 décembre 1953] (p. 5832 et suiv., 5839 et suiv.); — du projet de loi établissant un plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Le Coutaller relatif au délai accordé pour faire reconnaître la présomption d'origine par les prisonniers et déportés* [5 décembre 1953] (p. 6080); Art. 6 bis : *Majoration de l'allocation des invalides (Application de l'article premier de la loi de finances)* (p. 6083); Art. 7 : *Allocation des grands invalides (Application de l'article premier de la loi de finances)* (p. 6084); Art. 9 : *Demande de réserver l'article relatif au taux de l'allocation aux invalides* (p. 6084); Art. 10 bis : *Pensions spéciales aux mutilés*

(Application de l'article premier de la loi de finances) (p. 6085); Art. 12 : Amendement de Mme de Lipkowski relatif aux anciens fonctionnaires internés ou déportés de la Résistance (p. 6086); Art. 13 : Amendement de Mme Péri relatif aux veuves touchant également l'allocation vieillesse (p. 6086); Art. 14 : Demande de réserver l'article relatif au taux des pensions des veuves, présentée par M. Mutter (p. 6087); Art. 14 ter : Pensions des veuves remariées redevenues veuves ou divorcées (p. 6087); Art. 16 : Pensions des enfants infirmes incurables (p. 6088); Art. 17 bis : Demande de réserver l'article portant de 30.000 à 60.000 francs le revenu imposable au-dessus duquel n'est pas versée la pension (p. 6088); Art. 22 : Demande de disjonction de l'article majorant la retraite du combattant (p. 6090); Art. 22 ter : Aide de l'Etat aux pupilles de la nation (p. 6092); Titre II : Remboursement du pécule et des pertes de biens des déportés (p. 6093); Renvoi du débat au lendemain (p. 6098). — Est entendu sur : la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'augmentation des prestations familiales : Sa demande de renvoi à la suite [8 décembre 1953] (p. 6279); — les propositions de la Conférences des Présidents : Vote rapide du budget [8 décembre 1953] (p. 6281). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (Exercice 1954); Art. 11 : Ouverture d'un compte spécial pour la modernisation des bureaux de tabac [12 décembre 1953] (p. 6614); Art. 18 : Demande de disjonction de l'article mettant les employés de la Caisse des dépôts et consignations à la disposition des inspecteurs des finances, présentée par M. M. David (p. 6616); Art. 20 : Amendement de M. Minjoz tendant à permettre l'utilisation par les caisses d'épargne de 50 0/0 de leurs dépôts (p. 6617); Art. 21 : Amendement de M. Briot tendant à décharger de droits d'apports des caisses de caution mutuelle pour le stockage des produits agricoles (p. 6618); Art. 23 : Amendement de M. Abelin tendant à rétablir le texte du Gouvernement relatif à la dotation des mines de potasse d'Alsace et de l'O. N. I. A. (p. 6619); Art. 24 : Indemnisation des anciens actionnaires de Gnome et Rhône et d'Air-France (p. 6619); Art. 30 : Amendement de M. Juglas tendant à supprimer l'avis du Ministre des Finances pour l'octroi d'un régime de faveur à certaines sociétés dans les territoires d'outre-mer (p. 6624); Art. 32 : Amendement de M. Juglas

tendant à prévoir des avances « consolidées » sur plusieurs années aux territoires d'outre-mer (p. 6622); Art. 33 : Demande de disjonction de l'article attribuant 5.200 millions aux sociétés ayant assuré les risques d'accidents et de maladies, présentée par Mme Lefebvre (p. 6624); Art. 44 : Amendement de M. Catoire tendant à ramener le taux d'intérêt des prêts à 4,5 0/0 pour les Charbonnages de France (p. 6625); Art. 47 : Demande de disjonction de l'article relatif aux prêts de l'Etat aux offices d'H.L.M., présentée par M. Gaubert (p. 6626); Amendement de M. Guiguen tendant à prévoir l'avis des Commissions intéressées de l'Assemblée Nationale (p. 6626); Art. 51 : Demande de rétablissement de l'article garantissant les emprunts contractés par l'Organisation de l'aviation civile internationale (p. 6627); Motion préjudicielle de M. Degoutte demandant de surseoir au débat pour obtenir la création de 120 milliards des « certificats de crédits privilégiés » émis par la Caisse des dépôts et consignations pour le financement des H. L. M. [13 décembre 1953] (p. 6657, 6658); Lettre rectificative concernant le financement des investissements (p. 6660); Art. 36, Etat I : Contributions du fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique aux investissements (Méfaits de la notion de débudgétisation) (p. 6661); Modalités et divers chapitres du plan d'investissement (Investissements agricoles) (p. 6662 et suiv.); Amendement de M. Juglas tendant à prévoir un état spécial pour les crédits destinés aux territoires d'outre-mer de façon à éviter les virements de ces crédits à une autre rubrique (p. 6664, 6665); Art. 1^{er} : Demande de rétablissement du texte relatif aux constructions aéronautiques (Financement des constructions aéronautiques militaires) (p. 6669); Art. 4 : Insuffisance des avances à la Caisse nationale d'allocation vieillesse agricole (p. 6679); Article additionnel : Amendement de M. de Tinguy tendant à exiger un intérêt de 5 0/0 sur les 4 milliards avancés aux mines domaniales de potasse (p. 6693); Amendement de M. Viatte tendant à n'appliquer l'article 33 affectant 200 millions aux compagnies d'assurances qu'en 1955 (p. 6694); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 30 : Demande de rétablir l'alinéa voté en première lecture prévoyant un décret d'application pour les avantages fiscaux octroyés à certaines sociétés dans les territoires d'outre-mer [31 décembre 1953] (p. 7266);

Art. 33 bis : *Demande de rétablir le texte du Conseil de la République relatif à l'indemnisation des compagnies d'assurance par titres remis dès 1954* (p. 7267). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Achèvement en une nuit du vote de la loi de finances* [12 décembre 1953] (p. 6627). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1954 : *Discussion générale (Ses observations sur la politique favorable à l'expansion du crédit et des investissements, la débudgétisation des investissements, les emprunts lancés, l'amélioration de la balance commerciale et des rentrées d'impôts)* [13 décembre 1953] (p. 6645, 6646) ; *Ordre de la discussion des textes financiers (Coût des séances de nuit)* (p. 6695) ; *Motion préjudicielle de M. Pierrard tendant à surseoir au débat jusqu'au vote du budget de l'Education nationale (Revendications du personnel enseignant)* (p. 6696) ; *Discussion générale (Charges sociales majorées dans les mines)* (p. 6703) ; *Réduction des dépenses militaires, vote de la réforme fiscale* (p. 6706, 6707) ; Art. 1^{er} : *Demande de disjonction de l'article premier interdisant toute proposition majorant les dépenses ou diminuant les recettes de l'Etat, présentée par M. Gosnat* (p. 6711, 6712) ; *Amendement de M. Gosnat tendant à majorer l'impôt sur les sociétés au lieu de majorer celui sur les personnes physiques* (p. 6713, 6714) ; *Amendement de M. Christofol tendant à ne pas appliquer la « loi des maxima » aux dépenses d'assistance et de sécurité sociale* (p. 6714) ; *Amendement de M. Pineau tendant à ne pas opposer la loi des maxima à l'application de lois déjà votées* (p. 6715) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Gau-mont tendant à ne pas appliquer la loi des « maxima » aux lois étendant des textes votés aux départements d'outre-mer* (p. 6715, 6716) ; Art. 6 : *1.071 milliards de dépenses militaires (Libre discussion ultérieure du budget des dépenses militaires)* (p. 6716, 6717) ; *Amendement de M. R. Mancau tendant à réduire de 300 milliards les crédits pour les dépenses militaires (Libre discussion du budget des dépenses militaires)* (p. 6718) ; *Demande de disjonction de l'article fixant le budget des dépenses militaires, présentée par M. Bayrou* (p. 6720, 6721) ; Art. 22 : *Perception des taxes parafiscales (Mission de contrôle des entreprises bénéficiant de garanties de l'Etat)* (p. 6733) ; Art. 23 : *Amendement de M. Dronne tendant à abroger complètement le droit de licence prélevé sur les*

bouilleurs de cru (p. 6737) ; *Amendement de M. Hénault tendant à supprimer le privilège des bouilleurs de cru non agriculteurs* (p. 6738) ; Art. 24 : *Amendement de M. Badie tendant à supprimer l'article annulant le décret du 30 septembre 1953 fixant le régime des prestations viniques des producteurs de vin* (p. 6741) ; *Demande de disjonction de l'article annulant le décret du 30 septembre 1953 fixant le régime des prestations viniques des producteurs de vin* (p. 6741, 6742) ; *Article additionnel : Demande de disjonction des amendements instituant des articles additionnels (Caractère fiscal des amendements visés)* (p. 6743) ; *Amendement de M. Viatte tendant à majorer le taux des impôts sur les cartes de séjour des étrangers* (p. 6745) ; *Amendement de M. Estradère relatif au taux de la surtaxe progressive (Quotient familial)* (p. 6746) ; *Amendement de M. Jacques Duclos relatif à l'imposition des stocks des sociétés* (p. 6746) ; *Amendement de M. Mazier tendant à octroyer des bonifications d'intérêts aux prêts spéciaux contractés par les coopératives H.L.M.* (p. 6747) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [31 décembre 1953] (p. 7269) ; Art. 1^{er} : *Sa demande de rétablir le texte voté en première lecture interdisant aux parlementaires tout accroissement de dépenses ou diminution de recettes (Loi des maxima)* (p. 7269, 7270) ; Art. 10 bis : *Taxation au taux réduit de 6,35 0/0 des bois de scierie pour la taxe à la production* (p. 7272) ; Art. 23 : *Amendement de M. Lalle tendant à reprendre le texte du Conseil de la République tendant à rétablir la législation antérieure concernant les bouilleurs de cru et à leur rembourser, sur leur demande, le droit de licence établi en juillet 1953 (Habitat rural et fléau de l'alcoolisme)* (p. 7275) ; *Demande de vote de l'amendement par division* (p. 7276) ; Art. 28 ter : *Amendement de M. Abelin tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux taux des droits applicables aux fusions de sociétés* (p. 7279) ; Art. 29 : *Amendement de M. Guy Petit tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la taxation des dotations pour approvisionnements techniques constitués en 1948 et 1949* (p. 7278) ; Art. 30 : *Demande de reprise du texte du Conseil de la République relatif à une régularisation du texte financier* (p. 7279) ; *Réponse aux explications de vote (Revision de la répartition des crédits d'assistance, bouilleurs de cru, majoration de la retraite*

des vieux travailleurs) (p. 7281); — d'une proposition de loi portant majoration de certaines PRESTATIONS FAMILIALES : *Discussion générale (Application de l'article premier de la loi de finances au rapport de M. Bouxom)* [15 décembre 1953] (p. 6859); *Demande de suspension de séance* (p. 6859, 6860); *Sous-amendement de M. Bouxom tendant à majorer de 30 0/0 exceptionnellement en décembre 1953 les allocations familiales* (p. 6862); *Sous-amendement de M. Rosan Girard tendant à porter la majoration de 55 à 85 0/0 dans les départements d'outre-mer* (p. 6863); *Sous-amendement de M. Jacques Chevallier tendant à porter à 57 0/0 la majoration des prestations familiales en Algérie* (p. 6864); Article unique : *Amendement de Mme Estachy tendant à majorer également les allocations familiales des travailleurs indépendants* (p. 6865); *Contre-projet de M. Boscary-Monsservin (Augmentation des allocations prénatales)* (p. 6865); — des interpellations sur le prix du tabac : *Discussion générale (Méthode de fixation du prix moyen du tabac, l'évolution de ce prix depuis 1938, le prix du tabac 32 fois supérieur à celui de 1938, la récolte de 1953 supérieure à celles de 1952 et 1951, tabacs étrangers moins chers que le tabac français)* [28 décembre 1953] (p. 6898 et suiv.); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES en 1954 : *Discussion générale* [28 décembre 1953] (p. 6904); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires; Article additionnel : *Amendement de M. Triboulet tendant à prévoir des pensions aux ouvriers des établissements d'Etat licenciés ayant plus de quinze ans de service* [29 décembre 1953] (p. 6972); *Amendement de M. Billat tendant à abroger le décret portant aliénation de l'atelier de Saint-Priest* (p. 6982); *Amendement de M. Bartolini tendant à prévoir la majoration des salaires des ouvriers de l'Etat conformément au décret du 22 mai 1951* (p. 6983); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour l'EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Primes accordées aux militaires)* [29 décembre 1953] (p. 6984); *Les douzièmes provisoires de 1954 en augmentation de 20 0/0 sur les crédits de 1953 et avec 56 milliards d'engagements de crédits* (p. 6987, 6988); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Deixonne tendant à ne voter qu'un seul*

douzième provisoire (p. 6990); *Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les deux douzièmes provisoires (Insuffisance des crédits pour l'équipement scolaire des enfants)* (p. 6992); Art. 2 : *Amendement de M. Rincent tendant à laisser 225 instituteurs affectés à l'enseignement agricole* (p. 6993); — d'une proposition de loi relative à la situation des élèves des écoles normales supérieures; Art. 1^{er} : *Demande de renvoi à la Commission des finances, du texte accordant un traitement aux élèves normaliens* [31 décembre 1953] (p. 7073 et suiv.); *Sous-amendement de M. Giovoni tendant à accorder l'indice 225 aux normaliens de première année* (p. 7092). — Est entendu pour une motion d'ordre: *Vote du budget des Affaires économiques* [31 décembre 1953] (p. 7094). — Prend part à la discussion du projet de loi portant majoration des ALLOCATIONS VIEILLESSES : *Contre-projet de M. Besset tendant à porter à 120.000 francs par an l'allocation aux vieux travailleurs salariés (Application de l'article 48 du Règlement)* [31 décembre 1953] (p. 7157); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Patinaud tendant à accorder la majoration de 6.000 francs à dater du 1^{er} janvier 1953 (Application de l'article 48 du Règlement)* (p. 7157); Art. 9 : *Amendement de M. Meck tendant à porter de 0,40 à 0,75 0/0 le taux de la taxe de statistique sur les importations et exportations* (p. 7161); *Sous-amendement de M. Conombo tendant à ne pas percevoir la taxe de statistique sur les importations et exportations à destination des départements et territoires d'outre-mer* (p. 7161); *Sous-amendement de M. Viatte tendant à ne majorer la taxe de statistique et contrôle douanier que pour six mois et à prévoir un autre mode de financement ensuite* (p. 7164); *Amendement de M. Konaté tendant à ne pas majorer la taxe de statistique sur les marchandises venant ou allant vers les territoires d'outre-mer* (p. 7166); Article additionnel : *Amendement de M. Valentino tendant à accorder l'allocation, dans les départements d'outre-mer, aux personnes ayant travaillé au moins cinq ans après l'âge de 50 ans (Application de l'article 48 du Règlement)* (p. 7168); *Insertion de l'amendement de M. Gaumont dans le texte (Allocation aux vieux travailleurs non salariés dans les départements d'outre-mer)* (p. 7168); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Nouveaux impôts prélevés sur les territoires d'outre-mer)* (p. 7169). — Est entendu sur la fixation de la date de

discussion des interpellations sur le salaire minimum garanti : *Accepte le débat pour le 12 février 1954* [9 février 1954] (p. 109, 110). — Prend part à la discussion des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Attitude du Gouvernement en face des suggestions de la Commission supérieure des conventions collectives, risque de hausse des prix, octroi d'une prime non hiérarchisée à 700.000 travailleurs, plan de dix-huit mois d'expansion économique, élévation de l'indice de production, nouveau mécanisme de crédit et d'avances à long terme)* [12 février 1954] (p. 258 et suiv.) ; *Divers ordres du jour : augmentation accordée correspondant à une simple étape* [16 février 1954] (p. 300) ; *Son interprétation de l'ordre du jour de M. Duquesne* (p. 323, 324). — Est entendu sur : le procès-verbal de la séance précédente : *Vote à intervenir à la fin du débat sur le salaire minimum interprofessionnel garanti* [12 février 1954] (p. 263) ; — les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du budget de l'Éducation nationale* [16 février 1954] (p. 292). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953 (collectif d'ordonnancement) ; **Etat A, AGRICULTURE, Chap. 34-91 : Amendement de M. Forcinat (Loyer des locaux du Secrétariat général de la Commission internationale des industries agricoles)** [16 février 1954] (p. 304) ; **FINANCES, II. SERVICES FINANCIERS, Chap. 31-49 : Harmonisation des carrières chez les personnels de la Direction générale des impôts** (p. 306) ; **TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4611 : Amendement de Mme Galicier (Augmentation des crédits des fonds de chômage, développement de l'expansion économique)** (p. 310, 311) ; — de la proposition de loi concernant l'allocation chômage : *Discussion générale (Décret pris par le Gouvernement, problème de reconversion de la main-d'œuvre ; Oppose l'article premier de la loi de finances)* [19 février 1954] (p. 432). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la fermeture des mines et usines de Salsigne : *Subvention, projet de reconversion* [23 février 1954] (p. 468). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la fermeture des mines et usines de Salsigne : *Discussion générale (Difficulté de subventionner une société privée, coût trop élevé de la production d'or, impossibilité de la reconversion)* [23 février 1954] (p. 478,

479) ; — d'une interpellation concernant la mise en vente de l'Hôtel de Paris : *Impossibilité de nationaliser un hôtel* [25 février 1954] (p. 513, 514) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954 ; **ÉDUCATION NATIONALE : Discussion générale (Absence du Président André Marie, obligation de voter un douzième provisoire, renvoi de la discussion du budget)** [25 février 1954] (p. 525, 527). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Examen du projet de douzièmes provisoires de l'Éducation nationale* [25 février 1954] (p. 531). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre du **MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE : Question préalable de M. Pierrard** [26 février 1954] (p. 566). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Nécessité de modifier la surtaxe progressive et de fixer le régime des investissements avant le 31 mars 1954* [16 mars 1954] (p. 889). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réforme fiscale ; **Art. 1^{er} : Amendement de M. Abelin (Taxe à la valeur ajoutée, nécessité du règlement de certaines questions fiscales pour le 31 mars)** [25 mars 1954] (p. 1286) ; *Inconvénients d'un renvoi en Commission* (p. 1288) ; **Art. 8 : La désurtaxation des investissements, la sélection par retranchements, la déduction des frais généraux de fabrication et du petit outillage, la disparition de la taxe sur les transactions, le progrès mécanique et le danger du chômage [26 mars 1954] (p. 1346 et suiv.) ; **Art. 20 : Amendement de M. Cristofol (Aggravation des pénalités pour infraction à des formalités prescrites par le Code général des impôts)** (p. 1370) ; *Déroulement du débat* (p. 1371) ; **Art. 47 : Mesures destinées à favoriser l'épargne (Dispositions prises pour contrôler la fraude, établissement d'un texte discriminatoire en faveur des placements favorables à la collectivité)** [29 mars 1954] (p. 1432) ; **Amendement de M. Charpentier (Extension des mesures d'encouragement à l'épargne aux bâtiments ruraux non rentables)** (p. 1433) ; **Amendement de M. de Tinguy (Taux des droits de mutation sur les logements)** (ibid.) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget des **PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : Équilibre du budget des Prestations familiales agricoles, charges spécifiques à l'agriculture, fonctionnement des caisses** [30 mars 1954] (p. 1486) ; *Article additionnel de M. Billat :***

*Application et financement de l'allocation de la « mère au foyer » ; Oppose l'article 17 de la Constitution (p. 1486, 1487). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Amendement de M. Linet (Inscription à l'ordre du jour des discussions sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ; sur les rentes d'invalidité et de vieillesse dues à certains cheminots de l'ancien réseau d'Alsace-Lorraine ; et sur l'allocation vieillesse agricole) [6 avril 1954] (p. 1776) ; Amendement de M. Ranaivo (Inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi relative à la réparation des dégâts occasionnés par la rébellion de Madagascar en 1947-1948) (p. 1776). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la suppression des zones d'abattements en matière de PRESTATIONS FAMILIALES : Accroissement des dépenses des divers régimes ; Oppose l'article premier de la loi de finances [6 avril 1954] (p. 1786) ; — d'une proposition de loi relative à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles : Incidences financières de la proposition de loi [6 avril 1954] (p. 1789) ; Art. 5 : Cas des ouvriers des arsenaux et des entreprises nationalisées (p. 1790) ; Renvoi en Commission (ibid.) ; — d'une proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires : Discussion générale (Expérience de 1951, récentes augmentations de salaires, avis du Conseil Economique, libération des échanges, charges des petites entreprises, augmentation de la production et relèvement du pouvoir d'achat ; Application de l'article premier de la loi de finances) [7 avril 1954] (p. 1854 et suiv.) ; Prix de l'énergie, frais généraux d'usine, procédés d'amortissements, économie marginale (p. 1857, 1858) ; Oppose l'article premier de la loi de finances (p. 1858, 1859) ; — du projet de loi relatif à l'ouverture et à l'annulation de crédits sur les exercices 1951-1952, Etat A, ETATS ASSOCIÉS, Chap. 1070 : Possibilité d'une déclaration du Gouvernement sur l'Indochine [8 avril 1954] (p. 1877). — Intervient sur les propositions de la Conférence des Présidents : Avances du Trésor aux caisses d'allocations familiales [18 mai 1954] (p. 2490). — Donne sa démission de *Ministre des Finances* et des *Affaires économiques* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (Séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843). — Est nommé *Ministre des Finances*, des*

Affaires économiques et du Plan (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954 : Motion préjudicielle de M. Patinaud (Nouveau mode de financement du déficit actuel de ce budget ; surcompensation entre allocations familiales générales et allocations familiales agricoles) [29 juillet 1954] (p. 3720 et suiv.) ; Avances du Trésor, rajustement de la cotisation proposé par M. Pinay (p. 3723, 3724) ; Motion d'ordre de M. Patinaud tendant à réserver les articles premier et 2 jusqu'au vote sur l'article 3 (p. 3726) ; Art. 3 : Extension de la surcompensation aux prestations familiales versées aux salariés agricoles, amendement de M. Patinaud tendant à supprimer cet article (Situation du régime général, augmentation des allocations familiales agricoles) (p. 3726) ; Art. 1^{er}, Etat annexe, Chap. 1010 : Amendement de M. Laborbe (Création de nouveaux postes de contrôleurs des lois sociales en agriculture) [30 juillet 1954] (p. 3750) ; Art. 2 : Amendement de M. Patinaud (Remboursement de l'avance du Trésor ; oppose l'art. 1^{er} de la loi de finances) (p. 3751) ; Amendement de M. Lambert (Avance du Trésor de 5 milliards ; oppose l'article 48 du Règlement) (p. 3751) ; Demande de disjonction de M. Patinaud (p. 3752) ; Virement en faveur du budget des prestations familiales agricoles d'une partie de la subvention prévue pour le prix du pain ; remboursement de l'avance du Trésor (p. 3752, 3753) ; Art. 5 : Amendement de M. Lambert (Exonération du riz de la taxe prévue par la loi de 1942 ; oppose l'art. 1^{er} de la loi de finances) (p. 3753) ; Amendement de M. Boscarry-Monsservin (Suppression de la taxe sur les betteraves exportées directement ou sous forme de sucre) (p. 3753) ; Article additionnel de M. Lambert (Taux des cotisations des exploitants agricoles en 1954 ; oppose l'article 68 du Règlement) (p. 3754) ; Article additionnel de M. Waldeck Rochet (Attribution d'une allocation de « la mère au foyer » aux familles d'exploitants agricoles ; oppose l'article 68 du Règlement) (p. 3755) ; Art. 12 : Amendements de MM. Boscarry-Monsservin et Bricout (Date d'application de la détaxe de 15 0/0 sur le matériel agricole ; oppose l'article 48 du Règlement) (p. 3757) ; Art. 13 : Amendement de

M. Lalle (*Baisse de 15 0/0 du matériel agricole par voie de subvention budgétaire versée aux fabricants de matériel agricole*) (p. 3757); *Seconde délibération Art. 3 : Surcompensation interprofessionnelle des prestations familiales de l'ensemble des régimes ; reprise du texte initial du Gouvernement* (p. 3759, 3760); *Rappel au Règlement de Mme Lefebvre (Application de l'article 73 du Règlement)* (p. 3760); *Amendement de M. Cayeux (Surcompensation interprofessionnelle des prestations familiales de l'ensemble des régimes)* (p. 3762); *Amendement de M. Waldeck Rochet (Affectation de l'imposition des rémunérations des dirigeants de sociétés au budget des prestations familiales agricoles ; oppose l'article 48 du Règlement)* (p. 3763); *Art. 13 : Baisse sur le matériel agricole au moyen d'une subvention ou d'une détaxe* [13 août 1954] (p. 4189, 4190); — d'une proposition de loi relative à la liquidation et au règlement des dommages de guerre mobiliers, *Art. 1^{er} : Amendement de M. Guignen (Calcul de l'indemnité forfaitaire de base ; oppose l'art. 1^{er} de la loi de finances)* [4 août 1954] (p. 3841, 3842); *Art. 3 : Paiement en espèces de l'indemnité ; oppose l'article premier de la loi de finances* (p. 3842); *Art. 4 : Remboursement en dix annuités ; oppose l'article premier de la loi de finances* (p. 3842); *Article additionnel de M. Prache tendant à élever de 2 unités les indices de revalorisation des dommages mobiliers ; oppose l'article premier de la loi de finances* (p. 3843); *Explications de vote : Forfaits et décrets favorables aux sinistrés* (p. 3843); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Plan de modernisation et d'équipement, expansion, élévation du niveau de vie et « solvabilité nationale », comparaison de la production industrielle française et étrangère, inflation et expansion économique, régression du chômage, développement de la construction, situation favorable de notre commerce extérieur, aide américaine, emprunts de la S. N. C. F., expansion dans les territoires d'outre-mer, électrification, adductions d'eau, remembrement, exportations agricoles, viande et vin* [5 août 1954] (p. 3871 à 3879); *Sélection professionnelle et géographique, coûts de production en France, industrie électrique, sécurité sociale maladie et Fonds national vieillesse, diminution du taux de l'escompte, organisation des marchés : Bercy, reconversion des entreprises,*

adaptation de la main-d'œuvre, problème des salaires, différence entre les salaires masculins et féminins, libération des échanges, budget 1955 et pouvoirs spéciaux (p. 3881 à 3887); *Reconversion* (p. 3888, 3890); *Equippedement de l'agriculture* [6 août 1954] (p. 3913); *Relèvement du pouvoir d'achat des agriculteurs, structure familiale paysanne, libération des échanges* (p. 3916); *Reconversion des petites entreprises (Fabriques de carillons)* (p. 3919); *Réponse à M. Bignon relative à la situation des anciens combattants* (p. 3934); *Réponse à M. Briot : baisse de 15 0/0 sur le machinisme agricole, baisse des engrais* (p. 3938, 3939); *Réponse à M. Pindivic : participation des techniciens aux décisions politiques, allègement des charges afférentes à la fourniture de l'énergie, la C. E. D. et ses conséquences économiques* (p. 3941, 3942); *Réponse à M. Paquet : reconversion, réforme de la S. N. C. F. et de la sécurité sociale, emprunts indexés* (p. 3949, 3950); *Réponse à M. Prouteau : salaires et autres revenus de la nation* (p. 3951, 3952); *Réponse à M. de Semailons : regroupement des exploitations « non viables », contrôle de l'auto-financement, réforme administrative et judiciaire* (p. 3962); *Intention du Président du Conseil de poser la question de confiance sur le texte de la Commission* (p. 3965); *Explications de vote sur la question de confiance* (p. 4016); *Situation monétaire, remboursement des avances à la Banque de France* (p. 4022); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, *Article unique : Amendement de M. Grimaud (Avis des Commissions de la justice et de législation pour les décrets portant réforme du régime des hypothèques, de la faillite et de la liquidation judiciaire)* [13 août 1954] (p. 4192); *Amendement de M. de Tinguy tendant à éviter que les allègements fiscaux réalisés pour chaque collectivité locale ne diminuent le montant total de ses ressources* (p. 4194). — Répond à une question : de M. Robert Bichet relative au détachement du Commissariat général au Plan de la Présidence du Conseil [6 août 1954] (p. 3907); — de M. Meck relative au recouvrement de la taxe d'habitation et des impositions foncières [6 août 1954] (p. 3908). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1954 : *Sa demande de réserver le vote sur l'ensemble* [10 novembre 1954] (p. 4910, 4911); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE pour l'exercice 1955, *État A,*

Chap. 31-01 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à supprimer ce chapitre (Décret réduisant l'indemnité spéciale des magistrats) [10 novembre 1954] (p. 4916 et suiv.) ; Demande de M. de Moro-Giafferri de réserver le vote sur l'ensemble jusqu'au vote du budget des Finances, charges communes (Impossibilité pour le Gouvernement d'opposer l'art. 1^{er} de la loi de finances au moment de la discussion du décret réduisant l'indemnité spéciale des magistrats) [15 novembre 1954] (p. 4986) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de la Présidence du Conseil (II. SERVICE DE LA DÉFENSE NATIONALE) : Disjonction des crédits du Secrétariat permanent au Comité de la défense nationale [15 novembre 1954] (p. 4994) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan (III. AFFAIRES ÉCONOMIQUES) pour l'exercice 1955 ; Etat A, Chap. 31-21 : *Amendement indicatif de Mme Estachy (Transformation d'emplois d'adjoints administratifs en emplois d'agents spéciaux; enquêtes économiques) [15 novembre 1954] (p. 5000) ; Amendement indicatif de M. Castera (Réforme statutaire intéressant le personnel des enquêtes économiques) (p. 5000) ; Amendement indicatif de Mme Estachy (Action répressive des services économiques sur les petits commerçants) (p. 5004) ; Amendement indicatif de M. Penoy (Gestion défectueuse du personnel du service des enquêtes économiques) (p. 5004, 5005) ; Amendement indicatif de M. Penoy (Situation des secrétaires d'administration du service des enquêtes économiques) (p. 5005) ; Chap. 31-22 : Amendement de Mme Lefebvre (Inutilité de la réouverture d'un centre d'études au contrôle économique) (p. 5006) ; Chap. 33-92 : Amendement indicatif de Mme Estachy (Réglementation des cantines et des colonies de vacances) (p. 5007) ; Chap. 34-02 : Amendement indicatif de M. Penoy (Fonctionnement de la commission nationale technique des classes moyennes; subvention à l'Institut international des classes moyennes) (p. 5007) ; Chap. 34-21 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à réduire les crédits de ce chapitre relatif au service des enquêtes économiques, de 2 millions (p. 5007) ; Chap. 44-13 : Amendement indicatif de M. Alphonse Denis (Commerce extérieur, équilibre de la balance commerciale, élargissement du marché intérieur, résultats de la politique d'expansion économique dans le cadre du plan de dix-huit mois) (p. 5009 et suiv.) ; Amendement**

indicatif de M. Penoy (Indemnités complémentaires de traitement du personnel du service des enquêtes économiques) (p. 5011) ; Article additionnel de M. Penoy (Situation du personnel féminin ayant concouru lors de la formation des cadres du service des enquêtes économiques) (p. 5014) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955 : Motion préjudicielle de M. Patinaud tendant à surseoir à l'examen du budget jusqu'à ce que le salaire minimum vital soit fixé à 25.166 francs [16 novembre 1954] (p. 5080, 5081) ; Sa demande de prise en considération de ce budget (p. 5081, 5082) ; Article additionnel de Mme Lefebvre et de M. Coutant (Transformation d'emplois du cadre temporaire en emplois permanents ; sa demande de renvoi en Commission) [17 novembre 1954] (p. 5129). — Est entendu sur le renvoi de la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955 [18 novembre 1954] (p. 5194). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES pour l'exercice 1955 ; Etat A : Demande de disjonction de M. Quilici (Nécessité d'un débat sur la politique en Afrique du Nord) [22 novembre 1954] (p. 5232) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955 : Article additionnel de M. Pierre Meunier tendant à intégrer les chefs de bureau et rédacteurs de préfecture dans le cadre des attachés de préfecture ; oppose les articles 48 et 68 du Règlement [24 novembre 1954] (p. 5365) ; Article additionnel de M. de Tinguy (Pensions servies par la Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales) (p. 5369) ; — d'interpellations sur l'affaire des fuites intéressant la défense nationale : Son témoignage touchant les conditions de la démission de M. Mitterrand au sein du Cabinet Laniel, vains efforts de celui-ci (et de lui-même) pour le faire revenir sur sa décision [3 décembre 1954] (p. 5761) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955 : Article additionnel de Mme Lempereur (Taux de la majoration accordée aux grands infirmes ayant besoin de l'aide constante d'une tierce personne) [4 décembre 1954] (p. 5811, 5812) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères (III. SER-

VICES FRANÇAIS EN SARRE) pour 1955 [30 décembre 1954] (p. 6986). — Répond à une question de M. Deixonne, relative à la retraite des contrôleurs principaux des contributions indirectes [31 décembre 1954] (p. 7052). — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [20 janvier 1955] (*J. O.* du 21 janvier 1955, p. 803).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE pour 1955 : *Lettres rectificatives* [25 janvier 1955] (p. 219); *Application du « plan quadriennal », rapport de M. Barangé sur la loi de finances, lettre rectificative, rapport constant* (p. 219, 220, 222, 224). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires étrangères* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072). — Est désigné comme *Président du Conseil des Ministres* [22 février 1955] (séance du 23 février 1955, p. 866); et demande la convocation de l'Assemblée Nationale pour le 23 février 1955 (p. 866). — Sa déclaration en qualité de *Président du Conseil désigné : Mise en œuvre parallèle d'un plan économique et d'un plan social, indice de la production industrielle, hausse du niveau de vie, stabilisation du franc, réforme fiscale et lutte contre la fraude, vote du budget, l'Union française et notre politique en Afrique du Nord, ratification des accords de Paris, mise en vigueur de l'accord du 23 octobre 1954 sur la Sarre* [23 février 1955] (p. 866 et suiv.). Ses réponses à ses interpellateurs : *Allocations familiales et Code du travail en Afrique, accords franco-sarrois, composition du Ministère et nombre de Ministres, problème scolaire, Algérie, crise de l'industrie textile, la meilleure répartition des impôts, élargissement de la majorité, désarmement* (p. 879 à 884); l'investiture lui est accordée (p. 886). — Est nommé *Président du Conseil des Ministres* [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 31-93 : *Demandes de disjonction de*

MM. Lamps et Meunier (Les mesures en faveur des fonctionnaires dans la conjoncture inflationniste face au malaise des autres classes, le rendez-vous d'avril pour le secteur public, le plan de remise en ordre) [8 mars 1955] (p. 1180 à 1182); *Article additionnel de M. Minjot (Indemnité des magistrats)* (p. 1187). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion des interpellations relatives à la suppression du contrôle polyvalent et l'abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954 [10 mars 1955] (p. 1271); *Amendement de M. Dorey, fusion des régies et contrôle polyvalent, prochain débat sur les pouvoirs spéciaux* (p. 1278 et suiv.); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Inscription, à l'ordre du jour de la semaine suivante, du rapport de M. Saint-Cyr* [11 mars 1955] (p. 1321, 1322). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE pour 1955 : *Suspension de la séance jusqu'au lendemain* [17 mars 1955] (p. 1619); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Question préalable de M. Tournaud (Contrôle fiscal)* [18 mars 1955] (p. 1666 et suiv.); *Motion préjudicielle de M. Boisdé (Mesures d'apaisement comportant l'abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954)* (p. 1671, 1672); *Vote de M. Frédéric-Dupont sur l'amendement de M. Dorey* (p. 1682); *Pose implicitement la question de confiance sur le rejet des motions préjudicielles tendant à l'abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954 et la suppression des contrôles polyvalents (Sa politique fiscale, sa décision de lier la question du contrôle et celle des pouvoirs spéciaux)* (p. 1685 et suiv.). — Est entendu sur la demande de fixation immédiate de la date de discussion de l'interpellation de M. de Chambrun relative à l'accord franco-allemand sur la Sarre : *Lettre du Chancelier Adenauer, débats du Bundestag, garanties, politique « des textes tronqués »* [23 mars 1955] (p. 1867 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Degoutte tendant à substituer le dépôt d'un projet de loi à l'octroi de pouvoirs spéciaux* [29 mars 1955] (p. 2082); *Déroulement du débat* (p. 2083); *Amendement de M. Minjot tendant à exclure du champ des pouvoirs spéciaux la réforme judiciaire* (ibid.); *Abrogation de l'article 33, problème fiscal, problème éco-*

nomique, allégement des charges publiques (p. 2084); Amendement de M. Bichet (*Modification de l'article 1759 du Code général des impôts; contrôle fiscal en cas d'opposition collective à l'établissement de l'assiette de l'impôt*) (p. 2085, 2086). — Sa communication du 3 mai 1955 à l'Assemblée : *Satisfactions apportées par les budgets; rendez-vous d'avril et relèvement des salaires; progrès continu de l'économie française dans le cadre des programmes pluri-annuels et la perspective d'utilisation de l'énergie atomique; aisance de la Trésorerie* [3 mai 1955] (p. 2433, 2434); *la réforme fiscale* (p. 2434); *Application de l'état d'urgence en Algérie; négociations des conventions franco-tunisiennes, tournées vers l'avenir, avec des partenaires ni « extrémistes », ni « dépassés »* (p. 2434, 2435); *Relance de l'activité diplomatique, grâce à la ratification des accords de Paris : communiqué du 25 avril; réunion des experts à Londres; rencontre des trois Ministres des Affaires étrangères occidentaux à Paris; Conférence à quatre; dépôt des instruments de ratification; négociations à Vienne et sur la Sarre; déclaration de M. Chou En Lai sur Formose* (p. 2435, 2436); *Intérêts de nos alliés et intérêts français* (p. 2436); *Attitude de la France à l'égard de la Chine, de la situation au Sud-Vietnam et du Fezzan* (p. 2436); *Progrès dans l'organisation européenne* (p. 2436); *Réforme du fonctionnement du régime* (p. 2437). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution; Article unique : *Révision relative à l'instabilité gouvernementale, initiative des dépenses, dissolution et titre VIII* [24 mai 1955] (p. 2960). — Sa communication du 21 juin 1955 à l'Assemblée : *Situation économique, plan de réalisations sociales, règlement d'administration publique concernant la procédure de conciliation, programme de constructions* (p. 3177); *Conférence à quatre, contribution du Gouvernement à sa convocation; visite des dirigeants soviétiques à Belgrade; invitation adressée au Chancelier Adenauer; Conférence de Messine et construction de l'Europe* (p. 3177, 3178); *Algérie, situation, mesures prises, but poursuivi* (p. 3178, 3179); *Violences de la Radio du Caire* (p. 3179); *Conventions franco-tunisiennes* (p. 3179); *Maroc, principes d'une solution, nomination de M. Grandval, contre-terrorisme, rapport de M. Wybot, indications sur les agissements de Delrien et Forestier* (p. 3179, 3180); *Réforme des institutions*

(p. 3181). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation de la défense nationale : *La délégation de pouvoirs du Président du Conseil* [23 juin 1955] (p. 3278 et suiv.); *Les Secrétaires d'État* (p. 3280); — des interpellations sur la situation en Algérie : *Motion préjudicielle de M. Jacques Chevallier (Ajournement de la discussion jusqu'au retour de la Sous-Commission d'enquête de l'intérieur en Algérie); reconduction de l'état d'urgence en Algérie* [5 juillet 1955] (p. 3602, 3603); — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Promesses d'autonomie interne faites par différents Gouvernements* [7 juillet 1955] (p. 3682, 3683); *Procédures dilatoires* (p. 3685); *Conditions de la défense française (Bizerte, Ferryville)* (p. 3705); *Majorité nationale soutenant les accords* [8 juillet 1955] (p. 3731); *Originalité de ces conventions, principe d'une Constitution tunisienne, structure de l'Union française, difficulté de ne pas ratifier, analyse des conventions, autonomie interne, droits et garanties des Français de Tunisie, déclarations de M. Bourguiba et indépendance, perspectives de la Communauté franco-tunisienne* (p. 3739 à 3746); *Avis de personnalités militaires* (p. 3753); *Motion préjudicielle de M. Dronne (Liens de caractère fédéral entre la Tunisie et la France, Constitution tunisienne)* (p. 3759). — Est entendu sur le rappel au Règlement de M. Barrachin : *Ses déclarations sur les événements du Maroc* [29 juillet 1955] (p. 4515). — Répond à une question orale de M. Lecourt sur l'orientation de l'action gouvernementale : *Intégrité française dans les départements d'Algérie, expansion économique, détente internationale, situation au Maroc, problème de nos institutions* [5 août 1955] (p. 4659 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur le Maroc : *Entreprise étrangère ourdie contre la France, diplomatique (vote de l'O.N.U.) et militaire; dignité voulue par ces circonstances, mesures prises à l'égard des disponibles* [6 octobre 1955] (p. 4807); *Ligne directrice de la politique du Gouvernement au Maroc : évolution et réformes; problèmes d'un « gouvernement marocain » : éléments traditionalistes et éléments nationalistes (Bundoeng), problème du trône, initiative de 1953, Conseil des gardiens du trône* (p. 4807 à 4809); *Sort de Mohamed V* (p. 4809); *Divisions au sein du Gouvernement* (p. 4809); *Prise de position de Allal El Fassi*

(p. 4810) ; *Gestion de la fortune de l'ancien sultan Ben Youssef* (p. 4884) ; *Soi-disant engagement pris par le Résident général envers « Présence française »* (p. 4889) ; *Intérêts financiers d'un Ministre évoqué par M. Billoux* (p. 4898) ; *Eventualité d'un départ de Ben Youssef pour la France et chances d'un retour à Rabat* [8 octobre 1955] (p. 4928, 4932, 4941) ; *Prétendues responsabilités de la Résidence dans les massacres du 20 août* (p. 4929) ; *Sens des troubles du Riff* (p. 4932) ; *Ses entretiens avec les présidents des groupes de la majorité, polémique qu'ils ont suscitée* (p. 4937) ; *Initiative de M. Schmittlein parlant au nom des Ministres républicains sociaux* (p. 4938) ; *Refus du Gouvernement de prendre contact avec Ben Youssef par voie d'intermédiaires, envoi du général Catroux* (p. 4939) ; *Allusions de M. Montel sur ses relations avec les hommes de l'ancien sultan et le sultan lui-même* (p. 4943) ; *Problème du trône, formation d'un gouvernement marocain (rapport de M. Gérard sur la question), prix de la politique de coopération avec les éléments nationalistes, réponse à donner à l'appel d'El Fassi, indépendance dans l'interdépendance* (p. 4945 à 4949) ; *Vote de l'O. N. U., aspects militaires de la situation, plan dressé par les adversaires de la politique définie, enjeu de la crise du point de vue de l'autorité de l'Etat* (p. 4949, 4950) ; *Avenir réservé aux droits des Français du Maroc* (p. 4954) ; *Le Conseil du trône* (p. 4954, 4955) ; *Garanties à obtenir sur le plan international relativement au Conseil du trône ; nécessité de mettre fin à la désobéissance ; engagement de gouverner* (p. 4956) ; *Ses sentiments à l'égard des événements de 1953 et des prétendues responsabilités de M. Laniel* (p. 4964) ; *Les deux lettres de Ben Youssef* (p. 4965) ; *Effort du Gouvernement pour couper les extrémistes des interlocuteurs possibles* (p. 4965) ; *Demande d'éclaircissements sur la déclaration de Ben Arafa* (p. 4967) ; *Accepte l'ordre du jour de M. Depreux après retrait du dernier paragraphe* (p. 4971) ; *Observations sur la majorité ayant approuvé le plan du Gouvernement* (p. 4973) ; — *d'interpellations sur l'Algérie* [11 octobre 1955] (p. 5001) ; *Différence entre le problème algérien et le problème marocain et tunisien, inexistence de l'idée de nation algérienne (Ferhat Abbas), rétablissement de la paix, condamnation des représailles collectives, choix d'une politique « d'intégration », industrialisation et investissements, accession des*

Algériens à la fonction publique, élections libres et démocratiques en Algérie [13 octobre 1955] (p. 5092, 5093 à 5099) ; *Ordre du jour de M. Gaborit (Rétablissement de la paix, application intégrale du statut de 1947, approbation de la déclaration du Gouvernement)* (p. 5108) ; *Défiance exprimée par l'ordre du jour de M. Chaban-Delmas, prérogatives du Gouvernement quant à la question de confiance, possibilité pour l'Assemblée d'user de motions de censure* (p. 5108, 5109) ; *Amendement de M. Chaban-Delmas à l'ordre du jour de M. Gaborit (Refus de la confiance)* (p. 5113) ; **POSE LA QUESTION DE CONFIANCE dans la forme constitutionnelle pour le maintien des mots « repoussant toute addition » et le vote de l'ordre du jour de M. Gaborit** (p. 5114) ; *Explications de vote : liberté de l'information* [18 octobre 1955] (p. 5131) ; *Maintien de l'ordre, application du statut, du plan Soustelle et du plan Maspétiol, problème de la stabilité gouvernementale, attitude du Gouvernement sur le vote de l'O. N. U.* (p. 5146 et suiv.). — **Est entendu sur la demande de fixation immédiate de la date de discussion d'interpellations relatives à la politique générale du Gouvernement** [25 octobre 1955] (p. 5247) ; *Elections anticipées, mesures impopulaires dont le Gouvernement a pris la responsabilité, rappel des disponibles* (p. 5248) ; *Interpellations sur la Sarre* (p. 5249). — **Prend part à la discussion d'interpellations relatives à la politique générale du Gouvernement : Exactitude des renseignements financiers fournis par le Gouvernement** [26 octobre 1955] (p. 5281, 5282) ; *Crise économique et financière du début de la législature, redressement financier, expansion dans la stabilité, financement de la construction par le réescompte, détaxe et relance des investissements, politique agricole, augmentation des salaires et du pouvoir d'achat, procédure de médiation, mesures sociales, charges militaires entraînées par les événements d'Afrique du Nord, nécessité d'élections anticipées* (p. 5312 à 5316) ; **POSE LA QUESTION DE CONFIANCE dans la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'ordre du jour de M. de Moro-Giafferri prenant acte des déclarations du Gouvernement** (p. 5318) ; *Explications de vote sur la question de confiance* [28 octobre 1955] (p. 5343). — **Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion d'urgence du projet de loi relatif aux élections anticipées** [28 octobre 1955] (p. 5350). — **Prend part à la**

discussion : du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Prise de position du Gouvernement sur la réforme électorale* [30 octobre 1955] (p. 5384); *Motions préjudicielles de MM. Caillavet et Dupraz (Réforme électorale préalable et prise de position du Gouvernement)* (p. 5386, 5387); *Système des apparentements* (p. 5387); *Contre-projet de M. Caillavet (Scrutin d'arrondissement à deux tours, découpage automatique des circonscriptions)* [31 octobre 1955] (p. 5430); Art. 1^{er} : *Représentation proportionnelle intégrale* [1^{er} novembre 1955] (p. 5448, 5449); *En demande le vote par division* (p. 5448); *Demande l'interruption du débat (Dépôt d'une lettre rectificative)* (p. 5449); *Demande la prise en considération de sa lettre rectificative (Loi du 9 mai 1951 sans possibilité d'apparentements)* (p. 5459); POSE LA QUESTION DE CONFIANCE, en la forme constitutionnelle, pour l'adoption de l'article prévoyant les élections anticipées et contre toutes additions) (p. 5459); *Observations sur le délai d'urgence* (p. 5460); *Explications de vote sur la question de confiance : non-engagement du Gouvernement sur le scrutin d'arrondissement* [2 novembre 1955] (p. 5479); *Propos de M. Mitterrand à son égard* (p. 5484); *Elections en Algérie; accusation d'antiparlementarisme portée contre le Gouvernement; la « majorité » de la législature; nécessité d'une réforme des institutions et de décisions à l'égard de l'Algérie et de l'Union française; réforme électorale et apparentements; référendum sarrois; bilan de la législature et crise de la démocratie* (p. 5487 à 5491); de ce projet de loi en deuxième lecture : *Position du Gouvernement; sa demande de suspension* [9 novembre 1955] (p. 5612, 5613); *Contre-projet de M. Emile Hugues (Scrutin de liste majoritaire à deux tours avec union de listes et subsidiairement représentation proportionnelle)* (p. 5614, 5615); POSE LA QUESTION DE CONFIANCE dans la forme constitutionnelle pour l'adoption du texte rapporté par la Commission (*Elections anticipées avec loi du 9 mai 1951 sans possibilité d'apparentements*) (p. 5618); *Explications de vote sur la question de confiance : éventuellement démobilisation des classes de rappelés, attitude du Gouvernement en 1951* [12 novembre 1955] (p. 5643, 5646); *Représentation des territoires d'outre-mer, difficulté de prévoir la date exacte des élections dans l'état actuel du débat* (p. 5648, 5649); de ce projet de loi en troisième lecture :

Son opinion à l'égard du scrutin d'arrondissement [16 novembre 1955] (p. 5769); *Examen du texte de la Commission, déroulement du débat* (p. 5771); *Motion préjudicielle de M. Moisan adoptée par la Commission (Découpage des circonscriptions)* [17 novembre 1955] (p. 5826). — Est entendu sur : le procès-verbal de la séance précédente : *Vote intervenu sur la première partie de l'article premier du texte rapporté par la Commission (Principe de la représentation proportionnelle)* [2 novembre 1955] (p. 5468); — le règlement de l'ordre du jour : *Séance supplémentaire pour la discussion du projet de loi relatif aux élections* [9 novembre 1955] (p. 5589). — Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de Mme Coty, prononcé par M. Schneider, *Président* [12 novembre 1955] (p. 5640). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un fonds national de la vieillesse; Art. 3 : *Prolongation de la séance pour l'examen du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée* [16 novembre 1955] (p. 5751, 5752). — Est entendu sur : un rappel au règlement de M. Bruyneel : *Intervention du Président de la Commission du suffrage universel sur le déroulement du débat relatif aux élections anticipées* [16 novembre 1955] (p. 5765); — les propositions de la Conférence des Présidents : *Priorité pour les débats ayant trait à la question électorale, fixation de la date limite du vote de la loi électorale au 31 décembre*; POSE LA QUESTION DE CONFIANCE dans la forme constitutionnelle contre l'adoption des propositions de la Conférence des Présidents [25 novembre 1955] (p. 6018, 6019); *Explications de vote : Instabilité gouvernementale et réforme du mode de scrutin* [29 novembre 1955] (p. 6038); *Augmentation de la masse salariale* (p. 6039); *Déroulement du débat relatif aux élections anticipées* (p. 6042, 6045, 6054); *Investissements* (p. 6046); *Émissions de la radiodiffusion d'État* (p. 6052); *Problèmes d'Afrique du Nord, interpellations de M. Mitterrand, attitude du groupe socialiste devant les élections anticipées, statut de l'Union française* (p. 6053 et suiv.). — Après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle [29 novembre 1955], la dissolution de l'Assemblée Nationale est prononcée, en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1^{er} décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675). En conséquence, le Gouvernement reste en fonction. — Assure l'intérim du

Ministère de l'Intérieur après constatation de l'empêchement de M. Bourgès-Maunoury (décret du 2 décembre 1955, *J. O.* du 3 décembre 1955, p. 11710). = S'excuse de son absence [13 mars 1952] (p. 1277), [4 novembre 1952] (p. 4697), [15 décembre 1952] (p. 6433). = Obtient des congés [13 mars 1952] (p. 1277), [4 novembre 1952] (p. 4697), [15 décembre 1952] (p. 6433).

FAURE (M. Maurice), *Député du Lot* (R.R.S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : Vice-Président de la Commission des affaires étrangères [9 juillet 1953] (**F. n° 276**). [9 février 1954] (**F. n° 343**). [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); Vice-Président de la Commission de coordination pour les affaires d'Indochine [16 novembre 1954] **F. n° 442**, [4 février 1955] (**F. n° 494**); membre de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par l'Assemblée Nationale pour représenter la France au sein de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [11 juillet 1952] (**F. n° 164**), [séance du 5 février 1953] (p. 923) [20 juillet 1955] (**F. n° 552**). — Est nommé par la Commission des affaires étrangères : membre suppléant de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [8 juillet 1954] (**F. n° 406**); membre titulaire de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [5 novembre 1954] (**F. n° 436**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**). — Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la communauté européenne du charbon et de l'acier [29 juillet 1954] (**F. n° 414**), [2 février 1955] (**F. n° 492**).

Dépôts :

Le 21 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1527) autorisant le Président de la République à ratifier le traité de paix avec

le Japon, n° 1659. — Le 5 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier d'une détaxe fiscale les agriculteurs obligés de vendre, pour la consommation, dans le cadre communal, la viande d'un animal accidenté, n° 4994. — Le 24 juillet 1953, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur l'avis (n° 5768) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 2625), adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à compléter les articles 7 et 9 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, n° 6675. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à la réglementation du fonctionnement des barrages hydro-électriques installés sur le cours de la Dordogne, n° 7667. — Le 11 février 1954, une proposition de loi tendant à reporter au 30 avril 1954 l'échéance du versement du premier tiers provisionnel pour les agriculteurs, commerçants et artisans du département du Lot, n° 7751. — Le 29 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour que s'instaure entre toutes les nations une paix définitive fondée sur la coexistence pacifique et la réduction simultanée et contrôlée des armements, n° 9829 (2^e rectification). — Le 1^{er} février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à retarder du 15 février au 15 mars la date d'exigibilité du tiers provisionnel pour les commerçants et les artisans, n° 10058. — Le 1^{er} février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à simplifier les formalités imposées par les structures administratives actuelles et la multiplicité des caisses de crédit partiellement compétentes aux industriels candidats à la reconversion ou à la décentralisation de leurs entreprises, n° 10059. — Le 29 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour accroître le volume des crédits mis à la disposition des caisses de crédit agricole de manière à faire face rapidement aux demandes accrues qui vont leur parvenir de la part des agriculteurs victimes des récents orages, n° 11399. — Le 4 août 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant

l'article unique de la loi du 6 janvier 1929, organisant la réassurance des caisses départementales d'assurances des planteurs de tabac, n° 11436.

Interventions :

Est désigné comme *Secrétaire d'âge* [5 juillet 1951] (p. 5863). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur les avantages du combinat Ruhr-Lorraine, l'absence regrettable de l'Angleterre, les importations difficiles de charbon, la cokéfaction en Lorraine, les avantages d'essayer l'unité européenne)* [7 décembre 1951] (p. 8956 et suiv.). — Est désigné comme *Secrétaire d'âge* [8 janvier 1952] (p. 197). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification du traité de paix avec le Japon : en qualité de *Rapporteur (Economie du Traité de San-Francisco, ses clauses territoriales, économiques, militaires)* [28 mars 1952] (p. 1608 et suiv.). — Est nommé membre de l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [11 juillet 1952] (p. 3911). — Donne sa démission en cette qualité [10 décembre 1952] (p. 6126). — Est désigné comme *Secrétaire d'âge* [13 janvier 1953] (p. 57). — Est élu *Représentant de la France à l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier* [5 février 1953] (p. 923). — Prend part à la discussion : du rapport portant révision de la Constitution; Art. 6 : *Son amendement tendant à ne prévoir qu'une seule seconde lecture assortie de délais et à maintenir la nécessité d'un vote à la majorité absolue à l'Assemblée si le vote du Conseil de la République a été pareillement acquis à la majorité absolue* [22 juillet 1953] (p. 3773 et suiv.); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Absence de politique agricole à long terme liée à la déficience de l'appareil statistique; relèvement nécessaire du pouvoir d'achat et de la consommation nationale; contrôle de la qualité à organiser; prix plancher et Office (ou Fonds d'assainissement) de la viande; raccourcissement des circuits de distribution (coopératives); problème du vin et prestations d'alcool vinique (retouches au récent décret)* [22 octobre 1953] (p. 4470 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de

la Conférence des Présidents : *Nécessité d'ouvrir, dès le 17 novembre, le débat de politique étrangère sur la Communauté européenne* [12 novembre 1953] (p. 4980). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (Mise en vigueur du marché commun charbon-acier)* [19 novembre 1953] (p. 5275); *la communauté politique européenne, le réarmement de l'Allemagne, la position de l'U.R.S.S. à ce sujet, la Communauté européenne d'armements, le danger soviétique et la mauvaise volonté soviétique, la politique européenne seule politique réaliste* [20 novembre 1953] (p. 5331 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le prix du tabac : *Insuffisance du prix de 360 francs au kilo, aspect familial de la culture du tabac* [15 décembre 1953] (p. 6840). — Est désigné comme *Secrétaire d'âge* [12 janvier 1954] (p. 41). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Ses suggestions relatives à la fiscalité, la situation des régions déshéritées du Sud de la France, l'organisation de l'enseignement agricole)* [6 août 1954] (p. 3956 et suiv.); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Caractère inéluctable du réarmement allemand et de la solution de rechange présentée après l'échec de la C. E. D., pression alors exercée par l'Angleterre (Voyage de M. Eden), inconvénients comparés des deux systèmes, fragilité du second (pas de budget commun, faibles chances de l'Agence des armements), recul constaté de l'idéal européen et de l'opinion publique allemande, doutes légitimes touchant l'évolution future de l'U.E.O., nécessité cependant de cette solution, faute d'une autre, risques pour la France de la « stratégie périphérique », en cas d'évacuation totale de l'Allemagne (état tampon), efficacité réelle des divisions allemandes (moins militaire que politique), conditions réelles de la coexistence et d'une éventuelle conférence avec l'U. R. S. S. (ratification totale préalable des Accords), approbation sur ce point de M. Mendès-France)* [21 décembre 1954] (p. 6720 à 6723); rapport n° 9703, articles additionnels : *Son amendement (n° 5) (Ratification ajournée jusqu'à conclusion d'un accord sur l'Agence des armements, avec pouvoirs touchant la répartition de l'aide américaine et la fabrication dans les nations membres)* [23 décembre

1954] (p. 6843); *Retrait* (ibid.); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 : *Son amendement (Taxe de circulation, exonération des viandes provenant d'animaux abattus à la suite d'un accident)* [19 mars 1955] (p. 4759); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Mouvement de protestation des contribuables, forfait, régions dites «deshéritées», exode rural, effort accompli en Grande-Bretagne)* [29 mars 1955] (p. 2047, 2049); — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Conséquences de la non-ratification du traité d'association avec la Syrie en 1937, évolution de la notion du protectorat, espérance du peuple tunisien, sort des Français de Tunisie, exode des juifs tunisiens, coopération franco-tunisienne* [8 juillet 1955] (p. 3727 et suiv.). — Est nommé *Représentant de la France à l'Assemblée de la C.E.C.A.* [20 juillet 1955] (p. 3952).

FAYET (M. Pierre), *Député d'Alger* [1^{er} collège] (C.).

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6308). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiantes en Algérie [18 décembre 1951] (F. n° 73).

Dépôts :

Le 27 juillet 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Césaire et plusieurs de ses collègues tendant à porter remède au problème du chômage dans les départements d'outre-mer, par application à ces départements des textes en vigueur en France n° 347. — Le 21 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder les sommes nécessaires pour une aide efficace

aux populations du Sud-Constantinois, durement frappées par la sécheresse, n° 693. — Le 14 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder les sommes nécessaires pour une aide efficace aux populations de l'Algérois durement frappées par la tempête du mois d'octobre, n° 1520. — Le 5 février 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport (fait au cours de la précédente législature) (repris le 27 juillet 1951) par application de l'article 33 du Règlement) (n° 347) sur la proposition de loi de M. Césaire et plusieurs de ses collègues tendant à porter remède au problème du chômage dans les départements d'outre-mer, par application à ces départements des textes en vigueur en France, n° 2475. — Le 3 juillet 1952, une proposition de loi tendant à instituer en Algérie la protection sociale des aveugles civils qui ne bénéficient pas d'une pension en vertu d'une législation particulière, n° 3964. — Le 23 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir les crédits nécessaires afin d'aider efficacement les populations de Tébessa et de ses environs qui ont été victimes des inondations du 21 septembre 1952, n° 4455. — Le 19 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier le règlement d'administration publique nécessaire pour l'application en Algérie de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950, étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre, aux veuves de guerre, aux veuves de grands invalides de guerre et aux orphelins de guerre, n° 5603. — Le 12 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 3907) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire effectuer les études nécessaires et à débloquer les crédits pour l'édification d'un port de pêche à Canet-Plage dans les Pyrénées-Orientales, n° 5833. — Le 16 juillet 1953, une proposition de loi étendant à l'Algérie le décret du 6 mai 1939, portant codification des textes sur le chômage et modification de certaines de leurs dispositions ainsi que les textes qui l'ont modifié, n° 6524. — Le 24 novembre 1953, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 53-940 du 30 septembre 1953 relatif à la nationalisation des industries électrique et

gazière d'Algérie, n° 7274. — Le 21 mai 1954, une proposition de résolution tendant à accorder d'urgence les crédits nécessaires pour venir en aide aux victimes des inondations du mois d'avril 1954 en Algérie, n° 8523. — Le 17 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour le règlement rapide de la question des auxiliaires des chemins de fer algériens, n° 9490. — Le 18 mai 1955, une proposition de loi tendant à instituer en Algérie des caisses de compensation de congés payés du personnel des professions agricoles, n° 10786. — Le 4 août 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux fonctionnaires originaires d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, exerçant en France, le bénéfice du transport maritime gratuit à l'occasion de leur congé régulier, n° 11441.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département d'Alger (2^e collège) [9 août 1951] (p. 6289, 6290, 6291); — du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Discussion générale (Ses observations sur la situation de l'enseignement en Algérie)* [1^{er} septembre 1951] (p. 6761 et suiv.); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Discussion générale (Ses observations sur la misère des salariés algériens)* [18 septembre 1951] (p. 7427, 7428); — du projet de loi modifiant la loi sur la presse : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [8 novembre 1951] (p. 7735); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 30-40 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les Nord-Africains (Travailleurs nord-africains en France)* [13 novembre 1951] (p. 7944, 7945); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 5000 : *Amendement de M. Mouton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Prêts aux Nord-Africains)* [27 novembre 1951] (p. 8552); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 41-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour assistance aux vieillards et infirmes (Aveugles en Algérie)* [4 décembre

1951] (p. 8782, 8783); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 30-40 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour l'immigration nord-africaine (Racoleurs des travailleurs nord-africains)* [23 décembre 1951] (p. 9711, 9712). — Dépose une demande d'interpellation : sur les informations publiées par la presse américaine, allemande, suisse et française au sujet de la transplantation en Afrique du Nord et plus particulièrement en Algérie, des industries lourdes d'Europe occidentale et de 700.000 allemands de zone occidentale [25 mars 1952] (p. 1456); — sur les saisies du journal *Liberté*, hebdomadaire du parti communiste [1^{er} avril 1952] (p. 1682). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses observations sur la sécurité sociale des familles des Algériens travaillant en France* [1^{er} avril 1952] (p. 1683, 1684). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements qui se sont déroulés le 28 avril à Alger à l'occasion des procès politiques [20 mai 1952] (p. 2344). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question relative aux prestations familiales des salariés algériens travaillant en France [6 juin 1952] (p. 2702). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail; Art. 23 : *Son amendement relatif aux modalités d'application en Algérie* [2 juillet 1952] (p. 3431); *le retire* (p. 3432); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 43-42 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travailleurs nord-africains (Allocations familiales aux travailleurs nord-africains)* [23 octobre 1952] (p. 4342); INTÉRIEUR, Etat B, Chap. 41-53 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les subventions pour l'Algérie (Travailleurs algériens en France)* [13 décembre 1952] (p. 6362, 6363). — Dépose une demande d'interpellation sur les graves événements provoqués par la police contre la population en Algérie [4 novembre 1952] (p. 4698). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 46-35 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les*

crédits pour le pécule des déportés et internés politiques (Déportés et internés d'Algérie) [24 janvier 1953] (p. 286); le retire (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat B, Chap. 46-12 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les travailleurs nord-africains (Misère des ouvriers arabes)* [30 janvier 1953] (p. 757); — du rapport sur les opérations électorales du département de Constantine (2^e collège, 2^e circonscription) : *Discussion générale (Ses observations sur les contestations de l'élection de M. Naroun)* [29 janvier 1953] (p. 640). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative à la saisie du journal algérien *Liberté* [6 février 1953] (p. 1017). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie; Article additionnel : *Son amendement tendant à amnistier certains délits commis en Algérie* [26 février 1953] (p. 1367); Art. 14 bis : *Amendement de M. Bluchette concernant l'amnistie administrative en Algérie* [10 mars 1953] (p. 1762, 1763); *Ses explications de vote sur l'ensemble (L'amnistie en Algérie, les collaborateurs seuls bénéficiaires, les condamnations de nationalistes algériens, le bilan de la répression en Algérie)* (p. 1779 et suiv.); — du rapport sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne relative à l'institution d'un système d'allocations familiales des marins pêcheurs artisans en Algérie : *Demande de renvoi pour avis à la Commission des finances, présentée par M. J.-P. Palewski* [5 mars 1953] (p. 1603). — Dépose une demande d'interpellation sur les tragiques incidents provoqués par la police le 14 juillet, au cours desquels sept personnes ont été tuées [16 juillet 1953] (p. 3502); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (*Attitude injustifiable de la police*) (p. 3508). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du tarif des droits de douane d'importation; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer les alinéas permettant au Gouverneur général de l'Algérie de légiférer par arrêtés* [21 juillet 1953] (p. 3644); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 33-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations obligatoires (Allocations familiales des marins*

algériens) [12 novembre 1953] (p. 5002); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 36-51 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Emplois réservés en Algérie)* [6 décembre 1953] (p. 6158); Chap. 46-24 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations spéciales complémentaires (Grands mutilés d'Algérie sans appareils)* (p. 6162); le retire (ibid.); Chap. 46-35 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule des déportés et internés politiques (Délai pour la forclusion des demandes en Algérie)* (p. 6166); le retire (p. 6167); P. T. T., Etat A, Chap. 10-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire des services extérieurs (Ouvriers auxiliaires en Algérie)* [7 décembre 1953] (p. 6228); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 68-80 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds de progrès social de l'Algérie (Suppression des «bidonville» et constructions scolaires en Algérie)* [11 décembre 1953] (p. 6491, 6492); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, Art. 9 : *Sous-amendement de M. Paternot tendant à ne pas percevoir la taxe de statistique sur les importations et exportations à destination de l'Algérie* [31 décembre 1953] (p. 7162); *Son sous-amendement tendant à majorer les allocations vieillesse en Algérie également* (p. 7166). — Dépose une demande d'interpellation sur le transfert à Madagascar du Sultan Mohamed ben Youssef et sur les mesures prises par le Gouvernement à la suite de la manifestation de Tétouan [9 février 1954] (p. 102). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi concernant le statut des gérants de sociétés au regard de la législation de la sécurité sociale, Art. 2 : *Son amendement (Application de la législation sur les accidents du travail aux présidents directeurs et directeurs généraux des sociétés anonymes non actionnaires)* [4 mars 1954] (p. 650); — du projet de loi relatif aux incapacités électorales et inéligibilités, Art. 6 : *Application de la présente loi à l'Algérie, au Togo et au Cameroun (Son amendement tendant à supprimer cet article)*; *Vote de l'amnistie pour les territoires d'outre-mer* [10 juin 1954] (p. 2904, 2905); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL

ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 46.12 : *Son amendement indicatif (Amélioration des conditions de vie des travailleurs algériens en France)* [16 novembre 1954] (p. 5103) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31.01 : *Négociations en Tunisie, répression* [22 novembre 1954] (p. 5234, 5235) ; — des interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Discussion générale (Mythe des trois départements, réalité de la colonisation, scandale des sinistrés d'Orléansville, balance commerciale typiquement coloniale, industrialisation illusoire, extension abusive de la vigne aux dépens des cultures vivrières, drame des paysans sans terre, bénéfices des gros colons, misère des masses, situation sanitaire, hospitalière et scolaire, refus du Ministre de recevoir les délégations syndicales, répression aveugle, « vie nationale propre » revendiquée par la communauté algérienne en formation)* [10 décembre 1954] (p. 6094 à 6096) ; — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Déclaration du Parti communiste algérien (28 octobre) dénonçant l'exploitation colonialiste envisagée sous le couvert de l'Eurafrrique, « plan de Strasbourg » adopté en septembre 1952 sur rapport du docteur Semmler et inspiré du docteur Schucht, sociétés et techniciens allemands déjà à l'œuvre en Afrique, transferts envisagés d'usine de guerre et d'aviation)* [23 décembre 1954] (p. 6831 à 6833). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Algérie [24 janvier 1955] (p. 450) ; la développe : *L'Express et les problèmes politiques et économiques de l'Algérie, opérations Violette et Veronique, la répression, les réformes préconisées par le Parti communiste algérien* [2 février 1955] (p. 635 à 638) ; *la presse en Algérie* [4 février 1955] (p. 747). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 31.01 : *Grands mutilés, déportés et internés politiques d'Algérie* [9 mars 1955] (p. 1224) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955, Etat A, Chap. 46.91 : *Sinistrés d'Orléansville* [16 mars 1955] (p. 1507) ; — d'une proposition de résolution relative à l'attribution de

céréales à la Tunisie, à l'Algérie et au Maroc : *Discussion générale (Superficie des vignobles en Afrique du Nord)* [30 mars 1955] (p. 2119, 2123) ; — du projet de loi relatif au Comité intergouvernemental pour les migrations européennes : *Discussion générale (L'émigration en Algérie ; sa demande de renvoi à la Commission de l'intérieur)* [30 mars 1955] (p. 2124) ; — du projet de loi relatif à l'état d'urgence, Art. 7 : *Assignment à résidence dans un lieu déterminé ; sa demande de disjonction de cet article* [31 mars 1955] (p. 2196) ; *Ses amendements (Limitation de la durée et choix de la résidence)* (ibid.) ; *Sa demande de disjonction de l'article II rendant l'état d'urgence applicable en sus des cas déjà visés à l'article premier de la loi du 11 juillet 1938* (p. 2207) ; *Ses amendements tendant à atténuer les conséquences des dispositions de l'article II* (ibid.) ; Art. 16 : *Déclaration de l'état d'urgence en Algérie pour une durée de six mois ; sa demande de disjonction (Fusion de deux projets, conseils des prud'hommes en Algérie)* (p. 2216, 2217) ; — d'une proposition de loi relative à la protection de la liberté syndicale, Art. 4 : *Son amendement (non-extension à l'Algérie et aux territoires d'outre-mer)* [26 mai 1955] (p. 3068) ; — du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer : *Exclusion de tous les condamnés algériens* [13 juillet 1955] (p. 3838 à 3840) ; Art. 8 : *Son amendement (Quorum de la Commission pour amnistie par mesure individuelle)* (p. 3854) ; *le retire* (ibid.) ; Seconde délibération, Art. 1^{er} : *Son amendement (Extension à certains événements survenus en Algérie)* [26 juillet 1955] (p. 4264) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Son contre-projet (Abrogation de l'état d'urgence) ; Logement des C.R.S. à la bourse du travail de Constantine, camps d'hébergement* [29 juillet 1955] (p. 4528, 4529) ; Art. 3 : *Son amendement (Suppression de l'article 6, assignation à résidence, de la loi du 3 avril 1955)* (p. 4535). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation créée en Algérie par la répression collective [6 octobre 1955] (p. 4801) ; la développe : *Evénements d'août dernier, expéditions punitives, extension de l'état d'urgence, maladresse de la dissolution du Parti communiste algérien, discussion avec les représentants qualifiés du peuple algérien* [11 octobre 1955] (p. 5001, 5002).

FEBVAY (M. Jean), *Député du Pas-de-Calais* [1^{re} circonscription] (A.R.S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé : Secrétaire de la Commission de la marine marchande et des pêches [22 janvier 1955] (F. n° 217) ; Président de la Commission de la marine marchande et des pêches [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483) ; membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [21 octobre 1952] (F. n° 170), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; membre de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [21 octobre 1952] (F. n° 170), [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [16 juillet 1953] (F. n° 278), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [19 janvier 1954] (F. n° 341).

Dépôts :

Le 4 avril 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation en temps de guerre, n° 3200. — Le 29 janvier 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 45 de la loi du 14 avril 1952 relatif au régime fiscal des revenus des capitaux mobiliers, n° 5406. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 2624) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte de la densité de population et du volume global des impôts et taxes payés pour attribuer les crédits destinés à l'entretien et l'amélioration des routes nationales du département du Nord, n° 6421. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 3202) de M. Charret tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour établir un service d'autorails pendant la saison d'été sur la ligne Lyon-Croix-Rousse—Trévoux, n° 6422. — Le 3 décembre

1953, une proposition de loi tendant à admettre au bénéfice de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre certains ressortissants étrangers résidant en France, n° 7367. — Le 10 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 205 du Code civil, n° 7427. — Le 7 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires permettant la mise en chantier d'un paquebot destiné à la ligne de l'Atlantique-Nord, n° 8303. — Le 14 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 6032) réglementant l'exercice de la pêche maritime dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, n° 8462. — Le 6 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 5567) de M. Sérafini, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux petits pêcheurs le bénéfice des allocations familiales au taux des salariés de l'industrie, n° 8799. — Le 7 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à obtenir une modification de la « Convention de Londres » du 5 avril 1946, n° 8829. — Le 20 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 août l'échéance fiscale prévue pour le 15 août 1954, n° 8884. — Le 16 décembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier les articles 10 et 11 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 9736. — Le 3 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 8829) de M. Febvay et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à obtenir une modification de la « Convention de Londres » du 5 avril 1946, n° 10255. — Le 18 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 12 avril 1941, modifiée par les lois des 22 septembre 1948 et 22 août 1950 fixant le régime de pension de retraite des marins du commerce, n° 10446. — Le 13 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 9867) portant ratification de la « Convention pour l'adoption d'un système uniforme de jaugeage des navires », conclue à Oslo le

10 juin 1947, n° 11195. — Le 16 novembre 1955, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à valider les services accomplis par les Français dans les armées alliées au cours de la guerre 1939-1945 ainsi que ceux qu'ils ont dû accomplir, sous l'empire de la contrainte, dans l'armée allemande, n° 11895.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; MARINE MARCHANDE, Chap. 5010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux pêches maritimes* [15 novembre 1951] (p. 8039, 8040) ; *le retire* (p. 8041) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Art. 34 : *Amendement de M. René Schmitt tendant à supprimer la majoration de 15 0/0 des droits de quai* [4 avril 1952] (p. 1904). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative aux restrictions à la pêche à la morue [11 juillet 1952] (p. 3897). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; MARINE MARCHANDE, Etat B, Chap. 4401 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour les pêches maritimes (Aide à la flotte de pêche)* [15 novembre 1952] (p. 5278) ; *le retire* (p. 5280) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 8412 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Inscription maritime (Remise en état du navire océanographique « Théodore-Tissier »)* [12 novembre 1953] (p. 5006) ; *Demande de rétablissement des crédits, présentée par M. Ramarony, pour la subvention à l'Institut des pêches* (p. 5006) ; — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier ; Art. 23 *sexies* : *Son amendement (Application de l'article 274 du Code général des impôts aux armateurs et consignataires de navires)* [6 juillet 1954] (p. 3215) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

pour 1955 ; MARINE MARCHANDE : *Déplore l'absence du Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* [6 décembre 1954] (p. 5880) ; en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant : Situation des gardes maritimes ; navire océanographique « Théodore-Tissier ; écoles d'apprentissage maritime de Nantes, de Concarneau, de Boulogne et d'Audierne ; école nationale de la marine marchande de Saint-Malo ; taux des taxes spéciales instituées au profit de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes* (p. 5882 et suiv.) ; Etat A, Chap. 31-11 : *Sa demande de disjonction (Situation des gardes maritimes et des syndicats des gens de mer)* (p. 5897) ; *la retire* (p. 5898) ; Chap. 44-01 : *Subvention aux pêches maritimes, sa demande de disjonction* (p. 5905) ; *Son article additionnel : Assimilation aux entreprises exportatrices des entreprises d'armement assurant des transports contre paiement en devises fortes* [8 décembre 1954] (p. 5963, 5964) ; de ce projet de loi en deuxième lecture : *Construction d'un paquebot pour l'Atlantique Nord* [30 décembre 1954] (p. 6987) ; Art. 5 relatif au régime des pensions des marins, veuves et orphelins : *Demande de disjonction de M. Signor* (p. 6991, 6992) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955 ; I. — Etat A, Chap. 31-01 : *Rappel au règlement de M. Faraud (Présentation des observations et amendements sur les chapitres auxquels ils se rapportent)* [9 décembre 1954] (p. 5982) ; — du projet de loi relatif à la perception de taxes locales de péages dans les ports maritimes de commerce ; Article unique : *Amendement de M. Cermolacce (Dégrèvement, pour les pêcheurs artisans, de la taxe de péage)* [17 mai 1955] (p. 2803). — *Demande des pouvoirs d'enquête pour la Commission de la marine marchande et des pêches (Exploitation de la ligne maritime Bordeaux—Casablanca)* [26 octobre 1955] (p. 5277).

FELICE (M. Pierre de), Député du Loiret (R.R.S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : membre de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216),

[19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission des affaires étrangères [29 juillet 1955] (**F. n° 559**). — Est nommé Membre suppléant de l'Assemblée consultative européenne [3 août 1951] (p. 6213). — Est nommé Vice-Président de la Haute-Cour de justice [28 août 1951] (p. 6534).

Dépôts :

Le 26 juin 1952, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1^o de M. Tanguy Prigent et plusieurs de ses collègues (n° 576) tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par les lois du 13 avril 1946 et du 31 décembre 1948; 2^o de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues (n° 913) tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 portant statut du fermage et du métayage. **n° 3835**. — Le 6 mars 1953, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 4805) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 576) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié en dernier lieu par la loi du 31 décembre 1948, relatif au prix des baux à ferme, **n° 5807**. — Le 10 mars 1953, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 5602) de M. Lalle et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, **n° 5811**. — Le 31 mars 1955, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 9937) de M. Lalle et plusieurs de ses collègues tendant à introduire plus de souplesse dans le choix du mode de paiement des baux à ferme, **n° 10571**. — Le 5 mai 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 32 du statut du fermage, **n° 10671**. — Le 25 mai 1955, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 6169) de M. Detœuf

tendant à compléter l'article 28 du statut du fermage, **n° 10834**. — Le 21 juin 1955, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 10009) de M. de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer le droit de préemption des professionnels de l'agriculture, **n° 10907**.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage, en qualité de *Rapporteur pour avis* [3 juillet 1952] (p. 3464, 3465); — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme, Article unique : *Son amendement tendant à permettre la révision du bail dès la deuxième année de jouissance* [3 juillet 1952] (p. 3485); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à ne pas permettre plusieurs révisions successives d'un même bail* (p. 3486); — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 mars 1953] (p. 1697, 1698); — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage; en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 mars 1953] (p. 1706, 1707); *Sa motion préjudicielle tendant à suspendre le débat* (p. 1707); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [31 décembre 1953] (p. 7129); *Discussion générale (Reprise de la ferme par le propriétaire quand la conversion n'a pas été obtenue en justice)* (p. 7131); Article unique : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République tendant à effectuer la reprise du fonds après un délai de dix-huit mois en cas de jugement accordant la reprise* (p. 7132); — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (Les avantages économiques de l'Union européenne, l'élévation générale du niveau de vie à en attendre, le précédent de la Communauté charbon-acier, les avantages de l'Europe à quinze, malheureusement impossible, l'impossibilité pour la France de rester isolée, la nécessité de contrôler le réarmement allemand et de guider sur la voie européenne la politique allemande)* [20 novembre 1953] (p. 5337 et suiv.); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 22-0 : *Son amendement (Détaxation des gibiers et volailles)* [29 mars 1954] (p. 1397).

FÉLIX-TCHICAYA (M. Jean), Député du *Moyen-Congo (Collège des citoyens de statut personnel) (App. U. D. S. R.)*.

Son élection est validée [4 janvier 1952] (p. 114). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [25 mars 1952] (**F. n° 123**) ; [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des immunités parlementaires [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôt :

Le 5 août 1955, une proposition de loi tendant à instituer dans l'ensemble des territoires d'outre-mer un collège électoral unique englobant les citoyens de l'Union française de tous les statuts pour toutes les élections législatives, territoriales et municipales, **F. 11461**.

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département d'Oran [5 juillet 1951] (p. 5888). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du territoire du Moyen-Congo (Collège indigène) : *Discussion générale* [23 août 1951] (p. 6422) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 20 : *Amendement de M. Conombo tendant à supprimer l'article prévoyant un statut par décret de la banque de l'Afrique occidentale* [15 décembre 1952] (p. 6401) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art 6 : *Son amendement tendant à ne pas bloquer de crédits destinés à l'équipement des territoires d'outre-mer* [27 janvier 1953] (p. 521, 522) ; *le retire* (p. 522) ; — du projet de loi relatif au redressement financier : *Discussion générale (Ses observations sur l'équilibre des budgets des territoires d'outre-mer, les pouvoirs financiers des Assemblées locales, la majorité requise pour certaines décisions du comité directeur du F. I. D. E. S.)* [19 mai 1953] (p. 2763, 2764) ; — d'une proposition de loi sur les conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires d'outre-mer : *Discussion générale (Les soi-disant élec-*

tions dirigées dans les territoires d'outre-mer, son élection au Moyen-Congo) [12 mars 1954] (p. 856). — Intervient sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement (Municipalités d'Afrique noire)* [18 mai 1954] (p. 2490). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation municipale dans les T. O. M. [18 mai 1954] (p. 2495, 2496) ; Art. 1^{er} : *Création de communes de plein exercice ; collège unique* [8 juillet 1954] (p. 3356, 3358, 3359) ; Art. 3 : *Amendement de M. Mailhe (Erection des communes mixtes en communes de plein exercice ; commune de Pointe Noire)* [7 août 1954] (p. 3995, 3996) ; — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Ses explications de vote sur la question de confiance, l'espérance de l'Afrique du Nord* [4 février 1955] (p. 760) ; — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Usine hydro-électrique de Kouilou* [18 mai 1955] (p. 2892) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer ; Art. 10 : *Amendement de M. Cayeux (Conditions d'électorat et d'éligibilité applicables aux communes de plein exercice du Sénégal)* [5 juillet 1955] (p. 3613).

FERRI (M. Pierre), Député de la Seine [2^e Circonscription], (R. S.).

Ministre des Postes, Télégraphes, Téléphones
(Cabinet LAMIEL)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 5998). = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; [29 juin 1954] (**F. n° 403**) ; membre titulaire de cette Commission [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [30 janvier 1953] (**F. n° 226**).

Dépôts :

Le 11 septembre 1951, une proposition de loi tendant au rappel dans l'activité d'officiers

et sous-officiers dégagés des cadres des armées de terre, de l'air et de mer, et au relèvement des limites d'âge dans ces trois armées, **n° 1065**. — Le 4 décembre 1951, une proposition de loi tendant à l'admission des officiers de réserve dans l'armée active, **n° 1836**. — Le 4 décembre 1951, une proposition de loi tendant à la constitution de provisions pour congés payés en franchise de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, **n° 1837**. — Le 4 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier le barème pour le calcul de la surtaxe progressive, **n° 1841**. — Le 12 février 1952, une proposition de loi tendant à préciser les réparations dues aux spoliés ou à leurs ayants droit pour ceux de leurs biens ou intérêts acquis par l'Etat, **n° 2620**. — Le 18 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 38 de la loi sur les loyers, **n° 2962**. — Le 18 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier les articles 8, 34, 38 et 39 du Code général des impôts pour les chefs d'entreprises personnelles et les associés en nom de sociétés de personnes, **n° 2963**. — Le 18 mars 1953, une proposition de loi tendant à faciliter les liquidations volontaires des personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, **n° 2969**. — Le 27 mars 1952, une proposition de loi tendant à fixer le statut des officiers de réserve de l'armée de terre, **n° 3084**. — Le 5 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3226) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (Défense nationale), (5^e partie : Dispositions concernant la section Guerre et le budget annexe des fabrications d'armement), **n° 3556 (5^e partie)**. — Le 21 octobre 1952, une proposition de loi relative à diverses dispositions d'ordre financier intéressant l'épargne, **n° 4429**. — Le 10 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4784) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953 (Défense nationale), (5^e partie : Guerre), **n° 5026**. — Le 27 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'avancement des officiers de réserve provenant des sous-officiers de réserve titulaires du brevet de chef de section en 1939, **n° 5377**. —

Le 17 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9284) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires marocaines et tunisiennes pour l'exercice 1955, **n° 9481**. — Le 27 janvier 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9655) et la lettre rectificative (n° 9993) au projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1955, **n° 10004**. — Le 28 janvier 1955, un deuxième rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9655) et les lettres rectificatives (nos 9993-10017) au projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1955, **n° 10023**. — Le 4 février 1955, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 53-148 du 25 février 1953 relative à diverses dispositions d'ordre financier intéressant l'épargne, **n° 10104**. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à faciliter les liquidations volontaires des personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, (n° 10193). — Le 11 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 10320), adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1955, **n° 10363**. — Le 23 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1955, **n° 10486**. — Le 31 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modification par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, adopté avec modification par l'Assemblée Nationale dans sa troisième lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa troisième lecture, relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1955, **n° 10582**. — Le 28 juillet 1955, une proposition de loi tendant à préciser le régime fiscal auquel sont soumises les sociétés d'investissement, **n° 11357**.

Interventions :

Son rapport : sur les élections du département du Lot [5 juillet 1951] (p. 5884); — sur les élections du département de la Loire [17 juillet 1951] (p. 5952); — Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département de la Loire : en qualité de *Rapporteur* [27 juillet 1951] (p. 6111); *amendement de M. P.-II. Teitgen tendant à annuler les élections* [31 juillet 1951] (p. 6125, 6126). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *politique scolaire de la municipalité de Paris* [1^{er} septembre 1951] (p. (p. 6759, 6760). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *discussion générale (mesures en faveur de l'épargne, l'impôt sur le revenu en France, U.S.A., U.R.S.S., l'addition des droits de succession)* [1^{er} janvier 1951] (p. 7, 8, 9); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 22 : *sa demande de disjonction de l'article élevant le plafond des salaires soumis à cotisations de la sécurité sociale* [3 avril 1952] (p. 1841); Art. 28 : *motion préjudicielle de M. Grimaud tendant à surseoir au vote en attendant les résultats de l'enquête de la Commission de la justice (impôt sur la propriété bâtie)* (p. 1879); Art. 36 : *demande de prise en considération du texte gouvernemental sur la surtaxe progressive, présentée par le Gouvernement* [4 avril 1952] (p. 1911); Art. 42 : *amendement de M. de Tinguy tendant à permettre aux sociétés la répartition de leurs portefeuilles de valeurs mobilières moyennant taxe de 5 0/0* (p. 1919); Art. 43 : *Amnistie fiscale* (p. 1924). — Dépose une demande d'interpellation sur les sanglants événements dont Paris a été le théâtre le 28 mai [30 mai 1952] (p. 2587). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de la défense nationale; en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Ses observations sur le statut du personnel et les fabrications d'armements* [10 juin 1952] (p. 2791 et suiv.); Etat A, GUERRE, Chap. 1005 : *Soldes des officiers* [13 juin 1952] (p. 9230); Chap. 1015 : *soldes des sous-officiers et hommes de troupes (Insuffisance des soldes des sous-officiers)* (p. 2930); *Amendement de M. Bouvier O' Cottereau tendant à rétablir 100 millions de crédits demandés par le Gouvernement, pour les soldes des sous-officiers et hommes de troupe (Personnel féminin)* (p. 2931); *Primes d'en-*

gagement (p. 2932); Chap. 1035 : *Personnel civil de l'intendance* (p. 2933); Chap. 1045 : *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel du personnel civil extérieur, présentée par le Gouvernement* (p. 2933, 2934); Chap. 1055 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel civil des services du génie, présentée par le Gouvernement* (p. 2936); Chap. 1065 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel civil des transmissions, présentée par le Gouvernement* (p. 2937); Chap. 3005 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation (Application du décret du 15 janvier 1952)* (p. 2938); Chap. 3015 : *Demande de rétablissement des crédits pour le chauffage et l'éclairage, présentée par le Gouvernement* (p. 2940); Chap. 3065 : *Logement et cantonnement* (p. 2940); Chap. 3075 : *Amendement de M. Bouvier O' Cottereau tendant à rétablir les crédits pour les écoles d'instruction* (p. 2941); Chap. 3085 : *Demande de rétablissement des crédits pour la convocation des réserves, présentée par le Gouvernement* (p. 2943); Chap. 3095 : *Préparation militaire (Cas des étudiants qui n'ont pas fait de préparation militaire élémentaire)* (p. 2943); Chap. 3105 : *Amendement de M. Bouvier O' Cottereau tendant à rétablir les crédits pour la remonte* (p. 2943, 2944); Chap. 3125 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel automobile blindé, présentée par le Gouvernement* (p. 2962); Chap. 8000 : *Abattements opérés sur les dépenses d'équipement* (p. 2962); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Section commune, Chap. 9002 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'équipement et l'habillement, présentée par le Gouvernement* [27 juin 1952] (p. 3323); — d'une proposition de loi relative aux indemnités des maires et adjoints; Art. 1^{er} : *Relèvement des indemnités fixées proportionnellement à l'importance de la population de chaque commune* [2 juillet 1952] (p. 3435); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 39 : *Son amendement relatif aux allocations forfaitaires pour frais de représentation et de déplacements* [11 décembre 1952] (p. 6167); Art. 46 : *Son amendement tendant à assimiler les directeurs de sociétés à des salariés* (p. 6187); Art. 51 : *Déductions accordées pour frais professionnels à certaines catégories de contribuables* (p. 6190); *Sa demande de disjonction du*

deuxième alinéa relatif à la déduction des allocations spéciales pour frais de représentation et de déplacement (p. 6191); Articles additionnels : Son amendement relatif à l'avancement des fonctionnaires de la Préfecture de la Seine [12 décembre 1952] (p. 6283, 6284) ; Son amendement relatif à l'intégration des administrateurs civils du service des enquêtes économiques (p. 6284); *Le retire* (ibid); Amendement de M. P. Meunier tendant à intégrer dans le corps des administrateurs civils un certain nombre de fonctionnaires lésés par la guerre (p. 6287); Son amendement relatif à l'aliénation des bons de la Caisse autonome de reconstruction [21 décembre 1952] (p. 6852); *Le retire* (ibid); Son amendement relatif à la taxation de la rémunération des chefs d'entreprises (p. 6863); Son amendement tendant à autoriser les entreprises à constituer une provision pour congés payés (p. 6880); Son amendement tendant à exempter de la surtaxe progressive les rentiers voyageurs infirmes (p. 6882); Son amendement relatif à la taxation des apports lors de la fusion de sociétés (p. 6887); Son amendement relatif aux portefeuilles des sociétés à responsabilité limitée (p. 6888); Son amendement tendant à réduire la taxe sur les cercles de jeux privés (p. 6912); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE, en qualité de Rapporteur (Section guerre) : Ses observations sur le manque de cadres, d'officiers subalternes, la solde insuffisante des militaires de carrière, l'entretien et l'alimentation des soldats [25 janvier 1953] (p. 331 et suiv.); Etat A, GUERRE, Chap 3111 : Soldes des officiers (Reclassement des officiers, école interarmes de Saint-Cyr) [26 janvier 1953] (p. 423); Chap. 3112 : Soldes des sous-officiers et soldats (Reclassement des sous-officiers) (p. 426); Chap. 3242 : Amendement de M. Bouvier O'Cottreau tendant à rétablir les crédits pour le chauffage et l'éclairage (Hausse des prix des fournitures) (p. 430); Chap. 3291 : Amendement de M. Bouvier O'Cottreau tendant à rétablir les crédits pour la convocation des réserves (p. 430); Chap. 3293 : Demande de rétablissement des crédits pour les indemnités de déplacement, présentée par le Gouvernement (p. 431); Chap. 3454 : Amendement de M. Bouvier O'Cottreau tendant à rétablir les crédits pour les immeubles du génie (Mauvais entretien des bâtiments) (p. 431); Chap. 3561 : Amendement

de M. Bouvier O'Cottreau tendant à rétablir les crédits pour les immeubles du génie (Mauvais entretien des bâtiments) (p. 432); Chap. 3792 : Bataillon en Corée (Trop grand nombre des officiers) (p. 432, 433); — d'une proposition de loi relative à diverses dispositions intéressant l'épargne, amendée par le Conseil de la République; Art. 13 : Amendement de M. Liautey tendant à supprimer l'article prévoyant la création d'un fonds de propagande en faveur de l'épargne [6 février 1953] (p. 1011). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles un journal d'actualités cinématographiques a pu être mis à la disposition de la propagande électorale d'un candidat aux élections municipales [12 mai 1953] (p. 2638). — Est nommé : *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J.O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Montalat concernant l'interdiction faite à des jeunes Français et Françaises de moins de 21 ans de se présenter au concours des P.T.T. [23 octobre 1953] (p. 4533); — de M. Barthélemy relative au réseau des câbles sous-marins de l'Afrique occidentale française [6 novembre 1953] (p. 4914); — de M. Garet sur l'application de la loi du 24 mai 1951 [6 novembre 1953] (p. 4914, 4915). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Vote du budget des P.T.T.* [27 novembre 1953] (p. 5638). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des ministères (exercice 1954) P.T.T. : *Motion préjudicielle de M. Coutant tendant à surseoir au débat en attendant le dépôt de lettres rectificatives (Revendications insatisfaites du personnel)* [27 novembre 1953] (p. 5653 et suiv.); *Rappel au Règlement de M. Kuehn (Renvoi du débat)* (p. 5655); *Motion préjudicielle de M. Barthélemy demandant le renvoi du budget pour obtenir une prime de fin d'année, le paiement des jours de grèves, l'augmentation des effectifs* [7 décembre 1953] (p. 6199, 6200); *Motion préjudicielle de M. Schaff tendant à surseoir au débat pour demander l'augmentation des crédits pour l'équipement téléphonique, la titularisation de 18.000 emplois, la majoration de certaines indemnités de guichet et de nuit* (p. 6200); *Motion préjudicielle de M. Coutant tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* (p. 6201); *Motion préjudicielle de M. Leenhardt tendant à*

surseoir au débat pour demander l'établissement d'un budget autonome des P.T.T. (Insuffisance du réseau téléphonique) (p. 6203); Etat A, Chap. 0700 : Amendement de M. Guérard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour pensions (Pensions des receveurs retraités avant 1948) (p. 6204); Chap. 10-00 : Administration centrale (Statut des plantons) (p. 6204); Chap. 4000 : Amendement de M. M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Réforme des catégories d'employés) (p. 6207); Amendement de M. P. Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Création d'emplois d'agents d'exploitation) (p. 6207); Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Echelon du principal pour les facteurs) (p. 6207); Amendement de M. Caillet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Adjoints détachés à l'administration centrale) (p. 6208); Amendement de Mme Lefebvre tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Comités techniques paritaires locaux) (p. 6208); Amendement de M. Faraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Contrôleurs principaux et adjoints administratifs) (p. 6209); Chap. 1010 : Amendement de M. Sibué tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des directions régionales (Transformation d'emplois) (p. 6209); Chap. 1020 : Amendement de M. A. Benoît tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Receveurs-distributeurs payant les prestations de la sécurité sociale) (p. 6210); Amendement de Mme Lefebvre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux mixtes (Déclassement des fonctionnaires féminines) (p. 6212); Amendement de M. Guérard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Intégration des contrôleurs principaux dans le corps des inspecteurs et reclassement des surveillantes principales) (p. 6212); Chap. 1040 : Personnel des services postaux (Création d'emplois de maîtrise) (p. 6222); Amendement de M. Coutant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des bureaux mixtes (Reclassement des plantons) (p. 6223); Chap. 1050 : Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des chèques postaux (Intérêt versé au budget des P.T.T. par le Trésor) (p. 6223, 6224); Chap. 1060 : Amendement de M. Coutant tendant à réduire de 1.000 francs

les crédits pour le personnel du service des télécommunications (Reclassement des surveillantes et veilleurs de nuit) (p. 6226, 6227); Chap. 1080 : Amendements de MM. Barthélemy, Schaff et Fayet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire des services extérieurs (Situation des auxiliaires) (p. 6228, 6229); Chap. 1100 : Indemnités résidentielles (Fonctionnaires dans les départements d'outre-mer) (p. 6230); Chap. 1110 : Amendements de MM. Barthélemy, Dufour, Coutant et Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités spéciales (Indemnités diverses non accordées) (p. 6232, 6233); Chap. 1120 : Demande de renvoi en Commission du chapitre relatif aux indemnités éventuelles (Indemnités de productivité) (p. 6234); Chap. 3010 : Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement de frais (Insuffisance des frais de déplacement) (p. 6237); Chap. 3130 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le transport des correspondances (Situation des entrepreneurs de transport dont les contrats ne sont pas révisés) (p. 6238); Chap. 3140 : Amendement de M. de Villeneuve tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les télécommunications (Matériel vétuste de la Réunion) (p. 6238); Chap. 4010 : Amendement de M. Coutant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Secours au personnel) (p. 6238); Amendement de Mme Prin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Prix des repas à la cantine, indemnité de logement, mandat aux postiers faisant leur service militaire, prime de gardiennage des enfants) (p. 6239); Art. 2 : Amendement de M. Barthélemy tendant à maintenir au personnel intégré le bénéfice des avantages acquis (p. 6240); Etat C, Chap. 5300 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des bâtiments (Logement des jeunes filles employées à Paris) [8 décembre 1953] (p. 6258); Article additionnel : Amendement de M. Coutant relatif à la répartition de la prime de productivité entre tous les fonctionnaires (p. 6260); Amendement de M. Coutant tendant à intégrer 1.100 auxiliaires des services électromécaniques (p. 6261); Amendement de M. Coutant tendant à fusionner les inspecteurs et inspecteurs adjoints des P.T.T. (p. 6262); Amendement de M. Tourtaud tendant à prévoir des examens spéciaux pour les candidats évincés à

cause de leurs opinions politiques (p. 6263); *Explications de vote sur l'ensemble (Automatique rural)* (p. 6264); *Candidats évincés aux concours des P.T.T.* (p. 6265); Caisse nationale d'épargne : *Discussion générale* (p. 6265); Article additionnel : *Amendement de M. Minjot tendant à élever à 50 0/0 des dépôts les sommes susceptibles d'être placées à long terme* [6 décembre 1953] (p. 6266); P.T.T., amendé par le Conseil de la République : *Demande d'ajournement du débat présentée par M. Sibué* [31 décembre 1953] (p. 7136); *Motion préjudicielle de M. Barthélemy tendant à surseoir au débat pour obtenir l'octroi d'une prime de 20.000 francs aux postiers (Grèves dans les P.T.T. et diverses revendications des postiers)* (p. 7141, 7142). — Répond à une question de M. Barthélemy relative à l'annulation de nominations de facteurs [11 juin 1954] (p. 2940). — Donne sa démission de *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (Séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur* : *Attribution de postes d'administrateurs vacants à des personnels sous contrat, assistance technique et économique prévue en faveur des protectorats* [22 novembre 1954] (p. 5228, 5229); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, en qualité de *Rapporteur spécial* [28 janvier 1955] (p. 368, 369); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Tricart (Petits exploitants et taxe pour le financement du fonds de garantie mutuelle)* (p. 401); Art. 24 quater : *Article 17 de la Constitution* (p. 425); *Conséquences financières* (p. 433); *Validité de l'article premier de la loi de finances* (p. 434); de ce projet de loi, en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur*; Art. 34 : *Comptabilité de l'aéroport d'Orly* [15 mars 1955] (p. 1426); Art. 40 : *Amendement de M. Peytel (Taux des cotisations pour la Caisse mutuelle de retraites « petits cheminots »)* (p. 1428); Art. 41 : *Amendement de M. Boscary-Monsservin (Voirie et tranches rurales); applicabilité de l'article 48 du Règlement* (p. 1433); Art. 42 : *Amendement de M. Bruyneel (Fonds routier et ponts à reconstruire); applicabilité de l'article 48 du Règlement* (p. 1436);

de ce projet de loi, en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Motion préjudicielle de M. Deixonne (Art. 24 quater, extension de la loi Barangé)* [25 mars 1955] (p. 1963); *Son rappel au Règlement (Digression de l'orateur)* (p. 1966); Art. 41 : *Amendement de M. Secrétain (Pourcentages attribués aux différentes voiries; abandon du blocage prévu)* (p. 1970); Art. 44 bis : *Amendement de M. Secrétain complété par l'amendement de M. Léon Jean (Tranche rurale pour chemins ruraux reconnus ou non)* (p. 1971, 1972); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 et ratification de décrets; Etat A, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 42-01 : *Sa demande de disjonction (Aide à la Yougoslavie)* [3 mars 1955] (p. 1007, 1008); de ce projet de loi, en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Aide à la Yougoslavie* [17 mars 1955] (p. 1601); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Fonctionnaires de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale, leur affiliation à ladite Caisse)* [8 mars 1955] (p. 1154); — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, en qualité de *Rapporteur suppléant* [17 mars 1955] (p. 1600); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au collectif d'ordonnancement portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 et ratification de décrets, en qualité de *Rapporteur suppléant* [17 mars 1955] (p. 1602); — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Aspects budgétaire, économique et financier* [6 juillet 1955] (p. 3661 à 3663). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques une question relative à la déclaration des locaux d'habitation [28 octobre 1955] (p. 5349), [18 novembre 1955] (p. 5855).

FLANDIN (M. Jean-Michel), Député du Puy-de-Dôme (R. S.).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). — Est nommé Vice-Président de la Commission de la presse [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); de la

Commission de coordination de l'énergie atomique [18 mars 1955] (**F. n° 510**). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [21 janvier 1955] (**F. n° 481**) ; de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (**F. n° 5**). — Est nommé : membre titulaire de cette Commission (1) [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; membre de la Commission des moyens de communication et du tourisme [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; par la Commission de l'éducation nationale pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [16 février 1951] (**F. n° 105**). — Est désigné par cette Commission pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**). — Est nommé juge suppléant à la Haute-Cour de justice (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**).

Dépôts :

Le 3 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à venir en aide aux victimes des gelées du mois d'avril et aux sinistrés des orages de grêle, cyclones et trombes d'eau qui se sont abattus pendant les mois de juin et de juillet 1951 sur le département du Puy-de-Dôme ; 2° à procéder d'urgence à la réalisation du projet d'assainissement de la Limagne, **n° 512**. — Le 6 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une avance de 250.000.000 francs à l'industrie automobile française pour créer des prototypes de course français, **n° 1871**. — Le 25 mars 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux Français ayant exercé leur activité à l'étranger ou dans l'Union française de racheter leurs cotisations à la sécurité sociale afin de pouvoir bénéficier de l'assurance vieillesse, **n° 3038**. — Le 17 juin 1952, une proposition de loi tendant à abroger la réduction de crédits prévue au chapitre 5000 du décret n° 52-438 du 28 avril

1952 portant application de l'article 6 de la loi de finances pour l'exercice 1952 (Education nationale) et concernant le Centre national de la recherche scientifique, **n° 3696**. — Le 20 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le rapport (fait au cours de la précédente législature) repris le 11 décembre 1951 (n° 1920), sur la proposition de loi de M. Duveau, tendant à introduire l'enseignement officiel de la chiropraxie dans les facultés de médecine, **n° 3758**. — Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 269) concernant M. Mazel, **n° 3846**. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt sur les salaires les veuves de guerre, chefs d'exploitations agricoles, **n° 4125**. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 3456) concernant MM. Tillon et Marcel Cachin, **n° 4706**. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Mabrut et plusieurs de ses collègues (n° 5301) tendant à la transformation de l'école de plein exercice de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand en faculté d'Etat ; 2° de M. Pierre-Henri Teitgen et plusieurs de ses collègues (n° 5975) tendant à transformer les écoles de plein exercice de médecine de Rennes et Clermont-Ferrand en facultés mixtes de médecine et de pharmacie et l'école de médecine de Nantes en faculté de médecine, **n° 7214**. — Le 21 décembre 1953, une proposition de loi tendant à accorder aux industries touristiques les avantages dont bénéficient les exportateurs, **n° 7481**. — Le 16 février 1954, une proposition de loi tendant à abroger le dernier alinéa de l'article premier du décret n° 53-711 du 9 août 1953, relatif aux régimes des retraites des personnels de l'Etat et des services publics, **n° 7790**. — Le 16 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la presse sur le projet de loi (n° 4296) modifiant la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse, **n° 8042**. — Le 7 avril 1954, une proposition de loi tendant à permettre aux personnes qui introduisent un recours devant une juridiction administrative de se pourvoir contre une décision administrative explicite succédant à une décision implicite, **n° 8301**. —

(1) Démissionnaire le 21 juillet 1953 (F. n° 280).

Le 9 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions du décret n° 53-1144 du 24 novembre 1953, relatif au statut particulier du corps des gardiens de la paix de la sûreté nationale, n° 8342. — Le 24 novembre 1954, une proposition de loi relative aux plus-values résultant de la cession d'éléments d'entreprise, n° 9557. — Le 11 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 9271) de M. Jacques Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour généraliser dans toutes les communes urbaines l'interdiction de l'usage de l'avertisseur, n° 9697. — Le 11 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 9039) de M. Alfred Krieger tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour étendre les visites techniques de sécurité prévues au paragraphe 3 du chapitre II du titre II du décret n° 54-724 du 10 juillet 1954, portant règlement général sur la police de la circulation routière et pour instituer une réglementation similaire à celle du paragraphe 4 du même chapitre à l'égard des conducteurs de certains véhicules mécaniques, n° 9698. — Le 29 décembre 1954, une proposition de loi portant modification du statut professionnel de la représentation commerciale, n° 9833. — Le 28 janvier 1955, une proposition de loi tendant à la suppression des zones de salaires, n° 10021. — Le 8 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 79 du Livre IV du Code du travail en ce qui concerne la jurisprudence pour la profession de voyageur et représentant de commerce, n° 10308. — Le 10 mars 1955, une proposition de loi tendant à abaisser l'âge de la retraite pour toutes les personnes ayant la qualité d'ancien déporté-résistant, n° 10348. — Le 21 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à négocier immédiatement et à conclure un pacte franco-tunisien de coopération, complétant les conventions franco-tunisiennes ainsi qu'à soumettre avant la fin de la présente session parlementaire ce pacte de coopération à la ratification du Parlement, concurremment avec ces conventions, n° 10954.

Interventions :

Son rapport : sur les élections du département de la Charente-Maritime [5 juillet 1951] (p. 5876) ; — sur les élections du territoire du Cameroun [2 août 1951] (p. 6179) ; — sur les élections du territoire des Comores [23 août 1951] (p. 6478). — Est élu *juge suppléant de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 6030 : *Son amendement tendant à supprimer la dotation pour mémoire du chapitre relatif aux droits pécuniaires des F.F.I. (Droits pécuniaires des déportés)* [27 novembre 1951] (p. 8559, 8560) ; *le retire* (p. 8564) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Grève des examens)* [18 décembre 1951] (p. 9271) ; *le retire* (p. 9276) ; Chap. 1050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les professeurs d'université (Faculté de médecine de Clermont-Ferrand)* (p. 9298) ; *le retire* (p. 9300) ; Chap. 3050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursements à diverses administrations (Journaux scolaires)* [19 décembre 1951] (p. 9425) ; Chap. 3330 : *Demande de disjonction présentée par M. Mazier du chapitre relatif aux élèves professeurs de l'enseignement (Traitement des élèves instituteurs)* (p. 9431) ; Chap. 4041 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la sécurité sociale des étudiants (Etudiantes bacheliers à Clermont)* (p. 9444) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 5010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les relations universitaires avec l'étranger (Traductions d'ouvrages étrangers)* (p. 9446, 9447) ; Chap. 5200 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage artisanal (Chambre de métiers)* (p. 9449) ; *le retire* (ibid.). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et de l'Energie une question relative à la fermeture éventuelle de la mine de La Taupe (Haute-Loire) [8 février 1952] (p. 555, 556). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, Etat A,

Chap. 3144 : Amendement de M. Soustelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres professionnels (Titularisation de professeurs) [7 novembre 1952] (p. 4841, 4842); Chap. 3646 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'encouragement professionnel (Apprentissage artisanal) (p. 4848); le retire (ibid.); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 3101 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Reclassement hiérarchisé du personnel) (p. 4864, 4865); Chap. 3111 : Création d'une faculté de droit à Clermont-Ferrand (p. 4869, 4870); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les professeurs d'universités (Professeurs du 2^e degré allant dans les universités) (p. 4871); le retire (ibid.); Chap. 3121 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les lycées et collèges (Dames secrétaires de lycées) (p. 4877); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les lycées et collèges (Recrutement d'un plus grand nombre d'agrégés) (p. 4878); le retire (ibid.); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les lycées et collèges (Indemnité de doctorat) (p. 4878, 4879); le retire (p. 4879); Chap. 3134 : Amendement de M. Soustelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Grade de directeur d'école) [8 novembre 1952] (p. 4907); Chap. 3493 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursements (Journaux scolaires) (p. 4968); Chap. 3601 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre national de la recherche scientifique (Recrutement des stagiaires, publications scientifiques) (p. 4970, 4971); Chap. 4303 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les relations universitaires avec l'étranger (Subvention à l'association Guillaume Budé) (p. 4973); BEAUX-ARTS, Art. 6 : Ses explications de vote sur l'article (Classes préparatoires aux grandes écoles) (p. 4996). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil une question relative aux émissions radiophoniques dans la sous-région de Clermont-Ferrand [14 novembre 1952] (p. 5125). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; EDUCATION

NATIONALE : Ses explications de vote sur l'ensemble [30 janvier 1953] (p. 712, 713); — d'une proposition de loi portant amnistie; Article additionnel : Son amendement tendant à n'appliquer la loi que lorsque les dossiers des déportés et victimes de guerre auront été liquidés [10 mars 1953] (p. 1765); — des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : Son ordre du jour demandant l'ajustement des vacances à l'ampleur du programme [12 mars 1953] (p. 1838); le retire (p. 1839); Ordre du jour de Mme Lempereur demandant qu'exceptionnellement les vacances scolaires s'étendent du 1^{er} juillet au 30 septembre (p. 1843). — Est entendu : sur une demande en autorisation de poursuites concernant MM. J. Duclos, Fajon, Billoux, R. Guyot et A. Marty : Sa motion préjudicielle tendant au renvoi en Commission : Omission de l'article 80 du Code pénal, omission de divers documents postérieurement connus (Arrêt de la Chambre des mises en accusation du 30 juillet 1953), « légèreté » gouvernementale (Dossier mal préparé) [6 novembre 1953] (p. 4903, 4904, 4911); En modifie les termes (p. 4917, 4918); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : Son amendement (Substitution à la discussion de la loi des voies et moyens de la discussion sur la dévolution des biens de presse) [30 mars 1954] (p. 1484, 1485). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse; Art. 6 : Son amendement (Locaux réductionnels et administratifs non transférés) [20 mai 1954] (p. 2551); le retire (ibid.); de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République : Ses explications de vote (Elaboration d'un statut de la presse) [20 juillet 1954] (p. 3459, 3460); — d'une proposition de loi relative aux annonces judiciaires et légales; Art. 2 : Amendement de M. Secrétain (Tirage minimum exigé pour recevoir les annonces) [20 juillet 1954] (p. 3464); Son amendement (Etablissement de la liste des journaux susceptibles de recevoir les annonces) (p. 3465); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955 : Ses explications de vote sur la question de confiance (Revendications des postiers) [9 novembre 1954] (p. 4831); Etat A, Chap. 1050 : Son amendement indicatif (Augmentation en nombre du personnel des chèques

postaux) [10 novembre 1954] (p. 4884); Chap. 1060: *Amendement indicatif de M. Durbet (Personnel des installations électro-mécaniques)* (p. 4885, 4886); *Amendement indicatif de M. Koenig (Service des lignes à grande distance)* (p. 4886); Chap. 1120: *Demande de disjonction de ce chapitre présentée par M. Dagain (Taux de la prime de productivité)* (p. 4889); *Articles additionnels de MM. Furaud et Gabelle (Grade dans lequel les élèves de l'école nationale des P.T.T. doivent être nommés)* (p. 4896); *Sa demande de disjonction du chapitre 31-21 (Suppression de postes motivée par la fermeture de la maison centrale de Riom)* (p. 4921, 4922); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS. ET DU TOURISME (III. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour l'exercice 1955; Etat B, Chap. 53-90: *Son amendement indicatif (Développement de l'aérodrome d'Aulnat—Clermont-Ferrand)* [17 novembre 1954] (p. 5164); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 31-31: *Son amendement indicatif (Insuffisance de la protection civile, plan Pelabon)* [23 novembre 1954] (p. 5281); *le retire* (p. 5283); Chap. 31-41: *Situation des gardiens de la Sécurité nationale* (p. 5284); Chap. 41-31: *Son amendement indicatif (Retard dans l'attribution des subventions dues en matière de services d'incendie et de secours)* (p. 5302); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955; Etat A, Chap. 31-01: *Son amendement indicatif (Réforme de l'enseignement, construction rapide d'écoles légères, création de postes, recherche scientifique)* [12 décembre 1954] (p. 6184 et suiv.); Etat B, Chap. 56-82: *Son amendement indicatif (Construction d'un immeuble, place de la Bourse, pour l'Agence France-Presse)* [13 décembre 1954] (p. 6251), [14 décembre 1954] (p. 6322); *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote (Enseignement dans les départements d'outre-mer)* (p. 6340); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires des services civils pour février 1955: *Informations politiques de la radiodiffusion* [31 janvier 1955] (p. 506); *campagne contre M. Ulver, nécessité d'attendre sa présence* (p. 509, 510); — du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE

pour 1955, Etat A, Chap. 00-10: *Fluctuations de la politique en la matière, occasion du « 819 lignes », équipement, postes périphériques, rapport de M. Quénard sur la S.O.F.I.R.A.D.*; *Michelson* [17 mars 1955] (p. 1588, 1589); Chap. 1010: *Son amendement indicatif (Inspection générale)* (p. 1612); *le retire* (ibid.); Chap. 1030: *Son amendement indicatif (primes de rendement et de productivité; inspecteurs généraux)* (p. 1616); *le retire* (ibid.); Chap. 1040: *Son amendement indicatif (prix de revient des émissions)* (p. 1617); *le retire* (ibid.); Chap. 1050: *Son amendement indicatif (émissions artistiques)* (p. 1618); *le retire* (ibid.); Chap. 1070: *Son amendement indicatif (émissions vers l'étranger)* (p. 1623); *le retire* (ibid.); Chap. 30-20: *Son amendement indicatif (disques demandés par les auditeurs)* (p. 1624); *le retire* (ibid.); Chap. 53-20: *Son amendement indicatif (émetteur du Puy-de-Dôme)* (p. 1630); *le retire* (p. 1634); *Articles additionnels: exonération de la redevance* (p. 1636); *Ses explications de vote* (p. 1640). — Pose à M. le Garde des sceaux, Ministre de la Justice, une question relative au droit de reprise des fonctionnaires admis à la retraite [18 mars 1955] (p. 1658, 1659). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes: *Sa motion préjudicielle (absence de coopération politique et de statut pour les Français de Tunisie)* [7 juillet 1955] (p. 3676 à 3678); *la retire* (p. 3678); *Son article additionnel (adjonction d'un pacte politique)* [8 juillet 1955] (p. 3760); — d'une proposition de loi relative au service de santé scolaire et universitaire [26 juillet 1955] (p. 4272). — Est entendu sur la question de confiance posée contre l'adoption des propositions de la conférence des présidents: *Ses explications de vote: élections anticipées, critiques gouvernementales contre le Parlement, incertitudes de la politique du Gouvernement vis-à-vis de l'Union française, réarmement de l'Allemagne, réforme de la Constitution* [29 novembre 1955] (p. 6051 à 6053). = S'excuse de son absence [8 septembre 1951] (p. 7105), [21 octobre 1952] (p. 4245), [27 juillet 1954] (p. 3622), [10 mai 1955] (p. 2619), [28 juillet 1955] (p. 4411). = Obtient des congés [8 septembre 1951] (p. 7105), [21 octobre 1952] (p. 4245), [27 juillet 1954] (p. 3622), [10 mai 1955] (p. 2619), [28 juillet 1955] (p. 4411).

FLORAND (M. Anselme), *Député de la Creuse (S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à créer des caisses départementales provisoires d'assurances et une caisse nationale provisoire de réassurance des risques de calamités agricoles, **n° 167**. — Le 21 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renvoyer dans leurs foyers les militaires du contingent libérables en octobre pour leur permettre de participer aux prochaines élections cantonales, **n° 1175**. — Le 13 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du département de la Creuse, victimes de la tornade et de l'orage de grêle du 12 juin 1952, **n° 3673**. — Le 3 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de résolution : 1° de M. Regaudie et plusieurs de ses collègues (n° 786) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour lutter contre la fièvre aphteuse ; 2° de M. le Lenormand et plusieurs de ses collègues (n° 2900) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à enrayer l'épizootie de fièvre aphteuse qui sévit en de nombreux départements ; 3° de M. Védrines et plusieurs de ses collègues (n° 3468) tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les crédits supprimés par les décrets du 28 avril 1952 et qui étaient destinés à la prophylaxie des maladies contagieuses des animaux et aux services vétérinaires, et à prendre les mesures propres à enrayer l'épizootie de fièvre aphteuse qui sévit dans de nombreux départements ; 4° de MM. Maurice Frédet, July, Levacher (n° 3620) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour reconstituer le stock de vaccin nécessaire à la lutte contre l'épidémie de

fièvre aphteuse ; 5° de M. Buron et plusieurs de ses collègues (n° 3798) tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de toutes pénalités pour retard dans le paiement des impôts et des cotisations aux organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales en faveur des cultivateurs dont le bétail est atteint par la fièvre aphteuse ; 6° de M. Paquet et plusieurs de ses collègues (n° 3887) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour lutter contre la fièvre aphteuse et à prévoir des crédits suffisants, afin de venir en aide aux agriculteurs ; 7° de M. Boisdé et plusieurs de ses collègues (n° 3946) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions en vue de lutter contre l'épidémie de fièvre aphteuse ; 8° de M. Genton (n° 3962) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour lutter contre la fièvre aphteuse et venir en aide aux exploitants qui en sont particulièrement victimes, **n° 3968**. — Le 3 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 48-1185 du 22 juillet 1948 accordant des permissions spéciales aux soldats agriculteurs, **n° 3974**. — Le 21 octobre 1952, une proposition de loi tendant à indemniser les agriculteurs sinistrés par l'épizootie de fièvre aphteuse et à permettre aux preneurs de baux ruraux, ayant subi des pertes de bétail, la reconstitution de leur cheptel, **n° 4433**. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (n° 4324) tendant à stabiliser les prix des baux à ferme ; 2° de M. Lucas et plusieurs de ses collègues (n° 4394) tendant à fixer le prix des fermages ; 3° de M. Tanguy Prigent et plusieurs de ses collègues (n° 4506) tendant à la limitation des prix des fermages ; 4° de MM. René Schmitt et Florand (n° 4558) tendant à accorder une réduction du prix des fermages et des facilités de paiement aux preneurs de baux ruraux ayant subi des pertes de cheptel du fait de la fièvre aphteuse ; 5° de M. Hénault et plusieurs de ses collègues (n° 4591) tendant à fixer le prix des fermages ; II. la proposition de résolution de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues (n° 4386) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faciliter les prochaines échéances du bail des fermiers et métayers,

victimes de l'épizootie de fièvre aphteuse, n° 4661. — Le 30 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de résolution : 1° de M. Rey et plusieurs de ses collègues (n° 8447) tendant à inviter le Gouvernement à permettre, durant l'été 1954, aux réservistes des armées de terre, de l'air et de mer, ayant des périodes d'instruction à effectuer, et agriculteurs de profession, d'être convoqués en dehors des grands travaux saisonniers agricoles lorsqu'ils constituent la principale main-d'œuvre dans une exploitation; 2° de M. Temple et plusieurs de ses collègues (n° 8606) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir pour les agriculteurs convoqués pour une période militaire des dates comprises en dehors des époques de grands travaux agricoles, n° 8789. — Le 27 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Lefranc (n° 6555) tendant à modifier l'article 5 bis de la loi du 15 avril 1829, modifié par la loi du 12 juillet 1941 et la loi n° 49-737 du 7 juin 1949 concernant la pêche à la ligne; 2° de M. Verdeille, sénateur (n° 448), tendant à modifier les lois des 15 avril 1829, 12 juillet 1941 et 7 juin 1949 concernant la pêche à la ligne, n° 10874. — Le 21 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour indemniser les agriculteurs qui ont été victimes de l'orage de grêle du 3 juin qui a causé des dégâts importants dans plusieurs cantons de la Creuse, n° 10937. — Le 22 juillet 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : de M. Lefranc (n° 6555) tendant à modifier l'article 5 bis de la loi du 15 avril 1829, modifié par la loi du 12 juillet 1941 et la loi n° 49-737 du 7 juin 1949 concernant la pêche à la ligne; 2° de M. Verdeille, sénateur (n° 448) tendant à modifier les lois des 15 avril 1829, 12 juillet 1941 et 7 juin 1949 concernant la pêche à la ligne, n° 11297. Le 18 novembre 1955, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Lefranc (n° 6555) tendant à modifier l'article 5 bis de la loi du 15 avril 1829, modifié par la loi du 12 juillet 1941 et la loi n° 49-737 du 7 juin 1949 concernant la pêche à la ligne; 2° de M. Verdeille, sénateur, (n° 448) tendant à modifier les lois

des 15 avril 1829, 12 juillet 1941 et 7 juin 1949 concernant la pêche à la ligne, n° 11930.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AGRICULTURE, Chap. 1010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Insuffisance des prix des produits agricoles)* [21 novembre 1951] (p. 8256, 8257); *le retire* (p. 8257); Chap. 5080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des maladies contagieuses des animaux et le contrôle de la salubrité des viandes (Protection des viandes dans les abattoirs)* (p. 8298); EDUCATION NATIONALE, Chap. 3420 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les manufactures nationales (Tapisserie d'Aubusson)* [19 décembre 1951] (p. 9433, 9934); *le retire* (p. 9434); — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées; Art. 22 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la création de sections autonomes pour les professions connexes* [6 juin 1952] (p. 2744); Art. 34 : *Son amendement tendant à faire appliquer la loi à partir du 1^{er} juillet 1952* (p. 2746); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la taxation des viandes, la fabrication de conserves, l'attitude des professionnels du marché de la viande* [8 juillet 1952] (p. 3693, 3694); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3123 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les laboratoires (Laboratoires de recherches d'Alfort)* [21 octobre 1952] (p. 4285); *le retire* (ibid.); Chap. 3641 : *Amendement de M. Loustau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national de recherche agronomique (Insuffisance des crédits)* [25 octobre 1952] (p. 4468, 4469); Chap. 4428 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des animaux (Lutte contre l'épizootie de fièvre aphteuse)* (p. 4479); *le retire* (p. 4481); Chap. 4651 : *Indemnisation des calamités agricoles* (p. 4481, 4482); RECONSTRUCTION ET URBANISME,

Etat A, Chap. 3741 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour études d'urbanisme (Plan d'industrialisation des campagnes)* [15 novembre 1952] (p. 5245, 5246); *le retire* (p. 5247); — du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse; Art. 6 : *Son amendement tendant à prélever un milliard sur le produit des taxes sur les viandes* [24 mars 1953] (p. 2290, 2291). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [13 octobre 1953] (p. 4214); la développe : *Problème de la viande, « chasses gardées » des Halles de Paris, anonymat de leurs opérations, problème de la taxation, dictature des intermédiaires (M. Drugbert)* [16 octobre 1953] (p. 4346, 4347). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources pour le Fonds d'assainissement du marché de la viande : *Discussion générale (Le mécontentement des producteurs dans le centre, l'utilité de la taxe unique sur la viande de 55 fr. par kilogramme)* [13 novembre 1953] (p. 5037, 5038); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Etat B, Chap. 5540 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aménagement du territoire (Emigration des ruraux, décentralisation industrielle, construction d'usines dans la Creuse)* [30 novembre 1953] (p. 5727, 5728); *Aménagement du territoire (Déconcentration des industries)* [1^{er} décembre 1953] (p. 5751); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 4428 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des maladies des animaux et le contrôle des viandes (Tuberculose bovine, recalcification des terres)* [4 décembre 1953] (p. 6019). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de la Croisière commune de Saint-Maurice-la-Souterraine (Creuse), le 22 décembre 1953 [29 décembre 1953] (p. 6950). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-12 : *Son amendement (Durée des permissions spéciales accordées aux soldats agriculteurs, gratuité des voyages pour les permissionnaires)* [19 mars 1954] (p. 1043); *le retire provisoirement* (p. 1043); Chap. 32-93 : *Son rappel au Règlement (Sa demande à M. de Chevigné de répondre à sa question sur la gratuité des transports en faveur*

de permissionnaires agricoles) (p. 1084); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 34-72 : *Son amendement (Tapisserie d'Aubusson)* [1^{er} avril 1954] (p. 1688, 1689); *le retire* (p. 1689); — d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation de vieillesse agricole, Art. 1^{er} : *Son amendement (Remboursement des sommes perçues au titre de l'allocation temporaire)* [28 juillet 1954] (p. 3692); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-31 : *Son amendement indicatif (Réglementation du choix des reproducteurs porcins)* [25 novembre 1954] (p. 5429); *le retire* (ibid.); Chap. 36-23 : *Son amendement indicatif (Fonds d'assainissement du marché de la viande)* [26 novembre 1954] (p. 5490); *le retire* (ibid.); Etat C, Chap. 84-28 : *Assainissement du marché du lait et des produits laitiers (Conservation du beurre par l'acide borique)* (p. 5528); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 45-41 : *Son amendement indicatif (Emploi des traverses de chemin de fer en béton)* [11 décembre 1954] (p. 6150); — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 44 bis : *Amendement de M. Léon Jean (Chemins ruraux non reconnus)* [25 mars 1955] (p. 1971); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Production forestière, régions sous-développées* [12 mai 1955] (p. 2715, 2716); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole, Art. 43 : *Son amendement (Taxe de formation professionnelle, exonération des petits exploitants)* [30 juin 1955] (p. 3539).

FONLUPT-ESPERABER (M. Jacques),
Député du Haut-Rhin (M. R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). == Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission des affaires étrangères [3 septembre 1951] (**F. n° 32**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la

Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (F. n° 278).

Dépôts :

Le 23 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réintroduire l'enseignement de l'allemand comme langue secondaire dans les écoles primaires des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 818. — Le 15 novembre 1951, un rapport (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à instituer dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, une instance d'appel pour les sanctions d'épuration prises par les administrations. n° 1555. — Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de résolution : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 401) tendant à inviter le Gouvernement à proroger l'indemnité de difficultés administratives dont bénéficient les fonctionnaires des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; 2° de M. Mondon et plusieurs de ses collègues (n° 837) tendant à inviter le Gouvernement à reconduire l'indemnité de difficultés administratives des fonctionnaires en exercice dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; 3° de M. Klock et plusieurs de ses collègues (n° 1746) tendant à inviter le Gouvernement à proroger et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives allouées aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; 4° de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues (n° 1764) tendant à inviter le Gouvernement à proroger et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives allouée aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 2010. — Le 19 février 1951, une proposition de loi tendant à étendre à l'Algérie les dispositions de la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 permettant, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, n° 2727. — Le 4 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1343)

autorisant le Président de la République à ratifier le traité de cession du territoire de la ville libre de Chandernagor, n° 3219. — Le 2 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 3361) portant création d'un Office français de protection des réfugiés et apatrides, n° 3949. — Le 14 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 3180) de M. Jacques Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à harmoniser les législations métropolitaine et algérienne des allocations familiales par l'attribution aux salariés algériens d'un volume de prestations familiales égal à celui que perçoivent les salariés métropolitains en application de la loi du 22 août 1946 et des textes modificatifs subséquents, à englober ces prestations dans la surcompensation nationale assurée par le Fonds national des allocations familiales et à en verser le montant aux allocataires dans des conditions permettant à ceux qui disposent d'un logement insalubre ou insuffisant de constituer l'avance nécessaire pour en faire construire un par un office public d'H. L. M. ou par une société légale de crédit immobilier ou de crédit coopératif, n° 4769. — Le 19 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que la représentation de l'Algérie au sein du Conseil économique tiende compte de l'importance des trois départements algériens et des différents éléments de la population algérienne dont les légitimes intérêts doivent être connus et défendus, n° 4800. — Le 19 décembre 1952, une proposition de loi tendant à la modification de l'article 3 de la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946, modifié par la loi n° 48-402 du 10 mars 1948 sur l'attribution de la médaille des évadés, n° 5178. — Le 24 mars 1953, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 36 de la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, relatives à la Présidence de l'Assemblée algérienne, n° 5983. — Le 30 juin 1953, une proposition de loi tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et à prévoir des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics de l'Etat et des cadres algériens,

n° 6394. — Le 23 novembre 1953, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 6761) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1954, **n° 7258.** — Le 8 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'article 9 de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, **n° 7400.** — Le 4 mai 1954, une proposition de résolution tendant à proroger le délai imparti à la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises pour déposer son rapport d'ensemble, **n° 8360.** — Le 29 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues (n° 2253 rectifié) tendant à l'application de la loi n° 51-351 du 20 mars 1951 relative aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services publics et de la S. N. C. F. ayant exercé avant la guerre 1939-1945 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et ayant quitté ces départements par suite des événements de guerre, **n° 9018.** — Le 19 novembre 1954, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 9293) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1955, **n° 9517.** — Le 24 mai 1955, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 79 de la loi du 1^{er} septembre 1948 relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, **n° 10806.** Le 25 octobre 1955, une proposition de loi tendant à augmenter la représentation de l'Algérie au sein du Conseil économique, **n° 11690.**

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département de la Loire : *Motion de M. Grenier tendant à surseoir aux validations pour fixer le mode de calcul de la majorité* [31 juillet 1951] (p. 6128); — du rapport sur les élections du département d'Alger (2^e collège) [9 août 1951] (p. 6287, 6288, 6289, 6296); *Son amendement tendant à nommer une commission d'enquête* (p. 6297); — du rapport sur les opérations électorales du département d'Eure-et-Loir (invalidation de M. Rastel) : *Amendement de M. Delbos tendant à invalider*

M. Rastel [29 novembre 1951] (p. 8672); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration centrale (Enseignement de l'allemand en Alsace-Lorraine)* [18 décembre 1951] (p. 9271, 9272); *le retire* (p. 9276). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation actuelle en Tunisie, sur les mesures prises sous la responsabilité du Résident général de France à Tunis [1^{er} avril 1952] (p. 1683); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (*Ses observations sur l'arrestation des ministres tunisiens, la brutalité des troupes françaises au Cap Ron*) (p. 1692 et suiv.); *la développe* (*Ses observations sur les atrocités commises par les troupes du général Garbay*) [5 juin 1952] (p. 2666, 2667); *Ses observations sur l'application loyale des traités conclus avec le Bey, le rôle néfaste des Français en Tunisie, l'élection de deux sénateurs par 70 Français de Tunisie, les calomnies lancées contre M. Tahar ben Amar, les intérêts divergents de la France et des colons de Tunisie, la faute commise, en arrêtant les membres du Ministère Chenik* [19 juin 1952] (p. 3040 et suiv.); *Demande de renvoi du débat présentée par le Gouvernement* [20 juin 1952] (p. 3090). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur le transfert des entreprises de presse : *Application de l'arrêt annulant le transfert des biens de presse en Algérie* [11 avril 1952] (p. 2227). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'enseignement du français en Alsace-Lorraine : *Discussion générale* [1^{er} juillet 1952] (p. 3382); Article additionnel : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à introduire l'enseignement de l'allemand dans les écoles primaires d'Alsace-Lorraine* (p. 3385, 3386); — du projet de loi portant création d'un Office français de protection des réfugiés et apatrides en qualité de Rapporteur [4 juillet 1952] (p. 3522 et suiv.); *Contre-projet de M. Daniel Mayer tendant à prévoir une délégation en France dépendant du Haut Commissaire des Nations-Unies chargé des réfugiés* (p. 3530); Art. 3 : *Amendement de M. Giovoni tendant à nommer un Conseil de direction des représentants des syndicats* (p. 3531); Art. 4 bis : *Amendement de M. Daniel Mayer relatif aux requêtes adressées par les réfugiés menacés d'expulsion* (p. 3531 et suiv.); Article

additionnel : *Amendement de M. Corniglion-Molinier tendant à annuler un crédit de 25 millions du budget des Affaires étrangères pour compenser cette nouvelle dépenses* (p. 3534); Article additionnel : *Amendement de M. Giovoni tendant à n'appliquer la loi qu'après ratification de la Convention de Genève du 28 juillet 1951* (p. 3534); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; Art 20 : *Amendement de M. Catroux tendant à prévoir un appel devant la cour de cassation* [10 juillet 1952] (p. 3792); — d'une proposition de loi portant dévolution des biens de presse en Algérie : *Discussion générale* [10 juillet 1952] (p. 3804 et suiv.); — du projet de loi portant révision du Code de justice militaire : *Demande de renvoi à la Commission de la justice présentée par M. Defos du Rau (Ses observations sur le manque de garanties juridiques des tribunaux militaires)* [10 décembre 1952] (p. 6127); Art. 3 : *Tribunal militaire de cassation* (p. 6130, 6131); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3101 : *Amendement de M. Demusois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Fonctionnaires des préfectures)* [13 décembre 1952] (p. 6320); Chap. 3111 : *Amendement de M. Quinson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale (Crise de l'avancement dans la carrière préfectorale)* (p. 6327); Chap 3115 : *Son amendement tendant à réduire de un million les crédits pour les centres techniques interdépartementaux (Gaspillages des C. T. I.)* (p. 6334); Chap. 3141 : *Amendement de M. de Montsabert tendant à réduire de 216 millions les crédits pour la Sûreté nationale (Création de 10 nouvelles C.R.S.)* (p. 6335 et suiv.); *Son amendement tendant à réduire de 561.000 francs les crédits pour la Sûreté nationale (Carrière des inspecteurs de la sûreté)* (p. 6338); Chap 3651 : *Subventions à la ville de Paris (Insuffisance de la subvention)* (p. 6343); *Amendement de M. Cayeux tendant à rétablir les crédits pour les subventions à la ville de Paris (Dépenses de la préfecture de police)* (p. 6345); Etat B, Chap. 4151 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour les collectivités locales (Réduction des subventions dans les villes reconstruites)* (p. 6347); le retire (p. 6348); Chap. 4152 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions facultatives aux*

collectivités locales (Blocage du prix des services fournis par les communes) (p. 6348); *Amendement de M. Montillot tendant à réduire de 1.000 francs les subventions facultatives aux collectivités locales (Réparations des édifices du culte en Haute-Saône)* (p. 6356); Art. 5 : *Amendement de M. Cayeux relatif à la liquidation des retraites des sapeurs-pompiers* (p. 6367); — d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Discussion générale (Loi du 15 septembre 1948 en contradiction avec les jugements de la Cour de Nuremberg)* [27 janvier 1953] (p. 469); *Opposition entre députés limousins et alsaciens, le sort des Alsaciens pendant l'occupation* (p. 522 et suiv.); Art. 1^{er} : *Sous-amendement de M. Pflimlin relatif au cas du procès en cours à Bordeaux* (p. 543); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 14 : *Amendement de M. Mignot tendant à amnistier les faits visés par les ordonnances concernant l'épuration administrative* [10 mars 1953] (p. 1748); *Son amendement relatif à l'amnistie du personnel épuré dans les entreprises privées* (p. 1748, 1749); Art. 15 : *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir l'avis d'un jury d'honneur pour l'amnistie des hauts fonctionnaires du Gouvernement de Vichy* (p. 1758); *Son amendement tendant à étendre l'article aux fonctionnaires mis en disponibilité* (p. 1760); Art. 14 bis : *Son amendement tendant à accorder le même traitement aux fonctionnaires de l'Etat et à ceux des collectivités locales* (p. 1760); *Son amendement relatif aux pensions de réversion* (p. 1762); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement assimilant expressément les écrits aux agissements pour l'application ou le refus de l'amnistie* [24 juillet 1953] (p. 3909); Art. 9 : *Son amendement assimilant expressément les écrits aux agissements pour l'application ou le refus de l'amnistie* (p. 3927); Art. 14 ter : *Extension aux fonctionnaires et agents des collectivités locales des bénéficiaires reconnus, en matière de retraite, aux épurés administratifs de l'Etat*; *Son amendement tendant à la reprise du texte voté par l'Assemblée Nationale (Le texte introduit par le Conseil de la République excluant en fait les fonctionnaires et agents des départements recouverts, déjà trop durement frappés statistiquement par l'épuration administrative)* (p. 3929); Art. 15 bis : *Suspension des effets financiers de l'amnistie jusqu'au vote du plan quadriennal concernant les victimes*

de la guerre ; Amendements de MM. Grimaud et Mignot tendant à la suppression de ce texte rejeté par le Conseil de la République et repris par la Commission (Caractère de salaire différé — donc sacré — du droit à pension ; caractère souvent partisan de l'épuration administrative) (p. 3931, 3932) ; Art. 23 bis : Amnistie possible par décret pour les objecteurs de conscience ; Amendement de M. Mignot tendant à supprimer cet article écarté par le Conseil de la République (Nécessité de la grâce amnistiante pour effacer, s'il y a lieu, toute trace juridique des condamnations acquises ; suspensions de peine insuffisantes) (p. 3939). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la réforme de l'enseignement : proposition du Gouvernement de discuter de ces interpellations le 23 juillet [21 juillet 1953] (p. 3666). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères en 1954 ; JUSTICE, Etat A, Chap. 3111 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services judiciaires (greffiers de la Cour de Colmar) [23 novembre 1953] (p. 5401) ; le retire (ibid) ; INTÉRIEUR : Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat pour demander la majoration des subventions aux collectivités locales et à l'Algérie [6 décembre 1953] (p. 6126) ; Etat A, Chap. 4153 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions aux populations algériennes (pistes sahariennes) (p. 6134) ; Chap. 4691 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les victimes des calamités publiques (insuffisance des crédits) [8 décembre 1953] (p. 6283) ; motion préjudicielle de M. Demusois tendant à suspendre le débat pour demander des crédits supplémentaires (p. 6284) ; Chap. 3192 : Demande de disjonction du chapitre relatif au personnel ouvrier de la protection civile (suppression de 31 commis de préfecture) (p. 6287) ; (Démarrage du programme de défense civile en 1954) (p. 6287, 6288) ; Chap. 3432 : Amendement de Mme Grappe tendant à supprimer le chapitre relatif au matériel de la protection civile (Dangers de la guerre moderne avec bombes atomiques et gaz) (p. 6290) ; Etat B, Chap. 5730 : Protection civile (Demande de M. G. Cartier de réserver le chapitre relatif à la protection civile) [9 décembre 1953] (p. 6344) ; Etat A, Chap. 3111 : Son amendement tendant à réduire de un million les crédits pour l'adminis-

tration préfectorale et les conseils de préfecture (Nominations de préfets contre les règles, situation des chefs de cabinet de préfet) (p. 6374, 6372) ; Amendement de M. P. Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale et les conseils de préfecture (Carrière des commis de préfecture) (p. 6373) ; Amendement de M. Bricout tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour ce chapitre (Reclassement des préfectures) [10 décembre 1953] (p. 6380) ; Chap. 3115 : Son amendement tendant à réduire de 43.676.000 francs les crédits pour centres techniques interdépartementaux (Coût trop élevé de ces centres et inutilités de certains transports) (p. 6381 et suiv.) ; Chap. 3141 : Sa demande de disjonction du chapitre relatif à la Sureté nationale (Ecart de traitements entre la police parisienne et celle de province) (p. 6383 et suiv.) ; Chap. 3191 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités résidentielles (Inconvénients des indemnités multiples non comptabilisées pour la retraite) (p. 6385, 6386) ; Art. 4 bis : Amendement de M. Sérafini relatif à l'intégration dans le corps des administrateurs civils des agents supérieurs du Ministère de l'Intérieur en fonctions le 31 décembre 1946 (p. 6392) ; Sa demande de suppression de l'article pour maintenir le supplément de solde des pompiers (p. 6400) ; Art. 9 : Corps de sapeurs-pompiers des villes de province (p. 6402) ; Art. 11 : Sa demande de disjonction de l'article relatif à l'entretien des commissariats de police dans la Seine (p. 6403) ; Article additionnel : Sous-amendement de Mlle Marzin limitant aux villes de Paris et de Marseille l'incorporation des voies privées urbaines dans le domaine communal (p. 6404) ; Art. 20 : Son amendement relatif au délai de publication des délibérations du Conseil municipal de Paris (p. 6405) ; Article additionnel : Amendement de M. Benoist relatif aux fonctionnaires percevant un traitement fixe et une ristourne (p. 6408) ; Son amendement relatif à l'intégration des préfets de la Résistance dans le corps préfectoral (p. 6409) ; Son amendement relatif au statut des secrétaires généraux des départements des Bouches-du-Rhône, Nord, Rhône et Seine-et-Oise (p. 6410) ; Le retire (ibid) ; Amendement de M. Cristofol tendant à prévoir une subvention de l'Etat au fonds national de péréquation des collectivités locales (6412) ; Amendement de M. Claudius Petit relatif aux agents de l'Etat nommés à la

direction d'un service technique communal (p. 6414); Etat A, Chap. 4131 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'incendie et de secours* [11 décembre 1953] (p. 6467, 6470); *Réorganisation des services de la Préfecture de police* (p. 6468); Chap. 4151 : *Subventions obligatoires aux collectivités locales (Insuffisance de la participation de l'Etat aux dépenses d'intérêt général)* (p. 6471); Article premier : *Amendement de M. Ballanger tendant à prévoir un recensement de la population en 1954* (p. 6466); Etat B, Chap. 6350 : *Subventions pour la voirie départementale et communale* (p. 6487); Art. 14, Etat E : *Réorganisation des services de police (Agents de la Préfecture de police et de la Sureté nationale)* (p. 6493, 6494); Article additionnel : *Amendement de M. Guérard relatif à l'avancement des administrateurs civils de la Préfecture de la Seine* (p. 6495); — du rapport sur les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1954; Article premier : *Amendement de M. Bessac tendant à réduire de 188.100.000 francs les crédits de l'Assemblée Nationale (Suppression de la prime de secrétariat de 25.000 francs par mois accordée aux députés, train de vie d'un député moyen)* [10 décembre 1953] (p. 6464). — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement (Enseignement de l'allemand dans les écoles primaires d'Alsace)* [1^{er} avril 1954] (p. 1701); *Le retire* (p. 1703); — des interpellations sur la situation générale en Indochine : *Controverse avec M. Quilici concernant El Glaoui et le Sultan détrôné du Maroc* [10 juin 1954] (p. 2871). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Rectification de son vote sur l'ordre du jour de M. Delbos relatif à la politique du Gouvernement en Indochine* [27 juillet 1954] (p. 3624). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la réforme de la filiation : *Discussion générale (Théorie alsacienne de la « paternité alimentaire » et limite de l'obligation alimentaire envers les enfants adultérins et incestueux)* [27 juillet 1954] (p. 3626); Article premier : *Son amendement (Obligation de fournir des aliments et âge de l'enfant)* (p. 3642). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement dans les affaires tunisiennes et en Afrique du Nord [6 août 1954]

(p. 3906); et en demande la jonction à celles déjà déposées sur le même sujet (*ibid.*); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Erreurs d'une « répression à sens unique », « autonomie interne » proclamée pour la Tunisie par M. Mendès-France, mais déjà affirmée par M. Robert Schuman et par les congrès M.R.P., notion fautive de la prétendue « co-souveraineté » française, problème politique interne tunisien (Substitution d'une monarchie constitutionnelle au régime théocratique) et problème des rapports politiques externes — contractuels — avec la France (Droits acquis des colons français, représentation possible aux assemblées locales, mais non à l'Assemblée politique)* [10 août 1954] (p. 4040, 4041, 4042); développe son interpellation : *Instabilité et indiscipline du haut personnel administratif, impuissance du pouvoir central (article de M. Robert Schuman); Bilan de l'activité française en Afrique du Nord (Actif et passif); Fondements juridiques des droits de la France (Analyse des traités du Bardo et de la Marsa), notion fautive et dangereuse de la co-souveraineté, autonomie interne (Proposition de résolution déposée dès 1922 : Pasteur Soulié, Maurice Barrès, etc.); exclusion de tous interlocuteurs non qualifiés, Ligue arabe et Anglo-Saxons d'une part, Français de Tunisie d'autre part; Défense et sécurité assumées ne varient par la France (« Verrou » de Bizerte), « charte » démocratique octroyée par le Bey avec notre accord, passage ultérieur du Protectorat à l'indépendance « au sein de l'Union française », conventions expresses protégeant les résidents français (Tribunaux), « interlocuteurs valables » (Gouvernement tunisien actuel), représentation partielle possible des Français aux Assemblées (Théorie de la double nationalité), condamnation de tout réflexe raciste, d'une justice ou d'une police « à sens unique » (Allusion au meurtre de Ferhat Hached); Problème particulier des fellagha (Témoignages de hauts fonctionnaires), rapprochement avec la Résistance française; Fausse rivalité arabo-berbère sciemment entretenue au Maroc et misère indigne des masses; Elections dirigées en Algérie; Devoirs des métropoles envers leurs colonies (Citation du Père de Foucauld)* [26 août 1954] (p. 4267 à 4272); Question posée à M. Ch. Fouchet, Ministre, touchant la procédure envisagée pour les réformes (« charte octroyée » dans le cadre des traités existants) (p. 4274, 4275). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la communauté

européenne de défense (C.E.D.) : *Choix entre l'armée intégrée ou l'armée allemande reconstituée* [29 août 1954] (p. 4435). — Son rappel au règlement concernant le vote sans débat, en date du 8 octobre, d'une proposition de loi de M. Mondon concernant le mode d'indemnisation de certains actes dommageables commis durant la guerre par les fonctionnaires allemands chargés de l'administration des communes d'Alsace-Lorraine : *Importance juridique de la décision ainsi prise, contredisant certains arrêts passés en forme de chose jugée; Controverse avec M. Mondon* [12 octobre 1954] (p. 4964). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Algérie : *Rétablissement nécessaire de l'ordre public, carence des services de renseignements et de la police, pas de « peuple algérien » distinct (Différence avec Tunisie et Maroc); Remèdes; Application « loyale et totale » du statut, gigantesque effort économique et social; Complicités extérieures, le Caire, Budapest, Tétouan, Grande-Bretagne; Grand débat au fond « un jour » sur l'Algérie* [12 novembre 1954] (p. 4971, 4972). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. Lecourt (affiliation à la Sécurité sociale des fonctionnaires détachés en Tunisie et au Maroc; interprètes judiciaires au Maroc et en Tunisie)* [22 novembre 1954] (p. 5235); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Administration préfectorale et services des préfetures, protection civile, disparité entre le personnel de la Préfecture de police et celui de la Sûreté nationale, subventions aux collectivités locales, situation économique et sociale de l'Algérie* [22 novembre 1954] (p. 5239 et suiv.); Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (transferts de crédits)* (p. 5253); Chap. 31-11 : *Transformation des postes de secrétaires généraux des 4 grands départements en postes de préfets* (p. 5263); Chap. 31-12 : *Indemnité des conseillers des tribunaux administratifs* [23 novembre 1954] (p. 5276); Chap. 31-13 : *Intégration de certaines catégories de fonctionnaires de préfetures* (p. 5276); Chap. 34-32 : *Protection civile, demande de disjonction de M. Cayeux* (p. 5294); Chap. 34-95 : *Amendement indicatif*

de MM. Schaff et Mondon (travaux de la commission d'unification législative des départements d'Alsace et de Lorraine) (p. 5295); Chap. 36-51 : *Dépenses des services de police et d'incendie de la ville de Paris, sa demande de disjonction de ce chapitre* (p. 5297); *la retire* (p. 5298); Chap. 37-31 : *Pensions et indemnités aux victimes d'accidents, demande de disjonction de M. Liautey* (p. 5299); Chap. 41-31 : *Subventions pour les dépenses des services d'incendie et de secours, demandes de disjonction de MM. Liautey et Lenormand* (p. 5301); Chap. 41-51 : *Subventions de caractère obligatoire en faveur des collectivités locales* (p. 5303); Chap. 41-52 : *Subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales; demande de disjonction de M. Leenhardt* (p. 5309); Etat B, Chap. 63-50 : *Subventions d'équipement pour la voirie départementale et communale, sa demande de disjonction* (p. 5325); *y renonce* (p. 5326); Chap. 65-52 : *Subventions d'équipement aux collectivités pour l'habitat urbain, sa demande de disjonction* (p. 5327); Etat A, Chap. 41-53 : *Subvention en faveur de l'Algérie, sa demande de disjonction* (p. 5328); *la retire* (p. 5330); Chap. 60-80, 68-80 : *Équipement économique de l'Algérie, sa demande de disjonction de ces chapitres* [24 novembre 1954] (p. 5358, 5359); *la retire* (p. 5361); Art. 7 : *Amendement de M. Quinson tendant à ouvrir aux fonctionnaires des administrations parisiennes l'emploi aux fonctions de conseiller des tribunaux administratifs* (p. 5366). — Dépose une demande d'interpellation sur le rétablissement de l'ordre en Algérie et le développement des institutions politiques libérales, le progrès économique et social des populations [1^{er} décembre 1954] (p. 5636); *la développe* : *Rejet de tout lien de droit entre les trois territoires d'Afrique du Nord malgré les liens de fait existants; valeur de l'Algérie; éloge des services de police; répression nécessaire (avec mesure); refus de l'autodéfense et des milices privées; injuste exclusive opposée aux candidats fonctionnaires autochtones; mauvaise application du statut de 1947; nécessité d'une refonte administrative générale, communes mixtes, préfetures et sous-préfetures, Gouvernement général; problèmes économique, démographique et social; travaux d'hydraulique agricole à décentraliser; réforme agraire éventuelle; industrialisation; Effort financier à consentir par la métropole* [10 décembre 1954] (p. 6074 à 6076). — Prend part

à la discussion : d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Algérie, les problèmes du maintien de l'ordre, l'organisation du M.T.L.D., le contact avec la population, les administrateurs; pour une politique de souplesse et de réalisations* [3 février 1955] (p. 691 à 694); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955, en qualité de Rapporteur : *Indemnité des membres des tribunaux administratifs* [16 mars 1955] (p. 1495); *Traitements de la sûreté, parités, sous-brigadiers* (p. 1496 à 1498); Etat A, Chap 31-41 : *Main-tien de sa demande de disjonction (Sûreté nationale)* (p. 1496, 1500 et suiv.); *Subventions à des collectivités locales de Savoie touchées par un arrêt du Conseil d'Etat* (p. 1505); *patente des entreprises d'Etat* (p. 1506); Art. 7 : *Amendement de M. Minjot (indemnités des magistrats des tribunaux administratifs)* (p. 1512, 1513); — du projet de loi relatif à l'état d'urgence, Art. 8 : *Amendement de M. M. Grimaud (recours devant le tribunal administratif)* [31 mars 1955] (p. 2198, 2199 et suiv.); Art. 8 : *Son amendement (recours devant une commission consultative et devant le tribunal administratif pour excès de pouvoir)* (p. 2205, 2206); Art. 13 : *Amendement de M. Minjot tendant à substituer les tribunaux correctionnels aux tribunaux militaires* (p. 2212); *Son amendement (possibilité pour la juridiction militaire de se saisir de certains crimes et délits, composition du tribunal militaire)* (p. 2213 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en Algérie [30 juin 1955] (p. 3480). — Prend part à la discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Extension des troubles, répression, abus de la censure, non-emploi des travailleurs, hommage à M. Soustelle, administrateurs des communes mixtes, élections de l'Assemblée algérienne, application loyale du statut* [29 juillet 1955] (p. 4515 à 4519, 4522). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique nord-africaine du Gouvernement [7 octobre 1955] (p. 4864); la développe : *Dégradation de la situation en Algérie, rôle néfaste de certains états arabes, attitude de nos alliés, dissolution nécessaire de l'Assemblée algérienne, désordre de l'administration, condamnation des répressions collectives, erreur de la dissolution du M.T.L.D., situation fiscale en*

Algérie, réforme agraire [11 octobre 1955] (p. 5022 à 5027). = S'excuse de son absence [28 juillet 1951] (p. 6028), [21 août 1951] (p. 6356), [11 mars 1952] (p. 1219), [22 janvier 1953] (p. 141), [24 juin 1954] (p. 3040), [29 novembre 1955] (p. 6037). = Obtient des congés [28 juillet 1951] (p. 6028), [21 août 1951] (p. 6356), [11 mars 1952] (p. 1219), [22 janvier 1953] (p. 141), [24 juin 1954] (p. 3040), [18 janvier 1955] (p. 69).

FORCINAL (M. Albert), Député de l'Eure
(App. R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [5 février 1952] (**F. n° 100**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des territoires d'outre-mer [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 21 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître la République chinoise, **n° 6221**. — Le 17 décembre 1954, un avis au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 9432) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° le Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles signé à Paris le 23 octobre 1954 et les protocoles rattachés relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'agence de contrôle des armements; 2° le Protocole d'accession de la République fédérale d'Allemagne au Traité de l'Atlantique Nord signé à Paris le 23 octobre 1954; 3° le Protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la République fédérale d'Allemagne signé à Paris le 23 octobre 1954 et ses cinq annexes, protocole mettant en vigueur, compte tenu de certains amendements, la Convention sur les relations entre les trois puissances et la République fédérale, les conventions rattachées et les lettres annexes signées à Bonn le 26 mai 1952; 4° la Convention relative à la présence des troupes étrangères sur le terri-

toire de la République fédérale d'Allemagne signée à Paris le 23 octobre 1954, n° 9760. — Le 5 juillet 1955, une proposition de loi tendant à créer de nouveaux moyens pour lutter contre la crise du logement, n° 11103.

Interventions :

Ses rapports sur les élections des départements de l'Aisne et des Alpes-Maritimes [5 juillet 1951] (p. 5871, 5872). — Son rapport supplémentaire sur les élections dans le département des Alpes-Maritimes [17 juillet 1951] (p. 5952). — Est entendu sur la validation des élections dans le département des Alpes-Maritimes, en qualité de *Rapporteur* [19 juillet 1951] (p. 5964). — Prend part : à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les services de la défense nationale; Art. 12 : *Amendement de M. Devinat tendant à rétablir l'article relatif à l'aliénation des immeubles domaniaux* [28 février 1952] (p. 1110); — au débat sur l'investiture de M. le Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Ses observations sur le programme de M. Mayer et les dangers de la situation budgétaire* [6 janvier 1953] (p. 36); — à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE : *Sa demande de suspension de séance en raison du petit nombre de parlementaires présents* [25 janvier 1953] (p. 321); *Discussion générale (Ses observations sur le blocage de 80 milliards de crédits, la crise des effectifs, les primes d'engagement, le problème du financement de la défense nationale, le rythme des fabrications du matériel de guerre)* (p. 355 et suiv.); *Discussion générale (Ses observations sur le moral de l'armée, le gaspillage du temps et des crédits, le petit nombre d'aumôniers catholiques, l'absence d'aumôniers musulmans, l'état des casernes notamment celle de Reuilly)* [26 janvier 1953] (p. 362 et suiv.); Etat A, AIR, Chap. 31-12 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes des sous-officiers et soldats (Exemptions de service pour les mineurs)* [26 janvier 1953] (p. 405, 406); le retire (p. 406). — Dépose une demande d'interpellation sur le projet de majoration des tarifs de la Société nationale des chemins de fer français et les nouveaux projets budgétaires du Gouvernement [12 mai 1953] (p. 2638). —

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier : *Discussion générale (Ses observations sur les actes qui ont suivi la déclaration d'investiture de M. René Mayer, les résultats obtenus et ceux que l'on peut attendre des nouveaux projets financiers, l'emprunt de 50 milliards à la Banque de France, les crédits affectés à la défense nationale, l'instabilité des prix et l'instabilité sociale, le relèvement des tarifs de la S.N.C.F., les conditions dans lesquelles le Parlement a été amené à autoriser une nouvelle avance de 80 milliards de la Banque de France au Trésor)* [19 mai 1953] (p. 2768 et suiv.); — du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France : *Discussion générale (Ses observations sur les responsabilités des Gouvernements successifs, les tarifs de la S. N. C. F.)* [16 juin 1953] (p. 3035). — Dépose une demande d'interpellation : sur la situation des salaires agricoles et autres en province [6 octobre 1953] (p. 4013); la développe : « *Vague de fond* » populaire, *lassitude et désespoir liés aux trop bas salaires, à la guerre d'Indochine* [8 octobre 1953] (p. 4091, 4092); — sur les déclarations du Chancelier Adenauer au sujet du réarmement de l'Allemagne [19 janvier 1954] (p. 79). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953 (Collectif d'ordonnancement), Etat A, AGRICULTURE, Chap. 34-91 : *Son amendement (Loyer des locaux du secrétariat général de la Commission internationale des industries agricoles)* [16 février 1954] (p. 303, 304); le retire (ibid.); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des anciens combattants et victimes de la guerre : Convention relative aux sépultures militaires (Acceptation); Convention relative à la déportation (Avis défavorable); archives à réclamer, vœu analogue de la Commission des affaires étrangères, hauts lieux à conserver (art. 11); liste toujours à établir, pèlerinages gratuits prévus (art. 15); limitation « indécente » des contingents annuels; inquiétudes d'ordre général (Résurgence du nazisme)* [21 décembre 1954] (p. 6683, 6684); *Protestations touchant le caractère secondaire attribué à l'avis de la Commission (Allusions au budget des Anciens combattants)* (p. 6683). — S'excuse de son absence [24 juillet 1951] (p. 6028).

FOUCHET (M. Christian), *Député de la Seine (3^e circonscription) (R. S.)*.

Ministre des Affaires marocaines et tunisiennes

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 juin 1954 au 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [8 avril 1952] (**F. n° 130**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission de l'intérieur [7 août 1951] (**F. n° 18**). — Est nommé : membre titulaire de la Commission des finances [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); par la Commission des finances, membre de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [5 mars 1954] (**F. n° 358**).

Dépôts :

Le 20 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 3360) modifiant la loi du 27 mars 1883 portant organisation de la juridiction française en Tunisie et étendant à la Tunisie l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2565 du 30 octobre 1945, **n° 5203**. — Le 20 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 4773) tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1953 les pouvoirs attribués par la loi du 28 septembre 1948 au service français de liquidation des biens italiens en Tunisie, **n° 5204**. — Le 20 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 4564) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention consulaire signée à Paris le 31 décembre 1951 entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande du Nord et des territoires britanniques au-delà des mers, **n° 5205**. — Le 19 mai 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 3360) modifiant la loi du 27 mars 1883 portant organisation de la juridiction française en Tunisie et étendant à la Tunisie l'article 2 de l'ordonnance

n° 45-2565 du 30 octobre 1945, **n° 6197**. — Le 29 octobre 1953, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 3360) modifiant la loi du 27 mars 1883 portant organisation de la juridiction française en Tunisie et étendant à la Tunisie l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2565 du 30 octobre 1945, **n° 7023**.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département de l'Ille-et-Vilaine [5 juillet 1951] (p. 5881). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; **AFFAIRES ÉTRANGÈRES**, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Débat sur la question marocaine)* [22 novembre 1951] (p. 8324, 8325). — Dépose une demande d'interpellation : sur les raisons pour lesquelles il n'a pas été pourvu au renouvellement du Grand Conseil de Tunisie [12 décembre 1951] (p. 9078); — sur les événements de Tunisie [5 février 1952] (p. 424). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur la Tunisie* [5 février 1952] (p. 430, 431). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation en Tunisie et sur les conséquences qui doivent en être tirées [14 mars 1952] (p. 1308); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur les dangers de la politique suivie jusqu'en 1951, l'idéologie du Néo Destour* [1^{er} avril 1952] (p. 1686, 1687); la développe : *Ses observations sur les maladresses de la politique française, cause des troubles en Tunisie, la mission de M. Temple, les réformes promises, celles à accomplir et la propagande de la Ligue arabe* [5 juin 1952] (p. 2642 et suiv.); *Ordre du jour de M. Palewski blâmant la politique du Ministre des Affaires étrangères* [20 juin 1952] (p. 3095, 3096). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Conclusion de la discussion des interpellations sur la politique suivie en Tunisie* [20 juin 1952] (p. 3124). — Dépose une demande d'interpellation sur l'évolution politique, économique et sociale de la Tunisie et l'évocation de l'affaire tunisienne devant l'Assemblée générale des Nations unies [7 octobre 1952] (p. 4069); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette

interpellation : *La crise en Afrique du Nord, la politique en dents de scie pratiquée par le Gouvernement, les débats de l'O.N.U., le cimetière de Gamarth en Tunisie* [16 décembre 1952] (p. 6467 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débats sur la Tunisie à l'O.N.U. et à l'Assemblée* [9 octobre 1952] (p. 4454, 4455). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses observations sur la sagesse politique du général de Gaulle, la réforme constitutionnelle, la position française en Asie, la situation en Tunisie et au Maroc, la vocation humaine de la France, le rappel à l'ordre de certains fonctionnaires* [4 juin 1953] (p. 2956 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Savary sur la situation en Indochine : *Motions du Congrès de Saïgon, « reconnaissance » parallèle votée aux gouvernements français et américain, évocation de l'expédition du Mexique, réexamen nécessaire* [20 octobre 1953] (p. 4936). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine après la prise de position du Congrès de Saïgon [22 octobre 1953] (p. 4454) ; la développe : *Valeur des diverses motions du Congrès de Saïgon (Rectificatif obtenu sous pression américaine), fait majeur du nationalisme asiatique, nécessité d'en intégrer la force morale à l'Union française, pas de négociations, mais parler franchement aux U.S.A.* [27 octobre 1953] (p. 4573 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique européenne : *Sa demande de suspension de séance* [27 novembre 1953] (p. 5625) ; — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 6 : *Son amendement (Disjonction du paragraphe 4 concernant la taxe sur le chiffre d'affaires des transports internationaux)* [26 mars 1954] (p. 1340). — Dépose une demande d'interpellation sur l'échec militaire et diplomatique de la politique du Gouvernement en Indochine [11 mai 1954] (p. 2336) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Discours de Clemenceau après l'affaire de Langson, faiblesse de Bao Dai, responsabilités dans la bataille de Dien Bien Phu, répercussions dans toute l'Union française, nécessité d'un débat* [11 mai 1954] (p. 2337 et suiv.). — Est nommé *Ministre des Affaires marocaines et tunisiennes* (Cabinet Mendès-

France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Situation en Tunisie au 17 juin 1954 (Anarchie), mesures militaires adoptées par le nouveau Gouvernement, conventions « synallagmatiques » à établir assurant l'autonomie interne, mais aussi le maintien de la présence française et les droits et intérêts des Français (y compris les fonctionnaires), problème particulier du terrorisme marocain mené par des forces étrangères, mesures militaires adoptées, politique constructive annoncée, élaborée en association avec les « représentants les plus qualifiés de la population », ménageant à la fois « le bled et les villes, le monde berbère et le monde arabe »* [10 août 1954] (p. 4045, 4046). Prend part à la discussion de ces interpellations : *Mouvement général d'émancipation depuis la guerre et principes posés par la Constitution de 1946, réformes tentées en Tunisie depuis lors (Historique), leur échec (Ecueil de la co-souveraineté), nouvelles concessions unilatérales de M. Voizard, nécessité d'un règlement d'ensemble par « un faisceau de conventions synallagmatiques », liste provisoire de celles-ci, accord obtenu du Bey, déclarations de M. Mendès-France à Tunis (Choc psychologique obtenu), composition du nouveau Cabinet tunisien (Largement représentatif), conversations préliminaires de Paris (Très cordiales), retour à « l'efficacité constructive » et au style de Lyautey ; troubles d'août au Maroc (Mesures d'ordre efficaces), calme rétabli, « action politique constructive » envisagée désormais* [26 août 1954] (p. 4272 à 4276) ; *Avertissement amical à M. Clostermann* (p. 4278, 4280) ; *Termes excessifs employés par M. Cadi Abdalkader envers le sultan régnant* (p. 4287) ; et par *M. Grousseau envers le Gouvernement* (p. 4287) ; *Réponse aux critiques visant son évolution personnelle (Evolution parallèle du problème tunisien depuis 1952), maintien assuré de la présence française (Faisceau de conventions synallagmatiques), adhésion formelle du nouveau Gouvernement tunisien « aux termes mêmes de la déclaration de Tunis », interventions étrangères inadmissibles (Réponse), permanence assurée du contrôle militaire et diplomatique de la France en Tunisie (Extension éventuelle du Pacte atlantique), tribunaux français mixtes, droits*

politiques des Français de Tunisie (2^e chambre parallèle à l'Assemblée tunisienne, éventuellement double nationalité), équité promise dans la justice et la répression, prochaines mesures de grâce, problème de la future Constitution tunisienne (Charte octroyée), contacts prétendus de l'ex-sultan Ben Youssef avec les Allemands durant la guerre (Rapports « douteux » saisis à Berlin — pas de suite), violation du sanctuaire de Moulay Idriss (Précédents arabes), réconciliation recherchée dans « une marche puissante et décisive vers l'avenir au coude à coude » [27 août 1954] (p. 4332 à 4335); Réponse à M. de Saire (p. 4338), — Associe le Gouvernement à la commémoration du 10^e anniversaire de la libération de Paris [26 août 1954] (p. 4255, 4256). — Répond à une question : de Mlle Marzin relative à la mise à la retraite des instituteurs [27 août 1954] (p. 4312); — de M. Joseph Dumas relative aux investissements prévus par le décret du 9 août 1953 en matière de construction [27 août 1954] (p. 4312); — de M. Barthélemy relative à l'indemnisation de victimes de calamités naturelles dans le Jura [27 août 1954] (p. 4312). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES pour l'exercice 1955, Etat A : *Demande de disjonction de M. Quilici (Engagement du personnel par contrat, affectation de contrôleurs civils du Maroc et de Tunisie, lutte contre la propagande hostile à notre œuvre en Afrique du Nord, nouveau plan de modernisation et d'équipement quadriennal)* [22 novembre 1954] (p. 5230, 5231); Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. Lecourt (Affiliation à la sécurité sociale des fonctionnaires détachés en Tunisie et au Maroc)* (p. 5235); — des interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Discussion générale (« Politique de faiblesse et d'abandon » injustement reprochée au Gouvernement, hommage au général de La Tour, vanité d'une politique de force pure, pertes civiles et militaires causées par les fellaghas, renforts militaires envoyés, défense de « l'opération-pacification », son mécanisme, hommage aux deux principaux exécutants, démenti de tout engagement secret corrélatif, usage de balles dum-dum démenti, sort des anciens combattants tunisiens, concordance totale des positions de base française et tunisienne, ratification prévue des futurs accords par le Parlement et par le Bey, forme des futures*

institutions tunisiennes, responsabilité de la France en matière diplomatique et militaire, partage pour le maintien de l'ordre public, droits et garanties reconnus aux résidents français, maintien et amélioration de l'union douanière et monétaire avec la France, évolution vivifiante de ce qui fut l'empire français) [10 décembre 1954] (p. 6070 à 6074); *Défense du général de La Tour qui a « toute la confiance du Gouvernement »* (p. 6055, 6056); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Les négociations franco-tunisiennes, les pierres d'achoppement, exposé des conventions, les autorités liées par elles, l'aide économique à fournir* [3 février 1955] (p. 677 et suiv.). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires marocaines et tunisiennes* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072). = S'excuse de son absence [16 mars 1955] (p. 1494). = Obtient un congé [16 mars 1955] (p. 1494).

FOUQUES-DUPARC (M. Henri), *Député d'Oran* [1^{er} collège] (*R.S.*).

Secrétaire d'Etat à l'Aviation civile,

Cabinet MENDÈS-FRANCE

du 20 janvier 1955 au 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la Presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission des boissons [7 août 1951] (**F. n° 18**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des moyens de Communication et du tourisme [24 juin 1952] (**F. n° 153**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la défense nationale [19 mars 1955] (**F. n° 512**).

Dépôts :

Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi n° 372 du 13 mars 1942, autorisant le maintien

en activité au delà de la limite d'âge des fonctionnaires et agents des services publics de l'Etat, n° 6139. — Le 12 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier (ou à compléter) l'article 4 du décret du 28 mai 1936 relatif à la titularisation du personnel ouvrier des établissements militaires, n° 6140. — Le 6 mai 1954, une proposition de loi tendant à accorder de toute urgence un secours de 100 millions de francs aux sinistrés du département d'Oran, victimes des inondations, n° 8413. — Le 24 novembre 1954, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les invalides et paralysés d'Algérie des dispositions de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949, n° 9555.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1060 : *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la navigation aérienne (Publication des rapports sur les accidents aériens)* [12 décembre 1951] (p. 9065, 9066); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953, Art. 24 : *Amendement de M. Badie tendant à supprimer l'article annulant le décret du 30 septembre 1953 fixant le régime des prestations viniques des producteurs de vin* [13 décembre 1953] (p. 6738, 6739); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 6 : *Son amendement (Exonération de la taxe sur les prestations de service pour la partie des transports internationaux effectués en France)* [26 mars 1954] (p. 1341, 1342). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements d'Algérie [9 novembre 1954] (p. 4816); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Clef du problème nord-africain à rechercher à l'O.N.U., mesures exceptionnelles de sécurité nécessaires, loyalisme général de la population autochtone, « agents de l'étranger » parachutés, tentation de l'auto-défense, unification nécessaire du commandement militaire et des services de renseignements* [12 novembre 1954] (p. 4958, 4959). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, transports et tourisme (III. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour l'année 1955, Etat B, Chap. 5890 : *Son amen-*

dement indicatif (Aérodrome d'Oran La Sénia) [17 novembre 1954] (p. 5161); *Le retire* (p. 5162). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Aviation civile* (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [20 janvier 1955] (*J.O.* du 21 janvier 1955) (p. 803). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Aviation civile* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (Séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J.O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion d'interpellations sur l'Algérie : *Organisation d'un camp d'entraînement du M.T.L.D. au Maroc espagnol, fidélité de l'Oranie à la France, politique de réformes et de conciliation* [12 octobre 1955] (p. 5057, 5058). — S'excuse de son absence [13 janvier 1953] (p. 58), [11 août 1954] (p. 4087), [26 novembre 1954] (p. 5460), [24 mai 1955] (p. 2918), [8 novembre 1955] (p. 5500). — Obtient des congés [13 janvier 1952] (p. 58), [11 août 1956] (p. 4087), [26 novembre 1954] (p. 5460), [24 mai 1955] (p. 2918), [8 novembre 1955] (p. 5500).

FOURCADE (M. Jacques), Député des Hautes-Pyrénées. (R. I.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901) — Est nommé Président de la Commission des territoires d'outre-mer [19 juillet 1951] (F. n° 7). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commission de la justice et de législation [3 juin 1953] (F. n° 265), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 11 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux personnes victimes des inondations dans le département des Hautes-Pyrénées, n° 2597. — Le 24 juin 1952, une proposition de loi relative à la liquidation amiable des sociétés, n° 3784. — Le 23 février 1955, une proposition de résolution tendant à décider la révision des articles 71, 72, 73 et 74 de la Constitution, n° 10199.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer ; Art. 2 : *Date à laquelle est renvoyé le débat* [22 novembre 1951] (p. 8354) ; Art. 3 : *Continuation du débat* [23 novembre 1951] (p. 8416). — Est entendu sur une demande de prolongation d'un délai imparti au Conseil de la République : *Son rappel au Règlement (Code du travail dans les T. O. M.)* [24 décembre 1951] (p. 8915). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'Assemblée territoriale des Comores : *Réunion de la Commission des T. O. M.* [26 février 1952] (p. 946). — Sa demande de pouvoirs d'enquête au nom de la Commission des territoires d'outre-mer [13 mars 1952] (p. 1260). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Suite de la discussion du budget de la France d'outre-mer* [6 novembre 1952] (p. 4793). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion du budget de la France d'outre-mer dans des conditions normales* [8 novembre 1952] (p. 4926) ; Etat A, Chap. 3413 : *Amendement de M. Benoist tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la radiodiffusion outre-mer (Manque d'objectivité de la radio)* (p. 4933) ; Chap. 4191 : *Demande de rétablissement des crédits pour les subventions aux budgets locaux, présentée par le Gouvernement (Subvention à Saint-Pierre-et-Miquelon)* (p. 4946) ; *Amendement de M. Lenormand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux budgets locaux (Situation tragique des îles Wallis)* (p. 4948) ; ÉTATS ASSOCIÉS : *Discussion générale* [19 novembre 1952] (p. 5382) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; Art. 228 : *Demande de seconde délibération du projet de loi, présentée par M. Senghor* [22 novembre 1952] (p. 5549) ; *Sa demande de suspension de séance* (p. 5550) ; — d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote (Organisation des élections ne faisant aucune distinction entre les deux zones créées par le protocole de Genève)* [23 juillet 1954] (p. 3585) ; — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Politique de M. Senghor (Autonomie interne), plan Soustelle, application du statut, investissements, politique*

de « l'intégration progressive » [29 juillet 1955] (p. 4479, 4480). — Dépose une demande d'interpellation sur les licenciements opérés dans les établissements de la direction des études et fabrications d'armements [6 octobre 1955] (p. 4802).

FOURVEL (M. Eugène), Député du Puy-de-Dôme (C.).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à abroger l'article 69 de la loi de finances de l'exercice 1951 n° 51-598 du 24 mai 1951, **n° 312**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser d'urgence un secours de 500 millions de francs aux victimes des calamités ainsi qu'aux communes sinistrées du département du Puy-de-Dôme et à accorder des exonérations d'impôts aux exploitants agricoles sinistrés, **n° 381**. — Le 13 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à laisser les Caisses départementales d'allocations familiales libres de payer les prestations en tenant compte du lieu d'habitation ou de travail, selon le choix des allocataires, **n° 1478**. — Le 6 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 1135) de M. Tricart et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à garantir la prime de modernisation aux fermiers producteurs de blé et acquittant leur fermage en nature, **n° 1886**. — Le 11 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ouvrir un crédit exceptionnel de 300 millions de francs pour allouer un premier secours aux cultivateurs victimes des orages de grêle qui se sont abattus sur les départements de la Dordogne, du Gers et du Puy-de-Dôme ; 2° à accorder aux sinistrés des dégrèvements

d'impôts; 3^e à venir en aide aux collectivités locales ayant subi de graves dommages, n^o 4176. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1^o à ouvrir un crédit de 200 millions en vue de venir en aide aux cultivateurs et vignerons dont les récoltes ont été détruites par la tornade qui a ravagé la région de Vertaizon (Puy-de-Dôme) le 14 août 1952; 2^o à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts 1951 et 1952, n^o 4248. — Le 9 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dégager d'urgence les crédits nécessaires à la création d'une école régionale d'agriculture sur le domaine de Marmillat à Clermont-Ferrand, n^o 5005. — Le 19 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à prévenir le retour de l'épizootie de fièvre aphteuse, à instituer la vaccination gratuite et obligatoire des animaux, à dégager les crédits nécessaires au financement de ces mesures, n^o 5613. — Le 24 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 novembre 1953 la date limite d'exigibilité de l'impôt foncier, n^o 6693. — Le 10 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n^o 7127) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à payer dans le plus bref délai l'allocation-vieillesse (arrérages compris) aux cultivateurs qui remplissent les conditions exigées par la loi n^o 52-799 du 10 juillet 1952, n^o 7431. — Le 14 janvier 1954, une proposition de loi tendant à mettre la taxe vicinale à la charge du bailleur en cas de bail à ferme ou à métayage, n^o 7611. — Le 5 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 22 bis de la loi du 13 avril 1946 relative au statut du fermage et du métayage, n^o 7975. — Le 2 juin 1954, une proposition de loi tendant à interdire le cumul excessif des exploitations agricoles, n^o 8572. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions du paragraphe B de l'article 8 de la loi du 11 juillet 1953 relatives aux bouilleurs de cru (droit de distiller 10 litres d'alcool en franchise) en vue d'une lutte effective contre les ravages de l'alcoolisme, n^o 11528. — Le 28 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n^o 11486) de

M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à fixer un prix du blé fermage pour la campagne 1955-1956, n^o 11760.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'aval de l'O.N.I.C. en faveur des négociants en grains : *Discussion générale (Ses observations sur le murasme du marché du blé)* [30 août 1951] (p. 6670); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AGRICULTURE; Chap. 1250 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction du génie rural (Assainissement de la Limagne)* [21 novembre 1951] (p. 8270); le retire (ibid); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 4 : *Son amendement tendant à disjoindre les crédits pour le fonds agricole des accidents du travail* [22 décembre 1951] (p. 9619); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Chap. 4030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'allocation logement* (p. 9644); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 2, Etat B, Chap. 9012 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement rural (Voirie rurale)* [27 décembre 1951] (p. 9933, 9935); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 19 : *Son sous-amendement tendant à ne pas reviser les dossiers jugés abusifs* [3 avril 1952] (p. 1840); Art. 23 ter : *Son amendement relatif au financement du fonds national de vieillesse agricole* (p. 1846); Art. 23 quinquies : *Sa demande de disjonction de l'article relatif aux vieux pouvant recevoir une pension alimentaire de leurs enfants* (p. 1848); — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer l'article tendant à récupérer sur les successions supérieures à 2 millions les arrérages de l'allocation vieillesse* [6 juin 1952] (p. 2714); Art. 16 : *Amendement de M. Rochet relatif à la création d'un fonds national d'allocation vieillesse alimenté par une majoration de l'impôt sur les sociétés anonymes* (p. 2740); — du projet de loi relatif aux prix imposés; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire les prix des produits industriels* [20 juin 1952] (p. 3087); — d'une proposition de loi relative à la conversion du

métayage en fermage ; Article unique : *Son amendement tendant à ne pas permettre à un propriétaire d'exercer le droit de reprise en cas de demande de conversion* [3 juillet 1952] (p. 3480) ; — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme ; Article unique : *Son amendement tendant à introduire la référence à 1939* [3 juillet 1952] (p. 3482) ; *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif aux régions où peu de fermes étaient louées avant 1939* (p. 3482) ; *Amendement de M. Rochet tendant à supprimer l'alinéa prévoyant l'augmentation du fermage en cas d'investissements du bailleur* (p. 3483) ; *Son amendement relatif au mode de fixation du cours moyen des denrées* (p. 3484) ; *Son amendement tendant à permettre la révision du bail dès la deuxième année de jouissance* (p. 3485) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AGRICULTURE ; Etat A, Chap. 4651 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre relatif aux calamités agricoles* [25 octobre 1952] (p. 4484) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Etat A. AGRICULTURE. Chap. 5120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services vétérinaires (Lutte contre la fièvre aphteuse)* [20 décembre 1952] (p. 6788) ; Chap. 5630 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements d'enseignement agricole (Domaine de Marmillat)* (p. 6794) ; Chap. 6160 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement du génie rural (Chemins ruraux)* [21 décembre 1952] (p. 6955) ; *le retire* (ibid.) ; — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme, amendée par le Conseil de la République ; Article unique : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale limitant les possibilités de révision des baux* [10 mars 1953] (p. 1703) ; *Amendement de M. Coudray tendant à étendre à tous les baux en cours la possibilité de révision* (p. 1704, 1705) ; — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage : *Son contre-projet tendant à ne pas permettre d'exercer le droit de reprise à l'occasion d'une demande de conversion* [24 mars 1953] (p. 2279) ; Article unique : *Amendement de M. Tricart tendant à supprimer la fin de l'alinéa relatif à la date où peut être faite la reprise du fonds* (p. 2281) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre

aphteuse ; Art. 3 : *Son amendement tendant à indemniser les propriétaires d'animaux morts pendant l'épizootie* [24 mars 1953] (p. 2289) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Titres III, IV et V ; Titre V, Art. 66 : *Taxation des assurances mutuelles agricoles ; Sa demande de disjonction (Menace contre la mutualité agricole)* [9 juillet 1953] (p. 3428, 3429) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Observations sur la crise viticole, licence impopulaire imposée aux bouilleurs de cru, mesures d'intimidation employées contre dirigeants et manifestants agricoles, recours à un texte Laval de 1943, brutalité du service d'ordre* [16 octobre 1953] (p. 4353 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; AGRICULTURE ; Etat A, Chap. 3453 : *Commissions consultatives départementales des baux ruraux et tribunaux paritaires* [3 décembre 1953] (p. 5945) ; Art. 7 : *Amendement de M. Rochet relatif aux déductions autorisées en 1954 pour le calcul du prix du blé retenu pour le paiement des fermages* [4 décembre 1953] (p. 5999) ; Etat B, Chap. 6012 : *Prêts d'équipement rural (Voirie agricole mal entretenue)* [4 décembre 1953] (p. 6033) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES en 1954 : *Discussion générale* [28 décembre 1953] (p. 6904) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954 ; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, SECTION GUERRE ; Etat A, Chap. 31-32 : *Amendement de M. Chausson (Interdiction de licencier du personnel employé dans les établissements relevant de la Défense nationale)* [19 mars 1954] (p. 1075) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : *Discussion générale (Equilibre financier des caisses et imposition de nouvelles charges spécifiques à l'agriculture)* [30 mars 1954] (p. 1486) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisoires au titre du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : *Discussion générale (Dépôt d'un projet de budget annexe des prestations familiales agricoles pour 1954, régime des allocations de vieillesse agricoles)* [25 juin 1954] (p. 3093, 3094) ; — d'une proposition de loi relative à la protection des appellations d'origine des fromages : *Discussion générale (Producteurs de fromages de pâte cuite,*

création du comité consultatif interprofessionnel du lait, baisse du prix du lait, mécontentement des producteurs, importations abusives) [20 juillet 1954] (p. 3429, 3430); Art. 4 : *Son amendement (Désignation des membres du comité des appellations d'origine des fromages par les organisations agricoles les plus représentatives)* (p. 3431); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 31-31 : *Son amendement indicatif (Situation du personnel des directions des services agricoles)* [25 novembre 1954] (p. 5441); *le retire* (p. 5442); Chap. 31-51 : *Contrôle et lois sociales en agriculture* (p. 5445); Chap. 34-38 : *Son amendement indicatif (Création d'une école régionale d'agriculture dans le Puy-de-Dôme à Marmillat)* [26 novembre 1954] (p. 5481); Chap. 34-53 : *Son amendement relatif aux baux ruraux* (p. 5481); *le retire* (ibid.); Chap. 44-33 : *Prix du pain et prix du blé* (p. 5502); Etat B, Chap. 51-60 : *Son amendement (Aménagement des limagnes d'Auvergne et du Bourbonnais)* (p. 5511); *le retire* (ibid.); Chap. 61-70 : *Accélération des opérations de remembrement* (p. 5514); Etat C, Chap. 84-71 : *Baisse sur le prix du matériel agricole* (p. 5529, 5530); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation vieillesse agricole; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à considérer comme exploitants agricoles ceux qui cultivent une exploitation dont le revenu cadastral serait compris entre 50 et 100 francs* [31 décembre 1954] (p. 7042); *Amendement de M. de Sesmaisons (Décentralisation dans la gestion de l'allocation vieillesse agricole)* (p. 7048); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Etat D, ligne 26 : *Allocation vieillesse agricole* [28 janvier 1955] (p. 419); — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955; Etat B, Chap. 61-60 : *Bas-Rhône-Languedoc, landes de Gascogne, incidents de Lille* [1^{er} février 1955] (p. 578, 579); — d'une proposition de résolution relative au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : *Extension de l'allocation de la mère au foyer aux exploitants* [26 mai 1955] (p. 3072, 3073); — d'une proposition de loi relative au mode de paiement des baux à ferme : *S'oppose au débat restreint (Principe du bail de neuf ans, prime de modernisation)* [8 novembre 1955] (p. 5510); — d'une proposition de loi relative

au droit de préemption des professionnels de l'agriculture : *S'oppose à la demande de débat restreint* [15 novembre 1955] (p. 5666); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au non-renouvellement des baux ruraux; Article unique : *Amendement de M. Tricart tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale* [22 novembre 1955] (p. 5887, 5888); *Amendement de M. Emile Hugues (Résiliation après deux retards)* (p. 5889).

FOUYET (M. Emmanuel), Député du Finistère (M.R.P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951 (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission de la marine marchande et des pêches [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [3 février 1953] (**F. n° 226**).

Dépôts :

Le 31 juillet 1951, une proposition de loi étendant le bénéfice de la loi du 20 février 1931 aux commis et agents techniques de la marine retraités entre le 1^{er} avril 1923 et le 22 février 1931, période révisée par ladite loi, **n° 413**. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à l'attribution d'une allocation mensuelle en espèces à certaines catégories d'assistés médicaux gratuits, **n° 466**. — Le 21 mars 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 946 rectifié) de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à rendre effectif le paiement des indemnités à accorder aux travailleurs du bâtiment et des travaux

publics en cas d'intempéries, n° 3015. — Le 11 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Signor et plusieurs de ses collègues (n° 424) tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage partiel aux ouvrières des usines de conserves; 2° de Mme Roca et plusieurs de ses collègues (n° 1196) tendant à étendre le bénéfice de l'article 2 du décret n° 51-319 du 12 mars 1951 fixant les conditions d'attribution des allocations de chômage aux jeunes gens et jeunes filles sortant des établissements d'enseignement; 3° de Mme François et plusieurs de ses collègues (n° 2324) tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage aux jeunes filles sans travail, n° 4133. — Le 18 novembre 1952, une proposition de loi tendant à assurer la préservation des bois abattus, façonnés ou mis en œuvre, n° 4781. — Le 5 décembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 946 rectifié) de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à rendre effectif le paiement des indemnités à accorder aux travailleurs du bâtiment et des travaux publics en cas d'intempéries, n° 4986.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux allocations de chômage; en qualité de *Rapporteur* [5 novembre 1952] (p. 4752, 4753).

FRANÇOIS (Mme Germaine), *Député de la Nièvre (C.)*.

Sont élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommée membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la presse [19 janvier 1954] (F. n° 341) [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 19 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier le décret accordant médailles et primes et certaines distributions aux

mères de 10, 8 et 5 enfants, n° 1146. — Le 30 décembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage aux jeunes filles sans travail, n° 2324. — Le 26 février 1952, une proposition de loi tendant à autoriser le cumul par un orphelin, des pensions obtenues par son père et sa mère au titre de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 par modification de l'article 58 de ladite loi, n° 2811. — Le 18 mars 1952, une proposition de loi tendant à assurer aux assurés sociaux de plus de 60 ans le bénéfice des soins accordés aux invalides, n° 2959. — Le 1^{er} avril 1952, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 1^{er} juillet 1949 relative aux publications destinées à la jeunesse, n° 3121. — Le 1^{er} avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la réglementation et le fonctionnement de la commission chargée du contrôle et de la surveillance de la presse enfantine, n° 3122. — Le 24 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une somme de 7 millions de francs aux victimes de l'orage qui s'est abattu le 6 juin 1952 sur la région de Saint-Seine (Nièvre), n° 3765. — Le 3 juillet 1952, une proposition de loi tendant à faciliter et à étendre l'adoption et la légitimation adoptive, n° 3966. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant au développement de la lutte contre le cancer, par l'institution d'un centre national de lutte contre le cancer et l'impulsion de la recherche scientifique sur le cancer, n° 4128. — Le 7 novembre 1952, une proposition de loi portant statut du personnel hospitalier, n° 4650. — Le 3 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 19 avril 1952 modifiant la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 instituant diverses mesures en vue de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, n° 5464. — Le 3 février 1953, une proposition de loi tendant à assurer le fonctionnement de la caisse d'assurance des planteurs de tabac, n° 5466. — Le 13 mars 1953, une proposition de loi tendant à l'enseignement et au développement de la méthode d'accouchement sans douleur par psychothérapie, n° 5868. — Le 29 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 42 du décret n° 53-1186 du 29 novembre 1953 portant réforme des lois d'assistance dans le but d'accorder aux aveugles et grands infirmes des facilités

pour leurs déplacements, n° 8176. — Le 30 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une somme de 20 millions de francs aux victimes du violent orage de grêle qui s'est abattu le 13 juin 1954 sur le vignoble de Pouilly-sur-Loire (Nièvre), n° 8774. — Le 3 février 1955, une proposition de loi tendant à améliorer la situation de certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, n° 10092.

Interventions :

Est entendue sur la validation des élections du département de Constantine (1^{er} collège) [19 juillet 1951] (p. 5966). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 40-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la lutte antituberculeuse (Efficacité du vaccin B. C. G.)* [4 décembre 1951] (p. 8750, 8751); le retire (p. 8753); *Demande de rétablissement des crédits pour la lutte antituberculeuse, présentée par M. Cayeur (Vaccin B. C. G.)* (p. 8753); Chap. 41-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux vieillards et infirmes (Aveugles infirmes ayant besoin d'un compagnon)* (p. 8782); le retire (p. 8784); Chap. 50-90 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la lutte contre le paludisme* [5 décembre 1951] (p. 8810); le retire (p. 8812). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard des collectivités locales [24 janvier 1952] (p. 324). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'aide aux aveugles et grands infirmes : *Sa demande de renvoi à la Commission* [7 février 1952] (p. 495); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à inclure les enfants de moins de 15 ans d'âge scolaire* [8 février 1952] (p. 558); Art. 5 : *Son amendement tendant à ajouter la référence de l'article premier de la loi du 2 août 1949* (p. 560); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 560); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales; Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant le non-remboursement d'une hospitalisation de durée excessive* [26 février 1952] (p. 1016). — Dépose une demande d'interpellation sur les sanctions prises par le Ministre

de l'Éducation nationale contre les normaliens de 4^e année à l'école d'Auxerre, à la suite de conférences organisées dans les établissements publics d'enseignement [1^{er} avril 1952] (p. 1682). — Prend part à la discussion du projet de Loi DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant le non-remboursement d'une hospitalisation de durée excessive* [3 avril 1952] (p. 1835). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles d'anciens militaires de carrière retraités ou libérés des cadres, habitant Nevers, ont été brutalement expulsés de leur domicile [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat B, Chap. 46-28 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les maladies mentales (Asile de Saint-Anne à Paris)* [30 octobre 1952] (p. 4615); Chap. 46-31 : *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance aux vieillards et infirmes (Application de la loi du 2 août 1949 sur l'assistance aux aveugles)* (p. 4617); Chap. 47-15 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dépenses de prophylaxie non obligatoires (Lutte contre le cancer)* (p. 4620). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale une question relative à la vente du matériel de la S. N. C. A. C. à Fourchambault [14 novembre 1952] (p. 5124). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques socialement dangereux : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [3 mars 1953] (p. 1543, 1544); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Titre IV, Chap. 43-12 : *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Bourses d'études aux élèves sages-femmes; nouvelles méthodes d'accouchement sans douleur)* [5 novembre 1953] (p. 4864); Chap. 47-13 : *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Vaccination B. C. G., centres spéciaux à équiper et à multiplier)* (p. 4878); *Son amendement portant réduction de 1.000 fr. à titre indicatif (Prophylaxie du cancer)* (p. 4879); Chap. 46-31 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux vieillards, infirmes et incurables*

(Non-application de la loi Cordonnier du 19 avril 1952, misère de certains infirmes) [26 novembre 1953] (p. 5551, 5552); Etat B, Chap. 66-10 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des hôpitaux et établissements de bienfaisance (Misère des hôpitaux en locaux neufs et équipement sanitaire) (p. 5554); **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE**, Etat A, Chap. 10-70 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Campagne pour l'augmentation de la taxe radiophonique) [8 décembre 1953] (p. 6309); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Campagne en faveur de la C. E. D.) (p. 6309); Art. 6 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à porter à 1.475 francs le taux de la taxe radiophonique et à détaxer partiellement les vieillards pensionnés ne payant pas d'impôt sur le revenu [9 décembre 1953] (p. 6341); — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse : Sa motion préjudicielle (Mesures de grâce accordées par le Président de la République, nom des bénéficiaires de ces mesures) [7 mai 1954] (p. 2201, 2202); Art. 1^{er} : Son amendement (Attribution des biens de presse qui n'ont pas été transférés) (p. 2203); Son amendement tendant à considérer comme biens de presse les biens d'exploitation d'une entreprise éditrice (p. 2203); Art. 6 : Son amendement (Suppression de la notification du plan de répartition aux anciens propriétaires) (p. 2228); Son amendement (Entreprises n'ayant pas fait l'objet de condamnation pour faits de collaboration) (p. 2229); le retire (ibid.); Son amendement (Décisions du plan de répartition et recours devant le Conseil d'Etat) (p. 2229); Art. 10 : Son amendement (Interdiction du paiement des biens attribués en actions) [11 mai 1954] (p. 2304); Son amendement (Echelonnement des annuités de paiement) (p. 2304); Son amendement (Indemnisation des entreprises ayant fait l'objet de condamnations pour faits de collaboration avec l'ennemi) (p. 2306); le retire (ibid.); Art. 15 : Son amendement (Remplacement du mot « vénale » par celui de « liquidative ») [20 mai 1954] (p. 2541); Art. 30 : Son amendement (Modification du rôle du Conseil supérieur des entreprises de presse) (p. 2553); — du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION**

pour 1955; Etat A, Chap. 34-02 : Vaccination par le B. C. G. [1^{er} décembre 1954] (p. 5669, 5670); Chap. 43-12 : Son amendement indicatif (Extension de la méthode d'accouchement sans douleur) (p. 5675); Chap. 46-28 : Son amendement indicatif (Equipped des hôpitaux psychiatriques, lutte contre l'alcoolisme) [2 décembre 1954] (p. 5698, 5699); Chap. 46-29 : Cas des infirmes civils de moins de 15 ans (p. 5700); Chap. 46-31 : Aide sociale aux infirmes aveugles et grands infirmes (p. 5709); Chap. 47-15 : Son amendement indicatif (Prophylaxie du cancer) (p. 5720); Article additionnel de Mme Lempereur (Taux de la majoration accordée aux grands infirmes ayant besoin de l'aide constant d'une tierce personne) (p. 5811); Etat A, Chap. 46-31 : Aide sociale aux infirmes, aveugles et grands infirmes [4 décembre 1954] (p. 5812). — Dépose une demande d'interpellation sur la vente du lait (Pasteurisé certifié en carafes) [4 mars 1955] (p. 1078). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE** pour 1955 : Ses explications de vote (Emissions anti-communistes) [12 mai 1955] (p. 2734); — d'une proposition de loi relative à l'allocation des aveugles et grands infirmes : Plafond des ressources [11 juillet 1955] (p. 3790); — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (Limitation des débits de boissons); Art. 15 : Son amendement (Option pour le commerçant vendant des boissons alcooliques entre la vente pour la consommation sur place et la vente à emporter dans les localités de plus de 2.000 habitants) [8 novembre 1955] (p. 5534); Art. 16 : Son amendement (Conditions de mutation des débits de boissons dans les communes de plus de 2.000 habitants) (p. 5536); Art. 35 : Son amendement (Publicité) [9 novembre 1955] (p. 5583); le modifie (p. 5584).

FRÉDÉRIC-DUPONT (M. Edouard), Député de la Seine [1^{re} circonscription] (A.R.S.).

Ministre des relations avec les Etats associés.
(Cabinet LANIEL)

du 3 juin 1954 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5944). = Est nommé : Vice-Président de la Commission de coordination pour l'examen des

problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [1^{er} juin 1954] (**F. n° 392**); Président de cette Commission [16 novembre 1954] (**F. n° 442**), [4 février 1955] (**F. n° 494**); membre : de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de cette Commission [11 février 1954] (**F. n° 346**), [29 juin 1954] (**F. n° 403**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); par la Commission des finances, membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**); Juge titulaire de la Haute Cour de justice (Art 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**).

Dépôts :

Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à réglementer l'exercice de la profession de pâtissier, **n° 207**. — Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à fixer les modalités de dégagement ou d'intégration de certaines catégories de personnels d'Indochine, **n° 296**. — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à la protection des animaux, **n° 340**. — Le 2 août 1951, une proposition de loi ayant pour objet de supprimer le prélèvement au titre d'allocations familiales des travailleurs indépendants âgés et ayant des ressources inférieures au minimum vital, **n° 458**. — Le 3 août 1951, une proposition de loi ayant pour objet d'inviter les entreprises privées à dresser une liste des emplois pouvant être tenus par des hommes de plus de 50 ans après ou avant apprentissage accéléré, **n° 534**. — Le 3 août 1951, une proposition de loi ayant pour objet d'attribuer le chômage aux femmes seules de plus de 50 ans inscrites dans les services départementaux de placement, **n° 535**. — Le 3 août 1951, une proposition de loi ayant pour objet d'inviter les entreprises privées à dresser une liste des emplois pouvant être tenus par des femmes de plus de 50 ans, après ou avant apprentissage accéléré, **n° 536**. — Le 3 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réserver 30 0/0 des embauchages aux femmes seules de plus de 50 ans pour les postes d'auxiliaires temporaires dans les administrations publiques et à dresser des listes d'emplois pouvant être

occupés par elles après un apprentissage accéléré, **n° 537**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions, à la législation économique, **n° 569**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 15 mai 1930 relative au classement des voies privées de la ville de Paris, **n° 570**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi ayant pour objet de considérer comme « étant à charge » l'ascendant d'une femme seule vivant avec elle, **n° 571**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1421 du Code civil en vue d'exiger l'autorisation de la femme pour les ventes d'immeubles ou de fonds de commerce de la communauté, **n° 572**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi ayant pour objet de créer 30 postes de greffiers au tribunal civil de la Seine, **n° 583**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 du Code général des impôts lorsqu'un artisan-maitre et son conjoint relevant de l'article 184 du Code général des impôts exercent, chacun pour leur compte, une profession distincte, **n° 584**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les combattants d'Indochine et de Corée de toutes les dispositions relatives aux combattants, **n° 585**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à la constitution d'un régime de retraite en faveur des « cadres » employés par les administrations, **n° 586**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi relative à la modification de l'article 259 du Code pénal en vue de rétablir son application au costume porté par un ministre d'un culte ou par un membre d'une communauté religieuse, **n° 587**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi réorganisant les services hospitaliers et sociaux dans le département de la Seine et portant création de l'administration générale de la santé du département de la Seine, **n° 588**. — Le 7 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rajuster l'indemnité de fonction des greffiers de paix et de police, **n° 589**. — Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les rentiers viagers qui ont souscrit avec l'Etat, des mêmes revalorisations que ceux qui ont souscrit avec les particuliers, **n° 622**. — Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à revaloriser les rentes viagères souscrites auprès des

institutions de prévoyance ou de sécurité sociale prévues par l'article 18 de l'ordonnance du 4 octobre 1945, n° 623. — Le 8 août 1951, une proposition de loi modifiant le taux et les conditions de revalorisation des rentes viagères, n° 624. — Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à établir le statut de la boulangerie, n° 796. — Le 18 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer le bénéfice de la campagne simple aux militaires de la gendarmerie et de la garde en résidence à Vienne et à Berlin, n° 1137. — Le 4 décembre 1951, une proposition de loi ayant pour objet d'accorder aux conjoints des vieux travailleurs la réduction de 30 0/0 sur les réseaux de la S.N.C.F., n° 1838. Le 13 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 1^{er} septembre 1948 relatif aux locations faites à des administrations publiques, n° 1991. — Le 19 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les limites d'âge des officiers de gendarmerie et de la garde républicaine, n° 2094. — Le 3 janvier 1952, une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'ordonnance du 30 juin 1945, relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, n° 2347. — Le 3 janvier 1952, une proposition de loi tendant à créer le statut des droguistes et droguistes marchands de couleurs, n° 2354. — Le 17 janvier 1952, une proposition de loi tendant à rétablir les dispositions de l'article 45 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 modifiées par l'article 4 de la loi n° 47-587 du 4 avril 1947, relatif à la rétention de stocks, n° 2432. — Le 11 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 184 du Code général des impôts pour faciliter le placement des invalides militaires ou civils, n° 2602. — Le 26 février 1952, une proposition de loi tendant à intégrer dans le corps des administrateurs civils les agents supérieurs remplissant certaines conditions, et à créer un cadre latéral d'administrateurs civils, n° 2807. — Le 26 février 1952, une proposition de loi tendant à supprimer diverses majorations de taux prévues par le Code général des impôts, n° 2820. — Le 29 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 8 décembre 1897, relative à l'instruction préalable, n° 2847. — Le 1^{er} avril 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 43 de l'ordonnance

du 21 avril 1945 sur les spoliations, n° 3120. — Le 2 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les dispositions utiles, législatives ou réglementaires, en vue de rétablir dans leurs droits les anciens militaires titulaires de deux pensions fondées sur la durée des services, n° 3159. — Le 2 avril 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1184 du Code général des impôts relatif à la restitution des objets trouvés sur les militaires tués à l'ennemi, n° 3162. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions législatives concernant la zone des anciennes fortifications de Paris et la zone établie à titre de sauvegarde sur le territoire des communes de banlieue limitrophes de la ville de Paris, n° 3442. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi modifiant l'article 1742 du Code civil en ce qui concerne l'attribution préférentielle des locaux d'habitation après le décès de leurs titulaires, n° 3459. — Le 29 mai 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 8 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 3505. — Le 29 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder au reclassement à l'échelle n° 4 des sous-officiers, caporaux et sapeurs rengagés du corps des sapeurs-pompiers de Paris, n° 3510. — Le 10 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser à l'occasion du centenaire de la Médaille militaire les traitements de la Médaille militaire et de la Légion d'honneur, accordée à titre militaire, n° 3603. — Le 12 juin 1952, une proposition de loi tendant à augmenter les rentes viagères souscrites par les anciens combattants auprès des caisses autonomes mutualistes, n° 3622. — Le 24 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 28 mai 1951 réglementant l'exportation des objets d'art, n° 3791. — Le 8 juillet 1952, une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 31 mai 1933 et d'assurer les mêmes prestations de l'Etat pour le complément des retraites mutualistes des anciens combattants de 1914-1918 que pour les anciens combattants de 1939-1945, n° 4018. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à l'intégration, dans le cadre de contrôleurs, des premiers commis

et commis principaux de l'Assistance publique, n° 4320. — Le 9 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier transitoirement les conditions d'avancement d'un certain nombre d'officiers de réserve et assimilés, n° 4352. — Le 9 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier le statut des anciens militaires dégagés des cadres au point de vue licenciement et titularisation dans emplois civils, cumuls et rappels à l'activité, n° 4363. — Le 21 octobre 1952, une proposition de loi tendant à permettre de conférer l'honorariat au grade supérieur pour certains officiers de réserve et assimilés, n° 4398. — Le 21 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reclasser les gardiens de la paix et les gradés de la police municipale de la Préfecture de police, n° 4409. — Le 28 octobre 1952, une proposition de loi modifiant les conditions d'octroi des prêts effectués par le Crédit foncier de France aux pères de famille achetant leur appartement, n° 4510. — Le 29 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner le droit aux militaires ayant combattu dans les armées alliées et décorés de certaines ordres militaires des armées alliées, de se voir conférer le port de la Croix de guerre, n° 4531. — Le 4 décembre 1952, une proposition de loi tendant à proroger les baux commerciaux jusqu'au 31 décembre 1953, n° 4934. — Le 17 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4783) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953, Etats associés (France d'outre-mer), n° 5027. — Le 16 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer pour le personnel de la gendarmerie une indemnité unique pour tous ses déplacements, n° 5099. — Le 16 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 1^{er} septembre 1948, n° 5100. — Le 17 décembre 1952, une proposition de loi tendant à constater la nullité des actes dits lois n° 617 du 8 novembre 1943 et n° 253 du 2 juin 1944 de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français, relatifs à la tenue d'un registre d'entrées et de sorties par les détaillants de vins à appellation d'origine, n° 5123. — Le 22 décembre 1952, une proposition de

loi relative à la solde nette servant de base aux soldes de dégagement, n° 5216. — Le 20 janvier 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 18 de la loi du 1^{er} septembre 1948 concernant le droit de reprise, n° 5316. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à reporter au 15 mars 1953 la date à laquelle sera appliquée la majoration de 10 0/0 aux contribuables qui ne se seront pas acquittés du premier tiers provisionnel à valoir sur leurs impôts sur le revenu pour l'année 1953 (taxe proportionnelle et surtaxe progressive afférentes aux revenus de 1952), n° 5532. — Le 6 mars 1953, une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi n° 50-1010 du 19 août 1950 instituant l'affiliation obligatoire des agents d'entreprises de transports routiers à la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires, n° 5791. — Le 17 mars 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 31 mai 1933 et à assurer aux anciens combattants de 1914-1918 pour le complément des retraites mutualistes, les mêmes prestations de l'Etat qu'aux anciens combattants de 1939-1945, n° 5881. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à revaloriser les rentes viagères de la Caisse autonome d'amortissement, n° 6105. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à modifier, en ce qui concerne le placement des cadres, l'ordonnance n° 45-1030 du 24 mai 1945 relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, n° 6111. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi relative au placement et à l'engagement des artistes portant modification de l'article 98 du Titre 4 du Livre 1^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale, n° 6127. — Le 26 juin 1953, une proposition de loi ayant pour objet de proroger les baux commerciaux jusqu'au 31 décembre 1953, n° 6356. — Le 2 juillet 1953, une proposition de loi ayant pour objet la fermeture obligatoire des maisons de commerce autres que celles d'alimentation les jours de l'Ascension et de la Toussaint, n° 6395. — Le 16 juillet 1953, une proposition de loi ayant pour objet l'installation obligatoire d'un dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles affectés à l'habitation pour réduire l'usage du cordon, n° 6512. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les grands invalides de guerre de l'article 22 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 6744. — Le 6 octobre

1953, une proposition de loi tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés, l'allocation de vieillesse pour les personnes non salariées et l'allocation spéciale des économiquement faibles, **n° 6777**. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à instituer et organiser la protection sociale des aveugles, **n° 6782**. — Le 23 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6771) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe de la Légion d'honneur et du budget annexe de l'Ordre de la Libération pour l'exercice 1954, **n° 6965**. — Le 27 octobre 1953, une proposition de loi relative à l'adjonction aux catégories de prioritaires prévus par l'ordonnance du 11 octobre 1945 des fonctionnaires bénéficiant d'un logement de fonctions et qui se trouvent privés de ce logement par suite de leur mise à la retraite, **n° 7007**. — Le 6 novembre 1953, une proposition de loi ayant pour objet la modification de l'article 4 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux, **n° 7138**. — Le 6 novembre 1953, une proposition de loi ayant pour objet la modification de l'article 8 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux, **n° 7139**. — Le 6 novembre 1953, une proposition de loi ayant pour objet la modification de l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux, **n° 7140**. — Le 6 novembre 1953, une proposition de loi ayant pour objet la modification de l'article 17 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux, **n° 7141**. — Le 19 novembre 1953, une proposition de loi relative à l'assainissement du marché des vins bénéficiant d'une appellation contrôlée, **n° 7212**. — Le 4 décembre 1953, une proposition de loi ayant pour objet d'assurer la coordination des régimes de retraite des cadres salariés des administrations, services et entreprises diverses avec les autres régimes relatifs aux cadres, **n° 7376 (rectifié)**. — Le 5 décembre 1953, une proposition de loi tendant à reculer l'âge limite fixé pour le sursis d'incorporation en ce qui concerne les étudiants des facultés et les élèves

des grandes écoles, **n° 7385**. — Le 30 décembre 1953, une proposition de loi tendant à inviter le Gouvernement à accorder la classification « Catégorie spéciale » créée par la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 au personnel de la Gendarmerie nationale et de la Garde républicaine, **n° 7529**. — Le 9 février 1954, une proposition de loi portant autorisation de construction d'immeubles par les offices ou sociétés d'habitations à loyer modéré (H.L.M.) au profit des personnels de la gendarmerie nationale, **n° 7668**. — Le 16 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 avril 1954 la date limite de dépôt des déclarations fiscales relatives aux revenus et bénéfices de l'année 1953, **n° 7777**. — Le 18 février 1954, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 1^{er} avril 1957 la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, **n° 7815**. — Le 4 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier les articles 4, 8 et 12 de la loi n° 53-300 du 9 avril 1953 majorant certaines rentes viagères en vue de permettre la revalorisation effective des retraites versées par les caisses de retraites et de prévoyance constituées par des établissements privés ou des sociétés nationales, **n° 7952**. — Le 9 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7352) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour l'exercice 1954, cinquième partie : Forces terrestres d'Extrême-Orient, **n° 7989 (5^e partie)**. — Le 23 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 36 du décret du 15 septembre 1953 relatif aux rentes viagères versées par les caisses de retraite ou de prévoyance constituées par des établissements privés ou des sociétés nationales au bénéfice de leurs salariés, **n° 8107**. — Le 1^{er} juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'utilisation de la gare d'Orsay comme aérogare, **n° 8562**. — Le 8 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'aménagement d'un autostrade périphérique autour de Paris, **n° 8843**. — Le 8 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier la composition de la Commission départementale des impôts, son fonctionnement et le

contentieux fiscal, n° 8844. — Le 20 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 30 septembre la date d'exigibilité de la patente et des impôts des collectivités locales, n° 8905. — Le 5 août 1954, une proposition de loi modifiant les conditions dans lesquelles les travailleurs indépendants âgés doivent participer aux caisses d'allocations familiales, n° 9068. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 15 mai 1930 relative au classement des voies privées de la ville de Paris et de la ville de Marseille, n° 9349. — Le 3 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder au reclassement à l'échelle n° 4 des sous-officiers, caporaux et sapeurs rengagés du corps des sapeurs-pompiers de Paris, n° 9365. — Le 18 novembre 1954, une proposition de loi relative au tarif des frais de justice applicable aux actes de la partie civile en matière pénale, n° 9507. — Le 22 novembre 1954, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des avantages en matière fiscale et postale la presse de documentation professionnelle, n° 9542. — Le 14 décembre 1954, une proposition de loi tendant à la majoration des redevances minières stipulées entre particuliers antérieurement au 1^{er} janvier 1949, n° 9716. — Le 14 décembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 753 du Code civil relatif à la dévolution des successions collatérales, n° 9718. — Le 14 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9306) et la lettre rectificative (n° 9656 rectifié) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération pour l'exercice 1955, n° 9720 (rectifié). — Le 27 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires en reportant la collecte de ces taxes au seuil de la commercialisation, n° 9798. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi tendant à assimiler aux années de travail passées dans la France métropolitaine, les années passées à l'étranger et en territoires d'outre-mer, pour obtenir le bénéfice de l'assurance vieillesse et de la retraite des vieux travailleurs, n° 9874. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux artisans un délai, jusqu'au 1^{er} janvier 1956, pour

leur permettre de racheter leurs cotisations afin de bénéficier des droits à l'assurance vieillesse artisanale, n° 9875. — Le 13 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 29 décembre 1945 au sujet des avantages imputables sur les prestations de sécurité sociale touchées par les femmes d'assujettis ayant elles-mêmes exercé une activité salariée, n° 9876. — Le 24 janvier 1955, une proposition de loi ayant pour objet la révision des majorations des rentes viagères, prévue par les lois relatives aux rentes viagères publiques et privées, n° 9966. — Le 26 janvier 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 15 décembre 1922 relative à la législation sur les accidents du travail en agriculture et le décret-loi du 30 octobre 1935 relatif au régime applicable aux assurances sociales dans l'agriculture, n° 9987. — Le 18 février 1955, une proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 302 et 309 du Code pénal, en vue de renforcer les peines à la suite des meurtres, assassinats et blessures volontaires commis à l'encontre d'agents de la force publique, n° 10138. — Le 18 février 1955, une proposition de loi concernant le versement de l'indemnité spéciale aux artistes économiquement faibles, n° 10147. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à déterminer la situation professionnelle et sociale des conducteurs de taxis propriétaires d'un seul véhicule, n° 10148. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à permettre aux salariés devenus artisans de bénéficier des droits qu'ils ont pu acquérir avant leur inscription au registre des métiers et leur octroyant un délai supplémentaire pour obtenir le bénéfice de la sécurité sociale maladie, n° 10151. — Le 2 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 11 août 1947 relatif à la Médaille d'honneur de la police, n° 10251. — Le 11 mars 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9306) et les lettres rectificatives (nos 9656 rectifié et 10341) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération pour l'exercice 1955, n° 10373. — Le 15 mars 1955, une proposition de loi complétant le décret n° 53-987 du 30 septembre 1953 et tendant à réglementer l'installation des antennes exté-

rieures de radiodiffusion dans les immeubles collectifs, n° 10387. — Le 3 mai 1955, une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 12 de la loi n° 53-300 du 9 avril 1953 portant relèvement des taux de majoration de certaines rentes viagères et extension du régime des majorations, n° 10645. — Le 3 mai 1955, une proposition de loi ayant pour objet de relever le plafond permettant aux vieux travailleurs de toucher les indemnités spéciales et la rente des vieux travailleurs salariés, n° 10646. — Le 3 mai 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 15 mai 1930 relative au classement des voies privées de la ville de Paris, n° 10652. — Le 3 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer une taxe unique sur les cartouches de chasse, n° 10653. — Le 5 mai 1955, une proposition de loi ayant pour objet la majoration des capitaux versés aux bénéficiaires de contrats d'assurance sur la vie ou de capitalisation à l'échéance de leurs polices, n° 10669. — Le 5 mai 1955, une proposition de loi ayant pour objet la modification de l'article 260-2° du Code général des impôts relatif à la taxe sur les prestations de services, n° 10670. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi ayant pour objet d'accorder un sursis fiscal en faveur de certains anciens combattants, n° 10956. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à la réparation du préjudice causé aux zoniers de l'enceinte fortifiée de Paris, à la suite de la réquisition de leurs terrains et constructions par la ville de Paris, en vertu de la loi du 1^{er} mars 1942 et des constructions prévues sur des terrains en vertu de l'article 3 de la loi du 7 février 1953, n° 10976. — Le 5 juillet 1955, une proposition de loi tendant à permettre le maintien en fonctions au-delà de la limite d'âge, en faveur de certains fonctionnaires et des agents et ouvriers auxiliaires ou contractuels, anciens combattants ou victimes de guerre, des administrations et établissements publics de l'Etat, n° 11104. — Le 19 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11050) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour les exercices 1955 et 1956, cinquième partie : Forces terrestres d'Extrême Orient, n° 11228 (5^e partie). — Le 20 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 50-1135 du 18 septembre

1950 relatif aux sociétés de construction immobilière, n° 11241. — Le 6 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 30 avril 1955, complété par l'arrêté du 14 juin 1955, fixant les modalités d'application de l'impôt sur les spectacles, n° 11516. — Le 13 octobre 1955, une proposition de loi tendant à affecter le bénéfice de l'augmentation des primes d'assurances résultant de l'arrêté du 7 octobre 1955 à certains rentiers viagers et aux bénéficiaires de contrats d'assurance à capital différé, n° 11600. — Le 18 octobre 1955, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'installation d'un dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles affectés à l'habitation pour réduire l'usage du cordon et à exonérer les bailleurs de la responsabilité des articles 1383 et 1384 du Code civil, n° 11615. — Le 18 octobre 1955, une proposition de loi tendant à faire élire au scrutin de liste majoritaire cinq députés par les Français du Maroc, n° 11618. — Le 20 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 2 de l'article 5 de l'ordonnance du 2 février 1945 relatif au remboursement par la succession d'un vieux travailleur salarié des cotisations versées à son profit, au cas où cette succession atteint un million, n° 11644. — Le 8 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11783) portant ouverture de crédits provisoires, au titre des budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération pour les mois de novembre et décembre 1955, n° 11805. — Le 9 novembre 1955, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 54-1270 du 23 décembre 1954 portant majoration des rentes viagères de la Caisse autonome d'amortissement, n° 11827.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en faveur des économiquement faibles [24 août 1951] (p. 6505). — Est élu *Juge titulaire de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'interdiction d'expulsion de certains locataires : *Discussion générale* [10 septembre 1951] (p. 7270); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile : *Discussion générale* (*Ses observations sur la hausse des*

prix, la misère des économiquement faibles et des classes moyennes, le prix de la viande, la réforme fiscale, la gestion des entreprises nationales, les rapports de M. Armengaud, capitalisme d'état [13 septembre 1951] (p. 7317, 7318, 7319, 7320, 7321, 7322, 7323). — Dépose : une demande d'interpellation sur les raisons pour lesquelles le contrôle polyvalent se trouve maintenu, alors que l'Assemblée Nationale a exprimé par deux fois sa volonté de le voir disparaître [25 septembre 1951] (p. 7618); — une motion de censure du Gouvernement pour son refus de donner aux économiquement faibles l'allocation compensatrice de loyers [6 novembre 1951] (p. 7662). Prend part à la discussion : de cette motion de censure : *Ses observations sur les lenteurs du Gouvernement à fixer l'indemnité compensatrice de loyers, la misère des rentiers et pensionnés, la législation des emplois réservés* [9 novembre 1951] (p. 7854 et suiv., 7860); — de projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1952; PRÉSIDENCE DU CONSEIL, Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Commissariat à l'énergie atomique (Insuffisance de l'épuration du personnel communiste et étranger)* [22 novembre 1951] (p. 8307 et suiv.); FINANCES, Chap. 4100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la Direction générale des impôts (Suppression du contrôle polyvalent)* [23 novembre 1951] (p. 8466); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4440 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux vieillards et infirmes (Carte des économiquement faibles)* [4 décembre 1951] (p. 8781); ETATS ASSOCIÉS, Chap. 4090 : *Amendement de M. Boutbien tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services techniques (Bourses aux étudiants vietnamiens)* [13 décembre 1951] (p. 9126, 9127); JUSTICE, Chap. 4020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services judiciaires (Greffiers des juges d'instruction)* [21 décembre 1951] (p. 9519); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952; ETATS ASSOCIÉS ET FRANCE D'OUTREMER : en qualité de *Rapporteur spécial (Budget de la guerre du Vietnam)* [28 décembre 1951] (p. 10048 et suiv.); *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1 million les crédits pour la gendarmerie (Envoi de gendarmes en Indo-*

chine) (p. 10090, 10091); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Ruine des épargnants, sort des rentiers viagers, lourdeur des impôts sur les sociétés)* [30 décembre 1951] (p. 10242 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement en Indochine [8 février 1952] (p. 552); — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour revaloriser les rentes viagères souscrites auprès de la Caisse nationale des retraites et des compagnies d'assurances nationalisées [16 février 1952] (p. 724). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Sa demande d'ajournement du débat (Budget de la guerre d'Indochine)* [26 février 1952] (p. 985 et suiv.); *la retire* (p. 988). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine [18 mars 1952] (p. 1340). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses observations sur la revalorisation des rentes viagères* [8 avril 1952] (p. 1994). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 : *Discussion générale (Ses observations sur l'effort militaire fourni depuis 1950 en Indochine, l'insuffisance de l'équipement, le manque d'hélicoptères, les délais de livraison de matériel, la rotation des navires et le problème du fret)* [9 avril 1952] (p. 2069 et suiv.); Article additionnel : *Suite de l'ordre du jour* [10 avril 1952] (p. 2134); — d'une proposition de loi portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance des mesures proposées)* [10 avril 1952] (p. 2167); Art. 7 : *Son amendement relatif aux contrats passés hors de France* (p. 2170); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à étendre la loi aux rentiers viagers de l'Etat* (p. 2170); *Son amendement relatif aux titulaires de pensions différées provenant de pensions de guerre transformées* (p. 2171); *Son amendement tendant à appliquer la même majoration aux capitaux remboursés en vertu d'un contrat d'assurance vie-capitalisation* (p. 2171); *Son amendement relatif aux rentes constituées par des caisses autonomes mutualistes (Employés des grands magasins)* (p. 2171, 2172); *Son amendement tendant à revaloriser les sommes remises en cautionnement à un employeur* (p. 2172); *Son amendement relatif aux rentes viagères des fonc-*

tionnaires (p. 2173); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2173). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour revaloriser les rentes viagères de l'Etat et des compagnies d'assurances [6 juin 1952] (p. 2700). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance des crédits pour la gendarmerie)* [12 juin 1952] (p. 2857, 2858). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des interpellations sur les rentiers viagers de l'Etat* [24 juin 1952] (p. 3156). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles : *Discussion générale (Ses observations sur la défense de la liberté de la production et du commerce, la définition de l'intérêt général, la loi de 1926 et son application)* [24 juin 1952] (p. 3162 et suiv.); Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer « liberté du commerce » à « intérêt général »* (p. 3176, 3177); *Son amendement relatif à l'exercice d'un monopole* [26 juin 1952] (p. 3229); *Son amendement tendant à ajouter les monopoles de publicité, d'exposition ou de préconisation* (p. 3229); Titre II : *Su demande de disjonction des articles relatifs au Conseil supérieur des ententes* (p. 3234, 3235); — du projet de loi relatif au plan de développement de l'énergie atomique : *Discussion générale (Ses observations sur la fabrication du plutonium)* [3 juillet 1952] (p. 3454, 3455); — d'une proposition de loi prévoyant des dispositions en faveur des combattants d'Indochine et de Corée, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [11 juillet 1952] (p. 3929). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur l'efficacité réduite de la loi)* [10 octobre 1952] (p. 4218); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; INTÉRIEUR : *Motion préjudicielle de M. Montalat tendant à surseoir au débat en attendant la mise en vigueur du statut du personnel de la police prévu par la loi du 28 septembre 1948* [8 novembre 1952] (p. 4924); *Motion préjudicielle de M. Montalat tendant à surseoir au débat*

(Statut du personnel de la police) [13 décembre 1952] (p. 6311); Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif au calcul des retraites des sapeurs-pompiers* (p. 6366). — Dépose une demande d'interpellation sur l'éviction par la S. N. C. F. d'une trentaine de familles d'un immeuble situé 20, avenue Lowendal [15 novembre 1952] (p. 5204). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie : Art. 8 : *Amendement de M. Colin tendant à amnistier les condamnés de la Haute Cour de justice à l'expiration des peines encourues* [25 novembre 1952] (p. 5672); Art. 10 : *Son amendement tendant à accorder le rapatriement des corps des soldats tués aux familles victimes de l'épuration* [27 novembre 1952] (p. 5778); le retire (ibid.); Art. 17 : *Son amendement tendant à ne pas foreclorre les droits à indemnités des victimes de la Résistance et de leurs familles (Impossibilité pour les victimes de la Résistance de se faire rendre justice)* [28 novembre 1952] (p. 5858, 5859); Art. 18 : *Son amendement tendant à supprimer l'article portant les contestations devant la chambre des mises en accusation* (p. 5859); — du projet de loi portant prorogation des baux commerciaux : *Discussion générale (Ses observations sur le préjudice causé aux propriétaires et commerçants par le retard du vote de la loi)* [19 décembre 1952] (p. 6605); Article additionnel : *Amendement de M. Bénard relatif à l'exercice du droit de reprise dans les immeubles vétustes ou insalubres* (p. 6607); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; ETATS ASSOCIÉS, en qualité de *Rapporteur spécial (Ses observations sur l'organisation de la défense de l'Indochine et le budget civil des Etats de l'Indochine)* [19 décembre 1952] (p. 6641 et suiv.); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : *Son amendement relatif aux aveugles et grands infirmes bénéficiaires de la loi du 2 août 1949* [21 décembre 1952] (p. 6851); *Son amendement tendant à considérer l'ascendant d'une femme seule comme personne à charge* (p. 6888); le retire (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation des rentiers viagers de l'Etat et des économiquement faibles [20 janvier 1953] (p. 93). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; ETATS ASSOCIÉS, Art. 1^{er}, Etat A,

Chap. 68-81 : *Demande de rétablissement des crédits pour la contribution de la France à la défense nationale des Etats associés (Insuffisance des impôts payés par les Vietnamiens)* [22 janvier 1953] (p. 149); FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 31-01 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'Administration centrale, présentée par le Gouvernement (Accroissement du personnel A. F. A. T. envoyé de la métropole en Indochine)* [23 janvier 1953] (p. 238, 239); DÉFENSE NATIONALE, Etat A, SECTION COMMUNE, Chap. 32-53 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de déplacement de la gendarmerie (Relèvement de l'indemnité de déplacement)* [26 janvier 1953] (p. 384); le retire (ibid.); Chap. 33-83 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services de l'action sociale (Achats abusifs des économats de l'armée)* (p. 385); le retire (ibid.); Art. 24 : *Son amendement relatif à la réintégration d'officiers dégagés des cadres* [26 janvier 1953] (p. 445, 446); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 118 : *Son amendement tendant à majorer les droits sur les alcools* [28 janvier 1953] (p. 592); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 33-92 : *Son amendement tendant à revenir au chiffre de l'Assemblée Nationale pour les prestations facultatives (Salaires de l'assistance publique)* [30 janvier 1953] (p. 737, 738); Art. 8 : *Exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires pour les œuvres de charité à but non lucratif* (p. 741); — du projet de loi portant ratification de décrets et portant ouverture et annulation de crédits pour 1953 (Aide à la Yougoslavie) : *Discussion générale (Ses observations sur l'attitude de Tito à l'égard de la France et sa tyrannie envers les Yougoslaves)* [5 février 1953] (p. 917, 919); — d'une proposition de loi relative à diverses dispositions intéressant l'épargne, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [6 février 1953] (p. 1012). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la majoration de certaines rentes viagères* [17 février 1953] (p. 1074). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 24 : *Son amendement relatif à la date d'application de la loi* [26 février 1953] (p. 1372); Article

additionnel : *Son amendement tendant à amnistier les faits commis par des anciens combattants ou résistants décorés* (p. 1374); *Son amendement relatif aux droits des tiers en cas de préjudices causés par des résistants amnistiés* [10 mars 1953] (p. 1723, 1724); — du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères : *Discussion générale (Ses observations sur les diverses catégories de rentiers intéressés par la loi, le sort des rentiers viagers de l'Etat comparé à celui des rentiers viagers privés, le tort fait au crédit public, la misère des petits épargnants)* [3 mars 1953] (p. 1551 et suiv.); Art. 2 : *Amendement de M. Minjoz tendant à majorer le taux de rajustement des rentes viagères* [5 mars 1953] (p. 1606, 1607); Article additionnel : *Amendement de M. P. Meunier tendant à permettre la revalorisation des rentes viagères de la Caisse autonome d'amortissement* (p. 1612, 1613); *Son amendement relatif aux rentes viagères à point de départ différé* (p. 1615); le retire (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1615, 1616). — Dépose une demande d'interpellation sur les décisions prises à l'occasion de la mort du maréchal Staline [10 mars 1953] (p. 1714). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur la mise en berne des drapeaux pour la mort du maréchal Staline et hommage aux soldats d'Indochine* [10 mars 1953] (p. 1725, 1726); — sur la question orale de M. Boisdé à M. le Ministre du Budget au sujet des forfaits des bénéficiaires industriels, commerciaux et artisanaux [27 mars 1953] (p. 2476). — Dépose une demande d'interpellation : sur le retard apporté à la publication des statuts du personnel de la police [12 mai 1953] (p. 2638); — sur le transfert de l'Institut national des sourds-muets à Vacassy [12 mai 1953] (p. 2638); — sur la loi du 9 avril 1953 (Revalorisation des rentes viagères et retard du décret d'application) [7 juillet 1953] (p. 3266). — Prend part à la discussion du projet de loi portant redressement économique et financier, amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Suspension possible de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense (Emotion des rentiers viagers de l'Etat attendant l'exécution de promesses formelles, atteinte grave au crédit de l'Etat)* [10 juillet 1953] (p. 3467, 3468); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Inquiétudes touchant le sort des rentiers viagers, arbitraire des services des finances)* (p. 3473). — Est

entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur l'obligation pour les cafetiers et restaurateurs de tenir un livre pour les vins d'appellation* [16 juillet 1953] (p. 3519). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Contre le « complexe du colonialisme »*; le *Congrès de Saïgon* (Composition, climat politique); le *Tonkin, clef de l'Asie et du monde musulman*; *appel à la solidarité permanente des peuples libres, pour une guerre longue, progrès accomplis à cet égard: négociation avec Ho Chi Minh impossible (ses torts) et démoralisante; rembarquement impossible (600.000 hommes à évacuer); ampleur des concessions déjà faites au nationalisme vietnamien (Cochinchine, tribunaux mixtes); refus de modifier, pour lui plaire, la Constitution et l'Union française* (Précédent grave) [27 octobre 1953] (p. 4583 et suiv.); — des interpellations sur le krach du Crédit mutuel du bâtiment : *Discussion générale (Les responsabilités du krach, l'épargne construction, la désinvolture des services de la rue de Rivoli envers les épargnants)* [2 décembre 1953] (p. 5844); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-41 : *Demande de disjonction du chapitre relatif à la sûreté nationale, présentée par M. Foulupt-Esperaber (Salaires des agents des polices municipales)* [10 décembre 1953] (p. 6384); Chap. 41-51 : *Réorganisation des services de la Préfecture de police* [11 décembre 1953] (p. 6467 et suiv.); Art. 14 : *Réorganisation des services de police (Cadre administratif de la Préfecture de police)* (p. 6494, 6495); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1954, Article additionnel : *Son amendement relatif au recouvrement des impôts directs* [13 décembre 1953] (p. 6743); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, Article premier : *Amendement de M. M. Grimaud tendant à ne pas appliquer le décret du 30 septembre 1953 avec effet rétroactif* [15 décembre 1953] (p. 6828); *Son amendement tendant à protéger les commerces exploités par des gérants libres au même titre que les autres* (p. 6829, 6830); Art. 3 : *Amendement de Mlle Marzin relatif au montant de l'indemnité d'éviction due en cas de non renouvellement du bail* (p. 6834); Art. 5 : *Amendement de M. Claudius Petit tendant à prévoir un décret fixant l'application de l'article 17 du décret du 30 septembre 1953*

(p. 6849); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Vote acquis contre les fonds mis en gérance)* (p. 6850); — des interpellations concernant l'appel en faveur du « cessez-le-feu » en Indochine : *Discussion générale (Effort militaire de l'Union française, espoirs dans la conférence de Genève, désirs vietnamiens, leur protection et la réforme agraire); nécessité d'obtenir un accord avec la Chine et de sauvegarder les intérêts français et vietnamiens* [5 mars 1954] (p. 719 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Economies réalisées sur le crédit demandé pour les forces terrestres d'extrême-Orient, augmentation de la contribution des Etats-Unis, besoins du corps expéditionnaire en hélicoptères, espoir d'une paix honorable* [16 mars 1954] (p. 899, 900); SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 3791 : *Utilisation des officiers et sous-officiers dégagés des cadres* [19 mars 1954] (p. 1085); SECTION FORCES TERRESTRES D'EXTRÊME-ORIENT, Etat A, Chap. 3121 : *Amendement de M. Max Lejeune (Recrutement d'assistantes sociales)* (p. 1094); Chap. 3452 : *Amendement de M. Max Lejeune (Rétablissement du crédit demandé par le Gouvernement pour ce chapitre, fabrication d'hélicoptères)* (p. 1095); Chap. 3571 : *Amendement de M. Lejeune (Entretien du domaine militaire et des installations collectives à la charge en majeure partie des Etats indochinois, délimitation des périmètres restant à la France)* (p. 1096); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le logement : Article premier : *Amendement de M. Maton (Extension de la notion du local d'habitation, cas du garde républicain et du directeur d'école logés et mis à la retraite)* [23 mars 1954] (p. 1159); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 41 : *Son amendement (Imposition de la femme seule ayant un ascendant à charge)* [29 mars 1954] (p. 1410 et suiv.); *Le retiré provisoirement* (p. 1412); Art. 41 bis : *Son amendement (Imposition de la femme seule ayant un ascendant à charge)* (p. 1419); Articles additionnels : *Date de la discussion du projet de loi des voies et moyens* (p. 1439); *Ses explications de vote (Progrès réalisés par la réforme fiscale)* (p. 1448, 1449). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Retard apporté à l'examen de la loi des voies et moyens* [30 mars 1954]

(p. 1484). — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Société Claude-Bernard* [18 mai 1954] (p. 2474) ; Art. 3 ter : *Amendement de M. Minjot (Exonération des personnes qui ont constitué leurs rentes par leurs propres moyens)* (p. 2476, 2477) ; *Son article additionnel : Assimilation de l'ascendant à charge d'une femme seule, à l'enfant à charge* [25 mai 1954] (p. 2675) ; *Son article additionnel (Composition de la Commission départementale compétente pour connaître des désaccords entre administration fiscale et contribuables)* [24 juin 1954] (p. 3057) ; *Son article additionnel (Suppression du contrôle polyvalent)* (p. 3058, 3059) ; *Avis du syndicat des agents des contributions indirectes ; Application de l'article premier de la loi de finances* [25 juin 1954] (p. 3101, 3102) ; *Son article additionnel (Suppression des brigades polyvalentes ; Rendement des contrôleurs polyvalents, orientation du contrôle sur les petites entreprises, terrorisme fiscal, généralisation du système, moyen le plus efficace de combattre la fraude* [29 juin 1954] (p. 3127 et suiv.) ; *Le retire* (p. 3140) ; *Ses explications de vote (Dégrèvement en faveur des artisans et renforcement des pénalités fiscales)* [6 juillet 1954] (p. 3236). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil*, chargé des relations avec les Etats associés (Cabinet Laniel) [3 juin 1954] (*J.O.* du 4 juin 1954, p. 5218).

En cette qualité :

Prend part à la discussion des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Réponse à M. Delachenal (Sa « foi » dans le succès de la Conférence de Genève, son attitude « sans complexes, sans idées préconçues » ; Progrès rapides des négociations)* [12 juin 1954] (p. 2975). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil*, chargé des relations avec les Etats associés (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J.O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Possibilités d'armistice au 10 juin 1954, sa visite au Président de la République, le secret gardé par le Gouvernement Laniel au moment de sa chute, le procès-verbal du colonel de Brebisson, l'attitude de M. Mendès-France*

vis-à-vis de M. Bidault, les compensations qu'il aurait été souhaitable d'obtenir du Viet-Minh, l'internationalisation de Haïphong, le contrôle des garanties pour les populations catholiques, « l'armistice est l'abandon en trois étapes du Viet Nam au communisme », ses échos en Afrique du Nord, précédent accord signé le 6 mars 1947 avec Ho Chi Minh [22 juillet 1954] (p. 3540 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955 : *Son article additionnel tendant à inviter le Gouvernement à déposer un texte ayant pour objet de porter remède au chômage des personnes âgées de plus de cinquante ans* [17 novembre 1954] (p. 5129) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 3141 : *Situation de la police parisienne* [23 novembre 1954] (p. 5284) ; Chap. 3391 : *Son amendement indicatif (Chômage des hommes et des femmes de plus de cinquante ans)* (p. 5288). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées en faveur des rentiers viagers de la Caisse autonome d'amortissement sur l'Etat et des porteurs de rentes viagères [26 novembre 1954] (p. 5460). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955 : *Ses explications de vote sur l'ensemble : Indices de traitements de l'assistance publique* [4 décembre 1954] (p. 5813) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des travaux publics, transports et tourisme, pour 1955, I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Déroulement du début* [4 décembre 1954] (p. 5837) ; Etat A, Chap. 3401 : *Pénétration au centre de Paris de l'autoroute du Sud, construction d'une autoroute autour de Paris* [11 décembre 1954] (p. 6121, 6122) ; Chap. 3414 : *Son amendement indicatif (Aménagement de la gare d'Orsay en aérogare)* (p. 6125) ; Chap. 3415 : *Son amendement tendant à insérer un nouveau chapitre : Aménagement de la gare d'Orsay en aérogare* (p. 6126) ; *Le retire* (p. 6127) ; Chap. 3441 : *Son amendement indicatif (Achèvement de la gare Montparnasse)* (p. 6131) ; *Le retire* (p. 6132) ; Chap. 3521 : *Participation de l'Etat à l'entretien du pavage de Paris* (p. 6134) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ETATS ASSOCIÉS pour 1955 : *Libération des prisonniers par le Viet Minh et par les*

Français [17 décembre 1954] (p. 6510); *Renforcement de l'armement Viet Minh* (p. 6515); *Situation dans le sud Viet Nam, élections de 1956, conversations secrètes du colonel de Brébison avant la paix de Genève, hommage à M. Bidault, solution de partage permettant de sauver la liberté au sud du dix-septième parallèle, Président Diem, attitude de l'Amérique, sauvegarde des intérêts français, investissements au Sud Viet Nam, reconversion vers l'Union française* (p. 6515 à 6520); *Ses explications de vote sur la question de confiance (Influence américaine en Indochine)* [20 décembre 1954] (p. 6629). — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955; Etat A, Chap. 37-41 : *Hypertrophie parisienne* [24 janvier 1955] (p. 167); Chap. 46-01 : *Liste des sociétés de construction* (p. 168); Art. 14 : *Sinistrés d'Indochine, reconstruction à Hanoï et transfert des dommages* [27 janvier 1955] (p. 316, 317); — du projet de loi relatif aux dépenses des budgets annexes de la LÉGION D'HONNEUR ET DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION pour 1955, en qualité de Rapporteur : *Hommage au général Catroux, promotions, traitement de la Légion d'honneur et de la médaille militaire* [25 janvier 1955] (p. 200, 201); *Budget de l'Ordre de la libération* (p. 201); *Motion préjudicielle de M. Hénault (Doublement des traitements)* (p. 202); *Lettres rectificatives, médaille d'honneur de la police* [15 mars 1955] (p. 1437, 1438); en qualité de Rapporteur spécial : *Promotions, traitements* [27 juillet 1955] (p. 4329 à 4334). — Dépose une demande d'interpellation sur la manifestation des commerçants et artisans et la législation fiscale [26 janvier 1955] (p. 252). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 44 : *Son amendement (Travaux routiers urbains et beaux-arts)* [28 janvier 1955] (p. 433); *Son amendement (travaux routiers et urbains et Parlement)* (p. 433); *le retire* (ibid.); de ce projet de loi, en deuxième lecture; Art. 34 : *Aéroport d'Orly et aérogare de Paris* [15 mars 1955] (p. 1425, 1426); *Ses explications de vote (Comptabilité de l'aéroport d'Orly)* (p. 1441); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955; I. Travaux publics, transports et tourisme : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Gare d'Orsay, autoroute du sud)* [1^{er} février 1955] (p. 554).

— Dépose une demande d'interpellation sur les classes moyennes et la législation fiscale [2 mars 1955] (p. 950); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Suppression du contrôle polyvalent, concurrence de coopératives pour les petits commerçants, mouvement Poujade* [10 mars 1955] (p. 1273, 1274). — Prend part à la discussion : en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955; Etat A, Chap. 31-41 : *Police, sanctions contre ceux qui blessent ses membres, sa médaille d'honneur, police judiciaire et police municipale, celle de Paris, M. Fondupt-Esperaber et le meeting de la sûreté nationale* [16 mars 1955] (p. 1499, 1500); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Sa motion préjudicielle (Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954, suppression des polyvalents, circulaires adressées aux polyvalents)* [18 mars 1955] (p. 1680, 1681); *Son vote sur l'amendement de M. Dorey* (p. 1682); *Maintient sa motion préjudicielle* (p. 1690, 1691); *la retire* (p. 1692); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, fiscale et sociale : *Discussion générale (Occupation de nouveaux bâtiments par les Ministères, proposition de M. Hutin-Desgrées relative à la création de la commission des gaspillages, polyvalents, salaire fiscal de l'artisan et du commerçant, taxe au seuil de la commercialisation, taxe de production 1936-1937, le « travail noir » des ouvriers, les magasins à prix unique et les coopératives, les rentiers-viagers d'Etat)* [28 mars 1955] (p. 2026 et suiv.); — de propositions de loi relatives à la revision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels : *Proposition de loi de M. B. Lafay tendant au blocage* [13 mai 1955] (p. 2761); *Explications de vote* (p. 2766); — d'une proposition de loi relative au transfert de l'Assemblée de l'Union française à Paris : *Coût de l'opération, avis de la Commission des finances, besoins des rentiers-viagers et économiquement faibles* [13 mai 1955] (p. 2769, 2771, 2772); Article unique : *Transfert du musée des travaux publics à la gare d'Orsay* (p. 2772); — d'une proposition de loi relative aux infractions à la législation économique [11 juillet 1955] (p. 3787, 3788). — En qualité de *Président de la commission de coordination pour les affaires d'Indochine*, demande des pouvoirs d'enquête [5 juillet 1955] (*J. O.* du 7 juillet 1955, p. 3672); les pouvoirs d'enquête lui sont octroyés [12 juillet 1955] (p. 3816). —

Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées en faveur des vieux travailleurs, des rentiers-viagers, des économiquement faibles [19 juillet 1955] (p. 3893). — Prend part à la discussion des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956; SECTION FORCES TERRESTRES D'EXTRÊME-ORIENT, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Effectifs, avenir des Vietnamiens engagés dans l'armée française, sort des soldats d'Indochine* [22 juillet 1955] (p. 4075, 4076); Dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES; Chap. 31-51 : *Gendarmes et gardes républicains* [23 juillet 1955] (p. 4136). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'importance de la divulgation faite par l'*Observateur* du rapport du général commandant en chef en Indochine (Navarre) au conseil supérieur de la défense nationale et sur le fait que le jugement du rédacteur responsable n'est pas intervenu [6 octobre 1955] (p. 4802); — sur la faiblesse de l'exécutif face aux événements d'Afrique du Nord [6 octobre 1955] (p. 4803); retrait [8 octobre 1955] (p. 4973). — Prend part à la discussion d'interpellations sur le Maroc : *Déclaration de guerre du communisme international à la démocratie française, réactions d'une certaine presse aux événements d'Afrique du Nord (M. Mauriac, Témoignage Chrétien), rappel de réactions semblables à l'égard des soldats d'Indochine, liberté provisoire de Roger Stéphane, politique marocaine* [8 octobre 1955] (p. 4930 à 4932). — Dépose une demande d'interpellation sur l'affectation du bénéfice résultant des augmentations de tarifs d'assurances, à la revision des rentes viagères et à l'indemnisation des assurés à capital différé [11 octobre 1955] (p. 5000). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (limitation des débits de boissons); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Anthonioz tendant à substituer l'avis de l'organisation professionnelle la plus représentative à celui du comité départemental de lutte antialcoolique* [21 octobre 1955] (p. 5214); Art. 15 : *Option pour le commerçant vendant des boissons alcooliques entre la vente pour la consommation sur place et la vente à emporter*; *Amendement de M. Anthonioz tendant à supprimer cet article* [8 novembre 1955] (p. 5533); — d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement : *Stabilité des prix et du franc, situation des rentiers et des chômeurs de 50 ans, organisation de l'apprentissage*

[26 octobre 1955] (p. 5305, 5306). — Dépose une demande d'interpellation sur la circulaire incitant M. le préfet de police à fixer les marges bénéficiaires dans le commerce de la fruiterie [15 novembre 1955] (p. 5664). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un fonds national de vieillesse : *Discussion générale (Economiquement faibles)* [16 novembre 1955] (p. 5745); Art. 3 : *Amendement de M. de Tinguy (Majoration de l'allocation minimum au moins égale à 6.240 francs)* (p. 5752, 5753); Art. 6 : *Economiquement faibles, rentiers-viagers* (p. 5755, 5756); Art. 9 : *Son amendement (Emplois pour le personnel de plus de 50 ans)* (p. 5759, 5760); *le retire* (p. 5760); *Son amendement (Remboursement du trop-perçu)* (p. 5760); *le modifie* (ibid.); *Son amendement (Années de travail effectuées dans les territoires d'outre-mer, les Etats associés ou à l'étranger)* (p. 5761); *le retire* (ibid.); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la revision triennale des baux commerciaux : *Variation de 15 0/0 des indices économiques* [17 novembre 1955] (p. 5800); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux infractions à la législation économique : *Ses explications de vote* [17 novembre 1955] (p. 5804); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux budgets de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la libération pour novembre et décembre 1955, en qualité de *Rapporteur*; *Traitements* [22 novembre 1955] (p. 5909, 5911); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Motion préjudicielle de M. Ramarony (Abrogation du décret du 20 mai sur les « fausses coopératives »)* [23 novembre 1955] (p. 5951).

FRÉDET (M. Maurice), Député d'Eure-et-Loir (R. I.).

Son élection est validée [4 décembre 1951] (p. 8756). — Est nommé : Vice-Président de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [22 juillet 1953] (**F. n° 281**), [19 janvier 1955] (**F. n° 482**); Secrétaire de la Commission de la famille de la population et de la santé publique [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**); membre de la Commission de la famille, de la population et

de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission de la défense nationale [28 août 1951] (**F. n° 27**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [6 juillet 1954] (**F. n° 405**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission de la défense nationale pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**).

Dépôts :

Le 15 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 936) tendant à modifier l'article 37 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, modifié par la loi du 14 juillet 1933, en ce qui concerne les étudiants en médecine, en pharmacie et en art dentaire, **n° 1565**. — Le 29 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi sur l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés, **n° 1749**. — Le 12 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour reconstituer le stock de vaccin nécessaire à la lutte contre l'épidémie de fièvre aphteuse, **n° 3620**. — Le 3 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis (n° 3794) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1749) adopté par l'Assemblée Nationale sur l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés, **n° 3950**. — Le 18 novembre 1952, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 4187) portant affectation de crédits, **n° 4782**. — Le 22 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales, **n° 4843**. — Le 20 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier les lois du 5 septembre 1947 et du 29 juin 1949 fixant le régime général des élections municipales, **n° 5619**. — Le 12 février 1954, un rapport au nom de la Commis-

sion de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 6328) de M. Coupigny, sénateur, relative aux médecins et pharmaciens intégrés dans l'armée active sans concours du fait des événements de guerre, **n° 7760**. — Le 4 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi (n° 4413) portant abrogation de la loi n° 46-2193 du 11 octobre 1946, **n° 7945**. — Le 18 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République (n° 8800), sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (n-8° n° 1263) tendant à abroger la loi n° 46-2193 du 11 octobre 1946 relative à certaines conditions d'accès au diplôme d'Etat de docteur en médecine, de chirurgien-dentiste et de pharmacien, et à modifier l'article 360 du Code de la santé publique, **n° 9501**. — Le 25 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 2550) de MM. Frugier, Couinaud et Puy tendant à permettre aux étudiants en médecine externes des hôpitaux et préparant l'internat des hôpitaux d'une ville de faculté de bénéficier d'un sursis d'études jusqu'à l'âge de 30 ans, **n° 9571**. — Le 23 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 9451) accordant une majoration d'ancienneté de grade aux militaires des réserves nommés aux grades de médecin, pharmacien ou vétérinaire sous-lieutenants de réserve ou aux grades de médecin ou pharmacien-chimiste de 3^e classe de réserve, **n° 10498**. — Le 9 novembre 1955, une proposition de loi tendant à exonérer du versement forfaitaire de 5 0/0 les rémunérations versées aux apprentis, **n° 11840**. — Le 24 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11510) relatif à l'organisation des cadres d'active et de réserve de l'armée de l'air, **n° 11949**.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département du Cantal [5 juillet 1951] (p. 5875). — Est entendu sur une demande de prolongation de délai présentée par le Conseil de la République pour l'examen du statut des personnels communaux [7 août 1951] (p. 6230). — Prend

part à la discussion : du projet de loi portant majoration des allocations aux vieux travailleurs et des prestations familiales : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 septembre 1951] (p. 7627); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Le programme électoral des indépendants paysans, le déficit des sociétés nationales, les impôts qui pèsent sur l'agriculture et l'alimentation)* [30 décembre 1951] (p. 10290 et suiv.). — d'une proposition de loi relative à la durée du service actif des sursitaires : *Discussion générale* [13 mars 1952] (p. 1263); — du projet de loi relatif à l'utilisation thérapeutique du sang humain; en qualité de *Rapporteur* [14 mars 1952] (p. 1324); Article premier : *Amendement de M. Coudray tendant à faire figurer la loi dans le Code de la pharmacie* (p. 1322); *Amendement de M. Barrot tendant à ne pas appliquer la loi aux sérums anti-microbiens d'origine humaine* (p. 1323, 1324); Art. 2 : *Amendement de M. Ribère tendant à ne prélever de sang humain que sous la supervision d'un médecin* (p. 1324); Art. 4 : *Amendement de M. Barrot relatif au personnel chargé du contrôle et de la conservation du sang* (p. 1325, 1326); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1326); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 4 : *400 milliards pour les réparations des dommages de guerre* [2 avril 1952] (p. 1756, 1757); Art. 11 : *Fixation des tarifs appliqués dans les hôpitaux aux assurés sociaux* [3 avril 1952] (p. 1834); Art 13 : *Amendement de Mme François tendant à supprimer l'article prévoyant le non-remboursement d'une hospitalisation de durée excessive* (p. 1835); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la défense nationale en 1952; Etat A, Section commune, SERVICE DE SANTÉ, Chap. 1110 : *Solde du personnel officier (Insuffisance de l'organisation sanitaire en cas de guerre)* [13 juin 1952] (p. 2886, 2887). — Dépose une demande d'interpellation sur la production de vaccin de manière à permettre l'immunisation des étables menacées par la fièvre aphteuse [26 juin 1952] (p. 3216); La développe (*Ses observations sur l'épidémie de fièvre aphteuse, l'insuffisance des stocks de vaccin*) [8 juillet 1952] (p. 3367, 3368). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat B, Chap. 4628 :

Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'assistance aux malades mentaux (Encombrement des asiles) [30 octobre 1952] (p. 4613, 4614); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 29 *ter* : *Demande de disjonction de l'article fixant à 14 0/0 des taxes sur les carburants, le prélèvement pour le fonds d'investissements routiers, présentée par M. Sibué (Dotation insuffisante du fonds)* [11 décembre 1952] (p. 6155); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption des articles 128, 129, 130 relatifs à la cotisation patronale pour les allocations familiales (Déficit de l'assurance maladie comblé par les excédents des allocations familiales)* [22 décembre 1952] (p. 7011, 7012); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires, amendé par le Conseil de la République, DÉFENSE NATIONALE, Etat A, Section commune. Chap. 3161 : *Son amendement tendant à maintenir la réduction de 1.000 francs sur les crédits du service de santé (Fusion des services de santé des trois armes)* [3 février 1953] (p. 879, 880); *Le retire* (p. 880); — du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères; Article additionnel : *Sous-Amendement de M. Lamps tendant à permettre au Gouvernement de majorer le prix des tabacs étrangers de luxe* [5 mars 1953] (p. 1610); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1618); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ordre du jour de confiance implicite présenté par M. Charpentier (Eloges des efforts accomplis par le Gouvernement, améliorations possibles, financement des stocks de blé en particulier, application à surveiller, allusion à certains hauts fonctionnaires)* [22 octobre 1953] (p. 4502, 4503); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 4691 : *Secours aux victimes des calamités publiques (Corps des sapeurs-pompiers)* [8 décembre 1953] (p. 6283); Chap. 3131 : *Amendement de M. Quinson tendant à rétablir les crédits pour la protection civile (Insuffisance des crédits)* (p. 6286); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Taux excessif de la taxe pour le fonds d'encouragement à la production textile et mauvaise répartition des crédits)* [30 décembre 1953] (p. 7044); — d'un projet de loi relatif aux

dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORGES ARMÉES : *Motion préjudicielle de M. Cayeux tendant à suspendre la discussion du budget de la défense nationale jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale soit saisie d'une loi-programme de protection civile* [18 mars 1954] (p. 984, 985); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques dangereux pour autrui; Art. 11 : *Examen médical, dosage de l'alcool en cas d'accident* [6 avril 1954] (p. 1780); *Ses explications de vote : Respect de la liberté individuelle* (p. 1782); — des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Participation du pays entier aux erreurs successives commises en Indochine, responsabilités propres des U.S.A. (Anti-colonialisme); Impossibilité d'une attitude neutraliste en Asie, mais nécessité de réduire nos efforts à la mesure de nos forces diminuées; Refus de passer entièrement la main aux U.S.A., « sauf au cas où la sécurité du corps expéditionnaire se trouverait dangereusement menacée »; Renforts immédiats nécessaires au Tonkin pour négocier; Ne pas tolérer le veto du Viet Nam (Sa participation insuffisante au combat)* [2 juin 1954] (p. 2785 et suiv.); *Son ordre du jour (accepté par le Gouvernement) avec demande de priorité : « Prend acte des déclarations du Gouvernement touchant les efforts de notre délégation à Genève »* [9 juin 1954] (p. 2873); *Le soutient : limites à l'héroïsme (« Aller jusqu'à l'extrême limite de ses moyens »); Recours éventuel à l'aide américaine au cas seulement où la sécurité du Corps expéditionnaire se trouverait « dangereusement menacée »; Renforts militaires immédiats pour appuyer la négociation; Subordination « réaliste » des intérêts propres du Viet Nam, à la mesure du concours militaire apporté; hommage à la résistance glorieuse de Dien-Bien-Phu* (p. 2874, 2875); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Répartition plus équitable des charges fiscales)* [6 juillet 1954] (p. 3236). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'organisation du dépistage du cancer : *Nécessité de faire aller de pair la lutte prophylactique du cancer et la lutte contre l'alcoolisme* [20 juillet 1954] (p. 3445, 3447). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955, Etat B, Chap. 6550 : *Demande de disjonction présentée*

par M. Leenhardt (Réseaux d'égouts urbains) [23 novembre 1954] (p. 5327); — d'interpellation sur la situation en Afrique du Nord : *Dissolution d'unités comportant des bataillons adaptés à l'Afrique du Nord* [3 février 1955] (p. 685, 686); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la protection des appellations d'origine des fromages; Art. 3 : *Teneur en matières grasses* [2 mars 1955] (p. 953); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à l'article 55 du Code civil, Article unique : *Accouchements en maison maternelle* [22 mars 1955] (p. 1831, 1832). — Est entendu sur une demande de retrait de l'ordre du jour, formulée par M. Coudray : *Son rappel au règlement (Pointage)* [23 mars 1955] (p. 1864). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisionnels des services militaires pour juillet 1955 : *Ses explications de vote (Convocation des agriculteurs réservistes)* [29 juillet 1955] (p. 3451); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées* [2 novembre 1955] (p. 5483); — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (limitation des débits de boissons), Art. 10 : *Interdiction d'employer des mineurs de moins de 20 ans dans les débits de boissons, son amendement (Exception pour les élèves des écoles hôtelières)* [8 novembre 1955] (p. 5531, 5532); Art. 8 : *Délimitation des zones protégées* [9 novembre 1955] (p. 5579). = S'excuse de son absence [18 octobre 1955] (p. 5128). = Obtient un congé [18 octobre 1955] (p. 5128).

FRUGIER (M. Jean), Député de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription) (R. I.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé : Vice-Président de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**); Secrétaire de la Commission des affaires étrangères [20 janvier 1955] (**F. n° 483**). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage uni-

versel, du règlement et des pétitions [4 septembre 1951] (F. n° 33); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [3 novembre 1953] (F. n° 299); de la Commission des affaires étrangères [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505). — Est nommé juge suppléant de la Haute Cour de justice (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (F. n° 28),

Dépôts :

Le 9 août 1951, une proposition de loi relative à la création d'une direction de la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence au Ministère de la Santé publique et de la Population, n° 639. — Le 7 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 639) de M. Frugier relative à la création d'une direction de la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence au Ministère de la Santé publique et de la Population, n° 2374. — Le 7 février 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux étudiants en médecine externes des hôpitaux et préparant l'internat des hôpitaux d'une ville de faculté de bénéficier d'un sursis d'études jusqu'à l'âge de 30 ans, n° 2550. — Le 11 février 1952, une proposition de loi tendant à autoriser les caisses d'épargne à consentir aux particuliers des prêts hypothécaires dans les limites du dixième du montant total des fonds reçus de leurs déposants et avec un maximum de 1.500.000 francs par prêt hypothécaire, n° 2612. — Le 26 février 1952, une proposition de loi tendant à rajuster la pension de retraite des agents de l'ancien service de l'assurance-crédit d'Etat, n° 2797. — Le 4 décembre 1952, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 2878) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à l'organisation du service de santé scolaire et universitaire, n° 4967. — Le 17 décembre 1952, une proposition de loi portant création d'un institut du riz, n° 5124. — Le 7 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les conditions d'attribution des indemnités de

chômage, n° 6437. — Le 19 novembre 1953, un avis supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 2878) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à l'organisation du service de santé scolaire et universitaire, n° 7226. — Le 2 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 4851) de M. Marcel Ribère et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître aux directeurs des laboratoires d'analyses médicales le droit d'effectuer des prélèvements, n° 7355. — Le 10 décembre 1953, une proposition de loi tendant à abolir le privilège des bouilleurs de cru, n° 7425. — Le 14 janvier 1954, une proposition de loi tendant à promouvoir dans le grade supérieur, à titre honorifique, les officiers de réserve combattants des deux guerres et rayés des cadres par suite de la limite d'âge après 1940, n° 7610. — Le 23 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit de 10 millions pour la construction d'un égout collecteur desservant l'hôpital-sana d'Eaubonne (Seine-et-Oise), n° 7865. — Le 7 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir au grade d'aspirant les élèves des services de santé des armées dans les mêmes conditions de temps que les élèves de Saint-Cyr, de l'Ecole navale et de l'Ecole de l'air, n° 8289. — Le 8 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 46-857 du 30 avril 1946 relative à la réglementation de l'exercice des professions de masseur, de gymnaste médical et de pédicure, n° 8839. — Le 3 mars 1955, une proposition de loi tendant à compléter le premier alinéa de l'article 182 du Code de la santé publique relatif à la protection sanitaire de la famille et de l'enfance, n° 10261. — Le 23 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 8839) de M. Frugier tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 46-857 du 30 avril 1946 relative à la réglementation de l'exercice des professions de masseur, de gymnaste médical et de pédicure, n° 10496. — Le 30 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 5868) de Mme François

et plusieurs de ses collègues tendant à l'enseignement et au développement de la méthode d'accouchement sans douleur par psychotérapie. **n° 10558**. — Le 30 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 10261) de M. Frugier tendant à compléter le premier alinéa de l'article 182 du Code de la santé publique relatif à la protection sanitaire de la famille et de l'enfance, **n° 10559**.

Interventions :

Est élu *Juge suppléant de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534), — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Réforme nécessaire de la sécurité sociale)* [30 août 1951] (p. 6631, 6632) ; — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à majorer de 50 0/0 les allocations familiales* [20 septembre 1951] (p. 7514, 7515, 7517) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 5140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enfance inadaptée (Enfants anormaux et dévoyés)* [5 décembre 1951] (p. 8815, 8816) ; *le retire* (p. 8817) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales ; Art. 2 : *Suite du débat* [4 janvier 1952] (p. 140). — Ses rapports sur des pétitions [4 janvier 1952] (p. 142). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prix imposés ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exclure les prix des prestations de service fournies par les professions libérales* [20 juin 1952] (p. 3085, 3086) ; *le retire* (p. 3086) ; — du projet de loi relatif au Fonds de développement de l'industrie cinématographique : *Discussion générale (Ses observations sur l'immoralité des films français)* [19 février 1953] (p. 1172) ; — du projet de loi portant majoration des allocations familiales ; en qualité de *Rapporteur pour avis : Pratique illégale du Gouvernement comblant le déficit général de la sécurité sociale avec les excédents des caisses familiales ; nécessité d'aborder l'étude d'ensemble du budget social de la nation* [30 octobre 1953] (p. 4711) ; — des interpellations sur le krach du Crédit mutuel du bâtiment : *Discussion générale*

(*La misère des 9.000 épargnants ruinés, les Building societies en Angleterre, l'indemnisation des 9.000 victimes*) [2 décembre 1953] (p. 5827, 5828) ; — d'un projet de loi portant sur les dispositions financières et réglementaires relatives au Crédit mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé : *Discussion générale (Restauration d'un climat de confiance, mobilisation des créances hypothécaires du Crédit mutuel du bâtiment, facilités de trésorerie accordées aux acquéreurs d'immeubles, création de la Compagnie française d'épargne)* [18 février 1954] (p. 381, 382) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap 31-01 : *Contrôle des médicaments, maintien des établissements hospitaliers ruraux* [1^{er} décembre 1954] (p. 5653) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour 1955, SERVICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ; Etat A Chap 42-22 : *Relations culturelles avec l'étranger (Influence française dans le Proche-Orient)* [6 décembre 1954] (p. 5862). = S'excuse de son absence [4 mai 1954] (p. 2089), [23 juillet 1955] (p. 4099), [18 octobre 1955] (p. 5128). = Obtient des congés [4 mai 1954] (p. 2089), [23 juillet 1955] (p. 4099), [18 octobre 1955] (p. 5128).

FURAUD (M. Jacques), *Député de la Charente (R. S.)*.

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). = Est nommé : membre de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; par la Commission de la production industrielle pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**), [5 mars 1954] (**F. n° 358**), [2 février 1955] (**F. n° 492**). — Est élu Vice-Président de cette Commission [11 mars 1955] (**F. n° 506**).

Dépôts :

Le 4 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 51-590 du 23 mai 1951 portant codification des textes législatifs concernant les pensions civiles et

militaires de retraite, n° 1825. — Le 4 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 51-469 du 24 avril 1951 portant codification des textes législatifs concernant les pensions militaires d'invalidité, les diverses pensions d'invalidité soumises à un régime analogue, les droits et avantages attachés à la qualité d'ancien combattant ou de victime de la guerre, n° 1827. — Le 11 février 1952, une proposition de loi tendant à autoriser l'Administration des postes, télégraphes et téléphones à affecter en totalité à la construction de logements destinés à son personnel les recettes tirées de la publicité faite par l'utilisation extensive de ses moyens d'action, n° 2609. — Le 25 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions en vue de réaliser effectivement l'intégration additionnelle de 2.200 agents des P. T. T. dans le corps des contrôleurs, n° 2740. — Le 18 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier ou compléter les dispositions des articles 32, 36, 63 et 64 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, ainsi que les articles correspondants du décret n° 51-590 du 23 mai 1951, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 2957. — Le 10 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour rendre effectives les possibilités d'accès des contrôleurs principaux féminins des P.T.T. aux classes exceptionnelles de leur grade, n° 3611. — Le 17 juin 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 29 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952 relatif au délai d'exigibilité des impôts directs, n° 3694. — Le 13 novembre 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 29 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952 relatif au d'exigibilité des impôts directs en faveur des commerçants détaillants créanciers de l'Etat pour leurs dommages de guerre et dont les rôles sont mis en recouvrement au cours de l'année, n° 4739. — Le 20 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4, alinéa 2, de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 relatif aux conditions du droit à pension, n° 8902. — Le 8 novembre 1955, une proposition de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 9 du décret n° 55-1223 du 17 septembre 1955 fixant les conditions d'exonération de l'impôt de 5 0/0 sur les salaires et cotisations sociales en faveur des entreprises

faisant participer leur personnel à l'accroissement de la productivité, n° 11808.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur le problème de l'énergie et des investissements)* [7 décembre 1951] (p. 8921, 8922); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; EDUCATION NATIONALE, Chap. 11-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales primaires (Circulaires de M. Gossot, inspecteur d'Académie de Charente)* [19 décembre 1951] (p. 9370, 9371); *le retire* (p. 9373); P.T.T. Chap. 11-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités spéciales (Recrutement des agents d'exploitation)* [23 décembre 1951] (p. 9674); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B, ENERGIE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts à Electricité de France (Développement du plan d'équipement)* [27 décembre 1951] (p. 9955); *le retire* (p. 9956); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Plantons des P. T. T.)* [14 novembre 1952] (p. 5133, 5134); Chap. 10-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux mixtes (Contrôleurs féminins principaux)* (p. 5137); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bureaux mixtes (Reclassement indiciaire des contrôleurs)* (p. 5137, 5138); Chap. 10-80 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire des services extérieurs (Receveurs des petits bureaux)* (p. 5143); Chap. 10-90 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de remplacement (Recrutement d'employés par les receveurs directeurs de petits bureaux)* (p. 5144); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 4, Etat D : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prêts*

de l'E. D. F. (*Insuffisance des investissements pour la production d'électricité thermique et hydro-électrique*) [20 décembre 1952] (p. 6748 et suiv.); le retire (p. 6750); — du projet de loi portant création d'un bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières; Art. 3 : *Son amendement relatif à la création de sociétés d'exploitation avec une participation limitée à 33 0/0 de l'Etat pour ne pas étatiser les sociétés minières* [24 février 1953] (p. 1281); le retire (p. 1283); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); INDUSTRIE ET COMMERCE, Art. 1^{er}, Etat A, Titre III, Chap. 36-51 : *Centre national de la cinématographie; son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Films de court métrage)* [3 novembre 1953] (p. 4747); P.T.T., Etat A, Chap. 1000 : *Administration centrale (Statut des plantons)* [7 décembre 1953] (p. 6204); *Insuffisance du réseau des télécommunications et de l'équipement téléphonique* (p. 6205, 6206); Chap. 10-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux mixtes (Déclassement des fonctionnaires féminines)* (p. 6212); le retire (ibid.); Chap. 10-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel du service des télécommunications (Lignes à grande distance)* (p. 6225); Chap. 11-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour mesures diverses pour le personnel (Remise des primes accordées pour le placement des emprunts)* (p. 6236, 6237); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, amené par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 43-12 : *Son amendement tendant à re-*

prendre le chiffre du Conseil de la République pour la formation professionnelle des adultes (Insuffisance des crédits pour la formation de 21.000 stagiaires) [30 décembre 1953] (p. 7037, 7038); — d'une proposition de loi sur l'étatisation d'entreprises publiques : *Discussion générale (Abrogation des décrets du 11 mai 1953 qui établissent un renforcement du contrôle autoritaire et administratif, exemple de la S.N.E.C.M.A., nationalisation ne signifie pas étatisation, réalisation d'une autonomie financière et technique, association du personnel aux résultats de la gestion)* [11 mars 1954] (p. 808, 809); — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif aux tarifs des droits de douane d'importation; Art. 1^{er} : *Son amendement (Exonération des droits de douanes sur les matériels d'équipement importés entre le 17 octobre 1948 et le 31 décembre 1952)* [6 avril 1954] (p. 1801); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance : *Discussion générale (Submersion de Savines et d'Ubaye)* [13 août 1954] (p. 4226, 4227); — du projet de loi relatif au MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 10-20 : *Son amendement indicatif (Situation des surveillantes et surveillantes principales)* [10 novembre 1954] (p. 4875); *Son article additionnel (Grade dans lequel les élèves de l'école nationale des P.T.T. doivent être nommés)* (p. 4895). = S'excuse de son absence [2 mars 1954] (p. 586); [1^{er} juin 1954] (p. 2712); [20 juillet 1954] (p. 3420); [5 juillet 1955] (p. 3599). = Obtient des congés [2 mars 1954] (p. 586); [1^{er} juin 1954] (p. 2712); [20 juillet 1954] (p. 3420); [5 juillet 1955] (p. 3599).





GABELLE (M. Pierre), *Député du Loiret*
(M. R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); membre titulaire de cette Commission [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné : par la Commission des finances pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission centrale de classement des débits de tabac [29 août 1951] (**F. n° 30**); par l'Assemblée Nationale pour la représenter au sein du conseil d'administration de la Caisse autonome de la reconstruction [3 septembre 1951] (**F. n° 32**). — Est nommé membre de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [24 juillet 1951] (**F. n° 11**). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [31 janvier 1955] (**F. n° 490**).

Dépôts :

Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à réglementer la profession d'horticulteur et de pépiniériste, **n° 505**. — Le 6 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 996) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Travaux publics, Transports et

Tourisme (I : Travaux publics, Transports et Tourisme), **n° 1367**. — Le 22 novembre 1951, une proposition de loi tendant à exclure l'imposition des traitements et salaires à la taxe proportionnelle et à rendre au Parlement ses prérogatives en matière de législation fiscale, **n° 1677**. — Le 29 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le régime de suppléance électrique des receveurs-distributeurs des P.T.T., de manière à ce que l'Administration des P.T.T. soit l'employeur direct des suppléants, **n° 1755**. — Le 30 novembre 1951, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950 accordant des facilités de transport par chemins de fer aux conjoints des bénéficiaires de ladite loi, **n° 1775**. — Le 6 décembre 1951, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950 accordant des facilités de transport par chemins de fer aux conjoints des bénéficiaires de ladite loi, **n° 1865**. — Le 6 décembre 1951, une proposition de loi tendant à réviser certaines rentes viagères, **n° 1885**. — Le 18 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 1913) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 996) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Travaux publics, Transports et Tourisme (I : Travaux publics, Transports et Tourisme), **n° 2046**. — Le 21 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant insti-

tution de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés et réglementant les titres et les professions d'expert-comptable et de comptable agréé, n° 2157. — Le 9 janvier 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur le rapport (n° 497) (fait au cours de la précédente législature) par M. Midol au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français, n° 2384. — Le 28 mars 1952, une proposition de loi tendant à fixer l'interprétation de l'article 259 du Code général des impôts en matière de transports internationaux, n° 3101. — Le 18 juin 1952, une proposition de loi tendant à exclure du montant des ressources retenues en vue de l'attribution de l'allocation temporaire aux vieux, la majoration de 12,50 0/0 sur les pensions des veuves de guerre, n° 3712. — Le 9 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4011) portant ouverture de deux comptes spéciaux du Trésor et ouvrant au Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme et au Ministre de l'Intérieur, des crédits d'engagement au titre du Fonds spécial d'investissement routier, n° 4045. — Le 14 juillet 1952, une proposition de loi tendant à exonérer des droits de succession les sommes inscrites sur les livrets de caisses d'épargne, n° 4143. — Le 9 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4269) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Travaux publics, Transports et Tourisme (I : Travaux publics, Transports et Tourisme), n° 4348. — Le 26 novembre 1952, une proposition de loi tendant à instituer le livret d'épargne-construction, n° 4868. — Le 27 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 3 juillet 1944 précisant la situation au regard de la législation du travail, des gérants de succursales de maisons d'alimentation de détail, n° 4892. — Le 19 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 4757) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4269) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Travaux publics, Transports et Tourisme (I : Travaux

publics, Transports et Tourisme), n° 5170. — Le 12 mars 1953, une proposition de loi tendant à revaloriser les rentes viagères de la Caisse autonome d'amortissement, n° 5851. — Le 24 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à allouer au personnel des P. T. T. chargé de la distribution et de la manutention, ainsi qu'aux agents qui effectuent le transport des dépêches, des indemnités de risque équivalentes à celles dont bénéficient les agents des douanes, n° 5999. — Le 25 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 20 avril la date limite du dépôt des déclarations des bénéficiaires industriels et commerciaux, n° 6006. — Le 15 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6752), relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954, n° 6865. — Le 3 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur : 1° le projet de loi (n° 6951) portant création de ressources au profit du Fonds d'assainissement du marché de la viande ; 2° la proposition de loi de M. Raffarin et plusieurs de ses collègues (n° 6929) tendant à la création et au financement d'un fonds spécial d'assainissement du marché de la viande, n° 7057. — Le 18 novembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6752) et la lettre rectificative (n° 7110) au projet de loi relatifs au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954, n° 7201. — Le 27 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7255) donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi (n° 6951) adopté par l'Assemblée Nationale portant création de ressources au profit du Fonds d'assainissement du marché de la viande, n° 7325. — Le 31 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1954, n° 7578. — Le 11 février 1954, une proposition de loi tendant à permettre aux contribuables qui ont un ou plusieurs ascendants à charge de déduire de leur revenu imposable à la surtaxe progressive une somme égale à 132.000 francs ou 180.000 francs selon les cas,

n° 7737. — Le 9 juin 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 4284) portant création d'un corps d'adjoints techniques dans l'Administration des Eaux et Forêts, **n° 8614.** — Le 9 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7759) tendant à modifier la loi n° 50-960 du 8 août 1950 relative à l'aide financière apportée aux agriculteurs victimes de calamités publiques, **n° 8615.** — Le 10 juin 1954, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, la fraction des arrérages servis aux titulaires de rentes viagères à capital aliéné qui correspond au remboursement d'un capital, **n° 8629.** — Le 13 août 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de MM. Laborbe, Viatte et Sourbet (n° 2997) tendant à modifier la législation relative à la protection des appellations d'origine, **n° 9185.** — Le 22 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9285) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1955, **n° 9525.** — Le 26 novembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9285) et la lettre rectificative (n° 9599) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1955, **n° 9600.** — Le 9 décembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 22 décembre 1937 modifiant l'article premier de la loi du 12 décembre 1934 établissant de nouvelles règles pour l'attribution de la médaille d'honneur spéciale des sapeurs-pompiers communaux et créant de nouveaux échelons de cette médaille, **n° 9675.** — Le 26 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1955, **n° 9994.** — Le 1^{er} février 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modifications par l'Assemblée Nationale en deuxième lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses

du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1955, **n° 10057.** — Le 2 février 1955, une proposition de loi tendant à appliquer à tous les rentiers viagers les taux et tranches de majoration dont bénéficient les rentes ayant fait l'objet de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 modifiée, **n° 10076.** — Le 17 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 10240) de M. Lalle relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers, **n° 10435.** — Le 31 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, modifiée par le Conseil de la République relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers, **n° 10583.** — Le 2 avril 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, adoptée avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, modifiée par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, relative au Fonds d'assainissement du marché de la viande et des produits laitiers, **n° 10624.** — Le 6 mai 1955, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des majorations aux rentes viagères servies en réparation d'un accident par les compagnies d'assurances à leurs propres assurés en vertu d'un contrat d'assurance individuelle, **n° 10686.** — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à porter à 1.000 0/0 le coefficient de majoration des rentes viagères constituées avant le 1^{er} octobre 1936, **n° 10969.** — Le 11 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11049) portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour les exercices 1955 et 1956, **n° 11181.** — Le 13 juillet 1955, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 7657) de M. Charpentier relative aux conditions de restitution aux agriculteurs expropriés des terrains militaires désaffectés, **n° 11210.** — Le 21 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compter à temps complet la durée du travail du receveur-distributeur lorsque son bureau est ouvert aux opérations postales, **n° 11270.** — Le 27 juillet 1955, une proposition de loi tendant à réformer le régime fiscal concernant les actes judiciaires

et extra-judiciaires, n° 11342. — Le 4 août 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11049), adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour les exercices 1955 et 1956, n° 11425. — Le 24 novembre 1955, un avis au nom de la Commission des finances en application de l'article 57 *bis* du Règlement, sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues (n° 310) tendant à l'application à l'agriculture du salaire minimum national interprofessionnel garanti dans les mêmes conditions que les professions industrielles et commerciales ; 2° de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues (n° 5465) tendant à porter le salaire minimum garanti applicable aux travailleurs des professions agricoles, à parité avec celui de l'industrie et du commerce ; 3° de M. Loustau et plusieurs de ses collègues (n° 5589) tendant à mettre à parité le salaire minimum garanti des travailleurs agricoles avec celui des professions industrielles et commerciales ; II. les propositions de résolution : 1° de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues (n° 6854) tendant à inviter le Gouvernement à fixer pour les travailleurs agricoles, le même salaire minimum garanti que pour les travailleurs de l'industrie et du commerce ; 2° de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues (n° 9334) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux travailleurs de l'agriculture la prime de 6 fr. 50 prévue par le décret n° 54-1003 du 9 octobre 1954, n° 11951.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : en qualité de *Rapporteur* [15 novembre 1951] (p. 8080, 8081) ; Chap. 1110 : *Amendement de M. Barthélémy tendant à réduire les crédits pour l'Institut géographique national (Salaires des ouvriers)* (p. 8084) ; Chap. 1130 : *Amendement de M. Barthélémy tendant à réduire les crédits pour le personnel ouvrier de l'Institut géographique national (Octroi de bleus de travail aux ouvriers)* (p. 8084) ; Chap. 1180 : *Amendement de M. Marcel Noël tendant à réduire les crédits*

pour pensions et retraites (Affiliation du personnel routier à la Caisse autonome mutuelle) (p. 8086) ; Chap. 3010 : *Demande de rétablissement des crédits pour les bureaux des Ponts-et-Chaussées, présentée par le Gouvernement* (p. 8087) ; Chap. 3120 : *Remboursements à diverses administrations* (p. 8087) ; Chap. 4010 : *Amendement de M. Sibué tendant à réduire les crédits pour les prestations facultatives (Subventions aux mutuelles)* (p. 8089) ; Chap. 5090 : *Amendement de M. Lemaire tendant à réduire de 1.000 francs la subvention d'équilibre à la S.N.C.F. (Raisons du déficit de la S.N.C.F.)* [16 novembre 1951] (p. 8121) ; Chap. 6010 : *Amendement de M. Pierrard tendant à réduire les crédits pour les donations (Aménagements du port de Dunkerque)* (p. 8122) ; Chap. 1140 : *Direction générale du tourisme* (p. 8123) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : Article additionnel : *Amendement de M. Coudray, relatif aux frais d'inscriptions hypothécaires* [24 décembre 1951] (p. 9812) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales ; Article premier : *Son amendement tendant à prévoir un délai de 4 mois pour la réorganisation partielle seulement de la S.N.C.F.* [4 janvier 1952] (p. 122) ; *Est entendu sur la suite du débat* [5 janvier 1952] (p. 140) ; — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952, amendé par le Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur* [5 janvier 1952] (p. 146) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : Art. 6 : *Sous-amendement tendant à fixer un délai de six semaines pour le contrôle des décrets d'économies* [3 avril 1952] (p. 1804, 1805) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à empêcher le rétablissement de la taxe proportionnelle sur les salaires* (p. 1874) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 36 : *Son amendement tendant à exonérer les intérêts payés par les caisses d'épargne de la surtaxe progressive* [4 avril 1952] (p. 1913) ; *Son amendement tendant à interdire la modification de l'impôt sur les traitements et salaire par décret* (p. 1914, 1915) ; *Son amendement tendant à considérer comme enfants à charges les étudiants jusqu'à l'âge de 25 ans* (p. 1915) ; Art. 39 : *Son amendement relatif aux réductions accordées en fonction des enfants à charge* (p. 1918) ; Art. 65 : *Amendement de M. Meck relatif aux prêts des caisses d'épargne en Alsace-Lorraine* (p. 1937) ;

Art. 23 : *Amendement de M. Denais tendant à reprendre les articles 23 A à 23 E relatifs à la réorganisation de la S.N.C.F.* (p. 1950); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 23 quinquies : *Demande de disjonction de l'article prévoyant le recours de l'Etat, présentée par M. Rochet* [12 avril 1952] (p. 2264); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République de Tunisie; Article premier : *Son amendement tendant à reprendre le texte gouvernemental prévoyant l'élection des Conseillers par l'Assemblée Nationale sur présentation des membres français du grand Conseil de Tunisie et des conseils municipaux* [11 avril 1952] (p. 2205); — du projet de loi instituant le régime de l'allocation vieillesse des personnes non salariées, amendé par le Conseil de la République; Art. 14 : *Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au taux de la cotisation versée par les agriculteurs* [4 juillet 1952] (p. 3551); Art. 36 : *Amendement de M. Bénard tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le paiement de l'allocation à domicile* (p. 3555); — du projet de loi relatif aux crédits du fonds spécial d'investissements routiers; en qualité de *Rapporteur* [11 juillet 1952] (p. 3885); Article premier : *Demande de rétablissement d'un crédit de 60 millions pour le recrutement du personnel, présentée par le Gouvernement* (p. 3889); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [11 juillet 1952] (p. 3930). — Est entendu sur la question orale de M. Denais à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, au sujet des droits et intérêts des porteurs français des obligations néerlandaises « Carolus magnus » [10 octobre 1952] (p. 4209). -- Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de *Rapporteur* [24 octobre 1952] (p. 4402, 4403); Etat A, Chap. 3101 : *Amendements de MM. Penoy, Le Sénéchal et Rousselot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Équipement routier, retraites des cheminots)* (p. 4409); Chap. 3152 : *Amendement de M. Barthélémy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut géographique national (Salaires des ouvriers)* (p. 4415); Chap. 3392 : *Demande de rétablissement des*

crédits pour loyers et réquisitions, présentée par le Gouvernement (p. 4417); Article additionnel : *Amendement de Mme Lefebvre, tendant à accorder des facilités de transport aux conjoints et enfants mineurs des bénéficiaires de réductions* (p. 4428, 4429); *Demande de disjonction de l'amendement de Mme Lefebvre, présentée par le Gouvernement* (p. 4430); POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 1010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel des directions (Regroupement des inspecteurs et inspecteurs adjoints)* [14 novembre 1952] (p. 5136); Chap. 1020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux mixtes (Intégration des agents d'exploitation dans le corps des contrôleurs)* (p. 5139); Chap. 1050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des chèques postaux (Employés faisant fonction d'un grade supérieur)* (p. 5141, 5142); Chap. 6090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le financement des travaux d'établissement* [15 novembre 1952] (p. 5257); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, Article additionnel : *Son amendement tendant à soumettre tout licenciement à une commission paritaire* [27 novembre 1952] (p. 5750, 5751); *Amendement de M. Dorey tendant à intégrer 30 fonctionnaires supérieurs de Tunisie dans le corps des administrateurs civils* (p. 5751); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 99 : *Amendement de M. Boscury-Monsservin, tendant à supprimer l'article interdisant les exonérations d'impôts ou diminutions de recettes* [12 décembre 1952] (p. 6235); *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase prévoyant la caducité de l'article en certains cas* (p. 6235); Art. 128 : *Date du vote sur la question de confiance posée sur la cotisation pour les allocations familiales* (p. 6279); Article additionnel : *Amendement de M. Boucom relatif aux artisans des stations balnéaires ou climatiques* [21 décembre 1952] (p. 6880); *Son amendement tendant à majorer l'abattement pour charges de famille* (p. 6886); *Son amendement tendant à exonérer de droits de mutation par décès le montant des livrets de Caisse d'épargne* (p. 6907, 6908); *Son amendement tendant à abroger le droit de timbre sur les contrats de transports* (p. 6909); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en

1953; Art. 27 *ter* : *Sa demande de disjonction de l'article utilisant les dépôts de la Caisse d'épargne pour des prêts* [20 décembre 1952] (p. 6767); Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre aux organismes d'H.L.M. de faire des dépôts à la Caisse d'épargne sans limitation de somme* (p. 6782); *Amendement de M. Benoist tendant à abroger l'article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 limitant le remboursement intégral des dommages de guerre* [21 décembre 1952] (p. 6953); Art. 47 *bis* : *Prêts des sociétés d'assurances et de capitalisation aux H.L.M. avec la garantie de l'Etat* (p. 6963); Art. 47 *ter* : *Dépôts aux caisses d'épargne sans limitation de plafond pour les organismes d'habitations à loyer modéré* (p. 6963); Art. 47 *quinquies* : *Amendement de M. Minjot tendant à supprimer la redevance établie pour le fonds de solidarité prévu par la loi du 2 novembre 1945* (p. 6964); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 7 : *Son amendement tendant à réserver un tiers des crédits globaux pour l'accession à la propriété* [23 janvier 1953] (p. 210); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 47 *ter* : *Amendement de M. Minjot tendant à permettre aux sociétés d'H.L.M. de faire des dépôts à la Caisse d'épargne sans limitation* [5 février 1953] (p. 954, 955); Art. 27 *ter* : *Amendement de M. Mazier tendant à rétablir l'article créant une commission auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour orienter l'octroi des prêts et placements* (p. 1007 et suiv.); — du projet de loi portant ratification de décrets, ouverture et annulation de crédits pour 1952; (Aide à la Yougoslavie); Etat B, EDUCATION NATIONALE, Chap. 4020 : *Bourses nationales (Etudiants antillais à Bordeaux)* [5 février 1953] (p. 925); — d'une proposition de loi relative à diverses dispositions intéressant l'épargne amendée par le Conseil de la République; Art. 13 : *Création d'un fonds de propagande en faveur de l'épargne* [6 février 1953] (p. 1011); — du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères : *Discussion générale (Ses observations sur les pourcentages de revalorisation des rentes, les rentiers viagers de la Caisse autonome d'amortissement, les impôts payés par les rentiers viagers)* [3 mars 1953] (p. 1555, 1556); — d'une proposition de loi relative aux allocations familiales des marins pêcheurs d'Algérie; en qualité de *Rapporteur pour avis*

[20 mars 1953] (p. 2096); — du projet de loi instituant l'épargne-construction; Art. 2 : *Amendement de M. Pierre André tendant à simplifier les conditions de liquidation des bonifications d'épargne* [20 mars 1953] (p. 2097, 2098); *Amendement de M. Crouzier, André, Guiguen, Halbout, relatifs aux délais de préavis en cas de retrait de comptes et de remboursement (Mise à la disposition des déposants des sommes nécessaires à l'achat d'un terrain)* (p. 2100); — du projet de loi relatif à la construction de logements économiques; Article premier : *Son sous-amendement tendant à prévoir des avantages particuliers pour les H.L.M.* [21 mars 1953] (p. 2168); — du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse : *Discussion générale (Ses observations sur le coût de la gratuité de la vaccination évalué à un milliard, l'application de l'article premier de la loi de finances)* [24 mars 1953] (p. 2286); Art. 4 : *Application de l'article premier de la loi de finances aux exonérations de taxes prévues sur les vaccins* (p. 2293). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Discussion en deuxième lecture du texte majorant les rentes viagères* [28 mars 1953] (p. 2552). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendement de M. Pierre André tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale portant à 50 0/0 de l'évaluation, le versement des acomptes faits au début des travaux* [28 mars 1953] (p. 2556); — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré, amendé par le Conseil de la République; Art. A : *Amendement de M. Halbout tendant à supprimer le troisième alinéa n'appliquant qu'à partir du 1^{er} janvier 1954 la disposition autorisant à contracter une assurance vie à primes annuelles* [28 mars 1953] (p. 2558); Art. 3 *bis* : *Amendement de M. Midol tendant à reprendre le texte du Conseil de la République mentionnant les coopératives de constructions (Associations de castors)* (p. 2559); — du projet de loi relatif au redressement financier; Art. 2 : *Son amendement tendant à ce que les dispositions de l'article ne s'appliquent pas à la législation relative à la sécurité sociale et aux allocations familiales* [19 mai 1953] (p. 2796); — du projet de loi portant aménagements fiscaux (Titres II, IV et V); Articles additionnels : *Amendement de M. Charpentier portant régime*

de faveur pour la prorogation des sociétés coopératives (Liquidation du droit proportionnel sur le montant du capital social, et non du capital réel) [9 juillet 1953] (p. 3429) ; Amendement de M. Charpentier portant régime de faveur pour la prorogation des sociétés coopératives (Nombres prorogations imminentes, difficultés d'application à prévoir) (p. 3430) ; — d'une proposition de loi portant amnistie, amendée par le Conseil de la République ; Art. 28 *ter* : Exclusion des infractions à la réglementation des changes et à la législation fiscale ; Son amendement tendant à y ajouter, comme en première lecture, les infractions à la législation économique et aux articles 419 et 420 du Code pénal (Amnisties récentes déjà accordées en matière économique et fiscale, divergences et vote contestable au Conseil de la République, importantes recettes recouvrables en ne suivant pas celui-ci ; avis unanime des deux Commissions des finances) [24 juillet 1953] (p. 3941) ; — du projet de loi portant création de ressources pour le fonds d'assainissement du marché de la viande, en qualité de Rapporteur : Prélèvement de 10 0/0 sur le produit de la taxe de circulation sur les viandes [13 novembre 1953] (p. 5034, 5035) ; Article unique : Amendement de M. Lalle tendant à affecter le produit du prélèvement de 10 0/0 sur la taxe de circulation des viandes au fonds d'assainissement et au fonds de garantie mutuelle créés par décret (p. 5046) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur : Amputation des ressources du fonds par le Conseil de la République [28 novembre 1953] (p. 5667) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; AGRICULTURE, en qualité de Rapporteur [3 décembre 1953] (p. 5902 et suiv.) ; Etat A, Chap. 31-25 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des haras (Réforme du service) (p. 5925) ; Chap. 31-41 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national de la recherche agronomique (Travaux de recherche agronomique) (p. 5928) ; le retire (ibid) ; Chap. 31-61 : Amendements de MM. Loustau et Fabre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la répression des fraudes (Contrôle du marché du vin) (p. 5934) ; Chap. 31-81 : Direction des Eaux et forêts (Régime fiscal des gemmeurs des Landes) (p. 5936) ; Chap. 34-72 : Son

amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel du génie rural (Comité directeur du machinisme agricole) (p. 5945, 5946) ; Chap. 42-01 : Sa demande de réserver le chapitre relatif au fonctionnement de divers organismes internationaux (p. 5949) ; Chap. 44-21 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la vulgarisation (Centres d'études techniques agricoles) (p. 5950) ; le retire (ibid) ; Chap. 44-23 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour primes à la reconstruction des olivaias (Etablissement d'un programme de reconstitution des olivaias) (p. 5952) ; le retire (ibid) ; Chap. 44-24 : Son amendement tendant à modifier le chapitre pour prévoir de la propagande à l'étranger pour les vins français (Education du consommateur étranger) (p. 5953, 5954) ; Chap. 46-57 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les migrations rurales (Liaison entre les associations de migrants et les services du Ministère) (p. 5959) ; Etat B, Chap. 51-20 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des services vétérinaires (Construction de l'école de Toulouse) (p. 5961) ; Chap. 51-32 : Protection des végétaux (Insuffisance du personnel de contrôle aux frontières) [4 décembre 1953] (p. 5985) ; Chap. 66-30 : Subventions aux établissements d'apprentissage agricole (Report de crédits de 1953) (p. 5989) ; Demande de disjonction du chapitre relatif aux subventions, présentée par M. G. Paul (Insuffisance des subventions) (p. 5989) ; Article additionnel : Amendement de M. Charpentier tendant à introduire un article relatif au financement des travaux d'adduction d'eau et à prélever une contribution sur la distribution d'eau potable par les communes (p. 5995) ; Son amendement relatif à l'écoulement des alcools vers la vinaigrerie (p. 6009) ; Son amendement tendant à prévoir des commissions pour statuer sur les demandes d'exonération de la taxe d'apprentissage agricole (p. 6010) ; Amendement de M. Rochet tendant à abroger le droit de licence pour les bouilleurs de crû (p. 6011) ; Amendement de M. Liautey tendant à affecter le produit de la licence des bouilleurs de crû au fonds d'équipement rural (p. 6012) ; Articles réservés : Délibérations de la Commission (p. 6012) ; Etat C, Titre VIII : Demande de disjonction du titre relatif au fonds forestier national, présentée par M. M. David (Débudgétisation d'un compte spécial du Trésor)

(p. 6034); Deuxième délibération : *Lettre rectificative du Gouvernement* (p. 6035); P.T.T., Etat A, Chap. 10-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bureaux mixtes (Regroupement des inspecteurs et inspecteurs adjoints)* [7 décembre 1953] (p. 6211); *Amendement de Mme Lefebvre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Déclassement des fonctionnaires femmes)* (p. 6211, 6212); Chap. 1080 : *Personnel auxiliaire des services extérieurs (Réforme de l'auxiliarat)* (p. 6227, 6228); Chap. 11-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités spéciales (Indemnité de risques des manutentionnaires)* (p. 6231); INDUSTRIE ET COMMERCE, Article additionnel : *Amendement de M. de Tinguy relatif aux exonérations de cotisation pour les assujettis aux régimes d'allocations vieillesse* [10 décembre 1953] (p. 6440); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 31-53 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel de l'Institut géographique national (Assimilation des ouvriers à ceux de l'industrie du livre)* [12 décembre 1953] (p. 6567); P.T.T., amendé par le Conseil de la République : *Motion préjudicielle de M. Barthélemy tendant à surseoir au débat pour obtenir l'octroi d'une prime de 20.000 fr. aux postiers (Grèves dans les P. T. T. et diverses revendications des postiers)* [31 décembre 1953] (p. 7141); Etat A, Chap. 11-20 : *Indemnités éventuelles (Indemnité spéciale de l'exercice 1954)* (p. 7144); AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [31 décembre 1953] (p. 7222); Etat A, Chap. 44-24 : *Amendement de M. Charpentier tendant à ne pas limiter à l'étranger l'effort de propagande en faveur du vin* (p. 7224, 7225); Chap. 61-72 : *Subventions pour l'habitat rural* (p. 7226); Chap. 60-12 : *Prêts d'équipement rural (Electrification rurale)* (p. 7226); Art. 6 bis : *Adductions d'eau potable (Financement du fonds commun pour les travaux d'adduction d'eau)* (p. 7230); *Amendement de M. Temple tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux adductions d'eau potable (Constitutionnalité des amendements du Conseil de la République et du texte présenté, financement du fonds commun pour les travaux d'adductions d'eau)* (p. 7233, 7234); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, (Exercice 1954); Article

additionnel : *Son amendement tendant à réserver aux agriculteurs le produit de l'emprunt de la Caisse nationale de crédit agricole* [13 décembre 1953] (p. 6665); le retire (ibid); Article premier, Etat A : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le fonds de garantie mutuelle des organismes agricoles* (p. 6667); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953, Art. 23 : *Amendement de M. Dronne tendant à abroger complètement le droit de licence prélevé sur les bouilleurs de crû* [13 décembre 1953] (p. 6735, 6736); *Amendement de M. Dronne tendant à supprimer le deuxième alinéa supprimant le droit de consommation sur l'alcool au tarif réduit* (p. 6737); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, en qualité de Rapporteur pour avis suppléant : *Alignement de la majoration de pensions sans tenir compte des abattements de zones, financement par la majoration de la taxe de statistique sur les importations et exportations* [31 décembre 1953] (p. 7156); Art. 4 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à ne pas déduire les étrennes et gratifications de fin d'année pour le calcul des cotisations* (p. 7158); Art. 9 : *Sous-amendement de M. Paternot tendant à ne pas percevoir la taxe de statistique sur les importations et exportations à destination de l'Algérie* (p. 7162); — du projet de loi concernant le crédit mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé, Art. 1^{er} : *Son amendement (Obtention de la main-levée des hypothèques par confusion des contrats souscrits auprès du Crédit mutuel du bâtiment)* [18 février 1954] (p. 391); le retire (ibid); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 8 : *Son sous-amendement (Déduction de la taxe pour l'outillage acheté par les entreprises)* [26 mars 1954] (p. 1344, 1345); Art. 41 bis : *Son amendement (Imposition du contribuable ayant recueilli un ascendant)* (p. 1419); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Son amendement (Prélèvement des livres et documents comptables par les agents vérificateurs du contrôle fiscal)* [29 juin 1954] (p. 3137, 3138); le modifie (p. 3141); Art. 3 ter : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Jean-Paul Palewski (Taux de la déduction admise pour les contribuables ayant fait des dons à des œuvres philanthropiques ou scientifiques)* [6 juillet 1954] (p. 3206); *Son article additionnel (Option ouverte à certains redevables de prendre la position d'assu-*

jettis à la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 3217); — d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation de vieillesse agricole, en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 juillet 1954] (p. 3491); *Suppression de la double affiliation, Eléments de calcul de la retraite, Exonérations de cotisations* [28 juillet 1954] (p. 3671, 3672); Art. 1^{er} : *Son amendement (Suppression de la double affiliation)* (p. 3679); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Delachenal (Double cotisation avec exemption pour un certain revenu cadastral)* [3 août 1954] (p. 3789); *Article additionnel de M. Laborbe (Part du produit de la taxe de statistique revenant au régime agricole)* (p. 3794); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954, Art. 3 : *Son rappel au Règlement (Application de l'article 58 du Règlement et textes sur lesquels l'Assemblée est appelée à statuer en seconde délibération)* [30 juillet 1954] (p. 3761); *Ses explications de vote : Protestation contre « le simulacre de financement » du budget* (p. 3764); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Modification du Règlement préconisée par M. Robert Lecourt, Rejet du budget de l'Agriculture de 1954 demandé par M. Mendès-France, Question de l'autonomie du budget des P. T. T., Politique économique et sociale du Gouvernement)* [9 novembre 1954] (p. 4829 et suiv.); Etat A, Chap. 1080 : *Son amendement indicatif (Intégration et titularisation d'auxiliaires)* (p. 4842, 4843); Chap. 1110 : *Prime de risque* (p. 4844, 4845); Chap. 1030 : *Amendement de M. Duguin (Suppression d'emplois d'inspecteurs et rédacteurs élèves)* [10 novembre 1954] (p. 4879); *Son amendement indicatif (Indemnités de risque)* (p. 4879, 4880); Chap. 1120 : *Taux de la prime de productivité* (p. 4887); Chap. 1130 : *Rémunération des gérants des bureaux secondaires* (p. 4889, 4890); *Demande de disjonction du chapitre présentée par M. de Tinguy* (p. 4890); *Son article additionnel (Grade dans lequel les élèves de l'Ecole nationale des P. T. T. doivent être nommés)* (p. 4895); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur* : *Enseignement professionnel agricole, équipement de l'agriculture, emprunts du crédit agricole* [24 novembre 1954] (p. 5386 et suiv.); Etat A, Chap. 31-31 : *Services agricoles* (p. 5440); Chap. 31-71,

31-72, 31-73 : *Direction générale du génie rural, Sa demande de réserver ces chapitres* [26 novembre 1954] (p. 5473); Chap. 43-33 : *Apprentissage agricole et horticole, Demande de disjonction présentée par M. Tourtaud* (p. 5493); *Demande de disjonction présentée par M. Méhaignerie* (p. 5494, 5495); Chap. 44-11 : *Concours général agricole* (p. 5495, 5496); Chap. 44-71 : *Dégrèvement des carburants agricoles* (p. 5504, 5505); Etat B, Chap. 61-62 : *Aménagement de points d'alimentation en eau potable* (p. 5512); Chap. 66-30 : *Subventions aux établissements d'apprentissage agricole* (p. 5516); Chap. 60-12 : *Prêt d'équipement rural* (p. 5517); *Sa demande de réserver ce chapitre* (ibid.); Etat C, Chap. 83-30 : *Budgétisation du fonds forestier national* (p. 5531); *Article additionnel de M. Waldeck Rochet relatif à l'assainissement qualitatif et quantitatif du marché animal, Application de l'article 68 et de l'article 48 du Règlement* (p. 5532); *Article additionnel de M. Michel Mercier (Assainissement du marché des vins, Application de l'article 68 du Règlement)* (p. 5533, 5534); *Article additionnel de M. Michel Mercier (Destruction des marcs en cas d'absence de contrôle des employés de l'administration)* (p. 5541); — du projet de loi relatif à la Caisse d'allocation vieillesse agricole, en qualité de *Rapporteur* [26 novembre 1954] (p. 5464); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Boscary-Monsservin (Reversement de 2 milliards à la Caisse centrale de secours mutuels agricoles et de 1.500 millions au fonds spécial d'allocation vieillesse)* (p. 5467); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955 (I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 31-53 : *Personnel ouvrier, transports et tourisme*, Etat A, Chap. 31-53 : *Personnel ouvrier de l'Institut géographique national* [9 décembre 1954] (p. 6010); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, en qualité de *Rapporteur spécial* [27 janvier 1955] (p. 319, 320); Etat A, Chap. 44-24 : *Amendement de M. Coste-Floret (« Propagande en faveur du vin »)* (p. 323, 324); Art. 7 bis : *Fonds pour le développement des adductions d'eau et programme conditionnel* (p. 329, 330); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Loi Barangé ; Age scolaire « obligatoire », démonstration comptable* [28 janvier

1955] (p. 374, 375); Art 13 : *Amendement de M. Dorey (Prêts du fonds d'aménagement du territoire)* (p. 421); Art. 19 : *Amendement de M. Minjot (Dépôts dans les caisses d'épargne)* (p. 422); Art. 24 *ter* : *Amendement de M. H.-L. Grimaud (Fonds de garantie automobile)* (p. 423); Art. 24 *quater* : *Amendement de M. Doutrillot (Etablissements scolaires et garderies)* (p. 437); de ce projet de loi, en troisième lecture; Art. 41 : *Amendement de M. Goudoux (Ponts à reconstruire)* [25 mars 1955] (p. 1969); — en seconde lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955 : *Sûreté nationale; Elections en Algérie* [16 mars 1955] (p. 1503); de ce projet de loi, en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Taux progressif pour les droits de licence des débits de boissons* [2 avril 1955] (p. 2385); — d'une proposition de loi relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers, en qualité de *Rapporteur* [22 mars 1955] (p. 1806); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Ballanger (Part des départements et communes)* (p. 1812); de cette proposition de loi, en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur* : *Pourcentage de la taxe prélevée à son profit* [2 avril 1955] (p. 2386); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe des P.T.T. pour 1955, Etat A, Chap. 1000 : *Motion préjudicielle de M. Barthélemy (Indemnité de risques)* [12 mai 1955] (p. 2722); Chap. 1010 : *Titularisation des auxiliaires* (p. 2724, 2725); Chap. 1020 : *Prime d'exploitation* (p. 2725); *Vote à la séance du 10 novembre d'un amendement par lui déposé, relatif à l'indemnité de risques* (p. 2728); — d'une proposition de résolution relative au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Extension de l'allocation de la mère au foyer aux exploitants, surcompensation* [26 mai 1955] (p. 3070, 3074); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse des lettres, Art. 5 *bis* : *Avis de la Commission des finances* [11 juillet 1955] (p. 3797, 3798); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956, en qualité de *Rapporteur* : *Création de l'allocation de la mère au foyer, présentation du budget pour deux exercices annuels, surcompensation, cotisations techniques, taxes*

sur diverses productions agricoles, droit de timbre sur la cession des devises [19 juillet 1955] (p. 3894 à 3897); *Sa demande de réserver l'article premier* (p. 3922); Etat annexe : *Amendement de Mme Laissac (Suppression des prévisions de dépenses pour 1956)* (p. 3923); *Article additionnel de M. Patinaud : Suppression de la surcompensation* (p. 3926); *Article additionnel de M. Castera (Délais pour le versement des sommes nécessaires aux caisses)* [20 juillet 1955] (p. 3953); *Solutions apportées par la lettre rectificative* (p. 3953, 3954); *Article additionnel de M. Tricart (Métayers régis par l'article premier du décret-loi du 30 octobre 1935) accepte l'application de l'article 48 du Règlement* (p. 3955); Art. 3 : *Amendement de M. Patinaud (Attribution de l'allocation de la mère au foyer à tous les indépendants), Accepte l'application de l'article 48 du Règlement* (p. 3963); *Sa demande de seconde délibération de l'article 11* (p. 3977); seconde délibération, Art. 11 : *Amendement de M. Errecart (Abrogation du décret établissant la surcompensation)* (p. 3948); de ce projet de loi, en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* [4 août 1955] (p. 4613); Art. 7 : *Majoration du droit de timbre douanier, Amendement de M. Vals tendant à reprendre le texte voté en première lecture* (p. 4615); — du projet de loi instituant un londs national de la vieillesse, Art. 3 : *Son amendement (Majoration de 10 0/0 des allocations aux vieux travailleurs salariés et non-salariés)* [16 novembre 1955] (p. 5753); *Sa demande de seconde délibération de l'article 3* (p. 5761).

GABORIT (M. Roger), Député de Charente-Maritime (R.R.S.).

Questeur de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : Vice-Président de la Commission de la marine marchande et des pêches [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1950] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier

1955) (**F. n° 482**) ; de la Commission des affaires étrangères [28 août 1951] (**F. n° 27**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des boissons [26 juillet 1955] (**F. n° 556**). — Est désigné pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel [7 août 1951] (**F. n° 18**).

Interventions :

Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à rétablir les anciens taux d'échange blé-pain, blé farine, farine-pain, **n° 213**. — Le 21 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 10 et 12 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation du gaz et de l'électricité, en vue de la valorisation de l'indemnisation des « non-cotés » au jour de leur règlement, **n° 700**. — Le 5 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 23 et 45 de la loi du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz, **n° 1848**. — Le 15 janvier 1952, une proposition de loi tendant à modifier les articles 283 et 290 du Code général des impôts, **n° 2413**. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2, paragraphe a) de la loi n° 50-1028 du 22 août 1950, portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, **n° 2676**. — Le 26 février 1952, une proposition de loi tendant à permettre le cumul de l'allocation temporaire aux économiquement faibles avec une pension de veuve ou d'ascendant de marins du commerce ou de la pêche, **n° 2793**. — Le 26 février 1952, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 258) de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues modifiant certaines dispositions du régime des pensions des marins du commerce et de la pêche, **n° 2794**. — Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur les propositions de loi : 1° de M. Gaborit (n° 2676) tendant à compléter l'article 2, paragraphe a, de la loi n° 50-1028 du 22 août 1950, portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche ; 2° de M. Signor et plusieurs de

ses collègues (n° 3527) tendant à modifier l'article 2 de la loi du 22 août 1950 et à accorder le bénéfice de la « campagne double » aux inscrits maritimes mobilisés pendant la guerre de 1914-1918 pour la période écoulée entre la date de leur rappel sous les drapeaux et la date de leur démobilisation, **n° 3838**. — Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 2793) de M. Gaborit et plusieurs de ses collègues tendant à permettre le cumul de l'allocation temporaire aux économiquement faibles avec une pension de veuve ou d'ascendant de marins du commerce ou de la pêche, **n° 3840**. — Le 30 juin 1953, une proposition de loi tendant à l'établissement d'un statut des agents commerciaux, **n° 6369**. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi électorale et à réglementer la candidature aux fonctions de député, sénateur, conseiller de l'Union française et conseiller économique, **n° 6727**. — Le 11 août 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 5404) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° le Traité instituant la Communauté européenne de défense et les Actes annexes ; 2° la Convention sur les relations entre les trois puissances et la République fédérale d'Allemagne et les conventions rattachées signées à Bonn le 26 mai 1952, ainsi que les lettres échangées les 26 et 27 mai 1952 ; 3° le Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord et relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté européenne de défense ; 4° le Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté européenne de défense, (dispositions relatives aux accords de Bonn), **n° 9140**. — Le 12 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 6227) portant modification de la loi du 23 février 1941 concernant la perception de taxes locales de péages dans les ports maritimes de commerce, **n° 9151**. — Le 26 novembre 1954, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 9302) et la lettre rectificative (n° 9521) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour l'exercice 1955 (III :

Marine marchande), n° 9597. — Le 29 juillet 1955, une proposition de loi tendant à soumettre à autorisation administrative la création, l'extension ou la remise en exploitation de marais salants, étangs salés ou lacs salés, n° 11389. — Le 28 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République portant modification de la loi du 23 février 1941 concernant la perception de taxes locales de péages dans les ports maritimes de commerce, n° 11766.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951; EDUCATION NATIONALE (Subventions aux écoles libres), amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le contrôle pédagogique des établissements subventionnés* [20 septembre 1951] (p. 7532, 7534); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; MARINE MARCHANDE, Chap. 5030: *Amendement de M. Louis Michaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office scientifique des pêches maritimes* [15 novembre 1951] (p. 8043); Art. 2 : *Amendement de M. Louis Michaud tendant à créer une surtaxe de 0,50 0/0 ajoutée au timbre sur les connaissements au profit des invalides de la marine* [23 novembre 1951] (p. 8460); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Attitude du parti radical, les dangers de l'échelle mobile aux produits agricoles, les économies à faire sur le budget)* [19 février 1952] (p. 808, 809, 810); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : en qualité de *Rapporteur pour avis* [1^{er} avril 1952] (p. 1702, 1703); Art. 34 : *Majoration des droits de quai pour les navires* [4 avril 1952] (p. 1903); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; Titre II : *Son amendement tendant à supprimer le tribunal des ententes et à simplifier le règlement des litiges* [26 juin 1952] (p. 3247); — du projet de loi portant statut du personnel navigant de l'aéronautique civile; Art. 4 : *Son amendement relatif à la classification du personnel par catégorie* [4 novembre

1952] (p. 4673); Art. 38 : *Son amendement relatif à la communication des rapports sur les accidents aux services compétents* (p. 4687); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [14 novembre 1952] (p. 5103 et suiv.); Etat B, Chap. 4321 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage maritime (Ecole de La Rochelle)* [15 novembre 1952] (p. 5275); *le retire* (p. 5276); Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre le cumul de l'allocation temporaire aux vieux avec une pension sur la Caisse de retraites des marins* (p. 5290); *Son amendement tendant à valider pour les marins les services accomplis à terre de 1914 à 1918* (p. 5290); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, Etat D; Chap. 4492 : *Son amendement tendant à réduire de 500.000 francs les subventions économiques (Allègement du prix des charbons importés et des boulets nationaux)* [26 novembre 1952] (p. 5713, 5714); — d'une proposition de loi relative à la levée de l'immunité parlementaire : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 mars 1953] (p. 2335, 2336); — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères (Exercice 1954); MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [12 novembre 1953] (p. 4972, 4973); *Sa demande de renvoi du budget à la commission* (p. 4979); Etat A, Chap. 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inscription maritime (Statut des gardes maritimes)* (p. 4999); Chap. 3122 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités de l'enseignement maritime (Spécialisation des écoles nationales de la marine marchande et importance de l'école de Marseille)* (p. 5001); Chap. 4501 : *Sa demande de réserver le chapitre* [14 novembre 1953] (p. 5118); Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire un article bloquant 592 millions jusqu'à ratification d'un avenant à la convention passée avec les grandes compagnies de navigation* (p. 5122); — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (L'idée d'Europe vivante depuis Napoléon et 1848, l'opposition allemande social-démocrate à la C. E. D., l'exemple suisse, la participation anglaise, l'armée nationale allemande à redouter, notre complexe d'infériorité, le danger soviétique, la nécessité d'un accord*

durable avec l'Allemagne [19 novembre 1953] (p. 5279 et suiv.); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 8 : *Son amendement (Détaxation pour les produits de la pêche et de la pisciculture)* [26 mars 1954] (p. 1356); *Son amendement (Détaxation des produits alimentaires)* [29 mars 1954] (p. 1444, 1445); — des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance : Patriotisme de M.M. Bidault et Laniel, nécessité de les soutenir à Genève, responsabilités partagées de tous les partis (communistes compris) dans le drame indochinois, problème de majorité insoluble en cas de crise, engagement requis du Gouvernement de provoquer la discussion rapide de la C.E.D.* [12 juin 1954] (p. 2977); — du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C. E. D.), en qualité de *Rapporteur : Analyse des accords de Bonn, disjonction de l'article 2 autorisant le Président de la République à ratifier la C.E.D. et les accords de Bonn, occupation de l'Allemagne, éventualité d'une unification de l'Allemagne, déconcentration et décartellisation des usines allemandes* [28 août 1954] (p. 4386 à 4392); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme pour 1955 (III. MARINE MARCHANDE). Etat A, Chap. 47-31 : *Retraite des inscrits maritimes* [7 décembre 1954] (p. 5925); *Lettre rectificative : Création d'un poste de secrétaire général de la marine marchande, pensions des marins, aide à la construction navale* [9 décembre 1954] (p. 5972, 5973); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 35-32 : *Son amendement indicatif (Entretien et réparations des ports maritimes)* [11 décembre 1954] (p. 6140); Etat B, Chap. 53-34 : *Son amendement indicatif (Extension du port de La Pallice)* [15 décembre 1954] (p. 6364, 6365); *le retire* (p. 6368). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1955] (p. 42). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion (Réforme de la fiscalité des petites et moyennes entreprises, salaire fiscal forfaitaire minimum, taxe locale)* [28 mars 1955] (p. 2024, 2025); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Equi-*

pement des ports maritimes, notamment de La Pallice [12 mai 1955] (p. 2707, 2708); Art 1^{er} : *Son amendement (Crédits pour les ports maritimes)* [25 mai 1955] (p. 3039); *le port de La Pallice* (p. 3039); — du projet de loi relatif à la perception de taxes locales de péages dans les ports maritimes de commerce, en qualité de *Rapporteur : Modification de la loi du 23 février 1941 tendant à exclure les huîtres et les moules de l'application de la taxe* [17 mai 1955] (p. 2798 et suiv.). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756). — Prend part à la discussion d'interpellations sur l'Algérie : *Son ordre du jour (Rétablissement de la paix, application intégrale du statut de 1947, approbation de la déclaration du Gouvernement)* [13 octobre 1955] (p. 5100 et suiv.).

GABRIEL-PÉRI (Mme Mathilde), *Député de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription) (C.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommée : membre de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); juge titulaire à la Haute Cour de justice (art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à fixer la pension de veuve de guerre à la moitié de la pension allouée à un invalide de 100 0/0 d'invalidité (allocations comprises), **n° 102 (rectifié)**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 67 du Code des pensions et étendant le bénéfice de la pension d'ascendant aux ascendants victimes de la guerre qui ne sont imposables à l'impôt général sur le revenu que pour un revenu net ne dépassant pas 50.000 francs, **n° 158**. — Le 14 novembre 1951, une proposition de loi tendant à porter le taux exceptionnel dont bénéficient les veuves de guerre âgées de plus de 60 ans à 115.000 francs à compter du 25 décembre 1951, **n° 1530**. — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 158) de Mme Gabriel-Péri et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 67 du Code des

pensions et étendant le bénéfice de la pension d'ascendant aux ascendants victimes de la guerre qui ne sont imposables à l'impôt général sur le revenu que pour un revenu net ne dépassant pas 50.000 francs, n° 3633. — Le 10 juillet 1952, une proposition de loi tendant à accorder des pensions au taux de réversion aux veuves des victimes civiles des guerres, décédées en jouissance d'une pension définitive ou temporaire d'invalidité égale ou supérieure à 60 0/0 ou en possession de droits à cette pension, n° 4076. — Le 24 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 et l'article 4 de la loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948 relatifs aux personnes exécutées par l'ennemi, n° 4501. — Le 24 octobre 1952, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret n° 52-1043 du 8 septembre 1952 portant application de l'article 6 de la loi de finances pour l'exercice 1952 (anciens combattants et victimes de la guerre), n° 4503. — Le 26 mars 1953, une proposition de loi tendant à accorder une majoration exceptionnelle de pension aux veuves de guerre remariées dont le second mari est décédé des suites d'un fait de guerre, n° 6035. — Le 30 juin 1954, une proposition de loi tendant à accorder l'indice 500 aux veuves de guerre qui bénéficient d'une pension de taux normal, n° 8777. — Le 22 juillet 1954, une proposition de loi tendant à assurer aux veuves, bénéficiant de l'article 51 du Code des pensions civiles et militaires, le plein effet de l'article 21 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952, n° 8936. — Le 23 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 8524) de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à exclure les pensions servies au titre de la loi du 31 mars 1919 du calcul des ressources pour l'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ou de l'allocation spéciale, n° 8958. — Le 27 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre un solennel hommage à tous les combattants de la Résistance et de la Libération, n° 8968. — Le 3 décembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 8524) de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à exclure les pensions servies au titre de la loi du 31 mars 1919 du calcul des ressources pour l'attribution de l'allocation aux

vieux travailleurs salariés ou de l'allocation spéciale, n° 9645. — Le 21 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 8172) de M. Francis Caillet et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les textes d'attribution du pécule aux ayants cause des prisonniers de guerre décédés en captivité ou après rapatriement, n° 9932.

Interventions :

Est entendue sur le procès-verbal de la séance précédente (*Utilisation du nom de son mari*) [6 juillet 1951] (p. 5899). — Est élue juge titulaire de la Haute Cour de justice [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Question préalable opposée par M. Doutrillot* [5 septembre 1951] (p. 6907); Article additionnel *Son amendement tendant à accorder une allocation double pour les enfants orphelins de guerre* [8 septembre 1951] (p. 7165); *Son amendement tendant à accorder 1.500 francs par trimestre pour les enfants orphelins de guerre* (p. 7166). — Est entendue sur le procès-verbal de la séance précédente : *Absence de M. Simonnet lors de la discussion du présalaire aux étudiants* [5 septembre 1951] (p. 6938). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi sur la presse ; Art. 3 : *Sa motion incidente demandant le relèvement des pensions pour les veuves et orphelins de guerre* (p. 7730). — Dépose une demande d'interpellation sur la profanation de la chapelle du Mont Valérien [16 novembre 1951] (p. 8143). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 700 : *Demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif à la retraite du combattant présentée par M. Le Coutaller* [27 novembre 1951] (p. 8516, 8517) ; *Date à laquelle est renvoyé le débat* (p. 8517) ; Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 500 francs les crédits pour l'Office des anciens combattants (Réduction de la subvention de l'Etat)* (p. 8553) ; *Motion préjudicielle de M. Bégouin tendant à surseoir à la discussion en attendant le dépôt d'une lettre rectificative* [29 novembre 1951] (p. 8654, 8655) ; *Nouveau texte de la Commission et motion préjudicielle*

de M. Bégouin [13 décembre 1951] (p. 9149); Chap. 701 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations d'attente (Pensions aux ascendants des victimes de guerre)* (p. 9138, 9139); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations d'attente (Pensions des veuves de guerre)* (p. 9139); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations d'attente (Pensions des parents de victimes de guerre)* (p. 9139); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations d'attente (Veuves de guerre non remariées)* (p. 9139); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations d'attente (Veuves de guerre de plus de 60 ans)* (p. 9139); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations d'attente (Ascendants de victimes de guerre économiquement faibles)* (p. 9139); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Pensions des orphelins de guerre)* (p. 9141); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Pensions des veuves de guerre)* (p. 9157, 9158); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Supplément aux orphelins de guerre membres de familles nombreuses)* (p. 9159); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Sort des veuves de guerre)* (p. 9162); le retire (p. 9163). — Est entendue : sur le procès-verbal de la séance précédente (*Réception des combattants de Corée à Paris*) [30 novembre 1951] (p. 8711); — sur une motion d'ordre (*Discussion du budget des anciens combattants*) [5 décembre 1951] (p. 8822, 8823). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux dispositions en faveur des combattants d'Indochine et de Corée : *Discussion générale (Ses observations sur la besogne accomplie en Asie par les troupes colonialistes)* [28 mars 1952] (p. 1633 et suiv.); *la censure est prononcée contre elle* (p. 1635); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 23 sexiès : *Paiement de rappels aux veuves de guerre* [3 avril 1952] (p. 1849). — Est entendue sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur les attaques contre la Résistance (*Articles de MM. Maurras et Fabre Luce*) [41 avril 1952] (p. 2220, 2224). — Prend part

à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de la défense nationale en 1952; Art. 12 : *Son amendement tendant à réduire à un an le service pour les aînés orphelins de guerre* [17 juin 1952] (p. 2996). — Dépose une demande d'interpellation sur les suppressions d'emplois au Ministère des Anciens combattants [7 octobre 1952] (p. 4069). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie : *Discussion générale (Ses observations sur les insultes lancées à la Résistance et le sort des juifs déportés)* [28 octobre 1952] (p. 4495, 4496); Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte des mesures de grâce intervenues* [25 novembre 1952] (p. 5625); *Son amendement tendant à ne pas amnistier les condamnés pour profits illicites* (p. 5626); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 3141 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des transferts de corps (Rapatriement des corps des déportés)* [20 décembre 1952] (p. 6696); Chap. 3423 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sépultures militaires (Regroupement des tombes)* (p. 6704, 6705); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 4622 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations provisoires d'attente (Licenciement de fonctionnaires de ce Ministère)* [24 janvier 1953] (p. 260, 261); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Revalorisation de la pension des veuves de guerre)* (p. 261, 262); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Extension de la pension d'ascendants à ceux dont le revenu ne dépasse pas 50.000 francs)* (p. 263, 264); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Supplément familial aux veuves de guerre non remariées)* (p. 264); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Pension des orphelins enfants uniques)* (p. 264); Chap. 4631 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnisation des pertes subies par les déportés et internés (Egalité de traitement à réaliser entre les ayants droit des déportés et internés)* (p. 281);

Chap. 4651 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Amputation du budget de l'Office, maison d'hébergement de Vence)* (p. 288); Art. 3 : *Amendement de M. Badie tendant à majorer le taux des pensions de veuves et d'ascendants de 50/0 et à accorder une allocation de 5.000 francs aux invalides à 50 0/0* (p. 292); — d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Discussion générale (Ses observations sur l'incendie d'Oradour)* [27 janvier 1953] (p. 530); — d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Abrogation de la législation sur les « crimes de guerre »)* [18 février 1953] (p. 1129, 1130); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 37 : *Son amendement tendant à n'appliquer la loi qu'après la liquidation des dossiers des résistants* [10 mars 1953] (p. 1722); Article additionnel : *Son amendement tendant à n'appliquer la loi que lorsque les dossiers des déportés et victimes de guerre auront été liquidés* (p. 1765 et suiv.); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 4 : *Son amendement tendant à écarter le texte introduit par le Conseil de la République étendant dans certains cas le bénéfice de l'amnistie aux mineurs âgés de plus de 18 ans mais de moins de 21 ans* [24 juillet 1953] (p. 3910); *Ses explications de vote (« Revanche des collaborateurs », excès de leur presse impénitente, injustice envers les victimes de la guerre;* Art. 15 bis : *Divergences (subtiles) de l'extrême droite, Mme de Lipkowski*) (p. 3946, 3947); — d'une proposition de résolution relative au recensement des victimes de guerre : *Discussion générale (Ses observations sur le recensement des ayants droit le 15 août 1953)* [27 mars 1953] (p. 2463); — du projet de loi établissant un plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre : *Discussion générale (Insuffisance des 2.500 millions accordés par le Gouvernement, sabotage du plan initial, le taux des pensions d'ascendants, de veuves, d'orphelins)* [5 décembre 1953] (p. 6074); Art. 13 : *Son amendement relatif aux veuves touchant également l'allocation vieillesse* (p. 6086); *le retire* (ibid.); *Son amendement relatif à l'enfant unique orphelin de père et de mère* (p. 6086); Art. 14 ter : *Pensions des veuves remariées redevenues veuves ou divorcées* (p. 6087); *Taux*

des pensions des veuves de guerre non remariées (Application de l'art. 48 du règlement aux pensions des veuves de guerre qui devraient avoir la parité avec les invalides) [6 décembre 1953] (p. 6105); Art. 15 : *Son amendement tendant à accorder un supplément familial aux enfants des veuves* (p. 6107); Art. 16 bis : *Pensions des orphelins de père et de mère* (p. 6108); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 46-22 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les allocations provisoires d'attente (Pensions des veuves de guerre)* [6 décembre 1953] (p. 6160, 6161); *le retire* (p. 6161); Chap. 46-51 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Taux des pensions des veuves et orphelins de guerre)* [7 décembre 1953] (p. 6172, 6173); Art. 2 : *Amendement de M. Max Lejeune tendant à supprimer l'article remplaçant les intendants militaires comme Commissaires du Gouvernement par des fonctionnaires payés à la vacation* [7 décembre 1953] (p. 6174); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Art. 11 : *Demande de reprendre l'article repoussant à 1955 l'application des clauses financières de la loi d'amnistie* [11 décembre 1953] (p. 6525); *Son amendement tendant à repousser l'application des clauses financières de l'amnistie jusqu'à majoration des pensions des veuves et orphelins* (p. 6526). — Dépose une demande d'interpellation sur la libération d'Otto Abetz [4 mai 1954] (p. 2089). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'hommage aux combattants d'Indochine : *Son contre-projet (Hommage à « toutes les victimes de cette guerre fratricide »)* [23 juillet 1954] (p. 3573); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Rappel de l'enfer concentrationnaire — Récent congrès médical de Paris — manifestations populaires, pétitions, etc., relèvement des nazis vaincus par les financiers)* [23 décembre 1954] (p. 6837, 6838). — Est entendue sur le procès-verbal de la séance précédente : *Ratification des Accords de Paris* [30 décembre 1954] (p. 7008). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi : *Ses explications de vote (Reconnaissance de la « déportation » des travailleurs par le tribunal de Nuremberg)* [3 mars 1955] (p. 1051);

— du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955; I. CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Veuves de guerre et allocation spéciale de vieillesse)* [8 mars 1955] (p. 1144, 1145); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 34-23 : *Son amendement indicatif (Aménagement du Mont-Valérien)* [9 mars 1955] (p. 1247); Chap. 34-24 : *Service des restitutions de corps, cimetière de Cernay, Convention Mendès-France-Adenauer* (p. 1243, 1249, 1250); Chap. 36-51 : *Son amendement indicatif (Fonctionnement de l'Office national et des offices départementaux, les pupilles)* [10 mars 1955] (p. 1281, 1282); Chap. 46-03 : *Son amendement indicatif (Remboursement des frais de voyage des veuves de déportés)* (p. 1287); *Son amendement indicatif (Remboursement des frais de voyage d'une mère ayant perdu son enfant à Tulle et habitant au Maroc)* (p. 1287); *le retire* (p. 1288); Chap. 46-22 : *Son amendement indicatif (Extension aux œuvres de pensionnés hors guerre du bénéfice des dispositions de l'article 136 bis du Code des pensions)* (p. 1300); Chap. 46-24 : *Son amendement indicatif (Prise en considération du grade d'homologation pour la liquidation des pensions de veuves de résistants)* [11 mars 1955] (p. 1327); *le retire* (ibid.); Chap. 46-51 : *Son amendement indicatif (Office national des anciens combattants)* (p. 1349, 1351); Art. 10 : *Son amendement tendant à exclure les pensions de veuves de guerre du montant des ressources des postulants à l'allocation spéciale* (p. 1354, 1355, 1357, 1358); *Son article additionnel (Attribution du pécule aux ayants cause des prisonniers de guerre décédés)* (p. 1370); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, SECTION GUERRE, Chap. 31-12 : *Son amendement indicatif (Affectation des orphelins de guerre accomplissant leur service militaire)* [23 juillet 1955] (p. 4172, 4173); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets; Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 46-51 : *Dépenses sociales en faveur des veuves et des orphelins, constructions de logements pour les anciens combattants d'Afrique du Nord dans la conjoncture actuelle* [27 juillet 1955] (p. 4346);

Art. 7 : *Son amendement (Non-reconduction des crédits des anciens combattants et victimes de la guerre)* (p. 4381, 4382).

GAILLARD (M. Félix), Député de la Charente (R. R. S.).

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953,

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953.

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). = Est nommé : Président de la Commission de coordination de l'énergie atomique [18 mars 1955] (**F. n° 510**); membre : de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) [29 juin 1954] (**F. n° 403**); de la Commission des territoires d'outre-mer [7 juillet 1953] (**F. n° 275**); membre titulaire de la Commission des finances [18 janvier 1955] (**F. n° 482**), — Est nommé membre, par la Commission des finances : de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [7 juillet 1954] (**F. n° 407**), [2 février 1955] (**F. n° 492**); et de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 49-1652 du 31 décembre 1949 réglementant la profession de courtiers en vins, dits « courtiers de campagne », **n° 86**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi n° 49-420 du 25 mars 1949

revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, n° 163. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal de mutations à titre gratuit, n° 467. — Le 20 juin 1956, un projet de loi de programme pour la réalisation du plan de développement de l'énergie atomique (1952-1957), n° 3759. — Le 12 mai 1953, un projet de loi relatif à la nomination en qualité d'administrateurs civils de certains agents supérieurs du Ministère de l'Intérieur, n° 6138. — Le 21 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 8895) portant ouverture de crédits pour le voyage du Président de la République aux Pays-Bas, n° 8919. — Le 11 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 8067) portant ouverture de crédits nécessaires à une tournée de la Comédie-Française en Union soviétique, n° 9142. — Le 23 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9281) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1955. (I. Services des Affaires étrangères), n° 9552. — Le 29 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1955 (I. — Services des Affaires étrangères), n° 9811. — Le 26 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le personnel de la gendarmerie faisant usage d'un vélomoteur personnel dans l'exécution du service à percevoir de l'essence détaxée, n° 11316.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Pleven) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Amendement de M. Diethelm tendant à siéger à partir du 14 août 1951 pendant trois semaines* [11 août 1951] (p. 6345). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils

en 1952; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 5020: *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Commissariat à l'énergie atomique (Insuffisance de l'épuration du personnel communiste et étranger)* [22 novembre 1951] (p. 8370); SERVICE DE LA PRESSE, Chap. 1000 : *Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Secrétariat général permanent (Rôle de ce Secrétariat)* [22 novembre 1951] (p. 8374); *Amendement de M. Tourtaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de contre-espionnage (Fusion des services de renseignements)* (p. 8375); COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU PLAN Chap. 1000 : *Amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Statut du personnel)* (p. 8376); le retire (*ibid.*); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 1^{er}, Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 9080 : *Amendement de M. Palewski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Commissariat à l'énergie atomique (Attitude politique des ingénieurs)* [27 décembre 1951] (p. 9915); *Amendement de M. Silvanore tendant à réduire les crédits pour les recherches minières dans les T. O. M.* (p. 9916). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil et aux Finances* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En cette qualité :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Su demande de repousser les propositions de la Conférence des Présidents* [12 février 1952] (p. 640). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil et aux Finances* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil et aux Finances* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant majoration des retraites et des prestations de la sécurité sociale dans les mines: *Discussion générale (Ses observations sur l'article premier de la loi de finances)* [27 juin 1952] (p. 3292, 3293); — du projet de loi relatif au plan de développement de l'énergie

atomique ; Art. 1^{er} : *Développement par étapes du Commissariat à l'énergie atomique, les réalisations en vue* [3 juillet 1952] (p. 3458 et suiv.) ; *Amendement de M. Tournaud tendant à interdire la fabrication d'armes de guerre atomiques* (p. 3461) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 36-41 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'École nationale d'administration (Insuffisance du nombre des élèves)* [28 octobre 1952] (p. 4513, 4514) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Articles additionnels : *Amendement de M. Loustau-Lacau relatif à la réorganisation de la Loterie nationale (Scandale des dixièmes)* [12 décembre 1952] (p. 6292 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Discussion générale (Autofinancement des charbonnages, recherches de pétroles)* [16 décembre 1952] (p. 6503 et suiv.) ; *Motion préjudicielle de M. Lemaire tendant à ajourner le débat en raison de l'insuffisance des programmes relatifs aux transports, à la productivité agricole et à la construction de logements (Ses observations sur l'équipement hydro-électrique du Tyrol)* [17 décembre 1952] (p. 6530). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil et aux Finances* [22 décembre 1952] (p. 7030). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J.O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; INTÉRIEUR, Atr. 4 bis : *Amendement de M. Quinson tendant à supprimer l'article relatif à l'intégration de 40 fonctionnaires dans le corps des administrateurs* [3 février 1953] (p. 822, 823) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 14 : *Amendement de M. Viatte relatif aux amnistiés employés par le Centre national de la recherche scientifique* [10 mars 1953] (p. 1750). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J.O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exer-

cice 1954) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, (2^e délibération), Etat B, Chap. 6200 : *Sa demande de renvoi du chapitre relatif à l'équipement du Commissariat à l'énergie atomique (Réduction éragérée des crédits)* [26 novembre 1953] (p. 5545) ; FINANCES (COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ) : *Sa demande de renvoi du débat* (p. 5596) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES (COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ) ; Etat A, Titre III : *Amendement de M. R. Mayer tendant à réduire de 100.554.000 fr. les crédits pour les services (Suppression des emplois nouveaux prévus)* [27 novembre 1953] (p. 5643) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Etat B, Chap. 6200 : *Equipement du Commissariat à l'énergie atomique* [10 décembre 1953] (p. 6443). — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Abelin (Taxe à la valeur ajoutée ; fixation de la date d'application d'une partie de la réforme)* [25 mars 1954] (p. 1289) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan (II. SERVICES FINANCIERS) pour l'exercice 1955 : *Ses explications de vote (Pouvoirs des directeurs des régies et des directeurs départementaux)* [18 novembre 1954] (p. 5184) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères (SERVICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES) pour 1955, en qualité de *Rapporteur : Nombre des directeurs généraux de ministère, rémunération des agents en service à l'étranger* [6 décembre 1954] (p. 5852) ; Chap. 31-02 : *Administration centrale, Indemnités* (p. 5855) ; Chap. 31-11 : *Création d'un emploi de Ministre plénipotentiaire au Yemen, rémunération des agents à l'étranger, nomination de trois conseillers diplomatiques du Gouvernement* (p. 5856 et suiv.) ; Chap. 31-13 : *Rémunération des auxiliaires à l'étranger* (p. 5859) ; Chap. 34-11 : *Frais de voyage et de transport de mobilier* (p. 5860) ; Chap. 39-91 : *Subvention à l'office français de protection des réfugiés et des apatrides* (p. 5861) ; Chap. 42-22 : *Relations culturelles avec l'étranger* (p. 5862) ; Chap. 42-31 : *Amendement de M. F. Grenier (Laboratoire européen de recherches nucléaires, Création du laboratoire de physique nucléaire de Copenhague)* (p. 5864) ; Chap. 42-31 : *Participation de la France à des dépenses internationales (Réduction des dépenses d'administration de l'O.N.U.) ; Contribution de la France au regroupement des réfugiés arabes de Palestine* (p. 5865, 5868) ; *Assistance à la Libye* (p. 5865) ; Chap. 42-33 :

Amendement indicatif de M. de Villeneuve (Assistance à la Libye) (p. 5868) ; — des projets de loi portant ratification des accords de Paris ; nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et protocoles rattachés), Article unique : Ses explications de vote : Accord sur la Sarre (Pis-aller acceptable), péril allemand, politique et non militaire (Nostalgie unitaire des sociaux-démocrates et collusion possible germano-russe), parallèle sur ce point avec la C. E. D. (Lien bien plus efficace), arbitrage anglo-saxon instauré (Grande-Bretagne et S. A. C. - Eur.), « tristesse et résignation » après l'espoir européen ; déception avouée du Président du Conseil, attendant vainement le « clin d'œil de Moscou », invitation à choisir désormais fermement sa majorité — « la seule possible » — celle de la C. E. D. ; amélioration nécessaire de l'Agence des armements (Répartition des commandes et de l'aide extérieure) [29 décembre 1954] (p. 6935, 6936) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de Rapporteur spécial [28 janvier 1955] (p. 366). = S'excuse de son absence [7 juillet 1953] (p. 3265), [30 octobre 1953] (p. 4694), [7 juillet 1955] (p. 3671). = Obtient des congés [7 juillet 1953] (p. 3265), [30 octobre 1953] (p. 4694), [7 juillet 1955] (p. 3671).

GAILLEMIN (M. Georges), *Député des Vosges (A.R.S.).*

Son élection est validée [27 mai 1952] (p. 2441). = Est nommé : Secrétaire de la Commission des immunités parlementaires [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**) ; membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [28 octobre 1952] (**F. n° 173**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [28 octobre 1952] (**F. n° 173**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires

[27 mai 1952] (**F. n° 138**) ; membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (**F. n° 278**) ; Secrétaire de cette Commission [22 juillet 1953] (**F. n° 281**).

Dépôts :

Le 3 juin 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 55 du Code civil, **n° 3549**. — Le 27 février 1953, une proposition de loi tendant à abroger la loi n° 49-844 du 29 juin 1949 abrogeant l'article 8 de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales, **n° 5705**. — Le 18 mai 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 5638) concernant M. Mignot, **n° 6191**. — Le 16 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à diminuer la majoration de 25 0/0 sur le tarif des cartes d'abonnement de travail délivrées par la S.N.C.F., **n° 6318**. — Le 30 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de l'article 3 de l'arrêté du 17 mars 1953 portant caractéristiques auxquelles doivent répondre les logements économiques et familiaux et majorant de 10 0/0 les prix de revient des immeubles collectifs de Seine et Seine-et-Oise aux régions présentant des motifs de majoration, **n° 6373**. — Le 21 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser les homologations des services de la Résistance, **n° 6565**. — Le 21 juillet 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 avril 1884 : 1° en supprimant l'incompatibilité au sein d'un même Conseil municipal entre frères et sœurs et beaux-frères et belles sœurs ; 2° en l'établissant entre mari et femme, **n° 6571**. — Le 12 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions du décret n° 48-852 instituant la médaille d'honneur du travail, **n° 8032**. — Le 7 avril 1954, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice des permissions agricoles à certaines catégories de travailleurs des régions de petite culture et à autoriser pour eux l'appel sous les drapeaux au mois d'octobre, **n° 8299**. — Le 11 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 44 A (Livre 1er) du

Code du travail, en faveur des travailleurs salariés, n° 8433. — Le 20 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 1769 du Code général des impôts, relatif aux sanctions contre la fraude fiscale, n° 8904. — Le 18 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter les articles 46 et 90 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 10782. — Le 7 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 55-469 du 30 avril 1955 portant réforme de l'impôt sur les spectacles perçu en faveur des collectivités locales, n° 11148. — Le 28 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder dans les moindres délais à une étude approfondie de la crise cotonnière qui sévit en France, et particulièrement dans la région des Vosges, et à promouvoir les mesures nécessaires pour remédier aux graves conséquences économiques et sociales que cette crise entraîne, n° 11382.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur la crise sérieuse de l'industrie textile [13 juin 1952] (p. 2903); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (*Ses observations sur l'importance du chômage dans les Vosges, l'importance du marché colonial*) [1^{er} juillet 1952] (p. 3360, 3361). — Est entendu : sur la demande en autorisation de poursuites contre M. Boganda [13 novembre 1952] (p. 5057); — sur l'octroi d'un délai supplémentaire pour l'examen d'une demande en autorisation de poursuites : *Son rappel au Règlement (Octroi d'un nouveau délai)* [28 janvier 1953] (p. 591). — Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale, une question relative aux consultations externes des hôpitaux [6 mars 1953] (p. 1668, 1669). — Dépose une demande d'interpellation sur le reclassement de certains agents des eaux et forêts [10 juillet 1953] (p. 3453). — Est entendu sur une demande de délai supplémentaire pour la Commission des immunités parlementaires : *Délibérations de la Commission non valables faute de « quorum »* [16 juillet 1953] (p. 3515). — Prend part à la discussion du rapport portant révision de la Constitution; Art. 4 : *Son amendement tendant à donner au Président de la République le droit de convoquer l'Assemblée à la demande du Gouver-*

nement ou de la majorité des députés [21 juillet 1953] (p. 3672); Art. 11 : *Son amendement tendant à maintenir en fonction le Gouvernement existant en cas de dissolution* [22 juillet 1953] (p. 3783). — Est entendu sur une demande en autorisation de poursuites (MM. Duclos, Fajon, Billoux, Guyot et Marty) : *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Mazuez (Contradiction entre l'application des articles 46 et 18 bis du Règlement)* [22 juillet 1953] (p. 3763, 3764). — Ses rapports sur des pétitions [26 novembre 1953] (p. 5603, 5604). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au rachat des cotisations d'assurance vieillesse par les cadres, amendée par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux conjoints survivants* [2 décembre 1953] (p. 5852). — Ses rapports sur des pétitions [6 janvier 1954] (p. 21). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [12 janvier 1954] (p. 41). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de prestations familiales : *Discussion générale (Injustice de la situation actuelle)* [6 avril 1954] (p. 1785, 1786). — Son rapport sur une pétition [1^{er} juin 1954] (p. 2755). — Pose au Secrétaire d'État aux Finances et aux Affaires économiques, une question relative au régime fiscal applicable aux gérants des sociétés en commandite par actions [19 novembre 1954] (p. 5210). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [11 janvier 1955] (p. 1). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise cotonnière [22 juillet 1955] (p. 4044). — S'excuse de son absence [12 décembre 1952] (p. 6226); [22 décembre 1952] (p. 7006); [13 mai 1955] (p. 2750). — Obtient des congés [12 décembre 1952] (p. 6226); [22 décembre 1952] (p. 7006).

GALICIER (Mme Emilienne), *Député du Nord (3^e circonscription) (C.).*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommée membre : de la Commission de la Presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 31 août 1951, une proposition de loi tendant à ouvrir au budget de 1951 un crédit de 35 millions pour être distribué aux 35.000 ouvriers et ouvrières du textile réduits à la misère depuis cinq semaines par la fermeture totale ou partielle de 71 usines du centre lainier Roubaix-Tourcoing, **n° 931**. — Le 13 septembre 1951, une proposition de loi tendant à surseoir, pour les chômeurs totaux ou partiels notamment pour ceux du Centre lainier de Roubaix-Tourcoing, au recouvrement de la surtaxe progressive sur les revenus de l'année 1950, et tendant à ne pas appliquer la majoration de 10 0/0 dont ils seraient passibles en cas de non-paiement de l'impôt, **n° 1085**. — Le 29 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à prendre toutes mesures utiles en vue de résoudre la crise grave que traverse l'industrie textile notamment dans la région du Nord, par : a) le développement du marché intérieur grâce à une politique améliorant le pouvoir d'achat des travailleurs ; b) l'accroissement des exportations dans tous les pays, notamment vers l'Union soviétique, les démocraties populaires et la Chine ; 2° à assurer immédiatement les moyens d'existence aux chômeurs et aux chômeuses totaux et partiels par l'ouverture de fonds de chômage intercommunaux, **n° 2864**. — Le 3 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles : 1° pour venir en aide aux travailleurs en chômage partiel ou total de l'industrie textile des Vosges ; 2° pour résoudre la grave crise qui sévit dans cette industrie, **n° 3186**. — Le 10 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux écoliers et aux étudiants, pour les vacances scolaires, un billet de vacances comportant une réduction minimum de 30 0/0 sur les tarifs de la S. N. C. F., **n° 3293**. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à améliorer la situation des chômeurs totaux et partiels en leur accordant une indemnité de chômage égale à 75 0/0 de leur salaire dont le montant sera entièrement à la charge de l'Etat, **n° 4117**. — Le 4 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à régler immédiatement et totalement les indemnités d'éviction pour les paysans expo-

priés lors de la construction des terrains d'aviation militaire de Niergnies et d'Épinoy ; 2° à prendre l'engagement de ne plus procéder à des expropriations de terrains, même sous le régime de l'occupation temporaire ; 3° à régler aux cultivateurs locataires de leurs champs une indemnité compensatrice basée sur la propriété culturale ; 4° à s'orienter vers une politique de paix et d'entente mutuelle permettant ainsi de restituer les terres aux paysans expropriés et d'éviter les dangers qui pèsent sur la vie et les biens des habitants de Cambrai et des environs, **n° 4960**. — Le 16 juin 1953, une proposition de loi tendant à ouvrir le droit à pension aux veuves et aux orphelins des assurés sociaux, **n° 6310**. — Le 22 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 6702) de Mme Vermeersch et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire verser aux allocataires familiaux une prime exceptionnelle équivalant à une mensualité d'allocation familiale, **n° 6962**. — Le 31 mars 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 6088) de Mme Roca et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946, concernant les allocations prénatales, **n° 8208**. — Le 1^{er} avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer le plein emploi de la main-d'œuvre agricole nationale avant toute nouvelle introduction de main-d'œuvre étrangère, **n° 8255**. — Le 8 avril 1954, une proposition de loi tendant à verser aux allocataires familiaux une prime exceptionnelle équivalente à une mensualité d'allocations familiales, **n° 8313**. — Le 12 juin 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (p° 8125) de Mme Prin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin de conserver leur emploi aux 650 travailleurs des établissements Sartiaux et Cie, à Hénin-Liétard (Pas-de-Calais), **n° 8660**. — Le 18 mai 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. la proposition de loi de Mme Prin et plusieurs de ses collègues (n° 6564) tendant à compléter l'article 10 de la loi (n° 46-1835) du 22 août 1946 en vue d'accorder le versement

des allocations familiales aux enfants de 15 ans et au-dessus sans travail ; II. la proposition de résolution de M Evrard et plusieurs de ses collègues (n° 9794) tendant à inviter le Gouvernement à étendre le droit aux prestations familiales pour les enfants à charge ayant terminé leur scolarité obligatoire qui n'ont pu trouver d'emploi malgré leur inscription à un service de placement de la main-d'œuvre ou qui n'ont pu être admis à un centre d'apprentissage, n° 10778. — Le 28 octobre 1955, une proposition de loi tendant à la création d'une section d'études à l'Institut Pasteur de Paris pour la sclérose en plaques, n° 11765.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile : *Discussion générale (Ses observations sur les méfaits de la notion de productivité, la misère des ouvriers du textile dans le Nord)* [13 septembre 1951] (p. 7335, 7336) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la défense nationale ; Art. 1^{er}, AIR, Chap. 3025 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour l'habillement, le campement et l'ameublement (Commandes passées à l'étranger)* [29 décembre 1951] (p. 10133) ; Art. 3, Etat C : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour l'habillement, le couchage et l'ameublement (Commandes passées à l'étranger)* [30 décembre 1951] (p. 10162) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Contractuels détachés à l'O.N.U.)* [19 décembre 1951] (p. 9330) ; Chap. 3000 : *Sa demande de réserver le chapitre relatif aux dépenses d'entretien (Achats de livres et revues)* (p. 9338) ; Chap. 4010 : *Son amendement tendant à intituler le chapitre « Service social »* (p. 9355) ; Chap. 6080 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre relatif au financement des travaux d'équipement* (p. 9356) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à exonérer de la taxe radiophonique les mères de familles nombreuses* (p. 9358). — Dépose une demande d'interpellation : sur la situation de l'industrie textile où le chômage s'accroît [29 février 1952] (p. 1148) ; — sur la situation très grave

de l'industrie cotonnière et textile vosgienne où le chômage s'accroît [3 avril 1952] (p. 1826) ; et est entendue sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (*Ses observations sur la misère des ouvriers du textile du Nord causée par l'expérience Pinay*) [1^{er} juillet 1952] (p. 3354, 3355). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Ses observations sur la misère des travailleurs du textile dans le Nord, les méfaits de la productivité)* [29 mai 1952] (p. 2557 et suiv.) ; — du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration centrale (Expropriation des paysans de Niergnies)* [21 octobre 1951] (p. 4282, 4283) ; le retire (p. 4284) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 3101 : *Crise de l'industrie textile du Nord* [14 novembre 1952] (p. 5153). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures en vue de rattacher certaines caisses de retraites des tramotins au régime général des retraites [22 janvier 1953] (p. 126). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE, Etat A, AIR, Chap. 5561 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les bases d'infrastructure interalliée (Construction d'aérodromes américains en France)* [26 janvier 1953] (p. 412, 413) ; Etat A, GUERRE, Chap. 3243 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement (Misère des ouvriers travaillant pour habiller les troupes)* (p. 430) ; — du projet de loi relatif à la construction de logements économiques ; Art. 1^{er} : *Son sous-amendement tendant à ne pas prélever d'argent sur les ressources des caisses d'allocations familiales* [21 mars 1953] (p. 2171, 2172) ; — des interpellations sur la politique agricole : *Problème de la betterave, refus des sucriers de « prendre en charge » la récolte excédentaire, marché d'exportation « odieux » avec l'Allemagne, baisse nécessaire du prix du sucre* [22 octobre 1953] (p. 4456, 4457). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport majorant les allocations familiales* [17 novembre 1953] (p. 5214). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à

prendre pour restituer aux familles, sous forme d'augmentation des prestations familiales, les fonds qui leur appartiennent [3 décembre 1953] (p. 5919). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954), AGRICULTURE, Etat A, Chap. 4401 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la vulgarisation (Utilisation des excédents de betteraves)* [3 décembre 1953] (p. 5949, 5950). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'augmentation des prestations familiales : *Nécessité de voter le rapport Boucom majorant les prestations familiales* [8 décembre 1953] (p. 6279). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953 (collectif d'ordonnancement), Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4611 : *Son amendement (Augmentation des crédits des fonds de chômage)* [16 février 1954] (p. 309, 310); — de la proposition de loi concernant le statut des gérants de sociétés au regard de la législation de la sécurité sociale, Art. 1^{er} : *Son amendement (Extension du régime des assurances sociales aux présidents directeurs et directeurs généraux des sociétés anonymes non actionnaires)* [4 mars 1954] (p. 649); — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de prestations familiales : *Discussion générale (Suppression des zones de salaires et d'allocations familiales, rôle social des allocations familiales, leur augmentation)* [6 avril 1954] (p. 1785). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire bénéficier les familles des excédents des caisses d'allocations familiales [23 juillet 1954] (p. 3568). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 4722 : *Caisse autonome de sécurité sociale dans les mines, augmentation de 15 0/0 des allocations* [16 novembre 1954] (p. 5106, 5107). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'intervention des C. R. S. à la manifestation paysanne de Lille [3 février 1955] (p. 660); — sur les salaires féminins [24 mars 1955] (p. 1904); demande la fixation immédiate de la date de discussion : *Ouvrières du textile; emploi de l'état d'urgence contre les travailleurs* [24 mars 1955] (p. 1905, 1906). — Prend part à a discussion du projet de loi relatif au deuxième

plan de modernisation et d'équipement : *Industrie textile, bénéfices et conditions faits à la main-d'œuvre* [18 mai 1955] (p. 2895 à 2898). — Dépose une demande d'interpellation : avec demande de fixation immédiate de la discussion, sur le taux des allocations familiales [22 juin 1955] (p. 3229); — sur les ouvriers du textile du Nord [6 octobre 1955] (p. 4802).

GALY-GASPARROU (M. Georges), Député de l'Arriège (R. R. S.).

Secrétaire d'Etat à l'Information

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)
du 20 janvier 1955 au 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé Vice-Président de la Commission de comptabilité [5 septembre 1951] (**F. n° 34**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de la comptabilité [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [8 mars 1955] (**F. n° 504**).

Dépôts :

Le 26 février 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 183 du Code général des impôts relatif à la fiscalité applicable aux façonniers, n° 5702. — Le 5 mars 1953, une proposition de loi complétant l'article 21 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 relative à certaines dispositions d'ordre financier en ce qui concerne le droit à pension des fonctionnaires maintenus au-delà de la limite d'âge, n° 5788.

Interventions :

Est élu *Juge titulaire de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Est nommé

Secrétaire d'Etat à l'Information (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [20 janvier 1955] (*J. O.* du 21 janvier 1955, p. 803).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisoires des services civils pour février 1955 : *Résiliation du contrat Monte-Carlo -- Image et son* [31 janvier 1955] (p. 513). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Information* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (Séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

GARAVEL (M. Joseph), *Député de l'Isère* (*R. R. S.*).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5904). = Est nommé Secrétaire de la Commission de l'agriculture [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [26 juillet 1955] (**F. n° 556**); de la Commission des boissons [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des pensions [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 671 du Code civil sur les plantations d'arbres, **n° 621**. — Le 30 août 1951, une proposition de loi tendant à venir en aide aux agriculteurs et autres victimes des orages et inondations survenus depuis le début de l'année dans le département de l'Isère, **n° 907**. — Le 6 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 902) de M. Ducos et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer la représentation de la France au IX^e Congrès international des industries agricoles, **n° 1863**. — Le 29 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 671 du Code civil sur les plantations d'arbres forestiers, **n° 4530**. — Le 30 octobre 1953, une proposition de loi tendant à exonérer les viticulteurs du droit de licence sur les bouilleurs de cru institué par l'article 8 de la

loi n° 53-611 du 11 juillet 1953, **n° 7047**. — Le 2 juin 1954, une proposition de loi tendant à autoriser tous les hôpitaux à créer des cliniques ouvertes, **n° 8579**. — Le 5 août 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 431) de MM. Dulin et Longchambon, sénateurs, portant création d'attachés agricoles, **n° 9088**. — Le 15 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés du département de l'Isère, **n° 9725**. — Le 27 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés du département de l'Isère, **n° 11340**.

Interventions :

S'excuse de son absence [12 novembre 1953] (p. 4969). = Obtient un congé [12 novembre 1953] (p. 4969).

GARDEY (M. Abel), *Député du Gers* (*R. R. S.*).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); membre titulaire de la Commission des finances [18 janvier 1954] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 18 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 985) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Finances (II : Services financiers), **n° 1511**. — Le 21 novembre 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 985) et la lettre rectificative (n° 1609) à ce projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Finances (II : Services financiers), **n° 1645**. — Le 14 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 984) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonc-

tionnement des services civils pour l'exercice 1952, Finances (I : Charges communes) n° 2038. — Le 22 décembre 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 984) et les lettres rectificatives (nos 2088-2154) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Finances (I : Charges communes), n° 2189. — Le 26 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2176) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 985) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Finances (II : Services financiers), n° 2220. — Le 3 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2339) donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi (n° 984) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Finances (I : Charges communes), n° 2350. — Le 5 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 892) portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Finances) en vue de l'assistance économique à la Yougoslavie, n° 2366. — Le 30 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4259) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Finances et affaires économiques (II : Services financiers), n° 4539. — Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4258) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Finances et affaires économiques (I : Charges communes), n° 4822. — Le 19 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 4935) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4259) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Finances et affaires économiques (II : Services financiers), n° 5188. — Le 20 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5165) donné

par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4258) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Finances et affaires économiques (Charges communes), n° 5207. — Le 12 mars 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur : I. le rapport (n° 67) (fait au cours de la précédente législature) sur : a) le projet de loi relatif au contentieux administratif; b) les propositions de loi : 1° de M. Jacques Bardoux relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture; 2° de M. Charlet, sénateur, et plusieurs de ses collègues portant réorganisation des conseils de préfecture, modification de leur recrutement et de leur compétence et leur substituant l'appellation de tribunal administratif. (Dispositions relatives à la compétence des tribunaux administratifs); II. les propositions de loi : 1° de M. Jacques Bardoux (n° 54) relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture; de MM. Maurice Grimaud et Prelot (n° 3337) relative au contentieux administratif, n° 5855. — Le 18 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6762) et les lettres rectificatives (nos 7011 et 7117) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Justice pour l'exercice 1954, n° 7202. — Le 9 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7402) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6762), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Justice pour l'exercice 1954, n° 7418. — Le 9 juillet 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 2326) portant statut de la magistrature, n° 8878. — Le 4 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9294) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Justice pour l'exercice 1955, n° 9379. — Le 10 novembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9294) et la lettre rectificative (n° 9437) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Justice pour l'exercice 1955, n° 9441. — Le 9 décembre 1954, un rapport au nom de

la Commission des finances sur l'avis (n° 9583) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8 n° 4630) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Justice pour l'exercice 1955, n° 9677. — Le 20 décembre 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Defos du Rau et plusieurs de ses collègues (n° 2214) tendant à interpréter, en le complétant, l'article 194 du Code d'instruction criminelle, n° 9777. — Le 20 décembre 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution (n° 6866) de M. Mignot tendant à inviter le Gouvernement à procéder au reclassement du personnel pénitentiaire, n° 9778.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur le premier alinéa* [7 septembre 1951] (p. 7041) ; — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat* [19 septembre 1951] (p. 7460, 7461, 7462) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; FINANCES, en qualité de *Rapporteur* [23 novembre 1951] (p. 8464) ; Chap. 10-80 : *Amendement de M. Tourtaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs du Trésor (Transformations d'emplois)* (p. 8465) ; Chap. 32-20 : *Demande de rétablissement des crédits pour le parc automobile, présentée par le Gouvernement* (p. 8472) ; P. T. T. : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Subvention d'équilibre pour les P. T. T.)* [23 décembre 1951] (p. 9680) ; FINANCES, CHARGES COMMUNES, en qualité de *Rapporteur* [23 décembre 1951] (p. 9701) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Ses explications de vote sur la question de confiance pour la prise en considération du projet gouvernemental (Lois cadres, refonte de l'Etat, réforme des sociétés nationales, de la sécurité sociale, politique de salut public)* [3 janvier 1951] (p. 63, 64). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Programme de Gouvernement de M. Pinay (Equilibre de la balance*

des comptes, stabilisation des prix) [6 mars 1952] (p. 1191). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur la gravité de la situation financière, l'amnistie fiscale, le déficit des sociétés nationales)* [2 avril 1952] (p. 1747, 1748) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; FINANCES (Services financiers), en qualité de *Rapporteur* [4 novembre 1952] (p. 4703) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Direction de la coopération économique (Commandes off-shore)* (p. 4705) ; Chap. 33-92 : *Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prestations facultatives (Sociétés de secours mutuels)* (p. 4708) ; Art. 2 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'article prévoyant chaque année un budget du service des alcools voté par le Parlement* (p. 4712) ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, en qualité de *Rapporteur* [26 novembre 1952] (p. 5702, 5703) ; *Motion préjudicielle de M. Cristofol tendant à surseoir au débat en raison de l'insuffisance du traitement des fonctionnaires et de l'échelle des traitements* (p. 5705) ; Art. 2 : *Amendement de M. Boisdé tendant à reprendre l'article créant un corps d'attachés d'administration centrale* [27 novembre 1952] (p. 5737 et suiv.) ; Art. 3 : *Amendement de M. de Montgolfier tendant à reprendre l'article relatif à la réintégration dans leur cadre des fonctionnaires détachés* (p. 5740) ; Art. 4 : *Amendement de M. Dronne relatif à la mise en retraite de quatre gouverneurs de la France d'outre-mer* (p. 5741) ; Art. 25 : *Amendement de M. Coudray tendant à étendre le bénéfice des primes à la construction aux collectivités locales et services publics qui font construire* (p. 5750) ; — du projet de LOI DE FINANCES (Exercice 1953) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour le passage à la discussion des articles (Ses observations sur la restauration de l'économie française par la lutte contre l'inflation, la balance du commerce extérieur, la réforme constitutionnelle)* [9 décembre 1952] (p. 6058, 6059) ; — du projet de loi relatif au contentieux administratif ; Article additionnel : *Amendement de M. Wasmer tendant à prélever les dépenses supplémentaires sur le produit du doublement des amendes de simple police* [26 mars 1953] (p. 2375, 2376) ; — du projet de loi relatif au redressement financier : *Ses explications*

de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article 2 du projet (Ses observations sur la nécessité de poursuivre l'œuvre d'assainissement financier et de redressement économique, la réforme constitutionnelle, la réforme électorale) [21 mai 1953] (p. 2815, 2816); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954 : JUSTICE, en qualité de *Rapporteur : Diminution du personnel pénitentiaire, regroupement des tribunaux, indemnités spéciales aux magistrats, amélioration de leur situation* [23 novembre 1953] (p. 5304 et suiv.); — du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier : *Son article additionnel (Exonération fiscale sur la vente des journaux et sur les travaux d'impression)* [6 juillet 1954] (p. 3212); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE, pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur : Réorganisation des services judiciaires, décret réduisant l'indemnité forfaitaire spéciale des magistrats, amélioration de la situation des agents des services pénitentiaires, éducation surveillée* [10 novembre 1954] (p. 4911 et suiv.); Etat A, Chap. 31-21 : *Amendements indicatifs de MM. Grimaud et Gauthier (Revendications du personnel pénitentiaire)* (p. 4923); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur : Indemnité forfaitaire des magistrats* [30 décembre 1954] (p. 6965); — du projet de loi relatif aux dépenses de la Présidence du Conseil (II. SERVICE DE LA DÉFENSE NATIONALE), en qualité de *Rapporteur suppléant : Organisation du secrétariat général permanent de la défense nationale* [15 novembre 1954] (p. 4993). = S'excuse de son absence [25 septembre 1951] (p. 7617), [20 juin 1952] (p. 3099), [18 mai 1954] (p. 2472), [24 mai 1955] (p. 2918). = Obtient des congés [25 septembre 1951] (p. 7617), [20 juin 1952] (p. 3099), [18 mai 1954] (p. 2472), [24 mai 1955] (p. 2918).

GARET (M. Pierre), *Député de la Somme (R. I.)*.

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale

(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé Président de la Com-

mission de la reconstruction et des dommages de guerre [19 juillet 1951] (**F. n° 7**). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la justice et de législation [28 août 1951] (**F. n° 27**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné : par l'Assemblée Nationale pour la représenter au sein de la Commission supérieure des caisses d'épargne [18 septembre 1951] (**F. n° 44**); par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**). — Est nommé juge titulaire de la Haute-Cour de justice (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à exonérer les intérêts des livrets de caisses d'épargne de la surtaxe progressive et le montant des livrets des droits de mutation par décès, **n° 187**. — Le 22 août 1951, une proposition de loi tendant à la suppression de la taxe sur les locaux totalement ou insuffisamment occupés, **n° 784**. — Le 22 août 1951, une proposition de loi tendant à l'exonération des droits de succession des primes à la construction, **n° 785**. — Le 13 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 50-639 du 7 juin 1950 concernant la réparation des dommages de guerre intéressant les betteraves industrielles, sucres et alcools de betteraves, **n° 1080**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1033 du Code de procédure civile relatif aux délais de procédure, **n° 1247**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à la prorogation des dispositions de l'article 90 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, **n° 1248**. — Le 28 novembre 1951, un rapport au nom de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi (n° 1432) modifiant et complétant la loi n° 48-975 du 16 juin 1948 relative aux sociétés coopératives de

reconstruction et aux associations syndicales de reconstruction, n° 1740. — Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 1437) modifiant la loi du 30 juillet 1947 relative à l'organisation des justices de paix, n° 1978. — Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 1207) relatif à l'avancement des juges de paix et des suppléants rétribués de juges de paix, n° 1979. — Le 25 mars 1952, un projet de loi accordant une avance de trésorerie à la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines, n° 3029. — Le 1^{er} avril 1952, un projet de loi portant ouverture de crédits au titre de l'allocation temporaire et de la sécurité sociale minière, n° 3128. — Le 20 mai 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale du travail n° 99 concernant les méthodes de fixation des salaires minima dans l'agriculture, n° 3411. — Le 20 mai 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale du travail n° 100 concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale, n° 3412. — Le 20 mai 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 32 concernant la protection des dockers contre les accidents, n° 3414. — Le 20 mai 1952, un projet de loi relatif à la variation du salaire minimum national interprofessionnel garanti en fonction du coût de la vie, n° 3433. — Le 8 juillet 1952, un projet de loi relatif aux sociétés coopératives ouvrières de production, n° 4015. — Le 9 juillet 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention entre la France et la Principauté de Monaco sur la sécurité sociale, n° 4052. — Le 11 juillet 1952, un projet de loi relatif au budget social de la nation, n° 4161. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la Convention générale entre la France et la République fédérale d'Allemagne du 10 juillet 1950 sur la sécurité sociale signé le 3 avril 1952, n° 4303. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord entre la France et l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord sur l'application de la législation française

de sécurité sociale au personnel employé par ladite organisation, n° 4304. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi tendant au transfert du « Fonds de secours de maladie » institué en faveur du personnel ouvrier des filatures de soie au « Fonds national de solidarité et d'action mutualistes », n° 4326. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au règlement, en cas de décès de l'assuré en temps de guerre, des contrats d'assurance en cas de vie souscrite auprès de la Caisse nationale des retraites sur la vie ou de la Caisse nationale d'assurance en cas de décès, n° 4327. — Le 12 novembre 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la Convention générale entre la France et l'Italie sur la sécurité sociale signé le 13 juin 1952, n° 4721. — Le 12 novembre 1952, un projet de loi modifiant certaines dispositions du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 4722. — Le 13 novembre 1952, un projet de loi autorisant la cession d'un terrain domanial à la Caisse primaire de sécurité sociale des Pyrénées-Orientales, n° 4738. — Le 2 décembre 1952, un projet de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 48-1473 du 23 septembre 1948, étendant aux étudiants certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles, n° 4912. — Le 4 décembre 1952, un projet de loi relatif à la majoration des rentes constituées par les sociétés mutualistes au profit des combattants des théâtres d'opérations extérieures et leurs ayants cause, n° 4966. — Le 15 décembre 1952, un projet de loi portant réforme du régime de sécurité sociale, n° 5093. — Le 18 mai 1953, une proposition de loi tendant à modifier le calcul de l'indemnité pour détérioration des immeubles réquisitionnés, n° 6165. — Le 31 décembre 1953, une proposition de loi portant statut des entreprises pratiquant l'industrie du garde-meubles, n° 7565. — Le 11 février 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 7205) tendant à modifier l'article 60 du Livre II du Code du travail, n° 7733. — Le 9 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 63 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, n° 8862. — Le

18 novembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier le décret-loi du 25 août 1937 modifié par le décret-loi du 14 juin 1938, les lois des 6 août 1941 et 25 mai 1951 et par le décret n° 53-967 du 30 septembre 1953, sur la procédure de recouvrement de certaines créances commerciales, n° 9496.

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département du Nord (3^e circonscription) [5 juillet 1951] (p. 5888). — Est élu *Juge titulaire de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SÉPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Article premier : *Son amendement tendant à prévoir l'autorisation du chef de famille qui devra produire un certificat de scolarité* [8 septembre 1951] (p. 7119, 7120); *Son rappel au règlement (Organisation du débat)* (p. 7158, 7159) Art. 2 : *Son amendement tendant à n'augmenter qu'en 1951 la taxe d'apprentissage* [9 septembre 1951] (p. 7204); *Le retire* (p. 7204); *Nouvelle rédaction créant une cotisation additionnelle à la taxe à la production* (p. 7224); — d'une proposition de résolution relative à l'interdiction d'expulsion de certains locataires : en qualité de *Rapporteur suppléant* [10 septembre 1951] (p. 7268, 7269); Article unique : *Amendement de Mme Duvernois tendant à surseoir à toute augmentation de loyer pour les économiquement faibles* (p. 7271); *Amendement de Mlle Marzin tendant à étendre la proposition aux locataires d'hôtels meublés* (p. 7271); — d'une proposition de loi relative aux redevances pour occupation de bâtiments provisoires, amendée par le Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur* [10 septembre 1951] (p. 7271). — Dépose une demande d'interpellation : sur la réponse définitive du Gouvernement aux revendications actuelles du personnel enseignant [6 novembre 1951] (p. 7662); — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre d'urgence en faveur des personnes âgées, économiquement faibles [6 novembre 1951] (p. 7662). — Prend part à la discussion : d'une motion de censure au sujet du loyer des économiquement faibles : *Ses observations sur la misère des économiquement faibles, l'inopportunité de la motion de censure* [9 novembre 1951] (p. 7858); — du projet de loi relatif au développement des crédits de

fonctionnement des services civils en 1952; RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Ses observations sur l'ensemble du budget de la Reconstruction* [14 novembre 1951] (p. 8019, 8020). — Pose à M. le Ministre du Budget, une question relative à la mutation d'immeubles à l'occasion du remembrement d'exploitations rurales [16 novembre 1951] (p. 8144). — Sa demande de pouvoirs d'enquêtes au nom de la Commission de la reconstruction [22 novembre 1951] (p. 8367). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion d'ajournement de M. Pierre André* [11 décembre 1951] (p. 8999, 9000). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Budget des dommages de guerre et de la reconstruction* [21 décembre 1951] (p. 9563). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : *Sa motion tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* [22 décembre 1951] (p. 9645, 9646, 9647, 9649, 9650); *Temps de parole imparti aux groupes* [23 décembre 1951] (p. 9725); *Motion préjudicielle de M. Lenormand tendant à surseoir au débat en attendant de nouvelles propositions du Gouvernement* (p. 9728, 9729); *Son article additionnel tendant à prévoir l'achèvement de la reconstruction en 1960* [24 décembre 1951] (p. 9796, 9797); Art. 9 : *Son amendement tendant à favoriser l'accession à la petite propriété* (p. 9802); *Le retire* (ibid); Article additionnel : *Son amendement tendant à relever le plafond des indemnités pour dommages mobiliers pour les vieillards de plus de 65 ans* (p. 9807); Article additionnel : *Son amendement tendant à autoriser les associations et sociétés coopératives de reconstruction à faire de la construction privée* (p. 9810); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 29 : *Amendement de M. Coste-Floret tendant à disjoindre l'article permettant encore de nouvelles déclarations de dommages* [3 janvier 1952] (p. 43); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales; Article additionnel : *Amendement de M. La Chambre tendant à faire déposer par le Gouvernement un projet de réforme fiscale avant le 1^{er} mai 1952* [5 janvier 1952] (p. 168); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et

dispositions fiscales : *Ses explications de vote sur les 20 questions de confiance posées par le Gouvernement (Attitude des Indépendants, concessions faites pour la solidité du Cabinet)* [28 février 1952] (p. 1132, 1133). — Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J.O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 11 : *Fixation des tarifs appliqués dans les hôpitaux aux assurés sociaux* [3 avril 1952] (p. 1833, 1834); Art. 13 : *Amendement de Mme François tendant à supprimer l'article prévoyant le non-remboursement d'une hospitalisation de durée excessive* (p. 1835); Art. 16 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à supprimer le deuxième alinéa prévoyant la liaison entre l'administration fiscale et l'administration de la sécurité sociale* (p. 1838); Art. 17 : *Demande de prise en considération de l'article relatif au statut du personnel de la sécurité sociale* (p. 1838); Art. 22 : *Demande de disjonction de l'article élevant le plafond des salaires soumis à cotisations de la sécurité sociale, présentée par M. Ferri* (p. 1841); *Amendement de M. Boisdé tendant à ne pas lever les cotisations sur les heures supplémentaires et les primes de productivité* (p. 1843); *Amendement de M. Cayeux tendant à ne pas limiter le plafond des salaires pour les prestations familiales* (p. 1844); Art. 23 : *Disjonction de l'article relatif à l'assurance maladie* (p. 1845); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti (échelle mobile), amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale : Ses observations sur les dangers de l'automatisme des variations, l'insuffisance du texte voté dans certains cas* [9 avril 1952] (p. 2036 et suiv.); *Economie du projet et son interprétation en cas de hausse des prix allant de 5 à 10 0/0* (p. 2048, 2049); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Sa demande de prise en considération du texte gouvernemental* [30 mai 1952] (p. 2584 et suiv.). — Répond à une question : de M. Pierre Fayet relative aux prestations familiales des salariés algériens travaillant en France [6 juin 1952] (p. 2702); — de M. Couinaud relative aux indemnités compensatrices dues pour l'emploi des prisonniers de guerre [6 juin 1952] (p. 2702, 2703);

— de Mme Rose Guérin relative à l'action d'un commissaire de police économique [6 juin 1952] (p. 2703). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la durée hebdomadaire du travail dans le commerce de détail non alimentaire [17 juin 1952] (p. 2960). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail : *Discussion générale (Ses observations sur l'économie du projet, salaire de base pour le calcul de la rente portée à 300.000 francs ou à 240.000 francs)* [25 juin 1952] (p. 3205, 3206); *Proposition tendant à discuter d'abord l'article 22 assurant le financement de la loi* [2 juillet 1952] (p. 3419, 3420); Art. 15 : *Demande de disjonction de l'article relatif aux bénéficiaires de rentes de survivants qui ne sont pas salariés* (p. 3425); Art. 18 : *Demande de disjonction de l'alinéa relatif à l'application de la loi aux accidents survenus avant sa promulgation, présentée par M. Marcel David* (p. 3426 et suiv.); *Demande de réserver l'article présentée par M. Marcel David* (p. 3428); Art. 22 : *Amendement de M. Gazier tendant à majorer les cotisations d'accidents du travail de 2,5 0/0 dans l'industrie et le commerce* (p. 3430); Art. 23 : *Amendement de M. Fayet relatif aux modalités d'application en Algérie* (p. 3431); — des interpellations sur le repos hebdomadaire dans le commerce de détail non alimentaire : *Discussion générale (Ses observations sur la suppression des deux jours de repos consécutifs)* [10 juillet 1952] (p. 3768, 3769); — d'une proposition de résolution relative à la convocation de la Commission supérieure des Conventions collectives : *Discussion générale* [10 octobre 1952] (p. 4205, 4206); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 3101 : *Réunion de la Commission supérieure des Conventions collectives* [23 octobre 1952] (p. 4333, 4334); *Amendement de M. Patinaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Hausse nécessaire du salaire minimum)* (p. 4334); *Sa demande de rétablissement des crédits pour les contractuels chargés de reconstruire l'indemnité compensatrice des prisonniers de guerre* (p. 4335, 4336); Chap. 4312 : *Formation professionnelle des adultes* (p. 4338); *Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 1.000 frs les crédits pour la formation professionnelle des*

adultes (p. 4338) ; Amendement de M. Titeux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la formation professionnelle des adultes (*Main-d'œuvre nord-africaine*) (p. 4339) ; Chap. 4611 : Amendement de M. Titeux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds national de chômage (*Augmentation du chômage*) (p. 4340) ; Chap. 4612 : *Service des travailleurs nord-africains* (p. 4340) ; Amendement de M. Boumbien tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travailleurs nord-africains (*Insuffisance des crédits*) (p. 4341) ; Chap. 4342 : Amendement de M. Lanet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travailleurs nord-africains (*Logement des nord-africains*) (p. 4342) ; Chap. 4711 : *Aide aux travailleurs immigrants* (p. 4343) ; Chap. 4712 : Amendement de M. Coutant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les immigrants italiens (p. 4343) ; Chap. 4722 : Amendement de M. Sion tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la caisse de sécurité sociale des mineurs (*Augmentation de la retraite des mineurs*) (p. 4344) ; Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la caisse de sécurité sociale des mineurs (*Retraites des agents des chemins de fer secondaires*) (p. 4345). — Répond à une question : de M. Devemy, sur la levée de l'immunité de certains parlementaires [31 octobre 1952] (p. 4649) ; — de M. Demusois relative à la rémunération des instituteurs chargés des cours du soir [31 octobre 1952] (p. 4649) ; — de M. Gaubert relative aux allocations familiales et sociales dans le département de la Sarthe [31 octobre 1952] (p. 4650) ; — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 128 : *Fiction de la cotisation des allocations familiales mise à la charge exclusive de l'employeur* [12 décembre 1952] (p. 6266). — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet A. Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Cesse d'expédier les affaires courantes [7 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du rapport portant révision de la Constitution ; Art. 6 : Amendement de M. Bonnefous tendant à prévoir des examens successifs par les deux Assemblées et à rendre définitif l'avis de l'Assemblée Natio-

nale en cas de désaccord dans un délai de cent jours [22 juillet 1953] (p. 3778, 3779) ; — des interpellations sur la situation sociale : *Ordre du jour de M. Lussy condamnant la politique économique et sociale du Gouvernement (Difficultés inévitables de vie pour les travailleurs)* [9 octobre 1953] (p. 4194) ; — des interpellations concernant la politique agricole : *Distorsion des prix agricoles et industriels, exemples du blé, de la betterave, du lait ; difficultés croissantes des débouchés en présence d'une production accrue ; endettement « au jour le jour » des paysans ; situation actuelle dans la Somme* [20 octobre 1953] (p. 4374 et suiv.). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente : *Rectification de son vote et de celui du Président Pinay sur le débat indochinois* [29 octobre 1953] (p. 4639) ; — sur une demande en autorisation de poursuites concernant MM. J. Ducloux, Fajon, Bilioux, R. Guyot et A. Marty : *Motion de M. Flandin tendant au renvoi en Commission (Ajournement à délai très bref de trente jours)* [6 novembre 1953] (p. 4918). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et du Logement, une question relative à l'application de la loi du 24 mai 1951 [6 novembre 1953] (p. 4914, 4915). — Prend part à la discussion des interpellation sur la politique européenne : *Renvoi du débat au mardi suivant* [20 novembre 1953] (p. 5366) ; *Sa demande de suspension de séance* [24 novembre 1953] (p. 5489) ; *Son ordre du jour approuvant les déclarations du Gouvernement* (p. 5518). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur le krach du Crédit mutuel du bâtiment* [24 novembre 1953] (p. 5492). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la manifestation des étudiants parisiens du 15 décembre 1953 : *Son ordre du jour blâmant l'attitude de certains policiers lors de la manifestation étudiante* [30 décembre 1953] (p. 7026) ; *le retire* (p. 7028) ; — des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Ordre du jour de M. Duquesne (Insuffisance de la majoration du salaire minimum interprofessionnel garanti)* [16 février 1954] (p. 322, 323) ; — du projet de loi relatif à la réforme fiscale ; Art. 20 : *Son amendement (Aménagement des taxes sur le chiffre d'affaires concernant les produits textiles et vestimentaires)* [29 mars 1954] (p. 1396) ; — d'une proposition de loi relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 : *Discussion générale (Sa*

demande de vote par division) [1^{er} avril 1954] (p. 1562). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Date du scrutin pour l'élection du Président de la Haute Cour de justice* [6 avril 1954] (p. 1791). — Prend part : au débat sur l'investiture de M. Mendès-France, Président du Conseil désigné : *Accord dès l'an dernier sur le programme intérieur et financier de M. Mendès-France, rappel de ses déclarations d'alors touchant l'Indochine et la C.E.D., dangers de sa position sur le premier point (Délai fixé d'avance aux négociations) comme sur le deuxième point (Pas de solution de rechange possible sur le plan international)* [17 juin 1954] (p. 2997, 2998); — à la discussion du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Ses explications de vote sur la question de confiance* [10 août 1954] (p. 4016). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Confusion causée par la prise de position du Président du Conseil (Question de confiance implicite) : Débat sur la date ou débat au fond ?* [10 août 1954] (p. 4053). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, du Logement et de la Reconstruction, une question relative au règlement des indemnités dues aux sinistrés mobiliers [5 novembre 1954] (p. 4779). — Prend part au débat d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Son ordre du jour (« Prend acte » des résultats de Londres et « donne mandat » au Gouvernement... pas d'état-major et d'armée allemande autonome)* [8 octobre 1954] (p. 4644); *Invite le Gouvernement à préciser sa position en face des ordres du jour* (p. 4654). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Désordre des travaux parlementaires* [19 novembre 1954] (p. 5204, 5205). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955, I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Déroulement du débat* [15 décembre 1954] (p. 6400); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Réévaluation des dommages achetés, réévaluation des terrains à la suite des opérations de remembrement* [18 décembre 1954] (p. 6600); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; rapport n° 9703, Art. 2 et 3 (Admission de la

République fédérale à l'O.T.A.N.) : *Explications de vote (Quasi-unanimité de l'Assemblée dans l'orientation générale de la politique extérieure, mais désaccord sur les moyens, considérations intérieures à écarter (Allusion au relèvement récent des allocations familiales), préférences personnelles pour la C.E.D. (Abandonnée jadis du Gouvernement), questions posées au Gouvernement (Possibilité éventuelle d'une nouvelle solution de rechange et d'un refus du réarmement allemand), révision éventuelle du vote négatif sur l'art. 1^{er})* [27 décembre 1954] (p. 6873, 6874); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE pour 1955 : *Indemnité forfaitaire des magistrats* [30 décembre 1954] (p. 6966); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Acquisitions de dommages de guerre)* [21 janvier 1955] (p. 104); *le retire* (p. 105); Chap. 31-11 : *Licenciements dans les services extérieurs* (p. 110, 111); Chap. 37-41 : *Aménagement du territoire, décentralisation* [24 janvier 1955] (p. 165); Etat D : *Carence en matière de dommages de guerre* (p. 178); paragraphe premier, deuxième ligne : *Dommages mobiliers* [26 janvier 1955] (p. 239, 240); cinquième ligne : *Crédit foncier et préfinancé* (p. 247); sixième ligne : *Son amendement indicatif (Constructions expérimentales par l'Etat, la tour Perret)* (p. 248); *le retire* (p. 250); Art. 12 : *Son amendement indicatif (Prêts aux sociétés de crédit immobilier et coopératives d'H.L.M.)* (p. 253); *Son amendement (Attribution d'un tiers des crédits aux programmes d'accession à la propriété)* (p. 270); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur : le règlement de l'ordre du jour : *Discussion en deuxième lecture du budget de la reconstruction* [22 mars 1955] (p. 1843); — la question orale de M. Joseph Denais à M. le Ministre de la France d'outre-mer, relative à la situation économique du Sénégal et du Soudan [5 août 1955] (p. 4659). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur le Maroc : *Sa demande de suspension* [8 octobre 1955] (p. 4957); — d'interpellations sur l'Algérie : *Sa demande de suspension de séance* [13 octobre 1955] (p. 5099); *Ses explications de vote sur la question de confiance (Rapports du Gouvernement et de sa majorité, nécessité d'une politique nettement définie, conséquences d'une crise ministérielle)* [18 oc-

tobre 1955] (p. 5133, 5134); — d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement ; *Sa demande de suspension de séance* [26 octobre 1955] (p. 5319); — d'un projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale ; *Contre-projet de M. Emile Hugues (Scrutin de liste départemental majoritaire à un tour avec panachage et vote préférentiel)* [31 octobre 1955] (p. 5414); de ce projet en deuxième lecture : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Elections anticipées avec la loi du 9 mai 1951 sans les apparentements) : Date des élections ; Sa demande de suspension de séance* [12 novembre 1955] (p. 5647 et suiv.). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et du Logement, une question relative au règlement des sinistrés mobiliers [18 novembre 1955] (p. 5856, 5857).

GARNIER (M. André), *Député des Vosges*, (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé : membre de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [10 mars 1953] (**F. n° 245**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôts :

Le 11 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2885) de M. Francis Caillet et plusieurs de ses collègues tendant à la validation, pour le calcul de la pension de retraite des personnels tributaires des lois des 2 août 1949 et 21 mars 1928, des services accomplis dans les établissements en cause antérieurement à leur prise en charge par l'Etat, **n° 5043**. — Le 18 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 3997) portant modification de l'article 105 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, annexé au décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947, **n° 5157**. — Le 18 février 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis (n° 7101) donné

par le Conseil de la République sur le projet de loi (in-8° n° 854) adopté par l'Assemblée Nationale portant modification de l'article 105 L du Code des pensions civiles et militaires d'invalidité et des victimes de la guerre annexé au décret n° 51-469 du 24 avril 1951, **n° 7801**.

GAU (M. Albert), *Député de l'Aude (M.R.P.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : Secrétaire de la Commission de coordination de l'énergie atomique [18 mars 1955] (**F. n° 510**); membre de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); est désigné par la Commission de l'éducation nationale pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**).

Dépôts :

Le 2 août 1951, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 133) de M. Paul Coste-Floret tendant à inviter le Gouvernement à exonérer des prestations d'alcool prévues par le décret du 28 avril 1951 les viticulteurs sinistrés, **n° 463**. — Le 5 février 1952, une proposition de loi relative au régime pénitentiaire applicable aux vieillards, **n° 2477**. — Le 5 février 1952, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de la loi n° 48-490 du 21 mars 1948 portant élévation de la limite d'âge des maîtres ouvriers tailleurs et cordonniers des troupes métropolitaines, **n° 2481 (rectifié)**. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à prohiber l'emploi, à l'occasion de toute enquête de police et de toute information judiciaire, des procédés techniques susceptibles de porter atteinte au respect de la personnalité humaine, **n° 3372**. — Le 19 juin 1952, une proposition de loi tendant à la création d'un service civil pour les objecteurs de conscience, **n° 3738**. — Le 26 juin 1952, une proposition de loi tendant à abolir la peine de

mort, n° 3843. — Le 11 décembre 1952, une proposition de loi tendant à réglementer les conditions d'acquisition des terrains d'aviation et à assurer la sécurité publique dans le voisinage des bases et installations d'aérodromes et pistes d'envol ou d'atterrissage, n° 5048. — Le 12 décembre 1952, une proposition de loi tendant à calculer les rentes dues aux victimes d'accidents du travail en fonction de la valeur de leur salaire au moment de l'accident, n° 5078. — Le 12 décembre 1952, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire le réembauchage d'un salarié lorsque l'employeur a été condamné à verser une indemnité pour rupture abusive du contrat de travail, n° 5081. — Le 17 février 1953, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 4402) de M. Buron et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à envisager pour 1953 et tous les deux ans à partir de cette date la création de « Jeux de l'Union française » permettant d'établir des compétitions sportives régulières entre les différents Etats et territoires de l'Union française, n° 5577. — Le 10 décembre 1953, une proposition de loi tendant à la lutte contre la fraude par l'institution d'une taxe à l'hectare sur chaque hectare de vigne plantée, n° 7436. — Le 30 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier le premier paragraphe de l'article 11 du décret n° 49-748 du 7 juin 1949, portant fixation du statut et des effectifs des personnels de l'Administration des Eaux et Forêts pris en charge par le fonds forestier national, n° 7526. — Le 9 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à obtenir que l'élaboration d'un statut international des lépreux soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Organisation des Nations Unies, n° 8001. — Le 5 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abolir le privilège des bouilleurs de cru, n° 9388. — Le 5 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux jeunes travailleurs et aux jeunes travailleuses salariés une semaine de « congés culturels », n° 9396. — Le 18 février 1955, une proposition de loi interdisant la fabrication du vin mousseux autre que la « Blanquette de Limoux » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation contrôlée, n° 10142. — Le 18 février 1955, une propo-

sition de loi tendant : 1° à prohiber l'emploi, à l'occasion de toute enquête de police et de toute information judiciaire, des procédés techniques susceptibles de porter atteinte au respect de la personne humaine ; 2° à apporter certaines modifications au Code d'instruction criminelle, n° 10157. — Le 16 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 10142) de M. Gau interdisant la fabrication du vin mousseux autre que la « Blanquette de Limoux » à l'intérieur de l'aire délimitée ayant droit à cette appellation contrôlée, n° 10417. — Le 18 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 7576 rectifié) de M. Billat et plusieurs de ses collègues, interdisant la fabrication de vins mousseux dits « Clairette de Die » autres que les vins récoltés à l'intérieur de l'aire délimitée de cette appellation contrôlée, n° 10449. — Le 18 mars 1955, une proposition de loi relative à l'application à « Saint-Peray » de la législation en vigueur en Champagne et interdisant la fabrication des vins mousseux ordinaires à l'intérieur de la région délimitée, n° 10461. — Le 3 mai 1955, une proposition de loi tendant à modifier certains articles du Code d'instruction criminelle ainsi que l'article 4 de la loi du 8 décembre 1897, en vue d'une réorganisation de l'instruction, n° 10647. — Le 24 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à obtenir que la création d'une commission internationale d'enquête sur les crimes contre l'humanité soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Organisation des Nations Unies, n° 10811. — Le 24 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à obtenir que la création d'un comité juridique permanent d'études du droit pénal international au sein de l'O.N.U. soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Organisation des Nations Unies ; 2° à créer d'urgence une section de droit pénal international au Centre national de la Recherche scientifique, n° 10812. — Le 27 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir sur le collectif 1956 les crédits nécessaires pour poursuivre et développer la bataille de la lèpre et rendant hommage à l'œuvre accomplie par les services de santé d'Afrique équatoriale française en faveur des lépreux, n° 11348. — Le 25 octobre 1955, une proposition de loi tendant à rouvrir les

délais de recours accordés aux fonctionnaires déchargés des cadres par mesure de compression budgétaire, n° 11710. — Le 17 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur le projet de loi (n° 11599) tendant à autoriser le Président de République à ratifier la Convention internationale pour l'unification des méthodes d'analyse et d'appréciation des vins, signée à Paris le 13 octobre 1954, n° 11920.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département du Gard [10 juillet 1951] (p. 5920). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les élections du département d'Alger (2^e collège) [9 août 1951] (p. 6297); — du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 EDUCATION NATIONALE (Subventions aux écoles libres); *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité des subventions)* [31 août 1951] (p. 6722, 6723); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la défense nationale; Art 1^{er}, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1030 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à la solde de la gendarmerie (Gendarmes maritimes)* [29 décembre 1951] (p. 10123, 10124); *le retire* (p. 10125); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : Art 6 : *Son amendement tendant à ne pas réduire les investissements* [3 avril 1952] (p. 1806); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Section commune, Chap. 1030 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour la gendarmerie (Fusion des gendarmeries des 3 armes)* [12 juin 1952] (p. 2862 et suiv.); [13 juin 1952] (p. 2885); — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage : *Sa demande de renvoi du débat* [3 juillet 1952] (p. 3466); — des interpellations sur la politique viticole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la lutte contre les cépages prohibés, la nécessité pour le Gouvernement d'agir vite)* [4 juillet 1952] (p. 3604, 3605). — Dépose une demande d'interpellation sur l'assainissement du marché des vins et la fixation du prix du blé [7 octobre 1952] (p. 4067). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie : *Discussion générale (Ses observations sur la*

nécessité et la générosité du pardon qui grandit la Résistance) [28 octobre 1952] (p. 4494, 4495); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, Etat A, Chap. 3151 : *Jeunesse et sports (Athlétisme dans l'Union française)* [7 novembre 1952] (p. 4845); — d'une proposition de loi portant amnistie; Article additionnel : *Amendement de M. D. Mayer tendant à insérer des articles nouveaux amnistiant les objecteurs de conscience* [26 février 1953] (p. 1370). -- Dépose une demande d'interpellation : sur la fermeture des mines et usines de Malvézy [22 juillet 1953] (p. 3759); Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Responsabilités humaines encourues par le lancement d'affaires ensuite déclarées non rentables, vices d'un système périmé* [23 juillet 1953] (p. 3828); — sur les mesures envisagées pour arrêter le licenciement des 1.200 mineurs de Salsigne [13 octobre 1953] (p. 4214). -- Est entendu : sur la proposition de loi tendant à la levée du secret professionnel dans l'affaire des piastres : *Discussion générale (Son hostilité de principe; gravité du précédent ainsi créé, vue l'impossibilité de toute distinction en matière de secret professionnel; son inutilité, vue l'impuissance traditionnelle des commissions d'enquête)* [13 octobre 1953] (p. 4231, 4232); -- sur le procès-verbal de la séance précédente : *Paroles injurieuses pour des catholiques prononcées par M. Daladier et politique du M.R.P. lors des accords de Munich en 1938* [29 octobre 1953] (p. 4638, 4639). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères Exercice 1954), AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Insuffisance de l'enseignement agricole)* [3 décembre 1953] (p. 5921, 5922). -- Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur les expulsions de locataires : *Meilleure répartition des locaux* [9 février 1954] (p. 112). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures envisagées pour aider d'urgence les propriétaires sinistrés des Corbières et du Minervois ainsi que les ouvriers agricoles de ces régions [23 février 1954] (p. 466); — sur le problème social créé par la fermeture des mines de Salsigne [23 février 1954] (p. 466); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Mesures envisagées*

pour empêcher le licenciement de 1.200 ouvriers des mines de Salsigne (p. 468, 469) ; la développe : *Subvention des mines d'or, entreprises marginales, politique d'aménagement du territoire* (p. 475). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre du Ministère de l'Éducation nationale : *Discussion générale (Construction d'un institut de physiologie générale dans la banlieue de Toulouse)* [26 février 1954] (p. 568). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les incidents du Minervois : *Situation des populations viticoles; demande une aide efficace pour les viticulteurs sinistrés* [9 mars 1954] (p. 741, 742). — Pose : au Ministre des Affaires étrangères une question orale sur le régime de la télévision au Maroc [14 mai 1954] (p. 2435) ; — au Ministre de l'Éducation nationale une question relative à l'éducation de la jeunesse [9 juillet 1954] (p. 3384) ; — au Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative à l'influence du cinéma, spécialement sur la jeunesse [23 juillet 1954] (p. 3570). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux prestations viniques : *Discussion générale (Assainissement qualitatif, diminution du taux des prestations)* [3 août 1954] (p. 3805). — Est entendu sur le report de sa question orale relative aux persécutions des catholiques vietnamiens : *Son rappel au règlement* [3 décembre 1954] (p. 5742, 5743). — Prend part à la discussion au fond des interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Discussion générale (Message de Lyautey; son amour pour les Musulmans; nouvelle formule « d'association paritaire » à trouver avec des « compagnons valables » ; l'annistie nécessaire; nette attitude adoptée par la hiérarchie catholique (Défense du pupille contre le tuteur abusif); drame de la faim chez tous les peuples sous-développés; réalisations partielles; prestige perdu de l'Europe; croyances racistes périmées; « choix très grave » à faire d'urgence : gagner les cœurs ou se battre jusqu'au bout* [10 décembre 1954] (p. 6103, 6104). — Pose au Ministre d'État une question relative aux difficultés rencontrées par les chrétiens du Nord Viet Nam [10 décembre 1954] (p. 6062). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-01 : *Réforme de l'enseignement, son amendement*

indicatif sur le même sujet [12 décembre 1954] (p. 6181 et suiv., 6186) ; Chap. 35-81 : *Entretien et conservation des monuments historiques (Cathédrale de Montréal dans l'Aude)* [13 décembre 1954] (p. 6228) ; Chap. 43-03 : *Situation des Algériens travaillant en France* (p. 6232) ; Chap. 43-73 : *Subventions aux troupes en tournée à l'étranger* (p. 6237) ; Chap. 57-80 : *Reconstruction de la cité administrative de Saint-Lô* (p. 6252) ; Chap. 34-42 : *Droits d'examen pour le C. A. P.* [13 décembre 1954] (p. 6275) ; Chap. 34-51 : *Stade d'éducation populaire* (p. 6275) ; Chap. 43-53 : *Développement des sports (Préparation des jeux olympiques, jeux d'outre-mer)* (p. 6284) ; *Congés culturels* [14 décembre 1954] (p. 6293, 6294) ; Chap. 43-54 : *Auberges de la jeunesse, œuvres périscolaires et post-scolaires* (p. 6295). — Dépose une demande d'interpellation sur les interrogatoires de la police [21 janvier 1955] (p. 94). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE pour 1955, Etat A, Chap. 1000 : *Commission de contrôle du cinéma et de la télévision, scandale de la télévision au Maroc* [17 mars 1955] (p. 1608, 1609). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Obstruction de la veille* [24 mars 1955] (p. 1894). — Dépose une demande d'interpellation sur la police judiciaire [24 mars 1955] (p. 1894). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'état d'urgence : *Discussion générale (Méthodes policières en Algérie, intégration de la police algérienne)* [31 mars 1955] (p. 2158, 2159) ; — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Contre la question préalable de M. Binot (La laïcité, le rôle de la famille et de la profession)* [3 mai 1955] (p. 2437, 2438, 2439) ; *la position de M. de Saint-Cyr* (p. 2438) ; *la loi Astier* (p. 2439) ; *la collaboration du monde agricole* (p. 2440) ; *l'affiche « La Vérité » publiée par le syndicat national des instituteurs, le pluralisme scolaire* [6 mai 1955] (p. 2591) ; *contre-projet de M. Rincent (Complément de culture générale sous l'autorité du Ministre de l'Éducation nationale)* [22 juin 1955] (p. 3232, 3233) ; *la loi Astier* (p. 3232). — Dépose une demande d'interpellation sur le projet de construction d'une troisième école vétérinaire dans la banlieue de Toulouse [24 mai 1955] (p. 2932). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce,

une question relative au fonctionnement de la commission de contrôle des films cinématographiques [24 juin 1955] (p. 3317). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 5 : *Son amendement (Détermination du nombre de conseillers municipaux à élire dans chaque section des communes de plein exercice, proportionnellement au nombre d'électeurs inscrits)* [5 juillet 1955] (p. 3615) ; — en seconde délibération, du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer : *Nes explications de vote* [26 juillet 1955] (p. 4267) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956 : *Obéisseurs de conscience* [4 août 1955] (p. 4004) ; — d'interpellations sur l'Algérie : *Discussion générale (Établissement d'un régime nouveau d'union entre la France et l'Algérie, problème de conscience des jeunes rappelés, condamnation des répressions collectives, problème d'une meilleure répartition des ressources)* [12 octobre 1955] (p. 5040 à 5042) ; — en troisième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 16 : *Son amendement (Rapport entre le nombre des conseillers, l'importance de la population et le nombre d'électeurs)* [25 octobre 1955] (p. 5231, 5232) ; — de propositions de loi relatives aux bouilleurs de cru, Art. 1^{er} : *Son amendement (Distillation de l'alcool en atelier fixe afin d'assurer un contrôle effectif)* [28 octobre 1955] (p. 5352, 5355).

GAUBERT (M. André), *Député de la Sarthe*
(R. S.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [24 juillet 1951] (p. 6028). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1955] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des affaires économiques [5 février 1954] (F. n° 229), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; par la Commission des affaires économiques de la Sous-

Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [19 mars 1954] (F. n° 366), [31 janvier 1955] (F. n° 490). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie : en qualité de membre suppléant, de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [8 juin 1954] (F. n° 394) ; de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [29 juillet 1954] (F. n° 414), [2 février 1955] (F. n° 492).

Dépôts :

Le 2^e janvier 1953, un rapport au nom de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi (n° 4913) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'urbanisme et l'habitation, n° 5414. — Le 12 mars 1953, une proposition de loi tendant à interdire l'emploi abusif du titre de « déporté », n° 5839. — Le 13 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi (n° 5528) relatif à diverses mesures de nature à accélérer, dès 1953, la construction de logements économiques et familiaux (Mesures tendant à faciliter l'action des organismes d'H. L. M.), n° 5861. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis (n° 6050) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 5528) adopté par l'Assemblée Nationale modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré, n° 6059. — Le 29 octobre 1953, une proposition de loi tendant à fixer les modalités de versement de la cotisation de 1 000 due par les employeurs au titre de l'aide au logement en application du décret n° 53-701 du 9 août 1953, n° 7012. — Le 28 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 18, paragraphe V, de la loi n° 48-1459 du 29 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 7508. — Le 6 avril 1954, un avis au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi (n° 7078) relatif à diverses dispositions d'ordre financier, n° 8261. — Le 25 mai 1954, un rapport au nom de la reconstruction et des

dommages de guerre sur les propositions de loi : 1^o de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n^o 7959) relative au régime des loyers des locaux gérés par les offices publics et les sociétés d'habitations à loyer modéré ; 2^o de M. Chochoy, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n^o 7970) modifiant le régime des loyers des locaux gérés par les offices publics et les sociétés d'habitations à loyer modéré et les conditions d'attribution de ces locaux (Dispositions relatives aux loyers), n^o 8526. — Le 25 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur les propositions de loi : 1^o de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n^o 7959) relative au régime des loyers des locaux gérés par les offices publics et les sociétés d'habitations à loyer modéré ; 2^o de M. Chochoy, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n^o 7970) modifiant le régime des loyers des locaux gérés par les offices publics et les sociétés d'habitations à loyer modéré et les conditions d'attribution de ces locaux (Dispositions relatives aux conditions d'attribution), n^o 8527. — Le 17 juin 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur les propositions de loi : 1^o de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n^o 7959) relative au régime des loyers des locaux gérés par les offices publics et les sociétés d'habitations à loyer modéré ; 2^o de M. Chochoy, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n^o 7970) modifiant le régime des loyers des locaux gérés par les offices publics et les sociétés d'habitations à loyer modéré et les conditions d'attribution de ces locaux (Dispositions relatives aux loyers), n^o 8669. — Le 11 août 1954, un deuxième rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur les propositions de loi : 1^o de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n^o 7959) relative au régime des loyers des locaux gérés par les offices publics et les sociétés d'habitations à loyer modéré ; 2^o de M. Chochoy, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n^o 7970) modifiant le régime des loyers des locaux gérés par les offices publics et les sociétés d'habitations à loyer modéré et les conditions d'attribution de ces locaux (Dispositions relatives aux loyers), n^o 9132. — Le 24 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du loge-

ment sur les propositions de loi : 1^o de M. Gaubert et plusieurs de ses collègues (n^o 7012) tendant à fixer les modalités de versement de la cotisation de 1 0/0 due par les employeurs au titre de l'aide au logement en application du décret n^o 53-701 du 9 août 1953 ; 2^o de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues (n^o 7853) tendant à abroger l'article 2 du décret n^o 53-701 du 9 août 1953 et à fixer les conditions dans lesquelles s'effectuera la participation des employeurs à l'effort de construction ; 3^o de MM. Duquesne, Catrice et Delmotte (n^o 8188) tendant à compléter le décret n^o 53-701 du 9 août 1953 instituant une cotisation de 1 0/0 sur les salaires au profit de la construction de logements, n^o 9566. — Le 13 décembre 1954, un avis au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur le projet de loi (n^o 9303) et la lettre rectificative (n^o 9709) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère du Logement et de la Reconstruction pour l'exercice 1955, n^o 9712. — Le 10 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, relative au régime des loyers des locaux gérés par les offices publics et les sociétés d'habitations à loyer modéré, n^o 10344. — Le 1^{er} avril 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier, dans certaines communes de la banlieue du Mans, le taux d'abattement utilisé pour le calcul des allocations familiales, n^o 10609. — Le 30 juin 1955, un avis au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur l'avis (n^o 963) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale dans sa première législature, portant création d'une société d'études d'économie mixte pour l'aménagement général des régions comprises entre Rhône et Océan (S.E.A.R.O.), n^o 11072.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4000 : *Amen-
dement de M. Viatte tendant à disjoindre les*

crédits pour les prestations et versements obligatoires (*Cotisations de l'Etat à la Sécurité sociale des fonctionnaires*) [13 novembre 1951] (p. 7957); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 6060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour liquidation du service des constructions provisoires (Constructions en bois)* [14 novembre 1951] (p. 8018, 8019); AGRICULTURE, Chap. 1040 : *Amendement de M. Rochet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection générale de l'agriculture (Hausse des prix industriels)* [21 novembre 1951] (p. 8260); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Carte nationale du combattant)* [13 décembre 1951] (p. 9162, 9163); *le retire* (p. 9163); PRÉSIDENT DU CONSEIL, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à majorer les crédits pour les services de la presse* [13 décembre 1951] (p. 9166). — Pose à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, une question relative au procès des membres de la Gestapo du Mans [23 novembre 1951] (p. 8453). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 4 : *Sa demande de disjonction de la ligne Fonds national de l'habitat; Insuffisance des avances* [22 décembre 1951] (p. 9620, 9621); *la retire* (p. 9621). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative à la situation du marché français des pommes à couteau [28 mars 1952] (p. 1623). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; Art. 2 : *Son amendement tendant à inclure l'emploi de la publicité abusive* [26 juin 1952] (p. 3230, 3231). — Pose à M. le Ministre du Travail, une question relative aux allocations familiales et sociales dans le département de la Sarthe [31 octobre 1952] (p. 4650). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, RECONSTRUCTION ET URBANISME; Etat A, Chap. 3121 : *Surveillance de la construction (Insuffisance du rythme de construction en France)* [15 novembre 1952] (p. 5237); Chap. 3122 : *Honoraires d'architectes (Architectes conseils)* (p. 5237, 5238); Chap. 3493 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour remboursements à diverses administrations*

(*Impressions de barèmes*) (p. 5243); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; en qualité de *Rapporteur pour avis* [15 décembre 1952] (p. 6935); Art. 1^{er}, Etat A : *Fonds d'aménagement national (industries de l'Ouest)* (p. 6409); Art. 4, Etat D : *Son amendement tendant à affecter un milliard au Fonds national de l'habitat* [19 décembre 1952] (p. 6615, 6616); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Discussion générale (Ses observations sur la rénovation de l'habitat français à réaliser concurremment avec la reconstruction, l'effort des offices d'H. L. M. en 1952; La crise du logement en France)* [18 décembre 1952] (p. 6561 et suiv.); — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré; en qualité de *Rapporteur* [17 mars 1953] (p. 1993, 1994); Article additionnel : *Amendement de M. de Tinguy concernant l'assurance des personnes désirant construire en utilisant la législation relative aux H. L. M.* (p. 1995); Art. 1^{er}; *Amendement de M. de Tinguy tendant à accorder des garanties aux collectivités locales qui consentent des prêts à des organismes d'H. L. M.* (p. 1997); Art. 3 : *Amendement de M. Gilliot tendant à ne pas étendre aux sociétés anonymes d'H. L. M. les dispositions de l'article* [18 mars 1953] (p. 2026); Art. 5 : *Amendement de M. André Lenormand relatif à la garantie départementale aux emprunts contractés par les sociétés anonymes d'H. L. M.* (p. 2027); Art. 6 : *Amendement de M. Guthmuller tendant à maintenir les exceptions existantes en matière d'approbation de certaines délibérations des conseils municipaux* (p. 2027); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [28 mars 1953] (p. 2557); Art. A : *Amendement de M. Halbout tendant à supprimer le 3^e alinéa n'appliquant qu'à partir du 1^{er} janvier 1954, la disposition autorisant à contracter une assurance-vie à primes annuelles* (p. 2558); Art. 8 : *Application de la loi dans les départements d'outre-mer* (p. 2560); — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations; Art. 2 : *Son amendement relatif aux enquêtes à faire avant la déclaration d'utilité publique pour un terrain* [27 mars 1953] (p. 2498); *Son amendement tendant à faire prononcer par décret en Conseil d'Etat la déclaration d'utilité publique pour un terrain exproprié* (p. 2498); Art. 10 : *Son amendement*

tendant à autoriser les collectivités à utiliser la procédure d'urgence pour les expropriations (p. 2507); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Etat A, Chap. 3101 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Statut du personnel des offices d'H. L. M.) [30 novembre 1953] (p. 5715); Chap. 3111 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (Prélèvement sur les employeurs, de 10% sur les salaires pour le logement) (p. 5717, 5718); le retire (p. 5718); Chap. 3721 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le contrôle technique de la reconstruction (Etablissement de coefficients d'adaptation départementaux) (p. 5722); le retire (ibid.); Art. 4, Etat D : Construction d'immeubles de « transit » dans les villes sinistrées [1^{er} décembre 1953] (p. 5757); Article additionnel : Son amendement tendant à simplifier pour les H. L. M. l'obtention des prêts du Crédit foncier (p. 5796); Son amendement tendant à ne pas soumettre aux Commissions départementales d'investissement les opérations des H. L. M. (p. 5798); Son amendement relatif à la construction de bâtiments de transit dans les villes sinistrées (p. 5879); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (Exercice 1954); Art. 20 : Amendement de M. Minjoz tendant à permettre l'utilisation par les Caisses d'épargne de 50 0/0 de leurs dépôts [12 décembre 1953] (p. 6617); Art. 47 : Sa demande de disjonction de l'article relatif aux prêts de l'Etat aux offices d'H. L. M. (p. 6626); Art. 1^{er} : Fonds national d'aménagement du territoire (Création de zones d'habitation) (p. 6669); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, en qualité de Rapporteur pour avis de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre : Contrôle a priori des constructions immobilières [14 mai 1954] (p. 2418); Art. 1^{er} : Permis de construire (p. 2420); Art. 1^{er} quater : Exonérations fiscales en faveur de certaines organisations sans but lucratif (24 heures du Mans) (p. 2424); Son amendement (délai de 3 à 4 ans pour obtenir l'attribution de prêts) (p. 2426); Art. 2 : Son amendement (Durée du délai prévu à l'article 10 du décret n° 50-1135 du 18 septembre 1950) [1^{er} juin 1954] (p. 2719); — d'une proposition de loi relative aux loyers des

habitations à loyer modéré, en qualité de Rapporteur : Modification du décret-loi du 9 août 1953 [4 novembre 1954] (p. 4752); Contre-projet de M. Lenormand (Abrogation des articles 13 à 20 du décret du 9 août 1953, fixation des loyers conformément aux dispositions de la loi du 3 septembre 1947) (p. 4753); Article additionnel de M. Ballanger (Suppression de la référence aux articles 31 bis et 34 bis de la loi du 1^{er} septembre 1948 instituant une sorte d'échelle mobile des loyers, et appliquant la valeur locative à tout nouveau locataire) (p. 4753); Article additionnel de M. Ballanger (Abrogation du deuxième alinéa de l'article 220 du Code de l'Urbanisme et de l'habitation, permettant d'imposer l'échange aux locataires en vue d'une meilleure utilisation) (p. 4754); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, en qualité de Rapporteur pour avis : Achèvement de la reconstruction, Dommages de guerre, H. L. M., logements « million » [18 décembre 1954] (p. 6584 et suiv.); Etat A, Chap. 31-01 (p. 6607); Chap. 31-01 (suite); Amendement indicatif de M. Guillon (Reconstruction des édifices publics des villes sinistrées) [21 janvier 1955] (p. 103); Chap. 3121 : Son amendement (Rétablissement d'un crédit pour embauche de techniciens) (p. 111); Chap. 34-94 : Son amendement (Rétablissement d'un crédit pour le déplacement de bâtiments provisoires) (p. 114); Chap. 37-01 : Amendement de M. Siefridt (Utilité du centre de perfectionnement) [24 janvier 1955] (p. 152); Chap. 37-02 : Son amendement indicatif (Loyers des constructions provisoires) (p. 155); Chap. 37-03 : Demande de disjonction présentée par M. Thiriet (Report des crédits de documentation sur la rémunération du personnel) (p. 158); Son amendement indicatif (Documentation et vulgarisation) (p. 159); Chap. 37-41 : Coordination des études de l'aménagement du territoire au Ministère de la Reconstruction, augmentation des crédits, industrialisation de la Seine-et-Oise (p. 165); Chap. 46-21 : Crédits aux H. L. M. (p. 175); Amendement de M. de Villeneuve (Problème économique à la Réunion) (p. 175); Chap. 46-22 : Son amendement (Travaux de remembrement) (p. 175); Chap. 46-91 : Publicité autour des prises de déménagement (p. 176); Etat D : Demande de disjonction de M. Guiguen (Crédits insuffisants pour la reconstruction) (p. 182); Sa demande de

disjonction (Indemnités pour reconstruction des immeubles de toute nature, crédits de programme et crédits de paiements) (p. 183, 184); Etat D, paragraphe premier, 2^e ligne : *Dommages mobiliers* [25 janvier 1955] (p. 241); *Sa demande de réserver l'état D* (p. 244); Etat D, paragraphe premier, 3^e ligne : *Sa demande de disjonction (Crédits de l'ensemble de l'état D)* (p. 244); paragraphe 2, 1^{re} ligne : *Sa demande de disjonction (Travaux de voirie et de distribution d'eau, de gaz et d'électricité)* (p. 246, 247); paragraphe 2, 3^e ligne : *Sa demande de disjonction (Évaluation des dommages mobiliers)* (p. 250); *la retire* (p. 251); Art. 12 : *Sa demande de disjonction (Crédits pour immeubles locatifs; Intérêts des fonds fournis par les caisses d'épargne)* (p. 262); *Son amendement (Droit de priorité sur les prêts, jusqu'au 1^{er} août, en faveur des communes rurales)* (p. 262); *Décret fixant les conditions d'attribution des logements* (p. 266); *Engagement de M. Edgar Faure* (p. 268); *Augmentation des crédits d'engagement* (p. 269); *Son amendement (Augmentation de crédits pour le secteur locatif)* (p. 270); *Son article additionnel (Modalités d'indemnisation des sinistrés mobiliers)* (p. 292, 293); *Son article additionnel (Achat de préfinancé avec des créances mobilières)* [27 janvier 1955] (p. 306); Art. 14 bis : *Son amendement (Dommages des communes pour voirie et réseaux divers, paiement en titres)* (p. 344); Etat A, Chap. 31-11 : *Sa demande de disjonction : Rémunérations principales des services extérieurs* (p. 354); *la retire* (ibid.). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756). = S'excuse de son absence [23 décembre 1951] (p. 9701), [23 février 1955] (p. 865). = Obtient des congés [23 décembre 1951] (p. 9701), [23 février 1955] (p. 865).

DE GAULLE (M. Pierre), *Député de la Seine (1^{re} circonscription) (R. S.)*.

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'intérieur [15 janvier 1952] (**F. n° 93**);

de la Commission des affaires étrangères [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 30 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux sapeurs-pompiers de Paris des guerres 1914, 1940 la carte du combattant, **n° 9610**. — Le 3 mai 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux sapeurs-pompiers de Paris des guerres 1914-1918 et 1939-1945 la carte du combattant, **n° 10659**.

Interventions :

Est entendu : sur le procès-verbal (*Budget de la ville de Paris*) [3 janvier 1952] (p. 34); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur l'échelle mobile, sa date*) [25 mars 1952] (p. 1470). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1953 : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption des articles 128, 129, 130 relatifs aux allocations familiales (Sa réponse à M. Barrachin)* [22 décembre 1952] (p. 7023); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères exercice 1954; RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISES, Art. 6 : *Amendement de M. J.-P. Palewski tendant à fixer à 1.450 francs par an la redevance radiophonique avec les exemptions déjà prévues* [14 décembre 1953] (p. 6785, 6786). = S'excuse de son absence [24 juin 1954] (p. 3040), [10 décembre 1954] (p. 6047), [23 février 1955] (p. 865). = Obtient des congés [24 juin 1954] (p. 3040), [10 décembre 1954] (p. 6047), [23 février 1955] (p. 865).

GAUMONT (M. Edouard), *Député de la Guyane (R. S.)*.

Son élection est validée [1^{er} janvier 1952] (p. 2). = Est nommé : membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); membre suppléant de la Commission des finances

[7 juillet 1953] (F. n° 275), [19 janvier 1954] (F. n° 341); membre de la Commission de la justice et de législation [18 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (F. n° 278). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie, en qualité de membre suppléant, de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [29 juillet 1954] (F. n° 414).

Dépôts :

Le 13 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir au recouvrement, en Guyane, des rôles d'impôts émis pour les années 1951 et 1952, n° 5857. — Le 3 novembre 1953, une proposition de loi tendant à instituer le secret des délibérations des Commissions d'enquête parlementaires pendant la durée de la période d'instruction, n° 7048. — Le 18 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions sur la proposition de loi de M. Savary et plusieurs de ses collègues (n° 7172) tendant à déterminer les conditions d'éligibilité des Hauts-Commissaires de la République, des Gouverneurs généraux et des Gouverneurs exerçant ou ayant exercé leurs fonctions dans un territoire ou un groupe de territoires d'outre-mer, n° 7198. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à déterminer dans le département de la Guyane certaines modalités d'application du Code de la nationalité française, n° 7689. — Le 12 février 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions sur la proposition de loi (n° 7172) de M. Savary et plusieurs de ses collègues tendant à déterminer les conditions d'éligibilité des Hauts-Commissaires de la République, des Gouverneurs généraux et des Gouverneurs exerçant ou ayant exercé leurs fonctions dans un territoire ou un groupe de territoires d'outre-mer, n° 7770. — Le 9 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour l'application, sitôt après son vote définitif, de la loi relative à la sécurité sociale dans les départements d'outre-

mer, n° 8336. — Le 1^{er} juin 1954, une proposition de résolution tendant à la nomination par l'Assemblée Nationale d'une Commission parlementaire d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles fonctionnent, en Guyane : a) depuis sa mise en place, l'Administration préfectorale ; b) les différents services, établissements publics ou organismes bénéficiant de l'aide de l'Etat et qui doivent concourir au développement économique et social de ce département, n° 8543. — Le 10 août 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions sur l'avis (n° 8480) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative aux conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires dans les départements et territoires d'outre-mer, n° 9123. — Le 9 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux personnels de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer le bénéfice des textes réglementaires instituant une indemnité spéciale dégressive, n° 9422. — Le 9 novembre 1954, une proposition de loi étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions du titre II de la loi du 1^{er} septembre 1948 instituant les allocations de logement, n° 9423. — Le 13 mai 1955, une proposition de loi tendant à étendre aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales et tous les textes subséquents qui en ont précisé les conditions d'application ou l'ont modifiée, n° 10733. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi modifiant la loi n° 51-1098 du 14 septembre 1951 portant organisation du département de la Guyane française, n° 10951. — Le 21 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions nécessaires pour l'élaboration, le plus rapidement possible, d'un plan cadastral de la Guyane française et pour la création, dans ce département, d'un service du cadastre, n° 10957. — Le 22 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire au budget de 1956 les crédits nécessaires à une administration normale et saine des départements d'outre-mer, n° 10984. — Le 5 août 1955, une proposition de résolution

tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour assurer, en Guyane, l'application normale de la loi n° 54-13 du 9 janvier 1954 et l'assainissement du marché du travail dans ce département, n° 11456. — Le 5 août 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux personnels des caisses de sécurité sociale des départements d'outre-mer le bénéfice des mesures prises en faveur des personnels des caisses de la métropole, n° 11473. — Le 5 août 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux éleveurs de Sinnamary, en Guyane française, victimes d'une épidémie qui a décimé une partie importante de leur bétail, n° 11474. — Le 5 août 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour assurer, en Guyane, la destruction des fourmis-manioc afin de rendre possibles, en particulier dans les communes rurales, les activités agricoles traditionnelles de ce département, n° 11475. — Le 5 août 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux investissements effectués au moyen de revenus appartenant à la catégorie fiscale « Traitements et salaires » l'article 18 du décret n° 52-152 du 13 février 1952, n° 11476.

Interventions :

Son rapport sur les élections du territoire du Tchad (Collège indigène) [24 août 1951] (p. 6516). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration des allocations aux vieux travailleurs et des prestations familiales : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 septembre 1951] (p. 7626); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la situation économique difficile des départements d'outre-mer)* [16 novembre 1951] (p. 8194); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; EDUCATION NATIONALE, Chap. 4110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des lycées et collèges (Lycée de la Guyane)* [19 décembre 1951] (p. 9364); *le retire* (p. 9368); Chap. 1120 : *Amendement de M. Raignard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités*

aux professeurs de l'enseignement secondaire (Lycée de la Guyane) (p. 9369); JUSTICE, Chap. 4040 : *Amendement de M. Bayrou tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements pénitentiaires (Services de la Guyane)* [21 décembre 1951] (p. 9522, 9523); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 décembre 1951] (p. 10033); --- du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 3116 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ouvriers des ponts et chaussées dans les territoires d'outre-mer (Situation des ouvriers d'art)* [24 octobre 1952] (p. 4413); *le retire* (ibid.); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat B, Chap. 4628 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 frs les crédits pour les maladies mentales (Asile de Saint-Denis à la Guyane)* [30 octobre 1952] (p. 4615); Chap. 4741 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection de la santé publique (Équipement sanitaire de la Guyane)* (p. 4617, 4618); *le retire* (p. 4618); EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, Etat A, Chap. 3144, *Son amendement tendant à réduire de 1.000 frs les crédits pour les centres professionnels (Enseignement technique à la Guyane et aux Antilles)* [7 novembre 1952] (p. 4842); EDUCATION NATIONALE; Etat A, Chap. 3121 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les lycées et collèges (Manque de professeurs aux Antilles et en Guyane)* (p. 4879); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 4621 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les habitations de loyer modéré (Situation de la construction en Guyane)* [15 novembre 1952] (p. 5248); *le retire* (p. 5249); MARINE MARCHANDE, Etat B, Chap. 4501 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'exploitation des services maritimes (Liaisons maritimes avec la Guyane)* (p. 5282 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard des départements d'outre-mer [13 novembre 1952] (p. 5054). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : *Discussion générale (Ses observations sur la situation fiscale des départements d'outre-mer,*

le régime de sécurité sociale dans ces territoires) [6 décembre 1952] (p. 6044 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 6892 : *Amendement de M. de Villeneuve tendant à réduire de 6 milliards les crédits pour le F.I.D.E.S. (Investissements insuffisants dans les départements d'outre-mer)* [20 décembre 1952] (p. 6796); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1953; P.T.T., CAISSE D'ÉPARGNE : *Discussion générale (Ses observations sur les télécommunications et le réseau téléphonique)* [23 janvier 1953] (p. 229); — d'une proposition de loi relative aux malades de longue durée hospitalisés : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur l'extension de la loi aux départements d'outre-mer)* [10 mars 1953] (p. 1717). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses observations sur la création de l'Europe, le sort des territoires d'outre-mer, le plan de Strasbourg, la situation économique et sociale des 4 départements d'outre-mer* [3 juin 1953] (p. 3935, 3936); — à la discussion d'une proposition de loi concernant la rémunération des fonctionnaires des départements d'outre-mer : *Discussion générale (Analyse de la circulaire du 24 août 1951, concernant l'indemnité d'installation); Contre l'application de l'article premier de la loi de finances* [2 juillet 1953] (p. 3221, 3222); — à la discussion du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier; Article premier : *Amendement de M. Conombo portant création d'une surtaxe supplémentaire sur les alcools à destination des territoires d'outre-mer* [7 juillet 1953] (p. 3303); *Son sous-amendement tendant à exempter de la surtaxe les rhums provenant des départements d'outre-mer (Risques de chômage)* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale à l'égard des départements d'outre-mer [10 juillet 1953] (p. 3453). — Prend part à la discussion : du rapport portant révision de la Constitution; Art. 2 : *Son amendement tendant à faire signer le décret de clôture par le Président de la République au lieu du Président du Conseil* [17 juillet 1953] (p. 3611); — d'une proposition de loi tendant à la levée du secret professionnel dans l'affaire des piastres, amendé par le Conseil de la République; Article premier : *Maintien du vote favorable du groupe R.P.F. mais « avertis-*

sement » touchant le secret nécessaire de l'instruction, déjà violé par certaines indiscrétions diffamatoires [30 octobre 1953] (p. 4697, 4698); — d'une proposition de loi tendant à instituer le secret des délibérations des commissions d'enquête parlementaires : *Discussion générale (Avantages du texte présenté, nécessité de le voter quoique imparfait, enterrement de l'affaire Peyré)* [13 novembre 1953] (p. 5059, 5060); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 4501 : *Son amendement tendant à réduire de 50 millions de francs les crédits pour les services maritimes d'intérêt général (Service des Antilles par cargos et avions)* [14 novembre 1953] (p. 5115, 5116); *le retire* (p. 5123); JUSTICE, Etat A, Chap. 3111 : *Services judiciaires (Suppression du tribunal de Saint-Laurent-du-Maroni)* [23 novembre 1953] (p. 5401); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Etat A, Chap. 4621 : *Application dans les départements d'outre-mer de la législation sur les H.L.M.* [30 novembre 1953] (p. 5724); AGRICULTURE, Etat B, Chap. 6172 : *Equiperment du génie rural (Equiperment des territoires d'outre-mer par le seul F.I.D.E.S.)* [4 décembre 1953] (p. 6025, 6026); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Anciens combattants des départements d'outre-mer)* [7 décembre 1953] (p. 6185); — *RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 6030 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour participations aux organismes d'outre-mer (Radiodiffusion à la Guyane)* [8 décembre 1953] (p. 6312); *le retire* (ibid.); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3101 : *Administration centrale (Grèves des fonctionnaires dans les départements d'outre-mer, liaisons aériennes en Guyane et réquisition illégale de M. Magne)* [9 décembre 1953] (p. 6358 et suiv., 6368); Article additionnel : *Amendement de M. Valentino tendant à étendre aux départements d'outre-mer les règles applicables à la convocation des conseils municipaux* [10 décembre 1953] (p. 6407); Etat A, Chap. 6552 : *Subventions pour l'habitat urbain (Ville de Cayenne)* [11 décembre 1953] (p. 6490); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3116 : *Service des ponts et chaussées dans les départements d'outre-mer (Insuffisance des salaires et des congés des ouvriers de ces services)* [12 décembre 1953] (p. 6565); Chap. 3414 : *Amendement de*

M. Quinson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais des services annexes des ponts et chaussées (Bourses accordées aux élèves de l'École nationale des ponts et chaussées) (p. 6571); — du rapport sur les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1954, Art. 2 : Amendement de M. Liautey tendant à prélever sur l'indemnité législative l'indemnité compensatrice perçue par les députés fonctionnaires [10 décembre 1953] (p. 6466); — du projet de Loi DE FINANCES POUR 1954, Article premier : Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi des « maxima » aux lois étendant des textes votés aux départements d'outre-mer [13 décembre 1953] (p. 6715, 6716); Art. 6 : Demande de disjonction présentée par M. Beyrou fixant le budget des dépenses militaires (p. 6721); — du projet de loi relatif à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les départements d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République, Article premier : Son amendement tendant à étendre l'article limitant l'emploi de la main-d'œuvre étrangère à la Guyane [31 décembre 1953] (p. 7113, 7114); Art. 2 : Son amendement tendant à étendre l'article à la Guyane (p. 7114); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, Art. 9 : Son sous-amendement tendant à ne pas appliquer la taxe de statistique aux importations et exportations à destination des départements d'outre-mer [31 décembre 1953] (p. 7164, 7165); Article additionnel : Son amendement tendant à appliquer la loi aux départements d'outre-mer (p. 7167); Insertion de son amendement dans le texte (Allocation au vieux non salariés dans les départements d'outre-mer) (p. 7168). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Son amendement demandant la discussion du rapport de M. Viatte sur l'application de la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer [9 février 1954] (p. 404). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer : Discussion générale (Sa demande d'application du Code de la nationalité française en Guyane, et d'extension pure et simple de la sécurité sociale) [11 février 1954] (p. 483 et suiv.); Art. 2 : Amendements de MM. Girard et Silvanre (Couverture du risque longue maladie, application de l'article premier de la loi de finances) (p. 490); Art. 6 : Amendement de M. Patinaud

(Liste à compléter des spécialités pharmaceutiques) (p. 493); Art. 9 : Amendement de M. Césaire (Calcul de l'indemnité journalière pour les assurés ayant une famille nombreuse) (p. 495); Art. 15 : Son amendement (Délai d'entrée en vigueur de la loi) (p. 202); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Discussion générale (Unification de la législation) [3 août 1954] (p. 3813, 3814); Art. 8 : Amendement de M. de Tinguy (Délai d'octroi de l'indemnité journalière en cas d'incapacité de travail) (p. 3818); Art. 14 : Amendement de M. de Tinguy (Modalités de financement des caisses des départements d'outre-mer en cas de déficit) (p. 3821); — des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : Ordre du jour de M. Durbet jugeant insuffisantes les mesures prises par le Gouvernement pour les salaires [16 février 1954] (p. 300); — d'une proposition de loi concernant la représentation métropolitaine à l'Assemblée de l'Union française, Article unique : Son amendement (Reconstitution du collège électoral qui avait choisi le conseiller dont le siège est devenu vacant) [12 mars 1954] (p. 851); — d'une proposition de loi sur les conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires d'outre-mer, en qualité de Rapporteur : Éligibilité des Hauts Commissaires de la République, des Gouverneurs généraux et Gouverneurs [12 mars 1954] (p. 854); Discussion générale (Limitation de l'inéligibilité à dix ans, les élections dirigées dans les territoires d'outre-mer) (p. 855, 856); Contre-projet de M. Bruyssel (Limitation de la durée de l'inéligibilité à cinq ans, extension de l'inéligibilité à d'autres fonctionnaires) (p. 858); Art. 1^{er} : Amendement de M. Béchard (Extension de l'inéligibilité à toute personne ayant exercé les fonctions par intérim) (p. 860, 861); Art. 2 : Amendement de M. Béchard (Conditions d'application de la loi) (p. 861, 862); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [13 août 1954] (p. 4200); Discussion générale (Non-application de la loi aux chefs de province de Madagascar) (p. 4201); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : Discussion générale (Prime de rengagement en Guyane) [16 mars 1954] (p. 908); SECTION COMMUNE : Son article additionnel (Réductions progressives d'effectifs dans certains grades) (p. 1114, 1115); le retire

(p. 1115); Art. 14 : *Son amendement (Admission des officiers des troupes coloniales appartenant aux services dans l'infanterie ou l'artillerie), le retire* (p. 1115); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale; Art. 1^{er} : *Non-réception de la taxe à la valeur ajoutée en Guyane* [25 mars 1954] (p. 1283); Art. 6 : *Amendement de M. Nisse (Disjonction du paragraphe 5 concernant la taxation « des marchés d'études »)* [26 mars 1954] (p. 1342). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement à l'égard des départements d'outre-mer [26 mars 1954] (p. 1315); la développe : *Transformation des vieilles colonies en départements, identité du régime législatif dans les départements d'outre-mer et dans la métropole, application automatique des lois sociales, caractère désordonné des réalisations, œuvre de la mère Jouvohey de Mana, insuffisance de l'équipement sanitaire de la Guyane, problème du logement, route de Cayenne à Saint-Laurent-du-Maroni* [6 avril 1954] (p. 1765 et suiv.); *Son amendement à l'ordre du jour de M. Aubame (Création d'une Commission parlementaire d'enquête sur la situation en Guyane)* [9 avril 1954] (p. 2034, 2035). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant les avenants aux Conventions entre l'État, la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des messageries maritimes : *Discussion générale (Relations maritimes régulières avec la Guyane, possibilités de trésorerie de la Banque de la Guyane, exportation du rhum)* [9 juillet 1954] (p. 3396, 3397); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES pour l'exercice 1955; Etat A : *Demande de disjonction de M. Quilici (Sa proposition de suspension de séance)* [22 novembre 1954] (p. 5232); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Nécessité d'un débat sur la politique en Afrique du Nord)* (p. 5236); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 31-01 : *Comité de coordination chargé des départements d'outre-mer, rémunération des fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer* [22 novembre 1954] (p. 5256, 5257); Chap. 41-52 : *Demande de disjonction de M. Leenhardt (Retard subi par les départements d'outre-mer pour la perception des subventions)* (p. 5311); Chap. 46-91 : *Son amendement indicatif (Insuffisance des crédits de secours pour les régions sinistrées; cas de*

Kourou, Guyane) (p. 5322); *le retire* (ibid.); Chap. 65-52 : *Habitat urbain dans les départements d'outre-mer* (p. 5327); Etat C, Chap. 86-51 : *Problème du réseau routier guyanais* [24 novembre 1954] (p. 5362); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 34-35 : *Service de protection des végétaux, cas des départements d'outre-mer* [26 novembre 1954] (p. 5480); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955; Etat A, Chap. 31-01 : *Équipement sanitaire de la Guyane, création d'un service psychiatrique à l'hôpital Jean-Martial à Cayenne* [1^{er} décembre 1954] (p. 5653, 5654); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955; MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-01 : *Liaisons maritimes du département de la Guyane* [6 décembre 1954] (p. 5889, 5890); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME); Etat A, Chap. 31-16 : *Ponts et chaussées; ouvriers titulaires des chantiers d'outre-mer* [9 décembre 1954] (p. 6004 et suiv.); Chap. 32-91 : *Liquidation des pensions du personnel en retraite résidant dans les départements d'outre-mer* (p. 6011); Etat B, Chap. 53-34 : *Ports de commerce (Port de Cayenne)* [14 décembre 1954] (p. 6350, 6351); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955; Etat A, Chap. 3144 : *Personnel des centres d'apprentissage* [14 décembre 1954] (p. 6325); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955; Etat B, Chap. 68-92 : *Son amendement indicatif (Construction du cours normal de Macenta en Guinée forestière)* [16 décembre 1954] (p. 6463); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de janvier 1955; Art. 2 : *Amendement de M. Métayer (Plan général de revalorisation de la fonction publique)* [30 décembre 1954] (p. 7019); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Ses explications de vote sur la question de confiance (L'absence de politique à l'égard de l'Algérie, un des problèmes de l'Union française; l'autonomie interne de la Tunisie)* [4 février 1955] (p. 758, 759);

— du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955 ; I. CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Amélioration de la situation des personnels d'Etat dans la métropole et dans les territoires d'outre-mer)* [4 mars 1955] (p. 1106) ; *Article additionnel de M. Kaufmann (Délai aux bénéficiaires de la loi du 19 mai 1948 étendant l'ordonnance du 15 juin 1945 aux Alsaciens-Lorrains empêchés d'accéder à la fonction publique)* (p. 1109, 1110) ; *Son article additionnel (Intégration des agents en service dans les départements d'outre-mer)* (p. 1122) ; *Son article additionnel (Indemnité spéciale dégressive pour les départements d'outre-mer)* [8 mars 1955] (p. 1150, 1186) ; *le retire* (p. 1185) ; Etat A, Chap. 31-93 : *Sa motion préjudicielle (Personnels de l'Etat dans les départements d'outre-mer)* (p. 1167, 1168) ; *la retire* (p. 1169) ; *Demandes de disjonction de MM. Lumps et Meunier (Revalorisation de la fonction publique)* (p. 1181, 1182) ; *Son article additionnel (Personnel de l'Etat dans les départements d'outre-mer)* (p. 1185). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement dans les départements d'outre-mer en particulier dans le domaine social [25 mai 1955] (p. 2993). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Problèmes des départements d'outre-mer, notamment de la Guyane* [25 mai 1955] (p. 3026 à 3028) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets ; Art. 7 : *Fonctionnaires des départements d'outre-mer* [27 juillet 1955] (p. 4376, 4377). = S'excuse de son absence [5 juin 1952] (p. 2635), [22 juin 1955] (p. 3226). = Obtient des congés [5 juin 1952] (p. 2635), [22 juin 1955] (p. 3226).

GAUTIER (M. André), Député de Seine-et-Marne (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé : membre de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; membre suppléant de la Commis-

sion des immunités parlementaires [27 mai 1952] (F. n° 138).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à faire admettre au bénéfice de la Caisse autonome nationale les mineurs en argile et en terres alumineuses du bassin de Provins (Seine-et-Marne), par l'extension à leur bénéfice de l'ordonnance n° 15-2148 du 22 septembre 1945, n° 146. — Le 1^{er} avril 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux usagers des locaux à usage professionnel ou à usage mixte de céder à leur successeur le bénéfice du maintien dans les lieux, n° 3147 (rectifié). — Le 9 décembre 1952, une proposition de loi tendant à exonérer les chômeurs du payement de leur loyer, n° 5011. — Le 28 janvier 1953, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 51-1049 du 29 août 1951, modifiant le décret du 29 août 1939 portant règlement général sur la police de la circulation et du roulage, n° 5401. — Le 25 mars 1953, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la carte du combattant et de la législation sur les victimes de guerre, à tous les Français qui combattirent volontairement dans les rangs de l'armée républicaine d'Espagne, ainsi qu'à leur famille, n° 6017. — Le 28 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution (n° 8824) de M. Pierre Villon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre à l'occasion du 14 juillet de larges mesures permettant la libération des résistants encore emprisonnés, n° 8998. — Le 3 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution (n° 6866) de M. Mignot tendant à inviter le Gouvernement à procéder au reclassement du personnel pénitentiaire, n° 9358. — Le 25 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 9973) de M. Dorey tendant à étendre le bénéfice du décret n° 50-1475 du 28 novembre 1950 au personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire, n° 10833. — Le 13 juillet 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 9973) de M. Dorey tendant à étendre le bénéfice du

décret n° 50-1475 du 28 novembre 1950 au personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire, n° 11198.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du territoire du Sénégal (Collège unique) : *Amendement de M. Pineau tendant à annuler les bulletins contestés et à admettre M.M. Sédar Senghor et Lamine-Guèye* [10 août 1951] (p. 6320, 6321); — du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) ; Art. 1^{er} : *Sa motion incidente demandant la fixation à 23.000 francs du salaire minimum garanti* [3 septembre 1951] (p. 6794); — d'une proposition de résolution relative à la hiérarchie judiciaire et l'indemnité de fonction des magistrats : *Discussion générale* [14 décembre 1951] (p. 9192) ; — du projet de loi relatif au développement des services civils en 1952 ; JUSTICE, Chap. 1000 : *Amendement de M. Maton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Condamnations de résistants)* [21 décembre 1951] (p. 9515) ; Chap. 10-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements pénitentiaires (Surveillants auxiliaires)* [21 décembre 1951] (p. 9523) ; Chap. 10-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités du service pénitentiaire (Agents des maisons d'arrêt)* (p. 9523) ; Chap. 3000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les remboursements de frais (Marchés des concessionnaires des travaux effectués par les prisonniers)* (p. 9524) ; le retire (ibid.); Chap. 60-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les tribunaux des pensions (Lenteur des jugements)* (p. 9527) ; le retire (ibid) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs le crédit pour le fonds forestier (Déboisement fait par les Américains)* [22 décembre 1951] (p. 9583, 9584) ; Etat B : *Son amendement tendant à supprimer les dépenses d'intérêt militaire* (p. 9586) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : *Motion préjudicielle de Mme Rabaté, demandant plus de crédits pour les habitations à loyers modérés (Américains*

logés en France) [23 décembre 1951] (p. 9732, 9733) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à réduire le taux d'intérêt des prêts de l'Etat aux H. L. M.* [24 décembre 1951] (p. 9804) ; Article additionnel : *Son amendement relatif au prix du loyer des immeubles ayant subi des réparations* (p. 9808) ; — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles ; Article additionnel : *Son amendement tendant à rendre obligatoire la déclaration des ententes et leur publication au Journal officiel* [26 juin 1952] (p. 3233) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à inclure des représentants des organisations syndicales ouvrières* [10 juillet 1952] (p. 3783) ; — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *Discussion générale (Ses observations sur la hausse excessive des loyers, les abus provoqués par le droit de reprise)* [7 octobre 1952] (p. 4073, 4074) ; Art B : *Son amendement tendant à accorder des prêts du Crédit foncier aux locataires voulant exercer leur droit de retrait* [9 octobre 1952] (p. 4166) ; — d'une proposition de loi portant amnistie : *Discussion générale : Ses observations sur les arrestations de résistants auteurs d'exécutions illégales, la libération des collaborateurs emprisonnés* [21 octobre 1952] (p. 4256 et suiv.) ; Titre 1^{er} : *Amendement de M. Tourné tendant à discuter d'abord les articles concernant les résistants* [21 novembre 1952] (p. 5417) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant amnistie des faits de collaboration n'ayant entraîné qu'une peine inférieure ou égale à cinq ans de prison* (p. 5420) ; *Son amendement tendant à supprimer la mention « quelle que soit la nature » des faits reprochés* (p. 5420) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à soustraire de l'amnistie les peines de cinq ans de prison* (p. 5421) ; *Son amendement tendant à n'amnistier que les condamnés à un an de prison* (p. 5421) ; *Son amendement tendant à excepter de l'amnistie les coupables de meurtre, de dénonciation ou ceux qui ont exposé des personnes à une arrestation* (p. 5422) ; Art. 2 : *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer l'alinéa amnistiant les condamnés à cinq ans de prison, compte tenu des réductions de peines* [25 novembre 1952] (p. 5596) ; *Amendement de M. Grousseau tendant à tenir compte des mesures de grâce à intervenir* (p. 5598) ; Art. 3 : *Amendement de Mme Péri tendant à ne pas tenir compte des mesures de grâce intervenues* (p. 5625, 5626) ;

Art. 3 : Amendement de Mme Péri tendant à ne pas amnistier les condamnés pour profits illicites (p. 5626); Art. 4 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas amnistier les mineurs coupables de meurtres, crimes et dénonciations (p. 5630); Art. 6 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas amnistier les décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille militaire coupables de meurtres, crimes ou dénonciations (p. 5634); Article nouveau : Amendement de M. Minjoz tendant à étendre aux articles 3, 4, 5 et 6 les dispositions du deuxième alinéa de l'article 2 relatives aux coupables de meurtres, crimes, viols ou dénonciations (p. 5666); Art. 8 : Amendement de M. Grousseau tendant à supprimer l'article n'amnistiant pas les condamnations prononcées par la Haute Cour de Justice (p. 5669); Amendement de M. Liautey tendant à amnistier les condamnations prononcées par la Haute Cour de Justice dans les limites définies dans les autres articles (p. 5670, 5671); Art. 9 : Son amendement tendant à excepter les personnes condamnées par la Haute Cour de Justice [27 novembre 1952] (p. 5774); Amendement de M. Médecin tendant à appliquer l'article aux condamnations définitives et aux contumaces (p. 5775 et suiv.); Art. 11 : Amendement de Mme Rabaté tendant à supprimer l'article relatif à l'interdiction de résidence (p. 5781); — du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; JUSTICE, Etat A, Chap. 31-21 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services pénitentiaires (Conditions de travail des gardiens de prison) [24 octobre 1952] (p. 4451). — Pose à M. le Ministre de la Justice une question relative à la garde des détenus à la maison d'arrêt de la Santé [21 novembre 1952] (p. 5412). — Dépose une demande d'interpellation sur la violation du droit syndical inscrit dans la Constitution à l'occasion de la parution dans le journal *Le Réveil pénitentiaire* du rapport moral présenté par le syndicat du personnel pénitentiaire [19 décembre 1952] (p. 6636). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat F : Amendement de M. Brault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dommages mobiliers (Insuffisance des crédits) [23 janvier 1953] (p. 213, 214); — d'une proposition de loi relative à la modification de la loi sur la

répression des crimes de guerre : Sa motion préjudicielle relative au sort des hommes ayant appartenu à des unités condamnées au procès de Nuremberg [27 janvier 1953] (p. 533); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 23 : Amendement de M. Mignot tendant à supprimer l'article concernant les arrêtés d'expulsion pris contre des grévistes étrangers [26 février 1953] (p. 1359, 1360); Amendement de M. Camphin relatif au délai de révision des arrêtés d'expulsion (p. 1369); Art. 24 : Son amendement relatif à la date d'application de la loi (p. 1372); Article additionnel : Son amendement tendant à amnistier les faits commis par des anciens combattants ou résistants décorés (p. 1374); Art. 24 bis : Son amendement tendant à amnistier les délinquants primaires, parents de soldats morts au champ d'honneur, d'otages fusillés, d'incorporés de force et de résistants (p. 1375, 1376); Art. 25 : Amendement de M. Alphonse Denis relatif à la date d'application des dispositions de l'article (p. 1379); Art. 27 : Amendement de M. Mignot tendant à amnistier les faits commis jusqu'au 1^{er} décembre 1952 [27 février 1953] (p. 1426); Son amendement tendant à amnistier les sanctions administratives prononcées contre des fonctionnaires (p. 1427); Art. 28 : Son amendement tendant à suspendre les arrêtés préfectoraux retirant le permis de conduire (p. 1429); Art. 34 : Sa demande de suspension de séance pour permettre de distribuer le texte des amendements (p. 1461); Art. 14 : Demande de disjonction de l'article prévoyant l'amnistie des sanctions prononcées au titre de l'épuration administrative [10 mars 1953] (p. 1746); Art. 14 bis : Son amendement tendant à limiter l'article aux fonctionnaires réunissant les conditions d'ancienneté normales (p. 1760); Art. 32 : Son amendement tendant à ne réintégrer que dans le cas de sanctions prononcées à l'occasion de conflits sociaux et de grèves (p. 1772); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 2 : Son amendement assimilant expressément les écrits aux agissements pour l'application ou le refus de l'amnistie (Gravité de certains écrits sous l'occupation, pas de double emploi) [24 juillet 1953] (p. 3909); Art. 5 : Son amendement tendant à écarter le texte introduit par le Conseil de la République, étendant le bénéfice de l'amnistie « aux déportés des camps de concentration, anciens combattants cités et décorés des guerres 1914-1918 ou 1939-1945 » (Il ne peut

s'agir que d'ex-collaborateurs ayant joué double jeu au dernier moment : Exemple du commissaire Porte (p. 3911); Art. 9: *Son amendement assimilant expressément les écrits aux agissements pour l'application ou le refus de l'amnistie (Analogie avec l'article 2)* (p. 3927); — du projet de loi portant suppression de la Haute Cour de justice : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur la justice française)* [13 mars 1953] (p. 1875, 1876); — du projet de loi relatif au contentieux administratif : *Modification de la répartition des temps de parole* [13 mars 1953] (p. 1893); — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques; Art. 4: *Son rappel au Règlement (Avis de la Commission des finances donné par M. Crouzier qui n'en est pas membre)* [21 mars 1953] (p. 2187); — du projet de loi relatif aux prix des loyers et aux primes de déménagement : *Demande d'ajournement du débat, présentée par M. Bouvrom* [21 mars 1953] (p. 2193); — du projet de loi concernant les amendes de simple police : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 mars 1953] (p. 2211); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements, amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à restreindre l'exercice du droit de reprise* [24 mars 1953] (p. 2221); Art. 4: *Son amendement tendant à accorder un délai après notification du congé avant d'exercer le droit de reprise* (p. 2221); — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations; Art. 1^{er}: *Insuffisance du Plan Courant devant l'ampleur des besoins de la construction* [27 mars 1953] (p. 2481, 2482); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : *Discussion générale (Demande l'assurance qu'il ne sera pas procédé à de nouvelles expulsions)* [5 mars 1954] (p. 699); *Reprise de l'article 2* [23 mars 1954] (p. 1155); Art. 3: *Son amendement (Obligation pour le préfet d'exercer le droit de réquisition)* (p. 1162, 1163); Art. 7: *Son amendement (Réquisition des locaux vacants, par le préfet, en vue d'assurer le relogement des personnes menacées d'expulsion)* (p. 1166); — d'une proposition de résolution relative au secret des délibérations des Commissions parlementaires d'enquête : *Discussion générale (Son opposition au texte proposé)* [9 avril 1954] (p. 1959). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance

précédente : *Réparations des dommages causés à la suite des troubles de Madagascar; Amnistie* [9 avril 1954] (p. 2016). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant le relevé de forclusion relatif aux locaux commerciaux, industriels ou artisanaux, Art. 1^{er}: *Son amendement (Délai de six mois accordé aux forclos en vertu du décret du 30 septembre 1953; Garantie de la propriété commerciale)* [20 juillet 1954] (p. 3424, 3425); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (Revendications du personnel pénitentiaire)* [10 novembre 1954] (p. 4923); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, pour l'exercice 1950, Etat A, Chap. 34-34 : *Son amendement indicatif (Pertes subies par les apiculteurs à la suite des traitements antiparasitaires des plantes mellifères en période de floraison)* [26 novembre 1954] (p. 5479); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955 : *Article additionnel de M. Costes (Inondations, réparation des dommages)* [27 janvier 1955] (p. 356); — du projet de loi relatif à l'indemnisation des salariés victimes des inondations, Art. 1^{er}: *Son amendement (Travailleurs du bâtiment); Sa demande de réserver l'article* [28 janvier 1955] (p. 388, 389); Art. 3 : *Son amendement (Concours des conseils généraux)* (p. 390); *Son amendement rectifié (Concours possible)* (p. 391); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Etat A, 17^e ligne : *Régie industrielle des établissements pénitentiaires* [28 janvier 1955] (p. 399, 423); — du projet de loi relatif à l'article 367 du Code pénal : *Ses explications de vote (Faux témoignage de l'interprète, extension aux territoires d'outre-mer, Cameroun, Togo)* [2 mars 1955] (p. 955, 956); — du projet de Loi DE FINANCES pour 1955, Art. 12 : *Indemnité pour le travail de nuit du personnel pénitentiaire* [19 mars 1955] (p. 1762); *Ses explications de vote (Transfert de crédits vers des investissements productifs; Déficit)* (p. 1786); — du projet de loi relatif à l'état d'urgence; Art. 2 : *Son amendement (Suspension de l'état d'urgence pendant les périodes électorales)* [31 mars 1955] (p. 2174, 2175); Art. 7 : *Son amendement (Abrogation du décret du 18 novembre 1939)* (p. 2197, 2203, 2204); Art. 9 : *Fermeture pro-*

visoire des salles de spectacles et lieu de réunion: Son amendement tendant à supprimer cet article (Campagne électorale) (p. 2201, 2202); Ses amendements (Durée de la fermeture provisoire des lieux de réunion) (p. 2202, 2203); Ses explications de vote (Législation scolaire) (p. 2218); — des propositions de loi relatives à la base des contrats indexés sur le salaire moyen départemental, Article unique: Répercussions sur les prix des logers [10 mai 1955] (p. 2616); — d'une proposition de loi relative à la modification de la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale: Amendement de M. E. Hugues (Suppression des élections partielles dans les deux derniers mois de la législature) [24 mai 1955] (p. 2920); Art. 1^{er}: Amendement de M. Ballanger tendant à supprimer cet article (Montant du cautionnement) (p. 2921); — du projet de loi relatif à la police de la circulation routière: Discussion générale (Poids lourds, décret du 29 août 1951 relatif au retrait du permis de conduire, assurance obligatoire) [24 mai 1955] (p. 2924); Art. 1^{er}: Amendement de M. Benard (Règlementation de la profession de professeur de conduite, statut des auto-écoles) (p. 2925); Son amendement (Durée du travail dans les services routiers) (p. 2926). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question relative à la détention de quatorze F.F.I. dans les prisons espagnoles [27 mai 1955] (p. 3104). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative aux infractions à la législation économique, Art. 4^{er}: Son amendement (Maintenance des pouvoirs d'investigation dans les banques) [11 juillet 1955] (p. 3788, 3789); — du projet de loi relatif aux inscriptions faites sur les lieux du domaine de l'Etat [11 juillet 1955] (p. 3804); — du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer: Son contre-projet (Large extension du champ d'application) [13 juillet 1955] (p. 3844, 3845); Répression en Afrique du Nord (p. 3845); Art. 2: Son amendement (Faits sans caractère politique ayant entraîné une condamnation égale ou supérieure à deux ans) (p. 3848); Son amendement (Substitution d'un plafond de cinq ans au plafond de deux ans) (p. 3848); Art. 5: Son amendement (Sanctions disciplinaires pour inaptitude ou « incapacité » morale) (p. 3851); le retire (p. 3852); Son amendement (Reconstitution de carrière et indemnité)

(p. 3852); le retire (ibid.); Seconde délibération, Art. 1^{er}: Son amendement (Extension de la loi aux départements d'outre-mer, Fixation de l'application de la loi au 1^{er} mai 1954) [26 juillet 1955] (p. 4261); Amendement de M. Bissol (Extension à certains événements survenus à la Réunion)(p. 4264); Art. 7: Son amendement (Énumération des infractions pour lesquelles l'amnistie est accordée) (p. 4265); — du projet de loi relatif à l'article 640 du Code d'instruction criminelle: S'oppose au débat restreint [26 juillet 1955] (p. 4295); — d'une proposition de loi relative aux indemnités de nuit au personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire, en qualité de Rapporteur [26 juillet 1955] (p. 4296, 4297); — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie, Art. 2: Voies de recours contre les décisions des juridictions d'instruction: Son amendement tendant à supprimer cet article: Création d'un tribunal militaire de cassation [29 juillet 1955] (p. 4533); Art. 3: Amendement de M. Lenormand (Conditions d'assignation à résidence) (p. 4535, 4536); Son article additionnel (Abrogation du décret appliquant les dispositions judiciaires de l'état d'urgence avec effet rétroactif) (p. 4536); — du projet de loi relatif à l'organisation administrative des services judiciaires en Algérie: Ses explications de vote (Renforcement de l'appareil répressif) [29 juillet 1955] (p. 4547). — Dépose une demande d'interpellation sur certains internements dans les camps d'Algérie [29 novembre 1955] (p. 6038).

GAVINI (M. Jacques), Député de la Corse
(R. I.).

Secrétaire d'Etat à la Marine

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

Secrétaire d'Etat à la Marine

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Secrétaire d'Etat à la Marine

(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953,

Secrétaire d'Etat à la Marine

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953,

Secrétaire d'Etat à la Marine

(Cabinet LANTIER)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [6 juillet 1954] (**F. n° 405**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné : pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [7 août 1951] (**F. n° 18**); par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [21 septembre 1951] (**F. n° 46**); par la Commission de la marine marchande et des pêches pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**).

Dépôts :

Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à attribuer au Ministre de l'Education nationale un contingent spécial de distinctions dans l'Ordre national de la Légion d'honneur, pour la célébration du 125^e anniversaire de la fondation de l'Ecole centrale des arts et manufactures, **n° 9336**. — Le 4 août 1955, une proposition de loi tendant à ajouter les tabacs fabriqués en Corse sur la liste des produits énumérés à l'article 262 du Code général des impôts relatif à la taxe sur la valeur ajoutée, **n° 11440**.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Marine* (Cabinet Pleven) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la Défense nationale; Art. 1^{er},

Etat A, MARINE, Chap. 10-85 : *Amendement de M. Bartolini tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les ouvriers des arsenaux (Statut des ouvriers de la marine)* [30 décembre 1951] (p. 10160). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Marine* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Marine* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les services de la Défense nationale; Art. 1^{er}, MARINE, Chap. 10-05 : *Solde des officiers (Techniciens des arsenaux)* [28 février 1952] (p. 1004). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Marine* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Marine* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952; Etat A, MARINE : *Observations sur les constructions neuves, les commandes off shore, l'aéronautique navale, la base de Diégo-Suarez, l'atelier de Lartigue* [17 juin 1952] (p. 2966 et suiv.); Chap. 16-05 : *Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes (Stationnement de la musique des équipages de la flotte)* (p. 2969); Chap. 90-10 : *Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Commissariat de la marine (Construction de boulangeries superflues)* (p. 2971); Chap. 90-70 : *Aéronautique navale* (p. 2972); Chap. 91-10 : *Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour acquisitions immobilières (Zone de Brest)* (p. 2972); Chap. 91-30 : *Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux (Pont mobile de Brest)* (p. 2973); Etat D, MARINE, Chap. 182 : *Amendement de M. Bartolini tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier des arsenaux (Application du décret du 22 mai 1951 concernant les salaires des ouvriers des arsenaux)* (p. 2985, 2986); Chap. 385 : *Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les reconversions et cessions* (p. 2986, 2987); Article additionnel : *Amendement de M. Commeny tendant à*

accorder une bonification d'ancienneté aux officiers du Commissariat titulaires de diplômes (p. 3002); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 35 : Amendement de M. Commeny tendant à reprendre le texte du Conseil de la République réglant la situation des enseignes de vaisseau [27 juin 1952] (p. 3327, 3328). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à la Marine (Cabinet Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Est nommé Secrétaire d'Etat à la Marine (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (J. O. du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE, MARINE : Observations sur l'augmentation du tonnage en service, les cessions américaines, l'aéronautique navale, les livraisons de « Neptune », « Avenger », « Sea Venom » de fabrication américaine [26 janvier 1953] (p. 435, 436); Chap. 31-01 : Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Règlement de la taxe locale sur la patente) (p. 436); le retire (ibid.); Chap. 31-23 : Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour le personnel des constructions navales (Rappel d'officiers spécialistes) (p. 437); Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des constructions navales (Anciens élèves de l'école technique supérieure de la Marine) (p. 437); Chap. 53-61 : Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'aéronautique navale (Construction onéreuse de 79 Sea Venom à 180 millions pièce) (p. 439); Chap. 53-73 : Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour la défense côtière (p. 440); Etat A, Chap. 53-71 : Constructions neuves (Mise en chantier du croiseur C 53 et plan de charge de l'arsenal de Brest) (p. 448). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à la Marine [27 mai 1953] (p. 2846). — Est nommé Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine) (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (J. O. du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires (Exercice 1954), amendé

par le Conseil de la République : Discussion générale (Disjonction de l'article 1^{er} interdisant les licenciements dans les arsenaux) [31 décembre 1953] (p. 7135). — S'associe à l'hommage rendu à l'équipage du bathyscaphe [16 février 1954] (p. 291). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour mars 1954 : Renonciation du Gouvernement à une partie des autorisations de programme [25 février 1954] (p. 508); Son opposition à la question préalable (p. 509, 510); Art. 1^{er} : Amendements de M. Triboulet (Relèvement de crédits pour l'armée de l'air, effectifs et fabrication de matériel) (p. 516); Etat annexe, SECTION COMMUNE : Amendement de M. Triboulet (Rétablissement du chapitre 54-91, construction de logements militaires) (p. 518); SECTION AIR, Chap. 34-71 : Autorisation de programme au titre de l'entretien du matériel aéronautique (p. 518); SECTION GUERRE, Chap. 53-71 : Amendement de M. Triboulet (Fabrications d'armement) (p. 519); SECTION MARINE : Rétablissement du chapitre 34-62 (Entretien du matériel de série de l'aéronautique navale) (p. 520); Chap. 53-71 : Amendement de M. Triboulet (Constructions neuves de la flotte) (p. 520); Chap. 53-72 : Amendement de M. Triboulet (Munitions) (p. 520); SECTION FRANCE D'OUTRE-MER : Sa demande de rétablissement du chapitre 54-71 (Casernement et logement des troupes en Afrique équatoriale et en Afrique occidentale française) (p. 521); Article additionnel de M. Bartolini (Licenciement dans les établissements d'Etat relevant de la défense nationale) (p. 521, 522); Explications de vote : autorisations de programme, rectifications effectuées au moyen de décrets de transfert (p. 524); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION MARINE : Son exposé général (Légère augmentation des crédits de fabrication, tonnage à mettre en chantier en 1954, nécessité d'un porte-avions, commandes off shore, amélioration progressive de la situation de la flotte, situation relativement satisfaisante de l'aéronautique navale, hélicoptères, entraînement des réserves, ralentissement de l'activité des arsenaux de Dakar et de Diégo-Suarez) [19 mars 1954] (p. 1098, 1099, 1100); Etat A, Chap. 31-12 : Utilisation des hommes du contingent (p. 1101); Chap. 31-31 : Individualisation de l'effectif des

ouvriers détachés près des cercles et lieux de réunion des équipages (p. 1101); Chap. 31-33 : Amendements de M. Capdeville (Situation précaire du personnel) (p. 1102); Situation des ouvriers techniciens de la marine (p. 1103); Amendement de M.M. Dronne et Lanet (Situation des arsenaux de Diégo-Suarez et de Dakar) (p. 1104); Chap. 34-71 : Insuffisance des prévisions pour carénage de navires (p. 1104); Chap. 52-71 : Amendement de M. Capdeville (Problème du logement des personnels des établissements de Mers-el-Kébir et de Lartigues) (p. 1105); Chap. 52-72 : Amendement de M. Capdeville (Etude critique de l'inventaire du matériel et de l'outillage, mise en chantier des travaux de la caserne Saint-Pierre à Brest) (p. 1106); Chap. 53-71 : Amendement de M. Le Coutaller (Construction des bâtiments de servitude et des sous-marins confiée aux chantiers privés, le plein emploi dans les arsenaux de Dakar, de Diégo-Suarez et de la métropole) (p. 1106); Chap. 54-51 : Amendement de M. Capdeville (Travaux en Indochine, nouveaux aménagements aux installations de Pont-Réan, remise en état de la caserne Saint-Pierre à Brest); Amendement de M. Le Coutaller (Reconstruction de l'école des apprentis mécaniciens de Lorient) (p. 1107, 1108); Chap. 54-61 : Amendement de M. Capdeville (Crédits de paiement relatifs à l'équipement et à la reconstruction des bases de l'aéronautique navale, en particulier en Indochine) (p. 1108); Chap. 33-91 : Prestations et versements obligatoires (Rétablissement du crédit demandé pour ce chapitre) (p. 1108); Etal B, Chap. 53-71 : Amendement de M. Capdeville (Composition de la tranche navale de 1951, construction d'avisos dits coloniaux) (p. 1109). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine) [12 juin 1954] (Séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (J. O. du 20 juin 1954, p. 5843).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme (III. MARINE MARCHANDE) pour 1955 : Construction d'un paquebot destiné à la Corse [30 décembre 1954] (p. 6988); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, SECTION

MARINE : Demande de disjonction de la section formulée par M. Commentry (Nécessité d'une tranche de 30.000 tonnes) [23 juillet 1955] (p. 4191).

GAZIER (M. Albert), Député de la Seine (5^e circonscription) (S.).

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). = Est nommé membre : de la Commission des Affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie : de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263), [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492) et de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (F. n° 391), [1^{er} février 1955] (F. n° 491). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

Dépôts :

Le 7 septembre 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1^o de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer l'embauchage et le licenciement et à assurer la sécurité de l'emploi; 2^o de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à assurer la sécurité de l'emploi par la réglementation des conditions de l'embauchage et du licenciement, n° 1038. — Le 8 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 894) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative à la procédure devant le juge de paix en matière de contestations nées à l'occasion des élections de délégués

du personnel et de délégués au comité d'entreprise, n° 1415. — Le 16 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réquisitionner immédiatement l'usine Salmson, n° 1583. — Le 5 février 1952, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire la création de services sociaux du travail, n° 2505. — Le 5 février 1952, une proposition de loi tendant à fixer le statut du personnel de la Caisse nationale de l'énergie, n° 2513. — Le 7 février 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 788) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 49-1049 du 2 août 1949 relative à la saisie-arrêt et à la cession des rémunérations, n° 2559. — Le 25 février 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1340) autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 96 concernant les bureaux de placement payants, n° 2788. — Le 6 mars 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 886) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à porter à trois ans la durée du mandat des membres des comités d'entreprise, n° 2882. — Le 24 juin 1952, une proposition de loi tendant à préciser les pouvoirs des comités d'entreprise et à permettre une meilleure application de l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée par la loi du 16 mai 1946 et par la loi du 7 juillet 1947, n° 3790. — Le 26 juin 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1340) autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 96 concernant les bureaux de placement payants, n° 3841. — Le 26 juin 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 886) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à porter à trois ans la durée du mandat des membres des comités d'entreprise, n° 3842. — Le 8 juillet 1952, une proposition de loi tendant à l'organisation du travail à domicile, n° 4021. — Le 9 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter la réglementation des marchés publics en vue d'assurer aux travailleurs une protection plus efficace, n° 4057. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à assurer, les

jours de fête légale, le repos et le paiement des travailleurs, n° 4129. — Le 7 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport (n° 1038) (fait au cours de la précédente législature) sur les propositions de loi : 1° de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer l'embauchage et le licenciement et à assurer la sécurité de l'emploi ; 2° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à assurer la sécurité de l'emploi par la réglementation des conditions de l'embauchage et du licenciement, n° 4643. — Le 18 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 4129) de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à assurer, les jours de fête légale, le repos et le paiement des travailleuses, n° 4789. — Le 21 novembre 1952, un deuxième rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 886) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à porter à trois ans la durée du mandat des membres des comités d'entreprise, n° 4810. — Le 30 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours de 10 millions de francs aux victimes de l'effondrement de terrain survenu à Nanterre le 21 janvier 1953, n° 5431. — Le 12 mars 1953, une proposition de loi relative à la situation de certains établissements à l'égard de la législation du travail, n° 5852. — Le 18 mai 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 1963) tendant à apporter des modifications à l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée par les lois du 16 mai 1946 et du 12 août 1950 concernant le fonctionnement et les attributions des comités d'entreprise ; 2° de M. Gazier et plusieurs de ses collègues (n° 3790) tendant à préciser les pouvoirs des comités d'entreprise et à permettre une meilleure application de l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée par la loi du 16 mai 1946 et par la loi du 7 juillet 1947, n° 6190. — Le 21 mai 1953, une proposition de loi interdisant à certaines personnes les fonctions d'administrateurs d'une entreprise nationale, n° 6206. — Le 3 juin 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution (n° 1387) de M. de Pierrebouurg et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement

à prendre les dispositions nécessaires pour que la sécurité sociale ait une activité strictement limitée à sa fonction et, en particulier, à faire en sorte de supprimer ses empiètements dans le domaine économique, **n° 6262**. — Le 10 juin 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Gazier et plusieurs de ses collègues (n° 4129) tendant à assurer, les jours de fête légale, le repos et le paiement des travailleurs, **n° 6295**. — Le 10 juin 1953, une proposition de loi tendant à abroger les décrets du 11 mai 1953 qui étatisent des entreprises publiques et portent atteinte aux principes essentiels des nationalisations, **n° 6299**. — Le 2 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du Préfet de la Seine les crédits qu'il jugera nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de l'orage survenu, dans la région parisienne, le 30 juin 1953, **n° 6396**. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 5852) de M. Gazier et plusieurs de ses collègues relative à la situation de certains établissements à l'égard de la législation du travail, **n° 6418**. — Le 21 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 6299) de M. Albert Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les décrets du 11 mai 1953 qui étatisent des entreprises publiques et portent atteinte aux principes essentiels des nationalisations, **n° 6551**. — Le 23 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 6416) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 886) adoptée par l'Assemblée Nationale modifiant les articles 11 et 12 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, **n° 6625**. — Le 24 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à imposer aux banques nationalisées la publication dans leur rapport annuel de renseignements détaillés sur leur exploitation, **n° 6668**. — Le 9 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 6206) de M. Gazier et plusieurs de ses collègues interdisant à certaines personnes les fonctions d'administrateurs d'une entreprise nationale, **n° 6842**. — Le 3 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser

le collège moderne et technique de jeunes filles de la ville de Suresnes, **n° 7058**. — Le 25 mai 1954, un deuxième rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Gazier et plusieurs de ses collègues (n° 4129) tendant à assurer, les jours de fête légale, le repos et le paiement des travailleurs, **n° 8531**. — Le 28 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis (n° 8861) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1256) tendant à abroger les décrets du 11 mai 1953 qui étatisent des entreprises publiques et portent atteinte aux principes essentiels des nationalisations, **n° 8995**. — Le 11 août 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 8555) portant approbation du deuxième Plan de modernisation et d'équipement, Tome I : les données fondamentales de la situation économique de la France ; Tome II ; exposé du Plan ; Tome III : décisions de la Commission, **n° 9133**. — Le 27 décembre 1954, une proposition de loi tendant à assurer la reconstruction de l'hôpital Ambroise-Paré sur un terrain appartenant à la ville de Paris, **n° 9802**. — Le 30 décembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier le chapitre II du titre II de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail, **n° 9843**. — Le 1^{er} février 1955, une proposition de résolution tendant à la désignation, par l'Assemblée Nationale, d'une Commission chargée d'enquêter sur la manière dont sont respectés les droits et libertés fondamentales au cours des enquêtes de police et des instructions judiciaires, **n° 10051**. — Le 18 février 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 8909) de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 22 février 1945 instituant les comités d'entreprises, en vue d'assurer son application, **n° 10123**. — Le 24 mai 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 3086) relative au règlement des conflits collectifs de travail ; 2° de M. Jacques Rardoux (n° 6737) tendant à prévoir l'arbitrage obligatoire dans les conflits du travail, individuels et collectifs, au sein des services publics et des

entreprises nationalisées dont le fonctionnement régulier et permanent est nécessaire pour la vie même de la commune, du département ou de la nation; 3^e de M. Francis Caillet et plusieurs de ses collègues (n^o 8391) modifiant la loi n^o 50-205 du 11 février 1950 relative au règlement des conflits collectifs du travail; 4^e de M. Gazier et plusieurs de ses collègues (n^o 9843) tendant à modifier le chapitre II du titre II de la loi n^o 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail; 5^e de Mme Marcelle Devaud, sénateur (n^o 8765) tendant à modifier le titre II de la loi n^o 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits du travail, **n^o 10822**. — Le 22 juin 1955, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les travailleurs du secteur public de certains avantages accordés aux fonctionnaires résistants ou anciens combattants, **n^o 10987**. — Le 28 juin 1955, une proposition de loi relative à la participation des employeurs à l'effort de construction, **n^o 11039**. — Le 29 juin 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n^o 6206) de M. Gazier et plusieurs de ses collègues interdisant à certaines personnes les fonctions d'administrateurs d'une entreprise nationale, **n^o 11056**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale; Art. 12 : *Amendement de M. Titeux tendant à prévoir le remboursement intégral de la dette de l'Etat envers la sécurité sociale* [30 août 1951] (p. 6628); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Groupements d'importation)* [5 décembre 1951] (p. 8826); *le retire* (p. 8829); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [12 décembre 1951] (p. 9057); — d'une proposition de résolution relative à l'entreprise Salmson : *Discussion générale* [21 décembre 1951] (p. 9491, 9492, 9495); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée*

pour la prise en considération du projet gouvernemental (Danger des lois-cadres, lutte contre la fraude fiscale, la sécurité sociale) [3 janvier 1952] (p. 77, 78, 79). — Est entendu sur un incident : *Sa réponse à M. Billoux sur l'adresse envoyée par lui au Gouvernement de Vichy en 1941* [9 janvier 1952] (p. 271). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Programme de M. Edgar Faure (Attitude du parti socialiste, le déficit permanent de la S.N.C.F., les hausses des prix et la modification nécessaire du salaire minimum garanti, le marché de l'or et l'inflation, la situation de l'Union française et de la Tunisie)* [17 janvier 1952] (p. 264 et suiv.); — à la discussion du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Continuation du débat jusqu'à son terme* [25 février 1952] (p. 877); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur l'automatisme des variations, nécessité de la loi)* [9 avril 1952] (p. 2037, 2038, 2044); *Economie du projet et son interprétation en cas de hausse des prix allant de 5 0/0 à 10 0/0* (p. 2049, 2050). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur le transfert des entreprises de presse : *Application de l'arrêt annulant le transfert des biens de presse en Algérie* [11 avril 1952] (p. 2227). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République; Art. 82 : *Son amendement tendant à laisser au conseil municipal le choix entre les divers régimes de sécurité sociale applicables aux agents communaux* [11 avril 1952] (p. 2236, 2237); — du projet de loi relatif aux prix imposés; Article premier : *Son amendement tendant à appliquer la loi aux prix de marque* [20 juin 1952] (p. 3086, 3087); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3089); — d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail : *Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par M. Ramarony* [25 juin 1952] (p. 3205); *Proposition tendant à discuter d'abord l'article 22 assurant le financement de la loi, présentée par le Gouvernement* [2 juillet 1952] (p. 3420); Art. 18 : *Demande de disjonction de l'alinéa relatif à l'application de la loi aux accidents survenus avant sa promulgation* (p. 3426, 3427); Art. 22 : *Son*

amendement tendant à majorer les cotisations d'accidents du travail de 2,5 0/0 dans l'industrie et le commerce (p. 3430); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3433); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; Art. 13 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à ne pas créer de juridiction d'exception pour le tribunal des ententes* [9 juillet 1952] (p. 3739); Art. 14 : *Son sous-amendement tendant à prévoir deux membres choisis pour leur compétence économique* [10 juillet 1952] (p. 3784). — Dépose une demande d'interpellation sur les causes véritables de la mise en liquidation judiciaire des établissements Lavalette [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; PRÉSIDENT DU CONSEIL, Etat B, Chap. 4101 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'agence France-Presse (Vote du statut de l'agence France-Presse)* [31 octobre 1952] (p. 4658); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 3121 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les enquêtes économiques (Fonctionnement du contrôle économique)* [14 novembre 1952] (p. 5155, 5156); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 4, Etat D : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prêts à E. D. F. (Composition du conseil d'administration d'E. D. F.)* [20 décembre 1952] (p. 6750, 6751); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prêts divers (Prêts aux coopératives)* [21 décembre 1952] (p. 6959). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise qui sévit actuellement dans l'industrie automobile entraînant des fermetures d'usines [21 décembre 1952] (p. 6846). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1953; P. T. T., CAISSE D'ÉPARGNE, Etat A, Chap. 5300 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bâtiments (Construction d'une nouvelle poste à Suresnes)* [23 janvier 1953] (p. 231); *le retire* (ibid.); Chap. 5320 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bureaux téléphoniques (Centraux de Charlebourg et Maillot)* (p. 231); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative à la durée du mandat des membres des

comités d'entreprise; (débat restreint) en qualité de Rapporteur [3 février 1953] (p. 839). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise de l'industrie automobile [26 février 1953] (p. 1358). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements, amendée par le Conseil de la République; Art. A : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale instituant un droit de retrait pour le locataire* [24 mars 1953] (p. 2216); — du projet de loi relatif au redressement financier : *Discussion générale (Ses observations sur les pouvoirs spéciaux demandés par le Gouvernement, la réduction des crédits d'équipement, la gestion et la composition des conseils d'administration des entreprises nationales)* [19 mai 1953] (p. 2759 et suiv.). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses observations sur la politique économique, sociale et financière de M. Mendès-France, le plan des investissements, la sécurité sociale* [3 juin 1953] (p. 2923, 2924). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude du Gouvernement en face des mouvements revendicatifs sociaux en cours [6 octobre 1953] (p. 4013); la développe : *Vraies causes des grèves d'août, revendicatives et non politiques; manipulations gouvernementales de l'indice des prix, sa composition défectueuse, exemples : problème-type de la viande, résolu au profit des seuls intermédiaires; abondance des récoltes et stagnation de la production industrielle; retard à la présentation du 2^e plan de modernisation et d'équipement, tendance dangereuse au ralentissement des investissements et à l'abandon des nationalisations, nécessité d'une fiscalité discriminatoire en la matière, appel au front démocratique et social* [6 octobre 1953] (p. 4019 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 3121 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les services des enquêtes économiques (Réforme des cadres du personnel départemental)* [26 novembre 1953] (p. 5582); *le retire* (p. 5583); Chap. 3131 : *Institut national de la statistique (Réduction exagérée du personnel)* (p. 5584); Chap. 3132 : *Indemnités de l'Institut national de la statistique (Insuffisances des crédits)* (p. 5585); Chap. 4331 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les*

subventions aux divers instituts de statistique (Institut de science économique appliquée) (p. 5587); *AFFAIRES ÉCONOMIQUES*, Etat A, Chap. 3433 : *Travaux de recensement (Recensement de la population en 1954)* [31 décembre 1953] (p. 7095); Article additionnel : *Son amendement relatif au statut des chargés de mission de l'Institut national de la statistique* (p. 7102); — d'une proposition de loi relative à l'étatisation d'entreprises publiques, en qualité de *Rapporteur* [2 décembre 1953] (p. 5856); — d'une proposition de loi relative à la représentation aux comités d'entreprise amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1953] (p. 7127); Art. 2 : *Amendement de M. Pierre André tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au choix des suppléants* (p. 7128); — d'une proposition de loi sur l'étatisation d'entreprises publiques, en qualité de *Rapporteur* : *Abrogation des décrets du 11 mai 1953, danger d'étatiser les sociétés nationales* [11 mai 1954] (p. 809); *Discussion générale (Dangers des contrôles prétabulaires, contrôles des compagnies de messageries maritimes)* (p. 812); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Catoire (Délai d'un mois imparti au Gouvernement pour procéder à une codification du contrôle des entreprises nationalisées)* (p. 815); — du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE** pour 1955, Etat B, Chap. 56-40 : *Sa demande de disjonction (Construction des bâtiments destinés à l'Institut de radiotélémechanique et d'électrometallurgie)* [14 décembre 1954] (p. 6296); — du projet de loi relatif à l'indemnisation des salariés victimes des inondations, Art. 4 : *Son amendement (Sort des indemnités en cas de jaillite)* [28 janvier 1955] (p. 391); — d'une proposition de loi relative au repos et au payement des travailleurs les jours de fêtes légales, en qualité de *Rapporteur* : *Les débats restreints* [15 mars 1955] (p. 1401); Article unique : *Législation étrangère* (p. 1401); *Augmentation de la masse salariale; renvoi à la Commission des finances* (p. 1402, 1403); — du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION** pour 1955, Etat A, Chap. 1000 : *Amendement indicatif de M. Berthel (Titularisation de sténographes)* [17 mars 1955] (p. 1611); Chap. 10-20 : *Son amendement indicatif (Intégration de certains contrôleurs dans le corps d'inspecteurs)* (p. 1614); Chap. 4000 :

Son amendement indicatif (Retraite des cadres des agents contractuels) (p. 1626, 1627); Art. 10 : *Amendement de M. Lussy (Contrôle des dépenses engagées, transferts de crédits, recrutement)* (p. 1633, 1634); — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à l'étatisation d'entreprises publiques, en qualité de *Rapporteur* [22 mars 1955] (p. 1817); Art. 1^{er} bis : *Amendement de M. Louvel (Droits des collectivités locales et des autorités concédantes en matière d'électricité et de gaz)* (p. 1818); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Louvel (Codification du contrôle des entreprises nationalisées)* (p. 1819); — d'une proposition de loi relative à la reconstruction de l'hôpital Ambroise-Paré : *Nécessité d'aboutir rapidement* [10 mai 1955] (p. 2622); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement, en qualité de *Rapporteur* : *Les différents secteurs de la production française (Progrès chiffrés et comparés, dissonances géographiques et professionnelles; le commerce extérieur; l'emploi; produit national et niveau de vie; rôle de l'Etat et moyens d'exécution; réforme de la distribution, recul envisagé de l'âge de la retraite; tous problèmes liés à l'organisation économique européenne)* [10 mai 1955] (p. 2625 à 2627); *Motion préjudicielle de M. Degoutte (Les résultats du premier plan)* (p. 2643); *Déroulement du débat* [18 mai 1955] (p. 2899); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Perrin (Achèvement du canal du Nord)* [25 mai 1955] (p. 3035); *Amendement de M. Martel (Équipement touristique)* (p. 3037, 3038); Art. 2 : *Son amendement (Délais pour le dépôt des projets de lois-programmes)* (p. 3040); *Son amendement rectifié (Cas des territoires d'outre-mer)* (p. 3041); Art. 4 : *Amendement de M. Deïronne (Investissements nouveaux pour l'éducation nationale)* (p. 3042). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et du Logement, une question relative à la situation du logement dans la région parisienne [8 juillet 1955] (p. 3723, 3724). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux infractions à la législation économique : *Sa demande de renvoi du texte à la Commission des affaires économiques* [11 juillet 1955] (p. 3786, 3787). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées par le Gouvernement afin d'assurer du travail à l'ensemble du personnel de l'usine Salmson [26 juillet 1955] (p. 4252). — Pose au Ministre des Finances et des Affaires

économiques, une question relative au secours aux victimes des inondations [28 octobre 1955] (p. 5348, 5349). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Ses explications de vote* [8 novembre 1955] (p. 5508, 5509) ; — d'une proposition de loi relative à la situation des conducteurs de taxis propriétaires de leur véhicule : *Applicabilité de l'article premier de la loi de finances* [24 novembre 1955] (p. 5992) ; — d'une proposition de loi relative au statut des travailleurs à domicile : *Discussion générale (Organisation du travail à domicile)* [24 novembre 1955] (p. 6001).

GENTON (M. Jacques), *Député du Cher*
(R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé : Vice-Président de la Commission de l'intérieur [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**) ; membre de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; membre suppléant de cette Commission [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [28 août 1951] (**F. n° 27**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; membre de la Commission des affaires étrangères [7 juillet 1953] (**F. n° 275**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; par la Commission des affaires étrangères, membre suppléant de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes, intéressant les Etats associés d'Indochine [5 novembre 1954] (**F. n° 436**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**),

Dépôts :

Le 6 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les articles 2 et 3 du décret d'application du 12 octobre 1951 de la loi du 20 mars 1951 portant interdiction des ventes avec primes, **n° 1388**. — Le 7 décembre 1951, une

proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 36 (§ 1^{er}) de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 1914**. — Le 7 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les préfets à procéder à la nomination de certains agents du cadre complémentaire dans la limite des emplois existants, aux emplois d'huissiers de préfet, **n° 1915**. — Le 7 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 1916**. — Le 7 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 32, paragraphe X, de la loi du 20 septembre 1948, sur la réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 1917**. — Le 7 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 18, paragraphe 5, de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 1918**. — Le 3 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour lutter contre la fièvre aphteuse et venir en aide aux exploitants qui en sont particulièrement victimes, **n° 3962**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder : 1° les crédits nécessaires pour que des prêts à long terme et à faible intérêt soient consentis aux victimes de l'ouragan de grêle du 14 août 1952, pour la réparation des bâtiments et la remise en état des exploitations ; 2° des exonérations et des délais fiscaux aux mêmes personnes, **n° 4247**. — Le 31 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à opérer le déblocage d'une première tranche de 10 000 pour les récoltants de vin de consommation courante dont les déclarations de récoltes ne dépassent pas 200 hectolitres, **n° 4581**. — Le 4 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 2036) tendant à conférer aux secrétaires généraux des préfetures du Rhône, des Bouches-du-Rhône et du Nord, rang et prérogatives de préfet de 3^e classe ; 2° de M. Quinson et plusieurs de ses collègues (n° 4918) tendant à conférer au

secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Oise, rang et prérogatives de préfet de 3^e classe, n° 4946. — Le 18 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de l'acte dit loi du 5 juin 1944 modifié par l'article premier de la loi n° 52-1232 du 17 novembre 1952, réglementant la profession d'opticien-lunetier détaillant, n° 5152. — Le 30 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à la révision de l'article 90 de la Constitution, n° 5437. — Le 13 mars 1953, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi de M. Wagner et plusieurs de ses collègues (n° 5858) tendant à modifier la loi du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales, n° 5872. — Le 18 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter les mesures prises en ce qui concerne la revalorisation des forfaits des petites entreprises commerciales et artisanales, n° 5908. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur l'avis (n° 6045) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 5858) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier et à compléter la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales et à compléter la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n° 6061. — Le 12 octobre 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 3921) de MM. François Bénard et Secrétain tendant à faciliter la participation des collectivités locales à des sociétés d'économie mixte ayant pour objet l'équipement économique, social, touristique et culturel, n° 9332. — Le 24 novembre 1954, une proposition de loi tendant à simplifier et à accélérer la procédure d'approbation des contrats de concession et des règlements des régies intéressant les services publics départementaux et communaux et comportant des dérogations aux cahiers des charges ou règlements types, n° 9568. — Le 3 février 1955, au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 8191) de M. Jean Masson et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un délai exceptionnel et supplémentaire de six mois, du 1^{er} juillet au

31 décembre 1954, pour la titularisation des auxiliaires permanents des communes, n° 10085. — Le 3 février 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 9568) de M. Genton et plusieurs de ses collègues tendant à simplifier et à accélérer la procédure d'approbation des contrats de concession et des règlements des régies intéressant les services publics départementaux et communaux et comportant des dérogations aux cahiers des charges ou règlements types, n° 10090. — Le 9 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution (n° 10239) de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer, à titre gratuit, trois millions de quintaux de blé à la Tunisie, à l'Algérie et au Maroc, n° 10335. — Le 30 mars 1955, au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 10478) instituant un état d'urgence, n° 10555. — Le 30 mars 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les projets de loi : 1° (n° 10478) instituant un état d'urgence; 2° (n° 10479) déclarant l'état d'urgence en Algérie, n° 10562. — Le 7 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le régime et le taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de leur statut particulier et du montant de leur chiffre d'affaires, n° 10682. — Le 27 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 11220) portant création du département de Bône, n° 11347. — Le 28 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 11222) autorisant le Gouvernement à prolonger l'état d'urgence en Algérie, n° 11352. — Le 4 août 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi ayant pour objet de rendre le vote obligatoire et à prendre toutes mesures pour faciliter l'exercice du droit de suffrage, n° 11430. — Le 13 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 7602) relatif au régime du dépôt légal en Algérie, n° 11603. — Le 20 octobre 1955, une proposition de loi tendant à abroger la loi n° 54-853 du 31 août 1954 relative aux conditions d'inéligibilité de certains fonctionnaires dans les départements et territoires d'outre-mer, n° 11669.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; INTÉRIEUR ; Chap. 5010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales (Employés communaux retraités dans les petites villes)* [28 novembre 1951] (p. 8614) ; le retire (ibid) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer la nouvelle procédure des questions orales* [27 mars 1952] (p. 1510) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à interdire les débats restreints sur les lois augmentant recettes ou dépenses* (p. 1537) ; le retire (ibid) ; — du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exclure les sapeurs-pompiers du statut* [28 mars 1952] (p. 1640) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à dispenser des conditions de diplômes et stages les candidats déjà agents communaux pendant trois ans* (p. 1645, 1646) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à prévoir la fixation des échelles de traitements par arrêté du Ministre de l'Intérieur* [11 avril 1952] (p. 2230) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à procéder sur le plan départemental à la péréquation des notes* (p. 2232) ; Art. 83 : *Son amendement tendant à ne pas consulter les maires pour établir les barèmes de traitements* (p. 2239) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 ; Art. 29 : *Son amendement tendant à prévoir des décrets pour le plan de protection civile minimum* [10 avril 1952] (p. 2130) ; — d'une proposition de loi portant dévolution des biens de presse en Algérie : *Sa motion préjudicielle* [10 juillet 1952] (p. 3799, 3800) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à l'amnistie des peines accessoires à la dégradation nationale* [25 novembre 1952] (p. 5666) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à prévoir la grâce amnistiante pour les condamnés à quinze ans de prison au maximum* [27 novembre 1952] (p. 5753). — Son rapport sur une pétition [4 décembre 1952] (p. 5970). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils

en 1953 ; INTÉRIEUR : Etat A, Chap. 3411 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration préfectorale (Crise de l'avancement pour la carrière préfectorale)* [13 décembre 1952] (p. 6328) ; le retire (ibid) ; Chap. 3431 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection civile (Lutte contre l'incendie, réalisation du plan prévu)* (p. 6333) ; Chap. 3441 : *Amendement de M. Lafay tendant à rétablir les crédits pour les frais de la Sécurité nationale (Frais de surveillance et d'enquêtes)* (p. 6341) ; Etat B, Chap. 4131 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'incendie et de secours (Statut des sapeurs-pompiers)* (p. 6346) ; le retire (ibid) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à faciliter la titularisation de fonctionnaires de l'Intérieur* (p. 6368) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République ; Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 5740 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits votés pour l'équipement de la Sécurité nationale (C. R. S.)* [5 février 1953] (p. 931) ; le retire (p. 932) ; — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales, en qualité de Rapporteur [20 mars 1953] (p. 2058) ; Article unique : *Amendement de M. Couderc tendant à ne rembourser aux candidats que le coût du papier et l'impression des bulletins de vote* (p. 2060) ; *Sa proposition d'une nouvelle rédaction de la proposition de loi* (p. 2066, 2067) ; Art. 1^{er} : *Sa demande tendant à réserver l'article* (p. 2067) ; Articles additionnels : *Amendement de M. Deluchenal relatif aux déclarations de candidatures dans les communes de plus de 5.000 habitants* (p. 2069) ; *Amendement de M. Valle relatif au régime applicable en Algérie* (p. 2070) ; *Amendement de M. Jules-Julien relatif aux opérations de dépoilement du scrutin à Lyon* (p. 2077) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; en qualité de Rapporteur [27 mars 1953] (p. 2513) ; — du rapport portant révision de la Constitution : *Discussion générale (Nécessité de la révision et de s'inspirer de la Constitution de 1875, la simplification de la procédure de l'investiture, l'intérêt de rétablir la navette avec le Conseil de la République, le nouveau « bicaméralisme imparfait »)* [17 juillet 1953] (p. 3588 et suiv.). — Est entendu sur :

le procès-verbal de la séance précédente : *Ses observations en qualité de Secrétaire sur le dépouillement des votes sur l'ordre du jour clôturant le débat sur l'Indochine* [29 octobre 1953] (p. 4639) ; — le coullit de compétence entre les Commissions de la justice, de l'intérieur et des territoires d'outre mer, concernant les propositions de loi relatives à l'amnistie dans les territoires d'outre-mer [30 octobre 1953] (p. 4695). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences du décret du 30 septembre 1953 relatif à la propriété commerciale [5 décembre 1953] (p. 6074). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Date de la discussion du budget de l'Intérieur* [8 décembre 1953] (p. 6282). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; INTÉRIEUR, Etat B, Chap. 5730 : *Protection civile (Insuffisance de l'équipement contre le danger aérien)* [9 décembre 1953] (p. 6343) ; Etat A, Chap. 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale et les conseils de préfecture (Garanties de carrières absentes dans le corps préfectoral)* (p. 6373) ; Chap. 3113 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des préfectures (Retard de l'avancement de certains chefs de bureau)* [10 décembre 1953] (p. 6381) ; Chap. 3115 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour centres techniques interdépartementaux (Agents du cadre technique)* (p. 6382) ; Chap. 3761 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais d'élections (Impartialité du dépouillement des scrutins des élections municipales)* (p. 6388) ; Chap. 4151 : *Subventions obligatoires aux collectivités locales (Villes où se trouvent des usines travaillant pour la défense nationale)* [11 décembre 1953] (p. 6470, 6471) ; Art. 14 : *Réorganisation des services de police (Disparités de traitement entre la Sûreté nationale et la Préfecture de police)* (p. 6495) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954 ; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION GUERRE ; Etat A, Chap. 31-21 : *Situation défavorable du personnel administratif de la Guerre* [19 mars 1954] (p. 1043, 1044) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution : *Révisionnisme de simple opportunité et traité de la C. E. D.* [11 août 1954] (p. 4082,

4083) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955 ; Etat A, Chap. 31-41 : *Parité entre le personnel de la Sûreté nationale et celui de la Préfecture de police* [23 novembre 1954] (p. 5284) ; Chap. 36-51 : *Son amendement indicatif (Classement des sous-officiers, caporaux et sapeurs rengagés du corps des sapeurs-pompiers de Paris)* (p. 5298) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 37-61 : *Son amendement indicatif (Problème du dépouillement des scrutins)* (p. 5299, 5300) ; *le retire* (p. 5300) ; Chap. 41-52 : *Subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales. Demande de disjonction de M. Leenhardt (Situation difficile des collectivités communales ayant un établissement industriel d'Etat sur leur territoire. Bourges)* (p. 5310) ; Chap. 41-53 : *Son amendement indicatif (Problème des Nord-Africains dans la métropole)* (p. 5330) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955. I. CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Veuves de retraités proportionnels)* [8 mars 1955] (p. 1140) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955, Etat A ; Chap. 3141 : *Police parisienne et Sûreté nationale* [16 mars 1955] (p. 1501) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Discussion générale (La réforme fiscale)* [19 mars 1955] (p. 1736, 1737) ; Art. 11 : *Amendement de M. Maurice Faure (Taxe de circulation, exonération des viandes provenant d'animaux abattus à la suite d'un accident)* (p. 1759) ; *Amendement de M. Vincent Radic (Exonération de l'impôt foncier en faveur de certains grands invalides)* (p. 1759) ; *Amendement de M. Queuille (Imposition des arsenaux et usines mécaniques de l'Etat à la contribution de la patente)* (p. 1761) ; Etat G : *Amendement de M. Burlot (Cotisation au profit de la société professionnelle de terre cuite)* (p. 1775) ; Art. 23 bis : *Son amendement (Assouplissement du régime de fermeture des distilleries éloignées de toute sucrerie)* (p. 1777) ; *le retire* (ibid.) ; *Son article additionnel (Validation de nominations d'administrateurs civils au Maroc)* (p. 1782, 1783) ; — d'une proposition de résolution relative à l'attribution de céréales à la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, en qualité de *Rapporteur* [30 mars 1955] (p. 2149, 2121, 2123) ; — d'un projet de loi

relatif à l'état d'urgence, en qualité de *Rapporteur* : *Son application aux départements d'outre-mer (Algérie) comme aux départements métropolitains* [30 mars 1955] (p. 2129 à 2131, 2139, 2140); Art. 6 : *Son amendement (Limitation de l'interdiction de séjour)* [31 mars 1955] (p. 2195); Art. 7 : *Amendement de M. Gautier (Abrogation du décret du 18 novembre 1939)* (p. 2197); — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie, en qualité de *Rapporteur* : *Conclusions de la Sous-Commission; Modifications de la procédure judiciaire; Censure. Centres de résidence surveillée, Sanctions collectives* [28 juillet 1955] (p. 4412, 4413); *Contre-projet de M. Valle tendant à déclarer l'état de siège sur toute l'Algérie, pour une durée de six mois* [29 juillet 1955] (p. 4528); *Article additionnel de M. Alphonse Denis (Limitation du temps accordé aux Commissions consultatives pour statuer)* (p. 4532); *Article additionnel de M. Bullanger (Sanctions contre les fonctionnaires et militaires ayant infligé des amendes ou des représoilles)* (p. 4536, 4537); *Article additionnel de M. Schmittlein (Impossibilité de procéder à des élections partielles pendant la durée de l'état d'urgence)* (p. 4538); — du projet de loi relatif à la création du département de Bône, en qualité de *Rapporteur* : *Application du statut, Mouvement de décentralisation* [29 juillet 1955] (p. 4543 et suiv.); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, Art. 21 *quater* : *Amendement de M. Liautey (Officiers dégagés des cadres)* [4 août 1955] (p. 4608, 4609); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel communal, Art. 1^{er} : *Sort des employés communaux d'un service transféré à un concessionnaire* [24 novembre 1955] (p. 5982); Art. 3 : *Son amendement (Position hors cadre des agents communaux)* (p. 5987). = S'excuse de son absence [20 mars 1953] (p. 2090). — Obtient un congé [20 mars 1953] (p. 2090).

GEORGES (M. Maurice), *Député de Haute-Saône (A. R. S.)*.

Son élection est validée [24 août 1951] (p. 6502). = Est nommé : Secrétaire de la Commission des affaires économiques [20 jan-

vier 1955] (**F. n° 483**); membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre du Comité de contrôle du Fonds d'encouragement de la production textile [16 mars 1954] (**F. n° 364**).

Dépôts :

Le 28 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour assurer le maintien de l'exploitation des houillères de Ronchamp, **n° 2272**. — Le 9 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution (n° 5232) de M. Bernard Manceau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la création de caisses de caution mutuelle et de groupements pour le préfinancement des exportations dans l'industrie du textile et dans l'industrie du cuir et de la chaussure, **n° 6502**. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à différer la date d'exigibilité et de paiement, sans application des pénalités de retard, des impôts, taxes, contributions ou redevances fiscales ou parafiscales, venant à échéance notamment les 25 août, 10 septembre et 15 septembre 1953, **n° 6734**. — Le 16 octobre 1953, une proposition de loi tendant à exonérer de la majoration des tarifs prévus par le décret n° 53-614 du 11 juillet 1953 relatif aux droits sur l'alcool, la production fabriquée par le récoltant producteur et destinée à sa consommation personnelle, **n° 6892**. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à majorer certaines rentes viagères proportionnellement à la hausse des loyers, **n° 10955**. — Le 29 juin 1955, une proposition de loi tendant à majorer certaines rentes viagères proportionnellement à la hausse des loyers, **n° 11055**.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation : sur la crise de l'industrie textile et en particulier de l'industrie cotonnière de la région vosgienne [27 juin 1952] (p. 3296); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette inter-

pellation : *Remèdes possibles à la crise très forte dans l'Est* [1^{er} juillet 1952] (p. 3388); — sur l'industrie cotonnière [27 janvier 1955] (p. 318). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 46-23 : *Son amendement indicatif tendant à éviter que les pensions d'invalidité entrent en ligne de compte pour l'attribution de l'allocation-logement* [10 mars 1955] (p. 1308).

GERNEZ (M. Raymond), *Député du Nord* (3^e circonscription) (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 11 septembre 1951, une proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau et dernier délai pour le rachat des cotisations prévu par la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 visant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, **n° 1059**. — Le 21 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution (n° 1111) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à passer avec le Gouvernement belge une convention de réciprocité concernant les dommages mobiliers et immobiliers provoqués par la guerre aux ressortissants français habitant la Belgique et aux ressortissants belges habitant la France, **n° 1660**. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 22 de la loi de finances n° 51-598 du 24 mai 1951 par l'extension aux ventes de bière de la taxe unique, **n° 3376**.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les incidents électoraux du Nord [3 mai 1955] (p. 2429).

GILBERT-JULES (M.), *Sénateur*.

Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques.

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 3 septembre 1954 au 23 février 1955.

Secrétaire d'Etat aux finances et aux Affaires économiques.

(Cabinet Edgar FAURE)

depuis le 23 février 1955.

Dépôts :

Le 9 novembre 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9292) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'exercice 1955, **n° 9415**. — Le 9 novembre 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9294) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Justice pour l'exercice 1955, **n° 9437**. — Le 15 novembre 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9296) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil pour l'exercice 1955, **n° 9465**. — Le 17 novembre 1954, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 9296) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil pour l'exercice 1955, **n° 9482**. — Le 17 novembre 1954, une lettre rectificative au projet de loi (**n° 9301**) relatif au développements des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, du Logement et de la Reconstruction pour l'exercice 1955 (II : Aviation civile et commerciale), **n° 9483**. — Le 17 novembre 1954, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 9301) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, du Logement et de la Reconstruction pour l'exercice 1955 (II : Aviation civile et commerciale), **n° 9491**. — Le 17 novembre 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9289) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan (II : Services financiers) pour l'exercice 1945, **n° 9492**. — Le 17 novembre 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9283) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des

Affaires étrangères pour l'exercice 1955 (III : Services français en Sarre), n° 9494. — Le 22 novembre 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9293) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1955, n° 9539. — Le 24 novembre 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9298) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Santé publique et de la Population pour l'exercice 1955, n° 9569 (rectifié). — Le 26 novembre 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9285) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1955, n° 9599. — Le 4 décembre 1954, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 9298) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Santé publique et de la Population pour l'exercice 1955, n° 9653. — Le 6 décembre 1954, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 9302) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour l'exercice 1955 (III : Marine marchande), n° 9654. — Le 6 décembre 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9306) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération pour l'exercice 1955, n° 9656 (rectifié). — Le 8 décembre 1954, une 3^e lettre rectificative au projet de loi (n° 9302) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour l'exercice 1955 (III : Marine marchande), n° 9672. — Le 11 décembre 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9297) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Relations avec les Etats associés pour l'exercice 1955, n° 9706. — Le 12 décembre 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9303) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère du Logement et de la Reconstruction pour l'exercice 1955, n° 9709. — Le 14 décembre 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9287) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1955, n° 9715. — Le 15 décembre 1954, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9300) relatif au développement des

crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour l'exercice 1955 (I : Travaux publics, Transports et Tourisme), n° 9729. — Le 26 janvier 1955, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9655) relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1955, n° 9993. — Le 27 janvier 1955, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 9303) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère du Logement et de la Reconstruction pour l'exercice 1955, n° 10016. — Le 27 janvier 1955, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 9655) relatif aux Comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1955, n° 10017. — Le 27 janvier 1955, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9288) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour l'exercice 1955 (I : Charges communes), n° 10018. — Le 27 janvier 1955, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9309) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe de la Radiodiffusion-Télévision française pour l'exercice 1955, n° 10019. — Le 31 janvier 1955, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 9288) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan (I : Charges communes) pour l'exercice 1955, n° 10046. — Le 3 mars 1955, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9286) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Anciens combattants et Victimes de la guerre pour l'exercice 1955, n° 10264. — Le 3 mars 1955, une 3^e lettre rectificative au projet de loi (n° 9288) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour l'exercice 1955 (I : Charges communes), n° 10265. — Le 8 mars 1955, une 4^e lettre rectificative au projet de loi (n° 9288) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour l'exercice 1955 (I : Charges communes), n° 10304. — Le 10 mars 1955, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 9306) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération pour l'exercice 1955,

n° 10341. — Le 10 mars 1955, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 9293) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1955, **n° 10360.** — Le 10 mars 1955, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9307) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses des budgets annexes des Postes, Télégraphes et Téléphones et de la Caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1955 (I : Dispositions concernant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones), **n° 10361.** — Le 10 mars 1955, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9299) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale pour l'exercice 1955, **n° 10362.** — Le 16 mars 1955, une 3^e lettre rectificative au projet de loi (n° 9293) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1955, **n° 10423.** — Le 17 mars 1955, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 9309) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du budget annexe de la Radiodiffusion-Télévision française pour l'exercice 1955, **n° 10427.** — Le 3 mai 1955, une lettre rectificative au projet de loi (n° 8119) portant majoration des pensions servies aux anciens fonctionnaires de nationalité française de la Commission du Gouvernement du territoire de la Sarre, **n° 10658.** — Le 5 juillet 1955, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9808) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil (II : Services de la Défense nationale. A. — Secrétariat général permanent de la Défense nationale) pour l'exercice 1955, **n° 11107.** — Le 23 juillet 1955, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11050) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour les exercices 1955 et 1956, **n° 11308.** — Le 23 juillet 1955, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 11050) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour les exercices 1955 et 1956, **n° 11310.**

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques* (Cabinet Mendès-

France) [3 septembre 1954] (*J. O.* du 4 septembre 1954, p. 8550).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Couinaud relative aux taxes à la commercialisation du beurre et de la margarine [5 novembre 1954] (p. 4777) ; — de M. Pierre Garet relative au règlement des indemnités dues aux sinistrés mobiliers [5 novembre 1954] (p. 4779). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères : SERVICE DES AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES pour l'exercice 1955 : *Reclassement du personnel, relations culturelles* [5 novembre 1954] (p. 4788) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 11-10 : *Indemnité de risque* [9 novembre 1954] (p. 4845) ; Chap. 10-20 : *Amendement indicatif de Mme Prin (Application aux contrôleurs des P.T.T. des mesures prises pour les contrôleurs des régies financières)* [10 novembre 1954] (p. 4874) ; Chap. 11-20 : *Demande de disjonction de ce chapitre, présentée par M. Daguin (Taux de la prime de productivité; réduction de la prime des magistrats et des militaires)* (p. 4888, 4889) ; *Article additionnel de M. Coutant (Normalisation des carrières d'inspecteurs adjoints et d'inspecteurs des P. T. T.; oppose l'article 48 du Règlement)* (p. 4893) ; *Article additionnel de M. Leenhardt (Autonomie budgétaire des P. T. T.)* (p. 4894) ; *Articles additionnels de MM. Furaud et Gabelle (Grade dans lequel les élèves de l'école nationale des P. T. T. doivent être nommés; oppose l'article 48 du Règlement)* (p. 4896). — Répond à une question : de Mme Rose Guécin, relative aux réparations pour « détentions abusives » [12 novembre 1954] (p. 4940) ; — de M. Barthélemy, relative à la situation de certaines industries du Doubs [12 novembre 1954] (p. 4941). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 31-22 : *Demande de disjonction de ce chapitre, présentée par M. Besset (Primes au personnel des services extérieurs du Ministère du Travail)* [16 novembre 1954] (p. 5094) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan (II. SERVICES FINANCIERS) pour l'exercice 1955 : *Remboursement aux adhérents des sociétés de crédit différé mises en*

juillite [18 novembre 1954] (p. 5174); Etat A, Chap. 31-01 : *Création d'attachés au contrôle des dépenses engagées* (p. 5175); Chap. 31-31 : *Amendement indicatif de M. Pierre Meunier (Transformation d'emplois)* (p. 5176, 5177); Chap. 31-45 : *Amendement indicatif de M. Pierre Meunier (Application du salaire minimum garanti aux receveurs ruralistes non fonctionnaires)* (p. 5177, 5178); Chap. 31-49 : *Amendement de M. Meunier (Mesures d'harmonisation et application du statut unique des personnels des catégories B et C)* (p. 5178); Chap. 31-63 : *Amendement indicatif de M. Sutter (Réforme du service des brigades des douanes)* (p. 5179); Chap. 41-91 : *Amendement de M. Gozard (Subvention au mouvement national d'épargne)* (p. 5182); *Explications de vote : Contrôle fiscal, pouvoirs des directeurs des régies et des directeurs départementaux, tarification d'office* (p. 5184, 5185); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat A, Chap. 31-31 : *Harmonisation des carrières* [30 décembre 1954] (p. 6969); Chap. 31-63 : *Revendications des douaniers, grève du zèle* (p. 6970); Chap. 34-61 : *Indemnité d'habillement des douaniers* (p. 6970). — Répond à une question : de M. Paquet relative à la situation du marché laitier [19 novembre 1954] (p. 5208); — de M. Meek relative à la majoration de pensions de la sécurité sociale [19 novembre 1954] (p. 5209, 5210); — de M. Gaillemin relative au régime fiscal applicable aux gérants des sociétés en commandite par actions [19 novembre 1954] (p. 5210). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'ouverture et à l'annulation de crédits sur l'exercice 1953; Etat B, ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 46-23 : *Allocations spéciales supplémentaires aux grands invalides* [19 novembre 1954] (p. 5213); *Explications de vote sur l'ensemble (Critique de M. Tourtaud sur la politique des transferts)* (p. 5219); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 41-52 : *Subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales, demande de disjonction de M. Leenhardt* [23 novembre 1954] (p. 5313 et suiv.); Chap. 31-12, 31-13 : *Réduction indicative demandée par M. Leenhardt (Intégration du personnel de préfecture dans les nouveaux cadres)* (p. 5322); Etat B, Chap. 57-40 : *Demande de disjonction de M. Pébellier (Emploi des C. R. S. pour assurer le contrôle*

fiscal) (p. 5324, 5325); Chap. 65-50 : *Subventions d'équipement aux collectivités pour les réseaux urbains, demande de disjonction de M. Leenhardt* (p. 5327); *Article additionnel de M. Guy Petit (Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales)* [24 novembre 1954] (p. 5367, 5368); *Article additionnel de M. Quinson (Intégration des anciens rédacteurs auxiliaires des administrations centrales dans le cadre des administrateurs civils)* (p. 5370); — du projet de loi relatif aux dépenses du SERVICE JURIDIQUE ET TECHNIQUE DE LA PRESSE pour 1955; Etat A, Chap. 41-01 : *Demande de disjonction de M. Lecanuet (Construction de l'immeuble de l'Agence France-Presse)* [24 novembre 1954] (p. 5378, 5379); *Explications de vote (Imposition des dépenses de publicité afférentes à la vente des spiritueux, exonération de patente des locaux servant à la distribution des journaux)* (p. 5380, 5381). — Répond à une question de M. Paquet relative au marché des œufs de conserve [26 novembre 1954] (p. 5461). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955; Etat A, Chap. 44-71 : *Dégrèvement des carburants agricoles* [26 novembre 1954] (p. 5504, 5505); Chap. 46-51 : *Calamités agricoles, demande de disjonction de M. Baurens* (p. 5507); Etat C, Chap. 84-71 : *Amendement de M. Gravoille (Détaxe des carburants en faveur des pêcheurs des étangs privés)* (p. 5530); Chap. 83-81 : *Dépenses de personnel, demande de rétablissement du crédit de ce chapitre (Budgétisation du fonds forestier)* (p. 5531); *Article additionnel de M. Waldeck Rochet (Assainissement du marché animal); oppose l'article 48 du Règlement* (p. 5532); *Article additionnel de M. Laurens (Intégration d'ingénieurs des travaux agricoles dans le cadre d'ingénieurs des services agricoles); oppose l'article 68 du Règlement* (p. 5533); Etat A, Chap. 31-81 : *Rétablissement d'emplois d'agents techniques des eaux et forêts* (p. 5534); *Article additionnel (Interprétation de l'article 68 du Règlement)* (p. 5539); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION en 1955; Etat A, Chap. 46-31 : *Aide sociale aux infirmes aveugles et grands infirmes* [2 décembre 1954] (p. 5707, 5709). — Répond à une question : de M. Paquet relative au régime blé-farine [3 décembre 1954] (p. 5743); — de M. Edouard Depreux relative à l'application de

la réforme de l'auxiliarat [3 décembre 1954] (p. 5743, 5744). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (III. MARINE MARCHANDE); Art. 3 : *Fixation des taxes à percevoir au titre des navires de pêche, application de l'article 48 du Règlement à la demande de disjonction de M. Marc Dupuy* [8 décembre 1954] (p. 5960); *Article additionnel de M. Reeb : Affectation au fonds de réserve de l'Établissement des invalides de la marine, de la retenue prélevée sur le montant des primes à la construction navale* (p. 5963); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955; Etat B, Chap. 57-80: *Demande de disjonction de M. Schmittlein (Evacuation du Pavillon de Flore par les services des finances)* [13 décembre 1954] (p. 6252); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME); Etat A, Chap. 35-21 : *Participation de l'Etat à l'entretien du pavage de Paris* [11 décembre 1954] (p. 6134); Art. 3 : *Dotations du fonds routier, taux du prélèvement* [15 décembre 1954] (p. 6375, 6377); Etat A, Chap. 45-42 : *Amendements de M. Schmitt (Transfert des services douaniers à la gare de Bâle, atelier de chemin de fer de Bischleim)* [18 décembre 1954] (p. 6570); Chap. 45-44 : *Amendement indicatif de M. Alcide Benoît (Péréquation des pensions de cheminots)* (p. 6571); *Amendement indicatif de M. Schmitt (Cheminots expulsés d'Alsace-Lorraine de 1940 à 1944)* (p. 6572); *Amendement indicatif de M. Dufour (Billet collectif à 50 0/0)* (p. 6572); Chap. 35-21 : *Amendement indicatif de M. de Villeneuve (Réseau routier de la Réunion)* (p. 6574); *Amendement indicatif de M. Marcel Noël (Suppression de postes d'essences sur les routes nationales)* (p. 6574); *Article additionnel de M. Schmitt (Conditions préalables à toutes fermetures de lignes); lui oppose l'article 68 du Règlement* (p. 6575, 6576); Etat A, Chap. 31-13 : *Amendement indicatif de M. Marcel Noël (Date d'application des indices des agents de travaux et conducteurs de chantiers)* (p. 6577); Chap. 34-13 : *Ponts et chaussées, conducteurs de chantiers et agents de travaux* (p. 6578); — Répond à une question : de M. Roger Devemy, relative au rôle de l'ambassadeur de France à

New-Delhi [17 décembre 1954] (p. 6501); — de M. Minjoz relative au fonctionnement des offices publics d'habitations à loyer modéré [17 décembre 1954] (p. 6501); — de M. Marcel David relative aux prêts des caisses de crédit agricole mutuel [17 décembre 1954] (p. 6502). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de janvier 1955; Art. 2 : *Amendement de M. Métayer (Plan général de revalorisation de la fonction publique)* [30 décembre 1954] (p. 7020); *Article additionnel de M. Louvel (Impossibilité de procéder à de nouvelles mesures de libération des échanges pour les produits dont le coût est grevé de charges supplémentaires; oppose l'article 68 du Règlement)* (p. 7022); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires : *Article additionnel de M. Billat (Libération anticipée du contingent; oppose l'article 68 du Règlement)* [30 décembre 1954] (p. 7024); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation-vieillesse agricole, Article premier : *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à considérer comme exploitants agricoles ceux qui cultivent une exploitation dont le revenu cadastral serait compris entre 50 et 100 francs* [30 décembre 1954] (p. 7029); [31 décembre 1954] (p. 7042 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe des MONNAIES ET MÉDAILLES pour 1955, Etat A, Chap. 3060 : *Pièces de 100 francs, napoléons, renouvellement des médailles* [25 janvier 1955] (p. 198, 199); Chap. 6000 : *(Pièces démonétisées)* (p. 199); — du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION pour 1955 : *Traitements de la Légion d'Honneur et pensions d'invalidité* [25 janvier 1955] (p. 203); *Discriminations et médaillés militaires* (p. 204); *Motions préjudicielles de M.M. Hénault et Darou (Doublement des traitements)* [15 mars 1955] (p. 1439); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955 : *Augmentation du forfait du chiffre d'affaires pour les bénéfices industriels et commerciaux et mouvement Poujade* [25 janvier 1955] (p. 210); Etat A, Chap. 3101 : *Amendement indicatif de M. Pradeau (Agents administratifs et agents spéciaux)* [9 mars 1955] (p. 1230); *Amendement indicatif de M. Mouchet*

(Caisse d'allocations familiales des veuves de guerre non salariées) (p. 1231); Chap. 3122 : Amendement indicatif de M. Draveny (Directeurs départementaux) (p. 1243); Chap. 3421 : Amendement indicatif de M. Badie (Indemnités kilométriques des médecins) (p. 1246); Chap. 3424 : Rapatriement des corps des soldats d'Indochine (p. 1251); Chap. 4622 : Amendement indicatif de M. Devemy (Valeur du point indiciaire des pensions) [10 mars 1955] (p. 1299); Chap. 4622 : Amendement indicatif de M. Mouton (Présomption d'origine pour les jeunes recrues, les prisonniers, les déportés et les résistants) (p. 1300); Chap. 4623 : Application du rapport constant entre l'augmentation des traitements des fonctionnaires et celle des pensions d'invalidité (p. 1304); Amendement indicatif de M. Georges tendant à éviter que les pensions d'invalidité entrent en ligne de compte pour l'attribution de l'allocation logement (p. 1308); Amendement indicatif de M. Draveny (Généralisation du paiement des pensions par mandat postal) (p. 1311); Chap. 4625 : Allocations spéciales aux aveugles enrôlés dans la Résistance [11 mars 1955] (p. 1327, 1328); Chap. 4633 : Pécule des prisonniers de guerre (p. 1343, 1344); Art. 7 : Amendement de M. Mouton (Suppression de la forclusion; oppose l'article 48 du Règlement) (p. 1352); Art. 9 : Amendement de Mme Rose Guérin (Report de la date de forclusion au 31 juillet 1956; oppose l'article 48 du Règlement) (p. 1353); Amendement de Mme Rose Guérin (Homologation des grades d'assimilation F.F.I.; oppose l'article 68 du Règlement) (p. 1354); Amendement de M. Rosenblatt tendant à supprimer le dernier alinéa relatif aux patriotes proscrits et transférés; lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1354); Art. 10 : Amendement de Mme Gabriel-Péri tendant à exclure les pensions des veuves de guerre du montant des ressources des postulants à l'allocation spéciale; oppose l'article 48 du Règlement) (p. 1356 et suiv.); Articles additionnels : relatifs à l'intégration des agents temporaires (p. 1359, 1360); Article additionnel : de M. Pradeau (Transformation des emplois administratifs des foyers de pensionnés de guerre en emplois permanents) (p. 1361); Articles additionnels relatifs à l'application de la présomption d'origine aux hommes du contingent (p. 1362, 1363); Article additionnel de M. Devemy (Allocation de grand mutilé afférente à la désarticulation de la hanche,

aux amputés d'un membre inférieur) (p. 1364, 1365); Article additionnel de M. Badie (Retraite anticipée pour infirmités contractées ou aggravées pendant l'internement ou la déportation) (p. 1366); Oppose l'article 48 du Règlement aux articles additionnels de : M. Bignon (Application de l'article L 20 du Code des pensions militaires d'invalidité aux aveugles de la Résistance) (p. 1364); M. Mouton (Application du rapport constant à tous les taux de la retraite du combattant) (p. 1368); M. Tourné (Paiement du reliquat de solde dû aux anciens prisonniers) (p. 1370, 1371); Oppose l'article 68 du Règlement aux articles additionnels de : M. Mutter (Attribution de l'allocation n° 8 aux bénéficiaires de l'article 18 ayant 10 degrés d'article 16) (p. 1364); M. Tourné (Allocation des aveugles de guerre enrôlés dans la Résistance) (p. 1366); M. Michel Mercier (Age auquel la pension cesse d'être versée à un orphelin de père et mère musulmans) (p. 1367); M. Pradeau (Age d'attribution de la retraite du combattant) (p. 1367); Mme Lefebvre (Délais de présomption d'origine concernant les prisonniers de guerre) (p. 1368); M. Cherrier (Attribution de la retraite du combattant à partir de 50 ans) (p. 1369); aux amendements de M. M. Boscarj - Mousservin, Mouton et Michel Mercier relatifs aux taux d'intérêt du pécule des prisonniers (p. 1369); à l'amendement de M. Guérard relatif au paiement des impôts et à la souscription aux emprunts d'Etat avec les titres du pécule des prisonniers (p. 1369); M. Tourné (Paiement des bénéficiaires de la loi du 31 décembre 1953) (p. 1371); M. R. Laurens (Candidats aux services publics empêchés par faits de guerre) (p. 1373); M. Guérard et Mme Francine Lefebvre relatifs aux bonifications accordées aux fonctionnaires anciens combattants (1373); Mme de Lipkowski (Prime de qualification accordée à certains militaires déportés de la Résistance) (p. 1374); M. Mouton (Extension aux anciens combattants des chemins de fer des dispositions relatives aux bonifications de campagne) (p. 1374); M. Rosenblatt (Bonifications de service aux fonctionnaires alsaciens et lorrains incorporés de force dans la Wehrmacht) (p. 1374); M. Guérard (Reconstitution de la carrière des grands mutilés) (ibid); Mme Lefebvre tendant à exonérer les pupilles de la nation des droits d'inscription et d'examen (p. 1375); — du projet de loi relatif aux

dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Art. 9 : *Sous-amendement de M. Nisse à l'amendement de M. Courant (Règlements de réquisitions par les Allemands ou les alliés) lui oppose l'article 48 du Règlement* [26 janvier 1955] (p. 286, 288); Art. 10 : *Amendement de M. Siefridt (Sinistrés mobiliers d'au moins 70 ans remboursables partiellement en espèces) lui oppose l'article 68 du Règlement* (p. 289, 290); *Article additionnel de M. A. Lenormand (Application de la loi du 28 octobre 1946 pour les sinistrés mobiliers) application de l'article 68 du Règlement* (p. 291); *Article additionnel de M. Halbout (Contrôle des sociétés de construction)* [27 janvier 1955] (p. 315); *Article additionnel de M. Halbout (Réinvestissement en France pour les sinistrés à l'étranger) lui oppose l'article 48 du Règlement* (p. 316); Art. 17 : *Crédits de paiements pour la reconstruction* (p. 352); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 16 bis : *Titularisations* [25 mars 1955] (p. 1960 à 1962); de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 13 bis A : *Amendement de M. Estradère (Délai pour l'occupation de locaux construits avec l'aide de l'Etat)* [1^{er} avril 1955] (p. 2339); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 : *Article additionnel de M. Laborbe (Prêts aux jeunes ruraux)* [27 janvier 1955] (p. 334, 335); *Article additionnel de M. Mouchet (Industrie laitière et taxe sur la valeur ajoutée); lui oppose l'article 48 du Règlement* (p. 336). — Répond à une question de M. Joseph Denais relative au régime fiscal de certaines sociétés [28 janvier 1955] (p. 384); — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955, I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Administrateurs civils* [1^{er} février 1955] (p. 553, 554). — Répond à une question de M. Paquet relative à la fraude fiscale [4 février 1955] (p. 711). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J.O.* du 24 février 1955, p. 2072). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques*

(Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (*J.O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat B, Chap. 48-20 : *Amendement de M. M. Lenormand (Iles Wallis et Futuna; cinquantenaire du condominium franco-britannique sur les Nouvelles Hébrides)* [3 mars 1955] (p. 1002); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 et ratification de décrets : *Comptes bloqués pour non-versement des acomptes provisionnels* [3 mars 1955] (p. 1004, 1006); — du projet de loi relatif au collectif d'ordonnancement portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 et ratification de décrets, Etat A, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 42-23 : *L'Alliance française* [3 mars 1955] (p. 1013); EDUCATION NATIONALE, Chap. 36-74 : *Théâtres lyriques nationaux* (p. 1014); Art. 28 : *Ajustements de crédits; réforme organique du budget* (p. 1030); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES, Art. 34 : *Amendement de M. Liautcy (Aménagement de la législation sur les cumuls en faveur des pensionnés et dégaugés des cadres chargés de famille)* [4 mars 1955] (p. 1111); *Article additionnel de M. Sibué (Intégrations complémentaires dans les corps des administrateurs civils)* (p. 1121); *Article additionnel de M. Tournaud (Prime de rendement pour tous les titulaires); lui oppose l'article 48 du Règlement* [8 mars 1955] (p. 1135); *Article additionnel de M. Palewski (Echelles de solde des sous-officiers)* (p. 1136); *Article additionnel de M. Rosenblatt (Indemnité de « difficultés administratives »); lui oppose l'article 48 du Règlement* (p. 1137); *Article additionnel de M. Barthélemy (Prime de transport); lui oppose l'article 48 du Règlement* (p. 1137); *Article additionnel de M. Lamps (Prime de départ pour les nés à la retraite)* (p. 1137, 1138); *Articles additionnels de MM. Lamps et Le Coutaller (Pensions proportionnelles, majorations pour enfants)* (p. 1138, 1139); *Article additionnel de M. Le Coutaller (Pensions de fonctionnaires victimes de leur dévouement)* (p. 1139); *Articles additionnels de MM. Genton, P. Montel, Le Coutaller (Veuves*

de retraites proportionnels); leur oppose l'article 48 du Règlement (p. 1140); Articles additionnels de M. M. Bignon, Le Coutaller, Lamps (Droits des veuves remariées, redevenues veuves ou divorcées à leur profit); So demande de les réserver (p. 1141); Article additionnel de M. Lamps (Droits des veufs de femmes fonctionnaires); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1141); Article additionnel de M. Lamps (Communication du bordereau de liquidation) (p. 1142); Article additionnel de M. Gabriel Paul (Extension de l'article 106 du Code des pensions de retraites aux retraités); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1142); Article additionnel de M. Bignon (Droits à pension de certains militaires des réserves) (p. 1142); Article additionnel de Mme F. Lefebvre (Droits de certaines femmes divorcées devenues veuves) (p. 1143); Article additionnel de M. Palewski (Possibilité de cumul pour certains officiers); Demande qu'il soit réservé (p. 1143); Article additionnel de M. Palewski (Validation des services auxiliaires accomplis par des fonctionnaires mis à la retraite) (p. 1143, 1144); Article additionnel de M. Bignon (Bénéfice de la sécurité sociale pour certaines veuves de militaires et de marins) (p. 1144); Articles additionnels de Mmes Gabriel Péri et Francine Lefebvre (Les veuves de guerre et l'allocation spéciale de vieillesse); sa demande de les reporter au budget des anciens combattants (p. 1145); Article additionnel de M. Palewski (Militaires décédés au cours des opérations de police en Afrique du Nord) (p. 1146); Article additionnel de M. Gabriel Paul (Détermination du grade servant de base à la péréquation générale des pensions) (p. 1146); Article additionnel de M. Le Coutaller (Disparités entre les traitements réservés à des veuves de guerre de situation identique) (p. 1147); Article additionnel de M. Lamps (Fonctionnaires atteints d'une incapacité permanente partielle résultant du service) (p. 1147); Article additionnel de M. de Chambrun (Allocation viagère pour des agents de collectivités locales; cantonniers de la Lozère) (p. 1148); de ce projet de loi, en deuxième lecture, Art. 26 ter : Nomination de certains secrétaires d'administration dans le corps des attachés d'administration, intégration automatique pour les admissibles à P.E.N.A. [1^{er} avril 1955] (p. 2329, 2330); Art. 31 : Amendement de M. Tourtaud (Pensions civiles et militaires); oppose l'article 48 du Règlement (p. 2332);

Art. 43 : Amendement de M. Lenormand (Taxes locales sur le nickel calédonien) (p. 2335); Art. 52 bis : Amendement de M. Tourtaud (Harmonisation et péréquation des statuts et des rémunérations applicables aux personnels de l'Etat et aux organismes nationaux) (p. 2337); Art. 60 : Procédure concernant les avis des commissions de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République sur un projet de décret (p. 2338); Art. 61 : Amendement de M. Lamps (Bonification d'ancienneté au profit des fonctionnaires résistants); oppose l'article 48 du Règlement (p. 2338); — d'une proposition de loi relative au repos et au paiement des travailleurs les jours de fêtes légales, Article unique : Augmentation de la masse salariale; lui oppose l'article premier de la loi de finances [15 mars 1955] (p. 1401, 1402); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955 : Explications de vote (Applicabilité de l'article 48 du Règlement et 17 de la Constitution à l'article 24 quarter; comptabilité de l'aéroport d'Orly) [15 mars 1955] (p. 1440, 1441); de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 24 quinquies : Sa demande de modifier l'article (Compétence du Ministre de l'Industrie et du Commerce pour la désignation des associations professionnelles et des associations des communes forestières) [25 mars 1955] (p. 1967); Art. 41 : Amendement de M. Goudoux (Tranche rurale); lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1969); Art. 44 bis : Amendement de M. Léon Jean Chemins ruraux non reconnus); applicabilité de l'article 48 à un texte voté par le Conseil de la République (p. 1972); de ce projet de loi en quatrième lecture, Art. 41 : Amendement de M. Billat tendant à modifier la répartition des crédits pour 1955 (Intérêt de la voirie rurale) [1^{er} avril 1955] (p. 2327); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour 1955, Etat A, Chap. 11-20 : Amendement de M. Coutant (Indemnités, parités externes) [15 mars 1955] (p. 1454); Le système des primes et indemnités (p. 1458); de ce projet de loi en deuxième lecture, Etat A, Chap. 1000 : Motion préjudicielle de M. Barthélemy (Indemnité de risques) [12 mai 1955] (p. 2722 et suiv., 2727, 2728); Chap. 10-20 : Augmentation des effectifs, prime de gérance et de responsabilité (p. 2727, 2728); Chap. 10-60 : Amendements indicatifs de M. Barthélemy (Inspecteurs du télégraphe)

(p. 2730); *Amendement indicatif de Mme Prin (Personnel du service des lignes souterraines)* (ibid); *Sa demande de renvoi du projet à la Commission des finances* (p. 2734); Chap. 11-10 : *Amendement de M. Coutant tendant à supprimer les crédits rétablis par le Conseil de la République (Indemnité de risque)* [17 mai 1955] (p. 2808); Chap. 1100 : *Amendement de M. Coutant (Indemnité de responsabilité des receveurs et chefs de centre)* (p. 2809); *Amendement de M. Coutant (Indemnité de fonction des brigades postales de Paris)* (p. 2809, 2810); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955, Etat A, Chap. 31-41 : *Traitements de la Sûreté, parité avec la police parisienne, sous-brigadiers* [16 mars 1955] (p. 1501 à 1504); Chap. 41-52 : *Subventions facultatives en faveur des collectivités locales, taxe de mutation, patente des entreprises d'Etat* (p. 1506); Art. 7 : *Amendement de M. Minjoz (Indemnités des magistrats des tribunaux administratifs)* (p. 1512, 1513); *Primes et rémunérations des fonctionnaires* (p. 1513); Art. 10 : *Suppression du décret portant augmentation des droits de licence sur les débits de boissons; applicabilité de l'article 68 du Règlement* (p. 1517 à 1519); Art. 9 : *Pensions de la Caisse de retraite des collectivités locales; lui oppose l'article 17 de la Constitution* (p. 1519); *Article additionnel de M. Ballanger (Patente dans les garages publics)* (p. 1524); de ce projet de loi, en deuxième lecture, Art. 10 : *Amendement de M. Bartolini (Taux progressif pour les droits de licence des débits de boissons)* [1^{er} avril 1955] (p. 2346); de ce projet de loi, en troisième lecture, Art. 10 : *Amendement de Mlle Marzin (Taux progressif pour les droits de licence des débits de boissons)* [2 avril 1955] (p. 2385, 2386); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 : *Amendement de M. Liautey (Vente des eaux-de-vie sans bouteilles conditionnées)* [19 mars 1955] (p. 1753, 1754); Etat G : *Sa demande de rétablissement de la ligne 105 (F. I. D. E. S., taxe sur les fruits et les préparations à base de fruits)* (p. 1775); *Sa demande de suppression de la ligne 115 bis (Cotisation au profit de la Société professionnelle de la porcelaine)* (p. 1775); Art. 23 : *Suppression ou allègement des taxes parafiscales par décrets* (p. 1776); *Article additionnel de M. de Sesmaisons (Abattements pour vétusté*

dans l'indemnisation des dommages de guerre des chambres de commerce) (p. 1777, 1778); en seconde délibération : *Amendement de M. Lacaze (Suppression de l'amendement de M. Lamps concernant le régime de la saisie-exécution)* (p. 1785); de ce projet de loi, en deuxième lecture, Art. 11 *ter* : *Amendements de MM. Verneuil et Charret (Suppression de l'amendement de M. Liautey prévoyant la vente des eaux-de-vie sans bouteilles conditionnées)* [17 mai 1955] (p. 2839); *Importation des rhums* (ibid); Art. 11 *quater* : *Suppression de certains droits de mutation en faveur de frères et de sœurs de victimes de la guerre* (p. 2841); Art. 14 : *Amendement rectifié de M. Deixonne (Fuel, maintien d'une taxe modifiable par arrêté dans la limite de 0 à 400 francs)* (p. 2845, 2846); Art. 33 : *Amendements de MM. Duladier, Lambert et Lussy (Taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée pour certains balais et balayettes)* (p. 2850); Art. 34 : *Amendement de M. M. Grimaud (Reconstruction des hôpitaux sinistrés, extension du taux de 40 0/0 prévu pour la participation de l'Etat à tous les travaux en cours)* (p. 2851); de ce projet de loi, en troisième lecture, Art. 11 *bis* : *Publication du revenu brut déclaré à la surtaxe progressive par chaque redevable* [18 mai 1955] (p. 2886); Art. 11 *septièm* : *Amendement de M. Billat (Taux de circulation, exonération des viandes provenant d'animaux abattus d'urgence)* (p. 2888); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse des lettres, Art. 5 *bis* : *Insuffisance du financement par la prolongation des droits d'auteur des écrivains modernes* [22 mars 1955] (p. 1841); Art. 5 *bis* [11 juillet 1955] (p. 3796, 3797); *Sa demande de renvoi du texte à la Commission des finances* (p. 3797); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Son démenti de l'emploi des tables d'écoute par le contrôle polyvalent)* [28 mars 1955] (p. 2021); *Entreprises à succursales multiples* (p. 2028); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour avril, mai et juin 1955, Art. 4 : *Amendement de M. Capdeville (Garanties pour l'exécution d'une tranche navale)* [1^{er} avril 1955] (p. 2324); *Article additionnel de M. Puy (Transformation en emploi de fonctionnaires d'un certain nombre d'emplois d'agents sous contrat)* (p. 2326). — Répond à une question de

M. Alphonse Denis relative à la majoration de certains forfaits [13 mai 1955] (p. 2752, 2753). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'allocation des aveugles et grands infirmes : *Sa demande de renvoi du texte à la Commission des finances* [11 juillet 1955] (p. 3791 à 3794); — d'une proposition de loi relative aux conseils de prud'hommes, Art. 1^{er} : *Obligation faite aux communes d'allouer une indemnité* [11 juillet 1955] (p. 3803); Art. 2 (*Frais d'élection*) : *Lui oppose l'article premier de la loi de finances* (p. 3803); — du projet de loi portant fixation du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956; Art. 3 : *Amendement de M. Delachenul (Conditions d'attribution de l'allocation de la mère au foyer)* [20 juillet 1955] (p. 3961); *Amendement de Mme Laissac (Allocation de la mère au foyer, parité entre le régime agricole et le régime général)* lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 3962); *Amendement de M. Patinaud (Attribution de l'allocation de la mère au foyer à tous les indépendants)* lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 3963); *Demande de vote par division formulée par M. Patinaud* (p. 3963); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 7 : *Majoration du droit de timbre douanier, amendement de M. Vals tendant à reprendre le texte voté en première lecture* [4 août 1955] (p. 4614, 4615); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, SECTION COMMUNE, Chap. 31-61 : *Abattements opérés par les amendements* [23 juillet 1955] (p. 4148); Chap. 54-61 : *Cheunils* (p. 4153); SECTION AIR, Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. Bartolini (Prime de rendement pour les personnels des services extérieurs)* (p. 4157); SECTION GUERRE, Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de Mme de Lipkowski (Conservateur des archives et de la bibliothèque du Ministère de la Défense nationale)* (p. 4170); SECTION MARINE : *Demande de disjonction de la section formulée par M. Comentry (Nécessité d'une tranche de 30.000 tonnes)* (p. 4191); Art. 19 : *Amendements de MM. Chupin et A.-F. Mercier (Indice des sous-officiers mis à la retraite avant 1948)* (p. 4209); Art. 23 bis : *Amendement de M. Bouret (Bonification d'ancienneté pour les élèves sortant des grandes écoles civiles)* lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 4211, 4212); Art. 37 : *Affectation*

aux constructions aéronautiques du montant des économies effectuées sur les autres chapitres (p. 4213); *Article additionnel de M. Bartolini (Création d'une section de fabrications civiles dans les établissements de l'Etat, interdiction des licenciements)*; lui oppose l'article 16 de la Constitution (p. 4214); *Article additionnel de M. Bartolini (Augmentation des salaires des ouvriers de l'Etat)* lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 4214); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 21 quater : *Amendement de M. Liautey (Officiers dégagés des cadres)* [4 août 1955] (p. 4608, 4609); — du projet de loi relatif aux avantages accordés aux militaires participant au maintien de l'ordre, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Badie tendant à faire remonter au 8 mai 1945 l'application de cette loi*; lui oppose l'article premier de la loi de finances [26 juillet 1955] (p. 4238); Art. 2 : *Amendement de M. Badie (Avis du Ministre des Anciens combattants)* [4 août 1955] (p. 4597); — d'une proposition de loi relative à la législation sur les dommages de guerre : *Sa demande de réserver l'article 4* [26 juillet 1955] (p. 4289, 4299, 4300); Art. 6 : *Indemnisation des sociétés à participation étrangère sinistrées, sa demande de disjonction* (p. 4289, 4290); Art. 7 : *Détermination du stock indemnisable* (p. 4290); Art. 8 : *Indemnisation pour les fondations exceptionnelles nécessitées par l'état du sol ou les règles de l'urbanisme* (p. 4290, 4291); Art. 9 : *Exonération de l'abattement pour vétusté des dommages de guerre des chambres de commerce ou des ports autonomes* (p. 4291 et suiv.); *En demande la disjonction* (p. 4294); *Sur la demande de réserve* (p. 4297); *Exonération de l'abattement de vétusté pour les chambres de commerce et les ports autonomes* [4 août 1955] (p. 4596); — d'une proposition de loi relative aux indemnités de nuit du personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire [26 juillet 1955] (p. 4297); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets, Etat A, CHARGES COMMUNES, Chap. 44-92 : *Aide aux sucres des départements d'outre-mer* [27 juillet 1955] (p. 4347, 4348); MARINE MARCHANDE, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Pleven (Situation résultant du blocage des crédits de l'inscription maritime jusqu'à la modification du statut des syndics, gens de mer et gardes-maritimes)* (p. 4354);

Etat C, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 62-00 : Amendement indicatif de M. Louvel (*Nécessité d'un rattachement de l'énergie atomique au Ministère de l'Industrie et du Commerce*) (p. 4356, 4357); de ce projet de loi en deuxième lecture : *Questionnaire envoyé aux commerçants et artisans soumis au régime du forfait* [4 août 1955] (p. 4618); Art. 6 : Amendement de M. Antoine Guillon (*Cotisation des ressortissants du Groupement interprofessionnel de la betterave*) (p. 4619); Art. 8 : Amendement de M. Briot (*Privilège des bouilleurs de cru*) (p. 4621, 4622); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au statut des juges de paix d'Algérie, Art. 7 : Amendement de M. Paternot (*Rétroactivité de la mesure au 16 octobre 1953*) [5 août 1955] (p. 4652, 4653); *Lui oppose l'article 48 du Règlement* (ibid.); *Rétroactivité de la loi* (p. 4668); — d'une proposition de loi relative à la création d'un corps d'adjoints techniques des eaux et forêts : *Oppose l'article premier de la loi de finances* [11 octobre 1955] (p. 4991 et suiv.); — d'une proposition de loi relative au régime des retraites dans les mines : *Oppose l'article premier de la loi de finances* [11 octobre 1955] (p. 4993, 4995). — Répond à une question : de M. Chassaing relative au retour à la monnaie d'or et d'argent [28 octobre 1955] (p. 5348); — de M. Gazier relative au secours aux victimes des inondations [28 octobre 1955] (p. 5348, 5349); — de M. Pierre Ferri relative à la déclaration des locaux d'habitation [28 octobre 1955] (p. 5349). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru, Art. 1^{er} : Amendement de M. Billat (*Extension du privilège des bouilleurs de cru aux petits exploitants agricoles et aux non-professionnels de l'agriculture*); *oppose l'article 48 du Règlement* [8 novembre 1955] (p. 5502); Amendement de M. Liantey (*Abrogation de l'article 8 de la loi du 11 juillet 1953 et du décret du 13 novembre 1954*); *oppose l'article 48 du Règlement* (p. 5502); Amendement de M. Liantey (*Non-application du décret du 13 novembre 1954 au cas où il ne serait pas ratifié par le Parlement avant la date du 1^{er} septembre 1956*); *oppose l'article premier de la loi de finances* (p. 5506); Art. 2 : *Remboursement des droits de licence*; *oppose l'article premier de la loi de finances* (p. 5506); Article additionnel de M. Valentino (*Allocation en franchise d'une certaine quantité de rhum aux*

exploitants agricoles ayant fourni des cannes aux usines à sucres et distilleries); *oppose l'article 48 du Règlement* (p. 5507); *Explications de vote* (p. 5508); — d'une proposition de loi relative aux abattements de zones, Art. 1^{er} : *Applicabilité de l'article premier de la loi de finances* [15 novembre 1955] (p. 5673); — d'une proposition de résolution relative aux traitements et soldes des personnels de l'Etat : *Oppose l'article premier de la loi de finances* [15 novembre 1955] (p. 5673); — d'une proposition de loi relative aux allocations de vieillesse : *Demande de renvoi à la suite, dépôt d'un projet de loi relatif aux retraites minières et au Fonds national vieillesse* [15 novembre 1955] (p. 5676, 5677); *Dépôt du texte gouvernemental* [16 novembre 1955] (p. 5737); *Projet de loi intéressant les mineurs* (ibid.); — du projet de loi relatif au recrutement et à l'avancement des fonctionnaires résistants [17 novembre 1955] (p. 5805, 5806); — d'une proposition de loi tendant à la parité des salaires agricoles et industriels : *Oppose l'article premier de la loi de finances* [17 novembre 1955] (p. 5808 à 5810); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel communal : *Demande une suspension de séance* [17 novembre 1955] (p. 5811). — Répond à une question : de M. Pierre Ferri relative aux déclarations d'habitation [18 novembre 1955] (p. 5855); — de M. Capdeville relative à l'autorisation de fonctionnement d'une entreprise de crédit différé [18 novembre 1955] (p. 5856). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la rémunération des greffiers : *oppose l'article premier de la loi de finances* [22 novembre 1955] (p. 5893, 5894); — du projet de loi relatif à la retraite des ouvriers mineurs : *Demande le renvoi du débat* [22 novembre 1955] (p. 5896); — d'une proposition de loi relative à la situation des conducteurs de taxi propriétaires de leur véhicule : *oppose l'article premier de la loi de finances* [24 novembre 1955] (p. 5991 et suiv.); — de propositions de loi relatives aux retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways : *Retraite des petits cheminots et des routiers, budget de la C.A.M.R.*; *oppose l'article premier de la loi de finances* [24 novembre 1955] (p. 5995 et suiv., 5999). — Après la dissolution de l'Assemblée Nationale, prononcée après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle [29 novembre 1955], en vertu

de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1^{er} décembre 1955, présente sa démission de Secrétaire d'État aux Finances et aux Affaires économiques, laquelle est refusée.

GILLIOT (M. Auguste), *Député de la Meuse* (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de l'éducation nationale [18 septembre 1951] (F. n° 45), [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [3 novembre 1953] (F. n° 299); de la Commission des immunités parlementaires [24 juillet 1953] (F. n° 283), [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [12 novembre 1953] (F. n° 303), [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission de la défense nationale [19 janvier 1954] (F. n° 341).

Dépôts :

Le 18 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 1057) portant création de contingents de croix de la Légion d'Honneur et de médailles militaires en faveur des personnels militaires n'appartenant pas à l'armée active, n° 1133. — Le 9 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 3932) complétant et modifiant les articles 7 et 69 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, n° 4044. — Le 8 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 5181) relatif à la prise de rang de certains militaires dans le premier grade d'officier auquel ils ont accès, n° 8850. — Le 8 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Bignon (n° 4830) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que les décorations décernées pour faits de résistance soient remises sur le front des troupes, quel que soit le Ministère dont elles émanent, n° 8853. — Le 21 juillet

1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 7607) relatif au congé spécial pour exercice de fonctions électives, n° 8930. — Le 22 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 8431) de M. Kœnig et plusieurs de ses collègues tendant à compléter, en faveur des volontaires étrangers non naturalisés, la loi du 25 juin 1938 tendant à mettre à la disposition du Ministre de la Guerre un nouveau contingent de croix de la Légion d'honneur destiné à récompenser les combattants volontaires de la guerre 1914 - 1918, n° 8933. — Le 30 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif, à la prise de rang de certains militaires dans le premier grade d'officier auquel ils ont accès, n° 9851. — Le 30 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 10134) de M. de Saivre tendant à inviter le Gouvernement, à l'occasion de la réédification à Paris du monument du général Mangin détruit par les Allemands en 1940, à s'associer au prochain centenaire de la création des tirailleurs sénégalais, n° 11070.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département du Calvados [5 juillet 1951] (p. 5875). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de la défense nationale en 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur le manque de cadres, les difficultés du recrutement)* [12 juin 1952] (p. 2843, 2844); — du projet de loi modifiant la loi sur le recrutement de l'armée; en qualité de *Rapporteur* [10 juillet 1952] (p. 3755); — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas étendre aux sociétés anonymes d'H.L.M. les dispositions de l'article* [18 mars 1953] (p. 2026). — Est entendu sur la question orale de M. de Benouville à M. le Ministre de la Défense nationale, au sujet du nom de la nouvelle promotion de l'école de Saint-Cyr [21 janvier 1955] (p. 97).

GIOVONI (M. Arthur), *Député de la Corse* (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à assurer le versement d'une rémunération aux étudiants et élèves de l'enseignement supérieur, **n° 106**. — Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à l'attribution d'une prime d'insularité aux agents, employés et ouvriers des P. T. T., en fonction dans le département de la Corse, **n° 551**. — Le 15 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser un secours de 50 millions aux victimes des tornades des 9, 10 et 11 novembre, qui se sont abattues sur le département de la Corse, **n° 1548**. — Le 19 décembre 1951, une proposition de loi tendant à l'attribution d'une prime d'insularité aux personnels de l'Etat, des services publics et des entreprises nationales, en fonction dans le département de la Corse, **n° 2098**. — Le 19 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une seconde année de préparation avec traitement à tous les concours de sortie des écoles normales supérieures, **n° 2730**. — Le 19 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter par l'inscription des camps et prisons d'Italie, la liste des prisons et camps de concentration fixée par l'arrêté du Ministre des Anciens combattants et Victimes de guerre pris le 15 décembre 1949 en application des textes établissant le statut des déportés et internés résistants, **n° 2731**. — Le 19 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer dès 1952 le concours de l'agrégation de lettres et littératures modernes, **n° 2737**. — Le 25 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1314 du 26 août 1948 afin d'accorder le traitement de fonctionnaires stagiaires à tous les élèves des

écoles normales supérieures dès le début de leur scolarité, **n° 2778**. — Le 25 février 1952, une proposition de loi tendant à attribuer l'indemnité de résidence à tous les élèves fonctionnaires des écoles normales supérieures (Ulm, Sèvres, Saint-Cloud, Fontenay, E.N.S.E.T., E.N.S.E.P.), **n° 2785**. — Le 11 mars 1952, une proposition de loi tendant à la création d'un prêt d'installation aux jeunes diplômés, **n° 2902**. — Le 1^{er} avril 1952, une proposition de loi tendant à l'attribution d'une prime d'insularité aux personnels de l'Etat, des services publics et des entreprises nationales, en fonction dans le département de la Corse, **n° 3139**. — Le 3 avril 1952, une proposition de loi tendant à rétablir au profit du département de la Corse, la subvention prévue par la loi du 8 juillet 1912, **n° 3179**. — Le 17 juin 1952, une proposition de loi tendant à accorder un délai de route de six jours aux fonctionnaires, employés et travailleurs originaires de Corse, résidant sur le continent et se rendant en Corse pour y passer leur congé annuel ou exceptionnel, **n° 3698**. — Le 26 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à signer des protocoles avec la Compagnie nationale « Air-France » et toutes les compagnies de navigation aérienne privées, en vue de permettre aux invalides de guerre et aux plus grands invalides de bénéficier de certaines réductions de transport comme cela existait avant la guerre 1939-1945, **n° 3827**. — Le 1^{er} juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux invalides de guerre, titulaires de cartes de transports à tarif réduit, les mêmes avantages sur les lignes de transports maritimes qui leur étaient consentis avant guerre, **n° 3903**. — Le 22 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 83 du Règlement, **n° 4848**. — Le 5 mars 1953, une proposition de loi tendant à majorer de 15 francs par repas les crédits de subvention aux restaurants universitaires pour l'exercice 1953, **n° 5781**. — Le 5 mars 1953, une proposition de loi tendant à augmenter le montant des bourses de l'enseignement supérieur, **n° 5789**. — Le 9 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder pour l'année 1953 l'exonération de tous impôts et cotisations à la caisse d'allocations familiales aux paysans ayant eu leurs récoltes endommagées ou détruites par les inondations résul-

tant des récents orages ; 2^o à mettre à la disposition des sinistrés du département de la Corse un premier secours d'urgence de 300 millions de francs, n^o 6490. — Le 28 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour indemniser les étudiants victimes de la brutalité policière lors de la manifestation du 15 décembre 1953, n^o 7507. — Le 17 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre à tous les agents des escales d'Air-France en Corse le bénéfice des indemnités accordées à certains agents des escales d'Ajaccio et de Bastia, n^o 8676. — Le 8 novembre 1955, une proposition de loi tendant à permettre aux étudiants inscrits sur les listes électorales de voter par procuration lorsqu'ils effectuent leurs études dans un établissement éloigné de 100 kilomètres et plus de leur domicile, n^o 11826.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE : Subventions aux écoles libres, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le contrôle pédagogique des établissements subventionnés* [20 septembre 1951] (p. 7532 et suiv.); — du projet de loi modifiant la loi sur la presse; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à promulguer le statut de la presse avant de modifier la loi de 1881* [8 novembre 1951] (p. 7722); Art. 3 : *Son amendement tendant à punir, soit le propriétaire, soit le co-directeur, en cas de contravention à la loi* (p. 7727); *Sa motion incidente demandant l'institution du pré-salaire aux étudiants* (p. 7728); *Son amendement tendant à rendre libre la diffusion des journaux étrangers* (p. 7730); Art. 8 : *Son amendement tendant à prévoir un délai de six mois pour le choix d'un co-directeur* (p. 7734); *Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi aux directeurs de journaux élus avant la promulgation* (p. 7734). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement qui a pris une position défavorable à la lutte du peuple égyptien pour sa liberté [15 novembre 1951] (p. 8059). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au dévelop-

pement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 : AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Paludisme des aérodromes de Corse)* [12 décembre 1951] (p. 9067); ÉDUCATION NATIONALE : *Sa motion préjudicielle demandant l'allocation d'études aux étudiants* [18 décembre 1951] (p. 9269); Chap. 1030 : *Demande de disjonction des chapitres relatifs aux professeurs d'université, présentée par M. Viatte (Revalorisation des traitements des professeurs d'université)* (p. 9280); Chap. 1050 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux professeurs d'université (Insuffisance de leur nombre)* (p. 9297); Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités au personnel de l'enseignement supérieur (Taux des heures supplémentaires)* (p. 9300); le retire (p. 9300); Chap. 1070 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux écoles normales supérieures (Ecole de la rue d'Ulm)* (p. 9301); *Amendement de Mlle Dienesch tendant à réduire de 1.000 francs les crédits aux écoles normales supérieures (Traitement des élèves des écoles normales supérieures)* (p. 9303); *Suite du débat en séance de nuit* [19 décembre 1951] (p. 9373, 9374); Chap. 1500 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités résidentielles (Relèvement de l'indemnité de résidence)* (p. 9424); le retire (ibid.); Chap. 3060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les relations avec l'étranger (Français de base)* (p. 9425); Chap. 3400 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour commémorations officielles (Centenaire de Victor Hugo)* (p. 9433); Chap. 3470 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Bibliothèques de France (Insuffisance des achats)* (p. 9435); Chap. 4030 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux exonérations de droits pour les étudiants* (p. 9440 et suiv.); Chap. 4040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales en faveur des étudiants (Restaurants universitaires)* (p. 9443); le retire (p. 9444); Chap. 4100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour arts et lettres (Bourses aux élèves des Beaux-Arts)* (p. 9445); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits*

pour le Centre national de la recherche scientifique (*Insuffisance des crédits*) (p. 9445); Chap. 5010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les relations universitaires avec l'étranger (Université européenne de Strasbourg)* (p. 9447); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 1^{er}, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 9350 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour acquisitions de l'enseignement supérieur (Insuffisance des crédits)* [26 décembre 1951] (p. 9887); Art. 2. Etat B, Chap. 9082 : *Sa demande de renvoi à la Commission, du chapitre relatif à la construction d'écoles primaires* [27 décembre 1951] (p. 9937); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 1^{er}, Etat A, FINANCES, Chap. 9350 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les chemins de fer (Réseau de la Corse)* [28 décembre 1951] (p. 9999, 10000); — du projet de loi relatif au protocole additionnel au traité de l'Atlantique Nord (Inclusion de la Grèce et de la Turquie) : *Discussion générale (Grèce et Turquie, bases d'agression de la Russie, Réarmement de l'Allemagne et son entrée dans le pacte Atlantique)* [7 février 1952] (p. 490, 491); — du projet de loi portant ratification du traité de paix avec le Japon : *Discussion générale (Ses observations sur l'asservissement du Japon, son réarmement au profit de l'impérialisme américain)* [28 mars 1952] (p. 1610 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures de violence dont le Gouvernement se rend coupable en Tunisie [28 mars 1952] (p. 1622); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Répression de MM. Hauteclouque et Garbay, camp de concentration de Mehamedia, Oppression du peuple tunisien* [1^{er} avril 1952] (p. 1687, 1688); la développe : *Ses observations sur les atrocités commises au Cap Bon par les troupes françaises, le camp de concentration de Méhamédia et ses 20.000 prisonniers, la politique d'exploitation pratiquée par les sociétés françaises, la misère des Tunisiens* [5 juin 1952] (p. 2646 et suiv.); *Demande de renvoi du débat, présentée par le Gouvernement* [20 juin 1952] (p. 3089); *Son ordre du jour demandant l'évacuation des troupes françaises et le respect de l'indépendance tunisienne* (p. 3093, 3095). — Prend

part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 6 : *Son amendement tendant à ne pas faire d'économies sur les Constructions scolaires* [3 avril 1952] (p. 1805). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Tunisie et l'aggravation de la répression [25 juin 1952] (p. 3195). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'un office français de protection des réfugiés et apatrides : *Contre-projet de M. Daniel Mayer tendant à prévoir une délégation en France dépendant du Haut Commissaire des Nations-Unies chargé des réfugiés* [4 juillet 1952] (p. 3525); Art. 3 : *Son amendement tendant à nommer un Conseil de direction des représentants des syndicats* (p. 3531); Article additionnel : *Son amendement tendant à n'appliquer la loi qu'après ratification de la Convention de Genève du 28 juillet 1951* (p. 3534); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3534); — du projet de loi modifiant la loi sur le recrutement de l'armée : *Discussion générale (Prorogation de 6 mois pour certaines catégories de fonctionnaires et d'étudiants)* [10 juillet 1952] (p. 3755, 3756). — Est entendu sur une communication du Gouvernement (*Combats se déroulant en pays Thaï au Tonkin et inutilité de la guerre d'Indochine*) [24 octobre 1952] (p. 4392 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AFFAIRES ÉTRANGÈRES; Etat A, Chap. 3101 : *Arrêt du paiement des réparations par l'Allemagne et le Japon* [28 octobre 1952] (p. 4521, 4522); EDUCATION NATIONALE; Etat A; Chap. 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités aux professeurs de l'enseignement supérieur (Heures supplémentaires)* [7 novembre 1952] (p. 4872); le retire (*ibid*); Chap. 3403 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les relations avec l'étranger (Etude du basic french)* [8 novembre 1952] (p. 4966). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures de discrimination politique prises à l'École normale de garçons d'Ajaccio [7 juillet 1953] (p. 3266); — sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Espagne franquiste [9 octobre 1953] (p. 4186). — Est entendu sur : la fixation immédiate de la date de discussion de l'interpellation de M. Savary, sur la situation en Indochine : *Faillite de la*

politique gouvernementale, consacrée par le Congrès de Saïgon, malgré son recrutement douteux; Guerre déjà perdue, Contraire à l'intérêt national [20 octobre 1953] (p. 4396, 4397); — les propositions de la Conférence des Présidents : Son amendement tendant à réserver plusieurs séances au débat prévu sur l'Indochine (Retrait) [20 octobre 1953] (p. 4410). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement en Indochine après la prise de position du Congrès de Saïgon [22 octobre 1953] (p. 4454); la développe : Origine du conflit (Affaire d'Haïphong), Responsabilités gouvernementales; Volonté affirmée de maintenir le régime colonial (Déclaration Bollaert), Bilan réel de ce régime; Intérêts économiques et stratégiques américains en Indochine (Déclarations de M. Paul Reynaud); Coût réel de la guerre; Motions révélatrices du Congrès de Saïgon (Déclarations de M. Daladier); Négociations nécessaires et possibles avec Ho Chi Minh, humain et modéré, représentatif de la quasi-unanimité du Vietnam; Défense des députés communistes, poursuivis pour avoir eu raison, leur patriotisme; Appel à l'union de tous les Français contre cette guerre [23 octobre 1953] (p. 4542 à 4545); — sur l'élimination de certains candidats au concours de l'E. N. A. [3 novembre 1953] (p. 4759); la développe : Atteinte à la Constitution de 1946, Cas de MM. Hilaire, Fortuné et Virgile Barel exclus du concours de l'E. N. A.; Le rôle politique de MM. Pleven et Martinaud-Deplat [13 novembre 1953] (p. 5064 et suiv.); Ordre du jour de M. Cogniot protestant contre la décision du Gouvernement et demandant une session extraordinaire du concours de l'E. N. A. pour les exclus (p. 5078, 5079). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Art. 1^{er}, Etat A, Titre IV, Chap. 42-31 : Contribution de la France à la création d'un laboratoire européen de physique nucléaire (Initiative américaine de cette création : Rapport du Département d'Etat n° 3860 [4 novembre 1953] (p. 4814); Convention internationale non encore ratifiée (p. 4815); Chap. 42-34 : Assistance aux réfugiés étrangers en France; Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Questions posées au Ministre) (p. 4815); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Etat A, Chap. 36-11 : Exclusion de certains étudiants du concours de

l'Ecole nationale d'administration (p. 4818, 4819); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3561 : Répression des fraudes (Application du Code du vin en Corse) [3 décembre 1953] (p. 5947, 5948); Etat A, Chap. 4422 : Sélection animale (Subvention aux syndicats d'éleveurs de chèvres en Corse) [4 décembre 1953] (p. 6017, 6018); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Article additionnel : Son amendement tendant à attribuer une indemnité de vie chère aux fonctionnaires en service en Corse [11 décembre 1953] (p. 6528, 6529); — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Débat sur l'élimination de candidats au concours de l'E. N. A.; Rapport sur la hausse du salaire minimum garanti [13 novembre 1953] (p. 5051, 5052). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du statut international des réfugiés : Discussion générale (Avantages de la Convention de Genève, vote favorable du groupe communiste) [2 décembre 1953] (p. 5855). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion des rapports accordant une prime exceptionnelle aux allocataires familiaux, portant amnistie pour faits de grève et accordant un traitement aux élèves des Ecoles normales [15 décembre 1953] (p. 6842, 6843). — Dépose une demande d'interpellation sur les violences policières dont ont été victimes les étudiants parisiens le 15 décembre 1953 [28 décembre 1953] (p. 6886); la développe : La grève des enseignants du 9 novembre, les revendications des professeurs et étudiants, les 40 blessés et 400 arrêtés parmi les étudiants, la misère des jeunes [30 décembre 1953] (p. 7018 et suiv.); Son ordre du jour blâmant la répression de la manifestation et demandant des sanctions contre les responsables (p. 7025); le retire (p. 7028). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour l'Education nationale : Discussion générale (Misère de l'enseignement et plaintes du recteur Sarraïlh, indemnité à accorder pour le reclassement du corps enseignant, la réalisation du plan Le Gorgeu) [29 décembre 1953] (p. 6985 et suiv.); Article premier : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les 2 douzièmes prévus (Insuffisance des crédits pour le C. N. R. S. (p. 6992); Ses explications de vote sur l'ensemble (Pis-aller constitué par ces douzièmes n'engageant pas l'avenir) (p. 6994);

— d'une proposition de loi relative à la situation des élèves des écoles normales supérieures : *Discussion générale (Historique des revendications des élèves normaliens réclamant un traitement et non plus une bourse)* [31 décembre 1953] (p. 7071); Article premier : *Demande de renvoi à la Commission des finances du texte accordant un traitement aux élèves normaliens, présentée par le Gouvernement* (p. 7074, 7075); *Son sous-amendement tendant à accorder l'indice 225 aux normaliens de première année* (p. 7091 et suiv.); Article additionnel : *Son amendement relatif aux recettes compensatrices prélevées sur les crédits du centre des recherches nucléaires* (p. 7094). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures de licenciement prises à l'égard des cheminots des chemins de fer corses et non des fermetures des gares [9 février 1954] (p. 103); — sur les initiatives envisagées pour négocier la paix en Indochine et pour obtenir sans délai un cessez-le-feu [25 février 1954] (p. 506); la développe : *Impopularité de la guerre d'Indochine, ses conséquences sur l'économie nationale, les déclarations colonialistes de M. Bollaert, les poursuites contre les parlementaires communistes, la volonté pacifique d'Ho Chi Minh, l'offre du Pandit Nehru, le réarmement de l'Allemagne* [5 mars 1954] (p. 709 et suiv.). — Est entendu sur le renvoi de la discussion d'une interpellation concernant la politique du Gouvernement à l'égard de l'Espagne : *Absence du Ministre des Affaires étrangères* [9 mars 1954] (p. 746). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant la situation des élèves des écoles normales supérieures, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale (Regrette que l'indice de traitement 250 n'ait pas été adopté)* [11 mars 1954] (p. 798); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORGES ARMÉES : SECTION FORCES TERRESTRES D'EXTRÊME-ORIENT : *Nécessité d'un cessez-le-feu en Indochine, bataille de Dien-Bien-Phu* [19 mars 1954] (p. 1092, 1093); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap 3403 : *Relations universitaires avec l'étranger et la France d'outre-mer (Sa demande de disjonction)* [1^{er} avril 1954] (p. 1567); Chap. 3497 : *Demande de disjonction de M. Signor (Insuffisance des effectifs des écoles normales et situation des normaliens)* (p. 1578); Chap. 3601 : *Sa demande de disjonction (Recherche scienti-*

fique, installation d'accélérateurs, centre européen de recherche nucléaire, revendications du centre national de la recherche scientifique) (p. 1578, 1579); Chap. 3611 : *Demande de disjonction de Mlle Marzin (Mise en service de nouveaux locaux dans les facultés et les observatoires)* (p. 1601); Chap. 4303 : *Amendement de Mlle Marzin (Relations universitaires françaises avec l'étranger; le « basic french »)* (p. 1602, 1603); Chap. 4311 : *Sa demande de disjonction (Nombre et taux des bourses d'étudiants, présalaire, bourse d'équipement)* (p. 1603, 1604); Etat B, Chap. 5610 : *Etablissements d'enseignement supérieur, sa demande de disjonction (Insuffisance des crédits, exigüité des locaux mis à la disposition de l'enseignement supérieur)* (p. 1633); Chap. 5625 : *Situation scolaire de la Corse* (p. 1636); Chap. 6610 : *Son amendement (Insuffisance des crédits d'équipement prévus pour le centre national de la recherche scientifique)* (p. 1637); le retire (*ibid.*); Chap. 6690 : *Sa demande de disjonction (Logement des étudiants, restaurants universitaires)* (p. 1640); Articles additionnels de M. Schmittlein (*Rétablissement par décret des crédits proposés par le Gouvernement au profit des chapitres relatifs à l'amélioration de la fonction enseignante*) (p. 1652); Chap. 5650 : *Sa demande de disjonction (Application du décret instituant l'éducation physique obligatoire, cité sportive de Rullier)* [1^{er} avril 1954] (p. 1684, 1685); Chap. 3474 : *Amendement de M. de Villeneuve (Commémoration des anniversaires de Bossuet, Joubert, Lamennais, George Sand, Sainte Beuve et Henri Poincaré); Anniversaire de la mort de Marie Curie* (p. 1689); Chap. 4311 : *Bourses aux étudiants* (p. 1698); Chap. 4611 : *Subvention aux restaurants universitaires* (p. 1699); Etat B, Chap. 6690 : *Construction des cités universitaires* (p. 1700); Chap. 3113 : *Insuffisance du recrutement du personnel des écoles normales supérieures de la rue d'Ulm et du boulevard Jourdan* (p. 1706); Chap. 3115 : *Heures supplémentaires demandées par l'école normale supérieure de la rue d'Ulm* (p. 1706); Chap. 3121 : *Agrégés de philosophie* (p. 1708); Chap. 4331 : *Amendement de M. Soustelle (Subvention attribuée au « monde bilingue »)* (p. 1722). — Dépose une demande d'interpellation sur l'inquiétude causée par les récentes expériences d'armes nucléaires faites aux Etats-Unis [31 mars 1954] (p. 1530). — Prend

part à la discussion d'un projet de loi relatif aux œuvres en faveur des étudiants : *Discussion générale (Cogestion étudiante des œuvres, subventions aux restaurants, cités et établissements médicaux, bourses, limogeage de M. Chatagnier, Malgaches prisonniers)* [6 avril 1954] (p. 1807, 1808) ; Article premier : *Son amendement (Appellation du « Centre national des œuvres scolaires et universitaires »)* (p. 1810) ; Art. 2 : *Amendement de M. Barrot (Pouvoirs des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires)* (p. 1814) ; Art. 3 : *Amendement de M. Boutavent (Direction du C.N.O.U.S.)* (p. 1813, 1814) ; Art. 6 : *Amendement de M. Douirellet (Représentation des étudiants au conseil d'administration des centres régionaux, leur désignation par l'association corporative la plus représentative)* [10 juin 1954] (p. 2896) ; *Ses explications de vote* (p. 2898). — Dépose une demande d'interpellation sur la recherche d'une solution négociée pour mettre fin au conflit d'Indochine [7 avril 1954] (p. 1848) ; *Sa demande de fixation immédiate de la date de discussion* [8 avril 1954] (p. 1875). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Reclassement des enseignants, bénéfice aux cheminots des dispositions accordées aux fonctionnaires, amélioration de la situation des retraités, billet collectif à 500/0* [11 juin 1954] (p. 2946). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES pour l'exercice 1955, Etat A : *Demande de disjonction de M. Quilici (Nécessité d'un débat sur la politique en Afrique du Nord, mesures de répression, déclaration de M. Mendès-France à Washington, combats de l'Aurès)* [22 novembre 1954] (p. 5233, 5234). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Suppression des abattements de zones, conclusions des travaux de la Commission des piastres, allocations familiales aux travailleurs algériens en France, situation en Algérie* [24 mai 1955] (p. 2932, 2933) ; *l'Algérie* [21 juin 1955] (p. 3172). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation en Algérie : *Motion préjudicielle de M. Jacques Chevallier (Ajournement de la discussion jusqu'au retour de la sous-commission d'enquête de l'intérieur en Algérie) ; Son rappel au règlement* [5 juillet 1955] (p. 3602, 3603) ; — du projet de loi portant ratification des Conventions franco-tunisiennes : *Condam-*

nation du colonialisme, déclaration du maire de Bizerte sur le terrorisme, statut des cheminots [7 juillet 1955] (p. 3706 et suiv.) ; — du projet de loi relatif à l'intégration des fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains : *Situation des agents des chemins de fer tunisiens* [8 juillet 1955] (p. 3764) ; — du projet de loi relatif à la Convention entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique : *Discussion générale (Lignes de la Corse, alignement des tarifs maritimes sur les tarifs ferroviaires)* [26 juillet 1955] (p. 4246, 4247) ; — du projet de loi relatif à la régularisation de la situation de certains fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères : *Particularités du recrutement au Quai d'Orsay* [27 juillet 1955] (p. 4326 à 4328) ; *Situation de certains personnels auxiliaires* (p. 4327) ; d'interpellations sur le Maroc : *Ordre du jour présenté par M. Billoux (Application des accords d'Aix-les-Bains, abandon de la politique de répression, négociations avec des représentants qualifiés)* [8 octobre 1955] (p. 4957) ; — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 2 : *Son amendement (Vote par correspondance des étudiants inscrits dans un établissement éloigné de leur résidence habituelle)* [15 novembre 1955] (p. 5688) ; — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement empêche le secrétaire du parti communiste marocain de rentrer dans son pays [24 novembre 1955] (p. 5976).

GIRARD (M. Rosan), Député de la Guadeloupe (C.).

Son élection est validée [26 juin 1952] (p. 3222). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**).

Dépôts :

Le 31 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des péti-

tions, sur la proposition de loi de M. Bissol et plusieurs de ses collègues (n° 3301) tendant à modifier la loi n° 50-1548 du 16 décembre 1950 modifiant pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion la législation des élections, n° 4585. — Le 21 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à la nomination par l'Assemblée Nationale d'une Commission parlementaire d'enquête chargée : 1° d'assister au déroulement des élections qui doivent avoir lieu dans la commune du Moule (Guadeloupe) pour pourvoir les deux postes de conseillers généraux vacants ; 2° d'examiner les manipulations frauduleuses subies par la liste électorale de ladite commune postérieurement au 27 avril 1953 et d'en déterminer les auteurs et complices, n° 9945. — Le 24 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à prendre toutes mesures de nature à normaliser le déroulement des élections dans les départements d'outre-mer, et notamment à déposer sur le bureau de l'Assemblée Nationale, dans les deux mois, des projets de loi tendant à apporter à la loi du 16 décembre 1950 les modifications indispensables et à empêcher l'utilisation abusive de la force publique par les présidents de bureau de vote ; 2° à faire désigner par l'Assemblée Nationale une commission d'enquête chargée d'étudier les conditions dans lesquelles se déroulent les élections au suffrage universel à la Guadeloupe, n° 10825. — Le 29 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer, dans le meilleur délai, à la Guadeloupe un centre régional de cancérologie et de chirurgie spécialisée, n° 11999.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département de la Guadeloupe [27 juillet 1951] (p. 6103, 6104, 6105, 6107, 6108) ; — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires, Art. 1^{er} : *Situation des travailleurs des départements d'outre-mer* [19 septembre 1951] (p. 7484, 7485) ; — du projet de loi portant majoration des allocations aux vieux travailleurs et des prestations familiales ; Art. 8 : *Allocations familiales dans les Antilles* [25 septembre 1951] (p. 7623, 7624). — Ses rapports sur des pétitions [25 septembre 1951] (p. 7641) ; [5 décembre 1951] (p. 8839). —

Pose à : M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative à l'établissement du cadastre dans les départements d'outre-mer [14 décembre 1951] (p. 9202) ; — M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, une question relative aux salaires et prestations familiales dans les départements d'outre-mer [21 décembre 1951] (p. 9506, 9507) ; — M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, une question relative au taux comparatif du salaire minimum interprofessionnel garanti dans les départements d'outre-mer et dans la première zone de la région parisienne [21 décembre 1951] (p. 9507, 9508). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; JUSTICE, Chap. 10-20 : *Amendement de M. Bissol tendant à réduire d'un million les crédits pour les services judiciaires (Impunité de la fraude électorale outre-mer)* [21 décembre 1951] (p. 9520) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952, Art. 11 : *Amendement de M. Bissol tendant à réduire de cinq milliards de francs les crédits pour les primes à la construction (Application des primes dans les départements d'outre-mer)* [24 décembre 1951] (p. 9805) ; — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 ; Art. 2, Etat B, INVESTISSEMENTS HORS DE LA MÉTROPOLE : *Amendement de M. Bissol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse centrale de la France d'outre-mer (Agriculture aux Antilles)* [27 décembre 1951] (p. 9985) ; Art. 7 : *Amendement de M. Bissol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse centrale de la France d'outre-mer (Insuffisance des crédits)* [28 décembre 1951] (p. 10004) ; Art. 2, Etat B : *Amendement de M. Bissol tendant à octroyer 400 millions de prêts agricoles dans les départements d'outre-mer* (p. 10029) ; — du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Assimilation des T. O. M. à la métropole)* [25 janvier 1952] p. 392) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale, Art. 5 : *Amendement de M. Benoist tendant à interdire les débats restreints sur les lois relatives aux territoires d'outre-mer* [27 mars 1952] (p. 1536) ; Son

amendement tendant à interdire les débats restreints sur les lois organiques (p. 1536, 1537); *Amendement de M. Demussois tendant à laisser les auteurs d'amendements lire l'exposé des motifs* (p. 1568). — Son rapport sur une pétition [3 juin 1952] (p. 2622. — Prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales du département de la Guadeloupe : *Amendement de M. Bardon tendant à valider l'élection de M. Tirolien* [26 juin 1952] (p. 3225 et suiv.). — Ses rapports sur des pétitions [4 juillet 1952] (p. 3613). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Discrimination à l'égard des travailleurs noirs des Antilles)* [23 octobre 1952] (p. 4335); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat B, Chap. 43-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres régionaux sanitaires (Hôpitaux antituberculeux des Antilles)* [30 octobre 1952] (p. 4604 et suiv.); le retire (p. 4606); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Constructions aux Antilles)* [15 novembre 1952] (p. 5186, 5187). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative aux transferts de contingents d'alcool dans les départements d'outre-mer [31 octobre 1952] (p. 4651). — Ses rapports sur des pétitions [4 novembre 1952] (p. 4738). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 17 : *Amendement de M. Mignot tendant à supprimer « complètement » dans la qualification des actes étrangers à la Résistance* [28 novembre 1952] (p. 5857); — du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : *Discussion générale (Ses observations sur la situation fiscale des départements d'outre-mer et le régime de sécurité sociale dans ces territoires)* [6 décembre 1952] (p. 6044); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 68-02 : *Amendement de M. Véry tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le F.I.D.E.S. (Adductions d'eau à la Martinique)* [21 décembre 1952] (p. 6956). — Pose à M. le

Ministre du Budget, une question relative à l'aide aux travailleurs sans emploi dans les départements d'outre-mer [20 février 1953] (p. 1234). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 27 : *Son amendement tendant à amnistier les faits commis jusqu'à la promulgation de la loi* [27 février 1953] (p. 1426); le retire (ibid). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport sur la modification de la législation dans les départements d'outre-mer* [10 mars 1953] (p. 1728). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré; Art. 8 : *Ses observations sur le problème de la construction dans les départements d'outre-mer* [18 mars 1953] (p. 2030). — Dépose une demande d'interpellation sur les abus des droits du préfet de la Guadeloupe à l'occasion et à la suite des élections municipales [12 mai 1953] (p. 2638). — Prend part au débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses observations sur la situation économique et sociale des départements d'outre-mer, le maintien du colonialisme dans les départements d'outre-mer, le communisme aux Antilles* [4 juin 1953] (p. 2959); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Ses observations sur les départements d'outre-mer et « l'égalité des droits » (Prestations sociales, fonctionnaires, discrimination raciale)* [18 juin 1953] (p. 3083). — Dépose une demande d'interpellation sur l'élection frauduleuse, le 5 juillet 1953, d'un nouveau Conseil municipal au Moule (Guadeloupe), le précédent, à peine élu, n'étant ni démissionnaire, ni dissous, ni frappé d'annulation; et sur le rappel demandé du préfet [24 juillet 1953] (p. 3887). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation sociale : *Discussion générale (La situation sociale et économique des Antilles, l'augmentation de la production et la baisse des prix)* [9 octobre 1953] (p. 4188); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat B, Chap. 6800 : *Subvention au F. I. D. E. S. (Insuffisance du développement des Antilles)* [26 novembre 1953] (p. 5589); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à réduire de 50 0/0 le taux de la taxe radiophonique dans les départements d'outre-mer* [9 décembre 1953] (p. 6340);

INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Pression intolérable du préfet de la Guadeloupe sur les délibérations du Conseil général de la Guadeloupe)* [9 décembre 1953] (p. 6357, 6358, 6368) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (Exercice 1954) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à rétablir la réserve d'âge seulement pour des prêts à long terme aux agriculteurs* [12 décembre 1953] (p. 6624) ; — d'une proposition de loi portant majorations de certaines prestations familiales ; Article unique : *Son sous-amendement tendant à porter la majoration de 55 à 85 0/0 dans les départements d'outre-mer* [15 décembre 1953] (p. 6863) ; — du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer : *Discussion générale (Couverture du risque maladie, prise en considération du chômage involontaire, mode de calcul de l'indemnité journalière)* [11 février 1954] (p. 188) ; Art. 2 : *Ses amendements (Couverture du risque longue maladie)* (p. 189) ; *le retire* (p. 190) ; *Crédits d'investissements pour construire des sanatoria* (p. 190, 191) ; Art. 8 : *Amendement de M. de Tinguy (Indemnité journalière accordée en cas d'incapacité de travail supérieure à quinze jours, augmentation des charges pour les caisses de sécurité sociale)* (p. 193, 194) ; Art. 10 : *Amendement de M. de Tinguy (Durée de travail exigé pendant les six mois précédant la maladie pour donner droit aux prestations maladie)* (p. 196) ; *Son amendement tendant à prévoir le chômage involontaire dans le calcul de la durée du travail exigé pour donner droit aux prestations maladie (Organisation d'un service départemental du travail et de la main-d'œuvre)* (p. 196, 197) ; Art. 13 : *Amendement de M. Raingeard (Inscription des personnes morales exerçant une activité agricole sur les listes d'électeurs aux caisses régionales de la sécurité sociale)* (p. 200) ; Art. 14 : *Son amendement (Financement par des subventions de l'Etat aux caisses générales des départements d'outre-mer)* (p. 200) ; *le retire* (ibid.) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Protection sociale des travailleurs, indemnités de chômage, prestations familiales)* [3 août 1954] (p. 3813) ; Art. 8 : *Amendement de M. de Tinguy (Délai d'octroi de l'indemnité journalière en cas d'incapacité de travail ; assistance médicale gratuite)* (p. 3816 et suiv.) ; Art. 9 :

Amendement de M. Valentino (Calcul du gain journalier de base) (p. 3819, 3820) ; Art. 14 : *Amendement de M. de Tinguy (Modalités de financement des caisses des départements d'outre-mer en cas de déficit ; aide des collectivités locales et de l'Etat)* (p. 3822). — Pose : au Ministre de l'Intérieur une question relative au recensement dans la commune de Port-Louis [12 février 1954] (p. 267) ; — au Ministre de l'Intérieur une question relative aux élections municipales de la ville du Moule (Guadeloupe) [19 mars 1954] (p. 1063). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique envisagée dans les départements d'outre-mer et à la Guadeloupe en particulier pour assurer le progrès économique et social ainsi que la sauvegarde des droits et libertés garantis par la Constitution de la République [24 mars 1954] (p. 1217). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement dans les départements d'outre-mer : *Retard du Gouvernement* [26 mars 1954] (p. 1315, 1316) ; *Discussion générale (Application automatique de certaines lois aux départements d'outre-mer)* [6 avril 1954] (p. 1766) ; *Bilan de la départementalisation, prêts aux sucriers et rhumiers, chômage, aide financière et technique, salaire minimum aux Antilles, à la Guyane et à la Réunion, création d'un Secrétariat d'Etat aux départements d'outre-mer)* [8 avril 1954] (p. 1935 et suiv.) ; *Ordre du jour de M. Kriegel-Valrimont (Nécessité d'une politique de progrès social)* [9 avril 1954] (p. 2033) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954 ; EDUCATION NATIONALE, Etat B, Chap. 56-21 : *Son amendement (Situation scolaire de la Guadeloupe, pénurie de professeurs, manque de centres d'apprentissage)* [1^{er} avril 1954] (p. 1635) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux incapacités électorales et inéligibilités ; Art. 6 : *Application de la présente loi à l'Algérie, dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun : Son amendement tendant à supprimer cet article* [10 juin 1954] (p. 2904). — Pose au Ministre de l'Intérieur une question relative à la découverte d'un engin radioélectrique à la Guadeloupe [11 juin 1954] (p. 2941). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Renvoi du débat relatif aux élections au Conseil général de la Guadeloupe* [11 juin 1954] (p. 2947) ; — sur le retrait de l'ordre du jour de la suite de la discussion d'un projet de loi

relatif aux dispositions diverses d'ordre financier : *Elections au Conseil général de la Guadeloupe* [11 juin 1954] (p. 2947). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Son article additionnel (Détaxe de distance devant compenser l'incidence des frais d'approche)* [6 juillet 1954] (p. 3210); — du projet de loi relatif à la reconstitution du Conseil général de la Guadeloupe : *Discussion générale (Motifs de la dissolution, opposition au préfet Jacques Brunel, falsification de la liste électorale du Moule)* [9 juillet 1954] (p. 3390, 3391); *Ses explications de vote (Envoi d'une Commission d'enquête chargée de vérifier le déroulement des nouvelles élections)* (p. 3393); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote (Inscriptions frauduleuses sur la liste électorale de la commune du Moule)* [31 août 1954] (p. 4504). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'organisation du dépistage du cancer : *Institut Gustave Roussy, situation dans les territoires d'outre-mer* [20 juillet 1954] (p. 3446, 3447). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'impunité administrative et judiciaire dont bénéficie la municipalité de Sainte-Anne (Guadeloupe) [3 novembre 1954] (p. 4689); — sur les fraudes électorales scandaleuses commises par le maire de la commune du Moule (Guadeloupe) [3 novembre 1954] (p. 4689). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 31-31 : *Elections au Moule, distribution d'armes faite par le sénateur-maire de Sainte-Anne* [23 novembre 1954] (p. 5279, 5280); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955; Etat A, Chap. 34-32 : *Son amendement indicatif (Enseignement à la Guadeloupe)* [13 décembre 1954] (p. 6225); *le retire* (p. 6226); — du projet de loi relatif à l'extension aux départements d'outre-mer de dispositions de la législation du travail agricole : *Son opposition au débat restreint (Modification d'un terme du cinquième alinéa de l'article premier)* [21 janvier 1955] (p. 98); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES; Etat A, Chap. 44-92 : *Tonnage garanti de sucre à la Guadeloupe, sa répartition*

[8 mars 1955] (p. 1161 à 1163); — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : *Son amendement (Extension du S. M. I. G. au départements d'outre-mer)* [24 mars 1955] (p. 1930); — du projet de loi relatif à l'état d'urgence; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ce que l'état d'urgence ne soit pas applicable dans les départements d'outre-mer* [31 mars 1955] (p. 2172); *Son amendement (Vote de la loi décrétant l'état d'urgence après le rapport de la Commission d'enquête)* (p. 2173); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Besoins d'investissements dans les départements d'outre-mer, prix des marchandises importées* [25 mai 1955] (p. 3025, 3026, 3029). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative aux opérations électorales de la commune du Moule [24 juin 1955] (p. 3317, 3318). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre mer; Art. 4 : *Son amendement (Amnistie aux personnels des administrations civiles et militaires)* [13 juillet 1955] (p. 3850); Seconde délibération, Art. 1^{er} : *Son amendement (Extension à certains événements survenus à la Guadeloupe)* [26 juillet 1955] (p. 4264); *le retire* (ibid.).

GODIN (M. André - Jean), *Député de la Somme (A.R.S.)*.

Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé : membre de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**); membre de la Commission des pensions [28 octobre 1952] (**F. n° 172**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission des affaires économiques [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [22 janvier 1953] (**F. n° 216**).

Dépôts :

Le 26 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à commémorer l'anniversaire de la naissance de Georges Clemenceau, n° 306. — Le 19 décembre 1951, une proposition de loi relative à la composition du Gouvernement, n° 1986. — Le 7 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 mars 1952 la date limite de production des déclarations, en matière d'impôts sur les revenus, n° 2532. — Le 28 février 1952, une proposition de loi tendant à l'abrogation du paragraphe 2 de l'article 17 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 2836. — Le 28 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires et agents retraités de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics, ainsi qu'aux officiers et sous-officiers retraités, une majoration provisionnelle de 15 0/0, à valoir sur la péréquation intégrale des pensions, n° 2837. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi relative aux droits successoraux, n° 4144. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier : 1° le montant des émoluments de base retenus pour la liquidation des pensions de retraite des fonctionnaires civils et militaires; 2° les règles de cumul d'une pension et d'une rémunération d'activité, n° 4191. — Le 29 octobre 1952, une proposition de loi tendant à la réparation des dommages de guerre intéressant les betteraves industrielles (campagne 1940-1941), n° 4536. — Le 24 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un délai pour le dépôt des déclarations des bénéficiaires industriels et commerciaux en 1953, n° 5990. — Le 12 octobre 1953, une proposition de loi tendant à créer un Institut d'Emission pour l'Afrique occidentale française et le Togo, n° 6715. — Le 12 octobre 1953, une proposition de loi tendant à créer un Institut d'Emission pour l'Afrique équatoriale française et le Cameroun, n° 6716. — Le 7 avril 1954, une proposition de loi tendant à assurer la liberté et la dignité de la profession médicale, n° 8285. — Le 7 octobre 1954, une proposition de loi relative à la réparation des préjudices de carrière subis de 1940 à 1944 par certains agents et ouvriers des services concédés, n° 9311. —

Le 2 avril 1955, une proposition de loi tendant à assurer aux contribuables certaines garanties contre l'arbitraire fiscal, n° 10617 (rectifié). — Le 5 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1^{er} janvier 1956 le délai de forclusion prévu par l'arrêté du 25 novembre 1954, pris en application du décret n° 54-958 du 16 septembre 1954, intervenu dans le cadre des pouvoirs spéciaux et relatif à la reconstruction immobilière, n° 11091. — Le 26 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 7493) tendant à réglementer l'usage de la dénomination « Chambre de commerce », n° 11315.

Interventions :

Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924).

En cette qualité :

Préside : la séance du 19 juillet 1951 (p. 5960); la séance du 22 août 1951 (p. 6387); la 1^{re} séance du 23 août 1951 (p. 6411); la 1^{re} partie de la 1^{re} séance du 29 août 1951 (p. 6575); la séance du 13 septembre 1951 (p. 7313); la 3^e séance du 19 septembre 1951 (p. 7481); la 1^{re} séance du 21 septembre 1951 (p. 7561); la 1^{re} séance du 8 novembre 1951 (p. 7701); la 1^{re} séance du 14 novembre 1951 (p. 7998); la 3^e séance du 16 novembre 1951 (p. 8167); la 1^{re} séance du 22 novembre 1951 (p. 8318); la 1^{re} partie de la séance du 29 novembre 1951 (p. 8634); la 3^e séance du 29 novembre 1951 (p. 8661); la 3^e séance du 4 décembre 1951 (p. 8774); la 3^e séance du 6 décembre 1951 (p. 8888); la 1^{re} partie de la 3^e séance du 19 décembre 1951 (p. 9386); la 2^e séance du 21 décembre 1951 (p. 9502); la 3^e séance du 22 décembre 1951 (p. 9639); la 1^{re} séance du 27 décembre 1951 (p. 9910); la 2^e séance du 28 décembre 1951 (p. 10023); la 3^e séance du 29 décembre 1951 (p. 10121). — Son rapport sur les élections du département de Meurthe-et-Moselle [11 juillet 1951] (p. 5934). — Est entendu sur la validation des élections dans le territoire de l'Inde [19 juillet 1951] (p. 5960); — Son rapport sur les élections dans le département de l'Oise [20 juillet 1951] (p. 6005). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210).

En cette qualité :

Préside : la séance du 24 janvier 1952 (p. 323); la 2^e partie de la 3^e séance du 7 février 1952 (p. 513); la séance du 13 mars 1952 (p. 1260); la 1^{re} séance du 27 mars 1952 (p. 1500); la 1^{re} séance du 3 avril 1952 (p. 1803); la 2^e partie de la séance du 4 avril 1952 (p. 1917); la 1^{re} séance du 9 avril 1952 (p. 2035); la 1^{re} séance du 10 avril 1952 (p. 2084); la 1^{re} séance du 5 juin 1952 (p. 2635); la 1^{re} séance du 12 juin 1952 (p. 2827); la 3^e séance du 13 juin 1952 (p. 2930); la 2^e séance du 19 juin 1952 (p. 3057); la séance du 25 juin 1952 (p. 3195); la 1^{re} séance du 27 juin 1952 (p. 3279); la 2^e séance du 3 juillet 1952 (p. 3479); la 3^e séance du 4 juillet 1952 (p. 3574); la 1^{re} séance du 9 octobre 1952 (p. 4153); la 2^e séance du 9 octobre 1952 (p. 4164); la 3^e séance du 24 octobre 1952 (p. 4444); la séance du 29 octobre 1952 (p. 4561); la 1^{re} séance du 6 novembre 1952 (p. 4774); la 3^e séance du 7 novembre 1952 (p. 4864); la 2^e partie de la 3^e séance du 15 novembre 1952 (p. 5251); la 2^e séance du 21 novembre 1952 (p. 5409); la séance du 26 novembre 1952 (p. 5698); la 2^e séance du 4 décembre 1952 (p. 5954); la 1^{re} séance du 11 décembre 1952 (p. 6150); la 1^{re} séance du 12 décembre 1952 (p. 6226); la 3^e séance du 12 décembre 1952 (p. 6279); la 2^e séance du 19 décembre 1952 (p. 6636); la 3^e séance du 19 décembre 1952 (p. 6659); la 1^{re} partie de la 2^e séance du 21 décembre 1952 (p. 6871). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Demande d'interruption du débat* [26 février 1952] (p. 966 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 : POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES, État A. Chap. 1020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bureaux mixtes (Intégration des contrôleurs principaux)* [14 novembre 1952] (p. 5139, 5140); Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services de télécommunications (Réforme du service des lignes)* (p. 5143); le retire (ibid.); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Interdiction du travail forcé* [22 novembre 1952] (p. 5469); Art. 29 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte du*

Conseil de la République relatif aux règles applicables aux contrats de travail (p. 5475); Art. 33 : *Amendement de M. Moisan tendant à supprimer le cas de la faute grave due au salarié* (p. 5476, 5477); Art. 34 : *Amendement de M. Yacine Diallo tendant à reprendre l'article relatif à l'établissement des contrats de travail à l'essai* (p. 5481); Art. 46 : *Son amendement tendant à reprendre l'article maintenant le contrat de travail quand le salarié est mobilisé* (p. 5487); Art. 107 : *Son amendement tendant à reprendre l'article du Conseil de la République relatif au contrôle et à l'activité des économats* (p. 5500); Art. 122 : *Son amendement tendant à reprendre l'article du Conseil de la République précisant les conditions et le délai dans lesquels le travailleur peut exiger les frais de voyage pour son congé* (p. 5507); Art. 127 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux droits de frais de voyage de congé d'un travailleur licencié* (p. 5521); Art. 212 : *Amendement de M. Hénauld tendant à autoriser les tribunaux à dissoudre les syndicats* (p. 5544); Art. 228 : *Demande de suspension de séance, présentée par M. Fourcade* (p. 5550); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5552, 5553); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 20 : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant un statut par décret de la Banque de l'Afrique Occidentale* [15 décembre 1952] (p. 6399, 6400); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953 : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption des articles 128, 129, 130 relatifs aux allocations familiales (Ses observations sur les plans de M. Pinay et les résultats obtenus, la lutte contre l'inflation, la nécessité de la réforme fiscale)* [22 décembre 1952] (p. 7017 et suiv.). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82).

En cette qualité :

Préside : la 3^e séance du 23 janvier 1953 (p. 222); la 1^{re} partie de la séance du 28 janvier 1953 (p. 590); la 2^e séance du 30 janvier 1953 (p. 730); la 2^e séance du 5 février 1953 (p. 950); la séance du 19 février 1953 (p. 1166); la 1^{re} séance du 27 février 1953 (p. 1422); la 2^e partie de la 2^e séance du 6 mars 1953 (p. 1676); la 2^e partie de la 3^e séance du 24 mars 1953 (p. 2256); la 2^e séance du 26 mars 1953 (p. 2391); la 2^e partie de la

séance du 10 juin 1953 (p. 3010) ; la 1^{re} partie de la séance du 23 juin 1953 (p. 3117) ; la 2^e partie de la séance du 23 juin 1953 (p. 3123) ; la 2^e partie de la 2^e séance du 7 juillet 1953 (p. 3300) ; la 3^e séance du 17 juillet 1953 (p. 3600) ; la 1^{re} partie de la séance du 23 juillet 1953 (p. 3822) ; la 1^{re} séance du 16 octobre 1953 (p. 4325) ; la 1^{re} séance du 20 octobre 1953 (p. 4374) ; la 1^{re} partie de la 3^e séance du 20 octobre 1953 (p. 4421) ; la 1^{re} séance du 29 octobre 1953 (p. 4638) ; la séance du 4 novembre 1953 (p. 4810) ; la 2^e séance du 5 novembre 1953 (p. 4859) ; la 2^e partie de la 2^e séance du 6 novembre 1953 (p. 4928) ; la 3^e séance du 13 novembre 1953 (p. 5096) ; la 3^e séance du 14 novembre 1953 (p. 5158) ; la séance du 18 novembre 1953 (p. 5241) ; la 1^{re} séance du 20 novembre 1953 (p. 5329) ; la 3^e séance du 23 novembre 1953 (p. 5440) ; la 2^e séance du 26 novembre 1953 (p. 5579) ; la 3^e séance du 27 novembre 1953 (p. 5641) ; la 3^e séance du 2 décembre 1953 (p. 5869) ; la 3^e séance du 3 décembre 1953 (p. 5944) ; la 1^{re} séance du 6 décembre 1953 (p. 6102) ; la 3^e séance du 7 décembre 1953 (p. 6222) ; la 1^{re} séance du 10 décembre 1953 (p. 6378) ; la 1^{re} séance du 11 décembre 1953 (p. 6458) ; la 1^{re} partie de la 3^e séance du 13 décembre 1953 (p. 6693) ; la 3^e séance du 15 décembre 1953 (p. 6857) ; la 2^e séance du 29 décembre 1953 (p. 6984) ; la 3^e séance du 30 décembre 1953 (p. 7047). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Georges Bidault) : *Ses observations sur l'Union française, l'avenir de l'Afrique, le redressement financier, l'insécurité des agriculteurs, les pouvoirs étendus demandés, la révision de la Constitution* [10 juin 1953] (p. 2996 et suiv.). — Donne lecture d'une communication de M. le Président du Conseil démissionnaire, M. R. Mayer, demandant la convocation de l'Assemblée Nationale pour approbation d'une convention passée avec la Banque de France et d'une seconde communication de M. R. Mayer demandant l'examen, par la même occasion, de deux propositions de loi de MM. Minjoz et Silvanre concernant les droits de certains locataires ou occupants [23 juin 1953] (p. 3118). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [13 janvier 1954] (p. 57).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 11 février 1954

(p. 179) ; la séance du 11 mars 1954 (p. 798) ; la 2^e partie de la 2^e séance du 19 mars 1954 (p. 1081) ; la 3^e séance du 26 mars 1954 (p. 1356) ; la séance du 31 mars 1954 (p. 1529) ; la 2^e partie de la 1^{re} séance du 8 avril 1954 (p. 1877) ; la 2^e partie de la 3^e séance du 9 avril 1954 (p. 2023) ; la séance du 25 juin 1954 (p. 3088) ; la 1^{re} séance du 6 juillet 1954 (p. 3204) ; la 1^{re} séance du 20 juillet 1954 (p. 3420) ; la 1^{re} séance du 10 novembre 1954 (p. 4872) ; la 2^e partie de la séance du 12 novembre 1954 (p. 4963) ; la 2^e séance du 16 novembre 1954 (p. 5062) ; la 2^e séance du 17 novembre 1954 (p. 5144) ; la 1^{re} séance du 23 novembre 1954 (p. 5276) ; la 2^e séance du 9 décembre 1954 (p. 5992) ; la 2^e séance du 11 décembre 1954 (p. 6139) ; la 3^e séance du 12 décembre 1954 (p. 6201) ; la 1^{re} séance du 16 décembre 1954 (p. 6411) ; la 1^{re} séance du 23 décembre 1954 (p. 6791) ; la 1^{re} séance du 31 décembre 1954 (p. 7039). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Oppose la question préalable (Complexité de l'ancienne fiscalité, son caractère antisocial et antiéconomique, critique de la nouvelle fiscalité, son caractère arbitraire de la taxation d'office, nécessité d'une réforme de simplification, d'allègement et de justice* [23 mars 1954] (p. 1177 et suiv.) ; la *retire* (p. 1181) ; Art. 22-0 : *Amendement de M. Bardou (Danger d'augmentation pour les produits de large consommation de l'industrie textile et de l'habillement)* [29 mars 1954] (p. 1396, 1397) ; *Ses explications de vote (Ses critiques de l'arbitraire fiscal et des méthodes de « polyvalence »)* (p. 1448) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, EDUCATION NATIONALE : *Rappelle à l'ordre M. Boutavant dont l'intervention ne figurera pas au procès-verbal* [31 mars 1954] (p. 1535) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier : *Amendement de MM. Frédéric-Dupont et Cristofol (Suppression des brigades polyvalentes; Insquisition fiscale, contrôle arbitraire et politique du Gouvernement à l'égard du personnel fiscal, coût des nouvelles mesures de répression* [29 juin 1954] (p. 3133 et suiv.) ; *Son article additionnel (Possibilité pour un contribuable de se faire assister d'un conseiller fiscal)* (p. 3144, 3145) ; *Son article additionnel (Investissement de capitaux et dépenses ostensibles et notoires lors*

de la taxation d'office à la surtaxe progressive) [6 juillet 1954] (p. 3236, 3237). — Est nommé *Vice-Président* de l'Assemblée Nationale [12 janvier 1955] (p. 44).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 25 janvier 1955 (p. 197) ; la 1^{re} séance du 28 janvier 1955 (p. 366) ; la séance du 8 février 1955 (p. 793) ; la 2^e séance du 9 mars 1955 (p. 1234) ; la 1^{re} partie de la 2^e séance du 11 mars 1955 (p. 1337) ; la 1^{re} séance du 17 mars 1955 (p. 1558) ; la 2^e séance du 24 mars 1955 (p. 1920) ; la 2^e séance du 28 mars 1955 (p. 2013) ; la séance du 6 mai 1955 (p. 2576) ; la 1^{re} séance du 10 mai 1955 (p. 2608) ; la séance du 18 mai 1955 (p. 2878) ; la 1^{re} séance du 24 mai 1955 (p. 2918) ; la seconde partie de la séance du 26 mai 1955 (p. 3068) ; la 2^e séance du 30 juin 1955 (p. 3509) ; la 1^{re} séance du 5 juillet 1955 (p. 3599) ; la 2^e séance du 7 juillet 1955 (p. 3694) ; la 1^{re} séance du 19 juillet 1955 (p. 3879) ; la 1^{re} séance du 22 juillet 1955 (p. 4043) ; la 3^e séance du 23 juillet 1955 (p. 4147) ; la 3^e séance du 27 juillet 1955 (p. 4373) ; la 1^{re} séance du 4 août 1955 (p. 4588). — Dépose une demande d'interpellation sur l'Afrique du Nord [24 janvier 1955] (p. 150) ; la développe : *Les Français d'Algérie, leurs droits ; contre l'indépendance, une politique de progrès dans un cadre français ; Bourguiba, agent de l'ennemi, Messali Hadj, écho du nazisme* [2 février 1955] (p. 620 à 623). — Est nommé *Vice-Président* de l'Assemblée Nationale [4 octobre 1955] (p. 4756).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 8 octobre 1955 (p. 4911) ; la 2^e séance du 12 octobre 1955 (p. 5059) ; la 1^{re} séance du 26 octobre 1955 (p. 5275) ; la 2^e séance du 1^{er} novembre 1955 (p. 5457) ; la 2^e séance du 22 novembre 1955 (p. 5904). — Dépose une demande d'interpellation sur le remembrement [6 octobre 1955] (p. 4803). — S'excuse de son absence [6 mars 1952] (p. 1189).

GOISLARD DE MONSABERT (M. Joseph de), *Député des Basses-Pyrénées*. — Voy. **MONSABERT (M. Joseph de GOISLARD de)**.

GOLVAN (M. Victor), *Député du Morbihan (R. S.)*.

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de l'agriculture [12 novembre 1953] (**F. n° 303**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 29 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier, au bénéfice des collectivités locales, les articles 206 et 207 du Code général des impôts, **n° 1747**. — Le 29 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-685 du 24 mai 1951 relative à la prorogation de certains baux, de locaux ou d'immeubles, à usage commercial, industriel ou artisanal, **n° 1759**. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à compléter et à modifier la loi du 22 septembre 1948 fixant le régime des pensions de retraite des marins de commerce et de la pêche, **n° 2666**. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à compléter et à modifier la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose bovine, **n° 4123**. — Le 22 octobre 1953, une proposition de loi tendant à compléter les ordonnances nos 45-2591 et 45-2592 du 2 novembre 1945 relatives au statut des avoués et des huissiers, **n° 6941**. — Le 22 octobre 1953, une proposition de loi tendant à créer un fonds zoo-sanitaire pour la prophylaxie et l'éradication des maladies animales, **n° 6959**. — Le 16 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la vente à crédit, **n° 7786**. — Le 23 février 1954, une proposition de loi tendant à soumettre les rentiers viagers au même régime que les retraités en matière de taxe proportionnelle, **n° 7861**. — Le 23 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les

lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, n° 7862. — Le 9 avril 1954, une proposition de loi tendant à l'organisation du marché de la viande, n° 8341. — Le 11 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier, en faveur des rentiers viagers, les dispositions de la taxe spéciale instituée par l'article 46 de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, n° 8432. — Le 3 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les épouses non salariées des retraités et pensionnés d'un billet annuel aller et retour avec réduction de 30 0/0, n° 9046. — Le 3 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 7639) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer un fonds européen de lutte contre la fièvre aphteuse, n° 9642. — Le 23 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 mars 1955 la date d'exigibilité et de paiement, sans application de pénalités de retard, du premier acompte provisionnel, n° 10195. — Le 26 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les préfets à classer, sous certaines conditions, les communes dans la catégorie supérieure, n° 10852. — Le 7 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 9976) de M. Marcellin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à tous les recouvrements d'impôts frappant les pêcheurs à la part, n° 11140. — Le 24 novembre 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux déportés politiques le statut de déporté résistant, n° 11952.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; MARINE MARCHANDE, Chap. 50-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage maritime* [15 novembre 1951] (p. 8044); *le retire* (p. 8045); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap.

5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Prêts aux pupilles de la nation)* [27 novembre 1951] (p. 8552, 8553). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole et l'extension de la tuberculose bovine [25 juin 1952] (p. 3196); la développe : *Ses observations sur les dangers de la tuberculose bovine, l'organisation de la lutte contre ce fléau* [8 juillet 1952] (p. 3366, 3367). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 44-28 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des animaux (Lutte contre la tuberculose bovine et la fièvre aphteuse)* [25 octobre 1952] (p. 4478, 4479); *le retire* (p. 4481); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : *Amendement de M. Triboulet tendant à exonérer le produit de la distribution de courant électrique par les collectivités locales* [21 décembre 1952] (p. 6888); *Amendement de M. Lebon tendant à faire la déclaration de bénéfices dans les six mois de la clôture de l'exercice* (p. 6888); *Son amendement tendant à majorer les taxes de circulation sur la viande et à détaxer les aliments du bétail* (p. 6893, 6896); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ETATS ASSOCIÉS, Art. 1^{er}, Etat B, Chap. 41-41 : *Sa motion demandant des crédits supplémentaires pour l'Office de Saïgon des épizooties (Défense du cheptel contre les épidémies)* [22 janvier 1953] (p. 158, 159); *le retire* (p. 159); — d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques socialement dangereux; Art. 11 : *Son amendement tendant à permettre à la police d'interdire la conduite d'un moyen de transport aux alcooliques ivres* [3 mars 1953] (p. 1541); *le retire* (ibid.); — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques; Art. 4 : *Son amendement tendant à faciliter la construction de maisons de retraite dans les communes rurales* [21 mars 1953] (p. 2186); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse : *Discussion générale (Ses observations sur les méfaits de la fièvre aphteuse en 1951, 1952; l'insuffisance de la vaccination seule; la nécessité de l'abattage en certains cas)* [24 mars 1953] (p. 2283, 2284); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à permettre*

au Ministère de l'Agriculture de procéder à la vaccination obligatoire et gratuite en cas d'épizootie (p. 2288); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Absence d'une politique agricole à long terme; cas de l'élevage : nécessité d'un « fonds d'assainissement » alimenté par la taxe sur la viande en vue de la lutte contre les maladies chroniques (Tuberculose — ou épidémiques — fièvre aphteuse) [16 octobre 1953] (p. 4351 et suiv.); — du projet de loi portant création de ressources pour le fonds d'assainissement du marché de la viande : Discussion générale (Amélioration nécessaire du cheptel, prophylaxie des animaux, développement de la tuberculose bovine) [13 novembre 1953] (p. 5036, 5037); Article unique : Son amendement tendant à affecter un pourcentage de 3 0/0 des ressources du fonds de l'assainissement du troupeau (p. 5042); le retire (p. 5046); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : Article additionnel de M. Paquet tendant à exonérer de la taxe de circulation les viandes accompagnées d'un certificat de salubrité attestant que la bête a dû être abattue d'urgence [6 juillet 1954] (p. 3243); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : Discussion générale (Standardisation de la production agricole, reconquête du marché anglais, marché du lait et de la viande, abattoirs) [5 août 1954] (p. 3891, 3892); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 31-23 : Son amendement indicatif (Nécessité d'un directeur des services vétérinaires) [25 novembre 1954] (p. 5431); le retire (p. 5432); Etat C, Chap. 84-22 : Son amendement indicatif (Création du fonds social pour la protection du cheptel et la lutte contre les maladies contagieuses) [26 novembre 1954] (p. 5519, 5520); Chap. 84-28 : Son amendement indicatif (Assainissement du marché du lait et des produits laitiers) (p. 5528, 5529); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955; MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-01 : Situation des ports de pêche, cas des îles du Morbihan, Houat et Hoedik [6 décembre 1954] (p. 5887, 5888); Etat A, Chap. 44-01 : Importation de rogne de morue (p. 5905); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET

DU PLAN pour 1955 (I. CHARGES COMMUNES) : Son article additionnel (Parcelles destinées à l'ostréiculture) [8 mars 1955] (p. 1157); le retire (ibid.); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : Discussion générale (Réforme fiscale, financement de l'allocation vieillesse agricole et du fonds de garantie mutuelle agricole) [19 mars 1955] (p. 1728, 1729); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : L'exploitation familiale, la pêche, la Bretagne, Belle-Ile [25 mai 1955] (p. 3005, 3006).

GOSNAT (M. Georges), Député de Charente-Maritime (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 9 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence aux sinistrés et à la commune de Saint-Trojan (Charente-Maritime) particulièrement éprouvée au cours des tempêtes de fin décembre, **n° 2380**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence de 50 millions aux sinistrés de Charente-Maritime, à la suite des violentes tempêtes des 26 et 29 septembre 1952, **n° 4319**. — Le 9 octobre 1952, une proposition de loi tendant à l'application des dispositions de la loi de finances 1952 exonérant de la contribution mobilière les personnes âgées de plus de 65 ans et ne payant pas la surtaxe progressive, **n° 4366**. — Le 21 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les ostréiculteurs sinistrés de Charente-Maritime à la suite des violentes tempêtes des 26 et 29 septembre 1952, **n° 4442**. — Le 23 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire surseoir à l'exécution du plan de remembrement dans la commune de La Jarrie-Audouin (Charente-Maritime), **n° 4484**. — Le 16 juin 1953, une

proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire dénoncer, avant le 30 juin 1953, par la S.N.C.F., le traité qui la lie à la S.A. « Librairie Hachette » pour l'exploitation des bibliothèques dans les gares et dans les trains, n° 6316. — Le 22 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder un premier secours d'urgence de 30 millions de francs aux agriculteurs sinistrés de l'arrondissement de Jonzac (Charente-Maritime) à la suite des violents orages du 17 juillet 1953; 2° à les exonérer de leurs impôts 1953 (revenus 1952), n° 6599. — Le 28 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une déduction forfaitaire supplémentaire de 15 0/0 pour frais professionnels aux officiers et aux marins de la marine marchande dans la détermination de leur revenu imposable, n° 7506.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi sur la presse, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à promulguer un statut provisoire de la presse* [8 novembre 1951] (p. 7722, 7723); Art. 3 : *Son amendement relatif à l'établissement de la preuve en cas de diffamation* (p. 7730); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 7732); *Son amendement tendant à ne prévoir la récupération que des dommages-intérêts au profit des tiers* (p. 7732); *Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi en cas de plainte d'un ministre ou d'un député* (p. 7732); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 1^{er}, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 805 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les ports maritimes (Ports de Charente)* [27 décembre 1951] (p. 9923, 9924). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents dramatiques survenus les 22, 23 et 24 décembre en Charente-Maritime par le fait de militaires américains [30 décembre 1951] (p. 10191). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales; Art. 1^{er} : *Son rappel au Règlement (Blocage des amendements sur l'article)* [4 janvier 1952] (p. 124); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Sa motion préjudicielle tendant*

à repousser tout nouvel impôt [26 février 1925] (p. 1021, 1022); Art. 69 : *Sa demande de disjonction de l'article majorant de 15 0/0 les impôts existants* (p. 1029); Art. 70 : *Son sous-amendement tendant à affecter les recettes prévues au budget de la Reconstruction* (p. 1034); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 36 : *Son amendement tendant à appliquer le régime de l'année en cours à la contribution mobilière* [4 avril 1952] (p. 1916); Art. 49 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif aux formalités du contrôle du transport des marchandises* (p. 1944); — du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Plan de remembrement de la Jarrie-Audouin en Charente)* [21 octobre 1952] (p. 4284); *le retire* (ibid.). — Pose à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, une question relative aux incidents causés par des militaires américains [24 octobre 1952] (p. 4400). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 51 : *Son amendement tendant à porter à 25 0/0 la déduction à titre de frais professionnels* [11 décembre 1952] (p. 6190); — du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères; Article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer de la taxe proportionnelle les rentes viagères* [5 mars 1953] (p. 1614). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation des usines de matériel roulant en France [24 mars 1953] (p. 2231). — Prend part à la discussion : du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier : *Oppose la question préalable (Caractère illusoire dudit projet, aggravation de l'injustice fiscale, bénéfices excessifs des grandes sociétés, rémunération préférentielle de leurs dirigeants, mesures restrictives envisagées pour les fonctionnaires et assimilés, excès des crédits militaires)* [7 juillet 1953] (p. 3269, 3271); — du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt à moyen terme : *Discussion générale (Echec de l'appel à l'épargne publique, maintien du chômage)* [2 décembre 1953] (p. 5822, 5823); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 9 : *Travaux militaires effectués pour le compte des pays membres de l'O.T.A.N. (Bases américaines en France)* [12 décembre

1953] (p. 6612, 6613); Art. 24 : *Indemnisation des anciens actionnaires de Gnome-et-Rhône et d'Air-France* (p. 6619); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1954, Art. 1^{er} : *Sa demande de disjonction de l'article premier interdisant toute proposition majorant les dépenses ou diminuant les recettes de l'Etat* [13 décembre 1953] (p. 6710 et suiv.); *Son amendement tendant à majorer l'impôt sur les sociétés au lieu de majorer celui sur les personnes physiques* (p. 6713); *Amendement de M. Cristofol tendant à ne pas appliquer la « loi des maxima » aux dépenses d'assistance et de sécurité sociale* (6714); Art. 6 : *Demande de disjonction présentée par M. Bayrou fixant le budget des dépenses militaires* (p. 6721); Art. 7 : *Son amende nent tendant à ne pas faire d'économies sur les dépenses civiles* (p. 6722); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Son contre-projet (Suppression des taxes sur les produits de consommation courante, allègement des impôts directs frappant les petits et moyens contribuables, suppression des privilèges fiscaux de grandes sociétés, augmentation de l'impôt direct sur les bénéficiaires des grandes sociétés, particulièrement celles qui bénéficient de l'économie de guerre)* [25 mars 1954] (p. 1261 et suiv.); Art. 8 : *Sa demande de disjonction* [26 mars 1954] (p. 1343); Art. 9 *ter* : *Son amendement (Taux de la taxe sur les transactions applicable aux sociétés possédant deux établissements de vente)* (p. 1362); Art. 22 A : *Son amendement (Date d'application des nouvelles dispositions fiscales)* [29 mars 1954] (p. 1387); — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, Art. 2 : *Attribution des biens de presse, motion incidente de M. Patinaud (Examen des conséquences financières de la proposition)* [7 mai 1954] (p. 2204); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, Art. 27 : *Utilisation du fonds provisionnel constitué pour permettre à chaque entreprise nouvelle de payer son équipement* [20 juillet 1954] (p. 3455, 3456); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Sa motion préjudicielle (Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954, suppression du contrôle polyvalent, réforme fiscale* [18 mars 1955] (p. 1677, 1678); *Discussion générale (Prorogation des pouvoirs spéciaux jusqu'au 30 avril, abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août*

1954, répercussions financières et économiques de la ratification des Accords de Paris, toute-puissance des trusts et privilèges fiscaux des grandes sociétés, réforme de la fiscalité) [19 mars 1955] (p. 1724 et suiv.); *Attitude du rapporteur général dans l'applicabilité de l'article 48 du Règlement* (p. 1739); Art. 1^{er} : *Son amendement (Suppression de la disposition dite des « maxima »; son emploi contre les revendications des travailleurs)* (p. 1740); Art. 11 : *Amendement de M. Tournaud (Majoration et progressivité du taux de l'impôt sur les sociétés)* (p. 1751); *Articles additionnels: M. J.-M. Louvel et le marasme de l'industrie textile* (p. 1779); *Ses explications de vote (Disjonction des crédits militaires)* (p. 1786); — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : *Son rappel au Règlement (Réunion de la Commission des finances)* [24 mars 1955] (p. 1933); — du projet de loi accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Motion préjudicielle de M. Cuillet (Défense des commerçants et artisans par le groupe communiste)* [28 mars 1955] (p. 2005); *Discussion générale (Exploitation des richesses pétrolières du Sud-Ouest, politique des trusts, réforme de la fiscalité, création d'un impôt unique progressif sur le revenu, sur les sociétés capitalistes, sur les fortunes et d'une taxe à la production* [29 mars 1955] (p. 2068 et suiv.); *Ses explications de vote* (p. 2087).

GOSSET (M. Paul), Député du Nord (3^e circonscription) (M. R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé Président de la Commission de la presse [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**). — Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de l'éducation nationale [23 juillet 1954] (**F. n° 412**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant : 1° à modifier l'ordonnance n° 45-2621 du 2 novembre 1945 relative à la transformation des écoles privées des houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais en écoles publiques et à l'intégration de leurs maîtres dans les cadres de l'enseignement public ; 2° à faire bénéficier de ces mesures les instituteurs des houillères intégrés dans les cadres de l'enseignement public en vertu de la loi n° 48-950 du 8 juin 1948, n° 412. — Le 16 novembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter le paragraphe 2° de l'article 1575 du Code général des impôts, n° 1595. — Le 14 décembre 1951, une proposition de loi concernant les annonces judiciaires et légales, n° 2041. — Le 9 janvier 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, n° 2398. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à établir d'urgence un régime provisoire d'exonération fiscale propre à stimuler la télévision française, n° 4318. — Le 20 décembre 1952, un avis au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi (n° 2041) de M. Gosset et plusieurs de ses collègues concernant les annonces judiciaires et légales, n° 5202. — Le 24 juin 1954, une proposition de loi tendant : 1° à diminuer le déficit des caisses autonomes de retraites des ouvriers et employés des mines (C.A.N. et C.A.R.E.M.) en leur retirant des charges qu'elles supportent indûment ; 2° à accorder aux instituteurs des houillères intégrés dans les services de l'Education nationale le même régime de retraites que celui de leurs collègues, n° 8689. — Le 29 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la réalisation d'une biennale de l'information, n° 8746. — Le 31 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer avant le 10 février 1955 un projet de loi-programme visant à fixer et à financer un plan de mise en fabrication de matériel de chemin de fer propre à remédier au chômage partiel et à assurer le plein-emploi dans les entreprises spécialisées et surtout à doter le nouveau réseau électrifié de la S.N.C.F. de matériel roulant de gros tonnage propre à confirmer et à soutenir la rentabilité de ce réseau, n° 9256. — Le 3 dé-

cembre 1954, un avis au nom de la Commission de la presse sur l'avis (n° 9478) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1484) concernant les annonces judiciaires et légales, n° 9647. — Le 23 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à doter les caisses de crédit agricole d'un Fonds spécial destiné au financement de prêts pour l'amélioration et l'équipement des étables et des laiteries particulières à la ferme afin d'encourager la production du lait de qualité, n° 9792. — Le 1^{er} avril 1955, un avis au nom de la Commission de la presse sur le projet de loi (n° 8555) portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, n° 10614. — Le 7 mai 1955, une proposition de loi portant statut de la Radiodiffusion-télévision française, n° 10680. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à interdire, hors de certaines conditions, la fermeture des entreprises industrielles et commerciales occupant plus de 50 personnes, n° 11532.

Interventions :

Son rapport sur les élections : du département de l'Aude [5 juillet 1951] (p. 5874) ; — du département des Basses-Alpes [17 juillet 1951] (p. 5950). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) ; Article premier : *Amendement de M. Darou tendant à répartir les fonds entre les œuvres laïques péri et post-scolaires* [8 septembre 1951] (p. 7076, 7077). — Son rapport sur les élections partielles du département des Hautes-Alpes [23 novembre 1951] (p. 8498). — Sa demande de pouvoirs d'enquête au nom de la Commission de la presse [18 décembre 1951] (p. 9262). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; **RADIODIFFUSION - TÉLÉVISION FRANÇAISE : Discussion générale** [19 décembre 1951] (p. 9328). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur le transfert des entreprises de presse : *Biens de presse en Algérie, leur sort depuis l'annulation du décret de transfert* [11 avril 1952] (p. 2225) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Vote du rapport appliquant à l'Algérie la loi du 11 mai 1946 sur les biens de presse*

[1^{er} juillet 1952] (p. 3369, 3370). — Dépose une demande d'interpellation : sur la rétraction de certains secteurs de notre économie [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; EDUCATION NATIONALE, BEAUX-ARTS, Article additionnel : *Son amendement relatif aux logements de fonctionnaires occupés par des membres des corps enseignants* [8 novembre 1952] (p. 4998) ; RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 0010 : *Amendement de Mme Lefèvre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des bons (Exonération de la taxe radiophonique pour les vieux travailleurs)* [15 novembre 1952] (p. 5208) ; Chap. 1060 : *Amendement de M. Cagne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les speakers (Convention collective d'emploi des speakers)* (p. 5211) ; Article premier : *Emissions pour l'étranger* (p. 5222, 5223), — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953 ; Art. 2 : *Rétablissement de certains droits de douane* [30 décembre 1952] (p. 7048, 7049). — du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique : *Sa demande de renvoi du débat* [6 février 1953] (p. 1031) ; Art. 2 : *Amendement de M. Valabrègue tendant à récompenser les films français de court métrage* [19 février 1953] (p. 1175) ; Art. 10 : *Amendement de M. Jules Julien tendant à ne pas utiliser les décisions du jury pour la publicité* [20 février 1953] (p. 1210) ; Art. 23 : *Amendement de M. Savale tendant à réserver le dixième de la dotation pour les films éducatifs* [26 février 1953] (p. 1389, 1390) ; Art. 31 : *Amendement de M. Taillade tendant à fixer à 4 0/00 le taux de la subvention pour la presse filmée* [27 février 1953] (p. 1478) ; — d'une proposition de loi relative à la représentation des entreprises de presse ; Article unique : *Son amendement tendant à ne pas inclure les directeurs de journaux* [20 février 1953] (p. 1236) ; *Son amendement tendant à prévoir par décret des critères pour la valeur représentative des organisations professionnelles* (p. 1237). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Tenue d'une séance supplémentaire pour le vote de la loi d'aide au cinéma* [24 février 1953] (p. 1285 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Ses*

observations sur l'aspect psychologique du problème [6 mars 1953] (p. 1658) ; — d'une proposition de loi relative à l'intégration des instituteurs des houillères dans l'enseignement public : *Discussion générale (Ses observations sur l'application de l'article premier de la loi de finances et la demande de renvoi à la Commission, présentée par le Gouvernement)* [10 mars 1953] (p. 1720) ; *Amendement de M. Catoire relatif aux majorations et allocations à accorder aux intéressés anciens combattants ou pères de famille (Ses observations concernant notamment la validation des services compris dans certaines catégories)* [20 mars 1953] (p. 2063) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2066). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à discuter selon un certain ordre, les rapports relatifs aux frais électoraux, aux retraites des instituteurs des houillères, au régime général des élections municipales* [18 mars 1953] (p. 2016). — Dépose une demande d'interpellation : sur les solutions propres à assurer les jeunes qui achèvent leurs études s'ils ne sont pas condamnés au chômage [21 mars 1953] (p. 2170) ; — sur la rétraction de certains secteurs de notre économie [21 mars 1953] (p. 2171). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août : *Gravité du malaise social, inégalité du régime des retraites, très défavorable aux travailleurs, désespérance des jeunes et notamment des jeunes étudiants, excès des marges bénéficiaires* [8 octobre 1953] (p. 4128 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), FRANCE D'OUTRE-MER : *Demande d'ajournement de MM. Triboulet et Juglas* [6 novembre 1953] (p. 4950, 4951) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Article premier, Etat A, Chap. 4101 : *Subventions à l'A. F. P. Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (économies massives indûment réalisées aux dépens du personnel, licenciements, arbitraire administratif)* (p. 4951, 4952) ; *le retire* (p. 4953) ; RADIODIFFUSION - TÉLÉVISION : *motion de M. Desson tendant à surseoir au débat et à réclamer la suppression de la majoration de la redevance téléphonique (Financement du développement de la télévision)* [14 novembre 1953] (p. 5142) ; *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 5142) ; AGRICUL-

TURE, Etat B, Chap. 6640 : *Subventions à l'Institut de recherche agronomique (Protection de la betterave, usine de caoutchouc synthétique)* [4 décembre 1953] (p. 5990); **RADIODIFFUSION - TÉLÉVISION FRANÇAISE**, Etat A, Chap. 1000 : *Amendement de M. Vigier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Titularisation des contractuels)* [8 décembre 1953] (p. 6303); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Mauvaise organisation des débats et vote des textes financiers à la sauvette)* [14 décembre 1953] (p. 6794, 6795); **RADIODIFFUSION - TÉLÉVISION FRANÇAISE**, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Traitements des journalistes de la radio, équipement de la radiodiffusion, publication des émissions culturelles)* [31 décembre 1953] (p. 7239); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 42 : *Amendements de MM. Catroux et Pronteau (Taux de l'impôt sur les sociétés; discrimination entre les sociétés)* [29 mars 1954] (p. 1423); — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, Art. 3 : *Droit au titre d'imprimerie spécialisée* [7 mai 1954] (p. 2226); *Son article additionnel (Emploi de journalistes titulaires de la carte de la Résistance)* [20 mai 1954] (p. 2545, 2546). — Dépose une demande d'interpellation sur les formalités, les conditions et les délais exigés pour l'attribution du permis de construire [9 juin 1954] (p. 2844). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Amendement de M. Frédéric-Dupont (Suppression des brigades polyvalentes; Départements dans lesquels s'exerce le contrôle des polyvalents)* [29 juin 1954] (p. 3128); Art. 23 septies : *Amendement de M. Mussot (Exonération des matériels des entreprises de presse)* [6 juillet 1954] (p. 3216); — du projet de loi relatif à la signalisation routière, Art. 2 : *Son amendement (Signalisation routière et publicité sur les routes)* [7 juillet 1954] (p. 3277, 3278); *Son sous-amendement (Signalisation des postes de secours et des stations de dépannage)* (p. 3278); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative aux annonces judiciaires et légales, en qualité de *Rapporteur pour avis* [20 juillet 1954] (p. 3460); Art. 2 : *Son amendement (Rôle et composition de la commission désignant les journaux susceptibles de recevoir les annonces)* (p. 3461, 3462); *le retire* (p. 3462); Art. 2 : *Amendement de M. Secrétain (Tirage minimum exigé pour recevoir les annonces)* (p. 3463, 3464); Art. 3 : *Son amendement (Prix de la ligne d'annonces)* (p. 3465); *Amendement de M. André Hugues (Taux maximum des remises accordées aux intermédiaires qualifiés)* (p. 3466). — Dépose une demande d'interpellation sur l'insuffisance des informations diffusées par le journal parlé et la revue de presse de la Radio-télévision française [7 octobre 1954] (p. 4568). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 41-52 : *Demande de disjonction de M. Leenhardt (Communes ayant à souffrir de la présence d'industries bénéficiant de l'exonération de la taxe locale)* [23 novembre 1954] (p. 5312); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955 (1); Etat A, Chap. 31-01 : *Situation sociale dans le Nord, fermeture d'usines travaillant pour les chemins de fer* [9 décembre 1954] (p. 5984); Etat B, Chap. 53-30 : *Amendement de M. Doutrillot (Achèvement du Canal du Nord)* [14 décembre 1954] (p. 6345), — Dépose une demande d'interpellation : sur le taux de remboursement des souscripteurs du Crédit mutuel du bâtiment [16 décembre 1954] (p. 6426); — sur les solutions envisagées par le Gouvernement pour mettre un terme au conflit avec le personnel des douanes [30 décembre 1954] (p. 6986). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du SERVICE JURIDIQUE ET TECHNIQUE DE LA PRESSE pour 1955, Etat A, Chap. 41-01 : *Réforme du statut de l'agence France-Presse* [30 décembre 1954] (p. 6993); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Le lait* [27 janvier 1955] (p. 321); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels des services civils pour février 1955 : *Informations politiques de la radiodiffusion; défense de l'Etat et défense du Gouvernement; M. Mendès-France s'adressant à l'opinion par dessus les institutions; l'opposition de sa Majesté* [31 janvier 1955] (p. 503 à 505); — du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE** pour 1955 : *Modification du statut, maison de la radio* [17 mars 1955] (p. 1573); Etat A, Chap. 1000 :

Sa demande de disjonction (Projet de statut) (p. 1610); *la retire* (ibid.); Chap. 30-30 : *Diffusions de matches de catch* (p. 1626); Chap. 53-20 : *Amendement indicatif de M. Coudray (Maison de la radio de Rennes)* (p. 1630); *Ses explications de vote (Revue de presse, affichage de la relation des débats, édition des émissions culturelles, statut)* (p. 1639); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Administration des finances, mise en valeur des régions souffrant de sous-emploi, industrie de la terre à feu et de la faïence, fonderie, blocage des prix, lois-programmes, S. N. C. F., industries nationales, problème de l'alcool, fabrication de caoutchouc synthétique à partir de l'alcool de betterave, fabrication du papier, égalisation des charges sociales entre les participants du Pool charbon-acier)* [29 mars 1955] (p. 2045 et suiv.); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement, en qualité de *Rapporteur pour avis : Les possibilités offertes par la paille pour la fabrication du papier* [12 mai 1955] (p. 2702 à 2704); *Equipement en matière de radio et télévision* (p. 2704); *Equipement national et régionalisme, le Nord, alcoolisme et viticulture, équipement de la petite exploitation agricole* [25 mai 1955] (p. 3004, 3005); — d'une proposition de loi relative à la protection de la liberté syndicale : *M. Francisque Gay et la reconduction de l'accord conclu entre la Fédération cégétiste du livre et les entreprises de presse* [26 mai 1955] (p. 3065). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement au Maroc et son attitude vis-à-vis des complicités étrangères [5 août 1955] (p. 4683); la développe : *Politique d'attermoiements et d'improvisation, conséquences de l'instabilité gouvernementale, aggravée par la presse* [6 octobre 1955] (p. 4816, 4817); *Les Français du Maroc* (p. 4817); *Réformes économiques et sociales nécessaires* (p. 4818).

GOUBERT (M. Edouard), *Député du territoire des Indes (N. I.)*.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5967). = Est nommé membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**).

Dépôt :

Le 31 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours aux populations des Etablissements français dans l'Inde, **n° 380**.

Interventions :

Est élu *Juge titulaire de la Haute-Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Son immunité parlementaire est levée [29 juin 1954] (p. 3121).

GOUDOUX (M. Jean-Marie), *Député de la Corrèze (C.)*.

Son élection est validée [6 juillet [1951] (p. 5900). = Est nommé : membre de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des finances [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à la reconstruction de la ligne de chemin de fer entre Bort et Eygurande noyée par la retenue du barrage de Bort, et à la continuité du trafic sur la ligne de chemin de fer Paris—Aurillac—Béziers, **n° 318**. — Le 10 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Goudoux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir à Electricité de France les crédits nécessaires à la mise en chantier des futurs barrages d'Uzerche et Hautefage (Corrèze), **n° 668**. — Le 10 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Girardot et plusieurs de ses collègues tendant à la poursuite accélérée de construction de barrages réservoirs sur le cours du Verdon (production d'énergie électrique, réserves d'eau d'irrigation) et à concéder à l'agriculture du département des Basses-Alpes un module d'eau d'irrigation sur le

plateau de Valensole—Riez, n° 669. — Le 14 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de la Corrèze, n° 2027. — Le 2 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle modifiant le rapport de la précédente législature (n° 663) sur la proposition de résolution de M. Michel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à déclarer d'utilité publique l'aménagement du barrage de Montélimar ; 2° à prévoir les crédits nécessaires pour le démarrage des travaux ; 3° à prévoir l'ouverture de travaux publics régionaux, n° 3928. — Le 11 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le rapport (fait au cours de la précédente législature) (n° 668) sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir à l'électricité de France les crédits nécessaires à la mise en chantier des futurs barrages d'Uzerche et Hauteffage (Corrèze), n° 5037. — Le 14 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ouvrir d'urgence un crédit de 30 millions de francs destinés à apporter un premier secours immédiat aux sinistrés de la ville de Brive et des environs, victimes de la récente crue de la Corrèze ; 2° à accorder aux sinistrés un dégrèvement fiscal correspondant aux pertes subies ; 3° à ordonner d'urgence les travaux nécessaires pour modifier les barrages établis sur la Corrèze par la construction de vannes mobiles, n° 5287. — Le 14 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à ouvrir d'urgence un crédit de 60 millions de francs destiné à apporter un premier secours immédiat aux sinistrés de la vallée de la Dordogne dans le département de la Corrèze ; 2° à empêcher formellement la violation de la marge de sécurité de remplissage des barrages, cause principale du sinistre ; 3° à accorder un dégrèvement fiscal correspondant aux pertes subies ; 4° à construire rapidement le barrage de compensation du Sablier, n° 5300. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le rapport (fait au cours de la précédente législature) (n° 669) sur la proposition de loi de M. Girardot et plusieurs de ses collègues tendant à la poursuite accélérée de construction de barrages-réservoirs sur le

cours du Verdon (production d'énergie électrique, réserves d'eau d'irrigation) et à concéder à l'agriculture du département des Basses-Alpes un module d'eau d'irrigation sur le plateau de Valensole—Riez, n° 6403. — Le 12 novembre 1953, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret n° 53-708 du 9 août 1953 relatif aux modalités d'exercice du contrôle des entreprises bénéficiaires de la garantie de l'Etat, n° 7152. — Le 26 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de résolution (n° 7585) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour assurer une exploitation rationnelle des mines de fer du bassin minier du Canigou (Pyrénées-Orientales), n° 11738.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département de l'Ariège [5 juillet 1951] (p. 5873). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour assurer du travail aux ouvriers et techniciens sans emploi avec l'achèvement des chantiers de barrages et d'usines hydroélectriques [15 novembre 1951] (p. 8059). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; INDUSTRIE ET ÉNERGIE : *Absence de M. Louvel, Ministre de l'Industrie et de l'énergie* [16 novembre 1951] (p. 8123) ; *Sa demande de suspension du débat* (p. 8125) ; Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'administration centrale (Contrôle de la répartition des matières premières)* (p. 8126 et suiv.) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Achèvement des chantiers de barrages)* (p. 8128) ; Chap. 1040 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la direction du Gaz et de l'Electricité (Achèvement des chantiers de barrages et mise au chômage des ouvriers)* [20 novembre 1951] (p. 8215, 8216) ; Chap. 3000 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le matériel de l'Administration centrale (Répartition des matières premières rares)* (p. 8218) ; Chap. 3040 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour protester contre la non-reconstruction de la voie ferrée de Bort* (p. 8219) ; Chap. 4010 : *Son amendement*

tendant à réduire les crédits pour prestations facultatives (Sociétés de secours mutuels) (p. 8219); Chap. 5010 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour encouragement à l'artisanat (Insuffisance des crédits) (p. 8219, 8220); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Chap. 5100 : Son amendement tendant à réduire de 1 million les subventions économiques (Subventions aux charbons importés) [23 décembre 1951] (p. 9707); INDUSTRIE ET ÉNERGIE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 1000 : Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République (Fermeture des mines de charbon dans l'Allier) (p. 9714); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 1^{er}, Etat A, INDUSTRIE ET ÉNERGIE, Chap. 9051 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le bureau de recherches de pétrole (Législation de la recherche) [27 décembre 1951] (p. 9914); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B, ÉNERGIE : Sa demande de renvoi à la Commission des lignes relatives aux prêts des charbonnages de France (Crise des houillères françaises) [27 décembre 1951] (p. 9950 et suiv.); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts à Electricité de France (Barrage de Montélimar) (p. 9954). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour assurer du travail aux ouvriers cadres et techniciens sans emploi avec l'achèvement des chantiers de barrage du Massif Central [26 février 1952] (p. 1045). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : Art. 6 : Son amendement tendant à ne pas réduire les investissements pour l'équipement hydro-électrique [2 avril 1952] (p. 1779); Art. 9 : Sa demande de disjonction de l'article bloquant les autorisations de dépenses des travaux neufs [3 avril 1952] (p. 1832); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1952; Art. 33 : Sa demande de disjonction de l'article prévoyant des emprunts de la Caisse nationale de l'énergie [10 avril 1952] (p. 2133); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale; Etat A, GUERRE, Chap. 1045 : Amendement de M. Montalat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil des arsenaux (Ouvriers de l'arsenal de Tulle) [13 juin 1952]

(p. 2935). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures scandaleuses dont ont bénéficié les criminels de guerre Meyer et Hoff, et sur les auteurs et responsables des crimes commis à Tulle le 9 juin 1944 par la division « Das Reich » [4 juillet 1952] (p. 3535); — sur le décret du 26 juin n° 52-732, relatif au régime spécial de sécurité sociale des industries électriques et gazières [7 octobre 1952] (p. 4067). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative à la suppression du gardiennage de passages à niveau [10 octobre 1952] (p. 4209). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les travaux mixtes : Discussion générale (Ses observations sur les travaux militaires en faveur des troupes américaines) [10 octobre 1952] (p. 4210, 4214); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat A, Chap. 3101 : Ses observations sur le régime de sécurité sociale des ouvriers de l'électricité et du gaz [23 octobre 1952] (p. 4353); Chap. 3121 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs du gaz et de l'électricité (Barrage de Montélimar) (p. 4355, 4356); Chap. 3392 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les services médico-sociaux (p. 4356); Chap. 3421 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction de l'électricité (Personnel des chantiers de barrages en voie d'achèvement) (p. 4357, 4358); le retire (ibid.); Chap. 4221 : Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le congrès international des grands barrages (p. 4361); le retire (ibid.); Art. 1^{er} : Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 4364); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 4657 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les migrations rurales (Importations de fruits étrangers) [25 octobre 1952] (p. 4483, 4484); le retire (p. 4484); INTÉRIEUR, Etat B; Chap. 4153 : Amendement de Mme Sportisse tendant à réduire de 1.000 fr. les subventions pour l'Algérie (Fonds de progrès social) [13 décembre 1952] (p. 6362); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 17 : Sa demande de disjonction de l'article accordant des avantages fiscaux aux capitaux investis pour la recherche du pétrole [15 décembre 1952] (p. 6397, 6398); Art. 2; Etat B : Son amendement tendant à réduire de

1.000 francs les crédits pour le développement de la production des hydrocarbures nationaux (S. N. P. A. et Pechelbronn) (p. 6416); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour 1953; Art. 4 : *Insuffisance du plan d'équipement pour la production de charbon et d'énergie électrique* [20 décembre 1952] (p. 6741 et suiv.); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prêts à E. D. F. (Déficit énergétique)* (p. 6748); Art. 5, Etat E : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement thermique d'E. D. F.* (p. 6759); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la distribution de l'énergie électrique (Force motrice dans les campagnes)* (p. 6759, 6760); Etat A, INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5210 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les recherches géologiques et minières (Prospection des sous-sols du Jura)* (p. 6797). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour que soit rapidement livré à la France le général Lammerding condamné à mort par contumace, commandant de la division Das Reich [23 janvier 1953] (p. 193). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 3 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif aux crédits d'investissements* [27 janvier 1953] (p. 487); — d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Sa motion préjudicielle demandant l'extradition du général Lammerding, commandant la division Das Reich* [27 janvier 1953] (p. 530 et suivt); — du projet de loi relatif aux dépenses du fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; INDUSTRIE ET COMMERCE, Art. 1^{er} : *Chômage dans les usines de Brive* [30 janvier 1953] (p. 746); — d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux droits des tiers qui seront indemnisés comme victimes de faits de guerre* [18 février 1953] (p. 1129); — du projet de loi portant création d'un bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne prévoir que des participations majoritaires de l'Etat dans les sociétés à créer* [24 février 1953] (p. 1281); — du

projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier; Art. 3 : *Produits pétroliers : Répercussions sur les prix de toute taxe sur l'essence; Consommation « utilitaire » = 82 0/0; « touristique » = 18 0/0* [7 juillet 1953] (p. 3306, 3307). — Dépose une demande d'interpellation, sur la fermeture des mines d'antimoine de Massiac (Cantal) [23 juillet 1953] (p. 3822); Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Politique générale d'abandon suivie par le Gouvernement vis-à-vis de richesses nationales, dans le cadre des accords dits « européens » et du Plan Marshall; Protestations unanimes de la Commission de la production industrielle; Cas particulier de la mine de Massiac* (p. 3830). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); INDUSTRIE ET COMMERCE, Art. 1^{er}, Etat A, Titre III, Chap. 3101 : *Administration centrale (Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif)* [3 novembre 1953] (p. 4742, 4743); Chap. 3121 : *Direction du Gaz et de l'Electricité, décrets nos 53-707 et 53-711 du 9 août 1953, portant atteinte aux droits du personnel* (p. 4744, 4745); Chap. 3122 : *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Indemnisation des riverains de la Dordogne par Electricité de France, à la suite d'une crue)* (p. 4745); Titre IV, Chap. 4401 : *Encouragement à l'artisanat; Sa demande de renvoi en Commission* (p. 4760); Chap. 6212 : *Bureau des recherches géologiques de la France métropolitaine; Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Insuffisance des crédits prévus à ce chapitre)* (p. 4763); Art. 3, Etat C, Titre VIII, Chap. 8461 : *Demande de disjonction présentée par M. Linet* (p. 4764); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 4421 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la vulgarisation (Imposition des planteurs de tabac)* [3 décembre 1953] (p. 5951); INDUSTRIE ET COMMERCE : *Sa motion préjudicielle tendant au renvoi du débat pour demander les crédits supplémentaires pour les investissements des entreprises nationales* [10 décembre 1953] (p. 6417); Etat D, EQUIPEMENT D'ÉLECTRICITÉ DE FRANCE : *Insuffisances du Plan d'investissement du développement de la production* (p. 6431 et suiv.), — d'une proposition de loi relative à l'étatisation d'entreprises publiques :

Discussion générale (Sabotage des nationalisations) [2 décembre 1953] (p. 5857, 5858). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative à l'écoulement de la récolte de noix [4 décembre 1953] (p. 6007, 6008). — Dépose une demande d'interpellation sur les campagnes de calomnies menées contre la Résistance dans le Limousin et l'extradition du général SS Lammerding [23 février 1954] (p. 466); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Attitude de M. Le Bail pendant l'occupation, réarmement allemand dans le cadre de l'armée européenne* [9 mars 1954] (p. 737, 738). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi sur l'étatisation d'entreprises publiques; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Catoire (Délai d'un mois imparti au Gouvernement pour procéder à une codification du contrôle des entreprises nationalisées)* [11 mars 1954] (p. 815); *Ses explications de vote : condamnation du principe de l'étatisation* (p. 815); — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION GUERRE, Etat A, Titre III, Chap. 3132 : *Son amendement (Interdiction de licencier du personnel employé dans les établissements relevant de la Défense nationale)* [19 mars 1954] (p. 1075). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents [2 juin 1954] (p. 2777). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures prises à l'encontre de 72 membres du personnel des manufactures d'armes de Châtellerault, Saint-Etienne et Tulle [8 juin 1954] (p. 2823); — sur les mesures que le Gouvernement envisage de prendre pour réintégrer dans leur emploi les 47 membres du personnel des manufactures d'armes révoqués [29 juin 1954] (p. 3137); — sur les mesures envisagées afin de sauvegarder les intérêts français dans la recherche et l'exploitation des ressources pétrolières du Sud-Ouest et du Centre-Ouest [27 juillet 1954] (p. 3635). — Pose : à M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, une question relative à la demande d'extradition du général Lammerding [6 août 1954] (p. 3909); — à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce une question relative au rétablissement d'un tronçon de la ligne Paris—Béziers [13 août 1954] (p. 4183). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE pour l'exercice 1955, Etat C,

Chap. 8461 : *Subvention à l'usine de distillation des schistes bitumeux d'Autun ; Subvention accordée à l'Esso-Standard* [16 novembre 1954] (p. 5064); Chap. 8661 : *Son amendement indicatif (Intensification, recherche du pétrole, concession attribuée à Esso-Standard)* (p. 5064, 5065); Chap. 8662 : *Suppression de postes de distribution d'essence* (p. 5065); Etat D : *Amendements de M. Montalat et Rolland (Rétablissement de la voie Bort — Eygurande)* (p. 5071); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 6 : *Son amendement (Taxation du prix du gaz et de l'électricité par les collectivités locales)* [30 décembre 1954] (p. 6972, 6973); — d'une proposition de résolution relative à la création d'une commission de l'énergie atomique et des recherches nucléaires : *Discussion générale (Désignation des représentants de cette Commission éliminant les parlementaires communistes)* [14 décembre 1954] (p. 6309). — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Etat A, 1^{re} ligne : *Occupation américaine; Conversion et concentration; Fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique; débudgétisation des investissements* [28 janvier 1955] (p. 377, 378); de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 41 : *Son amendement (Ponts à reconstruire)* [25 mars 1955] (p. 1968); *Amendement de M. Tourtaud (Tranche rurale)* (p. 1969). — Pose à M. le Ministres des Postes, Télégraphes et Téléphones, une question relative à l'admission aux concours des Postes, Télégraphes et Téléphones en Corrèze [18 mars 1955] (p. 1657). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1955 : *Son amendement (Suppression du contrôle polyvalent)* [19 mars 1955] (p. 1738, 1739); *Attitude du Rapporteur général dans l'applicabilité de l'article 48 du Règlement* (p. 1739); Art. 3 : *Sa demande de réserver cet article (Plan quadriennal d'équipement, plein emploi)* (p. 1743, 1744); *Son amendement (Création d'une taxe unique globale à la production)* (p. 1752); *Amendement de M. Tourtaud (Limitation de la patente des petites entreprises au chiffre de 1953)* (p. 1756, 1757); — du projet de loi relatif au 2^e plan de modernisation et d'équipement : *Discussion générale (Grandes sociétés capitalistes bénéficiaires du plan Monnet, du plan Marshall, stagnation économique, développement de l'industrie lourde allemande, acquisition des charbonnages allemands Hargener-*

Bergbau, politique antinationale dans le domaine des carburants, cote en bourse des actions Esso - standard, énergie électrique [11 mai 1955] (p. 2678 et suiv.); *Temps de parole* [25 mai 1955] (p. 2994); *Article additionnel de M. Vals (Dépôt du 3^e plan)* (p 3043).

GOUIN (M. Félix), *Député des Bouches-du-Rhône (2^e circonscription) (S.)*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [24 mai 1955] (**F. n° 533**); de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1955] (**F. n° 341**). — Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie : de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**); de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les États associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**).

Dépôts :

Le 19 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à créer une Commission de réforme des méthodes de travail parlementaire, **n° 205**. — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 364**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale de façon à assurer le respect de la discipline nécessaire à la dignité des débats de l'Assemblée Nationale, **n° 394**. — Le 5 février 1953, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 4158) portant ouverture de crédits sur l'exercice 1952 en vue de l'assistance économique à la Yougoslavie, **n° 5478**. — Le 27 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer sans délai le projet de loi déclarant d'utilité publique les travaux à entreprendre par Electricité de France pour l'aménagement de la Durance dont la pièce maîtresse est la construction du barrage de

Serre-Ponçon, **n° 6238**. — Le 15 octobre 1953, une proposition de loi ayant pour objet de modifier, au profit des communes, la part qui leur revient sur le prix du permis national de chasse, **n° 6864**. — Le 9 février 1954, une proposition de loi portant ouverture de crédit de 20 millions de francs pour la célébration du deuxième millénaire de la fondation de la ville d'Arles-sur-Rhône et du centenaire de la création du Félibrige, **n° 7673**. — Le 21 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre toute compression de personnel dans les poudreries nationales tant que ne sera pas proposé et adopté un plan général de réemploi pour le personnel de ces établissements, **n° 10968 (rectifié)**. — Le 6 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 10815) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité portant rétablissement de l'Autriche indépendante et démocratique, **n° 11131**.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur l'attitude du groupe socialiste, le rôle de la haute autorité, la collaboration anglaise, les cartels franco-allemands dans le passé)* [7 décembre 1951] (p. 8926 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur la coordination de la diplomatie alliée en ce qui a trait aux problèmes relatifs à l'Allemagne [26 novembre 1952] (p. 5698); — sur la coordination de la diplomatie alliée en ce qui a trait aux problèmes relatifs à l'Allemagne [3 février 1953] (p. 830). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification de décrets et portant ouverture et annulation de crédits pour 1952 (Aide à la Yougoslavie); en qualité de *Rapporteur pour avis* [5 février 1953] (p. 914, 915); *Discussion générale (Ses observations sur la situation économique et politique de la Yougoslavie)* (p. 916, 917). — Dépose une demande d'interpellation : sur la position du Gouvernement à la Conférence des Bermudes et en faveur d'une Conférence à Quatre [2 juillet 1953] (p. 3210); — sur la politique gouvernementale envers la Communauté politique européenne [22 octobre 1953] (p. 4454); la déve-

loppe : *Le rôle de l'Europe, son déclin actuel, l'essor américain, la possibilité d'une association avec l'Angleterre et le Commonwealth, le plan Byrnes de neutralisation de l'Allemagne, la possibilité de négocier avec l'U. R. S. sans la mettre devant le fait accompli, l'égalité des droits réclamée par l'Allemagne* [17 novembre 1953] (p. 5221 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance : *Discussion générale* [13 août 1954] (p. 4231). — Dépose une demande d'interpellation sur l'usine d'acide sulfurique de Miramas [16 mars 1955] (p. 1494). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Utilisation des eaux de la Durance et du Verdon* [12 mai 1955] (p. 2708, 2709); — du projet de loi portant ratification du traité autrichien; en qualité de *Rapporteur* : *Protection des minorités, défaut de limitation des armements, neutralité de l'Autriche, navigation danubienne* [12 juillet 1955] (p. 3816 à 3819); — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956 : *Discussion générale (Usine d'acide sulfurique de Miramas; licenciements dans les poudreries, notamment à Saint-Chamas)* [23 juillet 1955] (p. 4123 à 4125).

GOURDON (M. Robert), *Député du Gard* (S.)

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5968). — Est nommé : membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (**F. n° 138**); membre titulaire de cette même Commission [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission de la justice et de législation [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); juge suppléant à la Haute Cour de justice (art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**).

Dépôts :

Le 27 juillet 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi

de M. Guille et plusieurs de ses collègues relative aux apports de vendanges, **n° 366**. — Le 27 juillet 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi de M. Guille et plusieurs de ses collègues relative à la création de caisses mutuelles d'assurance récolte, **n° 368**. — Le 9 août 1951, une proposition de loi portant organisation du marché des vins de consommation courante et tendant à assurer la sécurité des viticulteurs en leur permettant de bénéficier de prix de vente garantis et en les assurant contre les calamités agricoles, et à protéger les consommateurs contre les risques de pénurie et de hausse des prix du vin, **n° 635**. — Le 9 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder, suivant de nouvelles méthodes, à l'échelonnement des sorties de vins de la propriété pour la récolte 1951, **n° 636**. — Le 9 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons modifiant le rapport de la précédente législature repris le 27 juillet 1951 (n° 368) sur la proposition de loi de M. Guille et plusieurs de ses collègues relative à la création de caisses mutuelles d'assurance récolte, **n° 2387**. — Le 2 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 2741) de M. Léon Jean et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 331 du Code du vin, **n° 3169**. — Le 4 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des délais à certains viticulteurs pour la livraison de leurs prestations d'alcool de vin, **n° 4957**. — Le 4 décembre 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 79 du Code du vin, **n° 4958**. — Le 2 mars 1955, une proposition de loi tendant à soutenir les cours du vin à la production, **n° 10244**. — Le 17 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 10244) de M. Gourdon, tendant à soutenir les cours du vin à la production, **n° 10440**. — Le 23 mars 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 2741) de M. Léon Jean et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 331 du Code du vin, **n° 10497**. — Le 10 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs victimes de l'état de faillite de leurs acheteurs, **n° 10695**.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département de la Haute-Garonne [5 juillet 1951] (p. 5905). — Est élu *Juge suppléant de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'application du Code du vin, principalement en ce qui concerne les dispositions prescrivant l'assainissement du marché [29 mai 1952] (p. 2536); la développe : *Ses observations sur l'aggravation de la crise viticole, la distillation obligatoire du vin, l'insuffisance des exportations de vin, l'assainissement du marché par le blocage, l'importance des charges fiscales sur le vin* [4 juillet 1952] (p. 3586 et suiv.); — sur la politique viticole du Gouvernement [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion : du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier; Article premier : *Son amendement tendant à la détaxation des apéritifs* [7 juillet 1953] (p. 3302). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures envisagées pour soutenir le prix du vin à la production au niveau du prix de revient [8 octobre 1953] (p. 4103); la développe : *Inapplication de la législation antérieure sur la viticulture, inapplicabilité, à fortiori du nouveau décret plus rigoureux, avis en ce sens de l'Administration des finances ; Interdiction nécessaire des piquettes et vins de sucre; Impuissance et dangers du libéralisme gouvernemental en matière de commercialisation; Proposition socialiste de Centre régulateur, plus souple que l'Office du Blé* [15 octobre 1953] (p. 4309, 4310); — sur la circulaire apportant des dérogations à l'article 16 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 relatif à l'assainissement du marché du vin [11 décembre 1953] (p. 6482). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative au coefficient d'augmentation des impôts et taxes sur le vin : *Discussion générale (Variation de la taxe unique en fonction du cours du vin, diminution de la fiscalité)* [1^{er} avril 1954] (p. 1566, 1584); — du projet de loi relatif aux prestations viniques : *Discussion générale (Cas des petits exploitants)* [3 août 1954] (p. 3800); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 3101 : *Respect intégral de la législation fiscale, Institut des vins de consommation courante, implantation dans la région langu-*

docienne d'un système de canaux d'irrigation à partir du Rhône [25 novembre 1954] (p. 5420, 5421).

GOZARD (M. Gilles), Député de l'Allier (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); par la Commission des finances pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité national du tourisme [29 août 1951] (**F. n° 30**). — Est élu *Membre de la Commission d'instruction de la Haute Cour de Justice* [28 août 1951] (p. 6534).

Dépôts :

Le 16 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 986) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Affaires économiques, n° 1591. — Le 13 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accélérer les nominations aux emplois réservés aux anciens combattants et victimes de la guerre, n° 2006. — Le 27 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2228) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 986) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires économiques), n° 2251. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à exonérer les pensions de la sécurité sociale de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive, n° 2663. — Le 25 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier les conditions dans lesquelles les vieux métayers pourront bénéficier de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 2764. — Le 6 mars 1952, une proposition de loi tendant à organiser la fermeture des entreprises au moment des congés annuels, n° 2879. — Le 2 avril 1952, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les journaux scolaires du tarif postal préférentiel accordé aux périodiques,

n° 3170. — Le 20 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger au-delà du 31 juillet la validité des bons remis aux agriculteurs pour leur permettre de bénéficier de la détaxe sur les carburants, **n° 3425.** — Le 12 juin 1952, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950 en accordant le bénéfice du tarif des congés payés aux conjoints de retraités, **n° 3642.** — Le 12 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir le remboursement de l'appareillage des invalides civils, **n° 3647.** — Le 24 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice du demi-tarif aux élèves et étudiants pour un voyage annuel sur le réseau de la S.N.C.F., **n° 3787.** — Le 27 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre des crédits à la disposition des agriculteurs de l'Allier victimes de la fièvre aphteuse et à leur accorder des exonérations d'impôts, **n° 3859.** — Le 8 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours immédiat et à indemniser les victimes de l'orage de grêle du 3 juillet qui a détruit les récoltes dans diverses communes du département de l'Allier, **n° 4017.** — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours immédiat et à indemniser les victimes de l'orage de grêle du 3 juillet qui a détruit la totalité des récoltes dans la commune de Cosne-d'Allier, **n° 4066.** — Le 6 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4260) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, finances et affaires économiques (III : Affaires économiques), **n° 4350.** — Le 14 novembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4260) et la lettre rectificative (n° 4590) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, finances et affaires économiques (III : Affaires économiques), **n° 4761.** — Le 25 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer le sort des greffiers des justices de paix, **n° 4854.** — Le 12 décembre 1952, une proposition de loi tendant à exonérer partiellement

les arrérages de rentes viagères constituées à capital aliéné de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive, **n° 5079.** — Le 19 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4157) portant ouverture de crédits (Affaires économiques) et réévaluation de recettes au titre de l'exercice 1952, **n° 5186.** — Le 20 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5134) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4260) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, finances et affaires économiques (III : Affaires économiques), **n° 5208.** — Le 24 février 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3364) autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord sur l'établissement d'une Union européenne de paiements, signé à Paris le 19 septembre 1950, **n° 5650.** — Le 12 mars 1953, une proposition de loi tendant à permettre au Gouvernement de célébrer en 1953 avec éclat le centenaire de la naissance d'André Messager à Montluçon, sa ville natale, **n° 5854.** — Le 17 mars 1953, une proposition de loi tendant à subordonner le congédiement sur ordre de l'Administration des employés des salles de jeu à l'avis conforme d'une commission, **n° 5887.** — Le 17 mars 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Senghor et plusieurs de ses collègues (n° 2412) tendant à assurer la sauvegarde de la production des arachides dans les territoires d'outre-mer ; 2° de M. Maurice Lenormand et plusieurs de ses collègues (n° 3298) tendant à assurer la sauvegarde de la production du coprah, des palmistes et des corps gras dérivés de ces produits dans les territoires d'outre-mer ; 3° de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues (n° 3717) tendant à régulariser le marché des corps gras, **n° 5895.** — Le 24 mars 1953, une proposition de loi tendant à exonérer les « guides » de l'amicale des policiers de la taxe sur le chiffre d'affaires, **n° 5987.** — Le 27 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à l'octroi d'une aide financière aux agriculteurs victimes de la gelée, **n° 6253.** — Le 16 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6758) relatif au développement des crédits

affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques (III : Affaires économiques) pour l'exercice 1954, n° 6888. — Le 16 octobre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3364 et annexe) et la lettre rectificative (n° 6132) au projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord sur l'établissement d'une Union européenne de paiements, signé à Paris le 19 septembre 1950 et modifié par deux protocoles additionnels en date des 8 août 1951 et 11 juillet 1952, n° 6893. — Le 12 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6758) et la lettre rectificative (n° 7113) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques pour l'exercice 1954, Affaires économiques, n° 7209. — Le 24 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7193) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques pour l'exercice 1954 (IV : Commissariat général à la Productivité), n° 7278. — Le 12 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7443) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 7193) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques pour l'exercice 1954 (IV : Commissariat général à la productivité), n° 7461. — Le 13 décembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7443) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques pour l'exercice 1954 (IV : Commissariat général à la productivité), n° 7464. — Le 31 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7534) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques (III : Affaires économiques) pour l'exercice 1954, n° 7545. — Le 31 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7589) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 7534) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au

développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques pour l'exercice 1954 (III : Affaires économiques), n° 7593. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant au paiement d'une allocation exceptionnelle de 10.000 francs aux économiquement faibles et aux retraités de la sécurité sociale, n° 7691. — Le 7 avril 1954, une proposition de loi tendant à modifier les règles de publicité applicables en matière de vente des fonds de commerce, n° 8286. — Le 24 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours immédiat et à indemniser les victimes de l'orage de grêle du 20 juin 1954 qui a détruit la récolte de diverses communes de la région montluçonnaise et causé des dégâts à de nombreux immeubles de la même région, n° 8723. — Le 20 juillet 1954, une proposition de loi portant modification de l'article 231 du Code général des impôts et tendant à exonérer les cantines scolaires du versement forfaitaire de 5 0/0 à la charge des employeurs, n° 8910. — Le 9 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9290) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour l'exercice 1955 (III : Affaires économiques), n° 9424. — Le 27 décembre 1954, une proposition de loi tendant à exclure les receveurs-buralistes des dispositions de l'article 80 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n° 9804. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi tendant à atténuer le taux de l'impôt sur les sociétés, dû par les sociétés dont le capital ne dépasse pas trois millions, n° 9882. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi tendant à supprimer le paiement des sommes encore dues pour l'emploi de prisonniers de guerre allemands, n° 9883. — Le 1^{er} mars 1955, une proposition de loi tendant à exonérer de la patente, pour les emplacements occupés par leurs voitures dans les garages publics, les membres des professions déjà soumises à cette contribution, n° 10226. — Le 29 juin 1955, une proposition de loi tendant à assurer le paiement des allocations familiales aux parents des enfants suivant les cours postsecondaires ménagers ou agricoles, n° 11054. — Le 13 juillet 1955, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3364) et la lettre rectificative (n° 6132) au projet de loi autorisant

le Président de la République à ratifier l'Accord sur l'établissement d'une Union européenne de paiements, signé à Paris le 19 septembre 1950, et modifié par deux protocoles additionnels en date des 8 août 1951 et 11 juillet 1952, n° 11199. — Le 18 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux réservistes rappelés sous les drapeaux et privés de leurs ressources professionnelles une allocation spéciale compensatrice, n° 11629. — Le 17 novembre 1955, une proposition de loi tendant à majorer l'allocation vieillesse attribuée aux artisans ayant élevé leurs enfants, n° 11908.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales ; Article additionnel : *Son amendement tendant à instituer une taxe sur les superbénéfices des entreprises industrielles et commerciales* [26 février 1952] (p. 1035) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952 ; Art. 46 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant la liquidation de l'arsenal de Châtillon* [17 juin 1952] (p. 3004) ; *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur le prix du blé pour la récolte 1952 [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Sa demande de renvoi à la Commission* [31 octobre 1952] (p. 4654) ; en qualité de *Rapporteur* [14 novembre 1952] (p. 5149, 5150) ; Etat A, Chap. 31-22 : *Demande de rétablissement des crédits pour les indemnités du service des enquêtes économiques, présentée par le Gouvernement* (p. 5158) ; Chap. 33-92 : *Demande de rétablissement des crédits pour les prestations facultatives, présentée par le Gouvernement (Services sociaux)* (p. 5160) ; Chap. 44-13 : *Demande de rétablissement des crédits pour remboursement des charges fiscales aux exportateurs, présentée par le Gouvernement* (p. 5165) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Titularisation des agents temporaires)* [15 novembre 1952] (p. 5186) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 4,

Etat D : *Prêts pour l'équipement touristique* [20 décembre 1952] (p. 6757) ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 61-60 : *Demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif au génie rural, présentée par M. Billat (Adductions d'eau)* (p. 6792) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à élever le plafond des ressources au-dessous desquelles est attribuée l'allocation aux économiquement faibles* [21 décembre 1952] (p. 6852) ; *Son amendement relatif aux chèques post-datés* (p. 6855) ; *Amendement de M. Pineau tendant à instituer une taxe unique sur les cidres* (p. 6904) ; *Amendement de M. Darou tendant à instituer une taxe unique sur les bières* (p. 6905) ; *Amendement de M. Dagain tendant à dispenser de droits de timbre les tickets délivrés par les teinturiers à leurs clients* (p. 6910) ; *Amendement de M. Médecin tendant à détaxer les établissements de tourisme n'ayant qu'une activité saisonnière* (p. 6911) ; *Amendement de M. Médecin tendant à affecter une partie du produit de la taxe locale aux communes touristiques pour leur équipement* (p. 6913) ; *Amendement de M. Anthonioz tendant à exonérer les hôtels de tourisme de la taxe communale sur les locaux loués meublés* (p. 6913) ; *Amendement de M. Mabrut tendant à fixer à 65 centimes par bouteille la surtaxe sur les eaux minérales en faveur des communes thermales* (p. 6915). — Dépose une demande d'interpellation sur l'augmentation des forfaits fixés par voie administrative pour les commerçants et industriels non imposables sur leurs bénéfices réels [21 mars 1953] (p. 2171). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, en qualité de *Rapporteur* : *Aide à l'exportation, travaux de l'Institut national de statistique* [26 novembre 1953] (p. 5579, 5580) ; Etat A, Chap. 31-31 : *Institut national de la statistique (Insuffisance du personnel)* (p. 5584) ; FINANCES (COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ), en qualité de *Rapporteur* (p. 5595) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1953] (p. 7040) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, en qualité de *Rapporteur* : *Taxe d'encouragement à la production textile* [31 décembre 1953] (p. 7094, 7095) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1953] (p. 7263) ; — du

projet de loi relatif à la réforme fiscale ; Art. 17 *ter* : *Sa demande de disjonction (Equilibre entre la taxation des eaux minérales et celle des eaux artificiellement gazéifiées)* [26 mars 1954] (p. 1366) ; Articles additionnels : *Sur-taxation des eaux minérales par l'application de la taxe à la valeur ajoutée* [29 mars 1954] (p. 1439) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955 : *Vote sur la question de confiance (Politique budgétaire du Gouvernement, dépôt du projet de loi organique du budget, structure nouvelle du budget)* [9 novembre 1954] (p. 4827, 4828) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan (III. AFFAIRES ÉCONOMIQUES) pour l'exercice 1955, en qualité de Rapporteur : *Développement du commerce extérieur, réorganisation du Centre national du commerce extérieur, Commissariat général à la productivité, attribution des sommes provenant des fonds Blair-Moody* [15 novembre 1954] (p. 4997, 4998) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Création d'attachés au contrôle des dépenses engagées* [18 novembre 1954] (p. 5175) ; Chap. 41-91 : *Son amendement (Subvention au mouvement national d'épargne)* (p. 5181) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955 ; Etat A, Chap. 31-01 : *Adductions d'eau, détaxation des carburants agricoles* [25 novembre 1954] (p. 5423, 5424) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955 ; Etat A, Chap. 31-01 : *Tourisme, hôtellerie de luxe, distributeurs d'essence, conducteurs des chantiers des ponts et chaussées* [9 décembre 1954] (p. 5978 et suiv.) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Pose la question préalable (Attribution des pouvoirs spéciaux, son désir de voir figurer l'abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954 dans le projet de réforme fiscale)* [18 mars 1955] (p. 1663) ; *la retire* (p. 1664) ; — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Régions sous-développées, aménagements fiscaux, loicadre, réforme fiscale)* [29 mars 1955] (p. 2049, 2050). — Dépose une demande d'interpellation sur l'appel, dans l'affaire marocaine, au concours d'un ancien Résident général condamné par contumace (Général Noguès), sur les rappelés et sur la présence du contingent en Afrique du

Nord [6 octobre 1955] (p. 4802) ; la développe : *Dissensions gouvernementales, affaire Noguès, rappel des disponibles et maintien des libérables* [7 octobre 1955] (p. 4877). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification de l'accord sur l'établissement d'une Union européenne de paiements, en qualité de Rapporteur [20 octobre 1955] (p. 5167) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Dégradation de nos échanges commerciaux* [23 novembre 1955] (p. 5948, 5949) ; *Exportation de volailles en Grande-Bretagne* (p. 5949).

GRACIA (M. Lucien de), Député de la Gironde [1^{re} circonscription] (R.S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [21 janvier 1955] (F. n° 486). — Est désigné par la Commission des moyens de communication et du tourisme pour représenter l'Assemblée Nationale : au sein du Comité national du tourisme [29 août 1951] (F. n° 30), ainsi qu'au sein de la Commission d'examen des demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux dans les casinos [20 février 1951] (F. n° 109).

Dépôts :

Le 28 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier la situation fiscale des ostréiculteurs et la taxation des produits ostréicoles, n° 872. — Le 3 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence un crédit de secours de 300 millions aux sinistrés de la zone du sud du bassin d'Arcachon, n° 2333. — Le 25 février 1952, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 2461) de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre

les mesures nécessaires pour que les étudiants de l'Université de Paris et des grandes écoles puissent bénéficier à partir du 1^{er} mars 1952 d'une réduction de 50 0/0 sur les transports de la région parisienne, n° 2769. — Le 14 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 38 de la loi n° 50-586 du 27 mai 1950 et à élever le montant du compte ouvert à chaque déposant dans les caisses d'épargne, n° 2937. — Le 1^{er} avril 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 10 août 1871 sur la date des sessions ordinaires des conseils généraux, n° 3142. — Le 25 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier la majoration facultative relative à la taxe locale additionnelle à la taxe sur le chiffre d'affaires, n° 3802. — Le 10 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 3750) de M. Dorey et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à provoquer la réunion d'une commission comprenant des représentants des régies financières et de l'administration des P. T. T. chargée de régler les parités externes entre ces deux administrations, n° 4375. — Le 10 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 3427) portant organisation des services postaux des valeurs à recouvrer et des envois contre remboursement, n° 4377. — Le 19 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits de secours aux sinistrés des tempêtes et inondations qui ont atteint en décembre 1951, mai 1952 et décembre 1952 la côte sud-ouest de l'Atlantique et, plus particulièrement, le département de la Gironde, n° 5166 (rectifié). — Le 22 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour célébrer le soixante-quinzième anniversaire du docteur Jamot, vainqueur de la « maladie du sommeil », n° 6930. — Le 18 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 6656) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention et les arrangements de l'Union postale universelle signés à Bruxelles le 11 juillet 1952, n° 7204. — Le 19 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des

moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 5097) de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le trafic voyageur sur la ligne Bayonne—Saint-Jean-Pied-de-Port, n° 9523. — Le 19 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 6940) de M. Schmittlein et plusieurs de ses collègues tendant à classer dans la catégorie B, pour la détermination de l'âge du droit à la retraite, les fonctionnaires des P. T. T. appartenant aux centres de tri postaux, aux centres téléphoniques et centres de chèques, n° 9524. — Le 13 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à toutes les victimes des troubles de Tunisie un dédommagement légitime, n° 11602.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; P. T. T. : en qualité de *Rapporteur pour avis* [15 novembre 1951] (p. 8061, 8062). — Pose : à M. le Ministre du Budget, une question relative au régime fiscal des ostréiculteurs [16 novembre 1951] (p. 8143); — à M. le Président du Conseil. Ministre des Finances, une question relative aux retards pour l'octroi de crédits aux sinistrés du sud-ouest [10 octobre 1952] (p. 4209). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES, en qualité de *Rapporteur pour avis* [14 novembre 1952] (p. 5128, 5129); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) P. T. T. en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Développement de l'équipement, réseau des télécommunications encore insuffisant, revendications du personnel* [27 novembre 1953] (p. 5651, 5652); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Développement du trafic des chèques postaux et des télécommunications, insuffisance des effectifs, fixation à 200.000 francs du taux de la prime, cas des ingénieurs des P. T. T. et des administrateurs* [5 novembre 1954] (p. 4780 et suiv.); — du projet de loi portant ratification des conven-

tions franco-tunisiennes : *Activité de M. Bourguiba, ses déclarations et les lieutenants dont il s'entoure (Lassauod et Chrité), transfert de la justice et de la police aux autorités tunisiennes, convention sur les municipalités, évolution constitutionnelle de la Tunisie* [7 juillet 1955] (p. 3691 et suiv.). — S'excuse de son absence [2 juillet 1953] (p. 3210), [11 mai 1954] (p. 2333), [10 juin 1954] (p. 2906), [23 mars 1955] (p. 1862), [11 juillet 1955] (p. 3784). — Obtient des congés [2 juillet 1953] (p. 3210), [11 mai 1954] (p. 2333), [10 juin 1954] (p. 2906), [23 mars 1955] (p. 1862), [11 juillet 1955] (p. 3784):

GRAPPE (Mme Elise), Député de l'Isère (C).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommée membre de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder exceptionnellement aux départements de la Savoie et de l'Isère, un crédit de 150 millions destinés à réparer les destructions commises aux routes, ponts, cultures, etc., par les orages et les trombes d'eau qui se sont abattus sur ces départements les 14 et 15 juillet 1951, n° 227. — Le 5 septembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder la gratuité intégrale des fournitures scolaires individuelles dans les établissements publics d'enseignement, n° 1009. — Le 19 septembre 1951, une proposition de loi tendant à attribuer une indemnité de trousseau de 4.000 francs à tout enfant de 4 à 14 ans partant en camp ou colonie de vacances, n° 1155. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à la création de cantines scolaires dans toute école primaire publique, urbaine ou rurale, ou groupe scolaire, n° 1329. — Le 19 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de chutes d'eau dans le département de la Haute-Savoie, n° 2107. — Le 3 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions

de loi : 1° de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues (n° 2098) tendant à l'attribution, d'une prime d'insularité aux personnels de l'Etat, des services publics et des entreprises nationales, en fonction dans le département de la Corse; 2° de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues (n° 3139) tendant à l'attribution d'une prime d'insularité aux personnels de l'Etat, des services publics et des entreprises nationales, en fonction dans le département de la Corse, n° 3551. — Le 3 juillet 1952, une proposition de loi tendant à accorder la mise en disponibilité de droit à la femme fonctionnaire en couches demandant, pour élever son enfant, à quitter temporairement les cadres de l'administration, n° 3967. — Le 20 février 1953, une proposition de loi tendant à accorder les repas gratuits dans les cantines scolaires à tous les enfants de chômeurs, n° 5631. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 6213) de M. Pierrard et plusieurs de ses collègues portant abrogation du décret n° 53-402 du 11 mai 1953 relatif à l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence dans les villes sinistrées, n° 6414. — Le 20 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Marcel Cachin et plusieurs de ses collègues (n° 5698) tendant à étendre les dispositions de l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952, portant attribution de bonifications d'ancienneté aux anciens combattants de 1939-1945 agents de tous les grands services publics et concédés autres que les fonctionnaires de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, départementaux et communaux, ainsi qu'aux agents et ouvriers de l'Etat; 2° de M. Guérard (n° 5813) tendant à étendre aux agents des services publics les dispositions de l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952, portant attribution de bonifications d'ancienneté aux anciens combattants de 1939-1945, fonctionnaires de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, départementaux et communaux, ainsi qu'aux agents et ouvriers de l'Etat, n° 8506. — Le 13 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 7434) de M. Badie tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux veuves de guerre fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, des départements, communes et des

établissements publics départementaux et communaux, n° 9905. — Le 13 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de Mme Grappe et plusieurs de ses collègues (n° 3967) tendant à accorder la mise en disponibilité de droit à la femme fonctionnaire en couches demandant, pour élever son enfant, à quitter temporairement les cadres de l'administration; 2° de M. Marcellin (n° 7747) tendant à accorder des bonifications de service valables pour l'avancement aux mères de famille fonctionnaires ou agents de l'Etat, n° 9906. — Le 28 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République portant titularisation des assistants et assistantes de service social appartenant aux administrations de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat, n° 10535. — Le 1^{er} avril 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer le statut des surveillants d'externat et maîtres d'internat des centres d'apprentissage, n° 10605. — Le 31 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de résolution : 1° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 11052) tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence les demandes de crédits nécessaires pour satisfaire les revendications des fonctionnaires et des travailleurs des services publics; 2° de M. Etienne Fajon et plusieurs de ses collègues (n° 11521) tendant à inviter le Gouvernement à appliquer au 1^{er} octobre 1955 l'ensemble des dispositions prévues par le décret n° 55-866 du 30 juin 1955 portant remise en ordre des traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat en portant le minimum d'augmentation mensuelle à 6.000 francs et le traitement à l'indice 100 à 30.000 francs nets par mois, n° 11782. — Le 12 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 10835) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les agents, non titulaires, de l'Etat et des services publics, départementaux et communaux, anciens combattants 1939-1945 ou résistants, de certains avantages concernant la titularisation et l'ancienneté, n° 11865. — Le 12 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de

l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 9564) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures nécessaires en vue de réintégrer les agents civils et militaires de l'Etat, licenciés sous l'occupation, en application de la circulaire ministérielle n° 5266 du 26 août 1940 et de l'acte dit loi du 12 mai 1941, n° 11872.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, Subventions aux écoles libres) : *Discussion générale (Ses observations sur la création de postes d'instituteurs, la lutte cléricale contre l'école laïque)* [31 août 1951] (p. 6748, 6749); Art. 4. : *Son amendement tendant à créer 1.000 postes de professeurs et 2.500 d'instituteurs* [4 septembre 1951] (p. 6833); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Son amendement tendant à n'accorder l'allocation qu'aux chefs de famille imposés sur moins de 50.000 francs* [7 septembre 1951] (p. 7034, 7035); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir le contrôle des fonds par l'inspecteur d'Académie dans chaque département* [8 septembre 1951] (p. 7116); *Son sous-amendement tendant à prévoir le versement de l'allocation directement aux chefs de famille* (p. 7119); Art. 5 : *Son amendement tendant à ne rien verser aux établissements fondés depuis 1950* [9 septembre 1951] (p. 7230); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; INTÉRIEUR, Chap. 30-70 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de la protection civile (Etat du stock de masques à gaz)* [28 novembre 1951] (p. 8602); Chap. 50-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions exceptionnelles aux collectivités locales (Communes sinistrées)* (p. 8613, 8614); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 11-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'établissement thermal d'Aix-les-Bains (Salaires du personnel)* [4 décembre 1951] (p. 8744); *le retire* (ibid.); EDUCATION NATIONALE, Chap. 11-50 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux écoles primaires (Crédits de suppléance)* [19 décembre 1951]

(p. 9391) ; Chap. 11-70 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les classes de perfectionnement (Insuffisance de ces classes)* (p. 9407) ; Chap. 14-90 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel médical de l'hygiène scolaire (Application des décrets de 1946)* (p. 9423) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées par le Gouvernement (Misère des familles françaises, hausse des prix des produits alimentaires)* [28 février 1952] (p. 1125, 1126) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-37 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles nationales de perfectionnement (Enfance inadaptée)* [8 novembre 1952] (p. 4959) ; Chap. 31-92 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration académique (Inspecteurs primaires)* (p. 4960) ; Chap. 31-95 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à l'hygiène scolaire (Rétablissement de la direction médicale)* (p. 4961, 4962) ; *le retire* (p. 4962) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'hygiène scolaire (Postes d'assistantes sociales)* (p. 4965) ; *le retire* (ibid.) ; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-11 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale (Grèves des usines « La Viscose » à Grenoble)* [13 décembre 1952] (p. 6329) ; Chap. 34-32 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de la protection civile (Effets des bombes atomiques)* (p. 6341) ; Etat B, Chap. 41-52 : *Son amendement tendant à réduire les subventions facultatives aux collectivités locales (Subventions aux cinq départements pauvres)* (p. 6349) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas appliquer l'article aux crédits d'équipement de l'éducation nationale* [9 décembre 1952] (p. 6089) ; — des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Son ordre du jour demandant le maintien du statu quo* [12 mars 1953] (p. 1838) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Etat A, Chap. 36-11 : *Exclusion de certains étudiants du concours de l'École nationale d'administra-*

tion [4 novembre 1953] (p. 4817, 4818) ; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 46-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les victimes des calamités publiques (Victimes des inondations du sud-ouest)* [8 décembre 1953] (p. 6283, 6284) ; Chap. 31-92 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif au personnel ouvrier de la protection civile (Suppression de 31 commis de préfecture)* (p. 6287) ; Chap. 34-32 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre relatif au matériel de la protection civile (Dangers de la guerre moderne avec bombes atomiques et gaz)* (p. 6289, 6290) ; Etat A, Chap. 31-11 : *Administration préfectorale et Conseils de préfecture (Révocation de médecins assermentés dans l'Isère)* [9 décembre 1953] (p. 6370) ; Chap. 31-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités résidentielles (Indemnité de difficultés d'existence aux fonctionnaires sinistrés)* [10 décembre 1953] (p. 6386) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954 ; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 43-31 : *Sa demande de disjonction (Subventions aux caisses des écoles, gestion des cantines scolaires, subventions pour les appareils cinématographiques, défense de l'école laïque)* [1^{er} avril 1954] (p. 1617) ; Chap. 42-32 : *Sa demande de disjonction (Rétablissement du crédit pour les bourses de trousseaux des enfants inadaptés)* (p. 1620) ; Chap. 47-91 : *Sa demande de disjonction (Subventions aux centres médico-scolaires)* (p. 1624) ; *le retire* (ibid.) ; Etat B, Chap. 66-30 : *Son amendement (Constructions scolaires ; défauts des prototypes affectés au département de l'Isère)* (p. 1638, 1639) ; *le retire* (ibid.) ; Etat A, Chap. 34-51 : *Statut du personnel de l'orientation professionnelle* (p. 1675) ; Chap. 47-51 : *Sa demande de disjonction (Insuffisance de la subvention de fonctionnement aux colonies de vacances)* (p. 1681, 1682) ; Chap. 42-32 : *Ecoles nationales de perfectionnement ; Son amendement (Réduction indicative)* (p. 1699) ; Etat B, Chap. 66-90 : *Son amendement (Insuffisance des crédits affectés aux cantines scolaires)* (p. 1699, 1700) ; *le retire* (p. 1700) ; Chap. 31-37 : *Statut des maîtres de classes de perfectionnement* (p. 1715) ; Chap. 31-95 : *Son amendement (Visites de dépistage, création de postes d'assistante sociale)* (p. 1718) ; *le retire* (ibid.) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République. Etat A, Chap. 43-31 : *Subvention à l'association Le Monde*

Bilingue [9 avril 1954] (p. 2038) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-31 : *Sa demande de disjonction (Protection civile, plan Pelabon, interdiction des armes atomiques)* [23 novembre 1954] (p. 5280, 5281) ; Chap. 31-32 : *Sa demande de disjonction* (p. 5283) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-21 : *Lycées et collèges (Indemnité forfaitaire des maîtres d'internat et surveillants d'externat)* [12 décembre 1954] (p. 6205) ; Chap. 31-95 : *Titularisation du personnel de l'hygiène scolaire et universitaire* (p. 6216) ; Etat B, Chap. 56-40 : *Constructions de collèges techniques* [14 décembre 1954] (p. 6295, 6296) ; Etat A, Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (Indemnité forfaitaire des surveillants d'internat)* (p. 6313) ; Chap. 31-21 : *Ses amendements indicatifs (Réduction des heures de service des professeurs âgés, statut des maîtres d'internat, reclassement des dames secrétaires)* (p. 6314) ; Chap. 31-34 : *Ecoles primaires élémentaires, sa demande de disjonction* (p. 6315, 6316) ; *Son amendement indicatif (Augmentation du nombre de postes pour les classes maternelles)* (p. 6316) ; Chap. 31-95 : *Son amendement indicatif (Titularisation du personnel de l'hygiène scolaire)* (p. 6318) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 47-51 : *Camps et colonies de vacances (Sa demande de disjonction de ce chapitre)* (p. 6328) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955, Art. 3. : *Son amendement (Financement du fonds national d'adductions d'eau)* [28 janvier 1955] (p. 410) ; Art. 24 quater : *Son amendement (Extension de l'allocation scolaire)* (p. 436) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955, Etat B, Chap. 63-50 : *Voirie départementale et communale* [16 mars 1955] (p. 1510) ; Chap. 65-50 : *Sa demande de disjonction (Subventions aux collectivités pour les réseaux urbains)* (p. 1511) ; Chap. 65-52 : *Sa demande de disjonction (Subventions aux sociétés pour l'habitat urbain)* (p. 1511) ; *la retire* (ibid.) ; — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à la titularisation d'assistants et d'assistantes de service social, en qualité de *Rapporteur* : *Distinction entre les assistantes sociales diplômées et les auxiliaires de service social* [30 mars 1955] (p. 2125) ; — du projet de loi relatif à l'état

d'urgence, Art. 6 : *Ses amendements (Actes entraînant l'interdiction de séjour)* [31 mars 1955] (p. 2195) ; Art. 14 : *Sanctions prévues contre les infractions aux dispositions des articles 6, 7, 9, 10, 12, son amendement tendant à le supprimer* (p. 2215) ; — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole, Art. 2 : *Sous-amendement de M. Boutavant à l'amendement de M. Camille Laurens (Suppression des allocations prévues pour les élèves des centres privés)* [30 juin 1955] (p. 3513, 3514) ; *Sous-amendement de M. Boutavant à l'amendement de M. Camille Laurens (Tutelle conjointe des Ministres de l'Agriculture et de l'Éducation Nationale)* (p. 3518) ; Art. 30 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Reconnaissance des établissements privés)* (p. 3536) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets, Art. 5 : *Crédits affectés aux dépenses entraînées par la situation en Afrique du Nord* [27 juillet 1955] (p. 4358) ; — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Son article additionnel (Suppression de l'article 5 de la loi du 3 avril 1955 sur les pouvoirs du Préfet)* [29 juillet 1955] (p. 4531) ; *Son article additionnel (Suppression de l'article 10 de la loi du 3 avril 1955) sur les réquisitions de biens ou de personnes* (p. 4532).

GRAVOILLE (M. Gilles), Député de la Loire-Inférieure (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [3 septembre 1951] (**F. n° 32**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission de la justice et de législation [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission de la presse [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 21 décembre 1951, une proposition de loi tendant à permettre aux locataires le remboursement de travaux exécutés par eux dans un

immeuble sinistré, n° 2171. — Le 23 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à libérer au bout de douze mois les jeunes officiers de la marine marchande des classes 1947, 1948 et 1949 incorporés dans la marine nationale, n° 4479. — Le 14 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 2960) de M. Germolacce et plusieurs de ses collègues tendant à faire entrer en compte, pour l'établissement du temps ouvrant droit à pension sur la caisse de retraites des marins, les périodes passées au service de navires ou engins antérieurement possesseurs ou ayant fait l'objet d'une délivrance obligatoire du rôle d'équipage, n° 4760. — Le 18 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement normal des Forges de Basse-Indre, afin d'éviter le licenciement de 1.500 ouvriers, notamment en recherchant des débouchés avec les pays de l'Est et la Chine populaire et en supprimant les taxes sur le fer-blanc et les conserves, n° 5143. — Le 27 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à sauvegarder les intérêts des souscripteurs du Crédit mutuel du bâtiment en transférant la totalité des contrats souscrits à des établissements ayant garantie de l'État ; 2° à appliquer sans délai à toutes les entreprises de crédit différé les dispositions de la loi du 24 mars 1952 ; 3° à renforcer le contrôle de ces entreprises afin de préserver les intérêts des épargnants, n° 6986. — Le 5 mars 1954, une proposition de loi tendant à ouvrir, avant le 1^{er} juin 1954, une première tranche de crédits de 5 milliards pour permettre de commencer la construction d'un paquebot destiné à la ligne de l'Atlantique-Nord, n° 7974. — Le 7 octobre 1955, une proposition de loi tendant à accorder l'allocation de chômage aux travailleurs victimes d'un lock-out, n° 11565. — Le 1^{er} novembre 1955, une proposition de loi tendant à exempter de la taxe sur la valeur ajoutée les affaires consistant dans la vente d'engins et filets de pêche aux pêcheurs professionnels en étangs privés, n° 11793.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonc-

tionnement des services civils en 1952 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 40-40 : *Amen- dement de M. Guiguen tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les mutuelles de fonctionnaires* [14 novembre 1951] (p. 8005) ; MARINE MARCHANDE, Chap. 30-30 : *Son am- endement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'inscription mari- time* (p. 8021) ; *le retire* (p. 8021) ; Chap. 40-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses aux élèves des écoles de la marine marchande* [15 novembre 1951] (p. 8038) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 5000 : *Son am- endement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens com- battants (Prêts aux pupilles de la nation)* [27 no- vembre 1951] (p. 8552, 8553) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (indemnités aux réfugiés sinistrés)* (p. 8553) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de répara- tion des dommages de guerre en 1952 ; Etat B, Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les associations syndicales de reconstruction (Situation des loca- taires qui ont fait des réparations)* [24 décem- bre 1951] (p. 9790) ; Article additionnel : *Son amendement relatif à la reconstitution des biens mobiliers des collectivités publiques locales* (p. 9793) ; — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952 ; Art. 1^{er}, Etat A, MARINE MARCHANDE, Chap. 90-11 : *Sa demande de réserver le cha- pitre relatif à l'aide à la construction navale* [27 décembre 1951] (p. 9921, 9922). — Dépose une demande d'interpellation sur les méthodes de violence utilisées par la police pour extorquer des aveux [25 mars 1952] (p. 1456). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; MARINE MAR- CHANDE, Etat A, Chap. 31-21 : *Son amende- ment tendant à réduire de 1.000 francs les cré- dits pour l'enseignement maritime (Formation d'officiers mécaniciens)* [14 novembre 1952] (p. 5111, 5112) ; Chap. 34-12 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'inscription maritime (Insuffisance du matériel)* (p. 5113, 5114) ; Chap. 34-22 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'enseignement maritime (Insuffisance du maté-*

riel) (p. 5144) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Titularisation des agents temporaires)* [15 novembre 1952] (p. 5184) ; Chap. 31-11 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (Titularisation des agents contractuels)* (p. 5235) ; *le retire* (p. 5236) ; MARINE MARCHANDE, Etat B, Chap. 43-22 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses de l'enseignement maritime (Elèves des écoles de marine marchande)* [15 novembre 1952] (p. 5277) ; Chap. 47-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales en faveur des gens de mer (Foyers du marin)* (p. 5286) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 3, Etat C, amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la S. N. C. F. (Reconstitution de la flotte marchande) [20 décembre 1952] (p. 6738, 6739) ; MARINE MARCHANDE, Chap. 56-21 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enseignement maritime (Ecoles de Nantes et du Havre)* [21 décembre 1952] (p. 6949) ; Etat F : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour protester contre les majorations de loyer en cas de travaux effectués sur des immeubles sinistrés* [23 janvier 1953] (p. 222) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour demander l'indemnisation des travaux de mise en condition d'habitabilité de locaux partiellement endommagés* (p. 223) ; *le retire* (ibid.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des rapports relatifs à la législation des élections dans les départements d'outre-mer, à l'attribution d'une prime de fin d'année au personnel des P. T. T., à l'indemnité de tierce personne aux fonctionnaires et ouvriers d'Etat et aveugles, au régime de sécurité sociale dans les départements d'outre-mer, à la nationalisation des entreprises de combustibles minéraux* [17 mars 1953] (p. 1965). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction ; Art. 4 : *Amendement de M. Nisse tendant à l'augmentation du montant des nouvelles augmentations de programme* [17 mars 1953] (p. 1991) ; — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements écono-

miques ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à fixer les normes des plans types d'après les arrêtés du 16 et 17 mars 1953* [21 mars 1953] (p. 2167) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à instituer une taxe de 2 0/0 sur les bénéfices industriels et commerciaux au profit d'un fonds national de logement* (p. 2179, 2180) ; — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier ; Art. 8 : *Fonds de construction, d'équipement et d'expansion économique ; son amendement tendant à alimenter le fonds par la suppression de toute exonération fiscale des stocks (Contre la réévaluation annuelle des stocks et les provisions pour fluctuations de cours)* [7 juillet 1953] (p. 3329). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions scandaleuses du remembrement effectué dans la commune de Fègréac (Loire-Inférieure) [8 octobre 1953] (p. 4102). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-21 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enseignement maritime (Pénurie de professeurs trop mal payés)* [12 novembre 1953] (p. 5.000) ; Chap. 34-22 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'enseignement maritime (Ecoles surchargées et insuffisantes)* [13 novembre 1953] (p. 5097) ; Chap. 43-22 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses et prêts de l'enseignement maritime (Insuffisance des crédits)* (p. 5100) ; Chap. 43-23 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux écoles de pêche et de commerce (Liste des écoles subventionnées)* (p. 5100) ; *le retire* (p. 5101) ; Chap. 63-00 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aide à la construction navale (Chantiers de Penhoët)* [14 novembre 1953] (p. 5121) ; — des interpellations sur le krach du crédit mutuel du bâtiment : *Discussion générale (Non-application de la loi du 24 mars 1952 sur le crédit différé, appui des caisses d'allocations familiales au C. M. B.)* [2 décembre 1953] (p. 5826, 5827) ; — du projet de loi concernant le crédit mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé, Art. 1^{er} : *Son amendement (Remboursement des sommes versées par les souscripteurs du Crédit mutuel du bâtiment et des autres sociétés de crédit différé)* [18 février 1954] (p. 391) ; *Sous-amendement de M. Dupuy à*

l'article additionnel de M. Siefridt (Mobilisation des crédits d'anticipation) (p. 393); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 1^{er} : *Taux du remboursement des souscriptions* [9 avril 1954] (p. 1969, 1970); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 66-50 : *Sa demande de disjonction (Equipement pour l'éducation physique et les sports)* [1^{er} avril 1954] (p. 1685); *la retire* (ibid.). — Intervient sur la conférence des présidents : *Politique viticole du Gouvernement — envoi des sapeurs-pompiers de Paris en Indochine — rentes des accidents du travail — retraite des cheminots — billets collectifs et salaire minimum interprofessionnel garanti* [18 mai 1954] (p. 2489). — Dépose une demande d'interpellation : sur le dépôt du projet de loi portant ouverture de crédits pour la construction d'un paquebot sur la ligne de l'Atlantique nord [10 juin 1954] (p. 2892); reprend cette interpellation [29 juin 1954] (p. 3137); — sur le remembrement à Fégréac (Loire-Inférieure) [12 novembre 1954] (p. 4940). — Pose au Ministre de l'Agriculture, une question relative aux opérations de remembrement dans la commune de Fégréac [19 novembre 1954] (p. 5206, 5207). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, pour 1955, Etat A, Chap. 44-71 : *Dégrèvement des carburants agricoles en faveur des pêcheurs professionnels au filet dans les étangs privés* [26 novembre 1954] (p. 5503, 5504); Etat C, Chap. 84-71 : *Son amendement indicatif (Détaxe des carburants en faveur des pêcheurs d'étangs privés)* (p. 5530); *le retire* (p. 5531); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des transports et du tourisme pour 1955 (III. MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (Insuffisance du nombre de professeurs de l'enseignement maritime)* [6 décembre 1954] (p. 5898); Etat B, Chap. 63-00 : *Aide à la construction navale, sa demande de disjonction (Construction d'un paquebot transatlantique, allègement excessif des charges des armateurs, menace de chômage dans les chantiers navals)* [8 décembre 1954] (p. 5956, 5957); Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Réduction des crédits du personnel)* [9 décembre 1954] (p. 5975); de ce projet de loi en deuxième lecture : *Construction du paquebot de l'Atlantique nord* [30 décembre

1954] (p. 6988, 6989); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 47-91 : *Son amendement indicatif (Contrôle médical scolaire de Nantes)* [13 décembre 1954] (p. 6245); Chap. 43-53 : *Développement des activités physiques et sportives dans les milieux du travail* [14 décembre 1954] (p. 6292); Etat B, Chap. 56-50 : *Etablissements d'éducation physique et sportive, sa demande de disjonction* (p. 6299, 6300); Etat A, Chap. 34-52 : *Sa demande de disjonction (Equipement des établissements d'enseignement en matériel d'éducation physique)* (p. 6326); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955, Etat B, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Ouvriers des manufactures de tabac* [28 janvier 1955] (p. 406, 407); — du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la RADIODIFFUSION - TÉLÉVISION FRANÇAISE pour 1955, Etat A, Chap. 10-50 : *Son amendement indicatif (Primes et indemnités de technicité)* [17 mars 1955] (p. 1616); *le retire* (ibid.); Chap. 40-10 : *Son amendement indicatif (Œuvres sociales)* (p. 1627); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Constructions navales* [25 mai 1955] (p. 3030, 3031). — Dépose une demande d'interpellation : sur la responsabilité du Gouvernement dans les événements de Saint-Nazaire, le 1^{er} août 1955 (Chantiers de Penhoët) [4 août 1955] (p. 4602); — sur les responsabilités du Gouvernement et du patronat dans la grève de Nantes [6 octobre 1955] (p. 4802). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Propositions concernant les problèmes sociaux, incidents de Nantes* [6 octobre 1955] (p. 4803, 4804).

GRENIER (M. Fernand), Député de la Seine (6^e circonscription) (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à rétablir la réduction de 50 0/0

accordée autrefois par les compagnies de chemins de fer, aux sociétés musicales et chorales populaires d'amateurs se rendant dans les concours, festivals ou toute autre manifestation artistique, n° 343. — Le 24 décembre 1951, une proposition de loi tendant à attribuer une avance de 2 milliards au fonds d'aide à l'industrie cinématographique, créé par la loi du 23 septembre 1948, n° 2205. — Le 1^{er} avril 1952, une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission d'enquête sur l'origine des fonds considérables dépensés par « Paix et Liberté » et sur la constitution, le fonctionnement et la direction de cette officine, n° 3148. — Le 1^{er} juillet 1952, une proposition de loi tendant à proroger pour une durée de trois ans, la loi du 23 septembre 1948 instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique et à accorder une avance de deux milliards au fonds d'aide, n° 3905.

Interventions :

Est entendu : sur un incident (*Discussion du rapport sur les élections dans le département de la Haute-Loire; Son rappel au Règlement*) [19 juillet 1951] (p. 5970) ; — sur la validation des élections dans le département de la Seine (2^e circonscription) [19 juillet 1951] (p. 5972, 5973, 5974, 5975, 5977). — Prend part à la discussion du rapport sur les élections du département du Bas-Rhin : *son rappel au Règlement (Contradiction des votes de l'Assemblée)* [26 juillet 1951] (p. 6078, 6079). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Elections de la Seine-Inférieure*) [27 juillet 1951] (p. 6096, 6097). — Prend part à la discussion du rapport sur les élections du département de la Loire : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir aux validations pour fixer le mode de calcul de la majorité* [31 juillet 1951] (p. 6125, 6127, 6128, 6129). — Est entendu sur une demande de prolongation de délai présentée par le Conseil de la République pour l'examen du statut des personnels communaux [7 août 1951] (p. 6229). — Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département d'Alger (2^e collège) [9 août 1951] (p. 6291, 6292, 6293, 6295) ; *Son amendement tendant à annuler les élections* (p. 6297) ; *Son amendement tendant à annuler les élections* [10 août 1951] (p. 6310) ; — du rapport sur les élections du département de

[10 août 1951] (p. 6312, 6313, 6314, 6315, 6316). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : *Amendement de M. Diethlem tendant à siéger à partir du 14 août 1951 pendant 3 semaines* [11 août 1951] (p. 6345) ; — le procès-verbal de la séance précédente (*Organisation du débat en dépit du règlement*) [28 août 1951] (p. 6532). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Discussion générale (Ses observations sur le Conseil supérieur de l'Education nationale, l'insuffisance des locaux scolaires, les réalisations de Saint-Denis, le manque d'argent, Jean-Paul David et Paix et Liberté)* [31 août 1951] (p. 6738, 6739, 6740, 6741, 6742, 6743) ; *Ses observations sur les constructions scolaires* [1^{er} septembre 1951] (p. 6770). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Ses observations sur la politique scolaire de la municipalité de Paris* [1^{er} septembre 1951] (p. 6760). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi sur la presse ; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir la compétence d'un jury de presse pour les infractions aux lois sur la presse* [8 novembre 1951] (p. 7732, 7733). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation dramatique du cinéma français [14 novembre 1951] (p. 8013). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 ; INDUSTRIE ET ÉNERGIE, Chap. 5040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre national du cinéma (Difficultés du cinéma français)* [21 novembre 1951] (p. 8246, 8247, 8250) ; *le retire* (p. 8250) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 5020 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Commissariat à l'énergie atomique (Insuffisance de l'épuration du personnel communiste et étranger)* (p. 8370) ; Chap. 6000 : *Son amendement tendant à réduire de 1 milliard les crédits pour les fonds secrets (Propagande de l'agence Paix et Liberté)* (p. 8371, 8372) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Usine M.A.P. de Saint-Denis)* [11 décembre 1951] (p. 8986, 8987) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL,

Chap. 5000 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à France-Presse (Fausses nouvelles diffusées par l'agence France-Presse)* [13 décembre 1951] (p. 9170, 9171) ; **RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION**, Chap. 1120 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour les émissions d'information (Emissions de Paix et Liberté)* [19 décembre 1951] (p. 9335) ; *Amendement de M. Nocher tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Partialité des commentateurs en faveur du Gouvernement)* (p. 9337) ; **PRÉSIDENTE DU CONSEIL en 2^e délibération** : *Discussion générale* [21 décembre 1951] (p. 9497) ; **RADIODIFFUSION** amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Augmentation de la taxe radiophonique, aspect partisan de la radio)* [30 décembre 1951] (p. 10197, 10198) ; — du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR** ; Art. 4 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'aide à la production cinématographique (Crise du cinéma français)* [22 décembre 1951] (p. 9619). — Est entendu sur le procès-verbal : *Attitude de M. René Mayer à son égard* [22 décembre 1951] (p. 9639, 9640) ; est entendu sur un incident : *Attitude de M. René Mayer à son égard* (p. 9640, 9641) ; la censure est proposée contre lui (p. 9641). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti (échelle mobile), amendé par le Conseil de la République : *Motion de M. Joubert tendant à ajourner le vote jusqu'au 29 mai* [9 avril 1952] (p. 2060). — Est entendu : sur un incident : *Dépôt d'une proposition de loi portant son nom par erreur* [11 avril 1952] (p. 2241) ; — sur une communication de M. le Ministre de l'Intérieur concernant l'arrestation de M. Jacques Ductos : *Circonstances de l'arrestation, inexistence du flagrant délit et du complot* [29 mai 1952] (p. 2536 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour éviter la fermeture de l'usine Hotchkiss de Saint-Denis [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; **INDUSTRIE ET COMMERCE**, Etat A, Chap. 3651 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre national de cinématogra-*

phie (Vote d'une nouvelle loi d'aide au cinéma) [23 octobre 1952] (p. 4359, 4360) ; Chap. 4401 : *Amendement de M. Alphonse Denis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'encouragement à l'artisanat (Insuffisance des crédits)* (p. 4362) ; **PRÉSIDENTE DU CONSEIL**, Etat A, Chap. 3791 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour fonds spéciaux (Agence d'information « Paix et Liberté »)* [28 octobre 1952] (p. 4514, 4515) ; **RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE**, Etat A, Chap. 1060 : *Amendement de M. Cagne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les speakers (Convention collective d'emploi des speakers)* [15 novembre 1952] (p. 5211) ; Chap. 1080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les émissions d'information (Emission de la Voix de l'Amérique)* (p. 5214, 5215) ; Chap. 1090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Emission « La Vie en rouge »)* (p. 5215) ; Chap. 3030 : *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel des émissions d'information, présentée par le Gouvernement (Manque d'objectivité de la radio et du journal parlé)* (p. 5216) ; Art. 1^{er} : *Emissions pour l'étranger* (p. 5222) ; — du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR** ; Art. 4, Etat D : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'aide à la production cinématographique (Crise du cinéma et concurrence américaine)* [19 décembre 1952] (p. 6614). — Est entendu sur un incident : *Sa réponse à M. de Léotard au sujet de l'aide au cinéma* [19 décembre 1952] (p. 6620). — Prend part à la discussion du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique : *Discussion générale (Ses observations sur la concurrence américaine en France, le cinéma des pays de l'Est, les coproductions franco-italiennes)* [6 février 1953] (p. 1029 et suiv.) ; *Demande de renvoi du débat présentée par M. Gosset* (p. 1031) ; *Discussion générale (Ses observations sur l'interdiction de projeter en France des films soviétiques, les accords Blum-Byrnes)* [19 février 1953] (p. 1170 et suiv.) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à réduire le taux de la taxe sur les films étrangers en version originale* (p. 1180, 1181) ; *Son amendement relatif à l'aide aux films français doublés à l'étranger* (p. 1181, 1182) ; *Ses explications de vote sur l'article* (p. 1184) ; Art. 8 : *Amendement de M. Lanet tendant à calculer le*

concours financier d'après les recettes métropolitaines du film intéressé (p. 1187); Son amendement relatif à l'aide financière pour l'exportation de films [20 février 1953] (p. 1208); le retire (p. 1209); Art. 10: Amendement de M. Jules-Julien tendant à ne pas utiliser les décisions du jury pour la publicité (p. 1210); Art. 12: Son amendement tendant à prévoir une « décision conforme » du conseil de gestion et non une « consultation » (p. 1211); Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif aux films en langue étrangère réalisés en France (p. 1211); Article additionnel: Amendement de M. Lanet tendant à insérer un article relatif au rôle de contrôle de l'expert-comptable prévu pour chaque film subventionné (p. 1213, 1214); Art. 15: Amendement de M. Lanet tendant à n'exiger du producteur que soit un apport personnel de 10 0/0 du devis, soit une caution de 20 0/0 du devis (p. 1220); Son amendement tendant à ne pas exiger des producteurs un apport personnel (p. 1240); Art. 16: Amendement de M. Lecauet tendant à supprimer l'alinéa interdisant des attributions de fonds supplémentaires en cas de dépassement de devis (p. 1241); Art. 17: Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 1242); le retire (ibid.); Art. 24: Son amendement tendant à aider plus de 80 films documentaires par an [26 février 1953] (p. 1391); Art. 25: Amendement de M. M. Dupuy tendant à supprimer l'article relatif aux conditions de emploi pesant sur les prix accordés (p. 1393); Art. 26: Amendement de M. Leenhardt tendant à permettre aux exploitants ayant moins de 1.200 entrées par semaine de continuer à louer leurs films au forfait (p. 1396, 1397); Art. 27: Amendement de M. Jules-Julien tendant à financer la création de nouveaux cinémas à l'étranger (p. 1398); Amendement de M. Lanet tendant à favoriser les exploitants sinistrés par faits de guerre (p. 1399); Art. 30: Amendement de M. de Léotard tendant à financer la modernisation des studios (p. 1402, 1403); amendement de M. Bouxom tendant à avantager les films dont 75 0/0 des scènes d'intérieur ont été tournées en studio [27 février 1953] (p. 1478); Art. 31: Son amendement tendant à favoriser les journaux filmés tournés par des équipes françaises (p. 1481); Article additionnel: Amendement de M. Bichet tendant à financer la propagande à l'étranger en faveur du cinéma français (p. 1483); Art. 36: Amendement de M. Jules-Julien relatif aux sanctions contre quiconque se sera

soustrait au paiement de la taxe (p. 1487); Article additionnel: Son amendement tendant à allouer une avance de 2 milliards au fonds d'aide pendant la période transitoire (p. 1489); Son rappel au règlement (rectifications de certains votes sur l'amendement de M. Lanet introduisant l'article 12 bis) (p. 1489); Art. 12 bis: Sa demande de seconde délibération de l'article (nouveau vote sur l'amendement de M. Lanet) (p. 1490); Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur les insuffisances et les défauts de la loi votée, l'emprise des firmes américaines sur le marché français, le danger des coproductions européennes, la nécessité de l'indépendance du cinéma) (p. 1490 et suiv.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 31: Subventions à la presse filmée; Amendement de M. de Léotard tendant à reprendre le texte voté par le Conseil de la République maintenant les subventions jusqu'à promulgation du statut de la presse filmée (Faiblesse et partialité des bandes d'actualités) [24 juillet 1953] (p. 3897); Ses explications de vote sur l'ensemble (Fiscalité excessive frappant le cinéma, politique d'exportation nécessaire) (p. 3899). — Est entendu sur l'ordre du jour: Tenue d'une séance supplémentaire pour le vote de la loi d'aide au cinéma [24 février 1953] (p. 1286). — Dépose une demande d'interpellation sur la suspension arbitraire du maire-adjoint de Saint-Denis, M. H. Baron, à la suite de l'interdiction par M. Baylot de la fête traditionnelle du Landy, et des protestations populaires contre l'exécution d'Ethel et Julius Rosenberg [6 octobre 1953] (p. 4014). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); INDUSTRIE ET COMMERCE, Art. 1^{er}, Etat A, Titre III, Chapitre 36-51: Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Commissaires du Gouvernement et Conseil supérieur de la Cinématographie) [3 novembre 1953] (p. 4748, 4749); Son rappel au règlement (p. 4750); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION: Motion préjudicielle de M. Cagne tendant à surseoir à la discussion et à rapporter la hausse de la redevance des postes récepteurs (Augmentation abusive de la redevance radiophonique) [14 novembre 1953] (p. 5129, 5130); Etat A, Chapitre 10-70: Son amendement tendant à réduire de 5.200.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Emission « La vie en rouge ») [8 décembre 1953] (p. 6309);

Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à n'appliquer l'augmentation qu'aux personnes ayant un revenu supérieur à un million de francs* [14 décembre 1953] (p. 6788, 6789). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fourniture de gaz aux abonnés en période de froid, et la remise en activité de l'usine à gaz du Landy [11 février 1954] (p. 179) ; — sur la politique du Gouvernement en matière de cinéma (application de la loi d'aide, défense de l'industrie du court métrage, campagne de dénigrement contre le film « Avant le déluge ») [23 mars 1954] (p. 1173) ; — sur les mesures envisagées pour empêcher les ligues réactionnaires de s'opposer par la force à la projection du film français « Le Blé en herbe », et l'intervention du préfet des Alpes-Maritimes conseillant d'interdire trois films français récents [23 mars 1954] (p. 1173). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens de presse : *Ses explications de vote (Indemnités des propriétaires de l'ancienne presse, grâces accordées par M. Vincent Auriol)* [20 juillet 1954] (p. 3458). — Dépose une demande d'interpellation sur la nécessité de mettre fin au conflit qui oppose le syndicat national des acteurs à la Radio-télévision française [10 novembre 1954] (p. 4873). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 36-51 : *Son amendement indicatif (Situation difficile de l'industrie du cinéma, fiscalité excessive, films américains, censure)* [15 novembre 1954] (p. 5027, 5028) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES pour 1955, Etat A, Chap. 42-31 : *Son amendement (Laboratoire européen de recherches nucléaires)* [6 décembre 1954] (p. 5863, 5864) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955, Etat A, ligne 18 : *Politique atomique de la France* [28 janvier 1955] (p. 400). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative aux bonifications de campagne en faveur des cheminots anciens combattants [4 mars 1955] (p. 1081). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la RADIODIFFUSION - TÉLÉVISION FRANÇAISE pour 1955 : *Son rappel au règlement (Discussion au fond de la politique du Gouvernement en matière de radiotélévision)* [17 mars

1955] (p. 1587) ; Etat A, Chap. 00-10 : *Commissions sans les communistes, commission d'enquête* (p. 1592) ; *excédent* (p. 1606) ; Chap. 1000 : *Les émissions « Paix et liberté » et « La vie en rouge »* (p. 1609, 1610, 1640) ; *Ses explications de vote (Relèvement de la redevance, postes périphériques, partialité des informations)* (p. 1639, 1640). — Dépose une demande d'interpellation sur le refus de visa de censure opposé au film « Bel ami » [3 mai 1955] (p. 2426) ; est entendu sur la fixation de la date de la discussion [17 mai 1955] (p. 2822 à 2824, 2827, 2828). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative au soutien officiel apporté à une candidature M.R.P. en Seine-et-Oise [6 mai 1955] (p. 2578, 2579). — Prend part à la discussion d'interpellations sur le Maroc : *Responsabilités de M. Frédéric-Dupont dans la guerre d'Indochine* [8 octobre 1955] (p. 4931).

GRIMAUD (M. Henri), député de l'Isère
(M.R.P.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [11 décembre 1951] (**F. n° 69**), [5 février 1952] (**F. n° 100**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission de la justice et de législation pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité technique chargé de suivre le fonctionnement du fonds commun de l'allocation de logement [8 août 1951] (**F. n° 19**). — Est désigné par la Commission de la justice et de législation pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**), [5 mars 1954] (**F. n° 358**), [2 février 1955] (**F. n° 492**).

Dépôts :

Le 2 avril 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 344 du Code civil afin de

permettre l'adoption dans certains cas où les conditions d'âge ne sont pas remplies, **n° 3172**. — Le 29 mai 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 1277) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative à la faillite et à la liquidation judiciaire conclue le 13 septembre 1950 entre la France et la Principauté de Monaco, **n° 3523**. — Le 3 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 1276) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention relative à l'aide mutuelle judiciaire conclue le 21 septembre 1949 entre la France et la Principauté de Monaco, **n° 3553**. — Le 24 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 500 millions pour venir en aide aux victimes des régions sinistrées du département de l'Isère, dont les récoltes ont été ravagées par la grêle dans la nuit du 18 au 19 juin 1952, **n° 3766**. — Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 3127) portant modification de la loi n° 47-1366 du 23 juillet 1947 modifiant l'organisation et la procédure de la Cour de cassation, **n° 3849**. — Le 12 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 3342) concernant M. Charles Tillon, **n° 5069**. — Le 12 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 3406) concernant M. Raymond Guyot, **n° 5070**. — Le 12 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 3374) concernant M. Charles Tillon, **n° 5071**. — Le 23 juin 1953, une proposition de loi tendant à modifier les articles 658, 660 et 661 du Code civil relatifs à la mitoyenneté, **n° 6340**. — Le 16 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier la quotité disponible entre époux, **n° 6886**. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 6794) de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les dispositions du décret n° 53-700 du 9 août 1953 adaptant le régime des loyers à la situation économique et sociale, **n° 7100**. — Le 11 février 1954, une proposition de résolution tendant à

inviter le Gouvernement à commémorer le cent cinquantième de la promulgation du Code civil français, **n° 7718**. — Le 18 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 4025) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° 385) relatif à l'interdiction de séjour, **n° 7807**. — Le 25 février 1954, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 17 mars 1909 et abrogeant l'article 1463 du Code civil relatif à l'acceptation de la communauté par la femme divorcée ou séparée de corps, **n° 7901**. — Le 4 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 488) de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à rendre à l'habitation les pièces isolées louées accessoirement à un appartement, et non habitées, **n° 7951**. — Le 9 mars 1954, une proposition de loi tendant à proroger le délai pendant lequel une demande de légitimation judiciaire peut être introduite en faveur d'un enfant naturel en application de l'acte dit loi du 2 novembre 1944, **n° 7986**. — Le 4 mai 1954, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 7678) relatif à diverses dispositions d'ordre financier, **n° 8376**. — Le 21 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de l'acte dit loi du 4 mars 1943 relatif aux sociétés par actions, **n° 8510**. — Le 21 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 28 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, **n° 8511**. — Le 21 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, **n° 8512**. — Le 6 juillet 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi du 30 août 1947 sur l'assainissement des professions commerciales, **n° 8794**. — Le 6 juillet 1954, une proposition de loi concernant le nombre des administrateurs des sociétés anonymes, **n° 8795**. — Le 6 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 16 novembre 1940 sur les sociétés anonymes et à compléter l'article 25 de la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée, **n° 8796**. — Le 6 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 8507) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8°

n° 1247) tendant à rendre à l'habitation les pièces isolées, louées accessoirement à un appartement, et non habitées, n° 8806. — Le 30 décembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier le décret du 30 septembre 1953 relatif au recouvrement de certaines créances commerciales, n° 9849. — Le 26 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à modifier ou rétablir les articles 860, 861, 864, 868, 922, 1078 et 1079 du Code civil relatifs aux rapports à succession, au calcul de la quotité disponible, à la rescision pour lésion ou à la réduction dans les partages d'ascendants, n° 9995. — Le 2 février 1955, un avis à la demande du Gouvernement au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de décret relatif aux faillites et règlements judiciaires et à la réhabilitation, n° 10082. — Le 18 février 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 4025) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° 385) relatif à l'interdiction de séjour, n° 10136. — Le 1^{er} mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier les articles 7 et 8 de la loi du 23 janvier 1929 sur les parts de fondateur émises par les sociétés, n° 10229. — Le 25 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues (n° 103) tendant à surseoier à l'augmentation semestrielle des loyers, prévue pour le 1^{er} juillet 1951, et à surseoier à toute nouvelle augmentation des loyers instituée par la loi du 1^{er} septembre 1948, tant que ne sera pas effectuée la revalorisation des salaires, traitements, pensions et retraites ; 2° de M. Renard et plusieurs de ses collègues (n° 170) tendant au maintien dans les locaux d'habitation des ouvriers agricoles logés ; 3° de MM. Louis Rollin et Marcellin (n° 403) ayant pour objet de compléter l'article 5 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers ; 4° de M. Pierrard et plusieurs de ses collègues (n° 421) tendant à supprimer l'article 71 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers ; 5° de M. Jean Guitton et plusieurs de ses collègues (n° 630) tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers et l'article 18 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement ; 6° de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues

(n° 775) tendant à compléter l'article 78 de la loi du 1^{er} septembre 1948, pour permettre aux Français appelés à travailler hors de la métropole et à y revenir périodiquement, de sous-louer dans certaines conditions pendant leur absence l'appartement dont ils sont locataires en France ; 7° de M. Pierre Garet (n° 1248) tendant à la prorogation des dispositions de l'article 90 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers ; 8° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 1249) tendant à modifier l'article 32 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers ; 9° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 1256) tendant à modifier l'article 7 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers ; 10° de M. Catoire (n° 1259 rectifié) tendant à préciser les conditions dans lesquelles les propriétaires peuvent demander le remboursement des taxes locatives, prestations et fournitures individuelles, en vertu de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers ; 11° de M. Haumesser (n° 1375) tendant à modifier la législation réglant les rapports des bailleurs et locataires des locaux à usage professionnel ; 12° de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues (n° 1594) tendant à permettre aux usagers des locaux à usage professionnel ou à usage mixte de céder à leur successeur le bénéfice du maintien dans les lieux ; 13° de MM. Coudray et Luças (n° 2908) tendant à modifier l'article 10, paragraphe 7, de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers ; 14° de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n° 2961) tendant à surseoier à toute augmentation de loyer tant que n'auront pas été revalorisés les salaires, traitements, pensions et retraites ; 15° de M. Pierre Ferri (n° 2962) tendant à modifier l'article 38 de la loi sur les loyers ; 16° de M. Gautier et plusieurs de ses collègues (n° 3147 rectifié) tendant à permettre aux usagers des locaux à usage professionnel ou à usage mixte de céder à leur successeur le bénéfice du maintien dans les lieux ; 17° de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues (n° 3157) tendant à abroger l'article 71, alinéa 2, de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers ; 18° de M. Desson et plusieurs de ses collègues (n° 3195) tendant à compléter l'article 72 de la loi du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel pour permettre l'installation de postes de télé-

vision; 19° de M. Minjot et plusieurs de ses collègues (n° 3504) tendant à modifier l'article premier de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948, modifiée, relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux à usage d'habitation; 20° de M. Bouvier O'Cottureau (n° 3704) tendant à compléter l'article 19 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, relatif au droit de reprise; 21° de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n° 3728) tendant à surseoir, pendant la durée de vacances judiciaires, aux délais impartis pour exercer une voie de recours aux litiges entre bailleurs et preneurs d'immeubles; 22° de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n° 3745) tendant à surseoir à toute augmentation de loyer; 23° de Mme Poinso-Chapuis (n° 4089) tendant à abroger l'article 71, alinéa 2, de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers; 24° de M. Secrétain (n° 4293) tendant à compléter l'article 38 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, relatif au remboursement des fournitures et prestations; 25° de M. Ramarony (n° 4360) tendant à modifier l'article 38 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement; 26° de M. Bernard Lafay (n° 4604) tendant à limiter l'application de l'article 10, paragraphe 10, de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers; 27° de M. Frédéric-Dupont (n° 5100) tendant à modifier l'article 5 de la loi du 1^{er} septembre 1948; 28° de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues (n° 5122) tendant à permettre aux usagers des locaux à titre professionnel ou à usage mixte de céder à leur successeur le bénéfice du maintien dans les lieux; 29° de M. Minjot et plusieurs de ses collègues (n° 5234) tendant à modifier l'article 45 de la loi du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement; 30° de M. Gaston Palewski (n° 5283) tendant à garantir le droit de priorité des concierges dont le poste a été supprimé, en regard du logement qu'ils occupent; 31° de M. Charret (n° 5285) tendant à remettre aux acquéreurs d'appartements, la charge des frais et indemnités justifiées compensatoires de

l'éviction imposée en vertu des articles 18, 19 et 20 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948; 32° de M. Frédéric-Dupont (n° 5316) tendant à modifier l'article 18 de la loi du 1^{er} septembre 1948 concernant le droit de reprise; 33° de M. Baylet (n° 5461) tendant à modifier l'article 22 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers; 34° de M. Bouxom et Mme Francine Lefebvre (n° 5977) tendant à modifier l'article 79 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers en vue d'une meilleure utilisation des locaux existants; 35° de M. Joseph Denais (n° 6124) tendant à compléter les articles 19 et 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers; 36° de M. Bouvier O'Cottureau (n° 6305) tendant à préciser les conditions dans lesquelles les propriétaires peuvent demander le remboursement de la consommation d'eau de leurs locataires, en vue de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers; 37° de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues (n° 6383) tendant à compléter l'article 5 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers en vue d'établir juridiquement la qualité de locataire pour les membres de la famille légalement habilités à être maintenus dans les lieux; 38° de Mme Francine Lefebvre (n° 6579) tendant à modifier l'article 10, paragraphe 10° de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement; 39° de M. de Benouville (n° 6677) tendant à modifier l'article 71 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logements; 40° de M. Frédéric-Dupont (n° 6744) tendant à faire bénéficier les grands invalides de guerre de l'article 22 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers; 41° de M. Burlot (n° 6790) abrogeant le 5^e alinéa de l'article 20 modifié de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948; 42° de M. Paquet (n° 6875) tendant à assurer la répartition équitable des frais de chauffage dans les locaux et immeubles à usage d'habitation; 43° de M. Alfred Coste-Floret et plusieurs de ses collègues (n° 6927) tendant à compléter la loi du 1^{er} septembre 1946 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs

et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 44° de M. Maton et plusieurs de ses collègues (n° 7391) tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux aux travailleurs logés accessoirement à leur contrat de travail lorsque l'expulsion n'est pas demandée par l'employeur, dans le but de loger un autre employé nécessaire à l'activité de l'entreprise ; 45° de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n° 7821) tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 46° de M. Legaret (n° 7923) tendant au maintien dans leur lieu d'habitation des personnes âgées de plus de 70 ans ; 47° de M. Minjot et plusieurs de ses collègues (n° 7948) tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948 modifiées par le décret n° 53-700 du 9 août 1953, de l'ordonnance du 11 octobre 1945 et de la loi du 24 mai 1951 et tendant à adapter le régime des loyers à la situation économique et sociale ; 48° de M. Charret (n° 8033) tendant à modifier le droit de reprise prévu par les articles 18, 19 et suivants de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 49° de M. Catoire (n° 8158) tendant à rendre valables les accords à intervenir entre propriétaires et locataires pour la modernisation et l'exploitation des installations de chauffage ; 50° de M. Deliaune (n° 8428) tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 53-286 du 4 avril 1953 modifiant la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 51° de M. Secrétain (n° 8504) tendant à modifier et compléter l'article 38 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, relatif au remboursement des fournitures et prestations ; 52° de M. Jean Cayeux (n° 8845) tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allo-

cations de logement ; 53° de M. Haumesser (n° 8925) tendant à compléter l'article 18 de la loi du 1^{er} septembre 1948 et l'article 17 de la loi du 30 décembre 1950 sur les rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ; 54° de M. Bignon (n° 10172) tendant à compléter la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers ; 55° de M. Siefridt (n° 10678) tendant à compléter l'article 37 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers ; 56° de M. Fonlupt-Esperaber (n° 10806) tendant à modifier les dispositions de l'article 79 de la loi du 1^{er} septembre 1948 relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 57° de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues (n° 11090) tendant à l'abrogation des lois et décrets portant augmentation des loyers ; 58° de M. Minjot et plusieurs de ses collègues (n° 11541) tendant à compléter l'article 18 de la loi du 1^{er} septembre 1948 modifiée, sur les loyers ; 59° de M. Chazette, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 434) tendant à compléter les articles 18, 19 et 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, concernant le droit de reprise ; 60° de M. Marcel Molle, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 3336) tendant à compléter la loi du 1^{er} septembre 1948 (dispositions relatives au maintien dans les lieux) ; 61° de M. Durand-Réville, sénateur (n° 8893) tendant à compléter et à préciser certaines dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 11976.

Interventions :

Est entendu sur une demande de délai supplémentaire pour le dépôt du rapport sur les élections du département de la Sarthe [20 juillet 1951] (p. 5994, 5995). — Son rapport sur les élections dans le département de la Sarthe [20 juillet 1951] (p. 6006). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi sur la presse ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Cristofol tendant à considérer comme incompatibles avec le mandat de parlementaire, les fonctions de directeur ou administrateur de sociétés* [8 novembre 1951] (p. 7721) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1952 ; JUSTICE : en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 novembre 1951] (p. 8717, 8718) ; *Sa motion*

préjudicielle tendant à reporter le débat en attendant que soient satisfaites les demandes des magistrats (p. 8718) : en qualité de Rapporteur pour avis [14 décembre 1951] (p. 9225, 9226) ; Sa motion préjudicielle demandant de surseoir à la discussion en attendant la revalorisation du traitement des magistrats (p. 9226) : en qualité de Rapporteur pour avis [21 décembre 1951] (p. 9511, 9512) ; — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952 ; Art. 1^{er}, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 90-79 : Demande de renvoi à la commission, présentée par M. Billat, du chapitre relatif à l'aménagement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche (Vallée du Grésivaudan) [27 décembre 1951] (p. 9926, 9927) ; — du projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé, amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 : Amendement de M. Ramarony tendant à reprendre le texte du Conseil de la République pour le dernier alinéa prévoyant le contrôle par des fonctionnaires assermentés [14 mars 1952] (p. 1317) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Art. 28 : Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au vote en attendant les résultats de l'enquête de la Commission de la justice (Impôt sur la propriété bâtie) [3 avril 1952] (p. 1877) ; — d'une proposition de loi portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers ; en qualité de Rapporteur [10 avril 1952] (p. 2162 et suiv.) ; Art. 7 : Amendement de M. Frédéric-Dupont relatif aux rentes constituées par des caisses autonomes mutualistes (Employés des grands magasins) (p. 2172) ; Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à revaloriser les sommes remises en cautionnement à un employeur (p. 2172) ; — d'une proposition de résolution relative à l'installation d'un système électrique de votation : Son amendement tendant à accepter le principe du vote électrique et à faire étudier dans un délai de quatre mois par le bureau, les plans à soumettre à la Commission du suffrage universel [27 mai 1952] (p. 2475) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de la défense nationale en 1952 ; Art. 44 : Son amendement relatif à la fixation de l'indemnité d'expropriation pour un immeuble réquisitionné [17 juin 1952] (p. 3003, 3004) ; Art. 43 : Son amendement relatif à la gestion et à la cession éventuelle des logements militaires (p. 3022) ; — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles ; en qualité

de Rapporteur pour avis [24 juin 1952] (p. 3143, 3144) ; Titre II : Amendement de M. Gaborit tendant à supprimer le tribunal national des ententes et à simplifier le règlement des litiges [26 juin 1952] (p. 3247, 3248) ; Art. 7 : Son amendement relatif à l'instruction des procédures par le Conseil supérieur des ententes (p. 3249) ; Art. 12 : Son amendement tendant à supprimer l'article permettant aux parties de faire opposition aux décisions du Conseil supérieur des ententes (p. 3251, 3252) ; Art. 13 : Amendement de M. Catroux tendant à modifier et à compléter l'article 419 du Code pénal, évitant ainsi une juridiction d'exception (p. 3256) ; Amendement de M. Catroux relatif au droit appliqué par le tribunal des ententes et tendant à ne pas établir de principes créant un tribunal d'exception [9 juillet 1952] (p. 3377, 3378) ; Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à ne pas créer de juridiction d'exception pour le tribunal des ententes (p. 3739, 3740) ; Art. 14 : Son amendement tendant à inclure dans le tribunal des ententes deux conseillers de la Cour d'appel de Paris [10 juillet 1952] (p. 3783, 3784) ; Son amendement tendant à ne permettre au tribunal de statuer que si plus de la moitié des membres sont présents (p. 3786) ; Amendement de M. Maurice Grimaud tendant à prévoir des commissions rogatoires (p. 3786) ; Art. 18 : Amendement de M. Catroux tendant à ne pas déclarer nuls les actes interdits (p. 3787) ; Amendement de M. Valabrègue tendant à supprimer le huitième alinéa plaçant dans le domaine public les brevets inexploités (p. 3789) ; Amendement de M. Catroux tendant à prévoir l'exécution des jugements par réquisition de la force publique (p. 3790) ; Art. 27 bis : Amendement de M. Catroux tendant à disjoindre l'article fixant la procédure du tribunal des ententes (p. 3793). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la crise de l'industrie textile (Crise de la soierie dans le Lyonnais, aide aux petites entreprises) [1^{er} juillet 1952] (p. 3389, 3390). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'aide mutuelle judiciaire franco-monégasque ; en qualité de Rapporteur [3 juillet 1952] (p. 3472) ; — du projet de loi relatif à l'accord financier franco-yougoslave : Suite du débat [3 juillet 1952] (p. 3472) ; — du projet de loi modifiant l'organisation de la Cour de cassation ; en qualité de Rapporteur [9 juillet 1952] (p. 3730) ; — d'une proposition de loi relative

à la vente d'immeubles par appartements ; Art. A : *Institution d'un droit de préemption au profit des locataires d'appartements* [9 octobre 1952] (p. 4164, 4165) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à interdire au locataire exerçant son droit de retrait de revendre pendant cinq ans* (p. 4165) ; Art. B : *Amendement de M. Cayeux tendant à accorder des prêts du Crédit foncier aux locataires voulant exercer leur droit de retrait* (p. 4168) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Minjoz tendant à interdire le droit de reprise aux dépens des grands invalides, vieillards de plus de 70 ans et malades infirmes* (p. 4170) ; *Amendement de M. Maurice Grimaud tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires mis à la retraite qui étaient logés par leur administration* [10 octobre 1952] (p. 4214) ; Art. 3 : *Modification tenant compte des amendements adoptés* (p. 4216) ; Art. 4 : *Amendement de Mme Rabaté tendant à accorder le bénéfice de cette loi à tous les occupants même si un jugement a déjà été prononcé contre eux* (p. 4217) ; Art. 5 : *Retrait de l'article concernant le relogement des fonctionnaires retraités* (p. 4217) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; JUSTICE, Etat A, Chap 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de un million les crédits pour l'administration centrale (Collégialité dans les tribunaux et entretien des bâtiments)* [24 octobre 1952] (p. 4446). — Est entendu : sur l'octroi d'un délai supplémentaire pour l'examen de demandes en autorisation de poursuites : *Rappel au règlement de M. Pierrard (Renvoi des demandes en l'absence de rapporteur)* [13 novembre 1952] (p. 5055) ; — sur un conflit de compétence entre deux commissions relatif au projet de loi facilitant l'acquisition de terrains pour la construction [13 novembre 1952] (p. 5059). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie : *Son amendement tendant à n'amnistier que les condamnations à des amendes inférieures à 200.000 francs* [21 novembre 1952] (p. 5421, 5422) ; Art. 5 : *Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas tenir compte des mesures de grâce intervenues* [25 novembre 1952] (p. 5633) ; Article nouveau : *Amendement de M. Minjoz tendant à étendre aux articles 3, 4 5, et 6 les dispositions du deuxième alinéa de l'article 2 relatives aux coupables de meurtres, crimes, viols ou dénonciations* (p. 5666) ; — du projet de loi por-

tant révision du Code de justice militaire ; en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 décembre 1952] (p. 6128) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 134 : *Son amendement tendant à ne pas étendre le privilège du Trésor aux amendes fiscales* [12 décembre 1952] (p. 6280). — d'une proposition de loi portant amnistie ; Article additionnel : *Amendement de M. D. Mayer tendant à insérer un titre nouveau amnistiant certains crimes commis à Madagascar* [26 février 1953] (p. 1363) ; Art. 24 : *Amendement de M. Bignon tendant à amnistier toutes les infractions de droit commun sanctionnées par des peines légères* (p. 1373) ; Art 24 bis : *Amendement de M. A. Coste-Floret tendant à n'amnistier que les infractions punies de peines correctionnelles* (p. 1376, 1377) ; Article additionnel : *Amendement de M. Deixonne tendant à amnistier les exclusions des champs de courses* (p. 1381) ; *Amendement de M. Deixonne tendant à amnistier les exclusions des champs de courses* [27 février 1953] (p. 1422, 1423) ; Art 35 : *Amendement de M. Tourné tendant à ce que les débats aient lieu en audience publique* [5 mars 1953] (p. 1623) ; — d'une proposition de loi tendant à proroger les baux commerciaux jusqu'au 31 décembre 1953 ; Article unique : *Substitution de la loi du 31 décembre 1953 à celle du 15 juillet 1953* ; *Amendement de M. Klock permettant aux bénéficiaires de la prorogation la cession du droit à renouvellement du bail (Proposition formulée à l'instigation de la Confédération des petites et moyennes entreprises ; texte inutile ; à rejeter, vu l'intérêt inverse des propriétaires* [9 juillet 1953] (p. 3415) ; — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, Art 1^{er} : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à protéger les commerces exploités par des gérants libres au même titre que les autres* [15 décembre 1953] (p. 6830) ; *Son amendement tendant à supprimer la mention de la prolongation du bail* (p. 6831) ; Art. 2 : *Amendement de M. Claudius Petit tendant à supprimer l'article relatif à l'emploi des lettres recommandées* (p. 6832) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à appliquer la loi aux baux en cours* (p. 6849) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 1^{er} : *Énumération limitative des personnes pouvant invoquer le droit au renouvellement au bail (Inutilité de l'addition faite par le Conseil de la République)* [31 décembre 1953] (p. 7078) ; Art. 4 : *Amen-*

dements de MM. Alphonse Denis, de Moro Giufferrì, Anthonioz et Leenhardt tendant à reprendre le texte voté en première lecture abrogeant le droit de reprise du propriétaire (p. 7085, 7086); Amendement de M. Anthonioz tendant à n'admettre de reprise que si elle ne porte pas atteinte à l'habitation du locataire (p. 7105); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le logement: *Discussion générale (Pouvoirs du préfet, exécution à l'amiable des décisions judiciaires, droit d'indemnisation du propriétaire)* [5 mars 1954] (p. 698); Art. 3: *Suppression de la possibilité de réquisition des locaux insuffisamment occupés* [23 mars 1954] (p. 1163); Art. 4: *Amendement Boscary-Monsservin (Affichage des enquêtes relatives à des attributions d'office concluant à la possibilité d'une réquisition)* (p. 1163); *Modifications relatives à la procédure de réquisition* (p. 1164); Art. 7: *Son amendement (Réquisition des locaux vacants ou inoccupés, à l'exclusion des locaux affectés à la location saisonnière)* (p. 1166); *Son amendement (Recensement par les maires des locaux susceptibles d'être réquisitionnés)* (p. 1166); le retire (ibid.); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, Art. 1^{er}: *Son amendement (Application des dispositions envisagées aux immeubles neufs; principe de la loi du 1^{er} septembre 1948)* [8 juillet 1954] (p. 3350); — d'une proposition de loi concernant l'habitation des pièces isolées, en qualité de Rapporteur: *Accroissement du nombre des pièces affectées à l'habitation, restitution des pièces isolées au propriétaire, calcul du loyer de ces nouveaux locaux* [5 mars 1954] (p. 699, 700); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques dangereux pour autrui: *Ses explications de vote* [6 avril 1954] (p. 1781); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, en qualité de Rapporteur pour avis de la Commission de justice et de législation [14 mai 1954] (p. 2418). — Son rapport sur une pétition [1^{er} juin 1954] (p. 2755). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi concernant le relevé de forclusion relatif aux locaux commerciaux, industriels ou artisanaux: *Discussion générale (Contrats passés en fonction de l'application du décret de 1953)* [20 juillet 1954] (p. 3422, 3423); *Contre-projet de M. Minjoz tendant à relever de la forclusion pendant un*

délai de trois mois les locataires et bailleurs déjà déclarés forclos par le décret du 30 septembre 1953 (p. 3424); Art. 1^{er}: *Son amendement (Annulation des contrats passés par le propriétaire une fois la forclusion acquise)* (p. 3425); — d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins: *Article unique tendant à modifier l'article 331 du Code civil (Extension des possibilités d'adoption, menace de la légitimation des enfants adultérins pour la famille)* [27 juillet 1954] (p. 3650); — d'une proposition de loi relative à la réforme de la filiation, Art. 1^{er}: *Etablissement du droit à aliments* [27 juillet 1954] (p. 3643); Art. 2: *Modification de l'article 340 du Code civil (Suppression des commencements de preuve par écrit)* (p. 3645); — en deuxième lecture du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social, Article unique: *Son amendement (Avis de la Commission de la justice et de législation pour les décrets portant réforme du régime des hypothèques, de la faillite et de la liquidation judiciaire)* [13 août 1954] (p. 4191); le retire (p. 4192); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE, pour l'exercice 1955: *Engagement du Ministre des Finances de ne pas s'opposer à l'abrogation du décret du 9 novembre réduisant l'indemnité spéciale des magistrats* [15 novembre 1954] (p. 4991, 4992); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur pour avis: *Indemnité forfaitaire des magistrats* [30 décembre 1954] (p. 6966). — Son rapport sur une pétition [16 novembre 1954] (p. 5111). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955, Art. 24 *ter*: *Son amendement (Fonds de garantie automobile)* [28 janvier 1955] (p. 423); le retire (p. 424); — d'une proposition de loi relative aux indemnités de nuit au personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire [26 juillet 1955] (p. 4297); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la création de cours d'appel et de postes de magistrats en Algérie, Art. 1^{er}: *Son amendement (Création de cours d'appel à Oran et Constantine: le ressort de ces deux cours)* [5 août 1955] (p. 4664). = S'excuse de son absence [18 février 1953] (p. 1110), [13 mai 1955] (p. 2750). = Obtient un congé [18 février 1953] (p. 1110).

GRIMAUD M. (Maurice), *Député de Loire-Inférieure (R. I.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : secrétaire de la Commission de la justice et de législation [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); — membre de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); — membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) — Est désigné par la Commission de la justice et de législation pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**), [5 mars 1954] (**F. n° 358**), [2 février 1955] (**F. n° 492**); — Est élu secrétaire de cette Commission [11 mars 1955] (**F. n° 506**); — Est nommé : par l'Assemblée Nationale pour représenter la France à l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [25 octobre 1955] (**F. n° 575**); — Président de la Haute-Cour de justice (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**). — Est élu Vice-Président titulaire de la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [8 avril 1954] (**F. n° 379**).

Dépôts :

Le 23 novembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter dans certains tribunaux le nombre des avoués nécessaires à la représentation des parties ayant des intérêts distincts, **n° 1701**. — Le 28 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 976) relatif à la durée de conservation par les greffiers des dossiers prévus à l'article 79 du Code de procédure civile, **n° 1732**. — Le 28 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 1099) de M. Lalle et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'acte dit loi du 23 décembre 1941 sur les annonces judiciaires légales, **n° 1733**. — Le 4 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi :

1° de M. Jean-Paul David (n° 139) tendant à modifier les dispositions de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers ; 2° de M. Gaillard (n° 163) tendant à modifier l'article premier de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers ; 3° de MM. Defos du Rau et Siefridt (n° 396) tendant à compléter les dispositions des lois n° 49-420 du 25 mars 1949 et n° 51-695 du 24 mai 1951 portant révision et majoration de certaines rentes viagères ; 4° de MM. Defos du Rau, Garet et Siefridt (n° 411) tendant à compléter l'article 4 de la loi du 25 mars 1949 sur la révision des rentes viagères entre particuliers ; 5° de M. Estradère et plusieurs de ses collègues (n° 508) tendant à introduire le principe de l'échelle mobile en faveur des rentes viagères ; 6° de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues (n° 623) tendant à revaloriser les rentes viagères sous-critées auprès des institutions de prévoyance ou de sécurité sociale prévues par l'article 18 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 ; 7° de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues (n° 624) modifiant le taux et les conditions de revalorisation des rentes viagères ; 8° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 1217) tendant à revaloriser les rentes viagères visées par les lois n° 48-777 du 4 mai 1948, n° 49-420 du 25 mars 1949, n° 49-1098 du 2 août 1949 et n° 51-695 du 24 mai 1951 ; 9° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 1497) tendant à revaloriser les rentes viagères versées par les personnes morales en tant que charge accessoire d'un legs ; 10° de M. Médecin (n° 1551) tendant à interpréter la loi du 2 août 1949 en ce qui concerne les contrats dits « de capital différé à prime unique » (dispositions concernant les rentes viagères constituées entre particuliers), **n° 2360**. — Le 26 février 1952, une proposition de loi tendant à proroger les effets de la loi du 2 avril 1949, accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions et meublés, **n° 2808**. — Le 20 mars 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 194) de M. Penoy et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la vente à crédit d'engins propres à l'exécution de transports combinés rail-route, **n° 2992**. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi relative au contentieux administratif,

n° 3337. — Le 5 juin 1952, une proposition de loi tendant à rendre applicable aux sanctions disciplinaires prononcées en vertu de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative à la discipline des officiers ministériels, l'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891, **n° 3568.** — Le 26 juin 1952, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur le rapport (n° 1647) (fait au cours de la précédente législature) par M. Alfred Costes et repris le 21 novembre 1951 sur la proposition de loi de M. Moisan et plusieurs de ses collègues tendant à abaisser de 25 à 18 ans l'âge requis par la loi pour être électeur lors des élections prud'homales et de 30 à 25 ans l'âge requis pour être éligible, **n° 3836.** — Le 4 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions tendant à déterminer la procédure d'élection, par les membres de l'Assemblée Nationale représentant la métropole, de soixante-huit membres de l'Assemblée de l'Union Française (Application de l'article 67 de la Constitution, des articles 2, 5, 10 modifié, et 11 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française), **n° 3976.** — Le 9 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 3983) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 139) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier et à compléter la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, **n° 4030.** — Le 10 octobre 1952, une proposition de loi sur l'extension et la rénovation de la saisie conservatoire, **n° 4380.** — Le 30 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 2239) modifiant l'article 224 du Code pénal, **n° 4541.** — Le 30 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 1701) de MM. Maurice Grimaud, Garet et Salliard du Rivault tendant à compléter dans certains tribunaux le nombre des avoués nécessaires à la représentation des parties ayant des intérêts distincts, **n° 4542.** — Le 6 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 2041) de M. Gosset et plusieurs de ses collègues concernant les annonces judiciaires et légales, **n° 4624.** — Le 12 novembre 1952,

un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 2634) de M. Joseph Denais tendant à l'abrogation de l'article 3 de la loi du 16 novembre 1940 relative aux sociétés anonymes, **n° 4728.** — Le 28 novembre 1952, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Alfred Costes et plusieurs de ses collègues (n° 1944) tendant à accélérer la procédure devant la juridiction des prud'hommes, **n° 4904.** — Le 9 décembre 1952, une proposition de loi modifiant la loi du 10 juillet 1901 sur l'assistance judiciaire, **n° 5015.** — Le 18 décembre 1952, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur le rapport (n° 1649) (fait au cours de la précédente législature) (repris le 21 novembre 1951) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer le reçu pour solde de tout compte en matière de salaires, **n° 5135** (rectifié). — Le 5 février 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 2239) modifiant l'article 224 du Code pénal, **n° 5485.** — Le 5 février 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 2634) de M. Joseph Denais tendant à l'abrogation de l'article 3 de la loi du 16 novembre 1940 relative aux sociétés anonymes, **n° 5487.** — Le 5 février 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 1701) de MM. Maurice Grimaud, Garet et Salliard du Rivault tendant à compléter dans certains tribunaux le nombre des avoués nécessaires à la représentation des parties ayant des intérêts distincts, **n° 5488.** — Le 27 février 1953, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi (n° 4186) portant relèvement des taux de majorations de certaines rentes viagères et extension dans le temps du régime des majorations ; 2° la proposition de loi (n° 5582) de M. Joseph Denais tendant à étendre le bénéfice de la majoration des rentes viagères aux rentiers assujettis à la surtaxe progressive, **n° 5719.** — Le 13 mars 1953, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi

(n° 2239) modifiant l'article 224 du Code pénal, n° 5865. — Le 26 mars 1953, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. les projets de loi : 1° (n° 1394) tendant à faciliter l'acquisition des terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'équipement industriel ; 2° (n° 5528) relatif à diverses mesures de nature à accélérer, dès 1953, la construction de logements économiques et familiaux (dispositions concernant les mesures tendant à mettre les terrains nécessaires à la disposition immédiate des constructeurs). II. la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 1469) tendant à faciliter les opérations foncières et la construction d'habitations à loyer modéré et à constituer des offices publics d'aménagements des régions urbanisées ou en voie d'urbanisation, n° 6042. — Le 18 mai 1954, une proposition de loi tendant à créer un ordre des experts comptables et une compagnie nationale des comptables agréés, n° 6193. — Le 3 juin 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 2041) de M. Gosset et plusieurs de ses collègues concernant les annonces judiciaires et légales, n° 6261. — Le 2 juillet 1953, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 3971) de M. Moisan et plusieurs de ses collègues tendant à la création de conseils supérieurs de prud'hommes, n° 6406. — Le 9 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 6081) portant création d'une troisième justice de paix à Nice, n° 6475. — Le 22 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 6708) relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues au mois d'août 1953, n° 6949. — Le 27 octobre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 6708) et la lettre rectificative (n° 6956) au projet de loi relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues au mois d'août 1953, n° 7006. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 6136) concernant le statut disciplinaire des greffiers titulaires de charge, n° 7089. — Le 2 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur

l'avis (n° 7301) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6708) adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux forclusions encourues du fait des grèves survenues au mois d'août 1953, n° 7351. — Le 12 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Maurice Grimaud (n° 4380) sur l'extension et la rénovation de la saisie conservatoire ; 2° de M. Minjoz (n° 7316) tendant à modifier les articles 601 et 617 du Code de procédure civile, n° 7768. — Le 19 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 6655) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord passé entre la France et la Principauté de Monaco pour l'octroi aux rentiers viagers de nationalité monégasque de certaines majorations de rentes viagères, n° 7845. — Le 23 février 1954, une proposition de loi tendant à compléter et modifier les dispositions de l'acte dit loi du 22 septembre 1942 validé par l'ordonnance du 9 octobre 1945 sur les effets du mariage quant aux droits et devoirs des époux et modifiant l'article 1463 du Code civil et la loi du 17 mars 1909, n° 7855. — Le 5 mars 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi (n° 5386) de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 en ce qui concerne le remplacement des sièges devenus vacants dans la représentation métropolitaine à l'Assemblée de l'Union française, n° 7979. — Le 18 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 1245) de M. Bourgeois tendant à modifier les articles 68, 1037 et 1039 du Code de procédure civile, n° 8082. — Le 25 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 5280) de M. Alfred Krieger tendant à modifier l'article premier de la loi du 8 septembre 1940 relative au nombre des administrateurs de sociétés anonymes en vue de faciliter les regroupements d'entreprises par fusion, n° 8137. — Le 4 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 52-377 du 9 avril 1952, modifiant la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 8383. — Le 11 mai 1954,

un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 3945) de MM. Mignot, Chamant et Marcel Massot tendant à modifier l'article 15 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 en ce qui concerne les droits respectifs des actionnaires et des porteurs de parts des sociétés d'électricité nationalisées sur les biens restitués, **n° 8439**. — Le 11 mai 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Maurice Grimaud (n° 4380) sur l'extension et la rénovation de la saisie conservatoire; 2° de M. Minjoz, (n° 7316) tendant à modifier les articles 601 et 617 du Code de procédure civile, **n° 8440**. — Le 13 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 8148) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 4191) modifiant l'article 224 du Code pénal, **n° 8448**. — Le 13 mai 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 1245) de M. Bourgeois tendant à modifier les articles 68, 1037 et 1039 du Code de procédure civile, **n° 8454**. — Le 10 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 8540) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1227) tendant à permettre de compléter, dans certains tribunaux, le nombre des avoués nécessaires à la représentation des parties ayant un intérêt distinct, **n° 8626**. — Le 11 juin 1954, une proposition de loi tendant à compléter les articles 2 et 4 de la loi n° 53-1244 du 17 décembre 1953 relative aux forclusions encourues du fait des grèves survenues au mois d'août 1953, **n° 8639**. — Le 24 juin 1954, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Maurice Grimaud (n° 4380) sur l'extension et la rénovation de la saisie conservatoire; 2° de M. Minjoz (n° 7316) tendant à modifier les articles 601 et 617 du Code de procédure civile, **n° 8702**. — Le 24 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 8283) modifiant l'article 593 du Code de procédure civile, **n° 8703**. — Le 29 juin 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des

pétitions sur la proposition de résolution (n° 8543) de M. Gaumont tendant à la nomination par l'Assemblée Nationale d'une Commission parlementaire d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles fonctionnent, en Guyane : a) depuis sa mise en place, l'Administration préfectorale; b) les différents services, établissements publics ou organismes bénéficiant de l'aide de l'Etat et qui doivent concourir au développement économique et social de ce département, **n° 8763**. — Le 8 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les articles 2 et 3 de la proposition de loi (n° 8639) de Maurice Grimaud tendant à compléter les articles 2 et 4 de la loi n° 53-1244 du 17 décembre 1953 relative aux forclusions encourues du fait des grèves survenues au mois d'août 1953. (Dispositions relatives à la procédure alsacienne), **n° 8847**. — Le 29 juillet 1954, une proposition de loi modifiant les deux premiers alinéas de l'article 29 de la loi n° 53-684 du 6 août 1953 portant création du fonds de développement de l'industrie cinématographique, **n° 9011**. — Le 6 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Rouxom (n° 7995) portant majoration des rentes viagères ayant pour objet le paiement de sommes d'argent variables en fonction du salaire départemental moyen, servant de base au calcul des prestations familiales; 2° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 8202) tendant à donner une nouvelle base aux contrats indexés sur le salaire moyen départemental; 3° de M. Claudius-Petit et plusieurs de ses collègues (n° 8207) tendant à ce que le salaire minimum interprofessionnel garanti soit substitué au salaire moyen départemental dans les clauses de contrats de vente immobilière en viager comportant une indexation sur ce dernier salaire, **n° 9091**. — Le 6 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 8769) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1348) tendant à modifier les articles premier et 6 de l'acte dit loi du 16 novembre 1940 relative aux sociétés anonymes, **n° 9092**. — Le 12 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 9025) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (in-8° n° 1389) adoptée par l'Assemblée Nationale

tendant à modifier les articles 68, 1037 et 1039 du Code de procédure civile, **n° 9454**. — Le 18 novembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Bouxom (n° 7995) portant majoration des rentes viagères ayant pour objet le paiement de sommes d'argent variables en fonction du salaire départemental moyen, servant de base au calcul des prestations familiales ; 2° de M. Minjot et plusieurs de ses collègues (n° 8202) tendant à donner une nouvelle base aux contrats indexés sur le salaire moyen départemental ; 3° de M. Claudius-Petit et plusieurs de ses collègues (n° 8207) tendant à ce que le salaire minimum interprofessionnel garanti soit substitué au salaire moyen départemental dans les clauses de contrats de vente immobilière en viager comportant une indexation sur ce dernier salaire, **n° 9499**. — Le 24 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 9375) de M. Jozeau-Marigné, sénateur, tendant à modifier l'article 617 du Code de procédure civile de manière à interdire les ventes publiques de meubles les dimanches et jours fériés, **n° 9560**. — Le 24 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 5668) de M. de Moro-Giafferri tendant à modifier l'article 2101 du Code civil et l'article 549 du Code de commerce, **n° 9561**. — Le 1^{er} décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 9478) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1484) concernant les annonces judiciaires et légales, **n° 9624**. — Le 15 décembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 9478) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1484) concernant les annonces judiciaires et légales, **n° 9723**. — Le 30 décembre 1954, une proposition de loi tendant à limiter dans le temps les effets des privilèges du Trésor et des privilèges garantissant le paiement des cotisations de la Sécurité sociale, **n° 9854**. — Le 13 janvier 1955, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de décret portant réforme de la publicité foncière, **n° 9895**. — Le 18 février 1955, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la

Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Bouxom (n° 7995) portant majoration des rentes viagères ayant pour objet le paiement de sommes d'argent variables en fonction du salaire départemental moyen, servant de base au calcul des prestations familiales ; 2° de M. Minjot et plusieurs de ses collègues (n° 8202) tendant à donner une nouvelle base aux contrats indexés sur le salaire moyen départemental ; 3° de M. Claudius-Petit et plusieurs de ses collègues (n° 8207) tendant à ce que le salaire minimum interprofessionnel garanti soit substitué au salaire moyen départemental dans les clauses de contrats de vente immobilière en viager comportant une indexation sur ce dernier salaire, **n° 10128**. — Le 3 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Bernard Lafay (n° 2290) tendant à supprimer la majoration de 10 0/0 des impositions à la charge des personnes condamnées à des peines d'indignité nationale ; 2° de M. Isorni (n° 8471) tendant à modifier les articles 4 et 11 de la loi n° 53-681 du 6 août 1953 portant amnistie ; 3° de M. Wolff (n° 8566) tendant à compléter les dispositions de l'article 16 de la loi n° 53-861 du 6 août 1953 portant amnistie ; 4° de MM. Beauvais et Henry Torrès, sénateurs, (n° 8139) tendant à modifier la loi du 6 août 1953 portant amnistie, **n° 10277**. — Le 17 mars 1955, un 3^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Bouxom (n° 7995) portant majoration des rentes viagères ayant pour objet le paiement de sommes d'argent variables en fonction du salaire départemental moyen, servant de base au calcul des prestations familiales ; 2° de M. Minjot et plusieurs de ses collègues (n° 8202) tendant à donner une nouvelle base aux contrats indexés sur le salaire moyen départemental ; 3° de M. Claudius-Petit et plusieurs de ses collègues (n° 8207) tendant à ce que le salaire minimum interprofessionnel garanti soit substitué au salaire moyen départemental dans les clauses de contrats de vente immobilière en viager comportant une indexation sur ce dernier salaire, **n° 10431**. — Le 12 mai 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Bernard Lafay (n° 2290) tendant à supprimer la majoration de 10 0/0 des impositions à la charge des

personnes condamnées à des peines d'indignité nationale ; 2^o de M. Isorni (n^o 8474) tendant à modifier les articles 4 et 11 de la loi n^o 53-681 du 6 août 1953 portant amnistie ; 3^o de M. Wolff (n^o 8566) tendant à compléter les dispositions de l'article 16 de la loi n^o 53-861 du 6 août 1953 portant amnistie ; 4^o de MM. Beauvais et Henry Torrès, sénateurs. (n^o 8139) tendant à modifier la loi du 6 août 1953 portant amnistie, **n^o 10717**. — Le 17 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République relative aux mesures conservatoires (art. 48 à 57 du Code de procédure civile) et modifiant les articles 417, 557, 559, 564, 601, 617, 663 et 759 dudit Code et l'article 446 du Code de commerce, **n^o 10746**. — Le 24 mai 1955, une proposition de loi relative au maintien dans les lieux des sociétés de personnes exerçant une profession libérale, **n^o 10821**. — Le 7 juillet 1955, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n^o 9793) de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à rendre obligatoire en premier ressort la compétence des conseils de prud'hommes pour connaître des différends intéressant les employés du commerce et de l'industrie, **n^o 11133**. — Le 8 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager la création d'une Caisse de Compensation et de Remembrement destinée à sauvegarder l'exploitation agricole en Tunisie, **n^o 11168**. — Le 13 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n^o 11335) adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, tendant à donner une nouvelle base aux contrats indexés sur le salaire moyen départemental, **n^o 11605**. — Le 13 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n^o 11447) adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, adoptée avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa 2^e lecture, modifiée par le Conseil de la République dans sa 2^e lecture relative aux mesures conservatoires (art. 48 à 57 du Code de procédure civile) et modifiant les articles 417, 457, 559, 564, 601, 617, 663 et 759 dudit Code et l'article 446 du Code de Commerce, **n^o 11607**. — Le 28 octobre 1955, un rapport au nom de la

Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1^o de M. Pierre Garet (n^o 9496) tendant à modifier le décret-loi du 25 août 1937 modifié par le décret-loi du 14 juin 1938, les lois des 6 août 1941 et 25 mai 1951 et par le décret n^o 53-967 du 30 septembre 1953, sur la procédure de recouvrement de certaines créances commerciales ; 2^o de M. Henri-Louis Grimaud (n^o 9849) tendant à modifier le décret du 30 septembre 1953 relatif au recouvrement de certaines créances commerciales ; 3^o de M. Haumesser (n^o 9989) tendant à compléter le décret-loi du 25 août 1937 sur la procédure de recouvrement de certaines créances commerciales. **n^o 11744**. — Le 25 novembre 1955, une proposition de loi tendant à coordonner certains articles de la loi n^o 55-1475 du 12 novembre 1955 relative aux mesures conservatoires avec ceux des décrets n^o 55-22 du 4 janvier 1955 sur la réforme de la publicité foncière et n^o 55-583 du 20 mai 1955 relatif aux faillites et règlements judiciaires et à la réhabilitation, **n^o 11981**.

Interventions :

Ses rapports sur les élections dans les départements du Rhône, de Saint-Pierre-et-Miquelon, de Saône-et-Loire, de Savoie [5 juillet 1951] (p. 5891, 5892, 5893). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles : *Sa motion préjudicielle demandant le renvoi à la Commission de la Justice* [24 juin 1952] (p. 3145) ; *la retire* (p. 3146) ; *Son contre-projet tendant à reprendre les dispositions des propositions de loi Armen-gaud et Vallon* (p. 3174 et suiv.) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à prévoir le huis clos à la requête des parties* [10 juillet 1952] (p. 3785, 3786) ; *Son amendement tendant à prévoir des commissions rogatoires* (p. 3786) ; *le retire* (ibid) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à prévoir des pourvois en Cour de Cassation* (p. 3791). — Est entendu sur le report de la discussion du rapport déterminant la procédure d'élection des membres de l'Assemblée de l'Union française [4 juillet 1952] (p. 3522). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution déterminant la procédure d'élection des membres de l'Assemblée de l'Union française, en qualité de *Rapporteur* (p. 3541, 3542) ; — d'une proposition de loi portant révision de certaines rentes viagères, amendée par le Conseil de la

République, en qualité de *Rapporteur* [11 juillet 1952] (p. 3921) ; — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *discussion générale (ses observations sur les catégories de propriétaires privilégiés usant et abusant du droit de reprise)* [7 octobre 1952] (p. 4072, 4073) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires logés qui sont mis à la retraite* [9 octobre 1952] (p. 4176) ; *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires mis à la retraite qui étaient logés par leur administration* [10 octobre 1952] (p. 4213) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 9 : *Son amendement tendant à appliquer l'article aux condamnations définitives et aux contumaces* [27 novembre 1952] (p. 5774) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 46 : *Son amendement tendant à supprimer l'article taxant la rémunération des administrateurs de sociétés* [11 décembre 1952] (p. 6171) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; EDUCATION NATIONALE, Art. 7 bis : *Son amendement tendant à disjoindre l'article exonérant d'impôts les contributions à la restauration de Versailles* [30 janvier 1953] (p. 712) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Art. 8 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires pour les œuvres de charité à but non lucratif* (p. 741) ; — du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique ; Article additionnel : *amendement de M. Lanet tendant à insérer un article relatif au rôle de contrôle de l'expert comptable prévu pour chaque film subventionné* (p. 1213) ; Art. 14 : *Son amendement relatif aux modalités d'emploi de l'aide financière par les producteurs* (p. 1215) ; *Amendement de M. Lecanuet tendant à établir l'incessibilité de ces fonds et une hiérarchisation des dépenses privilégiées à faire, grâce à l'aide financière de l'Etat* (p. 1216, 1217) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif aux associations de producteurs* (p. 1239) ; Art. 20 : *Son amendement relatif au paiement par les producteurs des dépenses privilégiées* (p. 1243) ; *Son amendement tendant à permettre aux producteurs des délégations de fonds* (p. 1244) ; Art. 22 : *Son amendement relatif au cas des producteurs en faillite* (p. 1244) ;

Art. 26 : *Amendement de M. Lecanuet tendant à permettre aux petits exploitants de louer les films au forfait et de renoncer à l'aide en gardant l'intégralité de leur recette* [26 février 1953] (p. 1395) ; Art. 29 : *Son amendement tendant à supprimer l'expression « impôt sur le revenu »* (p. 1400) ; le retire (ibid.) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à favoriser les exploitants fidèles aux réseaux de distribution français* [27 février 1953] (p. 1483) ; Art. 36 : *Son amendement relatif aux sanctions contre laquelle se sera soustrait au paiement de la taxe* (p. 1486, 1487) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (ses observations sur les inconvénients du dirigisme coûteux pour l'industrie du cinéma)* (p. 1495) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 14 : *Sommes inscrites au compte des producteurs en vue de la production de films français de long métrage, affectation préférentielle en cas de faillite* ; *Son amendement tendant à écarter l'adjonction introduite par le Conseil de la République (le soutien)* [24 juillet 1953] (p. 3893) ; — du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères, en qualité de *Rapporteur pour avis* [3 mars 1953] (p. 1551) ; Article additionnel : *Amendement de M. Catroux relatif au cas des créanciers ayant établi un contrat sur la base du salaire départemental moyen* [5 mars 1953] (p. 1615) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 14 bis : *Son amendement tendant à inclure toutes les catégories de fonctionnaires et agents* [10 mars 1953] (p. 1759, 1760) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à rendre la plénitude des droits syndicaux à ceux qui en ont été privés* (p. 1764) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 15 bis : *Suspension des effets financiers de l'amnistie jusqu'au vote du plan quadriennal concernant les victimes de la guerre* ; *Son amendement tendant à la suppression de ce texte rejeté par le Conseil de la République et repris par la Commission (droit à pension des épurés incontestable, car de droit commun ; droits respectables, mais éventuels, des victimes de la guerre)* [24 juillet 1953] (p. 3929, 3930) ; Art. 15 ter : *Epuration syndicale* ; *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République écartant toute distinction entre épurés sur le plan départemental ou national (acquiescement par les juridictions répressives des principaux responsables de la Charte du Travail)* (p. 3932) ; Art. 22 : *Levée de la*

contrainte par corps accessoire à une condamnation lavée par l'amnistie ; Son amendement tendant à supprimer ce texte écarté par le Conseil de la République (droit à réparation intangible des parties civiles, voies d'exécution traditionnelles, précédents en ce sens) (p. 3936) ; retire son amendement sur les observations de M. de Moro-Giafferri (p. 3937) ; — d'une proposition de loi relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945, amendée par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à ne pas faire du 8 mai un jour chômé (p. 1892) ; Art. 3 : Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi du 13 juillet 1905 (p. 1892) ; le retire (p. 1892) ; — du projet de loi relatif au contentieux administratif ; Art. 1^{er} : Son amendement tendant au maintien des règles actuelles avec un élargissement des pouvoirs des conseils de préfecture [17 mars 1953] (p. 1961, 1962) ; Amendement de M. Prelot tendant à inclure les recours pour excès de pouvoir [26 mars 1953] (p. 2363) ; Art. 2 : Son amendement de forme (p. 2364) ; Art. 6 : Son amendement tendant à inclure les avoués (p. 2373) ; — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement par zones : Sa motion préjudicielle tendant à l'ajournement du débat (distribution tardive du rapport, délibération récente du Conseil économique, absence d'avis de la Commission de la Justice) [20 mars 1953] (p. 2109) ; en qualité de Rapporteur pour avis [27 mars 1953] (p. 2480) ; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à laisser six mois pour réaliser un accord amiable avant l'expropriation (p. 2487) ; Art. 2 : Amendement de M. Durbet tendant à accélérer la procédure en limitant le délai accordé à la commission arbitrale (p. 2499) ; Art. 3 : Son amendement tendant à interdire les expropriations en one de location du terrain par les collectivités publiques (p. 2501) ; Art. 3 quater : Amendement de M. Durbet tendant à permettre aux collectivités de faire des cessions gratuites de lots de terrains (p. 2504) ; Art. 10 : Amendement de M. Gaubert tendant à autoriser les collectivités à utiliser la procédure d'urgence pour les expropriations (p. 2507 et suiv.) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : Droit d'expropriation reconnu à certaines collectivités publiques : Son amendement tendant à rétablir le texte proposé par le Conseil de la République, limitant nom-

mément ce droit à l'Etat, aux départements et aux communes (possèdent seuls la souveraineté, à l'exclusion des établissements publics, chambres de commerce, offices d'H.L.M., etc.) [24 juillet 1953] (p. 3901) ; Son amendement tendant à exiger que les projets d'aménagement soient préalablement « dûment approuvés » et non pas seulement « pris en considération » (son désir de maintenir le principe de l'expropriation) ; nécessité de garanties sérieuses, donc de plans « approuvés », c'est-à-dire définitifs (p. 3903, 3904) ; Art. 3. : Affectation des immeubles expropriés ; Amendement de M. Minjoz tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale, prévoyant la possibilité de mise en location pour quatre-vingt-dix-neuf ans, aux fins d'implantations industrielles ou commerciales (texte insolite en France ; inaptitude des communes à gérer des biens privés) (p. 3906) ; — du projet de loi portant fixation du tarif des droits de douane d'importation : Question préalable de M. Pierre André (Intervention du Parlement dans le conflit judiciaire entre importateurs de biens d'équipement et douanes, pouvoir du Gouvernement de modifier les tarifs par décret) [21 juillet 1953] (p. 3632, 3633) ; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à exonérer les biens d'équipement importés en vertu de licences accordées avant octobre 1948 (p. 3641). — Est entendu, en qualité de Rapporteur pour avis, sur la proposition de loi tendant à la suppression du reçu pour solde de tous comptes en matière de salaires : Accord intervenu avec la Commission de la justice [24 juillet 1953] (p. 3878, 3879). — Prend part à la discussion du projet de loi sur la réorganisation des hôpitaux de Marseille, amendé par le Conseil de la République : Priorité extravagante attribuée à Marseille, au mépris du plan hospitalier national et de sa commission de classement : autres cas tragiques, Nantes et Saint-Nazaire par exemple [30 octobre 1953] (p. 4701). — ses rapports sur des pétitions [26 novembre 1953] (p. 5602 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le krach du Crédit mutuel du bâtiment : Discussion générale (Nécessité de renflouer le C. M. B.) [2 décembre 1953] (p. 5827) ; — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux : Art. 1^{er} : Conditions nécessaires pour exercer le droit de renouvellement du bail [15 décembre 1953] (p. 6827, 6828) ; Son amendement tendant à ne pas appliquer le décret du

30 septembre 1953 avec effet rétroactif (p. 6828); — d'une proposition de loi relative au reçu pour solde de tout compte et au bulletin de paye, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [31 décembre 1953] (p. 7109); — d'une proposition de loi relative à la procédure devant la juridiction des Prud'hommes, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [31 décembre 1953] (p. 7110); Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'exécution provisoire d'un jugement susceptible d'appel* (p. 7111); — d'une proposition de loi concernant la représentation métropolitaine à l'Assemblée de l'Union française, en qualité de *Rapporteur* : *Remplacements de vacances à l'Assemblée de l'Union française, abrogation de la loi du 27 août 1951, évolution des groupes, division du R. P. F. et du groupe paysan* [12 mars 1954] (p. 846, 847); *Contre-projet de M. Moisan sur les conditions de remplacement des vacances à l'Assemblée de l'Union française et la nouvelle répartition des sièges entre les groupes actuellement existant à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République* (p. 849). — Son rapport sur une pétition [24 mars 1954] (p. 1232). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 6 : *Son amendement (Atténuation de la pénalisation fiscale frappant les ventes des sociétés mères à filiales)* [26 mars 1954] (p. 1338); — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif aux tarifs des droits de douane d'importation, Art. 1^{er} : *Son amendement (Exonération des droits de douane sur les matériels d'équipement importés entre le 17 octobre 1948 et le 31 décembre 1952)* [6 avril 1954] (p. 1800). — Son rapport sur une pétition [4 mai 1954] (p. 2107). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, Art. 20 : *Son amendement (Indemnité de congédiement aux ouvriers)* [20 mai 1954] (p. 2544, 2545); Art. 22 : *Son amendement (Élévation au coefficient 500 pour la liquidation des droits)* (p. 2546); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote (Expropriation pour cause d'utilité privée)* [20 juillet 1954] (p. 3459); — d'une proposition de loi relative aux annonces judiciaires et légales, en qualité de *Rapporteur* : [20 juillet 1954] (p. 3460); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Secrétain*

(*Unification des règles de publicité*) (p. 3461); Art. 2 : *Amendement de M. Secrétain (Inscription à la Commission paritaire des papiers de presse)* (p. 3462); *Amendement de M. Secrétain (Tirage minimum exigé pour recevoir les annonces)* (p. 3463); Art. 3 : *Amendement de M. André Hugues (Fixation du prix de la ligne d'annonces par le préfet)* (p. 3465); Art. 3 : *Amendement de M. Secrétain tendant à interdire les remises sur les prix des annonces* (p. 3466); — d'une proposition de loi relative à la réforme de la filiation : *Discussion générale (Création d'une filiation créant un droit préférable aux collatéraux et à l'Etat)* [27 juillet 1954] (p. 3623). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la construction d'un paquebot pour la ligne de l'Atlantique nord : *Utilité d'un navire rapide et confortable* [27 juillet 1954] (p. 3639). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation vieillesse agricole, Art. 1^{er} : *Son amendement (Cotisation du chef d'exploitation non affilié à l'organisme d'allocation vieillesse agricole)* [28 juillet 1954] (p. 3690), [3 août 1954] (p. 3793); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative à l'extension et la rénovation de la saisie conservatoire, en qualité de *Rapporteur* [4 août 1954] (p. 3836); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE, pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 novembre 1954] (p. 4913); Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à supprimer ce chapitre (Décret réduisant l'indemnité spéciale des magistrats)* (p. 4915, 4916); Chap. 31-12 : *Son amendement indicatif (Indemnité de fonction des greffiers)* (p. 4919); *le retire* (p. 4921); Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (Revendication du personnel pénitentiaire)* (p. 4922). — Son rapport sur une pétition [2 février 1955] (p. 644). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'état d'urgence, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 8 : *Recours devant une commission consultative, son amendement (Recours devant le tribunal administratif)* [31 mars 1955] (p. 2197, 2198, 2200, 2201); *le retire* (p. 2205); Art. 13 : *Amendement de M. Minjoz tendant à substituer les tribunaux correctionnels aux tribunaux militaires* (p. 2212); — des propositions de loi relatives à la base des contrats indexés sur le salaire moyen départemental, en qualité de *Rapporteur* : *Choix de l'indexation*

au montant des allocations familiales payées aux chefs de famille de deux enfants résidant dans la zone d'abattement zéro [10 mai 1955] (p. 2616) ; Article unique : *Répercussion sur les loyers* (p. 2616) ; — d'une proposition de loi relative aux droits des actionnaires et des porteurs de parts des sociétés d'électricité nationalisées sur les biens restitués, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 mai 1955] (p. 2665, 2666) ; — de propositions de loi relatives à la révision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels, Article unique : *Son amendement (Révision du loyer des baux emphytéotiques)* [13 mai 1955] (p. 2762) ; *Son amendement (Liaison aux variations de l'indice dit des 47 articles)* (p. 2762, 2763) ; — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 34 : *Son amendement (Reconstruction des hôpitaux sinistrés, extension du taux de 40 0/0 prévu pour la participation de l'Etat à tous les travaux en cours)* [17 mai 1955] (p. 2850) ; de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 25 : *Son amendement (Droit préférentiel des actionnaires)* [18 mai 1955] (p. 2888, 2889) ; — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement, Art. 1^{er} : *Libération des échanges, programme énergétique, transports* [25 mai 1955] (p. 3031, 3032). — Ses rapports sur des pétitions [18 juin 1955] (p. 3161, 3162). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'intégration des fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains, Art. 3 : *Son amendement (Conditions de réintégration des fonctionnaires, des agents français non titulaires et des agents de la compagnie des chemins de fer tunisiens)* [8 juillet 1955] (p. 3766). — Son rapport sur une pétition [27 juillet 1955] (p. 4387). — Prend part à la discussion : du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Dispositions tendant à l'accélération des procédures pénales* [28 juillet 1955] (p. 4413, 4414) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article (Création d'un tribunal militaire de cassation)* ; *Demande de mise en liberté provisoire* [29 juillet 1955] (p. 4534) ; — du projet de loi portant création de cours d'appel et de postes de magistrats et de fonctionnaires judiciaires en Algérie, en qualité de *Rapporteur pour avis* [29 juillet 1955] (p. 4548) ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Création de deux cours d'appel)* (p. 4549, 4550). — Est nommé Représen-

tant de la France à l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [26 octobre 1955] (p. 5278). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées* [2 novembre 1955] (p. 5483) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la révision triennale des baux commerciaux, Art. 2 : *Son amendement (Intervention du coefficient d'adaptation départemental)* [17 novembre 1955] (p. 5799). — Ses rapports sur des pétitions [23 novembre 1955] (p. 5960, 5961).

GROUSSEAUD (M. Jean), Député de la Seine [3^e circonscription] (A.R.S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) (1) ; de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) (1) ; de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) (1), [16 juillet 1953] (**F. n° 278**) [21 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission de la justice et de législation [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [16 juillet 1953] (**F. n° 278**) de la Commission des territoires d'outre-mer [11 mars 1955] (**F. n° 507**). — Est élu juré suppléant de la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1954) [9 avril 1954] (**F. n° 379**).

Dépôts :

Le 9 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 31 décembre 1951 le délai prévu pour le paiement des impôts mis en recouvrement avant le 31 août 1951, **n° 1448**. — Le 13 novembre 1952, une proposition de loi tendant à ce que les taxes dites municipales soient établies et directement récupérées par l'administration fiscale, **n° 1502**. — Le 15 no-

(1) Démissionnaire le 18 juin 1953 (F. n° 267).

vembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 927) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à compléter l'article 1590 du Code civil, n° 1562. — Le 19 février 1952, une proposition de loi tendant à instituer des mesures d'exemption fiscale en faveur de la construction, n° 2726. — Le 27 mars 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 734) de Mme Marcelle Devaud, sénateur, relative à la protection des mères de famille abandonnées, n° 3065. — Le 1^{er} avril 1952, une proposition de loi tendant au recul de l'âge des retraites, n° 3141. — Le 24 juin 1952, une proposition de loi tendant à abroger l'article 2 et à modifier l'article 3 de la loi n° 356 du 20 mars 1951 portant interdiction du système de vente avec prime en nature, n° 3786. — Le 10 octobre 1952, une proposition de loi tendant à étendre les mesures facilitant l'adoption et la légitimation adoptive, n° 4388. — Le 28 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir dans le projet de réforme fiscale ainsi que dans la loi de finances le principe définitivement adopté du quotient familial, n° 4527. — Le 6 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République (n° 1101) sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) relatif à la répression des crimes et délits commis contre les enfants, n° 4625. — Le 4 décembre 1952, une proposition de loi tendant à donner l'égalité des droits en matière de législation sociale aux anciens combattants 1914-1918 tunisiens et marocains, n° 4980. — Le 16 décembre 1952, une proposition de loi tendant à fixer le délai maximum de liquidation de la retraite et le remboursement du trop-perçu, n° 5114. — Le 16 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945 complétée par l'arrêté du 2 août 1949, n° 5115. — Le 18 décembre 1952, une proposition de loi tendant à proportionner la responsabilité civile des propriétaires immobiliers aux ressources dont ils disposent pour les dépenses d'entretien, n° 5151. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à organiser le crédit dans l'in-

dustrie du meuble, n° 5281. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi concernant les personnes ayant participé aux emprunts de la Défense nationale entre août 1914 et novembre 1918, n° 5282. — Le 6 mars 1953, une proposition de loi concernant le renouvellement des baux commerciaux, n° 5804. — Le 17 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 5528) relatif à diverses mesures de nature à accélérer, dès 1953, la construction de logements économiques et familiaux (art. 9 et chap. IX) (dispositions relatives aux prix des loyers et aux primes de déménagement), n° 5883. — Le 27 mars 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République (n° 1101) sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) relatif à la répression des crimes et délits commis contre les enfants, n° 6056. — Le 23 juillet 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1651 du Code général des impôts relatif à la composition de la Commission départementale des impôts directs, n° 6632. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 octobre 1953 l'application de la majoration de 10 0/0 pour l'impôt foncier non payé, n° 6742. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant au relèvement du plafond pour l'obtention de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées, n° 6788. — Le 23 octobre 1953, une proposition de loi tendant à exonérer les hôteliers de la responsabilité des impôts dus par leurs clients, n° 6970. — Le 19 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée Nationale de tout texte relatif à la souveraineté sur les Minquiers et les Ecrehou, n° 7219. — Le 6 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont (n° 340) tendant à la protection des animaux ; 2° de M. Louis Rollin (n° 1656) tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 dite loi Grammont ; 3° de M. Soustelle et plusieurs de ses collègues (n° 2509) tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 en vue d'assurer la répression effective des mauvais traitements envers les animaux, n° 8389. — Le 11 juin 1954, une proposition

de loi instituant le concordat fiscal, n° 8630. — Le 9 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer le reclassement des gradés de la police municipale parisienne et à accorder la parité de traitement entre la police municipale et la police judiciaire, n° 8873. — Le 20 juillet 1954, une proposition de loi tendant à accorder aux aveugles et grands infirmes des réductions de prix sur les transports, n° 8913. — Le 12 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le projet de loi (n° 8335) tendant à modifier le taux de compétence des juridictions des loyers ; II. les propositions de loi 1° de M. Isorni (n° 4596) tendant à modifier le taux de la compétence du juge de paix ; 2° de M. Maton et plusieurs de ses collègues (n° 7392) tendant à relever la compétence des juges de paix en matière de loyer ; 3° de M. Mignot (n° 8013) concernant la modification des taux de compétence des tribunaux judiciaires, n° 9158. — Le 23 novembre 1954, une proposition de loi tendant à transférer les dossiers des aveugles civils et des paraplégiques descendants majeurs des « morts pour la France » du Ministère de la Santé publique au Ministère des Anciens combattants et victimes de la guerre, n° 9550. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi tendant à instituer le jury fiscal, n° 9892. — Le 18 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 7446) de M. Isorni tendant à modifier l'article 401 du Code pénal, en matière de filouterie d'aliments et de logement, n° 9920. — Le 18 janvier 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont (n° 340) tendant à la protection des animaux ; 2° de M. Louis Rollin (n° 1656) tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 dite loi Grammont ; 3° de M. Soustelle et plusieurs de ses collègues (n° 2509) tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 en vue d'assurer la répression effective des mauvais traitements envers les animaux, n° 9931. — Le 10 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République modifiant le taux de compétence des justices de paix, n° 10692. — Le 21 juin 1955,

une proposition de loi tendant à mettre sur le même plan toutes les rentes viagères constituées auprès de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse, n° 10904. — Le 5 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement de la République à autoriser la translation des cendres du Maréchal Pétain, par les anciens combattants de Verdun, au cimetière national de Douaumont, n° 11114. — Le 20 octobre 1955, une proposition de loi tendant à majorer de 100 0/0 le montant de certaines pensions de vieillesse et de diverses allocations dont les titulaires ont dépassé l'âge de 72 ans, n° 11654.

Interventions :

Son rapport sur les élections de la Côte française des Somalis [19 juillet 1951] (p. 5981). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 11-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Création de postes nouveaux)* [19 décembre 1951] (p. 9397, 9398) ; *le retire* (p. 9405) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : *Motion préjudicielle de Mme Rabaté demandant plus de crédits pour les habitations à loyers modérés* [23 décembre 1951] (p. 9734). — Dépose une demande d'interpellation : sur les diligences passées du Gouvernement et sa politique actuelle en présence de l'écartèlement des Lieux Saints [29 décembre 1951] (p. 10089) ; — sur l'attitude du Gouvernement en présence de l'écartèlement des Lieux Saints [25 janvier 1952] (p. 380). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Art. 28 : *Motion préjudicielle de M. Grimaud tendant à surseoir au vote en attendant les résultats de l'enquête de la Commission de la justice (Impôt sur la propriété bâtie)* [3 avril 1952] (p. 1879) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'article 43 portant amnistie fiscale* [8 avril 1952] (p. 1985). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique dirigiste du Gouvernement en matière de prix en ce qui concerne les hôtels et la viande [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie : *Discussion générale (Ses observations*

sur la nécessité de l'amnistie promise par le général de Gaulle, l'insuffisance de la loi d'amnistie [24 octobre 1952] (p. 4386 et suiv.); Art. 2 : Son amendement tendant à tenir compte des mesures de grâce à intervenir [25 novembre 1952] (p. 5598); Son amendement tendant à amnistier les condamnés à des peines de dix ans de prison, compte tenu des grâces intervenues (p. 5598); Art. 8 : Son amendement tendant à supprimer l'article n'amnistiant pas les condamnations prononcées par la Haute Cour de justice (p. 5669); — du projet de loi portant prorogation des baux commerciaux : Discussion générale (Ses observations sur le retard de la discussion de cette loi) [19 décembre 1952] (p. 6605). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question relative à l'internationalisation des Lieux Saints [30 janvier 1953] (p. 731, 732). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 24 : Son amendement relatif à la date d'application de la loi [26 février 1953] (p. 1372); Amendement de M. Bignon tendant à amnistier toutes les infractions de droit commun sanctionnées par des peines légères (p. 1373); Art. 24 bis : Son amendement tendant à amnistier les délinquants primaires parents de soldats morts au champ d'honneur, d'otages fusillés, d'incorporés de force et de résistants (p. 1375, 1376); Amendement de M. A. Coste-Floret tendant à n'amnistier que les infractions punies de peines correctionnelles (p. 1377, 1378); Art. 27 : Son amendement tendant à ne pas amnistier les dirigeants de sociétés anonymes ayant publié de faux bilans [27 février 1953] (p. 1428); Art. 28 : Son amendement tendant à amnistier les infractions à la législation économique et à la réglementation des prix (p. 1428); Art. 27 : Son amendement relatif aux sanctions professionnelles infligées aux architectes (p. 1430); le retire (ibid.); Art. 33 : Son amendement tendant à ne pas appliquer l'amnistie aux frais de poursuite et d'instance avancés par l'Etat (p. 1456); le retire (ibid.); Art. 14 : Son amendement tendant à réintégrer les épurés administratifs qui n'ont été l'objet d'aucune condamnation (Cas des épurés pour motifs politiques) [10 mars 1953] (p. 1746); Article additionnel : Amendement de M. Flandin tendant à n'appliquer la loi que lorsque les dossiers des déportés et victimes de guerre auront été liquidés (p. 1768); — d'une proposition de loi relative au traitement des

alcooliques socialement dangereux; Art. 11 : Amendement de M. Lucaze relatif au cas où doit être fait un examen sérologique des auteurs d'accidents ou de crimes [3 mars 1953] (p. 1540); — du projet de loi portant suppression de la Haute Cour de justice; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à faire élire les membres de la Haute Cour de justice par le Parlement [13 mars 1953] (p. 1871 et suiv.); — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques; Art. 4 : Amendement de M. Halbout tendant à accorder dans les grandes villes des primes de déménagement [21 mars 1953] (p. 2187); — du projet de loi relatif au prix des loyers et aux primes de déménagement : Demande d'ajournement du débat, présentée par M. Bouxom [21 mars 1953] (p. 2193); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements, amendée par le Conseil de la République; Art. A : Amendement de M. Cayeux tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale instituant un droit de retraite pour le locataire [24 mars 1953] (p. 2217). — Dépose une demande d'interpellation sur les désordres sanglants de la place de la Nation et la situation morale et matérielle des Nord-Africains [16 juillet 1953] (p. 3502); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : Nécessité de surveiller et d'aider les Nord-Africains (p. 3509, 3510). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux baux commerciaux, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : Amendement de M. Anthonioz tendant à n'admettre de reprise que si elle ne porte pas atteinte à l'habitation du locataire [31 décembre 1953] (p. 7107). — Son rapport sur une pétition [6 janvier 1954] (p. 20). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : Discussion générale (Différenciation entre les expulsés de bonne foi et les expulsés de mauvaise foi, principe de la séparation des pouvoirs, politique de construction) [5 mars 1954] (p. 692, 693); Art. 1^{er} : Son amendement (Octroi de délais aux occupants de bonne foi menacés d'expulsion) [23 mars 1954] (p. 1158); le retire (ibid.); Son amendement (Conditions de relogement des occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel expulsés); le retire (p. 1160); Art. 2 : Son amendement (Application de la loi uniquement aux locaux d'habitation et non aux hôtels meublés) (p. 1161,

1162); le retire (ibid.); Art. 3 : *Son amendement (Suppression du deuxième alinéa de l'article 24 de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945); le danger des réquisitions pour l'hôtellerie* (p. 1162); le retire (ibid.); Art. 7 : *Son amendement (Les délais de réquisition des locaux faisant partie d'une succession)* (p. 1166, 1167); — d'une proposition de loi concernant la représentation métropolitaine à l'Assemblée de l'Union française : *Contre-projet de M. Moisan sur les conditions de remplacement des vacances à l'Assemblée de l'Union française et la nouvelle répartition des sièges entre les groupes actuellement existant à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République* [12 mars 1954] (p. 849); — d'une proposition de loi concernant le maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés; Article unique : *Son amendement (Limitation de la prorogation du maintien dans les lieux au 1^{er} avril 1957)* [12 mars 1954] (p. 853); — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Sanctions prises à l'encontre du Maréchal Juin à la suite de ses déclarations sur la C. E. D., son remplacement éventuel au commandement du Centre-Europe)* [1^{er} avril 1954] (p. 1592, 1593). — Dépose une demande d'interpellation sur les invraisemblables sanctions prises à l'égard du maréchal Juin [1^{er} avril 1954] (p. 1632). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à la répression des crimes et délits commis contre les enfants, en qualité de *Rapporteur* : *Aggravation des peines, disjonction des articles relatifs à la compétence* [6 avril 1954] (p. 1083); — d'une proposition de loi concernant le relevé de forclusion relatif aux locaux commerciaux, industriels ou artisanaux : *Discussion générale (Contrats passés en fonction de l'application du décret de 1953)* [20 juillet 1954] (p. 3423); — d'une proposition de loi relative à la réforme de la filiation : *Discussion générale (Position de l'enfant adultérin et de l'enfant incestueux, instauration d'une sorte de bigamie légale, preuve de la filiation et encouragement à l'adultère, ouverture aux enfants adultérins et incestueux de l'action de l'article 4382 du Code civil)* [27 juillet 1954] (p. 3623 et suiv.); Art. 1^{er} : *Son amendement (Possibilités pour les enfants adultérins et incestueux de recevoir des dom-*

mages-intérêts par l'article 1382 du Code civil) (p. 3641, 3642); — d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins : *Article unique tendant à modifier l'article 331 du Code civil (Dangers de la légitimation pour la famille légitime)* [27 juillet 1954] (p. 3652); — des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : « *Voie de la démission nationale* » choisie par le *Président du Conseil, contradictions entre l'autonomie interne promise en Tunisie et les traités du Barde et de la Marsa, maintien des troupes françaises lui-même remis en cause; régime des capitulations injustement imposé aux résidents français, bienveillance interprétée comme faiblesse (Colonel de Paillonne — émeutes du Maroc), position réelle de Bourguiba (Ses déclarations, révélation de M. Martinaud-Déplat); Impossibilité au Maroc de contenter « tout le monde et son père » (Déclarations de M. Fouchet), position anti-française de l'ancien Sultan (Président Roosevelt et U. S. A.) « régionalisation » nécessaire axée sur les Berbères, les minorités israélites, la « dispersion » du prolétariat urbain (Casablanca); « Politique d'association » possible, en Tunisie comme au Maroc (Double nationalité des Français, présence à « égalité » à toutes les Assemblées) objurgations à M. le Président du Conseil : « Pas cela et pas vous » [26 août 1954] (p. 4287 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'aberrante politique d'amitié poursuivie par le Gouvernement avec le Néo-Destour [17 novembre 1954] (p. 5124); la développe : « *Voie triomphale* » des abandons français (Hanoï, Haïphong, Pondichéry,... Afrique du Nord); « *Discours historique* » de Tunis; *Solidarité proclamée du Néo-Destour avec les fellaghas; Satisfecit aux fellaghas; Message de victoire de Bourguiba aux fellaghas, sort réservé désormais aux Français de Tunisie; contestations prévisibles touchant le maintien de nos troupes; mémoire ancien de M. Tahar Ben Ammar; Compétence du seul Bey pour les négociations; Entrée nécessaire de la Tunisie dans l'Union française; Accès nécessaire des Français au Gouvernement et aux Assemblées tunisiennes; Déclarations inacceptables de Bourguiba; Connexité profonde de tous les problèmes nord-africains; Refus de la « Politique de démission nationale » de M. Mendès-France (Allusion à son nom)* [9 décembre 1954] (p. 6020 à 6023). — Est entendu sur la nomination par suite de vacances de membres de commissions : *Rappel**

au règlement de M. Quilici [22 novembre 1954] (p. 5228). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la situation en Afrique du Nord : *Responsabilité de M. Mitterrand* [4 février 1955] (p. 746) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la reconnaissance des enfants naturels, Art. 3 bis : *Amendement de M. Minjot (Preuve de la filiation des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin, délais et conditions)* [10 mai 1955] (p. 2613) ; — en deuxième lecture d'un projet de loi modifiant le taux de compétence des justices de paix, en qualité de *Rapporteur* [10 mai 1955] (p. 2614) ; — de propositions de loi relatives à la révision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels : *Sa motion préjudicielle (Refonte du décret du 30 septembre 1953 relatif à la propriété commerciale)* [13 mai 1955] (p. 2756, 2757) ; *la retire* (p. 2758) ; Article unique : *Son amendement (Variation des indices économiques supérieure à 10 0/0)* (p. 2763) ; *Son amendement (Non-application aux instances en cours)* (p. 2765) ; *Son article additionnel (Cas soustraits à ces dispositions)* (p. 2766) ; *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement au Maroc [22 juillet 1955] (p. 4044). — Est entendu sur une réponse du Président du Conseil faite à une question de M. Lecourt et définissant l'orientation de l'action gouvernementale : *Son rappel au règlement (Déclaration du gouvernement faite sous forme de réponse à une question orale, afin de ne pas donner la parole à un orateur de l'opposition)* [5 août 1955] (p. 4662). — Dépose une motion de censure (*Volonté du Gouvernement de traiter avec les adversaires de la France, choix et action du résident général (M. Grandval), déposition de Ben Arafat, climat de nouvelles fausses ou tendancieuses volontairement créé*) [6 octobre 1955] (p. 4801). — Développe sa demande d'interpellation déposée le 22 juillet 1955 sur la politique du Gouvernement au Maroc : *Politique d'erreurs, d'inconstance et de démission* [6 octobre 1955] (p. 4814, 4815) ; *Expulsions opérées par M. Grandval, ses responsabilités dans les événements sanglants de juillet et d'août, nécessité d'une enquête* (p. 4815, 4816). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la révision triennale des baux commerciaux, Art. 2 : *Son amendement (Coefficient d'augmentation inférieur à 20 par rapport à 1939 ;*

commerces à prix réglementés) [17 novembre 1955] (p. 5798 à 5800).

GRUNITZKY (M. Nicolas), Député du Togo (I.O.M.)

Son élection est validée [27 juillet 1954] (p. 6099). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission des affaires étrangères [29 juin 1954] (**F. n° 403**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer amendé par le Conseil de la République : Art. 2 : *Amendement de M. Devinat tendant à supprimer le collège unique dans l'assemblée du Togo* [25 janvier 1952] (p. 360) ; — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Article premier : *Création des communes de plein exercice, collège unique du Togo* [8 juillet 1954] (p. 3358) ; *Son sous-amendement (Création de communes de plein exercice au Togo)* (p. 3361, 3362) ; Art. 3 : *Son amendement (Création de communes de plein exercice au Togo)* [12 août 1954] (p. 4109, 4110) ; — d'une proposition de loi relative aux institutions territoriales et régionales du Togo : *Discussion générale (Œuvre de la France, problèmes togolais, mouvement Ewé, Conseil de Gouvernement, pouvoirs de l'Assemblée territoriale, « africanisation » des cadres)* [3 novembre 1954] (p. 4695) ; Art. 32 : *Amendement de M. Malbrant tendant à retirer à l'Assemblée territoriale la possibilité de régler les questions agricoles, forestières et minières* (p. 4705) ; *Ses explications de vote* (p. 4712) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux institutions territoriales et régionales du Togo : *Conseil du Gouvernement, Togo britannique, affaires togolaises devant l'O.N.U., intégration dans l'Union française* [15 mars 1955] (p. 1404 à 1406) ; Art. 2 : *Amendement de M. Charret (Membres élus par*

l'Assemblée territoriale) (p. 1408) Art. 23 : *Amendement de M. Malbrant (Attributions individuelles des membres du Conseil du Gouvernement)* (p. 1410).

GUÉRARD (M. Pierre), *Député de la Seine* [3^e circonscription.] (R.I.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des finances [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; de la Commission de la comptabilité [16 juillet 1953] (F. n° 278), [19 janvier 1954] (F. n° 341). — Est nommé : membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; membre suppléant de la Commission des finances [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (F. n° 138), [20 janvier 1953] (F. n° 216) (1) ; membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [24 juillet 1953] (F. n° 283). — Est désigné par la Commission de l'éducation nationale pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

Dépôts :

Le 8 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions relatives à la fixation des cotisations dues par les travailleurs indépendants, au titre des allocations familiales, n° 3238. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 20 septembre 1948, afin de faire cesser toute discrimination entre pensionnés anciens combattants bénéficiant d'annuités de campagnes doubles, n° 3470. — Le 24 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire pour les motocyclistes le port d'un casque protecteur, n° 3774. — Le 11 décembre 1952, une proposition de loi tendant à la création d'une

(1) Démissionnaire le 21 juillet 1953 (F. n° 280).

caisse nationale autonome de l'Habitat ayant pour mission de réaliser en cinq années la construction de 300.000 logements, n° 5046. — Le 28 janvier 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 3 juillet 1941 afin de maintenir aux agents des collectivités locales leurs droits acquis, en ce qui concerne leur régime de retraites, n° 5390. — Le 10 mars 1953, une proposition de loi tendant à étendre aux agents des services publics les dispositions de l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952, portant attribution de bonifications d'ancienneté aux anciens combattants de 1939-1945, fonctionnaires de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, départementaux et communaux, ainsi qu'aux agents et ouvriers de l'Etat, n° 5813. — Le 26 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de l'augmentation des tarifs de chemins de fer les billets collectifs afférents aux colonies et camps de vacances se déplaçant à plus de 400 kilomètres, n° 6357. — Le 13 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre rapidement en œuvre les mesures propres à accroître la sécurité routière, n° 6856. — Le 6 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à associer les fonctionnaires à son œuvre de réforme administrative, n° 8275. — Le 22 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de l'Education nationale sur la proposition de résolution (n° 5683) de M. Verdier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à s'opposer à tout allongement de la durée des études supérieures exigée pour l'obtention d'un diplôme, tant que ne sera pas instituée l'allocation d'études, n° 8945. — Le 27 juillet 1954, une proposition de loi tendant à réviser le fonctionnement du contentieux fiscal en matière d'impôts directs, n° 8975. — Le 10 août 1954, une proposition de loi tendant à la création d'une caisse nationale des prestations familiales, n° 9121. — Le 1^{er} mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser une journée nationale d'assistance aux réfugiés du Viet-Nam, n° 10230. — Le 31 mars 1955, une proposition de loi tendant à réviser les majorations de rentes viagères du secteur public, n° 10573. — Le 31 mars 1955, une proposition de loi tendant à accorder à certains assurés âgés de plus de 60 ans le 1^{er} avril 1946 une liquidation ou une révision

de leur rente vieillesse, tenant compte des cotisations versées aux assurances sociales après l'âge de 60 ans, n° 10574. — Le 22 juin 1955, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 54-1042 du 19 octobre 1954 relatif aux sanctions prévues en cas de retard dans le paiement des cotisations de sécurité sociale, n° 10991. — Le 26 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 10480) de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à relever le taux de l'allocation des économiquement faibles, n° 11319.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Valentino tendant à verser en une seule fois, en octobre, l'allocation scolaire* [7 septembre 1951] (p. 7040) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection académique (Poste d'inspecteur général à la formation pédagogique)* [18 décembre 1951] (p. 9294, 9296) ; *le retire* (p. 9296). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil une question relative au prix du bois [25 janvier 1952] (p. 382). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Augmentation des allocations familiales)* [19 février 1952] (p. 825) ; — d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : *Discussion générale* [20 mars 1952] (p. 1384). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur le personnel remplaçant de l'enseignement du 1^{er} degré (*Titularisation des suppléants*) [11 avril 1952] (p. 2215). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au Budget, une question relative à l'imposition à la surtaxe progressive des mutilés pensionnés à plus de 40 0/0 [6 juin 1952] (p. 2700, 2701). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour la convention financière franco-belge : *Discussion générale* [11 juillet 1952] (p. 3888) ; — d'une proposition de loi relative

à la vente d'immeubles par appartements : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur l'insuffisance de la construction de logements)* [10 octobre 1952] (p. 4219) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 3134 : *Ecoles primaires élémentaires (Concentration des locaux scolaires dans les campagnes)* [8 novembre 1952] (p. 4905) ; Chap. 3496 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursements (Bulletin officiel de l'Education nationale)* (p. 4968) ; *le retire* (ibid.). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale, une question relative à l'évacuation de locaux commerciaux dans le troisième arrondissement de Paris [14 novembre 1952] (p. 5124). — Est entendu sur une demande de tenue de séance supplémentaire : *Discussion de la majoration des prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5428). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 10 : *Amendement de M. Delbez tendant à abroger la loi du 8 juin 1948 sur l'épuration des officiers de réserve* [27 novembre 1952] (p. 5780) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION ; Art. 8 : *Amendement de M. Maurice Grimaud tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires pour les œuvres de charité à but non lucratif* [30 janvier 1953] (p. 741) ; INTÉRIEUR, Art. 4 bis : *Amendement de M. Quinson tendant à supprimer l'article relatif à l'intégration de 40 fonctionnaires dans le corps des administrateurs* [3 février 1953] (p. 823) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 34 : *Discussion d'une motion déclarant irrecevables tous les amendements non liés aux articles restant à discuter* [27 février 1953] (p. 1466) ; Art. 15 : *Sous-amendement de M. Delbez tendant à ne réintégrer les fonctionnaires révoqués qu'en cas de vacances dans leur emploi* [10 mars 1953] (p. 1756) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à ne prévoir aucune réintégration de plein droit* (p. 1772) ; *le retire* (ibid.) ; *Amendement de M. Delbez relatif à la réintégration des officiers de réserve épurés* (p. 1772) ; — du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [5 mars 1953] (p. 1618) ; — des

interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Discussion générale (Ses observations sur les enquêtes auprès des parents d'élèves)* [6 mars 1953] (p. 1683) ; *Ordre du jour de Mme Lempereur demandant qu'exceptionnellement les vacances scolaires s'étendent du 1^{er} juillet au 30 septembre* [12 mars 1953] (p. 1842, 1843) ; — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement par zones : *Motion préjudicielle de M. M. Grimaud tendant à l'ajournement du débat (Distribution tardive du rapport, délibération récente du Conseil économique, absence d'avis de la Commission de la justice)* [20 mars 1953] (p. 2110) ; Art. Additionnel : *Son amendement tendant à prévoir la restitution du terrain s'il ne reçoit pas la destination prévue* [27 mars 1953] (p. 2500) ; *Son amendement tendant à faire restituer aux propriétaires les terrains expropriés et non utilisés* (p. 2511, 2512) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Importance du problème de l'aménagement par zones, liaison inopportune avec celui du logement, majorité massive au Conseil de la République pour les dissocier)* [24 juillet 1953] (p. 3900) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Texte acceptable, grâce aux amendements adoptés ; Application « extrêmement prudente » recommandée au Gouvernement)* (p. 3908) ; — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 mars 1953] (p. 2222). — Dépose une demande d'interpellation : sur le retard apporté à la parution du statut du personnel de la préfecture de police [12 mai 1953] (p. 2638) ; — sur les graves incidents du défilé communiste du 14 juillet [16 juillet 1953] (p. 3502) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Incidents déjà survenus au cours des défilés antérieurs* [16 juillet 1953] (p. 3510). — du rapport portant révision de la Constitution ; Art. 6 : *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à limiter à deux les navettes entre les Assemblées, l'avis final de l'Assemblée Nationale devant être donné à la majorité absolue si celui du Conseil l'a également été* [22 juillet 1953] (p. 3771). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale, une question concernant le calcul des indemnités des personnels de

différents établissements d'enseignement [23 octobre 1953] (p. 4534). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration des allocations familiales : *Demande de prise en considération du projet gouvernemental, présentée par le Gouvernement (Intérêt, malgré tout, d'accepter le projet)* [30 octobre 1953] (p. 4713) ; *Eventualité de nouvelles propositions gouvernementales* (p. 4729) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3141 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Institut national de la recherche agronomique (Insuffisance des crédits)* [3 décembre 1953] (p. 5927, 5928) ; *le retire* (p. 5928) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 4633 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule des prisonniers de guerre (Pécule payé par tranches)* [6 décembre 1953] (p. 6165) ; P. T. T., Etat A, Chap. 0.700 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour pensions (Pensions des receveurs retraités avant 1948)* [7 décembre 1953] (p. 6203, 6204) ; *le retire* (p. 6204) ; Chap. 1020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bureaux mixtes (Intégration des contrôleurs principaux dans le corps des inspecteurs et reclassement des surveillantes principales)* (p. 6212) ; *le retire* (ibid.) ; INTÉRIEUR, Article additionnel : *Amendement de M. Quinson tendant à conserver les avantages acquis aux employés des collectivités locales et services concédés pour leurs retraites* [10 décembre 1953] (p. 6390) ; Article additionnel : *Son amendement relatif à l'avancement des administrateurs civils de la Préfecture de la Seine* [11 décembre 1953] (p. 6495) ; FINANCES, CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 3293 : *Pensions militaires (Refonte de la grille des traitements établie en 1948)* [11 décembre 1953] (p. 6518) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3141 : *Personnel du contrôle des chemins de fer et de la circulation (Insuffisance de la sécurité routière)* [12 décembre 1953] (p. 6567) ; INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République, Art. 1^{er} : *Condamnation par l'Assemblée Nationale de la répression d'une manifestation d'étudiants le 15 décembre 1953* [31 décembre 1953] (p. 7193) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministère pour 1954, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Reclassement*

du corps professoral) [25 février 1954] (p. 526); Chap. 36-41 : *Institut d'anesthésiologie de la Faculté de médecine de Paris* [1^{er} avril 1954] (p. 1601); Chap. 43-41 : *Taux des bourses d'étudiants* (p. 1603); Chap. 46-41 : *Restaurants universitaires* (p. 1622, 1623); Chap. 56-40 : *Agrandissement du conservatoire des arts et métiers* (p. 1683); Chap. 56-82 : *Extension des Archives nationales* (p. 1696); Chap. 31-34 : *Notation du personnel dans le département de Meurthe-et-Moselle, activités post-scolaires* (p. 1711); *Ses explications de vote (bourses, reclassement des enseignants)* (p. 1724); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : *Discussion générale (Expulsions dues à une décision des pouvoirs publics, extension du conservatoire des arts et métiers, immeuble réquisitionné pour l'union des syndicats)* [5 mars 1954] (p. 695); — d'une proposition de loi concernant le maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, Article unique; *Amenement de M. Anthonioz (Limitation de la prorogation du maintien dans les lieux au 1^{er} avril 1957)* [12 mars 1954] (p. 853); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 6 : *Amendement de M. Grimaud (Atténuation de la pénalisation fiscale frappant les ventes des sociétés mères à leurs filiales)* [26 mars 1954] (p. 1338); Art. 22 N : *Son amendement (Montant de la taxe locale destinée aux départements et aux communes)* [29 mars 1954] (p. 1393); Art. 22 O : *Amendement de M. Garet (Aménagement des taxes sur le chiffre d'affaires concernant les produits textiles et vestimentaires)* (p. 1397); Article premier : *Amendement de M. Temple (Taux de la T. V. A. pour les « industries mains »)* (p. 1443); — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, Art. 30 : *Son amendement (Modification du Conseil supérieur des entreprises de presse)* [20 mai 1954] (p. 2553); *le retire* (p. 2554). — Pose au Ministre de l'Education nationale, une question relative à la situation matérielle des étudiants de Paris [21 mai 1954] (p. 2629). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation générale en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Présence nécessaire de la France à Genève, confiance au Gouvernement dans ce but)* [12 juin 1954] (p. 2978); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Son article additionnel tendant*

à exonérer de la contribution foncière les propriétaires âgés de plus de 75 ans, dont les ressources sont insuffisantes [24 juin 1954] (p. 3050, 3051); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954 : *Motion préjudicielle de M. Patinaud (nouveau mode de financement du déficit actuel de ce budget; Surcompensation des différents régimes d'allocations familiales)* [29 juillet 1954] (p. 3723). — Est entendu sur la désignation des maires-adjoints de Paris [30 juillet 1954] (p. 3748). — Dépose une demande d'interpellation sur l'enquête se rapportant à la divulgation de secrets de la défense nationale [7 octobre 1954] (p. 4568); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Mise au point touchant le « repli » prétendu des interpellateurs en cette affaire (Article du Journal l'express), report suggéré (au 3 décembre) de la discussion du budget de l'Intérieur* [12 novembre 1954] (p. 4973); la développe : *Inaction pratique jusqu'à la mi-septembre du Gouvernement actuel, pourtant informé dès les 2 et 3 juillet par MM. Baylot et Dides, remplacement de M. Baylot à la Préfecture de Police à la veille de la manifestation communiste du 14 juillet (Voir France soir), brillants états de service du commissaire Dides, acharnement contre lui de M. Mitterrand (mis en cause personnellement par le rapport Baranès), vaine demande d'audience du commissaire, son arrestation à la sortie du bureau de M. Chr. Fouchet, critique de cette opération tardive (et de la déclaration de M. Mitterrand au Conseil de la République), recherche nécessaire des bénéficiaires politiques des fuites, « pénétration lente » du parti communiste dans toute la structure de l'Etat, responsabilités du Parlement et du Gouvernement, qui se contente de s'attaquer aux organisations anti-communistes (Discours d'Aix-les-Bains), nécessité de « déterminer les frontières de la liberté », exemples étrangers (Suisse, Grande-Bretagne, U. S. A., Suède, etc.), projet abandonné, analogue, de M. Jules Moch* [3 décembre 1954] (p. 5753 à 5755); *inaction, non trahison, reprochée à M. Mitterrand* (p. 5761). — Pose au Ministre de l'Intérieur, une question relative à l'expropriation d'un immeuble (annexe de la Bourse du Travail) [12 novembre 1954] (p. 4943). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET

TOURISME), Etat A, Chap. 35-21 : *Sécurité routière* [11 décembre 1954] (p. 6136) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 43-31 : *Rôle de la Fédération des parents d'élèves des écoles publiques* [13 décembre 1954] (p. 6233) ; Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (dames secrétaires des lycées)* [14 décembre 1954] (p. 6314) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 46-11 : *Son amendement indicatif (Restaurants universitaires)* (p. 6321) ; *le retire* (ibid.) ; Etat B, Chap. 66-90 : *Son amendement indicatif (cité universitaire d'Antony)* (p. 6323) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Art. 12 : *Critères des attributions de logements* [26 janvier 1955] (p. 260) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955. I. CHARGES COMMUNES : *Remise en ordre de la fonction publique* [1^{er} février 1955] (p. 558, 561) ; *Plan triennal et réforme administrative* (p. 558) ; Art. 36 : *amendement de M. Quinson (Droits acquis des retraités des collectivités locales)* [4 mars 1955] (p. 1113) ; de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 26^{ter} : *Son amendement (Nomination de certains secrétaires d'administration dans le corps des attachés d'administration)* [1^{er} avril 1955] (p. 2328, 2331) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1954 et ratification de décrets : *Comptes bloqués pour non versement des acomptes provisionnels* [3 mars 1955] (p. 1006) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Liquidation du pécule des prisonniers et vacateurs* [9 mars 1955] (p. 1229) ; Art. 10 : *Amendement de M. Boscury-Monsservin (droit des veuves de guerre à l'allocation spéciale)* [11 mars 1955] (p. 1357) ; *article additionnel de M. Boscury-Monsservin (taux d'intérêt du pécule des prisonniers)* (p. 1369) ; *Son article additionnel tendant à accepter les titres du pécule des anciens prisonniers comme souscription aux emprunts d'Etat* (p. 1369) ; *Son article additionnel (Bonifications accordées aux fonctionnaires anciens combattants)* (p. 1373) ; *Son article additionnel (Reconstitution de la carrière des grands mutilés)* (p. 1374) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour 1955,

Etat A, Chap. 46-11 : *Embauchage des travailleurs de plus de quarante ans* [17 mars 1955] (p. 1561) ; — en seconde lecture du projet de loi relatif aux dépenses du BUDGET ANNEXE DES P. T. T. pour 1955, Etat A, Chap. 1020 : *Intégration des contrôleurs dans le cadre des inspecteurs* [12 mai 1955] (p. 2726) ; — du projet de loi relatif à la police de la circulation routière ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Gautier (durée du travail dans les services routiers)* [24 mai 1955] (p. 2927) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement ; Art. 12 : *Son amendement (questions orales hors tour limitées à la seule séance du vendredi)* [21 juillet 1955] (p. 4017) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, SECTION AIR, Chap. 52-72 : *Son amendement indicatif (caisse de compensation pour la décentralisation de l'industrie aéronautique)* [23 juillet 1955] (p. 4166) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets, Etat A, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 35-21 : *Son amendement indicatif (entretien des routes nationales traversant Paris)* [27 juillet 1955] (p. 4353). — Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale, une question relative à la suppression des centres médico-psychologiques de la Seine [7 octobre 1955] (p. 4867). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (limitation des débits de boissons) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Anthonioz tendant à substituer l'avis de l'organisation professionnelle la plus représentative, à celui du Comité départemental de lutte anti-alcoolique* [21 octobre 1955] (p. 5214) ; — du projet de loi instituant un Fonds national de la vieillesse : *Ses explications de vote (décret relatif aux économiquement faibles)* [16 novembre 1955] (p. 5763) ; — en troisième lecture d'une proposition de loi relative à la Caisse des lettres ; Art. 5^{ter} : *Son amendement (exonération des ouvrages de piété)* [22 novembre 1955] (p. 5884).

GUÉRIN (Mme Rose), Député de la Seine (5^e circonscription) (C.).

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). = Est nommée membre : de la Com-

mission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (F. n° 278).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier d'urgence le décret portant règlement d'administration publique prévu par la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 instituant le statut du réfractaire, n° 183. — Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à fixer le montant du pécule accordé aux déportés et internés politiques, par la loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948, n° 221. — Le 27 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer sans délai les modalités d'attribution de l'indemnisation des pertes de biens instituée par les deux lois portant statut des déportés et internés résistants politiques, n° 351. — Le 10 août 1951, un rapport fait au cours de la précédente législature au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de Mme Duvernois et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la perception de redevances pour la location et l'entretien des compteurs, des branchements et des colonnes montantes de gaz et d'électricité, n° 662. — Le 18 septembre 1951, une proposition de loi tendant à rétablir l'article 87 du décret du 8 juillet 1937 accordant une ristourne sur l'essence en faveur des chauffeurs de taxis, n° 1124. — Le 21 novembre 1951, une proposition de loi tendant à attribuer aux fonctionnaires, aux ouvriers de l'État, au personnel de la Régie autonome des transports parisiens, en activité ou en retraite, devenus aveugles, une indemnité dite de tierce personne égale à celle payée par la sécurité sociale, n° 1652. — Le 21 novembre 1951, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les aveugles civils de nationalité étrangère résidant dans le département de la Seine, des avantages concédés aux aveugles français sur les réseaux de la Régie autonome des transports parisiens, n° 1654. — Le 27 novembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 13 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 et l'article 10 de la

loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948, relatifs à l'indemnisation des pertes de biens subies par les déportés, internés et leurs ayants cause, n° 1713. — Le 29 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté ministériel du 8 novembre 1951 fixant les conditions de reversement de plus-values sur les stocks des divers produits pétroliers à la date du 22 octobre 1951, n° 1762. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur : 1° la proposition de loi (n° 221) de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le montant du pécule accordé aux déportés et internés politiques par la loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948; 2° la proposition de résolution (n° 605) de M. Guislain tendant à inviter le Gouvernement à publier d'urgence un décret portant règlement d'administration publique en vue du paiement du pécule des déportés et internés politiques qualifiés par la loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948, n° 2138. — Le 6 mars 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux veuves de guerre âgées de plus de 60 ans, infirmes ou incurables et non imposables à l'impôt sur le revenu, le cumul de leur pension de veuve de guerre avec l'allocation temporaire aux économiquement faibles, n° 2876. — Le 6 mars 1952, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'allocation aux vieux à certaines catégories, n° 2877. — Le 14 mars 1952, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions relatives à l'exemption du paiement de la redevance pour droit d'usage d'un poste de radio définies par la loi n° 51-1507 du 31 décembre 1951, n° 2944. — Le 20 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948 concernant les droits des étrangers déportés et internés politiques, n° 2996. — Le 8 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues (n° 1713) tendant à compléter l'article 13 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 et l'article 10 de la loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948, relatifs à l'indemnisation des pertes de biens subies par les déportés, internés et leurs ayants cause; 2° de M. Bignon et plusieurs de ses collègues (n° 1771 rectifié) tendant à modifier les articles premier et 2 du décret du 31 août 1951 prévoyant l'indemnisation des pertes de biens subies par les déportés

résistants ou politiques, n° 3240. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des statuts des déportés et internés résistants et politiques aux intéressés ayant été internés pendant une période inférieure à trois mois qui ont été libérés par la Résistance ou l'avance des armées alliées, n° 3493. — Le 19 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 3493) de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice des statuts des déportés et internés résistants et politiques aux intéressés ayant été internés pendant une période inférieure à trois mois qui ont été libérés par la Résistance ou l'avance des armées alliées, n° 3723. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à recruter le personnel nécessaire aux services du Ministère des Anciens combattants, n° 4079. — Le 5 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier d'urgence le décret d'application de la loi instituant le pécule des déportés et internés politiques, n° 5503. — Le 5 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 5503) de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à publier d'urgence le décret d'application de la loi instituant le pécule des déportés et internés politiques, n° 5771. — Le 27 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter toutes mesures prises en vue d'annuler les subventions votées par des conseils généraux et communaux en faveur d'associations d'anciens combattants et victimes de la guerre, n° 6079. — Le 3 juin 1953, une proposition de loi tendant : 1° à faire bénéficier les « déportés et internés politiques » des mêmes avantages que les « déportés et internés résistants » en matière de pensions ; 2° à accorder les pensions sur présentation du titre provisoire (modèle A ou M) quand l'intéressé n'a pas encore reçu le titre définitif (carte de déporté ou d'interné), n° 6270. — Le 23 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 6434) tendant à proroger jusqu'au 31 août 1954 le délai de forclusion pour le dépôt des demandes d'attribution de la carte de personne contrainte au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en terri-

toire français annexé par l'ennemi ; 2° de MM. Bouxom, Jean Cayeux et Devemy (n° 6496) tendant à proroger le délai prévu pour le dépôt des demandes en vue d'obtenir le bénéfice des dispositions de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi, n° 6640. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 53-804 du 4 septembre 1953 portant délai pour le dépôt des demandes en vue de l'attribution du titre de déporté ou d'interné résistant ou politique, n° 6804. — Le 13 octobre 1953, une proposition de loi tendant à reconnaître comme acte qualifié de Résistance pour l'attribution de la carte « interné, déporté, résistant » le refus de travail pour l'ennemi quand il a entraîné l'internement ou la déportation dans un camp de concentration, n° 6851. — Le 11 février 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur : 1° la proposition de loi (n° 6804) de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à abroger le décret n° 53-804 du 4 septembre 1953 portant délai pour le dépôt des demandes en vue de l'attribution du titre de déporté ou interné résistant ou politique ; 2° la proposition de résolution (n° 7243) de M. Wolff et Mme de Lipkowski tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 1^{er} juillet 1954 le délai pour le dépôt des demandes en vue de l'attribution du titre de déporté ou d'interné rendu forclos par le décret n° 53-804 du 4 septembre 1953, n° 7735.

Interventions :

Son rapport sur les élections des Pyrénées-Orientales [5 juillet 1951] (p. 5890). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à l'interdiction d'expulsion de certains locataires : *Discussion générale* [10 septembre 1951] (p. 7269). — Dépose une demande d'interpellation sur le prix de vente de l'essence [6 novembre 1951] (p. 7663) ; la développe : *Ses observations sur la hausse de l'essence, la nécessité d'abroger immédiatement le décret gouvernemental* [9 novembre 1951] (p. 7861, 7862). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi sur la liberté de la presse : *Sa motion préjudicielle tendant à suspendre le débat jusqu'à l'abrogation de la hausse sur*

l'essence [8 novembre 1951] (p. 7703). — Est entendue : sur le dépôt d'une motion de censure du Gouvernement pour avoir relevé le prix de l'essence [9 novembre 1951] (p. 7863); *Sa motion de censure* [16 novembre 1951] (p. 8147, 8148); — sur le procès-verbal de la séance précédente : *Débat sur la motion incidente de M. Pronteau* [9 novembre 1951] (p. 7869, 7870); *Débat sur l'abrogation du décret majorant le prix de l'essence* [11 décembre 1951] (p. 8982). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers : *Urgence* [14 décembre 1951] (p. 9193); *Discussion générale* (p. 9195, 9198); Art. 7 : *Son amendement tendant à réduire le prix de l'essence et à ne pas majorer le prix du gas-oil* (p. 9211, 9212); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article créant un fonds d'investissement routier* [24 décembre 1951] (p. 9752); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 9755, 9756). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur, une question relative à l'examen des demandes de cartes de déporté [21 décembre 1951] (p. 9510, 9511). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Son ordre du jour condamnant la hausse de l'essence* [16 novembre 1951] (p. 8196); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 704 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les tuberculeux pensionnés non hospitalisés (Déportés tuberculeux)* [27 novembre 1951] (p. 8522, 8523); Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel (Lenteur de la distribution des cartes de déportés)* (p. 8528 et suiv.); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Délivrance des cartes d'ancien combattant)* (p. 8531); *le retire* (ibid); Chap. 3090 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les sépultures militaires (Entretien de la Chapelle du Mont-Valérien)* (p. 8549); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Octroi de la carte du combattant de la Résistance)* (p. 8552); Chap. 60-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les*

crédits pour indemniser les pertes des déportés et internés (Application du décret du 31 août 1951 et insuffisance des indemnités versées) (p. 8558); Chap. 30-90 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sépultures militaires (Monument du Mont-Valérien)* [13 décembre 1951] (p. 9159); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Discussion générale (Le réarmement de l'Allemagne par les Américains, le Congrès de Gennevilliers pour la paix)* [12 février 1952] (p. 634, 635). — Dépose une demande d'interpellation sur les responsabilités dans les atrocités commises en Tunisie et particulièrement à Tazerka [26 février 1952] (p. 940). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'attribution de prêts d'installation aux jeunes ménages agriculteurs : *Demande de renvoi du débat* [14 mars 1952] (p. 1329); — d'une proposition de loi relative au pécule des déportés et internés politiques : *Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par le Gouvernement* [14 mars 1952] (p. 1330 et suiv.); en qualité de *Rapporteur* [18 mars 1952] (p. 1343, 1344, 1351, 1353); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952, Art. 1^{er} : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant qu'aucune dépense nouvelle ou diminution de recettes ne pourra être demandée dans le cours de l'année* [2 avril 1952] (p. 1753, 1754); Art. 31 : *Son amendement tendant à exclure les vélomoteurs* [3 avril 1952] (p. 1881); Art. 35 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe B pour obtenir une diminution du prix de l'essence* [4 avril 1952] (p. 1905). — Pose : à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative aux surplus américains [6 juin 1952] (p. 2700); — à M. le Ministre de l'Intérieur, une question relative à l'action d'un commissaire de la police économique [6 juin 1952] (p. 2703). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures à prendre pour régler sans retard la somme de 150 millions de francs due aux Etablissements Lavalette à Saint-Ouen [7 octobre 1952] (p. 4068); — sur la situation que le Gouvernement crée aux résistants, aux patriotes rescapés des camps et des prisons fascistes, en refusant le bénéfice de leurs droits reconnus à ceux qui ne possèdent pas le titre définitif ou carte de déporté et interné [21 octobre 1952] (p. 4263). — Prend part à la discussion : d'une proposi-

tion de loi portant amnistie ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article amnistiant les condamnés à des peines de cinq ans de prison, compte tenu des mesures de grâce* [21 novembre 1952] (p. 5423 et suiv.) ; *Son amendement tendant à ne pas tenir compte des mesures de grâce intervenues* [25 novembre 1952] (p. 5597, 5598) ; *Son amendement tendant à n'amnistier que les condamnés à un an de prison, compte tenu des grâces intervenues* (p. 5599) ; *Son sous-amendement tendant à supprimer la fin de l'article amnistiant les condamnés qui ont à faire moins de cinq ans de prison à dater du 1^{er} janvier 1952* (p. 5600) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE ; Etat A, Chap. 3101 : *Centre national des recherches de déportés à Alosen* [2 décembre 1952] (p. 5900) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Enquêtes sur les résistants)* [20 décembre 1952] (p. 6685) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Pensions attribuées aux déportés avec retard)* (p. 6685, 6686) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Lenteur de la distribution des cartes de déportés)* (p. 6686) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Titularisation d'agents temporaires)* (p. 6687) Chap. 3402 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'administration centrale (Bâtiments de la rue de Bercy)* (p. 6701) ; Etat B, Chap. 4601 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux associations d'anciens combattants (Insuffisance des subventions)* (p. 6726). — Pose à M. le Ministre de la France d'outre-mer une question relative à la détention de femmes malgaches dans les prisons de Madagascar [19 décembre 1952] (p. 6640, 6641). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Etat B, Chap. 4622 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Suppression de ces allocations à certains anciens déportés)* [24 janvier 1953] (p. 260) ;

Chap. 4623 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations spéciales aux grands invalides (Application aux déportés des barèmes maxima des commissions de réforme)* (p. 272) ; Chap. 4625 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnité aux tuberculeux pensionnés (Extension de l'indemnité aux tuberculeux à 85 0/0)* (p. 274) ; Chap. 4631 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnisation des pertes subies par les déportés et internés (Vêtements et objets personnels non encore remboursés)* (p. 279, 280) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Octroi de l'indemnité sur vu du certificat provisoire)* (p. 280) ; *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnisation des pertes subies par les déportés et internés (Egalité de traitement à réaliser entre les ayants droit des déportés et internés)* (p. 281) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Suppression du forfait pour l'indemnisation)* (p. 281) ; Chap. 4651 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Augmentation du fonds de secours)* (p. 289) ; Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à étendre l'amendement de M. Guislain à tous les déportés et internés* (p. 293, 294) ; *Rappel au Règlement de M. Lamps (Application de l'article 68 du Règlement)* (p. 294). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question relative aux licenciements aux établissements Lavalette et à l'usine Kléber-Colombes [6 mars 1953] (p. 1668). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des présidents : *Hommage au maréchal Staline, discussion des rapports sur le chômage, l'aide aux vieux et les allocations familiales* [10 mars 1953] (p. 1727). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation faite aux résistants et aux patriotes rescapés des camps et des prisons fascistes [18 mars 1953] (p. 2013) — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant statut des Alsaciens-Lorrains réfractaires à l'incorporation dans l'armée allemande ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à étendre l'article à tous les camps de concentration connus* [24 mars 1953] (p. 2274) ; Art. 2 : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à accorder des droits à toutes les familles internées, quel que soit le lieu de leur interne-*

ment (p. 2274) : — du rapport portant révision de la Constitution ; Art. 5 : *Son amendement tendant à ne pas permettre au Conseil de la République l'étude préalable des textes déposés par ses membres* [21 juillet 1953] (p. 3678) ; *Son amendement tendant à nécessiter l'avis de l'Assemblée pour le dépôt de projets de loi sur le bureau du Conseil de la République* (p. 3678).

— Est entendue sur le procès-verbal de la séance précédente : *Sa demande d'inscription sans débat d'une proposition de loi touchant les pouvoirs de la Commission d'enquête sur le trafic des piastres* [24 juillet 1953] (p. 3926).

— Dépose une demande d'interpellation sur le relogement du centre féminin d'apprentissage de la métallurgie de Puteaux [9 octobre 1953] (p. 4186). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à instituer le secret des délibérations des Commissions d'enquête parlementaires : *Discussion générale (Tentative d'étouffement des travaux de la Commission d'enquête, rôle du R. P. F. et de M. Diethelm, le black-out voulu par les parlementaires compromis)* [13 novembre 1953] (p. 5057, 5058).

— Dépose une demande d'interpellation sur la décision de fermeture à bref délai de la centrale gazière de Nanterre (Seine) [19 mars 1954] (p. 1057). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'attribution du titre de déporté ou interné résistant ou politique, en qualité de *Rapporteur* : *Forclusion pour la demande des titres de déportés et internés résistants* [6 avril 1954] (p. 1786) ; *Application de l'article 1^{er} de la loi de finances* (p. 1787) ;

— d'une proposition de résolution octroyant un nouveau délai à la Commission d'enquête sur le trafic des piastres [14 mai 1954] (p. 2442, 2443). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur : une question relative à la suppression d'une subvention à une association d'anciens combattants [21 mai 1954] (p. 2625, 2626) ; — une question relative à l'expulsion d'une famille [21 mai 1954] (p. 2626). — Pose à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre une question relative à la carte de déporté, interné, résistant [9 juillet 1954] (p. 3382). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles la société « Ateliers de construction Lavalette » aurait été cédée à un groupe étranger qui représenterait une firme allemande [20 juillet 1954] (p. 3444). — Pose : à M. le Ministre des Anciens

combattants et Victimes de la guerre une question relative à la situation des anciens déportés et internés [13 août 1954] (p. 4184) ; — à M. le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan une question relative aux réparations pour « détentions abusives » [12 novembre 1954] (p. 4940). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme (III. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour l'exercice 1955 ; Etat A, Chap. 45-81 : *Situation de l'usine Morane-Saulnier de Puteaux* [17 novembre 1954] (p. 5158, 5159). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des présidents : *Inscription du débat en vue de la ratification précipitée des accords de Paris* [10 décembre 1954] (p. 6061). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Cartes de déportés et internés résistants)* [9 mars 1955] (p. 1226, 1227) ; *Son amendement indicatif (Insuffisance numérique du personnel)* (p. 1235) ; Chap. 41-91 : *Fêtes commémoratives du dixième anniversaire de la libération* [10 mars 1955] (p. 1283) ; Chap. 46-01 : *Subventions et secours à des associations et œuvres intéressant les anciens combattants et victimes de la guerre* (p. 1283, 1284) ; Chap. 46-21 : *Amendement indicatif de M. Cherrier (Bonification de l'âge de la retraite pour les anciens déportés et internés)* (p. 1295) ; Chap. 46-23 : *Son amendement indicatif (Pensions et soins des déportés et internés politiques ou résistants)* (p. 1308) ; *le retire* (p. 1309) ; Chap. 46-27 : *Son amendement indicatif (Création de maisons de repos pour femmes résistantes et anciennes déportées)* [11 mars 1955] (p. 1331) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 46-31 : *Indemnisation des pertes de biens subies par les déportés* ; *Son amendement indicatif (Déportés politiques étrangers)* (p. 1340) ; Art. 9 : *Son amendement (Report de la date de forclusion au 31 juillet 1956)* (p. 1353) ; *Son amendement (Homologation des grades d'assimilation F. F. I.)* (p. 1353) ; *Son amendement (Publicité relative au nouveau délai)* (p. 1354) ; *le retire* (ibid.) ; *Son article additionnel (Intégration des agents temporaires)* (p. 1359) ; — d'une proposition de loi relative à la reconstruction de l'hôpital Ambroise-Paré [10 mai 1955] (p. 2621). —

Dépose une demande d'interpellation sur les personnels de l'usine Salmson de Boulogne-Billancourt [28 juillet 1955] (p. 4414).

GUEYE (M. Abbas), *Député du Sénégal (I.O.M.)*.

Son élection est validée [22 août 1951] (p. 6388). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5); [20 janvier 1953] (F. n° 216); [19 janvier 1954] (F. n° 341); [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 27 novembre 1951, une proposition de loi tendant à fixer à 15 heures la reprise du travail de l'après-midi de chaque vendredi pour tous les travailleurs musulmans d'Afrique occidentale française, n° 1727. — Le 6 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à la désignation par l'Assemblée Nationale d'une Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier sur place les modalités d'application du Code du travail et de la loi du 30 juin 1950, dans les territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 7129. — Le 25 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à célébrer le centenaire de la ville de Dakar, n° 10522.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [6 novembre 1952] (p. 4799, 4800); Art. 2 : *Interdiction du travail forcé* [22 novembre 1952] (p. 5470, 5471); *Son amendement tendant à reprendre la définition du travail forcé votée en première lecture* (p. 5471); Art. 5 : *Son amendement tendant à rendre publics les noms des fondateurs et administrateurs de syndicats* (p. 5473); *le retire* (ibid.); Art. 6 : *Son amendement tendant à ce que les dirigeants de syndicats puissent ne pas appartenir à la profession* (p. 5473); Art. 55 : *Son amendement tendant à reprendre l'article énumérant les employeurs qui ne peuvent recevoir d'apprentis par suite de condamnations*

(p. 5488); Art. 109 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la durée légale du travail* (p. 5502); *le retire* (p. 5504); Art. 150 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif aux pouvoirs des inspecteurs du travail* (p. 5531); — d'une proposition de loi modifiant le régime des élections municipales amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Extension de la loi aux territoires d'outre-mer)* [24 mars 1953] (p. 2211). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Son amendement tendant au report de l'examen du budget de la France d'outre-mer* [3 novembre 1953] (p. 4778). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); FRANCE D'OUTRE-MER : *Motion préjudicielle de M. Silvanre tendant à surseoir au débat en attendant les textes d'application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer* [23 novembre 1953] (p. 5422); Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Régression sociale et ralentissement des investissements, insuffisance de la scolarité en Afrique, expropriations d'indigènes en vertu du décret du 30 avril 1932, sort des étudiants noirs à Paris)* (p. 5431, 5432); Chap. 31-52 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités des magistrats des territoires d'outre-mer (Indemnité forfaitaire à majorer)* (p. 5452); — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (Danger d'intégrer les territoires d'outre-mer à la Communauté politique européenne)* [24 novembre 1953] (p. 5487, 5488); — des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Approbation chaleureuse des élus d'outre-mer pour la politique générale inaugurée à Tunis, loyalisme éprouvé des territoires d'outre-mer, promesses à tenir (Constitution), survivances racistes* [27 août 1954] (p. 4320); — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 69 : *Ses amendements (Suppression d'une discrimination entre les communes de plein exercice)* [12 août 1954] (p. 4154); *Ses explications de vote* [13 août 1954] (p. 4177); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, Section commune Chap. 54-91 : *Son amendement indicatif (Constructions pour les*

personnels de la marine, notamment à Mers-el-Kébir [23 juillet 1955] (p. 4154) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Vote des indépendants d'outre-mer sur le scrutin d'arrondissement* [2 novembre 1955] (p. 5470).

GUICHARD (M. Victor), *Député de l'Yonne.*
(R. I.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 6004). = Est nommé : membre de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des affaires économiques [28 août 1951] (**F. n° 27**) ; de la Commission de la production industrielle [20 janvier 1953] (**F. n° 216**). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et les sociétés d'économie mixte [19 décembre 1951] (**F. n° 73**).

Interventions :

S'excuse de son absence [16 février 1954] (p. 289). = Obtient un congé [16 février 1954] (p. 289).

GUIGUEN (M. Louis), *Député du Morbihan*
(C.).

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des boissons [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission de la défense nationale [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [19 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à attribuer exceptionnellement à la

commune de Larmor-Plage (Morbihan) un crédit de 30 millions de francs afin d'entreprendre d'urgence les travaux de réfection de la digue de la Nourriguel, **n° 334**. — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi organisant le vote par procuration des ouvriers agricoles saisonniers, **n° 335**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à garantir aux veuves de marins un taux minimum de pension compatible avec les difficultés actuelles de l'existence, **n° 387**. — Le 2 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficiaire de l'allocation-logement les retraités de l'Etat ayant des enfants à charge et remplissant les conditions requises, **n° 480**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à accorder d'urgence au Comité national d'entraide aux familles des marins péris en mer la somme de 100 millions de francs, **n° 592**. — Le 18 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application les accords et les décisions pris concernant les salaires des travailleurs de l'Etat et les techniciens de la marine, **n° 1122**. — Le 12 décembre 1951, une proposition de loi tendant à permettre l'admission aux fonds de chômage des marins pratiquant habituellement la petite pêche à la part et complètement privés du travail dont ils tiraient leurs moyens d'existence, **n° 1961**. — Le 11 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire respecter par les armateurs à la pêche industrielle de Lorient, la convention tripartite valable à compter du 1^{er} octobre 1945 et faisant l'objet de la décision n° 7 du Secrétaire général de la marine marchande en date du 19 janvier 1946, **n° 1975**. — Le 30 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander à la S.N.C.F. de porter à trois jours la validité des billets dits de « promenades d'enfants », **n° 2312**. — Le 19 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le trafic marchandises sur la ligne Auray-Pontivy et à rétablir le trafic voyageurs interrompu depuis le 2 octobre 1949, **n° 2736**. — Le 24 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à annuler l'arrêté du 21 juin 1952 augmentant de 300 0/0 le prix du loyer des baraques à usage d'habitation édifiées par l'Etat, **n° 4494**. — Le 8 novembre 1952, une proposition de résolution

tendant à inviter le Gouvernement à payer la prime à la construction au fur et à mesure que les pièces d'un local ayant fait l'objet d'une décision favorable sont terminées et habitées, n° 4712. — Le 2 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin d'aider à la remise en route de l'École de formation de mécaniciens de la marine marchande de Lorient, détruite par un incendie, le 24 novembre 1952, n° 4910. — Le 21 mai 1953, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 53-429 du 12 mai 1953 et le décret n° 53-443 du 18 mai 1953 portant interdiction d'utiliser des crédits ouverts sur l'exercice 1953 au titre des réparations des dommages de guerre et à interdire toute diminution de crédits du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, n° 6216. — Le 20 octobre 1953, une proposition de loi tendant à permettre l'admission aux fonds de chômage des marins pratiquant habituellement la petite pêche à la part et complètement privés du travail dont ils tiraient leurs moyens d'existence, n° 6916. — Le 14 novembre 1953, une proposition de loi tendant à établir un statut fixant les conditions de loyer, d'habitat et de sécurité de logement aux occupants de baraquements provisoires édifiés par l'Etat, n° 7173. — Le 15 décembre 1953, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des abattements prévus par l'article 43 de la loi de finances n° 52-401 du 14 avril 1952 les biens sinistrés visés par le décret n° 52-972 du 30 juillet 1952, n° 7474. — Le 7 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 7217) de M. Hénault tendant à compléter l'article 10 du décret n° 53-978 du 30 septembre 1953 en vue d'améliorer la production des pommes à cidre, n° 8280. — Le 16 novembre 1954, une proposition de loi tendant à ramener de 320 francs à 100 francs par hectolitre le taux de la taxe unique sur les cidres, poirés et hydromels, n° 9470. — Le 9 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire annuler les opérations de remembrement de l'île de Groix (Morbihan), n° 10331. — Le 24 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 53-717 du 9 août 1953 fixant les modalités de liquidation et le règlement des dommages de guerre afférents aux biens meubles d'usage courant et familial modifié par le

décret n° 53-985 du 30 septembre 1953 et les lois des 31 décembre 1953 et 17 septembre 1954, n° 10810.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement maintient la sanction arbitraire et illégale prise à l'encontre d'un agent technique de l'arsenal de Lorient [31 août 1951] (p. 6710). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa mentionnant les écoles privées* [3 septembre 1951] (p. 6784) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1952 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les mutuelles de fonctionnaires* [14 novembre 1951] (p. 8005). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interdiction faite à un député français d'entrer, le lundi 17 décembre 1951, à l'arsenal de Lorient [19 décembre 1951] (p. 9354). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 ; Etat B, Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dommages mobiliers (Augmentation des indemnités forfaitaires)* [24 décembre 1951] (p. 9785) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations d'attente (Majoration des allocations)* (p. 9786) ; *Son amendement tendant à limiter à 25 0/0 des crédits la part des priorités nationales* (p. 9792) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à prévoir le vote d'un plan de financement de la reconstruction* (p. 9797) ; *Son amendement tendant à revaloriser les allocations d'attente* (p. 9807) ; *Son amendement relatif au loyer des baraques provisoires* (p. 9813) ; *Son amendement relatif à l'utilisation des baraques provisoires devenues libres* (p. 9814). — Dépose une demande d'interpellation sur les projets tendant à majorer de 300 0/0 les prix des loyers exigés des sinistrés logés en baraques [24 juin 1952] (p. 3140). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A,

Chap. 3392 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour prestations facultatives (Cantines et services sociaux)* [15 novembre 1952] (p. 5239) ; Chap. 3702 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la liquidation des constructions provisoires (Loyers des baraquements des réfugiés)* (p. 5243, 5244) ; Chap. 3731 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour expertises de dommages de guerre (Rôle des experts)* (p. 5245) ; le retire (ibid.) ; Chap. 3741 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les études d'urbanisme (Construction d'une usine atomique)* (p. 5246) ; POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 1130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 frs les crédits pour les gérants des bureaux secondaires (Chèques postaux dans les Territoires d'outre-mer)* [15 novembre 1952] (p. 5255) ; MARINE MARCHANDE, Etat B, Chap. 4601 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Sociétés de sauvetage et d'entr'aide (Canots de sauvetage)* (p. 5286) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas appliquer l'article aux crédits de la reconstruction et des dommages de guerre* [9 décembre 1952] (p. 6088) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Etat C ; Chap. 70-10 : *260 milliards pour la Caisse autonome de la reconstruction (Reconstitution du mobilier, baraquements provisoires)* [23 janvier 1953] (p. 206) ; Etat F : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dommages mobiliers (Insuffisance des crédits)* (p. 213) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Art. 3 : *Gestion des baraquements provisoires* [30 janvier 1953] (p. 772). — Dépose une demande d'interpellation sur le débarquement de troupes américaines dans la presqu'île de Quiberon [26 février 1953] (p. 1358). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction ; Art. 3 : *Ses observations sur l'utilisation des baraques de sinistrés démontées* [17 mars 1953] (p. 1990, 1991) ; — du projet de loi instituant l'épargne-construction ; Art. 2 : *Son amendement tendant à subordonner les retraits des comptes à un préavis d'un mois* [20 mars 1953] (p. 2099) ;

Art. additionnel : *Son amendement tendant à la création d'un office national du logement* (p. 2102) ; Art. 5 : *Son amendement relatif à l'office national du logement* (p. 2102) ; le retire (ibid.) ; Art 8 : *Son amendement relatif aux conventions passées entre l'Etat et les organismes de crédit* (p. 2104) ; le retire (ibid.) ; — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques et familiaux ; Art. 1^{er} et 2 : *Son contre-projet tendant à fixer le nombre de pièces en rapport avec celui des personnes à loger, à assurer une meilleure utilisation des logements existants et à assurer l'entretien et la conservation du patrimoine immobilier d'habitation* [20 mars 1953] (p. 2127 et suiv.) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à faire remonter les baraques provisoires démontées pour faire place à la reconstruction* [21 mars 1953] (p. 2174, 2175) ; Art. 4 : *Son sous-amendement tendant à payer les frais de déménagement des occupants de baraques provisoires* (p. 2186, 2187) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères. (exercice 1954), RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Etat A, Chap. 3101 : *Administration centrale (Logement des sinistrés en baraques, augmentation excessive du loyer des baraques)* [30 novembre 1953] (p. 5713, 5714) ; Chap. 3102 : *Indemnités de l'administration centrale (Revalorisation des primes de technicité et de rendement)* (p. 5716) ; Chap. 3111 : *Services extérieurs (Suppression d'emplois dans les délégations départementales et titularisation d'auxiliaires)* (p. 5716) ; Chap. 3191 : *Indemnités de résidence (Indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence)* (p. 5720) ; Chap. 3392 : *Prestations facultatives (Cantines du Ministère)* (p. 5720) ; Chap. 3731 : *Expertises de dommages de guerre (Lenteurs et abus des expertises)* (p. 5723) ; Art. additionnel : *Son amendement tendant à abroger le décret du 9 août 1953 fixant les modalités de règlement des dommages de guerre* [1^{er} décembre 1953] (p. 5758) ; *Son amendement relatif à l'indemnisation des dommages de guerre inférieurs à 3.000 francs de 1953* (p. 5759) ; *Son amendement tendant à percevoir sur les employeurs 2 0/0 du montant des salaires pour construire* (p. 5795, 5796) ; *Son amendement tendant à majorer l'indemnité forfaitaire des sinistrés mobiliers* (p. 5797) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à donner aux sinistrés propriétaires du terrain la baraque construite dessus* [2 décembre

1953] (p. 5873) ; Art. additionnel : *Son amendement relatif à la titularisation de certains agents temporaires de la Reconstruction* (p. 5874) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5883) ; FINANCES, CHARGES COMMUNES, Art. 8 : *Son amendement relatif aux fonctionnaires révoqués avec suspension de droits à pension* [11 décembre 1953] (p. 6522) ; le retire (ibid.) ; RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, amendé par le Conseil de la République, Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa relatif à la reconstitution des dommages subis en Indochine* [31 décembre 1953] (p. 7201) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'indemnisation des sinistrés mobiliers âgés de plus de 70 ans et économiquement faibles* (p. 7201, 7202) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954) ; Art. 46 : *Son amendement tendant à porter à 10 milliards les crédits pour bonifications d'intérêts accordées pour les emprunts contractés par les H. L. M.* [12 décembre 1953] (p. 6625) ; Art. 47 : *Son amendement tendant à prévoir l'avis des Commissions intéressées de l'Assemblée Nationale* (p. 6626) ; — d'une proposition de loi relative à la liquidation et au règlement des dommages de guerre mobiliers, Art. 1^{er} : *Son amendement (Calcul de l'indemnité forfaitaire de base)* [4 août 1954] (p. 3841) ; *Ses explications de vote (Classement des sinistrés par catégorie)* (p. 3844) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955 : *Sa motion préjudicielle (Crédits de la reconstruction, problème du logement, réalisations des municipalités communistes, abrogation du décret relatif aux sinistrés mobiliers)* [18 décembre 1954] (p. 6587 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 31-21 : *Licenciement d'agents et embauchage de techniciens* [21 janvier 1955] (p. 111) ; Chap. 37-02 : *Baraquements provisoires* [24 janvier 1955] (p. 157) ; Etat D : *Sa demande de disjonction (Crédits insuffisants pour reconstruction des immeubles de toute nature ; remboursements en titres ; le préfinancé ; crédits inemployés ; cadence de la reconstruction)* (p. 180) ; Etat B, Chap. 65-40 : *Sa demande de disjonction (Aménagement des lotissements défectueux)* [26 janvier 1955] (p. 281) ; *Son*

article additionnel (Indemnisation des petits sinistrés mobiliers) (p. 291) ; *Son article additionnel (Modalités d'indemnisation des sinistrés mobiliers)* (p. 293) ; *Son article additionnel modifié* [27 janvier 1955] (p. 304, 305) ; *Son article additionnel (Remboursement des titres des sinistrés)* (p. 305) ; *Son article additionnel (Loyer des baraquements provisoires)* (p. 345) ; *Son article additionnel (Indemnité d'expropriation dans les régions dévastées)* (p. 346) ; Art. 18 : *Son amendement (Avenir du personnel de la reconstruction)* (p. 353, 354) ; *Son article additionnel (Personnel temporaire)* (p. 354) ; Etat A, Chap. 31-11 : *Demande de disjonction de M. Estradère : Rémunérations principales des services extérieurs* (p. 354) ; Chap. 31-12 : *Amendement indicatif de M. Midol (Prime de technicité)* (p. 355). — Dépose une demande d'interpellation : *Sur le remembrement de l'île de Groix* [9 mars 1955] (p. 1214) ; — sur l'aide apportée par le Gouvernement au patronat de Lorient (forces policières) [6 octobre 1955] (p. 4803).

GUILLE (M. Georges), Député de l'Aude (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission de l'intérieur [19 janvier 1954] (**F. n° 341**). — Est nommé par la Commission des boissons pour représenter l'Assemblée Nationale : au sein de la Commission consultative de la viticulture [3 août 1951] (**F. n° 21**) ; et au sein du Comité de coordination des questions viticoles [4 novembre 1952] (**F. n° 176**).

Dépôts :

Le 19 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département de l'Aude, victimes des récents orages de grêle et cyclone et à exonérer les viticulteurs sinistrés des obligations de blocage et de distillation,

n° 223. — Le 22 août 1951, une proposition de loi tendant à rétablir et à modifier certaines dispositions du Code du vin, **n° 789.** — Le 6 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département de l'Aude, victimes des orages de grêle du mois d'août 1951, **n° 1017.** — Le 11 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux populations victimes des calamités atmosphériques qui ont eu lieu les 2, 3, 4 et 5 février 1952 dans le département de l'Aude, **n° 2596.** — Le 2 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser les mines et usines de Salsigne, **n° 7931.** — Le 8 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des caisses de crédit agricole les moyens financiers qu'exige l'application de la loi n° 50-960 du 8 août 1950 relative aux calamités agricoles, **n° 8604.** — Le 24 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 8604) de M. Guille et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des caisses de crédit agricole les moyens financiers qu'exige l'application de la loi n° 50-960 du 8 août 1950 relative aux calamités agricoles, **n° 8707.** — Le 24 juin 1954, un avis au nom de la Commission des boissons sur le projet de loi (n° 7759) tendant à modifier la loi n° 50-960 du 8 août 1950 relative à l'aide financière apportée aux agriculteurs victimes de calamités publiques, **n° 8708.** — Le 25 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 4434) relatif à la seconde session ordinaire des conseils généraux, **n° 9575.** — Le 21 juin 1955, une proposition de loi portant création du conseil interprofessionnel des vins de Fitou, Corbières, Minervois, Clape et Quatourze, **n° 10977.** — Le 29 juin 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 10977) de M. Guille et plusieurs de ses collègues portant création du conseil interprofessionnel des vins de Fitou, Corbières, Minervois, Clape et Quatourze, **n° 11060.** — Le 9 novembre 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 10977) de M. Guille et plusieurs de ses collègues portant création du conseil interprofessionnel des vins de Fitou,

Corbières, Minervois, Clape et Quatourze **n° 11838.**

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; AGRICULTURE, Chap. 12-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les salaires des inspecteurs de la répression des fraudes (Insuffisance du personnel en nombre)* [21 novembre 1951] (p. 8268). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'organisation du marché des vins, crise qui atteint la viticulture nationale [26 juin 1952] (p. 3216) ; la développe : *Ses observations sur les caractéristiques de la vigne, l'insuffisance de la demande, le statut viticole et la réforme envisagée du statut, le blocage territorial de la récolte* [4 juillet 1952] (p. 3570 et suiv.) ; — sur l'assainissement du marché des vins [7 octobre 1952] (p. 4068) ; — sur la politique viticole du Gouvernement [17 mars 1953] (p. 1950) ; — sur les conditions dans lesquelles le travail a été arrêté aux mines et usines de Malvezzy [22 juillet 1953] (p. 3758) ; — sur l'intervention des C. R. S. dans l'Aude, le 28 juillet 1953 [6 octobre 1953] (p. 4013) ; — sur le décret du 30 septembre 1953 relatif à l'assainissement du marché des vins [9 octobre 1953] (p. 4185) ; la développe : *Analyse du décret du 30 septembre 1953 sur le vin, et spécialement du titre I concernant l'organisation du marché et la résorption des excédents : son aspect anti-social, par opposition au décret codificatif du 1^{er} décembre 1936 ; blocage provisionnel, distillation obligatoire, prestations d'alcool vinique, appliquées désormais sans discrimination ou presque ; critiques personnelles dirigées à cet égard contre M. Paul Coste-Floret ; triomphe de la grande viticulture algérienne, sous le couvert d'une égalité factice ; mépris des suggestions inverses de la Commission des boissons ; disparité des prix à la production et à la consommation ; misère et dépeuplement menaçant les populations méridionales ; urgence d'un débat de ratification sur le susdit décret* [15 octobre 1953] (p. 4295 à 4298) ; — sur les mesures envisagées à l'égard des régions sinistrées des Corbières et du Minervois [9 février 1954] (p. 102) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Subventions, prêts à long terme, plan d'irriga-*

tion, dotation de la caisse de solidarité contre les calamités agricoles par une part du produit de la loterie nationale [9 mars 1954] (p. 740, 741). — Est entendu sur le renvoi de la discussion d'une interpellation concernant la politique du Gouvernement à l'égard de l'Espagne : *Fixation d'une nouvelle date* [9 mars 1954] (p. 747). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Soutien « loyal et sans réserves » accordé par le parti socialiste depuis l'investiture ; avantages et insuffisances des Accords, aménagements possibles (Contrôle démocratique), « parfaite clarté » sur ce point entre le parti et le Gouvernement ; poursuite « parallèle et simultanée » des négociations avec l'U. R. S. S. ; « espoirs réveillés » par M. Mendès-France, « opération de politique intérieure » à déjouer)* [12 octobre 1954] (p. 4677, 4678). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique viticole du Gouvernement [27 juillet 1955] (p. 4342). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru [25 octobre 1955] (p. 5250).

GUISLAIN (M. Marcel), Député du Nord [2^e circonscription] (S.)

Son élection est validée [2 août 1951] (p. 6169). — Est nommé : Secrétaire de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [22 juillet 1953] (F. n° 281), [9 février 1954] (F. n° 343) ; Vice-président de cette Commission [19 janvier 1955] (F. n° 482) ; membre de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission des pensions pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de la guerre [5 septembre 1951] (F. n° 35), ainsi qu'au sein de la Commission consultative de prothèse et d'orthopédie [20 février 1952] (F. n° 109). — Est désigné par la Commission de la famille, de la population et de la santé publique pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

Dépôts :

Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la sécurité sociale prévu par la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950, aux invalides du travail, aux victimes civiles de la guerre et aux victimes du devoir atteints d'un degré d'invalidité de 85 0/0 ainsi qu'aux veuves de ces trois catégories et aux orphelins d'âge scolaire sans aucune catégorisation ni distinction, n° 604. — Le 8 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier d'urgence un décret portant règlement d'administration publique en vue du paiement du pécule des déportés et internés politiques qualifiés par la loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948, n° 605. — Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les déportés de leur temps de déportation pour avancer l'âge légal de la retraite des vieux travailleurs à laquelle ils peuvent prétendre, n° 607. — Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à accorder, en exécution de l'article 12 du statut des déportés et internés de la Résistance du 6 août 1948 et du statut des internés et déportés politiques du 6 septembre 1948, un voyage annuel gratuit sur le lieu présumé du crime, aux familles des déportés et internés, n° 609. — Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi du 6 août 1948 portant statut des déportés et internés de la Résistance et tendant à régler les soldes et accessoires en fonction des liquidations effectuées avant le 1^{er} janvier 1946, n° 619. — Le 9 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à contrôler les attributions de décorations au titre de la Résistance et à retirer ces décorations à ceux qui ne seraient pas titulaires de la carte de déporté ou interné de la Résistance, ou de combattant volontaire de la Résistance, n° 626. — Le 8 septembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 20 août 1926 attribuant la Croix de guerre aux titulaires de la Médaille des évadés de la guerre 1939-1945, n° 1048. — Le 14 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à passer avec le Gouvernement belge une convention de réciprocité concernant les victimes civiles de la guerre 1939-1945 accordant en particulier la réciprocité des avantages pour les internés et déportés politiques, n° 1110. — Le 14 septembre 1951, une propo-

sition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à passer avec le Gouvernement belge, une convention de réciprocité concernant les dommages mobiliers et immobiliers provoqués par la guerre aux ressortissants français habitant la Belgique et aux ressortissants belges habitant la France, **n° 1111**. — Le 20 septembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder à tous les salariés une indemnité de transport en fonction des distances parcourues pour se rendre sur le lieu du travail, **n° 1165**. — Le 20 septembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 13 de la loi du 6 août 1948 et l'article 10 de la loi du 9 septembre 1948 établissant statuts des déportés de la Résistance et des déportés politiques, **n° 1166**. — Le 20 septembre 1951, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions accordant certains avantages sur la retraite et l'avancement à dater du 6 août 1948, les fonctionnaires et les veuves de fonctionnaires dont les pensions ont été liquidées avant le 6 août 1948, **n° 1167**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la dispense des obligations du service militaire actif aux jeunes gens dont deux proches parents sont « morts pour la France », **n° 1297**. — Le 23 novembre 1951, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article unique de la loi du 22 mars 1928 accordant aux invalides de guerre, titulaires de fonctions civiles, un droit à la retraite anticipée, à ceux dont le degré d'invalidité est égal ou supérieur à 10 0/0, **n° 1695**. — Le 27 novembre 1951, une proposition de loi tendant à étendre aux déportés et internés résistants de la guerre 1914-1918 le bénéfice de l'article 6 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 fixant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, **n° 1720**. — Le 19 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 14 de la loi du 9 septembre 1948 pour faire bénéficier les internés et déportés politiques étrangers habitant la France avant le 1^{er} septembre 1939, des dédommagements des pertes de biens dus à l'arrestation et à la déportation, **n° 2091**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 1166) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 13 de la loi du 6 août 1948 et l'article 10 de la loi du 9 septembre 1948 établissant statuts des déportés de la Résistance et des déportés politiques,

n° 2139. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer à la région industrielle de Lille — Roubaix — Tourcoing — Halluin — Armentières, un important crédit prélevé sur le fonds d'équipement routier, en vue de son aménagement routier, **n° 2515**. — Le 7 février 1952, une proposition de loi tendant à : 1° homologuer définitivement les réseaux, mouvements et formations diverses de la résistance en fonction des services réels ; 2° définir et uniformiser les qualités des membres de la résistance en fonction de leurs services ; 3° accorder à bon escient la qualité de combattant volontaire de la résistance, **n° 2548**. — Le 8 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier un barème national d'invalidité reconnu officiellement et obligatoirement suivi par tous les services publics et privés comme base normale d'évaluation des taux d'invalidité, **n° 2585**. — Le 8 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 46-1117 du 20 mai 1946 portant remise en vigueur, modification et extension de la loi du 24 juin 1919 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, **n° 2586**. — Le 8 février 1952, une proposition de loi tendant à soumettre tous les retraités de la Société nationale des chemins de fer français au même statut, **n° 2590**. — Le 12 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte de la densité de population et du volume global des impôts et taxes payés pour attribuer les crédits destinés à l'entretien et l'amélioration des routes nationales du département du Nord, **n° 2624**. — Le 13 février 1952, une proposition de loi tendant à étendre aux personnes internées par l'ennemi moins de trois mois pendant la guerre 1939-1945 le bénéfice de la loi du 6 août 1948 si elles sont titulaires de la carte de combattant volontaire de la Résistance, **n° 2655**. — Le 19 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures en vue de permettre de valider ou d'homologuer les écrits ou volontés exprimées par des déportés ou internés, décédés ou disparus, dans des formes non admises par les lois applicables en temps de paix, **n° 2720**. — Le 25 février 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 626) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement

à contrôler les attributions de décorations au titre de la Résistance et à retirer ces décorations à ceux qui ne seraient pas titulaires de la carte de déporté ou interné de la Résistance, ou de combattant volontaire de la Résistance, **n° 2781**. — Le 25 février 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 1720) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux déportés et internés résistants de la guerre 1914-1918 le bénéfice de l'article 6 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 fixant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, **n° 2782**. — Le 25 février 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Guislain et plusieurs de ses collègues (n° 619) tendant à modifier l'article 7 de la loi du 6 août 1948 portant statut des déportés et internés de la Résistance et tendant à régler les soldes et accessoires en fonction des liquidations effectuées avant le 1^{er} janvier 1946, **n° 2783**. — Le 28 février 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 1695) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article unique de la loi du 22 mars 1928 accordant aux invalides de guerre, titulaires de fonctions civiles, un droit à la retraite anticipée, à ceux dont le degré d'invalidité est égal ou supérieur à 10 0/0, **n° 2828**. — Le 6 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions en vue de faciliter l'application de l'article 2 du décret n° 49-427 du 25 mars 1949 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 et de compléter ce décret par l'adjonction de dispositions non prévues, applicables aux internés et déportés de la guerre 1914-1918, **n° 2888**. — Le 27 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 2585) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à publier un barème national d'invalidité reconnu officiellement et obligatoirement suivi par tous les services publics et privés comme base normale d'évaluation des taux d'invalidité, **n° 3075**. — Le 27 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 1891) admettant certains étrangers au bénéfice des lois des 31 mars 1919 ou 24 juin 1919 et 20 mai 1946 ainsi que certains

Français victimes de circonstances particulières, **n° 3076**. — Le 27 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 1167) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier des dispositions accordant certains avantages sur la retraite et l'avancement à dater du 6 août 1948, les fonctionnaires et les veuves de fonctionnaires dont les pensions ont été liquidées avant le 6 août 1948, **n° 3077**. — Le 27 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 1108) de M. Nisse tendant à modifier la loi du 24 juin 1919, modifiée par la loi du 28 juillet 1921 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, **n° 3078**. — Le 1^{er} avril 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Guislain et plusieurs de ses collègues (n° 2091) tendant à compléter l'article 14 de la loi du 9 septembre 1948 pour faire bénéficier les internés et déportés politiques étrangers habitant la France avant le 1^{er} septembre 1939, des dédommagements des pertes de biens dus à l'arrestation et à la déportation ; 2° de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues (n° 2996) tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948 concernant les droits des étrangers déportés et internés politiques, **n° 3143**. — Le 4 avril 1952, une proposition de loi tendant à assimiler aux déportés, pour l'application du décret n° 51-1077 du 31 août 1951 relatif à l'indemnisation des pertes de biens, les internés résistants et politiques massacrés ou fusillés, **n° 3210**. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1507 du 31 décembre 1951 concernant l'exonération de la redevance pour droit d'usage d'un poste récepteur de T. S. F., **n° 3478**. — Le 29 mai 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Guislain et plusieurs de ses collègues (n° 2586) tendant à modifier l'article 9 de la loi n° 46-1117 du 20 mai 1946 portant remise en vigueur, modification et extension de la loi du 24 juin 1919 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre ; 2° de Mme de Lipkowski et M. Hénault (n° 3039) tendant à l'application de l'article 65 de la loi du 31 mars 1919 aux victimes civiles de la guerre bénéficiaires de la loi du 24 juin 1919, modifiée par la loi du 28 juillet 1921 (victimes de la guerre 1914-1918)

et reconduite par la loi du 20 mai 1946 aux victimes de la guerre 1939-1945, n° 3514. — Le 29 mai 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 2888) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions en vue de faciliter l'application de l'article 2 du décret n° 49-427 du 25 mars 1949 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 et de compléter ce décret par l'adjonction de dispositions non prévues, applicables aux internés et déportés de la guerre 1914-1918, n° 3515. — Le 29 mai 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Guislain et plusieurs de ses collègues (n° 2655) tendant à étendre aux personnes internées par l'ennemi moins de trois mois pendant la guerre 1939-1945 le bénéfice de la loi du 6 août 1948 si elles sont titulaires de la carte de combattant volontaire de la Résistance, n° 3516. — Le 5 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 1018) de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir la présomption d'origine au bénéfice des militaires présents sous les drapeaux, pour toutes maladies contractées ou aggravées durant cette période, n° 3578. — Le 3 juillet 1952, une proposition de loi tendant à satisfaire en quatre ans les droits des anciens combattants et victimes de la guerre en fonction des lois votées, n° 3957. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à créer un Office national des textiles chargé de mettre au point les études et les solutions propres à rendre à l'industrie textile une activité normale et à remettre au travail les chômeurs de ces industries, n° 4298. — Le 21 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reclasser effectivement les 110 fonctionnaires de la police, anciens prisonniers, déportés ou mobilisés, rentrés seulement après juin 1945, n° 4432. — Le 23 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à toutes les victimes de la guerre, du travail ou victimes civiles atteintes d'une invalidité de 40 0/0, la même règle du quotient dans le calcul de la surtaxe progressive, n° 4465. — Le 6 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'article 8 de la loi n° 51-632 du 24 mai 1951 relative au

développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Anciens combattants et victimes de la guerre), n° 4633. — Le 18 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 3623) de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le statut et les attributions de l'Institution nationale des invalides, n° 5154. — Le 18 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 3210) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à assimiler aux déportés, pour l'application du décret n° 51-1077 du 31 août 1951 relatif à l'indemnisation des pertes de biens, les internés résistants et politiques massacrés ou fusillés, n° 5155. — Le 18 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 3057) de M. Kœnig et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à lever, pour les passeurs bénévoles, la forclusion atteignant le dépôt de leurs dossiers, à assurer leur représentation dans diverses commissions et à instituer une médaille des passeurs, n° 5156. — Le 18 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 4633) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter l'article 8 de la loi n° 51-632 du 24 mai 1951 relative au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Anciens combattants et victimes de la guerre), n° 5158. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à indemniser les déportés et internés de la guerre 1914-1918 relevant des lois du 6 août 1948 portant statut des déportés et internés de la Résistance et du 7 septembre 1948 portant statut des déportés et internés politiques, des dommages et pertes de biens subis à l'occasion de leur déportation et de leur internement, n° 5271. — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 5636) de M. Badie et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder pour le 30 mai 1953 à un recensement par catégories des victimes de guerre et hors guerre, veuves, orphelins, ascendants, invalides et des titulaires de la carte d'ancien combattant, retraités ou non, dans tous les départements, n° 5688. — Le 5 mars 1953, un rapport au nom

de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 5271) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à indemniser les déportés et internés de la guerre 1914-1918 relevant des lois du 6 août 1948 portant statut des déportés et internés de la Résistance et du 7 septembre 1948 portant statut des déportés et internés politiques, des dommages et pertes de biens subis à l'occasion de leur déportation et de leur internement, n° 5770. — Le 12 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assimiler les victimes de la guerre, militaires et civiles, titulaires d'une pension d'invalidité de 100 0/0 aux personnes âgées de 70 ans et plus au regard des dispositions qui accordent le paiement prioritaire et immédiat des dommages de guerre, n° 5853. — Le 18 mars 1953, une proposition de loi tendant à créer, dans le cadre des circonscriptions sanitaires du territoire, des centres de convalescence pour adultes destinés à recevoir les malades socialement incapables de pourvoir à leur guérison à la sortie de l'hôpital, n° 5917. — Le 12 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les mobilisés de la guerre 1914-1918 à qui la carte de combattant a été jusqu'ici refusée des dispositions de l'arrêté ministériel du 28 décembre 1951 accordant des bonifications aux mobilisés de la guerre 1939-1945, n° 6131. — Le 18 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préciser les conditions d'évaluation des taux d'invalidité et de l'attribution des indemnités dites de tierce personne pour les bénéficiaires de la loi Cordonnier du 2 août 1949 sur les invalides civils et demandant d'accélérer les décisions de la Commission centrale d'appel, n° 6182. — Le 21 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'autorisation d'exercer la profession d'infirmière à titre auxiliaire dans les hôpitaux et dispensaires à certaines personnes titulaires du diplôme d'aide-infirmière ou d'aide médico-sociale ayant exercé dans la défense passive ou ayant assuré au moins pendant cinq ans les soins de clientèle, n° 6214. — Le 27 mai 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 sur les fonctionnaires résistants, n° 6251. — Le 10 juin 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3, paragraphe premier, de la loi du

6 août 1948 portant statut des internés et déportés de la Résistance, par application de l'arrêté ministériel du 28 décembre 1951 accordant des bonifications aux mobilisés de la guerre 1939-1945, n° 6287. — Le 2 juillet 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 1167) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier des dispositions accordant certains avantages sur la retraite et l'avancement à dater du 6 août 1948, les fonctionnaires et les veuves de fonctionnaires dont les pensions ont été liquidées avant le 6 août 1948, n° 6411. — Le 9 juillet 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier, deuxième paragraphe de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949, relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance, n° 6479. — Le 9 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à régler les litiges surgissant entre les services des soins gratuits aux victimes de guerre et les bénéficiaires, n° 6480. — Le 9 juillet 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Guislain et plusieurs de ses collègues (n° 619) tendant à modifier l'article 7 de la loi du 6 août 1948 portant statut des déportés et internés de la Résistance et tendant à régler les soldes et accessoires en fonction des liquidations effectuées avant le 1^{er} janvier 1946, n° 6486. — Le 16 juillet 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 sur l'aide aux aveugles et grands infirmes, n° 6515. — Le 16 juillet 1953, une proposition de loi tendant à assurer la trésorerie des hôpitaux et hospices publics, n° 6516. — Le 29 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 5917) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à créer, dans le cadre des circonscriptions sanitaires du territoire, des centres de convalescence pour adultes destinés à recevoir les malades socialement incapables de pourvoir à leur guérison à la sortie de l'hôpital, n° 7017. — Le 11 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 6479) de M. Guislain et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article premier, deuxième paragraphe de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949,

relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance, n° 8016. — Le 31 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter les libertés communales et à sauvegarder les finances des collectivités locales dans l'élaboration des règlements et arrêtés prévus pour l'application du décret n° 53-1186 du 29 novembre 1953 portant réforme des lois d'assistance, n° 8203. — Le 7 juillet 1954, une proposition de loi tendant à créer un corps d'Etat civil militaire, n° 8832. — Le 9 juillet 1954, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953 améliorant la situation des ressortissants du Code des pensions militaires, n° 8876. — Le 21 juillet 1954, une proposition de loi tendant à accorder une retraite vieillesse à 65 ans et une retraite du travail complémentaire pour les salariés, n° 8927. — Le 6 août 1954, une proposition de loi tendant à donner aux établissements publics de soins les moyens de se moderniser, de se développer et de créer tous services annexes nécessaires à leur fonctionnement, n° 9100. — Le 13 août 1954, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. Le projet de loi (n° 3227) relatif à la police de la circulation routière ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 2531) tendant à compléter la loi du 17 juillet 1908 établissant, en cas d'accident, la responsabilité des conducteurs de véhicules de tout ordre ; 2° de M. Gautier et plusieurs de ses collègues (n° 5401) tendant à abroger le décret n° 51-1049 du 29 août 1951 modifiant le décret du 20 août 1939 portant règlement général sur la police de la circulation et du roulage ; III. La proposition de résolution de M. Charret et plusieurs de ses collègues (n° 2438) tendant à inviter le Gouvernement à rendre légale et obligatoire la détermination biochimique du degré d'imprégnation alcoolique de l'accidenté et de la victime dans le cas où leur responsabilité paraîtrait engagée, n° 9177. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article 571 du Code de la Santé publique, relatif à la création des officines pharmaceutiques, n° 9371. — Le 4 novembre 1954, une proposition de loi portant statut des centres d'appareillage et tendant à étendre aux collectivités clientes la gestion et l'administration de ces centres, n° 9378. — Le 5 novembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier

l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, n° 9398. — Le 3 décembre 1954, une proposition de loi tendant à étendre aux fonctionnaires de l'Etat et des collectivités publiques, atteints d'affections encéphalo-médullaires connues sous les noms de poliomyélite, de myélite, de syringomyélie, de sclérose en plaques, de maladie de Parkinson, le bénéfice des dispositions de l'article 93 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 donnant droit à un congé de longue durée, n° 9639. — Le 23 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de M. Guislain et plusieurs de ses collègues (n° 9371) tendant à compléter l'article 571 du Code de la santé publique, relatif à la création des officines pharmaceutiques ; 2° de M. Charret (n° 9669) tendant à compléter l'article 571 du Code de la santé publique relatif aux créations d'officines, n° 9793. — Le 2 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'arrêté du 11 mai 1951 pour permettre aux caisses d'allocations familiales de disposer en partie de leurs ressources excédentaires, n° 10242. — Le 16 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles réglementées par les décrets du 31 décembre 1946 et suivants, n° 10418. — Le 19 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles réglementées par les décrets du 31 décembre 1946 et suivants, n° 10471. — Le 30 mars 1955, une proposition de loi tendant à préciser les modalités d'exercice des professions d'assistante sociale et d'infirmière, à définir leur qualification et à prévoir leur recrutement et leur formation professionnelle, n° 10563. — Le 24 mai 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 7 de la loi du 2 août 1954 sur la répartition et l'attribution des biens de presse, n° 10805. — Le 24 juin 1955, une proposition de loi tendant à rouvrir les délais en vue d'obtenir la médaille des prisonniers civils, déportés, otages de la grande guerre de 1914-1918, instituée par la loi du 14 mars 1936, n° 11023. — Le 7 juillet 1955, une proposition de loi tendant à titulariser le personnel administratif des foyers de pensionnés de guerre et

anciens combattants et des cottages sanitaires de Saint-Gobain, n° 11150 (rectifié). — Le 13 juillet 1955, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 accordant aux fonctionnaires déportés et internés de la Résistance et des guerres de 1914-1918 et de 1939-1945, quel que soit leur mode de recrutement, des majorations d'ancienneté valables pour l'avancement et la titularisation, n° 11206.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les salaires et les prix et la suppression des abattements de zones : *Discussion générale (Ses observations sur le chômage dans l'industrie textile)* [14 septembre 1951] (p. 7367) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE ; Chap. 10-00 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Lenteur de la délivrance des cartes de déportés et internés résistants)* [27 novembre 1951] (p. 8523, 8524) ; le retire (ibid.) ; *Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Pécule des déportés et internés politiques)* (p. 8527) ; Chap. 10-10 : *Amendement de M. Le Coutaller tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Lenteur des notifications ministérielles et emplois réservés)* (p. 8533) ; Chap. 30-90 : *Amendement de Mme Rose Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sépultures militaires (Monument du Struthof)* (p. 8549) ; Chap. 60-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemniser les pertes des déportés et internés (Application du décret du 31 août 1951)* (p. 8556, 8557) ; Chap. 60-30 : *Son amendement tendant à supprimer la dotation pour mémoire du chapitre relatif aux droits pécuniaires des F.F.I. (Solde des F.F.I.)* (p. 8559) ; le retire (p. 8561) ; Chap. 60-50 : *Son amendement tendant à supprimer la dotation « mémoire » pour l'indemnité aux rapatriés (Insuffisance des crédits)* [13 décembre 1951] (p. 9133, 9134) ; le retire (p. 9134) ; — d'une proposition de loi relative au pécule des déportés et internés politiques : *Discussion générale (Ses observations sur l'indemnisation des 35.000 déportés en Allemagne)* [18 mars 1952] (p. 1345, 1346, 1350,

1352). — Dépose une demande d'interpellation sur l'annulation de certains crédits ouverts au Ministre des Anciens combattants [20 mai 1952] (p. 2344). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles : *Discussion générale (Ses observations sur l'augmentation de la production et de la productivité, le cas de l'ouvrier tisserand du Nord, la trop grande importance du circuit distributif, le trust de la teinturerie)* [24 juin 1952] (p. 3150 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE ; Etat A ; Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (lenteur de la liquidation des dossiers)* [2 décembre 1952] (p. 5906, 5907) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Pensions des anciens combattants, des veuves, des mutilés)* [20 décembre 1952] (p. 6683, 6684) ; Chap. 31-21 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (Personnel des cimetières)* (p. 6694) ; Chap. 31-41 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des transferts de corps (Corps des Français morts en Allemagne)* (p. 6995) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des transferts de corps (Entretien du cimetière de Cernay)* (p. 6995) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 : *Son amendement tendant à réserver les dispositions de l'article 183 du Code des impôts* [21 décembre 1952] (p. 6862) ; le retire (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 46-27 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'appareillage des mutilés (Lenteur de la distribution de l'appareillage aux mutilés)* [24 janvier 1953] (p. 275) ; le retire (p. 276) ; Chap. 46-28 : *Amendement de M. Draveny tendant à doter le chapitre pour l'application du statut des réfractaires (Indemnités dues aux réfractaires)* (p. 278) ; Chap. 46-31 : *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnisation des pertes subies par les déportés et internés (Egalité de traitement à réaliser entre les ayants droit des déportés et internés)* (p. 281) ; Chap. 46-32 : *Paiement des soldes et pensions dues aux F. F. I.*

et internés (p. 282, 283) ; Chap. 46-33 : *Amen-
dement de M. Le Couteller tendant à réduire de
1.000 francs les crédits pour le pécule des prison-
niers de guerre (Solde des prisonniers de guerre)*
(p. 284) ; Chap. 46-35 : *Son amendement tendant
à réduire de 1.000 francs les crédits pour le
pécule des déportés et internés politiques
(Etablissement de questionnaires)* (p. 286) ;
le retire (ibid.) ; Article additionnel :
*Son amendement tendant à grouper en une
seule blessure pour le taux de pension les
infirmités multiples subies par des déportés*
(p. 293) ; *Sous-amendement de Mme R. Guérin
tendant à étendre son amendement à tous les
déportés et internés* (p. 294) ; — d'une proposi-
tion de loi portant amnistie ; Art. 26 : *Son
amendement tendant à amnistier les infractions
à la législation sur les loteries* [26 février 1953]
(p. 1379) ; — d'une proposition de résolution
relative au recensement des victimes de guerre,
en qualité de *Rapporteur* [27 mars 1953] (p. 2457
et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses
des Ministères (Exercice 1954) ; SANTÉ PUBLIQUE
ET POPULATION, Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 31-01 :
*Crédits dérisoires affectés à ce Ministère, cas
particulier de la Corse, lutte contre l'alcoolisme
et contre les maladies mentales, réforme hospi-
talière, contrôle des médicaments, protection
civile* [5 novembre 1953] (p. 4837 et suiv.) ; —
du projet de loi établissant le plan quadriennal
pour les anciens combattants et victimes de la
guerre : *Discussion générale (inexactitude des
statistiques sur le nombre des parties prenantes,
insuffisance de la revalorisation des pensions
des veuves et orphelins, réparations payées par
l'Allemagne)* [5 décembre 1953] (p. 6064 et suiv.) ;
Article additionnel : *Amendement de M. Dravey
tendant à accorder le bénéfice de la législation
de sécurité sociale aux victimes civiles* (p. 6089,
6090) ; Art. 22 bis : *Son amendement tendant à
assimiler les infirmités des résistants à des
blessures de guerre* (p. 6092) ; Art. 22-9 : *Son
amendement tendant à reprendre le texte de la
Commission relatif aux soldes des déportés de la
Résistance* [6 décembre 1953] (p. 6113, 6114) ;
le retire (p. 6114) ; Art. 22-12 : *Pensions des
prisonniers civils de la guerre 1914 - 1918*
(p. 6117) ; — du projet de loi relatif aux dépenses
du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE
LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 :
*Contrôle des médicaments (Stalino), visas pour
les médicaments étrangers, niveau des concours*

*d'infirmières, prophylaxie du cancer, réforme
hospitalière, prix de la journée d'hôpital, centres
de convalescence, hospices* [1^{er} décembre 1954]
(p. 5645 et suiv.) ; Chap. 34-02 : *Son amen-
dement indicatif (Action éducative, sanitaire et
sociale)* (p. 5670) ; le retire (ibid.) ; Chap. 34-11 :
*Son amendement indicatif (Remboursement des
frais des mutilés et victimes de guerre)* (p. 5670) ;
le retire (ibid.) ; Chap. 43-11 : *Ses amendements
(Formation d'auxiliaires sanitaires, secours à
la suite du séisme d'Algérie, transfusion san-
guine)* (p. 5672) ; Chap. 43-21 : *Son amen-
dement indicatif (Formation familiale et ménagère)*
(p. 5675) ; le retire (ibid.) ; Chap. 43-92 :
*Son amendement indicatif (Communauté euro-
péenne de la santé « pool blanc »)* (p. 5677) ; le
retire (ibid.) ; Chap. 46-32 : *Son amendement
indicatif (Attribution aux économiquement fai-
bles d'une allocation compensatrice des augmen-
tations de loyer)* [2 décembre 1954] (p. 5703) ;
le retire (p. 5704) ; Chap. 47-15 : *Son amen-
dement indicatif (Prophylaxie du rhumatisme)*
(p. 5719) ; le retire (ibid.) ; — du projet de loi
relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES
FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU
PLAN pour 1955, I. — CHARGES COMMUNES :
*Congé de longue durée pour toutes les maladies
du système nerveux* [8 mars 1955] (p. 1156) ; —
du projet de loi relatif aux dépenses du MINIS-
TÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES
DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 :
*Présomption d'origine pour les soldats du
contingent* [9 mars 1955] (p. 1222, 1223) ;
Chap. 34-23 : *Son amendement indicatif (Nécro-
pole du Struthof)* (p. 1247) ; Chap. 46-03 : *Son
amendement indicatif (Réductions de tarifs sur
les transports aériens, maritimes et sur les
transports en commun)* [10 mars 1955] (p. 1287) ;
le retire (ibid.) ; Chap. 46-25 : *Son amendement
indicatif (allocations spéciales aux impotents)*
[11 mars 1955] (p. 1328) ; le retire (ibid.) ;
Chap. 46-27 : *Soins gratuits, son amendement
indicatif (Remboursement des honoraires des
médecins traitants)* (p. 1330) ; le retire (p. 1331) ;
Chap. 46-28 : *Son amendement indicatif (Appa-
reillage des mutilés)* (p. 1337) ; le retire (p. 1339).
— Dépose une demande d'interpellation sur les
biens de presse [15 mars 1955] (p. 1422). —
Prend part à la discussion du projet de loi
relatif à la police de la circulation routière, en
qualité de *Rapporteur pour avis* : *Examen mé-
dical des personnes âgées* [24 mai 1955] (p. 2924).

GUISSOU (M. Henri), *Député de la Haute-Volta (I. O. M.)*.

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). = Est nommé Secrétaire de la Commission des territoires d'outre-mer [19 juillet 1951] (**F. n° 7**). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**), [24 mai 1955] (**F. n° 533**); de la Commission de la justice et de législation [16 février 1952] (**F. n° 106**); de la Commission de l'éducation nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des pensions [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 6 août 1954, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution (n° 8521) de M. Conombo et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux pensionnés d'invalidité de guerre, résidant outre-mer, les dispositions du décret n° 52-1050 du 10 septembre 1952, **n° 9102**. — Le 25 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 8501) de M. Conombo et plusieurs de ses collègues tendant à porter à deux ans le délai imparti aux anciens militaires et marins originaires des territoires d'outre-mer et rappelés à activité au cours de la guerre 1939-1945 pour déposer leur demande de révision de pensions, **n° 11986**.

Interventions :

Son rapport sur les opérations électorales de l'Inde française [19 juillet 1951] (p. 5963). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les salaires et les prix et la suppression des abattements de zones : *Discussion générale (Ses observations sur la hausse des prix en Afrique et la revalorisation des soldes et traitements des fonctionnaires des territoires d'outre-mer)* [14 septembre 1951] (p. 7366); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat A, Chap. 31-23 : *Son amendement indicatif (instituts de médecine tropicale)* [16 décembre 1954]

(p. 6443); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Vote des indépendants d'outre-mer sur le scrutin d'arrondissement* [2 novembre 1955] (p. 5470).

GUITTON (M. Antoine), *Député de la Vendée (I. P.)*.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de l'éducation nationale [28 août 1951] (**F. n° 27**); de la Commission de l'agriculture [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôts :

Le 22 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à décider la révision de l'article 46 de la Constitution, **n° 8949**. — Le 1^{er} avril 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi adoptée par le Conseil de la République tendant à étendre aux jeunes artisans ruraux le bénéfice des articles 55 à 62 du décret du 29 avril 1940 relatifs aux prêts d'installation aux jeunes agriculteurs, **n° 10598**.

Interventions :

Est entendu sur un incident (*Attitude républicaine des populations de l'Ouest*) [21 septembre 1951] (p. 7599). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 6 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à ne pas réduire les investissements agricoles* [3 avril 1952] (p. 1806); — d'une proposition de loi relative à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française; Art. 2 : *Son amendement tendant à renouveler la partie métropolitaine de l'Assemblée de l'Union française après le renouvellement de la série B du Conseil de la République* [27 juin 1952] (p. 3332); — d'une proposition de loi relative

au prix des baux à ferme ; Article unique : *Amendement de M. Vassor tendant à tenir compte des améliorations faites par le bailleur* [3 juillet 1952] (p. 3482) ; — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953 ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-83 : *Son amendement tendant à réduire de cinq millions les crédits pour le personnel ouvrier des eaux et forêts (lutte contre la tuberculose bovine)* [21 octobre 1952] (p. 4292 et suiv.) ; le retire (p. 4294) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 31-01 : *Amélioration de la situation du personnel des services extérieurs, statut du personnel des hôpitaux* [30 octobre 1952] (p. 4588, 4589) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 33-92 : *Amendement de M. Conombo tendant à rétablir les crédits pour les prestations facultatives et les services sociaux* [8 novembre 1952] (p. 4933) ; MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (nécessité de développer les constructions navales de série à bon marché et d'économiser des frets en devises)* [14 novembre 1952] (p. 5108, 5109) ; le retire (p. 5109) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 31-21 : *Service des Enquêtes économiques (suppressions d'emplois)* [14 novembre 1952] (p. 5155) ; *Amendement de M. Gazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Enquêtes économiques (fonctionnement du contrôle économique)* (p. 5156) ; Chap. 3392 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prestations facultatives (sociétés de secours mutuels)* (p. 5160, 5161) ; — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales : *demande de seconde délibération de la loi, présentée par M. Cayeux (ses observations sur le coût trop élevé du remboursement intégral des frais de propagande)* [28 mars 1953] (p. 2548, 2549) ; — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier ; Art. 6 : *Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955, de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense ; son amendement tendant à exiger le contre-seing des ministres intéressés* [7 juillet 1953] (p. 3318) ; le retire (ibid) ; — des interpellations sur la situation sociale, après les grèves d'août : *Observations sur le mode de calcul de la taxe à l'abattage ; réponse à M. Waldeck Rochet* [8 octobre 1953] (p. 4136) ; — du projet de loi por-

tant création de ressources pour le fonds d'assainissement du marché de la viande : *Discussion générale (erreurs du recensement des troupeaux, mévente de la viande, possibilités d'exportation)* [13 novembre 1953] (p. 5038, 5039) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères en 1954 ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-37 : *Demande de réserver le chapitre relatif aux établissements d'enseignement agricole, présentée par M. Charpentier* [3 décembre 1953] (p. 5927) ; Article additionnel : *Amendement de M. Hénault tendant à réserver 50 millions à l'étude de la thérapeutique et des vaccins contre la tuberculose bovine* (p. 5961) ; AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Art. 2 : *Investissements (assainissement du marché de la viande)* [31 décembre 1953] (p. 7227, 7228) ; — du rapport sur les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1954 : *Son amendement tendant à réduire de 188.100.000 francs les crédits de l'Assemblée Nationale (suppression de la prime de secrétariat de 25.000 francs par mois accordée aux députés)* [10 décembre 1953] (p. 6444, 6462) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 107.100.000 francs les crédits pour l'Assemblée de l'Union française (suppression de la prime de secrétariat)* [11 décembre 1953] (p. 6465) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954) Art. 33 : *Indemnisation des sociétés ayant assuré les risques d'accidents et de maladies en 1946* [12 décembre 1953] (p. 6624) ; Art. 4 : *Insuffisance des avances à la caisse nationale d'allocation vieillesse agricole* [13 décembre 1953] (p. 6678, 6679) ; — du projet de Loi DE FINANCES pour l'exercice 1954, Art. 11 : *Évaluation des voies et moyens (fixation du prix du tabac)* [13 décembre 1953] (p. 6748). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application du décret d'octobre 1953 relatif à l'organisation du marché des produits laitiers [7 mai 1954] (p. 2216). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation de vieillesse agricole : *Motion de M. Le Roy-Ladurie tendant au renvoi du projet devant la Commission des finances* [21 juillet 1954] (p. 3499) ; — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954 ; Art. 3 : *Amendement de Waldeck Rochet (affectation de l'imposition des rémunérations des dirigeants de sociétés au budget des prestations familiales agricoles)*

[30 juillet 1954] (p. 3763); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, pour 1955, Art. 41 : *La revalorisation du traitement des fonctionnaires* [15 mars 1955] (p. 1433); — d'une proposition de loi relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers : *Prix planchers, cours indicatifs* [22 mars 1955] (p. 1810); — en troisième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art 11 bis : *Amendement de M. Tourtaud (publication du montant de la surtaxe progressive payée par chaque redevable)* [18 mai 1955] (p. 2881); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Motion de M. Naegelen (suspension de séance)* [30 juin 1955] (p. 3493, 3494); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Discussion générale (présentation du budget pour deux exercices annuels, allocation de la mère au foyer, surcompensation, caisse centrale de secours mutuel agricole)* [19 juillet 1955] (p. 3916, 3917); Art. 11 : *Son amendement (date de création d'un fonds national de surcompensation des prestations familiales)* (p. 3931); *le retire* (ibid); Art. 3 : *Son amendement (date de la mise en vigueur du taux définitif)* [20 juillet 1955] (p. 3967, 3968); *Ses explications de vote* (p. 3979); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets, Art. 7 : *Reconduction du budget de 1955* [27 juillet 1955] (p. 4378, 4379); deuxième lecture, Art. 6 : *Son amendement (cotisation des ressortissants du groupe interprofessionnel de la betterave)* [4 août 1955] (p. 4619); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées (élections en U.R.S.S. et apparentements; avertissement solennel sur les conséquences de la loi électorale de 1951)* [2 novembre 1955] (p. 5474, 5475).

GUITTON (M. Jean), Député de la Loire-Inférieure (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires

[18 janvier 1955] (F. n° 482); secrétaire de la Commission de la marine marchande et des pêches [19 juillet 1951] (F. n° 7), [23 janvier 1953] (F. n° 218), [9 février 1954] (F. n° 343), [19 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1955] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 27 juillet 1951, une proposition de loi relative au remplacement de la loi du 21 décembre 1941 sur la législation hospitalière, n° 363. — Le 9 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers et l'article 18 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 630. — Le 5 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 1050) de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les inscrits maritimes du cumul d'une pension d'invalidité pour maladie avec une pension vieillesse, n° 3564. — Le 3 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 2 de l'acte dit « loi du 9 mars 1941 », validée par l'ordonnance du 7 juillet 1945 sur la réorganisation de la propriété foncière et le remembrement, n° 3975. — Le 27 février 1953, une proposition de loi tendant à reconduire pour les élections municipales de 1953 la loi n° 46-1846 du 24 août 1946 instituant une procédure exceptionnelle de vote par correspondance en faveur de certaines catégories d'électeurs ayant quitté leur résidence habituelle du fait des événements de guerre et qui ne l'ont pas regagnée, n° 5706. — Le 23 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur les propositions de résolution : 1° de MM. Penoy et Elain (n° 6104) tendant à inviter le Gouvernement à encourager l'effort d'accession à la propriété des groupes d'auto-construction « Castors » ; 2° de

M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues (n° 6150) tendant à inviter le Gouvernement à prendre de nouvelles mesures d'aide financière en faveur des constructeurs dits « Castors », n° 6659. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la tornade qui a dévasté deux villages de la commune de Guéméné-Penfao (Loire-Inférieure) dans la nuit du 22 septembre 1953, n° 6778. — Le 15 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 3414) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 32 concernant la protection des dockers contre les accidents, n° 6880. — Le 25 mars 1954, une proposition de loi tendant à ouvrir pour le premier trimestre 1954 un crédit de 10 milliards permettant la mise en chantier d'un nouveau paquebot nécessaire à l'exploitation de la ligne de l'Atlantique-Nord, n° 8146. — Le 20 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi (n° 7651) de M. Penoy tendant à reconnaître d'utilité publique l'Union nationale des « Castors », n° 8486. — Le 10 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 8303) de M. Febvay et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires permettant la mise en chantier d'un paquebot destiné à la ligne de l'Atlantique-Nord, n° 8623. — Le 1^{er} décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 8408) de M. Reeb et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la modification de l'impôt de 18 0/0 payé par les patrons pêcheurs, copropriétaires-embarqués, n° 9621. — Le 1^{er} décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 9366) de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reviser le classement indiciaire des syndics des gens de mer, n° 9622. — Le 18 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 10552) de M. Ramarony, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue de la modification de la

loi du 24 mai 1951 concernant l'aide à la construction navale, n° 10784. — Le 26 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux viticulteurs du vignoble nantais et aux agriculteurs de la vallée de la Loire un secours d'urgence de 250 millions, n° 10848. — Le 5 août 1955, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, portant approbation d'un Protocole d'Accord et d'un Avenant à la Convention du 23 décembre 1948 conclus entre l'Etat et la Compagnie générale transatlantique et portant modification des lignes maritimes d'intérêt général, n° 11453.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Vals tendant à limiter le mandatement aux associations existant le 22 août 1951* [8 septembre 1951] (p. 7111); *Son amendement tendant à n'accorder les fonds qu'aux établissements en règle avec la loi* (p. 7113, 7114); Art. 5 : *Son amendement tendant à ne rien verser aux établissements qui contreviennent à la législation en vigueur* [9 septembre 1951] (p. 7231). — Est entendu sur un incident (*Distinction entre M. Coustou député et M. Cousteau de l'enseignement libre*) [8 septembre 1951] (p. 7122); — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; MARINE MARCHANDE, Chap. 5040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage maritime (école d'apprentissage de Nantes)* [15 novembre 1951] (p. 8045); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 1050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les directions départementales (inégalité des traitements avec le personnel des préfectures)* [4 décembre 1951] (p. 8740, 8741); *le retire*, (p. 8741); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1050 : *Amendement de M. Raingeard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les professeurs d'Universités (facultés de médecine de Rennes et Nantes)* [18 décembre 1951] (p. 9300); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dom-

mages de guerre en 1952; Art. 10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les primes à la construction (relèvement du taux de prime)* [24 décembre 1952] (p. 9805); *le retire (ibid.)*; — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952, Art. 1^{er}, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 805 : *Amendement de M. Gosnat, tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ports maritimes (ports de Charente)* [27 décembre 1951] (p. 9923); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952, Art. 5 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstitution de la flotte de commerce (tankers)* [28 décembre 1951] (p. 10003); *le retire* (p. 10004); — Dépose une demande d'interpellation sur les responsabilités dans la nouvelle erreur judiciaire, l'affaire Jean Deshayes [28 mars 1952] (p. 1622). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut général des agents communaux, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Gention tendant à exclure les sapeurs-pompiers du statut* [28 mars 1952] (p. 1640). — Dépose une demande d'interpellation : sur le retard apporté au dépôt du projet de loi portant statut des sapeurs-pompiers [26 juin 1952] (p. 3216); — sur les opérations de remembrement des terres de la commune de Fégréac (Loire-Inférieure) [30 octobre 1952] (p. 4580). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 : POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Reconstruction de l'hôtel des postes de Saint-Nazaire)* [14 novembre 1952] (p. 5134); *le retire* (p. 5136); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Lenteur de la reconstruction de Saint-Nazaire)* [15 novembre 1952] (p. 5186); — du projet de loi relatif aux pensions des marins du commerce et de la pêche : *Discussion générale (Ses observations sur le financement de la loi par majoration des impôts sur les produits pétroliers)* [26 mars 1953] (p. 2398, 2399); — du projet de loi sur la réorganisation des hôpitaux de Marseille, amendé par le Conseil de la République : *Priorité extravagante attribuée à Marseille, au mé-*

pris du Plan hospitalier national et de sa Commission de classement; autres cas tragiques, Nantes et Saint-Nazaire par exemple; sa demande au Ministre d'un engagement formel en leur faveur [30 octobre 1953] (p. 4703). — Prend part : au débat sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. M. Dupuy sur le crédit mutuel du bâtiment : *Nécessité d'éviter la liquidation du Crédit mutuel du bâtiment, collaboration avec lui de nombreuses Caisses d'allocations familiales* [3 novembre 1953] (p. 4771 et suiv.); *Discussion générale (le nombre imposant des victimes, l'appui officiel du Gouvernement au C. M. B. et aux sociétés de crédit différé)* [2 décembre 1953] (p. 5825, 5826, 5834); *Nécessité d'un ordre du jour unique* (p. 5844); *Sa demande de suspension de séance* (p. 5846); *Nouvel ordre du jour de M. Minjoz invitant le Gouvernement à sauvegarder les intérêts des souscripteurs et à renforcer le contrôle des sociétés de crédit différé* (p. 5846); — à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Statut du personnel hospitalier, injuste discrimination)* [5 novembre 1953] (p. 4809, 4810); *le retire* (4810); MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Rationalisation des chantiers de construction navale)* [12 novembre 1953] (p. 4976), Chap. 3412 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inscription maritime (Réforme de l'office scientifique des pêches)* (p. 5005, 5006), Etat A, Chap. 4501 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services maritimes d'intérêt général (Ligne le Havre—New-York, construction d'un nouveau paquebot, développement nécessaire de la construction navale)* [13 novembre 1953] (p. 5101 et suiv.); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 novembre 1953] (p. 5124); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Art. 12 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les H. L. M. (Primes à la naissance accordées aux familles logées en H. L. M.)* [2 décembre 1953] (p. 5880); AGRICULTURE, Etat B, Chap. 6170 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le remembrement et le regroupement culturel (Scandale du remembrement fait par des géomètres à Fégréac)* [4 décembre 1953]

(p. 6024, 6025) ; — à la discussion du projet de loi concernant le crédit mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé : *Discussion générale (Différence entre l'ordre du jour voté le 2 décembre 1953 et le projet de loi, insuffisance du projet gouvernemental, Compagnie française d'épargne, date prévue pour les remboursements)* [18 février 1954] (p. 383 et suiv.) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Garantie de l'Etat, remboursement des créances, Compagnie française d'épargne, et de crédit, sociétés-relais)* [9 avril 1954] (p. 1968, 1969). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Son amendement (Inscription à l'ordre du jour de la discussion d'un projet de douzième provisoire du budget des allocations familiales agricoles)* [25 mai 1954] (p. 2687). — Dépose une demande d'interpellation : sur la construction d'une ou deux unités nécessaires au remplacement en 1960 et 1962 des deux paquebots indispensables à l'exploitation de la ligne Atlantique Nord [10 juin 1954] (p. 2892) ; — sur les crédits nécessaires à la mise en chantier d'un paquebot destiné à la ligne de l'Atlantique Nord [21 juillet 1954] (p. 3488) ; Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Avantages d'un navire rapide, pool international des grands paquebots* [27 juillet 1954] (p. 3638). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la société nationale des chemins de fer français, Art. 9 : *Amendement de M. Benard (Calcul des indemnités de reconstitution)* [31 août 1954] (p. 4502) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T., pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 1050 : *Amendement indicatif de M. Flandin (Augmentation en nombre du personnel des chèques postaux)* [10 novembre 1954] (p. 4882) ; — d'une proposition de loi relative à l'enseignement professionnel agricole : *Question préalable de M. Thamier* [16 novembre 1954] (p. 5055) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955 ; Etat A, Chap. 46-41 : *Services du travail et de la main-d'œuvre, fonds national de chômage, demandes de disjonction de ce chapitre (Regroupement des services de la main-d'œuvre)* [16 novembre 1954] (p. 5101) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

ET DE LA POPULATION pour 1955 ; Etat A, Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif (Statut des personnels des services extérieurs)* [1^{er} décembre 1954] (p. 5664, 5665) ; Etat B, Chap. 66-10 : *Son amendement indicatif (Reconstruction de l'Hôtel-Dieu de Nantes)* [4 décembre 1954] (p. 5806 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 ; MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-01 : *Construction du paquebot de l'Atlantique Nord en remplacement de l'Île de France ou du Liberté, achat du paquebot Le Berlin par l'Allemagne* [6 décembre 1954] (p. 5886, 5887) ; Chap. 47-31 : *Coût du rôle de plaisance et de pêche* [7 décembre 1954] (p. 5926) ; Etat B, Chap. 6300 : *Aide à la construction navale (Construction d'un paquebot transatlantique)* (p. 5932) ; Art. 3 : *Augmentation du rôle de pêche en plaisance* [8 décembre 1954] (p. 5960) ; *Lettre rectificative : Création d'un poste de secrétaire général de la marine marchande, subvention des invalides de la marine, paquebot transatlantique* [9 décembre 1954] (p. 5972) ; de ce projet de loi en deuxième lecture : *Construction d'un paquebot pour la ligne de l'Atlantique Nord* [30 décembre 1954] (p. 6987, 6988) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME) ; Etat A, Chap. 34-31 : *Amendement indicatif de M. Le Sénéchal (Extinction de phares)* [11 décembre 1954] (p. 6130) ; Chap. 45-31 : *Amendement indicatif de M. Le Sénéchal (Emprunt pour la reconstruction de la flotte fluviale)* (p. 6148) ; *Amendement indicatif de M. Darou (Personnel des compagnies de traction sur les voies navigables)* (p. 6149) ; Etat B, Chap. 53-30 : *Son amendement indicatif (Canal de Nantes à Brest)* [14 décembre 1954] (p. 6343, 6344) ; le retire (p. 6347) ; Chap. 53-34 : *Son amendement indicatif* [15 décembre 1954] (p. 6365) ; le retire (p. 6368) ; Etat A, Chap. 45-44 : *Son amendement indicatif (Cheminots anciens combattants de la guerre 1914-1918)* [18 décembre 1954] (p. 6571) ; Chap. 35-21 : *Amendement indicatif de M. Le Sénéchal (Construction de pistes cyclables)* (p. 6573) ; *Ses explications de vote* (p. 6579). — Est entendu sur l'hommage aux victimes de la tempête sur les côtes bretonnes [15 décembre 1954] (p. 6400). — Prend part à la discussion

du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955 : *Déroulement du débat* [18 décembre 1954] (p. 6590). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (budget des États associés) : *Hommage au général de Brébisson* [20 décembre 1954] (p. 6647). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955; Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Reconstruction des édifices publics des villes sinistrées)* [21 janvier 1955] (p. 101); Chap. 37-02 : *Son amendement indicatif (Loyer des constructions provisoires)* [24 janvier 1955] (p. 154); *Baraquements provisoires* (p. 157); Etat D, paragraphe premier : *Coefficient géographique* (p. 183); Art. 13 : *Terrains à bâtir et programmes d'aménagement* [27 janvier 1955] (p. 308); Etat A; Chap. 46-01 : *Son amendement indicatif (Prêt spécial aux victimes de l'A. L. U. T. R. A. D. et du crédit mutuel du bâtiment, coopératives de construction)* (p. 355); de ce projet de loi en deuxième lecture; Art. 4 : *Loyers des constructions provisoires, reconstruction des collectivités locales* [25 mars 1955] (p. 1955); — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zone en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés [24 mars 1955] (p. 1926). — Dépose une demande d'interpellation sur le paquebot destiné à l'Atlantique Nord [6 mai 1955] (p. 2576). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Paquebot pour la ligne de l'Atlantique Nord* [11 mai 1955] (p. 2675, 2676); *Usines métallurgiques de Bretagne* [25 mai 1955] (p. 3023, 3024); — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955; Art. 34 : *Amendement de M. M. Grimaud (Reconstruction des hôpitaux sinistrés, extension du taux de 40 0/0 prévu pour la participation de l'Etat à tous les travaux en cours)* [17 mai 1955] (p. 2851). — Dépose une demande d'interpellation sur les grèves de la région de Saint-Nazaire [6 juillet 1955] (p. 3656). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la Convention entre l'Etat et la Compagnie générale Transatlantique : *Discussion générale (Construction d'un paquebot pour l'Atlantique Nord)* [26 juillet 1955] (p. 4245, 4246); *Ses explications de vote (Contrôle des subventions, prix des traversées vers*

les îles côtières) (p. 4271); de ce projet de loi en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur* [5 août 1955] (p. 4667, 4668); — en deuxième lecture, du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets; Art. 7 : *Incidents de Saint-Nazaire* [4 août 1955] (p. 4621). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Grèves de Saint-Nazaire, fusion des deux chambres navales de Penhoët-Loire* [29 juillet 1955] (p. 4492). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de Nantes et l'attitude du délégué de la Présidence du Conseil [6 octobre 1955] (p. 4802).

GUTHMULLER (M. Charles), Député des Vosges (R. S.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé : membre de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la famille, de la santé publique et de la population [3 novembre 1953] (**F. n° 299**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 15 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, sur la proposition de résolution (n° 539) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à relever le plafond autorisé pour la passation des marchés par les communes, **n° 1566**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 1142) de M. Souquès tendant au maintien en activité, au-delà de la limite d'âge applicable à leur emploi, de certains fonctionnaires et agents titulaires des services publics de l'Etat, **n° 2151**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 638) de MM. Triboulet, Jean Bouhey et René Kuehn tendant à intégrer dans le corps préfectoral les délégués venus de la Résistance, promus à la Libération et injustement évincés, **n° 2152**. — Le 11 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à admettre l'Ecole supérieure de filature et de

tissage de l'Est à Epinal au nombre des établissements d'enseignement visés à l'article 2 de la loi n° 48-1473 du 23 septembre 1948, en vue de permettre à leurs étudiants d'être affiliés à la Sécurité sociale, n° 2901. — Le 21 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour effectuer la cession, avec priorité pour les anciens propriétaires ou leurs ayants droit, de certains déboisés militaires de la région de l'Est, n° 4453. — Le 30 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 3035) de M. Soustelle et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance, n° 4550. — Le 13 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ramener le nombre des conseillers municipaux dans les communes de 100 habitants ou moins, au chiffre de 9, n° 4740. — Le 27 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, sur la proposition de résolution (n° 1747) de M. Golvan et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier, au bénéfice des collectivités locales, les articles 206 et 207 du Code général des impôts, n° 4877. — Le 18 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 4740) de M. Guthmuller tendant à inviter le Gouvernement à ramener le nombre des conseillers municipaux dans les communes de 100 habitants ou moins, au chiffre de 9, n° 5139. — Le 30 janvier 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 3035) de M. Soustelle et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance, n° 5439. — Le 12 mars 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 4740) de M. Guthmuller tendant à inviter le Gouvernement à ramener le nombre des conseillers municipaux dans les communes de 100 habitants ou moins, au chiffre de 9, n° 5847. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 4034) de MM. Mondon,

Couinaud et Ulver, tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les communes à accorder des prêts complémentaires à leurs personnels pour la construction de logements, n° 5950. — Le 20 mars 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 13 de la loi du 10 août 1871 relative aux conseillers généraux, n° 5968. — Le 24 juillet 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 93 de la loi du 31 juillet 1920 portant fixation du budget général de l'exercice 1920 relatif à l'entretien, par les communes, des établissements scolaires, n° 6671. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 8 de la loi du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République, n° 6736. — Le 14 janvier 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 96 *bis* du décret du 29 décembre 1945 relatif au régime de l'assurance longue maladie, n° 7619. — Le 26 février 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 5968) de M. Guthmuller tendant à modifier l'article 13 de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux, n° 7911. — Le 7 octobre 1954, une proposition de résolution tendant à compléter l'article 46 du règlement de l'Assemblée Nationale, n° 9314. — Le 25 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 3785) de M. Mignot, tendant à compléter la loi du 8 novembre 1941 relative à la responsabilité civile des communes, n° 9574. — Le 8 juillet 1955, une proposition de loi tendant à permettre l'admission à la retraite, dès l'âge de 50 ans, des assurés sociaux ayant perdu leur emploi, n° 11166. — Le 19 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 4662) de M. Anthonioz ayant pour but d'exempter de la taxe sur les locaux loués en garni les établissements classés hôtels de tourisme, n° 11211. — Le 6 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 11148) de M. Gaillemain tendant à modifier le décret n° 55-469 du 30 avril 1955 portant réforme de l'impôt sur les spectacles perçu en faveur des collectivités locales, n° 11549. — Le 13 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues (n° 9804) tendant à exclure les receveurs-buralistes des dispositions de l'ar-

article 80 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale ; 2° de MM. André Marie et Savale (n° 11460) tendant à modifier l'article 80 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale ; 3° de M. Paumelle, sénateur (n° 8476) tendant à modifier l'article 80 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n° 11609.

Interventions :

Pose à M. le Ministre du Budget une question relative aux frais d'enregistrement des actes de concession d'eau [8 février 1952] (p. 556). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; INTÉRIEUR, Article additionnel : *Son amendement tendant à faciliter la réintégration des membres temporaires du corps préfectoral en 1944-1945* [13 décembre 1952] (p. 6368) ; — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré ; Art. 6 : *Son amendement au nom de la Commission de l'intérieur, tendant à maintenir les exceptions existantes en matière d'approbation de certaines délibérations des conseils municipaux* [18 mars 1953] (p. 2027) ; — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales : *Discussion générale (Ses observations sur l'inopportunité de créer de nouvelles dépenses)* [20 mars 1953] (p. 2059) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 35-91 : *Travaux immobiliers (Salaire des commissariats de police)* [10 décembre 1953] (p. 6387) ; Chap. 41-51 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions obligatoires aux collectivités locales (dommages de guerre des communes non encore réglés)* [11 décembre 1953] (p. 6472) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 35-91 : *Son amendement indicatif (Construction d'immeubles par la police)* [23 novembre 1954] (p. 5296) ; Chap. 41-31 : *Son amendement indicatif (Remboursement des dommages causés aux voiries des communes par faits de guerre)* (p. 5302) ; *le retire* (ibid) ; *Son article additionnel (Intégration dans le corps préfectoral des fonctionnaires ayant servi dans la résistance et injustement évincés)* [24 novembre 1954] (p. 5366) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ

PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 46-26 : *Son amendement indicatif (Réforme des lois d'assistance, remplacement des commissaires enquêteurs par des assistantes sociales)* [2 décembre 1954] (p. 5695) ; Chap. 46-32 : *Son amendement indicatif (Attribution aux économiquement faibles d'une allocation compensatrice des augmentations de loyer)* (p. 5704) ; Etat B, Chap. 66-10 : *Son amendement indicatif (Reconstruction des hôpitaux sinistrés : Epinal)* [4 décembre 1954] (p. 5806). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Edgar Faure) : *Situation de notre industrie textile et marché de l'Union française* [23 février 1955] (p. 870, 871). = S'excuse de son absence [31 juillet 1951] (p. 6124) ; [19 décembre 1952] (p. 6636). = Obtient des congés [31 juillet 1951] (p. 6124) ; [19 décembre 1952] (p. 6636).

GUYOT (M. Raymond), Député de la Seine (3^e circonscription) (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à libérer avant le 1^{er} août 1951 les soldats du premier contingent de la classe 1950 et ceux appelés sous les drapeaux pendant les mois d'avril 1950, n° 101. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à surseoir à l'augmentation semestrielle des loyers, prévue pour le 1^{er} juillet 1951, et à surseoir à toute nouvelle augmentation des loyers instituée par la loi du 1^{er} septembre 1948, tant que ne sera pas effectuée une revalorisation des salaires, traitements, pensions et retraites, n° 103. — Le 11 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'application de l'article 74 de la loi de finances en ce qui concerne l'augmentation des loyers pour les locataires économiquement faibles visés par les lois des 13 septembre 1946 et 17 janvier 1948 et pour ceux dont les ressources sont inférieures au salaire de base prévu à

l'article 11 de la loi du 22 août 1946 modifiée par la loi du 2 mars 1948, jusqu'au moment où auront été précisées les conditions d'attribution d'une allocation compensatrice correspondant à l'augmentation réelle des loyers, n° 120. — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à interdire l'expulsion de tout locataire ou de tout occupant si, au préalable, leur relogement n'a pas été assuré, n° 121. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à déterminer la situation professionnelle et sociale des conducteurs de taxi propriétaires de leur véhicule, n° 154. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à étendre à tous les travailleurs la prime spéciale de transport allouée aux travailleurs de la région parisienne et à la fixer à 1.500 francs par mois, n° 174. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à rétablir dans leurs droits, au regard de l'assurance-vieillesse, les chauffeurs de taxis salariés exclus du régime général des assurances sociales entre le 1^{er} juillet 1930 et le 1^{er} janvier 1936, n° 180. — Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à déterminer le paiement des prestations des assurances maladie, longue maladie, maternité, aux ayants droit, résidant en Algérie, des salariés algériens travaillant dans l'agriculture en France, n° 300. — Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à déterminer le paiement des prestations, des assurances maladie, longue maladie, maternité aux ayants droit, résidant en Algérie, des salariés ou des assurés volontaires algériens résidant en France, n° 303. — Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à déterminer le taux et le paiement des prestations familiales pour les Algériens salariés ou travailleurs indépendants travaillant en France et dont la famille réside en Algérie, n° 304. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à accorder un minimum de 250 milliards de prêts aux organismes d'habitations à loyers modérés, n° 459. — Le 4 septembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder aux salariés du commerce et de l'industrie appelés à accomplir une période de réserve, une indemnité égale à leur salaire durant toute la durée de leur période, n° 965. — Le 8 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à libérer les jeunes gens du premier contingent de la classe 1950 au 1^{er} octobre prochain pour leur permettre de participer dans leurs communes, au premier

tour des élections cantonales, et d'accorder une permission exceptionnelle de quarante-huit heures aux soldats non libérables, afin qu'ils puissent également se rendre au bureau de vote où ils sont inscrits, n° 1044. — Le 25 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à assurer l'approvisionnement en viande de la région parisienne, et à diminuer le prix de la viande au détail par la suppression des taxes frappant la viande et la réduction des marges bénéficiaires des marchands de bestiaux, des ramasseurs, des grossistes et des chevillards, n° 1201. — Le 6 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 51-1214 du 20 octobre 1951 relevant le taux des taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers, n° 1233. — Le 9 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-29 du 8 janvier 1951, afin d'abroger le décret du 20 janvier 1951, relevant les taxes sur les produits pétroliers, n° 1447. — Le 14 novembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder à l'occasion des fêtes de Noël et du Nouvel An, un colis à tous les soldats de l'armée française, y compris les soldats originaires d'outre-mer sans aucune distinction, n° 1532. — Le 14 novembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder à tous les militaires français une permission spéciale à l'occasion des fêtes de Noël et du Nouvel An, n° 1533. — Le 28 novembre 1951, une proposition de loi tendant à prendre toutes dispositions utiles afin que soit attribuée aux étudiants de l'Université de Paris et des grandes écoles, une réduction de 50 0/0 sur les transports de la région parisienne, n° 1742. — Le 10 avril 1952, une proposition de loi modifiant l'article 45 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, accordant les permissions et la gratuité des transports aux jeunes gens sous les drapeaux, n° 3305. — Le 20 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à libérer, pour le 14 juillet prochain, le premier contingent de la classe 1951, n° 3762. — Le 8 novembre 1952, une proposition de loi tendant au soutien matériel et moral et de leur famille par l'attribution, à chaque soldat, renvoyé dans ses foyers au terme de son service militaire : 1° d'un costume de ville et de deux vêtements de travail ; 2° d'une paire de chaussures de ville et

d'une paire de chaussures de travail, n° 4714. — Le 27 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder de toute urgence à la réorganisation et à la modernisation des hôpitaux militaires de Paris, à la reconstruction, s'il le faut, dans un cadre plus approprié, des hôpitaux vétustes, tels que l'hôpital Villemin, n° 6087. — Le 12 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder au personnel de la R.A.T.P. la parité avec le personnel ouvrier d'Etat de la Préfecture de la Seine, n° 6130. — Le 10 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions afin que soient levées, dans toutes les armes, à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet, toutes les punitions régimentaires, n° 6288. — Le 10 juin 1953, une proposition de loi tendant à accorder, à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet, l'amnistie à certaines catégories de jeunes gens sous les drapeaux et autres personnes condamnées par les tribunaux militaires et maritimes, n° 6289 (rectifié). — Le 12 novembre 1953, une proposition de loi tendant à ramener à quinze mois la durée du temps de service militaire actif, n° 7149. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à accorder aux collectivités locales une subvention exceptionnelle de 10 milliards afin de leur permettre de prendre des dispositions exceptionnelles pendant la période d'hiver, en vue d'aider les populations éprouvées par le froid, n° 7685. — Le 4 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne procéder à aucun licenciement de personnel des caisses régionales vieillesse de sécurité sociale, n° 7958. — Le 13 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en congé libérable le 14 juillet prochain le contingent libérable en octobre 1954, n° 8457. — Le 9 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ramener le temps de service actif à quinze mois et à mettre en congé libérable à Noël le contingent libérable en avril 1955, n° 9413. — Le 23 novembre 1954, une proposition de loi tendant à interdire en temps de paix l'envoi des jeunes gens du contingent sur des territoires où se déroulent les opérations militaires actives et à en retirer ceux qui s'y trouvent, n° 9554. — Le 21 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire

bénéficier les soldats du contingent accomplissant leur service dans l'armée de l'air, des mêmes réductions du temps de service dont bénéficient les soldats accomplissant leur service dans l'armée de terre, n° 9936. — Le 9 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les soldats du contingent, stationnés en Afrique du Nord, des mêmes réductions de temps de service dont bénéficient les soldats de l'armée de terre accomplissant leur service dans la métropole, n° 10333. — Le 25 mai 1955, une proposition de loi tendant à interdire en temps de paix l'envoi des jeunes gens du contingent sur des territoires où se déroulent des opérations militaires actives et à en retirer ceux qui s'y trouvent, n° 10844. — Le 30 juin 1955, une proposition de loi tendant à l'abrogation des lois et décrets portant augmentation des loyers, n° 11090. — Le 6 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission spéciale dans les conditions prévues par l'article 14 du Règlement et chargée d'enquêter sur les événements qui se sont déroulés au Cameroun au cours du mois de mai 1955, n° 11121. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à renvoyer dans leurs foyers les disponibles rappelés par le décret du 24 août 1955 et à abroger le décret du 28 août 1955 maintenant sous les drapeaux les hommes du premier contingent 1954, n° 11529. — Le 6 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser l'allocation militaire à dater du jour du rappel des « disponibles » aux familles des soldats rappelés en fonction des opérations d'Afrique du Nord, quand ces familles remplissent les conditions prévues par l'article 24 de la loi du 31 mars 1928, n° 11547.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la défense nationale : *Sa demande de renvoi à la Commission en vue de réduire de 500 milliards les dépenses militaires* [29 décembre 1951] (p. 10104 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Commémoration des journées de février 1934* [5 février 1952] (p. 432, 433). — Dépose une demande d'interpellation : sur les circonstances dans lesquelles le soldat Kalifat

du 5^e génie, a trouvé la mort le dimanche de Pâques à 13 h. 30 au camp de Satory [20 mai 1952] (p. 2343) ; — sur les responsabilités du Gouvernement en ce qui concerne les bombardements des centrales hydroélectriques [26 juin 1952] (p. 3216). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; INTÉRIEUR : *Motion préjudicielle de M. Montulat tendant à surseoir au débat (Répression policière et lettre de Mme London dénonçant son mari)* [13 décembre 1952] (p. 6311 et suiv.) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 : DÉFENSE NATIONALE : *Discussion générale (Ses observations sur la politique belliciste du Gouvernement, la guerre d'Indochine, la domination américaine en France, le service de deux ans)* [26 janvier 1953] (p. 369 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'abrogation nécessaire des décrets-lois, les légitimes revendications des travailleurs, le respect du droit de grève et la levée des sanctions [6 octobre 1953] (p. 4013) ; la développe : *Abus des pleins pouvoirs votés le 7 juillet, critique analytique des décrets-lois, détresse des fonctionnaires et du secteur privé, ampleur des grèves d'août, « trahison scissionniste » des dirigeants F. O. et C. F. T. C. ; problèmes de fond inchangés, liquidation de l'industrie aéronautique française, pauvreté et faiblesse apparentes de la France, déterminées par une politique générale contre nature ; perspectives inversées de redressement, offre d'action commune au groupe socialiste, motion de censure déposée par le groupe communiste* [6 octobre 1953] (p. 4022 et suiv.) ; *sa motion de censure* (p. 4026) ; — sur les informations et rumeurs concernant la préparation par le Maréchal Juin d'un éventuel coup d'état militaire, la suite à donner aux attaques publiques formulées par lui contre la Constitution, et la responsabilité du Gouvernement favorisant, dans tous les domaines, un climat de répression propice au coup de force fasciste [6 octobre 1953] (p. 4014). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août : *Son ordre du jour condamnant la politique du Gouvernement et demandant l'abrogation des décrets-lois, la levée des sanctions pour faits de grève, et la hausse du salaire minimum garanti* [9 octobre 1953] (p. 4190) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Minis-

tères (exercice 1954) ; INTÉRIEUR, Art. 5 : *sa motion préjudicielle tendant à renvoyer l'article 5 en Commission pour protester contre l'insuffisance des traitements des pompiers de Paris* [10 décembre 1953] (p. 6399) ; *la retire* (p. 6400) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 54-61 : *Son amendement (Hôpitaux militaires)* [18 mars 1954] (p. 999) ; SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-12 : *Son amendement (Application du nouveau régime des permissions)* [19 mars 1954] (p. 1042). — Dépose une demande d'interpellation sur la nomination de M. Frédéric-Dupont à la charge ministérielle des relations avec les Etats associés [8 juin 1954] (p. 2823). — Prend part à la discussion au fond des interpellations sur la situation générale en Indochine : *Attitude belliciste de M. Georges Bidault à Genève, au service des Américains ; choix de Dien-Bien-Phu (Base offensive aérienne contre la Chine), C.E.D., pacte du Sud-Est asiatique (Projeté) et entretiens militaires de Washington ; affaire des blessés de Dien-Bien-Phu (Témoignages de Mme de Castries et de Mlle de Galard) ; propositions généreuses d'Ho Chi Minh à Genève ; passé révélateur de M. Frédéric-Dupont, belliciste déclaré (6 février, affaire Van Co) ; appel anticipé d'une classe et envoi prévu du contingent en Indochine ; usure physique et morale du Corps expéditionnaire et des cadres de l'armée (Article de la vie militaire) ; appui assuré du parti communiste à « tout pas en avant effectif » dans la politique française* [9 juin 1954] (p. 2860, 2861, 2862) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance : sévère critique des chefs du M. R. P. qui portent « la responsabilité principale des malheurs de la France », éloge des nouvelles propositions du Viet-Minh à Genève, bellicisme de MM. Bidault et Laniel, spéculant toujours sur l'intervention américaine, dislocation de l'armée française par la guerre d'Indochine et la C. E. D., « chantage à la dissolution » et à l'épouvantail communiste, offre renouvelée du Parti d'appuyer « toute politique pacifique » et « tout pas en avant effectif »* [12 juin 1954] (p. 2980, 2981). — Dépose une demande d'interpellation sur l'Afrique du Nord [24 janvier 1955] (p. 150) ; la développe : *Les promesses d'autonomie interne à la Tunisie ; la politique sanglante au Maroc, les cent seigneurs de l'économie algérienne, l'Al-*

gérie, nation en formation ; ouverture de l'Afrique du Nord à l'Allemagne et aux Etats-Unis [2 février 1955] (p. 627 à 632) ; *Allocution du Président du Conseil mis en minorité* [4 février 1955] (p. 764). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'état d'urgence : *Oppose la question préalable (Caractère anti-* constitutionnel du projet, importance de l'Afrique du Nord pour les U. S. A., appel aux socialistes pour développer l'action commune) [30 mars 1955] (p. 2132, 2135). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Algérie (Répression contre le peuple algérien) [24 mai 1955] (p. 2932).



H

HAKIKI (M. Djilali), *Député d'Oran (2^e col-
lège) (R. R. S.)*.

Son élection est validée [23 août 1951] (p. 6466). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [26 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'intérieur [26 janvier 1953] (**F. n° 216**).

Dépôt :

Le 18 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à édifier une centrale de production d'énergie atomique en Algérie, **n° 11622**.

HALBOUT (M. Emile), *Député de l'Orne (M. R. P.)*.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [31 juillet 1951] (p. 6125). = Est nommé : Vice-Président de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [19 juillet 1951] (**F. n° 7**); membre de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission de la justice et de législation [20 janvier 1953] (**F. n° 216**),

[19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de cette Commission [10 mars 1953] (**F. n° 245**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 5 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi (n° 920) de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à indemniser les commerçants, industriels ou artisans de la perte de leur droit au bail des immeubles ou locaux dans lesquels ils exploitaient leur fonds, lorsque ces immeubles ou locaux ont été détruits par suite de faits de guerre, **n° 2365**. — Le 4 décembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi (n° 920) de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à indemniser les commerçants, industriels ou artisans de la perte de leur droit au bail des immeubles ou locaux dans lesquels ils exploitaient leur fonds, lorsque ces immeubles ou locaux ont été détruits par suite de faits de guerre, **n° 4969**. — Le 12 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi (n° 3995) de M. Delmotte et plusieurs de ses collègues tendant à faciliter la construction de logements dans le cadre de l'accession à la propriété et concernant la

garantie des collectivités locales pour les prêts consentis aux personnes qui poursuivent la réalisation de travaux de construction de logements dans le cadre de l'accession à la propriété, **n° 5076**. — Le 20 mars 1953, un avis au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi (n° 5528) relatif à diverses mesures de nature à accélérer, dès 1953, la construction de logements économiques et familiaux (art. 9 et chap. IX) (Dispositions relatives aux prix des loyers et aux primes de déménagement), **n° 5956**. — Le 7 juillet 1953, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi (n° 920) de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à indemniser les commerçants, industriels ou artisans de la perte de leur droit au bail des immeubles ou locaux dans lesquels ils exploitaient leur fonds, lorsque ces immeubles ou locaux ont été détruits par suite de faits de guerre, **n° 6468**. — Le 23 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi (n° 6618) de MM. Max Brusset et Bignon tendant à permettre, dans les villes sinistrées, l'achat de dommages commerciaux pour la reconstitution ou l'amélioration du commerce local, **n° 6966**. — Le 7 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution (n° 7922) de MM. de Tinguy, Jean Cayeux et Siefridt tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin aux activités répréhensibles de certaines entreprises qui, sous le couvert d'une aide à apporter aux constructeurs, se livrent à diverses spéculations, **n° 8421**. — Le 17 novembre 1954, un avis au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur la proposition de loi (n° 3924) de MM. François Bénard et Secrétain tendant à faciliter la participation des collectivités locales à des sociétés d'économie mixte ayant pour objet l'équipement économique, social, touristique et culturel, **n° 9487**. — Le 2 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 9461) modifiant l'article 430 du Code pénal, **n° 9625**. — Le 2 février 1955, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur la proposition de loi, adoptée par

l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, tendant à indemniser les commerçants, industriels et artisans sinistrés de la perte de leur droit au bail, **n° 10070**. — Le 18 février 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 9461) modifiant l'article 430 du Code pénal, **n° 10125**. — Le 3 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution (n° 9095) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables destinées à venir en aide aux adhérents des sociétés de construction en liquidation ou en faillite et à empêcher le retour d'escroqueries dont ont été victimes les candidats constructeurs, **n° 10260**. — Le 1^{er} avril 1955, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, adoptée avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, modifiée par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, tendant à indemniser les commerçants, industriels et artisans sinistrés de la perte de leur droit au bail, **n° 10596**. — Le 10 mai 1955, un avis au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur le projet de loi (n° 8555) portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, **n° 10701**. — Le 17 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, adoptée avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, modifiée par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, adoptée avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa troisième lecture, modifiée par le Conseil de la République dans sa troisième lecture, tendant à indemniser les commerçants, industriels et artisans sinistrés de la perte de leur droit au bail, **n° 10749**.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département du Vaucluse [5 juillet 1951] (p. 5906). — Prend

part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1952 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME ; Chap. 1000 : Amendement de M. Degoutte tendant à réduire de 1000 francs les crédits (Titularisation de personnel) [14 novembre 1951] (p. 8001) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952, Etat R, Art. 2 : Son amendement relatif à l'indemnisation des possesseurs de droits au bail (p. 9786) ; le retire (ibid.) ; Art. 3 : Son amendement tendant à majorer les autorisations de paiement (p. 9794) ; Art. 7 : Son amendement tendant à accorder l'indemnité d'éviction aux sinistrés de plus de 60 ans (p. 9796) ; le retire (ibid.) ; Art. 8 : Son amendement tendant à ne pas payer avec des titres trentenaires (p. 9796) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : Discussion générale (Ses observations sur le ralentissement des investissements, les H.L.M.) [2 avril 1952] (p. 1748, 1749) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, en qualité de Rapporteur pour avis [15 novembre 1952] (p. 5178) ; Etat A, Chap. 31-01 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'administration centrale (Titularisations d'agents temporaires, délivrance des permis de construire) [15 novembre 1952] (p. 5185). — Est entendu sur une motion d'ordre : Discussion de la suite des budgets de la Reconstruction [15 novembre 1952] (p. 5193). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction ; Art. 1^{er} : Amendement de M. Nisse tendant à réserver le bénéfice des dispositions de l'article aux seuls sinistrés d'origine (Ses observations sur la nécessité de protéger les intérêts des sinistrés) [17 mars 1953] (p. 1988) ; — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré ; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à permettre aux collectivités locales de prendre une hypothèque de second rang sur les maisons édifiées à l'aide des prêts qu'elles auront consentis [17 mars 1953] (p. 1997) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. A : Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa n'appliquant qu'à partir du 1^{er} janvier 1954 la disposition autorisant à contracter une assurance-vie à primes annuelles [28 mars 1953] (p. 2557, 2558) ; le retire (p. 2558) ; — du projet de loi

instituant l'épargne-construction ; Art. 2 : Ses amendements tendant à subordonner les retraits des comptes à un préavis de trois mois et à prévoir le remboursement dans un délai de quinze jours pour les personnes renonçant à construire [20 mars 1953] (p. 2100, 2101) ; le retire (p. 2101) ; Art. 9 : Son amendement tendant à préciser les articles du Code des Caisses d'épargne applicables aux comptes d'épargne-construction (p. 2104) ; le retire (ibid.) ; Son amendement tendant à appliquer aux comptes d'épargne-construction, les exonérations fiscales dont bénéficient les caisses d'épargne (p. 2104) ; — du projet de loi relatif à la construction de logements économiques ; Art. 1^{er} : Avantages accordés aux logements construits d'après des plans types [21 mars 1953] (p. 2156) ; Sous-amendement de M. Degoutte tendant à supprimer la dernière phrase relative à la détermination des plans types (p. 2168) ; Art. 4 : Son amendement tendant à accorder dans les grandes villes des primes de déménagement (p. 2186) ; Art. 5 : Son amendement tendant à permettre aux maires d'agir plus facilement pour réparer ou démolir les immeubles croulant (p. 2189, 2190) ; Art. 7 : Son amendement tendant à faciliter les achats de terrains en permettant de payer 80 0/0 du prix avant les formalités d'usage (p. 2191, 2192) ; — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations ; Art. 1^{er} : Travaux devant être entrepris dans l'année suivant l'expropriation [27 mars 1953] (p. 2489) ; Article additionnel : Son amendement tendant à accorder aux établissements publics un délai de deux ans après l'expropriation pour commencer les travaux (p. 2490) ; Art. 3 : Son amendement tendant à interdire les expropriations en vue de location du terrain par les collectivités publiques (p. 2501) ; Article additionnel : Son amendement tendant à ne pas appliquer la législation sur les baux commerciaux aux locations consenties (p. 2506) ; Son amendement tendant à réduire le délai prévu de 15 à 5 ans (p. 2511) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Etat A, Chap. 46-91 : Primes de déménagement et de réinstallation [30 novembre 1953] (p. 5726) ; Etat R, Chap. 57-20 : Son amendement tendant à interdire les expropriations d'habitations pour en faire des bureaux de l'administration [1^{er} décembre 1953] (p. 5751) ; le retire (ibid.) ; Article additionnel :

Son amendement relatif à l'indemnisation des sinistrés économiquement faibles (p. 5759); *Son amendement tendant à permettre d'utiliser les indemnités pour dommages mobiliers pour la construction* (p. 5798); Art. 13 : *Sa demande de rétablissement de l'article prévoyant 5.500 millions pour les primes à la construction* (p. 5799); *Son amendement tendant à accorder les primes à la construction même lorsque le plan n'est pas conforme aux plans types prévus par la loi du 15 avril 1953* (p. 5802, 5803); Art. 14 : *Son amendement tendant à introduire des articles relatifs à l'indemnisation des commerçants évincés de leur report au bail* (p. 5805); le retire (ibid.); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 34-37 : *Enseignement agricole (Protection des abeilles)* [3 décembre 1953] (p. 5944); AGRICULTURE : Etat A, Chap. 44-24 : *Amendement de M. Gabelle tendant à modifier le chapitre pour prévoir une propagande à l'étranger pour les vins français (Education du consommateur étranger)* [3 décembre 1953] (p. 5954); Chap. 46-52 : *Caisse nationale de crédit agricole (« domaine - retraite »)* (p. 5958); Article additionnel : *Son amendement tendant à limiter la contribution prélevée sur la distribution d'eau potable à 2 francs par mètre cube* [4 décembre 1953] (p. 5996); Art. 7 : *Son rappel au règlement (Recevabilité de l'amendement de M. Charpentier)* (p. 5998); *Sa demande de disjonction de l'article* (p. 5999); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, amendé par le Conseil de la République, Art. 12 : *Amendement de M. Crouzier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux ouvertures de crédits pour l'accession à la propriété (Constructions du secteur industrialisé)* [31 décembre 1953] (p. 7204); Art. 12 noniès : *Amendement de M. R. Schmitt tendant à maintenir le texte du Conseil de la République enlevant aux commissions départementales d'investissement le contrôle des opérations des H.L.M.* (p. 7208); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, Art. 2 : *Amendement de M. Claudius-Petit tendant à supprimer l'article relatif à l'emploi de la lettre recommandée* [15 décembre 1953] (p. 6832); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : *Discussion générale (Exécution des décisions de justice, nécessité d'assurer un relogement)* [5 mars 1954] (p. 699); *Son contre-projet* [23 mars 1954] (p. 1158), le retire (ibid.); Art. 6 : *Son amendement (Validité*

des réquisitions, les locations dans les H.L.M.) (p. 1165), le retire (p. 1166); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Demande de disjonction du titre 1^{er} présentée par M. Le Roy-Ladurie (Aménagement des taxes payées par les agriculteurs)* [25 mars 1954] (p. 1281); Art. 8 : *Déroulement du débat* [26 mars 1954] (p. 1351); *Son amendement (Désurtaxation des salaires, reclassement obligatoire du personnel des entreprises faisant des investissements)* (p. 1359); Art. 22 N : *Son sous-amendement (Délai de reversement de la taxe locale aux communes)* [29 mars 1954] (p. 1393, 1394); Art. 22 O : *Amendement de M. de Léotard (Détaxation des produits agricoles et des produits de la pêche)* (p. 1398); Art. 41 bis : *Amendement de M. Cayeux (Surtaxe progressive, nombre de parts)* (p. 1420); Art. 45 : *Son amendement tendant à supprimer dans le deuxième alinéa de l'article 45 après le mot « contribuable » les mots « qui n'a pas fait de déclaration »* (p. 1428); le retire provisoirement (ibid.); *Son amendement (Base d'imposition de la surtaxe progressive)* (p. 1429); le retire (ibid.); Art. 1^{er} : *Son amendement (taux réduit et T. V. A.; Difficultés des entreprises artisanales)* (p. 1443, 1444); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 1^{er} : *Son amendement (Date d'application de la T. V. A. à taux réduit)* [9 avril 1954] (p. 1989); Art. 22 O : *Son amendement (taxation des produits destinés aux conserves alimentaires)* (p. 1996, 1997); Art. 47 bis : *Son amendement (exonération des droits frappant les ventes de locaux pour les artisans et les propriétaires de biens ruraux)* (p. 2001); le retire (ibid.). — Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative à l'attribution aux fonctionnaires de prêts complémentaires à la construction [7 mai 1954] (p. 2216). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à des dispositions diverses d'ordre financier, Art. 1^{er} : *Permis de construire* [14 mai 1954] (p. 2420, 2421); *Son sous-amendement à l'amendement de M. Gaubert (Obtention du certificat de conformité pour le permis de construire)* (p. 2422); *Renvoi de la discussion des articles additionnels relatifs aux artisans* [18 mai 1954] (p. 2483); *Son amendement (Déduction des revenus imposables des sommes consacrées à la construction de maisons d'habitation)* [21 mai 1954] (p. 2610); Art. 9 : *Son amendement (Déclaration fiscale des chevaux de course)* (p. 2615, 2617); Art. 10 ter : *Imposition des opérations de lotis-*

sements et taxation des sociétés coopératives de construction [25 mai 1954] (p. 2669); Art. 10 bis: Son amendement (exonération de l'impôt sur les sociétés en faveur des organismes mutualistes) [1^{er} juin 1954] (p. 2720); — d'une proposition de loi relative aux locaux commerciaux industriels ou artisanaux détruits par faits de guerre, en qualité de Rapporteur: Indemnisation de certains locataires commerçants sinistrés mis dans l'impossibilité d'exercer tout droit au report de leur bail, cas prévus à l'article 73 de la loi du 24 mai 1951 [30 juin 1954] (p. 3187 et suiv.); Art. 1^{er}: Amendement de M. Thiriet (Calcul de l'indemnité) (p. 3190); Art. 2: Son amendement (Remboursement à l'Etat par le locataire lorsque le propriétaire est mis en possession de ses droits à indemnité) (p. 3191); Relogement des commerçants locataires sinistrés (p. 3192); — d'une proposition de loi relative à la liquidation et au règlement des dommages de guerre mobiliers: Ses explications de vote (Utilisation pour la construction, des soldes de dommages mobiliers) [4 août 1954] (p. 3843, 3844); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux), en qualité de Rapporteur pour avis: Main-d'œuvre nécessaire au bâtiment, insuffisance des crédits du programme nouveau de construction, prêts du Crédit foncier [5 août 1954] (p. 3870); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE pour l'exercice 1955, Art 5 bis: Contrôle par la Commission des finances des modalités de fonctionnement du Fonds de conversion de l'industrie [16 novembre 1954] (p. 5066); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap 31-01: Révision des dommages de guerre [18 décembre 1954] (p. 6603); Chap. 32-02: Primes de rendement dans les services extérieurs [21 janvier 1955] (p. 107); Loi Biondi pour les résistants de 1914-1918 (p. 109); Chap. 37-02: Loyers des constructions provisoires [24 janvier 1955] (p. 154); Chap. 37-41: Décentralisation industrielle (p. 165); Chap. 46-01: Contrôle et liste des sociétés de construction (p. 169); Etat A, Chap. 46-91: Primes de déménagements (p. 176); Etat D, paragraphe 1^{er}: Sa demande de disjonction (Indemnités pour reconstitution des meubles d'usage courant ou familial) [26 janvier 1955] (p. 240, 241); paragraphe 2^e,

Demande de disjonction de M. Gaubert: Travaux de voirie et de distribution d'eau, de gaz et d'électricité (p. 246); Art. 4: Ordre de discussion (p. 251); Art. 12: Son amendement (Constructions dans les communes rurales) (p. 270); le retire (ibid.); Son amendement (Priorité aux agents de l'Etat « et des collectivités publiques ») (p. 270); le retire (p. 275); Son article additionnel (règlement des créances mobilières affectées à la reconstruction) [27 janvier 1955] (p. 306, 307); Article additionnel de M. Bouxom (Prime des surélévations) [27 janvier 1955] (p. 314); Son article additionnel (Contrôle des sociétés de construction) (p. 314, 315); Son article additionnel (Réinvestissement en France pour les sinistrés à l'étranger) (p. 316); — en seconde lecture d'une proposition de loi tendant à indemniser les commerçants, industriels et artisans sinistrés de la perte de leur droit au bail, en qualité de Rapporteur [22 mars 1955] (p. 1823, 1824); Art. 3: Son amendement (Détail de rédaction) (p. 1824); Art. 5: Unité de juridiction (p. 1825); Son amendement (Possibilité d'accords amiables) (p. 1825); de cette proposition de loi en troisième lecture, [1^{er} avril 1955] (p. 2341); Art. 4: Son amendement (Indemnité à la charge du propriétaire lorsque l'éviction du locataire provient du fait volontaire du propriétaire) (p. 2341, 2342); de cette proposition de loi en 4^e lecture, [17 mai 1955] (p. 2798); — du projet de loi accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale, en qualité de Rapporteur pour avis: Garanties des sinistrés, normes et formalités de la construction, aménagement du territoire, abattements de zones [28 mars 1955] (p. 1993, 1994); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement, en qualité de Rapporteur pour avis: Financement de la construction; Entreprises du bâtiment et main-d'œuvre; Terrains; Allocation-logement [12 mai 1955] (p. 2699 à 2702). — Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 octobre 1955] (p. 4756). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative au droit de préemption des professionnels de l'agriculture: S'oppose à la demande de débat restreint (Délais au preneur en place) [15 novembre 1955] (p. 5667); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins, Art. unique:

Amendement de M. Charret (Sauf opposition des enfants légitimes) [17 novembre 1955] (p. 5793).

HALLEGUEN (M. Joseph), Député du Finistère (A. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [21 octobre 1952] (F. n° 170); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [21 octobre 1952] (F. n° 170); de la Commission des territoires d'outre-mer [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [4 mai 1954] (F. n° 381), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la presse [19 janvier 1954] (F. n° 341). — Est nommé par la Commission des territoires d'outre-mer, membre de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [5 mars 1954] (F. n° 358). — Est élu juge suppléant de la Haute-Cour de justice [28 août 1951] (p. 6534).

Interventions :

Prend part à la discussion des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (Modification nécessaire de la Constitution, ajournement possible de l'intégration des territoires d'outre-mer dans l'Europe unie)* [19 novembre 1953] (p. 5285, 5286). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement vis-à-vis de la Tunisie [7 août 1954] (p. 3986); et en demande la jonction à celles déjà déposées sur le même sujet (*ibid.*); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Nature véritable du terrorisme tunisien débordant le seul Néo-Destour (Ligue arabe et radio du Caire); interventions parallèles de la Russie (Déserteurs nord-africains d'Indochine), des Etats-Unis (Citation du maréchal Juin), de l'Angleterre (Bourguiba à la B. B. C.); institution proposée d'une Commission parlementaire d'enquête pour connaître de toutes les menées étrangères en Afrique du Nord (Subsides versés aux nationalistes, affaire Tansamani, permis exclusifs de recherches pétrolières octroyés à des sociétés étrangères)* [10 août 1954] (p. 4043, 4044, 4045); *Remarque touchant le dossier*

Bourguiba (p. 4051); développe cette interpellation : *Rôle capital des menées étrangères, américaines (Pétrole), anglaises (Fellagha), Ligue arabe (Radio du Caire relayée par Radio-Budapest); maturité politique insuffisante du peuple tunisien (Ses aspirations essentiellement modestes); caractère anti-démocratique et néo-théocratique du Néo-Destour (Son attitude sous l'occupation allemande); l'autonomie interne, « étape substantielle vers l'indépendance totale » pour Bourguiba; solutions constructives : répression totale du terrorisme, exercice des libertés communales, « promotion sociale » des masses, politique d'intégration économique graduelle, « protectorat secondé manière » avec achèvement vers la co-souveraineté* [26 août 1954] (p. 4261 à 4264); *Son interruption visant M. Clostermann et le récit fait par lui des émeutes de Port-Lyautey* (p. 4279); — sur « les conditions dans lesquelles, à un moment exceptionnel de l'histoire de France, le Gouvernement accepte que la politique étrangère du pays soit arbitrée par l'ennemi » (Rejet de la C.E.D.) [31 août 1954] (p. 4477); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Périls hypothétiques (Allemands) et périls réels (Soviétiques), « chance émouvante, historique, de la réconciliation franco-allemande »; complexe d'infériorité à dépouiller vis-à-vis de l'Allemagne; arbitrage laissé aux communistes et coupable neutralité, du Président du Conseil, au mépris de sa déclaration d'investiture, interlocuteurs de Genève préférés par lui à ceux de Bruxelles; impossibilité pour lui, désormais, de « se présenter, au nom de la France, à la prochaine Conférence de l'Occident »* (p. 4479, 4480); — sur les conditions dans lesquelles certaines lois votées par le Parlement français sont éludées ou contrefaites et sur le remboursement aux contractants du Crédit mutuel du bâtiment [19 novembre 1954] (p. 5204); — sur la politique tunisienne et ses répercussions en Afrique du Nord [19 novembre 1954] (p. 5204); la développe : *Choix néfastes opérés en Tunisie; duperies de Bourguiba; dangers d'une police, même partiellement tunisienne; dangers analogues d'une justice mixte (Civile et pénale); problème des fellaghas; reddition « opportune » et truquée; impérialisme chimérique de la Ligue arabe; « perte définitive » de l'Afrique du Nord française* [9 décembre 1954] (p. 6029, 6030). = Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [1^{er} février 1955] (p. 564, 565).

HAUMESSER (M. Léon), *Député de Constantine (1^{er} collège) (R. S.)*.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5966). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la justice et de législation [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [30 juillet 1954] (**F. n° 416**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à améliorer le recrutement et l'avancement des juges de paix en fonctions en Algérie, **n° 490**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier la législation réglant les rapports des bailleurs et locataires de locaux à usage professionnel, **n° 1375**. — Le 29 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 1489) relatif à la police des audiences des mahakmas, **n° 1761**. — Le 30 novembre 1951, une proposition de loi tendant à soumettre les vins importés de l'étranger aux mesures d'échelonnement et de distribution imposées aux vins français, **n° 1783**. — Le 19 février 1952, une proposition de loi portant création d'une caisse de retraites pour les officiers ministériels d'Algérie, **n° 2723**. — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus partiel d'homologation (n° 954) d'une décision de l'Assemblée algérienne relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, **n° 3670**. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 490) de M. Haumesser tendant à améliorer le recrutement et l'avancement des juges de paix en fonctions en Algérie, **n° 4110**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier les articles 18 et 19 de la loi du 4 août 1926 sur les immeubles francisés en Algérie, **n° 4333**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 23 novembre 1944 sur la justice musulmane en Algérie, **n° 4334**. — Le 19 décembre 1952, une proposition de loi tendant à l'abrogation des décrets des 17 juillet 1936 et

16 janvier 1937 sur la répression de l'usure en Algérie, **n° 5195**. — Le 19 mai 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 4334) de M. Haumesser tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 23 novembre 1944 sur la justice musulmane en Algérie, **n° 6195**. — Le 19 mars 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le projet de loi (n° 4050) relatif au recrutement des suppléants rétribués des juges de paix d'Algérie, de Tunisie et du Maroc et au statut des juges de paix d'Algérie ; II. la proposition de loi (n° 490) de M. Haumesser tendant à améliorer le recrutement et l'avancement des juges de paix en fonctions en Algérie, **n° 6196**. — Le 27 mai 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 2723) de M. Haumesser portant création d'une caisse de retraites pour les officiers ministériels d'Algérie, **n° 6244**. — Le 16 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 3552) de M. Meck et plusieurs de ses collègues relative aux indemnités communales bénévoles aux instituteurs et institutrices de certaines communes des départements du Rhin et de la Moselle, **n° 6903**. — Le 20 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus partiel d'homologation (n° 4245) d'une décision de l'Assemblée algérienne tendant à modifier et à compléter la décision n° 49-045 instituant un régime d'assurances sociales non agricoles, **n° 6908**. — Le 5 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi portant modification et extension des dispositions de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 relative aux mesures à prendre pour remédier à la crise du logement en vue de les rendre plus efficaces et d'en permettre une application plus générale, **n° 7971**. — Le 21 juillet 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article 18 de la loi du 1^{er} septembre 1948 et l'article 17 de la loi du 30 décembre 1950 sur les rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation, **n° 8925**. — Le 26 janvier 1955, une proposition de loi tendant à compléter le décret-loi du 25 août 1937 sur la procédure de recouvrement de certaines créances commerciales, **n° 9989**. — Le 6 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de

résolution (n° 10175) de M. Wolff tendant à inviter le Gouvernement à compléter l'article 27 du décret n° 54-1014 du 14 octobre 1954 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier du corps des officiers de police adjoints et l'article 16 du décret n° 54-1016 du 14 octobre 1954, portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier du corps des inspecteurs de police de la Sûreté nationale, n° 11550.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; INTÉRIEUR, Chap. 50-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à l'Algérie et aux musulmans d'Algérie (Main-d'œuvre nord-africaine en France)* [29 novembre 1951] (p. 8636, 8637); *le retire* (p. 8637). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale une question relative aux avantages concernant les anciens militaires français musulmans d'Algérie [21 novembre 1952] (p. 5413). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du département de Constantine (2^e collège, 2^e circonscription) : *Sa demande de renvoi à la commission pour enquête complémentaire (Constestations de l'élection de M. Naroun)* [29 janvier 1953] (p. 641); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Nécessité d'un texte plus complet)* [15 décembre 1953] (p. 6850); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : *Discussion générale (Cas des locataires de mauvaise foi)* [5 mars 1954] (p. 692, 693); *Son contre-projet* [23 mars 1954] (p. 1158), *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les récents événements qui viennent de se dérouler dans le Constantinois [3 novembre 1954] (p. 4689); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Vain appel des élus du Constantinois au Président du Conseil en 1952, carence gouvernementale devant les signes prémonitoires aux troubles actuels, déclaration solennelle attendue de M. le Président du Conseil, «réputation déplorable d'abandon» qui lui est faite; mesures nécessaires après la répression (Sérieux des élections, lutte contre la misère); contrats passés entre le Gouvernement et l'Assemblée, comme entre lui-même*

et l'interlocuteur tunisien, remis en cause par la persistance du terrorisme; grand débat nécessaire sur la politique générale du Gouvernement envers l'Union française [12 novembre 1954] (p. 4950, 4951). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Discussion générale (Expérience manquée en Tunisie, (Illusions de l'opération fellagha, message de Bourguiba); optimisme officiel en Algérie, démenti par les faits; propagande alarmiste parmi les Algériens de la métropole; libre entrée des meneurs en Algérie; « mesures d'exception » à envisager; lenteur et inefficacité de la répression judiciaire; dissolution nécessaire du parti communiste algérien; rappel inutile de réservistes pour la gendarmerie; paralysie des subordonnés craignant d'être désavoués; faux-pas récent du Gouverneur général; envoi nécessaire « d'un véritable chef... servi par un passé glorieux »)* [10 décembre 1954] (p. 6098 à 6101); — d'interpellations sur l'Algérie : *Evolution tragique des événements en Afrique du Nord, mise en place d'un dispositif restreint de sécurité, intégration progressive* [12 octobre 1955] (p. 5050, 5051). = S'excuse de son absence [6 janvier 1953] (p. 39). = Obtient un congé [6 janvier 1953] (p. 39).

HÉNAULT (M. Pierre), Député de la Manche (A. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (F. n° 5), de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (F. n° 5), [21 octobre 1952] (F. n° 170), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des finances [20 janvier 1953] (F. n° 216). — Est nommé : membre suppléant de la Commission des finances [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); par la Commission des territoires d'outre-mer, membre suppléant de la Commission de coordination chargée de l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (F. n° 391), [1^{er} février 1955] (F. n° 491).

Dépôts :

Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 45 de la loi du

21 février 1926, concernant la franchise accordée aux bouilleurs de cru, n° 582. — Le 10 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget de 1952 (Anciens combattants et victimes de guerre) les crédits permettant de régler aux anciens prisonniers de guerre un pécule calculé sur la base de 400 francs par mois de captivité, n° 678. — Le 21 août 1951, une proposition de loi tendant à créer des sociétés coopératives familiales scolaires autorisées à emprunter pour construire ou réparer les bâtiments scolaires, n° 743. — Le 21 août 1951, une proposition de loi tendant à étendre aux veuves de guerre 1914-1918 des militaires de carrière, le bénéfice de la loi du 14 avril 1924, modifiée par les articles 38 et 39 de la loi du 20 septembre 1948, et notamment les articles 49 et 50, n° 746. — Le 23 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget 1952 (anciens combattants et victimes de la guerre) les crédits permettant de régler aux anciens prisonniers de guerre, un pécule calculé sur la base de 400 fr. par mois de captivité, n° 807. — Le 28 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit exceptionnel de vingt-cinq millions au département de la Manche destiné à secourir les cultivateurs victimes des orages et ouragans qui ont ravagé la région agricole de l'Avranchin et, notamment, les villages de Saint-Martin-des-Champs, Saint-Senier-sur-Avranches, la Godefroy, Saint-Brice-sur-Avranches, Tirépiéd, Vernix et Saint-Georges-de-Livoye, n° 875. — Le 6 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à célébrer dignement le centenaire de la création de la Médaille militaire ; 2° à accorder un contingent spécial de Croix de la Légion d'honneur à des médaillés militaires ; 3° à exonérer de taxes et impôts les manifestations, kermesses, etc. organisées au profit des œuvres sociales des médaillés militaires ; 4° à émettre un timbre commémoratif, n° 1314. — Le 16 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 et à accorder le bénéfice de la sécurité sociale aux pensionnés de guerre, incapables de travailler et subvenir à leurs besoins, n° 1590. — Le 22 novembre 1951, une proposition de loi tendant à permettre aux veuves de guerre de cumuler l'allocation temporaire aux

vieux avec leur pension, n° 1678. — Le 27 novembre 1951, une proposition de loi tendant : 1° à célébrer dignement le centenaire de la création de la Médaille militaire ; 2° à créer un contingent spécial de Croix de la Légion d'honneur à des médaillés militaires ; 3° à exonérer de taxes et impôts les manifestations, kermesses, etc., organisées au profit des œuvres sociales des médaillés militaires ; 4° à émettre un timbre commémoratif ; 5° à prévoir un crédit de cent millions pour l'organisation de ces manifestations, n° 1725. — Le 30 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 947) de MM. Monin et Hénault tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur par décret certaines dispositions de l'article 367 du Code général des impôts permettant le report des contingents d'alcool de pommes, de poires, de cidres et de poirés sur les contingents des campagnes suivantes dans le cas où ces contingents ne seraient pas entièrement absorbés au cours d'une campagne, n° 1776. — Le 28 décembre 1951, une proposition de loi tendant à proroger le délai imparti par la loi du 24 mai 1951 pour le dépôt des demandes de prêts accordés aux anciens combattants volontaires de la Résistance, en application des ordonnances des 5 et 20 octobre et 2 novembre 1945, n° 2254. — Le 15 janvier 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 14 juin 1934, l'article 3 du décret du 26 août 1936 et abroger les arrêtés des 19 juin 1937, 8 mai 1947 et 4 juillet 1947 sur les vaccins et sérums thérapeutiques, n° 2408. — Le 1^{er} avril 1952, une proposition de loi tendant à prévoir un crédit supplémentaire de 15 millions pour célébrer dignement le centenaire de la création de la Médaille militaire, n° 3140. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à l'annulation des arrêtés des 19 juin 1937 et 4 juillet 1947 pris pour assurer le fonctionnement de la loi du 14 juin 1934 sur les sérums et vaccins et rendant, au contraire, cette loi d'application impossible, n° 4190. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit de cinquante millions au département de la Manche, destiné à secourir les cultivateurs victimes de l'orage qui a ravagé la région agricole concernant les communes de Troisgots, Gourfaleur, Saint-Romphaire, Saint-Samsom-de-Bonfossé, Le

Mesnil-Opac, Saint-Martin-de-Bonfossé, n° 4194. — Le 24 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à faire examiner avec bienveillance les demandes de remises ou d'exonération d'impôts présentées par des exploitants agricoles ayant été victimes de pertes du fait de calamités (fièvre aphteuse, grêle, ouragans, etc.). 2° à reporter au 15 novembre 1953 la date d'exigibilité de l'impôt sur le revenu des exploitations agricoles dû pour l'année 1951 ; 3° à prévoir les crédits nécessaires pour accorder à ces mêmes exploitants des prêts à long terme et à faible intérêt, en vue de permettre la reconstitution du cheptel ; 4° à accorder des secours dans le même but aux plus déshérités selon les dispositions du décret du 1^{er} avril 1938 et à répartir équitablement le milliard débloqué à ce titre par le Ministre des Finances, n° 4502. — Le 30 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 52-975 du 27 août 1952 obligeant l'extraction des farines au poids spécifique plus 3 et à le remplacer par l'extraction au poids spécifique seulement, n° 4538. — Le 4 novembre 1952, une proposition de loi tendant à fixer le prix des fermages, n° 4591. — Le 30 décembre 1952, une proposition de loi tendant à définir les caractéristiques du cidre, n° 5240. — Le 3 février 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 43 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 5460. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à fixer le plafond du cumul pour une pension d'ancienneté et un traitement public à six fois le minimum vital, n° 6776. — Le 15 octobre 1953, une proposition de loi tendant à protéger les boissons françaises soumises au contrôle de la régie et du service de la répression des fraudes contre les produits similaires d'origine étrangère, n° 6882. — Le 19 novembre 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 10 du décret n° 53-978 du 30 septembre 1953 en vue d'améliorer la production des pommes à cidre, n° 7217. — Le 20 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1732-1 du Code général des impôts relatif à l'application de la majoration de 10 0/0, n° 8886. — Le 4 décembre 1954, une proposition de loi tendant à ramener à 250 francs par hectolitre, le taux de la taxe unique sur les cidres, poirés et hydromels,

n° 9650. — Le 9 décembre 1954, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire pour les utilisateurs de margarine, un affichage informant le public de son intégration dans le produit acheté, n° 9681. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi tendant à transférer les dossiers des aveugles civils et des paraplégiques, descendants majeurs des « Morts pour la France » du Ministère de la Santé publique au Ministère des Anciens combattants et Victimes de la guerre, n° 9888. — Le 8 mars 1955, une proposition de loi tendant à abroger le décret 54-1153 du 13 novembre 1954, relatif à l'augmentation du droit de consommation sur l'alcool, n° 10302. — Le 8 mars 1955, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 concernant les bouilleurs de cru, n° 10303. — Le 11 mars 1955, une proposition de loi tendant à annuler le décret n° 54-1301 du 22 décembre 1954 relatif au droit d'ouverture et aux licences des débits de boissons, ainsi que les délibérations municipales prises en fonction de ce décret, n° 10383. — Le 5 mai 1955, une proposition de loi tendant à annuler les pénalités prononcées en fonction du retard dans le paiement des cotisations dues au titre de la loi d'allocation de vieillesse agricole, n° 10662. — Le 26 juillet 1955, une proposition de loi tendant à créer un Centre d'études et de recherches sur le cancer, n° 11322. — Le 28 octobre 1955, une proposition de loi tendant à supprimer du budget annexe des allocations familiales agricoles les cotisations techniques actuellement supportées par l'agriculture, n° 11757.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département de l'Allier [5 juillet 1951] (p. 5871). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Discussion générale (Ses observations sur le problème de la hausse des prix, des investissements et de l'habitat, le déficit de l'Etat et le sort des contribuables, la circulation monétaire)* [18 septembre 1951] (p. 7428, 7429, 7430); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 5010 : *Son amendement tendant à réduire de 25 millions la subvention au Centre scientifique et technique du bâtiment* [14 no-

vembre 1951] (p. 8006); *le retire* (ibid.); Chap. 6030 : *Son amendement tendant à réduire de 20 millions les crédits pour expertises et constats des dommages de guerre* (p. 8017); *le retire* (ibid.); AGRICULTURE, Chap. 5080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des maladies contagieuses des animaux et le contrôle de la salubrité des viânes (Lutte contre la fièvre aphteuse)* [21 novembre 1951] (p. 8297, 8298); *le retire* (p. 8298); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 700 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant (Insuffisance de la revalorisation de la retraite des combattants)* [27 novembre 1951] (p. 8513, 8514); Chap. 6040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule aux prisonniers de guerre (Insuffisance du pécule)* [13 décembre 1951] (p. 9132); Chap. 701 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations d'attente (Pensions des veuves de guerre)* (p. 9140); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Etat B, Chap. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la Loterie nationale (Tranche de la loterie pour le centenaire de la médaille militaire)* [22 décembre 1951] (p. 9601); Art. 4 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le service des alcools (Insuffisance des crédits)* (p. 9618); *Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'aide à la production cinématographique (Centenaire de la médaille militaire)* (p. 9618, 9619); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952; Art. 2, Etat B : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstruction immobilière (Reconstruction des immeubles agricoles)* [24 décembre 1952] (p. 9765, 9766); — d'une proposition de loi relative à la commémoration du centenaire de la création de la médaille militaire : *Discussion générale (Subvention de 25 millions)* [5 février 1952] (p. 435). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de sa demande d'interpellation sur le blocage des crédits de reconstruction*) [18 mars 1952] (p. 1357). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que compte prendre le Gouvernement en vue de remédier au blocage des crédits votés par le Parlement et prévus pour la reconstruction [20 mars 1952] (p. 1371). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 57 : *Son amendement relatif à la taxation d'office d'après les voitures automobiles* [4 avril 1952] (p. 1947). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement et l'épidémie de fièvre aphteuse [29 mai 1952] (p. 2536); la développe (*Ses observations sur l'insuffisance des prix agricoles, l'épidémie de fièvre aphteuse, l'inefficacité de la lutte contre l'épizootie*) [8 juillet 1952] (p. 3661 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la célébration du centenaire de la création de la médaille militaire : *Discussion générale (Ses observations sur l'octroi d'un crédit de 10 millions)* [5 juin 1952] (p. 2636); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la défense nationale; Etat A, Section commune, GENDARMERIE; Chap. 1030 : *Amendement de M. Gau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la gendarmerie (Fusion des gendarmeries des 3 armes)* [13 juin 1952] (p. 2885); SERVICES, Chap. 3090 : *Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits pour le matériel de la gendarmerie (Chevaux de la Garde républicaine)* (p. 2890); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 4428 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des animaux (Lutte contre l'épizootie de fièvre aphteuse)* [25 octobre 1952] (p. 4480); *le retire* (ibid.); FINANCES (Services financiers); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant chaque année un budget du service des alcools coté par le Parlement* [4 novembre 1952] (p. 4744); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 3101 : *Ses observations sur les lenteurs de la reconstruction* [15 novembre 1952] (p. 5183); Chap. 3122 : *Son amendement tendant à réduire de 6 millions les crédits pour les honoraires d'architectes (Architectes conseils du Ministère)* (p. 5238); *le retire* (p. 5239); Chap. 3401 : *Son amendement tendant à réduire de 500.000 francs les crédits pour remboursements de frais (Contrôle des permis de construire)* (p. 5240); Chap. 3431 : *Son amendement tendant à réduire de 3 millions les crédits pour les commissions de dommages de guerre (Commissions d'arrondissements)*

(p. 5242); Chap. 3493 : *Son amendement tendant à réduire de 5 millions les crédits pour remboursements à diverses administrations (Impressions de barèmes)* (p. 5242); le retire (p. 5243); Chap. 3731 : *Son amendement tendant à réduire de 60 millions les crédits pour expertises de dommages de guerre (Cumuls et abus)* (p. 5244); le retire (p. 5245); Chap. 4421 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le Centre scientifique et technique du bâtiment* (p. 5248); Chap. 4622 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les associations syndicales de remembrement (Coopératives de reconstruction)* (p. 5249); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Insuffisance des pensions des veuves de guerre, multiplicité des taux de pension)* [20 décembre 1952] (p. 6683); le retire (ibid.); Amendement de M. Secrétain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (*Augmentation des droits sur les alcools pour pouvoir augmenter les pensions*) (p. 6692, 6693). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce une question relative à la crise de la papeterie [14 novembre 1952] (p. 5121). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République; Art. 212 : *Son amendement tendant à autoriser les tribunaux à dissoudre les syndicats* [22 novembre 1952] (p. 5544); — du projet de LOI DE FINANCES (Exercice 1953); en qualité de Rapporteur pour avis [4 décembre 1952] (p. 5945); Art. 66 : *Limitation des privilèges des bouilleurs de cru* [11 décembre 1952] (p. 6198); Art. 68 : *Demande de disjonction de l'article créant un fonds d'équipement des hôpitaux psychiatriques grâce à une majoration des droits de 5.000 francs par hectolitre d'alcool, présentée par M. Mauvellet* (p. 6232, 6233); Article additionnel : *Son amendement relatif aux droits sur l'alcool produit par les bouilleurs de cru* [21 décembre 1952] (p. 6902); le retire (ibid.); *Son amendement tendant à instituer une taxe unique sur les cidres, poirés et hydromel* (p. 6905); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance des crédits pour la reconstruction, les difficultés des sinistrés agricoles)* [18 décembre 1952] (p. 6585, 6586). —

Prend part : à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier : *Discussion générale (Ses observations sur la réforme du régime de l'alcool)* [19 mai 1953] (p. 2762); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès France) : *Ses observations sur : la réforme du budget social et des impôts; les prix agricoles, les investissements, le Maroc et la Tunisie, la vente du cidre* [3 juin 1953] (p. 2912, 2913); — à la discussion du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier : *Discussion générale (Caractère illusoire des nouvelles recettes fiscales, notamment sur l'alcool)* [7 juillet 1953] (p. 3287, 3288); Art. 6 : *Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955 de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense*; *Son amendement tendant à exclure de l'application les Anciens combattants et victimes de la guerre (Ne peuvent attendre jusqu'en 1955)* (p. 3318); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 7 bis : *Licence des bouilleurs de cru*; *Son amendement tendant à la suppression totale dudit article à la suite du Conseil de la République (Mesure anticipée et fragmentaire; Attendre la discussion générale prochaine du problème de l'alcool)* [10 juillet 1953] (p. 3469). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [13 octobre 1953] (p. 4214); la développe : *Graves inégalités du régime social au détriment de l'agriculture (Allocations familiales, retraite des vieux, formation professionnelle)* [16 octobre 1953] (p. 4336, 4337). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Titre IV, Chap. 46-27 : *Assistance aux tuberculeux (Valeur relative des différentes thérapeutiques en cours d'essai, rivalités byzantines; Contrôle officiel nécessaire)* [5 novembre 1953] (p. 4874); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Etat A, Chap. 37-31 : *Expertises et constats de dommages de guerre (Lenteurs des expertises)* [30 novembre 1953] (p. 5723); Art. 4, Etat D : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Etat D (Mise hors d'eau des immeubles partiellement sinistrés)* [1^{er} décembre 1953] (p. 5754); Art. 5 : *Indemnisation des sinistrés mobiliers* (p. 5761); Art. 8 : *Indemnisation des sinistrés agricoles âgés* (p. 5763); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Lutte contre les inondations dans la Manche)* [3 décembre 1953]

(p. 5921); Chap. 31-27 : *Personnel du P. M. U.* (p. 5925); Chap. 34-34 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (Lutte contre les rats musqués)* (p. 5941); Art. additionnel : *Son amendement tendant à réserver 50 millions à l'étude de la thérapeutique et des vaccins contre la tuberculose bovine* (p. 5960, 5961); Etat A, Chap. 44-22 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la sélection animale (Primes aux producteurs de produits de qualité)* [4 décembre 1953] (p. 6018); le retire (ibid.); Chap. 44-28 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des maladies des animaux et le contrôle des viandes (Lutte contre les épizooties)* (p. 6019); le retire (p. 6020); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 34-23 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sépultures militaires (Règlement des achats de terrains)* [6 décembre 1953] (p. 6155); le retire (p. 6157); Chap. 46-26 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnité temporaire aux tuberculeux pensionnés (Traitement des tuberculeux)* (p. 6162); le retire (ibid.); Chap. 46-33 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule des prisonniers de guerre (Insuffisances de crédits)* (p. 6164); le retire (p. 6165); — du projet de loi établissant le plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale (Insuffisance des 3.500 millions promis, taux de la pension des veuves et des orphelins)* [5 décembre 1953] (p. 6062); Art. 14 : *Taux des pensions des veuves de guerre non remariées (Application de l'article 48 du règlement)* [6 décembre 1953] (p. 6105, 6106); Art. 22-10 : *Pécule des anciens prisonniers de guerre* (p. 6114, 6115); Art. 22-13 : *Nantissement dans les banques nationalisées des titres remis en paiement* (p. 6117); — du projet de Loi DE FINANCES pour 1954, Art. 23 : *Amendement de M. Dronne tendant à abroger complètement le droit de licence prélevé sur les bouilleurs de cru* [13 décembre 1953] (p. 6735); *Son amendement tendant à majorer les impôts sur les commerçants étrangers et les automobilistes allant à l'étranger* (p. 6737, 6738); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 23 : *Amendement de M. Lalle tendant à reprendre le texte du Conseil de la République tendant à*

rétablir la législation antérieure concernant les bouilleurs de cru et à leur rembourser, sur leur demande le droit de licence établi en juillet 1953 [31 décembre 1953] (p. 7274). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation concernant la rupture des digues de la baie de Veys : *Nécessité d'inscrire en priorité au programme des investissements, les travaux de protection contre la mer intéressant les associations syndicales de Brévands, les Veys et Catz* [26 février 1954] (p. 564). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES; SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-12 : *Son amendement (Assouplissement dans l'application du décret du 7 août 1951 permettant des rengagements successifs à des sous-officiers marocains)* [19 mars 1954] (p. 1041), le retire (p. 1042); *Son amendement (Elévation du pourcentage des tirailleurs marocains autorisés à servir au-delà des limites d'âge actuelles)* (p. 1041), le retire (p. 1042); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 18 : *Son amendement (Taxe unique sur les charbons)* [26 mars 1954] (p. 1369); le retire (p. 1369). — Dépose une demande d'interpellation sur la nécessité d'organiser le dépistage systématique du cancer [1^{er} avril 1954] (p. 1632). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier, Art. 9 : *Amendement de M. Halbout (Déclaration fiscale des chevaux de course)* [21 mai 1954] (p. 2616); *Amendement de M. Charpentier (Date d'émission des rôles concernant l'impôt foncier et l'impôt sur les bénéficiaires agricoles)* [25 mai 1954] (p. 2667); *Son article additionnel (Taxe unique sur les charbons et combustibles en gros)* [6 juillet 1954] (p. 3242); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires au titre du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : *Son article additionnel (Dépôt avant le 30 juin 1954 du projet de loi tendant à réviser les recettes nécessaires au fonctionnement du budget annexe des allocations familiales agricoles)* [1^{er} juin 1954] (p. 2735). — Prend part au débat sur l'investiture de M. Mendès-France, *Président du Conseil désigné : Eloge de la position conciliatrice adoptée touchant la C. E. D., « paix dans l'honneur » en Indochine, délai fixé d'avance aux négociations (Responsabilités laissées éventuellement aux successeurs), inquiétudes touchant l'Afrique du Nord (Droits légi-*

times des résidents français à consacrer) [17 juin 1954] (p. 2997). — Dépose une demande d'interpellation sur l'organisation du dépistage du cancer en France [20 juillet 1954] (p. 3444); est entendu sur la fixation de la date de discussion de son interpellation (p. 3444, 3445). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation de vieillesse agricole : *Discussion générale (Inégalité des avantages sociaux)* [21 juillet 1954] (p. 3491, 3492); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Conversion des fruits à cidre et à poiré en cidre et poiré, beurre fermier, utilisation des conservateurs* [25 novembre 1954] (p. 5415, 5428); Chap. 31-24 : *Lutte contre la tuberculose bovine* (p. 5432); Chap. 31-62 : *Son amendement indicatif (Recherche de la qualité en vue de l'exportation)* [26 novembre 1954] (p. 5469); *le retire* (p. 5470); Chap. 35-25 : *Son amendement indicatif (Haras de Saint-Lô)* (p. 5483); *le retire* (p. 5484); Chap. 35-86 : *Amendement de M. Briot (Fabrication de traverses de chemins de fer)* (p. 5490); Chap. 44-22 : *Sa demande de disjonction (Conservation des beurres fermiers)* (p. 5497); Chap. 44-71 : *Dégrèvement des carburants agricoles* (p. 5504); Etat B, Chap. 51-32 : *Lutte contre les rats musqués* (p. 5510, 5514); Etat A, Chap. 44-22 : *Tolérance de l'acide borique dans les beurres fermiers* (p. 5542); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 46-31 : *Cas des aveugles civils et des paraplégiques descendants majeurs des morts de la guerre 1939-1945* [2 décembre 1954] (p. 5700); Chap. 47-15 : *Dépistage systématique du cancer* (p. 5716); *Son amendement indicatif (Création d'un centre de recherches privé sur le cancer)* (p. 5719); *le retire* (p. 5720); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme pour 1955; I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME : *Motion préjudicielle de M. Dufour (Dotation du fonds routier)* [4 décembre 1954] (p. 5838); Etat A, Chap. 31-14 : *Ponts et chaussées : Conducteurs de chantiers et agents de travaux* [9 décembre 1954] (p. 6001); Chap. 35-21 : *Circulaire du 6 mai 1954 relative aux appareils distributeurs de carburant et aux stations-service sur les routes nationales* [11 décembre 1954] (p. 6134, 6135); Chap. 45-41 : *Suppression de la ligne Carteret—Carentan*

(p. 6149, 6150); Etat B, Chap. 53-32 : *Travaux de défense contre les eaux (Digue de Barfleur)* [14 décembre 1954] (p. 6347, 6348); Art. 3 : *Fonds routier* [15 décembre 1954] (p. 6372); Etat A, Chap. 35-21 : *Amendement indicatif de M. Marcel Noël (Suppression de postes d'essence sur les routes nationales)* [18 décembre 1954] (p. 6574); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Transports, des Travaux publics et du Tourisme pour 1955; MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Imposition des artisans pêcheurs)* [6 décembre 1954] (p. 5885, 5886); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955; Etat A, Chap. 31-01 : *Deuxième plan de modernisation et d'équipement, politique des investissements, barrage de la Sanga au Cameroun, aérodrome de Maya-Maya* [16 décembre 1954] (p. 6429, 6430, 6440); Etat B, Chap. 60-80 : *Son amendement indicatif (Crédit dans les territoires d'outre-mer)* (p. 6464); [17 décembre 1954] (p. 6486); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955; Etat A, Chap. 31-01 : *Régression de la reconstruction* [18 décembre 1954] (p. 6602); — du projet de loi relatif aux dépenses, pour 1955, du budget annexe des MONNAIES ET MÉDAILLES; Etat A, Chap. 30-60 : *Renouvellement des médailles* [25 janvier 1955] (p. 198); — du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955 du budget annexe de la LÉGION D'HONNEUR ET DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Sa motion préjudicielle (Doublement des traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire)* [25 janvier 1955] (p. 201, 202); *Discriminations et médailles militaires* (p. 204); *Sa motion préjudicielle (Doublement des traitements)* [15 mars 1955] (p. 1438); *la retire* (ibid.); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955; Etat A, Chap. 31-01 : *Campagne antialcoolique et bouilleurs de cru* [27 janvier 1955] (p. 320, 321); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955; Etat A, Chap. 31-01 : *Anciens combattants de la S. N. C. F., foyer du combattant de Saint-Lô* [9 mars 1955] (p. 1219); Chap. 31-02 : *Sa demande qu'il soit réservé : Administration centrale; indemnités et allocations diverses* (p. 1236); Chap. 34-23 : *Cimetière allemands* (p. 1246); Chap. 46-21 :

Retraite du combattant [10 mars 1955] (p. 1288); Chap. 46-22 : *Son amendement indicatif (Allocation spéciale aux veuves de guerre)* (p. 1297); *le retire* (ibid.); *Son amendement indicatif (Statut des sourds de guerre)* (p. 1298); Chap. 46-23 : *Délivrance des livrets de retraite du combattant* (p. 1300, 1301); *Amendement indicatif de M. Georges tendant à éviter que les pensions d'invalidité entrent en ligne de compte pour l'attribution de l'allocation logement* (p. 1308); *Son amendement indicatif (Présomption d'origine pour les jeunes recrues)* (p. 1308); *le retire* (ibid.); Chap. 46-26 : *Attribution de la mention « station pénible debout » et de la médaille militaire aux tuberculeux* [11 mars 1955] (p. 1328, 1329); Chap. 46-33 : *Pécule des prisonniers de guerre* (p. 1342, 1345); Chap. 46-51 : *Foyer des anciens combattants de Saint-Lô* (p. 1348); *Son amendement indicatif (Reclassement des anciens combattants du corps expéditionnaire d'Indochine)* (p. 1349); *Son article additionnel (Intégration des agents temporaires)* (p. 1359); *le retire* (p. 1360); *Son article additionnel (Application de la présomption d'origine aux hommes du contingent)* (p. 1361); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Discussion générale (Allocation vieillesse agricole)* [19 mars 1955] (p. 1734, 1735); *Son amendement (Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954)* (p. 1738); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers : *Politique de la qualité; la margarine* [22 mars 1955] (p. 1815); — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 41 : *Tranches urbaine et rurale* [25 mars 1955] (p. 1968); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Emploi des tables d'écoute par le contrôle polyvalent)* [28 mars 1955] (p. 2020, 2021); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Oppose la question préalable (Allocation vieillesse agricole, annulation des pénalités et délais pour le paiement des cotisations)* [19 juillet 1955] (p. 3901 et suiv.); — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Discussion générale* [25 octobre 1955] (p. 5250 et suiv.); — du projet de loi instituant un fonds national de la vieillesse; Art. 8 : *Relèvement des taxes sur l'alcool, son*

amendement tendant à le supprimer [16 novembre 1955] (p. 5757); *le retire* (ibid.); Art. 9 : *Son amendement (Relèvement des taxes de consommation sur les produits pétroliers)* (p. 5757, 5758); *le retire* (p. 5758); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Entretien des routes* [23 novembre 1955] (p. 5945).

HENNEGUELLE (M. Roger), *Député du Pas-de-Calais* [1^{re} circonscription] (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**).

Dépôts :

Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 2832) relatif aux élections au Conseil d'administration des Caisses nationales d'allocations familiales des marins du commerce et des pêches maritimes, **n° 4829**. — Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 1458) de M. Dagain et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à faire abroger l'article 4 du décret n° 50-1248 du 6 octobre 1950 supprimant la rétribution des travaux supplémentaires effectués par le personnel des P.T.T. bénéficiaire du logement à titre gratuit; 2° à faire appliquer aux receveurs des P.T.T. de toutes classes et aux receveurs distributeurs la loi sur le repos hebdomadaire, **n° 4831**. — Le 29 janvier 1953, une proposition de loi tendant à compléter le paragraphe 3 de l'article 27 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 5405**. — Le 29 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 1061) de MM. Minjoz et Catrice tendant à inviter le Gouvernement à engager avec le

Gouvernement belge toutes négociations utiles pour l'établissement d'un tarif postal unique entre la Belgique et la France, n° 5428. — Le 26 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur l'avis (n° 5766) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 2832) adopté par l'Assemblée Nationale relatif à l'élection des membres des conseils d'administration des Caisses nationales d'allocations familiales des marins du commerce et de la pêche maritime, n° 6037. — Le 27 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer une stricte équité dans l'évaluation des forfaits commerciaux (B.I.C.), n° 6070. — Le 13 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à commémorer le cent-cinquantième de la Légion d'honneur, n° 6847.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 31-43 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les conducteurs de chantiers et agents de travaux (Reclassement dans les services actifs)* [24 octobre 1952] (p. 4410); *le retire* (p. 4411); Chap. 33-92 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits sociaux (Services médico-sociaux)* (p. 4416); Chap. 35-21 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le réseau routier (Routes du Nord en mauvais état, notamment la route Paris—Calais—Dunkerque)* (p. 4417, 4418); *le retire* (p. 4418); Chap. 45-41 : *Son amendement tendant à réduire la subvention aux chemins de fer d'intérêt général (Suppression de lignes secondaires)* (p. 4420); *le retire* (ibid.); MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 34-12 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'inscription maritime (Matériel de surveillance des pêches)* [14 novembre 1952] (p. 5114); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 34-12 : *Amendement de M. Reeb tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inscription maritime (Office scientifique des pêches et remise en état du « Théodore-Tissier »)* [12 novembre 1953] (p. 5003, 5004). — Est entendu sur la fixation

de la date de discussion d'une interpellation sur l'arrêt de la vie municipale à Lille : *Lenteurs de la procédure judiciaire* [17 mars 1955] (p. 1583).

HERRIOT (M. Edouard), *Député du Rhône*
(1^{re} circonscription) (R. R. S.).

Président de l'Assemblée Nationale
Président d'Honneur de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951]
(p. 5901).

Dépôts :

Prononce le 10 juillet 1951, une allocation, n° 2. — Le 7 septembre 1951, une proposition de loi tendant au déclassement du fort du Mont-Verdun, près de Lyon, n° 1031. — Prononce le 8 janvier 1952, une allocation, n° 2377. — Prononce le 13 janvier 1953, une allocation, n° 5270. — Le 10 mars 1953, une proposition de loi tendant à compléter les articles 27 et 29 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n° 5814. — Le 23 octobre 1953, une proposition de loi tendant à ouvrir des crédits pour le financement d'un pèlerinage national au nouveau cimetière de Bir-Hakeim, n° 6968. — Le 23 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter son concours à l'érection d'un monument au Maréchal Lyautey, à Paris, à l'occasion de la célébration de son centenaire, n° 6969. — Le 28 août 1954, une proposition de loi relative à l'exercice et à l'organisation des expertises, n° 9236. — Le 20 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir dans les moindres délais les mesures nécessaires pour remédier aux graves conséquences économiques et sociales qui résultent des conditions actuelles d'exportation et de production dans les tissages de soieries de la région lyonnaise, n° 11648 (rectifié).

Interventions :

Est élu *Président de l'Assemblée Nationale*
[10 juillet 1951] (p. 5946).

En cette qualité :

Préside : la 2^e partie de la séance du 10 juillet 1951 (p. 5916); la séance du 11 juillet

1951 (p. 5923) ; la séance du 17 juillet 1951 (p. 5943) ; la 1^{re} partie de la séance du 20 juillet 1951 (p. 5992) ; la 1^{re} partie de la séance du 24 juillet 1951 (p. 6027) ; la séance du 31 juillet 1951 (p. 6124) ; la 1^{re} séance du 2 août 1951 (p. 6147) ; la 1^{re} partie de la 2^e séance du 2 août 1951 (p. 6156) ; la 3^e partie de la 2^e séance du 2 août 1951 (p. 6169) ; la 1^{re} séance du 8 août 1951 (p. 6251) ; la 2^e séance du 8 août 1951 (p. 6265) ; la séance du 11 août 1951 (p. 6339) ; la séance du 21 août 1951 (p. 6356) ; la 2^e séance du 24 août 1951 (p. 6504) ; la séance du 28 août 1951 (p. 6532) ; la 1^{re} séance du 30 août 1951 (p. 6616) ; la 3^e séance du 31 août 1951 (p. 6735) ; la 2^e séance du 3 septembre 1951 (p. 6814) ; la 1^{re} séance du 5 septembre 1951 (p. 6895) ; la 2^e séance du 7 septembre 1951 (p. 7031) ; la 3^e séance du 8 septembre 1951 (p. 7158) ; la séance du 11 septembre 1951 (p. 7287) ; la 1^{re} partie de la séance du 18 septembre 1951 (p. 7402) ; la 2^e partie de la séance du 20 septembre 1951 (p. 7525) ; la 2^e partie de la 2^e séance du 21 septembre 1951 (p. 7599) ; la 1^{re} séance du 25 septembre 1951 (p. 7617) ; la 2^e séance du 25 septembre 1951 (p. 7621) ; la séance du 6 novembre 1951 (p. 7661) ; la 1^{re} séance du 9 novembre 1951 (p. 7853) ; la 2^e séance du 13 novembre 1951 (p. 7931) ; la 1^{re} séance du 15 novembre 1951 (p. 8038) ; la 1^{re} partie de la séance du 20 novembre 1951 (p. 8206) ; la 2^e séance du 22 novembre 1951 (p. 8335) ; la 2^e séance du 27 novembre 1951 (p. 8519) ; la 1^{re} séance du 30 novembre 1951 (p. 8690) ; la 2^e séance du 4 décembre 1951 (p. 8746) ; la 2^e séance du 5 décembre 1951 (p. 8822) ; la 1^{re} partie de la 3^e séance du 7 décembre 1951 (p. 8945) ; la 2^e séance du 11 décembre 1951 (p. 8999) ; la 1^{re} partie de la 1^{re} séance du 13 décembre 1951 (p. 9110) ; la 2^e séance du 18 décembre 1951 (p. 9268) ; la 1^{re} séance du 22 décembre 1951 (p. 9574) ; la 2^e séance du 26 décembre 1951 (p. 9858) ; la 3^e séance du 27 décembre 1951 (p. 9970) ; la 2^e séance du 29 décembre 1951 (p. 10089) ; la 2^e séance du 30 décembre 1951 (p. 10191) ; la 2^e séance du 3 janvier 1952 (p. 58) ; la 3^e séance du 3 janvier 1952 (p. 82) ; la 1^{re} séance du 7 janvier 1952 (p. 181). — Son allocution à l'Assemblée Nationale en prenant place au fauteuil [10 juillet 1951] (p. 5916, 5917). — Donne lecture de la lettre :

annonçant la démission de M. Queuille en qualité de Président du conseil [11 juillet 1951] (p. 5924) ; — donnant la composition du bureau du Conseil économique [11 juillet 1951] (p. 5924) ; — de M. Laurent-Eynac annonçant la nomination de M. Albert Sarraut en qualité de Président de l'Assemblée de l'Union Française [17 juillet 1951] (p. 5944). — Donne lecture d'une lettre : de M. le Président de la République désignant M. René Mayer comme Président du Conseil [24 juillet 1951] (p. 6029) ; — de M. le Président de la République désignant M. Petsche comme Président du Conseil [2 août 1951] (p. 6147) ; — de M. Petsche demandant la convocation de l'Assemblée Nationale [2 août 1951] (p. 6147). — Prononce l'éloge funèbre de MM. Aubry et Chevallier [21 août 1951] (p. 6356, 6357). — Son allocution commémorant la libération de Paris [24 août 1951] (p. 6504). — Prononce l'éloge funèbre de M. Maurice Petsche [18 septembre 1951] (p. 7402, 7403). — Son adresse au peuple britannique inquiet pour la santé de Sa Majesté George VI [25 septembre 1951] (p. 7634). — Déclare reprise la session de 1951 [6 novembre 1951] (p. 7661). — Donne lecture de télégrammes de sympathie envoyés en Italie à l'occasion des inondations [30 novembre 1951] (p. 8690). — Annonce avoir reçu les vœux de S. M. Bao Daï [3 janvier 1952] (p. 58). — Déclare close la session extraordinaire de 1952 [7 janvier 1952] (p. 192). — Est élu *Président de l'Assemblée Nationale* [8 janvier 1952] (p. 199).

En cette qualité :

Préside : la 2^e partie de la séance du 8 janvier 1952 (p. 199) ; la séance du 9 janvier 1952 (p. 209) ; la séance du 15 janvier 1952 (p. 229) ; la séance du 17 janvier 1952 (p. 251) ; la séance du 22 janvier 1952 (p. 287) ; la 1^{re} séance du 5 février 1952 (p. 424) ; la 1^{re} partie de la 2^e séance du 5 février 1952 (p. 442) ; la 2^e séance du 7 février 1952 (p. 498) ; la 3^e séance du 7 février 1952 (p. 499) ; la 2^e séance du 12 février 1952 (p. 624) ; la 1^{re} partie de la séance du 16 février 1952 (p. 724) ; la 1^{re} séance du 19 février 1952 (p. 787) ; la 2^e séance du 19 février 1952 (p. 795) ; la 3^e séance du 19 février 1952 (p. 805) ; la 1^{re} séance du 26 février 1952 (p. 940) ; la 1^{re} partie de la 2^e séance du 26 février 1952 (p. 961) ; la 2^e séance du 29 février 1952 (p. 1159) ; la 1^{re} partie de la séance du 6 mars 1952 (p. 1179) ; la 3^e partie de la séance

du 6 mars 1952 (p. 1189); la séance du 11 mars 1952 (p. 1219); la séance du 18 mars 1952 (p. 1340); la séance du 20 mars 1952 (p. 1371); la séance du 25 mars 1952 (p. 1456); la 3^e séance du 27 mars 1952 (p. 1564); la 2^e séance du 1^{er} avril 1952 (p. 1682); la 3^e séance du 1^{er} avril 1952 (p. 1686); la 1^{re} partie de la séance du 4 avril 1952 (p. 1901); la 3^e partie de la séance du 4 avril 1952 (p. 1928); la 2^e partie de la séance du 8 avril 1952 (p. 1988); la séance du 12 avril 1952 (p. 2256); la 1^{re} séance du 20 mai 1952 (p. 2343); la 1^{re} partie de la 2^e séance du 20 mai 1952 (p. 2352); la 1^{re} séance du 27 mai 1952 (p. 2440); la 2^e séance du 29 mai 1952 (p. 2561); la séance du 3 juin 1952 (p. 2604); la 2^e séance du 5 juin 1952 (p. 2659); la 1^{re} séance du 10 juin 1952 (p. 2779); la 1^{re} séance du 13 juin 1952 (p. 2885); la 1^{re} séance du 17 juin 1952 (p. 2957); la 3^e séance du 20 juin 1952 (p. 3124); la 1^{re} séance du 26 juin 1952 (p. 3216); la 1^{re} séance du 1^{er} juillet 1952 (p. 3352); la 2^e séance du 8 juillet 1952 (p. 3646); la 3^e séance du 11 juillet 1952 (p. 3920); la séance du 12 juillet 1952 (p. 3943); la séance du 7 octobre 1952 (p. 4066); la 1^{re} séance du 21 octobre 1952 (p. 4263); la 1^{re} séance du 24 octobre 1952 (p. 4381); la 2^e séance du 4 novembre 1952 (p. 4697); la 2^e séance du 7 novembre 1952 (p. 4831); la 1^{re} séance du 13 novembre 1952 (p. 5054); la 3^e séance du 14 novembre 1952 (p. 5149); la 2^e séance du 18 novembre 1952 (p. 5335); la 1^{re} séance du 21 novembre 1952 (p. 5393); la 2^e séance du 25 novembre 1952 (p. 5622); la 2^e séance du 27 novembre 1952 (p. 5770); la 2^e séance du 2 décembre 1952 (p. 5896); la 3^e séance du 5 décembre 1952 (p. 6018); la 2^e partie de la 1^{re} séance du 9 décembre 1952 (p. 6066); la 2^e séance du 11 décembre 1952 (p. 6187); la 1^{re} séance du 13 décembre 1952 (p. 6307); la 2^e séance du 16 décembre 1952 (p. 6465); la séance du 17 décembre 1952 (p. 6522); la 2^e séance du 20 décembre 1952 (p. 6699); la 3^e partie de la 3^e séance du 20 décembre 1952 (p. 6787); la 2^e partie de la 2^e séance du 22 décembre 1952 (p. 7030); la 1^{re} partie de la séance du 30 décembre 1952 (p. 7046). — Son allocution en prenant place au fauteuil : *Vote du budget en temps utile, les dangers d'inflation et de guerre* [8 janvier 1952] (p. 199, 200). — Donne lecture : d'un message de M. le Président du Conseil de la République, indiquant la composition du Bureau de cette Assemblée

[9 janvier 1952] (p. 210); — de la demande de convocation de l'Assemblée Nationale présentée par M. le Président du Conseil [15 janvier 1952] (p. 230). — Prononce l'éloge funèbre du Général de Lattre de Tassigny [15 janvier 1952] (p. 230). — Donne lecture : d'une lettre de M. le Président de la République annonçant la démission de M. Pleven, en qualité de Président du Conseil [17 janvier 1952] (p. 251); — d'une lettre de M. le Président de la République, désignant M. Edgar Faure en qualité de Président du Conseil [17 janvier 1952] (p. 252); — d'une lettre de M. Edgar Faure, demandant la convocation de l'Assemblée Nationale [17 janvier 1952] (p. 252). — Prononce l'éloge funèbre de M. Jacques Ducreux, député des Vosges [5 février 1952] (p. 424). — Annonce à l'Assemblée le décès du roi de Grande-Bretagne, George-VI [7 février 1952] (p. 498). — Donne lecture : d'un télégramme du speaker de la Chambre des Communes au sujet de la mort du roi d'Angleterre George-VI [12 février 1952] (p. 624); — d'une communication de M. le Président de la République annonçant la démission de M. Edgar Faure en qualité de Président du Conseil [29 février 1952] (p. 1160); — d'une communication de Sir Oliver Harvey, ambassadeur d'Angleterre, remerciant l'Assemblée Nationale des condoléances exprimées pour le décès de George-VI [29 février 1952] (p. 1160); — d'une communication de M. le Président de la République désignant M. Pinay comme Président du Conseil [6 mars 1952] (p. 1180). — Prononce l'éloge funèbre : de Mme Denise Bastide, député de la Loire [6 mars 1952] (p. 1180); — de M. Eugène Pebellier, député de Haute-Loire [1^{er} avril 1952] (p. 1682). — Déclare interrompue la session de 1952 [12 avril 1952] (p. 2278). — Prononce l'éloge funèbre de M. Kessous, député de Constantine [3 juin 1952] (p. 2604). — Prend part à la discussion du projet de loi élevant le Général Leclerc à la dignité de Maréchal de France : *Fait l'éloge de la vie du Général Leclerc* [26 juin 1952] (p. 3217, 3218). — Déclare interrompue la session de 1952 [12 juillet 1952] (p. 3947). — Déclare reprise la session annuelle de 1952 [7 octobre 1952] (p. 4066). — Prononce l'éloge funèbre : de MM. Rougier, député du Lot, et Cordonnier, député du Nord [7 octobre 1952] (p. 4066, 4067); — de M. Heuillard, député de la Seine-Inférieure [21 octobre 1952] (p. 4264); — de M. Rollin, député de la Seine [4 novembre

1952] (p. 4697); — de M. Litalien, député du Loir-et-Cher [21 novembre 1952] (p. 5393, 5394). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Manifestations dans les tribunes*) [25 novembre 1952] (p. 5623). — Donne lecture : d'un message de M. le Président de la République annonçant la démission de M. Pinay, en qualité de Président du Conseil [22 décembre 1952] (p. 7030); — d'une communication de M. Pinay, Président du Conseil, demandant la convocation du Parlement pour le vote d'un douzième provisoire [30 décembre 1952] (p. 7046). — Préside : la séance du 6 janvier 1953 (p. 1). — Est élu *Président de l'Assemblée Nationale* [13 janvier 1953] (p. 61).

En cette qualité :

Préside : la 2^e partie de la séance du 13 janvier 1953 (p. 61); la séance du 14 janvier 1953 (p. 81); la séance du 20 janvier 1953 (p. 93); la 1^{re} séance du 22 janvier 1953 (p. 125); la 1^{re} partie de la 2^e séance du 24 janvier 1953 (p. 270); la 1^{re} séance du 25 janvier 1953 (p. 317); la 2^e séance du 27 janvier 1953 (p. 477); la 1^{re} séance du 30 janvier 1953 (p. 694); la 2^e séance du 3 février 1953 (p. 830); la 2^e partie de la 2^e séance du 6 février 1953 (p. 1032); la séance du 17 février 1953 (p. 1062); la séance du 18 février 1953 (p. 1110); la 2^e séance du 24 février 1953 (p. 1293); la 2^e séance du 26 février 1953 (p. 1387); la 2^e séance du 3 mars 1953 (p. 1545); la 2^e séance du 6 mars 1953 (p. 1666); la 2^e séance du 10 mars 1953 (p. 1714); la 2^e séance du 17 mars 1953 (p. 1949); la 1^{re} séance du 18 mars 1953 (p. 2013); la 2^e séance du 18 mars 1953 (p. 2025); la 2^e séance du 24 mars 1953 (p. 2231); la 1^{re} partie de la 3^e séance du 24 mars 1953 (p. 2244); la 1^{re} séance du 27 mars 1953 (p. 2450); la séance du 12 mai 1953 (p. 2637); la 1^{re} partie de la séance du 27 mai 1953 (p. 2845); la 1^{re} partie de la séance du 18 juin 1953 (p. 3069); la 1^{re} partie de la séance du 26 juin 1953 (p. 3148); la séance du 30 juin 1953 (p. 3173); la séance du 7 juillet 1953 (p. 3265); la séance du 6 octobre 1953 (p. 4009); la 1^{re} séance du 13 octobre 1953 (p. 4213); la 1^{re} partie de la 2^e séance du 13 octobre 1953 (p. 4229); la 2^e séance du 20 octobre 1953 (p. 4393); la séance du 23 octobre 1953 (p. 4530); la 2^e séance du 27 octobre 1953 (p. 4573); la 2^e séance du 29 octobre 1953 (p. 4667); la 2^e séance du 3 novembre 1953 (p. 4759); la 3^e séance du 3 novembre

1953 (p. 4794). — Donne lecture d'un message de M. le Président de la République demandant la convocation de l'Assemblée et désignant M. René Mayer comme Président du Conseil [6 janvier 1953] (p. 1). — Déclare ouverte la session extraordinaire de 1953 [6 janvier 1953] (p. 1). — Donne lecture du message de M. Pinay, *Président du Conseil*, demandant la convocation de l'Assemblée en session extraordinaire [6 janvier 1953] (p. 2). — Déclare close la session extraordinaire de 1953 [6 janvier 1953] (p. 40). — Son allocution à l'Assemblée Nationale en prenant place au fauteuil : *Ses remerciements à l'Assemblée ; la tâche qui attend celle-ci en 1953 ; les problèmes du logement, de la scolarité, de l'équipement agricole ; la mission de la France dans le monde* [13 janvier 1953] (p. 61, 62). — Donne lecture : d'une communication de M. Monnerville, *Président du Conseil de la République*, donnant la composition du Bureau de cette Assemblée [20 janvier 1953] (p. 94); — d'une communication de M. Jouhaux, *Président du Conseil économique*, donnant la composition du Bureau de cette Assemblée [22 janvier 1953] (p. 126); — d'adresses aux Parlements des Pays-Bas, de la Grande-Bretagne et de la Belgique, pays éprouvés par les récentes inondations [3 février 1953] (p. 830). — Son allocution : demandant la réconciliation française [18 février 1953] (p. 1114); — à l'occasion du décès du maréchal Staline [6 mars 1953] (p. 1666). — Donne lecture : d'une communication de M. le Président de la 2^e Chambre des États généraux du Royaume des Pays-Bas remerciant pour l'aide apportée à l'occasion des inondations [6 mars 1953] (p. 1667); — d'un message de M. le Président de la République annonçant la démission de M. René Mayer, en qualité de Président du Conseil [27 mai 1953] (p. 2846); — d'un message de M. le Président de la République désignant M. Paul Reynaud, en qualité de Président du Conseil [27 mai 1953] (p. 2846); — d'un message de M. Paul Reynaud demandant la convocation de l'Assemblée [27 mai 1953] (p. 2846); — d'une communication de M. le Président de la République désignant M. André Marie comme Président du Conseil [18 juin 1953] (p. 3070); — d'une communication de M. André Marie, Président du Conseil désigné, demandant la convocation de l'Assemblée Nationale [18 juin 1953] (p. 3070); — d'une communication de M. le Président de la République

désignant M. Joseph Laniel comme Président du Conseil, et d'une communication de ce dernier demandant la convocation de l'Assemblée Nationale [26 juin 1953] (p. 3150). — Déclare reprise la session annuelle sur demande de convocation formulée par 213 députés [6 octobre 1953] (p. 4009). — Son message annonçant à l'Assemblée Nationale qu'il se retire de la Présidence [1^{er} décembre 1953] (p. 5771). — Est appelé à vie aux fonctions de *Président d'honneur de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1954] (p. 67). — Adresse une lettre de remerciements à l'Assemblée Nationale pour sa nomination aux fonctions de Président d'honneur [19 janvier 1954] (p. 79). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C. E. D.) : *Sa question préalable (Raisons de sa signature de la question préalable, critiques de la C. E. D., participation solidaire indispensable de la France et de l'Angleterre, perte de souveraineté de la France (armée, diplomatie), supranationalité des membres du Commissariat, le « bond » de l'Allemagne vers la souveraineté (Sa liberté de négocier avec la Russie, droit pour la France de se retirer de la C. E. D., place de l'Allemagne et de la Russie en Europe, rapprochement de 1924 avec les Soviets, protocole de Genève, impossibilité de renvoyer le Président du Conseil à Bruxelles dans les conditions actuelles, volonté de paix et étude du projet franco-britannique de désarmement, définition de l'armée de la C. E. D., divisions créées par la C. E. D.)* [30 août 1954] (p. 4463 à 4468); *Sa réponse à M. Isorni : sa politique vis-à-vis de l'Amérique, de l'Angleterre et de la Russie* (p. 4469, 4470); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Lutte des deux Allemagnes militariste et réactionnaire contre la syndicaliste et « jeune »; refus d'aider la première; préalable sarrois (non réglé); vanité des contrôles en matière d'armements; absence de contrôle en matière de police (comme pour la C. E. D.); contradiction entre le réarmement allemand (irréversible) et les efforts en cours pour le désarmement (cf. J. Moch); appel à l'amitié américaine (« j'aime bien les U. S. A., mais j'aime mieux la France »)* [23 décembre 1954] (p. 6810, 6811); Nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés); Article unique : *Ses explications de vote : consentement de l'Allemagne désormais nécessaire pour de futures négociations; engagements de la*

France à tenir (Pacte franco-soviétique signé par de Gaulle) [29 décembre 1954] (p. 6918). — S'excuse de son absence [24 janvier 1955] (p. 150). — Obtient un congé [24 janvier 1955] (p. 150).

HETTIER DE BOISLAMBERT (M. Claude).

Député de la Manche (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé : membre de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre de la Commission des territoires d'outre-mer [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant pour représenter la France à l'Assemblée consultative prévue pour le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (**F. n° 17**); membre de la Commission d'enquête chargée de vérifier les modalités d'application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer et les territoires associés [12 février 1954] (**F. n° 347**); Est élu vice-président de cette Commission [18 février 1954] (**F. n° 349**). — Est nommé par la Commission des territoires d'outre-mer : membre suppléant de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**); et membre titulaire de cette Commission [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**); membre de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [5 mars 1954] (**F. n° 358**). [2 février 1955] (**F. n° 492**).

Dépôts :

Le 29 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 41 de la loi du 14 avril 1924 et par voie de conséquence l'article 22 de la loi du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 1758**. — Le 27 juin 1952, une proposition de loi instituant un permis de chasse unique dénommé « permis national de chasse », **n° 3855**. — Le 7 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions prévues par le décret n° 53-483 du 20 mai 1953 relatif au

licenciement des ouvriers de la défense nationale, n° 6438. — Le 17 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions du décret n° 53-402 du 11 mai 1953 relatif à l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence, n° 6544. — Le 22 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude et à déposer d'urgence un projet de loi modifiant la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, n° 6576. — Le 7 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture de crédits pour remédier à la situation créée par la rupture des digues de la baie des Veys (Manche) et éviter l'immersion vraisemblable de toute une région, n° 8279. — Le 7 octobre 1954, une proposition de loi tendant à exonérer des versements de cotisations d'allocations familiales les syndicats de défense contre les eaux, n° 9266. — Le 17 octobre 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 (premier alinéa) de la loi du 29 juillet 1885 relative à l'établissement, à l'entretien et au fonctionnement des lignes télégraphiques et téléphoniques, n° 9267. — Le 21 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier sur place les modalités d'application du Code du travail et de la loi du 30 juin 1950 dans les territoires d'outre-mer et territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 9961.

Interventions :

Est élu *Membre suppléant de l'Assemblée consultative européenne* [3 août 1951] (p. 6213). — Son rapport sur les élections du département de Constantine (2^e circonscription, 2^e collège) [3 août 1951] (p. 6220). Prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales du département de Constantine (2^e collège, 2^e circonscription) : en qualité de *Rapporteur* [10 août 1951] (p. 6312, 6316, 6317). — Son rapport sur les élections du territoire du Cameroun (3^e circonscription, collège indigène) [24 août 1951] (p. 6514). — Prend part

à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 4 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas amnistier les mineurs coupables de meurtres, crimes ou dénonciations* [25 novembre 1952] (p. 5629). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Paul Reynaud) : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture (Ses observations sur la réalisation d'économies, le règlement du problème indochinois, l'armée européenne, la réforme constitutionnelle)* [27 mai 1953] (p. 2872, 2873). — Dépose une demande d'interpellation sur la rupture des digues de la baie de Veys (Manche) et le danger d'inondation [13 novembre 1953] (p. 5051). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion de son interpellation relative aux ruptures de digues de la baie de Veys (Manche)* [16 février 1954] (p. 292); — sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ouverture d'un crédit de 151 millions pour la réfection des digues* [26 février 1954] (p. 563 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, EDUCATION NATIONALE, Etat B, Chap 57-80 : *Amendement de M. de Beaumont (Cité administrative de Saint-Lô)* [1^{er} avril 1954] (p. 1697). — Est entendu sur la fixation : de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Interdépendance des problèmes de la C. E. D. et de l'Indochine, structure et cohésion de l'Union française, voyage de MM. Pleven et de Chevigné en Indochine)* [6 mai 1954] (p. 2154, 2155); — de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Potentiel du corps expéditionnaire, négociations de Genève)* [13 mai 1954] (p. 2383). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique française en Indochine, face aux obligations contractées à Genève [5 mai 1955] (p. 2511). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Isolement de la France, situation en Sarre, problème du Viet Nam* [26 octobre 1955] (p. 5288, 5289). = S'excuse de son absence [8 juillet 1952] (p. 3646), [2 mars 1954] (p. 586) = Obtient un congé [2 mars 1954] (p. 586).

HEUILLARD (M. Georges), *Député de la Seine-Inférieure (1^{re} circonscription) (R. R. S.)*.

Son élection est validée [26 juillet 1951] (p. 6078). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [26 décembre 1951] (**F. n° 79**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [16 février 1952] (**F. n° 106**).

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Discussion générale (Le danger allemand toujours présent et les souffrances infligées dans le passé aux déportés)* [12 février 1952] (p. 625, 626). = Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [21 octobre 1951] (p. 4264).

HOUDET (M. Roger), *Sénateur*.

Ministre de l'Agriculture.

(Cabinet LANIEL)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

Ministre de l'Agriculture.

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 juin 1954 au 23 février 1955.

Dépôts :

Le 24 juillet 1953, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord international sur le blé signé à Washington le 13 avril 1953, **n° 6679**. — Le 22 octobre 1953, un projet de loi portant création de ressources au profit du Fonds d'assainissement du marché de la viande, **n° 6951**. — Le 27 octobre 1953, un projet de loi modifiant la loi n° 46-2339 du 24 octobre 1946 portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, **n° 6994**. — Le 9 février 1954, un projet de loi tendant à modifier et à compléter les dispositions de la loi validée du 2 février 1942 relative à l'équarissage des animaux, **n° 7710**. — Le 12 février 1954, un projet de loi tendant à modifier la loi n° 50-960 du 8 août 1950 relative à l'aide financière apportée aux agriculteurs victimes de

calamités publiques, **n° 7759**. — Le 16 février 1954, un projet de loi autorisant la cession amiable aux Caisses de mutualité sociale agricole du Vaucluse, de l'Hôtel des Finances, 8, rue de Mons à Avignon (Vaucluse), **n° 7781**. — Le 6 avril 1954, un projet de loi relatif aux prestations d'alcools viniques et d'alcools de vin, **n° 8267**. — Le 13 janvier 1955, un projet de loi complétant l'article 66 C du Livre II du Code du travail et édictant des pénalités à l'égard de ceux qui s'opposent à l'accomplissement des devoirs des inspecteurs et contrôleurs des lois sociales en agriculture, **n° 9893**.

Interventions :

Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet LANIEL) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Rétrospective de l'évolution depuis la Libération, production accrue, crise; mesures immédiates (Prix du blé, du vin, de la betterave, des produits laitiers, de la viande et commercialisation de ces produits pour l'année en cours, réduction des importations, organisation des exportations spécialement vers les territoires d'outre-mer); mesures à long terme, organisation des marchés (Comités interprofessionnels consultatifs, sociétés professionnelles commerciales, fonds de garantie, application aux marchés des céréales, réforme du statut viticole, maintien de son caractère social, réponse aux principales objections); données générales de la politique agricole française (Politique d'expansion, mais progressive, en fonction des débouchés intérieurs ou extérieurs et orientée grâce au jeu de prix indicatifs ou indiciels et du stockage); arbitrage nécessaire entre exportations industrielles et agricoles, productions métropolitaines et d'outre-mer; crédits nécessaires, privés et publics; remembrement, habitat, mécanisation, équipement individuel et collectif, enseignement agricole, migrations intérieures* [22 octobre 1953] (p. 4482 à 4490); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Loustau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Équipement rural développé en 1953, enseignement agricole, réorganisation des ser-*

- vices centraux, protection de la baie des Veys) [3 décembre 1953] (p. 5922 et suiv.); Chap. 31-23 : Amendement de M. Saint-Cyr tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles nationales vétérinaires (*Insuffisance du corps enseignant des écoles vétérinaires*) (p. 5924); Chap. 31-25 : Amendement de M. Gabelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des haras (*Réforme du service*) (p. 5925); Chap. 31-27 : Personnel du P.M.U. (p. 5925); Chap. 31-31 : Amendement de M. Detœuf tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services agricoles (*Organisation des services agricoles départementaux*) (p. 5925, 5926); Chap. 31-41 : Amendement de M. Gabelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national de la recherche agronomique (*Travaux de recherche agronomique*) (p. 5928); Chap. 31-61 : Amendements de MM. Loustau et Fabre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la répression des fraudes (*Réorganisation du service et bouilleurs de cru*) (p. 5933, 5934); Chap. 31-71 : Amendements de Mme Laissac et M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le génie rural et l'hydraulique agricole (*Alimentation en eau potable des communes rurales*) (p. 5935); génie rural (*Absence d'un ingénieur du génie rural à la Réunion*) (p. 5935); Chap. 31-81 : Amendements de MM. Meck, Rosenblatt et Peltre tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les eaux et forêts (*Sort des préposés et agents techniques des eaux et forêts*) (p. 5939); Chap. 34-27 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection des courses et du P. M. U., personnel du P. M. U. (p. 5941); Chap. 34-34 : Amendements de MM. Hénault, Kauffmann et Manceau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (*Lutte contre les rats musqués, autonomie du service de lutte contre les végétaux, production de chanvre*) (p. 5942); Chap. 34-72 : Amendement de M. Gabelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel du génie rural (*Comité directeur du machinisme agricole*) (p. 5945); Chap. 34-73 : Etudes et surveillance des travaux du génie rural (*Frais de déplacement des agents du génie rural*) (p. 5946); Chap. 34-95 : Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de mission à l'étranger (*Importation de tabac américain*) (p. 5947);
- Chap. 35-61 : Répression des fraudes (*Application du Code du vin en Corse*) (p. 5948); Chap. 44-01 : Amendement de Mme Galicier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la vulgarisation (*Utilisation des excédents de betteraves*) (p. 5950); Chap. 44-21 : Amendement de M. Gabelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour vulgarisation (*Centres d'études techniques agricoles*) (p. 5950); Chap. 44-23 : Amendement de M. Gabelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour primes à la reconstitution des olivaiés (*Etablissement d'un programme de reconstitution des olivaiés*) (p. 5952); Chap. 44-24 : Amendement de M. Gabelle tendant à modifier le chapitre pour prévoir une propagande à l'étranger pour les vins français (*Education du consommateur étranger*) (p. 5953); Chap. 44-25 : Amendement de M. de Villeneuve tendant à étendre les subventions au pain au département de la Réunion (p. 5954); Chap. 44-27 : Emploi d'engrais azotés et superphosphates (*Prix trop élevé des engrais*) (p. 5955); Chap. 46-57 : Amendement de M. Gabelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les migrations rurales (*Liaison entre les associations de migrants et les services du Ministère*) (p. 5959); Article additionnel : Amendement de M. Hénault tendant à réserver 50 millions à l'étude de la thérapeutique et des vaccins contre la tuberculose bovine (p. 5961); Etat B, Chap. 51-20 : Equipement des services vétérinaires (*Construction de l'école de Toulouse*) (p. 5961, 5962); Chap. 51-30 : Equipement des services agricoles (*Exportation du bétail frontalier recensé en « compte ouvert en douane »*) [4 décembre 1953] (p. 5985); Chap. 51-32 : Amendement de M. Briot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (*Analyse des produits et lutte contre les parasites*) (p. 5985); Chap. 51-60 : Amendement de M. Lambert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux d'hydraulique agricole (*Barrage de Serre-Ponçon sur la Durance*) (p. 5986); Chap. 66-30 : Subventions aux établissements d'apprentissage agricole (*Report de crédits de 1953*) (p. 5989); Chap. 66-40 : Subventions à l'Institut de recherche agronomique (*Fixation du prix de la betterave*) (p. 5990, 5991); Chap. 66-50 : Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les subventions aux agriculteurs migrants (*Insuffisance des primes aux migrants*) (p. 5991); Chap. 60-13 : Prêts d'équipement agricole

(*Stockage de blé dans l'Aisne*) (p. 5991, 5992); Amendement de M. Monin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prêts d'équipement agricole (*Difficultés des viticulteurs du Languedoc ayant contracté des emprunts*) (p. 5993); Article additionnel: Amendement de M. Rochet tendant à abroger le décret du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation du marché du vin (*Prestations d'alcool vinique dues par les viticulteurs*) (p. 6009, 6010); Amendement de M. Rochet tendant à abroger le droit de licence pour les bouilleurs de cru (p. 6011); Etat A, Chap. 34-71: Demande de renvoi en Commission du chapitre relatif aux frais de déplacement des fonctionnaires du génie rural, présentée par M. Lambert (p. 6016, 6017); Chap. 35-37: Amendement de Mme Laissac tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les entretiens des établissements d'enseignement agricole (p. 6017); Chap. 43-31: Bourses (Elèves des écoles vétérinaires) (p. 6017); Chap. 44-28: Amendement de M. Hénault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des animaux et le contrôle des viandes (*Assainissement du marché de la viande, recalcifcation des sols, lutte contre les épizooties*) (p. 6019, 6020); Etat B, Chap. 51-62: Amendement de M. Lebon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour adductions d'eau (*Prix trop élevé du kilomètre de canalisation*) (p. 6021); Chap. 61-60: Amendement de M. de Villeneuve tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions au génie rural (*Equipement de la Réunion par le F. I. D. E. S., électrification de l'île*) (p. 6024); Chap. 61-70: Amendement de M. J. Guillon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le remembrement et regroupement cultural (*Scandale du remembrement fait par des géomètres à Fégréac*) (p. 6024); Chap. 61-72: Equipement du génie rural (*Equipement des territoires d'outre-mer par le seul F. I. D. E. S.*) (p. 6025); Chap. 60-12: Prêts d'équipement rural (*Prêts sociaux aux jeunes agriculteurs*) (p. 6027); Etat C, Titre VIII: Demande de disjonction du titre relatif au fonds forestier national, présentée par M. M. David (*Budgétisation d'un compte spécial du Trésor*) (p. 6033); AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 42-01: Subvention au laboratoire international de chimie analytique [31 décembre 1953] (p. 7223); Chap. 44-24: Propagande en faveur du vin (*Nécessité de reconduire le prix du vin fixé à 290 francs le*

degré hecto) (p. 7224); Chap. 60-12: Prêts d'équipement rural (*Prêts aux agriculteurs victimes des calamités agricoles*) (p. 7226); Emprunts et prêts de la Cuisse de crédit agricole (p. 7226); Art. 2: Investissements (*Résultats obtenus dans la campagne d'assainissement du marché de la viande, achats de l'intendance et exportations*) (p. 7227, 7228). — Répond à une question: de M. Abelin relative au prix des aliments du bétail et des engrais [12 février 1954] (p. 267); — de M. Waldeck Rochet relative aux salaires des ouvriers agricoles [26 février 1954] (p. 575); — de M. Waldeck Rochet relative au prix des œufs [7 mai 1954] (p. 2216); — de M. Halbout relative à l'attribution aux fonctionnaires de prêts complémentaires à la construction [7 mai 1954] (p. 2216, 2217); — de M. Ramonet relative à l'embauchage du personnel civil aux bases de la Martinerie-Déols [7 mai 1954] (p. 2217). — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (Séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843). — Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954, Art. 13: Amendement de M. Lalle (*Baisse de 15 0/0 du matériel agricole par voie de subvention budgétaire versée aux fabricants de matériel agricole*) [30 juillet 1954] (p. 3757); — du projet de loi relatif aux prestations viniques: *Discussion générale* (*Assainissement qualitatif et quantitatif, prise en charge de l'alcool par l'Etat, possibilités de transfert d'alcool, diminution du vignoble par la reconversion et le choix de l'encépagement, déblocage de la prochaine récolte*) [3 août 1954] (p. 3811, 3812); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux): *Discussion générale* (*Interdiction de certaines exportations de céréales secondaires*) [5 août 1954] (p. 3894, 3895). — Répond à une question: de M. Barthélemy relative aux inondations causées par le Doubs et la Saône [6 août 1954] (p. 3908); — de M. Robert Laurens, relative à l'organisation de marchés agricoles [6 août 1954] (p. 3908); — de M. Bricout, relative au préjudice causé aux

apiculteurs par les traitements insecticides [5 novembre 1954] (p. 4777) ; — de M. Rosenblatt, relative au reclassement des agents techniques et des chefs de district des eaux et forêts [5 novembre 1954] (p. 4778) ; — de M. Paquet, relative à la situation des géomètres remembreurs [5 novembre 1954] (p. 4778) ; — de M. Montalat, relative aux achats de viande, de fruits et de légumes à l'étranger [19 novembre 1954] (p. 5205) ; — de M. Gravoille, relative aux opérations de remembrement dans la commune de Fégréac [19 novembre 1954] (p. 5206, 5207). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Crédits d'équipement* [24 novembre 1954] (p. 5395) ; *Baisse sur le prix du matériel agricole, enquête agricole, fonds d'adduction d'eau, deuxième plan de modernisation et d'équipement* [25 novembre 1954] (p. 5425, 5426) ; *Demande de disjonction de M. Laborbe relative à la création d'une direction de l'enseignement au Ministère de l'Agriculture* (p. 5427) ; *Amendement de M. Pelleray (Report de la date d'exigibilité des impôts pour les agriculteurs)* (p. 5428) ; Chap. 31-23 : *Réforme de l'enseignement vétérinaire* (p. 5431) ; Chap. 31-24 : *Amendement de M. Hénault (Lutte contre la tuberculose bovine)* (p. 5432) ; Chap. 31-31 : *Demande de disjonction de M. Laborbe (Situation du personnel administratif des directions des services agricoles, création de postes de conseillers agricoles)* (p. 5438, 5439) ; *Amendement de M. Rincent (Création de postes d'ingénieurs agricoles)* (p. 5441) ; Chap. 31-37 : *Etablissements de l'enseignement agricole (Demande de disjonction de M. Gabriel Paul)* (p. 5443) ; Chap. 31-37 : *Amendement de M. Rincent (Crédits nécessaires aux intérimaires)* (p. 5444) ; Chap. 31-61 : *Service de la répression des fraudes* [26 novembre 1954] (p. 5469) ; Chap. 31-71 : *Direction générale du génie rural et de l'hydraulique agricole (Demande de disjonction de M. Boscardy-Monsservin)* (p. 5472) ; Chap. 31-81 : *Direction générale des eaux et forêts (Demande de disjonction de M. Briot)* (p. 5475) ; Chap. 34-01 : *Amendement de M. Thomas (Contacts entre l'administration centrale, les services des départements métropolitains et les départements d'outre-mer)* (p. 5476) ; Chap. 34-02 : *Liquidation des anciens services du ravitaillement* (p. 5476) ; Chap. 34-03 : *Frais d'établissement*

d'enquêtes statistiques (Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Billat) (p. 5477) ; Chap. 34-24 : *Services sanitaires et laboratoires vétérinaires* (p. 5478) ; Chap. 34-34 : *Production chanvrière* (p. 5479) ; *Amendement de M. Gauthier (Pertes subies par les apiculteurs à la suite des traitements anti-parasitaires)* (p. 5479) ; Chap. 34-35 : *Services de la protection des végétaux* (p. 5480) ; Chap. 34-38 : *Amendement de M. Fourvel (Création d'une école régionale d'agriculture dans le Puy-de-Dôme à Marmillat)* (p. 5481) ; Chap. 34-72 : *Amendement de M. de Villeneuve (Envoi d'un ingénieur de génie rural à la Réunion)* (p. 5482) ; Chap. 34-95 : *Amendement de M. Boscardy-Monsservin (Frais de représentation des chargés de mission à l'étranger)* (p. 5483) ; Etat A, Chap. 36-23 : *Amendement de M. Florand (Fonds d'assainissement du marché de la viande)* [26 novembre 1954] (p. 5490) ; Chap. 42-01 : *Importation de fruits et légumes, accords internationaux sur le blé et le sucre* (p. 5491) ; Chap. 43-33 : *Dotation de l'enseignement agricole* (p. 5493) ; Chap. 44-11 : *Concours général agricole, demande de disjonction de M. Pelleray* (p. 5495) ; *Accepte de rétablir le chapitre 44-21 relatif à la vulgarisation* (p. 5496) ; Chap. 44-22 : *Encouragement à l'extension du contrôle laitier, demande de disjonction de M. Pelleray* (p. 5497) ; Chap. 44-24 : *Propagande à l'étranger en faveur du vin* (p. 5500) ; Chap. 44-29 : *Encouragement à l'industrie chevaline et mulassière* (p. 5502) ; Chap. 44-34 : *Cas des blés bretons* (p. 5503) ; Chap. 44-71 : *Dégrèvement des carburants agricoles* (p. 5504, 5505) ; Chap. 46-52 : *Remboursement à la caisse de crédit agricole, demande de disjonction de M. Boscardy-Monsservin* (p. 5508, 5509) ; Etat B, Chap. 51-60 : *Grands travaux hydrauliques et d'équipement agricole, demande de disjonction présentée par M. Lambert* (p. 5511) ; Chap. 51-72 : *Mise en valeur des Landes de Gascogne* (p. 5512) ; Chap. 61-30 : *Subventions aux agriculteurs pour l'amélioration des techniques de production, amendements calcaires* (p. 5513) ; Chap. 61-70 : *Remembrement* (p. 5514) ; Chap. 61-72 : *Habitat rural, demande de disjonction de M. Boscardy-Monsservin* (p. 5516) ; Chap. 60-11 : *Prêts pour la modernisation de l'agriculture* (p. 5517) ; Etat C : *Construction d'abattoirs* (p. 5518) ; Chap. 84-21 : *Amendement de M. Golvan (Création d'un fonds spécial pour la protection du cheptel)* (p. 5520) ; Etat B, Chap. 83-24 :

Organisation du marché du blé, betteraviers, prestations vitiques, fonds d'assainissement du marché des produits laitiers, marché de la viande, pommes de terre de semence (p. 5523 et suiv.) ; Chap. 84-24 : *Amendement de M. Tourné (Exportation de vins)* (p. 5426) ; Chap. 84-28 : *Assainissement du marché du lait et des produits laitiers* (p. 5528) ; Chap. 84-71 : *Baisse de 15 0/0 sur le prix des matériels agricoles* (p. 5530) ; Art. 5 : *Prêts aux agriculteurs migrants* (p. 5532) ; Etat A, Chap. 31-81 : *Entretien et réfection des maisons forestières* (p. 5535) ; Etat B, Chap. 61-60 : *Aménagement des grandes régions agricoles* (p. 5536) ; *Réparation des dommages causés par les inondations dans l'Aveyron* (p. 5538) ; Etat A, Chap. 44-22 : *Tolérance de l'acide borique dans les beurres fermiers* (p. 5542). — Répond à une question de M. Waldeck Rochet relative au prix du blé et du pain [31 décembre 1954] (p. 7053). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 : *La betterave* [27 janvier 1955] (p. 320) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. Liautey (Droits acquis des bouilleurs de cru ouvriers et retraités)* (p. 321, 322) ; Chap. 43-31 : *Amendement de M. Gabriel Paul (Bourses aux écoles supérieures privées)* (p. 323) ; Etat B, Chap. 61-60 : *Équipement des primeuristes ; inondations ; irrigation des coteaux de Gascogne* (p. 326, 327) ; *Équipement des coopératives viticoles* (p. 327) ; Art. 7 bis : *Fonds pour le développement des adductions d'eau et programme conditionnel* (p. 329, 330) ; Art. 11 bis : *Marché viticole* (p. 334) ; Articles additionnels : *Prêts aux jeunes ruraux* (p. 335) ; de ce projet de loi en troisième lecture : *Réunion de la Commission de l'agriculture* [1^{er} février 1955] (p. 576) ; Etat B, Chap. 61-60 : *Aménagements agricoles régionaux ; Bas-Rhône-Languedoc ; incidents de Lille* (p. 579, 580). — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955) (p. 2072).

HOUPOUET-BOIGNY (M. Félix), *Député de la Côte d'Ivoire (App. U. D. S. R.)*.

Son élection est validée [24 août 1951] (p. 6508). = Est nommé membre de la Com-

mission de l'éducation nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**).

Interventions :

Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pleven) : *Ses observations sur la rupture du Rassemblement démocratique africain avec les communistes, le programme de Bamako, l'aide aux écoles libres* [8 août 1951] (p. 6266, 6267) ; — à la discussion du rapport sur les élections de la Côte d'Ivoire : *Discussion générale* [24 août 1951] (p. 6495, 6496, 6497, 6498, 6499, 6500, 6501) ; — à la discussion d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer : *Ses explications de vote* [13 août 1954] (p. 4177).

HUEL (M. Robert), *Député de la Haute-Marne (A. R. S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [15 novembre 1954] (**F. n° 442**) ; membre de la Commission des pensions [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**), [15 mars 1955] (**F. n° 508**) ; membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 18 décembre 1951, une proposition de loi tendant à sauvegarder les droits qu'ils tiennent de leur emploi civil, des fonctionnaires, agents des services publics, employés et ouvriers des entreprises nationalisées, qui souscrivent un engagement ou un rengagement dans l'armée, **n° 2059**. — Le 19 décembre 1951, une proposition de loi tendant à la protection des appellations d'origine en matière de fromage, **n° 2092**. — Le 19 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 53 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, **n° 2095**. — Le 22 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement, à l'occasion

du centenaire de la médaille militaire, à faire appliquer l'article 12 du décret du 22 janvier 1852, prévoyant qu'un château national servira de maison d'éducation aux jeunes filles ou orphelines indigentes des familles dont les chefs ont obtenu ladite médaille, n° 2436. — Le 25 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à classer fiscalement les osiériculteurs vanniers exploitants agricoles et non artisans, n° 4862. — Le 24 février 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 52-833 du 18 juillet 1952 en étendant aux anciens combattants de la 1^{re} armée française et de la 2^e D. B. le bénéfice de toutes les dispositions relatives aux combattants, n° 5651. — Le 20 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 5183) relatif à l'entrée en compte, dans les pensions de retraite, de certains services militaires accomplis au cours des années 1938 et 1939 par les militaires de réserve, n° 5942. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 5379) de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux veuves de guerre non remariées un voyage annuel gratuit ou à prix réduit pour accompagner leurs enfants en vacances, n° 5943. — Le 19 mai 1953, une proposition de loi tendant à permettre aux personnes ayant élevé trois enfants ou plus d'avancer l'âge de leur retraite, n° 6201.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les incidents sanglants de Chaumont le 28 avril et la répression des Nord-Africains par la Garde républicaine [6 octobre 1953] (p. 4013, 4014). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955 ; Etat A, Chap. 46-51 : *Son amendement indicatif (Reclassement des anciens combattants du corps expéditionnaire d'Indochine)* [11 mars 1955] (p. 1349) ; — en troisième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 ; Art. 33 : *Son amendement (Taux des redevances des mines au profit des budgets communaux)* [18 mai 1955] (p. 2890) ; — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Équipement des petites exploitations agricoles* [18 mai 1955] (p. 2901).

HUGUES (M. André), *Député de la Seine* (3^e circonscription) (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé : Secrétaire de la Commission des affaires économiques [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343) ; membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; membre de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; par la Sous-Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [21 septembre 1951] (F. n° 46), [30 janvier 1953] (F. n° 226), [19 mars 1954] (F. n° 366), [31 janvier 1955] (F. n° 490). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie : de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263) ; de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (F. n° 391), [1^{er} février 1955] (F. n° 491). — Est nommé par la Commission des affaires économiques membre de la Commission interparlementaire chargée d'étudier la simplification des formalités de frontières [17 mars 1955] (F. n° 510).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à nommer dans toutes les mairies de Paris, comme maires et maires-adjoints, des femmes qualifiées au fur et à mesure des vacances qui s'y produiraient, n° 64. — Le 9 août 1951, une proposition de loi tendant à l'allègement et à la simplification du régime fiscal des successions et des donations, n° 629. — Le 22 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures susceptibles de faire baisser efficacement les cours de la viande, n° 780. — Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à normaliser et à moraliser les élections partielles

des députés par la modification de certaines dispositions des lois n° 46-2151 du 5 octobre 1946 et n° 51-519 du 9 mai 1951, n° 813. — Le 23 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement normal, à Paris, du Bureau international permanent de chimie analytique pour les matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux, n° 820. — Le 30 août 1952, une proposition de loi tendant à réglementer l'exercice de la profession d'installateur électricien, n° 915. — Le 30 août 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 66) de M. Taillade portant statut des professions d'agent immobilier, de mandataire en vente de fonds de commerce et de négociant en biens, n° 924. — Le 28 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir l'exploitation des houillères de Ronchamp en Haute-Saône, n° 2267. — Le 28 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2191) portant ratification de l'Accord franco-cubain du 17 janvier 1951 sur la propriété industrielle, n° 3098. — Le 24 juin 1952, une proposition de loi portant réglementation de la profession d'importateur en produits alimentaires, n° 3788. — Le 27 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1622) autorisant le Président de la République à ratifier un échange de lettres intervenu le 25 mai 1951 entre les Présidents des délégations française et italienne à la Commission mixte prévue par l'accord franco-italien du 19 mai 1948 relativement à l'application de l'article 7 de cet accord, n° 3875. — Le 27 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2175) portant ratification de l'accord franco-italien du 21 décembre 1950 relatif aux marques de fabrique, n° 3877. — Le 3 mars 1953, une proposition de loi tendant à dégager la responsabilité des commerçants en ce qui concerne les sommes reçues de leur clientèle à titre d'avance sur le prix d'un produit fabriqué à livrer lorsque ces sommes ont été transmises par leurs soins au fabricant ou au distributeur de ce produit, n° 5745. — Le 17 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques

sur le projet de loi (n° 5728) portant modification des lois nos 51-671, 51-673, et 51-674 du 24 mai 1951 relatives à la répartition des indemnités accordées par les Etats tchécoslovaque, polonais et hongrois à certains intérêts français, n° 5902. — Le 27 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer à l'étranger des attachés industriels et techniques, n° 6254. — Le 3 juin 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 66) de M. Taillade portant statut des professions d'agent immobilier, de mandataire en vente de fonds de commerce et de négociant en biens, n° 6278. — Le 6 octobre 1953, une propositions de loi tendant à organiser la lutte contre le bruit, n° 6818. — Le 9 février 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis (n° 6860) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 5728) adopté par l'Assemblée Nationale portant modification des lois nos 51-671, 51-673 et 51-674 du 24 mai 1951 relatives à la répartition des indemnités accordées par les Etats tchécoslovaque, polonais et hongrois à certains intérêts français, n° 7702. — Le 16 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne modifier le taux de libération des échanges qu'en fonction de l'amélioration de la conjoncture dans chaque secteur industriel, commercial et agricole français, n° 8037. — Le 17 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 4400) portant approbation de la Convention de voisinage et d'assistance administrative mutuelle signée le 23 décembre 1951 entre la France et la Principauté de Monaco, n° 8679. Le 28 août 1954, une proposition de loi portant création d'une Académie nationale des sciences sociales, n° 9235. — Le 17 décembre 1954, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 9658) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord sur la Sarre conclu le 23 octobre 1954 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne, n° 9744. — Le 17 décembre 1954, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 9432) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° le Protocole modifiant et complétant le Traité de

Bruxelles signé à Paris le 23 octobre 1954 et les protocoles rattachés relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'agence de contrôle des armements; 2° le Protocole d'accession de la République fédérale d'Allemagne au Traité de l'Atlantique Nord signé à Paris le 23 octobre 1954; 3° le Protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la République fédérale d'Allemagne signé à Paris le 23 octobre 1954 et ses cinq annexes, protocole mettant en vigueur, compte tenu de certains amendements, la Convention sur les relations entre les trois Puissances et la République fédérale, les conventions rattachées et les lettres annexes signées à Bonn le 26 mai 1952; 4° la Convention relative à la présence des troupes étrangères sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne signée à Paris le 23 octobre 1954, n° 9745. — Le 18 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis (n° 7869) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 6 de la loi du 8 octobre 1919 établissant une carte d'identité professionnelle à l'usage des voyageurs et des représentants de commerce, n° 10453. — Le 21 juin 1955, un rapport d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte, créée en exécution de l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par la loi n° 47-1213 du 3 juillet 1947 et par l'article 28 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953 et par l'article 23 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1945, Electricité de France, n° 10942. — Le 30 juin 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 8877) de M. Ramonet et plusieurs de ses collègues tendant à la réorganisation des services du commerce extérieur, n° 11078. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi relative à la location-gérance des fonds de commerce, n° 11523. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à la nomination à la classe exceptionnelle de leur corps des adjoints techniques de 1^{re} classe, anciens premiers commis principaux des services techniques de la préfecture de la Seine, n° 11524. — Le 9 novembre 1955, une proposition de loi tendant : 1° à

interdire aux jeunes gens de moins de 18 ans l'emploi de « scooters » et autres engins à deux roues pouvant circuler à plus de 35 kilomètres à l'heure; 2° à exiger pour les jeunes gens de 18 à 21 ans une licence de circulation pouvant être retirée à la suite de fautes graves ou imprudences répétées, n° 11839. — Le 9 novembre 1955, une proposition de loi tendant à limiter le nombre des magasins du type « prisunic » et à établir l'égalité des charges avec le petit et moyen commerce, n° 11845.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi modifiant l'article 1590 du Code civil (pratique des arrhes), amendée par le Conseil de la République : *Sa demande de promulgation d'urgence* [5 décembre 1951] (p. 8806); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1955; Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à détaxer les sociétés recherchant ou exploitant des gisements minéraux* [21 décembre 1952] (p. 6879); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 22 O : *Son amendement (Aménagement de la fiscalité concernant les produits textiles et vestimentaires de large consommation)* [29 mars 1954] (p. 1397); *Son amendement (Détaxation des produits agricoles et des produits de la pêche)* (p. 1398); Art. 22 P : *Son amendement (Mesures destinées à éviter l'augmentation du prix des textiles et des cuirs)* (p. 1400); — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, Art. 3 : *Son amendement (Protection des petits journaux et partage des biens entre les entreprises utilisatrices)* [7 mai 1954] (p. 2221); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, Art. 3 : *Son amendement (Partage des biens selon l'importance des journaux)* [20 juillet 1954] (p. 3449, 3450); *Déplacement et regroupement des entreprises de presse, droits d'une nouvelle entreprise de presse constituée par un ancien déporté* (p. 3450); — d'une proposition de loi relative aux annonces judiciaires et légales, Art. 2 : *Son amendement (Application de la loi aux journaux d'information judiciaire)* [20 juillet 1954] (p. 3462); Art. 3 : *Son amendement (Fixation du prix de la ligne d'annonces par le préfet)* (p. 3465); *Son amendement (Taux maximum des remises accordées aux intermé-*

dières qualifiés) (p. 3466) ; le retire (ibid.) ; — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : Art. 5 bis : *Son amendement (Substitution d'une taxe de 6 0/0 sur les plus-values provenant de la cession des parts sociales à l'impôt sur les revenus)* [18 mai 1954] (p. 2480, 2481) ; *Son article additionnel (Aménagements fiscaux relatifs au régime des transports internationaux de voyageurs et de marchandises destinées à l'exportation ; situation des ports français)* [29 juin 1954] (p. 3152, 3153) ; *Article additionnel de M. Dorey (Régime fiscal des transports internationaux ; transport des marchandises destinées à l'exportation)* [6 juillet 1954] (p. 3208) ; — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques : Avis favorable rapporté au nom de la Commission (10 voix contre 7 et 17 abstentions) ; Europe « à l'heure anglaise » (après rejet de la C. E. D.) ; Rejet du supra-national, sauf en matière militaire, persistance en tous autres points d'un « nationalisme anachronique », perspectives encourageantes pendant ouvertes (Discours de Nevers), et « point de départ » acceptable* [20 décembre 1954] (p. 6658 à 6660) ; *Incident touchant son rôle dans l'affaire Baranès* (p. 6659) ; — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à la carte d'identité professionnelle des voyageurs et représentants de commerce en qualité de *Rapporteur* [22 mars 1955] (p. 1833) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du plan. I. CHARGES COMMUNES, Art. 26 ter : *Son amendement (Nomination de certains secrétaires d'administration dans le corps des attachés d'administration)* [1^{er} avril 1955] (p. 2328) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la location-gérance des fonds de commerce, Art. 6 : *Son amendement (Cas des personnes physiques ou morales donnant des locations-géranes pour assurer l'écoulement des produits de leur marque)* [25 octobre 1955] (p. 5240). — Dépose une demande d'interpellation sur les marges bénéficiaires du commerce des fruits et légumes et l'investissement de fonds prévu pour maintenir le privilège des halles [16 novembre 1955] (p. 5735, 5736). = S'excuse de son absence [12 juin 1954] (p. 2971). = Obtient un congé [12 juin 1954] (p. 2971).

HUGUES (M. Emile), *Député des Alpes-Maritimes (R. R. S.)*.

Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques.

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil chargé de l'Information

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953,

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil chargé de l'Information

(Cabinet LANIEL)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

Ministre de la Justice, Garde des Sceaux

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 juin 1954 au 3 septembre 1954.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5964). = Est nommé : *Secrétaire de la Commission des finances* [19 juillet 1951] (**F. n° 7**) ; Est nommé membre : de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [27 mai 1952] (**F. n° 138**) ; de la Commission des affaires économiques [16 février 1952] (**F. n° 106**) ; de la Commission de la presse [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [8 mars 1955] (**F. n° 504**) ; Est nommé membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (**F. n° 138**).

Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel de deux cents millions de francs aux agriculteurs, horticulteurs et pépiniéristes de la région de Grasse-Antibes, victimes d'une tornade dans la journée du 15 juillet 1951, **n° 265**. — Le 27 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à modifier pour la Commission des finances les dispositions de l'article 15 du Règlement de l'Assemblée Nationale relatives à la suppléance dans les commissions, **n° 359**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à rendre

applicables à l'Algérie et aux départements d'outre-mer les dispositions de la loi du 8 décembre 1950, modifiant les articles 971, 972, 973, 974, 976, 977, 979, 980 et 1007 du Code civil (dispositions testamentaires) et l'article 20 de la loi du 25 ventose, an XI, contenant organisation du notariat, n° 399. — Le 9 août 1951, une proposition de loi tendant à réaliser certains aménagements fiscaux en vue d'encourager la construction, n° 628. — Le 5 février 1952, une proposition de loi ayant pour but de réprimer le travail clandestin appelé communément travail noir, n° 2506. — Le 27 mars 1952, une proposition de loi tendant à préciser le droit à revision pour les victimes d'erreurs judiciaires commises par les juridictions dites d'exception, n° 3080. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 36, paragraphe I, premier alinéa de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, n° 3441. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à rétablir les dispositions de la loi du 5 avril 1884 en matière d'élections municipales, n° 3487. — Le 13 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier le Code du vin institué par décret du 1^{er} septembre 1936, n° 3667. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à accorder une pension militaire de décès ou d'invalidité aux naturalisés français devenus invalides en combattant dans une armée alliée avant d'avoir acquis la nationalité française, n° 4140. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à autoriser le Gouvernement à suspendre l'application des droits de douane, sous condition de réciprocité, à l'occasion de certaines importations compensées de produits ou de matériels industriels en provenance de pays de l'O.E.C.E., n° 4169. — Le 23 octobre 1952, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions de l'article 62 du Code des pensions civiles et militaires de retraite en ce qui concerne le remariage des veuves ayant droit à pension, n° 4464. — Le 25 février 1954, un projet de loi modifiant la composition du Conseil d'Administration de la Société Nationale des Entreprises de Presse, n° 7881. — Le 8 juin 1954, un projet de loi tendant à modifier l'article 29 j du Livre 1^{er} du Code du travail et à insérer audit Livre un article 99 d, n° 8595. —

Le 27 juillet 1954, un projet de loi relatif à l'organisation du notariat dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 8971. — Le 27 juillet 1954, un projet de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 29 juin 1942 relative à la discipline de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire, n° 8973. — Le 27 juillet 1954, un projet de loi tendant à proroger jusqu'au 30 novembre 1954 les dispositions de la loi n° 48-1138 du 19 juillet 1948, fixant pour une période de cinq ans, à dater du 1^{er} juin 1948, les contingents de décorations sans traitement attribués aux administrations publiques, n° 8974. — Le 10 août 1954, un projet de loi modifiant les articles 28, 29 et 36 du Code pénal, n° 9114. — Le 26 août 1954, un projet de loi modifiant l'article 14 de la loi du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse, n° 9192. — Le 26 août 1954, un projet de loi complétant le Code pénal par un article 186 bis, n° 9216. — Le 26 août 1954, un projet de loi modifiant certaines dispositions relatives à la fixation des audiences, à la répartition des magistrats dans les chambres des cours d'appel et des tribunaux de première instance, et à la représentation devant les justices de paix, n° 9219. — Le 23 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 18 bis de la loi n° 51-519 du 9 mai 1951 modifiant la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 10494. — Le 11 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux journaux d'entreprise le bénéfice de l'article 90 de la loi de finances du 16 avril 1930, n° 11178. — Le 11 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 relative aux pensions civiles et militaires, n° 11179. — Le 18 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier et compléter les dispositions de l'article 5 de la loi du 7 mars 1925 créant les sociétés à responsabilité limitée, n° 11617. — Le 25 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 du décret n° 55-469 du 30 avril 1955 relatif aux taxes sur les appareils automatiques installés dans les lieux publics, n° 11689.

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport sur les élections du département de Seine-Inférieure

(1^{re} circonscription) : *Motion de M. Lussy tendant à invalider les députés proclamés élus et à valider MM. Lecanuet, Detœuf et Heuillard* [26 juillet 1951] (p. 6072, 6073). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Finances et aux Affaires économiques* (cabinet Pleven) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale ; Art. 2 : *Amendement de M. Degoutte tendant à réduire de 0,5 0/0 à 0,3 0/0 la pénalité sur les cotisations arriérées* [29 août 1951] (p. 6602) ; Art. 12 : *Financement de la sécurité sociale des étudiants* [30 août 1951] (p. 6627) ; Art. 13 : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à prévoir une subvention de 512 millions pour la sécurité sociale des étudiants* (p. 6629). — Répond à une question : de M. Minjoz relative à l'effectif du personnel de la Caisse des dépôts et consignations [21 septembre 1951] (p. 7575) ; — de M. Defos du Rau relative à la fixation du prix du sucre [16 novembre 1951] (p. 8146). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952, *AFFAIRES ÉCONOMIQUES* ; Chap. 1000 : *Discussion générale (Politique économique du Gouvernement)* [5 décembre 1951] (p. 8827, 8828) ; Chap. 1020 : *Amendement de Mme Estachy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités diverses (Heures supplémentaires)* (p. 8830) ; Chap. 1060 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel du contrôle économique (Insuffisance du contrôle)* (p. 8832) ; Chap. 1080 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national de la statistique (Réforme du statut des auxiliaires)* (p. 8833) ; *Amendement de Mme Estachy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national de la statistique (Insuffisance des recensements économiques)* (p. 8834) ; Chap. 3030 : *Amendement de M. Charret tendant à supprimer les crédits pour les frais d'installation de l'appartement du Ministre quai Branly* (p. 8834) ; Chap. 4010 : *Amendement de Mme Estachy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Œuvres sociales du Ministère, sociétés de secours mutuels)* (p. 8836, 8837) ; Chap.

5010 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'Institut national de la statistique* [11 décembre 1951] (p. 8988) ; Chap. 5020 : *Amendement de M. Bergasse tendant à rétablir partiellement les crédits pour l'association pour l'accroissement de la productivité* (p. 8991, 8992) ; Chap. 5050 : *Demande de disjonction du chapitre subventionnant les restaurants sociaux, présentée par M. Jarrosson* [12 décembre 1951] (p. 9055) ; Chap. 3030 : *Amendement de M. Charret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'administration centrale (Appartement du Ministre quai Branly)* (p. 9056) ; Chap. 3080 : *Institut national de la statistique* (p. 9056, 9057). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Finances* [7 janvier 1952] (Séance du 17 janvier 1952, p. 251). — Cesse d'expédier les affaires courantes [20 janvier 1952] (*J.O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Sa demande de suspension de séance* [25 février 1952] (p. 874) ; — du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : *Discussion générale (Ses observations sur la réforme fiscale, le déficit de la balance commerciale, l'insuffisance des exportations)* [5 décembre 1952] (p. 6026, 6027) ; Art. 38 : *Taxation des artisans* [11 décembre 1952] (p. 6164) ; Art. 46 : *Taxe proportionnelle sur les tantièmes, jetons de présence et rémunérations des membres des conseils d'administration* (p. 6170) ; Art. 51 : *Déductions accordées pour frais professionnels à certaines catégories de contribuables* (p. 6190) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à détaxer les sociétés et entreprises recherchant ou exploitant des gisements d'hydrocarbures* [21 décembre 1952] (p. 6878) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance de la production d'énergie en France, les investissements d'E. D. F., les économies d'énergie à réaliser* [18 décembre 1952] (p. 6556 et suiv.). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de l'Information* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du projet d'am-*

nistie le 24 février [3 février 1953] (p. 841); Discussion du projet d'aide au cinéma (p. 842); Discussion le mardi 24 février de propositions de loi déposées par le groupe communiste (p. 842); Discussion du projet d'aide au cinéma le 6 février (p. 843); Discussion de la proposition de loi relative au rachat des cotisations d'assurance vieillesse par les cadres (p. 843); Débat sur l'augmentation des allocations aux vieux travailleurs et aux chômeurs [17 février 1953] (p. 1073); Reprise du débat sur l'amnistie (p. 1074). — Répond à une question : de M. Dronne relative aux périodes d'exercice des réservistes agriculteurs [20 février 1953] (p. 1234, 1235); — de M. Pinvidic relative à l'importation des chevaux de boucherie [20 février 1953] (p. 1235). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la représentation des entreprises de presse; Article unique : Amendement de M. M. Dupuy tendant à prévoir une représentation de chaque tendance et de chaque catégorie [20 février 1953] (p. 1236); Amendement de M. Coudert tendant à représenter les deux rameaux de la Fédération nationale de la presse (p. 1237); Amendement de M. Gosset tendant à prévoir par décret des critères pour la valeur représentative des organisations professionnelles (p. 1237); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 2 : Etablissement de la valeur représentative des organisations professionnelles [27 mars 1953] (p. 2513). — Est entendu sur l'ordre du jour : Tenue d'une séance supplémentaire pour le vote de la loi d'aide au cinéma [24 février 1953] (p. 1285, 1286). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique; Art. 31 : Amendement de M. Taillade tendant à fixer à 4 0/00 le taux de la subvention pour la presse filmée [27 février 1953] (p. 1479, 1480); Art. 31 : Amendement de M. Corniglion-Molinier relatif aux modalités de la répartition des fonds entre les éditeurs de journaux filmés (p. 1480, 1481); Amendement de M. Grenier tendant à favoriser les journaux filmés tournés par des équipes françaises (p. 1481); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 31 : Subventions à la presse filmée limitées à deux années; amendement de M. de Léotard tendant à reprendre le texte voté par le Conseil de la République maintenant les subventions jusqu'à promulgation du statut de la presse filmée (Cherté

de la pellicule, réorganisation nécessaire de la presse filmée dans le cadre du futur statut; subventions nécessaires jusque-là) [24 juillet 1953] (p. 3897, 3898); Pas de censure pour la presse filmée (ibid.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Ratification du traité de la Communauté européenne de défense [3 mars 1953] (p. 1558); Amendement de M. Barthélemy tendant à discuter des rapports sur les prestations familiales, la prime de fin d'année aux employés des P.T.T., l'allocation aux vieux travailleurs, les permissions aux soldats du contingent, la législation électorale dans les départements d'outre-mer, la retraite des auxiliaires des administrations publiques (p. 1558); Amendement de M. Isorni tendant à achever le débat sur l'amnistie le 5 mars (p. 1560); Amendement de M. Ribère tendant à discuter d'un refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne (p. 1561); Débat sur le problème du logement (p. 1561); Suppression des séances du 19 mars [10 mars 1953] (p. 1729); Discussion du rapport sur le statut des internés et déportés de la Résistance (p. 1729); Amendement de M. Coutant relatif aux indemnités de chômage, à la majoration des allocations aux vieux travailleurs, des allocations familiales à l'embauchage et au licenciement [17 mars 1953] (p. 1964, 1967); [18 mars 1953] (p. 2017). — Répond à une question de M. Dronne relative au taux d'agio des banques d'affaires [20 mars 1953] (p. 2095, 2096). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : Examen en deuxième lecture des projets relatifs à la construction [24 mars 1953] (p. 2233); — sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation sur les enfants Finaly : Sa demande de renvoi à la suite [24 mars 1953] (p. 2234); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : Ses observations sur la priorité à donner à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier [19 mai 1953] (p. 2779); Ses observations sur les amendements tendant à discuter les rapports sur les revendications des travailleurs de l'Etat, les allocations familiales les allocations aux vieux travailleurs, les allocations de chômage (p. 2780, 2781). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de l'Information [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (J.O. du 28 juin 1953) (p. 5770); — Est nommé Secrétaire d'Etat à

la Présidence du Conseil, chargé de l'Information (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953) (p. 5770).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Etat A, Chap. 41-03 : *Frais de transport des journaux par la S. N. C. F.* [4 novembre 1953] (p. 4824) ; Chap. 41-01 : *Subventions à l'A. F. P. (Licenciements réalisés, augmentations de traitements envisagées, règlement intérieur à l'étude)* [6 novembre 1953] (p. 4953) ; **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION :** *Motion préjudicielle de M. Cagne tendant à surseoir à la discussion et à rapporter la hausse de la redevance des postes récepteurs (Nécessité de développer la télévision française en créant des stations d'émission, en abaissant le coût de construction des postes récepteurs, en facilitant la création d'une industrie exportatrice)* [14 novembre 1953] (p. 5127 et suiv.) ; *Motion préjudicielle de M. Desson tendant à surseoir au débat et à réclamer la suppression de la majoration de la redevance téléphonique (Modes possibles du financement de la télévision, excédents des charges d'équipement, la publicité radiophonique, l'augmentation de la taxe radiophonique, le lancement d'un emprunt)* (p. 5138 et suiv.) ; *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Gosset* (p. 5143) ; Etat A, Chap. 1000 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Manque d'objectivité de la Radiodiffusion)* [8 décembre 1953] (p. 6302, 6303) ; Chap. 10-20 : *Amendement de M. M. Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (Traitements des agents techniques)* (p. 6304) ; Chap. 1030 : *Demande de réserver le chapitre relatif aux indemnités, présentée par M. Secrétain (Licenciement des choristes)* (p. 6305) ; Chap. 1040 : *Amendement de Mme Degrand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les artistes des émissions artistiques (Absence d'un statut des artistes)* (p. 6305, 6306) ; *Amendement de M. Lecanuet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Rajeunissement des chœurs)* (p. 6306) ; Chap. 1050 : *Amendements de MM. Desson et Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les cachets des émissions artistiques (Sort des stations régionales)* (p. 6306, 6307) ; Chap. 1060 : *Amendement de Mtn. Desson tendant*

à réduire de 1.000 francs les crédits pour les speakers (Reclassement des speakers) (p. 6308) ; Chap. 1070 : *Amendement de M. Desson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Suppression des « pigistes » permanents de la revue de presse)* (p. 6309) ; *Amendement de M. Vigier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Emissions pour l'étranger)* (p. 6310) ; Chap. 3020 : *Amendement de Mme Degrand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel artistique (Incendie du studio des Buttes-Chaumont)* (p. 6311) ; Chap. 3030 : *Amendement de M. Desson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des émissions d'information (Redevances pour les reportages sportifs)* (p. 6311) ; Chap. 6030 : *Amendement de M. Gaumont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour participation aux organismes d'outre-mer (Radiodiffusion à la Guyane)* (p. 6312) ; Art. 6 : *Financement du développement de l'infrastructure et des programmes de la télévision* (p. 6316 et suiv.) ; [9 décembre 1953] (p. 6330 et suiv.) ; *Demande de disjonction de l'article prévoyant le financement de la télévision grâce à la majoration de la taxe radiophonique, présentée par M. Cagne* (p. 6334, 6335) ; *Amendement de Mme Lefebvre tendant à porter à 1.500 francs la taxe radiophonique afin d'exonérer les vieillards pensionnés ou allocataires et ne payant pas de surtaxe progressive sur le revenu* (p. 6340, 6341) ; *Amendement de Mme Lefebvre tendant à porter à 1.475 francs le taux de la taxe radiophonique et à détaxer partiellement les vieillards pensionnés ne payant pas d'impôt sur le revenu* (p. 6341, 6342) ; *Discussion générale (Dépôt d'une lettre rectificative)* [14 décembre 1953] (p. 6783) ; Art. 6 : *Equipement de la télévision (Nécessité du financement)* (p. 6790, 6791) ; *Sous-amendement de M. Lanet tendant à créer un fonds spécial de la télévision alimenté par une taxe sur les bouilleurs de cru* (p. 6790) ; *Retrait de la deuxième lettre rectificative* (p. 6791) ; Etat A, Chap. 3060 : *Amendement de M. Desson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les droits d'auteur (Création d'œuvres inédites)* (p. 6792) ; *Explications de vote sur l'ensemble (Plan d'équipement de la télévision)* (p. 6796). — Répond à une question : de Mme Francine Lefebvre relative à la politique de l'information radiodiffusée [11 décembre 1953] (p. 6484). — de M. Paquet relative à la Société Nationale des entreprises

de presse [26 février 1954] (p. 574). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution de biens d'entreprises de presse : *Discussion générale (Précarité de la situation de la nouvelle presse, nécessité pour la presse de moderniser et de renouveler son matériel)* [7 mai 1954] (p. 2197 et suiv.); *Motion préjudicielle de Mme François (Communication de la liste des grâces accordées par le Président de la République)* (p. 2202); *Art. 3 : Amendement de M. Lecannet (Attribution de l'ensemble des biens utilisés à une seule entreprise)* (2222, 2223); *Art. 4 : Amendement de M. Denais (Gestion de la S. N. E. P., attribution sous forme de vente sous conditions suspensives)* (p. 2227); *Art. 10 : Amendement de M. Boubien (Fixation du prix des biens attribués d'après la valeur vénale de liquidation; définition de la valeur vénale)* [11 mai 1954] (p. 2301); *Amendement de M. Minjot (Calcul du prix d'acquisition des immeubles attribués)* (2303); *Amendements de Mme François (Interdiction du paiement des biens attribués en action; échelonnement des annuités de paiement)* (p. 2304); *Art. 12 : Amendement de M. Isorni (Secteur public d'impression, biens confisqués)* (p. 2308); *Amendement de M. Boubien (Existence d'un secteur public d'impression rentable)* (p. 2309); *Amendement de M. Lecannet (Avis conforme de la Commission de répartition pour l'attribution des biens du secteur public d'impression)* (p. 2309); *Amendement de M. Manceau (Principe de la liberté de la presse, contrats de location de la S. N. E. P.)* (p. 2310); *Art. 11 : Amendement de M. Boubien (Décision sur les biens non acquis par un journal de la Résistance remis au Conseil d'administration de la S. N. E. P.)* [20 mai 1954] (p. 2538); *Oppose l'article 48 du règlement à l'amendement de M. M. Grimaud (Elévation au coefficient 500 pour la liquidation des droits)* (p. 2547); *Art. 24 : Amendement de M. Delbez (Décrets ou arrêtés ayant fait l'objet d'un recours contentieux)* (p. 2549); *Art. 30 : Amendement de Mme Germaine François (Modification du rôle du Conseil supérieur des entreprises de presse)* (p. 2553); *Amendement de MM. Guérard et Patinaud (Modification du Conseil supérieur des entreprises de presse)* (p. 2554); *Article additionnel de M. Bernard Manceau (Exclusion des entreprises de presse ayant constitué des trusts)* (p. 2556); *Eloge de M. de Moustier rapporteur* (p. 2560). En qualité de Ministre de la Jus-

tice, de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, *Art. 6 : Amendement de M. Patinaud tendant à supprimer les deux derniers alinéas de cet article; pré-répartition des biens de presse* [20 juillet 1954] (p. 3451); *Art. 10 : Amendement de M. de Léotard (super-arbitrage confié au président de la Cour d'appel)* (p. 3453); *Art. 27 : Utilisation du fonds provisionnel constitué pour permettre à chaque entreprise nouvelle de payer son équipement* (p. 3455, 3456); *Art. 31 : Abrogation de toutes dispositions contraires à celles de la présente loi* (p. 3457). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de l'Information (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843). — Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux locaux commerciaux industriels ou artisanaux détruits par faits de guerre : *Discussion générale (Indemnisation des commerçants locataires sinistrés qui ont perdu leur droit au bail; Textes d'application du 30 décembre 1953 et du 9 juin 1954)* [30 juin 1954] (p. 3189, 3190); *Art. 1^{er} : Amendement de M. Thiriet (Calcul de l'indemnité)* (p. 3190); *Montant de l'indemnité lorsque le locataire refuse de se substituer au propriétaire pour racheter l'indemnité et pour reconstituer le bien; Oppose l'article premier de la loi de finances* (p. 3191); *Art. 2 : Relogement des commerçants sinistrés* (p. 3192); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux expulsions et au relogement, *Art. 1^{er} : Amendement de M. Grimaud (Application des dispositions envisagées aux immeubles neufs; Principe de la liberté des conventions reconnu par la loi du 1^{er} septembre 1948 en ce qui concerne les immeubles neufs)* [8 juillet 1954] (p. 3351, 3352); — d'une proposition de loi concernant le relevé de forclusion relatif aux locaux commerciaux, industriels ou artisanaux [20 juillet 1954] (p. 3421, 3423); *Contre-projet de M. Minjot tendant à relever de la forclusion pendant un délai de trois mois les locataires et bailleurs déjà déclarés forclos par le décret du 30 septembre 1953* (p. 3424). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Déroulement des discussions*

prévues (Dévolution des biens de presse et légitimation des enfants adultérins) [20 juillet 1954] (p. 3432). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux annonces judiciaires et légales, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Secrétain (Unification des règles de publicité)* [20 juillet 1954] (p. 3461) ; Art. 2 : *Amendement de M. Gosset (Rôle et composition de la commission désignant les journaux susceptibles de recevoir les annonces)* (p. 3461) ; *Amendement de M. Secrétain (Inscription à la commission paritaire des papiers de presse)* (p. 3462) ; *Amendement de M. Secrétain (Tirage minimum exigé pour recevoir les annonces)* (p. 3463) ; — d'une proposition de loi relative à la réforme de la filiation : *Contre-projet de M. Budie tendant à supprimer le principe selon lequel les enfants adultérins ou incestueux ne peuvent être admis à démontrer leur filiation ; Caution de la Commission de réforme du Code civil, rôle du législateur ; Assimilation des enfants adultérins et incestueux aux enfants naturels simples* [27 juillet 1954] (p. 3629 et suiv.) ; Art. 1^{er} : *Etablissement du droit à aliments (Statut des enfants naturels, preuve d'une filiation, dangers de l'admission d'une liberté absolue de la preuve)* (p. 3633, 3634, 3642, 3643) ; Art. 2 : *Modification de l'article 340 du Code civil (Suppression des commencements de preuves par écrit, examen des sangs)* (p. 3644 et suiv.) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution [11 août 1954] (p. 4085). — Donne sa démission de *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (Cabinet Mendès-France)* [3 septembre 1954] (*J. O.* du 4 septembre 1954, p. 8550) (1).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Accroissement des dépenses d'assistance dans les budgets départementaux et communaux* [1^{er} décembre 1954] (p. 5652, 5653) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Discussion générale (Réforme fiscale, forfait, contrôle, taux de l'impôt, complexité du régime fiscal, système de la taxe à la valeur ajoutée appliquée à l'antimoine, fiscalité locale)* [19 mars 1955] (p. 1718 et suiv.) ; — du projet de loi accordant

au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Taxe sur les transactions, taxe locale additionnelle sur le chiffre d'affaires, taxe au détail ; Régime forfaitaire d'imposition, sur les bénéfices commerciaux, en matière de chiffre d'affaires ; La patente ; Produits comparés des quatre vieilles contributions* [28 mars 1955] (p. 2006 à 2008) ; — de propositions de loi relatives à la révision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels, Article unique : *Son amendement (Variation des indices économiques et des facteurs locaux de commercialité égale à 15 0/0)* [13 mai 1955] (p. 2764, 2765) ; — d'une proposition de loi relative à la modification de la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Son amendement (Suppression des élections partielles dans les douze derniers mois de la législature)* [24 mai 1955] (p. 2920, 2921) ; Art. 2 : *Son amendement (Remboursement des frais électoraux par les candidats n'ayant pas obtenu 5 0/0 des suffrages)* (p. 2921, 2922) ; *le retire* (p. 2922) ; — d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution, Article unique : *Son sous-amendement (Révision de l'article 17 relatif à l'initiative des dépenses)* [24 mai 1955] (p. 2959, 2960). — Son rapport sur une pétition [18 juin 1955] (p. 3161). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Oppose la question préalable (Absence de prise de position du Gouvernement devant les conséquences de la modification du régime électoral proposée ; Renouvellement des députés algériens)* [30 octobre 1955] (p. 5382 à 5384) ; *la retire* (p. 5384) ; *Son contre-projet (Scrutin de liste départementale majoritaire à un tour avec panachage et vote préférentiel)* [31 octobre 1955] (p. 5413, 5414) ; de ce projet de loi en deuxième lecture : *Son contre-projet (Scrutin de liste majoritaire à deux tours avec union de listes et subsidiairement représentation proportionnelle)* [9 novembre 1955] (p. 5613, 5614) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au non-renouvellement des baux ruraux, Article unique : *Son amendement (Résiliation après deux retards)* [22 novembre 1955] (p. 5888, 5889). = S'excuse de son absence [3 juin 1952] (p. 2604) ; [3 juillet 1952] (p. 3452) ; [8 juillet 1952] (p. 3646) ; [29 juillet 1955] (p. 4475). = Obtient des congés [3 juin 1952] (p. 2604) ; [8 juillet 1952] (p. 3646) ; [29 juillet 1955] (p. 4475).

(1) Démission individuelle.

HULIN (M. Henri), *Député de l'Aisne*
(M. R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341) ; de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôt :

Le 30 juin 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 3701) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article premier de la loi du 17 avril 1923, modifié par la loi du 23 mars 1928, pour en étendre le bénéfice aux veuves de guerre 1914-1918 qui ont acquis la nationalité française en application du Code civil par voie de mariage contracté après 1919 avec des Alsaciens et des Lorrains réintégrés de plein droit ou par jugement dans la nationalité française en exécution du Traité de Versailles, n° 11076 (rectifié).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi établissant le plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre ; Article additionnel : *Son amendement relatif à la définition des traitements bruts* [5 décembre 1953] (p. 6081).

HUTIN-DESGRÈES (M. Paul), *Député du Morbihan* (M. R. P.).

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 14 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter les articles 4, 9, 12, 14, 51 et 55 de la loi du 12 avril 1941, modifiée par les lois des 22 septembre 1948 et 22 août 1950 et l'article 10 de la loi du 22 septembre 1948, lois fixant le régime de pensions de retraite des marins de commerce et de pêche, n° 1522. — Le 14 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à créer une Commission parlementaire habilitée à connaître des gaspillages ou des abus dans la gestion des services dépendant de l'Etat et à proposer les sanctions nécessaires, n° 2017 (rectifié). — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi créant un contingent spécial dans l'Ordre de la Légion d'honneur en faveur des plus anciens maires de France, n° 4162. — Le 25 mars 1953, une proposition de loi tendant à créer des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire pour faits de guerre dans la période qui va du mois d'août 1914 à la promotion Fayolle incluse, n° 6016. — Le 28 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter le régime des pensions des marins du commerce et de la pêche, n° 7503. — Le 28 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 7 avril 1942 relative à l'assurance des élèves des écoles nationales de navigation maritime et des écoles d'apprentissage maritime en cas d'accident, de maladie et d'invalidité, n° 7504. — Le 25 juin 1954, une proposition de loi tendant à assurer aux greffiers des justices de paix et des tribunaux de simple police une rémunération en harmonie avec les rémunérations perçues en 1914, n° 8742. — Le 23 février 1955, une proposition de loi relative à la composition du Gouvernement, n° 10209. — Le 1^{er} mars 1955, une proposition de loi tendant à créer, à l'occasion du 40^e anniversaire de la bataille de Verdun, des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des anciens combattants de 1914-1918 décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire pour faits de guerre, ayant obtenu au moins cinq titres dans la période qui va de la déclaration de guerre à la fin des hostilités, n° 10214. — Le 12 novembre 1955, une proposition de loi relative à la composition du Gouvernement, n° 11873. — Le 15 novembre 1955, une pro-

position de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accroître l'aide financière accordée aux jeunes ménages, n° 11882.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant la loi sur la presse ; Art. 3 : *Obstruction du groupe communiste* [8 novembre 1951] (p. 7729) ; Art. 9 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7735). — Dépose une demande d'interpellation sur le cas de M. de Récy et sa détention [4 décembre 1951] (p. 8746). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 700 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite des anciens combattants (Carte du combattant aux marins du commerce)* [13 décembre 1951] (p. 9136) ; *le retire* (p. 9138) ; Chap. 701 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Décorations aux anciens combattants)* (p. 9156). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Cimetières de la Résistance*) [14 décembre 1951] (p. 9186). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Nouvel ordre du jour de synthèse de M. de Beaumont (Conférence de Lisbonne, l'exemple de l'Angleterre et du Portugal, le vieil antagonisme franco-allemand)* [16 février 1952] (p. 738, 739) ; — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti (Echelle mobile), amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur les abus qui grèvent le budget)* [9 avril 1952] (p. 2040, 2041) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à créer une commission d'enquête sur les gaspillages et abus* [21 décembre 1952] (p. 6853, 6854) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953 : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur la malversation du provisoire, l'instabilité ministérielle, la réforme nécessaire de la Constitution)* [30 décembre 1952] (p. 7054 et suiv.) ; — d'une proposition de loi portant amnistie des Français

incorporés de force dans les formations militaires ennemies : *Discussion générale (Les nécessités de la justice, le sort de l'Alsace-Lorraine depuis 1870)* [18 février 1953] (p. 1120 et suiv.) ; — des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires [6 mars 1953] (p. 1652) ; — d'une proposition de loi portant amnistie : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Nécessité de l'apaisement politique, amnistie des inéligibles)* [10 mars 1953] (p. 1778). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour défendre le patrimoine d'honneur des anciens combattants et résistants [27 mars 1953] (p. 2468). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article 2 du projet (Ses observations sur l'instabilité ministérielle)* [21 mai 1953] (p. 2825) ; — du projet de loi relatif aux dépenses pour 1953 des budgets annexes de la LÉGION D'HONNEUR et de l'ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Importance relative des promotions dans la Légion d'honneur ; médaille militaire* [25 janvier 1955] (p. 199, 200) ; *Volontaires et traitement de la Légion d'honneur* (p. 201) ; *Motion préjudicielle de M. Darou (Doublement des traitements)* [27 juillet 1955] (p. 4330) ; *Promotions* (p. 4330, 4331) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la Légion d'honneur et à la médaille militaire : *Contingent exceptionnel pour les médaillés militaires* [4 février 1955] (p. 715). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Edgar Faure) : *Sa proposition de résolution relative au nombre maximum des membres du Ministère* [23 février 1955] (p. 878, 879). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE pour 1955 : *Son sous-amendement à l'article additionnel de M. Desson (Exonération de la redevance pour les postes de l'enseignement privé)* [17 mars 1955] (p. 1636) ; *Ses explications de vote : Affaire des postes périphériques* (p. 1640) ; — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Article additionnel de M. Thamier tendant à placer l'enseignement post-scolaire sous l'autorité du Ministre de l'Éducation nationale* [30 juin 1955] (p. 3486) ; — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de*

M. Dronne (*Scrutin majoritaire à deux tours dans un cadre plus large que l'arrondissement, uninominal ou plurinominal selon les circonscriptions*) [31 octobre 1955] (p. 5417). — Est entendu sur la question de confiance posée contre l'adoption des propositions de la Confé-

rence des présidents : *Ses explications de vote* [29 novembre 1955] (p. 6044); *Suggère la dissolution* (p. 6056). = S'excuse de son absence [20 mars 1953] (p. 2090), [23 octobre 1953] (p. 4530). = Obtient des congés [20 mars 1953] (p. 2090), [23 octobre 1953] (p. 4530).





I

IHUEL (M. Paul), *Député du Morbihan* (M. R. P.).

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission de l'agriculture pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la commission plénière de la Caisse nationale de crédit agricole [25 juillet 1951] (F. n° 12).

Dépôt :

Le 9 mars 1954, une proposition de loi tendant à permettre aux sinistrés prioritaires d'obtenir le règlement en titres de la part de leur indemnité de dommages de guerre constituant la part « différée », n° 8000.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Agriculture, équipement et réforme de structure nécessaires, notamment dans l'Ouest; entretien des monuments, reboisement* [25 mai 1955] (p. 3021 à 3023). = S'excuse de son absence [13 mars 1952] (p. 1260), [8 décembre 1953] (p. 6258), [9 novembre 1954] (p. 4816), [24 janvier 1955] (p. 150). = Obtient des congés [13 mars 1952] (p. 1260), [8 décembre 1953] (p. 6258), [9 novembre 1954] (p. 4816), [24 janvier 1955] (p. 150).

ISORNI (M. Jacques), *Député de la Seine* (2^e circonscription) (app. I. P.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 5998). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [31 juillet 1951] (F. n° 15), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [16 mars 1954] (F. n° 364), [18 janvier 1953] (F. n° 482); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [28 août 1951] (F. n° 27); de la Commission de l'éducation nationale [1^{er} avril 1952] (F. n° 126); de la Commission des affaires étrangères [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); Est nommé suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (F. n° 138), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341); Est nommé : membre de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [18 novembre 1951] (F. n° 73); membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (F. n° 278); Vice-Président de cette Commission [22 juillet 1953] (F. n° 281); par la Commission de la défense nationale membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les états associés d'Indochine [8 juillet 1954] (F. n° 406); par la Commission des affaires étrangères membre titulaire de cette même Commission [18 novembre 1954] (F. n° 443), [1^{er} février 1955] (F. n° 491).

Dépôts :

Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à l'amnistie des faits dits de collaboration et à

la suppression de l'indignité nationale, n° 507. — Le 28 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 444 du Code d'instruction criminelle relatif aux demandes en révision et aux indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires, n° 879. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 113 du Code d'instruction criminelle sur les demandes de mise en liberté provisoire, n° 1377. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 309 et suivants du Code d'instruction criminelle sur la composition et le fonctionnement du jury, n° 1378. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à abroger l'article 14 de la loi du 28 octobre 1946 qui supprime le droit à la réparation des dommages de guerre à certains condamnés, n° 1379. — Le 7 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 463 du Code pénal, sur les circonstances atténuantes, n° 2555. — Le 10 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier du décret-loi du 1^{er} juillet 1939 sur l'action en révision du prix du loyer des commerçants, industriels et artisans, n° 4071. — Le 23 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 3549) de M. Gaillemain et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 55 du Code civil, n° 4466. — Le 23 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 2271) complétant l'article 47 du Code civil, n° 4469. — Le 23 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 3386) relatif au mariage sans comparution personnelle des militaires et marins des forces françaises de l'organisation des Nations Unies participant aux opérations de Corée, n° 4470. — Le 4 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier le taux de la compétence du Juge de paix, n° 4596. — Le 22 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 4 de la loi du 27 mai 1885, modifié par la loi du 2 mars 1943, sur la relégation appliquée aux récidivistes, n° 5217. — Le 18 mai 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 3549) de M. Gaillemain et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 55 du Code civil, n° 6189. — Le 27 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission

de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 5671) de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 331 du Code civil relatif à la légitimation des enfants adultérins, n° 6991. — Le 27 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 379) de Mme Poinso-Chapuis et Mlle Dienesch portant réforme de la filiation et tendant à modifier les articles 335, 340, 341 et 342 du Code civil, n° 6992. — Le 12 novembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 401 du Code pénal, en matière de filouterie d'aliments et de logement, n° 7146. — Le 9 décembre 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 19 de la loi n° 53-681 du 6 août 1953 portant suppression des inéligibilités, n° 7410. — Le 19 janvier 1954, une proposition de loi tendant à modifier les articles 169 et 171 du Code pénal, n° 7624. — Le 16 février 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article 832 du Code civil relatif au bien de famille, n° 7785. — Le 16 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 305 du Code d'instruction criminelle relatif à la communication des pièces de procédure aux accusés devant les cours d'assises, n° 7787. — Le 25 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 7787) de M. Isorni tendant à modifier l'article 305 du Code d'instruction criminelle relatif à la communication des pièces de procédure aux accusés devant les cours d'assises, n° 8149. — Le 25 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 5217) de M. Isorni tendant à modifier le paragraphe 4 de la loi du 27 mai 1885, modifié par la loi du 2 mars 1943, sur la relégation appliquée aux récidivistes, n° 8150. — Le 18 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier les articles 4 et 11 de la loi n° 53-681 du 6 août 1953 portant amnistie, n° 8471. — Le 8 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le dernier alinéa de l'article premier du décret n° 53-711 du 9 août 1953 sur la limite d'âge des fonctionnaires de la sûreté nationale et de la police d'état, n° 8597. — Le 21 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 53-1236 du 14 décembre 1953 ouvrant un nouveau délai pour le rachat des cotisations

d'assuranco-vieillesse par les cadres ou leurs conjoints survivants, n° 8922. — Le 22 juillet 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 379) de Mme Poinso-Chapuis et Mlle Dienesch portant réforme de la filiation et tendant à modifier les articles 335, 340, 341 et 342 du Code civil, n° 8944. — Le 3 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser la translation des cendres du Maréchal Pétain au cimetière de Douaumont, par les anciens combattants de Verdun, n° 9337. — Le 11 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 9432) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° Le Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles signé à Paris le 23 octobre 1954, et les protocoles rattachés relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'agence de contrôle des armements ; 2° Le Protocole d'accession de la République fédérale d'Allemagne au Traité de l'Atlantique Nord signé à Paris le 23 octobre 1954 ; 3° Le Protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la République fédérale d'Allemagne signé à Paris le 23 octobre 1954 et ses cinq annexes, protocole mettant en vigueur, compte tenu de certains amendements, la Convention sur les relations entre les Trois Puissances et la République fédérale, les conventions rattachées et les lettres annexes signées à Bonn le 26 mai 1952 ; 4° La Convention relative à la présence des troupes étrangères sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne signée à Paris le 23 octobre 1954, (Dispositions relatives : 1° au Protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la République fédérale d'Allemagne ; 2° à la Convention relative à la présence des troupes étrangères sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne), n° 9704. — Le 27 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 9585) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1504) tendant à modifier les articles 335, 340, 341 et 342 du Code civil relatifs à la reconnaissance des enfants naturels, n° 10013. — Le 4 février 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 9586)

donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in 8° n° 1505) tendant à modifier l'article 331 du Code civil en ce qui concerne la légitimation des enfants adultérins, n° 10109. — Le 9 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 4562) complétant l'article 640 du Code d'instruction criminelle, n° 10326. — Le 16 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 14 août 1939 pris pour l'application de l'article premier du décret du 18 avril 1939 relatif à la vente des armes, n° 10415. — Le 7 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 8612) sur la propriété littéraire et artistique, n° 10681. — Le 26 mai 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 4562) complétant l'article 640 du Code d'instruction criminelle, n° 10851. — Le 6 juillet 1955, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 4562) complétant l'article 640 du Code d'instruction criminelle, n° 11119. — Le 20 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 11112) relatif à la régularisation de la situation de certains fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères, n° 11238. — Le 26 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles pour accorder une augmentation du taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et de l'allocation spéciale, n° 11327.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; JUSTICE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Traitement des condamnés à mort)* [21 décembre 1951] (p. 9514); *le retire* (p. 9518). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre un terme aux procédés de certains policiers qui, par la menace, contraignent des

témoins au silence ou, par la violence, à avouer des crimes qu'ils n'ont pas commis [18 mars 1952] (p. 1340). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur les attaques contre la Résistance (*105.000 victimes des exécutions sommaires de 1944-1945*) [11 avril 1952] (p. 2218). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie : *Question préalable de M. Minjoz (Lettres reçues par M. Daniel Mayer)* [11 juillet 1952] (p. 3903) ; *Discussion générale (Ses observations sur les erreurs de l'épuration, le bilan des condamnations, l'injustice de la procédure)* [21 octobre 1952] (p. 4247 et suiv.) ; Titre 1^{er} : *Amendement de M. Tourné tendant à discuter d'abord les articles concernant les résistants* [21 novembre 1952] (p. 5416) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. H.-L. Grimaud tendant à n'amnistier que les condamnations à des amendes inférieures à 200.000 francs* (p. 5422) ; Art. 2 : *Amendement de M. Estèbe tendant à étendre l'amnistie aux condamnés à moins de cinq ans de prison à dater du 1^{er} juillet 1952* [25 novembre 1952] (p. 5600) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à étendre l'amnistie aux condamnés pour collaboration économique à une peine de cinq ans de prison au maximum et à une amende de 500.000 francs* (p. 5625) ; Art. 4 : *Amendement de M. Estèbe tendant à étendre l'article aux mineurs de 20 ans* (p. 5661) ; *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas amnistier les décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire coupables de meurtres, crimes ou dénonciations* (p. 5663) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer l'article n'amnistiant pas les condamnations prononcées par la Haute Cour de justice* (p. 5669) ; *Amendement de M. Colin tendant à amnistier les condamnés de la Haute Cour de justice à l'expiration des peines encourues* (p. 5671) ; Art. 16 : *Amendement de M. Daniel Mayer tendant à supprimer l'article abrogeant les inéligibilités* [28 novembre 1952] (p. 5827, 5830) ; — du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; JUSTICE, Etata, Chap. 31-21 : *Services pénitentiaires (Détenus de Fresnes et de la Santé)* [24 octobre 1952] (p. 4450) ; — du projet de loi portant suppression de la Haute Cour de justice : *Discussion générale (Suppression des juridictions d'exception)* [5 novembre 1952] (p. 4754, 4763) ; —

du projet de loi portant revision du Code de justice militaire : *Demande de renvoi à la Commission de la justice (Ses observations sur le manque d'impartialité des tribunaux militaires)* [10 décembre 1952] (p. 6128) ; — d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Discussion générale (Ses observations sur la loi inique du 15 septembre 1948 « loi d'otages », loi contraire à la Déclaration des droits de l'homme signée aussi par la France)* [27 janvier 1953] (p. 467, 468) ; *Discussion générale (Protestation du maréchal Pétain contre l'expulsion des Lorrains en 1940)* (p. 523). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Reprise du débat sur l'amnistie* [17 février 1953] (p. 1074). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 29 : *Son amendement tendant à n'amnistier qu'après le paiement des amendes exigibles* [27 février 1953] (p. 1431, 1432) ; Article additionnel : *Amendement de M. Flandin tendant à n'appliquer la loi que lorsque les dossiers des déportés et victimes de guerre auront été liquidés* [10 mars 1953] (p. 1767) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Nécessité de voter la loi bien qu'insuffisante)* (p. 1782) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 8 : *Exclusion du bénéfice de l'amnistie pour les condamnés de la Haute Cour ; son amendement tendant à supprimer cet article* [24 juillet 1953] (p. 3912) ; Art. 14 bis : *Liquidation des pensions de retraite en faveur des amnistiés administratifs ; son amendement tendant à revenir au texte voté par l'Assemblée Nationale prévoyant la liquidation sur la base des situations acquises au jour de la liquidation et non à la date de la mesure d'épuration* (p. 3929) ; Art. 29 : *Non remise des amendes ; son amendement tendant à préciser comme le texte voté en première lecture — ex article 29 bis — que l'amende à payer est seulement celle restant exigible (Tenir compte des mesures de grâce ayant pu entre temps en réduire le montant)* [24 juillet 1953] (p. 3942) ; *le retire sur assurances de M. le Garde des Sceaux* (p. 3942). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à achever le débat sur l'amnistie le 5 mars* [3 mars 1953] (p. 1560). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant suppression de la Haute Cour de justice : *Discussion générale* [13 mars 1953]

(p. 1870, 1871); — du projet de loi relatif au mariage des militaires participant aux opérations de Corée; en qualité de *Rapporteur* [13 mars 1953] (p. 1879). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Urgence d'un débat en deuxième lecture sur la proposition de loi relative à la levée du secret professionnel à l'occasion de l'affaire des piastres* [20 octobre 1953] (p. 4409). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954; JUSTICE, État A, Chap. 31-01: *Administration centrale (Sort matériel des condamnés à mort, lenteur des délais pendant lesquels ils ignorent leur sort, sommes dérisoires allouées aux familles des victimes d'erreurs judiciaires)* [23 novembre 1953] (p. 5399, 5400); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Art. 11: *Amendement de M. Badie tendant à suspendre l'application de la loi d'amnistie tant que les revendications des veuves de guerre n'auront pas été satisfaites* [11 décembre 1953] (p. 6525); *Demande de reprendre l'article repoussant à 1955 l'application des clauses financières de la loi d'amnistie, présentée par le Gouvernement* (p. 6526); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Sabotage de l'amnistie)* (p. 6529); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES (CHARGES COMMUNES), amendé par le Conseil de la République; Art. 11: *Amendement de M. Tourné tendant à reprendre l'article reportant au 1^{er} janvier 1955 la date de jouissance des pensions accordées en application de l'amnistie* [31 décembre 1953] (p. 7247); — d'une proposition de loi relative au secret des travaux des commissions d'enquête parlementaires, amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à écarter le secret professionnel* [2 décembre 1953] (p. 5850); — d'une proposition de résolution prorogeant le délai imparti à la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises: *Amendement de M. Mondon tendant à porter le délai accordé à quatre mois (Extradition de M. Peyré)* [12 février 1954] (p. 269); — d'un projet de loi sur la Haute Cour de justice, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er}: *Son amendement; suppression de la Haute Cour de justice* [23 février 1954] (p. 472); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement: *Discussion générale (Nombre d'expulsions; inutilité de modifier les principes de*

la législation) [5 mars 1953] (p. 698, 699); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, amendé par le Conseil de la République: *Discussion générale (Décision prise à l'encontre du maréchal Juin à la suite de ses déclarations sur le problème de la Communauté européenne de défense, sa répercussion sur le moral de l'armée française, la responsabilité du Président du Conseil)* [1^{er} avril 1954] (p. 1591, 1592). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles le maréchal Juin vient d'être relevé des fonctions qu'il occupait dans l'armée française [1^{er} avril 1954] (p. 1632); *le retire* [6 avril 1954] (p. 1774). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse; Art. 9: *Son amendement (Extension du bénéfice des accords aux entreprises dont les biens n'ont été que partiellement confisqués)* [7 mai 1954] (p. 2230); Art. 12: *Son amendement (Secteur public d'impression et biens confisqués)* [11 mai 1954] (p. 2308); Art. 18: *Son amendement (Présomption de bonne foi en faveur des prisonniers, veuves de guerre et orphelins)* [20 mai 1954] (p. 2542); *le retire* (p. 2543). — Dépose une demande d'interpellation: sur les responsabilités encourues à Dien Bien Phu [11 mai 1954] (p. 2334); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation: *Fuite du Gouvernement devant les responsabilités, besoin d'information du Parlement* (p. 2344); *Ses explications de vote sur la question de confiance* [13 mai 1954] (p. 2381); — sur la composition du Gouvernement et sa politique [24 juin 1954] (p. 3040); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation: *Attribution du portefeuille de la Défense nationale au général Kœnig, adversaire de la C. E. D., réouverture de négociations internationales, M. Mendès-France et les voix communistes* (p. 3042, 3043). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse des lettres: *Discussion générale (Exercice de la propriété littéraire, domaine public payant, retraites des organisations corporatives, la Société des gens de lettres, conflit d'intérêt opposant écrivains et éditeurs)* [7 juillet 1954] (p. 3263, 3264). — Est entendu sur l'ordre du jour: *Déroulement des discussions prévues (Dévolution des biens de*

presse et légitimation des enfants adultérins) [20 juillet 1954] (p. 3432, 3433). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réforme de la filiation, en qualité de *Rapporteur* : *Reconnaissance en justice d'une filiation incestueuse ou adultérine, débats judiciaires, expertise des sangs* [20 juillet 1954] (p. 3466, 3467); *Amendements de M. Grimaud tendant à réserver à l'enfant adultérin ou incestueux la possibilité d'être admis au bénéfice de la succession, preuve de la maternité naturelle, position de M. Martinaud-Déplat* [27 juillet 1954] (p. 3263); *Opinions de MM. Capitant, Planiol et Ripert, modification de l'article 335 et abrogation de l'article 342 du Code civil* (p. 3624, 3625); *Limitation de l'obligation alimentaire envers les enfants adultérins et incestueux* (p. 3626); *Contre-projet de M. Badie tendant à supprimer le principe selon lequel les enfants adultérins ou incestueux ne peuvent être admis à démontrer leur filiation* (p. 3632); *Art. 1^{er} : Etablissement du droit à aliments* (p. 3634, 3643); *Amendement de M. Grousseau (Possibilité pour les enfants adultérins et incestueux de recevoir des dommages intérêts par l'article 1382 du Code civil)* (p. 3642); *Amendement de M. Fonlupt-Esperaber (Obligation de fournir des aliments et âge de l'enfant)* (p. 3642); *Art. 2 : Modification de l'article 340 du Code civil (Suppression des commencements de preuves par écrit, examen des sangs)* (p. 3646); — d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins, en qualité de *Rapporteur* : *Faculté de légitimation des enfants adultérins « a patre » en cas de mariage subséquent de ses père et mère, légitimation des enfants incestueux* [27 juillet 1954] (p. 3647); *Article unique tendant à modifier l'article 331 du Code civil (Adoption ou légitimation d'un enfant adultérin)* (p. 3649). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Date du débat concernant la C. E. D.* [30 juillet 1954] (p. 3750); *Discussion sur les problèmes européens* [6 août 1954] (p. 3911). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C.E.D.) : *Attitude du Gouvernement au cas où les motions seraient maintenues* [29 août 1954] (p. 4442, 4443); *Signification du vote sur la question préalable, « politique neutraliste » du Président Herriot, fidélité à l'Alliance atlantique* [30 août 1954] (p. 4469); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des

Affaires étrangères, *SERVICE DES AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES*, pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Importance de notre action culturelle en Allemagne, création d'un cadre spécial « Europe »* [5 novembre 1954] (p. 4785, 4787, 4788); *SERVICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES*, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Rémunération du personnel en service à l'étranger, nombre des ministres plénipotentiaires, assistance à la Libye et rôle de ce pays en Tunisie, construction du siège de l'O. T. A. N. à Paris* [6 décembre 1954] (p. 5853); *Etat A, Chap. 31-41 : Nomination de trois conseillers diplomatiques du Gouvernement* (p. 5858); *Chap. 39-91 : Subvention à l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides* (p. 5861); *Chap. 42-31 : Participation de la France à des dépenses internationales (Réduction des dépenses d'administration de l'O. N. U.)* (p. 5864, 5865); *Chap. 42-32 : Son amendement (Réduction de la subvention du Mouvement européen)* (p. 5865); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE pour l'exercice 1955, *Etat A, Chap. 34-92 : Achat et entretien de matériel automobile* [10 novembre 1954] (p. 4923, 4924); — des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Divergences entre MM. Robert Schuman et Georges Bidault touchant le sort des engagements souscrits par Bonn en cas de réunification* [8 octobre 1954] (p. 4628 à 4631); *Ordre du jour; Portée exacte de la confiance demandée* (p. 4654); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris, en qualité de *Rapporteur de la Commission des affaires étrangères* (Restitution de la souveraineté allemande) : *Protocole signé à Paris le 23 octobre 1954, validant (en les modifiant) les Accords de Bonn du 26 mai 1952; Clause touchant le rétablissement désirable de l'unité allemande (reprise, avec modification) (art. 7, § 2); Droits réservés, droit de stationnement et statut de Berlin (situation à l'égard de l'U. R. S. S.) (art. 2 et 4); Droits touchant « l'état de crise » (repris, mais partiellement) (art. 5); Situation juridique en cas de réunification (sécession éventuelle) : Suppression de l'ancien art. 7, § 3 après les interprétations contradictoires données par MM. Bidault, Eden, Foster Dulles, R. Schuman, mais solution certaine en fait semble-t-il; Reconnaissance du Gouvernement de Bonn comme ... « seul*

habilité à parler au nom de l'Allemagne » ... (reprise d'une déclaration de septembre 1950); *Clause de révision éventuelle des Accords (art. 10 modifié); Convention sur le statut des forces de stationnement (conditions particulières favorables acceptées en principe par l'Allemagne); Convention financière (rien de prévu après la période transitoire de douze mois), déconcentration, décartellisation, etc. (recul par rapport à la C. E. D.), désarmement, démilitarisation (période transitoire); Caractère inséparable, en fait, des accords de Bonn (souveraineté) et de Paris (réarmement), nécessité d'une ratification totale, responsabilités de « l'abstention tactique »* [20 décembre 1954] (p. 6648 à 6652); — du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la *RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION* pour 1955; *Etat A, Chap. 00-40 : La Maison de la Radio* [17 mars 1955] (p. 4595). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion du rapport de M. Mondon sur le trafic des piastres* [18 mars 1955] (p. 1654). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse des lettres; *Art. 5 bis : Son amendement (Financement par une cotisation sur le chiffre d'affaires des maisons d'édition)* [22 mars 1955] (p. 1840); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la reconnaissance des enfants naturels, en qualité de *Rapporteur : Enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin, existence et établissement de leur lien de filiation* [10 mai 1955] (p. 2611); *Art. 3 bis : Amendement de M. Delbez (Modification de rédaction concernant la preuve de la filiation des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin)* (p. 2611, 2612); *Amendement de M. Minjot (Délais et conditions)* (p. 2612, 2613); — de propositions de loi relatives à la révision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels; *Article unique : Son amendement (Liaison aux variations des indices économiques mesurant l'activité du commerce intérieur)* [13 mai 1955] (p. 2763); — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Sort des Français de Tunisie, futures institutions tunisiennes* [7 juillet 1955] (p. 3684 à 3686); *Son article additionnel (Adjonction d'un pacte politique)* [8 juillet 1955] (p. 3760); — du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer : *Socialistes et amnistie du 6 août 1953* [13 juillet 1955] (p. 3834); *Art. 1^{er} : Amendement de M. Daniel Mayer (Peine privative de liberté de vingt ans, extension du champ d'application territorial)* (p. 3847); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins, en qualité de *Rapporteur : Rejet par le Conseil de la République, article 331 du Code civil, annulation des mariages en Cour de Rome, état de la question en Suède, aux Etats-Unis et en Suisse* [19 juillet 1955] (p. 3879 à 3881); *Lettre de M. Ripert* (p. 3888); — d'interpellations sur le Maroc : *Communication de deux lettres de l'ancien sultan Ben Youssef* [8 octobre 1955] (p. 4917); *Recherche d'éclaircissements sur la déclaration de Ben Arafa* [8 octobre 1955] (p. 4967); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. Nocher (Inéligibilité des députés de la deuxième législature pendant la troisième législature)* [31 octobre 1955] (p. 5416); *Contre-projet de M. Caillavet (Scrutin d'arrondissement à deux tours, découpage automatique des circonscriptions, extension du système du scrutin d'arrondissement à la Seine)* (p. 5433); — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; *Art. 1^{er} : Son amendement (Vote obligatoire, amende de 10.000 fr.)* [15 novembre 1955] (p. 5683); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins, en qualité de *Rapporteur : Amendement de M. Charret (Sauf opposition des enfants légitimes)* [17 novembre 1955] (p. 5792, 5793); *Son amendement (Modification de rédaction)* (p. 5793). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Rectification de son vote sur les contre-projets Devinat et Benard* [18 novembre 1955] (p. 5848). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'amnistie pour certaines infractions commises en Tunisie; *Art. 1^{er} : Son amendement (Définition du mobile des actes commis)* [23 novembre 1955] (p. 5956); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Son rappel au Règlement (Réunion d'une nouvelle Conférence des présidents au cas où la confiance serait accordée)* [25 novembre 1955] (p. 6020). = S'excuse de son absence [8 février 1952] (p. 551). = Obtient un congé [8 février 1952] (p. 551).

J



JACQUET (M. Marc), *Député de Seine-et-Marne (R. S.)*.

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil chargé des relations avec les Etats associés.

(Cabinet LAMHA)

du 2 juillet 1953 au 30 mai 1954.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [26 août 1954] (**F. n° 427**) ; membre suppléant de la Commission des finances [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre de la Commission de la famille, de la santé et de la population [17 juin 1952] (**F. n° 149**) ; de la Commission de la défense nationale [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre suppléant : de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission des finances [6 août 1954] (**F. n° 420**). — Est désigné : par la Commission des finances pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**) ; par la Commission de la défense nationale pour faire partie : de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi de crédits affectés à la Défense nationale [31 janvier 1955] (**F. n° 490**) ; et de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**). — Est nommé : par l'Assemblée Nationale pour la représenter au sein de la Commission de contrôle de circulation

monétaire [21 août 1951] (**F. n° 23**) ; par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [30 janvier 1953] (**F. n° 226**). — Est élu par l'Assemblée Nationale pour représenter la France au sein de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [11 juillet 1952] (**F. n° 164**).

Dépôt :

Le 20 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9655) relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1955, **n° 9773**.

Interventions :

Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Antoine Pinay) : *Sa demande de suspension de séance* [6 mars 1952] (p. 1189). — Est nommé *Membre de l'Assemblée de la communauté européenne du charbon et de l'acier* [11 juillet 1952] (p. 3911). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR** ; Art. 28 *ter* : *Amendement de M. Mazier tendant à interdire à un administrateur d'entreprise publique représentant l'Etat d'exercer une profession lucrative* [15 décembre 1952] (p. 6405) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 16 : *Son amendement tendant à prévoir des avances de l'Etat aux entreprises n'ayant pu faire les emprunts prévus par l'article* [20 décembre

1952] (p. 6761). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé des relations avec les Etats associés* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Prend part à la discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Chiffres officiels des pertes françaises en 1952 (Français, légionnaires, Africains et Nord-Africains, Autochtones, Etats associés)* [27 octobre 1953] (p. 4570). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *S'ex-cuse de son absence* [12 novembre 1953] (p. 4992). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; ETATS ASSOCIÉS, Etat A, Chap. 3111 : *Haut-Commissariat en Indochine (Situation des veuves et orphelins d'anciens fonctionnaires morts en Indochine)* [12 novembre 1953] (p. 4995) ; Chap. 3112 : *Demande de rétablissement des crédits pour les indemnités du Haut-Commissariat* (p. 4995) ; Chap. 3122 : *Demande de rétablissement des crédits pour les indemnités de la mission d'enseignement français* (ibid.) ; Chap. 3151 : *Mission de coopération économique (Désignation du chef de la mission)* (ibid.) ; Chap. 3591 : *Travaux immobiliers (Contrôles radio-électriques à Hanoï)* (p. 4996) ; Chap. 3601 : *Amendement de M. Dronne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse de retraites de la France d'outre-mer (Retraites du personnel français de Saïgon-Cholon)* (p. 4996) ; Chap. 3793 : *Rapatriement des travailleurs indochinois (Liquidation de l'organisme et fin du rapatriement)* (4996, 4997) ; Art. 5 : *Amendement de M. M. David tendant à faire déposer un projet réglant la situation des fonctionnaires des cadres locaux européens dissous par décret (Reclassement de ces fonctionnaires)* (p. 4998) ; ETATS ASSOCIÉS, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 3101 : *Demande de rétablissement du crédit voté en première lecture pour l'administration centrale (Conséquences de la dévaluation de la piastre)* [11 décembre 1953] (p. 6499). — Répond à une question de M. Dronne relative au contrôle parlementaire sur les événements d'Indochine [26 mars 1954] (p. 1328, 1329). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [30 mai 1954] (*J. O.* du 1^{er} juin 1954, p. 5093) (1).

JACQUET (M. Michel), *Député de la Loire* (R. I.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [3 juin 1952] (p. 2605). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission de l'intérieur [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; Membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [24 juillet 1953] (**F. n° 283**), [19 janvier 1984] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôt :

Le 13 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étudier avec bienveillance la situation au regard de l'allocation de salaire unique des travailleurs salariés exploitant des parcelles de terrain dont le revenu cadastral est supérieur à 50 francs ou 2.000 francs s'il s'agit de cadastre révisé, **n° 11208**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3114 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités des conducteurs de chantiers et agents des Ponts et Chaussées (Indemnités de déplacement)* [12 décembre 1953] (p. 6564) ; le retire (ibid.) ; — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse : *Discussion générale (Misère des vieux et majoration de 10 0/0 de l'allocation aux vieux travailleurs salariés)* [31 décembre 1953] (p. 7153, 7154) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 3101 : *Habitat rural, voirie rurale* [25 novembre 1954] (p. 5425) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 3101 :

(1) Démission individuelle.

Allocation aux aveugles et grands infirmes civils, majoration spéciale pour tierce personne [1^{er} décembre 1954] (p. 5654) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME** pour 1955 ; Etal A, Chap. 3101 : *Situation des conducteurs de chantiers* [9 décembre 1954] (p. 5981, 5982). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1954] (p. 42). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget annexe des **PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES**, Art. 3 : *Son amendement (Dépôt d'un projet de loi tendant à accorder l'allocation de la mère au foyer aux travailleurs indépendants)* [20 juillet 1955] (p. 3969). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756). = S'excuse de son absence [18 mai 1953] (p. 2710). = Obtient un congé [18 mai 1953] (p. 2710).

JACQUINOT (M. Louis), *Député de la Meuse (R. I.)*.

Ministre de la France d'outre-mer

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

Ministre de la France d'outre-mer

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Ministre de la France d'outre-mer

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953,

Ministre de la France d'outre-mer

(Cabinet LANIEL)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [20 juillet 1954] (**F. n° 409**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 31 août 1951, un projet de loi portant anticipation, en 1951, de la revision annuelle des listes électorales en Afrique occidentale

française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, **n° 934**. — Le 13 septembre 1951, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 30 septembre 1950 approuvant deux délibérations prises le 26 juin 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française relatives au tarif des droits de douane d'entrée dans ce territoire, **n° 1070**. — Le 25 septembre 1951, un projet de loi tendant à ériger en territoire distinct de Madagascar les terres australes et antarctiques françaises, **n° 1203**. — Le 25 septembre 1951, un projet de loi relatif à l'organisation de la protection des végétaux dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, **n° 1204**. — Le 25 septembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 85 sur l'inspection du travail dans les territoires non métropolitains, **n° 1210**. — Le 25 septembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 82 concernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains, **n° 1211**. — Le 25 septembre 1951, un projet de loi relatif à la constatation des infractions à la réglementation minière et à la protection des exploitations minières productrices de substances minérales précieuses dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, **n° 1212**. — Le 25 septembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 84 concernant le droit d'association et le règlement des conflits du travail dans les territoires non métropolitains, **n° 1213**. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi tendant à rendre applicables à la Côte française des Somalis certaines modifications apportées au Code pénal par les textes en vigueur dans la métropole, **n° 1342**. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi tendant à modifier l'article 253 et à rétablir l'article 394 du Code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française et au Togo, **n° 1344**. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi relatif au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, **n° 1345**. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi modifiant l'article 592 du Code d'instruction criminelle et rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les articles 590 à 599 inclus et 619 à 634 du même Code, **n° 1346**. — Le 6 novembre 1951, un

projet de loi tendant à rendre applicables aux Etablissements français dans l'Inde certaines modifications apportées au Code pénal par des textes en vigueur dans la métropole, n° 1347.

— Le 6 novembre 1951, un projet de loi complétant l'article premier du décret du 17 juillet 1931 relatif à la répression à Madagascar et dépendances des vols de certains produits du sol pendant dans les plantations, n° 1348. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi tendant à rendre applicables en Afrique équatoriale française et au Cameroun les articles premier et 2 de la loi du 22 avril 1925 modifiant les articles 174 et 203 du Code d'instruction criminelle et au Togo l'article 2 de cette même loi, n° 1349. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, certaines dispositions de l'ordonnance du 7 octobre 1944 relative à la répression des évasions et de la loi n° 49-340 du 14 mars 1949, modifiant les articles 237 à 241, 245 et 247 du Code pénal et la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes, n° 1351. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les dispositions de la loi du 2 août 1950 modifiant l'article 380 du Code pénal, n° 1352. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi relatif à l'organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, n° 1353. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les modifications apportées dans la métropole aux articles 66, 162, 194 et 368 du Code d'instruction criminelle, n° 1354. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi ayant pour objet, dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, la répression de l'ivresse publique, la police des débits de boisson et l'aggravation des peines encourues par certains délinquants en état d'ivresse, n° 1404. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi modifiant et complétant la loi n° 47-1629 du 29 août 1947, fixant le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française dites Grands Conseils, n° 1405. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 15 décembre 1949 de la Commission per-

manente de l'Assemblée représentative de Madagascar concernant la réglementation des entrepôts spéciaux et les dépôts d'avitaillement des huiles minérales à Madagascar et la délibération du 13 avril 1950 de l'Assemblée représentative de Madagascar rectifiant la précédente, n° 1406. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer et au Togo (à l'exception de Madagascar, de l'archipel des Comores et du Cameroun) les modifications apportées à l'article 373 du Code pénal par la loi validée du 8 octobre 1943, n° 1408. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi concernant les conseils de districts des Etablissements français de l'Océanie, n° 1411. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi complétant le décret du 5 janvier 1940 relatif à l'exercice de la profession commerciale dans les Etablissements français de l'Océanie, instituant une carte de commerçant pour les étrangers, n° 1412. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi portant extension à Madagascar et dépendances, au territoire des Comores, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, aux Etablissements français de l'Océanie, aux Etablissements français dans l'Inde, à la Côte française des Somalis et à Saint-Pierre et Miquelon, des dispositions des articles premier et 2 de l'ordonnance du 25 juin 1945 concernant le concours des citoyens à la justice et à la sécurité publique, n° 1413. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi relatif à la composition et à la formation du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° 1440. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi relatif à la formation des Assemblées de groupe et des Assemblées représentatives en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et à Madagascar, n° 1441. — Le 9 novembre 1951, un projet de loi instituant un fonds forestier d'outre-mer, n° 1450. — Le 15 novembre 1951, un projet de loi tendant à l'approbation des comptes définitifs du budget local du Togo, exercice 1947, et du budget annexe du chemin de fer et du Wharf, exercice 1947, n° 1573. — Le 15 novembre 1951, un projet de loi tendant à rendre applicable à Saint-Pierre et Miquelon des modifications apportées au Code pénal par les textes en vigueur dans la métropole, n° 1575. — Le 15 novembre 1951, un projet de loi approuvant le compte définitif du budget local de Madagascar (Exercice 1945) et du budget annexe des

chemins de fer de Madagascar (Exercice 1945), n° 1576. — Le 15 novembre 1951, un projet de loi approuvant le compte définitif du budget général de l'Afrique occidentale française (Exercice 1943), n° 1577. — Le 20 novembre 1951, un projet de loi relatif à la fabrication, à l'importation, à la vente et à la consommation des boissons alcooliques en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, n° 1620. — Le 20 novembre 1951, un projet de loi habilitant les chefs des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, autres que l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale française, le Cameroun et le Togo, à imposer un contingent d'importations des boissons alcooliques et à prohiber l'importation des boissons jugées nocives, n° 1621. — Le 11 décembre 1951, un projet de loi modifiant certaines dispositions du décret du 9 octobre 1913 et textes subséquents sur l'organisation et le fonctionnement des municipalités à Madagascar et déclarant ledit décret applicable au territoire des Comores, n° 1793. — Le 4 décembre 1951, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 4 mai 1951 fixant le régime douanier de certains produits marocains importés en Afrique occidentale française, n° 1794. — Le 4 décembre 1951, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 22 mai 1951 approuvant une délibération en date du 19 décembre 1950 du Conseil général du territoire des îles Saint-Pierre et Miquelon relative au tarif des droits de douane d'importation dans ce territoire, n° 1795. — Le 4 décembre 1951, un projet de loi relatif à l'extension dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, de la loi du 30 mai 1950 instituant un article 320 *bis* et modifiant l'article 434 du Code pénal, n° 1797. — Le 4 décembre 1951, un projet de loi tendant à rendre applicable dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun la loi du 20 mars 1951 complétant les articles 639 et 640 du Code d'instruction criminelle, n° 1798. — Le 4 décembre 1951, un projet de loi ratifiant le décret du 27 avril 1951 approuvant l'article premier d'une délibération prise le 30 novembre 1950 par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie tendant à modifier le décret du 20 juillet 1932 portant réglementation du service local des douanes, n° 1799. — Le 4 décembre 1951, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 28 avril 1951 approuvant,

en ce qui concerne les droits de douane, la délibération prise le 23 novembre 1950 par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, tendant à exonérer du paiement des droits de douane et des droits d'entrée pendant une période de cinq années le matériel importé par les compagnies de navigation aérienne, n° 1800. — Le 4 décembre 1951, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 28 avril 1951 approuvant une délibération prise le 21 décembre 1950 par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie modifiant l'assiette et le taux des droits de douane, n° 1801. — Le 4 décembre 1951, un projet de loi ratifiant le décret du 3 avril 1951 approuvant deux délibérations prises les 24 octobre et 3 novembre 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française et la Commission permanente de cette Assemblée visant à étendre le bénéfice de l'admission temporaire aux cartons destinés à la fabrication des emballages et aux tabacs bruts destinés à la transformation en tabacs fabriqués en vue de la réexportation, n° 1804. — Le 4 décembre 1951, un projet de loi tendant à rendre applicable dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun la loi du 11 février 1951 abrogeant les dispositions législatives qui, en matière de droit commun suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable des circonstances atténuantes, n° 1805. — Le 4 décembre 1951, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 3 avril 1951 approuvant quatre délibérations prises les 17 octobre 1950 et 3 novembre 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française et la Commission permanente de cette Assemblée, modifiant la quotité des droits de douane sur certains articles, n° 1817. — Le 6 décembre 1951, un projet de loi ayant pour objet, dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer autres que les Etablissements français dans l'Inde, la protection des monuments naturels, des sites et des monuments de caractère historique, scientifique, artistique ou pittoresque, le classement des objets historiques, scientifiques ou ethnographiques et la réglementation des fouilles, n° 1893. — Le 24 décembre 1951, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 24 mai 1948 approuvant une délibération prise par le

Conseil de Gouvernement de l'Afrique équatoriale française du 17 juillet 1947 demandant la modification de l'article 90 du décret du 17 février 1921, relatif au fonctionnement du service des douanes dans cette Fédération, **n° 2122**. — Le 21 décembre 1951, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 28 février 1949, approuvant : 1° une délibération du 20 décembre 1948 du conseil général des Comores tendant à maintenir la réglementation douanière de ce territoire en harmonie avec celle de Madagascar ; 2° rejetant une délibération du même conseil en date du 3 septembre 1948 ayant même objet, **n° 2123**. — Le 21 décembre 1951, un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 9 avril 1948 du Conseil d'administration du Cameroun modifiée par la délibération du 5 octobre 1948 demandant la modification des articles 51 et 155 du décret du 17 février 1921 portant réglementation du régime des douanes dans ce territoire, **n° 2124**. — Le 27 décembre 1951, un projet de loi tendant à approuver le décret du 22 septembre 1948 suspendant pendant une nouvelle période de six mois à compter du 21 octobre 1948, la perception des droits de douane d'entrée en Afrique occidentale française, **n° 2237**. — Le 27 décembre 1951, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 16 avril 1949 approuvant une délibération du 27 décembre 1948 du Conseil privé de la Côte française des Somalis demandant à constituer le territoire précité en zone franche et par voie de conséquence à supprimer le tarif douanier ainsi que la réglementation du service des douanes de ce territoire, **n° 2238**. — Le 29 décembre 1951, un projet de loi tendant à proroger le mandat des membres des conseils généraux et des assemblées territoriales ou provinciales dans les territoires africains dépendant du Ministère de la France d'outre-mer à l'exception de la Côte française des Somalis, à Madagascar et aux Comores, **n° 2292**. — Le 7 janvier 1952, un projet de loi tendant à modifier l'ordonnance du 7 décembre 1943 portant création de l'Office national antiacridien, **n° 2369**. — Le 7 janvier 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 décembre 1949 approuvant une délibération prise le 28 septembre 1949 par le Conseil d'administration des Iles Wallis et Futuna demandant la modification du tarif des droits de douane applicables dans cet archipel, **n° 2370**. — Le 7 janvier 1952, un projet de loi

tendant à ratifier le décret du 30 novembre 1949 approuvant une délibération prise le 11 mars 1949 par l'Assemblée représentative de Madagascar relative à la réglementation douanière de ce territoire, **n° 2371**. — Le 7 janvier 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 15 novembre 1949 approuvant une délibération en date du 24 juin 1949, modifiée par deux délibérations en date du 27 septembre 1949, prises par l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, tendant à modifier l'assiette et le taux des droits de douane applicables dans ce territoire, **n° 2372**. — Le 16 février 1952, un projet de loi prorogeant le mandat des membres du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie, **n° 2667**. — Le 16 février 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 septembre 1949 approuvant une délibération prise le 2 juin 1949 par le Grand conseil de l'Afrique occidentale française demandant la modification du décret du 1^{er} juin 1932 réglementant le fonctionnement du service des douanes dans ce territoire, **n° 2681**. — Le 16 février 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 3 avril 1949 approuvant une délibération du Conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du 1^{er} décembre 1948 relative à la réduction des formalités douanières pour les marchandises ayant transbordé dans les ports étrangers admis pour le transport en droiture, **n° 2682**. — Le 16 février 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 19 avril 1949 approuvant une délibération prise par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française en date du 21 janvier 1949 demandant la prorogation pour une nouvelle période de six mois, à compter du 20 avril 1949, de la suspension des droits de douane, **n° 2683**. — Le 16 février 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 1^{er} août 1949 rejetant une délibération prise le 11 mars 1949 par l'Assemblée représentative de Madagascar, relative à la réglementation douanière des entrepôts spéciaux des huiles minérales et des dépôts d'avitaillement d'huiles minérales, **n° 2684**. — Le 16 février 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 20 juillet 1949 approuvant une délibération de l'Assemblée représentative de Madagascar et dépendances concernant la réglementation douanière dans ce territoire (forme et énonciation des déclarations de douane), **n° 2685**. — Le 16 février 1952, un

projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 décembre 1949 approuvant une délibération prise le 28 septembre 1949 par le Grand conseil de l'Afrique occidentale française demandant la modification du décret du 1^{er} juin 1932 réglementant le régime des douanes dans le territoire, **n° 2686**. — Le 16 février 1952, un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 27 mai 1949 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française demandant la prorogation, pour une nouvelle période de six mois, pour compter du 20 octobre 1949, de la suspension des droits de douane dans ce territoire, **n° 2687**. — Le 16 février 1952, un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 19 juillet 1949 du Conseil d'administration du Cameroun, demandant la modification de l'article 90 du décret du 17 février 1921 portant réglementation du régime des douanes dans ce territoire, **n° 2688**. — Le 16 février 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 juin 1951 rejetant une délibération prise le 17 octobre 1950 par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française modifiant la quotité des droits de douane sur les essences de pétrole, **n° 2689**. — Le 16 février 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 5 novembre 1951 approuvant une délibération prise le 10 mai 1951 par le Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française, demandant la modification du Code des douanes en vigueur dans ce territoire, **n° 2690**. — Le 16 février 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 20 juin 1949 portant approbation de la délibération de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie en date du 28 janvier 1949 tendant à exonérer des droits de douane dans ce territoire toutes les marchandises importées pour le compte et aux frais de l'Etat, du territoire, des collectivités publiques et de l'Institut de recherches médicales d'Océanie, **n° 2691**. — Le 29 janvier 1953, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 25 juillet 1952 approuvant une délibération de la Commission permanente du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française en date du 22 janvier 1952 tendant à étendre le régime de l'admission temporaire à la résine synthétique entrant dans la fabrication des contre-plaqués, **n° 5424**. — Le 29 janvier 1953, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 18 août 1952 approuvant une délibération prise le 26 mars 1952 par le Conseil d'administration du Cameroun modifiant les

dispositions du Code des douanes en vigueur dans le territoire en ce qui concerne le dépôt en douane des marchandises, **n° 5425**. — Le 24 février 1953, un projet de loi relatif à la réglementation des substances explosives dans le territoire de Madagascar et dépendances, **n° 5645**. — Le 27 février 1953, un projet de loi tendant à rendre applicables dans les territoires de l'Afrique occidentale française, du Togo, de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et des Etablissements français de l'Océanie, les modifications apportées à l'article 259 du Code pénal par la loi validée du 23 mai 1942 et l'ordonnance du 28 juin 1945, **n° 5714**. — Le 27 février 1953, un projet de loi adaptant à la Nouvelle-Calédonie et ses dépendances, aux Etablissements français de l'Océanie et aux îles Saint-Pierre et Miquelon, les dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante (modifiée par la loi du 24 mai 1951), **n° 5715**. — Le 12 mai 1953, un projet de loi tendant à ratifier : 1^o le décret n° 52-1204 du 28 octobre 1952 complétant le décret n° 50-584 du 25 mai 1950 fixant la liste des produits originaires des territoires français d'outre-mer du 2^e groupe à régime préférentiel admissibles en franchise des droits de douane à l'importation dans la métropole, dans les départements d'outre-mer et en Algérie ; 2^o le décret du 30 octobre 1952 rejetant une délibération de la Commission permanente du Grand Conseil de l'A. O. F., en date du 28 février 1952, tendant à étendre le bénéfice du régime de l'admission temporaire aux papiers kraft utilisés pour l'emballage des régimes de bananes destinés à l'exportation ; 3^o le décret du 25 novembre 1952 approuvant une délibération du Grand Conseil de l'A. O. F., ramenant au taux du tarif minimum la quotité du tarif général pour les sels et certains produits pétroliers d'origine étrangère ; 4^o le décret du 25 novembre 1952 approuvant une délibération du Grand Conseil de l'A. O. F. créant une sous-position avec réduction du droit de douane applicable à certains produits pétroliers provenant des usines exercées de l'Union Française ; 5^o le décret du 26 novembre 1952 approuvant une délibération du Grand Conseil de l'A. O. F., permettant de placer sous le régime de l'exercice les usines destinées à la fabrication des « cut-backs » par mélange émulsion à chaud de pétrole lampant et de bitume ; 6^o le décret du 30 novembre 1952 approuvant pour partie et annulant pour partie

la délibération n° 44-52 en date du 26 juin 1952 du Grand Conseil de l'A. O. F., réduisant la quotité du droit de douane des gros matériels d'équipement et de leurs pneumatiques ; 7° le décret du 30 novembre 1952 approuvant pour partie et annulant pour partie la délibération n° 45-52 en date du 26 juin 1952 du Grand Conseil de l'A. O. F., modifiant la nomenclature tarifaire des pneumatiques pour roues de véhicules ; 8° le décret n° 52-1338 du 15 décembre 1952 portant admission en franchise de droit de douane en Algérie, des tabacs bruts, en feuilles ou en côtes, originaires des territoires français d'outre-mer, du deuxième groupe à régime préférentiel et à régime non préférentiel, **n° 6144**. — Le 21 mai 1953, un projet de loi tendant à rendre applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo les dispositions de la loi n° 49-240 du 23 février 1949 modifiant l'article 15 de la loi du 17 décembre 1926 portant Code disciplinaire et pénal de la marine marchande, **n° 6224**. — Le 21 mai 1953, un projet de loi relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement dans les territoires relevant du Ministre de la France d'outre-mer, **n° 6225**. — Le 23 juillet 1953, un projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget local de la Nouvelle-Calédonie et dépendances pour les exercices 1948, 1949 et 1950, **n° 6649**. — Le 23 juillet 1953, un projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget général de l'Afrique équatoriale française pour les exercices 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949 et 1950, **n° 6650**. — Le 23 juillet 1953, un projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget de la Côte française des Somalis pour les exercices 1947, 1948 et 1949, **n° 6652**. — Le 23 juillet 1953, un projet de loi approuvant les comptes définitifs : a) du budget général de l'A. O. F. pour les années 1942, 1944, 1945, 1946, 1947 et 1948 ; b) du budget des Transports pour les années 1943, 1944 et 1945 ; c) du budget spécial des Grands Travaux et dépenses sanitaires sur fonds d'emprunt (annexe du budget général) pour les années 1944, 1945 et 1946 ; d) du budget annexe de la circonscription de Dakar et dépendances pour les années 1942, 1943, 1944, 1945 et 1946 ; e) du budget annexe de l'Ecole africaine de médecine et de pharmacie pour les années 1945, 1946 et 1947, **n° 6653**. — Le 12 novembre 1953, un projet de loi réorganisant le registre du commerce au Cameroun,

n° 7142. — Le 9 février 1954, un projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget général de Madagascar pour les exercices 1949, 1950 et 1951 et du budget annexe des chemins de fer pour les exercices 1949 et 1950, **n° 7694**. — Le 26 février 1954, un projet de loi modifiant et complétant la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, telle qu'elle a été rendue applicable dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, **n° 7915**. — Le 1^{er} avril 1954, un projet de loi autorisant la création en Afrique occidentale française de conseils de subdivision et de cercle, en Afrique équatoriale française de conseils de district et de région, et l'institution de budgets de cercle ou de région, **n° 8258**. — Le 4 mai 1954, un projet de loi relatif à l'accession au statut civil de droit commun des administrés français des territoires sous tutelle du Cameroun et du Togo, **n° 8364**. — Le 4 mai 1954, un projet de loi relatif à l'accession de certains citoyens français de statut civil particulier au statut civil de droit commun, **n° 8365**. — Le 11 mai 1954, un projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget local du Togo pour les exercices 1948, 1949, 1950 et 1951 et les comptes définitifs du budget annexe du chemin de fer et du wharf pour les exercices 1948, 1949, 1950 et 1951, **n° 8427**.

Interventions :

Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet Pleven) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : *Amendement de M. Malbrant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Traitements des fonctionnaires du cadre général, décentralisation dans les territoires d'outre-mer)* [13 novembre 1951] (p. 7914) ; *Amendement de M. Béchard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits du service administratif colonial* (p. 7918) ; Chap. 1090 : *Amendement de M. Béchard tendant à réduire de 302 millions les crédits pour le personnel d'autorité (Cas du juge Darras en Côte d'Ivoire)* (p. 7920, 7921) ; Chap. 1110 : *Amendement de M. Duveau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les magistrats d'outre-mer (Justice à Madagascar)*

(p. 7935); Chap. 4010 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour prestations et versements facultatifs* (p. 7935, 7937); — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Ses observations sur le rôle de l'amiral Auboyneau à Madagascar)* [22 novembre 1951] (p. 8338); Art. 2 : *Sous-amendement de M. Ninine tendant à augmenter la représentation du Cameroun* (p. 8379); *Proposition de M. Moisan de voter territoire par territoire* (p. 8379); *Sous-amendement de M. Silvandre tendant à augmenter la représentation du Soudan* (p. 8380); *Amendement de M. Juglas tendant à modifier la répartition des sièges entre les deux collègues* (p. 8381); *Sous-amendement de M. Aubame tendant à augmenter le nombre des représentants du Moyen-Congo* [23 novembre 1951] (p. 8409); *Sous-amendement de M. Aubame tendant à maintenir les proportions entre les 2 collègues du Cameroun* (p. 8413); *Sous-amendement de Mme Lefebvre tendant à rétablir le collège unique au Togo* (p. 8414); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 8425); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 1^{er}, Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER; Chap. 900 : *Amendement de M. Malbrant tendant à réduire de 1.000 francs la subvention au F. I. D. E. S. (Insuffisance des réalisations en Afrique équatoriale)* [26 décembre 1952] (p. 9892); Chap. 900 : *Amendement de M. Silvandre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention au F. I. D. E. S. (Hôpital de Mopti)* (p. 9893). — Donne sa démission de *Ministre de la France d'outre-mer* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet Ed. Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Ministre de la France d'outre-mer* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1954, amendé par le Conseil de la République; FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* [30 janvier 1953] (p. 758); Etat A, Chap. 3101 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale (Suppression d'un emploi de juriste)*

(p. 758); Chap. 3121 : *Demande de rétablissement des crédits votés par le Conseil de la République pour le laboratoire du F. I. D. E. S.* (p. 759); Chap. 3131 : *Demande de rétablissement des crédits votés par le Conseil de la République pour les services administratifs* (p. 759); — du projet de loi relatif à la répression à Madagascar des vols de certains produits du sol : *Discussion générale (Observations sur l'assassinat de Ruben Nyobé au Cameroun)* [28 mars 1953] (p. 2553). — Donne sa démission de *Ministre de la France d'outre-mer* [27 mai 1953] (p. 2846). — Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); FRANCE D'OUTRE-MER : *Motion préjudicielle de M. Silvandre tendant à surseoir au débat en attendant les textes d'application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer* [23 novembre 1953] (p. 5421, 5422); Etat A, Chap. 3101 : *Administration centrale (Réforme administrative à Paris et dans les territoires d'outre-mer, pouvoirs des Assemblées territoriales, relations commerciales entre la France et les territoires d'outre-mer, plan quadriennal d'investissements du F. I. D. E. S., les 72 milliards d'investissements prévus, l'application du Code du travail, la révision des salaires horaires et la durée légale du travail)* (p. 5433 et suiv.); *Amendement de M. Benoist tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Revalorisation de 20 0/0 des salaires)* (p. 5441); *Amendements tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'administration centrale (Pouvoirs des assemblées locales, application du Code du travail, débouchés pour les étudiants noirs, Office de la main-d'œuvre, décentralisation administrative)* (p. 5444, 5445); *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale (Office de la main-d'œuvre)* (p. 5445); Chap. 3102 : *Demande de rétablissement des crédits pour indemnités de l'administration centrale* (p. 5446); Chap. 3141 : *Amendement de M. Juglas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité en service (Recrutement et statut des administrateurs de la France d'outre-mer)* (p. 5450, 5451); Chap. 3142 : *Personnel d'autorité, indemnités et allocations (Indemnité pour frais de réceptions insuffisante)* (p. 5451); Chap. 3191 :

Amendement de M. Malbrant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités résidentielles (Indemnité pour difficultés exceptionnelles de vie) (p. 5452); Chap. 3405 : Amendement de M. Dronne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Radiodiffusion d'outre-mer (Poste émetteur de Saint-Pierre et Miquelon) (p. 5452); Chap. 3441 : Amendement de M. Juglas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais divers du personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (Frais de déplacement injustifiés) (p. 5453); Chap. 3691 : Demande de rétablissement des crédits pour les dépenses administratives de la Caisse centrale de la France d'outre-mer (Réduction de personnel déjà faite) (p. 5453, 5454); Chap. 3792 : Amendement de M. Magendie tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le chemin de fer franco-éthiopien (Contrôle de l'Etat sur le chemin de fer à renforcer) (p. 5454); Chap. 4191 : Amendement de M. Savary tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux budgets locaux (Insuffisance de la subvention à Saint-Pierre et Miquelon) (p. 5454, 5455); Chap. 4193 : Demande de rétablissement des crédits pour indemnisation des populations pongwées du Gabon (p. 5455); Etat B, Chap. 6820 : Demande de rétablissement des crédits pour la subvention au fonds commun de la recherche scientifique d'outre-mer (Travaux superflus) (p. 5455, 5456); Chap. 6890 : Amendement de M. Bayrou tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention au F. I. D. E. S. (Insuffisance des crédits pour l'A. E. F. et recherches pétrolières au Gabon) (p. 5456, 5457); Chap. 6802 : Subventions au F.I.D.E.S. (Hôpitaux et lycées insuffisants en Guinée) (p. 5457); FRANCE D'OUTRE-MER, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 3101 : Administration centrale (Nouveau régime des retraites pour les fonctionnaires d'outre-mer) [31 décembre 1953] (p. 7146); Art. 6 nouveau : Amendement de M. Juglas tendant à supprimer l'article réservant 60 0/0 des crédits d'investissement au développement de la production (Insuffisance de l'infrastructure existante dans certaines régions) (p. 7148); Ses explications de vote sur l'ensemble (Attribution de cinq postes de gouverneurs au Ministère des Etats associés) (p. 7149); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

(DÉPENSES MILITAIRES); Etat A, Chap. 31-01 : Amendement de M. Badie (Rétablissement du crédit proposé par le Gouvernement pour ce chapitre, les réductions à apporter aux effectifs de l'administration centrale) [19 mars 1954] (p. 1133); Amendement de M. Senghor (Les effectifs de gendarmerie, la nomination d'un officier général de gendarmerie) (p. 1134); Chap. 31-11 : Amendement de M. Dronne (Insuffisance des crédits affectés à la défense des territoires d'outre-mer, l'instruction des recrues africaines envoyées en Indochine) (p. 1135); Chap. 31-12 : Amendement de M. Dronne (Suppression de la discrimination entre militaires d'origine métropolitaine et militaires originaires des T. O. M. et D. O. M.) (p. 1136); Chap. 31-31 : Amendement de M. Dronne (Réduction des crédits de la gendarmerie, nomination d'un général de gendarmerie) (p. 1137); Chap. 32-31 : Entretien du personnel et des animaux de la gendarmerie; Amendement de M. Senghor (Réduction massive des crédits affectés à ce chapitre) (p. 1137); Chap. 32-83 : Amendement de M. Badie (Les déplacements par avion à l'intérieur des divers groupes de territoires) (p. 1138); Chap. 32-82 : Amendement de M. Badie (La prolifération des services sociaux d'armes qui risquent de faire double emploi) (p. 1139); Chap. 35-71 : Amendement de M. Senghor (Réduction des crédits affectés aux dépenses d'entretien des bâtiments et de loyers de la gendarmerie) (p. 1139); Chap. 54-71 : Travaux et installations domaniales (Le plan quadriennal) (p. 1140); Articles additionnels de MM. Billat et Triboulet (Cession de locaux et terrains militaires désaffectés à la ville de Fort-de-France) (p. 1142); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Discussion générale [1^{er} avril 1954] (p. 1590); — des interpellations sur la politique du Gouvernement dans les départements et territoires d'outre-mer : Rôle de l'Assemblée de l'Union française [8 avril 1954] (p. 1927); Revendication des fonctionnaires des territoires d'outre-mer (p. 1933); Discussion générale (Rapports économiques de l'Union française, arachide, coton, déprime sur le sucre et le blé, effort financier de la métropole, régime des échanges économiques métropole-outre-mer, loi douanière d'unification, prochain plan d'équipement) [9 avril 1954] (p. 2021 et suiv.); Développement industriel, création d'un comité interministériel, assemblées locales, institutions

municipales, réforme constitutionnelle, recrutement de l'École nationale de la France d'outre-mer, réforme administrative, Code du travail, assimilation et autonomie (p. 2024 et suiv., 2028); *Ordre du jour de M. Aubame (Application de la Constitution aux départements d'outre-mer)* [9 avril 1954] (p. 2033). — Donne sa démission de *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C. E. D.) : *Question préalable de M. Aumeran* [30 août 1954] (p. 4468); — d'interpellations sur le Maroc : *Décision du Résident général visant M. de Pauwfeu* [8 octobre 1955] (p. 4919); — d'interpellations sur l'Algérie : *Ses explications sur la question de confiance, erreur de confier à des militaires des responsabilités politiques, mise au point des réformes envisagées, possibilité de saisir le Conseil de sécurité du problème algérien, évolution vers l'indépendance de la Tunisie et du Maroc, utilisation des disponibles* [18 octobre 1955] (p. 5143, 5144). = S'excuse de son absence [12 décembre 1952] (p. 6226), [27 juillet 1954] (p. 3635). = Obtient des congés [12 décembre 1952] (p. 6226), [27 juillet 1954] (p. 3635).

JAQUET (M. Gérard), Député de la Seine (3^e circonscription) (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [24 mai 1955] (**F. n° 533**); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**). — Est nommé : Secrétaire de la Commission des affaires étrangères [19 juillet 1951] (**F. n° 7**); membre titulaire pour représenter la France métropolitaine à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (**F. n° 16**); Démissionnaire le 2 août 1951 (p. 6204) réélu; le 9 août 1951 (p. 6294). — Est désigné par l'Assemblée Nationale pour représenter la France au sein de la Communauté européenne

du charbon et de l'acier [11 juillet 1952] (**F. n° 164**), [8 juillet 1954] (**F. n° 407**), [20 juillet 1955] (**F. n° 552**).

Dépôt :

Le 21 décembre 1951, une proposition de loi tendant à annuler la spoliation dont sont victimes les citoyens français tombant sous le coup des lois du Gouvernement de fait dit de l'Etat français portant réquisition d'urgence de leurs propriétés ou des locaux qu'ils occupent sur la zone des anciennes fortifications de Paris et sur la zone de sauvegarde de 150 mètres autour de Paris, **n° 2167**.

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Discussion générale (La politique du N. A. T. O., la Communauté européenne et son organisation, la participation anglaise)* [12 février 1952] (p. 626, 627). — Est nommé *Membre de l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier* [11 juillet 1952] (p. 3911). — Dépose une demande d'interpellation : sur la construction rapide de l'Europe en tenant compte des garanties réclamées par l'Assemblée Nationale le 18 février 1952 [26 novembre 1952] (p. 5698); — sur une construction rapide de l'Europe, en tenant compte des garanties réclamées par l'Assemblée Nationale le 18 février 1952 [3 février 1953] (p. 830); — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour rendre possible l'unification rapide de l'Europe [6 octobre 1953] (p. 4013); la développe : *La nécessité d'unifier l'Europe pour contrôler l'Allemagne, les travaux de l'Assemblée de Strasbourg, la formation d'une autorité politique supranationale et ses pouvoirs, la position du groupe socialiste dans le débat sur la C. E. D.* [17 novembre 1953] (p. 5199 et suiv.). — Prend part à la discussion des projets de loi portant ratification des accords de Paris : *Discussion générale (« Agressivité spectaculaire » de l'U. R. S. S. (Evolution récente), mais négociations nécessaires, intégration nécessaire de l'Allemagne à l'Europe et réconciliation franco-allemande (Rejet formel d'une Allemagne « neutre » et réunifiée), raisons d'une intégration économique et sociale de l'Europe; avantages de la garantie britannique (Portée politique), insuff-*

finance de l'agence des armements (Absence de sanctions), retour fâcheux aux souverainetés nationales (Rôle politique de l'Etat-Major allemand) ; ratification nécessaire pour éviter un deuxième échec très grave, mais nouvelle étape nécessaire (Pool réel des armements, Assemblée parlementaire élue, réforme du Conseil de l'Europe et de la C. E. C. A.) [22 décembre 1954] (p. 6745 à 6748). — Est nommé *Représentant de la France à l'Assemblée de la C. E. C. A.* [20 juillet 1955] (p. 3952).

JARROSSON (M. Guy), *Député du Rhône (1^{re} circonscription) (R. I.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5904). — Est nommé : Vice-Président de la Commission des affaires économiques [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre suppléant : de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (**F. n° 138**); de la Commission des finances [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie, en qualité de membre suppléant, de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [8 juin 1954] (**F. n° 394**). — Est nommé membre titulaire de cette Commission [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**).

Dépôts :

Le 18 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire conférer aux généraux Juin et de Lattre de Tassigny la dignité de Maréchal de France, **n° 2071**. — Le 19 décembre 1951, une proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai permettant à certaines catégories de veuves de militaires de carrière de demander le bénéfice de l'allocation complémentaire prévue par les articles 76 et 77 de la loi du 30 décembre 1928, **n° 2096**. — Le 15 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouverne-

ment à conférer au général Juin la dignité de Maréchal de France, **n° 2420**. — Le 29 février 1952, une proposition de loi tendant à prolonger l'activité de service de certains fonctionnaires d'une durée égale à celle de leur éviction par le Gouvernement de Vichy, **n° 2859**. — Le 18 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2830) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord entre la France et la Pologne sur le règlement par la Pologne des créances financières françaises conclu à Paris le 7 septembre 1951, **n° 3705**. — Le 12 novembre 1952, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 4260) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Finances et Affaires économiques (III. — Affaires économiques), **n° 4724**. — Le 30 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 6845) portant ratification du décret n° 53-990 du 30 septembre 1953 rétablissant les droits de douane sur certains œufs, **n° 7336**. — Le 9 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 3199) autorisant le Président de la République à ratifier : 1^o le Protocole de Genève d'application provisoire de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce en date du 30 octobre 1947 ainsi que les Protocoles qui l'ont modifié et complété ultérieurement, protocoles de modification signés à La Havane le 24 mars 1948, protocole de rectification signé à La Havane le 24 mars 1948, protocoles de modification signés à Genève le 14 septembre 1948; deuxième protocole de rectification signé à Genève le 14 septembre 1948; déclarations signées à Annecy le 9 mai 1949 et le 11 août 1949 — protocoles de modification signés à Annecy le 13 août 1949 — protocole de remplacement signé à Annecy le 13 août 1949; troisième protocole de rectification signé à Annecy le 13 août 1949; protocole d'Annecy des conditions d'adhésion du 10 octobre 1949; quatrième protocole de ratification signé à Genève le 3 avril 1950; cinquième protocole de rectification signé à Torquay le 16 décembre 1950; protocole de Torquay, annexé à l'accord général du 21 avril 1951; décisions de Torquay approuvant l'adhésion des Gouvernements adhérents du 21 avril 1951, déclaration et acte final de Torquay du 21 avril

1951, protocole de rectification et de modification du 26 octobre 1951; 2° l'Avenant du 1^{er} août 1949 à la Convention du commerce du 11 mars 1929 entre la France et la Grèce; 3° l'Avenant du 8 août 1949 à la Convention de commerce du 13 juillet 1921 entre la France et la Finlande (Dispositions concernant l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), **n° 8323**. — Le 12 novembre 1954, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 9290) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour l'exercice 1955 (III. — Affaires économiques), **n° 9457**. — Le 18 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 9657) portant modification de la loi n° 52-861 du 21 juillet 1952 et de la loi n° 54-282 du 15 mars 1954 relatives à la répartition des indemnités accordées par les États yougoslave, tchécoslovaque, polonais et hongrois à certains intérêts français, **n° 10451**. — Le 12 mai 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 9657) portant modification de la loi n° 52-861 du 21 juillet 1952 et de la loi n° 54-282 du 15 mars 1954 relatives à la répartition des indemnités accordées par les États yougoslave, tchécoslovaque, polonais et hongrois à certains intérêts français, **n° 10722**.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur le monopole de l'enseignement)* [6 septembre 1951] (p. 7977, 7978); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur les difficultés de trésorerie des entreprises)* [9 novembre 1951] (p. 7876); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AFFAIRES ÉCONOMIQUES : en qualité de Rapporteur pour avis : Sa demande de renvoi à la Commission des affaires économiques [29 novembre 1951] (p. 8658, 8659); en qualité de rapporteur pour avis [5 décembre 1951] (p. 8824); Chap. 3030 : Amendement de M. Charret tendant à supprimer les crédits pour les frais

d'installation de l'appartement du Ministre Quai Branly (p. 8835); Chap. 4010 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Sociétés de secours mutuel) (p. 8836); Chap. 5000 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Centre national du commerce extérieur) [11 décembre 1951] (p. 8983, 8985); Amendement de M. Costes tendant à réduire de 20 millions les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Comité franc-dollar) (p. 8987); Chap. 5050 : Sa demande de disjonction du chapitre subventionnant les restaurants sociaux [12 décembre 1951] (p. 9055); la retire (ibid.); Chap. 3030 : Amendement de M. Charret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'administration centrale (Appartement du Ministre Quai Branly) (p. 9056); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier : en qualité de Rapporteur pour avis [6 décembre 1951] (p. 8870); Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion d'ajournement de M. Pierre André [11 décembre 1951] (p. 9004); Art. 2 : Son rappel au règlement (Recevabilité des amendements) (p. 9025); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 : en qualité de Rapporteur pour avis [27 décembre 1951] (p. 9946); Art. 2, État B, ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : Prêts aux entreprises métallurgiques (p. 9979); INVESTISSEMENTS SOCIAUX : Amendement de M. Boscardy-Monsservin, tendant à réduire de 1.000 francs les crédits demandés par le Gouvernement pour les prêts sociaux d'intérêt agricole (p. 9986); Art. 9 : Amendement de M. Catrice tendant à accorder la participation de l'État aux petites entreprises qui se modernisent [28 décembre 1951] (p. 10005); Art. 15 : Demande de disjonction présentée par M. Cristofol, de l'article permettant la fermeture des petites usines à gaz (p. 10007); Art. 16 : Amendement de M. Silvanore tendant à retirer l'article créant le bureau d'organisation des ensembles industriels africains (p. 10007); Sa demande de renvoi à la Commission (p. 10028); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; Art. 13 : Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à ne pas créer de juridiction d'exception pour le tribunal des ententes [9 juillet 1952]

(p. 3741) ; Art. 18 : *Amendement de M. Catroux tendant à prévoir l'exécution des jugements par réquisition de la force publique* [10 juillet 1952] (p. 3790) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, en qualité de *Rapporteur pour avis* [14 novembre 1952] (p. 5150) ; Etat A, Chap. 3101 : *Commerce avec les pays de l'Est* (p. 5153) ; Chap. 3122 : *Demande de rétablissement des crédits pour les indemnités du service des enquêtes économiques, présentée par le Gouvernement* (p. 5158) ; Chap. 4413 : *Demande de rétablissement des crédits pour remboursement des charges fiscales aux exportateurs* (p. 5165) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits (Affaires économiques) et réévaluation de recettes (exercice 1952) : *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Leenhardt* [29 janvier 1953] (p. 643) ; — du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique ; Art. 6 : *Amendement de M. Cornignon-Molinier tendant à prévoir un représentant du Ministère des Finances et un du Ministère de l'Industrie* [19 février 1953] (p. 1183). — Dépose une demande d'interpellation sur la lenteur inadmissible des travaux de la Commission chargée de l'indemnisation des intérêts français en Tchécoslovaquie [4 novembre 1953] (p. 4810). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique européenne : *Son ordre du jour approuvant le pacte Atlantique et condamnant la C. E. D.* [24 novembre 1953] (p. 5489) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 novembre 1953] (p. 5580) ; Etat A, Chap. 3402 : *Amendement de M. Penoy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'administration centrale (Commission nationale technique des classes moyennes)* (p. 5586) ; Chap. 4413 : *Amendement de M. Penoy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement de charges fiscales (Remboursement du prélèvement de 1 0/0 en faveur du logement)* (p. 5588) ; Etat C, Chap. 8401 : *Amendement de M. Dronne tendant à réserver le chapitre relatif au versement aux producteurs de textiles (Insuffisance du taux de la taxe d'encouragement)* (p. 5592) ; FINANCES (COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ), en qualité de *Rapporteur pour avis* (p. 5596) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES (COM-

MISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ) Etat A, Titre III : *Amendement de M. R. Mayer tendant à réduire de 100.554.000 francs les crédits pour les services (Suppression des emplois nouveaux prévus)* [27 novembre 1953] (p. 5643, 5646) ; *Amendement de M. Catroux tendant à réduire de 40 millions les crédits pour les services (Suppression de certains emplois, mais maintien du Commissariat)* (p. 5648) ; *ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5649) ; — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Contre-projet de M. Abelin (Détaxation des investissements véritables, taxe sur la valeur ajoutée, taxe sur les prestations de service, limitation à trois impôts d'Etat)* [25 mars 1954] (p. 1260) ; — d'une proposition de loi relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 : *Discussion générale (Nombre de jours fériés et chômés pendant le mois de mai)* [1^{er} avril 1954] (p. 1562) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORGES ARMÉES, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Publicité donnée aux sanctions prises à l'encontre du Maréchal Juin à la suite de ses déclarations sur la C. E. D.)* [1^{er} avril 1954] (p. 1593, 1594). — Dépose une demande d'interpellation sur la publicité donnée aux sanctions prises à l'égard du Maréchal Juin [1^{er} avril 1954] (p. 1632). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan (III. AFFAIRES ÉCONOMIQUES) pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 44-11 : *Réorganisation des organismes chargés du commerce extérieur* [15 novembre 1954] (p. 5008) ; Chap. 44-15 : *Attribution du comité et du commissariat du fonds national de productivité* (p. 5011). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation en Tunisie [5 juillet 1955] (p. 3607). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Présence française, définition du lien entre la France et la Tunisie, justice tunisienne, conditions de la défense française (Bizerte, Ferryville), hésitations de la Tunisie entre trois totalitarismes, protocole complémentaire* [7 juillet 1955] (p. 3703 à 3706) ; — d'interpellations sur le Maroc : *Ses explications de vote sur la priorité : violation des traités par l'institution du Conseil du trône, dangers d'un Gouvernement représentatif* [8 octobre 1955] (p. 4961, 4962). =

S'excuse de son absence [27 juillet 1951] (p. 6098), [17 mars 1953] (p. 1956), [8 décembre 1953] (p. 6278). = Obtient des congés [27 juillet 1951] (p. 6098), [17 mars 1953] (p. 1956), [8 décembre 1953] (p. 6278).

JEAN (M. Léon), *Député de l'Hérault (S.)*.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : secrétaire de la Commission des boissons [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [19 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission des pensions [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est élu juge suppléant de la Haute Cour de justice [28 août 1951] (p. 6534).

Dépôts :

Le 7 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs du département de l'Hérault victimes des récents orages, cyclone et grêle et à exonérer les viticulteurs sinistrés des obligations de blocage et de distillation, **n° 594**. — Le 9 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs du département de l'Hérault victimes des récents orages, cyclone et grêle des 4 et 6 août 1951 et à les exonérer des obligations de blocage et de distillation, **n° 632**. — Le 29 août 1951, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 636) de M. Gourdon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder, suivant de nouvelles méthodes, à l'échelonnement des sorties de vins de la propriété pour la récolte 1951, **n° 905**. — Le 25 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 331 du Code du vin, **n° 2741**. — Le 27 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 1455) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues

tendant à réparer le préjudice subi par les agents de l'Etat atteints par la limite d'âge entre le 1^{er} septembre 1939 et le 13 mars 1942 maintenus en fonctions pendant la durée des hostilités par application du décret du 1^{er} septembre 1939 et pour lesquels les services ainsi rendus n'ont pas été décomptés pour la retraite, alors que ces mêmes services ont été pris en compte pour les agents atteints par la limite d'âge après le décret de Vichy du 13 mars 1942, **n° 3073**. — Le 27 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 1633) de M. Delbez tendant à compléter la loi du 20 septembre 1948 sur le régime des retraites, **n° 3074**. — Le 8 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2318) de M. Berthet et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une Caisse spéciale, au sein de l'Office national des anciens combattants et victimes de la guerre, alimentée par l'abandon total de la retraite du combattant, par certains anciens combattants, au profit d'œuvres sociales, **n° 3244**. — Le 31 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter, à partir du 16 janvier 1954, le prix du vin à la production à 300 francs le degré-hecto, **n° 7570**. — Le 16 février 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 1148) de M. Paul Coste-Floret tendant à modifier la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, **n° 7783**. — Le 3 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 14 du décret n° 53-977 du 30 septembre 1953 sur l'organisation du marché des vins, **n° 10273**. — Le 29 juin 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 10695) de MM. Gourdon et Léon Jean tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs victimes de l'état de faillite de leurs acheteurs, **n° 11053**. — Le 20 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de l'Hérault, **n° 11253**. — Le 9 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 11764) de M. Jean Charlot et plusieurs de ses collègues tendant à créer un Comité interprofessionnel des vins des Côtes de Provence, **n° 11837**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 701 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Boursiers de pilotage de l'aéronautique militaire)* [13 décembre 1951] (p. 9157) ; — des interpellations sur la politique viticole du Gouvernement : *Ses observations sur l'amélioration de la qualité* [4 juillet 1952] (p. 3584) ; *Discussion générale (Ses observations sur l'inertie gouvernementale)* (p. 3605). — Dépose une demande d'interpellation sur le report de la campagne viticole 1951-1952 [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 4622 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les allocations provisoires d'attente (Taux insuffisant des pensions d'invalidité)* [20 décembre 1952] (p. 6735) ; — du projet de loi portant fixation du budget des prestations familiales agricoles ; Art. nouveau : *Amendement de M. Rochet tendant à réaliser la parité totale entre les salariés de l'agriculture et ceux de l'industrie* [29 janvier 1953] (p. 647, 648). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour assurer un juste prix du vin à la production [8 octobre 1953] (p. 4103) ; la développe : *Problème du vin, adoption tardive d'une disposition reconduisant le prix plancher du vin à 290 francs le degré-hecto ; Interdiction nécessaire des piquettes et vins de sucre ; Nécessité d'un Office ou Centre régulateur du vin* [15 octobre 1953] (p. 4309). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Commentaires sur la proposition de loi de M. Bruyneel tendant à la suspension temporaire de toutes taxes fiscales, pour stimuler la consommation du vin* [20 octobre 1953] (p. 4434) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 4691 : *Secours aux victimes des calamités publiques (Tornades dans l'Hérault)* [8 décembre 1953] (p. 6283) ; AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 4424 : *Propagande en faveur du vin (Nécessité de reconduire le prix du vin fixé à*

290 francs le degré-hecto) [31 décembre 1953] (p. 7224) ; — d'une proposition de loi relative au supplément d'invalidité aux enucléés de guerre : *Discussion générale (Vote immédiat de la proposition de loi)* [30 juin 1954] (p. 3185) ; Art. 2 : *Amendement de M. Lefranc (Attribution d'office du taux supplémentaire)* (p. 3187) ; — d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation de vieillesse agricole, Article premier : *Son amendement tendant à faire entrer les conseillers généraux dans les commissions agricoles* [28 juillet 1954] (p. 3692) ; — du projet de loi relatif aux prestations viniques : *Discussion générale (Biais de l'assainissement qualitatif, solution du centre régulateur)* [3 août 1954] (p. 3804) ; *Rendement de son département à l'hectare* (p. 3810) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-61 : *Son amendement indicatif (Répression des fraudes)* [26 novembre 1954] (p. 5457) ; Chap. 43-32 : *Amendement de Mme Laissac (Développement des organismes culturels polyvalents et des foyers ruraux)* (p. 5491) ; Chap. 44-24 : *Amendement de M. Fabre (Propagande en faveur du vin)* (p. 5500) ; Chap. 46-51 : *Cas des viticulteurs de l'Hérault sinistrés en 1950* (p. 5505) ; Etat C, Chap. 83-24 : *Tâche de l'Institut des vins de consommation courante* (p. 5520, 5521, 5525) ; Chap. 84-26 : *Son amendement indicatif (Prime d'arrachage)* (p. 5526) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat A, Chap. 44-24 : *Crédits pour la propagande en faveur du vin* [27 janvier 1955] (p. 324) ; Art. 11 : *Amendement de M. Paul Coste-Floret (Généralisation de la prestation d'alcool vinique) ; Situation viticole du Midi* (p. 333) ; de ce projet de loi, en troisième lecture, Etat B, Chap. 61-60 : *Problème viticole* [1^{er} février 1955] (p. 578) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 41 : *Son amendement (Chemins ruraux)* [15 mars 1955] (p. 1435) ; de ce projet de loi, en troisième lecture, Art. 41 : *Chemins ruraux non reconnus* [25 mars 1955] (p. 1968, 1970) ; Art. 44 bis : *Son amendement ayant le même objet* (p. 1971). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Berthet sur la politique agricole du Gouvernement : *Manifestations de l'Hérault* [24 mars 1955] (p. 1899). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude des

C. R. S. vis-à-vis de certains maires lors d'une manifestation viticole dans l'Hérault [3 mai 1955] (p. 2426). — Est entendu pour un rappel au Règlement : *Débat sur la chaptalisation des vins* [13 mai 1955] (p. 2773). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1954] (p. 4756).

JEAN-MOREAU (M.), *Député de l'Yonne*
(R. I.).

Secrétaire d'Etat au Budget

(Cabinet PINAY)

du 14 mars 1952 au 7 janvier 1953.

Ministre du Budget

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953.

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 6004). = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); membre titulaire de la Commission des finances [7 juillet 1953] (**F. n° 275**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [7 juillet 1954] (**F. n° 407**); membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [7 juillet 1954] (**F. n° 407**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**).

Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de résolution tendant au rétablissement de la Commission de l'aéronautique, **n° 261**. — Le 24 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer la Caisse autonome de vicillesse agricole, **n° 280**. — Le 24 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever les allocations servies aux personnes âgées dont les moyens sont insuffisants, **n° 281**. — Le 20 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 997) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Travaux

publics, Transports et Tourisme (II. — Aviation civile et commerciale), **n° 1628**. — Le 22 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 997) et la lettre rectificative (n° 1668) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Travaux publics, Transports et Tourisme (Section II. — Aviation civile et commerciale), **n° 1674**. — Le 28 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2229) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 997) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Travaux publics, Transports et Tourisme (II. — Aviation civile et commerciale), **n° 2259**. — Le 25 mars 1952, un projet de loi de finances pour l'exercice 1952, **n° 3031**. — Le 25 mars 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 2587) portant : 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951; 2^o ratification de décrets, **n° 3032**. — Le 27 mars 1952, un projet de loi instituant un fonds national d'allocation de vicillesse agricole et un fonds spécial d'allocation de vicillesse et portant ouverture de crédit en vue d'assurer le service d'allocation temporaire au titre du premier trimestre 1952, **n° 3082**. — Le 1^{er} avril 1952, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 2587) portant : 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951; 2^o ratification de décrets, **n° 3126**. — Le 1^{er} avril 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 3031) de finances pour l'exercice 1952, **n° 3129**. — Le 1^{er} avril 1952, un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier applicables à l'exercice 1952, **n° 3135**. — Le 1^{er} avril 1952, un projet de loi portant modification de certaines dispositions financières transitoires prévues par la loi n° 51-1509 du 31 décembre 1951, **n° 3136**. — Le 8 avril 1952, un projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la Défense nationale pendant le mois de mai 1952, **n° 3224**. — Le 8 avril 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952, **n° 3226**. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à ratifier le décret n° 51-979 du 9 juillet

1951, modifiant la nomenclature des produits repris au tarif douanier spécial à l'Algérie, n° 3399. — Le 10 juin 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 3226) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (Défense nationale), n° 3607. — Le 12 juin 1952, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 3226) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (Défense nationale), n° 3634. — Le 13 juin 1952, une 3^e lettre rectificative au projet de loi (n° 3226) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (Défense nationale), n° 3665. — Le 17 juin 1957, une 4^e lettre rectificative au projet de loi (n° 3226) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (Défense nationale), n° 3700 (rectifié). — Le 11 juillet 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de mobilisation économique et de protection civile pour l'exercice 1952, n° 3816. — Le 24 juin 1952, un projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1946, n° 3864. — Le 27 juin 1952, un projet de loi portant règlement définitif des budgets des exercices 1939, 1940, 1941, 1942, 1943 et 1944, n° 3865. — Le 27 juin 1952, un projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1945, n° 3866. — Le 27 juin 1952, un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 3867. — Le 2 juillet 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 3815) tendant à l'ouverture d'autorisations de programme et de crédits de paiement en vue du rétablissement des communications interrompues à la suite des inondations et tempêtes maritimes survenues dans les départements du Sud-Ouest pendant l'hiver 1951-1952 et de la réfection des ouvrages de défense contre les eaux et des ouvrages d'intérêt public, n° 3922. — Le 8 juillet 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 3867) portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 4016. — Le 11 juillet 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 3135) relatif à diverses dispositions d'ordre financier applicables à l'exercice 1952, n° 4135. — Le

11 juillet 1952, un projet de loi portant ouverture de crédits (Affaires économiques) et réévaluation de recettes au titre de l'exercice 1952, n° 4157. — Le 11 juillet 1952, un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1952 en vue de l'assistance économique à la Yougoslavie, n° 4158. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi portant relèvement des taux de majoration de certaines rentes viagères et extension dans le temps du régime des majorations, n° 4186. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi portant affectation de crédits, n° 4187. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Affaires étrangères (I. — Services des Affaires étrangères), n° 4251. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Affaires étrangères (II. — Services des Affaires allemandes et autrichiennes), n° 4252. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Affaires étrangères (III. — Services français en Sarre), n° 4253. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Agriculture), n° 4254. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Anciens combattants et victimes de la guerre), n° 4255. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Éducation nationale), n° 4256. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement pour l'exercice 1953 (États associés), n° 4257. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Finances et Affaires économiques (I. — Charges communes), n° 4258. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Finances et Affaires économiques (II. — Services financiers), n° 4259. —

Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Finances et Affaires économiques (III. — Affaires économiques), n° 4260. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (France d'outre-mer), n° 4261. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Industrie et Commerce), n° 4262. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Intérieur), n° 4263. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Justice), n° 4264. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Présidence du Conseil), n° 4265. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Reconstruction et urbanisme), n° 4266. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Santé publique et Population), n° 4267. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Travail et Sécurité sociale), n° 4268. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Travaux publics, Transports et Tourisme (I. — Travaux publics, Transports et Tourisme), n° 4269. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Travaux publics, Transports et Tourisme (II. — Aviation civile et commerciale), n° 4270. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Travaux publics,

Transports et Tourisme (III. — Marine marchande), n° 4271. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Imprimerie Nationale), n° 4272. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Légion d'Honneur et Ordre de la Libération), n° 4273. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Monnaies et Médailles), n° 4274. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Postes, Télégraphes, Téléphones. — Caisse Nationale d'Épargne), n° 4275. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Radiodiffusion-Télévision française), n° 4276. — Le 21 octobre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4254) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Agriculture), n° 4437. — Le 23 octobre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4269) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Travaux publics, Transports et Tourisme (I. — Travaux publics, Transports et Tourisme), n° 4482. — Le 23 octobre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4264) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Justice), n° 4483. — Le 28 octobre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4251) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Affaires étrangères (I. — Service des Affaires étrangères), n° 4513. — Le 28 octobre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4265) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Présidence du Conseil), n° 4514. — Le 28 octobre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4253) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour

l'exercice 1953, Affaires étrangères (III. — Services français en Sarre), n° 4529. — Le 29 octobre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4266) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Reconstruction et urbanisme), n° 4535. — Le 30 octobre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4267) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Santé publique et Population), n° 4537. — Le 30 octobre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4255) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Anciens combattants et victimes de la guerre), n° 4559. — Le 30 octobre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4271) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Travaux publics, Transports et Tourisme (III. — Marine marchande), n° 4560. — Le 30 octobre 1952, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 4265) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Présidence du Conseil), n° 4578. — Le 4 novembre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4274) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Monnaies et Médailles), n° 4589. — Le 4 novembre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4260) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Finances et Affaires économiques (III. — Affaires économiques), n° 4590. — Le 4 novembre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4273) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Légion d'honneur et Ordre de la Libération), n° 4594. — Le 4 novembre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4272) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Imprimerie Nationale), n° 4595. — Le 4 novembre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4259) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils

pour l'exercice 1953, Finances et Affaires économiques (II. — Services financiers), n° 4600. — Le 6 novembre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4261) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (France d'outre-mer), n° 4615. — Le 6 novembre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4256) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Éducation nationale), n° 4634. — Le 7 novembre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4263) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Intérieur), n° 4651. — Le 8 novembre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4256) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Éducation nationale), n° 4654. — Le 13 novembre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4270) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Travaux publics, Transports et Tourisme (II. — Aviation civile et commerciale), n° 4736. — Le 13 novembre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4275) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Postes, Télégraphes et Téléphones et Caisse nationale d'épargne), n° 4754. — Le 14 novembre 1952, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 4260) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Finances et Affaires économiques (III. — Affaires économiques), n° 4764. — Le 14 novembre 1952, un projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1953 les pouvoirs attribués par la loi du 28 septembre 1948 au service français de liquidation des biens italiens en Tunisie, n° 4773. — Le 15 novembre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4276) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Radiodiffusion-Télévision française), n° 4779. — Le 15 novembre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4257) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (États

associés), n° 4780. — Le 18 novembre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953 (Etats associés et France d'outre-mer), n° 4783. — Le 18 novembre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953 (Défense nationale), n° 4784. — Le 18 novembre 1952, un projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1953 (Equiperment des services civils. — Investissements économiques et sociaux. — Réparations des dommages de guerre), n° 4785. — Le 18 novembre 1952, un projet de loi portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1953, n° 4786. — Le 18 novembre 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4263) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Intérieur), n° 4790. — Le 19 novembre 1952, un projet de loi de finances pour l'exercice 1953, n° 4794. — Le 19 novembre 1952, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 4257) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Etats associés), n° 4801. — Le 25 novembre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Etats associés), n° 4852. — Le 4 décembre 1952, un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1953 (Postes, Télégraphes et Téléphones, Caisse nationale d'épargne), n° 4963. — Le 4 décembre 1952, un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1952 (Exposition européenne de la productivité), n° 4964. — Le 5 décembre 1952, une lettre rectificative au projet de loi de finances pour l'exercice 1953 (n° 4794), n° 4981. — Le 11 décembre 1952, un projet de loi portant : 1^o ratification de décrets; 2^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1952, n° 5036. — Le 12 décembre 1952, une 2^e lettre rectificative au projet de loi de finances pour l'exercice 1953 (n° 4794), n° 5083. — Le 19 décembre 1952, un projet de loi relatif au développement des crédits de protection civile pour l'exercice 1953, n° 5185. — Le 20 décembre 1952, une lettre rectificative au

projet de loi (n° 4784) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953 (Défense nationale), n° 5209. — Le 21 décembre 1952, une 3^e lettre rectificative (n^{os} 4794-4888-4930-4981-4983-5083) au projet de loi de finances pour l'exercice 1953, n° 5211. — Le 21 décembre 1952, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 4255) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Anciens combattants et Victimes de guerre), n° 5212. — Le 21 décembre 1952, une lettre rectificative (n^{os} 4785-5072-5098-5112) au projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1953 (Equiperment des services civils. — Investissements économiques et sociaux. — Réparation des dommages de guerre), n° 5213. — Le 30 décembre 1952, un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1953, n° 5239. — Le 23 janvier 1953, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 4785) relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1953 (Equiperment des services civils. — Investissements économiques et sociaux. — Réparation des dommages de guerre), n° 5361. — Le 27 janvier 1953, une 2^e lettre rectificative au projet de loi (n° 4784) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953 (Défense nationale), n° 5373. — Le 28 janvier 1953, un projet de loi collectif d'ordonnancement sur l'exercice 1952, n° 5403. — Le 29 janvier 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 4786) portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1953, n° 5409. — Le 6 mars 1953, un projet de loi portant aménagements fiscaux, n° 5798. — Le 24 mars 1953, un projet de loi portant ouverture de crédits en vue du rétablissement des ouvrages publics endommagés au cours des inondations du mois de décembre 1952 dans le département de la Gironde et de la tempête exceptionnelle des 31 janvier, 1^{er} et 2 février 1953 dans les départements du nord de la France, n° 5989. — Le 26 mars 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 5989) portant ouverture de crédits en vue du réta-

blissement des ouvrages publics endommagés au cours des inondations du mois de décembre 1952 dans le département de la Gironde et de la tempête exceptionnelle des 31 janvier, 1^{er} et 2 février 1953 dans les départements du nord de la France, n° 6020. — Le 12 mai 1953, un projet de loi tendant à la reconstitution des archives hypothécaires détruites ou disparues au cours de la guerre, n° 6146. — Le 19 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11050) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour les exercices 1955 et 1956 (3^e partie : Air), nos 11228 (3^e partie).

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Art. 2 : *Son amendement tendant à prélever les fonds sur les caisses d'allocations familiales* [9 septembre 1951] (p. 7195, 7196, 7197, 7198); le retire (p. 7198); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : en qualité de *Rapporteur* [23 novembre 1951] (p. 8486 et suiv.); *Demande de renvoi à la Commission des moyens de communication, présentée par M. Moynet* (p. 8497); en qualité de *Rapporteur* [12 décembre 1951] (p. 9058, 9060 et suiv.); Chap. 1000 : *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Administration centrale (Secrétariat général de l'Aviation civile)* (p. 9063); Chap. 10-80 : *Amendement de M. Moynet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'école de l'aviation civile* (p. 9068, 9069); Chap. 11-50 : *Amendement de M. Moynet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aviation légère et sportive (Détaxe de l'essence aviation)* (p. 9070, 9071); Chap. 3000 : *Demande de rétablissement des crédits pour les missions à l'étranger, présentée par le Gouvernement* (p. 9079); Chap. 30-10 : *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel (Machines à écrire), présentée par le Gouvernement* (p. 9079); Chap. 30-20 : *Demande de rétablissement des crédits pour le groupement aérien du Ministère* (p. 9080); Chap. 30-40 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'infrastructure au sol (Aérodromes), présentée par le Gouvernement*

(p. 9080); Chap. 30-60 : *Croisière de l'école de l'aviation civile* (p. 9081); Chap. 30-70 : *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel de l'école de l'aviation civile, présentée par le Gouvernement* (p. 9081); Chap. 3100 : *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel météorologique, présentée par le Gouvernement* (p. 9082); Chap. 31-20 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'aviation sportive, présentée par le Gouvernement* (p. 9082); Chap. 31-50 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour loyers (Constructions d'aérodromes militaires)* (p. 9083); Chap. 31-80 : *Demande de rétablissement des crédits pour le parc automobile, présentée par le Gouvernement* (p. 9084); Chap. 40-10 : *Amendement de M. Marcel Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Sociétés de secours mutuels)* (p. 9084, 9085); Chap. 5000 : *Amendement de M. Couston tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux aéroclubs* (p. 9085); Chap. 50-20 : *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à Air-France (Contrôle de la comptabilité d'Air-France)* (p. 9092); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, amendé par le Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur* [28 décembre 1951] (p. 10037); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales; Art. 1^{er} : *Interdiction des accroissements de dépenses ou des diminutions de recettes en 1952 (Étalement des crédits d'investissements)* [26 février 1952] (p. 998); — du projet de loi relatif à la Convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France : *Discussion générale (Élévation de 25 milliards du plafond des avances la Banque de France)* [29 février 1952] (p. 1164, 1165). — Est nommé *Secrétaire d'Etat au Budget* (Cabinet Pinay) [14 mars 1952] (*J. O.* du 15 mars 1952, p. 2995).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au pécule des déportés et internés politiques : *Discussion générale* [18 mars 1952] (p. 1349 et suiv.); — d'une proposition de loi portant réforme et révision de certaines pensions civiles et militaires : *Discussion générale (Ses observations sur l'application de l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1951 et la loi des maxima)* [21 mars 1952] (p. 1434,

1438); — d'une proposition de loi relative à l'attribution à certains métayers de l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [21 mars 1952] (p. 1443 et suiv.); — d'une proposition de loi relative à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires : *Demande de renvoi du débat* [28 mars 1952] (p. 1631); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1952 : *Discussion générale (Observations sur les économies sur les dépenses civiles)* [2 avril 1952] (p. 1732, 1733); *Observations sur la taxe locale additionnelle* (p. 1750); Art. 1^{er} : *Demande de disjonction de l'article prévoyant qu'aucune dépense nouvelle ou diminution de recettes ne pourra être demandée dans le cours de l'année, présentée par Mme Guérin* (p. 1754); Art. 4 : *400 milliards pour les réparations des dommages de guerre* (p. 1757); Art. 6 *Amendement de M. de Tinguy tendant à ne pas réduire les investissements agricoles* [3 avril 1952] (p. 1806); *Examen des articles additionnels* (p. 1807, 1808); Art. 7 : *Amendement de M. Thiriet tendant à prévoir un emprunt de 30 milliards au profit de la Caisse autonome de reconstruction* (p. 1829); Art. 8 : *Amendement de M. Mabrut tendant à maintenir le prélèvement de 18 0/0 sur les carburants au profit du Fonds d'investissements routiers* (p. 1830); *Amendement de M. Pineau tendant à accorder des crédits du Fonds d'investissements routiers aux réseaux départementaux et communaux* (p. 1831); *Remplacement de la date du 15 avril par celle du 1^{er} mai* (p. 1831, 1832); Art. 23 ter : *Demande de prise en considération de l'article relatif au financement du Fonds de vieillesse agricole, présentée par le Gouvernement* (p. 1846); *Amendement de M. Deluchenal tendant à prévoir le dépôt d'un projet avant le 15 mai 1952* (p. 1847); Art. 23 quinquies : *Demande de disjonction de l'article relatif aux vieux pouvant recevoir une pension alimentaire de leurs enfants, présentée par M. Fourvel* (p. 1848); Art. 24 : *Amendement de M. Gabelle tendant à empêcher le rétablissement de la taxe proportionnelle sur les salaires* (p. 1874); Art. 26 : *Amendement de M. Boisdé tendant à codifier les droits des contrôleurs fiscaux et à diminuer les pénalités pour retard de paiement* (p. 1876); Art. 28 : *Motion préjudicielle de M. Grimaud tendant à surseoir au vote en attendant les résultats de l'enquête de la Commission de la justice (Impôt sur la propriété bâtie)* (p. 1879);

Art. 29 : *Amendement de M. Laborbe tendant à diminuer la surtaxe sur les sucres* (p. 1880); Art. 33 : *Amendement de M. Peytel tendant à établir 3 tranches de prix pour la carte grise en fonction de la puissance de l'automobile* (p. 1883); *Amendement de M. Barrier tendant à étendre la définition des véhicules utilitaires détaxés* (p. 1883); Art. 34 : *Amendement de M. René Schmitt tendant à supprimer la majoration de 15 0/0 sur les droits de quai* [4 avril 1952] (p. 1904); Art. 36 : *Nouveau taux de l'impôt sur le revenu* (p. 1906, 1907); Art. 37 : *Evaluation du stock des entreprises* (p. 1907, 1908); *Amendement de M. Leenhardt tendant à supprimer l'option entre dotation ou décote pour l'évaluation des stocks-outils* (p. 1909); Art. 36 : *Amendement de M. Lamps tendant à exonérer de surtaxe les revenus inférieurs à 350.000 fr.* (p. 1912); *Amendement de M. Pelleray tendant à exonérer les nouveaux exploitants agricoles* (p. 1912, 1913); *Amendement de M. Duquesne tendant à exonérer les jeunes gens effectuant leur service militaire* (p. 1913); *Amendement de M. Minjoz tendant à exonérer les intérêts payés par les caisses d'épargne de la surtaxe progressive* (p. 1913); *Amendement de M. Cayeux tendant à tenir compte des enfants majeurs parmi les enfants à charge et du cas des contribuables mutilés ou invalides* (p. 1914); *Amendement de M. Gabelle tendant à considérer comme enfants à charge les étudiants jusqu'à l'âge de 25 ans* (p. 1915); *Amendement de M. Boscard-Monsservin tendant à exonérer de l'impôt sur le revenu les retraites des sociétés mutuelles d'anciens combattants* (p. 1916); *Amendement de M. Jean-Paul Palewski tendant à exonérer des impôts les donations pour la restauration du château de Versailles* (p. 1917); Art. 38 : *Amendement de M. Alphonse Denis tendant à relever les plafonds pour les forfaits des commerçants* (p. 1917, 1918); Art. 40 : *Demande de réserver l'article* (p. 1918); Art. 43 : *Amnistie fiscale* (p. 1920); Art. 58 : *Amendement de M. Minjoz tendant à rendre obligatoire aux organismes publics le dépôt de leurs publications aux bibliothèques de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République* (p. 1933); Art. 65 : *Amendement de M. Boisdé tendant à permettre à la Caisse des marchés d'escompter les effets des fournisseurs des P. T. T.* (p. 1937); Art. 72 : *Demande de prise en considération de l'article appliquant la révision des évaluations des propriétés non bâties* (p. 1938, 1939);

Amendement de M. Lambert tendant à retarder d'un an l'application de la révision du cadastre (p. 1940); Art. 74 : *Amendement de M. Bissol relatif aux avances faites aux départements d'outre-mer* (p. 1941); Art. 28 : *Demande de disjonction de l'article majorant les charges fiscales des propriétaires de logements, présentée par M. de Moro-Giafferri* (p. 1941, 1942); *Sous-amendement de M. Boisdé tendant à attendre la réalisation de la réforme fiscale* (p. 1943); *Amendement de Mme Rabaté tendant à surseoir à toute augmentation de loyer* (p. 1943); Art. 54 : *Amendement de M. Boisdé tendant à supprimer les récépissés de marchandises pour les transporteurs routiers* (p. 1945); Art. 56 : *Amendement de M. Boisdé tendant à supprimer l'article renforçant le contrôle des entreprises exportatrices* (p. 1946); Art. 57 : *Amendement de M. Hénault relatif à la taxation d'office d'après les voitures automobiles* (p. 1947); Art. 58 : *Amendement de M. Minjoz tendant à obliger les entreprises nationalisées et établissements publics à adresser un exemplaire de leurs publications aux bibliothèques de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République* (p. 1951); Art. 6 : *Explications de vote de M. Mondon sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article 6 prévoyant 110 milliards d'économies par décret* [8 avril 1952] (p. 1995); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Abattement sur les crédits pour les armées des Etats associés* [12 avril 1952] (p. 2258); Art. 22 : *Demande de reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant la signature de tous les Ministres intéressés* (p. 2262); Art. 23 : *Demande de reprendre le texte du Conseil de la République relatif au financement de la Caisse vieillesse agricole* (p. 2262); Art. 23 quinquies : *Demande de disjonction de l'article prévoyant le recours de l'Etat, présentée par Mme Lefebvre* (p. 2264); Art. 37 : *Amendement de M. Abelin relatif à l'évaluation fiscale des stocks des sociétés et à la définition de la notion du stock-outil* (p. 2266, 2267); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [12 avril 1952] (p. 2274); Art. 1^{er}, Etat A, INTÉRIEUR; Chap. 1240 : *Demande de rétablissement des crédits pour la Sûreté nationale* (p. 2275); — d'une proposition de loi portant dispenses du service militaire actif, amendé par le Conseil

de la République : *Discussion générale* [12 avril 1952] (p. 2277); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 8 : *Amendement de M. Laborbe relatif à la durée de la période pendant laquelle le requérant doit avoir exercé en qualité de chef d'exploitation* [6 juin 1952] (p. 2705); Art. 10 : *Amendement de Mme Laissac tendant à ne pas tenir compte des revenus provenant de l'exploitation agricole pour les petits exploitants* (p. 2714); Art. 12 : *Amendement de M. Fourvel tendant à supprimer l'article tendant à récupérer sur les successions supérieures à 2 millions les arrérages de l'allocation vieillesse* (p. 2715); Art. 14 : *Sous-amendement de M. Paquet tendant à majorer le taux des cotisations variables suivant le revenu cadastral, payées par les gros exploitants* (p. 2737); Art. 16 : *Amendement de M. David tendant à financer le Fonds national d'allocation vieillesse par une taxe sur les produits agricoles importés* (p. 2742); Art. 34 : *Amendement de M. Florand tendant à faire appliquer la loi à partir du 1^{er} juillet 1952* (p. 2746); Art. 36 : *Amendement de M. Delachenal relatif à l'octroi d'une allocation spéciale aux bénéficiaires de l'ancienne allocation temporaire* (p. 2748); Art. 39 : *Sa demande de suppression des mots « majoration prévue à l'article 38 »* (p. 2750); *la retire* (p. 2750); Art. 41 : *Amendement de M. Charpentier relatif au classement des dossiers litigieux* (p. 2750); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [4 juillet 1952] (p. 3545); Art. 9 : *Demande de reprise du texte du Conseil de la République donnant la possibilité de modifier les limites du revenu cadastral* (p. 3547, 3548); Art. 10 : *Demande de reprise du texte du Conseil de la République concernant l'obligation alimentaire des enfants à l'égard des parents* (p. 3548); Art. 15 bis : *Amendement de Mme Laissac tendant à reprendre l'article exonérant de cotisations les agriculteurs ayant un revenu cadastral inférieur à 150 fr.* (p. 3552); Art. 36 : *Amendement de M. Benard tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le paiement de l'allocation à domicile* (p. 3554, 3555). — Répond à une question : de M. Joseph Denais relative à l'exonération de la patente de marchand forain [13 juin 1952] (p. 2903); — de M. Defferre, relative à l'avancement des percepteurs nommés au titre des emplois réservés [13 juin 1952] (p. 2904); — de M. Charret relative à l'appo-

sifion d'une marque d'origine sur les marchandises importées de l'étranger [13 juin 1952] (p. 2904); — de M. Bouxom relative aux prestations familiales en Algérie et dans les territoires d'outre-mer [13 juin 1952] (p. 2904); — de M. Cayeux relative à la manifestation du 27 janvier 1952 à l'occasion de la fête du Tet [13 juin 1952] (p. 2905); — de M. Pelleray relative aux agriculteurs ayant employé des prisonniers de guerre allemands après 1945 [13 juin 1952] (p. 2905). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952; Article additionnel : *Amendement de M. André-François Mercier relatif aux anciens militaires reclassés dans les emplois administratifs et soumis à la règle du cumul* [17 juin 1952] (p. 3000); — d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail; Art. 11 : *Demande de disjonction de l'article majorant les pensions versées par les assurances sociales aux invalides* [2 juillet 1952] (p. 3424); Art. 17 : *Avance de 3 milliards au fonds agricole de majoration de rentes et aux organismes d'assurances accidents* (p. 3425); Art. 18 : *Demande de disjonction de l'alinéa relatif à l'application de la loi aux accidents survenus avant sa promulgation, présentée par M. Marcel David* (p. 3427). — Répond à une question : de M. Cherrier, relative à la péréquation des pensions des ouvriers de l'Etat [4 juillet 1952] (p. 3537); — de M. Buron, relative aux pénalités en matière de taxes sur le chiffre d'affaires [4 juillet 1952] (p. 3538); — de M. de Léotard, sur les rémunérations dans les entreprises nationales [4 juillet 1952] (p. 3538); — de M. Coudray, sur le paiement des impôts des petites entreprises [4 juillet 1952] (p. 3539); — de M. de Léotard, relative aux dettes de l'Etat envers des particuliers [11 juillet 1952] (p. 3895); — de M. Cagne, relative aux articles remis par certaines personnalités à l'agence France Presse [11 juillet 1952] (p. 3895); — de M. Alfred Coste-Floret, relative à la retenue sur les commissions perçues sur les affaires traitées à l'étranger [11 juillet 1952] (p. 3896); — de M. Cristofol, relative au crédit aux huileries et savonneries marseillaises [11 juillet 1952] (p. 3896); — de M. Dronne, relative à la neutralité politique des gouverneurs des territoires d'outre-mer [11 juillet 1952] (p. 3897). — Prend part à la

discussion : d'une proposition de loi portant revision de certaines rentes viagères, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [11 juillet 1952] (p. 3922, 3923); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-83 : *Amendement de M. Guillon tendant à réduire de 5 millions les crédits pour le personnel ouvrier des eaux et forêts (Lutte contre la tuberculose bovine)* [21 octobre 1952] (p. 4293); Chap. 34-22 : *Amendement de M. Méchaignerie tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction de la production agricole (Ecoulement des pommes)* (p. 4295, 4296); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 33-92 : *Amendements de MM. Viatte, Coutant et Patinaud tendant à rétablir les crédits pour les services médico-sociaux* [23 octobre 1952] (p. 4336); Chap. 47-22 : *Amendement de M. Penoy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse de sécurité sociale des mineurs (Retraites des agents des chemins de fer secondaires)* (p. 4345); INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 33-92 : *Amendement de M. Gondoux tendant à rétablir les crédits pour les services médico-sociaux* [23 octobre 1952] (p. 4357); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 33-92 : *Amendement de M. Hennequelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits sociaux (Services médico-sociaux)* [24 octobre 1952] (p. 4416); Article additionnel : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à accorder des facilités de transport aux conjoints et enfants mineurs des bénéficiaires de réductions* (p. 4428, 4429); *Demande de disjonction de l'amendement de Mme Lefebvre* (p. 4430); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 34-31 : *Amendement de M. Mazier tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour remboursement de frais aux services agricoles (Indemnités kilométriques des agents du génie rural)* [25 octobre 1952] (p. 4464, 4465); Chap. 34-38 : *Enseignement agricole* (p. 4466); Chap. 34-73 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux hydrauliques (Adductions d'eau dans l'Isère)* (p. 4466); Chap. 35-23 : *Amendement de M. Paquet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services sanitaires (Lutte contre l'épizootie)* (p. 4467); Chap. 42-01 : *Amendement de M. Ducos tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour organismes internationaux (Bureau international*

de chimie analytique) (p. 4470); Chap. 43-33 : Amendement de M. Saint-Cyr tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage agricole (*Insuffisance de l'enseignement agricole*) (p. 4472); le retire (p. 4473); Chap. 44-25 : Subventions au riz et au maïs de la Réunion (p. 4475); Chap. 44-28 : Amendement de M. Hénauld tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des animaux (*Lutte contre l'épizootie de fièvre aphteuse*) (p. 4481); RECONSTRUCTION ET URBANISME : Motion préjudicielle de M. Coudray demandant de surseoir à la discussion en attendant de connaître le montant exact des crédits accordés à la reconstruction [30 octobre 1952] (p. 4584); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 31-01 : Observations sur la situation du personnel des services extérieurs (p. 4594); Etat B, Chap. 46-26 : Amendement de M. Arbellier tendant à réduire de 1 million les crédits pour l'assistance médicale gratuite (*Hôpitaux et cliniques privées*) (p. 4611, 4612); Chap. 47-15 : Amendement de Mme François tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dépenses de prophylaxie non obligatoires (*Lutte contre le cancer*) (p. 4620); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Motion préjudicielle de M. Tourné tendant à surseoir au débat en attendant l'amélioration de la situation des veuves, orphelins de guerre, mutilés, anciens combattants et anciens réfractaires [31 octobre 1952] (p. 4638 et suiv.); MONNAIES ET MÉDAILLES, Chap. 1000 : Fabrication de pièces d'or [4 novembre 1952] (p. 4702); FINANCES (Services financiers), Etat A, Chap. 31-01 : Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (*Indices des agents du service intérieur*) (p. 4703); Amendement de M. Estradère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (*Agents gardiens de bureau et huissiers*) (p. 4704); Amendement de M. Pierre Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (*Reclassement du personnel*) (p. 4704); Amendement de M. Pierre Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (*Situation des auxiliaires*) (p. 4705); Direction de la coopération économique (*Commandes off-shore*) (p. 4705); Amendement de M. Tourtaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (*Primes d'insalubrité*) (p. 4705, 4706);

Chap. 31-31 : Amendement de M. Chassaing tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs du Trésor (*Trésorerie générale de Clermont-Ferrand*) (p. 4706); Chap. 31-43 : Amendement de M. Pierre Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (*Transformations d'emplois*) (p. 4706); Chap. 31-63 : Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des douanes (*Création d'emplois de directeur adjoint*) (p. 4707); Chap. 31-64 : Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités des services des douanes (*Indemnités d'habillement et de transport des douaniers*) (p. 4707); Chap. 33-92 : Amendement de M. Minjoz tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prestations facultatives (*Sociétés de secours mutuels*) (p. 4708); Chap. 33-41 : Remboursement de frais (*Reclassement des percepteurs*) (p. 4709); Chap. 34-42 : Frais de mission et de déplacement (*Indemnités kilométriques*) (p. 4709); Chap. 34-63 : Amendement de M. Cristofol tendant à rétablir les crédits pour l'Administration des douanes (*Pauvreté du matériel*) (p. 4710); Art. 2 : Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'article prévoyant chaque année un budget du service des alcools voté par le Parlement (p. 4712, 4713); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Article additionnel : Recevabilité de l'amendement de M. Arbellier tendant à ne pas appliquer les taxes sur le chiffre d'affaires aux établissements ayant un but médical ou sanitaire [4 novembre 1952] (p. 4731, 4732); Demande de vote par division (p. 4732); Application de l'article premier de la loi de finances (p. 4733); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE, Etat A, Chap. 60-80 : Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les versements au budget général (*Prêts consentis aux collectivités publiques en Alsace-Lorraine*) [14 novembre 1952] (p. 5127); RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE, Art. 5 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à exonérer de la redevance radiophonique les vieillards ne payant pas d'impôts sur le revenu [15 novembre 1952] (p. 5224); POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 11-10 : Amendement de M. Coutant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (*Gratuité du logement*) [15 novembre 1952] (p. 5252, 5253); Article additionnel :

Amendement de M. Pierre Meunier tendant à appliquer un tarif postal préférentiel aux journaux scolaires (p. 5258); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 34-72 : *Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aviation légère et sportive (Détaxe de l'essence pour les aéroclubs)* (p. 5263, 5264); MARINE MARCHANDE, Article additionnel : *Amendement de M. Gaborit tendant à permettre le cumul de l'allocation temporaire aux vieux avec une pension sur la caisse de retraites des marins* (p. 5290); *Amendement de M. Gaborit tendant à valider pour les marins les services accomplis à terre de 1914 à 1918* (p. 5290); INTÉRIEUR : *Motion préjudicielle de M. Montalat tendant à surseoir au débat jugeant la lettre rectificative insuffisante* (p. 5355, 5356); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, Etat C, Chap. 31-93 : *Amélioration de la situation des fonctionnaires (Indemnités de difficultés de vie en Alsace-Lorraine)* [26 novembre 1952] (p. 5708); *Auxiliaires titularisés* (p. 5708); *Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'amélioration de la situation des fonctionnaires (Taxe de l'indemnité pour difficultés administratives)* (p. 5709); *Amendement de M. David tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'amélioration de la situation des fonctionnaires (Insuffisance du reclassement des fonctionnaires)* (p. 5709); Chap. 32-92 : *Amendement de M. Cherrier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les retraites des ouvriers de l'Etat (Application de la loi du 2 août 1949 créant un fonds spécial)* (p. 5710); Chap. 32-93 : *Amendement de M. P. Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les pensions militaires (Péréquation de ces pensions)* (p. 5711, 5712); Etat D, Chap. 44-92 : *Amendement de M. Gaborit tendant à réduire de 500.000 francs les subventions économiques (Allègement du prix des charbons importés et des boulets nationaux)* (p. 5714); Chap. 44-93 : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour dégrèvement des carburants agricoles (Scies à moteur)* (p. 5714); *Amendement de M. Pinvidic tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour dégrèvement des carburants agricoles (Production excessive d'alcool)* (p. 5715); Chap. 46-91 : *Demande de disjonction du chapitre relatif aux pensions d'invalidité, présentée par M. Devemy (Pensions des veuves de guerre plus faibles que celles des*

veuves d'accidentés du travail) [27 novembre 1952] (p. 5736); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Question préalable de M. Devemy* [2 décembre 1952] (p. 5892, 5893); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 36-51 : *Subventions à la Ville de Paris (Insuffisance des crédits)* [13 décembre 1952] (p. 6344); *Amendement de M. Cayeux tendant à rétablir les crédits pour les subventions à la Ville de Paris (Dépenses de la préfecture de police)* (p. 6345); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Secrétaire tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Augmentation des droits sur l'alcool pour pouvoir augmenter les pensions)* [20 décembre 1952] (p. 6692); Chap. 34-23 : *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sépultures militaires (Regroupement des tombes)* [20 décembre 1952] (p. 6704); Titre IV : *Importance du budget des Anciens combattants et majoration nécessaire des pensions (Dépôt nécessaire d'une lettre rectificative)* (p. 6711 et suiv.); *Demande de suspension de séance* (p. 6713); *Dépôt d'une lettre rectificative* (p. 6714); *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Badie* (p. 6714); *Demandes de la Commission concernant la revalorisation des pensions* (p. 6722). — Répond à une question : de M. Joseph Denais sur les créanciers français de la République argentine [24 octobre 1952] (p. 4399); — de M. de Tinguy sur les redevances perçues par l'Etat pour l'installation de canalisations sur le domaine public [24 octobre 1952] (p. 4399); — de M. Joseph Denais relative à la retraite des vieux travailleurs et la surtaxe progressive [31 octobre 1952] (p. 4651); — de M. Girard relative aux transferts de contingents d'alcool dans les départements d'outre-mer [31 octobre 1952] (p. 4651). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile; Art. 28 : *Amendement de M. Guy la Chambre relatif à l'indemnisation des accidents aériens ou maladies survenues en service* [4 novembre 1952] (p. 4680). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Nécessité de voter la loi de finances avant les dépenses* [4 novembre 1952] (p. 4716). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux allocations de chômage : *Application de l'article premier de la loi de*

finances (*Accroissement des dépenses sans recettes compensatrices*) [5 novembre 1952] (p. 4753); — d'une proposition de loi relative au régime de sécurité sociale dans les mines; Art. 2: *Amendement de M. Mabrut tendant à inclure les ardoisières et mines de bauxite et phosphates* [12 novembre 1952] (p. 5036); Art. 7: *Amendement de M. Camphin tendant à abroger l'article 202 du décret du 27 novembre 1946* (p. 5037); Article additionnel: *Amendement de M. Titeux relatif aux périodes de chômage total ou de lock-out à inclure dans la durée des services miniers* (p. 5038); *Amendement de M. Meck relatif au cas des mineurs français de la Sarre qui ont quitté ces mines* (p. 5038). — Répond à une question de M. de Tinguy, relative aux frais de tournées des fonctionnaires [14 novembre 1952] (p. 5125, 5126). — Est entendu sur une motion d'ordre: *Discussion du budget des P. T. T. et de la marine marchande* [15 novembre 1952] (p. 5192). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article premier: *Demande de disjonction de l'article interdisant de demander une dépense nouvelle ou une perte de recettes, présentée par M. Tournaud* [9 décembre 1952] (p. 6087); Art. 29 ter: *Demande de disjonction de l'article fixant à 14 0/0 des taxes sur les carburants le prélèvement pour le fonds d'investissements routiers (Dotation insuffisante du fonds)* [11 décembre 1952] (p. 6154 et suiv.); *Amendement de M. Cristofol tendant à majorer la part revenant aux réseaux routiers départemental et communal* (p. 6156); *Amendement de M. Sibué tendant à ne pas financer de travaux internationaux (Tunnel du Mont-Blanc)* (p. 6156); Art. 104: *Amendement de M. Crouzier tendant à indemniser intégralement les commerçants ayant perdu leurs stocks par faits de guerre* [12 décembre 1952] (p. 6253); Art. 108: *Amendement de M. Bénard tendant à faciliter les acquisitions immobilières pour le regroupement et la conversion des usines* (p. 6254); Art. 109: *Réglementation de la vente des rhums* (p. 6255); Art. 110: *Amendement de M. Lamps tendant à exonérer les vieux de la surtaxe progressive* (p. 6256); Art. 114: *Amendement de M. Médecin tendant à réduire le taux du prélèvement sur les recettes des casinos* (p. 6257); *Amendement de M. Mabrut tendant à verser à la Caisse du crédit hôtelier une partie du prélèvement sur les recettes des casinos* (p. 6258); *Amendement de M. J.-P. Palewski*

tendant à verser aux communes de la Seine-et-Oise le prélèvement sur les recettes des casinos de ce département (p. 6258); Art. 117: *Validation des lois instituant les cotisations professionnelles pour les comités d'organisation* (p. 6259); Art. 128: *Fixation de la cotisation des allocations familiales mise à la charge exclusive de l'employeur* (p. 6267); Art. 134: *Amendement de M. H. L. Grimaud tendant à ne pas étendre le privilège du Trésor aux amendes fiscales* (p. 6280); Articles additionnels: *Amendement de M. Meck tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires alsaciens-lorrains mobilisés dans la Wehrmacht* (p. 6281); *Amendement de M. J.-P. Palewski tendant à réintégrer de préférence les fonctionnaires anciens résistants, mutilés ou engagés volontaires* (p. 6282); *Amendement de M. Bouxom relatif au statut du personnel de la Caisse nationale d'énergie* (p. 6284); Art. 115: *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à exonérer les échanges de semences et de céréales* (p. 6285, 6286); *Amendement de M. Tournaud tendant à exonérer de taxes sur les céréales les producteurs de moins de 150 quintaux* (p. 6286); Articles additionnels: *Amendement de M. P. Meunier tendant à intégrer dans le corps des administrateurs civils un certain nombre de fonctionnaires lésés par la guerre* (p. 6287, 6288); *Rappel au Règlement de M. Cristofol (Application de l'article 68 du Règlement)* (p. 6289); *Amendement de M. Dronne relatif à la fusion des trois régies financières (directes, indirectes et enregistrement)* (p. 6290); *Amendement de M. Loustaunau-Lacau relatif à la réorganisation de la Loterie nationale (Scandales des dixièmes)* (p. 6294); Article additionnel: *Amendement de M. Meck tendant à revaloriser les retraites des anciens fonctionnaires français de la Sarre* [21 décembre 1952] (p. 6846); *Amendement de M. Meck relatif aux retraités des cadres locaux d'Alsace-Lorraine* (p. 6847); *Amendement de M. Jean-Paul Palewski relatif aux officiers ayant pris leur retraite entre 1924 et 1937* (p. 6847); *Amendement de M. J.-P. Palewski relatif au décompte des annuités servant de base au calcul des pensions* (p. 6848); *Amendement de M. Kœnig tendant à la péréquation des pensions des sous-officiers qui n'ont pas le brevet de chef de section* (p. 6848); *Amendement de M. Darou tendant à rendre définitives les pensions temporaires des déportés* (p. 6848); *Amendement*

de M. P. Meunier tendant à allonger le délai pendant lequel les veuves de fonctionnaires non remariées peuvent demander une allocation (p. 6848) ; Amendement de M. Cristofol tendant à prévoir le droit à pension du conjoint survivant d'une femme fonctionnaire (p. 6849) ; Amendement de M. Cristofol tendant à supprimer la forclusion en matière de pension (p. 6850) ; Amendement de M. Cristofol tendant à permettre le cumul des rentes viagères et pensions d'invalidité dans une certaine mesure avec un traitement (p. 6850) ; Amendement de M. Darou tendant à accorder aux veuves de la première guerre mondiale les mêmes droits qu'à celles de la seconde guerre mondiale (p. 6850) ; Amendement de M. Delachenal tendant à exempter de cotisations pour les allocations familiales certains vieux exploitants agricoles (p. 6851) ; Amendement de M. Delachenal tendant à exempter les infirmes de la cotisation pour allocations familiales agricoles (p. 6851) ; Amendement de M. Frédéric-Dupont relatif aux aveugles et grands infirmes bénéficiaires de la loi du 2 août 1949 (p. 6851) ; Amendement de M. Gozard tendant à élever le plafond des ressources au-dessous desquelles est attribuée l'allocation aux économiquement faibles (p. 6852) ; Amendement de M. Chassaing tendant à créer une caisse de prêts et d'équipement pour les collectivités locales (p. 6853) ; Amendement de M. Hutin-Desgrées tendant à créer une commission d'enquête sur les gaspillages et abus (p. 6854) ; Amendement de M. Lafay tendant à réprimer le développement de la vente à « la sauvette » (p. 6854) ; Amendement de M. Boscarry-Mousservin relatif au paiement de l'indemnité compensatrice pour l'emploi de prisonniers de guerre (p. 6856) ; Amendement de M. Burlot tendant à donner aux compagnies d'assurances une plus grande latitude pour leurs placements (p. 6857) ; Amendement de M. Charpentier relatif au contrôle de l'élevage des vers à soie (p. 6857) ; Amendement de M. Mazier tendant à étendre le bénéfice de la sécurité sociale à certains grands malades non affiliés encore au moment de leur maladie (p. 6857) ; Amendement de M. Liautey tendant à autoriser les bouilleurs de cru à distiller à domicile (p. 6858) ; Amendement de M. Guislain tendant à réserver les dispositions de l'article 183 du Code des impôts (p. 6862) ; Amendement de Mme Degrand tendant à permettre à chaque membre d'une famille d'être imposé distinctement à la taxe propor-

tionnelle (p. 6862) ; Amendement de M. Crouzier tendant à exonérer d'impôts fonciers les immeubles sinistrés reconstruits par l'Etat pendant une durée égale à celle de la privation de jouissance (p. 6863) ; Amendement de M. Degoutte relatif à la nouvelle évaluation cadastrale servant de base à l'établissement des impôts agricoles (p. 6863) ; Amendement de M. Draveny tendant à empêcher l'achat de biens agricoles par les sociétés commerciales (p. 6864) ; Ordre de discussion des amendements (p. 6871) ; Amendement de Mlle Marzin tendant à affranchir d'impôts les porteurs médaillés des halles de Paris (p. 6882) ; Amendement de M. Leenhardt relatif à l'imposition des conseils juridiques et fiscaux (p. 6883) ; Amendement de M. Pierre Meunier tendant à exonérer d'impôt les pensions alimentaires constituées par une décision de justice (p. 6883) ; Amendement de M. Crouzier tendant à exempter de taxe proportionnelle les produits des emprunts en faveur des sinistrés (p. 6884) ; Amendement de M. de Tinguy relatif aux conventions d'indemnisation entre nouvelles et anciennes sociétés de presse (p. 6884). — Répond à une question de M. Souquès relative au rappel d'indemnités à certains fonctionnaires [12 décembre 1952] (p. 6245). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 4, Etat D : Prêts divers agricoles ou ruraux [20 décembre 1952] (p. 6755) ; Crédits pour les petites et moyennes entreprises (p. 6756) ; Demande de renvoi à la Commission des crédits pour les petites et moyennes entreprises, présentée par M. Leenhardt (p. 6757) ; Art. 17 : Amendements de M. Dorey tendant à prévoir une aide du fonds de modernisation et d'équipement aux entreprises développant leur productivité (p. 6762, 6763) ; Art. 27 ter : Amendement de M. Mazier tendant à prévoir la création d'une commission chargée de régir l'octroi des prêts des caisses d'épargne (p. 6768) ; Article additionnel : Amendement de M. B. Manceau tendant à permettre aux sociétés d'assurance et de capitalisation de financer la construction d'habitations à loyer modéré (p. 6782) ; Amendement de M. Gabelle tendant à permettre aux organismes d'H. L. M. de faire des dépôts à la Caisse d'épargne sans limitation de somme (p. 6782) ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 51-70 : Amendement de M. Lambert tendant à renvoyer à la commission le chapitre relatif aux travaux d'équipement prévus en

1951 (p. 6790) ; Chap. 61-70 : *Demande de renvoi à la commission du chapitre relatif au remembrement, présentée par M. L. Lambert (Habitat rural)* (p. 6792) ; Chap. 61-72 : *Amendement de M. Alexandre Thomas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habitat rural* (p. 6793) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 68-00 : *Subventions au F. I. D. E. S. (Investissements dans les territoires d'outre-mer)* (p. 6795) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 68-92 : *Amendement de M. de Villeneuve tendant à réduire de 6 milliards les crédits pour le F. I. D. E. S. (Investissements insuffisants dans les départements d'outre-mer)* (p. 6796) ; Art. 3 bis : *Dépôt par le Gouvernement d'un plan de financement de la reconstruction* [21 décembre 1952] (p. 6957) ; Art. 4, Etat D : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prêts agricoles (Insuffisance des prêts aux jeunes exploitants)* (p. 6959) ; Art. 25 quater : *Prêts aux agriculteurs anciens prisonniers de guerre ou déportés* (p. 6960) ; Article additionnel : *Amendement de M. Minjoz tendant à recourir à des avances de la Banque de France en cas de carence du Gouvernement pour le financement du programme de constructions* (p. 6962) ; Art. 47 bis : *Prêts des sociétés d'assurances et de capitalisation aux H. L. M. avec la garantie de l'Etat* (p. 6963) ; Art. 47 ter : *Dépôts aux caisses d'épargne sans limitation de plafond pour les organismes d'habitations à loyer modéré* (p. 6963) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953 ; Article premier : *Amendement de M. Valentino relatif au taux de la participation de l'Etat aux dépenses d'assistance dans les départements d'outre-mer* [30 décembre 1952] (p. 7048) ; Art. 12 : *Détaxe sur les engrais* (p. 7050) ; Art. 15 : *Amendement de M. Tourtaud tendant à ne faire entrer en vigueur les réévaluations cadastrales des propriétés non bâties qu'en 1954* (p. 7051) ; Art. 19 : *Amendement de M. Valentino tendant à disjoindre l'article appliquant la taxe locale sur le chiffre d'affaires dans les départements d'outre-mer* (p. 7052) ; *Amendement de M. Valentino tendant à supprimer l'octroi de mer dans les départements d'outre-mer* (p. 7052). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat au budget (Cabinet A. Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Cesse d'expédier les affaires courantes [8 janvier 1953] (*J.O.* du 8 janvier 1953, p. 307). — Est nommé

Ministre du Budget (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J.O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 : ETATS ASSOCIÉS, Article premier, Etat R, Chap. 41-41 : *Motion de M. Golvan demandant des crédits supplémentaires pour l'office de Saïgon des épizooties (Défense du cheptel contre les épidémies)* [22 janvier 1953] (p. 159) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat R, Chap. 46-22 : *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations provisoires d'attente (Licenciement de fonctionnaires de ce ministère)* [24 janvier 1953] (p. 261) ; *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Extension de la pension d'ascendants à ceux dont le revenu ne dépasse pas 50.000 francs)* (p. 264) ; Chap. 46-29 : *Application du statut des déportés du S. T. O.* (p. 279) ; Chap. 46-51 : *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des Anciens Combattants (Amputation du budget de l'Office, maison d'hébergement de Vence)* (p. 288) ; Article additionnel : *Sous-amendement de Mme Rose Guérin tendant à étendre l'amendement de M. Guislain à tous les déportés et internés* (p. 294) ; *Amendement de M. Mouton tendant à interdire tout blocage ou annulation de crédits en cours d'exercice* (p. 294) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; MARINE MARCHANDE, Art. 1^{er} A : *Amendement de M. Cermolacce tendant à modifier le taux de calcul des pensions des marins retraités avec effet rétroactif en 1952* [30 janvier 1953] (p. 700) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. M. Noël tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour l'administration centrale (Retraités de la Caisse autonome mutuelle de retraites)* (p. 701) ; EDUCATION NATIONALE, Art. 7 bis : *Amendement de M. Grimaud tendant à disjoindre l'article exonérant d'impôts les contributions à la restauration de Versailles* (p. 712) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Art. 8 : *Amendement de M. M. Grimaud tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires pour les œuvres de charité à*

but non lucratif (p. 742) ; Amendement de Mme de Lipkowski tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires pour les œuvres de charité à but non lucratif (p. 743) ; FINANCES, CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 11-34 : Demande de rétablissement des crédits votés par le Conseil de la République pour l'équipement du service des emprunts (p. 760) ; Etat C, Chap. 32-93 : Amendement de M. Kœnig tendant à rétablir le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les pensions militaires (Militaires de carrière à l'échelon 2) (p. 761) ; Art. 2 : Amendement de M. David relatif aux conditions d'admission dans le corps des attachés d'administration centrale (p. 762) ; Art. 10 : Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer l'article relatif aux bonifications et réductions d'âge pour les fonctionnaires civils et militaires atteints par la retraite (p. 763) ; FINANCES, SERVICES FINANCIERS, Etat A, Chap. 31-31 : Services extérieurs du Trésor (Création de postes) (p. 765) ; Chap. 31-49 : Harmonisation du statut du personnel (Fusion du personnel des régies) (p. 766) ; Etat B, Chap. 41-91 : Amendement de M. M. David tendant à reprendre les crédits votés par le Conseil de la République pour le mouvement national d'épargne (p. 767) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 31-22 : Demande de rétablissement des crédits votés par le Conseil de la République pour le service des enquêtes économiques (Aide aux exportateurs) (p. 768) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Art. 3 : Gestion des baraquements provisoires (p. 772) ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-81 : Direction des eaux et forêts (Agents techniques forestiers) (p. 774) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A, Chap. 36-91 : Office des biens et intérêts privés (Suppression de l'office) (p. 776, 777) ; Art. 2 : Amendement de M. M. David relatif au réemploi des fonctionnaires de l'office des biens et intérêts privés (p. 777) ; le retire (ibid.). — Répond à une question : de M. Delbez relative à la révision des budgets locaux [23 janvier 1953] (p. 199, 200) ; — de M. Edouard Depreux, relative aux indemnisations à la suite d'explosions [23 janvier 1953] (p. 200). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 2 : Amendement de M. Cristofol tendant à réduire à 1 0/0 le taux d'intérêt pour les prêts de l'Etat aux H. L. M. [23 janvier 1953] (p. 202) ;

Art. 3 : Motion de M. Le Coutaller demandant plus de crédits pour la reconstruction pour pouvoir achever la répartition des dommages de guerre en 1960 (p. 203) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE, Etat A bis, Chap. 37-94 bis : Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 50 millions les crédits pour le transport des correspondances militaires (Programme conditionnel) [26 janvier 1953] (p. 392) ; Etat A, MARINE, Chap. 31-01 : Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Règlement de la taxe locale sur la patente) (p. 436) ; Chap. 53-71 : Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour constructions neuves (Croiseur C 53) (p. 448) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953 : Lettre rectificative du Gouvernement [27 janvier 1953] (p. 478 et suiv.) ; Art. 4 : Amendement de M. Crouzier tendant à prévoir des économies par la réforme du régime des marchés de l'Etat (p. 488) ; Art. 6 : Amendement de M. Rincant tendant à ne bloquer aucun des crédits affectés à l'Education nationale (p. 515) ; Amendement de M. Félix Tchicaya tendant à ne pas bloquer de crédits destinés à l'équipement des territoires d'outre-mer (p. 522) ; Art. 118 w : Taxes sur les services publics (Eau, gaz, électricité) [28 janvier 1953] (p. 594) ; Amendement de M. Crouzier tendant à encourager les investissements faits par les sociétés (p. 594) ; Art. 9 : Amendement de M. Pineau tendant à ne pas faire prévoir 15 milliards de recettes supplémentaires sur le tabac (Réorganisation du monopole des tabacs) (p. 604) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 46 : Amendement de M. P. Meunier tendant à obliger les commissaires aux comptes de sociétés anonymes de produire un rapport sur la rémunération des administrateurs [6 février 1953] (p. 1036) ; Art. 49 bis : Amendement de M. Bégouin tendant à reprendre l'article accordant des facilités financières aux entreprises de presse (p. 1036) ; Art. 118 A bis : Application de l'article 48 du Règlement (p. 1040) ; Art. 118 H bis : Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre l'article relatif à la surtaxe frappant les produits importés fabriqués avec de l'alcool industriel (p. 1040) ; Art. 118 T : Détaxation des produits fabriqués par des

arsenaux reconvertis (p. 1041). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Etat des discussions budgétaires* [30 janvier 1953] (p. 731). — Répond à une question : de M. Minjoz relative au crédit différé à terme fixe [30 janvier 1953] (p. 735); — de M. Catrice relative à la reconstruction du pont du Château-Rouge à Tourcoing [30 janvier 1953] (p. 735, 736). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR**, amendé par le Conseil de la République ; **Etat B, INDUSTRIE ET COMMERCE** : *Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les subventions aux carburants nationaux (Alcool-carburant)* [30 janvier 1953] (p. 782). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Célérité du vote du budget* [30 janvier 1953] (p. 787). — Répond à une question : de M. Joseph Denais, relative à l'application de l'accord franco-brésilien du 8 mars 1946 [6 février 1953] (p. 1019); — de M. de Léotard, relative aux renseignements relatifs au personnel d'Electricité de France et de Gaz de France [6 février 1953] (p. 1019, 1020); — de M. Girard, relative à l'aide aux travailleurs sans emploi dans les départements d'outre-mer [20 février 1953] (p. 1234); — de M. Joseph Denais, relative au régime fiscal de certaines associations en participation [20 février 1953] (p. 1234); — de M. Radie, relative aux Français résidant à l'étranger [27 février 1953] (p. 1452); — de M. Joseph Denais, relative à la situation de la S. I. C. O. V. A. M. [27 février 1953] (p. 1452); — de M. Deixonne, relative aux crédits pour les constructions scolaires [27 février 1953] (p. 1452, 1453). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi accordant une allocation mensuelle aux malades de longue durée hospitalisés : *Discussion générale* [3 mars 1953] (p. 1528 et suiv.); — d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques socialement dangereux : *Discussion générale* [3 mars 1953] (p. 1535, 1536); **Art. 5** : *Sa demande de disjonction du dernier alinéa créant des centres de rééducation pour alcooliques* (p. 1538); **Art. 9** : *Amendement de M. M. David relatif à la réduction des frais de placement des alcooliques internés* (p. 1538); — du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères : *Discussion générale (Ses observations sur le sort des rentiers viagers de l'Etat)* [3 mars 1953] (p. 1554); *Contre-projet de M. Alphonse Denis tendant à rajuster les rentes*

viagères en fonction des variations du coût de la vie [5 mars 1953] (p. 1605); **Art. 2** : *Amendement de M. Minjoz tendant à majorer le taux de rajustement des rentes viagères* (p. 1607); *Amendement de M. Leenhardt tendant à relever le taux de rajustement des rentes viagères au cas où le salaire minimum garanti serait majoré* (p. 1607); **Article additionnel** : *Amendement de M. Denais tendant à permettre au Gouvernement de majorer de 10 0/0 le prix des tabacs étrangers* (p. 1610, 1611); *Sous-amendement de M. Lamps tendant à permettre au Gouvernement de majorer le prix des tabacs étrangers de luxe* (p. 1610); **Art. 10** : *Amendement de M. Alphonse Denis relatif à la date d'application de la loi* (p. 1611); *Amendement de M. P. Meunier relatif à la date d'application de la loi* (p. 1612); **Article additionnel** : *Amendement de M. P. Meunier tendant à permettre la revalorisation des rentes viagères de la Caisse autonome d'amortissement* (p. 1613); *Amendement de M. Cachin relatif aux rentiers viagers de l'Etat ayant souscrit avant 1915* (p. 1614); *Amendement de M. Minjoz relatif à la revalorisation des rentes viagères constituées avant 1914* (p. 1614); *Amendement de M. Frédéric-Dupont relatif aux rentes viagères à point de départ différé* (p. 1615); — du rapport sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne à l'institution d'un système d'allocations familiales des marins pêcheurs artisans en Algérie : *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par J.-P. Palewski* [5 mars 1953] (p. 1604); — d'une proposition de loi relative à l'intégration des instituteurs des houillères dans l'enseignement public : *Discussion générale (Observations sur l'application de l'article 1^{er} de la loi de finances et sa demande de renvoi à la Commission)* [10 mars 1953] (p. 1718, 1720); *Amendement de M. Catoire relatif aux majorations et allocations à accorder aux intéressés anciens combattants ou pères de famille* [20 mars 1953] (p. 2062, 2063); *Contre-projet de M. Marcel David (Observations concernant la validation des services compris dans certaines catégories)* (p. 2063); — d'une proposition de loi portant amnistie ; **Art. 14 bis** : *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer l'article octroyant une retraite proportionnelle aux fonctionnaires épurés* [10 mars 1953] (p. 1752); — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales ; **Art. 3** :

Prise en charge des frais électoraux (Application de l'article 1^{er} de la loi de finances) [20 mars 1953] (p. 2068, 2069); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er}: *Demande de supprimer l'article et de ne prévoir le remboursement des frais de propagande qu'en 1953* [27 mars 1953] (p. 2514); Art. 3: *Demande de reprendre le texte du Conseil de la République relatif au remboursement des frais de propagande des conseillers généraux de la Seine* (p. 2514, 2515); — du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse: *Discussion générale (Observations sur le coût de la gratuité de la vaccination évalué à un milliard, l'application de l'article 1^{er} de la loi de finances)* [24 mars 1953] (p. 2285, 2286); Art. 1^{er}: *Contre-projet de M. Rochet tendant à rendre la vaccination obligatoire et gratuite* (p. 2287); Art. 6: *Amendement de M. Florand tendant à prélever un milliard sur le produit des taxes sur les viandes* (p. 2291); *Amendement de M. Laborbe tendant à prélever 300 millions sur le budget pour les frais de vaccination* (p. 2291); Art. 7: *Sa demande de disjonction de l'article créant des postes nouveaux* (p. 2291); la retire (ibid.); Art. 4: *Application de l'article 1^{er} de la loi de finances aux exonérations de taxes prévues sur les vaccins* (p. 2293); — du projet de loi relatif aux pensions des marins du commerce et de la pêche: *Discussion générale (Ses observations sur les difficultés de financement pour le relèvement de 20 0/0 des pensions des invalides de la marine)* [26 mars 1953] (p. 2396); — d'une proposition de résolution relative au recensement des victimes de guerre: *Discussion générale (Observations sur le recensement des ayants droit le 15 août 1953)* [27 mars 1953] (p. 2463, 2464). — Répond à une question: de M. André Barthélemy relative à la situation d'une condamnée pour activité pacifiste [27 mars 1953] (p. 2469); — de MM. Boisdé, Dronne, Liautey, Paquet, Tournaud et André-François Mercier relative aux forfaits des bénéficiaires industriels, commerciaux et artisanaux [27 mars 1953] (p. 2474 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier: *Discussion générale (Ses observations sur les prévisions budgétaires pour 1950 et 1951)* [19 mai 1953] (p. 2787, 2788). — Donne sa démission de *Ministre du Budget* (Cabinet R. Mayer) [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse

d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à la réforme fiscale: *Discussion générale (Taxe sur la valeur ajoutée, détaxation des investissements limitée à 50 0/0, défense des petites et moyennes entreprises, allègements fiscaux à l'étranger, relèvement de l'impôt sur les sociétés)* [23 mars 1954] (p. 1200 et suiv.); *Origine de la taxe à la valeur ajoutée* [24 mars 1954] (p. 1222); *Contre-projet de M. Leenhardt (Augmentation du taux de la taxe à la production)* [25 mars 1954] (p. 1253, 1254); Art. 8: *Taux de la T. V. A., détaxation des investissements et des frais de fabrication* [26 mars 1954] (p. 1345); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 47: *Amendement de M. Marcel David (Exonération des taxes additionnelles sur les ventes de logement)* [9 avril 1954] (p. 2000); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale: *Discussion générale (Durée du forfait, différentes réformes fiscales proposées, malaise fiscal chez les commerçants et artisans, égalité fiscale)* [28 mars 1955] (p. 2021, 2022); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour avril, mai et juin 1955: *Discussion générale (Inconvénients de la procédure des douzièmes, plan d'organisation de la défense nationale, nécessité d'une aviation forte)* [1^{er} avril 1955] (p. 2307 et suiv.); — en 3^e lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, en qualité de *Rapporteur suppléant* [1^{er} avril 1955] (p. 2339); — en 2^e lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, en qualité de *Rapporteur suppléant* [1^{er} avril 1955] (p. 2342); — en 2^e lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955, en qualité de *Rapporteur suppléant* [1^{er} avril 1955] (p. 2344); Art. 10: *Amendement de M. Bartolini (Taux progressif pour le droit de licence des débits de boissons)* (p. 2345); — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956, SECTION AIR, en qualité de *Rapporteur spécial: Perspectives de l'armée de l'air, plans successifs, pourcentage de crédits à elle affectés, ses missions, nécessité d'un avion de police pour*

les territoires d'outre-mer, appui aérien aux troupes à terre, défense aérienne du territoire, effectifs, instruction des réserves, les matériels et leur exportation [22 juillet 1955] (p. 4058 à 4063); — du **MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, SECTION AIR**; Chap. 31-01 : *Report des abattements sur les chapitres concernant l'avion d'appui et la défense aérienne du territoire* [23 juillet 1955] (p. 4156); Chap. 32-41 : *Alimentation* (p. 4161); Chap. 32-91 : *Frais de déplacement et de transport des personnels civils et militaires* (p. 4161); Chap. 34-52 : *Carburants* (p. 4162); Chap. 34-72 : *Dépenses de fonctionnement des constructions aéronautiques* (p. 4163); Chap. 34-91 : *Concentration des écoles de télécommunications au Maroc* (p. 4163, 4164). = S'excuse de son absence [9 janvier 1952] (p. 209). = Obtient un congé [9 janvier 1952] (p. 209).

JOLY (M. Antony), Député du Cantal. (I. P.)

Son élection est validée [15 novembre 1954] (p. 4984). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE** pour 1955, Etat B, Chap. 61-30 : *Son amendement (Amélioration des techniques et écoulement des productions)* [26 novembre 1954] (p. 5513).

JOUBERT (M. Auguste), Député du Doubs. (R. I.)

Questeur de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé Vice-Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [19 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [6 juillet 1954] (**F. n° 405**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954]

(**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la presse [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné : par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure remplissant, en ce qui concerne les opérations de la Caisse nationale d'assurances sur la vie, les attributions ultérieurement dévolues aux commissions supérieures de la Caisse nationale d'assurance en cas de décès et de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse [22 août 1951] (**F. n° 24**); par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour la représenter au sein de la Commission chargée de proposer les modalités selon lesquelles seront indemnisés les organismes qui, au cours de l'année 1946, ont pratiqué en France métropolitaine l'assurance des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles dans les professions non agricoles [19 mars 1952] (**F. n° 120**).

Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence les habitants victimes de la tornade du 9 juillet 1951 et des crues simultanées de l'Ozanne et de l'Yerre dans le département de l'Eure-et-Loire, **n° 263**. — Le 5 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 4327) relatif au règlement, en cas de décès de l'assuré en temps de guerre, des contrats d'assurance en cas de vie souscrits auprès de la Caisse nationale des retraites sur la vie ou de la Caisse nationale d'assurance en cas de décès, **n° 4987**. — Le 24 mars 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 5762) tendant à élever le maximum des bonifications susceptibles d'être accordées aux déposants de la Caisse nationale d'assurances sur la vie atteints d'une incapacité absolue de travailler, **n° 5996**. — Le 2 juillet 1953, une proposition de loi tendant à prévoir la fixation du statut définitif des organismes visés par la loi du 25 avril 1946 relative à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances, **n° 6426**. — Le 1^{er} mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions légales concernant la publicité des interdictions et nominations de conseil judiciaire, **n° 10215**.

Interventions :

Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier de la Sécurité sociale ; Art. 2 : *Amendement de M. Degoutte tendant à réduire de 0,5 0/0 à 0,3 0,0 la pénalité sur les cotisations arriérées* [29 août 1951] (p. 6602) ; *Son amendement tendant à infliger une pénalité de 10 0/0 sur les cotisations en retard* (p. 6602). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Continuation du débat jusqu'à son terme* [25 février 1952] (p. 876) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Sa motion tendant à ajourner le vote jusqu'au 29 mai* [9 avril 1952] (p. 2057) ; — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Sa demande de suspension de séance* [29 mai 1952] (p. 2565) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952 : *Interruption du débat* [17 juin 1952] (p. 3006) ; — d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail : *Discussion générale (Ses observations sur l'application de la loi de 1898 avec l'agrément des Ministres communistes en 1946)* [25 juin 1952] (p. 3201) ; *Sa réponse à M. Camphin* (p. 3206). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82). — Prend part à la discussion : du projet de loi accordant des bonifications à certains déposants de la Caisse nationale d'assurances sur la vie ; en qualité de *Rapporteur* [26 mars 1953] (p. 2390) ; — du projet de loi relatif au redressement financier : *Discussion générale (Ses observations sur la composition du conseil d'administration des compagnies d'assurances)* [19 mai 1953] (p. 2760) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; *RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Art. 6 : Son sous-amendement tendant à exonérer les détenteurs de postes non soumis à la surtaxe progressive sur le revenu* [9 décembre 1953] (p. 6339) ; — du projet de *LOI DE FINANCES pour l'exercice 1954 : Ordre de la discussion des textes financiers* [13 décembre 1953] (p. 6695) ; Art. 1^{er} : *Demande de disjonction de l'article premier interdisant*

toute proposition majorant les dépenses ou diminuant les recettes de l'Etat, présentée par M. Gosnat (p. 6713). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [13 janvier 1954] (p. 58). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires : *Discussion générale* [7 avril 1954] (p. 1855) ; *Son rôle dans la précédente législature* (p. 1857) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955 : *Dépôt éventuel d'une lettre rectificative* [10 novembre 1954] (p. 4911). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1955] (p. 42). — Ses rapports sur des pétitions [2 février 1955] (p. 644). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la *RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE pour 1955 : Débats importants à l'ordre du jour du vendredi* [16 mars 1955] (p. 1619) ; — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux travailleurs salariés : *Prolongation du débat au delà de minuit* [24 mars 1955] (p. 1931) ; — d'un projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour avril et mai 1955 : *Interruption de M. Tournaud* [1^{er} avril 1955] (p. 2295) ; — en troisième lecture, du projet de *LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 bis : Publication du revenu brut déclaré à la surtaxe progressive par chaque redevable* [18 mai 1955] (p. 2880). — Est entendu sur une demande de suspension de séance : *Déroulement des débats* [5 août 1955] (p. 4679). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Politique marocaine du Gouvernement* [26 octobre 1955] (p. 5316).

JUGLAS (M. Jean-Jacques), Député du Lot-et-Garonne (N. I.).

Ministre de la France d'outre-mer

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 20 janvier 1955 au 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé : Président de la Commission de la Côte d'Ivoire [12 mars 1952]

(F. n° 115); de la Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1953] (F. n° 218), [9 février 1954] (F. n° 343), [19 janvier 1955] (F. n° 482); Vice-Président de la Commission de coordination pour les problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [1^{er} juin 1954] (F. n° 392). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (F. n° 5), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482), [25 octobre 1955] (F. n° 575); de la Commission de la presse [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission spéciale chargée de tirer les conclusions de l'enquête menée en 1950 en Côte d'Ivoire sur les événements survenus sur ce territoire [6 mars 1952] (F. n° 113). — Est nommé par la Commission des territoires d'outre-mer membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (F. n° 391).

Dépôts :

Le 26 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 100 millions de francs aux sinistrés de la grêle qui s'est abattue le 14 juillet 1951 dans le département du Lot-et-Garonne; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1951, n° 291. — Le 7 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission spéciale chargée de tirer les conclusions de l'enquête menée en 1950 en Côte d'Ivoire sur les événements survenus dans ce territoire, n° 1036. — Le 15 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à célébrer le centenaire de la naissance de Pierre Savorgnan de Brazza, n° 2401. — Le 25 février 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi (n° 1964) de M. Antier relative à la composition et à la formation de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, n° 2743. — Le 11 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes du cyclone qui a dévasté la ville de Karikal, n° 5050. — Le 22 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder

de toute urgence un crédit de secours de 100 millions aux victimes des inondations qui se sont produites en décembre 1952 dans l'agglomération bordelaise, n° 5322. — Le 26 février 1953, une proposition de loi tendant à indemniser un citoyen français de la confiscation de ses biens industriels et privés, n° 5696. — Le 27 février 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 3778) portant additions et modifications à l'ordonnance du 5 mai 1945 instituant l'Ordre national des pharmaciens et étendant aux territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle l'application de la présente ordonnance ainsi modifiée, n° 5718. — Le 12 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 3779) portant extension aux territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle de la loi validée et modifiée du 11 septembre 1941 sur l'exercice de la pharmacie, n° 5850. — Le 26 juin 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 3779) portant extension aux territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle de la loi validée et modifiée du 11 septembre 1941 sur l'exercice de la pharmacie, n° 6363. — Le 12 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à la création, en vertu de l'article 14, alinéa 4 du Règlement, d'une commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les affaires d'Indochine, n° 7145. — Le 9 décembre 1953, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 3779) portant extension aux territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle de la loi validée et modifiée du 11 septembre 1941 sur l'exercice de la pharmacie, n° 7413. — Le 25 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter d'un mois les dates limites prévues pour le dépôt, d'une part, des déclarations de stocks, d'autre part, des déclarations de bénéfices industriels, commerciaux et artisanaux, n° 7873 (rectifié). — Le 12 décembre 1954, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 8555) portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, n° 9710. — Le 26 juillet 1955, une proposition de loi tendant à reporter l'application du quantum prévu dans le plan céréalière, n° 11312.

Interventions :

Son rapport : sur les élections dans le territoire de la Haute-Volta [11 juillet 1951] (p. 5937) ; — sur les élections dans le territoire du Togo [26 juillet 1951] (p. 6082). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du territoire de Madagascar et dépendances (Citoyens français, 2^e circonscription) [3 août 1951] (p. 6210 et suiv.) ; — du rapport sur les opérations électorales de Madagascar (Collège indigène, 1^{re} circonscription) [3 août 1951] (p. 6215, 6216) ; — du rapport sur les opérations électorales du territoire de Mauritanie [7 août 1951] (p. 6239) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 ; FRANCE D'OUTRE-MER : en qualité de *Rapporteur pour avis* [13 novembre 1951] (p. 7911 et suiv.) ; Chap. 1060 : *Amendement de M. Bécharde tendant à réduire de 1.000 francs les crédits du service administratif colonial* (p. 7918) ; Chap. 1110 : *Amendement de M. Benoist tendant à réduire de 207 millions les crédits pour les magistrats d'outre-mer (Incidents de Côte d'Ivoire)* (p. 7934) ; AGRICULTURE, Chap. 3270 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (Lutte contre les calamités agricoles)* [21 novembre 1951] (p. 8278) ; ÉTATS ASSOCIÉS, Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale (Réduction du personnel) présentée par le Gouvernement* [13 décembre 1951] (p. 9123) ; Chap. 1030 : *Services de l'enseignement en Indochine* (p. 9125) ; Chap. 1040 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services techniques* (p. 9126) ; Chap. 1090 : *Amendement de M. Boutbien tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services techniques (Bourses aux étudiants vietnamiens)* (p. 9126, 9127) ; — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer ; Art. 3 : *Son amendement tendant à augmenter la représentation des cercles les plus peuplés* [22 novembre 1951] (p. 8345, 8346) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à modifier la répartition des sièges entre les deux collèges* (p. 8353, 8354) ; *Son amendement tendant à modifier la répartition des sièges entre les 2 collèges* (p. 8380) ; *Sous-amendement de M. Apithy tendant à augmenter le nombre des représentants du Dahomey* [23 novembre 1951] (p. 8410) ; *Sous-amendement de*

M. Benoist tendant à créer le collège unique en Haute-Volta (p. 8411) ; Art. 3 : *Amendement de M. Duveau tendant à tenir compte des districts à Madagascar* (p. 8414) ; Art. 23 : *Son amendement relatif au cas de vacance isolée* (p. 8423) ; Art. 25 : *Son amendement tendant à exclure le Togo et le Cameroun* (p. 8423) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 2 : *Amendement de M. Nazi Boni tendant à subventionner la culture du coton en Afrique française* [22 décembre 1951] (p. 9606, 9607, 9609). — Est entendu sur une demande de prolongation d'un délai imparti au Conseil de la République : *Discussion générale (Code du travail dans les territoires d'outre-mer)* [24 décembre 1951] (p. 8916). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952 : en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 décembre 1951] (p. 9870 et suiv.) ; Art. 1^{er}, Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 900 : *Amendement de M. Malbrant tendant à réduire de 1.000 francs la subvention au F. I. D. E. S. (Insuffisance des réalisations en Afrique équatoriale)* (p. 9892) ; — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 : en qualité de *Rapporteur pour avis* [27 décembre 1951] (p. 9950) ; Art. 16 : *Son sous-amendement tendant à ne pas appliquer l'article aux territoires visés par la loi du 30 avril 1946* [28 décembre 1951] (p. 10008). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Secours aux sinistrés des inondations du Sud-Ouest* [12 février 1952] (p. 639). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la composition et à la formation de l'Assemblée représentative des établissements français de l'Océanie : en qualité de *Rapporteur* [26 février 1952] (p. 942, 947) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Laforest tendant à maintenir à 21 le nombre des délégués et à ne pas modifier les circonscriptions* (p. 947) ; Art. 5 : *Amendement de M. Laforest relatif aux conditions d'éligibilité* (p. 949) ; Art. 13 : *Inutilité de l'article devenu sans objet* (p. 951) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 8 : *Son amendement tendant à prévoir trente jours entre le dépôt des listes de candidats et le scrutin* [10 octobre 1952] (p. 4229) ; — d'une proposition de loi relative à l'Assemblée territoriale des Comores : en qualité de *Rapporteur suppléant* [26 février 1952] (p. 944) ; Art. 3 : *Amendement de*

M. Malbrant tendant à découper les Comores en plusieurs circonscriptions (p. 945). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'aide immédiate à apporter d'urgence à certains sinistrés que les comités d'entraide ne peuvent pas aider suffisamment [26 février 1952] (p. 1045) ; — sur l'aide immédiate à certains sinistrés et aux entreprises touchées par l'inondation [20 mars 1952] (p. 1372). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Art. 6 : 110 milliards d'économies à réaliser par décret (Investissements dans les territoires d'outre-mer) [2 avril 1952] (p. 1773, 1774). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Ses observations sur l'indemnisation des sinistrés des inondations du Sud-Ouest [8 avril 1952] (p. 1993). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 : Discussion générale (Ses observations sur la continuité de la politique française en Indochine, l'évolution du conflit depuis 1946, la solution militaire d'un problème politique) [10 avril 1952] (p. 2106) ; — d'une proposition de loi relative au Conseil général de Nouvelle-Calédonie : Réunion de la Commission [11 avril 1952] (p. 2202). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons pour lesquelles le projet de loi annoncé sur l'aide financière aux départements sinistrés n'a pas encore été déposé [10 juin 1952] (p. 2779, 2780). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Projet d'aide aux sinistrés du Sud-Ouest* [24 juin 1952] (p. 3157). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique viticole du Gouvernement : Ses observations sur l'indemnisation des victimes des calamités agricoles [4 juillet 1952] (p. 3595) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 : FRANCE D'OUTRE-MER ; en qualité de Rapporteur pour avis [6 novembre 1952] (p. 4776) ; Etat A, Chap. 3101 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale (Poste de jurisconsulte), présentée par le Gouvernement* (p. 4779) ; Amendement de *M. Dronne tendant à réduire de 131 millions les crédits de l'administration centrale (Réorganisation des services de Paris)* (p. 4785) ; Chap. 3111 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services de diffusion et propagande, présentée par le Gouvernement* (p. 4787) ;

Chap. 3121 : *Demande de rétablissement des crédits, demandée par le Gouvernement, pour les établissements d'enseignement (Laboratoire de géologie)* [8 novembre 1952] (p. 4926) ; Chap. 3141 : *Demande de rétablissement des crédits, présentée par le Gouvernement, pour le personnel d'autorité (Nombre des gouverneurs en service)* (p. 4927) ; Chap. 3161 : *Demande de rétablissement des crédits, présentée par le Gouvernement, pour les terres antarctiques (Expédition des îles Kerguelen)* (p. 4932) ; Chap. 3392 : *Amendement de M. Conombo tendant à rétablir les crédits pour les prestations facultatives et les services sociaux* (p. 4933) ; Chap. 3413 : *Amendement de M. Benoist tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la radiodiffusion outre-mer (Manque d'objectivité de la radio)* (p. 4933) ; Chap. 3431 : *Demande de rétablissement des crédits, présentée par M. Aujoulat, pour les services de contrôle (Aménagement du laboratoire de Marseille)* (p. 4935) ; Chap. 3621 : *Office de la recherche scientifique outre-mer* (p. 4936) ; Chap. 3691 : *Demande de rétablissement des crédits, présentée par le Gouvernement, pour la Caisse de retraites de la France d'outre-mer* (p. 4936, 4937) ; Chap. 4191 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux budgets locaux (Réparation des dommages causés par l'insurrection à Madagascar)* (p. 4948) ; Chap. 3101 : *Refonte de l'administration centrale* (p. 4950, 4951) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Benoist tendant à substituer « travailleur » à « salarié »* [22 novembre 1952] (p. 5466) ; Art. 38 : *Amendement de M. Caillavet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux modalités de résiliation de contrats* (p. 5484, 5485) ; Art. 90 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la prime de dépaysement* (p. 5497) ; Art. 118 : *Son amendement tendant à reprendre le texte relatif aux conditions d'octroi de la prime de dépaysement* (p. 5506) ; Art. 119 : *Son amendement tendant à reprendre le texte relatif au droit de jouissance au congé* (p. 5506) ; Art. 121 : *Son amendement relatif au mode de transport utilisé par le travailleur partant en congé* (p. 5507) ; Art. 168 : *Amendement de M. Caillavet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République*

relatif à l'Office central de la main-d'œuvre et des offices locaux (p. 5536) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 9 : *Son sous-amendement tendant à tenir compte des mesures de grâce déjà intervenues* [27 novembre 1952] (p. 5754) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; en qualité de *Rapporteur pour avis* [16 décembre 1952] (p. 6504 et suiv.) ; [17 décembre 1952] (p. 6522 et suiv.) ; *Motion préjudicielle de M. Lemaire tendant à ajourner le débat étant donné l'insuffisance des programmes relatifs aux transports, à la productivité agricole et à la construction de logements (Ses observations sur l'exploitation du manganèse au Gabon)* (p. 6529, 6530) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; ETATS ASSOCIÉS, en qualité de *Rapporteur spécial* [19 décembre 1952] (p. 6647 et suiv.) . — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1953 ; ETATS ASSOCIÉS, Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Dronne tendant à réduire de 10.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Reclassement des fonctionnaires des cadres locaux d'Indochine)* [22 janvier 1953] (p. 152) ; Chap. 31-41 : *Amendement de M. Lucaze tendant à rétablir les crédits pour les juridictions françaises et mixtes (Création de postes de procureurs généraux à Saïgon et Pnom Penh)* (p. 155) ; Etat B, Chap. 41-11 : *Motion de M. Golvan demandant des crédits supplémentaires pour l'office de Saïgon des épizooties (Défense du cheptel contre les épidémies)* (p. 158, 159) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; FRANCE D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 janvier 1953] (p. 758) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale présentée par le Gouvernement (Suppression d'un emploi de jurisconsulte)* (p. 758) ; Chap. 31-21 : *Demande de rétablissement des crédits votés par le Conseil de la République pour le laboratoire du F. I. D. E. S. présentée par le Gouvernement* (p. 759) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 6 : *80 milliards de crédits bloqués (Blocage de crédits d'investissements dans les territoires d'outre-mer)* [27 janvier 1953] (p. 509) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République ; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER,

Chap. 68-90 : *Subvention au F. I. D. E. S.* [5 février 1953] (p. 931) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Article additionnel : *Amendement de M. D. Mayer tendant à insérer un titre nouveau amnistiant certains crimes commis à Madagascar* [26 février 1953] (p. 1361 et suiv.) ; *Son amendement tendant à amnistier les membres d'organisations syndicales condamnés par les commissions départementales de reconstitution* [10 mars 1953] (p. 1771) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif au taux des amendes pénales dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [5 mars 1953] (p. 1619) ; — du projet de loi relatif à la transcription en Indochine de jugements d'état-civil : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [5 mars 1953] (p. 1621) ; — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage : *Discussion générale (Ses observations sur le sort des bailleurs modestes, le cas de conversion du métayage en fermage)* [24 mars 1953] (p. 2276, 2277) ; Article unique : *Son amendement relatif au délai accordé avant l'exercice du droit de reprise* (p. 2280) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale (Reprise de la ferme par le propriétaire quand la conversion n'a pas été obtenue en justice* [31 décembre 1953] (p. 7130) ; — du projet de loi relatif au rétablissement d'ouvrages publics endommagés à la suite de calamités : *Discussion générale (Ses observations sur les inondations du Sud-Ouest)* [26 mars 1953] (p. 2359) ; — d'une proposition de résolution relative à la composition de la Commission de coordination du pool charbon-acier ; Art. 2 : *Amendement de M. Sanogo tendant à inclure des représentants de la Commission des territoires d'outre-mer* [26 mars 1953] (p. 2361) ; — du projet de loi relatif au redressement financier ; en qualité de *Rapporteur pour avis* [18 mai 1953] (p. 2715 et suiv.) . — Est entendu en qualité de *Président de la Commission des territoires d'outre-mer*, pour un arbitrage sur un conflit d'attribution de compétence : *Amnistie dans les territoires d'outre-mer* [21 mai 1953] (p. 2813) . — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution instituant une Commission d'enquête sur le trafic des piastres indochinoises : *Son contre-projet (Désignation des membres de la Commission d'enquête par certaines commissions, nécessité pour ménager les Etats associés de faire intervenir également l'Assemblée de*

l'Union française); Réponse aux attaques de M. Prouteau [2 juillet 1953] (p. 3231 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Magendie concernant l'exécution des résistants de la Côte des Somalis en 1941, sur l'ordre du Gouverneur Nouailhetas, et l'acquittement de celui-ci par le Tribunal Militaire de Paris en 1953 : Assentiment de la Commission des territoires d'outre-mer aux conclusions de M. Magendie, condamnant l'acquittement [23 juillet 1953] (p. 3824). — Prend part à la discussion : des interpellations concernant la politique agricole : Nécessité d'une planification agricole « orientée », partant des besoins à satisfaire ; influence abusive du Ministère des Finances sur l'ensemble de l'économie ; organisation prévue des marchés d'intérêt national (décret du 30 septembre 1953) ; nécessité d'une spécialisation de la réglementation par régions ; critique des prestations d'alcool vinique, abusivement étendues aux régions de petite production (décret du 1^{er} octobre 1953) [20 octobre 1953] (p. 4377 et suiv.) ; Sa réponse à M. Senghor au sujet des Grands moulins de Dakar (Nécessité d'importer à Dakar des blés métropolitains, mais au cours mondial) (p. 4400) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : Ses explications de vote : « Indépendance effective au sein de l'Union française » ; participation plus effective du Viet Nam à la guerre ; négociations nécessaires sur place, mais au moment opportun (choisi par le Gouvernement) ; appel à l'union nationale [27 octobre 1953] (p. 4615, 4616). — Est entendu sur le conflit de compétence entre la Commission de la justice, de l'intérieur et des territoires d'outre-mer, concernant les propositions de loi relatives à l'amnistie dans les territoires d'outre-mer [30 octobre 1953] (p. 4695). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; FRANCE D'OUTRE-MER, en qualité de Rapporteur pour avis : Sa demande de surseoir au débat pour attendre l'avis de l'Assemblée de l'Union française [3 novembre 1953] (p. 4739) ; Sa demande d'ajournement (p. 4950, 4951) ; ETATS ASSOCIÉS, en qualité de Rapporteur pour avis (Multiplicité des Commissions compétentes pour l'Indochine, substantielles économies réalisées, le développement de l'enseignement secondaire et supérieur au

Viet Nam, reclassement du personnel français aux Etats associés) [12 novembre 1953] (p. 4993, 4994) ; Art. 5 : Amendement de M. M. David tendant à faire déposer un projet réglant la situation des fonctionnaires des cadres locaux européens dissous par décret (p. 4998) ; FRANCE D'OUTRE-MER, en qualité de Rapporteur pour avis (Ampleur de la tâche du Ministère de la France d'outre-mer, découpage arbitraire des circonscriptions administratives, conséquences du décret du 9 août 1953 modifiant l'âge de la retraite, prime de sujétion, magistrats dans les territoires d'outre-mer, constructions grandioses et inutiles de Brazzaville, débudgétisation des investissements) [23 novembre 1953] (p. 5415 et suiv.) ; Etat A, Chap. 3101 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Décentralisation administrative) (p. 5441) ; Demande de rétablissement des crédits pour l'Administration centrale présentée par le Gouvernement (Office de la main-d'œuvre) (p. 5446) ; Chap. 3102 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de l'Administration centrale (Indemnité de sujétion) (p. 5446) ; le retire (ibid.) ; Chap. 3131 : Demande de rétablissement des crédits pour les services administratifs présentée par le Gouvernement (Service des ports) (p. 5447) ; Chap. 3141 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité en service (Recrutement et statut des administrateurs de la France d'outre-mer) (p. 5450) ; Chap. 3151 : Demande de rétablissement des crédits pour la rémunération des magistrats des territoires d'outre-mer présentée par le Gouvernement (p. 5451) ; Chap. 3191 : Amendement de M. Malbrant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités résidentielles (Indemnité pour difficultés exceptionnelles de vie) (p. 5452) ; Chap. 3431 : Demande de rétablissement des crédits pour le matériel des services administratifs présentée par le Gouvernement (Laboratoire des produits pharmaceutiques de Marseille) (p. 5452, 5453) ; Chap. 3441 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais divers du personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (Frais de déplacement injustifiés) (p. 5453) ; le retire (ibid.) ; ETATS ASSOCIÉS, amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur pour avis [41 décembre 1953]

(p. 6498); FRANCE D'OUTRE-MER, amendé par le Conseil de la République; Etat A, Chap. 3101 : *Administration centrale (Suppression du recrutement latéral des inspecteurs du travail dans les territoires d'outre-mer)* [31 décembre 1953] (p. 7146); Art. 6 nouveau : *Son amendement tendant à supprimer l'article réservant 60 0/0 des crédits d'investissement au développement de la production (Insuffisance de l'infrastructure existante dans certaines régions)* (p. 7148); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Attribution de cinq postes de gouverneurs au Ministère des Etats associés)* (p. 7148, 7149); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954); Art. 30 : *Amendement de M. Benoist tendant à supprimer l'article permettant d'accorder dans les territoires d'outre-mer un régime fiscal de faveur à certaines sociétés* [12 décembre 1953] (p. 6620); *Son amendement tendant à supprimer l'avis du Ministre des Finances pour l'octroi d'un régime de faveur à certaines sociétés dans les territoires d'outre-mer* (p. 6621); Art. 32 : *Son amendement tendant à prévoir des avances « consolidées » sur plusieurs années aux territoires d'outre-mer* (p. 6622); le retire (*ibid.*); Art. 36, Etat 1, *Contribution du fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique aux investissements (Investissements dans les territoires d'outre-mer)* [13 décembre 1953] (p. 6664); *Son amendement tendant à prévoir un état spécial pour les crédits destinés aux territoires d'outre-mer de façon à éviter les virements de ces crédits à une autre rubrique* (p. 6664, 6665); Art. 34 : *Son amendement tendant à prévoir une section du compte spécial des investissements pour l'équipement des territoires d'outre-mer* (p. 6676); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1954; Art. 24 : *Amendement de M. Delcos tendant à supprimer l'article annulant le décret du 30 septembre 1953 fixant le régime des prestations viniques des producteurs de vin* [13 décembre 1953] (p. 6740). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le prix du tabac : *Importance de la culture du tabac dans le Sud-Ouest* [15 décembre 1953] (p. 6840, 6841). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le prix du tabac : *Discussion générale (Hausse du coût de la production incompatible avec le maintien du prix du tabac)* [28 décembre 1953] (p. 6898); — du projet de loi portant applica-

tion dans les territoires d'outre-mer de la loi du 20 mars 1951, en qualité de *Rapporteur suppléant : Prescription en matière de contravention connexe à un délit* [19 février 1954] (p. 440); — du projet de loi portant réparation des dommages causés aux victimes des troubles survenus à Madagascar, en qualité de *Rapporteur suppléant : Exclusion de ceux qui ont participé directement ou indirectement aux troubles de 1947, règlement définitif des dommages* [19 février 1954] (p. 440, 442); Art. 3 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à instituer pupilles de la nation les orphelins dont le père a été tué pendant les troubles de 1947* (p. 444); *Article additionnel de M. Ranaivo : Crédit de 650 millions de francs ajouté à la subvention au Gouvernement général de Madagascar pour permettre l'octroi aux victimes d'un troisième quart de leur indemnité* (p. 445); — d'interpellations sur la politique du Gouvernement dans les départements et territoires d'outre-mer; *Sa protestation contre l'heure à laquelle s'instaura le débat* [8 avril 1954] (p. 1909); *Discussion générale (Date de la reprise du débat)* (p. 1938); *Chefs coutumiers, conseils de district* [9 avril 1954] (p. 1977); *Recrutement de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer* (p. 2026). — Est entendu sur l'ordre des travaux de l'Assemblée : *Sa demande de reprise immédiate de la discussion des interpellations sur les départements d'outre-mer* [9 avril 1954] (p. 1975). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer [8 juillet 1954] (p. 3356); Art. 3 : *Amendement de M. Apüky (Erection en communes de plein exercice des communes mixtes au troisième degré)* [7 août 1954] (p. 3992 et suiv.); *Renvoi en Commission de l'article 3* (p. 3999); Art. 5 : *Amendement de M. Malbrant (Calcul du nombre des conseillers d'après le chiffre des électeurs)* [12 août 1954] (p. 4113); — du projet de loi relatif aux prestations viniques : *Discussion générale (Malaise social des régions de polyculture, organisation du contrôle)* [3 août 1954] (p. 3808 et suiv.); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux), en qualité de *Rapporteur pour avis : Dangers de la libération des échanges pour les territoires d'outre-mer, charte du développement économique et social des territoires, investissements*

pluri-annuels, parité des francs C. F. A. et C. F. P.) [5 août 1954] (p. 3862, 3863); propositions faites par l'Assemblée de l'Union française [6 août 1954] (p. 3960, 3961); — d'une proposition de loi relative aux institutions territoriales et régionales du Togo, en qualité de Rapporteur suppléant : Pouvoirs du Conseil de Gouvernement, attributions de l'Assemblée territoriale, conseils de circonscription [3 novembre 1954] (p. 4692, 4693); Texte de l'accord de tutelle concernant le territoire du Togo (p. 4696); Art. 2 : Amendement de M. Benoist (Composition du Conseil de Gouvernement) (p. 4699); Art. 8 : Amendement de M. Benoist tendant à supprimer l'incompatibilité entre la qualité de membre du Conseil de Gouvernement et les fonctions de membres de l'Assemblée Nationale, du Conseil de la République, et l'Assemblée de l'Union française et du Conseil Economique (p. 4700); Art. 12 : Amendement de M. Benoist (Présidence du Conseil de Gouvernement en cas d'absence du commissaire de la République) (p. 4700); Amendement de M. Raingeard (Présidence du Conseil de Gouvernement par un haut fonctionnaire membre de ce Conseil) (p. 4701); Art. 16 : Amendements de M. Benoist (Limitation des pouvoirs réglementaires du commissaire de la République) (p. 4701, 4702); Art. 19 : Son amendement tendant à donner des pouvoirs au Conseil de Gouvernement pour prendre des décisions en vue de modifier les tarifs des droits d'entrée et de sortie, ainsi que les tarifs de chemins de fer (p. 4702); Amendement de M. Charles Benoist tendant à supprimer l'article 21 relatif à l'octroi de concessions agricoles par le Conseil de Gouvernement (p. 4703); Art. 23 : Amendement de M. Robert Manceau (Attributions individuelles des membres du Conseil de Gouvernement) (p. 4703); Art. 32 : Amendement de M. Malbrant tendant à retirer à l'Assemblée territoriale la possibilité de régler les questions agricoles, forestières et minières (p. 4705); Art. 35 : Amendement de M. Benoist tendant à retirer au commissaire de la République le droit de saisir le Ministre de la France d'outre-mer en cas de décisions prises par l'Assemblée territoriale ne correspondant pas à l'intérêt général (p. 4706); Art. 39 : Amendement de M. Benoist tendant à autoriser l'Assemblée territoriale à adresser directement des vœux à l'O. N. U. (p. 4706); Art. 45 :

Amendement de M. Robert Manceau tendant à laisser l'Assemblée territoriale prévoir l'évaluation du rendement des impôts, contributions et redevances (p. 4707); Art. 53 : Amendement de M. Benoist (Dépenses obligatoires inscrites au budget du territoire) (p. 4708); Amendement de M. Robert Manceau tendant à supprimer l'article 58 relatif aux virements de fonds d'un chapitre à un autre (p. 4709); Engagements pris à l'O. N. U., expérience tentée au Togo (p. 4712, 4713). — Est nommé Ministre de la France d'outre-mer (remaniement du Cabinet Mendès-France) [20 janvier 1955] (J. O. du 21 janvier 1955, p. 803). — Donne sa démission de Ministre de la France d'outre-mer (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (J. O. du 24 février 1955, p. 2072).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955; État A, Chap. 31-01 : Cadre de l'Administration générale et cadre des attachés de la France d'outre-mer; africanisation du personnel [3 mars 1955] (p. 990, 991); Chap. 34-02 : B.D.P.A. et Office de la main-d'œuvre (p. 998); Chap. 36-91 : Retraités résidant outre-mer (p. 1000); Art. 2 bis : Répartition des crédits du F. I. D. E. S. (p. 1003); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux institutions territoriales et régionales du Togo; Art. 2 : Amendement de M. Charret (Membres élus et membres nommés) (p. 1407); Rôle du Commissaire du Gouvernement; critiques de la 4^e Commission de l'O. N. U. [15 mars 1955] (p. 1407, 1408); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : Caisses de soutien des prix outre-mer [12 mai 1955] (p. 2713); Territoires d'outre-mer, nécessité de les doter d'une infrastructure moderne, de limiter les ensembles hydro-électriques et minières, de développer les industries de transformation, de rénover l'industrie rurale; le financement; les structures de l'Union française [18 mai 1955] (p. 2891 à 2894). = S'excuse de son absence [29 novembre 1951] (p. 8654), [24 janvier 1952] (p. 324), [5 mars 1954] (p. 689), [9 novembre 1954] (p. 4824). = Obtient des congés [29 novembre 1951] (p. 8654), [5 mars 1954] (p. 689), [9 novembre 1954] (p. 4824).

JULES-JULIEN (M. Alfred), Député du Rhône (1^{re} circonscription) (R. R. S.).

Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; et membre suppléant de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la presse [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné : par la Commission des finances pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission centrale de classement des débits de tabac [29 août 1951] (**F. n° 30**) ; par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [30 janvier 1953] (**F. n° 226**) ; par l'Assemblée Nationale pour faire partie du conseil de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale [16 février 1952] (**F. n° 106**). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**). — Est nommé juge titulaire à la Haute-Cour de justice (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à établir une réforme de la fiscalité artisanale, **n° 142**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi portant organisation de l'artisanat, **n° 143**. — Le 6 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 988) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Industrie et énergie), **n° 1324**. — Le 20 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 988) et la lettre rectificative (n° 1514) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Industrie et énergie), **n° 1626**. — Le 5 décembre 1951,

un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 727) autorisant le Président de la République à ratifier le traité signé à Paris le 18 avril 1951 et instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier ainsi que ses annexes, les protocoles joints et une convention relative aux dispositions transitoires, **n° 1850**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2015) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 988) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Industrie et énergie), **n° 2147**. — Le 28 décembre 1951, une proposition de loi portant amnistie à l'égard des étrangers appartenant à des pays neutres condamnés pour faits de collaboration économique avec l'ennemi, **n° 2260**. — Le 20 mars 1952, une proposition de loi tendant à la révision du mode d'indemnisation des porteurs de titres des sociétés de l'électricité et du gaz, **n° 2983**. — Le 9 avril 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur le rapport (n° 670) (fait au cours de la précédente législature) sur le projet de loi portant création du bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières de la France métropolitaine, **n° 3279 (rectifié)**. — Le 9 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4642) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Industrie et Commerce), **n° 4356**. — Le 19 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 4729) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4262) adoptée par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Industrie et Commerce), **n° 5176**. — Le 17 février 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur : 1° le projet de loi (n° 4281) relatif au fonds spécial d'aide à l'industrie cinématographique française ; 2° la proposition de loi (n° 3285 rectifié) de M. Desson et plusieurs de ses collègues tendant à créer un fonds de développement de l'industrie cinématographique, **n° 5561**. — Le 18 mai 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 2513) de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le

statut du personnel de la Caisse nationale de l'énergie, n° 6174. — Le 8 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6760) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'exercice 1954, n° 6831. — Le 28 novembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6760) et la lettre rectificative (n° 7115) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'exercice 1954, n° 7288. — Le 31 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7581) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6760) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'exercice 1954, n° 7584. — Le 2 mars 1954, une proposition de loi tendant à étendre à toute personne de droit public la part de travaux réservés aux artisans et aux coopératives artisanales dans les adjudications et marchés de gré à gré, n° 7926. — Le 1^{er} mars 1955, une proposition de loi tendant à instituer un nouveau régime fiscal artisanal, n° 10212. — Le 8 mars 1955, une proposition de loi tendant à rétablir dans leurs droits et avantages de carrière acquis, les agents des chemins de fer lésés lors de l'application, en octobre 1920, du statut commun à tous les réseaux, n° 10298. — Le 4 août 1955, une proposition de loi tendant à organiser la protection générale des victimes de la cécité et assurer leur sécurité morale, économique et sociale, n° 11413. — Le 8 novembre 1955, une proposition de loi tendant au maintien des droits acquis par certains retraités des collectivités locales pensionnés de guerre, n° 11816.

Interventions :

Est élu *Juge titulaire de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Sa motion tendant à reporter le début au 23 octobre 1951* [5 septembre 1951] (p. 6925, 6926) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ;

INDUSTRIE ET ÉNERGIE : en qualité de *Rapporteur* [16 novembre 1951] (p. 8124, 8125) ; Chap. 10-00 : *Amendement de M. Goudoux tendant à réduire les crédits pour l'administration centrale (Contrôle de la répartition des matières premières)* (p. 8127) ; *Institut de la propriété industrielle* (p. 8128, 8129) ; Chap. 40-10 : *Amendement de M. Goudoux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Sociétés de secours mutuels)* [20 novembre 1951] (p. 8219) ; Chap. 50-10 : *Amendement de M. Goudoux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour encouragement à l'artisanat (Insuffisance des crédits)* (p. 8220) ; *Aménagement des crédits* (p. 8220) ; Chap. 50-60 : *Amendement de M. Charret tendant à supprimer le chapitre relatif à l'exposition du prestige français à Lyon (Subvention insuffisante de l'Etat)* [21 novembre 1951] (p. 8251) ; INDUSTRIE ET ÉNERGIE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 10-00 : *Amendement de M. Goudoux tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République (Fermeture des mines de charbon dans l'Allier)* [23 décembre 1951] (p. 9711, 9712) ; — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : en qualité de *Rapporteur pour avis* [6 décembre 1951] (p. 8865, 8866) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la défense nationale : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 décembre 1951] (p. 10172) ; — d'une proposition de loi portant majoration des retraites et des prestations de la sécurité sociale dans les mines ; en qualité de *Rapporteur pour avis* [27 juin 1952] (p. 3287 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; INDUSTRIE ET COMMERCE, en qualité de *Rapporteur* [23 octobre 1952] (p. 4352) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Gozard* [31 octobre 1952] (p. 4654) ; Etat A, Chap. 44-13 : *Remboursement des charges fiscales aux exportateurs (Assouplissement de la procédure)* [14 novembre 1952] (p. 5165) ; — d'une proposition de loi relative au régime de sécurité sociale dans les mines ; en qualité de *Rapporteur pour avis* [29 octobre 1952] (p. 4564, 4565) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à instituer une taxe sur la valeur*

ajoutée pour le commerce du sucre et celui du charbon [21 décembre 1952] (p. 6905) ; — du projet de loi relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique ; Art. 1^{er} : *Son amendement relatif à la date d'application de la loi* [19 février 1953] (p. 1174) ; le retire (ibid.) ; *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa abrogeant la loi d'aide temporaire au cinéma* (p. 1174) ; le retire (p. 1175) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à aider les producteurs de journaux filmés* (p. 1176) ; *Son amendement tendant à contribuer à la propagande pour la diffusion des films français à l'étranger* (p. 1176) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à inclure la référence de l'article 1621 du Code général des impôts* (p. 1177) ; *Son amendement relatif au mode de perception de la taxe* (p. 1179) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à porter à deux ans la durée du mandat du Conseil de gestion* (p. 1184) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à prévoir un délai de quatre ans* (p. 1187) ; *Son amendement tendant à accorder les mêmes avantages financiers aux films de court métrage qu'à ceux de long métrage* [20 février 1953] (p. 1207) ; *Son amendement tendant à supprimer le cas de dispense résultant d'une décision du centre de la cinématographie* (p. 1207) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à ne pas utiliser les décisions du jury pour la publicité* (p. 1210) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à inclure les films en couleur* (p. 1211) ; Art. 14 : *Amendement de M. Lecannet tendant à établir l'incessibilité de ces fonds et une hiérarchisation des dépenses privilégiées à faire, grâce à l'aide financière de l'Etat* (p. 1217) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à supprimer le contrôle par expert-comptable* (p. 1244) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à favoriser les films de long métrage exploités avec les documentaires primés* [26 février 1953] (p. 1390) ; Art. 27 : *Amendement de M. Lanet tendant à financer les travaux d'amélioration technique d'embellissement et la création de nouveaux cinémas en France et à l'étranger* (p. 1398) ; *Son amendement tendant à ne pas financer les travaux d'embellissement* (p. 1398) ; le retire (ibid.) ; *Son amendement tendant à financer la création de nouveaux cinémas à l'étranger* (p. 1398) ; *Son amendement tendant à sauvegarder les droits des collectivités locales* (p. 1399) ; Art. 31 : *Son amendement relatif aux modalités de la répartition des fonds entre les éditeurs de*

journaux filmés [27 février 1953] (p. 1480) ; le retire (ibid.) ; *Son amendement relatif à la date à partir de laquelle l'article est appliqué pour deux ans* (p. 1481) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à financer la propagande à l'étranger en faveur du cinéma français* (p. 1482, 1483) ; le retire (p. 1483) ; Art. 36 : *Son amendement relatif aux sanctions contre quiconque se sera soustrait au paiement de la taxe* (p. 1485) ; le retire (p. 1488) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 4 : *Taxe additionnelle sur le prix des places de cinéma* ; *Son amendement tendant à reprendre partiellement le texte du Conseil de la République, précisant les modalités d'assiette et de perception* [21 juillet 1953] (p. 3891) ; — du projet de loi portant création d'un bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières ; Art. 3 : *Amendement de M. Furaud relatif à la création de sociétés d'exploitation avec une participation limitée à 33 0/0 de l'Etat pour ne pas étatiser les sociétés minières* [24 février 1953] (p. 1284). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Tenue d'une séance supplémentaire pour le vote de la loi d'aide au cinéma* [24 février 1953] (p. 1286). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales ; Articles additionnels : *Son amendement relatif aux opérations de dépouillement du scrutin à Lyon* [20 mars 1953] (p. 2076, 2077) ; — du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France (ouverture d'un crédit de 80 milliards) : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de ne pas renverser le Gouvernement au cours des négociations avec les U. S. A.)* [24 mars 1953] (p. 2257) ; — du projet de loi (n° 6433), portant redressement économique et financier ; Art. 4 : *Remboursement des avances de la Banque de France (Ses observations sur les pouvoirs spéciaux permanents et temporaires, Art. 5 et 7)* [7 juillet 1953] (p. 3303) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux (Titres III, IV et V) ; Art. 47 : *Son amendement tendant à exclure du champ d'application les chambres départementales et régionales d'agriculture* [9 juillet 1953] (p. 3420) ; — des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août : *Nécessité d'une réglementation législative du droit de grève ; prochain dépôt d'une proposition radicale-socialiste* [8 octobre 1953] (p. 4133) ; — du

projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; **INDUSTRIE ET COMMERCE**, en qualité de *Rapporteur* [3 novembre 1953] (p. 4739, 4740) ; **Art. 1^{er}**, **Etat A**, **Titre IV**, en qualité de *Rapporteur* ; **Chap. 44-41** : *Caisse de compensation des combustibles minéraux solides* : *Amendement de forme de M. R. Coutant (Aide à la production française dans le cadre du Pool charbon-acier)* (p. 4761) ; en qualité de *Rapporteur (Investissements des charbonnages de France, de l'E. D. F. et du Gaz de France)* [10 décembre 1953] (p. 6415, 6416) ; **Article additionnel** : *Amendement de M. Aubin tendant à faire déposer par le Gouvernement le projet d'aménagement de la Durance et de la Neste (barrage de Serre-Ponçon)* (p. 6442) ; **FINANCES, CHARGES COMMUNES, Art. 9 bis** : *Son amendement relatif à l'intégration des fonctionnaires dans le cadre des administrateurs civils* [11 décembre 1953] (p. 6523) ; **AFFAIRES ÉCONOMIQUES**, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Taux excessif de la taxe pour le fonds d'encouragement à la production textile et mauvaise répartition des crédits)* [30 décembre 1953] (p. 7044). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Examen du projet de loi relatif aux tarifs de douanes en deuxième lecture* [31 décembre 1953] (p. 7109). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [13 janvier 1954] (p. 57).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 12 février 1954 (p. 242) ; la 1^{re} séance du 26 février 1954 (p. 561) ; la 1^{re} séance du 16 mars 1954 (p. 873) ; la séance du 17 mars 1954 (p. 937) ; la 1^{re} séance du 25 mars 1954 (p. 1250) ; la séance du 7 avril 1954 (p. 1847) ; la 1^{re} séance du 9 avril 1954 (p. 1951) ; la 1^{re} séance du 7 mai 1954 (p. 2191) ; la 1^{re} séance du 8 juin 1954 (p. 2811) ; la séance du 29 juin 1954 (p. 3119) ; la séance du 8 juillet 1954 (p. 3348) ; la 2^e séance du 20 juillet 1954 (p. 3444) ; la 2^e séance du 27 juillet 1954 (p. 3635) ; la séance du 29 juillet 1954 (p. 3710) ; la séance du 4 août 1954 (p. 3834) ; la 1^{re} partie de la 2^e séance du 6 août 1954 (p. 3930) ; la 2^e séance du 27 août 1954 (p. 4337) ; la 1^{re} partie de la séance du 30 août 1954 (p. 4455) ; la 2^e séance du 31 août 1954 (p. 4500) ; la 1^{re} séance du 8 octobre 1954 (p. 4615) ; la séance du 18 novembre 1954 (p. 5172) ; la 2^e séance du 23 novembre 1954 (p. 5292) ; la 1^{re} séance du 2 décembre 1954

(p. 5684) ; la séance du 7 décembre 1954 (p. 5916) ; la séance du 8 décembre 1954 (p. 5955) ; la 1^{re} séance du 10 décembre 1954 (p. 6047) ; la séance du 14 décembre 1954 (p. 6335) ; la 2^e séance du 16 décembre 1954 (p. 6426) ; la 1^{re} séance du 21 décembre 1954 (p. 6671) ; la 2^e séance du 21 décembre 1954 (p. 6689) ; la 2^e séance du 23 décembre 1954 (p. 6805) ; la 1^{re} séance du 30 décembre 1954 (p. 6964). — Déclare la session interrompue jusqu'au 3 novembre 1954 [31 août 1954] (p. 4510). — Associe l'Assemblée à l'hommage rendu aux marins de Concarneau perdus dans la tempête par le Ministre des Travaux publics, des transports et du tourisme [8 décembre 1954] (p. 5956). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1955] (p. 41).

En cette qualité :

Préside : la 3^e séance du 26 janvier 1955 (p. 275) ; la fin de la 2^e séance du 1^{er} février 1955 (p. 565) ; la 2^e partie de la séance du 23 février 1955 (p. 884) ; la 1^{re} séance du 3 mars 1955 (p. 982) ; la 1^{re} séance du 31 mars 1955 (p. 2157) ; la 2^e séance du 12 mai 1955 (p. 2720) ; la 2^e séance du 17 mai 1955 (p. 2822) ; la 1^{re} partie de la 2^e séance du 24 mai 1955 (p. 2932) ; la 2^e séance du 25 mai 1955 (p. 3017) ; la séance du 26 mai 1955 (p. 3058) ; la 2^e séance du 28 juin 1955 (p. 3389) ; la 1^{re} séance du 30 juin 1955 (p. 3480) ; la séance du 13 juillet 1955 (p. 3382) ; la séance du 21 juillet 1955 (p. 4000) ; la 3^e séance du 26 juillet 1955 (p. 4288) ; la 1^{re} séance du 28 juillet 1955 (p. 4411) ; la 1^{re} séance du 29 juillet 1955 (p. 4475) ; la 2^e séance du 4 août 1955 (p. 4602) ; la 1^{re} séance du 5 août 1955 (p. 4651). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756).

En cette qualité :

Préside : la 2^e séance du 11 octobre 1955 (p. 4999) ; la 1^{re} séance du 13 octobre 1955 (p. 5079) ; la 2^e partie de la séance du 20 octobre 1955 (p. 5170) ; la 2^e séance du 25 octobre 1955 (p. 5246) ; la 1^{re} séance du 16 novembre 1955 (p. 5735) ; la 1^{re} séance du 17 novembre 1955 (p. 5792) ; la séance du 24 novembre 1955 (p. 5976). = S'excuse de son absence [7 février 1952] (p. 483) ; [29 mars 1954] (p. 1386). = Obtient des congés [7 février 1952] (p. 483) ; [29 mars 1954] (p. 1386).

JULY (M. Pierre), *Député d'Eure-et-Loir*,
(A. R. S.)

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil.

(Cabinet LANIÉL)

du 2 juillet 1953 au 10 juin 1954.

Ministre des Affaires marocaines et tunisiennes.

(2^e Cabinet Edgar FAURE)

du 23 février 1955 au 20 octobre 1955.

Ministre délégué à la Présidence du Conseil.

(2^e Cabinet Edgar FAURE)

depuis le 20 octobre 1955.

Son élection est validée [4 décembre 1951] (p. 8756). — Est élu Président de la Commission des territoires d'outre-mer [26 janvier 1955] (**F. n° 488**). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission spéciale chargée de tirer les conclusions de l'enquête menée en 1950 en Côte d'Ivoire sur les événements survenus dans ce territoire [6 mars 1952] (**F. n° 113**). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**).

Dépôts :

Le 25 février 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 1344) tendant à modifier l'article 253 et à rétablir l'article 394 du Code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française et au Togo, **n° 2751**. — Le 25 février 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 1346) modifiant l'article 592 du Code d'instruction criminelle et rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les articles 590 à 599 inclus et 619 à 634 du même Code, **n° 2752**. — Le 21 mars 1952, un rapport (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi concernant la procédure de fixation des

taxes postales et assimilées applicables aux groupes de territoires ou territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, **n° 3001**. — Le 27 mars 1952, une proposition de loi tendant à ériger en une circonscription administrative autonome, distincte des territoires limitrophes : Gouvernement d'Algérie, Afrique occidentale française, Afrique équatoriale française, « l'Afrique saharienne française » placée sous l'autorité d'un Haut Commissaire de la République, **n° 3066**. — Le 13 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 4160) rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, la loi du 23 novembre 1950 modifiant les articles 381 et 386 et abrogeant l'article 385 du Code pénal, et du 24 mai 1951 modifiant les articles 383 et 384 du même Code, **n° 4737**. — Le 13 novembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 1346) et la lettre rectificative (n° 3426) au projet de loi modifiant l'article 592 du Code d'instruction criminelle et rendant applicables aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les articles 590 à 599 inclus et 619 à 634 du même Code, **n° 4749**. — Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le rapport (n° 1463), fait au cours de la précédente législature (repris le 9 novembre 1951), sur le projet de loi tendant à modifier et à compléter les articles 381, 388, 392 et 393 du Code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française, **n° 4840**. — Le 2 décembre 1952, une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un délai exceptionnel de trois mois en faveur des bénéficiaires de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail, **n° 4920**. — Le 9 février 1954, un projet de loi portant extension de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour des personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans des emplois publics, **n° 7664**. — Le 9 février 1954, un projet de loi portant extension de l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952 relative à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre, **n° 7692**. — Le 8 avril 1954, un projet de loi modifiant les articles 23 et 93 de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des

fonctionnaires, n° 8309. — Le 21 juin 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les Conventions entre la France et la Tunisie, signées à Paris le 3 juin 1955 et comportant : 1° une Convention générale entre la France et la Tunisie ainsi que les Protocoles et échanges de lettres annexes ; 2° une Convention sur la situation des personnes et les Protocoles annexes ; 3° une Convention judiciaire et ses annexes ; 4° une Convention sur la coopération administrative et technique ainsi que les Accords, Protocoles et échanges de lettres annexes ; 5° une Convention culturelle et un Protocole annexe ; 6° une Convention économique et financière ainsi qu'un échange de lettres annexes, n° 10959. — Le 21 juin 1955, un projet de loi portant intégration des fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains, n° 10960. — Le 4 août 1955, un projet de loi relatif à l'amnistie pour certaines infractions commises en Tunisie, n° 11442.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur le différend qui oppose le président directeur général de la Société nationale des entreprises de presse à ses chefs de service [12 mai 1953] (p. 2637). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Est entendu sur : une demande de suspension de séance : *Propose de suspendre jusqu'au retour du projet de redressement économique et financier, la Commission examinant les textes dans l'intervalle* [10 juillet 1953] (p. 3460, 3461) ; — les propositions de la Conférence des Présidents : *Sa réponse aux diverses demandes d'inscription de débats à l'ordre du jour* [16 juillet 1953] (p. 3520) ; — la fixation de la date de discussion des interpellations concernant la fermeture des mines de soufre de Malvezzy (Aude) et d'antimoine de Massiac (Cantal) : *Accord du Gouvernement sur la nécessité d'une enquête préalable sur les responsabilités encourues ; sur des secours provisoires au personnel et sur l'étude du réemploi éventuel* [23 juillet 1953] (p. 3831, 3832) ; — la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Dronne touchant la politique du Gouvernement en Indochine : *Référence à la déclai-*

ration d'investiture de M. Laniel, prochaines conversations avec les Etats associés, inopportunité d'un débat actuel, engagement de le proposer en octobre et de consulter d'ici là, éventuellement, « les chefs des groupes nationaux de l'Assemblée » [23 juillet 1953] (p. 3864) ; — les propositions de la Conférence des Présidents : *Accepte deux débats prochains sur la politique agricole et sur les prestations familiales ; ne peut accepter les demandes de M. M. David* [13 octobre 1953] (p. 4216) ; — les propositions de la Conférence des Présidents : *Primauté du débat budgétaire sur les propositions « démagogiques » formulées à l'occasion de l'ordre du jour* [27 octobre 1953] (p. 4588) ; *Amendement de M. Minjoz tendant à l'inscription d'urgence du rapport Ramonet n° 6551 sur les entreprises nationalisées* [3 novembre 1953] (p. 4777). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954) ; PRÉSIDENT DU CONSEIL, Etat A, Chap. 36-41 : *Exclusion de certains étudiants du concours de l'Ecole nationale d'administration* [4 novembre 1953] (p. 4818) ; *Ignorance totale des réalités agricoles dans la formation actuelle de l'Ecole nationale d'administration* (p. 4819) ; Chap. 36-21 : *Commissariat à l'énergie atomique (Blocage des crédits, enquêtes policières, « éclatement » du C. E. A.)* (p. 4819, 4820). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Remise du débat de politique étrangère sur la Communauté européenne* [12 novembre 1953] (p. 4981) ; *Discussion des interpellations sur l'élimination de candidats au concours de l'E. N. A.* [13 novembre 1953] (p. 5052). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la discrimination en matière de recrutement administratif : *Discussion générale (Le statut de l'E. A. N., la jurisprudence du Conseil d'Etat en matière de recrutement de fonctionnaires, le point de vue du professeur Jèze, l'arrêt Lingois du Conseil d'Etat en 1952, l'étendue limitée du pouvoir discrétionnaire de l'Etat)* [13 novembre 1953] (p. 5074 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport majorant les allocations familiales* [17 novembre 1953] (p. 5214). — Répond à une question : de M. Rabier relative à la réfection de l'hôpital de Médéa [20 novembre 1953] (p. 5347) ; — de M. Boscary-Monsservin relative aux majorations d'ancienneté en faveur des fonctionnaires anciens

prisonniers de guerre [20 novembre 1953] (p. 5347). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Nécessité de hâter la discussion du budget, débat sur le krach du Crédit mutuel du bâtiment, date du débat sur le budget de l'Agriculture* [24 novembre 1953] (p. 5491, 5492). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique européenne : *Sa demande de suspension de séance (Délibérations du Gouvernement)* [24 novembre 1953] (p. 5516, 5517). — Est entendu sur : la fixation de la discussion des interpellations sur le prix du tabac : *Demande de discuter l'interpellation le 31 décembre 1953* [15 décembre 1953] (p. 6839, 6841); — les propositions de la Conférence des Présidents : *Majoration de l'allocation aux vieux travailleurs* [28 décembre 1953] (p. 6887, 6888); — l'ordre du jour : *Discussion de l'interpellation de M. Soustelle* [30 décembre 1953] (p. 7028). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant modification du statut général des fonctionnaires (Débat restreint) : *Discussion générale (Imputabilité au service des maladies ouvrant droit à congé de longue durée, incidence sur les traitements, oppose l'article premier de la loi de finances)* [12 février 1954] (p. 271); — du projet de loi portant sur les dispositions financières et réglementaires relatives au Crédit mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé : *Discussion générale* [18 février 1954] (p. 387). — Répond à une question de M. Tourné relative à l'allocation militaire [19 février 1954] (p. 427). — Est entendu sur : la fixation de la date de discussion des interpellations sur la fermeture des mines et usines de Salsigne [23 février 1954] (p. 467); — la fixation de la date de discussion d'une interpellation concernant l'appel en faveur du « cessez-le-feu » en Indochine : *Propose d'attendre le retour de M. Pleven* [23 février 1954] (p. 470, 471); — le procès-verbal de la séance précédente : *Vote d'un douzième provisoire du budget de l'Éducation nationale et maladie du Ministre* [26 février 1954] (p. 562). — Répond à une question de M. Louis Vallon relative à l'annulation d'un arrêté de mise à la retraite d'un fonctionnaire [26 février 1954] (p. 575). — Est entendu sur le retrait d'affaires de l'ordre du jour [26 février 1954] (p. 576). — Répond à une question de M. de Léotard relative au préjudice porté par les grèves à l'économie française [5 mars 1954] (p. 705). —

Est entendu : sur le renvoi de la discussion d'une interpellation concernant la politique du Gouvernement à l'égard de l'Espagne : *Absence du Ministre des Affaires étrangères, fixation d'une nouvelle date de discussion* [9 mars 1954] (p. 747); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Amendement de M. Conte sur l'inscription à l'ordre du jour de l'interpellation relative aux incidents franco-espagnols* [9 mars 1954] (p. 764). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi sur les conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires d'outre-mer : *Demande que le débat soit interrompu pour que l'Assemblée Nationale puisse commencer la discussion de l'interpellation de M. Conte* [12 mars 1954] (p. 859). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Amendement de M. Thamiér (Inscription à l'ordre du jour du 25 mars de la discussion du rapport sur la prorogation des délais pour la demande des cartes de combattants volontaires de la Résistance)* [16 mars 1954] (p. 889); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Amendements de M. Kriegel-Valrimont (Discussion du rapport tendant à la suppression des abattements de zone en matière de salaires)* [23 mars 1954] (p. 1174); *Suppression des abattements de zone en matière d'allocations familiales et abrogation du décret du 4 septembre 1953 portant délai pour le dépôt des demandes en vue de l'attribution du titre de déporté ou d'interné* (ibid.). — Répond à une question de Mme Lefebvre relative à la solidarité en faveur des sans-logis [26 mars 1954] (p. 1331). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : *Amendement de M. Flandin (Substitution à la discussion de la loi des voies et moyens de la discussion sur la dévolution des biens de presse)* [30 mars 1954] (p. 1484); *Amendement de M. Faraud (Fixation de la date de son interpellation sur les retraites des tramainots et cheminots des chemins de fer secondaires ou d'intérêt général)* (ibid.); — la fixation de la date de discussion d'une interpellation concernant la délimitation des frontières de la Côte française des Somalis : *Absence du Ministre des Affaires étrangères* [30 mars 1954] (p. 1487). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques dangereux pour autrui; Art. 5 : *Amendement de M. Lacaze (Création de sections de centres de rééducation pour les alcooliques dangereux pour autrui)*

[6 avril 1954] (p. 1778, 1779) ; Art. 11 : *Examen médical et dosage de l'alcool en cas d'accident, conditions de règlement du médecin* (p. 1781). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Inscription à l'ordre du jour des projets relatifs aux œuvres en faveur des étudiants et à la Caisse des lettres* [4 mai 1954] (p. 2091) ; — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine [4 mai 1954] (p. 2100). — Intervient sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Municipalités d'Afrique noire* [18 mai 1954] (p. 2490). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Amendement de M. Max Lejeune (Inscription à l'ordre du jour de la discussion au fond des interpellations sur l'Indochine)* [25 mai 1954] (p. 2686). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (Séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR** ; **État B, FRANCE D'OUTRE-MER** : *Fonds commun de la recherche scientifique et technique d'outre-mer* [28 janvier 1955] (p. 407). — Est nommé *Ministre des Affaires marocaines et tunisiennes* (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'attribution de céréales à la Tunisie, à l'Algérie et au Maroc : *Plan*

d'équipement et d'investissements en Tunisie [30 mars 1955] (p. 2120 et suiv.) ; — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Historique, étude des textes* [7 juillet 1955] (p. 3686 à 3689) ; *Traité de Kassar Saïd* (p. 3695) ; *Sort des Musulmans français d'Algérie vivant en Tunisie* [8 juillet 1955] (p. 3734) ; *Sécurité de la France en matière de défense* (p. 3752, 3753) ; — du projet de loi relatif à l'intégration des fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains : *Situation des agents des chemins de fer tunisiens* [8 juillet 1955] (p. 3764) ; Art. 2 : *Amendement de M. Cayeux (Prise en charge immédiate par le Ministère français correspondant et non par le Ministère des Affaires tunisiennes)* (p. 3765) ; — d'interpellations sur le Maroc : *Lutte contre le terrorisme, exécution des condamnés à mort* [7 octobre 1955] (p. 4881) ; *Le capitaine Ouskir* (p. 4888) ; *Engagements pris par l'ancien sultan Ben Youssef* [8 octobre 1955] (p. 4916) ; *Eventualité d'un démantèlement des prérogatives du Résident général* (p. 4919) ; et *d'une décision de celui-ci visant M. de Panafieu* (p. 4920). — Est nommé *Ministre délégué à la Présidence du Conseil* (Remaniement du Cabinet Edgar Faure) [20 octobre 1955] (*J. O.* Lois et décrets du 21 octobre 1955, p. 10411). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle [29 novembre 1955], la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée en vertu de l'article 51 de la Constitution par décret du 1^{er} décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675). = S'excuse de son absence [5 août 1954] (p. 3860). = Obtient un congé [5 août 1954] (p. 3860).

NUMELEX

K

KAUFFMANN (M. Michel), *Député du Bas-Rhin (R. S.)*.

Son élection est validée [26 juillet 1951] (p. 6078). — Est nommé : membre de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les droits afférents à la succession de tout bien foncier et de ses annexes agricoles ainsi que les droits de mutation sous condition que ces derniers aient pour objet une opération favorable à la marche de l'exploitation agricole, **n° 810**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à instituer le rajustement automatique après chaque augmentation légale des traitements et salaires, des pensions des assurés sociaux : vieillesse, invalidité, accidentés du travail, ainsi que des allocations aux économiquement faibles, **n° 1246**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à réglementer la culture et le marché du houblon en France, **n° 1374**. — Le 8 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures de protection qui s'imposent pour assainir dans les plus brefs délais le marché des houblons de la production nationale et sauvegarder les intérêts des planteurs français gravement menacés par les difficultés d'écoulement de la récolte 1951, **n° 1390**.

— Le 8 novembre 1951, une proposition de loi tendant à établir la parité entre la carrière et le classement indiciaire des fonctionnaires de l'Etat et des agents des communes et collectivités publiques ayant une qualification et des fonctions comparables, **n° 1423**. — Le 22 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser d'urgence le montant des ressources légales qui, en vertu du décret du 5 décembre 1927 (art. 40 de la loi du 27 décembre 1927 et art. 4 du décret-loi du 30 octobre 1935), assurent le financement des chambres d'agriculture, **n° 2435**. — Le 7 février 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 2435) de M. Kauffmann et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser d'urgence le montant des ressources légales qui, en vertu du décret du 5 décembre 1927 (art. 40 de la loi du 27 décembre 1927 et art. 4 du décret-loi du 30 octobre 1935), assurent le financement des chambres d'agriculture, **n° 2565**. — Le 7 février 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de MM. Kauffmann et Damette (n° 1390) tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures de protection qui s'imposent pour assainir dans les plus brefs délais le marché des houblons de la production nationale et sauvegarder les intérêts des planteurs français gravement menacés par les difficultés d'écoulement de la récolte 1951, **n° 2576**. — Le 13 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier les règles qui président à l'expropriation des terrains acquis pour les besoins de la défense nationale (création de bases aériennes, parcs de

matériel, dépôts de carburants et de munitions) et les travaux d'équipement du territoire en confiant à une commission paritaire le soin d'expertiser les terres expropriées et de fixer le montant de l'indemnisation, n° 2645. — Le 27 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 3855) de MM. Hettier de Boislambert et Jean-Paul Palewski instituant un permis de chasse unique dénommé « permis national de chasse », n° 3883. — Le 2 juillet 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 3855) de MM. Hettier de Boislambert et Jean-Paul Palewski instituant un permis de chasse unique dénommé « permis national de chasse », n° 3934. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs des communes de Westhoffen, Traenheim, Wangen, Marlenheim, Nordheim, Kirchleim et Odratzheim qui ont été sinistrés par l'ouragan et la grêle au cours des orages qui se sont abattus sur cette région dans la journée du 13 août, n° 4232. — Le 8 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser dignement l'indemnité d'habillement attribuée aux fonctionnaires des douanes, n° 4655. — Le 8 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconduire et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives accordée aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 4656. — Le 20 mars 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 5937. — Le 16 juin 1953, une proposition de loi tendant à réglementer la culture et le marché du houblon en France, n° 6302. — Le 16 juin 1953, une proposition de loi portant annulation de l'article 55 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 modifiant l'article 36 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 6319. — Le 24 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations et de la tempête dans le département du Bas-Rhin, n° 9965. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à accorder une indemnité de 10 0/0 aux personnes ayant trouvé des valeurs ou des sommes importantes

et les ayant restituées aussitôt à leurs propriétaires ou les ayant déposées aux mairies, commissariats de police ou bureaux de gendarmerie dans un but analogue, n° 10183. — Le 8 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à décider la révision des articles 51 et 52 de la Constitution, n° 11809. — Le 22 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter après les fêtes de Noël l'incorporation du contingent prévue pour le 19 décembre, n° 11934.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation : sur la fixation du prix du blé [24 août 1951] (p. 6505); — sur la fixation du prix du lait et de la betterave [6 novembre 1951] (p. 7662). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952, AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Vente de houblon à l'étranger)* [5 décembre 1951] (p. 8831) ; *le retire* (ibid.) ; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 6 bis : *Son amendement tendant à majorer la taxe sur les produits alimentaires importés* [22 décembre 1951] (p. 9576). — Est entendu sur la question relative aux personnels des eaux et forêts d'Alsace et de Lorraine, posée par M. Kuehn à M. le Ministre du Budget [21 décembre 1951] (p. 9510). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique agricole du Gouvernement [22 janvier 1952] (p. 288) ; — sur la politique agricole du Gouvernement en matière de garantie de prix [27 mai 1952] (p. 2440) ; la développe : *Ses observations sur les difficultés des paysans, l'incompréhension de la presse, le marché du houblon et les importations d'Allemagne* [8 juillet 1952] (p. 3651, 3652). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ; Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif aux caisses d'accidents du travail agricoles en Alsace-Lorraine* [2 juillet 1952] (p. 3429) ; — d'une proposition de loi instituant un permis national de chasse ; en qualité de *Rapporteur* [8 juillet 1952] (p. 3628, 3629) ; *Contre-projet de M. Billat tendant à maintenir un permis de*

chasse départemental (p. 3630). — Dépose une demande d'interpellation sur le prix du blé de la récolte 1952 [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration centrale (Enseignement d'une deuxième langue en Alsace)* [7 novembre 1952] (p. 4854, 4855) ; *le retire* (p. 4855) ; — du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : *Discussion générale (Ses observations sur la faillite du système fiscal, la généralisation des forfaits pour les impôts agricoles, la situation des coopératives agricoles)* [6 décembre 1952] (p. 6042 et suiv.) ; Art. 99 : *Son amendement tendant à supprimer l'article interdisant les exonérations d'impôts ou diminutions de recettes* [12 décembre 1952] (p. 6234). — Dépose une demande d'interpellation : sur le procès de la tragédie d'Oradour-sur-Glane et les conditions dans lesquelles ont été incorporées de force dans l'armée allemande des classes entières de nos compatriotes alsaciens [13 décembre 1952] (p. 6325) ; — sur l'absence d'informations de l'opinion publique du pays, au moment où s'ouvre, à Bordeaux, le procès d'Oradour-sur-Glane [20 janvier 1953] (p. 94). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Discussion générale (Ses observations sur le drame de l'Alsace pendant l'occupation, l'incendie d'Oradour, l'opinion du procureur Beauvais qui a appliqué la loi inique de 1948 dans l'affaire d'Ascy)* [27 janvier 1953] (p. 529, 530). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions et l'atmosphère dans lesquelles s'est déroulé le procès d'Oradour [17 février 1953] (p. 1062). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Amnistie des Alsaciens condamnés à Bordeaux pour l'affaire d'Oradour* [17 février 1953] (p. 1074, 1072). — Prend part à la discussion des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Son ordre du jour demandant le maintien du statu quo* [12 mars 1953] (p. 1838, 1839) ; *le retire* (p. 1839). — Dépose une demande d'interpellation sur l'incohérence de la politique agricole [9 octobre 1953] (p. 4186) ; la développe : *Absence de toute politique agricole à longue échéance, « malhonnêteté » des invitations gouvernemen-*

tales à produire sans organisation concomitante des marchés intérieurs et des débouchés extérieurs ; soutien accordé à la seule industrie (tarifs douaniers, primes) ; injustice de l'opinion envers le travail paysan [16 octobre 1953] (p. 4333, 4334). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Réduction du personnel français en occupation et son reclassement)* [2 décembre 1953] (p. 5887) ; Etat A, Chap. 31-12 : *Amendement de M. Schmittlein tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités des Services extérieurs (Indemnité d'expatriation de 33 0/0)* [3 décembre 1953] (p. 5900) ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-81 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Eaux et Forêts (Ingénieurs des travaux ruraux d'Alsace-Lorraine)* (p. 5937) ; *le retire* (p. 5939) ; Chap. 34-34 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (Autonomie du service de lutte contre les végétaux)* (p. 5941) ; — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 17 bis : *Son amendement (Taxe unique sur la bière)* [29 mars 1954] (p. 1400) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Vulgarisation agricole, organisation des marchés* [25 novembre 1954] (p. 5417, 5418) ; — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Avis favorable touchant le réarmement allemand (sous certaines réserves), défavorable touchant l'accord sur la Sarre, « terre allemande » et « pomme de discorde » des conflits futurs (évocation du calvaire alsacien et d'Oradour)* [21 décembre 1954] (p. 6703, 6704) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955 : *Son article additionnel (« Plancher » des indemnisations des sinistrés)* [27 janvier 1955] (p. 346, 347) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Délai aux bénéficiaires de la loi du 19 mai 1948 étendant l'ordonnance du 15 juin 1945 aux Alsaciens-Lorrains empêchés d'accéder à la fonction publique)* [4 mars 1955] (p. 1109) ; — d'une proposition de loi relative au financement

des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers : *Exportation des produits laitiers, envoi de beurre à l'Allemagne* [22 mars 1955] (p. 1811, 1815) ; *Son article additionnel (Suppression de la taxe de circulation pour les abattages d'urgence)* (p. 1816) ; *le retire* (p. 1817). — Est entendu sur la demande de fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. R. Schmitt sur la politique de construction du Gouvernement : *Normes* [23 mars 1955] (p. 1872). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Ses explications de vote* [20 juillet 1955] (p. 3979) ; — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Discussion générale* [25 octobre 1955] (p. 5259). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique envisagée à la suite du referendum sarrois [26 octobre 1955] (p. 5277). = S'excuse de son absence [19 mai 1953] (p. 2753), [9 février 1954] (p. 101). = Obtient des congés [19 mai 1953] (p. 2753), [9 février 1954] (p. 101).

KESSOUS (M. Youcef), *Député de Constantine* (2^e collège, 2^e circonscription). (R. I.)

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6317). = Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (F. n° 5).

Son décès est annoncé à l'Assemblée [3 juin 1952] (p. 2604).

KIR (M. Félix), *Député de la Côte-d'Or*. (R. I.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé Secrétaire de la Commission de l'éducation nationale [19 juillet 1951] (F. n° 7), [23 janvier 1953] (F. n° 218), [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des pensions [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission de l'éducation nationale pour représenter l'Assemblée Nationale au sein

de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [16 février 1951] (F. n° 105).

Dépôts :

Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 5056) de M. Olmi tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'Ordre des géomètres-experts, n° 5959. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Jean-Paul Palewski (n° 2795) tendant à inviter le Gouvernement à préserver le patrimoine de la France et à assurer l'ouverture au public de tous les monuments ou sites ayant un caractère historique ou artistique, n° 5969. — Le 20 octobre 1953, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 3327) relatif à la protection du titre d'œnologue, n° 6926.

Interventions :

Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Ses observations sur le rajustement des salaires, l'enseignement libre* [2 août 1951] (p. 6165, 6166) ; — à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) ; *Question préalable opposée par M. Cogniot* [31 août 1951] (p. 6713) ; *Discussion générale (Ses observations sur l'attitude de l'église)* (p. 6731) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. René Schmitt tendant à supprimer le deuxième alinéa mentionnant les écoles privées* [3 septembre 1951] (p. 6785) ; *Amendement de Mme Lempereur tendant à prévoir le contrôle des inspecteurs de l'enseignement sur les écoles privées* (p. 6789, 6790) ; *Sous-amendement de Mlle Marzin tendant à n'accorder que des secours d'études aux élèves des écoles libres* (p. 6792, 6793). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) ; *Question préalable opposée par M. Doutrillot* [5 septembre 1951] (p. 6907) ; *Discussion générale (Ses observations sur la liberté de l'église catholique)* (p. 6941) ; *Pressions anti-cléricales* (p. 6948) ; *Ses observations sur l'œuvre scolaire de l'église dans le passé* [6 septembre 1951]

(p. 6989); Art. 1^{er}: *Contre-projet de M. Deironne tendant à favoriser l'intégration des écoles privées dans l'enseignement public* [7 septembre 1951] (p. 7019); *Allocation-éducation de 1.000 francs par trimestre mandatée aux établissements scolaires* (p. 7025); — d'une interpellation sur les salaires et les prix et la suppression des abattements de zones: *Discussion générale (Ses observations sur les abattements de zones)* [14 septembre 1951] (p. 7360); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires; Art. 1^{er}: *Amendement de M. Boisdé tendant à prévoir une révision des barèmes de salaires qui respecte la hiérarchie* [20 septembre 1951] (p. 7514); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952; MONNAIES ET MÉDAILLES: *Discussion générale (Ses observations sur les récompenses aux résistants)* [13 novembre 1951] (p. 7938); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE; Chap. 3040: *Amendement de M. Viatte tendant à rétablir les crédits pour les Nord-Africains (travailleurs nord-africains en France)* [13 novembre 1951] (p. 7945); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 5080: *Amendement de M. Albert Schmitt tendant à réduire de 1.000 fr. les indemnités à la S. N. C. F. (Salaires et retraites des cheminots)* [15 novembre 1951] (p. 8091); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 1000: *Amendement de Mme Rose Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Lenteur de la distribution des cartes de déportés)* [27 novembre 1951] (p. 8530); *Motion préjudicielle de M. Béguin tendant à surseoir à la discussion en attendant le dépôt d'une lettre rectificative* [29 novembre 1951] (p. 8656, 8657); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [5 décembre 1951] (p. 8819); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 1110: *Amendement de Mlle Dienesch tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des lycées et collèges (Situation des agrégés)* [19 décembre 1951] (p. 9365); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B, ÉNERGIE: *Amendement de M. Faraud tendant à réduire de 1.000 francs les prêts à Electricité de France (Développement du plan d'équipement)* [27 décembre 1951] (p. 9955); *Ses explications concernant le vote sur l'ensemble* [28 décembre 1951] (p. 10031); — du projet de loi portant réformes, dégrève-

ments et dispositions fiscales; Art. 4^{er}: *Réorganisation de la S. N. C. F. par initiative gouvernementale* [4 janvier 1952] (p. 115); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 41: *Fixation des tarifs appliqués dans les hôpitaux aux assurés sociaux* [3 avril 1952] (p. 1834); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951: *Discussion générale (« Pourrissement » de la guerre d'Indochine)* [10 avril 1952] (p. 2095); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti: *Discussion générale (Ses observations sur les salaires insuffisants des cheminots)* [29 mai 1952] (p. 2548); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952: *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur la volonté pacifique de la France)* [18 juin 1952] (p. 3027). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la crise de l'industrie textile: *Ses observations sur la lutte contre le chômage à Dijon* [1^{er} juillet 1952] (p. 3365, 3366). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative aux indemnités des maires et adjoints: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [2 juillet 1952] (p. 3435); — du projet de loi instituant le régime de l'allocation vieillesse des personnes non salariées, amendé par le Conseil de la République; Art. 10: *Demande de reprise du texte du Conseil de la République concernant l'obligation alimentaire des enfants à l'égard des parents, présentée par le Gouvernement* [4 juillet 1952] (p. 3549). — Est entendu sur la nomination d'un membre titulaire du Conseil supérieur de la magistrature: *Irrégularité de l'élection partielle* [23 octobre 1952] (p. 4327). — Prend part à la discussion: du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953: *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour le passage à la discussion des articles (Ses observations sur l'utilité des crises ministérielles, le redressement économique en dépit des calamités agricoles inévitables en 1952)* [9 décembre 1952] (p. 6074, 6075); Art. 29^{ter}: *Demande de disjonction de l'article fixant à 14 0/0 des taxes sur les carburants le prélèvement pour le fonds d'investissements routiers, présentée par M. Sibué (Tunnel du Mont-Blanc)* [11 décembre 1952] (p. 6153); — du projet de loi relatif aux investissements en 1953: *Discussion générale (Ses observations sur*

le reboisement nécessaire à la France) [18 décembre 1952] (p. 6574); — du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères; Article additionnel : *Amendement de M. Catroux relatif au cas des crédientiers ayant établi un contrat sur la base du salaire départemental moyen* [5 mars 1953] (p. 1615). — Est entendu sur : la date de discussion de l'interpellation sur les enfants Finaly : *Ses observations sur la synagogue de Dijon, le cas des enfants Finaly, la tolérance des catholiques* [24 mars 1953] (p. 2235, 2236); — la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Magendie concernant l'exécution des résistants de la Côte des Somalis, en 1941, sur l'ordre du Gouverneur Nouailhetas, et l'acquiescement de celui-ci par le tribunal militaire de Paris en 1953 : *Sa demande de documentation supplémentaire pour l'Assemblée* [23 juillet 1953] (p. 3825, 3826). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement par zones, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Nécessité de comprendre dans l'aménagement par zones, les terrains nécessaires à la viabilité, aux écoles, hôpitaux, etc.)* [24 juillet 1953] (p. 3901); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Son interruption durant l'exposé de M. Catroux* [27 octobre 1953] (p. 4600); — des interpellations sur la politique européenne : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de M. Garet approuvant la politique du Gouvernement (Le redressement de la politique française, sa continuité nécessaire, le danger d'une crise inutile)* [27 novembre 1953] (p. 5637, 5638); — d'une proposition de loi relative à la majoration du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Nécessité d'élever les bas salaires et de maintenir l'équilibre du budget)* [1^{er} décembre 1953] (p. 5780, 5781); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-31 : *Amendement de M. Detœuf tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services agricoles (Organisation des services agricoles départementaux)* [3 décembre 1953] (p. 5926); Article additionnel : *Amendement de M. Charpentier tendant à introduire un article relatif au financement des travaux d'adduction d'eau et à prélever une contribution sur la dis-*

tribution d'eau potable par les communes (p. 5995, 5996); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Mécontentement des Antilles depuis leur rattachement à la métropole et session du Conseil général de la Guadeloupe troublée par le préfet)* [9 décembre 1953] (p. 6348); Article additionnel : *Amendement de M. Quinson tendant à conserver les avantages acquis aux employés des collectivités locales et services concédés pour leurs retraites* [10 décembre 1953] (p. 6390); *Amendement de M. Quinson relatif à l'incorporation des voies privées urbaines dans le domaine communal* (p. 6404); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux; Art. 4 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à abroger l'article 14 du décret du 30 septembre 1953 relatif à l'exercice du droit de reprise par les propriétaires de fonds de commerce* [15 décembre 1953] (p. 6847); *Son amendement relatif au bailleur exploitant ou possédant déjà plusieurs magasins* (p. 6848); le retire (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Amendements de MM. Alphonse Denis, de Moro-Giafferri, Anthonioz et Leenhardt tendant à reprendre le texte voté en première lecture abrogeant le droit de reprise du propriétaire* [31 décembre 1953] (p. 7080, 7083). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur les expulsions de locataires [9 février 1954] (p. 111). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles : *Discussion générale (Orientation professionnelle)* [9 février 1954] (p. 120); — des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Divers ordres du jour (Guerre d'Indochine, création de l'Europe)* [16 février 1954] (p. 300); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour mars 1954; Etat annexe, SECTION GUERRE, Chap. 53-71 : *Amendement de M. Triboulet (Fabrications d'armement)* [25 février 1954] (p. 519); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote (Insuffisance de la majoration)* [4 mars 1954] (p. 643); — des interpellations sur la retraite des mineurs : *Son ordre du jour invitant le Gouvernement à étudier les moyens de financement nécessaires à l'augmentation de la*

retraite des mineurs et de leurs ayants droit [11 mars 1954] (p. 807); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, Section commune, Etat A, Chap. 54-91 : *Amendement de M. Triboulet (Importance des constructions de logements militaires)* [18 mars 1954] (p. 1000); SECTION GUERRE, Etat A : *Augmentation des crédits du budget de l'Air, importance de l'aviation* [19 mars 1954] (p. 1070); EDUCATION NATIONALE, Etat B : *Demande de disjonction de M. Deixonne relative à l'ensemble des chapitres concernant les constructions scolaires (Conditions exigées des maires pour les constructions scolaires)* [1^{er} avril 1954] (p. 1626, 1627); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relèvement : *Discussion générale (Reprise de l'article 2, relèvement des locataires de bonne foi expulsés)* [23 mars 1954] (p. 1155); Art. 7 : *Amendement de M. Grimaud (Recensement par les maires des locaux susceptibles d'être réquisitionnés)* (p. 1166). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Citation du livre de M. Léon Blum A l'échelle humaine, nécessité du regroupement français)* [13 mai 1954] (p. 2379, 2380). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation de vieillesse agricole : *Discussion générale (Elévation de la retraite vieillesse agricole)* [21 juillet 1954] (p. 3496); — d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Importance historique du groupement des Neuf réalisé à Londres, élargissement souhaitable au continent entier (U. R. S. S. comprise)*; « il faut que le Gouvernement claironne la nécessité de la paix » [8 octobre 1954] (p. 4638); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 41-51 : *Subventions de caractère obligatoire en faveur des collectivités locales (Composition de bureaux d'aide sociale)* [23 novembre 1954] (p. 5306); Chap. 41-52 : *Subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales (Aggravation de frais de patente)* (p. 5312, 5313); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955 : *Orientation professionnelle* [13 décembre 1954] (p. 6263); Chap. 43-91 : *Bourses nationales (Cas des enfants habitant loin de l'école)* [14 dé-

cembre 1954] (p. 6321); — d'une proposition de résolution relative à la création d'une Commission de l'énergie atomique et des recherches nucléaires : *Discussion générale* [14 décembre 1954] (p. 6309, 6310); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Révision nécessaire de la Défense nationale en fonction des armes atomiques)* [23 décembre 1954] (p. 6800). — En deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat A, Chap. 43-31 : *Amendement indicatif de M. Gabriel Paul (Bourses aux écoles supérieures privées)* [27 janvier 1955] (p. 323); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Allocations à l'enseignement public* [28 janvier 1955] (p. 370); *écoles laïques et loi Barangé, emploi des fonds dans l'enseignement privé* (p. 375, 376); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la Légion d'honneur et à la Médaille militaire : *Amendement de M. Viatte (Réduction accentuée des attributions)* [4 février 1955] (p. 714); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour mars : *Infériorité de l'armée française, climat de paix* [1^{er} mars 1955] (p. 908). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Vote du budget des charges communes, les petits traitements* [9 mars 1955] (p. 1214). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Personnel temporaire* [9 mars 1955] (p. 1221); Chap. 36-51 : *Fêtes nationales* [10 mars 1955] (p. 1283); Chap. 46-03 : *Octroi de réductions aux victimes de guerre* (p. 1286); Chap. 46-23 : *Application du rapport constant entre l'augmentation des traitements des fonctionnaires et celle des pensions d'invalidité* (p. 1307); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe des P. T. T. pour 1955, Etat A, Chap. 11-20 : *Amendement indicatif de M. Alcide Benoit (les ambulants)* [15 mars 1955] (p. 1455); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955 : *Sûreté nationale* [16 mars 1955] (p. 1504); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour 1955, Etat A, Chap. 66-10 : *Ses explications de vote* [17 mars 1955] (p. 1568). — Est entendu sur la demande

de fixation immédiate de la date de discussion de l'interpellation de M. Roucaute sur la sécurité sociale des mines : *Urnes chargées* [24 mars 1955] (p. 1904). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocation aux vieux salariés [24 mars 1955] (p. 1925) ; — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale* [29 mars 1955] (p. 2075) ; — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Adaptation des programmes à la diversité des cultures* [5 mai 1955] (p. 2529) ; *Article additionnel de M. Thamier tendant à placer l'enseignement postsecondaire sous l'autorité du Ministre de l'Éducation nationale* [30 juin 1955] (p. 3487) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels des services militaires pour juillet 1955 : *Convocation des agriculteurs réservistes* [29 juin 1955] (p. 3444, 3450) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels civils pour juillet 1955 : *Les petits traitements* [29 juin 1955] (p. 3454) ; — du projet de loi portant fixation du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956, Art. 4 : *Prix de la pomme de terre, permissions agricoles* [20 juillet 1955] (p. 3971) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement : *Article additionnel de M. Paul Coste-Floret (Liberté d'une semaine chaque mois pour atténuer l'absentéisme)* [21 juillet 1955] (p. 4007) ; — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux : *Difficultés rencontrées par le commerçant pour retrouver un fonds* [20 octobre 1955] (p. 5169) ; — d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Salaires des personnels communaux* [26 octobre 1955] (p. 5283).

KLOCK (M. Joseph), Député du Bas-Rhin
(M. R. P.).

Son élection est validée [26 juillet 1951] (p. 6078). = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 24 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence des crédits suffisants à la disposition du Crédit immobilier du département du Bas-Rhin, n° 849. — Le 24 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi maintenue du 21 décembre 1941 relative aux hôpitaux et hospices civils, n° 850. — Le 24 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des crédits suffisants pour la réparation et l'entretien de nos routes nationales, n° 852. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à assurer aux agents des communes et des collectivités locales une carrière et des conditions de rémunération identiques aux fonctionnaires de l'État, n° 1236. — Le 14 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 décembre 1951 la date limite pour le paiement des impôts mis en recouvrement avant le 31 août 1951, n° 1546. — Le 29 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives allouée aux personnels civils de l'État en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 1746. — Le 19 décembre 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les droits de mutation en matière de succession en ligne directe et entre époux, n° 2083. — Le 9 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer un nouveau pourcentage obligatoire d'emploi des mutilés pensionnés de guerre dans les exploitations industrielles et commerciales et à simplifier les formalités administratives auxquelles sont soumises ces entreprises pour l'application de la loi du 26 avril 1924, n° 2391. — Le 28 mars 1952, une proposition de loi tendant à réprimer la concurrence déloyale, n° 3104. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi ayant pour objet l'amnistie des sanctions prises au titre de l'épuration administrative, n° 4188. — Le 21 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 18 novembre 1950 régissant la situation du personnel des mines domaniales de potasse d'Alsace, n° 4445. — Le 30 octobre 1952, une proposition de loi tendant à inclure les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés en com-

mandite par actions dans l'énumération des sociétés pouvant céder leur portefeuille-titres aux actionnaires ou associés moyennant paiement d'un droit de 5 0/0, **n° 4568**. — Le 30 octobre 1952, une proposition de loi tendant à proroger le délai de six mois prévu à l'article 93 de la loi du 28 avril 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, **n° 4575**. — Le 30 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la situation statutaire actuelle des agents des hospices civils de Strasbourg, **n° 5256**. — Le 22 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la situation statutaire actuelle des agents des hospices civils de Strasbourg, **n° 5325**. — Le 5 février 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 1652 du Code civil en vue de faire courir automatiquement les intérêts moratoires pour toute dette non réglée à échéance, **n° 5484**. — Le 5 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution (n° 1846) de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à rendre applicable aux articles en osier fabriqués à la main la taxe à la production au taux de 5,50 0/0 prévue à l'article 262 du Code des impôts, **n° 5769**. — Le 24 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur : 1° la proposition de loi (n° 2644) de M. Boisdé tendant à interdire les ventes à emporter dans les foires et salons ; 2° la proposition de résolution (n° 1106) de M. Clostermann tendant à inviter le Gouvernement à interdire la « vente à emporter » dans les « foires-échantillons », **n° 6000**. — Le 30 juin 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'arrêté du 30 décembre 1950 dans le but de maintenir l'allocation de salaire unique aux anciens ouvriers accessoirement exploitants agricoles admis au bénéfice de la pension d'invalidité générale ou professionnelle, **n° 6389**. — Le 2 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que soit voté sans délai le projet de loi relatif au régime juridique, administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, **n° 8240**. — Le 7 avril 1954, une proposition de loi tendant à réglementer par un statut la profession de droguiste-herboriste, **n° 8288**. — Le

8 juin 1954, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 22 octobre 1940 rendant obligatoire le règlement par chèque barré ou par virement postal ou bancaire de toute somme dépassant 100.000 francs, **n° 8598**. — Le 24 juin 1954, une proposition de loi tendant à permettre la réévaluation au 31 décembre 1953 des indemnités d'éviction précédemment fixées au profit de locataires commerçants et leur maintien dans les lieux jusqu'au paiement d'une indemnité complémentaire, **n° 8719**. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à apporter au régime de la loi du 22 juillet 1922 relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, les aménagements prévus à l'article 12 de la loi n° 53-1327 du 31 décembre 1953, **n° 9353**. — Le 30 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder, dans certaines conditions, à la conjointe d'un salarié exploitant un petit domaine agricole le maintien des prestations de l'assurance-maladie sur le compte de l'assuré, **n° 9841**. — Le 2 février 1955, une proposition de loi tendant à permettre la réévaluation au 31 décembre 1953 des indemnités d'éviction précédemment fixées au profit de locataires commerçants et leur maintien dans les lieux jusqu'au paiement d'une indemnité complémentaire, **n° 10063**. — Le 2 février 1955, une proposition de loi tendant à modifier les articles 8, 34, 38 et 39 du Code général des impôts pour les chefs d'entreprises personnelles et les associés en nom des sociétés de personnes en instituant le salaire fiscal du chef d'entreprise, **n° 10064**. — Le 2 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à financer la distribution gratuite et quotidienne d'un demi-litre de lait à chaque titulaire de la carte des économiquement faibles, **n° 10068**. — Le 2 février 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur les propositions de loi : 1° de M. Jules-Julien et plusieurs de ses collègues (n° 143) portant organisation de l'artisanat ; 2° de M. Villard et plusieurs de ses collègues (n° 256) portant organisation de l'artisanat ; 3° de M. Estradère et plusieurs de ses collègues (n° 305) tendant à établir un statut juridique et fiscal en faveur de l'artisanat ; 4° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 568) relative au statut de l'artisanat, **n° 10073**. — Le 2 février

1955, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n° 10075. — Le 4 février 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 23 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, n° 10107. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à alléger le régime des droits de succession et de donation en ligne collatérale privilégiée, n° 10130. — Le 23 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre activement les négociations internationales relatives à la canalisation de la Moselle et à entreprendre en même temps les indispensables travaux de modernisation et de remise en état des canaux de l'Est, du Sud-Est et du Nord, notamment des canaux desservant l'interland du port de Strasbourg, n° 10198. — Le 9 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur la proposition de résolution (n° 9842) de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réduire les frais des contrats des prêts relatifs à l'acquisition ou à la construction d'immeubles destinés à l'habitation de l'emprunteur, n° 10327. — Le 27 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dispenser de l'envoi en Afrique du Nord les militaires du contingent classés « soutiens de famille » ainsi que ceux dont un proche parent est déjà mort pour la France, n° 10894. — Le 12 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire paraître l'arrêté interministériel relatif à l'amélioration du classement indiciaire de la catégorie des commis municipaux, n° 11595.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à proroger les baux commerciaux jusqu'au 31 décembre 1953 ; Article unique : *Substitution de la date 31 décembre 1953 à celle du 15 juillet 1953 ; Son amendement permettant aux bénéficiaires de la prorogation la cession du droit à renouvellement du bail (Trop longue attente sous le régime des simples prorogations*

provisoires) [9 juillet 1953] (p. 3415) ; *Son amendement portant nullité de toutes conventions interdisant aux bénéficiaires de confier leur fonds en gérance libre (Trop longue attente sous le régime des simples prorogations provisoires)* (p. 2415) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux (Titres III, IV et V) : *Discussion générale (Création d'une taxe unique à la source, la scandaleuse taxe d'habitation, l'augmentation des centimes additionnels, lutte contre la fraude)* [9 juillet 1953] (p. 3417 et suiv.). — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Discussion générale (Taxe sur la valeur ajoutée, étape vers la taxe unique, régime des artisans, simplification de la législation fiscale, pressions des organisations professionnelles sur le Parlement)* [24 mars 1954] (p. 1218, 1219) ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Taux réduit et T. V. A.)* [29 mars 1954] (p. 1443) ; *le retire* (p. 1444). — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Situation économique du Bas-Rhin, réforme fiscale, mise en valeur des régions sous-développées)* [29 mars 1955] (p. 2070, 2071).

KOENIG (M. Pierre), Député du Bas-Rhin
(R. S.).

*Ministre de la Défense nationale
et des Forces armées.*

Cabinet MENDÈS-FRANCE
du 19 juin 1954 au 14 août 1954.

*Ministre de la Défense nationale,
et des Forces armées.*

(2^e Cabinet Edgar L'AURE).
du 23 février 1955 au 6 octobre 1955.

Son élection est validée [26 juillet 1951] (p. 6078). = Est nommé : président de la Commission de la défense nationale [29 août 1951] (F. n° 28), [9 février 1954] (F. n° 343) ; — membre de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341) ; — membre titulaire pour représenter la France métropolitaine à l'Assemblée Consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (F. n° 16).

Dépôts :

Le 21 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger certaines dispositions de l'article 20 du décret du 17 mars 1949 et à procéder à une nouvelle péréquation des retraites en faveur des sergents-majors, adjudants et adjudants-chefs mis à la retraite avant le 30 mars 1928, **n° 761**. — Le 9 novembre 1951, une proposition de loi tendant au reclassement des anciens agents des services des affaires allemandes et autrichiennes dans les administrations ou les services extérieurs de l'Etat, **n° 1454**. — Le 9 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la date limite prévue par arrêté interministériel du 30 juillet 1949, pour l'obtention des bonifications accordées aux fonctionnaires et agents relevant du Ministère de la Défense nationale qui se sont trouvés éloignés de l'administration par suite d'événements de guerre, **n° 1460**. — Le 13 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives allouée aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, **n° 1987**. — Le 25 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour que les particuliers, sinistrés français en Allemagne puissent percevoir des avances sur leurs dommages de guerre, avant le règlement du problème des réparations sur le plan international, **n° 3037**. — Le 27 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à lever, pour les passeurs bénévoles, la forclusion atteignant le dépôt de leurs dossiers, à assurer leur représentation dans diverses Commissions et à instituer une médaille des passeurs, **n° 3057**. — Le 1^{er} juillet 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 32 de la loi n° 50-857 du 24 juillet 1950 relative aux crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950, **n° 3895**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à reprendre les dispositions transitoires prévues par l'article 18 du décret n° 45-2233 du 2 octobre 1945, fixant le statut des agents des cadres complémentaires créés en application de l'ordonnance n° 45-1006 du 21 mai 1945, relative à la titularisation des em-

ployés auxiliaires de l'Etat, **n° 4332**. — Le 21 octobre 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi n° 52-843 du 10 juillet 1952 relatif à l'amélioration de la situation de fonctionnaires anciens combattants, **n° 4447**. — Le 27 mai 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 123 du Code des pensions civiles et militaires, **n° 6242**. — Le 30 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assumer à partir du 1^{er} mars 1935 la charge des pensions et accessoires de toute nature dus aux anciens fonctionnaires de nationalité française de la Commission du Gouvernement du territoire de la Sarre, conformément à l'article 3 de l'accord franco-allemand du 19 juin 1936, **n° 6372**. — Le 14 janvier 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 46 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, **n° 7612**. — Le 11 mai 1954, une proposition de loi tendant à compléter, en faveur des volontaires étrangers non naturalisés, la loi du 25 juin 1938 tendant à mettre à la disposition du Ministre de la Guerre un nouveau contingent de croix de la Légion d'honneur destiné à récompenser les combattants volontaires de la guerre 1914-1918, **n° 8431**. — Le 24 juin 1954, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 5404) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° le Traité instituant la Communauté européenne de défense et les Actes annexes ; 2° la Convention sur les relations entre les trois Puissances et la République fédérale d'Allemagne et les conventions rattachées signées à Bonn le 26 mai 1952, ainsi que les lettres échangées les 26 et 27 mai 1952 ; 3° le protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord et relatif aux engagements d'assistance des Parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté européenne de défense ; 4° le Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté européenne de défense, (Dispositions relatives : 1° au Traité instituant la Communauté européenne de défense ; 2° au Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord ; 3° au Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté européenne de défense), **n° 8688**. — Le 29 juin 1954, un projet de loi portant ratification des décrets n° 54-575 du 4 juin 1954 modifiant le décret n° 54-206 du 27 février 1954 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'acti-

vité du premier contingent à incorporer en 1954, et n° 54-576 du 4 juin 1954 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité du deuxième contingent à incorporer en 1954, n° 8750. — Le 6 juillet 1954, un projet de loi relatif à l'exercice des pouvoirs en matière de justice militaire dans l'armée de l'air, n° 8809. — Le 6 juillet 1954 un projet de loi portant création de contingents de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des personnels n'appartenant pas à l'armée active, n° 8810. — Le 6 juillet 1954, un projet de loi fixant les contingents annuels de décorations de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire avec traitement à attribuer aux personnels militaires de l'armée active, des services de la France d'outre-mer et des services pénitentiaires coloniaux, n° 8815. — Le 29 décembre 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article 33 de la loi n° 54-364 du 2 avril 1954, en vue d'étendre aux agents retraités du Ministère de la Défense nationale, la possibilité de cumuler leur retraite avec une rente d'invalidité, n° 9836. — Le 2 avril 1955, un projet de loi relatif aux avantages accordés aux personnels militaires participant au maintien de l'ordre dans certaines circonstances, n° 10632. — Le 24 mai 1955, un projet de loi portant organisation générale des Forces armées, n° 10808. — Le 24 mai 1955, un projet de loi portant organisation générale de la Défense nationale, n° 10809. — Le 21 juin 1955, un projet de loi portant création de contingents de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des personnels n'appartenant pas à l'armée active, n° 10923. — Le 21 juin 1955, un projet de loi fixant les contingents annuels de décorations de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire avec traitement à attribuer aux personnels militaires de l'armée active, des services de la France d'outre-mer et des services pénitentiaires coloniaux, n° 10924. — Le 21 juin 1955, un projet de loi portant organisation générale de la Défense nationale et des Forces armées, n° 10958. — Le 5 août 1955, un projet de loi portant ratification du décret n° 55-931 du 13 juillet 1955 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité du deuxième contingent 1955, n° 11449. — Le 6 octobre 1955, un projet de loi relatif à la situation des personnes appelées sous les drapeaux en exécution d'engagements pour la

durée de la guerre, n° 11503. — Le 6 octobre 1955, un projet de loi relatif à l'organisation des cadres d'active et de réserve de l'armée de l'air, n° 11510.

Interventions :

Est élu *Membre titulaire de l'Assemblée consultative européenne* [2 août 1951] (p. 6169). — Son rapport sur les élections de l'Océanie (Collège unique) [16 novembre 1951] (p. 8201). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de confiance de M. Mitterrand (Faiblesses de la politique du Gouvernement depuis 1946)* [20 novembre 1951] (p. 8211, 8212); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 4 : *Amendement de M. André-François Mercier tendant à rétablir les crédits pour le budget annexe des constructions aéronautiques (Achèvement des Armagnac et Bretagne entrepris)* [22 décembre 1951] (p. 9615); — d'un projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952; Chap. 15-35 : *Amendement de M. Pierre André tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel officier (Différence de solde avec les troupes des T. O. M.)* [29 décembre 1951] (p. 10090); Chap. 35-80 : *Amendement tendant à rétablir les crédits pour le service des transmissions (Equipelement radio)* (p. 10094, 10095); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la défense nationale; Chap. 1000 : *Amendement de M. Dagain tendant à réduire d'un quart les dépenses de l'état A (Financement du budget de la Défense nationale)* [29 décembre 1951] (p. 10122); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Ordre du jour de M. Palewski repoussant le réarmement allemand* [13 février 1952] (p. 703); — d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : *Amendement de M. Billat tendant à donner aux étudiants jusqu'au 15 août 1952 pour renoncer au sursis* [21 mars 1952] (p. 1409); *Amendement de M. Berthet tendant à incorporer comme caporaux-chefs les étudiants ayant satisfait aux épreuves de la P. M. S. et à ne leur faire faire qu'un an de service* (p. 1430); — d'une propo-

sition de loi portant réforme et revision de certaines pensions civiles et militaires : *Discussion générale* [21 mars 1952] (p. 1436); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 3 : *1.263 milliards de dépenses militaires* [2 avril 1952] (p. 1755); *Son amendement tendant à majorer de 2 milliards les crédits prévus* (p. 1756); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale : *Discussion générale (Ses observations sur l'école de Saint-Cyr)* [10 juin 1952] (p. 2808); *Ses observations sur le coût considérable de la défense nationale, l'insuffisance des forces de couverture, la nécessité d'un chef responsable de toute l'armée, les cadres, leur recrutement et l'entraînement, les résultats décevants des recherches pour l'armement, la situation tragique de la flotte* [12 juin 1952] (p. 2836 et suiv.); Etat B, AIR, Chap. 90-81 : *Suite du débat* [13 juin 1952] (p. 9221); — du projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile; en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 octobre 1952] (p. 4225, 4226); — d'une proposition de loi relative à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires; Article additionnel : *Son amendement relatif aux Alsaciens-Lorrains expulsés ou émigrés en 1940* [4 novembre 1952] (p. 4672); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 10-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des télécommunications (Infrastructure du réseau téléphonique interurbain)* [14 novembre 1952] (p. 5142, 5143); *le retire* (p. 5143); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 46-21 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant (Anciens militaires de carrière pensionnés)* [20 décembre 1952] (p. 6732, 6733); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : *Son amendement tendant à la péréquation des pensions des sous-officiers qui n'ont pas le brevet de chef de section* [21 décembre 1952] (p. 6848); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE : *Demande de suspension de séance en raison du petit nombre de parlementaires présents, présentée par M. Forcinal* [25 janvier 1953] (p. 321); *Discussion*

générale (Ses observations sur l'amélioration de l'état général des troupes en Allemagne, la nécessité d'une refonte générale que l'examen du budget ne permet pas de faire) (p. 345, 346); Etat A, SECTION COMMUNE, Chap. 34-03 : *Amendement de M. R. Mancau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'information (Edition de brochures sur l'armée européenne)* [26 janvier 1953] (p. 385, 386); Etat A, AIR, Chap. 31-11 : *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour les soldes et indemnités des officiers (Soldes des aspirants d'active)* (p. 396); Etat A, GUERRE, Chap. 31-11 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes des officiers (École de Saint-Cyr)* (p. 425); Chap. 31-12 : *Amendement de M. Bouvier O'Clotereau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes des sous-officiers et soldats (Insuffisance des soldes des légionnaires)* (p. 426); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; FINANCES (CHARGES COMMUNES), Etat C, Chap. 32-93 : *Son amendement tendant à rétablir le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les pensions militaires (Militaires de carrière à l'échelon 2)* [30 janvier 1953] (p. 761), *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 29 : *Son amendement relatif aux traitements des militaires amnistiés* [27 février 1953] (p. 1431). — Pose : à M. le Secrétaire d'Etat au Budget, une question relative à l'ancienneté cumulée des services civils et militaires [17 juillet 1953] (p. 3584); — à M. le Ministre de l'Éducation nationale, une question relative à la titularisation de certains membres de l'enseignement technique [20 novembre 1953] (p. 5347). — Prend part à la discussion : des interpellations sur l'appel en faveur du « cessez le feu » en Indochine : *Ses explications de vote (Hommage au commandement du général Navarre, importance des négociations avec le Viet-Nam sur l'évolution de l'Union française)* [9 mars 1954] (p. 769, 770); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : *Insuffisance des crédits proposés, situation critique de la marine, faiblesse des crédits consentis à la recherche scientifique et au Commissariat à l'énergie atomique, efficacité de l'appareil militaire, revalorisation de la fonction militaire,*

prime de qualification [16 mars 1954] (p. 879 et suiv.); SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Devemy (Réduction du traitement du Ministre correspondant à la retenue subie par les gradés à solde mensuelle anciens prisonniers de guerre)* [18 mars 1954] (p. 988); SECTION AIR, Etat A, Chap. 31-12 : *Amendement de M. Monteil (Accroissement excessif du personnel par rapport au matériel)* (p. 1012); SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-12 : *Amendement de M. Hénault (Élévation du pourcentage des tirailleurs marocains autorisés à servir au-delà des limites d'âge actuelles)* [19 mars 1954] (p. 1042); Chap. 31-32 : *Situation de nos fabriques d'armement, localisation des licenciements : Tulle et Châtelleraut* (p. 1045); *Temps de parole réservé aux Commissions* (p. 1064); Chap. 31-32 : *Amendement de M. Billat (Abrogation du décret-loi du 30 septembre 1953 en ce qui vise la vente de l'établissement de Saint-Priest)* (p. 1074); Chap. 53-71 : *Intérêt d'un nouveau plan de fabrications d'armement pour 1954* (p. 1088); Chap. 54-41 : *Reconstruction de la maintenance de Paris-Fontenoy* (p. 1088, 1089); SECTION MARINE, Etat A, Chap. 52-71 : *Amendement de M. Capdeville (Problème du logement des personnels des établissements de Mers-el-Kébir et de Lartignes)* (p. 1105); SECTION COMMUNE, Art. 14 bis à 14 quater : *Amendement de M. Le Coutaller (Droit à pension des ouvriers licenciés)* (p. 1118); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Décision prise à l'encontre du maréchal Juin à la suite de ses déclarations sur la C. E. D., son remplacement éventuel au commandement du Centre-Europe)* [1^{er} avril 1954] (p. 1592); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER (DÉPENSES MILITAIRES), Art. 1^{er}, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Badie (Rétablissement du crédit proposé par le Gouvernement pour ce chapitre, les réductions à apporter aux effectifs de l'Administration centrale)* [19 mars 1954] (p. 1134); *Amendement de M. Senghor (Les effectifs de gendarmerie, la nomination d'un officier général de gendarmerie)* (p. 1134); *Article additionnel de M. Triboulet (Cession de locaux et terrains militaires désaffectés à la ville de Fort-de-France)* (p. 1142); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale; Art. 17 bis : *Son amendement (Taux de la taxe unique sur la bière)*

[26 mars 1954] (p. 1365), [29 mars 1954] (p. 1400); *le retire* (ibid.); — de la proposition de loi accordant les permissions et la gratuité des transports aux jeunes gens sous les drapeaux [14 mai 1954] (p. 2437, 2438); — de la proposition de résolution créant une commission de coordination pour les problèmes d'Indochine [14 mai 1954] (p. 2441); — des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Bataille de Dien-Bien-Phu, choix du terrain (justifié), surprise chinoise (artillerie, D. C. A., carence de nos S. R.), impossibilité des diverses parades envisagées (aide aérienne massive sollicitée en vain des alliés), mission remplie, mais « choc moral » subi; valeur du général Navarre, mais responsabilités gouvernementales (M. Plevin); refus constant depuis l'origine « de mettre le prix » lorsqu'il en était temps (Historique du conflit); insuffisance des mesures de renfort tardivement décidées aujourd'hui; critique de l'indépendance totale accordée au Viet-Nam (Son amendement, adopté le 9 mars 1954, visant à prévenir cet abandon); appel au général de Gaulle* [9 juin 1954] (p. 2856). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale et des Forces armées* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843). — Donne sa démission de *Ministre de la Défense nationale et des Forces armées* (Cabinet Mendès-France) [4 août 1954] (*J. O.* du 15 août 1954, p. 7860) (1).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T., Etat A, Chap. 1060 : *Son amendement indicatif (Service des lignes à grande distance)* [10 novembre 1954] (p. 4886). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Forces armées (guerre), une question relative aux frais imposés à certains officiers [10 décembre 1954] (p. 6061). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale et des Forces armées* (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955) (p. 2072).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour mars 1955 : *Libération de la classe 1953, les douzièmes; lois organiques; collaboration avec la Commission* [1^{er} mars 1955] (p. 909); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels

(1) Démission individuelle.

militaires pour avril, mai et juin 1955 : *Avancement dans l'armée de l'air, effectifs de gendarmerie en Afrique du Nord* [1^{er} avril 1955] (p. 2304, 2305) ; *Programme marine, formation des cadres, échelles de soldes, Saint-Cyr, haut commandement, logements militaires, durée du service, plan bitriennal de reconstruction de nos forces armées, différentes missions de l'armée française, « le jeu de mécano militaire », modernisation de l'armement, adaptation aux caractéristiques d'un conflit atomique, lois de programmes qu'il se propose de soumettre au Parlement* (p. 2311 à 2315) ; *Activité des manufactures et cartoucheries, rémunération des agents de l'ordre technique civil* (p. 2321, 2322) ; Art. 1^{er} : *Amendement indicatif de M. Debout (Utilisation de la gendarmerie, pour le rétablissement de l'ordre en Afrique du Nord)* (p. 2322) ; Art. 4 : *Amendement de M. Capdeville (Garanties pour l'exécution d'une tranche navale)* (p. 2324) ; Art. 5 : *Crédits accordés aux services des poudres (Industrie privée des explosifs)* (p. 2325). — Répond à une question : de M. Joseph Denais relative aux récompenses prévues pour les défenseurs de Dien Bien Phu [13 mai 1955] (p. 2754) ; — de M. André-François Mercier relative aux périodes militaires des cultivateurs [13 mai 1955] (p. 2754). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Défense nationale : *Organisation du débat* [26 mai 1955] (p. 3076, 3077) ; *Motion préjudicielle de M. Aubame (Renvoi du projet à la Commission des territoires d'outre-mer)* [27 mai 1955] (p. 3110) ; *Domaine de la conception et domaine de l'exécution, délégation de pouvoir, coordination* [23 juin 1955] (p. 3251 à 3256) ; *Conceptions du maréchal Montgomery* (p. 3261) ; *Disparité entre les corps d'officiers généraux des trois armées* (ibid.) ; *Tâches de défense et tâches des Forces armées* (p. 3277) ; *Prérogatives du Président du Conseil* (p. 3278) ; Art. 2 : *Amendement de M. Badie (Délégation de certains des pouvoirs du Président du Conseil au Ministre de la Défense)* [24 juin 1955] (p. 3322) ; *Amendement de M. A. F. Mercier (Ministres de la Guerre, de la Marine et de l'Air)* (p. 3324) ; Art. 6 : *Amendement de M. Badie (Attributions des Secrétaires d'Etat à la Guerre, à la Marine et à l'Air)* (3326) ; *Article additionnel de M. Pineau (Création d'un poste de Secrétaire d'Etat adjoint à la Défense chargé d'assister le*

Ministre dans ses tâches de coordination et de liaison) (p. 3327) ; Art. 8 : *Amendement de M. A. F. Mercier (Comités interministériels chargés des fabrications d'armement)* (p. 3328) ; *Article additionnel de M. Goislard de Monsabert (Coordination des travaux du Secrétariat général permanent de la Défense nationale et de l'état-major général des Forces armées)* (p. 3330) ; Art. 16 : *Amendement de M. Goislard de Monsabert (Bôle du comité des chefs d'états-majors et des chefs d'état-major de chacune des armées)* (p. 3331, 3332) ; *Amendement de M. Pineau (Gestion de toutes les forces de gendarmerie par le Ministre de la Défense nationale)* (p. 3332, 3333) ; *Explications de vote* (p. 3338). — Répond à une question de M. Camille Laurens relative à l'envoi en Afrique du Nord des hommes des armées de terre [27 mai 1955] (p. 3105). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour juillet 1955 : *Budgets de la Défense nationale* [29 juin 1955] (p. 3442) ; — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956 : *Discussion générale (Pourcentage des crédits affectés à l'armée de l'air)* [22 juillet 1955] (p. 4063) ; *Missions d'encadrement en Indochine* (p. 4077) ; *Pourcentages des crédits affectés respectivement en 1954, 1955 et 1956 aux dépenses de personnel et aux investissements ; pourcentages affectés aux trois armes ; effectifs ; libération anticipée du contingent ; la condition militaire ; l'instruction ; sort des militaires vietnamiens fidèles à la France et des anciens combattants d'Indochine ; orientation des fabrications d'armement et d'infrastructure : Prototypes, livraisons au titre du P. A. M., hélicoptères, tranche navale ; revenu national et charges militaires* [23 juillet 1955] (p. 4106 à 4111) ; *Charges militaires françaises et Communauté européenne ; mission de l'O. T. A. N. et défense de l'Afrique ; Ministère des finances et crédits militaires* (p. 4117, 4118) ; *Emploi des avions d'appui dans l'Aurès* (p. 4129) ; *Problèmes de l'armée de l'air* (p. 4133) ; — Dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, SECTION COMMUNE, Chap. 31-41 et 31-43 : *Corps de contrôle « Air » et « Marine »* [23 juillet 1955] (p. 4136) ; Chap. 31-51 : *Amendements indicatifs de M. A. F. Mercier, Debout, Montalat (Problèmes de la gendarmerie)* (p. 4138) ; Chap. 31 61 : *Ecoles de santé militaire* (p. 4148) ; Chap. 31-82 : *Amendement*

- indicatif de M. Villon (*Destruction de films en vertu de l'accord culturel franco-allemand*) (p. 4149) ; Chap. 31-84 : *Attachés militaires* (p. 4149) ; Chap. 32-53 : *Frais de déplacement et transport de la gendarmerie, indemnité de maintien de l'ordre* (p. 4149, 4150) ; Chap. 33-91 : *Contribution de l'État au régime de sécurité sociale* (p. 4150) ; Chap. 34-02 : *Automobiles du pure interministériel* (p. 4150, 4151) ; Chap. 34-03 : *Presse et information* (p. 4151) ; Chap. 34-82 : *Service cinématographique* (p. 4151) ; Chap. 37-93 : *Versement de provisions sur les indemnités dues par les autorités américaines à certaines entreprises* (p. 4152) ; Chap. 54-61 : *Chenils* (p. 4153) ; Chap. 54-82 : *Acquisitions immobilières de la gendarmerie* (p. 4154) ; SECTION AIR, Chap. 31-01 : *Création d'un poste de sous-directeur au service de l'infrastructure* (p. 4156) ; Amendement indicatif de M. Bouret (*Secrétariats d'État à l'Air et à la Marine*) (p. 4157) ; Chap. 31-02 : Amendement indicatif de M. Bouret (*Officiers sortant des grandes écoles civiles*) (p. 4158, 4159) ; Chap. 31-12 : *Crédits nécessaires aux troupes stationnées en Indochine* (p. 4159) ; Chap. 31-31 : Amendement indicatif de M. Ribère (*Personnel civil de la Défense nationale en Algérie*) (p. 4160) ; Chap. 32-41 : *Alimentation* (p. 4161) ; Chap. 32-01 : *Frais de déplacement et de transport des personnels civils et militaires* (p. 4161) ; Chap. 34-52 : *Carburants* (p. 4162) ; Chap. 34-91 : *Concentration des écoles de télécommunications au Maroc* (p. 4163, 4164) ; SECTION GUERRE : *Officiers de l'administration centrale* (p. 4170) ; Chap. 31-11 : *Répartition par grade des officiers* (p. 4171) ; Chap. 31-12 : *Problèmes des effectifs* (p. 4171, 4172) ; *Problèmes touchant le contingent et son envoi en Afrique du Nord* (p. 4173, 4175) ; Chap. 31-31 : *Salaires des ouvriers de la Défense nationale* (p. 4174) ; Chap. 32-42 : *Fourneaux à essence* (p. 4175, 4176) ; Chap. 32-44 : *Réquisitions d'immeubles, règlement des enlèvements et des dommages imputables à l'armée, expulsion d'anciens personnels de l'armée* (p. 4176) ; Chap. 32-91 : *Centres d'instruction des réserves* (p. 4176, 4177) ; Chap. 34-01 : *Modernisation des moyens de bureaux* (p. 4177) ; Chap. 34-52 : *Matériel ramené d'Indochine* (p. 4177) ; Chap. 34-92 : Amendement indicatif de M. Goislard de Monsabert (*Saint-Cyr et l'université militaire*) (p. 4179) ; Chap. 34-93 : *Chiens* (p. 4179) ; Chap. 35-01 : *Service du génie, entretien des immeubles et du domaine militaire* (p. 4179) ; Chap. 35 62 : *Crédits affectés à la mobilisation des transports routiers et des entreprises de travaux publics* (p. 4180) ; Chap. 53-41 : *Autorisations de programme au titre de l'habillement* (p. 4181) ; Chap. 54-41 : *Reconstruction d'une manutention* (p. 4183) ; Chap. 54-61 : *Casernements, abris pour matériels* (p. 4184) ; Chap. 54-63 : Amendement indicatif de M. Bartolini (*Installation d'un camp pour engins téléguidés dans le Var*) (p. 4185) ; SECTION DES FORGES TERRESTRES D'EXTRÊME-ORIENT, Chap. 31-11 et 31-21 : *Résorption des officiers et du personnel civil des services extérieurs de la métropole* (p. 4186, 4187) ; Chap. 31-12 : *Personnel non officier* (p. 4187) ; Chap. 32-41 : *Entretien des approvisionnements : école d'enfants de troupe de Dalat* (p. 4187) ; Chap. 32-43 : *Habillement, campement* (p. 4188) ; Chap. 34-41 : *Répartition du matériel transféré entre la Défense nationale et les établissements d'outre-mer* (p. 4188) ; Chap. 34-53 : *Carburants* (p. 4188) ; Chap. 34-92 : *Service de recrutement* (p. 4188, 4189) ; Chap. 35-61 : *Travaux d'aménagement, notamment du Cap Saint-Jacques* (p. 4189) ; Chap. 37-92 : *Destination des matériels étrangers* (p. 4189) ; SECTION MARINE : *Demande de disjonction de tous les chapitres, formulée par M. Commentry (Nécessité d'une tranche de 30.000 tonnes)* (p. 4190) ; Chap. 52-71 : Amendement indicatif de M. Métayer (*Écoles des apprentis mécaniciens*) (p. 4202) ; Chap. 52-72 : *Machines de l'arsenal de Saïgon* (p. 4202) ; Chap. 54-42 : *Double emplois entre la construction navale et les ateliers militaires de la flotte* (p. 4203) ; Art. 18 : Amendement de M. Pleven (*Officiers et sous-officiers de réserve ayant servi volontairement en Indochine*) (p. 4207) ; Art. 19 : *Pensions des sapeurs pompiers de Paris* (p. 4208) ; Amendements de MM. Chupin et A. F. Mercier (*Indice des sous-officiers mis à la retraite avant 1948*) (p. 4208) ; Art. 21 : *Ancienneté requise des officiers de chancellerie* (p. 4209, 4210) ; Art. 22 : *Application aux seuls personnels civils de l'État des dispositions de l'article 85 de la loi de finances du 7 février 1953 prévoyant certaines réintégrations* (p. 4210) ; Art. 23 bis : Amendement de M. Goislard de Monsabert (*Licenciements des cadres contractuels*) (p. 4211) ; *Avancement des officiers*

(p. 4211). — Donne sa démission de *Ministre de la Défense nationale et des Forces armées* (Cabinet Edgar Faure) [6 octobre 1955] (*J. O.* du 7 octobre 1955, (p. 9835) (1).

En qualité de député :

S'excuse de son absence [3 décembre 1954] (p. 5764). = Obtient un congé [3 décembre 1954] (p. 5764).

KONATÉ (M. Mamadou), Député du Soudan
(*App. U. D. S. R.*).

Son élection est validée [23 août 1951] (p. 6412). = Est nommé : Secrétaire de la Commission du travail et de la sécurité sociale [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [4 juin 1952] (**F. n° 143**) ; membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [27 mai 1952] (**F. n° 138**) ; membre suppléant de la Commission des finances [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [6 juillet 1954] (**F. n° 405**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre de la Commission de la justice et de législation [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre de la Commission des territoires d'outre-mer [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 23 juin 1953, une proposition de loi tendant à créer une taxe sur le coton-fibre destinée à promouvoir la culture du coton dans l'Union française, **n° 6350**. — Le 4 août 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution (n° 8992) de M. Douala-Mangabell, tendant à inviter le Gouvernement à reculer de deux ans, à titre transitoire, pour une période de dix ans, au bénéfice des étudiants originaires de la France d'outre-mer, la limite d'âge fixée pour les concours d'entrée dans les grandes écoles, **n° 11419**. — Le 5 août 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer de nouveaux postes de contrôle administratif en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française, **n° 11457**.

Interventions :

Prend part à la discussion : sur les opérations électorales du territoire du Niger : *Amendement de M. Billat tendant à nommer une Commission d'enquête* [21 août 1951] (p. 6365, 6366, 6367) ; — du rapport sur les opérations électorales du territoire du Soudan (collège unique) : *Discussion générale* [22 août 1951] (p. 6389, 6390, 6391, 6392, 6394) ; *Son amendement tendant à annuler les élections* (p. 6394) ; — du rapport sur les élections de la Côte d'Ivoire : *Son amendement tendant à annuler les élections* [24 août 1951] (p. 6501, 6502) ; — du projet de loi relatif aux Assemblées locales des territoires d'outre-mer : Art. 5 : *Son amendement tendant à exiger des militaires la preuve de leurs six mois de résidence dans le territoire* [22 novembre 1951] (p. 8347) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à inclure les personnes sachant écrire le français ou une langue indigène* (p. 8348) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à distinguer les greffiers et secrétaires de parquet* (8349) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à uniformiser les formalités d'inscription sur les listes électorales* [23 novembre 1951] (p. 8418) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à prévoir le scrutin de liste avec représentation proportionnelle* [23 novembre 1951] (p. 8420) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 19 : *Son amendement relatif à l'inscription des candidats aux sièges sur les listes électorales* (p. 8422) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 20 : *Son amendement relatif à la police du bureau de vote* (p. 8422) ; Art. 22 : *Son amendement relatif à la composition de la Commission chargée de recenser les votes* (p. 8423) ; *le retire* (ibid.). — Est entendu sur une demande de prolongation d'un délai imparti au Conseil de la République : *Son amendement tendant à accorder un délai de 15 jours* [24 décembre 1951] (p. 8917). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à substituer « travailleur » à « salarié »* [22 novembre 1952] (p. 5465, 5466) ; *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa relatif aux usages coutumiers* (p. 5467) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre la définition du travail forcé votée en première lecture* (p. 5474) ; Art. 35 : *Son amendement tendant à*

(1) Démission individuelle.

repandre l'alinéa relatif au règlement intérieur établi par le chef d'entreprise (p. 5481); le retire (p. 5482); Art. 109 : *Son amendement tendant à fixer à 40 heures par semaine la durée légale du travail en prévoyant des dérogations par arrêtés* (p. 5503, 5504); *ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5557); — d'une proposition de loi portant amnistie; Article additionnel : *Amendement de M. D. Mayer tendant à insérer un titre nouveau amnistiant certains crimes commis à Madagascar* [26 février 1953] (p. 1363); *Son amendement tendant à amnistier certains délits commis en Côte d'Ivoire* (p. 1368); — du projet de loi portant majoration des allocations vieillesse; Art. 9 : *Son amendement tendant à ne pas majorer la taxe de statistique sur les marchandises venant ou allant vers les territoires d'outre-mer* [31 décembre 1953] (p. 7166); — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer; Art. 1^{er} : *Création des communes de plein exercice* [8 juillet 1954] (p. 3359); Art. 3 : *Création de communes de plein exercice en Afrique noire* [7 août 1954] (3990); *Amendement de M. Burlot (Définition des localités susceptibles d'être érigées en communes de plein exercice)* (p. 3992); *Son amendement (Liste des communes de plein exercice)* (p. 3996); *Son amendement (Erection de Segou en commune de plein exercice)* (p. 3997); Art. 5 : *Amendement de M. Malbrant (Calcul du nombre des conseillers d'après le chiffre des électeurs)* [12 août 1954] (p. 4113); Art. 10 : *Son amendement (Collège électoral)* (p. 4117); Art. 11 : *Son amendement (Listes électorales)* (p. 4119); Art. 16 : *Son amendement (Scrutin majoritaire dans les élections municipales)* (p. 4134, 4135); Art. 22 : *Son amendement (Distribution des cartes électorales)* (p. 4137); le retire (*ibid.*); Art. 35 : *Son amendement tendant à supprimer la fin du dernier alinéa de cet article* [12 août 1954] (p. 4145); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires d'outre-mer : *Discussion générale* [13 août 1954] (p. 4201). — Prend part : à la seconde délibération d'un projet de loi relatif à l'amnistie dans les territoires d'outre-mer; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Daniel Mayer (Extension de l'amnistie)* [26 juillet 1955] (p. 4260, 4261); Art. 7 : *Son amendement (Application aux territoires d'outre-mer*

des dispositions retenues dans la loi d'amnistie appliquée aux « collaborateurs ») (p. 4265, 4266); — à la discussion du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Son article additionnel (Nomination en cas de vacance d'un siège)* [18 novembre 1955] (p. 5859, 5860); —

KRIEDEL-VALRIMONT (M. Maurice), Député de Meurthe-et-Moselle (C.).

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5944). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [18 janvier 1954] (**F. n° 482**); de la Commission des affaires étrangères [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (**F. n° 278**). — Est élu juge titulaire de la Haute-cour de justice [28 août 1951] (p. 6534).

Dépôts :

Le 27 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à lever immédiatement l'état de siège à Madagascar, **n° 2247**. — Le 27 décembre 1951, une proposition de loi tendant à abroger le décret du 4 décembre 1930 complétant, en ce qui concerne Madagascar et dépendances, l'article 91 du Code pénal et amnistiant toutes les peines prononcées en application dudit décret, **n° 2250**. — Le 12 mai 1953, une proposition de résolution tendant à décider que le rapport de la Commission parlementaire qui s'est rendue en Indochine sera, dans son texte intégral, remis à tous les membres de l'Assemblée, **n° 6143**. — Le 9 juillet 1953, une proposition de loi tendant à créer un régime de prestations familiales pour les salariés non fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle, **n° 6491**.

Interventions :

Prend part à la discussion : de la motion de censure de M. Pierrard condamnant le Gou-

vernement pour n'avoir pas consulté le Conseil supérieur de l'enseignement : *Son rappel au règlement (Dépôt de motions incidentes)* [4 septembre 1951] (p. 6863, 6864) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Question préalable opposée par M. Doutrélot* [5 septembre 1951] (p. 6907) ; *Question préalable opposée par M. Pronteau* (p. 6918) ; *Motion préjudicielle de M. Jules Julien* (p. 6939) ; *Motion incidente de M. Pierrard tendant à suspendre le débat puisque le Conseil de la République juge inconstitutionnelles les bourses aux élèves des écoles libres* [6 septembre 1951] (p. 6974) ; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur le premier alinéa* [7 septembre 1951] (p. 7042) ; *Rappel au règlement de M. Lussy (Organisation du débat)* [8 septembre 1951] (p. 7160) ; — d'une interpellation sur les salaires et les prix et la suppression des abattements de zones : *Ordre du jour de M. Linet demandant la suppression des abattements de zones et la fixation du salaire minimum à 23.000 francs* [14 septembre 1951] (p. 7370) ; *Rappel au règlement de M. Demusois (Vote de l'amendement de M. Daniel Mayer)* (p. 7372). — Est entendu pour une proposition sur l'ordre du jour : *Débat de politique étrangère ; Création d'une armée européenne* [14 septembre 1951] (p. 7392). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accord donné à Washington à des mesures d'armement de l'Allemagne de l'ouest [18 septembre 1951] (p. 7403). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débats sur le réarmement allemand, sur les expulsions de locataires, sur l'échelle mobile* [18 septembre 1951] (p. 7421, 7422) ; *Son rappel au règlement (Recevabilité de sa proposition)* (p. 7422). — Dépose une demande d'interpellation : sur les responsabilités gouvernementales dans les événements survenus en Tunisie [22 janvier 1952] (p. 287) ; Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation : *Répression sanglante des colonialistes en Tunisie contre les aspirations légitimes du peuple tunisien* (p. 291, 292, 297) ; — sur les sanglants événements de la Guadeloupe où la police a fait quatre morts [19 février 1952] (p. 798) ; — sur la composition et la politique du Gouvernement, et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur l'importance exagérée des dépenses militaires, le déficit de la*

balance commerciale, l'échelle mobile des salaires, le réarmement de l'Allemagne, l'attitude du parti socialiste favorable à un Gouvernement réactionnaire [11 mars 1952] (p. 1121 et suiv.) ; *Réarmement de l'Allemagne* (p. 1226, 1227) ; — sur les atteintes à la liberté individuelle et le mépris des droits de la défense que constituent les violences et les menaces exercées par des policiers et les sanctions que comportent les pratiques scandaleuses de policiers tortionnaires [25 mars 1952] (p. 1456) ; — sur les sanglants événements de la Guadeloupe au cours desquels la police a fait quatre morts et treize blessés graves [28 mars 1952] (p. 1622). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'enseignement du français en Alsace-Lorraine : *Rappel au règlement de M. Patinaud (Demande de renvoi du débat)* [1^{er} juillet 1952] (p. 3371) ; Article additionnel : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à introduire l'enseignement de l'allemand dans les écoles primaires d'Alsace-Lorraine* (p. 3385). — Dépose une demande d'interpellation sur les atteintes à l'intégrité du territoire national évoquées à l'occasion des conversations sur la Sarre engagées par M. Schuman avec le Ministre de Bonn [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; SARRE, Etat A, Chap. 31-01 : *Politique d'abandons pratiquée en Allemagne et en Sarre* [28 octobre 1952] (p. 4543, 4544) ; AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Etat A, Chap. 31-01 : *Services centraux (Erreurs de la politique de M. Schuman en Allemagne)* [13 novembre 1952] (p. 5078, 5079) ; — du projet de loi portant suppression de la Haute Cour de justice : *Discussion générale (Cas de M. Georges Hilaire)* [5 novembre 1952] (p. 4754 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles « Les Soudières Réunies » de Varangeville ont licencié plus de quatre cents ouvriers [19 novembre 1952] (p. 5378). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; Art. 227 : *Amendement de M. Caillaud tendant à supprimer l'article prévoyant des arrêtés fixant le régime des prestations familiales dans les territoires d'outre-mer* [22 novembre 1952] (p. 5548) ; *Demande de seconde délibération du projet de loi, présentée par M. Senghin*

(p. 5550) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5554, 5555). — Dépose une demande d'interpellation sur le scandale persistant du trafic des piastres et des devises [28 novembre 1952] (p. 5844). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour (Stabilité financière, débat de politique étrangère, importance des charges de la défense nationale)* [4 décembre 1952] (p. 5939, 5940) ; *Majoration de l'allocation aux vieux et des allocations de chômage, répression colonialiste en Tunisie et au Maroc* [9 décembre 1952] (p. 6080). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Sa motion préjudicielle tendant à repousser le débat après la fin du procès en cours à Bordeaux* [27 janvier 1953] (p. 533) ; Art 1^{er} : *Sous-amendement de M. Pflimlin relatif au cas du procès en cours à Bordeaux* (p. 544) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 545). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique de répression qui se produit à Madagascar [17 février 1953] (p. 1062). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies : *Discussion générale (Ses observations sur le cas des SS, l'abrogation de la loi de 1948)* [18 février 1953] (p. 1116) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [20 février 1953] (p. 1253, 1254) ; Art 1^{er} : *Assimilation des inculpés allemands et alsaciens* (p. 1255). — Est entendu sur : le procès-verbal de la séance précédente : *Son rappel au règlement (Vote sur la tenue d'une séance pour l'amnistie des incorporés de force)* [20 février 1953] (p. 1230) ; — les conversations de Londres et la Conférence de Rome : *Son rappel au règlement, poursuite du débat* [6 mars 1953] (p. 1673). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au séquestre des biens, droits et intérêts sarrois ; Art. 6 : *Sous-amendement de M. Rosenblatt tendant à subordonner la mise en vigueur de la loi à l'application de mesures semblables au profit des ressortissants français* [17 mars 1953] (p. 1936, 1937). — Dépose une demande d'interpellation sur l'ensemble de la politique du Gouvernement en Indochine [12 mai 1953] (p. 2639). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné

(M. André Marie) : *Ses observations touchant le passé politique de M. André Marie, son attitude anti-laïque et sa volonté d'immobilisme : la nécessité d'une révision d'ensemble de la politique étrangère (A l'occasion des incidents sanglants de Berlin-Est) appuyée sur un front unique des travailleurs ; la position de principe des communistes en faveur de la liberté des peuples coloniaux et d'une prochaine conférence de paix* [18 juin 1953] (p. 3088 et suiv.) ; — à la discussion d'une proposition de résolution instituant une Commission d'enquête sur le trafic des piastres indochinoises : *Discussion générale (Ses précédentes demandes d'explication, refus du Gouvernement invoquant le « secret professionnel » des fonctionnaires, document publié par une Commission de l'Assemblée Nationale en février 1950, attaques contre M. Mutter, déclarations de M. Despuech, et, à son sujet, de M. P.-H. Teitgen)* [2 juillet 1953] (p. 3225 et suiv.) : *Contre-projet de M. Dronne tendant à confier une partie de l'enquête sur place à la Cour des Comptes (Délais supplémentaires illimités)* (p. 3231). — Dépose une demande d'interpellation : sur les nécessaires négociations pour mettre fin à la guerre d'Indochine [7 juillet 1953] (p. 3266) ; la développe : *Intérêts stratégiques américains en Indochine (Position clef, bases aéronavales offensives) ; refus successifs des Français de négocier (Texte d'un appel d'Ho Chi Minh de mars 1947 demandant l'indépendance au sein de l'Union française) ; respect nécessaire du libre choix du peuple vietnamien (En faveur d'Ho Chi Minh) ; attitude passée du parti communiste (Déclaration de M. Maurice Thorez), discussion sur ce point avec MM. Pleven et Bouxom ; injonctions américaines pour la continuation de la guerre ; appel au rassemblement, sur le plan parlementaire, de tous les adversaires de celle-ci* [27 octobre 1953] (p. 4566 et suiv.) ; *Controverse avec MM. Defferre et Pronteau concernant l'attitude passée des partis socialiste et communiste, aux différentes phases du conflit* (p. 4611) ; — sur la renaissance d'une armée dont les représentants d'Adenauer viennent de proclamer qu'elle est destinée à poursuivre la guerre [22 juillet 1953] (p. 3758) ; la développe : *Le réarmement de l'Allemagne, l'almanach 1954 du soldat allemand, la révolte du 17 juin, la politique revancharde du chancelier Adenauer et de Krupp* [17 novembre 1953] (p. 5196 et suiv.). — Prend part à la discussion du rapport

portant révision de la Constitution ; Art. 9 : *Amendement de M. Moisan tendant à rendre l'abstention impossible lors d'un vote de confiance où seule la majorité absolue peut refuser la confiance et rejeter le texte présenté* [22 juillet 1953] (p. 3786, 3787). — Est entendu sur : la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Magendie concernant l'exécution des résistants de la Côte des Somalis, en 1941, sur l'ordre du Gouverneur Nouaillhetas, et l'acquittement de celui-ci par le Tribunal militaire de Paris, en 1953 : *Attitude scandaleuse du Gouvernement, qui défend les tortionnaires et collaborateurs, et non leurs victimes* [23 juillet 1953] (p. 3826) ; — la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Dronne touchant la politique du Gouvernement en Indochine : *Dangers de l'emprise américaine ; nécessité de « négociations directes » ; urgence d'un débat devant l'Assemblée* [23 juillet 1953] (p. 3864). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique marocaine du Gouvernement [6 octobre 1953] (p. 4013). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Propositions de M.M. Lalle et Prouteau sur la tenue du débat agricole* [13 octobre 1953] (p. 4230). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à la levée du secret professionnel dans l'affaire des piastres, amendée par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : *Réponse aux critiques de M. Gaumont, concernant le secret nécessaire de l'instruction* [30 octobre 1953] (p. 4698) ; — d'une proposition de loi tendant à instituer le secret des délibérations des Commissions d'enquête parlementaires : *Discussion générale (Enterrement de l'affaire Peyré)* [13 novembre 1953] (p. 5960) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale (Etouffement des scandales du trafic des piastres indochinoises)* [2 décembre 1953] (p. 5847 et suiv.) ; Art. 2 : *Amendement de M. Mauceau tendant à écarter les textes émanant du bureau de la Commission* (p. 5851). — Dépose une demande d'interpellation sur le refus que le Gouvernement persiste à opposer à toute négociation en Indochine [1^{er} décembre 1953] (p. 5772). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents : *Débat sur l'armistice à négocier en Indochine* [1^{er} décembre 1953] (p. 5772). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution prorogeant le délai imparti à la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochi-

noises : *Discussion générale (Carence du Gouvernement vis-à-vis de l'extradition de Peyré et des trafics de la Banque d'Indochine)* [12 février 1954] (p. 268). — Dépose une demande d'interpellation sur les attaques récentes menées contre la Résistance française au profit des criminels de guerre impunis (Général SS Lammerding) [23 février 1954] (p. 466) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Procès Oberg, extradition du général Lammerding* [2 mars 1954] (p. 600, 601). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation concernant l'appel en faveur du « cessez le feu » en Indochine [23 février 1954] (p. 471). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la fermeture des mines et usines de Salsigne : *Discussion générale (Intervention de la police à l'occasion des fermetures de mines)* [23 février 1954] (p. 476) ; — d'interpellations sur l'appel en faveur du « cessez le feu » en Indochine : *Ordre du jour de M. Jacques Duclos (Nécessité de négocier la paix en Indochine, conditions d'un cessez le feu, singulière indépendance vis-à-vis de M. Foster Dulles ; Bao Dai et Buu Loc ne sont pas les représentants du Viet Nam)* [9 mars 1954] (p. 765). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées afin d'empêcher la mise en œuvre des textes du Bundestag rétablissant la souveraineté en matière militaire au profit du Gouvernement de Bonn [23 mars 1954] (p. 1173). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement (Discussion du rapport tendant à la suppression des abattements de zone en matière de salaires)* [23 mars 1954] (p. 1174) ; *Son amendement (Suppression des abattements de zone en matière d'allocations familiales et abrogation du décret du 4 septembre 1953 portant délai pour le dépôt des demandes en vue de l'attribution du titre de déporté ou d'interné)* (p. 1174) ; *refus du Gouvernement de discuter une interpellation sur le rétablissement de la souveraineté en matière militaire au profit du Gouvernement de l'Allemagne Occidentale* (ibid.). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer : *Son ordre du jour (Abandon de la politique d'intégration à l'Europe, amnistie générale, libertés territoriales, application du Code du travail, allocations familiales, et sécurité sociale)*

[9 avril 1954] (p. 2029). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance* (*Volonté de paix en Indochine et en Europe, propositions de paix du Gouvernement Ho Chi Minh*) [13 mai 1954] (p. 2379); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement : *Paix en Indochine, rencontre de Berne entre M. Mendès-France et M. Chou en Lai* [24 juin 1954] (p. 3047). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Ses explications de vote sur la question de confiance : rejet des Accords de Londres, aggravant la division de l'Allemagne et de l'Europe; soutien nécessaire des forces « pacifiques » allemandes (Y compris les socialistes et les syndicats « occidentaux »); fatalité prétendue du réarmement allemand (M. Mendès-France opposé à lui-même); contradiction évidente avec les efforts de désarmement général (M. J. Moch); relèvement « opportun » des salaires et « plat de lentilles » ministériel offert aux socialistes; appel au pays* [12 octobre 1954] (p. 4673, 4674); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés); Article unique : *Argument de procédure touchant le retrait de l'amendement de M. L. Noël, la question de confiance étant posée* [29 décembre 1954] (p. 6916, 6917); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Privilèges fiscaux des grandes entreprises* [18 mars 1955] (p. 1665). — Est entendu sur la demande de fixation de la date de discussion de l'interpellation de Mme Galicier sur les salaires féminins : *Son rappel au règlement (Absence du Ministre intéressé)* [24 mars 1955] (p. 1905); *Le Gouvernement et les bas salaires* (p. 1909). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour avril et mai 1955 : *Discussion générale (Achat des aciéries de Voelklingen à la famille Roehling)* [1^{er} avril 1955] (p. 2297 et suiv.); Art. 16 : *Solution « autoritaire », mentionnée par M. Pinay, assurant le contrôle des entreprises de Voelklingen, indemnisation des criminels de guerre Roehling* (p. 2301). — Dépose une demande d'interpellation sur l'emploi de C. R. S. contre les grévistes d'Homécourt [6 juillet 1955] (p. 3655). — Prend

part à la discussion : du projet de loi portant ratification du traité autrichien; Art. 1^{er} : *Neutralité de l'Autriche, loi relative aux Habsbourg, problème allemand, élections en Indochine, problème de Formose* [12 juillet 1955] (p. 3822, 3823); *Demande la réunion d'une Conférence des Présidents (Débat de politique étrangère avant la Conférence de Genève)* (p. 3823); — du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer : *Son article additionnel (Extension au Maroc, à la Tunisie, à l'Indochine)* [13 juillet 1955] (p. 3856); seconde délibération, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Daniel Mayer (Extension de la loi aux départements d'outre-mer, fixation de l'application de la loi au 1^{er} mai 1954)* [26 juillet 1955] (p. 4262); *Ses explications de vote* (p. 4267, 4268). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Résultats de la Conférence de Genève, situation en Indochine, rapport sur le scandale des piastres, non inscription des questions sociales, prorogation de l'état d'urgence* [22 juillet 1955] (p. 4044, 4045). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Politique marocaine du Gouvernement* [26 octobre 1955] (p. 5316); — du projet de loi relatif à la lutte anti-alcoolique (Limitation des débits de boissons); Art. 36 : *Son amendement (Condamnation pour délit d'ivresse manifeste)* [9 novembre 1955] (p. 5590).

KRIEGER (M. Alfred), Député de la Moselle (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : membre de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant pour représenter la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (**F. n° 17**). — Est désigné par la Commission de la production industrielle pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [3 février

1953] (F. n° 226) ; et de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505). — Est nommé vice-président de cette commission [24 mars 1953] (F. n° 250).

Dépôts :

Le 10 août 1951, un rapport fait au cours de la précédente législature au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant règlement des charges exceptionnelles des régies gazières, des entreprises gazières nationalisées et des autres entreprises concessionnaires de services publics, n° 665. — Le 19 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier les modalités de remboursement des prêts garantis par l'Etat pour la construction d'immeubles d'habitation, n° 2729. — Le 25 février 1952, une proposition de loi tendant à étendre au personnel des entreprises nationalisées le bénéfice des dispositions de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris part à la Résistance, n° 2760. — Le 18 mars 1952, une proposition de loi tendant à permettre à une certaine catégorie d'officiers supérieurs dégagés des cadres en vertu de la loi du 5 avril 1946 d'obtenir un avancement dans le cadre de réserve, n° 2958. — Le 18 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 du décret n° 48-1683 du 30 octobre 1948 pris en exécution des dispositions de la loi n° 48-1268 du 17 août 1948 relative aux regroupements d'actions, n° 2975. — Le 10 octobre 1952, une proposition de loi tendant à étendre à tous les prélèvements effectués par l'ennemi sur des biens en provenance des territoires annexés de fait ou soumis par lui à un régime spécial le bénéfice des dispositions de l'article 2 de la loi n° 49-573 du 23 avril 1949, n° 4387. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 8 septembre 1940 relative au nombre des administrateurs des sociétés anonymes en vue de faciliter les regroupements d'entreprises par fusion, n° 5280. — Le 24 février 1953, une proposition de loi tendant à accorder aux sociétés de crédit différé un délai supplémentaire pour l'accomplissement des formalités prévues à l'article 9 de la loi du 24 mars 1952, n° 5637.

— Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à permettre à certains personnels frappés par anticipation par la limite d'âge à la suite des circonstances exceptionnelles de la guerre d'acquiescer de nouveaux droits à pension, n° 6152. — Le 30 juin 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 11 de la loi du 22 août 1946, pour le calcul des prestations familiales dans les départements autres que la Seine, n° 6374. — Le 3 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour rendre obligatoire, pour tous utilisateurs de véhicules à moteurs, l'assurance contre le risque d'accidents aux tiers et à toutes personnes transportées, n° 9038. — Le 3 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour étendre les visites techniques de sécurité prévues au paragraphe 3 du chapitre II du titre II du décret n° 54-724 du 10 juillet 1954, portant règlement général sur la police de la circulation routière et pour instituer une réglementation similaire à celle du paragraphe 4 du même chapitre à l'égard des conducteurs de certains véhicules mécaniques, n° 9039. — Le 3 août 1954, une proposition de loi tendant à l'assainissement des conditions d'exploitation des entreprises gazières non nationalisées, n° 9040. — Le 7 octobre 1954, une proposition de loi tendant à supprimer la double perception du droit proportionnel de patente sur les exploitants et les clients patentables des garages publics, n° 9279. — Le 7 octobre 1954, une proposition de loi tendant à exonérer des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales les paiements de dividendes consentis au personnel par les sociétés à participation ouvrière, n° 9280. — Le 7 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de loi (n° 9040) de M. Alfred Krieger et plusieurs de ses collègues tendant à l'assainissement des conditions d'exploitation des entreprises gazières non nationalisées, n° 11569. — Le 25 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour assurer aux sinistrés mobiliers un traitement équitable et la réparation intégrale des pertes qu'ils ont subies, dans le cadre de la loi du 28 octobre 1946, n° 11711.

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département de la Seine-Inférieure (2^e circonscription) [5 juillet 1951] (p. 5894). — Est élu *Membre suppléant de l'Assemblée consultative européenne* [3 août 1951] (p. 6213). — Prend part : à la discussion du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur les dangers du plan Schuman pour l'industrie française, les dangers de la renaissance allemande)* [7 décembre 1951] (p. 8911 et suiv.) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses observations sur la hiérarchie des urgences, le problème des dommages de guerre, la création d'une caisse autonome d'amortissement de la reconstruction et des investissements gagée sur un impôt immobilier, la réforme fiscale* [3 juin 1953] (p. 2918, 2919) ; — à la discussion du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Réforme des taxes sur la consommation, suppression des taxes sur la production, sur la valeur ajoutée, sur les transactions, création d'une taxe sur les mouvements de fonds)* [29 mars 1955] (p. 2038 et suiv.). — Est entendu sur la question orale posée par M. Vendroux à M. le Ministre des Affaires étrangères et relative à la représentation française à l'Assemblée commune de la C. E. C. A. [7 octobre 1955] (p. 4870). = S'excuse de son absence [30 août 1951] (p. 6649). = Obtient un congé [30 août 1951] (p. 6649).

KUEHN (M. René), Député du Haut-Rhin
(A. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé : vice-président de la Commission de comptabilité [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**) ; secrétaire de la Commission des affaires étrangères [23 mars 1955] (**F. n° 514**). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [31 janvier 1955] (**F. n° 491**) ; de la Commission de comptabilité [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952]

(**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des boissons [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la défense nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission de la défense nationale pour faire parti de la Commission de coordination chargée de l'examen des problèmes intéressant les États associés d'Indochine [8 juillet 1954] (**F. n° 406**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**). — Est élu par l'Assemblée Nationale pour représenter la France au sein de l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [20 juillet 1955] (**F. n° 552**).

Dépôts :

Le 19 septembre 1951, une proposition de loi portant amnistie des délits économiques commis par les agriculteurs des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, pendant la période d'annexion de fait de ces départements, **n° 1145**. — Le 21 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi n° 51-1059 du 1^{er} septembre 1951 relative à diverses mesures contribuant au redressement financier de la sécurité sociale, **n° 1183**. — Le 10 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier les alinéas 2 et 3 de l'article 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative au fonctionnement des caisses d'épargne des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 3609**. — Le 3 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de secours de 200 millions aux exploitants sinistrés, le 2 juillet 1952, par faits de grêle dans les communes d'Ammerschwih, Sigolsheim, Bennwih, Mittelwih, Ostheim et environs dans le Haut-Rhin, **n° 3947**. — Le 7 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, **n° 4647**. — Le 2 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer, dans chaque région sanitaire, un établissement de post-cure pour les convalescents de poliomyélite, **n° 4925 (rectifié)**. — Le 4 décembre 1952, une proposition

de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946 complétée par la loi n° 48-402 du 10 mars 1948 attribuant aux évadés la médaille des évadés et les droits y afférents, n° 4988. — Le 18 février 1954, une proposition de loi tendant à abroger l'article 29 de la loi de finances pour l'exercice 1954 n° 53-1308 du 31 décembre 1953, relatif à l'allocation de vieillesse pour les personnes non salariés, n° 7817. — Le 19 février 1954, une proposition de loi tendant à créer un comité interprofessionnel des vins d'Alsace, n° 7839. — Le 23 février 1954, une proposition de loi tendant à assurer la protection de la bouteille d'Alsace dite à « vin du Rhin », n° 7849. — Le 11 août 1954, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 7839) de M. René Kuehn tendant à créer un comité interprofessionnel des vins d'Alsace, n° 9138. — Le 11 août 1954, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 7849) de M. René Kuehn tendant à assurer la protection de la bouteille d'Alsace dite à « vin du Rhin », n° 9139. — Le 21 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence de 100 millions de francs aux habitants et aux collectivités locales du département du Haut-Rhin ayant subi des dommages du fait des inondations de janvier 1955, n° 9958.

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département de la Moselle [5 juillet 1951] (p. 5887). — Prend part à la discussion du rapport sur les élections du département du Nord (deuxième circonscription) : *Son amendement tendant à nommer une commission d'enquête* [31 juillet 1951] (p. 6130). — Pose : à M. le Ministre du budget une question relative aux personnels des eaux et forêts d'Alsace et de Lorraine [21 décembre 1951] (p. 9510) ; — à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil une question relative à la situation de certains fonctionnaires des eaux et forêts exerçant dans les départements de l'Est [25 janvier 1952] (p. 380). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise de l'industrie textile [27 juin 1952] (p. 3296) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation

(*Importations de tissus allemands*) [1^{er} juillet 1952] (p. 3388). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A, Chap. 42-31 : *Demande de rétablissement des crédits pour participation aux dépenses internationales (O.N.U., U.N.E.S.C.O., O.E.C.E. etc.)*, présentée par le Gouvernement [28 octobre 1952] (p. 4540) ; Chap. 42-35 : *Entretien des bâtiments provisoires du Palais de Chaillot (Siège du N. A. T. O.)* (p. 4541, 4542) ; SARRE : *Ses explications de vote (Coût de l'aide à la Sarre)* (p. 4545) ; AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, en qualité de *Rapporteur pour avis* [13 novembre 1952] (p. 5077) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services centraux (Établissement nécessaire d'une ambassade pléthorique à Bonn)* (p. 5080 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les problèmes intéressant la France et l'Allemagne [8 novembre 1952] (p. 4921). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux crédits de la reconstruction et des dommages de guerre : *Discussion générale (Déblocage des 33 milliards de crédits restés bloqués sur l'exercice 1952)* [21 novembre 1952] (p. 5403). — Dépose une demande d'interpellation sur les attentats de ces jours derniers et notamment ceux d'Ockfen en Allemagne [4 décembre 1952] (p. 5934). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 25 : *Son amendement tendant à prévoir la majoration par décret de la taxe d'encouragement à la production textile* [15 décembre 1952] (p. 6403, 6404). — Dépose une demande d'interpellation sur le chômage dans les départements de l'Est, qui atteint les mines de potasse et les entreprises de tissage [17 décembre 1952] (p. 6522). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Massot tendant à abroger les articles 1^{er} et 2 et à modifier l'article 3 de la loi du 15 septembre 1948* [27 janvier 1953] (p. 542). — Dépose une demande d'interpellation sur les propos offensants de M. Jacob Kaiser, Ministre de la République fédérale Allemande (Alsace-Lorraine) et la résolution du Bundestag concernant le statut de la Sarre [7 juillet 1953] (p. 3266) ; — sur la politique envisagée envers

le Viet-Nam après le vote, par le Congrès National de Saïgon, d'une motion rejetant la participation à l'Union française [20 octobre 1953] (p. 4393) ; la développe : *Surprise et désillusion devant l'ingratitude du Congrès de Saïgon : impossibilité morale d'une évacuation (massacres) ; possibilité d'une victoire rapide (Colonel Leroy) ; choix politiques nécessaires (amendements à la Constitution ? négociations ? avec qui ?)* [27 octobre 1953] (p. 4560, 4561) ; *Son ordre du jour (accepté par le Gouvernement) demandant la relève progressive des forces françaises par les Vietnamiens, une aide américaine accrue, et le maintien des Etats-Associés dans l'Union française* (p. 4607). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Problème du vin (Suggestion d'une suspension temporaire de toutes taxes fiscales en vue de stimuler la consommation), et particulièrement du vignoble alsacien ; Maintien nécessaire d'un statut spécial (Ordonnance du 2 novembre 1945) avec exemption des prestations d'alcool vinique, protection nécessaire de la bouteille traditionnelle, dite « à vin du Rhin » et propagande à organiser* [20 octobre 1953] (p. 4433 et suiv) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954), P.T.T. : *Son rappel au règlement (Renvoi du débat)* [27 novembre 1953] (p. 5655) ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 34-03 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour enquêtes statistiques (Insuffisance des recensements agricoles)* [3 décembre 1953] (p. 5940) ; Chap. 44-24 : Pro-

pagande en faveur du vin (*Protection de la bouteille de vin d'Alsace contre les contrefaçons*) (p. 5952, 5953) ; — du projet de loi concernant le prélèvement de sang sur les hommes des classes 1944 et 1945, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bartolini (Limitation de l'application du projet de loi aux volontaires)* [4 mars 1954] (p. 645) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution : *Motion préjudicielle de M. Legaret tendant à procéder à la révision de la Constitution le 16 août et les jours suivants ; Règlement de l'ordre du jour* [11 août 1954] (p. 4709) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. Guillon (Reconstruction des édifices publics des villes sinistrées)* [21 janvier 1955] (p. 102) ; — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Sort des Français de Tunisie* [8 juillet 1955] (p. 3735). — Est nommé *Représentant de la France à l'Assemblée de la C. E. C. A.* [20 juillet 1955] (p. 3952). — Donne sa démission de *Représentant de la France à l'Assemblée de la C. E. C. A.* [28 juillet 1955] (p. 4434). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ; Art. 2 : *Vote par correspondance des fonctionnaires français du secrétariat des Nations Unies* [15 novembre 1955] (p. 5685, 5686). = S'excuse de son absence [18 octobre 1955] (p. 5128). = Obtient un congé [18 octobre 1955] (p. 5128).



L



LABORBE (M. Jean), *Député du Rhône* (2^e circonscription) (P.C.D.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé : Secrétaire de la Commission des boissons [12 octobre 1955] (**F. n° 568**); membre de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); par la Commission des boissons pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission consultative de la viticulture [3 août 1951] (**F. n° 21**).

Dépôts :

Le 27 novembre 1951, une proposition de loi sur les calamités agricoles, **n° 1717**. — Le 27 novembre 1951, une proposition de loi tendant au rétablissement des droits syndicaux en agriculture et à l'octroi d'un délai supplémentaire pour l'agrément des coopératives agricoles, **n° 1718**. — Le 7 février 1952, une proposition de loi tendant à assurer la garantie des gros risques médico-chirurgicaux des exploitants agricoles et assimilés et des membres de leur famille, **n° 2572**. — Le 21 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier la législation relative à la protection des appellations d'origine, **n° 2997**. — Le 21 mars 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 408 du Code général des impôts pour permettre la

surveillance du millésime des vins, **n° 2998**. — Le 13 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 1717) de M. Laborbe et plusieurs de ses collègues sur les calamités agricoles, **n° 3672**. — Le 31 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à opérer le déblocage immédiat et inconditionnel d'un acompte de 25 hectolitres par exploitation de la récolte 1952, **n° 4580**. — Le 19 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 2997) de MM. Laborbe, Viatte et Sourbet, tendant à modifier la législation relative à la protection des appellations d'origine, **n° 4796**. — Le 18 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 3555) de MM. Sourbet et Ramarony tendant à ouvrir un nouveau délai pour le versement des cotisations prévues par la loi n° 50-975 du 16 août 1950 adaptant la législation des assurances sociales agricoles à la situation des cadres des professions agricoles et forestières, **n° 5145**. — Le 18 février 1953, une proposition de loi sur l'assainissement du marché du vin, **n° 5598**. — Le 20 février 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : 1^o (n° 1039) de M. Viatte et plusieurs de ses collègues relative à la protection des appellations d'origine des produits laitiers (fromages); 2^o (n° 2092) de M. Huel et plusieurs de ses collègues tendant à la protection des appellations d'origine en matière de fromage; 3^o (n° 2261) de MM. Jean Masson et Paul Aubry tendant à la protection des appellations d'origine en matière de fro-

mage; 4° (n° 2972) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à l'attribution aux seuls fromages du type gruyère originaires de Franche-Comté et de Savoie, de l'appellation d'origine « Comté » ou « Beaufort »; II. la proposition de résolution (n° 4249) de M. Minjot tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection des appellations d'origine des fromages, n° 5630. — Le 25 mars 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'Agriculture sur la proposition de loi (n° 3555) de MM. Sourbet et Ramarony tendant à ouvrir un nouveau délai pour le versement des cotisations prévues par la loi n° 50-975 du 16 août 1950 adaptant la législation des assurances sociales agricoles à la situation des cadres des professions agricoles et forestières, n° 6015. — Le 4 juin 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 2997) de MM. Laborbe, Viatte et Sourbet, tendant à modifier la législation relative à la protection des appellations d'origine, n° 6279. — Le 26 novembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier les lois des 29 juin 1907 et 5 décembre 1922 sur les déclarations de récolte des vins à appellation d'origine contrôlée, n° 7285. — Le 26 novembre 1953, une proposition de loi tendant à exonérer de la prestation d'alcool vinique certains viticulteurs, n° 7303. — Le 4 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 53-945 du 30 septembre 1953 relatif aux stocks des produits et denrées alimentaires, objets d'une réglementation, n° 7953. — Le 4 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 7285) de M. Laborbe tendant à modifier les lois des 29 juin 1907 et 5 décembre 1922 sur les déclarations de récolte des vins à appellation d'origine contrôlée, n° 7956. — Le 6 mai 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 7285) de M. Laborbe tendant à modifier les lois des 29 juin 1907 et 5 décembre 1922 sur les déclarations de récolte des vins à appellation d'origine contrôlée, n° 8394. — Le 6 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 12 du décret n° 53-933 du 30 septembre 1953 relatif au statut, à l'organisation et au fonctionnement des organismes d'intervention économique de caractère privé, n° 8804. — Le 29 juillet 1954, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur la

proposition de loi (n° 2997) de MM. Laborbe, Viatte et Sourbet, tendant à modifier la législation relative à la protection des appellations d'origine, n° 9003. — Le 29 juillet 1954, une proposition de loi tendant à établir la répartition parcellaire et cadastrale du vignoble français, n° 9004. — Le 29 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de l'Agriculture sur l'avis (n° 9543) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (in-8° n° 1482) adoptée par l'Assemblée Nationale relative aux appellations d'origine des fromages, n° 9819. — Le 28 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des sinistrés par inondation un premier crédit immédiat de 200 millions de francs pour le département du Rhône, n° 10029. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à rendre obligatoires, en matière de prêts d'installation aux jeunes agriculteurs, des avances à court terme en attendant le versement du prêt, n° 10140. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à étendre aux exploitants d'arbres fruitiers les dispositions de l'ordonnance n° 45-2380 du 17 octobre 1945 relative au statut du fermage, n° 10146. — Le 3 mai 1955, une proposition de loi tendant à permettre aux pépiniéristes, sans être astreints aux bénéfiques commerciaux, d'acheter chez leurs collègues quelques produits de pépinières, n° 10650. — Le 24 mai 1955, une proposition de loi tendant à compléter le décret n° 55-672 du 20 mai 1955 autorisant certains procédés de traitement des vins, n° 10824. — Le 22 juin 1955, une proposition de loi tendant à modifier les décrets n° 53-975 du 30 septembre 1953 et n° 54-1077 du 4 novembre 1954 relatifs à l'organisation du marché du blé, n° 10983. — Le 20 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 10824) de M. Laborbe tendant à compléter le décret n° 55-672 du 20 mai 1955 autorisant certains procédés de traitement des vins, n° 11242. — Le 28 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'Agriculture sur la proposition de loi (n° 10445) de MM. Ramarony, Temple et Laborbe, tendant à reporter de 30 à 40 ans les délais maxima de remboursement des prêts à caractéristiques spéciales consentis par la Caisse nationale de crédit agricole mutuel, n° 11381. — Le 21 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'Agriculture sur

la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, adoptée avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa 2^e lecture, modifiée par le Conseil de la République dans sa 2^e lecture, relative aux appellations d'origine des fromages, **n° 11684**. — Le 26 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, tendant à créer un Comité interprofessionnel des vins des Côtes-du-Rhône, **n° 11725**.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en matière d'équipement et de production agricole [13 décembre 1951] (p. 9121). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils : PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Article additionnel : *Amendement de M. Tanguy Prigent, tendant à augmenter la cotisation proportionnelle à la taxe à la production* [21 décembre 1951] (p. 9543) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : Art. 1^{er} : *Interdiction des accroissements de dépenses ou des diminutions de recettes (Réforme fiscale)* [26 février 1952] (p. 994) ; — d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : *Son amendement tendant à établir le caractère transitoire de la loi* [21 mars 1952] (p. 1431) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Art. 29 : *Son amendement tendant à diminuer la surtaxe sur les sucres* [3 avril 1952] (p. 1880) ; — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées ; Art. 8 : *Son amendement relatif à la durée de la période pendant laquelle le requérant doit avoir exercé en qualité de chef d'exploitation* [6 juin 1952] (p. 2705) ; *Son amendement tendant à fixer comme plancher un revenu cadastral de 100 francs* (p. 2706) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à ne pas payer l'allocation aux exploitants ayant un domaine avec un revenu cadastral supérieur à 400 francs* (p. 2707) ; Art. 10 : *Amendement de Mme Laissac tendant à ne pas tenir compte des revenus provenant de l'exploitation agricole pour les petits exploitants* (p. 2713) ; Art. 14 : *Sous-amendement de M. Paquet tendant à majorer le taux des cotisations variables suivant*

le revenu cadastral, payées par les gros exploitants (p. 2738) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à unifier le taux de la cotisation proportionnelle au revenu cadastral* (p. 2740) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 9 : *Demande de reprise du texte du Conseil de la République donnant la possibilité de modifier les limites du revenu cadastral* [4 juillet 1952] (p. 3547) ; Art. 14 : *Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au taux de la cotisation versée par les agriculteurs* (p. 3551). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique viticole du Gouvernement [27 juin 1952] (p. 3296) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation ; (*Suite du débat*) [4 juillet 1952] (p. 3573, 3582) ; la développe (*Ses observations sur la mévente des vins fins, le vignoble de coteau, le vignoble de plaine, l'amélioration de la qualité comme en Algérie*) (p. 3589 et suiv., 3604). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur l'agriculture sacrifiée à l'industrie)* [8 juillet 1952] (p. 3686, 3687) ; — du projet de loi portant fixation du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES ; Art. 3 : *Son sous-amendement tendant à ne prévoir de contrôle que lorsque les frais de gestion dépassent un pourcentage fixé* [29 janvier 1953] (p. 650) ; Article additionnel : *Amendement de M. Boscary-Monsservin relatif au cas des terrains agricoles dans des communes urbaines ou industrielles* (p. 652, 653) ; Art. 9 : *Amendement de M. Triboulet tendant à n'appliquer la nouvelle procédure de recouvrement des cotisations qu'après épuisement de la procédure habituelle* (p. 665) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à créer une allocation de la « mère au foyer » pour les mères de trois enfants et plus* (p. 670) ; le retire (*ibid.*) ; Etat A, Chap. 10-10 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les services extérieurs Utilité des contrôleurs des caisses mutuelles agricoles* (p. 674, 675) ; — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage : *Contre-projet de M. Fourvel tendant à ne pas permettre d'exercer le droit de reprise à l'occasion d'une demande de conversion* [24 mars 1953] (p. 2280) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse ; Art. 6 : *Son amendement tendant à prélever 300 millions sur le budget pour*

les frais de vaccination [24 mars 1933] (p. 2291); *Su demande de seconde délibération du projet* (p. 2293); — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations; Art. 2: *Son amendement tendant à faire prononcer par décret en Conseil d'Etat la déclaration d'utilité publique pour un terrain exproprié* [27 mars 1953] (p. 2498); le retire (ibid.); Art. 10: *Amendement de M. Gaubert tendant à autoriser les collectivités à utiliser la procédure d'urgence pour les expropriations* (p. 2508); *Son sous-amendement tendant à ne pas exproprier les terrains maraîchers ou horticoles* (p. 2509). — Est entendu sur la proposition tendant à la suppression du registre obligatoire d'entrées et de sorties chez les détaillants pour les vins à appellation d'origine: *Demande le renvoi en Commission; absence d'unanimité chez celle-ci* [24 juillet 1953] (p. 3878). — Prend part à la discussion: des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement: *Ordre du jour de confiance implicite présenté par M. Charpentier (Erreur de la politique d'industrialisation forcée, discussion nécessaire du deuxième plan Monnet, éloge partiel de l'action amorcée par le Gouvernement)* [22 octobre 1953] (p. 4503); *Son ordre du jour demandant une politique d'expansion agricole* (p. 4497); le retire (ibid.); — du projet de loi portant création de ressources pour le fonds d'assainissement du marché de la viande; Article unique: *Sous-amendement de M. Couinaud tendant à affecter 10 0/0 des ressources du fonds à la prophylaxie* [13 novembre 1953] (p. 5044, 5045); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 44-24: *Amendement de M. Charpentier tendant à ne pas limiter à l'étranger l'effort de propagande en faveur du vin* [31 décembre 1953] (p. 7225); Chap. 60-12: *Prêts d'équipement rural (Prêts aux agriculteurs victimes des calamités agricoles)* (p. 7226); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, amendé par le Conseil de la République, Art. 11: *Son amendement évitant les recours contre les petits employeurs n'occupant qu'un salarié pendant moins de 150 jours par an* [4 mars 1954] (p. 642). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques une question relative au remboursement de charges fiscales [25 juin 1954] (p. 3090). — Prend part à la discussion: du projet de loi

relatif à diverses dispositions d'ordre financier: *Son article additionnel (Industries meunières et dégrèvement des charges pesant sur leurs investissements)* [6 juillet 1954] (p. 3241); — d'une proposition de loi relative à la protection des appellations d'origine des fromages, en qualité de Rapporteur: *Comité national des appellations d'origine des fromages, accords internationaux* [20 juillet 1954] (p. 3428, 3429); Art. 3: *Amendement de M. Solinhac tendant à réduire les pouvoirs du comité national des appellations d'origine des fromages en ce qui concerne les situations acquises* (p. 3430, 3431); *Amendement de M. Rousselot (Autorisation pour les fromages récompensés dans les concours de continuer à porter l'appellation sous laquelle ils ont reçu une récompense; Brie et Coulommiers fabriqués dans la Meuse)* (p. 3434); Art. 4: *Amendement de M. Fourvel (Désignation des membres du comité des appellations d'origine des fromages par les organisations agricoles les plus représentatives* (p. 3432); — d'une proposition de loi relative au régime de l'ALLOCATION VIEILLESSE AGRICOLE; Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à fixer le revenu cadastral minimum à 100 francs pour l'assujettissement à la cotisation* [28 juillet 1954] (p. 3684); *Son article additionnel tendant à éviter que l'application des nouveaux revenus cadastraux entraîne la suppression de l'allocation attribuée précédemment* (p. 3690); *Amendement de M. Vassor (Coefficient de majoration applicable aux pépinières, cultures vivrières, cultures en serre)* (p. 3690); *Son amendement tendant à dispenser de la cotisation les artisans ruraux régulièrement affiliés à un régime de retraite artisanale* (p. 3690); *Amendement de M. Delachenal (Double cotisation avec exemption pour un certain revenu cadastral)* [3 août 1954] (p. 3789); *Son amendement tendant à dispenser les artisans ruraux de la cotisation prévue lorsque leur revenu cadastral est inférieur à 150 francs* (p. 3793); le retire (ibid.); *Son article additionnel tendant à éviter que l'application des nouveaux revenus cadastraux entraîne la suppression de l'allocation attribuée précédemment* (p. 3793); *Son article additionnel (Part du produit de la taxe de statistique revenant au régime agricole)* (p. 3794); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954, Art. 1^{er}; Etat annexe, Chap. 1010: *Son amendement (Création de nouveaux postes de contrôleurs des lois sociales en*

agriculture) [30 juillet 1954] (p. 3750); *Son article additionnel (Attribution de l'allocation de la mère au foyer)* (p. 3758); *le retire* (ibid.); *seconde délibération de ce projet : Discussion du projet de loi relatif aux prestations d'alcool vinique* (p. 3758); *Art 3 : Son amendement (Extension de la surcompensation interprofessionnelle des prestations familiales aux prestations familiales agricoles)* (p. 3762); *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote (Révision du financement des prestations familiales agricoles)* (p. 3764); — du projet de loi relatif aux prestations viniques : *Discussion générale* [3 août 1954] (p. 3798); — d'une proposition de loi relative à l'enseignement professionnel agricole : *Question préalable de M. Thumier* [16 novembre 1954] (p. 5057); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Sa demande de disjonction (Création d'une nouvelle direction de l'enseignement au Ministère de l'Agriculture)* [25 novembre 1954] (p. 5427); *la retire* (ibid.); Chap. 31-31 : *Sa demande de disjonction (Création de postes d'ingénieur des services agricoles)* (p. 5436 et suiv., 5439, 5441); Chap. 4421 : *Vulgarisation* [26 novembre 1954] (p. 5496); — en deuxième lecture du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Art. 11 : *Amendement de M. Paul Coste-Floret (Généralisation de la prestation d'alcool vinique)* [27 janvier 1955] (p. 331); *Son article additionnel (Prêts aux jeunes ruraux)* (p. 334); *le retire* (p. 335); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la protection des appellations d'origine des fromages, en qualité de *Rapporteur* [2 mars 1955] (p. 952); Art. 5 : *L'expression « sera habile »* (p. 954); Art. 6 : *Procédure de définition et de contrôle* (p. 954); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Vigne, produits à destination industrielle, recalcification des terres, aménagements régionaux, fonds de garantie* [25 mai 1955] (p. 3006 à 3008); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Son article additionnel (Compensation de la baisse des recettes sur les taxes des produits agricoles par des subventions du Trésor)* [19 juillet 1955] (p. 3932); — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (limitation des débits de boissons); Art. 25 : *Interdiction d'introduire des boissons alcooliques sur les lieux de travail,*

Son amendement tendant à supprimer cet article [8 novembre 1955] (p. 5543, 5544); — en troisième lecture, d'une proposition de loi relative à la protection des appellations d'origine des fromages, en qualité de *Rapporteur* [15 novembre 1955] (p. 5668); — d'une proposition de loi relative à la création de postes d'attachés agricoles : *Discussion générale* [15 novembre 1955] (p. 5669); — en deuxième lecture, d'une proposition portant création d'un comité interprofessionnel des vins des Côtes du Rhône, en qualité de *Rapporteur* [17 novembre 1955] (p. 5804).

LABROUSSE (M. Louis), *Député de Madagascar (1^{re} circonscription, 1^{er} collège)* (ap. U. D. S. R.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 5993). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [7 août 1951] (**F. n° 18**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission de la production industrielle [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des territoires d'outre mer [11 février 1954] (**F. n° 346**); de la Commission de la marine marchande et des pêches [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des finances [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

LACAZE (M. Henri), *Député de Tarn-et-Garonne (M. R. P.)*.

Son élection est validée [3 août 1951] (p. 6217). = Est nommé : Secrétaire de la Commission de la justice et de législation [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des immunités parlementaires [4 décembre 1951] (**F. n° 66**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**),

[18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [18 décembre 1951] (**F. n° 73**). — Est élu *Juge titulaire de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534).

Dépôts :

Le 4 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation et modifiant le rapport de la précédente législature repris le 26 juillet 1951 (n° 324) sur la proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier les dispositions en vigueur relatives au nom des enfants naturels reconnus d'abord par la mère et ultérieurement par le père, **n° 1819**. — Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 1615) portant création et suppression de postes de magistrats, **n° 2005**. — Le 24 janvier 1952, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur le rapport (fait au cours de la précédente législature) par M. Cordonnier, au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de Mme Poinso Chapuis et plusieurs de ses collègues relative au traitement et à la prophylaxie de l'alcoolisme chronique ; 2° de M. Landry, sénateur, concernant les alcooliques socialement dangereux, **n° 2455**. — Le 25 février 1952, une proposition de loi tendant à réparer les dommages causés dans la région du sud-ouest par les inondations des 3 et 4 février 1952 et à instituer un régime général d'indemnisation des dommages causés par des catastrophes nationales, **n° 2755**. — Le 6 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier les règles de contrôle des films cinématographiques, **n° 2880**. — Le 6 mars 1952, une proposition de loi tendant à instituer un régime général d'indemnisation des dommages causés par des catastrophes nationales et notamment par des inondations, **n° 2883**. — Le 28 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 19 de la loi du 16 juillet 1930 sur l'organisation des tribunaux de première instance, **n° 3103**. — Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 201) concernant M. Pierre-Olivier Lapie, **n° 3851 (rectifié)**. — Le 3 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission

de la justice et de législation sur l'avis (n° 1025) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à modifier la loi du 29 avril 1845 sur les irrigations, en étendant le bénéfice de ses dispositions aux adductions d'eau potable, **n° 3955**. — Le 3 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 2928) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 324) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier les dispositions en vigueur relatives au nom des enfants naturels reconnus d'abord par la mère et ultérieurement par le père, **n° 3978**. — Le 24 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 1431) portant modification de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, **n° 4485**. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 3400) concernant M. Boganda, **n° 4705**. — Le 12 décembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 1431) portant modification de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, **n° 5074**. — Le 5 février 1953, un deuxième rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 1431) portant modification de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 portant Code de la nationalité française, **n° 5486**. — Le 23 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi (n° 5094) et la lettre rectificative (n° 6090) au projet de loi portant réforme des lois d'assistance, **n° 6624**. — Le 11 février 1954, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 6534) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 474) adoptée par l'Assemblée Nationale sur le traitement des alcooliques dangereux pour autrui, **n° 7715**. — Le 18 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 1169) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'industrie des assurances, **n° 7809**. — Le 6 mai 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article 30 de la loi du 8 juin 1864 relatif à la libération des cautionnements

en rente et en numéraire des Conservateurs des Hypothèques, n° 8407. — Le 9 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le projet de loi (n° 3227) relatif à la police de la circulation routière ; II. les propositions de loi : 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 2531) tendant à compléter la loi du 17 juillet 1908 établissant, en cas d'accident, la responsabilité des conducteurs de véhicules de tout ordre ; 2° de M. Gautier et plusieurs de ses collègues (n° 5401) tendant à abroger le décret n° 51-1049 du 29 août 1951 modifiant le décret du 20 août 1939 portant règlement général sur la police de la circulation et du roulage ; III. la proposition de résolution de M. Charret et plusieurs de ses collègues (n° 2438) tendant à inviter le Gouvernement à rendre légale et obligatoire la détermination biochimique du degré d'imprégnation alcoolique de l'accidenteur et de la victime dans le cas où leur responsabilité paraîtrait engagée, n° 8870. — Le 28 juin 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 1169) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'industrie des assurances, n° 11030. — Le 28 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 7547) de M. Tony Révillon tendant à autoriser, en cas d'intérêt légitime, la modification du ou des prénoms figurant dans l'acte de naissance, n° 11031. — Le 28 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 4288) relatif à l'enfance délinquante en Tunisie, n° 11032. — Le 29 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 202) de Mme Poinso-Chapuis, M. Henri Lacaze et Mlle Dienesch tendant à compléter l'article 373 du Code civil, n° 11400. — Le 4 août 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 1488) relatif à l'introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion des dispositions de l'ordonnance du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants, n° 11402. — Le 4 août 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 5193) complétant

l'article 7 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant Code de la nationalité française, n° 11403. — Le 26 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, tendant à autoriser l'adjonction de prénoms ou la modification des prénoms figurant dans l'acte de naissance, n° 11729.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 3 : *Amendement de M. Demusois relatif à la prise en considération des oppositions aux adoptions sans débat* [27 mars 1952] (p. 1504); *Son amendement tendant à remplacer dans une Commission le député démissionnaire de son groupe politique* (p. 1504); Art. 4 : *Amendement de M. Barrachin tendant à ne faire siéger l'Assemblée ni le mercredi ni le jeudi matin* (p. 1508, 1509); *Amendement de M. Minjoz tendant à faire statuer la Commission sur un dépôt de proposition dans un délai de 15 jours après son dépôt* (p. 1511); Art. 5 : *Amendement de M. Mignot relatif à la composition de la Conférence des Présidents* (p. 1513); *Amendement de M. Demusois tendant à accorder le droit de parole aux auteurs d'amendements et rapporteurs* (p. 1533); *Son amendement tendant à interdire les débats restreints sur les textes concernant la Défense nationale* (p. 1535); Art. 4 : *Amendement de M. Charlot tendant à ne pas publier les procès-verbaux des séances des commissions* (p. 1540, 1541); — d'une proposition de loi relative au nom des enfants naturels reconnus, amendée par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [11 juillet 1952] (p. 3920). — Est entendu sur le conflit de compétence entre deux commissions pour l'examen du projet relatif à la protection de l'enfance; en qualité de *Rapporteur* [23 octobre 1952] (p. 4329, 4330). — Prend part à la discussion du projet de loi portant suppression de la Haute-Cour de justice; *Discussion générale (Désaisissement au profit des tribunaux militaires)* [5 novembre 1952] (p. 4765). — Est entendu : sur la demande en autorisation de poursuites contre M. Boganda [13 novembre 1952] (p. 5058); — sur un conflit de compétence

entre deux commissions relatif au projet de loi facilitant l'acquisition de terrains pour la construction [13 novembre 1952] (p. 5059). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 1^{er} : Amendement de M. Minjoz tendant à n'amnistier que les condamnés à trois ans de prison [21 novembre 1952] (p. 5421); Son amendement tendant à n'amnistier que les condamnations à des amendes inférieures à 500.000 francs (p. 5421); le retire (p. 5422); Art. 2 : Son amendement tendant à amnistier les condamnés à des amendes inférieures à 200.000 francs [25 novembre 1952] (p. 5597, 5600); Amendement de M. Grousseau tendant à amnistier les condamnés à des peines de dix ans de prison, compte tenu des grâces intervenues (p. 5599); Sous-amendement de Mme Guérin tendant à supprimer la fin de l'article amnistiant les condamnés qui ont à faire moins de cinq ans de prison à dater du 1^{er} janvier 1952 (p. 5600); Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas amnistier les actions commises par des policiers ou des espions (p. 5604); Amendement de M. Badie tendant à supprimer les alinéas relatifs à la procédure (p. 5605, 5606); Art. 3 : Amendement de M. Isorni tendant à étendre l'amnistie aux condamnés pour collaboration économique à une peine de cinq ans de prison au maximum et à une amende de 500.000 francs (p. 5625); Art. 4 : Amendement de Mme Rabaté tendant à ne pas amnistier les mineurs coupables de meurtres, crimes et dénonciations (p. 5628); Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas amnistier les mineurs coupables de meurtres, crimes et dénonciations (p. 5629); Art. 5 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à introduire les restrictions formulées à l'article 2 (2^e alinéa) (p. 5632); Son amendement tendant à amnistier les mutilés et invalides condamnés à des amendes n'excédant pas 500.000 francs (p. 5633); Amendement de M. Tourné tendant à ne pas amnistier les invalides ou mutilés coupables de meurtres, viols ou dénonciations (p. 5634); Art. 6 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas amnistier les décorés de la Légion d'Honneur ou de la médaille militaire coupables de meurtres, crimes et dénonciations (p. 5662, 5663); Art. 5 : Son amendement tendant à amnistier les décorés pour des faits postérieurs aux faits reprochés (p. 5664); Article nouveau : Amendement de M. Minjoz tendant à étendre aux articles 3, 4, 5 et 6 les dispositions du deuxième alinéa de

l'article 2 relatives aux coupables de meurtres, crimes, viols ou dénonciations (p. 5665, 5666); Art. 8 : Non-amnistie des condamnations prononcées par la Haute Cour de justice (p. 5669); Art. 9 : Amendement de M. Genton tendant à prévoir la grâce amnistiant pour les condamnés à quinze ans de prison au maximum [27 novembre 1952] (p. 5754); Amendement de M. Médecin tendant à appliquer l'article aux condamnations définitives et aux contumaces (p. 5775); Art. 17 : Amendement de M. Tourné tendant à amnistier tous les faits commis par des membres de la Résistance [28 novembre 1952] (p. 5836); Son amendement tendant à amnistier tous les membres des organisations de Résistance et les auteurs d'actes commis dans l'intérêt de la Résistance (p. 5850, 5851, 5855 et suiv.); Sous-amendement de Mme de Lipkowski tendant à réputer légitimes les actes de la Résistance (p. 5855); Son amendement tendant à soumettre les contestations aux juridictions saisies de la poursuite (p. 5859, 5860); le retire (p. 5860); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ETATS ASSOCIÉS, Etat A, Chap. 3141 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les juridictions françaises et mixtes (Création de postes de procureurs généraux à Saïgon et à Prom-Penh) [22 janvier 1953] (p. 154, 155). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à substituer le débat sur l'amnistie à celui sur l'aide au cinéma [27 janvier 1953] (p. 492). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : Sa motion préjudicielle tendant à passer à la discussion des articles [27 janvier 1953] (p. 535). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion de l'amnistie le 24 février [3 février 1953] (p. 844). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République, Art. 7 : Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer l'alinéa relatif à l'extension du droit d'expropriation sur les terrains destinés à la construction [5 février 1953] (p. 938); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 20 : Amendement de M. Dumas tendant à amnistier les grévistes condamnés en A.O.F. ou à Madagascar [24 février 1953] (p. 1301); Art. 23 : Amendement de M. Mignot tendant à supprimer l'article concernant les

arrêtés d'expulsion pris contre des ouvriers grévistes étrangers [26 février 1953] (p. 1360, 1361); Article additionnel : Amendement de M. D. Mayer tendant à insérer des articles nouveaux amnistiant les objecteurs de conscience (p. 1371); Art. 24 : Amendement de M. Mignot tendant à amnistier les délinquants primaires (p. 1372); Article additionnel : Amendement de M. Cristofol tendant à amnistier les sanctions administratives infligées à des fonctionnaires ayant participé aux grèves [27 février 1953] (p. 1425); Art. 27 : Amendement de M. Mignot tendant à amnistier les faits commis jusqu'au 1^{er} décembre 1952 (p. 1426); Amendement de M. Gautier tendant à amnistier les sanctions administratives prononcées contre des fonctionnaires (p. 1427); Art. 31 : Amendement de M. Mignot tendant à supprimer l'article prévoyant que l'amnistie ne comporte pas la réintégration dans l'ordre de la Légion d'Honneur (p. 1433); Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas réintégrer dans l'ordre de la Légion d'Honneur pendant un délai de deux ans (p. 1435); Art. 34 : Confusion des votes dans le dernier scrutin (p. 1461); Son amendement tendant à mettre en liberté provisoire les inculpés ayant prouvé être résistants (p. 1463); Art. 35 : Amendement de M. Tourné relatif au délai dont dispose la justice pour contester l'application de la loi et au délai imparti au requérant pour demander l'avis de la commission F.F.C.I. (p. 1467, 1468); Art. 35 : Amendement de M. Tourné tendant à ce que les débats aient lieu en audience publique [5 mars 1953] (p. 1624); Article additionnel : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à n'appliquer les articles 14 et 15 qu'après liquidation des droits des déportés résistants [10 mars 1953] (p. 1769, 1770); Art. 32 : Amendement de M. Dumas tendant à amnistier les délits de la législation du travail commis dans les Territoires d'Outre-Mer (p. 1775, 1776); Article additionnel : Son amendement tendant à ramener dans le cadre des délits correctionnels les infractions passibles de peines criminelles pendant la guerre (p. 1776); Son amendement tendant à permettre de rectifier les faux actes d'état civil établis pendant la guerre (p. 1776); le retire (ibid.); Ses explications de vote sur l'ensemble (Economie du projet, l'épuration administrative) (p. 1784); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 2 : Amendement de M. Fonlupt-Esperaber assimilant expressément

les écrits aux agissements pour l'application ou le refus de l'amnistie (Eviter toute ambiguïté après le vote inverse du Conseil de la République) [24 juillet 1953] (p. 3909); Art. 5 : Son amendement de forme (p. 3911); Art. 8 : Exclusion du bénéfice de l'amnistie pour les condamnés de la Haute Cour; amendements de M.M. Isorni et Mignot tendant à supprimer cet article (Responsabilités particulières des justiciables de la Haute Cour, possibilité de la grâce amnistiante très suffisante pour eux) (p. 3912); Art. 15 quater : Amnistie des officiers de réserve; Son sous-amendement tendant à écarter l'incidente « ou relevant en fait de l'épuration », introduite par le Conseil de la République (Caractère vague et dangereux de celle-ci) (p. 3933); le retire (ibid.); Art. 19 : Amnistie des faits commis à l'occasion de grèves ou manifestations y relatives sur la voie publique; Amendement de M. Denis tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale avec l'adjonction des seuls mots « et de manifestations sur la voie publique » (Nécessité de borner l'amnistie aux seules manifestations occasionnées par les conflits du travail) (p. 3935); Art. 22 : Levée de la contrainte par corps accessoire à une condamnation lavée par l'amnistie; Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer ce texte écarté par le Conseil de la République (Eviter que l'on puisse « rattraper » les amnistiés par le biais de la contrainte par corps) (p. 3937); Art. 23 bis : Amnistie possible par décret pour les objecteurs de conscience; Amendement de M. Mignot tendant à supprimer cet article écarté par le Conseil de la République (Mesures récentes prises par l'Autorité militaire, permettant de distinguer l'objecteur véritable de l'insoumis ou du déserteur; nécessité de pouvoir effacer, pour le passé, les traces des condamnations si le dossier permet de faire cette distinction; nécessité pour cela de la grâce amnistiante, sanctions possibles en cas de récidive) (p. 3938, 3939); — d'une proposition de loi accordant une allocation mensuelle aux malades de longue durée hospitalisés : Discussion générale [3 mars 1953] (p. 1530); — d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques socialement dangereux; en qualité de Rapporteur pour avis [3 mars 1953] (p. 1534, 1535); Art. 2 : Son amendement de forme (p. 1536); Art. 3 : Son amendement de pure forme (p. 1536); Art. 4 : Son amendement de pure forme (p. 1537); Son amendement tendant à permettre aux internés de faire appel de

la décision d'internement (p. 1537) ; Art. 10 : Son amendement tendant à exclure des mesures envisagées la déchéance de la puissance paternelle (p. 1539) ; Art. 11 : Son amendement relatif au cas où doit être fait un examen sérologique des auteurs d'accidents ou de crimes (p. 1539, 1540) ; Amendement de M. Golvan tendant à permettre à la police d'interdire la conduite d'un moyen de transport aux alcooliques ivres (p. 1541) ; Art. 12 : Son amendement de pure forme (p. 1542) ; Art. 13 : Son amendement relatif à la composition des commissions médico-judiciaires prévues (p. 1542, 1543) ; Son amendement tendant à modifier le titre de la loi (p. 1543). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion du rapport relatif aux conditions de levée de l'immunité d'un député, d'un Conseiller de la République, d'un Conseiller de l'Union française* [17 mars 1953] (p. 1966). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la levée de l'immunité parlementaire : *Discussion générale (Ses observations sur le changement éventuel de la qualification d'un délit par les tribunaux, le cas d'escroquerie pour chèque sans provision)* [25 mars 1953] (p. 2331, 2332) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Motion préjudicielle de Mme Rabaté tendant au renvoi de la discussion jusqu'au dépôt de diverses lettres rectificatives (assistance à la famille)* [5 novembre 1953] (p. 4835) ; Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 31-21 : *Statut du personnel hospitalier ; rattachement éventuel au personnel des préfectures* [5 novembre 1953] (p. 4861) ; Chap. 34-01 : *Frais de déplacement des inspecteurs de la santé, de la population et de la pharmacie* (p. 4862). — Est entendu sur une demande en autorisation de poursuites concernant MM. J. Duclos, Fajon, Billoux, R Guyot et A. Marty : *Inapplicabilité du décret Serol ; impossibilité de modifier la qualification des faits (réponse à M. R. Mayer)* [6 novembre 1953] (p. 4910) ; *Sa demande de suspension de séance (conséquences éventuelles d'un rejet du rapport)* (p. 4927). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux ; Art. 5 : *Son amendement relatif aux locataires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics* [15 décembre 1953] (p. 6848) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (abrogation injustifiée du droit de reprise)* (p. 6851) ; — d'une proposition de

loi portant majoration de certaines prestations familiales : *Discussion générale* [15 décembre 1953] (p. 6858) ; Article unique : *Sous-amendement de M. Jacques Chevallier tendant à porter à 57 0/0 la majoration des prestations familiales en Algérie* (p. 6864) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (pis-aller constitué par le texte accepté par le Gouvernement)* (p. 6865, 6866). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Majoration de l'allocation aux vieux travailleurs et vote de la majoration des prestations familiales en deuxième lecture* [28 décembre 1953] (p. 6888). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification du Code de la nationalité française, en qualité de Rapporteur : *Prorogation des dispositions de l'ordonnance du 19 octobre 1945, nécessité de l'autorisation du Gouvernement français pour acquérir une nationalité étrangère avant l'âge de cinquante ans* [12 février 1954] (p. 271, 272) ; — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : Art. 4 : *Amendement de Mme de Lipkowski (limitation des délais pendant lesquels un local d'habitation peut rester vacant)* [23 mars 1954] (p. 1164) ; Art. 7 : *Articles additionnels de MM. Degoutte et Legaret (le droit au maintien dans les lieux des locataires âgés de soixante-dix ans)* (p. 1167) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques dangereux pour autrui, en qualité de Rapporteur pour avis [6 avril 1954] (p. 1178) ; Art. 5 : *Son amendement (création de sections de centres de rééducation)* (p. 1778) ; Art. 10 : *Son amendement (application des articles 31 à 40 de la loi du 30 juin 1838 aux personnes placées dans des centres de rééducation spécialisés)* (p. 1779) ; — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 1^{er} : *Création de communes de plein exercice ; déroulement du débat* [8 juillet 1954] (p. 3361) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, Art. 31 : *Abrogation de toutes dispositions contraires à celles de la présente loi* [20 juillet 1954] (p. 3457). — Pose à M. le Ministre des Affaires marocaines et tunisiennes, une question relative à l'activité des fellaghas [26 novembre 1954] (p. 5462). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION, pour 1955, Etat A,

Chap. 31-11 : *Service de la santé (statut des personnels extérieurs)* [1^{er} décembre 1954] (p. 5663) ; Chap. 43-12 : *Durée des bourses attribuées aux élèves infirmières* (p. 5674) ; Chap. 43-91 : *Activité des centres régionaux d'action éducative, sanitaire et sociale* (p. 5676) ; Chap. 47-21 : *Son amendement indicatif (maisons familiales de vacances ; exonération de l'impôt cédulaire pour les travailleuses familiales)* [4 décembre 1954] (p. 5799) ; de ce projet de loi, en deuxième lecture, Etat A, Chap. 31-01 : *Situation du personnel du bureau des directions départementales de la Santé publique* [30 décembre 1954] (p. 6973) ; Art. 4 : *Abrogation du décret du 29 novembre 1953 portant réforme de l'assistance (visiteurs-enquêteurs)* (p. 6975, 6976) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955, Etat B, Chap. 53-30 : *Canaux du midi* [1^{er} février 1955] (p. 552) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 : *Son amendement (exonération du versement de 5 0/0 en faveur des travailleuses familiales de l'aide aux mères)* [19 mars 1955] (p. 1751) ; le retire (ibid.) ; *Article additionnel de M. Liautey (remise des sommes dues pour l'emploi de prisonniers allemands)* (p. 1782) ; *Sa demande de seconde délibération* (p. 1784) ; Seconde délibération : *Son amendement (Suppression de l'amendement de M. Lamps concernant le régime de la saisie-exécution)* (p. 1784) ; de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 11 bis : *Publication du revenu brut déclaré à la surtaxe progressive par chaque redevable* [18 mai 1955] (p. 2879 et suiv.) ; — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à l'article 55 du Code civil, Article unique : *Accouchements en maison maternelle* [22 mars 1955] (p. 1832) ; *Amendement de M. Cayeux (consentement écrit de la mère)* (p. 1832) ; *le modifie (ou devant témoins)* (p. 1832, 1833) ; — du projet de loi relatif à l'état d'urgence, Art. 7 : *Amendement de M. Gautier (abrogation du décret du 18 novembre 1939)* [31 mars 1955] (p. 2197) ; Art. 8 : *Amendement de M. Grimaud (recours devant le tribunal administratif)* (p. 2198, 2199) ; *Son sous-amendement à l'amendement de M. Grimaud (respect du délai prévu)* (p. 2201) ; Art. 7 : *Sous-amendement de M. Maton à l'amendement de M. René Mayer (délai dans lequel la commission doit statuer)* (p. 2206) ; Art. 16 : *Zones d'application de l'état d'urgence* (p. 2247) ; — en

troisième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques, I. CHARGES COMMUNES, Art. 60 : *Avis conforme des commissions du Conseil de la République pour certains décrets ou arrêtés* [2 avril 1955] (p. 2983) ; — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, Art. 10 : *Amendement de Mlle Marzin (taux progressif pour les droits de licence des débits de boissons)* [2 avril 1955] (p. 2386) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la reconnaissance des enfants naturels, Art. 3 bis : *Amendement de M. Delbez (modification de rédaction concernant la preuve de la filiation des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin)* [10 mai 1955] (p. 2612) ; *Amendement de M. Minjot (Délais et conditions)* (p. 2612) ; — de propositions de loi relatives à la révision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels, Article unique : *Amendement de M. Briot (non-rétroactivité des décisions des tribunaux)* [13 mai 1955] (p. 2765) ; — d'un projet de loi relatif à la police de la circulation routière, en qualité de Rapporteur : *Brigades de circulation routière* [24 mai 1955] (p. 2923) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bénard (réglementation de la profession de professeur de conduite, statut des auto-écoles)* (p. 2925, 2926) ; *Amendement de M. Gautier (Durée du travail dans les services routiers)* (p. 2926) ; Art. 2 : *Amendement de M. Minjot tendant à ce que certaines infractions soient jugées par les tribunaux de simple police* (p. 2927, 2928) ; — du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer, Art. 5 : *Amendement de M. Gautier (sanctions disciplinaires pour inaptitude ou « incapacité » morale)* [13 juillet 1955] (p. 3851) ; Art. 8 : *Amendement de M. Fayet (quorum de la commission pour amnistie par mesure individuelle)* (p. 3854) ; Art. 12 : *Amendement de M. Alphonse Denis (Contrainte par corps à la requête des victimes de l'infraction)* (p. 3856) ; Seconde délibération, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bissol (Extension à certains événements survenus à la Réunion)* [26 juillet 1955] (p. 4264) ; Art. 7 : *Amendement de M. Gautier (Énumération des infractions pour lesquelles l'amnistie est accordée)* (p. 4266) ; — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Ses explications de vote (Respect des libertés individuelles)* [29 juillet 1955] (p. 4542) ; — du projet de loi portant création de cours d'appel et

de postes de magistrats et de fonctionnaires judiciaires en Algérie, Art. 1^{er} : *Son amendement (Création d'une chambre à la Cour d'Alger)* [29 juillet 1955] (p. 4550); — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (limitation des débits de boissons) : *Son article additionnel (Sanctions relatives à toute infraction aux dispositions des articles 54, 55, 55 bis et 56 du Code des débits de boissons)* [8 novembre 1955] (p. 5528); *Son article additionnel (Déclaration au préfet du département des titulaires d'actions visées à l'article 3)* (p. 5529); Art. 10 : *Amendement de Mme Vaillant-Couturier (Non-application de cet article aux enfants de propriétaires ou gérants de débits de boissons)* (p. 5532); Art. 20 : *Son amendement (transformation d'un débit de boissons en un autre commerce)* (p. 5539).

LA CHAMBRE (M. Guy), *Député d'Ille-et-Vilaine (R. L.)*.

Ministre des Etats associés.

[Cabinet MENDÈS-FRANCE]

(du 19 juin 1954 au 23 février 1955);

Ministre d'Etat.

[Cabinet MENDÈS-FRANCE]

(du 2 septembre 1954 au 23 février 1955).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission des finances [28 août 1951] (**F. n° 27**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**). — Est désigné par l'Assemblée Nationale pour la représenter au sein du Conseil d'administration de la Caisse autonome de la Reconstruction [3 septembre 1951] (**F. n° 32**); par la Commission des finances pour faire partie : de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [30 janvier 1953] (**F. n° 226**), [19 mars 1954] (**F. n° 366**); de la Sous-Commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parafiscales et de péréquation figurant à l'état annexé à la loi de finances (en application de l'article 24 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953) [11 février 1954] (**F. n° 345**). — Est nommé par la Commission des finances, membre de la Commission de coordi-

nation pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**).

Dépôts :

Le 30 août 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, dans sa première législature, tendant à modifier l'article 50 de la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 relatif aux redevances pour occupation de bâtiments provisoires, **n° 912**. — Le 6 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 993) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Reconstruction et Urbanisme), **n° 1326**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2014) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 993) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Reconstruction et Urbanisme), **n° 2148**. — Le 8 avril 1952, une proposition de loi tendant à remplacer certains impôts et taxes par une taxe unique à la production et une taxe à la consommation, **n° 3254**. — Le 5 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3226) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952, Défense nationale, (quatrième partie. — Dispositions concernant la section air), **n° 3556 (4^e partie)**. — Le 2 juillet 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3401) portant modification à la loi du 30 mars 1928 relative au statut du personnel navigant de l'Aéronautique, **n° 3925**. — Le 9 octobre 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3223) portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, **n° 4358**. — Le 5 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4270) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Travaux publics, Transports et Tourisme (II. — Aviation civile et commerciale),

n° 4609. — Le 10 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4784) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953, Défense nationale, (quatrième partie. — Air), **n° 5026.** — Le 28 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5352) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4270) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Travaux publics, Transports et Tourisme (II. — Aviation civile et commerciale), **n° 5396.** — Le 25 mars 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4839) relatif au régime juridique, administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, **n° 6008.** — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 10 millions de francs destinés à indemniser les victimes des orages de grêle qui ont causé d'importants dégâts dans le département d'Ille-et-Vilaine, **n° 6820.** — Le 15 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6768) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme (II. — Aviation civile et commerciale), **n° 6872.** — Le 14 novembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6768) et la lettre rectificative (n° 7123) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme (II. — Aviation civile et commerciale) pour l'exercice 1954, **n° 7174.** — Le 12 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7455) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6768) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour l'exercice 1954 (II. — Aviation civile et commerciale), **n° 7460.** — Le 9 mars 1954 un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7352) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces

armées pour l'exercice 1954 (troisième partie. — Air), **n° 7989 (3^e partie).** — Le 18 mars 1954, une proposition de loi tendant à la modification du décret-loi du 8 août 1935 (article 549 du Code de commerce) relatif au paiement des salaires des ouvriers et employés, en cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'employeur, **n° 8086.** — Le 11 décembre 1954, un projet de loi réglant la situation des divers fonctionnaires et agents français d'Indochine **n° 9707.**

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux redevances pour occupation de bâtiments provisoires, amendée par le Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 septembre 1951] (p. 7271, 7272); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; RECONSTRUCTION ET URBANISME : en qualité de *Rapporteur* [13 novembre 1951] (p. 7965, 7966); Chap. 1000 : *Titularisation de personnel* (p. 7966); en qualité de *Rapporteur* [14 novembre 1951] (p. 8000); *Amendement de M. Degoutte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Titularisation de personnel)* (p. 8001); Chap. 10-20 : *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités diverses (Indemnité de difficultés administratives)* (p. 8002, 8003); Chap. 10-30 : *Demande de rétablissement des crédits pour les architectes conseils et les collaborations extérieures, présentée par M. Claudius Petit* (p. 8003, 8004); Chap. 10-50 : *Indemnités résidentielles* (p. 8004); Chap. 40-10 : *Amendement de M. Guiguen tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les mutuelles de fonctionnaires* (p. 8005); Chap. 50-10 : *Amendement de M. Hénault tendant à réduire de 25 millions la subvention au Centre scientifique et technique du bâtiment* (p. 8006); Chap. 60-10 : *Demande de rétablissement des crédits pour les études d'urbanisme, présentée par le Gouvernement* (p. 8016); Chap. 60-20 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le contrôle technique* (p. 8016); Chap. 60-30 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 5 millions les crédits pour expertises et constats des dommages de guerre* (p. 8018); MARINE MARCHANDE; Chap. 30-70 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs*

les crédits pour loyers (*Ecole maritime de l'avenue Foch*) (p. 8022, 8023); le retire (p. 8024); Chap. 40-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'établissement national des invalides de la Marine (Relèvement des pensions des marins et pêcheurs)* (p. 8024, 8027); RECONSTRUCTION ET URBANISME, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [23 décembre 1951] (p. 9716); — d'un projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952; Etat B, Art. 2 : *Amendement de M. Triboulet tendant à augmenter les autorisations de paiement aux dépens des crédits de paiement dans le futur (Chantiers expérimentaux de l'Etat)* [24 décembre 1951] (p. 9788 et suiv.); Art. 3 : *Amendement de M. Halbout tendant à majorer les autorisations de paiement* (p. 9794); *Rappel au règlement de M. Minjoz (Renvoi du débat)* (p. 9803); Art. 10 : *Amendement de M. Minjoz tendant à autoriser les compagnies d'assurances à prêter aux organismes d'H.L.M.* (p. 9804); Art. 13 : *Amendement de M. Chupin tendant à ne pas appliquer la « part différée » aux immeubles comportant de nombreux logements* (p. 9808); Art. 22 : *Amendement de M. Chupin tendant à relever la subvention annuelle aux offices d'habitations à loyer modéré* (p. 9811); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales; Article additionnel : *Son amendement tendant à faire déposer par le Gouvernement un projet de réforme fiscale avant le 1^{er} mai 1952* [5 janvier 1952] (p. 168); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense Nationale en 1952; en qualité de *Rapporteur pour avis* : ses observations sur le budget de l'Air et le programme de constructions aéronautiques [10 juin 1952] (p. 2788 et suiv.); Etat A; AIR; Chap. 10-15 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'emploi des auxiliaires féminines, présentée par le Gouvernement* [13 juin 1952] (p. 2911); Chap. 31-15 : *Demande de rétablissement des crédits pour les réparations du matériel, présentée par le Gouvernement* (p. 2914); Chap. 50-05 : *Amendement de M. Bouret tendant à rétablir les crédits pour les constructions aéronautiques (Ecole d'apprentissage en Algérie)* (p. 2915); Chap. 90-01 : *Logement du personnel féminin (Amendement de M. Bouret tendant à rétablir les crédits pour le logement du personnel féminin)* (p. 2915); Etat D, AIR; Chap. 131 : *Personnel civil* (p. 9219); Etat E; AIR;

Chap. 33-17 : *Amendement de M. Eugène Montel tendant à rétablir les crédits pour le matériel de transports civils (Avions Armagnac)* (p. 9220, 9221); Etat B; AIR; Chap. 90-81 : *Matériel roulant* (p. 9221); — du projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile; en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 octobre 1952] (p. 4226); Art. 28 : *Son amendement relatif à l'indemnisation des accidents aériens ou maladies survenues en service* [4 novembre 1952] (p. 4680); *Indemnisation en cas de décès ou d'incapacité permanente* (p. 4682); Art. 30 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 4683); Art. 31 : *Amendement de M. Clostermann tendant à interdire les cumuls de pensions civiles et militaires* (p. 4684); — du projet de loi relatif au développement des services civils en 1953; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, en qualité de *Rapporteur* [13 novembre 1952] (p. 5060, 5061); Chap. 31-21 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la navigation aérienne (Création de 500 emplois de contrôleurs de navigation)* (p. 5067, 5068); Chap. 33-92 : *Amendement de M. M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Colonies de vacances)* [15 novembre 1952] (p. 5260); Chap. 34-24 : *Demande de rétablissement des crédits pour la formation du personnel navigant (Centre de Toulouse)* (p. 5261); Chap. 34-41 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'Ecole nationale d'aviation civile (Croisière de fin d'études)* (p. 5262); Etat B; Chap. 45-21 : *Amendement de M. Moatti tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à Air-France (Révision de la Convention entre l'Etat et Air-France)* (p. 5268); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE; en qualité de *Rapporteur (Section air)*; *Ses observations sur les commandes off shore, les insuffisances de l'industrie aéronautique française, la fabrication du « Mystère IV »* [25 janvier 1953] (p. 326 et suiv.); Etat A, AIR; Chap. 51-71 : *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les constructions aéronautiques (Office national d'études et recherches de Châtillon)* [26 janvier 1953] (p. 408, 409); Chap. 52-71 : *Equipement pour les constructions aéronautiques (Apports de machines-outils aux sociétés nationales)* (p. 410); Chap. 53-53 ;

Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel roulant (Insuffisance des échelons roulants) (p. 410, 411); Chap. 53-72 : *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de série (Mise en construction en série de l'Ouragan et du Mistral)* (p. 411, 412); Etat A bis, AIR; Chap. 31-21 bis : *Amendement de M. Bouret tendant à rétablir les crédits pour les services et formations auxiliaires (Fusion des services d'intendance de l'air et de terre)* (p. 415); Etat F, AIR : *Dépôt d'une lettre rectificative* (p. 418); — du projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, amendé par le Conseil de la République; Art. 31 : *Son amendement relatif à la prise en considération des services civils et militaires pour le calcul de la retraite* [12 mars 1953] (p. 1826). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du budget de l'aviation civile après celle du budget de la Radiodiffusion* [13 novembre 1953] (p. 5051). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, en qualité de Rapporteur : *Economies faites mal à propos sur les investissements, développement des aérodromes, nouveaux modèles d'avion en construction, les résultats d'exploitation d'Air-France* [14 novembre 1953] (p. 5143 et suiv.); Etat A, Chap. 34-52 : *Demande de disjonction du chapitre relatif au matériel de la météorologie nationale, présentée par M. Bouret (Insuffisance des crédits pour la sécurité aérienne)* (p. 5149); Chap. 34-53 : *Demande de disjonction du chapitre relatif aux navires météorologiques, présentée par M. Bouret (Frégates de l'Atlantique Nord à maintenir)* (p. 5150); Chap. 53-24 : *Etudes de prototypes (Mise en application de la loi programme de 1950)* (p. 5159, 5160); Chap. 63-20 : *Subventions pour achat d'avions (Fabrication des appareils Bréguet)* (p. 5160, 5161); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, en qualité de Rapporteur spécial : *Insuffisance des crédits pour la section Air, incidence d'un plan d'armement aussi réduit sur l'industrie aéronautique, les commandes de soutien, évolution souhaitable de notre industrie aéronautique, nécessité d'une organisation de production européenne d'armement,*

commandes off shore, développement des exportations [16 mars 1954] (p. 881 et suiv.); *Sélection nécessaire au sein des sociétés nationales* [17 mars 1954] (p. 951); SECTION COMMUNE, Etat B, Chap. 55-82 : *Infrastructure interalliée, acquisitions immobilières (Lettre rectificative du Gouvernement)* [18 mars 1954] (p. 1006); SECTION AIR : *Insuffisance des dépenses d'études* (p. 1009); Etat A, Chap. 31-12 : *Amendement de M. Monteil (Accroissement excessif du personnel par rapport au matériel)* (p. 1012); Chap. 31-22 : *Amendement de M. Monteil (Autonomie de la direction technique et industrielle au sein du Secrétariat d'Etat)* (p. 1013); Chap. 32-01 : *Amendement de M. Monteil (Rétablissement des crédits demandés par le Gouvernement pour les frais de déplacement des personnels de l'Administration centrale)* (p. 1015); Chap. 33-91 : *Amendement de M. Monteil (Prise en charge par le budget du Ministère des Finances des cotisations de sécurité sociale)* (p. 1016); Chap. 34-72 : *Amendement de M. Monteil (Fonctionnement des centres d'essais)* (p. 1017); Chap. 52-71 : *Amendement de M. Monteil (Attribution des machines-outils à diverses sociétés, construction de centres d'essais)* (p. 1019, 1020); Chap. 52-72 : *Amendement de M. Monteil (Rétablissement du crédit demandé par le Gouvernement pour l'aide à l'expansion aéronautique)* (p. 1021); FRANCE D'OUTRE-MER (*Dépenses militaires*), amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [1^{er} avril 1954] (p. 1590); DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur : *Limitation des « postes militaires à l'étranger »* (p. 1591); Art. 8 bis : *Amendement de M. Triboulet (Elimination de la protection civile des chapitres susceptibles de bénéficier de transfert de crédits)* (p. 1598); Art. 26 : *Date de dépôt du projet de loi concernant l'organisation de l'industrie aéronautique* (p. 1600); de ce projet de loi en seconde lecture : *Adoption des textes et crédits votés par le Conseil de la République* (p. 1605); Art. 8 bis : *Affectation des crédits concernant la protection civile* (p. 1607). — Est nommé : *Ministre des relations avec les Etats Associés* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (J.O. du 20 juin 1954, p. 5843); — *Ministre d'Etat* (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [2 septembre 1954] (J.O. du 4 septembre 1954) (p. 8550).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Albert Gau relative aux difficultés rencontrées par les chrétiens du Nord Viet-Nam [10 décembre 1954] (p. 6062). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ÉTATS ASSOCIÉS pour 1955 : *Politique de la France en Indochine au lendemain des accords de Genève, rôle du corps expéditionnaire, ses pertes, Gouvernement Diem, problème des réfugiés du Nord Viet-Nam, Commission internationale de contrôle, élections de 1956, incursions dans le Sud, suppression du Commissariat général, sauvegarde des intérêts français* [17 décembre 1954] (p. 6507 à 6512, 6526); Etat A, Chap. 31-12 : *Amendement de M. Bouthien (Régime indemnitaire des personnels des cadres d'Indochine)* [18 décembre 1954] (p. 6560); Chap. 31-32 : *Amendement de M. Massot (Aide économique au Viet-Nam)* (p. 6561); Chap. 31-41 : *Amendement de M. Bouthien (Affectation des fonctionnaires des cadres locaux aux postes d'experts auprès de la mission de coopération économique)* (p. 6561); Chap. 31-91 : *Amendement de M. Bouthien (Indemnités résidentielles du personnel du service de représentation)* (p. 6562); Chap. 31-11 : *Amendement de M. Bouthien (Représentation française)* (p. 6563); Chap. 31-12 : *Amendement de M. Bouthien (Frais de correspondance)* (p. 6563); Chap. 31-41, 31-42 : *Amendements de M. Massot (Mission de coopération économique et technique)* (p. 6563); Chap. 36-02 : *Dépenses de fonctionnement de Radio France-Asie, demande de réduction indicative de M. Massot* (p. 6564); Chap. 37-94 : *Amendement de M. Bouthien tendant à réduire les fonds spéciaux* (p. 6564); *Amendement de M. Devinat (Garanties aux entreprises françaises restant dans le Nord Viet-Nam, évacuation et transfert de population)* (p. 6565). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J.O.* du 24 février 1955] (p. 2072).

En qualité de Député :

Dépose une demande d'interpellation sur la construction de la nouvelle faculté de droit de Rennes [21 juin 1955] (p. 3168). = S'excuse de son absence [5 février 1952] (p. 424); [25 novembre 1952] (p. 5594), [30 novembre

1953] (p. 5669), [14 mai 1954] (p. 2416), [1^{er} mars 1955] (p. 902). — Obtient des congés [5 février 1952] (p. 424), [25 novembre 1952] (p. 5594), [30 novembre 1953] (p. 5669), [14 mai 1954] (p. 2416), [1^{er} mars 1955] (p. 902),

LACOMBE (M. Henri), *Député du Rhône* [2^e circonscription] (*R. I.*).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné : par la Commission de la production industrielle pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [30 janvier 1953] (**F. n° 226**); par l'Assemblée Nationale pour la représenter au sein du Comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale [19 février 1952] (**F. n° 108**); par la Commission de la production industrielle pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**). — Est nommé juge suppléant à la Haute-Cour de Justice (art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**).

Dépôts :

Le 10 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 4317) tendant à modifier, en ce qui concerne la durée des autorisations d'importation des produits dérivés du pétrole, l'article 3 (C) de la loi du 30 mars 1928 relative au régime d'importation des pétroles, **n° 5025**. — Le 11 décembre 1952, une proposition de loi tendant à réserver la création des nouveaux points de distribution du carburant aux seuls patentés de la profession « mécaniciens réparateurs », **n° 5059**. — Le 6 mai 1955, une proposition de loi tendant à garantir aux garagistes,

subrogés à l'Administration, la récupération des impôts et taxes sur des produits pétroliers payés pour le compte d'un débiteur failli, **n° 10689**. — Le 18 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur le projet de loi (n° 9873) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord international sur l'étain signé à Londres le 25 juin 1954, **n° 10783**. — Le 28 juillet 1955, une proposition de loi tendant à réglementer la distribution des carburants, **n° 11359**.

Interventions :

Son rapport sur les élections de la Meuse [5 juillet 1951] (p. 5886). — Est élu *Juge suppléant de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE pour 1955, Etat A, Chap. 86-62 : *Suppression de postes de distribution d'essence* [16 novembre 1954] (p. 5065); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des transports et du tourisme pour 1955, (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 31-15 : *Ponts et chaussées, ouvriers permanents des parcs et ateliers* [9 décembre 1954] (p. 6004). — Dépose une demande d'interpellation relative au trust de la distribution des produits pétroliers par les sociétés de raffinage [29 juillet 1955] (p. 4490). = S'excuse de son absence [18 octobre 1955] (p. 5128). = Obtient un congé [18 octobre 1955] (p. 5128).

LACOSTE (M. Robert), Député de la Dordogne (S.).

Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5967). = Est nommé membre : de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission des affaires étrangères [11 février 1954] (**F. n° 346**); de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné : par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprecier la gestion des Entreprises industrielles

nationalisées et des sociétés d'économie mixte [30 janvier 1953] (**F. n° 226**); par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**); [5 mars 1954] (**F. n° 358**). — Est nommé Président de cette Commission [16 juillet 1953] (**F. n° 278**); [5 mars 1954] (**F. n° 358**); [11 mars 1955] (**F. n° 506**).

Dépôts :

Le 14 septembre 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 932) et la lettre rectificative (n° 1112) au projet de loi modifiant certaines dispositions du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines en ce qui concerne la retraite des ouvriers mineurs, **n° 1114**. — Le 6 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 995) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travail et sécurité sociale), **n° 1325**. — Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 1898) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 995) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travail et sécurité sociale), **n° 1994**. — Le 1^{er} avril 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 525) de M. Pierre Villon et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux vieux métayers pouvant justifier de plus de vingt-cinq années de métayage, de bénéficier de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, **n° 3131**. — Le 1^{er} avril 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 3128) portant ouverture de crédits au titre de l'allocation temporaire et de la sécurité sociale minière, **n° 3138**. — Le 9 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4268) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Travail et sécurité sociale), **n° 4345**. — Le 19 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des

finances sur l'avis (n° 4777) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4268) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Travail et Sécurité sociale), **n° 5168**. — Le 28 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5198) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4252) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Affaires étrangères (II. — Service des Affaires allemandes et autrichiennes), **n° 5392**. — Le 15 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6749) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1954 (I. — Services des affaires étrangères), **n° 6871**. — Le 9 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6749) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères (I. — Services des Affaires étrangères) pour l'exercice 1954. **n° 7416**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale : en qualité de *Rapporteur pour avis* [29 août 1951] (p. 6592) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à doubler la pénalité sur les cotisations impayées* (p. 6601) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à fixer une limite de temps de 10 ans pour le privilège des créances de la sécurité sociale* [30 août 1951] (p. 6617, 6618) ; *Son amendement tendant à substituer la date du 1^{er} septembre 1951 à celle du 1^{er} novembre 1951* (p. 6618) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à substituer la date du 15 novembre 1951 à celle du 30 novembre* (p. 6622) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif au statut du personnel de la sécurité sociale* (p. 6623) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à établir un délai de cinq jours pour l'exécution des jugements* [30 août 1951] (p. 6631) ; — du projet de loi portant majoration des allocations

aux vieux travailleurs et des prestations familiales : Art. 10 : *Son amendement relatif aux avances du Trésor, aux diverses caisses de prestations familiales* [25 septembre 1951] (p. 7625). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (Antoine Pinay) : *Programme de Gouvernement de M. Pinay (Hausse des prix en France, nécessité des contrôles économiques, causes et solutions du déficit budgétaire, lutte contre la fraude fiscale)* [6 mars 1952] (p. 1184, 1185, 1186). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, en qualité de *Rapporteur* [23 octobre 1952] (p. 4331) ; Etai A, Chap. 31-01 : *Demande de rétablissement des crédits pour les contractuels chargés de recouvrer l'indemnité compensatrice des prisonniers de guerre, présentée par M. Garet* (p. 4336) ; Chap. 33-92 : *Amendement de M. Patinaud tendant à rétablir les crédits pour les services médico-sociaux* (p. 4336) ; — du projet de loi relatif aux investissements en 1953 ; *Discussion générale (Ses observations sur l'absolue nécessité des investissements dans les charbonnages et la sidérurgie à la suite de la création du pool charbon-acier, les difficultés de financement de l'E. D. F., les travaux de Gaz de France, les crédits pour l'artisanat, l'aide aux coopératives)* [18 décembre 1952] (p. 6577 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur* : *Diminution globale de 3,43 0/0 par rapport à 1953* [4 novembre 1953] (p. 4811). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1955] (p. 41).

En cette qualité :

Préside : la 2^e séance du 24 janvier 1955 (p. 173) ; la 1^{re} séance du 26 janvier 1955 (p. 238) ; la 3^e séance du 27 janvier 1954 (p. 344) ; la 3^e séance du 1^{er} février 1955 (p. 575) ; la séance du 2 mars 1955 (p. 950) ; la 2^e séance du 3 mars 1955 (p. 1035) ; la 3^e séance du 8 mars 1955 (p. 1173) ; la 3^e séance du 15 mars 1955 (p. 1453) ; la 1^{re} séance du 16 mars 1955 (p. 1494) ; la 2^e séance du 17 mars 1955 (p. 1579) ; la séance du 25 mars 1955 (p. 1942) ; la 1^{re} séance du 30 mars 1955 (p. 2110) ; la 1^{re} partie de la 2^e séance du 1^{er} avril 1955 (p. 2320) ; la séance du 5 mai 1955 (p. 2511) ; la 3^e séance du 10 mai 1955 (p. 2639) ; la 2^e séance

du 23 juin 1955 (p. 3269) ; la 3^e séance du 28 juin 1955 (p. 3413) ; la 1^{re} séance du 8 juillet 1955 (p. 3719) ; la séance du 12 juillet 1955 (p. 3815) ; la 3^e séance du 19 juillet 1955 (p. 3915) ; la 2^e séance du 28 juillet 1955 (p. 4434).

— Donne lecture d'une communication du Président du Conseil de la République relative à la composition du bureau de cette Assemblée [8 juillet 1955] (p. 3720). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756).

En cette qualité :

Préside : la 2^e séance du 6 octobre 1955 (p. 4805) ; la 3^e séance du 11 octobre 1955 (p. 5016) ; la 1^{re} séance du 30 octobre 1955 (p. 5379) ; la 2^e séance du 30 octobre 1955 (p. 5393) ; la 1^{re} séance du 9 novembre 1955 (p. 5568) ; la 2^e partie de la séance du 12 novembre 1955 (p. 5640) ; la séance du 18 novembre 1955 (p. 5848). — Donne lecture d'une communication de M. le Président du Conseil de la République faisant connaître la composition du bureau de cette Assemblée [6 octobre 1955] (p. 4895).

LAFAY (M. Bernard), *Député de la Seine*
[2^e circonscription] (R.R.S.)

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil
chargé de la fonction publique

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques

(Cabinet LAMIEU)

du 2 juillet 1953 au 19 juin 1954,

Ministre de la Santé publique

(2^e Cabinet Edgar FAURE)

depuis le 23 février 1955.

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 5998). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [4 novembre 1952] (**F. n° 177**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre suppléant

de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**).

Dépôts :

Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à réorganiser les hôpitaux publics et à instituer le plan hospitalier du territoire, **n° 406**.

— Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à permettre la réalisation d'urgence d'un « Plan de relogement de la ville de Paris », **n° 509**.

— Le 18 septembre 1951, une proposition de loi modifiant la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales en vue d'exonérer de toutes cotisations les parents de grands enfants infirmes et incurables, **n° 1117**.

— Le 6 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer le fonctionnement des coopératives d'administrations publiques et d'entreprises nationalisées et privées, **n° 1389**.

— Le 16 novembre 1951, une proposition de loi tendant à permettre aux usagers des locaux à usage professionnel ou à usage mixte de céder à leur successeur le bénéfice du maintien dans les lieux, **n° 1594**.

— Le 20 novembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 81 du Code général des impôts de façon à affranchir de l'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères, certaines rentes viagères servies en représentation de dommages-intérêts, **n° 1604**.

— Le 27 novembre 1951, une proposition de loi complétant la loi du 21 juillet 1949 modifiant l'article 20 de la loi validée du 11 septembre 1941 et relative au cumul de la profession de pharmacien avec celle de médecin, sage-femme et chirurgien-dentiste, **n° 1710**.

— Le 28 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à lier au niveau des salaires le plafond des cotisations à la sécurité sociale après consultation des organismes représentatifs des cadres, **n° 1730**.

— Le 6 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proposer à l'O.N.U. la création de lieux de refuge réservés à la population civile en cas de conflits armés, **n° 1880**.

— Le 29 décembre 1951, une proposition de loi tendant à supprimer la majoration de 10 0/0 des impositions à la charge des personnes condamnées à des peines d'indignité nationale, **n° 2290**.

— Le 17 janvier 1952, une proposition de loi tendant

à autoriser le Gouvernement à conférer, à titre posthume, au général Leclerc de Hautecloque la dignité de Maréchal de France, n° 2425. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à organiser le reclassement social des diminués physiques, n° 3430. — Le 1^{er} juillet 1952, une proposition de loi tendant à abroger l'acte dit loi du 28 août 1943 relatif à la fermeture administrative des débits de boissons, n° 3896. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander à la S. N. C. F. d'accorder aux bénéficiaires du billet populaire de congés payés la possibilité de voyager individuellement à l'aller aussi bien qu'au retour, n° 4102. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à instituer une amnistie sociale, n° 4283. — Le 5 novembre 1952, une proposition de loi tendant à limiter l'application de l'article 10, paragraphe 10, de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 4604. — Le 8 novembre 1952, une proposition de loi tendant à porter à trois mois le délai requis pour les élections législatives partielles, n° 4653. — Le 9 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour réprimer la vente illicite de marchandises ou denrées sur la voie publique et dans les lieux assimilés et sur les emplacements privés donnant accès à la voie publique, n° 5009. — Le 13 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à différer l'application du décret du 1^{er} décembre 1952 sur certaines interdictions d'exercer une activité professionnelle, n° 5084. — Le 17 décembre 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux usagers des locaux à titre professionnel ou à usage mixte de céder à leur successeur le bénéfice du maintien dans les lieux, n° 5122. — Le 18 décembre 1952, une proposition de loi tendant à proroger les baux commerciaux jusqu'au 30 juin 1953, n° 5141. Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à instituer un statut professionnel du garagiste-motoriste, du motociste et du vélociste, n° 5542. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant : 1° au relèvement des indemnités allouées aux propriétaires d'immeubles, commerçants, industriels et artisans en suite d'une expropriation pour cause d'utilité publique en conformité de la procédure d'urgence instituée par la loi du 11 octobre 1940; 2° à instituer à la charge des administrations expropriantes

l'obligation d'assurer la réinstallation des commerçants, industriels et artisans expropriés, n° 5543. — Le 27 février 1953, une proposition de loi tendant à réaliser une plus juste application de la loi du 13 avril 1946 relative à la fermeture des maisons de tolérance et au renforcement de la loi contre le proxénétisme, n° 5709. — Le 10 mars 1953, une proposition de loi tendant à assurer aux enfants ayant fait l'objet d'une légitimation adoptive ou d'une adoption, la délivrance d'actes d'état civil conformes à leur filiation adoptive, n° 5810. — Le 10 mars 1953, une proposition de loi tendant à la réforme du régime administratif et financier de la ville de Paris et du département de la Seine, n° 5816. — Le 27 mars 1953, une proposition de loi tendant à favoriser l'investissement des capitaux privés dans la construction, n° 6063. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à réglementer l'installation d'antennes extérieures réceptrices de radiodiffusions, n° 6109. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à instituer un Fonds routier urbain destiné à permettre le financement des grands travaux routiers à l'intérieur des villes et spécialement à Paris, n° 9270. — Le 15 novembre 1954, une proposition de loi tendant à favoriser la restitution à l'habitation des pièces isolées louées accessoirement à un appartement et non habitées, n° 9459. — Le 21 janvier 1955, une proposition de loi tendant à permettre aux anciens combattants cessant toute activité professionnelle de percevoir dès l'âge de 60 ans la retraite maximum de la Sécurité sociale, n° 9935. — Le 26 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide immédiate aux victimes des inondations de janvier 1955 dans le département de la Seine, n° 9983.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; INTÉRIEUR, Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à la ville de Paris (Insuffisance de la subvention)* [28 novembre 1951] (p. 8606); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Sclérose des services centraux)* [4 décembre 1951]

(p. 8736, 8737) ; le retire (p. 8738) ; Chap. 10-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les directions départementales (Code de la pharmacie)* (p. 8740) ; le retire (p. 8741) ; Chap. 40-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la lutte antituberculeuse (Efficacité du vaccin B. C. G.)* (p. 8750) ; le retire (p. 8753) ; Chap. 41-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance aux tuberculeux (Gestion des préventoriuns)* (p. 8776) ; le retire (p. 8778) ; Chap. 50-90 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la lutte contre le cancer (Modernisation des centres de dépistage)* [5 décembre 1951] (p. 8809) ; le retire (p. 8812) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Montant écrasant des charges sociales en France, refonte nécessaires de la sécurité sociale)* [30 décembre 1951] (p. 10254, 10255 et 10256). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de la fonction publique* (Cabinet Edgar Fauré) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Kuelm relative à la situation de certains fonctionnaires des Eaux et Forêts exerçant dans les départements de l'Est [25 janvier 1952] (p. 380). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil chargé de la fonction publique* [29 février 1952] (p. 1160). — Cesse d'expédier les affaires courantes [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Art. 22 : *Son amendement tendant à ne pas modifier le plafond des salaires soumis à prélèvements sans variation sensible des salaires* [3 avril 1952] (p. 1843) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-03 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection générale (Réforme de l'inspection générale)* [13 décembre 1952] (p. 6326) ; Chap. 34-41 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les frais de la sûreté nationale (Frais de surveillance et d'enquêtes)* (p. 6341) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à réprimer le*

développement de la vente « à la sauvette » [21 décembre 1952] (p. 6854) ; le retire (*ibid.*) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer le mot « conforme »* [27 janvier 1953] (p. 520, 521) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République ; Art. 7 bis : *Utilisation des terrains de l'ancienne zone fortifiée de Paris* [5 février 1953] (p. 951, 952). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie, amendée par le Conseil de la République ; Art. 28 ter : *Exclusion des infractions à la réglementation des changes et à la législation fiscale ; Amendement de M. Gabelle tendant à y ajouter, comme en première lecture, les infractions à la législation économique et aux articles 419 et 420 du Code pénal (Hostilité du Gouvernement au texte du Conseil de la République, étendant l'amnistie à des délinquants peu intéressants et des spéculateurs)* [24 juillet 1953] (p. 3941). — Répond à une question : de M. Pelleray relative à la délivrance des licences d'importation et d'exportation [16 octobre 1953] (p. 4340) ; — de M. Bichet relative à l'aide à l'artisanat et aux petites et moyennes entreprises [16 octobre 1953] (p. 4341). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Problème de la viande ; barème mobile substitué à la taxation au détail, inefficace ; développement de la vente sous cellophane et des circuits courts (Vente directe à la Villette, par coopératives de producteurs) ; achats de l'intendance et reprise des exportations (Sarre, Union européenne, Territoires d'outre-mer) ; fonds d'assainissement)* [22 octobre 1953] (p. 4472, 4473). — Répond à une question : de M. Minjoz relative à la répartition des matières premières dans l'industrie de la montre [6 novembre 1953] (p. 4915) ; — de M. Pelleray au sujet des licences d'importation de chevaux [6 novembre 1953] (p. 4915). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954). AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Impor-*

tations massives de beurre, œufs et fromages) [26 novembre 1953] (p. 5582); Chap. 31-21 : Amendements de M. Sauer, Gazier et Penoy, tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des enquêtes économiques (Réforme des cadres du personnel départemental) (p. 5583); Chap. 31-22 : Amendement de M. Sauer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités du service des enquêtes économiques (Indemnité pour sujétion spéciale) (p. 5583); Chap. 31-31 : Institut national de la statistique (Sa demande de rétablissement des crédits pour ce chapitre) (p. 5584); Chap. 31-32 : Indemnités de l'Institut national de la statistique (Insuffisance des crédits) (p. 5585); Art. 6 : Encouragement à l'exportation (Organisation de la concurrence sur les marchés d'exportation) (p. 5593); FINANCES, (COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ) Discussion générale (Création d'emplois nouveaux) (p. 5596, 5597). — Répond à une question : de M. Paquet relative à la situation des tisseurs à façon [12 février 1954] (p. 264); — de M. Paquet relative à l'aide à l'exportation des produits textiles [12 février 1954] (p. 264). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (J. O. du 20 juin 1954) (p. 5843).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955; Etat A, Chap. 31-01 : Rétablissement de la subvention à la ville de Paris pour la réfection du pavage de ses voies, création d'un fonds routier urbain [9 décembre 1954] (p. 5983). — Dépose une demande d'interpellation sur la « Maison de la Radio » [8 janvier 1955] (p. 69). — Est nommé Ministre de la Santé publique et de la Population (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (J. O. du 24 février 1955, p. 2072).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Marcel Ribère relative à la lutte contre le cancer en Algérie [25 mars 1955] (p. 1946); — de M. Minjoz relative aux frais de représentation des premiers présidents et procureurs généraux près les cours d'appel [25 mars 1955] (p. 1947). — Prend part à la discussion : en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à la titularisation

d'assistants et d'assistantes de service social : Discussion générale (Assistants d'hygiène scolaire) [30 mars 1955] (p. 2126); — d'une proposition de loi relative à la reconstruction de l'hôpital Ambroise-Paré : Choix du Bois de Boulogne, domaine de Bailgu [10 mai 1955] (p. 2623); — d'une proposition de loi relative à l'allocation des aveugles et grands infirmes [11 juillet 1955] (p. 3790); Plafond des ressources (p. 3791). — Est chargé provisoirement des fonctions de Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre (décret du 6 octobre 1955) (J. O. du 7 octobre 1955, p. 9835).

En qualité de Ministre de la Santé publique et de la Population :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (limitation des débits de boissons) : Mortalité et encombrement des hôpitaux dus à l'alcoolisme, mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre l'alcoolisme, reconversion d'une partie du verger de pommiers, assainissement du marché du vin, produits de remplacement, décrets relatifs au dépistage des alcooliques dangereux [21 octobre 1955] (p. 5206 et suiv.); Art. 3 : Amendement de M. Anthonioz tendant à supprimer cet article relatif à l'obligation pour toute exploitation vendant des boissons alcooliques de transformer ses titres au porteur en titres nominatifs [8 novembre 1955] (p. 5525); Art. 4 : Amendement de M. Charret tendant à supprimer cet article (Tout propriétaire, copropriétaire, gérant ou actionnaire d'un débit de boissons alcooliques ne doit pas avoir fait l'objet de condamnation) (p. 5527, 5528); Art. 7 : Amendement de M. Anthonioz (Annulation des licences de débits non exploités, sauf en cas de faillite ou de liquidation judiciaire) (p. 5530); Art. 16 : Amendement de M. Courant (Non-application de ces dispositions à la vente des tabacs) (p. 5536); Art. 19 : Fichier des débits de boissons (p. 5539); Art. 21 : Amendement de M. Mignot (Annulation de la licence, en cas d'expropriation, dès la cessation de l'exploitation) (p. 5539); Art. 24 : Amendement de Mme Vaillant-Couturier (Affectation de crédits à la construction de locaux de réunion pour les sociétés sportives et de jeunesse) (p. 5543); Article additionnel de M. Tournaud (Réduction de 15 0/0 du contingent annuel d'alcool de betterave) (p. 5545); Art. 28 : Interdiction d'accorder des circonstances atténuantes

en cas d'ivresse ; Amendement de M. Mignot tendant à le supprimer [9 novembre 1955] (p. 5569); Art. 30 : *Amendement de M. Penoy (Financement du fonds spécial de lutte anti-alcoolique); lui oppose l'article 48 du Règlement* (p. 5582); Art. 35 : *Responsabilités de la régie des alcools* (p. 5586); *Amendement de M. Desson (Publicité)* (p. 5588); — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Distillation à domicile facteur de fraude* [25 octobre 1955] (p. 5260, 5261); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Gau (Distillation de l'alcool en atelier fixe afin d'assurer un contrôle effectif)* [28 octobre 1955] (p. 5352); *Amendement de Mme de Lipkowski (Abrogation du privilège des bouilleurs de cru)* [8 novembre 1955] (p. 5501); *Amendement de Mme Poinso-Chapuis (Autorisation au service des alcools de céder 5 litres d'alcool au prix d'achat du contingent aux personnes perdant le droit à l'allocation en franchise)* (p. 5503). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle (29 novembre 1955), la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée, en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1^{er} décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675). = S'excuse de son absence [4 septembre 1951] (p. 6854). — Obtient un congé [4 septembre 1951] (p. 6854).

LAFFARGUE (M. Georges), Sénateur.

*Secrétaire d'Etat au Budget
et à la Réforme fiscale*

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat au Budget* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 février 1952, p. 915).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales; Art. 1^{er} : *Interdiction des accroissements de dépenses ou des diminutions de recettes en 1952* [26 février 1952] (p. 992, 993); Art. 69 : *Majoration de 15 0/0 des impôts existants* (p. 1026). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat au Budget* [29 février 1952] (p. 1160). — Cesse d'expédier les affaires courantes [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

LAFOREST (M. Henri), Député de la Dordogne (R. R. S.).

*Secrétaire d'Etat chargé des relations
avec les Etats associés*

(2^e Cabinet Edgar FAURE)

du 1^{er} mars 1955 au 20 octobre 1955,

*Secrétaire d'Etat à la Défense
et aux Forces armées*

(2^e Cabinet Edgar FAURE)

depuis le 20 octobre 1955.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5967). = Est nommé Secrétaire : de la Commission de la Côte d'Ivoire [12 mars 1952] (**F. n° 115**); de la Commission des territoires d'outre-mer [19 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est élu Vice-Président de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [4 février 1955] (**F. n° 494**). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la justice et de législation [12 février 1952] (**F. n° 104**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission spéciale chargée de tirer les conclusions de l'enquête menée en 1950 en Côte d'Ivoire sur les événements survenus dans ce territoire [6 mars 1952] (**F. n° 113**). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [16 juillet 1953] (**F. n° 277**). — Est nommé membre : de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (**F. n° 278**); de la Commission d'enquête chargée de vérifier les modalités d'application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer et les territoires associés [12 février 1954] (**F. n° 347**). — Est nommé par la Commission des territoires d'outre-mer membre suppléant de la Commission de coordination pour l'étude des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**). — Est élu membre titulaire de cette Commission [23 juin 1954] (**F. n° 400**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**).

Dépôts :

Le 31 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel de 20 millions de francs aux agriculteurs de certaines communes du canton de Mareuil-sur-Belle (Dordogne), victimes d'une tornade dans la journée du 14 juillet 1951, n° 383. — Le 2 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel de 20 millions de francs aux agriculteurs de certaines communes du canton de Lanouaille (Dordogne), victimes d'une tornade dans la journée du 14 juillet 1951, n° 427. — Le 16 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 1440) relatif à la composition et à la formation du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° 1545 (et annexe). — Le 3 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis (n° 2317) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1440) adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la composition et à la formation du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° 2349. — Le 29 mai 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux Français résidant dans les Etats associés d'Indochine d'avoir un domicile électoral à Paris et d'y voter par correspondance, n° 3524. — Le 12 juin 1952, une proposition de loi tendant à compléter, en faveur des victimes d'actes de pillage imputables à l'ennemi, le troisième alinéa de l'article 28 de l'ordonnance n° 45-15 du 6 janvier 1945 relative à la confiscation des profits illicites, n° 3632. — Le 30 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 3545) relatif à la composition et à la formation du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, n° 4540 (rectifié). — Le 30 juin 1953, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 1203) tendant à ériger en territoire distinct de Madagascar les terres australes et antarctiques françaises, n° 6378. — Le 21 juillet 1953, une proposition de loi réglementant la profession de conseil juridique, n° 6568. — Le 5 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 67 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif au contrat de salaire différé, n° 7976. — Le

2 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale conférant l'autonomie administrative et financière aux terres australes et antarctiques françaises, n° 10241. — Le 26 mai 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention d'application des dispositions commerciales contenues dans la Convention générale franco-vietnamienne du 30 décembre 1954, signée à Paris le 19 mars 1955, n° 10864. — Le 21 juin 1955, un projet de loi relatif au transfert à titre gratuit et à la restitution aux familles des corps de certaines victimes civiles de la guerre décédées en Indochine et ayant obtenu la mention à titre civil « Mort pour la France », n° 10945. — Le 13 juillet 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les accords judiciaires conclus en 1953 et 1954 avec les Etats associés du Cambodge, du Laos et du Vietnam, n° 11202.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département d'Alger (deuxième collège) [31 juillet 1951] (p. 6136). — Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département d'Alger (deuxième collège) : en qualité de *Rapporteur* [9 août 1951] (p. 6284, 6285, 6286, 6287) ; — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer : en qualité de *Rapporteur* [22 novembre 1951] (p. 8340) ; — du projet de loi relatif à la composition et à la formation du Conseil général de Nouvelle-Calédonie ; Article 1^{er} : *Amendement de M. Lenormand tendant à attribuer deux sièges de plus à la circonscription de la côte Est* [30 novembre 1951] (p. 8692). — Est entendu sur une demande de prolongation d'un délai imparti au Conseil de la République : *Discussion générale (Code du travail dans les T. O. M.)* [24 décembre 1951] (p. 8916) ; *Son amendement tendant à accorder un délai de quinze jours* (p. 8917, 8918). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Sa demande de suspension de séance* [25 février 1952] (p. 880) ; — d'une proposition de loi relative à la composition et à la

formation de l'Assemblée représentative des établissements français de l'Océanie ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à maintenir à 21 le nombre des députés et à ne pas modifier les circonscriptions* [26 février 1952] (p. 943, 947) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à autoriser le vote préférentiel et le panachage* (p. 948) ; *le retire* (p. 948) ; *Son amendement tendant à instituer la représentation proportionnelle à Tahiti* (p. 948) ; Art. 5 : *Son amendement relatif aux conditions d'éligibilité* (p. 949) ; Art. 6 : *Son amendement relatif aux incompatibilités de fonctions* (p. 950) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à faire expirer au jour des élections les pouvoirs de la précédente Assemblée* (p. 951) ; Article additionnel : *Sous-amendement de M. Lenormand tendant à faire les élections avant le 1^{er} mai 1952* (p. 951) ; — d'une proposition de loi relative au Conseil général de Nouvelle-Calédonie : *Contre-projet de M. Moisan demandant le dépôt d'un projet par le Gouvernement avant le 15 juin 1952* [11 avril 1952] (p. 2199, 2200) ; — d'un projet de loi relatif à la composition du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ; en qualité de *Rapporteur* [19 novembre 1952] (p. 5378) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 22 : *Son amendement tendant à supprimer la phrase relative au cas de contrainte par corps* [26 février 1953] (p. 1359) ; Art. 24 bis : *Amendement de M. Gautier tendant à amnistier les délinquants primaires parents de soldats morts au champ d'honneur, d'otages fusillés, d'incorporés de force et de résistants* (p. 1378) ; Art. 37 : *Son amendement tendant à étendre l'application de la loi à Madagascar et à l'Indochine* [10 mars 1953] (p. 1721, 1722) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 29 : *Non-remise des amendes* ; *Amendement de M. Isorni tendant à préciser comme le texte voté en première lecture — ex-article 29 bis — que l'amende à payer est seulement celle restant exigible (Nouveau texte proposé par la Commission, écartant à la fois celui du Conseil de la République et l'ex-article 29 bis ; seules doivent être exigibles les amendes déjà stipulées par des jugements définitifs : Observations du Sénateur Hamon sur la contradiction à éviter entre les articles 24 ou 24 bis et 29 bis)* [24 juillet 1953] (p. 3942, 3943) ; — du projet de loi relatif à la réglementation minière dans les territoires d'outre-mer : en qualité de *Rapporteur* [17 mars

1953] (p. 1939) ; — du projet de loi tendant à compléter la loi portant suppression de la Cour de justice de l'Indochine : en qualité de *Rapporteur* [17 mars 1953] (p. 1956, 1957) ; — d'une proposition de loi relative à la levée de l'immunité parlementaire ; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Dronne tendant à limiter aux faits mentionnés, la levée d'immunité parlementaire* [25 mars 1953] (p. 2335) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article interdisant le changement de qualification des faits* (p. 2335). — Dépose une demande d'interpellation : sur la situation dans les Etats associés d'Indochine [12 mai 1953] (p. 2638) ; — sur la politique du Gouvernement en Indochine après la prise de position du Congrès de Saigon, et sur la nécessité d'informer le Parlement avant de poursuivre les négociations avec le Cambodge et le Vietnam [22 octobre 1953] (p. 4454) ; la développe : *Nécessité d'un débat parlementaire avant toutes négociations ; Brutalité des motions du Congrès de Saigon, leur valeur éclairante (Avis de Monseigneur Le Huu Tu) ; Novation de la situation juridique et morale, quitus donné à la France par ses propres associés ; Nécessité de définir au plus tôt les échéances de notre relève militaire par le Viet-Nam, et ses liens futurs avec la France ; Opportunité de mettre Ho Chi Minh au pied du mur par l'offre d'un armistice* [27 octobre 1953] (p. 4564 et suiv.) ; — sur les conditions dans lesquelles ont été décidées et engagées les opérations de Dien-Bien-Phu, et les enseignements à tirer de l'évolution de la situation politique et militaire en Indochine [4 mai 1954] (p. 2089). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 14 : *Son amendement (Pièces d'identité à fournir pour éviter les fraudes électorales)* [12 août 1954] (p. 4134) ; Art. 23 : *Son amendement (Délivrance des cartes électorales)* (p. 4137) ; Art. 26 : *Son amendement (Contrôle des électeurs)* (p. 4138). — Est nommé *Secrétaire d'Etat chargé des relations avec les Etats associés* (Cabinet Edgar Faure) [1^{er} mars 1955] (*J.O.* du 2 mars 1955) (p. 2263).

En cette qualité :

Prend part à la discussion, en seconde lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES ETATS ASSOCIÉS [25 mars 1955] (p. 1973). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la défense et aux*

forces armées (remaniement du Cabinet Edgar Faure) [20 octobre 1955] (*J. O. lois et décrets* du 21 octobre 1955) (p. 10411).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Boutbien relative aux pensions des retraités de la S.N.C.F. [28 octobre 1955] (p. 5347) ; — de M. Thibault relative au maintien et rappel de soldats sous les drapeaux [28 octobre 1955] (p. 5347, 5348) ; — de M. Marc Dupuy relative au refus de nomination d'un candidat cantonnier [28 octobre 1955] (p. 5347). — Après la dissolution de l'Assemblée Nationale prononcée, après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle (29 novembre 1955) en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 1^{er} décembre 1955, présente sa démission de *Secrétaire d'Etat à la défense et aux forces armées*, laquelle est refusée. = S'excuse de son absence [28 août 1951] (p. 6535) ; [23 février 1954] (p. 466) ; [4 février 1955] (p. 716). = Obtient des congés [28 août 1951] (p. 6535) ; [23 février 1954] (p. 466) ; [4 février 1955] (p. 716).

LAISSAC (Mme Madeleine), Député de l'Hérault (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommée : Secrétaire de la Commission de l'Agriculture [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**) ; membre : de la Commission de l'Agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission des boissons [8 juillet 1952] (**F. n° 161**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 29 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 4958) de M. Gourdon et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 79 du Code du vin, **n° 5421**. — Le 29 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 4957) de M. Gourdon et plusieurs de ses collègues

tendant à inviter le Gouvernement à accorder des délais à certains viticulteurs pour la livraison de leurs prestations d'alcool de vin, **n° 5422**.

— Le 29 janvier 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 50-960 du 8 août 1950 instituant diverses mesures tendant à apporter une aide financière aux victimes des calamités agricoles, **n° 5427**. — Le 29 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de l'Agriculture sur la proposition de résolution (n° 5030) de M. Arbeltier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faciliter le paiement sans frais des prestations de la sécurité sociale agricole, **n° 6570**. — Le 3 décembre 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 10 de la loi n° 50-960 du 8 août 1950 instituant diverses mesures tendant à apporter une aide financière aux victimes des calamités agricoles, **n° 7362**. — Le 8 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des secours de première urgence en faveur des régions sinistrées en décembre 1953 dans le département de l'Hérault, **n° 7398**. — Le 19 février 1954, une proposition de loi modifiant la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952 assurant la mise en œuvre du régime de l'allocation-vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, **n° 7828**. — Le 27 janvier 1955, une proposition de loi portant modification du régime des assurances sociales agricoles (régime des salariés), **n° 10006**. — Le 27 janvier 1955, une proposition de loi portant institution d'un régime d'assurance-maladie aux membres non salariés des professions agricoles, **n° 10011**. — Le 10 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre, pour les agriculteurs, toute période d'instruction militaire pendant la période s'étendant de mai à fin septembre, **n° 10703**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; AGRICULTURE, Chap. 40-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection générale de l'agriculture (Comptes spéciaux de liquidation)* [21 novembre 1951] (p. 8259) ; *le retire* (p. 8260) ; Chap. 40-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr.*

les crédits pour bonifications pour naissances d'enfants (*Prêts aux jeunes ménages*) (p. 8294); le retire (*ibid*); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 40-70 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance à la famille (*Femmes seules avec enfant à charge*) [4 décembre 1951] (p. 8755); le retire (*ibid*); — du projet de loi relatif à l'allocation-vieillesse des personnes non salariées; en qualité de *Rapporteur pour avis* [6 juin 1952] (p. 2689, 2690); Art. 8 : Son amendement relatif à la durée de la période pendant laquelle le requérant doit avoir exercé en qualité de chef d'exploitation (p. 2705); le retire (*ibid*); Son amendement tendant à préciser le revenu cadastral initial (p. 2705); Son amendement tendant à fixer comme plancher un revenu cadastral de 100 francs (p. 2706); Art. 9 : Son amendement tendant à préciser « revenu cadastral initial » (p. 2707); Art. 9 : Amendement de M. Laborbe tendant à ne pas payer l'allocation aux exploitants ayant un domaine avec un revenu cadastral supérieur à 400 francs (p. 2708); Son amendement relatif aux exploitations dont la valeur a augmenté par suite d'un changement de cultures (p. 2709); Art. 10 : Son amendement relatif au calcul du revenu des propriétés non bâties (p. 2709); Son amendement tendant à ne pas tenir compte des revenus provenant de l'exploitation agricole pour les petits exploitants (p. 2710); Son amendement tendant à ne pas tenir compte de la situation des enfants (p. 2713); Art. 12 : Son amendement tendant à supprimer l'article tendant à récupérer sur les successions supérieures à deux millions les arrérages de l'allocation vieillesse (p. 2714); Art. 13 : Son amendement de forme (p. 2715); Art. 14 : Amendement de M. Lucien Lambert tendant à supprimer la cotisation personnelle de 2.000 fr. par an (p. 2734); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs par an la cotisation personnelle pour le chef d'exploitation et les membres mineurs de sa famille (p. 2735); Art. 15 : Son amendement relatif au taux de la cotisation proportionnelle au revenu cadastral (p. 2739); Art. 18 : Son amendement relatif au rôle de la Caisse nationale des pensions et allocations de vieillesse agricole (p. 2742, 2743); Art 15 a : Son amendement relatif au cas des communes urbaines ou industrielles (p. 2743); Article additionnel : Son amendement tendant à exonérer de cotisation les exploitants dont le revenu cadastral est inférieur à 150 francs

(p. 2743); Art. 19 : Son amendement tendant à charger les caisses départementales de l'étude des demandes d'allocations (p. 2744); le retire (p. 2744); Art. 23 : Son amendement relatif aux pouvoirs de décision des caisses départementales d'allocations vieillesse (p. 2745); Art. 24 : Son amendement de forme (p. 2745); Art. 25 : Son amendement tendant à inclure les recouvrements de cotisations (p. 2745); Art. 35 : Son amendement relatif à la transmission des dossiers des requérants de l'allocation (p. 2747); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 juillet 1952] (p. 3545); Art. 9 : Demande de reprise du texte du Conseil de la République donnant la possibilité de modifier les limites du revenu cadastral, présentée par le Gouvernement (p. 3548); Art. 12 : Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant les cas où les héritiers devront rembourser l'allocation (p. 3549, 3550); Art. 12 bis : Sa demande de réserver l'article (p. 3550); Art. 14 : Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au taux de la cotisation versée par les agriculteurs (p. 3551); Art. 15 bis : Son amendement tendant à reprendre l'article exonérant de cotisations les agriculteurs ayant un revenu cadastral inférieur à 150 francs (p. 3552); Art. 36 bis : Son amendement tendant à renoncer au recouvrement des allocations indûment perçues par des agriculteurs ayant un revenu cadastral inférieur à 1.000 francs (p. 3555, 3556). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées au profit des viticulteurs [8 octobre 1953] (p. 4102); la développe : *Situation désespérée des petits viticulteurs du Midi*; 500.000 francs de récolte pour 1.000.000 de frais; nocivité du décret du 30 septembre [15 octobre 1953] (p. 4310, 4311). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-71 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le génie rural et l'hydraulique agricole (*Alimentation en eau potable des communes rurales*) [3 décembre 1953] (p. 5935); le retire (*ibid*); Chap. 34-03 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour enquêtes statistiques (*Insuffisance des recensements agricoles*) (p. 5940); Etat B, Chap. 60-19 : Amendement de M. Monin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prêts d'équipement

agricole (*Difficultés des viticulteurs du Languedoc ayant contracté des emprunts*) [4 décembre 1953] (p. 5993); Etat A, Chap. 35-37 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des établissements agricoles* (p. 6017); *le retire* (ibid); Etat B, Chap. 61-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits aux subventions pour l'équipement du génie rural (Habitat rural)* (p. 6023); INTÉRIEUR : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Inondations dans l'Hérault)* [11 décembre 1953] (p. 6496); INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat D : *Amendement de M. Védrières tendant à majorer et à diminuer ceux pour les centrales thermiques* [10 décembre 1953] (p. 6436). — Est entendue sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les incidents du Minervoïs : *Misère des vigneronniers méridionaux; sa demande de discussion immédiate* [9 mars 1954] (p. 745, 746). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce une question relative à l'exploitation de l'usine de l'Orb à Ceilhes [26 mars 1954] (p. 4327, 4328). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de l'ALLOCATION DE VIEILLESSE AGRICOLE : *Discussion générale (Imperfections de la loi du 10 juillet 1952 sur l'allocation vieillesse agricole, financement par une partie d'une taxe statistique sur la fortune)* [21 juillet 1954] (p. 3495, 3496); *Son contre-projet (Financement des lois sociales en agriculture par la création d'une taxe statistique sur la fortune; exonération de la petite exploitation familiale)* (p. 3591), [28 juillet 1954] (p. 3672, 3673, 3676, 3677); *Ses explications de vote* [3 août 1954] (p. 3795); de cette proposition de loi en deuxième lecture, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à considérer comme exploitants agricoles ceux qui cultivent une exploitation dont le revenu cadastral serait compris entre 50 et 100 francs* [31 décembre 1954] (p. 7043); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 41-52 : *Subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales; demande de disjonction de M. Leenhardt (Communes victimes de calamités publiques)* [23 novembre 1954] (p. 5312); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-51 : *Contrôle des lois sociales en agriculture* [25 novembre 1954]

(p. 5445, 5446); Chap. 43-32 : *Son amendement (Subventions pour le développement des organismes culturels polyvalents et des foyers ruraux)* [26 novembre 1954] (p. 5491); *le retire* (ibid); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955; Etat A, Chap. 31-01 : *Situation des entreprises privées de réparation de matériel roulant* [9 décembre 1954] (p. 5984). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude des C. R. S. vis-à-vis de certains maires lors d'une manifestation viticole dans l'Hérault [3 mai 1955] (p. 2426). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Contre-projet de M. Rincent (Complément de culture générale sous l'autorité du Ministre de l'Éducation nationale)* [22 juin 1955] (p. 3231, 3232), [28 juin 1955] (p. 3390); Art. 1^{er} : *Demande de suspension formulée par le groupe communiste* (p. 3417); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Sa motion préjudicielle (Parité des prestations familiales agricoles avec les prestations du régime général); allocation de la mère au foyer, financement* [19 juillet 1955] (p. 3903 et suiv.); Etat annexe : *Son amendement (Suppression des prévisions de dépenses pour 1956)* (p. 3923, 3924); Art. 5 : *Son amendement (Institution d'une taxe sur la fortune pour le financement de l'allocation de salaire unique)* (p. 3927, 3928); Art. 3 : *Son amendement (Allocation de la mère au foyer, parité entre le régime agricole et le régime général)* [20 juillet 1955] (p. 3962); *Son amendement (Alignement sur le régime général)* (p. 3967); *le retire* (ibid).

LALLE (M. Albert), Député de Côte-d'Or (R. I.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : par la Commission de l'agriculture pour la représenter au sein de la Commission consultative de la viticulture [1^{er} août 1951] (**F. n° 51**); Président de la Commission de l'agriculture [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [29 janvier 1955] (**F. n° 483**); membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**),

[18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission des boissons [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 3 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte des besoins de l'agriculture dans l'organisation des périodes d'entraînement militaire des réservistes, n° 542. — Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à encourager la construction et l'amélioration de l'habitat rural, n° 598. — Le 13 septembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 64 du Code général des impôts (pertes de bétail), n° 1098. — Le 13 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'acte dit loi du 23 décembre 1941 sur les annonces judiciaires et légales, n° 1099. — Le 9 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 542) de M. Lalle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte des besoins de l'agriculture dans l'organisation des périodes d'entraînement militaire des réservistes, n° 1462. — Le 30 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 45 du décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, n° 1780. — Le 7 décembre 1951, une proposition de loi tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, n° 1902. — Le 7 décembre 1951, une proposition de loi tendant à ouvrir de nouveaux délais de réclamations contre les résultats de la révision accélérée des évaluations des propriétés non bâties prescrite par les articles 1405 et 1406 du Code général des impôts, n° 1906. — Le 6 mars 1952, une proposition de loi tendant à réglementer les plantations forestières, n° 2893. — Le 8 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 2893) de M. Lalle tendant à réglementer les plantations forestières, n° 4014. — Le 19 décembre 1952, une proposition de loi tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour

le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, n° 5177. — Le 22 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 5177) de M. Lalle tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, n° 5223. — Le 22 janvier 1953, une proposition de loi relative à l'organisation des marchés agricoles, n° 5346. — Le 19 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, n° 5602. — Le 16 juin 1953, une proposition de loi tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, n° 6300. — Le 23 juin 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 6300) de M. Lalle tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, n° 6342. — Le 23 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des orages et des inondations qui ont ravagé le département de la Côte-d'Or en 1953, n° 6620. — Le 24 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis (n° 6662) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, n° 6666. — Le 24 juillet 1953, une proposition de loi tendant à la création d'un Comité interprofessionnel du cassis de Dijon, n° 6695. — Le 30 octobre 1953, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret n° 53-416 du 11 mai 1953 relatif aux Conseils d'administration des services nationaux d'Electricité et de Gaz de France, n° 7034. — Le 30 octobre 1953, une proposition de loi réglementant l'intervention des fonctionnaires du génie rural dans les affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes, n° 7035. — Le 3 novembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 46 du décret n° 53-977 du 30 septembre

1953 relatif à l'organisation et à l'assainissement du marché du vin et à l'orientation de la production viticole, n° 7064. — Le 19 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 6695) de M. Lalle et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'un Comité interprofessionnel du cassis de Dijon, n° 8102. — Le 21 mai 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 6695) de M. Lalle et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'un Comité interprofessionnel du cassis de Dijon, n° 8517. — Le 28 juillet 1954, un deuxième rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi (n° 6695) de M. Lalle et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'un Comité interprofessionnel du cassis de Dijon, n° 8988. — Le 29 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, rejetée par le Conseil de la République, tendant à la création d'un Comité interprofessionnel du cassis de Dijon, n° 9831. — Le 21 janvier 1955, une proposition de loi tendant à introduire plus de souplesse dans le choix du mode de payement des baux à ferme, n° 9937. — Le 18 février 1955, une proposition de loi relative à la remise en ordre de la production betteravière, n° 10145. — Le 2 mars 1955, une proposition de loi relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers, n° 10240. — Le 3 mars 1955, une proposition de loi tendant à étendre aux jeunes artisans ruraux le bénéfice des articles 55 à 62 du décret du 29 avril 1940, modifié par la loi n° 46-1181 du 24 mai 1946, relatif aux prêts d'installation aux jeunes agriculteurs, n° 10253. — Le 11 mars 1955, une proposition de loi tendant à fixer le point de départ de la première révision cadastrale des évaluations des propriétés non bâties, n° 10386. — Le 20 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, rejetée par le Conseil de la République, adoptée avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, rejetée par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, tendant à la création d'un Comité interprofessionnel du cassis de Dijon, n° 11236.

Interventions :

Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Ses observations sur les prix agricoles trop bas, la modernisation de l'agriculture, le stockage, les charges sociales* [24 juillet 1951] (p. 6038, 6039). — Sa demande de pouvoirs d'enquête pour la Commission de l'agriculture [9 août 1951] (p. 6284). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés : *Contre-projet de M. Loustau tendant à instituer une taxe sur les blés commercialisés* [30 août 1951] (p. 6645); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur l'article* [20 septembre 1951] (p. 7518). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [20 novembre 1951] (p. 8206). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion d'ajournement de M. Pierre André* [11 décembre 1951] (p. 9004); — d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers; Art. 7 : *Demandes de disjonction de l'article majorant la taxe sur les gas oils, présentées par MM. Legendre et Pierre Meunier* [14 décembre 1951] (p. 9210); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1952; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 6^{ter} : *Amendement de M. Ramarony tendant à supprimer l'article majorant la taxe sur les betteraves, vins, tabacs et apéritifs* [22 décembre 1951] (p. 9626); *Procès-verbal (Impossibilité pour la Commission de l'agriculture de donner son avis sur le budget d'équipement et investissement)* [26 décembre 1951] (p. 9869); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952, amendé par le Conseil de la République; Art. 20 : *Son amendement tendant à reprendre l'article du Conseil de la République octroyant une aide financière aux communes rurales pour l'entretien des chemins* [3 janvier 1952] (p. 48, 49); — d'une proposition de loi relative à l'attribution de prêts d'installation aux jeunes ménages d'agriculteurs : *Sa demande de renvoi du débat* [14 mars 1952] (p. 1328, 1329); — du projet de

LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur les exportations agricoles de la France, les investissements agricoles, l'habitat rural)* [1^{er} avril 1952] (p. 1708, 1709) ; — du projet de loi instituant le régime de l'allocation vieillesse des personnes non salariées, amendé par le Conseil de la République ; Art. 9 : *Demande de reprise du texte du Conseil de la République donnant la possibilité de modifier les limites du revenu cadastral* [4 juillet 1952] (p. 3547, 3548) ; — du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-01 : *Ses observations sur la réforme administrative et l'enseignement agricole* [21 octobre 1952] (p. 4272, 4273) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 106 : *Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à ne pas majorer en 1952 les impôts payés par les exploitants agricoles* [12 décembre 1952] (p. 6253) ; — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme, amendée par le Conseil de la République ; Article unique : *Amendement de M. Fourvel tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale limitant les possibilités de révision des baux* [10 mars 1953] (p. 1703) ; *Amendement de M. Coudray tendant à étendre à tous les baux en cours la possibilité de révision* (p. 1704, 1705) ; — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage : *Discussion générale* [10 mars 1953] (p. 1706) ; *Suite du débat* (p. 1707) ; Article unique : *Amendement de M. Tricart tendant à supprimer la fin de l'alinéa relatif à la date où peut être faite la reprise du fonds* [24 mars 1953] (p. 2281) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse : *Discussion générale (Ses observations sur le coût de la gratuité de la vaccination évalué à 1 milliard, l'application de l'article premier de la loi de finances)* [24 mars 1953] (p. 2286) ; Art. 9 : *Amendement de M. Rochet tendant à supprimer l'article relatif aux sanctions prévues contre les éleveurs n'ayant pas procédé à la vaccination quand elle est obligatoire* (p. 2292). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur le prix du blé* [16 juillet 1953] (p. 3518, 3519) ; — l'ordre du jour : *Demande la discussion ininterrompue du débat sur la politique agricole* [13 octobre 1953] (p. 4229, 4230) ; — les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à ne pas*

discuter le budget de l'agriculture le samedi 14 novembre [12 novembre 1953] (p. 4979, 4982). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources pour le fonds d'assainissement du marché de la viande : *Contre-projet de M. Rochet tendant à réduire de moitié la taxe unique sur les viandes et à verser 20 0/0 du produit de la taxe au fonds d'assainissement* [13 novembre 1953] (p. 5042) ; Article unique ; *Sous-amendement de M. Counaud tendant à affecter un pourcentage de 10 0/0 des fonds à la prophylaxie* (p. 5043) ; *Sa demande de suspension de séance* (p. 5045) ; *Son amendement tendant à affecter le produit du prélèvement de 10 0,0 sur la taxe de circulation des viandes au fonds d'assainissement et au fonds de garantie mutuelle créés par décret* (p. 5045) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; AGRICULTURE : *Motion préjudicielle de M. Loustau tendant à rejeter le budget étant donné l'absence des crédits nécessaires à l'expansion agricole* [3 décembre 1953] (p. 5910) ; Etat A, Chap. 31-61 : *Amendements de M.M. Loustau et Fabre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la répression des fraudes (Contrôle du marché du vin)* (p. 5934) ; Article additionnel : *Amendement de M. Rochet tendant à abroger le droit de licence pour les bouilleurs de cru* [4 décembre 1953] (p. 6011) ; Etat A, Chap. 44-31 : *Bourses (Elèves des écoles vétérinaires)* (p. 6017) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1954, amendé par le Conseil de la République ; Art. 23 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République visant à rétablir la législation antérieure concernant les bouilleurs de cru et à leur rembourser, sur leur demande, le droit de licence établi en juillet 1953 (Habitat rural et fléau de l'alcoolisme)* [31 décembre 1953] (p. 7273, 7276) ; — d'une proposition de loi relative au régime de l'ALLOCATION DE VIEILLESSE AGRICOLE : *Motion de M. Le Roy Ladurie tendant au renvoi du projet devant la Commission des finances* ; *Motion de la Fédération nationale des syndicats d'exploitation* [21 juillet 1954] (p. 3500, 3501) ; *Inscription à l'ordre du jour de la suite de la discussion* (p. 3502) ; *Amendement de M. Briot (Cotisation des ouvriers forestiers)* [28 juillet 1954] (p. 3691) ; *Déroulement du débat* (p. 3693) ; de cette proposition de loi, en deuxième lecture ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à consi-*

dérer comme exploitants agricoles ceux qui cultivent une exploitation dont le revenu cadastral serait compris entre 50 et 100 francs [31 décembre 1954] (p. 7042); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954; Art. 3 : *Extension de la surcompensation aux prestations familiales versées aux salariés agricoles*; Amendement de M. Patinaud tendant à supprimer cet article; baisse du prix du blé [29 juillet 1954] (p. 3727); Art. 12 : Amendement de M. Boscury-Monsservin (*Date d'application de la détaxe de 15 0/0 sur le matériel agricole*) [30 juillet 1954] (p. 3757); Art 13 : *Son amendement (Baisse de 15 0/0 du matériel agricole par voie de subvention budgétaire versée aux fabricants de matériel agricole)* (p. 3757); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 13 : *Baisse sur le matériel agricole au moyen d'une subvention ou d'une détaxe* [13 août 1954] (p. 4189); — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer; Art. 14 : Amendement de M. de Tinguy (*Modalités de financement des caisses des départements d'outre-mer en cas de déficit; trésorerie des caisses agricoles*) [3 août 1954] (p. 3821); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Insuffisance du revenu de l'agriculture française, structure familiale paysanne, problème de la libération des échanges pour l'agriculture)* [6 août 1954] (p. 3915); — d'une proposition de loi relative à la création d'un comité interprofessionnel du cassis de Dijon [12 août 1954] (p. 4097); — d'une proposition de loi relative à l'enseignement professionnel agricole [16 novembre 1954] (p. 5058); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 34-03 : *Frais d'établissement d'enquêtes statistiques* [26 novembre 1954] (p. 5477); Chap. 34-31 : Amendement de M. Thomas (*Insuffisance des crédits pour les services agricoles*) (p. 5478); Déroulement du débat (p. 5494); Chap. 44-29 : *Encouragement à l'industrie chevaline et mulassière* (p. 5502); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 : *Article additionnel de M. Laborbe (Prêts aux jeunes ruraux)* [27 janvier 1955] (p. 335); — du projet de loi relatif à l'indemni-

sation des salariés victimes des inondations : *Indemnisation des ruraux* [28 janvier 1955] (p. 388). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de la manifestation paysanne de Lille [2 février 1955] (p. 598). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Agriculture, coordination au sein de l'Union française, rapport de M. Saint-Cyr, libération des échanges* [18 février 1955] (p. 815 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955; I. CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 44-93 : *Carburants agricoles* [8 mars 1955] (p. 1166, 1167); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Son article additionnel (Règles du cumul pour le personnel des caisses de mutualité agricole)* [19 mars 1955] (p. 1781); — d'une proposition de loi relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers : *Amendement de M. Vassor (Production de qualité)* [22 mars 1955] (p. 1815); de cette proposition en deuxième lecture [1^{er} avril 1955] (p. 2348); Art. 1^{er} : Amendement de M. Lenormand (*Subvention aux bureaux d'aide sociale pour faciliter la distribution de viande et de lait aux économiquement faibles et aux cantines scolaires*) (p. 2349). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. A. Tourné sur la politique viticole : *Rapport de M. Saint-Cyr* [24 mars 1955] (p. 1902). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi adoptée par le Conseil de la République relative aux prêts d'installation aux jeunes artisans ruraux [1^{er} avril 1955] (p. 2350); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Situation de l'enseignement agricole* [3 mai 1955] (p. 2429, 2430); *Rôle de la profession et du Ministère de l'Agriculture* (p. 2431); *Examen du texte gouvernemental par la Commission* [22 juin 1955] (p. 3235); *Rappel au Règlement de M. Rincant (Revision du temps de parole), demande une séance supplémentaire afin de terminer ce débat* [30 juin 1955] (p. 3484); Art. 2 : *Principes généraux de l'enseignement agricole, demande de renvoi en Commission de M. Thamier* (p. 3489); *Motion incidente de M. Rincant (Interruption du débat en raison du congrès socialiste)* (p. 3522); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels des services militaires pour juillet 1955 : *Convocation des*

agriculteurs réservistes [29 juin 1955] (p. 3445, 3446); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Organisation du débat* [19 juillet 1955] (p. 3901).

LAMARQUE-CANDO (M. Charles), *Député des Landes (S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 7 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 1021) de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, **n° 1032**. — Le 7 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Tanguy Prigent et plusieurs de ses collègues (n° 576) tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par les lois du 13 avril 1946 et du 31 décembre 1948; 2° de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues (n° 913) tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 portant statut du fermage et du métayage, **n° 1033**. — Le 12 juin 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 1021) de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, **n° 3668**. — Le 12 juin 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Tanguy Prigent et plusieurs de ses collègues (n° 576) tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par les lois du 13 avril 1946

et du 31 décembre 1948; 2° de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues (n° 913) tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 portant statut du fermage et du métayage, **n° 3669**. — Le 5 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés, **n° 4996**. — Le 20 février 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis (n° 4805) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 576) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié en dernier lieu par la loi du 31 décembre 1948, relatif au prix des baux à ferme, **n° 5621**. — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 5602) de M. Lalle et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, **n° 5682**. — Le 24 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer le sort des gemmeurs par des modifications à la structure de l'union corporative des résineux et par l'octroi d'avances destinées à rétribuer les gemmeurs et les sylviculteurs, **n° 5988**. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis (n° 6946) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 5602) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, **n° 7076**. — Le 19 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer au 1^{er} juillet 1954 la mise en application des récentes dispositions relatives à la construction de maisons économiques et familiales, **n° 8098**. — Le 20 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier les règles relatives à la coordination et à l'harmonisation des transports ferroviaires et routiers en ce qui concerne les transports scolaires et, en particulier, les transports des élèves des lycées, collèges et écoles techniques, **n° 8484**. — Le 26 novembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier la réglementation concernant l'affiliation volontaire à la sécurité sociale et plus particulièrement celle des artisans inscrits au registre des métiers, **n° 9596**.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage ; en qualité de *Rapporteur* [3 juillet 1952] (p. 3462, 3463) ; Article unique : *Amendement de M. Fourvel tendant à ne pas permettre à un propriétaire d'exercer le droit de reprise en cas de demande de conversion* (p. 3480) ; — d'une proposition de loi relative aux prix des baux à ferme ; Article unique : *Amendement de M. Rochet tendant à diminuer de 15 0/0 les baux à ferme* [3 juillet 1952] (p. 3484) ; *Amendement de M. Samson tendant à étendre la loi aux baux conclus postérieurement au 1^{er} janvier 1949* (p. 3486) ; *Amendement de M. Castera tendant à accorder aux métayers le partage aux deux tiers, cheptel compris* (p. 3487) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la crise du bois dans les Landes de Gascogne, le chômage dans les papeteries landaises, la taxe de péréquation sur les papiers français et étrangers)* [8 juillet 1952] (p. 3702 et suiv.). Dépose une demande d'interpellation sur la situation économique de la région des Landes de Gascogne et plus particulièrement celle des travailleurs de la forêt landaise [19 février 1953] (p. 1166) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [17 mars 1953] (p. 1951 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme, amendée par le Conseil de la République ; en qualité de *Rapporteur* [10 mars 1953] (p. 1697) ; Article unique : *Amendement de M. Ducos tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la libre révision des baux* (p. 1702) ; — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage ; en qualité de *Rapporteur* [10 mars 1953] (p. 1705 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Art. 13 : *Son amendement indicatif (Charte des logements à construire ; secteur locatif et accession à la propriété ; prime de 1.000 francs, taux d'escompte de la Banque de France, inflation, plans homologués, coefficients d'adaptation départementaux, délais de remboursement)* [27 janvier 1955] (p. 308 à 310).

LAMBERT (M. Lucien), *Député des Bouches-du-Rhône* [2^e circonscription], (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission de l'Agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission des boissons [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à faciliter l'achat des engrais et amendements calcaires par les agriculteurs, **n° 173**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à suspendre l'application du traité d'union douanière entre la France et l'Italie signé le 26 mars 1949, ainsi que des protocoles et conventions qui en découlent, et à en interdire la réalisation sans sa ratification par le Parlement, **n° 181**. — Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 46-1181 du 24 mai 1946 relative à l'attribution de prêts d'installation du Crédit agricole mutuel aux jeunes ménages agriculteurs, **n° 211**. — Le 20 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 500 millions de francs, comme indemnité d'urgence aux victimes de l'ouragan du 16 juillet 1951 qui a causé de grands dégâts aux récoltes dans certaines régions du Sud-Est de la France, **n° 226**. — Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à indemniser rapidement les victimes des calamités agricoles provoquées par les crues et orages dans le département des Bouches-du-Rhône, à reconstruire les ouvrages d'art détruits ou endommagés et à prendre des dispositions de nature à éviter le renouvellement de ces dégâts, **n° 302**. — Le 27 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la décision du 19 juillet 1950 du Ministère de l'Agriculture, relative au mode d'attribution de la prime exceptionnelle de soutien de la culture de l'olivier : 1° en ouvrant de nouveaux délais pour les déclarations de culture ; 2° en supprimant l'abattement pour les 25 premiers pieds d'oliviers et en payant la prime à compter du premier olivier,

n° 350. — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à porter les taux des primes d'encouragement à la culture de l'olivier à 50 francs pour les oliviers régénérés et à 150 francs par pied d'olivier nouvellement planté, **n° 374.** — Le 2 août 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 295) de M. Tourtaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à la convocation des jeunes ruraux réservistes pour période d'entraînement militaire pendant les mois d'août, septembre et octobre 1951, **n° 492.** — Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt sur les bénéfices agricoles certains arbres fruitiers pendant les années qui suivent immédiatement leur plantation, **n° 524.** — Le 11 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer d'urgence, un secours de 30 millions de francs pour première indemnité aux victimes de l'orage du 7 août 1951 dans le département des Bouches-du-Rhône et à accorder des exonérations d'impôts, **n° 683.** — Le 11 septembre 1951, une proposition de loi tendant à différer l'entrée en vigueur des résultats de la revision foncière accélérée, **n° 1064.** — Le 18 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs sinistrés de Beaumont-de-Pertuis, de Grambois et de Saint Martin-de-la-Brasque, **n° 1129.** — Le 13 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les dispositions nécessaires pour que le fonctionnement de l'usine à gaz de Martigues et la fourniture du gaz de houille aux usagers de cette localité ne soient pas interrompus, **n° 1479.** — Le 18 novembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder un crédit de 250 millions de francs aux victimes des inondations dans le département du Vaucluse, **n° 1517.** — Le 23 novembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder un crédit d'un milliard de francs au Ministre de l'Intérieur pour venir en aide aux sinistrés des inondations dans le Vaucluse dont un tiers du département est sous les eaux, **n° 1688.** — Le 28 novembre 1951, une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de cinq milliards destinés à secourir et indemniser les sinistrés des inondations du mois de novembre 1951, **n° 1743.** — Le 11 décembre 1951, une proposition de loi tendant à la prise en charge

par l'Etat du financement des travaux à effectuer, notamment sur la Durance et le Rhône, ainsi qu'aux canaux et cours d'eau du département des Bouches-du-Rhône, de façon à éviter de nouvelles inondations, **n° 1940.** — Le 12 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin aux importations de concentrés de tomates et à prendre des dispositions pour sauvegarder nos possibilités d'écoulement, notamment en réduisant les charges fiscales qui frappent notre production de conserves de tomates, **n° 1969.** — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 2051) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de la loi n° 48-809 du 13 mai 1948 relative aux réévaluations foncières des propriétés non bâties jusqu'au 1^{er} janvier 1953, **n° 2158.** — Le 16 février 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 350) de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier la décision du 19 juillet 1950 du Ministère de l'Agriculture, relative au mode d'attribution de la prime exceptionnelle de soutien de la culture de l'olivier : 1^o en ouvrant de nouveaux délais pour les déclarations de culture ; 2^o en supprimant l'abattement pour les 25 premiers pieds d'oliviers et en payant la prime à compter du premier olivier, **n° 2660.** — Le 16 février 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 374) de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à porter le taux des primes d'encouragement à la culture de l'olivier à 50 francs pour les oliviers régénérés et à 150 francs par pied d'olivier nouvellement planté, **n° 2661.** — Le 16 février 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 1179) de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire une très large place aux choux-fleurs dans les accords commerciaux signés avec tous pays importateurs, y compris ceux d'Europe centrale, en vue d'un écoulement satisfaisant de notre production nationale, **n° 2662.** — Le 19 février 1952, une proposition de loi tendant à assurer la création et le fonctionnement de centres d'apprentissage agricole primaires, **n° 2739.** — Le 28 février 1952, une proposition de résolution

tendant à inviter le Gouvernement à subordonner tout octroi de licences d'importation de laine à la justification d'un achat préalable de laine nationale dans une proportion au moins égale aux 20 0/0 du montant de la licence, **n° 2919**. — Le 13 mars 1952, une proposition de loi tendant à accorder certaines exonérations d'impôts et cotisations des indemnités et secours, et des réparations, aux sinistrés des inondations de novembre 1951, pour les départements de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, de la Drôme et du Gard, à prévoir les crédits nécessaires, et à mettre à la charge de l'Etat les travaux concernant les ouvrages de défense contre les eaux, **n° 2920**. — Le 13 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à interdire pour la campagne en cours toutes importations d'huile d'olive en provenance de pays étrangers, **n° 2921**. — Le 13 mars 1952, une proposition de loi tendant à assurer la protection de l'olive métropolitaine en l'intégrant dans le plan de garantie des prix définis par le décret n° 47-1402 du 26 juillet 1947, **n° 2922**. — Le 10 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder des exonérations d'impôts, des indemnités de compensation aux cultivateurs de la région méditerranéenne ayant subi des pertes causées par la gelée du vendredi 4 avril 1952 ; 2° à accorder des avances à la Caisse de crédit agricole afin de lui permettre d'allouer des prêts spéciaux à intérêt réduit à ces cultivateurs qui en feraient la demande, **n° 3296**. — Le 20 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre toutes importations de pommes de terre de consommation en provenance de pays étrangers, et notamment d'Espagne, **n° 3446**. — Le 10 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre diverses mesures en vue de l'utilisation pour le trafic voyageurs et marchandises, de la voie ferrée d'Orange (Vaucluse) à Buis-les-Baronnies (Drôme), **n° 3615**. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté ministériel n° 52-154 du 10 mai 1952 donnant compétence aux préfets de fixer les prix des fruits et légumes et à annuler la circulaire ministérielle n° 606 du 4 juillet 1952, de façon à faciliter l'écoulement de la production française et l'approvisionnement des consommateurs à des prix raisonnables, **n° 4116**.

— Le 6 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à l'écoulement de la récolte de choux-fleurs à des prix rémunérateurs, **n° 4618**. — Le 24 janvier 1953, une proposition de loi tendant à la prise en charge par l'Etat du financement des travaux de défense contre les inondations à effectuer sur les cours d'eau du département de la Drôme, **n° 5367**. — Le 17 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le trafic ferroviaire sur la ligne de Salon à Saint-Cannat dans le département des Bouches-du-Rhône, **n° 5554**. — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 2922) de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à assurer la protection de l'olive métropolitaine en l'intégrant dans le plan de garantie des prix définis par le décret n° 47-1402 du 26 juillet 1947, **n° 5700**. — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 2924) de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à interdire pour la campagne en cours toutes importations d'huile d'olive en provenance de pays étrangers, **n° 5701**. — Le 20 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réduire les tarifs de la S.N.C.F. appliqués actuellement au transport des ovins transhumants, **n° 5962**. — Le 27 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer au plus tôt, sur le bureau de l'Assemblée Nationale, le projet de loi concernant le barrage de Serre-Ponçon et l'aménagement hydro-électrique et agricole de la Basse-Durance, **n° 6086**. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à affranchir des formalités à la circulation les vins que le récoltant destine à sa consommation familiale et qu'il transporte de la cave coopérative vinicole à son domicile, **n° 6113**. — Le 3 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des dégrèvements d'impôts et des cotisations aux allocations familiales aux cultivateurs ayant eu leurs récoltes endommagées ou détruites par l'ouragan des 27 et 28 mai dans le sud-est de la France, **n° 6273**. — Le 2 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre, pour la campagne en

cours, les importations de légumes frais, notamment de tomates, en provenance de pays étrangers, n° 6427. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 6681) de M. Billat, et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour protéger l'élevage du lapin domestique et le territoire de la chasse au lapin de garenne, contre la myxomatose et à faciliter le repeuplement du territoire de chasse, n° 7078. — Le 6 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire reconstruire au cours de l'année 1954 le pont sur la Durance, à Cavaillon (Vaucluse), n° 8406. — Le 23 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des récentes inondations dans les départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse et à réaliser des travaux de défense contre les inondations, notamment sur la Durance et le Rhône, n° 9797. — Le 29 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à limiter les importations de pailles de sorgho servant à la fabrication des balais ménagers, par l'application d'un droit de douane de 40 francs par kilo ; 2° à limiter les importations de fibres étrangères de concurrence et en particulier de la bassine des Indes ou piassava, n° 9828.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale ; Art. 9 : *Transfert de charges à la caisse de secours mutuels agricoles* [30 août 1951] (p. 6625) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 31-30 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'entretien des routes et ponts (Pont de la Durance)* [15 novembre 1951] (p. 8088) ; INDUSTRIE ET ÉNERGIE, Chap. 10 40 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la direction du gaz et de l'électricité (Fermeture de l'usine à gaz de Martigues)* [20 novembre 1951] (p. 8216, 8217) ; AGRICULTURE, Chap. 32-70 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la protection des végétaux (Culture de la lavande)* [21 novembre 1951] (p. 8276) ; le retire (ibid.) ; Chap. 5100 : *Son amendement*

tendant à réduire les crédits pour la vulgarisation (Aide à la culture du riz) (p. 8299) ; le retire (p. 8300) ; Chap. 51-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstitution des oliviers (Augmentation des primes de reconstitution)* (p. 8300) ; le retire (ibid.) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Union douanière franco-italienne)* [5 décembre 1951] (p. 8826) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Ecole des houillères de Fuceau)* [18 décembre 1951] (p. 9274, 9277) ; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Article additionnel : *Son amendement tendant à abroger la taxe additionnelle à la taxe à l'achat* [21 décembre 1951] (p. 9541) ; *Son amendement tendant à créer une taxe sur les sociétés* (p. 9541) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à abroger la taxe sur les céréales* [22 décembre 1951] (p. 9574) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à abroger la taxe additionnelle à la taxe à l'achat* [22 décembre 1951] (p. 9576) ; Art. 6 ter : *Imposition additionnelle à l'impôt foncier non bâti, mise en vigueur du nouveau cadastre* [22 décembre 1951] (p. 9579) ; Art. 6 ter : *Demande de disjonction du 2^e alinéa ne tenant pas compte de la révision des revenus cadastraux, présentée par le Gouvernement* [22 décembre 1951] (p. 9628) ; Etat annexé, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services centraux (Réclamations des exploitants agricoles)* (p. 9642) ; Chap. 4000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits des prestations familiales des salariés agricoles (Abattements de zones)* (p. 9643) ; Chap. 60-10 : *Son amendement tendant à exonérer les sinistrés des inondations de novembre 1951* (p. 9644) ; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, amendé par le Conseil de la République, Art. 1^{er} bis : *Son amendement tendant à fixer à 17.250 francs le salaire de base dans la Seine pour le calcul des prestations familiales* [3 janvier 1952] (p. 84). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale, une question relative aux écoles des houillères nationales de Fuceau [21 décembre 1951] (p. 9505). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952 ; Art. 1^{er}, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 90-10 : *Son*

amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement rural (Aménagement du bassin de la Durance) [26 décembre 1951] (p. 9877); le retire (ibid.); Chap. 91-79 : *Sa demande de renvoi à la commission du chapitre portant réfection des ouvrages de protection contre les crues* (p. 9878); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B, ENERGIE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts à la compagnie nationale du Rhône (Barrage de Montélimar)* [27 décembre 1951] (p. 9957); le retire (ibid.); AGRICULTURE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts pour la modernisation de l'agriculture et la production d'azote (Prêts aux agriculteurs)* (p. 9976, 9977); — du projet de loi relatif au rétablissement des communications et à la défense contre les eaux dans le Sud-Est [24 janvier 1952] (p. 325, 326). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, une question relative aux inondations dans le Sud-Est [25 janvier 1952] (p. 381). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à accorder l'aval de l'O.N.I.C. aux négociants en grains amendée par le Conseil de la République : Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée nationale donnant priorité aux coopératives sur les négociants* [25 janvier 1952] (p. 401); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 404); — d'une proposition de loi relative à l'attribution de prêts d'installation aux jeunes ménages agriculteurs : *Demande de renvoi du débat, présentée par M. Lalle* [14 mars 1952] (p. 1328); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 7 : *Motion incidente de M. Rochet tendant à abroger les décrets augmentant les prix des engrais, matériel agricole et aliments de bétail* [3 avril 1952] (p. 1827); Art. 44 : *Sa motion tendant à surseoir au débat en attendant l'exonération d'impôts pour les sinistrés agricoles des inondations de 1951 et 1952* [4 avril 1952] (p. 1930); Art. 72 : *Demande de prise en considération de l'article appliquant la révision des évaluations des propriétés non bâties, présentée par le Gouvernement (Révision accélérée du cadastre)* (p. 1939); *Son amendement tendant à retarder d'un an l'application de la révision du cadastre* (p. 1940); — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées; Art. 12 : *Amendement de M. Fourvel tendant à supprimer l'ar-*

ticle tendant à récupérer sur les successions supérieures à 2 millions les arrérages de l'allocation vieillesse [6 juin 1952] (p. 2714); Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer la cotisation personnelle de 2.000 francs par an* (p. 2734); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 12 : *Amendement de Mme Laissac tendant à supprimer l'article prévoyant des cas où les héritiers devront rembourser l'allocation* [4 juillet 1952] (p. 3550); — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme; Article unique : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif aux redevances et services en nature* [3 juillet 1952] (p. 3483); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la concurrence étrangère et la mévente des primeurs de Vaucluse, le prix insuffisant de l'huile d'olive)* [8 juillet 1952] (p. 3685, 3686); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-71 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le génie rural (Adductions d'eau et aménagement de la Durance)* [21 octobre 1952] (p. 4289, 4290); le retire (ibid.); INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Usine hydrogénique de Rousset)* [23 octobre 1952] (p. 4353); le retire (ibid.); AGRICULTURE, Chap. 43-33 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage agricole (Formation des jeunes ruraux)* [25 octobre 1952] (p. 4472); le retire (p. 4473); Chap. 44-23 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstitution des oliviers (Disparition rapide des oliviers)* (p. 4474); le retire (p. 4475); Chap. 4427 : *Encouragement à l'emploi des engrais* (p. 4476); Chap. 46-51 : *Indemnisation des calamités agricoles* (p. 4482); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 63 : *Son amendement tendant à fixer par une loi le coefficient déterminant la valeur des immeubles d'après le revenu cadastral* [11 décembre 1952] (p. 6197); Art. 66 : *Son amendement tendant à disjointer l'article limitant les privilèges et le nombre des bouilleurs de cru* (p. 6198, 6199); Art. 99 : *Demande de disjonction de l'article interdisant les exonérations d'impôt ou diminutions de recettes, présentée par M. Rochet* (p. 6234); Article addi-

lionnel : Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à instituer une taxe unique sur les engrais [21 décembre 1952] (p. 6890) ; Amendement de M. Rochet tendant à détaxer les aliments du bétail et à majorer l'impôt sur les sociétés (p. 6894) ; Amendement de M. Rochet tendant à exonérer de droits jusqu'à concurrence de 5 millions les donations ou cessions entre co-héritiers (6899) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 51-60 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement hydraulique agricole (Aménagement du cours de la Durance) [20 décembre 1952] (p. 6789) ; Chap. 51-70 : Son amendement tendant à renvoyer à la Commission, le chapitre relatif aux travaux d'équipement prévus en 1951 (p. 6790) ; Chap. 61-70 : Sa demande de renvoi à la commission du chapitre relatif au remembrement (Habitat rural) (p. 6792) ; Chap. 61-72 : Sa demande de renvoi du chapitre relatif à l'habitat rural (p. 6793) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 53-20 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour routes et ponts (Pont de Cavaillon sur la Durance) [21 décembre 1952] (p. 6943, 6944) ; Chap. 53-30 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les voies de navigation intérieure (Canal de Marseille au Rhône) (p. 6944) ; — du projet de loi portant fixation du budget de PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES ; Art. 4 : Son amendement tendant à fixer les cotisations des exploitants agricoles au même taux en 1953 qu'en 1952 [29 janvier 1953] (p. 651) ; Art. 7 : Son amendement tendant à supprimer les taxes sur les céréales, betteraves, viandes, cidre, tabac et produits forestiers et à majorer le taux de l'impôt sur les sociétés (p. 662, 663) ; Son amendement tendant à supprimer la taxe additionnelle à la taxe à l'achat (p. 663, 664) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; AGRICULTURE : Ses explications de vote sur l'ensemble [30 janvier 1953] (p. 775) ; — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage : Discussion générale (Ses observations sur le sort malheureux des 150.000 métayers, la nécessité de la conversion des métayages) [24 mars 1953] (p. 2277, 2278) ; Sa motion incidente tendant à discuter de la réforme du métayage (p. 2279) ; —

des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Cas des fruits et légumes ; importations abusives, taxes et marges bénéficiaires [16 octobre 1953] (p. 4355) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3101 : Administration centrale (Prêts sociaux aux jeunes agriculteurs) [3 décembre 1953] (p. 5921) ; Chap. 3473 : Etudes et surveillance des travaux du génie rural (Frais de déplacement des agents du génie rural) (p. 5946) ; Chap. 4423 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour primes à la reconstitution des oliviers (Baisse de la production d'huile d'olives) (p. 5951, 5952) ; Etat B, Chap. 5160 : son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux d'hydraulique agricole (barrage de Serre-Ponçon sur la Durance) [4 décembre 1953] (p. 5986) ; Etat A, Chap. 3471 : Sa demande de renvoi en commission du chapitre relatif aux frais de déplacement des fonctionnaires du génie rural (p. 6016) ; — d'une proposition de loi relative au régime de l'ALLOCATION DE VIEILLESSE AGRICOLE : Motion de M. Le Roy-Ladurie tendant au renvoi du projet devant la Commission des finances [21 juillet 1954] (p. 3500) ; Art. 1^{er} : Amendement de M. Laborbe tendant à tenir compte des variations du revenu cadastral minimum devant servir d'assiette à la cotisation [28 juillet 1954] (p. 3681) ; amendement de M. Waldeck Rochet tendant à fixer le revenu cadastral minimum à 40 francs pour l'assujettissement à la cotisation (p. 3681) ; amendement de M. Waldeck Rochet (fixation du revenu cadastral servant de base au calcul des allocations familiales) (p. 3682) ; amendement de M. Waldeck Rochet (financement de la caisse autonome des pensions et allocations vieillesse agricole ; création du fonds national d'allocation vieillesse) (p. 3686) ; — Ses explications de vote : Insuffisance de la retraite des vieux paysans [3 août 1954] (p. 3794, 3795) ; — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954. Art. 2 : Son amendement (avance du Trésor de 5 milliards) [30 juillet 1954] (p. 3751) ; Art. 5 : Son amendement (exonération du riz de la taxe prévue par la loi de 1942) (p. 3753) ; son article additionnel (taux des cotisations des exploitants agricoles en 1954) (p. 3754) ; article additionnel de M. Waldeck Rochet (attribution de l'allocation de salaire unique) (p. 3755) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 3 :

Amendement de M. Boscury-Monsservin (sur-compensation entre les différents régimes de prestations familiales) [13 août 1954] (p. 4188); — du projet de loi relatif aux prestations viniques : *Discussion générale (exonération des producteurs de moins de 200 hectolitres)* [3 août 1954] (p. 3798); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre fiscal, Art. 1^{er} bis : *Son amendement (exonération de la taxe proportionnelle sur les bénéfices agricoles pour les jeunes agriculteurs ayant un revenu cadastral inférieur à 40.000 francs)* [13 août 1954] (p. 4195); Art. 20 septiès : *Son amendement relatif à la date de paiement des impôts* (p. 4215); Art. 28 : *Son amendement tendant à supprimer la taxe fiscale sur la margarine* (p. 4218); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance : *Discussion générale (alimentation en eau salée des salins de Berre, production de primeurs)* [13 août 1954] (p. 4228, 4229); Art. 1^{er} : *Son amendement (construction d'une centrale hydraulique en aval de Chateaufrenard afin d'éviter que l'eau manque dans cette ville)* (p. 4235, 4236); *le retire* (p. 4236); *son article additionnel (obligation à Electricité de France de draguer la rivière en aval de Mallemort)* (p. 4236); *Son article additionnel (maintien d'un débit d'eau minimum de 15 m³ seconde en aval de Mallemort)* (p. 4237); *son article additionnel (construction d'un canal agricole entre Orgon et Eygalières)* (p. 4237); *le retire* (p. 4238); Art. 4 : *Son amendement tendant à faire bénéficier les arrosants de l'augmentation de 20 0/0 des débits de canaux agricoles prévue à l'article 4* (p. 4238); Art. 5 : *Son amendement (poursuite des expériences de réalimentation)* (p. 4239); *le retire* (ibid.); Art. 8 : *Son amendement tendant à indemniser les expropriés suivant le principe appliqué pour les dommages de guerre par la loi du 28 octobre 1954* (p. 4243); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 34-24 : *Services sanitaires et laboratoires vétérinaires, vaccin contre la myxomatose* [26 novembre 1954] (p. 5477, 5478); Chap. 42-01 : *Exportation de fruits et légumes* (p. 5490, 5491); Chap. 44-01 : *Sa demande de rétablissement du chapitre 44-21 relatif aux crédits de vulgarisation* (p. 5495); Chap. 44-23 : *Sa demande de disjonction (prime à la culture des oliviers)* (p. 5498); Chap. 46-51 : *Calamités agricoles, sa demande de disjonction* (p. 5501, 5511); Etat B, Chap. 51-60 : *Grands travaux hydrauliques et*

d'équipement agricole, sa demande de disjonction (aménagement de la Durance) (p. 5511); *le retire* (ibid.); — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 33 : *Son amendement (taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée pour certains balais et balayettes)* [17 mai 1955] (p. 2849); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Contre-projet de M. Gabriel Paul (enseignement obligatoire et gratuit)* [22 juin 1955] (p. 3233 à 3235); Art. 36 : *Son amendement (méthodes et moyens de la vulgarisation agricole)* [30 juin 1955] (p. 3537); Art. 41 : *Son amendement (taxe de formation professionnelle agricole)* (p. 3538); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956, Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer l'article (conditions de paiement des cotisations en ce qui concerne le métayage)* [19 juillet 1955] (p. 3929); Art. 3 : *Amendement de M. Waldeck Rochet (conditions d'attribution et financement de l'allocation de la mère au foyer)* [20 juillet 1955] (p. 3959); Art. 4 : *Son amendement (condition faite aux membres de la famille de l'exploitant)* (p. 3970, 3971); *le retire* (p. 3971).

LAMPS (M. René), Député de la Somme (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à préciser que la poliomyélite donne droit au bénéfice de congé de maladie de longue durée, **n° 244**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à limiter au 1^{er} novembre 1951 la date extrême de parution du décret d'application de l'article 6 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948, fixant les modalités d'application de l'indemnité aux fonctionnaires en exercice dans les communes classées déshéritées, **n° 419**. — Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant, en ce qui concerne le recouvrement des impôts, à supprimer la majoration de 10 0/0, **n° 527**.

Le 8 novembre 1951, une proposition de loi tendant : 1° à supprimer la majoration de 10 0/0 applicable au montant des impôts non réglés aux dates d'exigibilité ; 2° à supprimer le système des versements anticipés et à accorder aux contribuables la faculté de se libérer de leurs impôts perçus par voie de rôle en douze versements mensuels, **n° 1427**. — Le 11 février 1952, une proposition de loi tendant à supprimer la pénalité de 10 0/0 pour les contribuables ayant demandé remise ou modération du montant de leurs impôts, **n° 2606**. — Le 25 mars 1952, une proposition de loi tendant à empêcher tout rétablissement d'une taxe proportionnelle à la charge des salariés, **n° 3044**. — Le 5 mars 1953, une proposition de loi tendant à la suppression de la cotisation perçue en vue de financer la formation professionnelle de l'automobile, du cycle et du motocycle, **n° 5785**. — Le 23 mars 1955, une proposition de loi tendant à valider les services des personnels des centres publics d'apprentissage, **n° 10502**. — Le 31 octobre 1955, une proposition de loi tendant : 1° à atténuer sensiblement le régime fiscal applicable aux eaux minérales, aux boissons gazeifiées et aux bières ; 2° à réduire en conséquence les prix de vente de ces produits, **n° 11783**. — Le 2 novembre 1955, une proposition de loi tendant à revaloriser l'ensemble des rentes viagères, **n° 11799**. — Le 9 novembre 1955, une proposition de loi tendant à suspendre l'application des articles 1, 2, 3, 7, 8 et 9 du décret n° 55-468 du 30 avril 1955 relatif à la contribution des patentes, **n° 11848**. — Le 29 novembre 1955, une proposition de loi tendant à exempter de l'impôt sur les spectacles et corrélativement de la taxe locale de 8,50 0/0 les affaires réalisées par les associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 dont le but principal est le développement de l'éducation physique ou de l'éducation populaire, **n° 11996**.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950 ; Art. 26 : *Son amendement relatif au déficit de Gaz de France* [23 août 1951] (p. 6457). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des présidents : *Son rappel au Règlement (Vote sur une motion incidente)* [28 août 1951] (p. 6546) ; — les propositions de la Conférence des présidents (*Néces-*

sité de discuter des problèmes sociaux) [29 août 1951] (p. 6577) ; *Débat sur les revendications des travailleurs* (p. 6581) ; — une communication du Gouvernement sur sa politique extérieure : *Son rappel au Règlement (Recevabilité d'une motion)* [30 août 1951] (p. 6658) ; — le procès-verbal de la séance précédente (*Recevabilité d'une motion de M. Malleret-Joinville*) [30 août 1951] (p. 6668). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 ; EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre : *Discussion générale (Demande de renvoi du débat, présentée par M. Lussy)* [1^{er} septembre 1951] (p. 6771) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réserver aux élèves des écoles publiques les nouvelles bourses* [3 septembre 1951] (p. 6787) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR Allocations aux parents d'élèves : *Oppose la question préalable* [5 septembre 1951] (p. 6919, 6920, 6921) ; *Sa motion préjudicielle tendant à commencer immédiatement le débat sur l'échelle mobile des salaires* (p. 6924) ; *Sa motion préjudicielle tendant à examiner et satisfaire les revendications des fonctionnaires* (p. 8925) ; *Sa motion préjudicielle tendant à examiner le présalaire aux étudiants* (p. 6925) ; Art. 1^{er} : *Demande de disjonction présentée par M. Tournaud* [7 septembre 1951] (p. 7033) ; *Son amendement tendant à limiter le nombre des bénéficiaires* (p. 7036) ; *Son amendement tendant à réclamer le contrôle des décrets d'application par les Commissions de l'éducation nationale des Assemblées* [8 septembre 1951] (p. 7121) ; *Rappel au Règlement de M. Lussy (Organisation du débat)* (p. 7160) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à exempter les entreprises artisanales* [9 septembre 1951] (p. 7225) ; Art. 6 : *Demande de suspension de séance présentée par M. Bruynea* (p. 7233). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Son rappel au Règlement*) [10 septembre 1951] (p. 7273) ; — sur un incident (*Rectification d'un vote du groupe communiste au sujet de la réglementation des arrhes*) [5 décembre 1951] (p. 8819). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 3 : *Son amendement tendant à disjoindre les dépenses d'intérêt militaire* [22 décembre 1951] (p. 9610) ; *Son amendement tendant à disjoindre les dépenses militaires pour les Etats associés d'Indochine* (p. 9610) ; — d'une propo-

sition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant certains produits pétroliers, amendée par le Conseil de la République, Art. 7 : *Détaxe des carburants agricoles* [24 décembre 1951] (p. 9754) ; *Son amendement tendant à détaxer les carburants agricoles jusqu'à la promulgation de la loi de finances* (p. 9754) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1952 ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, amendé par le Conseil de la République ; Chap. 1.000 : *Amendement de M. Soustelle tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République (Retard de la réforme fiscale et administrative)* [30 décembre 1951] (p. 10192) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Oppose la question préalable* [30 décembre 1951] (p. 10202 et suiv.) ; Art. 1^{er} : *Son rappel au Règlement* [4 janvier 1952] (p. 127) ; Art. 2 : *Son rappel au Règlement (Vote sur la disjonction de l'article premier)* (p. 131) ; *Son rappel au Règlement (Amendements portant sur plusieurs articles)* (p. 133) ; Art. 5 : *Son rappel au Règlement (Discussion des amendements)* [5 janvier 1952] (p. 156, 157) ; Art. 1^{er} : *Sa demande de disjonction de l'article (Loi des marins)* [26 février 1952] (p. 1007) ; Art. 31 : *Amendement de M. Boisdé tendant à créer un comité d'experts chargé de proposer des économies* (p. 1020) ; Art. 70 : *Son sous-amendement tendant à affecter les recettes prévues à la reconstruction* (p. 1035) ; *Son sous-amendement tendant à affecter les recettes ainsi dégagées à la reconstruction* (p. 1038) ; *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées par le Gouvernement (Hausse des charges fiscales, vanité de l'aide américaine, abandon de notre indépendance)* [28 février 1952] (p. 1129, 1130). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur les crédits militaires* [13 février 1952] (p. 691). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant approbation de deux Conventions avec la Banque de France : *Discussion générale (Ses observations sur les résultats de l'aide Marshall, le déficit commercial français, le coût de la guerre d'Indochine)* [13 mars 1952] (p. 1280 et suiv.) ; — d'une proposition de loi relative au pécule des déportés et internés politiques : *Discussion générale (Application du statut des déportés prévoyant un pécule pour les déportés en Allemagne)* [18 mars 1952] (p. 1354). — Est entendu sur les propositions de la Conférence

des Présidents (*Recevabilité de l'amendement de M. Minjoz*) [18 mars 1952] (p. 1357). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Oppose la question préalable* [1^{er} avril 1952] (p. 1669, 1670) ; *Son rappel au Règlement (Convocations à la réunion de la Commission des finances)* (p. 1708) ; Art. 3 : *Amendement de M. Bartolini tendant à réduire de 600 milliards les dépenses militaires* [2 avril 1952] (p. 1756) ; Art. 6 : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant 110 milliards d'économies par décrets* (p. 1776) ; *Son amendement tendant à faire des économies sur les dépenses militaires* (p. 1778) ; *Examen des articles additionnels* [3 avril 1952] (p. 1808) ; Art. 24 : *Amendement de M. Gabelle tendant à empêcher le rétablissement de la taxe proportionnelle sur les salaires* (p. 1874) ; Art. 26 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la date d'exigibilité des impôts directs* (p. 1874) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à prévoir le paiement des impôts directs par versements mensuels* (p. 1875) ; Art. 35 : *Sa demande de disjonction du paragraphe B pour obtenir une diminution du prix de l'essence* [4 avril 1952] (p. 1905) ; Art. 37 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à supprimer l'option entre dotation ou décote pour l'évaluation des stocks outils* (p. 1910) ; Art. 36 : *Son amendement tendant à exonérer de surtaxe les revenus inférieurs à 350.000 francs* (p. 1912) ; *Discussion des articles additionnels* (p. 1914) ; *Amendement de M. Gabelle tendant à considérer comme enfants à charge les étudiants jusqu'à l'âge de 25 ans* (p. 1915) ; *Amendement de M. Gosnat tendant à appliquer le régime de l'année en cours à la contribution mobilière* (p. 1916) ; Art. 38 : *Amendement de M. Alphonse Denis tendant à relever les plafonds pour les forfaits des commerçants* (p. 1918) ; Art. 45 : *Sa demande de disjonction des articles renforçant le contrôle fiscal* (p. 1931) ; Art. 71 : *Sa demande de disjonction de l'article exonérant d'impôts les achats des troupes américaines* (p. 1938) ; Art. 57 : *Son rappel au Règlement (Vote sur l'ensemble avant deuxième délibération)* (p. 1947) ; Art. 23 : *Amendement de M. Denais tendant à reprendre les articles 23 A à 23 E relatifs à la réorganisation de la S. N. C. F.* (p. 1950) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 23 *ter* : *Son rappel au Règlement (Droit d'amendement du Gouvernement)* [12 avril 1952] (p. 2262) ; Art. 44 : *Demande de reprise*

du texte de l'Assemblée Nationale relatif aux sanctions prises contre les fraudeurs, présentée par le Gouvernement (p. 2269); Art. 55 : Sa demande de disjonction de l'article relatif aux vignettes apposées sur les factures par les redevables de la taxe à la production (p. 2271); — d'une proposition de loi portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers : Son contre-projet tendant à revaloriser toutes les rentes viagères [10 avril 1952] (p. 2168). — Dépose une demande d'interpellation sur les responsabilités du Gouvernement dans la situation de l'industrie du jute et sur les licenciements effectués parmi les ouvriers des usines Saint-Frères (Somme) [29 mai 1952] (p. 2535); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : Ses observations sur l'accroissement d'un chômage non résorbable [1^{er} juillet 1952] (p. 3357, 3358). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la célébration du centenaire de la création de la médaille militaire : Discussion générale (Ses observations sur l'octroi d'un crédit de 10 millions) [5 juin 1952] (p. 2636); — du projet de loi relatif à l'enseignement du français en Alsace-Lorraine ; Article additionnel : Son rappel au Règlement (Recevabilité de l'amendement de M. Rosenblatt) [1^{er} juillet 1952] (p. 3386); — du projet de loi relatif au plan de développement de l'énergie atomique : Ses explications de vote sur l'ensemble [3 juillet 1952] (p. 3462); — du projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour la Convention financière franco-belge : Discussion générale [11 juillet 1952] (p. 3884); — du projet de loi relatif aux crédits du fonds spécial d'investissements routier : Discussion générale [11 juillet 1952] (p. 3887); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Etat A. Chap. 33-91 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les services médico-sociaux [28 octobre 1952] (p. 4513); SERVICES DE LA DÉFENSE NATIONALE, Section B : Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le service de contre-espionnage (p. 4516); IMPRIMERIE NATIONALE, Chap 61-20 : Salaires insuffisants des ouvriers [4 novembre 1952] (p. 4698, 4699); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Article additionnel : Recevabilité de l'amendement de M. Arbelletier tendant à ne pas appliquer les taxes sur le chiffre d'affaires aux établissements ayant un but médical ou sani-

taire [4 novembre 1952] (p. 4732); POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES, Etat A. Chap. 40-10 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les prestations facultatives (Œuvres sociales) [15 novembre 1952] (p. 5257); — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion du rapport sur les allocations de chômage et les salaires des ouvriers des arsenaux [4 novembre 1952] (p. 4714); — le procès-verbal de la séance précédente : Discussion du budget des Etats associés [18 novembre 1952] (p. 5329). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES (Exercice 1953) : Oppose la question préalable (Ses observations sur la politique réactionnaire du Gouvernement Pinay, la hausse des impôts locaux, la crise économique) [4 décembre 1952] (p. 5963, 5964); Oppose la question préalable (Taxes sur la betterave, la création d'une taxe sur la valeur ajoutée, la réforme de l'impôt sur les sociétés et des impôts indirects) [5 décembre 1952] (p. 5982 et suiv.); Art. 27 : Son rappel au règlement (Application de l'article 48 du Règlement) [9 décembre 1952] (p. 6093); Art. 51 : Amendement de M. Gosnat tendant à porter à 250/0 la déduction à titre de frais professionnels [11 décembre 1952] (p. 6190); Art. 99 : Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase prévoyant la caducité de l'article en certains cas [12 décembre 1952] (p. 6235); Art. 102 : Demande de disjonction de l'article prévoyant la simplification du recouvrement de l'impôt, présentée par M. Cristofol (p. 6245, 6246); Art. 106 : Son rappel au Règlement (Droit à la parole de M. Tourtaud) (p. 6254); Art. 108 : Sa demande de disjonction de l'article favorisant les acquisitions immobilières pour le regroupement d'usines (p. 6254); Art. 110 : Son amendement tendant à exonérer les vieux de la surtaxe progressive (p. 6255, 6256); Articles additionnels : Renvoi des articles additionnels (p. 6259, 6260); Amendement de M. Cristofol tendant à valider en vue de la retraite pour les fonctionnaires les temps de service accomplis dans les sociétés nationales [21 décembre 1952] (p. 6849); Amendement de M. Cristofol tendant à prévoir le droit à pension du conjoint survivant d'une femme fonctionnaire (p. 6849); Amendement de M. Cristofol tendant à réévaluer le salaire minimum vital des fonctionnaires (p. 6850); Ordre de discussion des amendements (p. 6871); Amendement de M. Secrétaire tendant à majorer les droits sur les alcools et à en

affecter le produit à la reconstruction et aux pensions des anciens combattants (p. 6872, 6873); Son amendement tendant à détaxer les exploitations salmonicoles (p. 6881); Amendement de M. Tournaud tendant à réduire de 9 0/0 le taux de la taxe proportionnelle pour les revenus inférieurs à 200.000 francs (p. 6884); Amendement de M. Pronteau tendant à majorer l'abattement à la base pour la taxe proportionnelle (p. 6886); Son amendement tendant à considérer comme enfants à charge les enfants majeurs infirmes ou poursuivant leurs études (p. 6887); Son amendement tendant à tenir compte d'un minimum vital de 360.000 francs dans la surtaxe progressive (p. 6887); Amendement de M. P. Mcunier tendant à ne pas appliquer l'impôt sur les sociétés aux collectivités locales (p. 6887); Sous-amendement de M. Montillot tendant à ne majorer les taxes sur la viande que de 1 franc par kilo (p. 6895); Sa demande de vote par division de l'amendement de M. Raffarin tendant à majorer les taxes de circulation sur la viande et à détaxer les aliments du bétail (p. 6896); Amendement de M. Rochet tendant à exonérer de taxes les machines agricoles, engrais et aliments du bétail (p. 6897); Son amendement tendant à supprimer les taxes sur les pommes de terre (p. 6900); Amendement de M. Tournaud tendant à aider les exploitants agricoles victimes d'une épidémie de fièvre aphteuse (p. 6911); amendement de M. J. Duclos tendant à supprimer la pénalité de 10 0/0 pour retard de paiement des impôts et à supprimer les acomptes provisionnels (p. 6916); Amendement de M. Degoutte tendant à permettre aux entreprises travaillant pour l'Etat de payer leurs impôts avec leurs créances impayées (p. 6917); Amendement de M. Liantey tendant à fixer à 3,25 0/0 le taux de la taxe en jaseur du fonds forestier national (p. 6919); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : Discussion générale [15 décembre 1952] (p. 6935, 6936); Art. 25 : Amendement de M. Charpentier tendant à porter à 0,85 0/0 le taux de la taxe d'encouragement à la production textile (p. 6404); Art. 1^{er}, Etat A : Réception et vente des marchandises de l'aide américaine (p. 6409); Art. 32 : Majoration à 1.300 francs par trimestre de l'allocation-éducation aux élèves des enseignements libre et public (p. 6419, 6420); Article additionnel : Amendement de M. Chassaing tendant à fixer à 30/0 le taux de la taxe au profit du fonds fores-

tier national [19 décembre 1952] (p. 6619); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 5, Etat E : Son rappel au règlement (Application de l'article 48 du règlement) [20 décembre 1952] (p. 6760); Etat A, AGRICULTURE, Chap. 51-70 : Son rappel au règlement (Limitation du droit de parole) (p. 6790, 6791); EDUCATION NATIONALE : Motion préjudicielle de M. Pierrard tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative permettant la réalisation du plan « Le Gorgeu » (p. 6809); Art. 11 quater : Son amendement tendant à ne pas faire payer par les Caisses départementales scolaires la part des communes dans les constructions scolaires [21 décembre 1952] (p. 6939); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953 : Discussion générale [30 décembre 1952] (p. 7047, 7048); Art. 1^{er} : Son amendement tendant à supprimer l'article fixant des maxima de dépenses et interdisant les diminutions de recettes (p. 7048); — du projet de loi tendant à approuver une convention entre le Ministre des Finances et la Banque de France (élévation du plafond des avances de 50 milliards) : Discussion générale (Ses observations sur les avances de la Banque de France depuis 1944, la réduction nécessaire des dépenses militaires) [22 janvier 1953] (p. 144, 145); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1953; P.T.T., CAISSE D'ÉPARGNE, Etat A, Chap. 5300 : Demande de rétablissement des crédits pour les bâtiments, présentée par le Gouvernement (Centre de tri d'Amiens) [23 janvier 1953] (p. 231); — du projet de loi portant affectation de crédits au budget de la Défense nationale : Discussion générale (5 milliards pour la protection civile) [23 janvier 1953] (p. 235); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Art. 3 : Amendement de M. Badie tendant à majorer le taux des pensions de veuves et d'ascendants de 5 0/0 et à accorder une allocation de 5.000 francs aux invalides à 50 0/0 [24 janvier 1953] (p. 292); son rappel au règlement (Application de l'article 68 du règlement) (p. 294); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; RADIODIFFUSION TÉLÉVISION : Renvoi de la discussion [30 janvier 1953] (p. 778); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953; Art. 4 bis : Amendement de M. Barangé tendant

à ouvrir 2.434 millions de crédits pour la protection civile [27 janvier 1953] (p. 490); Art. 6 : Sa demande de disjonction de l'article prévoyant 80 milliards de crédits bloqués (Lois cadres constituant une délégation de pouvoirs) (p. 512); Sa motion préjudicielle tendant à disjoindre les articles 6, 118 et 134 bis comme contraires à la Constitution (p. 513); Son rappel au règlement (Irrecevabilité d'un amendement sur un alinéa déjà voté) (p. 521); Art. 8 : Sa motion préjudicielle demandant la réduction des taxes indirectes [28 janvier 1953] (p. 591); Art. 118 : Ses explications de vote sur l'article relatif à la réforme fiscale (p. 595); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 605); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : Amendement de M. Saint-Cyr tendant à reprendre le texte du Conseil de la République supprimant l'avis conforme pour les décrets des commissions des finances parlementaires [6 février 1953] (p. 1034). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : Menaces de M. Martinaud-Deplat envers les communistes [29 janvier 1953] (p. 660). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, amendé par le Conseil de la République; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Art. 25 : Son amendement relatif à la modification éventuelle par le Gouvernement du taux de la taxe d'encouragement à la production textile [30 janvier 1953] (p. 784). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : Discussion de projet d'aide au cinéma le 5 février [3 février 1953] (p. 843). — Prend part à la discussion : du projet de loi collectif d'ordonnancement (exercice 1952); Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap 6000 : Son amendement tendant à supprimer les crédits pour l'indemnité au journal « La Loire républicaine » [3 février 1953] (p. 862); Art. 13 : Aide à l'exportation et aux bénéficiaires de commandes « off shore » (p. 871, 872); — d'une proposition de loi relative à diverses dispositions intéressant l'épargne, amendée par le Conseil de la République : Ses explications de vote sur l'ensemble [6 février 1953] (p. 1012); — du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique; Art. 4 : Amendement de M. Jules-Julien relatif au mode de perception de la taxe [19 février 1953] (p. 1479); Amendement de M. P. Meunier tendant à effectuer un prélèvement de 1 0/0 pour rémunérer le personnel chargé d'appliquer cette

loi (p. 1479); — du rapport sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne relative à l'institution d'un système d'allocations familiales des marins pêcheurs artisans en Algérie : Demande de renvoi pour avis à la Commission des finances, présentée par M. J.-P. Palewski [5 mars 1953] (p. 1604); — du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères; Article additionnel : Son sous-amendement tendant à permettre au Gouvernement de majorer le prix des tabacs étrangers de luxe [5 mars 1953] (p. 1610); Amendement de M. Denais tendant à permettre au Gouvernement de majorer de 10 0/0 le prix des tabacs étrangers (p. 1611); Art. 10 : Amendement de M. P. Meunier relatif à la date d'application de la loi (p. 1612); Article additionnel : Amendement de M. Gosnat tendant à exonérer de la taxe proportionnelle les rentes viagères (p. 1614); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 1617). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : Ses amendements tendant à discuter les rapports sur les allocations familiales, le chômage, l'allocation aux vieux travailleurs salariés, la prime de fin d'année au personnel des P.T.T., la semaine de 40 heures dans les commerces non alimentaires, la législation des élections dans les départements d'outre-mer, l'indemnité de tierce personne aux fonctionnaires aveugles, la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer [18 mars 1953] (p. 2015, 2016). — Prend part à la discussion du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier : Contre-projet de M. Malleret-Joinville portant prélèvements sur les crédits d'Indochine et de la Défense nationale pour gager le remboursement des avances de la Banque [7 juillet 1953] (p. 3297, 3298); Art. 7 : Pouvoirs spéciaux temporaires; Demande de disjonction globale de tous amendements formulée par M. C. Barangé, rapporteur général (Son rappel au règlement : tente d'opposer l'article 47 du Règlement à l'article 46) (p. 3322); Sa demande de vote par division (p. 3324); Ses explications de vote sur l'ensemble (Inflation aggravée, injustice fiscale, hausse des prix) (p. 3334). — Dépose une demande d'interpellation sur le maintien en prison, en violation de la loi, de cinq résistants de la Somme, arrêtés le 10 juillet 1953 [6 octobre 1953] (p. 4015). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : Proteste contre l'ajournement des interpellations

communistes; annonce trois amendements (Linet, Barthélémy, Estachy) concernant des questions d'ordre social [27 octobre 1953] (p. 4587). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1954 : Discussion générale (Politique de préparation à la guerre, majoration des dépenses militaires depuis 1917, recul de la production depuis 1951, l'ampleur du trou de la trésorerie) [12 décembre 1953] (p. 6708 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954), Art. 2, Etat B : Son amendement tendant à supprimer le compte « financement de dépenses d'intérêt militaire » [13 décembre 1953] (p. 6671) ; Son amendement tendant à supprimer le compte « allocation aux familles d'enfants recevant l'enseignement primaire » [13 décembre 1953] (p. 6672) ; — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 3 : Son amendement (Taux de la réduction forfaitaire appliquée au prix de détail) [26 mars 1954] (p. 1335) ; le retire (ibid.) ; Art. 6 : Son amendement (Taux de la réfaction concernant les travaux immobiliers) (p. 1339) ; Art. 8 : Demande de disjonction de M. Cristofol (p. 1343) ; Art. 8 : Son amendement (Versement de la moitié des sommes déduites de la T.V.A. à un fonds national de constructions de logements) (p. 1359) ; Art. 9 ter : Son amendement (Taux de la taxe sur les transactions applicable aux sociétés possédant deux établissements de vente) (p. 1352) ; Art. 16 : Son amendement (Taux de la taxe sur le produit de laquelle sont attribués des fonds pour l'application de la « loi Barangé ») (p. 1364) ; Art. 20 : Amendement de M. Cristofol (Aggravation des pénalités pour infraction à des formalités prescrites par le Code général des impôts) (p. 1370) ; Déroulement du débat (p. 1371) ; Art. 22 A : Son amendement (Date d'application des nouvelles dispositions fiscales) [29 mars 1954] (p. 1387) ; Art. 40 : Son amendement (Taux appliqués à la sursaxe progressive) (p. 1407) ; Art. 47 : Son amendement (Éconération du revenu épargné pour la construction) (p. 1432) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social : Ses explications de vote [13 août 1954] (p. 4194) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre fiscal : Art. 20 bis : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux infractions et peines en matière d'impôt [13 août 1954] (p. 4197) ; Ses explications de vote (p. 4218) ;

— du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, Affaires économiques et Plan (II. SERVICES FINANCIERS) pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-31 : Son amendement indicatif (Transformations d'emplois, réforme des brigades de douanes, cas des sous-chefs de service du Trésor) [18 novembre 1954] (p. 5176) ; Chap. 31-43 : Harmonisation des carrières des personnels financiers (p. 5177) ; Chap. 31-45 : Son amendement indicatif (Application du salaire minimum garanti aux receveurs buralistes non fonctionnaires) (p. 5177, 5178) ; Chap. 31-49 : Son amendement (Mesures d'harmonisation et application du statut unique des personnels des catégories B et C) (p. 5178) ; Chap. 31-63 : Amendement indicatif de M. Sauer (Réforme du service des brigades des douanes) (p. 5179) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de janvier 1955, Art. 1^{er} : Son amendement tendant à supprimer le paragraphe 2 de cet article (Interdiction de créer une dépense nouvelle et de provoquer une diminution de recette) [30 décembre 1954] (p. 7017) ; Art. 2 : Son amendement (Revalorisation de la fonction publique) (p. 7018) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : Sa motion préjudicielle (Indemnités, primes et retraites des fonctionnaires; leurs revendications) [31 janvier 1955] (p. 540 et suiv.) ; Révalorisation différée [1^{er} février 1955] (p. 558) ; Réforme constitutionnelle (p. 570) ; Sa motion préjudicielle (Remise en ordre des rémunérations de la fonction publique) [4 mars 1955] (p. 1090) ; Etat A, Chap. 31-92 : Salaire des personnels auxiliaires recrutés dans les conditions prévues par la loi du 3 avril 1950, sa demande de disjonction (p. 1102, 1103) ; Chap. 34-93 : Son amendement indicatif (Conditions de travail des agents des services administratifs) (p. 1103) ; le retire (ibid.) ; Sa motion d'ordre (Examen des articles du titre III) (p. 1106) ; Art. 26 : Son amendement (Suppression de la forclusion en matière de pensions ou de rentes) (p. 1106, 1107) ; Art. 27 : Son amendement (Possibilité pour les retraités civils rappelés à l'activité pour le temps de guerre de demander la révision de leur pension) (p. 1108, 1109) ; Son sous-amendement à l'article additionnel de M. Palewski (Intégration de certains fonctionnaires dans le cadre des attachés d'administration) (p. 1118) ; Article additionnel de

tant réforme fiscale, n° 3245. — Le 4 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à centraliser au sein d'un même Département ministériel tous les services ayant compétence en matière de relations économiques extérieures, n° 3993. — Le 14 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi (n° 3956) de M. Baylet et plusieurs de ses collègues tendant à faire assurer la représentation des entreprises de presse par les organisations professionnelles les plus représentatives, n° 4762. — Le 21 novembre 1952, un rapport d'information au nom de la Commission de la presse chargée d'enquêter sur les questions relatives au cinéma, n° 4842. — Le 27 novembre 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 79 du Code du vin, n° 4881. — Le 18 décembre 1952, une proposition de loi tendant à la titularisation des personnels d'enseignement technique des centres publics d'apprentissage, n° 5149. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la presse sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à faire assurer la représentation des entreprises de presse par les organisations professionnelles les plus représentatives, n° 6053. — Le 9 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7352) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour l'exercice 1954, septième partie : Essences et poudres, n° 7989 (7^e partie). — Le 6 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la diffusion de l'enseignement outre-mer, n° 11120.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Son amendement tendant à prévoir un décret gouvernemental sur avis motivé de la Commission supérieure des conventions collectives, fixant le salaire minimum* [19 septembre 1951] (p. 7486, 7487) ; Art. 1^{er} : *Son amendement relatif à la procédure de révision du budget type* [20 septembre 1951] (p. 7508) ; *le retire* (p. 7508) ; *Son amendement tendant à réviser le budget type automatiquement toutes les fois qu'une modification de 8 0/0 du prix de la vie*

aura eu lieu (p. 7509) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Danger et inconvénients de la loi)* (p. 7528) ; — d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers ; Art. 4 : *Son amendement tendant à n'affecter au fonds d'investissement routier que le dixième des droits* [14 décembre 1951] (p. 9208, 9209) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; **RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION** ; Art. 2 : *Relèvement de la taxe radiophonique* [19 décembre 1951] (p. 9361) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Situation de la presse)* [19 décembre 1951] (p. 9389) ; — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 ; Art. 2, Etat B, **ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES** : *Son amendement tendant à majorer de 4.500 millions les prêts aux petites entreprises* [27 décembre 1951] (p. 9978) ; *Son amendement tendant à réduire de 4.500 millions les prêts aux entreprises industrielles* (p. 9979, 9980) ; *Sa demande de deuxième délibération (Crédits aux petites entreprises)* [28 décembre 1951] (p. 10030) ; *Sa demande de repousser la deuxième délibération* (p. 10031) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 10033) ; — du nouveau projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 décembre 1951] (p. 10172) ; — d'un projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales ; Article additionnel : *Amendement de M. La Chambre tendant à faire déposer par le Gouvernement un projet de réforme fiscale avant le 1^{er} mai 1952* [5 janvier 1952] (p. 169) ; — du projet de loi relatif aux variations du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Dirigisme socialiste)* [7 février 1952] (p. 509). — Est entendu sur le rapport sur les opérations électorales du département du Loiret : *Demande de renvoi au 5^e bureau présentée par M. Bergasse* [13 mars 1952] (p. 1270). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; **TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE**, Etat A, Chap. 4342 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travailleurs nord-africains (Logement des Nord-Africains)* [23 octobre 1952] (p. 4342) ; **RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION**

M. Tournaud (Création d'un corps de cyclistes et de motocyclistes classés dans la catégorie active) (p. 1122); Article additionnel de *M. Tournaud* (Prime de rendement pour tous les titulaires) [8 mars 1955] (p. 1135); Son article additionnel (Prime de départ pour les mis à la retraite) (p. 1137); le retire (p. 1138); Son article additionnel (Pension proportionnelle, majoration pour enfants) (p. 1138); le retire (p. 1139); Son article additionnel (Droits des veuves remariées redevenues veuves ou divorcées à leur profit) (p. 1140, 1141, 1151); Son article additionnel (Droits des veufs de femmes fonctionnaires) (p. 1141); Son article additionnel (Communication du bordereau de liquidation) (p. 1142); le retire (ibid); Son article additionnel (Fonctionnaires atteints d'une invalidité permanente partielle résultant du service) (p. 1147); le retire (p. 1148); Etat A, Chap. 31-93 : Sa demande de disjonction (Revalorisation de la fonction publique); Lettre du M.R.P. aux organisations de fonctionnaires (p. 1170, 1171, 1180); Chap. 33-91 : Son amendement indicatif (Services sociaux des ministères) (p. 1183); Art. 31 : Son amendement (Femmes fonctionnaires, pension proportionnelle à jouissance différée) (p. 1184); Son amendement (Substitution, dans certains cas, de la pension d'ancienneté à la pension proportionnelle à jouissance différée) (p. 1184, 1185); Ses explications de vote (p. 1190); de ce projet de loi en 2^e lecture; Art. 61 : Son amendement (Bonification d'ancienneté au profit des fonctionnaires résistants) [1^{er} avril 1955] (p. 2338). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Etat d'urgence en Algérie, enseignement post-scolaire agricole, relèvement du salaire minimum interprofessionnel* [18 mars 1955] (p. 1677). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1955; Art. 11 : Son amendement (Impôt unique et progressif sur le revenu global des personnes physiques; impôt sur les fortunes) [19 mars 1955] (p. 1748, 1749); Son amendement (Commissions paritaires pour les saisies-exécution) (p. 1758); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Sa motion préjudicielle (Satisfaction aux revendications des fonctionnaires et retraités)* [28 juin 1955] (p. 3391); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Sa question préalable (Décrets du 30 juin sur les*

traitements de la fonction publique; reconduction du budget de 1955) [27 juillet 1955] (p. 4333, 4334); Etat A, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 31-11 : *Dépenses dues à la ratification des accords de Londres et de Paris* (p. 4345); CHARGES COMMUNES, Chap. 31-93 : *Sa demande de disjonction (Fonction publique)* (p. 4347); Article additionnel de *M. Barangé* (Délai supplémentaire pour la prise du décret portant réforme organique du budget) (p. 4383); Ses explications de vote (p. 4383, 4384); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 7 : *Etablissement d'un plan de réduction de dépenses* [4 août 1955] (p. 4621); de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 7 : *Son amendement (Plafond de dépenses civiles face aux urgences de l'Education nationale)* [5 août 1955] (p. 4670).

LANET (M. Joseph), Député de la Seine, [5^e Circonscription], (U.D.S.R.).

Secrétaire d'Etat à l'enseignement technique.
[Cabinet MENDÈS-FRANCE]
du 19 juin 1954 au 23 février 1955.

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). — Est nommé Secrétaire de la Commission du travail et de la sécurité sociale [9 août 1951] (**F. n° 20**); de la Commission de la presse [9 février 1954] (**F. n° 343**). — Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [22 mars 1955] (**F. n° 513**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [24 juillet 1951] (**F. n° 11**). — Est nommé : membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de la Commission des finances [19 janvier 1954] (**F. n° 341**). — Est désigné pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure chargée de l'examen des questions relatives à la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents [22 août 1951] (**F. n° 24**).

Dépôts :

Le 8 novembre 1954, une proposition de loi tendant à placer les agents supérieurs dans un cadre latéral d'administrateurs civils, **n° 1445**.
— Le 8 avril 1952, une proposition de loi por-

FRANÇAISE, Art. 4 : *Son amendement tendant à développer plus vite le réseau français de télévision* [15 novembre 1952] (p. 5223). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à substituer le débat sur l'amnistie à celui sur l'aide au cinéma* [27 janvier 1953] (p. 491, 492). — Prend part à la discussion : du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique : *Discussion générale (Ses observations sur les difficultés financières des producteurs de film, l'avidité du fisc, les procédés antiéconomiques de l'industrie du film, les abus de la loi d'aide de 1948, la diminution de l'engouement du public)* [6 février 1953] (p. 1025 et suiv.) ; *Discussion générale (Ses observations sur les vérités contenues dans son rapport, les producteurs malhonnêtes et les autres)* [19 février 1953] (p. 1173) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à concourir à l'exécution de travaux dans les salles de spectacles* (p. 1176) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à instituer la taxe spéciale pour trois ans seulement* (p. 1178) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à n'instituer la taxe prévue que pour trois ans* (p. 1180) ; le retire (ibid) ; Art. 6 : *Son amendement relatif à la composition du conseil de gestion du fonds de développement* (p. 1182) ; *Son amendement relatif au contrôle des opérations comptables* (p. 1184) ; le retire (ibid) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à calculer le concours financier d'après les recettes métropolitaines du film intéressé* (p. 1185, 1186) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à prévoir des acomptes sur l'aide financière en faveur des producteurs* [29 février 1953] (p. 1209) ; Art. 10 : *Son amendement relatif à la composition du jury de sélection des films de qualité* (p. 1210) ; le retire (ibid) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un article relatif au rôle de contrôle de l'expert comptable prévu pour chaque film subventionné* (p. 1212, 1213) ; Art. 13 : *Son amendement relatif à l'établissement d'un rapport par un expert comptable* (p. 1214) ; *Son amendement tendant à faire établir un certificat de nationalité du film par l'expert comptable* (p. 1218) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à exiger un devis détaillé avec le plan de financement* (p. 1219) ; *Amendement de M. Corniglion-Molinier tendant à ne pas exiger la justification d'un apport personnel du producteur d'au moins 20 0/0 du devis* (p. 1219, 1220) ; *Son*

amendement tendant à n'exiger du producteur que, soit un apport personnel de 10 0/0 du devis, soit une caution de 20 0/0 du devis (p. 1220) ; *Amendement de M. Leenhardt tendant à supprimer la référence des inscriptions au registre public de la cinématographie* (p. 1220) ; *Son amendement tendant à exiger des producteurs le plan de délégation des recettes et les contrats d'assurances des risques courus* (p. 1220) ; *Amendement de M. M. Grimaud tendant à supprimer l'alinéa relatif aux associations de producteurs* (p. 1239) ; Art. 16 : *Amendement de M. Lecanuet tendant à supprimer l'alinéa interdisant des attributions de fonds supplémentaires en cas de dépassement de devis* (p. 1241) ; Art. 17 : *Amendement de M. Grenier tendant à supprimer l'article* (p. 1242) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif au mode de contrôle du paiement* (p. 1243) ; Art. 22 : *Amendement de M. M. Grimaud relatif au cas des producteurs en faillite* (p. 1245) ; suite du débat (p. 1245) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à supprimer les dérogations prévues* [26 février 1953] (p. 1391) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à permettre aux petits exploitants de grouper leurs droits à une aide financière* (p. 1394) ; Art. 27 : *Son amendement tendant à financer les travaux d'amélioration technique, embellissement et création de nouveaux cinémas en France et à l'étranger* (p. 1398) ; *Son amendement tendant à favoriser les exploitants sinistrés par faits de guerre* (p. 1398, 1399) ; Art. 29 : *Son amendement tendant à ne pas financer sur cue d'un simple devis de travaux* (p. 1400) ; le retire (ibid) ; Art. 30 : *Son amendement tendant à aider les films dont 75 0/0 des scènes d'intérieurs ont été tournées en studio* (p. 1401, 1402) ; *Son amendement tendant à avantager les films dont 75 0/0 des scènes d'intérieur ont été tournées en studio* [27 février 1953] (p. 1477, 1478) ; *Son amendement tendant à prévoir un avis conforme de la Commission de la presse de l'Assemblée* (p. 1478) ; le retire (ibid) ; Art. 31 : *Amendement de M. Taillade tendant à fixer à 4 0/0 le taux de la subvention pour la presse filmée* (p. 1478) ; *Amendement de M. Corniglion-Molinier relatif aux modalités de la répartition des fonds entre les éditeurs de journaux filmés* (p. 1480, 1481) ; Art. 33 : *Son amendement tendant à réduire à 2 0/0 le prélèvement sur les recettes réalisées à l'étranger* (p. 1482) ; le retire (ibid) ; Article additionnel : *Amendements de*

M. Bichet tendant à financer la propagande à l'étranger en faveur du cinéma français (p. 1483); Art. 36 : *Amendement de M. Jules-Julien relatif aux sanctions contre quiconque se sera soustrait au paiement de la taxe* (p. 1487, 1488); Art. 38 : *Son amendement tendant à faire approuver par la Commission de la presse les décrets d'application* (p. 1488); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1494, 1495); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 31 : *Subventions à la presse filmée: Amendement de M. de Léotard tendant à reprendre le texte voté par le Conseil de la République maintenant les subventions jusqu'à promulgation du statut de la presse filmée (Réorganisation nécessaire de la presse filmée, ses erreurs parfois, coordination à réaliser avec la télévision, deux ans maximum pour les subventions)* [24 juillet 1953] (p. 3897); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Problèmes restant à étudier, notamment celui des relations avec la Télévision)* (p. 3899); — d'une proposition de loi relative à la représentation des entreprises de presse; en qualité de *Rapporteur* [20 février 1953] (p. 1236); Article unique : *Amendement de M. M. Dupuy tendant à prévoir une représentation de chaque tendance et chaque catégorie* (p. 1236); *Amendement de M. Coudert tendant à représenter les deux rameaux de la Fédération nationale de la presse* (p. 1237). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Georges Bidault) : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Lecourt (Ses observations sur l'absence d'une majorité stable pour soutenir le programme de M. Bidault)* [10 juin 1953] (p. 3015, 3016); — à la discussion d'une proposition de loi tendant à proroger les baux commerciaux jusqu'au 31 décembre 1953; Article unique : *Substitution de la date du 31 décembre 1953 à celle du 15 juillet 1953*; *Amendement de M. Klock permettant au bénéficiaire de la prorogation la cession du droit à renouvellement du bail (Réponse à M. H. J. Grimaud, proposition valable et opportune)* [9 juillet 1953] (p. 3415). — Dépose une demande d'interpellation : sur les buts de guerre de la France en Indochine, et la politique envisagée après le vote par le Congrès national de Saïgon d'une motion rejetant la participation à l'Union française [20 octobre 1953] (p. 4393); la développe : *Alternative posée par M. Mendès-France en 1950 (Effort de guerre massif ou négociations*

directes), solution tierce (Bao Daï) choisie à l'époque, surenchère nationaliste fatale, aboutissant au Congrès de Saïgon, refus d'une prétendue vocation de croisade de la France, devoir du Gouvernement de prendre position (par un ordre du jour) [27 octobre 1953] (p. 4561, 4562); — sur la gestion scandaleuse de la S.N.E.P. [23 octobre 1953] (p. 4530). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Rectification du vote de M. Mitterrand sur l'ordre du jour clôturant le débat sur l'Indochine* [29 octobre 1953] (p. 4639, 4640). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique européenne : *Demande de suspension de séance de M. July (Délibérations du Gouvernement trop longues)* [24 novembre 1953] (p. 5517); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); **RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE** : *Discussion générale (Dépôt d'une lettre rectificative)* [14 décembre 1953] (p. 6783); Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à créer un fonds spécial de la télévision alimenté par une taxe sur les bouilleurs de cru* (p. 6789); **RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE**, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Développement de la télévision)* [31 décembre 1953] (p. 7238); — des interpellations sur l'appel en faveur du « cessez-le-feu » en Indochine : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. de Sesmaisons* [9 mars 1954] (p. 774); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954; **DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES**, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Caractères industriels et commerciaux des services des poudres et essences* [16 mars 1954] (p. 903, 904); **SECTION MARINE**, Etat A, Chap. 31-33 : *Son amendement (Réduction d'activité de l'arsenal de Diego-Suarez)* [19 mars 1954] (p. 1104); **SECTION ESSENCES ET POUDRES**, Etat D, Chap. 99-00 : *Amendement de M. Maurellet (Crédits demandés pour les dépôts du Nord-Est et pour la construction de réservoirs à Casablanca)* (p. 1110). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote (Sort de la garnison de Dien Bien Phu, conférence de Genève)* [6 mai 1954] (p. 2153). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, Art. 3 : *Son amendement (Dévolution des biens*

de presse aux sociétés créées depuis le 1^{er} janvier 1953) [7 mai 1954] (p. 2219, 2220) ; Amendement de M. Badie (Extension du bénéfice de la loi au journal constitué par un ancien déporté ou un résistant ; journaux de l'Hérault au moment de la libération) (p. 2224, 2225) ; — d'une proposition de résolution relative au Règlement de l'Assemblée. Art 2 : Réunion de la Conférence des présidents, discussion de ses propositions [21 mai 1954] (p. 2645). — Est nommé Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (J. O. du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Gau relative à l'éducation de la jeunesse [9 juillet 1954] (p. 3384) ; — de M. Sibué relative au certificat d'études complémentaires commerciales [13 août 1954] (p. 4185) ; — de Mlle Marzin relative à l'insuffisance des locaux de l'enseignement technique dans la région parisienne [19 novembre 1954] (p. 5207, 5208) ; — de Mlle Marzin relative au collège technique Elisa Lemonnier [26 novembre 1954] (p. 5462) ; — de Mlle Marzin relative au centre d'apprentissage féminin de la métallurgie [26 novembre 1954] (p. 5462, 5463). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955 : Evolution de l'enseignement technique, taxe d'apprentissage, orientation professionnelle, comité interministériel de formation professionnelle, éducation physique obligatoire, « classes de neige », fonds d'équipement sportif de la nation et paris sportifs, contrôle médical sportif, jeux de l'Union française, colonies de vacances [13 décembre 1954] (p. 6261 à 6267, 6274) ; Etat A, Chap. 31-44, 31-45, 31-51, 31-52 relatifs à l'enseignement technique : Sa demande tendant à réserver ces chapitres (p. 6275) ; Chap. 34-42 : Taxe d'apprentissage (p. 6275) ; Chap. 34-51 : Demande de disjonction de Mme Lempereur (Durée des stages de formation de moniteur de colonies de vacances) (p. 6275) ; Chap. 34-52 : Jeunesse et sports, matériel, sa demande de réserver le chapitre (p. 6276) ; Chap. 34-53 : Amendement indicatif de M. Thamier (Rééducation physique, contrôle médical des boxeurs) (p. 6277) ; Chap. 35-41 : Travaux d'entretien des centres d'apprentissage (p. 6277) ; Amendement de Mme de Lipkowski (Manque d'établissements techniques et recrutement des maîtres) (p. 6278) ; Amendement de M. de Villeneuve

(Développement de l'enseignement technique dans les départements d'outre-mer) (p. 6278) ; Chap. 35-51 : Amendement indicatif de M. Thamier (Entretien des stades, piscines, auberges de la jeunesse) (p. 6279) ; Chap. 36-43 : Subvention à l'établissement de formation professionnelle de l'industrie aéronautique (p. 6280) ; Chap. 36-45 : Demande de réserve de Mlle Dienesch (Augmentation des crédits accordés aux chambres de commerce faisant fonctionner des cours d'apprentissage ; Proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis) (p. 6281) ; Chap. 36-51 : Amendement de M. de Villeneuve (Développement des sports à la Réunion) (p. 6282) ; Chap. 43-41 : Bourses de l'enseignement technique, sa demande de réserver ce chapitre (p. 6282) ; Chap. 43-52 : Subventions aux organisations groupant un grand nombre d'enfants « Cours vaillants » (p. 6283, 6284) ; Chap. 43-53 : Subventions en faveur de l'athlétisme, préparation des jeux olympiques, billets collectifs, statut du sport professionnel, congés culturels, activité politique de certains groupements sportifs [14 décembre 1954] (p. 6292 et suiv.) ; Chap. 43-54 : Auberges de la jeunesse, ciné-clubs (p. 6295) ; Etat B, Chap. 56-40 : Développement de l'enseignement technique dans les départements d'outre-mer, sa demande de réserver ce chapitre (p. 6297) ; Chap. 56-45 : Demandes de disjonction de MM. Faraut, Thamier et Mme Lempereur (Equipe de l'enseignement technique afin d'assurer la prochaine rentrée (p. 6297) ; Etat B, Chap. 56-50 : Etablissements d'éducation physique et sportive (p. 6299) ; Chap. 66-40 : Amendement indicatif de M. Gaston Palewski (Réalisation à Noisy-le-Sec d'un collège technique) (p. 6300) ; Déroulement du débat (p. 6301) ; Etat A, Chap. 31-44 : Etablissements publics d'enseignement technique (p. 6323 et suiv.) ; Chap. 31-45 : Demande de disjonction de M. Boutavant (Indemnité des directeurs de centres d'apprentissage) (p. 6326) ; Chap. 31-51 : Amendement indicatif de M. Thamier (Statut des maîtres d'éducation physique) (p. 6326) ; Chap. 47-51 : Camps et colonies de vacances (p. 6328) ; Etat B, Chap. 56-40 : Etablissements nationaux et services extérieurs de l'enseignement technique (Ecole de radioélectricité de Clichy) (p. 6337) ; Chap. 66-50 : Subventions d'équipement pour l'éducation physique et les sports, demande de disjonction de M. Gabriel Paul (p. 6337). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à

l'Enseignement technique à la Jeunesse et aux Sports (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J.O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion ; du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Jeunesse et équipement sportif* [25 mai 1955] (p. 3021) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (limitation des débits de boissons), Art. 35 : *Mainmise des marchands d'alcool sur les manifestations sportives, responsabilité de l'Etat* [9 novembre 1955] (p. 5586). = S'excuse de son absence [21 août 1951] (p. 6356), [4 septembre 1951] (p. 6876), [25 novembre 1952] (p. 5594), [2 décembre 1952] (p. 5896), [15 mars 1955] (p. 1398). = Obtient des congés [21 août 1951] (p. 6356), [4 septembre 1951] (p. 6876), [25 novembre 1952] (p. 5594), [2 décembre 1952] (p. 5896) [15 mars 1955] (p. 1398).

LANIEL (M. Joseph), *Député du Calvados (R.I.)*.

Ministre des P.T.T.

(Cabinet PLEVEN).

du 11 août 1951 au 4 octobre 1951,

Ministre d'Etat.

(Cabinet PLEVEN).

du 4 octobre 1951 au 20 janvier 1952.

Ministre d'Etat.

(Cabinet Edgar FAURE).

du 21 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Président du Conseil.

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954,

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**).

Dépôts :

Le 10 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à fixer d'une manière uniforme, au 31 décembre

1951, la date limite de recevabilité des propositions diverses relatives aux questions de résistance ; 2° à fixer au 31 mars 1952 la date extrême à laquelle devront être prises et publiées au *Journal officiel* les décisions consécutives à ces propositions, **n° 647**. — Le 21 septembre 1951, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant le service des postes, télégraphes et téléphones, **n° 1188**. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer définitivement la taxe à la production sur les aliments pour le bétail et les animaux de basse-cour, **n° 4100**. — Le 26 janvier 1955, une proposition de loi modifiant la répartition des sièges des membres du Conseil de la République, **n° 9996**.

Interventions :

Est nommé : *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* (cabinet Pleven) [11 août 1951] (*J.O.* du 11 août 1951, p. 8747) ; — *Ministre d'Etat* (cabinet Pleven) [4 octobre 1951] (*J.O.* du 5 octobre 1951, p. 10139).

En cette qualité :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat de politique étrangère*) [13 novembre 1951] (p. 7941, 7942). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre d'Etat* (cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J.O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* [29 février 1952] (p. 1160). — Est désigné comme *Président du Conseil* [26 juin 1953] (p. 3150) ; et demande la convocation de l'Assemblée nationale pour le 26 juin 1953 (p. 3150). — Prend part au débat sur sa demande d'investiture : *Son programme de Gouvernement ; Brève mention de son dévouement présent et passé aux institutions républicaines ; Nécessité d'un gouvernement capable d'agir ; Ses observations sur la fidélité à l'alliance atlantique, l'armée européenne (Examen ajourné), l'éventualité d'une conférence à quatre, la guerre d'Indochine (Négociations envisagées), la Tunisie (Autonomie interne), la France d'outre-mer ; Sur le problème des avances de la Banque de France (Amortissement garanti et « ressources nécessaires dégagées ») ; Sur les modalités d'une politique d'économies (Non forfaitaires) ; sur la « sclérose des structures économiques » et l'équi-*

libre des échanges extérieurs ; Sur la sélection des investissements ; Sur la rénovation agricole (Prix du blé) ; Sur la politique sociale, le logement et la reconstruction ; Sur la nécessité de pouvoirs spéciaux (Impôts exceptés), et d'une prompte réforme de la Constitution (En deux étapes) ; Sur le problème de majorité (Ni « centre droit », ni « centre gauche ») [26 juin 1953] (p. 3150 et suiv.) ; l'investiture lui est accordée (p. 3160) ;

En qualité de Président du Conseil :

Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses observations sur la moindre urgence des rapports de MM. Meek et Fouyet, sur la majoration des allocations aux vieux travailleurs et des allocations de chômage* [30 juin 1953] (p. 3177) ; — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition du Gouvernement : *Sa demande de renvoi à la suite* [30 juin 1953] (p. 3177). — Prend part à la discussion ; du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier ; Art. 1^{er} : *Droits sur l'alcool (Remboursement nécessaire des avances de la Banque, taxe sur l'alcool et l'essence, fonds d'expansion économique et logement, économies et pouvoirs spéciaux, niveau des charges militaires)* [7 juillet 1953] (p. 3298, 3299) ; Art. 3 : *Produits pétroliers ; Amendements de MM. Sibué et Pineau tendant à maintenir au profit du fonds d'investissement routier le prélèvement prévu par la loi du 30 décembre 1951 (Appel à l'intérêt supérieur de la France, en faveur du texte gouvernemental)* (p. 3307, 3308) ; Art. 6 : *Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955 de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense ; Pose implicitement la question de confiance contre tous les amendements* (p. 3317) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : *Droits sur l'alcool ; Pose implicitement la question de confiance sur le rétablissement du texte gouvernemental* [10 juillet 1953] (p. 3463) ; — des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août : *Reddition de comptes anticipée après 75 jours de « pouvoirs spéciaux » ; Action sur les prix, baisse des indices, sur les salaires, hausses partielles contrôlées et sur le niveau de l'emploi, dégrèvement des investissements et politique active du logement ; Baisse du loyer de l'argent ; Problèmes agricoles — notamment de la viande — en cours de solution par une*

réorganisation rationnelle d'ensemble ; Efforts pour développer l'exportation et réduire les marges excessives en allégeant les circuits de distribution ; Efforts analogues dans le secteur commercial et dans le secteur public ; Tâches d'avenir : réforme fiscale et chasse aux dépenses inutiles [8 octobre 1953] (p. 4105 et suiv.) ; *Discussion générale (Sa réponse aux orateurs, l'augmentation du pouvoir d'achat du salaire, le calcul de l'indice des 213 articles, le prix du charbon, les circulaires ministérielles réprimant le sabotage)* [9 octobre 1953] (p. 4189, 4190). — Est entendu pour une communication du Gouvernement : *Motions votées par le Congrès national du Viet-Nam à Saïgon (Situation militaire et politique en Indochine lors de l'arrivée au pouvoir du Gouvernement, redressement en cours, contribution financière américaine, déclaration française du 3 juillet, promettant l'indépendance totale, votes successifs du Congrès de Saïgon et déclaration de S.M. Bao Daï, négociations prochaines avec le Viet-Nam pour concilier la pleine indépendance avec le maintien dans l'Union française ; Inopportunité d'un débat sur ces entretiens)* [20 octobre 1953] (p. 4393, 4394). — Prend part à la discussion ; des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Paradoxe à supprimer des « bonnes années qui apportent la ruine » ; Refus de tout préjugé, libéral ou dirigiste (Décret-loi du 30 septembre 1953 sur l'organisation générale des marchés agricoles) ; Discipline nécessaire de la distribution (Réforme des circuits, réglementation des stocks), et de la production (Plan quadriennal du Commissariat, engagement de le soumettre au Parlement) ; Illusions d'une attitude protectionniste périmée, nécessité nationale de l'abaissement des prix de revient, crédits d'investissements (Engagement d'augmenter la part de l'agriculture) ; Aspect psychologique du problème agricole* [22 octobre 1953] (p. 4495 et suiv.) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *« L'incident déplorable » du Congrès de Saïgon (Explications demandées et reçues de Bao Daï, vote confus sur la motion du Dr Kuong, malaise aujourd'hui dissipé) ; Redressement de la situation militaire, accroissement des forces vietnamiennes, lassitude du Viet-Minh ; Redressement politique (Construction du Viet-Nam libre, déclarations Blum 1946 et Moutet 1947, « progrès » accomplis*

depuis Fontainebleau par la notion d'Union française, détente franco-cambodgienne et accord franco-laotien, « interprétation souple » du rôle « coordonnateur » de la France; Appui accru des U.S.A. (Eloge de l'Union française par le Secrétaire d'Etat, augmentation de la contribution financière américaine); Perspectives de négociations internationales (Allusions de MM. Malenkov et Chu En Lai, depuis l'armistice de Corée), ou directes (Si Ho Chi Minh renonçait à la lutte, et après consultation avec les Etats associés); Refus d'abandonner l'Indochine faute d'intérêts « mercantiles » à y défendre; Appel au Parti socialiste [27 octobre 1953] (p. 4602 et suiv.); -- des interpellations sur la politique européenne : Discussion générale (Suite du débat) [20 novembre 1953] (p. 5356); Les conférences des Bermudes et de La Haye, la bonne foi française à l'égard de l'U.R.S.S., le problème de la guerre indochinoise, la question de la Sarre gage d'équilibre et de concorde entre la France et l'Allemagne, la garantie anglaise d'association avec la C.E.D., l'Europe ultime but des efforts français [24 novembre 1953] (p. 5484 et suiv.); Pose la question de confiance sur l'ordre du jour de M. Garet (p. 5518); Explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de M. Garet approuvant la politique du Gouvernement (Acceptation par l'U.R.S.S. d'une conférence à quatre, position du chef du Gouvernement à l'Assemblée et aux Bermudes) [27 novembre 1953] (p. 5626, 5627). — S'associe à l'hommage rendu au Président Herriot [1^{er} décembre 1953] (p. 5771, 5772). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : Vote rapide du budget, émission d'un emprunt en décembre [1^{er} décembre 1953] (p. 5773, 5774). — Sa demande de convocation de l'Assemblée nationale pour une session extraordinaire en 1954 [31 décembre 1953] (p. 7190). — Est entendu : pour une communication du Gouvernement touchant la politique générale, après l'élection de M. le Président de la République : Bilan des efforts du Gouvernement depuis juillet, situation de la trésorerie en francs et en devises, problème social, logements, salaires, emplois, pouvoir d'achat, situation économique (Commencement d'expansion), offre de reconduction du contrat conclu lors de l'investiture, perspectives de politique étrangère avant la prochaine conférence de Berlin, débat à prévoir sur

la C. E. D., espoir mesuré de détente avec l'U. R. S. S. et en Indochine, perspectives de réforme constitutionnelle, nécessité d'une décision d'urgence pour que la France puisse être présente à Berlin [6 janvier 1954] (p. 2 à 6); -- sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement après l'élection de M. le Président de la République : Demande le renvoi à la suite (p. 8) et pose implicitement sur ce point la question de confiance [6 janvier 1954] (p. 16). — S'associe à l'éloge funèbre de M. Diethelm [14 janvier 1954] (p. 67). — S'associe à l'hommage rendu à M. Saint Laurent premier Ministre du Canada [9 février 1954] (p. 107). — Prend part à la discussion : des interpellations concernant l'appel en faveur du « cessez le feu » en Indochine : Discussion générale (Dispositions à négocier du Gouvernement, caractère de propagande des propositions d'Ho Chi Minh, participation des Etats associés à la conférence de Genève, garanties exigées avant le cessez le feu, protection des soldats et des amis de la France, guet-apens du 19 décembre 1946, hommage au corps expéditionnaire d'Indochine, volonté désormais unanime de négocier la paix en Indochine [5 mars 1954] (p. 713 et suiv.); Conditions politique et militaires favorables aux négociations, accord franco-vietnamien, indépendance de la France [9 mars 1954] (p. 757); Amendement de M. Delachenal à l'ordre du jour de M. de Sesmaisons (Nécessité d'un cessez le feu garantissant la sécurité des troupes avant la conférence de Genève) (p. 773); — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, amendé par le Conseil de la République : Discussion générale (Sanctions prises contre le maréchal Juin, sa déclaration publique sur la C.E.D., les relations entre le pouvoir civil et l'autorité militaire, les règles de la discipline militaire) [1^{er} avril 1954] (p. 1594, 1595). — Associe le Gouvernement à l'adresse de sympathie au Parlement de Grande-Bretagne à l'occasion du cinquante-naire de l'Entente cordiale [8 avril 1954] (p. 1873). — Est entendu : pour une déclaration du Gouvernement sur la situation en Indochine : Objectifs du Gouvernement, conditions de paix, offensive du Viet-Minh contre Dien-Bien-Phu, effort de la diplomatie française aux Bermudes, à Berlin, à Genève, aide de la Chine

au Viet-Minh, déclarations de M. Dulles [9 avril 1954] (p. 1972, 1973) ; — sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine [4 mai 1954] (p. 2093) ; *Evolution de la question en Indochine depuis le 9 avril, bataille de Dien-Bien-Phu, confiance du Gouvernement dans le commandement en Indochine, volonté de paix, risque d'internationalisation du conflit, contacts entre M.M. Daniel Mayer et Bidault* (p. 2097 et suiv.) ; *Pose la question de confiance pour le renvoi des interpellations à une date qui sera fixée ultérieurement* (p. 2100) ; *Signification et portée du vote sur la question de confiance pour la Conférence de Genève* [6 mai 1954] (p. 2144) ; — pour une communication : *Chute de Dien-Bien-Phu, hommage à ses héroïques défenseurs* [7 mai 1954] (p. 2223) ; — sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la situation en Indochine : *Contrôle parlementaire sur les opérations en Indochine, création d'une commission des affaires d'Indochine ne comptant pas de communistes parmi ses membres* [11 mai 1954] (p. 2336, 2337) ; *Pose la question de confiance sur le renvoi à la suite de la discussion des interpellations* (p. 2345) ; *Evénements et décisions intervenus en Indochine depuis juillet 1953, plan Navarre, solidarité ministérielle, choix de Dien-Bien-Phu, défense du Laos, aide chinoise au Viet-Minh, missions effectuées par les membres du Gouvernement en Indochine, aspect diplomatique du problème, risques d'une crise ministérielle* [13 mai 1954] (p. 2369 et suiv.) . — Prend part à la discussion des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Sa demande de suspension de séance* [8 juin 1954] (p. 2829) ; *Reprise à son compte des déclarations passées de M. Mendès-France les 3 et 4 juin 1953 (Impossibilité de tout dire à la tribune, allègement nécessaire du fardeau financier d'Indochine, solution pacifique souhaitable, pas question de capituler)* ; *Détails secrets fournis et à fournir à la Commission de coordination des affaires d'Indochine* ; *Indépendance accordée aux Etats associés (Défense des traités du 3 juillet 1953)* ; *Organisation des responsabilités gouvernementales : nominations de M. Frédéric-Dupont et du général Ely* ; *Aide fournie par les Américains pour la guerre comme pour la paix* ; *Offres de paix prétendues d'Ho Chi Minh à un journal suédois* ; *Intervention chinoise (Défense*

du général Navarre), internationalisation éventuelle (redoutée) du conflit ; Renforts envoyés et promis pour le corps expéditionnaire, volonté pacifique de la France à Genève (Engagement de consulter le Parlement en cas d'échec) ; Impossibilité actuelle d'une majorité forte ; Nécessité d'en finir avec le débat permanent sur l'Indochine [9 juin 1954] (p. 2871, 2872, 2873) ; *Pose la question de confiance, dans les formes constitutionnelles, contre la priorité et contre l'adoption des ordres du jour déposés par M.M. Lussy, Caillet et Duclos* (p. 2876) ; *Prend position contre l'ordre du jour de M. Lussy (Sa clause repoussant l'envoi éventuel du contingent), contre celui de M. F. Caillet (Impossibilité pour l'opposition de réunir une majorité constructive, refus d'un arbitrage numérique du parti communiste, disqualifié par sa prise de position en faveur de l'ennemi), contre celui de M. Duclos (Diktat du Viet-Minh) ; Dangers d'une interruption des négociations de Genève ; Vote sans équivoque : pour ou contre un « Munich asiatique » et un « renoncement à l'alliance atlantique »* [12 juin 1954] (p. 2972, 2973) . — Donne la démission du Gouvernement à M. le Président de la République [12 juin 1954] (p. 2983) . — Cette démission est acceptée le 13 juin 1954 (séance du 17 juin 1954, p. 2992) . — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J.O.* du 20 juin 1954, p. 5843) . — Prend part à la discussion d'interpellations sur le Maroc : *Ses responsabilités dans la déposition de Ben Youssef* [8 octobre 1955] (p. 4964) . = *S'excuse de son absence* [20 mars 1953] (p. 2058), [6 août 1954] (p. 3906), [7 octobre 1954] (p. 4568) . = *Obtient des congés* [20 mars 1953] (p. 2058), [6 août 1954] (p. 3906), [7 octobre 1954] (p. 4568) .

LAPIE (M. Pierre-Olivier), Député de Meurthe-et-Moselle (S.).

Son élection est validée [17 juillet 1954] (p. 5944) . = Est nommé : membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; membre de la Commission de la production industrielle [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre suppléant de la Commission des finances [27 mai

1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); Président de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [24 mars 1953] (**F. n° 250**); membre suppléant pour représenter la France à l'Assemblée Consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (**F. n° 17**). — Est désigné pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [15 novembre 1951] (**F. n° 54**), [3 février 1953] (**F. n° 226**). — Est désigné par la Commission de la production industrielle pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**), [5 mars 1954] (**F. n° 358**), [2 février 1955] (**F. n° 492**). — Est élu juré suppléant de la Haute-Cour de justice (Instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [9 avril 1954] (**F. n° 379**).

Dépôts :

Le 29 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier le taux de la redevance minière, en ce qui concerne le minerai de fer, prélevée au profit des communes et des départements et à modifier l'assiette de cette taxe, **n° 1709**. — Le 11 décembre 1951, une proposition de loi tendant à l'interdiction des contrats de fournitures exclusives de bières et autres boissons, intervenus entre producteurs ou distributeurs de bières et de boissons et propriétaires, locataires ou gérants de débits de boissons, **n° 1931**. — Le 7 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour indemniser les propriétaires de vignobles et d'arbres fruitiers dont les récoltes de fruits et de vignes ont été compromises par les désastreuses gelées du début du mois de mai 1953, **n° 6447**. — Le 24 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude un programme de grands travaux d'aménagement d'eau à grande distance, en vue de pourvoir aux besoins en eau de la popu-

lation, des industries et de l'agriculture dans le nord du département de Meurthe-et-Moselle (Bassins Longwy-Briey), **n° 8710**. — Le 7 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution (n° 5306) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire droit aux légitimes revendications de la corporation minière, **n° 9110**. — Le 26 août 1954, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 5404) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° le Traité instituant la Communauté européenne de défense et les Actes annexes; 2° la Convention sur les relations entre les trois puissances et la République fédérale d'Allemagne et les conventions rattachées signées à Bonn le 26 mai 1952, ainsi que les lettres échangées les 26 et 27 mai 1952; 3° le Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord et relatif aux engagements d'assistance des Parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté européenne de défense; 4° le Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté européenne de défense (Dispositions relatives : 1° au Traité instituant la Communauté européenne de défense; 2° au Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord; 3° au Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté européenne de défense), **n° 9187**. — Le 15 décembre 1954, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 9432) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° le Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles signé à Paris le 23 octobre 1954 et les protocoles rattachés relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'agence de contrôle des armements; 2° le Protocole d'accession de la République fédérale d'Allemagne au Traité de l'Atlantique-Nord, signé à Paris le 23 octobre 1954; 3° le Protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la République fédérale d'Allemagne, signé à Paris le 23 octobre 1954 et ses cinq annexes, protocole mettant en vigueur, compte tenu de certains amendements, la Convention sur les relations entre les trois puissances et la République fédérale, les conventions rattachées et les lettres annexes,

signées à Bonn le 26 mai 1952; 4^o la Convention relative à la présence des troupes étrangères sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne, signée à Paris le 23 octobre 1954, n^o 9731. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à instituer des congés d'éducation populaire, n^o 10978.

Interventions :

Est élu *Membre suppléant de l'Assemblée consultative européenne* [3 août 1951] (p. 6213); — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, subventions à l'enseignement libre): *Question préalable opposée par M. Pierrard (Ses observations sur le rôle du Conseil supérieur de l'éducation nationale)* [31 août 1951] (p. 6699); *Question préalable opposée par M. Cogniot (Ses observations sur le libéralisme du Gouvernement)* (p. 6715); — de la motion de censure de M. Pierrard condamnant le Gouvernement pour n'avoir pas consulté le Conseil supérieur de l'enseignement : *Sa réponse à M. Guy Petit* [4 septembre 1951] (p. 6866); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves); Art. 1^{er} : *Rappel au règlement de M. Lussy (Partialité du président)* [8 septembre 1951] (p. 7078). — Dépose une demande d'interpellation : sur les responsabilités encourues dans une récente erreur judiciaire, sur les méthodes d'instruction qui tendent à considérer l'aveu comme le seul moyen de preuve du crime [27 mars 1952] (p. 1526); — sur les conditions dans lesquelles l'Espagne de Franco a été admise à l'U.N.E.S.C.O. [3 juin 1952] (p. 2604). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles : *Discussion générale (Ses observations sur l'historique de la législation sur les ententes, la disparition de la concurrence grâce au dirigisme privé, les tribunaux privés existants qui infligent des amendes, la création de tribunaux spéciaux d'Etat)* [24 juin 1952] (p. 3165 et suiv.); Art. 2 : *Son amendement tendant à inclure le contrôle exercé par le jeu des participations financières* [26 juin 1952] (p. 3230); Art. 26 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la prestation du serment* [10 juillet 1952] (p. 3793); Article

additionnel : *Son amendement tendant à créer deux postes de Conseillers d'Etat* (p. 3794); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3795, 3796). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative aux élections des délégués mineurs en Meurthe-et-Moselle [14 novembre 1952] (p. 5122). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fermeture des soudières de Varangeville (Meurthe-et-Moselle) et le licenciement des 400 ouvriers [15 novembre 1952] (p. 5204); — sur la défense de l'économie française au sein de la communauté européenne charbon-acier [22 novembre 1952] (p. 5480); — sur le fonctionnement des restaurants universitaires et, en particulier sur la grave situation des restaurants universitaires de l'académie de Nancy [6 février 1953] (p. 1017); et en modifie le libellé [24 février 1953] (p. 1294); — sur la défense de l'économie française au sein de la Communauté européenne charbon-acier [17 février 1953] (p. 1062); — sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement a jugé nécessaire de frapper de sanctions un haut fonctionnaire après sa déposition sous serment dans un procès récent (M. Bertaux); [17 juillet 1953] (p. 3577); — sur le décret suspendant le programme de constructions universitaires [6 octobre 1953] (p. 4013). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification des accords franco-sarrois des 20 et 31 mai 1953 : *Droits et intérêts des personnels français en Sarre* [6 novembre 1953] (p. 4932); — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (Nécessité d'avancer par paliers, la Communauté européenne d'armements)* [17 novembre 1953] (p. 5247, 5248); — du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C.E.D.): *Déroulement du débat* [28 août 1954] (p. 4410); en qualité de *Rapporteur pour avis*: *Construction d'une économie nouvelle en partant de considérations d'ordre militaire, pouvoirs considérables du commissariat sur l'industrie et la science françaises, avantages accordés à l'industrie allemande au détriment de l'industrie française* [29 août 1954] (p. 4416, 4419); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission de la production industrielle (réarmement allemand): « *Enthousiasme mesuré* » manifesté par la Commission (13 voix contre 10 et 3 abstentions); *Compromis*

nécessaire entre la C.E.D. « trop tentaculaire » (envers la France) et un contrôle « trop limité » (envers l'Allemagne) ; Ajournement du projet français de pool (regrets) ; Discriminations consenties en faveur de la Grande-Bretagne (Progrès cependant de sa part), répartition de l'aide américaine et des off-shore (Progrès annoncés) ; Interdiction exclusive de certaines fabrications pour l'Allemagne ; Mécanisme du contrôle prévu (Sur statistiques et sur place, mais excluant les procédés de fabrication) « base de départ » acceptable pour une construction européenne (Assemblée consultative) [21 décembre 1954] (p. 6680 à 6682) ; — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : Intervention du président du Conseil avant épuisement de la liste des orateurs [3 février 1955] (p. 694) ; — d'une proposition de loi relative à l'enseignement professionnel agricole : Position du Gouvernement, extension de la loi Barangé, compétence du Ministère de l'Éducation nationale, hommage à M. Pierre Bourdan [6 mai 1955] (p. 2591, 2592). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents d'Homécourt et les grèves qui en ont résulté [8 juillet 1955] (p. 3719). — Prend part à la discussion d'interpellations sur l'Algérie : Sens du mot « intégration », aspirations nationales de l'Algérie, élection d'une nouvelle Assemblée algérienne, constitution de différentes fédérations (Etats-Unis, Commonwealth) [12 octobre 1955] (p. 5059 à 5061).

LAPLACE (M. Adrien), Député du Tarn-et-Garonne (R. H. S.).

Son élection est validée [3 août 1951] (p. 6217). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 31 août 1951, une proposition de loi relative au prix du blé de la récolte 1951, n° 929.

LAURENS (M. Camille), Député du Cantal (I. P.).

Secrétaire d'Etat à l'Agriculture
(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 21 novembre 1951,

Ministre de l'Agriculture
(Cabinet PLEVEN)

du 21 novembre 1951 au 20 janvier 1952,

Ministre de l'Agriculture
(Cabinet Edgar FAURE)

du 21 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Ministre de l'Agriculture
(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (F. n° 5) ; de la Commission de comptabilité [17 juillet 1951] (F. n° 5), [15 mars 1955] (F. n° 508) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [31 juillet 1951] (F. n° 15), [15 mars 1955] (F. n° 508) ; de la Commission de l'agriculture [16 juillet 1953] (F. n° 278), [19 janvier 1954] (F. n° 341) ; de la Commission de la presse [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des affaires étrangères [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 12 avril 1952, un projet de loi relatif à la protection du titre d'œnologue, n° 3327. — Le 11 juillet 1952, un projet de loi modifiant le statut de l'appellation « Champagne », n° 4155. — Le 11 juillet 1952, un projet de loi sur l'orientation de la production viticole, n° 4159. — Le 21 octobre 1952, un projet de loi portant introduction dans les départements de la Gadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, de la législation métropolitaine en matière de chasse, n° 4412. — Le 2 décembre 1952, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'agriculture, n° 4914. — Le 20 janvier 1953, un projet de loi tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles.

pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, n° 5319. — Le 5 février 1953, un projet de loi tendant à organiser l'aide financière aux agriculteurs victimes des calamités agricoles, n° 5507. — Le 5 mars 1953, un projet de loi relatif à la fabrication des pâtes alimentaires, n° 5753. — Le 5 mars 1953, un projet de loi relatif à la vaccination anti-aphteuse obligatoire, n° 5784. — Le 12 mars 1953, un projet de loi relatif à la création du Fonds de modernisation agricole, n° 5822. — Le 12 mars 1953, un projet de loi relatif à l'orientation de la production viticole, n° 5827.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Agriculture* (cabinet Pleven) (11 août 1951) (*J.O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés; Art. 4 : *Amendement de M. Viatte tendant à abroger l'arrêté du 7 février 1943 sur la réorganisation de la meunerie* [30 août 1951] (p. 6647); le retire (*ibid.*); Art. 5 : *Encouragement aux petits producteurs de blé* (p. 6648); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952. AGRICULTURE, Chap. 1000 : *Amendement de M. Deliaume tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Déficit des allocations sociales agricoles)* [21 novembre 1951] (p. 8252); *Amendement de M. Dronne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Problème du carburant agricole)* (p. 8252); *Discussion générale* (p. 8255); Chap. 1010 : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Octroi d'une prime de rendement)* (p. 8256); *Amendement de M. Ramarnoy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Prix du sulfate de cuivre)* (p. 8256); *Amendement de M. Florand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Insuffisance des prix des produits agricoles)* (p. 8257); Chap. 1040 : *Amendement de Mme Luissac tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection générale de l'agriculture (Comptes spéciaux de liquidation)* (p. 8260); *Amendement de M. Rochet tendant à*

réduire de 1000 francs les crédits pour l'inspection générale de l'agriculture (hausse des prix industriels) (p. 8260); Chap. 1060 : *Amendement de M. Rincant tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour la direction de la production agricole (Personnel chargé de la reconstitution des oliviers)* (p. 8261); Chap. 1090 : *Amendement de M. Dagain tendant à réduire de 20 millions les crédits pour le service des haras (Inutilité du service)* (p. 8262); Chap. 1110 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services agricoles (Protection des végétaux)* (p. 8263); *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les services agricoles (Insuffisance de l'effectif des ingénieurs agricoles)* (p. 8263); *Amendement de M. Bissol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services agricoles (Conducteurs de travaux agricoles aux Antilles)* (p. 8263); Chap. 1150 : *Amendement de Mlle Diensch tendant à réduire les crédits pour les établissements d'enseignement agricole (Enseignement ménager, professeurs en nombre insuffisant)* (p. 8264); *Amendement de M. Pinvidic tendant à réduire les crédits pour les établissements d'enseignement agricole (Enseignement ménager)* (p. 8265); *Amendement de M. Tournaud tendant à réduire les crédits pour les établissements d'enseignement agricole (Insuffisance de l'enseignement agricole professionnel)* (p. 8265); Chap. 1190 : *Amendement de M. Mouchet tendant à supprimer le chapitre relatif au contrôle des lois sociales (retraite vieillesse agricole)* (p. 8266); *Amendement de M. Coutant tendant à supprimer le chapitre relatif au contrôle des lois sociales (Insuffisance du corps de contrôle)* (p. 8267); Chap. 1210 : *Amendement de M. Delbez tendant à réduire les crédits pour la répression des fraudes (Insuffisance des moyens d'action)* (p. 8267); Chap. 1230 : *Amendement de M. Guille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les salaires des inspecteurs de la répression des fraudes (Insuffisance du personnel en nombre)* (p. 8268); Chap. 1249 : *Amendement de M. Rochet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le génie rural (Electrification rurale inachevée)* (p. 8269); *Amendement de M. Baurens tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le génie rural (Adductions d'eau dans la campagne)* (p. 8269); *Amendement de M. Alex Thomas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le génie rural (Equipement rural en Bretagne)* (p. 8270); Chap. 1250 : *Amendement*

de M. Fourvel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction du génie rural (Primes de rendement aux agents du génie rural) (p. 8271); Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction du génie rural (Reclassement du personnel du génie rural) (p. 8271); Chap. 1270 : Amendement de M. Rincant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction des eaux et forêts (Reclassement du personnel) (p. 8273); Amendement de M. Benoist tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction des eaux et forêts (Service des pêches) (p. 8273); Chap. 1290 : Amendement de M. Thiriet tendant à réduire les crédits pour les ouvriers des eaux et forêts (Statut des agents techniques d'Alsace-Lorraine) (p. 8274); Chap. 3000 : Amendement de M. Tricart tendant à réduire de 5 millions les crédits pour le matériel (Ameublement de l'hôtel du Ministre) (p. 8275); Chap. 3050 : Amendement de M. Tricart tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour enquêtes statistiques (Abus des enquêtes) (p. 8275); Chap. 3110 : Amendement de M. Alex Thomas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction de la production agricole (Blé de semence en Bretagne) (p. 8276); Chap. 3170 : Demande de rétablissement des crédits pour le service des haras (p. 8276); Chap. 3270 : Amendement de M. Lucien Lambert tendant à réduire les crédits pour la protection des végétaux (Culture de la lavande) (p. 8276); Amendement de M. Seynaut tendant à réduire les crédits pour la protection des végétaux (Manque de sulfate de cuivre) (p. 8277); Amendement de M. Lenormand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (Pertes de récoltes en Normandie du fait des intempéries) (p. 8278); Amendement de M. Juglas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (Lutte contre les calamités agricoles) (p. 8278, 8279); Amendement de M. Billat tendant à réduire les crédits pour les diverses commissions d'Etudes (Direction de la culture des tabacs) (p. 8279, 8280); Chap. 3370 : Amendement de M. Thiriet tendant à supprimer le chapitre relatif aux calamités agricoles (Fièvre aphteuse dans l'Est) (p. 8280); Chap. 3430 : Amendement de M. Billat tendant à réduire les crédits pour les travaux d'hydraulique et du génie rural (Adductions d'eau) (p. 8281); Chap. 3440 : Adductions d'eau dans les communes rurales (p. 8288); Chap. 3470 : Amen-

dement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des forêts (Reconstitution de la forêt de Gascogne) (p. 8289); Chap. 3480 : Sa demande de rétablissement des crédits pour les eaux et forêts (p. 8289, 8290); Chap. 3490 : Amendement de M. Castera tendant à réduire les crédits pour la chasse (Rarefaction du gibier) (p. 8291); Chap. 3530 : Amendement de M. Mazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel automobile (Abondance du parc automobile, indemnité kilométrique de déplacement) (p. 8292); Chap. 4010 : Amendement de M. Charpentier tendant à réduire les crédits pour prestations facultatives (Sociétés de secours mutuels) (p. 8292); Chap. 4020 : Amendement de M. Tournaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses (Insuffisance du nombre des bourses) (p. 8293, 8294); Chap. 4040 : Amendement de M. Castera tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bonifications pour naissances d'enfants (Prêts d'installations aux exploitants) (p. 8294); Chap. 5020 : Amendement de M. Rochet tendant à réduire de 5 millions les crédits pour participation aux organismes internationaux (accord de Washington sur l'exportation du blé) (p. 8295); Chap. 5030 : Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les activités culturelles de la jeunesse rurale (Crédits aux foyers ruraux catholiques) (p. 8296); Chap. 5070 : Amendement de M. Rincant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour recherches (Création d'un carburant agricole à bas prix) (p. 8296); Chap. 5080 : Amendements de MM. Signor, Tricart et Hénault tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour la prophylaxie des maladies contagieuses des animaux et le contrôle de la salubrité des viandes (Lutte contre les épizooties) (p. 8298); Chap. 5090 : Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à supprimer les crédits pour l'industrie chevaline (Importations de chevaux étrangers) (p. 8299); Amendements de MM. Lucien Lambert, Charpentier, Pinvidic, Lucas, tendant à réduire les crédits pour la vulgarisation (Importance de la vulgarisation) (p. 8300); Chap. 5110 : Amendement de M. Billat tendant à réduire les crédits pour la sélection animale (Reconstitution de la race laitière de Villard de Lans) (p. 8300); Chap. 5140 : Amendement de M. Baurens tendant à supprimer le chapitre relatif à la propagande viticole (p. 8301); Chap. 5150 : Sa

demande de rétablissement des crédits pour les jardins ouvriers (p. 8301); Chap. 5181 : Amendement de M. Baurens tendant à supprimer le chapitre relatif à l'encouragement à l'emploi des engrais (Suppression de la subvention des engrais) (p. 8301); Article unique : Explications de vote sur l'ensemble (p. 8302); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : Art. 6 bis : Création d'une taxe sur les produits alimentaires importés [22 décembre 1951] (p. 9577, 9578); Amendement de M. Tricart tendant à reprendre les prestations agricoles sans retard [22 décembre 1951] (p. 9578); Etat annexé, Chap. 1010 : Amendement de M. Pelleray, tendant à réduire de 15.800.000 francs les crédits pour les services extérieurs (Contrôle des lois sociales en agriculture) [22 décembre 1951] (p. 9642); Chap. 4010 : Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prestations familiales des non-salariés agricoles (Exploitants agricoles du Bas-Rhin) (p. 9643); Chap. 6010 : Amendement de M. Lucien Lambert tendant à exonérer les sinistrés des inondations de novembre 1951 (p. 9644); PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, amendé par le Conseil de la République : Art. 7 : Demande de disjonction présentée par M. Rochet de l'article relatif à la définition des exploitants et salariés agricoles [3 janvier 1952] (p. 88, 89). — Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet Pleven) (1) [21 novembre 1951] (*J. O.* du 22 novembre 1951, p. 11571).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Robert Manceau, relative au prix du lait à la production [30 novembre 1951] (p. 8713). — Est entendu sur un incident (*Report des questions orales*) [30 novembre 1951] (p. 8713). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 1^{er}, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 90-10 : Amendement de M. Lambert, tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement rural (Aménagement du bassin de la Durance) [26 décembre 1951] (p. 9877); Chap. 906 : Demande de renvoi à la Commission, du chapitre relatif à l'aménagement de la basse vallée du Rhône, présentée par Mme Roca (p. 9878); Art. 2, Etat B, Chap. 90-12 : Amendement de M. Méhaignerie, tendant à réduire

de 1.000 francs les crédits pour l'équipement rural [27 décembre 1951] (p. 9934); Chap. 92-12 : Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre les crédits amendés par le Gouvernement pour le centre de recherches du génie rural (p. 9936); Chap. 93-92 : Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les cillages témoins (p. 9937); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B, AGRICULTURE : Amendement de M. Vassor, tendant à réduire de 1.000 francs les prêts pour la modernisation de l'agriculture et la production d'azote (Insuffisance des prêts) [27 décembre 1951] (p. 9972); Amendement de M. Lemaire, tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Production d'azote) (p. 9973); Amendement de M. Loustau, tendant à réduire de 1.000 francs le crédit de ce chapitre (Prêts aux jeunes agriculteurs) (p. 9974, 9975); Amendement de M. Saint-Cyr, tendant à réduire de 1.000 francs le crédit de ce chapitre (Electrification et adductions d'eau) (p. 9976); Amendement de M. Tourtaud, tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la modernisation de l'agriculture et la production d'azote (Prêts aux petits exploitants) (p. 9977); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales; Art. 3 : Modification du régime de l'allocation vieillesse des vieux travailleurs agricoles [5 janvier 1952] (p. 151). — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J.O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à accorder l'aval de l'O.N.I.C. aux négociants en grains, amendée par le Conseil de la République : Ses explications de vote sur l'ensemble [25 janvier 1952] (p. 406). — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J.O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées; Art. 8 : Amendements de Mme Laïssac et M. Laborbe tendant à fixer comme plancher un revenu cadastral de 100 francs [6 juin 1952] (p. 2706); Amendement de M.

(1) En remplacement de M. Paul Antier, Ministre de l'Agriculture démissionnaire.

Rincant tendant à prévoir une pension pour certains agriculteurs à la fois salariés et exploitants et ayant un revenu cadastral inférieur à 160 francs (p. 2706) ; Art. 9 : Amendement de *M. Laurens* tendant à ne pas payer l'allocation aux exploitants ayant un domaine avec un revenu cadastral supérieur à 400 francs (p. 2708) ; Art. 10 : Amendement de *Mme Laissac* tendant à ne pas tenir compte des revenus provenant de l'exploitation agricole pour les petits exploitants (p. 2712) ; Art. 13 : Amendement de *M. Tanguy-Prigent* tendant à financer l'allocation pour un tiers par une cotisation professionnelle pour deux tiers par le fonds national de vieillesse agricole (p. 2720) ; Art. 14 : Amendement de *M. Lucien Lambert* tendant à supprimer la cotisation personnelle de 2.000 francs par an (p. 2734) ; Amendement de *M. Tricart* tendant à réduire à 1.000 francs la cotisation personnelle des exploitants (p. 2735) ; Amendement de *Mme Laissac* tendant à réduire à 1.000 francs par an la cotisation personnelle pour le chef d'exploitation et les membres mineurs de sa famille (p. 2735) ; Sous-amendement de *M. Paquet* tendant à majorer le taux des cotisations variables suivant le revenu cadastral, payées par les gros exploitants (p. 2738) ; Art. 18 : Amendement de *Mme Laissac* relatif au rôle de la caisse nationale des pensions et allocations de vieillesse agricole (p. 2743) ; Art. 22 : Amendement de *M. Florand* tendant à supprimer l'article relatif à la création de sections autonomes pour les professions connexes (p. 2744) ; Art. 34 : Amendement de *M. Florand* tendant à faire appliquer la loi à partir du 1^{er} juillet 1952 (p. 2746) ; — d'une proposition de loi portant majoration des indemnités aux victimes d'accidents du travail ; Art. 20 : Amendement de *M. Kauffmann* tendant à supprimer l'alinéa relatif aux caisses d'accidents du travail agricoles en Alsace-Lorraine [2 juillet 1952] (p. 3429) ; — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage : Demande de renvoi du débat, présentée par *M. Gau* [3 juillet 1952] (p. 3467, 3469) ; — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme ; Article unique : Amendement de *M. Vassor* tendant à tenir compte des améliorations faites par le bailleur [3 juillet 1952] (p. 3483) ; Amendements de *MM. Coudray* et *Samson* tendant à étendre la loi aux baux conclus postérieurement au 1^{er} janvier 1949 (p. 3486) ; Amendement de *M. de Félice* tendant à ne pas

permettre plusieurs révisions successives d'un même bail (p. 3487). — Est entendu sur une demande de suspension de séance (*Débat sur la retraite vieillesse agricole*) [3 juillet 1952] (p. 3493). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique viticole du Gouvernement : *Observations sur le blocage du vin, les charges fiscales sur le vin, l'aide aux agriculteurs* [4 juillet 1952] (p. 3581, 3587, 3589, 3597) ; *Observations sur l'abondance des dernières récoltes, l'existence d'un excédent difficile à résorber, la diminution de la consommation, la distillation, le nouveau régime des plantations de vignes, la réforme du statut viticole* (p. 3600 et suiv.) ; *Ordre du jour de M. Paul Coste-Floret* demandant l'assainissement du marché viticole par des détaxes, la distillation et l'accroissement des exportations (p. 3607) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Observations sur les investissements agricoles* [8 juillet 1952] (p. 3637) ; *Discussion générale (Observations sur les méfaits de la fièvre aphteuse, les importations de viande)* (p. 3653, 3662, 3665, 3666) ; *Observations sur la politique agricole du Gouvernement, la lutte contre l'épidémie de fièvre aphteuse, la production de vaccin en France, l'équipement agricole, le prix des céréales secondaires, la production betteravière, l'importation de produits laitiers et oléagineux, les importations de bois* (p. 3673 à 3678, 3688 et suiv., 3700, 3704) ; — d'une proposition de loi instituant un permis national de chasse : *Contre-projet de M. Billat* tendant à maintenir un permis de chasse départemental [8 juillet 1952] (p. 3630, 3631) ; — du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-01 : *Observations sur la lutte contre la fièvre aphteuse, les importations de viande, l'enseignement agricole, le marché du vin, la vente des pommes à cidre* [21 octobre 1952] (p. 4274) ; *Revalorisation des traitements des fonctionnaires des eaux et forêts* (p. 4280) ; Amendements indicatifs de *MM. Loustau, Paquet, Pinvidic* et *Tourné* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'administration centrale (*Observations sur les importations de bovins et l'organisation du marché du vin*) (p. 4284) ; Chap. 31-21 : Amendement de *M. Tourné* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction de la production agricole (*Importations d'agrumes*) (p. 4285) ; Chap. 31-31 :

Amendement de M. Thomas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services agricoles (*Insuffisance des conseillers agricoles*) (p. 4286) ; Chap. 31-32 : Amendement de M. Thomas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services de contrôle (*Contrôle phyto-sanitaire des produits importés*) (p. 4286) ; Chap. 31-37 : Amendement de M. Mabrut tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enseignement agricole (*Ecole de Marmillat près de Clermont-Ferrand*) (p. 4287) ; Chap. 31-61 : Amendement de M. Fabre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la répression des fraudes (*Droits sur les vins*) (p. 4289) ; Chap. 31-71 : Amendement de M. Lucien Lambert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le génie rural (*Adductions d'eau et aménagement de la Durance*) (p. 4290) ; Chap. 31-72 : Amendement de M. Paquet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction du génie rural (*Parité entre les ingénieurs du génie rural et ceux des ponts et chaussées*) (p. 4290) ; Chap. 31-81 : Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les eaux et forêts (*Crise de la résine dans le Sud-Ouest*) (p. 4291) ; Chap. 31-83 : Amendement de M. Meck tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier des eaux et forêts (*Buchérons alsaciens*) (p. 4292) ; Amendement de M. Guillon tendant à réduire de 5 millions les crédits pour le personnel des eaux et forêts (*Lutte contre la tuberculose bovine*) (p. 4293) ; Chap. 33-92 : Amendement de M. Marcel David tendant à rétablir les crédits pour les prestations (*Réduction des crédits sociaux*) (p. 4294) ; Chap. 34-02 : Amendement de M. Paquet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel (*Services du ravitaillement*) (p. 4295) ; Chap. 34-26 : Amendement de M. Mailhe tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les haras (*Elevage des mules*) (p. 4296) ; Chap. 34-35 : Amendement de M. Paquet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (*Production d'acide sulfurique*) [25 octobre 1952] (p. 4465) ; Chap. 34-38 : Amendement de M. Rincenc tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'ensemble agricole (*Ecole de Rouffac Haut-Rhin*) (p. 4466) ; Chap. 35-23 : Amendement de M. Paquet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services sanitaires (*Lutte contre l'épizootie*) (p. 4467) ; Chap.

36-23 : Amendement de M. Coste-Floret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles vétérinaires (*Ecole vétérinaire de Toulouse*) (p. 4468) ; Chap. 36-41 : Amendement de M. Vassor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'institut national de recherche agronomique (*Insuffisance des crédits*) (p. 4469) ; Chap. 43-32 : Amendement de M. Rincenc tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les activités culturelles de la jeunesse rurale (*Insuffisance des crédits aux foyers ruraux*) (p. 4471) ; Chap. 44-23 : Amendement de MM. Olmi et Lambert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstitution des oliviers (*Disparition rapide de Polivier*) (p. 4474) ; Chap. 44-24 : Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir le chapitre relatif à la propagande en faveur du vin (p. 4475) ; Chap. 44-25 : Amendement de M. Briot tendant à supprimer les subventions aux céréales secondaires (*Avoine importée du Danemark*) (p. 4476) ; Chap. 44-27 : Encouragement à l'emploi des engrais (p. 4476) ; Chap. 44-28 : Amendements de MM. Golvan, Dagain, Florand et Hénault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie des animaux (*Lutte contre l'épizootie de fièvre aphteuse*) (p. 4480) ; Chap. 46-51 : Indemnisation des calamités agricoles (p. 4482) ; Chap. 46-52 : Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse de crédit agricole (*Prêts aux jeunes ruraux*) (p. 4483) ; Art. 6 : Demande de disjonction de l'article fixant la cotisation des producteurs pour la résorption des excédents des céréales, présentée par MM. Legendre et Briot (p. 4485) ; Amendement de M. Vassor relatif à la répartition des effectifs des haras nationaux (p. 4486). — Répond à une question : de M. Gabriel Paul au sujet des importations de chevaux de boucherie [24 octobre 1952] (p. 4401) ; — de M. Signor, relative à l'importation de plants de pommes de terre d'Allemagne [7 novembre 1952] (p. 4833) ; — de M. Edouard Depreux, relative au diplôme d'assistante sociale [7 novembre 1952] (p. 4834). — S'associe à l'éloge funèbre de M. Litalien [21 novembre 1952] (p. 5394). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 115 : Amendement de M. Briot tendant à limiter à 1,25 0/0 les taxes sur le blé [12 décembre 1952] (p. 6285) ; Amendement de M. Boscardy-Messervin tendant à exonérer les échanges de semences et de céréales (p. 6285) ;

Amendement de M. Tourlaud tendant à exonérer de taxes sur les céréales les producteurs de moins de 150 quintaux (p. 6286) ; Art. 116 : *Amendement de M. Boscury-Monsservin tendant à n'appliquer la taxe de résorption qu'aux récoltes de 1950, 1951 et 1952* (p. 6285) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 4, Etat D : *Motion de M. Charpentier tendant à supprimer les crédits pour l'industrie de l'azote au profit des prêts sociaux aux jeunes agriculteurs* [20 décembre 1952] (p. 6753) ; Art. 25 : *Ressources de la Caisse nationale de crédit agricole* (p. 6765) ; Article additionnel : *Amendements de M. Valentino relatifs à l'application dans les départements d'outre-mer des lois sur la coopération et la mutualité agricoles* (p. 6765, 6766) ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 51-20 : *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à rétablir les crédits pour les services vétérinaires (Ecole vétérinaire de Toulouse)* (p. 6787). — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet A. Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Est nommé *Ministre de l'Agriculture* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Coudray relative aux paiements aux producteurs de blé [23 janvier 1953] (p. 193). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme, amendée par le Conseil de la République ; Article unique : *Amendement de M. Ducos tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la libre révision des baux* [10 mars 1953] (p. 1703) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse : *Discussion générale (Ses observations sur la généralisation de la vaccination, le vaccin Belin, la question de la gratuité)* [24 mars 1953] (p. 2284, 2285) ; *Observations sur le coût de la gratuité de la vaccination évalué à un milliard, l'application de l'article premier de la loi de finances* (p. 2286) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Golvan tendant à permettre au Ministère de l'Agriculture de procéder à la vaccination obligatoire et gratuite en cas d'épizootie* (p. 2288) ; Art. 3 : *Amendement de M. Detœuf tendant à établir un prix forfaitaire de vaccination par animal à la charge de l'éleveur* (p. 2289) ; Art. 4 : *Vaccins fournis gratuitement par l'Etat dans les zones de vaccination obligatoire* (p. 2290) ; Art. 9 : *Amendement de*

M. Rochei tendant à supprimer l'article relatif aux sanctions prévues contre les éleveurs n'ayant pas procédé à la vaccination quand elle est obligatoire (p. 2292) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Observations sur la réduction des tarifs des vétérinaires, la gratuité de la vaccination obligatoire)* [28 mars 1953] (p. 2551). — Donne sa démission de *Ministre de l'Agriculture* [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En qualité de Député :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations concernant la fermeture des mines de soufre de Malvezzy (Aude) et d'antimoine de Massiac (Cantal) : *Sa réponse à M. Goudoux au sujet des mines d'antimoine de Massiac* [23 juillet 1953] (p. 3831). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la protection des appellations d'origine des fromages, Art. 3 : *Amendement de M. Solinhac tendant à réduire les pouvoirs du comité national des appellations d'origine des fromages en ce qui concerne les situations acquises* [20 juillet 1954] (p. 3430, 3431) ; Art. 4 : *Son amendement (Détermination par le Ministère de l'Agriculture de la composition et des règles de fonctionnement du comité national des appellations d'origine des fromages)* (p. 3431) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, pour l'exercice 1955, Etat D : *Amendements de MM. Montalat et Rolland (Rétablissement de la voie Bort-Eygurande)* [16 novembre 1954] (p. 5071) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-31 : *Demande de disjonction de M. Laborbe (Contrôle de l'enseignement et de la vulgarisation agricoles)* [25 novembre 1954] (p. 5444). — Pose au Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question relative à l'envoi en Afrique du Nord des hommes des armées de terre [27 mai 1955] (p. 3105). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Contre-projet de M. Saint-Cyr (Tutelle assurée successivement par l'Education nationale et l'Agriculture)* [28 juin 1955] (p. 3384) ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Apprentissage et formation agricoles, d'une part, enseignement postsecondaire, de l'autre)* (p. 3414, 3415) ; Art. 2 :

Son amendement (Allocation aux établissements privés) [30 juin 1955] (p. 3490, 3491, 3495); Art. 14: *Son amendement (Comités départemental et national de la formation professionnelle et de la vulgarisation agricole)* (p. 3531); Art. 16: *Son amendement tendant à supprimer les articles 16 à 29 inclus* (p. 3535); Art. 30: *Son amendement (Reconnaissance des établissements privés)* (p. 3536); Art. 31: *Son amendement (Financement par l'Etat des centres privés)* (p. 3537); Art. 36: *Son amendement (Moyens de la vulgarisation agricole)* (p. 3537); Art. 40: *Son amendement (Dispositions financières)* (p. 3538); Art. 41: *Son amendement (Taxe de formation professionnelle agricole)* (p. 3538); Art. 47: *Son amendement (Champ d'application du règlement d'administration publique)* (p. 3540); Art. 49: *Son amendement (Abrogation des dispositions contraires au texte voté)* (p. 3541); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets: *Libération des disponibles et du contingent; exemptions du service en Afrique du Nord* [22 novembre 1955] (p. 5922).

LAURENS (M. Robert), *Député de l'Aveyron (I. P.)*.

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). = Est nommé membre: de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [16 juillet 1953] (**F. n° 278**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de l'agriculture [9 septembre 1951] (**F. n° 38**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'éducation nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôt :

Le 13 mars 1953, une proposition de loi relative au prix des fermages des exploitations atteintes par l'épizootie de fièvre aphteuse, **n° 5871**.

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative à l'organisation de marchés

agricoles [6 août 1954] (p. 3908). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955; Etat B, Chap. 61-30: *Son amendement (Amélioration des techniques et écoulement des productions)* [26 novembre 1954] (p. 5513); *le retire* (ibid.); Etat A, Chap. 84-28: *Son amendement indicatif (Exportation des produits laitiers vers l'Union française)* (p. 5529); *le retire* (ibid.); *Article additionnel (Intégration d'ingénieurs des travaux agricoles dans le cadre d'ingénieurs des services agricoles)* (p. 5532, 5533); Etat B, Chap. 61-60: *Son amendement indicatif (Secours pour les dégâts importants du Sud-Aveyron)* (p. 5537); *le retire* (p. 5538); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955: *Son article additionnel (Candidats aux services publics empêchés par faits de guerre)* [11 mars 1955] (p. 1373); — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955: Art. 11 septies: *Son amendement (Taxe de circulation, exécution des viandes provenant d'animaux abattus d'urgence)* [17 mai 1955] (p. 2842).

LE BAIL (M. Jean), *Député de la Haute-Vienne (S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé: membre de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); membre titulaire pour représenter la France métropolitaine à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] **F. n° 16**.

Dépôt :

Le 20 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de première urgence aux habitants de la région de Sauviat-sur-Vige (Haute-Vienne), **n° 3751**.

Interventions :

Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche): *Ses observations sur l'attitude du parti socialiste, l'échelle mobile des salaires, la hausse des prix,*

l'enseignement libre et le problème épineux des subventions aux écoles libres [2 août 1951] (p. 6157, 6158, 6159, 6160). — Est élu *Membre titulaire de l'Assemblée consultative européenne* [2 août 1951] (p. 6169). — Donne sa démission de *Membre titulaire de l'Assemblée consultative européenne* [2 août 1951] (p. 6204). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Discussion générale (Inutilité de distinguer entre les Alsaciens et les Allemands coupables de crimes de guerre dans l'affaire d'Oradour)* [27 janvier 1953] (p. 473, 474); — d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies : *Discussion générale (Injustice d'une amnistie pour l'affaire d'Oradour)* [18 février 1953] (p. 4115, 4116); — des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Discussion générale (Ses observations sur la question de la révision des programmes d'examens)* [6 mars 1953] (p. 4678). — Dépose une demande d'interpellation : sur la conciliation nécessaire des deux efforts de négociation avec l'Est et de construction européenne [23 octobre 1953] (p. 4530); la développe : *L'échec de la Conférence de Lugano, les possibilités de négocier avec l'U. R. S. S., la création d'une Europe troisième force internationale et garant de la paix, les revendications allemandes à l'Est* [17 novembre 1953] (p. 5224 et suiv.); — sur la façon dont le Gouvernement entend protéger la Résistance contre toutes les campagnes de diffamation [9 février 1953] (p. 102); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Cas du maquis de Pressac et du maquis du Colonel Guingouin* [2 mars 1954] (p. 599, 600); *Son rôle dans la Résistance, l'attitude de M.M. Thorez, Duclos et Cachin pendant l'Occupation* [9 mars 1954] (p. 739, 740); la développe : *Assassinat de deux maires socialistes résistants, formation des groupes de l'A.S., direction de la Résistance à Chamberet, élimination de l'A. S., récit des crimes et leurs auteurs* [7 avril 1954] (p. 1863); — sur la façon dont le Gouvernement entend protéger la Résistance contre toutes les campagnes qui visent à la salir (Crimes des tueurs limousins) [30 juin 1954] (p. 3164). — Prend part à la discussion : des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Problème de la coexistence et négociations nécessaires avec l'Est dès ratification,*

mais refus à l'inverse de toute clause suspensive; leur caractère « irréversible »; nécessité d'un réarmement allemand contrôlé par nous (moindre mal); valeur positive de l'U. E. O. (construction par étapes), de la Communauté atlantique (refus du neutralisme), de la réconciliation franco-allemande (à ne pas faire de mauvaise grâce); confiance en la démocratie allemande (tradition socialiste); attitude actuelle des socialistes allemands (distinction); attitude inadmissible des communistes français (note soviétique du 10 mars 1952) et de certain abstentionnisme tactique, promesses de la France à tenir, chantage soviétique inacceptable (dénonciation du Pacc franco-russe) [22 décembre 1954] (p. 6752 à 6755); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées; procès de carence fait par le Gouvernement à l'Assemblée et responsabilités dudit Gouvernement; scrutin d'arrondissement; collusion possible entre modérés et communistes* [2 novembre 1955] (p. 5478, 5479).

LEBON (M. Pierre), *Député des Deux-Sèvres (R.S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé : membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre de la Commission des affaires étrangères [3 novembre 1954] (**F. n° 435**); membre suppléant de la Commission des finances [8 novembre 1952] (**F. n° 181**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de la Commission des finances [7 juillet 1953] (**F. n° 275**). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte [16 juillet 1953] (**F. n° 277**). — Est nommé membre de la Commission de contrôle de la circulation monétaire [16 juillet 1953] (**F. n° 278**).

Dépôts :

Le 13 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à entreprendre d'urgence les travaux de remise

en état et de consolidation du cimetière de Bir Hakeim ainsi que de jalonnement de l'itinéraire y conduisant, n° 1068. — Le 18 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 39 du Code général des impôts, n° 2060. — Le 18 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 55 du Code civil relatif aux déclarations de naissances, n° 5591. — Le 16 mars 1954, une proposition de loi tendant à étendre aux jeunes artisans ruraux le bénéfice des articles 55 à 65 du décret du 29 mai 1940, modifié par les lois n° 46-1186 du 24 mai 1946 et n° 48-1479 du 24 septembre 1948 concernant l'octroi de prêts à moyen terme par les caisses de crédit agricole mutuel, n° 8058. — Le 10 mars 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux revues d'organisations professionnelles le bénéfice du tarif réduit des périodiques, n° 10353.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; P.T.T. : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Déficit des comptes chèques postaux)* [23 décembre 1951] (p. 9680); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Instabilité monétaire, mécanisme des hausses de prix, modalités du nouveau projet d'échelle mobile)* [19 février 1952] (p. 806, 807, 808); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur l'équilibre des recettes et des dépenses, l'amnistie fiscale, la confiance réclamée par le Gouvernement à la Nation)* [1^{er} avril 1952] (p. 1707, 1708); — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées; Art. 10 : *Son amendement relatif à l'évaluation du revenu des biens des requérants* [6 juin 1952] (p. 2713); Art. 16 : *Amendement de M. David tendant à financer le fonds national d'allocation vieillesse par une taxe sur les produits agricoles importés* (p. 2741, 2742); Art. 23 : *Amendement de Mme Laissac relatif aux pouvoirs de décision des caisses départementales d'allocation-vieillesse* (p. 2745); Art. 36 : *Amendement de M. Delachenal relatif à l'octroi d'une allocation spéciale aux bénéficiaires de l'ancienne allocation temporaire* (p. 2748); — d'une proposition de loi portant amnistie : *Demande de renvoi à la commission*

pour retenir seulement les articles relatifs aux résistants, présentée par M. Camphin [11 juillet 1952] (p. 3910); *Discussion générale (Ses observations sur l'attitude du Général de Gaulle à l'égard des anciens combattants de novembre 1942)* [28 octobre 1952] (p. 4497); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; PRÉSIDENT DU CONSEIL, Etat A, Chap. 36-11 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'Ecole nationale d'administration, présentée par M. Gaillard (Ses observations sur l'insuffisance du nombre des élèves)* [28 octobre 1952] (p. 4514); AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Etat A, Chap. 31-01 : *Services centraux (Réarmement des deux Allemagnes)* [13 novembre 1952] (p. 5080); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 31-01 : *Développement des ressources nationales pour échapper au déficit commercial* [14 novembre 1952] (p. 5154); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 33 : *Son amendement tendant à maintenir telles quelles les bases d'imposition pendant la période de révision du cadastre* [11 décembre 1952] (p. 6162); Article additionnel : *Son amendement tendant à autoriser la déduction d'amortissements pour un montant de 5 0/0 des frais généraux* [21 décembre 1952] (p. 6880, 6881); *Son amendement tendant à faire la déclaration de bénéfices dans les six mois de la clôture de l'exercice* (p. 6888). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses observations sur les pouvoirs en blanc, l'avenir prometteur de la France, l'Indochine, les investissements et la balance des comptes, l'augmentation de la durée du travail* [3 juin 1953] (p. 2913 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (La communauté des 6 et l'unification allemande, la nouvelle Pologne et ses frontières, le maintien de la ligne Oder-Neisse, la reconstitution de l'Empire Saint Romain germanique)* [19 novembre 1953] (p. 5266 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); AGRICULTURE, Etat B, Chap. 51-62 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les adductions d'eau potable (Prix trop élevé du kilomètre de canalisation)* [4 décembre 1953] (p. 6021); — du projet de loi relatif à la communauté européenne de défense (C.E.D.) : *Discussion générale (Composition restreinte de l'Europe de*

la C.E.D., problème de l'Allemagne : Sarre et Allemagne de l'Est, isolement de la France à Bruxelles, conséquences de la ratification de la C.E.D. sur la Russie et le communisme) [29 août 1954] (p. 4444, 4445). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (Budget des Etats associés) : *Délai d'examen du Conseil de la République* [20 décembre 1954] (p. 6648). — Prend part à la discussion des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Danger du revisionnisme germanique (Frontière de l'Oder) et de la division de l'Allemagne (Corée, Indochine), unité slave resserrée par le danger allemand, pas en avant récents des Russes, détente aux U.S.A., rôle d'intercesseur dévolu à la France, confiance personnelle exprimée sur ce point envers M. Mendès-France, mais caractère irréversible des Accords et nécessité d'une clause suspensive quelconque)* [21 décembre 1954] (p. 6693, 6694). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Délai de convocation des Commissions* [29 décembre 1954] (p. 6915, 6916). — Prend part à la discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *La dégradation de l'Empire français; Entrée en scène des Etats-Unis; Condition faite aux hommes en place* [28 juillet 1955] (p. 4425 à 4427). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Sens de ses déclarations sur la Libye* [4 août 1955] (p. 4588). = S'excuse de son absence [19 septembre 1951] (p. 7460), [10 juin 1953] (p. 3010), [29 mars 1954] (p. 4418), [6 mai 1955] (p. 2576). = Obtient des congés [19 septembre 1951] (p. 7460), [10 juin 1953] (p. 3010), [29 mars 1954] (p. 4418), [6 mai 1955] (p. 2576).

LECANUET (M.), Député de la Seine-Inférieure (1^{re} circonscription) (M. R. P.).

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(2^e Cabinet EDGAR FAURE)

depuis le 20 octobre 1955.

Son élection est validée [26 juillet 1951] (p. 6078). = Est nommé : Vice-Président de la Commission de la presse [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483); membre de la Commission de la presse [7 août 1951] (F. n° 18), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des affaires

étrangères [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); par la Commission des affaires étrangères, membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (F. n° 391), [1^{er} février 1955] (F. n° 491).

Dépôts :

Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à simplifier le régime des taxes sur le chiffre d'affaires appliquées aux cidres, en instituant une taxe forfaitaire unique, égale au maximum au tiers de la taxe forfaitaire unique applicable aux vins, n° 2493. — Le 20 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir, pour le département de la Seine-Inférieure, les crédits de reconstruction initialement prévus pour 1952, en raison du retard dont souffre ce département, l'un des plus sinistrés de France et où sévit une grave crise de logements, n° 3431. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le projet de réforme fiscale l'unification au taux de 5, 80/0 de la taxe à la production pour tous les travaux, matériaux et fournitures nécessaires à l'industrie du bâtiment, n° 4090. — Le 22 novembre 1952, une proposition de loi tendant à faire entrer en compte dans la pension de retraite de marin la durée des services accomplis dans les eaux — estuaires, rivières, fleuves, canaux, étangs — déclassées du régime de l'inscription maritime entre 1927 et 1938, n° 4846. — Le 20 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les initiatives nécessaires pour l'établissement d'une Communauté européenne du cinéma, n° 5967. — Le 14 mai 1954, un avis au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi (n° 7716) de M. Moisan et plusieurs de ses collègues tendant à protéger la liberté syndicale et à en garantir le libre exercice à tous les travailleurs, n° 8466. — Le 9 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi de M. Desson et plusieurs de ses collègues (n° 8542) tendant à modifier l'article 29 de la loi n° 53-684 du 6 août 1953 portant création d'un fonds de développement de l'industrie cinématogra-

phique, n° 8881. — Le 9 novembre 1954, une proposition de loi tendant à autoriser les titulaires de certaines pensions d'ancienneté à cumuler intégralement le montant de leurs pensions avec celui des émoluments correspondant à l'emploi qui leur est confié, n° 9411. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à réglementer l'exercice du droit de conduire un véhicule sur les voies terrestres ouvertes à la circulation publique, n° 10124.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; INDUSTRIE ET ENERGIE, Chap. 5040 : Son amendement tendant à réduire de 19 millions la subvention au Centre national du cinéma (*Difficultés des producteurs de films français, festival de Cannes*) [20 novembre 1951] (p. 8220, 8221); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre national du cinéma (*Subvention pour le festival de Cannes*) [21 novembre 1951] (p. 8247, 8248); le retire (p. 8250); RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION, Art 2: Amendement de M. Loustau-Lacau tendant à affecter le cinquième des recettes à la télévision [19 décembre 1951] (p. 9359); RADIODIFFUSION, amendé par le Conseil de la République, Art. 2 : Amendement de M. Marc Dupuy tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale exonérant de la redevance radiophonique les vieux assistés et les économiquement faibles vivant en famille [30 décembre 1951] (p. 10196, 10197); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953; Article additionnel : Son amendement tendant à instituer une taxe unique sur les cidres, poirés et hydromel [21 décembre 1952] (p. 6905). — Est nommé Secrétaire d'âge [13 janvier 1953] (p. 57). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique : *Discussion générale (Les diverses modalités possibles de l'aide gouvernementale à l'industrie du film)* [17 février 1953] (p. 1069 et suiv.); Art. 1^{er} : Son amendement relatif à la date d'application de la loi [19 février 1953] (p. 1174); le retire (ibid.); Art. 6 : Son amendement tendant à confier au directeur du Centre national de la cinématographie la gestion du fonds (p. 1182, 1183); Son amendement tendant à laisser au Gouvernement le choix

entre un représentant du Conseil d'Etat et un de la Cour des comptes (p. 1183); Art. 8 : Amendement de M. Valabrègue relatif au taux de l'aide pour l'exportation de films [20 février 1953] (p. 1208); Art. 14 : Son amendement tendant à établir l'incessibilité de ces fonds et une hiérarchisation des dépenses privilégiées à faire, grâce à l'aide financière de l'Etat (p. 1216, 1217); Art. 16 : Son amendement tendant à supprimer l'alinéa interdisant des attributions de fonds supplémentaires en cas de dépassement de devis (p. 1241); Art. 20 : Amendement de M. Grimaud tendant à permettre aux producteurs des délégations de fonds (p. 1244); Art. 21 : Son amendement relatif à la date d'application de la loi (p. 1244); Art. 26 : Son amendement tendant à permettre aux petits exploitants de louer les films au forfait et de renoncer à l'aide en gardant l'intégralité de leur recette [26 février 1953] (p. 1394 et suiv.); Art. 29 : Son amendement tendant à substituer « montant » à « devis » (p. 1400); Son amendement tendant à prévoir un arrêté d'application (p. 1400); Art. 34 : Son amendement tendant à supprimer l'alinéa limitant la durée de la période de transition [27 février 1953] (p. 1483, 1484); Article additionnel : Amendement de M. Corniglion-Molinier tendant à faire bénéficier le fonds des intérêts des sommes disponibles dont il n'a pas la disposition (p. 1484); Amendement de M. Corniglion-Molinier tendant à permettre de faire une avance remboursable à la part production (p. 1484, 1485); Art. 36 : Amendement de M. Jules-Julien relatif aux sanctions contre quiconque se sera soustrait au paiement de la taxe (p. 1487); Art. 38 : Son amendement tendant à faire régler par décret les modalités de la période transitoire (p. 1488); Art. 39 : Son amendement concernant l'inscription des recettes à un compte spécial du Centre national de la cinématographie (p. 1489); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 26 : Possibilité de location de films au forfait pour les petits exploitants, enregistrant moins de 1.200 entrées hebdomadaires; Son amendement tendant à rejeter le critère supplémentaire introduit par le Conseil de la République d'un plafond forfaitaire de recettes brutes (*Dangers d'un plafond trop bas, fixé par décret*) [24 juillet 1953] (p. 3895, 3896); le retire sur assurances du Ministre (p. 3896); — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la cons^a

truction d'habitations; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Le Roy Ladurie tendant à supprimer les expropriations pour création de zones industrielles (Création d'une usine à Elbeuf)* [27 mars 1953] (p. 2486). — Dépose une demande d'interpellation sur l'équilibre du fonds d'encouragement aux textiles nationaux [17 juillet 1953] (p. 3577). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 1030** : *Sa demande de réserver le chapitre relatif aux indemnités (Licenciement des choristes)* [8 décembre 1953] (p. 6304, 6305); Chap. 1040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les artistes des émissions artistiques (Rajeunissement des choeurs)* (p. 6306); Article additionnel : *Son amendement tendant à réserver 1/2 0/0 des redevances radiophoniques pour la prime de productivité du personnel* [14 décembre 1953] (p. 6793); *le retire* (ibid). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [12 janvier 1954] (p. 41). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, Art. 3 : *Son amendement (Attribution de l'ensemble des biens utilisés à une seule entreprise)* [7 mai 1954] (p. 2222); Art. 9 : *Amendement de M. Isorni (Extension du bénéfice des accords aux entreprises dont les biens n'ont été que partiellement confisqués)* (p. 2230); Article additionnel de M. Bernard Manceau (*Libération de la presse de l'emprise des trusts*) [11 mai 1954] (p. 2299); Art. 12 : *Amendement de M. Isorni (Secteur public d'impression et biens confisqués)* (p. 2308); *Son amendement (Avis conforme de la commission de répartition pour l'attribution des biens du secteur public d'impression)* (p. 2309); *le retire* (ibid); Art. 18 : *Amendement de M. Isorni (Présomption de bonne foi pour les prisonniers, veuves de guerre et orphelins)* [20 mai 1954] (p. 2543); Art. 24 : *Son amendement (Validation pour les textes intéressant l'Algérie)* (p. 2549); Art. 27 : *Son amendement (Entreprises attributaires de biens confisqués seulement pour une part)* (p. 2552); Art. 28 : *Son amendement (Modification du Conseil d'administration de la S. N. E. P.)* (p. 2552, 2553); Art. 33 : *Son amendement (Règlement d'administration publique)* (p. 2557); *Ses explications de vote* (p. 2560). — Prend part : au débat d'investiture de M. Mendès-France, *Président du Conseil désigné* : *Injuste*

sévérité de M. Mendès-France envers ses prédécesseurs (Différence de ton entre le procureur et le postulant, procès d'intention fait à M. Bidault, aveux obtenus justifiant celui-ci), confiance offerte du Parti communiste et craintes touchant un renversement des alliances, tentative illusoire de « conciliation nationale » touchant la C. E. D. (Unique alternative : Wehrmacht autonome et France isolée), « option nécessaire » immédiate sur ce point (Continuité de la politique extérieure française) [17 juin 1954] (p. 3004, 3005, 3006); — à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du SERVICE JURIDIQUE ET TECHNIQUE DE LA PRESSE en 1955, Etat A, Chap. 41-01 : *Sa demande de disjonction (Rapport de l'Etat et de l'agence France-Presse, présentation du statut de l'agence sous forme de projet de loi, construction de l'immeuble France-Presse)* [24 novembre 1954] (p. 5376 et suiv.) — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, une question relative au transfert des établissements de l'Inde [10 décembre 1954] (p. 6064). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la protection de la liberté syndicale, en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 mai 1955] (p. 3060). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Remaniement du Cabinet Edgar Faure) [20 octobre 1955] (*J. O. Lois et décrets* du 21 octobre 1955) (p. 10411).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut du personnel communal : *Demande le renvoi du débat* [23 novembre 1955] (p. 5957). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle (29 novembre 1955), la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée en vertu de l'article 51 de la Constitution par décret du 1^{er} décembre 1955 (*J. O.* du 2 décembre 1955, p. 11675).

LECŒUR (M. Auguste), Député du Pas-de-Calais (2^e circonscription) (N. I.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à accorder aux mineurs et similaires,

pour le calcul de leur retraite, le bénéfice de la durée de service militaire de leur classe d'âge, **n° 148**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer l'article 12 du statut du mineur, décret n° 46-1433 du 14 juin 1946, relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées, décret établi en conformité de la loi du 14 février 1946, **n° 152**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des intempéries qui ont endommagé les cultures de tabac dans le Pas-de-Calais, à effectuer d'urgence un premier versement de 10 millions aux planteurs de tabac sinistrés et à accorder à ceux-ci l'exonération de l'impôt sur les bénéfices agricoles pour 1951 et les impôts directs pour 1951 et 1952, **n° 385**. — Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à classer les agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées dans les emplois de la catégorie B des services actifs du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, **n° 792**. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à accorder aux travailleurs de la fonction publique, des entreprises nationalisées, ainsi qu'aux salariés des entreprises privées, le paiement intégral des journées de grève, **n° 6728**. — Le 4 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 du décret n° 51-508 du 4 mai 1951 portant règlement général sur l'exploitation des mines de combustibles minéraux solides, **n° 7378**. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à fixer le salaire minimum national interprofessionnel garanti à 25.166 francs par mois, net de toute retenue pour la sécurité sociale et des impôts, pour 173 heures de travail, soit 145 francs de l'heure, et sans abattement de zone, **n° 7659**.

Interventions :

Est entendu sur une communication du Gouvernement sur sa politique extérieure : *Son rappel au Règlement (Recevabilité d'une motion)* [30 août 1951] (p. 6658). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application des avis de la Commission supérieure des conventions collectives [9 février 1954] (p. 102); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Suppression des abattements de zone, scandale des salaires*

anormalement bas [9 février 1954] (p. 108, 109); la développe : *Prime horaire dégressive non accordée aux ouvriers agricoles, méfaits de la politique étrangère du Gouvernement, bénéfices accrus des grandes sociétés, refus du Gouvernement de relever le salaire minimum, misère des ouvriers des houillères, augmentation du chômage* [12 février 1954] (p. 242 et suiv.); *Son ordre du jour : Fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti au taux de 25.166 francs, applicable à toutes les catégories de travailleurs* (p. 260). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce une question relative à la médecine du travail dans les houillères [26 mars 1954] (p. 1314).

LECOURT (M. Robert), *Député de la Seine* [2^e circonscription], (M.R.P.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 5998). — Est nommé membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [21 septembre 1951] (**F. n° 46**).

Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à modifier les méthodes de travail et le règlement de l'Assemblée, **n° 240**. — Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à encourager l'accroissement de la productivité et l'intégration des travailleurs à l'entreprise, **n° 241**. — Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à préparer un plan de réformes administratives, **n° 242**. — Le 8 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur : 1. les propositions de loi : de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues (n° 179) tendant à exonérer les viticulteurs du département du Cher, victimes des gelées d'avril 1951 : a) de la distillation obligatoire pour la récolte 1950; b) du blocage pour la récolte 1950; c) des impôts fonciers pour terrains plantés en vignes et des impôts sur les bénéfices agricoles pour la récolte 1950; 2° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 302) tendant à indemniser rapidement les victimes des calamités agricoles provoquées par les crues et orages

dans le département des Bouches-du-Rhône, à reconstruire les ouvrages d'art détruits ou endommagés et à prendre des dispositions de nature à éviter le renouvellement de ces dégâts; 3° de MM. Edouard Daladier et Perrin (n° 655) tendant à venir en aide aux agriculteurs du département de Vaucluse victimes des orages de grêle du mois d'août 1951; 4° de MM. Badie et Paul Coste-Floret (n° 656) tendant à venir en aide aux viticulteurs et agriculteurs sinistrés de l'Hérault, victimes des orages de grêle des 4 et 7 août 1951; 5° de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues (n° 751) tendant à venir en aide aux viticulteurs sinistrés de l'Hérault, victimes des orages de grêle des 4 et 5 août 1951; 6° de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues (n° 762) tendant à accorder un crédit provisionnel de 3 milliards en vue de l'indemnisation de dommages causés par les calamités agricoles de l'été 1951; 7° de MM. Garavel, Henri Grimaud, Berthet et Paquet (n° 907) tendant à venir en aide aux agriculteurs et autres victimes des orages et inondations survenus depuis le début de l'année dans le département de l'Isère; 8° de MM. Billelès et Mailhe (n° 1016) tendant à venir en aide aux agriculteurs et autres victimes de l'orage de grêle survenu le 14 juillet 1951 dans le département des Hautes-Pyrénées; II. les propositions de résolution: 1° de M. Sion (n° 94) tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures nécessaires pour venir en aide aux victimes de l'explosion de la poudrière d'Haines-lez-La Bassée, survenue le 7 juillet et à procéder d'urgence à une enquête approfondie sur les causes de cet accident; 2° de Mme Prin et plusieurs de ses collègues (n° 95) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 10 millions pour les familles des victimes de l'effroyable catastrophe survenue à Haines-lez-La-Bassée, à prendre toutes mesures pour faire cesser les méthodes d'exploitation forcenée dont sont l'objet les travailleurs, et à faire prendre toutes mesures de sécurité; 3° de M. Cagne et plusieurs de ses collègues (n° 188) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux personnes sinistrées par les orages de grêle qui se sont abattus sur des communes du Rhône; 4° de M. Casanova et plusieurs de ses collègues (n° 206) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50 millions aux victimes des inondations du mois de juillet 1951 dans la région de

La Bassée, canton de Bray-sur-Seine, en Seine-et-Marne; 5° de MM. Guille et Francis Vals (n° 223) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département de l'Aude, victimes des récents orages de grêle et cyclone et à exonérer les viticulteurs sinistrés des obligations de blocage et de distillation; 6° de M. Zunino et plusieurs de ses collègues (n° 224) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une indemnité de 300 millions de francs aux agriculteurs des Alpes-Maritimes, victimes de l'orage de grêle du 15 juillet 1951; 7° de M. Muller et plusieurs de ses collègues (n° 225) tendant à inviter le Gouvernement à accorder exceptionnellement au département de la Moselle, un crédit de 100 millions destinés à réparer les destructions occasionnées aux routes, ponts, cultures, etc., par les orages qui se sont abattus dans les départements; 8° de M. Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 226) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 500 millions de francs, comme indemnité d'urgence aux victimes de l'ouragan du 16 juillet 1951 qui a causé de grands dégâts aux récoltes dans certaines régions du Sud-Est de la France; 9° de Mme Grappe et plusieurs de ses collègues (n° 227) tendant à inviter le Gouvernement à accorder exceptionnellement aux départements de la Savoie et de l'Isère, un crédit de 150 millions destinés à réparer les destructions commises aux routes, ponts, cultures, etc., par les orages et les trombes d'eau qui se sont abattus sur ces départements les 14 et 15 juillet 1951; 10° de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 228) tendant à inviter le Gouvernement: a) à attribuer immédiatement un premier secours de 100 millions de francs aux sinistrés de la grêle qui s'est abattue le 14 juillet 1951 dans les départements des Pyrénées-Orientales et de l'Aude; b) à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; c) à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1951; 11° de M. Mora (n° 230) tendant à inviter le Gouvernement à débloquer des crédits suffisants pour accorder un secours immédiat aux victimes du sinistre qui s'est abattu sur la région de Pau les 14 et 15 juillet 1951; 12° de M. Conte et plusieurs de ses collègues (n° 246) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département des Pyrénées-Orientales, victimes des récents orages de grêle des 7 avril, 8 mai, 31 mai, 15 juillet 1951, et à exonérer les

viticulteurs sinistrés des obligations de blocage et de distillation; 13° de M. Védrières et plusieurs de ses collègues (n° 262) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux personnes sinistrées par la grêle et les orages qui se sont abattus sur les communes du département de l'Allier; 14° de MM. Joubert et Crozier (n° 263) tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence les habitants victimes de la tornade du 9 juillet 1951 et des crues simultanées de l'Ozanne et de l'Yerre dans le département de l'Eure-et-Loir; 15° de MM. Achille Auban, Eugène Montel et Rey (n° 264) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes des orages de grêle qui ont eu lieu au cours des mois d'avril, mai, juin, juillet 1951, dans le département de la Haute-Garonne; 16° de MM. Emile Hugues, Médecin et Olmi (n° 265) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel de deux cents millions de francs aux agriculteurs, horticulteurs et pépiniéristes de la région de Grasse-Antibes, victimes d'une tornade dans la journée du 15 juillet 1951; 17° de MM. Caillavet et Trémouille (n° 267) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer immédiatement un secours de 100 millions de francs aux sinistrés de la grêle qui s'est abattue le 14 juillet 1951 dans le département du Lot-et-Garonne; 18° de MM. Mondon, Thiriet, Alfred Krieger et Peltre (n° 268) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs dont les champs ont été ravagés par la grêle pendant le mois de juillet 1951; 19° de MM. Ducos et Turines (n° 270) tendant à inviter le Gouvernement : a) à accorder un secours immédiat aux sinistrés des orages de grêle et des trombes d'eau qui se sont abattus durant les mois d'avril, mai, juin et juillet 1951 dans le département de la Haute-Garonne; b) à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1951; c) à attribuer une subvention au département de la Haute-Garonne en vue de la création d'une caisse pour la défense des calamités agricoles; 20° de MM. de Chevigné, Guy Petit, Loustaunau-Lacau (n° 271) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des derniers orages de grêle tombés dans les Basses-Pyrénées; 21° de M. Tony Révillon et plusieurs de ses collègues (n° 276) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux personnes sinistrées par les inondations et les orages de grêle dans

le département de l'Ain; 22° de M. Crouzier (n° 286) tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence les habitants victimes de la tornade du 22 juillet 1951 dans la région de Lunéville-Blamont (Meurthe-et-Moselle); 23° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (n° 287) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les viticulteurs de Saône-et-Loire victimes des gelées du 29 au 30 avril 1951; 24° de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues (n° 288) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 300 millions de francs aux cultivateurs du Lot-et-Garonne, victimes de la grêle, à donner les facilités de crédits indispensables aux sinistrés, à établir l'exonération fiscale, à obtenir de l'administration des tabacs qu'elle s'engage à rembourser aux planteurs les pertes qu'ils auront subies en comparaison des récoltes précédentes; 25° de M. Juglas (n° 291) tendant à inviter le Gouvernement : a) à attribuer immédiatement un premier secours de 100 millions de francs aux sinistrés de la grêle qui s'est abattue le 14 juillet 1951 dans le département du Lot-et-Garonne; b) à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; c) à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1951; 26° de MM. Thiriet, Peltre et Mondon (n° 292) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux sinistrés par les inondations qui se sont produites le 17 juin dans le département de la Moselle et à procéder au curage des cours d'eau; 27° de M. Albert Maton et plusieurs de ses collègues (n° 338) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux victimes des orages de grêle qui se sont abattus sur les communes de l'arrondissement de Lille dans la journée du 22 juillet 1951; 28° de M. Bricout (n° 342) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des orages de grêle et du cyclone qui se sont abattus dans le courant du mois de juin dans le département de l'Aisne, communes d'Amigry-Bouy, Servais et Deuillet; 29° de M. Fourvel et plusieurs de ses collègues (n° 381) tendant à inviter le Gouvernement à verser d'urgence un secours de 500 millions de francs aux victimes des calamités ainsi qu'aux communes sinistrées du département du Puy-de-Dôme et à accorder des exonérations d'impôts aux exploitants agricoles sinistrés; 30° de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues (n° 382) tendant à inviter le Gouvernement à

accorder un premier secours de 100 millions de francs aux cultivateurs de la Gironde victimes de la grêle, à donner les facilités de crédits indispensables aux sinistrés, à établir l'exonération fiscale, à obtenir de l'administration des tabacs qu'elle s'engage à rembourser aux planteurs les pertes qu'ils auront subies en comparaison des récoltes précédentes; 31° de MM. Laforest et Yvon Deibos (n° 383) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel de vingt millions de francs aux agriculteurs de certaines communes du canton de Mareuil-sur-Belle (Dordogne), victimes d'une tornade dans la journée du 14 juillet 1951; 32° de M. Lecœur et plusieurs de ses collègues (n° 385) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des intempéries qui ont endommagé les cultures de tabac dans le Pas-de-Calais, à effectuer d'urgence un premier versement de 10 millions aux planteurs de tabac sinistrés et à accorder à ceux-ci l'exonération de l'impôt sur les bénéfices agricoles pour 1951 et les impôts directs pour 1951 et 1952; 33° de M. André Mancey et plusieurs de ses collègues (n° 386) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50 millions aux victimes des intempéries qui ont endommagé les cultures de blé, d'avoine et de pommes de terre, dans un certain nombre de communes du département du Pas-de-Calais; 34° de MM. Vendroux et Febvay (n° 405) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de l'orage qui s'est abattu dans le département du Pas-de-Calais, canton d'Andruicq, dans la nuit du 30 au 31 juillet 1951; 35° de MM. Laforest et Yvon Delbos (n° 427) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel de vingt millions de francs aux agriculteurs de certaines communes du canton de Lanouaille (Dordogne) victimes d'une tornade dans la journée du 14 juillet 1951; 36° de M. Cherrier (n° 462) tendant à inviter le Gouvernement : a) à attribuer un premier secours de dix millions de francs aux sinistrés de l'agglomération de Bourges (Cher) victimes des inondations de juin et juillet dernier; b) à accorder les crédits nécessaires pour entreprendre les travaux d'assainissement du réseau d'eau de la commune de Bourges; 37° de M. Patinaud et Mme Denise Bastide (n° 464) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs de la Loire, victimes de l'orage de grêle du 16 juin 1951; 38° de M. Le Sénéchal

et plusieurs de ses collègues (n° 468) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des orages qui ont dévasté le département du Pas-de-Calais et à accorder à ces victimes les exonérations fiscales justifiées par les pertes subies; 39° de MM. Papat et Pinay (n° 491) tendant à inviter le Gouvernement : a) à accorder un secours d'urgence aux agriculteurs de la Loire, victimes des nombreux et violents orages de juin et juillet 1951; b) à accélérer les mesures propres à venir en aide à ces sinistrés; 40° de MM. Dubois et Notebart (n° 511) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux cultivateurs et planteurs de tabac du Nord, victimes de la grêle, à donner les facilités de crédits indispensables aux sinistrés, à établir l'exonération fiscale, et à obtenir de l'administration des tabacs le remboursement aux planteurs des pertes subies, en comparaison des récoltes précédentes; 41° de M. Jean-Michel Flandin et plusieurs de ses collègues (n° 512) tendant à inviter le Gouvernement : a) à venir en aide aux victimes des gelées du mois d'avril et aux sinistrés des orages de grêle, cyclones et trombes d'eau qui se sont abattus pendant les mois de juin et juillet 1951 sur le département du Puy-de-Dôme; b) à procéder d'urgence à la réalisation du projet d'assainissement de la Limagne; 42° de M. Dassonville et plusieurs de ses collègues (n° 553) tendant à inviter le Gouvernement : a) à accorder un premier secours d'urgence de 100 millions aux agriculteurs de la région de Saint-Omer, Calais, Dunkerque, des départements du Nord et du Pas-de-Calais, victimes du violent orage du 1^{er} août 1951; b) à accorder l'exonération des impôts de 1951 et 1952 aux victimes de cette calamité; 43° de M. Léon Jean et Mme Laissac (n° 594) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs du département de l'Hérault victimes des récents orages, cyclone et grêle et à exonérer les viticulteurs sinistrés des obligations de blocage et de distillation; 44° de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 597) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide, et cela de toute urgence, aux nouveaux sinistrés de la grêle des Pyrénées-Orientales; 45° de MM. Durroux et Dejean (n° 602) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à la commune de Daumazan (Ariège) et aux cultivateurs de cette commune où l'orage du 4 juillet 1951 a causé des dégâts importants; 46° de M. Léon Jean et Mme Laissac

sac (n° 632) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs du département de l'Hérault victimes des récents orages, cyclone et grêle des 4 et 6 août 1951 et à les exonérer des obligations de blocage et de distillation; 47° de M. Mabrut (n° 677) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département du Puy-de-Dôme victimes tant des gelées de printemps qui avaient occasionné des dommages importants aux vignes et vergers que des orages de grêle survenus au cours de l'été 1951 qui ont dévasté en tout ou partie l'ensemble des récoltes dans près de deux cents communes du département; 48° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 683) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer d'urgence, un secours de 30 millions de francs pour première indemnité aux victimes de l'orage du 7 août 1951 dans le département des Bouches-du-Rhône et à accorder des exonérations d'impôts; 49° de Fabre (n° 691) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs victimes des orages qui se sont abattus dans le département de l'Aude dans les mois de juillet et d'août 1951; 50° de MM. Nisse, Mallez et Damette (n° 692) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour dédommager les victimes des récents orages qui ont ravagé le département du Nord; 51° de M. Fayet et plusieurs de ses collègues (n° 693) tendant à inviter le Gouvernement à accorder les sommes nécessaires pour une aide efficace aux populations du Sud-Constantinois, durement frappées par la sécheresse; 52° de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 697) tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence un crédit exceptionnel de 120 millions de francs aux départements de l'Isère et de la Drôme, destiné à secourir les populations et collectivités victimes de l'ouragan qui a ravagé la région agricole située entre Saint-Marcellin (Isère) et Romans (Drôme), le 13 août 1951; 53° de M. Cadi Abdelkader et plusieurs de ses collègues (n° 782) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux agriculteurs des régions du département de Constantine, dont les récoltes de céréales ont été en totalité détruites par les gelées et la sécheresse alternées, une aide complétant celle qui leur a été accordée par l'Assemblée algérienne; 54° de M. de Menthon et plusieurs de ses collègues (n° 838) tendant à inviter le Gouvernement : a) à indemni-

ser les habitants victimes des orages de grêle et des trombes d'eau qui se sont abattus durant les mois de juin, juillet et août 1951 dans le département de la Haute-Savoie; b) à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1951; c) à attribuer une subvention au département pour la réfection et la remise en état des routes et chemins ravagés par les eaux; 55° de MM. Hénault et Hettier de Bois Lambert (n° 875) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit exceptionnel de vingt-cinq millions au département de la Manche, destiné à secourir les cultivateurs victimes des orages et ouragans qui ont ravagé la région agricole de l'Avranchin et, notamment, les villages de Saint-Martin-des-Champs, Saint-Senier-sur-Avranches, la Godefroy, Saint-Brice-sur-Avranches, Tirepied, Vernix et Saint-Georges-de-Livoye; 56° de MM. Ritzenthaler, René Kuehn et Bourgeois (n° 908) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations victimes des orages de grêle qui se sont abattus le 13 juillet 1951 sur la région de Colmar et d'Ensisheim; 57° de M. Jean-Paul Palewski et plusieurs de ses collègues (n° 928) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de la Seine-et-Oise victimes d'un orage de grêle dans la nuit du 29 au 30 août 1951; 58° de M. Midol et plusieurs de ses collègues (n° 930) tendant à inviter le Gouvernement : a) à attribuer immédiatement un secours de 500 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue dans la région sud de Paris, particulièrement dans la région d'Arpajon et de Bruyères le-Châtel et le canton du Raincy; b) à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; c) à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts de 1951; 59° de M. Maurice Béné (n° 945) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide immédiatement à tous les sinistrés par l'orage qui s'est abattu dans la région sud de Paris et notamment dans les régions de Marcoussis, Bruyères-le-Châtel, La Ville-du-Bois, Arpajon, etc., à suspendre le recouvrement et au besoin assumer la remise des impôts de 1951 auxdits sinistrés; 60° de M. Métayer et plusieurs de ses collègues (n° 953) tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement des mesures financières permettant de secourir les sinistrés par l'orage qui s'est abattu le 30 août 1951 dans la région sud de Paris; 61° de M. Quinson et plusieurs de ses collègues (n° 967) tendant à

inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés des départements de Seine et Seine-et-Oise, victimes des récents orages ; 62° de M. Rousselot (n° 968) tendant à inviter le Gouvernement : a) à attribuer immédiatement un secours d'urgence aux sinistrés des orages qui se sont abattus dans le département de la Meuse ; b) à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés ; c) à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1951 ; 63° de M. Bissol et plusieurs de ses collègues (n° 969) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 400 millions de francs aux victimes du cyclone qui a ravagé la Martinique le 2 septembre 1951 ; 64° de M. Emmanuel Véry et plusieurs de ses collègues (n° 970) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles et en particulier à accorder un premier secours substantiel d'extrême urgence pour permettre à l'administration locale de secourir les sinistrés de la Martinique ; 65° de M. Edouard Bonnefous (n° 1013) tendant à inviter le Gouvernement à accorder son aide aux populations de Seine-et-Oise victimes d'un orage de grêle dans la nuit du 29 au 30 août 1951, n° 1051. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 45 du décret-loi du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, n° 1237. — Le 9 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 999) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Intérieur), n° 1510. — Le 27 novembre 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 989) et la lettre rectificative (n° 1705) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Intérieur), n° 1719. — Le 14 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 1517) tendant à accorder un crédit de 250 millions de francs aux victimes des inondations dans le département du Vaucluse ; 2° de MM. Daladier, Coustou, Perrin (n° 1582) tendant à l'indemnisation des victimes des récentes inondations survenues dans la région d'Avignon ; 3° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 1688) tendant à accorder un crédit d'un

milliard de francs au Ministre de l'Intérieur pour venir en aide aux sinistrés des inondations dans le Vaucluse dont un tiers du département est sous les eaux ; 4° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 1743) tendant à ouvrir un crédit de cinq milliards destinés à secourir et indemniser les sinistrés des inondations du mois de novembre 1951 ; 5° de MM. Marcel Naegelen et Marcel Massot (n° 1843) tendant à l'indemnisation des victimes des récentes inondations survenues dans le département des Basses-Alpes ; 6° de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues (n° 1860) tendant à venir en aide aux ostréiculteurs et aux mytiliculteurs sinistrés du bassin de Thau, victimes de la tornade des 11 et 12 novembre 1951 ; 7° de MM. François Benard et Jean Aubin (n° 1899) tendant à l'indemnisation des victimes des inondations survenues dans le département des Hautes-Alpes ; II. les propositions de résolution : 1° de MM. Guille et Francis Vals (n° 1017) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département de l'Aube, victimes des orages de grêle du mois d'août 1951 ; 2° de Mme Degron (n° 1035) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en faveur des victimes des récents orages ayant dévasté le département de Seine-et-Oise ; 3° de M. Magendie et plusieurs de ses collègues (n° 1115) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de la Martinique ; 4° de Mme Duvernois et plusieurs de ses collègues (n° 1123) tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer dans l'immédiat, un secours de 800 millions de francs aux sinistrés par la tornade et la grêle qui se sont abattues dans le département de l'Eure-et-Loir, particulièrement dans les environs de Chartres, d'Auneau, de Voves ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés ; 3° à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts 1951 ; 5° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 1129) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs sinistrés de Beaumont-de-Pertuis, de Grambois et de Saint-Martin-de-la-Brasque ; 6° de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues (n° 1195) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux sinistrés victimes de la rupture de la digue du canal du Rhône au Rhin à Artzenkeim (Haut-Rhin) ; 7° de M. Mora et plusieurs de ses collègues (n° 1425) tendant à inviter le

Gouvernement à voter des crédits nécessaires pour que soient indemnisées de leurs pertes, toutes les victimes durement touchées par le sinistre du 2 octobre 1951, des villes de : Anglet, Boucau et Biarritz ; 8° de M. Mora et plusieurs de ses collègues (n° 1509) tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la commune d'Anglet (Basses-Pyrénées) une subvention substantielle, lui permettant de démarrer dans la réalisation de travaux immédiats en vue de réparer les dégâts causés sur son territoire par le sinistre du 2 octobre 1951 ; 9° de M. Charles Lussy et plusieurs de ses collègues (n° 1515) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes des inondations du Rhône un crédit de premier secours de 500 millions et à reporter l'échéance fiscale du 15 novembre à une date ultérieure ; 10° de M. Serafini (n° 1518) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 30 millions aux sinistrés victimes de la tornade qui a sévi dans la région d'Ajaccio au cours des 9, 10 et 11 novembre 1951 ; 11° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (1519) tendant à inviter le Gouvernement à inscrire un premier crédit de 100 millions pour venir en aide aux victimes des inondations et intempéries du département des Bouches-du-Rhône ; 12° de M. Fayet et plusieurs de ses collègues (n° 1520) tendant à inviter le Gouvernement à accorder les sommes nécessaires pour une aide efficace aux populations de l'Algérois durement frappées par la tempête du mois d'octobre ; 13° de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues (n° 1548) tendant à inviter le Gouvernement à verser un secours de 50 millions aux victimes des tornades des 9, 10 et 11 novembre, qui se sont abattues sur le département de la Corse ; 14° de Mme Roca et plusieurs de ses collègues (n° 1549) tendant à inviter le Gouvernement à inscrire un premier crédit de 50 millions pour venir en aide aux victimes des inondations du département du Gard ; 15° de MM. Bouvier O'Cottereau, Elain et Priou (n° 1638) tendant à inviter le Gouvernement à verser un secours et venir en aide aux victimes du cyclone qui s'est abattu sur le département de la Mayenne ; 16° de M. Moynet (n° 1641) tendant à inviter le Gouvernement à voter des crédits nécessaires pour que soient indemnisées de leurs dommages les victimes des inondations du 18 novembre 1951, dans le département de Saône-et-Loire ; 17° de M. Charles Lussy et plusieurs de ses collègues (n° 1665) tendant à inviter le Gouver-

nement à accorder aux victimes des inondations du Rhône un crédit d'un milliard ; 18° de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues (n° 1666) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence de 50 millions de francs aux victimes des inondations du département de la Loire ; 19° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (n° 1667) tendant à inviter le Gouvernement à secourir les victimes des inondations de Saône-et-Loire ; 20° de M. Couston et plusieurs de ses collègues (n° 1689) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir une première aide immédiate d'un milliard de francs en faveur des victimes des récentes inondations ; 21° de MM. Soustelle et Charret-Tomasi (n° 1620) tendant à inviter le Gouvernement à venir de toute urgence en aide aux sinistrés des départements du Rhône, de la Drôme et du Vaucluse, victimes des inondations ; 22° de MM. Bergasse et Carlini (n° 1691) tendant à inviter le Gouvernement à venir de toute urgence en aide aux sinistrés des départements des Bouches-du-Rhône et du Gard ; 23° de M. Martinaud-Déplat (n° 1703) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes des inondations du Rhône et de la Durance un crédit d'un milliard et à reporter à une date ultérieure l'échéance fiscale du 15 novembre 1951 ; 24° de M. Dufour et plusieurs de ses collègues (n° 1712) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes des inondations du département de la Drôme une attribution de 25 millions de secours d'urgence, en attendant l'évaluation exacte des dégâts subis ; 25° de M. Marcel Cartier et plusieurs de ses collègues (n° 1714) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations survenues dans le département de la Drôme ; 26° de M. Pierre-Fernand Mazuez tendant à venir en aide aux habitants sinistrés de Montceau-les-Mines, **n° 2018**. — Le 24 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 2177) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 989) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Intérieur), **n° 2211**. — Le 7 février 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 1585) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à l'aménagement des lotissements de

fectueux, n° 2543. — Le 8 février 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. la proposition de loi (n° 2534) de M. Castera et plusieurs de ses collègues tendant : 1° à ouvrir un crédit de deux milliards de francs pour accorder des secours immédiats et des indemnités aux victimes des inondations de février 1952 dans les départements du Sud-Ouest ; 2° à ouvrir un crédit de trois milliards de francs pour édifier d'urgence des ouvrages de protection, entreprendre des grands travaux contre les inondations et accélérer le reboisement ; 3° à prévoir des exonérations d'impôts en faveur des sinistrés ; II. les propositions de résolution : 1° de M. Joseph Dumas (n° 1866) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour apporter une aide efficace aux agriculteurs de l'Est constantinois dont les récoltes de céréales ont été totalement anéanties ; 2° de M. Guy Petit et plusieurs de ses collègues (n° 2364) tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide substantielle aux habitants et aux collectivités des régions sinistrées par les calamités publiques résultant des intempéries et à déposer un projet de loi créant une Caisse nationale des calamités publiques ; 3° de M. Mora et plusieurs de ses collègues (n° 2497) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'ouverture d'un crédit de cinquante millions pour venir en aide aux sinistrés des inondations qui ont eu lieu dans diverses régions du département des Landes, les 2 et 3 février 1952 ; 4° de M. Mora et plusieurs de ses collègues (n° 2498) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide, immédiatement aux populations du pays basque et du Béarn, victimes des inondations causées par les pluies diluviennes qui se sont abattues sur cette région les 1^{er}, 2 et 3 février 1952 ; 5° de M. Castera et plusieurs de ses collègues (n° 2499) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 200 millions de francs destinés à apporter des secours immédiats aux sinistrés des départements du Gers et des Hautes-Pyrénées, victimes des inondations de février 1952 ; 6° de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues (n° 2500) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer rapidement un premier secours de cent millions aux sinistrés de la Haute-Garonne, victimes des inondations ; 7° de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues (n° 2501) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de trois cents millions de francs destiné à

apporter des secours immédiats aux sinistrés du département du Lot-et-Garonne, victimes des inondations ; 8° de M. Caillavet et plusieurs de ses collègues (n° 2523) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux personnes sinistrées par les inondations dans le département de Lot-et-Garonne ; 9° de M. Seynat et plusieurs de ses collègues (n° 2524) tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures pour venir en aide aux victimes des inondations de la Garonne, de la Dordogne et de leurs affluents dans le département de la Gironde ; 10° de Mme Prin et plusieurs de ses collègues (n° 2533) tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un crédit de 20 millions aux victimes des inondations de la région de Essars-Beuvry-Béthune-Festubert-Lorgies ; 11° de M. Nenon et plusieurs de ses collègues (n° 2545) tendant à inviter le Gouvernement à accorder des crédits aux victimes des inondations dans le Lot-et-Garonne ; 12° de MM. Ducos et Turines (n° 2577) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux sinistrés de la Haute-Garonne, victimes des inondations et à prévoir à cet effet un crédit de 100 millions ; 13° de M. Marcel David et plusieurs de ses collègues (n° 2579) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux populations victimes des calamités atmosphériques qui ont eu lieu les 2, 3, 4 et 5 février 1952 dans les départements de la Gironde, des Landes, du Gers, de la Haute-Garonne, de l'Ariège, de l'Aude et du Lot-et-Garonne, n° 2592. — Le 11 février 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur : I. la proposition de loi (n° 2534) de M. Castera et plusieurs de ses collègues tendant : 1° à ouvrir un crédit de deux milliards de francs pour accorder des secours immédiats et des indemnités aux victimes des inondations de février 1952 dans les départements du Sud-Ouest ; 2° à ouvrir un crédit de trois milliards de francs pour édifier d'urgence des ouvrages de protection, entreprendre des grands travaux contre les inondations et accélérer le reboisement ; 3° à prévoir des exonérations d'impôts en faveur des sinistrés ; II. les propositions de résolution : 1° de M. Joseph Dumas (n° 1866) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour apporter une aide efficace aux agriculteurs de l'Est constantinois dont les récoltes de céréales ont été totalement anéanties ; 2° de

M. Guy Petit et plusieurs de ses collègues (n° 2364) tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide substantielle aux habitants et aux collectivités des régions sinistrées par les calamités publiques résultant des intempéries et à déposer un projet de loi créant une Caisse nationale des calamités publiques; 3° de M. Gosnat et plusieurs de ses collègues (n° 2380) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence aux sinistrés et à la commune de Saint-Trojan (Charente-Maritime) particulièrement éprouvée au cours des tempêtes de fin décembre; 4° de M. Reeb et plusieurs de ses collègues (n° 2411) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 250 millions de francs destiné à la réparation des dommages publics et privés provoqués par les tempêtes de décembre 1951 et janvier 1952 sur les côtes du Finistère; 5° de M. Mora et plusieurs de ses collègues (n° 2497) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'ouverture d'un crédit de cinquante millions pour venir en aide aux sinistrés des inondations qui ont eu lieu dans diverses régions du département des Landes, les 2 et 3 février 1952; 6° de M. Mora et plusieurs de ses collègues (n° 2498) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide, immédiatement aux populations du pays basque et du Béarn, victimes des inondations causées par les pluies diluviennes qui se sont abattues sur cette région les 1^{er}, 2 et 3 février 1952; 7° de M. Castera et plusieurs de ses collègues (n° 2499) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 200 millions de francs destinés à apporter des secours immédiats aux sinistrés des départements du Gers et des Hautes-Pyrénées, victimes des inondations de février 1952; 8° de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues (n° 2500) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer rapidement un premier secours de cent millions aux sinistrés de la Haute-Garonne, victimes des inondations; 9° de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues (n° 2501) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de trois cents millions de francs destiné à apporter des secours immédiats aux sinistrés du département du Lot-et-Garonne, victimes des inondations; 10° de M. Ramarony (n° 2502) tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures permettant de porter secours aux populations des départements du Sud-Ouest victimes des inondations et à proposer à l'Assemblée le vote

de crédits spéciaux; 11° de M. Taillade et plusieurs de ses collègues (n° 2516) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 100 millions de francs pour attribuer des secours de première urgence aux victimes des inondations qui viennent d'être provoquées dans le Sud-Ouest par les crues de la Garonne, du Tarn et de l'Adour; 12° de M. Caillavet et plusieurs de ses collègues (n° 2523) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux personnes sinistrées par les inondations dans le département de Lot-et-Garonne; 13° de M. Seynat et plusieurs de ses collègues (n° 2524) tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures pour venir en aide aux victimes des inondations de la Garonne, de la Dordogne et de leurs affluents dans le département de la Gironde; 14° de Mme Prin et plusieurs de ses collègues (n° 2533) tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un crédit de 20 millions aux victimes des inondations dans la région de Essars-Beuvry-Béthune-Festubert-Lorgies; 15° de M. Neron et plusieurs de ses collègues (n° 2545) tendant à inviter le Gouvernement à accorder des crédits aux victimes des inondations dans le Lot-et-Garonne; 16° de MM. Ducos et Turines (n° 2577) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux sinistrés de la Haute-Garonne, victimes des inondations et à prévoir à cet effet un crédit de 100 millions; 17° de M. Marcel David et plusieurs de ses collègues (n° 2579) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux populations victimes des calamités atmosphériques qui ont eu lieu les 2, 3, 4 et 5 février 1952 dans les départements de la Gironde, des Landes, du Gers, de la Haute Garonne, de l'Ariège, de l'Aude et du Lot-et-Garonne; 18° de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues (n° 2594) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 100 millions de francs destiné à apporter des secours immédiats aux sinistrés et aux collectivités locales du département de la Gironde, victimes des inondations; 19° de M. Guille et plusieurs de ses collègues (n° 2596) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux populations victimes des calamités atmosphériques qui ont eu lieu les 2, 3, 4 et 5 février 1952 dans le département de l'Aude; 20° de M. Fourcade (n° 2597) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux personnes victimes des

inondations dans le département des Hautes-Pyrénées; 21° de M. Baurens (n° 2600) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide immédiate aux sinistrés par les inondations dans le département du Gers et à indemniser les pertes importantes et graves subies par les Sociétés coopératives, les magasins d'approvisionnement, les particuliers : agriculteurs, artisans et commerçants, n° 2614. — Le 20 mars 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 925) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale dans sa première législature portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux, n° 2988. — Le 1^{er} avril 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. — les propositions de loi : 1° de M. Baylet et plusieurs de ses collègues (n° 2716) tendant à accorder l'aide financière de l'Etat aux sinistrés des départements du sud-ouest ainsi qu'aux collectivités locales de ces mêmes départements, victimes des inondations de février 1952; 2° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 2920) tendant à accorder certaines exonérations d'impôts et cotisations, des indemnités et secours, et des réparations, aux sinistrés des inondations de novembre 1951, pour les départements de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, de la Drôme et du Gard, à prévoir les crédits nécessaires, et à mettre à la charge de l'Etat les travaux concernant les ouvrages de défense contre les eaux; 3° de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues (n° 3041) tendant à la prise en charge par l'Etat des dépenses nécessitées par les travaux de protection contre les inondations et de correction du lit de la Loue et du Doubs dans les régions du Val-d'Amour, du Finage et de la Bresse; II. — les propositions de résolution : 1° de M. Musmeaux et plusieurs de ses collègues (n° 2632) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 30 millions de francs, à titre de premier secours, pour venir en aide aux sinistrés des inondations de la vallée de la Scarpe et à accorder à ces sinistrés l'exonération de leurs impôts; 2° de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 2712) tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du département des Pyrénées-Orientales les crédits nécessaires pour dégager les villages des hauts cantons bloqués par la neige; 3° de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues (n° 2735)

tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du département du Jura, les moyens et les crédits nécessaires pour dégager les villages de la montagne pratiquement isolés par les neiges; 4° de M. Arbeltier (n° 2754) tendant à mettre à la disposition de M. le préfet de Seine-et-Marne les crédits nécessaires pour venir en aide aux régions sinistrées par les inondations et à faire réaliser d'urgence le plan d'aménagement de la vallée de la haute Seine, plan destiné à éviter le retour périodique des inondations; 5° de M. Alfred Coste-Floret (n° 2757) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour engager un crédit de 3 milliards destiné à assurer la défense de Toulouse contre les inondations; 6° de M. Vergès et plusieurs de ses collègues (n° 3022) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention immédiate d'un milliard au département de La Réunion en vue de secourir les sinistrés et de réparer les dégâts causés par le cyclone qui s'est abattu sur l'île le 18 mars 1952; 7° de MM. Raphaël Babet et de Villeneuve (n° 3027) tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour venir en aide aux victimes de l'ouragan et des inondations qui ont dévasté le département de La Réunion, n° 3130. — Le 2 avril 1952, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 578) tendant à modifier la loi du 24 juin 1950 relative aux indemnités des maires et adjoints; 2° de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 1457) portant révision des indemnités de fonction des membres du Conseil général de la Seine; 3° de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 1459) portant révision des indemnités de fonction des maires et adjoints; 4° de M. Léo Hamon, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 732) portant modification de l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 et des textes subséquents, relatifs aux frais de mission et aux indemnités de fonction des maires et maires-adjoints, n° 3175. — Le 6 juin 1952, une proposition de loi tendant à accorder certains dégrèvements fiscaux pour combattre le chômage dans les professions du spectacle, n° 3598. — Le 6 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à la disposition des nations sinistrées : Pays-Bas, Grande-Bretagne, Belgique, tous les moyens civils, militaires et ma-

ritimes dont il dispose pour le sauvetage et la protection des populations et à créer un Comité national chargé de coordonner les initiatives publiques et privées qui se sont fait jour pour venir en aide aux populations sinistrées, n° 5519. — Le 20 février 1953, une proposition de résolution tendant à ajouter un article 118 nouveau au Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 5627. — Le 9 février 1954, une proposition de résolution tendant à modifier les articles 24, 34, 36, 37, 38 bis, 39 bis, 40, 57, 77 et 90 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 7682. — Le 19 juillet 1954, une proposition de loi tendant à créer un fonds d'adaptation de l'industrie et de reclassement de la main-d'œuvre, n° 8872. — Le 31 mars 1955, une proposition de loi tendant à assurer le logement des rapatriés d'Indochine, n° 10572. — Le 28 juin 1955, une proposition de loi tendant à relever de la forclusion certains locataires commerçants, n° 11025. — Le 25 octobre 1955, une proposition de loi tendant à réglementer les perquisitions effectuées chez les avocats et les médecins, n° 11697.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; INTÉRIEUR : en qualité de Rapporteur [28 novembre 1951] (p. 8578 et suiv.); Chap. 1000 : Amendement de M. Demusois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Police trop coûteuse) (p. 8583); Demande de rétablissement des crédits présentée par le Gouvernement (Emplois vacants supprimés) (p. 8585); Chap. 1010 : Demande de rétablissement des crédits pour indemnités diverses, présentée par le Gouvernement (Indemnités de cabinet) (p. 8586); Chap. 1030 : Demande de rétablissement des crédits pour l'administration préfectorale, présentée par le Gouvernement (préfets des territoires d'outre-mer et suppressions d'emplois) (p. 8587); Chap. 1050 : Amendement de M. Eugène Montel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des préfectures (Suppressions d'emplois) (p. 8589, 8590); Chap. 1070 : Demande de rétablissement des crédits pour les centres administratifs interdépartementaux, présentée par le gouvernement (p. 8590); Chap. 1150 : Amendement de M. Eugène Montel tendant à réduire de

50 millions les crédits pour la Sécurité nationale (Suppression d'emplois vacants) (p. 8601); Chap. 3070 : Amendement de Mme Grappe tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de la protection civile (Etat du stock de masques à gaz) (p. 8602); Chap. 5000 : Amendement de M. Rollin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention à la ville de Paris (Inflation du nombre des fonctionnaires) (p. 8606); Amendement de M. Ulver tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à la ville de Paris (Insuffisance de la subvention) (p. 8607 et suiv.); Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention à la ville de Paris (Revalorisation des traitements en septembre 1951) (p. 8609); Demande de rétablissement des crédits présentée par le Gouvernement pour la subvention à la ville de Paris (p. 8609, 8610); Art. 4 : Amendement de M. Rollin tendant à supprimer l'article fixant la subvention à la police de la Seine [29 novembre 1951] (p. 8611); INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République : En qualité de Rapporteur [26 décembre 1951] (p. 9861); Chap. 1050 : Amendement de M. Demusois tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour le service des préfectures (Auxiliaires départementaux) (p. 9862); Chap. 5000 : Amendement de M. Demusois tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée nationale pour les subventions à la ville de Paris (Contrôle du budget de la Préfecture de police) (p. 9863); — du projet de loi portant réformes, dégrèvement et dispositions fiscales : Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour la prise en considération du projet gouvernemental (Lourdeur des charges de l'Etat, les économies impossibles, les lois cadres, la majoration des impôts existants, l'absence de politique sociale, la politique de salut public) [3 janvier 1951] (p. 64 et suivantes); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : Sa demande de suspension de séance [25 février 1952] (p. 866); — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée nationale : Contre la question préalable (Mauvaise organisation des travaux parlementaires, travail des commissions, extension du domaine réglementaire) [25 mars 1952] (p. 1461, 1462); Art. 3 : Son amendement tendant à prévoir 16 commissions de 32 membres chacune [27 mars 1952] (p. 1502, 1503); Art. 4 : Son amendement

tendant à ne pas faire siéger l'Assemblée les mercredis et les jeudis matins (p. 1508); — du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : Discussion générale (Ses observations sur les dangers de l'inflation et de la déflation engendrant toutes deux la misère, le déficit du commerce extérieur, la difficulté de réaliser des économies, la résistance des commerçants à la baisse des prix, le chômage, la reprise économique, le salaire minimum vital) [5 décembre 1952] (p. 6001 et suiv.); Sa demande de suspension de séance [22 décembre 1952] (p. 7007). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : Ses observations sur le programme de M. Mayer, la difficulté des réformes, le chômage, le problème du logement, la lutte contre l'inflation, la Communauté européenne de défense [6 janvier 1953] (p. 34 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : Débat sur le problème du logement [3 mars 1953] (p. 1561). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales; Article unique : Sa demande de suspension de séance [20 mars 1953] (p. 2060); — du projet de loi relatif au redressement financier : Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article 2 du projet (Ses observations sur la nécessité de réaliser des économies pour avoir une monnaie saine, la délimitation à opérer entre le domaine législatif et le domaine réglementaire, la procédure budgétaire, les régimes de sécurité sociale et d'allocations familiales, les choix à faire entre les dépenses publiques, les mesures qui s'imposent en matière économique et sociale) [21 mai 1953] (p. 2848 et suiv.). — Prend part au débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Paul Reynaud) : Ses observations sur le problème social et économique, l'exercice du droit de dissolution, le problème législatif [27 mai 1953] (p. 2858 et suivantes); — Sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : Ses observations sur la politique des options, le problème économique et financier, la continuité de la politique étrangère [3 juin 1953] (p. 2933, 2934); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Georges Bidault) : Sa motion tendant à investir M. Georges Bidault en qualité de Président du Conseil [10 juin 1953] (p. 3012). — Prend part à la discussion : du rapport portant révision de la Constitution;

Art. 9 : Amendement de M. Dronne tendant à ne faire refuser la confiance par l'Assemblée qu'à la majorité absolue [22 juillet 1953] (p. 3789); — des interpellations sur la politique européenne : Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Garet approuvant la politique du Gouvernement (Nécessité de construire l'Europe, l'autorité supranationale, la récente note soviétique acceptant la conférence à 4, la continuité de la politique étrangère française, et le danger de changer) [27 novembre 1953] (p. 5632 et suivantes); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), INTÉRIEUR : Motion préjudicielle de M. Foulupt-Esperaber tendant à surseoir au débat pour demander la majoration des subventions aux collectivités locales et à l'Algérie [6 décembre 1953] (p. 6127, 6128); — des interpellations sur l'appel en faveur du « cessez le feu » en Indochine : Amendement de M. Delachenal à l'ordre du jour de M. de Sesmaisons (Nécessité d'un cessez le feu garantissant la sécurité des troupes avant la conférence de Genève) [9 mars 1954] (p. 773). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : Ses explications de vote sur la question de confiance (Dangers d'une crise ministérielle pour les négociations de Genève et pour le corps expéditionnaire en Indochine) [13 mai 1954] (p. 2381, 2382). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution portant modification du règlement de l'Assemblée : Amendement de M. Delachenal (Appartenance d'un député à une seule commission) [21 mai 1954] (p. 2638); Art. 2 : Amendement de M. Bonnefous (« Vote pondéré » à la conférence des Présidents) (p. 2647); — des interpellations concernant la situation générale en Indochine : Ses explications de vote sur la question de confiance (Responsabilités passées en Indochine, également partagées, problèmes indissolubles de l'Indochine, de la C.E.D. et des alliances, à trancher une fois pour toutes, impuissance de l'opposition à s'unir sur un texte constructif) [12 juin 1954] (p. 2982). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion des interpellations relatives à la composition et à la politique du Gouvernement : Attitude du M.R.P. vis à vis du Gouvernement Mendès-France, définition de l'opposition, Conférence de Genève et résultats obtenus par M. Bidault, C.E.D. [24

juin 1954] (p. 3049, 3050); — sur la proposition de la Conférence des Présidents : *Date du débat concernant la C.E.D.* [30 juillet 1954] (p. 3749, 3750). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Affiliation à la Sécurité sociale des fonctionnaires détachés en Tunisie et au Maroc)* [22 novembre 1954] (p. 5235); le retire (ibid.). — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à donner au Gouvernement les pouvoirs nécessaires pour présenter par décret les dispositions de la loi organique prévue par l'article 16 de la Constitution et destinée à régler le mode de présentation du budget* [29 mars 1955] (p. 2084, 2085); — d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution : *Article 90 relatif à la procédure de révision, réforme du règlement, instabilité gouvernementale, question de confiance, motion de censure, nécessité de réviser les articles 49, 50, 51 de la Constitution* [24 mai 1955] (p. 2949 à 2952); Article unique : *Son amendement (révision du titre VIII relatif à l'Union française; présentation et division du rapport sur la révision constitutionnelle décidée)* (p. 2961); *Son amendement (Révision des articles 49, 50, 51, et 90 relatifs à la question de confiance, la motion de censure, la dissolution et la procédure de révision)* (p. 2959); — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement, Art. 3 : *Amendement de M. Pluchet (Impossibilité, pour le groupe ayant épuisé son temps de parole, de demander des scrutins publics)* [21 juillet 1955] (p. 4003, 4004); *Article additionnel de M. Paul Coste-Floret (Liberté d'une semaine chaque mois pour atténuer l'absentéisme)* (p. 4007); *Article additionnel de M. Secrétain (Dépôt des amendements présentés en matière budgétaire)* (p. 4014, 4015); *Son article additionnel (Délais pour l'inscription des questions orales à l'ordre du jour)* (p. 4016); *Son article additionnel (Etablissement d'un rapport d'information par les députés délégués à l'Assemblée européenne du charbon et de l'acier)* (p. 4018); Art 7 : *Son amendement (Institution du vote personnel dans quatre cas)* (p. 4019 et suiv.); *Sur le même amendement* [26 juillet 1955] (p. 4252 et suiv.); *Sous-amendement de M. A. Mercier (Demande de scrutin personnel et public à la tribune signée par 50 députés)*

(p. 4254, 4255). — Dépose une demande d'interpellation sur la déclaration d'un ministre (M. Gaston Palewski) touchant les problèmes européens [23 juillet 1955] (p. 4115); retrait [4 août 1955] (p. 4602). — Pose à M. le Président du Conseil une question orale sur l'orientation de l'action Gouvernementale (*Détente internationale, nécessité d'une réforme de nos institutions*) [5 août 1955] (p. 4659, 4661, 4662). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur le Maroc : *Ses explications de vote sur la priorité : plan du Gouvernement; crise de l'autorité de l'Etat; dangers d'une vacance du pouvoir* [8 octobre 1955] (p. 4963, 4964); — d'interpellations sur l'Algérie : *Mesures d'urgence à prendre en Algérie, dangers d'une crise à la vieille du référendum sarrois, attitude de M. Chaban-Delmas vis-à-vis du Gouvernement et de M. Soustelle* [18 octobre 1955] (p. 5137, 5138); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Sa demande de suspension de séance* [9 novembre 1955] (p. 5617).

LE COUTALLER (M. Jean), Député du Morbihan (S.).

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). = Est nommé : vice-président de la Commission des pensions [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 fé-1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); membre de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 9 août 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et à permettre la revision administrative de certaines pensions, n° 641. — Le 9 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier ou à compléter les dispositions des articles 6, 8, 17, 48, 25, 32, 36, 43, 59, 61, 63, 64 et 65 de la loi n°

48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 642**. — Le 20 septembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 93 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, **n° 1164**. — Le 30 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution et le montant de la retraite du combattant, à l'aligner sur le montant de la pension d'invalidité au taux de 10 0/0 et à établir le rapport constant entre cette retraite et les pensions d'invalidité, **n° 1779**. — Le 6 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 1784) de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions pour effectuer la péréquation des retraites des ouvriers d'Etat, bénéficiaires de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949, **n° 1877**. — Le 3 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 641) de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et à permettre la révision administrative de certaines pensions, **n° 2344**. — Le 25 février 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 1052) de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 49 de la loi du 31 mars 1949 au profit de certaines catégories d'agents des Ministères de la Guerre, de la Marine et de l'Air, **n° 2780**. — Le 27 mars 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et à permettre la révision administrative de certaines pensions, **n° 3058**. — Le 10 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi de pensions, n° 40-1097 du 2 août 1949, **n° 3617**. — Le 12 juin 1952, une proposition de loi tendant à fixer le statut et les attributions de l'Institution nationale des Invalides, **n° 3623**. — Le 2 juillet 1952, une proposition de loi tendant à accorder des facilités de transport par chemin de fer aux titulaires d'une pension de retraite attribuée en application d'un des régimes concernant les fonctionnaires et agents de la fonction publique de l'Etat, des départements et communes et des services concédés,

ainsi qu'à leurs conjoints et personnes à charge, **n° 3930**. — Le 14 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 642) de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à modifier ou compléter les dispositions des articles 6, 8, 17, 18, 25, 32, 36, 43, 59, 61, 63, 64 et 65 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 4765**. — Le 14 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 3058) de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et à permettre la révision administrative de certaines pensions, **n° 4766**. — Le 22 janvier 1953, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 50 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires (article 146, 1^{er} alinéa du Code des pensions), **n° 5329**. — Le 22 janvier 1953, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions des articles 32, 34 et 37 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et à étendre ces nouvelles dispositions aux articles 12 et 14 de la loi n° 49-1097 du 2 avril 1949, à l'article 27 bis de la loi n° 50-981 du 17 avril 1950, aux articles 23 IV et 26 du décret n° 50-461 du 21 avril 1950 et aux articles 34 I et 38 du décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949, **n° 5330**. — Le 17 mars 1953, une proposition de loi tendant à abroger le deuxième paragraphe de l'article 3 et le dernier alinéa de l'article 4 de l'acte dit loi du 3 juillet 1941 portant réforme du régime des retraites des employés et agents des départements, communes et établissements publics départementaux et communaux, à maintenir, dans la nouvelle liquidation des pensions prévue par l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, ou de l'article 63 du décret n° 49-1416 du 5 octobre 1949, les avantages légalement garantis par le statut précédent ou des dispositions réglementaires, et à prescrire une liquidation rectificative chaque fois qu'il n'a pas été tenu compte de ces dispositions, **n° 5894**. — Le 28 mars 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 5 de la loi du 12 avril 1941 déterminant le régime des pensions de retraite des marins français de com-

merce, de pêche ou de plaisance et des agents du service général à bord des navires. **n° 6099.** — Le 9 juillet 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 portant réforme des pensions des personnels de l'Etat, **n° 6493.** — Le 9 juillet 1953, une proposition de loi tendant à régler les droits à pension des veuves, orphelins, ascendants des fonctionnaires victimes des opérations de déminage, **n° 6494.** — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 6493) de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 portant réforme des pensions des personnels de l'Etat, **n° 7237.** — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions des lois des 5 mai 1944, 17 novembre 1952 et 5 novembre 1953 relatives à l'exercice de la profession d'opticien-lunetier, **n° 7654.** — Le 23 février 1954, une proposition de loi tendant à rétablir entre traitements d'activité et pensions de retraite le rapport légal résultant de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 (Pensions civiles et militaires), à modifier dans l'immédiat les bases du calcul des pensions, comme correctif provisoire à la situation actuelle, et à assurer pour l'avenir la correcte application de la péréquation intégrale et automatique des pensions, **n° 7851.** — Le 4 mars 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article 32, paragraphe X de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 (art 62 du Code des pensions civiles et militaires), l'article 12, paragraphe IX de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 (ouvriers des établissements industriels de l'Etat) et l'article 8 de la loi n° 50-981 du 17 août 1950 (Imprimerie nationale) afin de replacer dans leurs droits les veuves remariées, redevenues veuves, divorcée à leur profit, ou ayant vécu en état de concubinage notoire, **n° 7960.** — Le 12 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur : I. le projet de loi (n° 7401) relatif aux droits à pension des ouvriers de la Défense nationale licenciés par suite de réduction d'effectifs ; II. les propositions de loi : 1° de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues (n° 6493) tendant à compléter la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 portant réforme des pensions des personnels de l'Etat ; 2° de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues (n° 6835) tendant à compléter les articles 4 et 11 de la loi n° 49-1097 du 2 août

1949 portant réformes des pensions des personnels de l'Etat ; 3° de M. Frank Arnal et plusieurs de ses collègues (n° 7368) tendant à compléter la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 relative au régime des pensions de certains personnels de l'Etat, **n° 8029.** — Le 11 mai 1954, une proposition de loi tendant à rouvrir le délai de validation des services auxiliaires prévu par l'article 19 de la loi n° 53-76 du 6 février 1953 en faveur des personnels retraités susceptibles de présenter une demande pour les services accomplis au compte de l'Etat et non compris dans le total des services rémunérés dans leur pension, **n° 8438.** — Le 18 mai 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article 17, premier alinéa, de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 (article 26 du Code des pensions, premier alinéa) portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, en faveur des titulaires de pension d'ancienneté ou de leurs ayants cause rémunérés sur la base d'un traitement ou d'une solde d'un indice inférieur à 225, **n° 8473.** — Le 20 mai 1954, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'article 31 de la loi du 20 septembre 1948 aux militaires de carrière servant au-delà de la durée légale, radiés des cadres pour invalidité au moins égale à 60 0/0 imputable au service et à leur assurer la concession d'une pension de retraite dans les conditions prévues par les articles 48 et 51 du Code des pensions civiles et militaires, **n° 8490.** — Le 21 mai 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues (n° 7851) tendant à rétablir entre traitements d'activité et pensions de retraite le rapport légal résultant de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 (Pensions civiles et militaires), à modifier dans l'immédiat les bases du calcul des pensions, comme correctif provisoire à la situation actuelle, et à assurer pour l'avenir la correcte application de la péréquation intégrale et automatique des pensions ; 2° de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues (n° 8277) tendant à apporter une première amélioration à la situation des retraités par la modification des bases de calcul des pensions en vue d'aboutir au rétablissement du rapport entre traitements d'activité et retraites tel qu'il a été établi par la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, **n° 8508.** — Le 21 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi du 20 septembre 1948 et les articles 6 et 7 de la loi du 2 août

1949 portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat, n° 8518. — Le 8 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 8473) de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 17, premier alinéa, de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 (article 26 du Code des pensions, premier alinéa) portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, en faveur des titulaires de pension d'ancienneté ou de leurs ayants cause rémunérés sur la base d'un traitement ou d'une solde d'un indice inférieur à 225, n° 8835. — Le 8 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 8438) de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à rouvrir le délai de validation des services auxiliaires prévu par l'article 19 de la loi n° 53-76 du 6 février 1953 en faveur des personnels retraités susceptibles de présenter une demande pour les services accomplis au compte de l'Etat et non compris dans le total des services rémunérés dans leur pension, n° 8836. — Le 8 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 8490) de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de l'article 31 de la loi du 20 septembre 1948 aux militaires de carrière servant au-delà de la durée légale, radiés des cadres pour invalidité au moins égale à 60 0/0 imputable au service et à leur assurer la concession d'une pension de retraite dans les conditions prévues par les articles 48 et 51 du Code des pensions civiles et militaires, n° 8837. — Le 5 août 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 7960) de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 32, paragraphe X de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 (art. 62 du Code des pensions civiles et militaires), l'article 12, paragraphe IX de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 (ouvriers des établissements industriels de l'Etat) et l'article 8 de la loi n° 50-981 du 17 août 1950 (Imprimerie nationale) afin de replacer dans leurs droits les veuves remariées, redevenues veuves, divorcées à leur profit, ou ayant vécu en état de concubinage notoire, n° 9081. — Le 24 novembre 1954, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions du décret n° 54-138 du 28 janvier 1954 relatif aux majorations d'ancienneté en faveur des fonctionnaires tombés malades en captivité et rapa-

triés malades, n° 9559. — Le 18 février 1954, une proposition de loi tendant à la validation des services accomplis par les agents des comités d'organisation et des sections de répartition des produits industriels et organismes similaires, n° 10139. — Le 27 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 500 millions de francs pour réparer les dommages subis par les producteurs de pommes de terre du Morbihan au mois de mai 1955, n° 10868. — Le 23 juin 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 35 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 relatif au droit à pension de veuves remariées, n° 11010. — Le 29 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 11010) de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 35 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955 relatif au droit à pension des veuves remariées, n° 11383. — Le 29 juillet 1955, une proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai pour l'application de l'article 6 de la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 adaptant les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, n° 11397. — Le 29 juillet 1955, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 48-1382 du 1^{er} septembre 1948 fixant la répartition de l'effectif des militaires non officiers à solde mensuelle des armées de terre, de mer et de l'air dans les échelles indiciaires, définies par le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948, n° 11398.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à disjoindre les six derniers alinéas relatifs à la délégation de l'allocation* [7 septembre 1951] (p. 7037, 7038, 7039); *Son amendement tendant à laisser aux parents d'élèves la liberté de déléguer ou non l'allocation* [8 septembre 1951] (p. 7110); *Son amendement tendant à n'appliquer la loi qu'aux établissements libres déjà existants* (p. 7115); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas verser plus d'allocations qu'il ne sera perçu de cotisations* [9 septembre 1951] (p. 7205); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 700 : *Sa demande de renvoi à*

la Commission du chapitre relatif à la retraite du combattant (*Insuffisance de la revalorisation de la retraite*) [27 novembre 1951] (p. 8510, 8511); Chap. 10-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Lenteur des notifications ministérielles et emplois réservés)* (p. 8532); le retire (p. 8533); Chap. 10-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des transferts de corps (Restitution des corps des déportés)* (p. 8546, 8547); le retire (p. 8547); Chap. 5000 : *Amendements de M. Draveny et Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Création d'une école de rééducation professionnelle)* (p. 8554); *Motion préjudicielle de M. Bégouin tendant à surseoir à la discussion en attendant le dépôt d'une lettre rectificative* (p. 8647); *Nouveau texte de la Commission et motion préjudicielle de M. Bégouin* [13 décembre 1951] (p. 9118); Chap. 701 : *Amendement de M. Jean Léon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Boursiers de pilotage de l'aéronautique militaire)* (p. 9158); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 9164); — d'une proposition de résolution relative à la hiérarchie judiciaire et l'indemnité de fonction des magistrats : *Discussion générale* [14 décembre 1951] (p. 9189); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : *Motion préjudicielle de M. Lenormand tendant à surseoir au débat en attendant de nouvelles propositions du Gouvernement* [23 décembre 1951] (p. 9730); *Son amendement tendant à réduire de 2.000 francs les crédits pour la Caisse autonome de la reconstruction (Insuffisance de la reconstruction)* (p. 9739); le retire (*ibid.*); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 29 : *Amendement de M. Coste-Floret tendant à disjoindre l'article permettant encore de nouvelles déclarations de dommages* [3 janvier 1952] (p. 41). — du projet de loi relatif aux variations du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Economies à faire sur le budget)* [7 février 1952] (p. 515, 516); — d'une proposition de loi relative au pécule des déportés et internés politiques : *Discussion générale (Application du statut des déportés prévoyant un pécule pour les déportés en Allemagne)* [18 mars 1952] (p. 1354); — d'une pro-

position de loi portant réforme et révision de certaines pensions civiles et militaires; en qualité de *Rapporteur* [21 mars 1952] (p. 1433 et suiv.); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Motion préjudicielle de M. Tourné tendant à surseoir au débat en attendant l'amélioration de la situation des veuves, orphelins de guerre, mutilés, anciens combattants et anciens réfractaires* [31 octobre 1952] (p. 4637 et suiv.); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion en attendant de savoir le montant des crédits affectés à la reconstruction, présentée par M. Nisse* [15 novembre 1952] (p. 5180); Chap. 31-11 : *Services extérieurs (Titularisation d'agents contractuels)* [15 novembre 1952] (p. 5235); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 novembre 1952] (p. 5703); Etat C, Chap. 32-93 : *Amendement de M. P. Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les pensions militaires (Péréquation de ces pensions)* (p. 5712); Chap. 32-94 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les pensions civiles (Péréquation des pensions)* (p. 5713); Etat D, Chap. 46-91 : *Demande de disjonction du chapitre relatif aux pensions d'invalidité, présentée par M. Devemy (Pensions des veuves de guerre plus faibles que celles des veuves d'accidentés du travail)* [27 novembre 1952] (p. 5736); Art. 5 : *Amendement de M. Cherrier tendant à autoriser le cumul d'une retraite et d'un traitement jusqu'à concurrence de 75 0/0 du traitement maximum* (p. 5742); Art. 8 : *Amendement de M. Cherrier relatif au salaire horaire de référence pour le calcul de la pension* (p. 5744); *Son amendement tendant à relever les pensions établies avec un coefficient inférieur à 1,25* (p. 5744); Art. 10 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif aux bonifications de services pour la retraite* (p. 5746); Art. 14 bis : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte de la date de décès du père pour la pension des orphelins de guerre* (p. 5747); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Question préalable opposée par M. Devemy* [28 novembre 1952] (p. 5891, 5892); Etat A, Chap. 31-01 : *Lenteur du renouvellement des livrets de pension et de retraite, majoration des pensions des veuves de guerre,*

orphelins et mutilés (p. 5903 et suiv.); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Réalisation des revendications des victimes de guerre grâce à un plan quadriennal) (p. 5906); Chap. 34-12 : Amendement de M. Draveny tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institution nationale des invalides (Réadaptation des paraplégiques) [20 décembre 1952] (p. 6703); Titre IV : Importance du budget des Anciens combattants et majoration nécessaire des pensions (Dépôt nécessaire d'une lettre rectificative) (p. 6709 et suiv.); Dépôt d'une lettre rectificative (p. 6714); Demandes de la Commission concernant la revalorisation des pensions (p. 6724); Etat B, Chap. 46-21 : Amendement de M. Prud'homme tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la retraite du combattant (Insuffisance de cette retraite) (p. 6732); Amendement de M. Mouton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant (Majoration de la retraite pour les plus de 55 ans) (p. 6755). — Est entendu pour une motion d'ordre : Discussion du budget des Anciens combattants [15 novembre 1952] (p. 5193). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 32 : Son amendement tendant à affecter les crédits de l'allocation scolaire à la revalorisation des pensions des victimes de guerre [15 décembre 1952] (p. 6440); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : Discussion générale (Sens du mot « errement ») [16 décembre 1952] (p. 6500); Art. 3 : Sa demande de disjonction de l'article relatif aux dommages de guerre [20 décembre 1952] (p. 6737); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 3 : Sa motion demandant plus de crédits pour la reconstruction pour pouvoir achever la réparation des dommages de guerre en 1960 [23 janvier 1953] (p. 202 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 46-22 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Pensions des veuves et ascendants) [24 janvier 1953] (p. 258); Amendement de M. Silvanore tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Pensions des anciens combattants africains) (p. 265); Demande de M. Badie de réserver le vote sur le

chapitre (p. 266); Chap. 46-27 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'appareillage des mutilés (Centres orthopédiques en Afrique) (p. 276); le retire (ibid.); Chap. 46-33 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule des prisonniers de guerre (Report des crédits inemployés les années précédentes et remboursement des marks détenus) (p. 283, 284); le retire (p. 284); Chap. 46-51 : Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Amputation du budget de l'Office, maison d'hébergement de Vence) (p. 288, 289); Art. 3 : Amendement de M. Badie tendant à majorer le taux des pensions de veuves et d'ascendants de 5 0/0 et à accorder une allocation de 5.000 francs aux invalides à 50 0/0 (p. 292); Article additionnel : Amendement de M. Mazier relatif à l'affiliation à la Sécurité sociale des personnes malades et non encore guéries (p. 295); Son sous-amendement tendant à discuter avant le 31 mars le rapport Guislain tendant à satisfaire en quatre ans les revendications des anciens combattants (p. 295, 296); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 298); — du projet de loi tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction; Art. 1^{er} : Ses observations sur les avances aux sinistrés par la transformation de la nature de leur créance [17 mars 1953] (p. 1985, 1988). — Prend part : à la discussion d'une proposition de résolution relative au recensement des victimes de guerre : Discussion générale (Ses observations sur le recensement des ayants droit le 15 août 1953) [27 mars 1953] (p. 2463); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : Ses observations corroborant celles de M. Dixmier sur les promesses faites aux anciens combattants [18 juin 1953] (p. 3084); — à la discussion du projet de loi établissant un plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre : Sa motion préjudicielle demandant l'application de l'article 9 de la loi du 3 février 1953 (Droits des victimes de guerre 1939-1945 réglés par décret-loi du 9 août 1953) [4 décembre 1953] (p. 6044); Nécessité de fixer par une loi et un plan quadriennal les droits des victimes de guerre [5 décembre 1953] (p. 6059 et suiv.); Discussion générale (Annulations de crédits par défaut de parties prenantes) (p. 6067); Dépassements de crédits du budget des Anciens com-

battants (p. 6076) ; Art. 1^{er} : *Son amendement relatif au délai accordé pour faire reconnaître la présomption d'origine par les prisonniers et déportés* (p. 6080) ; Art. 1^{er} : *Motion de M. Tourné tendant à condamner l'emploi de l'article 1^{er} de la loi de finances dans le débat* (p. 6081) ; Art. 9 : *Demande de réserver l'article relatif au taux de l'allocation aux invalides, présentée par le Gouvernement* (p. 6084) ; Article additionnel : *Amendement de M. Druveny tendant à accorder le bénéfice de la législation de sécurité sociale aux victimes civiles* (p. 6090) ; Art. 22 : *Demande de disjonction de l'article majorant la retraite du combattant* (p. 6091) ; Titre II : *Remboursement du pécule et des pertes de biens des déportés* (p. 6093, 6094) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 14 *ter* : *Amendement de M. Benard tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au droit à pension des veuves de guerre remariées redevenues veuves ou divorcées* [30 décembre 1953] (p. 7052) ; Art. 21 *bis* : *Extension du délai accordé aux fonctionnaires déportés ou résistants pour introduire leur demande de pension* (p. 7054) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Nécessité de voter les modifications de taux proposées qui constituent un pis-aller)* (p. 7055) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-22 et 31-32 : *Application du décret du 22 mai 1951 aux ouvriers des établissements de l'Etat, référence aux salaires pratiqués dans la métallurgie de la région parisienne* [19 mars 1954] (p. 1045) ; SECTION MARINE, Etat A, Chap. 53-71 : *Son amendement (Construction des bâtiments de servitude et des sous-marins confiée aux chantiers privés, le plein emploi dans les arsenaux de Dakar, de Diego-Suarez et de la métropole)* (p. 1106) ; le retire (p. 1107) ; Chap. 54-51 : *Son amendement (Reconstruction de l'école des apprentis mécaniciens de Lorient)* (p. 1107, 1108) ; SECTION COMMUNE, Art. 14 *bis* a 14 *quater* : *Son amendement (Droit à pension des ouvriers licenciés, modification de la loi du 2 août 1949)* (p. 1116, 1117, 1118, 1128). — Dépose une demande d'interpellation sur les violations de la loi portant péréquation des pensions civiles et militaires [2 juin 1954] (p. 2776). — Prend part à la discussion :

du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955 : *Motion préjudicielle de M. Guiguen* [18 décembre 1954] (p. 6589, 6590) ; Etat A, Chap. 31-11 : *Ordre de discussion* [21 janvier 1955] (p. 110) ; Chap. 31-21 : *Amendement de M. Gaubert (Rétablissement d'un crédit pour embauchage de techniciens)* (p. 111) ; *Licenciement d'agents* (p. 111) ; Chap. 34-94 : *Baraquements pour l'installation des services* (p. 114) ; Chap. 37-41 : *Aménagement du territoire, décentralisation* [24 janvier 1955] (p. 164) ; Chap. 37-41 : *Décentralisation industrielle et secteur agricole* (p. 166) ; Chap. 48-92 : *Règlement et souveraineté de l'Assemblée* (p. 177) ; Etat D, Paragraphe premier : *Crédits pour reconstruction des immeubles de toute nature ; remembrement ; relogement des baraquins pendant la reconstruction* (p. 183) ; paragraphe 1^{er}, ligne 2^e : *Dommages mobiliers* [26 janvier 1955] (p. 240) ; paragraphe 2^e, ligne 1^{re} : *Travaux de voirie* (p. 246) ; Art. 12 : *H. L. M.* (p. 256) ; *Service des domaines et prix de terrains* (p. 266) ; Etat B, Chap. 55-40 : *Port de Kergroise à Lorient* (p. 278) ; Chap. 67-40 : *Reconstruction des bâtiments communaux* (p. 282) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955 : *Financement du « plan quadriennal »* [25 janvier 1955] (p. 208, 223, 224) : *Traitement des fonctionnaires et rapport constant* (p. 223, 224) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Retards dans la liquidation des dossiers de pensions* [9 mars 1955] (p. 1219, 1220) ; Chap. 31-11 : *Ordre de la discussion* (p. 1237 et suiv.) ; Chap. 31-21 : *Compression et utilisation du personnel des services extérieurs* (p. 1239, 1240) ; Chap. 36-51 : *Office national des anciens combattants et victimes de guerre (Statut du personnel des offices départementaux)* [10 mars 1955] (p. 1280) ; Chap. 41-91 : *Fêtes commémoratives du dixième anniversaire de la libération* (p. 1283) ; Chap. 46-21 : *Retraite du combattant* (p. 1288) ; Chap. 46-23 : *Application du rapport constant entre l'augmentation des traitements des fonctionnaires et celle des pensions d'invalidité* (p. 1301, 1304, 1307) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955, I. CHARGES COMMUNES, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Indemnités, péréquation des retraites, rapport*

constant [31 janvier 1955] (p. 538 et suiv.) ; *Explications du Gouvernement sur la fonction publique* (p. 542, 543) ; *Projet de loi pour la remise en ordre de la fonction publique* [1^{er} février 1955] (p. 557, 558, 569) ; *Traitement indicielle, déclassement des retraités civils et militaires et des pensionnés de guerre* (p. 561) ; *Impasse budgétaire et situation des retraités ou victimes de la guerre* (p. 569, 570) ; *Revalorisation de la fonction publique, rapport traitement-pension et intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement* [4 mars 1955] (p. 1086 et suiv.) ; Art. 26, Titre III : *Son amendement (Réouverture du délai de validation des services auxiliaires)* (p. 1107) ; Art. 36 : *Son amendement (Droits acquis des retraités des collectivités locales)* (p. 1113) ; *Son article additionnel tendant à compléter l'article 23 du Code des pensions civiles et militaires* (p. 1114) ; *Article additionnel de M. J.-P. Palewski (Echelles de solde des sous-officiers)* [8 mars 1955] (p. 1136, 1137) ; *Son article additionnel (Majoration pour enfants de certaines pensions proportionnelles ou d'invalidité)* (p. 1138, 1139) ; *le retire* (p. 1139) ; *Son article additionnel (Pensions de fonctionnaires victimes de leur dévouement)* ; *Hommage au docteur Grosse, victime de la variole ; droits des enfants dont le père est mort au service de la nation* (p. 1139) ; *Son article additionnel et article additionnel de M. P. Montel (Veuves de retraités proportionnels)* (p. 1139, 1140) ; *Son article additionnel (Droits des veuves remariées redevenues veuves ou divorcées à leur profit)* (p. 1140, 1141) ; *Son article modifié* (p. 1151) ; *Articles additionnels de Mmes Gabriel Péri et Francine Lefebvre (Veuves de guerre et allocation spéciale de vieillesse)* (p. 1145, 1146) ; *Son article additionnel (Disparité entre les traitements réservés à des veuves de guerre de situation identique)* (p. 1147) ; *le retire* (p. 1148) ; Etat A, Chap. 31-93 : *Demande de disjonction de M. Métayer (Plan de revalorisation de la fonction publique)* (p. 1177, 1178) ; Art. 31 : *Son amendement (Article L 6 du Code des pensions)* (p. 1184) ; *le retire* (ibid) ; *Son article additionnel (Pensions de retraite des fonctionnaires des collectivités locales passés au service de l'Etat)* (p. 1189) ; *le retire* (ibid) ; — d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi : *Ses explications de vote* [3 mars 1955] (p. 1051). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Observations du cha-*

noine Kir sur le vote du budget des charges communes [9 mars 1955] (p. 1214). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Taxe locale additionnelle)* [29 mars 1955] (p. 2049, 2050) ; — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 2 : *Son amendement (Vote par correspondance des travailleurs saisonniers)* [15 novembre 1955] (p. 5686, 5687).

LE COZANNET (M. Yves), Député des Côtes-du-Nord (R. I.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [16 juillet 1953] (**F. n° 278**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 4 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 100 millions pour venir en aide : 1° aux exploitants des parcs à huîtres des régions sinistrées du département des Côtes-du-Nord à la suite de la tempête des 28 et 29 mars 1952 ; 2° à l'ensemble des victimes de ce sinistre maritime, **n° 3197**. — Le 23 juillet 1953, une proposition de loi tendant à instituer un statut définitif de l'encouragement aux textiles nationaux, **n° 6619**.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Etat des écoles dans l'Ouest)* [5 septembre 1951] (p. 6944, 6945) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; AGRICULTURE, Chap. 32-70 : *Amendement de*

M. Juglas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (Lutte contre les calamités agricoles) [21 novembre 1951] (p. 8278); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le marché des pommes de terre de primeur en Bretagne)* [8 juillet 1952] (p. 3701, 3702). — Dépose une demande d'interpellation sur l'équilibre du fonds d'encouragement aux textiles nationaux [17 juillet 1953] (p. 3577). — Prend part à la discussion : des interpellations concernant la politique agricole : *Inquiétude paysanne devant la surproduction ; cas des textiles, rôle du fonds d'encouragement* [20 octobre 1953] (p. 4376, 4377); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 34-51 : *Contrôleurs des lois sociales (Fils d'exploitants soumis aux versements aux allocations familiales)* [3 décembre 1953] (p. 5929); Chap. 37-81 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour impositions sur les forêts domaniales (Impôts sur le marché du bois)* (p. 5949); le retire (ibid); Chap. 46-57 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les migrations rurales (Insuffisance des primes de migration)* (p. 5959, 5960); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Taux excessif de la taxe pour le fonds d'encouragement à la production textile et mauvaise répartition des crédits)* [30 décembre 1953] (p. 7042, 7043); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955; Etat A, Chap. 31-31 : *Tâche des conseillers agricoles, effort des chambres d'agriculture, habitat, adductions d'eau et électrification* [25 novembre 1954] (p. 5437 et suiv., 5440, 5441); Chap. 31-51 : *Contrôle des lois sociales en agriculture, droit facultatif aux assurances sociales agricoles* (p. 5446, 5447); Chap. 31-81 : *Protection des récoltes contre les sangliers* [26 novembre 1954] (p. 5473); Chap. 44-22 : *Augmentation du crédit pour le contrôle laitier* (p. 5496); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME); Etat A, Chap. 31-13 : *Demande de disjonction de M. Faraud (Situation des surveillants des ponts et chaussées)* [9 décembre 1954] (p. 5997); Chap. 34-41 : *Décret du 12 novembre 1954,*

suppression des petites lignes de chemin de fer, ligne centrale de la Bretagne [11 décembre 1954] (p. 6130, 6131); Chap. 34-61 : *Direction générale du tourisme (Cas de la Bretagne)* (p. 6133); Chap. 45-41 : *Béseaux bretons* (p. 6149); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Producteurs de semences de pommes de terre* [10 mai 1955] (p. 2646); *Arasements et remembrement* [25 mai 1955] (p. 3022); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels civils pour juillet 1955 : *Difficultés de la petite exploitation agricole* [29 juin 1955] (p. 3457, 3458). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à l'importation des pommes de terre : *Différence entre les certificats et les licences d'importation* [5 juillet 1955] (p. 3626, 3629). — S'excuse de son absence [23 mars 1954] (p. 1173). — Obtient un congé [23 mars 1954] (p. 1173).

LEENHARDT (M. Francis), *Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription) (S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [24 juillet 1951] (**F. n° 11**) — Est désigné : par l'Assemblée Nationale pour la représenter au sein du Comité financier du conseil d'administration de la Caisse autonome d'amortissement [3 septembre 1951] (**F. n° 32**); par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parafiscales et de péréquation qui figurent à l'état annexé à la loi de finances (en application de l'article 24 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953) [14 février 1954] (**F. n° 345**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**). — Est nommé membre, par la Commission des finances : de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [31 janvier 1955] (**F. n° 490**); de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [5 mars 1954] (**F. n° 358**).

Dépôts :

Le 2 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée Nationale d'une réforme fiscale des artisans, n° 500. — Le 8 novembre 1951, une proposition de loi tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires, n° 1396. — Le 8 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 978) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Affaires étrangères (II. — Services des Affaires allemandes et autrichiennes), n° 1419. — Le 9 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4252) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Affaires étrangères (II. — Service des Affaires allemandes et autrichiennes), n° 4355. — Le 14 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la parité de traitements entre les gradés et gardiens de la police d'Etat et les gradés et gardiens de la police municipale de Paris, n° 5275. — Le 3 février 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5445) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4263) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Intérieur), n° 5456. — Le 6 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre diverses mesures pour la sauvegarde du patrimoine touristique du pays, n° 5525. — Le 6 février 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. la proposition de loi (n° 5367) de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à la prise en charge par l'Etat du financement des travaux de défense contre les inondations à effectuer sur les cours d'eau du département de la Drôme ; II. les propositions de résolution : 1° (n° 5255) de M. Ramarony et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide immédiate aux victimes des inondations qui ravagent Bordeaux, les villes de banlieue et certains secteurs du département de la Gironde et à prendre toutes dispositions pour

éviter le retour de pareilles catastrophes ; 2° de M. Liquard (n° 5267) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit de secours de 30 millions aux sinistrés de l'arrondissement de Lesparre (Gironde) victimes des inondations actuelles ; 3° de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 5268) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux agriculteurs victimes des inondations de Haut-Bhône dans le canton de Morestel (Isère) ; 4° de M. Goudoux et plusieurs de ses collègues (n° 5287) tendant à inviter le Gouvernement : a) à ouvrir d'urgence un crédit de 30 millions de francs destiné à apporter un premier secours immédiat aux sinistrés de la ville de Brive et des environs victimes de la récente crue de la Corrèze ; b) à accorder aux sinistrés un dégrèvement fiscal correspondant aux pertes subies ; c) à ordonner d'urgence les travaux nécessaires pour modifier les barrages établis sur la Corrèze par la construction de vannes mobiles ; 5° de M. Goudoux et plusieurs de ses collègues (n° 5300) tendant à inviter le Gouvernement : a) à ouvrir d'urgence un crédit de 60 millions de francs destiné à apporter un premier secours immédiat aux sinistrés de la vallée de la Dordogne dans le département de la Corrèze ; b) à empêcher formellement la violation de la marge de sécurité de remplissage des barrages cause principale du sinistre ; c) à accorder un dégrèvement fiscal correspondant aux pertes subies ; d) à construire rapidement le barrage de compensation du Sablier ; 6° de MM. Juglas et André Denis (n° 5322) tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence un crédit de secours de 100 millions aux victimes des inondations qui se sont produites en décembre 1952 dans l'agglomération bordelaise ; 7° de M. Fajon et plusieurs de ses collègues (n° 5348) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un secours de 10 millions de francs aux familles sinistrées par suite de l'effondrement de carrières survenu à Nanterre le 21 janvier 1953 ; 8° de M. Bouxom (n° 5397) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux victimes de l'effondrement de carrière survenu à Nanterre le 21 janvier 1953 par l'octroi d'un secours de 10 millions de francs ; 9° de M. Gazier (n° 5431) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours de 10 millions de francs aux victimes de l'effondrement de terrain survenu à Nanterre le

21 janvier 1953; 10° de M. Paul Reynaud (n° 5459) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour assurer la réparation des avaries et dommages occasionnés par la tempête et le raz de marée des 31 janvier et 1^{er} février 1953; 11° de M. Darou et plusieurs de ses collègues (n° 5468) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit d'un milliard destiné à prendre d'urgence toutes dispositions pour venir en aide aux populations sinistrées des inondations et pour assurer la réparation immédiate des dommages causés par la tempête des 31 janvier, 1^{er} et 2 février 1953 dans le Nord de la France; 12° de M. Pierrard et plusieurs de ses collègues (n° 5469) tendant à inviter le Gouvernement à répartir un premier secours d'urgence d'un montant total de 25 millions de francs entre les familles sinistrées par les inondations du 1^{er} février 1953 dans les régions de Dunkerque et de Calais; 13° de M. Pierrard et plusieurs de ses collègues (n° 5470) tendant à inviter le Gouvernement à faire réparer de toute urgence et de manière durable les digues de mer de Dunkerque; 14° de MM. Damette et Vendroux (n° 5477) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits de secours aux sinistrés de la côte de la mer du Nord, victimes de la tempête du 31 janvier 1953; 15° de MM. Duquesne et plusieurs de ses collègues (n° 5514) tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles pour venir en aide aux populations du Nord et du Pas-de-Calais victimes de la tempête des 31 janvier, 1^{er}, 2 et 3 février 1953 et pour effectuer les travaux destinés à réparer les dégâts causés et à renforcer les installations de protection côtière, **n° 5530**. — Le 27 février 1953, une proposition de loi tendant à une meilleure organisation des régies financières, **n° 5722**. — Le 5 mars 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 7 février 1953 relative à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires, **n° 5776**. — Le 10 mars 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 1454) de MM. Pierre Koenig, Schneiter et Savary tendant au reclassement des anciens agents des services des affaires allemandes et autrichiennes dans les administrations où les services extérieurs de l'État, **n° 5819**. — Le 27 mars 1953, une proposition de loi tendant à simplifier la fiscalité et à en corriger l'injustice,

n° 6057. — Le 13 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. la proposition de loi de M. Castera et plusieurs de ses collègues (n° 5964) tendant : a) à ouvrir les crédits nécessaires pour indemniser intégralement dans un délai de six mois les pertes subies par les victimes des inondations de février 1952 dans la région du Sud-Ouest; b) à mettre la totalité des frais de réfection des digues et de constructions d'ouvrages de protection à la charge de l'État; c) à accorder l'exonération des impôts, quels qu'ils soient, et des cotisations d'allocations familiales jusqu'à l'indemnisation totale des pertes subies par les contribuables sinistrés; II. les propositions de résolution : 1° de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 5859) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50.000.000 francs, pour venir rapidement en aide aux sinistrés et aux municipalités des Pyrénées-Orientales, victime d'un violent incendie de forêt, et à prendre toutes mesures utiles pour éviter le retour de pareilles catastrophes; 2° de M. Bapst et plusieurs de ses collègues (n° 6203) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit pour venir en aide aux vignerons d'Alsace, sinistrés par la gelée; 3° de M. Rousselot (n° 6210) tendant à inviter le Gouvernement à accorder des exonérations fiscales et des indemnités pour calamités agricoles aux victimes des gelées exceptionnelles des 10 et 11 mai 1953 et jours suivants; 4° de M. Mora et plusieurs de ses collègues (n° 6212) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des calamités survenues les 16 et 25 avril dernier, dans la région viticole de Bellocq (Basses-Pyrénées); 5° de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues (n° 6219) tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence des mesures d'indemnisation et d'exonération des impôts fonciers des cultivateurs et viticulteurs du Jura, victimes des gelées tardives de mai 1953; 6° de M. Gilles Gozard (n° 6253) tendant à inviter le Gouvernement à l'octroi d'une aide financière aux agriculteurs victimes de la gelée; 7° de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues (n° 6272) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux personnes sinistrées par les gelées dans le département de la Haute-Saône; 8° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues (n° 6273) tendant à inviter le Gouvernement à accorder des dégrèvements d'impôts et des cotisations aux alloca-

tions familiales aux cultivateurs ayant eu leurs récoltes endommagées ou détruites par l'ouragan des 27 et 28 mai dans le sud-est de la France ; 9^o de MM. Jean Aubin et François Benard (n^o 6294) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence une aide financière et des dégrèvements d'impôts aux agriculteurs du département des Hautes-Alpes, victimes des gelées tardives des 2 et 3 juin 1953 ; 10^o de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n^o 6304) tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du préfet du Doubs une somme de 1 milliard de francs pour venir en aide aux sinistrés du département du Doubs, à la suite des inondations récentes ; 11^o de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues (n^o 6314) tendant à inviter le Gouvernement : a) prendre des mesures immédiates pour indemniser les populations urbaines et rurales du Jura et de la Saône-et-Loire éprouvées par les inondations consécutives aux pluies diluviennes des 9 et 10 juin 1953 ; b) à exonérer des impôts les victimes de ces inondations ; 12^o de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (n^o 6320) tendant à inviter le Gouvernement à secourir et indemniser les victimes des récentes inondations du Doubs et de la Saône dans le département de Saône-et-Loire ; 13^o de M. Marcel Naegelen (n^o 6323) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux agriculteurs et autres victimes des orages, inondations, etc., survenus depuis le début de l'année dans le département des Basses-Alpes ; 14^o de MM. Jean Crouzier et Pierre André (n^o 6344) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'indemnisation des propriétaires de vignobles et d'arbres fruitiers de Meurthe-et-Moselle, victimes, dans la première quinzaine de mai, de gelées ayant, dans la proportion de 80 à 100 0/0, détruit les récoltes possibles et demandant à cette occasion, l'institution d'un régime d'assurance contre les calamités de cet ordre ; 15^o de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues (n^o 6345) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser de toute urgence les sinistrés et, en particulier, les travailleurs de la vallée du Doubs des pertes de biens matériels et de salaires qu'ils ont subies du fait des inondations de la semaine du 7 au 13 juin 1953 ; 16^o de MM. Rousselot et Gilliot (n^o 6355) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'exonération fiscale des victimes des inondations des prairies

bordant la Meuse et autres cours d'eau, avec aide aux plus atteints ; 17^o de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues (n^o 6386) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les dégâts causés par les inondations à la population du département de la Haute-Saône ; 18^o de M. Gazier et plusieurs de ses collègues (n^o 6396) tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du préfet de la Seine les crédits qu'il jugera nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de l'orage survenu, dans la région parisienne, le 30 juin 1953 ; 19^o de M. Boutavant et plusieurs de ses collègues (n^o 6425) tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'aide de l'Etat aux sinistrés des inondations de la Saône dans le département de l'Ain ; 20^o de M. Conte et plusieurs de ses collègues (n^o 6444) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les dégâts causés par la grêle à la population du département des Pyrénées-Orientales ; 21^o de M. Pierre-Olivier Lapie (n^o 6447) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour indemniser les propriétaires de vignobles et d'arbres fruitiers dont les récoltes de fruits et de vignes ont été compromises par les désastreuses gelées du début du mois de mai 1953 ; 22^o de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n^o 6462) tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux sinistrés des récents orages de grêle qui se sont abattus dans les Pyrénées Orientales ; 23^o de M. Maurice Thorez et plusieurs de ses collègues (n^o 6472) tendant à inviter le Gouvernement à accorder les crédits nécessaires en vue d'indemniser les sinistrés de Paris et des communes du département de la Seine du fait de l'orage du 1^{er} juillet 1953 ; 24^o de MM. Durroux et Dejean (n^o 6481) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les dégâts causés par les orages de grêle à la population du département de l'Ariège ; 25^o de Mme de Lipkowski et M. Louis Vallon (n^o 6483) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit de 80 millions aux sinistrés d'Issy-les-Moulineaux (Seine), victimes de l'orage du 30 juin 1953 ; 26^o de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues (n^o 6490) tendant à inviter le Gouvernement : a) à accorder pour l'année 1953 l'exonération de tous impôts et cotisations à la caisse d'allocations familiales aux paysans ayant eu leurs récoltes endommagées ou détruites par les inondations résultant des récents orages ; b) à mettre à la disposition des sinistrés du département de

la Corse un premier secours d'urgence de 300 millions de francs ; 27° de Mme Estachy et plusieurs de ses collègues (n° 6509) tendant à inviter le Gouvernement à : a) accorder un crédit de 300 millions pour indemniser les sinistrés des orages qui se sont abattus sur le département de l'Ariège le 1^{er} juillet 1953 ; b) accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts et des cotisations d'allocations familiales pour l'année 1953 ; 28° de M. Maurellet (n° 6514) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux agriculteurs et autres victimes de l'orage de grêle du 16 mai 1953 qui a dévasté les récoltes des communes de Challignac, Saint-Aulais et Saint-Bonnet (Charente) ; 29° de M. Fabre (n° 6543) tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux sinistrés des gelées, des orages de grêle et de la tornade de vent qui ont ravagé le département de l'Aude au cours des derniers mois ; 30° de M. Pierre-Fernand Mazuez et plusieurs de ses collègues (n° 6556) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des secours d'urgence aux sinistrés des récentes inondations des vallées du Doubs et de la Saône ; 31° de M. Maurellet (n° 6561) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les mesures nécessaires pour venir en aide aux victimes de l'orage de grêle qui a ravagé une partie du département de la Charente le jeudi 16 juillet 1953 ; 32° de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues (n° 6587) tendant à inviter le Gouvernement à indemniser et à dégrever de leurs impôts de 1953 les victimes de l'ouragan de grêle qui a ravagé une partie de l'arrondissement de Dole le 18 juillet 1953 ; 33° de MM. Pradeau et Lacoste (n° 6592) tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du préfet de la Dordogne les crédits qu'il jugera nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de l'orage survenu, dans les cantons de Verteillac, de Mareuil-sur-Belle, de Brantôme, de Montagrier et Bussière-Badil, le 16 juillet 1953 ; 34° de M. Faraud (n° 6593) tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du Préfet de la Charente-Maritime les crédits qu'il jugera nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de l'orage survenu dans une partie du département, en particulier dans l'arrondissement de Jonzac, le 17 juillet 1953 ; 35° de M. Gosnat et plusieurs de ses collègues (n° 6599) tendant à inviter le Gouvernement : a) à accorder un premier secours d'urgence de 30 millions

de francs aux agriculteurs sinistrés de l'arrondissement de Jonzac (Charente-Maritime) à la suite des violents orages du 17 juillet 1953 ; b) à les exonérer de leurs impôts 1953 (revenus 1952) ; 36° de M. Lalle et plusieurs de ses collègues (n° 6620) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des orages et des inondations qui ont ravagé le département de la Côte-d'Or en 1953 ; 37° de M. Pronteau et plusieurs de ses collègues (n° 6647) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de l'orage de grêle qui s'est abattu le 16 juillet 1953 dans le département de la Charente ; 38° de M. André Liautey (n° 6692) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des calamités naturelles et plus spécialement aux sinistrés du département de la Haute-Saône frappés par les ouragans des mois de juin et juillet 1953 ; 39° de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues (n° 6694) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de l'orage de grêle qui s'est abattu le 16 juillet 1953 dans le département de la Haute-Vienne ; 40° de M. Jean-Paul Palewski (n° 6733) tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de secours de 100 millions aux sinistrés de Seine-et-Oise, victimes de l'orage du 15 août 1953 ; 41° de M. Jean Guilton (n° 6778) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la tornade qui a dévasté deux villages de la commune de Guéméné-Penfao (Loire-Inférieure) dans la nuit du 22 septembre 1953 ; 42° de M. Signor et plusieurs de ses collègues (n° 6812) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la tempête d'équinoxe ainsi qu'à leurs familles et à leur accorder un premier secours de 50 millions de francs ; 43° de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 6819) tendant à inviter le Gouvernement à aider efficacement les agriculteurs des communes de Saint-Nazaire-les-Eymes et de Bernin (Isère), victimes des orages de grêle qui se sont abattus les 6 et 11 août sur ces deux communes, **n° 6849 (rectifié)**. — Le 16 octobre 1953, une proposition de loi tendant à une meilleure organisation des régies financières, **n° 6896**. — Le 22 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6761) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1954,

n° 6934. — Le 18 novembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6761) et la lettre rectificative (n° 7116) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1954, n° 7208. — Le 11 décembre 1953, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6761) et les lettres rectificatives (nos 7116 et 7422) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1954, n° 7442. — Le 31 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7567) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6761) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1954, n° 7591. — Le 20 juillet 1954, une proposition de loi tendant à accorder aux fonctionnaires et employés civils, déportés et internés de la Résistance, la faculté d'attendre leur promotion dans la résidence où ils exercent, n° 8911. — Le 9 novembre 1954, une proposition de loi tendant à une meilleure organisation des services extérieurs des P. T. T., n° 9438. — Le 12 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9293) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1955, n° 9447. — Le 8 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. les propositions de loi : 1^o de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 7482) tendant à venir en aide immédiatement aux sinistrés des inondations du département de l'Hérault; 2^o de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues (n° 7685) tendant à accorder aux collectivités locales une subvention exceptionnelle de 10 milliards afin de leur permettre de prendre des dispositions exceptionnelles pendant la période d'hiver en vue d'aider les populations éprouvées par le froid; 3^o de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 7697) tendant à ouvrir immédiatement un crédit d'un milliard de francs pour accorder un premier secours d'urgence aux sinistrés des chutes de neige des Pyrénées-Orientales; 4^o de M. Darou (n° 8164) tendant à accorder une aide immédiate de 10 millions de francs aux 600 « pêcheurs à la part » du port de Grand-Fort-Philippe (Nord); 5^o de M. Baylet et plu-

sieurs de ses collègues (n° 8196) tendant à accorder, par voie de réduction du montant de leurs revenus imposables, une indemnisation aux victimes des inondations survenues dans la métropole depuis le début de l'année 1952; 6^o de M. Fouques-Duparc et plusieurs de ses collègues (n° 8413) tendant à accorder de toute urgence un secours de 100 millions de francs aux sinistrés du département d'Oran victimes des inondations; II. les propositions de résolution : 1^o de M. Guy La Chambre (n° 6820) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 10 millions de francs destinés à indemniser les victimes des orages de grêle qui ont causé d'importants dégâts dans le département d'Ille-et-Vilaine; 2^o de Mme Laissac et plusieurs de ses collègues (n° 7398) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des secours de première urgence en faveur des régions sinistrées en décembre 1953 dans le département de l'Hérault; 3^o de M. Badie (n° 7414) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 500 millions de francs destinés à indemniser les victimes des orages de grêle et des inondations qui ont causé d'importants dégâts dans le département de l'Hérault; 4^o de MM. Deixoune, Gourdon et Réchard (n° 7424) tendant à inviter le Gouvernement à apporter un secours d'urgence aux populations du Midi qui viennent d'être éprouvées par de graves inondations; 5^o de M. Delbez (n° 7454) tendant à inviter le Gouvernement à secourir les sinistrés du département de l'Hérault; 6^o de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 7483) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux producteurs de légumes d'hiver, notamment de salades, des Pyrénées-Orientales, sinistrés par les chutes d'eau; 7^o de M. Pierrard et plusieurs de ses collègues (n° 7703) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide immédiate de 10 millions de francs en faveur des 600 « pêcheurs à la part » du port de Grand-Fort-Philippe (Nord); 8^o de M. Conte (n° 7723) tendant à accorder une aide immédiate et substantielle aux sinistrés de la dernière tempête de neige des Pyrénées-Orientales; 9^o de MM. Conte, Guille et Francis Vals (n° 7795) tendant à inviter le Gouvernement à allouer au titre de l'exercice 1954, sur le chapitre 53-20 du budget de Reconstruction et d'Equipement de l'Etat (Ministère des Travaux publics), les crédits suffisants nécessaires pour continuer les travaux de reconstruction des chaussées et

ouvrages d'art des routes nationales et des chemins départementaux et communaux détruits dans les Pyrénées-Orientales et dans l'Aude par les crues d'octobre 1940 et d'avril 1942, en exécution des lois des 11 novembre 1940 et 11 juin 1942; 10° de M. Mailhe (n° 7844) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations sinistrées de la commune d'Ancizan (Hautes-Pyrénées); 11° de MM. Hettier-de-Boislambert, de Beaumont et Triboulet (n° 8279) tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture de crédits pour remédier à la situation créée par la rupture des digues de la baie des Veys (Manche) et éviter l'immersion vraisemblable de toute une région; 12° de M. Coudray et plusieurs de ses collègues (n° 8372) tendant à inviter le Gouvernement à accorder immédiatement une subvention de 100 millions de francs destinés à venir en aide aux producteurs de pommes de terre de primeurs dont les cultures ont été anéanties par les gelées; 13° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 8386) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des graves inondations survenues en Oranie en avril 1954; 14° de M. Fayet et plusieurs de ses collègues (n° 8523) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence les crédits nécessaires pour venir en aide aux victimes des inondations du mois d'avril 1954 en Algérie; 15° de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues (n° 8537) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un premier crédit de 50 millions destiné à venir en aide aux ouvriers mis en chômage et aux cultivateurs privés de leurs récoltes par le grave accident survenu à Saillat (Haute-Vienne) le 24 mai 1954; 16° de M. Charles Benoist et plusieurs de ses collègues (n° 8569) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires en vue de venir en aide aux habitants et aux communes du canton de la Ferté-Alais (Seine-et-Oise), sinistrés par l'orage du 28 mai 1954; 17° de MM. Trémouilhe, Juglas et Nenon (n° 8686) tendant à inviter le Gouvernement à accorder de toute urgence des secours aux victimes du cyclone qui a ravagé le Lot-et-Garonne le 12 juin 1954; 18° de M. Thamier et plusieurs de ses collègues (n° 8717) tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'aide aux agriculteurs victimes du cyclone qui, le 12 juin 1954, a ravagé 24 communes du Lot-et-Garonne; 19° de M. Gilles

Gozard (n° 8723) tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours immédiat et à indemniser les victimes de l'orage de grêle du 20 juin 1954 qui a détruit la récolte de diverses communes de la région montluçonnaise et causé des dégâts à de nombreux immeubles de la même région; 20° de Mme François et plusieurs de ses collègues (n° 8774) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une somme de 20 millions de francs aux victimes du violent orage de grêle qui s'est abattu le 13 juin 1954 sur le vignoble de Pouilly-sur-Loire (Nièvre); 21° de MM. Delachenal et Barrier (n° 8907) tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des calamités survenues le 22 juin 1954 dans la région chambérienne; 22° de M. Maurellet (n° 8965) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux agriculteurs victimes de l'orage qui a dévasté les récoltes des communes de Chirac, Chantrezac, Loubert, La Péruse, Exideuil, Saint-Laurent-de-Ceris, Manot et Ambernac (Charente) le 30 juin 1954; 23° de M. Marcel Ribère et plusieurs de ses collègues (n° 8987) tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des pêcheurs maritimes algériens, frappés par une récente calamité, une subvention de 200 millions; 24° de M. Paul Ribeyre et plusieurs de ses collègues (n° 9118) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux victimes des orages de grêle qui se sont abattus au mois de juin 1954 sur le département de l'Ardèche; 25° de MM. François Benard et Jean Aubin (n° 9224) tendant à inviter le Gouvernement : a) à ouvrir un crédit exceptionnel de 500 millions de francs destiné : 1° à indemniser les victimes de l'orage et de la grêle qui ont causé d'importants dégâts dans le département des Hautes-Alpes; 2° à venir en aide aux collectivités locales pour réparations des dommages causés; 3° à permettre à l'Administration des ponts et chaussées de rétablir une route nationale emportée par les inondations; b) à accorder aux sinistrés la remise de leurs impositions; 26° de M. Saint-Cyr et plusieurs de ses collègues (n° 9244) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 50 millions de francs pour venir en aide aux sinistrés des régions du département de l'Ain dévastées par les orages du 14 août 1954; 27° de MM. Baylet et Laplace (n° 9246) tendant à inviter le Gouvernement : a) à ouvrir un crédit

exceptionnel de 300 millions de francs destiné : 1° à indemniser les victimes de l'orage et de la grêle qui ont causé d'importants dégâts dans le département de Tarn-et-Garonne; 2° à venir en aide aux collectivités locales pour réparations des dommages causés; b) à accorder aux sinistrés la remise de leurs impositions; 28° de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 9248) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide efficace et rapide : 1° à la commune de Feissons-sur-Isère (Savoie) pour réparer les dégâts causés par la crue subite du « Nant de Pussy » et assurer la protection des riverains; 2° aux familles dont les immeubles et autres biens ont gravement souffert de la crue; 29° de M. Pronteau et plusieurs de ses collègues (n° 9268) tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les dispositions nécessaires pour venir rapidement en aide aux victimes de l'orage de grêle qui, le 30 juin 1954, a ravagé de nombreuses communes de l'arrondissement de Confolens (Charente); 30° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 9272) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un premier crédit de 2 milliards de francs afin de venir en aide aux victimes du séisme qui a ravagé une partie de l'Algérie dans la nuit du 8 au 9 septembre 1954; 31° de M. Marcel-Edmond Naegelen (n° 9363) tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 111.500.000 francs pour réparer les dommages subis par les cultivateurs et la voirie du département des Basses-Alpes, du fait des orages de juin et août 1954, n° 9670. — Le 21 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à libérer les détaillants de toutes les taxes sur le chiffre d'affaires et à reporter aux stades antérieurs leur collecte et leur contrôle, n° 9947. — Le 11 mars 1955, une proposition de loi tendant à simplifier la fiscalité artisanale et à adapter le régime de l'artisanat à l'évolution de la technique et de l'économie moderne, n° 10367. — Le 11 mars 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9293) et les lettres rectificatives (nos 9539 et 10360) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1955, n° 10371. — Le 18 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Max Brusset et plusieurs de ses collègues (n° 9902, 2° rectifié) tendant à la suppression du contrôle polyvalent et

à l'abrogation de l'article 33 de la loi n° 54-817 du 14 août 1954; 2° de M. Ramarony et plusieurs de ses collègues (n° 10336) tendant à supprimer tout contrôle polyvalent et à abroger le paragraphe 2 de l'article 33 de la loi du 14 août 1954 dit amendement Dorey (dispositions relatives au contrôle polyvalent), n° 10450.

— Le 30 mars 1955, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Médecin (n° 9193) tendant à modifier l'article 1463 du Code général des impôts en vue de supprimer l'imposition au droit proportionnel de la patente pour les emplacements occupés dans les garages publics par les membres de certaines professions imposables; 2° de Mlle Marzin et plusieurs de ses collègues (n° 9903) tendant à supprimer le droit proportionnel de patente actuellement applicable aux assujettis à la contribution des patentes qui remettent dans un garage public des véhicules servant à leurs besoins professionnels, n° 10561.

— Le 2 avril 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa 2^e lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa 2^e lecture, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1955, n° 10626. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à mettre en parité les personnels du service des transmissions du Ministère de l'Intérieur avec leurs homologues des P. T. T., n° 10928 (rectifié). — Le 26 juillet 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur : I. le projet de loi (n° 10748) relatif à la réparation des dégâts causés par les inondations de janvier 1955; II. les propositions de résolution : 1° (n° 9700) de M. Dufour et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence de 500 millions de francs aux habitants et aux collectivités locales du département de l'Isère ayant subi des dommages du fait de la tornade et des inondations des 7 et 8 décembre 1954; 2° (n° 9737) de M. Tony Révillon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et des indemnités aux familles et aux communes sinistrées par les inondations du département de l'Ain au cours du mois de décembre 1954; 3° (n° 9751) de M. Mora et plusieurs de ses

collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours immédiat aux victimes des inondations survenues les 12, 13 et 14 décembre 1954, dans la région béarnaise; 4^o (n^o 9797) de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des récentes inondations dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse et à réaliser des travaux de défense contre les inondations, notamment sur la Durance et le Rhône; 5^o (n^o 9928) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations; 6^o (n^o 9949) de M. Wasmer et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de première urgence d'un milliard aux habitants du Haut-Rhin, victimes des inondations; 7^o (n^o 9951) de M. Briot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit de secours de 100 millions aux sinistrés du département de l'Aube, victimes des inondations actuelles; 8^o (n^o 9958) de M. René Kuehn et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence de 100 millions de francs aux habitants et aux collectivités locales du département du Haut-Rhin ayant subi des dommages du fait des inondations de janvier 1955; 9^o (n^o 9962) de M. Arbeltier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations de la région parisienne; 10^o (n^o 9965) de M. Kauffmann et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations et de la tempête dans le département du Bas-Rhin; 11^o (n^o 9967) de M. Bégouin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de Seine-et-Marne victimes des inondations; 12^o (n^o 9969) de M. Barrachin tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 mai 1955 pour les sinistrés victimes des inondations du mois de janvier 1955, la date d'exigibilité du tiers provisionnel; 13^o (n^o 9970) de M. Mignot tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux sinistrés du département de Seine-et-Oise, victimes des inondations du mois de janvier 1955, un secours d'urgence de 200 millions de francs; 14^o (n^o 9982) de M. Pierre-Fernand Mazuez tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés du département de Saône-et-Loire; 15^o

(n^o 9983) de M. Bernard Lafay tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide immédiate aux victimes des inondations de janvier 1955 dans le département de la Seine; 16^o (n^o 9984) de M. Schaff et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations et de la tempête dans le département de la Moselle; 17^o (n^o 9992) de MM. Ramarony et Sourbet tendant à inviter le Gouvernement à dégager un crédit de deux milliards pour venir en aide aux sinistrés des inondations de la Gironde; 18^o (n^o 10003) de M. Devemy tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations survenues en 1955 dans le département de Saône-et-Loire; 19^o (n^o 10020) de MM. Soutelle et Charret tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit de secours de 200 millions et des exonérations fiscales aux sinistrés du département du Rhône, victimes des inondations du mois de janvier 1955; 20^o (n^o 10029) de M. Laborbe et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des sinistrés par inondation un premier crédit immédiat de 200 millions de francs pour le département du Rhône; 21^o (n^o 10066) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à exonérer des impôts exigibles en 1955 les victimes des récentes inondations; 22^o (n^o 10067) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux collectivités locales les crédits nécessaires à l'attribution de secours d'urgence aux victimes des inondations; 23^o (n^o 10275) de M. Tony Révillon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et des indemnités aux familles et aux communes sinistrées par les inondations du département de l'Ain, en janvier 1955; 24^o (n^o 10980) de MM. François Benard et Jean Aubin tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit exceptionnel de 750.000.000 francs destiné : 1^o à indemniser les victimes de la crue catastrophique des torrents du département des Hautes-Alpes; 2^o à accorder aux sinistrés la remise de leurs impositions; 3^o à venir en aide aux collectivités locales pour la réparation des dommages causés; 25^o (n^o 10996) de MM. Paquet et Garavel tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du département de l'Isère des crédits nécessaires aux réparations des ouvrages de

protection endommagés, à l'aménagement de l'Isère, à l'indemnisation des agriculteurs sinistrés de l'Oisans, du Haut-Grésivaudan et du Bas-Grésivaudan; 26° (n° 11017) de MM. Sibué, Delachenal et Barrier tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit exceptionnel de 800 millions de francs destiné : 1° à indemniser les victimes ou les familles des victimes des crues catastrophiques des torrents de la Savoie pendant les journées des 6 et 8 juin; 2° à accorder aux sinistrés la remise de leurs impositions; 3° à remettre en état les routes nationales et départementales, la voirie vicinale, rurale et urbaine; 4° à reconstituer et à compléter les ouvrages de protection détruits ou endommagés pour assurer la sécurité des personnes et des biens en danger; 5° à venir en aide aux collectivités locales, département et communes, pour la réparation des dommages causés à leurs bâtiments et installations diverses; 27° (n° 11022) de M. Berthet tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du département de l'Isère les crédits nécessaires pour la réparation des digues endommagées, pour l'aménagement de l'Isère, pour l'indemnisation des agriculteurs sinistrés, n° 11334. — Le 7 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. le projet de loi (n° 10748) relatif à la réparation des dégâts causés par les inondations de janvier 1955; II. les propositions de résolution : 1° (n° 9700) de M. Dufour et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence de 500 millions de francs aux habitants et aux collectivités locales du département de l'Isère ayant subi des dommages du fait de la tornade et des inondations des 7 et 8 décembre 1954; 2° (n° 9737) de M. Tony Révillon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et des indemnités aux familles et aux communes sinistrées par les inondations du département de l'Ain au cours du mois de décembre 1954; 3° (n° 9751) de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours immédiat aux victimes des inondations survenues les 12, 13 et 14 décembre 1954, dans la région béarnaise; 4° (n° 9797) de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des récentes inondations dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse et à réa-

liser des travaux de défense contre les inondations, notamment sur la Durance et le Rhône; 5° (n° 9928) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations; 6° (n° 9949) de M. Wasmer et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de première urgence d'un milliard aux habitants du Haut-Rhin, victimes des inondations; 7° (n° 9951) de M. Briot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit de secours de 100 millions aux sinistrés du département de l'Aube, victimes des inondations actuelles; 8° (n° 9958) de M. René Kuehn et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence de 100 millions de francs aux habitants et aux collectivités locales du département du Haut-Rhin ayant subi des dommages du fait des inondations de janvier 1955; 9° (n° 9962) de M. Arbeltier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations de la région parisienne; 10° (n° 9965) de M. Kauffmann et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations et de la tempête dans le département du Bas-Rhin; 11° (n° 9967) de M. Bégouin et plusieurs de ses collègues tendant à venir en aide aux sinistrés de Seine-et-Marne, victimes des inondations; 12° (n° 9969) de M. Barrachin tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 mai 1955 pour les sinistrés victimes des inondations du mois de janvier 1955, la date d'exigibilité du tiers provisionnel; 13° (n° 9970) de M. Mignot tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux sinistrés du département de Seine-et-Oise, victimes des inondations du mois de janvier 1955 un secours d'urgence de 200 millions de francs; 14° (n° 9982) de M. Pierre-Fernand Mazuez tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés du département de Saône-et-Loire; 15° (n° 9983) de M. Bernard Lafay tendant à inviter le Gouvernement à apporter une aide immédiate aux victimes des inondations de janvier 1955 dans le département de la Seine; 16° (n° 9984) de M. Schaff et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations et de la tempête dans le département de la Moselle; 17° (n° 9992) de MM. Ramarony et Sourbet

tendant à inviter le Gouvernement à dégager un crédit de deux milliards pour venir en aide aux sinistrés des inondations de la Gironde; 18° (n° 10003) de M. Devemy tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des inondations survenues en 1955 dans le département de Saône-et-Loire; 19° (n° 10020) de MM. Soustelle et Charret tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit de secours de 200 millions et des exonérations fiscales aux sinistrés du département du Rhône, victimes des inondations du mois de janvier 1955; 20° (n° 10029) de M. Laborbe et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des sinistrés par inondation un premier crédit immédiat de 200 millions de francs pour le département du Rhône; 21° (n° 10066) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à exonérer des impôts exigibles en 1955 les victimes des récentes inondations; 22° (n° 10067) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux collectivités locales les crédits nécessaires à l'attribution de secours d'urgence aux victimes des inondations; 23° (n° 10275) de M. Tony Révillon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et des indemnités aux familles et aux communes sinistrées par les inondations du département de l'Ain, en janvier 1955; 24° (n° 10980) de MM. François Benard et Jean Aubin tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit exceptionnel de 750.000.000 francs destiné : 1° à indemniser les victimes de la crue catastrophique des torrents du département des Hautes-Alpes; 2° à accorder aux sinistrés la remise de leurs impositions; 3° à venir en aide aux collectivités locales pour la réparation des dommages causés; 25° (n° 10996) de MM. Paquet et Garavel tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du département de l'Isère des crédits nécessaires aux réparations des ouvrages de protection endommagés, à l'aménagement de l'Isère, à l'indemnisation des agriculteurs sinistrés de l'Oisans, du Haut-Grésivaudan et du Bas Grésivaudan; 26° (n° 11017) de MM. Sibué, Delachenal et Barrier tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit exceptionnel de 800 millions de francs destiné : 1° à indemniser les victimes ou les familles des victimes des crues catastrophiques

des torrents de la Savoie pendant les journées des 6 au 8 juin; 2° à accorder aux sinistrés la remise de leurs impositions; 3° à remettre en état les routes nationales et départementales, la voirie vicinale, rurale et urbaine; 4° à reconstruire et à compléter les ouvrages de protection détruits ou endommagés pour assurer la sécurité des personnes et des biens en dangers; 5° à venir en aide aux collectivités locales, départements et communes, pour la réparation des dommages causés à leurs bâtiments et installations diverses; 27° (n° 11022) de M. Berthet tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du département de l'Isère les crédits nécessaires pour la réparation des digues endommagées, pour l'aménagement de l'Isère, pour l'indemnisation de agriculteurs sinistrés, n° 11135. — Le 7 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. la proposition de loi (n° 10893) de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à ouvrir un crédit de 500 millions de francs à titre de secours aux cultivateurs primeuristes de Bretagne, victimes des gelées; II. les propositions de résolution : 1° (n° 9699) de MM. Sauvajon, Henri Grimaud et Simonnet tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 100 millions de francs pour indemniser les sinistrés de la tornade du 9 décembre dans le Sud-Est; 2° (n° 9701) de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder, au titre de premier secours, une somme de 12 millions de francs aux veuves, orphelins et ascendants des marins du département du Finistère péris en mer au cours de la récente tempête; 3° (n° 9768) de M. Pindivic tendant à inviter le Gouvernement à accorder, au titre de secours de première urgence, un crédit de 15 millions de francs en faveur des veuves, orphelins et ascendants des marins du Finistère disparus en mer au cours de la dernière tempête; 4° (n° 10143) de M. Berthet tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir les crédits nécessaires pour la réparation des dégâts occasionnés par les orages et la fonte des neiges dans le canton de Bourg-d'Oisans (Isère); 5° (n° 10622) de MM. de Bénouville et Guy La Chambre tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés du département d'Ille-et-Vilaine victimes de l'ouragan du 22 mars 1955; 6° (n° 10830) de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le

Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour venir en aide aux cultivateurs victimes des gelées, notamment dans les départements du Finistère, des Côtes-du-Nord et de la Sarthe ; 7^o (n^o 10841) de M. Toublanc et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs et viticulteurs, victimes des gelées catastrophiques du mois de mai 1955 ; 8^o (n^o 10848) de M. Jean Guitton tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux viticulteurs du vignoble nantais et aux agriculteurs de la vallée de la Loire un secours d'urgence de 250 millions ; 9^o (n^o 10849) de MM. Alexandre Thomas et Mazier tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 500 millions de francs pour réparer les dommages subis par les producteurs de pommes de terre des Côtes-du-Nord au mois de mai 1955 ; 10^o (n^o 10868) de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 500 millions de francs pour réparer les dommages subis par les producteurs de pommes de terre du Morbihan au mois de mai 1955 ; 11^o (n^o 10869) de M. Vassor tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs, maraîchers et viticulteurs d'Indre-et-Loire, victimes des gelées tardives de mai ; 12^o (n^o 10880) de M. Castera tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires afin de venir en aide aux exploitants agricoles du Sud-Ouest de la France, victimes de la sécheresse ; 13^o (n^o 10891) de M. Raffarin tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs victimes des récentes gelées du mois de mai ; 14^o (n^o 10905) de MM. Patria et Billotte tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux cultivateurs et maraîchers de l'arrondissement de Senlis, victimes d'intempéries, un crédit de 25 millions ; 15^o (n^o 10906) de MM. Patria et Billotte tendant à inviter le Gouvernement à donner des instructions à l'administration pour que soient accordées des réductions d'impôts aux cultivateurs et maraîchers de l'arrondissement de Senlis, victimes d'intempéries ; 16^o (n^o 10922) de M. André Mutter tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour venir efficacement en aide aux vigneron, victimes des gelées qui se sont produites les 20 et 21 mai 1955 dans le département de l'Aube ; 17^o (n^o 10937) de M. Florand tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour indemniser les agriculteurs qui ont été

victimes de l'orage de grêle du 3 juin qui a causé des dégâts importants dans plusieurs cantons de la Creuse ; 18^o (n^o 10943) de M. Séralini tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 20 millions aux sinistrés d'Oletta, en Corse, victimes des calamités atmosphériques ; 19^o (n^o 10962) de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence les crédits nécessaires pour venir en aide aux victimes du violent orage qui s'est abattu, le 3 juin 1955, sur les régions du Béarn et du pays basque ; 20^o (n^o 10963) de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires afin de venir en aide aux victimes du violent orage de grêle qui s'est abattu, le 3 juin 1955, sur de nombreuses communes du département des Landes ; 21^o (n^o 10975) de M. Lussy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux cultivateurs sinistrés du Vaucluse ; 22^o (n^o 10981) de M. Guy Petit tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour venir efficacement en aide aux ruraux victimes des orages qui se sont produits le 3 juin 1955 dans le département des Basses-Pyrénées ; 23^o (n^o 10988) de M. Marcel David tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux exploitants agricoles des Landes, victimes de l'orage du 5 juin, des secours immédiats et une équitable indemnisation pour les préjudices subis ; 24^o (n^o 11003) de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs du Gard, victimes de l'orage de grêle du 20 juin 1955 ; 25^o (n^o 11013) de MM. de Chevigné et Errecart tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions financières pour accorder des secours d'urgence aux agriculteurs du département des Basses-Pyrénées, victimes des orages de grêle des mois de mai et juin ; 26^o (n^o 11058) de M. Bèche tendant à inviter le Gouvernement à secourir les cultivateurs de la commune de Fenioux (Deux-Sèvres) et des communes voisines pour les pertes qu'ils ont subies lors de l'orage de grêle survenu le 17 juin 1955 ; 27^o (n^o 11062) de M. André Mutter tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux exploitants agricoles de l'Aube, victimes des gelées tardives du mois de mai 1955, des secours et une équitable indemnisation pour les préjudices subis, n^o 11336. — Le 8 novembre 1955, un avis au nom de la

Commission des finances sur la proposition de loi de M. Gaillat (n° 11148) tendant à modifier le décret n° 55-469 du 30 avril 1955, portant réforme de l'impôt sur les spectacles perçu en faveur des collectivités locales, n° 11810.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour atténuer rapidement les restrictions du crédit à court terme [22 août 1951] (p. 6388). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) : *Sa motion préjudicielle tendant à commencer immédiatement le débat sur l'échelle mobile des salaires* [5 septembre 1951] (p. 6922, 6923, 6924) ; — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile : *Discussion générale (Ses observations sur l'attitude du groupe socialiste vis-à-vis de l'échelle mobile, les modalités de la proposition socialiste, l'établissement du budget type, la hausse illicite des prix, la hausse des salaires depuis 1945, la politique de crédits restreints, la nécessité d'arrêter l'inflation grâce à l'échelle mobile des salaires et non celle des profits)* [13 septembre 1951] (p. 7331, 7332, 7333, 7334, 7335) ; *Ses observations sur les conséquences budgétaires de l'échelle mobile, les hausses de prix spéculatives* [14 septembre 1951] (p. 7384, 7390) ; *Ses observations sur l'association capital-travail, la double échelle mobile* [18 septembre 1951] (p. 7414, 7426) ; *Sa demande de clôture de la discussion générale* (p. 7432) ; *Motion préjudicielle de M. Gardey tendant à surseoir au débat* [19 septembre 1951] (p. 7462, 7463, 7464) ; *Contre-projet de M. Moisan tendant à réviser l'échelle mobile tous les trois mois si une modification de 5 0/0 du prix de la vie est intervenue* (p. 7482, 7483) ; *Art. 1^{er} : Amendement de M. Musmeaux tendant à consulter l'Institut national de la statistique sur le budget type* [20 septembre 1951] (p. 7507) ; *Son amendement tendant à réviser le budget type automatiquement toutes les fois qu'une modification de 5 0/0 du prix de la vie aura eu lieu* (p. 7508, 7509) ; *Amendement de M. Devinat tendant à maintenir la législation existante concernant la fixation du salaire minimum garanti* (7509, 7510) ; — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (Ses*

observations sur la suppression du salaire minimum vital, l'application de la loi sur les conventions collectives, les restrictions de crédit, le déficit des entreprises nationales, la possibilité d'emprunts indexés, la nécessité du dirigisme [16 novembre 1951] (p. 8177 et suiv.) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : en qualité de *Rapporteur* [22 novembre 1951] (p. 8329, 8330) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Démantèlement du ministère)* [5 décembre 1951] (p. 8825) ; *le retire* (p. 8829) ; Chap. 10-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel du contrôle économique (Insuffisance du contrôle)* (p. 8831, 8832) ; Chap. 10-80 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national de la statistique (Réforme du statut des auxiliaires)* (p. 8833) ; *Amendement de Mme Estachy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national de la statistique (Insuffisance des recensements économiques)* (p. 8834) ; Chap. 5000 : *Amendement de M. Jarrosson tendant à rétablir les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Centre national du commerce extérieur)* [11 décembre 1951] (p. 8985) ; Chap. 50-20 : *Amendement de M. Bergasse tendant à rétablir partiellement les crédits pour l'association pour l'accroissement de la productivité* (p. 8991) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Majoration de 10 0/0 des impôts directs et indirects, brochure sur les comptes économiques de la Nation, la fraude fiscale, la solution des emprunts indexés, l'inégalité devant l'inflation, l'opinion de M. Sauvy sur les emprunts indexés)* [30 décembre 1951] (p. 10285 et suiv.) ; *Discrimination du crédit entre les secteurs libres et nationaux* [1^{er} janvier 1952] (p. 5) ; — du projet de loi relatif aux variations du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Programme dirigiste socialiste, économie du projet gouvernemental)* [7 février 1952] (p. 513, 514) ; *Discussion générale (Sa réponse à M. Gaborit au sujet des économies à réaliser)* [19 février 1952] (p. 822) ; *Contre-projet de M. Caillet tendant à rajuster les salaires tous les*

trois mois si la hausse des prix est supérieure à 10 0/0 et à introduire l'échelle mobile dans les conventions collectives [25 février 1952] (p. 864, 865) ; *Contre-projet de M. Degoutte tendant à étendre l'échelle mobile aux rentiers viagers et à reprendre le texte voté par le Conseil de la République* (p. 872, 873) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur l'attitude du parti communiste, l'équité de la loi pour les salariés)* [9 avril 1952] (p. 2040) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : article additionnel : *Son amendement tendant à instituer une taxe de compensation sur les fortunes supérieures à 5 millions* [26 février 1952] (p. 1036, 1037, 1038). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Programme de Gouvernement de M. Pinay (Blocage des prix, nécessité de l'échelle mobile, amnistie fiscale, économies budgétaires, déficit en devises)* [6 mars 1952] (p. 1193, 1194). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur la hausse évaluation des recettes et des dépenses, les économies sur les dépenses civiles, la politique de baisse des prix, les investissements réduits, l'amnistie fiscale)* [2 avril 1952] (p. 1732 et suiv.) ; Art. 33 : *Son amendement tendant à exonérer de la taxe sur les cartes grises les véhicules d'occasion* [3 avril 1952] (p. 1882) ; Art. 34 : *Amendement de M. René Schmitt tendant à supprimer la majoration de 15 0/0 des droits de quai* [4 avril 1952] (p. 1904) ; Art. 36 : *Nouveau taux de l'impôt sur le revenu* (p. 1907) ; Art. 37 : *Évaluation du stock des entreprises* (p. 1907) ; *Son amendement tendant à supprimer l'option entre dotation ou décade pour l'évaluation des stocks-outils* (p. 1909) ; Art. 36 : *Son amendement tendant à ne pas percevoir la surtaxe si son montant est inférieur à 8.000 francs* (p. 1914) ; — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental, présentée par le Gouvernement* [30 mai 1952] (p. 2586) ; Article unique : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. Degoutte tendant à réviser le salaire minimum en cas de hausse des prix de 5 0/0 au moins avec un intervalle minimum de quatre mois entre deux révisions* [3 juin 1952] (p. 2605 et suiv.). —

Est entendu sur une question orale de M. Defferre à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, au sujet de l'avancement des percepteurs nommés au titre des emplois réservés [13 juin 1952] (p. 2903). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, en qualité de *Rapporteur* [13 novembre 1952] (p. 5076, 5077) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 44-42 : *Garanties de prix pour les exportations* [14 novembre 1952] (p. 5163) ; — du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : *Discussion générale (Ses observations sur l'amnistie fiscale, la réforme des impôts, l'exagération des taxes sur la consommation, l'injustice de la surtaxe progressive, la répression difficile de la fraude, la taxe sur la valeur ajoutée, les impôts sur les sociétés, l'auto-financement excessif pratiqué par les entreprises, l'impôt sur la fortune)* [5 décembre 1952] (p. 6021 et suiv.) ; Art. 38 : *Son amendement tendant à permettre aux artisans l'emploi de la force motrice et la constitution de stocks* [11 décembre 1952] (p. 6165) ; Article additionnel : *Son amendement relatif à l'imposition des conseils juridiques et fiscaux* [21 décembre 1952] (p. 6883) ; *Son amendement relatif aux taux des droits de quai des ports maritimes* (p. 6918, 6919) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 4 : *Barrage de Serre-Ponçon dans les Alpes* [20 décembre 1952] (p. 6476) ; *Demande de renvoi à la Commission des crédits pour le crédit coopératif artisanal et le crédit maritime mutuel, présentée par M. Signor* (p. 6756) ; *Sa demande de renvoi à la Commission des crédits pour les petites et moyennes entreprises* (p. 6757) ; Art. 47 : *Son amendement tendant à ne pas accorder de primes à la reconstruction pour des logements revendus dans un délai de cinquans* (p. 6780) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits (Affaires Economiques) et réévaluation de recettes (exercice 1952) : *Sa demande de renvoi à la Commission* [29 janvier 1953] (p. 643) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; INTÉRIEUR, en qualité de *Rapporteur* [3 février 1953] (p. 817, 818) ; Chap. 3495 : *Amendement de M. Ballanger tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le matériel des services divers (Répartition du produit de la taxe locale)*

(p. 821); Art. 4 bis : *Amendement de M. Quinson tendant à supprimer l'article relatif à l'intégration de 40 fonctionnaires dans le corps des administrateurs* (p. 822, 823); — du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique; Art. 2 : *Son amendement tendant à faire rémunérer par le fonds les agents chargés du recouvrement de la taxe additionnelle* [19 février 1953] (p. 1176); le retire (p. 1177); Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer la référence des inscriptions au registre public de la cinématographie* [20 février 1953] (p. 1220); Art. 26 : *Aide aux exploitants de salle* [26 février 1953] (p. 1393, 1394); *Son amendement tendant à permettre aux exploitants ayant moins de 1.200 entrées par semaine de continuer à louer leurs films au forfait* (p. 1396, 1397); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 26 bis : *Possibilité de location de films au forfait pour les petits exploitants enregistrant moins de 1.200 entrées hebdomadaires; Son amendement tendant à rejeter le critère supplémentaire introduit par le Conseil de la République d'un plafond forfaitaire de recettes brutes (Engagement nécessaire du Ministre d'adopter par décret un plafond annuel de 6 millions, avec indexation éventuelle)* [24 juillet 1953] (p. 3895, 3896); le retire sur assurances du Ministre (p. 3896); — du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères : *Contre-projet de M. Alphonse Denis tendant à rajuster les rentes viagères en fonction des variations du coût de la vie* [5 mars 1953] (p. 1605); Art. 2 : *Son amendement tendant à relever le taux de rajustement des rentes viagères au cas où le salaire minimum garanti serait majoré* (p. 1607); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1616, 1617); — d'une proposition de loi différant l'application par décrets des aménagements fiscaux : *Discussion générale (Ses observations pour l'abrogation pure et simple de l'article 69 de la loi des finances de 1953, instituant ladite procédure)* [2 juillet 1953] (p. 3214); *Son contre-projet tendant à l'abrogation de l'article 69* (p. 3212); *Contre le maintien du titre III du projet de réforme fiscale (Taxes perçues par les Chambres de Commerce, de métiers et d'agriculture); Pour l'abandon de tout le projet à reprendre sur des bases nouvelles* (p. 3213); — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier : *Discussion générale (Recours systématique à l'inflation maintien des injustice fiscales; dangers des*

« pouvoirs spéciaux » envers les fonctionnaires et assistés, et leur caractère anti-constitutionnel, comparaison avec d'autres rédactions proposées, incompressibilité et faiblesse des dépenses civiles, guerre d'Indochine, absence pratique de toute politique de « relance » [7 juillet 1953] (p. 3276 et suivantes); Art. 5 : *Pouvoirs spéciaux; Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3310); le retire (ibid.); *Son amendement tendant à garantir le respect du statut de la fonction publique et du personnel communal* (p. 3312); — du projet de loi portant aménagements fiscaux (Titres III, IV et V); Art. 47 : *Amendement de M. Jules-Julien tendant à exclure du champ d'application les chambres départementales et régionales d'agriculture* [9 juillet 1953] (p. 3420); *Articles additionnels Son amendement tendant à insérer un article nouveau rendant obligatoire une comptabilité matière* (p. 3424 et suivantes); *Son amendement tendant à insérer plusieurs articles nouveaux relatifs à la normalisation des déclarations et à l'application progressive du plan comptable* (p. 3427, 3428); *accepte la disjonction de son amendement* (p. 3428); *Amendement de M. Joseph Denais tendant à exonérer partiellement les investissements effectués par les entreprises industrielles ou commerciales sous forme de construction d'immeubles pour logement du personnel (Libéralité peu justifiable)* (p. 3430); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 12 : *Taxes parafiscales, frais d'assiette et de perception; Son amendement tendant à la reprise du texte amendé par le Conseil de la République, permettant de maintenir aux personnels des régies financières les rémunérations accordées par la loi à cette occasion* [24 juillet 1953] (p. 3881). — Est entendu sur une communication du Gouvernement (M. E. Faure) sur le budget de 1954 : *Projet de réforme fiscale (Aperçu critique), récession économique, débudgétisation des investissements, leur masse (Controverse avec M. E. Faure), sacrifice de l'économique au financier* [5 novembre 1953] (p. 4852 et suivantes). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AFFAIRES ÉCONOMIQUES, État A, Chap. 3131 : *Institut national de la statistique (Suppression d'emplois)* [26 novembre 1953] (p. 5584, 5585); INTÉRIEUR, en qualité de Rapporteur [6 décembre 1953] (p. 6123, 6124); P.T.T. : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat pour demander*

l'établissement d'un budget autonome des P.T.T. (Insuffisance du réseau téléphonique) [8 décembre 1953] (p. 6202, 6203); le retire (p. 6203); Article additionnel : *Son amendement tendant à faire un budget autonome du budget annexe des P.T.T.* (p. 6262); INTÉRIEUR, en qualité de Rapporteur [9 décembre 1953] (p. 6343); Etat B, Chap. 5730 : *Protection civile (Insuffisance de l'équipement contre le danger aérien)* (p. 6343); Titre IV : *Demande de renvoi à la Commission du titre relatif aux investissements des collectivités locales, présentée par M. Ballanger (Insuffisance des subventions de l'Etat)* (p. 6344, 6345); Etat A : *Ordre de la discussion (Discussion du titre III)* (p. 6345); Etat A, Chap. 3111 : *Amendement de M. Bricout tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale et les conseils de préfecture (Inégalités du classement territorial des préfectures et déclassement de celle de l'Aisne)* [10 décembre 1953] (p. 6380); Chap. 3115 : *Amendement de M. Genton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour centres techniques interdépartementaux (Médiocre rentabilité des C.A.T.I. et suppression de ces centres)* (p. 6382, 6383); Chap. 3141 : *Demande de disjonction du chapitre relatif à la Sûreté nationale (Ecart de traitements et d'indices entre la police parisienne et celle de province)* (p. 6385); Art. 4 bis : *Amendement de M. Sérafini relatif à l'intégration dans le corps des administrateurs civils des agents supérieurs du Ministère de l'Intérieur en fonctions le 31 décembre 1946* (p. 6391, 6392); Art. 6 : *Engagements volontaires dans le régiment des sapeurs-pompiers de Paris* (p. 6400); Article additionnel : *Amendement de M. Fonlupt-Esperaber relatif à l'intégration des préfets de la Résistance dans le corps préfectoral* (p. 6409); *Amendement de M. Cayeux tendant à réserver 1 0/0 des crédits de la Défense nationale à la protection de la population civile* (p. 6410, 6411); Chap. 4131 : *Réorganisation des services de la Préfecture de police* [11 décembre 1953] (p. 6467 et suivantes); Art. 14, Etat E, *Réorganisation des services de police (Agents de la Préfecture de police et de la Sûreté nationale)* (p. 6493); — du projet de loi établissant le plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre : *Rappel au règlement de M. Mouton (Mauvaises méthodes de travail)* [6 décembre 1953] (p. 6103); — du projet de loi relatif au renouvellement des

saies à l'exercice du droit de reprise par le propriétaire du fonds [15 décembre 1953] (p. 6845); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Meilleure défense de la propriété commerciale)* [15 décembre 1953] (p. 6851); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture abrogeant le droit de reprise du propriétaire de l'immeuble* [31 décembre 1953] (p. 7081, 7082); *Son amendement tendant à n'admettre de reprise que si elle ne porte pas atteinte à l'habitation du locataire* (p. 7103, 7106); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Art. 3 : *Revalorisation des pensions (Relèvement de la limite du cumul des retraites et des pensions)* [11 décembre 1953] (p. 6519, 6520); Art. 7 : *Son amendement relatif aux droits des veuves de fonctionnaires à obtenir une pension* (p. 6522); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 4544 : *Son amendement tendant à réduire de 10.000 francs les crédits pour la contribution de l'Etat à diverses dépenses de la S.N.C.F. (Droit à péréquation des pensions en cas de révocation)* [12 décembre 1953] (p. 6598); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 3433 : *Travaux de recensement (Recensement de la population en 1954)* [31 décembre 1953] (p. 7096); INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur (*Traitements des agents de la Sûreté nationale et de la Préfecture de police, Commissions départementales d'investissements, subventions aux collectivités locales*) [31 décembre 1953] (p. 7190, 7191); Etat A, Chap. 3141 : *Sûreté nationale (Avancement des agents)* (p. 7191); Chap. 3431 : *Protection civile (Dépôt d'un programme d'équipement)* (p. 7192); Article 1^{er} : *Amendement de M. G. Cartier tendant à abroger le décret du 9 août 1953 contrôlant les investissements faits par les collectivités locales* (p. 7194); Art. 4 bis : *Intégration des agents supérieurs du Ministère en fonctions en 1946 dans le corps des administrateurs civils* (p. 7195, 7196). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Vote du budget des Affaires économiques* [31 décembre 1953] (p. 7086). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : *Sa motion préjudicielle tendant à suspendre la discussion du budget de la Défense nationale si le Gouvernement ne dépose pas un projet de loi*

organisant la protection civile [18 mars 1954] (p. 983, 984) ; *la retire* (p. 986) ; — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Discussion générale (Taux de la taxe à la valeur ajoutée)* [24 mars 1954] (p. 1223) ; *Son contre-projet (Fusion de toutes les taxes sur le chiffre d'affaires en une seule, suppression de la taxe locale, restauration du système déclaratif opposé au système indiciaire, taux de la taxe sur la valeur ajoutée, limitation et sélectivité de la détaxation des investissements, impôt sur les sociétés, discrimination entre les petites et grandes sociétés ; taxe de statistique sur la fortune)* [25 mars 1954] (p. 1250 et suiv.) ; *Contre-projet de M. Abelin (Taxe de statistique sur la fortune)* (p. 1259) ; *Demande de disjonction du titre premier présentée par M. Meunier (Discrimination entre les investissements)* (p. 1279) ; *Sa demande de seconde délibération de l'article premier* [26 mars 1954] (p. 1333) ; Art. 4 : *Assujettissement des entrepreneurs de travaux immobiliers à la taxe sur la valeur ajoutée (Inquiétude des représentants des collectivités locales)* (p. 1336) ; Art. 8 : *Son amendement (Détaxation des investissements, annuité d'amortissement et investissements d'utilité nationale)* (p. 1357) ; *Son amendement (Limitation des détaxations aux entreprises d'utilité nationale et variation du taux)* (p. 1358) ; Art. 9 *ter* : *Son amendement (Taux de la taxe sur les transactions applicable aux entreprises cumulant des fonctions de grossiste et de détaillant)* (p. 1363) ; Art. 22 N : *Son amendement (Garantie par l'Etat du montant de la taxe locale destinée aux communes)* [29 mars 1954] (p. 1392, 1395) ; Art. 40 : *Son amendement (Augmentation de l'exonération à la base prévue pour la surtaxe progressive)* (p. 1409) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 42 : *Son amendement (Imposition des sociétés, établissement d'une discrimination entre les sociétés)* (p. 1425) ; — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Sa préférence pour la procédure des lois-cadres illustrée par M. Léon Blum en 1936, relèvement du pouvoir d'achat)* [6 août 1954] (p. 3932, 3933) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P.T.T. pour l'exercice 1955 : *Son article additionnel (Autonomie budgétaire des P.T.T.)* [10 novembre 1954] (p. 4894, 4895) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, en qualité de Rapporteur : *Encombrement de la carrière pré-*

factorale, centres administratifs et techniques interdépartementaux, protection civile, équipement et fonds social de l'Algérie, disparité entre les carrières de la sûreté nationale et de la Préfecture de police, subventions d'équipement aux collectivités locales [22 novembre 1954] (p. 5237 et suiv.) ; *Motion préjudicielle de M. Guy Petit (Insuffisance des subventions aux collectivités locales)* (p. 5252) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. Quinson (Cas des « communes-dortoirs » : Chateauf-Malabry)* (p. 5258) ; Chap. 31-13 : *Intégration de certaines catégories de fonctionnaires de préfecture* [23 novembre 1954] (p. 5276) ; Chap. 31-15 : *Amendement indicatif de M. Flandrin (Insuffisance de la protection civile, plan Pélabon)* (p. 5283) ; Chap. 31-41 : *Sa demande de disjonction (Parité entre le personnel de la Sûreté nationale et celui de la Préfecture de police)* (p. 5285, 5286) ; Chap. 34-82 : *Protection civile, demande de disjonction de M. Cayeux* (p. 5293, 5294) ; Chap. 36-51 : *Dépenses des services de police et d'incendie de la ville de Paris, sa demande de réduction indicative* (p. 5297), *y renonce* (p. 5298) ; Chap. 41-51 : *Subventions de caractère obligatoire en faveur des collectivités locales* (p. 5303) ; Chap. 41-52 : *Subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales, sa demande de disjonction* (p. 5308) ; Chap. 31-12, 31-13 : *Sa demande réduction indicative (Rétablissement de la parité entre le traitement des magistrats de l'ordre judiciaire et les magistrats des tribunaux administratifs ; Intégration du personnel de préfecture dans les nouveaux cadres)* (p. 5322) ; Chap. 31-32 : *Protection civile* (p. 5322, 5323) ; Etat B, Chap. 63-50 : *Subventions d'équipement pour la voirie départementale et communale, demande de disjonction de M. Fonlupt-Esperaber* (p. 5325, 5326) ; Chap. 65-50 : *Subventions d'équipement aux collectivités pour les réseaux urbains, sa demande de disjonction* (p. 5327). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Date de discussion du budget de l'agriculture* [23 novembre 1954] (p. 5315). — Prend part à la discussion : en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955, en qualité de Rapporteur : *Traitements de la Sûreté, parités, sous-brigadiers* [16 mars 1955] (p. 1495, 1496) ; Etat A, Chap. 31-12, 31-13 : *Sa demande de réserver ces chapitres* (p. 1499) ; Chap. 31-41 : *Maintien de sa demande de disjonction : Sûreté nationale* (p. 1503) ; *Sous-brigadier* (p. 1504) ; *Retire sa*

demande de disjonction (p. 1524) ; Sa demande de réserver les chapitres 31-41, 31-42, 31-91 et 33-91 (p. 1504) ; Chap. 41-52 : *Subventions facultatives en faveur des collectivités locales* ; Sa demande de réserver ce chapitre (p. 1506) ; Chap. 31-43 : deuxième délibération : *Possibilité de revenir sur un chapitre voté* (p. 1508) ; Etat B, Chap. 65-50 : *Demande de disjonction de Mme Grappe (Subventions aux collectivités pour les réseaux urbains)* (p. 1511) ; Art. 7 : *Indemnité des magistrats des tribunaux administratifs* (p. 1512) ; — du projet de LOI DE FINANCES POUR 1955 : *Discussion générale (Politique fiscale du Gouvernement, réformes des méthodes de contrôle, polyvalents, abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954, caractère contractuel du forfait, suppression des taxes sur le chiffre d'affaires au stade du détail)* [19 mars 1955] (p. 1713 et suiv.) ; — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Vies et moyens de la reconversion, absence de recensement industriel ; décentralisation* [12 mai 1955] (p. 2704 à 2706).

LEFEBVRE (Mme Francine), Député de la Seine (3^e circonscription) (M.R.P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommée membre : de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désignée par la Commission du travail et de la sécurité sociale : pour représenter l'Assemblée au sein de la Commission supérieure des comités d'entreprise [22 août 1951] (F. n° 24) ; pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263), [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 74 de la loi n° 51-598 du 24 mai 1951, relatif à l'allocation compensa-

trice des augmentations de loyers, n° 62. — Le 20 juillet 1951, une proposition de loi sur le statut des sociétés d'épargne immobilière et de crédit différé, n° 254. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à rendre à l'habitation les pièces isolées louées accessoirement à un appartement, et non habitées, n° 488. — Le 21 août 1951, un rapport fait (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la Convention concernant les stagiaires signée le 17 avril 1950 entre les cinq pays co-signataires du Traité de Bruxelles, n° 766. — Le 21 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1136) portant majoration des taux de l'allocation temporaire de la retraite des vieux travailleurs salariés et des prestations familiales, n° 1189. — Le 25 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant majoration des taux de l'allocation temporaire, de la retraite des vieux travailleurs salariés et des prestations familiales, n° 1221. — Le 21 novembre 1951, un rapport fait (au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à préciser les organisations habilitées à discuter les conventions collectives du travail, n° 1650. — Le 23 décembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder aux personnels du service actif de la désinfection de la Ville de Paris, le bénéfice de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950, n° 2200. — Le 23 décembre 1951, une proposition de loi tendant à instituer l'élection de « délégués des jeunes » dans les entreprises, n° 2201. — Le 28 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 1091) de MM. Moisan et Meck tendant à supprimer la condition de résidence exigée pour l'éligibilité aux conseils de prud'hommes, par l'article 23 du Livre IV du Code du travail, n° 2278. — Le 7 février 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 1280) complétant l'article 67 a) du Livre IV du Code du travail, n° 2558. — Le 7 février 1952, un rap-

port au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 2184) tendant à modifier l'article 30 du Livre IV du Code du travail relatif aux élections prud'homales, n° 2560. — Le 7 février 1952, une proposition de loi tendant à exonérer des taxes sur le chiffre d'affaires les activités non lucratives des associations d'entraide sociale, n° 2564. — Le 21 mars 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport (n° 1647) fait (au cours de la précédente législature) par M. Alfred Costes et repris le 21 novembre 1951 sur la proposition de loi de M. Moisan et plusieurs de ses collègues tendant à abaisser de 25 à 18 ans l'âge requis par la loi pour être électeur lors des élections prud'homales et de 30 à 25 ans l'âge requis pour être éligible, n° 3017. — Le 27 mars 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Moisan (n° 2647) portant codification de la législation des jardins familiaux n° 3071. — Le 1^{er} avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures utiles pour fixer à 50 0/0 la réduction du billet S.N.C.F. de congés annuels à tous les jeunes travailleurs salariés de 14 à 21 ans, n° 3153. — Le 2 avril 1952, une proposition de loi portant intégration dans les cadres des contrôleurs des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre, des agents temporaires contractuels remplissant au Ministère du Travail et de la Sécurité sociale les fonctions de contrôleur social de la main-d'œuvre nord-africaine, n° 3171. — Le 5 juin 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 3332) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 2184) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 30 du Livre IV du Code du travail relatif aux élections prud'homales, n° 3574. — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 3532) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 1280) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 67 a) du Livre IV du Code du travail, n° 3636. — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 1839) de MM. Léo Hamon, Roger Menu et François Ruin, sénateurs, tendant à rendre applicables devant la juridiction prud'ho-

male les dispositions du troisième paragraphe de l'article 14 de la loi du 25 mai 1838 ainsi que celles de l'article 425 du Code de procédure civile, n° 3645. — Le 19 juin 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 1608) de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la législation sur les conseils de prud'hommes et, en conséquence, à modifier les articles 2 et 103 du titre premier du livre quatrième du Code du travail, n° 3740. — Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 3412) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale du travail n° 100 concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale, n° 3829. — Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 3712) de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à exclure du montant des ressources retenues en vue de l'attribution de l'allocation temporaire aux vieux, la majoration de 12,50 0/0 sur les pensions des veuves de guerre, n° 3834. — Le 2 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 3915) transmis par M. le Président du Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire, n° 3923. — Le 4 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Alfred Costes et plusieurs de ses collègues (n° 1944) tendant à accélérer la procédure devant la juridiction des prud'hommes, n° 3990. — Le 10 juillet 1952, une proposition de loi sur l'organisation et le fonctionnement des établissements hospitaliers, n° 4099. — Le 10 juillet 1952, une proposition de loi tendant à l'institution de l'épargne dotale, n° 4115. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 31 XA du chapitre 4 bis du titre II du Livre I^{er} du Code du travail, n° 4175. — Le 6 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 1429) de M. Delalande sénateur, tendant à conférer l'honorariat

aux anciens membres des conseils de prud'hommes, n° 4622. — Le 6 novembre 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 37 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, n° 4631. — Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 3171) de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues portant intégration dans les cadres des contrôleurs des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre, des agents temporaires contractuels remplissant au Ministère du Travail et de la Sécurité sociale les fonctions de contrôleur social de la main-d'œuvre nord-africaine, n° 4834. — Le 17 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 4862) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 1647) adoptée par l'Assemblée Nationale modifiant les articles 22 et 23 du Livre IV du Code du travail, n° 5125. — Le 17 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 4926) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 1839) adoptée par l'Assemblée Nationale relative à la procédure prud'homale, n° 5126. — Le 6 janvier 1953, une proposition de loi relative aux maxima de ressources prévus pour l'attribution de la carte sociale des économiquement faibles, n° 5263. — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 3971) de M. Moisan et plusieurs de ses collègues tendant à la création de conseils supérieurs de prud'hommes, n° 5676. — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 5415) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 1429) adoptée par l'Assemblée Nationale relative à l'honorariat des anciens conseillers prud'hommes, n° 5680. — Le 26 février 1953, une proposition de loi tendant à lutter contre le chômage en interdisant le cumul d'un emploi à temps complet avec une pension lorsque celle-ci dépasse un certain montant, n° 5699. — Le 6 mars 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Alfred Costes et plusieurs de ses collègues (n° 1944) tendant

à accélérer la procédure devant la juridiction des prud'hommes, n° 5803. — Le 27 mars 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 1608) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la législation sur les conseils de prud'hommes et en conséquence à modifier les articles 2 et 103 du titre premier du livre quatrième du Code du travail, n° 6091. — Le 7 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin que soient respectées, en ce qui concerne les salaires des ouvriers boulangers, les dispositions de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives, n° 6456. — Le 22 juillet 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10, paragraphe 10° de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, n° 6579. — Le 22 juillet 1953, une proposition de loi tendant à fixer le statut des hôtels et maisons meublées, n° 6597. — Le 22 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 6381) de MM. Penoy et Elain tendant à étendre aux entreprises de transport les dispositions de l'article premier de la loi du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail, n° 6963. — Le 30 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de résolution : 1° de M. Linet et plusieurs de ses collègues (n° 6358) tendant à inviter le Gouvernement à faire respecter la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives en ce qui concerne les salaires des ouvriers boulangers ; 2° de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues (n° 6456) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin que soient respectées, en ce qui concerne les salaires des ouvriers boulangers, les dispositions de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives, n° 7041. — Le 27 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 7129) de M. Abbas Gueye et plusieurs de ses collègues tendant à la désignation par l'As-

semblée Nationale d'une Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier sur place les modalités d'application du Code du travail et de la loi du 30 juin 1950, dans les territoires d'outre-mer et territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer, **n° 7315.**

— Le 29 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 7003) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 1944) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à accélérer la procédure devant la juridiction des prud'hommes, **n° 7516.** — Le 19 mars 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 7716) de M. Moisan et plusieurs de ses collègues tendant à protéger la liberté syndicale et à en garantir le libre exercice à tous les travailleurs, **n° 8099.** — Le 21 mai 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 7716) de M. Moisan et plusieurs de ses collègues tendant à protéger la liberté syndicale et à en garantir le libre exercice à tous les travailleurs, **n° 8520.** — Le 9 juillet 1954, une proposition de loi tendant à dispenser les personnes dont la demande d'allocation temporaire était en instance devant une commission d'assistance lors de la mise en vigueur de la loi du 10 juillet 1952 de formuler une nouvelle demande pour obtenir l'allocation spéciale, **n° 8874.** — Le 29 juillet 1954, une proposition de loi tendant à permettre la libre information des travailleurs par l'affichage sur les lieux du travail des communications syndicales et des informations émanant des institutions légales existant dans l'entreprise, **n° 9008.** — Le 29 août 1954, une proposition de loi tendant à la réorganisation du Comité professionnel de l'industrie des pâtes alimentaires, **n° 9247.** — Le 22 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 8874) de Mme Francine Lefebvre tendant à dispenser les personnes dont la demande d'allocation temporaire était en instance devant une commission d'assistance lors de la mise en vigueur de la loi du 10 juillet 1952 de formuler une nouvelle demande pour obtenir l'allocation spéciale, **n° 9536.** — Le 9 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 8820) de MM. Moisan et Catoire tendant à rendre

obligatoire la remise du certificat de travail, **n° 9883.** — Le 23 décembre 1954, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire en premier ressort la compétence des conseils de prud'hommes pour connaître des différends intéressant les employés du commerce et de l'industrie, **n° 9796.** — Le 30 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réduire les frais des contrats des prêts relatifs à l'acquisition ou à la construction d'immeubles destinés à l'habitation de l'emprunteur, **n° 9842.** — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi tendant à rétablir dans leurs droits au regard de l'assurance vieillesse les bibliothécaires-gérants travaillant pour le compte de l'entreprise concessionnaire des bibliothèques dans les gares de la S.N.C.F. et du chemin de fer métropolitain de Paris, **n° 9884.** — Le 1^{er} février 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 8541) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1253) tendant à étendre aux entreprises de transport les dispositions de l'article premier de la loi du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail, **n° 10047.** — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à accorder une allocation annuelle à certaines femmes divorcées à leur profit exclusif avant le 17 avril 1924, qui ne peuvent bénéficier de la pension prévue à l'article L. 60 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, du fait que le décès du mari est survenu antérieurement au 23 septembre 1948, **n° 10152.** — Le 23 février 1955, une proposition de loi tendant à la réorganisation professionnelle de l'industrie des pâtes alimentaires, **n° 10210.** — Le 4 mars 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport fait au cours de la précédente législature, repris le 21 novembre 1951, sur la proposition de loi de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à préciser les organisations habilitées à discuter les conventions collectives de travail, **n° 10280.** — Le 4 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 établissant le statut du réfractaire, afin de permettre une application effective de ce statut, et à étendre aux réfractaires susceptibles de bénéficier d'une pension l'application des textes relatifs à la présomption d'origine, **n° 10291.**

— Le 8 mars 1955, une proposition de loi tendant à donner compétence aux conseils de prud'hommes pour connaître des différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de travail entre les gens de maisons et leurs employeurs, **n° 10319**. — Le 9 mars 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° le rapport fait (au cours de la précédente législature), repris le 21 août 1951 par M. Meck (n° 769), sur la proposition de loi de Mme Francine Lefebvre, Mlle Prévert et M. de Chevigné tendant à modifier les articles 32 et 72 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relative aux assurés sociaux âgés de plus de 60 ans ; 2° la proposition de loi (n° 9511) de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux retraités de la sécurité sociale le bénéfice de l'assurance « longue maladie » ; 3° la proposition de résolution (n° 5524) de Mme Degrand et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier la législation de la sécurité sociale au profit des titulaires d'une pension ou d'une rente vieillesse, **n° 10328**. — Le 9 mars 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 9796) de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à rendre obligatoire en premier ressort la compétence des conseils de prud'hommes pour connaître des différends intéressant les employés du commerce et de l'industrie, **n° 10329**. — Le 9 mars 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 9094) de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 2, Livre IV du Code du travail, pour simplifier la procédure administrative en vue de la mise à jour sous l'angle professionnel des décrets d'institution des Conseils des prud'hommes, **n° 10330**. — Le 16 mars 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 9475) de M. Léo Hamon, sénateur, tendant à la modification de l'article 82 du Livre IV du Code du travail en vue de rendre la juridiction prud'homale compétente en dernier ressort pour connaître des demandes en remise de certificats de travail et de bulletins de paye sous astreinte, **n° 10414**. — Le 16 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assouplir les règles prévues par l'article 21 du décret n° 53-1186 du 29 novembre 1953 portant

réforme des lois d'assistance, en ce qui concerne la récupération sur l'actif successoral des prestations versées au titre de l'aide médicale, **n° 10420**. — Le 29 mars 1955, une proposition de loi ayant pour objet de compléter la loi n° 54-781 du 2 août 1954 tendant à rendre à l'habitation les pièces isolées, louées accessoirement à un appartement et non habitées, **n° 10543**. — Le 2 avril 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de MM. Viatte et Bouxom (n° 5721) tendant à modifier l'article 29 L du Code du travail concernant le statut des voyageurs représentants et placiers du commerce et de l'industrie ; 2° de M. de Léotard et plusieurs de ses collègues (n° 7939) tendant à mieux préciser la représentation commerciale régie par la loi du 18 juillet 1937 ; 3° de M. Aphonse Denis et plusieurs de ses collègues (n° 8179) tendant à modifier les articles 29 K, 29 L et 29 O du Livre 1^{er} du Code du travail concernant le statut professionnel des voyageurs, représentants et placiers du commerce et de l'industrie ; 4° de M. Jean-Michel Flandin (n° 9833) portant modification du statut professionnel de la représentation commerciale, **n° 10628**. — Le 3 mai 1955, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 8555) portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, **n° 10633**. — Le 11 mai 1955, un deuxième rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 1608) de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la législation sur les conseils de prud'hommes et, en conséquence, à modifier les articles 2 et 103 du titre 1^{er} du Livre IV du Code du travail, **n° 10710**. — Le 13 mai 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 41 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, afin de permettre que les prestations en nature de l'assurance longue maladie puissent être attribuées à un assuré pour une seconde affection lorsqu'il est déjà bénéficiaire de cette assurance au titre d'une première affection, **n° 10742**. — Le 17 mai 1955, une proposition de loi tendant à suspendre le rachat des rentes viagères de 500 francs et au-dessous, constituées par la Caisse nationale d'assurances sur la vie et à augmenter le coefficient de majoration des rentes constituées avant le 2 août 1914, **n° 10759**. — Le 17 mai 1955, une pro-

position de loi tendant à autoriser la réquisition des boutiques et locaux commerciaux inoccupés dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi n° 54-726 du 15 juillet 1954, n° 10760. — Le 17 mai 1955, une proposition de loi relative à l'appel sous les drapeaux des jeunes gens fils puînés de certaines catégories de familles visées à l'article 7 de la loi n° 50-340 du 18 mars 1950, n° 10761. — Le 27 mai 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République tendant à rendre obligatoire la remise du certificat de travail, n° 10881. — Le 27 mai 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 10319) de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à donner compétence aux conseils de prud'hommes pour connaître des différends qui peuvent s'élever à l'occasion du contrat de travail entre les gens de maison et leurs employeurs, n° 10884. — Le 24 juin 1955, une proposition de loi tendant à permettre à la veuve d'un assuré social devenue salariée à la suite du décès de son conjoint de cumuler ses versements avec ceux de l'assuré décédé pour l'ouverture et la liquidation de ses droits en matière d'assurance-vieillesse, n° 11014. — Le 24 juin 1955, une proposition de loi tendant à accorder une retraite aux femmes d'assurés sociaux ayant cotisé pendant au moins 25 ans à un régime d'assurance facultative, n° 11015. — Le 13 juillet 1955, une proposition de loi relative aux maxima de ressources prévus pour l'attribution de la carte sociale des économiquement faibles, n° 11200. — Le 26 juillet 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 9796) de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à rendre obligatoire en premier ressort la compétence des conseils de prud'hommes pour connaître des différends intéressant les employés du commerce et de l'industrie, n° 11332. — Le 26 juillet 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport fait au cours de la précédente législature, repris le 21 novembre 1951, sur la proposition de loi de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à préciser les organisations habilitées à discuter les conventions collectives de travail, n° 11333.

— Le 7 octobre 1955, une proposition de loi tendant à maintenir le droit aux prestations familiales et aux prestations de l'assurance-maladie pour les enfants à charge ayant terminé leur scolarité obligatoire qui n'ont pu trouver d'emploi à la fin de leur apprentissage malgré leur inscription à un service de placement de la main-d'œuvre, ou qui justifient n'avoir pu, pour des raisons valables, être placés en apprentissage, n° 11563. — Le 30 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 10569) de M. Jean-Paul David tendant à exclure du calcul des ressources pour l'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés les pensions servies aux veuves de guerre, n° 11773. — Le 30 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Duquesne et plusieurs de ses collègues (n° 10930) tendant à étendre aux titulaires d'une pension ou rente du régime général des assurances sociales l'attribution des prestations en nature sans limitation de durée ; 2° de M. Meek et plusieurs de ses collègues (n° 11102) tendant à modifier l'article 72 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à l'assurance vieillesse ; 3° de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues (n° 11153) tendant à faire bénéficier les titulaires d'une pension ou rente vieillesse pour eux-mêmes et les membres de leur famille, des prestations en nature de l'assurance maladie sans limitation de durée ; 4° de M. Boutbien et plusieurs de ses collègues (n° 11555) tendant à abroger l'article 18 du décret n° 55-568 du 20 mai 1955 et à modifier l'article 72 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 relatifs aux droits aux prestations en nature des titulaires d'une pension ou rente vieillesse, n° 11774.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'interdiction d'expulsion de certains locataires : *Discussion générale* [10 septembre 1951] (p. 7269, 7270) ; — du projet de loi portant majoration des allocations aux vieux travailleurs et des prestations familiales : en qualité de *Rapporteur* [25 septembre 1951] (p. 7622) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur* [25 septembre 1951] (p. 7633) ; —

du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer ; Art. 2 : Amendement de M. Benoist tendant à augmenter le nombre des membres des assemblées en fonction de la population [22 novembre 1951] (p. 8379) ; Amendement de M. Juglas tendant à modifier la répartition des sièges entre les deux collèges (p. 8381) ; Son sous-amendement tendant à augmenter le nombre des représentants du Moyen Congo [23 novembre 1951] (p. 8409) ; Amendement de M. Sidi el Mokhtar tendant à augmenter le nombre des représentants de la Mauritanie (p. 8414) ; Son sous-amendement tendant à augmenter le nombre des représentants du deuxième collège dans le Niger (p. 8412) ; Son sous-amendement tendant à rétablir le collège unique au Togo (p. 8413) ; Nouvelle délibération sur le texte de la Commission (p. 8418). — Est entendue sur le procès-verbal de la séance précédente : Amendement de M. Juglas sur le nombre de représentants à l'Assemblée locale du Gabon [23 novembre 1951] (p. 8407). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 : PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 1^{er} : Contre-projet de M. Tanguy Prigent, tendant à relever le taux de la taxe à la production [21 décembre 1951] (p. 9539) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 4 : Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Rochet (Financement de l'allocation temporaire aux vieux) [22 décembre 1951] (p. 9611, 9612) ; Article additionnel : Amendement de M. Bouxom, relatif aux subventions accordées en 1942 aux collectivités locales (p. 9633) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; FINANCES, CHARGES COMMUNES, Chap. 4110 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les rentes viagères de l'Etat (Insuffisance de la revalorisation) [23 décembre 1951] (p. 9706) ; le retire (ibid.) ; Chap. 4120 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'allocation compensatrice de loyer aux économiquement faibles (p. 9706) ; le retire (ibid.) ; — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales ; Art. 5 : Son rappel au règlement (Examen des amendements) [4 janvier 1952] (p. 159) ; Article additionnel : Son amendement tendant à ne pas réduire le taux des allocations agricoles (p. 160) ;

Art. 6 : Son amendement tendant à ne pas supprimer le cumul des allocations avec les secours viagers aux veuves de salariés (p. 163) ; Art. 3 : Son sous-amendement de forme [5 janvier 1952] (p. 153) ; Article additionnel : Son amendement tendant à garantir aux bénéficiaires de l'allocation vieillesse le même taux que l'allocation temporaire (p. 168) ; — du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer amendé par le Conseil de la République : Art. 6 : Amendement de M. Silvanore tendant à établir dans un délai de quatre ans un état civil complet des habitants des T. O. M. [25 janvier 1952] (p. 386). — Son rapport sur une pétition [19 février 1952] (p. 832). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la composition et à la formation de l'Assemblée représentative des établissements français de l'Océanie ; Art. 11 : Amendement de M. Laforest tendant à faire supprimer au jour des élections les pouvoirs de la précédente Assemblée [26 février 1952] (p. 951) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée Nationale : Art. 4 : Amendement de M. Barrachin tendant à ne faire siéger l'Assemblée ni le mercredi ni le jeudi matin [27 mars 1952] (p. 1508) ; Amendement de M. Genton tendant à supprimer la nouvelle procédure des questions orales (p. 1510) ; Art. 5 : Amendement de M. Demu-sois tendant à accorder le droit de parole aux auteurs d'amendements et rapporteurs (p. 1532) ; Amendement de M. Mignot tendant à établir dans la Conférence des Présidents la règle de la proportionnalité (p. 1542, 1543) ; Amendement de M. Minjot relatif à la répartition du temps de parole dans les débats organisés (p. 1566) ; Art. 7 : Son amendement tendant à étendre la procédure aux votes en deuxième lecture (p. 1574, 1575) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : Art. 57 : Son rappel au règlement (Vote sur l'ensemble avant deuxième délibération) [4 avril 1952] (p. 1947) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 23 quinquies : Sa demande de disjonction de l'article prévoyant le recours de l'Etat [12 avril 1952] (p. 2263, 2264). — Dépose une demande d'interpellation sur les inconvénients qui résulteraient pour le personnel des entreprises commerciales d'une modification des avantages accordés, en ce qui concerne la répartition de la durée hebdomadaire de travail [30 mai 1952] (p. 2588) ; et est

entendue sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [17 juin 1952] (p. 2959, 2960); la développe : *Ses observations sur la suppression des deux jours de repos consécutifs* [10 juillet 1952] (p. 3764, 3765). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées ; Art. 9 : *Définition du « salarié agricole »* [6 juin 1952] (p. 2709) ; Art. 18 : *Son amendement relatif à la direction de la Caisse nationale des allocations de vieillesse agricole* (p. 2743) ; Art. 36 : *Amendement de M. Delachenal relatif à l'octroi d'une allocation spéciale aux bénéficiaires de l'ancienne allocation temporaire* (p. 2748) ; Art. 1^{er} : *Cas des personnes exerçant simultanément plusieurs professions* (p. 2752) ; Article additionnel : *Amendement de M. Devemy tendant à accorder l'allocation aux invalides à partir de l'âge de 60 ans* (p. 2753) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur* [4 juillet 1952] (p. 3544) ; Art. 9 : *Demande de reprise du texte du Conseil de la République donnant la possibilité de modifier les limites du revenu cadastral, présentée par le Gouvernement* (p. 3547, 3548) ; Art. 10 : *Demande de reprise du texte du Conseil de la République concernant l'obligation alimentaire des enfants à l'égard des parents, présentée par le Gouvernement* (p. 3548, 3549) ; Art. 12 : *Amendement de Mme Laissac tendant à supprimer l'article prévoyant des cas où les héritiers devront rembourser l'allocation* (p. 3550) ; Art. 13 : *Sa demande de réserver l'article* (p. 3550) ; Art. 14 : *Amendement de M. Charpentier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au taux de la cotisation versée par les agriculteurs* (p. 3551) ; Art. 15 bis : *Amendement de Mme Laissac tendant à reprendre l'article exonérant de cotisations les agriculteurs ayant un revenu cadastral inférieur à 150 francs* (p. 3552) ; Art. 36 : *Amendement de M. Renard tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le paiement de l'allocation à domicile* (p. 3554, 3555) ; Art. 36 bis : *Amendement de M. Delachenal tendant à renoncer au recouvrement des allocations indûment perçues par des agriculteurs ayant un revenu cadastral inférieur à 1.000 fr.* (p. 3555, 3556) ; Art. 40 : *Amendement de M. Meck relatif à l'examen des dossiers litigieux par les Commissions provisoires* (p. 3556) ; — d'une proposition de résolution relative à la

convocation de la Commission supérieure des Conventions collectives : *Discussion générale* [10 octobre 1952] (p. 4204, 4205) ; — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Maurice Grimaud tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires mis à la retraite qui étaient logés par leur administration* [10 octobre 1952] (p. 4216) ; — du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 4542 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les réductions de tarifs imposées à la S. N. C. F. (Billets à tarif réduit aux mineurs)* [24 octobre 1952] (p. 4421) ; le retire (ibid.) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder des facilités de transport aux conjoints et enfants mineurs des bénéficiaires de réductions* (p. 4428) ; RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 0010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des bons (Exonération de la taxe radiophonique pour les vieux travailleurs)* [15 novembre 1952] (p. 5208, 5209) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à exonérer de la redevance radiophonique les vieillards ne payant pas d'impôt sur le revenu* (p. 5224) ; POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 4010 : *Amendement de M. Penoy tendant à rétablir les crédits pour les prestations facultatives (Œuvres sociales)* [15 novembre 1952] (p. 5257) ; Chap. 6090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le financement des travaux d'établissement (Logement des fonctionnaires des P. T. T. à Paris)* (p. 5258) ; INTÉRIEUR, Art. 5 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à reprendre l'article relatif au calcul des retraites des sapeurs-pompiers* [13 décembre 1952] (p. 6367) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à ne pas exiger des jeunes gens voulant devenir des sapeurs-pompiers d'avoir servi plus que la durée légale du service militaire* (p. 6368) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République : Art. 32 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif au délai d'octroi du visa nécessaire au travailleur qui change de territoire* [22 novembre 1952] (p. 5476) ; le retire (ibid.) ; Art. 59 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article punis-*

sant l'embauchage comme ouvriers, de jeunes gens liés par un contrat d'apprentissage (p. 5488, 5489); le retire (ibid); Art. 72 : Son amendement tendant à remplacer « avis conforme » par « avis motivé » (p. 5493); Art. 211 : Son amendement tendant à ajouter la référence à l'article 34 (p. 5544). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion des propositions majorant les allocations familiales et indemnisant les industriels et commerçants ayant perdu leur droit au bail dans les immeubles détruits par faits de guerre [25 novembre 1952] (p. 5635). — Son rapport sur une pétition [4 décembre 1952] (p. 5971). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1953; Article additionnel : Amendement de M. Bouxom tendant à exonérer de la redevance sur les postes de radio, les vieux travailleurs salariés [21 décembre 1952] (p. 6918). — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 23 : Amendement de M. Mignot tendant à supprimer l'article concernant les arrêtés d'expulsion pris contre des ouvriers grévistes étrangers [26 février 1953] (p. 1360). — Son rapport sur une pétition [13 mars 1953] (p. 1907). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la construction de logements économiques; Art. 1^{er} : Sous-amendement de M. Gabelle tendant à prévoir des avantages particuliers pour les H.L.M. [21 mars 1953] (p. 2168); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements, amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à ne pas accorder le droit de reprise aux propriétaires rentrant des colonies ou de l'étranger [24 mars 1953] (p. 2220); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 2222); — du rapport portant révision de la Constitution; Art. 9 : Son amendement tendant à ne faire refuser la confiance par l'Assemblée qu'à la majorité absolue [22 juillet 1953] (p. 3789). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour venir en aide aux victimes de la Société « le Crédit mutuel du bâtiment » et des autres sociétés de crédit mutuel différées mises en liquidation [29 octobre 1953] (p. 4640); est entendue sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : Problème général du crédit différé [3 novembre 1953] (p. 4770, 4771); la développe [2 décembre 1953] (p. 5824). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice

1954), SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Titre IV, Chapitre 46.33 : Suggestions concernant les sourds-muets [5 novembre 1953] (p. 4876); JUSTICE, Etat A, Chap. 3111 : Amendement de M. Fonlupt-Esperaber tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services judiciaires (greffiers de la Cour de Colmar) [23 novembre 1953] (p. 5402); FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 3101 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Cadres supérieurs de l'agriculture) (p. 5443, 5444); le retire (p. 5445); RECONSTRUCTION ET LOGEMENTS, Art. 12 : Insuffisance de la construction d'H.L.M. dans la région parisienne [1^{er} décembre 1953] (p. 5790); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3427 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection des courses et du P.M.U. (Personnel du P.M.U.) [3 décembre 1953] (p. 5940, 5941); le retire (ibid); P.T.T., Etat A, Chap. 1000 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Comités techniques paritaires locaux) [7 décembre 1953] (p. 6208); le retire (ibid); Chap. 1020 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bureaux mixtes (Déclassement des fonctionnaires féminines) (p. 6211); Chap. 1110 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Indemnité de sujétion spéciale pour les travaux du dimanche) (p. 6231); Chap. 1120 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités éventuelles (Indemnités pour heures supplémentaires) (p. 6235); Chap. 3130 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le transport des correspondances (Situation des entrepreneurs de transport dont les contrats ne sont pas révisés) (p. 6238); le retire (ibid); Etat C, Chap. 5300 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des bâtiments (Logement des jeunes filles employées à Paris) [8 décembre 1953] (p. 6258); le retire (ibid.); RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 1000 : Administration centrale (Partialité de certaines émissions d'information pro-soviétiques) [8 décembre 1953] (p. 6301, 6302); Art. 6 : Son amendement tendant à exonérer de la redevance radiophonique les personnes non assujetties à la surtaxe progressive sur le revenu (p. 6313, 6314); Son amendement tendant à porter à 1.500 francs

la taxe radiophonique afin d'exonérer les vieillards pensionnés ou allocataires et ne payant pas de surtaxe progressive sur le revenu [9 décembre 1953] (p. 6339, 6341); Son amendement tendant à porter à 1.475 francs le taux de la taxe radiophonique et à détaxer partiellement les vieillards pensionnés ne payant pas d'impôt sur le revenu (p. 6341); INTÉRIEUR, Art. 6 : Engagements volontaires dans le régiment des sapeurs pompiers de Paris [10 décembre 1953] (p. 6401); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3153 : Amendement de M. Gabelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'Institut géographique national (Assimilation des ouvriers à ceux de l'industrie du Livre) [12 décembre 1953] (p. 6567, 6568); Chap. 4542 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnité compensatrice à la S.N.C.F. (Conjoints des vieux travailleurs salariés) (p. 6594); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 3112 : Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le Service du Travail et de la main-d'œuvre (Reclassement des fonctionnaires des services extérieurs) [30 décembre 1953] (p. 7036). — Est entendue sur la question orale de M. Buxom à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre, au sujet des pensions aux anciens travailleurs déportés [13 novembre 1953] (p. 5053). — Ses rapports sur des pétitions [26 novembre 1953] (p. 5602, 5603). — Prend part à la discussion du projet de loi établissant un plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre; Art. 11 bis : Cas des veuves avec enfants légitimés ou reconnus [5 décembre 1953] (p. 6085, 6086). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de l'Information, une question relative à la politique de l'information radiodiffusée [11 décembre 1953] (p. 6484). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954), Art. 33 : Sa demande de disjonction de l'article attribuant 5.200 millions aux sociétés ayant assuré les risques d'accidents et de maladies [12 décembre 1953] (p. 6622 et suiv.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 33 bis : Amendement de M. Guy Petit tendant à reprendre le texte du Conseil de la République tendant à indemniser les Compagnies d'assurances par des titres émis

en 1954 et amortis à partir de 1955 [31 décembre 1953] (p. 7267); — d'une proposition de loi relative à la procédure devant la juridiction des prud'hommes, amendée par le Conseil de la République : En qualité de Rapporteur [31 décembre 1953] (p. 7109, 7110); Art 2 : Amendement de M. M. Grimaud tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'exécution provisoire d'un jugement susceptible d'appel (p. 7111); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, Article additionnel : Son amendement tendant à relever le plafond des ressources du montant de l'augmentation prévue pour l'allocation [31 décembre 1953] (p. 7158); Article additionnel : Son amendement tendant à relever le plafond des ressources au-dessus duquel les économiquement faibles ne touchent pas d'allocation (p. 7167). — de la proposition de loi concernant le statut des gérants des sociétés au regard de la législation de la sécurité sociale, Art. 3 : Son amendement (Rachat des cotisations vieillesse) [4 mars 1954] (p. 650). — Ses rapports sur des pétitions [24 mars 1954] (p. 1233). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur, une question relative à la solidarité en faveur des sans-logis [26 mars 1954] (p. 1331, 1332). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 41 : Amendement de M. Frédéric-Dupont (Imposition de la femme seule ayant un ascendant à charge) [29 mars 1954] (p. 1411); Art. 41 bis : Son amendement (Imposition du contribuable ayant recueilli un ascendant) (p. 1419); le retire (ibid.); Art. 45 : Son amendement (Imposition des rentiers viagers) (p. 1429); le retire (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Discussion générale (Modification de l'article 41 bi-) [9 avril 1954] (p. 1987); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 56-40 : Agrandissement du Conservatoire des Arts et Métiers [1^{er} avril 1954] (p. 1683). — Son rapport sur des pétitions [4 mai 1954] (p. 2107). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse : Demande de M. Guy Desson, d'une seconde délibération [20 mai 1954] (p. 2557). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, une question relative à l'attribution de l'allocation spéciale [11 juin 1954] (p. 2945). — Prend part à la discussion :

d'une proposition de loi relative au régime de l'ALLOCATION VIEILLESSE AGRICOLE, Art. 1^{er} : *Son amendement (Fixation du revenu cadastral)* [28 juillet 1954] (p. 3684) ; *Amendement de M. Delachenal (Double cotisation avec exemption pour un certain revenu cadastral ; Affiliation unique à l'organisation d'allocations de vieillesse dont relève l'activité principale)* [30 juillet 1954] (p. 3788) ; *Amendement de M. Viatte (Fixation par décrets des conditions dans lesquelles la cotisation tient compte des activités secondaires)* (p. 3791) ; *Amendement de M. Delachenal (Allocation pour les vieux travailleurs salariés et les vieux exerçant encore une activité non salariée ; Cas de l'artisanat)* (p. 3791, 3792) ; *Article additionnel de M. Laborbe (Part du produit de la taxe de statistique revenant au régime agricole)* (p. 3794) ; de cette proposition de loi en deuxième lecture, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à considérer comme exploitants agricoles ceux qui cultivent une exploitation dont le revenu cadastral serait compris entre 50 et 100 francs* [31 décembre 1954] (p. 7043) ; — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954, Art. 3 : *Son rappel au règlement (Application de l'article 58 du règlement aux textes sur lesquels l'Assemblée est appelée à statuer en deuxième délibération)* [30 juillet 1954] (p. 3760) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur suppléant* [3 août 1954] (p. 3813) ; Art. 8 : *Amendement de M. de Tinguy (Délai d'octroi de l'indemnité journalière en cas d'incapacité de travail)* (p. 3817, 3818) ; Art. 9 : *Amendement de M. Valentino (Calcul du gain journalier de base)* (p. 3819) ; Art. 14 : *Amendement de M. de Tinguy (Modalités de financement des caisses des départements d'outre-mer en cas de déficit)* (p. 3820, 3822) ; Art. 15 : *Date d'entrée en vigueur de la présente loi* (p. 3824) ; — du projet de loi relatif à la revalorisation des rentes d'accidents du travail : *Discussion générale (Relèvement du salaire de base servant de calcul à ces rentes)* [12 août 1954] (p. 4102) ; *Ses explications de vote (Prévention des accidents du travail et reclassement des diminués physiques)* (p. 4107, 4108) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 1000 : *Situation*

du conseil supérieur des P. T. T. [9 novembre 1954] (p. 4838) ; Chap. 10-20 : *Son amendement indicatif (Situation des surveillantes et surveillantes principales)* [10 novembre 1954] (p. 4874, 4875) ; Chap. 10-60 : *Son amendement indicatif (Heures supplémentaires des agents des services techniques)* (p. 4886) ; Etat C, Chap. 53-00 : *Son amendement (Construction de logements attribués au personnel)* (p. 4896) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances des Affaires économiques et du Plan (III. AFFAIRES ÉCONOMIQUES) pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-22 : *Son amendement (Inutilité de la réouverture d'un centre d'études au contrôle économique)* [15 novembre 1954] (p. 5005, 5006) ; Chap. 34-21 : *Service des enquêtes économiques, son amendement tendant à réduire les crédits de ce chapitre de 2 millions* (p. 5007) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 34-12 : *Sa demande de disjonction de ce chapitre (Fonctionnement des bureaux de placement et des services de la main-d'œuvre)* [16 novembre 1954] (p. 5095) ; Chap. 43-11 : *Son amendement tendant à insérer un nouveau chapitre « Service du travail et de la main-d'œuvre, formation professionnelle des adultes »* (p. 5096) ; Chap. 46-11 : *Sa demande de disjonction (Service du travail et de la main-d'œuvre, fonds national de chômage)* (p. 5098, 5099) ; Chap. 46-12 : *Amélioration des conditions de vie des travailleurs nord-africains ; Création de centres de formation professionnelle en Algérie* (p. 5102) ; Etat B, Chap. 66-10 : *Sa demande de disjonction (Réadaptation et reclassement de la main-d'œuvre, formation professionnelle des adultes)* [17 novembre 1954] (p. 5124, 5125) ; *Son article additionnel (Transformation d'emplois du cadre temporaire en emplois permanents ; Intégration des contrôleurs de la main-d'œuvre nord-africaine)* (p. 5128, 5129). — *Son rapport sur une pétition* [16 novembre 1954] (p. 5110). — Est entendue sur la question orale de M. Meck à M le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan, au sujet de la majoration de pensions de la sécurité sociale [19 novembre 1954] (p. 5209, 5210). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat C, Chap. 83-24 : *Prestations d'alcool*

cinique applicables aux vins d'appellation contrôlée [26 novembre 1954] (p. 5522) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 31-22 : *Délivrance des diplômes d'assistantes sociales* [1^{er} décembre 1954] (p. 5666) ; Chap. 46-13 : *Situation des pensionnaires des Quinze-Vingts* [2 décembre 1954] (p. 5685) ; Chap. 46-21 : *Conditions d'agrément des centres d'hébergement* (p. 5685) ; Chap. 46-22 : *Aide sociale à l'enfance* (p. 5685) ; Chap. 46-25 : *Augmentation du taux de l'allocation militaire* (p. 5686) ; Chap. 46-29 : *Aide sociale aux personnes âgées (Relèvement du plafond pour l'attribution de la carte des économiquement faibles)* (p. 5699) ; Chap. 46-31 : *Allocation aux parents ayant un enfant, grand infirme, âgé de moins de quinze ans, cumul de plafond pour les allocations aux vieux et grands infirmes* (p. 5699, 5700) ; Chap. 46-32 : *Attribution aux économiquement faibles d'une allocation compensatrice des augmentations de loyer* (p. 5702, 5703) ; Chap. 47-14 : *Prophylaxie des maladies vénériennes (Réouverture des maisons fermées en application de la loi du 13 avril 1946)* (p. 5715, 5716) ; *Ses explications de vote (Création du fonds national vieillesse et aide à domicile)* [4 décembre 1954] (p. 5813) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 31-53 : *Son amendement indicatif (Statut du personnel ouvrier de l'Institut géographique)* [9 décembre 1954] (p. 6011) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat B, Chap. 55-00 : *Demande de disjonction de M. Bouxom (Victimes de l'inondation actuelle)* [26 janvier 1955] (p. 277, 278) ; — du projet de loi relatif à l'indemnisation des salariés victimes des inondations, Art. 3 : *Son amendement (Au taux du salaire minimum garanti)* [28 janvier 1955] (p. 390) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955, I. — CHARGES COMMUNES : *Article additionnel de M. Bouxom (Détermination de la notion d'enfants à charge pour le recul de la limite d'âge)* [4 mars 1955] (p. 1114) ; *Article additionnel de M. J. Dumas (Paiement d'un capital-décès aux ayants droit de tout fonctionnaire décédé bénéficiaire d'une pension d'invali-*

dité) (p. 1114) ; *Article additionnel de M. Lamps (Prime de départ pour les mis à la retraite)* [8 mars 1955] (p. 1137, 1138) ; *Article additionnel de M. Lamps (Droits des veufs de femmes fonctionnaires)* (p. 1141) ; *Son article additionnel (Droits de certaines femmes divorcées devenues veuves)* (p. 1142, 1143) ; *Son article additionnel (Veuves de guerre et allocation spéciale de vieillesse)* (p. 1144, 1145) ; *le retire* (p. 1145) ; Etat A, Chap. 31-93 : *Acompte au moment de la mise à la retraite* (p. 1171) ; de ce projet de loi en deuxième lecture : *Procédure des navettes* [1^{er} avril 1955] (p. 2347) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. Mouchet (Caisse d'allocations familiales des veuves de guerre non salariées)* [9 mars 1955] (p. 1231) ; Chap. 46-01 : *Son amendement indicatif (Secours aux femmes des anciens prisonniers de guerre)* [10 mars 1955] (p. 1284) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement indicatif (Attribution de la pension vieillesse de la sécurité sociale aux travailleurs salariés anciens combattants)* (p. 1294) ; Chap. 46-25 : *Allocations spéciales aux aveugles enrôlés dans la Résistance* [11 mars 1955] (p. 1327) ; Chap. 46-26 : *Son amendement indicatif (Indemnité de soins des tuberculeux 100 0/0 non hospitalisés)* (p. 1328) ; *le retire* (p. 1329) ; Chap. 46-32 : *Cas des prisonniers de guerre internés au camp de Rawa Ruszka* (p. 1341) ; Chap. 46-36 : *Statut du réfractaire* (p. 1346) ; Chap. 46-37 : *Statut des déportés du travail* (p. 1347) ; Art. 7 et 8 : *Son amendement (Suppression de la forclusion)* (p. 1352) ; Art. 10 : *Son amendement (Droit des veuves de guerre à l'allocation spéciale)* (p. 1355, 1356) ; *Article additionnel de M. Mouchet (Rétablissement de la pension de veuve de guerre en faveur des veuves séparées de corps à leur profit)* (p. 1365) ; *Article additionnel de M. Michel Mercier (Age auquel la pension cesse d'être versée à un orphelin de père et mère musulmans)* (p. 1367) ; *Son article additionnel (Délais de présomption d'origine concernant les prisonniers de guerre)* (p. 1368) ; *Son article additionnel (Statut des réfractaires)* (p. 1368) ; *le retire* (ibid.) ; *Article additionnel de M. Boscary-Monsservin (Taux d'intérêt du pécule des prisonniers)* (p. 1369) ; *Son article additionnel (Attribution du pécule aux ayants cause des prisonniers de guerre décédés)* (p. 1370) ; *le retire* (ibid.) ; *Son article additionnel (Bonifica-*

tions accordées aux fonctionnaires anciens combattants) (p. 1373); *Son article additionnel tendant à éconérer les pupilles de la nation des droits d'inscription et d'examen* (p. 1374, 1375). — Ses rapports sur des pétitions [9 mars 1955] (p. 1254). — Prend part à la discussion : en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du BUDGET ANNEXE DES P. T. T. pour 1955, Etat A, Chap. 11-30 : *Amendement de M. de Tinguy (Gérantes d'agences postales)* [15 mars 1955] (p. 1459); de ce projet de loi en deuxième lecture, Etat A, Chap. 10-20 : *Intégration de contrôleurs dans le cadre des inspecteurs* [12 mai 1955] (p. 2727); *Ses explications de vote (Modernisation des locaux, médecine du travail)* [17 mai 1955] (p. 2810); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour 1955, Etat A, Chap. 43-12 : *Demandes de disjonction de MM. Viatte et Patinaud (Réadaptation de travailleurs de plus de 40 ans)* [17 mars 1955] (p. 1560); Etat B, Chap. 66-10 : *Syndicats et plan de reclassement de la main-d'œuvre* (p. 1566); *Ses explications de vote (Cadre temporaire)* (p. 1567); — du projet de loi DE FINANCES pour 1955, Art. 11 : *Amendement de M. Schaff (Suppression des droits de succession sur certains biens sinistrés)* [19 mars 1955] (p. 1755); *Amendement de M. Bouxom (Suppression de certains droits de mutation en faveur de frères et de sœurs de victimes de la guerre)* (p. 1755); *Son article additionnel (Casernement des sapeurs-pompiers de Paris)* (p. 1778); *Article additionnel de M. Bouxom (Plafond des ressources pour l'attribution de la carte d'économiquement faible)* (p. 1782); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour avril, mai et juin 1955 : *Discussion générale (Réemploi des ouvriers dont on envisage le licenciement dans les arsenaux)* [1^{er} avril 1955] (p. 2322). — Ses rapports sur des pétitions [23 avril 1955] (p. 2421, 2422). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au statut des gérants de sociétés au regard de la législation de sécurité sociale : *Adoption du texte du Conseil de la République par la Commission du travail* [10 mai 1955] (p. 2616); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Pierre André (Parts possédées par les ascendants)* (p. 2617); — du projet de loi relatif au deuxième

plan de modernisation et d'équipement, en qualité de *Rapporteur pour avis : L'emploi, mesures à prendre pour les travailleurs et vieux travailleurs* [10 mai 1955] (p. 2634 à 2637); — d'une proposition de loi relative à la modification de la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 2 : *Remboursement des frais électoraux par les candidats n'ayant pas obtenu 2,5 0/0 des suffrages* [24 mai 1955] (p. 2922). — Est entendue sur une motion d'ordre : *Organisation du débat sur la liberté syndicale* [24 mai 1955] (p. 2953). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la protection de la liberté syndicale, en qualité de *Rapporteur : Violation de cette liberté dans les entreprises de presse* [26 mai 1955] (p. 3059, 3060); *Motion préjudicielle de M. Patinaud (Suppression des abattements de zones)* (p. 3062); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Besset (Réparation du préjudice subi par les victimes de la discrimination)* (p. 3066, 3067); — d'une proposition de loi relative aux conseils de prud'hommes, en qualité de *Rapporteur : Frais électoraux* [11 juillet 1955] (p. 3802); *Participation des communes à l'indemnité de fonctions* (p. 3803); Art. 2 : *Frais d'élection* (p. 3803); *retire l'article* (ibid.). — Son rapport sur une pétition [18 juin 1955] (p. 3161). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre mer : *Eventualité d'une seconde délibération* [13 juillet 1955] (p. 3847); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956, Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer l'article (Conditions de paiement des cotisations en ce qui concerne le métayage)* [19 juillet 1955] (p. 3929); Art. 3 : *Amendement de M. Delachenal (Conditions d'attribution de l'allocation de la mère au foyer)* [20 juillet 1955] (p. 3961); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour 1955 et 1956, SECTION GUERRE, Chap. 31-12 : *Libérations anticipées* [23 juillet 1955] (p. 4172); Chap. 32-41 : *Nourriture des soldats du contingent* (p. 4175); Chap. 32-44 : *Expulsion de locataires des H. L. M. de Paris à la demande du Ministère de la Défense nationale* (p. 4176); Art. 19 : *Pension des sapeurs-pompiers de Paris* (p. 4208); — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale, Art. 7 :

Sous-amendement de M. Depreux (Détermination des cas où le vote personnel devient obligatoire); conventions intéressant la sécurité sociale [26 juillet 1955] (p. 4255). — Son rapport sur une pétition [27 juillet 1955] (p. 4386). — Prend part à la discussion en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'administration des organismes de sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur suppléant* : *Amendement de M. Boutbien tendant à supprimer l'article 2 (Conditions d'éligibilité aux fonctions d'administrateur)* [4 août 1955] (p. 4590); *Amendement de M. Boutbien tendant à supprimer l'article 3 (Liste des candidats)* (p. 4590); de ce projet de loi en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur suppléant* [5 août 1955] (p. 4676). — Est entendu sur la fixation de l'ordre du jour : *Texte relatif à la prorogation du mandat des administrateurs des organismes de la sécurité sociale* [4 août 1955] (p. 4598). — Ses rapports sur des pétitions [26 octobre 1955] (p. 5323). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (limitation des débits de boissons) : *Son article additionnel (Fermeture hebdomadaire des débits de boissons)* [8 novembre 1955] (p. 5529); — du projet de loi instituant un Fonds national de la vieillesse : *Ses explications de vote : plafond des ressources* [16 novembre 1955] (p. 5762, 5763); — du rapport concernant le règlement des comptes de l'Assemblée Nationale pour 1953 : *Les communistes et l'indemnité parlementaire* [22 novembre 1955] (p. 5890). — Ses rapports sur des pétitions [23 novembre 1955] (p. 5960, 5961).

LEFÈVRE (M. Raymond), Député des Ardennes (I. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est élu Secrétaire de la Commission de la reconstruction des dommages de guerre et du logement [12 mai 1955] (**F. n° 529**). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôt :

Le 22 juillet 1955, une proposition de loi tendant à admettre, sous certaines conditions, les victimes civiles de guerre au bénéfice de la loi du 2 janvier 1932 portant statut des grands mutilés dans la Légion d'honneur, n° 11295.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat B, Chap. 60-51 : *Prêts aux organismes d'habitations à loyer modéré (Habitat rural à moderniser)* [23 janvier 1953] (p. 201, 202). — Dépose une demande d'interpellation sur les accidents mortels qui se sont produits dans le département des Ardennes au cours de l'année 1953 provoqués par le passage en rase-motte d'avions à réaction [5 décembre 1953] (p. 6074). — Prend part à la discussion : du projet de loi établissant un plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre, Art. 18 : *Son amendement relatif au calcul de la pension des ascendants* [5 décembre 1953] (p. 6089); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Art. 8 : *Propriétaires spoliés des Ardennes* [26 janvier 1955] (p. 285); — du projet de loi relatif à l'organisation de la défense nationale; *Convocation des agriculteurs réservistes* [23 juin 1955] (p. 3274); — d'une proposition de loi sur la législation sur les dommages de guerre, Art. 10 : *Son amendement (Possibilité pour les agriculteurs d'acquiescer des dommages en vue de les investir dans la modernisation de leur exploitation; cas des Ardennes)* [26 juillet 1955] (p. 4298).

LEFRANC (M. Jean), Député du Pas-de-Calais [2^e circonscription] (A. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) (1), [30 juin 1953] (**F. n° 272**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

(1) Démissionnaire le 18 juin 1953 (F. n° 267).

Dépôts :

Le 19 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 283 du Code général des impôts, **n° 2724**. — Le 26 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à passer avec les organismes de crédits cités en l'article 47 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, sur les dommages de guerre, une convention permettant aux propriétaires d'immeubles sinistrés à usage principal de commerce et d'industrie, de se faire consentir des prêts, à concurrence du montant de l'abattement pour vétusté et de la partie différée du paiement (articles 4 et 15 de la loi du 28 octobre 1946), **n° 2822**. — Le 31 octobre 1952, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à indemniser les commerçants, industriels ou artisans de la perte de leur droit au bail des immeubles ou locaux dans lesquels ils exploitaient leurs fonds, lorsque ces immeubles ou locaux ont été détruits par suite de faits de guerre, **n° 4583**. — Le 28 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réduire par décret le taux de cotisation de sécurité sociale payé par les bénéficiaires éventuels des prestations en application des dispositions de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 étendant le bénéfice de la Sécurité sociale aux grands invalides de guerre et orphelins de guerre, et en application du décret n° 51-318 du 28 février 1951 portant règlement d'administration publique et pris pour l'application de ladite loi, **n° 4903**. — Le 4 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 *bis* de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée par la loi n° 46-682 du 13 avril 1946 sur le statut du fermage, **n° 4944**. — Le 4 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 23 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 relative aux tribunaux paritaires compétents pour statuer sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux à ferme, **n° 4945**. — Le 15 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi (n° 3398) relatif aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France ; 2° de la proposition de loi (n° 3198) de M. Bouvier O'Cottureau et plusieurs de ses collègues relative aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France,

n° 5095. — Le 18 février 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 5563) de M. Maurice Viollette et plusieurs de ses collègues portant amnistie en faveur des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies, **n° 5588**. — Le 20 février 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 5617) du Conseil de la République sur la proposition de loi portant amnistie en faveur des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies, **n° 5618**. — Le 6 mars 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi (n° 3398) relatif aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France ; 2° la proposition de loi (n° 3198) de M. Bouvier-O'Cottureau et plusieurs de ses collègues relative aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France, **n° 5801**. — Le 17 mars 1953, un avis supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 920) de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à indemniser les commerçants, industriels ou artisans de la perte de leur droit au bail des immeubles ou locaux dans lesquels ils exploitaient leur fonds, lorsque ces immeubles ou locaux ont été détruits par suite de faits de guerre, **n° 5893**. — Le 9 juillet 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 832 du Code civil sur la constitution du bien de famille, **n° 6473**. — Le 21 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à : 1° introduire la langue auxiliaire « Espéranto » dans les programmes d'enseignement public ; 2° proposer cette langue tant à l'O.N.U. qu'à l'Assemblée consultative européenne, comme langue de communication universelle, **n° 6553**. — Le 21 juillet 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 *bis* de la loi du 15 avril 1829, modifié par la loi du 12 juillet 1941 et la loi n° 49-737 du 7 juin 1949 concernant la pêche à la ligne, **n° 6555**. — Le 18 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles pour : 1° assurer le synchronisme indispensable entre les droits de base des planteurs de betteraves inscrits en l'article 6 du décret n° 53-801 du 4 septembre 1953, et les droits de production des distilleries non-annexées aux sucreries, inscrits à l'article 2

du même décret ; 2° à assurer la protection des jeunes cultivateurs non titulaires de droits de base définis en l'article 6, n° 7199. — Le 10 décembre 1953, une proposition de loi tendant à la création d'une procédure de référé en matière de pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, au moyen de l'adjonction d'un article L. 82 *bis* au Code des pensions, n° 7428. — Le 10 décembre 1953, une proposition de loi visant à la suppression du sixième alinéa de l'article L 3 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, et à son remplacement par un texte excluant toute présomption d'invalidité pour les incorporés, qui, reconnus atteints d'une prédisposition, ont été maintenus en service, n° 7429. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à instituer au profit des producteurs de blé, des propriétaires exploitant eux-mêmes, ou à mi-fruit, des fermiers et métayers élevant bovins et porcins, la pratique de l'échange blé contre son destiné à l'alimentation de leurs animaux, n° 7661. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à remettre en vigueur, mais seulement en ce qui concerne les fonds de commerce, les dispositions du décret-loi du 1^{er} juillet 1939, ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en revision du prix de leur loyer, lorsque, par le jeu d'une clause d'échelle mobile, ce prix se trouve modifié de plus d'un quart, n° 7679. — Le 16 février 1954, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 29 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953 validant, dans les conditions prévues à l'article 41 de la loi de finances n° 53-79 du 7 février 1953, les textes et les décisions d'application de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse et notamment les décisions relatives au régime complémentaire, le tout visant les personnes non salariées, et notamment les médecins, n° 7773. — Le 23 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter le décret du 22 septembre 1953, lui-même modifié par le décret du 30 septembre 1953 relatif à la location-gérance de fonds de commerce n° 7847. — Le 25 février 1954, une proposition de loi tendant à la modification des articles premier et 35 de la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale en vue d'assurer notamment la conservation du droit de pêche à l'Etat et l'exercice de celui-ci par les pêcheurs, lors du déclassement des voies

navigables et flottables, n° 7903. — Le 1^{er} avril 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 7679) de M. Lefranc tendant à remettre en vigueur, mais seulement en ce qui concerne les fonds de commerce, les dispositions du décret-loi du 1^{er} juillet 1939 ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en revision du prix de leur loyer, lorsque, par le jeu d'une clause d'échelle mobile, ce prix se trouve modifié de plus d'un quart, n° 8230. — Le 7 mai 1954, une proposition de loi relative à la cession des exploitations agricoles, n° 8422. — Le 30 juin 1954, une proposition de loi tendant à modifier et compléter l'article premier de la loi du 3 février 1940 réglementant le commerce des produits destinés à l'alimentation du bétail, n° 8771. — Le 20 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier le paragraphe C de l'article premier de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954 portant réforme fiscale, n° 8887. — Le 22 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder, avec une diligence accrue, et par priorité, à la liquidation des droits à pension des veuves des militaires tués en Indochine, et des droits des militaires rapatriés blessés ou malades, n° 8946. — Le 26 août 1954, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 34 de la loi n° 54-364 du 2 avril 1954, autorisant la fabrication de cartouches de chasse par le service des poudres, n° 9196. — Le 26 août 1954, une proposition de loi tendant à l'application de la règle du non-cumul des peines en matière de contravention par modification de l'article 351 du Code d'instruction criminelle, n° 9207. — Le 26 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 8916) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1365) tendant à remettre en vigueur, en ce qui concerne les baux à loyer portant sur un fonds de commerce, le décret du 1^{er} juillet 1939 ayant pour objet de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en revision du prix de leur loyer lorsque, par le jeu d'une clause d'échelle mobile, il se trouve modifié de plus d'un quart, n° 9213. — Le 26 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 4328) modifiant la loi du 17 novembre 1941 relative au service

des Comptes courants et chèques postaux et la loi n° 49-1093 du 2 août 1949 relative à la publicité des protêts, n° 9214. — Le 16 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter l'arrêté ministériel du 13 mars 1953 relatif à l'organisation du marché de la ferraille, n° 9473. — Le 16 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier et compléter le décret n° 54-244 du 6 mars 1954 fixant les conditions dans lesquelles les propriétaires peuvent bénéficier du taux réduit du prélèvement sur leurs loyers, n° 9474. — Le 19 novembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 4328) modifiant la loi du 17 novembre 1941 relative au service des Comptes courants et chèques postaux et la loi n° 49-1093 du 2 août 1949 relative à la publicité des protêts, n° 9516. — Le 30 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le rang de préfet au secrétaire général des départements les plus importants, y compris le Pas-de-Calais, n° 9604. — Le 1^{er} décembre 1954, une proposition de loi tendant à régler les rapports entre bailleurs et locataires pour le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou locaux à usage des artisans non commerçants, n° 9616. — Le 24 janvier 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 23 de la loi du 11 juillet 1938, sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre, et à organiser une indemnisation équitable, au cas de réquisition d'usage de terres labourables ou de pâturages, n° 9968. — Le 24 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la date des périodes d'exercice imposées aux militaires des réserves et à les situer en dehors des temps consacrés habituellement aux moissons, n° 10800. — Le 21 juin 1955, un deuxième rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 4328) modifiant la loi du 17 novembre 1941 relative au service des Comptes courants et chèques postaux et la loi n° 49-1093 du 2 août 1949 relative à la publicité des protêts, n° 10953. — Le 7 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1^{er} juillet 1956 le délai de forclusion fixé par l'arrêté ministériel du 25 novembre 1954, article

premier, au 1^{er} juillet 1955, en application de l'article 19, premier alinéa, de la loi du 28 octobre 1946, modifié par le décret n° 54-958 du 14 septembre 1954 relatif à la reconstruction immobilière, n° 11141. — Le 20 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier et compléter le décret n° 54-767 du 20 juillet 1954 sur les conditions d'aptitude aux fonctions de greffier titulaire de charge, n° 11256. — Le 20 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier et compléter l'article 2 du décret n° 55-469 du 30 avril 1955, portant réforme de l'impôt sur les spectacles, n° 11259. — Le 22 juillet 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 416 du Code d'instruction criminelle, en fixant le délai pendant lequel peut être introduit le pourvoi en cassation contre les arrêts rendus par les cours d'appel, les jugements des tribunaux de première instance et des tribunaux de simple police, en matière correctionnelle, n° 11289. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à obliger tout conducteur ou propriétaire d'un véhicule automobile, circulant sur le sol, à contracter une assurance garantissant les risques d'accidents causés aux tiers et tendant à immobiliser, au profit des victimes, le patrimoine des conducteurs ou propriétaires non assurés, des mêmes véhicules, ayant causé un accident, n° 11496. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 238 du Code civil, en portant de vingt à quarante jours le délai pour assigner en matière de divorce et de séparation de corps, n° 11555. — Le 7 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer le bénéfice de la franchise postale à tous les militaires actuellement stationnés en Afrique du Nord, n° 11566. — Le 7 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'harmonisation équitable des diverses mesures prises en application du décret du 24 août 1955 portant rappel sous les drapeaux des hommes des classes de mobilisation 1952/4 et 1953/1, n° 11567. — Le 26 octobre 1955, une proposition de loi tendant à la création d'un fonds de garantie en matière de chasse, n° 11731. — Le 26 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier et compléter les dispositions de l'article 2 de la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive (libération conditionnelle, patronage,

réhabilitation), n° 11732. — Le 26 octobre 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 35 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945, portant organisation de la sécurité sociale, n° 11733.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies, en qualité de *Rapporteur* [18 février 1953] (p. 4111, 4112) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Chausson tendant à n'amnistier que les délits commis au cours d'une action accomplie par l'unité tout entière* (p. 4128) ; *Amendement de M. Muller tendant à ne pas amnistier ceux qui ont eu une participation personnelle au crime* (p. 4128) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [20 février 1953] (p. 4253) ; du projet de loi relatif au séquestre des biens, droits et intérêts sarrois, en qualité de *Rapporteur* [17 mars 1953] (p. 4929) ; Art. 5 : *Amendement de M. Massot tendant à maintenir la validité de toutes les opérations du séquestre* (p. 4935) ; Art. 6 : *Sous-amendement de M. Rosenblatt tendant à subordonner la mise en vigueur de la loi à l'application de mesures semblables au profit des ressortissants français (Impossibilité de mesures de réciprocité)* (p. 4936) ; Art. 7 : *Amendement de M. Bouvier O'Clotereau tendant à exempter certains propriétaires de brevets d'invention du versement des annuités prévues* (p. 4937) ; — du projet de loi relatif aux dispositions diverses d'ordre financier : *Article additionnel de M. Godin (Possibilité pour un contribuable de se faire assister d'un conseiller fiscal)* [29 juin 1954] (p. 3145) ; — d'une proposition de loi relative au supplément d'invalidité aux enucléés de guerre, Art. 2 : *Son amendement (Attribution du taux supplémentaire)* [30 juin 1954] (p. 3186, 3187) ; — d'une proposition de loi relative aux locaux commerciaux industriels ou artisanaux détruits par faits de guerre, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Indemnisation de certains locataires commerçants sinistrés mis dans l'impossibilité d'exercer tout droit au report de leur bail* [30 juin 1954] (p. 3188) ; Art. 2 : *Montant de l'indemnité lorsque le locataire refuse de se substituer au propriétaire pour racheter l'indemnité*

et pour reconstituer le bien (p. 3191). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de la manifestation paysanne de Lille [4 février 1955] (p. 706).

LEGARET (M. Jean), *Député de la Seine (2^e circonscription) (U. D. S. R.)*.

Son élection est validée [11 juillet 1952] (p. 3880). — Est nommé secrétaire de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1952] (**F. n° 206**). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [7 octobre 1952] (**F. n° 166**) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [25 novembre 1952] (**F. n° 190**) ; de la Commission de la défense nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 12 décembre 1952, une proposition de loi relative à la réglementation des cercles privés organisés par les associations d'anciens combattants, d'anciens résistants, d'anciens prisonniers de guerre ou victimes de la guerre, n° 5066. — Le 17 décembre 1952, une proposition de loi relative à la démission des membres du Parlement, n° 5121. — Le 19 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter les articles 4934 et 4938 du Code général des impôts relatifs aux réclamations, n° 5614. — Le 17 mars 1953, une proposition de loi tendant à augmenter la retraite des vieux travailleurs, en assurer la jouissance à titre définitif et à en appliquer l'échelle mobile, n° 5906. — Le 20 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser de façon unitaire les services financiers concernant les retraites et les risques de la vieillesse et les services nécessaires à sa protection civile, sociale et morale, n° 5941. — Le 23 juin 1953, une proposition de loi tendant à abroger la loi du 5 septembre 1947 relative au régime électoral des élections municipales de Paris et des élections au Conseil général de la Seine, et à réta-

blir le régime électoral fixé par la loi municipale du 5 avril 1884, n° 6341. — Le 17 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à modifier les articles 29 et 30 du Règlement de l'Assemblée Nationale relativement aux délais de dépôt et de discussion des rapports aux Commissions, n° 6549. — Le 23 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier le régime des caisses de retraites complémentaires, n° 6967. — Le 8 décembre 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 90 de la loi du 28 janvier 1952 portant statut général du personnel des communes et des établissements publics communaux afin de fixer le statut de certains agents de la ville de Paris et du département de la Seine, n° 7406. — Le 14 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions du décret du 30 septembre 1953 relatif aux rapports du bailleur et du locataire, industriel, commerçant ou artisan en cas de non-renouvellement de son bail, n° 7469. — Le 28 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 47 A du titre III du Livre 1^{er} du Code du travail afin d'assurer le paiement des salaires et commissions des ouvriers, employés et salariés, en cas de faillite de l'entreprise, n° 7513. — Le 11 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 15 (3^e alinéa) du décret n° 53-944 du 30 septembre 1953 en vue d'accorder un délai aux commerçants en terrasses distributeurs à la criée aux Halles centrales de Paris, n° 7739. — Le 11 février 1954, une proposition de loi tendant à reporter au 1^{er} mars la date d'exigibilité du premiers tiers provisionnel sur 1954, n° 7742. — Le 23 février 1954, une proposition de loi tendant à secourir les survivants sinistrés français de Russie, à l'aide d'un fonds constitué par une taxe sur la valeur d'échanges import-export entre la France et l'U. R. S. S., n° 7856. — Le 2 mars 1954, une proposition de loi tendant à apporter certaines modifications au décret n° 53-944 du 30 septembre 1953 portant réglementation des Halles centrales de Paris, n° 7920. — Le 2 mars 1954, une proposition de loi tendant au maintien dans leur lieu d'habitation des personnes âgés de plus de 70 ans, n° 7923. — Le 19 mars 1954, une proposition de loi tendant à étendre aux veuves de guerre titulaires d'une pension civile le bénéfice des dispositions des articles 81-4^o et 195 du Code général des impôts, n° 8100. — Le 31 mars 1954, une proposition de loi tendant à unifier

le régime des pensions des veuves de militaires de carrière par l'extension générale des dispositions de la loi du 20 septembre 1948, n° 8195. — Le 8 avril 1954, une proposition de loi tendant à assurer le recrutement et à définir le statut de certains fonctionnaires de la ville de Paris et du département de la Seine, n° 8312. — Le 8 juin 1954, une proposition de loi tendant à définir les conditions d'attribution des décorations dans l'ordre de la Légion d'honneur aux militaires n'appartenant pas à l'armée active, n° 8591. — Le 21 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder les intérêts de la population scolaire et sportive de la région parisienne, à l'occasion du programme d'édification de la Maison de la Radiodiffusion-Télévision française, n° 8928. — Le 29 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 8810) portant création de contingents de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des personnels n'appartenant pas à l'armée active, n° 9005. — Le 29 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 8591) de M. Legaret tendant à définir les conditions d'attribution des décorations dans l'Ordre de la Légion d'honneur aux militaires n'appartenant pas à l'armée active, n° 9006. — Le 15 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 6654) modifiant et complétant la loi du 8 janvier 1925 sur l'organisation des cadres des réserves de l'armée de terre, n° 9727. — Le 12 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de loi : 1^o de M. Frédéric-Dupont (n° 4398) tendant à permettre de conférer l'honorariat au grade supérieur pour certains officiers de réserve et assimilés ; 2^o de M. Frugier (n° 7610) tendant à promouvoir dans le grade supérieur à titre honorifique les officiers de réserve combattants des deux guerres et rayés des cadres par suite de la limite d'âge après 1940, n° 10718. — Le 12 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 4352) de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier transitoirement les conditions d'avancement d'un certain nombre d'officiers de réserve et assimilés, n° 10719. — Le 8 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi

adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République relatif à certaines dispositions de la loi du 8 janvier 1925 sur l'organisation des cadres des réserves de l'armée de terre, n° 11165. — Le 20 juillet 1955, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11050) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour les exercices 1955-1956 (troisième partie : Air, n° 11245 (3^e partie).

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport portant revision de la Constitution : *Discussion générale (Les limites un peu étroites de la revision étudiée, son caractère de compromis, nécessité d'un nouveau train de réformes)* [17 juillet 1953] (p. 3573 et suiv.) ; Art. 7 : *Amendement de M. Minjot tendant à faire statuer l'Assemblée dans un délai de quinze jours après la reprise de la session sur le cas des parlementaires arrêtés et à faire relâcher ceux-ci, si l'Assemblée ne confirme pas l'incarcération* [21 juillet 1953] (p. 3711) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à faire investir le Président du Conseil et son cabinet par l'Assemblée à la majorité simple* [22 juillet 1953] (p. 3784) ; *Sous-amendement de M. Soustelle tendant à prévoir pour l'investiture la majorité absolue* (p. 3784) ; — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (La création d'une Communauté européenne politique, et d'une Communauté de défense, la participation allemande nécessaire et inéluctable, le danger illusoire d'une guerre déclenchée par les Allemands, l'impossibilité de neutraliser l'Allemagne)* [24 novembre 1953] (p. 5470 et suiv.) ; — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : *Discussion générale (Pouvoirs du préfet, droit de réquisition, nécessité de modifier la législation)* [5 mars 1954] (p. 698) ; Art. 7 : *Son article additionnel (Droit au maintien dans les lieux des locataires âgés de 70 ans)* [23 mars 1954] (p. 1167). — Ses rapports sur des pétitions [24 mars 1954] (p. 1232, 1233). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée : *Discussion générale (Amélioration des méthodes de travail parlementaire, organisation du travail des commis-*

sions, fixation de l'ordre du jour et pouvoirs de la conférence des présidents) [21 mai 1954] (p. 2631 et suiv.) ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Dépôt des rapports des commissions)* (p. 2640) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 2 : *Conférence des présidents, « vote pondéré », représentation des petits groupes, politisation de la conférence des présidents* (p. 2643) ; — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Dangers de la reconversion, entreprises marginales, halles centrales de Paris)* [6 août 1954] (p. 3945, 3946) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la revision de la Constitution : *Sa motion préjudicielle tendant à procéder à la revision de la Constitution le 16 août et les jours suivants ; Modifications permanentes de la majorité et cas particulier de la ratification de la C.E.D.* [11 août 1954] (p. 4077 et suiv.) ; Art. 6 : *Navette entre les deux chambres* [30 novembre 1954] (p. 5608) ; — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Valeur défensive des accords, réarmement allemand dans un cadre occidental, leur faiblesse politique, garanties juridiques illusives, restauration d'un pouvoir militaire allemand « en prise directe » sur le pouvoir civil)* [21 décembre 1954] (p. 6702, 6703) ; — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Solidarité des troubles avec la négociation franco-tunisienne, négociation feutrée, par personne interposée ; l'autonomie interne ; la peur du Maroc et de l'Algérie ; nécessité de l'émancipation de la femme, de mesures économiques, d'une déconcentration militaire* [3 février 1955] (p. 670 à 673) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance : Qualification du Gouvernement pour une politique de réformes* [4 février 1955] (p. 754, 755) ; — d'une proposition de résolution relative à la revision de la Constitution : *Article 90 déterminant la procédure de revision, instabilité ministérielle, réforme du titre VIII relatif à l'Union Française, majorité qualifiée* [24 mai 1955] (p. 2941 à 2943). — Ses rapports sur des pétitions [18 juin 1955] (p. 3160). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation de la défense nationale : *Texte gouvernemental et texte de la commission* [23 juin 1955] (p. 3272 à 3274) ; Art. 2 : *Amendement de M. A.-F. Mercier (Ministre de la guerre, de la marine et de l'air)* [24 juin 1955] (p. 3324) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à*

supprimer le premier alinéa de l'article (Terme de « troupes d'outre-mer ») (p. 3336); Ses explications de vote (p. 3338); — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956, SECTION AIR, en qualité de Rapporteur pour avis : Missions de l'armée de l'air et données financières; Pourcentage de crédits à elle affecté; effectifs; sécurité des aérodromes; écoles; pilotes; défense aérienne du territoire; aviation d'appui au sol; constructions aéronautiques et débouchés étrangers ou civils nationaux : Politique d'Air France [22 juillet 1955] (p. 4063 à 4066); Dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, SECTION AIR, Chap. 31-02 : Amendement indicatif de M. Bouret (Officiers sortant des grandes écoles civiles) [23 juillet 1955] (p. 4158); Chap. 34-52 : Son amendement (Carburants) (p. 4162); Chap. 52-72 : Amendement indicatif de M. Guérard (Caisse de compensation pour la décentralisation de l'industrie aéronautique) (p. 4166). — Ses rapports sur des pétitions [27 juillet 1955] (p. 4386, 4387). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : Contre-projet de M. Bénard (Scrutin d'arrondissement uninominal à deux tours) [30 octobre 1955] (p. 5395, 5396); Observations sur la représentation proportionnelle intégrale et ses résultats aux élections municipales de Paris (p. 5395). = S'excuse de son absence [25 novembre 1952] (p. 5594); [27 octobre 1953] (p. 4557); [12 janvier 1954] (p. 42); [12 janvier 1955] (p. 41); [23 mars 1955] (p. 1862). = Obtient des congés [25 novembre 1952] (p. 5594); [27 octobre 1953] (p. 4557); [12 janvier 1954] (p. 42); [12 janvier 1955] (p. 41); [23 mars 1955] (p. 1862).

LEGENDRE (M. Jean), Député de l'Oise
(A. R. S.).

Son élection est validée [3 août 1951] (p. 6217). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la défense nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission de la presse [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôt :

Le 13 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à passer, avec le Gouvernement belge, une convention de réciprocité réglant le problème des dommages de guerre subis par les ressortissants français en Belgique et belges en France, **n° 1501**.

Interventions :

Est entendu : sur la validation des élections du département de la Seine (4^e circonscription) (Cas de M. Thorez) [20 juillet 1951] (p. 5998, 5999); — sur les propositions de la conférence des Présidents : Discussion du rapport sur les élections de l'Oise [24 juillet 1951] (p. 6042). — Dépose une motion de censure condamnant la décision du Gouvernement fixant le prix du blé [23 août 1951] (p. 6433). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de sa motion de censure concernant le prix du blé fixé par le Gouvernement [4 septembre 1951] (p. 6854); Son rappel au règlement (Nouvelle date de discussion) (p. 6861). — Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département d'Eure-et-Loir : Son amendement tendant à ne pas valider M. Gauchery [4 décembre 1951] (p. 8756); — d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers : Sa motion incidente demandant l'abrogation du décret du 20 octobre 1951 [14 décembre 1951] (p. 9199); Art. 7 : Sa demande de disjonction de l'article majorant la taxe sur les gas-oils (p. 9210). — Dépose une demande d'interpellation sur la publication par la fédération C. G. T. de la police, d'un certain communiqué bafouant l'autorité de l'Etat [21 octobre 1952] (p. 4264). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Art. 6 : Sa demande de disjonction de l'article fixant la cotisation des producteurs pour la résorption des excédents de céréales [25 octobre 1952] (p. 4484, 4485); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953; Article additionnel : Amendement de M. Boscard-Monsservin tendant à instituer une taxe unique sur les engrais [21 décembre 1952] (p. 6890); Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption des articles 128,

129, 130 relatifs à la cotisation patronale pour les allocations familiales (Ses observations sur la stabilité obtenue par M. Pinay, l'équilibre économique et social enfin réalisé, l'entrée du R. P. F. dans la majorité) [22 décembre 1952] (p. 7013 et suiv.) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Art. 118 II bis : Son amendement tendant à reprendre l'article relatif à la surtaxe frappant les produits importés fabriqués avec de l'alcool industriel [6 février 1953] (p. 1040) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Nécessité immédiate de restaurer la confiance des paysans ébranlée par les manquements successifs aux engagements (Prix du lait, récolte de colza de 1951, de betteraves de 1952) [22 octobre 1953] (p. 4493 et suiv.) . — Est entendu sur une demande en autorisation de poursuites concernant MM. J. Duclos, Fajon, Billoux, R. Guyot et A. Marty : Impossibilité morale d'un nouveau sursis à statuer [6 novembre 1953] (p. 4912). — Prend part à la discussion des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : Composition du nouveau cabinet tunisien (Néodestourien homogène), dictature de Bourguiba (Son dossier judiciaire), curriculum des principaux ministres (Condamnations passées, appel à l'O.N.U.), caractère totalitaire du Néo Destour (Citations de MM. Fouchet et Mendès-France) [27 août 1954] (p. 4327 à 4329). — Dépose une demande d'interpellation : sur les prix agricoles [7 octobre 1954] (p. 4568) ; — sur les fuites intéressant la Défense nationale et sur les mesures envisagées pour assurer le secret des délibérations du Conseil supérieur de la Défense nationale [7 octobre 1954] (p. 4568) : Accepte le 3 décembre pour date de discussion [12 novembre 1954] (p. 4973) ; développe son interpellation : Interviews de M. Mitterrand, Ministre de l'Intérieur (Times 28 septembre) (Courrier du Centre, 4 octobre), thèse de la machination politique, confidences à L'Express (« Nouvelle Cagoule ») ; Réalité matérielle de la trahison (Cause des désastres d'Indochine) ; « Chronologie des fuites » aux Conseils successifs de la Défense nationale : — du 24 juillet 1953 : Article de L'Observateur (Défense du Laos), démission consécutive — suspecte — de M. Mitterrand, alors Ministre du Cabinet Laniel, — du 14 mai 1954 : Article de L'Express (Rapport Ely-Salan), ouverture d'une information, bientôt close par la chute du Gouvernement Laniel (Avis divergents de M. Pleven et de son suc-

seur), communication prétendue dudit rapport à M.M. d'Astier de la Vigerie et Mendès-France et présence de M. d'Astier et du général Salan au marbre de L'Express (d'après Baranès), — du 28 juin 1954 : Compte rendu « très complet » remis par Baranès au Commissaire Dides, communication à MM. Fouchet et Mendès-France, « interception » de l'affaire par M. Pélabon, Chef de Cabinet (« surtout n'en parle à personne »), défense de M.M. Baylot et Dides, qui ont ainsi régulièrement informé le nouveau Gouvernement, — du 10 septembre 1954 : Compte rendu « résumé » remis par Baranès au Commissaire Dides, convocation de celui-ci par M. Fouchet, son « interpellation » — sur place — par les agents de la D.S.T. ; Critique de cette opération visant prétendument à atteindre « l'indicateur » du Commissaire et son manuscrit (Interviews de M. Mitterrand à L'Express), alors que les Préfets de police « se contentent toujours d'une synthèse », mise en cause de M.M. Guérithault et Dayan (Collaborateurs de M. Mitterrand) ayant reçu ou versé de l'argent à Baranès, lacune regrettable des « procès-verbaux de filature » de la D. S. T. touchant Baranès (Son déjeuner avec Labrusse le 13 septembre) ; Défense de Ch. Delarue et du « réseau Dides », police « officielle » et non « parallèle », instituée par MM. Léonard, Queuille et Brune, devant la carence des « organismes traditionnels », décapités et noyantés après la Libération, liste des « informateurs » communistes de Baranès (P. Hervé, Lusluch, Fromenteau, d'Astier de la Vigerie) ; Mise en cause de MM. Noru et Boris du Cabinet Mendès-France (Participation à la Conférence économique de Moscou et coup de téléphone de Genève dans la nuit du 20 juillet), de MM. Mitterrand et Mendès-France (Contacts avec Nguyen Van Ky, représentant officieux du Viet-Minh en France) ; Faux passeports délivrés par le Commissaire Dides à Ch. Delarue, réponse (Faux papiers délivrés par M.M. Wybot et Berteaux, notamment au colonel S. S. Skorzeny) ; Critiques visant l'activité de la D.S.T. (Mœurs prétendues de ses membres) ; Intervention illégale du Gouvernement dans le cours de l'instruction (Nomination du juge Duval, à côté de M. de Ressaiguier) ; Accusation directe contre M. d'Astier de la Vigerie, « plaque tournante de l'espionnage communiste » [3 décembre 1954] (p. 5748 à 5753) ; Maintien ses accusations contre M. d'Astier de la Vigerie (Réponse à ce dernier) (p. 5769, 5770) ; Mise

au point touchant ses accusations contre MM. Nora et Boris (p. 5773). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Date de discussion des interpellations sur la divulgation des secrets de la défense nationale, et sur les événements d'Algérie* [3 novembre 1954] (p. 4690). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Poincau) : *Problème scolaire et rapport de M. Saint Cyr ; Agriculture, politique punitive de M. Mendès-France ; Politique de stabilisation de M. Pinay ; Le ministère des Etats Associés ; L'Afrique du Nord ; La promotion de M. Alain Savary* [18 février 1955] (p. 813 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Ses inquiétudes, précédent de l'Indochine et des comptoirs de l'Inde, déclarations de M. Bourguiba relatives à l'indépendance, composition de la majorité soutenant les accords* [8 juillet 1955] (p. 3729 et suiv.) ; — d'interpellations sur le Maroc : *Manifestations socialistes contre le rappel des disponibles* [8 octobre 1955] (p. 4959).

LEJEUNE (M. Max), Député de la Somme (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé : Président de la Commission de la défense nationale [7 juillet 1954] (**F. n° 406**) ; membre de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; par la Commission de la défense nationale, membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**), [12 octobre 1955] (**F. n° 568**).

Dépôts :

Le 23 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 1725) de M. Hénault et plusieurs de ses collègues tendant : 1° à célé-

brer dignement le centenaire de la création de la Médaille militaire : 2° à créer un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur à des médaillés militaires ; 3° à exonérer de taxes et impôts les manifestations, kermesses, etc., organisées au profit des œuvres sociales des médaillés militaires ; 4° à émettre un timbre commémoratif ; 5° à prévoir un crédit de cent millions pour l'organisation de ces manifestations, **n° 2195**. — Le 4 avril 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis (n° 3184) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 1725) adoptée par l'Assemblée Nationale relative à la célébration du centenaire de la création de la Médaille militaire **n° 3212**. — Le 12 mars 1954, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 7352) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour l'exercice 1954 (quatrième partie : Guerre), **n° 8023 (4^e partie)**. — Le 12 mars 1954, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 7352) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour l'exercice 1954 (cinquième partie : Forces terrestres d'Extrême-Orient), **n° 8023 (5^e partie)**. — Le 30 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur : 1° le projet de loi (n° 10632) relatif aux avantages accordés aux personnels militaires participant au maintien de l'ordre dans certaines circonstances ; 2° de la proposition de loi de MM. Devemy, Henri Lacaze et André-François Mercier (n° 10351) faisant bénéficier les combattants des théâtres d'opérations extérieurs de toutes les dispositions relatives aux combattants, **n° 11082**. — Le 7 juillet 1955, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 10959) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier les Conventions entre la France et la Tunisie signées à Paris le 3 juin 1955 et comportant : 1° une Convention générale entre la France et la Tunisie ainsi que les Protocoles et échanges de lettres annexes ; 2° une Convention sur la situation des personnes et les Protocoles annexes ; 3° une Convention judiciaire et ses annexes ; 4° une Convention sur la coopération administrative et technique ainsi que les Accords, Protocoles et échanges de lettres annexes ; 5° une Convention culturelle et

un Protocole annexe ; 6^o une Convention économique et financière ainsi qu'un échange de lettres annexes, n^o 11132. — Le 27 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n^o 10460) de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice des congés de longue durée aux militaires blessés ou malades lorsqu'ils ont contracté leur affection sur les théâtres d'opérations extérieurs, n^o 11345.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 : AGRICULTURE, Chap. 3490 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la chasse (Chasse au gibier d'eau)* [21 novembre 1951] (p. 8290, 8291) ; *le retire* (p. 8291) ; INTÉRIEUR, Chap. 5040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour dépenses d'incendie et de secours (Lutte contre l'incendie)* [28 novembre 1951] (p. 8616) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la Défense nationale, Art. 1^{er}, Etat A, GUERRE, Chap. 9121 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à l'armement (Nouvelles chaînes de fabrication)* [30 décembre 1951] (p. 10157, 10158) ; *le retire* (p. 10159) ; — d'une proposition de loi relative à la commémoration du centenaire de la création de la médaille militaire en qualité de Rapporteur [5 février 1952] (p. 433, 434) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir une subvention de 25 millions sur le budget des Finances* (p. 436) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées sur les articles 44 à 48 relatifs à la répression des fraudes fiscales* [8 avril 1952] (p. 1991) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur le trop grand nombre de Ministres de la Défense nationale, 7 en tout, et d'états-majors, l'effort imposé par la guerre d'Indochine, le gonflement de l'armée de carrière, les constructions de modèles français de chars et d'avions)* [12 juin 1952] (p. 2840 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise du textile de jute [25 juin 1952] (p. 3196) et est entendu sur la fixation de la

date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur la crise de l'industrie du jute dans la Somme, l'insuffisance des exportations, notamment en Indochine* [1^{er} juillet 1952] (p. 3366, 3367). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 : DÉFENSE NATIONALE : *Discussion générale (Ses observations sur les ressources françaises en hommes, matériel infrastructure, l'amalgame entre l'active et la réserve, le nombre de divisions d'active : 55 en 1914, 40 en 1939, 12 en 1953)* [26 janvier 1953] (p. 372, 373) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Vote favorable des socialistes)* [26 janvier 1953] (p. 451) ; — du rapport portant révision de la Constitution, Art. 11 : *Son amendement tendant, en cas de dissolution, à faire du Président de l'Assemblée Nationale, le Président du Conseil et Ministre de l'Intérieur* [22 juillet 1953] (p. 3783) ; — des interpellations sur la politique européenne : *Sa demande de suspension de séance* [20 novembre 1953] (p. 5356) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat C, Chap. 8401 : *Versement aux producteurs de textiles (Insuffisance de la production de chanvre mal protégée)* [26 novembre 1953] (p. 5590, 5591) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Institut national de la statistique)* (p. 5595) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 3121 : *Son amendement tendant à réduire de 9 millions les crédits pour indemnités des services extérieurs* [6 décembre 1953] (p. 6154) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article remplaçant les intendants militaires comme commissaires du Gouvernement par des fonctionnaires payés à la vacation* [7 décembre 1953] (p. 6174) ; Etat A, Chap. 3122 : *Son amendement tendant à réduire de 9 millions les crédits pour indemnités des services extérieurs (Maintien des intendants comme commissaires du Gouvernement dans les tribunaux des pensions)* (p. 6175) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire de 234 millions les crédits pour l'entretien des prisonniers de pays rebelles (Mise de l'entretien de prisonniers du Viet Minh à la charge du Viet Nam)* [29 décembre 1953] (p. 6963, 6964) ; Art. 3, Chap. 3571 : *Son amendement tendant à réduire de 1.083 millions les crédits pour les forces*

terrestres d'Extrême-Orient (Dépenses d'infrastructure) (p. 6964); Art. 4, Chap. 5471 : Son amendement tendant à réduire de 135 millions les crédits pour les travaux et installations domaniales (Dépenses à mettre à la charge des Etats associés) (p. 6965, 6966); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, en qualité de Rapporteur pour avis : Effets de la guerre d'Indochine dans l'organisation de notre défense nationale, nécessité de réaliser l'équilibre numérique entre la participation française et la participation allemande à l'éventuelle armée européenne, nécessité de s'engager dans une politique d'organisation territoriale, protection atomique, emploi des armes atomiques, revulorisation de la condition militaire [16 mars 1954] (p. 896 et suiv.); SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-41 : Soldes et indemnités des officiers (Construction de logements par le génie militaire) [19 mars 1954] (p. 1039, 1040); Chap. 31-22 et 31-32 : Application du décret du 22 mai 1951 aux ouvriers des établissements de l'Etat, référence aux salaires pratiqués dans la métallurgie de la région parisienne (p. 1044); Chap. 32-41 : Alimentation, son amendement (Rétablissement partiel des crédits demandés par le Gouvernement, utilisation des conserves américaines) (p. 1078); Chap. 33-71 : Prestations et versements du service des fabrications d'armement, son amendement (Rétablissement des crédits demandés par le Gouvernement pour ce chapitre) (p. 1081); Chap. 33-91 : Prestations et versements obligatoires, son amendement (Rétablissement des crédits demandés par le Gouvernement) (p. 1081); Chap. 34-52 : Son amendement (Utilisation des crédits destinés à l'étude, à la fabrication et aux réparations des engins appelés « appareils volants ») (p. 1081, 1082); Chap. 34-91 : Etudes et expérimentations techniques, son amendement (Rétablissement partiel du crédit proposé par le Gouvernement) (p. 1082); Chap. 34-92 : Instruction, écoles, recrutement, son amendement (Rétablissement du crédit proposé par le Gouvernement) (Rétablissement de l'école de Saint-Cyr) (p. 1082, 1083); Chap. 53-41 : Son amendement (Constitution de stocks d'effets pour la mobilisation) (p. 1086); Chap. 53-71 : Son amendement (Insuffisance du programme de fabrications d'armement, les commandes off shore) (ibid.); le retire (p. 1086); Chap. 54-51 : Service du matériel, équipement,

son amendement (Rétablissement du crédit proposé par le Gouvernement) (p. 1089); SECTION GUERRE, Etat B, Chap. 54-51 : Son amendement (Rétablissement des crédits proposés par le Gouvernement, opérations de crédit au profit d'un entrepôt de réserve générale d'aviation légère d'artillerie) (p. 1089, 1090); SECTION FORCES TERRESTRES D'EXTRÊME-ORIENT, Etat A, Chap. 31-21 : Son amendement (Recrutement d'assistantes sociales) (p. 1094); Chap. 34-52 : Son amendement (Rétablissement du crédit demandé par le Gouvernement, fabrication d'hélicoptères) (p. 1095); Chap. 37-51 : Son amendement (Entretien du domaine militaire et des installations collectives à la charge, en majeure partie, des Etats indochinois) (p. 1096); le retire (p. 1097); Chap. 37-84 : Entretien des prisonniers des troupes rebelles, son amendement (Transfert aux trois Etats indochinois de la garde des prisonniers de guerre) (p. 1097); Chap. 54-71 : Son amendement (Réduction des crédits concernant les travaux et installations domaniales) (ibid.); le retire (p. 1097); Chap. 68-82 : Son amendement (Réduction des crédits concernant les travaux publics d'intérêt militaire), le retire (p. 1098). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Son amendement (Inscription à l'ordre du jour de la discussion au fond des interpellations sur l'Indochine) [25 mai 1954] (p. 2685 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation militaire et diplomatique en Indochine et à Genève [25 mai 1954] (p. 2685); la développe : Gravité des revers subis (Dien-Bien-Phu), usure physique et morale du corps expéditionnaire (Lettre d'un officier combattant), « jaunissement » des effectifs, ses risques, rapports successifs des chefs militaires, notamment du général Leclerc (Citations), effectifs successifs engagés et pertes encourues (Chiffres), abandon passé de la Cochinchine par la France (5 juin et 19 août 1948), relève des intérêts français en Indochine par les capitaux américains (Précisions), offres, restées sans réponse du Président Auriol à M. Acheson (Relève totale de la France par les U. S. A.), difficulté de conserver le delta du Tonkin et nécessité pratique d'un partage militaire du Viet Minh, variations de M. Foster Dulles touchant l'Indochine, éloge de l'attitude conciliante de la Grande-Bretagne, reconnaissance nécessaire du régime communiste chinois [1^{er} juin 1954] (p. 2742, 2743, 2744). — Prend

part à la discussion : du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C.E.D.) : *Reconstitution de la Wehrmacht par la C.E.D., précisions données par M. Blank sur l'appport allemand à la C.E.D., opinions des chefs militaires allemands (Von Manteuffel, maréchal Kesselring) et Adenauer sur la C.E.D., déclaration de Churchill vis-à-vis d'une institution supranationale* [28 août 1954] (p. 4398 et suiv.); — d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Répartition prévue des effectifs allemands dans la C.E.D. (Corps d'armée « intégrés » en zone française et sur la rive gauche du Rhin, corps allemands homogènes pour le reste du territoire allemand)* [7 octobre 1954] (p. 4576); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 41-51 : *Difficultés des collectivités locales à la suite de la réforme des lois d'assistance* [23 novembre 1954] (p. 5304 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 46-26 : *Réforme des lois d'assistance, disparition des pouvoirs des conseils municipaux en matière d'assistance* [2 décembre 1954] (p. 5693); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires [30 décembre 1954] (p. 6996, 6997); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Triboulet tendant à fixer à trois mois la période visée par les douzièmes* (p. 7014); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *La commission d'enquête dans les territoires du Sud* [3 février 1955] (p. 665). — Ses rapports sur des pétitions [9 mars 1955] (p. 1254, 1255); [23 avril 1955] (p. 2421, 2422). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisionnels des services militaires pour juillet 1955 : *Fabrications militaires, besoins d'hélicoptères* [29 juin 1955] (p. 3444, 3445); — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes, en qualité de *Rapporteur pour avis : Statut militaire* [7 juillet 1955] (p. 3672 à 3674); — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956 : *Discussion générale (Aviation d'appui des troupes)* [22 juillet 1955] (p. 4060); — en troisième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *M. Edgar Faure et l'arrondissement* [16 novembre 1955] (p. 5769, 5770); *Valeur de ce scrutin* (p. 5770, 5771).

LEMAIRE (M. Maurice), *Député des Vosges* (R. S.).

Ministre de la Reconstruction et du Logement.
(Cabinet LANIEL)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

Ministre de la Reconstruction et du Logement.
(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 juin 1954 au 14 août 1954,

Ministre de la Reconstruction et du Logement.
(Cabinet MENDÈS-FRANCE remanié)

du 12 novembre 1954 au 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé : membre de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre de la Commission des affaires étrangères [19 mars 1955] (**F. n° 512**); membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**); membre titulaire pour représenter la France métropolitaine à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (**F. n° 16**); par la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne du relèvement européen [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [3 février 1952] (**F. n° 226**). — Est élu par l'Assemblée Nationale pour représenter la France métropolitaine au sein de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [11 juillet 1952] (**F. n° 164**); pour la représenter au sein du Conseil d'administration de la Caisse autonome de la reconstruction [30 janvier 1953] (**F. n° 226**).

Dépôts :

Le 9 août 1951, une proposition de loi tendant à la réorganisation administrative, technique et financière de la S.N.C.F. et à l'établissement des fondements d'une saine coordination entre les transports ferroviaires et routiers, **n° 645**. — Le 8 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions en

vue de négociier : 1° un prêt avec Export-Import Bank pour l'achat de coton brut aux Etats-Unis d'Amérique ; 2° une allocation en dollars, à titre de dépaillage, pendant la durée des négociations relatives à cette opération, n° 2580. — Le 25 février 1952, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le rapport (n° 497 fait au cours de la précédente législature) sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français, n° 2768. — Le 28 février 1952, une proposition de loi tendant à l'application aux anciens combattants des chemins de fer du bénéfice de la campagne double, n° 2835. — Le 27 mai 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 2835) de M. Lemaire et plusieurs de ses collègues tendant à l'application aux anciens combattants des chemins de fer du bénéfice de la campagne double, n° 3481. — Le 4 juillet 1952, une proposition de loi tendant à accroître de 50 0/0 en dix ans la production de viande, lait et dérivés, n° 3986. — Le 23 mars 1954, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les dommages de guerre et la reconstruction, n° 8110. — Le 27 juillet 1954, un projet de loi étendant à l'Algérie la législation sur l'urbanisme et le permis de construire et la loi n° 53-683 du 6 août 1953 accordant des facilités supplémentaires en vue de l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement de zones affectées à l'habitation ou à l'industrie, n° 8970.

Interventions :

Est élu *Membre titulaire de l'Assemblée consultative européenne* [2 août 1951] (p. 6169). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance de la production, notamment métallurgique, l'exportation de produits bruts au lieu de produits finis, l'opération « bifeck », l'accroissement nécessaire de la production dû à la productivité améliorée, notamment dans l'agriculture)* [18 septembre 1951] (p. 7417, 7418, 7419) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement

des services civils en 1952 ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 50-90 ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention d'équilibre à la S.N.C.F. (Raison du déficit de la S.N.C.F.)* [16 novembre 1951] (p. 8120, 8121) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8123) ; — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 ; Art. 2, Etat B, AGRICULTURE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts pour la modernisation de l'agriculture et la production d'azote (Production d'azote)* [27 décembre 1952] (p. 9972, 9973) ; le retire (p. 9973) ; Art. 3, Etat C, S.N.C.F. : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel roulant (Gestion de la S.N.C.F.)* [28 décembre 1951] (p. 10001, 10002) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Réforme de la S.N.C.F., assainissement financier à réaliser par des lois cadres, licenciement de personnel, développement de l'utilisation des autorails)* [30 décembre 1951] (p. 10264 et suiv.) ; *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la réorganisation de la S.N.C.F.* [4 janvier 1952] (p. 118, 120, 121, 125) ; — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Ses observations sur les inconvénients de l'échelle mobile pour les agriculteurs notamment, la baisse des prix mondiaux, les économies de charbon à faire pour remplacer les investissements coûteux, le prix de la viande et le trop grand nombre de commerçants de détail)* [29 mai 1952] (p. 2547 et suiv.) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le marché de la viande)* [8 juillet 1952] (p. 3683, 3684). — Est nommé *Membre de l'Assemblée de la communauté européenne du charbon et de l'acier* [11 juillet 1952] (p. 3911). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de *Rapporteur pour avis* [24 octobre 1952] (p. 4404, 4405) ; Etat A, Chap. 45-44 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la S.N.C.F. (Réforme de structure de la S.N.C.F.)* (p. 4424 et suiv.) ; — du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : *Discussion générale (Ses observations sur la baisse du trafic*

ferroviaire, la canalisation du Rhône, la subvention à la S.N.C.F.) [5 décembre 1952] (p. 6014 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Sa motion préjudicielle tendant à ajourner le débat étant donné l'insuffisance des programmes relatifs aux transports, à la productivité agricole et à la construction de logements (Gisement de manganèse du Gabon, équipement hydroélectrique du Tyrol, la lenteur de la reconstruction, la production de charbon du Nord)* [17 décembre 1952] (p. 6528 et suiv.); *Discussion générale (Coût de la canalisation du Rhône)* [18 décembre 1952] (p. 6568). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale, une question relative au déplacement d'un accusé au procès de Metz [13 mars 1953] (p. 1889). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier : *Discussion générale (Ses observations sur la situation financière et les moyens d'en rétablir l'équilibre, les faiblesses des plans d'investissements généraux, la taxe sur les poids lourds routiers, le relèvement des tarifs des transports par fer)* [18 mai 1953] (p. 2724 et suivantes); *Ses observations sur le déficit de la S.N.C.F., l'institution d'un Conseil européen des transports* [19 mai 1953] (p. 2753, 2754). — Est nommé *Ministre de la reconstruction et du logement (cabinet Laniel)* [28 juin 1953] (*J.O.* du 28 juin 1953 p. 5770).

En cette qualité :

Répond à une question de M. André Mercier relative à l'attribution prioritaire de dommages de guerre [17 juillet 1953] (p. 3580). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement par zones, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Droit d'expropriation reconnu à certaines collectivités publiques; Amendement de M. Grimaud tendant à rétablir le texte proposé par le Conseil de la République, limitant nommément ce droit à l'Etat, aux départements et aux communes (Chambres de Commerce et Offices H.L.M. doivent également bénéficier de ce droit)* [24 juillet 1953] (p. 3902); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), RECONSTRUCTION ET LOGEMENT : *Motion préjudicielle de M. A. Lenormand tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative affectant 500 mil-*

liards à la Caisse autonome de la Reconstruction [30 novembre 1953] (p. 5694); *Motion préjudicielle de M. Levindrey tendant à surseoir au débat tant que les décrets des 9 août et 30 septembre 1953 relatifs aux dommages de guerre n'auront pas été soumis au parlement* (p. 5695); Etat A. Chap. 3101 : *Administration centrale lenteur de l'évaluation des dommages de guerre à achever en 1955, les H.L.M., les dommages mobiliers, les 200.000 logements à construire en 1954, la formation d'ouvriers du bâtiment, l'augmentation des crédits de la reconstruction en 1954, les primes et les prêts à la construction* (p. 5702 et suiv.); *Reconstruction des stations touristiques du Calvados* (p. 5714); *Amendement de M. Gaubert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Statut du personnel des offices d'H.L.M.)* (p. 5715); *Amendement de M. de Tinguy tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Octroi des primes à la construction aux collectivités locales et établissements publics)* (p. 5715); Chap. 3111 : *Services extérieurs (Titularisation d'auxiliaires)* (p. 5717); *Lenteurs de inspecteurs de l'urbanisme pour la délivrance des permis de construire* (p. 5717) *Amendement de M. Gaubert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour ce chapitre (Prélèvement sur les employeurs de 10/0 sur les salaires pour le logement)* (p. 5718); Chap. 3121 : *Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits pour le personnel de déminage et de désobusage (Mise à pied du personnel de déminage)* (p. 5719, 5720); Chap. 3392 : *Prestations facultatives (Cantines du Ministère)* (p. 5720); Chap. 3442 : *Amendement de M. Triboulet tendant à rétablir les crédits pour le matériel automobile du personnel (Voitures des équipes de déminage)* (p. 5721); Chap. 3721 : *Contrôle technique de la reconstruction (Centre de perfectionnement coûtant trop cher)* (p. 5722); *Amendement de M. Gaubert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le contrôle technique de la reconstruction (Etablissement de coefficients d'adaptation départementaux)* (p. 5722); Chap. 3731 : *Expertises et constats de dommages de guerre (Lenteurs des expertises)* (p. 5723); *Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour ce chapitre (diminution des expertises)* (p. 5723, 5724); Chap. 4621 : *Application dans les départements d'Outre-Mer de la législation sur les H.L.M.* (p. 5724); Chap. 4622 : *motion préju-*

dicuelle de M. Le Roy Ladurie demandant la majoration des crédits pour subventions aux coopératives et associations syndicales de reconstruction (p. 5725, 5726); Etat B, Chap. 5500 : Travaux de voirie et d'eau potable dans les Pyrénées-Orientales (p. 5727); Chap. 5540 : Aménagement du territoire (Déconcentration des industries) [1^{er} décembre 1953] (p. 5750, 5751); Chap. 5544 : Amendement de M. Ballanger tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aménagement des lotissements défectueux (Multiplication des banlieues) (p. 5751); Chap. 5720 : Amendement de M. Halbout tendant à interdire les expropriations d'habitations pour en faire des bureaux de l'administration (p. 5751); Art. 4, Etat D : Habitations à loyer modéré dans les départements d'outre-mer (p. 5755); Avances aux sinistrés étrangers (Accords de réciprocité pour l'indemnisation des dommages de guerre) (p. 5755, 5756); Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux provisoires (vétusté des baraquements provisoires) (p. 5756); Etendue des droits des associations et coopératives de reconstruction (p. 5756); Amendement de M. Alphonse Denis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour autorisations de programme (Démolition des îlots insalubres) (p. 5757); Reconstruction en Afrique du Nord et Indochine (p. 5757, 5758); Article additionnel : Amendement de M. Coudray relatif à l'indemnisation des dommages inférieurs à 3.000 francs de 1947 (p. 5760); Art. 10 : Amendement de M. Siefridt relatif à l'indemnisation des sinistrés agricoles âgés de plus de 70 ans (p. 5763, 5764); Art. 12 : Demande de disjonction de l'article prévoyant 80 milliards pour les H.L.M., présentée par M. Triboulet (Les 200.000 logements à construire en 1954 dont 35.000 par les H.L.M., le démarrage lent mais certain de la reconstruction) (p. 5791, 5792); Amendement de M. Degoutte tendant à prévoir 130 milliards pour les H.L.M. au lieu de 80 milliards (p. 5793); Article additionnel : Amendement de M. Dassault tendant à percevoir sur les employeurs 1 0/0 du montant du chiffre d'affaires pour construire (p. 5795, 5796); Amendement de M. Ballanger tendant à abroger 3 décrets relatifs à la construction, pris en vertu de la loi du 11 juillet 1953 (p. 5796); Amendement de M. A. Lenormand tendant à abroger le décret majorant les loyers des H.L.M. (p. 5797);

Amendement de M. Crouzier tendant à ce que le sinistré mobilier sache le montant du forfait offert avant de choisir (p. 5797, 5798); Art. 13 : Amendement de M. Siefridt tendant à réserver 3 milliards de primes aux opérations de construction faites par les H.L.M. ou les sociétés de crédit immobilier (p. 5800); Octroi des primes à la construction aux vieux ménages qui construisent (p. 5801); Amendement de M. Halbout tendant à accorder les primes à la construction même lorsque le plan n'est pas conforme aux plans types prévus par la loi du 15 avril 1953 (p. 5803); Art. 14 : Amendement de M. Triboulet relatif au paiement de l'indemnité d'éviction aux sinistrés n'ayant pas utilisé l'intégralité des dommages accordés ou n'ayant pas reconstitué le bien sinistré (p. 5804); Amendement de M. Triboulet tendant à introduire des articles relatifs à l'indemnisation des commerçants évincés de leur report au bail (p. 5805); Art. 15 : Motion préjudicielle de M. R. Schmitt tendant à surseoir au débat pour protester contre les modifications de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre (p. 5807); suite du débat (p. 5807); Article additionnel : Amendement de M. Prache relatif à l'indemnisation des récoltes de betteraves sinistrées en 1940 [2 décembre 1953] (p. 5870); Art. 25 : Demande de disjonction de l'article imputant les frais de fonctionnement sur les crédits ouverts pour les dommages mobiliers, présentée par M. Triboulet (p. 5871, 5872); Art. 26 : Amendement de M. Siefridt relatif aux facilités accordées pour l'achat des baraquements provisoires (p. 5873); Art. additionnel : Amendement de M. Coudray relatif à la titularisation de certains agents temporaires de la reconstruction (p. 5874); Amendement de M. Guiguen relatif à la titularisation de certains agents temporaires de la Reconstruction (p. 5874); Amendement de M. Nisse tendant à supprimer les droits de mutation sur les propriétés bâties (p. 5875); Amendement de M. Nisse relatif au paiement en espèces de l'indemnité d'éviction accordée aux sinistrés immobiliers (p. 5876); Amendement de M. Siefridt relatif à l'exonération de certains propriétaires du prélèvement pour le fonds national de l'habitat (p. 5877); Amendement de M. Midol tendant à autoriser les groupements de sinistrés à lancer un emprunt de 20 milliards (p. 5877); Explications de vote sur l'ensemble (p. 5884); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, amendé par le Conseil de la Répu-

blique, Art. 12 : *Amendement de M. Crouzier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux ouvertures de crédits pour l'accèsion à la propriété (Construction d'H.L.M. et accèsion à la propriété)* [31 décembre 1953] (p. 7204, 7205); *Logement des parlementaires des Territoires d'outre-mer à Paris* (p. 7205); Art. 12 bis A. : *Dépôt d'un projet de loi portant refonte de la législation sur les H.L.M.* (p. 7207); Article 12 noniès : *Amendement de M. R. Schmitt tendant à maintenir le texte du Conseil de la République enlevant aux Commissions départementales d'investissements le contrôle des opérations des H.L.M.* (p. 7208); Art. 13 bis : *Primes à la construction accordées aux collectivités locales et aux établissements publics pour les logements construits par eux* (p. 7209). — Répond à une question : de M. Bricout relative à la répartition des crédits affectés aux dommages mobiliers [4 décembre 1953] (p. 6008); — de M. de Léotard relative au plan de logement [11 décembre 1953] (p. 6483); — de M. Pierrard relative à l'expropriation pour construction d'aérodromes [11 décembre 1953] (p. 6484); — de M. Coudray relative aux délais d'octroi des prêts spéciaux à la construction [19 mars 1954] (p. 1058). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : Art. 3 : *Possibilité de réquisition des locaux insuffisamment occupés* [23 mars 1954] (p. 1163); Art. 4 : *Amendement de Mme de Lipkowski (Limitation des délais pendant lesquels un local d'habitation peut rester vacant)* (p. 1163); Art. 7 : *Amendement de M. Grimaud (recensement par les maires des locaux susceptibles d'être réquisitionnés, recensement général de la population)* (p. 1166); *Amendement de M. Grouseaud (Délais de réquisition des locaux jaisant partie d'une succession)* (p. 1166, 1167); *Politique de reconstruction, solution de la crise du logement en 1957* (p. 1168, 1169); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Grimaud (Application des dispositions envisagées aux immeubles neufs; Logements en cours de construction)* [8 juillet 1954] (p. 3352, 3353). — Donne sa démission de *Ministre de la Reconstruction et du Logement* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J.O.* du 20 juin 1954, p. 5843). — Est nommé *Ministre du Logement et de la*

Reconstruction (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J.O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la liquidation et au règlement des dommages de guerre mobiliers : *Méthode forfaitaire, construction* [4 août 1954] (p. 3839, 3840); *Explications de vote (Classement des sinistrés par catégories)* (p. 3844). — Répond à une question : de M. Saint-Cyr relative aux logements économiques et familiaux [6 août 1954] (p. 3907); — de M. Degoutte relative à la représentation de l'habitat au Conseil économique [13 août 1954] (p. 4186). — Donne sa démission de *Ministre de la Reconstruction et du Logement* (remaniement du Cabinet Mendès-France) [14 août 1954] (*J. O.* du 15 août 1954, p. 7860). — Est nommé *Ministre du Logement et de la Reconstruction* (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [12 novembre 1954] (*J. O.* du 13 novembre 1954, p. 10674).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION POUR 1955, État A, Chap. 31-01 : *Revision des dommages de guerre, personnel, raisons de la sous-consommation des crédits en 1954, volonté de hâter la fin de la reconstruction, règlement des dommages mobiliers, politique du logement, H.L.M., « opération million », habitations pour les ruraux* [18 décembre 1954] (p. 6602 à 6608); *Amendement indicatif de M. Jean Guillon (Reconstruction des édifices publics des villes sinistrées)* [21 janvier 1955] (p. 102); *Amendement indicatif de M. Damette (Satisfactions aux sinistrés)* (p. 104); *Amendement de M. Garet (Acquisitions de dommages de guerre)* (p. 105); *Amendement de M. Siefriid (Titularisation d'auxiliaires)* (p. 105); *Amendement de M. Le Roy Ladurie (Satisfactions aux sinistrés hôteliers et agricoles)* (p. 106); Chap. 31-02 : *Achats de dommages de guerre, sinistrés isolés* (p. 107, 108); *Amendements de M. Schaff (Demandes de transfert et de mutation pour acquéreurs de dommages, bonification d'ancienneté pour les résistants, transferts de dommages sur un autre bâtiment public)* (p. 109); *Demande de disjonction de M. Coudray (Prime de rendement aux techniciens)* (p. 110); Chap. 31-21 : *Amendement de M. Gaubert (Rétablissement d'un crédit pour embauchage de techniciens)* (p. 111); *Licenciement d'agents*

et embauchage de techniciens (p. 111, 112); Chap. 31-31 : Amendements de M. Schaff (*Sinistrés acquéreurs de mobilier sous-séquestre de 1940-1945, frais de viabilité pour groupements de sinistrés, potentiel des dommages*) (p. 112, 113); Chap. 34-31 : Appel des sinistrés devant les commissions d'arrondissement (ibid.); Chap. 34-94 : Amendement de M. Gaubert (*Rétablissement d'un crédit pour le déplacement de bâtiments provisoires*) (p. 114, 115); *Suppression des délégations départementales, baraquement pour l'installation des services* (p. 114); Chap. 34-95 : *Coordination entre ponts et chaussées et reconstruction* [24 janvier 1955] (p. 151); Chap. 37-01 : Amendement de M. Siefriht (*Utilité du centre de perfectionnement*) (p. 152); Chap. 37-02 : Amendements indicatifs de MM. Jean Guillon et Gaubert (*Loyer des constructions provisoires*) (p. 155, 156); *Baraquements provisoires* (p. 157); Amendement de M. Chupin (*Rappel de loyers des baraquements provisoires*) (p. 157); Amendement de M. Gabriel Paul (*Article additionnel de M. Guiguen sur les loyers des baraquements provisoires*) (p. 158); Chap. 37-03 : *Demande de disjonction de M. Thiriet (Report des crédits de la documentation sur la rémunération du personnel)* (p. 158); Chap. 37-31 : *Délais de conclusion, dossiers des petits sinistrés, experts des dommages de guerre* (p. 160); Amendement de M. Schaff (*Retard des expertises*) (p. 160); Amendement indicatif de M. Levindrey (*Vacateurs mobiliers*) (p. 161); Chap. 37-41 : *Conversion, décentralisation, utilisation de la main-d'œuvre disponible, exode rural, commission d'aménagement du territoire, études en cours, leur coordination, le triple fonds* (p. 166, 167); Comité Bloch-Lainé, *autorisation de construire en banlieue proche, Lyon, Marseille et décentralisation* (p. 167); Comité d'aménagement de la région parisienne, *accroissement de Paris et logements* (p. 167, 168); Chap. 46-01 : *Liste des sociétés de construction* (p. 168, 169); *Insuffisance de l'action d'information pour le logement* (p. 169); Chap. 46-21 : *Crédits pour H. L. M. en Algérie* (p. 175); Chap. 46-91 : *Primes de déménagement* (p. 176); Etat D : *Dommages des betteraves, plan de financement, austérité, ordre de priorité* (p. 179, 182); *Demande de disjonction de M. Guiguen (Crédits inemployés, mises en priorité)* (p. 181, 182); *Coefficient géographique, relogement des baraquins pendant la reconstruction, opération*

million (p. 185); *Demande de disjonction de M. Gaubert : Remboursement des titres, crédits inemployés, « à guichets ouverts », associations syndicales et coopératives de sinistrés, inflation, opérations de réparations, engagement du Ministre des Finances* (p. 185, 186); *Les cadres dans les départements sinistrés* (p. 187); Etat D, paragraphe 1^{er}, 2^e ligne : *Sinistrés mobiliers, transfert de dommages mobiliers en dommages immobiliers* [26 janvier 1955] (p. 242); *Transferts de crédits à l'intérieur de l'état D* (p. 243); *Reports accroissant les crédits chiffrés* (p. 243); *Demande que l'état soit réservé* (p. 244); Etat D, paragraphe 1^{er}, 9^e ligne : Amendement de M. Schaff (*Sinistrés hors de France et sinistrés étrangers naturalisés*) (p. 245); *sinistrés sarrois* (ibid.); Etat D, paragraphe 2, première ligne : *Travaux de voirie* (p. 246); paragraphe 2, 4^e ligne : *Sinistrés des baraquements en dur* (p. 247); 5^e ligne : *Créances de sinistrés et valeur des préfinancés* (p. 248); Etat D, paragraphe 2, 6^e ligne : *La Tour Perret d'Amiens* (p. 248, 249); 8^e ligne : *Vacateurs mobiliers, évaluation des dommages* (p. 250, 251); Art. 12 : *Logements en chantier à Paris* (p. 254); *Crise du logement, productivité, normalisation, « opération million », coefficients d'adaptation, règle du tiers, secteur localif et secteur d'accession à la propriété* (p. 263, 265); *Constructions à Paris, îlots insalubres, décret fixant les modalités d'attribution des logements* (p. 265, 266); *Crédits pour l'aménagement du territoire, loi foncière* (p. 266); *Constructions dans les campagnes et dans les départements d'outre-mer, statistiques, engagement de M. Edgar Faure* (p. 266 à 268); *Crédits d'engagement* (p. 269); *Article additionnel de M. Coudray (Mesures de protection civile)* (p. 275, 276); *Article additionnel de M. Nisse (Collectivités locales et démolition d'immeubles insalubres)* (p. 276); *Article additionnel de M. A. Lenormand (Avances aux H. L. M., leur amortissement), lui oppose l'article 48 du Règlement* (p. 277); Etat B, Chap. 55-00 : *Demande de disjonction de M. Bouxom (Victimes de l'inondation actuelle)* (p. 278); Chap. 55-40 : Amendement de M. Midol (*Indemnité d'expropriation*) (p. 278); *Port de Kergroise à Lorient* (ibid.); *Autoroute du sud et H. L. M. de Gentilly et d'Arcueil, Constructions d'Orly* (p. 280); Chap. 65-40 : *Aménagement des lotissements défectueux* (p. 281); Chap. 67-40 : *Reconstruction des bâtiments communaux* (p. 282); Art. 7 :

Financement des parts différées (p. 283); *Amendement de M. Crouzier (Financement des dommages subis en Indochine par les Français)* (p. 284); *Article additionnel de M. Crouzier (Créances payées en titres pour les résidences secondaires)*, lui oppose l'article 48 du règlement (p. 284, 285); *Art. 10 : Amendement de M. Siefridt (Sinistrés mobiliers d'au moins 70 ans, remboursables en espèces)* (p. 288); *Amendement de M. Siefridt rectifié (Remboursables partiellement en espèces)*, lui oppose l'article 48 du règlement (p. 288, 290); *Maintien des critères pour le remboursement des sinistrés âgés* (p. 289); *Article additionnel de M. A. Lenormand (Application de la loi du 28 octobre 1946 pour les sinistrés mobiliers)*, lui oppose l'article 68 du règlement (p. 291); *Article additionnel de M. Guiguen (Indemnisation des petits sinistrés mobiliers)*, lui oppose l'article 48 du règlement (p. 291); *Article additionnel de M. Gaubert (Modalités d'indemnisation des sinistrés mobiliers)*, lui oppose l'article 48, puis l'article 68 du règlement (p. 292); *Article additionnel modifié de M. Guiguen (Modalités d'indemnisation des sinistrés mobiliers)*, lui oppose l'article 68 du règlement [27 janvier 1955] (p. 304, 305); *oppose l'article 48 du règlement aux articles additionnels de MM. Guiguen et Siefridt (Remboursement des titres aux sinistrés)* (p. 306); *Article additionnel de M. Gaubert (Achat préfinancé avec des créances mobilières)* (p. 306); *Article additionnel de M. Halbout (Règlement des créances mobilières affectées à la reconstruction)*, lui oppose l'article 48 du règlement (p. 306, 307); *Art. 13 : Financement de la construction, terrains des petites agglomérations, plans homologués, taux et durée des prêts du Crédit foncier, coefficients d'adaptation départementaux* (p. 310); *Article additionnel de M. Courant (Taux des primes pour des surélévations d'immeubles reconstruits)* (p. 311); *Financement complémentaire des primes et prêts et contribution patronale* (p. 311); *Article additionnel de M. Claudius Petit (Sociétés d'économie mixte communales et construction)* (p. 312, 313); *Article additionnel de M. Louvel (Remboursement des primes et prêts pour non-occupation des logements construits ou reconstruits)* (p. 313); *Article additionnel de M. Bouxom (Prime des surélévations)* (p. 314); *Article additionnel de M. Halbout (Contrôle des sociétés de construction)*, lui oppose l'article 68

du règlement (p. 315); *Article additionnel de M. Halbout (Réinvestissement en France pour les sinistrés à l'étranger)* (p. 316); *Ordre de discussion des articles concernant le personnel* (p. 344); *Article additionnel de M. Guiguen (Loyer des baraquements provisoires)*, lui oppose l'article 48 du règlement (p. 345); *Article additionnel de M. Guiguen (Indemnité d'expropriation dans les régions dévastées)*, lui oppose l'article 68 du règlement (p. 346); *Article additionnel de M. Kauffmann (« Plancher » des indemnisations des sinistrés)*, lui oppose l'article 48 du règlement (p. 347); *Article additionnel de M. Crouzier (Transfert des dommages d'Indochine)* (p. 348); *Articles additionnels de MM. Crouzier et Silvanore (Dommages imputables au Viet-Minh)* (p. 348, 349); *Lettre rectificative (Mutations, effectifs, licenciements, primes de rendement, titularisations, avancement)* (p. 349 et suiv.); *Article additionnel de M. Claudius Petit (Titulaires détachés dans un emploi temporaire)* (p. 352); *Article additionnel de M. Nisse (Transformation de postes)* (p. 353); *Article additionnel de M. Costes (Inondations, réparation des dommages)*, lui oppose l'article 68 du règlement (p. 356). — Répond à une question de Mme Lempereur relative à l'attribution de la prime à la construction [4 février 1955] (p. 709, 710). — Donne sa démission de *Ministre du Logement et de la Reconstruction* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (Séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

LEMAITRE (M. Claude), Sénateur.

Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, à la jeunesse et aux sports

(2^e Cabinet PLEVEN)

du 26 novembre 1951 au 17 janvier 1952.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, à la Jeunesse et aux Sports* (Cabinet Pleven) [26 septembre 1951] (*J. O.* du 27 septembre 1951, p. 9883).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Gabriel Paul sur la subvention à la Fédération sportive et

gymnique du travail [9 novembre 1951] (p. 7872). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952, EDUCATION NATIONALE, Chap. 1030 : Amendement de M. Thibault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection académique (Inspecteur général du contrôle médical) [18 décembre 1951] (p. 9294, 9295) ; Chap. 1040 : Amendement de M. Vals tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection générale (Chefs des services académiques de la jeunesse et des sports) (p. 9297) ; Chap. 1220 : Demande de disjonction du chapitre relatif au personnel de l'enseignement technique [19 décembre 1951] (p. 9408) ; Amendement de M. Mazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'enseignement technique (Titularisation des professeurs techniques) (p. 9411 et suiv.) ; Chap. 1240 : Amendement de M. Vals tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la direction de la jeunesse et des sports (Education physique) (p. 9414) ; Chap. 3210 : Amendements de MM. Doutrillot, Thibault et Mignot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonctionnement des centres d'apprentissage (Nationalisation des collèges techniques) (p. 9428, 9429) ; Chap. 3220 : Amendement de Mlle Diensch tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les collèges techniques (Travail manuel éducatif) (p. 9429) ; Chap. 3230 : Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 4 millions les crédits pour l'exonération de la taxe d'apprentissage (Examen des demandes d'exonération) (p. 9429) ; Chap. 3270 : Amendement de M. Thibault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des centres d'apprentissage (Abus des contrats d'achats) (p. 9430) ; Chap. 4060 : Amendement de M. Gabriel Paul tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les trousseaux de l'enseignement technique (Gratuité des repas des centres d'apprentissage) (p. 9445) ; Chap. 5200 : Amendement de M. Michaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage artisanal (Centres dans les campagnes de l'Ouest) (p. 9449) ; Chap. 5260 : Amendement de M. Michaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les colonies de vacances (Moniteurs des colonies de vacances) (p. 9450, 9451) ; Chap. 6090 : Amendement de M. Gabriel Paul tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les jeux

olympiques (*Jeux d'Helsinki*) (p. 9455). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique [17 janvier 1952] (p. 251).

LEMPEREUR (Mme Rachel), Député du Nord (2^e circonscription) (S.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [2 août 1951] (p. 6169). — Est nommée Vice-Président de la Commission de l'éducation nationale [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [23 janvier 1953] (**F. n° 218**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**). — Est nommée membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [25 octobre 1952] (**F. n° 172**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de l'éducation nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désignée par la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [21 septembre 1951] (**F. n° 46**).

Dépôts :

Le 20 novembre 1951, une proposition de loi tendant à établir un statut des cantines scolaires, **n° 1606**. — Le 22 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions propres à préserver la vie et le prestige des grandes associations symphoniques françaises, **n° 1685**. — Le 7 février 1952, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des lois du 9 juin 1853 et du 17 août 1876 les fonctionnaires détachés hors d'Europe pour y remplir des fonctions d'enseignement, **n° 2546**. — Le 7 février 1952, une proposition de loi tendant à permettre un reclassement des instituteurs et institutrices publics ayant subi des retards de carrière, **n° 2547**. — Le 7 février 1952, une proposition

de loi tendant à organiser le service de surveillance de l'interclasse et des cantines dans les établissements scolaires du premier degré, **n° 2570**. — Le 6 juin 1952, une proposition de loi tendant à la titularisation des personnels techniques des centres publics d'apprentissage, **n° 3591**. — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 2569) de M. Rincet et plusieurs de ses collègues tendant à préserver la situation matérielle et morale des élèves-maitres des écoles normales du premier degré ayant subi un échec à la deuxième partie du baccalauréat, **n° 3671**. — Le 20 janvier 1953, une proposition de loi tendant à assurer aux vieillards le paiement des sommes qui leur sont dues en vertu des articles 205 et 206 du Code civil, **n° 5313**. — Le 30 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'allocation dite de salaire unique aux aveugles et grands infirmes qui perçoivent les prestations familiales du chef de la pension qui leur est allouée au titre de la loi du 2 août 1949, **n° 5432**. — Le 6 février 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 47-1465 du 8 août 1947 (art. 21) afin de réparer une injustice commise à l'égard de certains fonctionnaires retraités, **n° 5517**. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à la création d'écoles spéciales pour les enfants de bateliers, **n° 5579**. — Le 17 février 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 5432) de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'allocation dite de salaire unique aux aveugles et grands infirmes qui perçoivent les prestations familiales du chef de la pension qui leur est allouée au titre de la loi du 2 août 1949, **n° 5580 (rectifié)**. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 5579) de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'écoles spéciales pour les enfants de bateliers, **n° 5961**. Le 14 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues (n° 3018) portant fonctionnarisation du personnel d'enseignement professionnel des centres d'apprentissage pu-

blies ; 2° de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues (n° 3591) tendant à la titularisation des personnels techniques des centres publics d'apprentissage ; 3° de M. Joseph-Pierre Lanet et plusieurs de ses collègues (n° 5149) tendant à la titularisation des personnels d'enseignement technique des centres publics d'apprentissage ; II. la proposition de résolution de M. Raingeard et plusieurs de ses collègues (n° 2618) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence le statut de fonctionnaire au personnel technique enseignant des centres d'apprentissage, **n° 7181**. — Le 27 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 7128) de M. Billères tendant à modifier la loi du 27 février 1880 relative aux conseils académiques, **n° 7319**. — Le 23 février 1954, une proposition de loi tendant à la revalorisation de la médaille de vermeil et de la médaille d'or accordée aux agents communaux, **n° 7850**. — Le 24 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 5856) de Mme Degroud tendant à inviter le Gouvernement à étudier dans les plus brefs délais la possibilité de faire aider les parents d'enfant unique par les caisses d'allocations familiales sous la forme d'une participation aux colonies de vacances, **n° 8126**. — Le 25 mars 1954, une proposition de loi tendant à l'abrogation du chapitre VI, articles 35 à 47 et des paragraphes 15 et 16 de l'article 76 du décret n° 53-1136 du 29 novembre 1953 portant réforme des lois d'assistance, **n° 8147**. — Le 6 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi (n° 6958) modifiant la loi du 20 mars 1929 fixant la représentation du cadre local d'Alsace et de Lorraine au Conseil académique, **n° 8401**. — Le 20 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 7053) de M. Arnal et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux inspectrices des écoles maternelles et aux inspecteurs de l'enseignement primaire l'indemnité de logement octroyée aux inspecteurs de la jeunesse et des sports par arrêté du 31 août 1953, **n° 8502**. — Le 24 juin 1954, une proposition de loi tendant à remédier à quelques anomalies frappant les aveugles et grands infirmes, **n° 8712**. — Le

24 juin 1954, une proposition de loi tendant à établir l'égalité de majoration pour tierce personne entre les invalides relevant du régime général et ceux relevant du régime agricole, **n° 8713**. — Le 28 juillet 1954, une proposition de loi tendant à assurer la titularisation des maîtres remplaçants dans le 1^{er} degré après trois ans de services, **n° 8996**. — Le 29 juillet 1954, une proposition de loi tendant à la création d'un fonds national de vieillesse pour les artistes exerçant un art graphique ou plastique, **n° 9020**. — Le 18 novembre 1954, une proposition de loi tendant à porter remède au problème de l'alcoolisme par la suppression rapide du privilège des bouilleurs de cru, **n° 9498**. — Le 18 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de résolution : 1^o de M. Nocher (n° 7900) tendant à inviter le Gouvernement à prendre diverses mesures en vue de distribuer gratuitement aux vieux, aux économiquement faibles et à diverses catégories de consommateurs, une partie des stocks excédentaires de charbon qui sont en perdition sur le carreau de nos mines ; 2^o de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n° 9382) tendant à inviter le Gouvernement à faire distribuer gratuitement du charbon à tous les bénéficiaires de l'allocation vieillesse et de l'allocation spéciale, **n° 9502**. — Le 28 novembre 1954, une proposition de loi tendant à relever le taux des majorations servies aux aveugles et grands infirmes bénéficiaires de l'aide sociale instituée par le décret du 29 novembre 1953 et ayant besoin de l'aide constante d'une tierce personne, **n° 9549**. — Le 17 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 7874) de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 29 de l'ordonnance n° 45-2720 du 2 novembre 1945 sur la protection maternelle et infantile, **n° 10433**. — Le 31 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rechercher une solution favorable au problème des femmes seules pour assurer leur subsistance, qu'elles soient ou non chargées de famille, **n° 10590**. — Le 27 mai 1955, une proposition de loi tendant à interdire la fabrication et la vente de jouets imitant les armes à feu, **n° 10889**. — Le 23 juin 1955, un rapport au

nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1^o de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues (n° 8712) tendant à remédier à quelques anomalies frappant les aveugles et grands infirmes ; 2^o de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues (n° 8713) tendant à établir l'égalité de majoration pour tierce personne entre les invalides relevant du régime général et ceux relevant du régime agricole ; 3^o de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues (n° 9549) tendant à relever le taux des majorations servies aux aveugles et grands infirmes bénéficiaires de l'aide sociale instituée par le décret du 29 novembre 1953 et ayant besoin de l'aide constante d'une tierce personne ; 4^o de M. Papat et plusieurs de ses collègues (n° 9582) tendant à modifier les articles 35, 39, 40 et 41 du décret n° 53-1186 du 29 novembre 1953 portant réforme des lois d'assistance, **n° 11009**. — Le 21 juillet 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. la proposition de loi de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues (n° 10307) tendant à compléter l'article 31 du décret n° 53-1186 du 29 novembre 1953 portant réforme des lois d'assistance dans le but d'accorder une allocation annuelle de combustible aux titulaires de la carte sociale d'économiquement faible ; II. les propositions de résolution : 1^o de M. Nocher (n° 7900) tendant à inviter le Gouvernement à prendre diverses mesures en vue de distribuer gratuitement aux vieux, aux économiquement faibles et à diverses catégories de consommateurs, une partie des stocks excédentaires de charbon qui sont en perdition sur le carreau de nos mines ; 2^o de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n° 9382) tendant à inviter le Gouvernement à faire distribuer gratuitement du charbon à tous les bénéficiaires de l'allocation vieillesse et de l'allocation spéciale, **n° 11275**. — Le 17 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, tendant à insérer dans le décret n° 53-1186 du 29 novembre 1953 portant réforme des lois d'assistance un article 40 *bis* relatif aux taux de la majoration spéciale ou de l'allocation de compensation accordée aux grands infirmes, **n° 11907**.

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le territoire de Belfort [9 août 1951] (p. 6299). Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales de Belfort : en qualité de *Rapporteur* [23 août 1951] (p. 6412, 6415, 6417, 6418); — du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Discussion générale (Ses observations sur le manque d'écoles dans le Nord)* [1^{er} septembre 1951] (p. 6769); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à limiter les bourses aux établissements d'enseignement du deuxième degré* [3 septembre 1951] (p. 6782); *Son amendement tendant à réserver aux élèves des écoles publiques les nouvelles bourses* (p. 6787, 6788); *Son amendement tendant à accorder les bourses par priorité aux élèves reçus au concours des bourses* (p. 6788); *Son amendement tendant à prévoir le contrôle des inspecteurs de l'enseignement sur les écoles privées* (p. 6789, 6790); Art. 4 : *Son amendement tendant à créer 700 postes d'instituteurs* [4 septembre 1951] (p. 6833); Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir l'avis du conseil supérieur de l'Éducation Nationale sur l'utilisation des crédits* (p. 6837, 6838); *Amendement de M. Rincent tendant à cesser d'appliquer la loi du 1^{er} janvier 1952* (p. 6839); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur la collaboration nécessaire de l'école laïque et des prêtres, le luxe de certaines écoles libres, la morale laïque)* [6 septembre 1951] (p. 6967, 6968, 6969, 6983); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à verser l'allocation aux associations de parents d'élèves* [8 septembre 1951] (p. 7074); *Son amendement tendant à ce qu'un établissement libre ne reçoive pas plus que l'école publique de la même commune* (p. 7115); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République concernant les modalités d'attribution de l'allocation trimestrielle aux parents d'élèves* [21 septembre 1951] (p. 7584, 7585, 7586); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 10-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs*

les crédits pour l'inspection académique (Personnel des inspections académiques) [18 décembre 1951] (p. 9293, 9294); *le retire* (p. 9296); Chap. 11-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de lycées et collèges (Création de postes de surveillants généraux)* [19 décembre 1951] (p. 9364, 9367); Chap. 11-50 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux écoles primaires (Créations de postes)* (p. 9391 et suiv.); *Amendement de M. de Léotard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Directeurs d'écoles primaires)* (p. 9396); *Amendement de M. Bouxom tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Application de la loi du 8 mai 1951)* (p. 9398); *le retire* (p. 9405); *Amendement de M. Bessac tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Conférences pédagogiques rurales)* (p. 9399); Chap. 14-90 : *Demande de disjonction du chapitre relatif au personnel médical de l'hygiène scolaire (Adjointes d'hygiène scolaire), présentée par Mme Poinso-Chapuis* (p. 9421); *Demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif au personnel médical de l'hygiène scolaire, présentée par M. Schmittlein (Réorganisation de l'hygiène scolaire)* (p. 9422); Chap. 15-00 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités résidentielles (Prime de transport)* (p. 9424); *le retire* (ibid.); Chap. 30-70 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les relations avec l'étranger (Retraites des professeurs français à l'étranger)* (p. 9426); *le retire* (ibid.); Chap. 50-90 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres complémentaires de l'école (Enseignement ménager agricole)* (p. 9447, 9448); ÉDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 53-30 : *Activités théâtrales (Théâtres de province)* [30 décembre 1951] (p. 10231); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 1^{er}, Etat B : *Sa demande de suppression du compte « Allocations aux familles d'enfants dans l'enseignement primaire » (application de la loi Barangé)* [22 décembre 1951] (p. 9588); — d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [21 mars 1952] (p. 1432); — d'une proposition de loi portant réforme et révision de certaines pensions civiles et militaires : *Discussion géné-*

rule [21 mars 1952] (p. 1434, 1435). — Est entendue sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la crise de l'industrie textile (*Charges sociales en France*) [1^{er} juillet 1952] (p. 3386, 3387). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements; Art. 1^{er}: *Amendement de M. Maurice Grimaud tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires mis à la retraite qui étaient logés par leur administration* [10 octobre 1952] (p. 4214); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Insuffisance de la politique française de l'habitat)* (p. 4219). — Est entendue sur la décision sur le conflit de compétence entre deux commissions pour l'examen du projet de loi relatif à la protection de l'enfance; en qualité de *Rapporteur* [23 octobre 1952] (p. 4328, 4329). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE: *Sa demande de suspension de séance* [7 novembre 1952] (p. 4824); Etat A, Chap. 31-41: *Bourses aux élèves de l'enseignement supérieur privé* (p. 4837, 4838); EDUCATION NATIONALE, BEAUX ARTS: *Sa demande de suspension de séance* [8 novembre 1952] (p. 4976); BEAUX-ARTS, Chap. 43-73: *Amendement de M. Ulver tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux spectacles (Concerts symphoniques)* (p. 4983); Art. 5: *Son amendement tendant à rétablir l'article relatif à la cotisation pour l'instruction des enfants de marins* (p. 4985, 4986); *Son rappel au Règlement (Distribution des amendements)* (p. 4995). — Est entendue sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur la situation des élèves-maîtres ayant échoué au baccalauréat [18 novembre 1952] (p. 5338, 5339). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 32: *Amendement de M. Bèche tendant à réserver l'allocation scolaire aux élèves de l'enseignement public* [15 décembre 1952] (p. 6442); *Son amendement tendant à verser aux familles l'allocation pour les enfants élèves de l'enseignement primaire* (p. 6442, 6443); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 34: *Amendement de M. Thiriet tendant à retenir le coût calculé à la date de la reconstitution du bien sinistré* [20 décembre 1952] (p. 6773); INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS PAR L'ÉTAT; Chap. 66-50: *Camps et colonies de vacances*

[21 décembre 1952] (p. 6929); Art. 11 *quater*: *Demande de disjonction de l'article affectant les fonds de caisses départementales scolaires aux constructions scolaires* (p. 6932, 6933); Art. 12: *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant la subvention pour les centres d'apprentissage rural* (p. 6935, 6936); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 66-10: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des hôpitaux (Hôpital des Quinze-Vingts à Paris)* (p. 6937); Art. 11 *quater*: *Son amendement tendant à ne faire couvrir qu'exceptionnellement par les fonds des caisses départementales scolaires les dépenses de construction* (p. 6940); *Son amendement tendant à remplacer « couvrir » par « alléger »* (p. 6940, 6941); *Son amendement tendant à préciser que l'article s'applique aux écoles publiques* (p. 6941); *Demande de suspension de séance présentée par M. de Tinguy* (p. 6942); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 6943); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel: *Amendement de M. Deixonne tendant à permettre de déduire des bénéfices imposables les dons aux comités d'entreprises* [21 décembre 1952] (p. 6881); *Son amendement tendant à permettre aux aveugles et grands infirmes le cumul de leur pension avec des ressources personnelles supérieures au minimum vital* (p. 6920); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur la modification de la date des vacances scolaires [30 janvier 1953] (p. 731); *la développe*: *Ses observations sur la politique du fait accompli mesure contraire aux intérêts de l'université, ignorance de certaines données du problème, précisions sur la portée de la circulaire Lupie du 5 mars 1951, mépris de l'avis des commissions parlementaires compétentes, conséquences économiques de la mesure, situation spéciale faite aux académies de Montpellier et d'Alger* [6 mars 1953] (p. 1650 et suiv.); *Discussion générale (Anarchie régnant dans les classes du 1^{er} au 15 juillet)* (p. 1679); *Son ordre du jour demandant qu'exceptionnellement les vacances scolaires s'étendent du 1^{er} juillet au 30 septembre* [12 mars 1953] (p. 1839 et suiv.). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique; Art. 23: *Amendement de M. Taillade tendant à réserver 10 0/0 des ressources du fonds pour l'aide aux films documentaires* [26 février 1953] (p. 1388); — d'une

proposition de loi relative à l'intégration des instituteurs des houillères dans l'enseignement public : *Discussion générale (Ses observations sur l'application de l'article 1^{er} de la loi de finances et la demande de renvoi à la suite, présentée par le Gouvernement)* [10 mars 1953] (p. 1718, 1719) ; *Demande de M. Thamiel tendant à savoir si le contre-projet de M. Marcel David n'imposera pas à la caisse autonome des ouvriers mineurs une charge incombant à l'Etat* [20 mars 1953] (p. 2065). — Est entendue sur les propositions de la conférence des présidents : *Discussion du rapport sur les instituteurs des houillères* [10 mars 1953] (p. 1730). — Dépose une demande d'interpellation sur l'aide aux aveugles (loi Cordonnier du 2 août 1949) [7 juillet 1953] (p. 3266). — Prend part à la discussion : du projet de loi n^o 6433, portant redressement économique et financier ; Art. 9, paragraphe II : *Réductions éventuelles de crédits budgétaires, par décrets d'économies au titre de l'exercice 1953* ; *Son amendement tendant à exclure toute réduction sur les crédits intéressant l'éducation nationale, la jeunesse et les Sports* [7 juillet 1953] (p. 3331) ; *le retire* (ibid.) ; — des interpellations concernant la réforme projetée de l'enseignement secondaire : *Simple palliatif improvisé faute de crédits, chaos organisé* ; *Orientation obligatoire nécessaire vers la onzième année* ; *Nécessité d'un débat d'ensemble fixant l'orientation de l'Université* [23 juillet 1953] (p. 3856, 3857). — Dépose une demande d'interpellation sur la nomination rapportée d'un instituteur au hameau des Combes à Vals (Ardèche) [8 octobre 1953] (p. 4102). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), EDUCATION NATIONALE : *Motion préjudicielle de M. Billères tendant au renvoi à la Commission pour demander le dépôt de lettres rectificatives* [8 décembre 1953] (p. 6269, 6270) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour l'éducation nationale ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer l'article ouvrant 51.370 millions de crédits (Insuffisance des traitements du corps enseignant)* [29 décembre 1953] (p. 6988, 6989) ; Art. 2 : *Amendement de M. Rincent tendant à laisser 225 instituteurs affectés à l'enseignement agricole* (p. 6993) ; — d'une proposition de loi relative à la situation des élèves des écoles normales supérieures : *Discussion générale (Historique des revendications des élèves normaliens récla-*

mant un traitement et non plus une bourse) [31 décembre 1953] (p. 7073) ; Art. 1^{er} : *Demande de renvoi à la Commission des finances du texte accordant un traitement aux élèves normaliens, présentée par le Gouvernement* (p. 7075) ; *Son amendement relatif aux recettes compensatrices du projet* (p. 7093) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi concernant le bureau universitaire de statistique et de documentation scolaire et professionnelle : *Discussion générale (Nécessité de grouper l'orientation scolaire et l'orientation professionnelle)* [9 février 1954] ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Coordination entre le bureau universitaire de statistique et le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale)* [4 mars 1954] (p. 651) ; Art. 2 : *Son amendement (Le B.U.S. n'est pas un organisme d'orientation professionnelle ou de placement)* (p. 651, 652) ; Art. 3 : *Amendement de M. Simonnet (Suppression des parlementaires parmi les membres du conseil d'administration du B.U.S.)* (p. 652, 653) ; *Ses explications de vote (Problème de l'orientation)* (p. 653, 654) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, EDUCATION NATIONALE : *Sa demande de disjonction des chapitres concernant les traitements du personnel* [31 mars 1954] (p. 1540, 1543) ; *Son rappel au règlement (Mise aux voix de sa demande de disjonction)* (p. 1542) ; Etat A, Chap. 34-24 : *Son amendement (Frais de voyage des étudiants enseignants)* [1^{er} avril 1954] (p. 1568) ; *le retire* (p. 1569) ; Chap. 34-91 : *Son amendement (Menace de fermeture du centre d'apprentissage faute de locaux)* (p. 1576) ; Chap. 43-31 : *Demande de disjonction de M. Rincent (Œuvres complémentaires de l'école, patronages, cantines)* (p. 1617) ; Chap. 42-32 : *Sa demande de disjonction (bourses de trousseau aux enfants inadaptés, enfants de marinières)* (p. 1620) ; Chap. 43-91 : *Attribution de bourses aux élèves de cours complémentaires* (p. 1622) ; Chap. 46-91 : *Sa demande de disjonction (Entr'aide aux artistes et aux travailleurs intellectuels)* (p. 1623) ; *le retire* (ibid.) ; *Article additionnel de M. Bouzom (Octroi du tarif postal préférentiel aux journaux scolaires)* (p. 1644) ; *Article additionnel de M. de Baudry d'Asson (Groupement des écoles de moins de quinze élèves)* (p. 1646) ; *Son article additionnel (Situation des instituteurs exerçant au Ministère de l'Education nationale les fonctions de rédacteurs)* (p. 1654) ; Chap. 34-51 : *Statut du personnel de l'orientation professionnelle* (p. 1674,

1675); Chap. 46-41 : *Ses amendements (Institut d'orientation professionnelle de la rue Gay-Lussac)* (p. 1675); *les retire* (p. 1676); Chap. 36-42 : *Son amendement et la demande de disjonction de M. Cartier (Nationalisation des collèges techniques)* (p. 1677); *le retire* (p. 1677); Chap. 36-46 : *Son amendement (Brevet professionnel de couture)* (p. 1678); *le retire* (ibid.); Chap. 43-41 : *Bourses d'apprentissage* (p. 1678); Chap. 47-51 : *Son amendement (Participation des caisses d'allocations familiales aux colonies de vacances)* (p. 1682); *le retire* (ibid.); Chap. 34-71 et 35-71 : *Pourcentage de décoration dans les bâtiments d'Etat* (p. 1687, 1689); Chap. 66-70 : *Subventions aux salles de spectacles (Sa demande de disjonction)* (p. 1697); *le retire* (ibid.); Chap. 43-41 : *Son amendement (Augmentation des crédits pour les bourses)* (p. 1698); *le retire* (p. 1699); Chap. 43-32 : *Son amendement (Bourses de trousseaux des enfants de marinières)* (p. 1699); *le retire* (ibid.); Chap. 31-34 : *Notation du personnel dans le département de Meurthe-et-Moselle, les activités post-scolaires* (p. 1711); Chap. 31-61 : *Demande de disjonction de M. Deixonne (Situation des agents de bibliothèque)* (p. 1716, 1717); Chap. 31-91 : *Amendement de M. Deixonne (Création de postes d'auxiliaires temporaires gérant l'allocation scolaire)* (p. 1717, 1718); Chap. 31-96 : *Son amendement (Réparation du déclassement de la fonction enseignante selon les conclusions de la commission Detton)* (p. 1720 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les attributions du Ministre de l'Éducation nationale [13 mai 1954] (p. 2368). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier : *Article additionnel de Mme Rabaté (Imposition des aveugles et grands infirmes travaillant à domicile)* [29 juin 1954] (p. 3146); — d'une proposition de loi relative à la titularisation d'assistants et d'assistantes sociales : *Discussion générale (Application rapide de cette mesure par des textes réglementaires)* [7 juillet 1954] (p. 3272, 3273); Art. 1^{er} : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Simonnet (Transformation par décret et en un an des postes d'assistants de service social en emplois permanents)* (p. 3274); *Son amendement (Titularisation comme assistantes sociales d'agents ayant occupé un autre poste avec un autre titre; Cas des instituteurs détachés)* (p. 3274); Art. 3 : *Son amendement (Détermination des modalités d'application*

de la loi après consultation des ministres intéressés) (p. 3276); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative à l'enseignement professionnel agricole [16 novembre 1954] (p. 5054, 5055). — Dépose une demande d'interpellation sur les dispositions du décret n° 53-1186 tendant à priver les aveugles et grands infirmes ne relevant pas de la sécurité sociale de certains avantages [24 novembre 1954] (p. 5356). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Allocation aux aveugles et grands infirmes civils* [1^{er} décembre 1954] (p. 5649, 5650); Chap. 43-12 : *Durée des bourses attribuées aux élèves infirmières* (p. 5674); Chap. 46-29 : *Attribution de l'allocation de la loi Cordonnier* [2 décembre 1954] (p. 5700, 5701); Chap. 46-31 : *Aide sociale aux infirmes aveugles et grands infirmes* (p. 5709, 5711); Chap. 47-21 : *Amendement indicatif de M. Lacaze (Maisons familiales de vacances)* (p. 5799); *Son article additionnel (Taux de la majoration accordée aux grands infirmes ayant besoin de l'aide constante d'une tierce personne)* (p. 5810); *le retire* (p. 5812); *Ses explications de vote* (p. 5814). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, une question relative au statut du personnel des centres d'orientation professionnelle [3 décembre 1954] (p. 5744). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955 : *Défense de M. Billères* [12 décembre 1954] (p. 6176); Etat A, Chap. 31-01 : *Situation des jeunes instituteurs, remboursement des frais occasionnés par les journées pédagogiques obligatoires* (p. 6180); Chap. 31-32 : *Son amendement indicatif (Situation des économistes d'écoles normales)* (p. 6207, 6208); Chap. 31-35 : *Son amendement indicatif (Audi-trices libres des écoles normales et auxiliaires utilisés en temps de guerre dans les départements envahis)* (p. 6209, 6210); *Création de classes de perfectionnement, école de Garches pour les enfants relevant de poliomyélite* (p. 6211); Chap. 31-39 : *Ecoles nationales d'enfants de marinières; Ecole départementale de Lille, bourses* (p. 6212); Chap. 31-91 : *Indemnité résidentielle, son amendement indicatif (Réforme du régime des retraites civiles et militaires; Postes déshérités)* (p. 6215); Chap. 31-92 : *Son amendement indicatif (Reclassement des secrétaires d'inspections*

d'académies) (p. 6215); *Prime de transport au personnel enseignant des grandes villes* (p. 6215, 6216); Chap. 34-31 : *Indemnités de déménagement du personnel enseignant* [13 décembre 1954] (p. 6225); Chap. 34-34 : *Entretien des élèves instituteurs en cours de scolarité, demande de disjonction de M. Rinceat* (p. 6226); Chap. 43-31 : *Amendement indicatif de Mme Vaillant-Couturier (Subventions dérisoires accordées aux œuvres scolaires de l'enseignement public, cantines scolaires)* (p. 6234); Chap. 43-32 : *Son amendement indicatif (Réorganisation des écoles et bourses pour les enfants de marins)* (p. 6235); Chap. 43-72 : *Amendement indicatif de M. Nisse (Pourcentage des crédits de construction affectés aux commandes artistiques)* (p. 6236); Chap. 43-73 : *Son amendement indicatif (Subventions aux associations symphoniques)* (p. 6237); *le retire* (p. 6238); Etat B, Chap. 56-80 : *Restauration de l'hospice Comtesse à Lille* (p. 6249, 6250); Chap. 66-13 : *Subventions d'équipement aux universités (Cité Nord prévue à Lille)* (p. 6253); *Développement de l'éducation physique, réforme de l'enseignement et formation d'ouvriers qualifiés, orientation professionnelle* (p. 6270); Etat A, Chap. 34-42 : *Utilisation de leur voiture personnelle par les inspecteurs d'orientation professionnelle* (p. 6275); Chap. 34-51 : *Su demande de disjonction (Durée des stages de formation de moniteurs de colonies de vacances)* (p. 6275); *la retire* (ibid.); Chap. 36-43 : *Subvention à l'établissement de formation professionnelle de l'industrie aéronautique* (p. 6280); Etat B, Chap. 56-45 : *Su demande de disjonction (Equipement de l'enseignement technique afin d'assurer la prochaine rentrée)* [14 décembre 1954] (p. 6297); *la retire* (p. 6298); Chap. 66-50 : *Maison des étudiants à Lille* (p. 6301); Etat A, Chap. 31-95 : *Son amendement indicatif (Titularisation du personnel de l'hygiène scolaire)* (p. 6318); *la retire* (ibid.); Chap. 31-44 : *Situation des directeurs de centres d'apprentissage* (p. 6325); Chap. 31-45 : *Demande de disjonction de M. Boutavant (Indemnité des directeurs de centres d'apprentissage)* (p. 6326); Chap. 36-45 : *Son amendement (Promotion ouvrière)* (p. 6327); Chap. 47-51 : *Camps et colonies de vacances* (p. 6327, 6328); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Viatte (Blocage de 20 0/0 des crédits jusqu'au dépôt d'un projet de loi portant réforme de l'enseignement)* (p. 6329); Etat B,

Chap. 66-50 : *Subventions d'équipement pour l'éducation physique et les sports* (p. 6337). — Est nommée *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1955] (p. 42). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrêt de la vie municipale à Lille [21 janvier 1955] (p. 94). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 19 : *Amendement de M. Minjoz (Dépôts dans les caisses d'épargne)* [28 janvier 1955] (p. 421, 422); Art. 24 *quater* : *Oppose la question préalable (Distributions de lait)* (p. 424, 425); *Amendement de M. Doutrillot (Non-extension de la loi Barangé aux moins de six ans)* (p. 437, 438); *Son amendement (Lait, âge limite par décret)* (p. 439); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-21 : *Son amendement (Collèges et lycées)* [31 janvier 1955] (p. 517); *le retire* (ibid.); Chap. 31-91 : *Elèves-maîtres et indemnité de résidence* (p. 532). — Pose au Ministre du Logement et de la Reconstruction, une question relative à l'attribution de la prime à la construction [4 février 1955] (p. 709, 710). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *L'Humanité du 12 mars 1952* [18 février 1955] (p. 817, 818). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrêt de la vie municipale à Lille [1^{er} mars 1955] (p. 902); est entendue sur la fixation de la date de discussion : *Conduite du maire, M. Guiffe* [17 mars 1955] (p. 1581, 1582). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la titularisation d'assistants et d'assistantes de service social : *Discussion générale (Assistants d'hygiène scolaire)* [30 mars 1955] (p. 2126). — Est entendue sur la demande de fixation immédiate de la date de discussion de l'interpellation de Mme Galicier sur les salaires féminins : *Le droit à la vie de la femme seule* [24 mars 1955] (p. 1907, 1908). — Pose au Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, une question relative aux majorations d'ancienneté accordées aux fonctionnaires anciens combattants [13 mai 1955] (p. 2754). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'allocation aux aveugles et grands infirmes, en qualité de *Rapporteur* [11 juillet 1955] (p. 3791 à 3794); — d'une proposition de loi relative au service de santé scolaire et universitaire [26 juillet 1955]

(p. 4273); — de propositions de loi relatives aux bouilleurs de cru : *Son contre-projet (Abrogation du privilège des bouilleurs de cru)* [28 octobre 1955] (p. 5352); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative aux allocations de vieillesse : *Son rappel au règlement* [15 novembre 1955] (p. 5676); — en deuxième lecture, d'une proposition relative à l'allocation aux grands infirmes, en qualité de *Rapporteur* [17 novembre 1955] (p. 5807); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Personnel de l'orientation professionnelle* [22 novembre 1955] (p. 5918, 5919).

LENORMAND (M. André), *Député du Calvados (C.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé Secrétaire de la Commission des boissons [19 juillet 1951] (**F. n° 7**); Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission de la Reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la presse [7 août 1951] (**F. n° 18**); de la Commission des Territoires d'outre-mer [16 février 1952] (**F. n° 106**).

Dépôts :

Le 21 août 1951, une proposition de loi tendant à fixer le prix des loyers des immeubles d'Etat mis à la disposition des sinistrés au titre de leurs dommages de guerre, **n° 747**. — Le 4 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les mesures nécessaires pour : 1° faire attribuer les matières premières réclamées par les chantiers navals de Blainville et les ateliers métalliques de construction de Colombelles; 2° faire remettre en activité l'usine textile Henrion de Lisieux, **n° 1815**. — Le 11 mars 1952 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à enrayer l'épizootie de fièvre aphteuse qui sévit en de nombreux départe-

tements, **n° 2900**. — Le 10 juin 1952, une proposition de loi tendant à annuler le décret n° 52-461 du 28 avril 1952 portant réduction ou blocage de 85 milliards de crédits sur les dépenses de réparation des dommages de guerre et de construction pour l'exercice 1952, **n° 3606**. — Le 4 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à débloquer les 33 milliards encore bloqués sur le budget de la construction pour l'année 1952; 2° à prendre les mesures nécessaires pour l'application des articles 4 et 17 de la loi du 3 janvier 1952 relative aux dommages de guerre; 3° à soumettre au Parlement les dispositions prévues dans l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946, **n° 4592**. — Le 6 octobre 1953 une proposition de loi tendant à abroger l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953, instituant un droit de licence pour l'attribution de l'allocation en franchise de 1.000 degrés d'alcool aux bouilleurs de cru, **n° 6780 (rectifié)**. Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret n° 53-839 du 17 septembre 1953 portant annulation de crédits au titre du Ministère de la reconstruction et de l'Urbanisme, **n° 6797**. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant : 1° à abroger les décrets n° 53-400 du 11 mai, n° 53-443 du 18 mai et 53-839 du 17 septembre 1953 bloquant et annulant une somme globale de 3.900 millions sur les crédits affectés à la Caisse autonome de la reconstruction; 2° à abroger le décret n° 53-429 du 12 mai 1953 supprimant des autorisations de programme et des crédits de paiement, **n° 6798**. — Le 11 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre, de toute urgence, les mesures nécessaires pour empêcher la fermeture des chantiers navals de Blainville-sur-Orne (Calvados) et pour assurer le plein emploi du personnel de cette entreprise, **n° 7448**. — Le 8 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les mesures nécessaires pour rendre applicable au département du Calvados la loi du 10 juillet 1952 portant création d'une allocation vieillesse agricole, **n° 8315**. — Le 12 août 1954, un avis au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur le projet de loi (n° 8103 rectifié) relatif à l'aménagement de la Durance, **n° 9167**. — Le 5 mai 1955, une proposition de

loi tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies de vacances, n° 10672.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1952 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (titularisation de fonctionnaires)* [13 novembre 1951] (p. 7967, 7968) ; *Amendement de M. Brault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (situation des auxiliaires)* (p. 7968) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (titularisation de personnel)* [14 novembre 1951] (p. 8001, 8002) ; AGRICULTURE, Chap. 3270 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (pertes de récoltes en Normandie du fait des intempéries)* [21 novembre 1951] (p. 8278) ; *le retire* (ibid.) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 5000 : *Amendement de M. Gravoille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (indemnité aux réfugiés sinistrés)* [27 novembre 1951] (p. 8554, 8555) ; Chap. 701 : *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations d'attente (ascendants de victimes de guerre économiquement faibles)* [13 décembre 1951] (p. 9139) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : *Motion de M. Garet tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* [22 décembre 1951] (p. 9650, 9651) ; *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat en attendant de nouvelles propositions du Gouvernement* [23 décembre 1951] (p. 9727, 9728) ; Etat A, Chap. 9550 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le centre régulateur des dommages de guerre* (p. 9740, 9741) ; *le retire* (ibid.) ; Etat B, art. 2 : *Son rappel au règlement (recevabilité de l'amendement Guignen)* [24 décembre 1951] (p. 9785) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les associations syndicales de reconstruction (travaux de réparations sommaires)* (p. 9790) ; Article additionnel : *Son amendement relatif à la reconstitution des biens mobiliers des collectivités publiques locales* (p. 9793) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à émettre 20 milliards*

d'emprunt au profit des sinistrés (p. 9794) ; Art. 10 : *Amendement de M. Gautier tendant à réduire le taux d'intérêt des prêts de l'Etat aux H.L.M.* (p. 9804) ; Article additionnel : *Amendement de M. Gautier relatif au prix du loyer des immeubles ayant subi des réparations* (p. 9808) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 29 : *Amendement de M. Coste-Floret tendant à disjoindre l'article permettant encore de nouvelles déclarations de dommages* [3 janvier 1952] (p. 42) ; *ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 44). — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : Art. 6 : *Demande de prise en considération de l'article prévoyant 110 milliards d'économies sur les budgets de la reconstruction et des investissements, présentée par M. Triboulet* [2 avril 1952] (p. 1770, 1771) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 . RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Sa motion préjudicielle tendant à demander au Gouvernement plus de crédits qu'en 1952 pour la reconstruction* [15 novembre 1952] (p. 5178, 5179) ; Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'administration centrale, sauf les crédits pour le traitement du Ministre (insuffisance des crédits de la reconstruction)* (p. 5184) ; — d'une proposition de résolution relative aux crédits de la reconstruction et des dommages de guerre : *Discussion générale (ses observations sur le déblocage des 33 milliards de crédits restés bloqués sur l'exercice 1952)* [21 novembre 1952] (p. 5400) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements : *Discussion générale (ses observations sur le nombre insuffisant de logements construits, la lutte contre les taudis dans les villes industrielles)* [18 décembre 1952] (p. 6571, 6572) ; *Sa motion préjudicielle tendant à exiger que la reconstruction soit achevée en 1960* (p. 6590, 6591) ; Art. 3 bis : *Dépôt par le Gouvernement d'un plan de financement de la reconstruction* [21 décembre 1952] (p. 6957). — Du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 2 : *Amendement de M. Cristofol tendant à réduire de 1 0/0 le taux d'intérêt pour les prêts de l'Etat aux H.L.M.* [23 janvier 1953] (p. 202) ; Art. 3 : *Sa motion préjudicielle demandant 500 milliards pour la caisse autonome de la reconstruction* (p. 204, 205) ; *Amendement de Mlle Marzin tendant à permettre aux communes de lancer des emprunts pour la construction de logements* (p. 207) ; Art. 7 : *Amendement de*

Mlle Marzin demandant le dépôt d'un programme quinquennal d'H.L.M. avant le 1^{er} mars (p. 211); Etat F : Amendement de M. Gravoille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour protester contre les majorations de loyers en cas de travaux effectués sur des immeubles sinistrés (p. 222, 223); Amendement de M. Gravoille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour demander l'indemnisation des travaux de mise en condition d'habitabilité de locaux partiellement endommagés (p. 223); Amendement de M. Pierrard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des baraquements provisoires (p. 223); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer l'alinéa relatif à l'extension du droit d'expropriation sur les terrains destinés à la construction [5 février 1953] (p. 936); Art. 7 bis : Utilisation des terrains de l'ancienne zone fortifiée de Paris (p. 952); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 4622 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (pensions égales à taux égal pour les militaires et les civils) [24 janvier 1953] (p. 260); le retire (ibid.). — Pose à M. le Ministre des postes, télégraphes et téléphones une question relative aux dommages mobiliers subis par certains réfugiés [27 février 1953] (p. 1451). — Prend part à la discussion: du projet de loi tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction; Art. 1^{er} : Ses observations sur le caractère illusoire de ces mesures [17 mars 1953] (p. 1984, 1985); Son sous-amendement en faveur des collectivités locales et des offices publics d'H.L.M. (p. 1989, 1992); Amendement de M. Midol tendant à accorder un droit de priorité aux sinistrés totaux possesseurs d'un seul immeuble (p. 1992); — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré; Art. 1^{er} : Son amendement relatif aux sociétés anonymes ayant obtenu la garantie d'une collectivité locale [17 mars 1953] (p. 1998); Art. 2 : Son amendement tendant à la suppression de l'article en vue d'éviter l'extension de ces constructions d'H.L.M. destinées à la vente [18 mars 1953] (p. 2026); Art. 5 : Son amendement relatif à la garantie départementale aux emprunts contractés par les sociétés anonymes d'H.L.M. (p. 2027); Art. 7 : Ses amendements relatifs aux

offices publics et sociétés coopératives d'H.L.M. (p. 2027 et suivantes); Article additionnel : Son amendement tendant à préserver les locataires actuels des H.L.M. contre les dangers d'expulsion (p. 2029, 2030); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. A : Reprend l'amendement de M. Halbout tendant à supprimer le troisième alinéa n'appliquant qu'à partir du 1^{er} janvier 1954 la disposition autorisant à contracter une assurance-vie à primes annuelles [28 mars 1953] (p. 2558); — du projet de loi instituant l'épargne-construction; Article additionnel : Son amendement tendant à dispenser de charges fiscales les opérations de construction à but désintéressé [20 mars 1953] (p. 2103); — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques; Art. 2 : Son amendement tendant à ne pas accorder la garantie de l'Etat à des sociétés d'économie mixte [21 mars 1953] (p. 2178); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : Avantages particuliers pour la construction de logements économiques (aide aux associations de castors) [28 mars 1953] (p. 2563, 2564); — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement par zones; Art. 3 : Son amendement tendant à écarter les personnes morales de la loi [27 mars 1953] (p. 2500); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 2512); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : Droit d'expropriation reconnu à certaines collectivités publiques; Son amendement tendant à reprendre le texte voté par le Conseil de la République écartant toute expropriation sur plans d'aménagement par zones (ces plans tendant à décentraliser l'industrie en France et à diminuer la combativité des travailleurs de la région parisienne) [24 juillet 1953] (p. 3304); — du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier; Art. 6 : Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955 de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense; Son amendement tendant à exclure de l'application les prêts et crédits de construction, de reconstruction et d'indemnisation des dommages de guerre [7 juillet 1953] (p. 3320, 3321); Art. 7 bis : Licence des bouilleurs de cru; Sa demande de disjonction (taxe injuste et inefficace, frappant seulement les petits bouilleurs) (p. 3328); — Est entendu sur un rappel au règlement de M. Lussy : Demande de convocation formulée

par 213 Députés; *Proteste contre le fait que sa signature ait été contestée par le Bureau* [6 octobre 1953] (p. 4012); — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août : *récents exemples de fermetures d'usines ou chantiers nationalisés, au profit, souvent, d'entreprises privées, conséquence indirecte de la politique atlantique; politique inverse à suivre* [8 octobre 1953] (p. 4127, 4128); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), RECONSTRUCTION ET LOGEMENT : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative affectant 500 milliards à la Caisse autonome de la reconstruction* [30 novembre 1953] (p. 5692 et suivantes); Art. 3 : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat tant que les crédits affectés à la Caisse autonome de la reconstruction ne seront pas égaux à ceux de 1953* [1^{er} décembre 1953] (p. 5752); Art. 12 : *Amendement de M. Ballanger tendant à prévoir 100 milliards pour les H.L.M. et 20 milliards pour le relogement des locataires de locaux insalubres* (p. 5794); Article additionnel : *Son amendement tendant à abroger le décret majorant les loyers des H.L.M.* (p. 5796, 5797); Art. 13 : *Amendement de M. Coudray tendant à étendre les primes à la construction aux logements de fonction édifiés par les établissements publics et collectivités locales* (p. 5802); Article additionnel : *Amendement de M. Midol tendant à autoriser les groupements de sinistrés à lancer un emprunt de 20 milliards* [2 décembre 1953] (p. 5877); *Son amendement tendant à autoriser la Caisse autonome de la reconstruction à émettre un emprunt* (p. 5877); Art. 12 : *Son amendement tendant à destiner les constructions à la location et non à la vente* (p. 5880); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour empêcher la fermeture des chantiers navals de Blainville-sur-Orne et de la cartoucherie de Lebissey [9 janvier 1954] (p. 102). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-32 : *Son amendement (La menace de fermeture de l'atelier de fabrication de Caen, le transfert de ses biens aux Sociétés Pompey et Uframec, sa reconversion en production civile)* [19 mars 1954] (p. 1075, 1076); SECTION COMMUNE : *Son*

article additionnel (Ouverture d'un secteur de fabrication civile dans les établissements et arsenaux de l'Etat), le retire (p. 1125); — du projet de loi relatif à la réforme fiscale; Art. 6 : *Son amendement (Taux de la réfection concernant les travaux immobiliers)* [26 mars 1954] (p. 1339); — d'une proposition de loi relative aux locaux commerciaux, industriels ou artisanaux détruits par faits de guerre : *Discussion générale (Indemnisation des commerçants locataires sinistrés qui ont perdu leur droit au bail)* [30 juin 1954] (p. 3188); Art. 2 : *Impossibilité d'appliquer l'article premier de la loi de finances à cet article* (p. 3191); *Préjudice subi par des commerçants du fait de l'impossibilité où ils se trouvent de se réinstaller* (p. 3192); — d'une proposition de loi relative à la liquidation et au règlement des dommages de guerre mobiliers : *Son contre-projet (Abrogation du décret du 9 août 1953 fixant les modalités de liquidation et de règlement des dommages de guerre mobiliers, principe de la réparation intégrale)* [4 août 1954] (p. 3840, 3841); *Ses explications de vote (Classement des sinistrés par catégories)* (p. 3844); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance, en qualité de *Rapporteur pour avis : Cas des habitants des villages noyés à la suite de la construction du barrage de Serre-Ponçon* [13 août 1954] (p. 4220, 4221); — d'une proposition de loi relative aux loyers des habitations à loyer modéré : *Son contre-projet (Abrogation des articles 13 à 20 du décret du 9 août 1953, fixation des loyers conformément aux dispositions de la loi du 3 septembre 1947)* [4 novembre 1954] (p. 4752); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Respect des libertés communales* [22 novembre 1954] (p. 5255, 5256); Chap. 37-31 : *Son amendement indicatif (Revalorisation des pensions des sapeurs-pompiers blessés dans l'exercice de leur fonction)* [23 novembre 1954] (p. 5299); *le retire* (ibid.); Chap. 41-31 : *Sa demande de disjonction (Insuffisance des crédits concernant l'équipement des services d'incendie et de secours)* (p. 5300, 5301); Etat B, Chap. 63-50 : *Subventions d'équipement pour la voirie départementale et communale, sa demande de disjonction* (p. 5326); Chap. 65-52 : *Subventions d'équipement aux collectivités pour l'habitat urbain, sa demande de disjonction* (p. 5328); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA

SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955; Etat A, Chap. 46-29 : *Aide sociale aux personnes âgées, demande de disjonction de M. David* [2 décembre 1954] (p. 5701, 5702); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955; Etat A, Chap. 37-31 : *Délais de forclusion, dossiers des petits sinistrés* [24 janvier 1955] (p. 159); Etat D : *Demande de disjonction de M. Guiguen (Crédits insuffisants pour reconstruction des immeubles de toute nature, remboursements en titres, le préfinancé, crédits inemployés, cadence de la reconstruction)* (p. 180, 182); Etat D : *Sa demande tendant à réserver la 2^e ligne du paragraphe premier : Indemnités pour reconstruction des meubles d'usage courant familial* [26 janvier 1955] (p. 238, 239); *la transforme en demande de disjonction* (p. 244); *Sa demande de disjonction de l'ensemble de l'état D* (p. 244); Paragraphe 2 : *Sa demande de disjonction de la première ligne : Travaux de voirie et de distribution d'eau, de gaz et d'électricité* (p. 246); 4^e ligne : *Sinistrés des baraquements semi-définitifs* (p. 247); Art. 12 : *Prêts aux organismes d'H. L. M.* (p. 253, 254); *Sa demande de disjonction de l'article : Autorisations de prêts à la construction* (p. 269); *Son amendement (Augmentation de crédits pour le secteur locatif)* (p. 270); *Son article additionnel (Avances aux H. L. M., leur amortissement)* (p. 276, 277); Art. 10 : *Son article additionnel (Application de la loi du 28 octobre 1946 pour les sinistrés mobiliers)* (p. 291); *Article additionnel de M. Guiguen (Modalités d'indemnisation des sinistrés mobiliers)* [27 janvier 1955] (p. 304); *Pouvoir réglementaire, interprétation de l'article 68 du règlement* (p. 305); Art. 17 : *Crédits de paiement pour la reconstruction* (p. 352); de ce projet de loi en deuxième lecture; Art. 3 : *Réparation des dommages de guerre* [25 mars 1955] (p. 1951 et suiv.); de ce projet de loi en troisième lecture; Art. 13 bis A : *Son amendement (Délai pour l'occupation de locaux construits avec l'aide de l'Etat)* [1^{er} avril 1955] (p. 2339, 2340); *le retire* (p. 2340); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955; Etat A, Chap. 46-23 : *Pensions d'invalidité des victimes civiles* [10 mars 1955] (p. 1301, 1302); — Est entendu sur la demande de fixation immédiate de discussion de l'interpellation de M. Schmitt sur la

politique de construction du Gouvernement [23 mars 1955] (p. 1871). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'état d'urgence; Art. 3 : *Son amendement (Obligation pour un nouveau Gouvernement de demander à l'Assemblée Nationale la confirmation de l'état d'urgence)* [31 mars 1955] (p. 2190); *Son amendement (Cessation de l'état d'urgence lorsque le Gouvernement est démissionnaire à la suite du vote d'une motion de censure)* (p. 2191); Art. 15 : *Son amendement (Renvoi devant les tribunaux de droit commun des crimes dont la poursuite avait été déferée aux tribunaux militaires, après la levée de l'état d'urgence)* (p. 2215); *Son amendement (Expiration des dispositions de cette loi)* (p. 2216); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers; Art. 1^{er} : *Son amendement (Subvention aux bureaux d'aide sociale pour faciliter la distribution de viande et de lait aux économiquement faibles et aux cantines scolaires)* [1^{er} avril 1955] (p. 2349); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *La construction* [25 mai 1955] (p. 3024, 3025). — Dépose une demande d'interpellation sur l'inapplication, par la Société métallurgique de Normandie, de la législation relative à la sécurité du travail [27 mai 1955] (p. 3098). — Prend part à la discussion : du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie; Art. 3 : *Son amendement (Conditions d'assignation à résidence)* [29 juillet 1955] (p. 4535); — d'une proposition de résolution relative aux traitements et soldes des personnels de l'Etat, en qualité de Rapporteur suppléant : *Application au 1^{er} octobre 1955 de l'ensemble des dispositions du décret du 30 juin* [15 novembre 1955] (p. 5673); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel communal; Art. 1^{er} : *Son amendement (Dispense de stage pour les agents ayant occupé un emploi similaire)* [17 novembre 1951] (p. 5813); *Amendement de M. Ballanger (Pour les agents recrutés dans les emplois supérieurs)* (p. 5813); *Amendement de M. Ballanger (Echelles de traitements, tableau des effectifs)* (p. 5814); *Difficultés des communes* (p. 5814, 5815); *Son amendement (Fixation des échelles de traitement, effectif des personnels communaux)* [24 novembre 1955] (p. 5980, 5981); *Son amendement (Limitation des emplois)* (p. 5981); *Son amendement (Carrière*

des agents malades) (p. 5981); *Son amendement (Titularisation des personnels en fonction dans un emploi permanent à temps complet)* (p. 5983); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5988); Art. 6 : *Son amendement (Reconstitution de carrière des agents titularisés antérieurement à 1952)* (p. 5988, 5989); *Son amendement (Date d'application des présentes dispositions)* (p. 5989); *Son article additionnel (Reconstitution de carrière pour les personnes appelées à remplir des fonctions électives)* (p. 5989); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Non-emploi des crédits affectés à la construction d'H. L. M.* [23 novembre 1955] (p. 5947, 5948).

NATIONALE

LENORMAND (M. Maurice), *Député de la Nouvelle-Calédonie (I.O.M.)*.

Son élection est validée [10 août 1951] (p. 6308). = Est nommé Secrétaire : de la Commission des affaires économiques [9 février 1954] (**F. n° 343**); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles du règlement et des pétitions [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [11 décembre 1951] (**F. n° 69**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des affaires économiques [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'intérieur [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**).

Dépôts

Le 5 février 1952, une proposition de loi relative à la composition et à la formation du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, **n° 2491**. — Le 10 avril 1952, une proposition de loi tendant à assurer la sauvegarde de la production du coprah, des palmistes et des corps gras dérivés de ces produits, dans les territoires d'outre-mer, **n° 3298**. — Le 17 juillet 1953, une proposition de loi relative à la formation, à la composition, à l'organisation et aux attributions des organes d'inté-

rêt économique de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (Chambre de commerce et d'industrie, Chambre des travaux et communications, Chambre d'agriculture et d'alimentation), **n° 6548**. — Le 22 juillet 1953, une proposition de loi relative au statut des collectivités locales du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, **n° 6603**. — Le 21 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les modalités restrictives d'application à la Nouvelle-Calédonie et dépendances du Code de la nationalité française, **n° 8931**. — Le 28 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 51-586 du 23 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, **n° 10527**. — Le 29 mars 1955, une proposition de loi tendant à appliquer en Nouvelle-Calédonie et dépendances les dispositions du titre II du Code de la santé publique, **n° 10538**. — Le 1^{er} avril 1955, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions réglementaires concernant les accidents du travail et les risques professionnels en Nouvelle-Calédonie et dépendances, **n° 10603**. — Le 6 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour la création d'une nouvelle ville en Nouvelle-Calédonie au lieu-dit : Port de Népoui, **n° 11504**.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité d'un secours aux écoles libres, l'enseignement dans les territoires d'outre-mer)* [6 septembre 1951] (p. 7002, 7003, 7004); — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [22 novembre 1951] (p. 8340, 8341, 8342); — du projet de loi relatif à la composition et à la formation du Conseil général de Nouvelle-Calédonie; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à attribuer deux sièges de plus à la circonscription de la côte Est* [30 novembre 1951] (p. 8690 et suiv.); Art. 6 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à admettre dans la Commission de recensement des électeurs un représentant de chaque parti politique* (p. 8695); Article additionnel : *Son*

amendement tendant à prévoir l'établissement d'un état civil à la Nouvelle-Calédonie (p. 8695); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8697, 8698); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er}: *Son amendement relatif aux limites des circonscriptions (Circonscriptions des tribus)* [25 janvier 1952] (p. 398); Art. 8 bis: *Etablissement d'un état civil à la Nouvelle-Calédonie* (p. 399); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ségrégation raciale en Nouvelle-Calédonie)* (p. 400); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier: *Discussion générale (Ses observations sur l'ouverture de l'Union française à l'industrie allemande)* [7 décembre 1951] (p. 8965, 8966); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand: *Nouvel ordre du jour de synthèse de M. de Beaumont (Troupes de l'Union française)* [16 février 1952] (p. 739); — d'une proposition de loi relative à la composition et à la formation de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie; Art. 1^{er}: *Amendement de M. Laforest tendant à maintenir à 21 le nombre des délégués et à ne pas modifier les circonscriptions* [26 février 1952] (p. 944); Art. 5: *Amendement de M. Laforest relatif aux conditions d'éligibilité* (p. 949); Art. 11: *Amendement de M. Laforest tendant à faire expirer au jour des élections les pouvoirs de la précédente Assemblée* (p. 951); *Sous-amendement tendant à faire les élections avant le 1^{er} mai 1952* (p. 951); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 3191: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités résidentielles (Indemnités des fonctionnaires en Nouvelle-Calédonie)* [8 novembre 1952] (p. 4932); Chap. 4191: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux budgets locaux (Situation tragique des îles Wallis)* (p. 4948); le retire (ibid.); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 3561: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bases aériennes (Aérodrome de Tontouta en Nouvelle-Calédonie)* [15 novembre 1952] (p. 5265); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [22 novembre

1952] (p. 5554); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953: *Discussion générale (Ses observations sur le problème fiscal à résoudre, le déficit grandissant de la balance commerciale, les importations inutiles d'endives belges, les difficultés des producteurs des territoires d'outre-mer, notamment des producteurs d'oléagineux)* [18 décembre 1952] (p. 6573 et suiv.). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie): *Ses observations sur l'autonomie financière des Assemblées territoriales et l'intégration économique des territoires d'outre-mer (Plan quadriennal et structures politiques nouvelles)* [18 juin 1953] (p. 3087, 3088). — Prend part à la discussion: en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat R, Chap. 68-20: *Son amendement indicatif (Iles Wallis et Futuna; cinquantenaire du condominium franco-britannique sur les Nouvelles-Hébrides)* [3 mars 1955] (p. 1001, 1002); le retire (p. 1002); Art. 2 bis: *Son amendement (Iles Wallis et Futuna)* (p. 1003); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale: *Plan d'équipement des territoires d'outre-mer et rayon d'action du Bureau d'organisation des zones industrielles* [29 mars 1955] (p. 2055); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances et des Affaires économiques pour 1955, I. CHARGES COMMUNES; Art. 43: *Son amendement tendant à supprimer cet article (Pouvoirs financiers du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie)* [4^{er} avril 1955] (p. 2334); *Son amendement (Taxes locales sur le nickel calédonien)* (p. 2335). — S'excuse de son absence [5 juillet 1951] (p. 5863). = Obtient un congé [5 juillet 1951] (p. 5863).

LÉOTARD (M. Pierre de), Député de la Seine
[2^e circonscription] (app. R.R.S.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 5998). = Est nommé Secrétaire de la Commission de l'Éducation Nationale [23 janvier 1953] (**F. n° 218**); [9 février 1954] (**F. n° 343**); Est nommé membre: de la Commission de l'Éducation Nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la presse

[17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires, [27 mai 1952] (**F. n° 138**) [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission de l'Education nationale pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité consultatif à la réunion des théâtres lyriques nationaux [16 février 1952] (**F. n° 105**).

Dépôts :

Le 28 août 1951, un avis présenté au nom de la Commission de l'Education nationale sur le projet de loi (n° 755) portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Education nationale), **n° 878**. — Le 19 septembre 1951, un avis au nom de la commission de l'Education nationale sur l'avis (n° 1077) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 755) adopté par l'Assemblée Nationale portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Education nationale), **n° 1149**. — Le 7 janvier 1952, une proposition de loi tendant à normaliser le paiement des fonds de commerce sinistrés, **n° 2375**. — Le 12 février 1952, une proposition de loi tendant à mettre à la charge des instigateurs de manifestations interdites et de grèves à caractère politique, les dépenses subies par le Trésor public, par les collectivités locales et par les personnes physiques ou morales, **n° 2629**. — Le 16 février 1952 une proposition de loi tendant à sanctionner les trop longues absences et les « impossibilités de siéger » des parlementaires, **n° 2698**. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à faire vérifier par les bureaux des Assemblées prévues par la Constitution, l'identité des membres de ces Assemblées, **n° 2705**. — Le 25 mars 1952, une proposition de loi tendant à abroger la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, **n° 3053**. — Le 1^{er} juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1530 du 29 septembre 1948 réglementant l'intervention des fonctionnaires des Ponts et chaussées dans les affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes, **n° 3912**. — Le 10 juillet 1952 une proposition

de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour garantir aux entreprises les facilités de crédit conditionnant leur bon fonctionnement, **n° 4114**. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des membres de l'Assemblée Nationale, **n° 4182**. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier les articles 361 à 364 et 400 du Code pénal relatifs au faux témoignage et au chantage, **n° 4183**. — Le 11 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer le grade de directeur d'école publique, **n° 4184**. — Le 6 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour améliorer le régime de l'aide à l'exportation, **n° 5529**. — Le 27 mai 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 5148) concernant M. Cristofol, **n° 6237**. — Le 10 juin 1953, une proposition de loi relative à l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée Nationale, **n° 6284**. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 5147) concernant M. Jacques Duclos, **n° 6424**. — Le 23 juillet 1953, une proposition de loi tendant à étendre à certains locataires de fonds de commerce la législation spéciale aux baux commerciaux, **n° 6664**. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à différer le règlement de l'allocation de secrétariat attribuée aux députés, **n° 6724**. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à mettre à la charge des instigateurs et fomentateurs de grèves les préjudices causés à l'Etat, aux collectivités et aux particuliers, **n° 6738**. — Le 13 octobre 1953, une proposition de loi tendant à réprimer les commerces qui, sur la voie publique, portent préjudice à la liberté et à la tranquillité des citoyens, **n° 6861**. — Le 29 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 6450) concernant M. Defferre, **n° 7025**. — Le 12 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 37 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux, **n° 7761**. — Le 19 février 1954,

une proposition de loi tendant à compléter le décret n° 53-969 du 30 septembre 1953 relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, n° 7843. — Le 2 mars 1954, une proposition de loi tendant à mieux préciser la représentation commerciale régie par la loi du 18 juillet 1937, n° 7939. — Le 26 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renouer les négociations avec l'U.R.S.S. pour obtenir le règlement rapide et définitif de la dette russe, n° 8167. — Le 29 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 555 du Code civil relatif au régime des constructions et plantations sur le terrain d'autrui, n° 8178. — Le 1^{er} avril 1954, une proposition de loi tendant à compléter les articles 16 et 17 de la loi n° 51-519 du 9 mai 1951, modifiant la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946, notamment en ce qui concerne les élections partielles, n° 8242. — Le 13 mai 1954, une proposition de loi tendant à interdire toute révision, postérieurement au 31 décembre 1947, du montant de la valeur locative servant de base à l'établissement de la patente, n° 8461. — Le 8 juillet 1954, une proposition de loi tendant au rajustement de la dispense de cautionnement pour les artisans fiscaux dans les adjudications et marchés, n° 8846. — Le 10 décembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 11 octobre 1940 sur les cumuls d'emplois, n° 9696. — Le 15 mars 1955, une proposition de loi tendant à adapter certaines dispositions du décret n° 53-960 réglant les rapports entre bailleurs et locataires aux contrats portant concession du droit d'extraction de produits de carrière, n° 10407. — Le 25 mars 1955, une proposition de loi tendant à soumettre à une patente saisonnière les commerçants des stations thermales, climatiques et balnéaires, n° 10520. — Le 25 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les mesures prescrites par la loi du 20 avril 1932 rendant obligatoire l'indication d'origine de certains produits étrangers, n° 10521. — Le 27 mai 1955, une proposition de loi tendant à modifier la procédure du contentieux administratif devant le Conseil d'État, n° 10900. — Le 27 mai 1955, une proposition de loi tendant à rendre passible des dispositions du Code pénal, le faux témoignage devant les tribunaux administratifs, n° 10901. — Le 21 juin 1955, une

proposition de loi tendant à assurer la conservation et le contrôle des bulletins pour les élections municipales, n° 10961. — Le 20 juillet 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 30 de la loi n° 54-782 du 2 août 1954 modifiant la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, portant transfert et dévolution des biens et éléments d'actif des entreprises de presse, n° 11252. — Le 30 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les articles 9 et 18 du décret n° 55-568 du 20 mai 1955, afin de supprimer la limitation de durée des prestations en nature accordées dans le cas de maladie aux titulaires de pension ou rente de vieillesse, n° 11772.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 ; EDUCATION NATIONALE (Subventions à l'enseignement libre), en qualité de *Rapporteur pour avis* [28 août 1951] (p. 6535) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Mazier tendant à n'accorder des bourses qu'aux élèves des écoles privées qui n'auront pas trouvé de places dans les écoles publiques* [3 septembre 1951] (p. 6789) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur pour avis* [20 septembre 1951] (p. 7531, 7532) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) ; Art. 5 : *Amendement de M. Pierrard tendant à ne rien verser aux établissements fondés depuis 1940* [9 septembre 1951] (p. 7230) ; *Amendement de M. Rincent tendant à cesser l'application de la loi au 1^{er} janvier 1952* (p. 7231). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du crédit au secteur privé [6 novembre 1951] (p. 7663) ; la développe (*Ses observations sur la hausse de l'escompte de la Banque de France, les restrictions de crédits, les difficultés de trésorerie des entreprises, la modernisation de l'industrie*) [9 novembre 1951] (p. 7875 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; INDUSTRIE ET ÉNERGIE, Chap. 50-40 : *Amendement de M. Lecunnet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre nationale du cinéma (Crise du cinéma)* [21 novembre

1951] (p. 8250) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 11-10 : *Son amendement tendant à réduire de 100 millions les crédits pour le personnel des lycées et collèges (Création d'emplois nouveaux)* [19 décembre 1951] (p. 9363) ; *le retire* (p. 9367) ; Chap. 11-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Directeurs d'écoles primaires)* (p. 9396) ; *le retire* (p. 9404) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Directeurs de cours complémentaires)* (p. 9396, 9397) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Directeurs d'écoles chargés de classes)* (p. 9399, 9400). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Mauvaise organisation du travail* [19 décembre 1951] (p. 9386). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour la prise en considération du projet gouvernemental (Politique de crédit du Gouvernement)* [3 janvier 1951] (p. 67). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour rapporter conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat les décrets transférant des entreprises de presse en juin 1946 [10 avril 1952] (p. 2096) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (*Biens de presse en Algérie, leur sort depuis l'annulation du décret de transfert*) [11 avril 1952] (p. 2224, 2225). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, une question relative aux gratifications et primes des personnels des entreprises nationalisées et de la sécurité sociale [20 juin 1952] (p. 3081, 3082) ; — Prend part à la discussion de rapports sur des demandes en autorisation de poursuites : *Rejet des demandes concernant les délits de presse* [1^{er} juillet 1952] (p. 3353). — Pose à : M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, une question relative aux rémunérations dans les entreprises nationales [4 juillet 1952] (p. 3538) ; — M. le Ministre des Finances, une question relative aux dettes de l'Etat envers des particuliers [11 juillet 1952] (p. 3895). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-34 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Concentration*

scolaire dans les campagnes) [8 novembre 1952] (p. 4909) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Grade de directeur d'école)* (p. 4909, 4915, 4916) ; BEAUX-ARTS, Etat A, Chap. 34-72 : *Amendement de M. Tourtaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les commandes d'œuvres d'art (Tapisseries d'Aubusson)* (p. 4982) ; RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 10-80 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Propagande touristique)* [15 novembre 1952] (p. 5213, 5214) ; *le retire* (p. 5215). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour diminuer le train de vie de l'Etat et pour réduire le nombre des fonctionnaires [19 novembre 1952] (p. 5378). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 4, Etat D : *Amendement de M. Grenier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aide à la production cinématographique (Crise du cinéma et concurrence américaine)* [19 décembre 1952] (p. 6614). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion du projet d'aide au cinéma* [3 février 1953] (p. 842). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux renseignements relatifs au personnel d'Electricité de France et de Gaz de France [6 février 1953] (p. 1019, 1020). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique : *Discussion générale (Ses observations sur la baisse de qualité du cinéma français, l'aggravation de la fiscalité)* [19 février 1953] (p. 1166, 1167) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à réduire le taux de la taxe sur les films étrangers en version originale* (p. 1180, 1181) ; *le retire* (p. 1181) ; *Amendement de M. Grenier relatif à l'aide aux films français doublés à l'étranger* (p. 1182) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa ne prévoyant aucune publicité pour les décisions du jury de sélection* [20 février 1953] (p. 1210) ; Art. 13 : *Son amendement relatif aux étrangers résidents privilégiés en France exerçant depuis plus de cinq ans* (p. 1248) ; Art. 26 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à permettre aux exploitants ayant moins de 1.200 entrées par semaine de continuer à louer leurs films au forfait* [26 février 1953] (p. 1396) ; Art. 30 : *Son amendement tendant à financer la moder-*

nisation des studios (p. 1402); *Son amendement tendant à avantager les films dont 75 0/0 des scènes d'intérieur ont été tournées en studio* [27 février 1953] (p. 1477); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur les modifications de la loi votée, nécessaires sous peu)* (p. 1494); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 31 : *Subventions à la presse filmée; Son amendement tendant à reprendre le texte voté par le Conseil de la République maintenant les subventions jusqu'à promulgation du statut de la presse filmée* [24 juillet 1953] (p. 3896, 3897). — Est entendu pour un rappel au règlement : *Sa demande de suspension de séance jusqu'au lendemain* [18 juin 1953] (p. 3104). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative à la mévente du charbon [17 juillet 1953] (p. 3578). — Est entendu sur une demande en autorisation de poursuites (MM. Duclos, Fajon, Billoux, Guyot et Marty) : *Demande de renvoi à la commission, présentée par M. Mazuez* [22 juillet 1953] (p. 3763). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons et les conditions de la fermeture des théâtres nationaux [4 novembre 1953] (p. 4810). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique européenne : *Demande de renvoi du débat au lendemain, présentée par M. Bergasse* [24 novembre 1953] (p. 5510). — Pose : à M. le Ministre de la Reconstruction et du Logement, une question relative au plan de logement [11 décembre 1953] (p. 6483); — à M. le Ministre de l'Éducation nationale, une question relative aux grèves dans l'enseignement [12 février 1954] (p. 266); — à M. le Président du Conseil, une question relative au préjudice porté par les grèves à l'économie française [5 mars 1954] (p. 705); — à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative à la fermeture de la mine de Malvézy [26 mars 1954] (p. 1325); — à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce une question relative à la situation des industries métallurgiques de l'Ouest, du centre et du Midi [26 mars 1954] (p. 1325, 1326). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 220 : *Son amendement (Détaxation des produits agricoles et des produits de la pêche)* [29 mars 1954] (p. 1397, 1398); — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, Art. 11 : *Entreprises*

utilisatrices renonçant à leurs attributions [20 mai 1954] (p. 2537); *Son article additionnel (Exclusion des entreprises condamnées pour manœuvres électorales)* (p. 2556); *le retire* (p. 2557); *Ses explications de vote* (p. 2559); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, Art. 10 : *Son amendement (Superarbitrage confié au premier président de la cour d'appel)* [20 juillet 1954] (p. 3452, 3453). — Son rappel au règlement : *Report de sa question orale* [9 juillet 1954] (p. 3385). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, une question relative à la responsabilité ministérielle [23 juillet 1954] (p. 3570). — Proteste contre le neuvième appel d'une question par lui posée au Président du Conseil [28 janvier 1955] (p. 384). — Pose : à M. le Président du Conseil, une question relative à la composition de la majorité gouvernementale [4 février 1955] (p. 708); — à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question relative aux règles d'attribution du fonds de la taxe d'encouragement à la production textile [6 mai 1955] (p. 2579). — S'excuse de son absence [27 mars 1952] (p. 1500), [13 novembre 1953] (p. 5051). — Obtient des congés [27 mars 1952] (p. 1500), [13 novembre 1953] (p. 5051).

LE ROY LADURIE (M. Jacques), Député du Calvados (P. C. D.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission des finances [1^{er} avril 1952] (**F. n° 126**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**). — Est nommé membre titulaire de la Commission des finances [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie : de la Sous-Commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parafiscales et de péréquation figurant à l'état annexé à la loi de finances (en application de l'art. 24 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953) [11 février 1954] (**F. n° 345**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**); de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à la revision des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 11, 13, 20, 90 et 106 de la Constitution, n° 134. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 4, 27 et 42 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, en vue d'accélérer la réparation des immeubles bâtis partiellement détruits par faits de guerre, n° 1376. — Le 9 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4272 et annexes 1 à 6) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Présidence du Conseil, n° 4357. — Le 16 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 4856) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4265) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Présidence du Conseil), n° 5104. — Le 20 mars 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 24 de la loi du 22 août 1946 relatif aux cotisations d'allocations familiales des travailleurs indépendants, n° 5939. — Le 26 mars 1953, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 43 de la loi de finances du 14 avril 1952 à certains ayants droit de biens détruits ou endommagés par suite de faits de guerre et à proroger le délai prévu par l'article 11, alinéa premier, du décret n° 52-972 du 30 juillet 1952, n° 6046. — Le 16 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6763) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil pour l'exercice 1954 : 1^{re} partie. — I. Services civils. — A. Services généraux ; 2^e partie. — I. Services civils. — B. Service juridique et technique de la presse ; 3^e partie. — I. Services civils. — C. Direction des journaux officiels ; 4^e partie. — I. Services civils. — D. Commissariat général du Plan ; 5^o partie. — II. Services de la Défense nationale. — A. Secrétariat général permanent de la Défense nationale. — B. Service de documentation extérieure et de contre-espionnage. — C. Groupement des contrôles radioélectriques, n° 6891. — Le 18 novembre 1953, un

rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6763) et la lettre rectificative (n° 7118) au projet de loi relatifs au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil pour l'exercice 1954 : 1^{re} partie. — I. Services civils. — A. Services généraux ; 3^e partie. — I. Services civils. — C. Direction des journaux officiels ; 5^e partie. — II. Services de la Défense nationale. — C. Groupement des contrôles radioélectriques, n° 7203 (1^{re}, 3^e et 5^e parties). — Le 3 décembre 1953, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6763) et la lettre rectificative (n° 7118) au projet de loi relatifs au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil pour l'exercice 1954 (1^{re} partie. — I. Services civils. — A. Services généraux), n° 7363 (1^{re} partie). — Le 30 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7525) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6763) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil pour l'exercice 1954, n° 7536. — Le 30 juin 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7988) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention signée à Paris le 1^{er} juillet 1953 pour l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire, n° 8778. — Le 15 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9296) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil pour l'exercice 1955 : 1^{re} partie. — I. Services civils. — A. Services généraux ; 2^e partie. — I. Services civils. — B. Direction des journaux officiels ; 3^e partie. — II. Services de la Défense nationale. — A. Secrétariat général permanent de la Défense nationale. — B. Service de documentation extérieure et de contre-espionnage. — C. Groupement des contrôles radioélectriques, n° 9350. — Le 17 novembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9296) et les lettres rectificatives (nos 9465 et 9482) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil pour l'exercice 1955 : 1^{re} partie. — I. Services civils. —

A. Services généraux; 2^e partie. — I. Services civils. — B. Direction des journaux officiels; 3^e partie — II. Services de la Défense nationale — A. Secrétariat général permanent de la défense nationale. — B. Service de documentation extérieure et de contre-espionnage. — C. Groupement des contrôles radioélectriques, n^o 9485. — Le 18 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n^o 9295) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Service juridique et technique de la presse (rattaché au Ministère de la Justice) pour l'exercice 1955, n^o 9503. — Le 10 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n^o 9638) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8^o n^o 1636) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil pour l'exercice 1955, n^o 9686. — Le 29 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Service juridique et technique de la presse pour l'exercice 1955, n^o 9817. — Le 18 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réduire par voie réglementaire le droit de consommation sur l'alcool en tant qu'il s'applique aux eaux-de-vie d'Armagnac, de Cognac et aux eaux-de-vie cidricoles dotées d'appellation d'origine contr. élée et réglementée, n^o 10457. — Le 20 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n^o 9808) et la lettre rectificative (n^o 11107) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil (II. Services de la Défense nationale. — A. Secrétariat général permanent de la Défense nationale) pour l'exercice 1955, n^o 11237. — Le 7 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Présidence du Conseil (II. Services de la Défense nationale. —

A. Secrétariat général permanent de la Défense nationale) pour l'exercice 1955, n^o 11568.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement [6 novembre 1951] (p. 7662) ; la développe : *Ses observations sur la hausse de l'essence, la stabilisation du franc menacée par l'inflation* [9 novembre 1951] (p. 7874, 7875). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées ; Art 13 : *Son amendement tendant à financer l'allocation par des cotisations professionnelles et une participation du fonds national de vieillesse agricole* [6 juin 1952] (p. 2717). — Dépose une demande d'interpellation sur l'élevage et le marché de la viande [27 juin 1952] (p. 3296) ; la développe : *Ses observations sur l'étendue de l'épizootie due à la fièvre aphteuse, l'écoulement de la récolte de cidre* [8 juillet 1952] (p. 3368, 3369). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; PRÉSIDENT DU CONSEIL, en qualité de *Rapporteur spécial* [28 octobre 1952] (p. 4512) ; Etat A, Chap. 3391 : *Amendement de M. Lamps tendant à rétablir les crédits pour les services médico-sociaux* (p. 4513) ; Chap. 3611 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'École nationale d'administration (Insuffisance du nombre des élèves), présentée par M. Gaillard* (p. 4514) ; — en qualité de *Rapporteur* [31 octobre 1952] (p. 4654) ; Etat B, Chap. 4101 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Agence France-Presse (Vote du statut de l'A. F. P.)* (p. 4656 et suiv.) ; — du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France (ouverture d'un crédit de 80 milliards) : *Discussion générale (Déficit commercial et budgétaire, insuffisance de la production agricole)* [24 mars 1953] (p. 2247) ; — du projet de loi relatif au contentieux administratif ; Art. 9 : *Son amendement tendant à faire dépendre du Ministère de l'Intérieur les tribunaux administratifs* [26 mars 1953] (p. 2377, 2379) ; — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations ; Art 1^{er} : *Choix du sol support laissé à l'administration* [27 mars 1953] (p. 2482, 2483) ;

Son amendement tendant à supprimer les expropriations pour créations de zones industrielles (p. 2486) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; PRÉSIDENTENCE DU CONSEIL, en qualité de *Rapporteur spécial : Budget du Journal officiel, du Commissariat au Plan, des services de la Défense nationale* [29 octobre 1953] (p. 4672) ; en qualité de *Rapporteur : Regroupement effectif des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital ; réduction à titre indicatif sur les crédits afférents aux transports des journaux par la S. N. C. F.* [4 novembre 1953] (p. 4817) ; Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 41-01 : *Subventions à l'A. F. P.*, en qualité de *Rapporteur spécial (Maintien du crédit prévu par la Commission)* [6 novembre 1953] (p. 4951 et suiv.) ; RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Etat A, Chap. 3101 : *Administration centrale (Reconstruction des stations touristiques du Calvados)* [30 novembre 1953] (p. 5714) ; Chap. 3731 : *Expertises de dommages de guerre (Lenteurs et abus des expertises)* (p. 5723) ; Chap. 4622 : *Sa motion préjudicielle demandant la majoration des crédits pour subventions aux coopératives et associations syndicales de reconstruction* (p. 5724, 5725) ; Chap. 4622 : *Travaux de remembrement et subventions aux associations de sinistrés* [2 décembre 1953] (p. 5878) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5881). — des interpellations sur la politique européenne : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de M. Garet approuvant la politique du Gouvernement (Portée réelle de l'ordre du jour, devoir du Gouvernement de rester si la majorité constitutionnelle contre n'est pas atteinte)* [27 novembre 1953] (p. 5629) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement (Fermeture de l'atelier de fabrication de Caen et installation de la société Uframec et de la société des aciéries de Pompey)* [18 mars 1954] (p. 990, 991) ; — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Sa demande de disjonction du titre premier (Stabilisation des forfaits des artisans et petits commerçants, remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée aux acquéreurs de matériel agricole)* [25 mars 1954] (p. 1274, 1280, 1281) ; *la retire* (p. 1282) ; *Détaxation des investissements agricoles, détente fiscale* (p. 1282) ;

Art. 3 : *Son amendement (Payement de la taxe à la valeur ajoutée pour les entrepreneurs de travaux immobiliers)* [26 mars 1954] (p. 1335) ; Art. 6 : *Son amendement (Taux de la réfaction concernant les travaux immobiliers)* (p. 1339) ; *le retire* (p. 1340) ; Art. 18 : *Son amendement (Détaxation du matériel destiné aux exploitations agricoles)* (p. 1369) ; Art. 22-0 : *Son amendement (Baisse sur le matériel destiné à l'agriculture)* [29 mars 1954] (p. 1398) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 9 *ter* : *Egalité fiscale pour tous les circuits de distribution* [9 avril 1954] (p. 1993) ; Art. 22 0 : *Baisse de 15 0/0 sur le matériel agricole motorisé* (p. 1996) ; — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Son sous-amendement à l'article additionnel de M. Laborbe (Industries meunières, laitières et celles fabricant des aliments de bétail et dégrèvement des charges pesant sur leurs investissements)* [6 juillet 1954] (p. 3211) ; *Son article additionnel (Contribution foncière des pépinières non aménagées)* (p. 3211) ; Art. 23 : *Amendement de M. Pelleray (Exonération de la taxe à la transaction et de la taxe locale pour les affaires de vente portant sur le lait et les produits laitiers ; détaxation de la margarine)* (p. 3213) ; *Son article additionnel (Exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires pour les travaux de construction et de réparation des bâtiments à usage agricole)* (p. 3218) ; *Son article additionnel (Exonération des taxes sur le chiffre d'affaires pour les opérations de lotissement et de ventes de terrains à bâtir effectuées sans bénéfice par des sociétés)* (p. 3218) ; Art. 24 *bis* : *Evaluation de la population flottante des stations classées* [6 juillet 1954] ; (p. 3239) ; — du projet de loi relatif à l'organisation européenne pour la recherche nucléaire, en qualité de *Rapporteur pour avis : Contribution de la France* [6 juillet 1954] (p. 3227) ; — d'une proposition de loi relative au régime de L'ALLOCATION DE VIEillesse AGRICOLE : *Discussion générale (Application de la loi du 10 juillet 1952, propositions communistes tendant à améliorer la situation dans le Calvados et en Saône-et-Loire)* [21 juillet 1954] (p. 3493) ; *Sa motion tendant au renvoi du projet devant la Commission des finances (Régime des autres professions non salariées, calcul de la cotisation individuelle)* (p. 3499 et suiv.) *la retire* (p. 3500) ; — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le

progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Allégement des charges militaires, milliards nécessaires pour équiper l'agriculture, insuffisance des salaires agricoles* [6 août 1954] (p. 3912 et suiv.) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance (Egalisation des charges fiscales, institution d'une « patente d'Etat », taxe sur le revenu cadastral, finances locales)* [10 août 1954] (p. 4026, 4027) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de la Présidence du Conseil (1^{re} partie, SERVICES CIVILS, A. SERVICES GÉNÉRAUX), pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur : Débouchés de l'école d'administration, création du secrétariat d'Etat à la recherche scientifique, développement de l'énergie atomique, pile de Saclay, ensembles industriels africains, mise en valeur industrielle du Sahara* [18 novembre 1954] (p. 5185 et suiv.) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Situation administrative des collaborateurs du secrétaire général chargés de mission, non fonctionnaires)* (p. 5188) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 36-11 : *Son amendement indicatif (Débouchés de l'école nationale d'administration)* (p. 5189) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de L'IMPRIMERIE NATIONALE pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur suppléant* [18 novembre 1954] (p. 5191) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des P.T.T. et de la Caisse d'épargne (II. Dispositions concernant le budget de la CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE), en qualité de *Rapporteur suppléant* [18 novembre 1954] (p. 5192) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du SERVICE JURIDIQUE ET TECHNIQUE DE LA PRESSE pour 1955, en qualité de *Rapporteur : Agence France-Presse, tarifs consentis aux organes de presse, prix de location des téscripteurs* [24 novembre 1954] (p. 5370, 5371) ; Etat A, Chap. 41-01 : *Relèvement des tarifs d'information de l'Agence France-Presse* (p. 5376) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 ; Etat A, Chap. 44-22 : *Encouragement à la sélection animale, sa demande de disjonction (Emploi des conservateurs pour les beurres fermiers)* [26 novembre 1954] (p. 5497) ; *Déroulement du débat* (p. 5501) ; Chap. 44-71 : *Dégrèvement des carburants agricoles* (p. 5504) ; *Ses explications de vote* (p. 5542) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955 ; Etat A, Chap. 31-01 :

Son amendement indicatif (Satisfactions aux sinistrés hôteliers et agricoles) [21 janvier 1955] (p. 107) ; *le retire* (p. 107) ; Etat D, paragraphe premier, 2^e ligne : *Victimes civiles de la guerre, sinistrées* [26 janvier 1955] (p. 241) ; paragraphe 2, 4^e ligne : *Sinistrés des baraquements en dur* (p. 247) ; — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [27 janvier 1955] (p. 318). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Ses explications de vote (Situation intérieure et internationale, dissolution nécessaire)* [18 février 1955] (p. 827) ; — à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955 ; I. CHARGES COMMUNES, Art. 45 : *Remise de la dette de la Société Bréguet (Construction des appareils Deux-Ponts)* [4 mars 1955] (p. 1116, 1117) ; *Son article additionnel (Congé de longue durée pour la sclérose en plaques)* [8 mars 1955] (p. 1155, 1156) ; *Article additionnel de M. M. David (Intégrations dans le corps des administrateurs civils)* (p. 1157). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi relative à l'enseignement professionnel agricole* [11 mars 1955] (p. 1321). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art 41 : *Voirie rurale* [15 mars 1955] (p. 1429 à 1434) ; *Amendement de M. Boscary-Monsservin (Tranche rurale), applicabilité de l'article 48 du règlement* (p. 1434) ; — du projet de loi accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Défense des commerçants et artisans par le groupe communiste* [28 mars 1955] (p. 2005) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour avril et mai 1955 : *Discussion générale (Inégalité fiscale entre les détaillants et les uniprix)* [1^{er} avril 1955] (p. 2296). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement, notamment à l'égard du marché laitier [22 juin 1955] (p. 3224). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Politique agricole du Gouvernement, date d'application du décret supprimant la franchise des bouilleurs de cru aux petits récoltants* [29 juillet 1955] (p. 4491). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet

de loi relatif aux dépenses du **SECRETARIAT GÉNÉRAL PERMANENT DE LA DÉFENSE NATIONALE** pour 1955, en qualité de *Rapporteur* : *Représentants de la Commission des finances au sein de la sous-commission de contrôle* [5 août 1955] (p. 4671); — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses de la Présidence du Conseil (II. Services de la défense nationale : A. **SECRETARIAT GÉNÉRAL PERMANENT DE LA DÉFENSE NATIONALE**) pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur* [11 octobre 1955] (p. 4991); — d'une proposition de loi relative à la création d'un corps d'adjoints techniques des eaux et forêts, en qualité de *Rapporteur pour avis* [11 octobre 1955] (p. 4993); — d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Développement des exportations de certains produits agricoles* [26 octobre 1955] (p. 5295); *Politique agricole du Gouvernement, prix du blé, marché de la viande, du lait et du beurre* (p. 5307, 5308); *Explications de vote sur la question de confiance; Sa demande de suspension de séance* [28 octobre 1955] (p. 5343); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. Caillaud* (*Réforme électorale préalable*) [30 octobre 1955] (p. 5388); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées* [2 novembre 1955] (p. 5481, 5482). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique étrangère du Gouvernement au lendemain de la Conférence de Genève [24 novembre 1955] (p. 5976). — Est entendu sur la question de confiance posée contre l'adoption des propositions de la Conférence des présidents : *Ses explications de vote: absence de politique étrangère du Gouvernement* [29 novembre 1955] (p. 6038, 6039). = S'excuse de son absence [3 juin 1953] (p. 2905), [11 janvier 1955] (p. 2), [12 novembre 1955] (p. 5640). = Obtient des congés [3 juin 1953] (p. 2905), [11 janvier 1955] (p. 2), [12 novembre 1955] (p. 5640).

LE SCIELLOUR (M. Joseph), *Député du Maine-et-Loire (M.R.P.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet

1951] (**F. n° 5**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de l'éducation nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**). — Est désigné par la Commission de la production industrielle pour faire partie : de la Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [21 septembre 1951] (**F. n° 46**); de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**).

Dépôts :

Le 10 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 205 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946, relatif à l'organisation de la sécurité sociale dans les mines, **n° 674**. — Le 21 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier le décret-loi du 30 octobre 1935 sur le régime applicable aux assurances sociales dans l'agriculture, **n° 3007**.

Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [4 mai 1954] (p. 2088).

LE SÉNÉCHAL (M. Louis), *Député du Pas-de-Calais [1^{re} circonscription] (S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des moyens de communication et du tourisme pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**).

Dépôts :

Le 2 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des orages qui ont dévasté le département du Pas-de-Calais et à accorder à ces victimes les exonérations fiscales justifiées par les pertes subies, **n° 468**. — Le 7 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 231) de M. Faraud et plusieurs de ses collègues portant statut du personnel navigant de l'aéronautique civile, **n° 1903**. — Le 25 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Regaudie et plusieurs de ses collègues (n° 2352) tendant à inviter le Gouvernement à organiser un contrôle médical permanent des équipages navigants de l'aviation civile, **n° 3937**. — Le 2 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 3223) portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, **n° 3938**. — Le 24 février 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 4924) tendant à augmenter, par la perception de taxes sur les transports par navigation intérieure, les dotations de l'Etat à l'amélioration et à la modernisation des voies navigables, **n° 5654**. — Le 10 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur l'avis n° 5385 (rectifié) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 3223) adopté par l'Assemblée Nationale portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, **n° 5820**.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aviation sportive (Moniteurs pilotes dans les territoires d'outre-mer)* [12 décembre 1951] (p. 9072); *le retire* (ibid). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise de l'industrie textile dans le Pas-de-Calais [1^{er} juillet 1952] (p. 3354); et est

entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (*Chômage dans la région de Calais*) (p. 3389). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile; en qualité de *Rapporteur* [10 octobre 1952] (p. 4225, 4226); Art. 4 : *Amendement de M. Gaborit relatif à la classification du personnel par catégorie* [4 novembre 1952] (p. 4673, 4674); Art. 5 : *Obligation de posséder le certificat de sécurité et de sauvetage* (p. 4674); Art. 6 : *Sa demande de réserver l'article* (p. 4675); Art. 28 : *Indemnisation en cas de décès ou d'incapacité permanente* (p. 4680 et suiv.); Art. 6 : *Demande de reprise du texte gouvernemental, présentée par le Gouvernement* (p. 4686); Art. 30 : *Demande de reprise du texte relatif au rapport établi par le commandant de bord, présentée par le Gouvernement* (p. 4687); *Amendement de M. Gaborit relatif à la communication des rapports sur les accidents aux services compétents* (p. 4687); Art. 39 : *Amendement de M. Clostermann relatif à la composition de la commission d'enquête sur les accidents* (p. 4689); Art. 41 : *Son amendement tendant à créer un conseil de discipline des personnels navigants* (p. 4689); Art. 42 : *Son amendement relatif à la composition du Conseil de discipline* (p. 4690); Art. 44 : *Son amendement relatif à la mention de l'article 378 du Code de procédure civile* (p. 4690); Art. 48 : *Son amendement tendant à doubler les sanctions prévues* (p. 4691); Art. 50 : *Demande de reprise du texte gouvernemental concernant le fonds de prévoyance, présentée par le Gouvernement* (p. 4691); Art. 52 : *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 4691); *Sa demande de seconde délibération* (p. 4691); Art. 36 : *Extension aux pays hors de la métropole* (p. 4692); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (coordination insuffisante des services)* [24 octobre 1952] (p. 4407, 4408); *le retire* (p. 4409); Chap. 3521 : *Amendement de M. Henneguelle tendant à réduire les crédits pour le réseau routier (Routes du Nord en mauvais état notamment la route Paris-Calais-Dunkerque)* (p. 4418); Chap. 3531 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les voies navigables (Canaux du Nord)* (p. 4418, 4419); *le retire*

(*ibid*); Chap. 4542 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les réductions de tarif imposées à la S.N.C.F. (Billets de vacances des retraités)* (p. 4421); *le retire* (*ibid*); Chap. 4543 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à la S.N.C.F. (Achat de nouveaux autorails)* (p. 4423); *le retire* (*ibid*); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 3, Etat C : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la S.N.C.F. (Aménagement des gares)* [20 décembre 1952] (p. 6737); Art. 5; Etat E : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les installations fixes de la S.N.C.F. (Insuffisance de l'équipement)* (p. 6760, 6761); Article additionnel : *Son amendement tendant à fixer le montant des emprunts faits par l'office national de navigation pour le renouvellement du parc fluvial* (p. 6763); TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 5330 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les voies de navigation (Canaux de Lille à la mer du Nord)* [21 novembre 1952] (p. 6944); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 5640 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aviation sportive* (p. 6947). — du projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [12 mars 1953] (p. 1823); Art. 48 : *Demande de reprise du texte du Conseil de la République relatif aux amendes prononcées contre les personnes contrevenant à la loi, présentée par le Gouvernement* (p. 1827); — du projet de loi relatif à l'amélioration et à la modernisation des voies navigables; en qualité de *Rapporteur* [12 mars 1953] (p. 1828). — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics des transports et du tourisme pour 1955 I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 34-34 : *Son amendement indicatif (Extinction de phares)* [11 décembre 1954] (p. 6130); *le retire* (*ibid.*); Chap. 45-31 : *Son amendement indicatif (Emprunt pour la reconstruction de la flotte fluviale)* (p. 6148); *le retire* (p. 6149); Etat B, Chap. 53-30 : *Son amendement indicatif (Etat lamentable de nos voies navigables, canal de Nantes à Brest)* [14 décembre 1954] (p. 6343); *le retire* (p. 6347); Chap. 53-34 : *Son amendement indicatif (Port de Calais)* (p. 6351); *le retire* [15 dé-

cembre 1954] (p. 6368); Chap. 5336 : *Son amendement indicatif (Equiperment du port de Boulogne)* (p. 6369); *le retire* (p. 6370); Etat A, Chap. 35-21 : *Son amendement indicatif (Construction de pistes cyclables)* [18 décembre 1954] (p. 6573); *le retire* (*ibid.*).

LETOURNEAU (M. Jean), Député de la Sarthe (M.R.P.).

Ministre d'Etat

chargé des relations avec les Etats associés.

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952.

Ministre d'Etat

chargé des relations avec les Etats associés.

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 6 mars 1952.

Ministre d'Etat

chargé des relations avec les Etats associés.

(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953.

Ministre des relations avec les Etats associés.

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953.

Son élection est validée [24 juillet 1951] (p. 6028). — Est nommé : membre de la Commission de la défense nationale [25 mai 1954] (**F. n° 392**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); par la Commission de la défense nationale, membre suppléant de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [4^{er} février 1955] (**F. n° 491**); membre titulaire de cette Commission [3 mars 1955] (**F. n° 501**).

Dépôts :

Le 27 décembre 1951, un projet de loi relatif à la transcription en Indochine des jugements, arrêts et actes en matière d'état civil, **n° 2241**. — Le 19 juillet 1955, une proposition de loi tendant à simplifier la procédure des élections aux chambres d'agriculture **n° 11216**.

Interventions :

Est nommé *Ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés* (Cabinet Pleven)

[11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Est entendu pour une communication du Gouvernement sur sa politique extérieure : *Ses observations sur les recommandations de Singapour* [30 août 1951] (p. 6651). — Répond à une question de M. Dronne relative aux délégations des États associés d'Indochine à la conférence de San-Francisco [7 septembre 1951] (p. 7032). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1952 ; *ÉTATS ASSOCIÉS*, Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale (Réduction du personnel)* [13 décembre 1951] (p. 9123) ; *Amendement de M. Cermolacce tendant à supprimer les crédits pour l'administration centrale (Inutilité de ces services)* (p. 9124) ; Chap. 1010 : *Demande de rétablissement des crédits pour le Haut-commissariat (Réduction du nombre des gouverneurs)* (p. 9125) Chap. 1030 : *Services de l'enseignement en Indochine* (p. 9125) ; Chap. 1040 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services techniques* (p. 9125) ; Chap. 1090 : *Amendement de M. Boutbien tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services techniques (Bourses aux étudiants vietnamiens)* (p. 9126, 9127) ; Chap. 1110 : *Amendement de M. Boutbien tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités résidentielles (Indemnités de résidence aux fonctionnaires d'Indochine)* (p. 9127) ; Chap. 3000 : *Amendement de M. P.-H. Teitgen tendant à rétablir les crédits pour le matériel (Services d'information)* (p. 9127, 9128) ; Chap. 3110 : *Demande de rétablissement de crédits pour le matériel automobile* (p. 9128) ; Chap. 4000 : *Amendement de M. Boutbien tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations obligatoires (Supplément familial de traitement)* (p. 9128) ; Chap. 5010 : *Demande de rétablissement des crédits pour les subventions culturelles (Universités du Viet-Nam)* (p. 9129) ; Chap. 5020 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'action économique (Organismes et Commissions d'études)* (p. 9129) ; Chap. 5030 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'action sociale (Œuvres de l'enfance eurasienne)* (p. 9129, 9130) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 9130, 9131) ; *RADIODIFFUSION*, amendé par le Conseil de la République, Art. 2 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à*

reprendre le texte de l'Assemblée Nationale exonérant de la redevance radiophonique les vieux assistés et les économiquement faibles vivant en famille [30 décembre 1951] (p. 10196, 10197) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952 ; Chap. 1500 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel militaire de l'administration centrale (Situation militaire en Indochine)* [29 décembre 1951] (p. 10080 et suiv.) ; Chap. 1535 : *Amendement de M. Paquet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel officier (Propagande anti-colonialiste)* (p. 10089, 10090) ; *Amendement de M. André tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel officier (Différence de solde avec les troupes des T. O. M.)* (p. 1090) ; *Amendement de M. Tourné, tendant à réduire de 1 million les crédits pour la gendarmerie (Envoi de gendarmes en Indochine)* (p. 10090, 10091) ; Chap. 1595 : *Amendement de M. Boutbien tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les troupes supplétives (Augmentation des troupes supplétives)* (p. 10091, 10092) ; *Amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'armée du Viet-Nam (Création d'une armée nationale du Viet-Nam)* (p. 10093) ; Chap. 9702 : *Amendement de M. Pierre André tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour installations domaniales* (p. 10093) ; *le retire* (p. 10094) ; Chap. 9501 : *Amendement de M. Badie tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des installations domaniales (Casernements)* (p. 10095) ; Chap. 3580 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le service des transmissions (Équipement radio)* (p. 10094). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat chargé des États associés* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre d'Etat, chargé des relations avec les États associés* (Cabinet Ed. Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat, chargé des relations avec les États associés* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Ministre d'Etat chargé des relations avec les États associés* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 : *Discussion générale (100 mil-*

liards de crédits supplémentaires) [9 avril 1952] (p. 2064); *Sa demande de suspension de séance* [10 avril 1952] (p. 2095); *Discussion générale (Observations sur la situation en Indochine, la structure du ministère des Etats associés, la situation du corps expéditionnaire, les contrôles budgétaires, l'achat d'hélicoptères, le manque de barbelés, l'occupation temporaire d'Hoa Binh, la guerre du Cambodge et de l'Annam, l'aide américaine en Indochine, la nécessité de rester présents, la création d'une armée vietnamienne)* (p. 2097 et suiv.). — Donne lecture d'une communication de M. Pinay, *Président du Conseil* au sujet des combats en cours au Tonkin [23 octobre 1952] (p. 4346). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ETATS ASSOCIÉS : *Question préalable opposée par M. Savary (Nécessité de négocier avec le Viet-Minh)* [19 novembre 1952] (p. 5383 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; ETATS ASSOCIÉS : *Discussion générale (Observations sur les chiffres des effectifs en Indochine)* [19 décembre 1952] (p. 6646); *Observations sur la situation militaire en Indochine, les effectifs en Indochine, les négociations avec Ho Chi Minh, l'aide américaine, la formation de l'armée vietnamienne, la réforme agraire et la personnalité de Bao Dai* (p. 6668 et suiv.). — S'associe aux vœux présentés à l'Assemblée [30 décembre 1952] (p. 7060). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat, chargé des relations avec les Etats associés* (Cabinet Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Est nommé *Ministre des relations avec les Etats associés* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; ETATS ASSOCIÉS : *Discussion générale* [22 janvier 1953] (p. 146); Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 68-81 : *Amendement de M. Pierre André tendant à réduire de 10 milliards la contribution de la France à la Défense nationale des Etats associés (Insuffisance de la contribution vietnamienne à la guerre)* (p. 147, 148); *Demande de rétablissement des crédits pour la contribution de la France à la défense nationale des Etats associés* (p. 149, 150); FRANCE D'OUTRE-MER :

Discussion générale (Scandale des piastres indochinoises) [23 janvier 1953] (p. 237, 238); Etat A, Chap. 31-01 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale (Accroissement du personnel A.F.A.T. envoyé de la métropole en Indochine)* (p. 238, 239); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1953; ETATS ASSOCIÉS : Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Dronne tendant à réduire de 10.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Reclassement des fonctionnaires des cadres locaux d'Indochine, trafic des piastres)* [22 janvier 1953] (p. 152, 153); Chap. 31-12 : *Amendement de M. Boubrien tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Haut-Commissariat (Majoration de l'indemnité de résidence et titularisation des contractuels)* (p. 154); Chap. 31-31 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services techniques (Paierie générale)* (p. 154); Chap. 31-41 : *Amendement de M. Lacaze tendant à rétablir les crédits pour les juridictions françaises et mixtes (Création de postes de procureurs généraux à Saïgon et Pnom-Penh)* (p. 155); *Révision des conventions judiciaires avec le Viet-Nam* (p. 156); Chap. 31-42 : *Demande de rétablissement des crédits pour les indemnités des services juridiques* (p. 156); Chap. 31-51 : *Amendement de M. Boubrien tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la mission de coopération (Réorganisation des services civils de santé)* (p. 156); Chap. 33-91 : *Amendement de M. Boubrien tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations obligatoires (Régime du supplément familial de traitement)* (p. 157); Chap. 33-92 : *Demande de rétablissement des crédits pour prestations facultatives (Secours aux anciens coloniaux)* (p. 157); Chap. 34-12 : *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel du Haut-Commissariat* (p. 157); Etat B, Chap. 41-11 : *Motion de M. Golvan demandant des crédits supplémentaires pour l'office de Saïgon des épizooties (Défense du cheptel contre les épidémies)* (p. 158, 159); Chap. 46-11 : *Amendement de M. Dronne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'action sociale (Expédition rapide des colis aux soldats)* (p. 159, 160); Chap. 47-01 : *Amendement de M. Dronne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse de retraites de la France d'outre-mer (Affiliation des fonctionnaires des services municipaux)*

(p. 160). — Donne sa démission de *Ministre des relations avec les Etats associés* [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J.O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote (Appel à l'union nationale)* [27 octobre 1953] (p. 4616) ; — d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote (Ses responsabilités sur la politique française en Indochine de 1949 à 1953, son désir de publier un livre jaune relatif à son attitude pendant cette période, conséquences du cessez-le-feu coréen pour l'Indochine, construction d'un Etat vietnamien fort, présence de la France en Extrême-Orient, son désir que la parole d'Hochi-Minh soit valable)* [23 juillet 1954] (p. 3586, 3587). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement dans les Etats associés d'Indochine [12 novembre 1954] (p. 4940). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ETATS ASSOCIÉS pour 1955 : *Politique suivie par la France au Viet-Nam, séquelles de l'armistice de Genève, sort de nos prisonniers, réfugiés du Nord, sort des fonctionnaires français d'Indochine, les trois politiques possibles, assistance technique aux Etats d'Indochine, thèse de M. Mitterrand, répercussions de notre politique indochinoise en Afrique* [18 décembre 1954] (p. 6552 à 6558) ; *Explications de vote sur la question de confiance* [20 décembre 1954] (p. 6632, 6635) ; — du projet de loi relatif à l'organisation de la défense nationale : *Avis de la Commission des finances* [23 juin 1955] (p. 3279) ; *Article additionnel de M. Pineau (Création d'un poste de Secrétaire d'Etat adjoint à la défense chargé d'assister le Ministre dans ses tâches de coordination et de liaison)* [24 juin 1955] (p. 3327).

LE TROQUER (M. André) Député de la Seine [3^e circonscription] (S.).

Vice-président de l'Assemblée Nationale.

Président de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902), = Est nommé membre : de la Com-

mission de la défense nationale [7 juillet 1951] (**F. n° 5**).

Dépôts :

Le 14 janvier 1954, une allocution, **n° 7604**.
— Le 14 janvier 1954, une proposition de résolution, **n° 7615**.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département de la Haute-Loire [10 juillet 1951] (p. 5921). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924).

En cette qualité :

Préside : la séance du 26 juillet 1951 (p. 6067) ; la séance du 9 août 1951 (p. 6823) ; la 2^e séance du 23 août 1951 (p. 6433) ; la 2^e partie de la 1^{re} séance du 29 août 1951 (p. 6576) ; la 1^{re} séance du 31 août 1951 (p. 6695) ; la 2^e séance du 5 septembre 1951 (p. 6913) ; la 3^e séance du 6 septembre 1951 (p. 6993) ; la 2^e partie de la 1^{re} séance du 19 septembre 1951 (p. 7451) ; la 2^e séance du 19 septembre 1951 (p. 7457) ; la 2^e séance du 9 novembre 1951 (p. 7869) ; la 2^e séance du 15 novembre 1951 (p. 8059) ; la 1^{re} séance du 21 novembre 1951 (p. 8246) ; la 2^e séance du 23 novembre 1951 (p. 8453) ; la 1^{re} séance du 28 novembre 1951 (p. 8578) ; la 1^{re} séance du 6 décembre 1951 (p. 8853) ; la 2^e séance du 7 décembre 1951 (p. 8924) ; la 3^e séance du 11 décembre 1951 (p. 9020) ; la 2^e partie de la 1^{re} séance du 14 décembre 1951 (p. 9200) ; la 2^e séance du 14 décembre 1951 (p. 9225) ; la 3^e partie de la 3^e séance du 19 décembre 1951 (p. 9446) ; la 3^e séance du 21 décembre 1951 (p. 9531) ; la 2^e séance du 23 décembre 1951 (p. 9701) ; la 1^{re} séance du 28 décembre 1951 (p. 9998) ; la 3^e séance du 30 décembre 1951 (p. 10243) ; la 1^{re} séance du 4 janvier 1952 (p. 114), — Est entendu sur la nomination des commissions : *Motion de M. Moisan tendant à ajourner la nomination des Commissions jusqu'à la révision du règlement (son rappel au règlement)* [11 juillet 1951] (p. 5926).

Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 7 février 1952 (p. 483) ; la 1^{re} séance du 25 février 1952 (p. 859) ; la 2^e partie de la 1^{re} séance du 29 février 1952 (p. 1149) ; la 1^{re} séance du 28 mars 1952

(p. 1607); la 2^e séance du 2 avril 1952 (p. 1743); la 2^e séance du 9 avril 1952 (p. 2046); la 1^{re} séance du 11 avril 1952 (p. 2188); la 1^{re} séance du 29 mai 1952 (p. 2535); la 1^{re} séance du 6 juin 1952 (p. 2083); la 1^{re} séance du 19 juin 1952 (p. 3035); la 1^{re} séance du 24 juin 1952 (p. 3140); la 1^{re} partie de la 1^{re} séance du 5 juillet 1952 (p. 3517); la 1^{re} partie de la 3^e séance du 8 juillet 1952 (p. 3661); la 1^{re} séance du 11 juillet 1952 (p. 3880); la 2^e séance du 10 octobre 1952 (p. 4208); la 1^{re} séance du 23 octobre 1952 (p. 4326); la 1^{re} séance du 31 octobre 1952 (p. 4635); la 2^e séance du 8 novembre 1952 (p. 4921); la 2^e séance du 22 novembre 1952 (p. 5480); la 1^{re} séance du 27 novembre 1952 (p. 5734); la 1^{re} séance du 4 décembre 1952 (p. 5933); la séance du 10 décembre 1952 (p. 6125); la 2^e séance du 13 décembre 1952 (p. 6325); la 1^{re} séance du 18 décembre 1952 (p. 6576); la 1^{re} séance du 20 décembre 1952 (p. 6682); la 1^{re} séance du 21 décembre 1952 (p. 6846); la 1^{re} séance du 22 décembre 1952 (p. 7005). — Rend hommage à M. le Président Herriot à l'occasion de son 80^e anniversaire [4 décembre 1952] (p. 5934). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1952] (p. 82);

En cette qualité :

Préside : la 2^e partie de la séance du 28 janvier 1953 (p. 600); la 1^{re} séance du 29 janvier 1953 (p. 638); la 1^{re} séance du 6 février 1953 (p. 1005); la 1^{re} séance du 20 février 1953 (p. 1206); la 1^{re} séance du 26 février 1953 (p. 1358); la 1^{re} séance du 6 mars 1953 (p. 1649); la 2^e partie de la 3^e séance du 10 mars 1953 (p. 1760); la 2^e séance du 27 mars 1953 (p. 2468); la 1^{re} séance du 19 mai 1953 (p. 2753); la 1^{re} partie de la séance du 3 juin 1953 (p. 2905); la 1^{re} partie de la séance du 10 juin 1953 (p. 2985); la 1^{re} partie de la séance du 16 juin 1953 (p. 3033); la 2^e partie de la séance du 18 juin 1953 (p. 3081); la 2^e partie de la séance du 26 juin 1953 (p. 3153); la 1^{re} partie de la 2^e séance du 7 juillet 1953 (p. 3287); la 2^e partie de la 2^e séance du 10 juillet 1953 (p. 3461); la 1^{re} séance du 16 juillet 1953 (p. 3502); la 2^e séance du 21 juillet 1953 (p. 3665); la 1^{re} partie de la séance du 22 juillet 1953 (p. 3758); la 3^e séance du 24 juillet 1953 (p. 3826); la 2^e séance du 8 octobre 1953 (p. 4102); la 1^{re} séance du 22 octobre 1953 (p. 4454); la 2^e partie de la 2^e séance du 22 octobre 1953 (p. 4495); la 1^{re} séance du 12 no-

vembre 1953 (p. 4969); la 2^e séance du 14 novembre 1953 (p. 5134); la 2^e séance du 17 novembre 1953 (p. 5199); la 3^e séance du 19 novembre 1953 (p. 5299); la 2^e séance du 23 novembre 1953 (p. 5415); la 2^e séance du 24 novembre 1953 (p. 5483); la 2^e séance du 27 novembre 1953 (p. 5628); la 1^{re} séance du 30 novembre 1953 (p. 5669); la 1^{re} partie de la 2^e séance du 1^{er} décembre 1953 (p. 5771); la 1^{re} séance du 2 décembre 1953 (p. 5821); la 2^e séance du 4 décembre 1953 (p. 6004); la 1^{re} séance du 5 décembre 1953 (p. 6057); la 2^e séance du 7 décembre 1953 (p. 6191); la 2^e séance du 8 décembre 1953 (p. 6278); la 2^e séance du 10 décembre 1953 (p. 6399); la 2^e séance du 12 décembre 1953 (p. 6578); la 2^e partie de la séance du 14 décembre 1953 (p. 6784); la 2^e séance du 15 décembre 1953 (p. 6838); la 1^{re} séance du 28 décembre 1953 (p. 6885); la 2^e séance du 28 décembre 1953 (p. 6894); la 1^{re} partie de la 2^e séance du 31 décembre 1953 (p. 7090); la 2^e partie de la 2^e séance du 31 décembre 1953 (p. 7127); la 8^e partie de la 2^e séance du 31 décembre 1953 (p. 7262). — Donne lecture d'une communication de M. le Président de la République désignant M. Mendès-France comme Président du Conseil [3 juin 1953] (p. 2906); — d'une communication de M. Mendès-France, Président du Conseil désigné, demandant la convocation de l'Assemblée Nationale [3 juin 1953] (p. 2906); — d'une communication de M. le Président de la République désignant M. Georges Bidault comme Président du Conseil [10 juin 1953] (p. 2986); — d'une communication de M. le Président du Conseil désigné, Georges Bidault, demandant la convocation de l'Assemblée Nationale pour le 10 juin [10 juin 1953] (p. 2986); — d'une communication de M. René Mayer, *Président du Conseil*, demandant la convocation de l'Assemblée Nationale pour approbation d'une convention passée avec la Banque de France [16 juin 1953] (p. 3034); — d'une communication de M. le Président Herriot annonçant son désir d'abandonner la Présidence de l'Assemblée [1^{er} décembre 1953] (p. 5771); — Annonce la convocation de l'Assemblée [28 décembre 1953] (p. 6885); — Donne lecture de télégrammes de vœux de S.M. Bao Daï et de M. le Président du Conseil du Vietnam [31 décembre 1953] (p. 7090); — Est entendu pour une communication : *Remise par les groupes de la liste de leurs membres* [31 décembre 1953]

(p. 7281). — Déclare close la session ordinaire de 1953 (p. 7285).

En qualité de Vice-Président :

Préside : la séance du 6 janvier 1954 (Session extraordinaire) (p. 1). — Déclare ouverte la session extraordinaire de l'Assemblée Nationale pour 1954 [6 janvier 1954] (p. 1). — Déclare close ladite session [6 janvier 1954] (p. 19). — Est élu *Président de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1954] (p. 45).

En cette qualité :

Préside : la 2^e partie de la séance du 12 janvier 1954 (p. 45); la séance du 13 janvier 1954 (p. 57); la séance du 14 janvier 1954 (p. 65); la séance du 19 janvier 1954 (p. 77); la 1^{re} séance du 9 février 1954 (p. 101); la 2^e séance du 9 février 1954 (p. 105); la 1^{re} séance du 16 février 1954 (p. 289); la 2^e séance du 16 février 1954 (p. 297); la 1^{re} séance du 23 février 1954 (p. 466); la séance du 2 mars 1954 (p. 583); la 2^e séance du 5 mars 1954 (p. 703); la 2^e séance du 9 mars 1954 (p. 753); la 2^e séance du 16 mars 1954 (p. 887); la 2^e séance du 23 mars 1954 (p. 1173); la 1^{re} partie de la 2^e séance du 29 mars 1954 (p. 1418); la 1^{re} séance du 30 mars 1954 (p. 1481); la 1^{re} partie de la 2^e séance du 1^{er} avril 1954 (p. 1590); la 2^e séance du 6 avril 1954 (p. 1774); la 1^{re} partie de la 1^{re} séance du 8 avril 1954 (p. 1872); la séance du 4 mai 1954 (p. 2088); la séance du 6 mai 1954 (p. 2143); la 2^e partie de la 2^e séance du 7 mai 1954 (p. 2223); la séance du 13 mai 1954 (p. 2367); la 2^e séance du 18 mai 1954 (p. 2488); la 2^e séance du 25 mai 1954 (p. 2685); la 1^{re} partie de la séance du 2 juin 1954 (p. 2775); la séance du 9 juin 1954 (p. 2844); la séance du 12 juin 1954 (p. 2971); la séance du 17 juin 1954 (p. 2993); la séance du 24 juin 1954 (p. 3040); la 1^{re} partie de la 2^e séance du 29 juin 1954 (p. 3136); la 2^e partie de la séance du 7 juillet 1954 (p. 3265); la séance du 9 juillet 1954 (p. 3380); la séance du 22 juillet 1954 (p. 3523); la séance du 23 juillet 1954 (p. 3568); la 1^{re} séance du 5 août 1954 (p. 3857); la 1^{re} séance du 10 août 1954 (p. 4015); la 2^e séance du 10 août 1954 (p. 4031); la 2^e séance du 13 août 1954 (p. 4182); la 1^{re} séance du 27 août 1954 (p. 4312); la 1^{re} séance du 28 août 1954 (p. 4375); la 1^{re} séance du 29 août 1954 (p. 4416); la 2^e séance du 29 août 1954 (p. 4430);

la 3^e séance du 29 août 1954 (p. 4441); la 2^e partie de la séance du 30 août 1954 (p. 4459); la 1^{re} séance du 31 août 1954 (p. 4475); la séance du 7 octobre 1954 (p. 4567); la 2^e séance du 8 octobre 1954 (p. 4628); la 3^e séance du 8 octobre 1954 (p. 4646); la séance du 12 octobre 1954 (p. 4663); la séance du 3 novembre 1954 (p. 4688); la 1^{re} partie de la séance du 9 novembre 1954 (p. 4816); la séance du 12 novembre 1954 (p. 4940); la séance du 19 novembre 1954 (p. 5204); la 1^{re} séance du 26 novembre 1954 (p. 5460); la séance du 29 novembre 1954 (p. 5572); la 1^{re} séance du 3 décembre 1954 (p. 5740); la 2^e séance du 3 décembre 1954 (p. 5764); la 2^e séance du 10 décembre 1954 (p. 6060); la 3^e séance du 10 décembre 1954 (p. 6083); la 1^{re} séance du 12 décembre 1954 (p. 6160); la 2^e séance du 14 décembre 1954 (p. 6308); la 3^e séance du 17 décembre 1954 (p. 6525); la 1^{re} séance du 18 décembre 1954 (p. 6548); la 1^{re} séance du 20 décembre 1954 (p. 6615); la 2^e séance du 20 décembre 1954 (p. 6627); la 1^{re} séance du 22 décembre 1954 (p. 6735); la 3^e séance du 23 décembre 1954 (p. 6823); la 1^{re} séance du 27 décembre 1954 (p. 6871); la 2^e séance du 27 décembre 1954 (p. 6887); la séance du 28 décembre 1954 (p. 6903); la 1^{re} séance du 29 décembre 1954 (p. 6915); la 2^e séance du 29 décembre 1954 (p. 6934); la 2^e partie de la 2^e séance du 30 décembre 1954 (p. 6998); la 1^{re} partie de la 3^e séance du 30 décembre 1954 (p. 7008).

— Son allocution en prenant place au fauteuil (*Réponse à M. Cuchin, doyen d'âge, évocation de leur camaraderie politique passée, à l'orée de sa propre carrière*) [12 janvier 1954] (p. 45). — Donne lecture d'une communication du Président du Conseil de la République donnant la composition du bureau de cette Assemblée [13 janvier 1954] (p. 58). — Son allocution à l'Assemblée Nationale : *Hommage au Président Herriot, allusion au caractère politique de son élection, désir d'être un arbitre impartial et de réformer les méthodes de travail parlementaire (Moins de séances de nuit, lutte contre l'absentéisme, hommage aux soldats d'Indochine et désir de paix à la veille de la réunion des Quatre Grands)* [14 janvier 1954] (p. 65, 66). — Prononce l'éloge funèbre de M. Diethelm [14 janvier 1954] (p. 66, 67). — Dépose une proposition de résolution appelant M. Herriot aux fonctions de *Président d'Honneur* [14 jan-

vier 1954] (p. 67). — Donne lecture d'un message de M. le Président de la République : *Nécessité de restaurer l'autorité de l'Etat, caractère national du problème social, solidarité de la France et de l'Union française, grand dessein pacifique de la France* [19 janvier 1954] (p. 77, 78). — Donne lecture d'une communication : de M. le Président Edouard Herriot : *Remerciements pour sa nomination aux fonctions de Président d'Honneur de l'Assemblée Nationale* [19 janvier 1954] (p. 79); — de M. le Président du Conseil Economique indiquant la composition du bureau de cette Assemblée [19 janvier 1954] (p. 79). — Déclare la session interrompue jusqu'au 9 février 1954 [19 janvier 1954] (p. 82). — Déclare reprise la session annuelle [9 février 1954] (p. 101). — Rend hommage : à M. Saint-Laurent, *Premier Ministre du Canada* [9 février 1954] (p. 107); — à l'équipage du bathyscaphe [16 février 1954] (p. 291). — Exprime sa sympathie et celle de l'Assemblée aux victimes de l'attentat commis à la Chambre des Représentants à Washington [2 mars 1954] (p. 586). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Eloge de l'attitude de M. Vigier pendant la Résistance* [5 mars 1954] (p. 703, 704). — Prononce l'éloge funèbre de M. René Camphin [9 mars 1954] (p. 753, 754). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Conduite des débats relatifs à la suppression des zones de salaires pour la fixation du salaire minimum garanti, interprétation et application de l'article premier de la loi de finances* [8 avril 1954] (p. 1873, 1874). — Son adresse de sympathie au Parlement de Grande-Bretagne à l'occasion du cinquantenaire de l'Entente cordiale [8 avril 1954] (p. 1873). — Déclare la session annuelle reprise [4 mai 1954] (p. 2088). — Associe l'Assemblée à l'hommage aux héroïques défenseurs de Dien-Bien-Phu rendu par le Président Laniel [7 mai 1954] (p. 2223). — Intervient sur les propositions de la Conférence des présidents : *Modification prochaine du règlement sur l'organisation de la Conférence des présidents* [18 mai 1954] (p. 2492). — Donne lecture d'une communication de M. le Président du Conseil Economique relative à la composition du bureau de cette Assemblée [13 mai 1954] (p. 2368). — Hommage au Président Herriot [9 juin 1954] (p. 2844). — Annonce que M. Laniel *Président du Conseil* a offert la démission du Gouver-

nement à M. le Président de la République [12 juin 1954] (p. 2983). — Donne lecture d'un message : de M. le Président de la République annonçant la démission de M. Joseph Laniel en qualité de *Président du Conseil* [17 juin 1954] (p. 2992); — de M. le Président de la République désignant M. Pierre Mendès-France, en qualité de *Président du Conseil* [17 juin 1954] (p. 2992); — de M. Mendès-France, *Président du Conseil désigné*, demandant la convocation de l'Assemblée Nationale [17 juin 1954] (p. 2992). — Prononce l'éloge funèbre de M. Dommergue [29 juin 1954] (p. 3136). — S'associe à l'hommage rendu au corps expéditionnaire d'Indochine [22 juillet 1954] (p. 3532). — Prononce une allocution à l'occasion de la discussion d'interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Reconnaissance aux combattants d'Indochine, œuvre de la France en Indochine, hommage à M. Mendès-France et à M. Eden* [22 juillet 1954] (p. 3533). — Est entendu : sur le projet de loi relatif à la communauté européenne de défense (C.E.D.) : *Questions préalables de MM. Aumeran et Caillet, motion préjudicielle de M. Delbez, nécessité d'un véritable débat sur la C.E.D.* [29 août 1954] (p. 4442); — sur un incident : *Interpellation à lui adressée par M. Alphonse Denis, secrétaire de l'Assemblée Nationale, au sujet de l'application du règlement (Discours de M. Paul Reynaud après la proclamation du vote sur la motion Aumeran)* [31 août 1954] (p. 4476). — Déclare reprise la session annuelle [7 octobre 1954] (p. 4567), [3 novembre 1954] (p. 4688). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Rappel à l'ordre de Mme Péri* [30 décembre 1954] (p. 7008).

LEVACHER (M. François), *Député d'Eure-et-Loir (I. P.)*.

Son élection est validée [6 mars 1952] (p. 1181). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [1^{er} avril 1952] (**F. n° 126**); de la Commission des affaires économiques [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1953] (**F. n° 341**); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [20 janvier 1953], [19 janvier 1954] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'agriculture [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Problème de la viande (Fonds d'assainissement, exportations, importations intempestives)*; *marché des céréales (Modalités financières de stockage et de crédit)*; *pommes de terre (Droits intempestifs sur l'importation des plants)* [22 octobre 1953] (p. 4478, 4479); — du rapport sur les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour 1954, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les séances de nuit (Abus de ces séances)* [10 décembre 1953] (p. 6465); *le retire* (ibid.). — des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Son ordre du jour prenant acte des mesures prises par le Gouvernement* [12 février 1954] (p. 261) [16 février 1954] (p. 299, 300).

LEVINDREY (M. Marcel), *Député de l'Aisne* (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 20 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions prescrivant le paiement en titres des droits à indemnité pour dommages de guerre acquis par les collectivités locales, **n° 3377**. — Le 9 juillet 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 25 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 relative à la réparation des dommages de guerre, **n° 4039**. — Le 30 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de résolution : 1^o de M. Feraud et plusieurs de ses collègues (n° 3614) tendant à inviter le Gouvernement à

prendre toutes mesures utiles pour rendre effectives les possibilités d'accès des contrôleurs principaux féminins des P.T.T. aux classes exceptionnelles de leur grade ; 2^o de M. Joseph Denais (n° 3686) tendant à inviter le Gouvernement à provoquer l'examen de la situation des catégories féminines des P.T.T., **n° 5434**. — Le 31 décembre 1953, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 53-747 du 9 août 1953, modifié par le décret n° 53-985 du 30 septembre 1953 fixant les modalités de liquidation et le règlement des dommages de guerre afférents aux biens meubles d'usage courant ou familial, **n° 7542**. — Le 5 août 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 8378) de M. Sibué et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la validité des billets à tarif réduit de 30 0/0 sur les chemins de fer, **n° 9073**. — Le 4 août 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et à prendre diverses mesures en vue de venir en aide aux victimes des orages qui ont ravagé le département de l'Aisne, **n° 11438**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952; Article additionnel : *Son amendement relatif à la détermination des stocks indemnisables* [24 décembre 1951] (p. 9810); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils; Etat A, Art. 1^{er}, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 800 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements hospitaliers (Hôpitaux neufs)* [27 décembre 1951] (p. 9918). — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour 1953; Art. 4 : *Insuffisance des crédits pour l'équipement de la S.N.C.F.* [20 décembre 1952] (p. 6743, 6744); Etat F : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstruction des bâtiments municipaux (Lenteur de cette reconstruction à Saint-Nazaire)* [23 janvier 1953] (p. 212); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dommages mobiliers (Insuffisance des crédits)* (p. 212, 213); *le retire* (p. 214); — du projet de loi relatif aux dépenses des

Ministères (exercice 1954) RECONSTRUCTION ET LOGEMENT : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat tant que les décrets des 9 août et 30 septembre 1953 relatifs aux dommages de guerre n'auront pas été soumis au Parlement* [30 novembre 1953] (p. 5694, 5696); P.T.T., Etat A, Chap. 1000 : *Amendement de M. Farand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Contrôleurs principaux et adjoints administratifs)* [7 décembre 1953] (p. 6208); Chap. 1060 : *Amendement de M. Coutant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des services des télécommunications (Réforme du services des lignes téléphoniques)* (p. 6224); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Ponts et Chaussées (Suppression d'emplois de commis des Ponts et Chaussées)* [12 décembre 1953] (p. 6559); Chap. 3113 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les conducteurs de chantiers et agents de travaux des Ponts et Chaussées (Intégration de ces fonctionnaires dans les services classés « actifs »)* (p. 6561); Chap. 3114 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités des conducteurs de chantier et agents des Ponts et Chaussées (Revalorisation des indemnités spéciales)* (p. 6563, 6564); Chap. 3115 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ouvriers des parcs et ateliers des Ponts et Chaussées (Insuffisance de leurs salaires)* (p. 6565); Chap. 3392 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Cuisse de secours mutuels et œuvres sociales)* (p. 6569); Chap. 3413 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement de frais des Ponts et Chaussées (Indemnité kilométrique de déplacement)* (p. 6570). — d'une proposition de loi relative à la liquidation et au règlement des dommages de guerre mobiliers : *Ses explications de vote (Système de forfaits et de décrets)* [4 août 1954] (p. 3843); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955. (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif (Insuffisance des cadres qualifiés, cas de l'ingénieurs en chef des ponts et chaussées de l'Aisne)* [9 décembre

1954] (p. 5995); Chap. 31-13, 31-14 : *Ponts et chaussées, conducteurs de chantiers et agents de travaux, son amendement indicatif* (p. 6002). — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 37-31 : *Son amendement indicatif (Vacateurs mobiliers)* [24 janvier 1955] (p. 160); *le retire* (p. 161).

LIAUTEY (M. André), Député de la Haute-Saône (P.C.D.).

Son élection est validée [24 août 1951] (p. 6502). = Est nommé : membre de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission des affaires économiques [1^{er} avril 1952] (**F. n° 126**); de la Commission des finances [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [23 juillet 1954] (**F. n° 412**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission de la défense nationale [8 mars 1955] (**F. n° 504**). — Est désigné par la Commission des finances : pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission consultative de viticulture [7 juillet 1954] (**F. n° 407**); et pour faire partie de la Sous-commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parafiscales et de péréquation qui figurent à l'état annexé à la loi de finances [7 juillet 1954] (**F. n° 407**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**).

Dépôts :

Le 23 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le texte de l'article premier de la loi 31 mars 1919, dans le décret n° 51-469 du 24 avril 1951 portant codification des textes législatifs concernant les pensions militaires d'invalidité, **n° 1700**. — Le 26 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures urgentes en vue de maintenir en exploitation les Mines de Ronchamp, **n° 2791**. — Le 6 mars 1952, une proposition de loi portant abrogation de l'acte dit loi du 13 août 1940 relatif à l'organisation de la production forestière, **n° 2875**.

— Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant au rattachement de toutes les unités de gendarmerie à une même Direction générale, **n° 3339**. — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 1700) de M. André Liautey tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le texte de l'article premier de la loi du 31 mars 1919, dans le décret n° 51-469 du 24 avril 1951 portant codification des textes législatifs concernant les pensions militaires d'invalidité, **n° 3629**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des calamités atmosphériques survenues en 1952 dans le département de la Haute-Saône, **n° 4337**. — Le 21 octobre 1952, une proposition de loi tendant à l'unification des services de la pêche fluviale et de la pisciculture, **n° 4418**. — Le 18 juin 1953, une proposition de loi tendant à mettre en concordance les articles 224-3 (1^o) et 1454 (15^o) du Code général des impôts sur l'âge limite des apprentis dans les entreprises, **n° 6337**. — Le 24 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des calamités naturelles et plus spécialement aux sinistrés du département de la Haute-Saône frappés par les ouragans des mois de juin et juillet 1953, **n° 6692**. — Le 16 octobre 1953, une proposition de loi tendant à abroger l'article 8 de la loi 53-611 du 11 juillet 1953, et à exonérer de la majoration du droit de consommation fixée par l'article premier de la même loi les quantités fabriquées par les producteurs récoltants et réservées par ceux-ci à leur propre consommation, **n° 6885 (rectifié)**. — Le 29 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 15 décembre 1922 modifiée concernant l'extension de la législation sur les accidents du travail aux exploitations agricoles, **n° 7009**. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à compléter le 4^e alinéa de l'article 8 de la loi du 15 décembre 1922 étendant aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail, **n° 7660**. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant : 1^o à abroger l'article 26 de la loi de finances pour l'exercice 1954 (n° 53-1308 du 31 décembre 1953) et l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953; 2^o à restituer aux contribuables les sommes versées par eux au titre de la licence des bouilleurs de cru, **n° 7686**. — Le 23 février

1954 une proposition de loi tendant à modifier l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 13 de la loi de finances du 7 février 1953 relatif au régime fiscal de l'artisanat, **n° 7846**. — Le 11 mai 1954, une proposition de loi tendant à appliquer aux bois bruts de scierie de toutes dimensions la taxe à la valeur ajoutée au taux réduit de 7,50 0/0 prévu par la loi n° 54-404 du 10 avril 1954, portant réforme fiscale, **n° 8426**. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à réglementer d'une façon uniforme la notification des redressements d'impôts et taxes aux contribuables soumis aux contrôles fiscaux, **n° 9343**. — Le 18 décembre 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9658) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord sur la Sarre, conclu le 23 octobre 1954, entre la République française et la République fédérale d'Allemagne, **n° 9765**. — Le 18 décembre 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9432) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1^o le Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles signé à Paris le 23 octobre 1954, et les protocoles rattachés relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'agence de contrôle des armements; 2^o le Protocole d'accession de la République fédérale d'Allemagne au Traité de l'Atlantique Nord signé à Paris le 23 octobre 1954, 3^o le Protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la République fédérale d'Allemagne signé à Paris le 23 octobre 1954, et ses cinq annexes, protocole mettant en vigueur, compte tenu de certains amendements, la Convention sur les relations entre les trois puissances et la République fédérale, les conventions rattachées et les lettres annexes signées à Bonn le 26 mai 1952; 4^o la Convention relative à la présence des troupes étrangères sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne signée à Paris le 23 octobre 1954, **n° 9766**. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi tendant à l'institution d'un nouveau statut des travailleurs à domicile, **n° 9900**. — Le 25 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1940 du Code général des impôts relatif à l'expertise en matière d'impôts directs, **n° 10523**. — Le 18 mai 1955, une proposition de loi tendant à abroger l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 et le décret

n° 54-1145 du 13 novembre 1954 relatifs aux bouilleurs de cru, n° 10791. — Le 24 mai 1955, une proposition de loi tendant à la promotion de certains officiers de réserve au grade supérieur au moment de leur radiation des cadres, n° 10801. — Le 27 mai 1955, une proposition de loi tendant à assouplir les règles du sursis de paiement en matière de contributions par modification des articles 1666 et 1667 du Code général des impôts, n° 10870. — Le 27 mai 1955, une proposition de loi tendant à substituer au contrôle fiscal fragmentaire et intermittent un contrôle fiscal généralisé et annuel, n° 10878. — Le 8 juillet 1955, une proposition de loi tendant à reporter au 1^{er} septembre 1956 l'application du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 relatif aux bouilleurs de cru, n° 11170. — Le 28 octobre 1955, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1^o de M. André Liautey et plusieurs de ses collègues (n° 7686) tendant : a) à abroger l'article 26 de la loi de finances pour l'exercice 1954 (n° 53-1308 du 31 décembre 1953) et l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 ; b) à restituer aux contribuables les sommes versées par eux au titre de la licence des bouilleurs de cru ; 2^o de M. Hénault et plusieurs de ses collègues (n° 10303) tendant à abroger le décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 concernant les bouilleurs de cru ; 3^o de M. Dagain et plusieurs de ses collègues (n° 10732) tendant à l'abrogation du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 sur les bouilleurs de cru ; 4^o de M. André Liautey et plusieurs de ses collègues (n° 10791) tendant à abroger l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 et le décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 relatifs aux bouilleurs de cru ; 5^o de M. André Liautey et plusieurs de ses collègues (n° 11170) tendant à reporter au 1^{er} septembre 1956 l'application du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 relatif aux bouilleurs de cru ; 6^o de M. Penoy (n° 11518) tendant à suspendre l'application du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 sur les bouilleurs de cru, n° 11747. — Le 28 octobre 1955, un avis au nom de la Commission des finances, en application de l'article 57 bis du Règlement, sur les propositions de loi : 1^o de M. André Liautey et plusieurs de ses collègues (n° 7686) tendant : a) à abroger l'article 26 de la loi de finances pour l'exercice 1954 (n° 53-1308 du 31 décembre 1953) et l'article 8

de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 ; b) à restituer aux contribuables les sommes versées par eux au titre de la licence des bouilleurs de cru ; 2^o de M. Hénault et plusieurs de ses collègues (n° 10303) tendant à abroger le décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 concernant les bouilleurs de cru ; 3^o de M. Dagain et plusieurs de ses collègues (n° 10732) tendant à l'abrogation du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 sur les bouilleurs de cru ; 4^o de M. André Liautey et plusieurs de ses collègues (n° 10791) tendant à abroger l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 et le décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 relatifs aux bouilleurs de cru ; 5^o de M. André Liautey et plusieurs de ses collègues (n° 11170) tendant à reporter au 1^{er} septembre 1956 l'application du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 relatif aux bouilleurs de cru ; 6^o de M. Penoy (n° 11518) tendant à suspendre l'application du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 sur les bouilleurs de cru, n° 11748.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur l'échelle mobile, remède pire que le mal)* [20 septembre 1951] (p. 7529, 7530) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 700 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite des anciens combattants (Catégorisation de la retraite)* [13 décembre 1951] (p. 9136) ; — du projet de loi relatif aux variations du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Dangers de l'échelle mobile des salaires, son inutilité, les économies à faire sur le nombre des Ministres notamment)* [7 février 1952] (p. 514 et suiv.) ; — du projet de loi portant ratification du traité de paix avec le Japon : Article unique : *Ses explications de vote (Dépendance des Etats du Vietnam)* [28 mars 1952] (p. 1618) ; — du projet de Loi DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Art. 35 : *Son amendement tendant à ne pas faire payer deux fois la majoration de la taxe intérieure de consommation aux carburants déjà importés* [4 avril 1952] (p. 1905) ; de ce projet de loi

amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Amnistie fiscale)* [12 avril 1952] (p. 2273) ; — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur la stabilisation des salaires, possible seulement si le franc est stable)* [3 juillet 1952] (p. 3490, 3491) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la crise du marché du bois, les 15 millions de tonnes fournies par l'Allemagne, l'exportation des bois feuillus, l'importation de bois résineux)* [8 juillet 1952] (p. 3699, 3700). — Dépose une demande d'interpellation sur les brimades et les violences exercées par la police contre les bouilleurs de cru [7 octobre 1952] (p. 4068). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 8 : *Son amendement tendant à amnistier les condamnations prononcées par la Haute-Cour de justice dans les limites définies dans les autres articles* [25 novembre 1952] (p. 5670) ; Art. 16 : *Amendement de M. Daniel Mayer tendant à supprimer l'article abrogeant les inéligibilités* [27 novembre 1952] (p. 5831, 5832) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, Art. 14 *ter* : *Son amendement tendant à supprimer l'article accordant une pension proportionnelle aux fonctionnaires ayant 20 ans de services et devenant parlementaires* [27 novembre 1952] (p. 5747, 5748) ; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 3.070.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale (Indemnités compensatrices pour les fonctionnaires élus membres des assemblées)* [13 décembre 1952] (p. 6329, 6330) ; Etat B, Chap. 4691 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour secours d'urgence aux victimes des calamités publiques (Ouragans dans la Haute-Saône)* (p. 6364) ; le retire. (ibid.) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Art. 66 : *Amendement de M. Rincet tendant à disjoindre l'article limitant les privilèges et le nombre des bouilleurs de cru* [11 décembre 1952] (p. 6199) ; Art. 67 : *Son amendement tendant à supprimer l'article rendant obligatoire le conditionnement en bouteilles de l'alcool commercialisé* [12 décembre 1952] (p. 6231) ; Son

amendement tendant à reporter l'application de l'article à 1955 sur demande des Conseils généraux départementaux (p. 6231, 6232) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à autoriser les bouilleurs de cru à distiller à domicile* [21 décembre 1952] (p. 6858) ; *Son sous-amendement tendant à ne majorer que faiblement les droits sur l'alcool fabriqué par les producteurs récoltant pour leur propre consommation* (p. 6874 et suiv.) ; le retire (p. 6876) ; *Son amendement tendant à fixer à 3,25 0/0 le taux de la taxe en faveur du fonds forestier national* (p. 6919, 6920) ; le retire (p. 6920) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 31 : *Répartition des crédits du Fonds forestier national* [15 décembre 1952] (p. 6405, 6406) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Art. 31 : *Son amendement tendant à abaisser à 3,25 0/0 le taux de la taxe pour le Fonds forestier national* [30 janvier 1953] (p. 785) ; — d'une proposition de loi relative à diverses dispositions intéressant l'épargne, amendée par le Conseil de la République ; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant la création d'un fonds de propagande en faveur de l'épargne* [6 février 1953] (p. 1011, 1012) ; le retire (p. 1012). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures pour remédier au marasme du marché du bois [3 mars 1953] (p. 1545) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur le marasme du marché du bois et la mévente des bois de papeterie et des bois de mine* [17 mars 1953] (p. 1953, 1954). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la composition de la Commission de coordination du pool charbon-acier : *Discussion générale* [26 mars 1953] (p. 2361). — Pose à M. le Ministre du budget, une question relative aux forfaits des bénéficiaires industriels, commerciaux et artisanaux [27 mars 1953] (p. 2474, 2477, 2478). — Est entendu pour un fait personnel sur un incident : *Accusations lancées contre lui par M. Tournaud* [27 mars 1953] (p. 2491, 2492). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Georges Bidault) : *Ses observations sur la ratification de l'E. D. C. et l'armée européenne, la carence de l'autorité, les grèves de fonctionnaires* [10 juin 1953] (p. 3010). —

Dépose une demande d'interpellation sur la politique forestière du Gouvernement et la crise du bois [7 juillet 1953] (p. 3266); la développe : *Le problème forestier ; feuillus et résineux (réponse à M. Liquart) ; abrogation nécessaire de la loi de Vichy du 13 août 1940 ; taxation abusive du bois, allègements possibles ; importations abusives et parfois inadmissibles, exportations insuffisantes, notamment en bois de feu, suppression nécessaire du régime des licences ; effectifs pléthoriques des cadres supérieurs des Eaux et Forêts, revendications légitimes cependant du personnel ; éloge, sous quelques réserves, du fonctionnement du Fonds forestier ; mesures urgentes à prévoir* [15 octobre 1953] (p. 4303 et suivantes). — Prend part à la discussion du projet de loi n° 6433 portant redressement économique et financier ; Art. 7 bis : *Licences des bouilleurs de cru (Défense des petits bouilleurs victimes d'une vaste campagne de dénigrement partiellement financée par les gros producteurs de vins et alcools ; faible rendement de la nouvelle taxe, contrôle coûteux et inefficace, autres ressources possibles, exonération nécessaire des plus défavorisés* [7 juillet 1953] (p. 3326) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 7 bis : *Licence des bouilleurs de cru ; Son amendement tendant à supprimer, pour tous les bouilleurs, qu'ils aient ou non été précédemment admis à ce titre, l'obligation d'être agriculteurs à titre principal (Discrimination injuste, recettes obtenues dérisoires, nécessité d'un statut d'ensemble de l'alcool, commission spéciale prévue, opposition des syndicats agricoles)* [10 juillet 1953] (p. 3470). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements sanglants qui se sont déroulés à Paris le 14 juillet [16 juillet 1953] (p. 3502) ; Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Le danger de la présence d'une pègre nord-africaine à Paris* (p. 3510, 3511). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique européenne : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ordre du jour de M. Garet approuvant la politique du Gouvernement (Danger d'une crise ministérielle, son hostilité à la C.E.D., le péril de l'unité allemande par la force* [27 novembre 1953] (p. 5631) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), Agriculture, Etat A, Chap. 3181 : *Amendement de M. Peltre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Eaux et Forêts*

(traitements des préposés et agents techniques des Eaux et Forêts) [3 décembre 1953] (p. 5937, 5938) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Eaux et Forêts (taxes excessives sur le bois)* (p. 5938) ; le retire (p. 5939) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à affecter le produit de la licence des bouilleurs de cru au fonds d'équipement rural* [4 décembre 1953] (p. 6011, 6012) ; — du rapport sur les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union Française pour 1954 ; Art. 2 : *Son amendement tendant à prélever sur l'indemnité législative l'indemnité compensatrice perçue par les députés fonctionnaires* [10 décembre 1953] (p. 6465, 6466) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, amendé par le Conseil de la République ; Art. 10 bis : *Taxation au taux réduit de 6,35/10 des bois de scierie pour la taxe à la production* [31 décembre 1953] (p. 7271) ; Art. 23 : *Son amendement reprenant le texte du Conseil de la République tendant à rétablir la législation antérieure concernant les bouilleurs de cru et à leur rembourser, sur leur demande, le droit de licence établi en juillet 1953* (p. 7273 et suivantes). — du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 42 : *Augmentation de l'impôt sur les sociétés, discrimination entre les différentes sociétés* [29 mars 1954] (p. 1426, 1427) ; Art. 45 : *Son amendement (Allègements fiscaux en faveur des artisans)* (p. 1430) ; *Ses explications de vote (Son reproche à la réforme fiscale d'être le ravivage d'une législation périmée)* (p. 1446, 1447) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote (Concentration des entreprises et classes moyennes)* [9 avril 1954] (p. 2002). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la situation des retraités des chemins de fer secondaires et des tramways : *Validation pour la retraite, de services antérieurs* [8 avril 1954] (p. 1906). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Application du règlement pour la discussion de son amendement et des amendements de MM. Solinhac et Mazier (taxation à 5 0/10 des bénéficiaires artisanaux inférieurs 456.000 fr.)* [18 mai 1954] (p. 2482) ; *Amendement de M. Pupat (Déduction des revenus du montant des impôts payés l'année précédente)* [21 mai 1954] (p. 2612) ; Art. 10 ter : *Amendement de M. Tourtaud (Modification des taxes sur le chiffre d'affaires pour les coopératives de*

consommation; égalité fiscale à l'égard des petits commerçants détaillants) [25 mai 1954] (p. 2670); Art. 10 quinquies : Son amendement (Fixation de l'âge limite des apprentis pour l'application de diverses dispositions fiscales) (p. 2673); Article additionnel de M. Minjot (Publication des revenus des contribuables; institution d'impôts à la source) [1^{er} juin 1954] (p. 2722 et suivantes), [8 juin 1954] (p. 2815); Article additionnel de M. Dorey (Sanctions et allègements fiscaux en faveur des artisans) (p. 2818); Ses articles additionnels (Peines prévues contre le refus collectif de l'impôt; défense des petits détaillants contre les polyvalents; imposition à la source) [25 juin 1954] (p. 3098 et suivantes); Ses explications de vote sur l'ensemble (Dégrèvement en faveur des artisans et renforcement des pénalités fiscales) [6 juillet 1954] (p. 3236); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 20 bis : Son amendement tendant à supprimer les sanctions pour action collective contre les représentants du contrôle fiscal [13 août 1954] (p. 4197 et suivantes); Son rappel au règlement sur l'irrecevabilité de cet amendement (p. 4214, 4215); Art. 28 : Amendement de M. Lambert tendant à supprimer la taxe fiscale sur la margarine (p. 4218). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique fiscale Gouvernement [8 juin 1954] (p. 2823); — sur les mesures envisagées pour réviser les principes de la politique fiscale et pour mettre fin aux pratiques inquisitoriales des administrations fiscales [24 juin 1954] (p. 3040). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux annonces judiciaires et légales, Art. 2 : Amendement de M. Secrétain (Tirage minimum exigé pour recevoir les annonces) [20 juillet 1954] (p. 3463); — d'une proposition de loi relative au régime de l'ALLOCATION DE VIEILLESSE AGRICOLE : Discussion générale (Réforme de tous les régimes de retraite vieillesse) [21 juillet 1954] (p. 3497); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : Discussion générale (Les risques de la libération des échanges, la situation des petits patrons, des artisans et des paysans écrasés par la fiscalité, le développement du marché intérieur) [6 août 1954] (p. 3943 et suivantes). — Dépose une demande d'interpellation sur l'importation de certains bois étrangers [10 novembre 1954] (p. 4872). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du

MINISTÈRE DES AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES pour l'exercice 1955 : Ses explications de vote sur l'ensemble (Echec de la politique de négociation et de compromis avec le terrorisme en Afrique du Nord) [22 novembre 1954] (p. 5236); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 37-31 : Pensions et indemnités aux victimes d'accidents (Sapeurs pompiers et anciens agents de la défense passive) Sa demande de disjonction [23 novembre 1954] (p. 5298, 5299); Chap. 41-31 : Sa demande de disjonction (Insuffisance des crédits concernant l'équipement des sapeurs pompiers) (p. 5300, 5301); Chap. 41-52 : Demande de disjonction de M. Leenhardt (Réparation des édifices culturels appartenant aux collectivités locales) (p. 5310); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris, en qualité de Rapporteur pour avis de la Commission des Finances : 1^o RAPPORT BILLOTTE : Effectifs prévus, permettant l'embrigadement total de la jeunesse allemande, course fatale aux armements, entre Alliés comme entre les deux Blocs, contrôles prévus, abandon regrettable du pool des armements (Commandes off shore), Wehrmacht autonome dotée d'aviation tactique (recul sur la C.E.D.), erreur stratégique et politique du réarmement allemand face à l'U.R.S.S.; Avis défavorable de la Commission; 2^o RAPPORT ISORNI : Cessation du régime d'occupation, conséquences financières (Personnel civil français — charges équivalentes); contribution allemande (Réduite) aux frais d'entretien des troupes (Convention financière, analyse); Abandon total des réparations sur la production courante (disproportion entre les dommages et les indemnités obtenues, chiffres, réserves personnelles formulées); Avis favorable de la Commission (Réserves personnelles touchant la notion de l'unité allemande — équivoque — et soutien inconditionnel promis par les Occidentaux); 3^o RAPPORT VENDROUX : Atteintes portées à l'Union économique franco-sarroise (« similitude » à réaliser entre les positions française et allemande), représentation sarroise à diverses institutions européennes, caractère provisoire du statut proposé (2^e référendum lors de la signature du traité de paix), repli français déjà commencé sur place, affaiblissement des garanties anglo-américaines données en 1947, inquiétudes inspirées par l'exposé des motifs allemand, irrecevabilité d'un arbitrage éventuel; Avis d'ajour-

nement formulé par la Commission (« Duperie » liée à l'ajournement indéfini du traité de paix) [21 décembre 1954] (p. 6673 à 6680); *Dernier mot laissé au peuple sarrois « sans aucune restriction » (Exégèse de ces termes)* (p. 6687); Nouveau projet n° 9806 (TRAITÉ DE BRUXELLES ET PROTOCOLES RATTACHÉS), Article unique : *Ses explications de vote (Possibilité pour la France de rejeter les accords (Confiance dans l'honnêteté et la parole des puissances anglo-saxonnes), négociations nécessaires avec l'Est avant tout réarmement de l'Allemagne, qui supplanterait désormais la France (« balayant ces otos et contrôles, c'est elle qui dicterait le traité de paix »)* [29 décembre 1954] (p. 6919, 6920); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Droits acquis des bouilleurs de cru ouvriers et retraités)* [27 janvier 1955] (p. 321, 322); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 24 quinquies : *Son amendement (Taxe unique et publicité en faveur du bois)* [28 janvier 1955] (p. 426); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 41 : *Son amendement (Excédent des fonds affectés aux chemins vicinaux)* [15 mars 1955] (p. 1435); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des finances, des affaires économiques et du plan pour 1955, I. CHARGES COMMUNES, Art. 34 : *Son amendement (Aménagement de la législation sur les cumuls en faveur des pensionnés et dégagés des cadres chargés de famille)* [4 mars 1955] (p. 1411). — Est entendu sur : la fixation de la date de discussion des interpellations sur la suppression du contrôle polyvalent : *Explications sur l'amendement de M. Dorey (Atténuation de la fiscalité en faveur des petits artisans et contrôle fiscal)* [10 mars 1955] (p. 1277); — les propositions de la conférence des présidents : *Date de discussion de l'interpellation de M. Vendroux sur la question sarroise* [18 mars 1955] (p. 1655, 1656). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Discussion générale (Diminution du revenu de l'agriculture, organisation des marchés agricoles et création d'un fonds de garantie mutuelle, institution d'un comité national pour la recherche des économies, trop grand nombre d'assemblées, diminution des forfaits)* [19 mars 1955] (p. 1723, 1724); *Son amendement (Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954)* (p. 1739); *Son rappel en règlement (Déroulement*

du débat) (ibid.); Art. 11 : *Renvoi des articles additionnels ayant un caractère fiscal au projet portant dispositions d'ordre fiscal* (p. 1748); *Son amendement (Vente des aux-de-vie en bouteilles conditionnées)* (p. 1752 et suiv.); *Son amendement (Abrogation du décret portant augmentation du droit de consommation sur l'accool)* (p. 1754); *Son amendement (Abrogation du décret supprimant le privilège des bouilleurs de cru aux non-cultivateurs)* (p. 1754); *Son amendement (Tarif réduit pour le droit de consommation des alcools dépassant les 10 litres de franchise)* (p. 1755); *article additionnel de M. Louvel (Libération des produits textiles)* (p. 1779); *Son article additionnel (Titres de mouvement des farines)* (p. 1781); *Son article additionnel (Remise des sommes dues pour l'emploi de prisonniers allemands)* (p. 1781, 1782); *Son article additionnel (Emploi de la taxe vicinale pour les dépenses de la voirie urbaine et rurale)* (p. 1783, 1784); de ce projet de loi en 2^e lecture, Art. 11 *ter* : *Vente des eaux-de-vie en bouteilles conditionnées* [17 mai 1955] (p. 2838 et suiv.); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Taxes en cascade, magasins à prix uniques, taxe unique à la production de 1937, article 33, articles 1769 et 1839, mouvement Poujade)* [29 mars 1955] (p. 2073, 2074); — en 3^e lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955 : *Sa motion préjudicielle (Subventions aux services de lutte contre l'incendie)* [2 avril 1955] (p. 2385); *la retire* (ibid.); *Ses explications de vote* (ibid.) (p. 2387); — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents : *Décret supprimant le privilège des bouilleurs de cru aux non-cultivateurs à titre principal* [22 juillet 1955] (p. 4045, 4046); — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Sa motion préjudicielle (Subventions au titre de la lutte contre l'incendie)* [27 juillet 1955] (p. 4335); *la retire* (ibid.); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 8 : *Amendement de M. Briot (Privilège des bouilleurs de cru)* [4 août 1955] (p. 4622). — Est entendu sur : les propositions de la conférence des présidents : *Sursis à accorder aux bouilleurs de cru non cultivateurs à titre principal, retraites des ouvriers mineurs* [29 juillet 1955] (p. 4514); — le règlement de l'ordre du jour : *Textes tendant à surseoir à*

P'application du décret relatif aux bouilleurs de cru [4 août 1955] (p. 4598). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, Art. 21 *quater* : *Son amendement (Officiers dégagés des cadres)* [4 août 1955] (p. 4608). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique forestière du Gouvernement [6 octobre 1955] (p. 4802); — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (limitation des débits de boissons) : *Oppose la question préalable (Distinction entre le problème de l'alcoolisme et le problème des bouilleurs de cru)* [21 octobre 1955] (p. 5208); *la retire* (ibid.); *Nombre de bouilleurs de cru* (p. 5210); Art. 1^{er} : *Transfert à l'intérieur d'une commune* (p. 5213); *Oppose la question préalable* [25 octobre 1955] (p. 5262); *la retire* (p. 5263); *Et la transforme en motion préjudicielle* (p. 5263); Art. 15 : *Option pour le commerçant vendant des boissons alcooliques entre la vente pour la consommation sur place et la vente à emporter, son amendement tendant à supprimer cet article* [8 novembre 1955] (p. 5533); Art. 28 : *Interdiction d'accorder des circonstances aggravantes en cas d'ivresse* [9 novembre 1955] (p. 5571); *Son amendement (Avis conforme du conseil municipal en cas de transfert d'un débit de boissons à l'intérieur d'une commune)* (p. 5572); *Son rappel au règlement (Irrecevabilité et demande de réserve opposées à son amendement)* (p. 5572); Art. 8 : *Haut comité d'études et d'information, nombre de bouilleurs de cru cité par M. Senghor* (p. 5573 à 5575); Art. 35 : *Son amendement (Publicité)* (p. 5586, 5587); Art. 43 : *Son amendement (Alambics)* (p. 5591, 5592); — Est entendu sur la demande de fixation immédiate de la date de discussion d'interpellations relatives à la politique générale du Gouvernement : *Opinion du pays sur les bouilleurs de cru* [25 octobre 1955] (p. 5249); — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Discussion générale (L'Etat marchand d'alcool, absurdité des taxes prohibitives)* [25 octobre 1955] (p. 5253 et suiv.); *Alcoolisme mondain* (p. 5261); en qualité de *Rapporteur* : *Applicabilité de l'article premier de la loi de finances* [28 octobre 1955] (p. 5351); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Gau (Distillation de l'alcool en atelier fixe afin d'assurer un contrôle effectif)* (p. 5352 et suiv.);

Déroutement du débat (p. 5356); *Amendement de Mme de Lipkowski (Abrogation du privilège des bouilleurs de cru)* [8 novembre 1955] (p. 5501); *Son amendement (Abrogation de l'article 8 de la loi du 11 juillet 1953 et du décret du 13 novembre 1954)* (p. 5502) *le retire* (ibid.); *Amendement de Mme de Lipkowski (Contrôle de la production des bouilleurs de cru par l'emploi de compteurs alcoométriques)* (p. 5504); *Son amendement (non application du décret du 13 novembre 1954 au cas où il ne serait pas ratifié par le Parlement avant la date du 1^{er} septembre 1956)* (p. 5506); *le retire* (ibid.); Art. 3 : *Remboursement des droits de licence; Applicabilité de l'article premier de la loi de finances* (p. 5506); *Son article additionnel (fixation de la date d'application du décret du 13 novembre 1954 au 1^{er} septembre 1956)* (p. 5506); *le retire* (ibid.); *Titre de la proposition de loi* (p. 5507). = S'excuse de son absence [23 janvier 1953] (p. 214), [4 novembre 1953] (p. 4810), [16 février 1954] (p. 301), [3 novembre 1954] (p. 4689), [3 mai 1955] (p. 1426); [28 juin 1955] (p. 3375). = Obtient des congés [23 janvier 1953] (p. 214), [4 novembre 1953] (p. 4810), [16 février 1954] (p. 301), [3 novembre 1954] (p. 4689), [3 mai 1955] (p. 1426), [28 juin 1955] (p. 3375).

LINET (M. Roger), Député de la Seine
[4^e circonscription] (C.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 6003). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1951] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 25 février 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 180) de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir dans leurs droits, au regard de l'assurance-vieillesse, les chauffeurs de taxis salariés exclus du régime général des assurances sociales entre le 1^{er} juillet 1930 et le 1^{er} janvier 1936, **n° 2790**. — Le 6 mars 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Ray-

mond Guyot et plusieurs de ses collègues (n° 303) tendant à déterminer le paiement des prestations des assurances maladie, longue maladie, maternité aux ayants droit, résidant en Algérie, des salariés ou des assurés volontaires algériens résidant en France, n° 2889. — Le 6 mars 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues (n° 304) tendant à déterminer le taux et le paiement des prestations familiales pour les Algériens salariés ou travailleurs indépendants travaillant en France et dont la famille réside en Algérie; 2° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 1699) tendant à déterminer le régime de prestations familiales et le mode de paiement à appliquer aux Algériens travaillant en France dont la famille réside en Algérie, n° 2890. — Le 27 mars 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 154) de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à déterminer la situation professionnelle et sociale des conducteurs de taxis propriétaires de leur véhicule, n° 3069. — Le 27 mars 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 1845) de M. Joseph Dumas et plusieurs de ses collègues étendant aux travailleurs marocains et tunisiens en France le bénéfice des allocations familiales pour leurs familles demeurées au Maroc et en Tunisie, n° 3070. — Le 26 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 52-951 du 7 août 1952 instituant la présentation d'une vignette gommée pour le remboursement des spécialités pharmaceutiques, des produits sous cachet, des sérums, vaccins et produits assimilés, n° 4871. — Le 10 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 31 X a du chapitre 4 bis du titre II du Livre I^{er} du Code du travail, afin d'établir une véritable échelle mobile des salaires, n° 5033. — Le 11 décembre 1952, une proposition de loi tendant à indemniser les salariés dont l'entreprise aura provisoirement réduit ou suspendu son activité pendant une certaine période, pour inventaire ou tout autre motif, n° 5052. — Le 5 mars 1953, une proposition de loi tendant à maintenir le bénéfice des allocations familiales aux travailleurs algériens employés en France, licenciés

de leur emploi et inscrits comme demandeurs d'emplois, n° 5780. — Le 16 juin 1953, une proposition de loi tendant à modifier les articles 10 et 13 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 afin de garantir aux assurés sociaux le remboursement de leurs frais médicaux dans toute la mesure prévue par ladite ordonnance, n° 6313. — Le 26 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire respecter la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives en ce qui concerne les salaires des ouvriers boulangers, n° 6358. — Le 11 décembre 1953, une proposition de loi tendant : 1° à exonérer de la surtaxe progressive les salariés, les titulaires de traitement, pension, retraite, dont le revenu imposable n'excède pas la somme de 360.000 francs, majorée en fonction de leur situation et de leurs charges de famille; 2° à porter de 180.000 à 360.000 francs le montant de l'abattement à la base pour le calcul de la surtaxe progressive frappant les salaires, traitements, retraites, n° 7447. — Le 16 février 1954, une proposition de loi tendant à reporter la date d'exigibilité du premier tiers provisionnel dont sont redevables les travailleurs salariés jusqu'au vote par le Parlement des mesures fiscales prévues en leur faveur, n° 7772. — Le 20 juillet 1954, une proposition de loi tendant à inclure dans la nomenclature des maladies professionnelles, les affections provoquées par la trinitroglycérine, n° 8890. — Le 21 janvier 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 154) de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à déterminer la situation professionnelle et sociale des conducteurs de taxi propriétaires de leur véhicule, n° 9953. — Le 24 mai 1955, une proposition de loi tendant à instituer une prime de vacances pour tous les salariés, n° 10829.

Interventions :

Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Nécessité de discuter du salaire minimum garanti, de l'échelle mobile, des abattements de zone* [28 août 1951] (p. 6545, 6546). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique et sociale du Gouvernement et l'échelle mobile des salaires [29 août 1951] (p. 6575). — Prend part à la

discussion du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur la nécessité de la loi)* [30 août 1951] (p. 6635). — Dépose une demande d'interpellation : et en demande la discussion immédiate, sur la politique économique et sociale du Gouvernement et la fixation à 23.600 francs du salaire minimum garanti, sur l'échelle mobile des salaires, et la suppression des abattements de zone [31 août 1951] (p. 6719, 6720); — sur le problème des salaires et des prix et la suppression des abattements de zone et en demande la discussion immédiate [11 septembre 1951] (p. 7289) ; la développe (*Ses observations sur les hausses des prix depuis 1950, le salaire minimum insuffisant, la misère de la classe ouvrière, les hausses de salaires insuffisantes, les méfaits de la productivité, l'association capital-travail, l'accord des syndicats*) [14 septembre 1951] (p. 7354, 7355, 7356, 7357, 7358, 7359) ; *Son ordre du jour demandant la suppression des abattements de zones et la fixation du salaire minimum à 23.000 francs* (p. 7370). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Lanet tendant à prévoir un décret gouvernemental sur avis motivé de la Commission supérieure des Conventions collectives, fixant le salaire minimum* [19 septembre 1951] (p. 7487, 7488) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1952 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les immigrants italiens (Chômage en France)* [13 novembre 1951] (p. 7962, 7963) ; Chap. 5020 : *Amendement de M. Titeux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travailleurs immigrants (Immigrants d'Europe centrale)* (p. 7964) ; — d'une proposition de résolution relative à l'entreprise Salmson : *Discussion générale* [21 décembre 1951] (p. 9492 et suiv.). — Est entendu : sur les propositions de la conférence des présidents (*Budgets des dommages de guerre et de la Reconstruction*) [21 décembre 1951] (p. 9502) ; *Débat sur l'échelle mobile des salaires* (p. 9504) ; — sur l'ordre du jour (*Son interpellation sur les incidents survenus devant l'usine Renault*) [3 janvier 1952] (p. 87). — Sa demande d'interpellation sur les incidents qui se sont déroulés le 29 décembre 1951 devant les usines Renault, à Billancourt

[4 janvier 1952] (p. 114). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. Mitterrand relatif à la réforme de la S. N. C. F.* [7 janvier 1952] (p. 187, 188). — Est entendu sur une question posée par M. Demusois concernant le transport par « Air Algérie » de travailleurs algériens [25 janvier 1952] (p. 382). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 février 1952] (p. 886). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents (*Discussion du rapport sur les prestations familiales aux familles des travailleurs algériens en France*) [20 mai 1952] (p. 2345, 2346). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à établir un rapport constant entre les salaires et les rentes* [2 juillet 1952] (p. 3420) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 4612 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travailleurs nord-africains (Insuffisance des crédits)* [23 octobre 1952] (p. 4341) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 3423 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les sépultures militaires (Monument de Struthof)* [20 décembre 1952] (p. 6706). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'assassinat de M. Ferhat Hached secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens [9 décembre 1952] (p. 6079) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (*Ses observations sur l'atrocité de la répression française, le meurtre de Ferhat Hached, la sympathie du peuple français pour les victimes tunisiennes et marocaines*) [16 décembre 1952] (p. 6472, 6473) ; — sur le déplacement du tribunal militaire de Metz au camp de Struthof à l'occasion du procès des médecins criminels de guerre [19 décembre 1952] (p. 6636) ; — sur les responsables de l'assassinat de M. Ferhat Hached, les responsables du massacre des travailleurs marocains les 7 et 8 décembre 1952 à Casablanca, les arrestations de personnalités pro-

gressistes, de militants de partis politiques du Maroc [14 janvier 1952] (p. 81) ; — sur le licenciement de 200 employés de la Caisse vieillesse de la région parisienne [6 février 1953] (p. 1017) ; — sur le développement de la crise économique dans l'industrie automobile française [5 mars 1953] (p. 1602) ; — sur la convocation nécessaire de la Commission supérieure des conventions collectives [7 juillet 1953] (p. 3266) ; — sur les licenciements et diminutions des salaires à l'usine Voisin (S.N.E. C.M.A.) [7 juillet 1953] (p. 3266). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Urgence pour les majorations aux vieux et aux chômeurs, la fermeture des établissements Voisin, la convocation de la Commission supérieure des conventions collectives ; Ses amendements portant inscription (1^o) pour le 9 juillet, des rapports sur les allocations aux vieux travailleurs, le salaire des travailleurs de l'Etat et le chômage (2^o) pour le 10 juillet, des rapports sur les problèmes viticoles et les allocations familiales* [7 juillet 1953] (p. 3267, 3268) ; *Son amendement prévoyant discussion du rapport n^o 6902 (salaire minimum garanti)* [27 octobre 1953] (p. 4588). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4612 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'amélioration du sort des travailleurs nord-africains (Insuffisance des crédits, misère grandissante des nord-africains en France)* [29 octobre 1953] (p. 4668, 4669) ; INDUSTRIE ET COMMERCE, Art. 3, Etat C, Titre VIII, Chap. 84-63 : *Aide à la recherche du pétrole ; Sa demande de disjonction (Privilèges fiscaux des sociétés pétrolières)* [3 novembre 1953] (p. 4764) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 34-23 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sépultures militaires (Monument de Struthof)* [6 décembre 1953] (p. 6155 et suivantes) ; *le retire* (p. 6157). — Dépose une demande d'interpellation sur la nécessité de fixer le salaire minimum national interprofessionnel garanti à 133 francs l'heure [14 novembre 1953] (p. 5134). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Son amendement tendant à discuter le rapport sur la fixation du salaire minimum garanti* [17 novembre 1953] (p. 5213). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arres-

tation de M. Benoît Frachon, secrétaire général de la C.G.T. [24 novembre 1953] (p. 5483). Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la majoration du salaire minimum garanti : *Discussion générale (Nécessité de majorer les salaires les plus bas, fixes depuis 1951, le scandale des abattements de zones, l'indice des 213 articles, le salaire minimum à relever à 28.000 francs au moins)* [1^{er} décembre 1953] (p. 5777 et suivantes) ; — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, Art 4 : *Son amendement tendant à exclure les avantages en nature* [31 décembre 1953] (p. 7158). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de sa demande d'interpellation sur la nécessité de fixer le salaire minimum national interprofessionnel garanti à 133 francs l'heure : *Augmentation des salaires et de l'allocation aux vieux travailleurs, réduction des profits capitalistes et des impôts sur les salaires* [9 février 1954] (p. 106) ; *la développe* : *Ordre du jour de M. Lecœur (Fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti au taux de 25.166 francs, applicable à toutes les catégories de travailleurs)* [16 février 1954] (p. 298, 299). — Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant le statut des gérants de sociétés au regard de la législation de la sécurité sociale, Art. 1^{er} : *Son amendement (Assimilation aux salariés des gérants de sociétés ne possédant que 5 0/0 du capital social)* [4 mars 1954] (p. 648) ; Art. 2 : *Son amendement excluant du bénéfice de la législation sur les accidents du travail les présidents directeurs et directeurs généraux des sociétés anonymes* (p. 650), — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Inscription à l'ordre du jour de la discussion sur le salaire minimum interprofessionnel garanti ; Salaire des ouvriers de M. Laniel ; Discussion de l'interpellation de M. de Chambrun relative à la paix en Indochine ; Son amendement (Inscription à l'ordre du jour des discussions sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ; Sur les rentes d'invalidité et de vieillesse dues à certains cheminots de l'ancien réseau d'Alsace-Lorraine, et sur l'allocation vieillesse agricole)* [6 avril 1954] (p. 1775, 1776). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 46-12 : *Son amendement indicatif (Problème des travailleurs algériens en France)*

[16 novembre 1954] (p. 5104, 5105); Chap. 47-41 : *Son amendement indicatif (Aide aux travailleurs immigrants; Création d'usines d'armement franco-allemandes)* (p. 5105, 5106). — du projet de loi relatif à l'indemnisation des salariés victimes des inondations : *Salaire complet, mesures préventives* [28 janvier 1955] (p. 387, 388); Art. 2 : *Son amendement (Heures indemnisées)* (p. 389); Art. 3 : *Son amendement (Intégralité du salaire)* (p. 390); de ce projet de loi en deuxième lecture : *Ses explications de vote* [28 janvier 1955] (p. 443). — du projet de loi instituant un fonds national de la vieillesse, Art. 5 : *Son amendement (Modification de réduction)* [16 novembre 1955] (p. 5754); — d'une proposition de loi relative à la situation des conducteurs de taxis propriétaires de leur véhicule, en qualité de *Rapporteur : Application aux chauffeurs de taxis du titre de travailleurs indépendants* [24 novembre 1955] (p. 5991 et suivantes).

LIPKOWSKI (Mme Irène de), *Député de la Seine* [4^e circonscription] (N. I.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 6003). = Est nommée : Vice-Président de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [19 juillet 1951] (**F. n° 7**); membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôts :

Le 6 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître comme Nécropole nationale l'ancien camp de concentration du Struthof et à prévoir immédiatement les crédits nécessaires à son aménagement en cimetière national, à son entretien et au retour des cendres et des corps non réclamés des déportés et internés de tous les camps, **n° 1028**. — Le 21 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter une politique financière pour permettre aux collectivités locales de contracter des emprunts avec bonification d'in-

térêts pour l'exécution rapide de constructions semi-provisoires, cités de transit très bon marché (T.B.M.), **n° 1191**. — Le 21 septembre 1951, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de la sécurité sociale toutes les victimes de la guerre et leurs ayants droit, **n° 1192**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre plus équitable la répartition entre les communes du produit de la patente due par les entreprises de transport aérien, **n° 1296**. — Le 13 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 45 du décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, **n° 1494**. — Le 11 décembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder des avantages spéciaux aux fonctionnaires déportés et internés pour faits de résistance, à leurs veuves et à leurs enfants, et à préciser les modalités de l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948, **n° 1938**. — Le 13 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à titulariser le personnel temporaire et contractuel de l'Office national des anciens combattants et victimes de la guerre, **n° 1989**. — Le 18 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de l'ordonnance n° 45-1181 du 14 mai 1945, relative à la création de l'Union française des combattants, **n° 2061**. — Le 21 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 13 de la loi n° 50-956 du 8 août 1950 relatif aux successions des victimes de la guerre, **n° 2156**. — Le 12 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faire respecter l'application de la loi du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse, **n° 2619**. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à valider les dispositions testamentaires exprimées de 1939 à 1945 par les déportés, travailleurs forcés ou prisonniers de guerre hors des formes légales, **n° 2665**. — Le 25 mars 1952, une proposition de loi tendant à l'application de l'article 65 de la loi du 31 mars 1919 aux victimes civiles de la guerre bénéficiaires de la loi du 24 juin 1919 modifiée par la loi du 28 juillet 1921 (victimes de la guerre 1914-1919) et reconduite par la loi du 20 mai 1946 aux victimes de la guerre 1939-1945, **n° 3039**. — Le 11 avril 1952, une proposition de loi tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 4 de l'acte dit loi du 3 juillet 1941

portant réforme du régime de retraites des employés et agents des départements, communes, établissements publics et services concédés ou affermés dépendant de ces collectivités, n° 3317. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les communes d'une partie du produit des taxes perçues sur les aéroports, n° 3489. — Le 27 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour obtenir une indemnité compensatrice du travail effectué par les déportés résistants et politiques pour le compte des particuliers et des institutions publiques ou privées de l'Etat allemand, n° 3490. — Le 29 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réparer les dommages causés et à accorder des récompenses aux membres du service d'ordre blessés lors des échauffourées de la soirée du 28 mai 1952 ou qui se sont particulièrement distingués par leur courage et leur sang-froid, n° 3509. — Le 29 mai 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Hénault (n° 746) tendant à étendre aux veuves de guerre 1914-1918 des militaires de carrière, le bénéfice de la loi du 14 avril 1924, modifiée par les articles 38 et 39 de la loi du 20 septembre 1948 et notamment les articles 49 et 50 ; 2° de M. Jarrosson (n° 2096) tendant à ouvrir un nouveau délai permettant à certaines catégories de veuves de militaires de carrière de demander le bénéfice de l'allocation complémentaire prévue par les articles 76 et 77 de la loi du 30 décembre 1928, n° 3517. — Le 29 mai 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de résolution : 1° de M. Marcel Ribère et plusieurs de ses collègues (n° 684) tendant à inviter le Gouvernement à rapporter la circulaire du 2 mars 1948 du Ministère de la France d'outre-mer, excluant des bénéfices de délégation de solde et de pension, sous certaines conditions d'âge, les ascendants des militaires décédés en Indochine ; 2° de M. Marcel Ribère et plusieurs de ses collègues (n° 2809) tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les pensions des ascendants de guerre, à faire supprimer les conditions d'âge et de fortune auxquelles est subordonné l'octroi de ces pensions et à faire admettre les ascendants de guerre au bénéfice de la sécurité sociale, n° 3518. — Le 29 mai 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le

projet de loi (n° 3413) relatif à la pension de la veuve du Maréchal de France de Lattre de Tassigny, n° 3519. — Le 29 mai 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : 1° la proposition de loi (n° 466) de M. Fouyet tendant à l'attribution d'une allocation mensuelle en espèces à certaines catégories d'assistés médicaux gratuits ; 2° la proposition de résolution (n° 510) de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux tuberculeux bénéficiant de l'assistance médicale gratuite, en traitement dans les établissements de cure, une indemnité de 2.000 francs par mois, n° 3522. — Le 30 mai 1952, une proposition de loi tendant à l'organisation de la prophylaxie individuelle, familiale et collective de toutes les déficiences mentales, n° 3542. — Le 3 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire évacuer, avant le 1^{er} septembre 1952, les locaux situés 4 bis, boulevard des Invalides, afin que restitués à l'Institution nationale des Invalides ils redeviennent un centre de traitement, n° 3548. — Le 17 juin 1952, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions de l'article unique de la loi n° 50-729 du 24 juin 1950 les fonctionnaires et militaires décédés au cours de leur internement ou de leur déportation ou des suites de celle-ci, n° 3689. — Le 17 juin 1952, une proposition de loi tendant à intégrer les allocations aux grands invalides et aux grands mutilés, prévues par les articles 34 et 36 du Code des pensions, dans la pension principale servie aux tributaires de la loi du 31 mars 1919 et à calculer la pension des invalides de 10 à 80 0/0, proportionnellement au montant de la pension allouée à un invalide à 100 0/0, allocations comprises, n° 3690. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 257 du Code pénal en ce qui concerne les inscriptions sur la voie publique, n° 4124. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi du 6 août 1948 relatif aux pèlerinages effectués par les familles des morts pour la France, n° 4185. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à rapporter le décret n° 52-1043 du 8 septembre 1952 réduisant la délégation générale du Ministère des Anciens combattants pour l'Allemagne et l'Autriche qui a pour mission la restitution

des corps des déportés à leur famille ; 2° à prendre les mesures nécessaires pour obtenir l'expropriation des terrains sur lesquels fonctionnaient les principaux camps de concentration d'Allemagne et d'Autriche et la transformation de ces camps en monuments historiques sous la protection d'une commission de contrôle internationale, **n° 4335**. — Le 21 octobre 1952, une proposition de loi tendant à interdire l'emploi abusif du titre de « déporté », **n° 4448**. — Le 17 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 3716) (rectifié) de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une allocation mensuelle aux malades de longue durée, hospitalisés au titre de l'assistance médicale gratuite, **n° 5132**. — Le 3 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 4185) de Mme de Lipkowski tendant à modifier l'article 12 de la loi du 6 août 1948 relatif aux pèlerinages effectués par les familles des Morts pour la France, **n° 5732**. — Le 3 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander le transfert des archives de la déportation d'Arolsen au siège de l'U.N.E.S.C.O., à Paris, **n° 5748**. — Le 5 mars 1953, une proposition de loi tendant à interdire l'emploi abusif du titre de « déporté », **n° 5773**. — Le 6 mars 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 3716) (rectifié) de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une allocation mensuelle aux malades de longue durée hospitalisés au titre de l'assistance médicale gratuite, **n° 5799**. — Le 20 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 3443) de M. Médecin, tendant à attribuer une pension d'invalidité basée sur le taux du grade à tous les militaires de carrière et à leurs ayants cause, **n° 5949**. — Le 9 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit de 80 millions aux sinistrés d'Issy-les-Moulineaux (Seine), victimes de l'orage du 30 juin 1953, **n° 6483**. — Le 17 juillet 1953, une proposition de loi tendant à créer une taxe spéciale sur les ventes d'appartements dont le produit sera affecté au Fonds national de construction, **n° 6545**. — Le 22 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la

famille, de la population et de la santé publique sur l'avis (n° 6531) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 3716 rectifié) adoptée par l'Assemblée Nationale modifiant et complétant la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite, **n° 6586**. — Le 11 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 8 mai 1955 les conclusions opposées aux différentes catégories de Résistants, **n° 7717**. — Le 18 février 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 7455) de M. Michelet, sénateur, et plusieurs de ses collègues, tendant à consacrer le dernier dimanche d'avril au souvenir des victimes de la déportation et morts dans les camps de concentration du III^e Reich au cours de la guerre 1939-1945, **n° 7803**. — Le 23 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement, d'une part, à faire apposer sur la carte du combattant 1914-1918 un cachet : « Combattant de guerre 1939-1945 », d'autre part, à créer pour la croix de combattant deux barrettes portant 1914-1918 et 1939-1945, **n° 7864**. — Le 19 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les mères de famille d'une indemnité compensatrice d'accouchement à domicile et de prévoir une participation de 20 0/0 sur l'hospitalisation des accouchées imposables sur le revenu, **n° 8096**. — Le 19 mars 1954, une proposition de loi tendant à ne pas exclure les aveugles de la Résistance du bénéfice de l'allocation spéciale, **n° 8097**. — Le 25 mars 1954, une proposition de loi tendant à admettre au bénéfice de l'assurance volontaire par les caisses de sécurité sociale, les veuves non salariées d'assurés sociaux et leurs enfants à charge ainsi que les orphelins complets dont le père ou la mère était assuré social, **n° 8145**. — Le 5 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à user sans tarder des pouvoirs spéciaux qui lui ont été accordés par l'Assemblée Nationale en vue de promouvoir les mesures propres à assurer le reclassement professionnel de tous les citoyens dont la capacité de travail se trouve, pour une cause quelconque, temporairement ou définitivement diminuée, **n° 9405**. — Le 30 novembre 1954, une proposition de loi tendant à étendre à l'Algérie l'application de la loi n° 54-592 du 11 juin 1954 modifiant et complétant la loi du 15 juillet 1893

sur l'assistance médicale gratuite, n° 9607. — Le 13 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de modifier les textes en faveur des vieux travailleurs, afin de les rendre plus conformes à la situation économique et d'assurer aux intéressés des moyens convenables d'existence, n° 9901. — Le 3 février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer à Paris un musée de la Résistance, de la Libération et de la Déportation, n° 10086. — Le 4 mars 1955, une proposition de loi portant ouverture d'un crédit de 50 millions pour le financement des journées nationales de l'année 1955 qui commémorent le 10^e anniversaire de la libération des camps de concentration, le 24 avril, et le cessez-le-feu de la guerre 1939-1945, le 8 mai, n° 10279. — Le 18 mars 1955, une proposition de loi tendant à améliorer le régime des prestations familiales, n° 10454. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi relative à la situation des ressortissants espagnols ayant été internés dans des camps de prisonniers de guerre ou dans des camps de concentration durant la guerre 1939-1945, n° 10936. — Le 11 juillet 1955, une proposition de loi tendant à étendre la législation sur le droit à sépulture nationale des victimes civiles de la guerre aux personnes décédées dans les camps d'internement du gouvernement de Vichy, n° 11177. — Le 4 août 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter à la prochaine Assemblée générale statutaire de l'O.N.U. une requête formelle pour que soit convoquée en 1956 une Conférence pour la révision de la Charte et à prendre toutes initiatives nécessaires auprès des délégations des pays membres afin de réunir la majorité statutaire prévue pour qu'il en soit ainsi, n° 11437. — Le 11 octobre 1955, une proposition de loi tendant à la réforme des régimes matrimoniaux, n° 11579. — Le 26 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'obligation du diplôme d'Etat pour les assistantes de police, à créer de nouveaux postes d'assistantes de police et un corps de police féminine hiérarchisé, n° 11736. — Le 15 novembre 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux veuves de guerre fonctionnaires, agents et ouvrières de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics départementaux, communaux et

de l'Etat, le droit à une prolongation d'activité, prévue par le décret n° 48-1907 du 18 décembre 1948, n° 11877.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (reclassement du personnel temporaire)* [27 novembre 1951] (p. 8528); *le retire* (ibid.); Chap. 1050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les missions de recherches (Recherche des corps des victimes de guerre)* (p. 8545, 8546); *le retire* (p. 8546); Chap. 3050 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'Institut national des Invalides (Admission d'un plus grand nombre d'invalides)* (p. 8547); *le retire* (ibid.); Chap. 3110 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour remboursements à la S.N.C.F. (Réductions accordées aux voyages de pèlerinages sur les tombes)* (p. 8549); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Création d'une école de rééducation professionnelle)* (p. 8552); Chap. 6020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemniser les pertes des déportés et internés (Application du décret du 31 août 1951)* (p. 8556, 8557); *Motion préjudicielle de M. Begouin tendant à surseoir à la discussion en attendant le dépôt d'une lettre rectificative* [29 novembre 1951] (p. 8655); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 1090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le laboratoire national (Insuffisance des crédits)* [4 décembre 1951] (p. 8742); *le retire* (p. 8743); Chap. 4040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la lutte antituberculeuse (Insuffisance des crédits)* (p. 8750); *le retire* (p. 8753); Chap. 4110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance aux tuberculeux (Indigents tuberculeux)* (p. 8777); *le retire* (p. 8778); Chap. 4120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux malades mentaux (Constructions d'hôpitaux)* (p. 8779); *le retire* (p. 8780); Chap. 4130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les*

crédits pour hospitalisation des étrangers (*Malades nord-africains*) (p. 8780, 8781); le retire (p. 8781); Chap. 4140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux vieillards et infirmes (Aveugles infirmes ayant besoin d'un compagnon)* (p. 8781, 8782); le retire (p. 8784); Chap. 5050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses (Relèvement du taux des bourses)* [5 décembre 1951] (p. 8807); le retire (p. 8808); Chap. 5090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la lutte contre le cancer (Centres anticancéreux)* (p. 8809, 8810); le retire (p. 8812); Chap. 701 : *Amendement de M. Hénault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite des anciens combattants (Pensions des veuves de guerre)* [13 décembre 1951] (p. 9140); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Pensions des orphelins)* (p. 9140); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Emplois réservés)* (p. 9156, 9157); le retire (p. 9159); Chap. 3090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sépultures militaires (Monument de Sienna)* (p. 9160); *Son amendement tendant à réduire de 20 millions les crédits pour les sépultures militaires (Tombe des soldats allemands en France)* (p. 9160, 9161); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952, Chap. 9520 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prêts aux habitations à loyer modéré (Difficultés financières des habitations à loyer modéré)* [24 décembre 1951] (p. 9757); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [3 janvier 1952] (p. 43, 44). — d'une proposition de loi relative à l'aide aux aveugles et grands invalides, Art. 2 : *Son amendement relatif aux grands infirmes rééduqués encore hospitalisés* [8 février 1952] (p. 559); le retire (ibid.); — d'une proposition de loi relative au pécule des déportés et internés politiques : *Discussion générale (Ses observations sur l'attitude du parti communiste dans la Résistance)* [18 mars 1952] (p. 1348, 1349). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation angoissante des mutilés de guerre [27 mai 1952] (p. 2440). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie : *Discussion*

générale (Ses observations sur le petit nombre des condamnés restant à amnistier) [24 octobre 1952] (p. 4388, 4389, 4390); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à excepter de l'amnistie les coupables de meurtre, de dénonciation, ou ceux qui ont exposé des personnes à une arrestation* [21 novembre 1952] (p. 5422); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas accorder de grâces aux dénonciateurs* [25 novembre 1952] (p. 5623, 5624); le retire (p. 5624); Art. 4 : *Son amendement tendant à ne pas amnistier les mineurs coupables de meurtres, crimes et dénonciations* (p. 5628); Art 5 : *Son amendement tendant à introduire les restrictions formulées à l'article 2 (2^e alinéa)* (p. 5632); Art. 6 : *Son amendement tendant à ne pas amnistier les décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire coupables de meurtres, crimes ou dénonciations* (p. 5662, 5663); Art. 17 : *Son sous-amendement tendant à réputer légitimes les actes de la Résistance* [28 novembre 1952]; (p. 5852); le retire (p. 5855); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Refonte des lois d'assistance)* [30 octobre 1952] (p. 4592); le retire (p. 4594); Chap. 3611 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national d'hygiène (Diététiciennes)* (p. 4603); le retire (ibid.); Etat B, Chap. 4612 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les réductions de tarifs de chemins de fer aux tuberculeux (Extension de la réduction et du nombre des bénéficiaires)* (p. 4606, 4607); Chap. 4621 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'entraide (Hospice de Grugny, Seine-Inférieure)* (p. 4607); le retire (ibid.); Chap 4623 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance à la famille (Insuffisance des crédits)* (p. 4608); Chap. 4626 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance médicale (Maisons de repos pour enfants)* (p. 4610, 4611); le retire (p. 4612); Chap. 4627 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance aux tuberculeux (Assistance aux pensionnaires des sanatoria)* (p. 4612, 4613); Chap. 4628 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les maladies mentales (Encombrement des asiles)* (p. 4615, 4616);

Chap. 4712 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection maternelle et infantile (Mortalité infantile)* (p. 4618); *le retire* (p. 4619); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Motion préjudicielle de M. Tourné tendant à surseoir au début en attendant l'amélioration de la situation des veuves, orphelins de guerre, mutilés, anciens combattants et anciens réfractaires* [31 octobre 1952] (p. 4641); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat B, Chap. 4715 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie (Alcoolisme et cancer)* [4 novembre 1952] (p. 4725); *le retire* (ibid.); Chap. 4716 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection maternelle et infantile (Hôtels maternels)* (p. 4726); *le retire* (ibid.); Chap. 4717 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la transfusion sanguine (Recrutement des donneurs de sang)* (p. 4726); *le retire* (p. 4727); Chap. 4721 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'entraide (Formation des travailleuses familiales)* (p. 4727); *le retire* (p. 4728); Chap. 4722 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enfance inadaptée (Assistants de police féminines)* (p. 4728); *le retire* (ibid.); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 3141 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Ecole nationale d'aviation civile (Barquements provisoires insuffisants)* [13 novembre 1952] (p. 5069); *le retire* (ibid.); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 3741 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour études d'urbanisme (plan d'industrialisation des campagnes)* [15 novembre 1952] (p. 5245, 5246); *le retire* (p. 5247); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 3101 : *Insuffisance des pensions des veuves de guerre* [2 décembre 1952] (p. 5900, 5901); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Agents contractuels des offices départementaux)* [20 décembre 1952] (p. 6683); *Amendement de M. Secrétain tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Augmentation des droits sur les alcools pour pouvoir augmenter les pensions)* (p. 6689); Chap. 3102 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Emplois vacants au Ministère)* (p. 6693,

6694); Chap. 3144 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services de transferts de corps (Rapatriement des corps des déportés)* (p. 6695, 6696); Chap. 3402 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'administration centrale (Bâtiments de la rue de Bercy)* (p. 6701); Chap. 3412 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'institution nationale des invalides (Réadaptation des grands mutilés et invalides)* (p. 6703); Chap. 3423 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sépultures militaires (Camp de Struthof, cimetière de Cernay, monument de Sienne)* (p. 6704, 6705); Chap. 3651 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Action des offices départementaux)* (p. 6706); Chap. 4603 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les remboursements à la S. N. C. F. (Voyages des familles des déportés morts)* (p. 6730); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de la reconstruction et des dommages de guerre : *Discussion générale (Ses observations sur le déblocage des 33 milliards de crédits restés bloqués sur l'exercice 1952)* [21 novembre 1952] (p. 5401); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 4622 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations provisoires d'attente (Pensions des veuves et ascendants)* [24 janvier 1953] (p. 257); *le retire* (p. 260); Chap. 4623 : *Amendement de M. Kœnig tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations spéciales aux grands invalides (Révision des pensions abusives)* (p. 272); Chap. 4628 : *Amendement de M. Draveny tendant à doter le chapitre pour l'application du statut des réfractaires (Indemnités dues aux réfractaires)* (p. 278); Chap. 4631 : *Amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnisation des pertes subies par les déportés et internés (Règlement des 20.000 dossiers en instance)* (p. 282) *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 300); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Art. 8 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires pour les*

œuvres de charité à but non lucratif [30 janvier 1953] (p. 742) ; le retire (p. 743) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [3 février 1953] (p. 815, 816) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 4 bis - *Son amendement tendant à supprimer dans l'administration un nombre de postes équivalent à ceux créés pour la protection civile* [27 janvier 1953] (p. 490, 491) ; — d'une proposition de loi accordant une allocation mensuelle aux malades de longue durée hospitalisés, en qualité de Rapporteur [3 mars 1953] (p. 1527, 1528) ; [40 mars 1953] (p. 1715, 1716) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Article additionnel : *Amendement de M. Flandin tendant à n'appliquer la loi que lorsque les dossiers des déportés et victimes de guerre auront été liquidés* [10 mars 1953] (p. 1766 et suiv.) ; *Son amendement tendant à n'appliquer les articles 14 et 15 qu'après liquidation des droits des déportés résistants* (p. 1769) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 15 bis : *Suspension des effets financiers de l'amnistie jusqu'au vote du plan quadriennal concernant les victimes de la guerre ; amendement de M. Grimaud tendant à la suppression de ce texte rejeté par le Conseil de la République (Droit prioritaire des victimes de la guerre solennellement reconnu par l'Assemblée Nationale ; texte à reprendre d'accord avec la Commission)* [24 juillet 1953] (p. 3930) ; — d'une proposition de loi relative à la Commémoration de l'armistice du 8 mai 1945, amendée par le Conseil de la République ; en qualité de Rapporteur [13 mars 1953] (p. 1891) ; — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré ; Art. 7 : *Ses observations sur le problème du logement et les baraquements provisoires* [18 mars 1953] (p. 2028) ; — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations ; Article additionnel : *Son amendement tendant à faciliter les opérations immobilières des H. L. M.* [27 mars 1953] (p. 2490, 2491) ; le retire (p. 2491). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Ses observations sur le « plan quadriennal » promis aux Anciens combattants, le problème de majorité et l'inaction à laquelle il condamne le futur Gouvernement* [18 juin 1953] (p. 3075). — Dépose une demande d'interpellation : sur le projet portant

servitude de construction aux alentours des aéroports (implantés dans l'agglomération parisienne) [9 juillet 1953] (p. 3406) ; — sur la non-application par le Gouvernement de la loi du 3 février 1953 (Art. 9) concernant les droits des Anciens combattants [6 octobre 1953] (p. 4015). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant l'assistance médicale gratuite (home care) amendée par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur : *Reprise intégrale du texte voté en première lecture, fruit d'une première transaction avec les services des Finances, mais rejeté par le Conseil de la République par crainte — illusoire — de la dépense* [30 octobre 1953] (p. 4698) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercices 1954), SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 43-12 : *Son amendement portant réduction de 1.000 francs, à titre indicatif (Bourses d'études aux élèves infirmières)* [5 novembre 1953] (p. 4864) ; Titre IV, Chap. 43-91 : *Subventions aux centres régionaux d'éducation sanitaire populaire ; Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Crédits insuffisants)* (p. 4865) ; Chap. 46-26 : *Assistance médicale gratuite, son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Opportunité de faire procéder à un recensement des assistés par catégories)* (p. 4873) ; Chap. 47.13 : *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Reclassement et protection des tuberculeux guéris ou « stabilisés »)* (p. 4878) ; Chap. 47-15 : *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Prophylaxie et dépistage du cancer et des maladies mentales)* (p. 4878, 4879) ; RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Art. 12 : *Insuffisance de la construction d'H. L. M. dans la région parisienne* [1^{er} décembre 1953] (p. 5789) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 31-41 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transports et transferts de corps (Fichier d'Arolsen, disparus de Mauthausen)* [6 décembre 1953] (p. 6151, 6152) ; le retire (p. 6153) ; Chap. 34-12 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national des invalides (Traitement des paraplégiques)* (p. 6153, 6154) ; Chap. 34-23 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les sépultures militaires (Monument de Struthof, accord franco-allemand)* (p. 6155) ; Chap. 46-03 : *Son amendement ten-*

dant à réduire de 1.000 francs les crédits de remboursement à la S. N. C. F. (*Voyages des familles sur les tombes de leurs morts*) (p. 6158, 6159) ; le retire (p. 6159) Chap. 46 51 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des Anciens combattants (Tuberculeux nord-africains orphelins majeurs)* [7 décembre 1953] (p. 6173) ; le retire (p. 6174) ; Article additionnel : *Son amendement relatif à la titularisation du personnel des foyers sanitaires de Saint-Gobain* (p. 6178) ; *Son amendement relatif aux bonifications d'ancienneté accordées aux fonctionnaires résistants* (p. 6178) ; le retire (ibid.) : *Son amendement tendant à accorder deux millions au congrès médical étudiant la pathologie des déportés* (p. 6179) ; FINANCES, CHARGES COMMUNES, Art. 4 : *Son amendement tendant à limiter à 900.000 francs le plafond du cumul autorisé d'une retraite et d'un traitement* [11 décembre 1953] (p. 6520, 6521) ; Article additionnel : *Son amendement relatif aux pensions des déportés et internés* (p. 6529) ; — du projet de loi établissant le plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale (Indemnité forfaitaire de 60.000 francs aux victimes de guerre, indemnités et pensions des déportés et résistants, date limite pour la constitution de leurs dossiers, pension des veuves de guerre)* [5 décembre 1953] (p. 6063 et suiv.) ; Art. 12 : *Son amendement relatif aux anciens fonctionnaires internés ou déportés de la Résistance* (p. 6086) ; le retire (ibid.) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder le bénéfice de la législation de sécurité sociale aux victimes civiles* (p. 6089) ; le retire (p. 6090) ; Art. 14 : *Taux des pensions des veuves de guerre non remariées (Application de l'article 48 du règlement)* [6 décembre 1953] (p. 6106) ; — d'une proposition de loi portant majoration de certaines prestations familiales : *Ses explications de vote sur l'ensemble (L'augmentation votée acceptable seulement comme premier pas)* [15 décembre 1953] (p. 6865). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'accident mortel d'un infirmier à Villejuif [11 février 1954] (p. 179) ; — sur les mesures envisagées pour venir en aide aux sinistrés sociaux de la région parisienne [11 février 1954] (p. 179). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement ; Art. 4 : *Son amendement (Limitation des délais*

pendant lesquels un local d'habitation peut rester vacant) [23 mars 1954] (p. 1163) ; le retire (p. 1164) ; Art 7 : *Son article additionnel (Modification des articles 19 et 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948)* (p. 1167, 1168) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955 ; Etat A, Chap. 46-12 : *Son amendement indicatif (Extension de la réduction tarifaire accordée aux tuberculeux en sanatoria, à d'autres catégories de malades)* [2 décembre 1954] (p. 5684) ; le retire (ibid.) ; Chap. 46-26 : *Son amendement indicatif (Extension de la loi sur l'assistance médicale gratuite aux Français d'Algérie)* (p. 5694) ; le retire (ibid.) ; Chap. 46-27 : *Son amendement indicatif (Assistance aux tuberculeux)* (p. 5695) ; Chap. 46-28 : *Son amendement indicatif (Aide médicale aux malades mentaux, création de cliniques d'Etat)* (p. 5696, 5697) ; le retire (p. 5698) ; Chap. 46-31 : *Situation des grands infirmes et aveugles* (p. 5699) ; Chap. 47-12 : *Son amendement indicatif (Vaccination au B. C. G.)* (p. 5715) ; le retire (ibid.) ; Chap. 47-15 : *Son amendement indicatif (Lutte contre le cancer)* (p. 5718) ; le retire (ibid.) ; Chap. 47-21 : *Son amendement indicatif (Subventions en faveur des organismes d'aide aux mères)* [4 décembre 1954] (p. 5799) ; le retire (ibid.) ; Chap. 47-24 : *Son amendement indicatif (Situation des Nord-africains)* (p. 5801) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955 ; Etat A, Chap. 35-41 : *Son amendement indicatif (Manque d'établissements techniques et recrutement des maîtres, coordination de la formation professionnelle)* [13 décembre 1954] (p. 6277, 6278) ; le retire (p. 6278) ; — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris ; nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés) ; Article unique : *Ses explications de vote (Au nom des déportés et de leurs familles, blâme attristé pour le Président du Conseil, abandon du rôle d'arbitre de la France)* [29 décembre 1954] (p. 6936). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955 ; Art. 12 : *Constructions à Orly* [26 janvier 1955] (p. 268) ; Etat B, Chap. 55-40 : *H. L. M. et cités d'urgence à Orly, H. L. M. de Gentilly et d'Arcueil, financement des H. L. M. de Thiais* (p. 279, 280) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) ;

Ses explications de vote (Programme et majorité, Accords de Paris et C. E. D., négociation avec l'Est, l'opposition allemande au réarmement) [18 février 1955] (p. 829, 830). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi : *Protestations des résistants authentiques* [3 mars 1955] (p. 1047, 1048); *Possibilité d'opposer la question préalable* (p. 1050); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955; Etat A, Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (Moyens des services extérieurs, les retards)* [9 mars 1955] (p. 1240); *personnel affecté aux recherches pour l'identification des corps de Mauthausen* (p. 1241); Chap. 34-12 : *Son amendement indicatif (Institution nationale des Invalides)* (p. 1243, 1244); Chap. 34-23 : *Son amendement indicatif (Cimetières français à l'étranger, nécropole du Struthof)* (p. 1246, 1247); Chap. 46-03 : *Son amendement indicatif (Délivrance de billets gratuits sur la S. N. C. F. pour les familles de déportés se rendant sur la tombe de leur mort)* [10 mars 1955] (p. 1284, 1285); Chap. 46-22 : *Son amendement indicatif (Diminution du temps de détention nécessaire pour que les titulaires de la carte du combattant volontaire de la Résistance bénéficient de bonification de points)* (p. 1297, 1298); *Son amendement indicatif (Extension de la Convention franco-belge du mois de novembre 1929 aux victimes civiles belges de 1939-1945)* (p. 1298); Chap. 46-23 : *Son amendement indicatif (Prise en considération du grade d'homologation pour la liquidation des pensions d'invalidité des déportés et résistants)* (p. 1308); *le retire* (ibid.); Chap. 46-33 : *Pécule des prisonniers de guerre* [11 mars 1955] (p. 1342); Chap. 46-35 : *Son amendement indicatif (Egalité de droits entre les déportés politiques et les déportés résistants)* (p. 1346); Chap. 46-51 : *Son amendement indicatif (Office national des anciens combattants)* (p. 1348); *Son article additionnel (Attribution de décorations aux déportés pensionnés à 100 0/0)* (p. 1365, 1366); *Son article additionnel (Payement des bénéficiaires de la loi du 31 décembre 1953)* (p. 1371); *le retire* (ibid.); *Son article additionnel (Prime de qualification accordée à certains militaires déportés de la Résistance)* (p. 1374); *Ses explications de vote* (p. 1375); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, SECTION GUERRE; Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Conservateur des archives de la bibliothèque du Ministère de la Défense nationale)* [23 juillet 1955] (p. 4170); *le retire* (ibid.); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux travailleurs déportés : *Discussion générale (Différence entre le régime de la déportation et le régime du travail)* [25 octobre 1955] (p. 5235, 5236, 5239); — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Discussion générale* [25 octobre 1955]; (p. 5232); Art. 1^{er} : *Son amendement (Abrogation du privilège des bouilleurs de cru)* [8 novembre 1955] (p. 5500, 5501); *Son amendement tendant à réserver le droit de distiller aux récoltants professionnels cotisant aux prestations familiales agricoles* (p. 5503); *Son amendement (Contrôle de la production des bouilleurs de cru par l'emploi de compteurs alcoométriques)* (p. 5503, 5504); *Son amendement tendant à rendre obligatoire la distillation en coopératives et en brùleries syndicales* (p. 5504, 5505); *Son amendement (Blocage des stocks d'alcool fabriqué à partir de l'alambic dans les chais des négociants)* (p. 5505, 5506); — d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance : Elections anticipées, referendum sur le mode de scrutin* [28 octobre 1955] (p. 5342). — Dépose une demande d'interpellation sur la manifestation des sans-logis d'Orly [22 novembre 1955] (p. 5908); est entendue sur la fixation immédiate de la date de discussion (p. 5908, 5909). — Est entendue sur la question de confiance posée contre l'adoption des propositions de la Conférence des présidents : *Ses explications de vote* [29 novembre 1955] (p. 6044, 6045). = S'excuse de son absence [3 mai 1955] (p. 2426). — Obtient un congé [3 mai 1955] (p. 2426).

LIQUARD (M. Emile), Député de la Gironde [1^{re} circonscription] (R.S.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé vice-président de la Commission des boissons [19 janvier 1955]

(F. n° 482). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [15 novembre 1954] (F. n° 442), [18 janvier 1955] (F. n° 482); membre de la Commission des moyens de communication et du tourisme [7 février 1955] (F. n° 496).

Dépôts :

Le 24 juillet 1951, une proposition de loi tendant à autoriser, sous certaines conditions, l'utilisation du ferrocyanure de potassium pour le traitement des vins blancs et l'emploi libre du monosulfure de sodium, n° 272. — Le 22 janvier 1952, une proposition de loi portant création du Comité interprofessionnel de l'Armagnac, n° 2437. — Le 6 janvier 1953 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un crédit de secours de 30 millions aux sinistrés de l'arrondissement de Lesparre (Gironde), victimes des inondations actuelles, n° 5267. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, modifiée par la loi n° 51-519 du 9 mai 1951, en vue de supprimer la division en deux circonscriptions du département de la Gironde, n° 11525.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département de la Nièvre [5 juillet 1951] (p. 5887). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique viticole : *Ordre du jour de M. Paul Coste-Floret demandant l'assainissement du marché viticole par des détaxes, la distillation et l'accroissement des exportations* [4 juillet 1952] (p. 3607); — du projet de loi portant prorogation des baux commerciaux : *Discussion générale (Ses observations sur la lettre de M. Ramonary, Président de l'Union de la propriété bâtie)* [19 décembre 1952] (p. 6604). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82). — Est entendu sur le report d'une question

orale de M. Bichet [30 juillet 1954] (p. 3748). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux prestations vitiques : *Discussion générale (surproduction, état du marché des alcools, construction d'une usine de caoutchouc synthétique)* [3 août 1954] (p. 3800, 3801). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1954] (p. 42). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Art. 11 bis : *viticulteurs sinistrés* [27 janvier 1955] (p. 334). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [11 mars 1955] (p. 1318).

En cette qualité :

Préside : la 3^e séance du 17 mars 1955 (p. 1600); la séance du 23 mars 1955 (p. 1862); la 2^e séance du 30 mars 1955 (p. 2129); la 2^e séance du 31 mars 1955 (p. 2190); la séance du 11 mai 1955 (p. 2663); la 1^{re} séance du 17 mai 1955 (p. 2798); la séance du 22 juin 1955 (p. 3224); la séance du 29 juin 1955 (p. 3440); la séance du 20 juillet 1955 (p. 3952); la 1^{re} séance du 23 juillet 1955 (p. 4099); la 2^e séance du 27 juillet 1955 (p. 4342). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 12 octobre 1955 (p. 5039); la séance du 21 octobre 1955 (p. 5196); la 2^e séance du 31 octobre 1955 (p. 5445); la 2^e séance du 16 novembre 1955 (p. 5740); la séance du 23 novembre 1955 (p. 5943). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux : *Passage à la discussion des articles* [20 octobre 1955] (p. 5173, 5174).

LITALIEN (M. Georges), Député du Loir-et-Cher (I.P.).

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5972). — Est nommé : vice-président de la Commission des moyens de communication et du tourisme [19 juillet 1951] (F. n° 7); membre de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5); pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission chargée d'assister M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme dans la gérance de la tranche nationale

du fonds d'investissement routier [15 janvier 1951] (F. n° 93). — Est désigné par la Commission des moyens de communication et du tourisme pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité national du tourisme [29 août 1951] (F. n° 30).

Dépôts :

Le 25 février 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 1371) portant modification de la loi du 3 juillet 1934 sur la signalisation routière, n° 2765. — Le 25 février 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 1370) autorisant le Président de la République à ratifier le protocole relatif à la signalisation routière signé à Genève le 19 septembre 1949, n° 2766.

Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la hausse de l'essence, la diminution de la consommation d'essence)* [16 novembre 1951] (p. 8187, 8188) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 50-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à Air France* [12 décembre 1951] (p. 9089) ; *le retire* (p. 9094) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, amendé par le Conseil de la République, Chap. 44-40 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour la direction générale du tourisme (Inspecteur général)* [23 décembre 1951] (p. 9714) ; — d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers : *Discussion générale* [14 décembre 1951] (p. 9194) ; — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : Art. 1^{er} : *Interdiction des accroissements de dépenses ou des diminutions de recettes en 1952 (Fonds d'investissement routier)* [26 février 1952] (p. 999, 1000).

Son décès est annoncé à l'Assemblée [21 novembre 1952] (p. 5393).

LIURETTE (M. Albert), *Député de la Guinée (S.)*.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [23 août 1951] (p. 6422). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (F. n° 5), [8 juin 1954] (F. n° 395), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des pensions [19 janvier 1954] (F. n° 341).

Dépôts :

Le 26 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à définir une politique de la coopération outre-mer et à proposer des textes législatifs afin d'en fixer les règles adaptées à ces territoires, n° 9212. — Le 1^{er} novembre 1955, une proposition de loi tendant à unifier le statut du soldat de l'armée française, n° 11790.

Interventions :

Pose à M. le Ministre de la France d'outre-mer, une question relative au meurtre d'un indigène à Conakry [6 août 1954] (p. 3909). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 3 : *Son amendement (Erection de Mamou et N'Zérékoré en communes de plein exercice)* [7 août 1954] (p. 3997, 3998) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat A, Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (Réduction des crédits de l'école nationale de la France d'outre-mer)* [16 décembre 1954] (p. 6443) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 46-92 : *Son amendement indicatif (Sports et éducation physique dans les territoires d'outre-mer)* (p. 6460) ; *le retire* (ibid.) ; Etat B, Chap. 60-80 : *Son amendement indicatif (Transporteurs de N'Zérékoré)* (p. 6464) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement indicatif de M. Dicko (Recrutement des attachés de la France d'outre-mer, cas des fonctionnaires africains)* [17 décembre 1954] (p. 6485) ; *Son amendement indicatif (Reclassement des fonctionnaires de l'administration générale)* (p. 6488).

6489). — Pose au Ministre de la France d'outre-mer, une question relative au statut de certains fonctionnaires de la France d'outre-mer, [31 décembre 1954] (p. 7052). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1955] (p. 42). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 3 : *Amendement de M. Chamant (Institution par décret de certaines localités en communes de plein exercice)*; *Déficit entraîné par la création des communes de plein exercice* [5 juillet 1955] (p. 3611); Art. 10 : *Amendement de M. Cayeux (Conditions d'électorat et d'éligibilité applicables aux communes de plein exercice du Sénégal)* (p. 3613).

LONGCHAMBON (M. Henri), Sénateur.

Secrétaire d'Etat à la Recherche scientifique et au Progrès technique.

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 juin 1954 au 23 février 1955.

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Recherche scientifique et au Progrès technique* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J.O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation européenne pour la recherche nucléaire : *Contre-projet de M. Cogniot (Création d'un « Institut français des recherches fondamentales de physique nucléaire » ; Plan d'équipement de la France en moyens de recherches nucléaires, formation de techniciens, découverte de gisements d'uranium en France et à Madagascar)* [6 juillet 1954] (p. 3231, 3232) ; *Article premier autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative à l'établissement d'une organisation européenne pour la recherche nucléaire* (p. 3234) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de la Présidence du Conseil (1^{re} partie, SERVICES CIVILS, A, SERVICES GÉNÉRAUX) pour l'exercice 1955 : *Commissariat à l'énergie atomique, mise en valeur du Massif-Central* [18 novembre 1954] (p. 5187, 5188) ; Etat A, Chap. 36-31 : *Amendement indicatif de Mlle Marzin (Revendications des travailleurs du Commissariat à*

l'énergie atomique) (p. 5190) ; Etat B, Chap. 6200 : *Utilisation à des fins pacifiques de l'énergie atomique* (p. 5191). — Répond à une question de M. André Denis relative au personnel du Commissariat à l'énergie atomique [3 décembre 1954] (p. 5745). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-41 : *Centre national de la recherche scientifique, augmentation du nombre de techniciens, rémunération des chercheurs* [12 décembre 1954] (p. 6190, 6191) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat B, Chap. 68-20 : *Subvention au fonds commun de la recherche scientifique et technique outre-mer* [16 décembre 1954] (p. 6462). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Recherche scientifique et au Progrès technique* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J.O.* du 24 février 1955, p. 2072).

LOUSTAU (M. Kléber), Député de Loir-et-Cher (S.)

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5972). — Est nommé : *Secrétaire de la Commission de la production industrielle* [19 juillet 1951] (**F. n° 7**) ; membre de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**).

Dépôts :

Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier la constitution et les attributions du Conseil central de l'office des céréales, à simplifier le système de répartition du travail en meunerie et à rendre la liberté aux prix des farines et du pain, **n° 567**. — Le 11 août 1951, une proposition de loi tendant à instituer une cotisation progressive sur la valeur des blés commercialisés, à supprimer un certain nombre de taxes grevant le prix du pain et à fixer le mode de calcul du prix des fermages basés sur le prix du blé, **n° 684**. — Le 21 août 1951, une proposition de loi tendant à assouplir les moda-

lité d'application des dispositions édictant la distillation obligatoire prévue par les articles 75 et 76 du Code du vin, **n° 753**. — Le 28 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 538) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 51-239 du 28 février 1951 en ce qui concerne les adjoints forestiers, **n° 2269**. — Le 18 juin 1952, une proposition de loi tendant, par la suppression de toutes les taxes grevant actuellement le prix du pain et l'institution d'une cotisation progressive sur la valeur des blés commercialisés, à : 1° mieux rémunérer les petits producteurs de blé ; 2° réduire le montant des fermages basés sur le prix du blé ; 3° diminuer le prix du pain, **n° 3711**. — Le 18 février 1953, une proposition de loi tendant à mettre à parité le salaire minimum garanti des travailleurs agricoles avec celui des professions industrielles et commerciales, **n° 5589**. — Le 16 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 4284) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues portant création d'un corps d'adjoints techniques dans l'administration des eaux et forêts, **n° 6523**. — Le 23 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier les prix et modalités de paiement, de stockage et de rétrocession des céréales pour la campagne 1953-1954, **n° 6971**. — Le 15 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour assurer le financement de l'allocation vieillesse agricole, **n° 10388**. — Le 2 avril 1955, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 8555) portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement, **n° 10630**. — Le 18 mai 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi n° (4284) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues portant création d'un corps d'adjoints techniques dans l'administration des eaux et forêts, **n° 10790**. — Le 25 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues (n° 310) tendant à l'application à l'agriculture du salaire minimum national interprofessionnel garanti dans les mêmes conditions que les professions industrielles et commerciales ; 2° de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues

(n° 5465) tendant à porter le salaire minimum garanti applicable aux travailleurs des professions agricoles, à parité avec celui de l'industrie et du commerce ; 3° de M. Loustau et plusieurs de ses collègues (n° 5589) tendant à mettre à parité le salaire minimum garanti des travailleurs agricoles avec celui des professions industrielles et commerciales ; II. les propositions de résolution : 1° de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues (n° 6854) tendant à inviter le Gouvernement à fixer pour les travailleurs agricoles, le même salaire minimum garanti que pour les travailleurs de l'industrie et du commerce ; 2° de M. Adrien Renard et plusieurs de ses collègues (n° 9334) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux travailleurs de l'agriculture la prime de 6 fr. 50 prévue par le décret n° 54-1003 du 9 octobre 1954, **n° 10845**. — Le 28 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 10999) de M. Montalat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer les périodes militaires à une date postérieure à la fin des grands travaux agricoles et en dehors de la saison touristique, **n° 11036**. — Le 5 juillet 1955, une proposition de loi tendant à réformer le Code du blé par la suppression du « quantum », **n° 11098**. — Le 29 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (n° 9430) tendant à assurer aux producteurs de blé livrant aux organismes stockeurs moins de 200 quintaux de blé l'écoulement de la totalité de leur récolte à un prix garanti ; 2° de M. Laborbe (n° 10983) tendant à modifier les décrets n° 53-975 du 30 septembre 1953 et n° 54-1077 du 4 novembre 1954 relatifs à l'organisation du marché du blé ; 3° de M. Loustau et plusieurs de ses collègues (n° 11098) tendant à réformer le Code du blé par la suppression du « quantum » ; 4° de MM. Coudray et Méhaignerie (n° 11303) tendant à exonérer les livraisons de blé inférieures à 50 quintaux : 1° de la cotisation de résorption ; 2° de l'application du quantum ; 3° de MM. Juglas et Henri Lacaze (n° 11312) tendant à reporter l'application du quantum prévu dans le plan céréaliier ; II. la proposition de résolution (n° 11026) de M. Raymond Boisdé tendant à inviter le Gouvernement à fixer dans les plus brefs délais le prix du blé, les conditions de commercialisation

de la récolte, ainsi que le prix précis et général servant de base aux paiements des fermages, n° 11394. — Le 6 octobre 1955, un 2^e rapport supplémentaire fait au nom de la Commission de l'Agriculture sur la proposition de loi (n° 4284) de M. Minjot et plusieurs de ses collègues portant création d'un corps d'adjoints techniques dans l'administration des eaux et forêts, n° 11548.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés : *Son contre-projet tendant à instituer une taxe sur les blés commercialisés* [30 août 1951] (p. 6644, 6645); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952, Art. 2, Etat B, AGRICULTURE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts pour la modernisation de l'agriculture et la production d'azote (Prêts aux jeunes agriculteurs)* [27 décembre 1952] (p. 9973 et suivantes) le retire (p. 9975); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées : *Discussion générale* [6 juin 1952] (p. 2692, 2693); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le marché de la viande et du lait, la fixation du prix du blé pour la campagne 1952, les crédits pour l'équipement agricole, la baisse excessive des prix agricoles)* [8 juillet 1952] (p. 3691 et suivantes); *Son ordre du jour demandant une lutte plus efficace contre les épizooties et l'organisation des marchés intérieurs et extérieurs* (p. 3705, 3707, 3708). — Dépose une demande d'interpellation sur les causes véritables de la mise en liquidation judiciaire des établissements Lavalette [10 octobre 1952] (p. 4208). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Réforme de structure du Ministère)* [21 octobre 1952] (p. 4280, 4281); le retire (p. 4284); Chap. 3641 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national de recherche agronomique (Insuffisance des crédits)* [25 octobre 1952] (p. 4468); le retire

(p. 4469); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Discussion générale (Ses observations sur les investissements agricoles, l'électrification et l'habitat rural favorisés aux dépens des investissements économiques payants, la construction de silos)* [18 décembre 1952] (p. 6584, 6585). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Urgence d'un débat sur la politique agricole, manifestations paysannes* [6 octobre 1953] (p. 4016). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application des décrets intéressant l'agriculture [9 octobre 1953] (p. 4185); la développe : *Crise agricole profonde liée à des causes structurelles; Cas de la viande, du porc, des produits laitiers (Abus de l'écrémage), des fruits et légumes, de la betterave; Sous-consommation générale (Référence aux chiffres de production prévus en 1947-1948); Disparité des prix agricoles et industriels (Engrais par exemple); Excès du libéralisme commercial (Halles de Paris); Insuffisance de l'équipement individuel et collectif, du remembrement, de l'électrification, de la vulgarisation technique; Mesures gouvernementales inopérantes (Viande notamment), orientées vers un corporatisme à prédominance commerciale; Solution socialiste des offices interprofessionnels (Blé) ou des centres régulateurs (Vins)* [15 octobre 1953] (p. 4314 à 4314). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ordre du jour de confiance implicite présenté par M. Charpentier (Embarras trahi par ce texte); Nécessité d'une condamnation pure et simple, pour passer à une autre politique* [22 octobre 1953] (p. 4501, 4502); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AGRICULTURE : *Sa motion préjudicielle tendant à rejeter le budget, étant donnée l'absence des crédits nécessaires à l'expansion agricole* [3 décembre 1953] (p. 5909, 5910); Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Réorganisation des services centraux)* (p. 5922); Chap. 3161 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la répression des fraudes (Contrôle des bouilleurs de cru)* (p. 5933); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Attitude du groupe socialiste)* [4 décembre 1953] (p. 6038); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, pour l'exercice 1954;

Ses explications de vote (Parité entre toutes les prestations familiales) [30 juillet 1954] (p. 3764); — d'une proposition de loi relative au régime de l'ALLOCATION VIEILLESSE AGRICOLE : *Ses explications de vote (Financement, taxe statistique sur la fortune)* [3 août 1954] (p. 3795); — du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Détaxe des carburants agricoles, accroissement des ressources du Crédit mutuel agricole)* [6 août 1954] (p. 3935, 3936); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, pour l'exercice 1954, Etat A, Chap. 31-01 : *Enseignement ménager agricole, taxe frappant le blé, organisation du marché de la viande* [24 novembre 1954] (p. 5400, 5401); Chap. 44-21 : *Vulgarisation* [26 novembre 1954] (p. 5496); Etat C, Chap. 83-24 : *Prestations d'alcool vinique* (p. 5521); *Son article additionnel tendant à modifier le décret du 14 septembre 1954 relatif à l'assainissement du marché des vins* (p. 5533); *Son article additionnel tendant à exonérer des prestations d'alcool vinique tous les producteurs de moins de 75 hectolitres* (p. 5540); *Ses explications de vote (Détaxe des engrais, prêts sociaux, garantie de prix et garantie d'écoulement)* (p. 5544); — du projet de loi relatif au 2^e plan de modernisation et d'équipement, en qualité de *Rapporteur pour avis : Le secteur agricole* [10 mai 1955] (p. 2629 à 2631); *Financement du fonds de garantie mutuelle* (p. 2631). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise viticole [19 juillet 1955] (p. 3893). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 juillet 1955] (p. 3979, 3980); — d'une proposition de loi relative à la création d'un corps d'adjoints techniques des Eaux et Forêts, en qualité de *Rapporteur* [11 octobre 1955] (p. 4991, 4992); — de propositions de loi relatives aux bouilleurs de cru, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Gau (Distillation de l'alcool en atelier fixe afin d'assurer un contrôle effectif)*; *Définition de « l'atelier fixe »* [28 octobre 1955] (p. 5355); — d'une proposition de loi tendant à la parité des salaires agricoles et industriels, en qualité de *Rapporteur* [17 novembre 1955] (p. 5807, 5808); *Applicabilité de l'article premier de la loi de finances* (p. 5809).

LOUSTAUNAU-LACAU (M. Georges),
Député des Basses-Pyrénées (I. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1954] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la presse [24 juillet 1951] (**F. n° 11**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des immunités parlementaires [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission des affaires étrangères [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission de la défense nationale pour faire partie de la Commission de coordination chargée de l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [8 juillet 1954] (**F. n° 406**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**).

Dépôts :

Le 5 décembre 1951, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 727) autorisant le Président de la République à ratifier le traité signé à Paris le 18 avril 1951 et instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier ainsi que ses annexes, les protocoles joints et une convention relative aux dispositions transitoires, n° 1855. — Le 5 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 4921) modifiant les articles 159, 172 et 185 de la loi du 9 mars 1928 portant révision du Code de justice militaire pour l'armée de terre, n° 4991. — Le 18 février 1953, une proposition de loi relative à la commémoration du quatrième centenaire de la naissance d'Henri IV par la ville de Pau en 1953, n° 5592. — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 4937) portant création de « Tribunaux permanents des Forces armées », de « Tribunaux de cassation permanents des Forces armées » et d'« Etablissements pénitentiaires des Forces armées » pour le jugement et la détention des militaires, marins et assimilés, n° 5687. — Le 27 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi

(n° 1358) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative au service militaire, conclue le 21 décembre 1949 entre la France et la Grande-Bretagne, n° 7318. — Le 20 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 6016) de M. Hutin-Desgrèdes tendant à créer des promotions hors concours dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille militaire pour faits de guerre dans la période qui va du mois d'août 1914 à la promotion Fayolle incluse, n° 8488. — Le 29 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mener les négociations nécessaires par voie de conversations diplomatiques avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'U.R.S.S., conversations à mener d'urgence et sans discontinuer jusqu'à la détente générale entre les nations européennes, n° 9822 (2^e rectification).

Interventions :

Prend part au débat sur l'investiture du président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Ses observations sur la lenteur des travaux parlementaires, les difficultés de constitution d'une majorité, l'attitude du général de Gaulle et du R.P.F.* [2 août 1951] (p. 6153, 6154, 6155). — Prend part à la discussion : d'un rapport relatif aux crédits supplémentaires pour l'Assemblée Nationale et l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale (Ses observations sur l'augmentation de l'indemnité parlementaire)* [10 août 1951] (p. 6310); — du rapport sur les opérations électorales du département de Constantine (2^e collège, 2^e circonscription) : *Discussion générale* [10 août 1951] (p. 6314). — Son rapport sur les élections du territoire du Cameroun (2^e circonscription, collège indigène) [23 août 1951] (p. 6478). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale : *Discussion générale (Ses observations sur la réforme nécessaire de la sécurité sociale)* [29 août 1951] (p. 6600); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [10 septembre 1951] (p. 7261, 7262). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Incohérence des travaux parlementaires en l'absence d'une majorité solide*

[25 septembre 1951] (p. 7632, 7633). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi sur la presse : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [8 novembre 1951] (p. 7735); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de confiance de M. Mitterrand (Faillite de l'économie d'Etat, M. Duclos « pâtissier de la trahison », attitude du R.P.F.)* [20 novembre 1951] (p. 8209, 8210); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; SERVICE DE LA PRESSE, Chap. 1000 : *Amendement de M. Tourtaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de contre-espionnage (Fusion des services de renseignements)* [22 novembre 1951] (p. 8375); RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION, Chap. 30-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel technique (Radio 51)* [19 décembre 1951] (p. 9339); *le retire* (p. 9342); *Amendement de M. Mitterrand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel technique (Développement de la télévision)* (p. 9340, 9341); Chap. 61-30 : *Participation de la radiodiffusion (Subventions à Sofirad et Radio 51)* (p. 9357); Art. 2 : *Son amendement tendant à affecter le 1/5 des recettes à la télévision* (p. 9358, 9359). — Est entendu pour un fait personnel (*Injures lancées contre lui par les communistes*) [22 novembre 1951] (p. 8382). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale : en qualité de Rapporteur pour avis* [6 décembre 1951] (p. 8873 et suiv.); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la défense nationale : *Son rappel au règlement (Temps de parole du groupe communiste)* [29 décembre 1951] (p. 10132); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 décembre 1951] (p. 10173, 10174). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition du Gouvernement et la situation en Tunisie (*Incidents de Tunisie*) [22 janvier 1952] (p. 298). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à accorder l'aval de l'O.N.I.C. aux négociants en grains, amendée par le Conseil de la République : Art. 1^{er} : *Amendement de M. Pupat tendant à*

n'aider que les producteurs et non les négociants [25 janvier 1952] (p. 402); — d'une proposition de loi relative à la commémoration du centenaire de la création de la médaille militaire : *Discussion générale* (p. 435); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Discussion générale (Le danger de guerre, l'attitude française à l'égard des U.S.A., la création de l'Europe unie, le peu de confiance à accorder aux allemands, les propositions à faire aux Soviét, l'indentité de nos intérêts avec ceux de l'Angleterre* [12 février 1952] (p. 676); *Son ordre du jour demandant la constitution d'une communauté européenne et des négociations entre les quatre grands* [13 février 1952] (p. 693, 701); *Nouvel ordre du jour de synthèse de M. de Beaumont (Le manque de réalité de l'armée européenne, l'impossibilité d'une union franco-allemande)* [16 février 1952] (p. 737, 738); *Son amendement tendant à établir un traité de paix avec l'Allemagne de concert avec l'U.R.S.S.* (p. 748). — Est entendu sur la fixation de l'ordre du jour : *Sa demande de suspension de séance* [16 février 1952] (p. 725). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : Article additionnel : *Demande de renvoi des amendements créant des articles additionnels présentée par le Gouvernement (I/10^{es} de la loterie nationale)* [26 février 1952] (p. 1038); — d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : *Discussion générale* [20 mars 1952] (p. 1383); *Amendement de M. Raingeard tendant à faire suivre des périodes de cinq semaines d'instruction militaire aux étudiants pendant les vacances scolaires* [21 mars 1952] (p. 1410); — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée Nationale : Art. 5 : *Amendement de M. Ballanger tendant à supprimer la procédure prévue pour les débats restreints (Obstruction communiste)* [27 mars 1952] (p. 1528); *Amendement de M. Demusois relatif au temps de parole des orateurs dans les débats restreints* (p. 1529, 1530); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 66 : *Sa demande de réserver l'article relatif à la refonte de la loterie nationale* [4 avril 1952] (p. 1937); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale : *Discussion générale (Ses observations sur l'école de Saint-Cyr)* [10 juin

1952] (p. 2808); *Ses observations sur les dangers du neutralisme, les commandes de l'armée dans le secteur civil, la pauvreté des effectifs et des cadres, l'unité de commandement* [12 juin 1952] (p. 2849 et suiv.); Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Section commune; GENDARMERIE, Chap. 10-30 : *Amendement de M. Gau tendant à rétablir les crédits pour la gendarmerie (Fusion des gendarmeries des trois armes)* (p. 2863); AIR, Chap. 50-05 : *Amendement de M. Bouret tendant à rétablir les crédits pour les constructions aéronautiques (Ecole d'apprentissage d'Algérie)* [13 juin 1952] (p. 2915); — d'une proposition de loi prévoyant des dispositions en faveur des combattants d'Indochine et de Corce, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [11 juillet 1952] (p. 3929); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, en qualité de *Rapporteur pour avis* [28 octobre 1952] (p. 4512, 4513); RADIO-DIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 10-70 : *Emissions d'informations (Télévision et Radio-52)* [15 novembre 1952] (p. 5241, 5242); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bégouin tendant à insérer un article affectant les bénéfices de la Loterie nationale au budget des Anciens combattants* [2 décembre 1952] (p. 5898); Etat A, Chap. 31-01 : *Utilisation des bénéfices de la Loterie nationale* (p. 5900); — du projet de loi portant révision du Code de justice militaire; en qualité de *Rapporteur* [10 décembre 1952] (p. 6126); *Demande de renvoi à la Commission de la justice, présentée par M. Desfos du Rau (Ses observations sur le manque d'impartialité des tribunaux militaires)* (p. 6128); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Articles additionnels : *Son rappel au Règlement (Application de l'art. 68 du Règlement)* [12 décembre 1952] (p. 6289); *Son amendement relatif à la réorganisation de la Loterie nationale (Scandales des dixièmes)* (p. 6291 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Son rappel au Règlement (Suite du débat)* [18 décembre 1952] (p. 6590); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE : *Ses observations sur la modification de la présentation du budget, le danger aérien* [25 janvier

1953] (p. 325 et suiv.); *Discussion générale* : *Ses observations sur la guerre atomique, l'inutilité de porte-avions pour la France, les progrès de l'aviation, la charge des dépenses militaires, la nécessité de débats secrets* [26 janvier 1953] (p. 373 et suiv.); GUERRE : *Ses observations sur la lenteur du réarmement* (p. 421); — du projet de loi relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique; Art. 8 : *Son amendement tendant à n'aider que les organismes de distribution dispensant des films français* [20 février 1953] (p. 1207). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur la recherche des enfants Finaly : *Ses observations sur l'erreur de ne pas mettre les inculpés en liberté provisoire* [3 mars 1953] (p. 1549). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier : *Discussion générale (Ses observations sur la non-inscription au budget de la totalité des saisies d'or et sur le gain en devises pouvant résulter d'une fabrication nationale du papier)* [19 mai 1953] (p. 2778); Art. 2 : *Ses observations au sujet du redressement économique allemand* (p. 2794); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses observations sur l'injuste discrédit de l'Assemblée Nationale, l'instabilité ministérielle, la grandeur française, la justice sociale, le problème militaire, la défense du franc, la création de l'Europe, la guerre d'Indochine* [3 juin 1953] (p. 2915 et suiv.); *Ses observations sur la nécessité de maintenir le moral de l'armée au Viet Nam* [4 juin 1953] (p. 2955); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Ses observations sur l'exposé de M. Pierre Cot, son interruption dirigée contre un nouveau Front populaire* [18 juin 1953] (p. 3079). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements de l'Etat envisagés sous leur angle politique [6 octobre 1953] (p. 4015); la développe : *Gravité des grèves d'août « signe précurseur de l'histoire », convocation nécessaire des « Etats généraux et sociaux » de la nation; Impopularité croissante de l'Assemblée dont la convocation n'eut pas dû être ainsi retardée; fatals dangers sur le plan social de l'intégration européenne projetée autour d'une Allemagne sacrifiant l'humain à l'idée de puissance* [8 octobre 1953] (p. 4109, 4110). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice

1954); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Budget des services de la Défense nationale* [29 octobre 1953] (p. 4672, 4673); — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (L'imprécision de la définition géopolitique de l'Europe, la situation stratégique de l'Europe indéfendable en 1953, l'attitude de l'Angleterre, le danger d'intégration des armées européennes)* [20 novembre 1953] (p. 5342 et suiv.); *Son ordre du jour invitant le Gouvernement à créer une Europe à 5 sans l'Allemagne* [24 novembre 1953] (p. 5489). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la stratégie périphérique américaine* [15 décembre 1953] (p. 6843). — Prend part à la discussion : d'une interpellation concernant la mise en vente de l'Hôtel de Paris [25 février 1954] (p. 511); — d'un projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : *Discussion générale (Faiblesse de notre défense nationale, pouvoir de destruction des armes atomiques, protestation contre l'utilisation militaire de l'énergie atomique, protection contre les armes atomiques, création d'une légion européenne de l'air)* [18 mars 1954] (p. 981, 982, 983); SECTION AIR, Etat A, Chap. 51-71 : *Protection du ciel, appui et concours de l'industrie privée, le Baroudeur* (p. 1018, 1019); SECTION GUERRE, Etat A : *Nécessité d'adapter les divisions à la guerre moderne* [19 mars 1954] (p. 1068); Chap. 53-71 : *Intérêt d'un nouveau plan de fabrications d'armement pour 1954* (p. 1087); — d'une interpellation relative à la propagande au sein des corps de troupes, en faveur de la Communauté européenne de défense : *Discussion générale (Danger des propagandes d'origine étrangère, propagande des agents allemands qui cherchent à discréditer la Résistance, campagne de presse, Dimanche matin, faite par d'anciens collaborateurs tels que Capgras et Tixier-Vignancour)* [26 mars 1954] (p. 1320, 1321). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Erreur politique et militaire de l'affaire de Dien Bien Phu, concentration du pouvoir civil et militaire en Indochine, situation en Afrique du Nord)* [13 mai 1954] (p. 2378, 2379). — Prend part à la discussion des inter-

pellations sur la situation générale en Indochine : *Irréalisme fondamental de la politique française depuis trente ans, comparaison avec l'Angleterre ; concentration nécessaire des S. R. en Indochine (Dien Bien Phu) comme des organes responsables à Paris (Secrétariat permanent de la Défense nationale, Ministère des Etats associés, etc.) ; états-majors pléthoriques, civils et militaires ; « dispersion fatale » de la France (Syrie, Indochine) ; critiques touchant la C. E. D. et la propagande gouvernementale ; dissolution éventuelle de l'Assemblée* [9 juin 1954] (p. 2867, 2868). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Position contradictoire des ex-Résistants, aujourd'hui partisans de la C. E. D.* [31 août 1954] (p. 4483). Prend part à la discussion de ces interpellations : « *Gâteau empoisonné* » de la souveraineté allemande, restituée sans accord préalable des Quatre ; risques de fermentation nationaliste à prévenir (*Unité, Oder-Neisse*) ; nécessité de contacts diplomatiques avec l'U.R.S.S. ou maintien des contrôles militaires afin d'éviter une « polarisation » dangereuse ; précisions nécessaires sur les engagements obtenus de la Grande-Bretagne (*Participation sans réserves à la construction politique européenne et non simple présence militaire*) ; stratégie périmée impliquée par les Accords (*Primauté absolue des armes atomiques*) et nécessité d'un désarmement général organisé ; scandale des trahisons constatées à la Défense nationale (*M. Mons personnellement visé*) ; appel personnel à *M. Mendès-France* pour y mettre fin et favoriser au maximum la politique de compréhension réciproque entre l'Est et l'Ouest [8 octobre 1954] (p. 4631 à 4634). — Dépose une demande d'interpellation sur le mode d'intégration du secrétariat général de la Défense nationale dans l'organisation politique et militaire du Gouvernement et sur l'existence à Paris de réseaux d'information et de propagande alimentés par l'étranger [7 octobre 1954] (p. 4568) ; est entendu sur la fixation de la date : *Atteste que le Gouvernement accepte et désire ce débat* [12 novembre 1954] (p. 4974) ; la développe : « *Climat insolite* » de l'affaire (*Coincidence, « réseaux supérieurs » (Etrangers) et « réseaux subalternes », « nouvelle affaire Dreyfus lancée du dehors dans les pattes de la France » et visant au passage M. Mons (Ex-*

militant syndicaliste anti-militariste) ; *Origine suspecte des sommes considérables versées à ses indicateurs par le Commissaire Dides, ses erreurs « techniques » ; lourdes responsabilités touchant l'affectation à la Défense nationale des espions Turpin et Labrusse, précises pour le premier (M. Mons), mal définies pour le second (Dialogue avec M. Pleven), coordination nécessaire de nos S. R., dont l'organisation remonte « au temps de la lampe à pétrole », élimination nécessaire des agents étrangers de renseignement ou de propagande (Allusion à Paix et Liberté) ; « Petit bréviaire du renseignement » à l'intention de M. le Président du Conseil* [3 décembre 1954] (p. 5755 à 5757) ; *Sa réplique touchant son appartenance prétendue, jadis, à la Cagoule* (p. 5757) ; Son ordre du jour avec demande de priorité : . . . « *Fait confiance au Gouvernement* » pour le châtimement des coupables et « *l'invite* » à procéder d'urgence à la refonte des S. R. (p. 5781) ; le soutient (*Ses avertissements antérieurs répétés touchant la désorganisation du secrétariat permanent de la Défense nationale et des S. R., refonte urgente de ceux-ci, notamment pour l'Afrique du Nord (Anecdote de l'attaque du mont Bibane, et d'une opportune distribution de blé)* (p. 5783). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à supprimer ce chapitre (Décret réduisant l'indemnité spéciale des magistrats)* [10 novembre 1954] (p. 4919) ; *Liberté individuelle et régime de la détention préventive, création d'un comité consultatif* [15 novembre 1954] (p. 4988, 4989). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 12 novembre 1954 : *Inscription de deux débats importants : Algérie, affaire des fuites à l'ordre du jour de la même séance* [15 novembre 1954] (p. 4984). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de la Présidence du Conseil (II. SERVICES DE LA DÉFENSE NATIONALE), pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Sa demande en 1953 de faire comparaître M. Mons devant la Commission, « complicité tacite » de M. Mons, remaniement de la Défense nationale projeté par le Président du Conseil, disjonction des crédits du secrétariat permanent au comité de la Défense nationale, mauvaise organisation du service de documentation extérieure et de contre-espionnage (Troupes*

d'Ho Chi Minh, Tunisie, Algérie [15 novembre 1954] (p. 4993 et suiv.) ; — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris ; Rapport n° 9703, Articles additionnels : *Son amendement* (n° 2) (*Mise en vigueur suspendue jusqu'à signature d'un protocole de stricte application*) [23 décembre 1954] (p. 6842) ; Art. 2 et 3 et additionnels (Admission de la République fédérale à l'O. T. A. N.) : *Ses explications de vote* (*Données permanentes de la politique soviétique, pression politique exercée par le réarmement allemand sur l'équilibre du « glacis occidental », « tendance Molotov » (Conciliante) actuellement prédominante (Offre d'évacuation réciproque de l'Allemagne), intérêt fondamental de la France à cette offre, « négociation permanente » à conduire par elle (Sans rompre avec ses Alliés), « Convention » proposée à cette fin entre le Gouvernement et l'Assemblée, celle-ci l'habilitant, en cas d'échec, à signer le « protocole d'application » prévu, dangers d'une date limite assignée d'avance (Pas d'ultimatum à l'U. R. S. S.)* [27 décembre 1954] (p. 6889 à 6891) ; *Nécessité d'une clause liant le Gouvernement (La confiance personnelle en son chef ne pouvant suffire)* (p. 6893) ; *retire son amendement* (n° 2) (*Remplacé par une proposition de résolution à discuter sans délai*) (p. 6894) ; Nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et protocoles rattachés) Article unique : *Ses explications de vote* (*Su thèse de la « négociation continue » avec l'U. R. S. S., engagement personnel du Président du Conseil insuffisant, nouvel amendement proposé, ou à défaut, proposition de résolution proclamant aussitôt la volonté française de négociation*) [29 décembre 1954] (p. 6918) ; « *Précédent sarrois* » invoqué au sujet de l'Alsace par la Soldaten Zg (p. 6927). — Est entendu sur le renvoi de la discussion de deux propositions de résolution relatives aux rapports entre les nations européennes et à la réduction et au contrôle des armements : *Mauvaises du M. R. P. contre les propositions de résolution* [30 décembre 1954] (p. 7008, 7009). = S'excuse de son absence [4 février 1955] (p. 706). = Obtient un congé [4 février 1955] (p. 706).

Son décès est annoncé à l'Assemblée [18 février 1955] (p. 801, 802).

LOUVEL (M. Jean-Marie), *Député du Calvados (M.R.P.)*

Ministré de l'Industrie et de l'Énergie.

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952 ;

Ministré de l'Industrie et de l'Énergie.

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Ministré de l'Industrie et du Commerce.

(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953,

Ministré de l'Industrie et de l'Énergie.

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953,

Ministré de l'Industrie et du Commerce.

(Cabinet LANIÉL)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre suppléant de la Commission des finances [15 mars 1955] (F. n° 508).

Dépôts :

Le 20 novembre 1951, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier un échange de lettres intervenu le 25 mai 1951, entre les Présidents des délégations française et italienne à la commission mixte prévue par l'accord franco-italien du 29 mai 1948, relativement à l'application de l'article 7 de cet accord, n° 1622. — Le 22 décembre 1951, un projet de loi portant ratification de l'accord franco-italien du 21 décembre 1950 relatif aux marques de fabrique, n° 2175. — Le 22 décembre 1951, un projet de loi portant ratification de l'accord franco-italien du 25 mai 1951 relatif au dépôt des demandes de brevets d'invention dans les postes consulaires, n° 2181. — Le 22 décembre 1951, un projet de loi portant ratification de l'Accord franco-cubain du 17 janvier 1951 sur la propriété industrielle, n° 2191. — Le 19 février 1952, un projet de loi relatif à l'organisation des services médicaux du travail dans les mines, n° 2707. — Le 19 février 1952, un projet de loi relatif à l'unification législative

dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, en ce qui concerne les mines, n° 2708. — Le 24 juin 1952, un projet de loi fixant le régime des redevances dues pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distributions d'électricité et de gaz et par les lignes ou canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz, n° 3770. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif au fonds spécial d'aide à l'industrie cinématographique française, n° 4281. — Le 7 octobre 1952 un projet de loi tendant à modifier, en ce qui concerne la durée des autorisations d'importation des produits dérivés du pétrole, l'article 3 (C) de la loi du 30 mars 1928 relative au régime d'importation des pétroles, n° 4317. — Le 10 octobre 1952, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord franco-italien du 21 décembre 1950 et l'échange de lettres en date du 5 avril 1952 relatifs aux marques de fabrique et de commerce, n° 4383. — Le 5 mars 1953, un projet de loi déclarant la nullité de l'acte dit loi du 17 juillet 1941 sur la recherche et l'exploitation des carrières et des tourbières, n° 5761. — Le 26 mars 1953, un projet de loi relatif à la réévaluation des capitaux investis dans les exploitations minières en ce qui concerne la participation aux bénéfices de l'Etat et du personnel, n° 6028. — Le 21 juillet 1953, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les mines, minières et carrières, n° 6554. — Le 4 novembre 1953, un projet de loi portant prorogation des délais en matière de propriété industrielle, n° 7071. — Le 5 décembre 1953, un projet de loi précisant la portée du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 7383. — Le 28 décembre 1953, un projet de loi tendant à réglementer l'usage de la dénomination « Chambre de commerce », n° 7493. — Le 19 mars 1954, un projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance, n° 8103 (rectifié). — Le 1^{er} avril 1954, un projet de loi relatif à l'application aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion de la législation métropolitaine en matière de production, de transport et de distribution d'énergie électrique, n° 8259. — Le 4 mai 1954, un projet de loi

tendant à modifier l'article 43 de la loi du 21 avril 1810 sur les mines, minières et carrières, n° 8363.

Interventions :

Est nommé *Ministre de l'Industrie et de l'Énergie* (Cabinet Plevin) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; INDUSTRIE ET ÉNERGIE ; Chap. 1040 : *Amendement de M. Goudoux tendant à réduire les crédits pour la direction du Gaz et de l'Électricité (Achèvement des chantiers de barrages et mise au chômage des ouvriers)* [20 novembre 1951] (p. 8216) ; *Amendement de M. Védrières tendant à réduire les crédits pour la direction du Gaz et de l'Électricité (Augmentation du prix du gaz)* (p. 8216) ; *Amendement de M. Lucien Lambert tendant à réduire les crédits pour la direction du Gaz et de l'Électricité (Fermeture de l'usine à gaz de Martigues)* (p. 8217) ; *Amendement de M. Védrières tendant à réduire les crédits pour la direction du Gaz et de l'Électricité (Remplacement du gaz de houille par le butagaz dans les campagnes)* (p. 8217, 8218) ; Chap. 1050 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire les crédits pour les services extérieurs de la direction du Gaz et de l'Électricité (Licenciement d'ouvriers)* (p. 8218) ; Chap. 3000 : *Amendement de M. Goudoux tendant à réduire les crédits pour le matériel de l'Administration centrale (Répartition des matières premières rares)* (p. 8218) ; Chap. 5030 : *Amendement de M. Couston tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour recherches techniques (Insuffisance des crédits)* (p. 8220) ; Chap. 5040 : *Amendement de M. Lecauet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre national de cinéma (Aide temporaire au cinéma)* [21 novembre 1951] (p. 8248, 8249) ; FINANCES, CHARGES COMMUNES ; Chap. 5100 : *Amendement de M. Goudoux tendant à réduire de un million les subventions économiques (Subvention aux charbons importés)* [23 décembre 1951] (p. 9707) ; — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Observations sur la ferme-*

ture des mines en France, les investissements) [7 décembre 1951] (p. 8959); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 1^{er}, Etat A, INDUSTRIE ET ENERGIE; Chap. 9051 : *Amendement de M. Peytel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le bureau de recherches de pétrole (Législation de la recherche)* [27 décembre 1951] (p. 9911, 9912); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B, ENERGIE : *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Goudoux, des lignes relatives aux charbonnages de France (Crise des houillères françaises)* [27 décembre 1951] (p. 9952, 9953); *Amendement de M. Furaud tendant à réduire de 1.000 francs les prêts à Electricité de France (Développement du plan d'équipement)* (p. 9955); *Amendement de M. Védrières tendant à réduire de 1.000 francs les prêts au Gaz de France (Transport du gaz de Lorraine à Paris)* (p. 9957); Art. 8 bis : *Sa demande de supplément de l'article relatif à la garantie de l'Etat à certaines entreprises* [28 décembre 1951] (p. 10004); Art. 9 : *Amendement de M. Trémouille tendant à faire participer l'Etat à la déconcentration industrielle* (p. 10004, 10005); *Amendement de M. Catrice tendant à accorder la participation de l'Etat aux petites entreprises qui se modernisent* (p. 10005); Art. 15 : *Demande de disjonction présentée par M. Cristofol de l'article permettant la fermeture des petites usines à gaz* (p. 10006, 10007); — d'un nouveau projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux; Art. 2, Etat B, ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : *Amendement de M. Alphonse Denis tendant à réduire de 3.900 millions les crédits pour la Société Sollac* [30 décembre 1951] (p. 10170). — Donne sa démission de *Ministre de l'Industrie et de l'Energie* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et de l'Energie* (Cabinet Ed. Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Jean Michel Flaudin, relative à la fermeture éventuelle de la mine de La Taupe (Haute-Loire) [8 février 1952] (p. 555). — Donne sa démission de *Ministre de l'Industrie et de l'Energie* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Damette relative à l'approvisionnement des entreprises de construction en fers ronds à béton [14 mars 1952] (p. 1309). — Est entendu pour une communication du Gouvernement (*Barrage de Tignes, sa mise en eau prochaine, expropriation et indemnisation des habitants*) [14 mars 1952] (p. 1313 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 9 : *Demande de disjonction de l'article bloquant les autorisations de dépenses des travaux neufs, présentée par M. Goudoux* [3 avril 1952] (p. 1832). — Répond à une question : de M. Pierrard, relative à l'approvisionnement en fer rond à béton et en métaux non ferreux [20 juin 1952] (p. 3081); — de M. de Léotard, relative aux gratifications et primes des personnels des entreprises nationalisées et de la sécurité sociale [20 juin 1952] (p. 3082); — de M. Dronne, relative au centenaire de la naissance de Paul Bourde [20 juin 1952] (p. 3082); — de M. Bardoux, relative à la fermeture des mines de charbon [4 juillet 1952] (p. 3535, 3536); — de M. Védrières, relative à la consommation de charbon ture dans certaines centrales thermiques [10 octobre 1952] (p. 4210). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat A, Chap. 3101 : *Observations de M. Goudoux sur le régime de sécurité sociale des ouvriers de l'électricité et du gaz* [23 octobre 1952] (p. 4353); *Amendement de M. Lucien Lambert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Usine d'hydrogénation de Rousset)* (p. 4353); Chap. 3111 : *Amendement de M. Mancey tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction des mines (Fermeture de puits de mine)* (p. 4354); Chap. 3112 : *Amendement de M. Mancey tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles des mines (Gestion des prestations familiales des mineurs)* (p. 4354); Chap. 3112 : *Amendement de M. Muller tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles des mines (Sécurité du travail dans les mines)* (p. 4355); Chap. 3121 : *Amendement de M. Couston tendant à rétablir les crédits pour les services extérieurs du gaz et de l'électricité (Nécessité du contrôle des sociétés privées)* (p. 4355); *Amendement de M. Goudoux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les*

services extérieurs du gaz et de l'électricité (Barrage de Montélimar) (p. 4356); Chap. 3411 : Amendement de M. Mancey tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction des mines (Catastrophes minières) (p. 4357); Chap. 3422 : Amendement de M. Coustou tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le gaz et l'électricité (Utilisation du matériel existant) (p. 4358); Chap. 3501 : Amendement de M. Titeux tendant à supprimer les crédits pour le plan national de ravitaillement en carburants (p. 4359); Chap. 3511 : Amendement de M. Coutant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour sondages et recherches géologiques et géophysiques (p. 4359); Chap. 3651 : Amendement de M. Grenier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre national de cinématographie (Vote d'une nouvelle loi d'aide au cinéma) (p. 4360); Chap. 4221 : Amendement de M. Goudoux tendant à supprimer les crédits pour le Congrès international des grands barrages (p. 4361); Chap. 4401 : Amendement de M. Alphonse Denis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'encouragement à l'artisanat (Insuffisance des crédits) (p. 4361); Chap. 4411 : Amendement de M. Coutant tendant à supprimer le chapitre relatif à la subvention à la Caisse de compensation des combustibles minéraux (p. 4363); — d'une proposition de loi relative au régime de sécurité sociale dans les mines : Discussion générale [29 octobre 1952] (p. 4569, 4570); Demande de renvoi à la Commission (p. 4570); Discussion générale [12 novembre 1952] (p. 5032, 5033); Sa demande de prise en considération du texte gouvernemental (p. 5033); Art. 1^{er} : Amendement de M. Deixonne tendant à couvrir les charges de la sécurité sociale dans les mines par une taxe sur le charbon vendu en France ou à l'étranger (p. 5035, 5036); Article additionnel : Amendement de M. Deixonne tendant à inclure dans les années de services miniers le temps passé dans des entreprises assimilées ou des exploitations minières de bauxite (p. 5039); Explications de vote sur l'ensemble (p. 5039), — Répond à une question : de M. Coudray, relative à la construction d'une usine hydro-électrique marémotrice sur la Rance [31 octobre 1952] (p. 4652); — de M. Souquès, relative aux primes de rendement aux fonctionnaires du cadre spécial des carburants [14 novembre 1952] (p. 5121); — de M. Hénault, relative à la crise de la pape-

terie [14 novembre 1952] (p. 5121); — de M. P. O. Lapie, relative aux élections des délégués mineurs en Meurthe et Moselle [14 novembre 1952] (p. 5122). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : Discussion générale (Observations sur la canalisation du Rhône et le coût des écluses de Donzère et Montélimar, la canalisation de la Moselle) [18 décembre 1952] (p. 6568); Art. 27 sexies : Suppression des petites usines de gaz pour faciliter la distribution [20 décembre 1952] (p. 6740, 6741); Art. 4 : Programme de construction de barrages hydro-électriques sur le Rhône, dans les Alpes, sur le Rhin (p. 6745, 6746); Amendement de M. Mondon tendant à permettre aux sociétés de gaz et d'électricité non nationalisées de bénéficier de prêts (p. 6748); Amendement de M. Furaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prêts à l'E.D.F. (Insuffisance des investissements pour la production d'électricité thermique et hydro-électrique) (p. 6750); Amendement de M. Gazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prêts à l'E.D.F. (Composition du Conseil d'administration de l'E.D.F.) (p. 6750, 6751); Amendement de M. Dronne tendant à étendre les prêts aux entreprises gazières non nationalisées (p. 6751); Amendement de M^{me} Duvernois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prêts au Gaz de France (Débat sur l'industrie du gaz) (p. 6752); Amendement de M. Védrières tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Compagnie nationale du Rhône (Canalisation du Rhône) (p. 6752); Amendement de M. Védrières tendant à réduire de 3 milliards les crédits pour la sidérurgie (Prêts à Usinor et à Sollac) (p. 6754); Art. 5, Etat E : Amendement de M. Mancey tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les habitations des charbonnages (Difficultés de logement dans le bassin minier) (p. 6759); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : Amendement de M. E. Hugues tendant à détaxer les sociétés et entreprises recherchant ou exploitant des gisements d'hydrocarbures [21 décembre 1952] (p. 6879); Sous-amendement de M. Degoutte tendant à détaxer les sociétés à majorité de capitaux français participant à des recherches pétrolières (p. 6880). — Donne sa démission de Ministre de l'Industrie et du Commerce (Cabinet Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Est

nommé *Ministre de l'Industrie et de l'Énergie* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J.O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; INDUSTRIE ET COMMERCE; Art. 1^{er} : *Livencement de personnel à l'usine Brandt* [30 janvier 1953] (p. 746); — du projet de loi relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique : *Renvoi du débat* [17 février 1953] (p. 1071); *Discussion générale : Observations sur l'histoire de l'aide au cinéma, la désaffection des réalisateurs pour les studios, le scandale financier de P. D. H. E. C., l'emprise du cinéma américain en France, le refus sociétiquier d'acheter des films français, l'augmentation de la production française, les exportations de films français à l'étranger, l'immoralité des films français* [19 février 1953] (p. 1167 et suiv.); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Jules-Julien tendant à supprimer l'alinéa abrogeant l'aide temporaire au cinéma* (p. 1174); Art. 2 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à financer la reconstitution des films détruits en temps de guerre* (p. 1176); Art. 2 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à faire rémunérer par le fonds les agents chargés du recouvrement de la taxe additionnelle* (p. 1177); Art. 4 : *Amendement de M. M. Dupuy tendant à porter à six ans la durée de la taxe spéciale* (p. 1178); *Amendement de M. P. Mennier tendant à effectuer un prélèvement de 1 0/0 pour rémunérer le personnel chargé d'appliquer cette loi* (p. 1179); Art. 6 : *Amendement de M. Corniglion-Molinier tendant à prévoir un représentant du Ministère des Finances et un du Ministère de l'Industrie* (p. 1183); *Amendement de M. Lanet relatif au contrôle des opérations comptables* (p. 1184); Art. 8 : *Amendement de M. Loustaunau-Lacau tendant à n'aider que les organismes de distribution dispensant des films français* [20 février 1953] (p. 1207); *Amendement de M. Jules-Julien tendant à supprimer le cas de dispense résultant d'une décision du Centre de la cinématographie* (p. 1207); *Amendement de M. Valabrègue relatif au taux de l'aide pour l'exportation de films* (p. 1209); Art. 10 : *Amendement de M. Lanet relatif à la composition du jury de sélection des films de qualité* (p. 1210); *Amendement*

de M. Jules-Julien tendant à ne pas utiliser les décisions du jury pour la publicité (p. 1210); Art. 11 : *Amendement de M. Valabrègue tendant à inclure les sociétés françaises de production* (p. 1211); Art. 12 : *Amendement de M. Grenier tendant à prévoir une « décision conforme » du conseil de gestion et non une « consultation »* (p. 1211); *Amendement de M. Grenier tendant à supprimer l'alinéa relatif aux films en langue étrangère réalisés en France* (p. 1211); Article additionnel : *Amendement de M. Lanet tendant à insérer un article relatif au rôle de contrôle de l'expert-comptable prévu pour chaque film subventionné* (p. 1213); Art. 14 : *Amendement de M. Lecannet tendant à établir l'incessibilité de ces fonds et une hiérarchisation des dépenses privilégiées à faire, grâce à l'aide financière de l'État* (p. 1216, 1217); Art. 13 : *Amendement de M. Moulli relatif aux étrangers exerçant en France la profession depuis plus de cinq ans* (p. 1218); Art. 15 : *Amendement de M. M. Dupuy tendant à exiger du producteur les contrats d'engagement des techniciens* (p. 1239); *Amendement de M. Berthet tendant à empêcher les distributeurs et exportateurs de prélever des fonds avant le paiement intégral des créanciers* (p. 1240); *Amendement de M. Grenier tendant à ne pas exiger des producteurs un apport personnel* (p. 1240); Art. 17 : *Amendement de M. Grenier tendant à supprimer l'article* (p. 1242); Art. 19 : *Amendement de M. M. Dupuy tendant à supprimer l'article admettant qu'un film de référence puisse être réalisé avec des capitaux étrangers* (p. 1242); Art. 20 : *Amendement de M. M. Grimaud relatif au paiement par les producteurs des dépenses privilégiées* (p. 1243); Art. 22 : *Suite du débat* (p. 1245); Art. 23 : *Amendement de M. Savale tendant à réserver un dixième de la dotation pour les films éducatifs* [26 février 1953] (p. 1390); Article additionnel : *Amendement de M. Taillade tendant à prévoir pour les documentaires des dispositions transitoires avant l'application de la loi* (p. 1392); Art. 26 : *Amendement de M. Lanet tendant à permettre aux petits exploitants de grouper leurs droits à une aide financière* (p. 1394); *Amendement de M. Lecannet tendant à permettre aux petits exploitants de louer les films au forfait et de renoncer à l'aide en gardant l'intégralité de leur recette* (p. 1396, 1397); Art. 27 : *Amendement de*

M. Lanet tendant à financer les travaux d'amélioration technique, embellissement et création de nouveaux cinémas en France et à l'étranger (p. 1398); *Amendement de M. Lanet tendant à favoriser les exploitants sinistrés par faits de guerre* (p. 1399); Art. 29 : *Amendement de M. M. Grimaud tendant à supprimer l'expression « impôt sur le revenu »* (p. 1400); Art. 30 : *Amendement de M. de Léotard tendant à avantager les films dont 75 0/0 des scènes d'intérieur ont été tournées en studios* [27 février 1953] (p. 1477); Art. 33 : *Amendement de M. Lanet tendant à réduire à 2 0/0 le prélèvement sur les recettes réalisées à l'étranger* (p. 1482); Article additionnel : *Amendement de M. M. Grimaud tendant à favoriser les exploitants fidèles aux réseaux de distribution français* (p. 1483); *Amendement de M. Corniglion-Molinier tendant à permettre de faire une avance remboursable à la part production* (p. 1485); Art. 36 : *Amendement de M. Jules-Julien relatif aux sanctions contre quiconque se sera soustrait au paiement de la taxe* (p. 1486, 1487); Art. 39 : *Amendement de M. Blachette relatif au concours financier alloué aux salles de spectacles en Algérie* (p. 1488); Art. 8 : *Amendement de M. Villeneuve tendant à appliquer la loi dans les départements d'outre-mer* (p. 1490); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 1945); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Art. 4 : *Taxe additionnelle sur le prix des places de cinéma (Interprétation erronée dans la presse, ne vise que les places de plus de 150 francs)* [24 juillet 1953] (p. 3891); Art. 14 : *Sommes inscrites au compte des producteurs en vue de la production de films français de long métrage, affectation préférentielle en cas de faillite* : *Amendement de M. Grimaud tendant à écarter l'adjonction introduite par le Conseil de la République (Pour le maintien de ce texte)* (p. 3893); Art. 26 bis : *Possibilité de location de films au forfait pour les petits exploitants enregistrant moins de 1.200 entrées hebdomadaires* : *Amendement de M. Lecannet tendant à rejeter le critère complémentaire introduit par le Conseil de la République d'un plafond forfaitaire de recettes brutes (Statistiques de recettes, plafond « raisonnable » de 6 millions annuellement, engagement de l'adopter par décret, avec indexation éventuelle)* (p. 3895, 3896); *Réponse aux explications de vote (Préoccupations d'avenir)* (p. 3899). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des pré-

sidents : *Intervention dans l'ordre du jour* [17 février 1953] (p. 1075). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création d'un bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières; Art. 2 : *Amendement de M. Bichet tendant à accorder au bureau les droits miniers résultant de ses recherches* [24 février 1953] (p. 1280); Art. 3 : *Amendement de M. Furaud relatif à la création de sociétés d'exploitation avec une participation limitée à 33 0/0 de l'Etat pour ne pas étatiser les sociétés minières* (p. 1283, 1284); *Amendement de M. Catroux tendant à limiter à 35 0/0 les participations de l'Etat* (p. 1285); Art. 5 : *Amendement de M. Dorey tendant à prévoir une dotation du bureau de recherches dans le budget de l'Industrie et du Commerce* (p. 1285). — Est entendu : sur l'ordre du jour : *Tenue d'une séance supplémentaire pour le vote de la loi d'aide au cinéma* [24 février 1953] (p. 1288); — sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion de l'interpellation de M. Vallon sur l'ouverture du marché commun du charbon et de l'acier* [24 février 1953] (p. 1305). — Répond à une question de M. Pluchet relative à l'aide aux différents producteurs d'hydrocarbures [20 mars 1953] (p. 2093, 2094). — Est entendu sur : la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur le marché commun du charbon et de l'acier : *Demande de renvoi à la suite* [24 mars 1953] (p. 2262); *Observations sur le travail de la Haute Autorité à Luxembourg, la concurrence allemande, le prix du charbon dans les pays de la communauté, ceux du fer et de la ferraille* (p. 2263 et suiv.); — la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur la situation charbonnière : *Demande de renvoi du début à la suite* [24 mars 1953] (p. 2265); *Observations sur la pénurie de 1951, la pléthore de 1952, la diminution de consommation de charbon, les stocks invendus* (p. 2268 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux pensions des marins du commerce et de la pêche : *Discussion générale (Ses observations sur la majoration des impôts sur les produits pétroliers proposée pour financer le relèvement des pensions des invalides de la marine)* [26 mars 1953] (p. 2400, 2401). — Donne sa démission de *Ministre de l'Industrie et de l'Energie* [27 mai 1953] (p. 2846). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce (Cabinet Laniel)* [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Répond à une question de M. de Léotard, relative à la mévente du charbon [17 juillet 1953] (p. 3578). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); INDUSTRIE ET COMMERCE : *Observations préliminaires (schistes bitumeux d'Autun, pétrole de Lacq, Basses-Pyrénées)* [3 novembre 1953] (p. 4741); Art. 1^{er}, Etat A, Titre III, Chap. 31-21 : *Amendement de Mme E. Duvernois, portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Prix du gaz et de l'électricité)* (p. 4744, 4745); Chap. 34-12 : *Direction des Mines et de la Sidérurgie : Amendement de M. Couston portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Crédits des laboratoires techniques)* (p. 4746); Chap. 34-31 : *Amendement de Mme E. Duvernois portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Explosion à l'usine Gévelot-Gaupillat en Seine-et-Oise)* (p. 4747); Chap. 36-51 : *Centre National de la Cinématographie : Amendements de MM. Furaud et Grenier portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif* (p. 4748, 4749); Titre IV, Chap. 44-11 : *Caisse de compensation des combustibles minéraux solides : Amendement de forme de M. Coutant (aide à la production française dans le cadre du Pool charbon-acier)* (p. 4761 et suiv.); Art. 2, Etat B, Titre VI, Chap. 62-10 : *Amendement de M. Mancey portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Mévente du charbon français, ses causes)* (p. 4763); Chap. 62-12 : *Bureau de recherches géologiques de la France métropolitaine : Amendement de M. Goudoux portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif* (p. 4763); Art. 3, Etat C, Titre VIII, Chap. 84-63 : *Demande de disjonction de M. Linet* (p. 4764); Chap. 84-65 : *Amendement de M. Boutavant portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Schistes bitumineux)* (p. 4765); *Sa demande de surseoir au vote sur l'ensemble (Lettre rectificative concernant les investissements)* (p. 4766); *Motion préjudicielle de M. Goudoux demandant le renvoi du débat pour demander des crédits supplémentaires pour les investissements des entreprises nationales* [10 décembre 1953] (p. 6417, 6418); Etat A, Chap. 31-02 : *Amendement de M. Ville-neuve tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de l'administration centrale (Modernisation du port de la Réunion)* (p. 6419); Chap. 8468 : *Recherches de pétrole (Production d'huile de schiste à Autun)*

(p. 6420); Art. 8 : *Travaux de l'E.D.F. (Aménagement de la Durance)* (p. 6421); Etat D : *Equipement des charbonnages (Chômage à la suite de l'entrée en vigueur de la C.E.C.A.)* (p. 6430); *Amendement de M. Catoire tendant à prévoir l'aide de la C.E.C.A. pour la réadaptation de la main-d'œuvre* (p. 6431); *Equipement d'Electricité de France (Plan d'investissements en 1954, développement de la production, barrages du Rhône et de la Rance)* (p. 6434); *Amendement de M. Védrières tendant à majorer de 9 milliards les crédits pour les centrales hydrauliques et à diminuer ceux pour les centrales thermiques* (p. 6435 et suiv.); *Amendement de Mme Duvernois tendant à supprimer les crédits pour le « feeder » de gaz de l'Est à Paris et à majorer les crédits pour les cokeries* (p. 6438); Art. 8 : *Amendement de M. Benard tendant à demander le dépôt d'un projet relatif à l'aménagement de la Neste et de la Durance* (p. 6439); Article additionnel : *Amendement de M. de Tinguy relatif aux exonérations de cotisation pour les assujettis aux régimes d'allocations-vieillesse* (p. 6440); *Amendement de M. Aubin tendant à faire déposer par le Gouvernement le projet d'aménagement de la Durance et de la Neste (Barrage de Serre-Ponçon)* (p. 6441, 6442); INDUSTRIE ET COMMERCE, amendé par le Conseil de la République, Art. 1^{er} : *Fermeture des mines de Salsigne* [31 décembre 1953] (p. 7241, 7242); Art. 13 : *Aménagement de la Durance et construction du barrage de Serre-Ponçon* (p. 7243); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES (CHARGES COMMUNES) amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 1204 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour frais de trésorerie* (p. 7244); Art. 9 bis : *Intégration dans le corps des administrateurs civils d'agents supérieurs en fonctions avant 1946, n'ayant pu passer de concours spécial et d'agents supérieurs ayant fait de la Résistance* (p. 7247); Art. 17 : *Fonctionnaires mis prématurément à la retraite (Application de l'article 17 de la Constitution)* (p. 7248). — Répond à une question : de M. E. Bonnefous relative à la sauvegarde du site de la vallée de Chevreuse [20 novembre 1953] (p. 5348); — de M. Bouxom relative aux impositions sur le renouvellement de certains prêts [4 décembre 1953] (p. 6005, 6006); — de M. Minjoz relative aux prêts du crédit foncier aux offices publics d'H.L.M. [4 décembre 1953] (p. 6006); — de M. Coutant relative aux marchés de construction d'habita-

tions destinées aux mineurs [4 décembre 1953] (p. 6006, 6007); — de M. Ramonet relative au recrutement du personnel français à la base franco-américaine de la Martinerie-Déols [4 décembre 1953] (p. 6008, 6009); — de M. Minjoz relative au départ d'enfants en vacances pour la Pologne [11 décembre 1953] (p. 6483); — de M. Mercier relative à la sécurité sociale hôtelière [11 décembre 1953] (p. 6484, 6485). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la retraite des mineurs [11 mars 1954] (p. 799).

Prend part à la discussion de ces interpellations : *Discussion générale (Situation de la sécurité sociale minière, déficit inférieur à celui du régime général de la Sécurité sociale, incidence de l'augmentation de 25 0/0 des retraites et de la fixation aux 2/3 de la part réversible pour les veuves, coordination des différents régimes de Sécurité sociale)* [11 mars 1954] (p. 805, 806); *Repousse les ordres du jour de MM. Roucaute et Sion* (p. 807); — d'une proposition de loi sur l'étatisation d'entreprises publiques : *Discussion générale (Rôle d'arbitre du Ministre de l'Industrie entre les entreprises nationales, exemple de la construction du feeder de l'Est)* [11 mars 1954] (p. 811, 812); — d'une proposition de loi portant amélioration du régime de la Sécurité sociale dans les mines : *Sa demande de renvoi aux commissions des finances et des affaires économiques* [11 mars 1954] (p. 816, 817). — Répond à une question : de M. Lecœur relative à la médecine du travail dans les houillères [26 mars 1954] (p. 1324); — de M. Vals relative à la fermeture de la mine de Malvézy [26 mars 1954] (p. 1325); — de M. de Léotard relative à la situation des industries métallurgiques de l'Ouest du Centre et du Midi [26 mars 1954] (p. 1325, 1326); — de M. de Léotard relative à la production et l'utilisation du gaz dans la région de Saint-Etienne [26 mars 1954] (p. 1326, 1327); — de Mme Laissac relative à l'exploitation de l'usine de l'Orb à Ceilhes [26 mars 1954] (p. 1327). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, Art. 5 : *Amélioration de la réglementation existante* [6 avril 1954] (p. 1791); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la nationalisation des mines de combustibles minéraux du Bassin de la Loire : *Discussion générale (Redevances tréfon-*

cières de la Loire, liquidation des créances d'après la loi de nationalisation, situation des tréfoncières et des actionnaires) [10 juin 1954] (p. 2912, 2913). — Répond à une question : de M. Deixonne sur la composition du conseil d'administration des houillères du bassin d'Aquitaine [11 juin 1954] (p. 2943); — de Mme Francine Lefebvre relative à l'attribution de l'allocation spéciale [11 juin 1954] (p. 2945); — de M. Coudray relative au barrage de la Rance [11 juin 1954] (p. 2945); — de M. Minjoz sur l'installation d'appareils de chauffage et sanitaires dans les logements économiques et familiaux [11 juin 1954] (p. 2943, 2944). — Donne sa démission de *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954] (p. 5843).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 35-21 : *Politique routière et politique des ports aux Antilles françaises et à la Guyane* [11 décembre 1954] (p. 6136 et suiv.) Etat B, Chap. 53-34 : *Son amendement indicatif (Port de Caen, amélioration du canal de Caen à la mer)* [14 décembre 1954] (p. 6351); *le retire* [15 décembre 1954] (p. 6368); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de janvier 1955 : *Son article additionnel (Impossibilité de procéder à de nouvelles mesures de libération des échanges pour les produits dont le coût est grevé de charges supplémentaires)* [30 décembre 1954] (p. 7021, 7022); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Art. 12 : *Son amendement (Droit de priorité sur les prêts à concurrence d'un montant de cinq milliards et jusqu'au 1^{er} octobre pour les communes rurales)* [26 janvier 1955] (p. 262); *L'aligne sur celui de M. Gaubert (« Jusqu'au 1^{er} août »)* (p. 275); *Son article additionnel (Règlements de réquisitions par les Allemands ou les alliés)* (p. 286); *le retire* (ibid.); *Son article additionnel (Remboursement des primes et prêts pour non-occupation de logements construits ou reconstruits)* [27 janvier 1955] (p. 313); *Sous-amendement de M. Schmitt à son article additionnel (Inap-*

plication aux logements reconstruits); *Fraudeurs et réquisitions* (p. 313, 314); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Etat II : *Son amendement (Modernisation du commerce)* [28 janvier 1955] (p. 427). — Pose au Ministre de la Défense nationale une question relative à la cérémonie de la présentation du drapeau à l'école polytechnique [4 février 1955] (p. 710, 711). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 14 : *Demande de disfonction de la Commission des finances (Prix de l'énergie en France, concurrence entre fuel et charbon)* [19 mars 1955] (p. 1763, 1764); *Son article additionnel (Libération des échanges; Difficultés de l'industrie textile; O.E.C.E. et taxes de transfert)* (p. 1778, 1779); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 14 : *Amendement rectifié de M. Deixonne (Maintien d'une taxe sur les fuels); Concurrence faite au charbon et prix de l'énergie* (p. 2845, 2846); — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à l'établissement d'entreprises publiques, Art. 1^{er} bis : *Son amendement (Droits des collectivités locales et des autorités concédantes en matière d'électricité et de gaz)* [22 mars 1955] (p. 1817, 1818); Art. 1^{er} : *Son amendement (Codification du contrôle des entreprises nationalisées)* (p. 1819); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, SERVICE DES POUDRES, Chap. 97-10 : *Son amendement indicatif non soutenu (Concurrence faite aux dynamitiers)* [23 juillet 1955] (p. 4491); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets, Etat C, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 6200 : *Son amendement indicatif (Nécessité d'un rattachement de l'énergie atomique au Ministère de l'Industrie et du Commerce)* [27 juillet 1955] (p. 4356); Art. 7 : *Chevauchements entre les services des différents ministères* (p. 4375, 4376). = S'excuse de son absence [30 mars 1955] (p. 2129). = Obtient un congé [30 mars 1955] (p. 2129).

LUCAS (M. Maurice), Député de la Manche (M. R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 1001). — Est nommé membre : de la Commission de l'Agriculture [17 juillet 1951]

(F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la presse [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [21 mars 1953] (F. n° 250).

Dépôts :

Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 1902) de M. Lalle tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, n° 2012. — Le 10 octobre 1952, une proposition de loi tendant à fixer le prix des fermages, n° 4394. — Le 29 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 8316) de MM. François Benard, Secrétaire et Barrier tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les mesures qui s'imposent pour favoriser l'exportation des produits laitiers dans les T. O. M. et l'Union française et permettre ainsi de décongestionner le marché national, n° 9818. — Le 26 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier le troisième alinéa de l'article 832 du Code civil relatif au bien de famille, n° 11721.

Interventions :

Son rapport sur les élections : du département de Maine-et-Loire [5 juillet 1951] (p. 5885); — du territoire de la Mauritanie [19 juillet 1951] (p. 5984). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du territoire de Mauritanie, en qualité de Rapporteur [7 août 1951] (p. 6231, 6235, 6236, 6237, 6238); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AGRICULTURE, Chap. 51-00 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la vulgarisation (Importance de la vulgarisation)* [21 novembre 1951] (p. 8299, 8300); *le retire* (p. 8300); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 16 : *Amendement de M. Charpentier tendant à effectuer les remboursements à de nouveaux prêts* [28 décembre 1951] (p. 10098); *le retire* (ibid.); —

du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales ; Article additionnel : *Son amendement tendant à élargir les catégories obligatoirement inscrites aux assurances agricoles* [4 janvier 1952] (p. 159) ; *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées par le Gouvernement (Insuffisance de la politique agricole)* [28 février 1952] (p. 1124) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : Art. 6 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à ne pas réduire les investissements agricoles* [3 avril 1952] (p. 1805, 1806). — Dépose une demande d'interpellation sur l'épidémie de fièvre aphteuse [27 juin 1952] (p. 3296) ; la développe : *Ses observations sur l'épidémie de fièvre aphteuse, l'importance des frais de transport et de vente des légumes* [8 juillet 1952] (p. 3672, 3673). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme ; Article unique : *Son amendement relatif au calcul du prix moyen du lait ou du beurre* [3 juillet 1952] (p. 3484) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 68 : *Demande de disjonction de l'article créant un fonds d'équipement des hôpitaux psychiatriques, grâce à une majoration des droits de 5.000 francs par hectolitre d'alcool, présentée par M. Maurellet* [12 décembre 1952] (p. 6234) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer de taxes le lait et le beurre* [21 décembre 1952] (p. 6898, 6899) ; *Amendement de M. Leenhardt relatif au taux des droits de quai des ports maritimes* (p. 6919) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 25 : *Son amendement de forme* [20 décembre 1952] (p. 6764) ; — du projet de loi portant fixation du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES ; Etat A, Chap. 40-30 : *Son amendement tendant à rembourser les avances faites par les Caisses aux associations familiales* [29 janvier 1953] (p. 675, 676) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre la fièvre aphteuse, Art. 4 : *Vaccins fournis gratuitement par l'Etat dans les zones de vaccination obligatoire* [24 mars 1953] (p. 2290) ; Art. 9 : *Amendement de M. Rochet tendant à supprimer l'article relatif aux sanctions prévues contre les éleveurs n'ayant pas procédé à la vaccination quand elle est obligatoire* (p. 2292) ; Art. 4 : *Application de l'article premier de la loi de finances aux exonérations de taxes prévues sur les vaccins* (p. 2293) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Ordre du jour de confiance im-*

plicité présenté par M. Charpentier (Aspect psychologique du problème agricole, annonces maladroitement faites par la Radio) [22 octobre 1953] (p. 4502) ; — du projet de loi portant création de ressources pour le fonds d'assainissement du marché de la viande : *Discussion générale (Paiement des agriculteurs victimes de l'épizootie)* [13 novembre 1953] (p. 5041) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Electrification rurale, défense des rivages contre les tempêtes)* [3 décembre 1953] (p. 5922, 5924) ; — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : *Son article additionnel tendant à soumettre au régime des bénéfices agricoles les profits réalisés par les laitiers nourrisseurs des agglomérations urbaines* [24 juin 1954] (p. 3054) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 28 : *Amendement de M. Lambert tendant à supprimer la taxe fiscale sur la margarine* [13 août 1954] (p. 4218) ; — d'une proposition de loi relative à la protection des appellations d'origine des fromages, Art. 4 : *Amendement de M. Fourvel (Désignation des membres du comité des appellations d'origine des fromages par les organisations agricoles les plus représentatives)* [20 juillet 1954] (p. 3432) ; *Ses explications de vote* (p. 3432) ; — d'une proposition de loi relative au régime de L'ALLOCATION DE VIEILLESSE AGRICOLE : *Discussion générale (Améliorations proposées à la loi de juillet 1952)* [21 juillet 1954] (p. 3496) ; *Amendement de M. Waldeck Rochet (Exonération des cotisations pour les personnes dont le revenu cadastral ne dépasse pas 200 francs)* [3 août 1954] (p. 3791) ; *Ses explications de vote* (p. 3795). — Est entendu sur la question orale de M. Albert Schmitt au Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, relative au service des retraites de la Société nationale des chemins de fer français [13 août 1954] (p. 4186). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative au paiement d'indemnités d'expropriation [13 août 1954] (p. 4187). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Manque de continuité de la politique agricole, mévente des produits laitiers, problème des débouchés agricoles* [25 novembre 1954] (p. 5416, 5417) ; — d'une propo-

sition de loi relative au financement des fonds d'assainissement des marchés de la viande et des produits laitiers : *Politique de la qualité, envoi de beurre à l'Allemagne* [22 mars 1955] (p. 1814); — d'une proposition de résolution relative au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : *Extension de l'allocation de la mère au foyer aux exploitants* [26 mai 1955] (p. 3072). — Est entendu sur la fixation immédiate de la date de discussion d'une interpellation sur les abattements de zones : *Nécessité de régler le problème de la formation professionnelle agricole* [22 juin 1955] (p. 3228). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Contre-projet de M. Saint-Cyr (Tutelle assurée successivement par l'Education nationale et l'Agriculture)* [28 juin 1955] (p. 3385) ; *Ses explications de vote* [30 juin 1955] (p. 3543) ; — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Motion préjudicielle de Mme Laissac, rectification du vote du groupe M. R. P.* [19 juillet 1955] (p. 3907) ; *Demande de réserver l'article additionnel de M. Condray (Versement des sommes dues au fonds commun de l'allocation logement)* (p. 3932) ; *Art. 3 : Amendement de M. Patinaud (Attribution de l'allocation de la mère au foyer à tous les indépendants)* [20 juillet 1955] (p. 3964) ; *Ses explications de vote* (p. 3980) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (limitation des débits de boissons) : *Article additionnel de M. Tournaud (Réduction de 15 0/0 du contingent annuel d'alcool de betteraves)* [8 novembre 1955] (p. 5545). = S'excuse de son absence [27 novembre 1951] (p. 8506). = Obtient un congé [27 novembre 1951] (p. 8506).

LUSSY (M. Charles), *Député du Vaucluse (S.)*.

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5946). = Est nommé : membre de la Commission de la presse [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 4 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement

à accorder aux victimes des inondations du Rhône un crédit de premier secours de 500 millions et à reporter l'échéance fiscale du 15 novembre à une date ultérieure, **n° 1515**. — Le 22 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes des inondations du Rhône un crédit d'un milliard, **n° 1665**. — Le 20 février 1953, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 95, paragraphe 2, du règlement de l'Assemblée Nationale. **n° 5628**. — Le 21 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux cultivateurs sinistrés de Vaucluse, **n° 10975**. — Le 6 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessitées par les orages qui ont dévasté les récoltes, **n° 11490**.

Interventions :

Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Ses explications de vote sur la motion de M. Delcos investissant M. René Mayer* [24 juillet 1951] (p. 6051). — Prend part : à la discussion du rapport sur les élections du département de la Seine-Inférieure (1^{re} circonscription) : *Sa motion tendant à invalider les députés proclamés élus et à valider MM. Lecannet, Detouff et Henillard* [26 juillet 1951] (p. 6072) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Sa demande de suspension de séance* [2 août 1951] (p. 6170) ; *Motion d'investiture de M. Temple (Ses observations sur les raisons pour lesquelles le groupe socialiste ne votera pas l'investiture)* (p. 6171, 6172) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pleven) : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. Pierre Chevallier (Ses observations sur les hausses spéculatives, le problème scolaire)* [8 août 1951] (p. 6274, 6275) ; — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur le problème scolaire et l'enseignement libre* [28 août 1951] (p. 6546, 6547) ; *Sa proposition de ne pas siéger samedi, dimanche et lundi* (p. 6547). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, subventions à l'enseignement libre) : *Question préalable opposée par M. Pierrard* [31 août 1951] (p. 6703, 6704) ; *Discussion générale (Ses observations*

sur les prêts d'honneur aux étudiants) [1^{er} septembre 1951] (p. 6767); *Sa demande de renvoi du débat* (p. 6770, 6771); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 septembre 1951] (p. 6839, 6840, 6841); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Date du décret d'application, rôle de la majorité de rechange)* [21 septembre 1951] (p. 7567, 7568, 7569); — de la motion de censure de M. Pierrard condamnant le Gouvernement pour n'avoir pas consulté le Conseil supérieur de l'enseignement : *Clôture de la discussion* [4 septembre 1951] (p. 6867, 6868); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Sa demande de suspension de séance* [5 septembre 1951] (p. 6926); *Discussion générale (Ses observations sur le caractère définitif du projet, l'abandon de la neutralité scolaire de l'Etat)* [6 septembre 1951] (p. 7004, 7005); Art. 1^{er} : *Son rappel au règlement (Vote par scrutin)* [8 septembre 1951] (p. 7078); Art. 1^{er} : *Son rappel au règlement (Attitude du Président)* [8 septembre 1951] (p. 7118, 7119); *Son rappel au règlement (Organisation du débat)* (p. 7159); Art. 5 : *Son rappel au règlement (Vote sur les propositions de M. de Léotard)* [9 septembre 1951] (p. 7232); Art. 6 : *Demande de tenue d'une séance supplémentaire* (p. 7234, 7235); *Demande de M. Bruyneel d'une nouvelle suspension de séance* (p. 7256); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur l'abandon des principes de la laïcité)* [10 septembre 1951] (p. 7259, 7260, 7261); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Efforts de la majorité anti-laïque, le sabotage de la Commission Paul Boncour, la justice scolaire et la justice sociale, le début d'une longue querelle scolaire, la nationalisation des écoles des houillères)* [21 septembre 1951] (p. 7591, 7592, 7593, 7594, 7595, 7596). — Est entendu sur : un incident (*Attitude républicaine des populations de l'Ouest*) [21 septembre 1951] (p. 7599). — la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement : *Répression de la fraude fiscale, les économies budgétaires, la comparaison avec Necker* [11 mars 1952] (p. 1229); — une demande de tenue de séance supplémentaire : *Discussion de la majoration des prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5429). — Dépose une motion de censure contre le Gouvernement [26 novembre

1952] (p. 5699); — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour (Danger des méthodes de travail imposées par le Gouvernement, insuffisance des crédits pour les anciens combattants, insuffisance des résultats de la politique financière de M. Pinay)* [4 décembre 1952] (p. 5935, 5936). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour le passage à la discussion des articles (Ses observations sur les amnisties votées par le Gouvernement, les plaintes des sinistrés et des anciens combattants, les charges fiscales supplémentaires, la stabilisation des prix)* [9 décembre 1952] (p. 6069, 6070); *Son rappel au règlement (Démission irrégulière du Gouvernement)* [22 décembre 1952] (p. 7028). — Est entendu sur : l'élection du Président de l'Assemblée Nationale : *Sa demande de suspension de séance* [13 janvier 1953] (p. 60); — la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement : *Ses observations sur l'arrivée imminente au pouvoir du R.P.F., la carrière de M. Boutemy, la nuance politique du nouveau gouvernement, l'opposition socialiste* [22 janvier 1953] (p. 133, 134). — Prend part à la discussion du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique : *Demande de renvoi du débat, présentée par M. Gosset* [6 février 1953] (p. 1031); Art. 23 : *Amendement de M. Savale tendant à réserver 1/10 de la dotation pour les films éducatifs* [26 février 1953] (p. 1389). — Est entendu sur l'ordre du jour : *Tenue d'une séance supplémentaire pour le vote de la loi d'aide au cinéma* [24 février 1953] (p. 1286). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Son ordre du jour demandant que soient étendues à toute la France les vacances scolaires du 1^{er} juillet au 30 septembre* [12 mars 1953] (p. 1838); *le retire* (p. 1839); — du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France : *Ouverture d'un crédit de 80 milliards; Discussion générale (Ses observations sur les attaques contre le parti socialiste, les échecs du Gouvernement Pinay)* [24 mars 1953] (p. 2259 et suiv.). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier : *Ses explications de vote sur la question de*

confiance posée pour l'adoption de l'article 2 du projet de loi (Ses observations sur l'aspect politique du vote, la politique économique et sociale du Gouvernement) [21 mai 1953] (p. 2817, 2818); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Paul Reynaud) : Ses observations sur l'exercice du droit de dissolution, la rupture de la majorité parlementaire issue des élections de 1951, l'instabilité gouvernementale [27 mai 1953] (p. 2850, 2851); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : Sa demande de suspension de séance [4 juin 1953] (p. 2970); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Georges Bidault) : Ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Lecourt (Ses observations sur l'étendue des pouvoirs en blanc réclamés, l'absence de majorité, la nécessité de nouvelles élections, l'opposition du parti socialiste) [10 juin 1953] (p. 3013 et suiv.); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : Ses explications de vote (Rappel de la rupture de la majorité électorale accomplie en septembre 1951; Vives réserves sur les méthodes financières proposées, les économies envisagées, les divers « plans proposés », ses observations sur l'Indochine et le groupe M.R.P.; « Les pouvoirs étendus » et le problème de majorité; « L'unité d'action » offerte par M. Pierre Cot et les incidents de Berlin; Appel à un « front démocratique et social » excluant les communistes) [18 juin 1953] (p. 3098 et suiv.); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Joseph Laniel) : Ses explications de vote : Bloge de la « totalité républicaine » de la déclaration de M. Laniel « message de bonne volonté » mais insuffisante. Observations critiques sur la « majorité élargie » envisagée [26 juin 1953] (p. 3153, 3154); — à la discussion du rapport portant révision de la Constitution; Art. 7 : Immunité parlementaire limitée à la durée des sessions (L'exagérations de l'immunité définie par la Constitution de 1945, respect des droits essentiels du Parlement, juge en dernière instance) [21 juillet 1953] (p. 3707, 3708); Art. 6 : Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à limiter à deux les navettes entre les Assemblées, l'avis final de l'Assemblée Nationale devant être donné à la majorité absolue si celui du Conseil de la République l'a également été [22 juillet 1953] (p. 3772, 3773); Art. 8 : Amendement de M. Cot tendant à substituer

pour l'investiture la majorité absolue à la majorité simple (p. 3784, 3785); Art. 9 : Amendement de M. Moisan tendant à rendre l'abstention impossible lors d'un vote de confiance où seule la majorité absolue peut refuser la confiance et rejeter le texte présenté (p. 3787). — Son rappel au règlement : Application abusive de l'article 9, à l'occasion de la demande de convocation formulée par 213 députés; Intention du groupe socialiste d'en faire modifier les termes en conséquence [6 octobre 1953] (p. 4010 et suiv.). — Prend part à la discussion des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août : Son ordre du jour condamnant la politique économique et sociale du Gouvernement (Absence d'un ordre du jour présenté par la majorité) [9 octobre 1953] (p. 4190 et suiv.). — Est entendu sur : la proposition de loi tendant à la levée du secret professionnel dans l'affaire des piastres : Ses explications de vote (Nécessité de la mesure; Réserves touchant la publicité donnée par certains à certaines « informations » sollicitées dans un certain esprit : ne pas confondre justice et diffamation) [13 octobre 1953] (p. 4232, 4233); — la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Savary, sur la situation en Indochine : Débat ininterrompu à partir de vendredi [20 octobre 1953] (p. 4396, 4397). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Son ordre du jour condamnant la politique agricole du Gouvernement [22 octobre 1953] (p. 4497). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : Carence du Parlement, par l'ajournement systématique de tous autres problèmes (sociaux, par exemple) durant le débat budgétaire — Réponse à M. P. July [27 octobre 1953] (p. 4587, 4588). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : Son ordre du jour invitant le Gouvernement à négocier sur l'Indochine, même avec l'adversaire [27 octobre 1953] (p. 4607); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), **RADIODIFFUSION TÉLÉVISION** : Motion préjudicielle de M. Desson tendant à surseoir au débat et à réclamer la suppression de la majoration de la redevance téléphonique (Financement de la télévision) [14 novembre 1953] (p. 5137 et suiv.); — des interpellations sur la politique européenne : Son ordre du jour approuvant la C.E.D. et la Communauté européenne [24 novembre 1953] (p. 5488); — des

interpellations sur la manifestation des étudiants parisiens du 15 décembre 1953 : *Ordre du jour de M. Cayeux blâmant la répression de la manifestation et demandant des sanctions contre les responsables* [30 décembre 1953] (p. 7027, 7028); — d'interpellations sur l'appel en faveur du « cessez-le-feu » en Indochine : *Unanimité pour souhaiter la fin du conflit indochinois, conditions du « cessez-le-feu », indépendance du Viet-Nam dans le cadre de l'Union française, position du groupe socialiste devant l'ordre du jour de M. de Sesmaisons* [9 mars 1954] (p. 765, 766). — Dépose une demande d'interpellation : sur la situation militaire en Indochine et demande la fixation immédiate de la date de cette discussion [6 avril 1954] (p. 1774); — sur les aspects militaires et diplomatiques de la situation en Indochine et les directives données au Ministre des Affaires étrangères à Genève en ce qui concerne l'organisation du « cessez le feu » en Indochine [4 mai 1954] (p. 2089); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Cessation du conflit en Indochine, réunion de l'Assemblée en comité secret, divergences au sein du Gouvernement, instructions données à M. Bidault pour la Conférence de Genève* (p. 2093, 2094). — Prend part : à la discussion des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Sa protestation contre la jonction au débat de l'interpellation de M. de Monsabert visant principalement les événements de Tunisie et du Maroc et non l'Indochine* [1^{er} juin 1954] (p. 2736); *Son ordre du jour avec demande de priorité (Contre tout risque d'extension du conflit, contre l'envoi du contingent)* [9 juin 1954] (p. 2873); *Ses explications de vote sur la question de confiance (Singulière tactique de la question de confiance « négative » adoptée par le Gouvernement, division de sa propre majorité, rejet de tout renversement des alliances, refus d'un appel au contingent, manœuvres touchant une dissolution éventuelle, clarté de la position socialiste sur l'Indochine)* (Lettre de M. Guy Mollet de 1949) [12 juin 1954] (p. 2977, 2978); — au débat sur l'investiture de M. Mendès-France, Président du Conseil désigné [17 juin 1954] (p. 3004) : *Récusation des voix communistes offertes, adhésion au programme proclamé de paix à terme fixe, « 2^e investiture » envisagée après cette échéance, réserves formelles sur l'envoi éventuel du contingent en Indochine*

(p. 3004). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations relatives à la composition et à la politique du Gouvernement : *Double investiture, paix en Indochine, renvoi des interpellations à la suite* [24 juin 1954] (p. 3046). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Négociations secrètes révélées par M. Frédéric-Dupont, élections libres en Indochine, climat de détente internationale, renouveau de l'entente cordiale, garantie américaine, problèmes d'Afrique du Nord, redressement national* [22 juillet 1954] (p. 3544, 3545); — d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Son ordre du jour (Maintien de la politique atlantique et européenne « parfaitement compatible » avec la poursuite parallèle des négociations nécessaires avec l'U. R. S. S. et « invitation » au Gouvernement (Pas d'état-major et d'armée allemande autonome, garanties touchant la nomination des cadres, agence des armements à pouvoirs accrus, contrôle démocratique effectif)* [8 octobre 1954] (p. 4645); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955 : *Date du vote sur la question de confiance* [5 novembre 1954] (p. 4785); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ÉTATS ASSOCIÉS pour 1955 : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Archives « accumulées » par M. Frédéric-Dupont pendant son passage au Ministère, « dosage des votes »)* [20 décembre 1954] (p. 6630, 6631); — du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la RADIO-DIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE pour 1955; Art. 10 : *Son amendement (Contrôle des dépenses engagées, transferts de crédits, recrutement)* [17 mars 1955] (p. 1633, 1634); — en seconde lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955; Art. 33 : *Son amendement (Taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée pour certains balais et balayettes)* [17 mai 1955] (p. 2849, 2850). — Dépose une demande d'interpellation sur le marché de la pomme de terre et des cultures maraichères [7 juillet 1955] (p. 3672). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. Caillaud (Réforme électorale préalable)* [30 octobre 1955] (p. 5387); *Prise de position du parti communiste sur le contre-projet de M. Devinat tendant*

au rétablissement du scrutin uninominal à deux tours (p. 5398); contre-projet de M. Caillavet (Scrutin d'arrondissement à deux tours, découpage automatique des circonscriptions) [31 octobre 1955] (p. 5432 et suiv.); de ce projet de loi en deuxième lecture : *Son opinion sur la représentation proportionnelle et le scrutin d'arrondissement* [9 novembre 1955] (p. 5609, 5610).



M

MABRUT (M. Adrien), *Député du Puy-de-Dôme (S.)*.

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 9916). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 10 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département du Puy-de-Dôme victimes tant des gelées de printemps qui avaient occasionné des dommages importants aux vignes et vergers que des orages de grêle survenus au cours de l'été 1951 qui ont dévasté en tout ou partie l'ensemble des récoltes dans près de deux cents communes du département, n° 677. — Le 8 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à imposer aux caisses départementales d'allocations familiales l'obligation de procéder au règlement des allocations familiales suivant le taux applicable au lieu du travail et non au lieu de la résidence du chef de famille, n° 1391. — Le 21 décembre 1951, une proposition de loi tendant à exonérer de la taxe sur les transactions de 1 0/0 les ouvriers à domicile, notamment de l'industrie de la coutellerie, passementerie, etc., dans toute la mesure où ils répondent à la définition donnée par l'article 33 du Livre 1^{er} du Code du travail, n° 2174. — Le 30 décembre 1951, un rapport

au nom de la Commission des affaires économiques modifiant le rapport de la précédente législature, repris le 2 août 1951 (n° 495) sur la proposition de loi de M. Louis Martelet plusieurs de ses collègues portant création au sein de la Caisse centrale du Crédit hôtelier, commercial et industriel d'une section de crédit thermal, n° 2313. — Le 21 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs des communes du département du Puy-de-Dôme, victimes d'un orage de grêle, doublé d'un véritable ouragan, survenu le 14 août 1952, affectant 17 communes viticoles et fruitières, aux récoltes gravement atteintes; aux agriculteurs de 40 communes viticoles et fruitières sinistrées par l'ouragan des 26 et 27 septembre, n° 4430. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à la transformation de l'École de plein exercice de médecine et de pharmacie de Clermont-Ferrand en faculté d'Etat, n° 5301. — Le 14 janvier 1953, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les directeurs des centres d'apprentissage publics, non annexés à un établissement d'enseignement, des mêmes indemnités de charges administratives, allouées à certains personnels de direction et d'administration des établissements d'enseignement relevant de l'Education nationale, n° 5307. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à repousser au 31 mars et au 1^{er} juin les dates de versement des acomptes provisionnels sur le revenu et tendant à fixer au 15 juillet et au 15 septembre les dates de versement de ces mêmes acomptes pour les entreprises ayant une activité saisonnière et particu-

lièrement les établissements touristiques, n° 5537. — Le 3 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de la retraite des cadres instituée par le décret n° 51-1445 du 12 décembre 1951 aux vérificateurs de l'Office national interprofessionnel des céréales au même titre que les chefs de section départementale dudit office, n° 5734. — Le 9 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs et habitants des communes suivantes du département du Puy-de-Dôme : Chanat-la-Mouteyre, Orcines, Durtol, Nohanent, Blanzat, Chateaugay, Cebazat, Gerzat, Clermont-Ferrand (partie), Aulnat, Malinrat, Saint-Beauzire, Lussat, Joze, Les Martres-d'Artières, Beauregard-l'Evêque, Lempty, Lezoux, Saint-Jean-d'Heurs, Peschadaires, Escoutoux, Thiers, Les Martres, Busseol, Mirefleur, Billon, Espirat, Regnat, Ravel, victimes le 8 août 1953 d'orages de grêle d'une grande violence ayant gravement atteint l'ensemble de récoltes, n° 6841. — Le 16 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre l'application du décret n° 53-351 du 21 avril 1953 aux agents des collectivités départementales et communales en ce qui concerne le maximum du pourcentage de retenue sur le salaire, en vue de la validation des services auxiliaires, n° 8057. — Le 24 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 9 avril 1955 le délai expirant le 9 avril 1954 en vertu de l'article 36 du décret n° 53-830 du 15 septembre 1953 pour saisir la juridiction compétente en cas de contestation du débiteur sur les demandes de majoration de rentes viagères formées en vertu de l'article 12 de la loi n° 53-300 du 9 avril 1953, n° 8124.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas déléguer l'allocation* [7 septembre 1951] (p. 7036); *Son amendement tendant à ne mandater d'allocations qu'aux associations satisfaisant au décret-loi du 2 mai 1938* [8 septembre 1951] (p. 7117, 7118); — du projet de loi relatif au

service militaire des mineurs de fond : *Amen-
dement de M. Sion tendant à libérer les mineurs
en même temps que leur classe d'appel* [19 sep-
tembre 1951] (p. 7459); — du projet de loi
relatif au développement des crédits de fonc-
tionnement des services civils en 1952;
AGRICULTURE, Chap. 3370 : *Son amendement
tendant à supprimer le chapitre relatif aux
calamités agricoles (Importance des dégâts
causés par les intempéries)* [21 novembre 1951]
(p. 8280); *le retire* (p. 8281); — du projet de
LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 8 :
*Son amendement tendant à maintenir le prélève-
ment de 18 0/0 sur les carburants au profit du
fonds d'investissement routier* [3 avril 1952]
(p. 1829, 1830); *le retire* (p. 1830); Art. 68 :
*Son amendement tendant à ne pas doubler
les amendes infligées pour contraventions de
simple police* [4 avril 1952] (p. 1938); Art. 28 :
*Son amendement relatif aux effets de l'abro-
gation de l'article 237 du Code général des
impôts sur le calcul des patentes* (p. 1943); *le
retire* (ibid.); — du projet de loi relatif à l'al-
location de vieillesse des personnes non salariées;
Article additionnel : *Son amendement tendant
à renoncer au recouvrement des allocations tou-
chées abusivement* [6 juin 1952] (p. 2745); —
du projet de loi portant développement des
crédits de fonctionnement des services civils
en 1953; AGRICULTURE, Etat E, Chap. 3137 :
*Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr.
les crédits pour l'enseignement agricole (Ecole
de Marmillat près de Clermont-Ferrand)* [21 oc-
tobre 1952] (p. 4287); *le retire* (p. 4288);
EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 3111 :
*Création d'une faculté de droit à Clermont-
Ferrand* [7 novembre 1952] (p. 4876); INTÉ-
RIEUR, Etat B, Chap. 4691 : *Son amendement
tendant à réduire de 1.000 francs les crédits
pour secours d'urgence aux victimes des cala-
mités publiques (Ouragans dans l'Auvergne)*
[13 décembre 1952] (p. 6363, 6364); — d'une
proposition de loi relative au régime de la sécu-
rité sociale dans les mines; Art. 2 : *Son amen-
dement tendant à inclure les ardoisières et mines
de bauxite et phosphates* [12 novembre 1952]
(p. 5036); — du projet de LOI DE FINANCES pour
l'exercice de 1953; Art. 114 : *Son amendement
tendant à verser à la Caisse du crédit hôtelier
une taxe de prélèvement sur les recettes des
casinos* [12 décembre 1952] (p. 6258); Article
additionnel : *Son amendement relatif aux res-*

sources du fonds thermal et à la surtaxe sur les eaux minérales [21 décembre 1952] (p. 6914, 6915) ; *Son amendement tendant à fixer à 65 centimes par bouteille la surtaxe sur les eaux minérales en faveur des communes thermales* (p. 6915) ; — des interpellations concernant la politique agricole : « *Prise de conscience spontanée* » de la paysannerie, caractère illusoire des baisses Pinay et Drugbert, fixation maladroite du prix du lait, répression brutale de manifestations paisibles, demande d'amnistie au profit des manifestants, solidarité consciente des travailleurs de la ville et des champs contre la duperie du libéralisme économique, souvenirs de la crise 1934-1935 et les conquêtes du Gouvernement Blum de 1936, Office du blé, votes hostiles, à l'époque, de MM. Paul Reynaud, Laniel et Pinay, défiance envers les organismes d'orientation actuellement mis sur pied, purement consultatifs et mal composés, premières réformes d'urgence (Réduction de la taxe sur la viande, relèvement du pouvoir d'achat des travailleurs, marchés d'exportation à long terme) ; Cas spécifique des régions de polyculture et d'exploitations morcelées, plus désarmées devant l'organisation des marchés, remèdes [20 octobre 1953] (p. 4381 et suiv.) ; — du projet de loi portant création de ressources pour le fonds d'assainissement du marché de la viande : *Discussion générale (Régularisation du marché de la viande, prophylaxie des maladies des animaux, prélèvement de 10 0/0 sur les taxes de circulation sur les viandes)* [13 novembre 1953] (p. 5035, 5036) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 34-43 : *Demande de disjonction présentée par M. Sibué (Remboursement des frais de déplacement des conducteurs de chantiers et agents de travaux)* [11 décembre 1954] (p. 6124) ; Art. 3 : *Dotation du fonds spécial d'investissements routiers, itinéraires nationaux, dépenses pour le désenneigement* [15 décembre 1954] (p. 6372, 6373) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 ; Art. 11 : *Amendement de M. Montalat (Levée des pénalités pour retard dans le versement des acomptes provisionnels)* [19 mars 1955] (p. 1759). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour soutenir les cours du marché du porc [26 octobre 1955] (p. 5277).

MAGA (M. Hubert), *Député du Dahomey (I. O. M.)*.

Son élection est validée [27 juillet 1951] (p. 6099). — Est nommé : Secrétaire de la Commission des finances [17 novembre 1954] (**F. n° 444**), [19 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre de la Commission de l'éducation nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre de la Commission des finances [7 juillet 1953] (**F. n° 275**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [8 novembre 1954] (**F. n° 435**) ; membre titulaire de cette Commission [18. janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (**F. n° 138**).

Dépôt :

Le 13 mai 1954, une proposition de loi relative à l'élection des conseillers de la République représentant les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle, n° 844.

Interventions :

Son rapport sur les élections partielles du département d'Oran (2^e collège) [29 octobre 1953] (p. 4679). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 3 : *Communes de plein exercice au Dahomey, cas d'Abomey et de Parakou* [7 août 1954] (p. 3989, 3990) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat A, Chap. 31-41 : *Son amendement indicatif (Traitements des vice-consuls détachés du corps des administrateurs)* [16 décembre 1954] (p. 6445). — En deuxième lecture, du projet de loi relatif aux institutions territoriales et régionales du Togo : *Urgence de la mise en œuvre des réformes* [15 mars 1955] (p. 1406).

MAGENDIE (M. Edmond), *Député de la Côte française des Somalis (R. S.)*.

Son élection est validée [3 août 1951] (p. 6217). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission des territoires d'outre-mer

[17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [3 juin 1953] (F. n° 265), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé juge suppléant de la Haute-Cour de justice (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (F. n° 28). — Est élu juge suppléant de la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [9 avril 1954] (F. n° 379).

Dépôts :

Le 14 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 1068) de M. Lebon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à entreprendre d'urgence les travaux de remise en état et de consolidation du cimetière de Bir Hakeim ainsi que de jalonnement de l'itinéraire y conduisant, n° 1103. — Le 18 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés de la Martinique, n° 1115. — Le 3 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Delcos et plusieurs de ses collègues (n° 627) tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944 modifiée par l'article 43 de la loi du 8 août 1950 afin de porter à six fois le minimum vital les limites de cumul d'un traitement et d'une pension ; 2° de M. Blachette et plusieurs de ses collègues (n° 1587) tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944 modifiée par l'article 43 de la loi du 8 août 1950, afin de porter à six fois le minimum vital les limites de cumul d'un traitement et d'une pension ; 3° de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues (n° 2418) tendant à modifier l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944 modifiée par l'article 43 de la loi du 8 août 1950 afin d'élever à six fois le minimum vital le plafond du cumul d'une retraite et d'un traitement civil ; II. la proposition de résolution de M. Jean Masson et plusieurs de ses collègues (n° 1822) tendant à inviter le Gouvernement à apporter certaines améliorations au régime du cumul des pensions et des rémunérations publiques, n° 3181. — Le 4 avril 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 60 de

la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime général des pensions civiles et militaires afin d'affecter le minimum vital, prévu pour l'application de la loi en matière de cumul, d'un indice de correction tenant compte de la valeur du franc spécial à un territoire d'outre-mer par rapport au franc métropolitain en ce qui concerne les cumuls de pensions avec des rémunérations publiques ou d'autres pensions dans les territoires d'outre-mer, n° 3201. — Le 17 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour remédier à la situation des marins de commerce originaires des territoires d'outre-mer et réduits au chômage, n° 5569. — Le 22 juin 1955, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : I. le projet de loi (n° 10958) portant organisation générale de la Défense nationale et des Forces armées ; II. les propositions de loi : 1° de M. Pierre André et plusieurs de ses collègues (n° 10715) organisant les structures ministérielles de la Défense nationale ; 2° de M. de Villeneuve (n° 10731) portant organisation générale de la Défense nationale, n° 10995.

Interventions :

Est élu *Juge suppléant de la Haute-Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; MARINE MARCHANDE, Chap. 60-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour lutter contre le chômage des marins coloniaux* [15 novembre 1951] (p. 8059) ; le retire (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer ; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer l'article n'accordant le droit de vote aux militaires que s'ils ont deux ans de présence dans le territoire* [22 novembre 1951] (p. 8347) ; *Son amendement tendant à n'exiger des militaires que six mois de présence dans le territoire* (p. 8347) ; — d'une proposition de loi relative à l'Assemblée territoriale des Comores ; Art. 3 : *Amendement de M. Malbrant tendant à découper les Comores en plusieurs circonscriptions* [26 février 1952] (p. 945) ; *Son amendement tendant à attribuer les sièges de la 2^e section à la représentation proportionnelle* (p. 946). — Dépose une demande d'interpella-

tion sur la signature d'un protocole partiel relatif à la frontière franco-éthiopienne aux confins Ouest et Sud-Ouest de la Côte française des Somalis [12 mai 1953] (p. 2638). — Prend part à la discussion du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier; Art. 5 : *Pouvoirs spéciaux permanents (Son amendement tendant à exclusion de l'application des forces stationnées dans les territoires d'outre-mer)* [7 juillet 1953] (p. 3312). — Dépose une demande d'interpellation sur les réparations morales et matérielles aux familles des autochtones de la Côte française des Somalis fusillés en 1941 pour actes de résistance par l'ex-gouverneur Nouailhetas [21 juillet 1953] (p. 3665); est entendu sur la fixation de la date : *Rappel des faits (Acquittement du gouverneur) déni de justice que l'Assemblée se doit de réprouver; Respect de l'autonomie du pouvoir judiciaire, mais nécessité de reprendre le procès sous un autre chef d'accusation; Réparations morales et matérielles à prévoir pour les familles, tenant compte des circonstances exceptionnelles comportant l'absence de toutes preuves écrites* [23 juillet 1953] (p. 3823 et suiv.); *Prend acte de l'engagement du Gouvernement de rechercher d'autres chefs d'accusation et accepte le renvoi au 15 octobre* (p. 3826); la développe : *Historique de l'affaire; Efforts de réparation déjà accomplis; Nouvelles poursuites engagées sous un nouveau chef, contre le Gouverneur Nouailhetas; Sanctions demandées contre les magistrats, auteurs de l'acquittement, pour leur attitude au cours du premier procès* [6 novembre 1953] (p. 4919, 4920). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 37-41 : *Application du Code du travail maritime (Rapatriement des navires d'outre-mer en chômage)* [13 novembre 1953] (p. 5097, 5098); FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Office de la main-d'œuvre)* [23 novembre 1953] (p. 5443); *le retire* (ibid.); Chap. 37-92 : *Son Amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le chemin de fer franco-éthiopien (Contrôle de l'Etat sur le chemin de fer, à renforcer)* (p. 5454); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur la signature et l'exécution d'un protocole d'accord intervenu le 18 janvier 1954 portant délimitation des frontières entre l'Éthiopie et la Côte française

des Somalis et prévoyant la session à l'Éthiopie du territoire d'Amambo [9 février 1954] (p. 102); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Convention franco-éthiopienne du 20 mars 1897, intérêts de la compagnie de chemins de fer, perturbations apportées dans le genre de vie des nomades, accord du 16 janvier 1954 et mépris du Gouvernement pour les dispositions constitutionnelles* [30 mars 1954] (p. 1487 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Cession de territoire à l'Éthiopie* [23 février 1954] (p. 480). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-11 : *Soldes et indemnités des officiers (Inconvénients de certaines dispositions réglementaires prises au sujet de l'avancement, vieillissement des cadres, les officiers en Extrême-Orient)* [19 mars 1954] (p. 1038); MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER (DÉPENSES MILITAIRES) : Etat A, Chap. 31-11 : *Son amendement (Insuffisance d'instruction des recrues envoyées en Indochine)* [19 mars 1954] (p. 1136), *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif à l'organisation générale de la défense nationale, en qualité de *Rapporteur pour avis : la défense outre-mer* [23 juin 1955] (p. 3250, 3251); *Son amendement (Attributions du Ministre de la France d'outre-mer en ce qui concerne la gestion budgétaire des crédits afférents aux troupes mises à sa disposition)* [24 juin 1955] (p. 3326); *le retire* (ibid.); Art. 17 : *Son amendement (Organisation des troupes d'outre-mer fixée par la loi du 7 juillet 1900)* (p. 3333); — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956, SECTION DE LA FRANCE D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : missions et moyens des forces d'outre-mer* [23 juillet 1955] (p. 4104 à 4106); DÉPENSES MILITAIRES DU MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER : *Besoins aériens des T.O.M.* [23 juillet 1955] (p. 4216); Chap. 31-11 : *Effectifs d'encadrement* (p. 4218); Chap. : 34-11 : *Son amendement indicatif (Ecoles pour l'africanisation des cadres)* (p. 4222); *le retire* (ibid.); Chap. 34-52 : *Amendement indicatif de M. Silvanore (Pièces de rechange des matériels automobiles américains)* (p. 4223); Chap. 53-31 et 54-31 : *Amendements indicatifs de M. Silvanore (Gendarmes d'outre-mer)* (p. 4223); Chap. 54-71 : *Amendement indicatif de M. Silvanore (Travaux*

et installations domaniales) (p. 4223) ; de ce projet de loi en deuxième lecture, Chap. 31-12 : *Encadrement* [4 août 1955] (p. 4603) ; de ce projet de loi en troisième lecture, Chap. 31-12 : *Son amendement (Encadrement)* [5 août 1955] (p. 4674) ; *le retire* (p. 4675). = *S'excuse de son absence* [7 août 1954] (p. 3986). = *Obtient un congé* [7 août 1954] (p. 3986).

MAILHÉ (M. Pierre), *Député des Hautes-Pyrénées (R.R.S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé secrétaire : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**) ; de la Commission de l'éducation nationale [20 janvier 1955] (**F. n° 483**) ; Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission de l'éducation nationale [22 novembre 1954] (**F. n° 447**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 21 mars 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I le rapport (n° 1663) (fait au cours de la précédente législature) par M. Besset et repris le 21 novembre 1951 sur les propositions de loi : 1° de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ; 2° de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme une maladie professionnelle. — II. Les propositions de loi : 1° de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 502) tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle ; 2° de

M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 1873) tendant à compléter par des dispositions particulières à la prévention et à la réparation de la silicose, la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, **n° 3016**. — Le 19 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 44 du Livre 1^{er} du Code du travail concernant le mode de paiement des salaires, **n° 3726**. — Le 20 février 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le rapport (n° 1663) (fait au cours de la précédente législature) par M. Besset et repris le 21 novembre 1951 sur les propositions de loi : 1° de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ; 2° de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle. — II. les propositions de loi : 1° de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 502) tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle ; 2° de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 1873) tendant à compléter, par des dispositions particulières à la prévention et à la réparation de la silicose, la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, **n° 5624**. — Le 26 février 1953, une proposition de loi tendant à réparer le préjudice subi par les ouvriers de l'Etat à la suite de l'application de l'acte dit loi du 12 mai 1941, **n° 5697**. — Le 19 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations sinistrées de la commune d'Ancizan (Hautes-Pyrénées), **n° 7844**. — Le 24 mars 1944, un rapport supplémentaire fait au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le rapport (n° 1663) (fait au cours de la précédente législature) par M. Besset et repris le 21 novembre 1951 sur les propositions de loi : 1° de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail

et des maladies professionnelles ; 2^o de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle. — II. les propositions de loi : 1^o de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n^o 502) tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle ; 2^o de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n^o 1873) tendant à compléter par des dispositions particulières à la prévention et à la réparation de la silicose, la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n^o 8130. — Le 25 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier le régime administratif de la construction, n^o 8157.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; JUSTICE, Chap. 1030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités des services judiciaires (Statut des greffiers)* [21 décembre 1951] (p. 9521); *le retire* (ibid.). — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3426 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les haras (Elevage des mules)* [21 octobre 1952] (p. 4296); *le retire* (ibid.). — des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août : *Distinctions entre secteur public doté d'un régime statutaire et secteur privé menacé par les fermetures d'usines ; Conventions collectives, réforme du salariat, problème du logement, problèmes agricoles* [8 octobre 1953] (p. 4131 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES: SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-32: *Situation de nos fabriques d'armement, licenciements, commandes off shore* [19 mars 1954] (p. 1045); — d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse; Art. 26 : *Son amendement (Transfert au Conseil supérieur des entreprises de presse des droits reconnus aux arbitres)*

[20 mai 1954] (p. 2551); — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 3 : *Son amendement (Erection des communes mixtes en communes de plein exercice)* [7 août 1954] (p. 3995); — des interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Son ordre du jour avec demande de priorité* [20 décembre 1954] (p. 6106); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Son ordre du jour (Approbation des déclarations du Gouvernement)* [3 février 1955] (p. 695); — de propositions de loi relatives à la révision triennale des baux commerciaux artisanaux et industriels : *Blocage des loyers et sauvegarde du patrimoine immobilier* [13 mai 1955] (p. 2759). — Dépose une demande d'interpellation sur les licenciements et révocations de l'atelier de constructions militaires de Tarbes [6 octobre 1955] (p. 4801).

MALBRANT (M. René), Député de l'Oubangui-Chari-Tchad (R.S.).

Son élection est validée [31 juillet 1951] (p. 6125). — Est nommé Vice-Président de la Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1953] (**F. n^o 218**), [9 février 1954] (**F. n^o 343**), [19 janvier 1955] (**F. n^o 482**). — Est nommé : membre de la Commission des territoires d'outre-mer, [17 juillet 1951] (**F. n^o 5**), [20 janvier 1953] (**F. n^o 216**), [19 janvier 1954] (**F. n^o 341**), [18 janvier 1955] (**F. n^o 482**); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [18 janvier 1955] (**F. n^o 482**); membre suppléant du Conseil supérieur de la France d'outre-mer [17 février 1953] (**F. n^o 231**); membre du Comité de contrôle du Fonds d'encouragement à la production textile [16 mars 1954] (**F. n^o 364**); pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission chargée de donner son avis sur les modalités d'applications du Code de la santé publique, concernant la pharmacie, applicables aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun [29 juin 1954] (**F. n^o 403**). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire parti en qualité de membre suppléant de la Commission de coordination pour l'étude des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [10 mars 1955] (**F. n^o 505**).

Dépôts :

Le 7 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un fonds spécial de développement de la production aurifère pour développer et moderniser l'équipement des exploitations minières de l'Union française, réduire le prix de revient de l'or et assurer la rentabilité de sa production, **n° 595**. — Le 21 août 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 78 de la loi du 1^{er} septembre 1948, pour permettre aux Français appelés à travailler hors de la métropole et à y revenir périodiquement, de sous-louer dans certaines conditions pendant leur absence l'appartement dont ils sont locataires en France, **n° 775**. — Le 22 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire l'adhésion de toutes les sociétés et entreprises ayant leur siège ou exerçant leur activité outre-mer, soit à la « Caisse métropolitaine de retraites par répartition des travailleurs métropolitains expatriés », soit à une autre caisse de retraites donnant aux salariés métropolitains de ces sociétés ou de ces entreprises des garanties du même ordre, **n° 776**. — Le 22 août 1951 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les fonctionnaires et les militaires retraités, ayant conservé leur résidence dans les territoires de la zone C.F.A. et soumis soit au régime général des pensions, soit au régime de la Caisse intercoloniale des retraites, d'un indice de correction tenant compte de la valeur du franc C.F.A. par rapport au franc métropolitain et du coût de la vie dans ces territoires, **n° 783**. — Le 13 novembre 1951 une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 29 août 1947 fixant le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des Assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française dites : « Grands conseils », **n° 1495**. — Le 13 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réformer l'organisation des gouvernements généraux et des grands conseils d'Afrique occidentale française et d'Afrique équatoriale française et celle des territoires qui en dépendent pour dispenser à ces derniers l'autonomie administrative et financière auxquelles se trouvent subordonnés leur évolution et leur développement économique, **n° 1500**.

Le 4 décembre 1951 un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur le projet de loi (n° 1450) instituant un fonds forestier d'outre-mer, **n° 1824**. — Le 13 décembre 1951 une proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 les fonctionnaires faisant partie de la classe de recrutement 1935 qui ont été rappelés sous les drapeaux en mars 1939, **n° 1988**. — Le 7 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires, civils et militaires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, **n° 2549**. — Le 11 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 47-1629 du 29 août 1947 fixant le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées de groupe en A.O.F. et en A.E.F. dites grands conseils, **n° 2604**. — Le 6 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 1204) relatif à l'organisation de la protection des végétaux dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, **n° 3585**. — Le 9 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur au titre civil réservé au Ministère de la France d'outre-mer, **n° 4367**. — Le 9 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer des Conseils régionaux dans les territoires d'outre-mer, **n° 4368**. — Le 30 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi permettant à tout fonctionnaire appartenant à un cadre relevant du Ministère de la France d'outre-mer qui en cours de carrière, est reconnu inapte à servir outre-mer, provisoirement ou définitivement, sans pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté, d'être détaché ou intégré dans un cadre métropolitain homologue lorsque son état de santé n'y fait pas obstacle, **n° 4553**. — Le 27 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux avocats français ayant exercé devant les tribunaux consulaires de France en Egypte le bénéfice des lois n° 48-50 du 12 janvier 1948 et n° 48-101 du

17 janvier 1948, n° 5376. — Le 6 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux fonctionnaires et aux militaires de certains centres d'outre-mer le bénéfice de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence que le décret du 31 octobre 1951 a instituée, n° 5808. — Le 10 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux avocats français ayant exercé devant les tribunaux consulaires de France en Egypte et devant les tribunaux mixtes en Syrie et au Liban le bénéfice des lois n° 48-50 du 12 janvier 1948 et n° 48-101 du 17 janvier 1948, n° 6286.

— Le 16 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dégager sur le Fonds d'encouragement à la production textile, avant le 1^{er} juillet 1953, les ressources nécessaires au versement de la contribution de 400 millions destinée à assurer le paiement de la prime d'ensemencement aux planteurs de coton de l'A. E. F.; à prendre les mesures nécessaires au soutien du prix au producteur pour la campagne 1953-1954; à assurer aux planteurs de coton de l'Union française la sécurité de débouchés et de prix qui conditionnent le développement d'une production vitale pour l'économie métropolitaine, n° 6307.

— Le 7 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser le statut du cadre d'administration générale de la France d'outre-mer en le reclassant dans un cadre général analogue à celui des chefs de division et attachés de préfecture métropolitains et en opérant son recrutement au niveau de l'enseignement supérieur, n° 6452. — Le 21 juillet 1953, une proposition de loi tendant à abroger la loi du 15 septembre 1943 portant institution de la taxe d'encouragement à la production textile et à remplacer le fonds d'encouragement qu'elle alimente par des fonds spécialisés intéressant les différentes productions textiles de l'Union française, n° 6559. — Le 10 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre mer sur la proposition de loi (n° 6349) de M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'un Office pastoral de l'Afrique noire, n° 9442. — Le 30 mars 1955, un rapport au nom de la commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 9545) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention phyto sanitaire pour l'Afrique

au Sud du Sahara, signée à Londres le 29 juillet 1954 entre la France, la Belgique, le Portugal, la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union de l'Afrique du Sud, n° 10560. — Le 26 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir le Parlement d'un projet de loi organisant le soutien de la production cafière des Territoires d'outre-mer, n° 11311.

Interventions :

Est entendu sur une demande de délai supplémentaire pour le dépôt du rapport sur les élections du département de la Seine Inférieure (1^{re} circonscription) [20 juillet 1951] (p. 5996). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Traitements des fonctionnaires du cadre général, décentralisation dans les territoires d'outre-mer)* [13 novembre 1951] (p. 7913, 7914); *le retire* (p. 7914); Chap. 1090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité (Dégagement volontaire des cadres)* (p. 7921); Chap. 4010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations et versements facultatifs (Mutuelle de la France d'outre-mer)* (p. 7936); — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [22 novembre 1951] (p. 8342, 8343); Art. 2 : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental présentée par M. Anjoulat* (p. 8345); Art. 3 : *Amendement de M. Juglas tendant à augmenter la représentation des cercles les plus peuplés* (p. 8346); Art. 9 : *Son amendement tendant à substituer « groupe de territoires » à « fédération »* (p. 8348); *Amendement de M. Konaté tendant à inclure les personnes sachant écrire le français ou une langue indigène* (p. 8348); Art. 10 : *Son amendement tendant à ne limiter qu'au territoire même l'inéligibilité du fonctionnaire* (p. 8349); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 8350); Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux incompatibilités* (p. 8351); Art. 2 : *Amendement de M. Juglas tendant à*

modifier la répartition des sièges entre les deux collèges (p. 8354, 8355); *Ordre de discussion des amendements* (p. 8378); *Amendement de M. Benoist tendant à augmenter le nombre des membres des assemblées en fonction de la population* (p. 8379); *Amendement de M. Juglas tendant à modifier la répartition des sièges entre les deux collèges* (p. 8381); *Son sous-amendement tendant à augmenter le nombre des représentants du 1^{er} collège en Côte d'Ivoire* [23 novembre 1951] (p. 8410); *Sous-amendement de M. Aubame tendant à maintenir les proportions entre les deux collèges du Cameroun* (p. 8413); *Sous-amendement de Mme Lefebvre tendant à rétablir le collège unique au Togo* (p. 8413, 8414); Art. 3 : *Amendement de M. Nazi Boni tendant à prévoir le groupement de plusieurs circonscriptions* (p. 8415); *Son sous-amendement tendant à limiter le groupement de circonscriptions de la Haute-Volta* (p. 8415); Art. 4 : *Revision des listes électorales* (p. 8417); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant la création de l'état civil dans les territoires d'outre-mer* (p. 8417); Art. 15 : *Son amendement relatif à la couleur des bulletins de vote* (p. 8421); Art. 16 : *Amendement de M. Bettencourt tendant à ne pas rembourser les dépenses de carburant* (p. 8422); Art. 2 : *Amendement de M. Diallo tendant à majorer le nombre des représentants du 2^e collège au Cameroun* (p. 8424); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8425); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre les chiffres du Conseil de la République pour la composition des assemblées* [25 janvier 1952] (p. 358, 359); Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre les chiffres du Conseil de la République pour les assemblées d'A. E. F.* (p. 363); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer les circonscriptions électorales de Madagascar* (p. 364, 365); *le retire* (p. 365); *Son amendement tendant à maintenir les circonscriptions électorales établies en 1946-1948* (p. 365, 366); *Amendement de M. Ninine tendant à sectionner les circonscriptions comptant plus de 400.000 habitants* (p. 367); Art. 6 : *Son amendement tendant à établir dans un délai de quatre ans, un état civil complet des habitants des T. O. M.* (p. 386); Art. 9 : *Son amendement relatif aux conditions d'éligibilité pour les non-résidents dans le territoire* (p. 387); Art. 15 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du*

Conseil de la République relatif à la couleur des cartes d'électeurs et des bulletins de vote (p. 389); *Son rappel au règlement (Sa tactique parlementaire)* (p. 397); — du projet de loi relatif à la composition et à la formation du Conseil général de Nouvelle-Calédonie; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Cermolacce tendant à répartir les 25 sièges suivant la population en un collège unique* [30 novembre 1951] (p. 8691, 8692); Article additionnel : *Amendement de M. Lenormand tendant à prévoir l'établissement d'un état civil à la Nouvelle-Calédonie* (p. 8695, 8696); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 1^{er}, Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 900 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention au F. I. D. E. S. (Insuffisance des réalisations en Afrique équatoriale)* [26 décembre 1951] (p. 9891, 9892); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 16 : *Amendement de M. Silvanore tendant à rétablir l'article créant le bureau d'organisation des ensembles industriels africains* [28 décembre 1951] (p. 10007); — d'une proposition de loi relative à l'Assemblée territoriale des Comores; Art. 3 : *Son amendement tendant à découper les Comores en plusieurs circonscriptions* [26 février 1952] (p. 945); — d'une proposition de loi portant revision des rentes viagères constituées entre particuliers; Art. 7 : *Amendement de M. Duveau tendant à étendre la loi aux rentiers voyageurs d'outre-mer* [10 avril 1952] (p. 2170); — du projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale (Ses observations sur les modifications nécessaires de la loi du 27 octobre 1946, les inconvénients de la législation actuelle)* [27 juin 1952] (p. 3309 et suiv.); *Demande de suspension de séance présentée par M. Moisan* (p. 3331); Art. 2 : *Amendement de M. Guitton tendant à renouveler la partie métropolitaine de l'Assemblée de l'Union française après le renouvellement de la série B du Conseil de la République* (p. 3333); Article additionnel : *Amendement de M. Conombo tendant à prévoir l'élection de membres à l'Assemblée de l'Union française par les élus d'outre-mer de l'Assemblée Nationale* (p. 3335). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Suite de la discussion sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française* [27 juin 1952] (p. 3315). — Prend part à la

discussion : d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *Discussion générale (Ses observations sur les difficultés de logement des coloniaux rentrant en France)* [7 octobre 1952] (p. 4071, 4072) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux Français revenant des colonies où ils ont résidé plus de cinq ans* [9 octobre 1952] (p. 4175) ; — d'une proposition de loi relative à l'Assemblée territoriale des Etablissements français de l'Océanie, amendée par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Amendement de M. Benoist tendant à prévoir des listes complètes sans panachage ni vote préférentiel* [10 octobre 1952] (p. 4228) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 3101 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'Administration centrale présentée par le Gouvernement (Reclassement des fonctionnaires africains)* [6 novembre 1952] (p. 4780, 4781) ; *Amendement de M. Béchar d tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Administration centrale (Gaspillage de crédits en A. E. F. par le Gouverneur)* (p. 4782, 4783) ; Chap. 3421 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des centres de recherches (Laboratoire de Nogent)* [8 novembre 1952] (p. 4934) ; Chap. 3621 : *Office de la recherche scientifique outre-mer* (p. 4936) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [6 novembre 1952] (p. 4794 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; FINANCES (CHARGES COMMUNES), Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux bonifications et réductions d'âge pour les fonctionnaires civils et militaires atteints par la retraite* [30 janvier 1953] (p. 763) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, amendé par le Conseil de la République ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Art. 25 : *Amendement de M. Lamps relatif à la modification éventuelle par le Gouvernement du taux de la taxe d'encouragement à la production textile* [30 janvier 1953] (p. 784) ; — du projet de loi relatif au redressement financier : *Discussion générale (Ses observations sur la situation des fonctionnaires coloniaux, les*

pouvoirs des Assemblées locales, le déséquilibre des budgets des territoires d'outre-mer, l'écoulement des productions d'outre-mer, la réorganisation du Ministère de la France d'outre-mer et des gouvernements généraux, la majorité nécessaire pour certaines décisions du comité directeur du F. I. D. E. S., le blocage des crédits d'équipement outre-mer, la gestion des forces terrestres outre-mer et en Indochine) [19 mai 1953] (p. 2757 et suiv.) ; — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier ; Art. 5 : *Pouvoirs spéciaux permanents (Contre son application aux fonctionnaires d'outre-mer)* [7 juillet 1953] (p. 3309, 3310) ; — du projet de loi portant fixation des contingents annuels de décorations pour les personnels civils ; Article unique : *Son amendement tendant à augmenter d'un tiers le contingent pour la France d'outre-mer* [21 juillet 1953] (p. 3638, 3639) ; le retire (p. 3639) ; — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (Répercussions des nouvelles institutions européennes sur la France d'outre-mer, le sacrifice des intérêts des Africains, le développement économique et social détourné et peut-être entravé par l'autorité supranationale)* [19 novembre 1953] (p. 5286 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Revalorisation du sort des administrateurs de la France d'outre-mer, indemnités pour difficultés d'existence)* [23 novembre 1953] (p. 5430) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Agents de l'administration générale)* (p. 5443, 5445) ; Chap. 31-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités résidentielles (Indemnité pour difficultés exceptionnelles de vie)* (p. 5452) ; Etat B, Chap. 6894 : *Subventions pour les services publics dans les territoires d'outre-mer (Tribunal de Fort Lamy)* (p. 5458) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Répartition plus équitable du fonds d'encouragement à la production textile et aide aux producteurs de coton et sisal dans les territoires d'outre-mer)* [30 décembre 1953] (p. 7041) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Art. 5 : *Son amendement tendant à fixer à 1 0/0 le taux de la taxe d'encouragement à la production textile (Aide indispensable aux producteurs de coton et de sisal en Afrique)* [31 décembre 1953] (p. 7098 et suiv.) ; FRANCE

D'OUTRE-MER, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Nouveau régime des retraites pour les fonctionnaires d'outre-mer)* [31 décembre 1953] (p. 7446). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour harmoniser ses décisions concernant les T. O. M. sur le plan politique, social et économique, avec les besoins et les réalités d'outre-mer [4 mars 1954] (p. 634). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer : *Son rappel au règlement (Modifications apportées au rapport)* [8 juillet 1954] (p. 3355) ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Nécessité d'une législation distincte pour l'Afrique occidentale française et l'Afrique équatoriale française)* (p. 3360) ; *Son sous-amendement à l'amendement de M. Raingeard (Création de communes de plein exercice dans tous les territoires d'outre-mer)* (p. 3361, 3362) ; *Son sous-amendement à l'amendement de M. Raingeard (Application de la loi à Madagascar)* [7 août 1954] (p. 3987) ; Art. 3 : *Amendement de M. Douala Manga Bell (Erection de Douala, Yaoundé, N'Kongsamba en communes de plein exercice)* (p. 3999) ; *Article additionnel de M. Raingeard (Mode d'élection des conseillers municipaux ; double collège en Algérie)* (p. 4002) ; Art. 3 : *Son amendement (Création de communes de plein exercice à Madagascar)* [12 août 1954] (p. 4109, 4110) ; Art. 5 : *Son amendement (Etablissement du sectionnement sur une base géographique)* (p. 4112, 4113) ; *Son amendement (Calcul du nombre des conseillers d'après le chiffre des électeurs)* (p. 4113, 4114) ; Art. 14 : *Son amendement (Pièces d'identité à fournir pour éviter les fraudes électorales)* (p. 4134) ; le retire (*ibid.*) ; Art. 23 : *Amendement de M. Laforest (Délivrance des cartes électorales)* (p. 4137) ; Art. 58 : *Son amendement (Erection de communes de moyen exercice au Togo, au Cameroun et à Madagascar)* [12 août 1954] (p. 4151) ; *Article additionnel de M. Burlot (Réglementation des marchés des communes)* (p. 4156) ; *Ses explications de vote (Autonomie de la représentation de la population métropolitaine)* [13 août 1954] (p. 4176, 4177) ; — d'une proposition de loi relative aux institutions territoriales et régionales du Togo. Art. 2 : *Amendement de M. Charles Benoist (Composition du Conseil de Gouvernement)* [3 novembre 1954] (p. 4699) ; Art. 32 : *Son*

amendement tendant à retirer de l'Assemblée territoriale la possibilité de régler les questions agricoles, forestières et minières (p. 4705) ; *Ses explications de vote (Création d'un Conseil de Gouvernement et de conseils de circonscription, pouvoirs élargis de l'Assemblée territoriale)* (p. 4711) ; de ce projet de loi en deuxième lecture : *Son amendement (Attributions individuelles des membres du Conseil du Gouvernement)* [15 mars 1955] (p. 1410) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Cadre des attachés de la France d'outre-mer, intégration des élites africaines* [3 mars 1955] (p. 987, 989, 990) ; *Amendement de M. Raingeard (Supplément de quatre dixièmes pour les cadres à vocation générale)* (p. 992) ; *Amendement indicatif de M. Raingeard (Allocations familiales, inspecteurs du travail)* (p. 992) ; Chap. 31-42 : *Son amendement indicatif (Indemnités de déplacement)* (p. 995) ; Chap. 31-91 : *Indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence* (p. 997) ; Art. 2 bis : *Répartition des crédits du F.I.D.E.S.* (p. 1003) ; — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Territoires d'outre-mer, urgence de leur industrialisation et de l'aménagement de leurs moyens de communication ; répartition des crédits entre eux* [10 mai 1955] (p. 2650 à 2652) ; — d'une proposition de loi relative au transfert de l'Assemblée de l'Union française à Paris [13 mai 1955] (p. 2769) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la réorganisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 1^{er} : *Procédure de création des communes de plein exercice (Application du texte à Madagascar)* [5 juillet 1955] (p. 3609) ; Art. 3 : *Amendement de M. Chamant (Institution par décret de certaines localités en communes de plein exercice)* (p. 3610) ; *Sa demande de réserver l'article 5 jusqu'au vote de l'article 16* (p. 3611) ; Art. 16 : *Mode d'élection, son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Exemple de l'Algérie)* (p. 3614) ; Art. 5 : *Son amendement (Détermination du nombre de conseillers municipaux à élire dans chaque section des communes de plein exercice, proportionnellement au nombre d'électeurs inscrits)* (p. 3615, 3616) ; Art. 47 : *Son amendement (Faculté pour le chef de territoire de déléguer ses pouvoirs de tutelle en matière financière aux chefs de circonscriptions)* (p. 3619, 3620) :

Art. 53 : *Son amendement (Cas de dissolution des conseils municipaux)* (p. 3620, 3621) ; Art. 70 *ter* : *Son amendement (Conditions dans lesquelles une commune de moyen ou de plein exercice peut être supprimée par décret)* (p. 3623) : de cette proposition de loi en troisième lecture ; Art. 3 : *Amendement de M. J. Dumas (Elections dans les communes de plein exercice dans l'année de promulgation de la loi)* [25 octobre 1955] (p. 5229) ; Art. 16 : *Son amendement (Mode de scrutin)* (p. 5230) ; Art. 5 : *Son amendement (Sectionnement électoral)* (p. 5231) ; — en seconde délibération du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer : *Ses explications de vote* [26 juillet 1955] (p. 4267) ; — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux DÉPENSES MILITAIRES DU MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER POUR 1955 et 1956, Chap. 31-12 : *Abattement visant l'encadrement* [5 août 1955] (p. 4675) ; — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 8 : *Amendement de M. Aujoulat (Institution au Cameroun d'une circonscription électorale unique)* [18 novembre 1955] (p. 5862) ; Art. 9 : *Représentation des Etablissements français de l'Inde* (p. 5864).

MALLERET-JOINVILLE (M. Alfred), *Député de la Seine [4^e circonscription] (C.)*.

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 6003). — Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 11 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 19 mai 1834 dite « loi sur l'état des officiers » et à garantir aux officiers qui font l'objet d'une décision les plaçant dans l'une des positions de non-activité, le respect des droits que leur reconnaît la Constitution et à garantir également à ces officiers les droits au rappel à l'activité, dans tous les cas où ils n'ont pas démérité, **n° 2905**. — Le 10 avril 1952, une proposition de loi modifiant l'article 40 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée et supprimant toute

prolongation du temps de service au-delà de la durée légale pour les soldats du contingent, et tout rappel individuel des hommes de la disponibilité, **n° 3306**. — Le 26 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ramener le temps de service actif à quinze mois et à mettre en congé libérable le 14 juillet 1955 le contingent libérable en octobre 1955, **n° 10863**.

Interventions :

Est entendu sur : la validation des élections du département de la Seine (4^e circonscription) (*Cas de M. Thorez*) [20 juillet 1951] (p. 5999) ; — une communication du Gouvernement sur sa politique extérieure : *Ses observations sur les conférences internationales d'Ottawa, de Washington et San Francisco, le réarmement allemand, la volonté de guerre américaine* [30 août 1951] (p. 6655, 6656, 6657, 6658). — Dépose une demande d'interpellation sur le voyage du général de Lattre de Tassigny aux Etats-Unis [25 septembre 1951] (p. 7618). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Ses observations sur le statut du personnel communal, la venue du Chancelier Adenauer à Paris pour une conférence à quatre* [20 novembre 1951] (p. 8213, 8214). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952 ; ETATS ASSOCIÉS ET FRANCE D'OUTRE-MER : *Son contre-projet tendant à rapatrier le corps expéditionnaire* [28 décembre 1951] (p. 10057, 10058). — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la Défense nationale ; Art. 1^{er}, ATR, Chap. 10-45 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les salaires des ouvriers de l'air (Arsenal de Châtillon)* [29 décembre 1951] (p. 10131) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif à l'accession de la Grèce et de la Turquie au traité de l'Atlantique Nord : *Le sort misérable des peuples grec et turc, la politique des Américains en Méditerranée* [24 janvier 1952] (p. 334, 335) ; — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Discussion générale (La reconstitution de la Wehrmacht, l'égalité des droits accordés aux Allemands, l'augmentation de nos charges militaires, notre sujétion aux Américains)* [13 février 1952] (p. 683 et suiv.) ; *Ses explications de vote sur la*

question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. de Beaumont (*Reconstitution de la Wehrmacht*) [19 février 1952] (p. 790, 791, 792). — Dépose une demande d'interpellation sur la nécessité de rapatrier immédiatement le corps expéditionnaire d'Indochine [20 mars 1952] (p. 1372). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : *Son contre-projet tendant à maintenir, pour les étudiants, le régime de la loi du 31 mars 1928* [21 mars 1952] (p. 1405); *Proposition de loi de M. Triboulet tendant à retarder au 15 octobre 1952 l'incorporation des étudiants sursitaires* (p. 1408); *Amendement de M. Ruingeard tendant à faire suivre des périodes de cinq semaines d'instruction militaire aux étudiants pendant les vacances scolaires* (p. 1410); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1431, 1432); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 : *Discussion générale (Ses observations sur le fardeau financier de la guerre d'Indochine, l'inutilité des guerres coloniales)* [10 avril 1952] (p. 2092, 2093); Art 5 : *Dépassements de crédits pour la guerre d'Indochine* (p. 2125); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952 amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [27 juin 1952] (p. 3329, 3330). — Dépose une demande d'interpellation ; sur l'attentat contre le domicile de M. le Président Didier [7 octobre 1952] (p. 4067); — sur les causes de l'accident de chemin de fer qui s'est produit à Nogent-le-Perreux, le 21 octobre 1952 [28 octobre 1952] (p. 4512); — sur la disparition du dossier de la S.P.A.C. [17 décembre 1952] (p. 6522). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE : *Sa motion préjudicielle demandant la dénonciation du pacte atlantique et la fin de la guerre d'Indochine* [26 janvier 1953] (p. 377); Etat A, GUERRE, Chap. 3111 : *Soldes des officiers (Misère des officiers en meublé)* (p. 423, 424); — du projet de loi relatif au redressement financier ; Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un article I bis nouveau ayant pour objet la diminution de certaines dépenses* [19 mai 1953] (p. 2790, 2791). — Dépose une demande d'interpellation sur les activités des attachés scien-

tiques du département d'Etat en France [7 juillet 1953] (p. 3266); — Prend part à la discussion : du projet de loi portant redressement économique et financier : *Son contre-projet portant prélèvements sur les crédits d'Indochine et de la Défense nationale pour gager le remboursement des avances de la Banque* [7 juillet 1953] (p. 3297). — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour mars 1954 : *Ses explications de vote (Situation de la troupe et des cadres de l'armée, limitation du temps de service militaire, paix en Indochine, reconstitution d'une armée nationale)* [25 février 1954] (p. 523). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles a été renvoyé sine die le procès du criminel de guerre Oberg [2 mars 1954] (p. 586). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Sa protestation contre le rejet de son interpellation sur le renvoi du procès Oberg* [2 mars 1954] (p. 591); *Son amendement (Augmentation des retraites minières)* (p. 591). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : *Discussion générale (Budget de transition conduisant à la C.E.D., réarmement de l'Allemagne, fermeture des usines et manufactures, pression du Gouvernement sur l'armée, nécessité du retour à l'indépendance politique et à une politique de paix)* [16 mars 1954] (p. 909); *Sa motion préjudicielle pour une réduction de crédits de 25 milliards affectés à la construction de logements* (p. 909 et suiv.); *Sa motion préjudicielle (Réduction de 300 milliards des crédits prévus pour la Défense nationale et affectation des crédits ainsi libérés à la construction de logements* [18 mars 1954] (p. 987); SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 54-61 : *Son amendement (Équipement hospitalier militaire, état de l'hôpital Vuillemin)* (p. 999); SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-12 : *Son amendement (Taux dérisoire du prêt aux soldats servant pendant la durée légale)* [19 mars 1954] (p. 1042); *Son amendement (Application du nouveau régime des permissions)* (p. 1042); Chap. 31-16 : *Soldes et indemnités des réservistes*; *Son amendement (Réduction de 1.000 fr. sur ce chapitre)*; le retire (p. 1043); Chap. 31-32 : *Réponses faites par M. Bidault au sujet de l'O.T.A.N.* (p. 1049); Chap. 32-92 : *Son amendement (Préparation militaire facultative)* (p. 1080); de ce projet de

loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Condamnation des attitudes du maréchal Juin, intervention du Gouvernement en faveur de la C.E.D., livre du général de Laminat sur la C.E.D.)* [1^{er} avril 1954] (p. 1595). — Dépose une demande d'interpellation sur l'appel anticipé du contingent et le rappel des spécialistes pour poursuivre la guerre d'Indochine [1^{er} juin 1954] (p. 2736) ; la développe : *Mesures demandées aujourd'hui comme suite aux erreurs politiques et militaires passées en Indochine et pour appuyer les manœuvres bellicistes de M. Bidault à Genève, pression exercée par les Américains et le lobby chinois du Congrès, corrélation avec la C. E. D. et le réarmement allemand ; incident avec M. Pierre de Chevigné* [2 juin 1954] (p. 2780). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la convention entre les États parties au traité de l'Atlantique Nord : *Ses explications de vote (Abandons de souveraineté consentis au Gouvernement des États-Unis, privilèges accordés aux anciens généraux nazis en cas de ratification de la C. E. D.)* [4 août 1954] (p. 3835). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Rappel des positions du parti communiste et de M. Maurice Thorez (« Pleine indépendance des peuples coloniaux), discours de M. Mendès-France (« Pas en avant vers la liberté »), démonstrations de force à éviter, attaque personnelle visant M. Martinand-Déplat* [10 août 1954] (p. 4052, 4053). — Prend part à la discussion : des interpellation sur la Tunisie et le Maroc : *Appétits déguisés des U. S. A. aux dépens de leurs « alliés », position claire du parti communiste, « bonne déclaration d'intentions » de M. Mendès-France (« Pas en avant »), rappel des promesses illusoire à la Tunisie (Note Schuman du 15 décembre 1951), politique illusoire de M. Bidault au Maroc (« Berbérisme » et déposition du Sultan), excès de la répression (Ratissages du Cap Bon, affaire Layachi, et récemment, violation du sanctuaire de Moulay Idriss), marche inévitable des deux pays vers l'indépendance totale, appui nécessaire, pour cette politique de générosité, des « forces populaires » de la métropole* [27 août 1954] (p. 4320 à 4324) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires : *Situation de l'armée dans le cas d'une ratification des accords de Paris* [30 décembre 1954] (p. 6997, 6998) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels

militaires pour mars 1955 : *Ses explications de vote (Puissance militaire et politique de la France ; libération de la classe 1953)* [1^{er} mars 1955] (p. 910). — Dépose une demande d'interpellation sur la coïncidence du dépôt des instruments de ratification avec l'anniversaire de la victoire [5 mai 1955] (p. 2512). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation générale de la Défense nationale : *Inféodation de l'armée française au commandement de l'O. T. A. N.* [23 juin 1955] (p. 3267, 3268).

MALLEZ (M. Henri), Député du Nord [3^e circonscription] (A. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé Vice-Président de la Commission de la production industrielle [19 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [11 mai 1954] (**F. n° 385**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission de la défense nationale [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [16 février 1954] (**F. n° 349**) ; de la Commission d'enquête chargée de vérifier les modalités d'application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer et territoires associés [19 février 1954] (**F. n° 351**). — Est nommé par la Commission de la défense nationale, membre suppléant de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les États associés d'Indochine [3 mars 1955] (**F. n° 501**).

Dépôts :

Le 27 mars 1952, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de loi : 1^o de M. Jean-Paul Palewski (n° 72) tendant à l'institution d'un comité de l'or national et d'un centre technique aurifère en vue de promouvoir les réformes indispensables à l'essor de la production aurifère dans les territoires de la métropole et de

l'Union française; 2^o de MM. Robert Aubé, Durand-Réville et Coupigny (sénateurs) (n^o 1910) tendant à la création d'un comité national de l'or en vue de définir une politique de l'or, étudier les problèmes posés par son exploitation et promouvoir toutes dispositions susceptibles d'en augmenter la production dans l'Union française, n^o 3064. — Le 27 octobre 1953, une proposition de loi tendant à suspendre le recouvrement des cotisations dues au Centre technique des industries graphiques devenues sans objet par la dissolution de cet organisme, n^o 6988. — Le 1^{er} juin 1954, une proposition de loi relative au branchement à l'égout dans la ville de Lille, n^o 8545. — Le 8 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n^o 8469) réglant la colombophilie civile, n^o 8851.

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport sur les élections du département du Nord (2^e circonscription) : *Amendement de M. Kuehn tendant à nommer une commission d'enquête* [31 juillet 1951] (p. 6131, 6132). — Son rapport sur les élections du territoire de Guinée [3 août 1951] (p. 6220). — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du territoire de la Guinée (collège unique), en qualité de *Rapporteur* [22 août 1951] (p. 6395, 6400, 6401); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; P. T. T. : *Demande de renvoi à la Commission émanant de M. Coutant* [15 novembre 1951] (p. 8062, 8063); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 3040 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'infrastructure au sol (Aérodromes), présentée par le Gouvernement* [12 décembre 1951] (p. 9080); *Amendement de M. Coudray tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bases aériennes (Réquisitions abusives de terrains)* (p. 9081); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur le chômage dû au pool)* [7 décembre 1951] (p. 8921, 8922); — d'une proposition de loi portant majoration des retraites et des prestations de la sécurité sociale dans les mines : *Discussion générale* [27 juin 1952] (p. 3291); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des

services civils en 1953; IMPRIMERIE NATIONALE, Chap. 6120 : *Conditions d'exploitation de l'Imprimerie nationale* [4 novembre 1952] (p. 4699); — du projet de loi portant fixation du tarif des droits de douane d'importation; Art. 4 : *Amendement de M. Rochet tendant à faire fixer par le Parlement les tarifs douaniers pour les produits agricoles* [21 juillet 1953] (p. 3643); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); INDUSTRIE ET COMMERCE, Art. 1^{er}, Etat A, Titre IV, Chap. 44-11 : *Caisse de compensation des combustibles minéraux solides; Amendement de forme de M. Coutant (Aide à la production française dans le cadre du Pool charbon-acier)* [3 novembre 1953] (p. 4762); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 44-24 : *Amendement de M. Gabelle tendant à modifier le chapitre pour organiser de la propagande à l'étranger en faveur des vins français (Education du consommateur étranger)* [3 décembre 1953] (p. 5954); INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat D : *Amendement de M. Védrières tendant à majorer de 9 milliards les crédits pour les centrales hydrauliques et à diminuer ceux pour les centrales thermiques* [10 décembre 1953] (p. 6436); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour l'Éducation nationale : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Pis aller constitué par ces douzièmes n'engageant pas l'avenir)* [29 décembre 1953] (p. 6994); — en 3^e lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat B, Chap. 61-60 : *Incidents de Lille* [1^{er} février 1955] (p. 579). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de la manifestation paysanne de Lille [2 février 1955] (p. 598).

MANCEAU (M. Bernard), Député du Maine-et-Loire (app. I.P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé secrétaire de la Commission de la presse [19 juillet 1951] (F. n^o 7); Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n^o 5); de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n^o 5), [20 janvier 1953] (F. n^o 216), [19 janvier 1954] (F. n^o 341), [18 janvier 1955] (F. n^o 482); de la Commission de la production industrielle

[31 juillet 1951] (F. n° 15), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); Est nommé membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [19 janvier 1954] (F. n° 341).

Dépôts :

Le 24 juillet 1951, une proposition de loi tendant à établir un mode de financement pour les écoles, n° 277. — Le 8 septembre 1951, une proposition de loi tendant à soumettre les opérations de crédit différé et de crédit mutuel immobilier à la législation sur les H.L.M. et le crédit immobilier, n° 1042. — Le 8 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence des crédits suffisants à la disposition du « Crédit immobilier de l'Anjou et des prévoyants de l'avenir de Cholet », n° 1043. — Le 22 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la création de caisses de caution mutuelle et de groupements pour le préfinancement des exportations dans l'industrie du textile et dans l'industrie du cuir et de la chaussure, n° 5232. — Le 9 juillet 1953, une proposition de loi tendant à protéger les dénominations linières, n° 6497. — Le 17 mars 1954, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution (n° 5232) de M. Bernard Manceau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la création de caisses de caution mutuelle et de groupements pour le préfinancement des exportations dans l'industrie du textile et dans l'industrie du cuir et de la chaussure, n° 8065. — Le 21 mai 1954, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution (n° 8037) de M. André Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ne modifier le taux de libération des échanges qu'en fonction de l'amélioration de la conjoncture dans chaque secteur industriel, commercial et agricole français, n° 8516. — Le 26 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ramener de 19,5 0/0 à 10 0/0 le taux de la taxe à la valeur ajoutée pour les produits textiles, le cuir et la chaussure, n° 11741. — Le 1^{er} novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

modifier les articles 1453 et 1470 du Code général des impôts directs, relatifs à la patente applicable aux marchands forains, n° 11786.

Interventions :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la crise de l'industrie textile : *Rajeunissement et modernisation nécessaires de l'industrie textile* [1^{er} juillet 1952] (p. 3390, 3391). — Dépose une demande d'interpellation sur la liberté de la presse à Paris comme en province et pour mettre fin immédiatement à l'activité illégale d'éléments indésirables anciens vichyssois [26 novembre 1952] (p. 5698). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre aux sociétés d'assurances et de capitalisation de financer la construction d'habitations à loyer modéré* [20 décembre 1952] (p. 6781); *Son amendement tendant à permettre aux H.L.M. de bénéficier des prêts du Comptoir des entrepreneurs* (p. 6782). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du Gouvernement et la liberté de la presse [22 janvier 1953] (p. 125); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur le scandale de l'affaire Amaury, animateur du Parisien Libéré, la nécessité d'enquêter sur les escroqueries commises par Amaury* (p. 130, 131). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 7 : *Son amendement tendant à réserver un tiers des crédits globaux pour l'accession à la propriété* [23 janvier 1953] (p. 210); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1953; P.T.T., CAISSE D'ÉPARGNE, Article additionnel : *Amendement de M. Bichet tendant à créer un comité mixte permanent pour le développement des commutations automatiques* [23 janvier 1953] (p. 233). — Dépose une demande d'interpellation sur l'activité illégale et scandaleuse du trust de presse du sieur Amaury, ancien vichyssois [5 février 1953] (p. 910). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant sur les dispositions financières et réglementaires relatives au crédit mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé : *Discussion générale (Sociétés de crédit immobilier créées par la loi Ribot de 1908, contrôle du crédit différé)*

[18 février 1954] (p. 385, 386); — du projet de loi portant sur la modification de dispositions du Code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française : *Discussion générale (Nécessité d'une réforme démocratique de la justice dans les territoires d'outre-mer)* [18 février 1954] (p. 396). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour concilier le rétablissement rapide de la paix en Indochine et le prestige de l'œuvre civilisatrice de la France républicaine [2 mars 1954] (p. 586). — Prend part à la discussion des interpellations sur l'appel en faveur du « cessez le feu » en Indochine : *Discussion générale (Nécessité de concilier le rétablissement de la paix en Indochine et le prestige de l'œuvre de la France, sauvegarde de l'Union Française, protection de la position commerciale de la France en Extrême-Orient)* [9 mars 1954] (p. 757, 758). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour faire respecter le principe de la justice scolaire [4 mai 1954] (p. 2089). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse : *Discussion générale (Critique de la loi du 11 mai 1946, violation du principe de la séparation des pouvoirs dans les affaires de presse)* [7 mai 1954] (p. 2194, 2195); *Son article additionnel (Libération de la presse de l'emprise des trusts)* [11 mai 1954] (p. 2299); Art. 10 : *Amendement de M. Delbez (Évaluation des biens incorporels)* (p. 2302, 2303); *Son article additionnel (Mise sous séquestre de « L'Humanité »)* (p. 2306, 2307); Art. 12 : *Son amendement (Principe de la liberté de la presse et contrats de location de la S.N.E.P.)* (p. 2309, 2310); *le retire (ibid.)*; *Son article additionnel (Exclusion du bénéfice de la loi des entreprises ayant encouragé les ennemis de la nation et les rebelles, notamment l'Humanité)* [20 mai 1954] (p. 2554); *le retire (p. 2555)*; *Son amendement (Exclusion du bénéfice de la présente loi des entreprises ayant constitué des trusts de presse)* (p. 2555, 2556); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 29 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa relatif au remboursement des frais engagés par la Société nationale des entreprises de presse* [20 juillet 1954] (p. 3456); Art. 31 : *Abrogation de toutes dispositions contraires à celles de la présente loi* (p. 3457); *Ses explications de vote (Iniquité de cette loi, opinion du professeur Delbez)* (p. 3458, 3459).

— Dépose une demande d'interpellation : sur les pressions exercées par M. le Préfet du Maine-et-Loire en faveur d'un candidat M.R.P. [20 mai 1954] (p. 2529); — sur la pression exercée par le Gouvernement dans l'affaire du *Parisien Libéré* [20 mai 1954] (p. 2529). — Prend part à la discussion des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance (« cas de conscience » des députés paysans, confiance en M. Bidault, appel au Président Pinay)* [12 juin 1954] (p. 2974). — Dépose une demande d'interpellation : sur la constitution du Gouvernement [24 juin 1954] (p. 3040); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Gravité des problèmes internationaux, égalité des contribuables devant la loi, billet de confession anti-communiste de M. Mendès-France, politique d'expansion économique* [24 juin 1954] (p. 3043); — sur l'ingérence étrangère dans les affaires françaises [21 juin 1955] (p. 3168); — sur l'ingérence étrangère, communiste ou autre, dans les affaires françaises [6 octobre 1955] (p. 4806); la développe (p. 4811, 4812); — sur les intentions gouvernementales concernant l'aide à l'exploitation à la suite de l'arrêté du 29 août 1955 abaissant le taux de remboursement des charges fiscales [7 octobre 1955] (p. 4846). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Sa motion préjudicielle non soutenue puis reprise (Mesures préalables contre le parti communiste, déclaration d'inéligibilité de ses membres)* [1^{er} novembre 1955] (p. 5446, 5447).

MANCEAU (M. Robert), Député de la Sarthe (C.).

Son élection est validée [24 juillet 1951] (p. 6028). — Est nommé secrétaire de la Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1953] (**F. n° 218**), [9 février 1954] (**F. n° 343**). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de l'agriculture [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission chargée d'en-

quêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (F. n° 278).

Dépôts :

Le 23 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la nourriture des soldats et sous-officiers vivant à l'ordinaire (Terre, Air, Marine) par l'augmentation de la prime journalière d'alimentation et un meilleur contrôle de l'utilisation de cette prime pour éviter le gaspillage, n° 1698. — Le 30 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 112) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à porter à 30 francs le prêt journalier des soldats, n° 1777. — Le 21 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à protéger et à encourager la production française de chanvre, par l'arrêt des importations de chanvre étranger, n° 2165. — Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 2386) de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer intégralement le décret du 22 mai 1951, fixant la parité des salaires des travailleurs de l'Etat (Air, Guerre, Marine), avec ceux de la métallurgie parisienne et du secteur nationalisé, n° 3821. — Le 9 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un crédit de 200 millions pour dédommager les victimes des violents orages qui se sont abattus sur les départements de l'Orne et de la Sarthe et à leur accorder l'exonération des impôts, n° 4035. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder les crédits nécessaires pour dédommager les sinistrés du cyclone qui ravagea différentes régions de la Sarthe dans la nuit du 13 au 14 août 1952 et à leur accorder des exonérations d'impôts, n° 4243. — Le 6 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates pour favoriser l'écoulement de la récolte de pommes à cidre : par la suppression des taxes et droits de régie qui frappent la circulation des pommes et le cidre, par la libération d'un contingent supplémentaire d'alcool d'Etat et la recherche de débouchés à l'extérieur, n° 4628. — Le 12 décembre 1952, une propo-

sition de loi tendant à accorder aux familles des soldats appelés (Terre, Air, Mer) la franchise postale pour l'envoi de colis à ces militaires, n° 5068. — Le 24 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à interdire les « sommations à tiers détenteurs » aux coopératives laitières pour des impôts dus par les adhérents, n° 5984. — Le 16 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire maintenir le trafic marchandises sur le tronçon de ligne de la Compagnie Mamers—Saint-Calais, entre Thorigné et Montmirail (Sarthe), n° 6315. — Le 9 juillet 1954, une proposition de loi tendant à abroger l'article 26 de la loi de finances n° 53-1308 du 31 décembre 1953 et l'article 8 de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 relatifs au droit de licence des bouilleurs de cru, n° 8867. — Le 29 novembre 1951, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret n° 54-1145 du 13 novembre 1954 relatif à la qualification des bouilleurs de cru, n° 9603. — Le 31 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas procéder à la fermeture de la ligne de chemin de fer de Sablé à Loué (Sarthe) et à maintenir le trafic voyageur sur la ligne de Château-du-Loir à Saumur et Thouars, n° 10041.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en matière de prix du lait [13 novembre 1951] (p. 7932). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 3150 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour élections aux assemblées parlementaires (Ingérence administrative dans les élections)* [13 novembre 1951] (p. 7935) ; AGRICULTURE, Chap. 5110 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la sélection animale (Reconstitution de la race laitière de Villard de Lans)* [21 novembre 1951] (p. 8300) ; *le retire (ibid.)* ; -- du projet de loi relatif à la composition et à la formation du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Cermolacce tendant à répartir les 25 sièges suivant la population en un collège unique* [30 novembre 1951] (p. 8691) ; *Amendement de M. Lenormand tendant à attribuer 2 sièges de plus à la circons-*

cription de la côte Est (p. 8692, 8693). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative au prix du lait à la production [30 novembre 1951] (p. 8713). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la Défense nationale; Art. 1^{er}, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour mesures diverses (Augmentation du prêt des soldats)* [29 décembre 1951] (p. 10125, 10126); Chap. 7001 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour les soldes des militaires dégagés des cadres* [30 décembre 1951] (p. 10128); Chap. 3005 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation (Insuffisance de la prime)* (p. 10131, 10132); — du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer. amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Injustice du double collège)* [25 janvier 1952] (p. 392); — du projet de loi relatif au Conseil général de la Nouvelle-Calédonie, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ségrégation raciale à la Nouvelle-Calédonie)* [25 janvier 1952] (p. 400); — de la proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : *Son amendement tendant à ne faire faire qu'un an de service aux titulaires du brevet de P. M. S. n'ayant pas suivi les cours d'entretien* [21 mars 1952] (p. 1409). — Pose à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative aux importations de chanvre [21 mars 1952] (p. 1427). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux dispositions en faveur des combattants d'Indochine et de Corée : *Discussion générale (Statut des anciens combattants d'Indochine assimilés aux anciens combattants de la guerre mondiale)* [28 mars 1952] (p. 1632, 1633); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [11 juillet 1952] (p. 3928). — Dépose une demande d'interpellation sur les scandaleuses détentions préventives dans les territoires et pays d'outre-mer, notamment en Côte d'Ivoire [10 avril 1952] (p. 2095). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels de Défense nationale pour le mois de mai 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur le transfert d'usines en Afrique du Nord, le statut*

des officiers) [10 avril 1952] (p. 2154, 2155); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels de Défense nationale pour le mois de juin 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance des commandes dans les arsenaux)* [29 mai 1952] (p. 2539, 2540); — du projet de loi ratifiant le statut des forces des états parties au Traité de l'Atlantique Nord : *Discussion générale* [6 juin 1952] (p. 2685, 2686); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur le programme établi à Lisbonne, le réarmement exigé par les Etats-Unis, le coût de la guerre d'Indochine en hommes et en argent, l'utilisation des soldats contre les grévistes)* [12 juin 1952] (p. 2844 et suiv.); Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Section commune, GENDARMERIE, Chap. 1030 : *Amendement de M. Gau tendant à rétablir les crédits pour la gendarmerie (Fusion des gendarmeries des 3 armes)* (p. 2863); DÉPENSES RÉSULTANT DES HOSTILITÉS, Chap. 7001 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les officiers de l'air dégagés des cadres* (p. 2893); Etat A, GUERRE, Chap. 1045 : *Amendement de M. Montalat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil des arsenaux (Ouvriers de l'arsenal de Tulle)* (p. 2935, 2936); Art. 12 : *Amendement de M. Billat tendant à réduire à un an la durée du service pour les jeunes gens mariés et pères de famille* [17 juin 1952] (p. 2995); Art. 46 : *Amendement de M. Gozard tendant à supprimer l'article prévoyant la liquidation de l'arsenal de Châtillon* (p. 3004); — du projet de loi modifiant la loi sur le recrutement de l'armée; Art. 4 : *Son amendement tendant à n'appliquer la loi qu'à la classe 1954* [10 juillet 1952] (p. 3759); — du projet de loi relatif à l'organisation des cadres d'active et de réserve de l'armée de l'air : *Discussion générale* [10 juillet 1952] (p. 3760). — Dépose une demande d'interpellation sur le licenciement prévu de près de 400 ouvriers, au Mans [4 novembre 1952] (p. 4698). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 3101 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale, présentée par le Gouvernement (Répression colonialiste au Togo)* [6 novembre 1952] (p. 4779); Art. 4 : *Sa demande de disjonction de l'article ratifiant la nouvelle réglementation douanière*

des territoires d'outre-mer [8 novembre 1952] (p. 4949); — du projet de loi relatif à la composition du Conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances; Art. 7: *Son amendement tendant à prévoir un scrutin proportionnel avec répartition des restes* [19 novembre 1952] (p. 5379); *Son amendement tendant à prévoir un scrutin majoritaire à un tour sans panachage ni vote préférentiel* (p. 5380); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République; Art. 37: *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif aux activités secondaires d'un travailleur et à sa possibilité de réembauchage dans la même région* [22 novembre 1952] (p. 5482). — Dépose une demande d'interpellation sur le scandale persistant du trafic des piastres en Indochine [12 décembre 1952] (p. 6244); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (*Ses observations sur la valeur exagérée de la piastre, les échanges triangulaires dollar-piastre-franc, les transferts opérés par les sociétés, le procès Henri Martin*) [16 décembre 1952] (p. 6475 et suiv.). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE, Etat A, SECTION COMMUNE, Chap. 3403: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'information (Edition de brochures sur l'armée européenne)* [26 janvier 1953] (p. 385); Chap. 3794: *Sa demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif aux correspondances militaires (Franchise postale pour les familles de soldats)* (p. 387); *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les correspondances militaires (Franchise postale pour les familles de soldats)* (p. 387); Etat A, GUERRE, Chap. 3112: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes des sous-officiers et soldats (Prises de sang opérées sur les soldats)* (p. 426); *le retire* (p. 427); — d'une proposition de loi relative à la modification de la loi sur la répression des crimes de guerre: *Sa motion préjudicielle tendant à condamner la création d'une armée européenne* [27 janvier 1953] (p. 534); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 20: *Son amendement tendant à amnistier les condamnés en vertu de la loi de 1845 sur la police des chemins de fer* [24 février 1953] (p. 1298); — du projet de loi relatif au

taux des amendes pénales dans les territoires d'outre-mer: *Discussion générale* [5 mars 1953] (p. 1619); — du projet de loi relatif à la transcription en Indochine de jugements d'état civil: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [5 mars 1953] (p. 1624); — du projet de loi relatif à la réglementation minière dans les territoires d'outre-mer: *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité d'une refonte profonde du régime minier et du régime foncier outre-mer au profit des populations et collectivités traditionnelles)* [17 mars 1953] (p. 1940, 1944); — du projet de loi relatif à la répression à Madagascar des vols de certains produits du sol: *Discussion générale (Ses observations sur l'abrogation du décret du 17 juillet 1931 qui sanctionne non un vol, mais une tentative de vol)* [17 mars 1953] (p. 1941, 1942); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République: *Discussion générale (Ses observations sur l'assassinat de Ruben Nyobé au Cameroun)* [28 mars 1953] (p. 2553); — du projet de loi tendant à compléter la loi portant suppression de la Cour de justice de l'Indochine: *Discussion générale (Ses observations sur la condamnation d'Henri Martin)* [17 mars 1953] (p. 1957). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture de la cartoucherie du Mans et sa reconversion possible pour la production civile [6 octobre 1953] (p. 4013). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); ETATS ASSOCIÉS: *Ses explications de vote sur l'ensemble (Pseudo indépendance de l'Etat de Bao Dai)* [12 novembre 1953] [p. 4998]; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME: *Motion préjudicielle de M. Sibué tendant à surseoir au débat et à demander l'augmentation des crédits pour le fonds d'investissement routier et à porter à 65 milliards la subvention à la S. N. C. F.* [26 novembre 1953] (p. 5567, 5568); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3434: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (Production de chanvre)* [3 décembre 1953] (p. 5941, 5942); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME: *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat pour demander une subvention plus forte à la S. N. C. F. et satisfaction des revendications des cheminots* [7 décembre 1953] (p. 6192); Etat A, Chap. 4543: *Application de la Convention de 1937 avec la S. N. C. F. (Revendications de salaires des cheminots)* [12 décembre

1953] (p. 6595, 6596) ; *Amendement de M. Demussois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la contribution de l'Etat à diverses dépenses de la S.N.C.F. (Abrogation du décret du 9 août 1953 modifiant l'âge de la retraite des cheminots)* (p. 6598) ; — d'une proposition de loi tendant à instituer le secret des délibérations des commissions d'enquête parlementaires : *Discussion générale (Tentative d'étouffement du débat sur le trafic des piastres, les transferts au profit du R.P.F., l'enterrement du rapport Delahoutre sur l'affaire Peyré)* [13 novembre 1953] (p. 5058, 5059) ; de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture relatif au secret à observer par les membres de la Commission* [2 décembre 1953] (p. 5850) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à écarter les textes émanant du bureau de la Commission* (p. 5851) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954), Art. 1^{er}, Etat A : *Son amendement tendant à supprimer les comptes pour fabrication d'armement, constructions navales et matériel aéronautique (Liquidation de l'industrie aéronautique française)* [13 décembre 1953] (p. 6667 et suiv.) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954 ; Art. 6 : *Son amendement tendant à réduire de 300 milliards les crédits pour les dépenses militaires (Interview d'Ho Chi Minh à l'Expressen de Stockholm offrant de négocier)* [13 décembre 1953] (p. 6717, 6718) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire de 50 milliards les crédits pour la défense nationale (Négociations possibles avec Ho Chi Minh d'après l'article de l'Expressen et nécessité de mettre fin à la guerre d'Indochine)* [29 décembre 1953] (p. 6961, 6962) ; *Son amendement tendant à réduire de 20 milliards les crédits pour la défense nationale* (p. 6962) ; Art. 4^{ter} : *Interdiction de réduction du personnel des arsenaux et établissements de l'Etat travaillant pour la défense nationale (Primes de licenciement aux ouvriers de la cartoucherie du Mans)* (p. 6968, 6969) ; — du projet de loi concernant le prélèvement de sang sur les hommes des classes 1944 et 1945 ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Limitation de l'application du projet de loi aux volontaires)* [4 mars 1954] (p. 645) ; *Son amendement (Suppression de l'article 3, sanctions*

prévues contre ceux qui refuseraient d'être soumis au prélèvement sanguin) (p. 647) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement dans les départements et les territoires d'outre-mer : *Ordre du jour de M. Kriegel-Valrimont (Politique d'intégration à l'Europe, amnistie générale : Rasetta, libertés publiques, application du Code du travail, salaire minimum vital)* [9 avril 1954] (p. 1984, 1985, 2031) ; *Son amendement à l'ordre du jour de M. Aubame (Amnistie générale dans les territoires d'outre-mer, propriété foncière africaine)* (p. 2031, 2034) ; — des interpellations sur les Etablissements français de l'Inde : « *Courant irrésistible* » dans les Comptoirs en faveur du rattachement, régime colonial croupissant (Le Monde), duplicité déshonorante de la France au sujet du referendum et rôle dévolu d'abord à M. Goubert, hostilité des éléments « bellicistes » au pacifisme de l'Inde [27 août 1954] (p. 4351, 4352) ; — d'une proposition de loi relative aux institutions territoriales et régionales du Togo : *Discussion générale (Promesses faites par M. Pignon, pouvoirs de l'Assemblée territoriale et composition du Conseil de Gouvernement, droit de pétition auprès de l'O. N. U., régime domanial)* [3 novembre 1954] (p. 4695 et suiv.) ; Art. 10 : *Son amendement (Fixation de l'indemnité des membres du Conseil de Gouvernement par l'Assemblée territoriale)* (p. 4700) ; Art. 12 : *Son amendement (Présidence du Conseil de Gouvernement en cas d'absence du commissaire de la République)* (p. 4700) ; Art. 18 : *Son amendement (Conditions dans lesquelles le commissaire de la République prend les arrêtés rendant exécutoires les délibérations de l'Assemblée)* (p. 4702) ; *Son amendement tendant à supprimer l'article 19 accordant le pouvoir de modifier les tarifs de droits d'entrée et de sortie, ainsi que les tarifs de chemins de fer du Conseil de Gouvernement* (p. 4702) ; *Son amendement tendant à supprimer l'article 21 relatif à l'octroi de concessions agricoles par le Conseil de Gouvernement* (p. 4703) ; Art. 23 : *Son amendement (Attributions individuelles des membres du Conseil de Gouvernement)* (p. 4703) ; Art. 29 : *Son amendement (Droit de délibération de l'Assemblée territoriale sur l'extension ou l'adaptation des lois et décrets au territoire)* (p. 4704) ; Art. 32 : *Son amendement tendant à compléter la liste des questions sur laquelle l'Assemblée territoriale délibère* (p. 4705) ; Art. 42 : *Son amendement tendant à ne pas*

soumettre les délibérations de l'Assemblée territoriale en matière budgétaire à la procédure fixée à l'article 29 (p. 4707); Art 45 : Son amendement tendant à laisser l'Assemblée territoriale prévoir l'évaluation du rendement des impôts, taxes, contributions et redevances (p. 4707); Art. 49 : Son amendement (Conditions rendant exécutoires les décisions de l'Assemblée territoriale) (p. 4708); Son amendement tendant à supprimer l'article 58 relatif aux virements de fonds d'un chapitre à un autre (p. 4709); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : Son amendement (Abrogation du décret du 13 novembre 1954 relatif à la qualification de bouilleurs de cru) [25 novembre 1954] (p. 5414, 5415, 5428); Chap. 34-34 : Son amendement indicatif relatif à la production chanvrière (p. 5478, 5479); le retire (p. 5479); Etat C, Chap. 83-24 : Lutte contre l'alcoolisme [26 décembre 1954] (p. 5522); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme pour 1955; I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 45-42 : Revendications des cheminots, augmentation du traitement des députés [15 décembre 1954] (p. 6386, 6388); Sa demande de disjonction de ce chapitre [18 décembre 1954] (p. 6568, 6569); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955 : Déroulement du débat [16 décembre 1954] (p. 6462); — en troisième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955, Etat B, Chap 61-60 : Solidarité ministérielle [1^{er} février 1955] (p. 579). — Dépose une demande d'interpellation : sur la mutation d'office décidée à l'encontre d'un ingénieur principal des services agricoles, conseiller municipal du Mans [18 mai 1955] (p. 2878); — sur la catastrophe du Mans [21 juin 1955] (p. 3168). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer; Art. 4 : Amendement de M. Girard (Amnistie aux personnels des administrations civiles et militaires) [13 juillet 1955] (p. 3850); Art. 7 : Son amendement (Modification du titre 3) (p. 3853); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : Son article additionnel (Exonération des cotisations aux caisses d'allocations familiales agricoles en faveur de certains exploitants)

[19 juillet 1955] (p. 3930, 3931); Art. 3 : Amendement de M. Waldeck Rochet (Non-attribution de l'allocation à la mère au foyer au-dessus d'un certain revenu cadastral) [20 juillet 1955] (p. 3966); Amendement de M. Waldeck Rochet (Relèvement des cotisations au-dessus d'un certain revenu cadastral) (p. 3967).

MANCEY (M. André), Député du Pas-de-Calais [2^e Circonscription] (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à étendre, en matière de sécurité et d'hygiène des ouvriers mineurs et similaires, les pouvoirs des délégués mineurs, n° 149. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 23 du décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 portant application de la loi du 14 février 1946 fixant le statut du mineur, n° 150. — Le 31 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50 millions aux victimes des intempéries qui ont endommagé les cultures de blé, d'avoine et de pommes de terre, dans un certain nombre de communes du département du Pas-de-Calais, n° 386. — Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à ajouter un paragraphe e) à l'article 166 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 529. — Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à étendre l'ordonnance du 22 février 1945, modifiée par la loi du 16 mai 1946, sur les comités d'entreprises, aux mines et minières, n° 530. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des articles 22 et 23 du décret n° 46-1433, du 14 juin 1946, portant application du statut du mineur, aux ouvriers reconnus invalides, aux veuves de retraités des entreprises dissoutes qui travaillaient au compte des Houillères nationales et d'autres exploitations minières assujetties au

statut du mineur, n° 591. — Le 21 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inviter le Gouvernement à indiquer aux communes dans le plus bref délai les incidences financières résultant de l'application des articles premier et 2 de la loi n° 51-375 du 27 mars 1951 relative aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, n° 750. — Le 15 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 149) de M. André Mancey et plusieurs de ses collègues tendant à étendre en matière de sécurité et d'hygiène des ouvriers mineurs et similaires, les pouvoirs des délégués mineurs, n° 1580. — Le 15 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 152) de M. Lecœur et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer l'article 12 du statut du mineur, décret n° 46-1433 du 14 juin 1946, relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées, décret établi en conformité de la loi du 14 février 1946, n° 1581. — Le 28 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 591) de M. André Mancey et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice des articles 22 et 23 du décret n° 46-1433, du 14 juin 1946, portant application du statut du mineur, aux ouvriers reconnus invalides, aux veuves de retraités des entreprises dissoutes qui travaillaient au compte des Houillères nationales et d'autres exploitations minières assujetties au statut du mineur, n° 1738. — Le 19 février 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution (n° 152) de M. Lecœur et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer l'article 12 du statut du mineur, décret n° 46-1433 du 14 juin 1946, relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées, décret établi en conformité de la loi du 14 février 1946, n° 2722. — Le 18 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi (n° 150) de M. André Mancey et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 23 du décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 portant application de la loi du 14 février 1946 fixant

le statut du mineur, n° 3703. — Le 11 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de loi : 1° de M. Camphin et plusieurs de ses collègues (n° 4010) tendant à abroger le décret n° 52-760 du 30 juin 1952 modifiant le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines; 2° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues (n° 4629) tendant à annuler le décret n° 52-760 du 30 juin 1952 intégrant les allocataires ressortissant du régime minier de la sécurité sociale dans les caisses d'allocations familiales du régime général, n° 5045. — Le 27 janvier 1953, une proposition de loi tendant à augmenter de 15 0/0 les retraites servies par la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines, n° 5381. — Le 30 octobre 1953, une proposition de loi tendant à augmenter de 25 0/0 les retraites servies par la Caisse autonome nationale de Sécurité sociale dans les mines et à accorder la réversibilité des deux tiers aux veuves de mineurs (66,33 0/0 au lieu de 50 0/0), n° 7043. — Le 12 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revenir dans les exploitations minières et assimilées à la durée légale hebdomadaire prévue par la loi du 21 juin 1936 et le décret du 25 septembre 1936 fixant les modalités de la semaine de trente-huit heures quarante, au fond, et de quarante heures pour la surface, sans diminution de salaires, n° 7150. — Le 31 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 du décret n° 48-852 du 15 mai 1948 relatif à l'attribution de la médaille d'honneur du travail pour permettre au personnel des mines du service fond comptant au moins trente-cinq années de services de bénéficier de la médaille de vermeil, n° 7557. — Le 31 décembre 1953, une proposition de loi tendant à rouvrir le droit d'option au statut national du personnel des industries électriques et gazières, approuvé par le décret n° 46-1541 du 22 juin 1946, en faveur du personnel des services et des exploitations du gaz et de l'électricité dépendant des mines de combustibles minéraux solides nationalisées, n° 7558. — Le 12 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement: 1° à poursuivre de chez les négociations avec la République fédérale d'Allemagne afin que les ressortissants polonais ayant travaillé successivement dans les mines ou établissements assi-

milés de France et d'Allemagne bénéficient de la convention générale sur la sécurité sociale signée à Paris, le 10 juillet 1950, entre la France et la République fédérale d'Allemagne; 2° à faire bénéficier, en attendant, les intéressés de la législation française applicable en matière de sécurité sociale dans les mines, **n° 9153**. — Le 12 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement les mesures nécessaires afin de maintenir en activité normale le puits de mine « La Clarence » à Divion (Pas-de-Calais) en y apportant les aménagements propres à assurer la sécurité des ouvriers, **n° 9159**. — Le 2 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à appliquer la prime horaire prévue par le décret n° 54-1003 du 9 octobre 1954 aux salaires des mineurs et similaires, sans tenir compte des heures supplémentaires, des primes de rendement et d'ancienneté; 2° à fixer à 96 fr 25 de l'heure la base de départ de la hiérarchie desdits salaires pour tous les bassins miniers, **n° 9629**. — Le 26 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution (n° 9153) de M. André Mancey et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à poursuivre derechef les négociations avec la République fédérale d'Allemagne afin que les ressortissants polonais ayant travaillé successivement dans les mines ou établissements assimilés de France et d'Allemagne bénéficient de la convention générale sur la sécurité sociale, signée à Paris, le 10 juillet 1950, entre la France et la République fédérale d'Allemagne; 2° à faire bénéficier, en attendant, les intéressés de la législation française applicable en matière de sécurité sociale dans les mines, **n° 9998**.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Discussion générale (Ses observations sur l'application de l'échelle mobile aux mineurs, les bénéficiaires des charbonnages)* [14 septembre 1951] (p. 7381, 7382) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1952 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 40-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la sécurité sociale des mineurs (Arrêté*

instituant un ticket modérateur de 15 0/0 pour les mineurs) [13 novembre 1951] (p. 7962) ; — d'une proposition de loi portant majoration des retraites et des prestations de la sécurité sociale dans les mines : *Discussion générale* [27 juin 1952] (p. 3288) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 37-92 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les délégués à la sécurité des mineurs (Hygiène insuffisante des mines)* [23 octobre 1952] (p. 4337) ; INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat A, Chap. 31-41 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction des mines (Fermeture de puits de mines)* [23 octobre 1952] (p. 4354) ; Chap. 31-42 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles des mines (Gestion des prestations familiales des mineurs)* (p. 4354) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 34-41 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction des mines (Catastrophes minières)* (p. 4357) ; *le retire* (ibid.). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Clôture irrégulière du débat la veille*) [30 octobre 1952] (p. 4579). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de sécurité sociale dans les mines ; Art. 4^{er} : *Son amendement tendant à majorer les chiffres de 25 0/0* [12 novembre 1952] (p. 5034) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5039) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 4, Etat D : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les charbonnages de France (Insuffisance des crédits)* [20 décembre 1952] (p. 6747, 6748) ; Art. 5, Etat E : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les habitations des charbonnages (Difficultés de logement dans le bassin minier)* (p. 6759) ; — du projet de Loi DE FINANCES pour 1952 ; Article additionnel : *Amendement de Mlle Marzin tendant à abroger l'allocation éducation* [21 décembre 1952] (p. 6945) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Subventions pour la construction de logements pour les mineurs* [5 février 1953] (p. 933, 934) ; — du projet de loi portant création d'un bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières : *Discussion générale* [24 février 1953] (p. 1279, 1280) ; *Ses explica-*

tions de vote sur l'ensemble (p. 1285) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), INDUSTRIE ET COMMERCE ; Art. 1^{er}, Etat A, Titre III, Chap. 31-11 : *Direction des Mines et de la Sidérurgie, son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Mesures de sécurité dans les mines)* [3 novembre 1953] (p. 4743) ; Art. 2, Etat B, Titre VI, Chap. 62-10 : *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Mévente du charbon français, ses causes)* (p. 4762) ; Etat D : *Équipement des charbonnages (Chômage à la suite de l'entrée en vigueur de la C.E.C.A.)* [10 décembre 1953] (p. 6429, 6430). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion du rapport amnistiant les délits pour faits de grève* [17 novembre 1953] (p. 5214) ; *Ses amendements (Inscription à l'ordre du jour des rapports relatifs à l'allocation vieillesse, aux rentes accidents du travail, aux victimes de la silicose)* [4 mai 1954] (p. 2090, 2091). — Dépose une demande d'interpellation sur les causes et les conséquences de la catastrophe minière survenue le 20 juin dernier au puits « La Clarence » des houillères du groupe d'Auchel [24 juin 1954] (p. 3040). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif (Augmentation de salaire des mineurs)* [15 novembre 1954] (p. 5024) ; Chap. 31-12 : *Son amendement indicatif (Application de l'article 12 du statut des mineurs, versement d'une indemnité journalière de 250 francs)* (p. 5024) ; Chap. 34-11 : *Son amendement indicatif (Non-respect des mesures d'hygiène et de sécurité dans les mines)* (p. 5026) ; Etat B, Chap. 6400 : *Conséquences du pool charbon-acier, installation de centrales thermiques, fonds de reconversion* (p. 5030, 5031) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour 1955, Etat A, Chap. 47-22 : *Sa demande de disjonction de ce chapitre (Rajustement des retraites minières)* [16 novembre 1954] (p. 5107) ; de ce projet de loi en seconde délibération ; Etat A, Chap. 47-22 : *Sécurité sociale minière* [17 mars 1955] (p. 1564) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955, Etat D, ligne 24 : *Son amendement (Cuisse de sécurité sociale minière)* [28 janvier 1955] (p. 419) ; en troisième lecture, du projet

de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 33 : *Son amendement (Taux des redevances des mines au profit des budgets communaux)* [18 mai 1955] (p. 2890, 2891) ; de ce projet de loi en cinquième lecture, Art. 32 : *Son amendement (Redevances minières au profit des communes)* [24 mai 1955] (p. 2957) ; — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Mineurs et charbonnages* [18 mai 1955] (p. 2894, 2895) ; — du projet de loi relatif à la retraite des ouvriers mineurs : *Discussion générale* [22 novembre 1955] (p. 5905, 5906).

MARCELLIN (M. Raymond), *Député du Morbihan (I. P.)*.

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil.

(Cabinet Edgar FAURE).

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952.

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil.

(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953.

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). — Est nommé : membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; membre titulaire de la Commission des finances [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; par la Commission des affaires économiques, membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les États associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**).

Dépôts :

Le 30 août 1951, une proposition de loi relative aux conditions de fonctionnement des coopératives d'administrations publiques et d'entreprises nationalisées ou privées, **n° 923**. — Le 19 septembre 1951, une proposition de loi tendant à rétablir les droits du Parlement, en matière de tarification douanière, **n° 1147**. — Le 25 septembre 1951, une proposition de loi tendant à la revalorisation du traitement de la médaille militaire et de la Légion d'honneur,

n° 1232. — Le 22 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur : 1° la proposition de loi de M. Marcellin (n° 923) relative aux conditions de fonctionnement des coopératives d'administrations publiques et d'entreprises nationalisées ou privées ; 2° la proposition de résolution de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues (n° 1389) tendant à inviter le Gouvernement à réglementer le fonctionnement des coopératives d'administrations publiques et d'entreprises nationalisées et privées, **n° 2440.** — Le 20 mars 1953, une proposition de loi tendant à la création d'un commissariat général chargé de l'élaboration et de l'application d'un plan de réforme et de modernisation administratives, **n° 5953.** — Le 20 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à achever dans un délai de trois ans, l'électrification des campagnes, **n° 5954.** — Le 9 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 6160) portant fixation du tarif des droits de douane d'importation, **n° 6501.** — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à la mise en œuvre des moyens destinés à faciliter la promotion ouvrière à tous les échelons de la hiérarchie professionnelle, **n° 6823.** — Le 5 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis (n° 7272) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6160) adopté par l'Assemblée Nationale portant fixation du tarif des droits de douane d'importation, **n° 7384.** — Le 19 janvier 1954, une proposition de loi relative au statut des coopératives d'administrations publiques et d'entreprises nationalisées ou privées, **n° 7631.** — Le 11 février 1954, une proposition de loi tendant à accorder des bonifications de service valables pour l'avancement aux mères de famille fonctionnaires ou agents de l'Etat, **n° 7747.** — Le 17 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur les projets de loi : 1° (n° 7912) portant ratification du décret n° 54-200 du 25 février 1954 suspendant les droits de douane d'importation applicables aux jambons en boîtes ; 2° (n° 8175) portant ratification du décret n° 54-336 du 26 mars 1954 prorogeant jusqu'au 30 avril 1954 les dispositions du décret n° 54-200 du 25 février 1954 suspendant les droits de douane d'importation applicables aux jambons en boîtes ; 3° (n° 8509)

portant ratification du décret n° 54-519 du 20 mai 1954 prorogeant jusqu'au 15 juin 1954 les dispositions des décrets n° 54-200 du 25 février 1954 et n° 54-336 du 26 mars 1954 suspendant les droits de douane d'importation applicables aux jambons en boîtes, **n° 8678.** — Le 24 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur les projets de loi : 1° (n° 7310) portant ratification du décret n° 53-1026 du 19 octobre 1953 portant suspension provisoire des droits de douane d'importation applicables à certains matériels d'équipement et rétablissement des droits de douane d'importation applicables à certains produits ; 2° (n° 7882) portant ratification du décret n° 54-191 du 23 février 1954 modifiant le décret n° 53-1026 du 19 octobre 1953 suspendant provisoirement les droits de douane d'importation applicables à certains matériels d'équipement et rétablissant les droits de douane d'importation applicables à certains produits ; 3° (n° 8174) portant ratification du décret n° 54-337 du 26 mars 1954 qui modifie le décret n° 53-1026 du 19 octobre 1953 suspendant provisoirement les droits de douane d'importation applicables à certains matériels d'équipement et rétablissant les droits de douane d'importation applicables à certains produits, **n° 8714.** — Le 24 juin 1954, une proposition de résolution tendant à reviser la Constitution par l'addition d'un article nouveau soumettant à un referendum le traité de Communauté européenne de défense, **n° 8722 (rectifié).** — Le 25 juin 1954, une proposition de loi tendant à augmenter le montant des subventions destinées à l'amélioration de l'habitat rural, **n° 8743.** — Le 6 juillet 1954, une proposition de loi tendant à encourager la création de centres d'hygiène dans les communes rurales, **n° 8821.** — Le 21 juillet 1954, une proposition de loi relative à l'aménagement du contentieux fiscal, **n° 8924.** — Le 28 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 8976) portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1954, **n° 8989.** — Le 11 août 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 9089) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1528) portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1954, **n° 9143.** — Le 9 novembre 1954, une

proposition de loi tendant à réviser les pensions des militaires et marins non officiers, retraités avant le 1^{er} janvier 1948 et celles de leurs ayants cause, sur la base des tarifs de solde afférents à l'échelle n° 4 correspondant à leur ancienneté de grade et de service, n° 9433. — Le 9 novembre 1954, une proposition de loi tendant à accorder aux marins pratiquant la pêche à la part le bénéfice des allocations familiales aux taux des salariés de l'industrie et à permettre leur admission aux fonds de chômage, n° 9434. — Le 9 novembre 1954, une proposition de loi tendant à augmenter les prêts d'installation aux jeunes agriculteurs, n° 9435. — Le 24 novembre 1954, une proposition de loi tendant à exonérer de la contribution foncière sur les propriétés non bâties les personnes titulaires de la carte sociale des économiquement faibles, n° 9567. — Le 17 décembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des affaires économiques sur les projets de loi : 1^o (n° 7912) portant ratification du décret n° 54-200 du 25 février 1954 suspendant les droits de douane d'importation applicables aux jambons en boîtes ; 2^o (n° 8175) portant ratification du décret n° 54-336 du 26 mars 1954 prorogeant jusqu'au 30 avril 1954 les dispositions du décret n° 54-200 du 25 février 1954 suspendant les droits de douane d'importation applicables aux jambons en boîtes ; 3^o (n° 8500) portant ratification du décret n° 54-519 du 20 mai 1954 prorogeant jusqu'au 15 juin 1954 les dispositions des décrets n° 54-200 du 25 février 1954 et n° 54-336 du 26 mars 1954 suspendant les droits de douane d'importation applicables aux jambons en boîtes, n° 9759. — Le 25 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à tous les recouvrements d'impôts frappant les pêcheurs à la part, n° 9976. — Le 25 janvier 1955, une proposition de loi tendant à rouvrir, pour une durée de deux ans, aux anciens marins victimes d'accidents professionnels, les délais prévus par la loi n° 48-1469, du 22 septembre 1948, pour faire valoir leurs droits au bénéfice du cumul d'une pension pour accident professionnel et d'une pension de retraite de la Caisse de retraites des marins, n° 9977. — Le 3 mars 1955, une proposition de loi tendant à préciser le statut des coopératives d'administrations publiques et d'entreprises nationalisées et privées, n° 10370. — Le 31 mars 1955, une proposition

de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour abaisser le coût des transports par fer des produits agricoles destinés à l'exportation, n° 10584. — Le 24 mai 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux marins de commerce et de pêche, classés dans les 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e et 8^e catégories, la liquidation de leur pension sur la base du salaire annuel forfaitaire, correspondant à la catégorie immédiatement supérieure, n° 10817. — Le 24 mai 1955, une proposition de loi tendant à améliorer la situation faite aux veuves de marins par la loi n° 48-1469 du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, n° 10818. — Le 24 mai 1955, une proposition de loi tendant à compléter certaines dispositions de la loi n° 48-1469 du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, n° 10819. — Le 28 juin 1955, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret n° 55-679 du 20 mai 1955 relatif au statut des coopératives de consommation, n° 11038. Le 21 octobre 1955, une proposition de loi tendant à instaurer le scrutin d'arrondissement uninominal à un tour pour l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, n° 11670.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Elgar Faure) [20 janvier 1952] (*J.O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Lucien Lambert relative aux inondations dans le Sud-Est [25 janvier 1952] (p. 381) ; — de M. Demusois relative au transport par « Air Algérie » de travailleurs algériens [25 janvier 1952] (p. 382) ; — de M. Guérard relative au prix du bois [25 janvier 1952] (p. 382, 383) ; — de M. de Mousabert relative au chômage dans l'industrie de la sandale [25 janvier 1952] (p. 383) ; — de M. Bichet sur les restrictions de crédit [25 janvier 1952] (p. 384). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux variations du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Sa demande de suspension de séance* [5 février 1952] (p. 442) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Sa demande de suspension de séance* [9 avril 1952] (p. 2046, 2047) ; *Suite du débat* (p. 2047). —

Répond à une question de M. Jean Cayeux relative à la protection de la région parisienne contre les inondations [8 février 1952] (p. 552). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : *Sa demande de retarder la séance de l'après-midi* [13 février 1952] (p. 691) ; — le règlement de l'ordre du jour : *Sa demande de suspension de séance* [16 février 1952] (p. 724). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J.O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Joseph Denais relative à la ratification de la convention franco-canadienne tendant à éviter la double taxation du revenu [14 mars 1952] (p. 1312) ; — de M. Bartolini relative à la péréquation des retraites d'anciens ouvriers de l'Etat [14 mars 1952] (p. 1312) ; — de M. Jean Nocher relative à l'attitude d'un préfet à l'égard d'un député [21 mars 1952] (p. 1424). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Validation des élections de la Guadeloupe, débat sur l'échelle mobile* [25 mars 1952] (p. 1470). — Répond à une question : de M. Billat relative à l'imposition des sociétés dissoutes [28 mars 1952] (p. 1622) ; — de M. Joseph Denais relative à la situation de la femme mariée au regard des significations faites au mari [28 mars 1952] (p. 1622, 1623) ; — de M. Depreux relative à l'argent de poche des pensionnaires des hospices de la Seine [28 mars 1952] (p. 1623) ; — de M. Couinaud relative aux vignettes justifiant le paiement de la taxe unique sur la viande [28 mars 1952] (p. 1625) ; — de M. André Mercier relative à la grève du personnel hôtelier de Monaco [28 mars 1952] (p. 1626, 1627) ; — de M. Viatte relative au retrait du permis de conduire [28 mars 1952] (p. 1627, 1628). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du projet sur l'élection des conseillers de la République représentant les Français de Tunisie* [1^{er} avril 1952] (p. 1683) ; — sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur le transfert des entreprises de presse : *Application de l'arrêt annulant le transfert des biens de presse* [11 avril 1952] (p. 2227, 2228). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum inter-

professionnel garanti : *Sa demande de renvoi du débat* [29 mai 1952] (p. 2565) ; *Demande de suspension de séance* [3 juin 1952] (p. 2611) ; — d'une proposition de loi relative à la célébration du centenaire de la création de la Médaille militaire : *Discussion générale (Ses observations sur l'octroi d'un crédit de 10 millions)* [5 juin 1952] (p. 2636). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : *Date du débat sur l'amnistie* [24 juin 1952] (p. 3156) ; *Vote du texte accepté par le Gouvernement pour l'échelle mobile des salaires* [1^{er} juillet 1952] (p. 3370). — Répond à une question : de M. Cagne relative à l'arrêté d'expulsion frappant un habitant de Givors [4 juillet 1952] (p. 3536) ; — de M. Soustelle relative aux communiqués de presse [4 juillet 1952] (p. 3537). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur l'application à l'Algérie de la loi sur la dévolution des biens de presse* [8 juillet 1952] (p. 3656) ; *Amdement de M. Minjoz tendant à discuter le rapport Coutant sur la convocation de la Commission supérieure des conventions collectives* [9 octobre 1952] (p. 4156) ; *Observations de M. Quilici sur la position de la France à l'O. N. U. au sujet de la Tunisie* (p. 4157) ; *Hommage du Gouvernement à M. Heuillard* [21 octobre 1952] (p. 4266) ; *Discussion du rapport sur la sécurité sociale dans les mines* [28 octobre 1952] (p. 4519). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Etat B, Chap. 4101 : *Amdement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'agence France-Presse (Vote du statut de l'A. F. P.)* [31 octobre 1952] (p. 4657, 4658) ; RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 010 : *Amdement de Mme Lefebvre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des bons (Fonctionnement de la taxe radiophonique pour les vieux travailleurs)* [15 novembre 1952] (p. 5208, 5209) ; Chap. 1040 : *Amdement de Mme Degrand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions artistiques (Statut du personnel artistique)* (p. 5210) ; Chap. 1050 : *Amdement de M. Cagne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions artistiques (Parité des salaires entre les musiciens de province et de Paris)* (p. 5210) ; Chap. 1060 : *Amdement de M. Cagne tendant à réduire de*

1.000 francs les crédits pour les speakers (p. 5211); Chap. 1070: Amendement de M. Cagne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Émission de M. Sainderichain) (p. 5212); Amendement de Mme Degron tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Objectivité du journal parlé) (p. 5212, 5213); Chap. 1080: Amendement de M. Grenier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Voix de l'Amérique) (p. 5214, 5215); Chap. 3030: Demande de rétablissement des crédits pour le matériel des émissions d'information (Manque d'objectivité de la radio et du journal parlé) (p. 5216 et suiv.); Chap. 3060: Amendement de Mme Degron tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les droits d'auteur (Calcul du pourcentage des droits d'auteur) (p. 5219, 5220); Chap. 6030: Demande de rétablissement des crédits pour les participations outre-mer (Radio-Rabat) (p. 5220); Chap. 6040: Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour recouvrement de la taxe radiophonique (Enquêtes de police pour le recouvrement) (p. 5220, 5221); Chap. 6080: Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1 million les crédits pour l'équipement (Émetteur d'Issoudun) (p. 5221); Art. 1^{er}: Émissions pour l'étranger (p. 5222). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: Discussion du projet supprimant la Haute Cour de justice [4 novembre 1952] (p. 4713, 4714). — Répond à une question: de M. Jean Cayeux relative aux évasions du centre psychiatrique de Villejuif [14 novembre 1952] (p. 5123, 5124); — de Mme François relative à la vente du matériel de la S.N.C.A.C. à Fourchambault [14 novembre 1952] (p. 5124, 5125); — de M. Jean-Michel Flandin relative aux émissions radiophoniques dans la région de Clermont-Ferrand [14 novembre 1952] (p. 5125, 5126). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: Débat sur l'amnésie [18 novembre 1952] (p. 5341); Débat sur l'amnésie [26 novembre 1952] (p. 5700, 5701); Débats sur: l'Indochine, le budget 1953, la majoration des prestations familiales (p. 5701, 5702, 5703); Prorogation des baux commerciaux [9 décembre 1952] (p. 6080); Majoration des prestations familiales [16 décembre 1952] (p. 6481). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (Cabinet

Pinay [22 décembre 1952] (p. 7030). — Cesse d'expédier les affaires courantes [8 janvier 1953] (J. O. du 8 janvier 1953, p. 307).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion: du projet de loi portant fixation du tarif des droits de douane d'importation, en qualité de Rapporteur: Approbation des tarifs et de la nomenclature établie le 1^{er} janvier 1948 [21 juillet 1953] (p. 3630, 3631); Oppose la question préalable (Intervention du Parlement dans le conflit judiciaire entre importateurs de biens d'équipement et douanes, pouvoir du Gouvernement de modifier les tarifs par décret) (p. 3632, 3634); Art. 1^{er}: Amendement de M. Catroux tendant à rembourser aux importateurs de biens d'équipement les droits perçus (p. 3640); Amendement de M. Maurice Grimaud tendant à exonérer les biens d'équipement importés en vertu de licences accordées avant octobre (p. 3641); Art. 4: Amendement de M. Rocket tendant à faire fixer par le Parlement les tarifs douaniers pour les produits agricoles (p. 3643); Art. 9: Rectification d'une erreur matérielle (p. 3645); de ce projet de loi en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur: Exonération des droits de douane sur les laminaires importés entre le 17 octobre 1948 et le 31 décembre 1952, pouvoirs respectifs du législatif et de l'exécutif en matière de tarifs douaniers [6 avril 1954] (p. 1799); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 22: Contrainte par corps [9 avril 1954] (p. 1995); — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée (Art. 4: Texte modificatif de l'article 37 du règlement): Motifs de l'opposition à un vote sans débat, délai nécessaire au dépôt des amendements [25 mai 1954] (p. 2689); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier: Son article additionnel (Détaxation de certains produits, à base de soufre et de sulfate de cuivre, nécessaires à l'agriculture) [6 juillet 1954] (p. 3213); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954, en qualité de Rapporteur: Surcompensation, allocation de la mère au foyer [29 juillet 1954] (p. 3716, 3717); Demande de disjonction de M. Patinaud [30 juillet 1954] (p. 3752); Article additionnel de M. Lambert (Taux des cotisations des exploitants agricoles en 1954) (p. 3754); Déroulement du débat (p. 3756); Seconde délibération du projet (p. 3758); Art. 3:

Principe de la surcompensation générale des régimes et financement du budget par les avances du Trésor (p. 3759); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur : *Surcompensation entre les différents régimes des prestations familiales, la baisse de 15 0/0 des prix du matériel agricole* [13 août 1954] (p. 4187); — d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Supériorité des Accords sur la C.E.D., maintien de la souveraineté de la France et participation un jour, « à égalité », à la « conférence décisive qui partagera les zones d'influence »; Fatalité du réarmement allemand « depuis 1948 », extension désirable à l'O. T. A. N. des bases de l'Organisation de Bruxelles; Automacrité juridique de l'assistance en cas d'agression, « équitable répartition » des effectifs terrestres entre tous les alliés* [12 octobre 1954] (p. 4672, 4673); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Le problème du Fezzan, les négociations avec l'Etat Libyen et nos alliés anglo-saxons)* [4 février 1955] (p. 753, 754); — du projet de loi portant fixation du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956, Art. 10 : *Son amendement (Suppression de la restriction autorisant l'augmentation des cotisations)* [20 juillet 1955] (p. 3972, 3973); *le retire* (p. 3975); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, Art. 25 bis : *Demande de disjonction de M. Maurellet (Fabrique de cartouches de chasse de Sevran)* [23 juillet 1955] (p. 4198, 4199); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 25 bis : *Amendement de M. Mélayet (Monopole des poudres et fabrique de cartouches de chasse de Sevran)* [4 août 1955] (p. 4611). — Dépose une demande d'interpellation sur la nécessité du vote dans le courant du mois de novembre de la réforme profonde de la Constitution [25 octobre 1955] (p. 5246). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Bruyneel (Scrutin d'arrondissement uninominal à un tour)* [30 octobre 1955] (p. 5393, 5394); *Observations sur les autres systèmes* (ibid.). = S'excuse de son absence [3 novembre 1954] (p. 4689). = Obtient un congé [3 novembre 1954] (p. 4689).

MARIE (M. André), Député de la Seine-Inférieure [1^{re} circonscription] (R.R.S.).

Ministre de l'Education Nationale.

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

Ministre de l'Education Nationale.

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Ministre de l'Education Nationale.

(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953,

Ministre de l'Education Nationale.

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953,

Ministre de l'Education Nationale.

(Cabinet LANIET)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [26 juillet 1951] (p. 6078). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de l'Education nationale [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 2 avril 1952, un projet de loi relatif au bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles, **n° 3160**. — Le 9 avril 1952, un projet de loi tendant à la réorganisation des services des œuvres en faveur des étudiants, **n° 3262**. — Le 9 avril 1952, un projet de loi portant ouverture de crédit pour la commémoration du V^e centenaire de la naissance de Léonard de Vinci, **n° 3264**. — Le 18 juin 1952, un projet de loi relatif au développement de l'enseignement du français en Alsace et en Lorraine, **n° 3713**. — Le 27 juin 1952, un projet de loi portant affectation de ressources nouvelles à la

restauration et à la conservation du domaine national de Versailles, n° 3882. — Le 11 juillet 1952, un projet de loi fixant un délai pour la revendication de certains biens mobiliers enlevés par l'ennemi ou sous son contrôle et récupérés hors de France par l'autorité française, n° 4180. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi autorisant la cession d'un terrain domanial à la société anonyme d'habitations à loyer modéré de l'Université de Toulouse, n° 4305. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi portant transfert d'autorisations de programme, n° 4330. — Le 21 octobre 1952, un projet de loi portant ouverture d'autorisation de programme (plan de construction et d'équipement de locaux scolaires et universitaires), n° 4428 (modifié et complété). — Le 22 octobre 1953, un projet de loi modifiant la loi du 20 mars 1929, fixant la représentation du cadre local d'Alsace et de Lorraine au Conseil académique, n° 6958. — Le 26 novembre 1953, un projet de loi réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, n° 7311. — Le 9 février 1954, un projet de loi modifiant la loi du 19 avril 1898 sur l'exercice de la pharmacie, n° 7682. — Le 2 mars 1954, un projet de loi tendant à compléter la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, n° 7924. — Le 23 mars 1954, un projet de loi portant introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, de la législation relative aux monuments historiques, aux fouilles archéologiques et à la protection des monuments naturels et des sites, à la publicité par panneaux-réclame, par affiches et aux enseignes, n° 8123. — Le 4 mai 1954, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'enseignement technique, n° 8368. — Le 9 juin 1954, un projet de loi sur la propriété littéraire et artistique, n° 8612. — Le 5 août 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 80 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n° 11460. — Le 20 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 40086) de Mme de Lipkowski, tendant à inviter le Gouvernement à créer à Paris un musée de la Résistance, de la Libération et de la Déportation, n° 11664.

Interventions :

Est nommé *Ministre de l'Éducation nationale* (Cabinet Plevin) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951; EDUCATION NATIONALE (Subventions à l'enseignement libre) : *Question préalable opposée par M. Depreux* [28 août 1951] (p. 6541); *Question préalable opposée par M. Rincant* [31 août 1951] (p. 6697); *Question préalable opposée par M. Pierrard* (p. 6703); *Question préalable opposée par M. Cogniot* (p. 6719) : *Discussion générale (Observations sur les lycées parisiens et l'insuffisance des locaux scolaires)* (p. 6737, 6739); *Observations sur les bourses aux élèves des écoles libres, subventions pour la construction d'écoles* [1^{er} septembre 1951] (p. 6764, 6765, 6766, 6767, 6768, 6769, 6770); *Contre-projet de M. Gabriel Paul tendant à équiper l'enseignement public et à accorder des bourses aux élèves des établissements publics* (p. 6778, 6779); Art. 1^{er} : *Demande de disjonction de l'article créant pour 850 millions de bourses nationales, présentée par M. Marcel David* [3 septembre 1951] (p. 6781); *Amendement de M. David tendant à limiter aux élèves des écoles publiques les bourses ainsi créées* (p. 6782); *Amendement de Mme Lempereur tendant à limiter les bourses aux établissements d'enseignement du 2^e degré* (p. 6783); *Amendement de M. René Schmitt tendant à supprimer le deuxième alinéa mentionnant les écoles privées* (p. 6785, 6786); *Amendement de Mme Lempereur tendant à réserver aux élèves des écoles publiques les nouvelles bourses* (p. 6787, 6788); *Amendement de Mme Lempereur tendant à accorder les bourses par priorité aux élèves reçus aux concours des bourses* (p. 6788); *Sous-amendement de Mlle Marzin tendant à n'accorder que des secours d'études aux élèves des écoles libres* (p. 6793, 6794); *Motion incidente de M. Gautier demandant la fixation à 23.600 fr. du salaire minimum garanti* (p. 6794, 6795); *Amendement de M. Doutrillot tendant à exiger des professeurs du second degré une licence d'enseignement* (p. 6816); *Amendement de M. Naegelen tendant à obliger tous les boursiers à subir un examen de passage* (p. 6817); *Amendement de M. Deixonne relatif au cumul*

possible des bourses nationales et départementales (p. 6818) ; Art 3 : Amendement de M. Tourné tendant à achever par priorité les constructions commencées (p. 6819, 6820) ; Art. 4 : Amendement de M. Bissol tendant à réserver 50 nouveaux instituteurs pour les départements d'outre-mer [4 septembre 1951] (p. 6834) ; Art. 5 : Amendement de M. Audeguil tendant à maintenir les crédits pour les théâtres et salles de concerts de province (p. 6836) ; Article additionnel : Amendement de Mme Lempereur tendant à prévoir l'avis du Conseil supérieur de l'éducation nationale sur l'utilisation des crédits (p. 6837, 6838) ; Sous-amendement de M. Pierrard tendant à limiter à l'article premier de la loi le contrôle du Conseil supérieur de l'éducation nationale (p. 6838) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : Amendements de MM. Giovoni, Gaborit, Deixonne, tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le contrôle pédagogique des établissements subventionnés [21 septembre 1951] (p. 7563, 7564) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : Motion incidente de M. Pierrard tendant à suspendre le débat, puisque le Conseil de la République juge inconstitutionnelles les bourses aux élèves des écoles libres [6 septembre 1951] (p. 6973) ; Discussion générale (Observations sur l'attitude du Gouvernement envers le projet) (p. 7005) ; Art. 1^{er} : Sa demande de suspension de séance [7 septembre 1951] (p. 7039) ; Sa demande de renvoi du débat au lendemain (p. 7046, 7047). — Répond à une question de M. Deixonne relative aux épreuves du baccalauréat [14 décembre 1951] (p. 9201, 9202). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; EDUCATION NATIONALE : Motion préjudicielle de M. Giovoni demandant l'allocation d'études aux étudiants [18 décembre 1951] (p. 9269) ; Chap. 1000 : Amendements tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Politique du Ministère de l'Education nationale) (p. 9274 et suiv.) ; Chap. 1010 : Amendement de M. Pierrard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Heures supplémentaires des chauffeurs) (p. 9277) ; Chap. 1030 : Demande de disjonction des chapitres relatifs aux professeurs d'université, présentée par M. Viatte (Revalorisation

des traitements des professeurs d'université) (p. 9278 et suiv.) ; Amendements tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection académique (Inspection académique) (p. 9295, 9296) ; Chap. 1040 : Amendement de M. Vals tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection générale (Chefs des services académiques de la jeunesse et des sports) (p. 9296) ; Chap. 1050 : Demande de disjonction du chapitre relatif aux professeurs d'université (Insuffisance de leur nombre) (p. 9297) ; Amendements tendant à réduire de 1.000 francs les crédits aux professeurs d'université (Création de postes de professeurs et création de nouvelles facultés de médecine) (p. 9299, 9300) ; Chap. 1060 : Amendement de M. Giovoni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités au personnel de l'enseignement supérieur (Taux des heures supplémentaires) (p. 9300) ; Chap. 1070 : Demandes de disjonction du chapitre relatif aux écoles normales supérieures présentées par MM. Deixonne et Giovoni (Ecole de la rue d'Ulm) (p. 9301) ; Amendement de Mlle Dienzsch tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales supérieures (Traitement des élèves des écoles normales supérieures) (p. 9303, 9304) ; Chap. 1110 : Amendement de Mlle Marzin tendant à disjoindre le chapitre relatif aux professeurs de l'enseignement secondaire (Constructions de lycées) (p. 9305) ; Chap. 1110 : Amendement de M. Billères tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des lycées et collèges (Situation des agrégés) [19 décembre 1951] (p. 9366, 9367) ; Chap. 1120 : Amendement de M. Raingeard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités aux professeurs de l'enseignement secondaire (Lycée de Guyane) (p. 9369, 9370) ; Chap. 1130 : Amendement de M. Furaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales primaires (Circulaires de M. Gossot, inspecteur d'académie de Charente) (p. 9371, 9372) ; Chap. 1140 : Amendement de M. Rinceut tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités au personnel des écoles normales primaires (Indemnité du 1.16^e aux normaliens) (p. 9373) ; Suite du débat en séance de nuit (p. 9374) ; Chap. 1150 : Demandes de disjonction du chapitre relatif aux écoles primaires (Création de postes) (p. 9392, 9393) ; Amendement de M. Mordon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles pri-

mairies (Statut scolaire de l'Alsace-Lorraine) (p. 9401 et suiv.); Chap. 1160 : Amendement de Mlle Dienesch tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les indemnités des professeurs des écoles primaires (Formation professionnelle) (p. 9406) ; Chap. 1170 : Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les classes de perfectionnement (Statut des cours de perfectionnement) (p. 9407, 9408) ; Chap. 1140 : Amendement de M. Rincent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bibliothécaires des bibliothèques de France (Reclassement du personnel) (p. 9417) ; Chap. 1160 : Amendement de M. Marty tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'architecture (Ecoles primaires de la Seine) (p. 9419) ; Amendement de M. Cayeux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'architecture (Constructions dans la région parisienne) (p. 9420) ; Demandes de disjonction du chapitre relatif au personnel médical de l'hygiène scolaire, présentées par M. Cayeux et Mme Poinso-Chapuis (Adjoints d'hygiène scolaire) (p. 9421) ; Demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif au personnel médical de l'hygiène scolaire, présentée par M. Schmittlein (Réorganisation de l'hygiène scolaire) (p. 9422, 9423) ; Chap. 3040 : Amendement de M. Boutavant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel automobile (Renouvellement des bibliobus) (p. 9424) ; Chap. 3050 : Amendement de M. Flandin tendant à réduire les crédits de 1.000 francs pour les remboursements à diverses administrations (Journaux scolaires) (p. 9425) ; Chap. 3060 : Amendement de M. Gioconi tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les relations avec l'étranger (Français de base) (p. 9425) ; Chap. 3070 : Amendement de Mme Lempereur tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les relations avec l'étranger (Retraites des professeurs français à l'étranger) (p. 9426) ; Chap. 3080 : Amendement de M. Soustelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des écoles normales supérieures (Matériel de laboratoire de la rue d'Ulm) (p. 9426) ; Chap. 3120 : Amendement de M. Prêlot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la formation pédagogique des professeurs du 2^e degré (Plan de liquidation) (p. 9427) ; Chap. 3330 : Demandes de disjonction du chapitre relatif aux élèves professeurs de l'enseignement présentées par M. M. Signor.

Rincent et Mazier (Traitement des élèves instituteurs) (p. 9432) ; Chap. 3470 : Amendement de M. Schmittlein tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bibliothèques de France (Insuffisance des achats) (p. 9434, 9435) ; Chap. 3510 : Amendement de M. Schmittlein tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bâtiments des archives de France (Achats de documents) (p. 9436) ; Chap. 4020 : Amendement de M. Billères tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses nationales (p. 9440) ; Chap. 4030 : Demande de disjonction du chapitre relatif aux exonérations de droits pour les étudiants, présentée par M. Doutrillot (p. 9441, 9442) ; Amendement de Mlle Dienesch tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les exonérations de droits pour les étudiants (Bourses aux étudiants) (p. 9443) ; Chap. 4040 : Amendement de M. Doutrillot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales en faveur des étudiants (Union nationale des étudiants) (p. 9443, 9444) ; Chap. 4050 : Amendement de M. Michaud tendant à réduire de 2 millions les crédits pour les écoles d'enfants inadaptés (Enfants aveugles) (p. 9444, 9445) ; Chap. 5000 : Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre national de la recherche scientifique (Commission du Plan) (p. 9446) ; Chap. 5010 : Amendement de M. Gioconi tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les relations universitaires avec l'étranger (Université européenne de Strasbourg) (p. 9447) ; Chap. 5040 : Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut de France (Insuffisance des prix de l'Institut) (p. 9447) ; Chap. 5090 : Amendement de Mme Lempereur tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres complémentaires de l'école (Enseignement ménager agricole) (p. 9447) ; Chap. 5330 : Demandes de disjonction du chapitre relatif à l'activité théâtrale et musicale, présentées par M. M. Simonnet et Audeguil (Théâtres de province) (p. 9453, 9454) ; Chap. 5380 : Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'École d'anthropologie (Sociétés locales) (p. 9454) ; Art. 4 : Disjonction de l'article (p. 9456) ; Explications de vote sur l'ensemble (p. 9457) ; Justice, Chap. 3080 : Amendement de Mme Rabaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services pénitentiaires (Enfance délin-

quante) [21 décembre 1951] (p. 9526); Chap. 6010 : *Amendement de M. Gautier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les tribunaux des pensions (Lenteur des jugements)* (p. 9527); ÉDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 1150 : *Écoles primaires élémentaires (Titre des directeurs d'écoles)* [30 décembre 1951] (p. 10230); Chap. 4040 : *Sa demande de reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les œuvres sociales en faveur des étudiants* (p. 10230); Chap. 5330 : *Activités théâtrales (Théâtres de province)* (p. 10230, 10231). — Répond à une question de M. Lucien Lambert relative aux houillères nationalisées de Fuveau [21 décembre 1951] (p. 9505). — Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 1^{er}, Etat A, ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 8000 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements du 2^e degré (Constructions scolaires)* [26 décembre 1951] (p. 9881, 9882); Chap. 901 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour acquisitions de lycées et collèges (Insuffisance des crédits)* (p. 9885); Chap. 9350 : *Amendement de M. Gioconi tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour acquisitions de l'enseignement supérieur (Insuffisance des crédits)* (p. 9887). — Donne sa démission de *Ministre de l'Éducation nationale* (Cabinet R. Plevin) [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre de l'Éducation nationale* [20 janvier 1952] (Cabinet Ed. Faure) (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Pierrard relative aux conditions d'attribution de bourses supplémentaires [8 février 1952] (p. 554); — de M. Pierrard relative au décret d'application de la loi du 28 septembre 1951 [8 février 1952] (p. 554, 555). — Donne sa démission de *Ministre de l'Éducation Nationale* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Ministre de l'Éducation Nationale* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Pierre Souquès relative à la préparation aux jeux olympiques [14 mars 1952] (p. 1310); — de M. Pierrard relative à la note n° 2608 de la Direction générale des Impôts, favorisant l'enseignement confessionnel [21 mars 1952] (p. 1425); — de

M. Rouxom relative à la fixation de la date des vacances scolaires [28 mars 1952] (p. 1624). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur le personnel remplaçant de l'enseignement du 1^{er} degré : *Sa demande de renvoi à la suite* [11 avril 1952] (p. 2212 et suiv.). — Répond à une question de M. Minjoz relative aux programmes de l'enseignement du second degré [20 juin 1952] (p. 3082). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents : *Discussion du projet relatif à la construction d'écoles maternelles en Alsace* [24 juin 1952] (p. 3156). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'enseignement du français en Alsace-Lorraine : *Rappel au règlement de M. Patinaud (Sa demande de renvoi du débat)* [1^{er} juillet 1952] (p. 3371); *Discussion générale* (p. 3383, 3384); Article additionnel : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à introduire l'enseignement de l'allemand dans les écoles primaires d'Alsace-Lorraine* (p. 3385); — du projet de loi portant transfert d'autorisations de programme : *Discussion générale (Ses observations sur le plan de constructions scolaires établi en 1952)* [10 octobre 1952] (p. 4220 et suiv.); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 : ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : *motion préjudicielle de M. Deixonne tendant au retrait de l'article 6 accordant des bourses aux élèves de l'enseignement supérieur libre* [7 novembre 1952] (p. 4822); Etat A, Chap. 3141 : *réorganisation du bureau universitaire* (p. 4836) ÉDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 3101 : *Formalités d'octroi de bourses* (p. 4851); *Amendement de M. Muller tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Reclassement hiérarchisé du personnel)* (p. 4865); *Amendement de M. Raingard tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration centrale (Insuffisance des constructions scolaires)* (p. 4867, 4868); *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale (Maintien du poste de directeur des Arts et Lettres)* (p. 4868); Chap. 3111 : *Création d'une Faculté de médecine à Rennes ou à Nantes* (p. 4869); *Création d'une faculté de Droit à Clermont-Ferrand* (p. 4870); *Création d'une faculté de Droit à Dakar* (p. 4870); *Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les professeurs d'Universités (Créations de postes*

à Bordeaux) (p. 4870, 4871); Amendement de M. Flandin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les professeurs d'Universités (Professeurs du 2^me degré allant dans les Universités) (p. 4871); Amendement de M. Prelot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Universités (réforme des Facultés de Droit et des programmes) (p. 4871, 4872); Amendement de M. Prelot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Universités (Créations d'assistants dans les Facultés de Droit) (p. 4872); Chap. 3112 : Amendement de M. Gioveni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités aux professeurs de l'enseignement supérieur (heures supplémentaires) (p. 4872); Amendement de M. Prelot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités aux professeurs de l'enseignement supérieur (Directeurs des Instituts de Sciences politiques) (p. 4872); Chap. 3113 : Amendement de M. Soustelle tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les écoles normales supérieures (Traitements des normaliens de la rue d'Ulm) (p. 4873); Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales supérieures (Revendications des normaliens) (p. 4874); Chap. 3116 : Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel technique des universités (Laboratoires des facultés) (p. 4875); Chap. 3121 : Demande de renvoi du chapitre relatif aux lycées et collèges (Insuffisance du nombre des classes), présentée par M. Boutavant (p. 4875, 4876); Amendement de M. Boutavant tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les lycées et les collèges (Créations de postes de professeurs) (p. 4876); Amendement de M. Boutavant tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les lycées et collèges (Dames secrétaires de lycées) (p. 4877); Amendement de M. Flandin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les lycées et collèges (Dames secrétaires de lycées) (p. 4877); Amendement de M. Flandin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les lycées et collèges (recrutement d'un plus grand nombre d'agrégés) (p. 4878); Chap. 3121 : Amendement de M. Flandin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les lycées et collèges (Indemnités de doctorat) (p. 4878, 4879); Amendement de M. Gaumont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les lycées et collèges (manque de professeurs aux Antilles et en Guyane) (p. 4879); Chap. 3122 :

amendement de M. Boutavant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les lycées et collèges (Heures supplémentaires des professeurs) [8 novembre 1952] (p. 4902, 4903); Chap. 3131 : Demande de rétablissement des crédits pour les écoles normales primaires (p. 4903, 4904); Chap. 3134 : Ecoles primaires élémentaires (Instituteurs des houvillères) (p. 4905); Demande de renvoi à la commission du chapitre relatif aux écoles primaires, présentée par M. Boutavant (Créations de postes) (p. 4906); Révision de la carte scolaire, problème de la concentration des écoles primaires dans les campagnes, avancement des instituteurs, cas des détachés, cours spéciaux du département de la Seine (p. 4911 et suiv.); demande de rétablissement des crédits pour les écoles primaires élémentaires (Instituteurs détachés aux inspections académiques) (p. 4914 et suiv.); Chap. 3153 : Amendement de M. Schmittlein tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités du personnel de l'enseignement primaire (Indemnités aux correcteurs d'examens) (p. 4957); Amendement de M. Tournaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités du personnel de l'enseignement primaire (Enseignement agricole post scolaire) (p. 4958, 4959); Chap. 3137 : Amendement de Mme Grappe tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles nationales de perfectionnement (Enfance inadaptée) (p. 4959); Chap. 3161 : Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bibliothèques (revendications des gardiens et magasiniers) (p. 4959); Chap. 3165 : Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Archives de France (Statut du personnel) (p. 4959); Chap. 3194 : Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités résidentielles (Indemnité spéciale aux postes deshértés) (p. 4960); Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités résidentielles (Indemnité de résidence des normaliens) (p. 4960); Demande de rétablissement des crédits pour les indemnités résidentielles (p. 4960); Chap. 3192 : Amendement de Mme Grappe tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration académique (Inspecteurs primaires) (p. 4960); Chap. 3195 : Demande de disjonction du chapitre relatif à l'hygiène scolaire, présentée par Mme Grappe (rétablissement de la direction médicale) (p. 4961, 4962); Amen-

dement de M. Schmittlein tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Hygiène scolaire (Contrôle médical scolaire) (p. 4963 et suiv.); Chap. 3391 : Amendement de M. Pierrard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prestations obligatoires (Instituteurs des houillères) (p. 4965); Chap. 3392 : Amendement de M. Tournaud tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les prestations facultatives (Sociétés de secours mutuels) (p. 4966); Chap. 3403 : Amendement de M. Giovani tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les relations avec l'étranger (Etude du basic french) (p. 4966); Chap. 3423 : Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bibliothèques des lycées (Insuffisance des crédits) (p. 4966); Chap. 3431 : Demande de rétablissement des crédits pour remboursement de frais de mission (Frais de voyage Outre-mer) (p. 4966, 4967); Chap. 3432 : Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des écoles primaires (Insuffisances techniques) (p. 4967); Chap. 3491 : Amendement de M. Boutavant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour loyers et réquisitions (Loyers des centres d'apprentissage) (p. 4967); Chap. 3496 : Amendement de M. Guérard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursements (Bulletin officiel de l'Éducation nationale) (p. 4968); Chap. 3497 : Amendement de M. Signor et de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les élèves professeurs de l'enseignement (Recrutement de 1.000 élèves maîtres supplémentaires, trousseau des normaliens, augmentation de la bourse d'entretien, indemnité de vacances des élèves maîtres) (p. 4969); Chap. 3601 : Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre national de la recherche scientifique (Recrutement des stagiaires) (p. 4970); Coordination des services du C.N.R.S. (p. 4971); Chap. 3611 : Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des universités (Salles de travaux pratiques de la Sorbonne) (p. 4971); Demande de rétablissement des crédits pour l'entretien des universités (p. 4972); Chap. 3612 : Demande de rétablissement des crédits pour le Palais de la découverte et la Fondation Thiers (p. 4972); Chap. 3613 : Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les fondations de l'Institut

(entretien du Muséum) (p. 4972); Chap. 3661 : Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Bibliothèques (Sorbonne et Sainte-Genève) (p. 4973), Chap. 4301 : Documentation et orientation scolaire (p. 4973); Chap. 4303 : Amendement de M. Plandin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les relations universitaires avec l'étranger (Subvention à l'association Guillaume Budé) (p. 4974); Chap. 4311 : Demande de réserver le chapitre relatif aux bourses pour l'enseignement supérieur (p. 4974); Chap. 4611 : Demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif aux œuvres sociales des étudiants, présentée par Mlle Marzin (Restaurants universitaires) (p. 4976); BEAUX-ARTS, Chap. 3582 : Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les palais nationaux (Château de Versailles) (p. 4980); Art. 6 : Demandes de disjonction de l'article octroyant des bourses aux élèves de l'enseignement supérieur privé présentées par MM. Pierrard et Deixonne (p. 4992, 4993); Amendement de M. Pierrard tendant à n'accorder de bourses qu'aux étudiants inscrits dans une faculté d'État (p. 4994); explications de vote sur l'article (Classe préparatoires aux grandes écoles) (p. 4996); État B, Chap. 4392 : Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les prêts d'honneur (Insuffisance des bourses) (p. 4997, 4998); Article additionnel : Amendement de M. Gosset relatif aux logements de fonctionnaires occupés par des membres des corps enseignants (p. 4998). — Répond à une question : de M. André-François Mercier, relative aux cours d'enseignement postsecondaire agricole [7 novembre 1952] (p. 4834, 4835); — de M. Signor, relative aux Français émigrés au Canada [14 novembre 1952] (p. 5122, 5123); — de M. Guérard relative à l'évacuation de locaux commerciaux dans le troisième arrondissement de Paris [14 novembre 1952] (p. 5124). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur la situation des élèves maîtres ayant échoué au baccalauréat [18 novembre 1952] (p. 5337 et suiv.). — Répond à une question de M. Cayeux, relative aux textes des sujets d'examen [5 décembre 1952] (p. 5997). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 32 : Majoration à 1.300 francs par trimestre de l'allocation-éducation aux élèves des enseignements libre et public [15 décembre 1952]

(p. 6433); *Demande de disjonction de l'article portant la majoration de l'allocation-éducation à 1.300 francs par trimestre* (p. 6434); *Amendement de M. Le Couatier tendant à affecter les crédits de l'allocation scolaire à la revalorisation des pensions des victimes de guerre* (p. 6441); *Amendement de M. Chassaigne tendant à prélever sur le compte spécial les frais de gestion des caisses départementales* [19 décembre 1952] (p. 6610); Art. 2 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des théâtres privés de Paris (Insuffisance des crédits)* (p. 6611); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953, ÉDUCATION NATIONALE : *Plan d'équipement scolaire dit « plan Le Gorgeu »* [20 décembre 1952] (p. 6803 et suiv.); *Suite du débat* (p. 6811, 6812); *Enseignement de l'allemand en Alsace-Lorraine* [21 décembre 1952] (p. 6921, 6922); Chap. 5620 : *Amendement de M. Boutavant tendant à renvoyer le chapitre relatif à l'équipement des lycées et collèges (Encombrement des lycées)* (p. 6923); Chap. 5672 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les Musées nationaux (Aménagement du Louvre)* (p. 6924); INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS PAR L'ÉTAT, Chap. 6610 : *Amendement de M. Soustelle tendant à renvoyer le chapitre relatif à la subvention au Centre national de la recherche scientifique (Insuffisance du plan de recherches)* (p. 6925 et suiv.); Chap. 6613 : *Construction de la nouvelle faculté des sciences de Paris* (p. 6927); Chap. 6630 : *Écoles primaires pour l'enfance inadaptée* (p. 6927, 6928); Chap. 6690 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'équipement social (Cantines scolaires et universitaires)* (p. 6930); Art. 11 quater : *Demande de disjonction de l'article affectant les fonds de Caisses départementales scolaires aux constructions scolaires* (p. 6932 et suiv.); Art. 12 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à supprimer l'article prévoyant la subvention pour les centres d'apprentissage rural* (p. 6936). — Donne sa démission de *Ministre de l'Éducation nationale* (Cabinet A. Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7530). — Est nommé *Ministre de l'Éducation nationale* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Repond à une question de M. Boutbien relative au concours d'agrégation près des facultés

de médecine [23 janvier 1953] (p. 194 et suiv.); — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; ÉDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-13 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les écoles normales supérieures (Normaliens qui ont échoué à l'agrégation)* [30 janvier 1953] (p. 704) ; Chap. 31-21 : *Amendement de Mlle Marzin tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les lycées et collèges (Indemnité de doctorat, retraite des surveillants généraux)* (p. 704, 705) ; Chap. 34-97 : *Amendement de M. Boutavant tendant à rétablir le chiffre du Conseil de la République pour les élèves professeurs de l'enseignement (Elèves maîtres des écoles normales)* (p. 708) ; — du projet de loi portant ratification de décrets, ouverture et annulation de crédits pour 1952 (aide à la Yougoslavie) ; Etat B, ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 40-20 : *Bourses nationales (Annulation de 10 0/0 des crédits des bourses)* [5 février 1953] (p. 925) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République ; Art. 52 : *Amendement de M. Triboulet relatif au mode de rémunération des architectes* [5 février 1953] (p. 958) ; Art. 11 bis : *Plan quinquennal de constructions et d'équipement scolaires* (p. 961) ; Art. 11 ter : *Subventions aux collectivités limitées à quatre millions par classe construite* (p. 962, 963) ; *Amendement de M. Marcel David tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'utilisation des fonds des Caisses départementales scolaires pour la réparation des écoles publiques* (p. 964 et suiv.); — des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Ses observations sur la situation inchangée en ce qui concerne l'académie d'Alger* [6 mars 1953] (p. 1653) ; *Le baccalauréat aura lieu à Montpellier à la même époque que dans les autres académies* (p. 1657, 1662) ; *Discussion générale (Observations sur la date des examens)* (p. 1674, 1675) ; *Opinion publique favorable à la réforme étudiée depuis 1950, le régime des examens, la note de M. Lapie sur ce problème, la réussite de l'expérience dans les académies de Rennes et Nancy, le problème de la date des examens, l'avis du Conseil supérieur de l'Éducation nationale, la réaction du corps enseignant, l'étalement des vacances et des*

congés payés, l'exception de Montpellier, l'intérêt des enfants : question primordiale (p. 1677 et suiv.) ; Discussion générale (Observations sur les suggestions de la Commission) [12 mars 1953] (p. 1838) ; Ordre du jour de Mme Lempereur demandant qu'exceptionnellement les vacances scolaires s'étendent du 1^{er} juillet au 30 septembre (p. 1839 et suiv.). — Répond à une question de M. Gaillemin relative aux consultations externes des hôpitaux [6 mars 1953] (p. 1669). — Donne sa démission de *Ministre de l'Éducation nationale* (Cabinet R. Mayer) [27 mai 1953] (p. 2846). — Est désigné comme *Président du Conseil* [18 juin 1953] (p. 3070) ; et demande la convocation de l'Assemblée Nationale pour le 18 juin 1953 (p. 3070). — Prend part au débat sur sa demande d'investiture : *Son programme de Gouvernement* (Ses observations sur la longueur de la crise et l'urgence d'une solution de conciliation ; le déficit budgétaire et le recours à la Banque de France, la nécessité d'une révision d'ensemble des charges civiles, militaires et indo-chinoises ; la stagnation de l'économie nationale et l'effort nécessaire en matière d'investissements, de reconstruction et d'exportation ainsi que dans l'agriculture et les entreprises nationalisées ; le vote de textes sur les ententes professionnelles, l'arbitrage obligatoire et la sécurité sociale, la réforme constitutionnelle et l'application de l'article 13 de la Constitution et des articles 69 et 70 de la loi de finances du 7 février 1953 (Approbation tacite), l'Union française à promouvoir ; la conférence des Bermudes et l'alliance intangible avec les États-Unis et la Grande-Bretagne ; la Communauté européenne ajournée jusqu'aux élections allemandes, l'armistice en Corée et la consécration de l'indépendance accordée aux États d'Indochine, l'évolution nécessaire de la Tunisie et du Maroc) [18 juin 1953] (p. 3070 et suiv.) ; Sa réponse aux orateurs : Contre une investiture de lassitude ; pour l'Union nationale (Ses observations sur la question sociale, les problèmes agricoles, l'Union française ; le déficit budgétaire et le montant des avances de la Banque, l'expansion économique et la solution des investissements ; la Conférence des Bermudes et la position française d'une égale répartition des sacrifices entre Alliés ; les chances d'une conférence à quatre, l'Europe et les textes à voter à cet égard ; sans la pression de la dissolution éventuelle ; sur la dissolution) (p. 3095 et suiv.) ; L'investiture lui est refusée

(p. 3103) ; — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770). — Est nommé *Ministre de l'Éducation nationale* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Répond à une question de Mme Prin, relative au contrôle médical dans l'enseignement du premier degré [17 juillet 1953] (p. 3579, 3580). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la réforme de l'enseignement : *Proposition de discuter de ces interpellations le 23 juillet* [21 juillet 1953] (p. 3665, 3666). — Prend part à la discussion des interpellations concernant la réforme projetée de l'enseignement secondaire : *Discussion générale : volonté du Gouvernement de ne pas statuer, en tout état de cause, sans avoir entendu la volonté de l'Assemblée* [23 juillet 1953] (p. 3836) ; *Égale durée de « l'enseignement court » et même diplôme final, dans les établissements du second degré et dans les cours complémentaires* (p. 3838) ; *Crédits supplémentaires accordés à l'enseignement technique en vertu du « Plan scolaire » quinquennal* (p. 3839) ; *Sa circulaire du 6 octobre 1952 sur la liberté laissée aux professeurs dans le choix des méthodes d'enseignement* (p. 3842) ; *Ses hésitations devant le projet d'une agrégation des lettres modernes* (p. 3843) ; *Défense des tests d'orientation, sauf pour l'enseignement secondaire* (p. 3844) ; *maintien du titre IV du projet* (p. 3845) ; *Urgence d'aboutir à un texte, mise au point en cours de vacances, avec accord de l'Assemblée, sur la base du projet actuel* (p. 3852) ; *Projet attendu et préparé de longue date, procédure de consultation réglée par la loi de 1946, avis favorable de chacun des trois Conseils et du Conseil supérieur de l'Éducation Nationale ; Principe de l'orientation continue ; Consécration et renforcement — par l'adjonction de langues vivantes — des cours complémentaires, devenant l'agent de recrutement principal du Secondaire comme du technique ; Coordination harmonieuse et démocratique des trois enseignements ; revalorisation du secondaire par la distinction après la troisième, entre cycles long et court, assurant une meilleure préparation aux emplois ; défense de la procédure par décrets, précédents historiques ; engagement de soumettre prochainement au Parlement un projet de réforme d'ensemble ; urgence de procéder par décrets sur les points déjà acquis* (p. 3857, 3851) ; *Se rallie à l'ordre*

du jour de la Commission, engagement de présenter d'urgence un projet de loi, « et de ne rien signer d'ici là » (p. 3863). — Répond à une question de MM Bauxom et Guéard concernant le calcul des indemnités des personnels de différents établissements d'enseignement : *Les décrets récents pris en l'occurrence constituent déjà par rapport à la situation antérieure, d'incontestables avantages; Nouvelles améliorations possibles* [23 octobre 1953] (p. 4535); — de Mme Sportisse concernant les conditions de l'examen d'entrée en sixième en Algérie, à la dernière session de juin [23 octobre 1953] (p. 4535, 4536); — de M. Deixonne concernant le régime disciplinaire dans les établissements scolaires [23 octobre 1953] (p. 4536). — Prend part : à la discussion d'interpellations sur la discrimination en matière de recrutement administratif : *Discussion générale (Cas de MM. Barbaron, Vacher et Lefebvre exclus du C.N.R.S. pour des raisons techniques et non politiques, le statut du C.N.R.S. et l'opinion du directoire technique)* [13 novembre 1953] (p. 5068, 5069); — au débat sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Thamier sur les menaces de grève dans l'Éducation Nationale : *Sa demande de renvoi à la suite* [3 novembre 1953] (p. 4766); *La justice (mise en tutelle prétendue de l'Université, déclassement de la fonction enseignante, insuffisance des crédits de l'éducation Nationale)* [3 novembre 1953] (p. 4768, 4769). — Répond à une question : de M. Sibué relative aux fonctionnaires du Ministère de l'Éducation Nationale chargés d'un emploi supérieur à leur grade [13 novembre 1953] (p. 5053, 5054); — de M. P. König relative à la titularisation de certains membres de l'enseignement technique [20 novembre 1953] (p. 5347). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Renvoi du budget de l'Éducation Nationale* [27 novembre 1953] (p. 5638). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), ÉDUCATION NATIONALE : *Demande de suspension de séance, présentée par M. Billères* [30 novembre 1953] (p. 5670); *Discussion générale (Hygiène scolaire, normaliens tuberculeux)* (p. 5677, 5678); *Motion préjudicielle de M. Billères tendant à surseoir au débat en attendant le dépôt de lettres rectificatives octroyant de nouveaux crédits* (p. 5680 et suiv.); *Motion préjudicielle de M. Schmittlein tendant à surseoir en débat jusqu'au dépôt d'une*

nouvelle lettre rectificative (Insuffisance des créations de postes, déclassement du personnel enseignant) [14 décembre 1953] (p. 6800 et suiv.). — du projet de loi concernant le bureau universitaire de statistique et de documentation scolaire et professionnelle : *Discussion générale (Historique et missions du bureau universitaire de statistique, licenciement de Mme Scherer)* [9 février 1954] (p. 119, 120); Art. 1^{er} : *Amendement de Mme Lempereur (Coordination entre le bureau universitaire de statistique et le Ministère du Travail et de la Sécurité sociale)* [4 mars 1954] (p. 651); Art. 2 : *Amendement de Mme Lempereur (Le B.U.S. n'est pas un organisme d'orientation professionnelle ou de placement)* (p. 652); Art. 7 : *Amendement de M. Simonnet (Incidences financières de l'intégration du personnel du B.U.S. dans l'administration publique)* (p. 653). — Répond à une question : de M. Gabriel Paul, relative à la subvention à la Fédération sportive et gymnique du travail [12 février 1954] (p. 265); — de M. Deixonne relative à la titularisation de certaines institutrices [12 février 1954] (p. 265, 266); — de M. de Léotard relative aux grèves dans l'enseignement [12 février 1954] (p. 266). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réorganisation des œuvres en faveur des étudiants : *Sa demande de discussion immédiate* [4 mars 1954] (p. 654); *Discussion générale (Cas de M. Chatagnier, éducation nationale dans les T.O.M., règlement des bourses)* [6 avril 1954] (p. 1809, 1810); Art. 2 : *Amendement de M. Doutrillot (Appellation des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires)* (p. 1810); *Amendement de M. Barrot (Pouvoir des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires)* (p. 1811); Art. 3 : *Réduction du nombre de fonctionnaires représentant l'administration centrale au Centre national des œuvres universitaires et scolaires* (p. 1812); *Direction du Centre national des œuvres universitaires et scolaires* (p. 1814); *Sa demande de seconde délibération* [25 mai 1954] (p. 2695); *Nouveaux articles 2 et 3* [10 juin 1954] (p. 2893); Art. 3 : *Amendement de M. Doutrillot (Composition du centre national des œuvres universitaires; Nomination de l'administrateur délégué)* (p. 2894); Art. 6 : *Amendements de M. Doutrillot (Représentation des étudiants au Conseil d'administration des centres régionaux, leur désignation par l'association corporative la plus représentative)* (p. 2897); *Nom-*

nage à l'action des étudiants (p. 2898); - du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères en 1954; EDUCATION NATIONALE : Discussion générale (Amélioration de la fonction enseignante, création de postes, circulaire relative aux écoles maternelles, extension des listes d'admission à l'agrégation, titularisation des professeurs auxiliaires de l'enseignement technique, conditions de la dernière rentrée scolaire, travaux pratiques des étudiants en médecine, centre national de la recherche scientifique, problème des bourses, œuvres sociales en faveur des étudiants, budget d'équipement et de construction, plan Le Gorgeu) [30 mars 1954] (p. 1508 et suiv.); Crédits en vue de l'amélioration de la fonction enseignante [31 mars 1954] (p. 1535); Attribution de bourses (p. 1539); Son accord pour que les chapitres relatifs aux traitements du personnel soient reportés à la fin de la discussion (p. 1540); Etat A, Chap. 34-03 : Situation de l'école française de Bâle [1^{er} avril 1954] (p. 1568); Chap. 34-21 : Amélioration du remboursement des frais de voyage des étudiants enseignants (p. 1568, 1569); Chap. 34-31 : Enseignement de l'allemand et construction d'écoles maternelles en Alsace-Lorraine (p. 1571, 1572, 1573); Crédits consentis par la métropole en faveur de la scolarisation en Algérie (p. 1573, 1574); Chap. 34-32 : Chauffage des écoles normales (p. 1574); Chap. 34-33 : Situation de l'école nationale de perfectionnement de Crotenay (p. 1575); Chap. 34-97 : Invitation de l'ex-général nazi Karl-Diem, à l'école nationale d'éducation physique (p. 1576); Insuffisance des effectifs des écoles normales et situation des normaliens (p. 1577); Bourses des normaliens (p. 1577, 1578); Chap. 36-01 : Installation d'un accélérateur à l'école normale supérieure des sciences (p. 1578); Traitement des chefs de service technique du centre national de la recherche scientifique (p. 1579); Développement des sciences humaines au sein du centre national de la recherche scientifique (p. 1579, 1580); Nouvelle publication de l'encyclopédie, dictionnaire topographique (p. 1580); Chap. 57-80 : Reconstruction de la cité administrative de Saint-Lô (p. 1601); Chap. 36-11 : Mise en service de nouveaux locaux dans les facultés et les observatoires; Crédits destinés à l'Institut d'anesthésiologie de la faculté de médecine de Paris (p. 1602); Chap. 43-11 : Nombre et taux des bourses des étudiants, présalaire des étudiants (p. 1605); Chap. 43-21 : Modernisation

des internats (p. 1616, 1617); Chap. 43-31 : Insuffisance des crédits pour les œuvres complémentaires de l'école, patronages, cantines; Gestion des crédits de la loi Barangé (p. 1617 et suiv.); Chap. 42-32 : Rétablissement du crédit pour les bourses de trousseaux des enfants inadaptés (p. 1620); Cas des enfants de maritimers (ibid.); Chap. 43-91 : Insuffisance du nombre des bourses nationales, faiblesse de leur taux (p. 1621, 1622); Chap. 46-11 : Subventions aux restaurants universitaires et à la cité universitaire (p. 1623); Chap. 47-12 : Rétablissement de la dotation de ce chapitre, réforme hospitalière, Subventions de l'Etat pour les enseignements spéciaux (p. 1624); Chap. 47-91 : Augmentation des subventions aux centres médico-scolaires (p. 1624); Chap. 48-91 : Majoration de la gratification accompagnant la remise de la médaille d'argent des instituteurs (p. 1625); Etat B : Demande de disjonction de M. Deixonne relative à l'ensemble des chapitres concernant les constructions scolaires (Subventions aux aménagements de locaux, simplification des procédures administratives, crédits de paiement) (p. 1630 et suiv.); Chap. 56-10 : Interdépendance des facultés de médecine et des hôpitaux, cas de Marseille (p. 1633, 1634); Chap. 56-20 : Etablissements du second degré (Equipped, autorisations de programme) (p. 1635); Chap. 56-21 : Situation scolaire de la Guadeloupe, pénurie de professeurs, manque de centres d'apprentissage; Situation scolaire de la Corse (p. 1635, 1636); Chap. 56-25 : Lycées d'altitude, établissements climatiques d'Arcachon et d'Argelès-Gazost (p. 1636); Chap. 66-10 : Insuffisance des crédits d'équipement prévus pour le centre national de la recherche scientifique (p. 1637); Chap. 66-13 : Subventions d'équipement aux universités et établissements d'enseignement supérieur (p. 1637); Chap. 66-25 : Subventions d'équipement aux établissements du second degré n'appartenant pas à l'Etat (Plan quinquennal) (p. 1638); Chap. 66-30 : Retard apporté dans les constructions scolaires; Utilisation des prototypes et baisse généralisée des constructions scolaires (p. 1639); Chap. 66-35 : Constructions scolaires dans les départements d'outre-mer (p. 1640); Chap. 66-90 : Constructions de restaurants et de cités universitaires (p. 1640, 1641); Art. 6 : Statut des écoles du premier degré avec internat, réservées aux enfants de maritimers (p. 1642); Art. 10 : Prise en charge par l'Etat

des traitements et indemnités des personnels enseignant, technique et administratif, des écoles préparatoires et des écoles de plein exercice de médecine et de pharmacie (p. 1642); Art. 11 : Transformation en facultés mixtes de médecine et de pharmacie des écoles de plein exercice de Clermont-Ferrand, Nantes et Rennes (p. 1643); Art. 13 : Création d'un centre national d'éducation de plein air (p. 1643, 1644); Article additionnel de M. de Baudry d'Asson (Ramassage des élèves par cars) (p. 1647 et suiv.); Article additionnel de M. Rincant (Abrogation du décret du 5 septembre 1953 sur l'organisation du groupement et du transport des élèves des écoles primaires; Essai de ramassage des élèves des cours complémentaires) (p. 1650); Articles additionnels de M.M. Savale et Schmittlein (Rétablissement par décret des crédits proposés par le Gouvernement au profit des chapitres relatifs aux bourses, à la recherche scientifique et à l'amélioration de la fonction enseignante) (p. 1650, 1651); Article additionnel de M. Schmittlein; Sous-amendement de M. Deixonne (Rétablissement par décret des abattements de crédits qui résultent de la lettre rectificative n° 7112; lui oppose l'article premier de la loi de finances) (p. 1653); Article additionnel de Mme Lempereur (Régularisation et stabilisation de la situation des instituteurs exerçant à l'administration centrale du Ministère de l'Éducation nationale les fonctions de réducteurs; lui oppose l'article 48 du règlement) (p. 1654); Article additionnel de M. Savale (Prise en charge par le département de la Seine des réparations de l'immeuble de l'école Decroly) (p. 1654); Etat A, Chap. 34-41 : Facilités de voyage pour les associations de jeunesse (p. 1666); Problème de la jeunesse française, « jeux de l'Union française, intensification de l'équipement sportif » (p. 1667, 1668); Suppression du Secrétariat d'Etat à l'enseignement technique (p. 1669, 1670); Chap. 34-51 : Billets collectifs (p. 1671); Création de postes de professeurs d'éducation physique (p. 1671); Concours de pronostics (p. 1672); Réalisations en faveur de la jeunesse (p. 1673); Chap. 34-53 : Contrôle médical des combats de boxe (p. 1674); Chap. 34-51 : Statut du personnel de l'orientation professionnelle (p. 1675); Chap. 36-41 : Institut d'orientation professionnelle de la rue Gay-Lussac (p. 1675, 1676); Chap. 36-42 : Entretien des centres d'apprentissage (p. 1676); Fermeture de l'école normale d'apprentissage de Strasbourg (p. 1677); Nationalisation des

collèges techniques (p. 1677); Chap. 36-46 : Brevet professionnel de couture (p. 1678); Chap. 43-41 : Bourses d'apprentissage (p. 1678); Chap. 43-52 : Attribution des subventions (p. 1679); Chap. 43-53 : Réduction accordée pour les billets collectifs (p. 1679, 1680); Chap. 47-51 : Contrôle des colonies de vacances, accident de Mlle Doublet (p. 1681); Participation des caisses d'allocations familiales aux colonies de vacances; Création d'un fonds national des colonies de vacances (p. 1682); Etat B, Chap. 56-40 : Projets d'écoles d'enseignement technique (p. 1683); Agrandissement du Conservatoire des Arts et Métiers (p. 1683); Situation des dames vérificatrices des thermomètres médicaux (p. 1683); Chap. 56-42 : Projets de centres d'apprentissage (p. 1683); Chap. 56-45 : Collèges techniques du département de la Seine (p. 1684); Chap. 56-50 : Application du décret instituant l'éducation physique obligatoire, la cité sportive de Bullier (p. 1684, 1685); Chap. 57-80 : Reconstruction de la cité administrative de Saint-Lô (p. 1696, 1697); Cinquième lettre rectificative, amélioration de la fonction enseignante (p. 1697, 1698); Etat A, Chap. 35-81 : Entretien des monuments historiques (p. 1698); Chap. 43-11 : Bourses aux étudiants (p. 1698); Chap. 43-21 : Aide aux internats, tarifs des pensions (p. 1699); Chap. 43-32 : Ecoles nationales de perfectionnement (p. 1699); Bourses de trousseaux des enfants des marins (p. 1699); Chap. 43-93 : Bourses de voyage (p. 1699); Chap. 46-11 : Subvention aux restaurants universitaires (p. 1699); Etat B, Chap. 66-90 : Crédits affectés aux cantines universitaires (p. 1700); Etat A, Chap. 31-01 : Détachement des instituteurs (p. 1701); Enseignement de l'allemand dans les écoles primaires d'Alsace (p. 1701); Décret du 26 septembre 1953, indépendance de l'Université vis-à-vis du préfet (p. 1703); Situation de l'enseignement dans les territoires d'outre-mer (p. 1704); Chap. 31-03 : Statut du personnel du compte d'achats du matériel des établissements relevant de l'éducation nationale (p. 1705); Chap. 31-11 : Création de postes dans l'enseignement supérieur (p. 1705); Enseignement supérieur du russe, de l'arabe et des sciences nucléaires, du malgache (p. 1705); Chap. 31-15 : Heures supplémentaires demandées par l'école nationale supérieure de la rue d'Ulm (p. 1706); Chap. 31-16 : Situation des garçons de salles de la faculté de médecine (p. 1706); Chap. 31-21 : Statut des agents des

lycées (p. 1707) ; *Insuffisance des postes d'agrégés et de certifiés créés pour le second degré* (p. 1707) ; *Dames secrétaires, agrégés de philosophie* (p. 1707, 1708) ; *Indemnité de doctorat* (p. 1709) ; Chap. 31-31 : *Insuffisance du nombre de professeurs des écoles normales primaires* (p. 1710) ; Chap. 31-32 : *Indemnité de sujétion des professeurs d'écoles normales* (p. 1710) ; Chap. 31-34 : *Notation du personnel dans le département de Meurthe-et-Moselle, activités post-scolaires* (p. 1710, 1711) ; *Création de postes de l'enseignement primaire, personnel remplaçant, personnel désirant bénéficier de la loi Roustan* (p. 1712) ; *Postes itinérants agricoles* (p. 1713) ; *Situation des instituteurs publics anciens ouvriers des houillères* (p. 1714) ; *Cours complémentaires, cumul des indemnités de cours complémentaires et de cours post-scolaires agricoles* (p. 1714, 1715) ; Chap. 31-44 : *Répétiteurs de l'enseignement technique, statut du personnel médico-social* (p. 1715) ; Chap. 31-45 : *Revendications de directeurs de centres d'enseignement technique* (1716) ; Chap. 31-51 : *Titularisation des ingénieurs du service technique de l'équipement de la direction de la jeunesse et des sports* (p. 1716) ; Chap. 31-61 : *Création d'emplois de magasiniers et de bibliothécaires slavissants* (p. 1716) ; *Situation des agents de bibliothèques* (p. 1717) ; Chap. 31-91 : *Création de postes d'auxiliaires temporaires gérant l'allocation scolaire* (p. 1717) ; Chap. 31-93 : *Indemnités de déplacement des recteurs ; Situation des inspecteurs généraux* (p. 1718) ; Chap. 31-95 : *Visites de dépistage, création de postes d'assistantes sociales* (p. 1718) ; Chap. 31-96 : *Réparation au déclassement de la fonction enseignante selon les conclusions de la commission Detton* (p. 1721) ; *Efforts que représente ce budget* (p. 1724) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 31-96 : *Amélioration de la situation de la fonction enseignante* [9 avril 1954] (p. 2037) ; Chap. 43-02 : *Expéditions scientifiques et expéditions polaires* (p. 2038) ; Chap. 43-31 : *Amendement de M. Viatte (Subvention à l'association Le Monde Bilingue)* (p. 2039) ; — d'une proposition de loi relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 : *Exprime les excuses du Gouvernement à l'Assemblée pour son retard* [1^{er} avril 1954] (p. 1560) ; *Discussion générale (Desir du Gouvernement de faire du 8 mai un jour férié)* (p. 1562, 1563). — Répond à une question : de M. Guérard relative à la situation matérielle

des étudiants de Paris [21 mai 1954] (p. 2628, 2629) ; — de M. Deixonne relative à la situation des fonctionnaires techniques du centre national de la recherche scientifique [21 mai 1954] (p. 2630, 2631). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour d'une proposition de loi relative à la caisse nationale des lettres [10 juin 1954] (p. 2898). — Donne sa démission de *Ministre de l'Education nationale* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954 ; p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J.O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

MARTEL (M. Henri), *Député du Nord* (3^e circonscription). (C.)

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5991). = Est nommé membre de la Commission de production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à augmenter de 20 0/0 les retraites servies par la Caisse autonome nationale des retraites minières et à accorder la réversibilité des deux tiers aux veuves de mineurs, **n° 130**. — Le 17 février 1951, une proposition de loi tendant à faire compter double les années de guerre, d'internement, de déportation et de captivité du fait de la guerre ou des circonstances politiques nées de celle-ci, pour le calcul de la retraite des ouvriers mineurs et similaires affiliés à la Caisse autonome nationale des retraites minières, **n° 147**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à accorder à certains ouvriers mineurs et similaires la pension de retraite s'ils ont trente années de service minier, sans condition d'âge, **n° 151**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 206 du décret du 27 novembre 1946 sur la sécurité sociale minière afin de permettre la réouverture des délais pour la présentation des demandes de validation des services aux travaux de reconstitution au regard de l'article 206 du décret du 27 novembre 1946, **n° 156**. — Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à assurer le paiement chaque mois

à échoir des retraites minières, n° 215. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à annuler l'arrêté du Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, en date du 3 octobre 1951, paru au *Journal officiel* des 15 et 16 octobre 1951, modifiant l'article 45 des statuts types des sociétés de secours minières, n° 1331. — Le 13 novembre 1951, une proposition de loi tendant à augmenter de 25 0/0 les retraites servies par la Caisse autonome nationale des retraites minières et à accorder la réversibilité des deux tiers aux veuves de mineurs, n° 1481. — Le 29 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 170 du décret du 27 novembre 1946, complété par la loi n° 50-919 du 9 août 1950, relatives aux pensions des mineurs, n° 1765. — Le 11 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à intervenir auprès des Charbonnages de France pour qu'un secours d'urgence d'au moins 5.000 francs par ouvrier soit attribué, dans la deuxième quinzaine de décembre, aux mineurs du puits Ledoux, groupe de Valenciennes, houillères nationales ; 2° à payer l'allocation de chômage à ces mineurs, n° 1956. — Le 10 décembre 1953, une proposition de loi tendant au paiement intégral aux mineurs et similaires, de la journée du 5 décembre 1953, chômée par décision des Charbonnages de France, et à l'application de la même mesure aux journées des 26 décembre 1953 et 2 janvier 1954, si elles sont chômées, n° 7437. — Le 22 mars 1955, une proposition de loi tendant à augmenter de 15 0/0 les retraites servies par la Caisse autonome nationale de Sécurité sociale dans les mines et à accorder la réversibilité des deux tiers aux veuves de mineurs, n° 10481.

Interventions :

Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente (*Augmentation des pensions des mineurs*) [31 août 1951] (p. 6709) ; — sur le procès-verbal de la séance précédente (*Application du statut des mineurs*) [18 septembre 1951] (p. 7402). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au service militaire des mineurs de fond : *discussion générale* [19 septembre 1951] (p. 7458) ; Article unique : *son amendement tendant à accorder des sursis d'appel aux mineurs de fond* (p. 7458) ; — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile

des salaires ; Article additionnel : *son amendement tendant à appliquer l'article 12 du statut du mineur* [20 septembre 1951] (p. 7523) ; — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *discussion générale (ses observations sur les dangers du pool franco-allemand pour l'économie française, le licenciement de mineurs, la concurrence écrasante de la Ruhr, le rapport de M. Audibert, président des Charbonnages de France)* [7 décembre 1951] (p. 8931 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'application de l'article 12 du statut du mineur, indexant le salaire des mineurs sur le salaire du métallurgiste parisien [12 avril 1952] (p. 2277) ; — sur le statut du personnel des mines [1^{er} mars 1955] (p. 902).

MARTEL (M. Louis), Député de la Haute-Savoie (M. R. P.).

Questeur de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [27 juillet 1951] (p. 6109). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 28 décembre 1951, une proposition de loi tendant à la création d'un statut légal pour les stations sanatoriales de cure pour tuberculose, n° 2265. — Le 25 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire surseoir par tous les moyens en son pouvoir à la vente de l'Hôtel de Paris qui doit avoir lieu à l'audience des criées le 27 février 1954, n° 7884. — Le 9 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur : 1° la proposition de loi de M. Jean-Michel Flandin et plusieurs de ses collègues (n° 7481) tendant à accorder aux industries touristiques les avantages dont bénéficient les exportateurs ; 2° la proposition de résolution de MM. Penoy et Elain (n° 6211) tendant à étendre à l'hôtellerie le bénéfice des avantages accordés aux industries exportatrices, n° 7987. — Le 15 novembre 1954, un avis au nom de la Commission des moyens

de communication et du tourisme sur : I. le projet de loi (n° 3227) relatif à la police de la circulation routière ; II. les propositions de loi : 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 2531) tendant à compléter la loi du 17 juillet 1908 établissant, en cas d'accident, la responsabilité des conducteurs de véhicules de tout ordre ; 2° de M. Gautier et plusieurs de ses collègues (n° 5401) tendant à abroger le décret n° 51-1049 du 29 août 1951 modifiant le décret du 20 août 1939 portant règlement général sur la police de la circulation et du roulage ; III. la proposition de résolution de M. Charret et plusieurs de ses collègues (n° 2438) tendant à inviter le Gouvernement à rendre légale et obligatoire la détermination biochimique du degré d'imprégnation alcoolique de l'accidenté et de la victime dans le cas où leur responsabilité paraîtrait engagée, n° 9464.

Interventions :

Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924). — Prend part à la discussion d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 ; Art. 2, Etat B, ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts pour l'équipement touristique (Thermalisme)* (p. 9983, 9984). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 31-01 : *Suppression du centre national de tourisme* [24 octobre 1952] (p. 3406, 3407) ; - du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 29 ter : *Demande de disjonction de l'article fixant à 14 0/0 des taxes sur les carburants le prélèvement pour le Fonds d'investissements routiers, présentée par M. Sibuc* [11 décembre 1952] (p. 6153, 6154). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954), TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 34-61 : *Direction générale du tourisme (Développement des stations thermales)* [12 décembre 1953] (p. 6579) ; Chap. 34-61 : *Direction générale du tourisme (Crédit thermal)* (p. 6582). — Est nommé *Questeur de l'Assemblée*

Nationale [13 janvier 1954] (p. 58). — Prend part à la discussion : d'une interpellation concernant la mise en vente de l'Hôtel de Paris [25 février 1954] (p. 511) ; *Intérêt touristique de l'Hôtel* (p. 513, 514) ; *Son ordre du jour tendant à surseoir à la vente de l'Hôtel de Paris* (p. 514) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955, Etat A, Chap. 34-01 : *Tourisme, thermalisme, ligne de chemin de fer Saint-Gingolph à Bellegarde par Evian-les-Bains et Thonon* [9 décembre 1954] (p. 5981) ; Etat A, Chap. 34-15 : *Son amendement tendant à insérer un nouveau chapitre « Etudes relatives au tunnel sous le Mont-Blanc »* [11 décembre 1954] (p. 6127, 6128, 6130) ; *le retire* (p. 6129). — Son rapport sur les élections dans le département du Finistère [24 mai 1955] (p. 2965). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement, Art. 1er : *Son amendement (Équipement touristique)* [25 mai 1955] (p. 3036, 3037) ; *le retire* (p. 3038).

MARTINAUD-DÉPLAT (M. Léon), *Député des Bouches-du-Rhône (3^e circonscription) (R.S.)*

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952.

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953.

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953.

Ministre de l'Intérieur

(Cabinet LASSERRE)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [6 juillet 1954] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1954] (**F. n° 5**) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [28 août 1954] (**F. n° 27**) ;

de la Commission de la justice et de législation [8 mars 1955] (F. n° 504).

Dépôts :

Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à la modification de l'article 8 de la loi de finances n° 51-598, du 24 mai 1951, relatif à l'amnistie fiscale, n° 593. — Le 27 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes des inondations du Rhône et de la Durance un crédit d'un milliard et à reporter à une date ultérieure l'échéance fiscale du 15 novembre 1951, n° 1703. — Le 12 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'article premier, paragraphe D, de la loi n° 51-714 du 7 juin 1951, relative au dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, n° 1965. — Le 16 février 1952, un projet de loi fixant les limites de l'arrondissement judiciaire de Châteaubriant, n° 2677. — Le 16 février 1952, un projet de loi modifiant l'article 198 du Code pénal, n° 2692. — Le 19 février 1952, un projet de loi relatif à la vente des immeubles de faible valeur dépendant des successions vacantes, n° 2709. — Le 19 février 1952, un projet de loi tendant à abroger l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, n° 2710. — Le 19 février 1952, un projet de loi modifiant l'article 5 du Code d'instruction criminelle, n° 2711. — Le 25 février 1952, une lettre rectificative au projet de loi (n° 1369) modifiant l'article 133 du Code pénal et autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale du 20 avril 1929 pour la répression du faux-monnayage, n° 2750. — Le 1^{er} avril 1952, un projet de loi tendant à compléter l'article 37 du Code pénal, n° 3112. — Le 1^{er} avril 1952, un projet de loi portant création d'une troisième justice de paix à Alger, n° 3116. — Le 1^{er} avril 1952, un projet de loi portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole, et relatif à des dispositions pénales et de procédure pénale devant assortir des décisions de l'Assemblée algérienne, n° 3118. — Le 1^{er} avril 1952, un projet de loi relatif aux actes de naissance des enfants abandonnés et des pupilles de l'Etat, n° 3119. — Le 1^{er} avril 1952, un projet de loi portant modification de la loi n° 47-1366 du 23 juillet 1947 modifiant l'orga-

nisation et la procédure de la Cour de cassation, n° 3127. — Le 1^{er} avril 1952, un projet de loi modifiant les articles 23, 24, 63, 69 et 526 du Code d'instruction criminelle, n° 3133. — Le 1^{er} avril 1952, un projet de loi modifiant les articles 25, 30 et 35 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, n° 3134. — Le 8 avril 1952, un projet de loi portant approbation d'une convention passée entre l'Etat et le département de la Moselle en vue de la cession à cette collectivité des anciens bâtiments du tribunal de Thionville, n° 3228. — Le 8 avril 1952, un projet de loi tendant à l'institution d'une caisse de retraite et de prévoyance pour les membres des mahakmas et les aouns de justices de paix d'Algérie, n° 3234. — Le 8 avril 1952, un projet de loi relatif à l'exécution des peines privatives de liberté, n° 3235. — Le 8 avril 1952, un projet de loi modifiant l'article 247 du Code pénal, n° 3236. — Le 20 mai 1952, un projet de loi abolissant la peine de la confiscation des biens à venir prévue à l'article 37 du Code pénal, n° 3351. — Le 20 mai 1952, un projet de loi modifiant l'article 260 du Code pénal, n° 3352. — Le 20 mai 1952, un projet de loi modifiant la loi du 27 mars 1883 portant organisation de la juridiction française en Tunisie et étendant à la Tunisie l'article 2 de l'ordonnance n° 45-2565 du 30 octobre 1945, n° 3360. — Le 20 mai 1952, un projet de loi relatif au recouvrement par voie de taxe des frais dus aux mahakmas d'Algérie, n° 3383. — Le 20 mai 1952, un projet de loi valant et rendant applicables à l'Algérie les articles 8 et 9 de la loi du 27 novembre 1943 portant création d'un service de police technique, n° 3385. — Le 20 mai 1952, un projet de loi relatif au mariage sans comparaison personnelle des militaires et marins des forces françaises de l'Organisation des Nations Unies participant aux opérations de Corée, n° 3386. — Le 20 mai 1952, un projet de loi modifiant le décret du 29 décembre 1890, qui institue des cadis spéciaux en Algérie, n° 3387. — Le 20 mai 1952, un projet de loi tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 5 du décret du 25 novembre 1919, relatif au maintien provisoire de certaines dispositions pénales actuellement en vigueur dans les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 3388. — Le 20 mai 1952, un projet de loi modifiant le décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions,

n° 3389. — Le 20 mai 1952, un projet de loi modifiant et complétant les articles 139, 140, 142, 143, 144, 260, 479, 480 et 481 du Code pénal, n° 3394. — Le 20 mai 1952, un projet de loi relatif à l'interdiction d'émission des billets ayant pour objet de remplacer la monnaie et modifiant les articles 136, 475, 476 et 477 du Code pénal, n° 3409. — Le 27 mai 1952, un projet de loi concernant les amendes de simple police, n° 3465. — Le 27 mai 1952, un projet de loi modifiant l'article 26 du Code pénal, n° 3473. — Le 12 juin 1952, un projet de loi relatif au fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature et à l'exercice de ses attributions, n° 3626. — Le 17 juin 1952, un projet de loi modifiant les articles 22 et 23 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, n° 3688. — Le 24 juin 1952, un projet de loi modifiant l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse, n° 3781. — Le 24 juin 1952, un projet de loi modifiant l'article 48 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, n° 3782. — Le 24 juin 1952, un projet de loi créant une caisse de retraite en faveur des officiers publics et ministériels d'Algérie, n° 3796. — Le 9 juillet 1952, un projet de loi complétant l'article 468 du Code pénal, n° 4049. — Le 9 juillet 1952, un projet de loi relatif au recrutement des suppléants rétribués de juges de paix d'Algérie, de Tunisie et du Maroc et au statut des juges de paix d'Algérie, n° 4050. — Le 11 juillet 1952, un projet de loi modifiant la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines, en vue de permettre la mise à l'épreuve de certains condamnés, n° 4150. — Le 11 juillet 1952, un projet de loi portant suppression de la Haute Cour de Justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, n° 4151. — Le 11 juillet 1952, un projet de loi relatif aux Conseils de prud'hommes en Algérie, n° 4152. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi relatif à l'enfance délinquante en Tunisie, n° 4288. — Le 7 octobre 1952, un projet de loi sanctionnant le non-usage du nom patronymique dans certains actes ou documents, n° 4289. — Le 24 octobre 1952, un projet de loi déclarant applicable aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion la législation métropolitaine en matière pénale et de procédure pénale intervenue entre la date de la promulgation de la loi du 19 mars 1946 et l'entrée

en vigueur de la Constitution du 27 octobre 1946, n° 4493. — Le 30 octobre 1952, un projet de loi relatif aux tribunaux de commerce en Algérie, n° 4561. — Le 30 octobre 1952, un projet de loi complétant l'article 640 du Code d'instruction criminelle, n° 4562. — Le 5 novembre 1952, un projet de loi tendant à modifier et à compléter les dispositions législatives relatives à la répression du trafic et de l'usage illicite des stupéfiants, n° 4603. — Le 4 décembre 1952, un projet de loi complétant l'article 8 de l'ordonnance du 19 octobre 1945, portant Code de la nationalité française, n° 4938. — Le 4 décembre 1952, un projet de loi modifiant l'article 15 de l'ordonnance du 23 novembre 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie, n° 4942. — Le 4 décembre 1952, un projet de loi relatif à la compétence et au fonctionnement de la Chambre de la Cour d'appel de Fort-de-France détachée à Cayenne et tendant à autoriser la délégation à ladite Chambre des conseillers de la Cour d'appel de Fort-de-France, n° 4965. — Le 19 décembre 1952, un projet de loi rendant obligatoire le branchement à l'égout dans les communes de l'agglomération chartraine, n° 5184. — Le 19 décembre 1952, un projet de loi complétant les articles 29 et 89 du Code d'instruction criminelle, les articles 23 et 52 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et les articles 32 et 60 du Code de justice militaire pour l'armée de mer, n° 5191. — Le 19 décembre 1952, un projet de loi complétant l'article 7 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant Code de la nationalité française, n° 5193. — Le 19 décembre 1952, un projet de loi portant application aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de certaines dispositions du Code de la nationalité française, n° 5194. — Le 13 mars 1953, un projet de loi abrogeant l'article 6 de la loi du 29 juillet 1949 complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration et l'ordonnance du 28 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale, n° 5867. — Le 27 mars 1953, un projet de loi portant création d'une troisième Justice de paix à Nice, n° 6081. — Le 12 mai 1953, un projet de loi relatif aux membres des Tribunaux de commerce, n° 6133. — Le 12 mai 1953, un projet de loi tendant à déterminer dans le département de la Guyane

certaines modalités d'application du Code de la nationalité française, n° 6134. — Le 12 mai 1953, un projet de loi permettant le relèvement de la forclusion encourue en ce qui concerne certaines déclarations de nationalité souscrites à titre provisoire, n° 6135. — Le 12 mai 1953, un projet de loi concernant le statut disciplinaire des greffiers titulaires de charge, n° 6136. — Le 12 mai 1953, un projet de loi portant création d'une troisième Chambre au Tribunal de première instance de Blida, n° 6159. — Le 14 novembre 1953, un projet de loi concernant le placement des capitaux de la dotation des associations reconnues d'utilité publique et régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 et du fonds de réserve des fondations reconnues d'utilité publique, n° 7177. — Le 2 décembre 1953, un projet de loi portant extension à l'Algérie de la loi du 3 avril 1942 prohibant la conclusion de pactes sur le règlement des indemnités dues aux victimes d'accidents, n° 7357. — Le 31 décembre 1953, un projet de loi fixant l'époque des élections pour la reconstitution du Conseil général de la Guadeloupe dissous par décret du 24 décembre 1953 et autorisant le Gouvernement à nommer une Commission départementale provisoire, n° 7596. — Le 6 janvier 1954, un projet de loi relatif au régime du dépôt légal en Algérie, n° 7602. — Le 14 janvier 1954, un projet de loi complétant la loi n° 52-1403 du 30 décembre 1952 édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les modalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie, n° 7617. — Le 9 février 1954, un projet de loi relatif à l'application dans les départements d'outre-mer de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la Nation pour le temps de guerre, n° 7713. — Le 25 février 1954, un projet de loi sur l'exécution des travaux géodésiques et topographiques en Algérie et la conservation des signaux, bornes et repères, n° 7872. — Le 29 mars 1954, un projet de loi autorisant la cession à l'Etat par la ville de Paris d'une parcelle du bois de Vincennes en vue de la construction d'un lycée de jeunes filles, n° 8181. — Le 6 avril 1954, un projet de loi relatif à la preuve du mariage contracté en Algérie suivant les règles du droit musulman, n° 8262. — Le 18 mai 1954, un projet de loi réglementant la colombophilie civile, n° 8469. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi tendant à

compléter l'article 52 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 spécifiant que les employeurs n'ayant pas acquitté les cotisations de Sécurité sociale sont personnellement responsables des prestations dues aux assurés, n° 9868. — Le 24 mai 1955, une proposition de loi tendant à abroger l'article 29 de la loi de finances n° 53-1308 du 31 décembre 1953 relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées, n° 10798. — Le 27 mai 1955, une proposition de loi ayant pour but de garantir l'appellation d'origine du « Foin du Crau », n° 10887.

Interventions :

Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la justice* (Cabinet Ed. Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Garde des Sceaux, Ministre de la justice* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Garde des Sceaux, Ministre de la justice* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers : *Discussion générale (Codification des lois antérieures sur ce sujet)* [10 avril 1952] (p. 2168); Art. 7 : *Amendement de M. Duveau tendant à étendre la loi aux rentiers viagers d'outre-mer* (p. 2170); Article additionnel : *Amendement de M. Estradère tendant à faire déposer un projet d'ensemble sur les rentes viagères avant le 15 juin 1952* (p. 2173). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur les attaques contre la Résistance : *Action de la Résistance, statistique des meurtres commis en 1944-1945* [11 avril 1952] (p. 2221 et suiv.). — Sa communication annonçant la mise en liberté de M. Jacques Duclos [2 juillet 1952] (p. 3417). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie : *Question préalable de M. Minjoz (Lettres reçues par M. Daniel Mayer)* [11 juillet 1952] (p. 3904); *Discussion générale (Ses observations sur le nombre des condamnés encore en prison)* [24 octobre 1952] (p. 4389); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bidault tendant à rendre hommage à la Résistance et à ne pas faire de l'amnistie une réhabilitation* [28 octobre 1952] (p. 4501, 4502); *Demande de vote par division de l'amendement de M. Bidault, présentée par M. Villon* (p. 4503); Titre 1^{er} :

Amendement de M. Tourné tendant à discuter d'abord des articles concernant les résistants [21 novembre 1952] (p. 5415); Art. 2 : Observations sur les 35.000 dossiers à examiner (p. 5595); Amendement de M. Grousseau tendant à tenir compte des mesures de grâce à intervenir (p. 5598); Sous-amendement de Mme Guérin tendant à supprimer la fin de l'article amnistiant les condamnés qui ont à faire moins de cinq ans de prison à dater du 1^{er} janvier 1952 (p. 5600); Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas amnistier les écrivains (5601, 5602); Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas accorder de grâce aux dénonciateurs (p. 5624); Art. 3 : Amendement de M. Isorri tendant à étendre l'amnistie aux condamnés pour collaboration économique à une peine de cinq ans de prison au maximum et à une amende de 500.000 francs (p. 5625); Art. 4 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas amnistier les mineurs coupables de meurtres, crimes et dénonciations (p. 5629); Art. 5 : Amendement de M. Lacaze tendant à amnistier les mutilés et invalides condamnés à des amendes n'excédant pas 500.000 francs (p. 5633); Art. 6 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas amnistier les décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille militaire, coupables de meurtres, crimes ou dénonciations (p. 5663, 5664); Art. 8 : Amendement de M. Colin tendant à amnistier les condamnés par la Haute-Cour de justice à l'expiration des peines encourues (p. 5671); Art. 9 : Amendement de M. Cherrier tendant à supprimer « sciemment » [27 novembre 1952] (p. 5772); Art. 10 : Effets de l'amnistie (p. 5777); Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à accorder le rapatriement des corps des soldats tués aux familles victimes de l'épuration (p. 5778); Art. 11 : Amendement de Mme Rabaté tendant à supprimer l'article relatif à l'interdiction de résidence (p. 5781); Art. 13 : Demande de disjonction de l'article relatif à la révision des jugements prononcés par la Haute-Cour de justice (p. 5782); Art. 16 : Suppression des inéligibilités [28 novembre 1952] (p. 5826); Art. 17 : Amendement de M. Tourné tendant à amnistier tous les faits commis par les membres de la Résistance (p. 5835 et suiv.); Amendement de M. Martinaud-Déplat tendant à supprimer « complètement » dans la qualification des actes étrangers à la Résistance (p. 5854); Amendement M. Lacaze tendant à amnistier tous les membres des organisations de Résistance et les

auteurs d'actes commis dans l'intérêt de la Résistance (p. 5854); Art. 18 : Amendement de M. Minjoz tendant à ne réparer les droits des tiers que dans le cadre des dommages de guerre (p. 5861); Titre V : Amendement de M. Camphin relatif au titre du chapitre amnistiant les faits commis au cours des grèves (p. 5863); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : Contre-projet de Mme Rabaté tendant à interdire la vente d'immeubles par appartement [7 octobre 1952] (p. 4076); Art. A : Institution d'un droit de préemption au profit des locataires d'appartements [9 octobre 1952] (p. 4163, 4164); Art. B : Amendement de M. Cayeux tendant à accorder des prêts du Crédit foncier aux locataires voulant exercer leur droit de retrait (p. 4166); Amendement de M. René Schmitt tendant à échelonner le paiement des droits de mutation pour les locataires exerçant leur droit de retrait (p. 4169); Art. 1^{er} : Amendement de M. Minjoz tendant à interdire le droit de reprise aux dévotés des grands invalides, vieillards de plus de 70 ans et malades infirmes (p. 4170); Amendement de M. Maurice Grimaud tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires mis à la retraite qui étaient logés par leur administration. [10 octobre 1952] (p. 4215, 4216). — Répond à une question de M. Gosnat au sujet des incidents causés par les militaires américains [24 octobre 1952] (p. 4400). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; JUSTICE; Etat A; Chap. 3101 : Amendements de MM. Minjoz et Grimaud tendant à réduire d'un million les crédits pour l'administration centrale (Collégialité dans les tribunaux et entretien des bâtiments) [24 octobre 1952] (p. 4446, 4447); ses observations sur la situation des greffiers des justices de paix (p. 4447, 4448); Chap. 3114 : Amendement de M. Denis tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les services judiciaires (Astreintes en matière d'expulsion) (p. 4450); Chap. 3121 : Services pénitentiaires (Détenus de Fresnes et de la Santé) (p. 4451); — du projet de loi portant suppression de la Haute-Cour de justice : Discussion générale (Suppression des juridiction d'exception, carence de la justice) [5 novembre 1952] (p. 4762 et suiv.). — Répond à une question : de M. Gautier relative à la garde des détenus à la maison d'arrêt de la Santé [21 novembre 1952] (p. 5412); — de M. Hau-

messe relative aux avantages concernant les anciens militaires français-musulmans d'Algérie [21 novembre 1952] (p. 5413). — Prend part à la discussion du projet de loi portant prorogation des baux commerciaux; Article additionnel: Amendement de M. Bénard relatif à l'exercice du droit de reprise dans les immeubles vétustes ou insalubres [19 décembre 1952] (p. 6607) — Répond à une question de Mme Duvernois relative aux incidents dans un groupe scolaire à Trappes [19 décembre 1952] (p. 6637, 6638). — Donne sa démission de Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (Cabinet A. Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Est nommé Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Discussion générale (Difficultés des Alsaciens pendant la guerre, le scandale de la loi du 15 septembre 1948 en contradiction avec les jugements de la Cour de Nuremberg, les conditions du vote de la loi de 1948, le procès de Bordeaux sur l'affaire d'Oradour)* [27 janvier 1953] (p. 468 et suiv.) ; Art. 1^{er} : Amendement de M. Massot tendant à abroger les articles 1 et 2 et à modifier l'article 3 de la loi du 15 septembre 1948 (p. 540, 541) ; Sous-amendement de M. Pflimlin relatif au cas du procès en cours à Bordeaux (p. 543, 544) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 20 : Suppression du paragraphe B (Code des délits et des peines du 3 brumaire An IX) [24 février 1953] (p. 1298) ; Amendement de M. Camphin tendant à amnistier les condamnés en vertu de la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques (p. 1299) ; Amendement de M. Dumas tendant à amnistier les grévistes condamnés en A. O. F. ou à Madagascar (p. 1301) ; Art. 22 : Amendement de M. Mignot tendant à ne pas annuler le droit de tiers à des dommages-intérêts (p. 1303) ; Art. 23 : Amendement de M. Mignot tendant à supprimer l'article concernant les arrêtés d'expulsion pris contre des ouvrier grévistes étrangers [26 février 1953] (p. 1360, 1361) ; Article additionnel : Amendement de M. D. Mayer tendant à insérer des articles nouveaux amnistiant les objecteurs de conscience (p. 1370, 1371) ; Amendement de M. Frédéric-Dupont

tendant à amnistier les faits commis par des anciens combattants ou résistants décorés (p. 1374) ; Art 26 : Amendement de M. Guislain tendant à amnistier les infractions à la législation sur les loteries (p. 1380) ; Article additionnel : Amendement de M. Minjoz tendant à amnistier les infractions à la loi portant retrait des billets de 5.000 francs (p. 1380) ; Amendement de M. Cristofol tendant à amnistier les sanctions administratives infligées à des fonctionnaires ayant participé aux grèves [27 février 1953] (p. 1424, 1425) ; Art. 27 : Amendement de M. Mignot tendant à amnistier les faits commis jusqu'au 1^{er} décembre 1952 (p. 1426) ; Amendement de M. Gautier tendant à amnistier les sanctions administratives prononcées contre des fonctionnaires (p. 1427) ; Art. 31 : Amendement de M. Mignot tendant à supprimer l'article prévoyant que l'amnistie ne comporte pas la réintégration dans l'ordre de la Légion d'honneur (p. 1433) ; Amendement de M. de Sesmaisons tendant à restituer leurs décorations aux anciens combattants amnistiés (p. 1433, 1434) ; Art. 27 : Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas excepter les manquements aux bonnes mœurs et à l'honneur (p. 1454) ; Nouvelle rédaction de l'article 27 relatif à l'amnistie des sanctions professionnelles (p. 1455) ; Art. 34 : Amendement de M. Tourné relatif au mode d'établissement de l'appartenance à une organisation de résistance (p. 1461, 1462) ; Amendement de M. Lacaze tendant à mettre en liberté provisoire les inculpés ayant prouvé être résistants (p. 1463) ; Art 35 : Amendement de M. Tourné relatif aux inculpés résistants ayant obtenu un avis favorable à l'application de l'amnistie de la commission départementale F. F. C. I. (p. 1466) ; Amendement de M. Tourné relatif au délai dont dispose la justice pour contester l'application de la loi et au délai imparti au requérant pour demander l'avis de la commission F. F. C. I. (p. 1467, 1468) ; Suite du débat (p. 1469) ; Art. 35 : Amendement de M. Tourné tendant à ce que les débats aient lieu en audience publique [5 mars 1953] (p. 1623, 1624) ; Article additionnel : Amendement de M. Tourné tendant à mettre en liberté provisoire les résistants auteurs d'une demande d'amnistie (p. 1625) ; Amendement de M. Frédéric-Dupont relatif aux droits des tiers en cas de préjudices causés par des résistants amnistiés [10 mars 1953] (p. 1724) ; Article additionnel : Amendement de M. Minjoz relatif

aux fonctionnaires victimes du Gouvernement de Vichy qui n'ont pas obtenu réparation des préjudices subis (p. 1741) ; Amendement de M. Minjoz tendant à maintenir en activité jusqu'à 73 ans les fonctionnaires évincés par le Gouvernement de Vichy (p. 1741) ; Art. 14 : Amendement de M. Mignot tendant à univier les faits visés par les ordonnances concernant l'épuration administrative (p. 1747) ; Art. 15 : Sous-amendement de M. Delbez tendant à ne réintégrer les fonctionnaires révoqués qu'en cas de vacances dans leur emploi (p. 1755) ; Amendement de M. Mignot relatif au délai ouvert pour le recours contentieux (p. 1757) ; Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir l'avis d'un jury d'honneur pour l'amnistie des hauts fonctionnaires du Gouvernement de Vichy (p. 1758) ; Art. 14 bis : Amendement de M. Meck tendant à étendre l'article aux agents et ouvriers des collectivités locales et établissements publics (p. 1759) ; Amendement de M. Tourné tendant à n'appliquer l'article que lorsque tous les anciens combattants toucheront la retraite du combattant (p. 1763) ; Article additionnel : Amendement de M. Grimaud tendant à rendre la plénitude des droits syndicaux à ceux qui en ont été privés (p. 1765) ; Amendement de M. Flaudin tendant à n'appliquer la loi que lorsque les dossiers des déportés et victimes de guerre auront été liquidés (p. 1767, 1768) ; Amendement de Mme de Lipkowski tendant à n'appliquer les articles 14 et 15 qu'après liquidation des droits des déportés résistants (p. 1770) ; Art. 32 : Amendement de M. Guérard tendant à ne prévoir aucune réintégration de plein droit (p. 1772) ; Amendement de M. Minjoz tendant à assimiler les préjudices causés par les résistants aux dommages de guerre (p. 1775) ; Article additionnel : Amendement de M. Lacaze tendant à permettre de rectifier les faux actes d'état civil établis pendant la guerre (p. 1776) ; Amendement de M. Durroux tendant à n'appliquer la loi qu'après la fin des enquêtes sur les crimes de collaboration (p. 1777). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur la recherche des enfants Finaly ; Report du débat au 24 mars 1953 [3 mars 1953] (p. 1546) ; Observations sur l'historique de la procédure engagée entre Mlle Brun et la famille Finaly, les responsabilités des prêtres incarcérés, la nécessité de ne pas troubler le cours de la justice ; sa demande de renvoi de l'interpellation

à la suite (p. 1547 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant suppression de la Haute-Cour de justice ; Art. 1^{er} : Amendement de M. Grousseau tendant à faire élire les membres de la Haute-Cour de justice par le Parlement [13 mars 1953] (p. 1873, 1874) ; — du projet de loi concernant les amendes de simple police : Discussion générale (Ses observations sur la majoration du taux des amendes) [13 mars 1953] (p. 1878) ; — du projet de loi relatif au contentieux administratif ; Art. 1^{er} : Encombrement du rôle du Conseil d'Etat, crise permanente du contentieux administratif, décentralisation nécessaire [17 mars 1953] (p. 1958, 1959 et suiv.) ; Article additionnel : Amendement de M. Wasmer tendant à créer des chambres des conflits auprès des tribunaux administratifs [26 mars 1953] (p. 2365) ; Art. 4 : Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à laisser au Gouvernement le soin de fixer le statut des nouveaux tribunaux administratifs (p. 2366) ; Art. 5 : Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à permettre aux parties d'agir elles-mêmes ou de se faire représenter par un avocat (p. 2369) ; Article additionnel : Amendement de M. Wasmer tendant à prélever les dépenses supplémentaires sur le produit du doublement des amendes de simple police (p. 2375, 2376) ; Art. 9 : Amendement de M. Mignot relatif au statut des magistrats du tribunal administratif (p. 2378, 2379) ; — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements, amendée par le Conseil de la République ; Art. A : Amendement de M. Cayeux tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale instituant un droit de retrait pour le locataire [24 mars 1953] (p. 2217, 2218) ; — d'une proposition de loi relative à la levée de l'immunité parlementaire : Discussion générale (Ses observations sur le changement éventuel de la qualification d'un délit par les tribunaux, les cas d'escroquerie pour chèque sans provision) [25 mars 1953] (p. 2330 et suiv.) ; Art. 1^{er} : Contre-projet de M. Droune tendant à limiter aux faits mentionnés la levée d'immunité parlementaire (p. 2334, 2335) ; Explications de vote sur l'ensemble (p. 2337). — Donne sa démission de Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [27 mai 1953, p. 2846]. — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (J. O. du 28 juin 1953, p. 5770). — Est nommé Ministre de l'Intérieur (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (J. O. du 28 juin 1953, p. 5770).

En cette qualité :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur les incidents du 14 juillet à Paris : *Sa demande de renvoi à la suite* [16 juillet 1953] (p. 3504); *Observations sur le déroulement du défilé du 14 juillet de la Bastille à la Nation, le dispositif du service d'ordre, la courte bagarre, le bilan des victimes, la situation des 300.000 Nord-Africains en France dont 130.000 à Paris* (p. 3511 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954, INTÉRIEUR : *Motion préjudicielle de M. Fontlupt-Esperaber tendant à surseoir au débat pour demander la majoration des subventions aux collectivités locales et à l'Algérie* [6 décembre 1953] (p. 6126, 6127); Etat A, Chap. 4153 : *Amendements de MM. Rabier et Camphin tendant à réduire de 1.000 francs les subventions aux populations algériennes (Logement des nord-africains en France, territoires du sud-algérien)* (p. 6135, 6136); *Date de la suite du débat* (p. 6137); Etat B, Chap. 5730 : *Protection civile (Insuffisance de l'équipement contre le danger aérien)* [9 décembre 1953] (p. 6343, 6344); Etat A : *Ordre de la discussion (discussion du titre III)* (p. 6345, 6346); Chap. 3101 : *Administration centrale (Mécontentement des Antilles depuis leur rattachement à la métropole et session du Conseil général de la Guadeloupe troublée par le Préfet)* (p. 6348); *Amendements de MM. Demusois, Dronne, Quinson, Rabier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Police marseillaise, colonies de vacances de la police, attitude des préfets de la Guadeloupe et de la Guyane, aménagement de ces deux départements, salaires des fonctionnaires des départements d'Outre-Mer, paiement des journées de grève des fonctionnaires communaux, réforme des lois d'Assistance, statut du Sahara et des chemins de fer algériens)* (p. 6365 et suiv.); Chap. 3102 : *Amendement de M. Schuff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités de l'administration centrale (Créations de cadres mécanographiques)* (p. 6369); Chap. 3111 : *Administration préfectorale et Conseils de préfecture (Mancures contre les syndicats indépendants de la Seine)* (p. 6370); *Amendement de M. Bricout tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale et les conseils de préfecture (Irégularités du classement territorial des préfectures et déclassement de celle de l'Alsace)* [10 décembre

1953] (p. 6379, 6380); Chap. 3113 : *Amendements de MM. Demusois, Quinson, Genton et Cristofol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des préfectures (Suppressions d'emplois, intégrations dans le cadre des préfectures)* (p. 6381); Chap. 3115 : *Amendement de M. Fontlupt-Esperaber tendant à réduire de 43.676.000 francs les crédits pour centres techniques interdépartementaux (Coût trop élevé de ces centres et inutilités de certains transports)* (p. 6381 et suiv.); Chap. 3141 : *Demande de disjonction du chapitre relatif à la Sûreté Nationale, présentée par M. Fontlupt-Esperaber (Écarts de traitements et d'indices entre la police parisienne et celle de province)* (p. 6384, 6385); Chap. 3403 : *Amendement de M. Bricout tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'administration centrale (Méthodes de travail)* (p. 6387); Chap. 8351 : *Amendement de M. Quinson tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le plan départemental d'amélioration du réseau routier (Routes de la banlieue parisienne)* (p. 6388); Article additionnel : *Amendement de M. Quinson tendant à conserver les avantages acquis aux employés des collectivités locales et services concédés pour leur retraites* (p. 6390); *Amendement de M. Quinson relatif à l'incorporation des voies privées urbaines dans le domaine communal* (p. 6403); *Sous-amendement de Mlle Marzin limitant aux villes de Paris et de Marseille l'incorporation des voies privées urbaines dans le domaine communal* (p. 6404); Art. 20 : *Amendement de M. Fontlupt-Esperaber relatif au délai de publication des délibérations du Conseil municipal de Paris* (p. 6405, 6406); *Amendement de M. Quinson tendant à s'accorder que deux mois aux autorités de tutelle pour approuver le budget de la ville de Paris* (p. 6406); *Amendement de M. Valentino tendant à étendre aux départements d'outre-mer les règles applicables à la convocation des conseils municipaux* (p. 6407); Article additionnel : *Amendement de M. Cristofol tendant à prévoir une subvention de l'Etat au fonds national de péréquation des collectivités locales* (p. 6412, 6413); Etat A, Chap. 4131 : *Réorganisation des services de la préfecture de police* [11 décembre 1953] (p. 6469); Chap. 4152 : *Amendement de M. de Chambrun tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions facultatives aux communes (Subventions spéciales aux départements pauvres)* (p. 6486); Etat B, Chap. 6350 : *Amendements de*

M.M. Demusois, Bricout, Sérafini tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions pour la voirie départementale et communale (Voirie départementale) (p. 6488); Chap. 6550 : Amendement de *M. Sérafini* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions d'équipement aux communes (distributions d'eau urbaines et tutelle de la Commission départementale des investissements) (p. 6489); Chap. 6552 : Subventions pour l'habitat urbain (Ville de Cujenne) (p. 6490); Chap. 6750 : Amendement de *M. Bricout* tendant à réduire de 1.000 francs les subventions d'équipement aux collectivités pour les constructions publiques (Insuffisance des crédits) (p. 6490); Art. 14, Etat E : Réorganisation des services de police (Agents de la Préfecture de police et de la Sûreté Nationale) (p. 6494); Disparités de traitement entre la Sûreté Nationale et la préfecture de police (p. 6494); INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 3141 : Sûreté Nationale (Avancement des agents) [31 décembre 1953] (p. 7191, 7192); Chap. 3431 : Protection civile (Dépôt d'un programme d'équipement) (p. 7192); Art. 1^{er} : Condamnation par l'Assemblée Nationale de la répression d'une manifestation d'étudiants le 15 décembre 1953 (p. 7193, 7194); Art. 17 : Amendement de *M. G. Cartier* tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au fonds commun départemental de la Seine et à la répartition du produit des taxes locales entre Paris et les autres communes de la Seine (Difficultés financières des communes suburbaines) (p. 7198); — des interpellations sur la manifestation des étudiants parisiens du 15 décembre 1953 : Discussion générale (les enquêtes de police sur les parlementaires et leurs familles, le déroulement de la manifestation estudiantine du 15 décembre, l'embouteillage du carrefour Saint-Germain - Saint-Michel, l'attitude patiente de la police, les quatre blessés, les abus des chahuts d'étudiants et les difficultés matérielles de ceux-ci) [30 décembre 1953] (p. 7021 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur les expulsions de locataires : Propose la date du 26 février 1954 [9 février 1954] (p. 110); Retracer l'historique de la circulaire du 11 janvier 1954, par d'expulsion sans relogement préalable (p. 112 et suiv.). — Prend part à la discussion de ces interpellations : Discussion générale (opportunité de la date de la circulaire de

janvier 1954, nouvelle circulaire du 12 février 1954, obligation d'appliquer la loi, nécessité pour l'Assemblée Nationale de modifier la loi) [2 mars 1954] (p. 595, 596). — Est entendu sur : la fixation de la date de discussion des interpellations sur les incidents du Minervois : Situation économique de Corbières et du Minervois, rôle des maires de cette région, mesures envisagées par le Gouvernement [9 mars 1954] (p. 744, 745); — le renvoi de la discussion d'une interpellation concernant la politique du Gouvernement à l'égard de l'Espagne : Absence du Ministre des Affaires étrangères, fixation d'une nouvelle date de discussion [9 mars 1954] (p. 746). — Prend part à la discussion des interpellations relatives à la politique du Gouvernement dans les départements d'outre-mer : S'excuse de son retard auprès de l'Assemblée [26 mars 1954] (p. 1315); Discussion générale (Équipement sanitaire de la Guyane) [6 avril 1954] (p. 1768); Dissolution du Conseil général de la Guadeloupe (p. 1771); Statut constitutionnel des départements d'outre-mer, assimilation, balance commerciale, équipement sanitaire, production sucrière, assainissement de la Guyane, plan quadriennal 1953-1957, revendications des fonctionnaires et des salariés, législation sociale, habitat, création d'un comité restreint interministériel [9 avril 1954] (p. 2016 et suiv.); Ordre du jour de *M. de Villeneuve* (Travaux relatifs au port de Saint-Denis de la Réunion) (p. 2030, 2031); Ordre du jour de *M. Aubame* (Application de la Constitution aux départements d'outre-mer) (p. 2034); Amendement de *M. Gaumont* à l'ordre du jour de *M. Aubame* (Création d'une commission parlementaire d'enquête sur la situation en Guyane) (p. 2034, 2035). — Intervient dans la discussion de la proposition de loi relative aux conseils généraux des départements algériens; Art. 3 : Amendement de *M. Aumeran* (Lois de l'Assemblée algérienne) [20 mai 1954] (p. 2535). — Donne sa démission de Ministre de l'Intérieur (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (J.O. du 20 juin 1954, p. 5843).

En qualité de Député :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : Analyse des traités du Bardo et de la Marsa, étapes successives de l'administration directe, de la co-souveraineté de fait et de l'auto-

nomie interne, annoncée par M. Robert Schuman et proclamée par M. Mendès-France; prestige renforcé désormais du Néo-Destour et de Bourguiba, prime octroyée ainsi au terrorisme et répercussions aussitôt constatées au Maroc, dossier judiciaire établi contre Bourguiba (Ses contacts passés avec l'Allemagne et l'Italie, ses lettres de 1950 à son délégué aux U.S.A.), appel au patriotisme du Président du Conseil [10 août 1954] (p. 4047 à 4050); Controverse personnelle avec M. Mendès-France touchant l'exploitation dudit dossier, mise en cause indirecte de M. Pleven (p. 4051). = S'excuse de son absence [13 septembre 1951] (p. 7314), [29 juin 1954] (p. 3419), [27 janvier 1955] (p. 319). = Obtient des congés [13 septembre 1954] (p. 7314), [29 juin 1954] (p. 3419), [27 janvier 1955] (p. 319).

MARTY (M. André), Député de la Seine
(1^{re} Circonscription) (N.I.).

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5).

Dépôts :

Le 13 septembre 1951 une proposition de loi tendant à arrêter les dangereuses compressions de personnel imposées à la S.N.C.F. et à interdire de fermer des lignes ou établissements de chemin de fer sans l'approbation préalable du Parlement, n° 1089. — Le 26 décembre 1951, une proposition de loi tendant à l'intégration, dans le cadre de contrôleurs, des premiers commis et commis principaux de l'Assistance publique, n° 2225. — Le 11 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier les lois du 22 juillet 1912 et du 15 mai 1930 relatives à l'assainissement et au classement des voies privées de Paris, n° 2608. — Le 13 mars 1952, une proposition de loi tendant à accorder aux ayants cause des Français morts dans les rangs de l'armée républicaine espagnole au cours des événements de guerre 1936-1939, ou décédés des suites de blessures reçues ou maladies contractées, les avantages réservés

aux ayants cause des combattants de la guerre 1939-1945, et à ceux qui auraient reçu blessures ou contracté maladie, alors qu'ils appartenaient à l'armée républicaine espagnole, les droits acquis par les combattants de la guerre 1939-1945, n° 2910. — Le 10 avril 1952, une proposition de loi tendant à accorder immédiatement les crédits nécessaires à la continuation des travaux d'équipement de télécommunication civile des P.T.T. et à éviter ainsi les licenciements de travailleurs de la téléphonie et des P.T.T., n° 3302.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur l'insécurité dont sont victimes les cheminots de Paris-Tolbiac [6 novembre 1951] (p. 7663). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME; Chap. 50-80 : Son amendement tenant à réduire de 1.000 francs les indemnités à la S.N.C.F. (Réductions en faveur des sportifs) [15 novembre 1951] (p. 8092); le retire (p. 8092); Chap. 50-90 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention d'équilibre à la S.N.C.F. (Insuffisance de la subvention) [16 novembre 1951] (p. 8148); EDUCATION NATIONALE, Chap. 14-60 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'architecture (Ecoles primaires de la Seine) [19 décembre 1951] (p. 9419). — Dépose une demande d'interpellation sur la position du Gouvernement à l'égard de l'Egypte [20 novembre 1951] (p. 8206); — sur l'interdiction par le Gouvernement de la réception organisée le 8 décembre 1951, au Vélodrome d'Iliver, par les représentants de l'U.D.M.A. du M.T.L.D. des Oulémas, des étudiants et scouts musulmans [11 décembre 1951] (p. 8999). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents : Discussion des interpellations sur l'interdiction de réunion communiste et attitude de M. Reynaud [18 décembre 1951] (p. 9281). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : Discussion générale (Réforme de la S.N.C.F. par décret, recul d'âge de la retraite des cheminots, retour à la pratique des décrets-lois) [30 décembre 1951] (p. 10246 et sui-

vantes). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'invitation faite aux constructeurs d'avions d'Allemagne occidentale, de visiter les usines françaises d'aviation en vue d'établir une nouvelle « collaboration dans les domaines de la recherche et de la production aéronautique » [9 juillet 1952] (p. 3728); — sur les sanctions arbitraires et systématiques prises à l'égard de cheminots [7 octobre 1952] (p. 4068). = S'excuse de son absence [6 janvier 1953] (p. 2), [17 février 1953] (p. 4062), [18 octobre 1955] (p. 5428). = Obtient un congé [6 janvier 1953] (p. 2), [17 février 1953] (p. 4062).

MARZIN (Mlle Madeleine), *Député de la Seine* [3^e secteur] (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommée : membre de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. 341), [18 janvier 1955] (F. 482); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (F. n° 138), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. 482).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à abroger l'arrêté ministériel n° 21-402, du 9 février 1951, fixant les nouveaux prix de loyer en hôtels et meublés. **n° 104.** — Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les majorations semestrielles de loyer prévues par les arrêtés du 29 juin 1949 et du 12 juillet 1949, en application de l'article 5 de la loi n° 47-1686 du 3 septembre 1947 sur les habitations à loyers modérés, et à surseoir à l'application de l'article 22 du décret n° 51-297 du 3 mars 1951, concernant le recouvrement par voie de poursuite des produits revenant aux offices d'habitations, **n° 131.** — Le 4 septembre 1951, une proposition de loi tendant à créer, à partir d'octobre 1951, dans le département de la Seine, un nombre de postes d'instituteurs suffisant pour répondre aux exigences de la situation des effectifs scolaires et l'application de la loi Jules Ferry sur la fréquentation scolaire et de la loi n° 51-515 du 5 mai 1951, rela-

five aux instituteurs remplaçants, **n° 962.** —

Le 25 février 1952, une proposition de loi tendant à l'application de l'article 7 de la loi du 8 mai 1951 sur la situation des instituteurs remplaçants, **n° 2784.** — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant : 1° à l'abrogation du décret n° 52-438 du 28 avril 1952 portant réduction des crédits de fonctionnement 1952 de l'Éducation nationale; 2° à l'abrogation des dispositions du décret n° 52-460 du 28 avril 1952 portant annulation de 4 milliards de crédits de paiement, d'une part, et blocage de 9 milliards d'autorisation de programme et 3.600 millions de crédits de paiement, d'autre part, sur les crédits d'équipement 1952 de l'Éducation nationale, **n° 3378.** — Le 4 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Cagne et plusieurs de ses collègues (n° 2732) tendant à créer en 1952 au moins 150 postes d'instituteurs et d'institutrices dans le département du Rhône et 80 postes au moins à chacune des années suivantes jusqu'en 1956; 2° de M. Billoux et plusieurs de ses collègues (n° 2733) tendant à créer 150 postes d'institutrices et d'instituteurs dans le département des Bouches-du-Rhône en 1952 et au moins 100 postes à chacune des années suivantes jusqu'en 1956, **n° 4006.** — Le 10 juillet 1952, une proposition de loi tendant à abroger les lois antilairiques n° 51-1115 et 51-1140 et à augmenter les crédits affectés aux bourses nationales pour les élèves des établissements d'enseignement public, à l'occasion du 70^e anniversaire de l'école laïque, **n° 4072.** — Le 10 octobre 1952, une proposition de loi tendant à abroger les articles 29, 30 et 31 de l'ordonnance n° 45-1484 relative à la constatation, à la poursuite et à la répression des infractions à la législation économique, et à modifier le titre V de la même ordonnance, **n° 4384.** — Le 12 mars 1953, une proposition de loi tendant à fixer à 55 ans et à 60 ans les limites d'âge applicables au personnel de la Préfecture de la Seine, de l'Assistance publique et du Crédit municipal de Paris, **n° 5841.** — Le 18 mars 1953, une proposition de loi tendant : 1° à prendre les mesures nécessaires au retour au droit commun en ce qui concerne les expropriations et l'indemnisation des zoniers de Paris; 2° à garantir avant toute expulsion leur relogement en vue de faciliter la construction de logements et l'aménagement d'espaces libres sur les terrains-

de la zone réservée autour de Paris, n° 5920. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant : 1° à abroger les dispositions prises en 1953 afin de réduire les crédits de l'Education nationale et à interdire toute nouvelle réduction de ces crédits ; 2° à abroger les dispositions prises en 1953 ayant pour effet de retarder la construction de locaux scolaires et universitaires ; 3° à abroger le décret n° 53-818 du 5 septembre 1953 relatif au « ramassage » des écoliers, n° 6791. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à l'attribution d'une indemnité spéciale mensuelle de 3.000 francs aux retraités civils et militaires de l'Etat dont la pension est inférieure à 23.000 francs par mois, n° 6805. — Le 10 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à provoquer la péréquation intégrale et automatique des retraites servies par la Régie autonome des transports parisiens (R.A.T.P.), n° 7439. — Le 9 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures propres à empêcher la spéculation sur le prix des légumes et fruits au stade grossiste, n° 7698. — Le 2 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 3699) de Mme Vaillant-Couturier et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une subvention de fonctionnement de 100 francs par enfant et par jour de colonies de vacances, n° 7938. — Le 24 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir dans les conditions analogues à celles prévues par les décrets n° 54-981 du 1^{er} octobre 1954 et n° 54-1096 du 10 novembre 1954 un compte spécial du Trésor pour permettre la distribution de sucre aux titulaires de l'allocation-vieillesse, de l'allocation spéciale aux assistés obligatoires et aux bénéficiaires de la loi du 2 août 1949 sur l'aide aux infirmes et incurables, n° 9565. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi tendant à supprimer le droit proportionnel de patente actuellement applicable aux assujettis à la contribution des patentés qui remettent dans un garage public des véhicules servant à leurs besoins professionnels, n° 9903. — Le 23 février 1955, une proposition de loi tendant à relever le taux de majoration de certaines rentes viagères de l'Etat, n° 10201. — Le 21 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : 1° la proposition de

loi (n° 5765) de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à la suppression de la loi n° 47-1523 du 18 août 1947 qui règle d'une manière arbitraire le contingent des dépenses à incorporer aux budgets primitifs de la Ville de Paris et des communes de la Seine au titre des cours spéciaux de l'enseignement primaire ; 2° la proposition de résolution (n° 11016) de M. Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1956, les crédits nécessaires pour la prise en charge par l'Etat des traitements et indemnités de résidence des professeurs d'enseignements spéciaux, n° 11284. — Le 20 octobre 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : 1° la proposition de loi (n° 5765) de M. Quinson et plusieurs de ses collègues tendant à la suppression de la loi n° 47-1523 du 18 août 1947 qui règle d'une manière arbitraire le contingent des dépenses à incorporer aux budgets primitifs de la Ville de Paris et des communes de la Seine au titre des cours spéciaux de l'enseignement primaire ; 2° la proposition de résolution (n° 11016) de M. Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Education nationale pour l'exercice 1956, les crédits nécessaires pour la prise en charge par l'Etat des traitements et indemnités de résidence des professeurs d'enseignements spéciaux, n° 11662. — Le 20 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Etienne Fajon et plusieurs de ses collègues (n° 6429) tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le Ministère de l'Education nationale les frais de fonctionnement du collège moderne et technique de jeunes filles de la ville de Suresnes ; 2° de M. Gazier et plusieurs de ses collègues (n° 7058) tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser le collège moderne et technique de jeunes filles de la ville de Suresnes ; 3° de M. Bouxom (n° 7284) tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser le collège moderne et technique de jeunes filles de la ville de Suresnes, n° 11663. — Le 12 novembre 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Cagne

et plusieurs de ses collègues (n° 2732) tendant à créer en 1952 au moins 150 postes d'instituteurs et d'institutrices dans le département du Rhône et 80 postes au moins à chacune des années suivantes jusqu'en 1956; 2° de M. Billoux et plusieurs de ses collègues (n° 2733) tendant à créer 150 postes d'institutrices et d'instituteurs dans le département des Bouches-du-Rhône en 1952 et au moins 100 postes à chacune des années suivantes jusqu'en 1956, n° 11868. — Le 12 novembre 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 3699) de Mme Vaillant-Couturier et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une subvention de fonctionnement de 100 francs par enfant et par jour de colonies de vacances, n° 11869.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement a prises récemment et qui tendent à empêcher le fonctionnement normal des colonies de vacances [21 août 1951] (p. 6368). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance des crédits de l'Education nationale, le manque d'écoles et de lycées)* [31 août 1951] (p. 6736, 6737, 6738); *Son rappel au Règlement (Droit de répondre au Ministre)* [3 septembre 1951] (p. 6779); *Son sous-amendement tendant à limiter aux élèves des écoles publiques les bourses ainsi créées* (p. 6782); Art. 1^{er} : *Son sous-amendement tendant à n'accorder que des secours d'études aux élèves des écoles libres* (p. 6790, 6791); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Caractère réactionnaire de la loi, ses dangers, manque de contrôle des établissements privés)* [21 septembre 1951] (p. 7566, 7567); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur l'activité de la Commission Paul Boncour, l'élimination des communistes de l'enseignement)* [6 septembre 1951] (p. 6969, 6970, 6971); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ajouter les fonds ainsi obtenus aux subventions des communes à l'ensei-*

gnement primaire [8 septembre 1951] (p. 7079); *Son amendement tendant à mandater l'allocation aux parents seulement* (p. 7110); *Son amendement tendant à verser l'allocation aux chefs de famille qui refusent la délégation* (p. 7120); *Son amendement tendant à restreindre la liberté des associations de parents d'élèves dans l'utilisation des fonds* (p. 7161); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer le 7^e alinéa prévoyant la revalorisation des traitements des professeurs des écoles libres* [21 septembre 1951] (p. 7588); — d'une proposition de résolution relative à l'interdiction d'expulsion de certains locataires; Article unique : *Son amendement tendant à étendre la proposition aux locataires d'hôtels meublés* [10 septembre 1951] (p. 7274); — du projet de loi sur la presse; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas appliquer l'article aux journaux publiés par une association déclarée* [8 novembre 1951] (p. 7726); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 : INDUSTRIE ET ÉNERGIE, Chap. 10-40 : *Amendement de M. Védrines tendant à réduire les crédits pour la Direction du gaz et de l'électricité (Augmentation du prix du gaz)* [20 novembre 1951] (p. 8216); Chap. 10-50 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les services extérieurs de la Direction du gaz et de l'électricité (Licenciement d'ouvriers)* (p. 8218); INTÉRIEUR, Chap. 50-00 : *Son amendement tendant à supprimer la subvention à la ville de Paris (Contrôle insuffisant du budget)* [28 novembre 1951] (p. 8604, 8605); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à la ville de Paris (Revalorisation des traitements en septembre 1951)* (p. 8609); le retire (ibid.); EDUCATION NATIONALE, Chap. 10-80 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Muséum d'histoire naturelle (Revendications des gardiens)* [18 décembre 1951] (p. 9304); Chap. 11-10 : *Son amendement tendant à disjoindre le chapitre relatif aux professeurs de l'enseignement secondaire (Construction de lycées)* (p. 9304, 9305); *Amendement de M. Billères tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des lycées et collèges (Situation des agrégés)* [19 décembre 1951] (p. 9367); Chap. 11-50 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux écoles primaires (Titularisation d'instituteurs)* (p. 9390 et suiv.);

Chap. 14-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bibliothécaires des bibliothèques de France* (p. 9416) ; Chap. 14-60 : *Amendement de M. Marty tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'architecture (Écoles primaires de la Seine)* (p. 9419) ; Chap. 34-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles d'art départementales (Fournitures individuelles)* (p. 9433) ; Chap. 34-70 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bibliothèques de France (Insuffisance des achats)* (p. 9434, 9435) ; Chap. 35-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les monuments historiques (Insuffisance des crédits)* (p. 9437) ; Chap. 35-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des palais nationaux (Insuffisance des crédits)* (p. 9437) ; Chap. 40-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Droits d'entrée dans les musées)* (p. 9438) ; Chap. 61-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour commandes d'œuvres d'art aux artistes* (p. 9456) ; EDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 53-30 : *Activités théâtrales (Théâtres de province)* [30 décembre 1951] (p. 40231) ; — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952, Art. 1^{er}, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 80-00 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les établissements scolaires du deuxième degré (Constructions scolaires)* [26 décembre 1951] (p. 9880 et suiv.) ; Chap. 901 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour acquisitions de lycées et collèges (Insuffisance de crédits)* [26 décembre 1951] (p. 9885) ; Chap. 93-50 : *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour acquisitions de l'enseignement supérieur (Insuffisance des crédits)* (p. 9887).

Dépose une demande d'interpellation : sur l'application de la loi du 8 mai 1951 relative à la situation des instituteurs remplaçants [26 février 1952] (p. 940) ; et est entendue sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Demande de renvoi à la suite, présentée par le Gouvernement (Ses observations sur la situation des instituteurs suppléants, nombreux postes de titulaires vacants, application de la loi du 8 mai 1951)*

[11 avril 1952] (p. 2212, 2213, 2215), — sur les raisons pour lesquelles la loi du 8 mai 1951 relative à la situation du personnel remplaçant de l'enseignement du premier degré n'est pas appliquée [18 mars 1952] (p. 1340). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : *Discussion générale* [20 mars 1952] (p. 1384) ; *Son amendement tendant à incorporer avec le grade de caporal-chef les étudiants ayant satisfait aux épreuves de la P. M. S.* [21 mars 1952] (p. 1430) ; — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients d'hôtels et meublés : *Discussion générale* [21 mars 1952] (p. 1402) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : Art. 6 : *110 milliards d'économies à réaliser par décret (Œuvres scolaires)* [2 avril 1952] (p. 1775) ; *Amendement de M. Giovoni tendant à ne pas faire d'économies sur les constructions scolaires* [3 avril 1952] (p. 1805) ; Art. 7 : *Motion incidente de M. Jacques Duclos tendant à abroger les décrets augmentant les prix de l'électricité, gaz, essence, tabac, postes, etc.* (p. 1827) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 ; Art. 1^{er} ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 13-70 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les heures supplémentaires des professeurs du deuxième degré* [10 avril 1952] (p. 2111) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 51-20 : *Son amendement tendant à rétablir la subvention à la Régie autonome des transports parisiens* (p. 2117). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fermeture illégale du centre de formation professionnelle des adultes Bernard-Jugault [13 juin 1952] (p. 2903) ; — sur les violations de la légalité en ce qui concerne les traitements et pensions des fonctionnaires [18 juin 1952] (p. 3020). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant transfert d'autorisations de programme : *Discussion générale (Ses observations sur les centres d'apprentissage de la Seine)* [10 octobre 1952] (p. 4224) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : *Motion préjudicielle de M. Deixonne tendant au retrait de l'article 6 accordant des bourses aux élèves de l'enseignement supérieur libre* [7 novembre 1952] (p. 4822) ; *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat et à réclamer*

davantage de crédits pour l'Éducation Nationale (p. 4822 et suiv.); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 3111 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les professeurs d'universités (créations de postes à Bordeaux) (p. 4870); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les universités (Agents de laboratoires) (p. 4872); Chap. 3112 : Amendement de M. Gioconi tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités aux professeurs de l'enseignement supérieur (Heures supplémentaires) (p. 4872); Chap. 3113 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Ecoles normales supérieures (Revendications des normaux) (p. 4873); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales supérieures (chefs de travaux à l'École de Saint-Clément) (p. 4874); Chap. 3114 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les instituts (Muséum d'histoire naturelle) (p. 4874); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les instituts (Ouvriers du collège de France et de l'École des langues orientales) (p. 4874); Chap. 3116 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel technique des universités (Laboratoires des facultés) (p. 4875); Chap. 3134 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Ecoles primaires (Transformation d'emplois d'instituteurs) [8 novembre 1952] (p. 4907, 4908); le retire (p. 4916); Demande de rétablissement des crédits pour les écoles primaires élémentaires (Instituteurs détachés aux inspections académiques), présentée par le Gouvernement (p. 4915); Chap. 3161 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bibliothèques (Revendications des gardiens et magasiniers) (p. 4959); Chap. 3165 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Archives de France (Statut du personnel) (p. 4959); le retire (p. 4960); Chap. 3194 : Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités résidentielles (Indemnité spéciale aux postes deshérités) (p. 4960); Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités résidentielles (Indemnité de résidence des normaux) (p. 4960); Chap. 3403 : Amendement de M. Gioconi tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les relations avec l'étranger

(étude du basic french) (p. 4966); Chap. 3423 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bibliothèques de lycées (Insuffisance des crédits) (p. 4966); le retire (ibid.); Chap. 3462 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bibliothèques (Bibliothèques circulantes) (p. 4967); Chap. 3497 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les élèves professeurs de l'enseignement (Indemnité de vacances des élèves maîtres) (p. 4969); Chap. 3601 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre national de la recherche scientifique (Recrutement de stagiaires) (p. 4970); Chap. 3611 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des universités (salles de travaux pratiques de la Sorbonne) (p. 4971); le retire (ibid.); Chap. 3613 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les fondations de l'Institut (Entretien du Muséum) (p. 4972); Chap. 3661 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bibliothèques (Sorbonne et Sainte-Geneviève) (p. 4973); Chap. 4303 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les relations universitaires avec l'étranger (Université fédéraliste mondiale) (p. 4974); Chap. 4611 : Sa demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif aux œuvres sociales des étudiants (Restaurants universitaires) (p. 4976); BEAUX ARTS; Chap. 3173 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le mobilier national et manufactures nationales (Créations d'emplois à la Manufacture de Sèvres) (p. 4978); Chap. 3181 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les services d'architecture (Jardiniers) (p. 4979); Chap. 3582 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les palais nationaux (Château de Versailles) (p. 4980); Chap. 3674 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les théâtres nationaux (Ballets de l'Opéra-Comique) (p. 4981); Chap. 4373 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux spectacles (Décentralisation lyrique) (p. 4982); Etat B, Chap. 4392 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prêts d'honneur (Insuffisance des bourses) (p. 4997, 4998); le retire (p. 4998); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3651 : Subventions à la ville de Paris (Corps des sapeurs-pompiers de Paris) [13 décembre 1952] (p. 6342, 6343);

Son amendement tendant à réduire de 8.865.000 francs les crédits pour les subventions à la ville de Paris (Statut du personnel de la police parisienne) (p. 6345, 6346); Article additionnel : Son amendement tendant à affecter des crédits au contrôle des dépenses de la préfecture de police par le conseil municipal de Paris (p. 6369); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 32 : Son amendement tendant à supprimer le compte « allocation scolaire aux familles d'élèves du 1^{er} degré » [15 décembre 1952] (p. 6439); Art. 2 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des théâtres privés de Paris (Insuffisance des crédits) [19 décembre 1952] (p. 6611); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : Son amendement tendant à affranchir d'impôts les porteurs médaillés des halles de Paris [21 décembre 1952] (p. 6882); Son amendement tendant à abroger l'allocation éducation (p. 6915); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 5615 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement supérieur (Facultés des sciences de Bordeaux et Paris) [21 décembre 1952] (p. 6922); Chap. 5672 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Musées Nationaux (Aménagement du Louvre) (p. 6924); INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNÉS PAR L'ÉTAT, Chap. 6610 : Amendement de M. Soustelle tendant à renvoyer le chapitre relatif à la subvention au Centre national de la recherche scientifique (Insuffisance du plan de recherches) (p. 6925); Chap. 6660 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bibliothèques (Sainte-Genève) (p. 6929); Chap. 6690 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement social (Cantines scolaires et universitaires) (p. 6929, 6930); Art. 11 bis : Son sous-amendement tendant à faire soumettre au Parlement un plan de constructions scolaires conforme au plan Le Gorgeu (p. 6932). — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 2 : Sa motion préjudicielle demandant la construction de 80.000 logements par les H.L.M. en 1953 [23 janvier 1953] (p. 201); Art. 3 : Son amendement tendant à permettre aux communes de lancer des emprunts pour la construction de logements (p. 207) Art. 7 : Son amendement demandant le dépôt

d'un programme quinquennal d'H.L.M. avant le 1^{er} mars 1953 (p. 210); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 7 bis : utilisation des terrains de l'ancienne zone fortifiée de Paris [5 février 1953] (p. 950, 951); Art. 11 quater : Réparation des bâtiments scolaires grâce aux fonds des caisses départementales scolaires (p. 963); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 6 : Son amendement tendant à ne pas bloquer de crédits pour l'éducation ou les dépenses d'assistance [27 janvier 1953] (p. 515); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 3113 : Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les écoles normales supérieures (Normaliens qui ont échoué à l'agrégation) [30 janvier 1953] (p. 703, 704); Chap. 3114 : Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les établissements d'enseignement supérieur (Insuffisance numérique du personnel) (p. 704); Chap. 3121 : Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les lycées et collèges (Indemnité de doctorat, retraite des surveillants généraux) (p. 704, 705); Chap. 3134 : Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les écoles primaires élémentaires (Grade de directeur d'école) (p. 705, 706); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 713); INTÉRIEUR; Art. 5 : Son amendement relatif au calcul des pensions des sapeurs-pompiers de Paris [3 février 1953] (p. 824); — du projet de loi collectif d'ordonnancement (exercice 1952); Etat B, EDUCATION NATIONALE, Chap. 4020 : Son amendement tendant à ne pas annuler les crédits pour les bourses nationales [3 février 1953] (p. 864); Chap. 4060 : Son amendement tendant à ne pas annuler les crédits pour les bourses et trousseaux de l'enseignement technique (p. 864, 865); Art. 4 : Annulation de crédits d'équipement des services civils (Constructions scolaires et équipement de lycées et collèges) (p. 869); — du projet de loi portant ratification de décrets, ouverture et annulation de crédits pour 1952 (aide à la Yougoslavie); Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 3330 : Entretien des élèves professeurs (Pécule des élèves normaliens) [5 février 1953] (p. 922); Etat B, Chap. 4030 :

Exonérations de droits accordées par l'Etat (Déficit des restaurants universitaires) (p. 926). — Dépose une demande d'interpellation sur les engagements pris en 1951 à l'égard du personnel de la Régie autonome des transports parisiens et concernant le rétablissement de la parité de ce personnel avec celui des ouvriers d'Etat de la Préfecture de la Seine [18 février 1953] (p. 1110). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique; Art. 23 : *Amendement de M. Savale tendant à réserver 1/10 de la dotation pour les films éducatifs* [26 février 1953] (p. 1390); — des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Ordre du jour de Mme Lempereur demandant qu'exceptionnellement les vacances scolaires s'étendent du 1^{er} juillet au 30 septembre* [12 mars 1953] (p. 1841, 1842). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux constructions scolaires [13 mars 1953] (p. 1889). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences pour le personnel de l'enseignement du premier degré, de la fixation au 1^{er} juillet 1953 de la date de départ en vacances [17 mars 1953] (p. 1950). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré; Article premier : *Utilisation à des fins spéculatives des prêts du crédit foncier* [17 mars 1953] (p. 1995, 1996); — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements économiques; Art. 2 : *Amendement de M. A. Lenormand tendant à ne pas accorder la garantie de l'Etat à des sociétés d'économie mixte* [21 mars 1953] (p. 2178); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur les expulsions de locataires)* [24 mars 1953] (p. 2214, 2215); Art. A 5 : *Maintien dans les lieux pendant dix ans du locataire dont l'appartement a été vendu* (p. 2219); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2221, 2222). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures arbitraires prises à la cité universitaire [25 mars 1953] (p. 2322). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations; Art. 3 : *Son amendement relatif aux terrains de la zone périphérique de Paris* [27 mars 1953] (p. 2503). — Est entendue sur

les propositions de la Conférence des présidents : *Ses amendements tendant à discuter les rapports sur les revendications des travailleurs de l'Etat, la majoration des allocations familiales, la majoration des allocations aux vieux travailleurs, la majoration des allocations de chômage* [19 mai 1953] (p. 2779, 2780). — Prend part à la discussion : du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier; Art. 5 : *Pouvoirs spéciaux permanents; Demande de disjonction de M. Cristofol (Atteintes au statut de la Fonction publique et inefficacité budgétaire)* [7 juillet 1953] (p. 3310); Art. 6 : *Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955, de l'effet de toute disposition législative entraînant une dépense; Amendement de M. Cogniot tendant à exclure de l'application, les crédits de fonctionnement, d'équipement et d'investissements de l'Education nationale (Pénurie particulière actuelle de maîtres et de locaux)* (p. 3320); — des interpellations concernant la réforme projetée de l'enseignement secondaire : *Discussion générale (Rappel des études antérieures et du projet Langevin-Wallon; Répercussions néfastes à craindre pour les cours complémentaires; Opposition unanime des instituteurs; Sélection par l'argent)* [23 juillet 1953] (p. 3855, 3856). — Dépose une demande d'interpellation sur la grève des théâtres nationaux [22 octobre 1953] (p. 4454). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); PRÉSIDENT DU CONSEIL, Etat A, Chap. 3621 : *Commissariat à l'énergie atomique (Blocage des crédits, enquêtes policières, « éclatement » du C. E. A.)* [4 novembre 1953] (p. 4819); INTÉRIEUR, Article additionnel : *Amendement de M. Ballanger tendant à conserver les avantages acquis aux employeurs des collectivités locales et services concédés pour leurs retraites* [10 décembre 1953] (p. 6390); Art. 5 : *Motion préjudicielle de M. Guyot tendant à renvoyer l'article 5 en Commission pour protester contre l'insuffisance des traitements des pompiers de Paris* (p. 6399, 6400); Art. 6 : *Engagements volontaires dans le régiment des sapeurs-pompiers de Paris* (p. 6400, 6401); Article additionnel : *Son sous-amendement limitant aux villes de Paris et de Marseille l'incorporation des voies privées urbaines dans le domaine communal* (p. 6404); PRÉSIDENT DU CONSEIL, Etat B, Chap. 6209 : *Équipement du Commissariat à l'énergie atomique* [10 décembre 1953]

(p. 6442, 6443) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Son amendement tendant à adopter le texte du Conseil de la République pour les dépenses internationales (Laboratoire nucléaire de Genève)* [11 décembre 1953] (p. 6503) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 4545 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention à la R. A. T. P. (Majoration abusive des tarifs)* [12 décembre 1953] (p. 6598); *le retire* (ibid.) ; INTÉRIEUR, amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Amendement de M. G. Cartier tendant à rétablir l'article relatif aux engagements volontaires dans le régiment des sapeurs-pompiers de Paris (Difficultés du recrutement à cause de la solde et des avantages insuffisants des pompiers)* [31 décembre 1953] (p. 7197). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des présidents : *Ses amendements tendant à inscrire à l'ordre du jour les rapports attribuant une prime aux allocataires familiaux et majorant le salaire minimum garanti* [12 novembre 1953] (p. 4979 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DE TRÉSOR (exercice 1954); Art. 2, Etat B : *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer le compte « allocation aux familles d'enfants recevant l'enseignement primaire »* [13 décembre 1953] (p. 6672); Art. 2 : *Son amendement tendant à affecter l'excédent des recettes du compte « allocation aux familles d'enfants recevant l'enseignement primaire » aux constructions scolaires* (p. 6675) ; — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux; Art. 3 : *Son amendement relatif au montant de l'indemnité d'éviction due en cas de non-renouvellement du bail* [15 décembre 1953] (p. 6833); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour l'Éducation nationale; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les deux douzièmes provisoires (Octroi d'une prime de 10 0/0 au corps enseignant)* [29 décembre 1953] (p. 6991); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Insuffisance des crédits pour l'équipement scolaire des enfants)* (p. 6992); Art. 3 : *Amendement de M. Pierrard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour autorisations de programme (Insuffisance de ces crédits)* (p. 6993, 6994); — d'un projet de

loi concernant le bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles : *Discussion générale (Organisation administrative des services du bureau universitaire de statistique, réintégration de Mme Scherer)* [9 février 1954] (p. 118, 119); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 32-92 : *Son amendement (Préparation militaire facultative)* [19 mars 1954] (p. 1080); ÉDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 34-03 : *Relations universitaires avec l'étranger et la France d'outre-mer (Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre)* [1^{er} avril 1954] (p. 1568); *le retire* (ibid.); Chap. 36-11 : *Sa demande de disjonction (Mise en service de nouveaux locaux dans les facultés et les observatoires)* (p. 1601); Chap. 36-13 : *Sa demande de disjonction (Insuffisance des crédits relatifs aux écoles normales supérieures)* (p. 1602); Chap. 43-03 : *Son amendement (Relations universitaires françaises avec l'étranger)* (p. 1602); Chap. 36-74 : *Son amendement (Majoration des subventions des théâtres lyriques nationaux, leur fermeture éventuelle)* (p. 1693); Chap. 31-01 : *Son amendement (Droits et libertés du personnel enseignant)* (p. 1702); *le retire* (p. 1703); Chap. 31-01 : *Son amendement (Statut du personnel du compte d'achats du matériel des établissements relevant de l'Éducation Nationale)* (p. 1704); *le retire* (p. 1705); Chap. 31-31 : *Son amendement (Création de postes d'agents des écoles normales primaires)* (p. 1709); *le retire* (p. 1710). — Dépose une demande d'interpellation sur les engagements pris par le Gouvernement de ne pas envoyer en Indochine les sapeurs pompiers de Paris et d'améliorer le service de protection contre l'incendie de l'agglomération parisienne [7 mai 1954] (p. 2216). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 3^{ter} : *Demande de disjonction de M. Tournaud (Dédution des bénéfices imposables des subventions allouées aux œuvres du personnel)* [14 mai 1954] (p. 2428), [18 mai 1954] (p. 2475); — du projet de loi relatif aux œuvres en faveur des étudiants; Art. 6 : *Amendement de M. Boitavant (Composition du conseil d'administration, rôle consultatif du secrétaire général du centre)* [25 mai 1954] (p. 2693); — d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse

nationale des lettres : *Modalité de financement* [30 juin 1954] (p. 3184); Art. 6 : *Domaine public payant, frais de recouvrement de la redevance, liberté d'action des organisations d'écrivains, modalités de financement de la Caisse nationale des lettres* [7 juillet 1954] (p. 3267, 3268); Art. 6 : *Amendement de M. Simonnet (Financement de la Caisse nationale des lettres, montant de la subvention de l'Etat pour 1955)* (p. 3270); — du projet de loi relatif à l'organisation européenne pour la recherche nucléaire : *Motion prajudicielle de M. Cogniot tendant à affecter à l'équipement français en physique nucléaire une somme correspondant à deux annuités du crédit prévu pour le centre européen de recherches nucléaires* [6 juillet 1954] (p. 3232, 3233). — Pose : à M. le Secrétaire d'Etat au Budget une question relative au contrôle fiscal [30 juillet 1954] (p. 3746, 3747); — à M. le Ministre de l'Education nationale, une question relative à la mise à la retraite des instituteurs [27 août 1954] (p. 4312). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de la Présidence du Conseil, DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Estradère (Revendications des ouvriers travaillant au Journal officiel)* [5 novembre 1954] (p. 4785, 4786); (1^{re} partie, SERVICES CIVILS, A, SERVICES GÉNÉRAUX) Etat A, Chap. 36-31 : *Son amendement indicatif (Revendications des travailleurs du commissariat à l'énergie atomique; Licenciements de caractère « maccarthyste »)* (p. 5189); le retire (p. 5190); Etat B, Chap. 62-00 : *Son amendement indicatif (Utilisation à des fins pacifiques de l'énergie atomique)* (p. 5190, 5191). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale, une question relative à l'insuffisance des locaux de l'enseignement technique dans la région parisienne [19 novembre 1954] (p. 5207, 5208). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1953, Etat B, EDUCATION NATIONALE, Chap. 31-01 : *Annulation de crédits relatifs à l'enseignement supérieur, secondaire, primaire et technique : Création d'emplois* [19 novembre 1954] (p. 5213, 5214); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 36-51 : *Dépenses de la Préfecture de police, reclassement du corps des sapeurs-pompiers* [23 novembre 1954] (p. 5297); *Son amen-*

dement indicatif (Classement des sous-officiers, caporaux et sapeurs engagés du corps des sapeurs-pompiers de Paris) (p. 5298). — Pose : à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative au collège technique Elisa Lemonnier [26 novembre 1954] (p. 5462); — à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative au centre d'apprentissage féminin de la métallurgie [26 novembre 1954] (p. 5462, 5463). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour 1955 (SERVICES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES), Etat A, Chap. 42-22 : *Relations culturelles avec l'étranger (Personnel enseignant à l'étranger)* [6 décembre 1954] (p. 5861); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Reclassement de la fonction enseignante, création de postes)* [12 décembre 1954] (p. 6186); Chap. 31-03 : *Son amendement indicatif (Rémunération du personnel des services « achats de matériel »)* (p. 6186); Chap. 31-13 : *Ecoles normales supérieures (Indemnité compensatrice, sécurité sociale)* (p. 6194); Chap. 31-14 : *Son amendement indicatif (Situation des « petits personnels » du Muséum et du Collège de France)* (p. 6196); Chap. 31-16 : *Son amendement indicatif (Statut des garçons de laboratoire des facultés)* (p. 6201); le retire (ibid.); *Son amendement indicatif (Rémunération du personnel technique)* (p. 6201); Chap. 31-61 : *Son amendement indicatif (Classement des agents et magasiniers de bibliothèques dans le personnel actif)* (p. 6212); Chap. 31-72 : *Son amendement indicatif (Réforme des études dans les écoles d'art régionales et municipales)* (p. 6213); le retire (ibid.); Chap. 31-75 : *Son amendement indicatif (Revendications des gardiens de musées)* (p. 6214); Chap. 31-77 : *Son amendement indicatif (Prime spéciale de travail du dimanche aux gardiens de musées)* (p. 6214); Chap. 34-83 : *Entrée gratuite des graveurs et sculpteurs dans les musées* [13 décembre 1954] (p. 6227); Chap. 35-71 : *Son amendement indicatif (Extension à tous les bâtiments publics des dispositions en vigueur pour la décoration des bâtiments de l'Education nationale)* (p. 6227); le retire (ibid.); Chap. 36-11 : *Amendement indicatif de M. Cogniot (Modernisation du matériel des Universités)* (p. 6229); Chap. 43-03 : *Relations universitaires avec l'étranger et la France d'outre-mer* (p. 6232);

Chap. 43-71 : *Son amendement indicatif (Bourses des écoles nationales d'art)* (p. 6235); Chap. 43-72 : *Son amendement indicatif (Communes artistiques, statue de Victor-Hugo)* (p. 6235); Chap. 43-73 : *Ses amendements indicatifs (Subventions aux associations symphoniques, décentralisation dramatique et lyrique)* (p. 6237); Etat B, Chap. 56-10 : *Etablissements d'enseignement supérieur, équipement; Sa demande de disjonction* (p. 6245); *la retire* (p. 6246); Chap. 56-20 : *Demande de disjonction de M. Boutavant (Entrée en 6^e)* (p. 6247); Etat A, Chap. 31-11 : *Sa demande de disjonction (Rémunération du personnel de l'enseignement supérieur)* [14 décembre 1954] (p. 6313); Chap. 31-11 : *Amendement indicatif de M. Alphonse Denis (Traitements des personnels des écoles de médecine et de pharmacie)* (p. 6313); Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (Créations d'emplois d'agents des lycées)* (p. 6314); Chap. 31-34 : *Son amendement indicatif (Augmentation du nombre de postes pour les classes primaires)* (p. 6316); Chap. 36-01 : *Centre national de la recherche scientifique, sa demande de disjonction* (p. 6319); Chap. 43-91 : *Bourses nationales (Cas des enfants habitant loin de l'école)* (p. 6320); Etat B, Chap. 66-10 : *Subventions d'équipement au centre national de la recherche scientifique, demande de disjonction de M. Cogniot* (p. 6322); Chap. 66-12 : *Subventions d'équipement aux universités, sa demande de disjonction* (p. 6322); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Art. 12 : *Assainissement des îlots insalubres* [26 janvier 1955] (p. 256); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES pour 1955, Etat A, Chap. 42-22 : *Accords culturels Mendès-France-Adenauer, commission permanente, Allemands en visite dans les écoles, diplômes équivalents, manuels révisés* [28 janvier 1955] (p. 366, 367); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955, Etat B, ÉDUCATION NATIONALE : *M. Mendès-France et l'extension de la loi Barangé* [28 janvier 1955] (p. 404); Art. 24 quater : *Oppose la question préalable* (p. 425, 434); *Amendement de M. P. Meunier (Suppression de la loi Barangé)* (p. 435); *Son amendement (Extension aux enfants de l'enseignement « public »)* (p. 439); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-12 : *Son amendement (Moniteurs des travaux pratiques et postes d'assistants dans les facultés)* [31 janvier 1955] (p. 516); Chap. 31-34 : *Cours professionnels des communes* (p. 519); Chap. 31-91 : *Indemnité compensatrice des élèves des écoles normales supérieures* (p. 531); Chap. 31-91 : *Son amendement* (p. 532); *le retire* (ibid.); Chap. 47-12 : *Sourds-muets de la rue Saint-Jacques* (p. 534); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires des services civils pour février 1955 : *Ses explications de vote (Politique de guerre)* [7 février 1955] (p. 787); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux œuvres sociales en faveur des étudiants : *Association des étudiants à leur gestion* [3 mars 1955] (p. 1035, 1036); Art. 3 : *Son amendement (Centre national, le directeur)* (p. 1036, 1037); Art. 6 : *Son amendement (Administration et composition des centres régionaux)* (p. 1040, 1041); *Son amendement (Pouvoirs du recteur)* (p. 1041); *Son amendement (Participation des facultés libres)* (p. 1041, 1042); *Son amendement (Le Secrétaire général)* (p. 1042); *Son amendement (Association corporative la plus représentative)* (p. 1042, 1043); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955; I. CHARGES COMMUNES; Art. 36 : *Son amendement (Droits acquis des retraités des collectivités locales)* [4 mars 1955] (p. 1113); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au fonctionnement de la Caisse des lettres; Art. 5 bis : *Prolongation des droits d'auteur des écrivains modernes à son profit, subvention de l'Etat* [22 mars 1955] (p. 1839); [11 juillet 1955] (p. 3796). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre devant l'accroissement des effectifs scolaires [25 mars 1955] (p. 1943). — Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question relative à la charge de l'enseignement professionnel dans la Seine [1^{er} avril 1955] (p. 2294, 2295). — Prend part à la discussion : en troisième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR; Art. 10 : *Son amendement (Taux progressif pour les droits de licence des débits de boissons)* [2 avril 1955] (p. 2385); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Licenciements dans l'industrie du bâtiment de Paris* [18 mai 1955] (p. 2897); Art. 1^{er} : *Sa*

demande de vote par division (*Équipement scolaire et universitaire*) [25 mai 1955] (p. 3032, 3033); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole; Art. 2 : *Ses sous-amendements à l'amendement de M. Camille Laurens (Formation théorique, technique et pratique sous l'autorité du Ministre de l'Éducation nationale)* [30 juin 1955] (p. 3509, 3510); *Suppression des subventions aux centres privés* (p. 3512); *Suppression des centres de formation technique et des centres d'apprentissage* (p. 3517, 3518); *Tutelle conjointe des Ministres de l'Agriculture et de l'Éducation nationale sur des centres uniquement publics* (p. 3518); Art. 14 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Substitution d'un Conseil supérieur de l'enseignement postsecondaire agricole au comité prévu)* (p. 3532); Art. 36 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Autorité du Ministre de l'Éducation nationale en matière de vulgarisation)* (p. 3538); Art. 46 : *Son amendement (Certificat d'aptitude à l'enseignement postsecondaire et ménager agricoles)* (p. 3539, 3540); — d'une proposition de loi relative aux infractions à la législation économique [11 juillet 1955] (p. 3786); Art. 4 : *Son amendement (Suppression des peines d'emprisonnement et de confiscation)* [11 juillet 1955] (p. 3789); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956; SECTION COMMUNE; Chap. 54-61 : *Centre d'accueil de la rue des Récollets* [23 juillet 1955] (p. 4153); Art. 19 : *Pension des sapeurs-pompiers de Paris* (p. 4207, 4208); — du projet de loi relatif aux avantages accordés aux militaires participant au maintien de l'ordre : *Discussion générale (Utilisation en Algérie des soldats du contingent)* [26 juillet 1955] (p. 4237); — du projet de loi relatif aux crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés : *Discussion générale (Responsabilités de l'Assemblée Nationale en matière budgétaire, crédits relatifs à la santé publique)* [26 juillet 1955] (p. 4300, 4301); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets, Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL; Chap. 31-01 : *Situation des ouvriers de l'usine Salnson acquise par la Régie Renault* [27 juillet 1955] (p. 4351, 4352); Etat C, PRÉSIDENTE DU CONSEIL; Chap. 62-00 : *Emploi de l'énergie atomique* (p. 4357); Art. 7 : *Son amendement (Non-re-*

conduction des crédits des P. T. T.) (p. 4382); de ce projet de loi en deuxième lecture; Art. 7 : *Incidents de Saint-Nazaire; opérations du quartier de la Goutte d'Or* [4 août 1955] (p. 4620). — Est entendue sur : les propositions de la conférence des Présidents : *Allocation aux vieux travailleurs, retraites des mineurs* [29 juillet 1955] (p. 4514); — le procès-verbal de la séance précédente : *Sa protestation contre le fait que son groupe n'a pu exprimer son opinion dans le débat* [5 août 1955] (p. 4687); — les propositions de la conférence des Présidents : *Problèmes scolaires, textes faisant droit aux revendications des travailleurs* [20 octobre 1955] (p. 5166). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux infractions à la législation économique : *Ses explications de vote* [17 novembre 1955] (p. 5804); — en troisième lecture, d'une proposition de loi relative à la Caisse des lettres : *Ses explications de vote* [22 novembre 1955] (p. 5885); — d'une proposition de loi relative à la situation des conducteurs de taxis propriétaires de leur véhicule [24 novembre 1955] (p. 5993).

MASSON (M. Jean), *Député de la Haute-Marne (R. R. S.)*.

Secrétaire d'Etat à l'Éducation nationale,
(Enseignement technique)

(Cabinet Edgar FAURE)
du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique,
Jeunesse et Sports

(Cabinet PINAY)
du 14 mars 1952 au 7 janvier 1953,

Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique,
Jeunesse et Sports

(Cabinet René MAYER)
du 10 janvier 1953 au 28 juin 1953,

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)
du 19 juin 1954 au 3 septembre 1954,

Ministre des Anciens combattants
et Victimes de la guerre.

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)
du 3 septembre 1954 au 23 février 1955,

Son élection est validée [6 juillet 1954] (p. 5901). = Est nommé : Vice-Président de

la Commission de l'agriculture [19 juillet 1951] (**F. n° 7**); membre de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**).

Dépôts :

Le 26 juillet 1951, une proposition de loi ayant pour but de permettre aux meuniers la constitution d'un stock outil ne dépassant pas vingt jours d'approvisionnement, **n° 308**. — Le 2 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire accorder une prime de « première mise d'équipement » au personnel de la gendarmerie nationale, **n° 469**. — Le 8 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions de l'arrêté du 6 mars 1951 fixant les conditions dans lesquelles certains exportateurs peuvent obtenir le remboursement d'une partie des charges sociales et fiscales, arrêté portant application des dispositions de l'article 19 du décret n° 50-1261 du 6 octobre 1950, pris en application de l'article 30 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950, **n° 1416**. — Le 28 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 859 et 860 du Code civil, **n° 1729**. — Le 4 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter certaines améliorations au régime du cumul des pensions et des rémunérations publiques, **n° 1822**. — Le 5 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre applicable aux articles en osier fabriqués à la main la taxe à la production au taux de 5,50 0/0 prévue à l'article 262 du Code des impôts, **n° 1846**. — Le 5 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1651 du Code général des impôts relatif à la composition des commissions départementales des impôts directs, **n° 1849**. — Le 28 décembre 1951, une proposition de loi tendant à la protection des appellations d'origine en matière de fromage, **n° 2261**. — Le 12 février 1954, une proposition de loi tendant à exclure des interdictions prévues par la loi du 21 mai 1836 les concours gratuits, dotés de prix ou non, organisés à titre de propagande par les journaux ou publications périodiques possédant un numéro d'inscription à la commission paritaire des papiers de presse, **n° 7767**. — Le 30 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

accorder un délai exceptionnel et supplémentaire de six mois, du 1^{er} juillet au 31 décembre 1954, pour la titularisation des auxiliaires permanents des communes, **n° 8191**. — Le 26 août 1954, un projet de loi modifiant l'article 19 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires, **n° 9217**. — Le 15 novembre 1954, un projet de loi portant modification de l'article L 9-1 du Code des pensions d'invalidité des victimes de la guerre, **n° 9468**. — Le 24 novembre 1954, un projet de loi tendant à modifier l'article L 409, paragraphes III et V de l'article L 417, paragraphes I, II et III du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, relatifs au classement des candidats aux emplois réservés, **n° 9558**. — Le 25 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder chaque année aux possesseurs de la carte sociale d'économiquement faible, deux billets simples sur les réseaux de la S.N.C.F. au tarif des congés payés, quelle que soit la gare d'origine, **n° 10837**. — Le 28 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier le sixième alinéa de l'article 45 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée **n° 11376**.

Interventions :

Prend part à la discussion des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la politique d'austérité, les restrictions des importations, la hausse de l'essence, le carburant agricole, le budget familial moyen en France)* [16 novembre 1951] (p. 8184 et suiv.). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Education nationale* (enseignement technique, jeunesse et sports) (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J.O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, jeunesse et sports* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, jeunesse et sports* (Cabinet Pinay) [14 mars 1952] (*J.O.* du 15 mars 1952, p. 2995).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; EDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : *Discussion générale* [7 novembre 1952] (p. 4818); Etat A,

(Chap. 31-41 : Réorganisation de l'enseignement technique (p. 4838, 4839) ; Amendement de M. Boutavant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le centre national d'orientation professionnelle (Titularisation du personnel) (p. 4839) ; Chap. 31-44 : Demande de renvoi à la Commission, du chapitre relatif aux centres professionnels, présentée par M. Boutavant (p. 4840) ; Demande de renvoi à la Commission, du chapitre relatif aux centres professionnels (Insuffisance du personnel surchargé), présentée par M. Gabriel Paul (p. 4840, 4841) ; Amendement de M. Gaumont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres professionnels d'apprentissage (Enseignement technique à la Guyane et aux Antilles) (p. 4842 et suiv.) ; Chap. 31-51 : Jeunesse et sports (Discrimination religieuse entre les mouvements de jeunesse) (p. 4845) ; Amendement de M. Schmitte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la jeunesse et les sports (Professeurs d'éducation physique) (p. 4846) ; Amendement de M. Gabriel Paul tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement de frais (Stages sportifs) (p. 4846) ; Chap. 34-52 : Amendement de M. Gabriel Paul tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de la Jeunesse et des Sports (Subventions pour équipement sportif) (p. 4847) ; Chap. 36-42 : Amendement de M. Gabriel Paul tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les collèges techniques (Lenteurs de la nationalisation) (p. 4848) ; Chap. 36-44 : Amendement de M. Doutrillot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres d'apprentissage (Enseignement ménager) (p. 4848) ; Chap. 36-46 : Amendement de M. Flaudin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'encouragement professionnel (Apprentissage artisanal) (p. 4848) ; Etat B, Chap. 43-41 : Demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif aux bourses et trousseaux (Gratuité des repas des centres d'apprentissage), présentée par M. Gabriel Paul (p. 4849) ; Chap. 43-53 : Demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif aux subventions aux fédérations sportives (Insuffisance des crédits), présentée par M. Gabriel Paul (p. 4850). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, à la Jeunesse et aux Sports (Cabinet A. Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Est nommé Secré-

taire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports (Cabinet René Mayer) [10 janvier 1953] (*J. O.* du 11 janvier 1953, p. 402). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953, p. 3770).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Rapide déclin de l'agriculture française dans le monde, injuste négligence du Plan Monnet à son égard ; Eloge des textes sur l'organisation des marchés agricoles (Blé, vin, betterave), réserves pour le lait, la viande, les textiles ; Libéralisme et dirigisme ; Prix garantis et prix indiciels ; Equipement, recherche et vulgarisation ; Nécessité d'une politique d'importation à long terme* [22 octobre 1953] (p. 4467 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'action judiciaire engagée contre le journal *L'Equipe* à la suite de l'organisation d'un concours de pronostics [9 février 1954] (p. 102). — Est nommé Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Devemy relative à l'application aux combattants d'Indochine et de Corée des dispositions relatives aux anciens combattants [25 juin 1954] (p. 3089) ; — de M. Joseph Denais relative à l'indemnisation des porteurs de fonds russes [25 juin 1954] (p. 3090). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la titularisation d'assistants et d'assistantes sociales : *Etalement sur cinq ans des mesures de titularisation, possession du diplôme d'Etat* [7 juillet 1954] (p. 3272, 3273) ; Art. 1^{er} : Amendement de Mme Lempereur (*Titularisation comme assistantes sociales d'agents ayant occupé un autre poste avec un autre titre*) (p. 3274) ; Amendement de M. Bullanger (*Titularisation du personnel ne possédant pas le diplôme d'Etat, mais exerçant depuis sept ans un emploi d'assistante sociale de caractère permanent*) (p. 3275) ; *Loi sur l'auxiliarat* (ibid.) ; Art. 3 : Amendement de Mme Lempereur (*Détermination des modalités d'application de la loi après consultation des ministres intéressés ; Titularisation et avis du*

Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et du conseil supérieur de la fonction publique (p. 3276). — Est entendu : sur le dépôt d'une proposition de résolution relative à l'hommage au corps expéditionnaire d'Indochine [22 juillet 1954] (p. 3532); — sur une motion d'ordre : *Excuse le Président du Conseil et demande à l'Assemblée de bien vouloir renvoyer la discussion de l'interpellation de M. Valabrègue à dix-sept heures* [22 juillet 1954] (p. 3532). — Répond à une question : de M. de Léotard relative à la responsabilité ministérielle [23 juillet 1954] (p. 3570, 3571); — de M. Schmitt relative au payement des pensions aux fonctionnaires amnistiés [30 juillet 1954] (p. 3748). — Est entendu sur : le report de la question orale de M. Bichet [30 juillet 1954] (p. 3748); — la désignation des maires adjoints de Paris [30 juillet 1954] (p. 3748); — les propositions de la Conférence des Présidents : *Date du débat concernant la C.E.D., subordonnée à la date de la Conférence de Bruxelles* [30 juillet 1954] (p. 3749). — Répond à une question : de M. Goudoux relative à la demande d'extradition du général Lammerding [6 août 1954] (p. 3909); — de M. Goudoux relative au rétablissement d'un tronçon de la ligne Paris—Béziers [13 août 1954] (p. 4183). — Est nommé *Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre* (remaniement du Cabinet Mendès-France) [3 septembre 1954] (*J.O.* du 4 septembre 1954, p. 8550).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE pour 1955 : *Aménagement du Struthof; Foyers d'hébergement d'anciens combattants* [25 janvier 1955] (p. 206); *Pécule des prisonniers; manifestation de la Salle Wagram* (p. 210); *Absence de lettres rectificatives* (p. 213); *Motion préjudicielle de M. Budie (Financement et application du « plan quadriennal »); Lettres rectificatives prévues; Mesures nouvelles* (p. 217). — Donne sa démission de *Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J.O.* du 24 février 1955, p. 2072). = S'excuse de son absence [1^{er} mars 1955] (p. 902). = Obtient un congé [1^{er} mars 1955] (p. 902).

MASSOT (M. Marcel), *Député des Basses Alpes (R. R. S.)*.

Son élection est validée [27 juillet 1951] (p. 6110). = Est nommé Secrétaire de la Commission des finances [21 janvier 1953] (**F. n° 216**) [9 février 1954], (**F. n° 343**), [19 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); — de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [28 août 1951] (**F. n° 27**); — de la Commission des finances [28 août 1951] (**F. n° 27**). — Est nommé : membre titulaire de la Commission des finances [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); — membre de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1955] (**F. n° 491**); — par la Commission des finances : pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure de classement des recettes ruralistes [29 août 1951] (**F. n° 30**); — pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [3 février 1953] (**F. n° 226**), [19 mars 1954] (**F. n° 366**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parafiscales et de péréquation figurant à l'état annexé à la loi de finances en application de l'article 24 de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953 [11 février 1954] (**F. n° 345**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**). — Est nommé par la Commission des finances : membre suppléant de la Commission de conciliation pour l'examen des problèmes intéressant les états associés d'Indochine [7 juillet 1954] (**F. n° 407**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**); — membre de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte [31 janvier 1955] (**F. n° 490**).

Dépôts :

Le 6 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi (n° 979) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, affaires

étrangères (III. — Haut-Commissariat de la République française en Sarre), n° 1322. — Le 24 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 1235) relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1952, Etats associés, France d'outre-mer (II. — Dépenses militaires), n° 2210. — Le 6 mars 1952, une proposition de loi tendant au rétablissement de l'émission de titres cessibles au profit des sinistrés non prioritaires, n° 2891. — Le 6 mars 1952, une proposition de loi tendant à l'abandon des privilèges généraux du Trésor, de la Sécurité sociale et des salariés opposables au privilège spécial du créancier ayant reçu en nantissement les titres émis par la Caisse autonome de la reconstruction par application des loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948 et n° 50-135 du 31 janvier 1950, n° 2892. — Le 1^{er} avril 1952, une proposition de loi tendant à élever de 9.000 à 25.000 le chiffre des habitants d'une commune à partir duquel les élections municipales ont lieu à la représentation proportionnelle, n° 3110. — Le 20 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions de l'article 29 du décret du 20 août 1939, complété par le décret du 29 août 1951, portant règlement général sur la police de la circulation et du roulage, n° 3362. — Le 10 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4253) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, affaires étrangères (III. — Services français en Sarre), n° 4378. — Le 17 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4783) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1953, France d'outre-mer, n° 5027. — Le 28 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 5199) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4253) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Affaires étrangères. — III. Services français en Sarre), n° 5393. — Le 17 mars 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur : 1° le projet de loi (n° 3398) relatif aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France; 2° la proposition de loi (n° 3198) de MM. Bouvier-O'Gottreau, Jacques Bardoux et René Kuehn relative aux biens, droits et intérêts sarrois mis sous séquestre en France, n° 5879. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 43 de la loi du 8 août 1950 relatif aux règles de cumul d'une pension et d'un traitement, n° 6101. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à permettre aux créanciers de l'Etat et des collectivités locales d'utiliser leur titre de créance en règlement de leur charges fiscales ou sociales, n° 6102. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi portant modification de l'article 1684 du Code général des impôts, en vue d'harmoniser les délais accordés à l'administration des contributions directes et ceux dont bénéficient les créanciers en cas de cession de commerce, n° 6117. — Le 18 juin 1953, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les expropriés des avantages de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre lorsque l'expropriation est consécutive et suite de faits de guerre, n° 6335. — Le 13 octobre 1953, une proposition de loi tendant à verser une indemnité aux agriculteurs, artisans et commerçants n'ayant pas de salariés à leur service, pendant leur mobilisation en temps de guerre ou pendant leurs périodes militaires en temps de paix, n° 6850. — Le 16 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6751) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1954 (III. — Services français en Sarre), n° 6862. — Le 5 novembre 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6680) relatif à la ratification des accords conclus à Paris le 20 mai 1953 entre la France et la Sarre et de la Convention du 31 mai 1952 entre la France et la Sarre relative au contrôle des voyageurs, n° 7097. — Le 9 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7353) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la France d'outre-mer (Dépenses militaires) pour l'exercice 1954, n° 7990. — Le 12 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 23 août 1948 sur le régime de l'assurance-vieillesse, n° 8024. — Le 1^{er} avril 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 8205) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 7353) relatif au dévelop-

pement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la France d'outre-mer (Dépenses militaires) pour l'exercice 1954, n° 8229. — Le 11 août 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 8103 rectifié) relatif à l'aménagement de la Durance, n° 9134. — Le 23 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9283) et la lettre rectificative (n° 9494) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1955 (III. — Services français en Sarre), n° 9553. — Le 15 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9297) et la lettre rectificative (n° 9706) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Relations avec les États associés pour l'exercice 1955, n° 9728. — Le 29 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1955 (III. — Services français en Sarre), n° 9815. — Le 11 janvier 1955, une proposition de loi tendant à la définition légale et à la protection de la « Fourrure » ainsi que des noms d'animaux dont la dépouille est utilisée en fourrure, et à la répression de la fraude dans la vente de ces articles ainsi que dans celle des produits ouvrés en découlant, n° 9869. — Le 2 avril 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever le taux de l'allocation des économiquement faibles, n° 10629. — Le 3 mai 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 54-390 du 8 avril 1954, modifiant l'article 24 de la loi du 22 ventôse an XII relative aux écoles de droit en fixant à 50 ans la limite d'âge pour l'admission au barreau, n° 10644. — Le 19 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11048) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la France d'outre-mer (Dépenses militaires) pour les exercices 1955 et 1956, n° 11227. — Le 4 août 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au développement des crédits affectés aux

dépenses du Ministère de la France d'outre-mer (Dépenses militaires) pour les exercices 1955 et 1956, n° 11427. — Le 5 août 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modification par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la France d'outre-mer (Dépenses militaires) pour les exercices 1955 et 1956, n° 11467.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1952; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, (Commissariat de la Sarre) : en qualité de *Rapporteur* [8 novembre 1951] (p. 7795, 7796); Chap. 5000 : *amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les subventions (Université de Saarbrücken)* (p. 7801); — d'un projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952; ETATS ASSOCIÉS ET FRANCE D'OUTRE-MER : en qualité de *Rapporteur spécial (Budget militaire des territoires africains)* [28 décembre 1951] (p. 10050, 10054); Chap. 35-80 : *Amendement de M. Massot, tendant à rétablir les crédits pour le service des transmissions (Équipement radio)* (p. 10094); — d'une proposition de loi portant réforme et révision de certaines pensions civiles et militaires : en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 mars 1952] (p. 1437); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 : *Discussion générale (Ses observations sur le coût de la guerre d'Indochine, l'aide au Gouvernement Vietnamien, la situation militaire au Tonkin, les armées des États associés, l'organisation de l'armée vietnamienne, l'équipement des Forces françaises et Viet Minh)* [10 avril 1952] (p. 2066 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les déclarations odieuses concernant la population de Lurs et les conséquences en résultant [23 octobre 1952] (p. 4326). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; SARRE; en qualité de *Rapporteur* [28 octobre 1952] (p. 4543); FINANCES ET

AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, Article additionnel : *Son amendement tendant à intégrer les fonctionnaires supérieurs de Tunisie dans le corps des administrateurs civils* [27 novembre 1952] (p. 5751); *le retire* (ibid.); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 41-52 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions facultatives aux collectivités locales (Subventions aux cinq départements pauvres)* [13 décembre 1952] (p. 6357); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 4 : *Barrage de Serre-Ponçon dans les Hautes-Alpes* [20 décembre 1952] (p. 6744, 6746); Art 27 bis : *Simplification de la procédure de lancement d'emprunts par les collectivités publiques* (p. 6766); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; FRANCE D'OUTRE-MER : en qualité de *Rapporteur* [23 janvier 1953] (p. 236, 237); Etat A, Chap. 31-01 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale, présentée par le Gouvernement (Accroissement du personnel A.F.A.T. envoyé de la métropole en Indochine)* (p. 239); — d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à abroger les articles premier et 2 et à modifier l'article 3 de la loi du 15 septembre 1948* [27 janvier 1953] (p. 538 et suiv.); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 22 : *Amendement de M. Laforest tendant à supprimer la phrase relative au cas de contrainte par corps* [26 février 1953] (p. 1359); — du projet de loi relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique; Art. 26 : *Son amendement tendant à permettre aux petits exploitants de louer les films au forfait et de renoncer à l'aide en gardant l'intégralité de leur recette* [26 février 1953] (p. 1395, 1396); *le retire* (p. 1396); — du projet de loi relatif au séquestre des biens, droits et intérêts sarrois; Art. 5 : *Son amendement au nom de la Commission des finances, tendant à maintenir la validité de toutes les opérations du séquestre* [17 mars 1953] (p. 1935). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine après la prise de position du Congrès de Saïgon [22 octobre 1953] (p. 4454); *la développe* : *Bilan rapide de la guerre d'Indochine au point de vue militaire et financier (Participation majoritaire de la*

France); « *Fait nouveau* » du Congrès de Saïgon, *son ingratitude; Impossibilité pratique et morale de l'évacuation pure et simple; Impossibilité aussi de la « guerre à outrance » ou de la guerre « indéfinie »; Illusion de la relève par l'armée vietnamienne; Nombreux atouts de l'adversaire; Nécessité d'une « conquête des cœurs » (Réforme agraire, lois sociales, propagande), mais aussi de conversations sur le plan international, et même avec Ho-Chi-Minh* [27 octobre 1953] (p. 4569 à 4572). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); AFFAIRES ÉTRANGÈRES; SERVICES DE LA SARRE; en qualité de *Rapporteur spécial* : *Cour d'appel de Saarbrücken, université et collège français* [29 octobre 1953] (p. 4646, 4647); MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER (Dépenses militaires), en qualité de *Rapporteur* : *Tâches considérables des troupes d'outre-mer, augmentation des effectifs de la Gendarmerie, contingents africains en Indochine, instruction précipitée des jeunes recrues, espoir d'une fin prochaine de la guerre d'Indochine* [19 mars 1954] (p. 1126, 1127, 1128); Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Badie (Rétablissement du crédit proposé par le Gouvernement pour ce chapitre, réductions à apporter aux effectifs de l'administration centrale)* (p. 1133, 1134); Chap. 31-11 : *Amendement de M. Dronne (Insuffisance des crédits affectés à la défense des territoires d'outre-mer)* (p. 1135); Chap. 32-83 : *Amendement de M. Badie (Déplacements par avion à l'intérieur des divers groupes de territoires)* (p. 1138); Chap. 33-82 : *Amendement de M. Badie (Prolifération de services sociaux et d'armes qui risquent de faire double emploi)* (p. 1138, 1139); Chap. 34-52 : *Amendement de M. Badie (Consommation exagérée d'essence par rapport au nombre d'automobiles)* (p. 1139); Chap. 37-81 : *Amendement de M. Badie (Augmentation des dotations pour régularisation)* (p. 1140); *Articles additionnels de M.M. Billat et Triboulet (Cession de locaux et terrains militaires désaffectés à la ville de Fort-de-France)* (p. 1142); — du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier, Art. 23 septies : *Son amendement (Exonération des matériels des entreprises de presse)* [6 juillet 1954] (p. 3216); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Barrage de Serre-Ponçon, construction*

d'une chaîne d'usines [13 août 1954] (p. 4222 et suiv.); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne tenir compte que des conventions déjà intervenues* (p. 4236); *Article additionnel de M. Duladier (Répartition entre les départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse du montant du fonds spécial obtenu par le produit des impôts dus par le concessionnaire aux communes et départements)* (p. 4241); Art. 7 : *Amendement de M. Degoutte relatif aux indemnités d'expropriation et tendant à éviter toute spéculation* (p. 4242); *Son amendement tendant à supprimer l'article 8 bis relatif aux modalités d'indemnisation des expropriés (Rapport de la Commission Duléry)* (p. 4244); *Son amendement tendant à supprimer l'article 13 relatif à la répartition de la valeur locative de la force motrice* (p. 4245); *le retire sous réserve (ibid.)*; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ETATS ASSOCIÉS pour 1955, en qualité de *Rapporteur* : *Rejet prononcé par la Commission des finances pour des considérations politiques, situation en Indochine à la suite des accords de Genève, disparition du Commissariat général au cours de l'année 1955, aide au Cambodge, élections de 1956, rapatriement de notre corps expéditionnaire* [17 décembre 1954] (p. 6504 à 6507); [18 décembre 1954] (p. 6548); Etat A, Chap. 31-12 : *Son amendement indicatif (Représentation française)* (p. 6560); Chap. 31-32 : *Son amendement (Aide économique au Viet Nam)* (p. 6561); Chap. 31-41 : *Son amendement indicatif (Respect des droits acquis des fonctionnaires d'Indochine)* (p. 6562); Chap. 34-12 : *Son amendement (Frais de correspondance)* (p. 6563); *le retire (ibid.)*; Chap. 34-41, 34-42 : *Ses amendements (Mission de coopération économique et technique)* (p. 6563); *le retire (ibid.)*; Chap. 36-02 : *Dépenses de fonctionnement de radio France-Asie, sa demande de réduction indicative* (p. 6564); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères (III. SERVICES FRANÇAIS EN SARRE), pour 1955, en qualité de *Rapporteur* : *Sort du personnel de la Sarre* [30 décembre 1954] (p. 6986); — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956, SECTION DE LA FRANCE D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Caractéristique de ce budget; Matériel, effectifs, constructions immobilières* [23 juillet 1955] (p. 4100 à 4102); DÉPENSES MILITAIRES DU MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

Chap. 31-11 : *Effectifs d'encadrement* [23 juillet 1955] (p. 4218, 4219); Chap. 31-12 : *Personnel non officier* (p. 4219); Chap. 34-52 : *Service automobile* (p. 4222); de ce projet de loi en deuxième lecture : *Rétablissement des abattements par le Conseil de la République* [4 août 1955] (p. 4603); Chap. 31-12 : *Encadrement (ibid.)*; — d'une proposition de loi relative à la rémunération des greffiers, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* [22 novembre 1955] (p. 5894). = S'excuse de son absence [15 janvier 1952] (p. 229), [11 mai 1954] (p. 2345), [3 novembre 1954] (p. 4689). = Obtient des congés [15 janvier 1952] (p. 229), [11 mai 1954] (p. 2345), [3 novembre 1954] (p. 4689).

MATON (M. Albert), *Député du Nord* [3^e circonscription] (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 27 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux victimes des orages de grêle qui se sont abattus sur les communes de l'arrondissement de Lille dans la journée du 22 juillet 1951, **n° 338**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures qui doivent sauvegarder et développer l'activité des industries de fabrication de matériel de chemin de fer existantes dans le département du Nord, en particulier dans le Valenciennois et dans le Bassin de la Sambre, par l'octroi de crédits permettant à la S.N.C.F. de financer ses programmes d'équipement et par la reprise des relations commerciales avec les pays de l'Est, **n° 388**. — Le 25 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à

inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de protéger l'activité des marbreries de l'Avesnois et de maintenir les droits de douane en faveur de notre industrie marbrière, n° 1226. — Le 19 octobre 1952, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 111 et à la modification des articles 96 et 119 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 portant Code de la nationalité française, n° 4392. — Le 5 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier les articles 47 a et 47 b du Livre I^{er} du Code du travail, afin de protéger les droits des travailleurs en cas de faillite ou de liquidation judiciaire de leur employeur, n° 5504. — Le 7 décembre 1953, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux aux travailleurs logés accessoirement à leur contrat de travail lorsque l'expulsion n'est pas demandée par l'employeur, dans le but de loger un autre employé nécessaire à l'activité de l'entreprise, n° 7391. — Le 7 décembre 1953, une proposition de loi tendant à relever la compétence de juges de paix en matière de loyer, n° 7392.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi sur la presse ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant des sanctions* [8 novembre 1951] (p. 7727) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; INDUSTRIE ET ÉNERGIE, Chap. 1000 : *Amendement de M. Vedrines tendant à réduire les crédits pour l'administration centrale (Approvisionnement en charbon)* [16 novembre 1951] (p. 8125) ; *Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'administration centrale (Manque de matières premières)* (p. 8125, 8126) ; JUSTICE : *Son rappel au règlement (Suppression de la discussion générale)* [30 novembre 1951] (p. 8715) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 10-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'expansion économique, à l'étranger (Développement insuffisant des exportations)* [5 décembre 1951] (p. 8830) ; JUSTICE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Condamnations de résistants)* [21 dé-

cembre 1951] (p. 9515). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fourniture de matières premières et de produits sidérurgiques aux entreprises utilisatrices [1^{er} janvier 1952] (p. 1) ; — sur la fourniture en matières premières et de produits sidérurgiques aux entreprises utilisatrices [16 février 1952] (p. 724). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 ; JUSTICE, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Collégialité des magistrats, hausse des traitements)* [24 octobre 1952] (p. 4448, 4449) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 6 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas amnistier les décorés de la Légion d'honneur ou de la Médaille militaire coupables de meurtres, crimes ou dénonciations* [25 novembre 1952] (p. 5663) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à ne pas amnistier les décorés coupables de meurtres, viols ou dénonciations* (p. 5665) ; le retire (ibid.) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer l'article amnistiant les condamnés à la dégradation nationale* (p. 5667) ; Art. 10 : *Amendement relatif au délai de réintégration dans la Légion d'honneur, des amnistiés* [27 novembre 1952] (p. 5780) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer l'article abrogeant les inéligibilités* [28 novembre 1952] (p. 5832) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à amnistier tous les actes commis sur le territoire libéré de l'ennemi* (p. 5854, 5855) ; — du projet de loi portant révision du Code de justice militaire : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion* [10 décembre 1952] (p. 6129, 6130). — Est entendu : sur l'ordre du jour : *Examen de la loi amnistiant les incorporés de force en 2^e lecture* [20 février 1953] (p. 1221) ; — sur le procès-verbal de la séance précédente : *Séance spéciale pour le vote amnistiant les incorporés de force* [20 février 1953] (p. 1229). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 20 : *Son amendement tendant à amnistier les condamnés en vertu de la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques* [24 février 1953] (p. 1299) ; *Son amendement tendant à amnistier les grévistes condamnés pour le sabotage d'installations industrielles* (p. 1300) ; Article additionnel : *Amendement de M. Cristofol tendant à amnis-*

tier les sanctions administratives infligées à des fonctionnaires ayant participé aux grèves [27 février 1953] (p. 1424, 1425); Art. 27 : Amendement de M. Gautier tendant à amnistier les sanctions administratives prononcées contre des fonctionnaires (p. 1427); Son amendement tendant à amnistier les faits commis par les fonctionnaires à l'occasion de grèves ou de manifestations politiques (p. 1455); Art. 31 : Son amendement tendant à ne pas réintégrer dans l'ordre de la Légion d'honneur pendant un délai de deux ans (p. 1434, 1435); Article additionnel : Amendement de M. Tourné tendant à mettre en liberté provisoire les résistants auteurs d'une demande d'amnistie [5 mars 1953] (p. 1626); Titre II : Demande de disjonction du titre II relatif à l'épuration administrative, présentée par M. Cristofol [10 mars 1953] (p. 1725, 1726); Ses explications de vote sur l'ensemble (Les abus de l'amnistie) (p. 1781, 1782); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 14 : Epuration administrative; amendement de M. Cristofol tendant à écarter le texte voté par le Conseil de la République associant automatiquement l'amnistie administrative à l'amnistie pénale et l'étendant à certains personnels omis en première lecture (Ecarter toute extension apportée par le Conseil de la République aux dispositions votées par l'Assemblée) [24 juillet 1953] (p. 3927); Art. 16 : Amnistie des inéligibilités; Son amendement tendant à rejeter le texte introduit par le Conseil de la République, étendant à toutes les élections l'effet de l'amnistie (Le texte primitif était plus restrictif) (p. 3934); Ses explications de vote (But essentiel de la loi : réhabiliter la trahison et la collaboration; Indulgence très faible accordée en regard, par symétrie apparente, aux travailleurs et aux partisans de la paix injustement condamnés; Indignation populaire croissante envers la classe au pouvoir, trahissant à la fois la Patrie et le progrès) (p. 3946); — du projet de loi concernant les amendes de simple police : Discussion générale (Ses observations sur la majoration du taux des amendes) [13 mars 1953] (p. 1876, 1877); — du projet de loi relatif au contentieux administratif : Discussion générale (Ses observations sur la réforme du Conseil d'Etat, la suppression des tribunaux administratifs, le statut des Conseillers d'Etat, leur indépendance) [13 mars 1953] (p. 1901, 1902); Art. 1^{er}; Son

amendement tendant à inclure les recours pour excès de pouvoir [26 mars 1953] (p. 2363); le retire (ibid.); Art. 2 : Son amendement tendant à réduire à un mois le délai accordé à l'administration pour répondre aux requêtes (p. 2364); Amendement de forme de M. Grimaud (p. 2364); Article additionnel : Son sous-amendement tendant à limiter le délai accordé au tribunal des conflits pour statuer (p. 2365); Art. 4 : Son amendement tendant à fixer par une loi le nombre, le siège et le statut des nouveaux tribunaux (p. 2366); Art. 5 : Son amendement relatif à la représentation des parties devant les tribunaux administratifs (p. 2367); Son sous-amendement tendant à inclure les recours en responsabilité (p. 2371); Son amendement tendant à permettre d'attaquer les arrêtés de péril prononcés contre un immeuble par les préfets (p. 2372); le retire (ibid.); Art. 9 : Son amendement relatif au statut des magistrats du tribunal administratif (p. 2376, 2378). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : Son amendement tendant à l'inscription d'urgence des rapports nos 6907 et 6962, concernant l'amnistie pour faits de grève (Août 1953) et la prime aux allocataires familiaux [3 novembre 1953] (p. 4777). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères en 1954; JUSTICE : Sa motion préjudicielle tendant à suspendre le débat et à voter l'amnistie pour faits de grève [23 novembre 1953] (p. 5397, 5398); Etat A, Chap. 31-01 : Administration centrale : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Empiètement de la police sur la justice, collégialité des magistrats) (p. 5400); le retire (ibid.); Chap. 31-22 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités des services pénitentiaires (Revendications du personnel) (p. 5405); — du projet de loi portant modification du Code de la nationalité française : Ses explications de vote [12 février 1954] (p. 272); — du projet de loi portant modification de l'article 224 du Code pénal : Ses explications de vote (Atteinte à la liberté d'expression) [12 février 1954] (p. 273); — du projet de loi portant suppression de la Haute-Cour de Justice : Explications de vote (Reproches à la modification de la Haute-Cour de ne pas être démocratique) [23 février 1954] (p. 473); — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relèvement; Art. 1^{er}; Son amende-

ment (*Extension de la notion du local d'habitation, cas du logement de fonction*) [23 mars 1954] (p. 1158, 1159) ; Son article additionnel (*Suppression pendant la durée des délais accordés par le juge des référés, de la condamnation aux astreintes ou dommages-intérêts pour non exécution de jugement en matière d'expulsion*) (p. 1160, 1161) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE pour 1955, Etat A, Chap. 31-42 : *Réorganisation des services judiciaires, situation des greffiers, décret réduisant l'indemnité spéciale des magistrats* [10 novembre 1954] (p. 4919, 4920) ; — de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote* [30 décembre 1954] (p. 6968) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la photographie, la radiodiffusion et la télévision des débats judiciaires : *Procès politiques, indépendance du pouvoir judiciaire vis-à-vis du pouvoir exécutif* [1^{er} décembre 1954] (p. 5637, 5638) ; — des projets de loi relatifs à des modifications de certains tarifs de droits de douane : *Ses explications de vote (Pool charbon-acier, support économique de la remilitarisation allemande)* [22 mars 1955] (p. 1842). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Maintien du rapport de M. Saint-Cyr, inscription du projet instituant un état d'urgence, renvoi de la discussion sur les zones de salaires* [25 mars 1955] (p. 1944, 1945). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'état d'urgence ; Art. 1^{er} : *Circonstances dans lesquelles l'état d'urgence pourra être appliqué (Ex. de la guerre d'Indochine et des grèves d'août 1953)* [31 mars 1955] (p. 2170, 2171) ; *Su demande de disjonction* (p. 2171) ; *Son amendement (Limitation du champ d'application de l'état d'urgence : guerre étrangère, insurrection armée)* (ibid.) ; Art. 8 : *Ses amendements (Recours devant le tribunal administratif)* (p. 2200, 2201) ; Art. 7 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. René Mayer (Délai dans lequel la commission doit statuer)* (p. 2206) ; Art. 13 : *Transfert de certains crimes et délits à la juridiction militaire, sa demande de disjonction* (p. 2210, 2211) ; *Son amendement (Limitation de la compétence de la juridiction militaire aux crimes contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat)* (p. 2213) ; *Son sous-amendement à l'amendement de M. Fonlupt-Esperaber ayant le même objet* (p. 2215).

MAURELLET (M. Augustin), Député de la Charente. (S.)

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). — Est nommé : Secrétaire de la Commission de la défense nationale [19 juillet 1951] (**F. n° 7**) [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**) [20 janvier 1955] (**F. n° 483**) ; Vice-Président de cette commission [27 juillet 1955] (**F. n° 557**) ; membre de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 29 février 1952 un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis (n° 28) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à constituer des détachements de météorologie affectés organiquement à certaines grandes unités et formations de l'armée de l'air, ainsi qu'à fixer le régime des fonctionnaires de la météorologie en service dans ces détachements, **n° 2852**. — Le 29 février 1952 un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 1460) de M. Pierre Kœnig tendant à inviter le Gouvernement à modifier la date limite prévue par l'arrêté interministériel du 30 juillet 1949, pour l'obtention des bonifications accordées aux fonctionnaires et agents relevant du Ministère de la Défense nationale qui se sont trouvés éloignés de l'administration par suite d'événements de guerre, **n° 2853**. — Le 14 mars 1952 une proposition de loi tendant à améliorer le mode de calcul des retenues rétroactives pour la retraite des auxiliaires des administrations publiques bénéficiant d'une mesure de titularisation, **n° 2939**. — Le 28 mars 1952 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à accentuer et à généraliser la baisse sur tous les produits nécessaires à la vie, **n° 3093**. — Le 7 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 3305) de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues modifiant l'article 45 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement

de l'armée, accordant les permissions et la gratuité des transports aux jeunes gens sous les drapeaux, **n° 4231**. — Le 11 décembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 3305) de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues modifiant l'article 45 de la loi du 31 mars 1928, relative au recrutement de l'armée, accordant les permissions et la gratuité des transports aux jeunes gens sous les drapeaux, **n° 5041**. — Le 11 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 3974) de M. Florand et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article premier de la loi n° 48-1185 du 22 juillet 1948 accordant des permissions spéciales aux soldats agriculteurs, **n° 5042**. — Le 16 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux agriculteurs et autres victimes de l'orage de grêle du 16 mai 1953 qui a dévasté les récoltes des communes de Challignac, Saint-Aulais et Saint-Bonnet (Charente), **n° 6514**. — Le 21 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les mesures nécessaires pour venir en aide aux victimes de l'orage de grêle qui a ravagé une partie du département de la Charente le jeudi 16 juillet 1953, **n° 6561**. — Le 12 mars 1954, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 7352) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour l'exercice 1954, septième partie : essences et poudres, **n° 8023 (7^e partie)**. — Le 25 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 6646) de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi garantissant aux agents de l'ordre technique civil de la Défense nationale, originaires des ouvriers de l'Etat, le maintien intégral de leurs avantages acquis au titre de la loi de retraite ouvrière du 2 août 1949, **n° 8134**. — Le 25 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 6826) de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer intégralement le décret du 22 mai 1951 fixant la parité des salaires des travailleurs

de l'Etat avec ceux de la métallurgie parisienne et à accorder immédiatement un acompte uniforme de 10.000 francs à tous les travailleurs de l'Etat, **n° 8136**. — Le 23 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour venir en aide aux agriculteurs victimes de l'orage qui a dévasté les récoltes des communes de Chirac, Chantrezac, Loubert, La Péruse, Exideuil, Saint Laurent-de-Ceris, Manot et Ambernac (Charente) le 30 juin 1954, **n° 8965**. — Le 27 juillet 1954 un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 6601) de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à remettre en ordre les rémunérations des agents de l'ordre technique civil du Ministère de la Défense nationale, **n° 8985**. — Le 28 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de loi : 1^o de M. Verneuil et plusieurs de ses collègues (n° 5914) tendant à faire bénéficier les soldats artisans ruraux du régime des permissions agricoles; 2^o de M. Pflimlin et plusieurs de ses collègues (n° 8665) tendant à faire bénéficier certains artisans ruraux des permissions exceptionnelles accordées par la loi n° 48-1185 du 22 juillet 1948 aux agriculteurs accomplissant leur service militaire; 3^o de M. Radius, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 8306) tendant à modifier la loi n° 48-1185 du 22 juillet 1948 accordant des permissions spéciales aux soldats agriculteurs, **n° 8997**. — Le 5 août 1954, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur : 1^o la proposition de loi de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues (n° 6298) tendant à modifier l'article 16 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires; 2^o la proposition de résolution de M. Blachette et plusieurs de ses collègues (n° 4646) tendant à inviter le Gouvernement à modifier certaines dispositions de l'article 16 (décompte des annuités liquidables) de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme des pensions civiles et militaires, **n° 9070**. — Le 11 août 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 4 de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat tributaires de la loi du 21 mars 1928, **n° 9136**. — Le 13 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense

nationale sur la proposition de loi (n° 8580) de M. Pupat et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la gratuité du voyage par chemin de fer ou autobus à tous les militaires accomplissant leur service actif, pour toute permission au-dessus de quarante-huit heures et pour une distance de plus de 100 kilomètres aller et retour, n° 9178. — Le 13 août 1954, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues (n° 7851) tendant à rétablir entre traitements d'activité et pensions de retraite le rapport légal résultant de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 (Pensions civiles et militaires), à modifier dans l'immédiat les bases du calcul des pensions, comme correctif provisoire à la situation actuelle, et à assurer pour l'avenir la correcte application de la péréquation intégrale et automatique des pensions ; 2° de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues (n° 8277) tendant à apporter une première amélioration à la situation des retraités par la modification des bases de calcul des pensions en vue d'aboutir au rétablissement du rapport entre traitements d'activité et retraites tel qu'il a été établi par la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, n° 9179. — Le 21 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 8424) de M. Bignon et plusieurs de ses collègues tendant à étendre les dispositions de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 aux salariés de la marine accidentés du travail antérieurement au 1^{er} janvier 1947, n° 10972. — Le 21 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Bergasse (n° 9086) tendant à aménager les tarifs de solde des militaires et marins de carrière des grades de sous-lieutenant et de lieutenant pour tenir compte de la hiérarchie ; 2° de M. Pierre Montel (n° 9204) tendant à aménager les tarifs de solde des militaires et marins de carrière des grades de sous-lieutenant et de lieutenant pour tenir compte de la hiérarchie, n° 10973. — Le 21 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 10036) de M. Badie tendant au reclassement dans leur grade de lieutenant des sous-officiers de carrière promus sous-lieutenants à titre temporaire, pendant la campagne de guerre 1939-1940, puis lieutenants à titre temporaire, durant la captivité en Allemagne et mis à la retraite

comme aspirants ou sous-lieutenants après trois ans de service, en application de l'acte dit loi du 22 août 1940, n° 10974. — Le 20 juillet 1955, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11050) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour les exercices 1955-1956, septième partie : essences et poudres, n° 11245 (7^e partie).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de Loi DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 68 : *Sa demande de disjonction de l'article créant un Fonds d'équipement des hôpitaux psychiatriques grâce à une majoration des droits de 5.000 francs par hectolitre d'alcool* [12 décembre 1952] (p. 6232) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE : en qualité de *Rapporteur pour avis (Service des essences et des poudres)* [25 janvier 1953] (p. 344, 345) ; Etat A, GUERRE, Chap. 31-12 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes des sous-officiers (Régime des permissions)* [26 janvier 1953] (p. 426) ; *le retire* (p. 427) ; ESSENCES ET POUDRES, Etat D, Chap. 97-00 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour travaux d'équipement (Capacité de stockage d'essence insuffisante)* [26 janvier 1953] (p. 443) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AGRICULTURE, Etat A, Chap. 46-51 : *Calamités agricoles (Absence de crédits pour les victimes des calamités atmosphériques)* [3 décembre 1953] (p. 5956, 5957) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires, Art. 4^{ter} : *Interdiction de réduction du personnel des arsenaux et établissements de l'Etat travaillant pour la défense nationale (Primes de licenciement aux ouvriers de la cartoucherie du Mans)* [29 décembre 1953] (p. 6969) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Insuffisance des stocks et des moyens de stockage de carburants, problème de l'implantation des raffineries et des transports maritimes, développement de la*

prospection du pétrole dans la métropole et en Afrique du nord, réembauchage des ouvriers licenciés des poudreries, logement et recrutement des cadres des poudreries, accroissement encore insuffisant de la production [16 mars 1954] (p. 904, 905) ; SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-32 : Amendement de M. Billat (Abrogation du décret-loi du 30 septembre 1953 en ce qui vise la vente de l'établissement de Saint-Priest, problème de la reconversion) [19 mars 1954] (p. 1074) ; Chap. 32-93 : Son rappel au Règlement (Discussion publique de son rapport sur les permissions des soldats du contingent) (p. 1081) ; SECTION ESSENCES ET POUDRES, Art. 4, Etat D, Chap. 99-00 : Son amendement (Crédits demandés pour les dépôts du nord-est et pour la construction de réservoirs à Casablanca) (p. 1110, 1111) ; Son amendement tendant à rétablir les crédits de ce chapitre jusqu'à concurrence de 1.099 millions de francs) (p. 1111) ; Chap. 171 : Traitements et indemnités administratifs et techniques, son amendement tendant à réduire de 1.000 francs, à titre indicatif, le crédit de ce chapitre (ibid.) ; le retire (p. 1111) ; Art. 5, Etat E, Chap. 99-00 : Infrastructure, équipement et gros entretien des installations industrielles, son amendement (Rétablissement partiel du crédit proposé par le Gouvernement pour ce chapitre) (p. 1112) ; SECTION COMMUNE, Art. 14 bis à 14 quater : Amendement de M. Le Coutaller (Droit à pension des ouvriers licenciés) (p. 1118, 1119) ; Article additionnel de M. Triboulet (Autorisation, pour le services des poudres, de fabriquer et de vendre des cartouches, ateliers de désintoxication) (p. 1124, 1125) ; Son article additionnel (Statut des ingénieurs chimistes et des ingénieurs des travaux de poudrerie) (ibid.) ; le retire (p. 1125) ; Seconde lecture de ce projet amendé par le Conseil de la République : Art. 14 quater A : Pensions des ouvriers de la défense nationale licenciés [1^{er} avril 1954] (p. 1607) ; — d'une proposition de résolution relative à l'hommage aux combattants de la Résistance et de la Libération, en qualité de Rapporteur suppléant [1^{er} août 1954] (p. 3844) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires, en qualité de Rapporteur pour avis suppléant, Art. 1^{er} : Vote de deux ou trois douzièmes provisoires [31 décembre 1954] (p. 7054) ; — du projet de loi relatif à l'organisation de la défense nationale, Art. 2 : Son amendement (Nécessité d'un commandement

unique) [24 juin 1955] (p. 3323) ; — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956, SERVICES DES POUDRES ET DES ESSENCES, en qualité de Rapporteur pour avis : Exportation des poudres et explosifs, licenciements, recrutement des ingénieurs, construction de logements [22 juillet 1955] (p. 4082, 4083) ; Moyens de production, de stockage, de raffinage et de transport des carburants ; Personnel du service des essences (p. 4083, 4084) ; Dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, SECTION DES POUDRES, Chap. 170 : Son amendement indicatif (Recrutement des ingénieurs) [23 juillet 1955] (p. 4192, 4193) ; Chap. 172 : Son amendement indicatif (Licenciements) (p. 4193) ; Art. 25 bis : Sa demande de disjonction (Fabrique de cartouches de chasse de Sevran) (p. 4197) ; Art. 25 : Amendement de M. A.-F. Mercier (Participation de l'Etat dans une société ayant pour objet l'exportation des poudres) (p. 4199) ; Chap. 31-23 : Son amendement indicatif (Prime des techniciens d'études et de fabrications) (p. 4200) ; le retire (p. 4201) ; Son article additionnel (Possibilités d'appel, par les établissements de l'Etat, au concours des entreprises privées) (p. 4213, 4214) ; — du projet de loi relatif aux avantages accordés aux militaires participant au maintien de l'ordre, en qualité de Rapporteur : Cas des troupes engagées en Afrique du nord [26 juillet 1955] (p. 4237).

MAURICE BOKANOWSKI (M. Michel),
Député de la Seine (5^e circonscription) (R. S.).

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). = Est nommé : membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; — membre titulaire de la Commission des finances [7 juillet 1953] (F. n° 275), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; Est désigné par la Commission des finances pour faire partie : 1^o de la Sous-Commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parafiscales et de péréquation qui figurent à l'état annexé à la LOI DE FINANCES (en application de la loi n° 53-1308 du 31 décembre 1953) [11 février 1954] (F. n° 345) ; 2^o de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des sociétés nationalisées et des sociétés d'économie mixte [31 janvier 1955] (F. n° 490).

Dépôts :

Le 22 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 51-1059 du 1^{er} septembre 1951 relatif au versement des cotisations de sécurité sociale des employeurs et travailleurs indépendants, n° 1686. — Le 3 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 4088) de MM. Coudray et Jean Cayeux, tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 8 octobre 1919, modifiée par la loi du 2 août 1927, établissant une carte d'identité professionnelle à l'usage des voyageurs et représentants de commerce, n° 7055. — Le 30 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6750) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1954 (II. — Service des Affaires allemandes et autrichiennes), n° 7289. — Le 8 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 14 du Règlement en vue du rétablissement de la Commission de l'aéronautique, n° 7394. — Le 10 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser les dispositions interprétatives prises sur l'article 32 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 7426. — Le 31 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7580) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6774) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Radiodiffusion-Télévision française pour l'exercice 1954, n° 7587. — Le 11 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux, n° 8435. — Le 3 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9282) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour l'exercice 1955 (II — Service des Affaires allemandes et autrichiennes), n° 9352. — Le 5 novembre 1954, une proposition de loi tendant à protéger de toute publicité les états civils de nature à révéler une filiation naturelle, adultérine ou incestueuse, n° 9387. — Le 9 novembre 1954,

une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour donner aux autochtones servant dans l'armée française une formation suffisante pour en faire des ouvriers qualifiés, n° 9429. — Le 2 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9309) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Radiodiffusion-Télévision française pour l'exercice 1955, n° 9627. — Le 17 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi (n° 9408) de M. Desson et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 53-1335 du 31 décembre 1953 relative au développement des crédits affectés aux dépenses de la Radiodiffusion-Télévision française pour l'exercice 1954, n° 9747. — Le 18 février 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9309) et la lettre rectificative (n° 10019) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Radiodiffusion-Télévision française pour l'exercice 1955, n° 10153. — Le 17 mars 1955, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9309) et les lettres rectificatives (n°s 10019 et 10427) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Radiodiffusion-Télévision française pour l'exercice 1955, n° 10428. — Le 12 mai 1955, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 10705) adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de la Radiodiffusion-Télévision française pour l'exercice 1955, n° 10711.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AFFAIRES ÉCONOMIQUES; Chap. 5030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les garanties de prix aux exportations (Accroissement des exportations)* [11 décembre 1951] (p. 8992, 8993); *le retire* (p. 8995); — d'une proposition de résolution relative à l'entreprise Salmson : *Discussion générale* [21 décembre 1951] (p. 9495); — d'un projet de loi relatif aux

investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B, COMMUNICATIONS : *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les prêts à Air-France (Grève des navigants)* [27 décembre 1951] (p. 9959); — du projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Notion de productivité, amortissement des investissements)* [30 décembre 1951] (p. 10284, 10285). — Dépose une demande d'interpellation sur la décision prise par un des fonctionnaires du Gouvernement à l'égard d'un élu municipal suspendu [20 mai 1952] (p. 2344). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 4412 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les exportations (Modalités de l'aide à l'exportation par des crédits à faible intérêt)* [14 novembre 1952] (p. 5164). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures concernant les relations économiques avec le Vietnam [20 mars 1953] (p. 2090). — Est entendu sur la question orale de M. Caillet à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, au sujet des chômeurs et économiquement faibles [27 mars 1953] (p. 2473, 2474). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées par le Gouvernement pour éviter le retour des grèves et améliorer les conditions d'existence des travailleurs des services publics et autres [6 octobre 1953] (p. 4014); la développe : *Traitements de base insuffisants, réduction de « l'éventail », coopération nécessaire avec les cadres — ex. de l'E. D. F. — pour obtenir des économies réelles; insuffisance réelle et dangers psychologiques de la politique proclamée de baisse des prix, provoquant finalement rétention et crise; nécessité, à l'inverse, d'une hausse des salaires par participation aux bénéfices: proposition de loi Soustelle-Vallon* [8 octobre 1953] (p. 4096 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la majoration du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Les salaires trop faibles, les bénéfices des grandes sociétés)* [1^{er} décembre 1953] (p. 5780); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954), AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, en qualité de *Rapporteur* : *Diminution des services français en Allemagne et en Autriche surtout* [2 décembre 1953] (p. 5885, 5886);

RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [31 décembre 1953] (p. 7236); INDUSTRIE ET COMMERCE, amendé par le Conseil de la République, Art. 13 : *Aménagement de la Durance et construction du barrage de Serre-Ponçon* (p. 7243). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement (Commandes off shore) [11 février 1954] (p. 179); la développe : *Ses doutes sur le plan d'expansion économique du Gouvernement, la situation critique de l'usine Salmson* [12 février 1954] (p. 250, 251). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Son amendement à l'ordre du jour de M. Duquesne (Association capital-travail)* [16 février 1954] (p. 322). — Dépose une demande d'interpellation sur la grave crise que traverse la télévision française [1^{er} avril 1954] (p. 1560). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Aide aux « patrons progressistes », le libre échange, l'harmonisation des législations sociales, difficultés de la reconversion, entreprises marginales, maintien du libéralisme, manque d'exportation d'automobiles dans la zone dollar, reconversion)* [5 août 1954] (p. 3887 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la grève des artistes de la R. T. F. [3 novembre 1954] (p. 4689). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères, SERVICE DES AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, pour l'exercice 1955, en qualité de *Rapporteur* : *Résorption du personnel contractuel, action culturelle en Allemagne, modifications éventuelles du service des affaires allemandes et autrichiennes* [5 novembre 1954] (p. 4786, 4787); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires des services civils pour février 1955 : *Projet de doter la R. T. F. d'un statut; grèves parmi le personnel; douzièmes provisoires et programmes de la télévision* [31 janvier 1955] (p. 510); — du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955 du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Grève-surprise, évolution de la masse budgétaire, montant de la redevance, démarrage et difficultés de la télévision, progrès à l'étranger, postes péri-*

phériques et concurrence faite à la presse, plan quinquennal ; statuts actuels, servitudes et avantages ; conclusions de la cour des comptes ; S. O. F. I. R. A. D. ; objectivité des informations [17 mars 1955] (p. 1568 et suiv.) ; Etat A, Chap. 00-10 : Son amendement indicatif (Equipped par autofinancement, coût de l'emprunt) en diminue l'abattement (p. 1605, 1606) (Chap. 00-30 : Son amendement indicatif (Emprunts) (p. 1607) ; le retire (ibid.) ; Chap. 1000 : Son amendement indicatif (Augmentation d'effectifs) (p. 1611) ; le retire (ibid.) ; Chap. 1020 : Son amendement indicatif (Augmentations d'effectifs) (p. 1611) ; le retire (ibid.) ; Chap. 1021 : Son amendement indicatif (Personnel de renfort temporaire) (p. 1615) ; Chap. 61-30 : Son amendement (Editions françaises de musique et S. O. F. I. R. A. D.) (p. 1628) ; Le retire (ibid.) ; Art. 8 : Son amendement tendant à sa suppression (Exemptions) (p. 1632) ; Art. 10 : Son amendement tendant à sa suppression (Contrôle des dépenses engagées) (p. 1632, 1633) ; Son article additionnel (Fixation du statut par la loi) (1634, 1635) ; Article additionnel de M. Desson (Redevance, exonération et augmentation corrélative) (p. 1636, 1637) ; de ce projet de loi en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur [12 mai 1955] (p. 2731). — Dépose une demande d'interpellation sur la déclaration d'habitation imposée aux habitants de la Seine [9 novembre 1955] (p. 5568).

MAYER (M. Daniel), Député de la Seine (2^e circonscription) (S.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 5998). — Est nommé : Président de la Commission des affaires étrangères [9 juillet 1953] (F. n° 276), [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483) ; membre de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [3 février 1953] (F. n° 226).

Dépôts :

Le 14 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire rechercher si « l'association pour défendre la mémoire du Maréchal Pétain » ne poursuit pas un objet illicite contraire aux lois et à la justice, ce qui justifierait sa dissolution, n° 1539. — Le 18 décembre 1951, une proposition de loi tendant à la réintégration dans l'administration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat entrant dans les catégories visées à l'article 4, paragraphe D, de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 modifiée par les lois nos 43-1227 du 22 juillet 1948 et 51-714 du 7 juin 1951 et dégagés des cadres antérieurement au 3 septembre 1947, n° 2078. — Le 24 juillet 1953, un rapport fait au nom de la Commission des affaires étrangères (1) sur le projet de loi (n° 5426) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention de Genève relative au Statut des réfugiés, du 28 juillet 1951, n° 6672. — Le 24 juillet 1953, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 4052) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention entre la France et la Principauté de Monaco sur la sécurité sociale, n° 6673. — Le 24 juillet 1953, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 4304) autorisant le Président de la République à ratifier l'accord entre la France et l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord sur l'application de la législation française de sécurité sociale au personnel employé par ladite organisation, n° 6674. — Le 22 octobre 1953, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 4303) autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la convention générale entre la France et la République Fédérale d'Allemagne du 10 juillet 1950 sur la sécurité sociale, signé le 3 avril 1952, n° 6960. — Le 30 mars 1955, une proposition de loi tendant à mettre fin à certaines injustices dont sont victimes les fonctionnaires « résistants », n° 10566. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations tempo-

raires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, n° 11540.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits en 1951, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Motion préjudicielle de M. Pierrard demandant des explications au Gouvernement* [22 août 1951] (p. 6463). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Reprend la proposition de M. Quilici de siéger lundi seulement et pas dimanche* [29 août 1951] (p. 6580). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale : *Ses observations sur le temps de parole du groupe socialiste* [29 août 1951] (p. 6589). — Est entendu sur une communication du Gouvernement sur sa politique extérieure : *Ses observations sur la guerre d'Indochine, la conférence de San-Francisco, l'armée allemande* [30 août 1951] (p. 6652, 6653, 6654, 6655). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Art. 1^{er} : *Son rappel au Règlement (Attitude du Gouvernement)* [7 septembre 1951] (p. 7020); *Amendement de M. Pierrard tendant à prévoir le contrôle du conseil départemental de l'enseignement primaire* [8 septembre 1951] (p. 7117); Art. 2 : *Amendement de M. Jean Moreau tendant à prélever les fonds sur les caisses d'allocations familiales* [9 septembre 1951] (p. 7197); *Demande de suspension de séance de M. Soustelle* (p. 7205). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente : *Suspension de séance pendant le pointage* [8 septembre 1951] (p. 7072); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Position du Gouvernement* [10 septembre 1951] (p. 7274). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile : *Discussion générale (Ses observations sur le paiement des allocations familiales aux grévistes)* [13 septembre 1951] (p. 7324); *Ses observations sur la crainte d'inflation en cas d'échelle mobile* [14 septembre 1951] (p. 7386); — d'une interpellation sur les salaires et les prix et la suppression des abattements de zones : *Son amendement tendant à repousser toute addition à l'ordre du jour de M. Titeux* [14 septembre 1951] (p. 7370); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils

en 1952; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap 5010 : *Amendement de M. Cot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres françaises à l'étranger* [22 novembre 1951] (p. 8328); Chap. 5020 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour l'Office des réfugiés et apatrides* (p. 8328); le retire (p. 8328). — Est entendu sur un incident : *Sa réponse à M. Billoux au sujet de l'échelle mobile des salaires* [9 janvier 1952] (p. 269). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'accession de la Grèce et de la Turquie au traité de l'Atlantique Nord : *Discussion générale (Envoi de missions françaises à Ankara et Athènes, la nécessité de ne pas provoquer la Russie, le pacte franco-anglo-turc de 1939, la défense des péninsules européennes, la solidarité des peuples libres)* [24 janvier 1952] (p. 332 et suiv.); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Ordre du jour de M. David demandant d'ajourner le réarmement allemand, de ne pas accorder l'égalité des droits à l'Allemagne, de prévoir des garanties grâce à un pouvoir supranational* [13 février 1952] (p. 697, 698). — Dépose une demande d'interpellation : sur les conditions dans lesquelles le Président du Conseil a cru bon de prendre à l'occasion d'une élection législative partielle, publiquement position en faveur de l'un des candidats en présence [18 juin 1952] (p. 3020); — sur les conditions dans lesquelles un militaire en activité de service a fait l'éloge, à titre posthume, d'un condamné à mort pour intelligences avec l'ennemi [25 juin 1952] (p. 3195). — Prend part : à la discussion du projet de loi portant création d'un office français de protection des réfugiés et apatrides : *Son contre-projet tendant à prévoir une délégation en France dépendant du Haut Commissaire des Nations Unies chargé des réfugiés* [4 juillet 1952] (p. 3524 et suiv.); Art. 2 : *Date de la Convention de Genève servant de référence* (p. 3530); Art. 3 : *Son amendement relatif au rôle du Conseil de direction de l'office* (p. 3531); Art. 4 bis : *Son amendement relatif aux requêtes adressées par les réfugiés menacés d'expulsion* (p. 3531 et suiv.); Article additionnel : *Amendement de M. Giovoni tendant à n'appliquer la loi qu'après ratification de la Convention de Genève du 28 juillet 1951* (p. 3534); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3534); — à la nomination de membres de l'Assemblée de l'Union française : *Opposi-*

lion présentée par M. Taillade à l'élection de M. Berthet [12 juillet 1952] (p. 3945); — à la discussion d'une proposition de loi portant amnistie : *Discussion générale (Ses observations sur les prétentions injustifiées des collaborateurs graciés et amnistiés, l'amnistie réservée aux communistes)* [21 octobre 1952] (p. 4252 et suiv.); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bidault tendant à rendre hommage à la Résistance et à ne pas faire de l'amnistie une réhabilitation* [28 octobre 1952] (p. 4502); Art. 9 : *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer le chapitre II relatif à l'amnistie par grâce individuelle* [27 novembre 1952] (p. 5752); *Amendement de M. M. Grimaud tendant à appliquer l'article aux condamnations définitives et aux contumaces* (p. 5774, 5776, 5777); Art. 10 : *Amendement de M. Mignot tendant à abroger l'article 15 de la loi du 5 janvier 1951 relative à la réintégration dans l'Ordre de la Légion d'honneur* (p. 5779); Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer l'article abrogeant les inéligibilités* (p. 5826 et suiv.); Art. 23 : *Amendement de M. Mignot tendant à supprimer l'article concernant les arrêtés d'expulsion pris contre des ouvriers grévistes étrangers* [26 février 1953] (p. 1360); Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un titre nouveau amnistiant certains crimes commis à Madagascar* (p. 1361 et suiv.); *Ses amendements tendant à insérer des articles amnistiant certains crimes commis dans les territoires d'outre-mer* (p. 1367); *Son amendement tendant à amnistier certains délits commis en Algérie* (p. 1368); *Son amendement tendant à insérer des articles nouveaux amnistiant les objecteurs de conscience* (p. 1370); Art. 25 : *Amendement de M. Ségelle tendant à inclure les déportés résistants* (p. 1379); Art. 27 : *Amendement de M. Mignot tendant à amnistier les faits commis jusqu'au 1^{er} décembre 1952* [27 février 1953] (p. 1426); Art. 34 : *Amendement de M. Lacaze tendant à mettre en liberté provisoire les inculpés ayant prouvé être résistants* (p. 1463, 1464); Art. 35 : *Amendement de M. Tourné relatif au délai dont dispose la justice pour contester l'application de la loi et au délai imparti au requérant pour demander l'avis de la commission F.F.C.I.* (p. 1467, 1468); Art. 14 bis : *Son amendement tendant à intégrer dans le corps préfectoral les personnes déléguées dans des fonctions préfectorales à la Libération* [10 mars 1953] (p. 1753); Article additionnel : *Son amendement tendant*

à faire appliquer les dispositions de la loi du 26 septembre 1951 relative aux fonctionnaires résistants (p. 1753); *Son amendement tendant à réintégrer de droit les fonctionnaires résistants* (p. 1765); *Amendement de M. Flandin tendant à n'appliquer la loi que lorsque les dossiers des déportés et victimes de guerre auront été liquidés* (p. 1768, 1769); *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à n'appliquer les articles 14 et 15 qu'après liquidation des droits des déportés résistants* (p. 1769); *Ses explications de vote sur l'ensemble (L'amnistie dans les territoires d'outre-mer, le « milliard des collaborateurs », le discours de François Poncet à l'Académie française, la réconciliation et la Résistance)* (p. 1782 et suiv.); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 14 : *Epuración administrative*; *Amendement de M. Minjoz tendant à écarter le texte voté par le Conseil de la République associant automatiquement l'amnistie administrative à l'amnistie pénale et l'étendant à certains personnels omis en première lecture (Ecarter toute extension apportée par le Conseil de la République aux dispositions votées par l'Assemblée)* [24 juillet 1953] (p. 3927); Art. 15 bis : *Suspension des effets financiers de l'amnistie jusqu'au vote du plan quadriennal concernant les victimes de la guerre*; *Amendements de MM. Grimaud et Mignot tendant à la suppression de ce texte rejeté par le Conseil de la République et repris par la Commission (Nécessité pour l'Assemblée de ne pas se déjuger, hiérarchie des urgences)* (p. 3931); Art. 15 quater : *Amnistie des officiers de réserve*; *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer cet article introduit par le Conseil de la République (Responsabilités des officiers de réserve, notamment en 1940 ; problème d'ordre national et non politique)* (p. 3933); *Caractère nouveau du texte du Conseil de la République par rapport à l'ancien article 32 bis*; *Parfaite recevabilité constitutionnelle de l'amendement de M. Minjoz* (ibid.); Art. 17 : *Amnistie des faits de résistance ayant fait l'objet de condamnations*; *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer l'incidence introduite par le Conseil de la République, excluant de l'amnistie les effets civils desdites condamnations (Les résistants amnistiés ne doivent pas être ruinés par les effets civils des condamnations)* (p. 3934); Art. 20 : *Amnistie de certains délits de droit commun*; *Amendement de M. Minjoz tendant à rétablir la mention*

fait par l'Assemblée Nationale de l'article 25 de la loi du 21 juillet 1881 (Sonorité désagréable de la formule « provocation des militaires à la désobéissance » employée par le Rapporteur pour caractériser l'article 25 ; Simple retour au texte déjà voté) (p. 3935, 3936) ; Art. 23 bis : Amnistie possible par décret pour les objecteurs de conscience ; Amendement de M. Mignot tendant à supprimer cet article écarté par le Conseil de la République (Hostilité de principe du groupe socialiste à l'objection de conscience ; Urgence d'un statut légal de l'objection de conscience fournissant les garanties désirées ; Exemple britannique ; Qualité d'âme de l'objecteur véritable ; Discretion laissée, pour le passé, au Secrétaire d'Etat à la Guerre) (p. 3938) ; Art. 32 : Possibilité de réintégration par décret pour les militaires bénéficiant de l'amnistie ; Son amendement tendant à supprimer ce texte, introduit par le Conseil de la République (Gravité des réparations ainsi laissées à la discrétion du Ministre) (p. 3944) ; Ses explications de vote (Générosité à sens unique ; loi prématurée aggravée par le Conseil de la République, dureté envers les objecteurs de conscience et les victimes de la guerre (Art. 15 bis), « revanche des collaborateurs » malgré l'interprétation autre souhaitée par le M. R. P.) (p. 3946) ; — à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A, Chap. 4235 : Entretien des bâtiments provisoires du Palais de Chaillot (siège du N.A.T.O.) [28 octobre 1952] (p. 4542) ; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3651 : Subventions à la ville de Paris (Corps des sapeurs-pompiers de Paris) [13 décembre 1952] (p. 6342) ; Art. 5 : Son amendement tendant à reprendre l'article relatif au calcul des retraites des sapeurs-pompiers (p. 6366) ; Art. 5 : Son sous-amendement tendant à limiter l'article aux militaires non officiers (p. 6367) ; Ses explications de vote sur l'ensemble (Abstention des socialistes) (p. 6369, 6370). — Dépose une demande d'interpellation sur les pressions exercées sur les jeunes gens du contingent pour les inciter à partir pour l'Indochine [18 novembre 1952] (p. 5335). — Est entendu sur une déclaration du Gouvernement : Ses observations sur le cours du dollar et de la livre, la circulation fiduciaire, le déficit du commerce extérieur de la France, le chômage, le blocage de certains crédits, l'augmentation des tarifs de chemins de fer, le contrôle des

entreprises nationalisées, l'octroi de pouvoirs spéciaux au Gouvernement, le règlement des conflits du travail, la réforme fiscale, les problèmes d'Indochine et d'Afrique du nord, les relations entre l'Est et l'Ouest [12 mai 1953] (p. 2643 et suiv.). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Guerre), une question relative à l'envoi en Indochine des jeunes gens du contingent [17 juillet 1953] (p. 3579). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification des accords franco-sarrois des 20 et 31 mai 1953 : Pour une manifestation de quasi-unanimité [6 novembre 1953] (p. 4942). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : Ampleur du débat de politique étrangère [12 novembre 1953] (p. 4982). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique européenne : Discussion générale (Déclarations de M. A. Coste-Floret sur la Sarre) [19 novembre 1953] (p. 5270) ; Renvoi du débat au mardi suivant [20 novembre 1953] (p. 5366) ; — d'une proposition de résolution relative à la suspension de l'article 24 du Règlement : Discussion générale (Annulation des convocations de commissions) [1^{er} décembre 1953] (p. 5775) ; — du projet de loi portant ratification du statut international des réfugiés, en qualité de Rapporteur : Limitation du statut aux réfugiés d'Europe et pour des faits antérieurs à 1951 [2 décembre 1953] (p. 5854, 5855). — Dépose une demande d'interpellation : sur la circulaire récente adressée aux préfets par M. le Ministre de l'Intérieur concernant les expulsions de locataires [9 février 1954] (p. 103) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 111, 112) ; la développe : Ses critiques de la circulaire du 14 janvier 1954, expulsés, âgés et économiquement faibles, nouvelle circulaire du 12 février 1954, différence entre relogement et hébergement [2 mars 1954] (p. 593, 594) ; — sur la suite à donner à l'appel lancé par le Premier Ministre de l'Inde en faveur d'un « cessez le feu » en Indochine [23 février 1954] (p. 470) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : Attitude du Gouvernement avant la Conférence de Genève (p. 470, 471) ; la développe : Nécessité de préparer la Conférence de Genève en répondant favorablement à la proposition de l'Inde, recherche systématique de la paix, évolution du monde asiatique, indépendance française dans le cadre

de la solidarité atlantique, erreurs politiques de l'Amiral Thierry d'Argenlieu, indépendance du peuple vietnamien, exemple de l'Angleterre aux Indes, position du groupe socialiste [5 mars 1954] (p. 707 et suiv.). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question relative aux publications d'écrits par les militaires [5 mars 1954] (p. 704). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, amendé par le Conseil de la République, seconde délibération : *Ses explications de vote (Insuffisance de l'effort de paix en Indochine, primauté du pouvoir civil sur le pouvoir militaire, incartades du Maréchal Juin)* [1^{er} avril 1954] (p. 1609). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation relative à l'acquittement du chef de la milice du Belley : *Hommage à la Résistance, réouverture de l'instruction* [9 avril 1954] (p. 1959). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution créant une Commission de coordination pour l'examen des problèmes d'Indochine [14 mai 1954] (p. 2440, 2441). — Pose une question à M. le Ministre des Affaires étrangères sur l'office français de protection des réfugiés et rapatriés [14 mai 1954] (p. 2435). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation européenne pour la recherche nucléaire : *Motion préjudicielle de M. Cogniot tendant à affecter à l'équipement français en physique nucléaire une somme correspondant à deux annuités du crédit prévu pour le centre européen de recherches nucléaires* [6 juillet 1954] (p. 3232); — du projet de loi relatif à la convention entre les Etats parties au Traité de l'Atlantique-Nord : *Ses explications de vote* [4 août 1954] (p. 3836); — du projet de loi relatif à la communauté européenne de défense (C.E.D.) : *Question préalable de M. Aumeran* [29 août 1954] (p. 4440); *Différence entre la question préalable et la motion préjudicielle, impossibilité d'opposer des arguments de procédure à une question comme la C.E.D.*; *Demande le retrait provisoire des questions préalables et des motions préjudicielles* (p. 4441, 4442); *Motion préjudicielle de M. Chupin entraînant la reprise de la question préalable de M. Aumeran* [30 août 1954] (p. 4456, 4457); *Opinion de la majorité de la Commission des affaires étrangères; Acceptation de la question préalable; Réarmement*

allemand (p. 4459, 4460). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Son interruption touchant la procédure du débat de la veille sur la C.E.D. (Motion préalable et question préjudicielle)* [31 août 1954] (p. 4496, 4497). — Prend part au débat d'interpellations sur l'affaire des fuites intéressant la Défense nationale; est entendu sur les ordres du jour : *Fidélité du Groupe socialiste à M. Mendès-France, répression nécessaire de la trahison à « couverture idéologique », unité nécessaire des S.B. et condamnation des polices parallèles, des « ragots de couloirs » et calomnies diverses, respect nécessaire de l'indépendance de la magistrature, appel à l'union nationale* [3 décembre 1954] (p. 5783). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour 1955 (SERVICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES), Etat A, Chap. 31-02 : *Administration centrale; Indemnités* [6 décembre 1954] (p. 5855); Chap. 31-11 : *Rémunération des agents à l'étranger (Exemple des délégués à la Conférence de P.U.N.E.S.C.O. à Montévidéo)* (p. 5857); Chap. 42-31 : *Amendement de M. F. Grenier (Laboratoire européen de recherches nucléaires)* (p. 5864); Chap. 42-33 : *Amendement indicatif de M. de Villeneuve (Assistance à la Libye; Présence française au Fezzan)* (p. 5868); Chap. 42-34 : *Assistance aux réfugiés étrangers en France, son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement* (p. 5869); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ÉTATS ASSOCIÉS pour 1955 : *Date du vote sur la question de confiance* [18 décembre 1954] (p. 6566). — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Irrecevabilité de la motion Seynat (Impliquant une révision des textes constitutionnels))* [23 décembre 1954] (p. 6829); *Avis négatif de la Commission sur la motion Radie (Nouveau compromis éventuel sur la Sarre, « encore moins bon » que l'Accord actuel)* (p. 6830); Nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés), Article unique : *Argument de procédure touchant le retrait de l'amendement de M. L. Noël, la question de confiance étant posée* [29 décembre 1954] (p. 6917); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères (III. SER-

VIGES FRANÇAIS EN SARRE), pour 1955 [30 décembre 1954] (p. 6986). — Est entendu sur le renvoi de la discussion de deux propositions de résolution relatives aux rapports entre les nations européennes et à la réduction et au contrôle des armements : *Désarmement, armes thermo-nucléaires, maintien de la solidarité de la Communauté atlantique* [30 décembre 1954] (p. 7008, 7009). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Motions préjudicielles tendant à l'abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954 et à la suppression des contrôles polyvalents* [18 mars 1955] (p. 1690). — Est entendu sur la demande de fixation immédiate de la date de discussion de l'interpellation de M. de Chambrun relative à l'accord franco-allemand sur la Sarre : *Déclaration et lettre du Chancelier Adenauer sur les garanties ; politique des textes tronqués* [23 mars 1955] (p. 1868, 1869). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au comité inter-gouvernemental pour les migrations européennes [30 mars 1955] (p. 2124) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux privilèges et immunités de l'Organisation mondiale de la santé [30 mars 1955] (p. 2125). — Dépose une demande d'interpellation sur la caution donnée par un Ministre, aux élections cantonales, à un individu condamné pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat [12 mai 1955] (p. 2696). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Travail de la Commission des affaires étrangères* [7 juin 1955] (p. 3682) ; *Déclaration du maire de Bizerte sur le terrorisme, le mouvement de coopération franco-tunisienne* (p. 3706, 3707) ; *Motion de M. Dronne (Liens de caractère fédéral entre la Tunisie et la France, Constitution tunisienne)* [8 juillet 1955] (p. 3758, 3759) ; — du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer : *Amnistiés d'août 1953 et condamnés d'outre-mer* [13 juillet 1955] (p. 3843, 3844) ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Peine privative de liberté de vingt ans ; extension du champ d'application territorial)* (p. 3846, 3847) ; *Nécessité d'une seconde délibération évoquée par le Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (p. 3848) ; Seconde délibération, Art. 1^{er} : *Son amendement (Extension de la loi aux départements d'outre-mer, fixation de l'application de la loi au 1^{er} mai 1954)* [26 juillet 1955] (p. 4261, 4262) ; *Son amendement tendant*

à tenir compte des mesures de grâce intervenues (p. 4263) ; — du projet de loi relatif à la régularisation de certains fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères [27 juillet 1955] (p. 4326, 4329) ; — d'interpellations sur le Maroc : *Défense de Si Bekkaï* [8 octobre 1955] (p. 4967).

MAYER (M. René), *Député de Constantine*
[1^{er} collège].

Vice-Président du Conseil.

Ministre des Finances.

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952.

Président du Conseil des Ministres.

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5966). — Est nommé Président de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [4^{er} juin 1954] (**F. n° 392**). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**). [5 février 1952] (**F. n° 100**), [7 juillet 1953] (**F. n° 275**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; — de la Commission de l'Intérieur [19 janvier 1954] (**F. n° 341**). — Est élu membre de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [18 décembre 1952] (p. 6565). — Est nommé par la Commission des affaires étrangères, membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**).

Dépôts :

Le 21 août 1951, un projet de loi collectif d'ordonnancement portant : 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950 ; 2^o ratification de décrets, **n° 698**. — Le 22 août 1951, un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Education nationale), **n° 755**. — Le 28 août 1951, un projet de loi portant exonération de la taxe à l'achat sur les blés, **n° 881**. — Le 28 août 1951, un projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (Finances) en vue de l'assistance écono-

mique à la Yougoslavie, n° 892. — Le 29 août 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 804) relatif à diverses mesures contribuant au redressement financier de la Sécurité sociale (Renvoyée à la Commission du travail et de la sécurité sociale), n° 895. — Le 31 août 1951, un projet de loi instituant un fonds de garantie au profit des victimes d'accidents causés par les véhicules automobiles, n° 942. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires étrangères. — I. Services des affaires étrangères), n° 977. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires étrangères. — II. Services des affaires allemandes et autrichiennes), n° 978. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Agriculture), n° 980. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Anciens combattants et victimes de la guerre), n° 981. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Éducation nationale), n° 982. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (États associés. — I. Dépenses civiles), n° 983. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Finances. — I. Charges communes), n° 984. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Finances. — II. — Services financiers), n° 985. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Affaires économiques), n° 986. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services

civils pour l'exercice 1952 (France d'outre-mer. — I. Dépenses civiles), n° 987. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Industrie et énergie), n° 988. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Intérieur), n° 989. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Justice), n° 990. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Marine marchande), n° 991. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils (Présidence du Conseil), n° 992. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Reconstruction et urbanisme), n° 993. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Santé publique et population), n° 994. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travail et sécurité sociale), n° 995. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travaux publics, transports et tourisme. — I. Travaux publics, transports et tourisme), n° 996. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Travaux publics, transports et tourisme. — II. Aviation civile et commerciale), n° 997. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Imprimerie nationale), n° 998. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionne-

ment des services civils pour l'exercice 1952 (Légion d'honneur et Ordre de la Libération), n° 999. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Monnaies et médailles), n° 1000. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Postes, télégraphes, téléphones. — Caisse nationale d'épargne), n° 1001. — Le 5 septembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Prestations familiales agricoles), n° 1002. — Le 18 septembre 1951, un projet de loi portant majoration des taux de l'allocation temporaire, de la retraite des vieux travailleurs salariés et des prestations familiales, n° 1136. — Le 20 septembre 1951, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'industrie des assurances, n° 1169. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952, (Défense nationale), n° 1234. — Le 6 novembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952 (Etats associés. — France d'outre-mer. — II. Dépenses militaires), n° 1235. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi autorisant la cession amiable de l'ancien terrain d'aviation de Menzel-Témime (Tunisie), n° 1407. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 51-128 du 5 février 1951 exonérant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés, par réciprocité, les entreprises helléniques de navigation maritime ou aérienne, n° 1436. — Le 8 novembre 1951, un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 51-127 du 5 février 1951 exonérant des impôts sur les revenus, par réciprocité, les entreprises de navigation maritime ou aérienne de la République Argentine, n° 1439. — Le 16 novembre 1951, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les caisses d'épargne, n° 1598. — Le 21 novembre 1951, un projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour l'année 1952, n° 1657. — Le 6 décembre 1951, un projet de loi modifiant les conditions de fonctionnement du fonds commun institué par l'article 2 de la loi du 24 décembre 1943 relative à l'assurance des sinistrés résultant d'actes de sabotage, n° 1890. — Le 11 décembre 1951, un projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales en vue de l'équilibre du budget de 1952, n° 1935. — Le 11 décembre 1951, un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1952, n° 1959. — Le 18 décembre 1952, un projet de loi relatif au développement des dépenses de réparation des dommages de guerre et de construction pour l'exercice 1952, n° 2047. — Le 18 décembre 1952, un projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1952, n° 2053. — Le 22 décembre 1951, un projet de loi de finances pour l'exercice 1952, n° 2192. — Le 22 décembre 1951, un projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services de la Défense nationale pendant les deux premiers mois de l'exercice 1952, n° 2193. — Le 22 décembre 1951, un projet de loi portant ratification de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921 et de l'article 9 de la loi du 8 janvier 1951, n° 2194. — Le 28 décembre 1951, un projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1952, n° 2263. — Le 28 décembre 1951, un projet de loi tendant à porter de 10.000 francs à 25.000 francs la limite relative à l'admission de la preuve testimoniale pour les paiements de l'Etat des collectivités et établissements publics, n° 2270. — Le 30 décembre 1951, un projet de loi arrêtant les dispositions financières transitoires applicables à l'exercice 1952, n° 2314. — Le 23 juin 1953, un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, n° 6343. — Le 6 avril 1954, une proposition de résolution tendant à décider la modification de l'article 18 bis du Règlement relatif aux immunités parlementaires, n° 8273. — Le 13 janvier 1955, une proposition de loi relative à une nouvelle répartition des dépenses entre l'Algérie et la métropole, n° 9904.

Interventions :

Prend part au débat sur sa demande d'investiture : *Son programme de gouvernement (Plan d'équipement et de modernisation, stabilisation de la monnaie, problème de la laïcité et des subventions à l'enseignement libre, situation en Extrême-Orient)* [24 juillet 1951] (p. 6029, 6030, 6031, 6032) ; *Sa réponse aux divers orateurs sur la politique étrangère française, l'échelle mobile des salaires, les prix agricoles, la réforme fiscale, le problème de l'enseignement libre* (p. 6048 et suiv.). — Est nommé Vice-Président du Conseil, Ministre des Finances et des Affaires économiques (Cabinet Plevin) [11 août 1951] (*J.O.* du 11 août 1951, p. 874).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la production française d'avions)* [9 novembre 1951] (p. 7882) ; *Ses observations sur le bilan des ressources du Trésor, les dépenses des comptes spéciaux, le fonds de réarmement, la hausse de l'essence, le coût du transport automobile dans les différents pays d'Europe, la hausse des prix et des salaires, la hausse de la viande, la hausse du blé et des produits agricoles, le déficit de la balance des comptes vis-à-vis de la zone dollar et de l'Union européenne des paiements, la Conférence des matières premières à Washington, le programme de défense du N.A.T.O., le comité des « Sages », le relèvement du taux de l'escompte, les restrictions de crédit, l'effort d'investissements, la politique d'austérité et de ralentissement des importations, le programme d'importation de blé, de charbon, d'essence, les restrictions et interdictions d'emploi, 3.000 milliards de recettes prévues en 1952, 200 milliards d'impôts nouveaux pour contrebalancer 500 milliards de déficit, le problème de la convertibilité des devises, la nécessité de l'austérité* [16 novembre 1951] (p. 8150 et suiv.) ; *Ses observations sur les restrictions d'importations* (p. 8175) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Motion préjudicielle de M. Bégouin tendant à surseoir à la discussion en attendant le dépôt d'une lettre rectificative* [29 novembre 1951] (p. 8648, 8649) ; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 6 ter : *Amendement de*

M. Viatte relatif aux redevables de la cotisation qui ont droit à exonération et n'en ont pas fait la demande [22 décembre 1951] (p. 9627) ; *Sa demande de disjonction du 2^e alinéa ne tenant pas compte de la révision des revenus cadastraux* (p. 9627, 9628) ; *Réévaluation du cadastre* (p. 9628) ; *Majoration de la taxe sur prestations de service* (p. 9629) ; Etat annexe, Chap. 6010 : *Amendement de M. Lucien Lambert tendant à exonérer les sinistrés des inondations de novembre 1951* (p. 9644) ; — du projet de loi portant ratification du traité instituant une Communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Observations sur la communauté de fait de la Ruhr et de la Lorraine, les ententes dans le passé, les avantages économiques pour la France d'obtenir le charbon allemand, l'économie du projet, sa souplesse, le plan d'investissement et de modernisation, le plan de développement de la cokéfaction, la révision possible du traité, la nécessité d'un effort d'objectivité, la politique d'investissements)* [7 décembre 1951] (p. 8939 et suiv. ; 8961, 8962) ; Art. 2 : *Amendement de M. Bardoux tendant à obtenir des améliorations des clauses concernant la cour de justice, le comité consultatif et la haute autorité* [11 décembre 1951] (p. 9025) ; *Amendement de M. Mondon tendant à hâter la canalisation de la Moselle* (p. 9026, 9027) ; *Amendement de M. Penoy relatif à l'exécution du canal du Nord-Est* (p. 9027) ; *Amendement de M. Devinat tendant à négociier des avenants aux dispositions transitoires (Sort des mines du centre et des exportations vers les territoires d'outre-mer)* (p. 9028) ; *Amendement de M. Gaston Palewski tendant à prévoir l'entrée en fonctions d'une autorité politique commune pour établir une fédération européenne* (p. 9030) ; — d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers : *Discussion générale* [14 décembre 1951] (p. 9196 et suiv.) ; *Motion incidente de M. Legendre demandant l'abrogation du décret du 20 octobre 1951* (p. 9199) ; Art. 4 : *Recettes du Fonds d'investissement routier* (p. 9207, 9208) ; *Amendement de M. Lanet tendant à n'affecter au Fonds d'investissement routier que le dixième des droits* (p. 9209) ; Art. 7 : *Demandes de disjonction de l'article majorant la taxe sur les gas-oils, présentées par MM. Legendre et Pierre Meunier* (p. 9210, 9211) ; *Amendement de M. Cristofol tendant à ne pas majorer les carburants agricoles* (p. 9212) ;

de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 7 : *Détaxe des carburants agricoles* [24 décembre 1951] (p. 9753, 9754); *Sa demande de disjonction du dernier alinéa relatif aux carburants agricoles* (p. 9755); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Etat B, Chap. 1^{er} : Amendement de M. Rosenblatt tendant à disjoindre le compte du Fonds de soutien aux hydrocarbures nationaux (Péchelbrönn) [22 décembre 1951] (p. 9603); Amendement de M. Peytel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux carburants nationaux (Schistes d'Autun) (p. 9604); Art. 2 : Amendement de M. Deixonne tendant à verser l'allocation scolaire directement aux familles des enfants des écoles primaires (p. 9605); Amendement de M. Nazi Boni tendant à subventionner la culture du coton en Afrique française (p. 9606, 9607, 9608); Amendement de M. Peytel relatif à la composition du comité de gestion du Fonds de soutien des hydrocarbures (p. 9609); Art. 4 : Demande de renvoi à la Commission de l'article 4 présentée par M. Rochet (Financement de l'allocation temporaire aux vieux) (p. 9611, 9612); Art. 4 : Taux de la prime d'alimentation des troupes (p. 9618); Amendement de M. Hénault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des alcools (Insuffisance des crédits) (p. 9618); Amendement de M. Barthélemy tendant à supprimer le compte « Compagnie des câbles Sud-américains » (p. 9618); Demande de disjonction de la ligne « Fonds national de l'habitat » présentée par M. Secrétuin (Insuffisance des avances) (p. 9620); Art. 6 : Sa demande de rétablissement de l'article (Admission en surséance d'avances de l'Etat) (p. 9622); Art. 7 : Sa demande de rétablissement de l'article relatif aux prêts à la Tunisie (p. 9622); Article additionnel : Amendement de M. Bouxom relatif aux subventions accordées en 1942 aux collectivités locales (p. 9622, 9623); Art. 9 : Demande de disjonction de la ligne « Caisse d'allocations familiales » présentée par M. Deluchenal (p. 9624); Art. 15 : Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir les assurances obligatoires pour les automobiles et à établir un fonds de garantie d'accidents automobiles (p. 9625); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : Motion de M. Garet tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative [22 décembre 1951] (p. 9648,

9649); — d'un projet de loi portant réformes, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Economie du projet)* [26 décembre 1952] (p. 9848 et suiv.); *Sort des rentiers viagers, droits de succession, définition des dépenses militaires, résultat du plan Marshall, réforme de la S.N.C.F.* [30 décembre 1951] (p. 10243, 10246, 10250, 10251, 10261); *Les emprunts indexés de 1925, l'inflation en 1951* (p. 10289, 10292); *Contrôle du crédit* [1^{er} janvier 1952] (p. 5, 6); *Le caractère de l'inflation en France, l'effort de réarmement, les recherches minières en Afrique, les dépenses militaires, la réforme de la S.N.C.F., de la sécurité sociale, les économies budgétaires, le Fonds routier, les emprunts indexés, la production de 1951 comparée à celle de 1929, la hausse des impôts* (p. 22 et suiv.); *Explications de vote sur la question de confiance pour la prise en considération du projet gouvernemental (Inconstitutionnalité des lois cadres)* [3 janvier 1952] (p. 82); *Sa demande de suspension de séance* [4 janvier 1952] (p. 114); Art. 1^{er} : Amendement de M. Burlot tendant à n'accorder que deux mois au Gouvernement pour réviser la S.N.C.F. (p. 121); Amendement de M. Guy Petit tendant à faire soumettre la refonte de la S.N.C.F. à la ratification du Gouvernement (p. 124 et suiv.); Art. 2 : Demande de réforme présentée par M. Couinaud, de la sécurité sociale dans un délai de six mois (p. 128, 129); Article additionnel : Amendement de M. Cayeux tendant à limiter à un mois les pouvoirs accordés à l'article 6 [5 janvier 1952] (p. 169); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 2, Etat B, Chap. 9012 : Amendement de M. Méhaignerie tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement rural (Electrification rurale dans l'Ouest) [27 décembre 1951] (p. 9935); Art 2, Etat B: EDUCATION NATIONALE, Chap. 9082 : Demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif à la construction des écoles primaires présentée par M. Giovoni (p. 9937); Art 3, Etat C, Chap. 905 : Amendement de M. Demusois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la distribution d'eau (p. 9939); Art. 4, Etat D, Chap. 9021 : Amendement de M. Chaban-Delmas tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'équipement des télécommunications (p. 9940); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B, ENTREPRISES INDUS-

TRIELLES ET COMMERCIALES : Amendement de M. Louis Martel tendant à réduire de 1.000 fr. les prêts pour l'équipement touristique (Thermalisme) [27 décembre 1951] (p. 9984); Amendement de M. Lanet tendant à réduire de 4.500 millions les prêts aux entreprises industrielles (p. 9979, 9980); INVESTISSEMENTS SOCIAUX : Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les prêts sociaux d'intérêt agricole (p. 9987); — du projet de loi arrêtant certaines dispositions financières transitoires pour 1952; Art. 6: Amendement de M. Véry tendant à considérer les avances de l'Etat aux départements d'outre-mer comme des subventions [30 décembre 1951] (p. 10282). — Donne sa démission de Vice-Président du Conseil, Ministre des Finances (Cabinet Pleven) [17 janvier 1952] (p. 251). — Cesse d'expédier les affaires courantes [25 janvier 1952] (J. O. du 21 janvier 1952, p. 915).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement en Tunisie : Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de réformes économiques, sociales et politiques dans le Maghreb, la poursuite des investissements agricoles, l'inutilité de faire de la Tunisie et du Maroc des territoires associés, la cohabitation difficile des Français et des Tunisiens) [19 juin 1952] (p. 3061 et suiv.) Son ordre du jour demandant le rétablissement de l'ordre en Tunisie, conformément aux déclarations du Président du Conseil [20 juin 1952] (p. 3101); --- du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; Art. 13: Amendement de M. Secrétain tendant à laisser au Gouvernement le soin d'établir le tribunal des ententes [10 juillet 1952] (p. 3770, 3774); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 4: Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas amnistier les mineurs coupables de meurtres, crimes ou dénonciations [25 novembre 1952] (p. 5629, 5630); Art. 8: Amendement de M. Liautey tendant à amnistier les condamnations prononcées par la Haute-Cour de Justice dans les limites définies dans les autres articles (p. 5670); Art. 9: Amendement de M. Genton tendant à prévoir la grâce amnistiante pour les condamnés à 15 ans de prison au maximum [27 novembre 1952] (p. 5754); Sous-amendement de M. Juglas tendant à tenir compte des mesures de grâce déjà intervenues

(p. 5755); Amendement de M. Gautier tendant à excepter les personnes condamnées par la Haute-Cour de Justice (p. 5774); Art. 10: Amendement de M. Mignot tendant à abroger l'article 15 de la loi du 5 janvier 1951 relative à la réintégration dans l'ordre de la Légion d'honneur (p. 5778); Amendement de M. Minjoz relatif au délai de réintégration dans la Légion d'honneur des amnistiés (p. 5780); Article additionnel: Amendement de M. Médecin tendant à prévoir un nouveau recours contre les condamnations prononcées par les juridictions d'exception créées en 1944 (p. 5784); Art. 17: Amendement de M. Tourné tendant à amnistier tous les faits commis par des membres de la Résistance [28 novembre 1952] (p. 5835); Amendement de M. Lacaze tendant à amnistier les membres des organisations de résistance ou les auteurs d'actes commis dans l'intérêt de la Résistance (p. 5851, 5852); --- du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 29 ter: Amendement de M. Sibué tendant à ne pas financer de travaux internationaux (Tunnel du Mont-Blanc) [11 décembre 1952] (p. 6156); Art. 41: Sa demande de renvoi de l'article à la Commission (p. 6170); Art. 103 bis: Amendement de M. P. Meunier tendant à supprimer l'article prévoyant la promulgation par décret de la réforme fiscale [12 décembre 1952] (p. 6250 et suiv.); --- du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 20: Amendement de M. Conombo tendant à supprimer l'article prévoyant un statut par décret de la banque de l'Afrique occidentale [15 décembre 1952] (p. 6401, 6402); Art. 25: Fonds d'encouragement à la production textile (p. 6402); Amendement de M. Charpentier tendant à porter à 0,85 0/0 le taux de la taxe d'encouragement à la production textile (p. 6403, 6404). — Est élu Membre de l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [18 décembre 1952] (p. 6565). — Est désigné comme Président du Conseil [6 janvier 1953] (p. 1). --- Prend part au débat sur sa demande d'investiture: Son programme de Gouvernement (Observations sur la nécessité de clore la crise, la stabilité des prix due à M. Pinay, la réforme de la Constitution et la réforme fiscale, le nouveau plan de modernisation et d'équipement mis en œuvre en 1953, les accords de Washington sur le blé, le plan betteravier, le traité de la Communauté européenne de défense, le statut de la Sarre, le problème nord-africain, la guerre

d'Indochine) [6 janvier 1953] (p. 2 et suiv.); *Sa réponse aux divers orateurs (Ses observations sur l'opposition socialiste constructive, la situation économique des territoires d'outre-mer, les licences d'importation et d'exportation des produits agricoles, les prix agricoles garantis, l'aide aux exportateurs, le traité de Communauté européenne de défense, les problèmes indochinois et tunisiens, la réforme de la Constitution)* (p. 36 et suiv.); *Est investi Président du Conseil* (p. 39). — *Est nommé Président du Conseil des Ministres* [8 janvier 1953] (*J. O.* du 8 janvier 1953, p. 307). — *Donne sa démission de Membre de l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier* [22 janvier 1953] (p. 126).

En qualité de Président du Conseil :

Est entendu : sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement : *Réponse aux calomnies de M. Pronteau, la personnalité et la carrière inattaquables de M. Boutemy, l'affaire Amaury* [22 janvier 1953] (p. 131 et suiv.); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Heure de la prochaine séance* [22 janvier 1953] (p. 134). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 6 : *Demande de disjonction de l'article prévoyant 80 milliards de crédits bloqués, présentée par M. Moch (Lois-cadres prévues)* [27 janvier 1953] (p. 511, 512) ; *Amendement de M. Tourtaud tendant à ne pas bloquer de crédits pour l'agriculture* (p. 517) ; *Amendement de M. Morève tendant à supprimer la nécessité de l'avis conforme des Commissions des finances pour les décrets prévus* (p. 519, 520) ; Art. 118 w : *Amendement de M. Boisdé tendant à ne fixer que lors du dépôt du projet de réforme fiscale, le délai accordé au Parlement pour l'examiner* [28 janvier 1953] (p. 595) ; Art. 118 x : *Réforme de la sécurité sociale par un article cadre* (p. 599, 600) ; *Demande de disjonction de l'article portant réforme de la sécurité sociale par un article cadre présentée par M. Coutant* (p. 600) ; *Amendement de M. Viatte tendant à ne pas tenir compte des vacances parlementaires dans le délai de trois mois* (p. 601) ; Art. 134 bis : *Demande de disjonction de l'article prévoyant la communication au Parlement, chaque année, des recettes et dépenses de la Sécurité sociale, présentée par M. Viatte* (p. 602) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; *Discussion générale (Maladie de M. Barangé)*

[6 février 1953] (p. 1032) ; Art. 6 : *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à reprendre le texte du Conseil de la République supprimant l'avis conforme pour les décrets des Commissions des finances parlementaires* (p. 1033) ; *Ses remerciements pour le vote du budget en temps utile* (p. 1043, 1044). — Est entendu : sur un incident : *Vote d'une motion préjudicielle pour protester contre la présence de M. Boutemy* [28 janvier 1953] (p. 597) ; — sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la composition du Gouvernement : *Demande de renvoi à la suite* [3 février 1953] (p. 831) ; *Demande de renvoi au 17 février 1953* (p. 832) ; *Pose la question préalable en raison de la démission de M. Boutemy* [17 février 1953] (p. 1065) ; — sur les propositions de la conférence des présidents : *Amnistie des alsaciens condamnés à Bordeaux pour l'affaire d'Oradour* [17 février 1953] (p. 1072) ; *Discussion de l'interpellation sur la mise en berne des drapeaux pour la mort du Maréchal Staline et hommage aux soldats d'Indochine* [10 mars 1953] (p. 1726). — Prend part à la discussion approuvant une convention avec la Banque de France (ouverture d'un crédit de 80 milliards) : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité inéluctable de l'avance de 80 milliards, l'impasse du budget, le résultat des emprunts, la stabilité des prix et de l'activité économique, les négociations internationales en cours, la date des réformes à faire)* [24 mars 1953] (p. 2254 et suiv.) ; *Observations sur les difficultés imprévisibles de trésorerie, les poursuites contre les leaders de la C. G. T.* (p. 2261). — Est entendu pour une déclaration du Gouvernement : *Ses observations sur l'état de la Trésorerie, la révision des prévisions budgétaires, les économies à réaliser, le budget de l'exercice 1954, la réorganisation administrative, la réforme du régime des marchés de l'Etat, le contrôle des sociétés nationales, le régime de l'alcool, l'octroi de pouvoirs spéciaux au Gouvernement, le relèvement des tarifs de la S.N.C.F., la construction de logements, le plan de modernisation et d'équipement, le chômage, le règlement des conflits sociaux, la réforme constitutionnelle, la situation en Indochine et la dévaluation de la piastre, le problème tunisien, la communauté européenne, la solidarité atlantique, les relations entre l'Est et l'Ouest, les négociations franco-roumaines, les institutions politiques européennes, l'aide américaine à l'effort de défense en Europe*

et en Indochine [12 mai 1953] (p. 2639 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier : *Question préalable de M. Georges Cogniot* [18 mai 1953] (p. 2723, 2724) ; *Discussion générale (Observations sur le maintien au Ministère de la France d'outre-mer de la direction des troupes sur les territoires qu'il administre)* [19 mai 1953] (p. 2759) ; *Observations sur la baisse, en 1926, de l'indice de la production industrielle* (p. 2773) ; Art. 2 : *Répond aux critiques formulées contre le projet et pose la question de confiance pour la prise en considération de l'article relatif aux pouvoirs spéciaux à accorder au Gouvernement* (p. 2791 et suiv.) ; *Ses observations sur la tenue aux Bermudes d'une réunion entre les chefs de Gouvernement des trois grandes nations occidentales* [21 mai 1953] (p. 2813, 2814) ; *Explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article 2 (Absence de propositions concrètes pouvant se substituer à celles du Gouvernement, nécessité de limiter l'accroissement permanent des dépenses publiques* (p. 2826, 2827). — Donne sa démission de *Président du Conseil des Ministres* [27 mai 1953] (p. 2846). — Prend part : à la discussion du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France : *Discussion générale (Ses observations sur l'échéance du 30 juin, la nécessité de nouvelles avances, son appel à la nouvelle majorité)* [16 juin 1953] (p. 3036, 3037) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Sa mise au point touchant l'absence de vote des Ministres radicaux du Gouvernement démissionnaire* [18 juin 1953] (p. 3103). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J. O.* du 28 juin 1953) (p. 5770).

En qualité de Député :

Est entendu sur une demande en autorisation de poursuites concernant MM. J. Duclos, Fajon, Billoux, R. Guyot, et A. Marty : *Sa motion préjudicielle tendant au renvoi en Commission : applicabilité du décret Serol (Réponse au rapporteur) ; Possibilité pour la Commission de reprendre l'examen sous un autre chef (loi du 11 mars 1950)* [6 novembre 1953] (p. 4905) ; *Réponse aux objections sur ce dernier point* (p. 4910, 4911) ; *Sa motion préjudicielle* (p. 4917) ; *la retire* (ibid.) ; *Observations sur la suite éventuelle du débat (accords franco-sarrois)* (p. 4927, 4928). — Prend part à la discussion : du projet

de loi portant ratification des accords franco-sarrois des 20 et 31 mai 1953 : *Evolution possible des accords vers un futur Statut européen de la Sarre (Art. 17 de la Convention générale)* [6 novembre 1953] (p. 4941, 4942) ; — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (L'étendue réelle des traités de Bonn et de Paris, le réarmement inéluctable de l'Allemagne, l'œuvre remarquable de l'Assemblée « Ad hoc », le problème sarrois, les pouvoirs de l'autorité supranationale, l'intégration des territoires d'outre-mer, à la fois politique et économique, les conférences des Bermudes et de La Haye, l'hostilité soviétique à la France, l'hostilité communiste à toute fusion en Europe, même partielle, le crime de changer de politique sans en avoir une de rechange, l'opposition des partisans de l'Europe à tout cabinet constitué contre eux)* [19 novembre 1953] (p. 5306 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux modalités d'élection du Président de la République ; Article unique : *Amendement de M. Bruyneel tendant à exiger la majorité absolue aux deux premiers scrutins, la majorité relative ensuite* [27 novembre 1953] (p. 5625) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES (COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ), Etat A, Titre III : *Son amendement tendant à réduire de 100.554.000 francs les crédits pour les services (Suppression des emplois prévus)* [27 novembre 1953] (p. 5643 et suiv.) ; *Amendement de M. Catroux tendant à réduire de 40 millions les crédits pour les services (Suppression de certains emplois, mais maintien du Commissariat)* (p. 5648) ; Article additionnel : *Son amendement relatif aux attributions du Commissariat* (p. 5649). — du projet de loi portant suppression de la Haute Cour de Justice : *Ses explications de vote (Demande l'avis du Gouvernement sur le texte amendé)* [23 février 1954] (p. 473) ; — des interpellations sur l'appel en faveur du « cessez le feu » en Indochine : *Ses explications de vote (Utilité de la conférence de Genève, unité de la guerre et de la paix en Asie, tentatives de négociations des précédents gouvernements, justification de la guerre d'Indochine)* [9 mars 1954] (p. 771, 774) ; — d'une proposition de loi sur l'étatisation d'entreprises publiques : *Discussion générale (Sa critique du texte de la proposition de loi, légalité des décrets du 11 mai 1953, rôle des représentants*

du personnel d'après M. Pineau, utilité des personnalités compétentes, exemple de la National Coal Board, nécessité d'unifier les contrôles, situation financière des charbonnages de France; Sa demande de renvoi de cette proposition de loi à la Commission des finances [11 mars 1954] (p. 810, 811). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine [4 mai 1954] (p. 2099). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative aux Conseils généraux des départements algériens [20 mai 1954] (p. 2536). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : Attitude de M. P.-H. Teitgen dans les négociations relatives à la Sarre [25 mai 1954] (p. 2687). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : Ses explications de vote sur la question de confiance (Modification de l'article 13 de la Constitution, étude des rapports financiers entre la métropole et l'Algérie) [10 août 1954] (p. 4025); — des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : Déposition de l'ancien Sultan (Erreur regrettable); Autonomie interne de la Tunisie (Evolution de sa position personnelle); Discours de M. Mendès-France et du Président Ben Ammar (Divergences); Limites rigoureuses à poser : Intégration définitive, stratégique et politique de la Tunisie et du Maroc (Extension éventuelle du Pacte Atlantique, position des Alliés à coordonner); Assemblée tunisienne homogène (Mais prérogatives du Bey à préserver), autre assemblée « mixte » à prévoir (Eviter toute ségrégation) [27 août 1954] (p. 4317 à 4320); — du projet de loi relatif à la communauté européenne de défense (C.E.D.) : Discussion générale (Choix entre le réarmement de l'Allemagne dans le cadre de la C.E.D. et l'armée allemande autonome, avis du Maréchal Juin, article 13 et veto allemand, statut européen de la Sarre, richesse et puissance de l'Europe des Six (Ruhr-nord-Lorraine), conséquences du refus par le Sénat de ratifier le traité de Versailles en 1919 [29 août 1954] (p. 4445 à 4449); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution [11 août 1954] (p. 4085); Art. 8 : Amendement de M. Paul Coste-Floret tendant à permettre au président du Conseil désigné d'être assisté de ses ministres au banc du Gouvernement [29 novembre 1954] (p. 5583);

Art. 9 : Son amendement tendant à supprimer l'exigence de la majorité absolue pour le refus de la confiance (Discours de M. Coty) (p. 5585). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Algérie : « Pas de politique du choix en Algérie »; position des communistes, leur attitude opposée en 1945 (Tracts), satisfaction au Gouvernement; Fellaghas de Tunisie (Allusion); Réorganisation nécessaire et renforcement de l'Armée d'Afrique; loyalisme des populations (Conforme à leur intérêt); Action de l'étranger (Caire), interview du Colonel Nasser à U.S. News assimilant l'Algérie au Maroc (Question écrite du 7 octobre 1954); cas de la Syrie, « préjugé favorable » du quai d'Orsay touchant l'Égypte, pression indirecte à exercer sur elle par la voie du Pacte atlantique couvrant l'Algérie (Consultation nécessaire du Nato, « politique concertée » nécessaire, « sujets à aborder » par le Président du Conseil aux U.S.A.); devoir du Gouvernement de « prévoir et empêcher » les troubles [12 novembre 1954] (p. 4969 à 4971). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Tunisie et ses conséquences en Algérie [18 novembre 1954] (p. 5172); la développe : Rappel des conditions posées par lui au précédent débat du 27 août; Application à l'Algérie de l'article 4 du Pacte Atlantique; Solidarité avec les fellaghas exprimée par le Néo-Destour; Déclaration de Bourguiba; Emotion générale soulevée à Paris par ces deux documents; Divergences signalées entre le discours de Tunis du Président du Conseil et celui de M. Tahar ben Amar; Ratification nécessaire du Parlement; Problèmes des fellaghas; Procédure traditionnelle de l'aman; Formes insolites de l'accord intervenu; Déconvenues à craindre après les mesures draconiennes annoncées; Répercussions redoutables en Algérie; Motions syndicales locales réclamant le châtiement des coupables; Surveillance nécessaire de la frontière; Renforts militaires nécessaires dans le Constantinois; Sa position concernant la Tunisie (Autonomie interne) et l'Algérie (Politique des investissements et du niveau de vie); Problème crucial de l'Afrique du Nord; Le nationalisme arabe, dilemme : « Partir ou rester », réponse : « Oui à l'évolution, non à la sécession »; Autre dilemme (jeux) récemment posé au Conseil de la République pour l'Algérie : « Ou l'autonomie ou l'assimilation totale », réponse : Danger « de voir un jour la France devenir une

colonie de ses colonies »; *Responsabilité de Bourguiba dans les événements d'Algérie; nécessité de rétablir « la solidité africaine » avant de pouvoir aborder les problèmes de la détente entre l'Est et l'Ouest* [9 décembre 1954] (p. 6025 à 6029). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat B, Chap. 60-80 : *Équipement économique de l'Algérie, sa demande de disjonction* [24 novembre 1954] (p. 5359); *la retire* (p. 5361); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Son rôle personnel dans l'évolution du « préalable sarrois » (Historique); Valeur, mais fragilité, de l'accord actuel (Disparition, avec la C.E.D., du « substratum européen » espéré, et de l'article 7 (§ 3) qui liait — partiellement — l'Allemagne future); critique juridique de l'exposé des motifs allemand (revendiquant les frontières de 1937); Appel aux militants (français et allemands) de l'idée européenne, en faveur de la Surre, qui ne doit pas devenir un « enjeu »* [22 décembre 1954] (p. 6781, 6782); *Rapport n° 9703, Art. 2 et 3 (Admission de la République fédérale à l'O.T.A.N.) : Explications de vote (Dénonciation morale du Pacte anglo-soviétique par l'U.R.S.S. dès 1949 (Déclarations J. Staline à M. Zilliacus, d'après M. Hr Mc Neil)* [27 décembre 1954] (p. 6877); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Les négociations franco-tunisiennes et les limites de l'autonomie interne, l'aggravation de la situation en Algérie, la réunion séparée des délégués du deuxième collège, le remplacement du Gouverneur général de l'Algérie par M. Soustelle, la nécessité de protéger les musulmans fidèles à la France, le statut de l'Algérie, l'envoi d'une commission parlementaire dans les territoires du Sud, la réforme des communes mixtes, la parité des collèges dans les conseils généraux, le développement des investissements, l'importance de l'Afrique du Nord en cas de guerre atomique, les campagnes de presse (l'Express et le bloc-notes de Mauriac)* [3 février 1955] (p. 662 à 666); — du projet de loi relatif à l'état d'urgence : *Contre-projet de M. Bendjelloul tendant à proclamer l'état de siège dans l'Aurès* [31 mars 1955] (p. 2170); *Art. 5 : Amendement de M. Vals (Impossibilité pour l'Assemblée nouvellement élue de rétablir l'état d'urgence avant la validation des opérations électorales)* (p. 2191); *Art. 6 :*

Voyage de Mme Sportisse dans l'Aurès (p. 2193, 2194); *Art. 8 : Amendement de M. M. Grimaud (Recours devant le tribunal administratif)* (p. 2198 et suiv.); *Son amendement (Recours devant une commission consultative et devant le tribunal administratif pour excès de pouvoir)* (p. 2205, 2207). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la question sarroise : *Canalisation de la Moselle et grand canal d'Alsace* [30 mars 1955] (p. 2116 et suiv.). — Est nommé *Président de la C. E. C. A.* [1^{er} juin 1955] (1). = S'excuse de son absence [8 avril 1952] (p. 1980), [3 juin 1952] (p. 2604), [30 juin 1953] (p. 3174), [25 février 1954] (p. 506), [29 mars 1954] (p. 1386), [7 octobre 1954] (p. 4568), [21 juin 1955] (p. 3168). = Obtient des congés [8 avril 1952] (p. 1980), [3 juin 1952] (p. 2604), [30 juin 1953] (p. 3174), [25 février 1954] (p. 506), [29 mars 1954] (p. 1386), [7 octobre 1954] (p. 4568), [21 juin 1955] (p. 3168).

MAZEL (M. Jean), *Député de la Lozère (P.C.D.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

MAZIER (M. Antoine), *Député des Côtes-du-Nord (S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération européenne et du programme de relèvement européen [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [3 février 1953] (**F. n° 226**).

(1) Cette nomination dérive de la Conférence de Messine (Communiqué du 1^{er} juin 1955, mentionné dans *Articles et documents*, n° 0215 du 1 juin 1955).

Dépôts :

Le 8 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 991) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Marine marchande, **n° 1417**. — Le 23 novembre 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 991) et la lettre rectificative (n° 1675) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952, Marine marchande, **n° 1692**. — Le 13 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 1895) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 991) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 (Marine marchande), **n° 1996**. — Le 21 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4271) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953, Travaux publics, Transports et Tourisme (III. — Marine marchande), **n° 4423**. — Le 19 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 4929) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4271) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour 1953 (Travaux publics, Transports et Tourisme. — III. Marine marchande), **n° 5172**. — Le 17 mars 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur le refus d'homologation (n° 4220) d'une décision de l'Assemblée algérienne relative à l'institution d'un système d'allocations familiales au profit des marins pêcheurs artisans, **n° 5875**. — Le 17 mars 1953, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 4816) tendant à valider pour la pension sur la Caisse de retraites des marins, la durée d'un mandat parlementaire rempli par un inscrit maritime, **n° 5876**. — Le 3 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6769) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme (III. — Marine marchande), pour

l'exercice 1954, **n° 7065**. — Le 12 novembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6769) et la lettre rectificative (n° 7124) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme (III. — Marine marchande) pour l'exercice 1954, **n° 7153**. — Le 9 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 7350) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6769), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour l'exercice 1954 (III. — Marine marchande), **n° 7415**. — Le 24 juin 1954, une proposition de loi tendant à rendre applicable à certaines victimes de la guerre, bénéficiaires de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950, l'article 37 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, modifiée par la loi n° 49-1651 du 31 décembre 1949, **n° 8711**. — Le 6 juillet 1954, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 7693) portant approbation des avenants aux conventions du 23 décembre 1948 conclus avec la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des messageries maritimes, **n° 8823**. — Le 3 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aligner le taux du prélèvement opéré en faveur de l'Action sanitaire et sociale des petits pêcheurs sur celui en vigueur dans le régime salarié, **n° 9341**. — Le 22 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9302) et la lettre rectificative (n° 9521) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour l'exercice 1955 (III. — Marine marchande), **n° 9541**. — Le 14 décembre 1954, une proposition de loi tendant à compléter l'article 52 modifié de la loi du 12 avril 1941 sur le fonctionnement de la Caisse de retraite des marins, **n° 9713**. — Le 29 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour l'exercice 1955 (III. — Marine marchande),

n° 9814. — Le 15 novembre 1955, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du régime des pensions des marins du commerce et de la pêche, **n° 11881.** — Le 16 novembre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser par décret les salaires forfaitaires des marins, dans les conditions prévues par l'article 14 de la loi du 22 septembre 1948, **n° 11900.**

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950; MARINE MARCHANDE, Chap. 4060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'établissement national des invalides de la marine* [23 août 1951] (p. 6440); *le retire* (p. 6444); — du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale; Art. 12 : *Financement de la sécurité sociale des étudiants* [30 août 1951] (p. 6627); — du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, subventions à l'enseignement libre) : *Discussion générale (Ses observations sur la formation des jeunes professeurs)* [1^{er} septembre 1951] (p. 6770); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à n'accorder des bourses qu'aux élèves des écoles privées qui n'auront pas trouvé de places dans les écoles publiques* [3 septembre 1951] (p. 6788, 6789); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Discussion générale (Ses observations sur les bienfaits des écoles publiques, la domination de l'église catholique dans le passé, l'ordre moral du XIX^e siècle, l'acharnement du clergé de l'Ouest)* [5 septembre 1951] (p. 6942, 6943, 6944, 6945, 6946, 6947); Art. 1^{er} : *Amendement de Mme Lempereur tendant à verser l'allocation aux associations de parents d'élèves* [8 septembre 1951] (p. 7074); *Son amendement tendant à solliciter l'avis du bureau de la ligue départementale de l'enseignement public* (p. 7079); *Son amendement tendant à solliciter l'avis du bureau de l'association départementale de parents d'élèves* (p. 7079, 7080); *Son amendement tendant à prévoir la délégation de fonds aux œuvres post-scolaires* (p. 7080); *Son amendement tendant à prévoir l'utilisation des fonds pour la caisse de secours des enfants de l'école publique* (p. 7106, 7107); *Son amendement*

tendant à mandater à la caisse départementale de l'enseignement privé (p. 7111); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Demande de suspension de séance, présentée par M. Marcel David* [21 septembre 1951] (p. 7577); Art 1^{er} : *Allocation-éducation telle qu'elle est conçue par la majorité* (p. 7582, 7583); *Amendement de M. Tournaud tendant à reprendre le texte du Conseil de la République concernant l'attribution de l'allocation pour les enfants élèves des établissements publics* (p. 7587, 7588); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1955; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4010 : *Amen- dement de M. Guiguen tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les mutuelles de fonctionnaires* [14 novembre 1951] (p. 8005); MARINE MARCHANDE : en qualité de Rapporteur (p. 8020); Chap. 4030 : *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inscription maritime (Personnel des bureaux)* (p. 8024); Chap. 3030 : *Amendement de M. Gravoille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'inscription maritime* (p. 8024); *Amendement de M. Michaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'inscription maritime (Surveillance et protection des bancs de pêche)* (p. 8022); Chap. 3070 : *Amendement de M. La Chambre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour loyers (École maritime de l'avenue Foch)* (p. 8022, 8023); Chap. 4030 : *Amendements de MM. La Chambre, Cermolacce et Michaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'établissement national des invalides de la marine (Relèvement des pensions des marins et pêcheurs)* (p. 8025, 8026); Chap. 4050 : *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les loyers du marin* [15 novembre 1951] (p. 8039); *Amendement de M. Febvay tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux pêches maritimes* (p. 8040); Chap. 5020 : *Aide à l'armement maritime* (p. 8042); Chap. 5030 : *Amendement de M. Michaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'office scientifique des pêches maritimes* (p. 8043); *Amendement de M. Guilton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage maritime* (p. 8045); Chap. 5060 : *Amendement de M. René Schmitt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sociétés de sauvetage et les périls en mer* (p. 8046, 8047); Chap. 5070 : *Amende-*

ment de M. Cermolacce tendant à réduire de 50 millions la subvention à la Compagnie générale transatlantique (p. 8048); Chap. 4030 : Lettre rectificative annoncée par le Gouvernement, sa demande de renvoi du débat (p. 8060); AGRICULTURE, Chap. 3530 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel automobile (Abondance du parc automobile indemnités kilométriques de déplacement) [21 novembre 1951] (p. 8291, 8292); le retire (p. 8292); MARINE MARCHANDE, Chap. 4030 : Subventions à l'établissement national des invalides de la marine [23 novembre 1951] (p. 8456, 8457); Art. 2 : Amendement de M. Louis Michaud tendant à doubler le droit de timbre sur les connaissements (p. 8459); Chap. 3050 : Amendement de M. Tourtaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs du Trésor (Indemnité kilométrique) (p. 8470); AFFAIRES ÉCONOMIQUES : en qualité de Rapporteur suppléant [29 novembre 1951] (p. 8657, 8658); Chap. 1000 : en qualité de Rapporteur suppléant [5 décembre 1951] (p. 8827); Chap. 1020 : Amendement de Mme Estachy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités diverses (Heures supplémentaires) (p. 8830); Chap. 1040 : Amendement de M. Alphonse Denis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Répartition internationale des matières premières) (p. 8830); Chap. 1080 : Amendement de Mme Estachy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'institut national de la statistique (Insuffisance des recensements économiques) (p. 8834); Chap. 3030 : Amendement de M. Charret tendant à supprimer les crédits pour les frais d'installation de l'appartement du ministre, quai Branly (p. 8835); Sa demande de deuxième délibération du chapitre (p. 8835); Chap. 3040 : Demande de rétablissement des crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Frais de matériel) présentée par le Gouvernement (p. 8835, 8836); Chap. 5000 : Amendement de M. Jarrosson tendant à rétablir les crédits pour l'expansion économique à l'étranger (Centre national du commerce extérieur) [11 décembre 1951] (p. 8983, 8985); Chap. 5020 : Amendement de M. Bergasse tendant à rétablir partiellement les crédits pour l'accroissement de la productivité (p. 8990, 8991); Chap. 5050 : Demande de disjonction du chapitre subventionnant les restaurants sociaux, présentée par M. Jarrosson [12 décembre 1951]

(p. 9055); Sa demande de deuxième délibération (p. 9055); Chap. 3030 : Amendement de M. Charret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'administration centrale (Appartement du ministre, quai Branly) (p. 9056); Chap. 3080 : Institut national de la statistique (p. 9056, 9057); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 6000 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de justice (Polytechniciens de l'aviation civile) [12 décembre 1951] (p. 9094); le retire (ibid.); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1030 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection académique (Statut des inspecteurs des écoles primaires) [18 décembre 1951] (p. 9294); le retire (p. 9296); Chap. 1220 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'enseignement technique (Titularisation des professeurs techniques) [19 décembre 1951] (p. 9411 et suiv.); le retire (p. 9413); Chap. 3330 : Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux élèves professeurs de l'enseignement (Traitement des élèves-instituteurs) (p. 9431, 9433); P. T. T., Chap. 6090 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les travaux d'établissement (Bureaux de postes de campagne) [23 décembre 1951] (p. 9676); le retire (ibid.); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République : en qualité de Rapporteur suppléant [28 décembre 1951] (p. 10036); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 2, Etat B, Chap. 90-12 : Amendement de M. Méhaignerie tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement rural (Electrification rurale dans l'Ouest) [27 décembre 1951] (p. 9935); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B : Amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prêts divers, prêts aux artisans pêcheurs et crédit maritime mutuel [28 décembre 1951] (p. 10025); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : Article additionnel : Son amendement tendant à lever une taxe de 1 0/0 sur les biens des organismes d'Etat (Taxe sur les biens de mainmorte) [26 février 1952] (p. 1032, 1033); — d'une proposition de loi relative à la durée du service actif des sursitaires : Discussion générale [13 mars 1952] (p. 1263), [20 mars 1952] (p. 1383); — du projet de loi DE

FINANCES pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur les économies proposées, la réduction des investissements, les migrations rurales de l'Ouest dans le Sud-Ouest, la mauvaise utilisation de la main-d'œuvre, la politique de confiance, la politique de baisse, le blocage des salaires, la déclaration de M. Gingembre)* [2 avril 1952] (p. 1728 et suiv.); Art. 34 : *Majoration des droits de quai pour les navires* [4 avril 1952] (p. 1903); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti (échelle mobile), amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur la grève du bâtiment dans les Côtes-du-Nord)* [9 avril 1952] (p. 2044); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951; Art. 1^{er}, Etat A, MARINE MARCHANDE, Chap. 40-50 : *Amendement de M. Signor tendant à rétablir les crédits pour l'établissement national des invalides de la marine* [10 avril 1952] (p. 2115). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons pour lesquelles les académies de Rennes et de Nancy sont soumises en 1952 à un régime particulier en ce qui concerne les vacances scolaires [12 avril 1952] (p. 2277). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt à capital garanti; Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder les mêmes immunités fiscales aux emprunts des collectivités locales* [20 mai 1952] (p. 2362); — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées; Art. 10 : *Amendement de Mme Laissac tendant à ne pas tenir compte des revenus provenant de l'exploitation agricole pour les petits exploitants* [6 juin 1952] (p. 2712); — d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail; Article additionnel : *Son amendement relatif au régime d'assurance des marins* [2 juillet 1952] (p. 3432); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur l'écoulement de la production de pommes de terre, primeurs de l'Ouest)* [8 juillet 1952] (p. 3695). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation des élèves maîtres qui, ayant subi sans succès les épreuves du baccalauréat sont dans l'impossibilité de poursuivre leurs études [9 octobre 1952] (p. 4153); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation

[18 novembre 1952] (p. 5336 et suiv.). — Prend part à la discussion : projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE; Etat A, Chap. 34-31 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le remboursement de frais aux services agricoles (Indemnités kilométriques des agents du génie rural)* [25 octobre 1952] (p. 4464); le retire (p. 4465); Chap. 46-52 : *Amendement de M. Thomas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse de crédit agricole (Prêts aux jeunes ruraux)* (p. 4483); MARINE MARCHANDE, en qualité de Rapporteur [14 novembre 1952] (p. 5102, 5103); Etat A, Chap. 31-01 : *Agents contractuels techniciens du Ministère* (p. 5106, 5107); Chap. 34-11 : *Amendement de M. Reeb tendant à rétablir les crédits pour frais de voyage (Déplacement des administrateurs de l'inscription maritime)* (p. 5113); Chap. 34-12 : *Amendement de M. Henneguelle tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'inscription maritime (Matériel de surveillance des pêches)* (p. 5114); Etat B, Chap. 43-21 : *Amendement de M. L. Michaud tendant à rétablir les crédits pour l'apprentissage maritime (Gérance libre des écoles d'apprentissage)* [15 novembre 1952] (p. 5275); *Amendement de M. Reeb tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage maritime (Réduction excessive des crédits par la Commission des finances, sur avis de la Cour des comptes)* (p. 5276); Chap. 44-01 : *Amendement de M. Reeb tendant à réduire de 1.000 francs les subventions aux pêches maritimes (Aide à la flotte de pêche)* (p. 5279, 5280); Chap. 45-01 : *Exploitation des services maritimes (Subventions à la Compagnie générale transatlantique et aux Messageries maritimes)* (p. 5280); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : *Son amendement tendant à intégrer dans le corps des administrateurs civils les personnes nommées à des emplois supérieurs par l'ordonnance du 22 février 1945* [12 décembre 1952] (p. 6288); *Amendement de M. M. David tendant à permettre le reclassement des percepteurs chargés du recouvrement des impôts* [21 décembre 1952] (p. 6855); *Son amendement tendant à étendre le bénéfice de la sécurité sociale à certains grands malades non affiliés encore au moment de leur maladie* (p. 6857, 6858); *Amendement de M. Daguin tendant à rem-*

boursier à la sécurité sociale ses dépenses pour l'établissement du relevé par médecin, dentiste et sage-femme des sommes perçues (p. 6917); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 25 : *Amendement de M. Kuehn tendant à prévoir la majoration par décret de la taxe d'encouragement à la production textile* [15 décembre 1952] (p. 6403); Art. 28 *ter* : *Son amendement tendant à interdire à un administrateur d'entreprise publique représentant l'Etat d'exercer une profession lucrative* (p. 6405); Art. 1^{er}, Etat A, : *Matériel des établissements de l'Education nationale (Normes du matériel scolaire)* (p. 6408, 6409); *Fonds d'aménagement national (Industrie de l'ouest)* (p. 6409); Art. 3 A : *Majoration de 1.300 francs par trimestre de l'allocation-éducation aux élèves des enseignements libre et public* (p. 6418 et suiv.); Art. 32 : *Son amendement tendant à réduire le taux de la cotisation additionnelle à la taxe à la production* [19 décembre 1952] (p. 6608, 6609); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Son rappel au Règlement (Non-distribution de l'avis du Conseil économique)* [16 décembre 1952] (p. 6457, 6458); *Demande de renvoi du débat présentée par M. Minjoz* (p. 6458); Art. 27 *ter* : *Demande de disjonction de l'article utilisant les dépôts de la Caisse d'épargne pour des prêts, présentée par M. Denais* [20 décembre 1952] (p. 6767, 6768); *Son amendement tendant à prévoir la création d'une Commission chargée de régir l'octroi des prêts des Caisses d'épargne* (p. 6768); Etat A, AGRICULTURE, Chap. 51-80 : *Son rappel au Règlement (Limitation du temps de parole)* (p. 6791); EDUCATION NATIONALE, Chap. 56-20 : *Amendement de M. Boutavant tendant à renvoyer le chapitre relatif à l'équipement des lycées et collèges (Encombrement des lycées)* [21 décembre 1952] (p. 6923); Art. 11 *quater* : *Demande de disjonction de l'article affectant les fonds des Caisses départementales scolaires aux constructions scolaires* (p. 6934, 6935); *Amendement de Mme Lempereur tendant à ne faire couvrir qu'exceptionnellement par les fonds des Caisses départementales scolaires les dépenses de construction* (p. 6940); *Son rappel au Règlement (Contestation d'un vote)* (p. 6942, 6943); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 53-30 : *Amendement de M. Le Sénéchal tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les voies de navigation intérieure (Canaux de Lille à la mer du Nord)* (p. 6944);

AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 56-40 : *Amendement de M. Le Sénéchal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aviation sportive* (p. 6947); MARINE MARCHANDE, Chap. 56-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enseignement maritime (Petits ports de pêche)* (p. 6948); *le retire* (ibid.); AGRICULTURE, Chap. 61-60 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement du génie rural (Electrification et silos en Bretagne)* (p. 6954); Art. 4, Etat D : *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prêts agricoles (Insuffisance des prêts aux jeunes exploitants)* (p. 6958); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Article additionnel : *Son amendement relatif à l'affiliation à la sécurité sociale des personnes malades et non encore guéries* [24 janvier 1953] (p. 295); *le retire* (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [30 janvier 1953] (p. 696); Etat B, Chap. 45-01 : *Exploitation des services maritimes d'intérêt général (Relations avec la Balagne et réduction du taux des frets)* (p. 697); Art. 1^{er} A : *Amendement de M. Cermolacce tendant à modifier le taux de calcul des pensions des marins retraités avec effet rétroactif en 1952* (p. 699); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 janvier 1953] (p. 604, 605); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à reprendre le texte du Conseil de la République supprimant l'avis conforme pour les décrets des Commissions des finances parlementaires* [6 février 1953] (p. 1034); Art. 136 : *Amendement de M. Minjoz tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale concernant les fonctionnaires révoqués par le Gouvernement de Vichy* (p. 1043); — du projet de loi portant fixation du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : *Son rappel au Règlement (Application abusive de l'article 17 de la Constitution)* [29 janvier 1953] (p. 666, 667); Art. 1^{er} : *Recettes insuffisantes du budget des prestations familiales agricoles* (p. 670); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République; Art. 27 *ter* : *Son amendement*

tendant à rétablir l'article créant une Commission auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour orienter l'octroi des prêts et placements [6 février 1953] (p. 1007, 1008); — d'une proposition de loi accordant une allocation mensuelle aux malades de longue durée hospitalisés : *Discussion générale* [3 mars 1953] (p. 1530); — du projet de loi relatif aux pensions des marins du commerce et de la pêche; en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 mars 1953] (p. 2393, 2394, 2401); Article additionnel : *Son amendement tendant à majorer le taux de cotisation des marins et des pêcheurs* (p. 2402); Art. 2 : *Son amendement tendant à étendre la taxe de 6,75 0/0, payée par les armateurs, aux périodes de congé* (p. 2403); Article additionnel : *Son amendement relatif à la gestion du fonds de réserve de l'Établissement national des invalides de la marine* (p. 2403); — du projet de loi relatif au redressement financier : *Discussion générale* (Ses observations sur la suppression de l'assistance à la famille, la suppression du contingent communal aux dépenses d'assistance, en matière d'hygiène et de prévention sanitaire, les charges nouvelles imposées aux communes, les conditions d'admission et l'assistance médicale gratuite) [19 mai 1953] (p. 2765 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la décision gouvernementale écartant du concours un certain nombre de candidats, en raison de leurs opinions politiques [6 octobre 1953] (p. 4015); la développe : *Cas de M. Guyader fonctionnaire exclu du concours de l'E. N. A., le développement possible de l'arbitraire étendu à tous les marxistes* [13 novembre 1953] (p. 5070 et suiv.); *Son ordre du jour condamnant les exclusions prononcées au concours de l'E. N. A. et exigeant une réparation* (p. 5078, 5079). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août : *Cas d'un candidat à l'E. N. A. exclu du concours* [8 octobre 1953] (p. 4120); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur* : *Reconstitution de la flotte marchande, aide à la construction navale, difficultés des compagnies subventionnées, institut scientifique des pêches, construction du Théodore-Tissier* [12 noven-bre 1953] (p. 4970 et suiv.); Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Titularisation de contractuels)* (p. 4973); Chap. 31-02 : *Indemnités diverses (Poste de Secrétaire général à la*

Marine) (p. 4999); Chap. 34-12 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'inscription maritime (Budget de l'Institut des pêches et remise en état du Théodore-Tissier)* (p. 5004, 5005); *Suite du débat* (p. 5104); Chap. 31-01 : *Lettre rectificative du Gouvernement* [14 novembre 1953] (p. 5119); Chap. 63-00 : *Aide à la construction navale (Paquebot de la ligne de New-York)* (p. 5121); *Sa demande de deuxième délibération des chapitres 34-12 et 31-02* (p. 5123); Chap. 34-12 : *Crédit de 15 millions pour le réarmement du Théodore-Tissier* (p. 5123); Chap. 31-02 : *Indemnités de l'administration centrale (Poste de Secrétaire général)* (p. 5123); Chap. 43-94 : *Amendement de M. Couston tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions diverses (Détaxation de l'essence utilisée par les aéroclubs)* (p. 5152); AGRICULTURE, Etat A, Chap. 46-52 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse nationale de crédit agricole (Insuffisance des prêts et spéculations sur les fermes)* [3 décembre 1953] (p. 5959); Chap. 46-57 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les migrations rurales (Migration insuffisante de Bretons vers le Sud-Ouest)* (p. 5960); Etat B, Chap. 61-70 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le remembrement et regroupement culturel (Insuffisance du stockage de blé en France)* [4 décembre 1953] (p. 6025); *le retire* (ibid.); INTÉRIEUR : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Recensement des marins)* [11 décembre 1953] (p. 6496, 6497); MARINE MARCHANDE, amendé par le Conseil de la République en qualité de *Rapporteur* [11 décembre 1953] (p. 6503); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat R, Chap. 53-34 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'équipement des ports de commerce (Insuffisance des crédits notamment pour Le Havre)* [12 décembre 1953] (p. 6600, 6601); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 31-43 : *Direction générale des impôts (Création à la Direction générale des impôts, d'un service des domaines et du comptable unique)* [30 décembre 1953] (p. 7034, 7035); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, amendé par le Conseil de la République, Etat A, Chap. 31-12 : *Service du travail et de la main-d'œuvre (Statut des*

contrôleurs du travail) (p. 7036); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Fixation du budget-type par la commission supérieure des conventions collectives)* (p. 7038, 7039). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Discussion des interpellations sur l'élimination de candidats au concours de l'E.N.A.* [13 novembre 1953] (p. 5052). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954), Art. 33 : *Demande de disjonction de l'article attribuant 5.200 millions aux sociétés ayant assuré les risques d'accidents et de maladies en 1946, présentée par Mme Lefebvre* [12 décembre 1953] (p. 6623, 6624); Art. 36, Etat I : *Contribution du fonds de construction, d'équipement rural et d'expansion économique aux investissements (Méfaits de la notion de débudgétisation)* [13 décembre 1953] (p. 6660 et suiv.); Art. 2, Etat B : *Amendement de M. M. David tendant à rétablir le compte spécial pour le fonds forestier national* (p. 6670); *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer le compte « allocation aux familles d'enfants recevant l'enseignement primaire »* (p. 6672); Article additionnel : *Amendement de M. Deixonne relatif à l'utilisation des fonds des caisses départementales scolaires dans chaque commune* (p. 6680); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1954; Article additionnel : *Son amendement tendant à l'octroi du tarif postal préférentiel aux journaux scolaires* [13 décembre 1953] (p. 6747); *Son amendement tendant à octroyer des bonifications d'intérêts aux prêts spéciaux contractés par les coopératives d'H.L.M.* (p. 6747); le retire (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les sanctions prononcées pour faits de grève dans l'administration des P.T.T. et la mutation d'office de certains directeurs départementaux [9 mars 1954] (p. 754); — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 22 N : *Amendement de M. Leenhardt (Garantie par l'Etat du montant de la taxe locale destinée aux communes)* [29 mars 1954] (p. 1392, 1394, 1395); Art. 39 : *Impôts sur les revenus (Déduction supplémentaire pour frais professionnels des inscrits maritimes)* (p. 1405); Art. 40 : *Son amendement (Augmentation de l'exonération à la base prévue pour la surtaxe progressive)* (p. 1409); le retire (ibid.); Art. 42 :

Son rappel au règlement (p. 1426); *Son amendement (Imposition des sociétés, établissement d'une discrimination entre les sociétés)* (p. 1425, 1426); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, EDUCATION NATIONALE : *Son article additionnel (Octroi du tarif postal préférentiel aux journaux scolaires)* [1^{er} avril 1954] (p. 1644); — du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier : *Artisanat français* [14 mai 1954] (p. 2420); Art. 1^{er} sexiès : *Son amendement (Impôt de 5 0/0 sur les revenus artisanaux inférieurs à 456.000 francs)* (p. 2424); *Son article additionnel (taxe à 5 0/0 des bénéfices artisanaux inférieurs à 456.000 francs)* [18 mai 1954] (p. 2482, 2483); Art. 7 : *Amendement de M. Tourtaud (Abrogation de l'article 31 de la loi du 10 avril portant réforme fiscale)* [21 mai 1954] (p. 2614); Art. 14 : *Pénalités applicables aux contribuables ayant fait des déclarations inexactes pour l'établissement de leur forfait (Demande de disjonction de l'article, présentée par la commission)* [25 mai 1954] (p. 2677, 2678); *Article additionnel de M. Liautey (Imposition des artisans)* [1^{er} juin 1954] (p. 2725, 2726); *Article additionnel de M. Dorey (Régime fiscal des artisans; distinction entre le salaire et le profit, inconvénients de la réforme fiscale pour l'artisanat)* [8 juin 1954] (p. 2816, 2817); *Son article additionnel tendant à éviter l'imposition, comme bénéfices imposables, des indemnités versées pour la reconstruction industrielle, commerciale et artisanale au titre de la législation sur les dommages de guerre* [24 juin 1954] (p. 3052, 3053); le retire (p. 3053). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour assurer le financement des travaux d'électrification [22 juillet 1954] (p. 3523). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Modernisation des entreprises et chômage, amélioration du pouvoir d'achat et expansion économique, relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti)* [5 août 1954] (p. 3895 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères pour 1955 (III. SERVICES FRANÇAIS EN SARRE) en qualité de Rapporteur suppléant : *Situation du personnel non titulaire de la mission française en Sarre* [6 décembre 1954] (p. 5876, 5877); *Article*

additionnel de M. Vendroux (*Intégration dans les emplois permanents de la fonction publique des agents temporaires des services français en Sarre*) (p. 5878, 5879); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, transports et tourisme pour 1955, (MARINE MARCHANDE), en qualité de Rapporteur : *Loi d'aide à la construction navale, pêche, enseignement maritime, angoisse sur le sort des pêcheurs de Concarneau perdus en mer, organisation du travail maritime, paquebot de l'Atlantique nord* [6 décembre 1954] (p. 5880 et suiv.); Etat A, Chap. 31-11 : *Situation des gardes maritimes et des gens de mer* (p. 5896); Chap. 31-21 : *Amendement de M. Gravoille (insuffisance du nombre de professeurs de l'enseignement maritime)* (p. 5898); Chap. 41-01 : *utilisation des fonds destinés à la propagande, salon nautique* (p. 5902); Chap. 43-21 : *Apprentissage maritime* (p. 5903); Chap. 45-01 : *Subventions à la Compagnie générale transatlantique et à la Compagnie des messageries maritimes* (p. 5908, 5909); Chap. 47-31 : *Subvention à l'Etablissement national des invalides de la marine, sa demande de disjonction (Amélioration du régime des retraites en vigueur)* [7 décembre 1954] (p. 5927); Etat B, Chap. 56-47 : *Etablissements d'enseignement maritime (Saint-Malo, Le Havre)* (p. 5928, 5929); Chap. 63-00 : *Aide à la construction navale, sa demande de réserver le chapitre* [8 décembre 1954] (p. 5957); Art. 3 : *Son amendement (Fixation des taxes à percevoir au titre des navires de pêche; Fonctionnement de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes)* [8 décembre 1954] (p. 5959, 5960); Art. 4 : *Fixation par décret du taux de la redevance perçue au profit de l'établissement des invalides de la marine pour chaque duplicatum du livret professionnel maritime, demande de disjonction de M. Dupuy* (p. 5961); Article additionnel de M. Reeb (*Affectation au fonds de réserve de l'établissement des invalides de la marine de la retenue prélevée sur le montant des primes à la construction navale*) (p. 5962, 5963); Article additionnel de M. Febvay (*Assimilation aux entreprises exportatrices des entreprises d'armement assurant des transports contre paiement en devises fortes*) (p. 5963, 5964); Lettre rectificative, création d'un poste de secrétaire général de la marine marchande, subvention des invalides de la marine, paquebot trans-

atlantique [9 décembre 1954] (p. 5972); Chap. 31-01 : *Création d'un poste de secrétaire général et suppressions d'emplois* (p. 5975); Chap. 44-01 : *Crédit maritime mutuel* (p. 5976); — du projet de loi relatif aux dépenses du ministère des Travaux publics, transports et tourisme pour 1955, I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat B, Chap. 53-34 : *Ports de commerce (Ports du Légué près de Saint-Brieuc)* [14 décembre 1954] (p. 6350); Chap. 53-38 : *Feux de signalisation entre Cancale et Brest* [15 décembre 1954] (p. 6370); Chap. 57-90 : *Amendement de M. Benard (Construction des bureaux des ponts et chaussées)* (p. 6370). — du projet de loi instituant un fonds national de la vieillesse : *Ses explications de vote (Pensions des marins)* [16 novembre 1955] (p. 5762).

MAZUEZ (M. Pierre), Député de Saône-et-Loire (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé : Président de la Commission des immunités parlementaires [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**); Secrétaire de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la santé publique et de la population [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1955] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des indemnités parlementaires [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé : par la Commission de la famille, de la population et de la santé publique pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Conseil supérieur des infirmiers et infirmières [23 novembre 1951] (**F. n° 59**); Juge titulaire à la Haute-Cour de Justice (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**). — Est élu juré suppléant de la Haute-Cour de Justice

(institué par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [9 avril 1954] (F. n° 379).

Dépôts :

Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 21 de la loi du 14 juillet 1905, relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources, n° 455. — Le 27 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à venir en aide aux habitants sinistrés de Montceau les-Mines, n° 1716. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 455) de M. Pierre-Fernand Mazurec, et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 21 de la loi du 14 juillet 1905, relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources, n° 2118. — Le 3 janvier 1952, une proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi du 13 avril 1946 et à une stricte réglementation de la prostitution, n° 2341. — Le 3 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la réforme des concours hospitaliers, n° 2342. — Le 3 janvier 1952, une proposition de loi tendant à autoriser le report sur les bénéfices des exercices suivants des déficits d'exploitation subis par les agriculteurs du fait de calamités, n° 2343. — Le 25 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à certains préparateurs en pharmacie anciennement qualifiés, le bénéfice de l'article 5 de la loi n° 46-630 du 8 avril 1946, relatif à l'exercice de la profession d'infirmier, n° 2462. — Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 201) concernant M. Pierre-Olivier Lapie, n° 3851. — Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur les demandes en autorisation de poursuites (nos 384, 1266, 1290, 3455, 3707) concernant M. Tourné, (nos 774, 1253, 1319, 1336, 1337, 1477, 1584, 1788, 2298, 2337, 2400, 2675, 2981, 3356, 3736) concernant M. Marc Dupuy, (nos 855, 856, 857, 1285, 1316, 2378) concernant M. Besset, (nos 404, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 877, 2297, 2519, 3188, 3619, 3708, 3709) concernant M. Cristofol, (nos 865, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265) concer-

nant M. Fayet, (nos 866, 1240) concernant M. Mouton, (nos 867, 1292) concernant M. Alphonse Denis, (nos 949, 950, 1251, 1287, 1288, 1289, 1298, 1475, 1476, 1493, 2160, 2294, 2295, 2537, 2538, 2539, 2664, 2871, 2872, 3345, 3355, 3405, 3562, 3602) concernant M. Marcel Cachin, (nos 1072, 1293, 2615) concernant M. Cherrier, (nos 1073, 1291, 1315) concernant M. Gosnat, (nos 1074, 2819, 3054, 3081) concernant M. Pierrard, (nos 1255, 2520, 2525) concernant M. d'Astier de la Vigerie, (nos 1286, 2296) concernant M. Alfred Costes, (nos 1295, 2544) concernant M. Florimond Bonte, (nos 1317, 2982, 3340, 3357, 3359, 3453) concernant M. Rosenblatt, (nos 1471, 1707) concernant M. Bartolini, (nos 1472, 3452) concernant M. Charles Benoist, (nos 1473, 1474, 1612) concernant M. Billat, (nos 2399, 2518) concernant M. Bissoi, (nos 2472, 3492) concernant M. Adrien Renard, (n° 2536) concernant M. Capdeville, (n° 2869) concernant M. Etienne Fajon (nos 2818, 2874) concernant M. Boutavant, (n° 3109) concernant M. Tricart, (n° 3187) concernant M. Frank Arnal, (n° 3676) concernant M. Charles Tillon, (n° 3091) concernant M. Oopa A Pouvanaa, (nos 3733, 3734, 3735) concernant M. Girard, n° 3853. — Le 23 octobre 1952, une proposition de loi tendant à ajouter un article 56 bis au chapitre II du titre II du Livre I^{er} du Code civil à fin de transcription des actes de naissance sur les registres du domicile du tuteur légal, n° 4463. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4397) concernant M. Bissoi, n° 4663. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4218) concernant M. Florimond Bonte, n° 4664. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4208) concernant M. Florimond Bonte, n° 4665. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur les demandes en autorisation de poursuites (n° 4282) concernant MM. Cachin, d'Astier de la Vigerie et Florimond Bonte, n° 4666. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites

immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4226) concernant M. Alphonse Denis, n° 4693. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4202) concernant M. Alphonse Denis, n° 4694. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4221) concernant M. Marc Dupuy, n° 4695. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4230) concernant M. Fayet, n° 4696. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 3943) concernant M. Grenier, n° 4697. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4280) concernant M. Kriegel-Valrimont, n° 4698. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4205) concernant M. Kriegel-Valrimont, n° 4699. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4198) concernant M. Kriegel-Valrimont, n° 4700. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4225) concernant M. Kriegel-Valrimont, n° 4701. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4235) concernant M. Moutou, n° 4702. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4032) concernant M. Tricart, n° 4703. — Le 8 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4120) concernant M. Tricart, n° 4704. — Le 11 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à autoriser la Commission des immunités parlementaires à procéder à la sténographie officielle de l'audition des parlementaires faisant l'objet de la demande en autorisation de poursuites

n° 4415, n° 506. — Le 12 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions, sur la proposition de résolution (n° 5061) de M. Pierre-Fernand Mazuez et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser la Commission des immunités parlementaires à procéder à la sténographie officielle de l'audition des parlementaires faisant l'objet de la demande en autorisation de poursuites n° 4415, n° 5075. — Le 22 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 4869) concernant M. Marcel Cachin, n° 5341. — Le 30 janvier 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 5291) concernant M. Charles Benoist, n° 5442. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 94 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française relatif à la surveillance des établissements d'accouchement, n° 5574. — Le 27 février 1953, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur les propositions de loi : 1° de M. Quinson (n° 5644) tendant à modifier l'article 41 de la loi du 5 avril 1884 sur les municipalités ; 2° de M. Wagner et plusieurs de ses collègues (n° 5655) tendant à compléter et modifier les dispositions de l'article 41 de la loi municipale du 5 avril 1884 ; 3° de M. Jean-Paul David et plusieurs de ses collègues (n° 5674) tendant à fixer la date des élections municipales aux 26 avril et 3 mai 1953, n° 5707. — Le 25 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 5574) de M. Pierre-Fernand Mazuez et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 94 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et la natalité française relatif à la surveillance des établissements d'accouchement, n° 6013. — Le 21 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des secours d'urgence aux sinistrés des récentes inondations des vallées du Doubs et de la Saône, n° 6556. — Le 23 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 6718) concernant M. Besset, n° 6981. —

Le 18 novembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 16 de la loi du 21 décembre 1941 afin de donner compétence aux commissions administratives dans le choix de médecins, chirurgiens, pharmaciens et spécialistes des hôpitaux et hospices, n° 7196. — Le 18 mars 1954, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7949) concernant M. Marcel Cachin, n° 8037. — Le 11 juin 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi (n° 8010) de M. Jean-Paul David et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 30 de la loi n° 51-519 du 9 mai 1951 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 8637. — Le 4 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à installer d'urgence les collèges des trois médecins prévus à l'article 9 du décret du 17 novembre 1947 modifié, fixant les modalités spéciales d'application à la silicose professionnelle de la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n° 9058. — Le 28 août 1954, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 8871) concernant M. Marcel Cachin, n° 9239. — Le 10 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 8536) de M. Meek tendant à rouvrir les délais prévus à l'article 13 de la loi n° 46-630 du 8 avril 1946 pour les infirmiers et infirmières, modifié par la loi n° 48-813 du 13 mai 1948, n° 9445. — Le 13 novembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 8948) de M. Paul Reynaud et plusieurs de ses collègues tendant à décider, en application de l'article 14, alinéa 4, du Règlement, la création d'une Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires, n° 9505. — Le 8 décembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi (n° 8010) de M. Jean-Paul David et plusieurs de ses collègues

tendant à modifier l'article 30 de la loi n° 51-519 du 9 mai 1951 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 9661. — Le 17 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 9514) concernant M. Oopa Pouvanaa, n° 9746. — Le 25 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés du département de Saône-et-Loire, n° 9982. — Le 31 mars 1955, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi adoptée par le Conseil de la République tendant à modifier l'article 58 de la loi n° 48-4471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des Conseillers de la République, n° 10585. — Le 28 juin 1955, une proposition de loi tendant à modifier et compléter la loi du 17 juillet 1889 relative aux candidatures multiples, n° 11028. — Le 11 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à la perception des taxes instituées sur les spectacles sportifs par les décrets nos 55-465 et 55-469 du 30 avril 1955 jusqu'à la publication des arrêtés interministériels prévus à l'alinéa b de l'article 3, 3° du décret n° 55-469 susvisé, n° 11584.

Interventions :

Est élu *Juge titulaire de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi sur la liberté de la presse : *Discussion générale (Ses observations sur l'immunité parlementaire de certains directeurs de journaux)* [8 novembre 1951] (p. 7704); — de rapports sur des demandes en autorisation de poursuites : *Rejet des demandes concernant les délits de presse* [1^{er} juillet 1952] (p. 3253). — Ses rapports sur des pétitions [4 juillet 1952] (p. 3613); [4 novembre 1952] (p. 4738); [4 décembre 1952] (p. 5970). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1953; P.T.T. Art. 3, Chap. 5300 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour l'équipement de bâtiments (Transfert du centre de tri de Mâcon à Chalon-sur-Saône)* [3 février 1953] (p. 877); d'une

proposition de loi portant amnistie; Art. 27 : *Son amendement tendant à amnistier les faits donnant lieu à des sanctions professionnelles* [27 février 1953] (p. 1431); — d'une proposition de loi portant modification de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale; en qualité de *Rapporteur* [13 mars 1953] (p. 1891): *Discussion générale (Ses observations sur la date des élections dans les territoires d'outre-mer)* (p. 1891); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [24 mars 1953] (p. 2210); — d'une proposition de loi relative aux conditions de levée de l'immunité parlementaire : *Question préalable de M. de Benouville* [25 mars 1953] (p. 2324 et suiv.); *Motion préjudicielle de M. Ballanger tendant à ajourner le débat en attendant le rétablissement du scrutin public à la tribune* (p. 2327); *Discussion générale (Levée d'immunité sur le simple fait)* (p. 2330). — Est entendu sur : une demande de délai supplémentaire pour la Commission des immunités parlementaires : *Sa proposition de renvoi à la Commission, de la demande de délai* [16 juillet 1953] (p. 3515); — une demande en autorisation de poursuites (MM. Ducloux, Fajon, Billoux, Guyot et Marty) : *Sa demande de renvoi à la Commission (Application de l'article 18 bis)* [22 juillet 1953] (p. 3763, 3765); *motion de M. Flaudin tendant au renvoi en Commission (Lenteur injustement reprochée à la Commission, impossibilité d'un nouvel examen sans nouvelle demande gouvernementale)* [6 novembre 1953] (p. 4918, 4919); *Observations sur la suite éventuelle du débat (Nouveau débat nécessaire, en cas de rejet du rapport)* [6 novembre 1953] (p. 4928). — Ses rapport sur des pétitions [9 mars 1955] (p. 1254). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la modification de la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, en qualité de *Rapporteur* [24 mai 1955] (p. 2919); *Amendement de M. E. Hugues (Suppression des élections partielles dans les 12 derniers mois de la législature)* (p. 2920, 2921); Art. 2 : *Amendement de M. E. Hugues (Remboursement des frais électoraux par les candidats n'ayant pas obtenu 5 0/0 des suffrages)* (p. 2922); — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Isorni (Vote obligatoire, amende de 10.000 francs)* [15 novembre 1955] (p. 5684).

MECK (M. Henri), *Député du Bas-Rhin* (M. R. P.).

Son élection est validée [26 juillet 1951] (p. 6078). — Est nommé : Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [19 janvier 1955] (**F. n° 482**); — membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Dépôts :

Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la législation réglementant les rentes d'accidents du travail, **n° 348 (rectifié)**. — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi relative aux retraites des ouvriers mineurs, **n° 349 (rectifié)**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à proroger les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux caisses d'épargne fonctionnant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut Rhin et de la Moselle, **n° 393**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi modifiant l'article 10, cinquième alinéa de la loi du 28 octobre 1946 pour faire bénéficier les Français sinistrés à l'étranger de la législation actuelle des dommages de guerre, **n° 400**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger l'indemnité de difficultés administratives dont bénéficient les fonctionnaires des départements du Bas Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 401**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi sur l'aide sociale par l'attribution des moyens d'existence, **n° 409**. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à reculer la limite d'âge pour le bénéfice des allocations familiales en faveur des apprentis et des étudiants, **n° 471**. — Le 2 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1351 du Code civil relatif à l'autorité de la chose jugée, **n° 472**. — Le 2 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée Nationale d'un projet de loi relatif à la revalorisation de dettes, **n° 473**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi relative au statut de l'artisanat, **n° 568**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier

la loi du 24 juin 1950 relative aux indemnités des maires et adjoints, n° 578. — Le 21 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale par M. Meck sur la proposition de loi de M. Meck relative au versement rétroactif des allocations militaires et des allocations familiales supprimées par les autorités nazies dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 764. — Le 21 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale par M. Meck sur la proposition de loi de MM. Albert Schmitt, Meck et Sigrist tendant à déclarer applicable dans le ressort de la Cour d'appel de Colmar l'article 89, Livre IV, titre premier, chapitre VII du Code du travail, concernant la procédure d'appel en matière prud'homale, n° 765. — Le 21 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Bonnet et plusieurs de ses collègues tendant à porter à un taux normal la pension allouée aux grands invalides des assurances sociales par référence à la situation faite aux accidentés du travail dans le même régime général de sécurité sociale, n° 768. — Le 21 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de Mme Francine Lefebvre, Mlle Prévert et M. de Chevigné tendant à modifier les articles 32 et 72 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relative aux assurés sociaux âgés de plus de 60 ans, n° 769. — Le 21 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de Mlle Prévert et plusieurs de ses collègues complétant l'article 51 de l'ordonnance n° 45 2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, n° 770. — Le 21 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Palewski et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 3 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 771. — Le 21 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature)

au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues modifiant les dispositions du Code des assurances sociales du 19 juillet 1911 et de la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance des employés en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle jusqu'au 1^{er} juillet 1946 et pour lesquelles les anciens assurés de ces régimes ont la possibilité d'option jusqu'au 1^{er} juillet 1956, n° 772. — Le 24 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever le plafond autorisé pour la réalisation des marchés par les communes, les syndicats de communes et les établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance, n° 846. — Le 24 août 1951, une proposition de loi tendant à alléger le régime fiscal des successions et des donations, n° 847. — Le 28 août 1951, une proposition de loi tendant à porter à trois ans la durée du mandat des membres des comités d'entreprise, n° 886. — Le 28 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prescrire un enseignement comportant les règles de la circulation routière, n° 890. — Le 30 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter un projet de réforme de la sécurité sociale comportant une subvention de l'État, n° 911. — Le 3 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les ordonnances n° 45-2454 du 19 octobre 1945, n° 45-170 du 2 février 1945 et n° 45 2410 du 18 octobre 1945, modifiées et complétées par la loi du 23 août 1948 en vue de faire effectivement bénéficier les titulaires d'une pension de veuve ou de réversion ou du secours viager de la majoration prévue pour les veuves ayant eu au moins trois enfants, n° 955. — Le 10 septembre 1951, une proposition de loi tendant à majorer les taux de crédit accordés à un ouvrier désireux s'installer comme artisan, n° 1056. — Le 13 septembre 1951, une proposition de loi tendant à la réadaptation de la limite actuellement valable pour l'approbation des projets de travaux et fournitures des hôpitaux par l'autorité de tutelle, n° 1090. — Le 25 septembre 1951, une proposition de loi tendant à relever la fraction de chaque part du revenu considérée comme nulle lors du calcul de la surtaxe progressive, n° 1225. — Le 25 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à la révision de l'article 8 de la Constitu-

tion, en vue de conférer au Conseil d'Etat la décision relative aux contestations d'élections, **n° 1227**. — Le 25 septembre 1951, une proposition de loi tendant à revaloriser les pensions de la sécurité sociale, **n° 1228**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi portant amnistie de délits économiques en faveur des agriculteurs alsaciens et mosellans, **n° 1356**. — Le 14 novembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder une indemnité de congés payés aux travailleurs malades durant la période des congés, **n° 1537**. — Le 14 novembre 1951, une proposition de loi tendant à rendre possible, à titre provisoire, l'extension des accords de salaires, **n° 1538**. — Le 4 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 1228) tendant à revaloriser les pensions de la sécurité sociale; 2° de M. Wagner et plusieurs de ses collègues (n° 1380) tendant à compléter la loi n° 51-1126 du 26 septembre 1951 portant majoration des taux de l'allocation temporaire, de la retraite des vieux travailleurs salariés et des prestations familiales, en ce qui concerne les pensions et rentes de vieillesse, les pensions d'invalidité, les pensions de veufs et de veuves et les pensions de réversion prévues par l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 modifiée et les pensions prévues par l'ordonnance n° 45-2410 du 18 octobre 1945, **n° 1834**. — Le 7 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les administrations municipales à créer un cadre d'attachés et de secrétaires administratifs des communes, **n° 1907**. — Le 11 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assainir le marché houblonnier, **n° 1951**. — Le 11 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter la date limite du 31 août fixée par la loi n° 51-599 du 24 mai 1951 portant amnistie fiscale, **n° 1953**. — Le 12 décembre 1951, une proposition de loi tendant à apporter des modifications à l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée par les lois du 16 mai 1946 et du 12 août 1950 concernant le fonctionnement et les attributions des comités d'entreprise, **n° 1963**. — Le 25 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 955)

tendant à modifier les ordonnances n° 45-2454 du 19 octobre 1945, n° 45-170 du 2 février 1945 et n° 45-2410 du 18 octobre 1945, modifiées et complétées par la loi du 23 août 1948 en vue de faire effectivement bénéficier les titulaires d'une pension de veuve ou de réversion ou du secours viager de la majoration prévue pour les veuves ayant eu au moins 3 enfants, **n° 2464**. — Le 5 février 1952, une proposition de loi tendant à permettre à certaines catégories de contribuables appartenant à des professions non commerciales de bénéficier de l'application des dispositions des articles 45 et suivants du Code général des impôts directs relatifs à la réévaluation de leur matériel et de leurs installations professionnelles, **n° 2480**. — Le 12 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2522 du 19 octobre 1945 concernant les impôts locaux, **n° 2621**. — Le 12 février 1952, une proposition de loi tendant à exempter les assurés sociaux du versement d'avances pour les honoraires médicaux, les frais pharmaceutiques et d'hospitalisation, **n° 2626**. — Le 20 mars 1952, une proposition de loi relative au régime spécial de la sécurité sociale dans les mines, **n° 2978**. — Le 20 mars 1952, une proposition de loi tendant à augmenter de 20 0/0 le montant des prestations servies par la Caisse Autonome Nationale de la sécurité sociale dans les Mines **n° 2979**. — Le 20 mars 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 1056) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à majorer les taux de crédit accordés à un ouvrier désirant s'installer comme artisan, **n° 2990**. — Le 27 mars 1952, une proposition de loi relative au règlement des conflits collectifs de travail, **n° 3086**. — Le 27 mars 1952, une proposition de loi tendant à nationaliser les mines de potasse, **n° 3087**. — Le 9 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte, dans la plus large mesure possible, des besoins de l'agriculture, au moment des grands travaux agricoles, dans l'organisation des périodes d'entraînement militaire des réservistes, **n° 3266**. — Le 11 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser la diffusion des journaux de langue française parmi les populations des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, parlant le dialecte, **n° 3313**. — Le 12 avril 1952, un rapport au

nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 911) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à présenter un projet de réforme de la sécurité sociale comportant une subvention de l'État, **n° 3326**. — Le 3 juin 1952, une proposition de loi relative aux indemnités communales bénévoles aux instituteurs et institutrices de certaines communes des départements du Rhin et de la Moselle, **n° 3552**. — Le 5 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 384 du Code général des impôts, relatif à la redevance due sur les eaux-de-vie vendues directement aux élaborateurs de spiritueux, **n° 3569**. — Le 6 juin 1952, une proposition de loi tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés et les pensions de la Sécurité sociale, **n° 3597**. — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 2706) autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant n° 3 de la Convention générale entre la France et la Sarre sur la sécurité sociale et le protocole n° 2 signés le 8 octobre 1951, **n° 3638**. — Le 17 juin 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi du 17 avril 1923, modifié par la loi du 23 mars 1928, pour en étendre le bénéfice aux veuves de guerre 1914-1918 qui ont acquis la nationalité française en application du Code civil par voie de mariage contracté après 1919 avec des Alsaciens et des Lorrains réintégrés de plein droit ou par jugement dans la nationalité française en exécution du Traité de Versailles, **n° 3701**. — Le 18 juin 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le rapport (n° 345) (fait au cours de la précédente législature) repris le 27 juillet 1951, sur les propositions de loi : 1° de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que celle du 2 août 1949 majorant les indemnités au titre de ladite législation ; 2° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit ; II. les propositions de loi : 1° de M. Sion et plusieurs de ses collègues (n° 138) tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit ; 2° de M. Besset et plusieurs de

ses collègues (n° 210) tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que celle du 2 août 1949 majorant les indemnités au titre de ladite législation ; 3° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 348) (rectifié) tendant à modifier certaines dispositions de la législation réglementant les rentes d'accidents du travail ; 4° de M. Sion et plusieurs de ses collègues (n° 1874) tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit ; 5° de MM. Huel, Cochart et Georges (n° 2095) tendant à compléter l'article 53 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, **n° 3715**.

Le 25 juin 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le rapport (n° 345) (fait au cours de la précédente législature) repris le 27 juillet 1951, sur les propositions de loi : 1° de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que celle du 2 août 1949 majorant les indemnités au titre de ladite législation ; 2° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit ; II. les propositions de loi : 1° de M. Sion et plusieurs de ses collègues (n° 138) tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit ; 2° de M. Besset et plusieurs de ses collègues (n° 210) tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles ainsi que celle du 2 août 1949 majorant les indemnités au titre de ladite législation ; 3° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 348) (rectifié) tendant à modifier certaines dispositions de la législation réglementant les rentes d'accidents du travail ; 4° de M. Sion et plusieurs de ses collègues (n° 1874) tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit ; 5° de MM. Huel, Cochart et Georges (n° 2095) tendant à compléter l'article 53 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, **n° 3807**. — Le 26 juin 1952, une proposition de loi relative à la date à partir de laquelle l'allocation spéciale doit être payée aux affiliés du régime

minier à partir du moment où ils remplissent les conditions prévues par la loi, n° 3833. — Le 1^{er} juillet 1952, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le rapport (n° 345) (fait au cours de la précédente législature) repris le 27 juillet 1951, sur les propositions de loi : 1^o de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que celle du 2 août 1949 majorant les indemnités au titre de ladite législation ; 2^o de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit ; II. les propositions de loi : 1^o de M. Sion et plusieurs de ses collègues (n° 138) tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit ; 2^o de M. Besset et plusieurs de ses collègues (n° 210) tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles ainsi que celle du 2 août 1949 majorant les indemnités au titre de ladite législation ; 3^o de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 348) (rectifié) tendant à modifier certaines dispositions de la législation réglementant les rentes d'accidents du travail ; 4^o de M. Sion et plusieurs de ses collègues (n° 1874) tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit ; 5^o de MM. Huel, Cochart et Georges (n° 2095) tendant à compléter l'article 53 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, n° 3914. — Le 2 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de sécurité sociale sur l'avis (n° 3746) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 3433) adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, relatif à la variation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, en fonction du coût de la vie, n° 3935. — Le 11 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 4118) émis par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 345) majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, n° 4119. — Le 11 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-242 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation

des accidents du travail et les maladies professionnelles, de façon à étendre son champ d'application à certains accidents survenus pendant le trajet d'aller et retour effectué par les travailleurs pour se rendre à leur lieu de travail et qui en sont exclus d'après les textes actuels, n° 4172. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 8 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 4321. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la dispense des obligations du service militaire aux jeunes gens orphelins de père « mort pour la France » appelés à remplacer le chef de famille, n° 4322. — Le 10 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 3597) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés et les pensions de la Sécurité sociale, n° 4391. — Le 24 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le rapport (fait au cours de la précédente législature) (n° 768), repris le 21 août 1951, sur la proposition de loi de M. Bonnet et plusieurs de ses collègues tendant à porter à un taux normal la pension allouée aux grands invalides des assurances sociales, par référence à la situation faite aux accidentés du travail dans le même régime général de sécurité sociale, n° 4487. — Le 30 octobre 1952, une proposition de loi tendant à rajuster par un jeu de coefficients les rentes d'accident du travail fixés sous d'autres conditions économiques, n° 4554. — Le 12 novembre 1952 une proposition de loi relative aux retraites minières, n° 4730. — Le 12 novembre 1952, une proposition de loi relative aux pensions des ouvriers mineurs, n° 4731. — Le 21 novembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 81 du Code général des impôts, n° 4835. — Le 5 décembre 1952, une proposition de loi relative aux retraites de certains ouvriers mineurs anciennement occupés aux mines domaniales de la Sarre, n° 4989. — Le 5 décembre 1952, une proposition de loi relative aux retraites des ouvriers mineurs, n° 4990. — Le 9 décembre 1952, une proposition de loi relative au régime de pension du personnel des anciennes fabriques privées de tabac et d'allumettes des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle intégré dans les services d'exploitation

industrielle des tabacs et des allumettes de l'Etat en vertu du décret-loi du 30 octobre 1935, n° 5023. — Le 17 mars 1953, une proposition de loi tendant à alléger, pour les petits contribuables, le poids de la surtaxe progressive, n° 5886. — Le 3 juin 1953, une proposition de loi relative à l'attribution aux Alsaciens et Lorrains incorporés de force dans les formations allemandes de la « Luftschutzpolizei » d'une indemnité de retour, n° 6276. — Le 10 juillet 1953, une proposition de loi tendant à l'octroi de points indiciaires supplémentaires pour les agents techniques et chef de district des Eaux et forêts, n° 6508. — Le 22 juillet 1953, une proposition de loi tendant à proroger les dispositions de l'article 2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux caisses d'épargne fonctionnant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut Rhin et de la Moselle, n° 6603. — Le 24 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer strictement dans la profession bancaire les textes légaux en vigueur relatifs à la répartition hebdomadaire du travail, n° 6696. — Le 24 juillet 1953, une proposition de loi relative à l'allocation dite du salaire unique des prestations familiales n° 6703. — Le 24 juillet 1953, une proposition de loi relative aux droits à pension des incorporés au service obligatoire du travail, n° 6704. — Le 8 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 4460) de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues relative à l'application de l'article 53 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, n° 6834. — Le 15 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 6817) de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter immédiatement de 25 0/0 le taux de la retraite des vieux travailleurs et de l'allocation temporaire aux vieux, n° 6881. — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 4172) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, de façon à étendre son champ

d'application à certains accidents survenus pendant le trajet d'aller et retour effectué par les travailleurs pour se rendre à leur lieu de travail et qui en sont exclus d'après les textes actuels, n° 7241. — Le 19 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que le bénéfice des dispositions de la Convention générale en matière de sécurité sociale, conclue entre la France et la Sarre, le 25 février 1949, soit étendu aux ressortissants étrangers domiciliés en Sarre pour les périodes d'affiliation accomplies en France et aux ressortissants étrangers domiciliés en France pour les périodes d'affiliation accomplies en Sarre, n° 7242. — Le 31 décembre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° le projet de loi (n° 7559) tendant à la majoration de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ; 2° la proposition de loi (n° 3597) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à majorer l'allocation aux travailleurs salariés et les pensions de la sécurité sociale, n° 7560. — Le 19 janvier 1954, une proposition de loi tendant à relever le pourcentage du montant de leurs dépôts que les Caisses d'épargne du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle sont autorisées à employer en prêts à des collectivités ou établissements publics de ces départements, n° 7622. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'ouverture des droits aux prestations en nature et la durée de celles-ci, à substituer la notion d'incapacité à celle d'invalidité, à améliorer l'encaissement des cotisations prévues par les ordonnances n°s 45-2454 du 19 octobre 1945 et n° 45-2250 du 4 octobre 1945 relatives à l'organisation de la sécurité sociale, n° 7705. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, n° 7706. — Le 18 février 1954, une proposition de résolution relative à l'organisation du travail parlementaire, n° 7822. — Le 28 février 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I les propositions de loi : 1° de M. Basset et plusieurs de ses collègues (n° 4473) tendant à modifier la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que celles relatives aux majo-

rations des indemnités prévues; 2° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 4554) tendant à rajuster par un jeu de coefficients les rentes d'accident du travail fixées sous d'autres conditions économiques; 3° de M. Sion et plusieurs de ses collègues (n° 4649) tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit; 4° de M. Gau (n° 5078) tendant à calculer les rentes dues aux victimes d'accidents du travail en fonction de la valeur de leur salaire au moment de l'accident; II. La proposition de résolution de M. Charret (n° 6153) tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les rentes d'accidents du travail en fonction de l'augmentation du coût de la vie, **n° 7854**. — Le 25 février 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 7868) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 7559) adopté par l'Assemblée Nationale majorant l'allocation aux vieux travailleurs salariés, les allocations de vieillesse et l'allocation spéciale et modifiant certaines dispositions relatives aux cotisations de sécurité sociale, **n° 7902**. — Le 31 mars 1954, une proposition de loi tendant à l'organisation de l'assurance vieillesse, **n° 8212**. — Le 9 avril 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la Sécurité sociale sur : 1° le rapport (n° 765) (fait au cours de la précédente législature) par M. Meck et repris le 24 août 1954, sur la proposition de loi de MM. Albert Schmitt, Meck et Sigrist tendant à déclarer applicable dans le ressort de la Cour d'appel de Colmar l'article 89, Livre IV, titre premier, chapitre VII du Code du travail, concernant la procédure d'appel en matière prud'homale; 2° la proposition de loi (n° 7254) de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à introduire dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle les dispositions relatives aux voies de recours prévues par le Code du travail contre les décisions des Conseils de prud'hommes, **n° 8338**. — Le 9 avril 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions relatives aux émoluments d'architectes, **n° 8344**. — Le 13 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales des assurés des professions non agricoles et l'ordonnance n° 45-2410 du 18 octobre 1945 applicable aux anciens assurés du Rhin et de la Moselle ainsi

que la loi du 22 mai 1946 sur la généralisation de la Sécurité sociale et ayant pour but de déterminer les conditions de cumul d'une pension de veuve ou de veuf ou d'une pension de réversion avec un autre avantage au titre d'une législation de sécurité sociale, **n° 8441**. — Le 25 mai 1954, une proposition de loi tendant à rouvrir les délais prévus à l'article 13 de la loi n° 46-630 du 8 avril 1946 pour les infirmiers et infirmières, modifié par la loi n° 48-813 du 13 mai 1948, **n° 8536**. — Le 29 juillet 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la Sécurité sociale dans les mines afin de faire bénéficier les travailleurs des coopératives régulièrement constituées, dans le cadre de la profession minière, et ayant débuté leur carrière dans cette profession, d'une affiliation continue à ce régime spécial de sécurité sociale, **n° 9010**. — Le 6 août 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet du loi (n° 8934) tendant à la revalorisation des rentes allouées aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit; II. les propositions de loi : 1° de M. Besset et plusieurs de ses collègues (n° 4473) tendant à modifier la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que celles relatives aux majorations des indemnités prévues; 2° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 4554) tendant à rajuster par un jeu de coefficients les rentes d'accident du travail fixées sous d'autres conditions économiques; 3° de M. Sion et plusieurs de ses collègues (n° 4649) tendant à majorer les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit; 4° de M. Gau (n° 5078) tendant à calculer les rentes dues aux victimes d'accidents du travail en fonction de la valeur de leur salaire au moment de l'accident; III. la proposition de résolution de M. Charret (n° 6153) tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les rentes d'accidents du travail en fonction de l'augmentation du coût de la vie, **n° 9096**. — Le 10 août 1954, une proposition de loi tendant à modifier les règles concernant les pensions d'invalidité fixées par la loi des pensions civiles et militaires, **n° 9124**. — Le 13 août 1954, une proposition de loi tendant à mettre les dispositions du Code du travail en harmonie avec la pratique habituellement suivie en

matière de bulletin de paye, n° 9172. — Le 26 août 1954, une proposition de résolution relative aux conditions d'impression des demandes en autorisation de poursuites formulées contre un membre de l'Assemblée Nationale, n° 9198. — Le 31 août 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 9258) transmis par M. le Président du Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, (in-8° n° 1552) tendant à la revalorisation des indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, n° 9259. — Le 31 août 1954, une proposition de loi tendant à alléger le régime des droits de succession et de donation en ligne collatérale privilégiée, n° 9260. — Le 17 décembre 1954, une proposition de loi relative aux pensions de vieillesse liquidées d'après les dispositions de l'un des régimes locaux applicables dans les départements du Haut-Rhin du Bas-Rhin et de la Moselle antérieurement au 1^{er} juillet 1946, n° 9748. — Le 17 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser de 5 0/0 les pensions et les rentes conformément aux dispositions de la loi n° 48-1306 du 23 août 1948 modifiant le régime de l'assurance vieillesse, n° 9749. — Le 17 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 7242) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que le bénéfice des dispositions de la Convention générale en matière de sécurité sociale, conclue entre la France et la Sarre, le 25 février 1949, soit étendu aux ressortissants étrangers domiciliés en Sarre pour les périodes d'affiliation accomplies en France et aux ressortissants étrangers domiciliés en France pour les périodes d'affiliation accomplies en Sarre, n° 9755. — Le 17 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 8076) tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n° 9756. — Le 17 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur le projet de loi (n° 7666) modifiant les dispositions de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la

réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n° 9757. — Le 30 décembre 1954, une proposition de loi tendant à établir des dispositions particulières en faveur des jeunes cultivateurs appelés du contingent pour leur permettre d'accomplir leur service militaire de dix-huit mois, pendant deux périodes d'hiver, n° 9848. — Le 26 janvier 1955, une proposition de loi tendant à compléter les articles 44 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines et 85 du décret n° 47-2100 du 22 octobre 1947 portant règlement d'administration publique du décret de base de la sécurité sociale dans les mines et ayant pour but de ne permettre la cession ou la saisie des ressources des organismes de sécurité sociale minière qu'après autorisation du Ministre de tutelle, n° 9898. — Le 4 février 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 9749) de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser de 5 0/0 les pensions et les rentes conformément aux dispositions de la loi n° 48-1306 du 23 août 1948 modifiant le régime de l'assurance vieillesse, n° 10111. — Le 4 février 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 4845) de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier des prestations prévues par la législation actuelle sur les accidents du travail et des maladies professionnelles, les victimes ou les ayants droit des victimes d'accidents du travail survenus avant l'entrée en application de cette législation et non couverts par la précédente législation, n° 10112. — Le 4 février 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 7663) modifiant l'article 78 de la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n° 10113. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 205 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 relatif à l'organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 10158. — Le 18 février 1955, une proposition de loi tendant à étendre à tout contribuable célibataire, divorcé ou veuf le bénéfice des réductions, pour charges de famille accordées, dans certaines conditions, par l'article 27, paragraphe II,

de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954, à la femme seule ayant recueilli à son foyer soit un ascendant, soit un frère ou une sœur gravement invalide, n° **10168**. — Le 3 mars 1955, une proposition de loi tendant à étendre à certaines ventes d'immeubles destinées à regrouper les exploitations agricoles les exonérations accordées par l'article 35 de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954, n° **10267**. — Le 11 mars 1955, une proposition de loi tendant à abroger les décrets nos 55-117 et 55-118 du 20 janvier 1955 portant atteinte à l'autonomie des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale, n° **10378**. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à créer dans les administrations de l'Etat des comités d'hygiène et de sécurité, n° **10940**. — Le 24 juin 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 4460) de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses collègues relative à l'application de l'article 53 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, n° **11018**. — Le 24 juin 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 9748) de M. Meek et plusieurs de ses collègues relative aux pensions de vieillesse liquidées d'après les dispositions de l'un des régimes locaux applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle antérieurement au 1^{er} juillet 1946, n° **11019**. — Le 5 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 72 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à l'assurance vieillesse, n° **11102**. — Le 5 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever le montant des gratifications accordées aux agents des collectivités locales, titulaires de la médaille d'honneur départementale et communale, n° **11115**. — Le 8 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 108) tendant à porter la retraite des vieux travailleurs salariés au taux unique de 72.000 francs par an ; 2° de M. Siefridt et plusieurs de ses collègues (n° 778) tendant à fixer le montant minimum de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ; 3° de M. Delachenal (n° 1049) tendant à modifier l'article 12 de la loi n° 51-374 du

27 mars 1951 relative au régime de l'assurance-vieillesse ; 4° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 1140) tendant à porter la retraite des vieux travailleurs salariés au taux unique de 96.000 francs par an ; 5° de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues (n° 2877) tendant à étendre le bénéfice de l'allocation aux vieux à certaines catégories ; 6° de M. Besset et plusieurs de ses collègues (n° 3123) tendant à modifier l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 modifiée, en vue de revaloriser les majorations pour conjoint à charge du bénéficiaire de l'allocation des vieux travailleurs salariés ; 7° de MM. Baylet et Laplace (n° 3692) tendant à faciliter l'attribution des prestations aux vieux travailleurs salariés par la modification du « recours employeur » ; 8° de M. Grousseau (n° 5115) tendant à modifier les dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945 complétée par l'arrêté du 2 août 1949 ; 9° de M. Penoy (n° 5265) tendant à assurer, aux vieux travailleurs retraités, comptant au moins quarante ans de présence dans le même établissement, des ressources correspondantes au montant du salaire minimum interprofessionnel garanti ; 10° de Mme Roca et plusieurs de ses collègues (n° 5691) tendant à attribuer l'allocation aux vieux travailleurs à toutes les femmes ayant élevé 5 enfants jusqu'à l'âge de 16 ans ; 11° de M. Legaret et plusieurs de ses collègues (n° 5906) tendant à augmenter la retraite des vieux travailleurs, en assurer la jouissance à titre définitif et à appliquer l'échelle mobile ; 12° de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues (n° 6777) tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés, l'allocation de vieillesse pour les personnes non salariées et l'allocation spéciale des économiquement faibles ; 13° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 6796) tendant : 1° à porter l'allocation des vieux travailleurs salariés au taux unique de 120.000 fr. par an ; 2° à majorer dans les mêmes proportions les pensions servies par la Sécurité sociale ; 14° de M. Siefridt (n° 7573) tendant à fixer à 55 ans l'âge de la retraite pour les femmes ; 15° de M. Meek et plusieurs de ses collègues (n° 8212) tendant à l'organisation de l'assurance vieillesse ; 16° de M. Guislain (n° 8927) tendant à accorder une retraite vieillesse à 65 ans et une retraite du travail complémentaire pour les salariés ; 17° de M. Robert Bichet (n° 9805)

tendant à accorder à tout assuré, quel que soit son âge, et même s'il a cotisé à un régime spécial de retraite avant son soixantième anniversaire, la possibilité de percevoir une rente assurances sociales en contrepartie des cotisations versées aux assurances sociales après l'âge de 60 ans ; 18^o de M. Guérard (n^o 10574) tendant à accorder à certains assurés âgés de plus de 60 ans le 1^{er} avril 1946 une liquidation ou une révision de leur rente vieillesse, tenant compte des cotisations versées aux assurances sociales après l'âge de 60 ans ; 19^o de M. Siefridt et plusieurs de ses collègues (n^o 10607) tendant à réformer l'ordonnance du 19 octobre 1945 en ce qui concerne l'assurance vieillesse ; 20^o de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (n^o 10879) tendant : 1^o à porter le taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés à 50 0,0 du montant du salaire minimum interprofessionnel garanti ; 2^o à porter le taux de l'allocation spéciale aux vieux à 75 0,0 du montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ; 21^o de Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Giaucue et Gatuing, sénateurs (n^o 3693) tendant à la prise en compte des enfants décédés par faits de guerre pour l'attribution du droit à la majoration de la retraite vieillesse ; 22^o de M. Philippe d'Argenlieu, sénateur (n^o 7408) tendant à modifier la loi n^o 51-374 du 27 mars 1951, relative au régime de l'assurance vieillesse en vue de permettre aux vieux travailleurs d'opter pour le régime de retraite le plus avantageux ; II. les propositions de résolution : 1^o de M. Frédéric-Dupont (n^o 9876) tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 29 décembre 1945 au sujet des avantages imputables sur les prestations de sécurité sociale touchées par les femmes d'assujettis ayant elles-mêmes exercé une activité salariée ; 2^o de Mme de Lipkowski (n^o 9901) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de modifier les textes en faveur des vieux travailleurs afin de les rendre plus conformes à la situation économique et d'assurer aux intéressés des moyens convenables d'existence ; 3^o de M. Marcel Massot (n^o 10629) tendant à inviter le Gouvernement à relever le taux de l'allocation des économiquement faibles ; 4^o de M. Charret (n^o 10694) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir avant le 31 juillet 1955 la création et le financement d'un fonds national de vieillesse, n^o 11174. — Le 20 juillet 1955, une proposition

de loi relative à l'assurance vieillesse et à l'allocation aux vieux travailleurs marocains et tunisiens ayant travaillé dans la métropole, n^o 11254. — Le 22 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, étendant aux sapeurs-pompiers non professionnels le bénéfice de la loi n^o 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n^o 11290. — Le 22 juillet 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1^o le projet de loi (n^o 8976) tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ; 2^o la proposition de loi (n^o 10975) de M. Klock et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n^o 11291. — Le 16 novembre 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi (n^o 11888) instituant un Fonds national de la vieillesse ; II. les propositions de loi : 1^o M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n^o 108) tendant à porter la retraite des vieux travailleurs salariés au taux unique de 72.000 francs par an ; 2^o de M. Siefridt et plusieurs de ses collègues (n^o 778) tendant à fixer le montant minimum de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ; 3^o de M. Delachenal (n^o 1049) tendant à modifier l'article 12 de la loi n^o 51-374 du 27 mars 1951 relative au régime de l'assurance-vieillesse ; 4^o de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n^o 1140) tendant à porter la retraite des vieux travailleurs salariés au taux unique de 96.000 francs par an ; 5^o de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues (n^o 2877) tendant à étendre le bénéfice de l'allocation aux vieux à certaines catégories ; 6^o de M. Bessel et plusieurs de ses collègues (n^o 3123) tendant à modifier l'alinéa *a*) du paragraphe 3 de l'article 3 de l'ordonnance n^o 45-170 du 2 février 1945 modifiée, en vue de revaloriser les majorations pour conjoint à charge du bénéficiaire de l'allocation des vieux travailleurs salariés ; 7^o de MM. Baylet et Laplace (n^o 3692) tendant à faciliter l'attribution des prestations aux vieux travailleurs sala-

riés par la modification du «recours employeur»; 8° de M. Grousseau (n° 5115) tendant à modifier les dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945 complétée par l'arrêté du 2 août 1949; 9° de M. Penoy (n° 5265) tendant à assurer, aux vieux travailleurs retraités, comptant au moins quarante ans de présence dans le même établissement, des ressources correspondantes au montant du salaire minimum interprofessionnel garanti; 10° de Mme Roca et plusieurs de ses collègues (n° 5691) tendant à attribuer l'allocation aux vieux travailleurs à toutes les femmes ayant élevé 5 enfants jusqu'à l'âge de 16 ans; 11° de M. Legaret et plusieurs de ses collègues (n° 5906) tendant à augmenter la retraite des vieux travailleurs, en assurer la jouissance à titre définitif et à appliquer l'échelle mobile; 12° de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues (n° 6777) tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés, l'allocation de vieillesse pour les personnes non salariées et l'allocation spéciale des économiquement faibles; 13° de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues (n° 6796) tendant : 1° à porter l'allocation des vieux travailleurs salariés au taux unique de 120.000 francs par an; 2° à majorer dans les mêmes proportions les pensions servies par la Sécurité sociale; 14° de M. Siefridt (n° 7573) tendant à fixer à 55 ans l'âge de la retraite pour les femmes; 15° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 8212) tendant à l'organisation de l'assurance vieillesse; 16° de M. Guislain (n° 8927) tendant à accorder une retraite vieillesse à 65 ans et une retraite du travail complémentaire pour les salariés; 17° de M. Robert Bichet (n° 9805) tendant à accorder à tout assuré, quel que soit son âge, et même s'il a cotisé à un régime spécial de retraite avant son soixantième anniversaire, la possibilité de percevoir une rente assurances sociales en contrepartie des cotisations versées aux assurances sociales après l'âge de 60 ans; 18° de M. Guérard (n° 10574) tendant à accorder à certains assurés âgés de plus de 60 ans le 1^{er} avril 1946 une liquidation ou une révision de leur rente vieillesse, tenant compte des cotisations versées aux assurances sociales après l'âge de 60 ans; 19° de M. Siefridt et plusieurs de ses collègues (n° 10607) tendant à réformer l'ordonnance du 19 octobre 1945 en ce qui concerne l'assurance vieillesse; 20° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (n° 10879) tendant :

1° à porter le taux de l'allocation aux travailleurs salariés à 50 0/0 du montant du salaire minimum interprofessionnel garanti; 2° à porter le taux de l'allocation spéciale aux vieux à 75 0/0 du montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés; 21° de Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Giauque et Gatuing, sénateurs (n° 3693) tendant à la prise en compte des enfants décédés par faits de guerre pour l'attribution du droit à la majoration de la retraite vieillesse; 22° de M. Philippe d'Argenlieu, sénateur (n° 7408) tendant à modifier la loi n° 51-374 du 27 mars 1951, relative au régime de l'assurance vieillesse en vue de permettre aux vieux travailleurs d'opter pour le régime de retraite le plus avantageux; III. les propositions de résolution : 1° de M. Frédéric-Dupont (n° 9876) tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 29 décembre 1945 au sujet des avantages imputables sur les prestations de sécurité sociale touchées par les femmes d'assujettis ayant elles-mêmes exercé une activité salariée; 2° de Mme de Lipkowski (n° 9901) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de modifier les textes en faveur des vieux travailleurs afin de les rendre plus conformes à la situation économique et d'assurer aux intéressés des moyens convenables d'existence; 3° de M. Marcel Massot (n° 10629) tendant à inviter le Gouvernement à relever le taux de l'allocation des économiquement faibles; 4° de M. Charret (n° 10694) tendant à inviter le Gouvernement à prévoir avant le 31 juillet 1955 la création et le financement d'un fonds national de vieillesse, **n° 11892.**

Interventions :

Est entendu sur : le procès-verbal de la séance précédente : *Elections du Bus-Rhin* [27 juillet 1951] (p. 6097); — le procès-verbal de la séance précédente : *Inexactitude du compte rendu* [31 juillet 1951] (p. 6124). — Sa demande de pouvoirs d'enquêtes pour la Commission du travail et de la sécurité sociale [2 août 1951] (p. 6156). — Est entendu sur une demande de prolongation de délai présentée par le Conseil de la République pour l'examen du statut des personnels communaux [7 août 1951] (p. 6230). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents regrettables qui se sont produits lors de l'évacuation des grévistes

de l'usine Vincent Frères Haguenau [11 août 1951] (p. 6340). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale : *Ses observations sur le déficit de la sécurité sociale et le sabotage communiste des assurances sociales* [30 août 1951] (p. 6632, 6633, 6634); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Rappel au règlement de M. Patinaud (Suite du débat)* [18 septembre 1951] (p. 7432); *Contre-projet de M. Moisan tendant à réviser l'échelle mobile tous les trois mois si une modification de 5 0/0 du prix de la vie est intervenue* [19 septembre 1951] (p. 7483); *Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à lier l'échelle mobile aux résultats de la taxe de transactions* [20 septembre 1951] (p. 7512); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Cayeux tendant à majorer de 15 0/0 les allocations familiales* (p. 7517, 7518); — du projet de loi portant majoration des allocations aux vieux travailleurs et des prestations familiales : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 septembre 1951] (p. 7626); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur le développement du port de Strasbourg)* [6 décembre 1951] (p. 8898); — du projet de loi relatif aux variations du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Urgence du débat* [5 février 1952] (p. 443); *Ses explications de vote sur la question de confiance (Renvoi du projet à la commission)* [7 février 1952] (p. 517); *Discussion générale (Echelle mobile et danger d'inflation, l'échelle mobile en Italie et aux U.S.A., l'attitude du R.P.F., la dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs)* [25 février 1952] (p. 825, 826, 827); *Contre-projet de M. Caillet tendant à rajuster les salaires tous les trois mois si la hausse des prix est supérieure à 10 0/0* [25 février 1952] (p. 865). — Est entendu sur le procès-verbal : *Attaque de M. Pierre André contre M. Robert Schuman et attitude du R.P.F. devant le problème militaire* [19 février 1952] (p. 797, 798). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : Art. 16 : *Amendement de M. Charret tendant à supprimer l'article prévoyant le non-remboursement d'une hospitalisation de durée excessive* [26 février 1952] (p. 1017); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 65 : Son

amendement relatif aux prêts des caisses d'épargne en Alsace-Lorraine [4 avril 1952] (p. 1937); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Art. 22 : *Demande de reprise du texte du Conseil de la République prévoyant la signature de tous les Ministres intéressés, présentée par le Gouvernement* [12 avril 1952] (p. 2262); Art. 23 *ter* : *Demande présentée par le Gouvernement, de reprendre le texte du Conseil de la République relatif au financement de la caisse de vieillesse agricole* (p. 2262); Art. 23 *quinquiès* : *Demande de disjonction de l'article prévoyant le recours de l'Etat, présentée par M. Rochet* (p. 2264); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Demande de renvoi à la Commission* [30 mai 1952] (p. 2587); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur suppléant* [3 juillet 1952] (p. 3490). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures qui s'imposent pour remédier à la crise qui frappe l'industrie textile [17 juin 1952] (p. 2957); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur la crise de l'industrie alsacienne, les mesures à prendre pour y remédier* [1^{er} juillet 1952] (p. 3361, 3362). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant majoration des indemnités dues aux victimes d'accidents du travail; en qualité de *Rapporteur* [25 juin 1952] (p. 3196, 3197); *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Ramarony* (p. 3206); en qualité de *Rapporteur* [2 juillet 1952] (p. 3448, 3449); *Contre-projet de M. Musmeaux prévoyant l'échelle mobile pour les mutilés du travail* (p. 3449); *Proposition de M. Garet tendant à discuter d'abord l'article 22 assurant le financement de la loi* (p. 3449, 3420); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Linet tendant à établir un rapport constant entre les salaires et les rentes* (p. 3421); *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à accorder une rente égale au salaire en cas d'incapacité définitive* (p. 3421); Art. 3 : *Amendement de M. Caillet relatif aux formalités de demandes de révision de l'indemnité* (p. 3422); *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à fixer l'indemnité de la tierce personne à 170.000 francs* (p. 3422); Art. 5 : *Amendement de M. Renard tendant à supprimer l'article ne revalorisant pas les pensions pour incapacités de travail inférieures à 10 0/0* (p. 3423);

Art. 15 : *Demande de disjonction de l'article relatif aux bénéficiaires de rentes de survivants qui ne sont pas salariés, présentée par le Gouvernement* (p. 3425); Art. 20 : *Amendement de M. Kauffmann tendant à supprimer l'alinéa relatif aux cuisses d'accidents du travail agricoles en Alsace-Lorraine* (p. 3429); Art. 22 : *Amendement de M. Gazier tendant à majorer les cotisations d'accidents du travail de 2,5 0/0 dans l'industrie et le commerce* (p. 3430); Article additionnel : *Amendement de M. Mazier relatif au régime d'assurance des marins* (p. 3432); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3433); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République en qualité de *Rapporteur* [11 juillet 1952] (p. 3925); — d'une proposition de loi portant majoration des retraites et des prestations de la sécurité sociale dans les mines : *Discussion générale* [27 juin 1952] (p. 3288 et suiv.); — du projet de loi instituant le régime de l'allocation vieillesse des personnes non salariées, amendé par le Conseil de la République; Art. 15 : *Son amendement relatif au décompte du revenu cadastral en Alsace-Lorraine* [4 juillet 1952] (p. 3551); Art. 40 : *Son amendement relatif à l'examen des dossiers litigieux par les Commissions provisoires* (p. 3556); — du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-01 : *Ses observations sur la revalorisation des traitements des fonctionnaires des eaux et forêts* [21 octobre 1952] (p. 4279, 4280); Chap. 31-81 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour les eaux et forêts (Traitements des agents techniques)* (p. 4290, 4291); Chap. 31-83 : *Son amendement tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier des eaux et forêts (Licenciements de bûcherons alsaciens)* (p. 4292); *le retire* (p. 4293); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Putinaud tendant à réduire de 1.000 frs les crédits pour l'administration centrale (Hausse nécessaire du salaire minimum)* [23 octobre 1952] (p. 4334, 4335); Chap. 47-22 : *Amendement de M. Sion tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la caisse de sécurité sociale des mineurs (Augmentation de la retraite des mineurs)* (p. 4344); JUSTICE, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Greffiers de la Cour*

d'appel de Colmar) [24 octobre 1952] (p. 4446); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A, Chap. 31-01 : *Rapatriement des prisonniers alsaciens-lorrains* [28 octobre 1952] (p. 4521); SARRE : *Situation des anciens fonctionnaires de la Sarre de nationalité française* (p. 4544); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 31-01 : *Ses observations sur les médecins naturistes alsaciens-lorrains* [30 octobre 1952] (p. 4592); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 2.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Enseignement de l'allemand en Alsace)* [7 novembre 1952] (p. 4853, 4854); *le retire* (p. 4854); AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES Etat A, Chap. 31-01 : *Services centraux (Réarmement de l'Allemagne de l'Est)* [13 novembre 1952] (p. 5079, 5080); *Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services centraux (Déblocage des marks dus aux internés de Schirmeck)* (p. 5082); Article unique : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Danger soviétique et fausses accusations communistes)* (p. 5084); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, Etat C, Chap. 31-93 : *Amélioration de la situation des fonctionnaires (Indemnités de difficultés de vie en Alsace-Lorraine)* [26 novembre 1952] (p. 5708); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat A, Chap. 31-01 : *Droits à pension des Alsaciens-Lorrains soldats de l'armée allemande* [2 décembre 1952] (p. 5902, 5903); Chap. 31-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités résidentielles (Pensions dues aux étrangers résidant en Alsace-Lorraine et mobilisés dans la Wehrmacht)* [20 décembre 1952] (p. 6697); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 frs les crédits pour indemnités résidentielles (Directions interdépartementales des anciens combattants)* (p. 6697, 6698); Chap. 34-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Commission interministérielle spéciale pour l'Alsace-Lorraine)* (p. 6700, 6701); — d'une proposition de loi relative au régime de sécurité sociale dans les mines : *Discussion générale* [29 octobre 1952] (p. 4566, 4567); Article additionnel : *Son amendement relatif aux périodes de chômage total ou de lock out à inclure dans la durée des services miniers* [12 novembre 1952] (p. 5037, 5038); *Son amendement*

relatif au cas des mineurs français de la Sarre qui ont quitté ces mines après l'annexion à l'Allemagne (p. 5038); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 5039, 5040). — Est entendu sur sa demande de tenue de séance supplémentaire : *Discussion de la majoration des prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5427). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 16 : *Amendement de M. Daniel Mayer tendant à supprimer l'article abrogeant les inéligibilités* [28 novembre 1952] (p. 5828 et suiv.); Art. 14 : *Son amendement concernant les droits des amnistiés non indemnisés* [10 mars 1953] (p. 1749); le retire (ibid.); *Son amendement tendant à accorder une pension proportionnelle aux fonctionnaires amnistiés* (p. 1749, 1750); Art. 14 bis : *Son amendement tendant à étendre l'article aux agents et ouvriers des collectivités locales et établissements publics* (p. 1759); le retire (ibid.); *Son amendement concernant les agents mis en disponibilité* (p. 1761); le retire (ibid.); *Son amendement relatif au cas des employés de la S. N. C. F.* (p. 1761); *Son amendement tendant à englober tous les cas prévus par l'ordonnance du 27 juin 1944* (p. 1761); le retire (ibid.); Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder les pensions auxquelles ils ont droit aux Alsaciens-Lorrains incorporés de force et condamnés pour collaboration* (p. 1771); Art. 32 : *Son amendement tendant à supprimer les suites pécuniaires des sanctions amnistiées* (p. 1773); le retire (ibid.); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires alsaciens-lorrains mobilisés dans la Wehrmacht* [12 décembre 1952] (p. 6281); *Son amendement tendant à revaloriser les retraites des anciens fonctionnaires français de la Sarre* [21 décembre 1952] (p. 6846); *Son amendement relatif aux retraités des cadres locaux d'Alsace-Lorraine* (p. 6847); *Son amendement tendant à étendre aux Alsaciens-Lorrains qui étaient dans la Wehrmacht les bonifications pour campagnes de guerre* (p. 6847); *Son amendement tendant à exonérer de taxes les contrats des mutuelles jusqu'à concurrence de 100.000 francs de rente* (p. 6907); *Son amendement tendant à exonérer de droits de succession le capital décès versé par la Sécurité sociale* (p. 6909); *Amendement de M. Deixonne relatif au taux de la redevance*

sur le charbon (p. 6912); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A, EDUCATION NATIONALE : *Enseignement de l'allemand en Alsace-Lorraine* [21 décembre 1952] (p. 6921). — Dépose une demande d'interpellation sur la mise en berne des drapeaux des casernes, ordonnée le 7 mars 1953 [10 mars 1953] (p. 1714). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au séquestre des biens, droits et intérêts sarrois : *Motion préjudicielle de M. Mondon tendant à l'ajournement du débat (Situation des établissements Bugatti de Molsheim)* [17 mars 1953] (p. 1930); *Discussion générale (Politique communiste en Sarre)* (p. 1932 et suiv.); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1938, 1939). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente pour un fait personnel [17 mars 1953] (p. 1949, 1950). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant statut des Alsaciens-Lorrains réfractaires à l'incorporation dans l'armée allemande : *Discussion générale* [24 mars 1953] (p. 2273); — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier; Art. 7 : *Pouvoirs spéciaux temporaires (Craintes de la Commission du travail touchant une éventuelle réglementation par décret des diverses prestations d'assistance; procédure législative déjà en cours)* [7 juillet 1953] (p. 3322). — Dépose une demande d'interpellation sur la non-application par le Gouvernement de la majoration des pensions de la Sécurité sociale (loi du 23 août 1948) [23 juillet 1953] (p. 3822); en modifie le texte [6 octobre 1953] (p. 4015); la développe : *Révision nécessaire des allocations payées par la Sécurité sociale; disparité des taux actuels, satisfaisants pour les allocations-maladies et familiales, très insuffisants pour les vieux et accessoirement pour les anciens accidentés du travail; contribution nécessaire de l'Etat au financement, comme dans la plupart des pays étrangers* [8 octobre 1953] (p. 4124, 4125). — Est entendu sur la proposition de loi tendant à la suppression du reçu pour solde de tous comptes en matière de salaires : *Accord unanime sur ce texte* [24 juillet 1953] (p. 3878, 3879). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, SERVICES DE LA SARRE, Chap. 3101 : *Administration centrale (Retraites des fonctionnaires français en Sarre avant 1935)* [29 octobre 1953] (p. 4647, 4648); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE,

Chap. 3101 : *Administration centrale (Déficit de la Sécurité sociale, Caisse assurance-maladie, majoration des pensions des invalides)* (p. 4656, 4657); AGRICULTURE, Etat A. Chap. 3181 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Eaux et forêts (Sort des préposés forestiers)* [3 décembre 1953] (p. 5936, 5937); Chap. 3183 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier des Eaux et forêts (Salaires des bûcherons d'Alsace-Lorraine)* (p. 5939, 5940); INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat D : *Equipement de l'électricité de France (Chômage dans les houillères)* [10 décembre 1953] (p. 6434, 6435); FINANCES, CHARGES COMMUNES : *Motion préjudicielle de M. J. Duclos tendant au renvoi en Commission pour demander la hausse du traitement de base des fonctionnaires et un acompte mensuel de 7.000 francs pour ceux-ci* [11 décembre 1953] (p. 6508). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Sa demande au nom de la Commission du travail, de tenir une nouvelle séance pour l'examen du rapport Bouxom sur les prestations familiales* [30 octobre 1953] (p. 4726). — Prend part à la discussion du projet de loi établissant un plan quadriennal pour les Anciens combattants et victimes de guerre; Art. 2 : *Son amendement relatif aux incorporés de force alsaciens-lorrains* [5 décembre 1953] (p. 6081, 6082); Article additionnel : *Son amendement relatif aux droits des incorporés de force en Alsace-Lorraine* (p. 6091). — Est entendu pour une motion d'ordre. *Discussion du texte majorant les prestations familiales en deuxième lecture* [31 décembre 1953] (p. 7128). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse; en qualité de *Rapporteur* : *Majoration de 6.000 francs par an de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, relèvement des prestations pour le conjoint et perfectionnement des méthodes de recouvrement des cotisations de la Sécurité sociale* [31 décembre 1953] (p. 7149, 7150); Art. 9 : *Son amendement tendant à porter de 0,40 à 0,75 0/0 le taux de la taxe de statistique sur les importations et exportations* (p. 7161); *Sous-amendement de M. Conombo tendant à ne pas percevoir la taxe de statistique sur les importations et exportations à destination de l'Algérie* (p. 7163); *sa demande de deuxième délibération du projet* (p. 7168); — d'une proposition de loi tendant à majorer certaines prestations familiales, amendée par le

Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Majoration de l'allocation aux vieux travailleurs)* [31 décembre 1953] (p. 7154); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour mars 1954 : *Ses explications de vote (Impossibilité du désarmement devant la politique russe)* [25 février 1954] (p. 523, 524); — du projet de loi portant majoration des allocations de vieillesse, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* : *Perception de la taxe de statistique supprimée entre la Métropole, l'Algérie et les départements d'outre-mer, majoration du droit de timbre* [4 mars 1954] (p. 635, 636); Art. 4 : *Amendement de M. Catroux (Régularisation des cotisations, gratifications et modalités spéciales de recouvrement des cotisations)* (p. 639); Art. 9 bis : *Amendement de M. de Tinguy (Majoration de la cotisation des travailleurs indépendants)* (p. 640, 641); Art. 11 : *Amendement de M. Laborbe évitant les recours contre les petits employeurs n'employant qu'un salarié pendant moins de cent cinquante jours par an* (p. 642). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la retraite des mineurs : *Nécessité du relèvement des prestations de vieillesse et d'invalidité et des pensions de veuves, dangers de la profession des mineurs, modification du régime de paiement des pensions* [11 mars 1954] (p. 800, 801). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1954, EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 34-31 : *Enseignement de l'Allemand en Alsace, bilinguisme dans différents pays, oppositions syndicales* [1^{er} avril 1954] (p. 1569 et suiv.) Chap. 31-01 : *Son amendement (Enseignement de l'allemand dans les écoles primaires d'Alsace)* (p. 1703); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires : *Discussion générale (Absence du Président de la Commission des finances)* [7 avril 1954] (p. 1854). — Pose à M. le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan, une question relative au recouvrement de la taxe d'habitation et des impositions foncières [6 août 1954] (p. 3908). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la revalorisation des rentes d'accidents du travail en qualité de *Rapporteur* : *Echelle mobile des rentes selon les rentrées des cotisations de la Sécurité sociale* [12 août 1954] (p. 4098, 4099, 4108, 4109);

Art. 4 : *Son amendement (Modification du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 2)* (p. 4104); Art 6 : *Son amendement (Calcul de la revalorisation lorsqu'une même victime bénéficie de plusieurs veutes)* (p. 4105); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 août 1954] (p. 4505). — Pose à M. le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan, une question relative à la majoration des pensions de la Sécurité sociale [19 novembre 1954] (p. 5209, 5210). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE** pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-81 : *Direction générale des eaux et forêts (Exploitation des forêts domaniales d'Alsace)* [26 novembre 1954] (p. 5474). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application des dispositions de la loi du 23 août 1948 en vertu desquelles les pensions de la Sécurité sociale devraient être majorées de 5 0/0 [1^{er} décembre 1954] (p. 5636). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du **MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION** pour 1955, Etat D, paragraphe premier, neuvième ligne : *Sinistrés hors de France* [26 janvier 1955] (p. 245); Art. 12 : *Crédits pour l'accession à la propriété* (p. 259). — Est entendu sur la déclaration d'incompétence d'une commission [2 mars 1955] (p. 951). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru : *Discussion générale (Cas particulier des ouvriers paysans d'Alsace-Lorraine)* [25 octobre 1955] (p. 5255); *Applicabilité de l'article premier de la loi de finances demandée par M. Cayeux* (p. 5262); Art. 1^{er} *Amendement de M. Gau (Distillation de l'alcool en atelier fixe afin d'assurer un contrôle effectif)* [28 octobre 1955] (p. 5353, 5354); *Alcoolisme à Saint-Etienne* (p. 5353); *Article additionnel de Mme Poinso-Chapuis (Mesure envisagées pour encourager les producteurs à renoncer à leur allocation en franchise; Allocations familiales, prêts du crédit agricole)* [8 novembre 1955] (p. 5507). — Est entendu : sur procès-verbal de la séance précédente : *Application de l'article premier de la loi de finances demandée par un député* [26 octobre 1955] (p. 5275, 5276); — pour un rappel au règlement [26 octobre 1955] (p. 5276). — Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique générale du Gouverne-

ment : *Est rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal* [26 octobre 1955] (p. 5300); *Attitude des communistes sur le référendum sarrois (ibid)*; *Rôle de la question européenne dans la plébiscite sarrois, attitude du parti communiste en Sarre, tournant de la politique extérieure française en 1947* (p. 5308 à 5314); — d'une proposition de loi relative aux allocations de vieillesse, en qualité de *Rapporteur* : *Majoration de 24.000 francs moyennant l'institution du Fonds national vieillesse* [15 novembre 1955] (p. 5675); *Son rappel au règlement (Date fixée pour la suite de la discussion)* (p. 5676); *Sa demande de suspension en attendant le dépôt du texte gouvernemental* [16 novembre 1955] (p. 5737); *Organisation du débat* (p. 5737, 5738); — du projet de loi instituant un Fonds national de la vieillesse, en qualité de *Rapporteur* [16 novembre 1955] (p. 5741, 5742); *Motion de renvoi de M. Couston* (p. 5742, 5743); Art. 3 : *Prolongation de la séance pour l'achèvement du débat* (p. 5751); *Amendement de M. de Tinguy tendant à majorer l'allocation minima d'au moins 4.500 francs et promesses faites aux vieux travailleurs salariés* (p. 5752); *Son amendement (Majoration de 10 0/0 de l'allocation aux vieux travailleurs salariés)* (p. 5753); Art. 9 : *Amendement de M. Frédéric-Duport (Emplois pour le personnel de plus de 50 ans)* (p. 5759, 5760); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel communal, Art. 1^{er} : *Son amendement (Application aux agents intercommunaux)* [24 novembre 1955] (p. 5984); *Son amendement (Mode de représentation pour les élections du personnel des communes)* (p. 5984, 5985). = S'excuse de son absence [24 juin 1952] (p. 3140), [12 octobre 1954] (p. 4663), [29 mars 1955] (p. 2038). = Obtient des congés [24 juin 1952] (p. 3140), [12 octobre 1954] (p. 4663), [29 mars 1955] (p. 2038).

MÉDECIN (M. Jean), *Député des Alpes-Maritimes (ap. R. R. S.)*.

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(2^e Cabinet Edgar FAURE)

depuis le 1^{er} mars 1955.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5964). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et

du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [4 novembre 1952] (F. n° 177).

Dépôts :

Le 3 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi aggravant les pénalités à l'encontre de ceux qui portent des inscriptions sur les chaussées des routes, les arbres qui les bordent, les murs et clôtures, les rochers et autres monuments naturels, n° 513. — Le 9 août 1951, une proposition de loi tendant à la création d'une carte de prévôtal destinée aux militaires des prévôts de l'avant, au titre de combattant, n° 640. — Le 28 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un supplément indiciaire au personnel non officier de la gendarmerie ayant la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur de la République, n° 889. — Le 3 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer en octobre ou novembre 1951, un examen pour l'obtention du certificat de cardiologie, ouvert aux étudiants en médecine ayant accompli leur cycle d'études et les stages exigés, n° 951. — Le 8 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 13 de l'instruction du 27 juin 1929, en vue d'assouplir les conditions d'affectation dans la Gendarmerie nationale, n° 1402. — Le 13 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'acte dit loi du 12 juillet 1941 relatif au paiement des pensions de l'Etat, n° 1483. — Le 15 novembre 1951, une proposition de loi tendant à interpréter la loi du 2 août 1949, en ce qui concerne les contrats dits « de capital différé à prime unique », n° 1551. — Le 20 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser une session supplémentaire de baccalauréat de l'enseignement du second degré, ouverte aux candidats qui avaient droit de se présenter à la seconde session de 1951, n° 1640. — Le 4 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

prendre en charge les dépenses d'intérêt général incombant à l'Etat, figurant actuellement dans les budgets communaux, n° 1787. — Le 4 décembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder à la Gendarmerie nationale l'autonomie, en ce qui concerne le commandement de cette arme et son budget, sous l'autorité directe du Ministre de la Défense nationale, n° 1835. — Le 6 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la fermeture des entreprises commerciales non alimentaires, n° 1868. — Le 13 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier le décret du 24 juin 1950, pour attribuer le bénéfice du capital-décès aux veuves des militaires tombés hors du territoire métropolitain ou européen, entre le 1^{er} juin 1949 et le 1^{er} janvier 1950, n° 2007. — Le 17 janvier 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux officiers en non-activité par suppression d'emploi et non rappelés à l'activité, d'obtenir un dégageant définitif et une pension de retraite plus équitable, n° 2421. — Le 22 janvier 1952, une proposition de loi tendant à nommer, sur leur demande, à l'honorariat du grade supérieur à celui qu'ils détiennent actuellement, certains officiers mis à la retraite depuis le 20 août 1940, n° 2441. — Le 16 février 1952, une proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai pour le rachat des cotisations d'assurances sociales prévu par la loi n° 48-1307 du 23 août 1948, adaptant les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, n° 2659. — Le 13 mars 1952, une proposition de loi tendant à étendre l'application des articles 479 et suivants du Code d'instruction criminelle aux procès civils où des magistrats sont en cause dans leur personne ou dans leurs biens, n° 2932. — Le 8 avril 1952, une proposition de loi tendant à fixer la date des vacances scolaires pour l'ensemble du territoire métropolitain du 1^{er} juillet au 15 septembre, n° 3229. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à attribuer un secours exceptionnel de 750 millions au département des Alpes-Maritimes, n° 3403. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à attribuer une pension d'invalidité basée sur le taux du grade à tous les militaires de carrière et à leurs ayants cause, n° 3443. — Le 20 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi complétant la liste des bénéficiaires du Statut

des grands invalides de guerre. n° 3444. — Le 27 mai 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 513) de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi aggravant les pénalités à l'encontre de ceux qui portent des inscriptions sur les chaussées des routes, les arbres qui les bordent, les murs et clôtures, les rochers et autres monuments naturels, n° 3484. — Le 27 mai 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 2183) complétant l'article 17 de la loi du 22 juillet 1922 en ce qui concerne les droits à pension de certains agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, n° 3485. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi relative à la pension de retraite des agents de l'Etat mis à la retraite au cours des hostilités et maintenus en activité par application de la loi du 11 juillet 1938, n° 4336. — Le 10 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 3221) de M. Soustelle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre, avant le 20 mai 1952, le règlement d'administration publique prévu par la loi n° 50-1010 du 19 août 1950 et à permettre la réalisation de la péréquation intégrale des retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways, n° 4376. — Le 5 décembre 1952, une proposition de loi tendant à exonérer de tous droits d'enregistrement les indemnités versées aux propriétaires qui cèdent le droit de surélévation de leurs immeubles anciens, n° 4995. — Le 18 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer le reclassement de certains officiers retraités avant le 1^{er} janvier 1948, n° 5916. — Le 24 juillet 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 87 du Code du vin institué par le décret du 1^{er} décembre 1936, n° 6682. — Le 29 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux baux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 7013. — Le 25 mai 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 513) de

M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi aggravant les pénalités à l'encontre de ceux qui portent des inscriptions sur les chaussées des routes, les arbres qui les bordent, les murs et clôtures, les rochers et autres monuments naturels, n° 8532. — Le 10 juin 1954, une proposition de loi tendant à valider des nominations en qualité d'administrateurs civils, n° 8628. — Le 26 août 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1463 du Code général des impôts en vue de supprimer l'imposition au droit proportionnel de la patente pour les emplacements occupés dans les garages publics par les membres de certaines professions imposables, n° 9193. — Le 26 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer l'échelon de solde maximum aux commandants après vingt-six ans de service, n° 9194.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales de la Haute-Saône : *Amendement de M. Mutter tendant à déclarer valables les apparentements et à proclamer élus MM. Georges, Montillot et Liautey* [23 août 1954] (p. 6467); — d'une motion de censure au sujet du loyer des économiquement faibles : *Ses observations sur la misère des vieillards* [9 novembre 1954] (p. 7857, 7858); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'assistance médicale gratuite (Inégalités de la répartition et des barèmes appliqués)* [4 décembre 1954] (p. 8758, 8759, 8760, 8775, 8776); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1460 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services d'architecture (Projets de constructions scolaires)* [19 décembre 1954] (p. 9417, 9418, 9419); *le retire* (p. 9420); — d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers : *Discussion générale* [14 décembre 1954] (p. 9195, 9196); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, État B, ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES : *Son amendement tendant à réduire de*

1.000 francs les prêts pour l'équipement touristique [27 décembre 1951] (p. 9981 et suiv.); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 8: Son amendement tendant à modifier la commission de gestion du Fonds d'investissements routiers [3 avril 1952] (p. 1831); Art. 11: Fixation des tarifs appliqués dans les hôpitaux aux assurés sociaux (p. 1833, 1834); — du projet de loi relatif à la représentation au Conseil de la République des Français de Tunisie: Son contre-projet tendant à prévoir l'élection par les membres français du Grand Conseil et des conseils municipaux [10 avril 1952] (p. 2089); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements; Art. 1^{er}: Amendement de M. Maurice Grimaud tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires logés qui sont mis à la retraite [9 octobre 1952] (p. 4176, 4177); Amendement de M. Maurice Grimaud tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires mis à la retraite qui étaient logés par leur administration [10 octobre 1952] (p. 4214, 4215); Ses explications de vote sur l'ensemble (Caractère d'expédient de cette nouvelle loi) (p. 4218, 4219); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 3101: Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Allongement de la période des vacances scolaires) [24 octobre 1952] (p. 3407); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 3101: Ses observations sur la répartition des dépenses d'assistance entre l'Etat et les communes, les charges particulièrement lourdes dans les Alpes-Maritimes [30 octobre 1952] (p. 4589 et suiv.); INTÉRIEUR: Motion préjudicielle de M. Montalat tendant à surseoir au début (Statut du personnel de la police) [13 décembre 1952] (p. 6310, 6314); Etat A, Chap. 3101: Rôle imparté aux collectivités locales, importance des charges financières leur incombant, difficultés de la ville de Nice (p. 6315 et suiv.); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 2: Amendement de M. Badie tendant à supprimer les alinéas relatifs à la procédure [25 novembre 1952] (p. 5605); Art. 5: Référence au décret du 20 octobre 1917 (p. 5661); Article additionnel: Amendement de M. Badie relatif à la procédure pour trancher les contestations auxquelles donnera lieu la présente loi

(p. 5668); Art. 9: Son amendement tendant à appliquer l'article aux condamnations définitives et aux contumaces [27 novembre 1952] (p. 5774, 5775); Article additionnel: Son amendement tendant à prévoir un nouveau recours contre les condamnations prononcées par les juridictions d'exception créées en 1944 (p. 5782 et suiv.); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 114: Son amendement tendant à réduire le taux du prélèvement sur les recettes des casinos [12 décembre 1952] (p. 6257); Articles additionnels: Son amendement tendant à intégrer dans le corps des administrateurs civils un certain nombre de fonctionnaires lésés par la guerre (p. 6287); Son amendement tendant à détaxer les établissements de tourisme n'ayant qu'une activité saisonnière [21 décembre 1952] (p. 6911); Son amendement tendant à affecter une partie du produit de la taxe locale aux communes touristiques pour leur équipement (p. 6913); — du projet de loi relatif aux investissements en 1953: Discussion générale (Ses observations sur les importations d'endives belges et les exportations de fleurs) [18 décembre 1952] (p. 6574); Ses observations sur l'insuffisance de l'aide au tourisme qui a rapporté 370 millions de dollars en 1951, la modernisation de 41.000 chambres d'hôtels déjà réalisée, les prix des hôtels français trop chers en comparaison de l'étranger, les difficultés des stations thermales [18 décembre 1952] (p. 6582 et suiv.); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 25: Son amendement concernant l'amnistie accordée aux liquidés judiciaires et faillis non frauduleux [26 février 1953] (p. 1379); le retire (ibid.); Article additionnel: Son amendement tendant à prévoir la révision possible pour les jugements rendus par des juridictions d'exception pour les fonctionnaires [10 mars 1953] (p. 1742 et suiv.); Son amendement tendant à réintégrer d'office les fonctionnaires invalides de guerre et mutilés (p. 1751); Son amendement tendant à réintégrer les fonctionnaires épurés qui n'ont pas été l'objet d'une sanction judiciaire (p. 1752); Son amendement tendant à étendre l'amnistie aux fonctionnaires des territoires d'outre-mer épurés avant la promulgation des ordonnances d'épuration (p. 1752, 1753); le retire (ibid.); — du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères; Article additionnel: Amendement de M. Minjoz relatif à la revalorisation des rentes viagères

constituées avant 1914 [5 mars 1953] (p. 1614); — des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de concilier les intérêts en cause)* [6 mars 1953] (p. 1663 et suiv.); — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères, exercice 1954; EDUCATION NATIONALE, *Étal B : Procédures administratives, rentrée scolaire, aménagements de locaux disponibles, lycée de jeunes filles de Nice* [1^{er} avril 1954] (p. 1627 et suiv.); — des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Son ordre du jour (Regrets que le Gouvernement ait engagé la France sans consulter préalablement le Parlement... Nécessité de le faire avant toute mesure d'application... Réserves touchant le choix des « interlocuteurs valables »)* [27 août 1954] (p. 4339); *Le soutien (Droits des Français de Tunisie)* (ibid.). — Est nommé *Secrétaire d'État à la Présidence du Conseil* (Cabinet Edgar Faure) [1^{er} mars 1955] (*J.O.* du 2 mars 1955, p. 2263).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Pierre Souquès, relative à l'implantation des postes distributeurs d'essence [11 mars 1955] (p. 1324); — de Mme Rabaté, relative au refus de la concession de salles opposée aux amicales de déportés politiques [25 mars 1955] (p. 1948); — de M. Coudray, relative à l'allègement de l'imposition à la surtaxe progressive en faveur des contribuables ayant contracté un emprunt pour l'achat ou la construction d'un appartement [25 mars 1955] (p. 1948, 1949); — de M. Dronne, relative au sort des militaires français faits prisonniers par les fellaghas en Tunisie [1^{er} avril 1955] (p. 2294); — de Mlle Marzin, relative à la charge de l'enseignement professionnel dans la Seine [1^{er} avril 1955] (p. 2294, 2295). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, I. CHARGES COMMUNES, Art. 26 *ter* : *Nomination de certains secrétaires d'administration dans le corps des attachés d'administration ; demande de renvoi de cet article en commission* [1^{er} avril 1955] (p. 2328, 2331, 2346). — Répond à une question : de M. Paquet, relative à l'aide étrangère aux fellaghas [6 mai 1955] (p. 2577, 2578); — de Mlle Dienesch, relative à la non-publication du statut du personnel de l'orientation profes-

sionnelle [6 mai 1955] (p. 2578); — de M. Grenier, relative au soutien officiel apporté à une candidature M.R.P. en Seine-et-Oise [6 mai 1955] (p. 2578); — de M. J.-P. Palewski, sur le regroupement des administrations centrales et la sauvegarde des vieux hôtels et jardins de Paris [13 mai 1955] (p. 2751, 2752); — de Mme Lempereur sur les majorations d'ancienneté accordées aux fonctionnaires anciens combattants [13 mai 1955] (p. 2754). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la perception de taxes locales de péages dans les ports maritimes de commerce : *Discussion générale (Economie de la loi du 23 février 1941)* [17 mai 1955] (p. 2800 et suiv.); Article unique : *Amendement de M. Cermolucco (Dégrèvement, pour les pêcheurs artisans, de la taxe de péage)* (p. 2803). — Répond à une question : de M. Jean Cagne, relative aux retenues opérées sur les émoluments en raison d'arrêt du travail [27 mai 1955] (p. 3100); — de M. Roger Paquet, sur l'attitude du Ministre de la Reconstruction et du Logement vis-à-vis des agissement de la société Alutrad [27 mai 1955] (p. 3100, 3101); — de M. Cayeux, sur la politique sportive du Gouvernement [27 mai 1955] (p. 3101, 3102); — de M. Gautier, sur la détention de quatorze F. F. I. dans les prisons espagnoles [27 mai 1955] (p. 3104). — Est entendu : sur la fixation immédiate de la date de discussion de l'interpellation de M. Benbahmed sur les troubles du Constantinois [21 juin 1955] (p. 3173, 3174); — sur la fixation immédiate de la date de discussion d'une interpellation sur les abattements de zones [22 juin 1955] (p. 3227). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Texte gouvernemental* [22 juin 1955] (p. 3230); *en demande le renvoi devant la commission compétente* (p. 3231). — Répond à une question : de M. J.-P. Palewski, relative aux voyages de la jeunesse métropolitaine dans les territoires d'outre-mer [8 juillet 1955] (p. 3722); — de M. Bouxon, relative à la construction d'une école de filles à Neuilly-sur-Seine [8 juillet 1955] (p. 3722); — de M. Rosenblatt, relative au transfert des ateliers de la S. N. C. F. de Mulhouse [8 juillet 1955] (p. 3723); — de M. Gazier, relative à la situation du logement dans la région parisienne [8 juillet 1955] (p. 3723, 3724); — de M. Coudray, relative à

l'indemnisation des dommages de guerre professionnels [8 juillet 1955] (p. 3724, 3725); — de M. Souquès, relative aux importations de fruits [8 juillet 1955] (p. 3725, 3726). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'intégration de fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains : *Situation des agents des chemins de fer tunisiens* [8 juillet 1955] (p. 3764, 3765); — du projet de loi relatif à la régularisation de la situation de certains fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères [27 juillet 1955] (p. 4328, 4329). — Répond à une question : de M. Joseph Denais, relative au retrait d'un tableau représentant le départ des mobilisés en 1914, du grand hall de la gare de l'Est [29 juillet 1955] (p. 4495); — de M. Tourné, relative aux mines de fer du bassin du Canigou [5 août 1955] (p. 4657); — de M. Thamier, relative à la situation de la culture du tabac en Lot-et-Garonne [5 août 1955] (p. 4658); — de M. Joseph Denais, sur la situation économique du Sénégal et du Soudan [5 août 1955] (p. 4659); — de M. Paquet, sur l'attitude du Secrétaire général du Néo-Destour sous l'occupation [7 octobre 1955] (p. 4867); — de Mme Duvernois, relative au prix des légumes et des fruits [7 octobre 1955] (p. 4868); — de M. Castera, relative à l'affectation de la redevance radiophonique (Suppression de l'orchestre radiophonique de la région de Toulouse) [7 octobre 1955] (p. 4870). — Prend part à la discussion : en troisième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses de la Présidence du Conseil (II. Services de la défense Nationale. — A — SECRETARIAT GÉNÉRAL PERMANENT DE LA DÉFENSE NATIONALE) pour l'exercice 1955 [11 octobre 1955] (p. 4991); — du projet de loi portant ratification de l'accord sur l'établissement d'une union européenne de paiements [20 octobre 1955] (p. 5167); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux : *Demande le renvoi de la discussion, la discussion générale étant close* [20 octobre 1955] (p. 5172, 5173). — Reste en fonction après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle (29 novembre 1955), la dissolution de l'Assemblée Nationale ayant été prononcée en vertu de l'article 51 de la Constitution par décret du 1^{er} décembre 1955 (*J. O.*, du 2 décembre 1955, p. 41675). — S'excuse de son absence [13 janvier 1955] (p. 57). — Obtient un congé [13 janvier 1955] (p. 57).

MÉHAIGNERIE (M. Alexis), *Député d'Ille-et-Vilaine (M. R. P.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé : membre de la Commission de l'Agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des boissons [4 novembre 1952] (**F. n° 177**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission de l'éducation nationale [19 janvier 1954] (**F. n° 341**). — Est désigné par la Commission de l'Agriculture pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission consultative des assurances sociales agricoles [22 août 1951] (**F. n° 26**).

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952 ; Art. 2, Etat B, Chap. 90-12 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement rural (Electrification rurale dans l'Ouest)* [27 décembre 1951] (p. 9933); — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées ; Art. 14 : *Amendement de M. Charpentier tendant à instituer une cotisation personnelle variable suivant le revenu cadastral* [6 juin 1952] (p. 2736); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur l'aide aux petites exploitations rurales, majoration des prêts aux jeunes agriculteurs)* [8 juillet 1952] (p. 3705); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953 ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 34-22 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction de la production agricole (Écoulement des pommes)* [21 octobre 1952] (p. 4295, 4296); *le retire* (*ibid.*); — du projet de loi portant fixation du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES ; Art. 1^{er} de l'additionnel ; *Son amendement tendant à étendre les abattements aux artisans ruraux* [29 janvier 1953] (p. 653); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 :

Équipement des exploitations familiales, formation professionnelle [25 novembre 1954] (p. 5418, 5419) ; Chap. 43-33 : *Apprentissage agricole et horticole, sa demande de disjonction* [26 novembre 1954] (p. 5493).

MEKKI (M. Bezzegoud), *Député d'Oran* (2^e collège) (R. R. S.).

Son élection est validée [23 août 1951] (p. 6466). — Est nommé : Secrétaire de la Commission de la Défense nationale [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217) ; de la Commission des pensions [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217) ; membre : de la Commission de la Défense nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216).

Dépôt :

Le 5 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 1569) relatif au déclassement des hôpitaux militaires de Marnia, Saida et Tizi-Ouzou (Algérie), n° 1856.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 2 : *Amendement de M. Nazi Boni, tendant à subventionner la culture du coton en Afrique française* [22 décembre 1951] (p. 9607, 9608) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE, GUERRE : *Ses observations sur la nécessité d'aumôniers musulmans* [26 janvier 1953] (p. 421) ; — du rapport sur les opérations électorales du département de Constantine (2^e collège, 2^e circonscription) : *Demande de renvoi à la commission pour enquête complémentaire présentée par M. Haumesser (Contestations de l'élection de M. Narouh)* [29 janvier 1953] (p. 641).

Son décès est annoncé à l'Assemblée [24 juillet 1953] (p. 3887).

MENDÈS-FRANCE (M. Pierre), *Député de l'Eure* (R. R. S.).

Président du Conseil,

du 19 juin 1954 au 23 février 1955.

et

Ministre des Affaires étrangères

du 19 juin 1954 au 20 janvier 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est désigné : par l'Assemblée Nationale pour la représenter au sein du Comité financier du Conseil d'administration de la Caisse autonome d'amortissement [3 septembre 1951] (F. n° 32) ; par la Commission des Finances pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263). — Est nommé : membre de la Commission des Finances [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (F. n° 341) ; Président de la Commission des finances [6 juillet 1953] (F. n° 273) [9 février 1954] (F. n° 343).

Dépôts :

Le 26 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à suspendre, pendant le mois de mois de décembre 1953, l'application de l'article 24 du règlement, n° 7280. — Le 26 février 1954, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 18 du règlement de l'Assemblée Nationale, n° 7916. — Le 10 août 1954, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'acte constitutif du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes, adopté le 19 octobre 1953, n° 9112. — Le 9 novembre 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention du 25 février 1954 relative à l'exploitation de navires météorologiques dans l'Atlantique-Nord, n° 9421. — Le 9 novembre 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1^o le Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles signé à Paris le 23 octobre 1954, et les protocoles rattachés relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des arme-

ments et à l'agence de contrôle des armements; 2° le Protocole d'accession de la République fédérale d'Allemagne au Traité de l'Atlantique Nord signé à Paris le 23 octobre 1954; 3° le Protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la République fédérale d'Allemagne signé à Paris le 23 octobre 1954 et ses cinq annexes, protocole mettant en vigueur, compte tenu des certains amendements, la Convention sur les relations entre les puissances et la République fédérale, les conventions rattachées et les lettres annexes signées à Bonn le 26 mai 1952; 4° la Convention relative à la présence des troupes étrangères sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne signée à Paris le 23 octobre 1954, n° 9432 (et annexe). — Le 12 novembre 1954, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier deux protocoles en date du 14 juin 1954 concernant des amendements à apporter aux articles 45, 48, 49 et 61 de la Convention relative à l'aviation civile internationale, n° 9453. — Le 15 novembre 1954, une 2° lettre rectificative au projet de loi (n° 9292) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'exercice 1955, n° 9462. — Le 23 novembre 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention phyto-sanitaire pour l'Afrique au sud du Sahara, signée à Londres le 29 juillet 1954 entre la France, la Belgique, le Portugal, la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union de l'Afrique du Sud, n° 9545. — Le 2 décembre 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention d'établissement entre la France et la République de Saint-Marin, signée à Paris, le 15 janvier 1954, n° 9628. — Le 6 décembre 1954, un projet de loi portant modification de la loi n° 52-861 du 21 juillet 1952 et de la loi n° 54-282 du 15 mars 1954 relatives à la répartition des indemnités accordées par les Etats yougoslave, tchécoslovaque, polonais et hongrois à certains intérêts français, n° 9657. — Le 7 décembre 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord sur la Sarre conclu le 23 octobre 1954 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne, n° 9658. — Le 8 décembre 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la

République à ratifier l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, signé à Paris le 2 juillet 1954; 2° portant approbation du contrat de bail signé le 25 juin 1954 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, relatif au terrain de la place Fontenoy à Paris (7^e), affectés au Ministère des Affaires étrangères par décret du 22 décembre 1952, n° 9659. — Le 28 décembre 1954, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles, signé à Paris le 23 octobre 1954, et les protocoles rattachés, relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'agence de contrôle des armements, n° 9866. — Le 13 janvier 1955, un projet de loi portant ratification de la « Convention pour l'adoption d'un système uniforme de jaugeage des navires », conclue à Oslo le 10 juin 1947, n° 9867. — Le 13 janvier 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la « Convention universelle sur le droit d'auteur », signée à Genève le 6 septembre 1952, n° 9870. — Le 13 janvier 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention d'établissement entre la France et le Panama, signée le 10 juillet 1953 à Panama, n° 9872. — Le 13 janvier 1955, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord international sur l'étain signé à Londres le 25 juin 1954, n° 9873. — Le 13 janvier 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'Accord relatif au service militaire conclu le 22 juin 1949 entre la France et le Danemark, n° 9909. — Le 13 janvier 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'Accord relatif au service militaire conclu le 28 décembre 1953 entre la France et l'Italie, n° 9910. — Le 13 janvier 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'Accord relatif au service militaire conclu le 6 mars 1952 entre la France et la Grande-Bretagne, n° 9911. — Le 13 janvier

1955, un projet de loi tendant à modifier et à compléter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions d'entrée, de circulation, de séjour et d'exercice des activités professionnelles des étrangers en France métropolitaine, en Algérie et dans les départements d'outre-mer, n° 9919.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Sa demande de renvoi à la Commission (Insuffisance de la production, « impasse » de 400 milliards en 1951, inflation impossible à éviter, nécessité du choix entre les diverses parties prenantes du budget, les réformes de gestion de l'administration et des sociétés nationales, l'échec du plan Monnet, l'effort considérable financier pour l'armée, les faibles résultats obtenus, les promesses du mémorandum du 5 août 1950, les engagements non respectés vis-à-vis du N. A. T. O., l'importance trop grande des dépenses militaires; la hausse des prix depuis 1950, le poids de l'inflation de la guerre d'Indochine, la production d'armements)* [30 décembre 1951] (p. 10204 et suiv.) : *Discussion générale (Les dépenses militaires par rapport au revenu national, les ressources françaises d'énergie en 1938 et 1950)* [1^{er} janvier 1952] (p. 24, 26). — Prend part : à la discussion du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France (ouverture d'un crédit de 80 milliards) : *Discussion générale (Ses observations sur les 80 milliards d'inflation, l'importance de l'impasse budgétaire, la possibilité de nouvelles avances de la Banque de France, la stagnation de l'économie française, le petit nombre de logements construits, le courage nécessaire pour voter des réformes)* [24 mars 1953] (p. 2248 et suiv.) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Paul Reynaud) : *Ses observations sur la nécessité d'une réforme constitutionnelle touchant le droit de dissolution* [27 mai 1953] (p. 2856, 2857). — Est désigné comme *Président du Conseil* [3 juin 1953] (p. 2906) ; demande la convocation de l'Assemblée Nationale (p. 2906). — Prend part au débat sur sa demande d'investiture : *Son programme de Gouvernement (Ses observations sur l'importance du déficit budgétaire, l'indivisibilité des problèmes principaux, la nécessité des options,*

la gestion des entreprises publiques, la sécurité sociale, les dépenses militaires, la guerre d'Indochine, la réforme fiscale et la politique du crédit de plein emploi, le déficit de la balance commerciale, la construction, les investissements agricoles, industriels et outre-mer, la Tunisie et le Maroc, la réforme constitutionnelle et la procédure des décrets-lois, la politique étrangère à suivre, l'alliance franco-britannique, la conférence à quatre, la création de l'armée européenne, la conférence des Bermudes, l'hommage rendu à M. M. Poincaré, Blum et de Gaulle) [3 juin 1953] (p. 2906 et suiv.) ; *Ses observations sur l'agitation et les manœuvres de couloirs indignes d'une réponse, la reconstruction, la réforme de la sécurité sociale et les questions connexes, la révision de la constitution, la réforme fiscale et la fraude, les économies, la gestion des entreprises nationalisées, l'assainissement budgétaire, l'importance et l'efficacité des dépenses militaires, la comparaison des charges avec le revenu national et les pays alliés, la situation économique des départements d'outre-mer, les problèmes en Tunisie et au Maroc, la définition de la présence française, le problème indochinois, la conférence des Bermudes, les relations avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, le désordre intérieur cause de l'impuissance extérieure, l'hommage aux U.S.A., l'engagement demandé aux futurs ministres de ne pas faire partie du Gouvernement suivant* [4 juin 1953] (p. 2962 et suiv.) ; *Sa réponse aux explications de vote; Réponse à M. Cutroux sur le Maroc et la Tunisie, réponse à M. de Benouville sur l'Indochine* (p. 2975, 2978) ; au scrutin l'investiture ne lui est pas accordée (p. 2979) ; liste des votants (p. 2982). — Est entendu sur une demande : de suspension de séance : *Insiste pour attendre sur place le retour du projet financier, la plupart des articles étant déjà adoptés par le Conseil de la République* [10 juillet 1953] (p. 3461) ; — en autorisation de poursuites concernant MM. Duclos, Fajon, Billoux, Guyot et A. Marty : *Observations sur la suite éventuelle du débat (Discussion budgétaire)* [6 novembre 1953] (p. 4928). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Nécessité de hâter le vote du budget, celui de l'agriculture y compris* [12 novembre 1953] (p. 4981, 4982). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique européenne : *Renvoi du débat au mardi suivant* [20 novembre 1953]

(p. 5367) ; *Son ordre du jour demandant de surseoir à la C. E. D. en attendant un redressement économique et financier de la France* [24 novembre 1953] (p. 5489, 5512 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Retard dans le vote du budget* [27. novembre 1953] (p. 5639). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES (COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA PRODUCTIVITÉ), Etat A, Titre III : *Amendement de M. Mayer tendant à réduire de 100.551.000 francs les crédits pour les services (Suppression des emplois nouveaux prévus)* [27 novembre 1953] (p. 5643, 5644) ; *Amendement de M. Catroux tendant à réduire de 40 millions les crédits pour les services (Suppression de certains emplois, mais maintien du Commissariat)* (p. 5648) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Inutilité du texte amputé)* (p. 5649) ; ÉDUCATION NATIONALE : *Motion préjudicielle de M. Billères tendant au renvoi à la Commission pour demander le dépôt de lettres rectificatives* [8 décembre 1953] (p. 6271, 6272) ; TRAVAUX PUBLIQUES, TRANSPORTS ET TOURISME, amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur suppléant [14 décembre 1953] (p. 6778) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Création d'un poste de directeur de l'administration générale)* (p. 6779) ; Etat B, Chap. 53-90 : *Equipements des aéroports et routes aériennes (Groupement des services de l'aviation civile)* (p. 6781). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des présidents : *Date de la discussion du budget de l'Intérieur* [8 décembre 1953] (p. 6282) ; — sur une motion d'ordre : *Renvoi du débat sur les Comptes spéciaux du Trésor* [13 décembre 1953] (p. 6643). — Prend part à la discussion : du projet de loi de FINANCES pour 1954, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Cristofol tendant à ne pas appliquer la « loi des maxima » aux dépenses d'assistance et de sécurité sociale* [13 décembre 1953] (p. 6714) ; *Amendement de M. Pineau tendant à ne pas opposer la loi des maxima à l'application de lois déjà votées* (p. 6715) ; Art. 6 : *1071 milliards de dépenses militaires (Libre discussion ultérieure du budget des dépenses militaires)* (p. 6717) ; *Demande de disjonction de l'article fixant le budget des dépenses militaires, présentée par M. Bayrou* (p. 6720, 6721) ; *Amendement de M. Drouot tendant à abroger complètement le droit de*

licence prélevé sur les bouilleurs de cru (p. 6737) ; — des interpellations sur l'appel en faveur du « cessez-le-feu » en Indochine : *Discussion générale (Unanimes désirs de négociations, politique envisagée avant la conférence de Genève, nécessité d'une négociation directe, improbabilité de la victoire militaire, craintes du peuple du Viet-Nam redoutant l'intervention américaine et la puissance de la Chine, subordination de la solution indochinoise au règlement coréen, concessions consenties à Bao-Daï, retentissement de la paix en Indochine sur l'économie française, problème de reconversion)* [9 mars 1954] (p. 758 et suiv.) ; — du projet de loi relatif à la réforme fiscale : *Discussion générale (Texte de la réforme fiscale ne concernant pas les artisans)* [23 mars 1954] (p. 1201) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Abelin (Taxe à la valeur ajoutée ; taux trop élevé dû à une application immédiate et complète, avantages d'une réalisation en plusieurs étapes, inconvénients du renvoi en commission)* [25 mars 1954] (p. 1284 et suiv.) ; *Impossibilité de dissocier la taxe sur les transactions de la taxe locale* (p. 1286, 1287) ; *Fixation de la date d'application d'une partie de la réforme* (p. 1289) ; Art. 5 : *Amendement de M. Waldeck Rochet (Détaxation des machines, de l'outillage agricole et des engrais ; application de l'article 48 du règlement)* [26 mars 1954] (p. 1337) ; *Amendement de M. Briot (Détaxation des plats cuisinés et conserves de viande)* (p. 1337) ; Art. 6 : *Amendement de MM. Courant et Tournaud (Taux de la réfaction concernant les travaux immobiliers ; application de l'article 48 du règlement)* (p. 1340) ; *Déroulement du débat* (p. 1350) ; Art. 8 : *Amendement de M. Gaborit (Détaxation pour les produits de la pêche et de la pisciculture)* (p. 1356) ; Art. 9 *ter* : *Amendement de M. Leinhardt (Taux de la taxe sur les transactions applicable aux entreprises cumulant des fonctions de grossiste et de détaillant)* (p. 1362) ; Art. 17 *bis* : *Taxe unique sur les boissons ; renvoi en commission* (p. 1366) ; Art. 18 : *Amendements de M. Charpentier (Fiscalité portant sur les engrais)* (p. 1368) ; Art. 18 : *Amendement de M. Hénault (Taxe unique sur les charbons)* (p. 1369) ; *Déroulement du débat* (p. 1371) ; Art. 22 P : *Amendement de M. Bédard (Taxe sur la valeur ajoutée du commerce de gros)* [29 mars 1954] (p. 1400) ; Art. 17 *bis* : *Rappel au règlement de M. Dupraz ; application de l'article 48 du*

règlement [29 mars 1954] (p. 1401); Art. 41 : Amendement de M. Frédéric-Dupont (Imposition de la femme seule ayant un ascendant à charge) (p. 1412); Son amendement (Aménagement des plus-values des droits sociaux) (p. 1413); Art. 42 : Amendement de M. Catroux (Fixation du taux de l'impôt sur les sociétés) (p. 1425); Art. 45 : Lutte contre la fraude, libéralités d'un tiers (p. 1427); Amendement de M. Liautey (Allègements fiscaux en faveur des artisans) (p. 1430); Amendement de M. Pierre Meunier relatif au régime du forfait qui ne se rapporte pas à l'article 45 relatif au contrôle des revenus imposables d'après les dépenses ostensibles et notoires (ibid.); Article additionnels : Report de leur discussion à la loi des voies et moyens (p. 1438, 1439); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 6 : Amendement de M. Marcel David (Application des taxes sur le chiffre d'affaires à la S. N. C. R.) [9 avril 1954] (p. 1990); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : Article additionnel de M. Billat (Application et financement de l'allocation dite de la « mère au foyer »; Application de l'article 17 de la Constitution) [30 mars 1954] (p. 1487). — Est entendu sur l'ordre des travaux de l'Assemblée : Ouverture du débat en seconde lecture sur la réforme fiscale [9 avril 1954] (p. 1975). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 1 quater : Exonération fiscale en faveur de certaines manifestations [14 mai 1954] (p. 2423, 2424); Art. 3 ter : Déduction du bénéfice imposable des subventions allouées aux œuvres du personnel (p. 2429); Recherche scientifique [18 mai 1954] (p. 2474, 2475); Examen immédiat de l'article 3 ter (p. 2476); Articles additionnels de MM. Liautey, Solinhac et Mazier (Taxe des bénéfices artisanaux inférieurs à 56.000 francs) (p. 2482); Art. 2 : Adoption des amendements de MM. Crouzier et Cristofol [1^{er} juin 1954] (p. 2719); Article additionnel de M. Liautey (Imposition des artisans) (p. 2723); Article additionnel de M. Dorey (Régime fiscal des artisans) [8 juin 1954] (p. 2818); Conditions d'application de l'article premier de la loi de finances (p. 2819); — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée : Discussion générale (Conditions de travail de la Commission des

finances, procédure des avis et des votes sous débat) [21 mai 1954] (p. 2634); Son amendement (Composition du bureau de la Commission des finances) (p. 2638; Art. 3 : Texte modificatif de l'article 36 du règlement, son amendement (Délai d'un mois pour la distribution de l'avis) [25 mai 1954] (p. 2688); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires au titre du budget des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES : Discussion générale [1^{er} juin 1954] (p. 2734); — des interpellations concernant la situation générale en Indochine : Anxiété française en l'absence d'une politique nationale clairement affirmée; Justification de son attitude passée, d'abord taxée de défaitisme; Continuité dans l'erreur des Gouvernements français successifs; Zigzags et contradictions de la diplomatie française touchant le cessez-le-feu, internationalisation du conflit,...; Retard de M. Bidault à contacter ses adversaires à Genève et à recevoir M. Krishna Menon, sa découverte soudaine du Viet-Minh; projet clandestin, avorté, d'intervention aérienne américaine à Dien-Bien-Phu; Gravité des mesures militaires envisagées par le Gouvernement (Appel anticipé de la classe 1954); Nature des risques actuels de conflagration universelle; Choix malheureux de M. Frédéric-Dupont pour le portefeuille des Etats-associés; Impossibilité d'abandonner le Corps expéditionnaire, comme d'accepter une capitulation déshonorante; Réformes audacieuses et généreuses instantanément nécessaires en Tunisie comme au Maroc (Soutien prévisible des U.S.A. aux nationalistes); Crise des alliances occidentales (Promesses peu sincères données par la France, C.E.D., Indochine); Evolution politique du bloc communiste (Primauté accordée désormais au plan économique et social), lutte nécessaire sur ce plan en France (Honnêteté intellectuelle et courage dans les décisions); Désaffection croissante de l'opinion envers les institutions (Sondage récent), appel à la « crise salutaire » assurant un renouvellement véritable et non seulement apparent du Gouvernement [9 juin 1954] (p. 2849 à 2855). — Est désigné comme Président du Conseil [17 juin 1954] (p. 2992). — Sa déclaration d'investiture : Présence de la France maintenue sans équivoque en Extrême-Orient, ses états, hommage à la valeur de ses troupes (Dien-Bien-Phu), exclusion indirecte des communistes de la future majorité, mesures militaires immédiates nécessaires en tout

état de cause, délai de quatre semaines fixé pour un règlement pacifique (Contrat avec l'Assemblée — son appui requis entre temps); Programme cohérent de redressement et d'expansion économique promis pour le 20 juillet (Référence à son précédent discours d'investiture); Fidélité à l'alliance occidentale « dans un esprit de réalisme et de loyauté », tentative de conciliation nationale sur le problème de la C. E. D., projet gouvernemental déposé en tout état de cause avant les vacances; Rétablissement nécessaire de la sécurité en Tunisie et au Maroc, promesses à tenir d'autonomie interne et reprise des dialogues malheureusement interrompus; Composition envisagée du Gouvernement (Hommes de caractère et de foi sans dosage ni veto); Perspectives optimistes au sortir de « l'ornière sanglante » de la guerre (p. 2992 à 2994); Ses réponses aux questions posées: Programme d'expansion économique (Renvoi à sa précédente déclaration d'investiture), réforme fiscale (Pouvoirs sollicités du Parlement pour l'application), plan d'expansion et d'intégration économique de l'Union française (Grandeur africaine); Problèmes nord-africains (Critères du « bon » nationalisme, reprise du dialogue, répression du terrorisme); Problèmes d'Indochine: Défense de sa position passée (Réponse à M. de Benouville), alternatives actuelles (Paix ou guerre atomique), délai offert à tous par la France — et son Parlement — pour aboutir, mesures militaires prévues en cas d'échec (Dont certaines immédiatement applicables); Problème de la C. E. D.: Nécessité d'un large accord national, confrontation proposée, arbitrage éventuel du Gouvernement « compte tenu de la situation internationale »; Refus formel des suffrages communistes (Leur refus de l'hommage aux morts pour la Patrie, volonté d'indépendance indiscutée à leur égard, manœuvre à déjouer, parallèle de Périclès); Réforme de la Constitution (Premier train avant les vacances); Primauté de la paix sur tous autres objectifs, appel à l'union nationale (p. 3000 à 3003); — Au scrutin, l'investiture lui est accordée (p. 3007); Liste des votants (p. 3037).

En qualité de Président du Conseil :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations relatives à la composition et à la politique du Gouvernement : « Double investiture », son désir d'union nationale, le travail législatif, la création d'un

groupe de travail intéressé aux questions économiques, le problème de l'Union française, la C. E. D., le choix du général Kœnig et de M. Bourghès-Maunoury, les concessions consenties à Genève par la Chine et la Russie, ses entretiens avec MM. Eden, Bedell Smith et Chou En Lai, sa demande de renvoi à la suite [24 juin 1954] (p. 3047 et suiv.). — Sa lettre au Président relative au rappel sous les drapeaux de certains réservistes français en Tunisie [6 juillet 1954] (p. 3243). — Est entendu pour une communication du Gouvernement : Son prochain départ pour Genève, sa volonté de paix, son devoir de veiller au salut du corps expéditionnaire, nécessité d'une décision parlementaire pour envoyer temporairement le contingent en Indochine au cas où les négociations relatives au « cessez-le-feu » n'aboutiraient pas le 20 juillet; la contraction du dispositif dans le delta, conséquence de Dien-Bien-Phu [7 juillet 1954] (p. 3265 et suiv.). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine: Hommage aux combattants d'Indochine, raisons du délai d'un mois, ambitions initiales du Viet Minh, accords obtenus, repli des forces franco-vietnamiennes du Tonkin, libération des prisonniers, droit d'option pour les Vietnamiens, date des élections et leur contrôle par une commission, règlement prévu au Cambodge et au Laos, programme d'assistance économique et technique au Viet-Nam, reconversion de l'économie nationale française, diminution de l'aide américaine en dollars, attitude des Etats-Unis à la Conférence de Genève, remerciements du Gouvernement français à M. Eden [22 juillet 1954] (p. 3533 et suiv.); Son désir de continuer la discussion (p. 3540, 3543); Niveau de la ligne de démarcation, utilisation des informations secrètes par M. Frédéric-Dupont, revendications du Viet-Minh, contrôle international, réunification du territoire, date des élections, non-neutralisation des trois états d'Indochine, rapatriement des prisonniers, aspects internationaux du problème de l'Indochine, garantie américaine, différence entre Munich et Genève, renforcement de nos alliances [23 juillet 1954] (p. 3579 et suiv.); Priorité en faveur de l'ordre du jour de M. Delbos (Hommage aux combattants, défense des Français et des populations indochinoises dans le cadre de l'Union française et des accords conclus) (p. 3584). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents :

Ratification de certains accords internationaux [6 août 1954] (p. 3911). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Réalisation d'un programme de dynamisme économique et de progrès social dans un cadre de rigueur, libération des échanges et accords internationaux, réalisation de l'Europe avec une France à l'économie assainie* [6 août 1954] (p. 3920, 3924); Pose la question de confiance pour l'adoption de l'article unique de ce projet (p. 3965) : *Désir de la bulwark de notre commerce, libération des échanges, insuffisance du niveau de vie, hausse des salaires liée à l'accroissement de la productivité, l'intéressement des travailleurs à la production, politique de plein emploi, protection contre le chômage, reconversion, problèmes de l'agriculture, remembrement, logements, politique dans les territoires d'outre-mer* [10 août 1954] (p. 4017 et suiv.). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion des interpellations relatives aux établissements français de l'Inde : *Sa demande de renvoi à la suite* [10 août 1954] (p. 4032); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la Tunisie et le Maroc [10 août 1954] (p. 4037) : *Sa demande de renvoi au 27 août du débat au fond; Attachera au vote sur la date la signification de la confiance implicite* (p. 4050); *Ses observations (« Dialogue sincère à établir avec le nationalisme sincère »; l'autonomie interne, promesse solennelle ou « chiffon de papier »; son voyage à Tunis avec le maréchal Juin; composition du nouveau gouvernement tunisien, part réservée au néo-destour; controverse avec M. Martinand-Déplat, ancien Garde des Sceaux, touchant le dossier judiciaire de Bourguiba (Mise en cause indirecte de M. Plevin); limites catégoriques posées préalablement à toute négociation (Discours de Tunis); troubles d'août au Maroc, répression nécessaire, réformes envisagées, problème dynastique, solution recherchée « en accord avec sa Majesté Ben Arafat; condamnation des interventions étrangères inadmissibles » en Afrique du Nord* (p. 4049 à 4052); *Réponse à M. Garet touchant la procédure du débat (Débat au fond ou sur la date)* (p. 4053). Prend part à la discussion : de ces interpellations : *Climat de confiance mutuelle restaurée en Tunisie, « compréhension » marquée par la population française; troubles d'août au Maroc (Hommage aux victimes); non-retour sur le*

trône de l'ancien sultan, réformes à étudier « en accord avec sa Majesté Ben Arafat » (Assemblées locales et régionales, puis à l'échelon central, « franc et loyal dialogue franco-marocain », au sein d'un conseil prochainement organisé); mesures annoncées sur le plan économique et social, appel au concours de l'élément français; évolution générale vers l'autonomie interne, en Tunisie comme au Maroc, mais « aucune fatalité de la sécession » [27 août 1954] (p. 4335, 4336); *Retrait demandé des ordres du jour de MM. Médecin et Droume, dans un but d'unanimité; droit du Gouvernement d'engager la France en Tunisie et au Maroc sans consultation préalable du Parlement (Précédents récents)* (p. 4349); — du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C. E. D.) : *Efforts de compromis du Gouvernement, tant dans la négociation interne (M. Bourges-Maunoury, général König) que dans la négociation externe; raisons de l'isolement de la France en face des cinq autres co-associés, valeur des protocoles, relations de la C. E. D. et de l'O.T.A.N., possibilité de dissolution de la C. E. D. en cas de réduction substantielle de la contribution de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, possibilité pour les Etats associés de reconsidérer leur situation au moment de la réunification de l'Allemagne, supranationalité, attributions du Commissariat, droit de recours suspensif devant le Conseil des Ministres, composition de la Cour de justice, établissement de chambres territoriales, dispositions d'ordre militaire, problème de l'intégration, limitation aux forces de couverture* [29 août 1954] (p. 4423 à 4429); *accord spécial militaire, proportion des forces entre la France et l'Allemagne (Quatorze et douze divisions), budget de la C. E. D. et avis du Parlement, relation entre les commandes et la contribution financière des pays membres, comparaison des prix français et des prix étrangers, réunion éventuelle d'une conférence pour étudier les modifications du traité, conséquences de la ratification ou du refus de ratification du Traité de Paris, convocation de l'Assemblée pour la ratification éventuelle du Traité de Bonn, réarmement de l'Allemagne, impossibilité pour le Gouvernement de poser la question de confiance sur la C. E. D. : « motif de désunion entre Français », définition de notre politique étrangère : alliance atlantique, pas de renversement des alliances* (p. 4430 à 4436); *Sa demande de retrait provisoire des questions préalables et des motions*

préjudiciables (p. 4442, 4443) ; Réponse à M. René Mayer : article 13 (Possibilité pour la France de retirer des troupes d'Europe continentale pour les envoyer en Afrique du Nord) (p. 4446) ; Motion préjudiciable de M. Chupin (Nécessité d'un débat) [30 août 1954] (p. 4458) ; Position du Gouvernement sur les deux motions de M.M. Chupin et Aumeran (p. 4461, 4462). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : Sa proposition de renvoi au 3 novembre 1954 [31 août 1954] (p. 4477) ; Attitude dilatoire des précédents Gouvernements touchant la C. E. D. (« Chance » ou « malchance » de la France avec ses gouvernants), effort de conciliation nationale tentée par lui en vue d'aboutir ; Problème arithmétique des voix communistes ; Consultation nécessaire du Parlement avant toute initiative majeure en politique étrangère (Précédents de M.M. Edgar Faure et Pleven), cas particuliers des entretiens de Bruxelles (Rencontre entre Gouvernements exigée par M. Spaak avant toute prise de position du Parlement français) ; Majorité impossible sur la C. E. D. dans son texte initial, avec ou sans question préjudiciable, malentendus entretenus à cet égard à l'étranger, inadmissibles interventions de certains Français durant les négociations de Bruxelles (Controverse avec M. Robert Schuman) ; Ferme attachement du Gouvernement et de la majorité aux principes de l'alliance atlantique, de la construction européenne et de la réconciliation franco-allemande, « modalités juridiques » à rechercher dans ce cadre « à très bref délai », rétablissement prochain de la souveraineté de l'Allemagne de Bonn, présence britannique à obtenir, maintien du préalable sarrois, droit de sécession éventuelle de l'Allemagne — et de ses partenaires — en cas de réunification : mise au point touchant la formule proposée par M. Spaak (« Droit premier » reconnu, semble-t-il, à l'Allemagne, etc.) ; Controverse sur ce point avec M.M. Pinay et Maurice Schumann (p. 4485 et 4487), 100 vies humaines épargnées par jour en Indochine (p. 4486) ; Insinuations diverses colportées contre le Gouvernement (Neutralisme), accusations de sabotage portées par M. Pinay, mise au point touchant ses rapports avec le journal « l'Express » et sa position personnelle touchant une éventuelle négociation à quatre avec l'U. R. S. S. (Réponses aux dernières notes sociétiques), position du Gouvernement la veille,

sur la motion Chupin, état d'esprit prévenu de ses interlocuteurs à Bruxelles, appel à l'union [31 août 1954] (p. 4488 à 4494) ; Sa réponse touchant la composition probable de sa future majorité (Absence des communistes) [31 août 1954] (p. 4497) ; Engagement de revenir devant le Parlement avant la signature de tout nouvel accord sur l'Allemagne et l'Europe : « J'irai jusqu'au paraphe, mais je ne signerai pas... » [31 août 1954] (p. 4498). — Demande la convocation du Parlement au sujet des négociations internationales [7 octobre 1954] (p. 4567). — Sa déclaration du 7 octobre 1954 touchant les accords de Londres : Recours nécessaire à l'approbation du Parlement en matière de politique étrangère ; Importance primordiale de la participation britannique en Europe ; Entretiens de Paris avec M. A. Eden (15 septembre 1954), positions réciproques ; Structure nouvelle du Traité de Bruxelles : admission de l'Allemagne occidentale et de l'Italie, pouvoirs exécutifs attribués au Conseil (Limitation et contrôle des armements, y compris les forces de police), unanimité nécessaire pour toute augmentation éventuelle, forces d'outre-mer exclues de l'accord, renonciation unilatérale de l'Allemagne aux armes de destruction massive ; « Agence » proposée, chargée du contrôle, mais aussi de la fabrication et de la standardisation des armements (Rapport annuel devant une Assemblée ad hoc) ; Noyau d'une construction européenne future ainsi constituée, comprenant l'Angleterre ; Garanties espérées des U. S. A. et du Canada (Renouvelées de celles jadis prévues pour la C. E. D.) touchant le maintien de leurs forces en Europe, engagement formel de la Grande-Bretagne (4 divisions dont 3 blindées plus aviation tactique, placées durablement sous l'autorité de l'organisme de Bruxelles), limitation volontaire de la souveraineté britannique ; Restitution (partielle) de la souveraineté allemande (Maintien du Traité de Bonn, amendé par un Protocole, soumis tous deux au Parlement) ; Entrée de l'Allemagne à l'O. T. A. N., ses correctifs (Organisme de Bruxelles, intégration militaire accrue des forces de l'O. T. A. N.) ; Engagement politique de l'Allemagne « de ne pas recourir à la force pour réaliser ses objectifs nationaux » (Avec sanction politique assortie) ; « Préalable » sarrois (Règlement nécessaire avant ratification par l'Assemblée de l'ensemble des accords) ; Soupçons de trahison répandus entre temps sur le plan intérieur contre le Gouverne-

ment (*Eloge de M. Mitterrand*); *Hommage rendu à MM. A. Eden, Foster Dulles, Lester Pearson*; *Principe admis du réarmement de l'Allemagne, son caractère inévitable* (Référence à J. Staline), *choix nécessaire pour la France entre l'isolement et la participation avec le mécanisme de Londres*; leur efficacité; *Caractère strictement défensif de cette organisation, «réalisme» du Gouvernement soviétique, importance de sa récente déclaration touchant le projet franco-britannique de contrôle général des armements, réserve touchant celle de M. Molotov sur l'Allemagne, ferme volonté de la France (et de ses alliés) de rechercher toujours les conditions d'une «coexistence pacifique» nullement incompatible avec la construction européenne*; Appel aux «pionniers de l'idéal européen» [7 octobre 1954] (p. 4569 à 4574). — Prend part à la discussion des interpellations sur les récentes négociations internationales : *Sa réponse à M. Loustannau-Lacau (Affaire des fuites intéressant la Défense nationale)* : «*Le Gouvernement est à la disposition de l'Assemblée*» [8 octobre 1954] (p. 4634). Est entendu sur les ordres du jour : *Participation britannique* («*Discours dédaigneux*» de M. P. Reynaud, «*appréciation équitable*» de M. R. Schuman, opinion analogue du Président Spaak, hommage à M. Eden); «*Discriminations*» consenties en retour à la Grande-Bretagne, limitation des contrôles au continent européen — exclusion donc de l'Afrique du Nord (*Implantation souhaitable d'usines françaises*), pas de contrôle des armements britanniques (*Allemagne seulement redoutée des Français, arbitrage britannique souhaitable pour éviter tous incidents*); Rôle de frein éventuel de l'Angleterre, réponse («*Pas en avant*» successifs consentis par elle) (p. 4646 à 4648); *Restitution à Bonn de la souveraineté allemande, pas d'effet direct à redouter sur le problème de l'unité allemande, geste analogue déjà fait par les Russes*; *Problème de l'unification de l'Allemagne (et droit de sécession éventuel), renonciation à l'ancien article 7 (§ 3) du Traité de Bonn, à raison de son obscurité (Retour au «droit commun»), matière plus politique que juridique (Futures négociations sur ce point)* (p. 4648); *Principe du réarmement allemand, son caractère inéluctable, dilemme erroné entre C. E. D. et Wehrmacht autonome, modalités techniques (Instruction, cadres) à intégrer au maximum*; *Structure et pouvoirs du futur état-major allemand,*

«*moindres qu'avec la C. E. D.*» (*Controverse avec M. Teitgen*), 3^e et 4^e bureau (*Déploiement et logistiques*) étroitement intégrés, *pouvoirs accrus sur ce point du S. A. C. E. U. R. et du Général Gruenter (Pas de «concentrations dangereuses» possibles sans son assentiment — allusion à Trieste)* (p. 4648 à 4651); *Agence des armements, répartition désirable de l'aide américaine, compromis accepté (améliorable)*; *Contrôles externes, plus faciles qu'après 1920, moralement (Non-discriminatoires) et techniquement, contrôles et méfiance (Réponse à M. R. Schuman)* (p. 4650, 4651); *Supériorité incontestable d'une production en commun des armements, résistances inattendues provoquées par le projet français (Bénélux), nouveaux efforts en ce sens prévus devant le Comité des Ministres de Bruxelles et, à défaut, «accords multilatéraux» possibles, à titre d'«expériences», à l'intérieur même des Sept* (4651, 4652); *Mécanismes supranationaux à prévoir, exigences contradictoires exprimées sur ce point, «équilibre» à rechercher par un effort de conciliation nationale (Politique bi-partisane)* (p. 4652); «*Préalable*» sarrois — réservé à Londres — mais décision nécessaire avant ratification des accords (*Maintien de l'autonomie politique et de l'union économique avec la France*) (p. 4652); *Extension souhaitable des attributions de l'O. T. A. N., ou plutôt de l'organisme européen, au domaine économique et social (Accord avec MM. de Pierrebourg et Guy Mollet, disparité regrettable, notamment des législations sociales, fidélité du Gouvernement, sur le plan intérieur, au «rendez-vous d'octobre»* (p. 4652, 4653); *Problème des négociations avec l'Est, à mener «parallèlement» (Accord avec M. Guy Mollet), mais refus d'une priorité en leur faveur (M. de Chambrun), action «déliérée» du Gouvernement vers la détente internationale (M. Soustelle, général De Gaulle), optimisme mesuré concernant les perspectives de désarmement général (Interview J. Moch)* (p. 4653), *appel final aux «Européens» (MM. R. Schuman et Guy Mollet) en faveur de l'union sur un effort constructif «graduel» (La nature ne procède pas par bonds)* (p. 4653). — *Rejet des ordres du jour de MM. Ducloux, Moisan, Garet, Lussy et Bourges-Maunoury (Ne mentionnant pas la confiance), préférence pour celui de M. Aubry (Confiance pure et simple)* : «*Nouveau contrat*» entre le Gouvernement et l'Assemblée, sur des bases «*totallement dénuées*

d'équivoque » (p. 4654); *Confiance strictement limitée à la poursuite des négociations de Londres (Réponse à M. Isorni)* (p. 4654). — *Pose la question de confiance, dans les formes constitutionnelles, sur l'ordre du jour de M. Aubry (2^e rectification)* (p. 4655). Intervient sur les explications de vote : *Son interview prétendue à un sénateur américain (Chances de ratification des accords à l'Assemblée), démenti* [12 octobre 1954] (p. 4667); *Reconnaissance à Londres du Gouvernement Adenauer comme « le seul Gouvernement régulier de toute l'Allemagne » : Mise au point touchant cette formule (Texte du procès-verbal interparlementaire adopté en 1950)* (p. 4667). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Sa réponse à MM. Legendre, Dronne, Moisan et Mme Sportisse* [3 novembre 1954] (p. 4691). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P.T.T. pour l'exercice 1955 : *Motion préjudicielle de M. Barthélémy (Souveraineté du Parlement en matière budgétaire, méthodes de travail parlementaire, constitutionnalité discutable des moyens de procédure, son opposition à l'obstruction parlementaire en tant que Président de la Commission des finances, programme chargé de l'Assemblée Nationale)* [5 novembre 1954] (p. 4783, 4784); *Pose la question de confiance dans la forme constitutionnelle pour la prise en considération du projet du Gouvernement* (p. 4785); *Explications de vote sur la question de confiance (Loi organique sur la présentation du budget, budget des anciens combattants, article 17 de la Constitution, budget de la santé publique, son attitude en tant que Président de la Commission des finances lors du budget de l'agriculture en 1954, la souveraineté de l'Assemblée, son droit de repousser des chapitres ou des budgets, indications caractéristiques du budget)* [9 novembre 1954] (p. 4832 et suiv.). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Algérie : *Maintien de la responsabilité de l'ordre aux mains de la France, dans toute l'Afrique du Nord (Réponse à M. de Monsabert)* [12 novembre 1954] (p. 4955); *Sa demande de renvoi à la suite (Sauf événements nouveaux) « loyauté sans équivoque » des départements algériens, répression nécessaire quoique avec discernement (« Autant de forces qu'il en faudra et même plus », « aucun ménagement envers la*

sédition) « pas de scission concevable »); Distinction nécessaire entre les départements d'Algérie et les protectorats de Tunisie et du Maroc, problème des fellaghas tunisiens (Prochain « éclaircissement » de la position du Gouvernement tunisien), attitude inadmissible du Gouvernement égyptien (« Voix des Arabes »), amitié traditionnelle, réalisations culturelles et économiques actuelles de la France (Projet d'Assonon), dernière tentative d'explication avec le Caire; Problèmes algériens d'ordre économique et social (Expansion démographique, travailleurs émigrés, mise en valeur des terres incultes, industrialisation) (p. 4960, 4961); « Sujet de conversation prévu depuis longtemps » pour son voyage aux U.S.A. (Réponse à M. R. Mayer) (p. 4971); Sa demande nouvelle de renvoi à la suite (Sauf événements nouveaux), ordre du jour chargé, budget, mission aux U.S.A. (p. 4972); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la divulgation des secrets intéressant la Défense nationale : Sa proposition d'en discuter le 3 décembre 1954; Sa réplique aux « insinuations » de M. Guérard (Article du journal L'Express); Son refus d'ajournement du budget de l'Intérieur; Son maintien de la date du 3 décembre (Réponse à MM. d'Astier de la Vigerie et de Moro-Giafferri) [12 novembre 1954] (p. 4973, 4974). Prend part à la discussion : de ces interpellations : Réponse aux assertions de MM. Legendre et Guérard, inexactes et indiscrettes (Secret de l'instruction), défense de ses collaborateurs MM. Nora et Boris (Affaire de la Conférence économique de Moscou et du coup de téléphone de Genève, la nuit du 20 juillet), défense de M. Mitterrand (Sa démission du Cabinet Laniel; Interventions de ce dernier et de M. Vincent Aurio), bassesse traditionnelle des attaques visant les hommes de gauche (Clemenceau, Jaurès, Salengro), bassesse de l'accusation de trahison portée contre le Gouvernement, efficacité de son action en cette affaire; Nomination du juge Duval aux côtés de M. de Ressaiguier, explications données à ce dernier (d'abord réticent), insinuations inadmissibles formulées à ce sujet; « Insupportable humiliation » subie à Londres du fait de la suspicion et des calomnies de Paris contre les représentants de la France, préjudice ainsi causé au pays; Appel à un scrutin sans équivoque, sur l'affaire des fuites comme sur la politique générale du Gouvernement, et refus de la technique « d'usure

praticquée contre lui (*Alcool, Tunisie, accords de Paris, budget*), *qualités et défauts du Parlement*; «*Seconde étape*» prévue pour la rentrée de janvier (*Problèmes intérieurs et d'ordre économique*); *Question de confiance implicitement posée* [3 décembre 1954] (p. 5772 à 5776); *Ses dénégations (Réponses à M. Legendre)* (p. 5748, 5749, 5750, 5752); *Précisions touchant les comptes rendus des Comités de la Défense nationale, retrouvés aux archives de M. Mons* (p. 5759); *Polémique avec M. Legendre — incident* (p. 5769, 5770); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution, Art. 6 : *Navette entre les deux chambres, amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à prévoir le cas où l'Assemblée Nationale dépasse les délais qui lui sont impartis* [30 novembre 1954] (p. 5614); Art. 12 : *Date d'entrée en vigueur de l'article 9 de la Constitution, demande de renvoi présentée par M. Max Brussei* (p. 5614); *Explications de vote (Importance attachée à cette réforme par le Gouvernement)* (p. 5622, 5623); — des interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Discussion générale (Injustice de certaines critiques (Situation héritée par le Gouvernement); Restauration militaire entreprise pour pallier les effets de la guerre d'Indochine; Remarquable loyalisme, en retour, des populations algériennes; Assurances touchant le sort des anciens combattants; Détente obtenue au Maroc; Cas de l'Algérie (Unité française); Autonomie interne de la Tunisie (Parole donnée à tenir); Amélioration politique et militaire obtenue depuis le 31 juillet; Preuve apportée de notre force; Traditions de clémence de l'armée d'Afrique; Succès de l'opération de pacification; Clôture au jour fixé (Communiqué franco-tunisien); Vies françaises épargnées; Réconciliation obtenue; Soutien actif retiré aux émeutiers algériens; Démenti de tout engagement secret en contrepartie; Elaboration des Conventions sur la base stricte du discours de Tunis; Accord sur la formule de M. R. Mayer (Autonomie oui, indépendance non); Représentation des Français aux assemblées locales et économiques; Partage des responsabilités en matière de police : D.S.T. et gendarmerie à la France; Circulation et police rurale progressivement tunisiennes; Future Constitution tunisienne; Problèmes économiques et démographiques nord-africains, investissements, grands projets, concours étrangers prévus; Appel à l'union ratio-*

nale [10 décembre 1954] (p. 6090 à 6094); *Polémique avec M. Quilici (Date choisie pour le débat; coïncidence avec l'achèvement de « l'opération fellaghu »)* [9 décembre 1954] (p. 6031); *Défense du général de La Tour, qui a « toute la confiance du Gouvernement »* [10 décembre 1954] (p. 6054); *Démenti formel de toute concession secrète offerte en échange au Néo-Destour* (p. 6055); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955 : *Importance attachée au budget de l'Éducation nationale par le Gouvernement* [14 décembre 1954] (p. 6302, 6303); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ÉTATS ASSOCIÉS pour 1955 : *Garantie du secret du vote aux élections de 1956; Renforcement de l'armement du Viet-Minh* [17 décembre 1954] (p. 6514, 6515); *Regroupement des troupes du Viet-Minh dans le Sud, conversations du colonel de Brebisson* (p. 6516 et suiv.); *Demande de rejet de la Commission des finances* (p. 6520, 6527, 6528); *Prise en considération du texte présenté fixant la politique française dans les problèmes de l'Indochine* [18 décembre 1954] (p. 6552, 6558); *Assistance technique aux États d'Indochine* (p. 6557); *Pose la question de confiance pour l'adoption de l'ensemble du projet de loi* (p. 6566); *Explications de vote : Situation en Indochine à la fin du printemps 1954, chute de Dien-Bien-Phu, départ du contingent en cas d'échec des négociations de Genève, maintien de l'unité du Viet-Nam, élections de 1956, attitude de M. Bidault, politique du Gouvernement depuis les accords de Genève, rôle de la Commission internationale de contrôle, réfugiés politiques, traité de Manille, assistance technique, financière et culturelle au Viet-Nam, aide du Gouvernement britannique et de l'Amérique, demande d'entrée de la France dans le plan Colombo, rapatriement du corps expéditionnaire, « arguments bouffons » de M. Letourneau* [20 décembre 1954] (p. 6619 à 6626); *S'excuse du terme de « bouffon »* (p. 6632); *Contrôle du potentiel militaire du Nord Viet-Nam, dissemblance des comptes rendus de M.M. Frédéric-Dupont et Bidault* (p. 6653 et suiv.); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Appel à la majorité d'octobre (Après les entretiens de Londres); Accords de Bonn (Maintien des « droits réservés » alliés, reconnaissance du Gouvernement de Bonn comme seul représentant*

autorisé de l'Allemagne); Problème touchant à la déportation (Archives d'Airolsen, liste des hauts lieux, pèlerinages gratuits aux familles); Accord sarrois (Analyse), exposés des motifs divergents (réponse), acceptation de l'amendement Palewski (Solidarité de l'ensemble des Accords), double garantie anglo-saronne (Sur l'établissement du futur Traité de paix, et entre temps sur l'application du statut actuel); Réconciliation franco-allemande (Accord culturel); Réarmement allemand, quasi-réalisé unilatéralement en septembre par les Anglo-Saxons, mise au point (Discours de Nevers et « bourrage de crâne pour députés moyens »); Appel aux ex-partisans de la C.E.D. (Parallèle sur le plan militaire): Intégration logistique (Etendue réelle des pouvoirs du S.A.C. Eur), intégration des effectifs (Contrôle entièrement nouveau des Forces de police); Construction européenne (« Enchaîner l'Allemagne à l'Occident »); Présence militaire alliée et liens logistiques, présence politique britannique, Europe réelle préférée à l'Europe idéale, avis favorable du Conseil de l'Europe; Conséquences pour les T.O.M. (Une seule France, une seule armée, admission éventuelle de capitaux allemands et de travailleurs italiens); Agence des Armements — production (Large assentiment de l'Assemblée en faveur du supra-national, moindre opposition de nos partenaires) — Contrôle et limitation (Exemple efficace proposé ainsi au bloc oriental) — Amendement de M. Léon Noël (Admis sous réserves); Répartition de l'aide américaine (Assurances nouvelles fournies par M. Foster Dulles), présence militaire anglo-américaine en Europe (Assurances nouvelles également fournies), engagement allemand de non-recours à la force (Sanctions juridiques); dynamisme et foi nécessaires en l'application progressive des Accords (Complexe d'infériorité à bannir), risques inévitables (Accrus seulement par un rejet éventuel); Politique de désarmement et de détente à poursuivre (cf J. Moch), malgré la récente dénonciation du Pacte franco-soviétique (manœuvre d'intimidation), Caractère défensif des Accords de Paris (cf. Note soviétique de mars 1952), « Réalisme » connu de la politique soviétique (Exemple yougoslave), coexistence fondée sur contrôles réciproques (Son discours à l'O.N.U.), « Offres pressantes » de négociations parallèles immédiates, mais réserves touchant toutes clauses suspensives ou délais éventuels; Condamnation des manœuvres abstentionnistes,

nocivité d'un scrutin ambigu (« Il vaudrait presque mieux alors que nous répondions non ». .) [23 décembre 1954] (p. 6811 à 6822); — Exposé des motifs allemand sur la Sarre — sa valeur aux yeux du Parlement français [20 décembre 1954] (p. 6653); Dernier mot réservé à la population sarroise, « Sans aucune restriction » (exégèse de ces termes) [21 décembre 1954] (p. 6686, 6687); Désaveu formel du révisionnisme allemand visant les frontières de 1937 (p. 6698); Conséquence d'un rejet éventuel des Accords : réarmement unilatéral de l'Allemagne, et impossibilité de toute négociation avec l'Est (Du moins pour la France) [22 décembre 1954] (p. 6741 et 6743), perspectives ouvertes par contre au Gouvernement après ratification (Discours à l'O.N.U. et « rendez-vous de mai »), mais sous condition de ratification massive, sans équivoque (p. 6743, 6744); Rejet formel d'une Allemagne « neutre » et réunifiée (p. 6746); Caractère « irréversible » des Accords (p. 6753); Amendement de M. Léon Noël : acceptation « avec légère modification » (p. 6758); Présence militaire américaine en Europe (Nature juridique) (ibid); refus d'un arbitrage éventuel anglo-saxon sur la Sarre (p. 6762); Possibilité éventuelle pour l'Allemagne d'importer des armes atomiques (Controverse avec M. Coste-Floret) : rôles respectifs de l'Agence des armements (Simple contrôle - Directeur individuel) et du Conseil de l'Atlantique — ou des suppléants (Pouvoirs de décision — direction collégiale) (p. 6772 à 6775); Mise au point nécessaire des Conventions franco-sarroises de 1953 : Quotas d'importation, Commission Sarre-Alsace-Lorraine, problème de la Warndt [23 décembre 1954] (p. 6796 6797); Son intention de poser la question de confiance contre toute motion préjudicielle ou préalable, d'ajournement ou autre, sur l'ensemble des 3 rapports (nos 9689, 9703, 9704), ainsi que sur le passage aux articles, la discussion se poursuivant néanmoins et le délai constitutionnel commençant à courir (p. 6806), régularité du procédé (Précédent) (p. 6807), Retrait de la proposition (p. 6808); Son abstention prétendue sur le vote du Pacte Atlantique (Sa mission à l'étranger) (p. 6827); Pressions anglo-saxonnes sur la France — Mise au point : Discours de Nevers et Conférence de Londres (Droit de veto français maintenu) (p. 6828); motion d'ajournement de M. Badie sur la Sarre — Ses dangers (Nouveau compromis éventuel « moins satisfaisant »)

(p. 6830, 6831); *Immigration de capitaux et de travailleurs européens dans les T.O.M.* — *Respect des intérêts de la main d'œuvre locale* (p. 6838); *Rapport n° 9703 Art. 1^{er} (Traité de Bruxelles et protocoles rattachés, U.E.O.)* : *Posera ou non la question de confiance, selon l'opportunité* [23 décembre 1954] (p. 6839); *Explications de vote* : *Appel à la majorité réunie sur les Accords de Londres, nécessité d'un vote « que nos Alliés attendent et que l'intérêt français exige », protections et garanties énoncées contre le réarmement allemand par l'article premier* (p. 6840); — *Art. 2 et 3 (Accession de la République fédérale à l'O.T.A.N.)* : *Pose la question de confiance, dans les formes constitutionnelles, sur ces articles* (p. 6841), *demandera une seconde délibération de l'ensemble, afin de reprendre l'article premier* (ibid); — *Articles additionnels* : *nécessité de poursuivre sans désespérer après le « mauvais vote » émis par l'Assemblée* (p. 6844, 6842, 6843, 6844); *pose la question de confiance dans les formes constitutionnelles en faveur de l'Amendement G. Palewski n° 3 (Ratification solidaire de l'ensemble des Accords, y compris Sarre) et contre les amendements Loustannau-Lacau n° 2 (Mise en vigueur suspendue jusqu'à signature d'un protocole de stricte application) et G. Palewski n° 4 (ratification ajournée jusqu'au 1^{er} décembre 1955, sauf accord à quatre à intervenir dans ce délai avec l'U.R.S.S.)* (p. 6843); *Art. 2 et 3 (Explications de vote)* : *Possibilité juridique de dissocier l'article premier (Réarmement allemand) de l'art. 2 (Admission à l'O.T.A.N.), erreur cependant de renoncer ainsi aux garanties et contrôles prévus; Rejet de toute considération de politique intérieure, nouvel appel à la majorité du 12 octobre (Réponse à M. de Moro-Giafferri), mise en cause (En fait du moins) du Pacte Atlantique, défense d'une solution « de résignation », ou de compromis (Moins de supranational que dans la C.E.D., mais suffisamment comme début — engagement de lutter ensuite dans ce sens — exemple du pool des armements); Acquis positif des Accords (Présence britannique, accord sarrois); Argument de l'ultime négociation, réplique (Occasions négligées par l'U.R.S.S. lors du rejet de la C.E.D. — tentatives d'intimidation inadmissibles); rôle encore ouvert à la France (Favoriser la détente internationale, mais au sein seulement de l'Alliance atlantique), refus de*

tout marchandage ultérieur avec l'U.R.S.S. tendant à revenir sur la ratification (Réponse à M. Mutter), impossibilité aujourd'hui de toute nouvelle solution de rechange (cf. son discours du 29 août); Caractère inéluctable du réarmement allemand (« drame de conscience » à voir en face, nécessité de « refuser l'aventure ») [27 décembre 1954] (p. 6883 à 6886); *Mise au point touchant le relèvement des allocations familiales (Aucun rapport avec le présent débat)* (p. 6873); *Articles additionnels* : *Appels à M.M. G. Palewski et Loustannau-Lacau pour le retrait de leurs amendements (n° 2 et 4) : « négociations parallèles voulues par le Gouvernement (Préparation d'une Conférence pour mai), nécessité de les mener « les mains libres » en accord avec les Alliés, refus d'en garantir d'avance le résultat; Retrait de la question de confiance posée en faveur de l'acceptation de l'amendement de M. G. Palewski (n° 3)* [27 décembre 1954] (p. 6882, 6893, 6894); *Première question de confiance posée dans les formes constitutionnelles, « sur l'ensemble du texte tel qu'il se présente » (Après le rejet de l'article premier)* (p. 6894); *Nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés — U.E.O. Article unique : Acceptation de l'amendement de M. Léon Noël et du sous-amendement de M. Raingeard avec légères modifications (Contrôle parlementaire proposé pour tout accroissement des forces militaires européennes), Pouvoir de décision laissé au Gouvernement (Pas de Gouvernement d'Assemblée), précédents invoqués* [28 décembre 1954] (p. 6906, 6907); *Deuxième question de confiance posée dans les formes constitutionnelles sur le nouveau projet n° 9806 et l'amendement de M. Léon Noël rectifié* (p. 6907); *Sur retrait de celui-ci, limitation corrélatrice de la question de confiance* [29 décembre 1954] (p. 6916); *Sur les explications de vote* : *Démenti de tout marchandage de couloirs autour des amendements de M.M. Léon Noël, G. Palewski et Loustannau-Lacau, ses efforts en vue de s'assurer quelques voix (Réplique à M. Claudius-Petit); Valeur des limitations et contrôles du réarmement allemand prévus à l'article unique, alternative réelle (Refus de nos Alliés d'attendre davantage), caractère défensif inscrit dans la structure même de Accords, cohésion nécessaire de l'Occident pour une conversation « réaliste » avec l'Est (Critique de la motion de M. Loustannau-Lacau, accord avec M. G. Mollet), apai*

sements touchant l'Agence des armements (*Esprit du projet français, valeur durable de l'U.E.O. (qu'il ne saurait abandonner « au moindre clin d'œil venant de l'Est »), nouvelle négociation envisagée cependant (cf. résolution du Conseil de l'Europe); « rôle d'initiative » assumé par la France (En liaison nécessaire avec ses Alliés)* [29 décembre 1954] (p. 6937 à 6939); *Son discours de New-York* [29 décembre 1954] (p. 6919); *Son désir que chacun puisse s'exprimer totalement* [30 décembre 1954] (p. 6998). — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Offre au Maréchal Juin* [2 février 1955] (p. 614); *Adaptation de nos troupes d'Afrique du Nord* [3 février 1955] (p. 673); *Transformation de ces interpellations en un véritable débat de politique générale; les attaques de M. René Mayer : « le montant du coup de pied de l'âne »; Problème du fezzan et négociations avec le Gouvernement libyen, camps paramilitaires où se préparent les infiltrations dans le Sud-Tunisien, attitude de certains pays arabes (Radio le Caire), problème de l'Algérie, sécurité des populations, hommage aux militaires tombés au combat, nomination de M. Soustelle, nécessité primordiale de l'action économique, aide financière apportée par le budget 1955, problème tunisien, limites de l'autonomie interne, négociations en cours, choix du Gouvernement pour une politique de détente et de réforme, vote prévisible du M.R.P., pérennité française en Afrique du Nord, implantation de l'École de Saint-Cyr en Algérie* (p. 686 à 694); *Pose la question de confiance pour la priorité et l'adoption de l'ordre du jour de M. Mailhe* (p. 696); *Explications de vote sur la question de confiance : Négociations avec l'Etat libyen et nos alliés anglo-saxons* [4 février 1955] (p. 754); *Déclaration de M. Robert Schuman à Thionville relative à « l'indépendance dans le cadre de l'Union française »* (p. 756, 757); *Indignation de M. Alfred Coste-Floret devant la répression en Algérie, réforme de la police algérienne, permanence de l'union de la France et de la Tunisie, présidence du tribunal arbitral, réactions possibles du désaveu de la politique du Gouvernement tant à l'étranger qu'en Afrique du Nord* (p. 761 et suiv.); *Sa déclaration après le refus de la confiance à son Gouvernement (Solution du problème tunisien)* (p. 763 et suiv.); *Son rappel au règlement (Droit à la parole du*

Gouvernement) (p. 764). — Donne sa démission de *Président du Conseil des Ministres* [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072). —

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Autonomie interne de la Tunisie, choix de l'interlocuteur valable, conditions de succès du régime moderne de coopération, garantie des droits de la France et des Français* [8 juillet 1955] (p. 3736, 3740). — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées (Appareillements et scrutin de liste; le scrutin d'arrondissement et les manœuvres éventuelles du parti communiste; élections brusquées et rénovation de la vie politique; droit de dissolution)* [2 novembre 1955] (p. 5471 à 5474); *Ses responsabilités dans le transfert des établissements français de l'Inde à l'Union indienne; Cas de Goa* (p. 5473, 5474). — S'excuse de son absence [13 septembre 1951] (p. 7314), [13 janvier 1953] (p. 58), [27 octobre 1953] (p. 4594), [1^{er} mars 1955] (p. 902). — Obtient des congés [13 septembre 1951] (p. 7314), [13 janvier 1953] (p. 58), [27 octobre 1953] (p. 4594), [1^{er} mars 1955] (p. 902).

MENTHON (M. François de), Député de la Haute-Savoie (M. R. P.).

Son élection est validée [27 juillet 1951] (p. 6019). — Est nommé : membre de la Commission des affaires étrangères [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre titulaire pour représenter la France métropolitaine à l'Assemblée consultative prévue par le Conseil de l'Europe [2 août 1951] (**F. n° 16**). — Est élu par l'Assemblée Nationale pour représenter la France au sein de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [11 juillet 1952] (**F. n° 164**), [8 juillet 1954] (**F. n° 407**), [20 juillet 1955] (**F. n° 552**). — Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes internes dans les

Etats associés d'Indochine [8 juillet 1954] (F. n° 403). [1^{er} février 1955] (F. n° 491).

Dépôts :

Le 24 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à indemniser les habitants victimes des orages de grêle et des trombes d'eau qui se sont abattus durant les mois de juin, juillet et août 1951 dans le département de la Haute-Savoie ; 2° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1951 ; 3° à attribuer une subvention au département pour la réfection et la remise en état des routes et chemins ravagés par les eaux, **n° 833**. — Le 19 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur l'avis (n° 8860) donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1289) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord signé les 23 juillet et 1^{er} août 1952, à Genève et Paris, entre le Gouvernement de la République et l'Organisation mondiale de la santé, en vue de déterminer les privilèges et immunités dont bénéficient l'Organisation et les Etats membres sur les territoires administrés par la France dans la région « Afrique » de l'O.M.S., **n° 10472**. — Le 19 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 9112) autorisant le Président de la République à ratifier l'acte constitutif du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes, adopté le 19 octobre 1953, **n° 10473**. — Le 22 juin 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 9628) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention d'établissement entre la France et la République de Saint-Marin, signée à Paris, le 15 janvier 1954, **n° 10985**. — Le 22 juin 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 3367) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention d'établissement entre la France et l'Italie, le Protocole et l'échange de lettres, signés à Paris le 23 août 1951, **n° 10986**. — Le 22 juin 1955, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 9872) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention d'établisse-

ment entre la France et le Panama, signée le 10 juillet 1953 à Panama, **n° 10989**.

Interventions :

Est entendu sur la nomination des commissions : *Motion de M. Moisan tendant à ajourner la nomination des commissions jusqu'à la révision du règlement* [11 juillet 1951] (p. 5925, 5927). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Ses observations sur le programme de M. René Mayer, la question scolaire, le contrôle des prix, les investissements* [24 juillet 1951] (p. 6042, 6043, 6044). — Est élu *Membre titulaire de l'Assemblée consultative européenne* [2 août 1951] (p. 6169). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pleven) : *Demande de suspension de séance, présentée par M. Chaban-Delmas* [8 août 1951] (p. 6264) ; — à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Sa demande d'organiser les débats* [24 août 1951] (p. 6505) ; *Demande de M. Billères de suspendre le débat* (p. 6506, 6507) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 septembre 1951] (p. 6841, 6842). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de la motion de censure de M. Legendre condamnant le prix du blé fixé par le Gouvernement : *Son rappel au règlement (Renvoi à la suite)* [4 septembre 1951] (p. 6860). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DE TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Question préalable opposée par M. Doutrillot* [5 septembre 1951] (p. 6906) ; *Demande de renvoi du débat, présentée par M. Reynaud, pour examen en commission des amendements* [8 septembre 1951] (p. 7166, 7167) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Ses observations sur la nécessité de la loi, et le devoir de reformer une solide majorité pour appliquer la loi sans troubles)* [10 septembre 1951] (p. 7267, 7268) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Rôle de la Commission Paul Bourcier, débat sur l'échelle mobile)* [21 septembre 1951] (p. 7592, 7593, 7594) ; — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Son rappel au règlement*

(*Organisation des débats*) [16 novembre 1951] (p. 8167, 8168); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; P. T. T. : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Déficit des P. T. T.)* [23 décembre 1951] (p. 9682); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Sa demande de renvoi de l'article premier à la commission* [4 janvier 1952] (p. 119); Art. 1^{er} : *Sa demande de renvoi à la commission* (p. 127); Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. Mitterrand, relatif à la réforme de la S. N. C. F.*, [7 janvier 1952] (p. 186); *Ses explications de vote sur les questions de confiance possibles, économies difficiles à réaliser, impôts nouveaux*, [28 février 1952] (p. 1130, 1131); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Sa demande de suspension de séance* [13 février 1952] (p. 708); — du projet de loi relatif à la convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France : *Discussion générale (Élévation de 25 milliards du plafond des avances de la Banque de France)* [29 février 1952] (p. 1164). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des présidents : *Validation des élections de la Guadeloupe* [25 mars 1952] (p. 1470); — la fixation de la date de discussion d'interpellations sur la politique du Gouvernement en Tunisie : *Sa demande de suspension de séance* [1^{er} avril 1952] (p. 1697). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; *Demande de modification de l'ordre des 10 votes sur les questions de confiance, présentée par M. Soustelle* [8 avril 1952] (p. 1982); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 : *Demande de suspension de séance, présentée par le Gouvernement* [10 avril 1952] (p. 2095). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur les attaques contre la Résistance : *Son action comme Garde des Sceaux* [11 avril 1952] (p. 2223). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt à capital garanti : *Sa demande de suspension de séance* [20 mai 1952] (p. 2357). — Est nommé *Membre de l'Assemblée de la communauté européenne du charbon et de l'acier* [11 juillet 1952] (p. 3911). —

Dépose une demande d'interpellation : sur la non-ratification par la France de la Convention européenne pour la sauvegarde des droits de l'homme, signée à Rome le 4 novembre 1950 [22 octobre 1953] (p. 4454); — sur la Communauté européenne des Six : *Liaisons avec le Conseil de l'Europe ; participation française au Parlement européen* [27 octobre 1953] (p. 4573); la développe : *Les relations entre l'Europe des 6 et les autres membres du Conseil de l'Europe, les pouvoirs exacts de l'autorité politique supranationale, la résolution de Luxembourg en 1952 et les résultats des travaux de l'Assemblée ad hoc, la convention de garantie des droits de l'homme encore à ratifier, l'égalité des droits reconnue déjà à l'Allemagne, la possibilité de construire l'Europe et l'Union française à la fois* [18 novembre 1953] (p. 5250 et suiv.). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Ordres du jour (Pouvoirs de contrôle logistiques et opérationnels conférés au S. A. C. E. U. R.) (Controverse avec M. Mendès-France)* [8 octobre 1954] (p. 4650); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (But prétendu des négociations parallèles avec l'U. R. S. S. (« Ne pas appliquer les Accords » de Paris) qui auraient été votés)* [22 décembre 1954] (p. 6742); *Rejet formel d'une Allemagne « neutre » et réunifiée* (p. 6746); *Irrecevabilité de la proposition du Président du Conseil (Question de confiance posée, ouverture du délai de vingt-quatre heures, mais le débat continuant), violation de l'esprit de la Constitution (Délai de réflexion), précédents budgétaires allégués irrecevables* [23 décembre 1954] (p. 6806, 6807); — Rapport n° 9703, Art 1^{er} (Traité de Bruxelles et protocoles rattachés — U. E. O.) : *Explications de vote (Retour à la vieille politique des coalitions, absence de budget militaire commun, hommage au Chancelier Adenauer, fidélité à l'alliance atlantique)* [23 décembre 1954] (p. 6839, 6840); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Son rappel au règlement (Déclaration du Président du Conseil après le refus de la confiance)* [4 février 1955] (p. 764). — Est nommé *Représentant de la France à l'Assemblée de la C. E. C. A.* [20 juillet 1955] (p. 3952). = S'excuse de son absence [12 novembre 1952] (p. 5030). = Obtient un congé [12 novembre 1952] (p. 5030).

MERCIER (M. André), *Député de l'Oise* (C.).

Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [3 août 1951] (p. 6217). — Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954], (F. n° 341).

Dépôts :

Le 26 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 du décret n° 51-319 du 12 mars 1951 fixant les conditions d'attribution de l'allocation-chômage, n° 2804 (rectifié). — Le 19 juin 1952, une proposition de loi tendant à accorder, pendant la période normale des congés payés, la réduction de 30 0/0 sur les tarifs S. N. C. F. aux assurés sociaux en assurance longue maladie, accidentés du travail, et à leur famille, n° 3739. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'arrêté du 12 mars 1949 concernant la nomenclature générale des actes professionnels, article 40, paragraphe K (orthopédie dentofaciale), n° 4312. — Le 21 octobre 1952, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'assurance volontaire pour les risques prestations maladies et prestations longue maladie aux veuves non salariées des affiliés aux caisses de sécurité sociale, n° 4404. — Le 30 janvier 1953, une proposition de loi tendant à attribuer la carte du combattant aux anciens gradés et sapeurs des compagnies B du 5^e génie de la guerre 1914-1918, n° 5441. — Le 17 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre au département de la Seine la convention collective de travail concernant les employés de maison, n° 5558. — Le 18 mai 1953, une proposition de loi tendant à assurer aux personnels de l'industrie hôtelière le remboursement des indemnités de nourriture dues depuis le mois de septembre 1950, n° 6170. — Le 16 juin 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 38 de la loi du 30 octobre 1946 concernant la fourniture, la réparation et le renouvellement des appareils de prothèse et d'orthopédie nécessaires aux travailleurs atteints d'infirmités, n° 6311. — Le 24 novembre 1953;

une proposition de loi tendant à établir le montant du salaire devant servir de base au calcul des cotisations de sécurité sociale pour les employés des hôtels, cafés, restaurants, n° 7276. — Le 6 janvier 1954, une proposition de loi tendant à l'extension aux ouvriers temporaires des manufactures de tabacs et d'allumettes de la loi n° 50-400 du 3 avril 1950, portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliarat, n° 7600. — Le 14 janvier 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer la législation et la réglementation du travail dans les hôtels, cafés, restaurants, notamment les décrets du 16 juin 1937 et du 31 décembre 1938 fixant la durée du travail dans les hôtels, cafés, restaurants et la loi du 25 février 1946 autorisant les inspecteurs du travail à interdire les heures supplémentaires en période de chômage, n° 7609. — Le 26 février 1954, une proposition de loi tendant à interdire dans les centres climatiques, touristiques ou balnéaires, la transformation ou l'aménagement des hôtels de tourisme en appartement à usage d'habitation ou en locaux à un autre usage, industriel ou commercial, et à faciliter l'accès de ces établissements aux bénéficiaires des congés payés, n° 7917. — Le 21 mai 1954, une proposition de loi tendant à exclure les pensions servies au titre de la loi du 31 mars 1919 du calcul des ressources pour l'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ou de l'allocation spéciale, n° 8524. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à amnistier sous certaines conditions les infractions aux dispositions de l'article 33 de la loi n° 54-817 du 14 août 1954, relatif au contrôle fiscal, n° 10964.

Interventions :

Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 4 septembre 1951 (p. 6832) ; la 1^{re} séance du 6 septembre 1951 (p. 6959) ; la 2^e partie de la 2^e séance du 7 septembre 1951 (p. 7039) ; la 1^{re} séance du 13 novembre 1951 (p. 7910) ; la 1^{re} séance du 16 novembre 1951 (p. 8118) ; la 1^{re} séance du 23 novembre 1951 (p. 8407) ; la 1^{re} séance du 27 novembre 1951 (p. 8505) ; la 2^e séance du 29 novembre 1951 (p. 8654) ; la 1^{re} séance

du 7 décembre 1951 (p. 8909); la 1^{re} séance du 21 décembre 1951 (p. 9486); la 1^{re} séance du 23 décembre 1951 (p. 9662); la 1^{re} séance du 26 décembre 1951 (p. 9845); la 1^{re} séance du 29 décembre 1951 (p. 10073); la 1^{re} séance du 3 janvier 1952 (p. 34). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme une question relative à la démolition du château du Parc-aux-Dames à Auger-Saint-Vicent [7 décembre 1951] (p. 8924). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Nouveau texte de la Commission et motion préjudicielle de M. Béguin* [13 décembre 1951] (p. 9120); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952; Art. 14 : *Son rappel au Règlement (Renvoi du débat)* [24 décembre 1951] (p. 9806). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 11 février 1952 (p. 571); la 3^e partie de la 2^e séance du 26 février 1952 (p. 998); la 3^e partie de la 1^{re} séance du 29 février 1952 (p. 1152); la 1^{re} séance du 21 mars 1952 (p. 1400); la 1^{re} séance du 2 avril 1952 (p. 1727); la 1^{re} partie de la séance du 30 mai 1952 (p. 2584); la 2^e séance du 6 juin 1952 (p. 2700); la 1^{re} séance du 20 juin 1952 (p. 3075); la 2^e séance du 26 juin 1952 (p. 3245); la 1^{re} séance du 3 juillet 1952 (p. 3452); la 1^{re} séance du 8 juillet 1952 (p. 3627); la 2^e séance du 11 juillet 1952 (p. 3894); la 1^{re} séance du 28 octobre 1952 (p. 4493); la 2^e séance du 30 octobre 1952 (p. 4601); la 2^e séance du 6 novembre 1952 (p. 4793); la 1^{re} séance du 7 novembre 1952 (p. 4813); la 2^e séance du 18 décembre 1952 (p. 6577); la 4^e partie de la 2^e séance du 21 décembre 1952 (p. 6955). — Donne lecture d'une communication de M. le Président du Conseil relative au maintien sous les drapeaux des réservistes de Tunisie [11 février 1952] (p. 572). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale (Ses observations sur les dangers de guerre, le réarmement allemand, la limitation des droits de l'opposition, la confusion des travaux parlementaires, la collusion S.F.I.O. — R.P.F..*

les incidents de Melun et Monaco, l'hostilité du Gouvernement envers les travailleurs [25 mars 1952] (p. 1463 et suiv.); Art. 3 : *Amendement de M. Delacheval tendant à ne pas renouveler les Commissions en cours de législature* [27 mars 1952] (p. 1503); *Son amendement tendant à maintenir la règle de la proportionnalité pour l'élection des bureaux des Commissions* (p. 1505, 1506); Art. 4 : *Son amendement tendant à ne pas faire siéger l'Assemblée le mercredi* (p. 1508 et suiv.); Art. 5 : *Amendement de M. Mignot relatif à la composition de la conférence des présidents* (p. 1513); *Amendement de M. Bouxom relatif à la procédure du débat restreint* (p. 1515); *Amendement de M. Bouxom relatif au cas où aura lieu un débat restreint* (p. 1526); *Son amendement tendant à faire saisir la conférence des présidents, de toutes les propositions déposées* (p. 1527); *Son amendement tendant à publier au Journal officiel les débats en Commission* (p. 1528); *Amendement de M. Demusois relatif au temps de parole des orateurs dans les débats restreints* (p. 1531); *Son amendement tendant à accorder cinq minutes à chaque groupe dans un débat restreint* (p. 1532); *Son amendement tendant à donner le droit de parole aux auteurs d'amendements dans un débat restreint* (p. 1533); *Son amendement tendant à supprimer les clauses relatives aux votes en débat restreint* (p. 1533); *Amendement de M. Mignot tendant à établir à la conférence des présidents la règle de la proportionnalité* (p. 1543); *Son amendement relatif au temps de parole lors de la discussion des propositions de la conférence des présidents* (p. 1544); *Son amendement tendant à permettre de modifier l'ordre du jour* (p. 1545, 1546); *Son amendement relatif à la procédure d'organisation des débats* (p. 1565); *Son amendement relatif à la répartition du temps de parole dans les débats organisés* (p. 1566); *Son amendement tendant à accorder un temps de parole plus important à l'opposition* (p. 1566); *Amendement de M. Cristofol tendant à supprimer les modifications apportées aux rappels au Règlement* (p. 1570); Art. 9 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer les scrutins publics à la tribune* (p. 1578). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères, une question relative à la grève du personnel hôtelier à Monaco [28 mars 1952] (p. 1626, 1627). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution modifiant le Règlement de l'Assemblée Natio-

nale ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Minjot tendant à limiter à cinq minutes les explications de vote sur les ordres du jour* [27 mai 1952] (p. 2444) ; Art. 2 : *Son amendement relatif aux cas de rappel à l'ordre* (p. 2447) ; *Son amendement relatif au mode de vote sur la censure avec exclusion temporaire* (p. 2451). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles a été commis à Montaire, dans la nuit du 5 au 6 octobre, l'attentat à la grenade contre la personne du maire, et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre un terme à ces agressions [9 octobre 1952] (p. 4154). — Son rapport sur une pétition [4 décembre 1952] (p. 5971). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82).

En cette qualité :

Présente : la 1^{re} séance du 23 janvier 1953 (p. 189) ; la 2^e séance du 26 janvier 1953 (p. 377) ; la 1^{re} séance du 5 février 1953 (p. 910) ; la 1^{re} séance du 3 mars 1953 (p. 1526) ; la 1^{re} séance du 20 mars 1953 (p. 2058) ; la 1^{re} séance du 24 mars 1953 (p. 2210) ; la séance du 28 mars 1953 (p. 2538) ; la 3^e séance du 19 mai 1953 (p. 2785) ; la 1^{re} partie de la 2^e séance du 10 juillet 1953 (p. 3459) ; la 1^{re} séance du 8 octobre 1953 (p. 4089) ; la 2^e séance du 16 octobre 1953 (p. 4340) ; la 1^{re} partie de la 2^e séance du 22 octobre 1953 (p. 4477) ; la 1^{re} partie de la 3^e séance du 27 octobre 1953 (p. 4594) ; la 1^{re} séance du 30 octobre 1953 (p. 4695) ; la 2^e séance du 30 octobre 1953 (p. 4720) ; la 3^e séance du 30 octobre 1953 (p. 4728) ; la 1^{re} séance du 3 novembre 1953 (p. 4734) ; la 1^{re} séance du 5 novembre 1953 (p. 4833) ; la 1^{re} séance du 13 novembre 1953 (p. 5033) ; la 1^{re} séance du 17 novembre 1953 (p. 5185) ; la 2^e séance du 19 novembre 1953 (p. 5279) ; la 1^{re} séance du 23 novembre 1953 (p. 5394) ; la 1^{re} séance du 26 novembre 1953 (p. 5542) ; la 1^{re} séance du 27 novembre 1953 (p. 5621) ; la séance du 28 novembre 1953 (p. 5665) ; la 2^e séance du 30 novembre 1953 (p. 5687) ; la 2^e séance du 2 décembre 1953 (p. 5838) ; la 2^e séance du 5 décembre 1953 (p. 6074) ; la 1^{re} séance du 7 décembre 1953 (p. 6170) ; la 1^{re} séance du 9 décembre 1953 (p. 6329) ; la 3^e séance du 10 décembre 1953 (p. 6428) ; la 2^e séance du 13 décembre 1953 (p. 6650) ; la 1^{re} séance du 15 décembre 1953 (p. 6821) ; la 1^{re} séance du 30 décembre 1953 (p. 7013) ; la 1^{re} séance du

31 décembre 1953 (p. 7069) ; la 5^e partie de la 2^e séance du 31 décembre 1953 (p. 7190). — Ses rapports sur des pétitions [13 mars 1953] (p. 1908). — Report de sa question orale [20 mars 1953] (p. 2096). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la composition de la Commission de coordination du pool charbon-acier : *Discussion générale* [26 mars 1953] (p. 2361). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, une question relative à l'indemnité de nourriture du personnel de l'industrie hôtelière [27 mars 1953] (p. 2471, 2472). — Déclare interrompue la session de 1953 [28 mars 1953] (p. 2566). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, une question relative à l'attribution prioritaire de titres de dommages de guerre [17 juillet 1953] (p. 3580). — Prend part à la discussion du rapport portant révision de la Constitution Art. 1^{er} : *Procédure pour décréter l'état de siège (Possibilité d'utiliser cette procédure abusivement en cas de troubles)* [17 juillet 1953] (p. 3604, 3605). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, une question relative à la liquidation des pensions de vieux travailleurs de l'Oise [30 octobre 1953] (p. 4721, 4722). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Respect de l'ordre du jour déjà établi* [13 novembre 1953] (p. 5052). — Ses rapports sur des pétitions [26 novembre 1953] (p. 5602). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, une question relative à la Sécurité sociale hôtelière [11 décembre 1953] (p. 6484, 6485). — Est entendu pour une communication de la Présidence de l'Assemblée Nationale : *Demande de convocation de l'Assemblée Nationale pour une session extraordinaire présentée par le Président du Conseil, M. Laniel* [31 décembre 1953] (p. 7199). — Son rapport sur une pétition [6 janvier 1954] (p. 20). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [13 janvier 1954] (p. 57).

En cette qualité :

Présente : la 1^{re} séance du 18 février 1954 (p. 378) ; la 1^{re} séance du 9 mars 1954 (p. 733) ; la 1^{re} séance du 18 mars 1954 (p. 978) ; la 1^{re} séance du 19 mars 1954 (p. 1034) ; la 1^{re} séance du 26 mars 1954 (p. 1313) ; la 1^{re} séance du 6 avril 1954 (p. 1759) ; la 2^e séance du 8 avril 1954 (p. 1922) ; la 1^{re} séance du 14 mai 1954 (p. 2416) ; la 1^{re} séance du 21 mai

1954 (p. 2608) ; la 1^{re} séance du 1^{er} juin 1954 (p. 2712) ; la séance du 11 juin 1954 (p. 2940) ; la 1^{re} partie de la séance du 7 juillet 1954 (p. 3260) ; la 3^e partie de la séance du 7 juillet 1954 (p. 3267) ; la 1^{re} séance du 27 juillet 1954 (p. 3621) ; la 2^e séance du 15 novembre 1954 (p. 5002) ; la 1^{re} séance du 16 novembre 1954 (p. 5047) ; la séance du 22 novembre 1954 (p. 5227) ; la 3^e séance du 23 novembre 1954 (p. 5319) ; la 1^{re} partie de la 2^e séance du 26 novembre 1954 (p. 5487) ; la 2^e séance du 6 décembre 1954 (p. 5876) ; la 1^{re} séance du 11 décembre 1954 (p. 6120) ; la 3^e séance du 13 décembre 1954 (p. 6270) ; la 1^{re} séance du 15 décembre 1954 (p. 6364) ; la 1^{re} séance du 17 décembre 1954 (p. 6483). — Intervient dans la discussion : du projet de loi tendant au regroupement des dates des élections [14 mai 1954] (p. 2445) ; — du projet de loi modifiant le décret organique du 2 février 1852 sur les incapacités électorales et inéligibilités ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Privation du droit de vote pour les personnes ayant été condamnées à plus de deux mois de prison)* [14 mai 1954] (p. 2451) ; Art. 2 : *Son amendement (Condamnations entraînant l'incapacité électorale)* [10 juin 1954] (p. 2899, 2900) ; *Son article additionnel (Réinscription de plein droit sur les listes électorales de certains délinquants au bout de cinq ans)* (p. 2903). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée ; Art. 7 : *Son amendement (Séance supplémentaire à la demande de 50 députés)* [21 mai 1954] (p. 2640) ; Art. 2 : *Son amendement (Fixation du jour de la réunion de la Conférence des Présidents)* (p. 2645) ; *Son amendement (Modalités d'adoption des propositions de la Conférence des Présidents)* (p. 2648) ; *Ses explications de vote (Conférence des Présidents, difficultés politiques)* [25 mai 1954] (p. 2689, 2690) ; — en deuxième lecture du projet de loi relatif à la révision de la Constitution, Art. 6 : *Nouvelle entre les deux Chambres* [30 novembre 1954] (p. 5605, 5606) ; *Ses explications de vote (Opposition du groupe communiste à une révision antidémocratique de la Constitution)* (p. 5619) ; — d'une proposition de résolution relative à la suspension de l'article 24 du Règlement : *Discussion générale* [3 décembre 1954] (p. 5747) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955. MARINE MARCHANDE :

Associe l'Assemblée à l'hommage du Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme aux marins de Concarneau en danger [6 décembre 1954] (p. 5880). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1955] (p. 41).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 24 janvier 1955 (p. 150) ; la 2^e séance du 27 janvier 1955 (p. 318) ; la 1^{re} séance du 1^{er} février 1955 (p. 550) ; la 2^e séance du 2 février 1955 (p. 627) ; la séance du 1^{er} mars 1955 (p. 902) ; la 1^{re} séance du 8 mars 1955 (p. 1134) ; la 1^{re} séance du 9 mars 1955 (p. 1214) ; la 1^{re} séance du 15 mars 1955 (p. 1398) ; la 2^e séance du 16 mars 1955 (p. 1523) ; la 1^{re} séance du 19 mars 1955 (p. 1709) ; la 2^e séance du 22 mars 1955 (p. 1823) ; la 1^{re} séance du 29 mars 1955 (p. 2037) ; la 1^{re} séance du 1^{er} avril 1955 (p. 2293) ; la séance du 23 juin 1955 (p. 3247) ; la 1^{re} séance du 28 juin 1955 (p. 3375) ; la 1^{re} séance du 7 juillet 1955 (p. 3671) ; la séance du 11 juillet 1955 (p. 3784) ; la 1^{re} séance du 26 juillet 1955 (p. 4235) ; la 1^{re} séance du 27 juillet 1955 (p. 4316). — Ses rapports sur des pétitions [2 février 1955] (p. 643). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, une question relative aux salaires des ouvriers boulangers [4 février 1955] (p. 708). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement ; Art. 4 : *Amendement de M. Simonnet (Lettres rectificatives après la première lecture)* [4 février 1955] (p. 728) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux incapacités électorales et inéligibilités ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Tribunaux juges de la privation du droit de vote)* [2 mars 1955] (p. 957, 958) ; Art. 2 : *Ses amendements (Privation temporaire de trois ans, amende supérieure à 300.000 fr.)* (p. 958) ; *Ses explications de vote* (p. 959). — Ses rapports sur des pétitions [9 mars 1955] (p. 1254), [23 avril 1955] (p. 2424). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'élection des Conseillers de la République représentant les citoyens français du Maroc : *Discussion générale* [24 juin 1955] (p. 3319, 3320) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement ; Art. 3 : *Son amendement (Epuisement du temps de parole)* [21 juillet 1955] (p. 4002) ; *Amendement de M. Pluchet (Impossibilité, pour le*

groupe ayant épuisé son temps de parole, de demander des scrutins publics) (p. 4004) ; Art. 10 : *Son amendement (Dépôt des demandes d'interpellation appuyées de cinquante signatures)* (p. 4015) ; *Article additionnel de M. Robert Lecourt (Etablissement d'un rapport d'information par les députés délégués à l'Assemblée européenne du charbon et de l'acier)* (p. 4018) ; Art. 7 : *Amendement de M. Robert Lecourt (Institution du vote personnel dans quatre cas)* (p. 4021) ; Art. 7 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Lecourt (Demande de scrutin public et personnel à la tribune, signée par cinquante députés)* ; *Attitude du M.R.P.* [26 juillet 1955] (p. 4253 et suiv.). — *Son rapport sur une pétition* [27 juillet 1955] (p. 4386). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 7 octobre 1955 (p. 4864) ; la 1^{re} séance du 11 octobre 1955 (p. 4989) ; la 1^{re} séance du 25 octobre 1955 (p. 5228) ; la 1^{re} séance du 31 octobre 1955 (p. 5411) ; la 1^{re} séance du 8 novembre 1955 (p. 5500). — Donne lecture d'une communication de M. le Président de l'Assemblée de l'Union française faisant connaître la composition du bureau de cette Assemblée [7 octobre 1955] (p. 4864). — *Son rapport sur une pétition* [26 octobre 1955] (p. 5323). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Isorni (Vote obligatoire, amende de 10.000 francs)* [15 novembre 1955] (p. 5683, 5684) ; *Son article additionnel (Ouverture d'un délai pour l'inscription sur les listes électorales)* (p. 5685) ; Art. 2 : *Son amendement (Vote par correspondance des militaires stationnés en Allemagne et en Sarre)* (p. 5686).

MERCIER (M. André-François), Député des Deux-Sèvres (M.R.P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé Secrétaire de la Commission de la défense nationale [20 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé Vice-président de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [4 février 1955] (F. n° 494). —

Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est nommé : par la Commission de la défense nationale pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale [21 septembre 1951] (F. n° 46), [3 février 1953] (F. n° 226), [19 mars 1954] (F. n° 366) ; membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (F. n° 278) ; et Vice-président de cette Commission [22 juillet 1953] (F. n° 281) ; par la Commission de la défense nationale, membre de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (F. n° 391) [1^{er} février 1955] (F. n° 491).

Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à assurer aux syndicats d'initiative, à leurs unions et fédérations et aux organismes chargés d'assurer la propagande touristique française, les ressources financières indispensables à l'accomplissement de leur mission, n° 257. — Le 27 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 3328) sur les travaux mixtes, n° 3879. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 15 novembre 1952 la date d'exigibilité de l'impôt sur le revenu des exploitations agricoles, dû au titre de l'année 1951, n° 4193. — Le 18 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi permettant aux magistrats municipaux de se constituer une retraite et assurant aux anciens maires et adjoints démis de ressources une pension convenable, n° 8477. — Le 3 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer les périodes militaires à une date postérieure à la fin des grands travaux agricoles, n° 10661. — Le 20 juillet 1955, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11050) relatif au déve-

loppement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour les exercices 1955-1956, n° 11245 (1^{re}, 2^e, 3^e, parties). — Le 27 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, modifiant l'alinéa 11 de l'article 49 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, n° 11344.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 4 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le budget annexe des constructions aéronautiques (Achèvement des Armagnac et Bretagne entrepris)* [22 décembre 1951] (p. 9614, 9615); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la défense nationale : *Discussion générale* [29 décembre 1951] (p. 10102); Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour mesures diverses (Rappel des dérogés des cadres)* (p. 10126); GUERRE, Chap. 3005 : *Son amendement tendant à réduire de 1.900 francs les crédits pour l'alimentation (Primes en nature)* [30 décembre 1951] (p. 10155, 10156); — des interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de confiance de M. de Beaumont (Travaux de la Conférence de désarmement)* [19 février 1952] (p. 790); — d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : *Proposition de loi de M. Triboulet tendant à retarder au 15 octobre 1952 l'incorporation des étudiants sursitaires* [21 mars 1952] (p. 1408); *Amendement de M. Laborbe tendant à établir le caractère transitoire de la loi* (p. 1431); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1432); du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels de Défense nationale pour le mois de juin 1952; en qualité de *Rapporteur pour avis* [29 mai 1952] (p. 2539); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur les insuffisances en matériel et en effectifs, le sort des officiers dérogés des cadres, la formation des officiers de réserve,*

la reconstruction de Saint-Cyr) [12 juin 1952] (p. 2828 et suiv.); Etat A, GUERRE, Chap. 3095 : *Préparation militaire (Cas des étudiants qui n'ont pas fait de préparation militaire élémentaire)* [13 juin 1952] (2943); Art. 27 : *Son amendement tendant à permettre aux officiers dérogés des cadres d'être maintenus en activité* [17 juin 1952] (p. 2999); Article additionnel : *Son amendement relatif aux anciens militaires reclassés dans les emplois administratifs et soumis à la règle du cumul* (p. 3000); — du projet de loi sur les travaux mixtes; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer la mention « sur tout le territoire de la République »* [10 octobre 1952] (p. 4211). — Pose : à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative au cours d'enseignement postsecondaire agricole [7 novembre 1952] (p. 4834, 4835); — à M. le Ministre du Budget, une question relative aux forfaits des bénéficiaires industriels, commerciaux et artisanaux [27 mars 1953] (p. 2479, 2480); — à M. le Ministre de la Santé publique et de la population, une question relative à la fabrication et vente du « staminon » [12 novembre 1954] (p. 4941, 4942). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME) Etat A, Chap. 3524 : *Liaison Océan—Suisse, port de la Pallice-La Rochelle* [11 décembre 1954] (p. 6137). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des forces armées, une question relative aux pertes des forces de l'Union française en Indochine [17 décembre 1954] (p. 6503, 6504). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Urgence d'un plan général de réorganisation des forces armées, troubles en Afrique du Nord, rétablissement des Secrétariats d'Etat d'arme* [18 mars 1955] (p. 1661, 1662); Art. 6 : *Sa demande de disjonction (Insuffisance des crédits militaires)* [19 mars 1955] (p. 1745). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des forces armées, une question relative aux périodes militaires des cultivateurs [13 mai 1955] (p. 2754, 2755). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation générale de la défense nationale, Art. 2 : *Son amendement (Ministres de la Guerre, de la Marine et de l'Air)* [24 juin 1955] (p. 3322, 3323); Art. 8 : *Son amendement (Comités interministériels chargés des fabrications d'ar-*

ment (p. 3328) ; — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956. SECTION COMMUNE, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Volume des charges militaires, standardisation des armements dans le cadre de l'O. T. A. N. et de l'U. E. O., coordination des services communs, transferts des crédits, P. A. M. et commandes « off shore », appel fractionné du contingent, réorganisation des écoles d'officiers, revalorisation de la fonction militaire, problème du logement des cadres, justice militaire ; Envoi de gendarmes en Afrique du Nord, stationnement du contingent en Allemagne, formation des officiers de réserve, défense en surface. protection civile* [22 juillet 1955] (p. 4054 à 4058) ; Chap. 31-51 : *Son amendement indicatif (Officiers de la gendarmerie nationale)* [23 juillet 1955] (p. 4137) ; Chap. 31-84 : *Son amendement (Attachés militaires)* (p. 4149) ; Chap. 34-84 : *Son amendement (Matériel des postes à l'étranger)* (p. 4152) ; Chap. 54-82 : *Son amendement (Acquisitions immobilières de la gendarmerie)* (p. 4154) ; Art. 17 : *Son amendement (Prorogation jusqu'au 31 décembre 1947 des dispositions prévoyant l'imputation de certaines rémunérations sur des crédits de matériel)* (p. 4186) ; Art. 25 : *Son amendement (Participation de l'Etat dans une société ayant pour objet l'exportation des poudres)* (p. 4199) ; Art. 19 : *Son amendement (Indice des sous-officiers mis à la retraite avant 1948)* (p. 4208) ; *le retire* (p. 4209). — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Dépenses dues à la situation en Afrique du Nord ; exemptions du service en Afrique du Nord* [22 novembre 1955] (p. 5912 à 5914).

MERCIER (M. Michel), Député de Loir-et-Cher (app. M. R. P.).

Son élection est validée [20 février 1953] (p. 1201). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [3 mars 1953] (**F. n° 240**), [49 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des pensions [3 mars 1953] (**F. n° 240**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des opiatres Indochinoises [16 juillet 1953] (**F. n° 278**). — Est nommé Vice-Président suppléant de la Haute-Cour de Justice

(Instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [9 avril 1954] (**F. n° 379**).

Dépôts :

Le 29 juin 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier, 2^e alinéa, du décret n° 52-807 du 10 juillet 1952, portant règlement d'administration publique relatif à l'organisation et au fonctionnement des juridictions de dommages de guerre, **n° 8753**. — Le 19 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 4985) de MM. Buron et Elain tendant à compléter les dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, **n° 9513**. — Le 4 août 1955, une proposition de loi tendant à abroger l'alinéa premier de l'article 7 de la loi du 28 juin 1941 relative à l'organisation de la chasse et à restituer aux préfets les attributions qui leur étaient dévolues par les articles 3, 4 et 9 de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse, **n° 11421**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport portant révision de la Constitution ; Art. 9 : *Amendement de M. Moisan tendant à rendre l'abstention impossible lors d'un vote de confiance où seule la majorité absolue peut refuser la confiance et rejeter le texte présenté* [22 juillet 1953] (p. 3787) ; — du projet de loi établissant un plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre : Titre II : *Sa demande de suspension de séance* [5 décembre 1953] (p. 6097) ; Art. 22-41 : *Son amendement relatif aux pécules des prisonniers de guerre évadés* [6 décembre 1953] (p. 6116) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à modifier le titre de la loi* (p. 6119) ; — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement : *Son contre-projet* [23 mars 1954] (p. 1158) ; *le retire* (ibid.). — Intervient dans la discussion du projet de loi modifiant le décret organique du 2 février 1852 sur les incapacités électorales et les inéligibilités ; Art 1^{er} : *Amendement de M. Jean Cayeux (interdits et aliénés)* [14 mai 1954] (p. 2353). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses

du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour 1955 : *Son article additionnel tendant à modifier le décret du 14 septembre 1954 relatif à l'assainissement du marché des vins* [26 novembre 1954] (p. 5533); *Son rappel au règlement* (p. 5533); *Opposition de l'article 68 à son article additionnel* (p. 5533, 5540); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Vacateurs et liquidation du pécule des prisonniers)* [9 mars 1955] (p. 1228, 1229); *le retire* (p. 1229); Chap. 46-32 : *Cas des prisonniers de guerre internés au camp de Rawa Ruszka* [11 mars 1955] (p. 1341); Chap. 46-33 : *Pécule des prisonniers de guerre* (p. 1343); *Son article additionnel (Age auquel la pension cesse d'être versée à un orphelin de père et mère musulmans)* (p. 1366); *Son article additionnel (Taux d'intérêt du pécule des prisonniers)* (p. 1369). — Dépose une demande d'interpellation sur l'obligation faite aux délégués sénatoriaux d'indiquer leur appartenance politique [11 mai 1955] (p. 2663). — Est entendu sur un rappel au règlement : *Débat sur la chaptulisation des vins* [13 mai 1955] (p. 2773). — Prend part à la discussion : en troisième lecture du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 bis : *Publication du revenu brut déclaré à la surtaxe progressive par chaque redevable* [18 mai 1955] (p. 2880, 2882, 2887); — du projet de loi relatif à la police de la circulation routière, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Gautier (Durée du travail dans les services routiers)* [24 mai 1955] (p. 2927). = S'excuse de son absence [28 mars 1955] (p. 1989). = Obtient un congé [28 mars 1955] (p. 1989).

MÉTAYER (M. Pierre), Député de Seine-et-Oise (2^e circonscription) (S.).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). — Est nommé : membre de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952]

(**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 3 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement des mesures financières permettant de secourir les sinistrés par l'orage qui s'est abattu le 30 août 1951 dans la région sud de Paris, **n° 953**. — Le 19 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les limites d'âge des officiers de la gendarmerie et à adopter pour les officiers généraux et supérieurs de cette arme les limites d'âge fixées avant août 1940 et pour les officiers subalternes les actuelles limites d'âge des sous-officiers, **n° 2093**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Médecin et plusieurs de ses collègues (**n° 889**) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un supplément indiciaire au personnel non officier de la gendarmerie ayant la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur de la République, **n° 2141**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (**n° 1187**) de M. Béche et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à verser aux retraités de la gendarmerie et de la garde républicaine rappelés en activité lors des grèves de 1947 et 1948 les indemnités de déplacement et de maintien de l'ordre auxquelles ils peuvent légitimement prétendre, **n° 2142**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (**n° 952**) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour rendre effectif le repos hebdomadaire dans la gendarmerie nationale et dans la garde républicaine, **n° 2143**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (**n° 1402**) de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 13 de l'instruction du 27 juin 1929, en vue d'assouplir les conditions d'affectation dans la gendarmerie nationale, **n° 2144**. — Le 25 janvier 1952, une proposition de loi tendant à fixer les salaires nationaux des ouvriers permanents des parcs automobiles, des services d'entretien maritimes et fluviaux et

bases aériennes des ponts et chaussées, n° 2465.

— Le 25 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Métayer et plusieurs de ses collègues (n° 2093) tendant à inviter le Gouvernement à modifier les limites d'âge des officiers de la gendarmerie et à adopter pour les officiers généraux et supérieurs de cette arme les limites d'âge fixées avant août 1940 et pour les officiers subalternes les actuelles limites d'âge des sous-officiers; 2° de M. Frédéric-Dupont (n° 2094) tendant à inviter le Gouvernement à modifier les limites d'âge des officiers de gendarmerie et de la garde républicaine, n° 2469. — Le 25 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 3114) relatif à l'organisation des cadres d'active et de réserve de l'armée de l'air, n° 3808. — Le 25 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 3117) modifiant et complétant la loi du 11 avril 1935 sur le recrutement de l'armée de l'air, n° 3809. — Le 11 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer des projets de loi comportant les modifications nécessaires à la législation visant les retraités des assurances sociales et des différentes caisses privées dans le but d'accorder aux bénéficiaires anciens combattants les avantages et les bonifications que l'Etat accorde aux agents anciens combattants des services publics, n° 4165. — Le 17 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 1603) de M. André Monteil et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les gendarmes titulaires du diplôme d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur de la République à se présenter à l'examen du stage préparatoire de l'Ecole des officiers de la gendarmerie nationale, n° 5129. — Le 9 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 5003) et la lettre rectificative (n° 6122) au projet de loi permettant de soumettre à un prélèvement de sang les hommes appartenant aux classes 1944 et 1945 qui n'ont pas accompli de service militaire, n° 6474. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à la réparation des préjudices de carrière subis par certains agents des services publics, n° 6789. — Le 6 octobre 1953, une proposition

de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice du décret n° 53-837 du 17 septembre 1953 instituant une indemnité spéciale dégressive en faveur de certaines catégories de personnels de l'Etat aux retraités des mêmes catégories, n° 6816. — Le 15 décembre 1953, une proposition de loi tendant à maintenir dans leur emploi certains fonctionnaires et agents des services publics en droit de bénéficier de la loi n° 51-124 du 26 septembre 1951, n° 7478. — Le 3 août 1954, une proposition de loi tendant à exonérer les communes du versement forfaitaire de 5 0/0 sur les traitements et salaires en ce qui concerne la valeur du logement attribué aux instituteurs ou l'indemnité qui en tient lieu, n° 9047. — Le 1^{er} mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 1568 du Code général des impôts et à fixer les droits de licence des débits de boissons proportionnellement au chiffre d'affaires de ces débits, n° 10231. — Le 20 juillet 1955, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11050) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour les exercices 1955-1956 (quatrième partie : Guerre), n° 11245 (4^e partie).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale; Etat A, SECTION COMMUNE, GENDARMERIE; Chap. 10-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la gendarmerie (Repos hebdomadaire et conditions d'affectation)* [13 juin 1952] (p. 2886); *le retire* (ibid.); EQUIPEMENT, chap. 90-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de santé (Hôpital du Val-de-Grâce)* (p. 2896); AIR, Chap. 30-75 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'instruction et les revues techniques (Enrôlement des citoyens des territoires d'outre-mer dans l'aviation)* (p. 2913); Chap. 30-95 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien du matériel de l'air* (p. 2913); Chap. 91-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de service (Hélicoptères)* (p. 2917, 2918); Art. 8 : *Amendement de M. Triboulet tendant à*

permettre des transferts de crédits par décret de chapitre à chapitre [17 juin 1952] (p. 2989, 2990). — Est entendu sur la question orale de M. Arbeltier à M. le Ministre de la Défense nationale, au sujet du retour dans leur foyer des militaires arrivés à expiration de leur engagement [27 juin 1952] (p. 3297). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des cadres d'active et de réserve de l'armée de l'air ; en qualité de *Rapporteur* [10 juillet 1952] (p. 3760). — Son rapport sur les élections partielles du département de la Seine (2^e circonscription) [10 juillet 1952] (p. 3812). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; ETATS ASSOCIÉS, Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 68-81 : *Son rappel au règlement (Conditions du retrait de l'amendement de M. Pierre André)* [22 janvier 1953] (p. 149). — Dépose une demande d'interpellation sur l'augmentation des cartes de travail hebdomadaires de chemins de fer [21 mai 1953] (p. 2810). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Son désir d'une discussion d'urgence sur l'examen des zones de salaires* [13 octobre 1953] (p. 4218). — Prend part à la discussion : du projet de loi concernant le prélèvement de sang sur les hommes des classes 1944 et 1945, en qualité de *Rapporteur* : *Rôle primordial tant pour les besoins civils que pour les besoins militaires* [4 mars 1954] (p. 644, 645) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bartolini (Limitation de l'application du projet de loi aux volontaires)* (p. 645) ; *Amendement de M. Cayeux (Prélèvement de sang destiné aux services de transfusion sanguine de l'armée et aux besoins de la santé publique)* (p. 647) ; *Amendements de MM. Manceau et Bartolini (Suppression de l'article 3, sanctions prévues contre ceux qui refuseraient d'être soumis au prélèvement sanguin)* (p. 647) ; Art. 4 : *Amendement de M. Cayeux (Fixation des modalités d'application de la loi)* (p. 647) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954 : DÉFENSE NATIONALE ET FORGES ARMÉES, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale, vocation de M. Isorni de défendre les murécheux* [1^{er} avril 1954] (p. 1591) ; — d'une proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires : *Discussion générale* [7 avril 1954] (p. 1855). — Dépose une demande d'interpel-

lation sur les décrets du 26 mai 1954 relatifs aux traitements des personnels civils et militaires de l'Etat [2 juin 1954] (p. 2776). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de janvier 1955, Art. 2 : *Son amendement (Plan général de revalorisation de la fonction publique)* [30 décembre 1954] (p. 7018) ; *Décret du 9 novembre 1954* (p. 7019, 7020) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Indemnité spécifique des magistrats* [1^{er} février 1955] (p. 556) ; *Engagement du Ministre des Finances pour un plan de remise en ordre de la fonction publique* ; *Lettre rectificative* (p. 567) ; *Demande de réserver l'article additionnel de M. Gaumont, présentée par le Gouvernement (Amélioration de la situation des personnels d'Etat dans la métropole et dans les territoires d'outre-mer)* [4 mars 1955] (p. 1106) ; *Article additionnel de M. Le Couatier tendant à compléter l'article 23 du Code des pensions civiles et militaires* (p. 1114) ; *Article additionnel de M. Minjot (Abrogation du décret du 9 novembre 1954 réduisant l'indemnité forfaitaire des magistrats)* (p. 1115) ; *Article additionnel de M. Minjot (Calcul du temps passé à l'Ecole d'administration pour l'avancement)* (p. 1118) ; *Article additionnel de M. Marcel David (Intégration de certains fonctionnaires dans le cadre des attachés d'administration)* (p. 1119) ; *Article additionnel de M. Marcel David (Intégrations complémentaires dans le corps des administrateurs civils)* (p. 1120) ; *Article additionnel de M. Marcel David (Intégrations dans le corps des administrateurs civils)* [8 mars 1955] (p. 1156, 1157) ; Etat A, Chap. 31-93 : *Sa demande de disjonction (Etat de la fonction publique, plan de revalorisation)* (p. 1174 à 1176) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955, Art. 10 : *Son amendement (Taux progressif pour les droits de licence sur les débits de boissons)* [16 mars 1955] (p. 1516, 1517) ; — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux travailleurs salariés : *Décompte géographique* [24 mars 1955] (p. 1923). — Dépose une demande d'interpellation sur les expropriations en vue de l'extension de l'aéro-

port d'Orly [1^{er} avril 1955] (p. 2294), [3 mai 1955] (p. 2428). — Pose au Ministre des Travaux publics des Transports et du Tourisme, une question relative à l'extension de l'aéroport d'Orly [27 mai 1955] (p. 3103, 3104). — Prend part à la discussion des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956, SECTION GUERRE, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Missions et moyens de l'armée de terre*; *Leçons techniques de la guerre d'Indochine*; *Mesures concernant les effectifs*; *Corps expéditionnaire*; *Fabrications* [22 juillet 1955] (p. 4073 à 4075); — Dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, SECTION GUERRE, Chap. 31-31 : *Salaires des ouvriers de la défense nationale* [23 juillet 1955] (p. 4174); Chap. 34-52 : *Matériel ramené d'Indochine* (p. 4177); Chap. 53-71 : *Son amendement indicatif (Licenciements dans les établissements de l'Etat)* (p. 4182); SECTION MARINE, Chap. 52-71 : *Son amendement indicatif (Ecoles des apprentis mécaniciens)* (p. 4202); *le retire* (ibid.); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 25 bis : *Son amendement (Monopole des poudres et fabrique de cartouches de chasse de Sevran)* [4 août 1955] (p. 4610, 4611).

MEUNIER (M. Jean), *Député de l'Indre-et-Loire (S.)*.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5969). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse : *Discussion générale (Nécessité de mettre fin au régime provisoire de la presse nouvelle et de lui assurer une vie stable*; *Application de la loi du 11 mai 1946)* [7 mai 1954] (p. 2196, 2197); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Minjoz tendant à considérer comme biens de presse les biens mobiliers et immobiliers* (p. 2203); Art. 10 : *Son amendement (Désignation d'un arbitre par le président du Conseil supérieur des entreprises de presse)* [11 mai 1954] (p. 2306). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du

projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Son contre-projet (Retour à la loi du 5 octobre 1946)* [9 novembre 1955] (p. 5617).

MEUNIER (M. Pierre), *Député de la Côte-d'Or (R. P.)*.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : membre de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'intégration totale des chefs de bureau et rédacteurs des préfectures et sous-préfectures, dans le cadre des attachés, **n° 185**. — Le 2 juillet 1952, une proposition de loi tendant à intégrer tous les chefs de bureau et rédacteurs de préfecture dans le cadre des attachés de préfecture ainsi que tous les commis de préfecture nommés au plus tard le 1^{er} janvier 1949 dans le cadre des secrétaires administratifs de préfecture, **n° 3940**. — Le 21 novembre 1952, une proposition de loi tendant à assurer la communication aux assemblées d'actionnaires du montant des rémunérations versées aux administrateurs exerçant dans les sociétés des fonctions rétribuées, **n° 4838**. — Le 23 juillet 1953, une proposition de loi tendant à modifier le décret du 11 mai 1953 en vue de rétablir le crédit de 250 millions destiné à faire face aux révisions indiciaires intervenues en 1952 en ce qui concerne les fonctionnaires et notamment les receveurs-buralistes, **n° 6648**. — Le 23 mars 1955, une proposition de loi tendant à simplifier le système fiscal et à le corriger dans le sens de la justice fiscale en opérant un transfert de charges des catégories sociales défavorisées aux catégories privilégiées, **n° 10500**. — Le 26 mai 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux pièces de rechange et à certains articles de petit outillage a baisse de 15 0/0 sur le matériel

agricole prévue par l'article 22 de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954, n° 10862.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924). — Prend part à la discussion du rapport sur les élections du département de la Loire : *Demande de renvoi du débat, présentée par M. de Tinguy* [27 juillet 1951] (p. 6110) ; *Amendement de M. P.-II. Teitgen tendant à annuler les élections* [31 juillet 1951] (p. 6126, 6127). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation angoissante qui résulte de l'insuffisance des créations de classes prévues pour la rentrée d'octobre, à Dijon et dans plusieurs localités de la Côte-d'Or [11 août 1951] (p. 6340). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; FINANCES, Chap. 10-00 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Reclassement du personnel)* [23 novembre 1951] (p. 8461, 8462) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Situation des auxiliaires)* (p. 8463) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Ministre (Dons et subventions déduits du revenu servant de base à l'impôt)* (p. 8463, 8464) ; Chap. 11-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 frs les crédits pour le personnel de la Direction des impôts (Receveurs de première classe)* (p. 8468) ; Chap. 11-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les receveurs non fonctionnaires (Receveurs de deuxième classe)* (p. 8468) ; Chap. 18-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'amélioration de la situation des fonctionnaires (Rajustement des pensions des retraités)* [23 décembre 1951] (p. 9704, 9705) ; — d'une proposition de loi relative aux taxes intérieures de consommation frappant les produits pétroliers ; Art. 7 : *Sa demande de disjonction de l'article majorant la taxe sur les gas-oils* [14 décembre 1951] (p. 9210) ; — d'un projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Discussion générale (Fin du plan Marshall, montant énorme des dépenses militaires, dévaluation du franc de 1948, baisse du stock or et devises de la France, aide militaire et financière américaine, les difficultés*

commerciales de la France [30 décembre 1951] (p. 10250 et suiv.) ; *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la réorganisation de la S.N.C.F.* [4 janvier 1952] (p. 118) ; *Est entendu sur l'ordre de la discussion des amendements* (p. 119) ; *Son rappel au règlement (Réunion du bureau)* [5 janvier 1952] (p. 158). Art. 2, Etat A, Chap. 50-40 : *Encouragement à l'exportation* [26 février 1952] (p. 1009) ; Art. 69 : *Sa demande de disjonction de l'article majorant de 15 0/0 les impôts existants.* (p. 1029) ; — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant approbation de 2 conventions avec la Banque de France : *Discussion générale (Chiffre exact des dépenses de 1952)* [13 mars 1952] (p. 1279) ; — du projet de Loi DE FINANCES pour l'exercice 1952, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Cristofol tendant à ne pas appliquer l'article à la mise en vigueur des lois déjà promulguées* [2 avril 1952] (p. 1754) ; Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à fixer dans le temps le contrôle parlementaire des décrets d'économies* [3 avril 1952] (p. 1804) ; le retire (ibid.) ; *Son amendement tendant à ne pas faire d'économies sur le budget de l'Education nationale* (p. 1805) ; — d'une proposition de loi portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers ; Article additionnel : *Amendement de M. Estradère tendant à faire déposer un projet d'ensemble sur les rentes viagères avant le 15 juin 1952* [10 avril 1952] (p. 2173) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [11 juillet 1952] (p. 3922) ; — du projet de loi relatif à l'émission d'un emprunt à capital garanti ; Article additionnel : *Amendement de M. Mazier tendant à accorder les mêmes immunités fiscales aux emprunts des collectivités locales* [20 mai 1952] (p. 2363). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Ses observations sur la libération de M. Jacques Ducloux* [10 juin 1952] (p. 2781). — Dépose une demande d'interpellation sur le retard apporté au dépôt d'un projet de loi portant amélioration de la situation des rentiers viagers de l'Etat [20 juin 1952] (p. 3081). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Revalorisation des rentes viagères de l'Etat* [1^{er} juillet 1952] (p. 3369). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonc-

tionnement des services civils en 1953 ; FINANCES (Services financiers), Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Reclassement du personnel)* [4 novembre 1952] (p. 4704) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Situation des auxiliaires)* (p. 4704, 4705) ; Chap. 31-43 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (Transformation d'emplois)* (p. 4706) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Etat A, Chap. 31-01 : *Déséquilibre de la balance commerciale, déficit de la France au sein de l'U. E. P., commerce avec les pays soviétiques* [14 novembre 1952] (p. 5151, 5152) ; POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES, Article additionnel : *Son amendement tendant à appliquer un tarif postal préférentiel aux journaux scolaires* [15 novembre 1952] (p. 5258) ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, Etat C, Chap. 31-93 : *Amélioration de la situation des fonctionnaires (Auxiliaires titularisés)* [26 novembre 1952] (p. 5708) ; Chap. 32-93 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 frs les crédits pour les pensions militaires (Péréquation de ces pensions)* (p. 5711 et suiv.) ; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-11 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale (Cadre des attachés de préfecture)* [13 décembre 1952] (p. 6328, 6329) ; Chap. 31-15 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres techniques interdépartementaux (Statut des centres techniques)* (p. 6330, 6331) ; le retire (p. 6331) ; — du projet de LOI DE FINANCES (exercice 1953) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour le passage à la discussion des articles (Délai accordé à l'Assemblée pour voter la réforme fiscale, l'application abusive de la loi des maxima au vote ultérieur de la réforme fiscale)* [9 décembre 1952] (p. 6059, 6060) ; *Organisation de la discussion des amendements* (p. 6086) ; Art. 46 : *Son amendement tendant à grouper toutes les sommes versées aux membres des conseils d'administration* [11 décembre 1952] (p. 6188) ; Art. 52 : *Son amendement tendant à prévoir l'avis des Commissions des finances de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République* (p. 6196) ; Art. 103 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant la promulgation*

[12 décembre 1952] (p. 6247, 6248) ; Articles additionnels : *Son amendement tendant à intégrer dans le corps des administrateurs civils un certain nombre de fonctionnaires lésés par la guerre* (p. 6287) ; *Son amendement tendant à allonger le délai pendant lequel les veuves de fonctionnaires non remariées peuvent demander une allocation* [21 décembre 1952] (p. 6848) ; *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa de l'article 26 du Code des pensions réduisant les émoluments servant de base au calcul de la pension* (p. 6849) ; *Amendement de M. Cristofol tendant à supprimer la forclusion en matière de pension* (p. 6850) ; *Son amendement relatif aux déductions pour perte de bétail des bénéficiaires agricoles* (p. 6881) ; *Son amendement tendant à exonérer d'impôts les pensions alimentaires constituées par une décision de justice* (p. 6883) ; *Son amendement tendant à ne pas appliquer l'impôt sur les sociétés aux collectivités locales* (p. 6887) ; *Sa demande de suspension de séance* (p. 6901) ; *Son amendement tendant à ne pas assujettir les sociétés coopératives artisanales aux taxes sur le chiffre d'affaires* (p. 6901) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 27 sexies : *Suppression des petites usines de gaz pour faciliter la distribution* [20 décembre 1952] (p. 6739 et suiv.) — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée nationale* [14 janvier 1953] (p. 82). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à approuver une convention entre le Ministre des Finances et la Banque de France (élévation du plafond des avances de 50 milliards) : *Discussion générale (Ses observations sur l'échéance de janvier, le paiement par traites à un an des fournisseurs de l'Etat, l'impasse de 600 milliards du budget 1953)* [22 janvier 1953] (p. 143, 144) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 6 : *Sa demande de disjonction du paragraphe donnant au Gouvernement le pouvoir de modifier par simple décret les crédits votés* [27 janvier 1953] (p. 517, 518) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa prévoyant 15 milliards de recettes grâce au renforcement du contrôle fiscal* [28 janvier 1953] (p. 604) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 46 : *Son amendement tendant à obliger les commissaires aux comptes de sociétés anonymes de produire un rapport sur la rémunération des administrateurs* [6 février 1953] (p. 1035, 1036) ;

Art. 118 A bis : *Application de l'article 48 du règlement* (p. 1040). — Est entendu sur un incident : *Recensement des députés qui troublent le débat* [28 janvier 1953] (p. 598). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1954, amendé par le Conseil de la République; FINANCES (SERVICES FINANCIERS), Etat A, Chap. 3149 : *Harmonisation du statut du personnel (Fusion du personnel des régies)* [30 janvier 1943] (p. 765, 766); — du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique; Art. 4 : *Son amendement tendant à effectuer un prélèvement de 1 0/0 pour rémunérer le personnel chargé d'appliquer cette loi* [19 février 1953] (p. 1179); — du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères; Art. 10 : *Son amendement relatif à la date d'application de la loi* [5 mars 1953] (p. 1611, 1612); Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre la revalorisation des rentes viagères de la Caisse autonome d'amortissement* (p. 1612); *Son amendement tendant à abroger l'article de la loi de 1948 limitant à 30.000 francs le montant de la majoration* (p. 1613); — du projet de loi relatif au redressement financier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article 2 du projet (Ses observations sur la portée véritable du deuxième alinéa de l'article en ce qui concerne la Sécurité sociale et les allocations familiales, les établissements publics visés par les pouvoirs spéciaux demandés par le Gouvernement, les répercussions du texte sur les collectivités locales)* [21 mai 1953] (p. 2814, 2815); — d'une proposition de résolution instituant une Commission d'enquête sur le trafic des piastres indochinoises : *Discussion générale (Responsabilités encourues par certains hommes d'Etat dans la continuation, depuis plusieurs années, du trafic des piastres, dont M. Plevin (Son refus de suivre la Commission des finances le 22 décembre 1950)* [2 juillet 1953] (p. 3227, 3228); — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier; Art. 5 : *Pouvoirs spéciaux permanents; Son amendement tendant à garantir le respect du statut de la fonction publique et du personnel communal et du Code des pensions (Valeur du statut, conquête de la Libération)* [7 juillet 1953] (p. 3312, 3313); Art. 6 : *Suspension possible jusqu'au 1^{er} janvier 1955; (Extrême généralité et gravité de ce texte); Su*

demande de disjonction (p. 3316); Art. 11 : *Plafonds divers de dépenses pour 1954; Son amendement écartant l'application éventuelle de cet article pour empêcher l'Assemblée d'abroger ultérieurement les décrets pris en application de l'article 7 (L'article 7 permet d'abroger des lois par décrets; l'article 11 interdirait d'abroger ces décrets par des lois)* (p. 3332, 3333); — du projet de loi n° 6529, portant aménagements fiscaux, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Taxes parafiscales, assiette et recouvrement; Son amendement tendant à la reprise du texte voté en première lecture, laissant au législateur la fixation des taux* [24 juillet 1953] (p. 3880); Art. 12 : *Taxes parafiscales, frais d'assiette et de perception; Son amendement tendant à la reprise du texte amendé par le Conseil de la République permettant de maintenir aux personnels des régies financières les rémunérations accordées par la loi à cette occasion* (p. 3881). — Dépose une demande d'interpellation sur l'exclusion du concours d'entrée à l'E.N.A. de plusieurs candidats, pour leurs opinions politiques, en violation de la Constitution et du statut général des fonctionnaires [6 octobre 1953] (p. 4014); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Principe de l'égalité des citoyens pour l'accès des fonctions* [29 octobre 1953] (p. 4642); la développe : *Cus des cinq candidats exclus du concours de l'E.N.A. et la carrière de chacun d'eux* [13 novembre 1953] (p. 5066, 5067). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, SERVICES FINANCIERS, Etat A, Chap. 3131 : *Services extérieurs du Trésor (dévalorisation de la situation des fonctionnaires)* [14 novembre 1953] (p. 5168); Chap. 3142 : *Services centraux de la Direction générale des impôts (Fusion des régies, vérification polyvalente)* (p. 5169); Chap. 3143 : *Services extérieurs de la direction des impôts (Classement indiciaire des receveurs buralistes)* (p. 5169, 5170); Chap. 3145 : *Receveurs buralistes non fonctionnaires (Indemnité spéciale dégressive)* (p. 5170, 5171); Chap 3149 : *Services extérieurs de la direction des impôts; Statut unique du personnel (Harmonisation des carrières)* (p. 5171); P.T.T. : *Motion préjudicielle de M. Coutant tendant à surseoir au débat jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* [7 décembre 1953] (p. 6201); Etat A, Chap. 1000 :

Administration centrale (*Violation des règles d'avancement et de mutation*) (p. 6204); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Création d'emplois d'agents d'exploitation)* (p. 6207); Chap. 1110 : *Amendement de MM. Barthelémy Dufour, Coutant et Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Indemnités de gérance)* (p. 6232); *Application de l'article 1^{er} de la loi de finances et de l'article 48 du règlement aux amendements concernant les indemnités diverses* (p. 6233); Chap. 1120 : *Indemnités éventuelles (indemnité de productivité)* (p. 6234); Chap. 1110 : *Indemnité de gérance et de responsabilité accordée aux receveurs* (p. 6236); INTÉRIEUR, État A, Chap. 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale et les conseils de préfecture (Carrière des commis de préfecture)* [9 décembre 1953] (p. 6372, 6373); Chap. 3113 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services des préfectures (Intégration des chefs de bureau réducteurs)* [10 décembre 1953] (p. 6384); Chap. 3115 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour centres techniques interdépartementaux (Personnel ouvrier des centres)* (p. 6382); FINANCES, CHARGES COMMUNES, État A, Chap. 1202 : *Intérêts des bons du Trésor (Augmentation du volume des traites)* [11 décembre 1953] (p. 6509); Chap. 3193 : *Amélioration de la situation des fonctionnaires (Rappel de traitements dus aux fonctionnaires)* (p. 6517); Chap. 3293 : *Pensions militaires (Situation misérable des retraités)* (p. 6517, 6518); Art. 10 : *Demande de rétablissement de l'article supprimant la rétroactivité de la loi accordant des bonifications d'ancienneté aux fonctionnaires anciens combattants* (p. 6524); Art. 20 : *Son rappel au règlement (Application de l'article 17 de la Constitution)* (p. 6528); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Situation des agents de travaux des Ponts et Chaussées)* [31 décembre 1953] (p. 7136). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Date de la discussion du budget de l'Intérieur* [8 décembre 1953] (p. 6282). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1954 : *Motion préjudicielle de M. Pierrard tendant à surseoir au débat jusqu'au vote du budget de l'Éducation*

nationale (Revendications du personnel enseignant) [13 décembre 1953] (p. 6696); Art. 1^{er} : *Sa demande de renvoi à la Commission (Contradictions de l'article)* (p. 6716); Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant 30 milliards d'économies sur les services civils (Dépenses militaires ramouffées dans les budgets civils)* (p. 6718, 6719); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 1^{er} : *Demande de rétablir le texte voté en première lecture interdisant aux parlementaires tout accroissement de dépenses ou diminution de recettes, présentée par le Gouvernement (Loi des maxima)* [31 décembre 1953] (p. 7270); Art. 23 : *Son rappel au règlement (Procédure du vote sur l'article)* (p. 7277); — du projet de loi relatif aux indemnités dues aux anciens combattants et victimes de la guerre (Plan quadriennal, amendé par le Conseil de la République); Art. 14 ter : *Amendement de M. Bénard tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au droit à pension des veuves de guerre remariées redevenues veuves ou divorcées* [30 décembre 1953] (p. 7053). — Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [13 janvier 1954] (p. 58). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1953 (collectif d'ordonnancement), État A, FINANCES II, SERVICES FINANCIERS, Chap. 31-49 : *Harmonisation des carrières chez les personnels de la direction générale des impôts* [16 février 1954] (p. 306); — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION AIR, État A, Chap. 31-32 : *Son amendement (Octroi de la prime de 16 0/0 aux travailleurs de l'État exerçant en province)* [18 mars 1954] (p. 1015); SECTION ESSENCES ET POUDRES, État D, Chap. 172 : *Son amendement (Situation particulière faite aux travailleurs des services des poudres, perception des allocations familiales pendant les périodes d'exclusion temporaire)* [19 mars 1954] (p. 1111); *Son article additionnel (Révision des salaires des travailleurs de l'État conformément au décret du 22 mai 1951)* (p. 1125); ÉDUCATION NATIONALE : *Article additionnel de M. Schmittlein (Rétablissement par décret des crédits proposés par le Gouvernement au profit des chapitres relatifs aux bourses, à la recherche scientifique et à l'amélioration de la fonction enseignante)* [1^{er} avril 1954] (p. 1953); — du projet de loi

relatif à la réforme fiscale : *Sa demande de disjonction du titre I (Substitution de la taxe sur la valeur ajoutée à la taxe à la production, détaxation des investissements, avantages des grosses entreprises, difficultés des artisans)* [25 mars 1954] (p. 1274 et suiv.) ; *Sa proposition d'examiner les articles du titre III concernant les impôts sur les revenus et les allègements fiscaux* [26 mars 1954] (p. 1333) ; Art. 6 : *Son amendement (Taux de la réduction concernant les travaux immobiliers)* (p. 1339) ; Art. 8 : *Sa demande de disjonction* (p. 1343) ; *Son opposition à la déduction des investissements* (p. 1349) ; *Amendement de M. Lamps (Versement de la moitié des sommes déduites de la T.V.A. à un fonds national de constructions de logements)* (p. 1359) ; Art. 9 bis : *Son amendement (Perte de recettes pour les collectivités locales)* (p. 1362) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 13 : *Son amendement (Compensation de la perte de recettes pour les communes par une subvention de l'Etat)* (p. 1363) ; Art. 18 : *Amendement de M. Charpentier (Taxation des engrais et amendements calcaires)* (p. 1367) ; Art. 8 : *Son opposition à la déduction des investissements* [26 mars 1954] (p. 1349) ; Art. 220 : *Son amendement (Exonération de toutes taxes indirectes des denrées de première nécessité)* [29 mars 1954] (p. 1396) ; Art. 45 : *Son amendement (Régime du forfait)* (p. 1430, 1431) ; Art. 95 bis : *Amendement de M. Viatte (Suppression de cet article concernant la perception mensuelle des cotisations de sécurité sociale ; Danger du recouvrement des cotisations de sécurité sociale par l'administration fiscale)* (p. 1437) ; Article additionnel : *Les forfaits* (p. 1439) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Mécontentement de l'administration des contributions indirectes, grève du 21 décembre 1953, sanctions)* [9 avril 1954] (p. 1985 et suiv.) ; Art. 5 : *Exonération de la T.V.A. pour les amendements calcaires destinés à l'agriculture* (p. 1990). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la situation des retraités des chemins de fer secondaires et des tramways [8 avril 1954] (p. 1907). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, Art. 10 ter : *Coopératives de consommation et taxe sur les transactions* [25 mai 1954] (p. 2668) ; *Amendement de M. Fourtaud (Modification des taxes sur le chiffre d'affaires pour les coopératives de con-*

sommation ; Inégalités fiscales existant dans le système de distribution) (p. 2670) ; *Article additionnel de M. Dorey (Régime fiscal des artisans ; Opposition au contrôle fiscal)* [8 juin 1954] (p. 2818). — Dépose une demande d'interpellation sur les pourparlers engagés par le Ministre des Affaires étrangères avec les Etats-Unis, à l'insu des Britanniques, tendant à la généralisation de la guerre en Extrême-Orient [25 mai 1954] (p. 2685) ; la développe : *Bellicisme réel de M. Bidault (Affaire des blessés de Dien-Bien-Phu, soutien de la politique américaine plutôt que britannique — incident) ; Appel anticipé de la deuxième tranche de la classe 1954 ; Affaire du journal « L'Express », montée contre M. Marc Jacquet, Ministre des Etats associés ; Bombardement de Haïphong en 1946, responsabilités respectives de MM. Bidault et Thoroz ; Engagements du Gouvernement avec les Etats-Unis, et avec les Gouvernements des Etats associés (Droit de veto à eux reconnu) ; Eloge des propositions de paix du Viet-Minh à Genève* [1^{er} juin 1954] (p. 2739 à 2741). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des présidents : *Son rappel au règlement (Impossibilité d'ajourner le débat sur l'Indochine)* [25 mai 1954] (p. 2687) ; — sur le retrait de l'ordre du jour de la suite de la discussion d'un projet de loi relatif aux dispositions diverses d'ordre financier : *Inscription sans débat de la proposition relative au billet collectif à 50 0/0* [11 juin 1954] (p. 2947). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Principe des pouvoirs spéciaux, problème des salaires, politique extérieure de la France)* [6 août 1954] (p. 3939, 3940) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P.T.T. pour l'exercice 1955 : *Vote sur la question de confiance (Transferts de crédits promis par le Président du Conseil, revendications légitimes des postiers)* [9 novembre 1954] (p. 4828) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan (II. SERVICES FINANCIERS) pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-31 : *Son amendement indicatif (Transformation d'emplois)* [18 novembre 1954] (p. 5177) ; Chap. 31-45 : *Son amendement indicatif (Application du salaire minimum garanti aux receveurs buralistes non fonctionnaires)* (p. 5177) ; Chap. 31-49 : *Son amendement (Mesures d'harmonisation et*

application du statut unique des personnels des catégories B et C (p. 5178); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955 : *Son article additionnel tendant à intégrer les chefs de bureau et rédacteurs de préfecture dans le cadre des attachés de préfecture* [24 novembre 1954] (p. 5365); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 31-13, 31-14 : *Ponts et chaussées, conducteurs de chantiers et agents de travaux, demandes de disjonction* [9 décembre 1954] (p. 5998, 5999); Chap. 45-42 : *Diminution du personnel de la S. N. C. F.* [15 décembre 1954] (p. 6398); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (Échelonnement des professeurs bi-admissibles à l'agrégation)* [14 décembre 1954] (p. 6314); Chap. 31-61 : *Son amendement indicatif (Transformation des postes de maîtres d'éducation physique en postes de chargés d'enseignement)* (p. 6326); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Irrecevabilité de la proposition du Président du Conseil, question de confiance posée, ouverture du délai de vingt-quatre heures, mais le débat continuant, impossibilité d'interdire ainsi indirectement le dépôt de motions d'ajournement)* [23 décembre 1954] (p. 6807); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour le mois de janvier 1955, Art. 2 : *Amendement de M. Lamps (Plan général de revalorisation de la fonction publique)* [30 décembre 1954] (p. 7019); *Rapport devant exister entre rémunérations d'activité et retraites* (p. 7020). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [12 janvier 1955] (p. 42). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 24 *quater* : *Son amendement (Abrogation de la loi Barangé)* [28 janvier 1955] (p. 435); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Revalorisation différée* [1^{er} février 1955] (p. 558); *Les retraités* (p. 559); *Engagement du Gouvernement et revendications des fonctionnaires* (p. 568); *Sa motion préjudicielle (Remise en ordre des rémunérations de la fonction publique)* [4 mars 1955] (p. 4090,

1091); Art. 34 : *Son amendement (Application des règles de cumul d'une pension et d'un traitement au personnel des caisses de mutualité sociale agricole)* (p. 4111); *Article additionnel de M. Lamps (Fonctionnaires atteints d'une invalidité permanente partielle résultant du service)* [8 mars 1955] (p. 4147); Etat A, Chap. 31-93 : *Demande de disjonction présentée par M. Lamps (Revalorisation des petits traitements)* (p. 4180); de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 60 : *Avis conforme des Commissions du Conseil de la République pour certains décrets ou arrêtés* [2 avril 1955] (p. 2983); — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux dépenses des services civils pour mars 1955 : *Comptes bloqués pour non-versement des acomptes provisionnels* [1^{er} mars 1955] (p. 905). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la suppression du contrôle polyvalent : *Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954, privilèges des grandes sociétés* [10 mars 1955] (p. 1275, 1276). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Sa motion préjudicielle (Abrogation de l'article 33 de la loi du 14 août 1954; simplification de la fiscalité)* [18 mars 1955] (p. 1679, 1680); Art. 1^{er} : *Applicabilité de l'article 48 du Règlement invoquée par M. le Rapporteur général contre un amendement tendant à la suppression du contrôle polyvalent* [19 mars 1955] (p. 1740); Art. 11 : *Amendement de M. Tournaud (Majoration et progressivité du taux de l'impôt sur les sociétés)* (p. 1751); *Son article additionnel (Règles du cumul pour le personnel des caisses de mutualité agricole)* (p. 1781); *Ses explications de vote (Modification du titre de la loi de finances)* (p. 1786); de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 11 *bis* : *Publication du revenu brut déclaré à la surtaxe progressive par chaque redevable* [18 mai 1955] (p. 2884); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Inégalité fiscale, transformation des commerçants en collecteurs d'impôts, son contre-projet relatif aux prestations de service, à la taxe proportionnelle, à la surtaxe progressive, à la réforme des finances locales)* [29 mars 1955] (p. 2071, 2072); *Son contre-projet* (p. 2077, 2079); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Motion préjudicielle de M. Castera (Vote du budget annexe des presta-*

tions familiales agricoles) [28 juin 1955] (p. 3392); — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour juillet 1955 : *Son article additionnel (Convocation des réservistes, notamment des agriculteurs)* [29 juin 1955] (p. 3449); *Son rappel au Règlement (Irrecevabilité de son amendement)* (p. 3449); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets, Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 41-52 : *Garantie globale en faveur des communes* [27 juillet 1955] (p. 4351); Art. 7 : *Sa demande de disjonction (Reconduction du budget de 1955)* (p. 4361). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [4 octobre 1955] (p. 4756). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux traitements et soldes des personnels de l'Etat : *Non-applicabilité de l'article premier de la loi de finances à une proposition de résolution* [15 novembre 1955] (p. 5673); — d'une proposition de loi relative aux abattements de zones, Art. 1^{er} : *Sa demande de réunir la Commission des finances* [15 novembre 1955] (p. 5672).

MICHAUD (M. Louis), *Député de la Vendée* (M. R. P.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé Vice-Président de la Commission de la marine marchande et des pêches [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la justice et de la législation [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); — Est désigné pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [7 août 1951] (**F. n° 18**).

Dépôts :

Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal des pêcheurs artisans ou rénumérés à la part, **n° 547**. — Le

13 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre au plus tôt les dispositions nécessaires en vue de la remise en état de l'écluse du bassin à flots du port des Sables-d'Olonne, **n° 2930**. — Le 2 avril 1952, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 3059) prorogeant la loi n° 50-398 du 3 avril 1950 portant organisation provisoire des transports maritimes, reconduite par la loi n° 51-473 du 26 avril 1951, **n° 3165**. — Le 29 mai 1952, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur : I. Le rapport (fait au cours de la précédente législature), repris le 2 août 1951 (n° 496) sur : 1° le projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; 2° les propositions de loi : a) de M. Henri Teitgen tendant à réglementer les ententes économiques, à interdire celles qui sont contraires à l'intérêt général et à conférer à celles qui s'avèrent licites un statut légal; b) de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à organiser le contrôle des ententes professionnelles; II. la proposition de loi de M. Louis Vallon et plusieurs de ses collègues (n° 2145) sur le contrôle et la réglementation des ententes industrielles et commerciales, **n° 3533**. — Le 5 février 1953, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 4816) tendant à valider pour la pension sur la Caisse de retraite des marins, la durée d'un mandat parlementaire rempli par un inscrit maritime, **n° 5491**. — Le 26 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 5891) prorogeant la loi n° 50-398 du 3 avril 1950 portant organisation provisoire des transports maritimes, reconduite par les lois nos 51-473 du 26 avril 1951 et 52-398 du 11 avril 1952, **n° 6040**. — Le 2 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur l'avis (n° 6530) (rectifié) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4853) adopté par l'Assemblée Nationale sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance, **n° 7354**. — Le 25 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 7169) de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier certaines

dispositions du régime des pensions des marins du commerce et de la pêche, n° 7894. — Le 13 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 10925) portant approbation d'un protocole d'Accord et d'un Avenant à la Convention du 23 décembre 1948 conclus entre l'État et la Compagnie générale transatlantique et portant modification à la loi du 20 mai 1951 relative à l'exploitation des lignes maritimes d'intérêt général, n° 11196.

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département de la Marne [5 juillet 1951] (p. 5885). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'aval de l'O.N.I.C. en faveur des négociants en grains; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 août 1951] (p. 6674, 6675); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : Article premier : *Amendement de M. Papat tendant à n'aider que les producteurs non pas les négociants* [25 janvier 1952] (p. 402); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Article premier : *Allocation-éducation de 1.000 francs par trimestre mandatée aux établissements scolaires* [7 septembre 1951] (p. 7021, 7022, 7023); — du projet de loi relatif aux crédits de fonctionnement des services civils en 1952; MARINE MARCHANDE : Chap. 3030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'inscription maritime (Surveillance et protection des bancs de pêche)* [14 novembre 1951] (p. 8022); Chap. 4030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'établissement national des invalides de la marine (Relèvement des pensions des marins et pêcheurs)* (p. 8025); Chap. 5030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'office scientifique des pêches maritimes* [15 novembre 1951] (p. 8043); Chap. 4030 : *Subventions à l'établissement national des invalides de la marine* [23 novembre 1951] (p. 8456, 8457); Art. 2 : *Son amendement tendant à doubler le droit de timbre sur les connaissements* (p. 8458, 8459); *Son amendement tendant à créer une surtaxe de 0,50 0/0, ajoutée au timbre sur les connaissements au profit des invalides de la marine*

(p. 8460); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 4050 : *Son amendement tendant à réduire de 2 millions les crédits pour les écoles d'enfants inadaptés (Enfants aveugles)* [19 décembre 1951] (p. 9444, 9445); *le retire* (p. 9445); Chap. 5200 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage artisanal (Centres dans les campagnes de l'Ouest)* (p. 9449); *le retire* (ibid.); Chap. 5250 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les colonies de vacances (moniteurs des colonies de vacances)* (p. 9450); *le retire* (p. 9451); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1951 : *Demande de suspension de séance, présentée par le Gouvernement* [10 avril 1952] (p. 2095); Article additionnel : *Suite de l'ordre du jour* (p. 2135); — du projet de loi portant organisation provisoire des transports maritimes; en qualité de *Rapporteur* [10 avril 1952] (p. 2135, 2136); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; en qualité de *Rapporteur pour avis* [20 juin 1952] (p. 3128, 3129); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; MARINE MARCHANDE : *motion préjudicielle de M. René Schmitt tendant à surseoir au débat* [31 octobre 1952] (p. 4643, 4644); État A, Chap. 3101 : *Agents contractuels techniciens du Ministère* [14 novembre 1952] (p. 5105, 5106); Chap. 3111 : *Inscription maritime (Reclassement des gardes maritimes)* (p. 5109); Chap. 3601 : *Office scientifique des pêches maritimes (Difficultés des pêcheurs de sardines)* (p. 5114); *Réglementation des engins de pêche et protection des lieux de pêches* (p. 5115); État B; Chap. 4321 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'apprentissage maritime (Gérance libre des écoles d'apprentissage)* [15 novembre 1952] (p. 5274); *Amendement de M. Reeb tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage maritime (Réduction excessive des crédits par la Commission des finances, sur avis de la Cour des comptes)* (p. 5275, 5277); Chap. 4501 : *Exploitation des services maritimes (Subventions à la Compagnie générale transatlantique et aux Messageries maritimes)* (p. 5281); Chap. 4601 : *Sociétés de sauvetage et d'entr'aide* (p. 5286); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; en qualité de *Rapporteur pour avis* [16 décembre 1952] (p. 6461, 6462); Art. 4.

Etat D : *Équipement des ports maritimes* [20 décembre 1952] (p. 6752, 6753); *Prêts divers agricoles ou ruraux* (p. 6755); *Crédits pour les petites et moyennes entreprises* (p. 6756); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 5336 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ports de pêche* [21 décembre 1952] (p. 6946); *le retire* (ibid.). — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République; MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 janvier 1953] (p. 696); Etat B, Chap. 4501 : *Exploitation des services maritimes d'intérêt général (Relations avec la Bulagne et réduction du taux des frets)* (p. 697); Art. 1^{er} A: *Amendement de M. Cermolacce tendant à modifier le taux de calcul des pensions des marins retraités avec effet rétroactif en 1952* (p. 699, 700.) — Est entendu sur la fixation de la date de discussion : des interpellations sur l'application de la loi Mac Carran aux équipages de navires français : *Violation de la Déclaration des Droits de l'Homme* [3 février 1953] (p. 835, 836). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux pensions des marins de commerce et de la pêche : *Discussion générale (Ses observations sur les lenteurs dans l'application des lois)* [26 mars 1953] (p. 2395, 2396); Article additionnel : *Sous-amendement de M. Reeb tendant à ne pas majorer les cotisations versées par les petits patrons pêcheurs et les marins* (p. 2403); — du projet de loi portant organisation provisoire des transports maritimes : en qualité de *Rapporteur* [27 mars 1953] (p. 2454); Article unique : *Amendement de M. Cermolacce tendant à ne proroger la loi existante que pour trois mois* (p. 2457). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au remboursement des titres de l'emprunt prélèvement de 1948 [17 juillet 1953] (p. 3582). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Arrachage obligatoire des cépages prohibés; Rigueur des modalités prévues; Délais insuffisants pour assurer la soudure avec les plants de remplacement; Aspect social* [22 octobre 1953] (p. 4477, 4478); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Institut scientifique des pêches maritimes)* [12 novembre 1953] (p. 4976, 4977);

Nécessité de hâter et de discipliner le débat [13 novembre 1953] (p. 5097); Etat A, Chap. 42-01 : *Contribution aux dépenses d'organismes internationaux (Application de la Convention de Londres sur l'overfishing)* (p. 5098, 5099); Chap. 43-23 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux écoles de pêche et de commerce (Ecoles de marins pêcheurs)* (p. 5100, 5101); Chap. 47-31 : *Subvention à l'établissement national des Invalides de la marine* [14 novembre 1953] (p. 5118, 5119); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 35-33 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la signalisation maritime (Reconstruction de phares et balises détruits par la guerre)* [12 décembre 1953] (p. 6573); Etat B, Chap. 53-34 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ports de commerce (Équipement des ports de pêche)* (p. 6600); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la réforme fiscale, Art. 47 bis : *Exonération des droits de mutation sur les maisons d'habitation* [9 avril 1954] (p. 2001); — du projet de loi concernant les avenants aux conventions entre l'Etat, la compagnie générale transatlantique et la compagnie des messageries maritimes : *Contrôles de la société hôtelière maritime* [9 juillet 1954] (p. 3400); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme (III. MARINE MARCHANDE), pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-11 : *Son amendement (Situation des gardes maritimes et des syndicats des gens de mer)* [6 décembre 1954] (p. 5896 et suiv.); Chap. 34-91 : *Loyers à verser par l'Etat à l'établissement national des Invalides de la marine* (p. 5900); Chap. 43-23 : *Son amendement indicatif (Subventions aux écoles de pêche et de commerce)* (p. 5904); *le retire* (ibid.); Chap. 44-01 : *Crédit maritime mutuel, fabrication de glace à partir de l'eau de mer à l'Île d'Yeu* (p. 5905, 5906); Chap. 47-31 : *Subvention à l'établissement national des Invalides de la marine (Pensions des marins)* [7 décembre 1954] (p. 5927); Chap. 6600 : *Pensions des équipages des bateaux de sauvetage* [8 décembre 1954] (p. 5958); Art. 4 : *Fixation par décret du taux de la redevance perçue au profit de l'établissement des Invalides de la marine pour chaque duplicatum du licret professionnel maritime, demande de disjonction de M. Marc Dupuy* (p. 5961); *Lettre rectificative : Création d'un*

poste de secrétaire général de la marine marchande, pensions des marins [9 décembre 1954] (p. 5973) ; Etat A, Chap. 47-31 : *Subvention à l'établissement national des Invalides* (p. 5976) ; *Son article additionnel (Modification du régime des pensions des marins)* (p. 5977) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 35-32 : *Son amendement indicatif (Entretien et réparation des ports maritimes)* [11 décembre 1954] (p. 6141) ; — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement, en qualité de *Rapporteur pour avis : Pêche maritime, installations ostréicoles et mytilicoles, industrie de transformation, conservation par le froid, paquebot pour la ligne de l'Atlantique nord, ports maritimes, recherche scientifique* [11 mai 1955] (p. 2673 à 2677) ; — du projet de loi relatif à la perception de taxes locales de péages dans les ports maritimes de commerce : *Discussion générale* [17 mai 1955] (p. 2800) ; Article unique : *Son amendement (Taxe sur les huîtres et les moules)* (p. 2802) ; — du projet de loi relatif à la Convention entre l'Etat et la compagnie générale transatlantique, en qualité de *Rapporteur : Construction d'un paquebot pour la ligne de l'Atlantique Nord, compagnie des messageries maritimes* [26 juillet 1955] (p. 4238 et suiv.) ; *Motion préjudicielle de M. Marc Dupuy (Bilans d'exploitation ligne par ligne des compagnies maritimes subventionnées, revendications des marins et officiers du commerce)* (p. 4244) ; *Discussion générale (Tariifs entre la Corse et le continent)* (p. 4268) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets, Etat A, MARINE MARCHANDE, Chap. 31-01 : *Amendement de M. Pleven (Situation résultant du blocage des crédits de l'inscription maritime jusqu'à la modification du statut des syndics, gens de mer et gardes-maritimes)* [27 juillet 1955] (p. 4353, 4354) ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Déblocage pour les trois mois à venir)* (p. 4355).

MIDOL (M. Lucien), Député de Seine-et-Oise (2^e circonscription) (C.).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommé membre : de la Com-

mission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), 18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), 18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission des moyens de communication et du tourisme pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

Dépôts :

Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à permettre à certaines catégories de locaux professionnels sinistrés (artisans, commerçants, industriels) de céder leur droit au bail sans avoir par avance procédé eux-mêmes à la réinstallation de leur fonds, n° 420. — Le 2 août 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français, n° 497. — Le 21 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 21 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 afin de porter le taux de l'indemnisation forfaitaire du mobilier familial de 90.000 à 250.000 francs, n° 752. — Le 31 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un secours de 500 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue dans la région sud de Paris, particulièrement dans la région d'Arpajon et de Bruyères-le-Châtel et le canton du Raincy ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés ; 3° à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts de 1951, n° 930. — Le 14 décembre 1951, une proposition de loi portant établissement de l'ordre de priorité d'indemnisation des dommages de guerre, n° 2020. — Le 29 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la nouvelle délibération (n° 1196 rectifié, 1^{re} législature) demandée par M. le Président de la République sur la loi autorisant la ratification de la Convention du 12 mai 1949 relative à

l'exploitation de navires météorologiques dans l'Atlantique Nord, n° 2291. — Le 13 mars 1952, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le rapport (fait au cours de la précédente législature) sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français, n° 2925. — Le 13 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 1892) portant déclassement de la section Port-Boulet—Avoine-Beaumont, de la ligne de Port-Boulet à Port-de-Piles, n° 2927. — Le 18 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les sinistrés immobiliers en conformité avec les prescriptions de l'article 20 de la loi du 28 octobre 1946, n° 2965. — Le 27 mai 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 2305) portant déclassement du canal de Saint-Dizier à Wassy, n° 3479. — Le 27 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Pierre Souquès (n° 3026) tendant à modifier la loi n° 49-211 du 16 février 1949 relative aux abonnements téléphoniques forfaitaires souscrits par les questures de l'Assemblée Nationale, du Conseil de la République, et de l'Assemblée de l'Union française, n° 3861. — Le 21 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement et la S.N.C.F. à fixer à 30.000 francs par mois le salaire minimum de base applicable aux cheminots débutant à l'échelle I, n° 5976. — Le 21 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la majoration de 25 0/0 pour les cartes d'abonnement de travail délivrées par la S.N.C.F., n° 6229. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 50-991 du 1^{er} août 1950 accordant des facilités de transport par chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager versés au titre d'un régime de sécurité sociale, n° 6740. — Le 16 février 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le rapport (n° 497) (fait au cours de la précédente législature) repris le 2 août

1951 sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français, n° 7792. — Le 9 avril 1954, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 5729) de Raphaël Babet tendant à inviter le Gouvernement à apporter une solution au problème des retraites des agents des chemins de fer de la Réunion, n° 8334. — Le 13 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur l'avis (n° 8767) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1329) relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français, n° 9176. — Le 4^{er} février 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux militaires dont les unités ont participé à la lutte contre les inondations une permission exceptionnelle avec bon de transport gratuit, n° 10052. — Le 28 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre diverses mesures afin d'augmenter les salaires, traitements et retraites des agents de la S.N.C.F. et notamment de porter à 30.000 francs net le salaire mensuel du cheminot débutant à l'échelle I (coefficient 100), n° 11378. — Le 28 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues (n° 10060) tendant : 1° à assurer la réparation intégrale des dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers par les inondations de 1955; 2° à mettre en œuvre un plan de travaux afin d'éviter le retour de semblable catastrophe; 2° de M. Gilbert Cartier et plusieurs de ses collègues (n° 10376) tendant à faire bénéficier les victimes des inondations de janvier 1955 des avantages des lois sur les dommages de guerre; II. la proposition de résolution de M. Jean-Paul David et plusieurs de ses collègues (n° 9946) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes des inondations du mois de janvier 1955 la qualité de sinistrés et à les faire bénéficier des droits et avantages réservés à ceux-ci par différentes dispositions législatives, n° 11752.

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département de la Haute-Marne [5 juillet 1951] (p. 5883). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4010 : *Rétablissement des crédits pour les mutuelles* [14 novembre 1951] (p. 8005); Chap. 6020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le contrôle technique* (p. 8016); Chap. 6030 : *Son amendement tendant à réduire de 5 millions les crédits pour expertises et constats des dommages de guerre* (p. 8017, 8018); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 3140 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les voies navigables (Entretien des canaux)* [15 novembre 1951] (p. 8089); le retire (ibid.); Chap. 5060 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les subventions aux chemins de fer (Chemins de fer corses)* (p. 8090); le retire (ibid.); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 4100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bases aériennes* [12 décembre 1951] (p. 9069); le retire (ibid.); Chap. 5010 : *Amendement de M. Moynet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions d'exploitation (Personnel d'Orly)* [12 décembre 1951] (p. 9086); Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à Air-France (Statut du personnel)* (p. 9088, 9089); le retire (p. 9094); P.T.T., Chap. 1040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services postaux spécialisés (Réforme des cadres ouvriers)* [23 décembre 1951] (p. 9666); Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des télécommunications (Conducteurs d'auto)* (p. 9668); Chap. 1140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les retraites du personnel (Anciens ouvriers des compagnies de transports postaux)* (p. 9675). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Discussion du budget de l'aviation civile* [27 novembre 1951] (p. 8506). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952; Etat A Chap. 9500 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse auto-*

nome de la reconstruction (Emprunts des sinistrés) [23 décembre 1951] (p. 9735, 9736); Chap. 9510 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Centre régulateur des dommages de guerre* (p. 9740); le retire (ibid.); Article additionnel : *Son amendement tendant à porter à 250.000 francs l'indemnité forfaitaire pour mobilier détruit* [24 décembre 1951] (p. 9792, 9793); Art. 3 : *Son amendement relatif à l'utilisation du produit des emprunts* (p. 9794); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952; Art. 1^{er}, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 9001 : *Amendement de M. Palewski tendant à disjoindre les crédits pour les routes nationales (Utilisation des crédits du Fonds d'investissement routier)* [27 décembre 1951] (p. 9925); Chap. 9040 : *Amendement de M. Benoit tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les voies de navigation intérieure (Canaux de Dunkerque)* (p. 9925); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 3, Etat C, GAZ DE FRANCE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Construction d'une cokerie Sud à Paris)* [28 décembre 1951] (p. 10000); S.N.C.F. : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel roulant (Electrification de la ligne Dijon—Lyon)* (p. 10002); Art. 14 : *Son amendement tendant à reloger les expropriés d'Orly* (p. 10005, 10006); le retire (p. 10006); — du projet de loi portant réforme dégrèvements et dispositions fiscales : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la réorganisation de la S.N.C.F.* [4 janvier 1952] (p. 118, 120); *Amendement de M. Guy Petit tendant à faire soumettre la refonte de la S.N.C.F. à la ratification du Parlement* (p. 127); Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. Mitterrand relatif à la réforme de la S.N.C.F.* [7 janvier 1952] (p. 187); *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées par le Gouvernement (Réforme de la S.N.C.F. et de la sécurité sociale par des lois-cadres)* [28 février 1952] (p. 1125); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 4 : *Son amendement relatif aux emprunts en faveur des sinistrés* [2 avril 1952] (p. 1758, 1759); Art. 23 F : *Sa demande de disjonction de l'article relatif*

aux fonctions du Conseil supérieur des transports [3 avril 1952] (p. 1873); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Etat A, Chap. 3131 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des ports et canaux (Entretien des voies navigables)* [24 octobre 1952] (p. 4413, 4414); Chap. 4543 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. la subvention à la S. N. C. F. (Révocations de cheminots grévistes)* (p. 4421, 4422); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration centrale (Statut du personnel hospitalier)* [30 octobre 1952] (p. 4592); le retire (p. 4594); Chap. 3102 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités (Ecoles départementales d'infirmiers)* (p. 4594, 4595); le retire (p. 4595); POSTES, TÉLÉGRAPHIES, TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 0700 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les pensions (Agents de la compagnie des automobiles postales)* [14 novembre 1952] (p. 5133); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'administration centrale sauf les crédits pour le traitement du Ministre (Déblocage des crédits de l'exercice 1952)* [15 novembre 1952] (p. 5184); Chap. 3102 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses (Primes de rendement au personnel)* (p. 5234); Chap. 3131 : *Commission de juridiction pour les dommages de guerre* (p. 5239); POSTES, TÉLÉGRAPHIES, TÉLÉPHONES, Etat A, Chap. 4010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Logement à Paris des jeunes fonctionnaires des P. T. T.)* [15 novembre 1952] (p. 5256); le retire (p. 5257); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat B, Chap. 4521 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions à Air-France (Fermeture des ateliers de Toulouse-Montaudran)* (p. 5268 et suiv.); Chap. 4561 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour subventions d'exploitation (Statut du personnel des aéroports)* (p. 5272); — du projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile; Art. 10 : *Son amendement tendant à intervertir l'ordre des paragraphes* [3 novembre 1952]

(p. 4677); le retire (ibid.); Art. 41 : *Sanctions prévues pour les fautes professionnelles* (p. 4689); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Art. 22 : *Son amendement tendant à faciliter le relogement des propriétaires expropriés pour l'aéroport de Paris* [20 décembre 1952] (p. 6763); Art. 34 : *Sa demande de disjonction de l'article écartant les demandes d'indemnités inférieures à 1.000 francs* (p. 6773); Etat A, RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Sa demande de disjonction (Aménagement des lotissements défectueux)* (p. 6799); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour 1953 : *Demande de renvoi du débat présentée par M. Coudray* [23 janvier 1953] (p. 190); Art. 3 : *Son amendement tendant à autoriser la Cuisse autonome de la reconstruction à lancer un emprunt de 100 milliards* (p. 208); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 226); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 3 : *Son amendement tendant à libérer les crédits attribués à la Reconstruction* [27 janvier 1953] (p. 487); — d'une proposition de loi portant amnistie; Art. 20 : *Son amendement tendant à amnistier les grévistes condamnés en vertu de la loi du 19 octobre 1939* [24 février 1953] (p. 1300); *Son amendement tendant à réintégrer les fonctionnaires révoqués ou déplacés* (p. 1302). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons de la fermeture des chantiers d'H. L. M. de Villeneuve-Saint-Georges [5 mars 1953] (p. 1602). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, amendé par le Conseil de la République; Art. 48 : *Demande de reprise du texte du Conseil de la République relatif aux amendes prononcées contre les personnes contrevenant à la loi, présentée par le Gouvernement* [12 mars 1953] (p. 1827); — du projet de loi relatif à l'amélioration et à la modernisation des voies navigables : *Discussion générale (Ses observations sur le canal des Deux Mers et le canal de la Moselle)* [12 mars 1953] (p. 1828, 1829); Art. 9 : *Amendement de M. Pflimlin tendant à supprimer l'avis de la Commission des transports du Commissariat général du Plan* (p. 1834); — du projet de loi tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction; Article additionnel : *Son amendement tendant à virer au budget de la reconstruction des crédits de la défense nationale* [17 mars 1953] (p. 1990); *Son amendement relatif à l'inscription au bud-*

get des finances, des crédits correspondant aux titres remis aux sinistrés (p. 1991, 1992); le retire (ibid.); Article premier: *Son amendement tendant à accorder un droit de priorité aux sinistrés totaux possesseurs d'un seul immeuble* (p. 1992); Article additionnel: *Son amendement relatif à l'inscription au budget des finances des crédits correspondant à l'amortissement des titres remis aux sinist.és* (p. 1993); — du projet de loi instituant l'épargne-construction; Article premier: *Son amendement tendant à la disjonction de l'article (Ses observations sur l'impossibilité pour les salariés d'économiser)* [18 mars 1953] (p. 2033, 2034); — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations; Article premier: *Travaux devant être entrepris dans l'année suivant l'expropriation* [27 mars 1953] (p. 2489); Article additionnel: *Son amendement tendant à prévoir un prêt de 40 milliards par la Caisse des Dépôts et Consignations aux collectivités* (p. 2497); Art. 8: *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa accordant une antériorité de droits aux prêteurs de fonds* (p. 2507); le retire (ibid.); Art. 11: *Son amendement tendant à fixer la gestion des immeubles expropriés remis en état* (p. 2510); *Son amendement relatif au relogement des propriétaires expropriés* (2510, 2511); — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré, amendé par le Conseil de la République; Article premier: *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale ne supprimant l'article 8 de la loi du 27 juillet 1934 qu'à l'égard des sociétés d'H.L.M.* [28 mars 1953] (p. 2558); Art. 3 bis: *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République mentionnant les coopératives de constructions (Associations de castors)* (p. 2559); Art. 8: *Application de la loi dans les départements d'outre-mer* (p. 2559, 2560). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture de l'usine Brinon à Pussay (Chaussures et textiles) et les mesures envisagées par le Gouvernement [8 octobre 1953] (p. 4102); et en modifie le libellé [28 décembre 1953] (p. 6886). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 4581: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux transports aériens* [14 novembre 1953] (p. 5158); RECONSTRUCTION ET

LOGEMENT, Art. 4: *Sa motion préjudicielle demandant 50 milliards de crédits supplémentaires* [1^{er} décembre 1953] (p. 5753); *Sa motion préjudicielle demandant la majoration des crédits pour les dommages mobiliers* (p. 5753); Article additionnel: *Son amendement tendant à autoriser les groupements de sinistrés à lancer un emprunt de 20 milliards* [2 décembre 1953] (p. 5877); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Etat A, Chap. 1131: *Remboursements à la S.N.C.F. (Arrangements dus aux anciennes compagnies, fermeture de lignes)* [11 décembre 1953] (p. 6508, 6509); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 3117: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services annexes des ponts et chaussées (Assistants techniques auxiliaires supprimés)* [12 décembre 1953] (p. 6566); Chap. 3521: *Routes et ponts (autoroute Sud de Paris)* (p. 6584); Chap. 3531: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les voies navigables (Salaires des agents éclusiers)* (p. 6586); Chap. 4543: *Application de la convention de 1937 avec la S.N.C.F. (Licenciements d'employés grévistes)* (p. 6595); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, amendé par le Conseil de la République, Etat B, Chap. 5390: *Equipement des aéroports et lignes aériennes (Statut du personnel d'Orly)* [14 décembre 1953] (p. 6781); *Discussion générale (Situation des éclusiers)* [31 décembre 1953] (p. 7136); Art. 8 bis: *Amendement de M. Sibué tendant à supprimer les alinéas bloquant 20 milliards de crédits pour la S.N.C.F.* (p. 7138); RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, amendé par le Conseil de la République, Art. 7: *Amendement de M. Guiguen tendant à supprimer le dernier alinéa relatif à la reconstitution des dommages subis en Indochine* [31 décembre 1953] (p. 7201); Art. 12 noniès: *Amendement de M. R. Schmitt tendant à maintenir le texte du Conseil de la République enlevant aux Commissions départementales d'investissements le contrôle des opérations H. L. M.* (p. 7207, 7208). — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français, en qualité de Rapporteur [31 août 1954] (p. 4502); — d'une proposition de loi relative aux loyers des habitations à loyer modéré; *Son article additionnel tendant à soumettre les*

locataires des habitations à loyer modéré au droit commun en matière de détermination des catégories de locaux [4 novembre 1954] (p. 4753, 4754); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T., pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 1010: *Son amendement (Relèvement des indices des inspecteurs et inspecteurs adjoints)* [9 novembre 1954] (p. 4841); Chap. 1030: *Son amendement indicatif (Réforme du service automobile)* [10 novembre 1954] (p. 4877); Chap. 1060: *Son Amendement indicatif (Réforme d'ensemble du corps des ouvriers d'entretien)* (p. 4884); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, Transports et Tourisme (III. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 3162: *Son amendement indicatif (Paiement de la prime de rendement et de technicité à tout le personnel)* [17 novembre 1954] (p. 5153); Chap. 3462: *Son amendement indicatif (Déplacement des ingénieurs des travaux publics de l'Etat en service à Orly et au Bourget)* (p. 5154); *le retire* (p. 5155); Chap. 4561: *Son amendement indicatif (Expropriations actuellement en cours à l'aéroport d'Orly)* (p. 5157); Art. 4: *Statut du personnel de l'aéroport de Paris* (p. 5162, 5163); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 3117: *Son amendement indicatif (Situation des personnels du laboratoire central des ponts et chaussées)* [9 décembre 1954] (p. 6006); Chap. 3431: *Son amendement indicatif (Situation du personnel des voies navigables)* (p. 6006, 6007); Chap. 3415: *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à insérer un nouveau chapitre: Aménagement de la gare d'Orsay en aérogare* [11 décembre 1954] (p. 6127); Chap. 3441: *Son amendement indicatif (Application des tarifs concurrentiels par la S.N.C.F., transport de champagne)* (p. 6131); *le retire* (ibid.). — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Etat A, Chap. 3101: *Amendement indicatif de Mme Duvernois (Baraquements de la région de Noisy-le-Grand)* [21 janvier 1955] (p. 404); Chap. 3431: *Appel des sinistrés devant les commissions d'arrondissement* (p. 113); Chap. 3494: *Suppression des délégations départementales* (p. 114); Etat B.

Chap. 5540: *Son amendement (Indemnité d'expropriation; expropriés de Paray-Vieille-Poste)* [26 janvier 1955] (p. 278); *Autoroute du Sud et H.L.M. de Gentilly et d'Arcueil* (p. 279); Chap. 6540: *Son amendement indicatif (Aménagement des lotissements défectueux)* (p. 280, 281); Chap. 6542: *Meilleure utilisation des îlots d'habitation* (p. 281); Etat A, Chap. 3112: *Son amendement indicatif (Prime de technicité)* [27 janvier 1955] (p. 355); — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative aux loyers des H. L. M., Article premier: *Amendement de M. Estradère (Procédure en cas de contestation)* [22 mars 1955] (p. 1826); — en cinquième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 31: *Amendement de M. Schaff (Réorganisation des lignes de chemin de fer d'intérêt secondaire)* [24 mai 1955] (p. 2957).

MIGNOT (M. André), Député de Seine-et-Oise [2^e circonscription] (A.R.S.).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). — Est nommé membre: de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des immunités parlementaires [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**). — Est nommé Juge titulaire à la Haute-Cour de Justice (art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**). — Est élu Juré titulaire de la Haute-Cour de Justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [9 avril 1954] (**F. n° 379**).

Dépôts :

Le 9 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer un nouveau taux de participation de l'Etat aux dépenses d'assistance du département de Seine-et-Oise, **n° 637**. — Le 24 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à la natio-

nalisation du collège moderne et technique Jules-Ferry, à Versailles, cette ville ne pouvant plus assumer les importantes charges de fonctionnement de ce collège, n° 842. — Le 6 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier un décret portant règlement d'administration publique concernant le paiement du pécule des déportés et internés politiques visés par la loi n° 48-1404 du 9 septembre 1948 et des ayants cause des prisonniers de guerre décédés en captivité visés par la loi n° 50-956 du 8 août 1950, n° 1014. — Le 21 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi n° 47-1497 du 13 août 1947 relatif aux licences des débitants de boissons, n° 1184. — Le 14 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier de toute urgence, le décret portant règlement d'administration publique, qui doit fixer les modalités d'application de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951, relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi, n° 2013. — Le 24 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates pour faire assurer dans les délais les plus brefs la péréquation des pensions des retraités des collectivités locales, n° 2451. — Le 19 février 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 19 du Livre IV du Code du travail relatif aux secrétaires des conseils de prud'hommes, n° 2721. — Le 4 avril 1952, une proposition de loi tendant à compléter le paragraphe III de l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 3206. — Le 17 juin 1952, une proposition de loi tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1925 afin d'obtenir qu'une part de la taxe d'apprentissage versée par les horticulteurs et les maisons de production de semences puisse être affectée par eux à l'entretien d'organisations d'apprentissage horticole, n° 3697. — Le 24 juin 1952, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 8 novembre 1941 relative à la responsabilité civile des communes, n° 3785. — Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 1156) de M. Minjoz et plusieurs

de ses collègues tendant à modifier les dispositions de la loi du 25 août 1948 permettant la révision du prix de certains baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 3824. — Le 3 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi n° 46-628 en ce qui concerne les droits respectifs des actionnaires et des porteurs de parts des sociétés d'électricité nationalisées sur les biens restitués, n° 3945. — Le 4 juillet 1952, un avis au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur les propositions de loi : 1° de M. Louis Rollin et plusieurs de ses collègues (n° 165), ayant pour objet de modifier et de compléter la loi n° 51-18 du 5 janvier 1951, portant amnistie; 2° de MM. Isorni et de Saire (n° 507), tendant à l'amnistie des faits dits de collaboration et à la suppression de l'indignité nationale; 3° de M. Peytel et plusieurs de ses collègues (n° 554 rectifié), portant : a) amnistie en faveur de certaines personnes poursuivies ou condamnées pour faits visés par les ordonnances des 18 novembre 1944, 28 novembre 1944 et 26 décembre 1944; b) abrogation de l'article 18 de l'ordonnance du 21 avril 1944 prévoyant l'inéligibilité; c) révision de l'épuration administrative; 4° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 2448), tendant à modifier la loi du 5 janvier 1951 relative à l'amnistie; 5° de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 2631), tendant à accorder l'amnistie aux résistants; 6° de M. Jacques Debu-Bridel, sénateur, (n° 715) tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie : a) aux anciens combattants et anciens résistants de la guerre 1939-1945; b) aux travailleurs condamnés pour faits de grève; c) à certaines catégories de délinquants primaires, n° 4001. — Le 24 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 52-836 du 18 juillet 1952 complétant et modifiant les articles 7 et 69 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, n° 4491. — Le 24 octobre 1952, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 modifiant l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégage-ment des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'État, modifiée par la loi n° 48-1277 du 22 juillet 1948, n° 4492. — Le 9 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 mai

1951 relative à la prorogation de certains baux de locaux d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 5021. — Le 17 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de MM. Frédéric-Dupont et Raingard (n° 4934) tendant à proroger les baux commerciaux jusqu'au 31 décembre 1953 ; 2° de M. Mignot (n° 5024) tendant à modifier la loi du 24 mai 1951 relative à la prorogation de certains baux de locaux d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 5130. — Le 22 janvier 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 instituant une Carte nationale dite « Carte sociale des économiquement faibles », n° 5333. — Le 22 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à unifier et à simplifier le régime des subventions pour les constructions scolaires de l'enseignement primaire, n° 5334. — Le 22 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder les subventions nécessaires pour l'achèvement du monument élevé à Versailles à la gloire des forces expéditionnaires américaines et de leur chef, le Maréchal Pershing, n° 5335. — Le 26 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. — le rapport repris (n° 322) sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale en vue d'assimiler aux commerçants ou industriels sinistrés, les commerçants ou industriels expropriés ; 2° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 2 de la loi du 18 avril 1946 concernant la propriété commerciale ; 3° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'alinéa 4 de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée (propriété commerciale) ; 4° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter le paragraphe premier du cinquième alinéa de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale ; 5° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale ; 6° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de

ses collègues tendant à l'établissement d'un plafond des loyers en matière de baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel (modification de l'art. 23 de la loi du 30 juin 1926 modifiée concernant la propriété commerciale) ; 7° de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale en vue d'assimiler aux commerçants ou industriels sinistrés les commerçants ou industriels expropriés ; 8° de M. Eugène Claudius-Petit et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article premier de la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel ; 9° de M. Guy Petit et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir en possession, jusqu'au 1^{er} janvier 1948, les commerçants, industriels et artisans sinistrés par faits de guerre dans les lieux où ils ont installé leur exploitation commerciale après le sinistre dont ils ont été victimes ; 10° de M. Frédéric-Dupont tendant à prolonger jusqu'au 1^{er} juillet 1947 le délai de forclusion prévu par la loi du 18 avril 1946 pour le renouvellement des baux commerciaux ; 11° de M. Maurice Viollette et plusieurs de ses collègues tendant à relever les locataires de baux commerciaux ou ruraux de forclusion encourue avant la loi fixant la date de cessation des hostilités ; 12° de M. Badie tendant à modifier l'article 5 bis de la loi du 30 juin 1926 modifié par la loi du 18 avril 1946 relatif à la propriété commerciale ; 13° de M. July supprimant pour les locataires qui ont été mobilisés, déportés ou résistants, la réfaction du prix des loyers à usage commercial aux indices du coût de la vie ; 14° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 4 et 5 de la loi du 30 juin 1926 sur le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel ; 15° de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale ; 16° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (droit de reprise et indemnité d'éviction) ; 17° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (applicables aux établissements ayant plusieurs magasins) ; 18° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (refus de

renouvellement) ; 19° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (indemnité d'éviction) ; 20° de M. Bétolaud tendant à modifier l'article 3 de la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale ; 21° de MM. Guy Petit, Alfred Coste-Floret et Paul Ribeyre tendant à exclure de la législation sur le renouvellement des baux de locaux et d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal certaines exploitations présentant un caractère d'intérêt public ; 22° de MM. Wolff et Mondon tendant à compléter l'article 2 de la loi du 3 septembre 1947 et modifiant la loi du 18 avril 1946 sur les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel ; 23° de M. Joseph Denais tendant à modifier la loi n° 46-744 du 18 avril 1946 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial et industriel ; 24° de M. Jules-Julien et plusieurs de ses collègues tendant à préciser et à compléter certaines dispositions des lois des 18 avril 1946 et 3 septembre 1947, réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel ; 25° de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues permettant la révision du prix des baux commerciaux visés par l'article 6 de la loi du 30 juin 1926 ; 26° de M. Mondon tendant à modifier l'article 5 de la loi du 18 avril 1946 sur la prorogation des baux commerciaux ; 27° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 30 juin 1926 en ce qui concerne le remboursement des prestations, taxes locatives et fournitures individuelles ; 28° de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale ; 29° de M. Charlet, sénateur, et plusieurs de ses collègues modifiant l'article 8 de la loi du 18 avril 1946, réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires de locaux à usage commercial et industriel ; 30° de M. Southon, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'alinéa 3, 1°, de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926, modifié par la loi du 18 avril 1946, relative au droit de reprise en ce qui concerne les baux commerciaux ; II. — Les propositions de loi : 1° de M. Estradère et plusieurs de ses collègues

(n° 425) tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale ; 2° de M. Estradère et plusieurs de ses collègues (n° 1362) tendant à compléter l'article premier de la loi n° 46-744 du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale en vue de mettre fin aux opérations spéculatives de certains propriétaires ; 3° de M. Isorni (n° 4071) tendant à modifier l'article premier du décret-loi du 1^{er} juillet 1939 sur l'action en révision du prix du loyer des commerçants, industriels et artisans ; 4° de M. Ramarony (n° 4081) concernant la révision du prix des baux de fonds de commerce ; 5° de M. Villard (n° 4798) tendant à modifier les dispositions de la loi n° 46-744 du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale en vue de résoudre le grave problème posé par l'exercice du droit de refus de renouvellement ; 6° de M. Baylet et plusieurs de ses collègues (n° 4884) concernant le droit de reprise pour utilité publique des immeubles ou de locaux à usage commercial appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics ; 7° de M. Ulver (n° 5540) tendant à compléter les dispositions de la loi du 30 juin 1926 modifiée sur la prorogation des baux commerciaux, industriels ou artisanaux en ce qui concerne les immeubles appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics ; 8° de M. Grousseau et plusieurs de ses collègues (n° 5804) concernant le renouvellement des baux commerciaux ; 9° de M. Léo Hamon, sénateur, (n° 742) tendant à modifier l'article premier du décret-loi du 1^{er} juillet 1939 afin de permettre aux commerçants, industriels et artisans d'introduire une action en révision du prix de leur loyer lorsque, par le jeu d'une clause d'échelle mobile, ce prix se trouve modifié de plus d'un quart. **n° 6021.** — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 6356) de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de proroger les baux commerciaux jusqu'au 31 décembre 1953, **n° 6398.** — Le 15 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder au reclassement du personnel pénitentiaire, **n° 6866.** — Le 10 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le projet de loi (n° 7383) précisant la portée du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui

concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal; II. les propositions de loi : 1^o de M. Anthonioz (n^o 6863) tendant à la suppression de l'article 14 du décret n^o 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapport entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal; 2^o de M. Médecin (n^o 7013) tendant à modifier l'article 14 du décret n^o 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux baux à usage commercial, industriel ou artisanal; 3^o de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues (n^o 7061 rectifié) tendant à abroger certaines dispositions du décret n^o 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, et à instituer une véritable protection de la propriété commerciale; 4^o de M. Frédéric-Dupont (n^o 7188) ayant pour objet la modification de l'article 4 du décret n^o 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux; 5^o de M. Frédéric-Dupont (n^o 7139) ayant pour objet la modification de l'article 8 du décret n^o 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux; 6^o de M. Frédéric-Dupont (n^o 7140) ayant pour objet la modification de l'article 14 du décret n^o 53-960 du 20 septembre 1953 relatif aux rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux; 7^o de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues (n^o 7141) ayant pour objet la modification de l'article 17 du décret n^o 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux; 8^o de M. Joseph Denais (n^o 7185) tendant à régler les problèmes soulevés par les lois régissant la propriété commerciale et les décrets de septembre 1953; 9^o de M. Bégouin (n^o 7191) tendant à modifier et compléter l'article 14, deuxième alinéa du décret n^o 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal; 10^o de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n^o 7360) tendant à reporter au

1^{er} juillet 1954 les effets du décret n^o 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal; 11^o de M. Gaston Charlet, sénateur et plusieurs de ses collègues (n^o 7027) tendant à la modification de l'article 14 du décret n^o 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal; III. la proposition de résolution de M. Durbet et plusieurs de ses collègues (n^o 7062) tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 14 du décret n^o 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal (Dispositions concernant les art. 4, 5, 6, 11, 14 et 17 du décret n^o 53-960 du 30 septembre 1953), **n^o 7435**. — Le 30 décembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la Justice et de législation sur l'avis (n^o 7522) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n^o 7383) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à modifier certaines dispositions du décret n^o 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial industriel ou artisanal, **n^o 7538**. — Le 11 mars 1954, une proposition de loi concernant la modification des taux de compétence des tribunaux judiciaires, **n^o 8013**. — Le 13 mars 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi (n^o 6736) de M. Guthmuller tendant à modifier l'article 8 de la loi du 23 septembre 1948 relative à l'élection des Conseillers de la République, **n^o 8081**. — Le 6 mai 1954, une proposition de loi tendant à compléter le décret n^o 53-874 du 22 septembre 1953 relatif à la location-gérance de fonds de commerce, **n^o 8404**. — Le 30 juin 1954, une proposition de loi relative aux forclusions encourues en application de l'article 29 du décret n^o 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, **n^o 8773**. — Le 30 juin 1954, un

rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 8773) de M. Mignot, relative aux forclusions en application de l'article 29 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 8786. — Le 27 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Lefranc et plusieurs de ses collègues (n° 7847) tendant à modifier et à compléter le décret du 22 septembre 1953 lui-même modifié par le décret du 30 septembre 1953 relatif à la location-gérance de fonds de commerce; 2° de M. Mignot (n° 8404) tendant à compléter le décret n° 53-874 du 22 septembre 1953 relatif à la location-gérance de fonds de commerce, n° 8969. — Le 28 août 1954, un rapport au nom de Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 9166) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1480) relative aux forclusions encourues en application de l'article 29 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 9232. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à interdire toute publicité faite par la presse et le cinéma autour des suicides effectués à l'aide de certains toxiques, n° 9335. — Le 18 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 9150) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret n° 53-874 du 22 septembre 1953 relatif à la location-gérance de fonds de commerce, n° 9497. — Le 21 janvier 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° M. Lefranc et plusieurs de ses collègues (n° 7847) tendant à modifier et à compléter le décret du 22 septembre 1953, lui-même modifié par le décret du 30 septembre 1953 relatif à la location-gérance de fonds de commerce; 2° de M. Mignot (n° 8404) tendant à compléter le décret n° 53-874 du 22 septembre 1953 relatif à la location-gérance de fonds de commerce; 3° de

M. Raymond Boisdé et plusieurs de ses collègues (n° 9263) tendant à modifier les décrets n° 53-874 du 22 septembre 1953 et n° 53-963 du 30 septembre 1953 relatifs à la location-gérance des fonds de commerce; 4° de M. Desson et plusieurs de ses collègues (n° 9370) tendant à modifier le décret du 22 septembre 1953 (modifié le 30 septembre 1953) relatif à la location-gérance des fonds de commerce et notamment à exclure du champ d'application de certaines de ses dispositions les entreprises de théâtre, de music-hall et de cinéma; 5° de M. Gaston Maent, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 9261) tendant à ajouter à l'article 4 du décret n° 53-874 du 22 septembre 1953, modifié par le décret n° 53-963 du 30 septembre 1953, des dispositions en faveur des mutilés de guerre, n° 9964. — Le 25 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux sinistrés du département de Seine-et-Oise, victimes des inondations du mois de janvier 1955, un secours d'urgence de 200 millions de francs, n° 9976. — Le 28 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. les propositions de loi : 1° de MM. de Mero-Gialleri et André Hugues (n° 7380) tendant à interdire au propriétaire le droit de refuser le renouvellement du bail au commerçant locataire lorsque ce refus serait dicté par le désir de louer à des locataires non commerçants qui n'ont pas avec le propriétaire les liens familiaux prévus par le premier paragraphe de l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953; 2° de MM. Legaret, François Benard et Secrétain (n° 7469) tendant à modifier les dispositions du décret du 30 septembre 1953 relatif aux rapports du bailleur et du locataire, industriel, commerçant ou artisan en cas de non-renouvellement de son bail; 3° de MM. Jean-Louis Vigier et André Hugues (n° 7489) tendant à ajouter un article 10 bis au décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux; 4° de M. de Léotard (n° 7761) tendant à modifier l'article 37 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux; 5° de M. Vigier (n° 7799) tendant à modifier l'article 10 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux; 6° de M. Vigier (n° 7800) tendant à modifier l'article 15 du décret n° 53-960 du 30 septembre

1953 sur les baux commerciaux; 7° de M. Vigier (n° 7832) tendant à ajouter un article 9 *bis* au décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux; 8° de M. Vigier (n° 7833) tendant à modifier l'article 9 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux; 9° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 8095) tendant à modifier la législation dite sur la propriété commerciale; 10° de MM. Maurice-Bokanowski, Peytel et Fouchet (n° 8435) tendant à modifier l'article 10 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux; 11° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 8557) tendant à permettre la réévaluation au 31 décembre 1953 des indemnités d'éviction précédemment fixées au profit de locataires commerçants et leur maintien dans les lieux jusqu'au paiement d'une indemnité complémentaire; 12° de M. Charret (n° 8616) tendant à compléter les dispositions existantes concernant les baux commerciaux; 13° de M. Vigier (n° 8632) tendant à rendre applicable aux artisans et façonniers les dispositions de l'article premier du décret du 30 septembre 1953 relatif aux baux commerciaux; 14° de M. Villard et plusieurs de ses collègues (n° 8701) tendant à modifier les dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 modifié par la loi du 31 décembre 1953, relatif aux baux à usage commercial, industriel ou artisanal; 15° de M. Eugène Pébellier et plusieurs de ses collègues (n° 8920) tendant à modifier certaines dispositions du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 modifié par la loi n° 53-1346 du 31 décembre 1953 relative aux baux commerciaux; 16° de M. Lefranc (n° 9616) tendant à régler les rapports entre bailleurs et locataires pour le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou locaux à usage des artisans non commerçants; 17° de M. Beauvais, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 7399) tendant à la modification de l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal; 18° de M. Jean Boivin-Champeaux, sénateur (n° 7870) tendant à modifier l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers

d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal; 19° de M. Jean Boivin-Champeaux, sénateur, (n° 8292) tendant à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal; II. la proposition de résolution de MM. Minjoz et de Moro-Giafferri (n° 8456) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux expulsions résultant de la stricte application de l'article 20 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, **n° 10033**. — Le 31 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi: 1° de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues (n° 9649) tendant à l'abrogation de l'article 23 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 et à la fixation d'un plafond pour le montant des baux commerciaux, artisanaux et industriels; 2° de M. Jean-Louis Vigier et plusieurs de ses collègues (n° 9714 rectifié) tendant à bloquer les loyers commerciaux au niveau qu'ils ont atteint au 1^{er} octobre 1954, **n° 10042**. — Le 2 février 1955, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi: 1° de M. Lefranc et plusieurs de ses collègues (n° 7847) tendant à modifier et à compléter le décret du 22 septembre 1953, lui-même modifié par le décret du 30 septembre 1953 relatif à la location-gérance de fonds de commerce: 2° de M. Mignot (n° 8404) tendant à compléter le décret n° 53-874 du 22 septembre 1953 relatif à la location-gérance de fonds de commerce; 3° de M. Raymond Boisdé et plusieurs de ses collègues (n° 9263) tendant à modifier les décrets n° 53-874 du 22 septembre 1953 et n° 53-963 du 30 septembre 1953 relatifs à la location-gérance des fonds de commerce; 4° de M. Desson et plusieurs de ses collègues (n° 9370) tendant à modifier le décret du 22 septembre 1953 (modifié le 30 septembre 1953) relatif à la location-gérance des fonds de commerce et notamment à exclure du champ d'application de certaines de ses dispositions les entreprises de théâtre, de music-hall et de cinéma; 5° de M. Gaston Manent, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 9261) tendant à ajouter à l'article 4 du décret n° 53-874 du 22 septembre 1953, modifié par le décret n° 53-963 du 30 septembre 1953, des disposi-

tions en faveur des mutilés de guerre, n° 10078. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à accorder les subventions nécessaires pour l'achèvement du monument élevé à Versailles à la gloire des forces expéditionnaires américaines et de leur chef, le maréchal Pershing, n° 10915. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à la modification de l'article 103 du Livre IV du Code du travail en vue d'une répartition plus équitable des frais de fonctionnement des conseils de prud'hommes, n° 10971. — Le 21 octobre 1955, un rapport au nom de la commission de la justice et de législation sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, relative à la location-gérance des fonds de commerce et des fonds artisanaux, n° 11686. — Le 9 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, modifiée par le Conseil de la République, tendant à modifier les articles 3 et 27 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 11842.

Interventions :

Son rapport sur les élections du département du Lot-et-Garonne [5 juillet 1951] (p. 5884) ; — Prend part à la discussion : du rapport sur les opérations électorales du territoire de Madagascar (citoyens français, 2^e circonscription) [3 août 1951] (p. 6207, 6208, 6209, 6210, 6211, 6212) ; — du rapport sur les opérations électorales de Mauritanie [7 août 1951] (p. 6239). — Est élu *Juge titulaire de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 novembre 1951] (p. 8662, 8663) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 3210 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonctionnement des centres d'apprentissage (Nationalisation des collèges techniques)* [19 décembre 1951] (p. 9428, 9429) ; le retire (p. 9429) ; Chap. 3580 : *Son amendement ten-*

dant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la conservation des palais nationaux (Château de Versailles) (p. 9437, 9438) ; le retire (p. 9438) ; — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales, Article additionnel : *Amendement de M. J.-P. Palewski tendant à reviser la répartition des charges sociales entre l'Etat et les collectivités locales* [5 janvier 1952] (p. 168) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale : Art. 4 : *Son amendement relatif aux impressions de l'Assemblée Nationale Constituante* [27 mars 1952] (p. 1512) ; Art. 5 : *Son amendement relatif à la composition de la Conférence des Présidents* (p. 1513) ; *Son amendement tendant à établir à la Conférence des Présidents la règle de la proportionnalité* (p. 1542, 1543) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur le budget des collectivités locales, la taxe locale additionnelle, les subventions de l'Etat)* [2 avril 1952] (p. 1749 et suiv.) ; Art. 13 : *Amendement de Mme François tendant à supprimer l'article prévoyant le non-remboursement d'une hospitalisation de durée excessive* [3 avril 1952] (p. 1835) ; Art. 24 quater : *Son amendement relatif aux caisses privées de retraites professionnelles dans les professions libérales* (p. 1848) ; Art. 36 : *Amendement de M. Jean-Paul Palewski tendant à exonérer des impôts les donations pour la restauration du château de Versailles* [4 avril 1952] (p. 1916, 1917) ; Art. 72 : *Son rappel au règlement (Discussion de son amendement à l'article 72)* (p. 1940). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour permettre aux collectivités locales d'appliquer une politique financière [7 octobre 1952] (p. 4069). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements ; Article premier : *Son amendement tendant à interdire la vente par appartements d'immeubles acquis depuis moins de cinq ans* [7 octobre 1952] (p. 4078, 4079) ; *Sa demande de disjonction de l'amendement de M. Minjoz tendant à interdire le droit de reprise aux dépens des grands invalides, vieillards de plus de 70 ans et malades infirmes* [9 octobre 1952] (p. 4171) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 6 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas amnistier les décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire coupables*

de neutres, crimes ou dénonciations [25 novembre 1952] (p. 5664) ; Art. 7 : Amendement de M. Maton tendant à supprimer l'article amnistiant les condamnés à la dégradation nationale (p. 5667) ; Art. 8 : Son amendement tendant à amnistier les condamnations prononcées par la Haute Cour de justice dans les limites définies dans les autres articles (p. 5669, 5670) ; Art. 10 : Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à accorder le rapatriement des corps des soldats tués aux familles victimes de l'épuration [27 novembre 1952] (p. 5778) ; Son amendement tendant à abroger l'article 15 de la loi du 5 janvier 1951 relative à la réintégration dans l'Ordre de la Légion d'honneur (p. 5778, 5779) ; Art. 16 : Sa demande de renvoi de l'article relatif aux inéligibilités, à la Commission du suffrage universel [28 novembre 1952] (p. 5823) ; en qualité de Rapporteur (p. 5823) ; Amendement de M. Daniel Meyer tendant à supprimer l'article abrogeant les inéligibilités (p. 5831) ; Art. 17 : Son amendement tendant à étendre l'amnistie à tous les actes commis dans l'intention de servir la Libération (p. 5852, 5853) ; Son amendement tendant à supprimer « complètement » dans la qualification des actes étrangers à la Résistance (p. 5853) ; — Art. 22 : Son amendement tendant à ne pas annuler le droit de tiers à des dommages intérêts [24 février 1953] (p. 1302, 1303) ; Son amendement relatif au cas de contrainte par corps prononcée au profit de sociétés privées [26 février 1953] (p. 1359) ; Art. 23 : Son amendement tendant à supprimer l'article concernant les arrêtés d'expulsion pris contre les ouvriers grévistes étrangers (p. 1359, 1361) ; Art. 24 : Son amendement tendant à amnistier les délinquants primaires (p. 1372) ; Son amendement relatif à la date d'application de la loi (p. 1372) ; Art. 26 : Amendement de M. Guislain tendant à amnistier les infractions à la législation sur les loteries (p. 1380) ; Art. 27 : Son amendement tendant à amnistier les faits commis jusqu'au 1^{er} décembre 1952 (p. 1426) ; le retire (p. 1427) ; Art. 29 : Son amendement relatif aux traitements des militaires amnistiés [27 février 1953] (p. 1431) ; Art. 31 : Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant que l'amnistie ne comporte pas la réintégration dans l'Ordre de la Légion d'honneur (p. 1432, 1433) ; Art. 33 : Son amendement tendant à ne pas suspendre les procès engagés en ce qui concerne les intérêts civils (p. 1456) ; Art. 44 : Son amendement ten-

dant à amnistier les faits visés par les ordonnances concernant l'épuration administrative [10 mars 1953] (p. 1746, 1747) ; le retire (p. 1748) ; Art. 14 bis : Son amendement tendant à rétablir les fonctionnaires épurés amnistiés dans leurs droits à pension complets (p. 1752) ; Art. 15 : Son amendement relatif au délai ouvert pour le recours contentieux (p. 1756, 1757) ; le retire (p. 1757) ; Art. 32 : Son amendement tendant à prévoir la réintégration de militaires dans l'intérêt du service (p. 1773) ; le retire (ibid) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 8 : Exclusion du bénéfice de l'amnistie pour les condamnés de la Haute Cour ; Son amendement tendant à supprimer cet article (Pas d'inégalité devant la loi) [24 juillet 1953] (p. 3912) ; Art. 14 bis : Liquidation des pensions de retraite en faveur des amnistiés administratifs ; Son amendement tendant à revenir au texte voté par l'Assemblée Nationale prévoyant la liquidation sur la base des situations acquises au jour de la liquidation, et non, à la date de la mesure d'épuration (Tenir compte des services qu'ont pu rendre les intéressés postérieurement à la mesure d'épuration ; rejeter les arguments du Ministre des Finances, déjà écartés en première lecture) (p. 3929) ; Art. 15 bis : Suspension des effets financiers de l'amnistie jusqu'au vote du plan quadriennal concernant les victimes de guerre ; Son amendement tendant à la suppression de ce texte rejeté par le Conseil de la République et repris par la Commission (Liaison arbitraire paralysant le jeu de la loi d'amnistie et des promesses faites à l'électeur, caractère partisan de certaines épurations) (p. 3930) ; Art. 23 bis : Amnistie possible par décret pour les objecteurs de conscience ; Son amendement tendant à supprimer cet article écarté par le Conseil de la République (L'amnistie quantitative suffit pour les objecteurs) (p. 3937) ; — du projet de loi portant prorogation des baux commerciaux : en qualité de Rapporteur [19 décembre 1952] (p. 6603, 6604) ; Art. 2 : Amendement de M. Alphonse Denis tendant à ne forclore aucun droit pour les demandes en renouvellement et en reprise de bail (p. 6606) ; Article additionnel : Amendement de M. Dronne tendant à exclure les locaux d'habitation transformés à usage commercial (p. 6607) ; Amendement de M. Benard relatif à l'exercice du droit de reprise dans les immeubles vétustes ou insalubres (p. 6607) ; de ce projet de loi amendé par le

Conseil de la République ; en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1952] (p. 7057). — Ses rapports sur des pétitions [17 février 1953] (p. 1081). — du projet de loi relatif au contentieux administratif ; Article premier : *Attributions respectives des Conseils de préfecture et du Conseil d'Etat* [13 mars 1953] (p. 1904, 1905) ; Art. 5 : *Son amendement relatif à la signature des mémoires* [26 mars 1953] (p. 2368) ; *Son amendement tendant à énumérer les cas dispensés du ministère d'avocat* (p. 2371) ; *le retire* (p. 2372) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à limiter le rôle des avoués à la procédure écrite* (p. 2374) ; Art. 8 : *Son amendement relatif à l'introduction de la procédure de référé dans les cas d'urgence* (p. 2375) ; *le retire* (ibid) ; Art. 9 : *Son amendement relatif au statut des magistrats du tribunal administratif* (p. 2376, 2377, 2379) ; *le retire* (p. 2380) ; *Son amendement tendant à supprimer le 2^e alinéa relatif à la désignation des vice-présidents des Conseils de préfecture* (p. 2380) ; — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations ; Art. 3 : *Son amendement tendant à interdire les expropriations en vue de location du terrain par les collectivités publiques* [27 mars 1953] (p. 2501, 2502) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à faciliter les cessions amiables de terrains par les collectivités* (p. 2505, 2506) ; — d'une proposition de loi modifiant le régime des élections municipales, amendée par le Conseil de la République ; Art. 5 : *Son amendement tendant à accorder des sièges à toutes les listes ayant obtenu le quotient électoral* [28 mars 1953] (p. 2545) ; — d'une proposition de loi tendant à proroger les baux commerciaux jusqu'au 31 décembre 1953, en qualité de *Rapporteur* : *Simple expédient dû au retard de l'Assemblée à examiner son rapport du 26 mars 1953, portant révision d'ensemble du statut de la propriété commerciale* [9 juillet 1953] (p. 3412) ; Article unique : *Substitution de la date du 31 décembre 1953 à celle du 15 juillet 1953* ; Amendement de M. Klock permettant aux bénéficiaires de la prorogation la cession du droit à renouvellement du bail (*Contre tout amendement portant sur le fond, ne pas préjuger de sa portée juridique*) (p. 2415) ; Amendement de M. Klock portant nullité de toutes conventions interdisant aux bénéficiaires de confier leurs fonds en gérance libre (*Mêmes arguments*) (p. 2415) ; — du rapport portant révision de la Constitution : *Discussion géné-*

rale (Les vices de la Constitution de 1946, le rétablissement de l'équilibre et de la séparation entre les divers pouvoirs, l'abandon regrettable de la majorité constitutionnelle) [17 juillet 1953] (p. 3591, 3592) ; Art 6 : *Son amendement tendant à limiter à deux les examens d'un projet par le Conseil de la République, l'avis de l'Assemblée étant définitif à la 3^e lecture* [22 juillet 1953] (p. 3768, 3769) ; *le retire* (p. 3769) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères en 1954 ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Titre IV, Chap. 46-26 : *Assistance médicale gratuite* ; *Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Barèmes de répartition des frais entre l'Etat, le département et les communes, intention prêtée au Gouvernement d'interdire la « départementalisation », cas particulier de la Seine-et-Oise)* [5 novembre 1953] (p. 4869 et suiv.) ; *Sa demande de réserver ledit chapitre* (p. 4873) ; *le retire* (ibid.) ; JUSTICE, Etat A, Chap. 3111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services judiciaires (Situation des greffiers et secrétaires de parquet)* [23 novembre 1953] (p. 5402, 5403) ; *le retire* (p. 5403) ; Chap. 3122 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités des services pénitentiaires (Indemnités pour travail de nuit)* (p. 5405) ; *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les justes prétentions du département de Seine-et-Oise touchant la répartition des charges d'assistance [6 novembre 1953] (p. 4914). — Ses rapports sur des pétitions [26 novembre 1953] (p. 5604). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux ; Art. 1^{er} : *Conditions nécessaires pour exercer le droit de renouvellement du bail* [15 décembre 1953] (p. 6828) ; Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à protéger les commerces exploités par des gérants libres au même titre que les autres (p. 6830, 6831) ; Article additionnel : Amendement de Mme Rabaté tendant à prévoir le renouvellement automatique des baux commerciaux (p. 6831) ; Art. 2 : Amendement de M. Claudius-Petit tendant à supprimer l'article relatif à l'emploi de la lettre recommandée (p. 6832) ; Art. 4 : *Conditions nécessaires à l'exercice du droit de reprise par le propriétaire du fonds* (p. 6844, 6845) ; Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à abroger l'article 14 du décret du 30 septembre 1953

relatif à l'exercice du droit de reprise par les propriétaires de fonds de commerce (p. 6847); Art. 5 : Amendement de M. Dorey relatif aux locataires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics (p. 6848); Amendement de M. Claudius-Petit tendant à prévoir un décret fixant l'application de l'article 17 du décret du 30 septembre 1953 (p. 6849); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [31 décembre 1953] (p. 7076, 7077); Art. 4 : Amendements de MM. Alphonse Denis, de Moro-Giafferri, Anthonioz et Leenhardt tendant à reprendre le texte voté en première lecture abrogeant le droit de reprise du propriétaire (p. 7082 et suiv.); Art. 4 : Amendement de M. Anthonioz tendant à n'admettre de reprise que si elle ne porte pas atteinte à l'habitation du locataire (p. 7104 et suiv.); Art. 5 : Demande de reprise du texte du Conseil de la République relatif à l'indemnité d'éviction due par l'Etat ou la collectivité propriétaire, présentée par M. Boisdé (p. 7108); — d'une proposition de loi concernant le relevé de forclusion relatif aux locaux commerciaux, industriels ou artisanaux [20 juillet 1954] (p. 3420 et suiv.) : Contre-projet de M. Minjoz tendant à relever de la forclusion pendant un délai de trois mois les locataires et bailleurs déjà déclarés forclos par le décret du 30 septembre 1953 (p. 3424); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [31 août 1954] (p. 4501); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE pour l'exercice 1955 : Prise en charge des bâtiments des palais de justice [15 novembre 1954] (p. 4989 et 4992); Ses explications de vote : abrogation indispensable du décret du 9 novembre réduisant l'indemnité spéciale des magistrats, revendications des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, suppression de tribunaux (p. 4992); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 41-51 : Subventions de caractère obligatoire en faveur des collectivités locales [23 novembre 1954] (p. 5305). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné M. Pineau : Collectivités locales et taxe sur le chiffre d'affaires [18 février 1955] (p. 822, 823). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme une question relative à la circulation routière [4 mars 1955] (p. 1082, 1083). — Prend part à

la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Finances, des Affaires économiques et du Plan pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : Son article additionnel (Indemnité spéciale des conseillers des tribunaux administratifs) [8 mars 1955] (p. 1150); le retire (p. 1151); — d'une proposition de loi relative à la location-gérance des fonds de commerce et des fonds artisanaux, en qualité de Rapporteur [15 mars 1955] (p. 1400); — de propositions de loi relatives à la révision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels, en qualité de Rapporteur [13 mai 1955] (p. 2755, 2756); Article unique : Contre-projet de M. Alphonse Denis (Blocage au coefficient quinze) (p. 2762); Amendement de M. M. Grimaud (Révision du loyer des baux emphytéotiques) (p. 2762); Amendement de M. M. Grimaud (Liaison aux variations de l'indice dit des 47 articles) (p. 2763); Amendement de M. Isorni (Liaison aux variations des indices économiques mesurant l'activité du commerce intérieur) (p. 2763); Amendement de M. Grousseau (Liaison à une variation des indices économiques supérieure à 10 0/0) (p. 2764); Amendement de M. Alphonse Denis (Facteurs locaux de commercialité) (p. 2764); Amendements de MM. Hugues et Cherrier (Pourcentages de la variation des indices et des facteurs de commercialité) (p. 2764, 2765); Amendement de M. Briot (non-rétroactivité des décisions des tribunaux) (p. 2765); Amendements de MM. P. André et Grousseau (Non-application aux instances en cours) (p. 2766); — d'une proposition de loi relative au transfert de l'Assemblée de l'Union française à Paris [13 mai 1955] (p. 2768); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, en qualité de Rapporteur : Modifications apportées au décret du 30 septembre 1953 [20 octobre 1955] (p. 5168, 5170). — Est entendu sur la question orale de M. Jean-Paul Palewski à M. le Ministre de l'Education nationale au sujet de la protection des perspectives du domaine de Versailles [21 octobre 1955] (p. 5197). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (Limitation des débits de boissons), en qualité de Rapporteur pour avis : Sanctions envisagées, cas des hôtels-restaurants, réunion des sociétés sportives ou de jeunesse [21 octobre 1955] (p. 5204 et suiv.); Art. 5 : Amendement de M. Anthonioz (Cas dans lesquels le tribunal pourra prononcer la fermeture d'un débit de

boissons et l'extinction de la licence) [8 novembre 1955] (p. 5529); Art. 10 : Son amendement (*Interdiction d'employer des mineurs de moins de 21 ans dans les débits de boissons*) (p. 5532); Son amendement tendant à supprimer les mots « et autres lieux publics » (p. 5532); Art. 21 : Son amendement (*Annulation de la licence, en cas d'expropriation, dès la cessation de l'exploitation*) (p. 5539); Art. 22 : Son amendement (*Sanctions pour non-apposition d'un panonceau mentionnant la catégorie de la licence et son numéro d'immatriculation*) (p. 5540); Art. 24 : Son amendement (*Réunion des sociétés sportives et de jeunesse dans les débits de boissons*) (p. 5542, 5543); Art. 27 : *Sanctions relatives aux infractions aux dispositions de certains articles du Code des débits de boissons, son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5546); Art. 28 : *Interdiction d'accorder des circonstances atténuantes en cas d'ivresse, son amendement tendant à le supprimer* [9 novembre 1955] (p. 5569 à 5571); le retire (p. 5571); Art. 8 : *Limitation du droit de préemption au seul élément « débit de boissons »* (p. 5577, 5579); Son amendement (*Délai pour l'intervention du droit de préemption*) (p. 5579); Amendement de M. Claudius-Petit (*Extension du droit de préemption à l'ensemble du territoire*) (p. 5580); Art. 36 : Ses amendements (*Emprisonnement en cas de première récidive*) (p. 5590); Art. 40 : Son amendement non soutenu tendant à le supprimer (*Abrogation de l'art. 10 de la loi du 1^{er} octobre 1917*) (p. 5590); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la location-gérance des fonds de commerce, en qualité de Rapporteur : *Conditions d'exploitation d'un fonds antérieurement à la mise en gérance, responsabilité du loueur de fonds* [25 octobre 1955] (p. 5239); Art. 6 : Amendement de M. Hugues (*Cas des personnes physiques ou morales donnant des locations-gérance pour assurer l'écoulement des produits de leur marque*) (p. 5240); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la révision triennale des baux commerciaux, en qualité de Rapporteur [17 novembre 1955] (p. 5795, 5796); Art. 2 : Amendement de M. Alphonse Denis (*Facteurs locaux de commercialité*) (p. 5798); Amendement de M. Grousseau (*Coefficient d'augmentation inférieur à 20 par rapport à 1939; commerces des prix réglementés*) (p. 5799); Amendement de M. Grimaud (*Intervention du coefficient d'adaptation départe-*

mental) (p. 5799, 5800); *Variation de 15 0/0 des indices économiques* (p. 5800).

MINJOZ (M. Jean), Député du Doubs (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé : Président de la Commission de la justice et de législation [22 janvier 1953] (F. n° 217), [20 janvier 1955] (F. n° 483); Vice-Président de la Commission de la justice et de législation [19 juillet 1951] (F. n° 7), [23 juin 1954] (F. n° 400). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341). — Est nommé membre suppléant pour représenter la France à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (F. n° 17). — Est désigné par l'Assemblée Nationale pour la représenter au sein de la Commission supérieure des Caisses d'épargne [3 septembre 1951] (F. n° 32). — Est nommé Procureur général à la Haute-Cour de justice (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (F. n° 28).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à majorer de 10 milliards la dotation prévue par l'article 8 de la loi de finances du 24 mai 1951 pour les opérations réalisées dans le cadre de la législation des habitations à loyer modéré, n° 84. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier la législation relative aux enfants naturels, n° 161. — Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier la durée du délai fixé par l'article 310 du Code civil pour la conversion de la séparation de corps en divorce, n° 233. — Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à rétablir le divorce par consentement mutuel, n° 234. — Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 335 du Code civil relatif à la non-reconnaissance des enfants adultérins, n° 235. — Le 24 juillet 1951, une pro-

position de loi tendant à poser les principes d'une réforme fiscale et à organiser les moyens de sa réalisation, n° 266. — Le 26 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser un système d'assurance obligatoire contre les accidents de chasse, les accidents d'automobile et à créer un organisme de contrôle de la sécurité automobile, n° 294. — Le 26 juillet 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Joseph Denais tendant à réprimer la vente spéculative des immeubles à usage d'habitation ; 2° de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à réprimer la vente spéculative des appartements, à annuler les promesses de vente déjà consenties et à accorder un droit de priorité d'achat aux locataires occupant les locaux mis en vente ; 3° de M. Joseph Denais tendant à freiner les manœuvres spéculatives auxquelles donne lieu la vente des immeubles par appartements ; 4° de M. Joseph Denais tendant à réglementer les ventes par appartements ; 5° de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à réprimer la spéculation sur les ventes d'immeubles par appartements ; 6° de M. Louis Rollin ayant pour objet de compléter la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers ; 7° de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers ; 8° de M. Louis Rollin ayant pour objet de modifier la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel : 9° de M. Ramarony tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers ; II. la proposition de résolution de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi concernant la constitution et l'activité des sociétés et groupements s'occupant de ventes et reventes d'appartements, locaux et immeubles à usage d'habitation, n° 323. — Le 26 juillet 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ; 2° la proposition de loi de M. Mazuez et plusieurs de ses collègues tendant à faire déclarer incompatibles avec le mandat législatif les fonctions de directeur de

publication de tout journal ou écrit périodique, n° 339. — Le 27 juillet 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur les propositions de loi : 1° de M. Yves Péron et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-1810 du 14 août 1945 modifiant le décret organique du 2 février 1852 relatif à l'élection des députés au Corps législatif et à l'amnistie de certaines condamnations ; 2° de M. André Marty et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer certaines mesures de radiations des listes électorales édictées par l'ordonnance n° 45-1810 du 14 août 1945 aggravant le décret organique du 2 février 1852 de Louis-Napoléon Bonaparte, n° 365. — Le 27 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à modifier les articles 46 et 68 du Règlement en vue de déterminer les conditions de dépôt et de discussion des motions, n° 375. — Le 27 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à modifier les articles 16 et 19 du Règlement, en vue d'harmoniser et codifier les procédures de nominations personnelles, n° 376. — Le 3 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 51-239 du 28 février 1951 en ce qui concerne les adjoints forestiers, n° 538. — Le 3 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever le plafond autorisé pour la passation des marchés par les communes, n° 539. — Le 21 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour empêcher toute procédure d'expulsion pour cause de non-paiement à l'encontre des locataires qui, bénéficiaires de l'allocation compensatrice des augmentations de loyers, ne l'ont pas encore perçue, n° 695. — Le 22 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 49-1049 du 2 août 1949 relative à la saisie-arrêt et à la cession des rémunérations, n° 788. — Le 23 août 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : la proposition de résolution (n° 695) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour empêcher toute procédure d'expulsion pour cause de non-paiement à l'encontre des locataires qui, bénéficiaires de l'allocation compensatrice des

augmentations de loyers, ne l'ont pas encore perçue, n° 799. — Le 11 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à engager avec le Gouvernement belge toutes négociations utiles pour l'établissement d'un tarif postal unique entre la Belgique et la France, n° 1061. — Le 13 septembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 49-285 du 2 mars 1949 portant réglementation de la propagande électorale pour les élections cantonales, n° 1079. — Le 18 septembre 1951, une proposition de loi tendant à instituer la procédure des demandes en révision des arrêts rendus par la Haute Cour de Justice, n° 1138. — Le 20 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi du 25 août 1948 permettant la révision du prix de certains baux à loyer d'immeuble ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 1156. — Le 25 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser l'indemnité d'habillement versée au personnel des douanes, n° 1216. — Le 25 septembre 1951, une proposition de loi tendant à revaloriser les rentes viagères visées par les lois n° 48-777 du 4 mai 1948, n° 49-420 du 25 mars 1949, n° 49-1098 du 2 août 1949 et n° 51-695 du 24 mai 1951, n° 1217. — Le 25 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, n° 1218. — Le 25 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir l'exonération de taxes et impôts dont bénéficient les personnes sous-louant en meublé une partie de leur logement principal, n° 1219. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 32 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 1249. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 7 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 1256. — Le 6 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour donner satisfaction aux légitimes revendications des magistrats concernant la hiérarchie et le versement d'une indemnité de fonction, n° 1260. — Le 8 novembre 1951, un rapport au nom de

la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 1026) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à surseoir aux expulsions de locataires ou occupants de bonne foi dont le relogement préalable n'est pas assuré, n° 1421. — Le 13 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 48 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre afin de permettre aux veuves de guerre remariées et à nouveau veuves de percevoir leur pension primitive, n° 1468. — Le 13 novembre 1951, une proposition de loi tendant à faciliter les opérations foncières et la construction d'habitations à loyer modéré et à constituer des offices publics d'aménagement des régions urbanisées ou en voie d'urbanisation, n° 1469. — Le 13 novembre 1951, une proposition de loi tendant à revaloriser les rentes viagères versées par les personnes morales en tant que charge accessoire d'un legs, n° 1497. — Le 13 novembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 168 de l'annexe 4 du Code général des impôts en faveur des établissements de bains-douches exploités par les Caisses d'épargne, n° 1498. — Le 14 novembre 1951, une proposition de loi concernant les inéligibilités aux élections législatives, cantonales et municipales, n° 1525. — Le 15 novembre 1951, un rapport au nom de la commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution (n° 1260) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour donner satisfaction aux légitimes revendications des magistrats concernant la hiérarchie judiciaire et le versement d'une indemnité de fonction, n° 1559. — Le 20 novembre 1951, une proposition de loi tendant à réglementer les établissements privés recevant des jeunes enfants non soumis à l'obligation scolaire, n° 1607 (rectifié). — Le 20 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier la législation sur les conseils de prud'hommes et en conséquence à modifier les articles 2 et 103 du titre premier du livre quatrième du Code du travail, n° 1608. — Le 20 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour assurer la sécurité routière et, en particulier, à réglementer le travail des conducteurs de poids lourds dont la durée doit être

strictement limitée et contrôlée, n° 1613. — Le 21 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'acte dit « loi du 31 décembre 1940 » organisant la profession d'architecte, n° 2132. — Le 21 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le paiement à domicile par mandat-poste de l'allocation temporaire aux non-salariés et de l'allocation des vieux travailleurs salariés, n° 2168. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions en vue de présenter les candidatures pour un siège de membre titulaire du Conseil supérieur de la Magistrature, à la nomination de l'Assemblée Nationale (Application de l'alinéa 4 de l'art. 83 de la Constitution, des art. 1^{er} et 2 de la résolution du 4 mars 1947, des art. 4 et 12 de la loi n° 47-421 du 11 mars 1947 et de l'art. 46 du Règlement), n° 2173. — Le 3 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 1027) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) relatif aux entreprises de crédit différé, n° 2583. — Le 15 janvier 1952, un rapport au nom de la commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 1844) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, n° 2403. — Le 22 janvier 1952, une proposition de loi tendant à constater la nullité de l'acte dit « loi n° 2525 du 26 juin 1941 » réglementant l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau et de l'acte dit « loi n° 2691 du 26 juin 1941 » instituant le certificat d'aptitude à la profession d'avocat, n° 2433. — Le 24 janvier 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 janvier 1951 relative à l'amnistie, n° 2448. — Le 5 février 1952, une proposition de loi complétant la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, n° 2489. — Le 12 février 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi validée du 2 février 1942 relative à l'équarrissage des animaux, n° 2630. — Le 19 février 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 53 de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du

travail et maladies professionnelles afin de permettre aux veuves des victimes d'accidents du travail, remariées et à nouveau veuves, de percevoir leur pension primitive, n° 2719. — Le 25 février 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de la loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 2489) complétant la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, n° 2746. — Le 25 février 1952, une proposition de loi tendant à établir une parité de traitement entre les commis et agents des tribunaux et les fonctionnaires et agents des préfectures, n° 2759. — Le 25 février 1952, une proposition de loi tendant à ordonner la transcription des actes de naissances des enfants nés dans un établissement hospitalier public ou privé ou dans un établissement d'accouchement, sur les registres de l'état civil du domicile des parents, n° 2763. — Le 25 février 1952, une proposition de loi tendant à compléter la section VI du chapitre IV *bis* du titre II du Livre 1^{er} du Code du travail, n° 2774. — Le 6 mars 1952, une proposition de résolution tendant à l'installation, dans la salle des séances de l'Assemblée Nationale, d'un système électrique de votation, n° 2886. — Le 13 mars 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1^o de Mlle Marzin et plusieurs de ses collègues (n° 104) tendant à abroger l'arrêté ministériel n° 24-402 du 9 février 1951, fixant les nouveaux prix de loyer en hôtels et meublés; 2^o de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n° 1107) tendant à fixer le statut des hôtels et meublés; 3^o de M. Maurice Grimaud (n° 2808) tendant à proroger les effets de la loi du 2 avril 1949, accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions et meublés (Dispositions relatives à la prorogation de la loi du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés), n° 2926. — Le 13 mars 1952, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. Minjoz (n° 2886) tendant à l'installation, dans la salle des séances de l'Assemblée Nationale, d'un système électrique de votation, n° 2929. — Le 14 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le

Gouvernement à comprendre les ouvriers soumis à des horaires irréguliers dans la catégorie des contribuables autorisés à déduire 20 0/0 de leurs revenus lors de l'établissement de leur déclaration de revenus. n° 2941. — Le 14 mars 1952, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur les propositions de résolution : 1° de M. Jacques Bardoux (n° 91) tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale; 2° de M. Jean-Paul Palewski et plusieurs de ses collègues (n° 123) tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale; 3° de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues (n° 240) tendant à modifier les méthodes de travail et le Règlement de l'Assemblée; 4° de M. Jean-Moreau et plusieurs de ses collègues (n° 261) tendant au rétablissement de la Commission de l'aéronautique; 5° de M. Delachenal (n° 275) tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale; 6° de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues (n° 359) tendant à modifier, pour la Commission des finances, les dispositions de l'article 15 du Règlement de l'Assemblée Nationale relatives à la suppléance dans les commissions; 7° de M. Minjoz (n° 375) tendant à modifier les articles 46 et 68 du Règlement en vue de déterminer les conditions de dépôt et de discussion des motions; 8° de M. Minjoz (n° 376) tendant à modifier les articles 16 et 19 du Règlement, en vue d'harmoniser et codifier les procédures de nominations personnelles; 9° de M. Félix Gouin et plusieurs de ses collègues (n° 394) tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale de façon à assurer le respect de la discipline nécessaire à la dignité des débats de l'Assemblée Nationale; 10° de M. Defos du Rau (n° 410) tendant à la suppression de la section C du chapitre XI (art. 61 à 67) du Règlement de l'Assemblée Nationale; 11° de M. Defos du Rau et plusieurs de ses collègues (n° 916) tendant à la suppression de l'alinéa G de l'article 5 et de l'article 83 du Règlement de l'Assemblée Nationale qui établissent et règlent le scrutin public à la tribune; 12° de M. Vendroux et plusieurs de ses collègues (n° 1141) tendant à modifier l'article 83 du Règlement de l'Assemblée Nationale; 13° de M. Defos du Rau et plusieurs de ses collègues (n° 1451) tendant à modifier les dispositions de l'article 46 du Règlement de l'Assemblée Nationale; 14° de M. Delachenal (n° 2086) tendant à modi-

fier l'article 15 du Règlement. n° 2942. — Le 21 mars 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions en vue de présenter les candidatures pour un siège de membre titulaire du Conseil supérieur de la magistrature, à la nomination de l'Assemblée Nationale (Application de l'alinéa 4 de l'article 83 de la Constitution, des articles premier et 2 de la résolution du 4 mars 1947, des articles 4 et 12 de la loi n° 47-421 du 11 mars 1947 et de l'article 16 du Règlement), n° 3002. — Le 2 avril 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1082 du 7 juillet 1948 modifiant la loi du 12 juillet 1909 complétée par le décret-loi du 14 juin 1938 sur la constitution du bien de famille insaisissable, n° 3156. — Le 2 avril 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 904 du Code civil, n° 3173. — Le 10 avril 1952, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions sur les articles 10 et 11 disjoints du rapport (n° 2942) portant sur les propositions de résolution : 1° de M. Jacques Bardoux (n° 91) tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale; 2° de M. Jean-Paul Palewski et plusieurs de ses collègues (n° 123) tendant à modifier et à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale; 3° de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues (n° 240) tendant à modifier les méthodes de travail et le Règlement de l'Assemblée; 4° de M. Jean-Moreau et plusieurs de ses collègues (n° 261) tendant au rétablissement de la Commission de l'aéronautique; 5° de M. Delachenal (n° 275) tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale; 6° de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues (n° 359) tendant à modifier, pour la Commission des finances, les dispositions de l'article 15 du Règlement de l'Assemblée Nationale relatives à la suppléance dans les Commissions; 7° de M. Minjoz (n° 375) tendant à modifier les articles 46 et 68 du Règlement en vue de déterminer les conditions de dépôt et de discussion des motions; 8° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 376) tendant à modifier les articles 16 et 19 du Règlement, en vue d'harmoniser et codifier les procédures de nominations personnelles; 9° de M. Félix Gouin et plusieurs de ses collègues (n° 394) tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale de façon à assurer le respect de la discipline

nécessaire à la dignité des débats de l'Assemblée Nationale; 10° de M. Defos du Rau (n° 410) tendant à la suppression de la section C du chapitre XI (Art. 61 à 67) du Règlement de l'Assemblée Nationale; 11° de M. Defos du Rau et plusieurs de ses collègues (n° 916) tendant à la suppression de l'alinéa 6 de l'article 5 et de l'article 83 du Règlement de l'Assemblée Nationale qui établissent et règlent le scrutin public à la tribune; 12° de M. Vendroux et plusieurs de ses collègues (n° 1441) tendant à modifier l'article 83 du Règlement de l'Assemblée Nationale; 12° de M. Defos du Rau et plusieurs de ses collègues (n° 1451) tendant à modifier les dispositions de l'article 46 du Règlement de l'Assemblée Nationale; 14° de M. Delachenal (n° 2036) tendant à modifier l'article 15 du Règlement, **n° 3288**. — Le 10 avril 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 16 juin 1948 sur les sociétés coopératives et les associations syndicales de reconstruction en ce qui concerne le prélèvement des cotisations des adhérents aux groupements de reconstruction sur leur indemnité de dommage de guerre, **n° 3300**. — Le 11 avril 1952, une proposition de loi tendant à relever le maximum des dépôts dans les caisses d'épargne, **n° 3311**. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'acte dit loi du 2 novembre 1941 complété par l'ordonnance du 2 décembre 1944 afin de prolonger le délai pendant lequel une demande de légitimation judiciaire peut être introduite en faveur d'un enfant naturel reconnu dont l'un des parents est mort du fait de la guerre, **n° 3457**. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à modifier les articles 341 du Code d'instruction criminelle, 79 du Code de justice de l'armée de terre et 88 du Code de justice de l'armée de mer, **n° 3471**. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à accorder la Médaille militaire et la Légion d'honneur aux anciens militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1939-1945 réformés pour maladie contractée dans une unité combattante, dans les conditions mêmes où ces décorations sont accordées aux réformés pour blessures de guerre, **n° 3476**. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à taxer le terrain à bâtir et à en autoriser la réquisition, **n° 3488**. — Le 29 mai 1952, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 tendant à permettre, à titre provisoire, de

surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, **n° 3503**. — Le 29 mai 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948, modifiée, relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux à usage d'habitation, **n° 3504**. — Le 29 mai 1952, une proposition de loi tendant à assurer le financement d'un plan quinquennal pour la construction de 250.000 logements H. L. M. de 1953 à 1957, **n° 3512**. — Le 5 juin 1952, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions sur : I. le projet de loi (n° 2119) modifiant le décret organique du 2 février 1852 sur les élections; II. le rapport (n° 365) (fait au cours de la précédente législature) repris le 27 juillet 1951, sur les propositions de loi : 1° de M. Yves Péron et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-1810 du 14 août 1945 modifiant le décret organique du 2 février 1852 relatif à l'élection des députés au Corps législatif et à l'amnistie de certaines condamnations; 2° de M. André Marty et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer certaines mesures de radiations des listes électorales édictées par l'ordonnance n° 45-1810 du 14 août 1945 aggravant le décret organique du 2 février 1852 de Louis-Napoléon Bonaparte, **n° 3570**. — Le 12 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le rapport repris (n° 323) le 26 juillet 1951 sur : a) les propositions de loi : 1° de M. Joseph Denais tendant à réprimer la vente spéculative des immeubles à usage d'habitation; 2° de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à réprimer la vente spéculative des appartements, à annuler les promesses de vente déjà consenties et à accorder un droit de priorité d'achat aux locataires occupant les locaux mis en vente; 3° de M. Joseph Denais tendant à freiner les manœuvres spéculatives auxquelles donne lieu la vente des immeubles par appartements; 4° de M. Joseph Denais tendant à réglementer les ventes par appartements; 5° de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à réprimer la spéculation sur les ventes d'immeubles par appartements; 6° de M. Louis Rollin ayant pour objet de compléter la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers; 7° de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 20 de la loi

du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers ; 8^o de M. Louis Rollin ayant pour objet de modifier la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 9^o de M. Ramarony tendant à modifier l'article 20 de la loi n^o 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers ; b) la proposition de résolution de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi concernant la constitution et l'activité des sociétés et groupements s'occupant de ventes et réventes d'appartements, locaux et immeubles à usage d'habitation ; II. les propositions de loi : 1^o de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues (n^o 1735) : tendant à régler les rapports entre propriétaires de locaux d'habitation et locataires ou occupants de bonne foi, en cas de vente d'immeubles par appartements et instituant un droit de préemption au profit des locataires et occupants de bonne foi ; 2^o de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n^o 2897) tendant à interdire la vente d'immeubles par appartements, n^o 3646. — Le 12 juin 1952, une proposition de loi tendant à proroger la loi n^o 48-1977 du 31 décembre 1948 modifiée par les lois n^o 49-846 du 29 juin 1949, n^o 50-770 du 30 juin 1950 et n^o 51-665 du 24 mai 1951, maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, et fixant le prix des loyers applicables, n^o 3655. — Le 18 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1^o de M. Minjot (n^o 3655) tendant à proroger la loi n^o 48-1977 du 31 décembre 1948 modifiée par les lois n^o 49-846 du 29 juin 1949, n^o 50-770 du 30 juin 1950 et n^o 51-665 du 24 mai 1951, maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, et fixant le prix des loyers applicables ; 2^o de M. Bissol et plusieurs de ses collègues (n^o 3677) tendant à proroger jusqu'en juillet 1953 les dispositions de la loi n^o 48-1977 du 31 décembre 1948 modifiée par les lois n^o 49-846 du 29 juin 1949, n^o 50-770 du 30 juin 1950 et n^o 51-665 du 24 mai 1951, maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à

usage professionnel dans les quatre départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et fixant le prix des loyers applicables dans ces départements, n^o 3710. — Le 19 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n^o 3134) modifiant les articles 25, 30 et 35 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, n^o 3727. — Le 19 juin 1952, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n^o 2647) de M. Moisan portant codification de la législation des jardins familiaux, n^o 3729. — Le 25 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier les articles 37, 38, 39, 40, 41, 42 et 63 de l'ordonnance n^o 45-2441 du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française, n^o 3810. — Le 3 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n^o 3503) de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n^o 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, n^o 3953. — Le 4 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier les articles 238 du Code civil, et 877 et 878 du Code de procédure civile, n^o 3989. — Le 4 juillet 1952, une proposition de loi tendant à revaloriser, dans les conditions prévues par la loi n^o 49-1111 du 2 août 1949, les pensions supplémentaires ayant leur origine dans « la faute inexcusable » de l'employeur, n^o 3992. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Ninine et plusieurs de ses collègues (n^o 2622) tendant à rendre applicables dans les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion) les dispositions de la loi du 18 avril 1946 et de toutes celles qui l'ont modifiée ou complétée et tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, n^o 4086. — Le 10 juillet 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n^o 3134) modifiant les articles 25, 30 et 35 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, n^o 4087. — Le 11 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser

par priorité les sinistrés mobiliers économiquement faibles ou âgés de plus de 70 ans. **n° 4163.** — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection des appellations d'origine des fromages, **n° 4249.** — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi portant création d'un corps d'adjoints techniques dans l'administration des eaux et forêts, **n° 4284.** — Le 9 octobre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le rapport repris (n° 323) le 26 juillet 1951 sur : *a*) les propositions de loi : 1° de M. Joseph Denais tendant à réprimer la vente spéculative des immeubles à usage d'habitation ; 2° de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à réprimer la vente spéculative des appartements, à annuler les promesses de vente déjà consenties et à accorder un droit de priorité d'achat aux locataires occupant les locaux mis en vente ; 3° de M. Joseph Denais tendant à freiner les manœuvres spéculatives auxquelles donne lieu la vente des immeubles par appartements ; 4° de M. Joseph Denais tendant à réglementer les ventes par appartements ; 5° de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à réprimer la spéculation sur les ventes d'immeubles par appartements ; 6° de M. Louis Rollin ayant pour objet de compléter la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers ; 7° de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers ; 8° de M. Louis Rollin ayant pour objet de modifier la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 9° de M. Ramarony tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers ; *b*) la proposition de résolution de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi concernant la constitution et l'activité des sociétés et groupements s'occupant de ventes et reventes d'appartements, locaux et immeubles à usage d'habitation ; II. les propositions de loi : 1° de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues (n° 1735) tendant à régler les rapports entre propriétaires de locaux d'habitation et locataires ou occupants de bonne foi, en cas de vente d'immeubles par appartements et instituant un droit de préemption au profit des locataires et occupants de bonne foi ; 2° de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues

(n° 2897) tendant à interdire la vente d'immeubles par appartements, **n° 4362.** — Le 10 octobre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 49 de la loi du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail, **n° 4381.** — Le 23 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 3236) modifiant l'article 247 du Code pénal, **n° 4467.** — Le 23 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 3471) de M. Minjoz tendant à modifier les articles 311 du Code d'instruction criminelle, 79 du Code de justice de l'armée de terre et 88 du Code de justice de l'armée de mer, **n° 4468.** — Le 23 octobre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. les projets de loi : *a*) (n° 3781) modifiant l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse ; *b*) (n° 3782) modifiant l'article 48 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ; II. la proposition de loi (n° 3249) de MM. Georges Pernot et Boivin-Champeaux, sénateurs, tendant à modifier l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 portant interdiction de rendre compte d'aucun procès en diffamation ou en injures, **n° 4472.** — Le 24 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 47-213 du 16 janvier 1947 portant application de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, **n° 4486.** — Le 13 novembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 3236) modifiant l'article 247 du Code pénal, **n° 4744.** — Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 4424) de M. Pronteau et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 18 *bis* et à modifier l'article 83 du Règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 4817.** — Le 27 novembre 1952, une proposition de loi tendant à faciliter le fonctionnement des commissions d'application prévues à l'article 16 de la loi du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées, **n° 4874.** — Le 27 novembre 1952, un rapport au nom de la Com-

mission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 4855) de M. Paul Reynaud tendant à suspendre, pendant le mois de décembre 1952, l'application de l'article 24 du Règlement, n° 4896. — Le 4 décembre 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. les projets de loi : a) (n° 3781) modifiant l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse ; b) (n° 3782) modifiant l'article 48 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ; II. la proposition de loi (n° 3249) de MM. Georges Pernot et Boivin-Champeaux, sénateurs, tendant à modifier l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 portant interdiction de rendre compte d'aucun procès en diffamation ou en injures, n° 4954. — Le 4 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 3989) de M. Minjoz tendant à modifier les articles 238 du Code civil, et 877 et 878 du Code de procédure civile, n° 4955. — Le 4 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 3156) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 48-1082 du 7 juillet 1948 modifiant la loi du 12 juillet 1909 complétée par le décret-loi du 14 juin 1938 sur la constitution du bien de famille insaisissable, n° 4956. — Le 9 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 2433) de M. Minjoz tendant à constater la nullité de l'acte dit « loi n° 2525 du 26 juin 1944 » réglementant l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau et de l'acte dit « loi n° 2691 du 26 juin 1944 » instituant le certificat d'aptitude à la profession d'avocat, n° 5017. — Le 11 décembre 1952, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions en vue de présenter les candidatures pour un siège de membre titulaire du Conseil supérieur de la magistrature, à la nomination de l'Assemblée Nationale (Application de l'alinéa 4 de l'art. 83 de la Constitution, des art. 1^{er} et 2 de la résolution du 4 mars 1947, des art. 4 et 12 de la loi n° 47-421 du 11 mars 1947 et de l'art. 16 du Règlement), n° 5058. — Le 18 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour indemniser

les victimes civiles de la guerre, de nationalité étrangère au moment du dommage, et devenues françaises postérieurement à celui-ci, n° 5161. — Le 18 décembre 1952, une proposition de loi tendant à réparer le préjudice subi par les cantiniers militaires à la suite de la suppression de leur emploi par le décret du Gouvernement de fait, dit de l'Etat français, du 20 décembre 1940, n° 5162. — Le 30 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 45 de la loi du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, n° 5234. — Le 6 janvier 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article 113 du Code d'instruction criminelle relatif aux demandes de mise en liberté provisoire, n° 5261. — Le 22 janvier 1953, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions de l'article 43 de la loi de finances pour l'exercice 1952, n° 52-401 du 14 avril 1952, les biens sinistrés visés par le décret n° 52-972 du 30 juillet 1952 quelle que soit la date d'ouverture de la succession, n° 5232. — Le 23 janvier 1953, une proposition de loi tendant à interdire la radiodiffusion, la télévision et la photographie des débats judiciaires, n° 5353. — Le 29 janvier 1953, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi de sursis à toutes les peines d'amende, même si elles ont un caractère mixte, n° 5407. — Le 5 février 1953, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions, sur la proposition de résolution (n° 5206) de M. Paul Reynaud et plusieurs de ses collègues tendant à la création, en vertu de l'article 14, alinéa 4, du Règlement, d'une Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la communauté européenne du charbon et de l'acier, n° 5495. — Le 5 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 16 janvier 1947 portant application de l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 5506. — Le 6 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 52-805 du 26 juillet 1952 portant modification de la législation des jardins familiaux, n° 5522. — Le 20 février

1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 331 du Code civil relatif à la légitimation des enfants adultérins, n° 5671. — Le 5 mars 1953, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions en vue de présenter les candidatures pour les six sièges de membres titulaires et les six sièges de membres suppléants du Conseil supérieur de la magistrature, à la nomination de l'Assemblée Nationale (Application de l'alinéa 4 de l'art. 83 de la Constitution, des art. 1^{er} et 2 de la résolution du 4 mars 1947, de l'art. 12 de la loi n° 47-421 du 11 mars 1947 et de l'art. 19 du Règlement.), n° 5759. — Le 6 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 5327) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à instituer un droit de retrait au profit des locataires ou occupants en cas de vente d'immeubles par appartements et à modifier la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 5797. — Le 12 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 5637) de M. Alfred Krieger tendant à accorder aux sociétés de crédit différé un délai supplémentaire pour l'accomplissement des formalités prévues à l'article 9 de la loi du 24 mars 1952, n° 5835. — Le 20 mars 1953, une proposition de loi tendant à proroger et à modifier la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, n° 5934. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à abroger l'article 55 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953, modifiant l'article 36 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 6114. — Le 18 mai 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 5818) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 3989) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 238 du Code civil et les articles 877 et 878 du Code de procédure civile, n° 6179. — Le 18 mai 1953, une proposition de loi tendant à revaloriser les rentes viagères constituées avant le 1^{er} janvier 1914 auprès de la Caisse nationale

des retraites, n° 6183. — Le 10 juin 1953, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi du 16 mars 1943 portant modification de la législation sur les accidents du travail en agriculture, n° 6292. — Le 10 juin 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 5934) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à proroger et à modifier la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, n° 6296. — Le 16 juin 1953, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 6142) de M. Jacques Ducloux et plusieurs de ses collègues tendant à la désignation par l'Assemblée Nationale à la représentation proportionnelle des groupes d'une Commission d'enquête chargée d'étudier les conditions dans lesquelles a pu s'établir pendant des années un trafic de piastres indochinoises, n° 6303. — Le 16 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du préfet du Doubs une somme de 1 milliard de francs pour venir en aide aux sinistrés du département du Doubs, à la suite des inondations récentes, n° 6304. — Le 26 juin 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 2326) portant statut de la magistrature, n° 6354. — Le 30 juin 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à permettre la tierce opposition à l'encontre de certaines décisions judiciaires, n° 6365. — Le 30 juin 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 49-1025 du 29 juillet 1949 complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale, n° 6366. — Le 30 juin 1953, un rapport au nom de la Commission de

la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à permettre la révision du prix des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, n° 6367. — Le 30 juin 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (dans sa première législature) tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 46-1908 du 31 août 1946, ayant pour objet une enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945, n° 6368. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 5610) de M. Badie tendant à étendre le visa du Ministre de la Santé publique obligatoire pour tous articles médicaux autres que ceux paraissant dans la presse réservée au corps médical et pharmaceutique, n° 6405. — Le 2 juillet 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 5637) de M. Alfred Krieger tendant à accorder aux sociétés de crédit différé un délai supplémentaire pour l'accomplissement des formalités prévues à l'article 9 de la loi du 24 mars 1952, n° 6407. — Le 2 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 6133) relatif aux membres des Tribunaux de commerce, n° 6408. — Le 9 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 2763) tendant à ordonner la transcription des actes de naissance des enfants nés dans un établissement public ou privé ou dans un établissement d'accouchement, sur les registres de l'état civil du domicile des parents ; 2° de MM. de Tinguy, Lucas et Bouxom (n° 3013) tendant à modifier l'article 55 du Code civil afin que les déclarations de naissance puissent être faites à l'officier de l'état civil du domicile des parents ; 3° de MM. de Montgolfier, Tracol et Plantevin (n° 4371) tendant à compléter l'article 56 du Code civil ; 4° de M. Pierre-Fernand Mazuez et plusieurs de ses collègues (n° 4463) tendant à ajouter un article 56 *bis* au chapitre II du Titre II du Livre 1^{er} du Code civil à fin de transcription des actes de naissance sur les

registres du domicile du tuteur légal ; 5° de M. Lebon (n° 5991) tendant à modifier l'article 55 du Code civil relatif aux déclarations de naissance, n° 6476. — Le 9 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution (n° 4854) de MM. Gilles Gozard et Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à améliorer le sort des greffiers des justices de paix, n° 6478. — Le 17 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 6458) tendant à proroger pour une durée d'une année les dispositions de la loi du 19 juillet 1948, fixant les contingents de décorations sans traitement attribués aux administrations publiques, n° 6541. — Le 24 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 6612) de M. Mondon et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la communication de certains documents à la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises, n° 6683. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 14 mars 1928 et à permettre la communication des actes notariés ayant plus de 125 ans de date, n° 6741. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi relative à l'application aux offices publics d'H.L.M. des dispositions de l'article 72 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953, n° 6815. — Le 22 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 6944) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 6612) adoptée par l'Assemblée Nationale relative à la communication de certains documents à la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises et à l'obligation de témoigner devant cette Commission, n° 6948. — Le 22 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 6535) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4151) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'ordonnance du 48 novembre 1944 instituant une Haute cour de justice, n° 6950. — Le 23 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts des adhérents du Crédit mutuel du bâtiment et pour éviter des « krachs » analogues à celui qui a frappé cette entreprise,

n° 6964. — Le 23 octobre 1953, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 5818) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 3989) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 238 du Code civil et les articles 877 et 878 du Code de procédure civile, **n° 6975.** — Le 29 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 22 février 1941 relative à la lutte contre l'hypodermose des bovidés, **n° 7014.** — Le 6 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions, sur la proposition de loi (n° 7048) de M. Gaumont et plusieurs de ses collègues tendant à instituer le secret des délibérations des Commissions d'enquête parlementaires pendant la durée de la période d'instruction (Dispositions législatives), **n° 7127.** — Le 6 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer les projets de loi prévus par les articles 16 (3^e alinéa) et 89 de la Constitution du 27 octobre 1946, **n° 7131.** — Le 13 novembre 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 15 janvier 1951 relative à l'amnistie, **n° 7170.** — Le 17 novembre 1953, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 1^{er} septembre 1948 afin d'instituer un droit de retrait en faveur des locataires et occupants, **n° 7192.** — Le 19 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de résolution : 1^o de M. Siefridt et plusieurs de ses collègues (n° 6954) tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les dispositions qui s'imposent pour protéger les intérêts des déposants des sociétés de crédit différé en liquidation; 2^o de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 6964) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts des adhérents du Crédit mutuel du bâtiment et pour éviter des « krachs » analogues à celui qui a frappé cette entreprise; 3^o de M. Gravoile et plusieurs de ses collègues (n° 6986) tendant à inviter le Gouvernement : a) à sauvegarder les intérêts des souscripteurs du Crédit mutuel du bâtiment en transférant la totalité des contrats souscrits à des établissements ayant garantie de l'Etat; b) à appliquer sans délai à toutes les entreprises

de crédit différé les dispositions de la loi du 24 mars 1952; c) à renforcer le contrôle de ces entreprises afin de préserver les intérêts des épargnants; 4^o de M. André Morice et plusieurs de ses collègues (n° 7068) tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder les intérêts légitimes des souscripteurs des sociétés de crédit différé en liquidation, **n° 7231.** — Le 26 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 7280) de M. Mendès-France tendant à suspendre, pendant le mois de décembre 1953, l'application de l'article 24 du Règlement, **n° 7307.** — Le 26 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions sur l'avis (n° 7256) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 7048) adoptée par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence relative au secret des Commissions d'enquête parlementaires, **n° 7309.** — Le 27 novembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier les articles 601 et 617 du Code de procédure civile, **n° 7316.** — Le 3 décembre 1953, une proposition de loi tendant à reporter au 1^{er} juillet 1954 les effets du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, **n° 7360.** — Le 28 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier les règles d'inscription sur les listes électorales des Français résidant à l'étranger, **n° 7490.** — Le 30 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement toutes dispositions utiles en vue de sauvegarder les intérêts des adhérents du « Crédit mutuel du bâtiment », **n° 7541.** — Le 19 janvier 1954, une proposition de loi tendant à proroger la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, **n° 7605.** — Le 14 janvier 1954, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 10 de la loi du 8 décembre 1897 ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction criminelle en matière de crime et délit, **n° 7616.** — Le 14 janvier 1954, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 113 du Règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 7621.** — Le

9 février 1954, une proposition de loi tendant à assurer aux greffiers des justices de paix une rémunération en harmonie avec les rémunérations perçues en 1914, n° 7700 (rectifié). — Le 11 février 1954, une proposition de loi tendant à modifier la procédure du changement de nom, n° 7724. — Le 11 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 5353) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la radiodiffusion, la télévision et la photographie des débats judiciaires, n° 7728. — Le 11 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 7014) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 22 février 1941 relative à la lutte contre l'hypodermose des bovidés, n° 7730. — Le 11 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis n° 7548 donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 2433) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à constater la nullité de l'acte dit « loi n° 2525 du 26 juin 1941 » réglementant l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau et de l'acte dit « loi n° 2691 du 26 juin 1941 » instituant le certificat d'aptitude à la profession d'avocat, n° 7731. — Le 11 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution (n° 6847) de M. Henneguette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à commémorer le cent-cinquantième de la Légion d'honneur, n° 7732. — Le 18 février 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi (n° 1243) de M. Maurice Béné portant modification de la loi du 5 avril 1884 ayant trait aux inéligibilités et incompatibilités, n° 7796. — Le 18 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 7605) tendant à proroger la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés ; 2° de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n° 7688) tendant à proroger la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux

à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, n° 7808. — Le 19 février 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi (n° 7048) de M. Gaumont et plusieurs de ses collègues tendant à instituer le secret des délibérations des Commissions d'enquêtes parlementaires pendant la durée de la période d'instruction (Dispositions réglementaires), n° 7838. — Le 25 février 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 7145) de MM. Juglas, Kœnig et Daniel Mayer tendant à la création, en vertu de l'article 14, alinéa 4, du Règlement, d'une commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les affaires d'Indochine, n° 7885. — Le 25 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. la proposition de loi (n° 7722) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à mettre fin au scandale des expulsions sans relogement ; II. les propositions de résolution : 1° de M. de Bénouville, Gaston Palewski et Maurice Bokanowski (n° 7680) tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'exécution des décisions d'expulsion prononcées à l'encontre de personnes physiques pendant les périodes de graves intempéries ; 2° de M. Marcel Cachin et plusieurs de ses collègues (n° 7684) tendant à inviter le Gouvernement à donner aux Préfets et aux Commissaires de Police des instructions impératives afin qu'aucune expulsion de locataires d'immeubles d'habitation ou d'hôtels meublés ne puisse avoir lieu pendant les mois d'hiver, n° 7891. — Le 4 mars 1954, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948 modifiées par le décret n° 53-700 du 9 août 1953, de l'ordonnance du 11 octobre 1945 et de la loi du 24 mai 1951 et tendant à adapter le régime des loyers à la situation économique et sociale, n° 7948. — Le 4 mars 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 7548) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in S⁹ n° 944) tendant à constater la nullité de l'acte dit « loi n° 2525 du 26 juin 1941 » réglementant l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau et de l'acte dit « loi n° 2691 du

26 juin 1941 » instituant le certificat d'aptitude à la profession d'avocat, n° 7955. — Le 4 mars 1954, une proposition de loi relative au régime des loyers des locaux gérés par les offices publics et les sociétés d'habitations à loyer modéré, n° 7959. — Le 11 mars 1954, une proposition de loi tendant à déterminer, en vue du prochain recensement, les bases de la population municipale, n° 8008. — Le 11 mars 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions en vue de présenter les candidatures pour deux sièges de membres titulaires du Conseil supérieur de la magistrature, à la nomination de l'Assemblée Nationale (application de l'alinéa 4 de l'art. 83 de la Constitution, des art. 1^{er} et 2 de la résolution du 4 mars 1947, des art. 4 et 12 de la loi n° 47-421 du 11 mars 1947 et de l'art. 19 du Règlement), n° 8019. — Le 12 mars 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. la proposition de loi (n° 7722) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à mettre fin au scandale des expulsions sans logement; II. les propositions de résolution : 1^o de MM. de Bénouville, Gaston Palewski et Maurice-Bokanowski (n° 7680) tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à l'exécution des décisions d'expulsion prononcées à l'encontre de personnes physiques pendant les périodes de graves intempéries; 2^o de M. Marcel Cachin et plusieurs de ses collègues (n° 7684) tendant à inviter le Gouvernement à donner aux Préfets et aux Commissaires de Police des instructions impératives afin qu'aucune expulsion de locataires d'immeubles d'habitation ou d'hôtels meublés ne puisse avoir lieu pendant les mois d'hiver, n° 8034. — Le 16 mars 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi (n° 7048) de M. Gaumont et plusieurs de ses collègues tendant à instituer le secret des délibérations des Commissions d'enquêtes parlementaires pendant la durée de la période d'instruction (Dispositions réglementaires), n° 8036. — Le 16 mars 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 7014) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 22 février 1941 relative à la lutte contre l'hypermérose des bovidés, n° 8060. — Le 19

mars 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1^o de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 2763) tendant à ordonner la transcription des actes de naissance des enfants nés dans un établissement public ou privé ou dans un établissement d'accouchement, sur les registres de l'état civil du domicile des parents; 2^o de MM. de Tinguy, Lucas et Bouxom (n° 3013) tendant à modifier l'article 55 du Code civil afin que les déclarations de naissance puissent être faites à l'officier de l'état civil du domicile des parents; 3^o de MM. de Montgolfier, Tracol et Plantevin (n° 4371) tendant à compléter l'article 56 du Code civil; 4^o de M. Pierre-Fernand Mazuez et plusieurs de ses collègues (n° 4463) tendant à ajouter un article 56 *bis* au chapitre II du Titre II du Livre 1^{er} du Code civil à fin de transcription des actes de naissance sur les registres du domicile du tuteur légal; 5^o de M. Lebon (n° 5591) tendant à modifier l'article 55 du Code civil relatif aux déclarations de naissance, n° 8092. — Le 25 mars 1954, une proposition de loi tendant à octroyer un nouveau délai de trois mois pour l'application des dispositions des textes relatifs aux baux commerciaux, n° 8132. — Le 31 mars 1954, une proposition de loi tendant à donner une nouvelle base aux contrats indexés sur le salaire moyen départemental, n° 8202. — Le 8 avril 1954, une proposition de loi tendant à modifier la législation dite sur la propriété commerciale, n° 8305. — Le 6 mai 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 8360) de M. Foulupt Esperaber et plusieurs de ses collègues tendant à proroger le délai imparti à la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises pour déposer son rapport d'ensemble, n° 8412. — Le 7 mai 1954, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1^o de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 2763) tendant à ordonner la transcription des actes de naissance des enfants nés dans un établissement public ou privé ou dans un établissement d'accouchement, sur les registres de l'état civil du domicile des parents; 2^o de MM. de Tinguy, Lucas et Bouxom (n° 3013) tendant à modifier l'article 55 du Code civil afin que les déclarations de

naissance puissent être faites à l'officier de l'état civil du domicile des parents; 3^o de MM. de Montgolfier, Tracol et Plantevin (n^o 4374) tendant à compléter l'article 56 du Code civil; 4^o de M. Pierre-Fernand Mazuez et plusieurs de ses collègues (n^o 4463) tendant à ajouter un article 56 *bis* au chapitre II du Titre II du Livre I^{er} du Code civil à fin de transcription des actes de naissance sur les registres du domicile du tuteur légal; 5^o de M. Lebon (n^o 5591) tendant à modifier l'article 55 du Code civil relatif aux déclarations de naissance, n^o **8419**. — Le 7 mai 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n^o 2326) portant statut de la magistrature, n^o **8420**. — Le 13 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n^o 7721) de MM. Jean Cayeux, Moisan et de Tinguy tendant à compléter la loi du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé, n^o **8449**. — Le 13 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux expulsions résultant de la stricte application de l'article 20 du décret n^o 53-960 du 30 septembre 1953, n^o **8456**. — Le 14 mai 1954, une proposition de loi tendant au financement des opérations des organismes d'habitations à loyer modéré et à la création d'une caisse nationale de l'habitation urbaine et rurale, n^o **8464**. — Le 18 mai 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur les propositions de résolution: 1^o de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues (n^o 4848) tendant à modifier l'article 83 du Règlement; 2^o de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues (n^o 5627) tendant à ajouter un article 118 nouveau au Règlement de l'Assemblée Nationale; 3^o de M. Charles Lussy et plusieurs de ses collègues (n^o 5628) tendant à modifier l'article 95, paragraphe 2, du Règlement de l'Assemblée Nationale; 4^o de M. Secrétain et plusieurs de ses collègues (n^o 6301) tendant à modifier l'article 14 du Règlement de l'Assemblée Nationale; 5^o de M. Legaret et plusieurs de ses collègues (n^o 6549) tendant à modifier les articles 29 et 30 du Règlement de l'Assemblée Nationale relativement aux délais de dépôt et de discussion des rapports aux Commissions; 6^o de M. Wolff et plusieurs de

ses collègues (n^o 6993 rectifié) tendant à modifier l'article 9 du Règlement de l'Assemblée Nationale; 7^o de MM. Jacques Bardoux et Dixmier (n^o 7030) tendant à compléter les articles 89 et 68 du Règlement en vue de limiter le nombre des interpellations adressées au même ministre, sur le même sujet, ainsi que le nombre des amendements indicatifs, demandant la réduction symbolique d'un crédit; 8^o de M. Jean-Paul David (n^o 7262) tendant à modifier les articles 14, 15, 18, 24, 25, 27, 28, 29, 30, 32, 33, 35, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 43, 44, 46, 47, 48, 49, 50, 55, 57, 58, 62, 64, 65, 66, 66 *bis*, 67, 68, 70, 71, 72, 73, 74, 81, 90, 95, 113 du Règlement de l'Assemblée Nationale; 9^o de M. Auban et plusieurs de ses collègues (n^o 7283) tendant à modifier l'article 14 du Règlement en vue du rétablissement de la Commission de l'aéronautique; 10^o de M. Maurice-Bokanowski (n^o 7394) tendant à modifier l'article 14 du Règlement en vue du rétablissement de la Commission de l'aéronautique; 11^o de M. Minjoz (n^o 7521) tendant à modifier l'article 113 du Règlement de l'Assemblée Nationale; 12^o de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues (n^o 7682) tendant à modifier les articles 24, 34, 36, 37, 38 *bis*, 39 *bis*, 40, 57, 77 et 90 du Règlement de l'Assemblée Nationale; 13^o de M. Meek (n^o 7822) relative à l'organisation du travail parlementaire; 14^o de MM. Mendès-France et Charles Barangé (n^o 7916) tendant à modifier l'article 18 du Règlement de l'Assemblée Nationale; 15^o de M. Delachenal (n^o 7963) tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale, n^o **8472**. — Le 1^{er} juin 1954, une proposition de loi tendant à accorder l'amnistie pour les crimes, délits et contraventions, à caractère politique, commis dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les territoires et Etats associés avant le 1^{er} mai 1954, n^o **8549**. — Le 1^{er} juin 1954, une proposition de loi tendant à permettre la réévaluation au 31 décembre 1953 des indemnités d'éviction précédemment fixées au profit de locataires commerçants et leur maintien dans les lieux jusqu'au paiement d'une indemnité complémentaire, n^o **8557**. — Le 8 juin 1954, une proposition de loi tendant à la transformation de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Besançon en école de plein exercice, n^o **8586**. — Le 8 juin 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règle-

ment et des pétitions sur les propositions de résolution : 1^o de M. Gioveni et plusieurs de ses collègues (n^o 4848) tendant à modifier l'article 83 du Règlement ; 2^o de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues (n^o 5627) tendant à ajouter un article 118 nouveau au Règlement de l'Assemblée Nationale ; 3^o de M. Charles Lussy et plusieurs de ses collègues (n^o 5628) tendant à modifier l'article 95, paragraphe 2, du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 4^o de M. Secrétain et plusieurs de ses collègues (n^o 6301) tendant à modifier l'article 14 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 5^o de M. Legaret et plusieurs de ses collègues (n^o 6549) tendant à modifier les articles 29 et 30 du Règlement de l'Assemblée Nationale relativement aux délais de dépôt et de discussion des rapports aux Commissions ; 6^o de M. Wolff et plusieurs de ses collègues (n^o 6993 rectifié) tendant à modifier l'article 9 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 7^o de MM. Jacques Bardoux et Dixmier (n^o 7030) tendant à compléter les articles 89 et 68 du Règlement en vue de limiter le nombre des interpellations adressées au même ministre, sur le même sujet, ainsi que le nombre des amendements indicatifs, demandant la réduction symbolique d'un crédit ; 8^o de M. Jean-Paul David (n^o 7262) tendant à modifier les articles 14, 15, 18, 24, 25, 27, 28, 29, 30, 32, 33, 35, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 43, 44, 46, 47, 48, 49, 50, 55, 57, 58, 62, 64, 65, 66, 66 *bis*, 67, 68, 70, 71, 72, 73, 74, 81, 90, 95, 113 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 9^o de M. Auban et plusieurs de ses collègues (n^o 7283) tendant à modifier l'article 14 du Règlement en vue du rétablissement de la Commission de l'aéronautique ; 10^o de M. Maurice-Bokanowski (n^o 7394) tendant à modifier l'article 14 du Règlement en vue du rétablissement de la Commission de l'aéronautique ; 11^o de M. Minjoz (n^o 7621) tendant à modifier l'article 113 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 12^o de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues (n^o 7682) tendant à modifier les articles 24, 34, 36, 37, 38 *bis*, 39 *bis*, 49, 57, 77 et 90 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 13^o de M. Meck (n^o 7822) relative à l'organisation du travail parlementaire ; 14^o de MM. Mendès-France et Charles Barangé (n^o 7916) tendant à modifier l'article 18 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 15^o de M. Delachenal (n^o 7963) tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée

Nationale (1^{re} partie) (suite) (Dispositions concernant les articles 14, 18 et 34), n^o 8600. — Le 9 juin 1954, une proposition de loi tendant à modifier, par la création du référé administratif, le décret n^o 53-934 du 30 septembre 1953 portant réforme du contentieux administratif, n^o 8621. — Le 24 juin 1954, une proposition de loi tendant à proroger la loi n^o 48-1977 du 31 décembre 1948 maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et fixant le prix des loyers applicables, n^o 8691. — Le 24 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n^o 8605) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8^o n^o 1277) tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir à l'expulsion de certains occupants et à modifier l'ordonnance n^o 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n^o 8705. — Le 25 juin 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions, sur l'avis (n^o 8601) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8^o n^o 1265) concernant l'inéligibilité des suppléants rétribués des juges de paix aux élections municipales et cantonales, n^o 8725. — Le 29 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour obliger les constructeurs de véhicules à moteurs, quels qu'ils soient, à munir leurs engins de « silencieux » efficaces et non démontables, n^o 8759. — Le 4 août 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'alinéa premier de l'article 10 du Code des caisses d'épargne, en vue de relever le maximum des dépôts dans les caisses d'épargne, n^o 9053. — Le 4 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n^o 8974) tendant à proroger jusqu'au 30 novembre 1954 les dispositions de la loi n^o 48-1138 du 19 juillet 1948, fixant pour une période de cinq ans, à dater du 1^{er} juin 1948, les contingents de décorations sans traitement attribués aux administrations publiques, n^o 9055. — Le 5 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation

sur l'avis (n° 8770) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1299) tendant à modifier l'article 6 de l'acte dit loi du 22 février 1941 relatif à la lutte contre l'hypodermose des bovidés, n° 9066. — Le 5 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 8768) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1228) tendant à compléter l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse en vue d'interdire la photographie, la radiodiffusion et la télévision des débats judiciaires, n° 9067. — Le 6 août 1954, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2, Livre IV du Code du travail, pour simplifier la procédure administrative en vue de la mise à jour sous l'angle professionnel des décrets d'institution des Conseils de prud'hommes, n° 9094. — Le 6 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables destinées à venir en aide aux adhérents des sociétés de construction en liquidation ou en faillite et à empêcher le retour d'escroqueries dont ont été victimes les candidats constructeurs, n° 9095. — Le 6 août 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 8948) de M. Paul Reynaud et plusieurs de ses collègues tendant à décider, en application de l'article 14, alinéa 4 du Règlement, la création d'une Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires, n° 9098. — Le 12 août 1954, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 53-874 du 22 septembre 1953 relatif à la location-gérance de fonds de commerce, n° 9150. — Le 12 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 3394) modifiant et complétant les articles 139, 140, 142, 143, 144, 260, 479, 480, et 481 du Code pénal, n° 9161. — Le 3 novembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 52-870 du 22 juillet 1952 complétant la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers et à relever de la forclusion certains rentiers viagers, n° 9355. — Le 12 novembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la

justice et de législation sur l'avis (n° 8768) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1228) tendant à compléter l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse en vue d'interdire la photographie, la radiodiffusion et la télévision des débats judiciaires, n° 9455. — Le 25 novembre 1954, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. le projet de loi (n° 4050) relatif au recrutement des suppléants rétribués de juges de paix d'Algérie, de Tunisie et du Maroc et au statut des juges de paix d'Algérie ; II. la proposition de loi (n° 490) de M. Haumesser tendant à améliorer le recrutement et l'avancement des juges de paix en fonctions en Algérie, n° 9573. — Le 25 novembre 1952, une proposition de loi tendant à interdire certaine publicité à l'égard des victimes des accidents de droit commun, n° 9577. — Le 2 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 9312) modifiant l'article 65 de la loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire, n° 9626. — Le 2 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 9601) de M. Paul Reynaud tendant à suspendre, pendant le mois de décembre 1954, l'application de l'article 24 du Règlement, n° 9630. — Le 4 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 9219) modifiant certaines dispositions relatives à la fixation des audiences, à la répartition des magistrats dans les chambres des cours d'appel et des tribunaux de première instance, et à la représentation devant les justices de paix, n° 9652. — Le 8 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur l'avis (n° 9165) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1413) modifiant le décret organique du 2 février 1952 sur les élections, n° 9660. — Le 16 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les projets de loi : 1° (n° 8973) tendant à modifier l'article premier de la loi du 29 juin 1942 relative à la discipline de la Légion d'honneur et de la médaille militaire ; 2° (n° 9534)

tendant à fixer pour une période de trois années les contingents de décorations sans traitement attribués aux administrations publiques, n° 9733. — Le 16 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 8544) de M. Jean-Paul David tendant à la création, par le Ministère de la Justice, d'un laboratoire national d'expertise toxicologique en matière criminelle, n° 9734. — Le 22 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution (n° 9519) de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à appliquer les dispositions de la loi n° 54-417 du 15 avril 1954 concernant le Crédit mutuel du bâtiment; 2° à rembourser au taux de 80 à 85 0/0 les versements des souscripteurs selon les promesses qu'il a faites à l'Assemblée Nationale; 3° a) à obtenir que soit abaissé le taux d'escompte exigé par la Caisse des dépôts et consignations et le Crédit foncier; b) à accorder les facilités de trésorerie nécessaires à un règlement rapide des créances, n° 9785. — Le 22 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution (n° 9613) de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à interdire l'utilisation de la télévision pour la transmission des audiences de l'actualité judiciaire, n° 9786. — Le 25 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 9942) de M. Paul Reynaud tendant à suspendre, pendant le mois de janvier 1955, l'application de l'alinéa premier de l'article 24 du Règlement, n° 9972. — Le 29 janvier 1955, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur les modifications d'un certain nombre d'articles du Règlement, pour l'application de la loi constitutionnelle du 7 décembre 1954, n° 10027. — Le 2 février 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, tendant à fixer pour une période de trois années les contingents de décorations sans traitement attribués aux administrations publiques et à modifier la loi validée du 29 juin 1942 relative à la discipline de la Légion d'honneur et de la

médaille militaire, n° 10074. — Le 3 février 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur les modifications d'un certain nombre d'articles du Règlement, pour l'application de la loi constitutionnelle du 7 décembre 1954, n° 10084. — Le 4 février 1955, une proposition de loi tendant à la suspension et au retrait du permis de conduire, n° 10115. — Le 18 février 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 5264) de M. Defos du Rau et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, n° 10132. — Le 1^{er} mars 1955, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur la résolution (n° 10122 rectifié) transmise par M. le Président du Conseil de la République demandant à l'Assemblée Nationale une prolongation des délais prévus par l'article 20 de la Constitution concernant les projets et propositions de loi qui lui ont été transmis par l'Assemblée Nationale, n° 10218. — Le 1^{er} mars 1955, une proposition de loi tendant à revaloriser les rentes viagères ainsi que les contrats d'assurance basés sur la durée de la vie humaine et à mettre en harmonie les dispositions légales et réglementaires applicables à tous les rentiers viagers, n° 10235. — Le 10 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 9027) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1385) tendant à compléter l'article 55 du Code civil, n° 10339. — Le 10 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 9547) complétant la loi sur la presse du 29 juillet 1881 par un article 39 bis, n° 10340. — Le 11 mars 1955, une proposition de loi tendant à la modification des articles 29 et 32 du décret du 30 septembre 1953 relatif à la propriété commerciale, n° 10379. — Le 15 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, n° 10389. — Le 15 mars 1955, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions

sur la proposition de résolution (n° 10381) de M. Paul Reynaud tendant à suspendre l'application de l'alinéa premier de l'article 24 du Règlement pour les jeudi 17 et vendredi 18 mars 1955, n° 10392. — Le 16 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 10389) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article premier de la loi n° 51-1372 du 1^{er} décembre 1951 tendant à permettre, à titre provisoire, de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, n° 10416. — Le 25 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier les conditions de nomination des juges d'instruction, n° 10516 (rectifié). — Le 29 mars 1955, une proposition de loi tendant à modifier la législation relative aux donations-partages, n° 10548. — Le 30 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 10530) adoptée par le Conseil de la République tendant à proroger les dispositions de l'article 12 du décret n° 53-874 relatif à la location-gérance des fonds de commerce, n° 10553. — Le 30 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter aux contribuables les déclarations annuelles servant au calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, n° 10565. — Le 31 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un certain nombre de projets de loi portant une réforme profonde du Code pénal et du Code d'instruction criminelle, n° 10575. — Le 31 mars 1955, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 7653) de M. Conombo et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à transférer dans les meilleurs délais l'Assemblée de l'Union française à Paris, n° 10586. — Le 5 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 6473) de M. Lefranc tendant à compléter l'article 832 du Code civil sur la constitution du bien de famille, n° 10666. — Le 12 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 7616) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de l'article 40 de la loi du 8 décembre 1897

ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction criminelle en matière de crime et délit, n° 10713. — Le 12 mai 1955, une proposition de loi tendant à donner un effet suspensif au pourvoi en cassation dans les contestations relatives à l'état et au nom d'un enfant, n° 10725. — Le 17 mai 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la résolution (n° 10728) transmise par M. le Président du Conseil de la République demandant à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour l'examen en première lecture de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à instituer le référé administratif et à modifier l'article 24 de la loi du 22 juillet 1889 sur la procédure à suivre devant les Conseils de préfecture, n° 10754. — Le 24 mai 1955, une proposition de loi tendant à modifier le décret du 21 avril 1949 fixant les modalités d'application de la loi du 17 janvier 1948 sur l'assurance-vieillesse des commerçants et industriels, n° 10828. — Le 21 juin 1955, une proposition de loi tendant à proroger la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948 maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et fixant le prix des loyers applicables, n° 10965. — Le 22 juin 1955, une proposition de loi tendant à abroger l'article 337 du Code civil relatif à la reconnaissance des enfants naturels, n° 10982. — Le 22 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 10965) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à proroger la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948 maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et fixant le prix des loyers applicables, n° 10990. — Le 23 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1^o les propositions de loi : 1^o de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 7760 rectifié) tendant à assurer aux greffiers des justices de paix une rémunération en harmonie avec les rémunérations perçues en 1914 ; 2^o de M. Bignon et plusieurs de ses collègues (n° 8425) tendant à assurer aux greffiers des

justices de paix et des tribunaux de simple police une rémunération en harmonie avec les rémunérations perçues en 1914 ; 3^o de M. Hutin-Desgrèes (n^o 8742) tendant à assurer aux greffiers des justices de paix et des tribunaux de simple police une rémunération en harmonie avec les rémunérations perçues en 1914 ; II. la proposition de résolution de M. François Bénard (n^o 8716 rectifié) tendant à inviter le Gouvernement à relever le taux de l'indemnité accordée aux greffiers de justice de paix et de police, n^o **10998**. — Le 23 juin 1955, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions, sur la proposition de loi (n^o 5922) de M. Bissol et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 11 du décret réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection des députés, n^o **11012**. — Le 30 juin 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, rejetée par le Conseil de la République, adoptée avec modifications par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, modifiée par le Conseil de la République dans sa deuxième lecture, tendant à compléter l'article 55 du Code civil, n^o **11064**. — Le 6 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n^o 10572) de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à assurer le logement des rapatriés d'Indochine, n^o **11125**. — Le 8 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions sur les propositions de résolution : 1^o de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues (n^o 4848) tendant à modifier l'article 83 du Règlement ; 2^o de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues (n^o 5627) tendant à ajouter un article 118 nouveau au Règlement de l'Assemblée Nationale ; 3^o de M. Charles Lussy et plusieurs de ses collègues (n^o 5628) tendant à modifier l'article 95, paragraphe 2, du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 4^o de M. Secrétain et plusieurs de ses collègues (n^o 6301) tendant à modifier l'article 14 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 5^o de M. Legaret et plusieurs de ses collègues (n^o 6549) tendant à modifier les articles 29 et 30 du Règlement de l'Assemblée Nationale relativement aux délais de dépôt et de discussion des rapports aux Commissions ;

6^o de M. Wolff et plusieurs de ses collègues (n^o 6993 rectifié) tendant à modifier l'article 9 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 7^o de MM. Jacques Bardoux et Dixmier (n^o 7030) tendant à compléter les articles 89 et 68 du Règlement en vue de limiter le nombre des interpellations adressées au même Ministre, sur le même sujet, ainsi que le nombre des amendements indicatifs, demandant la réduction symbolique d'un crédit ; 8^o de M. Jean-Paul David (n^o 7262) tendant à modifier les articles 14, 15, 18, 24, 25, 27, 28, 29, 30, 32, 33, 35, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 43, 44, 46, 47, 48, 49, 50, 55, 57, 58, 62, 64, 65, 66, 66 *bis*, 67, 68, 70, 71, 72, 73, 74, 81, 90, 95, 113 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 9^o de M. Auban et plusieurs de ses collègues (n^o 7283) tendant à modifier l'article 14 du Règlement en vue du rétablissement de la Commission de l'aéronautique ; 10^o de M. Maurice-Bokanowski (n^o 7394) tendant à modifier l'article 14 du Règlement en vue du rétablissement de la Commission de l'aéronautique ; 11^o de M. Minjot (n^o 7621) tendant à modifier l'article 113 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 12^o de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues (n^o 7682) tendant à modifier les articles 24, 34, 36, 37, 38 *bis*, 39 *bis*, 40, 57, 77 et 90 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 13^o de M. Meck (n^o 7822) relative à l'organisation du travail parlementaire ; 14^o de MM. Mendès-France et Charles Barangé (n^o 7916) tendant à modifier l'article 18 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 15^o de M. Delachenal (n^o 7963) tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale ; 16^o de M. René Mayer et plusieurs de ses collègues (n^o 8273) tendant à décider la modification de l'article 18 *bis* du Règlement relatif aux immunités parlementaires ; 17^o de M. Guthmuller (n^o 9314) tendant à compléter l'article 46 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 18^o de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues (n^o 10133) tendant à modifier l'article 49 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 19^o de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues (n^o 10310) tendant à compléter les articles 29 et 33 du Règlement de l'Assemblée Nationale ; 20^o de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues (n^o 10323) tendant à modifier l'article 14 du Règlement ; 21^o de M. Vendroux (n^o 10499) tendant à ajouter après l'article 83 du Règlement deux articles nouveaux instituant le scrutin confidentiel ; 22^o de

M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues (n° 40545) tendant à compléter les articles 89 et 67 du Règlement en vue de limiter le nombre des interpellations et le nombre des amendements à titre indicatif ; 23° de M. Papat et plusieurs de ses collègues (n° 40546) tendant à modifier l'article 45 du Règlement en vue de rendre la présence aux réunions des Commissions obligatoire ; 24° de M. Papat et plusieurs de ses collègues (n° 40766) tendant à modifier l'article 40 du Règlement en vue de supprimer les séances de nuit ; 25° de M. Papat et plusieurs de ses collègues (n° 40767) tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 43 du Règlement en ce qui concerne l'intervention pour un rappel au Règlement ; 26° de M. Papat et plusieurs de ses collègues (n° 40768) tendant à modifier l'article 90 du Règlement en vue de rendre à la demande d'interpellation avec caractère d'urgence son véritable sens ; 27° de M. Papat et plusieurs de ses collègues (n° 40769) tendant à modifier l'article 32 du Règlement en ce qui concerne le « Bulletin des Commissions » (2^e partie) (Dispositions concernant les articles 4, 46, 39, *bis*, 43, 49, 57, 81, 82, 89, 90, 92, 96 *bis* nouveau et 98), n° 11173. — Le 13 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 40764) adopté par le Conseil de la République complétant l'article 483 du Code pénal en vue de réprimer certains abus commis en matière d'affichage, n° 11197. — Le 26 juillet 1955, une proposition de loi portant amnistie à l'égard des anciens combattants d'Indochine, n° 11324. — Le 27 juillet 1955, une proposition de loi tendant à donner aux locataires-gérants d'un fonds de commerce un droit de préemption en cas de vente de ce fonds et à l'expiration de leur contrat, un droit à indemnité sur la plus-value acquise par le fonds du fait de leur travail ou de leurs investissements personnels, n° 11351. — Le 29 juillet 1955, une proposition de loi tendant à compléter le décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 11396. — Le 6 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux exploitants agricoles, industriels et artisans du Rhône, victimes de l'orage du 27 août 1955

des secours immédiats et une équitable indemnisation pour les préjudices subis, n° 11502. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 48 de la loi du 4^{er} septembre 1948 modifiée, sur les loyers, n° 11541. — Le 12 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 41323) complétant l'ordonnance du 18 novembre 1944 instituant une Haute-Cour de justice, n° 11596. — Le 25 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier les articles 591, 595 du Code d'instruction criminelle et l'article 8 du décret du 13 avril 1949 relatifs au casier judiciaire, n° 11699. — Le 9 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 40910) de MM. Baylet, Couderc et Laplace sur le maintien de l'intégrité des exploitations agricoles ayant pour accessoire un fonds artisanal rural joint, en cas de décès de l'exploitant, n° 11833. — Le 9 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 40171) de MM. Charret, Soustelle et Peytel tendant à réglementer les nominations ou les promotions dans l'Ordre de la Légion d'honneur à titre civil, n° 11834. — Le 9 novembre 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 7700 rectifié) tendant à assurer aux greffiers des justices de paix une rémunération en harmonie avec les rémunérations perçues en 1914 ; 2° de M. Bignon et plusieurs de ses collègues (n° 8425) tendant à assurer aux greffiers des justices de paix et des tribunaux de simple police une rémunération en harmonie avec les rémunérations perçues en 1914 ; 3° de M. Hulin-Desgrées (n° 8742) tendant à assurer aux greffiers des justices de paix et des tribunaux de simple police une rémunération en harmonie avec les rémunérations perçues en 1914 ; II. la proposition de résolution de M. François Bénard (n° 8746 rectifié) tendant à inviter le Gouvernement à relever le taux de l'indemnité accordée aux greffiers de justice de paix et de police, n° 11836. — Le 9 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, complétant la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse par

un article 39 bis, n° 11841. — Le 9 novembre 1955, une proposition de loi tendant à assurer la publicité des revenus déclarés par les contribuables, n° 11843. — Le 16 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 11861) tendant à modifier la loi du 27 janvier 1910 relative à la prorogation des délais des protêts et des actes destinés à conserver les recours en matière de valeurs négociables, n° 11894. — Le 16 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 9577) de M. Minjoz tendant à interdire certaine publicité à l'égard des victimes des accidents de droit commun, n° 11897. — Le 22 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 10760) de Mme Francine Lefebvre tendant à autoriser la réquisition des boutiques et locaux commerciaux inoccupés dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi n° 54-726 du 15 juillet 1954, n° 11933. — Le 24 novembre 1955, une proposition de loi tendant à fixer un plafond unique de ressources à prendre en considération pour l'attribution des différentes indemnités ou allocations à caractère social, n° 11957. — Le 24 novembre 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, n° 11961. — Le 25 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions sur la résolution (n° 11965) transmise par M. le Président du Conseil de la République demandant à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour l'examen, en première lecture, de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 11 du décret réglementaire du 2 février 1852 pour l'élection des députés, n° 11970.

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport sur les élections du département de la Loire : *Son rappel au règlement (Levée de la séance à 19 h.)*

[27 juillet 1951] (p. 6111). — Est élu : *Membre suppléant de l'Assemblée consultative européenne* [3 août 1951] (p. 6213). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Renvoi au lendemain de l'adoption des propositions de la conférence des présidents* [10 août 1951] (p. 6325) ; *Son amendement tendant à mettre le Parlement en vacances du 12 août au 23 octobre 1951* [11 août 1951] (p. 6344). — Est élu *Procureur général de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Linet [11 septembre 1951] (p. 7289). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les salaires et les prix et la suppression des abattements de zones : *Sa demande de suspension de séance* [14 septembre 1951] (p. 7371) ; *Rappel au règlement de M. Demussois (Vote de l'amendement de M. Daniel Mayer)* (p. 7372). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Son amendement tendant à renvoyer en novembre le vote en deuxième lecture de la proposition de loi Barangé (Allocation éducation)* [18 septembre 1951] (p. 7420) ; *Sa demande de continuation de la séance après dîner* (p. 7422). — Pose à M. le Ministre des Finances, une question relative à l'effectif du personnel de la Caisse des dépôts et consignations [21 septembre 1951] (p. 7575). — Est entendu sur : une demande de suspension de séance [25 septembre 1951] (p. 7627) ; — les propositions de la conférence des présidents : *Sa demande de fixer la prochaine séance au 2 octobre pour examiner le projet sur l'échelle mobile au plus vite* [25 septembre 1951] (p. 7628). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi sur la liberté de la presse : en qualité de *Rapporteur* [8 novembre 1951] (p. 7702, 7703) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Cristofol tendant à considérer incompatibles avec le mandat de parlementaire, les fonctions de directeur ou administrateur de sociétés* (p. 7720 et suiv.) ; *Amendement de M. Nocher tendant à prévoir la désignation d'un co-directeur de publication non couvert par l'immunité* (p. 7725) ; Article additionnel : *Amendement de M. Grenier tendant à prévoir la compétence d'un jury de presse pour les infractions aux lois sur la presse* (p. 7733) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7736) ; — d'une motion de censure du Gouvernement au sujet du loyer des économiquement faibles : *Ses*

observations sur la hausse des loyers, le caractère politique de la motion de censure [9 novembre 1951] (p. 7859, 7860). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Débat de politique étrangère* [13 novembre 1951] (p. 7942). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1952 : TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 40-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds national de chômage (Ses observations sur les abattements de zones de salaires)* [13 novembre 1951] (p. 7960, 7961) ; JUSTICE : *Motion préjudicielle de M. Henri Grimaud tendant à reporter le débat en attendant que satisfaction soit donnée aux demandes des magistrats* [30 novembre 1951] (p. 8720) ; *Motion préjudicielle de M. H.-L. Grimaud demandant de surseoir à la discussion en attendant la revalorisation du traitement des magistrats* [14 décembre 1951] (p. 9229, 9230) ; Chap. 10-00 : *Son amendement tendant à réduire de un million les crédits pour l'administration centrale (Frais de représentation des magistrats)* [21 décembre 1951] (p. 9515) ; le retire (p. 9518) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Réintégration des fonctionnaires écartés par le Gouvernement de Vichy)* (p. 9517) ; le retire (p. 9518) Chap. 30-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des services (Misère des tribunaux)* (p. 9524, 9525) ; le retire (p. 9525) ; FINANCES, CHARGES COMMUNES, Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire un article relatif aux fonctionnaires révoqués par le Gouvernement de Vichy* [23 décembre 1951] (p. 9708). — Pose : à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, une question relative aux publications attaquant la Résistance [16 novembre 1951] (p. 8445) ; — à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, une question relative à l'application de la législation de la sécurité sociale [23 novembre 1951] (p. 8454). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires, amendée par le Conseil de la République : en qualité de Rapporteur [29 novembre 1951] (p. 8661, 8662). — Est entendu sur : un incident (*Report des questions orales*) [30 novembre 1951] (p. 8713) ; — les propositions de la conférence des présidents : *Report du débat sur le pool franco-*

allemand du samedi au mardi suivant [4 décembre 1951] (p. 8760). — Ses rapports sur des pétitions [5 décembre 1951] (p. 8839). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la hiérarchie judiciaire et l'indemnité de fonction des magistrats : en qualité de Rapporteur [14 décembre 1951] (p. 9188, 9189) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, Art. 15 : *Son amendement tendant à prévoir les assurances obligatoires pour les automobiles et à établir un fonds de garantie d'accidents automobiles* [22 décembre 1951] (p. 9624, 9625) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952, Etat B, Art. 2 : *Son rappel au règlement (Temps de parole des auteurs d'amendements)* [24 décembre 1952] (p. 9785) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à porter de 85 à 120 milliards les autorisations de programme* (p. 9801) ; *Son rappel au règlement (Renvoi du débat)* (p. 9803) ; *Son amendement tendant à établir un programme quinquennal d'habitations à bon marché* (p. 9803) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à autoriser les Compagnies d'assurances à prêter aux organismes d'H. L. M.* (p. 9804) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à octroyer les primes aux habitations à loyer modéré* (p. 9806) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à permettre la construction privée aux offices d'habitations à loyer modéré* (p. 9812) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer la référence au décret-loi du 14 juin 1938* [3 janvier 1952] (p. 36). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Son amendement tendant à discuter de l'échelle mobile des salaires amendée par le Conseil de la République à partir du 31 janvier 1952* [22 janvier 1952] (p. 299, 300, 301) ; *Discussion du rapport Content sur l'échelle mobile des salaires* [5 février 1952] (p. 431, 432) ; *Discussion du projet financier avant celui relatif à l'échelle mobile des salaires* [12 février 1952] (p. 638). — Prend part à la discussion d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement de l'Allemagne : *Date du vote sur la question de confiance* [16 février 1952] (p. 748). — Ses rapports sur des pétitions [19 février 1952] (p. 832). — Est entendu : sur le procès-verbal (*Rectification d'un scrutin*) [28 février 1952] (p. 1092) ; — sur la nomination d'un membre du Conseil supérieur de la magistra-

ture : *Sa demande de renvoi à la Commission* [28 février 1952] (p. 1408) ; — sur une motion d'ordre : *Recrutement des étudiants sursitaires* [29 février 1952] (p. 1460). — Dépose une demande d'interpellation sur la carence des services compétents qui n'ont fait aucune diligence pour s'assurer de la véritable identité et du passé de feu Ducreux-Tacnet, Député des Vosges [11 mars 1952] (p. 1220) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Carence des services compétents, renouvellement possible de tels incidents* [20 mars 1952] (p. 1372, 1373, 1378). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la durée du service actif des sursitaires : *Discussion générale* [13 mars 1952] (p. 1263, 1264) ; *Son rappel au règlement (Renvoi en Commission)* (p. 1267) ; — du projet de loi modifiant la loi sur la presse, amendé par le Conseil de la République ; en qualité de *Rapporteur* [13 mars 1952] (p. 1274). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative aux fonctions de garde-champêtre [14 mars 1952] (p. 1310, 1311). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé, amendé par le Conseil de la République ; en qualité de *Rapporteur* [14 mars 1952] (p. 1315) ; Art 3 : *Amendement de M. Ramarony tendant à reprendre le texte du Conseil de la République pour le dernier alinéa prévoyant le contrôle par des fonctionnaires assermentés* (p. 1316) ; Art 5 : *Interdiction de tout traitement préférentiel en faveur des adhérents* (p. 1317) ; Art 7 : *Amendement de M. Ramarony tendant à faire fixer par décret le montant minimum du capital social de ces entreprises* (p. 1318) ; *Mention de la loi du 2 mars 1943* (p. 1319) ; — d'une proposition de loi relative à l'attribution de prêts d'installation aux jeunes ménages agriculteurs : *Demande de renvoi du débat, présentée par M. Lalle* [14 mars 1952] (p. 1329) ; — d'une proposition de loi relative au pécule des déportés et internés politiques : *Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par M. Temple* [14 mars 1952] (p. 1330). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du statut des personnels communaux* [14 mars 1952] (p. 1356, 1357). — Ses rapports sur des pétitions [18 mars 1952] (p. 1363, 1364). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients

d'hôtels et meublés ; en qualité de *Rapporteur* [21 mars 1952] (p. 1400, 1401) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement de l'Assemblée Nationale, en qualité de *Rapporteur* [25 mars 1952] (p. 1458, 1460) ; *Demande de renvoi à la Commission émanant de M. Demusois* (p. 1469) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à exiger des députés, avant leur validation, un extrait d'acte de naissance et un extrait de casier judiciaire* [27 mars 1952] (p. 1501) ; *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer l'alinéa relatif aux débats restreints* (p. 1501) ; Art. 3 : *Amendement de M. Lecourt tendant à prévoir 16 commissions de 32 membres chacune* (p. 1503) ; *Amendement de M. Delachenal tendant à ne pas renouveler les commissions en cours de législature* (p. 1503) ; *Son amendement tendant à prévoir des suppléants aux réunions des commissions* (p. 1503, 1504) ; *Amendement de M. Lacaze tendant à remplacer, dans une commission, le député démissionnaire de son groupe politique* (p. 1504) ; *Son amendement tendant à supprimer la règle de la proportionnalité pour l'élection des bureaux des commissions* (p. 1505) ; *Amendement de M. Ballanger tendant à supprimer la procédure d'exception pour la levée de l'immunité parlementaire* (p. 1506) ; *Amendement de M. Ballanger tendant à ne pas modifier la procédure actuelle de levée de l'immunité parlementaire* (p. 1506) ; *Amendement de M. Ballanger tendant à maintenir les désignations faites à la représentation proportionnelle des groupes* (p. 1507) ; *Amendement de M. Bardoux tendant à instituer un Comité législatif restreint formé du Bureau de l'Assemblée Nationale et des présidents de commissions* (p. 1507) ; Art. 4 : *Amendement de M. Barrachin tendant à ne faire siéger l'Assemblée ni le mercredi ni le jeudi matin* (p. 1508 et suiv.) ; *Sa demande de réserver l'article* (p. 1510) ; *Amendement de M. Genton tendant à supprimer la nouvelle procédure des questions orales* (p. 1510) ; *Son amendement tendant à faire statuer la Commission sur un dépôt de propositions dans un délai de quinze jours après son dépôt* (p. 1511) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 5 : *Amendement de M. Mignot relatif à la composition de la Conférence des Présidents* (p. 1513) ; *amendement de M. Ballanger tendant à supprimer le débat restreint* (p. 1514) ; *Amendement de M. Bouxom relatif à la procédure du débat restreint* (p. 1515) ; *Procédure du débat restreint* (p. 1515) ; *Son*

amendement tendant à limiter les cas de votes sans débats (p. 1515); Amendement de M. Bouxom relatif aux cas où aura lieu un débat restreint (p. 1526); Amendement de M. Demusois tendant à prévoir l'opposition de 50 députés au débat restreint (p. 1527); Amendement de M. Ballanger tendant à supprimer la procédure prévue pour les débats restreints (Obstruction communiste) (p. 1528); Amendement de M. André Mercier tendant à publier au Journal officiel les débats en Commission (p. 1528); Amendement de M. Ballanger tendant à prévoir, si 50 députés font opposition, que le débat ne sera pas restreint (p. 1529); Amendement de M. Demusois relatif au temps de parole des orateurs dans les débats restreints (p. 1529 et suiv.); Amendement de M. Demusois tendant à autoriser les explications de vote (p. 1531); Amendement de M. André Mercier tendant à accorder cinq minutes à chaque groupe dans un débat restreint (p. 1532); Amendement de M. Demusois tendant à accorder le droit de parole aux auteurs d'amendements et rapporteurs (p. 1532); Amendement de M. André Mercier tendant à donner le droit de parole aux auteurs d'amendements dans un débat restreint (p. 1533); Son amendement tendant à donner la parole en débat restreint aux auteurs d'amendements repoussés en Commission (p. 1533); Amendement de M. André Mercier tendant à supprimer les clauses relatives aux votes en débat restreint (p. 1533, 1534); Son amendement tendant à prévoir une liste de lois ne pouvant faire l'objet de débats restreints (p. 1534); Son amendement tendant à prévoir des débats restreints sur les lois modifiant la compétence de juridictions (p. 1534, 1535); Amendement de M. Demusois tendant à interdire les débats restreints sur les textes modifiant le statut du personnel de l'État ou des sociétés nationales (p. 1535); Amendement de M. Lucuze tendant à interdire les débats restreints sur les textes concernant la défense nationale (p. 1536); Amendement de M. Benoist tendant à interdire les débats restreints sur les lois relatives aux territoires d'outre-mer (p. 1536); Amendement de M. Demusois tendant à interdire les débats restreints sur les lois d'amnistie (p. 1536); Amendement de M. Rosan Girard tendant à interdire les débats restreints sur les lois organiques (p. 1536, 1537); Amendement de M. Musmeaux tendant à interdire les débats restreints sur les lois modifiant le régime de la

Sécurité sociale (p. 1537); Art. 4: Amendement de M. Charlot tendant à ne pas publier les procès-verbaux des séances des commissions (p. 1539 et suiv.); Art. 5: Amendement de M. Mignot tendant à établir dans la Conférence des Présidents la règle de la proportionnalité (p. 1542); Amendement de M. Dejos du Rau tendant à réunir le vendredi la Conférence des Présidents et à afficher immédiatement les propositions (p. 1543, 1544); Amendement de M. Ballanger tendant à n'établir de programme à l'avance que pour deux semaines seulement (p. 1544); Amendement de M. André Mercier relatif au temps de parole lors de la discussion des propositions de la Conférence des Présidents (p. 1544); Amendement de M. Ballanger tendant à permettre de fixer la date d'une interpellation par amendements à la Conférence des Présidents (p. 1545); Amendement de M. Demusois tendant à faire rédiger par écrit les amendements (p. 1545); Amendement de M. André Mercier tendant à permettre de modifier l'ordre du jour (p. 1545, 1546); Amendement de M. Demusois tendant à supprimer le texte prévoyant l'organisation de tous les débats (p. 1564); Amendement de M. Ballanger tendant à laisser à l'Assemblée la décision d'organiser ou non un débat (p. 1565); Son amendement relatif à la répartition du temps de parole dans les débats organisés (p. 1565, 1566); Amendement de M. Ballanger tendant à accorder autant de temps aux orateurs de la majorité et à ceux de l'opposition (p. 1566); Amendement de M. Ballanger tendant à supprimer les sanctions contre l'orateur dépassant son temps de parole (p. 1567); Son amendement relatif aux sanctions contre l'orateur dépassant son temps de parole (p. 1567); Amendement de M. Ballanger tendant à accorder un temps de parole supplémentaire aux auteurs d'amendements (p. 1567); Amendement de M. Demusois tendant à laisser les auteurs d'amendements lire l'exposé des motifs (p. 1568); Amendement de M. Ballanger tendant à permettre en cours de débat d'augmenter les temps de parole (p. 1568, 1569); Amendement de M. Cristofol tendant à supprimer les modifications apportées aux rappels au Règlement (p. 1570); Amendement de M. Ballanger tendant à donner sur-le-champ la parole pour un rappel au Règlement (p. 1570); Amendement de M. Demusois tendant à supprimer la modification de la procédure du retrait de la parole (p. 1570, 1571); Amendement de M. Demusois tendant à

donner au Président la faculté de rappeler à l'ordre ou non (p. 1571); Art. 6 : Son amendement relatif à la définition des motions préjudicielles ou incidentes (p. 1572 et suiv.); Art. 7 : Son amendement tendant à inclure les motions préjudicielles (p. 1575); Article additionnel : Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer la procédure des discussions d'urgence (p. 1576); Art. 8 : Son amendement tendant à définir les conditions de recevabilité des amendements (p. 1577); le retire (ibid.); Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux contre-projets (p. 1577); Art. 9 : Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer les scrutins publics à la tribune (p. 1578); Son amendement tendant à limiter les scrutins publics à la tribune (p. 1578); Art. 10 : Sa demande de disjonction des articles 10 et 11 (p. 1579); Article additionnel : Son amendement tendant à mettre la résolution en vigueur après la prochaine interruption de session (p. 1579). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Validation des élections de la Guadeloupe, débat sur l'échelle mobile [25 mars 1952] (p. 1469, 1470). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires : Demande de renvoi du débat, présentée par le Gouvernement [28 mars 1952] (p. 1631); — du projet de loi relatif à la représentation au Conseil de la République des Français de Tunisie : Sa motion tendant à ajourner le débat jusqu'en juillet [10 avril 1952] (p. 2085); Art. 1^{er} : Son contre-projet tendant à proroger les pouvoirs des deux conseillers actuellement en exercice [11 avril 1952] (p. 2203); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 36 : Demande de prise en considération du texte gouvernemental sur la surtaxe progressive, présentée par le Gouvernement [4 avril 1952] (p. 1912); Son amendement tendant à exonérer les intérêts payés par les caisses d'épargne, de la surtaxe progressive (p. 1913); Discussion des articles additionnels (p. 1914); Son amendement tendant à exonérer de patente et de taxes les loueurs en meublé (p. 1915); Art. 58 : Son amendement tendant à rendre obligatoire aux organismes publics le dépôt de leurs publications aux bibliothèques de l'Assemblée et du Conseil de la République (p. 1933); Art. 65 : Son amendement relatif aux prêts en faveur de l'équipement rural (p. 1936); Art. 28 : Demande de disjonction de l'article majorant

les charges fiscales des propriétaires de logements, présentée par M. de Moro Gjafferri (p. 1942); Son amendement tendant à excepter les immeubles appartenant à une entreprise industrielle ou commerciale (p. 1942); Demande de seconde délibération du projet, présentée par M. Raffarin (p. 1947); Art. 58 : Son amendement tendant à obliger les entreprises nationalisées et établissements publics à adresser un exemplaire de leurs publications aux bibliothèques de l'Assemblée et du Conseil de la République (p. 1951). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur les attaques contre la Résistance : Attaques de M. Maurras contre la Résistance [11 avril 1952] (p. 2220); — sur les propositions de la Conférence des présidents : Débat sur la Tunisie [20 mai 1952] (p. 2346). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents tragiques comme ceux de Montbéliard au cours d'une manifestation de Nord-Africains [27 mai 1952] (p. 2440); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [17 juin 1952] (p. 2960, 2961). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution modifiant le règlement de l'Assemblée Nationale; en qualité de Rapporteur [27 mai 1952] (p. 2441 et suiv.); Art. 1^{er} : Son amendement tendant à limiter à cinq minutes les explications de vote sur les ordres du jour (p. 2444); Amendement de M. Ballanger tendant à ne pas modifier l'article 92 du règlement (p. 2445); Amendement de M. Ballanger tendant à excepter le cas où le débat est organisé (p. 2446); Son amendement tendant à rendre impossible toute modification de l'ordre du jour après vote de celui-ci (p. 2446); Art. 2 : Amendement de M. A. Mercier relatif aux cas de rappel à l'ordre (p. 2447); Son amendement tendant à supprimer le cas où le député se rétracte (p. 2448); Rectification d'une omission du rapport (p. 2449); Amendement de M. Ballanger tendant à ne pas modifier l'article 107 bis relatif aux cas de voies de fait (p. 2449); Amendement de M. A. Mercier relatif au mode de vote sur la censure avec exclusion temporaire (p. 2451); Amendement de M. Demusois tendant à ne pas modifier l'article 109 bis du règlement relatif aux cas d'obstruction des débats (p. 2452); Amendement de M. Ballanger tendant à ne pas sanctionner la paralysie des débats et des votes par un député (p. 2452); Ses explications de vote sur l'en-

semble (p. 2453) ; — d'une proposition de résolution relative à l'installation d'un système électrique de votation en qualité de *Rapporteur* [27 mai 1952] (p. 2471 et suiv.) ; *Amendement de M. H.-L. Grimaud tendant à accepter le principe du vote électrique et à faire étudier dans un délai de quatre mois par le bureau, les plans à soumettre à la Commission du suffrage universel* (p. 2475). — Ses rapports sur des pétitions [3 juin 1952] (p. 2622). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au budget, une question relative à l'importation frauduleuse d'objets fabriqués à l'étranger [6 juin 1952] (p. 2701, 2702). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Ses observations sur le débat relatif à la Tunisie* [10 juin 1952] (p. 2782). — Pose à M. le Ministre de l'éducation nationale, une question relative aux programmes de l'enseignement du second degré [20 juin 1952] (p. 3082). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion du rapport majorant les pensions des accidentés du travail* [24 juin 1952] (p. 3156). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux loyers dans les départements d'outre-mer en qualité de *Rapporteur* [26 juin 1952] (p. 3219) ; — d'une proposition de résolution déterminant la procédure d'élection de membres de l'Assemblée de l'Union française : *Son rappel au règlement (Modification de l'ordre du jour)* [4 juillet 1952] (p. 3540) ; *Son amendement tendant à faire déposer les listes de candidats le 8 juillet 1952* (p. 3542, 3543). — Ses rapports sur des pétitions [4 juillet 1952] (p. 3612, 3613). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Application à l'Algérie de la loi sur la dévolution des biens de presse* [8 juillet 1952] (p. 3655). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant dévolution des biens de presse en Algérie : *Demande d'ajournement du débat en attendant la révision de la loi du 11 mai 1946, présentée par M. Quilici* [10 juillet 1952] (p. 3798, 3799) ; *Motion préjudicielle de M. Genton* (p. 3800, 3801) ; — d'une proposition de loi portant amnistie : *Oppose la question préalable (Lettres reçues par M. Daniel Meyer)* [11 juillet 1952] (p. 3900 et suiv.) ; *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance de la loi d'amnistie de 1951)* [24 octobre 1952] (p. 4388) ; Art 1^{er} : *Amendement de M. Bidault tendant à rendre hommage à la Résistance et à ne pas faire de l'amnistie une réhabilitation*

[28 octobre 1952] (p. 4502, 4503) ; *Son amendement tendant à n'amnistier que les condamnés à trois ans de prison* [24 novembre 1952] (p. 5421) ; Art 2 : *Ses observations sur les 35.000 dossiers à examiner* [25 novembre 1952] (p. 5595) ; *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa amnistiant les condamnés à cinq ans de prison, compte tenu des réductions de peines* (p. 5595, 5596) ; *Son amendement tendant à ne pas amnistier les écrivains* (p. 5601, 5602) ; *Son amendement tendant à ne pas amnistier les actions commises par des policiers ou des espions* (p. 5604) ; Art 3 : *Amnistie des collaborateurs économiques* (p. 5624) ; *Son amendement tendant à ne pas rembourser les amendes versées par les amnistiés* (p. 5624) ; *le retire* (ibid.) ; *Amendement de Mme Péri tendant à ne pas amnistier les condamnés pour profits illicites* (p. 5627) ; Art 4 : *Amnistie des mineurs de 18 ans* (p. 5627) ; *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas amnistier les mineurs coupables de meurtres, crimes ou dénonciations* (p. 5629) ; Art 5 : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte des mesures de grâce intervenues* (p. 5632, 5633) ; *Son amendement tendant à ne pas étendre l'article aux titulaires de citations* (p. 5664) ; Article nouveau : *Son amendement tendant à étendre aux articles 3, 4, 5 et 6 les dispositions du 2^e alinéa de l'article 2 relatives aux coupables de meurtres, crimes, viols ou dénonciations* (p. 5665, 5666) ; Art. 8 : *Non-amnistie des condamnations prononcées par la Haute cour de justice* (p. 5668, 5669) ; Art. 8 : *Amendement de M. Colin tendant à amnistier les condamnés par la Haute cour de justice à l'expiration des peines encourues* (p. 5671) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre II relatif à l'amnistie par grâce individuelle* [27 novembre 1952] (p. 5752) ; *Son sous-amendement tendant à n'amnistier individuellement que les condamnés à dix ans de prison au plus* (p. 5755) ; *Son sous-amendement tendant à supprimer le dernier alinéa relatif à certains condamnés à vingt ans de prison* (p. 5756) ; *Amendement de M. Cherrier tendant à supprimer « sciemment »* (p. 5772, 5773) ; *Son amendement tendant à insérer le mot « écrits »* (p. 5773) ; *Amendement de M. M. Grimaud tendant à appliquer l'article aux condamnations définitives et aux continuances* (p. 5774) ; Art 10 : *Effets de l'amnistie* (p. 5777) ; *Son amendement relatif au délai de réintégration des amnistiés dans la*

Légion d'honneur (p. 5780) ; Article additionnel : Amendement de M. Médecin tendant à prévoir un nouveau recours contre les condamnations prononcées par les juridictions d'exception créées en 1944 (p. 5783, 5784) ; Art. 16 : Suppression des inéligibilités [28 novembre 1952] (p. 5825) ; Art. 17 : Amendement de M. Pourné tendant à amnistier tous les faits commis par des membres de la Résistance (p. 5835, 5836) ; Amendement de M. Lacaze tendant à amnistier les membres des organisations de résistance ou les auteurs d'actes commis dans l'intérêt de la Résistance (p. 5851) ; Art. 18 : Son amendement tendant à ne réparer les droits des tiers que dans le cadre des dommages de guerre (p. 5861) ; Art. 22 : Amendement de M. Laforest tendant à supprimer la phrase relative au cas de contrainte par corps [26 février 1953] (p. 1359) ; Art. 23 : Amendement de M. Mignot tendant à supprimer l'article concernant les arrêtés d'expulsion pris contre des ouvriers grévistes étrangers (p. 1361) ; Article additionnel : Amendement de M. Daniel Mayer tendant à insérer un titre nouveau amnistiant certains crimes commis à Madagascar (p. 1362) ; Amendement de M. D. Mayer tendant à insérer des articles nouveaux amnistiant les objecteurs de conscience (p. 1371, 1372) ; Art. 24 : Son amendement relatif à la date d'application de la loi (p. 1372) ; Art. 25 : Son amendement concernant l'amnistie accordée aux liquidés judiciaires et faillis non frauduleux (p. 1379) ; Art. 26 : Amendement de M. Guistain tendant à amnistier les infractions à la législation sur les loteries (p. 1379, 1380) ; Article additionnel : Son amendement tendant à amnistier les infractions à la loi portant retrait des billets de 5.000 francs (p. 1380) ; Art. 27 : Amendement de M. Gautier tendant à amnistier les sanctions administratives prononcées contre des fonctionnaires (p. 1427) ; Art. 28 : Amendement de M. Grouseaud tendant à amnistier les infractions à la législation économique et à la réglementation des prix [27 février 1953] (p. 1428) ; Art. 29 : Son amendement tendant à ne pas amnistier les infractions à la réglementation des changes et à la législation économique (p. 1430) ; Art. 27 : Son amendement tendant à supprimer « contraire aux bonnes mœurs et à l'honneur » (p. 1430) ; Son amendement tendant à amnistier les sanctions disciplinaires contre des fonctionnaires anciens combattants ou résistants décorés (p. 1430,

1431) ; Amendement de M. Mazuez tendant à amnistier les faits donnant lieu à des sanctions professionnelles (p. 1431) ; Art. 29 : Son amendement tendant à interdire les recours en restitution (p. 1431) ; Art. 30 : Son amendement tendant à ne pas amnistier les faits de collaboration en cas de condamnation pour des infractions multiples (p. 1432) ; Art. 31 : Son amendement tendant à ne pas réintégrer dans l'ordre de la Légion d'honneur pendant un délai de deux ans (p. 1434, 1435) ; Art. 27 : Son amendement tendant à ne pas excepter les manquements aux bonnes mœurs et à l'honneur (p. 1454) ; le retire (p. 1455) ; Article additionnel : Son amendement relatif aux fonctionnaires victimes du Gouvernement de Vichy qui n'ont pas obtenu réparation des préjudices subis [10 mars 1953] (p. 1740) ; Son amendement tendant à maintenir en activité jusqu'à 73 ans les fonctionnaires évincés par le Gouvernement de Vichy (p. 1741) ; Amendement de M. Médecin tendant à prévoir la révision possible pour les jugements rendus par des juridictions d'exception pour les fonctionnaires (p. 1743) ; Article additionnel : Son amendement tendant à amnistier les fonctionnaires résistants blessés ou décorés (p. 1750, 1751) ; Son amendement relatif à la réintégration des officiers de réserve épurés (p. 1751) ; Art. 14 bis : Son amendement tendant à supprimer l'article octroyant une retraite proportionnelle aux fonctionnaires épurés (p. 1752) ; Son amendement tendant à accorder un nouveau délai d'un an aux fonctionnaires pour faire valider des services donnant droit à pension (p. 1752) ; le retire (ibid.) ; Art. 15 : Son amendement tendant à prévoir l'avis d'un jury d'honneur pour l'amnistie des hauts fonctionnaires du Gouvernement de Vichy (p. 1757, 1758) ; Art. 32 : Son amendement relatif à la réintégration des officiers de réserve épurés (p. 1773) ; Amendement de M. Mignot tendant à prévoir la réintégration de militaires dans l'intérêt du service (p. 1773) ; Son amendement tendant à abroger la loi relative à l'épuration des officiers de réserve (p. 1773) ; Son amendement tendant à assimiler les préjudices causés par des Résistants aux dommages de guerre (p. 1774, 1775) ; Article additionnel : Son amendement tendant à amnistier les Résistants récidivistes (p. 1776) ; Son amendement tendant à ne pas amnistier les personnes ayant frauduleusement transformé des locaux d'habitation (p. 1777) ; de cette proposition de loi amen-

dée par le Conseil de la République : Art. 4 : *Son amendement tendant à écarter le texte introduit par le Conseil de la République étendant dans certains cas le bénéfice de l'amnistie aux mineurs âgés de plus de 18 ans mais de moins de 21 ans* [24 juillet 1953] (p. 3910) ; *Argumentation étrange de M. le Garde des Sceaux, contraire à toutes les idées reçues en droit commun* (p. 3910) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à écarter le texte introduit par le Conseil de la République étendant le bénéfice de l'amnistie « aux déportés des camps de concentration, anciens combattants cités et décorés des guerres 1914-1918 ou 1939-1945 »* (p. 3911) ; Art. 8 : *Exclusion du bénéfice de l'amnistie pour les condamnés de la Haute Cour ; amendements de MM. Isorni et Mignot tendant à supprimer cet article (Pas d'amnistie pour les justiciables de la Haute Cour, à raison de leurs responsabilités morales particulières)* (p. 3912) ; Art. 14 : *Epuration administrative : son amendement tendant à écarter le texte voté par le Conseil de la République, associant automatiquement l'amnistie administrative à l'amnistie pénale et étendant l'amnistie à certains personnels omis en première lecture* (p. 3927) ; Art. 15 quater : *Amnistie des officiers de réserve ; son amendement tendant à supprimer cet article introduit par le Conseil de la République* (p. 3932) ; Art. 17 : *Amnistie des faits de résistance ayant fait l'objet de condamnations ; son amendement tendant à supprimer l'incidente introduite par le Conseil de la République, excluant de l'amnistie les effets civils desdites condamnations* (p. 3934) ; Art. 20 : *Amnistie de certains délits de droit commun ; son amendement tendant à rétablir la mention faite par l'Assemblée Nationale de l'article 25 de la loi du 21 juillet 1881* [24 juillet 1953] (p. 3936). d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements ; en qualité de *Rapporteur* [7 octobre 1952] (p. 4069 et suiv.) ; [9 octobre 1952] (p. 4162) ; Art. A. : *Institution d'un droit de préemption au profit des locataires d'appartements* (p. 4164) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. H.-L. Grimaud tendant à interdire au locataire exerçant son droit de revendre pendant cinq ans* (p. 4165) ; Art. B : *Amendement de M. Gautier tendant à accorder des prêts du Crédit foncier aux locataires voulant exercer leur droit de retrait* (p. 4166) ; *Amendement de M. René Schmitt tendant à échelonner le paiement des droits de mutation pour les locataires*

exerçant leur droit de retrait (p. 4168, 4169) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à interdire le droit de reprise aux dépens des grands invalides, vieillards de plus de 70 ans, et malades infirmes* (p. 4169, 4170) ; *Amendement de M. Alphonse Denis tendant à abroger les articles 19 et 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948 instituant le droit de reprise* (p. 4174) ; *Amendement de M. Triboulet tendant à accorder le droit de reprise aux sinistrés, réfugiés, prisonniers et déportés* (p. 4174) ; *Amendement de M. Malbrant tendant à accorder le droit de reprise aux Français revenant des colonies où ils ont résidé plus de cinq ans* (p. 4175) ; *Amendement de M. Maurice Grimand tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires logés qui sont mis à la retraite* (p. 4176, 4177). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à discuter le rapport Coutant sur la convocation de la Commission supérieure des conventions collectives* [9 octobre 1952] (p. 4156). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; JUSTICE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [24 octobre 1952] (p. 4445) ; Etat A, Chap. 3104 : *Son amendement tendant à réduire de un million les crédits pour l'administration centrale (Collégialité dans les tribunaux et entretien des bâtiments)* (p. 4446) ; *le retire* (p. 4448) ; FINANCES (Services financiers), Etat A, Chap. 3392 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prestations facultatives (Sociétés de secours mutuels)* [4 novembre 1952] (p. 4708). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport sur la sécurité sociale dans les mines* [28 octobre 1952] (p. 4519). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires : *Discussion générale* [4 novembre 1952] (p. 4671, 4672). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du projet supprimant la Haute-Cour de justice et du rapport sur le chômage* [4 novembre 1952] (p. 4713). — Ses rapports sur des pétitions [4 novembre 1952] (p. 4738). — Prend part à la discussion du projet de loi portant suppression de la Haute-Cour de justice : *Discussion générale (Maintien de la Haute-Cour)* [5 novembre 1952] (p. 4760 et suiv.). — Est entendu sur : un conflit de

compétence entre deux commissions relatif au projet de loi facilitant l'acquisition de terrains pour la construction [13 novembre 1952] (p. 5059); — les propositions de la Conférence des Présidents : *Ordre de discussion des textes budgétaires* [25 novembre 1952] (p. 5635); *Discussion des budgets de l'Intérieur et des Anciens combattants et du rapport sur la semaine de quarante heures dans le commerce de détail* [26 novembre 1952] (p. 5699, 5700); — le procès-verbal de la séance précédente : *Respect de l'art. 34 du Règlement sur la modification de l'ordre du jour* [4 décembre 1952] (p. 5934). — Ses rapports sur des pétitions [4 décembre 1952] (p. 5970, 5971). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la prorogation des baux commerciaux, discussion des interpellations sur la Tunisie* [9 décembre 1952] (p. 6079, 6080). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Articles additionnels : *Renvoi des articles additionnels* [12 décembre 1952] (p. 6260); Art 134 : *Amendement de M. H. L. Grimaud tendant à ne pas étendre le privilège du Trésor aux amendes fiscales* (p. 6289); Article additionnel : *Son amendement relatif aux fonctionnaires évincés par le Gouvernement de Vichy atteints par la limite d'âge* (p. 6281); *Son amendement tendant à élever le plafond des dépôts à la Caisse d'épargne de 400.000 à 500.000 francs* [21 décembre 1952] (p. 6852); *Amendement de M. Hutin-Desgrèes tendant à créer une commission d'enquête sur les gaspillages et abus* (p. 6854); *Son amendement tendant à exonérer d'impôts les rentes viagères en-dessous de 500.000 francs par an* (p. 6882); *Son rappel au Règlement (Application de l'art. 48 du Règlement)* (p. 6885); *Amendement de M. M. David tendant à exonérer d'impôts les associations à but non lucratif ayant pour but la sécurité des travailleurs* (p. 6900); *Son amendement tendant à exonérer les établissements de bains-douches* (p. 6901); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à dispenser du timbre et de l'enregistrement les certificats de propriété et actes de notoriété* (p. 6907); *Son amendement relatif à la durée du privilège du Trésor en matière de contributions directes* (p. 6910); *Son amendement tendant à accorder des délais de paiement pour les droits de succession* (p. 6916); *le retire* (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ;

Art 136 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale concernant les fonctionnaires révoqués par le Gouvernement de Vichy* [6 février 1953] (p. 1043). — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; *Sa demande de renvoi du débat* [16 décembre 1952] (p. 6458); *Son rappel au Règlement (Suite du débat)* [18 décembre 1952] (p. 6590); Art. 27 ter : *Utilisation des dépôts de la Caisse d'épargne pour des prêts* [20 décembre 1952] (p. 6767); Art. 29 : *Emission d'emprunts par la Caisse autonome de la reconstruction* (p. 6771); Article additionnel : *Amendement de M. R. Schmitt tendant à supprimer « la part différée » des dommages de guerre* (p. 6772); *Son amendement tendant à prévoir le financement d'un programme de construction de 400.000 logements en 1953* (p. 6777, 6778); Art. 46 : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article relatif au logement des fonctionnaires* (p. 6779); *Son amendement tendant à permettre aux organismes d'H.L.M. de faire des dépôts à la Caisse d'épargne sans limitation de somme* (p. 6782); Etat A, AGRICULTURE, Chap. 5120 : *Amendement de M. M. David tendant à rétablir les crédits pour les services vétérinaires (Ecole vétérinaire de Toulouse)* (p. 6787); Chap. 5630 : *Son rappel au Règlement (Abus des demandes de scrutin)* (p. 6792); Art 12 : *Son amendement tendant à prévoir l'avis du Ministre de l'Agriculture* [21 décembre 1952] (p. 6936); *Son rappel au Règlement (Contestation d'un vote)* (p. 6942); Article additionnel : *Son amendement tendant à recourir à des avances de la Banque de France en cas de carence du Gouvernement pour le financement du programme de constructions* (p. 6961, 6962); *Rappel au Règlement de M. Benoist (Renvoi de la séance)* (p. 6962); Art. 47 ter : *Dépôts aux Caisses d'épargne sans limitation de plafond pour les organismes d'habitations à loyer modéré* (p. 6963); Art. 47 quinquies : *Son amendement tendant à supprimer la redevance établie pour le Fonds de solidarité, prévue par la loi du 2 novembre 1945* (p. 6964). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Report du débat sur la politique étrangère, date du vote sur la question de confiance* [16 décembre 1952] (p. 6479); *Son rappel au Règlement (Ordre des votes sur les amendements)* (p. 6481). — Prend part à la discussion du projet de loi portant prorogation des baux commerciaux; *Discussion générale (Ses observations sur la lettre de*

M. Ramarony, Président de l'Union de la propriété bâtie [19 décembre 1952] (p. 6603, 6604). — Ses rapports sur des pétitions [20 janvier 1953] (p. 99). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement relatif à la date de discussion du budget militaire* [22 janvier 1953] (p. 127). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour 1953 : *Demande de renvoi du débat émanant de M. Coudray* [23 janvier 1953] (p. 190); Art. 7 : *75 milliards de crédits pour les H. L. M. en 1953* (p. 209, 210); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 47 ter : *Son amendement tendant à permettre aux sociétés d'H. L. M. de faire des dépôts à la Caisse d'épargne sans limitation* [5 février 1953] (p. 954); — d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Discussion générale (Nécessité de restreindre le débat)* [27 janvier 1953] (p. 468); *Motion préjudicielle de M. Goudoux demandant l'extradition du général Lammerding, commandant de la division Das Reich* (p. 531); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Massot tendant à abroger les articles 1^{er} et 2 et à modifier l'article 3 de la loi du 15 septembre 1948* (p. 540, 541); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 544, 545). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Etat des discussions budgétaires* [30 janvier 1953] (p. 731). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au crédit différé à terme fixe [30 janvier 1953] (p. 735). — Prend part à la discussion : du projet de loi créant le Fonds de développement de l'industrie cinématographique : *Son rappel au Règlement (Renvoi du débat)* [6 février 1953] (p. 1032); — Ses rapports sur des pétitions [17 février 1953] (p. 1081). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies : *Discussion générale (Extradition du Général Lammerding)* [18 février 1953] (p. 1112); Art. 1^{er} : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à citer les victimes d'Oradour à l'ordre du jour (Possibilité d'une suspension de peine)* (p. 1125, 1126); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 février 1953] (p. 1255); — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur la recherche des enfants Finaly : *Ses observations sur les interventions de parlementaires dans cette affaire* [3 mars 1953] (p. 1548, 1549). — Prend part à

la discussion du projet de loi portant majoration de certaines rentes viagères; Art. 2 : *Son amendement tendant à majorer le taux de rajustement des rentes viagères* [5 mars 1953] (p. 1606, 1607); Art. 4 : *Son amendement tendant à majorer le taux de rajustement des rentes viagères relevées par la loi du 4 mai 1948* (p. 1608); Art. 7 : *Son amendement tendant à établir l'égalité entre diverses catégories de rentiers viagers* (p. 1609); Art. 9 bis : *Son amendement tendant à majorer les retraites des Caisses de retraite et de prévoyance à dater du 1^{er} janvier 1953* (p. 1609); Art. 9 ter : *Son amendement tendant à majorer à dater du 1^{er} janvier 1953 les rentes viagères des fonctionnaires et agents contractuels* (p. 1609); Article additionnel : *Amendement de M. Denais tendant à permettre au Gouvernement de majorer de 10 0/0 le prix des tabacs étrangers* (p. 1610); *Sous-amendement de M. Lamps tendant à permettre au Gouvernement de majorer le prix des tabacs étrangers de luxe* (p. 1610); Art. 10 : *Son amendement relatif à la date d'application de la loi* (p. 1611, 1612); Article additionnel : *Son amendement relatif à la revalorisation des rentes viagères constituées avant 1914* (p. 1614). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Election des membres du Conseil supérieur de la magistrature* [10 mars 1953] (p. 1729). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant suppression de la Haute Cour de justice; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Grousseau tendant à faire élire les membres de la Haute Cour de justice par le Parlement* [13 mars 1953] (p. 1874); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1876); — du projet de loi concernant les amendes de simple police : *Discussion générale (Ses observations sur la trop forte majoration des amendes de simple police)* [13 mars 1953] (p. 1877, 1878); Article 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer l'article et à maintenir les taux actuels* (p. 1878); Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à utiliser les recettes supplémentaires pour améliorer le sort des greffiers* [24 mars 1953] (p. 2211); — du projet de loi relatif au contentieux administratif : *Discussion générale (Ses observations sur la suppression des tribunaux administratifs)* [13 mars 1953] (p. 1901); Art. 1^{er} : *Suite du débat* (p. 1905); *Attributions du Conseil d'Etat, extension de la compétence des juridictions du premier degré* [17 mars 1953] (p. 1957, 1958); *Son*

amendement tendant à préciser « tribunaux régionaux » [26 mars 1953] (p. 2362) ; Article additionnel : Amendement de M. Wasmer tendant à créer des chambres des conflits auprès des tribunaux administratifs (p. 2365) ; Art. 5 : Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à permettre aux parties d'agir elles-mêmes ou de se faire représenter par un avocat (p. 2368, 2369) ; Amendement de M. Wasmer tendant à supprimer la représentation par avoué (p. 2371) ; Amendement de M. Mignot tendant à énumérer les cas dispensés du Ministère d'avocat (p. 2372) ; Amendement de M. Maton tendant à permettre d'attaquer les arrêtés de péril prononcés contre un immeuble par les Préfets (p. 2372) ; Amendement de M. Defos du Rau tendant à permettre aux avocats qui ont plaidé en première instance de plaider en appel (p. 2373) ; Article additionnel : Amendement de M. Wasmer tendant à prélever les dépenses supplémentaires sur le produit du doublement des amendes de simple police (p. 2376) ; Art. 9 : Amendement de M. Mignot relatif au statut des magistrats du tribunal administratifs (p. 2378) ; Amendement de M. Mignot tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à la désignation des Vice-Présidents des Conseils de préfecture (p. 2380). — Ses rapports sur des pétitions [13 mars 1953] (p. 1907, 1908). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au séquestre des biens, droits et intérêts sarrois : Motion préjudicielle de M. Mondon au nom de la Commission des affaires étrangères tendant à l'ajournement du débat [17 mars 1953] (p. 1928, 1929). — Est entendu sur : la fixation de la date d'un deuxième tour de scrutin pour l'élection d'un membre titulaire du Conseil supérieur de la magistrature [17 mars 1953] (p. 1963) ; — les propositions de la Conférence des Présidents : Renvoi au lendemain de la fin de l'ordre du jour du 24 mars [17 mars 1953] (p. 1967) ; Son rappel au Règlement (p. 1967). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements, amendée par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [24 mars 1953] (p. 2213, 2214) ; Art. A. : Suppression du droit de retrait prévu au profit des locataires (p. 2215) ; Amendement de M. Cayeux tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale instituant un droit de retrait pour le locataire (p. 2216 et suiv.) ; Art. A 5 : maintien dans les lieux pendant dix ans du locataire dont l'appar-

tement a été vendu (p. 2219) ; Art. B : Suppression de l'article relatif à la renonciation au droit de retrait (p. 2220) ; Article premier : Amendement de Mme Lefebvre tendant à ne pas accorder le droit de reprise aux propriétaires rentrant des colonies ou de l'étranger (p. 2220, 2221) ; Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 2222), — d'une proposition de résolution relative à la composition de la Commission de coordination du pool charbon-acier ; en qualité de Rapporteur ; [26 mars 1953] (p. 2360, 2361) ; Art. 2 : Amendement de M. Vallon relatif au cas des membres de l'Assemblée Ad Hoc (p. 2361, 2362). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des présidents : Ses amendements tendant à discuter les rapports sur le chômage et les allocations aux vieux travailleurs [19 mai 1953] (p. 2781) ; — un arbitrage pour un conflit d'attribution de compétence : Amnistie dans les territoires d'outre-mer [21 mai 1953] (p. 2813). — Ses rapports sur des pétitions [28 mai 1953] (p. 2896, 2897). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains locataires et occupants de bonne foi, en qualité de Rapporteur [23 juin 1953] (p. 3122) ; Abandonne son projet, vu les circonstances (Gouvernement démissionnaire) et demande la prorogation pure et simple de la loi du 1^{er} décembre 1951 n^o 51-1372 jusqu'au 1^{er} juin 1955 ; Maintient cette date contre M. Montillot [23 juin 1953] (p. 3122) ; — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains locataires et occupants de bonne foi : en qualité de Rapporteur [23 juin 1953] (p. 3123) ; — d'une proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission d'enquête concernant le trafic des piastres indochinoises, en qualité de Rapporteur : Fait part du désir de la Cour des Comptes de ne pas participer à l'enquête, même à titre « technique » [2 juillet 1953] (p. 3223, 3224) ; Combat le contre-projet de M. Dronne tendant à confier à la Cour une partie de l'enquête, sur place (Caractère privé, et non public, des opérations incriminées, surcharge de la Cour, délais supplémentaires, position déjà prise par la Commission) (p. 3230) ; Contre-projet de M. Juglas (irrecevable selon l'article 16 du Règlement) (p. 3233) ; — d'une proposition de loi tendant à proroger les baux commerciaux jusqu'au 31 décembre 1953 : Discussion générale (Le fond du débat sera traité en son temps ;

Urgence d'un débat en priorité à cet effet, dès la rentrée) [9 juillet 1953] (p. 3413, 3414). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Nécessité d'un débat de politique étrangère, inscription des rapports sur le chômage, les allocations familiales, l'allocation aux vieux travailleurs à l'ordre du jour en place du débat sur l'amnistie* [16 juillet 1953] (p. 3516). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat au budget une question relative à l'ancienneté cumulée des services civils et militaires [16 juillet 1953] (p. 3581). — Prend part à la discussion : du rapport portant révision de la Constitution : *Discussion générale (Les critiques venant de toutes parts à la Constitution et au projet de révision, les nouveaux pouvoirs accordés au Conseil de la République, l'impossibilité de revenir au Sénat d'avant guerre)* [17 juillet 1953] (p. 3572, 3573); Article premier : Amendement de M. Cayeux tendant à supprimer l'article modifiant la procédure pour décréter l'état de siège (recevabilité de l'amendement de M. Cayeux) (p. 3606); Art. 2 : Amendement de M. Ballanger tendant à clore la session le 12 juillet sauf avis contraire de l'Assemblée (p. 3610); Amendement de M. Gaumont tendant à faire signer le décret de clôture par le Président de la République au lieu du Président du Conseil (p. 3611); Amendement de M. Demusois tendant à prévoir une session extraordinaire de 2 mois le 1^{er} juin de chaque année [21 juillet 1953] (p. 3667); Art. 3 : Amendement de M. Billat tendant à attribuer les postes des secrétaires à la représentation proportionnelle (p. 3671); Art. 4 : Amendement de M. Gaillemain tendant à donner au Président de la République le droit de convoquer l'Assemblée à la demande du Gouvernement ou de la majorité des députés (p. 3672); Art. 7 : Amendement de M. Conombo tendant à supprimer l'article limitant l'immunité parlementaire à la durée des sessions (Cas des parlementaires autochtones dans les territoires d'outre-mer) (p. 3708, 3709); Son amendement tendant à faire statuer l'Assemblée dans un délai de quinze jours après la reprise de la session sur le cas des parlementaires arrêtés et à faire relâcher ceux-ci si l'Assemblée ne confirme pas l'incarcération (p. 3710 et suiv.); Amendement de M. Billat tendant à exiger la majorité des 2/3 pour la levée de l'immunité parlementaire (3716); Art. 6 : Amendement de M. Boscury-Monsservin tendant à limiter à deux les navettes entre les Assemblées, l'avis

final de l'Assemblée Nationale devant être donné à la majorité absolue si celui du Conseil de la République l'a également été [22 juillet 1953] (p. 3770, 3771); Sous-amendement de M. Boscury-Monsservin tendant à doubler le délai quand l'avis du Conseil de la République a été donné à la majorité absolue (p. 3777); Art. 11 : Amendement de M. Max Lejeune tendant, en cas de dissolution, à faire du Président de l'Assemblée Nationale, le Président du Conseil et Ministre de l'Intérieur (p. 3783); Art. 8 : Amendement de M. Moisan relatif à la procédure du dépôt et du vote de la question de confiance (p. 3783, 3784); Amendement de M. Demusois tendant à prévoir un scrutin public à la tribune pour les investitures (p. 3785, 3786); Art. 9 : Amendement de M. Moisan tendant à rendre l'abstention impossible lors d'un vote de confiance où seule la majorité absolue peut refuser la confiance et rejeter le texte présenté (p. 3788); Art. 10 : Amendement de M. Prunteau tendant à fixer un délai de trois jours pour le vote sur une motion de censure réclamée par 50 députés (p. 3790); — du projet de loi portant fixation des contingents annuels de décorations pour les personnels civils; en qualité de Rapporteur [21 juillet 1953] (p. 3638); — du projet de loi tendant à faciliter l'acquisition de terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'aménagement par zones amendé par le Conseil de la République, Art. 3 : Affectation des immeubles expropriés; Son amendement tendant à reprendre le texte voté par l'Assemblée Nationale, prévoyant la possibilité de mise en location pour 99 ans, aux fins d'implantations industrielles ou commerciales (Exemple anglais) [24 juillet 1953] (p. 3906); Art. 4 bis : Inapplicabilité de la législation sur les baux commerciaux; Son amendement tendant à reprendre ce texte, écarté par le Conseil de la République [24 juillet 1953] (p. 3907); le retire (ibid.); Art. 13 : Applicabilité à l'Algérie; Son amendement tendant à supprimer cet article (La législation existante sur l'urbanisme et l'expropriation n'est pas applicable en Algérie) (p. 3907, 3908); Ses explications de vote sur l'ensemble (Texte émoussé, mais progrès incontestable) (p. 3908); — Est entendu sur le conflit de compétence entre les Commissions de la justice, de l'intérieur et des territoires d'outre-mer, concernant les propositions de loi relatives à l'amnistie dans les territoires d'outre-mer [30 octobre 1953]

(p. 4695). — Prend part : à la discussion d'une proposition de loi tendant à la levée du secret professionnel dans l'affaire des piastres, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* : *Disposition proposée par le Conseil de la République, visant l'article 78 du Code pénal (Secrets de la Défense nationale)*; (*Référence inutile car allant de soi, pour les secrets proprement militaires, et dangereuse, car visant aussi des « renseignements d'ordre économique ou industriel » ne pouvant rester cachés*) [30 octobre 1953] (p. 4696); *Discussion générale (Maintien, en tout état de cause, du secret proprement militaire, visé à l'article 78 du Code pénal, ainsi que le prévoyait le rapport Duveau)* (p. 4697); — au débat sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. M. Dupuy sur le Crédit mutuel du bâtiment : *Ses interventions passées auprès de M. le Ministre des Finances, au sujet du mécanisme des entreprises de crédit différé* [3 novembre 1953] (p. 4772). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des présidents : *Son amendement tendant à l'inscription d'urgence du rapport Ramonet n° 6551 sur les entreprises nationalisées* [3 novembre 1953] (p. 4776); *le modifie* (p. 4777); — une demande en autorisation de poursuites concernant MM. J. Duclos, Fajon, Billoux, R. Guyot et A. Marty : *Motion préjudicielle de M. Flaudin tendant au renvoi en commission (Nécessité de statuer en l'état, problème de la responsabilité collective du parti communiste)* [6 novembre 1953] (p. 4916, 4917). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux affaires économiques, une question relative à la répartition des matières premières dans l'industrie de la montre [6 novembre 1953] (p. 4915). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Son amendement tendant à reporter le débat sur la proposition de loi instituant le secret des délibérations des Commissions d'enquête* [12 novembre 1953] (p. 4982). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à instituer le secret des délibérations des Commissions d'enquête parlementaires, en qualité de *Rapporteur* : *Malignité de certaines publications* [13 novembre 1953] (p. 5056, 5057); *Discussion générale (Indiscrétions des membres du Conseil supérieur de la magistrature)* (p. 5060); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [2 décembre 1953] (p. 5857, 5859); Art. 1^{er} : *Amendement*

de M. Manceau tendant à reprendre le texte voté en 1^{re} lecture relatif au secret à observer par les membres de la Commission (p. 5850); Art. 2 : *Amendement de M. Manceau tendant à écarter les textes émanant du bureau de la Commission* (p. 5851); — d'interpellations sur la discrimination en matière de recrutement administratif : *Discussion générale (Article de M. Morange dans le Code Dalloz sur l'exclusion de candidats au concours de l'E. N. A.)* [13 novembre 1953] (p. 5071). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Report du débat sur le budget* [19 novembre 1953] (p. 5278). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses des Ministères pour 1954; JUSTICE, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant* : *Dépenses pour investissements et dépenses de personnel* [23 novembre 1953] (p. 5396); *Motion préjudicielle de M. Maton tendant à suspendre le débat et à voter l'amnistie pour faits de grèves* (p. 5397); Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Reclassement des magistrats de tribunaux de 3^e classe, reclassement indiciaire des gardiens de prison et des greffiers de justice de paix, frais de représentation des présidents de Cour d'appel)* (p. 5398, 5399); Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau tendant à ne pas majorer rétroactivement les amendes de simple police* (p. 5409); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE, Article additionnel : *Son amendement tendant à élever à 50 0/0 des dépôts les sommes susceptibles d'être placées à long terme* [8 décembre 1953] (p. 6266); INTÉRIEUR, Article additionnel : *Son amendement tendant à faire déposer par le Gouvernement le 31 janvier 1954, les projets de lois organiques prévus par la Constitution* [10 décembre 1953] (p. 6389); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Article additionnel : *Son amendement relatif aux fonctionnaires Résistants dégagés des cadres* [11 décembre 1953] (p. 6528); *Son amendement relatif à l'emploi des fonds de la Caisse d'épargne* (p. 6528); *le retire* (ibid.); *Son amendement relatif aux fonctionnaires civils et militaires dégagés des cadres* (p. 6528); — Ses rapports sur des pétitions [26 novembre 1953] (p. 5602 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux modalités d'élection du Président de la République : *Discussion générale (Avantages d'exiger la majorité absolue)* [27 novembre 1953] (p. 5624, 5625). — Est

entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Mauvaise organisation des débats budgétaires, ratification des décrets pris en vertu de la loi du 11 juillet 1953* [1^{er} décembre 1953] (p. 5772, 5773). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la suspension de l'article 24 du règlement : en qualité de *Rapporteur* : *Nécessité de siéger le mercredi pour le vote du budget* [1^{er} décembre 1953] (p. 5774, 5775) ; *Discussion générale (Annulation des convocations de commissions)* (p. 5775) ; — des interpellations sur le krach du Crédit mutuel du bâtiment : *Discussion générale (La législation existante pour le crédit différé, l'aide de l'Etat et des caisses d'allocations familiales au C. M. B., l'indemnisation des victimes)* [2 décembre 1953] (p. 5830, 5831) ; *Son ordre du jour invitant le Gouvernement à trouver une solution en faveur des victimes de la jaillite et à renforcer le contrôle des sociétés de crédit différé* (p. 5845) ; *Son nouvel ordre du jour invitant le Gouvernement à sauvegarder les intérêts des souscripteurs et à renforcer le contrôle des sociétés de crédit différé* (p. 5846). — Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques, une question relative aux prêts du crédit foncier aux offices publics d'H.L.M. [4 décembre 1953] (p. 6006). — Est entendu pour une motion d'ordre : *Débat sur les baux commerciaux* [10 décembre 1953] (p. 6414). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères, une question relative au départ d'enfants en vacances pour la Pologne [11 décembre 1953] (p. 6483). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (exercice 1954), Art. 20 : *Son amendement tendant à permettre l'utilisation par les Caisses d'épargne de 50 0/0 de leurs dépôts* [12 décembre 1953] (p. 6617) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, Article additionnel : *Son amendement relatif à la réintégration de certains fonctionnaires dégagés des cadres* [13 décembre 1953] (p. 6743) ; — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux : en qualité de *Président de la Commission* [15 décembre 1953] (p. 6822) ; *Motion préjudicielle de M. A. Denis tendant à abroger le décret du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux et à proroger la législation existante* (p. 6825) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. M. Grimaud tendant à ne pas appliquer le décret du 30 septembre 1953 avec effet rétroactif*

(p. 6828) ; *Amendement de M. Durbet relatif au délai accordé pour faire valoir le droit au renouvellement du bail* (p. 6828) ; *Amendement de M. M. Grimaud tendant à ne pas appliquer le décret du 30 septembre 1953 avec effet rétroactif* (p. 6831) ; Art. 3 : *Amendement de Mlle Marzin relatif au montant de l'indemnité d'éviction due en cas de non-renouvellement du bail* (p. 6833) ; *Suite du débat (Nécessité de la concision chez les orateurs)* (p. 6834) ; Art. 4 : *Amendement de M. de Moro Gjafferri tendant à abroger l'article 14 du décret du 30 septembre 1953 relatif à l'exercice du droit de reprise par les propriétaires de fonds de commerce* (p. 6847) ; Art. 5 : *Amendement de M. Dorey relatif aux locataires de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics* (p. 6848) ; *Amendement de M. Claudius Petit tendant à prévoir un décret fixant l'application de l'article 17 du décret du 30 septembre 1953* (p. 6848) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Nécessité de légiférer encore pour régler ce délicat problème)* (p. 6852). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Suite du débat sur les baux commerciaux* [15 décembre 1953] (p. 6842). — Ses rapports sur des pétitions [6 janvier 1954] (p. 20 et 21). — Dépose une demande d'interpellation sur la sauvegarde des intérêts des adhérents du Crédit mutuel du bâtiment et des sociétés de crédit différé en liquidation [9 février 1954] (p. 102). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur les expulsions de locataires : *Sa demande de discussion immédiate* [9 février 1954] (p. 115) ; *Son ordre du jour (Retrait de la circulaire du 14 janvier 1954, relogement des locataires expulsés)* [2 mars 1954] (p. 597, 598). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant sur les dispositions financières et réglementaires relatives au Crédit mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé : *Discussion générale (Contrôle du crédit différé)* [18 février 1954] (p. 386) ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Application de l'art. 12 de la loi du 24 mars 1952 aux sociétés de crédit différé en liquidation)* [18 février 1954] (p. 389) ; *Article additionnel de M. Jean Cayeux (Conditions de fonctionnement des entreprises de crédit différé : Sa demande d'examen par la Commission de la justice et de législation)* (p. 393 et suiv.) ; — du projet de loi portant suppression de la Haute-Cour de justice, amendé par le

Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* : *Maintien de la Haute-Cour de 1944 uniquement composée de parlementaires* [23 février 1954] (p. 472). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Vote d'un douzième provisoire du budget de l'Education nationale et maladie du Ministre* [26 février 1954] (p. 562). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi concernant les expulsions et le relogement, en qualité de *Rapporteur* : *Interdiction des expulsions pendant l'hiver, relogement assuré par des réquisitions et des cités-relais, concours de la force publique, dommages et intérêts alloués aux propriétaires* [5 mars 1954] (p. 690 et suiv.) ; *Discussion générale (Son rappel au § 5 de l'art. 39 bis du Règlement ; Sa demande de nouveaux débats sur cette proposition de loi et son renvoi en Commission)* (p. 699) ; *Son rapport supplémentaire (Modification de la loi du 1^{er} décembre 1951 tendant à permettre de surseoir aux expulsions de certains occupants de bonne foi, refus du concours de la force publique par le préfet, réquisitions pour assurer le relogement, délais de grâce accordés par le juge des référés)* [23 mars 1954] (p. 1155, 1156, 1157) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Degoutte (Retour devant le juge des référés qui a ordonné l'expulsion)* (p. 1158) ; *Amendement de M. Grousseau (Octroi de délais aux occupants de bonne foi menacés d'expulsion)* (p. 1158) ; *Amendement de M. Maton (Extension de la notion du local d'habitation)* (p. 1158) ; *Amendement de M. Alphonse Denis (Octroi de délais aux occupants de locaux à usages commerciaux et artisanaux menacés d'expulsion)* (p. 1159) ; *Amendement de Mme Rabaté (Maintien dans les lieux de l'occupant qui ne peut pas être relogé dans des conditions normales)* (p. 1160) ; *Article additionnel de MM. Alphonse Denis et Maton (Suppression de la condamnation aux astreintes ou dommages-intérêts pour non-exécution de jugement en matière d'expulsion, modifications à la loi du 21 juillet 1949 sur les astreintes)* (p. 1161) ; Art. 2 : *Amendement de MM. Anthonioz et Grousseau (Application de la loi uniquement aux locaux d'habitation et non aux hôtels meublés)* (p. 1162) ; Art. 3 : *Amendement de M. Gautier (Obligation pour le préfet d'exercer le droit de réquisition)* (p. 1162, 1163) ; Art. 4 : *Amendement de Mme de Lipkowski (Limitation des délais pendant lesquels un local d'habitation peut rester vacant, défini-*

tion des locaux vacants et inoccupés) (p. 1163, 1164) ; Art. 6 : *Amendement de M. Degoutte (Validité des réquisitions n'ayant pas fait l'objet d'une contestation par voie judiciaire)* (p. 1165) ; *Amendement de M. Halbout (Validité des réquisitions)* (p. 1165) ; Art. 7 : *Amendement de M. Grimaud (Recensement par les maires des locaux susceptibles d'être réquisitionnés)* (p. 1166) ; *Amendement de M. Grousseau (Délais de réquisition des locaux faisant partie d'une succession)* (p. 1166) ; de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [8 juillet 1954] (p. 3350) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Grimaud (Application des dispositions envisagées aux immeubles neufs, principe de la loi du 1^{er} septembre 1948)* [8 juillet 1954] (p. 3351, 3352) ; Art. 7 bis : *Sa Demande de rejet* (p. 3354) ; — d'une proposition de loi concernant le maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, en qualité de *Rapporteur* : *Prorogation de la loi du 2 avril 1949* [12 mars 1954] (p. 852, 853) ; *Article unique : Amendement de M. Anthonioz (Limitation de prorogation du maintien dans les lieux jusqu'au 1^{er} avril 1957)* (p. 853). — Ses rapports sur des pétitions [24 mars 1954] (p. 1232, 1233) ; [4 mai 1954] (p. 2106). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à considérer comme biens de presse les biens mobiliers et immobiliers* [7 mai 1954] (p. 2203) ; le retire (ibid.) ; Art. 10 : *Son amendement (Calcul du prix d'acquisition des immeubles attribués)* [11 mai 1954] (p. 2303) ; le retire (p. 2304) ; *Son amendement (Echelonnement des annuités de paiement)* (p. 2304) ; le retire (ibid.) ; Art. 11 : *Son amendement (Refus de la décision arbitrale)* [20 mai 1954] (p. 2539) ; *Article additionnel de M. de Léotard (Exclusion des entreprises de presse condamnées pour manœuvres anti-nationales ou provocations de militaires à la désobéissance)* (p. 2556) ; *Demande de renvoi en Commission présentée par M. de Moustier* (p. 2557). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas déposé avant le 31 mars 1954, les projets de loi organique prévus par les articles 46 et 89 de la Constitution [7 mai 1954] (p. 2316). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions

d'ordre financier : *Son article additionnel (Exonération des personnes qui ont constitué leurs rentes par leurs propres moyens)* [18 mai 1954] (p. 2476, 2477) ; *Son article additionnel (Publication du montant des impositions établies au titre de la surtaxe progressive)* [1^{er} juin 1954] (p. 2720 et suiv.) ; — de la proposition de résolution créant une Commission de coordination pour l'examen des problèmes d'Indochine, en qualité de *Rapporteur* [14 mai 1954] (p. 2438, 2439) ; Art. 2 : *Représentation de la Commission des finances* (p. 2442) ; — d'une proposition de résolution octroyant un nouveau délai à la Commission d'enquête sur le trafic des piastres, en qualité de *Rapporteur* [14 mai 1954] (p. 2442). — Intervient dans la discussion du projet de loi modifiant le décret organique du 2 février 1852 sur les incapacités électorales et inéligibilités [14 mai 1954] (p. 2446, 2447) ; Art. 1^{er} : *Son amendement (Cas de corruption prévus par l'art. 179 du Code pénal)* (p. 2450) ; *Son amendement (Proxénétisme simple)* (p. 2451) ; *Amendement de M. Billat (Prise en considération de la nature du délit)* (p. 2452) ; *Son amendement (interdits et aliénés)* (p. 2453) ; en qualité de *Rapporteur*, Art. 2 : *Son amendement (Taux de l'amende entraînant l'incapacité électoral)* [10 juin 1954] (p. 2899) ; *Amendement de M. André Mercier (Condammations entraînant l'incapacité électorale ; loi électorale de mai 1951)* (p. 2899, 2900) ; *Sous-amendement de M. Bullanger à son amendement (Durée de l'emprisonnement entraînant l'incapacité électorale)* (p. 2900) ; *Sous-amendement de M. Demusois à son amendement (Délits prévus à l'art. 1^{er} entraînant l'incapacité électorale)* (p. 2900) ; Art. 3 : *Amendement de M. Demusois (Condammations n'empêchant pas l'inscription sur les listes électorales, condamnation ayant un caractère politique)* (p. 2901) ; *Amendement de M. Bullanger (Incapacité électorale perpétuelle et cas des condamnations avec sursis)* (p. 2902) ; *Article additionnel de M. André Mercier (Réinscription de plein droit sur les listes électorales de certains délinquants au bout de cinq ans)* (p. 2903) ; Art. 5 : *Son amendement (Délai au cours duquel devra être terminée la révision de la liste électorale entraînée par l'application de la présente loi)* (p. 2903) ; Art. 7 : *Son amendement (Codification des textes législatifs concernant les incapacités électorales et les inéligibilités)* (p. 2905) ; *Texte libéral permettant d'effacer les consé-*

quences de condamnations bénignes (p. 2906). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée, en qualité de *Rapporteur* : *Amélioration des méthodes de travail parlementaire, effectif minimum des groupes, utilité de la présence du Gouvernement au cours de cette discussion* [21 mai 1954] (p. 2631, 2635) ; *Amendement de M. Delachenal (Nomination des Commissions pour toute la durée de la législature)* (p. 2636) ; *Amendement de M. Delachenal (Appartenance d'un député à une seule Commission)* (p. 2637) ; *Amendement de M. Secrétain (Titre de la Commission de la reconstruction)* (p. 2636) ; *Amendement de M. Mendès-France (Composition du bureau de la Commission des finances)* (p. 2638) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bullanger (Séances de l'Assemblée et réunions de commissions)* (p. 2639) ; *Amendement de M. Demusois (Convocation d'une commission à la demande de la majorité de ses membres)* (p. 2639) ; *Amendement de M. Demusois (Autorisation de la Conférence des Présidents pour la réunion d'une commission)* (p. 2639) ; Art. 7 : *Amendement de M. Mercier (Tenue d'une séance supplémentaire à la demande de cinquante députés)* (p. 2641) ; *Amendement de M. Delachenal (Inscription d'un débat d'investiture à l'ordre du jour d'une séance fixée au mercredi, jeudi ou vendredi)* (p. 2641) ; Art. 2 : *Conférence des Présidents, règlement de l'ordre du jour, « vote pondéré », droit de vote du Gouvernement, notification aux présidents de groupes des sujets envisagés* (p. 2641 et suiv.) ; *Amendement de M. Mercier (Fixation du jour de la réunion de la Conférence des Présidents)* (p. 2646) ; *Amendement de M. Mercier (Modalités d'adoption des propositions de la Conférence des Présidents)* (p. 2648) ; Art. 4 : *Motifs de l'opposition à un vote sans débat* [25 mai 1954] (p. 2689) ; *Ses explications de vote* (p. 2690) ; — d'une proposition de loi relative à la modification de l'article 55 du Code civil, en qualité de *Rapporteur* : *Transcription des actes de naissance des enfants sur le registre de l'état civil du domicile des parents* [25 mai 1954] (p. 2690). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents [2 juin 1954] (p. 2777). — Son rapport sur les élections partielles dans le département du Pas-de-Calais (2^e circonscription, M. Delabre) [10 juin 1954] (p. 2916). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et du Logement, une question relative à l'installation d'appareils

de chauffage et sanitaires dans les logements économiques et familiaux [11 juin 1954] (p. 2943, 2944). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la signalisation routière, Art. 2 : *Sous-amendement de M. Gosset (Signalisation des postes de secours et des stations de dépannage ; Dispositions du domaine réglementaire et du domaine législatif)* [7 juillet 1954] (p. 3278). — Ses rapports sur des pétitions [7 juillet 1954] (p. 3283, 3284). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour venir en aide aux victimes de la Société Alutrad [9 juillet 1954] (p. 3380). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi concernant le relevé de forclusion relatif aux locaux commerciaux, industriels ou artisanaux : *Son contre-projet tendant à relever de la forclusion pendant un délai de trois mois les locataires et bailleurs déjà déclarés forclos par le décret du 30 septembre 1953* [20 juillet 1954] (p. 3423); *Son article additionnel (Montant de l'indemnité provisionnelle d'éviction)* (p. 3425); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative à la réforme de la filiation, Art. 2 : *Modification de l'article 340 du Code civil (Suppression des commencements de preuves par écrit, examen des sangs)* [27 juillet 1954] (p. 3645); — d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins, Article unique tendant à modifier l'article 331 du Code civil : *Défense de l'intérêt de l'enfant* [27 juillet 1954] (p. 3649); *Propositions relatives à l'adoption* (p. 3651). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative à la situation de l'emploi dans la région d'Audincourt [6 août 1954] (p. 3907). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Nécessité de réviser la Constitution* [6 août 1954] (p. 3914). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au contingent de décorations sans traitement, en qualité de *Rapporteur* : *Promotions traditionnelles de juillet dans l'Ordre de la Légion d'honneur* [6 août 1954] (p. 3912). — Ses rapports sur des pétitions [13 août 1954] (p. 4057). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux loyers des habitations à loyer modéré : *Ses explications de vote (Modifications indispensables du décret du 9 août 1953)* [4 novembre 1954] (p. 4755). — Ses rapports sur des pétitions [16 novembre 1954] (p. 5111). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Consti-

tution : *Motion préjudicielle de M. Moisan tendant à surseoir à la révision de la Constitution jusqu'à la ratification d'un texte de remplacement de la C.E.D.* [29 novembre 1954] (p. 5575); Art. 4 : *Amendement de M. Ballonger (Ordre du jour des sessions extraordinaires)* (p. 5580); Art. 7 : *Amendement de M. Coudert tendant à éviter certaines manœuvres dilatoires en matière de levée d'immunité parlementaire* (p. 5581); Art. 8 : *Amendement de M. Moisan (Institution du Président du Conseil à la majorité absolue)* (p. 5581, 5582); Art. 6 : *Son amendement (Navette entre les deux Chambres)* [30 novembre 1954] (p. 5607); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à prévoir le cas où l'Assemblée Nationale dépasse les délais qui lui sont impartis* (p. 5612); *Ses explications de vote (Rôle du Conseil de la République, Chambre de réflexion, la navette et les cent jours)* (p. 5621, 5622); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la photographie, la radiodiffusion et la télévision des débats judiciaires, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} décembre 1954] (p. 5637, 5638). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Nécessité de trois séances chaque jour pour la discussion budgétaire durant le mois de décembre; procédure d'organisation des débats touchant l'Afrique du Nord; moindre urgence du débat sur l'Inde; inscription du débat sur les Accords de Paris simplement évoquée* [3 décembre 1954] (p. 5742). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la suspension de l'article 24 du Règlement, en qualité de *Rapporteur* [3 décembre 1954] (p. 5746, 5747); — d'une proposition de résolution relative à la création d'une Commission de l'énergie atomique et des recherches nucléaires, en qualité de *Rapporteur* [14 décembre 1954] (p. 6308 et suiv.). — Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question relative au fonctionnement des offices publics d'habitations à loyer modéré [17 décembre 1954] (p. 6501, 6502). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au budget de la LÉGIION D'HONNEUR ET DE LA MÉDAILLE MILITAIRE, en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1954] (p. 6964); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE pour 1955 : *Indemnité forfaitaire des magistrats* [30 décembre 1954] (p. 6966); — du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955 des budgets

annexes de la LÉGION D'HONNEUR ET DE L'ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Contingent des Légions d'honneur sans traitement* [25 janvier 1955] (p. 201); — d'une proposition de résolution tendant à suspendre l'application de l'article 24 du Règlement, en qualité de *Rapporteur* [25 janvier 1955] (p. 213). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Interpellations du groupe communiste* [28 janvier 1955] (p. 384). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955; Art. 19 : *Son amendement (Dépôts dans les caisses d'épargne)* [28 janvier 1955] (p. 424); Art. 24 quater : *Son amendement (Allocations insaisissables et incessibles)* (p. 443); *Son amendement rectifié* (p. 445); *le retire* (ibid.). — Ses rapports sur des pétitions [2 février 1955] (p. 643). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au référé administratif et à la procédure devant les conseils de préfecture : *Juridictions administratives et ordinaires* [4 février 1955] (p. 713); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la Légion d'honneur et à la médaille militaire, en qualité de *Rapporteur* [4 février 1955] (p. 713, 714); *Amendement de M. Viatte (Réduction accentuée des attributions)* (p. 714, 716); — d'une proposition de résolution relative à la modification du Règlement, en qualité de *Rapporteur* [4 février 1955] (p. 716); Art. 4 : *Projets ou propositions déposés au Conseil de la République, textes venant de lui* (p. 717); *Sa demande de réserver cet article* (p. 718); *Amendement de M. Simonnet (Lettres rectificatives après la première lecture)* (p. 717); Art. 12 : *Initiatives nouvelles à partir de la deuxième lecture* (p. 718, 719). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Zones de salaires* [1^{er} mars 1955] (p. 903). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à une prolongation de délais impartis au Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} mars 1955] (p. 910); *Amendement de M. Ballanger (Distinction entre le délai de deux mois et le délai d'accord de cent jours)* (p. 912); *Amendement de M. Bruyvel (Prolongation égale à la durée de la crise)* (p. 912); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la protection des appellations d'origine des fromages; Art. 5 : *Son amendement (L'expression « sera habile »)* [2 mars 1955] (p. 954); — du projet de loi

relatif à l'article 367 du Code pénal : *Faux-témoignage de l'interprète, extension aux territoires d'outre-mer, Cameroun, Togo* [2 mars 1955] (p. 955, 956); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux incapacités électorales et inéligibilités, en qualité de *Rapporteur* [2 mars 1955] (p. 956, 957); Art. 1^{er} : *Amendement de M. A. Mercier (Tribunaux juges de la privation du droit de vote)* (p. 957); Art. 2 : *Amendements de M. A. Mercier (Privation temporaire de trois ans; amende supérieure à 300.000 francs)* (p. 958); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955; I. — CHARGES COMMUNES : *Son article additionnel (Abrogation du décret du 9 novembre 1956 réduisant l'indemnité forfaitaire des magistrats)* [4 mars 1955] (p. 1115); *Ses amendements tendant à supprimer les huitième et treizième alinéas de l'article 44 relatifs aux sous-commissions chargées de suivre la gestion des entreprises nationales* (p. 1116); *Son article additionnel (Calcul du temps passé à l'école d'administration pour l'avancement)* (p. 1118); *le retire* (ibid.); *Son article additionnel (Indemnité des magistrats)* [8 mars 1955] (p. 1186, 1187). — Son rapport sur une pétition [9 mars 1955] (p. 1254). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi relative à l'enseignement professionnel agricole* [11 mars 1955] (p. 1320, 1321, 1323). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la location-gérance des fonds de commerce et des fonds artisanaux : *Urgence de l'examen par le Conseil de la République* [15 mars 1955] (p. 1400); de cette proposition de loi en deuxième lecture [30 mars 1955] (p. 2111); — d'une proposition de résolution relative à la suspension de l'application de l'article 24 du Règlement, en qualité de *Rapporteur* [15 mars 1955] (p. 1422); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955 : *Magistrats des tribunaux administratifs* [16 mars 1955] (p. 1495, 1496); Art. 7 : *Son amendement (Indemnités des magistrats des tribunaux administratifs)* (p. 1511, 1512); *Rémunération des fonctionnaires* (p. 1513). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport relatif à l'enseignement*

postscolaire agricole [18 mars 1955] (p. 1676, 1677). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 : *Son amendement (Mention des charges de famille et du montant de la surtaxe progressive de chaque redevable à l'occasion de la publication des rôles)* [19 mars 1955] (p. 1754); de ce projet de loi en troisième lecture, Art. 11 bis : *Publication du revenu brut déclaré à la surtaxe progressive par chaque redevable* [18 mai 1955] (p. 2887); — en deuxième lecture, du projet de loi tendant à indemniser les commerçants, industriels et artisans sinistrés de la perte de leur droit au bail, Art. 5 : *Unité de juridiction* [22 mars 1955] (p. 1825); — en seconde lecture d'une proposition de loi relative à l'article 55 du Code civil : *Transcription des actes de naissance sur les registres de la commune du domicile* [22 mars 1955] (p. 1829, 1830); Article unique : *Consentement de la mère si le père est inconnu; Registre de passage; Rétroactivité* (p. 1830 à 1833); — du projet de loi instituant un état d'urgence : *Renvoi de la discussion* [24 mars 1955] (p. 1896); Art. 8 : *Amendement de M. M. Grimaud (Recours devant le tribunal administratif)* [31 mars 1955] (p. 2199); *Sous-amendement de M. Maton à l'amendement de M. René Mayer (Délai dans lequel la Commission doit statuer)* (p. 2206); Art. 13 : *Son amendement tendant à substituer les tribunaux correctionnels aux tribunaux militaires* (p. 2241 et suiv.). Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents *Maintien du Rapport de M. Saint-Cyr, renvoi sine die de la discussion sur les zones de salaires* [25 mars 1955] (p. 1943, 1944). — Pose à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, une question relative aux frais de représentation des premiers présidents et procureurs généraux près les cours d'appel [25 mars 1955] (p. 1947). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale. Article premier : *Son amendement tendant à exclure du champ des pouvoirs spéciaux la réforme administrative ou judiciaire* [29 mars 1955] (p. 2082, 2083). — Ses rapports sur des pétitions [23 avril 1955] (p. 2421). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Inscription du rapport de M. M. Saint-Cyr, Boscary-Monsservin, non-inscription du rapport de M. Titeux sur les*

zones de salaires et du rapport de M. Nenon sur les employés communaux [3 mai 1955] (p. 2428). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la reconnaissance des enfants naturels, Art. 3 bis : *Amendement de M. Delbez (Modification de rédaction concernant la preuve de la filiation des enfants nés d'un commerce incestueux ou adultérin)* [10 mai 1955] (p. 2612); *Son amendement (Délais et conditions)* (p. 2612) 2613); — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif à la vente et au nantissement des fonds de commerce, en qualité de *Rapporteur suppléant* [10 mai 1955] (p. 2613); — de propositions de loi relatives à la révision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels : *Motion préjudicielle de M. Grousseau (Refonte du décret du 30 septembre 1953 relatif à la propriété commerciale)* [13 mai 1955] (p. 2757); *Demande de renvoi à la Commission formulée par le Gouvernement* (p. 2761); — d'une proposition de loi relative au transfert de l'Assemblée de l'Union française à Paris, en qualité de *Rapporteur* [13 mai 1955] (p. 2767, 2768, 2772); — d'une résolution demandant la prolongation d'un délai imparté au Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur : Lenteurs du Conseil de la République* [18 mai 1955] (p. 2878, 2879); — d'une proposition de loi concernant la modification de la loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Absence du Gouvernement* [24 mai 1955] (p. 2919); *Amendement de M. E. Hugnes (Suppression des élections partielles dans les douze derniers mois de la législature)* (p. 2920); — du projet de loi relatif à la police de la circulation routière, Art. 2 : *Son amendement tendant à ce que certaines infractions soient jugées par les tribunaux de simple police* [24 mai 1955] (p. 2927, 2928); *Sa demande de réserver cet article* (p. 2928); — d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution : *Son contre-projet (Révision des articles 49 et 50 et non de l'article 90)* [24 mai 1955] (p. 2958, 2959); Article unique : *Amendement de M. Lecourt (Révision du titre VIII relatif à l'Union française)* (p. 2964); *Son sous-amendement (Présentation et division du rapport sur la révision constitutionnelle décidée)* (p. 2964). — Ses rapports sur des pétitions [18 juin 1955] (p. 3160 à 3162) — Prend part à la discussion du projet de loi

portant amnistie dans les territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur suppléant* [21 juin 1955] (p. 3174 à 3176) ; *Position de M. Velonjara, élu de Madagascar* [13 juillet 1955] (p. 3836) ; *Exclusion de l'Afrique du Nord* (p. 3840) ; *Contre-projet de M. Gautier (Large extension du champ d'application)* (p. 3845) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Daniel Mayer (Peine privative de liberté de vingt ans ; extension du champ d'application territorial)* (p. 3846 à 3848) ; Art. 2 : *Amendement de M. Gautier (Faits sans caractère politique ayant entraîné une condamnation égale ou supérieure à deux ans)* (p. 3848) ; *Amendement de M. Gautier (Substitution d'un plafond de cinq ans au plafond de deux ans)* (p. 3848) ; Art. 3 : *Amendements de M. Cherrier (Non-exclusion des auteurs, coauteurs ou complices de meurtre ou d'assassinat)* (p. 3849) ; Art. 4 : *Amendement de M. Girard (Amnistie aux personnels des administrations civiles et militaires)* (p. 3850) ; Art. 5 : *Amendement de M. Gautier (Sanctions disciplinaires pour inaptitude ou « incapacité » morale)* (p. 3851, 3852) ; Art. 8 : *Sa modification de réduction* (p. 3853) ; *Amendement de M. Charles Benoist (Amnistie par mesure individuelle, extension de son champ d'application, composition de la Commission)* (p. 3853, 3854) ; *Amendement de M. Fayet (Quorum de la Commission pour amnistie par mesure individuelle)* (p. 3854) ; Art. 12 : *Amendements de MM. Ranaivo et Alphonse Denis (Condamnés n'ayant pas payé les frais de poursuite)* (p. 3855) ; *Amendement de M. Alphonse Denis (Contrainte par corps à la requête des victimes de l'infraction)* (p. 3856) ; *Article additionnel de M. Kriegel-Valrimont (Extension au Maroc, à la Tunisie, à l'Indochine)* (p. 3856, 3857) ; *Sa demande de seconde délibération* (p. 3857) ; seconde délibération [26 juillet 1955] (p. 4260) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bissol (Extension à certains événements survenus à la Réunion)* (p. 4264). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Interpellations sur l'Algérie, ratification des conventions franco-tunisiennes* [24 juin 1955] (p. 3316). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisionnels civils pour juillet 1955 : *Budget de la Légion d'honneur* [29 juin 1955] (p. 3453) ; *Revalorisation de la fonction publique* (p. 3453, 3457) ; — d'une proposition de loi relative au maintien

dans les lieux des locaux ou occupants dans les départements d'outre-mer et fixant le prix des loyers, en qualité de *Rapporteur* [29 juin 1955] (p. 3458, 3459) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la saisie conservatoire, en qualité de *Rapporteur suppléant* [29 juin 1955] (p. 3459) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins : *Sa demande de renvoyer le débat* [29 juin 1955] (p. 3460) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer ; *Renvoi du débat* [29 juin 1955] (p. 3461) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement, en qualité de *Rapporteur* : *Améliorations apportées au travail parlementaire* [21 juillet 1955] (p. 4001, 4002) ; Art. 2 : *Remplacement dans les Commissions, des députés nommés Ministres ou chargés de missions temporaires* (p. 4002) ; Art. 3 : *Amendement de M. A. Mercier (Épuisement du temps de parole)* (p. 4002, 4003) ; *Amendement de M. Pluchet (Impossibilité, pour le groupe ayant épuisé son temps de parole, de demander des scrutins publics)* (p. 4003) ; *Article additionnel de M. Coste-Floret (Réduction des séances de nuit, liberté d'une semaine chaque mois pour atténuer l'absentéisme)* (p. 4005, 4006, 4012) ; *Son amendement (Initiative laissée à la seule conférence des Présidents pour organiser des séances pendant la semaine de liberté prévue)* (p. 4008) ; *Son sous-amendement à l'amendement de M. Coste-Floret (Heure de levée des séances)* (p. 4007, 4009) ; *le retire* (p. 4009) ; Art. 5 : *Question de confiance, délais pour la reprise du débat, interventions à la tribune du Président du Conseil ou des membres du Gouvernement mis en minorité* (p. 4010) ; Art. 6 : *Amendement de M. Pataud (Suppression de la possibilité donnée au Gouvernement de s'opposer à la discussion de textes frappés d'irrecevabilité)* (p. 4011) ; *Son amendement (Réglementation de la procédure suivie lorsque des irrecevabilités sont opposées)* (4012) ; *Son article additionnel (« Cavaliers budgétaires »)* (p. 4015) ; *Article additionnel de M. Secrétan (Dépôt des amendements présentés en matière budgétaire) sa modification de rédaction* (p. 4015) ; Art. 10 : *Amendement de M. André Mercier (Dépôt des demandes d'interpellation appuyées de 50 signatures)* (p. 4015, 4016) ; Art. 11 : *Organisation des débats d'interpella-*

tions (p. 4016) ; Art. 12 : *Questions orales hors tour, usage anglais* (p. 4016, 4017) ; *Article additionnel de M. Lecourt (Etablissement d'un rapport d'information par les députés délégués à l'Assemblée européenne du charbon et de l'acier)* (p. 4018) ; Art. 7 : *Suppression de la possibilité de donner une consigne écrite au bureau* (p. 4019) ; *Amendement de M. Lecourt (Institution du vote personnel dans quatre cas)* (p. 4020 et suiv.) [26 juillet 1955] (p. 4253, 4256, 4258) ; *Sous-amendement de M. de Sesmaisons (Possibilité pour les députés malades ou en mission de désigner un mandataire chargé de voter en leur nom)* (p. 4257) ; *Article additionnel de M. Alphonse Denis (Demande de scrutin personnel et public à la tribune signée de 50 députés présents en séance)* (p. 4258) ; *Sa demande de renvoi à la Commission pour révision et coordination* (p. 4259). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Déclaration sur les résultats de la conférence de Genève et les événements du Maroc* [22 juillet 1955] (p. 4047). — Pose à M. le Ministre de la Justice, une question relative aux activités privées d'anciens fonctionnaires [22 juillet 1955] (p. 4048, 4049). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la législation sur les dommages de guerre : *Déroulement des débats* [26 juillet 1955] (p. 4295) ; — du projet de loi relatif à l'article 640 du Code d'instruction criminelle, en qualité de *Rapporteur suppléant* [26 juillet 1955] (p. 4295) ; — d'une proposition de loi relative aux indemnités de nuit du personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire : *Sa demande de renvoi à la Commission* [26 juillet 1955] (p. 4297). — Ses rapports sur des pétitions [27 juillet 1955] (p. 4386, 4387). — Prend part à la discussion : en troisième lecture, d'une proposition de loi relative à la modification de l'article 55 du Code civil, en qualité de *Rapporteur* [11 octobre 1955] (p. 4990) ; — d'une proposition de loi relative à la création d'un corps d'adjoints technique des eaux et forêts [11 octobre 1955] (p. 4991, 4992) ; — du projet de loi relatif à la Haute Cour de justice, en qualité de *Rapporteur* [20 octobre 1955] (p. 5167) ; — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux [20 octobre 1955] (p. 5172) ; *Passage à la discussion des articles* (p. 5173, 5174). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour donner satisfaction aux légitimes

revendications du personnel pénitentiaire et mettre fin à la grève du 25 octobre [26 octobre 1955] (p. 5277). — Ses rapports sur des pétitions [26 octobre 1955] (p. 5323). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Jean Meunier (Retour à la loi du 5 octobre 1946)* [9 novembre 1955] (p. 5617) ; — d'une proposition de loi relative aux allocations de vieillesse : *Son rappel au Règlement (Date fixée pour la suite de la discussion)* [15 novembre 1955] (p. 5675, 5676) ; *Demande de suspension en attendant le dépôt du texte gouvernemental* [16 novembre 1955] (p. 5737) ; — du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Son article additionnel tendant à fixer la date des élections un jour de semaine* [15 novembre 1955] (p. 5688, 5689) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la révision triennale des baux commerciaux, Art. 2 : *Amendement de M. Alphonse Denis (Coefficient 20 par rapport à 1939)* [17 novembre 1955] (p. 5797) ; *Amendement de M. Grimaud (Intervention du coefficient d'adaptation départemental)* (p. 5800) ; *Examen du texte par le Conseil de la République* (ibid.) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins [17 novembre 1955] (p. 5794) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la liberté de la presse, en qualité de *Rapporteur* [17 novembre 1955] (p. 5801). — Pose au Ministre de la Justice une question relative à la grève des personnels de l'administration pénitentiaire [18 novembre 1955] (p. 5854, 5855). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la prorogation des délais des protêts, en qualité de *Rapporteur* : *Mesures de protection en faveur des jeunes gens maintenus ou rappelés sous les drapeaux* [18 novembre 1955] (p. 5858, 5859). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Remise en ordre des traitements et pensions* [18 novembre 1955] (p. 5858). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la rémunération des greffiers, en qualité de *Rapporteur* [22 novembre 1955] (p. 5893, 5894) ; — du projet de loi relatif aux crédits provisoires applicables aux budgets de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la libération pour novembre et décembre 1955 : *Traitements*

[22 novembre 1955] (p. 5910) ; — du projet de loi relatif à l'amnistie pour certaines infractions commises en Tunisie [23 novembre 1955] (p. 5956) ; *Amendement de M. Isorni (Définition du mobile des actes commis)* (ibid.) ; *Conditions de discussion de ce texte* (p. 5957). — Ses rapports sur des pétitions [23 novembre 1955] (p. 5960, 5961).

MITTERRAND (M. François), *Député de la Nièvre (U. D. S. R.)*.

Ministre d'Etat

(Cabinet Edgard FAURE)

du 21 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Ministre délégué au Conseil de l'Europe

(Cabinet LANIER)

du 28 juin 1953 au 5 septembre 1953,

Ministre de l'Intérieur

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 19 juin 1954 au 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des finances [28 août 1951] (F. n° 27), [20 janvier 1953] (F. n° 216) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [25 mars 1952] (F. n° 123) ; de la Commission des affaires étrangères [27 octobre 1953] (F. n° 296), [19 janvier 1954] (F. n° 341).

Dépôts :

Le 7 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire célébrer solennellement le centenaire de la naissance de Pierre Savorgnan de Brazza. n° 2368. — Le 21 octobre 1952, une proposition de loi tendant à l'extension du régime des municipalités de plein exercice à certaines localités de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale, du Togo et du Cameroun, n° 4403. — Le 17 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir le Parlement d'un projet de loi tendant à l'amnistie de certains crimes, délits et contraventions commis en Afrique noire française. n° 5885. — Le 23 juin 1953, une proposition de loi tendant à la création d'un Office pastoral

de l'Afrique noire, n° 6349. — Le 6 juillet 1954, un projet de loi portant extension à l'Algérie de diverses dispositions législatives en vigueur dans la métropole, n° 8808. — Le 3 novembre 1954, un projet de loi étendant à l'Algérie certaines dispositions des lois n° 50-631 du 2 juin 1950, n° 51-650 du 24 mai 1951, n° 52-5 du 3 janvier 1952, n° 53-80 du 7 février 1953 relatives au développement des dépenses d'investissement pour les exercices 1950, 1951, 1952 et 1953 (réparation des dommages de guerre) et n° 53-319 du 15 avril 1953 facilitant certaines opérations de reconstruction, n° 9348. — Le 13 janvier 1955, un projet de loi modifiant l'article 66 de la loi n° 50-1597 du 30 décembre 1950 portant application à l'Algérie des dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948 réglant les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 9871. — Le 2 février 1955, un projet de loi relatif à l'élection des députés, n° 10062. — Le 19 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-586 du 23 mai 1951, relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 11212. — Le 28 juillet 1955, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-586 du 23 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 11371. — Le 21 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier les articles 19, 21 et 22 de la loi du 5 octobre 1946 modifiée par les lois subséquentes et relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, n° 11681.

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales de la Haute-Saône : *Amendement de M. Mutier tendant à débiter valablement les apparentements et à proclamer élus MM. Georges, Montillot et Linaig* [23 août 1951] (p. 6471). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *La demande de suspension de séance* [6 novembre 1951] (p. 7605). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique étrangère et financière du Gouvernement : *Un ordre du jour de confiance au Gouvernement* [10 novembre 1951] (p. 8137). — du projet de loi relatif

aux assemblées locales des territoires d'outre-mer; Art. 3 : *Son amendement tendant à tenir compte des subdivisions au Togo* [23 novembre 1951] (p. 8415); — du rapport sur les opérations électorales du département d'Eure-et-Loir (invalidation de M. Rastel) : *Amendement de M. Delbos tendant à invalider M. Rastel* [29 novembre 1951] (p. 8671, 8672); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion d'ajournement de M. Pierre André* [11 décembre 1951] (p. 9011, 9012); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; PRÉSIDENCE DU CONSEIL, Chap. 5000 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à France-Presse (Fausses nouvelles diffusées par l'agence France-Presse)* [13 décembre 1951] (p. 9169 et suiv.); RADIODIFFUSION ET TÉLÉVISION, Chap. 11-20 : *Amendement de M. Nocher tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions d'information (Partialité des commentateurs en faveur du Gouvernement)* [19 décembre 1951] (p. 9338); Chap. 30-10 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel technique (Développement de la télévision)* (p. 9340, 9341); *le retire* (p. 9342); — du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Ses explications de vote sur la question de confiance pour la prise en considération du projet gouvernemental (Attitude du R. P. F., l'impossibilité de trouver une autre majorité)* [3 janvier 1952] (p. 79, 80); Art. 5 : *Son amendement tendant à permettre au Parlement d'examiner d'ici le 1^{er} mai 1952 le financement des allocations agricoles* [4 janvier 1952] (p. 158); Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire le délai et à prévoir l'élévation de la limite d'âge du personnel* (p. 135); *Son sous-amendement relatif aux mesures que pourra proposer la commission chargée d'étudier les réformes* [5 janvier 1952] (p. 152); Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de son amendement relatif à la réforme de la S. N. C. F.* [7 janvier 1952] (p. 183 et suiv.). — Est nommé *Ministre d'Etat* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 195). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* [29 février 1952]

(p. 1160). — Cesse d'expédier les affaires courantes [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En qualité de Député :

Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement en Tunisie [27 mai 1952] (p. 2440); la développe : *Ses observations sur l'échec de la commission mixte, l'insuffisance des réformes proposées, les lenteurs voulues du Gouvernement français, l'attitude scandaleuse des Français de Tunisie, la nécessité de ne pas modifier le traité du Bardo, mais de conclure de nouveaux accords sur l'étendue des pouvoirs accordés au peuple tunisien* [19 juin 1952] (p. 3047 et suiv.); *Ordre du jour de M. Vassor demandant l'examen des réformes par la Commission des affaires étrangères* [20 juin 1952] (p. 3100); *Ordre du jour de M. Gaston Palewski estimant que le Ministre des Affaires étrangères n'est plus qualifié pour mener les négociations* (p. 3101); *Sa demande de vote par division de l'ordre du jour de M. René Mayer* (p. 3102); — sur les effets désastreux de la fièvre aphteuse [27 mai 1952] (p. 2440); la développe : *Ses observations sur les méfaits de la fièvre aphteuse, l'insuffisance de la production de vaccin* [8 juillet 1952] (p. 3652 et suiv.); — sur la fixation du prix du blé non conforme aux garanties accordées par la loi [7 octobre 1952] (p. 4067). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Débat de politique étrangère* [16 décembre 1952] (p. 6480). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Ses observations sur le programme de M. René Mayer, la politique de construction, le franc C. F. A., la réforme de la Constitution, la Communauté de défense européenne, le problème tunisien et la solution possible du problème indochinois* [6 janvier 1953] (p. 27 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les buts de guerre de la France dans le Sud-Est asiatique [24 février 1953] (p. 1293). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Paul Reynaud) : *Ses observations sur la réforme électorale, l'exercice du droit de dissolution, la révision des institutions propres à l'Union française, les événements d'Indochine, le problème nord-africain, la crise financière* [27 mai 1953] (p. 2865, 2866); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses observations sur*

l'alliance franco-britannique et la conception de l'Europe, le nationalisme en Afrique noire, l'évolution du problème tunisien, la nécessité du maintien de la France en Afrique du Nord, la question de la souveraineté interne et de l'autonomie interne, les cinq moyens possibles de finir la guerre du Viet-Nam, la succession de la France en Indochine [4 juin 1953] (p. 2952 et suiv.). — Est nommé *Ministre délégué au Conseil de l'Europe* (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (*J.O.* du 28 juin 1953) (p. 5770). — Donne sa démission de *Ministre délégué au Conseil de l'Europe* [4 septembre 1953] (*J.O.* du 5 septembre 1953, p. 7881) (1).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote : contradictions du texte gouvernemental ; illusion gouvernementale sur des négociations (en Corée ou à Cing), risquant de faire l'unanimité contre l'Union française* [27 octobre 1953] (p. 4612). — Dépose une demande d'interpellation sur les buts de guerre de la France dans le Sud-Est asiatique et sur les buts de paix que rechercheront les représentants de l'Union française au cours des prochaines négociations [2 mars 1954] (p. 585). — Prend part à la discussion des interpellations concernant l'appel en faveur du « cessez-le-feu » en Indochine : *Discussion générale (Négociations avec le Vietnam, buts de la guerre d'Indochine, sauvegarde de l'Union française, attitude de M. Buu Loc* [5 mars 1954] (p. 716 et suiv.) ; *Son ordre du jour : Volonté de régler le conflit d'Indochine par voie de négociations, garanties nécessaires à la sécurité des soldats et des amis de la France, application des accords intervenus entre la France et les Etats Associés, pas de modification du statut d'association avant l'unification et la pacification du Vietnam, hommage aux soldats d'Indochine* [9 mars 1954] (p. 762, 766, 767) ; *Conditions d'un cessez-le-feu* (p. 770). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'unité du bloc franco-africain et sur l'évolution de la situation dans les protectorats [29 mars 1954] (p. 1386) ; — sur la conduite de la guerre et la recherche de la paix en Indochine [11 mai 1954] (p. 2334) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Création d'une Commission des affaires indo-*

chinoises, tâches politiques et militaires du Gouvernement, recherche de la paix, rôle du Parlement (p. 2343, 2344). — Prend part à la discussion des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Sa remarque concernant certains bulletins « confidentiels », inspirés, semble-t-il, par le Gouvernement* [2 juin 1954] (p. 2788) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance (Artifices de procédure et sous-entendus inacceptables du Gouvernement, question de confiance posée dans la confusion, abandon du Corps expéditionnaire, « paix honteuse » et renversement des alliances, prêtés pour objectifs à l'opposition) ; Réponse aux menaces de dissolution (Elections sur l'Indochine et non sur la C.E.D.), non-responsabilité du Parlement touchant la conduite passée de la guerre (Réponse à M. de Bénouville), conditions requises par l'Amérique pour une aide éventuelle en Indochine (Nouvelles déclarations de M. Foster Dulles)* [12 juin 1954] (p. 2981, 2982). — Est nommé *Ministre de l'Intérieur* (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (*J.O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la reconstitution du Conseil général de la Guadeloupe : *Contre-projet de M. Ballanger (Abrogation du décret du 24 décembre 1953 portant dissolution du Conseil général de la Guadeloupe)* [9 juillet 1954] (p. 3393). — Est entendu : sur la désignation des maires-adjoints de Paris [30 juillet 1954] (p. 3749) ; — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Algérie : *Historique des faits, solidarité symbolique des victimes (Caïd Saddok), « Action terroriste organisée », « civisme » de la population, cas de l'Aurès, défense du Gouvernement qui a « fait son devoir » et « démantèle » l'organisation adverse, unité de la France « des Flandres jusqu'au Congo », différence avec l'Indochine, mesures d'ordre immédiates (C.R.S.), succès des opérations en cours (« Pas d'état de siège, pas de sécession »), rigoureuse répression des responsables (M. T. L. D.) : « L'Algérie, c'est la France », « espérance française à ne pas décevoir » ; *propagandes étrangères (Réponse à la Voix des Arabes) investissements économiques portés de 31 à 40 milliards (Début d'un long effort), rénovation nécessaire de l'armée d'Afrique et sort des anciens soldats,**

(1) Démission individuelle.

travaux publics entrepris dans l'Aurès, « politique de la volonté et de la présence » [12 novembre 1954] (p. 4966 à 4969). — Répond à une question de M. Guérard relative à l'expropriation d'un immeuble (Annexe de la bourse du travail) [12 novembre 1954] (p. 4943). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955 : *Motion préjudicielle de M. Guy Petit (Insuffisance des subventions aux collectivités locales ; création de la Caisse d'équipement, constitution et fonctionnement des syndicats de communes)* [22 novembre 1954] (p. 5243 et suiv.) ; Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Maintien de l'unité nationale et de la sécurité en Algérie, assassinats de la Toussaint)* (p. 5253, 5254) ; *Amendement indicatif de M. Quinson (Intégration des anciens rédacteurs auxiliaires des administrations centrales dans le cadre des administrateurs civils)* (p. 5258) ; *Amendement indicatif de M. Mondon (Situation financière des collectivités locales)* (p. 5259) ; *Amendement indicatif de M. de Moro-Giafferri (Licenciement illégal de fonctionnaires de l'administration de la police en 1951)* (p. 5260) ; *Amendement indicatif de Mme Rabaté (Mesures à prendre pour éviter les expulsions sans relogement)* (p. 5260, 5261) ; *Amendement indicatif de M. de Villeneuve (Fonctions du Secrétaire d'Etat à l'Intérieur et du préfet chargé de coordonner les questions concernant les départements d'outre-mer ; situation économique de la Réunion)* (p. 5261, 5262) ; *Amendement indicatif de M. Durroux (Liberté et autonomie communales, constitution des comités départementaux)* (p. 5263) ; Chap. 31-11 : *Crise du corps préfectoral ; rôle du sous-préfet moderne* (p. 5263 et suiv.) ; Chap. 31-14 : *Amendement indicatif de M. Schaff (Application du décret du 6 octobre 1959 portant transformation d'emplois des personnels des centres mécanographiques des préfectures)* [23 novembre 1954] (p. 5279) ; Chap. 31-15 : *Amendement indicatif de M. Ballanger (Statut du personnel des centres administratifs et techniques interdépartementaux)* (p. 5279) ; Chap. 31-31 : *Elections au Moule, distribution d'armes faites par le sénateur-maire de Sainte-Anne* (p. 5280) ; *Amendement indicatif de M. Flandin (Insuffisance de la protection civile, plan Pelabon)* (p. 5281, 5282) ; Chap. 31-41 : *Demande de disjonction présentée par M. Leenhardt (Parité*

entre le personnel de la sûreté nationale et celui de la préfecture de police ; cas de la police algérienne) (p. 5285, 5286) ; Chap. 31-91 : *Amendement indicatif de M. Césaire (Rajustement de l'indemnité des fonctionnaires des départements d'outre-mer)* (p. 5287) ; *Amendement indicatif de M. Quinson (Revalorisation des traitements des fonctionnaires de la police)* [23 novembre 1954] (p. 5288) ; Chap. 36-51 : *Dépenses des services de police et d'incendie de la ville de Paris, demande de disjonction de M. Fonlupt-Esperaber* (p. 5297, 5298) ; *Amendement indicatif de M. Quinson (Effectifs de police des communes de la banlieue parisienne)* (p. 5298) ; *Amendement indicatif de Mlle Marzin (Classement des sous-officiers, caporaux et sapeurs rengagés du corps des sapeurs-pompiers de Paris)* (p. 5298) ; Chap. 37-31 : *Pensions et indemnités aux victimes d'accidents, demande de disjonction de M. Liautey* (p. 5299) ; Chap. 41-31 : *Subventions pour les dépenses des services d'incendie et de secours, demandes de disjonction de MM. Liautey et Lenormand* (p. 5301) ; *Amendement indicatif de M. Guthmuller (Remboursement des dommages causés aux voiries des communes par faits de guerre)* (p. 5302) ; Chap. 41-51 : *Subventions de caractère obligatoire en faveur des collectivités locales (Suppression de la patente pour les arsenaux d'Etat, composition des bureaux d'aide sociale)* (p. 5303, 5305 et suiv.) ; Chap. 41-52 : *Subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales, demande de disjonction de M. Leenhardt* (p. 5308) ; Chap. 31-32 : *Protection civile* (p. 5323) ; Etat B Chap. 57-40 : *Demande de disjonction présentée par M. Pébellier (Emploi des C. R. S. pour assurer le contrôle fiscal)* (p. 5324) ; Chap. 63-50 : *Subventions d'équipement pour la voirie départementale et communale, demandes de disjonction de MM. Fonlupt-Esperaber, Leenhardt, Durroux et Lenormand* (p. 5326) ; Etat A, Chap. 41-53 : *Subvention en faveur de l'Algérie, demande de disjonction de M. Fonlupt-Esperaber* (p. 5330) ; *Développement du débat* (p. 5331) ; Etat B. Chap. 68-80 : *Contribution de l'Etat au Fonds de progrès social de l'Algérie* [24 novembre 1954] (p. 5358) ; *Demandes de disjonction présentées par MM. Fonlupt-Esperaber et René Mayer des chapitres 60-80 et 68-80 relatifs à l'équipement économique de l'Algérie* (p. 5360) ; *Article additionnel de M. Quinson (Rattachement du*

personnel chargé de la surveillance et de la sécurité des bois de Boulogne et de Vincennes à la Préfecture de la Seine) (p. 5364); Article additionnel de M. Pierre Meunier tendant à intégrer les chefs de bureau et rédacteurs de préfectures dans le cadre des attachés de préfectures (p. 5365); Article additionnel de M. Guthmuller (Intégration dans le corps préfectoral des fonctionnaires ayant servi dans la Résistance et injustement évincés) (p. 5367). — Répond à une question : de M. Besset relative à l'emploi de femmes dans les hôtels et débits de boissons [3 décembre 1954] (p. 5744); — de M. Joseph Dumas relative à la situation des sinistrés d'Orléansville [3 décembre 1954] (p. 5744). — Prend part au débat d'interpellations sur les fuites intéressant la Défense nationale : Documents falsifiés émanant, soi-disant, du comité central du Parti communiste (Et mettant tendancieusement en cause M. Mendès-France et « plusieurs » ministres), soumis par le commissaire Dides à M. Christian Fouchet, après le Comité de défense nationale du 28 juin, incertitudes initiales du Gouvernement, refus du commissaire de révéler ses sources, nouvelles fuites constatées après le comité du 10 septembre; « Interpellation » du commissaire le 18 au matin, sur décision personnelle de M. Mitterrand, découverte sur lui du manuscrit Baranès, puis, chez ce dernier, des comptes rendus directs des deux Comités de Défense nationale, rapprochement avec les notes manuscrites demandées à M. Mons, établissant la preuve de la divulgation, et avec les documents Dides, établissant la machination; nature exacte des responsabilités de M. Mons (Aveuglement plutôt que complicité), inexistence du soi-disant réseau Dides « composé d'un policier, d'un agent double et d'un repris de justice »; « Infâme accusation » de trahison portée par M. Legendre à l'occasion des fuites de juillet 1953, suivies de la démission de M. Mitterrand, vraies raisons de celle-ci, appel au témoignage des anciens ministres du Cabinet Laniel (Réponse à M. Bidault), campagnes de presse et conversations tendancieuses reprenant la même accusation (Dien-Bien-Phu, prix de la trahison) — incident — son irritation justifiée, sanctions administratives méritées par M. Dides (Son inaction prolongée, sa croyance aveugle au témoignage de Baranès), nécessité d'en finir avec les officines partisans dont le désordre

profite finalement au Parti communiste [3 décembre 1954] (p. 5757 à 5762); Efficacité de l'action du Gouvernement (Arrestation des traîtres en quelques semaines) (p. 5776); Pratique des polices parallèles (Condamnation) (p. 5777); Mœurs particulières imputées à certains policiers (Leur défense) (p. 5777); Démenti touchant ses « fluctuations » prétendues (Fleur de lys et francisque), sa présence à Paris, au jour de la Libération, parmi les quinze désignés par le général de Gaulle (p. 5778); « Etalage » prétendu de ses démêlés avec le commissaire Dides (Questions précises posées au Conseil de la République par MM. Debu-Bridel et Pinton) (p. 5778). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation en Afrique du Nord : Polémique avec M. G. Bidault visant le précédent débat (Affaire des fuites) [9 décembre 1954] (p. 6019); Usage de balles dum-dum dans l'Aurès [10 décembre 1954] (p. 6072); Conférences « exclusives » prétendues tenues en Algérie avec certains parlementaires (p. 6077); Statistiques sociales déplorables citées par M. Fayet (p. 6095, 6096); Lenteurs de la répression judiciaire (Instructions données) (p. 6100); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : Absence du Président du Conseil [2 février 1955] (p. 605); Répression en Algérie (p. 626); Les opérations de l'Aurès [3 février 1955] (p. 673); Les reproches adressés à nos forces de police (p. 674); La politique militaire du Gouvernement, la sécurité des isolés, les goums, les dénominations ridicules des opérations, le risque de « pourrissement politique », les réformes, l'intégration des polices, l'application progressive du statut, l'hallali contre le Gouvernement, les crédits d'investissement prévus pour l'Algérie, la marge séparant le salaire métropolitain du salaire algérien, la réforme du régime communal, la psychose de peur, les campagnes de presse, la nomination de M. Soustelle, la politique d'intégration [4 février 1955] (p. 741 à 749); L'envoi du contingent en Algérie (p. 755). — Donne sa démission de Ministre de l'Intérieur (Cabinet Mendès France) [5 février 1955] (Séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (J.O. du 24 février 1955, p. 2072).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955 du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE;

Etat A, Chap. 00-10 : *Son attitude en tant que Secrétaire d'Etat à l'Information devant la signature d'une option en 1949* [17 mars 1955] (p. 1591); Etat A, Chap. 00-10 : *Les pourparlers entre la S.O.F.I.R.A.D. et Michelson, le témoignage de Jacques Meyer, l'option de 1947 en faveur de Michelson sur les ondes courtes de Radio Monte-Carlo, nécessité d'une Commission d'enquête* (p. 1592); — du projet de loi relatif à l'état d'urgence : *Discussion générale (Différence entre le texte préparé par lui et le texte actuel)* [31 mars 1955] (p. 2167); — d'interpellations sur le Maroc : *Allusions de M. Pierre Montel sur son passé* [7 octobre 1955] (p. 4882); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Emile Hugues (Scrutin de liste départemental majoritaire à un tour avec panachage et vote préférentiel); demande de suspension de séance de M. Bruyuel* [31 octobre 1955] (p. 5414); *Contre-projet de M. Caillavet (Scrutin d'arrondissement à deux tours, découpage automatique des circonscriptions)* (p. 5429); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées (Problème des élections en Algérie, dispositions relatives aux territoires d'outre-mer, non-inscription de la jeunesse sur les listes électorales; la majorité de M. Edgar Faure, l'appartenance des voix communistes)* [2 novembre 1955] (p. 5483 à 5485); *M. Mendès-France, les voix communistes et la C.E.D.* (p. 5485); de ce projet de loi en deuxième lecture : *Contre-projet de M. Emile Hugues (Scrutin de liste majoritaire à deux tours avec union de listes et subsidiairement représentation proportionnelle)* [9 novembre 1955] (p. 5614, 5615); *Position du Gouvernement sur ce point* (p. 5614); de ce projet de loi en troisième lecture : *Déroulement du débat* [16 novembre 1955] (p. 5774). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement [25 novembre 1955] (p. 6016). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son rappel au Règlement (Question de confiance posée par le Gouvernement contre les propositions de la Conférence des Présidents)* [25 novembre 1955] (p. 6018); *Ses explications de vote sur la question de confiance; conditions dans lesquelles M. Edgar Faure est partisan des élections anticipées; impossibilité pour l'Assemblée Nationale de se saisir des grands problèmes au moment*

utile [29 novembre 1955] (p. 6042 à 6044, 6055, 6056). = S'excuse de son absence [28 août 1951] (p. 6333), [4 septembre 1951] (p. 6876), [24 octobre 1952] (p. 4381). = Obtient des congés [28 août 1951] (p. 6533), [4 septembre 1951] (p. 6876), [24 octobre 1952] (p. 4381).

MOATTI (M. René), Député de la Seine [2^e circonscription] (N. I.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 5998). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de la presse [7 août 1951] (**F. n° 18**); [3 juin 1953] (**F. n° 265**); membre titulaire de la Commission des finances [19 janvier 1954] (**F. n° 341**).

Interventions :

Est entendu sur une demande de délai supplémentaire pour le dépôt du rapport sur les élections du département de la Sarthe [20 juillet 1951] (p. 5995). — Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département de la Guadeloupe [27 juillet 1951] (p. 6107); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 5029 : *Son amendement tendant à ne subventionner que les lignes où Air-France est concurrencée par des compagnies étrangères* [12 décembre 1951] (p. 9087, 9088); *le retire* (p. 9094); *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions à Air-France (Ligne de Colomb-Béchar)* (p. 9093); Article additionnel : *Son amendement tendant à ne subventionner Air-France qu'après le vote du statut de l'aviation civile* (p. 9095); JUSTICE : *Sa motion préjudicielle demandant de surseoir à la discussion en attendant la revalorisation du traitement des magistrats* [14 décembre 1951] (p. 9226, 9227); *le retire* (p. 9230); *Sa demande de renvoi à la Commission* [21 décembre 1951] (p. 9513, 9514); *le retire* (p. 9514); — du projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française : *Demande de prise en considération du projet déposé par le*

Gouvernement, présentée par le Gouvernement [27 juin 1952] (p. 3314); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles : *Sa demande de suspension de séance* [10 juillet 1952] (p. 3794); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat B, Chap. 4524 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à Air-France (Révision de la Convention entre l'Etat et Air-France)* [15 novembre 1952] (p. 5266, 5267); — du projet de loi créant le fonds de développement de l'industrie cinématographique; Art. 12 : *Amendement de M. Grenier tendant à supprimer l'alinéa relatif aux films en langue étrangère réalisés en France* [20 février 1953] (p. 1211); Article additionnel : *Amendement de M. Lanet tendant à insérer un article relatif au rôle de contrôle de l'expert-comptable prévu pour chaque film subventionné* (p. 1213); Art. 13 : *Son amendement relatif aux étrangers exerçant en France la profession depuis plus de cinq ans* (p. 1218); Art. 15 : *Amendement de M. Corniglion-Molinier tendant à ne pas exiger la justification d'un apport personnel du producteur d'au moins 20 0/0 du devis* (p. 1220); Art. 16 : *Amendement de M. Lecanuet tendant à supprimer l'alinéa interdisant des attributions de fonds supplémentaire en cas de dépassement de devis* (p. 1244); — d'une proposition de loi relative à la représentation des entreprises de presse; Article unique : *Sous-amendement de M. Coudert tendant à exclure les publications portant atteinte à la moralité publique* [20 février 1953] (p. 1238). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interdiction du film d'André Cayatte « Avant le déluge » [9 mars 1954] (p. 754). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Les deux collèges algériens* [2 février 1955] (p. 619); — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement, Art. 7 : *Amendement de M. Robert Lecourt (Institution du vote personnel dans quatre cas)* [21 juillet 1955] (p. 4020); — d'interpellations sur l'Algérie : *Historique de l'évolution politique de l'Algérie, application du statut, motion des élus du 2^e collège, citation du discours de M. Soustelle du 25 février, rétablissement de la paix et amélioration des conditions économiques* [13 octobre 1955] (p. 5085 à 5088); — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (Limitation des débits de boissons),

Art. 3 : *Amendement de M. Savale (Obligation pour les sociétés ayant pour objet principal l'exploitation d'un débit vendant des boissons alcooliques, de transformer leurs actions en actions nominatives)* [8 novembre 1955] (p. 5525).

MOCH (M. Jules), Député de l'Hérault (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé : membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**); — membre de la Commission des affaires étrangères [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 7 juillet 1953, une proposition de loi tendant à abolir la peine de mort pour crimes commis en temps de paix, **n° 6464**. — Le 9 juin 1954, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 5404) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° le Traité instituant la Communauté européenne de défense et les actes annexes; 2° la Convention sur les relations entre les trois puissances et la République fédérale d'Allemagne et les Conventions rattachées signées à Bonn le 26 mai 1952, ainsi que les lettres échangées les 26 et 27 mai 1952; 3° le Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord et relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique-Nord envers les Etats membres de la Communauté européenne de défense; 4° le Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté européenne de défense (Dispositions relatives : 1° au Traité instituant la Communauté européenne de défense; 2° au Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord; 3° au Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté européenne de défense.) Tomes I et II (Annexes), **n° 8620**.

Interventions :

Est entendu sur une communication du Gouvernement sur sa politique extérieure : *Ses observations sur la création d'une armée euro-*

pécune [30 août 1951] (p. 6654). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la défense nationale : *Discussion générale* [29 décembre 1951] (p. 10104) ; Article premier, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1000 : *Amendement de M. de Benouville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Ministres et leurs cabinets (Insuffisance de l'armée)* (p. 10107) ; — du projet de loi relatif aux variations du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Dirigisme socialiste)* [7 février 1952] (p. 509) ; — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Discussion générale (L'évolution allemande, les dangers futurs du réarmement de l'Allemagne, l'abstention britannique, l'abandon des « combat-teams », les travaux de la Commission de désarmement à l'O.N.U., la Conférence de Lisbonne* [12 février 1952] (p. 615 et suiv.) ; — du projet de loi relatif au plan de développement de l'énergie atomique ; Article premier : *Amendement de M. Tournaud tendant à interdire la fabrication d'armes de guerre atomiques* [3 juillet 1952] (p. 3460, 3461) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE : *Discussion générale (Ses observations sur les politiques du « roll back » et du « containment »)* [26 janvier 1953] (p. 369) ; Etat A, SECTION COMMUNE, Chap. 3184 : *Son amendement tendant à réduire de 12.500.000 francs les crédits pour les postes permanents à l'étranger (Attachés militaires en Allemagne)* (p. 382, 383) ; Chap. 3391 : *Son amendement tendant à réduire de 30.000 francs les crédits pour prestations obligatoires (Suppression d'un poste d'attaché)* (p. 385) ; Chap. 3403 : *Amendement de M. R. Manceau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'information (Edition des brochures sur l'armée européenne)* (p. 386) ; Chap. 5182 : *Centre de recherches de Guir* (p. 390) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 6 : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant 80 milliards de crédits bloqués (Ses observations sur les lois-cadres prévues)* [27 janvier 1953] (p. 510 et suiv.) ; — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur l'application de la loi Mac Carran aux équipages de navires

français : *Interrogatoires opérés à bord du paquebot « Liberté »* [3 février 1953] (p. 837). — Prend part à la discussion du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France (ouverture d'un crédit de 80 milliards) : *Discussion générale (Ses observations sur l'échec de l'expérience Pinay, le chômage grandissant, les intérêts privés contre le budget, les réformes à faire et la chasse aux abus)* [24 mars 1953] (p. 2245 et suiv., 2258). — Est entendu sur la demande de fixation immédiate de la date de discussion de l'interpellation de M. Dronne, touchant la politique du Gouvernement en Indochine : *Son rappel au Règlement (Interprétation de l'article 90, paragraphes 2 et 5, concernant la procédure à suivre en la matière)* [23 juillet 1953] (p. 3840). — Dépose une demande d'interpellation sur les violations de la légalité par le Gouvernement [6 octobre 1953] (p. 4015) ; la développe : *Manipulations de l'indice des 213 articles, dérisoire insuffisance des améliorations de salaires accordées ; atteintes illégales au droit de grève, analyse de la circulaire du Président du Conseil, comparaison avec les circulaires J. Moch de 1947 et 1948, nécessité du vote rapide d'un statut légal du droit de grève ; atteintes illégales à la liberté d'opinion, exclusion de candidats au concours de l'E.N.A., dangers d'un Mac Carthysme français* [8 octobre 1953] (p. 4117 et suiv.). — Prend part à la discussion des interpellations sur la situation sociale après les grèves d'août : *Discussion générale (Prix du charbon, indice des 213 articles)* [9 octobre 1953] (p. 4190) ; *Ordre du jour de M. Lussy condamnant la politique économique et sociale du Gouvernement (Attitude du groupe socialiste envers le Gouvernement)* (p. 4193). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : *Rappelle la décision de poursuivre sans interruption le débat sur l'Indochine* [20 octobre 1953] (p. 4408) ; — la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur le refus de candidatures au concours d'entrée à l'école nationale d'administration : *Viol de la Constitution* [29 octobre 1953] (p. 4643, 4644). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique européenne : *Ordre du jour de M. Lussy approuvant la C.E.D. et la Communauté européenne (Impossibilité du désarmement à la suite de l'échec des négociations avec l'U.R.S.S.)* [24 novembre 1953] (p. 5512) ; —

du projet de loi relatif à l'organisation européenne pour la recherche nucléaire : *Discussion générale (Son désir de voir les pays de l'Est de l'Europe entrer dans cet organisme, la nomination de M.M. Longchambon et Perrin)* [6 juillet 1954] (p. 3229); — du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C. E. D.), en qualité de *Rapporteur* : *Hommage au Président Herriot, causes des délais avant la ratification du traité, renseignements tendancieux répandus à l'étranger sur la certitude de la ratification, inconstitutionnalité du traité, différences le séparant de l'avant-projet de 1950, garanties exigées dans l'ordre du jour du 19 février 1952, discrimination en faveur de l'Allemagne, conséquences stratégiques de la C.E.D., effets des bombes atomiques et thermonucléaires, protocoles additionnels, préalable surraï, déclarations britanniques et garantie américaine, défauts de la petite Europe, différences entre le texte de M. Mendès-France et celui des cinq, danger russe, réduction des dépenses militaires et politique d'apaisement de l'U. R. S. S., danger du réarmement allemand* [28 août 1954] (p. 4379 à 4386); *Inopportunité du réarmement de l'Allemagne* [29 août 1954] (p. 4447). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Résistance et C.E.D. (Réponse à M. Loustouanau-Lacau)* [31 août 1954] (p. 4483). — Prend part à la discussion : des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Difficultés de sa position personnelle (Délégué de la France à la Commission de désarmement, membre du parti socialiste, partisan résolu de l'alliance atlantique); climat actuel de détente internationale, analyse du budget militaire soviétique, importance présumée des armements nucléaires, mauvais effet moral certain de la ratification (cf. récente déclaration Churchill touchant 1945), mais « fautes à commettre pour en éviter de plus grandes »; Terrifiantes perspectives de toute guerre éventuelle (Bombes thermo-nucléaires et fusées radio-guidées, stratégiques et tactiques), paresse mentale des experts (désarmer ou périr); Progrès accomplis à la Commission du désarmement (Historique), concessions russes (tardives) en matière de contrôle, offre américaine touchant l'utilisation pacifique de l'énergie atomique (Eloges), construction projetée de*

bombes atomiques en France (Erreur), dangers touchant leur stockage, interdiction nécessaire des explosions expérimentales (Son entrevue avec A. Einstein); Réactions soviétiques certaines — et non bluff — en cas de ratification (Mesures militaires « spectaculaires » et refus — provisoire — de conférence à quatre); Même conséquence en cas de rejet éventuel (Refus américain, mais pas de réarmement unilatéral de l'Allemagne (« Bourrage de crâne à l'usage du député moyen »); Nécessité de « tout tenter » (Réellement) pour renouer avec l'U.R.S.S., dès ratification, « pour rendre inutile l'application »; Ne pas attendre un « commencement d'exécution » (cf. A. Eden) — rapidité probable de celle-ci (Cadres et matériels déjà prêts); Garanties nécessaires touchant l'acceptation par nos alliés des « négociations parallèles » souhaitées par le Gouvernement (Suggestions de M.M. Soustelle et Léon Noël) [22 décembre 1954] (p. 6736 à 6745); *Tentatives d'intimidation déployées par les Russes (Réponse à M. Montel): Leurs erreurs de psychologie* (p. 6742); *Manœuvres parlementaires tendant à renverser le Gouvernement dès la ratification acquise (Réponse à M. Plevin)* (p. 6744); *Conditions d'emploi tactique des armes nucléaires (« Obliger l'adversaire à se concentrer »)* [23 décembre 1954] (p. 6801); — du projet de loi relatif à l'organisation de la défense nationale : *Organisation du débat* [26 mai 1955] (p. 3076); *Dangers de la dilution des responsabilités politiques et de la multiplication des organismes au sein des trois armées; Le désarmement* [23 juin 1955] (p. 3262 à 3267); Art. 13 : *Son amendement (Choix du secrétaire permanent et du secrétaire adjoint de la défense nationale)* [24 juin 1955] (p. 3329); Art. 16 : *Amendement de M. de Monsabert (Rôle du comité des chefs d'états-major de chacune des armées)* (p. 3332); *Amendement de M. Pineau, gestion de toutes les forces de gendarmerie par le Ministre de la Défense nationale* (p. 3332); *Ses explications de vote (Partage des responsabilités militaires de la France d'outre-mer)* (p. 3337). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la réorganisation de la défense nationale* [21 juin 1955] (p. 3172). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Texte gouvernemental* [28 juin 1955 (p. 3397); — d'interpellations sur

P. Algérie : *Vote de l'O. N. U. sur l'Algérie* [11 octobre 1955] (p. 5021); *Enquête sur les représailles* [12 octobre 1955] (p. 5046).

MOISAN (M. Edouard), *Député de Loire-Inférieure (M. R. P.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 19 juillet 1951, une proposition de loi prorogeant certaines dispositions relatives aux jardins ouvriers, **n° 191**. — Le 13 septembre 1951, une proposition de loi tendant à supprimer la condition de résidence exigée, pour l'éligibilité aux conseils de prud'hommes, par l'article 23 du Livre IV du Code du travail, **n° 1091**. — Le 13 février 1952, une proposition de loi portant codification de la législation des jardins familiaux, **n° 2647**. — Le 3 juillet 1952, une proposition de loi tendant à la création de conseils supérieurs de prud'hommes, **n° 3971**. — Le 11 février 1954, une proposition de loi tendant à protéger la liberté syndicale et à en garantir le libre exercice à tous les travailleurs, **n° 7716**. — Le 6 mai 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur le projet de loi (n° 7630) tendant au regroupement des dates des élections, **n° 8411**. — Le 6 juillet 1954, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire la remise du certificat de travail, **n° 8820**. — Le 7 août 1954, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions sur l'avis (n° 8917) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1364) tendant au regroupement des dates des élections, **n° 9109**. — Le 25 janvier 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 48 du décret n° 53-795 du 9 août 1953, portant réforme du registre du commerce, **n° 9981**. — Le 23 mars 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'article 8 du décret

n° 53-936 du 30 septembre 1953 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des membres des tribunaux administratifs, **n° 10503**. — Le 27 mai 1955, une proposition de loi relative à l'exercice de la profession d'herboriste, **n° 10873**.

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département du Haut-Rhin [5 juillet 1951] (p. 5891). — Est entendu sur la nomination des Commissions : *Sa motion tendant à ajourner la nomination des Commissions jusqu'à la revision du Règlement* [11 juillet 1951] (p. 5925). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Ses explications de vote sur la motion de M. Delcos investissant M. René Mayer* [24 juillet 1951] (p. 6051). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Renvoi au lendemain de l'adoption des propositions de la Conférence des Présidents* [10 août 1951] (p. 6324, 6325). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Deixonne tendant à favoriser l'intégration des écoles privées dans l'enseignement public* [7 septembre 1951] (p. 7020); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile : *Discussion générale (Ses observations sur le minimum vital)* [13 septembre 1951] (p. 7318); *Son contre-projet tendant à reviser l'échelle mobile tous les trois mois si une modification de 5 0/0 du prix de la vie est intervenue* [19 septembre 1951] (p. 7482, 7483); *Amendement de M. Devinat tendant à faire fixer un budget-type par la Commission supérieure des conventions collectives servant à la détermination du salaire minimum vital* (p. 7489); Art. 1^{er} : *Amendement de M. de Chambrun tendant à supprimer les abattements de zones en France* (p. 7490); *Amendement de M. Musmeaux tendant à consulter l'Institut national de la statistique sur le budget-type* [20 septembre 1951] (p. 7507); *Amendement de M. Boisdé tendant à prévoir une revision des barèmes de salaires qui respecte la hiérarchie* (p. 7513); *Amendement de M. Ramarony tendant à appliquer les hausses de salaires aux prix agricoles qui seront relevés dans la même proportion* (p. 7521); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Avantages plus grands que les*

inconvenients) (p. 7530) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4000 : *Amendement de M. Viatte tendant à disjoindre les crédits pour les prestations et versements obligatoires (Cotisations de l'Etat à la sécurité sociale des fonctionnaires)* [13 novembre 1951] (p. 7958) ; P. T. T., Chap. 1000 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire les crédits pour l'Administration centrale (Octroi d'une prime de fin d'année au personnel)* [15 novembre 1951] (p. 8069) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 50-90 : *Amendement de M. Albert Schmitt tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la subvention d'équilibre à la S. N. C. F. (Salaires insuffisants des cheminots)* (p. 8094) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Demande de M. Bégouin de suspendre la séance* [29 novembre 1951] (p. 8657) ; Chap. 701 : *Amendement de M. Hulin-Desgrèes tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour allocations provisoires d'attente (Décorations aux anciens combattants)* [13 décembre 1951] (p. 9156) ; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Tanguy Prigent tendant à relever le taux de la taxe à la production* [21 décembre 1951] (p. 9538) ; — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer ; Art. 2 : *Sa proposition de voter territoire par territoire* [22 novembre 1951] (p. 8379) ; *Sa demande de vote par division* [23 novembre 1951] (p. 8418) ; — du projet de loi relatif à la composition et à la formation du conseil général de Nouvelle-Calédonie : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 novembre 1951] (p. 8697) ; — du projet de loi portant réforme dégrèvements et dispositions fiscales ; Art. 6 A : *Demande de disjonction présentée par M. Cristofol du quatrième paragraphe relatif à la politique d'économie sur l'avis d'experts* [5 janvier 1952] (p. 170). Art. 13 : *Amendement de M. Paquet tendant à réorganiser la Sécurité sociale sur une base mutualiste décentralisée* [26 février 1952] (p. 1014). — Prend part au débat sur l'investiture de M. le Président du Conseil désigné : *Programme de M. Edgar Faure (Impératif de la défense nationale, la réforme des sociétés nationales, le pool agricole, la réforme fiscale)* [17 janvier 1952] (p. 260 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum

interprofessionnel garanti : *Contre-projet de M. Camphin tendant à reprendre le rapport de M. Coutant précédemment voté par l'Assemblée en septembre 1951* [25 février 1952] (p. 878) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le délai d'un mois pour réduire les prix et à porter à quatre mois le délai pendant lequel une nouvelle hausse des salaires ne pourra avoir lieu* (p. 879, 880) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (Ses observations sur l'interprétation de la loi en cas de hausse des prix de 5 à 10 0/0)* [9 avril 1952] (p. 2044, 2045) ; *Demande de suspension de séance présentée par M. Marcellin* (p. 2047) ; *Motion de M. Joubert tendant à ajourner le vote jusqu'au 29 mai* (p. 2060) ; — Est entendu sur la nomination d'un membre du Conseil supérieur de la magistrature : *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Minjoz* [28 février 1952] (p. 1108). — Dépose une demande d'interpellation sur les moyens qui ont été employés pour amener un accusé à reconnaître des faits dont il n'était pas l'auteur [20 mars 1952] (p. 1372). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ; Art. 19 : *Amendement de M. Charpentier relatif au financement de la Caisse centrale de secours mutuel agricole* [3 avril 1952] (p. 1840) ; — d'une proposition de loi relative au conseil général de Nouvelle-Calédonie : *Son contre-projet demandant le dépôt d'un projet par le Gouvernement avant le 15 juin 1952* [11 avril 1952] (p. 2198 et suiv.) ; — d'une proposition de résolution relative à l'installation d'un système électrique de votation : *Discussion générale (Ses observations sur les inconvenients pour les bottiers)* [27 mai 1952] (p. 2474, 2475) ; — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental, présentée par le Gouvernement* [30 mai 1952] (p. 2585). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du texte renouvelant les membres de l'Assemblée de l'Union française et de celui sur les rentes des accidentés du travail* [17 juin 1952] (p. 2976) ; — sur le procès-verbal de la séance précédente : *Irrecevabilité de son amendement aux propositions de la Conférence des Présidents* [17 juin 1952] (p. 2983). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française : *Sa demande*

de suspension de séance [27 juin 1952] (p. 3331). — Est entendu : sur une demande de suspension de séance : *Débat sur la retraite-vieillesse agricole* [3 juillet 1952] (p. 3493) ; — sur une question orale de M. Baron, à M. le Président du Conseil, Ministre des Finances, relative aux pénalités en matière de taxes sur le chiffre d'affaires [4 juillet 1952] (p. 3538). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution déterminant la procédure d'élection de membres de l'Assemblée de l'Union française : *Son rappel au Règlement (Modification de l'ordre du jour)* [4 juillet 1952] (p. 3540) ; *Discussion générale* (p. 3541, 3542). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente : *Rectification de son vote, modification de l'ordre du jour* [10 juillet 1952] (p. 3781) ; — sur une demande de prolongation de la séance [10 juillet 1952] (p. 3782). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles ; Art. 20 : *Son rappel au règlement (Procédure du vote à main levée)* [10 juillet 1952] (p. 3792) ; — d'une proposition de loi portant amnistie : *Date de la suite du débat* [11 juillet 1952] (p. 3912). — Est entendu sur la nomination d'un membre titulaire du Conseil supérieur de la magistrature : *Irrégularité de l'élection partielle* [23 octobre 1952] (p. 4327). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; INTÉRIEUR : *Motion préjudicielle de M. Montulat tendant à surseoir au débat jugeant la lettre rectificative insuffisante* [18 novembre 1952] (p. 5356) ; ETATS ASSOCIÉS : *Question préalable opposée par M. Savary (Nécessité de négocier avec le Viet Minh)* (p. 5385). — Est entendu sur une demande de tenue de séance supplémentaire : *Discussion de la majoration des prestations familiales* [21 novembre 1952] (p. 5428). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à substituer « travailleur » à « salarié »* [22 novembre 1952] (p. 5465) ; *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif aux employés* (p. 5467) ; *le retire* (ibid) ; Art. 33 : *Son amendement tendant à supprimer le cas de la faute grave due au salarié* (p. 5476, 5477) ; Art. 38 : *Amendement de M. Caillaud tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux modalités de résiliation d'un contrat*

(p. 5484, 5486) ; Art. 46 : *Amendement de M. Godin tendant à reprendre l'article maintenant le contrat de travail quand le salarié est mobilisé* (p. 5487) ; Art. 69 : *Amendement de M. Caillaud tendant à disjointre l'alinéa relatif à la réunion d'une Commission mixte et à l'appréciation du caractère représentatif des syndicats* (p. 5491) ; Art. 72 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'avis du chef du territoire sur les conventions collectives* (p. 5493). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour (Vote de la loi de finances absolument nécessaire)* [4 décembre 1952] (p. 5937). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 28 bis : *Sa demande de disjonction de l'article relatif au cumul de fonctions par les administrateurs des compagnies d'assurances nationalisées* [19 décembre 1952] (p. 6619) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953 : *Sa demande de suspension de séance* [22 décembre 1952] (p. 7010) ; *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption des articles 128, 129, 130 relatifs aux allocations familiales (Ses observations sur le transfert des recettes des allocations familiales à la Caisse assurance maladie, la réforme de la Sécurité sociale, la réforme fiscale, la réforme administrative, l'abstention du groupe du Mouvement républicain populaire)* (p. 7026, 7027). — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; EDUCATION NATIONALE : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 janvier 1953] (p. 712) ; — d'une proposition de loi portant amnistie ; Article additionnel : *Amendement de M. M. Grimaud tendant à rendre la plénitude des droits syndicaux à ceux qui en ont été privés* [10 mars 1953] (p. 1764, 1765) ; *Amendement de M. Flandin tendant à n'appliquer la loi que lorsque les dossiers des déportés et victimes de guerre auront été liquidés* (p. 1768) ; *Amendement de M. Schaff tendant à amnistier les membres d'organisations syndicales condamnés par les Commissions départementales de reconstitution* (p. 1771) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 15 ter : *Epuration syndicale ; amendement de M. Grimaud tendant à reprendre le texte du*

Conseil de la République écartant toute distinction entre épurés sur le plan départemental ou national (Nécessité sociale et non juridique de la distinction prévue par l'Assemblée Nationale) [24 juillet 1953] (p. 3932); — des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Ordre du jour de Mme Lempereur demandant qu'exceptionnellement les vacances scolaires s'étendent du 1^{er} juillet au 30 septembre* [12 mars 1953] (p. 4843); — d'une proposition de loi relative au régime général des élections municipales : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité d'aider les candidats dans les communes importantes)* [20 mars 1953] (p. 2059); Article additionnel : *Sous-amendement de M. Dronne relatif aux listes ayant obtenu le quotient* (p. 2075); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 5 : *Pas de sièges aux listes ayant obtenu moins de 5 0/10 des voix* [28 mars 1953] (p. 2544; 2545). — Son rapport sur une pétition [28 mai 1953] (p. 2896). — Prend part à la discussion : du rapport portant révision de la Constitution; Art. 8 : *Investiture du Président du Conseil et de son cabinet à la majorité simple (Inconvénients de l'instabilité ministérielle)* [22 juillet 1953] (p. 3780, 3781); *Son amendement relatif à la procédure du dépôt et du vote sur la question de confiance* (p. 3781); *le retire* (p. 3784); Art. 9 : *Son amendement tendant à rendre l'abstention impossible lors d'un vote de confiance où seule la majorité absolue peut refuser la confiance et rejeter le texte présenté* (p. 3786 et suiv.); *le retire* (p. 3789); — des interpellations sur la situation sociale : *Ordre du jour de M. Lussy condamnant la politique économique du Gouvernement (Sanctions pour faits de grève, réunion de la Commission supérieure des conventions collectives, désir du parti socialiste de ne pas renverser le Gouvernement)* [9 octobre 1953] (p. 4192 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion : d'une interpellation sur le refus de candidatures au concours d'entrée à l'École nationale d'administration : *Nécessité d'un débat fixé au 13 novembre* [29 octobre 1953] (p. 4644). — Prend part : à la discussion du projet de loi sur la réorganisation des hôpitaux de Marseille, amendé par le Conseil de la République : *Ne pas légiférer pour un cas particulier, respecter le Plan hospitalier et les pouvoirs normaux du Ministre* [30 octobre 1953] (p. 4702, 4703); — au débat sur la fixation de la date de discussion

de l'interpellation de M. M. Dupuy sur le crédit mutuel du bâtiment : *Dates proposées* [3 novembre 1953] (p. 4775). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Nécessité d'ouvrir dès le 17 novembre le débat de politique étrangère sur la Communauté européenne* [12 novembre 1953] (p. 4980). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à instituer le secret des délibérations des Commissions d'enquête parlementaires : *Discussion générale (Inconvénients de l'article 2 autorisant les communiqués à la presse)* [13 novembre 1953] (p. 5959). — Ses rapports sur des pétitions [26 novembre 1953] (p. 5603, 5604). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le krach du crédit mutuel du bâtiment : *Son ordre du jour demandant des mesures en faveur des souscripteurs et le renforcement du contrôle sur les sociétés de crédit différé* [2 décembre 1953] (p. 5845, 5846). — des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Discussion générale (Corrections à apporter à la loi du 11 février 1950 obligeant le Gouvernement à fixer le salaire minimum garanti à partir du budget type, modification des zones de salaires, réforme fiscale, réforme des circuits de distribution)* [12 février 1954] (p. 256 et suiv.); *Ordre du jour de M. Duquesne : insuffisance de la majoration du salaire minimum interprofessionnel garanti* [16 février 1954] (p. 299); *Interprétation du M. R. P.* (p. 323, 324); — du projet de loi portant sur les dispositions financières et réglementaires relatives au crédit mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Minjoz (Application de l'article 12 de la loi du 24 mars 1952 aux sociétés de crédit différé en liquidation, responsabilité du Gouvernement)* [18 février 1954] (p. 390); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 2 : *Garantie de l'État en faveur des opérations réalisées par la nouvelle société d'épargne et de crédit* [9 avril 1954] (p. 4971); — d'une proposition de loi concernant la représentation métropolitaine à l'Assemblée de l'Union française : *Son contre-projet sur les conditions de remplacement des vacances à l'Assemblée de l'Union française et la nouvelle répartition des sièges entre les groupes actuellement existant à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République* [12 mars 1954] (p. 847 et suiv.); — d'une proposition de loi

relative aux abattements de zones de salaires : *Discussion générale (Modification de l'article x du Code du travail [7 avril 1954] (p. 1849) ; Raisons de l'absence de M. de Tinguy (p. 1854) ; — en deuxième lecture, d'un projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour 1955, EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 43-31 : Amendement de M. Viatte (Subvention à l'association « Le Monde Bilingue ») [9 avril 1954] (p. 2038). — Ses rapports sur des pétitions [4 mai 1954] (p. 2106, 2107). — Intervient en qualité de Rapporteur dans la discussion du projet de loi tendant au regroupement des dates des élections [14 mai 1954] (p. 2443, 2445) ; de ce projet de loi en deuxième lecture, en qualité de Rapporteur : Date des élections sénatoriales en 1955 [11 août 1954] (p. 4087). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant le décret organique du 2 février 1852 sur les incapacités électorales et inéligibilités ; Art. 1^{er} : Son amendement (Interdits et aliénés) [14 mai 1954] (p. 2453) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée : Amendement de M. Delachenal (Nomination des commissions pour toute la durée de la législature ; déroulement du débat) [21 mai 1954] (p. 2636). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : Amendement de M. Pronteau (Fixation des jours de discussion des interpellations sur l'Indochine) [25 mai 1954] (p. 2688). — Prend part à la discussion des interpellations concernant la situation générale en Indochine : Ses explications de vote sur la question de confiance (Responsabilité de l'Assemblée en cas de crise, difficulté de réunir une majorité constructive sans l'appoint du M. R. P., refus catégorique d'un renversement des alliances, avertissements formulés par le groupe (Son communiqué du 11 juin) [12 juin 1954] (p. 2978, 2979). — Ses rapports sur des pétitions [7 juillet 1954] (p. 3283). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine : Sa demande de vote par division sur l'ordre du jour de M. Delbos (Hommage aux combattants, défense des français et des populations indochinoises dans le cadre de l'Union française et des accords conclus) [23 juillet 1954] (p. 3588) ; — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954 : Motion préjudicielle de M. Barthélemy (Nouveau mode de financement*

du déficit actuel de ce budget) ; Surcompensation, modification des prestations [29 juillet 1954] (p. 3724, 3725) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution : Motion préjudicielle de M. Badie tendant à surseoir à la discussion tant qu'il n'aura pas été statué sur la ratification du traité de la C. E. D. ; Révision constitutionnelle et déclaration d'investiture de M. Mendès-France [11 août 1954] (p. 4084) ; Son rappel au règlement (Refus par le Président de donner la parole à un orateur du groupe M. R. P.) (p. 4086) ; Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la révision de la Constitution jusqu'à la ratification d'un texte de remplacement de la C. E. D.) [29 novembre 1954] (p. 5575) ; Art. 8 : Son amendement (Investiture du Président du Conseil à la majorité absolue) (p. 5581 et suiv.) ; Sa demande de suspension de séance [30 novembre 1954] (p. 5614) ; Ses explications de vote (Restauration des institutions de la 3^e République) (p. 5620) ; — d'interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : Son ordre du jour (« Prend acte » des résultats de Londres, et « donne mandat » au Gouvernement... (Intégration militaire maxima, excluant Etat-major et armée allemande autonome, standardisation des armements et des commandes, contrôle démocratique) [8 octobre 1954] (p. 4644). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : Discussion des propositions de loi relatives à la formation professionnelle agricole [3 novembre 1954] (p. 4691). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955 : Son rappel au règlement (Irrecevabilité de la motion préjudicielle de M. Barthélemy, mise aux voix du rejet demandé par la Commission des finances) [5 novembre 1954] (p. 4784) ; Vote sur la question de confiance : Discours de M. Lecourt sur les méthodes de discussions budgétaires, disjonction de certains chapitres [9 novembre 1954] (p. 4825). — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, pour l'exercice 1955, Etat B, Chap. 64-00 : Son amendement indicatif (Association des syndicats au fonctionnement du fonds de conversion) [16 novembre 1954] (p. 5063) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ÉTATS ASSOCIÉS pour 1955 : Explications de vote sur la question de confiance, sa demande de

suspension de séance [20 décembre 1954] (p. 6626). — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement, Art. 12 : *Amendement de M. Simonnet et sous-amendement de M. Defos du Rau (Impossibilité de revenir sur des articles adoptés conformes sauf pour rectification matérielle ou coordination)*; *Article 20 de la Constitution* [4 février 1955] (p. 725). — Son rapport sur les élections dans le département des Basses-Pyrénées [24 mai 1955] (p. 2965, 2966). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la protection de la liberté syndicale : *Le label de la fédération cégétiste du livre* [26 mai 1955] (p. 3064, 3065); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Son rappel au règlement (Réunion du bureau)* [30 juin 1955] (p. 3482); — du projet de loi portant fixation du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Unité des caisses et surcompensation* [20 juillet 1955] (p. 3957); Art. 3 : *Amendement et demande de vote par division déposés par M. Patinaud (Attribution de l'allocation de la mère au foyer à tous les indépendants)* (p. 3965, 3966); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 7 : *Majoration du droit de timbre douanier, amendement de M. Vals tendant à reprendre le texte voté en première lecture* [4 août 1955] (p. 4615); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'administration des organismes de sécurité sociale : *Son amendement tendant à supprimer l'article 3 (Listes des candidats)* [4 août 1955] (p. 4590); *Son amendement tendant à supprimer l'article 4 (Listes de candidatures)* (p. 4590). — d'un projet de loi relatif à la protection de la santé publique (Limitation des débits de boissons) : *Question préalable de M. Liutey* [25 octobre 1955] (p. 5262, 5263); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Barrachin (Scrutin de liste majoritaire à deux tours avec fusion de listes, panachage et vote préférentiel)* [31 octobre 1955] (p. 5428); de ce projet de loi en troisième lecture : *Sa motion préjudicielle adoptée par la Commission (Découpage des circonscriptions)* [17 novembre 1955] (p. 5826, 5827); — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Vote intervenu sur la première partie de l'article premier du texte rapporté par la Commission (Principe de la représentation proportionnelle)* [2 novembre 1955] (p. 5468); — Prend part à la discussion

du projet de loi relatif aux dispositions concernant l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 6 : *Son rappel au règlement, amendement de M. Defos du Rau (Elections le même jour sur toute l'étendue du territoire)* [15 novembre 1955] (p. 5695); — Son rapport sur une pétition [23 novembre 1955] (p. 5961).

MOLINATTI (M. Georges), *Député du Cameroun (Citoyens français) (R. S.)*.

Son élection est validée [3 août 1951] (p. 6204). = Est nommé : membre de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [1^{er} janvier 1955] (**F. n° 491**).

Dépôts :

Le 18 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice des dispositions de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 aux personnes non salariées des départements d'outre-mer et des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 8075. — Le 24 juin 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire l'adhésion de l'Administration de chaque territoire d'outre-mer, soit à la « Caisse métropolitaine de retraites par répartition des travailleurs métropolitains expatriés », soit à une autre Caisse de retraites donnant aux différentes catégories de contractuels et auxiliaires métropolitains employés par l'administration de ces territoires des garanties du même ordre, n° 8690. — Le 9 mars 1955, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 6225) relatif au nautisme de l'outillage et du matériel d'équipement dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 10334. — Le 13 juillet 1955, un rapport

au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution (n° 10612 rectifié) de M. Ninine et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures destinées à protéger les producteurs de café des territoires d'outre-mer contre l'effondrement des cours consécutif à certaines manœuvres monétaires de pays étrangers, n° 11194.

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription) [5 juillet 1951] (p. 5895). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer ; Art. 2 : *Sous-amendement de M. Ninine tendant à augmenter le nombre des représentants du 2^e collège* [23 novembre 1951] (p. 8412, 8413) ; *Son sous-amendement tendant à augmenter le nombre des représentants du 1^{er} collège* (p. 8413) ; — du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le tableau du Conseil de la République pour le Cameroun* [25 janvier 1952] (p. 363) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République ; Art. 109 : *Amendement de M. Konaté tendant à fixer à quarante heures par semaine la durée légale du travail en prévoyant des dérogations par arrêtés* [22 novembre 1952] (p. 5504).

MOLLET (M. Guy), Député du Pas-de-Calais [2^e circonscription] (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est élu par l'Assemblée Nationale pour représenter la France au sein de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [11 juillet 1952] (**F. n° 164**), [8 juillet 1954] (**F. n° 407**), [20 juillet 1955] (**F. n° 552**).

Interventions :

Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Petsche) : *Ses observations sur l'impartialité de l'école laïque, le droit des enfants au choix des conceptions religieuses, l'attitude du parti communiste*

[2 août 1951] (p. 6166, 6167). — Est élu *Membre titulaire de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe* [9 août 1951] (p. 6294). — Prend part à la discussion d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Nouvel ordre du jour de synthèse de M. de Beaumont (Attitude du groupe socialiste, dépêche A. F. P. promettant la garantie anglo-américaine, travaux de la Commission de désarmement, entrée de l'Allemagne au N. A. T. O., absence de l'Angleterre)* [16 février 1952] (p. 739 et suiv.) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. de Beaumont (Attitude du groupe socialiste)* [19 février 1952] (p. 790). — Est nommé *Membre de l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier* [11 juillet 1952] (p. 3911). — Prend part : au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Mayer) : *Programme de M. René Mayer (Ses observations sur l'attitude du groupe socialiste depuis 1951, la majorité Barangé-Barrachin, le bilan économique du Gouvernement Pinay, le chômage, le rôle des comités d'entreprise, l'aide aux victimes de guerre, la guerre d'Indochine, le problème tunisien, la fédération européenne)* [6 janvier 1953] (p. 5 et suiv.) ; — à la discussion des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (Attitude du groupe socialiste dans ce débat vital, nécessité de l'unification européenne, garantie nécessaire à créer contre une agression soviétique, peur mauvaise conseillère aux U. S. A., danger de tomber au rang d'un satellite pour la France, menace d'un nouveau Rapallo, avantages d'un désarmement impossible car refusé par l'U. R. S. S., contrôle politique de la Communauté de défense par une autorité supranationale, impossibilité d'une Allemagne neutre, participation des territoires d'outre-mer)* [20 novembre 1953] (p. 5350 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Position du parti socialiste touchant les solutions de remplacement possibles, nécessité de maintenir la solidarité occidentale, d'écarter tout retour pur et simple aux souverainetés nationales (Notamment de l'Allemagne), ainsi que la « neutralisation » de celle-ci, refus probable, par le Parlement, d'une armée allemande autonome (Ses risques pour la démocratie allemande), isolement*

consécutif de la France et renversement possible des alliances, responsabilités respectives en parcelles [31 août 1954] (p. 4483, 4484). Prend part à la discussion : de ces interpellations : *Opportunité d'un tel débat d'orientation avant rédaction définitive des Accords; Risque angoissant d'isolement de la France (Après l'échec de la C. E. D.), heureusement banni; Nécessité de compléter les accords défensifs européens par une organisation économique et sociale; Valeur de principe de la participation britannique, mais insuffisance du système prévu à Londres; Agence des armements (Pouvoirs trop limités), contrôle démocratique (Purement consultatif), armée allemande autonome (Dangers pour la démocratie allemande), appel aux « démocrates » français et allemands pour une intégration plus poussée; Double négociation simultanée et parallèle à poursuivre avec l'U. R. S. S. et entre occidentaux, antériorités ou délais préfixés (Leur danger) [8 octobre 1954] (p. 4642, 4643, 4644); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; nouveau projet n° 9806 (Traité de Bruxelles et Protocoles rattachés), Article unique : Ses explications de vote (Responsabilités majeures de la Russie depuis 1945 (Son expansionnisme), présence américaine (en hommes), seule garantie effective de paix (Politique plus que technique), participation militaire allemande exigée par les U. S. A., solution de la C. E. D. (Préférable), pis aller des Accords, appel aux abstentionnistes (Responsabilité à partager); Restauration partielle de l'armée et de la souveraineté allemande, conciliables avec l'idéal européen (Améliorations possibles, engagements pris à cet égard par le Président du Conseil); Négociations parallèles avec l'U. R. S. S. (Simultanéité nécessaire), dangers d'une « Conférence de la dernière chance » préalable (Controverse avec M. Palewski), thèse socialiste du « double combat », « attitude particulière » des socialistes allemands (Préoccupation majeure de l'unité allemande), thèse des socialistes français (L'unité après la liberté), résolution analogue du Conseil de l'Europe, préparation immédiate d'une Conférence à quatre pour mai; nécessité d'une très large majorité française, appui inconditionnel du Parti socialiste (« même dans l'opposition »...) [29 décembre 1954] (p. 6920 à 6924). — Est nommé Représentant de la France à l'Assemblée de la C. E. C. A. [20 juillet 1955] (p. 3952). — Prend part à la discus-*

sion d'interpellations sur le Maroc : *Propos de M. Triboulet affirmant sa loyauté à l'égard du Président du Conseil et son accord avec M. Schmittein* [8 octobre 1955] (p. 4938).

MONDON (M. Raymond), Député de la Moselle (A. R. S.).

Secrétaire d'Etat à l'Intérieur

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 20 janvier 1955 au 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé Secrétaire de la Commission des affaires étrangères [22 janvier 1953] (**F. n° 217**), [9 février 1954] (**F. n° 343**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission des affaires étrangères [21 août 1951] (**F. n° 23**), [21 octobre 1952] (**F. n° 170**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**), [31 octobre 1955] (**F. n° 578**). — Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**), [5 mars 1954] (**F. n° 358**). — Est nommé : membre de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises [16 juillet 1953] (**F. n° 278**); Vice-Président de la Haute-Cour de justice (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**).

Dépôts :

Le 24 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs dont les champs ont été ravagés par la grêle pendant le mois de juillet 1951, **n° 268**. — Le 7 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la législation applicable en matière de pension aux agents de police, fonctionnaires de l'Etat, provenant des personnels départementaux et communaux, **n° 563**. — Le 8 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement

à faire procéder, dans les plus brefs délais, au dénombrement de la population française, **n° 600**. — Le 8 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer le projet de loi sur les calamités agricoles prévu par la loi n° 50-960 du 8 août 1950, **n° 601**. — Le 24 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconduire l'indemnité de difficultés administratives des fonctionnaires en exercice dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, **n° 837**. — Le 20 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 251 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 prévoyant la création d'un fonds national de péréquation, modifié par la loi n° 49-1642 du 31 décembre 1949 relative à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, **n° 1159**. — Le 21 septembre 1951, une proposition de loi tendant au maintien des droits acquis par le personnel des collectivités locales dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, **n° 1182**. — Le 15 novembre 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le taux de la redevance minière perçue au titre de l'extraction du minerai de fer, **n° 1554**. — Le 21 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exclure du champ d'application du décret n° 50-1080 du 17 août 1950 les communes de l'obligation de verser la cotisation patronale d'assurances sociales afférente aux traitements alloués à leur instituteur secrétaire de mairie, **n° 1651**. — Le 29 novembre 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. René Capitant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réviser le classement indiciaire des personnels de la police municipale de Paris, **n° 1757**. — Le 18 décembre 1951, une proposition de loi tendant à revaloriser les indemnités d'expropriation dues aux propriétaires des terrains expropriés dans la zone de la Ligne Maginot, **n° 2049**. — Le 18 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à hâter la liquidation des expropriations des terrains dans la zone de la Ligne

Maginot, **n° 2059**. — Le 24 décembre 1951, une proposition de loi tendant à instituer l'ordre des métreurs experts en bâtiment et réglementant le titre de la profession de métreur expert en bâtiment, **n° 2203**. — Le 14 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconduire et à revaloriser l'indemnité de difficultés administratives accordée aux fonctionnaires d'Alsace et de Moselle, **n° 3675**. — Le 1^{er} juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi validant pour la retraite les services accomplis par des anciens agents auxiliaires des collectivités locales d'Alsace et de Lorraine n'ayant pas affilié leur personnel au régime de retraites de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, **n° 3888**. — Le 9 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les communes à accorder des prêts complémentaires à leurs personnels pour la construction de logements, **n° 4034**. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions de la loi du 6 août 1948 établissant le statut définitif des internés et déportés de la Résistance, les Lorrains et Alsaciens réfractaires à l'incorporation dans l'armée allemande et formations paramilitaires, déserteurs de cette armée et de ces formations, ainsi que leur famille, **n° 4325**. — Le 10 décembre 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 21 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 5024**. — Le 16 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux collectivités publiques et aux particuliers dont les biens ont été endommagés par la tempête du 12 au 13 décembre 1952, **n° 5110**. — Le 10 juin 1953, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 2 novembre 1941 validée et modifiée par l'ordonnance du 2 décembre 1944 déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés, par suite de circonstances de guerre et par le décès de l'un d'eux, dans l'impossibilité de contracter mariage, **n° 6282**. — Le 7 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les décrets nos 53-416 à 53-420 du 11 mai 1953 relatifs à la composition des conseils d'administration d'entreprises natio-

nales, n° 6448. — Le 23 juillet 1953, une proposition de loi tendant à permettre la communication de certains documents à la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises, n° 6612. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à étendre aux expulsés d'Alsace et de Lorraine le bénéfice des dispositions de la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 modifiant l'article 4 de la loi du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégage ment des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifié par la loi du 22 juillet 1948, n° 6743. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à exonérer d'impôts les indemnités versées pour la reconstitution industrielle, commerciale et artisanale, au titre de la législation sur les dommages de guerre, n° 6783. — Le 27 octobre 1953, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la législation relative à la francisation du nom patronymique et du prénom des étrangers, n° 6983. — Le 31 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à proroger le délai imparti à la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises pour déposer son rapport d'ensemble, n° 7543. — Le 24 mars 1954, une proposition de loi tendant à exonérer les communes de Moselle et d'Alsace des conséquences dommageables de certains actes accomplis par les fonctionnaires allemands chargés par l'ennemi de l'administration de ces communes de 1940 à 1945 et à indemniser les personnes lésées, conformément à la législation sur les dommages de guerre, n° 8128. — Le 17 juin 1954, un rapport au nom de la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises, n° 8681. — Le 30 juin 1954, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 4497) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention conclue entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg, signée le 29 avril 1952 à Luxembourg et relative aux contrôles de douane et de police effectués en cours de route sur les voies ferrées franco-luxembourgeoises, n° 8788. — Le 7 octobre 1954, une proposition de loi tendant à rendre applicable devant la juridiction prud'homale l'article 320 du Code de procédure civile relatif aux rapports d'experts, n° 9321. — Le 6 octobre 1955, une proposition de loi tendant à compléter l'ar-

ticle 54 G du Livre II du Code du travail en assimilant le temps du service militaire à une période de travail effectif pour le calcul des congés annuels, n° 11542. — Le 31 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir un projet de statut des agents de conduite (roulants) de la S. N. C. F., n° 11780.

Interventions :

Est élu *Vice-Président de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) : *Question préalable opposée par M. Verdier* [5 septembre 1951] (p. 6897); Art. 1^{er} : *Demande de suspension de séance, présentée par M. Marie* [7 septembre 1951] (p. 7039); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1952, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COMMISSARIAT DE LA SARRE, Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions diverses (Subventions aux œuvres culturelles et spectacles)* [8 novembre 1951] (p. 7800, 7801); *le retire* (p. 7801); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités diverses (Indemnité de difficultés administratives)* [14 novembre 1951] (p. 8002, 8003); P.T.T., Chap. 1030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Création du principalat)* [15 novembre 1951] (p. 8065); Chap. 1050 : *Sa demande de réserver le chapitre relatif à l'intégration d'emplois d'agents contrôleurs* (p. 8065); INTÉRIEUR, Chap. 3170 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel (Commission d'unification législative en Alsace-Lorraine)* [28 novembre 1951] (p. 8603); *le retire* (ibid.); Chap. 5010 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à réduire de 1.000 francs la participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales (Répartition de la taxe locale)* (p. 8612); Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux collectivités locales (Communes sinistrées d'Alsace-Lorraine)* (p. 8614, 8615); Chap. 5030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour dépenses d'incendie et de*

secours (Lutte contre l'incendie) (p. 8616); *le retire* (ibid.); Chap. 6020 : *Amendement de M. Carlini tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le recensement (Nécessité d'un nouveau recensement en 1952)* [29 novembre 1951] (p. 8638, 8639); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Statut scolaire de l'Alsace-Lorraine)* [19 décembre 1951] (p. 9400, 9403, 9404); Chap. 5330 : *Demande de disjonction du chapitre relatif à l'activité théâtrale et musicale (Théâtres de province), présentée par M. Audéguil* (p. 9454); P.T.T., Chap. 1000 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Principat des facteurs)* [23 décembre 1951] (p. 9664); Chap. 1030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services communs spéciaux (Principat des facteurs)* (p. 9666); Chap. 1050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des chèques postaux (Contrôleurs des installations)* (p. 9667); EDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République Chap. 5330 : *Activités théâtrales (Théâtres de province)* [30 décembre 1951] (p. 10230); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur les effets du pool sur l'industrie lorraine de l'acier, la canalisation de la Moselle)* [7 décembre 1951] (p. 8928, 8929); Art. 2 : *Son amendement tendant à hâter la canalisation de la Moselle* [11 décembre 1951] (p. 9026, 9027); — du projet de loi relatif aux dépenses de réparation des dommages de guerre en 1952 : *Motion préjudicielle de M. Lenormand tendant à surseoir au débat en attendant de nouvelles propositions du Gouvernement* [23 décembre 1951] (p. 9734); Etat B, Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstruction immobilière (Retard de la reconstruction)* [24 décembre 1951] (p. 9763, 9764); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les associations syndicales de reconstruction (Constructions scolaires)* (p. 9790); *le retire* (ibid.); Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir le vote d'un plan de financement de la reconstruction* (p. 9797, 9798); Art. 15 : *Son amendement tendant à donner*

priorité aux plans ayant obtenu l'accord des sinistrés (p. 9809); *le retire* (ibid.); Article additionnel : *Son amendement relatif au déclassement du domaine public militaire* (p. 8913). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre aux collectivités locales d'équilibrer leurs budgets [13 février 1952] (p. 692). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance des crédits pour la reconstruction, étant donnée la hausse des prix)* [1^{er} avril 1952] (p. 1674); *Ses observations sur les économies à réaliser, la réforme de l'administration, l'insuffisance des crédits pour la reconstruction* (p. 1703, 1704); Art. 6 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article 6 prévoyant 110 milliards d'économies par décret* [8 avril 1952] (p. 1995); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Etat A, Chap. 3691 : *Office des biens et intérêts privés de Moselle (Biens des spoliés)* [28 octobre 1952] (p. 4539); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, Art. 15 : *Remboursement à la ville de Metz de 30 millions de reichmarks* [27 novembre 1952] (p. 5748); Art. 25 : *Amendement de M. Coudray tendant à étendre le bénéfice des primes à la construction aux collectivités locales et services publics qui font construire* (p. 5749, 5750); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 : *Discussion générale (Ses observations sur le rythme à atteindre de 20.000 logements par mois, le plan quadriennal de constructions neuves, la baisse des prix de construction, les baraquements provisoires et les prêts à la construction, la canalisation de la Moselle)* [18 décembre 1952] (p. 6565 et suiv.); Art. 4, Etat D : *Son amendement tendant à permettre aux sociétés de gaz et d'électricité non nationalisées de bénéficier de prêts* [20 décembre 1952] (p. 6748); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 : Article additionnel : *Sous-amendement de M. Liautey tendant à ne majorer que faiblement les droits sur l'alcool fabriqué par les producteurs récoltant pour leur propre consommation* [21 décembre 1952] (p. 6875); *Son amendement relatif au taux de la redevance sur le minerai de fer* (p. 6912). — d'une proposition de loi modifiant la loi sur la

répression des crimes de guerre : *Discussion générale (Drame de l'Alsace-Lorraine pendant la guerre, inutilité de modifier la loi du 15 septembre 1948 en cours de procès sur l'affaire d'Oradour)* [27 janvier 1953] (p. 471, 472). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du rapport sur le statut des internés et déportés de la Résistance* [10 mars 1953] (p. 1729). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au séquestre des biens, droits et intérêts sarrois : en qualité de *Rapporteur pour avis : Sa motion préjudicielle au nom de la Commission des affaires étrangères tendant à l'ajournement du débat* [17 mars 1953] (p. 1928 et suiv.) ; Art. 4 : *Ses observations sur le déséquilibre entre les biens sarrois en France et les biens français en Sarre et en Allemagne, valorisation des créances françaises en Sarre* (p. 1935) ; Art. 6 : *Sous-amendement de M. Rosenblatt tendant à subordonner la mise en vigueur de la loi à l'application de mesures semblables au profit des ressortissants français (Tracasseries dont sont victimes les spoliés)* (p. 1936) ; — du projet de loi modifiant la législation sur les habitations à loyer modéré : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Prêts aux fonctionnaires municipaux désireux de construire)* [18 mars 1953] (p. 2031) ; — d'une proposition de loi portant statut des Alsaciens-Lorrains réfractaires à l'incorporation dans l'armée allemande : *Discussion générale* [24 mars 1953] (p. 2271 et suiv.) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à étendre l'article à tous les camps de concentration connus* (p. 2274) ; — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier ; Art. 5 : *Pouvoirs spéciaux permanents ; amendement de M. de Sesmaisons tendant à borner l'application du texte au Gouvernement présentement en fonctions, et au 31 décembre 1953 au plus tard (Son importance)* [7 juillet 1953] (p. 3314). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents (au nom de la Commission d'enquête sur le trafic des piastres) : *Désir de voir inscrire au plus tôt l'examen du rapport Minjot* [6 octobre 1953] (p. 4016). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification des accords franco-sarrois des 20 et 31 mai 1953 : *Inégale incidence des charges militaires en France (25 0/0 du budget) et en Sarre (5 0/0) ; houillères du Warndt (Durée et révision des*

contrats d'amodiation) [6 novembre 1953] (p. 4933 et suiv.) ; *Controverse avec M. Rosenblatt, touchant les houillères du Warndt et le caractère « allemand » de la Sarre* (p. 4937 et suiv.) ; *Assurances fournies par le Gouvernement, touchant les houillères du Warndt, et la Commission Lorraine—Alsace—Sarre* (p. 4943) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES ; Etat A, Chap. 34-33 : *Travaux de recensement (Recensement de la population)* [26 novembre 1953] (p. 5586) ; RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Art. 21 : *Constructions édifiées par les Allemands dans des propriétés privées* [2 décembre 1953] (p. 5871) ; Art. 25 : *Insuffisance de l'évaluation des dommages mobiliers pour les familles nombreuses* (p. 5872) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat A, Chap. 34-13 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement de frais des Ponts et Chaussées (Indemnité kilométrique de déplacement)* [12 décembre 1953] (p. 6570) ; — d'une proposition de loi relative au secret des travaux des Commissions d'enquêtes parlementaires, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale (Nécessité d'éviter la publicité de certains témoignages)* [2 décembre 1953] (p. 5849) ; Art. 2 : *Amendement de M. Manceau tendant à écarter les textes émanant du bureau de la Commission* (p. 5851). — Dépose une demande d'interpellation sur la manifestation des étudiants au quartier latin le 15 décembre 1953 [28 décembre 1953] (p. 6886). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1954, amendé par le Conseil de la République, Art. 22 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République majorant les redevances communales et départementales des mines de charbon et autres substances minérales* [31 décembre 1953] (p. 7273). — d'une proposition de résolution prorogeant le délai imparti à la Commission chargée d'enquêter sur le trafic des piastres indochinoises : *Son amendement tendant à porter le délai accordé à quatre mois* [12 février 1954] (p. 268, 269). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées à la suite des événements survenus dans les comptoirs français de l'Inde [6 avril 1954] (p. 1774). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à

diverses dispositions d'ordre fiscal : *Son amendement tendant à reprendre l'article 20 noniès B relatif au taux des redevances communales et départementales des mines sur le charbon* [13 août 1954] (p. 4216). — Est entendu : sur le rappel au règlement de M. Fonlupt-Esperaber touchant le vote sans débat, en date du 8 octobre, de sa proposition de loi concernant le mode d'indemnisation de certains actes dommageables commis durant la guerre par les fonctionnaires allemands chargés de l'administration des communes d'Alsace-Lorraine [12 octobre 1954] (p. 4664) ; — sur le procès-verbal de la séance du 12 octobre 1954, (incident Fonlupt-Esperaber) : *Vote sans débat de sa proposition de loi tendant à exonérer les communes de Moselle et d'Alsace des conséquences dommageables des actes accomplis par des fonctionnaires allemands* [3 novembre 1954] (p. 4688). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Situation financière des collectivités locales)* [22 novembre 1954] (p. 5259) ; *le retire* (ibid) ; Chap. 34-95 : *Son amendement indicatif (Travaux de la Commission d'unification législative des départements d'Alsace et de Lorraine)* [23 novembre 1954] (p. 5295) ; Chap. 41-31 : *Amendement indicatif de M. Guthmuller (Remboursement des dommages causés aux voiries des communes par faits de guerre)* (p. 5302) ; Chap. 41-52 : *Subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales, demande de disjonction de M. Leenhardt* (p. 5309) ; Chap. 41-52 : *Subventions de caractère facultatif en faveur des collectivités locales (Déficit de la Caisse des retraites des agents des collectivités locales)* (p. 5313) ; — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Doutes suscités par l'Accord de la Sarre, divergences des exposés des motifs, assurances anglo-américaines) ; accroissement prévu des relations germano-sarroises, ses répercussions sur les conventions franco-sarroises de 1953 (quotas d'importations, Commission Lorraine—Alsace—Sarre, problème de la Wurndt) ; réserves personnelles touchant l'avenir de l'Union économique franco-sarroise (Affinités des Sarrois avec les Allemands) ; problème de la canalisation de la Moselle* [23 décembre 1954] (p. 6796, 6797). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Remaniement du Cabinet Mendès-France)

[20 janvier 1955] (*J. O.* du 21 janvier 1955, p. 803).

En cette qualité :

Répond à une question de Mme Poinso-Chapuis relative à l'existence de certains établissements de prostitution [4 février 1955] (p. 712). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la Légion d'honneur et à la médaille militaire : *Texte transactionnel Pernot-Minjoz* [4 février 1955] (p. 715). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (Séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J.O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : *Incidence financière de leur suppression en matière d'allocations familiales* [24 mars 1955] (p. 1923, 1924) ; — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Les compensations à prévoir pour les collectivités locales, l'activité économique des communes, l'aménagement du territoire, les sociétés d'économie mixte, les abattements de zones)* [29 mars 1955] (p. 2042, 2043) ; — en 5^e lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 ; Art. 32 : *Son amendement (Redevances minières au profit des communes)* [24 mai 1955] (p. 2957). — Dépose une demande d'interpellation sur les résultats du referendum sarrois [26 octobre 1955] (p. 5277). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Résultat du referendum sarrois, article de M. François Poncet sur ce sujet, illusions de M. Grandval, notre représentation à la C.E.C.A., canalisation de la Moselle* [26 octobre 1955] (p. 5304, 5305, 5308) ; — d'une proposition de loi relative aux bouilleurs de cru ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Billat (Extension du privilège des bouilleurs de cru aux petits exploitants agricoles et aux non professionnels de l'agriculture)* [8 novembre 1955] (p. 5502) ; — d'une proposition de loi relative au statut du personnel communal ; Art. 1^{er} : *Prime de rendement* [24 novembre 1955] (p. 5983) ; *Amendement de M. Ballanger (Titularisation des personnels en fonction dans un*

emploi permanent à temps complet) (p. 5983); *Ses explications de vote* (p. 5990). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application du décret du 30 avril 1955, portant réforme des finances locales [25 novembre 1955] (p. 6016).

MONIN (M. Philippe), *Député de l'Orne*
(I. P.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale,

Secrétaire d'État au Commerce,

[Cabinet MENDÈS-FRANCE]

du 12 novembre 1954 au 23 février 1955.

Son élection est validée [31 juillet 1954] (p. 6125). — Est nommé Président de la Commission des boissons [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 juillet 1954] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [4 mars 1955] (F. n° 503); — de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1954] (F. n° 5). — Est désigné par la Commission de l'agriculture, des boissons et des finances pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Conseil supérieur des alcools [3 septembre 1954] (F. n° 32).

Dépôts :

Le 1^{er} septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur par décret certaines dispositions de l'article 367 du Code général des impôts permettant le report des contingents d'alcool de pommes, de poires, de cidres et de poirés sur les contingents des campagnes suivantes dans le cas où ces contingents ne seraient pas entièrement absorbés au cours d'une campagne, n° 947. — Le 11 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rechercher l'utilisation des alcools provenant de la partie excédentaire de la production vinicole, cidricole et betteravière par des mesures susceptibles de diminuer certaines de nos importations, n° 2603. — Le 26 février 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 2493) de M. Lecanuet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement

à simplifier le régime des taxes sur le chiffre d'affaires appliquées aux cidres, en instituant une taxe forfaitaire unique, égale au maximum au tiers de la taxe forfaitaire unique applicable aux vins, n° 2815. — Le 13 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution de M. Monin (n° 2603) tendant à inviter le Gouvernement à rechercher l'utilisation des alcools provenant de la partie excédentaire de la production vinicole, cidricole et betteravière par des mesures susceptibles de diminuer certaines de nos importations, n° 2912. — Le 25 juin 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 2493) de M. Lecanuet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à simplifier le régime des taxes sur le chiffre d'affaires appliquées aux cidres, en instituant une taxe forfaitaire unique, égale au maximum au tiers de la taxe forfaitaire unique applicable aux vins, n° 3813. — Le 7 octobre 1952, une proposition de loi tendant à créer un institut français d'autoconstruction, n° 4311. — Le 12 décembre 1952, une proposition de loi tendant à instituer le vote par correspondance à la préfecture au lieu et place du vote personnel à la mairie pour les élections aux tribunaux et aux chambres de commerce, n° 5087. — Le 30 décembre 1952, une proposition de loi tendant à instituer le vote par correspondance à la mairie pour les élections aux Chambres d'agriculture, n° 5253. — Le 17 février 1953, une proposition de loi tendant à accorder une promotion supplémentaire dans la Légion d'honneur aux grands mutilés de guerre titulaires, à titre définitif, des articles 12 et 10 à la fois de la loi du 31 mars 1919, n° 5578. — Le 26 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget de 1954 les crédits nécessaires à la poursuite et à l'accélération des mesures de démarrage de la protection civile, n° 7279. — Le 18 mars 1955, une proposition de loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, par le scrutin uninominal majoritaire dans le cadre de l'arrondissement, n° 10443. — Le 18 mai 1955, une proposition de loi tendant à accorder une promotion supplémentaire dans la Légion d'honneur aux grands mutilés de guerre titulaires, à titre définitif, d'une pension d'invalidité au taux de

100 0/0 et bénéficiant à la fois de l'article 12 et du double article 10 de la loi du 31 mars 1919, n° 19777.

Interventions :

Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 juillet 1951] (p. 5924). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), AGRICULTURE, Etat B, Chap. 60-13 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prêts d'équipement agricole (Freinage des investissements agricoles en 1954, aide à l'exportation des produits agricoles)* [4 décembre 1953] (p. 5992, 5993); *le retire* (p. 5993); — du projet de loi relatif aux prestations viniques : *Su demande de renvoi du projet à la commission* [3 août 1954] (p. 3812). — Est nommé *Secrétaire d'Etat au commerce* (remaniement du Cabinet Mendès-France) [12 novembre 1954] (*J. O.* du 13 novembre 1954, p. 40671).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Rey relative aux essais de pluie artificielle [26 novembre 1954] (p. 5463, 5464). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat au commerce* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

MONSABERT (M. Joseph de Goislard de),
Député des Basses-Pyrénées (R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); [18 janvier 1955] (**F. n° 432**); — de la Commission des pensions [18 décembre 1951] (**F. n° 73**).

Dépôts :

Le 29 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour venir en aide aux chômeurs de la région de Mauléon-Oloron, n° 1745 (*rectifié*). — Le 3 janvier 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de secours

de 100 millions aux sinistrés des communes côtières des Basses-Pyrénées, n° 2334. — Le 24 janvier 1952, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 1373) autorisant le Président de la République à donner son accord à l'envoi à la Grèce et à la Turquie d'une invitation à accéder au traité de l'Atlantique-Nord, n° 2446. — Le 7 février 1952, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 2345) autorisant le Président de la République à ratifier le protocole additionnel au traité de l'Atlantique-Nord sur l'accession de la Grèce et de la Turquie, n° 2526. — Le 31 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire commémorer d'une façon particulièrement grandiose le 40^e anniversaire de la libération de la Tunisie et de la formation du corps expéditionnaire français d'Italie grâce à l'Armée d'Afrique, avec l'apport des F.F.L. et des évadés de France, marquant ainsi la rentrée en guerre de l'unanimité de l'armée française, n° 4538. — Le 6 novembre 1952, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 4263) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (Intérieur), n° 4616. — Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 4458) de M. Marcel Ribère et plusieurs de ses collègues tendant à accorder un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur et de Médailles militaires à l'occasion du 40^e anniversaire de la rentrée en guerre de l'Afrique du Nord aux côtés des alliés, le 8 novembre 1942, n° 4323. — Le 5 février 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 4588) de M. de Monsabert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire commémorer d'une façon particulièrement grandiose le 40^e anniversaire de la libération de la Tunisie et de la formation du corps expéditionnaire français d'Italie grâce à l'armée d'Afrique, avec l'apport des F. F. L. et des évadés de France, marquant ainsi la rentrée en guerre de l'unanimité de l'armée française, n° 5479 (*rectifié*). — Le 12 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis (n° 5652) donné par le Conseil de la République sur la proposition

de loi (n° 4458) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à accorder un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur et de Médailles militaires à l'occasion du 10^e anniversaire de la rentrée en guerre de l'Afrique du Nord aux côtés des alliés, le 8 novembre 1942, n° 5844. — Le 12 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 5389) de M. Temple et plusieurs de ses collègues tendant à instituer une médaille commémorative de la campagne d'Italie, n° 5845. — Le 30 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à célébrer le centenaire du Maréchal Franchet d'Esperey, n° 9844. — Le 2 mars 1955, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 9679) de M. André Mutter tendant à faire reconnaître la mention « mort pour la France » aux Français tombés en service commandé en Afrique du Nord, n° 10246. — Le 28 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à célébrer le centenaire du maréchal Franchet d'Esperey, n° 10526.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la Défense nationale ; Art. 1^{er}, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ministres et leurs cabinets (Carence du Gouvernement dans le domaine militaire)* [29 décembre 1951] (p. 10108, 10109); *le retire* (p. 10109); — du projet de loi relatif à l'accession de la Grèce et de la Turquie au Traité de l'Atlantique Nord, en qualité de *Rapporteur pour avis* [24 janvier 1952] (p. 328). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil une question relative au chômage dans l'industrie de la sandale [25 janvier 1952] (p. 383). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au protocole additionnel au Traité de l'Atlantique Nord (Inclusion de la Grèce et de la Turquie), en qualité de *Rapporteur pour avis* [7 février 1952] (p. 486); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Discussion générale (Création d'une communauté européenne, la standardisation de la nouvelle armée, la défense de l'Afrique, le militarisme toujours présent)*

[11 février 1952] (p. 597 et suiv.); *Le corps français en Italie et son statut* [13 février 1952] (p. 680); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952 ; Etat A, GUERRE, Chap. 3085 : *Convocation des réserves (Troupes de couverture)* [13 juin 1952] (p. 2941, 2942); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Tunisie : *Discussion générale (Ses observations sur l'importance stratégique de la Tunisie, le plan de réformes proposé, le néo-destour et la Ligue arabe)* [19 juin 1952] (p. 3058 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur la part donnée à la Défense nationale dans la politique générale du Gouvernement et notamment dans sa politique européenne [2 décembre 1952] (p. 5896). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3141 : *Son amendement tendant à réduire de 216 millions les crédits pour la Sûreté nationale (Création de 10 nouvelles C.R.S.)* [13 décembre 1952] (p. 6335); Chap. 3191 : *Son amendement tendant à réduire de 34.314.000 francs les crédits pour indemnités résidentielles* (p. 6339); — à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services civils en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE : *Discussion générale (Ses observations sur la menace soviétique, l'avance probable rapide des forces soviétiques, la protection civile, la Communauté européenne de défense, le réarmement de l'Allemagne)* [25 janvier 1953] (p. 351 et suiv.); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses observations sur le budget militaire, la Tunisie et le Maroc, la guerre d'Indochine* [3 juin 1953] (p. 2926, 2927); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Georges Bidault) : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Lecourt (Ses observations sur l'organisation de la Communauté européenne de défense)* [10 juin 1953] (p. 3016); — à la discussion des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (Le danger de réaliser la Communauté européenne sans l'accord profond du peuple français avant la création d'une nation Europe avec une âme commune, le faux dilemme armée allemande intégrée ou Wehrmacht)* [20 novembre 1953] (p. 5349, 5350). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur son inter-*

pellation de politique étrangère [15 décembre 1953] (p. 6842). — Dépose une demande d'interpellation sur la conférence de presse de M. Foster Dulles du 14 décembre 1953 devant la presse parisienne [28 décembre 1953] (p. 6886). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents : *Nécessité d'un débat de politique étrangère, revalorisation de l'allocation aux vieux travailleurs, traitement à accorder aux élèves des écoles normales* [28 décembre 1953] (p. 6887) ; — la fixation de la date de discussion de son interpellation sur la politique générale du Gouvernement (Après l'élection de M. le Président de la République) : *Discussion générale (Observations sur : « l'incartade » de M. Foster Dulles et les déclarations parallèles de MM. Winston Churchill et Eisenhower, la nécessité pour la France d'être présente à Berlin, libre de tout engagement préalable, la recherche d'une coopération européenne « largement ouverte », ignorant tout rideau de fer)* [6 janvier 1954] (p. 12 et 13). — Dépose une demande d'interpellation sur la propagande organisée à l'intérieur des corps de troupes, en faveur de la Communauté européenne de défense [18 février 1954] (p. 378) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion [9 mars 1954] (p. 762, 763) ; la développe : *Diffusion dans l'armée de brochures en faveur de la C.E.D., conférences, projections de films, danger de la politique dans l'armée, erreur de ne pas avoir soumis le projet de traité à l'avis des militaires* [26 mars 1954] (p. 1318 et suiv.) ; la retire (p. 1322). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954 ; DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, SECTION GUERRE, État A, Chap. 34-92 : *Amendement de M. Jean-Paul Palewski (Rétablissement de Saint-Cyr et de Saint-Maixent)* [19 mars 1954] (p. 1083) ; Chap. 53-41 : *Amendement de M. Max Lejeune (Constitution de stocks d'effets pour la mobilisation)* (p. 1086) ; SECTION COMMUNE, Art. 8 bis (*Amélioration de la condition militaire*) (p. 1113) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Nécessité de transformer notre appareil militaire et notre défense nationale, critique des conceptions stratégiques actuelles : Pacte Atlantique et C.E.D., le rôle d'un Haut-Commissariat de la Défense nationale, l'utilité d'une loi-programme pour la protection civile)* (p. 1129, 1130). — Dépose une demande d'interpellation : sur les conséquences à tirer des événements de Tunisie

et du Maroc « en corrélation étroite » avec la situation en Indochine [1^{er} juin 1954] (p. 2736) ; la développe : *Terrorisme nationaliste en Tunisie et au Maroc, corrélation avec les événements d'Indochine, mais différences capitales de situation ; définition nécessaire, au-dessus des autonomies internes à concéder, du « non plus ultra » de la position française au Maghreb (Etats-Unis franco-africains plutôt qu'Etats associés) ; révision nécessaire corrélative de tout notre système militaire (Couverture et réserves d'Afrique du Nord), maintien opportun du général Guillaume et du maréchal Juin à la supervision de la stratégie française en Afrique, maintien nécessaire de l'unité globale de l'armée française, malgré la C.E.D. ; départ nécessaire de M. Plevin* [2 juin 1954] (p. 2778, 2779, 2780) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance : Manque de confiance de l'armée en M. Plevin, qui n'est plus, ni « porté », ni même « supporté » par elle* [12 juin 1954] (p. 2975) ; — sur la politique du Gouvernement en Tunisie [7 août 1954] (p. 3986), et en demande la jonction à celles déjà déposées sur le même sujet (*ibid.*) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Eloge du « franc jeu » joué à Tunis par le Président du Conseil, en présence du maréchal Juin, mais nécessité d'en marquer d'avance les limites (Déclarations inquiétantes de Bourguiba et réveil parallèle au Maroc des partisans de l'ancien Sultan) ; « Mûles inébranlables » à conserver par la France (Responsabilité de l'ordre public, unité intégrée de l'armée d'Afrique) ; rôle réservé aux colons français sur le plan local et de l'économie ; Etats unis franco-africains* [10 août 1954] (p. 4046, 4047) ; la développe : « *De Bourguiba à Salah ben Youssef* », étapes successives (à craindre) de l'élimination totale de la France (*Rappel des déclarations passées de M. Fouchet*) ; « *Mûles inébranlables* » à définir : *statut contractuel des Français en Tunisie (Administration locale, finances, tribunaux administratifs mixtes) ; armée d'Afrique et forces de sécurité ; monopole de la représentation diplomatique ; élimination des influences étrangères ; troubles d'août au Maroc ; Berbères et citadins ; question dynastique (Maintien du Sultan Ben Arafa) ; réformes nécessaires (Assemblée consultative franco-marocaine) ; Etats unis franco-africains (Rôle fédérateur de l'armée d'Afrique)* [26 août 1954] (p. 4264, 4265, 4206) ; — sur les conditions envisagées pour assurer dans le cadre de

la C. E. D., l'unanimité de l'adhésion nationale, l'unité et l'intégrité de l'armée française et l'unité et l'intégration de l'Union française [13 août 1954] (p. 4182); — sur les mesures envisagées pour le maintien de l'ordre en Afrique du Nord [9 novembre 1954] (p. 4816); est entendu sur la fixation de la date de discussion : *Carence des services de renseignement civils et militaires (Crédits insuffisants)*; *unité nécessaire, aux mains de la France, de la responsabilité de l'ordre dans toute l'Afrique du Nord; ennemi extérieur (Le Caire) et ses « inspirateurs » (Pays amis)*; *appuis intérieurs dont bénéficient les fellagha (Néo-Destour P. P. A., M. T. L. D.)*; *faiblesse de nos moyens militaires locaux*; *grande pitié de l'armée française et notamment de l'armée d'Afrique (Réformes nécessaires)*; *Son rôle social et politique; sollicitude particulière à réserver aux anciens militaires* [12 novembre 1954] (p. 4955, 4956). — Prend part à la discussion au fond des interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Défense de « l'armée d'Afrique » — actuellement désorganisée par les opérations d'Indochine — contre le reproche de « s'installer » dans les opérations en cours* [9 décembre 1954] (p. 6052). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord [10 décembre 1954] (p. 6060); — sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord [24 janvier 1955] (p. 150); la développe : *Maintien de notre autorité en Tunisie, limites de l'autonomie interne, question dynastique au Maroc, unité du problème nord-africain, urgence des mesures d'ordre social à prendre* [2 février 1955] (p. 632 à 635). — Retire ses interpellations des 13 août 1954 (C. E. D. et unité nationale) et 10 décembre 1954 (Afrique du Nord) [24 janvier 1955] (p. 150). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955 : *Son article additionnel (Exonération des droits de mutation fractionnés)* [8 mars 1955] (p. 1152); *le retire (ibid.)*; *Primes de qualification des officiers, échelles de solde des sous-officiers* (p. 1157). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Soldats tombant pour la France en Algérie* [11 mars 1955] (p. 1320). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955; État A, Chap. 46-23 :

Pensions d'invalidité (Anciens combattants musulmans) [11 mars 1955] (p. 1325, 1326); — du projet de loi relatif à l'état d'urgence : *Discussion générale (Algériens instruits par l'armée égyptienne)* [31 mars 1955] (p. 2165); — du projet de loi relatif à l'organisation de la défense nationale : *Unité du problème, déconcentration nécessaire, états-majors* [23 juin 1955] (p. 3269 à 3271); Art. 14 : *Son amendement (Rôle du Comité des chefs d'état-major)* [24 juin 1955] (p. 3330); *Son article additionnel (Coordination des travaux du Secrétariat général permanent de la défense nationale et de l'état-major général des forces armées)* (p. 3330); *le retire (ibid.)*; Art. 16 : *Son amendement (Rôle du Comité des chefs d'états-majors et des chefs d'état-major de chacune des armées)* (p. 3331). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Algérie [6 juillet 1955] (p. 3655). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Problème de la défense, zones de Bizerte et des territoires du Sud, choix des interlocuteurs*; *« la couverture de l'Algérie »* [8 juillet 1955] (p. 3750 à 3752); — des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956 : *Discussion générale (Caractéristiques des combats de l'Afrique du Nord et emploi de l'aviation)* [22 juillet 1955] (p. 4064); *Motion préjudicielle de M. Villon (Réduction des charges militaires)* [23 juillet 1955] (p. 4120); *La crise morale de l'armée* (p. 4121 à 4123); *Défense de l'Afrique du Nord, bataille atomique* (p. 4122, 4123); DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, SECTION GUERRE; Chap. 32-91 : *Son amendement indicatif (Mobilisation et problèmes des réserves)* (p. 4176, 4177); *le retire* (p. 4177); Chap. 34-92 : *Son amendement indicatif (Saint-Cyr et l'Université militaire)* (p. 4178, 4179); Art. 23 bis : *Son amendement (Licenciement des cadres contractuels)* (p. 4210); *le retire* (p. 4211); — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Le pourrissement (Place faite à l'armée, perte du contact avec les populations, propagande faite par les instituteurs, développement économique et problème agraire, le fédéralisme, le Maroc, « la guerre d'Afrique du Nord »)* [28 juillet 1955] (p. 4417 à 4420). — Dépose une demande d'interpellation sur l'Assemblée algérienne et l'impossibilité de la réunir après la déclaration de sécession [6 octobre 1955] (p. 4802). — Prend part à la discussion d'inter-

pellations sur le Maroc : *Divergences entre M. de Panafieu et le Résident général* [8 octobre 1955] (p. 4919) ; « *La guerre* » d'Afrique du Nord (p. 4927, 4928) ; *Attitude des militaires responsables* (p. 4929, 4930) ; *Responsabilités dans les massacres d'Oued Zem* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'abdication de la politique et l'effacement du prestige de la France en Afrique du Nord [25 novembre 1955] (p. 6016). — Est entendu sur la question de confiance posée contre l'adoption des propositions de la Conférence des Présidents : *Ses explications de vote (Elections anticipées, bilan de la politique du Gouvernement, décisions à prendre en Afrique du Nord, notre mission atlantique)* [29 novembre 1955] (p. 6050, 6051).

MONTALAT (M. Jean), Député de la Corrèze (S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est élu Secrétaire de la Commission de la Défense nationale [27 juillet 1955] (F. n° 557) ; Est nommé : membre de la Commission de la Défense nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [25 octobre 1952] (F. n° 172), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des immunités parlementaires [20 janvier 1953] (F. n° 216) [19 janvier 1954] (F. n° 341) ; membre suppléant de cette Commission [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; par la Commission de la défense nationale membre titulaire de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [1^{er} février 1955] (F. n° 491) ; juge suppléant à la Haute Cour de justice (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (F. n° 28).

Dépôts :

Le 6 juin 1952, un avis au nom de la Commission de la Défense nationale sur le projet de loi (n° 3226) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952, troisième partie : observations

concernant les budgets annexes des poudres et des essences, n° 3600 (3^e partie). — Le 6 mars 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi (n° 4603) tendant à modifier et à compléter les dispositions législatives relatives à la répression du trafic et de l'usage illicite des stupéfiants, n° 5802. — Le 22 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission de la Défense nationale sur la proposition de loi (n° 6827) de M. Billat et plusieurs de ses collègues tendant à abroger le décret n° 53-941 du 30 septembre 1953 portant aliénation de l'atelier de fabrication de Saint-Priest, n° 6932. — Le 3 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis (n° 6685) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 4603) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à modifier et à compléter les dispositions législatives relatives à la répression du trafic et de l'usage illicite des stupéfiants, n° 7054. — Le 20 mai 1954, un rapport au nom de la Commission de la Défense nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues (n° 8160) tendant à inviter le Gouvernement à publier sans retard un décret relevant le taux des allocations journalières instituées par l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 en faveur des familles de militaires appelés sous les drapeaux et qui remplissaient effectivement, avant leur départ pour le service, les devoirs de soutiens indispensables de famille ; 2° de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 8355) tendant à inviter le Gouvernement à relever de toute urgence le taux des allocations aux familles nécessiteuses, dont le soutien principal est à l'armée, instituées par l'article 24 de la loi du 31 mars 1928, relative au recrutement de l'armée, n° 8487. — Le 23 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer les périodes militaires à une date postérieure à la fin des grands travaux agricoles et en dehors de la saison touristique, n° 10999. — Le 23 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ramener le temps de service actif à quinze mois et à mettre en congé libérable, en juillet prochain, le contingent libérable en octobre 1955, n° 11000. — Le 20 juillet 1955, un avis au nom de la Commission de la Défense nationale sur le projet de loi (n° 11050) relatif au développement des crédits

affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour les exercices 1955-1956, cinquième partie : Forces terrestres d'Extrême-Orient, n° 11245 (5^e partie). — Le 21 juillet 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition du département de la Corrèze les crédits nécessaires pour indemniser les agriculteurs et propriétaires, victimes des orages, de la foudre et de la grêle qui se sont abattus sur ce département les 18 et 19 juin 1955, causant des dégâts considérables, n° 11261.

Interventions :

Est nommé *Juge suppléant de la Haute Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; INTÉRIEUR, Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Sécurité nationale (Statut du personnel)* [28 novembre 1951] (p. 8601) ; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à Air-France (Mise en service de l'Armagnac)* [12 décembre 1951] (p. 9090, 9091) ; le retire (p. 9094) ; — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952 ; Art. 2, Etat B, ENERGIE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts à Electricité de France (Barrage de la Dordogne)* [27 décembre 1951] (p. 9554, 9555) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts à Electricité de France (Barrage de Bort sur la Corrèze)* (p. 9956) ; le retire (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur le jugement de l'adjudant-chef Otto Hoff, de la division Das Reich, condamné à cinq ans de travaux forcés [30 mai 1952] (p. 2588). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale ; en qualité de *Rapporteur pour avis (Ses observations sur le budget annexe des poudres et essences)* [10 juin 1952] (p. 2814) ; Etat A, GUERRE, Chap. 1045 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil des arsenaux (Agents de maîtrise et techniciens)* [13 juin 1952] (p. 2934) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ;

INTÉRIEUR : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat, en attendant la mise en vigueur du statut du personnel de la police prévu par la loi du 28 septembre 1948* [8 novembre 1952] (p. 4923 et suiv.) ; *Sa motion préjudicielle tendant à renvoyer le débat, en attendant une lettre rectificative* [18 novembre 1952] (p. 5332) ; *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat, jugeant la lettre rectificative insuffisante* (p. 5354, 5355) ; *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat (Statut du personnel de la police)* [13 décembre 1952] (p. 6308, 6311). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et de l'urbanisme, une question relative à l'organisme professionnel de qualification et de classification du bâtiment [14 novembre 1952] (p. 5125). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 128 : *Fixation de la cotisation des allocations familiales mise à la charge exclusive de l'employeur* [12 décembre 1952] (p. 6265). — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953 ; DÉFENSE NATIONALE, Etat A, GUERRE, Chap. 3401 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Refonte des conceptions stratégiques et marchés militaires de l'intendance)* [26 janvier 1953] (p. 422) ; le retire (p. 423) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier de l'armée (Statut des agents de maîtrise et techniciens)* (p. 429) ; le retire (ibid.) ; — d'une proposition de loi modifiant la loi sur la répression des crimes de guerre : *Motion préjudicielle de M. Goudoux demandant l'extradition du général Lammerding, commandant la division Das Reich* [27 janvier 1953] (p. 532) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 janvier 1953] (p. 736, 737) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Application de la poudre Banniol)* (p. 745). — Pose : à M. le Ministre des Affaires étrangères, une question relative à la demande d'extradition du général Lammerding [20 mars 1953] (p. 2094) ; — à M. le Ministre des P.T.T., une question concernant l'interdiction faite à de jeunes français et françaises de moins de 21 ans de se présenter au concours des P.T.T. [23 octobre 1953] (p. 4533) ; *Sa réplique à*

M. Ferri : Article de *Gabriel Mâcé* (*Franc-Tireur*, 8 octobre), précisant les raisons des exclusions prononcées (ibid.). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Désordre de la discussion budgétaire, contrôle sanitaire aux frontières* [4 novembre 1953] (p. 4822, 4823); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3141 : *Demande de disjonction du chapitre relatif à la Sécurité nationale (Reclassement indiciaire des agents de police de province)* [10 décembre 1953] (p. 6384, 6385); Chap. 4131 : *Reorganisation des services de la Préfecture de police* [41 décembre 1953] (p. 6468). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures de discrimination prises à l'occasion de concours de recrutement administratif [30 octobre 1953] (p. 4721); la développe : *Discrimination politique dans les concours des P.T.T.* [13 novembre 1953] (p. 5074); — sur les licenciements en cours dans nos établissements industriels de la défense nationale [20 novembre 1953] (p. 5346). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répression du trafic et de l'usage illicite des stupéfiants, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur*, [2 décembre 1953] (p. 5853). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour éviter une confusion scandaleuse entre les crimes de droit commun dans le Limousin en 1944 et 1945 et l'action des patriotes de la Résistance [9 février 1954] (p. 102); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Procès Oberg, extradition du général Lammerting, cas Guingoin* [2 mars 1954] (p. 600). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement (Application du bordereau des salaires proposé par le syndicat F.O. des travailleurs de l'Etat, perspectives d'avenir et licenciements dans les arsenaux ou manufactures de Saint-Etienne, Tulle et Châtellerauld* [18 mars 1954] (p. 989); *le retire* (p. 990). — Pose : à M. le Ministre des Travaux publics, des transports et du tourisme, une question relative à la situation des exploitants forestiers du centre de la France [23 juillet 1954] (p. 3568); — à M. le Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Guerre)

une question relative à la convocation de certains réservistes [23 juillet 1954] (p. 3571). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère de l'INDUSTRIE ET DU COMMERCE pour 1955, Etat D : *Son amendement (Non-exécution des clauses du cahier des charges relatif à la construction du barrage de Bort-les-Orgues* [16 novembre 1954] (p. 5070). — Pose : à M. le Ministre de la Défense nationale et des forces armées, une question relative aux achats de produits laitiers étrangers par l'intendance [19 novembre 1954] (p. 5205); — à M. le Ministre de l'Agriculture, une question relative aux achats de viande, de fruits et de légumes à l'étranger [19 novembre 1954] (p. 5205, 5206). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-34 : *Son amendement indicatif (Crédits insuffisants pour la recherche agronomique)* [25 novembre 1954] (p. 5444); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Assistance médicale gratuite, allocation aux grands infirmes, contrôle des médicaments* [1^{er} décembre 1954] (p. 5640, 5641); *Son amendement (contrôle a posteriori des médicaments, scandale de la poudre Baumol et du Stalinon)* (p. 5668); *le retire* (p. 5668); Art. 3 : *Son amendement (Tarif de responsabilité dans les établissements de cure ne poursuivant pas un but lucratif)* [4 décembre 1954] (p. 5809); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME pour 1955, (Etat A, Chap. 31-01 : *Déficit de la S.N.C.F., augmentation des salaires des personnels cheminots* [9 décembre 1954] (p. 5984). — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 11 : *Son amendement (Levée des pénalités pour retard dans le versement des acomptes provisionnels)* [19 mars 1955] (p. 1759). — Est entendu sur le report de sa question orale : *Absence du Secrétaire d'Etat aux affaires économiques* [1^{er} avril 1955] (p. 2295). — du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour avril, mai et juin 1955, Art. 4 : *Sa demande de disjonction (Insuffisance des moyens de contrôle pour le Parlement)* [1^{er} avril 1955] (p. 2323, 2324). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, une question relative à la non-

admission des apprentis dans le cadre du personnel de la S. N. C. F. [27 mai 1955] (p. 3103). — Prend part à la discussion des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956, SECTION FORCES TERRESTRES D'EXTRÊME-ORIENT, en qualité de *Rapporteur pour avis : Travaux de génie ; Missions d'encadrement ; Sort des soldats et des civils français après les élections* [22 juillet 1955] (p. 4076, 4077); Dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, Chap. 31-51 : *Son amendement indicatif (Effectifs et indices de la gendarmerie)* [23 juillet 1955] (p. 4138). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées par le Gouvernement pour donner satisfaction aux revendications paysannes [18 octobre 1955] (p. 5128).

MONTEIL (M. André), *Député du Finistère (N. I.)*.

Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine)
(Cabinet MENDÈS-FRANCE)
du 19 juin 1954 au 3 septembre 1954 ;

*Ministre de la Santé publique
et de la population*

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)
du 3 septembre 1954 au 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1954] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [28 août 1954] (F. n° 27), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341) ; — de la Commission de la marine marchande et des pêches [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341). — Est désigné par la Commission de la défense nationale pour prendre part aux travaux de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale [5 mars 1953] (F. n° 240), [19 mars 1954] (F. n° 366).

Dépôts :

Le 20 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les gendarmes titulaires du diplôme d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur de la République à se présenter à l'exa-

men du stage préparatoire de l'École des officiers de la Gendarmerie nationale, n° 1603. — Le 21 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 4370) de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à remettre en ordre les salaires des ouvriers de l'Etat conformément au décret du 22 mai 1951, n° 4807. — Le 21 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le personnel de la Gendarmerie nationale à adhérer à l'Association des retraités de cette arme « L'Union nationale du personnel de la Gendarmerie et de la Garde », n° 4836. — Le 26 mars 1953, une proposition de loi tendant à l'incorporation d'une partie de l'indemnité de vivres pour le calcul des pensions d'ancienneté du personnel non-officier du Corps des équipages de la flotte, n° 6033. — Le 10 juin 1953, une proposition de loi tendant à la création d'un Ordre du mérite militaire, n° 6283. — Le 9 juillet 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 3084) de M. Pierre Ferri tendant à fixer le statut des officiers de réserve de l'armée de terre, n° 6499. — Le 19 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 2651) de M. Schaff et plusieurs de ses collègues tendant à valider au profit des militaires de carrières originaires des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, la durée des services accomplis dans l'armée allemande sous l'empire de la contrainte, n° 7836. — Le 12 mars 1954, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 7352) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Défense nationale et des Forces armées pour l'exercice 1954, Troisième partie : air, n° 8023 (3^e partie). — Le 2 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 7607) relatif au congé spécial pour exercice de fonctions électives, n° 8575. — Le 22 novembre 1954, un projet de loi relatif à l'interdiction de la consommation de certaines boissons dans les débits à certaines heures de la journée, n° 9526. — Le 22 novembre 1954, un projet de loi complétant la loi du 9 novembre 1915 relative à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons, n° 9531. — Le 31 décembre

1954, un projet de loi tendant à l'adoption de mesures concourant à la protection de la santé publique, n° 9862. — Le 4 février 1955, une lettre rectificative au projet de loi (n° 9862) tendant à l'adoption de mesures concourant à la protection de la Santé publique, n° 10114. — Le 20 octobre 1955, une proposition de loi relative aux taxes d'usage des installations d'outillage concédé dans les ports de pêche, n° 11646.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 4 : Amendements de MM. Mercier, Noël, Corniglion-Molinier et Ducos, tendant à rétablir les crédits pour le budget annexe des constructions aéronautiques (Achèvement des avions entrepris) [22 décembre 1951] (p. 9617, 9618); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les services de la défense nationale : Discussion générale [29 décembre 1952] (p. 10102). — Dépose une demande d'interpellation sur l'évolution des négociations poursuivies au sujet de l'armée européenne [7 février 1952] (p. 499); la développe : L'armée européenne intégrée, l'importance des contingents allemands, l'entrée de l'Allemagne dans le pacte Atlantique, l'absence d'un civisme européen, les 8 millions de réfugiés de l'Est, le dilemme armée européenne-Wehrmacht, la stratégie périphérique américaine, l'Etat fédéral européen [11 février 1952] (p. 585 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les services de la défense nationale : Art. 5 : Amendement de M. de Villeneuve tendant à rétablir l'article autorisant la création d'emplois (Ecole d'artillerie de Chalons-sur-Marne) [28 février 1952] (p. 1107); — d'une proposition de loi relative à la durée du service actif des sursitaires : Reprise du débat [13 mars 1952] (p. 1268); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la défense nationale : Discussion générale (Ses observations sur la guerre d'Indochine, les objectifs du N. A. T. O., les dépenses incontrôlées, l'unité de commandement, les commandes off shore) [12 juin 1952] (p. 2853 et suiv.); Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Section commune; GENDARMERIE, Chap. 1030 : Amendement de M. Gau tendant à rétablir les crédits pour la gendarmerie

(Fusion des gendarmeries des trois armes) [12 juin 1952] (p. 2863, 2864); SUBVENTIONS Chap. 6050 : Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de un milliard les crédits pour participations diverses (Mission centrale de liaison interalliée) [13 juin 1952] (p. 2892); EQUIPEMENT, Chap. 9041 : Subventions au service des essences pour constructions (p. 2898); AIR, Chap. 9001 : Amendement de M. Bouret tendant à réduire de un million les crédits pour le logement du personnel (Commandes « off shore ») (p. 2916); Etat B, AIR, Chap. 9081 : Matériel roulant (p. 9221); Etat A, GUERRE, Chap. 1065 : Demande de rétablissement des crédits pour le personnel civil des transmissions, présentée par M. de Cheigné (p. 2937); Etat A, MARINE, Chap. 9010 : Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le commissariat de la marine (Construction de boulangeries superflues) [17 juin 1952] (p. 2971); Chap. 9070 : Aéronautique navale (p. 2971, 2972); — du projet de loi modifiant la loi sur le recrutement de l'armée : Discussion générale (Prorogation de 6 mois pour certaines catégories de fonctionnaires et d'étudiants) [10 juillet 1952] (p. 3756 et suiv.); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 27 : Son amendement tendant à ne pas majorer la taxe de circulation sur les viandes [9 décembre 1952] (p. 6091, 6092); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 3141 : Amendement de M. de Mousabert tendant à réduire de 216 millions les crédits pour la Sécurité nationale (Création de 10 nouvelles C.R.S.) [13 décembre 1952] (p. 6335 et suiv.). — Est entendu pour une demande de modification de l'ordre du jour : Budget des dépenses militaires [19 décembre 1952] (p. 6621). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de janvier 1953; Art. 27 : Son amendement tendant à prévoir des transferts de crédits par arrêtés dans les chapitres des fabrications de matériel de la marine nationale et de l'air [30 décembre 1952] (p. 7053, 7054); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE : Discussion générale (Progrès de l'aviation) [25 janvier 1953] (p. 338); Ses observations sur le peu de temps dévolu au budget, les commandes off shore, le

blocage Mayer, le nombre de divisions sur pied de guerre, leur équipement, les politiques du « roll back » et du « containment » [26 janvier 1953] (p. 366 et suiv.); *Motion préjudicielle de M. Bartolini demandant l'application du décret du 22 mai 1951 en faveur des travailleurs de l'Etat* (p. 379); *Etat A, SECTION COMMUNE, Chap. 3151 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la gendarmerie (Reclassement des gendarmes)* (p. 381, 382); *le retire* (p. 382); *Chap. 3252 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement et l'entretien de la gendarmerie (Contrat scandaleux d'achat de culottes de gendarmes)* (p. 383); *le retire* (p. 384); *Chap. 5281 : Amendement de M. Triboulet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travaux d'établissement du service des poudres (Production de nitro-cellulose)* (p. 390); *Etat A, AIR, Chap. 3111 : Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 100.000 fr. les crédits pour les soldes et indemnités des officiers (Soldes des aspirants d'active)* (p. 396); *Temps de parole imparti aux groupes* (p. 405); *Etat A, GUERRE, Chap. 3131 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier de l'armée (Barème des bordereaux de salaires)* [26 janvier 1953] (p. 428); *Etat A, MARINE, Chap. 5461 : Amendement de M. Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bases de l'aéronautique navale (Extension de Khowriga)* [26 janvier 1953] (p. 440, 441); *Art. 27 : Son amendement tendant à modifier la pyramide des grades pour les ingénieurs mécaniciens de la marine* (p. 446); *le retire* (ibid.); *Art. 28 : Amendement de M. Triboulet tendant à disjoindre l'article prévoyant le recrutement de quinze ingénieurs élèves de l'air en plus du contingent normal* (p. 446, 447); *Etat A, MARINE, Chap. 5371 : Constructions neuves (Mise en chantier du croiseur C 53 et plan de charge de l'arsenal de Brest)* (p. 448); — *du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953, amendé par le Conseil de la République, Art. 11 quater : Amendement de M. M. David tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'utilisation des fonds des caisses départementales scolaires pour la réparation des écoles publiques* [5 février 1953] (p. 964); — *des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : Ses explications de vote : Critiques des buts de*

guerre proclamés par le Gouvernement (Défense du monde libre, et maintien de l'Union française); Solution militaire pratiquement impossible; Sacrifice inutile demandé en attente de négociations hypothétiques [27 octobre 1953] (p. 4613, 4614); — *du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires, Article premier : Ouverture de 178.259.322.000 fr. de crédits ouverts pour janvier et février 1954 (Augmentation excessive du nombre des cadres, fermeture d'arsenaux de l'Etat, protection des civils)* [29 décembre 1953] (p. 6956, 6957); *Art. 4 bis : Demande de disjonction de l'article interdisant des augmentations d'effectifs, présentée par le Gouvernement* (p. 6967); *Art. 4 ter : Interdiction de réduction du personnel des arsenaux et établissements de l'Etat travaillant pour la défense nationale (Nécessité de surseoir aux licenciements)* (p. 6970); — *du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour mars 1954, Article premier : Amendements de M. Triboulet (Relèvement de crédits pour l'armée de l'air, effectifs et fabrication de matériel)* [25 février 1954] (p. 515, 516); *Etat annexe, SECTION MARINE : Rétablissement du chapitre 3462 : Entretien du matériel de série de l'aéronautique navale* (p. 520); *Article additionnel de M. Bartolini (Licenciement dans les établissements d'Etat relevant de la défense nationale)* (p. 522); — *du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : Discussion générale (Utilité militaire du cargo Nord 2501 et du biréacteur C.M. 170 Fouga)* [16 mars 1954] (p. 882); *en qualité de Rapporteur pour avis : Inconvénients de la procédure des décrets de transfert, bilan de l'armée de l'air en 1953, étude des crédits de 1954, accroissement des effectifs, matériel non aérien, infrastructure, constructions aéronautiques, défense aérienne du territoire, organisation des réserves, difficultés de notre industrie aéronautique et ses perspectives d'avenir* (p. 889 et suiv.); *Clôture de la discussion générale* (p. 911); *SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 3184 : Postes permanents à l'étranger (Création de deux attachés aux inventions à Londres et Washington, Renforcement des missions d'achat)* [18 mars 1954] (p. 994); *Chap. 3791 : Participation aux dépenses de fonctionnement de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord* (p. 997); *Chap. 5581 :*

Infrastructure interalliée (Statuts des bases nord-africaines : Mers-el-Kébir, Bizerte, base aéronavale de Lartigue, aérodrome d'Ichkeul) (p. 1000, 1001) ; SECTION AIR, Etat A, Chap. 3112 : *Son amendement (Accroissement excessif du personnel par rapport au matériel)* (p. 1011, 1012) ; Chap. 3122 : *Son amendement (Autonomie de la direction technique et industrielle au sein du Secrétariat d'Etat, modification de la hiérarchie par suppression de cinq postes d'élèves-ingénieurs)* (p. 1012) ; Chap. 3201 : *Son amendement (Rétablissement des crédits demandés par le Gouvernement pour les frais de déplacement des personnels de l'administration centrale)* (p. 1015) ; Chap. 3241 : *Son amendement (Alimentation de l'armée de l'air)* (p. 1016) ; Chap. 3391 : *Rétablissement des crédits proposés par le Gouvernement pour les prestations et versements obligatoires)* (p. 1016) ; Chap. 3472 : *Son amendement (Fonctionnement des centres d'essais)* (p. 1017) ; Chap. 5271 : *Son amendement (Attribution de machines-outils à diverses sociétés)* (p. 1019) ; Chap. 5272 : *Son amendement (Rétablissement du crédit demandé par le Gouvernement pour l'aide à l'expansion aéronautique) (Politique d'exportation)* (p. 1020, 1021, 1022) ; Etat B, Chap. 5272 : *Son amendement (Rétablissement du chiffre des autorisations de programme proposé par le Gouvernement pour la participation de l'Etat à des dépenses des sociétés de l'industrie aéronautique [19 mars 1954])* (p. 1037) ; SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 3111 : *Soldes et indemnités des officiers (Problème du logement, cas de Saint-Maixent)* (p. 1040) ; *Sa réponse à l'exposé de M. de Chevigné (Entraînement des réserves, notion de la nation armée)* (p. 1068). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures policières prises à l'égard d'un hebdomadaire d'information [1^{er} juin 1954] (p. 2733). — Prend part à la discussion des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Affaire de « L'Express » (Protestation de la Fédération nationale de la presse française et de la plupart des journaux), écho défavorable en Indochine (Lettres), bulletins confidentiels informés en sous-main par le Gouvernement ; Affaire Sainteny (Perquisition montée chez lui par le 2^e bureau au début de 1948, non-lieu tardif) ; « Erreurs stratégiques » de Dien-Bien-Phu, « manque d'habileté » de*

M. Pleven en cette occasion, attaques visant ses collaborateurs (Article de la revue militaire d'information) ; Défense des positions de M. Georges Bidault à Genève (A l'exclusion d'une généralisation éventuelle du conflit) ; Choix possible du Maréchal Juin pour l'Indochine ; Partage militaire nécessaire au Viet-Nam [2 juin 1954] (p. 2787). — Est nommé Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine) (Cabinet Mendès-France) [19 juin 1954] (J. O. du 20 juin 1954, p. 5843). — Est nommé Ministre de la Santé publique et de la Population (remaniement du Cabinet Mendès-France) [3 septembre 1954] (J.O. du 4 septembre 1954, p. 8550).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955 : *Assouplissement du plan comptable dans les hôpitaux [1^{er} décembre 1954] (p. 5642) ; Etat A, Chap. 31-01 : Pourcentage des maladies mentales dues à l'alcoolisme (p. 5644) ; Plan d'équipement sanitaire et social, allocation aux bénéficiaires de l'aide médicale, statut des personnels extérieurs, subventions de l'Etat pour les constructions hospitalières, travaux accomplis à la Guyane, contrôle des médicaments, accidents produits par la poudre Baumol et le Stalinon, protection civile en cas de guerre atomique, prophylaxie du cancer, hospices de vieillards, accroissement des naissances [1^{er} décembre 1954] (p. 5654 à 5658, 5662) ; Chap. 31-11 : Service de la santé (Statut des personnels extérieurs) (p. 5663 et suiv.) ; Amendement indicatif de M. Schmitt (Médecins naturalistes d'Alsace) (p. 5663, 5664) ; Chap. 31-21 : Amendement indicatif de M. Schmitt (Naturalisations) (p. 5666) ; Chap. 31-41 : Contrôle des médicaments (p. 5667, 5668) ; Chap. 31-42 : Création de postes d'inspecteurs de pharmacie (p. 5669) ; Chap. 31-51 : Contrôle sanitaire au port aérien français d'Orly (p. 5669) ; Chap. 34-01 : Contrôle des appareils électro-radiologiques (p. 5669) ; Chap. 34-02 : Vaccination par le B. C. G. (p. 5669, 5670) ; Chap. 34-11 : Amendement indicatif de M. Guislain (Remboursement des frais des mutilés et victimes de guerre) (p. 5670) ; Chap. 34-71 : Etablissement thermal d'Aix-les-Bains (p. 5671) ; Chap. 34-91 : Construction d'un Ministère de la Santé publique (p. 5671) ; Chap. 36-11 : Titularisation du per-*

sonnel de l'Institut national d'hygiène (p. 5671); Chap. 43-11 : Formation d'auxiliaires sanitaires, secours à la suite du séisme d'Algérie, enseignement de la transfusion sanguine (p. 5672); Chap. 43-12 : Statut du personnel hospitalier, bourses des élèves infirmières (p. 5674); Amendement de Mme François (Extension de la méthode d'accouchement sans douleur) (p. 5675); Chap. 43-21 : Subventions aux écoles d'assistantes sociales et aux œuvres de formation familiale et ménagère (p. 5675); Chap. 43-91 : Activité des centres régionaux d'action éducative, sanitaire, et sociale (p. 5676); Chap. 43-92 : Participation à des congrès et manifestations diverses (p. 5677); Amendement indicatif de M. Guislain (Communauté européenne de la santé « pool blanc ») (p. 5677); Chap. 46-11 : Médecins ruraux (p. 5678); Chap. 46-12 : Amendement de Mme de Lipkowski (Extension de la réduction tarifaire accordée aux tuberculeux en sanatoria, à d'autres catégories de malades [2 décembre 1954] (p. 5684); Chap. 46-13 : Dotations à l'établissement de bienfaisance de Saint-Maurice et à l'hospice national des Quinze-Vingts (p. 5685); Chap. 46-21 : Conditions d'agrément des centres d'hébergement (p. 5685); Chap. 46-22 : Aide sociale à l'enfance (p. 5685); Chap. 46-24 : Réforme des prestations familiales, amélioration du salaire minimum interprofessionnel et allocations vieillesse (p. 5685, 5686); Chap. 46-25 : Augmentation des allocations militaires et leur inscription aux dépenses obligatoires des budgets départementaux (p. 5686 et suiv.); Chap. 46-26 : Réforme des lois d'assistance, amélioration des taux des allocations accordées, visiteurs-enquêteurs, composition des bureaux d'aide sociale, composition et procédure des commissions d'admission à l'aide sociale, départementalisation partielle des dépenses d'assistance, nouvelle répartition de l'aide de l'Etat aux collectivités locales pour les charges d'assistance (p. 5688 et suiv.); Amendement indicatif de M. Marcel Ribère (Extension de la loi sur l'assistance médicale gratuite aux Français d'Algérie) (p. 5694); Amendement indicatif de M. Guthmuller (Réforme des lois d'assistance, remplacement des commissaires enquêteurs par les assistantes sociales) (p. 5695); Chap. 46-27 : Amendement indicatif de Mme de Lipkowski (Assistance aux tuberculeux) (p. 5695); Chap. 46-28 : Amendement indicatif de Mme de

Lipkowski (Aide médicale aux malades mentaux, colonie de placement familial des malades mentaux) (p. 5697); Amendement indicatif de Mme François (Equipped des hôpitaux psychiatriques) (p. 5698); Chap. 46-29 : Aide sociale aux personnes âgées (Relèvement du plafond pour l'attribution de la carte des économiquement faibles) (p. 5699); Demande de disjonction de M. David (p. 5701, 5702); Chap. 46-32 : Attribution aux économiquement faibles d'une allocation compensatrice des augmentations de loyer (p. 5702, 5703); Chap. 46-31 : Aide sociale aux infirmes aveugles et grands infirmes (p. 5706, 5707); Chap. 46-33 : Institut national des sourds-muets de Paris, rue Saint-Jacques (p. 5711); Chap. 46-35 : Frais de fonctionnement des services départementaux d'aide sociale des commissions d'aide sociale (p. 5712, 5713); Chap. 47-11 : Mesures générales de protection de la santé publique (Dédommagement des boulangers de Pont-Saint-Esprit) (p. 5714); Chap. 47-12 : Amendement indicatif de Mme Rabaté (Protection maternelle et infantile) (p. 5714, 5715); Chap. 47-13 : Amendement indicatif de Mme de Lipkowski (Vaccination au B. C. G.) (p. 5715); Chap. 47-14 : Prophylaxie des maladies vénériennes (p. 5715, 5716); Chap. 47-15 : Prophylaxie de la lèpre, lutte contre l'alcoolisme, détaxation des jus de fruits, prophylaxie du cancer et de l'épilepsie (p. 5718 et suiv.); Chap. 47-17 : Administration de l'Assistance publique de la ville de Paris [4 décembre 1954] (p. 5797); Chap. 47-18 : Subvention pour la ligne nationale de lutte contre le cancer (p. 5798, 5799); Chap. 47-22 : Enfance inadaptée (p. 5800, 5801); Chap. 47-24 : Amendement indicatif de M. Sauer (Situation des nord-africains dans la métropole) (p. 5801); Chap. 47-42 : Arbitrage de M. le Président du Conseil relatif à la protection civile, sa demande de réserver l'article premier (p. 5802); Etat B, Chap. 56-10 : Equipement hospitalier et construction d'hôpitaux, embouteillage des hôpitaux pendant l'hiver, distribution gratuite de charbon aux vieillards, centres d'hébergement (p. 5803, 5804); Chap. 59-90 : Création d'un bureau des méthodes pour la construction des hôpitaux (p. 5805); Chap. 66-10 : Problème des hôpitaux sinistrés, hôpitaux de Colmar et de Nantes (p. 5807 et suiv.); Art. 3 : Amendement de M. Montalat (Tarif de responsabilité dans les

établissements de cure ne poursuivant pas un but lucratif) (p. 5809, 5810); *Article additionnel de Mme Lempereur (Taux de la majoration accordée aux grands infirmes ayant besoin de l'aide constante d'une tierce personne)* (p. 5810); *Explications de vote (Indices de traitements de l'assistance publique)* (p. 5813); de ce projet de loi en deuxième lecture; Etat A, Chap. 31-01 : *Situation du personnel du bureau des directions départementales de la santé publique* [30 décembre 1954] (p. 6973, 6974); Art. 4 : *Abrogation du décret du 29 novembre 1953 portant réforme de l'assistance* (p. 6974 et suiv.). — Donne sa démission de *Ministre de la Santé publique et de la Population* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la défense nationale : *Organisation du débat* [26 mai 1955] (p. 3076); *Motion préjudicielle de M. Aubame (Renvoi à la Commission des territoires d'outre-mer)* [27 mai 1955] (p. 3109, 3110); *Coordination et délégation de pouvoirs, protection nationale, les trois armées* [23 juin 1955] (p. 3258 à 3262, 3264); Art. 2 : *Amendement de M. Budic (Délégation de certains des pouvoirs du Président du Conseil au Ministre de la Défense)* [24 juin 1955] (p. 3322); *Amendement de M. A.-F. Mercier (Ministres de la Guerre, de la Marine et de l'Air)* (p. 3323); *Article additionnel de M. Pineau (Création d'un poste de Secrétaire d'Etat adjoint à la Défense chargé d'assister le Ministre dans ses tâches de coordination et de liaison)* (p. 3327); Art. 13 : *Amendement de M. J.-P. Palewski (Choix du secrétaire général permanent et du secrétaire adjoint de la Défense nationale)* (p. 3329); Art. 16 : *Amendement de M. Goisnard de Monsabert (Rôle du comité des chefs d'états-majors et des chefs d'état-major de chacune des armées)* (p. 3331, 3332); *Amendement de M. Pineau (Gestion de toutes les forces de gendarmerie par le Ministre de la Défense nationale)* (p. 3333). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement, notamment à l'égard du marché de la pomme de terre [23 juin 1955] (p. 3248). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (Limitation des débits

de boissons); Art. 1^{er} : *Périmètre de protection* [24 octobre 1955] (p. 5213); — d'une proposition de loi relative à la création de postes d'attachés agricoles : *Discussion générale (Mode de recrutement)* [15 novembre 1955] (p. 5669). = S'excuse de son absence [4 mars 1955] (p. 1078). = Obtient un congé [4 mars 1955] (p. 1078).

MONTEL (M. Eugène), Député de la Haute-Garonne (S.).

Son élection est validée [10 juillet 1951] (p. 5916). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la défense nationale [16 juillet 1953] (**F. n° 278**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est désigné par la Commission de la production industrielle : pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte [30 janvier 1953] (**F. n° 226**), [31 janvier 1955] (**F. n° 490**); pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement [21 septembre 1951] (**F. n° 46**).

Dépôts :

Le 16 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide aux populations victimes des calamités atmosphériques qui ont eu lieu au cours des mois de mai, juillet, août et novembre 1951, **n° 1593**. — Le 11 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité les mines et usines de Salsigne (Aude), **n° 7746**. — Le 18 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution (n° 7746) de M. Eugène Montel tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité les mines et usines de Salsigne (Aude), **n° 7797**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; INTÉRIEUR, Chap. 10-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des préfectures (Suppressions d'emplois)* [28 novembre 1951] (p. 8589) ; Chap. 11-50 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la Sécurité nationale (Suppression d'emplois vacants)* (p. 8600) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de la Défense nationale en 1952 ; Etat E, AIR, Chap. 33-17 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le matériel de transports civils (Avions Armagnac)* [13 juin 1952] (p. 9220). — Son rapport sur les élections partielles du département du Nord (2^e circonscription) [30 décembre 1952] (p. 7060). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), INDUSTRIE ET COMMERCE, amendé par le Conseil de la République, Art. 1^{er} : *Fermeture des mines de Salsigne* [31 décembre 1953] (p. 7241) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Construction d'un institut de physiologie générale dans la banlieue de Toulouse)* [26 février 1954] (p. 568) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : SECTION AIR, Etat A, Chap. 51-71 : *Son amendement (Accroissement des crédits destinés aux bureaux d'études, Société nationale de constructions aéronautiques du Sud-Est)* [18 mars 1954] (p. 1019) ; *le retire* (p. 1019) ; SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-22 et 31-32 : *Application du décret du 22 mai 1951 aux ouvriers des établissements de l'Etat, Référence aux salaires pratiqués dans la métallurgie de la région parisienne* [19 mars 1954] (p. 1044) ; Chap. 53-71 : *Son amendement (Sort de la cartoucherie de Toulouse)* ; *le retire* (p. 1088) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-41 : *Amendement de M. Montalat (Crédits insuffisants pour la recherche agronomique)* [25 novembre 1954] (p. 5444) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 56-50 :

Etablissements d'éducation physique et sportive (Subventions pour l'établissement de stades municipaux) [14 décembre 1954] (p. 6299) ; Chap. 66-12 : *Son amendement indicatif (Faculté des sciences de Toulouse)* (p. 6322) ; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, Art. 25 bis : *Licenciements dans les cartoucheries* [4 août 1955] (p. 4609, 4610).

MONTEL (M. Pierre), Député du Rhône
(1^{re} circonscription) (R.I.).

Secrétaire d'Etat à l'Air

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952 ;

Secrétaire d'Etat à l'Air

(Cabinet Edgar LAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952 ;

Secrétaire d'Etat à l'Air

(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953 ;

Secrétaire d'Etat à l'Air

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 19 mai 1953.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé : Président de la Commission de la défense nationale [19 juillet 1951] (**F. n° 7**), [20 janvier 1955] (**F. n° 483**) ; Vice-Président de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [1^{er} juin 1954] (**F. n° 392**) ; membre de la Commission de la défense nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**). — Est désigné pour prendre part aux travaux de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale [24 juillet 1953] (**F. n° 283**), [19 mars 1954] (**F. n° 366**). — Est nommé par la Commission de la défense nationale membre : de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**) et de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (**F. n° 505**).

— Est désigné par l'Assemblée Nationale pour représenter la France au sein de l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [20 juillet 1955] (F. n° 552).

Dépôts :

Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai permettant à certaines catégories de veuves de militaires de carrière de demander le bénéfice de l'allocation complémentaire prévue par les articles 76 et 77 de la loi du 30 décembre 1928, n° 297. — Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégageant des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifiée par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948 et par la loi n° 51-714 du 7 juin 1951, n° 298. — Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier le décret du 23 prairial an XII dans le but d'autoriser les inhumations dans les caveaux de famille situés dans les cimetières désaffectés, n° 299. — Le 30 octobre 1953, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 6617) de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder la croix de guerre au drapeau de la Gendarmerie nationale, n° 7040. — Le 8 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. André Monteil (n° 6283) tendant à la création d'un Ordre du mérite militaire, n° 8852. — Le 22 juillet 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décréter l'inscription suivante dans la pierre de l'Arc de Triomphe : « Le Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient a bien mérité de la Patrie », n° 8938. — Le 22 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution (n° 8938) de M. Pierre Montel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à décréter l'inscription suivante dans la pierre de l'Arc de Triomphe : « Le Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient a bien mérité de la Patrie », n° 8939. — Le 26 août 1954, une proposition de loi tendant à réviser les pensions des militaires et marins non officiers, retraités avant le 1^{er} janvier 1948 et celles de leurs ayants cause, sur la base des soldes de la

gendarmerie et de la garde républicaine n° 9203. — Le 26 août 1954, une proposition de loi tendant à aménager les tarifs de solde des militaires et marins de carrière des grades de sous-lieutenant et de lieutenant pour tenir compte de la hiérarchie, n° 9204. — Le 30 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer dans chaque subdivision militaire un bureau spécialement chargé de s'occuper de procurer des emplois, administratifs ou privés, aux anciens combattants d'Indochine démobilisés et ayant accompli sur ce théâtre d'opérations un séjour d'au moins un an, pendant la période des hostilités, ou ayant la qualité de rapatrié sanitaire, n° 9853. — Le 13 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier l'article 55, paragraphe C, alinéa 2 du Code des pensions civiles et militaires relatif à la pension de réversion des veuves de retraités, n° 11601. — Le 26 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décider que les services accomplis par les réservistes de la gendarmerie pendant la période de leur rappel à l'activité s'ajoutent au temps de services actifs et entrent en compte pour le calcul de leur pension, n° 11728. — Le 26 octobre 1955, une proposition de loi tendant à accorder aux militaires de carrière dégaagés des cadres depuis 1940 réparation du préjudice moral et matériel qu'ils ont subi, n° 11734.

Interventions :

Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Elections de la Seine-Inférieure* [27 juillet 1951] (p. 6096, 6097). — Prend part à la discussion du rapport sur les élections du département de la Guadeloupe [27 juillet 1951] (p. 6105). — Sa demande de pouvoirs d'enquêtes pour la Commission de la défense nationale [2 août 1951] (p. 6148). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Air* (Cabinet Plevin) [11 août 1951] (*J. O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR; Art. 4 : *Amendements de MM. Mercier, Noël, Corniglion-Molinier et Ducos tendant à rétablir les crédits pour le budget annexe des constructions aéronautiques (Achèvement des avions entrepris)* [22 décembre 1951] (p. 9617); — du projet de loi portant ouverture de crédits pro-

visoires pour les services de la défense nationale : *Discussion générale* [29 décembre 1951] (p. 10102, 10103); Art. 1^{er}, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1000 : *Amendement de M. de Bénouville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Ministres et leurs cabinets (Insuffisance de l'armée)* [29 décembre 1951] (p. 10107 et suiv.); Art. 1^{er}, AIR, Chap. 10-45 : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les salaires des ouvriers de l'air (Arsenal de Chatillon)* (p. 10131); Art. 1^{er}, Etat A, AIR, Chap. 9000 : *Demande de disjonction présentée par M. Villon des chapitres relatifs aux bases utilisées par les Américains* [30 décembre 1951] (p. 10155); Art. 7 : *Amendement tendant à reprendre les chiffres du Gouvernement pour le budget annexe des constructions aéronautiques* (p. 10166). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Air* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Air* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les services de la défense nationale; Art. 6 : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre l'article renforçant l'effectif de la marine* [28 février 1952] (p. 1108, 1109); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1111). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Air* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Air* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Ballanger relative au licenciement d'un jeune travailleur de la S. N. C. A. N. [28 mars 1952] (p. 1625, 1626). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels de la défense nationale pour le mois de mai 1952 : *Discussion générale (Recrutement de 690 auxiliaires féminines)* [10 avril 1952] (p. 2153, 2154); — du projet de loi relatif au développement des crédits de la défense nationale : *Discussion générale* [10 juin 1952] (p. 2789); Etat A, DÉFENSE NATIONALE, SECTION COMMUNE, GENDARMERIE, Chap. 10-30 : *Amendement de M. Gau tendant à rétablir les crédits pour la gendarmerie (Fusion des gendarmeries des trois armes)* [12 juin 1952] (p. 2863); EQUIPEMENT : *Sa demande de renvoi du début*

[13 juin 1952] (p. 2898); AIR : *Ses observations sur le nouveau budget, les constructions de nouveaux modèles, les achats « off shore », les critiques injustifiées, le rapport de M. Bourret, les nouveaux avions « Mystère »* (p. 2906 et suiv.); Chap. 10-15 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'emploi des auxiliaires féminines* (p. 2910, 2911); Chap. 30-75 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'instruction et les revues techniques* (p. 2912); *Amendement de M. Métayer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'instruction et les revues techniques (Enrôlement des citoyens des territoires d'outre-mer dans l'aviation)* (p. 2913); Chap. 30-85 : *Convocation des réserves* (p. 2913); Chap. 31-15 : *Demande de rétablissement des crédits pour les réparations du matériel* (p. 2914); Chap. 50-05 : *Amendement de M. Bourret tendant à rétablir les crédits pour les constructions aéronautiques (Ecole d'apprentissage en Algérie)* (p. 2915); Chap. 90-01 : *Logement du personnel féminin* (p. 2915); *Amendement de M. Bourret tendant à réduire de 1 million les crédits pour le logement du personnel (Commandes off shore)* (p. 2916); Chap. 91-20 : *Amendement de M. Bourret tendant à réduire de 1 million les crédits pour le matériel de série (Appareils à réaction)* (p. 2917, 2918); Chap. 92-30 : *Etudes et prototypes* (p. 9219); Etat E, AIR, Chap. 33-17 : *Amendement de M. Eugène Montel tendant à rétablir les crédits pour le matériel de transports civils (Avions Armagnac)* (p. 9220); Art. 12 : *Amendement de M. Triboulet relatif au nombre et à la répartition des officiers généraux* [17 juin 1952] (p. 2994, 2995); Art. 14 : *Amendement de M. Corniglion-Molinier tendant à créer une direction de l'infrastructure au Ministère de l'Air* (p. 2997); Art. 46 : *Amendement de M. Gozard tendant à supprimer l'article prévoyant la liquidation de l'arsenal de Chatillon* (p. 3004); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 14 : *Demande de reprise du texte du Conseil de la République créant une direction des services de l'infrastructure* [27 juin 1952] (p. 3326); — du projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile; Art. 8 : *Insuffisance des brevets militaires* [4 novembre 1952] (p. 4676); Art. 31 : *Amendement de M. Clostermann tendant à interdire les cumuls de pensions civiles et militaires* (p. 4684). — Répond à une question de M. Demusois relative à l'aménagement

d'un camp d'aviation en Eure-et-Loir [7 novembre 1952] (p. 4831, 4832). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Air* (Cabinet A. Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Air* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (p. 307).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1953; DÉFENSE NATIONALE : *Discussion générale (Fabrication en série du Mystère 452)* [25 janvier 1953] (p. 330); Etat A, AIR : *Observations sur la création de 28 escadres de combat, la tranche des crédits conditionnels, le développement de l'infrastructure, les commandes offshore, les qualités du « Mystère IV », la formation de personnel navigant* [26 janvier 1953] (p. 393 et suiv.); Chap. 3111 : *Soldes et indemnités des officiers* (p. 396); Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour les soldes et indemnités des officiers (*Soldes des aspirants d'active*) (p. 396, 397); Chap. 3112 : Amendement de M. Forcinul tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes des sous-officiers et soldats (*Exemptions de service pour les mineurs*) (p. 405); Chap. 3132 : Amendement de Mme Duvernois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier des constructions aéronautiques (*Insuffisance des commandes à l'usine du Havre*) (p. 406); Chap. 3141 : *Instruction du personnel (Personnel formé aux Etats-Unis)* (p. 407); Chap. 3561 : Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des immeubles (*Nombre excessif des bases aériennes*) (p. 408); Chap. 5171 : Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les constructions aéronautiques (*Office national d'études et recherches de Chatillon*) (p. 408, 409); Chap. 5271 : *Équipement pour les constructions aéronautiques (Apports de machines-outils aux sociétés nationales)* (p. 410); Chap. 5353 : Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel roulant (*Insuffisance des échelons roulants*) (p. 410, 411); Chap. 5371 : Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les télécommunications (*Matériel trop disparate*) (p. 411); Chap. 5372 : Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de série

(*Mise en construction en série de l'Ouragan et du Mistral*) (p. 412); Chap. 5561 : *Bases de l'infrastructure interalliée (Procédure d'adjudication des travaux)* (p. 413); Amendement de M. Desson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bases de l'infrastructure interalliée (*Base de Regniowez dans les Ardennes*) (p. 415); Etat A bis; Chap. 3121 bis : Amendement de M. Bouret tendant à réduire les crédits pour les services et formations auxiliaires (*Fusion des services d'intendance de l'air et de terre*) (p. 416); Etat A, GUERRE; Chap. 3111 : Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes des officiers (*Ecole de Saint-Cyr*) (p. 425, 426); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 28 : Amendement de M. Triboulet tendant à maintenir la disjonction de l'article prévoyant le recrutement de 15 ingénieurs élèves de l'air en sus de l'effectif [3 février 1953] (p. 882). — Répond à une question de M. Jean-Paul Palewski relative aux essais de moteurs au centre de Chalais-Meudon [27 février 1953] (p. 1451, 1452). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Air* [19 mai 1953] (p. 2846).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la situation sociale : *Discussion générale (Fermeture de l'usine de la S.N.C.A.N. au Havre, commandes d'hydravions de la marine)* [9 octobre 1953] (p. 4187); — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (Danger allemand toujours présent)* [19 novembre 1953] (p. 5272); *Manque d'efficacité réelle de la C. E. D.* [20 novembre 1953] (p. 5334); — des interpellations sur la fixation du nouveau salaire minimum interprofessionnel garanti : *Continuation du débat* [12 février 1954] (p. 251); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires au titre des dépenses militaires pour mars 1954 : *Article additionnel de M. Bartolini (Licenciement dans les établissements d'Etat relevant de la défense nationale)* [25 février 1954] (p. 521, 522); *Ses explications de vote : Guerre d'Indochine, défense des frontières* (p. 523); — des interpellations sur les expulsions de locataires : *Ses explications de vote sur les ordres du jour* [2 mars 1954] (p. 599); — des interpellations sur l'appel en faveur du « cessez le feu » en Indochine : *Ses explications de vote (Danger d'un cessez le feu sans conditions, « vèpres*

sanglantes » [9 mars 1954] (p. 770, 771) ; Amendement de M. Deluchenal à l'ordre du jour de M. de Sesmaisons (Nécessité d'un cessez le feu garantissant la sécurité des troupes avant la Conférence de Genève) (p. 773) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères pour l'exercice 1954, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES : Discussion générale (Nécessité de l'infrastructure) [17 mars 1954] (p. 949) ; Etude et fabrication de matériel à coilure tournante [18 mars 1954] (p. 983) ; Motion préjudicielle de M. Malleret-Joinville (Réduction de 300 milliards des crédits prévus pour la défense nationale et affectation des crédits ainsi libérés à la construction de logements) (p. 987) ; SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 3191 : Amélioration de la situation des cadres (p. 994, 995) ; Ghap. 5581 : Infrastructure interalliée (Droits de la France dans le commandement et la gestion des bases situées sur notre sol) (Sécurité des bases de l'armée de l'air) (p. 1000) ; - - d'une proposition de loi relative à la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 : Article premier faisant du 8 mai un jour chômé (365 jours chômés par an) [1^{er} avril 1954] (p. 1563) ; — des interpellations concernant la situation générale en Indochine : Attitude anticolonialiste de l'opinion américaine [1^{er} juin 1954] (p. 2737) ; Rôle de la guerre d'Indochine comme source de dollars (p. 2738). - - Est entendu sur le dépôt d'une proposition de résolution relative à l'hommage au corps expéditionnaire d'Indochine : Ses rappels au règlement [22 juillet 1954] (p. 3531, 3532). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'hommage aux combattants d'Indochine [23 juillet 1954] (p. 3572) ; - - du projet de loi relatif à la communauté européenne de défense (C.E.D.) : Vote du Gouvernement et du Président du Conseil sur la C.E.D. [29 août 1954] (p. 4434) ; Son rappel au Règlement (Responsabilité du Président du Conseil en matière de défense nationale) (p. 4436). - - Dépose une demande d'interpellation sur la question de savoir comment le Gouvernement peut exiger la fidélité des troupes françaises d'Afrique du Nord et décider de ne prendre aucune sanction à l'égard des « fellagha » [26 novembre 1954] (p. 5460) ; la développe : Critique de l'accord réalisé sur les fellagha ; Paternité imputée au général de la Tour ; Concessions secrètes éventuellement consenties à cette occasion ; Soldes touchées par eux ; Emploi

de balles dum-dum ; Pression exercée par leur entremise sur les négociations ; Déclarations sur leur compte de M. Fouchet en Commission ; Impropriété de « l'aman » accordé à des hors la loi (ni combattants, ni maquisards) ; Technique des opérations de « démobilisation » ; Bilan douteux de l'opération ; Affront infligé à l'armée d'Afrique ; Effet désastreux sur les troupes indigènes ; Rôle du parti communiste dans le mouvement fellagha ; Représailles nécessaires envers l'Égypte ; Attitude discutable des U.S.A. ; Sort des anciens combattants nord-africains ; Etroite surveillance nécessaire des fellagha « démobilisés » ; Surveillance renforcée de la frontière ; Contrôle parlementaire des futurs accords franco-tunisiens ; « Bréviaires » de M. Fouchet et du Père de Foucauld [10 décembre 1954] (p. 6053 à 6058). - Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ETATS ASSOCIÉS pour 1955 : Son rappel au Règlement (Rapport de M. Massot) [17 décembre 1954] (p. 6507) ; Libération des prisonniers par le Viet Minh et par les Français (p. 6510) ; Désarmement des soldats du Viet Minh dans le Sud (p. 6516) ; Son rappel au Règlement (Interprétation de l'article 40) (p. 6526) ; — des projets de loi portant ratification des accords de Paris : Discussion générale (Question touchant l'extension espérée de l'Agence des armements) [20 décembre 1954] (p. 6642) ; Manœuvres d'intimidation déployées par l'U.R.S.S. et gestes d'apaisement attendus de sa part [22 décembre 1954] (p. 6742) ; Position actuelle des socialistes allemands (p. 6754) ; Intégration logistique (Parallèle avec la C.E.D.), controverse avec M. Mendès-France [23 décembre 1954] (p. 6815) ; — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : Absence du Président du Conseil [2 février 1955] (p. 605) ; - - du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour mars 1955 : Défense nationale, structure de son organisation et structure gouvernementale [1^{er} mars 1955] (p. 907) ; - - du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET PLAN pour 1955 ; I. CHARGES COMMUNES : Remise de dettes à la société Bréguet [4 mars 1955] (p. 1086) ; Son article additionnel (Veuves de retraités proportionnels) [8 mars 1955] (p. 1139) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : Etat actuel de notre défense nationale, régime des douzièmes provisoires, réorga-

nisation du secrétariat général permanent de la défense nationale, libération anticipée du contingent et réarmement de l'Allemagne [18 mars 1955] (p. 1662); Art 6 : Demande de disjonction de M. A.-F. Mercier (Insuffisance des crédits militaires) [19 mars 1955] (p. 1745, 1746); le précédent de 1940 (p. 1746, 1747). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : Rapport de la Commission de la défense nationale sur la réorganisation des forces armées [25 mai 1955] (p. 3017). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'organisation générale de la défense nationale : Organisation du débat [26 mai 1955] (p. 3075 à 3077); Mise en vigueur accélérée par l'Allemagne des dispositions militaires des accords de Paris [27 mai 1955] (p. 3109); Motion préjudicielle de M. Aubame (Renvoi à la Commission des territoires d'outre-mer) (p. 3110); Forces stationnées outre-mer, établissement des listes d'aptitude aux grades d'officiers généraux, gendarmerie nationale [23 juin 1955] (p. 3250); La délégation de pouvoirs du Président du Conseil (p. 3253); Place faite aux responsables de l'armée de l'Air et de la Marine (p. 3261); Son hommage au général de Monsabert (p. 3269); Convocation des agriculteurs réservistes (p. 3274); Ordre de la discussion (p. 3279); Pouvoirs des secrétaires d'Etat (p. 3281); Art. 6 : Amendement de M. Badie (Attributions des Secrétaires d'Etat à la Guerre, à la Marine et à l'Air) [24 juin 1955] (p. 3326); Article additionnel de M. Pineau (Création d'un poste de Secrétaire d'Etat adjoint à la défense, chargé d'assister le Ministre dans ses tâches de coordination et de liaison) (p. 3327); A. L. 13 : Amendement de M. J.-P. Pulewski (Choix du secrétaire général permanent et du secrétaire-adjoint de la Défense nationale) (p. 3329); Article additionnel de M. de Monsabert (Coordination des travaux du secrétariat général permanent de la Défense nationale et de l'état-major général des forces armées) (p. 3330); Art. 16 : Amendement de M. de Monsabert (Rôle du Comité des chefs d'état-major et des chefs d'état-major de chacune des armées) (p. 3331); Amendement de M. Pineau (Gestion de toutes les forces de gendarmerie par le Ministre de la Défense nationale) (p. 3332); Art. 17 : Amendement de M. Legaret tendant à supprimer le premier alinéa de l'article (Terme de « troupes d'outre-mer ») (p. 3336); Ses explications de vote (p. 3338). — Est entendu : sur

les propositions de la Conférence des présidents : Débat sur la réorganisation de la Défense nationale [21 juin 1955] (p. 3171, 3172); — sur la fixation immédiate de la date de discussion de l'interpellation de M. Benbamed sur les troubles du Constantinois [21 juin 1955] (p. 3173). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits provisionnels militaires pour juillet 1955 : Personnels des établissements de l'Etat; Problème algérien [29 juin 1955] (p. 3442, 3443); Périodes des réservistes (p. 3449); — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : Sa demande de suspension (Audition du Ministre des Affaires marocaines et tunisiennes et du Ministre de la Défense nationale sur les clauses militaires) [6 juillet 1955] (p. 3656, 3657); [7 juillet 1955] (p. 3696); Déclarations de M. Waldeck-Rochet relatives à l'indépendance de la Tunisie [8 juillet 1955] (p. 3727); Avis des personnalités militaires, rôle du Haut-Comité de défense (p. 3750, 3751, 3753). — Est nommé Représentant de la France à l'Assemblée de la C. E. C. A. [20 juillet 1955] (p. 3952). — Prend part à la discussion : des BUDGETS MILITAIRES pour 1955 et 1956 : Discussion générale (Absence des responsables du département des finances) [22 juillet 1955] (p. 4058); Report des crédits ubutts sur les chapitres concernant les constructions aériennes (p. 4059); Crédits du plan jaune et crédits du bleu (p. 4066); SECRÉTARIAT GÉNÉRAL PERMANENT DE LA DÉFENSE NATIONALE [22 juillet 1955] (p. 4084); Discussion générale : Organisation de l'armée d'outre-mer et défense de l'Union française [23 juillet 1955] (p. 4104, 4105); La difficile conciliation des engagements pris dans le cadre de l'O. T. A. N. avec les impératifs de la présence française en Afrique (p. 4116, 4117); Motion préjudicielle de Mme Prin (Rencontre de Genève) (p. 4118); Dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, SECTION COMMUNE, Chap. 31-51 : Amendement indicatif de M. A.-F. Mercier (Officiers de la gendarmerie nationale) [23 juillet 1955] (p. 4137); Chap. 34-61 : Abattements opérés par les amendements (p. 4148); Chap. 34-84 : Amendement de M. A.-F. Mercier (Attachés militaires) (p. 4149); Chap. 34-02 : Automobiles du parc interministériel (p. 4154); Chap. 34-03 : Presse et information (ibid.); Chap. 34-82 : Service cinématographique (p. 4152); Chap. 37-93 :

Versement de provisions sur les indemnités dues par les autorités américaines à certaines entreprises (ibid.); Chap. 54-61 : *Chenils* (p. 4153); Chap. 54-82 : *Amendement de M. A.-F. Mercier (Acquisitions immobilières de la gendarmerie)* (p. 4154); SECTION AIR, Chap. 31-01 : *Son amendement (Création d'un poste de sous-directeur au service de l'infrastructure)* (p. 4156); Chap. 31-01 : *Concentration des écoles de télécommunications au Maroc* (p. 4163); SECTION GUERRE, Chap. 31-12 : *Retraités militaires proportionnels* (p. 4172); SECTION DES FORCES TERRESTRES D'EXTRÊME-ORIENT, Chap. 35-61 : *Travaux d'aménagement du Cap Saint-Jacques* (p. 4189); SECTION MARINE : *Demande de disjonction de la section formulée par M. Comteury (Nécessité d'une tranche de 30.000 tonnes)* (p. 4191); Art. 19 : *Amendement de M. A.-F. Mercier (Indice des sous-officiers mis à la retraite avant 1948)* (p. 4208, 4209), Art. 23 bis : *Avancement des officiers* (p. 4211); Art. 37 : *Affectation aux constructions aéronautiques du montant des économies effectuées sur les autres chapitres* (p. 4243); de ce projet de loi en deuxième lecture, dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES, pour 1955 et 1956 : *Navettes* [4 août 1955] (p. 4604); SECTION MARINE, Chap. 31-31 : *Techniciens d'études et de fabrication* (p. 4606, 4607); Art. 18 bis : *Officiers et sous-officiers de réserve ayant servi en Indochine* (p. 4608); Art. 21 quater : *Amendement de M. Liautey (Officiers dégagés des cadres)* (p. 4608); Art. 38 : *Son amendement (Possibilités d'appel, par les établissements de l'Etat, au concours d'entreprises privées)* (p. 4612). — Dépose une demande d'interpellation : sur le choix du grand chancelier de la Légion d'honneur (le général Catroux), pour négocier avec Ben Youssef [6 octobre 1955] (p. 4802); — sur le choix, comme résident général au Maroc, d'un général (Boyer de Latour) ayant conduit l'humiliante négociation de la reddition des fellagha [6 octobre 1955] (p. 4802); — sur l'affaire des fuites [6 octobre 1955] (p. 4802); — sur la politique marocaine du Gouvernement et ses procédés d'intimidation [6 octobre 1955] (p. 4802); la développe : *Interprétation des conventions franco-tunisiennes par le Néo-destour* [7 octobre 1955] (p. 4882); *Départ du Sultan Ben Arafa* (p. 4883, 4884); *Avenir de l'ancien sultan Ben Youssef, sort de ses biens* (ibid.); *AVIS des chefs d'états-majors militaires sur la question maro-*

caine (p. 4884); *Massacres d'Oued Zem* (ibid.); *Responsabilités de la Résidence dans les massacres d'Oued Zem* [8 octobre 1955] (p. 4929); — Est entendu : pour un fait personnel (*Propos de M. Billoux sur ses intérêts financiers au Maroc*) [7 octobre 1955] (p. 4901); — sur le procès-verbal (*Allusion faite par lui au « passé » de M. Mitterrand*) [8 octobre 1955] (p. 4911); — Donne sa démission de *Représentant de la France à la C. E. C. A.* [18 octobre 1955] (p. 5149); — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Responsabilité du Gouvernement dans le retour de Ben Youssef, approbation de la politique intérieure)* [28 octobre 1955] (p. 5341, 5342); — en troisième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Elections cantonales de Lyon* [16 novembre 1955] (p. 5769); = S'excuse de son absence [19 mai 1953] (p. 2765) [7 juillet 1953] (p. 3265). = Obtient des congés [19 mai 1953] (p. 2765); [7 juillet 1953] (p. 3265).

MONTGOLFIER (M. Guy de), *Député de l'Ardèche (I. P.)*.

Son élection est validée [19 juillet 1951] (p. 5965). = Est nommé Secrétaire de la Commission des immunités parlementaires [19 juillet 1951] (**F. n° 7**). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission des boissons [26 décembre 1951] (**F. n° 79**); de la Commission des affaires économiques [25 février 1952] (**F. n° 109**); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est élu juré titulaire de la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944) [9 avril 1954] (**F. n° 379**).

Dépôts :

Le 19 février 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'alinéa 7, ajouté par le

décret-loi du 14 juin 1938 à l'article 2135 du Code civil sur l'hypothèque légale de la femme mariée, n° 2718. — Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 3341) concernant M. Florimond Bonte, n° 3844. — Le 9 octobre 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 56 du Code civil, n° 4371.

Interventions :

Est entendu sur la demande en autorisation de poursuites contre M. Boganda [13 novembre 1952] (p. 5058). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif à la réintégration dans leur cadre des fonctionnaires détachés* [27 novembre 1952] (p. 5740). = S'excuse de son absence [18 octobre 1955] (p. 5128). = Obtient un congé [18 octobre 1955] (p. 5128).

MONTILLOT (M. Robert), *Député de la Haute-Saône (P. C. D.)*.

Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [24 août 1951] (p. 6502). = Est nommé Vice-Président de la Commission de la justice et de législation [22 janvier 1953] (F. n° 217), [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commission des immunités parlementaires [20 janvier 1953] (F. n° 216). — Est nommé : membre suppléant de cette Commission [19 janvier 1954] (F. n° 341); membre de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [18 décembre 1951] (F. n° 73); juge titulaire à la Haute-Cour de justice (art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (F. n° 88).

Dépôts :

Le 27 décembre 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 157 du Code général des impôts en vue d'encourager le reboisement des terres, n° 2230. — Le 28 juillet 1954, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1^e de M. Defferre (n° 5128) tendant à interpréter la loi du 30 juillet 1947 relative à la révision et à la résiliation exceptionnelles de certains contrats passés par les collectivités locales; 2^e de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues (n° 6904) tendant à préciser les dispositions du titre III de la loi n° 47-1413 du 30 juillet 1947 relative à la révision et à la résiliation exceptionnelles de certains contrats passés par les collectivités locales, n° 8999.

Interventions :

Prend part à la discussion du rapport sur les élections du département de la Haute-Saône : *Son rappel au Règlement (Son droit à la parole)* [24 août 1951] (p. 6493). — Est élu *Juge titulaire de la Haute-Cour de justice* [28 août 1951] (p. 6534). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951 (ÉDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre) : *Question préalable opposée par M. Depreux* [28 août 1951] (p. 6542); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; JUSTICE, Chap. 10-20 : *Amendement de M. Sérafini tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services judiciaires (Greffiers des justices de paix)* [21 décembre 1951] (p. 9520); — du projet de Loi DE FINANCES pour l'exercice 1952, amendé par le Conseil de la République; Art. 40 : *Son amendement tendant à fixer la date à partir de laquelle sont supprimés certains droits de succession six mois avant la promulgation de la loi* [12 avril 1952] (p. 2269); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer l'article créant un nouveau tribunal* [26 juin 1952] (p. 3253, 3254); Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la composition du tribunal des ententes* [10 juillet 1952] (p. 3782, 3783); Art. 19 : *Son amendement relatif à la publicité des jugements* (p. 3790, 3791). — Est entendu sur le procès-

verbal de la séance précédente : *Modification de l'ordre du jour* [10 juillet 1952] (p. 3782). — Dépose une demande d'interpellation sur l'affaire de fraude découverte en Champagne [7 octobre 1952] (p. 4068). — Est entendu sur la nomination d'un membre titulaire du Conseil supérieur de la magistrature : *Irrégularité de l'élection partielle* [23 octobre 1952]-(p. 4327). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie ; Art. 12 : *Sa demande de disjonction de l'article classant les dossiers en instance devant les chambres civiques* [27 novembre 1952] (p. 5781) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 46 : *Amendement de M. P. Meunier tendant à grouper toutes les sommes versées aux membres des conseils d'administration* [11 décembre 1952] (p. 6188) ; *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 6192) ; Article additionnel : *Sa demande de suspension de séance* [21 décembre 1952] (p. 6891) ; *Son sous-amendement tendant à ne majorer les taxes sur la viande que d'un franc par kilo* (p. 6895) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; INTÉRIEUR, Etat B, Chap. 41-52 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions facultatives aux collectivités locales (Réparation des édifices du culte en Haute-Saône)* [13 décembre 1952] (p. 6355 et suiv.) ; *le retire* (p. 6357) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR ; Art. 32 : *Sa demande de suspension de séance* [15 décembre 1952] (p. 6437). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Report du vote sur les questions de confiance* [16 décembre 1952] (p. 6480) ; *Son rappel au Règlement (Ordre des votes sur les amendements)* (p. 6481). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1953, amendé par le Conseil de la République ; Art. 46 : *Amendement de M. P. Meunier tendant à obliger les commissaires aux comptes de sociétés anonymes de produire un rapport sur la rémunération des administrateurs* [6 février 1953] (p. 1036) ; — d'une proposition de loi portant amnistie : *Ordre de discussion des articles* [27 février 1953] (p. 1453) ; Art. 32 : *Sa demande de réserver l'article* (p. 1456) ; Article additionnel : *Amendement de M. Tourné tendant à mettre en liberté provisoire les résistants auteurs d'une demande d'amnistie* [5 mars 1953] (p. 1625) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à réintégrer de droit*

les fonctionnaires révoqués sans avoir été condamnés [10 mars 1953] (p. 1753, 1754) ; *Sous-amendement de M. Delbez tendant à ne réintégrer les fonctionnaires révoqués qu'en cas de vacances dans leur emploi* (p. 1755) ; Article additionnel : *Amendement de M. M. Grimaud tendant à rendre la plénitude des droits syndicaux à ceux qui en ont été privés* (p. 1764) ; *Amendement de M. Flandin tendant à n'appliquer la loi que lorsque les dossiers des déportés et victimes de guerre auront été liquidés* (p. 1767 et suiv.) ; — des interpellations sur la modification de la date des vacances scolaires : *Discussion générale (Ses observations sur la méconnaissance de l'intérêt des parents et des enfants en avançant la date de la rentrée scolaire ; les dates des examens qui ne cadrent plus avec les vacances prévues)* [6 mars 1953] (p. 1674, 1675). — Est entendu sur la fixation de la date d'un deuxième tour de scrutin pour l'élection d'un membre titulaire du Conseil supérieur de la magistrature [17 mars 1953] (p. 1963). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à approuver une convention avec la Banque de France : *Discussion générale (Ses observations en faveur du projet, mais ses réserves quant au prochain Cabinet)* [23 juin 1953] (p. 3120) ; — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains locataires et occupants de bonne foi : *Discussion générale (Ses observations pour une prorogation limitée à un an : 1^{er} juin 1954)* [23 juin 1953] (p. 3122) ; *y renonce* (p. 3122). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [9 juillet 1953] (p. 3416).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 24 juillet 1953 (p. 3878) ; la séance du 9 octobre 1953 (p. 4185) ; la 6^e partie de la 2^e séance du 31 décembre 1953 (p. 7222). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux inscriptions faites sur les lieux du domaine de l'Etat, en qualité de *Rapporteur suppléant* [11 juillet 1955] (p. 3804) ; — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article prévoyant des élections anticipées (Elections en Algérie, cas des rappelés)* [2 novembre 1955] (p. 5475) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme (Limitation des débits de boissons) ; Art. 28 : *Interdiction d'accorder des circonstances atténuantes en cas d'ivresse, amendement de M. Mi-*

gnol tendant à supprimer cet article [9 novembre 1955] (p. 5570). = S'excuse de son absence [25 février 1952] (p. 859). = Obtient un congé [25 février 1952] (p. 859).

MONTJOU (M. Gérard de), *Député de la Vienne (app. R. R. S.).*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [24 juillet 1951] (**F. n° 11**); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [5 février 1952] (**F. n° 100**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission de la défense nationale [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé par la Commission de la défense nationale : membre suppléant de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les États associés d'Indochine [8 juillet 1954] (**F. n° 406**), [1^{er} février 1955] (**F. n° 491**); membre titulaire de cette Commission [3 mars 1955] (**F. n° 501**).

MORA (M. Albert), *Député des Basses-Pyrénées (C.).*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission de la marine marchande et des pêches [16 février 1952] (**F. n° 106**).

Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à débloquent des crédits suffisants pour accorder un secours immédiat aux victimes du sinistre qui s'est abattu sur la région de Pau les 14 et 15 juillet 1951, **n° 230**. — Le 2 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux tuberculeux

bénéficiaire de l'assistance médicale gratuite, en traitement dans les établissements de cure, une indemnité de 2.000 francs par mois, **n° 510**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à accorder aux tuberculeux en traitement dans les établissements de cure, à leurs familles et aux personnes désignées par les malades : 1^o la réduction de 50 0/0 sur les tarifs de chemins de fer; 2^o la franchise postale; 3^o les tabacs d'hospice, **n° 555**. — Le 9 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 46-667 du 12 avril 1946 instituant une procédure exceptionnelle de vote par correspondance en faveur de certaines catégories d'électeurs empêchés de voter dans les conditions normales, **n° 1053**. — Le 18 septembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 qui exclut du bénéfice de cette loi une certaine catégorie de malades démunis de toute ressource, **n° 1125**. — Le 8 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à voter des crédits nécessaires pour que soient indemnisées de leurs pertes, toutes les victimes durement touchées par le sinistre du 2 octobre 1951, des villes de : Anglet, Boucau et Biarritz, **n° 1425**. — Le 8 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le trafic ferroviaire du service voyageurs sur la ligne de Osses à Saint-Etienne-de-Baigorry, **n° 1426**. — Le 13 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la commune d'Anglet (Basses-Pyrénées) une subvention substantielle lui permettant de démarrer dans la réalisation de travaux immédiats en vue de réparer les dégâts causés sur son territoire par le sinistre du 2 octobre 1951, **n° 1509**. — Le 21 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas retarder davantage l'aménagement de la chute d'eau d'Asasp dans le département des Basses-Pyrénées, **n° 2163**. — Le 21 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à refuser tout contingent nouveau de caisses de sardines en provenance du Maroc pour l'année 1952, **n° 2170**. — Le 27 décembre 1951, une proposition de loi tendant à exempter des taxes à la production et sur les transactions, les produits pharmaceutiques destinés à la médecine humaine, **n° 2246**. — Le 30 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à

inviter le Gouvernement à venir en aide à tous les sinistrés de la côte basque, victimes des inondations qui se sont produites le 29 décembre 1951, en mettant à leur disposition à titre de premier secours un crédit de 100 millions de fr., n° 2323. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'ouverture d'un crédit de cinquante millions pour venir en aide aux sinistrés des inondations qui ont eu lieu dans diverses régions du département des Landes, les 2 et 3 février 1952, n° 2497. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide immédiatement aux populations du pays basque et du Béarn, victimes des inondations causées par les pluies diluviennes qui se sont abattues sur cette région les 1^{er}, 2 et 3 février 1952, n° 2498. — Le 25 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires et immédiates pour que l'exportation des poteaux de mine soit reprise sur le port de Bayonne n° 2776. — Le 25 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le centre professionnel d'apprentissage du Boucau, n° 2786. — Le 11 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir les travailleurs de Biarritz au chômage et à maintenir les chantiers de travaux qui vont être fermés faute de crédits, n° 2898. — Le 21 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement des mesures en vue de remédier à la crise exceptionnellement grave que traverse l'industrie de l'espadrille dans le département des Basses-Pyrénées, et notamment dans les villes de Mauléon et d'Oloron, n° 3012. — Le 21 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir : 1° le trafic voyageurs sur la ligne Buzy—Laruns; 2° le trafic marchandises sur la ligne Tarbes—Puyoo, n° 3021. — Le 29 mai 1952, une proposition de loi tendant à faire bénéficier d'une réduction de 50 0/0 sur les tarifs de la S.N.C.F. tous les malades hospitalisés dans les établissements de cure ou de soins, de quelque nature que ce soit, y compris les malades originaires de l'Afrique du Nord et de la Corse, soignés dans la métropole, à l'occasion d'une permission régulière ou, à défaut, à faire bénéficier du même avantage un membre de leur famille leur rendant visite, n° 3507. — Le 6 juin 1952, une

proposition de loi tendant : 1° à l'abrogation du décret n° 52-450 du 28 avril 1952 portant réduction des crédits de fonctionnement 1952 de la Santé publique, de la Famille et de la Population ; 2° à l'abrogation des dispositions du décret n° 52-460 du 28 avril 1952 portant blocage de crédits d'équipement 1952 de la Santé publique, n° 3596. — Le 13 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires pour venir en aide aux sinistrés de l'orage de grêle qui s'est abattu dans la région béarnaise le 30 mai 1952, n° 3663. — Le 18 juin 1952, une proposition de loi tendant à accorder une allocation mensuelle aux malades de longue durée hospitalisés au titre de l'assistance médicale gratuite, n° 3716 (rectifié). — Le 26 juin 1952, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution (n° 2964) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mieux organiser la lutte contre les marsouins et autres cétaqués qui ravagent les filets des pêcheurs le long des côtes françaises et algériennes, n° 3839. — Le 4 juillet 1952, une proposition de loi tendant à assurer le reclassement des invalides et diminués physiques d'origine civile, n° 3991. — Le 4 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates en faveur de la production des résineux dans le Sud-Ouest et à faire bénéficier cette corporation de la prime à l'exportation, n° 4003. — Le 5 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence pour protéger des inondations le village de Siros (Basses-Pyrénées), n° 4612. — Le 15 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le trafic voyageur sur la ligne Bayonne—Saint-Jean-Pied-de-Port, n° 5097. — Le 18 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à négocier des accords commerciaux avec tous les pays, notamment avec l'U.R.S.S., les démocraties populaires et la République populaire de Chine, afin de permettre à l'usine sidérurgique des Forges de l'Adour au Boucau (Basses-Pyrénées) de poursuivre ses fabrications en maintenant le plein emploi des ouvriers qui y travaillent, n° 5153. — Le 22 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

maintenir le fonctionnement du poste émetteur-récepteur installé dans le port sardinier-thonier de Saint-Jean-de-Luz, n° 5349. — Le 21 mai 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des calamités survenues les 16 et 25 avril derniers, dans la région viticole de Bellocq (Basses-Pyrénées), n° 6212. — Le 26 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité le centre public d'apprentissage Muskoa de Ciboure dans le département des Basses-Pyrénées, n° 6360. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions — au titre de la Santé publique et Population — du décret n° 53-839 du 17 septembre 1953, portant annulation de crédits sur l'exercice 1953, n° 6795. — Le 6 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire remettre en état le canal de la plaine de Pardies servant à irriguer les terres des communes béarnaises situées sur la rive gauche du gave de Pau dans le département des Basses-Pyrénées, n° 6811. — Le 14 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dégager les crédits nécessaires afin de permettre à l'usine aéronautique Bréguet, installée à Anglet dans le département des Basses-Pyrénées, de poursuivre ses fabrications sans procéder à des licenciements de personnel, n° 7183. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 53-1038 du 23 octobre 1953 modifiant les dispositions du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre en ce qui concerne l'indemnité de soins aux tuberculeux, n° 7681. — Le 18 février 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à développer l'équipement hydro-électrique du pays en faisant appel en priorité aux entreprises françaises; 2° à négocier des accords commerciaux avec tous les pays et notamment avec l'Union soviétique, la République populaire chinoise et les démocraties populaires afin de permettre aux Chaudronneries des Pyrénées de Tarbes-Sémeac (Hautes-Pyrénées) de continuer leurs fabrications et de maintenir le plein emploi de leur personnel, n° 7825. — Le 5 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un « village de poliomyélitiques » en remplacement du centre actuellement existant,

n° 9406. — Le 15 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures d'ordre financier et économique indispensables afin de permettre à l'usine aéronautique Bréguet, installée à Anglet, dans le département des Basses-Pyrénées, de poursuivre ses fabrications et de maintenir en activité tout le personnel existant, n° 9722. — Le 17 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours immédiat aux victimes des inondations survenues les 12, 13 et 14 décembre 1954, dans la région béarnaise, n° 9751. — Le 13 janvier 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté ministériel du 26 novembre 1954 relatif aux vins délimités de qualité supérieure « vins de Béarn » (« Rosé de Béarn » et « Rousselet de Béarn »), n° 9907. — Le 21 janvier 1955, une proposition de loi tendant à étendre à l'Algérie l'application de la loi n° 54-592 du 11 juin 1954, accordant une allocation aux malades bénéficiant de l'assistance médicale gratuite, n° 9954. — Le 21 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence les crédits nécessaires pour venir en aide aux victimes du violent orage qui s'est abattu, le 3 juin 1955, sur les régions du Béarn et du pays basque, n° 10962. — Le 21 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires afin de venir en aide aux victimes du violent orage de grêle qui s'est abattu, le 3 juin 1955, sur de nombreuses communes du département des Landes, n° 10963.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département de la Guadeloupe [27 juillet 1954] (p. 6100, 6101, 6102, 6103); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; de SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 3040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la lutte antituberculeuse (Insuffisance du dépistage)* [4 décembre 1954] (p. 8751); *le retire* (p. 8753); Chap. 4110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance aux*

tuberculeux (Tuberculeux non assurés sociaux) (p. 8777); le retire (p. 8778); Chap. 4190 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la réduction forfaitaire accordée par la S.N.C.F. aux tuberculeux en traitement* (p. 8787); Chap. 5100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs la subvention aux œuvres d'intérêt national (Lutte contre la tuberculose)* [5 décembre 1951] (p. 8812); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8819); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 décembre 1951] (p. 10194); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952, Article premier, Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 900 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres de bienfaisance (Poliomyélite et cancer)* [27 décembre 1951] (p. 9919, 9920); — du projet de loi relatif à l'utilisation thérapeutique du sang humain : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 mars 1952] (p. 1326). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents qui se sont produits le 4 mai dernier, au sanatorium de Laressore (Basses-Pyrénées) [20 mai 1952] (p. 2344). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 4612 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les réductions de tarifs de chemins de fer aux tuberculeux (Extension de la réduction et du nombre des bénéficiaires)* [30 octobre 1952] (p. 4606) Chap. 4627 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance aux tuberculeux (Allocation mensuelle aux pensionnaires des sanatoria)* (p. 4612); le retire (p. 4613); Chap. 4713 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prophylaxie de la tuberculose (Vaccin B.C.G.)* (p. 4619, 4620); le retire (ibid); Art. 3 : *Fixation du prix de la journée dans les sanatoria* [4 novembre 1952] (p. 4729); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 5160 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement hydraulique agricole (Inondations du Sud-Ouest)* [20 décembre 1952] (p. 6788); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION,

Chap. 6612 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement de l'hygiène sociale (Sanatoria de la région parisienne)* [21 décembre 1952] (p. 6937, 6938); MARINE MARCHANDE, Chap. 6600 : *Equipped des sociétés de sauvetage* (p. 6950, 6951); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1953; Article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer les produits pharmaceutiques et articles d'hygiène* [21 décembre 1952] (p. 6897). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, une question relative à la crise du logement dans la ville de Pau [30 janvier 1953] (p. 735). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi accordant une allocation mensuelle aux malades de longue durée hospitalisés : *Discussion générale* [3 mars 1953] (p. 1529); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [10 mars 1953] (p. 1716). — Dépose une demande d'interpellation : sur les licenciements de personnel aux forges de l'Adour, conséquence de l'application du pool charbon-acier [2 juillet 1953] (p. 3210); — sur les mesures répressives prises à la société de fabrication de matériel de forage de Tarbes (Hautes-Pyrénées), et sur la fermeture éventuelle de l'usine de Saint-Gobain et les licenciements en cours aux forges du Boucau (Basses-Pyrénées) [15 octobre 1953] (p. 4293, 4294). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi concernant l'assistance médicale gratuite (home care), amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale (Détresse des malades, bénéficiaires éventuels de la proposition)* [30 octobre 1953] (p. 4699). — Dépose une demande d'interpellation sur la suppression du centre féminin d'apprentissage de Muskoa à Ciboure (Basses-Pyrénées) [4 novembre 1953] (p. 4810). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Titre IV, Chap. 4612 : *Réductions tarifaires concédées par la S. N. C. F. aux tuberculeux en sanu; Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif (Extension nécessaire du système)* [5 novembre 1953] (p. 4866); le retire (ibid.); Chap. 4627 : *Assistance aux tuberculeux (Insuffisance des crédits affectés)* (p. 4874); Chap. 4631 : *Assistance aux vieillards, infirmes et incurables (Sort des tuberculeux assurés sociaux)* [26 novembre

1953] (p. 5550); Etat A, Chap. 5610 : *Reconstruction des établissements nationaux pour les vieillards et infirmes (Insuffisance des hospices en Corse)* (p. 5552); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques dangereux pour autrui, Art. 11 : *Examen médical, dosage de l'alcool en cas d'accident* [6 avril 1954] (p. 1780); *Ses explications de vote (Création de centres de désintoxication, grande misère des hôpitaux psychiatriques)* (p. 1782); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à l'assistance médicale gratuite : *Ses explications de vote* [25 mai 1954] (p. 2692). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences d'un accord intervenu entre la direction de l'usine d'aviation Turboméca à Bordes (Basses-Pyrénées) et le Gouvernement espagnol [30 juillet 1954] (p. 3746). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION pour 1955, Etat A, Chap. 3101 : *Observations sur la présentation du budget* [1^{er} décembre 1954] (p. 5649); Chap. 4612 : *Extension de la réduction tarifaire accordée aux tuberculeux en sanatoria, à d'autres catégories de malades* [2 décembre 1954] (p. 5684); Chap. 4625 : *Relèvement des allocations militaires et suppression des abattements de zones* (p. 5686); Chap. 4626 : *Service de la population et de l'entraide, son amendement tendant à augmenter le crédit de ce chapitre* (p. 5694); *le retire* (p. 5695); Chap. 4713 : *Son amendement indicatif (Prophylaxie de la tuberculose)* (p. 5714); Chap. 4717 : *Subvention au comité national de défense contre la tuberculose* [4 décembre 1954] (p. 5797); de ce projet de loi en deuxième lecture, Art. 4 : *Abrogation du décret du 29 novembre 1953 portant réforme de l'assistance* [30 décembre 1954] (p. 6976); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Carences de l'équipement sanitaire* [25 mai 1955] (p. 3048). — Est entendu sur la question orale de M. Estradère à M. le Ministre des P.T.T., relative au rejet d'une candidature à un concours des P.T.T. [22 juillet 1955] (p. 4048). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la protection de la santé publique (Limitation des débits de boissons), Art. 10 : *Son amendement (Non application de cet article aux enfants des*

propriétaires ou gérants de débits de boissons) [8 novembre 1955] (p. 5532).

MORÈVE (M. Roger), Député de l'Indre (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5); [20 janvier 1953] (F. n° 216); de la Commission des pensions [28 août 1951] (F. n° 27); [20 janvier 1953] (F. n° 216); [19 janvier 1954] (F. n° 341); [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [20 juillet 1954] (F. n° 409); [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 30 octobre 1953, une proposition de loi tendant à rétablir l'allocation de franchise pour les exploitants agricoles, n° 7045. — Le 1^{er} avril 1955, une proposition de loi tendant à étendre aux ventes, partages avec soultes et licitations, les avantages prévus pour le remboursement par le décret n° 54-1251 du 20 décembre 1954, n° 10599.

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative au marché du blé [14 décembre 1951] (p. 9202, 9203). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Article additionnel : *Amendement de M. Saint-Cyr tendant à taxer les vins d'après leur valeur* [21 décembre 1952] (p. 6904); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer la nécessité de l'avis conforme des Commissions des finances pour les décrets prévus* [27 janvier 1953] (p. 518); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des transports et du tourisme pour 1955 (I. — TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 34-41 : *Son amendement indicatif (Suppression envisagée de 5.000 kilomètres de voies ferrées, lignes Le Blanc-Buzançais-Salbris)* [11 décembre 1954] (p. 6132); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955, Art. 41 : *Tranche vicinale et rurale* [15 mars 1955] (p. 4434).

MORICE (M. André), *Député de Loire-Inférieure (R. R. S.)*.

Ministre de la Marine marchande

(Cabinet PLEVEN)

du 11 août 1951 au 20 janvier 1952,

Ministre de la Marine marchande

(Cabinet Edgar FAURE)

du 20 janvier 1952 au 7 mars 1952,

Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme

(Cabinet PINAY)

du 8 mars 1952 au 7 janvier 1953,

Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme

(Cabinet René MAYER)

du 8 janvier 1953 au 28 juin 1953,

Ministre de l'Industrie et du Commerce

(2^e Cabinet Edgar FAURE)

depuis le 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la marine marchande et des pêches [7 juillet 1953] (**F. n° 275**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [19 janvier 1954] (**F. n° 341**). — Est nommé : membre titulaire de la Commission des finances [29 juin 1954] (**F. n° 403**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**); par la Commission des finances pour représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité national du tourisme [7 juillet 1954] (**F. n° 407**).

Dépôts :

Le 6 novembre 1951, un projet de loi relatif à l'habilitation de certains agents de l'Office scientifique et technique des pêches maritimes à dresser procès-verbal des infractions à la réglementation de coquillages provenant de pays étrangers, **n° 1272**. — Le 7 décembre 1951, un projet de loi ratifiant la Convention internationale sur les pêcheries de l'Atlantique nord-ouest, **n° 1911**. — Le 28 février 1952, un

projet de loi relatif aux élections au Conseil d'administration des caisses nationales d'allocations familiales des marins du commerce et des pêches maritimes, **n° 2832**. — Le 27 mars 1952, un projet de loi prorogeant la loi n° 50-398 du 3 avril 1950 portant organisation provisoire des transports maritimes, reconduite par la loi n° 51-473 du 26 avril 1951, **n° 3059**. — Le 1^{er} avril 1952, un projet de loi portant modification de l'article 24 de la loi n° 47-1746 du 6 septembre 1947, modifiée par les lois n° 48-1532 du 29 septembre 1948, n° 51-15 du 4 janvier 1951 et n° 51-1096 du 14 septembre 1951, **n° 3115**. — Le 8 avril 1952, un projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, **n° 3223**. — Le 8 avril 1952, un projet de loi relatif à la police de la circulation routière, **n° 3227**. — Le 8 avril 1952, un projet de loi ayant pour objet de simplifier la procédure d'approbation des accords passés en vue de modifier les conditions d'exploitation des chemins de fer secondaires d'intérêt général, **n° 3229**. — Le 20 mai 1952, un projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'aviation civile et commerciale, **n° 3390**. — Le 20 mai 1952, un projet de loi complétant l'article 5 de l'ordonnance du 2 décembre 1944, modifiant les lois des 22 juillet 1922, 31 mars 1928, 31 mars 1932 et 18 janvier 1936, relatives aux retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, par une disposition étendant le bénéfice des majorations pour enfants à des pensionnés titulaires de pensions de réforme acquises après vingt-cinq ou trente ans de service, **n° 3393**. — Le 2 juillet 1952, un projet de loi portant statut de l'aviation marchande, **n° 3933**. — Le 11 octobre 1952, un projet de loi relatif au déclassement de la Bayse entre Saint-Jean-Poutge et le pont de Bordes (Commune de Lavardac), **n° 4410**. — Le 21 octobre 1952, un projet de loi tendant à modifier l'article 38 du Livre II du Code du travail, **n° 4411**. — Le 21 octobre 1952, un projet de loi sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, **n° 4449**. — Le 24 octobre 1952, un projet de loi tendant à valider la loi n° 374 du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères et rendant cette loi applicable dans les départements d'outre-mer, **n° 4504**. — Le

21 novembre 1952, un projet de loi tendant à valider pour la pension sur la Caisse de retraites des marins, la durée d'un mandat parlementaire rempli par un inscrit maritime, n° 4816. — Le 21 novembre 1952, un projet de loi relatif au régime juridique, administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, n° 4839. — Le 25 novembre 1952, un projet de loi sur la sauvegarde de la vie en mer et l'habitabilité à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance, n° 4853. — Le 2 décembre 1952, un projet de loi tendant à augmenter par la perception de taxes sur les transports par navigation intérieure, les dotations de l'Etat à l'amélioration et à la modernisation des voies navigables, n° 4924. — Le 4 décembre 1952, un projet de loi portant déclassement de la section de ligne de Massy-Palaiseau à Gallardon de la ligne d'intérêt général de Paris à Chartres par Gallardon, n° 4943. — Le 22 décembre 1952, un projet de loi concernant l'institution de recettes au profit de l'Établissement national des invalides de la marine, n° 5218. — Le 5 mars 1953, un projet de loi portant modification de la loi du 19 août 1950 et tendant au rétablissement de l'équilibre financier de la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, n° 5754. — Le 17 mars 1953, un projet de loi prorogeant la loi n° 50-398 du 3 avril 1950 portant organisation provisoire des transports maritimes reconduite par les lois n°s 51-473 du 26 avril 1951 et 52-398 du 11 avril 1952, n° 5891. — Le 26 mars 1953, un projet de loi réglementant l'exercice de la pêche maritime dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, n° 6032. — Le 21 mai 1953, un projet de loi portant modification de la loi du 23 février 1941 concernant la perception de taxes locales de péages dans les ports maritimes de commerce, n° 6227. — Le 4 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à sauvegarder les intérêts légitimes des souscripteurs des sociétés de crédit différé en liquidation, n° 7068. — Le 14 décembre 1953, une proposition de loi tendant à autoriser le Gouvernement à étendre les possibilités d'emprunt des groupements mutualistes, n° 7470. — Le 13 mai 1954, une proposition de loi tendant à

entreprises, n° 8450. — Le 17 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 7693) portant approbation des avenants aux conventions du 23 décembre 1948 conclus avec la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des Messageries maritimes, n° 8684. — Le 29 juillet 1954, une proposition de loi instituant certaines mesures compensatrices en faveur de l'armement maritime, n° 9019. — Le 7 octobre 1954, une proposition de loi tendant à considérer, au regard de la sécurité sociale, leur vie durant, comme enfants à la charge de leurs parents, ceux atteints d'une infirmité les plaçant dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins, n° 9265. — Le 5 novembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9301) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, du Logement et de la Reconstruction pour l'exercice 1955, II. — Aviation civile et commerciale, n° 9389. — Le 17 novembre 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 9301) et la lettre rectificative (n° 9483) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, du Logement et de la Reconstruction pour l'exercice 1955, II. — Aviation civile et commerciale, n° 9436. — Le 29 décembre 1954, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République relatif au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour l'exercice 1955, II. — Aviation civile et commerciale, n° 9824. — Le 21 janvier 1955, une proposition de loi tendant à ouvrir une nouvelle option pour le régime des pensions civiles et militaires en faveur de certains fonctionnaires, agents ou ouvriers des établissements industriels de l'Etat, n° 9929. — Le 3 février 1955, une proposition de loi tendant à accroître la surface et la productivité des parcelles par la suppression de certaines haies et de certains talus, n° 10087. — Le 21 juin 1955, un projet de loi tendant à autoriser le Ministre de l'Industrie et du Commerce à engager des dépenses en vue de l'organisation de la Section française à l'Exposition universelle et internationale de Bruxelles 1958 et portant ouverture de crédits à cet effet, n° 10944. —

Le 12 novembre 1955, un projet de loi relatif à l'affectation des sommes provisionnées par les entreprises de presse locataires de la Société nationale des entreprises de presse, n° 11860. — Le 18 novembre 1955, un projet de loi tendant à rendre applicable le décret portant Code minier, n° 11926. — Le 22 novembre 1955, un projet de loi complétant l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation provisoire des agences de presse, n° 11937.

Interventions :

Est nommé *Ministre de la Marine marchande* (Cabinet Plevin) [11 août 1951] (*J.O.* du 11 août 1951, p. 8747).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; MARINE MARCHANDE, Chap. 1030 : Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inscription maritime (Personnel des bureaux) [14 novembre 1951] (p. 8021); Chap. 3030 : Amendement de M. Gravoille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'inscription maritime (p. 8021); Amendement de M. Michaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Surveillance et protection des bancs de pêche) (p. 8022); Chap. 3070 : Amendement de M. La Chambre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour loyers (Ecole maritime de l'avenue Foch) (p. 8023, 8024); Chap. 4030 : Amendement de M. La Chambre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'établissement national des invalides de la marine (Relèvement des pensions des marins et pêcheurs) (p. 8026, 8027); Chap. 4040 : Amendement de M. Gravoille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses aux élèves des écoles de la marine marchande [15 novembre 1951] (p. 8038); Chap. 4050 : Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les foyers du marin (p. 8039); Amendement de M. Fevray tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux pêches maritimes (p. 8040, 8041); Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux pêches maritimes (Pêche artisanale) (p. 8041); Chap. 5020 : Aide à l'armement maritime (p. 8042); Chap. 5030 : Amendement de M. Michaud tendant à

réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office scientifique des pêches maritimes (p. 8044); Chap. 5060 : Amendement de M. René Schmitt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sociétés de sauvetage et les périls en mer (p. 8046, 8047); Chap. 5070 : Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 50 millions la subvention à la Compagnie générale transatlantique (p. 8049); Amendement de M. Bissol tendant à réduire les crédits de 1.000 francs pour les services maritimes avec les Antilles (p. 8050); Art. 2 : Amendement de M. Louis Michaud tendant à doubler le droit de timbre sur les connaissements [23 novembre 1951] (p. 8458, 8459); Amendement de M. Louis Michaud tendant à créer une surtaxe de 0,50 0/0 ajoutée au timbre sur les connaissements au profit des invalides de la marine (p. 8460); — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952, Art. 1^{er}, Etat A, MARINE MARCHANDE, Chap. 8029 : Amendement de M. Schmitt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sociétés de sauvetage [27 décembre 1951] (p. 9924); Demande de réserver le chapitre relatif à l'aide à la construction navale présentée par M. Gravoille (p. 9922); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 5 : Amendement de M. Guillon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstitution de la flotte de commerce (tankers) [28 décembre 1951] (p. 10004). — Donne sa démission de *Ministre de la Marine marchande* [17 janvier 1952] (p. 251). — Est nommé *Ministre de la Marine marchande* (Cabinet Edgar Faure) [20 janvier 1952] (*J. O.* du 21 janvier 1952, p. 915). — Donne sa démission de *Ministre de la Marine marchande* [29 février 1952] (p. 1160). — Est nommé *Ministre des Travaux publics, Transports et Tourisme* (Cabinet Pinay) [8 mars 1952] (*J. O.* du 8 mars 1952, p. 2756).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à une réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des étudiants : *Discussion générale* [21 mars 1952] (p. 1403, 1404); *Cas des élèves des grandes écoles* (p. 1405). — Répond à une question de M. Paul Couston relative à l'essence pour l'aviation de tourisme [21 mars 1952] (p. 1426). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952 ;

Art. 23 A : *Plan de réorganisation de la S.N.C.F. par décret* [3 avril 1952] (p. 1871, 1872); Art. 23 F : *Amendement de M. Sibué tendant à empêcher la modification par décret de la composition du cours supérieur des transports* (p. 1873); Art. 34 : *Majoration des droits de quai pour les navires* [4 avril 1952] (p. 1903); Art. 23 : *Amendement de M. Denais tendant à reprendre les articles 23 A à 23 E relatifs à la réorganisation de la S.N.C.F.* (p. 1949, 1950); *Explications de vote de M. Marcel David sur les questions de confiance posées sur la loi de finances (Réforme de la S. N. C. F.)* [8 avril 1952] (p. 1985); — du projet de loi portant organisation provisoire des transports maritimes : *Discussion générale* [10 avril 1952] (p. 2136, 2137). — Répond à une question de M. Rabier relative à la catastrophe aérienne du 12 septembre 1951 [4 juillet 1952] (p. 3537). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crédits du fonds spécial d'investissements routiers : *Discussion générale* [11 juillet 1952] (p. 3887, 3888); Article premier : *Sa demande de rétablissement d'un crédit de 60 millions pour le recrutement du personnel* (p. 3889); *Amendement de M. Sibué relatif à la composition de la Commission de gestion du fonds* (p. 3890). — Répond à une question : de M. Febvay, relative aux restrictions à la pêche à la morue [11 juillet 1952] (p. 3897); — de M. Goudoux relative à la suppression du gardiennage de passages à niveau [10 octobre 1952] (p. 4209); — de M. de Garcia au sujet des retards pour l'octroi de crédits aux sinistrés du Sud-Ouest [10 octobre 1952] (p. 4209); — de M. Souques relative au rappel d'indemnités à certains fonctionnaires du Ministère de la Marine marchande [10 octobre 1952] (p. 4209). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile : *Sa demande de renvoi du débat* [10 octobre 1952] (p. 4225); Art. 4 : *Amendement relatif à la classification du personnel par catégorie, présenté par M. Gaborit* [4 novembre 1952] (p. 4673, 4674); Art. 5 : *Obligation de posséder le certificat de sécurité et de sauvetage* (p. 4674); Art. 8 : *Insuffisance des brevets militaires* (p. 4676); Art. 14 : *Emploi du mot «exploitant»* (p. 4678); Art. 17 : *Amendement de M. Nigay relatif à l'emploi de personnel civil dans une zone d'hostilités* (p. 4679); Art. 28 : *Indemnisation en cas de décès ou d'incapacité permanente* (p. 4682);

Art. 6 : *Demande de reprise du texte gouvernemental* (p. 4686); Art. 38 : *Demande de reprise du texte relatif au rapport établi par le commandant de bord* (p. 4687); Art. 39 : *Composition de la Commission d'enquête sur les accidents* (p. 4688); *Amendement de M. Clostermann relatif à la composition de la Commission d'enquête sur les accidents* (p. 4688); Art. 40 : *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 4689); Art. 41 : *Sanctions prévues pour les fautes professionnelles* (p. 4689); Art. 43 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la procédure du Conseil de discipline* (p. 4690); Art. 50 : *Sa demande de reprise du texte gouvernemental concernant le fonds de prévoyance* (p. 4691); Art. 36 : *Extension aux pays hors de la métropole* (p. 4692); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* [24 octobre 1952] (p. 4403); Etat A, Chap. 3101 : *Amendements de MM. Penoy, Le Sénéchal et Rousselot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Équipement routier, retraites des cheminots)* (p. 4408, 4409); Chap. 3193 : *Amendements de MM. Penoy, Bignon et Henneguelle tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les conducteurs de chantiers et agents de travaux (Rémunération des conducteurs de chantiers et suppressions d'emplois)* (p. 4410, 4411); Chap. 3114 : *Amendement de M. Coudray tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier des ponts et chaussées (Gratifications des conducteurs de chantiers)* (p. 4411, 4412); Chap. 3115 : *Amendement de M. Penoy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ouvriers des ponts et chaussées (Variation des salaires des ouvriers selon leur qualification)* (p. 4412); Chap. 3116 : *Amendement de M. Gaumont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ouvriers des ponts et chaussées dans les territoires d'outre-mer (Situation des ouvriers d'arts)* (p. 4413); Chap. 3131 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des ports et canaux (Entretien des voies navigables)* (p. 4414); Chap. 3141 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel de contrôle des chemins de fer* (p. 4414); Chap. 3152 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'institut géographique national (Salaires des ouvriers)* (p. 4415);

Chap. 3153 : Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier de l'institut géographique national (Primes d'insalubrité) (p. 4415); Chap. 3413 : Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les conducteurs de chantiers et agents de travaux (Remboursement de frais) (p. 4417); Chap. 3491 : Demande de rétablissement des crédits pour loyers et réquisitions (p. 4417); Chap. 3521 : Amendement de M. Henneguette tendant à réduire les crédits pour le réseau routier (Routes du Nord en mauvais état, notamment la route Paris - Calais - Dunkerque) (p. 4418); Chap. 3531 : Amendement de M. Le Sénéchal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les voies navigables (Canaux du Nord) (p. 4419); Chap. 4461 : Subventions aux organismes de tourisme (Réformé du Conseil Supérieur du Tourisme) (p. 4419, 4420); Chap. 4461 : Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les organismes de tourisme (Tourisme populaire) (p. 4420); Chap. 4541 : Amendement de M. Henneguette tendant à réduire la subvention aux chemins de fer d'intérêt général (Suppression de lignes secondaires) (p. 4420); Chap. 4542 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les réductions de tarifs imposées à la S.N.C.F. (Billets à tarif réduit aux mineurs) (p. 4421); Chap. 4543 : Amendements tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à la S.N.C.F. (Gestion de la S.N.C.F.) (p. 4423); Chap. 4544 : Amendements de MM. Benoît, Lemaire, Rosenblatt, Dronne et Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la S.N.C.F. (Réforme de la S.N.C.F., retraites des cheminots) (p. 4424 et suiv.); MARINE MARCHANDE : Motion préjudicielle de M. René Schmitt tendant à surseoir au débat [31 octobre 1952] (p. 4643); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 3101 : Essence détaxée, aide aux aéroclubs [13 novembre 1952] (p. 5065, 5066); Chap. 3111 : Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel des services extérieurs (Titularisation des secrétaires administratifs) (p. 5066); Chap. 3113 : Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier (Rémunération du personnel ouvrier) (p. 5067); Chap. 3121 : Amendement de M. Barthélemy tendant à

réduire de 1.000 francs les crédits pour la navigation aérienne (Création de 500 emplois de contrôleurs de navigation) (p. 5068); Chap. 3122 : Amendement de M. Benoît tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités du personnel de navigation aérienne (Indemnités d'insalubrité) (p. 5068); Amendement de M. Moynet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités du personnel de navigation aérienne (Indemnités du personnel travaillant dans les territoires d'outre-mer) (p. 5069); Chap. 3141 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'école nationale d'aviation civile (Baraquements provisoires insuffisants) (p. 5069); Chap. 3142 : Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'école nationale d'aviation civile (Formation du personnel navigant) (p. 5070); MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 3101 : Statut du personnel, agents contractuels, approvisionnement en tôles des chantiers navals [14 novembre 1952] (p. 5106, 5107); Amendement de M. Guillon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Nécessité de développer les constructions navales de série à bon marché et d'économiser des frêts en devises,) (p. 5109); Chap. 3111 : Inscription maritime (Reclassement des gardes maritimes) (p. 5109); Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inscription maritime (Insuffisance des effectifs) (p. 5110); Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'inscription maritime (Reclassement des syndics des gens de mer) (p. 5110); Chap. 3121 : Enseignement maritime (Ecole nationale de navigation) (p. 5111); Amendement de M. Gravoille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enseignement maritime (Formation d'officiers mécaniciens) (p. 5112); Chap. 3191 : Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités résidentielles (Prise en considération des indemnités pour le calcul des pensions) (p. 5112); Chap. 3411 : Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais d'inspection (Vacations des inspecteurs de navigation) (p. 5113); Chap. 3422 : Amendement de M. Gravoille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'enseignement maritime (Insuffisance du matériel) (p. 5114); Chap. 3601 :

Amendement de M. M. Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'office scientifique des pêches de sardines (Charges pesant sur les ostréiculteurs) (p. 5115); Règlementation des engins de pêche et protection des lieux de pêche (p. 5115); Chap. 3711 : Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'application du Code du travail maritime (marins coloniaux en chômage) (p. 5116); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 3151 : Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la météorologie nationale (Recrutement des ingénieurs et leur reclassement) [15 novembre 1952] (p. 5260); Chap. 3424 : Demande de rétablissement des crédits pour la formation du personnel navigant (Centre de Toulouse) (p. 5261); Chap. 3441 : Demande de rétablissement des crédits pour l'école nationale d'aviation civile (Croisière de fin d'études) (p. 5262); Chap. 3472 : Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aviation légère et sportive (Détaxe de l'essence pour les aéroclubs) (p. 5263, 5264); Chap. 3561 : Amendement de M. Lenormand tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bases aériennes (Aérodrome de Tontouta en Nouvelle-Calédonie) (p. 5264, 5265); Chap. 4521 : Amendement de M. Mouiti tendant à réduire de 1.000 francs les subventions à Air France (Révision de la Convention entre l'Etat et Air France) (p. 5269 et suiv.); Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à Air France (Ateliers de Toulouse - Montaudran) (p. 5270, 5271); Chap. 4561 : Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions d'exploitation (Bimoteurs Bretagne) (p. 5272); MARINE MARCHANDE, Etat B, Chap. 4201 : Amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 3.700.000 francs la subvention à divers organismes internationaux (contrôle des lieux de pêche dans l'Atlantique) (p. 5273, 5274); Chap. 4321 : Amendement de M. L. Michaud tendant à rétablir les crédits pour l'apprentissage maritime (Gérance libre des écoles d'apprentissage, centre de la Rochelle) (p. 5276); Chap. 4322 : Amendement de M. Gravoille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses de l'enseignement maritime (Elèves des écoles de la marine marchande) (p. 5277); Chap. 4323 : Subventions aux écoles de pêche (p. 5277);

Chap. 4401 : Amendement de M. Reeb tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux pêches maritimes Aide à la flotte de pêche (p. 5278, 5279); Chap. 4501 : Amendement de M. Reeb tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour exploitation des services maritimes (Gestion des Messageries Maritimes et de la Compagnie Générale Transatlantique) (p. 5284, 5285); Amendement de M. Gaumont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour exploitation des services maritimes (Liaisons maritimes avec la Guyane) (p. 5284); Chap. 4601 : Amendement de M. Guiguen tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sociétés de sauvetage et d'entraide (Canots de sauvetage) (p. 5286); Chap. 4701 : Amendement de M. Gravoille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales en faveur des gens de mer (Foyers du marin) (p. 5287); Chap. 4731 : Demande de renvoi du chapitre relatif à la subvention à l'établissement national des invalides de la marine, présentée par M. René Schmitt (Insuffisance de la revalorisation des pensions) (p. 5288, 5289); Article additionnel : Amendement de M. Gaborit tendant à valider pour les marins les services accomplis à terre de 1914 à 1918 (p. 5290). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Discussion du budget de la marine marchande [13 novembre 1952] (p. 5071). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953; Etat A, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 5320 : Amendement de M. L. Lambert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour routes et ponts (Pont de Cavaillon sur la Durance) [21 décembre 1952] (p. 6944); Chap. 5330 : Amendement de M. L. Lambert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les voies de navigation intérieure (Canal de Marseille au Rhône) (p. 6944); Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les voies de navigation intérieure (Port de Strasbourg) (p. 6945); Chap. 5332 : Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la défense contre les eaux (Vallée de l'Isère) (p. 6945); Chap. 5334 : Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ports de commerce (Ports de Bordeaux et Dunkerque) (p. 6945); Amendement de M. M. Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les

crédits pour les ports de commerce (*Licenciements dans les ports*) (p. 6946); Chap. 5336 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les ports de pêche* (p. 6946); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 5320 : *Amendement de M. M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement aéronautique (Crise de la construction aéronautique en France)* (p. 6947); MARINE MARCHANDE, Chap. 5620 : *Amendement de M. Mazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enseignement maritime (Petits ports de pêche)* (p. 6948); Chap. 5621 : *Amendement de M. Gravoille tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enseignement maritime (Ecoles de Nantes et du Havre)* (p. 6949); Chap. 6300 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aide à la construction navale (Insuffisance des commandes aux chantiers français)* (p. 6950); Chap. 6690 : *Equipement des sociétés de sauvetage* (p. 6951). — Donne sa démission de *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* (Cabinet Pinay) [22 décembre 1952] (p. 7030). — Est nommé *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* (Cabinet René Mayer) [8 janvier 1953] (*J.O.* du 8 janvier 1953, p. 307).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Barthélemy relative à l'enneigement de communes du Haut-Jura [23 janvier 1953] (p. 197, 198); — de M. Barthélemy relative aux chantiers de travail de Roche-lès-Beaupré (Doubs) [23 janvier 1953] (p. 198). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République, MARINE MARCHANDE, Etat B, Chap. 45-01 : *Exploitation des services maritimes d'intérêt général (Relations avec la Balagne et réduction du taux des frets)* [30 janvier 1953] (p. 697). — Répond à une question de Mme Sportisse relative aux retraites des agents des chemins de fer secondaires et des tramways [6 mars 1953] (p. 1667). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Sa demande de reprise du texte du Conseil de la République relatif à la classification du personnel* [12 mars 1953] (p. 1823); Art. 25 : *Sa demande de*

reprise du texte du Conseil de la République ne faisant supporter à l'exploitant les frais pour incapacité de travail, qu'en cas d'absence de régime de la sécurité sociale (p. 1825); Art. 31 : *Amendement de M. Guy La Chambre relatif à la prise en considération des services civils et militaires pour le calcul de la retraite* (p. 1826); Art. 48 : *Demande de reprise du texte du Conseil de la République relatif aux amendes prononcées contre les personnes contrevenant à la loi* (p. 1827); *Explications de vote sur l'ensemble (Ses remerciements à l'Assemblée)* (p. 1828); — du projet de loi relatif à l'amélioration et à la modernisation des voies navigables : *Discussion générale (Ses observations sur la taxe sur les frets de la batellerie, la nécessité de la coordination des transports)* [12 mars 1953] (p. 1832, 1833); Art. 9 : *Amendement de M. Pflimlin tendant à supprimer l'avis de la Commission des transports du Commissariat général du Plan* (p. 1834); — du projet de loi relatif au rétablissement d'ouvrages publics endommagés à la suite de calamités : *Discussion générale (Ses observations sur les inondations de janvier dans la Flandre)* [26 mars 1953] (p. 2358, 2359); — du projet de loi relatif aux pensions des marins du commerce et de la pêche : *Discussion générale (Ses observations sur les pensions des invalides de la marine, les difficultés du financement)* [26 mars 1953] (p. 2394, 2395); Art. 1^{er} : *Sa demande de réserver l'article majorant de 23 0/0 les pensions des marins* (p. 2402). — Donne sa démission de *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* (Cabinet René Mayer) [27 mai 1953] (p. 2846). — Cesse d'expédier les affaires courantes [28 juin 1953] (*J.O.* du 28 juin 1953, p. 5770).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi sur la réorganisation des hôpitaux de Marseille, amendé par le Conseil de la République : *Dangers de l'intrusion du législatif dans la fixation des ordres de priorité et des quantums de subventions* [30 octobre 1953] (p. 4706); — des interpellations sur le krach du Crédit mutuel du bâtiment : *Discussion générale (Responsabilité des organismes officiels qui ont appuyé le C. M. B.)* [2 décembre 1953] (p. 5832); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1954 : *Discussion générale (Nécessité et financement de l'expansion économique, insuffisance de la construction, possibilités d'emprunt)* [13 décembre 1953] (p. 6696 et suiv.). — du projet

de loi portant sur les dispositions financières et réglementaires relatives au Crédit mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé. Art. 1^{er} : *Son amendement (Prorogation d'un an des délais et avantages fiscaux accordés aux acquéreurs de terrains victimes de la faillite ou de la liquidation d'une société de crédit différé* [18 février 1954] (p. 392) ; *Article additionnel de M. Siefridt (Facilités de trésorerie pour les souscripteurs engagés dans l'achat d'immubles)* (p. 392) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, ÉDUCATION NATIONALE, Art. 10 : *Prise en charge par l'État des traitements et indemnités des personnels des écoles préparatoires et des écoles de plein exercice de médecine et de pharmacie* [1^{er} avril 1954] (p. 1642) ; Art. 11 : *Transformation en facultés mixtes de médecine et de pharmacie des écoles de plein exercice de médecine et de pharmacie (Clermont-Ferrand, Nantes et Rennes)* (p. 1643) ; — du projet de loi concernant les avenants aux conventions entre l'État, la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie des messageries maritimes, en qualité de Rapporteur : *Situation financière de nos compagnies maritimes subventionnées, problème de l'équipement en paquebots de l'Atlantique-Nord, activité des filiales, activités aériennes des compagnies maritimes, trafic avec la Corse* [9 juillet 1954] (p. 3394 et suiv.) ; *Contrôles de la Société hôtelière maritime* (p. 3399) ; — du projet de loi relatif au statut des autoroutes : *Sous-amendement de M. Anthoz tendant à autoriser le concessionnaire à percevoir des péages pour assurer l'entretien de l'autoroute et l'amortissement des capitaux investis par lui* [9 juillet 1954] (p. 3400) ; *Article additionnel de M. Benard tendant à autoriser le concessionnaire de la construction et de l'exploitation d'une autoroute à percevoir des péages; Crédits destinés au fonds d'investissement routier* [20 juillet 1954] (p. 3426, 3427) ; Art. 5 : *Amendement de M. Benard (Mesures d'application de la présente loi)* (p. 3428). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations relatives à la construction d'un paquebot pour la ligne de l'Atlantique-Nord : *Concurrence entre l'avion et le bateau, réalisation d'un pool international avec les États-Unis et l'Angleterre* [27 juillet 1954] (p. 3638, 3639) ; *Communication à l'Assemblée de la décision qui sera prise, dès la*

rentrée parlementaire (p. 3641). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social (Pouvoirs spéciaux) : *Discussion générale (Redressement économique, reconversion des entreprises, « intéressement » des travailleurs au développement de la productivité, impasse budgétaire)* [6 août 1954] (p. 3930 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme ; (III. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour l'exercice 1955, en qualité de Rapporteur : *Formation du personnel navigant, situation d'Air-France, insuffisante coordination des transports aériens dans l'Union française, construction aéronautique* [17 novembre 1954] (p. 5130 et suiv.) ; *Coordination des compagnies privées et d'Air-France* (p. 5139) ; État A, Chap. 31-01 : *Retrait de créations d'emplois demandées au titre de postes d'attachés civils* (p. 5148) ; Chap. 31-02 : *Création de deux emplois d'administrateurs* (p. 5148) ; Chap. 31-51 : *Son amendement indicatif (Transformations d'emplois nécessaires au fonctionnement des services de la météorologie)* (p. 5151) ; le retire (p. 5152) ; Chap. 34-01, 34-02 : *Retrait de la demande de création de postes d'attachés de l'Air* (p. 5154) ; Chap. 34-31, 34-41 : *Voyage de fin d'études de l'école nationale de l'aviation civile* (p. 5154) ; Chap. 34-72 : *Agréments accordés aux aéroclubs* (p. 5155, 5156) ; Chap. 34-81 : *Remboursement des frais de formation du personnel navigant* (p. 5156) ; Chap. 45-81 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à Air-France* (p. 5159) ; État B, Chap. 53-20 : *Réalisation du marché d'achat d'avions destinés au centre d'instruction et d'entraînement* (p. 5160) ; Chap. 53-24 : *Sa demande de disjonction de ce chapitre (Construction aéronautique)* (p. 5160) ; y renonce (p. 5161) ; Chap. 54-62 : *Fabrication des appareils Bréguet* (p. 5162) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955, MARINE MARCHANDE, État A, Chap. 43-23 : *Application de la loi Mac-Carran* [6 décembre 1954] (p. 5904) ; Chap. 44-01 : *Crédit maritime mutuel, propagande en faveur de la consommation du poisson* (p. 5907) ; Chap. 45-01 : *Subventions à la Compagnie générale transatlantique et à la Compagnie des messageries maritimes, son amendement tendant à rétablir*

le crédit demandé par le Gouvernement (p.5909); Etat B, Chap. 63-00 : *Construction d'un paquebot transatlantique, menace de grève dans les chantiers, relance de la loi d'aide à la construction navale grâce au crédit à long terme* [7 décembre 1954] (p. 5931); *Aide à la construction navale, demande de disjonction de M. Gravoille* [8 décembre 1954] (p. 5957, 5958); *Lettre rectificative (Création d'un poste de secrétaire général à la marine marchande, crédit maritime mutuel, construction d'un paquebot)* [9 décembre 1954] (p. 5974); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 31-41 : *Chemins de fer et transports (Coordination fer-route)* [9 décembre 1954] (p. 6008); Etat B, Chap. 53-30 : *Problème d'ensemble des voies navigables* [14 décembre 1954] (p. 6343, 6347); *Son article additionnel tendant à autoriser les collectivités locales à contracter des emprunts pour la reconstruction des ponts détruits* [15 décembre 1954] (p. 6384); Etat A, Chap. 45-42 : *Demande de disjonction de M. Sibué (Subventions à la S.N.C.F.)* (p. 6398); de ce projet de loi en deuxième lecture; Art. 10 : *Administrateurs civils* [1^{er} février 1955] (p. 553); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Rémunération de la fonction publique et réforme administrative; Plan de remise en ordre; Problème de la péréquation* [1^{er} février 1955] (p. 559, 560). — Est nommé *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet Edgar Faure) [23 février 1955] (*J.O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses, pour 1955, du budget annexe de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Motion préjudicielle de M. Desson (S.O.F.I.R.A.D. et postes périphériques)* [17 mars 1955] (p. 1585); *Déroulement du débat* (p. 1587); Etat A, Chap. 00-10 : *Réforme de la S.O.F.I.R.A.D., problème de la publicité, postes périphériques* (p. 1592, 1593); *Emissions vers l'étranger, « maison de la radio », objectivité des informations, exonération de la redevance en faveur des vieux travailleurs, dépenses d'investissement* (p. 1606, 1607); Chap. 1000 : *Amélioration*

de la situation de certains personnels (p. 1608); *Reclassement, indemnités, relèvement de certains indices, titularisation de contractuels et de sténographes* (p. 1610, 1611); Chap. 1010 : *Inspection générale* (p. 1612); Chap. 1020 : *Amendement indicatif de M. Berthet (Personnel de la radio en Tunisie)* (p. 1614); *Amendement indicatif de M. Gazier (Intégration de certains contrôleurs dans le corps des inspecteurs)* (p. 1614); Chap. 1030 : *Demande de réserve formulée par M. M. Dupuy (Prime pour le personnel technique); les contractuels* (p. 1615); *Demande de réserver le chapitre formulée par M. J.-L. Vigier (Prime de sujétion)* (p. 1615); *Amendement indicatif de M. Flandin (Primes de rendement et de productivité; inspecteurs généraux)* (p. 1616); Chap. 1040 : *Demande de réserver le chapitre présentée par M. J.-L. Vigier (Musiciens, disparités en matière de salaires)* (p. 1617); *Amendement indicatif de M. Berthet (Création d'un cadre de spécialistes sous contrat artistique)* (p. 1617); Chap. 1050 : *Amendement indicatif de M. Andeguil (Poste Bordeaux-Lafayette)* (p. 1618); *Demande de réserver le chapitre présentée par M. J.-L. Vigier (Contrat avec des firmes phonographiques)* (ibid.); Chap. 1070 : *Demande de disjonction de M. M. Dupuy (Emissions vers l'étranger)* (p. 1622); *Amendement indicatif de M. Desson (Direction du service)* (p. 1623); *Amendement indicatif de M. Berthet (Journalistes « pigistes »)* (p. 1623); Chap. 1080 : *Amendement indicatif de M. Desson (Journalistes étrangers ou apatrides victimes de Vichy)* (p. 1624); Chap. 30-20 : *Amendement indicatif de M. Flandin (Disques demandés par les auditeurs)* (p. 1624); Chap. 30-30 : *Subvention à l'agence France-Presse* (p. 1624); *Amendement indicatif de M. A. Berthet (Subventions aux organisateurs de compétitions sportives)* (p. 1625, 1626); Chap. 30-60 : *Publicité compensée* (p. 1626); Chap. 4000 : *Amendement indicatif de M. Gazier (Retraite des cadres des agents contractuels)* (p. 1627); Chap. 4010 : *Amendement indicatif de M. Cagne (Œuvres sociales)* (p. 1627); *Attitude des communistes* (ibid.); *Amendement indicatif de M. J.-L. Vigier (Cantines)* (p. 1628); Chap. 61-30 : *Amendement de M. Bokanowski (Editions françaises de musique et S.O.F.I.R.A.D.)* (p. 1628); Chap. 53-10 : *Amendement indicatif de M. Rosenblatt (Radio-Strasbourg)* (p. 1629); Chap. 53-20 : *Amendements indicatifs de M.M. Flandin et*

Coudray (Équipement des régions en matière de télévision) (p. 1630, 1631); Art. 10 : *Amendements de M. Bokanowski et Lussy (Transferts de crédits, recrutement)* (p. 1633, 1634); Art. 11 : *Demande de disjonction de M. Marc Dupuy (Ajustements de recettes et de dépenses)* (p. 1634); *Article additionnel de M. Bokanowski (Fixation du statut par la loi)* (p. 1635); *Article additionnel de M. Patiraud (Exonération de la redevance pour certains vieux)*, lui oppose l'article 48 du Règlement (p. 1637, 1638); *Article additionnel de M. Desson (Redevance, exonérations et augmentation corrélative)* (p. 1637, 1638); *Explications de vote (Revue de presse, affichage de la relation des débats, édition des émissions culturelles, statut)* (p. 1640); de ce projet de loi en deuxième lecture, Etat A, Chap. 1040 : *Statut du personnel artistique* [12 mai 1955] (p. 2732); Art. 8 : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à supprimer l'article (Exonération des postes récepteurs de l'Etat)* (p. 2733); Art. 10 : *Amendement de M. Marc Dupuy (Contrôle des dépenses engagées)* (p. 2734). — Répond à une question de M. Dorcy relative à la crise dans l'industrie textile [18 mars 1955] (p. 1658). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux droits des actionnaires et des porteurs de parts des sociétés d'électricité nationalisées sur les biens restitués [11 mai 1955] (p. 2667). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation relative au refus de visa de censure opposé au film « Bel Ami » : *Immoralité du cinéma français et rôle de la censure, conditions de production de « Bel Ami », son infidélité à l'esprit de Maupassant* [17 mai 1955] (p. 2825 à 2827). — Après la dissolution de l'Assemblée Nationale, prononcée après le refus de la confiance à la majorité constitutionnelle (29 novembre 1955) en vertu de l'article 51 de la Constitution, par décret du 4^{er} décembre 1955, présente sa démission de *Ministre de l'Industrie et du Commerce*, laquelle est refusée.

MORO-GIAFFERRI (M. Vincent de), *Député de la Seine* [1^{re} circonscription] (R. R. S.).

Son élection est validée [17 juillet 1951] (p. 5945). — Est nommé Président de la Commission de la justice et de législation [19 juillet 1951] (F. n° 7), [9 février 1954] (F. n° 343).

— Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des immunités parlementaires [17 juillet 1951] (F. n° 5); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 26 juillet 1951, un rapport (fait au cours de la précédente législature) au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de Mme Saunier, sénateur, tendant à réprimer la contrefaçon des créations des industries saisonnières de l'habillement et de la parure, n° 333. — Le 23 août 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation et modifiant le rapport de la précédente législature repris le 26 juillet 1951 (n° 333) sur la proposition de loi de Mme Saunier, sénateur, tendant à réprimer la contrefaçon des créations des industries saisonnières de l'habillement et de la parure, n° 831. — Le 23 août 1951, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions législatives qui ont déclaré inéligibles certains citoyens français à raison de leur vote ou de leur présence dans une assemblée publique, n° 832. — Le 15 janvier 1952, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 2361) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à réprimer la contrefaçon des créations des industries saisonnières de l'habillement et de la parure, n° 2402. — Le 25 février 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 2361) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à réprimer la contrefaçon des créations des industries saisonnières de l'habillement et de la parure, n° 2745. — Le 8 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à réviser les articles premier à 106 de la Constitution du 27 octobre 1946 en vue de rétablir la Constitution de 1875, n° 4026. — Le 24 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'ar-

ticle 2101 du Code civil et l'article 549 du Code de commerce, n° 5668. — Le 4 décembre 1953, une proposition de loi tendant à interdire au propriétaire le droit de refuser le renouvellement du bail au commerçant locataire lorsque ce refus serait dicté par le désir de louer à des locataires non commerçants qui n'ont pas avec le propriétaire les liens familiaux prévus par le premier paragraphe de l'article 14 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953, n° 7380. — Le 29 mars 1954, une proposition de loi tendant à suspendre jusqu'au 1^{er} juillet 1954 l'application des articles 10 et 15 du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 8170. — Le 4 mars 1955, une proposition de loi tendant à assurer l'indépendance des juges d'instruction par l'abrogation des textes qui soumettent ces magistrats à la surveillance du procureur général, n° 10292. — Le 20 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 10138) de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de modifier les articles 302 et 309 du Code pénal, en vue de renforcer les peines à la suite des meurtres, assassinats et blessures volontaires commis à l'encontre d'agents de la force publique, n° 11258. — Le 31 octobre 1955, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi adopté par le Conseil de la République complétant les articles 116 du Code d'instruction criminelle, 67 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et 76 du Code de justice militaire pour l'armée de mer, n° 11784. — Le 25 novembre 1955, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 10138) de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de modifier les articles 302 et 309 du Code pénal, en vue de renforcer les peines à la suite des meurtres, assassinats et blessures volontaires commis à l'encontre d'agents de la force publique, n° 11978.

Interventions :

Prend part à la discussion : du rapport sur les élections du département de la Guadeloupe [27 juillet 1951] (p. 6105, 6106, 6107, 6109); —

du rapport sur les opérations électorales du territoire de Mauritanie : *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à annuler les élections* [7 août 1951] (p. 6239); — du rapport sur les opérations électorales du territoire de Belfort : *Discussion générale* [23 août 1951] (p. 6419); — du projet de loi modifiant la loi sur la liberté de la presse : *Motion préjudicielle de Mme Rose Guérin tendant à suspendre le débat jusqu'à l'abrogation de la hausse sur l'essence* [8 novembre 1951] (p. 7703); *Discussion générale (Ses observations sur le problème de la limitation de l'immunité parlementaire)* (p. 7706, 7707, 7710, 7711); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [29 novembre 1951] (p. 8666). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Nécessité d'achever vendredi le débat sur le pool franco-allemand* [4 décembre 1951] (p. 8761). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 : JUSTICE : *Motion préjudicielle de M. H.-L. Grimaud tendant à reporter le débat en attendant que satisfaction soit donnée aux demandes des magistrats* [30 novembre 1951] (p. 8721, 8722); *Motion de M. H.-L. Grimaud demandant de surseoir à la discussion en attendant la revalorisation du traitement des magistrats* [14 décembre 1951] (p. 9229); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1030 : *Demande de disjonction des chapitres relatifs aux professeurs d'universités, présentée par M. Viatte (Revalorisation des traitements des professeurs d'université)* [18 décembre 1951] (p. 9278, 9279); JUSTICE, Chap. 1000 : *Amendement de M. Isorni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Sort des condamnés à mort)* [21 décembre 1951] (p. 9518); Chap. 1020 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services judiciaires (Greffiers des juges d'instruction)* (p. 9519); — d'une proposition de résolution relative à la hiérarchie judiciaire et l'indemnité de fonction des magistrats : *Discussion générale* [14 décembre 1951] (p. 9192); *Amendement de Mme Bastide tendant à assurer le salaire minimum garanti au personnel auxiliaire de la justice* (p. 9193). — du projet de loi modifiant la loi sur la presse, amendé par le Conseil de la République : *Discussion*

générale [13 mars 1952] (p. 1275); — du projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé, amendé par le Conseil de la République; Art. 10 : *Octroi d'une autorisation par le Ministère des Finances* [14 mars 1952] (p. 1320). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur l'affaire Ducreux-Tacnet (*Inconscients résultant du régime électoral*) [20 mars 1952] (p. 1374, 1378). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la durée du service actif des sursitaires : *Discussion générale* [20 mars 1952] (p. 1382); — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 5 : *Amendement de M. Minjot tendant à prévoir des débats restreints sur les lois modifiant la compétence de juridictions* [27 mars 1952] (p. 1534, 1535); Art. 4 : *Amendement de M. Charlot tendant à ne pas publier les procès-verbaux des séances des Commissions* (p. 1539, 1540); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 28 : *Motion préjudicielle de M. Grimaud tendant à surseoir au vote en attendant les résultats de l'enquête de la Commission de la justice (Impôt sur la propriété bâtie)* [3 avril 1952] (p. 1879); Art. 28 : *Sa demande de disjonction de l'article majorant les charges fiscales des propriétaires de logements* [4 avril 1952] (p. 1941, 1942); — du projet de loi relatif à la représentation au Conseil de la République des Français de Tunisie : *Contre-projet de M. Médecin tendant à prévoir l'élection par les membres français du grand Conseil et des Conseils municipaux* [10 avril 1952] (p. 2089 et suiv.); en qualité de *Rapporteur* (p. 2096); Article unique : *Election de deux Conseillers par les Français membres du grand Conseil et des Conseils municipaux* (p. 2096, 2097); — d'une proposition de loi portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers : *Discussion générale (Ses observations sur la codification des lois antérieures sur ce sujet)* [10 avril 1952] (p. 2167, 2168); Art. 7 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont relatif aux rentes constituées par des caisses autonomes mutualistes (Employés des grands magasins)* (p. 2172); Article additionnel : *Amendement de M. Estradère tendant à faire déposer un projet d'ensemble sur les rentes viagères avant le 15 juin 1952* (p. 2173); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [11 juillet 1952] (p. 3922); Art. 3 :

Amendement de M. Alphonse Denis tendant à reprendre le texte du Conseil de la République étendant la loi aux ventes en viager de tous biens immeubles (p. 3924). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur les attaques contre la Résistance : *Grâce et amnistie* [11 avril 1952] (p. 2216); — sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Date du débat sur l'amnistie* [24 juin 1952] (p. 3156). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la composition et à l'élection de l'Assemblée de l'Union française : *Demande de renvoi à l'Assemblée de l'Union française présentée par M. Paul Coste-Floret* [27 juin 1952] (p. 3304). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Vote de la loi d'amnistie* [1^{er} juillet 1952] (p. 3369); [8 juillet 1952] (p. 3655). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; Art. 13 : *Son amendement tendant à ne pas créer de juridiction d'exception pour le tribunal des ententes* [9 juillet 1952] (p. 3733 et suiv.); — d'une proposition de loi portant amnistie : *Question préalable de M. Minjot (Lettres reçues par M. Daniel Mayer)* [11 juillet 1952] (p. 3902 et suiv.); *Demande de renvoi à la Commission pour retenir seulement les articles relatifs aux résistants, présentée par M. Camphin* (p. 3909); *Date de la suite du débat* (p. 3912); *Discussion générale (Ses observations sur l'amnistie, la non-réhabilitation des condamnés, et l'amnistie de M. Marty)* [21 octobre 1952] (p. 4253, 4255); *Ses observations sur l'insuffisance de la loi d'amnistie* [24 octobre 1952] (p. 4388, 4389); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bidault tendant à rendre hommage à la Résistance et à ne pas faire de l'amnistie une réhabilitation* [28 octobre 1952] (p. 4500, 4501); Titre 1^{er} : *Amendement de M. Tourné tendant à discuter d'abord les articles concernant les résistants* [21 novembre 1952] (p. 5417); Art. 1^{er} : *Amendement de M. H.-L. Grimaud tendant à n'amnistier que les condamnations à des amendes inférieures à 200.000 francs* (p. 5422); Art. 2 : *Amendement de M. Minjot tendant à supprimer l'alinéa amnistiant les condamnés à cinq ans de prison, compte tenu des réductions de peines* [25 novembre 1952] (p. 5595, 5596); *Amendement de M. Grousseau tendant à amnistier les condamnés à des peines de dix ans de prison, compte tenu des grâces intervenues* (p. 5599); *Amendement de M. Minjot tendant à ne pas*

amnistier les écrivains (p. 5602); Amendement de M. Badie tendant à supprimer les alinéas relatifs à la procédure (p. 5605); Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas accorder de grâces aux dénonciateurs (p. 5624); Art. 4: Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas amnistier les mineurs coupables de meurtres, crimes et dénonciations (p. 5628 et suiv.); Art. 5: Amendement de M. Lucaze tendant à amnistier les mutilés et invalides condamnés à des amendes n'exécédant pas 500.000 francs (p. 5633); Amendement de Mme de Lipkowski tendant à ne pas amnistier les décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire coupables de meurtres, crimes ou dénonciations (p. 5663, 5664); Amendement de M. Camphin tendant à amnistier les décorés pour des faits postérieurs aux faits reprochés et antérieurs au 1^{er} janvier 1946 (p. 5665); Article nouveau: Amendement de M. Minjoz tendant à étendre aux articles 3, 4, 5 et 6 les dispositions du deuxième alinéa de l'article 2, relatives aux coupables de meurtres, crimes, viols ou dénonciations (p. 5665, 5666); Art. 7: Amendement de M. Maton tendant à supprimer l'article amnistiant les condamnés à la dégradation nationale (p. 5667); Art. 9: Amendement de M. Cherrier tendant à supprimer le chapitre II relatif à l'amnistie par grâce individuelle [27 novembre 1952] (p. 5753); Sous-amendement de M. Juglas tendant à tenir compte des mesures de grâce déjà intervenues (p. 5754, 5755); Sous-amendement de M. Minjoz tendant à n'amnistier individuellement que les condamnés à dix ans de prison au plus (p. 5755); Amendement de M. Cherrier tendant à supprimer « sciemment » (p. 5774, 5772); Amendement de M. Cherrier tendant à ne pas amnistier les personnes ayant appartenu aux services du Gouvernement de Vichy (p. 5773); Amendement de M. Médecin tendant à appliquer l'article aux condamnations définitives et aux contumaces (p. 5775 et suiv.); Art. 10: Amendement de M. Mignot tendant à abroger l'article 15 de la loi du 5 janvier 1951 relatif à la réintégration dans l'ordre de la Légion d'honneur (p. 5779); Article additionnel: Amendement de M. Médecin tendant à prévoir un nouveau recours contre les condamnations prononcées par les juridictions d'exception créées en 1944 (p. 5783); Sa demande de réserver l'article (p. 5784); Art. 16: Demande de renvoi de

l'article relatif aux inéligibilités à la Commission du suffrage universel, présentée par M. Mignot [28 novembre 1952] (p. 5823); Suppression des inéligibilités (p. 5825, 5826); Amendement de M. Daniel Mayer tendant à supprimer l'article abrogeant les inéligibilités (p. 5828, 5831); Art. 17: Amendement de M. Tourné tendant à amnistier tous les faits commis par des membres de la Résistance (p. 5835, 5836); Amendement de M. Lucaze tendant à amnistier les membres des organisations de résistance ou les auteurs d'actes commis dans l'intérêt de la Résistance (p. 5852, 5856); Sous-amendement de Mme de Lipkowski tendant à réputer légitimes les actes de la Résistance (p. 5852); Amendement de M. Mignot tendant à supprimer « complètement » dans la qualification des actes étrangers à la Résistance (p. 5856); Art. 18: Amendement de M. Tourné tendant à accorder la mise en liberté provisoire aux résistants poursuivis (p. 5862); Art. 20: Amendement de M. Camphin tendant à amnistier les condamnés en vertu de la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques [24 février 1953] (p. 1299); Art. 22: Amendement de M. Mignot tendant à ne pas annuler le droit de tiers à des dommages-intérêts (p. 1303); Art. 23: Amendement de M. Mignot tendant à supprimer l'article concernant les arrêtés d'expulsion contre des ouvriers grévistes étrangers [26 février 1953] (p. 1360); Article additionnel: Amendement de M. D. Mayer tendant à insérer un titre nouveau amnistiant certains crimes commis à Madagascar (p. 1363); Amendement de M. D. Mayer tendant à insérer des articles nouveaux amnistiant les objecteurs de conscience (p. 1370, 1371); Art. 24: Amendement de M. Bignon tendant à amnistier toutes les infractions de droit commun sanctionnées par des peines légères (p. 1373); Art. 24 bis: Amendement de M. A. Coste-Floret tendant à n'amnistier que les infractions punies de peines correctionnelles (p. 1376, 1377); Article additionnel: Amendement de M. Minjoz tendant à amnistier les infractions à la loi portant retrait des billets de 5.000 francs (p. 1381); Art. 27: Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas excepter les manquements aux bonnes mœurs et à l'honneur [27 février 1953] (p. 1454); Nouvelle rédaction de l'article 27 relatif à l'amnistie des sanctions professionnelles (p. 1455); Art. 34: Amendement de M. Tourné tendant à ne donner au ministère public qu'un mois pour refuser l'amnistie, l'application de l'article 17 aux résistants et à

permettre à la Commission départementale F. F. I. de trancher en cas de conflit (Ses observations sur les condamnations prononcées contre des résistants et les 129 résistants encore en prison) (p. 1460, 1461) ; Amendement de M. Lacaze tendant à mettre en liberté provisoire les inculpés ayant prouvé être résistants (p. 1463, 1465) ; Art. 35 : Amendement de M. Tourné relatif au délai dont dispose la justice pour contester l'application de la loi et au délai imparti au requérant pour demander l'avis de la Commission F.F.C.I. (p. 1467, 1469) ; Art. 35 : Amendement de M. Tourné tendant à ce que les débats aient lieu en audience publique [5 mars 1953] (p. 1624) ; Article additionnel : Amendement de M. Tourné tendant à mettre en liberté provisoire les résistants auteurs d'une demande d'amnistie (p. 1626) ; Amendement de M. Médecin tendant à prévoir la révision possible pour les jugements rendus par des juridictions d'exception pour les fonctionnaires [10 mars 1953] (p. 1744) ; Art. 15 : Sous-amendement de M. Delbez tendant à ne réintégrer les fonctionnaires révoqués qu'en cas de vacances dans leur emploi (p. 1755) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : Art. 2 : Amendements de MM. Gautier et Fontupt-Esperaber assimilant expressément les écrits aux agissements pour l'application ou le refus de l'amnistie (Non-valeur pour les tribunaux de toutes assurances données en séance sur l'interprétation du texte) [24 juillet 1953] (p. 3009) ; Art. 22 : Levée de la contrainte par corps accessoire à une condamnation levée par l'amnistie ; amendement de M. Grimaud tendant à supprimer ce texte écarté par le Conseil de la République (Maintient sa position déjà exprimée en première lecture ; dette contractée envers les mineurs « qui nous ont permis de ne pas mourir de froid l'hiver ») (p. 3937) ; Art. 23 bis : Amnistie possible par décret pour les objecteurs de conscience ; amendement de M. Mignot tendant à supprimer cet article écarté par le Conseil de la République (L'amnistie serait un encouragement aux objecteurs de demain ; aucun motif ne peut justifier l'objection) (p. 3937) ; Dangers des facilités offertes aux objecteurs par le Secrétaire d'Etat ; liberté d'affectation introduite dans l'armée, donc anarchie ; grâce possible mais non amnistie pour ceux qui refusent de suivre le devoir commun ; pas de dialogue entre l'insoumis et la loi (p. 3939) ; Art. 29 : Son amendement tendant à préciser, comme le texte du Conseil de

la République, que l'exigibilité de l'amende vaut pour toutes les condamnations passées ou futures, touchées par l'amnistie (Pas de prime aux procédures habilement valentées ; 10 milliards ainsi recouvrables ; mais l'amnistie peut se combiner avec une grâce partielle) (p. 3943) ; — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : Discussion générale (Ses observations sur les délais apportés à l'exercice du droit de reprise par la nouvelle loi) [7 octobre 1952] (p. 4073) ; Contre-projet de Mme Rabaté tendant à interdire la vente d'immeubles par appartements (p. 4076) ; Art. 1^{er} : Amendement de M. Mignot tendant à interdire la vente par appartements d'immeubles acquis depuis moins de cinq ans (p. 4079) ; Ses explications de vote sur l'ensemble (Financement de l'achat des habitations par les locataires) [10 octobre 1952] (p. 4219) ; — du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; Justice, Etat A, Chap. 3101 : Amendement de M. Grimaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Situation des greffiers des justices de paix) [24 octobre 1952] (p. 4447, 4448) ; Amendement de M. Maton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Collégialité des magistrats, hausse des traitements) (p. 4449). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion du projet supprimant la Haute Cour de justice [4 novembre 1952] (p. 4714). — Prend part à la discussion du projet de loi portant suppression de la Haute Cour de justice : Discussion générale (Suppression des juridictions d'exception) [5 novembre 1952] (p. 4758 et suiv.). — Est entendu : pour un rappel au Règlement : Débat sur l'amnistie [21 novembre 1952] (p. 5405) ; — sur une demande de tenue de séance supplémentaire : Discussion de la majoration des prestations familiales [21 novembre 1952] (p. 5428) ; — sur les propositions de la Conférence des Présidents : Débat sur l'amnistie [26 novembre 1952] (p. 5700, 5701). — Prend part à la discussion du projet de loi portant prorogation des baux commerciaux : Discussion générale (Ses observations sur l'obstruction parlementaire cause de la longueur des débats et du retard apporté au vote de cette loi) [19 décembre 1952] (p. 6695, 6696) ; Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 6697). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents :

Son amendement tendant à substituer le débat sur l'amnistie à celui sur l'aide au cinéma [27 janvier 1953] (p. 491, 492). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à citer les victimes d'Oradour à l'ordre de la nation (Possibilité d'une suspension de peine)* [18 février 1953] (p. 1124, 1125) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : *Citation d'Oradour à l'ordre de la nation* [20 février 1953] (p. 1255). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Amendement de M. Isorni tendant à achever le débat sur l'amnistie le 5 mars* [3 mars 1953] (p. 1560). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant majoration de certaines routes viagères : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [5 mars 1953] (p. 1617, 1618) ; — du projet de loi portant suppression de la Haute Cour de justice ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Grousseau tendant à faire élire les membres de la Haute Cour de justice par le Parlement* [13 mars 1953] (p. 1872, 1873) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1876) ; — d'une proposition de loi relative aux conditions de levée de l'immunité parlementaire : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de ne pas changer la qualification d'un délit en cours d'instruction)* [25 mars 1953] (p. 2328, 2329) ; — du projet de loi relatif au contentieux administratif ; Article additionnel : *Amendement de M. Wasmer tendant à créer des chambres des conflits auprès des tribunaux administratifs* [26 mars 1953] (p. 2365) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à laisser au Gouvernement le soin de fixer le statut des nouveaux tribunaux administratifs* (p. 2366) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à permettre aux parties d'agir elles-mêmes ou de se faire représenter par un avocat* (p. 2368 et suiv.) ; Art. 6 : *Amendement de M. Mignot tendant à limiter le rôle des avoués à la procédure écrite* (p. 2374) ; — du rapport portant révision de la Constitution : *Question préalable de M. Pronteau (Retour souhaitable à la Constitution de 1875, la faillite de la Constitution de 1946, le problème de l'investiture, l'application souple du contrôle parlementaire, le rétablissement du décret de clôture, les nouveaux pouvoirs du Conseil de la République dont la « navette » partiellement rétablie est à limiter dans le temps, la possibilité d'une*

dissolution et l'article 51 de la Constitution, l'instabilité ministérielle, les bienfaits de la III^e République) [16 juillet 1953] (p. 3537 et suiv.) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à ne pas clore une session extraordinaire avant que le Parlement n'ait épuisé l'ordre du jour* [21 juillet 1953] (p. 3674) ; Art. 5 : *Motion préjudicielle de M. Ballanger tendant à surseoir à la discussion des nouveaux pouvoirs du Conseil de la République* (p. 3675 et suiv.) ; Art. 7 : *Examen de l'amendement de M. Minjoz en priorité* (p. 3710) ; *Amendement de M. Minjoz tendant à faire statuer l'Assemblée dans un délai de quinze jours après la reprise de la session sur le cas des parlementaires arrêtés et à faire relâcher ceux-ci si l'Assemblée ne confirme pas l'incarcération* (p. 3711, 3712) ; *Son amendement tendant à prévoir l'autorisation d'un organisme spécial formé de membres du Comité constitutionnel, du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation pour entamer des poursuites pendant les sessions* (p. 3713, 3714) ; *le retire* (p. 3714) ; Art. 6 : *Amendement de M. Bonnefous tendant à prévoir des examens successifs des projets par les deux Assemblées et à rendre définitif l'avis de l'Assemblée Nationale à défaut d'accord dans un délai de cent jours* [22 juillet 1953] (p. 3775, 3776) ; *Amendement de M. Pronteau tendant à dissoudre le Conseil de la République et à en réélire un autre dans un délai d'un mois à la représentation proportionnelle* (p. 3779) ; Art. 8 : *Sous-amendement de M. Cot tendant à substituer pour l'investiture la majorité absolue à la majorité simple* (p. 3784, 3785) ; Art. 9 : *Amendement de M. Moisan tendant à rendre l'abstention impossible lors d'un vote de confiance où seule la majorité absolue puisse refuser la confiance et rejeter le texte présenté* (p. 3787, 3788) ; — du projet de loi portant fixation des contingents annuels de décorations pour les personnels civils ; Article unique : *Amendement de M. Malbrant tendant à augmenter d'un tiers le contingent pour la France d'outre-mer* [21 juillet 1953] (p. 3639). — Est entendu : sur la proposition de loi tendant à la levée du secret professionnel dans l'affaire des piastres : *Discussion générale (Nécessité de la mesure pour dissiper les calomnies ; distinction aisée entre le secret — absolu — des « confidences professionnelles » et celui — relatif — des « déclarations administratives »)* [13 octobre 1953] (p. 4232) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale*

(*Non-valeur des objections pseudo-juridiques opposées par le Ministre des Finances à la levée du secret; référence aux textes législatifs des 19 octobre 1945 et 30 mars 1945 prévoyant la levée du secret*) [30 octobre 1953] (p. 4696, 4697); — sur une demande en autorisation de poursuites concernant MM. J. Ducloux, Fajon, Billoux, R. Guyot et A. Marty: *Inapplicabilité du décret Serol (Argument du texte)* [6 novembre 1953] (p. 4910); *Possibilité pour la Commission de modifier la qualification des faits, responsabilités encourues* (p. 4911). — Prend part à la discussion: d'interpellations sur la discrimination en matière de recrutement administratif: *Discussion générale (Nécessité de laisser le Conseil d'Etat statuer)* [13 novembre 1953] (p. 5077); *Son ordre du jour considérant qu'il appartient au Conseil d'Etat de trancher le conflit* (p. 5078); — du projet de loi relatif au développement des dépenses des Ministères pour l'exercice 1954; JUSTICE: *Discussion générale (Montant des recettes dues aux amendes)* [23 novembre 1953] (p. 5395); *Motion préjudicielle de M. Maton tendant à suspendre le débat et à voter l'amnistie pour faits de grèves* (p. 5397, 5398); Etat A, Chap. 31-01: *Administration centrale (Déplacements en automobile des juges en province)* (p. 5399); Chap. 37-11: *Amendement de M. Cherrier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de justice des services pénitentiaires (Assistance judiciaire à rétribuer)* (p. 5406, 5407); — du projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux: *Motion préjudicielle de M. Alphonse Denis tendant à abroger le décret du 30 septembre 1953 sur les baux commerciaux et à proroger la législation existante* [15 décembre 1953] (p. 6824, 6825); Art. 1^{er}: *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à protéger les commerces exploités par les gérants libres au même titre que les autres* (p. 6830); Art. 4: *Son amendement tendant à abroger l'article 14 du décret du 30 septembre 1953 relatif à l'exercice du droit de reprise par les propriétaires de fonds de commerce* (p. 6845, 6847); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4: *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture abrogeant le droit de reprise du propriétaire de l'immeuble* [31 décembre 1953] (p. 7079 et suiv.); *Son rappel au Règlement (Sa réponse à M. Henri-Louis Grimaud)* (p. 7086); — des interpellations sur la manifestation des étudiants parisiens du 15 dé-

cembre 1953: *Discussion générale (Les 40 blessés et les 400 arrestations à la suite de la manifestation des étudiants, les photographies et les interrogatoires de la police, les brutalités de la police injustifiées et injustifiables)* [30 décembre 1953] (p. 7020, 7021); *Ordre du jour de M. Cayeux blâmant la répression de la manifestation et demandant des sanctions contre les responsables* (p. 7026); — d'une proposition de loi relative à la situation des élèves des écoles normales supérieures; Art. 1^{er}: *Demande de renvoi à la Commission des finances du texte accordant un traitement aux élèves normaux* [31 décembre 1953] (p. 7074). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'interpellations sur les expulsions de locataires: *Oppose l'humanité au droit et à la justice* [9 février 1954] (p. 442, 444). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer: *Discussion générale (Déclare que la Commission de la justice statuera sur l'application du Code de la nationalité française en Guyane)* [11 février 1954] (p. 484); — du projet de loi portant modification du Code de la nationalité française: *Ses explications de vote (Autorisation d'acquiescer une nationalité étrangère après l'âge de 50 ans)* [12 février 1954] (p. 272); — du projet de loi portant modification de l'article 224 du Code pénal, en qualité de *Rapporteur suppléant*: *Outrage par dessin à tout officier ministériel* [12 février 1954] (p. 273); — du projet de loi portant suppression de la Haute Cour de justice: *Ses explications de vote* [23 février 1954] (p. 473); — des interpellations concernant les expulsions de locataires: *Discussion générale (Jurisprudence du Conseil d'Etat, exécution des décisions de justice)* [2 mars 1954] (p. 596, 597). — d'une proposition de loi concernant les expulsions et le logement; en qualité de *Président de la Commission de la justice*: *Discussion générale (Portée du texte, indication au préfet qui juge de l'opportunité de l'expulsion, définition du locataire de mauvaise foi, séparation des pouvoirs)* [5 mars 1954] (p. 695, 696); *S'oppose au renvoi en Commission* (p. 696); *Rapport supplémentaire de M. Minjoz* [23 mars 1954] (p. 1156); Art. 1^{er}: *Amendement de M. Maton (Extension de la notion du local d'habitation)* (p. 1159); *Article additionnel de MM. Alphonse Denis et Maton (Suppression de la condam-*

nation aux astreintes ou dommages-intérêts pour non-exécution de jugement en matière d'expulsion) (p. 1161); Article additionnel de M. Degoutte et Legaret (Droit au maintien dans les lieux des locataires âgés de soixante-dix ans) (p. 1167); Article additionnel de Mme de Lipkowski (Modification des articles 19 et 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948) (p. 1168); Politique du logement, construction de locaux moyens (p. 1169); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, Art 1^{er}: Amendement de M. Grimaud (Application des dispositions envisagées aux immeubles neufs; Appréciation du juge sur la nécessité du relogement) [8 juillet 1954] (p. 3351, 3352). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente: Absence des Ministres à l'ouverture de la séance [21 mars 1954] (p. 846). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi concernant la représentation métropolitaine à l'Assemblée de l'Union française: Contre-projet de M. Moisan sur les conditions des remplacements de vacances à l'Assemblée de l'Union française et la nouvelle répartition des sièges entre les groupes actuellement existants à l'Assemblée Nationale et au Conseil de la République [12 mars 1954] (p. 850); Propose de reconstituer le collège électoral qui avait choisi le conseiller dont le siège est devenu vacant (p. 850); — d'une proposition de loi concernant le maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés. Article unique: Amendement de M. Anthonioz (Limitation de la prorogation du maintien dans les lieux jusqu'au 1^{er} avril 1957) [12 mars 1954] (p. 853); — d'une proposition de loi sur les conditions d'éligibilité de certains fonctionnaires d'outre-mer, Art. 2: Amendement de M. Béchard (Conditions d'application de la loi) [12 mars 1954] (p. 862); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 34-41: Suppression du Secrétariat d'Etat à l'enseignement technique, Institut Henri-Poincaré, le « bêlatron », la taxe d'apprentissage [1^{er} avril 1954] (p. 1668 et suiv.); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative au traitement des alcooliques dangereux pour autrui, Art. 11: Examen médical, dosage de l'alcool en cas d'accident [6 avril 1954] (p. 1780). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine: Son

rappel au règlement (Suspension de séance) [4 mai 1954] (p. 2099, 2100). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, Art. 2: Son amendement (Exonération sur les plus-values des terrains acquis en vue d'une exploitation agricole et vendus en vue de lotissements) [1^{er} juin 1954] (p. 2718); le retire (ibid.); Article additionnel de M. Godin (Possibilité pour un contribuable de se faire assister d'un conseiller fiscal) [29 juin 1954] (p. 3145); — d'une proposition de loi concernant le relevé de forclusion relatif aux locaux commerciaux, industriels ou artisanaux: Forclusion créée par le décret de septembre 1953 [20 juillet 1954] (p. 3421, 3423); Art. 1^{er}: Amendement de M. Grimaud (Annulation des contrats passés par le propriétaire une fois la forclusion acquise) (p. 3425); Article additionnel de M. Minjoz (Montant de l'indemnité provisionnelle d'éviction) (p. 3425). — Est entendu sur l'ordre du jour: Déroulement des discussions prévues; Dévolution des biens de presse et légitimation des enfants adultérins [20 juillet 1954] (p. 3433). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative à la réforme de la filiation: Discussion générale (Etablissement en justice d'un droit de créance pour les enfants adultérins) [27 juillet 1954] (p. 3626); Contre-projet de M. Radie tendant à supprimer le principe selon lequel les enfants adultérins ou incestueux ne peuvent être admis à démontrer leur filiation (p. 3631, 3632); Art 1^{er}: Etablissement du droit à aliments (Distinction entre certains enfants incestueux) (p. 3634); — d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins: Article unique tendant à modifier l'article 331 du Code civil (Frais entraînés par les demandes d'adoption, conséquences morales de l'adoption et de la légitimation) [27 juillet 1954] (p. 3550, 3551); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'équilibre financier (Expansion économique et progrès social), Article unique: Son amendement (Avis des Commissions de la justice et de législation pour les décrets portant réforme du régime des hypothèques, de la faillite et de la liquidation judiciaire) [13 août 1954] (p. 4192); le retire (p. 4192); — du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense (C.E.D.): Caractère inconstitutionnel de la supranationalité, rejet du traité de Versailles par les Etats-Unis, rejet par la Belgique de la clause

introduisant la supranationalité [28 août 1954] (p. 4404, 4405). — Dépose une demande d'interpellation sur la grève des artistes de la R.T.F. [3 novembre 1954] (p. 4689). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P.T.T., exercice 1955, Etat A, Chap. 1030 : *Amen- dement de M. Dugain (Suppression d'emplois d'inspecteurs et rédacteurs élèves)* [10 novembre 1954] (p. 4879); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE, pour l'exercice 1955 : *Décret réduisant l'indemnité forfaitaire spéciale des magistrats, effectif des gardiens de prison; Sa demande à l'Assemblée de refuser le vote de l'ensemble du budget* [10 novembre 1954] (p. 4913 et suiv.); Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à sup- primer ce chapitre (Décret réduisant l'indemnité spéciale des magistrats)* (p. 4915 et suiv.) Chap. 34-92 : *Achat et entretien du matériel automo- bile* (p. 4924); *Sa demande de réserver le vote sur l'ensemble jusqu'au vote du budget des finances (Charges communes)* [15 novembre 1954] (p. 4985); *Abrogation du décret du 9 novembre réduisant l'indemnité spéciale des magistrats, amélioration de l'administration de la justice, situation des greffiers et du personnel de l'admini- stration pénitentiaire* (p. 4986); *Retire sa demande de renvoi (ibid.)*; *Réforme de l'organi- sation judiciaire, mesures concernant la sup- pression de tribunaux* (p. 4988); *Promesse du Gouvernement au sujet de l'abrogation du décret du 9 novembre* (p. 4993); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Indemnité forfaitaire des ma- gistrats* [30 décembre 1954] (p. 6966). — Pose à M le Ministre de l'Industrie et du Com- merce, une question relative au différend entre la radiodiffusion-télévision française et les ar- tistes lyriques et dramatiques [12 novembre 1954] (p. 4943, 4944). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpel- lations sur la divulgation des secrets intéressant la Défense Nationale : *Renvoi proposé après la clôture de l'instruction judiciaire en cours* [12 novembre 1954] (p. 4974). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Licenciement illégal de fonctionnaires de l'administration de la police en 1951)* [22 novembre 1954] (p. 5260); *le retire (ibid.)*; *Amen- dement indicatif de Mme Ru-*

buté (Mesures à prendre pour éviter les expul- sions sans relogement) (p. 5261); Chap. 36-51 : *Son amendement indicatif (Classement des sous- officiers, caporaux et sapeurs rengagés du corps des sapeurs-pompiers de Paris)* [23 novembre 1954] (p. 5298); *le retire (ibid.)*; — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la révision de la Constitution, Art. 8 : *Amen- dement de M. Moisan (Investiture du Président du Conseil à la majorité absolue)* [29 novembre 1954] (p. 5582); Art. 6 : *Son amendement tend- ant à prévoir le cas où l'Assemblée Nationale dépasse les délais qui lui sont impartis* [30 no- vembre 1954] (p. 5610, 5611); *Ses explications de vote (Dangers du référendum)* (p. 5620, 5621). — Prend part au débat d'interpellations sur l'affaire des fuites intéressant la Défense Nationale : *Mise au point touchant la nomi- nation d'un substitut civil au Commandant de Rességuier (Indépendance et inamovibilité du juge civil)* [3 décembre 1954] (p. 5774). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDU- CATION NATIONALE pour 1955 : *Conseil supé- rieur de l'enseignement technique* [13 décembre 1954] (p. 6263); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ÉTATS ASSOCIÉS pour 1955 : *Sauvegarde des intérêts français* [17 décembre 1954] (p. 6511); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris; Rapport n° 9703, Art. 2 et 3 (Admission de la République fédérale à l'O.T.A.N.) : *Explica- tions de vote (Revirement personnel après son vote favorable sur les Accords de Londres (leurs avantages sur la C. E. D.); rejet de toutes pres- sions intérieures (délégations) ou extérieures (U. R. S. S., U. S. A.) ; lacunes graves des Accords de Paris : Interdiction illusoire des armements atomiques et autres (Possibilité pour l'Allemagne d'achats à l'étranger, simplement comptabilisés) et contrôle illusoire de l'Agence (Exclusion des fabrications destinées au secteur civil, absence de sanctions positives); « Péril immense et immédiat » de toute armée allemande « revancharde » (Interview von Papen)* [27 dé- cembre 1954] (p. 6874, 6875); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES pour 1955, Etat A, Chap. 34-11 : *Congrès inter- national d'anatomie* [28 janvier 1955] (p. 367); — du projet de loi relatif aux crédits provi- soires des services civils pour février 1955 : *Grâce des acteurs et des techniciens; postes péri-*

phériques ; la radiodiffusion, bien national [31 janvier 1955] (p. 512, 513). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Pineau) : *Ses explications de vote* [18 février 1955] (p. 830). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955 : *Son article additionnel (Intégration des agents temporaires)* [11 mars 1955] (p. 1359) ; le retire (p. 1360) ; — du projet de loi relatif aux dépenses pour 1955, des budgets annexes de la LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Revalorisation des traitements* [15 mars 1955] (p. 1439) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955, Etat B, Chap. 57-30 : *Son amendement indicatif (Licenciements)* [16 mars 1955] (p. 1509) ; le retire (ibid.) ; Art. 7 : *Décisions des tribunaux administratifs* (p. 1512) ; — du budget annexe de la RADIO-DIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE, Etat A, Chap. 53-20 : *Son amendement indicatif (La télévision en Corse)* [17 mars 1955] (p. 1631) ; le retire (ibid.) ; — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à l'article 55 du Code civil ; Article unique : *Transcription des actes de naissance sur les registres de la commune du domicile* [22 mars 1955] (p. 1834) ; — des propositions de loi relatives à la révision triennale des baux commerciaux, artisanaux et industriels : *Explications de vote du groupe communiste* [13 mai 1955] (p. 2767). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Congrès du parti radical* [21 juin 1955] (p. 3172). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux infractions à la législation économique : *Demande de renvoi à la Commission des affaires économiques formulée par M. Gazier* [11 juillet 1955] (p. 3786 à 3788) ; — du projet de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer : *Amnistie du 6 août 1953 et condamnés de Madagascar* [13 juillet 1955] (p. 3841 à 3843) ; Art. 3 : *Son amendement (Libération conditionnelle)* (p. 3842, 3843, 3849) ; le retire (p. 3849) ; Art. 8 : *Amendement de M. Fayet (Quorum de la Commission pour amnistie par mesure individuelle)* (p. 3854) ; seconde délibération : *Ses explications de vote* [26 juillet 1955] (p. 4267) ; — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la légitimation des enfants adultérins : *Lettre de M. Ripert ; amendement de M. Chassaigne (Op-*

position des enfants légitimes à la légitimation des enfants adultérins) [19 juillet 1955] (p. 3890 et suiv.) ; — du projet de loi relatif à la convention entre l'Etat et la compagnie générale transatlantique : *Discussion générale (Lignes de la Corse)* [26 juillet 1955] (p. 4246, 4269) ; — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Article additionnel de M. Ballanger (Sanctions contre les fonctionnaires et militaires ayant infligé des amendes ou des représailles)* [29 juillet 1955] (p. 4537) ; *Ses explications de vote (Application du statut, défense des libertés individuelles)* (p. 4541, 4542). — d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Son ordre du jour prenant acte des déclarations du Gouvernement* [26 octobre 1955] (p. 5317) ; — du projet de loi relatif à la lutte contre l'alcoolisme, Art. 16 : *Amendement de M. Anthonioz (Non application de ces dispositions aux hôtels et restaurants)* [8 novembre 1955] (p. 5538) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets : *Valeur d'une circulaire sur le plan juridique* [23 novembre 1955] (p. 5951) ; — du projet de loi relatif à l'amnistie pour certaines infractions commises en Tunisie, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Isorni (Définition du mobile des actes commis)* [23 novembre 1955] (p. 5956) ; — d'une proposition de loi relative à la situation des conducteurs de taxis propriétaires de leur véhicule : *Applicabilité de l'article premier de la loi de finances* [24 novembre 1955] (p. 5992) ; = S'excuse de son absence [17 mars 1955] (p. 1558).

MOUCHET (M. Pierre), Député de la Haute-Savoie (M. R. P.).

Son élection est validée [27 juillet 1951] (p. 6109). = Est nommé : secrétaire de la Commission des pensions [19 juillet 1951] (**F. n° 7**). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé par la Commission de l'agriculture, membre de la Commission de coordination de

P'énergie atomique et des recherches nucl'aires
[10 mars 1955] (F. n° 505).

Dépôts :

Le 6 septembre 1951, un rapport fait au cours de la pr'ecedente l'egislature) au nom de la Commission des pensions sur la proposition de r'esolution de M. Devemy et plusieurs de ses coll'gues tendant à inviter le Gouvernement à prendre en consid'eration les grades des agents civils de la d'efense passive pour le calcul des pensions acquises, au titre des victimes d'e guerre, par eux ou par leurs ayants droit, n° 1023. — Le 21 septembre 1951, une proposition de loi cr'eat un insigne officiel des maires, n° 1185. — Le 27 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de MM. Siefridt et Penoy (n° 618) tendant à modifier l'article 48 du Code des pensions militaires d'invalidit'e et des victimes de la guerre; 2° de M. Minjoz et plusieurs de ses coll'gues (n° 1468) tendant à modifier l'article 48 du Code des pensions militaires d'invalidit'e et des victimes de la guerre afin de permettre aux veuves de guerre remari'ees et à nouveau veuves de percevoir leur pension primitive; 3° de M. Furaud et plusieurs de ses coll'gues (n° 1827) tendant à modifier le d'ecret n° 51-469 du 24 avril 1951 portant codification des textes l'egislatifs concernant les pensions militaires d'invalidit'e, les diverses pensions d'invalidit'e soumises à un r'egime analogue, les droits et avantages attach'és à la qualit'e d'ancien combattant ou de victime de la guerre; 4° de M. Tourn'et et plusieurs de ses coll'gues (n° 3901) tendant à accorder le b'enefice à pension aux veuves de guerre remari'ees redevenues veuves, une fois qu'elles ont atteint l'age de 60 ans, n° 6071. — Le 6 mai 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur : 1° la proposition de loi de M. Albert Schmitt et plusieurs de ses coll'gues (n° 6298) tendant à modifier l'article 16 de la loi du 20 septembre 1948 portant r'eforme du r'egime des pensions civiles et militaires; 2° la proposition de r'esolution de M. Blachette et plusieurs de ses coll'gues (n° 4646) tendant à inviter le Gouvernement à modifier certaines dispositions de l'article 16 (d'ecompte des annuit'es liquidables) de la loi du 20 septembre 1948 portant r'eforme des pensions civiles et militaires, n° 8390. — Le

30 juin 1954, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 7526) de M. Gau tendant à modifier le premier paragraphe de l'article 11 du d'ecret n° 49-748 du 7 juin 1949 portant fixation du statut et des effectifs des personnels de l'administration des eaux et for'ets pris en charge par le fonds forestier national, n° 8790. — Le 10 ao'ut 1954, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 8103 rectifi'e) relatif à l'am'énagement de la Durance, n° 9111. — Le 26 ao'ut 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur : 1° la proposition de loi (n° 8343) de M. Delachenal tendant à modifier l'article 21 de la loi n° 53-1340 du 31 d'ecembre 1953 sur les pensions des veuves de guerre; 2° la proposition de loi (n° 8491) de M. Devemy et plusieurs de ses coll'gues tendant à accorder aux veuves de guerre remari'ees, s'epar'ees de fait de leur second mari, le b'enefice des dispositions de l'article 21 de la loi n° 53-1340 du 31 d'ecembre 1953, leur permettant de recouvrer, dans certaines conditions, l'int'egralit'e de leur droit à pension, n° 9188. — Le 2 avril 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 7875) de M. Devemy, Mme Poinso-Chapuis et M. Lecanuet tendant à faire b'eneficier les infirmieres de la Croix-Rouge mises à la disposition du service de sant'e pendant la guerre de 1914-1918, des avantages accord'és aux anciens combattants au point de vue de l'ancienn'et'e et du calcul de la pension de retraite par les lois des 14 avril 1924 et 20 septembre 1948, n° 10616.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au d'evveloppement des cr'edits de fonctionnement des services civils en 1952; AGRICULTURE, Chap. 1190 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre relatif au contr'ole des lois sociales (Retraite vieillesse agricole)* [21 novembre 1951] (p. 8266) ; *le retire* (ibid.); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion g'enerale (Ses observations sur le blocage des cr'edits pour l'equipement agricole)* [8 juillet 1952] (p. 3676) ; *Ses observations sur l'augmentation des pr'ets agricoles* (p. 3704); — du projet de loi portant fixation du budget des PRESTATIONS FAMILIALES agricoles; Art. 4 : *Amendement de*

M. L. Lambert tendant à fixer les cotisations des exploitants agricoles au même taux en 1953 qu'en 1952 [29 janvier 1953] (p. 651); — d'une proposition de résolution relative au recensement des victimes de guerre : *Discussion générale (Ses observations sur le recensement des ayants droit à la date du 15 août 1953)* [27 mars 1953] (p. 2463). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées en vue du redressement du marché des produits laitiers, de leur stockage, et de la suppression totale des scandaleuses importations [13 octobre 1953] (p. 4243); la développe : *Découragement des paysans dû au « manque de loyauté » gouvernemental; Exemple des produits laitiers (Marges excessives, importations abusives.); Remèdes nécessaires (Équipement rural, formation professionnelle, organisation des exportations); Problème du bois; Des bouilleurs de cru; Du régime social* [16 octobre 1953] (p. 4334, 4335). — Prend part à la discussion : du projet de loi établissant le plan quadriennal pour les anciens combattants et les victimes de guerre : *Discussion générale (Insuffisance des revalorisations prévues, extinctions de droits chaque année pouvant compenser les taux plus élevés accordés)* [5 décembre 1953] (p. 6063); Art. 22 bis : *Octroi de la retraite du combattant aux insoumis et déserteurs (Sort des déserteurs en U.R.S.S.)* [6 décembre 1953] (p. 6110); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Etat A, Chap. 3102 : *Indemnités de l'administration centrale (Personnel des délégations départementales)* [6 décembre 1953] (p. 6150). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour assurer le financement et le développement de l'électrification rurale [1^{er} avril 1954] (p. 1632). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au régime de l'allocation de vieillesse agricole : *Discussion générale (Versement incombant à la caisse nationale vieillesse agricole)* [21 juillet 1954] (p. 3497); *Contre-projet de Mme Laissac (Financement des lois sociales en agriculture par la création d'une taxe statistique sur la fortune; Exploitation de caractère familial; Diminution du prix du blé)* [28 juillet 1954] (p. 3676, 3677); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954, Art. 13 : *Baisse sur le matériel*

agricole au moyen d'une subvention ou d'une détaxe [13 août 1954] (p. 4189, 4190); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'équilibre financier, l'expansion économique et le progrès social, Article unique : *Amdement de M. Baylet (Création du fonds d'allégement et de financement en matière d'adduction d'eau)* [13 août 1954] (p. 4193); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance, en qualité de Rapporteur pour avis : *Avantages du barrage de Serre-Ponçon pour l'agriculture* [13 août 1954] (p. 4229). — Dépose une demande d'interpellation sur l'allocation vieillesse agricole et les prestations familiales [10 novembre 1954] (p. 4872). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 3101 : *Impôt sur le lait et sur les vaches laitières* [25 novembre 1954] (p. 5424, 5425); *Son amendement indicatif (Suppression de la taxe de statistique alimentant le fonds d'allocation vieillesse agricole)* (p. 5427, 5428); Chap. 3171 : *Parité du personnel du génie rural avec celui des ponts et chaussées* [26 novembre 1954] (p. 5472); Chap. 3181 : *Situation des agents techniques des eaux et forêts* (p. 5473, 5474); Chap. 3403 : *Détaxe des engrais et des carburants agricoles* (p. 5476); Etat A, Chap. 4333 : *Apprentissage agricole et horticole, Demande de disjonction de M. Méhuignerie* [26 novembre 1954] (p. 5494); de ce projet de loi en deuxième lecture, Etat A, Chap. 3101 : *Agents techniques, ingénieurs du génie rural* [27 janvier 1955] (p. 321); Chap. 4652 : *Crédit agricole et remembrement* (p. 324); *Son article additionnel (Industrie laitière et taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 335, 336); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 3101 : *Plan quadriennal, veuves, rapport constant, conseils de réformes, emplois réservés, petites pensions d'invalidité, retraite du combattant* [9 mars 1955] (p. 1223, 1224); *Son amendement indicatif (Assimilation des militaires tués en Indochine ou en Afrique du Nord)* (p. 1230); *Son amendement indicatif (Caisse d'allocations familiales des veuves de guerre non salariées)* (p. 1230, 1231); *Amdement indicatif de M. Schaff (Prêt hypothécaire aux victimes de la guerre)* (p. 1236); Chap. 3111 : *Amdement indicatif de M. Schaff (Chiens des*

aveugles) (p. 1236); Chap. 4621 : *Orphelins des anciens combattants d'Indochine* [10 mars 1955] (p. 1291, 1293); Chap. 4622 : *Allocations spéciales aux veuves de guerre* (p. 1297); *Son article additionnel (Rétablissement de la pension de veuve de guerre en faveur des veuves séparées de corps à leur profit)* [11 mars 1955] (p. 1365); *Son article additionnel (Allocation d'ascendant)* (p. 1365). = S'excuse de son absence [9 novembre 1951] (p. 7870), [1^{er} avril 1952] (p. 1700), [6 novembre 1952] (p. 4774). = Obtient des congés [9 novembre 1951] (p. 7870), [1^{er} avril 1952] (p. 1700), [6 novembre 1952] (p. 4774).

MOUSTIER (M. Roland de), *Député du Doubs (R.I.)*.

Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

(Cabinet MENDÈS-FRANÇO)

du 3 septembre 1954 au 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5906). = Est nommé Secrétaire de la Commission des affaires étrangères [19 juillet 1951] (**F. n° 7**); [22 janvier 1953] (**F. n° 217**); [9 février 1954] (**F. n° 343**). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [28 mars 1955] (**F. n° 517**); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [28 mars 1955] (**F. n° 517**); — Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie : de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [3 février 1955] (**F. n° 226**); de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [25 mai 1954] (**F. n° 391**); — Est nommé membre suppléant pour représenter la France à l'Assemblée Consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [3 août 1951] (**F. n° 17**).

Dépôts :

Le 26 février 1954, un rapport au nom de la Commission de la presse sur les propositions de loi : 1° de M. Gosset (n° 2398), tendant à modifier la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information ; 2° de M. de Léotard et plusieurs de ses collègues (n° 3053) tendant à abroger la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, **n° 7919**. — Le 4 mars 1954, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 3767) autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la Convention générale entre la France et l'Italie sur la sécurité sociale, signé le 28 décembre 1950, **n° 7966**. — Le 4 mars 1954, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 4721) autorisant le Président de la République à ratifier l'avenant à la Convention générale entre la France et l'Italie sur la sécurité sociale signé le 13 juin 1952, **n° 7967**. — Le 20 juillet 1954, un rapport au nom de la Commission de la presse sur l'avis (n° 8883) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale (in-8° n° 1377) tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, **n° 8900**.

Interventions :

Est élu *Membre suppléant de l'Assemblée consultative européenne* [3 août 1951] (p. 6243); — Est entendu sur une communication du Gouvernement sur sa politique extérieure : *Son rappel au règlement (Organisation des débats de politique étrangère)* [30 août 1951] (p. 6664). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur l'importance du traité dans l'histoire de l'unification de l'Europe, les conditions de la répartition du charbon et de l'acier, l'infériorité économique de la France, la folie de vouloir contraindre l'Allemagne* [6 décembre 1951]

(p. 8888 et suiv.) ; *Ses observations sur la cokerfection en Lorraine* [7 décembre 1951] (p. 8942) ; *Motion de M. Pierre André d'ajournement de la ratification du traité* (p. 8973). — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953. EXTÉRIEUR : *Motion préjudicielle de M. Montdat tendant à surseoir au débat (Lettre de Mme London)* [13 décembre 1952] (p. 6314). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Ses explications de vote sur la question de confiance, recours de l'opposition aux interpellations, danger d'une crise pour la conférence de Genève, hommage aux combattants de Dien-Bien-Phu* [6 mai 1954] (p. 2149, 2150). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au transfert et à la dévolution des biens d'entreprises de presse, en qualité de Rapporteur : *Nécessité de modifier la loi du 11 mai 1946, définition des biens de presse, constitution d'un secteur public d'impression, indemnisation des anciens propriétaires et des actionnaires de bonne foi* [7 mai 1954] (p. 2192 et suiv., 2200) ; Art. 1^{er} : Amendement de Mme François (*Attribution des biens de presse qui n'ont pas été transférés*) (p. 2203) ; Amendement de M. Delbez (*Définition des biens de presse*) (p. 2203) ; Art. 2 : Attribution des biens de presse ; *Motion incidente de M. Patinaud et examen des conséquences financières de la proposition* (p. 2204) ; Art. 2 : Attribution des biens de presse : Amendements de MM. Delbez et Cague (*Contrats de location et d'impression ; Composition de la Commission de répartition des biens de presse*) (p. 2218) ; Art. 3 : Amendement de M. Lanet (*Dévolution des biens de presse aux sociétés créées depuis le 1^{er} janvier 1953*) (p. 2220) ; Amendement de M. Patinaud (*Attribution des biens de presse à la S.N.E.P. à défaut d'accord sur leur dévolution*) (p. 2221) ; Amendement de M. André Hugues (*Protection des petits journaux et partage des biens entre les entreprises utilisatrices*) (p. 2221) ; Amendement de M. Patinaud (*Entreprise attributaire et entreprises co-utilisatrices ; Inconvénients du dépôt des amendements en séance*) (p. 2222, 2223) ; Amendement de M. Badie (*Extension du bénéfice de la loi au journal constitué par un ancien déporté ou un résistant*) (p. 2225) ; Art. 9 : Amendement de M. Isorni (*Extension du bénéfice des accords aux entreprises dont les*

biens n'ont été que partiellement confisqués) (p. 2230) ; Article additionnel de M. Bernard Manceau (*Libération de la presse de l'emprise des trusts*) [11 mai 1954] (p. 2299) ; Art. 10 : Amendement de M. Bouthien (*Fixation du prix des biens attribués d'après la valeur vénale de liquidation*) (p. 2301) ; Art. 10 : Amendement de M. Delbez (*Évaluation des biens incorporels*) (p. 2303) ; Amendement de M. Delbez (*Suppression du 4^e alinéa, révision de l'indemnité du fait de variations monétaires éventuelles*) (p. 2305) ; Article additionnel de M. Manceau (*Mise sous séquestre de l'Humanité*) (p. 2307) ; Art. 12 : Amendement de M. Bouthien (*Existence d'un secteur public d'impression rentable*) (p. 2309) ; Art. 11 : Amendement de M. Bouthien (*Décision sur les biens non attribués à un journal de la Résistance*) [20 mai 1954] (p. 2538) ; Art. 15 : Amendement de M. de Pierrebourg (*Indemnisation du matériel existant lors de la mise sous séquestre*) (p. 2541) ; Art. 17 : Amendement de M. Patinaud (*Rôle de la S.N.E.P.*) (p. 2542) ; Art. 18 : Amendement de M. Isorni (*Présomption de bonne foi en faveur des prisonniers, veuves de guerre et orphelins*) (p. 2543) ; Art. 20 : Amendement de M. Grimaud (*Indemnités de congédiement aux ouvriers*) (p. 2544) ; Article additionnel de M. Gosset (*Emploi des journalistes titulaires de la carte de la Résistance*) (p. 2545, 2546) ; Art. 24 : Amendement de M. Delbez (*Décrets et arrêtés ayant fait l'objet d'un recours contentieux*) (p. 2548, 2549) ; Art. 27 : Amendement de M. Dorey (*Exemption d'impôt sur les indemnités de licenciement en faveur du personnel*) (p. 2552) ; Art. 30 : Amendement de MM. Guérard et Patinaud (*Composition du Conseil supérieur des entreprises de presse*) (p. 2554) ; Article additionnel de M. Bernard Manceau (*Exclusion des entreprises de presse ayant encouragé les ennemis de la nation et les rebelles*) (p. 2555) ; Second article additionnel de M. Bernard Manceau (*Exclusion des entreprises de presse ayant constitué des trusts*) (p. 2555) ; Article additionnel de M. de Léotard (*Exclusion des entreprises de presse ayant provoqué les militaires à la désobéissance*) (p. 2556) ; Sa demande de renvoi en commission de l'article additionnel de M. de Léotard (p. 2557) ; Ses explications de vote (*Possibilité pour le groupe communiste de déposer un amendement excluant sa presse du bénéfice de la loi*) (p. 2560) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la

République, en qualité de *Rapporteur* [20 juillet 1954] (p. 3449); Art. 3 : *Amendement de M. André Hugues (Partage des biens selon l'importance des journaux)* (p. 3450); Art. 6 : *Amendement de M. Patinaud tendant à supprimer les deux derniers alinéas de cet article; Pré-répartition des biens de presse* (p. 3451); Art. 10 : *Amendement de M. de Léotard (Superarbitrage confié au premier Président de la Cour d'appel)* (p. 3453); Art. 29 : *Amendement de M. Bernard Manceau tendant à supprimer le dernier alinéa relatif au remboursement des frais engagés par la Société nationale des entreprises de presse* (p. 3457); Art. 31 : *Abrogation de toutes dispositions contraires à celles de la présente loi* (p. 3457, 3460); — des interpellations concernant la situation générale en Indochine : *Pour une politique compréhensive en Afrique du Nord (D'accord avec M. Mendès-France)* [9 juin 1954] (p. 2854); — du projet de loi relatif à la Communauté européenne de défense : *Son rappel au règlement (Durée de la suspension de séance)* [30 août 1954] (p. 4459); *Opinion de la minorité de la Commission des affaires étrangères, sur la motion préjudicielle de M. Chupin, raisons de sa confiance au Gouvernement, recherche d'une conciliation au sein de l'Assemblée* (p. 4460, 4461). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères* (Cabinet Mendès-France) [3 septembre 1954] (*J.O.* du 4 septembre 1954, p. 8550).

En cette qualité :

Prend part à la discussion au fond des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Su réplique à M. Casanova sur l'absence de M. Mendès-France* [7 octobre 1954] (p. 4582). — Répond à une question de M. Edouard Bonnefous, sur le recours éventuel aux armes atomiques [26 novembre 1954] (p. 5461, 5462). — Prend part : au débat d'interpellations sur l'affaire des fuites intéressant la Défense nationale : *Son témoignage touchant les négociations de Londres (Manœuvres et calomnies françaises contre les représentants de la France)* [3 décembre 1954] (p. 5774); — à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Affaires étrangères (SERVICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES) pour 1955 : *Négociations économiques et politiques avec l'étranger* [6 décembre 1954] (p. 5853, 5854); Etat A, Chap. 31-01 : *Directeurs généraux du Ministère des Affaires*

étrangères, vacances d'emplois au Ministère des Affaires marocaines et tunisiennes, délégué français auprès du Conseil de l'Europe, emploi confié à M. Géraud Jouve (p. 5854, 5855); Chap. 31-02 : *Indemnités pour vacation aux membres des diverses Commissions, indemnité au conservateur du domaine de la Celle-Saint-Cloud* (p. 5855); Chap. 31-11 : *Services à l'étranger (multiplication du nombre des emplois de Ministre plénipotentiaire, création d'une nouvelle légation au Yémen, rémunération de nos agents à l'étranger)* (p. 5855, 5856); Chap. 31 13 : *Rémunération des auxiliaires à l'étranger* (p. 5859, 5860); Chap. 34-11 : *Frais de voyage et de transport de mobilier* (p. 5860); Chap. 34-95 : *Remise aux Allemands des archives des camps de déportation* (p. 5860); Chap. 42-22 : *Relations culturelles avec l'étranger (grandes tournées théâtrales, diffusion de films, congrès scientifiques)* (p. 5861); Chap. 42-23 : *Assistance technique bilatérale (Stations agricoles au Liban)* (p. 5863); Chap. 42-31 : *Amendement de M. F. Grenier (Laboratoire européen de recherches nucléaires)* (p. 5864); *Contribution de la France au regroupement des réfugiés arabes de Palestine* (p. 5865); Chap. 42-33 : *Amendement indicatif de M. de Villeneuve (Assistance à la Libye; maintien des forces françaises au Fozzan)* (p. 5867, 5868); Chap. 46-92 : *Frais de rapatriement* (p. 5869); Etat B, Chap. 57-10 : *Achat et aménagement d'immeubles diplomatiques et consulaires (Installation à Paris du siège de l'O. T. A. N., prix du terrain du boulevard Lannes, siège de l'U. N. E. S. C. O., construction à Paris d'un grand centre européen de conférences internationales)* (p. 5870); III. SERVICES FRANÇAIS EN SARRE : *Situation du personnel non titulaire de la mission française en Sarre* (p. 5877); *Article additionnel de M. Vendroux (Intégration dans les emplois permanents de la fonction publique des agents temporaires des services français en Sarre) oppose l'article 68 du règlement* (p. 5878). — Répond à une question de M. Dronne sur le rôle de l'ambassadeur de France à New-Delhi [17 décembre 1954] (p. 6500). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES pour 1955, Etat A, Chap. 34-11 : *Remboursement de voyages* [28 janvier 1955] (p. 366); Chap. 42-22 : *Convention culturelle franco-allemande, congrès international d'anatomie*

(p. 367). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] (p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072).

En qualité de Député :

Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement au Maroc [22 juin 1955] (p. 3224). — Développe sa demande d'interpellation déposée le 22 juin 1955 sur la politique du Gouvernement au Maroc : *Le désaccord au sein du Gouvernement et ses conséquences (Action du lobby marocain, manquements graves à la discipline militaire, vote de l'O. N. U.) ; les préalables et le vrai problème : L'octroi des libertés essentielles* [6 octobre 1955] (p. 4812 à 4814) ; *Attitude de l'O. N. U. à l'égard de M. Mendès-France en 1954 ; fonctionnaires français du Maroc* (p. 4813) ; *Achat de Maroc-Press* [8 octobre 1955] (p. 4942).

MOULTON (M. Adrien), *Député des Bouches-du-Rhône* [2^e circonscription] (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [29 février 1952] (F. n° 112).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à substituer aux mots « personnes contraintes » les mots « déportés du travail », dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 : **n° 178**. — Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier : 1° l'article 11 de la loi n° 50-956 du 8 août 1950 relevant le taux de base de la retraite du combattant ; 2° l'article 9 de la loi n° 51-632 du 24 mai 1951 relatif à la revalorisation de la retraite du combattant, **n° 216**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décoordonner la ligne Arles—Port-Saint-Louis-du-Rhône pour permettre une liaison par autorail entre ces deux villes, **n° 418**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à relever à 48.000 francs le montant maximum des retraites mutualistes dont bénéficient les

anciens combattants et les ayants cause des combattants morts pour la France par la modification de l'article 174 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, **n° 566**. — Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les invalides militaires du temps de paix des mêmes barèmes et avantages que ceux des mutilés de guerre par l'octroi de l'article 65 de la loi du 31 mars 1919, repris aux articles 12 et 13 du Code des pensions (décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947), **n° 603**. — Le 13 novembre 1951, une proposition de loi tendant au paiement intégral des soldes dues aux officiers, sous-officiers et soldats bénéficiaires de soldes mensuelles pendant leur captivité et à l'abrogation des articles 13 et 14 de l'ordonnance n° 45-948 du 11 mai 1945, **n° 1508**. — Le 14 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire un premier crédit de 100 millions pour venir en aide aux victimes des inondations et intempéries du département des Bouches-du-Rhône, **n° 1519**. — Le 14 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à affecter les bénéfices de la loterie nationale au financement de l'augmentation de la retraite du combattant en faveur de tous les bénéficiaires, **n° 1535**. — Le 21 novembre 1951, une proposition de loi tendant à attribuer aux mutilés de guerre résidant en province des réductions de tarifs sur la Régie autonome des transports parisiens sur présentation de leur carte nationale d'invalidité, **n° 1653**. — Le 21 novembre 1951, une proposition de loi tendant à exonérer totalement des droits du permis de pêche les grands invalides de guerre bénéficiaires de la loi du 22 mars 1935, modifiée par le décret-loi du 17 juin 1938, **n° 1655**. — Le 22 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 68 du Code des pensions militaires d'invalidité (décret n° 51-469 du 24 avril 1951), **n° 1682**. — Le 23 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le droit à retraite anticipée aux fonctionnaires agents et ouvriers, anciens combattants, de l'Etat, des services publics et assimilés par la remise en vigueur des dispositions essentielles du décret du 17 juin 1938 et des lois sur le dégage ment des cadres, **n° 1697**. — Le 11 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser

le remboursement avant terme des titres souscrits au compte du prélèvement exceptionnel, aux victimes des inondations, à accorder à ces sinistrés, et sur leur demande, la remise totale des sommes dues au titre de cette loi, et à autoriser les caisses de crédit agricole à consentir sur ces titres des prêts aux sinistrés, **n° 1941**. — Le 21 décembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-714 du 7 juin 1951 relative aux conditions de dégage- ment des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'État, **n° 2172**. — Le 9 janvier 1952, une proposition de loi tendant à évincer des opérations de la « révision des pensions dites abusives », celles qui furent attribuées par décision de justice, **n° 2381**. — Le 15 janvier 1952, une proposition de loi tendant à étendre les lois n° 50-1427 du 18 novembre 1950 et n° 51-1050 du 29 août 1951, relatives au cumul d'une pension de retraite avec un traitement d'activité aux retraités de la Société nationale des chemins de fer français, **n° 2416**. — Le 5 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre les avantages de l'article 9 de la loi du 29 octobre 1921 aux bénéficiaires du Code des pensions militaires d'invalidité qui empruntent les lignes de transports publics par cars, venant en remplacement des lignes de chemin de fer, **n° 2487**. — Le 8 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier d'une réduction sur le prix de l'essence, les grands mutilés de guerre, propriétaires d'un véhicule automobile, **n° 2588**. — Le 8 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des réductions de tarif d'assurance automobile aux grands mutilés et aux grands invalides de guerre, se déplaçant difficilement, **n° 2589**. — Le 25 février 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux pensionnés de guerre et aux ayants cause bénéficiaires du Code des pensions militaires d'invalidité, le cumul de leurs pensions avec l'allocation temporaire aux catégories sociales économiquement faibles, **n° 2787**. — Le 29 février 1952, une proposition de loi tendant à améliorer la situation des ascendants des militaires morts pour la France, **n° 2861**. — Le 29 février 1952, une proposition de loi tendant à accorder une somme forfaitaire de 15.000 fr. aux bénéficiaires du statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en

territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi, pour l'indemnisation des pertes de biens, **n° 2863**. — Le 21 mars 1952, une proposition de loi tendant à attribuer la carte du combattant aux militaires des régiments territoriaux, du train des équipages, brancardiers, génie, observateurs en avion, aérostiers, marins du commerce, qui ont occupé des points stratégiques en France ou sur les théâtres d'opérations extérieurs de 1914 à 1918, **n° 3024**. — Le 21 mars 1952, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 à toutes les veuves de guerre, aux victimes civiles de la guerre, aux veuves des pensionnés hors guerre, aux pensionnés implaçables et aux ascendants qui ne sont pas déjà assurés sociaux, **n° 3025**. — Le 8 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour la publication, dans le premier trimestre 1952, du décret d'administration publique concernant le paiement des deux premières tranches du pécule aux ayants cause des prisonniers de guerre morts en captivité ou des suites de la captivité et pour le paiement de la première tranche du pécule aux anciens prisonniers de guerre, **n° 3225**. — Le 8 avril 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de résolution : 1° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 2588) tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier d'une réduction sur le prix de l'essence, les grands mutilés de guerre, propriétaires d'un véhicule automobile ; 2° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 2589) tendant à inviter le Gouvernement à accorder des réductions de tarif d'assurance automobile aux grands mutilés et aux grands invalides de guerre, se déplaçant difficilement, **n° 3243**. — Le 27 mai 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 8 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, **n° 3460**. — Le 5 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2863) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une somme forfaitaire de 15.000 francs aux bénéficiaires du statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi, pour l'indemnisation des pertes de biens, **n° 3577**. — Le 10 juin 1952,

un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 3225) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour la publication, dans le premier trimestre 1952, du décret d'administration publique concernant le paiement des deux premières tranches du pécule aux ayants cause des prisonniers de guerre morts en captivité ou des suites de la captivité; et pour le paiement de la première tranche du pécule aux anciens prisonniers de guerre, n° 3614. — Le 19 juin 1952, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 566) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à relever à 48.000 francs le montant maximum des retraites mutualistes dont bénéficient les anciens combattants et les ayants cause des combattants morts pour la France par la modification de l'article 174 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, n° 3722. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions nécessaires pour que les tuberculeux pensionnés de guerre à 100 0/0 perçoivent, chez eux, l'indemnité de soins, pendant la durée des permissions qui leur sont accordées par les établissements où ils sont en traitement, n° 4073. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger la circulaire 526 E. M. P. du 11 août 1951 et à établir à 65 0/0 minimum le taux de pension affecté à la gastrectomie, n° 4074. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours d'urgence de 5 millions aux pêcheurs de l'étang de Berre, en raison des dommages occasionnés à leur industrie, à la suite d'un déversement massif de mazout dans cet étang, n° 4077. — Le 7 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget de 1953 une somme de 4 milliards pour l'indemnisation des pertes de biens subies par les bénéficiaires de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951, relative au statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi, n° 4314. — Le 21 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à majorer, par lettre rectificative, les crédits prévus au projet de

budget du Ministère des Anciens combattants pour l'exercice 1953, afin de satisfaire les revendications les plus urgentes des victimes de guerre et de mettre en application les statuts votés par le Parlement concernant certaines catégories d'entre elles, n° 4416. — Le 23 octobre 1952, une proposition de loi tendant à suspendre les licenciements et les mutations des travailleurs des centres de révision Air-France de Marignane, Toulouse et Le Bourget, à maintenir ces centres et leurs activités au sein de la Compagnie nationale Air-France, n° 4475. — Le 28 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un conseil de prud'hommes à Arles-sur-Rhône, n° 4519. — Le 18 novembre 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 instituant des bonifications d'ancienneté pour les personnes ayant pris une part active et continue à la Résistance et prévoyant des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics (décret n° 52-657 du 6 juin 1952), n° 4787. — Le 24 janvier 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à effectuer sans délais la reconstruction du pont ferroviaire de la ligne Arles—Lunel sur le Rhône, à Arles, n° 5368. — Le 5 février 1953, une proposition de loi tendant à étendre aux prisonniers civils déportés et internés de la guerre 1914-1918 le bénéfice des divers statuts concernant les déportés et internés résistants et politiques de la guerre 1939-1945 et du statut des personnes contraintes au travail en pays ennemi, annexé par l'ennemi ou occupé par l'ennemi, n° 5500. — Le 27 février 1953, une proposition de loi tendant à annuler le décret n° 53-132 du 20 février 1953 bloquant une somme de 150 millions sur le budget des anciens combattants, n° 5710. — Le 12 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 178) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à substituer aux mots « personnes contraintes » les mots « déportés du travail », dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951, n° 5843. — Le 26 mars 1953, une proposition de loi tendant à étendre aux agents des services publics concédés le bénéfice de la loi n° 53-89 du 7 février 1953 relative à la réparation des préjudices de carrière, n° 6034. — Le 2 juillet 1953, une proposition de loi tendant à pro-

ger jusqu'au 31 août 1954 le délai de forclusion pour le dépôt des demandes d'attribution de la carte de personne contrainte au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi, ou en territoire français annexé par l'ennemi, n° 6434. — Le 13 octobre 1953, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, aux veuves de guerre et à toutes personnes qui ont prêté assistance, en tant que tierce personne, conformément à l'article 10 de la loi du 31 mars 1919, aux grands invalides de guerre du vivant de ces derniers, n° 6852. — Le 13 octobre 1953, une proposition de loi tendant : 1° à l'abrogation du décret n° 53-718 du 9 août 1953 relatif à la « liquidation et au règlement d'indemnités allouées aux victimes de guerre » ; 2° à la liquidation effective et au règlement effectif desdites indemnités, n° 6853. — Le 11 décembre 1953, une proposition de loi tendant à prendre les mesures qui s'imposent devant les répercussions du pool charbon-acier dans l'industrie charbonnière et notamment dans le bassin de Provence par l'achèvement de la construction de l'usine de Rousset et la construction d'une centrale gazière dans ce bassin, n° 7450. — Le 31 décembre 1953, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 62 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953 relatif au fonctionnement des associations syndicales de reconstruction, n° 7556. — Le 9 février 1954, une proposition de loi tendant à accorder une somme de 20 millions au comité des fêtes d'Arles-sur-Rhône pour la commémoration du bi-millénaire de la ville d'Arles et le centenaire du Félibrige, n° 7711. — Le 12 février 1954, une proposition de loi tendant à fixer à 20 francs le taux de remboursement du mark de camp aux anciens prisonniers de guerre, déportés politiques et déportés du travail, n° 7765. — Le 18 février 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 2694) de M. Dufour et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux anciens combattants, pensionnés à titre définitif pour maladie contractée à l'unité combattante, le droit à la Médaille militaire et à la Légion d'honneur, dans les mêmes conditions que pour les pensionnés pour blessures de guerre, n° 7802. — Le 25 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application le projet de réaménagement de la traversée de Martigues

(Bouches-du-Rhône), n° 8143. — Le 26 mars 1954, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les anciens combattants prisonniers de guerre évadés de certains avantages, n° 8161. — Le 1^{er} avril 1954, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 7765) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à fixer à 20 francs le taux de remboursement du mark de camp aux anciens prisonniers de guerre, déportés politiques et déportés du travail, n° 8227. — Le 5 août 1954, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 178) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à substituer aux mots « personnes contraintes » les mots « déportés du travail » dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951, n° 9069. — Le 24 novembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures nécessaires en vue de réintégrer les agents civils et militaires de l'État, licenciés sous l'occupation, en application de la circulaire ministérielle n° 5266 du 26 août 1940 et de l'acte dit loi du 12 mai 1941, n° 9564. — Le 8 décembre 1954, une proposition de loi tendant : 1° à modifier et compléter la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953 ; 2° à améliorer la situation des anciens combattants et victimes de guerre, n° 9671. — Le 4 février 1955, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 178) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à substituer aux mots « personnes contraintes » les mots « déportés du travail », dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951, n° 10110. — Le 31 mars 1955, une proposition de loi tendant à faire entrer en ligne de compte pour la retraite le temps de service accompli dans les mines par certains mutilés de guerre anciens mineurs qui, par suite d'infirmités, ont dû recourir, en vertu de la loi du 30 janvier 1923, à un emploi réservé dans une administration de l'État, collectivités départementales ou locales et services publics, n° 10588. — Le 1^{er} avril 1955, une proposition de loi tendant à permettre aux anciens combattants titulaires de la carte qui désirent cesser toute activité salariée à 60 ans, de bénéficier du taux de pension de 40 0/0 du salaire de base pour la pension vieillesse de la sécurité sociale, taux prévu pour tous les salariés âgés de 65 ans, n° 10604 (rectifié). —

Le 25 mai 1955, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les agents, non titulaires, de l'Etat et des services publics, départementaux et communaux, anciens combattants 1939-1945 ou résistants, de certains avantages concernant la titularisation et l'ancienneté, **n° 10835**. — Le 29 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, rejetée par le Conseil de la République, tendant à remplacer, dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951, les mots « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots « travailleurs déportés », **n° 11384**. — Le 11 octobre 1955, une proposition de loi tendant à rendre applicable aux ouvriers des professions agricoles ou forestières le bénéfice des dispositions de l'article 16 de la loi du 1^{er} juillet 1938 relative aux accidents du travail, **n° 11580**. — Le 11 octobre 1955, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les salariés des professions agricoles et forestières des dispositions de l'article 73 de l'ordonnance du 10 octobre 1945 relatif à l'assurance-décès, **n° 11581**. — Le 11 octobre 1955, une proposition de loi tendant à attribuer à la veuve d'un mutilé à 100 0/0 une rente égale à celle attribuée à la veuve d'un accidenté du travail, **n° 11582**. — Le 25 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier certains articles de la loi n° 50-1027 du 22 août 1950 établissant le statut du réfractaire, **n° 11705**. — Le 25 octobre 1955, une proposition de loi tendant à assurer aux curistes, victimes civiles de guerre, le remboursement de leurs frais de séjour, **n° 11706**. — Le 25 novembre 1955, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 11823) de M. François Benard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les conditions d'attribution du pécule en faveur des anciens combattants prisonniers de guerre évadés et de leurs ayants cause, **n° 11987**.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 700 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du*

combattant (Insuffisance de la revalorisation) [27 novembre 1951] (p. 8513) ; Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant (Affectation des bénéfices de la loterie nationale aux anciens combattants) (p. 8513) ; Demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif à la retraite du combattant, présentée par M. Le Couatler (p. 8517) ; Chap. 1000 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Application du statut des déportés du travail) (p. 8524, 8525) ; Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Remboursement des marks aux anciens prisonniers et déportés) (p. 8525, 8526) ; Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national des invalides (Concentration des services du Ministère à l'Hôtel des Invalides) (p. 8547) ; Chap. 31-10 : Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire les crédits pour remboursements à la S. N. C. F. (Réductions de tarifs pour pèlerinages sur les tombes) (p. 8549) ; Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Augmentation des prêts aux anciens combattants) (p. 8552) ; Chap. 50-29 : Amendement de M. Ribère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les fêtes nationales (Commémoration de l'anniversaire du 8 mai 1945) (p. 8556) ; Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion en attendant le dépôt d'une lettre rectificative (p. 8657) ; INTÉRIEUR, Chap. 60-00 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour secours d'extrême urgence (victimes des inondations du Vaucluse) [29 novembre 1951] (p. 8637, 8638) ; Nouveau texte de la Commission et motion préjudicielle de M. Bégouin [13 décembre 1951] (p. 9117, 9118) ; Sa motion préjudicielle demandant la revalorisation de certaines pensions (p. 9131, 9132) ; Chap. 60-40 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule aux prisonniers de guerre (Retard du paiement du pécule) (p. 9132, 9133) ; Chap. 700 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite des anciens combattants (Insuffisance de la retraite) (p. 9136) ; Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 9164) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, amendé par le Conseil de la République : Ses explications de vote sur l'ensemble [30 décembre 1951] (p. 10175).

— Est entendu : sur les propositions de la conférence des présidents : *Débat sur l'écrêtement de l'Allemagne* [4 décembre 1951] (p. 8761) ; — sur une question posée par M. Lucien Lambert, relative aux inondations dans le Sud Est [25 janvier 1952] (p. 381). — Dépose une demande d'interpellation sur la non-application du statut des réfractaires et le retard apporté à l'application de la loi établissant le statut des déportés du S. T. O. [19 février 1952] (p. 798). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au pécule des déportés et internés politiques : *Discussion générale (Application du statut des déportés prévoyant un pécule pour les déportés en Allemagne)* [18 mars 1952] (p. 1354, 1352). — Dépose une demande d'interpellation sur la mise en liberté provisoire, avant toute incarcération du condamné pour collaboration M. Scapini [25 juin 1952] (p. 3196). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 31-21 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements d'enseignement (Intégration des instituteurs adjoints africains)* [8 novembre 1952] (p. 4926) ; Chap. 31-41 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité (Voyage de M. Nyole délégué du Cameroun aux Etats-Unis)* (p. 4929) ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, CHARGES COMMUNES, Etat D, Chap. 46-91 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif aux pensions d'invalidité (Pensions des veuves de guerre)* [27 novembre 1952] (p. 5734, 5735) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Question préalable de M. Deveny* [2 décembre 1952] (p. 5890), Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Application du statut des réfractaires au S. T. O.)* [20 décembre 1952] (p. 6684, 6685) ; Chap. 34-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les loyers et indemnités de réquisition (Hôtel des Invalides)* (p. 6706) ; Titre IV : *Importance du budget des anciens combattants et majoration nécessaire des pensions (Dépôt nécessaire d'une lettre rectificative)* (p. 6713) ; Etat B, Chap. 41-91 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les fêtes nationales (8 mai jour jéré)* (p. 6726) ; Chap. 46-21 : *Son amendement*

tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant (Majoration de la retraite pour les plus de 55 ans) (p. 6733) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Etat A, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 53-30 : *Amendement de M. L. Lambert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les voies de navigation intérieure (Canal de Marseille au Rhône)* [21 décembre 1952] (p. 6944) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Etat B, Chap. 46-22 : *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations provisoires d'attente (Revalorisation de la pension des veuves de guerre)* [24 janvier 1953] (p. 262) ; Chap. 46-25 : *Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnité temporaire aux tuberculeux pensionnés (Indemnités de soins aux tuberculeux)* (p. 273, 274) ; Chap. 46-29 : *Application du statut des déportés du S. T. O.* (p. 279) ; Chap. 46-33 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule des prisonniers de guerre (Réparations payées par l'Allemagne orientale, non-paiement du pécule du prisonnier)* (p. 284, 285) ; Art. 3 : *Amendement de M. Budie tendant à majorer le taux des pensions de veuves et d'ascendants de 5 0/0 et à accorder une allocation de 5.000 fr. aux invalides à 50 0/0* (p. 291) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à interdire tout blocage ou annulation de crédits en cours d'exercice* (p. 294) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 299, 300) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [3 février 1953] (p. 816). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences désastreuses du pool charbon-acier dans le bassin minier de Provence, notamment l'envoi d'un certain nombre d'ouvriers mineurs dans le bassin minier de Charleroi [30 juin 1953] (p. 3174). — Prend part à la discussion : du rapport portant révision de la Constitution ; Art. 5 : *Son amendement tendant à ne permettre qu'exceptionnellement le dépôt de textes sur le bureau du Conseil de la République* [21 juillet 1953] (p. 3678) ; — d'une proposition de loi portant amnistie, amendée par le Conseil de la République ; Art. 15 bis : *Suspension des effets financiers de l'amnistie jusqu'au vote du plan quadriennal*

concernant les victimes de la guerre ; Amendement de M.M. Grimaud et Mignot tendant à la suppression de ce texte rejeté par le Conseil de la République (Insolence des « collabos », retards inadmissibles dans les réparations dues aux victimes de la guerre) [24 juillet 1953] (p. 3930, 3931) ; — du projet de loi établissant le plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de la guerre : Sa motion préjudicielle demandant le renvoi à la Commission pour protester contre l'insuffisance de la première tranche de crédits [5 décembre 1953] (p. 6061, 6062) ; Art. 1^{er} : Motion de M. Tourné tendant à condamner l'emploi de l'article premier de la loi de finances dans le débat (p. 6080) ; Son rappel au règlement (Mauvaises méthodes de travail) [6 décembre 1953] (p. 6102) ; Art. 22 : Son amendement relatif au taux de la retraite du combattant et à l'âge à partir duquel elle est perçue (p. 6108, 6109) ; Art. 22-10 : Pécule des anciens prisonniers de guerre (p. 6114) ; Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 6119, 6120) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Ses explications de vote sur l'ensemble (Insuffisances du texte proposé) [30 décembre 1953] (p. 7055) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Sa motion préjudicielle demandant le dépôt d'une lettre rectificative [6 décembre 1953] (p. 6148) ; Etat A, Chap. 3402 : Remise de l'hôtel des Invalides aux invalides de guerre (p. 6154) ; Chap. 4621 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant (Insuffisance des crédits) (p. 6160) ; le retire (ibid.) ; Chap. 4633 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le pécule des prisonniers de guerre (Échelonnement des paiements sur plusieurs années) (p. 6164, 6165, 6166) ; Chap. 4636 : Pécule des réfractaires et déportés du travail (Revendications des déportés du S.T.O.) [7 décembre 1953] (p. 6170) ; Ses explications de vote sur l'ensemble (Insuffisance du relèvement des pensions) (p. 6184, 6185) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Etat B, Chap. 5320 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les routes et ponts (pont Vauban à Strasbourg) [12 décembre 1953] (p. 6599) ; Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les routes et ponts (pont de Lunel à Arles) [12 décembre 1953] (p. 6599) ; — du projet de loi relatif à

l'aménagement de la Durance : Contre-projet de M. Degoutte (Construction du barrage de Serre-Ponçon) [13 août 1954] (p. 4235) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des Transports et du Tourisme pour 1955 (I. TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME), Etat A, Chap. 45-41 : Son amendement indicatif (Déclassement de la section de ligne de chemin de fer d'Arles à Trinquetaille) [11 décembre 1954] (p. 6149) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955 ; Art 2 : Son amendement (Bénéfices de la Loterie nationale et retraite des combattants de 1939-1945) [28 janvier 1955] (p. 408, 409) ; — d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi, en qualité de Rapporteur [3 mars 1955] (p. 1046, 1047) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955, Etat A, Chap. 31-01 : Remboursement des marks [9 mars 1955] (p. 1223) ; Amendement indicatif de Mme Rose Guérin (Insuffisance numérique du personnel) (p. 1235, 1236) ; Chap. 46-01 : Subventions et secours à des associations et œuvres intéressant les anciens combattants et victimes de la guerre [10 mars 1955] (p. 1284) ; Chap. 46-03 : Son amendement indicatif (Réductions de tarif pour les anciens combattants sur les lignes de car remplaçant les lignes ferroviaires) (p. 1287) ; Chap. 46-21 : Attribution de la carte du combattant aux résistants (p. 1290) ; Chap. 46-22 : Son amendement indicatif (Présomption d'origine pour les jeunes recrues, les prisonniers, les déportés et les résistants) (p. 1299, 1300) ; Chap. 46-25 : Allocations spéciales aux aveugles enrôlés dans la Résistance [11 mars 1955] (p. 1327) ; Chap. 46-32 : Cas des prisonniers de guerre internés au camp de Rawa Ruszka (p. 1341) ; Chap. 46-33 : Pécule des prisonniers de guerre (p. 1342, 1343) ; Chap. 46-36 : Statut du réfractaire (p. 1347) ; Chap. 46-37 : Statut des déportés du travail (p. 1347) ; Art. 7 : Son amendement (Suppression de la forclusion) (p. 1352, 1353) ; Article additionnel de Mme Rose Guérin (Intégration des agents temporaires) (p. 1359) ; Son article additionnel (Prestations familiales des aveugles de la Résistance) (p. 1366) ; Son article additionnel (Application du rapport constant à tous les taux de la retraite du combattant) (p. 1368) ; Son article additionnel (Attribution

de la retraite du combattant à partir de 50 ans) (p. 1368, 1369); *Son article additionnel (Taux d'intérêt du pécule des prisonniers)* (p. 1369); *Son article additionnel (Paiement des impôts avec les titres remis en paiement du pécule aux anciens prisonniers)* (p. 1369); *Son article additionnel (Extension aux anciens combattants des chemins de fer des dispositions relatives aux bonifications de campagne)* (p. 1374); *Ses explications de vote* (p. 1377); de ce projet de loi en deuxième lecture : *Ses explications de vote (Revalorisation des petites pensions, soldes de captivité dues aux prisonniers de guerre)* [1^{er} avril 1955] (p. 2343, 2344). — Dépose une demande d'interpellation sur la main-d'œuvre étrangère de la région d'Arles [21 juin 1955] (p. 3168). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, SECTION DES POUDRES, Chap. 472 : *Son amendement indicatif (Licenciements)* [23 juillet 1955] (p. 4193); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux travailleurs déportés, en qualité de *Rapporteur* [25 octobre 1955] (p. 5234, 5236).

MOYNET M. (André), *Député de Saône-et-Loire (R. L.)*.

*Secrétaire d'Etat à la Présidence
du Conseil*

(Cabinet MENDÈS-FRANCE)

du 12 novembre 1954 au 23 février 1955.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). — Est nommé : vice-président de la Commission de la production industrielle [19 juillet 1951] (**F. n° 7**); [22 janvier 1953] (**F. n° 217**); [9 février 1954] (**F. n° 343**); — membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); — de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); [28 mars 1955] (**F. n° 517**); — par la Commission des moyens de communication et du tourisme pour faire partie de la Commission de coordination chargée des questions relatives à la Commu-

nauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**); [5 mars 1954] (**F. n° 358**).

Dépôts :

Le 20 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à voter des crédits nécessaires pour que soient indemnisées de leurs dommages les victimes des inondations du 18 novembre 1951, dans le département de Saône-et-Loire, **n° 1641**. — Le 27 mai 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 2810) de M. Pineau tendant à inviter le Gouvernement à créer une prime spéciale pour les pilotes d'avion ou de planeur battant un record du monde et à prévoir le remboursement des frais occasionnés par sa préparation, **n° 3480**. — Le 22 décembre 1952, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 3390) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'aviation civile et commerciale, **n° 5228**. — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 4839) relatif au régime juridique, administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, **n° 5679**. — Le 25 mars 1953, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur l'avis (n° 5900) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 3390) adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'aviation civile et commerciale, **n° 6019**. — Le 16 mars 1954, une proposition de loi tendant à instituer un nouveau régime pour la compensation des dettes fiscales ou sociales des contribuables avec les créances sur l'Etat, **n° 8047**. — Le 17 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de toutes taxes la construction des voitures automobiles destinées à la course et à accorder des facilités de transport pour ces voitures, **n° 8066**.

Interventions :

Est désigné comme *Secrétaire d'âge* [5 juillet 1951] (p. 5863). — Prend part à la discussion :

des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la commande d'avions Bréguet)* [9 novembre 1951] (p. 7882); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE: en qualité de *Rapporteur pour avis* [23 novembre 1951] (p. 8488 et suiv.); *Sa demande de renvoi à la Commission des moyens de communication* (p. 8492, 8495 et suiv.): en qualité de *Rapporteur pour avis* [12 décembre 1951] (p. 9058 et suiv.); *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Secrétariat général de l'aviation civile)* (p. 9063) Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la navigation aérienne (Titularisation des agents)* (p. 9064 et suiv.); *le retire* (p. 9066); Chap. 1080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'école nationale de l'aviation civile* (p. 9067, 9068); Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bases aériennes (Développement de l'infrastructure)* (p. 9069); *le retire* (ibid.); Chap. 1130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la météorologie nationale* (p. 9069, 9070); Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aviation légère et sportive (Détaxe de l'essence aviation)* (p. 9070, 9072, 9073); Chap. 3000 : *Demande de rétablissement des crédits pour les missions à l'étranger, présentée par le Gouvernement* (p. 9079); Chap. 3010 : *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel (Machines à écrire), présentée par le Gouvernement* (p. 9079); Chap. 5000 : *Amendement de M. Couston tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux aéroclubs* (p. 9086); Chap. 5010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions d'exploitation (Insuffisance de l'infrastructure)* (p. 9086); *le retire* (p. 9087); Chap. 5020 : *Amendement de M. Moatti tendant à ne subventionner que les lignes où Air-France est concurrencée par des compagnies étrangères (Utilisation du Bréguet Deux-ponts)* (p. 9090). — Est désigné comme *Secrétaire d'âge* [8 janvier 1952] (p. 197). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile; Art. 1^{er} : *Son*

amendement tendant à élargir la définition de navigant professionnel de l'aéronautique [10 octobre 1952] (p. 4226); Art. 12 : *Son amendement tendant à ne pas soumettre au Ministère la composition des équipages* [4 novembre 1952] (p. 4677); *Son amendement tendant à établir la liste de l'équipage avant chaque vol* (p. 4677); Art. 28 : *Indemnisation en cas de décès ou d'incapacité permanente* (p. 4682); Art. 31 : *Amendement de M. Clostermann tendant à interdire les cumuls de pensions civiles et militaires* (p. 4685); Art. 6 : *Son amendement relatif aux brevets de sécurité et de sauvetage* (p. 4686); Art. 39 : *Son amendement relatif à la procédure de l'enquête administrative sur les accidents* (p. 4688); Art. 40 : *Son amendement relatif à l'envoi des rapports au Conseil de discipline de l'aéronautique* (p. 4689); — du projet de loi relatif au développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [13 novembre 1952] (p. 5061 et suiv.); Chap. 3121 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la navigation aérienne (Création de 500 emplois de contrôleurs de navigation)* (p. 5068); Chap. 3122 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités du personnel de navigation aérienne (Indemnités du personnel travaillant dans les territoires d'outre-mer)* (p. 5068, 5069); Chap. 3142 : *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'École nationale d'aviation civile (Formation du personnel navigant)* (p. 5069, 5070); Chap. 3392 : *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour prestations facultatives (Colonies de vacances)* [15 novembre 1952] (p. 5260, 5261); Chap. 3441 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'École nationale d'aviation civile (Coursière de fin d'études)* (p. 5262); Chap. 3452 : *Météorologie (Protection des avions par radio-sondages)* (p. 5262); Chap. 3472 : *Amendement de M. Dujour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aviation légère et sportive (Détaxe de l'essence pour les aéroclubs)* (p. 5263, 5264); Chap. 3561 : *Amendement de M. Lenormand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bases aériennes (Aérodrome de Tontoutu en Nouvelle-Calédonie)* (p. 5265); Etat B, Chap. 4521 : *Amendement de M. Moatti tendant à*

réduire de 1.000 francs la subvention à Air-France (*Révision de la Convention entre l'Etat et Air-France*) (p. 5267, 5268); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 52 : *Demande de disjonction de l'article prévoyant la taxation des contribuables d'après les éléments de leur train de vie, présentée par M. Couston* [11 décembre 1952] (p. 6194). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Remaniement du Cabinet Mendès-France) [12 novembre 1954] (*J. O.* du 13 novembre 1954, p. 10.671). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Mendès-France) [5 février 1955] Séance du 7 février 1955, p. 785). — Cesse d'expédier les affaires courantes [23 février 1955] (*J. O.* du 24 février 1955, p. 2072). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [4 octobre 1955] (p. 4753). — S'excuse de son absence [22 mars 1955] (p. 1806). — Obtient un congé [22 mars 1955] (p. 1806).

MULLER (M. Pierre), Député de la Moselle (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); — de la Commission de la production industrielle [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder exceptionnellement au département de la Moselle, un crédit de 100 millions destinés à réparer les destructions occasionnées aux routes, ponts, cultures, etc., par les orages qui se sont abattus dans les départements, **n° 225**. — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à introduire le bilinguisme dans les administrations publiques des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, **n° 369**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 3 de la loi n° 50.919 du 9 août 1950, portant organisation

de la sécurité sociale dans les mines, en instituant une majoration pour enfants, **n° 560**.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur la catastrophe de chemin de fer de Sanry-sur-Nied [28 août 1951] (p. 6533). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Discussion générale (Ses observations sur les conséquences du pool pour la Lorraine)* [7 décembre 1951] (p. 8966, 8967); — du projet de loi relatif à l'enseignement du français en Alsace-Lorraine : *Discussion générale* [1^{er} juillet 1952] (p. 3381, 3382); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953; INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat A, Chap. 3112: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les écoles des mines (Sécurité du travail dans les mines)* [23 octobre 1952] (p. 4354, 4355); EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 3101 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Enseignement de l'allemand en Moselle)* [7 novembre 1952] (p. 4851, 4852); — d'une proposition de loi portant amnistie des Français incorporés de force dans les formations militaires ennemies; Article premier : *Son amendement tendant à ne pas amnistier ceux qui ont eu une participation personnelle au crime* [18 février 1953] (p. 1128); — du projet de loi relatif au séquestre des biens, droits et intérêts sarrois : *Discussion générale (Ses observations sur la renaissance de la puissance allemande, l'abandon de nos droits, le problème à résoudre dans le cadre du règlement général du problème allemand)* [17 mars 1953] (p. 1931, 1932). — Dépose une demande d'interpellation sur le non-enseignement de l'allemand dans les écoles primaires de Moselle, malgré promesses faites et désir exprimé par 60 0/0 de la population [8 octobre 1953] (p. 4102). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954), INDUSTRIE ET COMMERCE, Article premier, Etat A, Titre III, Chap. 3111 : *Direction des mines et de la Sidérurgie; Son amendement portant réduction de 1.000 francs à titre indicatif* [3 novembre 1953] (p. 4743). — Dépose une demande d'interpellation : sur

la grève dans les mines d'Audun-le-Tiche [3 mai 1955] (p. 2426); — sur la situation créée par la direction de la S.A.F.E. à Hagondange (Moselle) qui a licencié 12 ouvriers pour faits de grève [28 octobre 1955] (p. 5346); — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la retraite des ouvriers mineurs, Article premier : *Son amendement (Majoration de 15 0/0, pension des veuves)* [22 novembre 1955] (p. 5907).

MUSMEAUX (M. Arthur), *Député du Nord* [3^e circonscription] (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5904). — Est nommé : membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); membre suppléant : de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (F. n° 138); de la Commission des finances [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 11 juillet 1951, une proposition de loi tendant à porter l'allocation aux vieux à 49.000 francs par an, n° 110. — Le 18 septembre 1951, une proposition de loi tendant à porter l'allocation aux vieux à 72.000 francs par an, n° 1139. — Le 4 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à convoquer dans le plus bref délai la commission supérieure des conventions collectives pour fixer le nouveau taux du salaire minimum interprofessionnel garanti, n° 1810. — Le 5 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à la disposition des entreprises françaises travaillant à des fins pacifiques les matières premières, et notamment l'acier, nécessaires à l'exécution des commandes qui leur sont confiées, n° 1851. — Le 13 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 30 millions de francs, à titre de premier secours, pour venir en aide aux sinistrés des inondations de la vallée de la Scarpe et à

accorder à ces sinistrés l'exonération de leurs impôts, n° 2632. — Le 23 octobre 1952, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 1^{er} novembre 1953 les locations et réquisitions de jardins familiaux, ouvriers et ruraux, n° 4476. — Le 27 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 3 de l'article 3 de l'ordonnance du 2 février 1945 et le premier alinéa de l'article 78 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 et à permettre le paiement mensuel des allocations aux vieux travailleurs salariés, pensions et rentes, n° 5711. — Le 27 février 1953, une proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 44 de la loi n° 52-709 du 10 juillet 1952 et l'alinéa premier de l'article premier de la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 permettant d'unifier les plafonds de ressources qui servent de base pour l'obtention de l'allocation spéciale prévue par la loi du 10 juillet 1952 et pour l'obtention de la carte d'économiquement faible instituée par la loi du 26 septembre 1951, n° 5716. — Le 5 mars 1953, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 2242) tendant à compléter la loi n° 46-283 du 25 février 1946 relative à la rémunération des heures supplémentaires de travail, n° 5787. — Le 6 octobre 1953, une proposition de loi tendant à porter l'allocation spéciale aux vieux à 90.000 francs par an, n° 6799. — Le 12 décembre 1953, une proposition de loi tendant à réduire de 20 0/0 : 1° les prix des produits pharmaceutiques ; 2° les prix des journées d'hospitalisation, n° 7463. — Le 6 avril 1954, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 7144) de M. Jean Cayeux tendant à modifier l'article 69 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 relatif à l'exercice des fonctions d'administrateur de caisses de sécurité sociale, n° 8265. — Le 31 mars 1955, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 7 du décret du 31 décembre 1954 concernant la surcompensation des prestations familiales agricoles, n° 10589. — Le 18 mai 1955, une proposition de loi tendant à porter le plafond des ressources pour les bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et pour les bénéficiaires de l'allocation spéciale aux vieux à 250.000 francs pour une personne seule et à 300.000 francs pour deux personnes, n° 10787. — Le 22 juillet 1955, une proposition de loi tendant à

attribuer au régime général de la sécurité sociale une subvention de 50 milliards de francs prélevée sur le budget de l'Etat, n° 11293. — Le 23 juillet 1955, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont (n° 10646) ayant pour objet de relever le plafond permettant aux vieux travailleurs de toucher les indemnités spéciales et la rente des vieux travailleurs salariés ; 2° de M. Musmeaux et plusieurs de ses collègues (n° 10787) tendant à porter le plafond des ressources pour les bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et pour les bénéficiaires de l'allocation spéciale aux vieux à 250.000 francs pour une personne seule et à 300.000 francs pour deux personnes, n° 11307. — Le 25 octobre 1955, une proposition de loi tendant à modifier les articles 63, 64, 65 et 71 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 en vue : 1° de ramener l'âge du droit à pension à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes et à 55 ans pour les assurés ayant exercé une activité particulièrement pénible ; 2° de fixer le taux de la pension à 50 0/0 du salaire annuel de l'année la plus favorable ; 3° de fixer le taux minimum de la pension vieillesse à 50 0/0 du salaire minimum garanti, toutes primes comprises sans abattement de zone, n° 11709.

Interventions :

Son rapport sur les élections dans le département du Pas-de-Calais (2^e circonscription) [5 juillet 1951] (p. 5889). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale ; Art. 14 : *Son amendement tendant à accorder cinq milliards à la Caisse autonome des mines* [30 août 1951] (p. 6630) ; — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves) ; Art. 2 : *Amendement de M. Jean-Moreau tendant à prélever les fonds sur les Caisses d'allocations familiales* [9 septembre 1951] (p. 7496) ; — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à consulter l'Institut national de la statistique sur le budget-type* [20 septembre 1951] (p. 7507) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services

civils en 1952 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE ; Chap. 40-20 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Fonds national de chômage (Chômage croissant en France)* [13 novembre 1951] (p. 7959, 7961). — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Son amendement tendant à faire fixer le budget type par la Commission supérieure des conventions collectives* [25 février 1952] (p. 884) ; — d'une proposition de résolution relative à la modification du règlement de l'Assemblée Nationale ; Art. 5 : *Son amendement tendant à interdire les débats restreints sur les lois modifiant le régime de la sécurité sociale* [27 mars 1952] (p. 1537) ; — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Sa demande de renvoi du début* [29 mai 1952] (p. 2565) ; — d'une proposition de loi majorant les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail : *Son contre-projet prévoyant l'échelle mobile pour les mutilés du travail* [2 juillet 1952] (p. 3449) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953 ; Art. 134 bis : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant la communication au Parlement, chaque année des recettes et dépenses de la Sécurité sociale* [28 janvier 1953] (p. 602) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République, INDUSTRIE ET COMMERCE, Art. 1^{er} : *Son rappel au règlement (Droit des parlementaires d'obtenir une réponse du Gouvernement)* [30 janvier 1953] (p. 746) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat B, Chap. 46-11 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le Fonds national de chômage (Augmentation du nombre des chômeurs)* (p. 757) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 47-22 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à la contribution de l'Etat au fonds de retraite de la Caisse de sécurité sociale des mines (Insuffisance des pensions des retraités mineurs)* [29 octobre 1953] (p. 4670). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement et la crise qui sévit dans la métallurgie du Nord [31 décembre 1953] (p. 7281). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion de son interpellation sur la politique générale du Gouvernement (Après l'élection de M. le Président de la République) : *Discussion*

générale (*Observations sur : la crise des industries houillères et métallurgiques du Nord de la France, le résultat de la politique générale et extérieure du Gouvernement*) [6 janvier 1954] (p. 10 et 11) ; — les propositions de la conférence des présidents : *Son amendement (Discussion du rapport de M. Fouyet sur l'allocation chômage)* [16 février 1954] (p. 292). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant majoration des ALLOCATIONS DE VIEILLESSE, amendé par le Conseil de la République, Art. 9 bis : *Amendement de M. de Tinguy (Réduction du taux de la taxe de statistique)* [4 mars 1954] (p. 641) ; *Amendement de M. de Tinguy (Majoration de la cotisation des travailleurs indépendants)* (p. 641) ; — de la proposition de loi concernant le statut des gérants de sociétés au regard de la législation de la sécurité sociale, Art. 2 : *Son amendement (Application de la législation sur les accidents du travail aux gérants de sociétés ne disposant pas de plus de 5 0/0 des actions)* [4 mars 1954] (p. 650). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Son amendement (Inscription à l'ordre du jour du rapport sur les accidents du travail et les maladies professionnelles)* [6 avril 1954] (p. 1776). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 46-11 : *Sa demande de disjonction de ce chapitre (Services du travail et de la main-d'œuvre, Fonds national de chômage)* [16 novembre 1954] (p. 5099) ; — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Inquiétudes suscitées dans la population du Nord (si éprouvée) par la C.F.D., puis par les Accords, crise provoquée par la politique économique « européenne » (exemples), « vague de fond » des manifestations populaires (exemples))* [23 décembre 1954] (p. 6796, 6797) ; — du projet de loi relatif à l'indemnisation des salariés victimes des inondations, Art. 3 : *Amendement de M. Linet (Intégralité du salaire), application de l'article premier de la loi de finances* [28 janvier 1955] (p. 300). — Est entendu sur : la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'arrêt de la vie municipale à Lille [17 mars 1955] (p. 1583) ; — les propositions de la conférence des présidents : *Fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti, projet de loi proclamant l'état de siège en Algérie, rapport de M. Saint-Cyr*

[18 mars 1955] (p. 1655). — Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1955 : *Sa motion préjudicielle (Fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti à 25.166 francs, suppression des abattements de zones)* [19 mars 1955] (p. 1710, 1711). — Dépose une demande d'interpellation sur le S. M. I. G. [24 mars 1955] (p. 1903). — Est entendu sur la demande de fixation immédiate de la date de discussion de l'interpellation de Mme Galicier sur les salaires féminins : *S. M. I. G., rémunération des ouvriers spécialisés, bénéfices des entreprises, emploi de l'état d'urgence contre les travailleurs* [24 mars 1955] (p. 1906, 1907). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole, Art. 1^{er} : *Sa demande de suspension* [28 juin 1955] (p. 3417). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures envisagées pour éviter la fermeture de l'usine de soie artificielle S. O. E. I. R. A. à Colmar [19 juillet 1955] (p. 3893). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents : *Retraite des vieux travailleurs, des mineurs, situation sociale des chauffeurs de taxi* [29 juillet 1955] (p. 4491). — Prend part à la discussion : en troisième lecture, du projet de loi relatif à l'administration des organismes de sécurité sociale : *Discussion générale* [5 août 1955] (p. 4676) ; — du projet de loi instituant un Fonds national de la vieillesse, Art. 6 : *Son amendement (Subventions exceptionnelles du Fonds)* [16 novembre 1955] (p. 5756) ; *Son amendement (Dépenses incombant « légalement » aux régimes)* (ibid.).

MUTTER (M. André), Député de l'Aube
(I. P.).

Vice-Président de l'Assemblée Nationale,

Ministre des Anciens combattants
et Victimes de la guerre.

(Cabinet LANIER)

du 28 juin 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [6 juillet 1954] (p. 5900). — Est nommé : Vice-Président de la Commission des affaires étrangères [19 juillet 1951] (F. n° 7), [22 janvier 1953] (F. n° 217) ; membre : de la Commission des affaires étrangères [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier

1953] (**F. 216**), [8 mars 1955] (**F. n° 504**) ; de la Commission de l'éducation nationale [17 juillet 1951] (**F. n° 5**) ; de la Commission de la défense nationale [28 août 1951] (**F. n° 27**) ; membre titulaire pour représenter la France métropolitaine à l'Assemblée Consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [2 août 1951] (**F. n° 16**). — Est élu par l'Assemblée Nationale pour représenter la France au sein de la Communauté européenne du charbon et de l'acier [11 juillet 1952] (**F. n° 10**) ; Est désigné par la Commission des affaires étrangères pour faire partie de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (**F. n° 263**).

Dépôts :

Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-673 du 24 mai 1951 relative à la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par l'Etat polonais aux ressortissants français touchés par la loi polonaise du 3 janvier 1946 sur les nationalisations, **n° 564**. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 188 et 203 du Code d'instruction criminelle, **n° 1250**. — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 1373) autorisant le Président de la République à donner son accord à l'envoi à la Grèce et à la Turquie d'une invitation à accéder au Traité de l'Atlantique-Nord, **n° 2159**. — Le 5 février 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 2345) autorisant le Président de la République à ratifier le Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique-Nord sur l'accession de la Grèce et de la Turquie, **n° 2494**. — Le 9 décembre 1952, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de loi (n° 2625) de MM. Armengaud, Longehambon et Ernest Pezet, sénateurs, tendant à compléter la loi du 30 novembre 1950, portant à dix-huit mois la durée du service militaire, et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928, relative au recrutement de l'armée, **n° 5002**. — Le 6 novembre 1953, un projet de loi établissant un plan quadriennal pour l'application de nouveaux taux d'émolument aux anciens combat-

tants et victimes de la guerre et portant ouverture de crédits prévisionnels sur l'exercice 1954, **n° 7136**. — Le 6 décembre 1953, une lettre rectificative au projet de loi (n° 7136) établissant un plan quadriennal pour l'application de nouveaux taux d'émolument aux anciens combattants et victimes de la guerre et portant ouverture de crédits prévisionnels sur l'exercice 1954, **n° 7386**. — Le 9 décembre 1954, une proposition de loi tendant à faire reconnaître la mention « mort pour la France » aux Français tombés en service commandé en Afrique du Nord, **n° 9679**. — Le 21 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour venir efficacement en aide aux vignerons, victimes des gelées qui se sont produites les 20 et 21 mai 1955 dans le département de l'Aube, **n° 10922**. — Le 30 juin 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux exploitants agricoles de l'Aube, victimes des gelées tardives du mois de mai 1955, des secours et une équitable indemnisation pour les préjudices subis, **n° 11062**.

Interventions :

Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [28 août 1951] (p. 6543).

En cette qualité ;

Préside : la séance du 1^{er} septembre 1951 (p. 6759) ; la 2^e séance du 4 septembre 1951 (p. 6854) ; la 1^{re} séance du 8 septembre 1951 (p. 7072) ; la 2^e partie de la séance du 10 septembre 1951 (p. 7270) ; la 1^{re} séance du 14 septembre 1951 (p. 7353) ; la 1^{re} partie de la séance du 20 septembre 1951 (p. 7506) ; la 3^e séance du 8 novembre 1951 (p. 7794) ; la 2^e séance du 16 novembre 1951 (p. 8143) ; la 3^e séance du 21 novembre 1951 (p. 8288) ; la 3^e séance du 22 novembre 1951 (p. 8367) ; la 2^e séance du 30 novembre 1951 (p. 8711) ; la 1^{re} séance du 4 décembre 1951 (p. 8730) ; la 2^e partie de la 3^e séance du 7 décembre 1951 (p. 8965) ; la 1^{re} séance du 12 décembre 1951 (p. 9054) ; la 2^e séance du 12 décembre 1951 (p. 9078) ; la 2^e séance du 13 décembre 1951 (p. 9156) ; la 3^e séance du 18 décembre 1951 (p. 9291) ; la 2^e séance du 19 décembre 1951 (p. 9354) ; la 3^e séance du 23 décembre 1951 (p. 9725) ; la 3^e séance du 28 décembre 1951

(p. 10049); la 1^{re} séance du 30 décembre 1951 (p. 10229); la 2^e séance du 4 janvier 1952 (p. 130). — Son rapport sur les élections dans le département de l'Ardèche [5 juillet 1951] (p. 5903). — Est entendu sur la validation : des élections du département des Alpes-Maritimes [19 juillet 1951] (p. 5963, 5964); — des élections du département de l'Ardèche, en qualité de *Rapporteur* [19 juillet 1951] (p. 5964, 5965). — Est élu *membre titulaire de l'Assemblée consultative européenne* [2 août 1951] (p. 6169). — Prend part à la discussion du rapport sur les opérations électorales de la Haute-Saône : *Son amendement tendant à déclarer valables les apparentements et à proclamer élus MM. Georges, Montillot et Liautey* [23 août 1951] (p. 6466, 6467, 6468, 6469, 6470, 6471, 6473). — Est entendu sur une communication du Gouvernement sur la politique extérieure : *Ses observations sur les conférences internationales tenues en Amérique, et la guerre d'Indochine* [30 août 1951] (p. 6661, 6662). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration des allocations aux vieux travailleurs et des prestations familiales ; Art. 10 : *Avances du Trésor aux diverses caisses* [25 septembre 1951] (p. 7624); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier : *Son rappel au Règlement (Mention d'un vote en Commission)* [6 décembre 1951] (p. 8875); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion d'ajournement de M. Pierre André* [11 décembre 1951] (p. 9010, 9011). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [9 janvier 1952] (p. 210).

En cette qualité :

Préside : la 2^e séance du 5 février 1952 (p. 443); la 1^{re} partie de la séance du 13 février 1952 (p. 676); la 2^e partie de la séance du 16 février 1952 (p. 747); la 1^{re} partie de la 2^e séance du 25 février 1952 (p. 870); la 1^{re} séance du 28 février 1952 (p. 1092); la 2^e partie de la 2^e séance du 29 février 1952 (p. 1165); la 2^e partie de la séance du 6 mars 1952 (p. 1189); la séance du 14 mars 1952 (p. 1308); la 2^e séance du 28 mars 1952 (p. 1623); la 3^e séance du 2 avril 1952 (p. 1769); la 2^e séance du 3 avril 1952 (p. 1826); la 2^e partie de la 1^{re} séance du 10 avril 1952 (p. 2095); la 2^e partie de la 2^e séance du 20 mai 1952 (p. 2359); la 2^e partie de la séance du

3 juin 1952 (p. 2612); la 2^e séance du 13 juin 1952 (p. 2903); la 2^e séance du 20 juin 1952 (p. 3081); la 3^e séance du 27 juin 1952 (p. 3321); la 2^e partie de la 1^{re} séance du 4 juillet 1952 (p. 3535); la 2^e séance du 4 juillet 1952 (p. 3567); la 2^e partie de la 3^e séance du 6 juillet 1952 (p. 3678); la 1^{re} partie de la 2^e séance du 10 juillet 1952 (p. 3781); la 2^e séance du 23 octobre 1952 (p. 4352); la séance du 25 octobre 1952 (p. 4463); la 3^e séance du 28 octobre 1952 (p. 4538); la 2^e séance du 31 octobre 1952 (p. 4648); la 3^e séance du 4 novembre 1952 (p. 4724); la séance du 5 novembre 1952 (p. 4749); la 1^{re} séance du 15 novembre 1952 (p. 5177); la 2^e séance du 15 novembre 1952 (p. 5204); la 3^e séance du 18 novembre 1952 (p. 5348); la 2^e séance du 5 décembre 1952 (p. 5996); la 1^{re} partie de la 1^{re} séance du 9 décembre 1952 (p. 6057); la 2^e séance du 9 décembre 1952 (p. 6085); la 2^e séance du 15 décembre 1952 (p. 6433); la 3^e séance du 16 décembre 1952 (p. 6497); la 2^e partie de la 3^e séance du 20 décembre 1952 (p. 6737); la 1^{re} partie de la 2^e séance du 22 décembre 1952 (p. 7010); la 2^e partie de la séance du 30 décembre 1952 (p. 7057). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'accession de la Grèce et de la Turquie au traité de l'Atlantique Nord, en qualité de *Rapporteur* [24 janvier 1952] (p. 326 et suiv.); — du projet de loi relatif au protocole additionnel au traité de l'Atlantique Nord (Inclusion de la Grèce et de la Turquie), en qualité de *Rapporteur* [7 février 1952] (p. 484 et suiv.); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Ordre du jour de M. de Beaumont acceptant la création d'une armée intégrée et demandant une garantie anglo-américaine* [13 février 1952] (p. 704). — Son rapport sur les élections partielles du département d'Alger (1^{er} collège) [16 février 1952] (p. 753). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réforme, dégrèvements et dispositions fiscales : *Son rappel au règlement (Amendements repris sous forme d'articles additionnels)* [26 février 1952] (p. 1033); — du projet de loi relatif à la variation du salaire minimum interprofessionnel garanti (échelle mobile), amendé par le Conseil de la République : *Sa demande de suspension de séance* [9 avril 1952] (p. 2047); *Motion de M. Joubert tendant à ajourner le vote jusqu'au 29 mai* (p. 2057, 2058); — des interpellations

sur la politique du Gouvernement en Tunisie : *Discussion générale (Ses observations sur le retard apporté à la publication des réformes)* [19 juin 1952] (p. 3056); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; Art. 3 : *Amendement de M. Catroux tendant à déférer au Conseil supérieur des ententes les conventions imputables à des entreprises ayant un statut légal particulier* [26 juin 1952] (p. 3232). — Est entendu sur la nomination d'un membre titulaire du Conseil supérieur de la magistrature : *Sa demande de procéder à un dixième tour de scrutin* [11 juillet 1952] (p. 3911). — Est nommé *Membre de l'Assemblée de la communauté européenne du charbon et de l'acier* [11 juillet 1952] (p. 3911). — Déclare close la session et présente ses vœux à l'Assemblée [30 décembre 1952] (p. 7060). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1953] (p. 82).

En cette qualité :

Préside : la 2^e séance du 22 janvier 1953 (p. 141); la 1^{re} séance du 24 janvier 1953 (p. 254); la 1^{re} partie de la 3^e séance du 26 janvier 1953 (p. 404); la 3^e séance du 27 janvier 1953 (p. 509); la 1^{re} partie de la 2^e séance du 6 février 1953 (p. 1017); la 1^{re} séance du 24 février 1953 (p. 1278); la 3^e séance du 27 février 1953 (p. 1477); la 2^e partie de la 2^e séance du 13 mars 1953 (p. 1893); la 1^{re} séance du 17 mars 1953 (p. 1926); la 2^e séance du 20 mars 1953 (p. 2090); la 2^e partie de la séance du 21 mars 1953 (p. 2170); la 3^e partie de la 3^e séance du 24 mars 1953 (p. 2268); la 3^e séance du 27 mars 1953 (p. 2497); la séance du 18 mai 1953 (p. 2709); la séance du 21 mai 1953 (p. 2810); la 2^e séance du 28 mai 1953 (p. 2895); la 3^e séance du 4 juin 1953 (p. 2974). — Prend part : à la discussion d'une proposition de résolution relative à la composition de la Commission de coordination du pool charbon-acier; Art. 2 : *Amendement de M. Fallon relatif au cas des membres de l'Assemblée ad hoc* [26 mars 1953] (p. 2361); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Mendès-France) : *Ses observations sur la politique agricole à suivre, l'alliance franco-américaine, le resserrement des liens avec l'Angleterre, les négociations en Asie* [3 juin 1953] (p. 3031 et suiv.). — Est nommé *Ministre des Anciens combattants et Victimes de la Guerre* (Cabinet Laniel) [28 juin

1953] (*J.O.* du 28 juin 1953, p. 5770). — Donne sa démission de *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [30 juin 1953] (p. 3182).

En qualité de Ministre des Anciens combattants :

Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Magendie sur les réparations aux familles des fusillés de 1941 en Côte française des Somalis : *Efforts de réparation accomplis, nouvelles poursuites engagées, sous un nouveau chef, contre le Gouverneur Nouailhetas, salut aux populations d'outre-mer* [6 novembre 1953] (p. 4921). — Répond à une question de M. Bouxom, relative aux pensions des anciens travailleurs déportés [13 novembre 1953] (p. 5053). — Prend part à la discussion : du projet de loi établissant un plan quadriennal pour les anciens combattants et victimes de guerre : *Discussion générale (Nombre des bénéficiaires de la carte de combattant)* [4 décembre 1953] (p. 6040, 6041); *Motion préjudicielle de M. Le Coutaller demandant l'application de l'article 9 de la loi du 3 février 1953 (Droits des victimes de guerre 1939-1945 réglés par décret-loi du 9 août 1953)* (p. 6044 et suiv.); *Motion préjudicielle de M. Le Coutaller demandant l'application de l'article 9 de la loi du 3 février 1953 (Les 60 milliards accordés aux anciens combattants et victimes de la guerre, insuffisants car irréels)* [5 décembre 1953] (p. 6059, 6060); *Discussion générale (Date limite pour la constitution des dossiers des résistants et déportés)* (p. 6064); *Crédits du budget des anciens combattants non utilisés chaque année* (p. 6079); Article premier : *Présomption d'origine pour les bénéficiaires du Code des pensions* (p. 6079, 6080); Art. 2 : *Amendement de M. Meck relatif aux incorporés de force Alsaciens-Lorrains* (p. 6082); Art. 5 bis : *Conditions de révision des pensions d'invalidité* (p. 6082, 6083); Art. 9 : *Demande de réviser l'article relatif au taux de l'allocation aux invalides, présentée par le Gouvernement* (p. 6084, 6085); Art. 11 bis : *Cas des veuves avec enfants légitimés ou reconnus* (p. 6086); Art. 13 : *Amendement de Mme Péri relatif à l'enfant unique orphelin de père et mère* (p. 6087); Art. 14 : *Sa demande de réserver l'article relatif au taux des pensions de veuves* (p. 6087); Article additionnel : *Amendement de M. Draveny tendant à accorder le bénéfice de la législation de sécurité sociale aux victimes*

civiles (p. 6090); Art. 22 : *Demande de disjonction de l'article majorant la retraite du combattant, présentée par le Gouvernement* (p. 6051); Article additionnel : *Amendement de M. Meckel relatif aux droits des incorporés de force en Alsace-Lorraine* (p. 6091, 6092); Titre II : *Remboursement du pécule et des pertes de biens des déportés* (p. 6093, 6094); *Demande de suspension de séance, présentée par M. Michel Mercier* (p. 6097); Art. 3 : *Amendement de M. Cherrier tendant à reprendre le texte de la Commission pour le taux des petites pensions* [6 décembre 1953] (p. 6103); Art. 9 : *Allocation aux grands invalides* (p. 6104); Art. 14 : *Taux des pensions des veuves de guerre non remariées* (p. 6105); *Taux des pensions des veuves de guerre non remariées (Application de l'article 48 du Règlement)* (p. 6106); *Amendement de M. Draveny tendant à réserver aux concubines le même sort qu'aux veuves non remariées* (p. 6106); Art. 15 : *Amendement de Mme Péri tendant à accorder un supplément familial aux enfants des veuves* (p. 6107); Art. 16 : *Pensions des enfants infirmes de veuves de guerre* (p. 6107); Art. 18 : *Pensions des ascendants (nouveaux taux)* (p. 6108); Art. 22 : *Non-revalorisation de la retraite du combattant pour les anciens combattants entre 55 et 65 ans* (p. 6109); *Amendement de M. Rosenblatt relatif au taux de la retraite du combattant attribuée à partir de 55 ans aux bénéficiaires (Application de l'article 48 du Règlement)* (p. 6110); Art. 22 bis : *Octroi de la retraite du combattant aux insoumis et déserteurs (Application de l'article premier de la loi de finances)* (p. 6111); Art. 22-5 : *Pécule des déportés politiques* (p. 6112); *Amendement de M. Devemy tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif au pécule des déportés* (p. 6112); Art. 22-7 : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à accorder un forfait de 30.000 francs aux déportés* (p. 6113); Art. 22-9 : *Amendement de M. Guislain tendant à reprendre le texte de la Commission relatif aux soldes des déportés de la Résistance (Application de l'article premier de la loi de finances)* (p. 6114); Art. 22-10 : *Pécule des anciens prisonniers de guerre (Règlement des petits pécules en une fois)* (p. 6115); Art. 22-13 : *Nantissement dans les banques nationalisées des titres remis en paiement* (p. 6117); Art. 23 : *Application progressive du plan. (Situation des*

anciens combattants d'Afrique noire) (p. 6118); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 6119); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 3 quater : *Droit à pension accordé aux ayants droit ayant acquis une nationalité étrangère* [30 décembre 1953] (p. 7049); Art. 8 : *Echelonnement sur quatre ans de la majoration des pensions des grands mutilés* (p. 7050); Art. 10 : *Allocations aux invalides dits « implaçables » non hospitalisés* (p. 7050, 7051); Art. 14 ter : *Amendement de M. Bénard tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au droit à pension des veuves de guerre remariées redevenues veuves ou divorcées* (p. 7053); Art. 21 bis : *Extension du délai accordé aux fonctionnaires déportés ou résistants pour introduire leur demande de pension* (p. 7053, 7054); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Effort du Gouvernement octroyant 32 milliards aux victimes de guerre)* (p. 7056); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954), ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Motion préjudicielle de M. Monton demandant le dépôt d'une lettre rectificative* [6 décembre 1953] (p. 6148); Etat A, Chap. 3101 : *Administration centrale (Anciens combattants des territoires d'outre-mer et d'Alsace-Lorraine)* (p. 6149); Chap. 3102 : *Amendement de M. Bignon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de l'administration centrale (Emplois réservés)* (p. 6150); *Indemnités de l'administration centrale, personnel des délégations départementales* (p. 6150); *Centre de Bercy* (p. 6151); Chap. 3121 : *Amendement de M. Max Lejeune tendant à réduire de 9 millions les crédits pour indemnités des services extérieurs* (p. 6151); Chap. 3141 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transports et transferts de corps (Fichier d'Arolsen, disparus de Mathausen)* (p. 6152, 6153); Chap. 3402 : *Matériel de l'administration centrale (Machines de comptabilité mécanographique)* (p. 6153); Chap. 3412 : *Amendement de Mme de Lipkowski tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national des invalides (Traitement des paraplégiques)* (p. 6154); *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Aménagement de l'hôtel des Invalides)* (p. 6154); *Remise de*

L'hôtel des Invalides aux Invalides de guerre (p. 6154) ; Chap. 3423 : Amendement de *M. Hénault* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sépultures militaires (*Règlement des achats de terrains*) (p. 6155) ; Amendement de *Mme de Lipkowski* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*Monument de Struthof, accord franco-allemand*) (p. 6155) ; Chap. 3423 : Amendement de *M. Rosenblatt* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sépultures militaires (*Monument de Struthof*) (p. 6156, 6157) ; *Cimetière de Bir-Hakeim* (p. 6157) ; Chap. 3491 : Amendement de *M. de Villeneuve* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour loyers (*Maison de repos de Cilaos à la Réunion*) (p. 6157) ; Chap. 3654 : Amendement de *M. Fayet* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (*Emplois réservés en Algérie*) (p. 6158) ; Chap. 4603 : Amendement de *Mme de Lipkowski* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le remboursement à la S. N. C. F. (*Voyages des familles sur les tombes de leurs morts*) (p. 6159) ; Amendement de *M. Tourné* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*Réductions du tarif, pour les mutilés, en action*) (p. 6159) ; Chap. 4622 : Amendement de *Mme Péri* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations provisoires d'attente (*Pensions des veuves de guerre*) (p. 6160, 6161) ; Amendement de *M. Rabier* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*Pensions de réversibilité des musulmans veuves de militaires*) (p. 6161) ; Chap. 4623 : Amendement de *M. Rabier* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les pensions d'invalidité (*Sécurité sociale à accorder aux invalides de guerre en Algérie*) (p. 6161) ; Chap. 4624 : Amendement de *M. Fayet* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations spéciales complémentaires (*Grands mutilés d'Algérie sans appareils*) (p. 6162) ; Chap. 4627 : Amendement de *M. Rabier* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour soins médicaux gratuits (*Soins gratuits en Algérie*) (p. 6163) ; *Soins médicaux gratuits (Sourds de guerre)* (p. 6163) ; Chap. 4631 : Amendement de *M. Rosenblatt* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnisation des déportés et internés (*Lenteur de la délivrance des cartes de déportés*) (p. 6163) ; Chap. 4632 : Règlement des droits des F.F.I. (p. 6163) ; Chap. 4633 : Amendement de

M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule des prisonniers de guerre (*Marcs des prisonniers non encore remboursés*) (p. 6165) ; Amendement de *M. Guérard* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*Pécule payé par tranches*) (p. 6165) ; Amendement de *M. Bignon* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*Pécule à accorder aux ascendants des décédés*) (p. 6166) ; Chap. 4635 : Amendement de *M. Rosenblatt* tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le pécule des déportés et internés politiques (*Importance des crédits reportés chaque année*) (p. 6166) ; Chap. 4654 : Amendements tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (*Emplois obligatoires, résistant Pringolliet, veuves et orphelins de guerre, malades nord-africains*) [7 décembre 1953] (p. 6173, 6174) ; Art. 2 : Amendement de *M. Max Léjeune* tendant à supprimer l'article remplaçant les intendants militaires comme commissaires du Gouvernement par des fonctionnaires payés à la vacation (p. 6174, 6175) ; Etat A, Chap. 3122 : Amendement de *M. Max Léjeune* tendant à réduire de 9 millions les crédits pour indemnités des services extérieurs (*Maintien des intendants comme Commissaires du Gouvernement dans les tribunaux des pensions*) (p. 6175) ; Article additionnel : Amendement de *M. David* relatif à la titularisation du personnel des centres d'appareillage des mutilés (p. 6176, 6177) ; Amendement de *M. Bénard* relatif à la transformation d'emplois dans les services extérieurs du Ministère (p. 6180) ; Explications de vote sur l'ensemble (*Majoration des pensions d'après le plan quadriennal*) (p. 6185, 6186) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, amendé par le Conseil de la République : Explications de vote sur l'ensemble (*Sort des anciens combattants des territoires d'outre-mer*) [30 décembre 1953] (p. 7058). — Répond à une question de *M. Devemy* relative aux avantages accordés aux prisonniers de guerre [19 mars 1954] (p. 4059). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'attribution du titre de déporté ou interné résistant ou politique : *Nombre des ayants droit, besoins en crédits, diffusion du décret, avis des associations de déportés, application de l'article 1^{er} de la loi de finances* [6 avril 1954] (p. 4787, 4788). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour d'un vote sans débat relatif au montant des

secours versés aux compagnes des militaires et civils déportés, morts pour la France [2 juin 1954] (p. 2776). — Donne sa démission de *Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (Séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

En qualité de Député :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la Tunisie et le Maroc [10 août 1954] (p. 4037); — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la revalorisation des rentes d'accidents du travail : *Discussion générale (Principe de l'échelle mobile, échelonnement dans le temps)* [12 août 1954] (p. 4101, 4102). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement (Accords de Londres) : *Arbitrage laissé au parti communiste et coupable neutralité du Président du Conseil, au mépris de ses engagements lors de l'investiture, avantages jadis reconnus par lui à la C.E.D. et solution de remplacement à présenter, nécessité donc de préciser d'ores et déjà sa position* [31 août 1954] (p. 4481, 4482). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES AFFAIRES MAROCAINES ET TUNISIENNES pour l'exercice 1955 : *Ses explications de vote (Meurtre du Colonel Durand)* [22 novembre 1954] (p. 5236); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ÉTATS ASSOCIÉS pour 1955 : *Renforcement de l'armement du Viet-Minh* [17 décembre 1954] (p. 6515); *Ses explications de vote sur la question de confiance (Contrôle du potentiel militaire du Nord Viet-Nam)* [20 décembre 1954] (p. 6631, 6632, 6634); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris : *Discussion générale (Impossibilité du réarmement allemand sans l'assentissement de la France, Discours de M. Mendès-France à Nevers)* [23 décembre 1954] (p. 6814); *Rapport n° 9703, Art. 2 et 3 : (Admission de la République fédérale à l'O.T.A.N.) : Ses explications de vote (Contradiction du Président du Conseil touchant l'impossibilité d'une nouvelle solution de rechange — ses discours du 29 août et du 23 décembre —); Impossibilité logique et morale d'accepter l'article 2 (O.T.A.N.) sans l'article premier (Réarmement allemand contrôlé); Doutes touchant l'application intégrale des Accords par le*

Gouvernement (Pas de négociations auparavant avec l'Est) [27 décembre 1954] (p. 6882, 6883); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE pour 1955 : *Aménagement du Struthof* [25 janvier 1955] (p. 206); *Plan quadriennal, pensions des veuves, grands invalides, rapport constant; les 9.000 francs accordés aux fonctionnaires* (p. 215, 216); *Etat A, Chap. 3101 : Corps d'inspecteurs généraux, personnel temporaire, présomption d'origine pour les soldats du contingent* [9 mars 1955] (p. 1224, 1222); *Amendement indicatif de M. Deliaune (Anciens combattants tunisiens)* (p. 1228); *Son amendement indicatif (Titularisation des temporaires)* (p. 1235); *le retire (ibid.)*; *Chap. 3424 : Rapatriement des corps des soldats d'Indochine* (p. 1251); *Chap. 4621 : Amendement indicatif de M. Cherrier (Bonification de l'âge de la retraite pour les anciens déportés et internés)* [10 mars 1955] (p. 1295); *Chap. 4622 : Amendement indicatif de M. Mouton (Présomption d'origine pour les jeunes recrues, les prisonniers, les déportés et les résistants)* (p. 1300); *Chap. 4623 : Application du rapport constant entre l'augmentation des traitements des fonctionnaires et celle des pensions d'invalidité* (p. 1304); *Chap. 4626 : Soins médicaux gratuits* [11 mars 1955] (p. 1330); *Chap. 4633 : Pécule des prisonniers de guerre* (p. 1344); *Chap. 4634 : Son amendement indicatif (Égalité de droits entre les déportés politiques et les déportés résistants)* (p. 1346); *Art. 10 : Amendement de M. Delachenal tendant à exclure les pensions de veuves de guerre du montant des ressources des postulants à l'allocation spéciale* (p. 1355); *Son article additionnel (Application de la présomption d'origine aux hommes du contingent)* (p. 1361 et suiv.); *Son article additionnel (Attribution de l'allocation n° 8 aux bénéficiaires de l'article 18 ayant « 10 degrés d'article 16 »)* (p. 1364); *Son article additionnel (Octroi de la mention « mort pour la France » à ceux qui sont tombés en Algérie)* (p. 1367, 1368); *Ses explications de vote* (p. 1377, 1378); — d'interpellations sur la situation en Afrique du Nord : *Sa proposition de loi relative à la pension des veuves de militaires tombés au combat* [3 février 1955] (p. 688); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale, Article premier : *Amendement de M. Richet (Modification de*

l'article 1759 du Code général des impôts : contrôle fiscal en cas d'opposition collective à l'établissement de l'assiette de l'impôt [29 mars 1955] (p. 2086); — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Ses explications de vote (Ecoles)* [8 juillet 1955] (p. 3761, 3762); — d'interpellations sur le Maroc : *Ses explications de vote sur la priorité (Politique possible à l'arrivée au pouvoir de M. Edgar Faure; Politique encore réalisable à l'heure actuelle, critique des décisions prises ; Si Bekkaï)* [8 octobre 1955] (p. 4964 à 4968); — d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Politique du Gouvernement en Afrique du Nord, société destinée à racheter les propriétés des colons français de Tunisie rentrant en France* [26 octobre 1955] (p. 5311, 5312); = S'excuse de son absence [27 novembre 1951] (p. 8506), [24 juin 1954] (p. 3040). [29 novembre 1955] (p. 6037). = Obtient des congés [27 novembre 1951] (p. 8506), [29 novembre 1955] (p. 6037).

